Répertoire alphabétique de la jurisprudence tunisienne : comprenant les matières contenues dans le "Journal des [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Berge, Stéphane. Répertoire alphabétique de la jurisprudence tunisienne : comprenant les matières contenues dans le "Journal des tribunaux de la Tunisie" de 1889 à 1908 / par S. Berge, ... 1910.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE

DE LA

JURISPRUDENCE TUNISIENNE

4° F.
12340

681324

RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE

DE LA

JURISPRUDENCE TUNISIENNE

comprenant les matières contenues dans le

"JOURNAL DES TRIBUNAUX DE LA TUNISIE"

DE 1889 A 1908 INCLUS

par **S. BERGE** ✻

CONSEILLER A LA COUR D'APPEL DE PARIS

ANCIEN PRÉSIDENT DES TRIBUNAUX FRANÇAIS DE TUNIS ET DE SOUSSE

PRÉSIDENT HONORAIRE DU TRIBUNAL MIXTE DE TUNISIE

DIRECTEUR HONORAIRE DE LA JUSTICE TUNISIENNE

TUNIS

IMPRIMERIE FRANÇAISE B. BORREL, RUE DE NAPLES, 53

1910.

DON 8 7 1 7 8 2

AVERTISSEMENT

La tâche qui s'impose aux Tribunaux français de la Régence de Tunis est très différente, au point de vue de l'application des lois, de celle qui incombe aux juridictions similaires de la Métropole ou de l'Algérie et elle exige de ceux qui en sont chargés des connaissances spéciales étendues sur beaucoup de législations étrangères, en même temps qu'une documentation exceptionnelle sur les problèmes spéciaux du droit international privé. Pour s'en convaincre, il suffit d'envisager un instant les grandes règles qui dominent l'application des lois en Tunisie.

Le statut personnel de chaque justiciable est régi par sa loi nationale.— Les contrats sont très souvent soumis à l'empire de la loi locale *(locus régit actum),* parfois à celle de la loi nationale des contractants. — Les actions réelles dépendent de la loi musulmane pour les immeubles non immatriculés et de la loi foncière tunisienne pour les immeubles immatriculés. — Toutes les matières pénales qui sont sous l'influence de l'ordre public local ou qui ont été l'objet de lois beylicales sont soumises à la loi tunisienne de préférence à la loi française. — Toutes les matières administratives et fiscales sont réglées exclusivement par la loi tunisienne.

Il résulte de ces principes qu'en dehors de la loi de procédure *(lex fori)* qui vient s'amalgamer avec le fond du litige en des combinaisons inattendues et originales, l'application de la loi française par les Tribunaux français de la Tunisie est l'exception. C'est là un fait qui ressort avec évidence des statistiques.

On y découvre qu'en matière civile, sur 1000 affaires, il y en a :

entre français	128
entre français et autres européens	161
entre français et indigènes	65
entre européens non français	432
entre européens non français et indigènes	154
entre indigènes	60
TOTAL	1000

Bien que la nationalité des délinquants n'influe pas directement sur l'application de la loi pénale, il n'est pas, d'autre part, sans intérêt de

constater encore que les français ne forment qu'une faible proportion des condamnés de la justice française ; sur 1000 de ces condamnés, on trouve :

506	tunisiens
302	italiens
80	algériens indigènes
68	français
32	maltais
4	anglais
2	suisses
1	allemand
1	autrichien
1	grec.
1	egyptien.
1	turc.
1	espagnol.
1000	

Dès que cette situation s'est révélée, il a paru qu'il était nécessaire de créer en Tunisie un recueil de jurisprudence. C'est ce qui a été fait au commencement de l'année 1889 par M. Louis Bossu, alors procureur de la République à Sousse, sous le titre de *«Journal des Tribunaux français en Tunisie»*, légèrement modifié plus tard pour prendre un caractère plus général et devenu *«Journal des Tribunaux de la Tunisie»*. A la fin de l'année 1892, l'auteur du présent ouvrage dût assumer la direction de ce Recueil en remplacement de M. Bossu, parti en France pour y continuer une brillante carrière judiciaire et, à la fin de 1908, la collection comprenait 20 gros volumes où les recherches étaient d'autant plus longues et difficiles que la masse des documents qui s'était accumulée était plus considérable. Il devenait indispensable, pour les besoins sans cesse croissants de la pratique, de classer méthodiquement les matériaux recueillis par notre publication périodique et c'est de cette nécessité qu'est né le *«Répertoire alphabétique de la jurisprudence tunisienne»*.

Ce *Répertoire* contient tous les documents de jurisprudence publiés par le *Journal des Tribunaux de la Tunisie* de 1889 à 1908 inclus, et rien que ces documents ; ceux-ci comprennent toutes les décisions de la juridiction française relatives aux affaires tunisiennes, celles des juridictions tunisiennes qu'il a été possible de se procurer, celles des juridictions étrangères qui ont été recueillies parce qu'elles portaient sur des questions qui se présentent en Tunisie, enfin celles des juridictions de France extraites de la jurisprudence française générale parce qu'elles pouvaient relier utilement la pratique judiciaire de la Tunisie à celle de la Métropole.

Cet ensemble a été classé sous un certain nombre de rubriques divisées et subdivisées suivant la nature et l'abondance des matériaux qui s'y sont placés. On verra que la jurisprudence s'est distribuée d'une manière fort inégale entre les diverses rubriques ; tandis que quelques unes forment comme une sorte de petit traité complet de la matière, les autres présentent des lacunes plus au moins considérables ; elles sont en réalité telles que les a faites la pratique judiciaire, laquelle suit les voies où la mènent les circonstances économiques, sociales ou morales qui donnent naissance aux conflits de droits. C'est la caractéristique d'une œuvre comme notre *Répertoire*, qui ne contient aucune partie théorique et est le reflet fidèle et sans retouche de la pratique, dont il est destiné à assurer le perfectionnement en même temps qu'à en satisfaire les besoins.

A ce dernier point de vue, il est de toute nécessité que les recherches qui seront effectuées dans le *Répertoire* soient faciles, promptes et sûres. Afin d'atteindre ce but, et en considération de ce qu'une classification alphabétique est inévitablement arbitraire, nous avons eu soin de placer à la fin du volume une table des matières qui indique le titre des rubriques et leurs multiples divisions, de telle sorte que le lecteur qui s'y reportera pourra se rendre exactement compte par un examen rapide de la méthode suivie par la classification ; sa recherche s'effectuera ensuite à coup sûr et vite.

D'autre part, afin de relier notre présente publication à la collection du *Journal* dont elle est en somme le résumé classé, nous avons dressé une table chronologique des décisions citées dans le *Répertoire* avec l'indication pour chacune d'elles, tant de la place qu'elle occupe audit *Répertoire* que de celle qu'elle occupe dans le *Journal*.

Enfin, comme il existe une littérature juridique spéciale à la Tunisie qui est mal connue et qui, bien que restreinte, mérite un meilleur sort, nous en avons dressé une liste alphabétique par noms d'auteurs, qui permettra à nos lecteurs de faire quelques incursions dans la doctrine et de compléter ainsi sans peine leur documentation.

Nous ne dissimulons pas que l'ouvrage que nous présentons ainsi au public est appelé a vieillir rapidement ; s'il contribue efficacement au perfectionnement de la pratique judiciaire en Tunisie, il cessera bientôt d'en être l'exacte représentation ; nous ne nous en affligerons pas, puisque nous aurons ainsi atteint le but que nous nous proposions.

S. BERGE.

A

AARIA

Voir : Prescription civile. ch. II, sect. III.

ABANDON D'ANIMAUX

Voir : Délits ruraux.

ABANDON DE DOMICILE CONJUGAL

Voir : Divorce, ch. II, sect. II. — Mariage, ch. I, sect. III.

ABANDON DE FRET

Voir : Transports maritimes.

ABATAGE

Voir : Malsoulats, ch. II, sect. I.

ABORDAGE

Voir : Transports maritimes, ch. III, sect. III.

CHAPITRE PREMIER

Détermination d'une faute.

SECTION PREMIÈRE

Inobservation des règles de manœuvre.

1. L'art. 16 du règlement international du 21 février 1897 n'oblige pas le capitaine d'un navire, en temps de brume, à renoncer à toute manœuvre, mais simplement à user de la plus grande prudence dans les manœuvres qu'il peut continuer à faire : Cass. req. 18 déc. 1901 (02, 261). — *2.* Aux termes de l'art. 16 du règlement anglais sur les collisions en mer, le vapeur qui, au milieu du brouillard, entend dans la direction de son avant le sifflet d'un autre navire dont la position est incertaine doit, autant que le permettent les circonstances, arrêter ses machines. Cette règle est applicable au remorqueur qui pouvait s'arrêter sans risque pour le navire remorqué : H^te^ C. de just. d'Angleterre, 28 oct. 1903 (06, 191). — *3.* D'après le règlement de 1897 sur les abordages, en cas d'abordage entre un vapeur et un voilier, c'est le vapeur qui est présumé en faute, à moins

que, pour dégager sa responsabilité, il puisse faire la preuve positive d'une faute commise par le voilier qui aurait été la cause de la collision : Com. Marseille, 30 juin 1904 (05, 486). — *4*. D'après le règlement de 1897 sur les abordages, le navire à vapeur qui rencontre un navire à voiles a seul l'obligation de manœuvrer pour s'écarter du voilier, qui doit conserver sa route et maintenir sa vitesse. Par suite, en cas d'abordage entre un voilier et un vapeur, il y a une présomption de faute à la charge de ce dernier : Com. Marseille, 6 juillet 1903 (04, 632). — *5*. Si deux navires, l'un à voiles, l'autre à vapeur, font des routes qui se croisent et courent de manière à risquer de se rencontrer, le voilier commet une faute en changeant subitement de direction ; mais commet aussi une imprudence le vapeur qui, en cas de danger d'abordage, maintient sa vitesse, tout en approchant le voilier de très près. Dans ce cas, l'abordage est dû à la faute commune des deux navires et ses conséquences doivent être supportées par les deux parties : Com. Calais, 10 févr. 1903 (04, 624). — *6*. L'abordage d'un navire de commerce par un bâtiment de l'État, en temps de brume, emporte la responsabilité de l'État, lorsque le commandant du transport à conservé une vitesse trop considérable après avoir entendu les signaux successifs du navire abordé lui annonçant son approche : Cons. d'État 16 mars 1900 (03, 525).

SECTION II

Navire mouillé et navire en marche.

7. Le navire mouillé dans un chenal, une rivière, un bassin d'opérations, ou tout autre endroit où il se produit habituellement une circulation active, est en faute s'il ne surveille pas les mouvements qui s'exécutent autour de lui et si, menacé d'un abordage imminent, il ne prend aucune des mesures propres à en atténuer les conséquences, telles que de filer la chaine de son ancre ou d'interposer entre lui et l'abordeur des objets propres à amortir le choc : Tunis, 17 nov. 1893 (97, 186). — *8*. En cas d'abordage entre un navire amarré et un navire en train de manœuvrer, c'est sur ce dernier que doit peser la présomption de faute et c'est lui qui doit être déclaré responsable de l'accident, à moins de preuve contraire : Com. Marseille, 18 mai 1904 (05, 423) ; 10 juill. 1905 (06, 391). — *9*. De même pour le navire dont les opérations de mouillage sont commencées ou près de s'achever : Com. Marseille, 11 févr. 1904 (05, 337). — ***10***. Le navire en marche qui rencontre des barques immobiles et en action de pêche doit faire les manœuvres nécessaires pour éviter une collision, tandis que le bateau de pêche n'a aucune manœuvre à faire, pourvu, toutefois, qu'il signale pendant la nuit sa présence par un feu réglementaire : Rennes, 25 juill. 1906 (07, 437).

SECTION III

Remorquage.

11. S'il est vrai que le remorqueur qui opère dans un port est sous les ordres du capitaine du bâtiment remorqué, si bien que ce capitaine est exclusivement responsable des manœuvres exécutées, le remorqueur n'en reste pas moins tenu des fautes qu'il commet dans l'exécution des ordres reçus. Est une faute de cette nature le fait d'attacher l'amarre à l'arrière, au lieu de la frapper au croc de la bitte du centre, ce qui a pour résultat d'empêcher le remorqueur de profiter des facilités d'évolution que comporte sa construction ; — ou encore de marcher avec une vitesse trop grande : Tunis, 17 nov. 1893 (97, 186). — *12.* Mais ces fautes sont partagées par le capitaine du bâtiment remorqué, s'il n'a pas vérifié les conditions dans lesquelles le remorqueur prenait la remorque et s'il n'a pas surveillé d'assez près la vitesse de sa marche ; — alors surtout qu'il a donné la remorque par l'arrière et a choisi pour sa manœuvre la partie la plus étroite du bassin, ce qui en rendait l'exécution particulièrement difficile : Tunis, 17 nov. 1893 (97, 186). — *13.* Celui qui s'est engagé à fournir à ses frais un remorqueur pour les opérations qu'un navire a à effectuer dans un port, n'est pas responsable des accidents survenus pendant le remorquage, s'il n'en a point assumé la direction et si le remorqueur qu'il a fourni était en bon état et propre au service auquel il était consacré : Tunis, 17 nov. 1893 (97, 186). — *14.* Commet une faute lourde le capitaine du remorqueur qui largue la remorque avant de s'assurer si le navire remorqué est bien amarré et retenu par son amarre. En conséquence, si le remorqué, faute d'avoir été bien amarré, est poussé par la vitesse acquise et vient aborder un autre navire, la responsabilité en retombe sur le remorqueur qui a largué la remorque trop tôt : Com. Marseille, 28 mai 1904 (05, 396). — *15.* Le capitaine d'un navire qui opère un mouvement dans un port avec deux remorqueurs, mais ayant l'arrière en tête, fait une manœuvre anormale et est tenu de prendre quelques précautions pour le faire constater aux tiers. Si donc un abordage se produit avec un autre navire à la manœuvre duquel on ne puisse faire aucun reproche, c'est sur le premier que la responsabilité de l'accident doit retomber : Com. Marseille, 20 oct. 1905 (06, 419).

SECTION IV

Mise en marche après un abordage.

16. Il n'y a pas faute de la part du capitaine abordé pour s'être mis en marche après l'abordage, au lieu de rester à proximité du lieu où le sinistre est arrivé, conformément à l'art. 4 de la loi du 10 mars 1891, s'il est constaté en fait que le navire était troué, qu'il faisait eau et qu'il ne

pouvait échapper au danger qu'en mettant en marche la machine, qui actionnait les pompes puissantes placées dans la cale, disponibles et amorcées : Cass. req. 26 mars 1901 (01, 510).

SECTION V

Faute commune.

17. Dans le cas d'abordage de deux navires, la part de responsabilité incombant à chaque navire doit être appréciée d'après la gravité de la faute imputable à chaque capitaine ; mais cette détermination de responsabilité n'a d'effet que dans les rapports des capitaines et armateurs entre eux. En effet, dans le cas d'abordage par faute commune, les chargeurs ont une action solidaire contre les deux capitaines ou leurs armateurs civilement responsables, les coauteurs d'un quasi-délit étant solidairement responsables de ses conséquences envers les victimes de ce quasi-délit : Tunis, 28 nov. 1889, (91, 65). — *18.* Lorsque l'abordage s'est produit entre deux navires d'une même compagnie, l'abandon d'un des navires aux chargeurs ne libère nullement la compagnie de la responsabilité qu'elle peut avoir à encourir du chef de l'autre navire, puisque, en l'état de la solidarité existant entre les deux capitaines, les chargeurs peuvent réclamer à leur choix l'intégralité de leur créance à un seul d'entre eux : Tunis, 28 nov. 1889 (91, 65). — *19.* Au cas d'abordage occasionné par la faute commune des deux capitaines, si les circonstances ne permettent pas de déterminer la mesure de responsabilité incombant à chacun d'eux, le préjudice occasionné par l'accident incombe à l'un aussi bien qu'à l'autre : Alger, 22 oct. 1891 (96, 189) ; Cass. civ., 11 juill. 1892 (93, 18). — *20.* Les juges du fait ont le pouvoir d'apprécier souverainement les rapports de mer dressés par les capitaines de navire, lors d'un abordage. Notamment, il leur appartient, en vertu de ce pouvoir d'appréciation, d'écarter une allégation contenue dans le rapport d'un des deux capitaines, si cette allégation n'est accompagnée d'aucune preuve et se trouve en contradiction avec les constatations formelles de l'autre capitaine : Cass. req., 18 déc. 1901 (02, 261).

SECTION VI

Cas fortuit.

21. Il y a abordage fortuit, dû à un cas de force majeure et à des circonstances atmosphériques, quand aucune faute ne peut être relevée contre aucun des deux capitaines qui, en temps de brume, ont fait toutes les manœuvres prescrites par les règlements. Par suite, dans ce cas, les dommages, conformément à l'art. 207 C. com., sont supportés sans répétition par les parties qui les ont éprouvés : (Cass. req., 18 déc. 1901 (02, 261).

CHAPITRE II

Compétence.

SECTION I

Abordage dans les eaux territoriales.

22. En cas d'abordage survenu dans les eaux françaises entre navires étrangers, l'armateur du navire abordeur est, comme le capitaine lui-même, responsable, en vertu de l'art. 3 C. civ., du dommage causé aux tiers, dans les conditions prévues par les lois françaises, c'est-à-dire, jusqu'à concurence de la valeur entière de son navire, sauf abandon : Cass. civ. 18 juillet 1895 (96, 226) ; Cass. req. 15 février 1905 (06, 234) ; Com. Le Havre, 27 mai 1902 (03, 96) ; Rouen, 28 janv. 1903 (04, 427). — *23.* Le capitaine d'un navire étranger, abordé en dehors des eaux territoriales françaises par un autre navire étranger, peut, après avoir vu écarter pour incompétence l'action en responsabilité d'abordage intentée par lui devant les tribunaux français, valablement demander que ces tribunaux restent saisis de cette action, en ce qui concerne tout au moins les marchandises françaises qu'il aurait eues à son bord : Cass. req. 23 janv. 1907 (07, 440).

SECTION II

Compétence du Tribuual du port de refuge.

24. En cas d'abordage, le Tribunal du port de refuge est compétent pour connaître des actions nées de cet abordage. Il en est ainsi alors même que ce sinistre est arrivé en dehors des eaux territoriales et entre navires étrangers : Com. Le Havre, 26 mars 1902 (03, 397) ; Rouen, 16 juillet 1902 (03, 591). — *25.* En cas d'abordage survenu entre deux navires étrangers la circonstance que l'un deux s'est refugié dans un port français après la collision, est un simple fait et l'on ne peut en induire pour le Tribunal auquel ressort ce port, une attribution conventionnelle de compétence : Cass. civ., 5 juin 1905 (06, 302).

SECTION III

Jurisprudence étrangère.

26. Les tribunaux mixtes sont compétents en cas d'abordage, alors même que le défendeur n'a ni domicile, ni résidence en Égypte, alors d'ailleurs que la collision s'es produite dans les eaux territoriales égyptiennes : C. mixte Alexandrie, 29 mai 1901 (04, 26). — *27.* En cas d'abordage survenu en haute mer entre un navire allemand et un navire

étranger, la loi à appliquer pour fixer l'étendue des responsabilités est celle du Tribunal saisi : Trib. emp. Allemagne, 22 oct. 1902 (05, 246). — *28*. En cas de collision survenue en haute mer entre deux navires étrangers de nationalité différente, le Tribunal saisi doit, en cas de faute commune, apprécier la responsabilité des armateurs d'après les lois des pavillons respectifs des navires, alors, du moins, que les prescriptions de ces lois sont analogues et ne renferment rien de contraire aux règles d'ordre public du Tribunal saisi. C'est au contraire la *lex fori* qui devrait être appliquée si les dispositions des lois des deux navires en cause étaient tellement différentes que leur application simultanée produirait des résultats iniques : Trib. emp. Allemagne, 18 nov. 1901 (04, 534). — *29*. Lorsqu'un abordage s'est produit dans des eaux étrangères, mais entre deux navires dont les deux propriétaires sont allemands et domiciliés en Allemagne, et que la cause est portée devant le Tribunal du domicile du défendeur en Allemagne, il n'y a pas à rechercher si la responsabilité civile résultant du quasi-délit d'abordage doit être examinée dans son principe et son étendue d'après la loi du lieu de la collision. En pareil cas l'application d'une loi étrangère ne pourrait se justifier par aucune raison suffisante, car les parties ignorant la loi étrangère, n'ont eu aucun motif de s'y référer, alors que leurs droits et leurs obligations sont déterminés par la loi nationale : Trib. sup. Hanséatique, 12 nov. 1906 (08, 421).

ABSENCE

Voir : Prescription civile, ch. II. sect. III.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Eltouati,* p. 45.

Lorsqu'un curateur a été régulièrement nommé par le Cadhi à un absent indigène, toute poursuite judiciaire contre l'absent doit, à peine de nullité, être dirigée contre le curateur. Et on ne peut opposer à celui-ci, quand il n'a pas été partie à la procédure de saisie-immobilière poursuivie contre l'absent, les art. 728 et 729 C. proc. civ. : Alger 5 mars 1902 (03, 533).

ABUS DE CONFIANCE

SECTION I

Eléments constitutifs.

1. Commet un abus de confiance l'employé qui détourne ou dissipe au préjudice de son patron des sommes d'argent par lui encaissées pour le compte de ce dernier et qu'il n'a reçues qu'en vertu d'un mandat, à charge de les rendre ou représenter : Paris, 11 août 1905 (06, 417). — *2*. Consti-

tue un abus de confiance le fait de celui qui a reçu des bijoux pour les donner en gage à un prêteur et qui, ne donnant pas le moyen de retrouver ce prêteur, ne produit ni ne fait produire les bijoux à celui qui les lui a confiés : Alger, 26 oct. 1894 (95, 52). — *3*. De même le fait par celui qui a loué un outil, de le mettre en gage pour sûreté d'un prêt qui lui est consenti : Ouzara, 15 déc. 1885 (00, 450). — *4*. Commet le délit d'abus de confiance celui qui détourne ou dissipe au préjudice du propriétaire des objets qui lui ont été confiés pour un travail salarié à charge de les rendre : Cass. crim., 26 mai 1906 (07, 223). — *5*. Commet le délit d'abus de confiance celui qui, recevant dans son usine les olives qui lui sont apportées par des propriétaires et s'engageant, moyennant salaire, à en extraire l'huile, détourne une partie de ce produit au moyen de l'installation d'appareils qui la conduisent clandestinement dans des réservoirs secrets. Le mécanicien qui a construit ces appareils et en a dirigé l'emploi se rend complice du même délit : Tunis, 18 déc. 1894 (97, 263). — *6*. Doivent être considérés comme victimes de cette infraction, non seulement les propriétaires des olives, mais encore les fermiers d'impôts que la loi autorisait à percevoir une partie déterminée de l'huile produite par la fabrication : Tunis, 18 déc. 1894 (97, 263).

SECTION II

Modes de preuve.

7. L'art. 109 C. com., qui admet la preuve par témoins, et, par conséquent, par simples présomptions, de toute convention ayant un caractère commercial, est applicable en matière d'abus de confiance, à l'administration de la preuve, devant le Tribunal de répression, du contrat qui lie les parties : Paris, 19 mai 1906 (07, 184).

SECTION III

Calcul de l'amende.

8. Le juge doit, pour fixer l'amende proportionnelle conformément à l'art. 406 C. pén., envisager le montant des détournements qu'il constate, sans que des restitutions ultérieures puissent modifier cette base d'appréciation : Cass. crim., 28 févr. 1907 (07, 552).

ABUS DE PROCÉDURE

Voir : Saisie-arrêt, ch. I sect. V.

CHAPITRE PREMIER

Justice française.

SECTION I

Demande simplement téméraire.

1. Le seul fait, par un plaideur, de former une demande téméraire, n'est pas illicite et ne justifie pas une condamnation en dommages-intérêts, si la demande n'est entachée ni de dol, ni de mauvaise foi : Cass. req., 20 avr. 1901 (01, 511). — *2.* Il y a lieu à l'allocation de dommages-intérêts pour le préjudice occasionné par un procès téméraire et vexatoire, lorsque le demandeur a produit devant les juges un procès identique à plusieurs autres déjà repoussés en première instance, en appel et en cassation : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 483). — *3.* Le droit de citation directe devant un Tribunal correctionnel dont on a usé sans mauvaise foi ni témérité et qui ne procède que d'une erreur involontaire, ne saurait servir de base, de la part du cité acquitté correctionnellement, à une action civile en dommages-intérêts contre celui qui l'a ainsi cité devant le tribunal de répression : Rouen, 24 déc. 1904 (06, 154).

SECTION II

Demande dolosive.

4. Constitue une poursuite vexatoire de nature à entrainer une condamnation à des dommages intérêts contre son auteur, le fait par ce dernier de surprendre par défaut et d'exécuter contre son débiteur une condamnation contrairement aux conventions intervenues, en l'espèce, au mépris d'un délai accordé pour le paiement d'une créance : Tunis, 24 févr. 1897 (00, 588). — *5.* Si les dommages-intérêts ne sauraient incomber pour la réparation du préjudice occasionné par une procédure intentée à tort, au plaideur qui, de bonne foi, a pu se faire illusion sur la réalité de ses droits, il n'en est pas de même à l'égard de celui qui n'a pu se méprendre sur leur inanité. Doivent donc être condamnés à réparer le préjudice qu'ils ont causé : celui qui, suivant sur une saisie mobilière en vertu d'un jugement non exécutoire nonobstant opposition, et au mépris d'une opposition régulière, a obtenu dans ces conditions le paiement des condamnations portées en ce jugement et celui qui a fait sans motifs, même apparents, opposition à un commandement dont il ne tente même pas de contester la régularité : Tunis, 21 décembre 1887 (94, 411). — *6.* Si l'exercice régulier du droit d'appel, fait de bonne foi, ne peut être une source de dommages-intérêts, il en est autrement lorsque l'appel est fait abusivement, sans motif sérieux, de mauvaise foi et dans le seul but

d'obliger l'intimé à des nouveaux frais, alors surtout que l'appelant fait défaut : Alger, 26 mars 1903 (04, 568). — 7. L'action en justice ne peut donner lieu à dommages intérêts que si elle constitue un acte de mauvaise foi ou au moins une erreur grossière équivalente au dol ; cependant un plaideur peut obtenir des dommages-intérêts lorsqu'il a été entraîné à des frais inutiles par le fait de son adversaire qui, après avoir intenté une action, y renonce sans prévenir l'autre partie et lui occasionne ainsi des frais par sa faute : Com. Nantes, 14 févr. 1903 (04, 466). — 8. Si, aux termes de l'art. 1382 C. civ. tout fait quelconque de l'homme oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, l'art. 130 C. proc. civ. restreint la portée de cette règle en ne soumettant, en général, qu'à la condamnation aux dépens la partie qui succombe dans une contestation judiciaire. Toutefois, il peut y avoir lieu à dommages-intérêts si l'action ou la résistance à la demande ont été formées sans base plausible ou s'ils constituent un acte de malice ou de mauvaise foi ou une erreur grossière équivalente au dol : Tunis, 23 avr. 1903 (03. 417). — 9. Les principes qui régissent sa responsabilité sont plus rigoureux, s'il s'agit d'une exécution faite au mépris d'un acte suspensif, tel qu'une opposition ou un appel, ou sans se conformer à des conditions prescrites, même au cas où l'exécution provisoire nonobstant appel a été autorisée. Mais il en est autrement pour l'exécution d'une décision passée en force de chose jugée : qu'elle soit ensuite cassée, cette circonstance ne donne pas ouverture à une action en dommages intérêts : Tunis, 23 avr. 1903 (03, 417). — *10*. L'action exercée par un européen contre un tunisien en paiement d'une obligation qu'il a consentie à un autre tunisien, et que ce dernier a cédée au demandeur, donne ouverture contre celui-ci au profit du défendeur à une action en dommages-intérêts, si elle est fictive et n'a eu d'autre but que de produire devant la justice française un litige de la compétence de la juridiction tunisienne : Tunis, 17 mai 1897 (97, 409). — *11*. En faisant une convention avec un sujet d'une puissance européenne, un sujet tunisien doit s'attendre à voir trancher par les tribunaux français, ses juges naturels dans la circonstance, les difficultés pouvant naître à l'occasion de l'exécution de cette convention Le fait par la partie européenne d'avoir saisi, dans ces conditions, l'autorité tunisienne d'une cause à laquelle elle devait demeurer étrangère, occasionne au plaideur indigène un préjudice pour lequel il lui est dû réparation : Just. p. Sousse, 9 juin 1891 (91, 167).

CHAPITRE II

Justice indigène.

12. Il y a lieu de condamner le demandeur à payer au défendeur les frais de déplacement et de séjour hors de son domicile qu'il lui a occasionnés

en l'assignant devant un Tribunal incompétent sans motif plausible, alors d'ailleurs qu'il résulte des circonstances de la cause qu'il n'a pu se tromper lui-même sur l'inanité de l'action qu'il a intentée : Ouzara, 23 juin 1898 (99, 465). — ***13***. Il y a lieu de condamner à la réparation du préjudice qu'il a causé celui qui, se prétendant faussement algérien, a forcé un tunisien à plaider en justice française, alors que le litige était de la compétence de la justice tunisienne, ainsi que l'a reconnu le juge français qui avait été saisi : Ouzara, 26 févr. 1900 (00, 462). — ***14***. Il y a lieu de condamner, non seulement aux dépens mais encore à des dommages intérêts proportionnés à la dépense occasionnée au défendeur, le demandeur qui a cité celui-ci en justice sans aucune apparence de droit, et alors que la contestation avait déjà été tranchée par une décision qui n'était susceptible d'aucune voie de recours : Ouzara, 14 juin 1900 (00, 640). — ***15***. Constitue un abus de procédure le fait, par celui qui a été condamné en première instance au paiement d'une dette reconnue par lui, de faire appel de la décision rendue, uniquement pour en retarder l'exécution, et sans faire valoir aucun moyen appréciable à l'encontre du jugement attaqué. Il doit donc être condamné par la juridiction d'appel à des dommages-intérêts envers l'intimé, pour réparation du préjudice qu'il lui a ainsi causé, et, en outre, à une amende de fol appel au profit du trésor public, le tout en exécution de l'art. 38 du décret beylical du 18 mars 1896 : Ouzara, 9 févr. 1903 (03, 292).

ACCIDENTS

Voir : Chemin de fer, sect. III.— Compétence commerciale, ch. II sect. IV.— Transports maritimes, ch. III. — Transports terrestres, ch. II sect. IV.

CHAPITRE PREMIER

Véhicules.

SECTION PREMIÈRE

Véhicules ordinaires.

1. Le cocher qui circule dans une ville à une allure modérée et en tenant sa droite, ne peut être fait responsable de l'accident survenu à un enfant qui se jette étourdiment sous les roues du véhicule, dans des conditions telles qu'il est impossible au cocher de prendre aucune mesure préventive : Alger, 18 juin 1902 (02, 555). — ***2***. Un arrêt peut, à bon droit, tirer les conséquences d'une faute engageant la responsabilité d'un charretier, auteur d'un accident, de constatations par lesquelles il déclare

qu'au moment où l'accident s'est produit, le charretier causait avec un tiers à l'arrière de sa voiture et qu'il n'était en situation, ni de surveiller ses chevaux, ni de voir ce qui se passait devant lui, comme il en avait l'obligation. Et les constatations de fait dudit arrêt, étant souveraines, ne tombent pas sous le contrôle de la Cour de cassation, en cas de pourvoi : Cass. req., 23 janv. 1902 (02, 416). — 3. Le fait par l'entrepreneur de l'entretien d'une route, de déposer sur la chaussée et en dehors de l'emplacement à ce spécifié, la caillasse destinée à l'empierrement de la route, engage sa responsabilité personnelle si ce dépôt de matériaux, non éclairé pendant la nuit et occupant une notable partie de la chaussée, cause un accident de voiture, à moins qu'il ne démontre qu'il a agi par les ordres de l'Administration : Alger, 28 janv. 1903 (04, 428).

SECTION II

Tramways.

4. La Compagnie concessionnaire de tramways, qui est tenue de l'entretien de ses voies ferrées, est responsable de l'accident survenu par suite du mauvais état de ces voies : Cons. d'Etat, 28 déc. 1900 (04, 217). — 5. Si les wattmen de la Compagnie des tramways doivent, à quelque allure qu'ils soient autorisés à conduire leurs voitures, porter une attention constante à veiller à la sécurité des passants, en se tenant prêts à arrêter en apercevant un obstacle quelconque, aucune responsabilité n'incombe à la Compagnie, lorsqu'un homme surgit sur la voie d'une façon si brusque et inopinée qu'un accident devient inévitable : Com. Marseille, 20 nov. 1906 (07, 547). — 6. Le wattman d'un tramway dont l'attention doit se concentrer sur la conduite de sa voiture, n'a à exercer aucune surveillance sur un voyageur qui lui avait demandé d'arrêter son car et à qui il avait répondu qu'il ne pouvait le faire qu'au prochain poteau d'arrêt. Dès lors, si ce voyageur est victime d'un accident en descendant pendant la marche, on ne peut reprocher aucune faute au wattman : Nancy, 20 janvier 1906 (06, 617). — 7. Si les tramways peuvent, sur les routes, marcher à une allure plus accélérée que dans la ville, ils doivent cependant conserver une allure telle que les wattmen puissent toujours se rendre maîtres de leur machine et l'arrêter lorsqu'ils aperçoivent un obstacle. Faute d'observation de cette règle, la responsabilité de la Compagnie est engagée en cas d'accident : Com. Marseille, 8 mai 1906 (07, 183). — 8. En cas d'accident résultant du choc d'un tramway avec une voiture, il y a lieu à partager la responsabilité et à diminuer l'indemnité, si la victime a commis une faute atténuant celle qui a été commise par l'auteur de l'accident : Lyon, 7 nov. 1902 (04, 219). — 9. Si les véhicules venant des voies transversales doivent prendre des précautions au moment où ils arrivent

sur une voie principale, d'autre part les tramways ont l'obligation stricte, en passant devant ces voies transversales, de modérer leur allure de façon à ce que le wattman puisse se rendre maître de sa machine : Com. Marseille, 20 janv. 1905 (06, 158). — *10*. Il est de principe, en matière de collision entre un tramway et une voiture sortant d'une rue transversale, que le cocher de la voiture est en faute s'il s'engage sur la voie du tramway sans s'assurer au préalable qu'elle est libre : Tunis, 13 mai 1908 (08, 514). — *11*. D'autre part, un wattman est en faute s'il dépasse un arrêt fixe auquel on pouvait compter qu'il stationnerait : Tunis, 13 mai 1908 (08, 514). — *12*. Il résulte de tout cela qu'il y a faute commune au cas où un voiturier sortant d'une rue transversale s'est engagé sur la voie ou se présentait un tramway de telle sorte qu'il s'exposerait à une collision si sa marche se trouvait retardée par un obstacle et au cas où le wattman a diminué le temps que le voiturier avait pour passer sans accident, en ne stationnant pas à l'arrêt fixe qui était indiqué par un poteau : Tunis, 13 mai 1908 (08, 514).

SECTION III

Bicyclistes.

13. La prudence la plus élémentaire commande aux bicyclistes qui traversent une voie publique de ne pas se tenir trop près des trottoirs et ils doivent prévoir le cas où les piétons circulant sur les trottoirs seraient contraints par quelque circonstance à mettre le pied sur la chaussée et ne pas s'exposer à les atteindre : Amiens, 27 févr. 1906 (07, 125).

SECTION IV

Automobiles.

14. Le locateur qui fournit un engin mécanique qu'il loue avec le mécanicien pour le conduire, ne saurait être responsable de l'accident arrivé au cours de la location et attribué à la négligence de ce mécanicien, s'il est établi que celui-ci avait les aptitudes et les connaissances nécessaires pour la direction de cet engin : Rouen, 4 févr. 1905 (06, 160). — *15*. L'entrepreneur d'un garage qui donne en location les services d'un mécanicien au propriétaire d'une automobile remisée dans son garage, est responsable de la faute du mécanicien s'il ne prouve pas que des ordres, contraires aux siens, ont empêché son préposé d'accomplir exactement sa fonction : Bordeaux, 18 nov. 1907 (08, 378). — *16*. Est civilement responsable de l'accident causé par son mécanicien le propriétaire d'une automobile, alors même que cet accident se serait produit au cours d'une promenade faite abusivement par le mécanicien auquel l'automobile avait

été confiée pour être reconduite au garage : Cass. crim., 22 mars 1907 (07, 581). — *17.* Le propriétaire d'une automobile est en faute lorsqu'il confie sa voiture à une personne sans s'assurer au préalable de la capacité de conduire de cette dernière et de sa connaissance des règlements. Il doit donc être déclaré personnellement et pénalement responsable, comme en étant la cause, de l'accident dont le chauffeur, qu'il ne veut pas faire connaître, est l'auteur : civ. Seine, 30 juin 1905 (06, 389). — *18.* Un conducteur d'automobile ne peut être pénalement responsable d'un accident dont il est la cause que s'il est justifié à sa charge d'un défaut d'adresse ou de précaution, et cela, alors même qu'aucune faute ne pourrait être reprochée à la victime : Grenoble, 14 déc. 1905 (06, 557). — *19.* S'il est démontré que la victime de l'accident était ivre et que, d'autre part, l'automobile qui l'a causé allait à une allure excessive et sans que le signal avertisseur ait fonctionné, la faute est partagée et la moitié seulement du préjudice causé doit être réparé : civ. Le Hâvre, 13 juin 1907 (08, 114). — *20.* Un chauffeur d'automobile dont la machine marche à une vitesse réglementaire et modérée dans une rue fréquentée par des véhicules de toutes sortes, n'a pas à prendre vis-à-vis d'un chien de précaution spéciale (coup de trompe) et si ce chien est renversé et écrasé, le chauffeur n'est nullement responsable : civ. Nancy, 9 juin 1905 (06, 303). — *21.* Commet une faute le conducteur d'automobile qui, bien que sa vitesse ait été modérée, n'est pas resté maître de sa voiture de manière à ralentir ou à prendre la vitesse d'un homme au pas, ou même à s'arrêter devant l'obstacle, alors surtout qu'il parcourt la route de nuit et s'engage sur une pente : civ. Lisieux, 25 oct. 1905 (06, 420). — *22.* Le conducteur d'une voiture automobile doit rester constamment maître de sa vitesse, ralentir, et au besoin arrêter sa voiture toutes les fois que celle-ci pourrait être une cause d'accident, de désordre ou de gêne pour la circulation. Par exemple, s'il aperçoit un cheval donnant à son approche des signes de frayeur : civ. Rouen, 19 avr. 1905 (06, 299). — *23.* Constitue une vitesse excessive, mettant en jeu la responsabilité du conducteur d'une automobile, une vitesse telle que, les freins étant bloqués, la voiture ne s'arrête pas instantanément : civ. Rouen, 12 déc. 1906 (07, 382). — *24.* Est responsable des suites d'un accident d'automobile le conducteur qui, marchant à une allure telle qu'il n'était plus maître de sa voiture pour éviter un obstacle imprévu, ne tenait pas régulièrement sa droite et a omis de corner avant le tournant dans lequel l'accident s'est produit : civ. Roanne, 2 janv. 1906 (06, 559). — *25.* Au cas où le conducteur d'une voiture automobile suit une route qui l'oblige à traverser la voie ferrée d'un tramway, il se trouve dans l'obligation stricte de ne s'avancer qu'avec précaution et après s'être préalablement assuré qu'il pouvait le faire sans danger ; en conséquence, s'il entre en collision avec un tramway, sur lequel il se jette en

débouchant inopinément d'une voie accessoire, il est réputé en faute et ne peut faire déclarer la Compagnie des tramways responsable des avaries qu'il a souffertes, à moins qu'il ne démontre que le véhicule de celle ci marchait à une allure anormale et que son conducteur, ayant eu le temps de prendre des mesures pour éviter le choc, n'a cependant rien fait d'utile en ce sens : Tunis, 30 oct. 1907 (07, 601). — *26*. Le fait par un conducteur d'automobile de s'enfuir après avoir causé un accident, sans chercher à porter secours à sa victime, est de nature à augmenter sa responsabilité : civ. Caen, 22 janv. 1906 (06, 617). — *27*. Quand une voiture automobile occasionne le décès d'une mère de famille, ses enfants sont en droit d'exiger la réparation de l'émotion et de la douleur que leur a occasionné cette perte tragique, alors même qu'il serait prouvé que la victime vivait seule du produit de ses salaires et que ses enfants menaient tous une existence indépendante : Nancy, 4 nov. 1907 (08, 377).

CHAPITRE II

Animaux.

28. Le propriétaire directeur d'un établissement public est, en principe, responsable de tous les accidents qui surviennent dans son établissement et qu'il aurait pu prévenir par une surveillance plus active ou par des mesures prises en temps opportun. Spécialement, le propriétaire d'un café est responsable des suites de la morsure faite par un chien, dans ce café, à un consommateur : Sousse, 15 mars 1894 (94, 232). — *29*. Doit être puni de peines correctionnelles le gardien d'un animal domestique dangereux, dans l'espèce, d'un taureau, si cet animal a fait des blessures à un tiers, et s'il est démontré qu'il n'était pas suffisamment surveillé : Ouzara, 3 août 1899 (99, 472). — *30*. Le père d'un enfant mineur est responsable du dommage (spécialement de la bessure) causé par un animal dont il lui a confié la conduite dans une ville, bien que cet enfant n'ait commis aucune faute, alors que l'animal était chargé de manière à empêcher son conducteur de voir ce qui se passait devant lui : Ouzara, 20 déc. 1897 (98, 414). — *31*. L'examen de la responsabilité du propriétaire d'un animal est une pure question d'appréciation pour le tribunal. Si, aux termes de l'art. 94 du C. tun. chacun doit répondre du dommage causé par l'animal qu'il a sous sa garde, il importe que celui qui demande la réparation du préjudice établisse en premier lieu que l'animal appartient à telle personne, en deuxième lieu que l'accident est imputable à l'animal. Doit donc être rejetée la demande de dommages-intérêts introduite par la partie qui ne justifie pas que l'accident est dû à l'animal. (En l'espèce, il s'agissait de l'héritier d'une personne qui, ayant emprunté une monture,

avait été entraînée avec cette monture par le courant d'un oued : Ouzara civ., 8 juin 1908 (08, 532).

CHAPITRE III

Manœuvres dans les ports.

32. Constitue une faute lourde, dont l'armateur est responsable, le fait de confier à un mousse le jet d'une amarre, le bateau étant en marche : Rennes, 25 mai 1904 (05, 423). — *33.* L'art. 25 du règlement du port de Tunis interdit expressément de stationner sur les quais, à proximité des amarres, pendant les manœuvres d'arrivée et de départ des navires ; il s'ensuit que celui qui, ayant contrevenu à cette défense, a été blessé par suite de la rupture d'une amarre, est mal venu à demander des dommages-intérêts pour la réparation du préjudice qui est résulté pour lui de cet accident. Il en est ainsi surtout alors que le règlement est affiché au port même d'une façon apparente et alors que la victime n'a pas obtempéré à l'avertissement d'un agent du service des ports, qui lui prescrivait de ne pas rester à proximité des amarres, à cause du danger : Tunis, 21 juin 1906 (07, 44).

CHAPITRE IV

Voie publique. Constructions.

34. On doit considérer comme une imprudence caractérisée le fait par un commerçant d'avoir exposé sur la voie publique un objet fragile, de grand prix, tel qu'une glace sans tain, de grandes dimensions, en un endroit très fréquenté où la circulation, en l'absence de trottoir, constitue pour cet objet une menace permanente et un péril manifeste. Aussi, au cas de bris de cette glace par un passant maladroit, la faute de celui-ci doit-elle être compensée dans une large mesure par celui qui l'a ainsi risquée : Just. p. Alger-Nord, 24 sept. 1901 (01, 580). — *35.* Si un individu est blessé par la chute d'un mur, et qu'il soit constaté que le mur est tombé, d'une part, par vétusté et parce que le propriétaire avait négligé de le faire réparer ou abattre, d'autre part, parce qu'un voisin avait planté dans ce mur un piquet servant d'attache à des cordes sur lesquelles s'opéraient des tractions, il y a lieu de condamner solidairement le propriétaire du mur et le voisin au paiement du dommage et de fixer pour chacun d'eux la quote-part qu'il doit supporter définitivement : Ouzara, 28 juin 1897 (97, 663).

CHAPITRE V

Enfants des écoles.

36. Lorsque l'accident survenu à un enfant s'est produit en dehors des conditions normales du jeu auquel il se livrait avec ses camarades,

avec une soudaineté telle qu'il était impossible à la surveillance la plus assidue et la plus active de le prévoir et de l'empêcher, ces constatations, qui rentrent dans le domaine de l'appréciation souveraine des juges du fond, sont exclusives de toutes faute imputable à l'instituteur auquel la surveillance a été confiée, et, par suite, il ne saurait être déclaré responsable en vertu de l'art. 1384 C. civ. : Cass. req., 9 juill. 1907 (08, 189).

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Voir : Assurances contre les accidents, ch. II. — Compétence commerciale, ch. II. sect. IV.

SECTION PREMIÈRE

Législation applicable en France.

1. La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail est une loi d'ordre social et économique rentrant dans les lois de police et de sûreté, c'est-à-dire dans les lois d'application territoriale. Il en résulte qu'elle ne peut recevoir application lorsqu'un de ces deux éléments, l'existence en France de l'industrie assujettie à la loi et la survenance de l'accident en France, vient à manquer. En conséquence, l'accident survenu en Belgique à un ouvrier embauché en France par un patron fixé en France, n'est point régi par la loi du 3 avril 1898 : Douai, 4 avr. 1905 (06, 239). — *2.* La loi du 9 avril 1898 s'applique non seulement aux accidents survenus dans l'établissement ou dans l'usine qui sont le siège principal de l'industrie, mais aussi à ceux dont l'ouvrier est victime dans les diverses succursales ou chantiers, où son patron peut l'employer. Il en ait ainsi notamment des accidents survenus aux colonies, à des ouvriers français envoyés dans ces pays par un industriel français, en vertu d'un contrat de louage de services passé en France : Rennes, 22 déc. 1902 (03, 530). — *3.* L'accident du travail survenu à l'étranger au cours d'exécution d'un contrat de travail passé en France entre français, est soumis à la législation française, et la loi du 9 avril 1898 peut, le cas échéant, être invoquée : Just. p. Lille, 10 juill. 1903 (05, 93). — *4.* Quand un ouvrier français, engagé en France par une maison suisse, pour un travail à exécuter à l'étranger, y est victime d'un accident, la responsabilité du patron est régie par la loi française, bien que les dispositions légales concernant le risque professionnel ne fassent pas partie du contrat de travail : C. Zurich, 5 nov. 1904 (07, 284). — *5.* La loi du 9 avril 1898 fait dériver la responsabilité du chef d'entreprise du contrat de louage de services conclu avec ses ouvriers et ceux-ci peuvent, par suite, en invoquer le bénéfice, alors même que l'accident serait survenu à l'étranger, si le travail au cours duquel l'accident est arrivé était exécuté d'ordre du patron : Cass. civ. 8 mai 1907 (07, 584).

SECTION II

Législation applicable en Tunisie

6. La loi française du 10 avril 1898 sur la responsabilité du patron en matière d'accidents survenus à un ouvrier, n'a pas été jusqu'ici rendue applicable en Tunisie ; mais la matière s'y trouve régie par les art. 1382 et s. C. civ. fr. : Sousse, 25 av. 1901 (01, 555) ; 16 juin 1904 (04, 613) ; 8 déc. 04 (05, 550) ; 16 mars 1905 (05, 417) ; Tunis, 31 déc. 1907 (08, 253). — 7. Par une application de ce dernier texte, il y a lieu de décider que le patron doit être fait responsable des accidents du travail de ses ouvriers, comme ayant commis une faute personnelle, non seulement s'il a mis à leur disposition un outillage défectueux ou leur a commandé une manœuvre imprudente, mais encore s'il a omis quelque précaution de nature à préserver l'ouvrier contre sa propre imprudence ou s'il ne l'a pas entouré de toute la surveillance et de toutes les instructions utiles, s'il n'a pas pris toutes les précautions humainement possibles pour prévenir, conjurer ou tout au moins atténuer les dangers dérivant de la nature même du travail commandé : Sousse, 16 mars 1905 (05, 417). — *8.* Si la loi française du 9 avril 1898 sur les accidents du travail n'est pas encore applicable en Tunisie, la jurisprudence peut, pour solutionner les demandes d'indemnités basées sur des accidents de travail qui lui sont soumises, s'inspirer des principes équitables et libéraux contenus en ladite loi ; Sousse, 16 juin 1904 (04, 613). — *9.* Il n'y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire des décisions rendues en la matière : Sousse, 16 juin 1904 (04, 613). — *10.* La législation française sur les accidents est une réglementation d'ordre public intérieur qui n'a pas force légale en Tunisie ; cependant, lorsqu'il s'agit de calculer l'indemnité due pour un accident du travail, on peut s'inspirer de ses dispositions, en tant qu'elles peuvent être considérées comme l'expression de règles de droit naturel, lesquelles régissent les rapports juridiques des particuliers dans tout l'univers, dans la mesure où la loi écrite ne s'y oppose pas : Tunis, 31 déc. 1907 (08, 253).

SECTION III

Principe et étendue de la responsabilité.

11. L'indemnité à accorder à l'ouvrier qui a été victime d'un accident sur un chantier industriel, à la charge de l'entrepreneur qui en est responsable, doit tenir compte, non seulement de la durée du chômage complet, mais aussi de l'incapacité relative permanente de travail qui a été occasionnée à l'ouvrier ; Sousse, 17 janv. 1901 (01, 575). — *12.* L'imprudence de l'ouvrier victime atténue d'autant la faute du patron et diminue sa responsabilité ; mais s'il y a également faute de ce dernier ou de ses

préposés, il doit être tenu responsable pour partie. Le patron a notamment le devoir de prévenir dans la mesure de ce qui est possible et raisonnable l'imprudence même de l'ouvrier : Sousse, 8 déc. 1904 (05, 550). — *13.* L'ouvrier tailleur de pierres qui est frappé à l'œil par un éclat de pierre, ne peut rendre son patron responsable du dommage causé par cet accident, alors que l'ouvrier, qui était expérimenté, ne pouvait ignorer que la nature de la pierre travaillée l'exposait à des risques, que cependant, il a négligé de se munir de lunettes, et que, d'autre part, il n'est pas d'usage à Tunis que les patrons fassent à leurs ouvriers fourniture de cet appareil : Tunis, 24 févr. 1896 (96, 207). — *14.* Le propriétaire qui emploie à la démolition d'un mur des ouvriers inexpérimentés, dont il a conservé la surveillance, est responsable des conséquences de l'accident occasionné par l'imprudence de ces ouvriers : civ. Saint-Sever, 10 déc. 1904 (06, 61). — *15.* Il y a faute de la part du chef d'usine qui laisse accomplir par un ouvrier inexpérimenté une manœuvre dangereuse pendant la marche de la machine qu'il sert. Il importe peu que l'ouvrier ait eu la faculté de faire arrêter la machine au cas où il aurait estimé que son travail, par suite de l'engorgement de l'appareil, devenait périlleux, alors que son état d'inexpérience le rendait inapte à apprécier l'état de danger qui pouvait résulter d'un engorgement plus ou moins grand : Sousse, 17 mai 1906 (08, 291).

ACCOSTAGE

Voir : Transports maritimes, ch. V sect. II.

ACHOUR SUR LES CÉRÉALES

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 48 et 94. — S. BERGE, *Vocab.* (Journ. trib. Tun., 1895, p. 159. — BOULARD, *Fin. de la Tun.* p. 111. — LEROY-BEAULIEU, *Alg. et Tun.* p. 508. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV p. 2020.

1. Il résulte des divers traités par lesquels le gouvernement tunisien a autorisé les sujets des nations européennes à posséder des immeubles dans la Régence qu'ils sont redevables des impôts fonciers afférents auxdits immeubles dans les mêmes conditions que les indigènes : Tunis, 25 juin 1892 (93, 50). — *2.* Les européens sont donc soumis aux règles concernant la perception de l'achour sur les céréales contenues aux décrets beylicaux du 4 novembre 1868, du 4 octobre 1869 et du 25 juin 1871, visés pour promulgation par le Résident général de la République française : Tunis, 25 juin 1892 (93, 50). — *3.* D'après ces textes, les rôles de l'achour sont établis tous les ans par des commissions qui visitent les propriétés rurales et constatent les ensemencements ; ces rôles sont remis à la Direction des

finances qui en vérifie la régularité et les soumet ensuite à la sanction de S. A. le Bey. Aucune autre condition n'est exigée pour leur régularité : Tunis, 25 juin 1892 (93, 50). — 4. Le cultivateur européen n'est pas fondé, notamment, à se plaindre de n'avoir pas été averti du passage des commissions, alors que rien n'oblige l'administration à lui faire parvenir d'avertissement. Ni de ce que la commission ne lui aurait pas remis quittance pour les droits de mesurage, aux termes de la circulaire du mois d'août 1871, cette circulaire ne contenant que des mesures d'ordre intérieur et administratif complètement indépendantes de la confection des rôles : Tunis, 25 juin 1892 (93, 50). — 5. Aux termes du décret beylical du 18 redjeb 1285, le cultivateur doit payer, à titre d'achour, cinq ouibas de blé et cinq ouibas d'orge par chaque méchia ensemencée de ces deux sortes de céréales ; la valeur du blé étant plus élevée que celle de l'orge, l'Administration a le droit de tenir compte de cette circonstance dans la conversion de l'achour en nature en achour en argent : Tunis, 23 mai 1893 (98, 148). — 6. Aux termes du décret beylical du 18 redjeb 1285, le paiement en nature de l'achour sur les céréales constitue la règle ; par suite le contribuable ne peut être obligé par l'Administration à payer cet impôt en argent. Toutefois l'art. 21 du traité italo-tunisien du 8 septembre 1868 réserve aux cultivateurs italiens qui en feraient la demande le droit de satisfaire au tribut sur les terrains, moyennant une prestation annuelle en argent, correspondant à 40 piastres par chaque méchia labourée ou non : Tunis, 23 mai 1893 (98, 148). — 7. Le contribuable, qui prétend que la somme qui lui est réclamée pour l'achour sur les céréales est calculée à un taux trop élevé pour chaque unité de contenance, a la charge d'établir l'exactitude de cette allégation et de démontrer l'exagération dont il prétend être la victime ; Tunis, 23 mai 1893 (98, 148). — 8. Les rôles de l'achour sur les céréales font foi, à l'encontre du contribuable, jusqu'à preuve contraire, quand il ont été dressés conformément au décret organique du 4 novembre 1868 et qu'ils ont été approuvés par décret beylical : Tunis, 26 juin 1893 (97, 230). — 9. Les énonciations contenues en l'avertissement délivré au contribuable de l'achour sur les céréales, avant le commencement des poursuites, ne constituent pas une fin de non recevoir contre l'Administration qui veut rectifier une erreur ou une omission commise à son préjudice. Les rôles régulièrement établis sont les seuls titres auxquels l'Administration et les contribuables soient tenus de se conformer : Tunis, 23 mai 1893 (98, 148). — *10*. Aucun décret spécial n'a déterminé la procédure à suivre pour réclamer contre une erreur ou une fausse application de l'achour sur les céréales ; néanmoins il n'est pas douteux que les contribuables peuvent adresser leurs réclamations avant que les rôles n'aient été sanctionnés par S. A. le Bey : Tunis, 25 juin 1892 (93, 50). — *11*. En supposant qu'ils puissent le faire

après cette époque, ils doivent, tout au moins, former leur demande en décharge ou en réduction à un moment où il est encore possible de contrôler matériellement les erreurs dont ils se plaignent. La preuve testimoniale, offerte postérieurement dans ce but, serait inadmissible : Tunis, 25 juin 1892 (93, 50). — ***12***. Le débiteur de l'achour dû par l'immeuble occupé par lui ne saurait se prévaloir de sa qualité non établie de gérant du locataire principal pour éviter ainsi le paiement de cet impôt : Tunis, 5 févr. 1902 (02, 172). — ***13***. En tous cas, sa demande en décharge ne saurait plus être recevable lorsqu'elle est formulée tardivement et à une époque où tout contrôle de l'erreur dont il se plaint est devenu impossible : Tunis, 26 juin 1893 (97, 230) ; 5 févr. 1902 (02, 172). — ***14***. Aucune loi n'impose la présence du contrôleur civil aux opérations de la commission de recensement de l'achour : Tunis, 5 févr. 1902 (02, 172). — ***15***. Les faits d'opposition ou d'injures aux commissions de recensement de l'achour tombent sous l'application de l'art. 57 du décret du 3 oct. 1884 : Just. p. Béja, 1er sept. 1904 (07, 57).

ACQUIESCEMENT

Voir : Appel civil, ch. I sect. IX.

SECTION PREMIÈRE

Procédure française

1. Ne vaut pas acquiescement la signification pure et simple et sans réserves d'un jugement, lorsque cette signification est faite à la requête d'une partie qui avait succombé sur tous les chefs, alors surtout que cette partie interjette appel le lendemain même de cette signification, qui est évidemment le résultat d'une erreur : Sousse, 22 oct. 1903 (05, 147. — ***2***. L'assistance d'une partie, sans protestations ni réserves, au serment supplétoire prêté, même séance tenante, par son adversaire, constitue un acquiescement de cette partie au jugement ayant ordonné la mesure, ainsi qu'aux décisions qui ne sont que la conséquence du serment prêté. Et les réserves faites postérieurement au jour où le serment a été prêté et où il en a été donné acte sont tardives et, comme telles, inopérantes : Cass. civ., 15 juill. 1902 (03, 590).

SECTION II

Procédure indigène.

3. L'acquiescement d'une partie ne saurait résulter de l'insertion dans un jugement du Charâa de la formule suivante : « Les deux plaideurs comparaissent et reconnaissent que ledit jugement a été rendu à leur

encontre et qu'ils s'y soumettent entièrement », cette formule étant de pur style et se trouvant insérée dans tous les jugements du Charâa sans distinction : Tunis 27 févr. 1890 (91, 22).

ACTES CONSULAIRES

Voir : Protection diplomatique, sect. I.

ACTE DE COMMERCE

Voir : Compétence commerciale, ch. II sect. I.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

Voir : État civil.

ACTE DE NOTORIÉTÉ

Voir : Propriété immobilière, ch. I sect. III.

ACTE NOTARIÉ

Voir : Notariat tunisien.

ACTE PASSÉ A L'ÉTRANGER

Voir : Mariage. — Sociétés.

ACTE SOUS SEINGS PRIVÉS

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. I, p. 141.

CHAPITRE PREMIER

Contractants parlant des langues différentes.

SECTION PREMIÈRE

Arrêté du 9 juin 1831.

§ I. — **Application en Algérie.**

1. L'arrêté du 9 juin 1831 est toujours en vigueur en Algérie ; par suite, est nul le billet sous signatures privées souscrit en français seulement par un indigène au profit d'un israélite : Alger, 1er févr. 1896 (96, 521).

2. Au vœu de l'arrêté du 9 juin 1831, la rédaction dans la langue de chacun des contractants de l'acte sous seings privés intervenu entre

européens et indigènes, doit être faite séance tenante et non pas ultérieurement par un traducteur, de souvenir ou sur notes, et en dehors de tout contrôle : Alger, 15 févr. 1896 (96, 452). — **3.** Quand la traduction est ainsi faite, la signature des parties est inopérante, parce qu'elle a été mise au bas d'un texte qu'elles ne comprennent pas et alors que le texte écrit en leur langue n'existe pas encore. Il s'ensuit que l'acte sous seings privés établi dans ces conditions n'a aucune valeur légale et ne peut même pas servir de commencement de preuve par écrit : Alger, 15 févr. 1896 (96, 452). — **4.** L'indigène musulman (non naturalisé) qui ne paraît pas, d'après les documents de la cause, avoir une connaissance suffisante de la langue française, est fondé à invoquer le bénéfice de l'arrêté du 9 juin 1831. Par suite, l'écrit signé de cet indigène et rédigé en langue française seulement, ne fait pas preuve contre lui et ne le met pas dans l'obligation de dénier sa signature, pour être procédé ensuite à la vérification d'écriture. Toutefois cet acte sous seing privé constitue un commencement de preuve par écrit qui rend admissible la preuve testimoniale : civ. Mascara, 4 mars 1897 (98, 39). — **5.** La nullité qui, aux termes de l'arrêté du 9 mai 1831, frappe les actes sous seings privés entre européens et indigènes, non traduits dans les deux langues, n'est que relative et peut être couverte par une exécution volontaire ou une renonciation : Cass. civ., 21 mai 1906 (07, 223) ; 26 mai 1906 (07, 347).

§ II. — **Application en Tunisie.**

A. *Premier système.* — **5.** Les actes sous seings privés passés entre européens et indigènes ne sont valables, aux termes de l'arrêté du 9 juin 1831, qu'autant qu'ils ont été écrits dans les langues des contractants, les textes étant placés en regard les uns des autres. On doit donc annuler tout acte qui ne remplit pas ces conditions, à moins qu'il ne soit établi en fait que les parties contractantes ont eu pleine connaissance des clauses écrites : Tunis, 19 mars 1888 (94, 565).

B. *Second système.* — **6.** Aucune loi n'interdit aux parties de rédiger un acte dans une langue qui leur est étrangère. En admettant que l'arrêté algérien du 9 juin 1834, qui a dérogé à cette règle en ce qui concerne les contrats passés en Algérie entre européens et indigènes, soit applicable en Tunisie, l'indigène qui, volontairement et en pleine connaissance de cause, s'est prévalu de l'acte contesté, dans une autre instance, est irrecevable à en demander ensuite la nullité : Tunis, 17 oct. 1892 (95, 111). — **7.** L'arrêté du 9 juin 1831 ne fait qu'appliquer à un cas particulier le principe général qui veut qu'un contrat n'existe que s'il établit que la volonté des contractants s'est librement et sciemment manifestée et il échet d'annuler l'acte sous seings privés passé entre indigènes tunisiens en

langue française, par l'intermédiaire d'un européen, alors qu'il n'est pas établi qu'ils ont eu connaissance des clauses au-dessous desquelles ils ont apposé leur signature : Just. p. Tunis-Nord, 9 févr. 1895 (95, 112).

C. *Troisième système.* — ***8.*** L'arrêté du 9 juin 1831, aux termes duquel les contrats passés en Algérie entre européens et indigènes doivent être écrits dans chacune des langues des deux parties contractantes, n'a jamais été rendu applicable en Tunisie. Il ne saurait être considéré comme une des règles de procédure visées par l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883 : Sousse, 21 juill. 1899 (00, 518) ; Alger, 13 nov. 1899 (99, 617) ; Tunis, 25 mai 1902 (02, 467) ; 14 juin 1906 (07, 43). — ***9.*** La forme des actes sous-seings privés n'est pas régie, en Tunisie, par l'arrêté du 9 mai 1831 ; on peut y appliquer les dispositions des art. 1322 à 1324 C. civ. lorsque le contractant indigène reconnait que l'instrument écrit des conventions porte sa signature et qu'il n'est pas d'ailleurs démontré qu'il n'a pu se rendre compte du contenu du texte qu'il a signé : Tunis, 10 juin 1905 (06, 50).

SECTION II

Règles générales.

10. Un acte rédigé en arabe, sans traduction française, peut faire foi à l'encontre d'un français, s'il est démontré que celui-ci a une connaissance suffisante de la langue et de l'écriture arabes et qu'il a pu se rendre compte du contenu de l'écrit qu'il a signé : Tunis, 22 mai 1907 (07, 453). — ***11.*** Un titre non traduit passé entre indigènes et européens ne peut faire foi par lui-même de l'engagement qu'il contient. Mais lorsque la signature n'en est pas déniée, il constitue un commencement de preuve par écrit qui permet de recourir à la preuve testimoniale pour établir ledit engagement : Alger, 27 mai 1902 (03, 399). — ***12.*** Un acte sous-seings privés est nul lorsqu'il n'est pas signé par toutes les parties contractantes. La croix apposée par une des parties en présence de témoins certificateurs ne saurait remplacer la signature et cet acte nul ne peut même valoir comme commencement de preuve par écrit. Quant à l'acte sous-seings privés intervenu entre un européen et un indigène, il doit, à peine de nullité, être traduit en arabe : Alger, 12 nov. 1903 (05, 189). — ***13.*** Il n'y a lieu d'annuler le billet souscrit par un indigène, bien qu'il ait été rédigé en langue française seulement, alors qu'il est constant en fait que le souscripteur a agi en pleine connaissance de cause et après avoir compris le contenu de l'effet qu'il a signé : Tunis, 26 mars 1895 (95, 259). — ***14.*** Un acte sous-seings privés produit pour établir qu'un indigène tunisien s'est engagé à certaines choses est sans valeur : 1° s'il est rédigé en français, alors qu'il n'est pas établi que l'indigène contractant comprend et lit parfaitement cette langue : 2° s'il est signé en caractères arabes alors que cette signature n'est pas

traduite par un interprète judiciaire et s'il est produit dans ces conditions devant une juridiction française ; 3° si la dite signature a été légalisée par le Vice président français d'une municipalité et sans certification d'identité du signataire : Trib. mixte, 20 juill. 1904 (05, 53). — ***15***. Un acte sous seings privés est valable en la forme, lorsqu'il résulte, soit de son contexte soit des formalités qui ont accompagné sa passation, soit de toutes autres circonstances, qu'il ne peut y avoir équivoque ou surprise sur son contenu, que les parties contractantes ont eu connaissance de toutes les clauses et conditions qui y sont insérées et qu'elles y ont donné librement leur consentement ; en conséquence il n'y a pas lieu d'annuler pour vice de forme l'obligation souscrite en caractères arabes ou français par un indigène, bien que le texte en ait été rédigé en français seulement, sans traduction en regard : Tunis, 20 juill. 1905 (06, 136) 20 févr. 1907 (07, 331) — ***16***. D'une manière plus générale si, en principe, un acte sous-seings privés rédigé en français ne peut faire la preuve contre un indigène, cette règle ne reçoit pas application au cas où l'indigène a signé ledit acte en caractères français et où il est certain qu'il a une suffisante connaissance de la langue et de l'écriture française pour se rendre exactement compte du contenu de l'écrit signé par lui : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 331). — ***17***. Si, en principe, un acte sous-seings privés rédigé en français ne peut faire la preuve contre un indigène, c'est là une règle qui n'est pas absolue et qui ne reçoit pas application au cas où l'indigène a signé ledit acte en caractères français et où il est certain qu'il a une suffisante connaissance de la langue et de l'écriture françaises pour se rendre exactement compte du contenu de l'écrit signé par lui : Tunis, 13 déc. 1905 (06, 183). — ***18***. Il n'y a pas de nullité du contrat sous seings privés passé entre un français et un italien, par cela seul qu'il n'a pas été rédigé dans les deux langues, alors qu'il est avéré que la partie italienne comprend parfaitement la langue française, dont on s'en est servi dans le contrat : Sousse, 14 janv. 1898 (98, 382). — ***19***. Un acte sous seings privés n'est pas nul pour avoir été reçu par un agent consulaire parent et mandataire du créancier, s'il s'est borné à légaliser la signature des parties : Tunis, 25 juill. 1887 (96, 68). — ***20***. L'acte sous seings privés passé entre un musulman citoyen français et un musulman tunisien, en langue arabe, pour la location d'un immeuble tunisien non immatriculé, est soumis à la loi du lieu et non à la loi française, alors que les contractants ont conservé les habitudes de vie, les mœurs, la religion et la langue des indigènes et n'ont manifesté, ni expressement, ni implicitement, l'intention de mettre leurs accords sous l'empire d'une autre loi : Tunis, 2 mai 1906 (06,408). — ***21***. Si on peut admettre que, dans les usages du pays, la lacération de l'écrit est une preuve de l'annulation de la convention qu'il constate, il en est tout autrement lorsqu'il s'agit d'un acte sous seings privés établi en double exemplaire et

qu'un seul d'entre eux est représenté lacéré par celui qui le détient ; cette lacération n'a même aucune signification ni aucune portée, lorsque c'est celle-là même des deux parties qui excipe de l'annulation, qui représente l'exemplaire déchiré : Ouzara, 22 juin 1886 (98, 407).

SECTION III

Intervention d'un interprète judiciaire.

22. Un interprète judiciaire n'a aucune qualité pour donner l'authenticité à un contrat. En conséquence, l'acte sous seings privés passé entre européen et indigène est radicalement nul, s'il n'est pas signé par les parties, alors même qu'un interprète judiciaire serait intervenu pour sa confection : civ. Constantine, 30 mai 1905 (06, 302). — *23.* L'intervention des interprètes judiciaires dans la rédaction de contrats en deux langues ne s'explique et ne se justifie que lorsqu'ils viennent y certifier la concordance des deux textes et la régularité de la traduction qu'ils ont faite de l'un des deux ; mais ils n'ont nullement le droit de certifier l'acceptation d'une des parties, pas plus que l'identité de cette partie ou un versement de deniers : l'interprète judiciaire n'est pas un officier public et sa participation à une convention ne donne à celle-ci aucun caractère d'authenticité : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 359) ; 8 juin 1904 (04, 592). — *24.* Est valable en Tunisie le contrat passé entre un indigène et un européen qui porte la mention que le contenu en a été traduit aux parties par un interprète judiciaire assermenté : Tunis, 29 juin 1898 (98, 444).

CHAPITRE II

Règle des doubles.

25. Aux termes de l'art. 1325 C. civ., les actes sous seings privés qui contiennent des conventions synallagmatiques ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, chaque original devant contenir la mention du nombre des originaux qui ont été faits ; toutefois, lorsque ces formalités ont été omises, mais que l'acte dont s'agit a été reconnu sincère et véritable ou été exécuté, au moins partiellement, il fait entièrement foi entre les parties des conventions qu'il relate, à la condition que la reconnaissance ou l'exécution des conventions soit postérieure à la date de la confection de l'acte sous-seings privés : Tunis. 29 mai 1907 (07, 456). — *26.* L'art. 1325 C. civ. ne prescrit pas la représentation de tous les originaux d'un acte sous-seings privés et la perte de l'un d'eux ne peut avoir aucune influence sur la force probante de l'autre : civ. Limoges, 17 févr. 1905 (06, 235).

CHAPITRE III

Date certaine.

27. Le décret du 20 juillet 1896 ayant rendu, dans certains cas, obligatoire en Tunisie l'enregistrement des actes sous-seings privés qui était facultatif sous la législation antérieure, a eu pour effet d'y rendre applicable l'art. 1328 du Code civil français, aux termes duquel les actes sous seings privés n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance a été constatée dans des actes dressés par des officiers publics : Tunis, 8 mars 1897 (97, 202). — *28.* En conséquence, une simple légalisation de signature ou une traduction d'interprète ne sauraient donner date certaine, bien qu'il ait été jugé avant l'établissement de l'enregistrement qu'une légalisation de signature pouvait produire ce résultat : Tunis, 8 mars 1897 (97, 202). — *29.* L'art. 1328 C. civ., qui énumère limitativement les trois modes par lesquels les actes sous-seings privés ont date contre les tiers, n'est pas, en thèse générale, applicable à la matière commerciale et il appartient, dès lors, aux juges du fond d'établir la date d'une convention litigieuse de cet ordre par tous les moyens de preuve : Cass. req. 9 janv. 1906 (06, 560) ; 22 mai 1906 (07, 223). — *30.* Si la légalisation des signatures a pu autrefois être considérée comme pouvant donner date certaine aux actes sous-seings privés, à défaut d'enregistrement, cette exception ne saurait plus se justifier depuis la mise en vigueur de la loi du 11 mars 1895 qui a établi en Tunisie l'enregistrement : Sousse, 19 nov. 1897 (98, 304). — *31.* La légalisation de la signature de l'interprète traducteur assermenté par le magistrat commis à cet effet, apposée au bas de contrats sous-seings privés, suffit pour donner en Tunisie, à défaut d'enregistrement, date certaine à ces contrats : Alger, 22 févr. 1893 (93, 156).

ACTION CIVILE

Voir : Appel criminel. — Vol, ch. II sect. III.

ACTION EN DISTRACTION

Voir : Saisie immobilière, chap. I sect. III.

ACTION EN GARANTIE

Voir : Compétence civile, ch. II sect. IV.

1. L'appelé en garantie n'a pas le droit d'invoquer la tardiveté de l'action intentée contre lui pour la faire déclarer irrecevable ; ce droit

appartient exclusivement au demandeur au principal : Tunis, 5 juill. 1906 (07, 206). — *2.* Les actions en justice ne peuvent être reçues et produites devant une juridiction que suivant les formes réglées par la loi de procédure spéciale à celle-ci. Il en résulte que l'action en garantie introduite devant un tribunal français de Tunisie est soumise aux règles de l'art. 1640 C. civ. fr. bien que le fond du litige soit lui-même régi par la loi tunisienne ; Tunis, 6 juin 1906 (06, 577).

ACTION EN JUSTICE

Voir : Autorisation de femme mariée. — Avocat, ch. I sect. I. — Domaine public, ch. I sect. III, ch. IV sect. III. — Mahsoulats, ch. III. — Mineur, ch. II sect. II, ch. III sect. II, ch. VIII. — Municipalités, sect. I.

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. I p. 149, 159 et 168.

1. Le Gouvernement tunisien ne peut ester en justice, tant en demandant qu'en défendant, que par l'intermédiaire d'un des fonctionnaires habilités par la loi pour agir en son nom : Alger, 1er mai 1893 (93, 382). — *2.* Le général commandant une subdivision du corps d'occupation en Tunisie ne peut être considéré comme le représentant de l'Administration de la Guerre et ne saurait valablement être assigné comme tel : Alger, 10 juill. 1889 (89, 303). — *3.* L'administration du Ministère de la guerre du Gouvernement français ne saurait être assignée en Tunisie en la personne d'un Directeur du Génie : Tunis, 15 déc. 1886 (95, 194). — *4.* Un Caïd tunisien est sans qualité pour représenter en justice le Gouvernement Beylical : Tunis, 16 déc. 1885 (91, 45). — *5.* Le directeur du service des ports de la Régence est sans qualité pour représenter en justice le Gouvernement tunisien et pour ester en justice au nom de ce service ; il ne peut appeler en cause le Gouvernement tunisien. L'assignation est absolument sans valeur et doit être annulée : Tunis, 25 nov. 1886 (95, 211). — *6.* L'action en justice introduite contre une municipalité n'est pas recevable s'il n'est pas justifié que le demandeur a préalablement déposé un mémoire entre les mains du Premier Ministre, conformément à l'art. 38 du décret du 1er avril 1885 : Ouzara, 14 mars 1901 (03, 289).

ACTION EN REVENDICATION

Voir : Saisie exécution, ch. I sect. III. — Saisie immobilière, ch. II sect. III. — Vol, ch. I sect. IV.

ACTION PAULIENNE

1. Le demandeur à l'action paulienne doit prouver que l'acte dont il poursuit la révocation a rendu son débiteur insolvable ou en a augmenté

l'insolvabilité ; que le débiteur a eu conscience de ce résultat, ainsi que le tiers qui a concouru à l'acte. Faute par lui de faire cette preuve, son action doit être rejetée : Cass. req., 25 juin 1895 (95, 429). — **2**. Un créancier n'a qualité pour attaquer comme frauduleux les actes de son débiteur qu'autant que ses droits sont nés antérieurement à ces actes : Alger, 5 juill. 1893 (94, 87). — **3**. La fraude ne se présume pas. On ne saurait l'induire, pour baser l'action paulienne, de ce que celui qui a passé l'acte attaqué savait que le débiteur était dans une situation embarrassée ou l'objet des poursuites d'une partie civile, dans une instance correctionnelle, au moment où il a contracté avec lui, ni de ce que ce défendeur à l'action paulienne a pris des précautions particulières pour assurer la validité de l'acte attaqué : Alger, 5 juill. 1893 (94, 87). — **4**. Une demande en justice fondée sur l'action paulienne est recevable, bien que cette même action ait déjà été mise en mouvement dans un autre procès et rejetée par le Tribunal, si celui-ci s'est borné à déclarer que cette action était irrecevable en l'état, faute d'intérêt de la part du demandeur : Sousse, 5 juill. 1900 (01, 522). — **5**. L'exercice de l'action paulienne n'est pas admissible de la part du créancier, s'il reste en la possession du débiteur des immeubles non encore discutés : Sousse, 5 juill. 1900 (01, 522). — **6**. L'action en nullité d'un acte, basée sur ce qu'il aurait été fait en fraude des droits des créanciers, est régie par la loi en vigueur au domicile des contractants et au lieu de la passation de l'acte : Trib. sup. Karlsruhe, 16 mai 1904 (07, 61).

ACTION POSSESSOIRE

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p. 18, 53, 68. — LESCURE, *Rég. fonc. de la Tun.*, p. 87, 302. — CH. MARTINEAU, *Act. poss. et loi fonc.* (Journ. Trib. Tun. 1896, p. 491. — CH. MARTINEAU, *Compét. des Juges de paix.* (Journ. Trib. Tunis. 1895, p. 329). — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° Propriété, n° 2223. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.* p. 143, 169. — TILLOY, *Rép. alph.* t. I, p. 180.

CHAPITRE PREMIER

Justice française.

SECTION I

Conditions d'exercice de l'action possessoire.

§ I. — Qui peut l'exercer.

A. *Locataire.* — **1**. Une action possessoire ne peut être exercée par un possesseur à titre précaire, tel qu'un locataire : Just. p. Grombalia, 15 sept. 1893 (94, 455) ; Sousse, 15 nov. 1894 (94, 575) ; Tunis, 13 mars 1901

(01, 335) ; 15 janv. 1908 (08, 282). — 2. Si donc le débat s'agite entre un bailleur tunisien et son locataire européen, demandeurs, à l'encontre d'un tunisien, il convient de mettre le locataire hors de cause et, le surplus de la contestation ne concernant que des tunisiens, la juridiction française est incompétente pour en connaître : Just. p. Grombalia, 15 sept. 1893 (94, 455) ; Sousse, 15 nov. 1894 (94, 575) ; Tunis 13 mars 1901 (01, 335). — 3. Un locataire n'a pas qualité pour poursuivre, hors de la présence du bailleur propriétaire, une instance en réparation du trouble qui lui est causé par le fait de son éviction par un créancier antichrésiste de son bailleur, un trouble de cette nature étant un trouble de droit : Tunis 9 mai 1898 (99, 319) ; Sousse, 10 déc. 1903 (05, 306).

B. *Antichrésiste.* — 4. Le créancier antichrésiste ne saurait être considéré que comme détenteur précaire de l'immeuble qu'il occupe en cette qualité, et par conséquent n'a pas qualité pour intenter l'action possessoire en complainte : Tunis, 7 nov 1900 (01, 24) ; 19 juin 1901, (01, 419). — 5. Certains auteurs reconnaissent cependant au créancier antichrésiste le droit d'exercer l'action possessoire en complainte en son nom personnel, en raison de ses droits sur la jouissance de l'immeuble. Si cette action lui est pourtant généralement refusée, ce n'est qu'au profit du défendeur qui se prétend lui-même possesseur animo domini, et non au profit d'un tiers qui prétend posséder pour autrui : Sousse, 10 déc. 1903 (05, 306). — 6. Le créancier antichrésiste, aussi bien en droit musulman qu'en droit français, n'est pas un détenteur à titre précaire ; il doit être placé, au point de vue des actions possessoires, dans la même catégorie que l'usufruitier, parce qu'il possède pour lui même. Il peut donc exercer l'action en complainte : Tunis, 10 juin 1908 (08, 519).

C. *Expulsé par violence.* — 7. Si le possesseur expulsé par violence doit être restitué dans sa possession antérieure, quelque courte qu'elle ait été et sans qu'il soit besoin de justifier d'une possession annale, il faut tout au moins qu'il y ait eu réellement possession antérieure paisiblement assise au moment où la violence survient : Sousse, 12 avr. 1906 (06, 611) ; Tunis, 27 nov. 1907 (08, 98).

D. *Demandeur en distraction.* — 8. L'article 26 du C. de proc. civ. s'oppose à ce que, tant que se trouve pendante une instance en distraction à la suite d'une saisie immobilière, le demandeur en distraction intente une action possessoire contre l'adjudicataire, à raison de la mise à exécution du jugement d'adjudication : Sousse, 31 oct. 1901 (03, 284).

E. *Administrateurs de habous.* — 9. Les administrateurs d'un habous ne peuvent exercer l'action possessoire qu'à la condition d'avoir, soit par eux-mêmes, soit par les personnes qu'ils représentent, la possession annale du terrain litigieux : Tunis, 24 mai 1897 (97, 361).

§ 2. — Contre qui elle peut être exercée.

10. La complainte est recevable contre toute personne qui a commis un trouble de possession ou qui l'a fait commettre. Spécialement, celui qui prétend avoir la possession annale d'une olivette est recevable à intenter l'action possessoire contre le créancier qui a fait saisir-brandonner la récolte pendante sur cette olivette, en prétendant qu'elle appartient à son débiteur. Une saisie-brandon ainsi faite peut être considérée comme un trouble de droit de nature à servir de base à la complainte à l'encontre du saisissant : Just. p. Sousse, 18 déc. 1894 (95, 261). — *11.* Lorsque le co-propriétaire indivis ne jouit et n'administre que pour le compte de l'indivision, sa possession ne saurait donner lieu à la complainte de la part de ses co-ayants droit ; mais il n'en est pas de même s'il fait des actes de jouissance privée et exclusive, propres à servir de point de départ à la prescription des droits des autres co-propriétaires par indivis : Tunis, 2 nov. 1887 (95, 535). — *12.* Celui qui est en possession légale d'un immeuble peut valablement diriger l'action possessoire contre l'auteur du trouble, en quelque qualité qu'il l'ait commis, sauf à ce dernier à appeler au procès ses mandants ou ceux au nom desquels il a agi : Sousse, 20 avr. 1897 (98, 197). — *13.* Spécialement, il en est ainsi pour l'action possessoire intentée à l'encontre d'un sequestre judiciaire : Sousse, 20 avr. 1897 (98, 197).

§ 3. — Cas d'enclave.

14. En droit, en principe, toute servitude discontinue, comme celle de passage, ne peut, à défaut de titre, servir de fondement à une action possessoire. Cette règle reçoit toutefois exception en cas d'enclave qui constitue un titre légal à la possession : Sousse, 9 mai 1902 (03, 117). — *15.* L'état d'enclave formant titre légal pour la servitude de passage, le propriétaire d'un fonds enclavé est recevable à exercer l'action possessoire pour se faire maintenir, en cas de trouble, dans la possession de la servitude de passage pratiquée sur le fonds grevé : Cass. req., 10 déc. 1906 (07, 351).

§ 4. — Semeur de la bonne foi.

16. Aux termes de l'art. 20 du décret beylical du 13 avril 1874, celui qui sème, se croyant véritable propriétaire ou locataire, est réputé s'être trompé de bonne foi ; s'il jure qu'il avait la conviction que la terre était à lui, la récolte lui appartient, mais, par contre, il paie le loyer de la terre : Tunis, 22 mars 1905 (05, 328). — *17.* Il est fait une juste application de ces règles du droit du pays par le juge de paix saisi d'une action possessoire qui condamne le défendeur à des dommages-intérêts pour indue jouissance, après l'avoir reconnu de bonne foi : Tunis, 22 mars 1905 (05, 328).

§ 5. — Complainte.

18. Le propriétaire d'un fonds prétendu dominant ne peut exercer l'action possessoire à l'effet de se faire maintenir, en dehors d'un titre, en possession d'une servitude discontinue, telle qu'un droit de passage et à cause de la précarité de la possession ; mais, au contraire, celui sur le fonds duquel une servitude est exercée, et qui prétend que la tentative de cet exercice constitue un trouble à la liberté de son fonds, peut former l'action en complainte dans l'année du trouble : Sousse, 12 juill. 1900 (01, 380). — *19.* Il n'est pas exact que celui qui a été dépossédé ne puisse agir que par voie de réintégrande ; la complainte embrasse dans son application même les cas dans lesquels la détention matérielle de l'immeuble a cessé : Tunis, 25 mars 1908 (08, 342).

SECTION II

Immeuble en cours d'immatriculation.

20. On a d'abord estimé qu'une procédure d'immatriculation pouvait faire obstacle à l'exercice d'une action possessoire. Jugé en ce sens que le juge de paix compétent pour connaitre d'une action possessoire relative à un immeuble objet d'une réquisition d'immatriculation, doit se dessaisir et renvoyer les parties devant le Tribunal mixte, si le cité, avant toute défense au fond, use de la faculté qui lui est donnée par la loi de demander ce renvoi, en se fondant sur ce qu'il a requis l'immatriculation et suit sur sa réquisition : Just. p. Tunis-Nord, 16 sept. 1893 (93, 391). — *21.* Mais cette jurisprudence, qui d'ailleurs était fautive, n'a pas été suivie ; décidé qu'aucune disposition de la loi foncière n'interdit l'action possessoire au cours de l'immatriculation. Cette opération n'a pu être prévue par nos codes, et en admettant qu'elle soit essentiellement pétitoire, elle ne ferait pas obstacle à l'exercice de l'action possessoire, si celle-ci se fonde sur un trouble postérieur à l'instance au pétitoire : Sousse, 28 févr. 1895 (95, 282). Tunis, 14 déc. 1896 (97, 36) ; Sousse, 27 oct. 1898 (99, 496) ; Tunis, 28 juin 1899 (99, 622.) — *22.* Aux termes de l'art. 35 de la loi foncière, toute personne citée en matière immobilière devant la juridiction de droit commun peut, avant toute défense au fond, dessaisir cette juridiction, en accomplissant les formalités nécessaires pour requérir l'immatriculation de l'immeuble. D'après l'art. 37 de la même loi, le Tribunal mixte statue au fond sur toutes les contestations relatives à l'immeuble dont l'immatriculation est poursuivie, prononce l'admission ou le rejet de tout ou partie de l'immatriculation, et ordonne en cas d'admission, l'inscription des droits réels dont il aura reconnue l'existence : Tunis, 28 mai 1894 (94, 354). — *23.* Les règles posées pas ces deux articles sont corrélatives et les contestations dont on peut dessaisir la juridiction de droit commun, d'après

l'art. 35, sont celles que le Tribunal mixte peut juger d'après l'art. 37. Par conséquent on ne saurait y comprendre les actions possessoires, ni, à plus forte raison, les actions en réintégrande : Tunis, 28 mai 1894 (94, 354). — *24*. Une demande d'immatriculation a pour effet de modifier profondément à l'égard des actions relatives à l'immeuble qui en est l'objet, les règles de la compétence. Elle substitue le Tribunal mixte aux autres juridictions dans le règlement de toutes les actions réelles afférentes audit immeuble ; mais il en est tout autrement en ce qui concerne les actions possessoires qui ne rentrent pas dans les attributions du Tribunal mixte : Tunis, 14 juin 1905 (05, 604). — *25*. Une demande d'immatriculation, même suivie de bornage provisoire, n'apporte par elle même aucune modification à la possession actuelle ; elle ne constitue donc pas un trouble pouvant servir de base à une action possessoire : Tunis, 18 déc. 1893 (94, 42).

SECTION III

Immeuble immatriculé.

26. La loi tunisienne du 15 mars 1892, qui a abrogé les art. 300 à 341 de la loi foncière du 1er juillet 1885, sur la prescription et la possession a produit ce résultat, qu'aucune prescription ni aucune possession juridique ne pourront désormais se produire sur tout ou partie d'un immeuble immatriculé ; il ne peut être l'objet d'une action possessoire : Just. p. Souk el-Arba, 12 déc. 1892. (93, 231) ; Sousse, 3 mars 1898 (98, 243) ; 16 février 1905 (06, 56) ; Tunis, 3 juin 1908 (08, 609). — *27*. Ainsi jugé spécialement pour une servitude de vue : Just. p. Tunis-Nord, 16 juill. 1896 (96, 441). — *28*. Est recevable l'action possessoire intentée à l'encontre d'un propriétaire d'un immeuble immatriculé par le propriétaire voisin non immatriculé, à raison de l'ouverture d'une vue prenant jour sur le fond non immatriculé, pratiquée depuis moins d'un an et un jour, alors que le droit d'établir pareille servitude n'est pas inscrit sur le titre de l'immeuble immatriculé fond dominant : Just. p. Tunis-Nord, 16 déc. 1896 (97, 43). — *29*. Le propriétaire de l'immeuble immatriculé ne saurait, pour plaider l'irrecevabilité de l'action possessoire qui lui est intentée, se baser sur les dispositions de l'article 187 de la loi foncière de 1885, aux termes desquelles, l'action de ceux qui auraient à réclamer contre l'ouverture d'une porte ou fenêtre sur leur fond serait prescrite au bout de six mois à dater de l'ouverture : Just. p. Tunis-Nord, 16 déc. 1896 (97, 43). — *30*. Cet article 187 a été abrogé par le décret du 15 mars 1892 modificatif de la loi de 1885, qui a rayé de la loi la prescription comme mode acquisitif de la propriété, et, en ce qui concerne spécialement les servitudes, a formé le nouvel article 197 de la loi foncière, aux termes duquel les servitudes ne s'établissent que par titre : Just. p. Tunis-Nord, 16 déc. 1896 (97, 43).

SECTION IV

Domaine public.

31. Les droits d'usage sur les immeubles faisant partie du domaine public peuvent donner lieu, même entre particuliers, à une action possessoire, lorsqu'ils sont réclamés à titre de droits réels et comme accessoire du fond au service duquel ces immeubles sont affectés d'après leur destination : Tunis, 26 oct. 1898 (99, 424). — *32.* Une action possessoire, et, spécialement, une action en complainte, ne saurait être admise en ce qui concerne les biens qui font partie du domaine public tunisien, notamment les chemins de fer : Tunis, 12 juin 1893 (93, 229). — *33.* Le juge du possessoire est compétent pour apprécier, au point de vue de la recevabilité de l'action, l'exception tirée du caractère domanial de l'immeuble litigieux. C'est d'ailleurs une exception d'ordre public qui doit être soulevée même d'office : Tunis, 12 juin 1893 (93, 229).

SECTION V

Compétence en la matière.

§ I. — Compétence en général de la juridiction française.

A. *Partage de compétence entre la justice française et la justice indigène.* — *34.* La jurisprudence constante du Tribunal consulaire italien décide que les actions possessoires sont de la compétence de la juridiction consulaire et non de la juridiction beylicale, lorsqu'elles sont intentées contre des sujets italiens, même par des sujets tunisiens : Trib. consul. ital. 23 nov. 1883 (91, 246) ; Tunis, 3 avr. 1889 (93, 253). — *35.* La décision sur ces actions ne préjudicie en rien aux droits de propriété dont l'appréciation est déférée à la juridiction locale immobilière : Trib. cons. ital. Tunis, 23 nov. 1883 (91, 246). — *36.* Les Tribunaux français en Tunisie sont compétents pour connaître des actions possessoires qui s'exercent dans un litige où des européens sont seuls en cause : Tunis, 19 janv. 1887 (93, 240) ; 13 juill. 1887 (94, 184). — *37.* L'action possessoire ne rentre pas par sa nature dans celles que le décret beylical du 31 juillet 1884 a réservées aux tribunaux indigènes ; elle fait, au contraire, partie de celles que le principe de réciprocité posé par ce décret attribue à la juridiction française, toutes les fois qu'un européen s'y trouve intéressé : Tunis, 12 janv. 1888 (93, 222) ; 14 mars 1892 (93, 30) ; 12 janv. 1898 (02, 167) ; 8 mars 1899 (00, 361) ; 31 janv. 1900 (00, 147) ; 25 avr. 1900 (00, 500) ; 9 avr. 1902 (02, 270) ; Sousse, 22 oct. 1903 (05, 147). — *38.* En portant ainsi l'action possessoire devant le juge français, le tunisien ne perd pas le droit de décliner sa compétence au pétitoire : Tunis, 3 avr. 1889 (93, 253). — *39.* Un locataire justiciable des tribunaux français ne peut pas les

saisir d'une action possessoire à l'encontre d'un tunisien, s'il ne peut se prévaloir pour cela que de la possession de son propre bailleur, également tunisien. Toutefois, l'incompétence de la juridiction française, pour connaître d'une telle contestation, est purement relative, et ne peut être relevée d'office. Elle ne disparaît pas cependant par le seul fait que le bailleur tunisien intervient dans l'instance : Tunis, 15 janv. 1908 (08, 282).

B. *Partage de compétence entre la juridiction française et le Tribunal mixte.* — *40.* La juridiction de droit commun est compétente pour apprécier la possession antérieure à l'immatriculation prononcée par jugement du Tribunal mixte, les art. 37, 38 et 19 de la loi foncière édictant que le caractère définitif des jugements de ce Tribunal n'est attribué qu'à la fixation pour l'avenir de la situation juridique de l'immeuble : Tunis, 11 déc. 1901 (02, 13).

C. *Compétence intrinsèque de la justice française.* — *41.* La convention d'arbitrage passée entre un particulier et l'Etat tunisien pour la délimitation entre une propriété privée et le domaine de l'Etat, n'est pas un acte administratif émanant du pouvoir du Gouvernement pris comme puissance publique ; c'est un acte de gestion domaniale, qui découle des droits de propriétaire privé dudit Etat. Par suite, un tel arrangement ne fait pas obstacle à ce que l'autorité judiciaire puisse connaître d'une action possessoire, intentée par un tiers, relativement aux terrains qui ont fait l'objet de l'arbitrage : Sousse, 13 févr. 1908 (08, 219).

SECTION II

Compétence spéciale des juges de paix.

42. Le droit musulman en vigueur dans la Régence reconnaît la possession comme un droit distinct de la propriété ; il lui attribue des effets qui sont analogues à ceux de la possession en droit français, et qui permettent de donner lieu à une action possessoire : Tunis, 14 janv. 1887 (91, 238) ; 15 juin 1891 (91, 295). — *43.* Quant aux lacunes de la loi locale en matière d'actions possessoires, elles peuvent être comblées par l'application de la loi nationale : Tunis, 14 janv. 1887 (91, 238) ; 15 juin 1891 (91, 295). — *44.* Il en résulte que le juge de paix est compétent en Tunisie en matière d'action possessoire comme en Algérie et que les règles relatives à l'exercice de ces actions, notamment l'interdiction du cumul du pétitoire et du possessoire, doivent recevoir leur application devant les juridictions françaises de la Régence : Tunis, 14 janv. 1887 (91, 238) ; 15 juin 1891 (91, 295). — *45.* Les juges de paix, même à compétence étendue, ne connaissent jamais en dernier ressort des actions possessoires : Tunis, 26 mai 1886 (94, 264). — *46.* Le juge de paix peut, sans cumuler

le possessoire et le pétitoire, consulter et apprécier tous documents utiles pour déterminer le caractère de la possession, si le dispositif de sa décision ne statue que sur la possession, c'est-à-dire dans les limites de la compétence permise : Cass. req., 12 nov. 1907 (08, 323). — **47**. Il n'y a, ni cumul du possessoire et du pétitoire, ni excès de pouvoirs, dans la décision du juge de paix qui, pour repousser la complainte, apprécie la nature, les caractères et l'efficacité de la possession alléguée par le demandeur et ainsi, ne se détermine pas par des motifs empruntés exclusivement au fond du droit : Cass. req., 7 août 1894 (94, 520). — *48*. En déclarant expressément qu'il n'entend statuer que sur une action en complainte, un tribunal répond suffisamment au moyen d'incompétence soulevé dans l'hypothèse où le juge connaîtrait uniquement du pétitoire : Cass. req., 7 août 1894 (94, 520). — *49*. Lorsqu'un européen, ayant cité au possessoire divers indigènes, a reconnu devant le juge de paix que certains des défendeurs avaient la possession indivisément avec lui, que ces défendeurs ont conclu dans le même sens et que les autres défendeurs se sont au contraire prétendus seuls en possession à l'exclusion du demandeur et des premiers défendeurs, le juge de paix peut décider que la possession n'appartient qu'aux derniers défendeurs : Sousse, 16 mars 1905 (06, 126).

CHAPITRE II

Justice indigène.

SECTION PREMIÈRE

Conditions d'exercice de l'action possessoire.

§ I. — Qui peut l'exercer.

50. Est recevable l'action possessoire intentée par celui qui établit qu'il jouissait de l'immeuble depuis plusieurs années et qu'il a été troublé dans sa paisible jouissance par une entreprise antérieure de cinq mois seulement à l'assignation : Trib. ind. Sfax, 30 nov. 1896 (97, 416). — *51*. Il importe peu que le défendeur ait introduit une demande de mesurage du terrain à la Direction de l'Agriculture et qu'il prétende que l'immeuble litigieux est un bien domanial : Trib. indig. Sfax, 30 nov. 1896 (97, 416). — *52*. Lorsque le preneur est empêché par un tiers de jouir de l'immeuble qu'il a pris à bail, il importe de distinguer si le trouble est un trouble de droit ou un trouble de fait. S'il s'agit d'un trouble de droit, c'est-à-dire si le preneur est empêché de jouir par suite de contestation sur la propriété ou de l'exercice d'usage, d'usufruit, revendiqué par un tiers, c'est contre son bailleur qu'il qu'il doit introduire l'action en garantie (art. 750 C. tun.) ; ce dernier est en effet tenu de le garantir du trouble de droit ; si au

contraire, il s'agit d'un trouble de fait, c'est-à dire d'un trouble que des tiers apportent par voies de fait à sa jouissance, le locataire n'est pas tenu de garantir le preneur de ce trouble. C'est donc contre les auteurs de ces troubles qu'il doit introduire son instance (art. 753 C. tun.) : Ouzara, 12 janv. 1908 (08, 87).

§ II. — Contre qui on peut l'exercer.

53. Au cas où il est démontré que celui qui a labouré et semé un terrain a commis un empiètement, c'est-à-dire a sciemment fait acte de possesseur sur un terrain qu'il savait être en la possession d'un autre, ce dernier doit être admis à jouir des droits qui lui sont conférés par l'art. 20 du décret du 13 avril 1874 (25 sfar 1291) et qui lui permettent de recouvrer la libre disposition de son terrain : Ouzara, 11 févr. 1897 (97, 636). — *54.* Pour apprécier si le détenteur du terrain est de bonne ou de mauvaise foi, il faut se référer à l'époque où les travaux ont été exécutés. Ne peut être considéré comme étant de mauvaise foi celui qui, occupant un terrain sans s'être mis en possession par la violence, a ensemencé ce terrain même après qu'un jugement non définitif du Tribunal de province lui en a dénié la possession. Il ne serait de mauvaise foi que si l'ensemencement avait eu lieu, lorsqne le jugement n'était plus susceptible de voie de recours : Ouzara, 29 juin 1908 (08, 564). — *55.* Il n'y a pas lieu de maintenir en possession celui qui ne peut établir à quel titre et dans quelles conditions il a succédé, dans la jouissance de l'immeuble, à celui qui en était précédemment détenteur, alors d'ailleurs que ce nouveau possesseur est reconnu avoir joui, comme fonctionnaire, d'une autorité considérable dans le pays et qu'il est allégué formellement contre lui qu'il en a abusé pour dépouiller le légitime propriétaire : Ouzara, 6 déc. 1897 (98, 411). — *56.* Et peu importe, dans ces conditions, que la dépossession remonte à plusieurs années, la prescription ne pouvant courir au profit de ceux qui détiennent la puissance publique : Ouzara, 6 déc. 1897 (98, 411).

SECTION II

Immeuble en cours d'immatriculation.

57. Un terrain au sujet duquel est ouverte une instance en immatriculation peut être l'objet d'une action possessoire : Ouzara, 1er juill. 1897 (98, 409). — *58.* Et cette action doit être accueillie si le défendeur n'est autre que l'Administration des Travaux publics, qui s'est emparée du terrain sans se préoccuper de savoir à qui il appartenait, afin d'y faire des dépôts de matériaux pour la construction d'une route : Ouzara, 1er juill. 1897 (98, 409).

SECTION III

Domaine public.

59. Le domaine public étant inaliénable et imprescriptible ne peut faire l'objet d'aucune action possessoire. Le demandeur doit être débouté de sa demande, sur la simple constatation que le terrain litigieux fait partie de ce domaine : Ouzara 20 févr. 1903 (08, 152).

SECTION IV

Compétence en la matière.

60. Les Tribunaux indigènes dits de province, compétents en matière possessoire, ne le sont pas pour ce qui concerne le pétitoire. Par suite, ils ne peuvent refuser de maintenir en possession celui qui s'y trouve depuis deux années, sous prétexte que son adversaire serait le véritable propriétaire de l'immeuble ; ils doivent se déclarer incompétents sur cette contestation de propriété : Ouzara, 4 juill. 1901 (03, 290). — *61.* Celui qui, prétendant à la propriété d'un terrain, se rend justice à lui-même, au lieu d'intenter devant le Tribunal une action possessoire, et détruit la baraque en planches édifiée par un tiers, est obligé de lui payer le montant de tout le dommage qu'il lui a fait subir : Ouzara, 9 mars 1896 (96, 577). — *62.* Le Tribunal de l'Ouzara est compétent pour connaître du débat ainsi circonscrit, mais il doit renvoyer au Charâ l'examen de la question de propriété : Ouzara, 9 mars 1896 (96, 577). — *63.* Il n'y a pas lieu pour le Tribunal de province saisi d'une action possessoire qui s'agite entre indigènes, de se déclarer incompétent pour en connaître, sur la simple allégation du défendeur qu'il est en société avec un européen, alors qu'aucune preuve de la prétendue société n'est rapportée et qu'il n'est même pas indiqué sur quoi elle porte. Il en est ainsi surtout, lorsque ce moyen n'est présenté qu'après que les parties se sont mises d'accord pour une descente sur les lieux et une enquête sur place, lesquelles ont été ordonnées par un jugement préparatoire constatant cet accord : Trib. ind. Sfax, 24 nov. 1896 (03, 57). — *64.* En matière d'action possessoire, le Tribunal compétent est celui de la situation de l'immeuble, et non celui de la circonscription où le défendeur est domicilié : Ouzara, 17 nov. 1902 (03, 561).

ACTION PUBLIQUE

1. Le décès du prévenu a bien pour conséquence l'extinction de l'action publique, mais les tribunaux n'en restent pas moins valablement saisis de l'action civile en réparation du dommage causé, qui a été introduite antérieurement au décès, sauf à la partie civile à mettre en cause les re-

présentants du défunt : Alger, 6 nov. 1902 (04, 218). — *2.* Le désistement de la partie civile, sur la plainte de laquelle l'action publique s'est mise en mouvement, ne fait pas obstacle, en droit tunisien indigène, à ce qu'une peine soit appliquée au délinquant contre lequel la preuve et faite : Ouzara, 24 juill. 1899 (99, 472).

ADJUDICATION

Voir : Compétence immobilière, ch. I sect. VI.
Enzel, ch. III sect. IV. — Immatriculation, ch. IV.
Référé, ch. II sect. I. — Saisie immobilière, ch. II.

ADOULS TUNISIENS

Voir : Notariat indigène.

ADULTÈRE

1. La loi pénale française est applicable aux indigènes musulmans en matière d'adultère comme en toute autre matière. Il importe peu qu'en raison de leur statut personnel, les formes du mariage différent pour eux de celles du Code civil français : Alger, 10 nov. 1894 (95, 136). — *2.* En droit tunisien, le retrait par le mari de la plainte en adultère qu'il a formulée contre sa femme et contre le complice de celle-ci, ne fait pas obstacle à ce que ce dernier soit condamné à l'emprisonnement, pour la satisfaction de l'action publique : Ouzara, 10 juin 1887 (99, 289). — *3.* L'époux au profit duquel le divorce a été prononcé pour cause d'adultère de sa femme, est recevable à demander au complice de celle-ci la réparation du préjudice matériel et moral que ce fait lui a causé : Civ. Bordeaux, 9 juill. 1906 (07, 347). — *4.* Le délit d'adultère ne saurait être établi alors que, au moment du jugement correctionnel, le jugement de divorce entre la prévenue et son mari aurait acquis l'autorité de la chose jugée : Tunis, 2 déc. 1902 (03, 115).

AFFRÈTEMENT

Voir : Transports maritimes.

AGE

Voir : Mineur. — Pénalités, sect. I.

AGENT D'AFFAIRES

Voir : Compétence commerciale, ch. II sect. III. — Courtage. — Mandat.

1. Constitue un mandat donné dans l'intérêt exclusif du mandant, le contrat par lequel un plaideur, en l'espèce la victime d'un accident, charge

un agent d'affaires de soutenir son procès-moyennant un tant pour cent sur l'indemnité finale à obtenir. Par suite, il est toujours révocable au gré du mandant. Et, en cas de révocation, la promesse d'honoraires se trouve pour l'avenir sans objet et non avenue, mais il appartient alors aux juges d'arbitrer, en tenant compte du service rendu, la somme qui reste due au mandataire à titre de rémunération : Paris, 15 déc. 1902 (04, 282). — *2*. Pour éviter la responsabilité de la perte éprouvée par une de ses clientes nullement au courant des affaires et qui lui a remis en toute confiance l'administration de sa modeste fortune, un agent d'affaires ne pourrait objecter utilement qu'il n'a fait que se conformer littéralement aux ordres contenus dans la procuration signée par cette cliente, si celle-ci, induite par lui en erreur, a signé la procuration sans en comprendre la portée : Cass. req. 18 déc. 1905 (06, 557). — *3*. Est illicite, et par suite ne peut servir de base à une action en justice, la convention par laquelle un agent d'affaires a stipulé un salaire au cas où le prévenu au profit duquel il s'entremet ne serait pas condamné à l'emprisonnement : Sousse, 29 nov. 1900 (01, 351). — *4*. Les démarches faites par un agent d'affaires en vue d'activer la solution d'un procès intenté par un ouvrier auquel le bénéfice de l'assistance judiciaire a été accordé sont illusoires, et, en tout cas, inutiles. En conséquence les honoraires perçus par cet agent d'affaires sont sans cause et peuvent être répétés : Civ. Seine, 31 mars 1904 (05, 397).

AGRÉAGE

Voir : Vente de vins.

AJOURNEMENT

Voir : Exploit. — Nullités facultatives. — Référés, ch. I sect. III.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.* p. 21. — Tilloy, *Rép. alph.* t. I p. 44, 87, 110, 332.

CHAPITRE PREMIER

Justice française.

SECTION PREMIÈRE

Du domicile.

§ I. — Election de domicile.

1. Au cas où l'élection de domicile a eu lieu dans l'intérêt du créancier, elle ne fait point disparaître les effets du domicile général et le créancier a la faculté d'assigner la partie qui l'a faite devant son domicile réel et de

lui faire également, à ce domicile, toutes significations, demandes et poursuites : Tunis, 22 mai 1903 (03, 342). — *2.* En l'absence de toute preuve que l'élection de domicile ait été faite dans l'intérêt du débiteur, elle doit être considérée comme l'ayant été dans l'intérêt du créancier : Tunis, 22 mai 1903 (03, 342).

§ II. — **Domicile inconnu.**

3. Est valablement assignée au parquet du Procureur de la République, la partie qui a quitté une localité depuis plusieurs années et qui, postérieurement à son départ, a plusieurs fois changé de résidence, s'il n'apparait pas que son domicile put être facilement retrouvé et s'il est justifié d'ailleurs que la partie demanderesse a effectué des recherches dans ce but : Alger, 17 juin 1903 (04, 170). — *4.* Un défendeur est valablement assigné au lieu de son domicile apparent, lorsque le lieu de sa nouvelle résidence n'est pas notoirement connu et que le demandeur peut l'ignorer : Just. p. Lille, 18 janv. 1908 (08, 466).

§ III. — **Citation d'un étranger en France.**

5. Est régulière la citation d'un étranger faite en France par la remise de la copie au parquet du Procureur de la République et elle est valable indépendamment du fait de la transmission au cité par voie diplomatique : App. Gênes, 23 juin 1903 (05, 584).

§ IV. — **Domicile aux colonies.**

6. Si les personnes domiciliées dans les colonies sont régulièrement assignées au parquet du Procureur de la République près le tribunal où l'affaire doit être portée, conformément aux dispositions de l'art. 69 § 9 C. proc. civ., il ne s'ensuit pas qu'en déterminant ainsi un mode de nature à faciliter la transmission de l'exploit, le législateur ait entendu interdire pour ce cas l'application de la règle générale posée par l'art. 68 du même Code, toutes les fois qu'on peut y avoir recours : Cass. civ. 12 nov. 1901 (02, 500).

§ V. — **Domicile à l'étranger.**

7. Au cas où une personne connaît le domicile à l'étranger d'une autre personne et la fait assigner conformément aux dispositions de l'art. 69 § 8 C. proc. civ., comme s'il s'agissait d'une personne sans domicile connu, le jugement prononcé contre le non présent est nul et non avenu : Montpellier, 27 janv. 1902 (02, 460). — *8.* Il en est ainsi, spécialement, au cas où

une femme, constituée mandataire par son mari pour la durée de son séjour à l'étranger, demande et obtient la séparation de biens : Montpellier, 27 janv. 1902 (02, 460). — *9*. Il importe peu que le jugement ait été exécuté par la liquidation des reprises de la femme et que l'homologation ait été prononcée par le Tribunal, si les actes sont entachés du même vice que l'exploit introductif d'instance : Montpellier, 27 janv. 1902 (02, 460). — *10*. La convention de La Haye du 14 novembre 1896, en établissant des règles qui ont pour but de faciliter et d'assurer la communication des actes à l'étranger, a confirmé les dispositions de l'art. 69 C. proc. civ. en y ajoutant simplement deux innovations destinées à constater la réalité de la signification des actes qu'elle vise, mais sans prescrire ces formalités nouvelles à peine de nullité. En conséquence la partie qui, conformément à l'art. 69 § 10 C. proc. civ. a fait signifier au Parquet du procureur de la République des actes destinés à une personne domiciliée dans un pays adhérent à la Convention, s'est rigoureusement conformée à la loi et n'est pas responsable d'une transmission irrégulière de l'acte : Cass. civ., 28 juin 1905 (06, 388).

§ VI. — **Assignation faite à un dépôt.**

11. Le domicile s'établissant par le fait d'une habitation réelle dans un lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement, est nulle l'assignation délivrée au lieu où la personne citée n'a loué qu'une chambre pour y déposer des objets mobiliers lui appartenant : Cass. civ. 31 juill. 1907 (08, 192).

SECTION II

Citation à mandataire.

12. La citation faite à un mandataire général ou spécial est valable en Tunisie en vertu de l'art. 71 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, applicable conformément à l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883 : Tunis, 21 avr. 1886 (94, 545). — *13*. Aux termes de l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843 applicable en Tunisie par suite du décret du 27 mars 1883, est nulle toute signification faite à la personne ou au domicile d'un mandataire, à moins qu'il ne soit porteur d'un pouvoir spécial et formel de défendre à la demande ; et cette nullité doit en tout état de cause être prononcée sur la demande de la partie intéressée et même d'office par le tribunal : Tunis, 21 mai 1902 (02, 456).

SECTION III

Délais de distance.

14. L'art. 6 de l'ordonnance du 16 avril 1843, fixant à un jour par myriamètre l'augmentation, à raison de la distance, des délais d'ajour-

nement, est toujours en vigueur en Tunisie. Il importe peu qu'un décret du 24 juin 1900 ait modifié, pour l'Algérie, les dispositions de cette ordonnance ; en effet, le décret beylical du 18 avril 1883 déclare applicables en Tunisie les délais qu'elle a établis ; il ne dit pas que les délais seront les mêmes en Tunisie qu'en Algérie : Sousse, 24 janv. 1902 (02, 481) ; Tunis, 3 mars 1904 (04, 264).

CHAPITRE II

Justice indigène.

15. Aucun texte ne réglemente, en droit musulman, les formalités auxquelles se trouve assujettie la citation à comparaître devant le Cadi ; par suite, doit être considérée comme régulière la citation qui consiste dans un simple avertissement à comparaître donné par un émissaire du Cadi : Sénégal, 24 févr. 1896 (96, 522). — *16*. Au Sénégal, les formes prescrites par le Code de procédure civile ne sont exigibles, dans les instances entre musulmans, que si, usant de la faculté à eux accordée par le décret du 20 mai 1857, ils portent leurs différends devant la juridiction française : Sénégal, 24 févr. 1896 (96, 522). — *17*. Lorsqu'il est prouvé que le demandeur a été dûment cité à comparaître devant le Tribunal civil de l'Ouzara (et cette preuve résulte suffisamment de la lettre du Caïd chargé de la convocation, qui dit que le demandeur s'est engagé à comparaître au jour fixé) il y a lieu de classer l'affaire sans suite, si, en réalité, il ne se présente pas : Ouzara, 13 avr. 1896 (96, 504).

CHAPITRE III

Droit maltais.

18. Un jugement rendu à Malte est nul, faute d'assignation régulière du défendeur, s'il n'est pas justifié que cette procédure ait été accomplie : Tunis, 25 avr. 1901 (01, 454). — *19*. Sans doute, on peut à Malte faire nommer un curateur pour représenter en justice des défendeurs absents ; mais si on peut admettre que cette procédure soit suffisante pour donner satisfaction à la règle d'ordre public qui veut qu'une partie défenderesse ne soit pas condamnée sans avoir été appelée par une citation à comparaître devant ses juges, faut il encore que la nomination du curateur ne soit pas clandestine : Tunis, 25 avr. 1901 (01, 454). — *20*. Aux termes de l'art. 947 du Code de procédure civile et d'organisation judiciaire de Malte, lorsqu'on veut faire nommer un curateur pour représenter en justice une personne absente, la demande doit être notifiée aux plus proches parents ou, à défaut de parents, à un ami de cette personne. Est irrégulière la procédure

suivie contre un curateur sans qu'il soit justifié de ces diligences : Tunis, 25 avr. 1901 (01, 454).

ALGÉRIEN SUJET FRANÇAIS

Voir : Compétence civile, ch. II sect. I. — Exequatur, ch. II sect. III. — Mineur, ch. VII sect. I. — Nationalité, ch. III. — Régime matrimonial, ch. I sect. II et IV. — Succession, ch. I sect. I.

ALIGNEMENT

Voir : Municipalités, sect. II.

ALIMENTS

Voir : Compétence civile, ch. II sect. II. — Paternité et filiation, ch. III sect. VI. — Référés, ch. II sect. II. — Saisie-arrêt, ch. II sect. II.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati, p. 203.*

CHAPITRE PREMIER

Droit français.

SECTION PREMIÈRE

Obligations entre époux.

§ I. — Séparation de fait.

1. Lorsque la séparation de fait, loin d'être le résultat d'un commun accord entre les époux, est motivée par l'impossibilité de continuer la vie commune, cette séparation peut légitimer l'action d'un époux contre l'autre en pension alimentaire : Civ. Toulouse, 22 juin 1906 (07, 251). — *2.* L'art. 7 de la loi du 13 juillet 1907, aux termes duquel faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux frais du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires de son conjoint une part en proportion de ses besoins, ne s'applique pas au cas de deux époux vivant séparés de fait. Dans ce cas, celui des époux qui prétend avoir droit à une pension alimentaire de la part de son conjoint, ne peut fonder son action que sur les art. 212 et 213 C. civ. : Civ. Boulogne sur Mer, 5 mars 1908 (08, 531). — *3.* Il en est tout autrement lorsque la vie commune a été rompue d'un commun accord, lorsque la femme a déclaré d'avance vouloir vivre à sa guise et lorsqu'il est constant qu'elle possède une industrie qui lui donne des ressources : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 277).

§ II. — Séparation de droit.

4. En matière de pension allouée à l'un des époux à la suite de divorce, il y a lieu de réduire la pension, si, par suite d'un second mariage et de charges nouvelles survenues à cette occasion, le débiteur de la pension a vu ses ressources diminuées : Toulouse, 22 nov. 1907 (08, 325). — 5. Les termes de la pension alimentaire échue entre la demande et le jour où le jugement de séparation de corps est devenu définitif, doivent être considérés comme non rapportables par la femme à la liquidation de la communauté, mais les versements effectués par le mari depuis cette date doivent être imputés en totalité sur les reprises de la femme : Civ. Seine, 9 janv. 1908 (08, 464).

SECTION II

Obligations entre beaux pères, belles-mères, gendres et brus.

6. Aux termes des art. 205 et s. C. civ. franç. les aliments sont dus par les enfants à leurs ascendants, par les gendres et belles-filles à leurs beaux-pères et belles-mères et réciproquement ; mais cette obligation réciproque n'existe pas entre le beau-fils et la seconde femme de son père. En effet, le mot « gendre » employé dans l'art. 206, donne au mot corrélatif « belle mère » un sens restrictif qui n'équivaut pas à celui de marâtre : Sousse, 21 mai 1897 (97, 602). — 7. S'il est vrai que les beau-père et belle-mère peuvent devoir des aliments à leurs gendres ou brus dans le besoin, dans les mêmes conditions que les devraient les père et mère à leurs enfants, il n'y a ouverture contre eux à ces obligations qu'au cas ou il est démontré que le conjoint est lui-même ou décédé ou dans l'impossibilité de subvenir aux besoins de celui qui demande des aliments : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 277).

CHAPITRE II

Droits étrangers.

SECTION PREMIÈRE

Droit allemand.

8. Les contestations relatives à la dette alimentaire qui s'agitent entre époux étrangers doivent être réglées conformément à leur loi nationale : Trib. emp. Allemagne, 15 févr. 1906 (08, 30).

SECTION II

Droit autrichien.

9. La demande d'aliments doit s'apprécier d'après la loi nationale du défendeur ; ainsi quand une semblable demande est formée contre deux

rères devant un tribunal autrichien, et que l'un d'eux est allemand, tandis que l'autre est autrichien, c'est la loi allemande qui doit déterminer l'obligation du premier et la loi autrichienne celle du second : C. supr. d'Autriche, 20 juin 1906 (08, 598.) -- *10*. La pension alimentaire due à un enfant naturel né en Autriche de parents étrangers domiciliés en Autriche, est réglée suivant la loi autrichienne : C. supr. d'Autriche, 1er mars 1905 (08, 596).

SECTION III

Droit italien.

§ I. — Séparation de fait entre époux.

11. Le conjoint italien séparé seulement de fait n'a pas d'action alimentaire contre l'autre conjoint et ce défaut d'action doit être relevé d'office par le magistrat : App. Gênes, 21 mars 1904, (06, 535).

§ II. — Séparation de droit entre époux.

12. Les aliments sont dus à la femme légalement séparée, même alors que la séparation a été prononcée contre elle, parce qu'elle a été convaincu d'adultère ; aussi on ne peut les lui allouer seulement à condition qu'elle ira habiter une maison de retraite, à moins qu'elle n'y consente : Palerme, 19 juin 1905 (07, 519). — *13*. L'inconduite de la femme séparée de corps n'est pas, en droit italien, un fait qui dispense le mari de l'obligation alimentaire qui lui est imposée par l'art. 156 C. civ. ital. ; par conséquent, il ne peut justifier la demande en suppression de la pension alimentaire allouée à la femme par le jugement de séparation de corps, alors d'ailleurs qu'aucun changement n'est survenu dans la situation pécuniaire respective des époux séparés : Tunis, 31 oct. 1906 (07, 55). — *14*. Le mari italien séparé de corps peut valablement céder à sa femme l'usufruit de sa dot à titre de prestation alimentaire, et la femme, en vertu de cette cession, peut en toucher directement les revenus : App. Bologne 26 févr. 1904 (06, 533). — *15*. Il n'est pas contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs d'imposer à la femme qui a demandé des aliments à son mari, surtout si elle est adultère, que ces aliments lui seront fournis dans un lieu déterminé : Cass. Palerme, 22 nov. 1906 (08, 600).

§ III. — Obligations entre ascendants et descendants.

16. En droit italien, l'obligation alimentaire incombe d'abord à chacun des deux époux envers l'autre et elle ne pèse que subsidiairement sur les enfants et les descendants : Tunis, 9 nov. 1904 (05, 347). — *17*. Par suite,

est irrecevable la demande d'une pension alimentaire faite par une mère italienne à ses fils, s'il est constant que la demanderesse est mariée, qu'elle ne justifie pas avoir mis son mari en demeure de lui venir en aide, ni que celui-ci ait refusé ou soit dans l'impossibilité de le faire : Tunis, 9 nov. 1904 (05, 347). — *18*. En droit italien, ce n'est pas à l'enfant qui demande des aliments qu'il incombe de prouver qu'il est dans le besoin ; c'est au père qui résiste à la demande qu'il appartient de faire la preuve contraire : Cass. Palerme, 3 mai 1904 (06, 536). — *19*. L'obligation des aliments entre belle-mère et gendre cesse, si la première se remarie ; mais elle renaît si le second mari de la belle mère vient à mourir : App. Trani, 14 sept. 1903 (06, 190). — *20*. En droit italien, si les enfants naturels non reconnus et placés dans les conditions de l'art. 193 C. civ. ital. peuvent avoir droit à des aliments, il faut, pour exercer l'action qui dérive de cette disposition de la loi, avoir l'autorité paternelle ou la tutelle des enfants : Tunis, 18 déc. 1907 (08, 79). — *21*. L'exercice de l'action pour aliments accordée par l'art. 193 C. civ. ital. au fils naturel dont la reconnaissance est défendue, a pour éléments nécessaires et concurrents l'état de besoin de l'enfant et une déclaration explicite par écrit du père. En cas de contestation, les recherches doivent porter concurremment sur ces deux éléments, dont l'un ne peut être placé devant l'autre comme ayant un caractère préjudiciel : App. Naples, 31 août 1906 (08, 599). — *22*. Sont d'ordre public, en Italie, les dispositions de la loi édictées en matière alimentaire ; tous les étrangers y sont soumis, sans qu'il y ait lieu de rechercher si leur statut personnel permet ou non une créance pour cause alimentaire : Civ. Livourne, 5 mai 1894 (98, 359).

SECTION IV

Droit maltais.

23. Aux termes de l'art. 13 de l'ordonnance maltaise n° 1 de l'année 1873, les ascendants doivent des aliments à leurs petits enfants qui se trouvent dans le besoin. Aux termes des art. 15 et 17 de la même ordonnance, la même obligation est imposée au beau-père envers la belle-fille, même après le veuvage de cette dernière, tant qu'il existe des descendants issus du mariage qui a produit cette alliance : Tunis, 2 avr. 1898 (98, 268). — *24*. Le jugement qui condamne un maltais au paiement d'une pension alimentaire, en vertu des art. précités, est susceptible d'exécution provisoire, aux termes de l'art. 135 § 7 C. proc. civ. fr. : Tunis, 2 avr. 1898 (98, 268). — *25*. L'obligation de fournir des aliments qui existe entre parents et alliés est régie par la loi nationale de la personne qui y est soumise : C. civ. Malte, 23 juin 1899 (07, 60). — *26*. Il est de règle, dans la jurisprudence maltaise, que le propriétaire d'immeubles, si faible que soit la valeur de ceux-ci, n'a pas droit à des aliments ; si les immeubles ne

peuvent être aliénés assez rapidement, il peut être alloué cependant une pension alimentaire provisoire, dont l'émolument sera remboursé une fois l'aliénation effectuée. Les aliments provisoires sont calculés en raison uniquement des besoins de celui auquel ils doivent être fournis et non en raison des moyens de celui qui doit les fournir : C. civ. Malte, 23 juin 1899 (07, 60).

SECTION V

Droit musulman.

27. En droit musulman (rite malékite), la femme non répudiée dont le mari s'est absenté sans pourvoir à son entretien, peut porter plainte contre lui en justice et est crue sur son serment, si elle agit avant le retour du mari ; celui-ci est cru, au contraire, sur son serment, s'il conteste dès son retour les dires de la femme : Tunis, 29 mars 1905 (05, 404). — *28*. Dans le même droit, la femme répudiée n'a droit à l'entretien que pendant l'eudda ou retraite légale : Tunis, 29 mars 1905 (05, 404). — *29*. Enfin si le mari est incapable de fournir la pension alimentaire, il a le droit de demander un délai de deux mois, après lequel la répudiation lui sera imposée : Tunis, 29 mars 1905 (05, 404).

SECTION VII

Droit rabbinique.

30. D'après la loi rabbinique, le mari doit des aliments à sa femme, s'il ne mange pas avec elle : Tunis, 1er mars 1887 (95, 474) ; 8 janv. 1896 (96, 107). — *31*. Les tunisiens qui bénéficient de la protection d'une puissance européenne restent soumis à leur statut personnel pour tout ce qui concerne les questions d'état et les successions. C'est donc dans la loi rabbinique qu'on doit chercher les règles qui régissent le droit de l'enfant israélite d'obtenir de son père une pension alimentaire : Tunis, 10 juin 1895 (95, 439). — *32*. Aux termes de cette loi, la fille veuve et sans ressources a droit à obtenir de son père une pension alimentaire pour subvenir à ses besoins urgents et à ceux de son enfant. Cette pension doit être évaluée par justice en raison des ressources du père et des charges de la fille : Tunis, 10 juin 1895 (95, 439).

AMENDES

Voir : Douanes. — Pourvoi en cassation, sect. I.

AMNISTIE

1. La loi française d'amnistie du 17 décembre 1900, déclarée applicable à la Tunisie par un décret beylical du 14 février 1901 « dans les limites et

sous les restrictions qu'elle a prévu » a exclu de l'amnistie, « en matière de contributions indirectes, ceux qui auront été l'objet de procès-verbaux pour lesquels les pénalités encourues ou prononcées, amende et confiscation, y compris les décimes, sont supérieures à 800 francs » : Sousse, 15 mai 1901 (02, 179). — *2.* Par application de ce texte, il y a lieu pour le Tribunal saisi d'examiner la prévention rendant applicable l'art. 6 du décret du 2 mai 1898, qui punit les contrevenants d'une amende de 500 à 5000 francs, indépendamment de la confiscation des produits en fraude et du remboursement des droits fraudés ; mais il y a lieu aussi de ne prononcer aucune peine, lorsqu'il résulte de l'examen des faits de la cause qu'ils sont si peu graves qu'il conviendrait de n'appliquer que le minimum de la peine, soit 500 francs d'amende et qu'il n'y aurait à confisquer qu'un appareil de la valeur de 50 francs, de telle sorte que les pénalités encourues seraient inférieures à 800 francs : Sousse, 15 mai 1901 (02, 179).

ANIMAUX

Voir : Accident. — Mahsoulats, ch. II sect. I.

ANTICHRÈSE

Voir : Action possessoire

Bibliographie. — LESCURE, *Rég. fonc. de la Tunisie*, p. 272. — *Pandectes françaises, Rép. alph.* V° Propriété, n^os^ 19 18 et s. — PIOLET, *Rég. de la propr. fonc. en Tun.* p. 116. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.* p. 345. — POUYANNE, *Syst. Torrens en Tun. et en Alg.* p. 44. — SCEMAMA, *Hypot. en Tun.*, p. 22.

1. Le contrat par lequel il est stipulé qu'en cas de non paiement des intérêts, le créancier aura le droit de faire mettre un immeuble sous séquestre et de s'en faire remettre les loyers jusqu'à due concurrence, constitue une véritable antichrèse : Tunis, 22 févr. 1899 (00, 357). — *2.* Au cas où l'immeuble dont s'agit est immatriculé, avec inscription d'un tel contrat sur le titre de propriété, aucune autre charge réelle non inscrite ne peut être opposée à l'antichrésiste, notamment le privilège attribué aux frais faits pour la conservation de la chose : Tunis, 22 févr. 1899 (00, 357). — *3.* A plus forte raison en est-il ainsi, si la partie de l'immeuble que ces frais ont conservé n'a pas été immatriculée : Tunis, 22 févr. 1899 (00, 357). — *4.* L'antichrèse ne saurait être opposable aux tiers détenteurs du titre de propriété, créanciers gagistes ou acheteurs, alors même que le créancier antichrésiste établirait être en possession de la terre qui fait l'objet de l'antichrèse. L'antichrèse n'est opposable aux tiers qu'autant que le créancier antichrésiste est en même temps nanti du titre et en possession de

l'immeuble : Ouzara, 19 sept. 1898 (03, 57). — *5.* Le créancier antichrésiste est mal venu à vouloir prendre possession d'un immeuble qui est cultivé par une autre personne que son débiteur, sous prétexte que cet immeuble est compris parmi ceux qu'il a reçus de son débiteur en antichrèse. Il lui appartient de se pourvoir devant le Chara pour y faire reconnaître, s'il y a lieu, les droits de propriété de son débiteur : Ouzara, 19 mars 1903 (03, 293). — *6.* Les sommes provenant de la récolte d'olives données à antichrèse en garantie d'une créance ne sauraient appartenir par privilège au créancier qu'autant que ce dernier justifierait avoir été en possession des oliviers au moment de la récolte dont le prix fait l'objet de la distribution : Tunis, 9 mars 1896 (96, 237).

ANTIQUITÉS

Voir : Monuments historiques.

APPEL EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

Voir : Compétence administrative, ch. II sect. I. — Divorce, ch. I sect. VII. — Liquidation judiciaire, sect. III. — Référés, ch. I sect. IV.

Bibliographie. — RADEL, *Journ. de la jurispr. de la C. d'Alger* 1890, p. 77. — TILLOY, *Rép. alph.* T. I. p. 370, 412.

CHAPITRE PREMIER

Décisions dont on peut appeler.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p. 18. — CH. MARTINEAU, *Comp. des juges de paix* (Journ. des Trib. de Tun. 1895, p. 354 et 394).

SECTION PREMIÈRE

Détermination du taux du ressort.

§ I. — Chiffre de la demande.

1. Les Tribunaux français de Tunisie connaissent en dernir ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de trois mille francs : Alger, 16 nov. 1892 (92, 304). — *2.* C'est le dernier état des prétentions du demandeur qui fixe le taux du ressort ; c'est donc aux dernières conclusions qu'il faut s'attacher pour apprécier et déterminer le degré de juridiction : Alger, 16 déc. 1893 (94, 294). — *3.* Emporte implicitement réduction de la demande et équivaut, au point de vue du ressort, à la

réduction par conclusions expresses, la reconnaissance par le demandeur constatée au jugement dont est appel, de la réception d'acomptes ramenant l'obligation des défendeurs à un chiffre inférieur aux taux du premier ressort : Alger, 1er avril 1897 (97, 515). — 4. Lorsque, sur une demande en paiement d'une somme excédant le taux du dernier ressort des tribunaux de première instance, le défendeur s'est reconnu débiteur d'une portion de cette somme, telle que l'intérêt du litige s'est, ainsi que l'établissent les conclusions réciproques des parties, trouvé réduit à une somme inférieure à ce taux, le jugement intervenu ensuite est en dernier ressort : Cass, req., 24 oct. 1893 (93, 399). — 5. Il importe peu qu'un appel s'agite uniquement entre un appelant en garantie et un appelé en garantie au sujet d'une condamnation inférieure au taux du dernier ressort, alors que la demande primitive à raison de laquelle l'appel en garantie a été fait était en premier ressort. Cet appel est parfaitement recevable : Alger, 26 mai 1902 (03, 106).

§ II. — **Accessoires de la demande.**

6. En principe, c'est le chiffre de la demande principale qui détermine le ressort ; les intérêts, les frais et les dommages-intérêts fondés exclusivement sur la demande principale sont des accessoires de celle-ci et ne peuvent y être rattachés pour la modification du ressort : Alger, 31 déc. 1900 (01, 147). — 7. Les intérêts échus avant une demande forment un véritable capital qui doit être joint au chiffre de la demande principale pour déterminer le taux du ressort : Tunis, 2 nov. 1898 (98, 541 ; Alger, 26 déc. 1903 (05, 277). — 8. Les intérêts du capital courus depuis la demande en justice et les frais de l'instance sont des accessoires qui ne comptent pas pour la fixation du taux du ressort : Cass. civ., 6 janv. 1897 (97, 20) ; Tunis, 2 nov. 1898 (98, 541). — 9. Est irrecevable l'appel formé contre un jugement qui a statué sur une demande atteignant le taux le plus élevé du dernier ressort, et, en outre, comprenant les frais de protêt. En effet, le protêt n'est qu'un acte nécessaire de poursuite et ne fait point partie de la demande principale : Alger, 8 nov. 1893 (94, 260).

§ III. — **Appels multiples.**

10. L'appel de plusieurs jugements ayant statué, chacun séparément, sur une demande inférieure aux taux de la compétence en premier ressort, est irrecevable, bien que le demandeur eut pu, s'il l'eut voulu, former une seule demande dépassant la compétence du juge de première instance : Sousse, 25 oct. 1900 (01, 383).

§ IV. — **Cas de saisie.**

11. Dans les rapports du saisissant avec le saisi, le taux du ressort est fixé par les causes de la saisie, quelle que soit la valeur des objets sur lesquels elle a porté : Alger, 3 mars 1888 (94, 340) ; 26 nov. 1891 (96, 329) ; 24 déc. 1894 (96, 22). — *12.* Dans les rapports du saisissant et du saisi avec un tiers demandeur en distraction, le taux du ressort est fixé par la valeur des objets réclamés ; et si cette valeur est indéterminée, l'appel est recevable, quel que soit le montant des causes de la saisie : Alger, 3 mars 1888 (94, 340) ; 24 déc. 1894 (96, 22). — *13.* Est en dernier ressort le jugement qui ordonne la main-levée d'une saisie-arrêt faite pour une somme inférieure au taux du premier ressort, bien que la créance saisie-arrêtée dépasse elle même ce taux et bien que le jugement ait déterminé dans son dispositif le titulaire véritable de la créance, le demandeur en main-levée en l'espèce : Alger, 7 mars 1891 (94, 87) ; 5 janv. 1907 (02, 167).

§ V. — **Successions musulmanes.**

14. En matière de succession musulmane, où les dettes sont divisibles entre les héritiers, le taux du ressort se calcule sur la part de chaque héritier, quel que soit le taux de l'ensemble de la demande : Tunis, 27 avr. 1896 (96, 294).

Voir : Succession, ch. II sect. III.

SECTION II

Matières indéterminées.

15. La demande qui, entre autres chefs, a pour objet le délaissement d'un immeuble sous une contrainte pécuniaire et la démolition de constructions y élevées, est indéterminée ; par suite, le jugement auquel elle donne lieu doit être qualifié en premier ressort et est susceptible d'appel : Alger, 2 mars 1899 (99, 521). — *16.* Constitue une demande indéterminée rendant le jugement susceptible d'appel, une demande tendant au paiement des frais de nourriture et d'entretien d'un cheval à la fourrière, jusqu'au jour de l'assignation, et du montant des journées de nourriture et d'entretien à courir jusqu'au retrait de l'animal : Alger, 19 févr. 1902 (02, 531). *17.* Est susceptible d'appel le jugement statuant sur une demande en partie indéterminée par ce fait qu'on y demande paiement de frais de magasinage non encore précisés lors du jugement : Alger, 26 oct. 1901 (02, 308), — *18.* La demande d'insertion dans les journaux d'une décision judiciaire étant indéterminée, le jugement qui statue sur ladite demande est susceptible d'appel : Alger, 19 oct. 1896 (97, 374). — *19.* Lorsque, sur une demande en paiement de dettes successorales, l'héritier a excipé de

la renonciation qu'il aurait faite à la succession et que le créancier à répliqué en concluant expressément à la nullité de cette renonciation, le jugement intervenu est susceptible d'appel : Alger, 26 juin 1901 (02, 121). — *20.* Est susceptible d'appel le jugement qui statue sur une demande en paiement d'une somme d'argent à laquelle est jointe une demande en déclaration de faillite, alors même que la somme réclamée serait inférieure au taux du dernier ressort : Montpellier, 7 nov. 1907 (08, 229).

SECTION III

Jugements interlocutoires.

21. Le jugement, qui déboute une partie de toutes ses demandes, fins et conclusions, préjuge le fond du litige et a dès lors un caractère essentiellement interlocutoire ; l'appel en est conséquemment toujours recevable : Alger, 17 nov. 1892 (92, 296). — *22.* L'art. 451 C. proc. civ., qui permet d'interjeter appel des jugements interlocutoires avant le jugement définitif, doit être interprété en ce sens, que seuls les jugements interlocutoires rendus dans les causes soumises à appel peuvent être l'objet de cette procédure : Sousse, 23 juin 1898 (00, 62). — *23.* Il y a décision interlocutoire, et par conséquent, possibilité d'appel, dans le jugement par lequel les premiers juges ont rejeté le principe même du droit prétendu à une indemnité pour cause d'expropriation publique : Alger, 20 juin 1899 (99, 546). — *24.* Le jugement qui autorise un employé à faire la preuve des faits sur lesquels il base une demande d'indemnité de congédiement préjuge le fond, et, par suite, l'appel de ce jugement est recevable : Alger, 23 mai 1897 (98, 24). — *25.* Un jugement qui autorise le revendiquant d'objets saisis à faire la preuve de ses droits de propriété est interlocutoire et, dès lors, susceptible d'appel : Alger, 5 juill. 1897 (98, 63). — *26.* Le jugement qui ordonne une expertise sans examiner le fond, est purement préparatoire, et, comme tel, non susceptible d'appel : Alger, 22 juin 1900 (01, 20) ; Tunis, 24 déc. 1907 (08, 80). — *27.* N'admet pas le principe d'une responsabilité quelconque le jugement interlocutoire qui donne mission à un expert, non seulement de constater des avaries survenues, mais encore d'en dire la nature et l'origine : Alger, 26 oct. 1901 (02, 308). — *28.* Le jugement qui fait dépendre la solution du litige de la communication de certaines pièces est interlocutoire ; par suite, l'appel qui en est interjeté est suspensif : Alger, 10 oct. 1892 (96, 358). — *29.* Les jugements qui ordonnent un interrogatoire sur faits et articles, ou qui rejettent la demande tendant à ce qu'il y soit procédé, ne sont pas susceptibles d'appel, sauf les cas d'incompétence ou d'excès de pouvoirs : Alger, 27 juill. 1896 (97, 27) ; Toulouse, 12 juin 1906 (07, 224). — *30.* Le jugement qui statue sur la mise en cause d'un tiers préjuge le fond du procès, puisqu'il suppose qu'un droit peut être exercé pour ou contre ce tiers ; il est, par suite,

interlocutoire : Cass. req., 2 févr. 1903 (04, 429). — *31*. N'est pas susceptible d'appel le jugement par lequel un tribunal, statuant sur une demande en divorce, n'a pas immédiatement prononcé, mais a maintenu l'habitation séparée et les mesures provisoires pendant plusieurs mois, conformément à l'art. 246 C. civ. : Dijon, 8 mai 1905 (06, 300). — *32*. Le jugement qui, après avoir décidé que les art. 446 et 447 C. com. étaient applicables à la cause, admet que les titres versés aux débats n'établissent pas d'ores et déjà que l'hypothèque consentie par le failli n'a pas été constituée pour dette antérieurement contractée, est un jugement interlocutoire, et, par suite, susceptible d'appel : Alger, 19 févr. 1900 (00, 448). — *33*. Les décisions préparatoires du juge de paix ne peuvent, pas plus que les jugements préparatoires des Tribunaux de première instance, être frappées d'appel avant le jugement définitif : Tunis, 10 déc. 1890 (94, 485). — *34*. Il en est ainsi même lorsque le juge de paix statue en matière commerciale, en vertu de sa compétence étendue, les règles spéciales à la juridiction des justices de paix étant les mêmes en matière civile et en matière commerciale : Tunis, 10 déc. 1890 (94, 485).

SECTION IV

Demandes reconventionnelles.

§ I. — Modification du taux du ressort.

35. Lorsque la demande reconventionnelle du défendeur a pour objet la réparation du dommage causé par le fait du demandeur, qui est complètement distinct de la demande principale et qui s'est produit en dehors de celle-ci et antérieurement à sa naissance, cette demande rend la cause susceptible d'appel, si elle dépasse le taux du dernier ressort : Alger, 11 déc. 1906 (07, 382). — *36*. Par application de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838, est recevable l'appel d'un jugement d'un tribunal de Tunisie qui a statué sur une demande principale n'atteignant pas 3000 fr. et sur une demande reconventionnelle d'une valeur indéterminée, mais manifestement supérieure à 3000 fr. Il importe peu, d'après l'art. 453 C. proc. civ., que le jugement ait été mal à propos qualifié en dernier ressort : Alger, 20 janv. 1894 (94, 260). — *37*. Lorsqu'en réponse à une demande de détaxe inférieure aux taux du dernier ressort, formée contre elle, une Compagnie de chemins de fer conclut reconventionnellement au paiement de dommages, en se fondant sur le préjudice que lui aurait causé le demandeur, en la dénonçant au commerce comme percevant des taxes illégitimes, la demande reconventionnelle ne saurait être considérée comme exclusivement fondée sur la demande principale, et si elle est supérieure aux taux du dernier ressort, le jugement est susceptible d'appel sur le tout : Cass., 30 mai 1907 (08, 111). — *38*. Est en dernier ressort, et, comme tel,

non susceptible d'appel, le jugement qui statue sur une demande reconventionnelle éventuelle, indéterminée quant à son chiffre et subordonnée au rejet de la demande principale, mais nécessairement inférieure au taux du dernier ressort : Alger, 18 déc. 1895 (96, 544). — *39*. Un arrêt viole les principes d'après lesquels la loi détermine les degrés de juridiction lorsque, pour déclarer rendu en dernier ressort, et, par suite, non susceptible d'appel, un jugement d'un tribunal de commerce, et cela, malgré une demande reconventionnelle de dommages intérêts supérieure au taux du dernier ressort, il se fonde sur ce que le principe de responsabilité invoqué à l'appui de cette demande contre le défendeur n'était pas justifié : Cass. civ., 5 juill. 1897 (97, 397). — *40*. En matière commerciale comme en matière civile, il suffit que la demande reconventionnelle soit indéterminée pour que l'appel soit cumulativement recevable contre cette demande et contre la demande principale ; il n'est admis d'exception à ce principe que lorsqu'une demande reconventionnelle est fondée exclusivement sur la demande principale : Cass. civ., 20 janv. 1908 (08, 466). — *41*. La demande, formée reconventionnellement à une action en paiement d'une certaine somme d'argent, et qui tend à ce que le demandeur principal soit tenu de restituer au défendeur, demandeur reconventionnel, le titre de la prétendue créance dans un certain délai et sous une astreinte à fixer par chaque jour de retard, n'est point à considérer comme constituant une défense à la demande principale ; il y a lieu, en conséquence, d'en tenir compte pour la détermination du premier ou dernier ressort : Cass. req., 3 janv. 1898 (98, 59). — *42*. Les conclusions à fin d'expertise constituant une défense pure et simple à l'action principale, ne sauraient modifier le taux du ressort : Nancy, 12 mai 1903 (04, 626). — *43*. Une prétendue compensation opposée, non par demande reconventionnelle, mais simplement comme moyen de défense à une demande inférieure au taux du dernier ressort, ne suffit point, quel que soit son chiffre, pour modifier le taux du ressort : Paris, 19 mars 1898 (98, 262).

§ II. — **Demandes fondées sur le préjudice que cause l'action principale.**

44. Aux termes de l'art. 635 § 6 C. com., les tribunaux de commerce statuent en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts lorsqu'elles sont fondées exclusivement sur la demande principale elle-même. Est donc en dernier ressort le jugement rendu sur une telle demande, lorsque le demandeur principal s'est désisté : Alger, 20 déc. 1905 (06, 557). — *45*. Si les demandes reconventionnelles en dommages intérêts fondées sur la demande principale, à quelque somme qu'elles puissent s'élever, rentrent, comme accessoires, dans la compétence des juges de paix, ces

magistrats ne peuvent statuer sur elles qu'à charge d'appel, si le chiffre de ces demandes dépasse leur compétence en dernier ressort : Tunis, 30 juin 1906 (07, 156). — *46*. La demande reconventionnelle, formée en justice de paix, et fondée sur le préjudice causé par la demande principale, est sans influence sur le taux du ressort : Tunis, 28 mars 1898 (98, 264). — *47*. Toute demande reconventionnelle fondée uniquement sur la demande principale demeure sans influence sur la fixation du taux du ressort, qui se détermine alors par la quotité de la demande originaire : Cass. civ., 17 févr. 1897 (97, 222).

SECTION V

Jugements d'incompétence.

48. Est générale la disposition de l'art. 454 C. proc. civ. édictant que, lorsqu'il s'agira d'incompétence, l'appel sera recevable, encore que le jugement ait été qualifié en dernier ressort ; cette disposition s'applique même aux jugements dans lesquels il n'a pas été statué sur la compétence parce que le déclinatoire n'aurait pas été proposé : Tunis, 16 mars 1896 (96, 240). — *49*. Est rendu en dernier ressort le jugement d'un Tribunal de commerce intervenu sur une demande principale et sur une demande reconventionnelle, chacune inférieure aux taux du dernier ressort, mais dont le total dépasse ce taux : Cass. civ., 14 avril 1900 (00, 482).

SECTION VI

Jugements par défaut.

50. Aux termes de l'art. 455 C. proc. civ., est prohibé l'appel d'un jugement par défaut encore susceptible d'opposition. Cette disposition, qui a pour but d'éviter entre les juridictions du premier et du deuxième degré, des décisions contradictoires et irréparables, s'applique indistinctement à l'appel de la partie qui a requis le jugement et à celui de la partie défaillante. La loi sur le divorce n'a pas modifié en cette matière spéciale l'application de cette prohibition : Alger, 7 nov. 1893 (97, 74). — *51*. Cette fin de non recevoir est absolue et d'ordre public ; elle peut être proposée en tout état de cause ; le juge doit l'appliquer d'office : Tunis, 25 janv. 1899 (99, 272). — *52*. Le jugement de défaut congé implique toujours le rejet de la demande et la voie de l'appel, qui est une faculté de droit commun, est ouverte contre lui lorsque le litige dépasse le taux du dernier ressort : Cass. civ., 4 nov. 1902 (04, 218).

SECTION VII

Jugements non signifiés.

53. Est régulier et recevable l'appel d'un jugement civil (dans l'espèce, d'un jugement de justice de paix), bien que ce jugement n'ait pas été

préalablement signifié : Cass. civ., 18 oct. 1899 (99, 605). — **54.** Si, d'après l'art. 453 C. proc. civ., la signification du jugement contradictoire, pour faire courir les délais d'appel, doit être faite à personne ou à domicile, l'art. 422 du même Code déroge à cette règle en matière commerciale : Alger, 22 nov. 1897 (98, 179). — **55.** En pareil cas, à defaut d'élection de domicile, la signification dudit jugement est valablement faite au greffe du Tribunal. L'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843 ne fait pas échec à ces principes, car il n'a eu pour but que de modifier les conditions ordinaires dans lesquelles ont lieu les ajournements, citations, ou significations et n'a pas dérogé aux conditions formelles établies par le droit commun sur la matière : Alger, 22 nov. 1897 (98, 179).

SECTION VIII

Jugements interprétatifs.

56. Un jugement interprétatif n'est susceptible d'appel que s'il altère ou modifie le jugement interprété, soit par retranchement de quelques unes de ses dispositions, soit par addition de dispositions nouvelles : Alger, 7 févr. 1895 (95, 431).

SECTION IX

Jugements mal qualifiés.

57. Si le juge de paix omet de prononcer sur une demande sujette à appel, la décision qu'il rend est en premier ressort. Pour déterminer la question de savoir si le juge était réellement saisi de la demande sujette à appel qu'on prétend qu'il a omise, le juge d'appel a le droit de revoir tous les éléments du débat qui a eu lieu en première instance, sans être tenu de se baser uniquement sur les qualités ; celles ci étant l'œuvre du juge, ne peuvent nuire aux parties : Tunis, 18 déc. 1907 (08, 135). — **58.** Les jugements faussement qualifiés en premier ressort n'en restent pas moins des jugements rendus en dernier ressort, s'ils ont en réalité ce caractère : Alger, 16 déc. 1893 (94, 294).

SECTION X

Ordonnances.

59. L'appel est recevable contre une ordonnance relative à l'envoi en possession d'un legs universel, toutes les fois que cette ordonnance peut avoir pour effet de porter atteinte aux droits du légataire universel ou de l'héritier. En pareil cas, l'ordonnance d'envoi en possession ne constitue pas un acte de juridiction gracieuse : Angers, 25 juill. 1906 (07, 254). — **60.** L'ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur

une demande de saisie conservatoire constitue un acte de juridiction contentieuse et est, comme telle, susceptible d'appel. Cet appel, portant sur une ordonnance de rejet, doit être fait, comme la demande introductive elle-même, sous forme de simple requête, sans intimation : Alger, 21 janv. 1906 (06, 618).

SECTION XI

Jugements auxquels il y a été acquiescé.

61. L'assistance à l'enquête ordonnée par un jugement interlocutoire et la réquisition d'ouverture de la contre enquête, ne constituent pas un acquiescement à ce jugement, pouvant entraîner la perte du droit d'appel, lorsque ces faits ont été accompagnés d'expresses réserves de ce droit : Alger, 3 févr. 1894 (94, 316). — *62*. L'exécution d'un jugement qualifié en dernier ressort n'entraîne pas l'acquiescement de la partie qui s'y soumet en présence de menaces ou de poursuites, un tel jugement n'étant susceptible que de voies de recours extraordinaires qui ne sont pas suspensives, l'appel n'ayant pas assez de force pour en arrêter l'exécution : Tunis, 16 mars 1896 (96, 240). — *63*. Lorsque le Tribunal, en ordonnant une expertise, a accordé l'exécution provisoire du jugement nonobstant appel, le fait par le défenseur de l'appelant d'avoir consenti à la nomination d'un seul expert dispensé du serment, n'est pas incompatible avec la réserve du droit d'appel : Cass. civ., 29 déc. 1886 (91, 123). — *64*. La renonciation au droit d'appel ne se présume que de faits qui la supposent nécessairement. Il s'ensuit que la réquisition de l'une des parties aux fins d'ouverture du procès-verbal d'enquête sur une demande en divorce, revêtant le caractère d'un acte de pure forme, et non celui d'un acte de véritable exécution, n'emporte pas, à elle seule, l'acquiescement de la partie au jugement interlocutoire qui lui faisait grief : Paris, 27 juill. 1907 (08, 192).

CHAPITRE III

Délais d'appel.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 21. — Gaudiani, *Délai des ajourn. devant la Cour* (Journ. des Trib. de la Tun., 1906, p. 89).

SECTION PREMIÈRE

Appel porté devant la Cour.

65. En Tunisie, l'augmentation du délai d'appel à raison de la distance existant entre le domicile de l'appelant et celui de l'intimé, est d'un jour par myriamètre conformément à l'ordonnance du 16 avril 1843 spéciale à

l'Algérie : Alger, 2 nov. 1888 (91, 125). — *66*. Mais l'article 9 de cette ordonnance, qui donne un délai de 60 jours à la partie demeurant à Tunis citée à comparaître devant un tribunal d'Algérie, n'est pas applicable aux procédures suivies en Tunisie : Alger, 2 nov. 1888 (91, 125). — *67*. Aux termes de l'art. 70 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, le délai pour les ajournements à comparaître devant les Tribunaux de l'Algérie et la notification de tous actes doit être augmentée, à raison de la distance, de soixante jours, à l'égard des personnes domiciliées dans les États limitrophes de la France ou de l'Algérie, tels que la Tunisie : Alger, 17 nov. 1893 (96, 586). — *68*. Ne saisit donc pas valablement la Cour d'appel d'Alger la citation à comparaître devant elle, donnée à un individu domicilié à Tunis, s'il n'a pas été tenu compte du délai de distance ainsi déterminé à ajouter au délai de comparution : Alger, 17 nov. 1893 (96, 586). *69*. — Aux termes de l'art. 56 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, le délai pour interjeter appel est d'un mois à partir de la signification, soit à personne, soit au domicile réel ou d'élection : Alger, 9 déc. 1893 (94, 431) ; 12 juill. 1905 (06, 391). — *70*. Dans le calcul de ce délai, on ne doit compter, ni le jour de la signification du jugement, ni le jour de la notification de l'appel : Alger, 9 déc. 1893 (94, 431). — *71*. Ce délai n'a pas été modifié par la loi du 3 mai 1862, qui n'est applicable qu'aux jugements rendus par les Tribunaux civils de la métropole : Alger 5 mai 1902 (03, 398). — *72*. La déchéance résultant de la tardiveté de l'appel ne peut être écartée par l'application de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui ne concerne que les nullités de forme et non les déchéances : Alger, 9 déc. 1893 (94, 431). — *73*. Le jour de l'échéance n'est pas à compter dans ce délai, par application de l'art. 1033 C. pr. civ. : Tunis, 15 juin 1904 (05, 226). — *74*. Le délai d'ajournement, devant la Cour d'Alger, pour les appels civils, est de huitaine franche avec le délai de distance pour les personnes habitant l'Algérie et deux mois pour celles habitant la Tunisie : Alger, 27 déc. 1905 (06, 34) ; 7 nov. 1906 (07, 441) ; 14 nov. 1906 (07, 502). — *75*. Par suite, est nul l'acte d'appel portant ajournement devant la Cour d'Alger à huitaine franche, outre les délais de distance, d'une personne domiciliée en Tunisie, et cette nullité n'étant pas facultative pour le juge, bien que relative, doit être prononcée dès qu'il y a été conclu régulièrement : Alger, 27 déc. 1905 (06, 34). — *76*. Les prescriptions de l'art. 456 C. proc. civ., qui exigent à peine de nullité que l'acte d'appel contienne assignation dans les délais de la loi, sont suffisamment observées lorsque cet acte porte assignation à comparaître à huitaine franche, plus le délai à raison de la distance : Alger, 30 janv. 1900 (00, 629). — *77*. L'intimé ne saurait se prévaloir, en tous cas, de la nullité qui aurait été encourue, que tout autant que son adversaire aurait acquis défaut contre lui avant le délai d'ajournement d'un mois prescrit

par l'art. 8 de la loi du 3 mai 1852, pour assigner devant les tribunaux d'Algérie les personnes domiciliés en France : Alger, 30 janv. 1900 (00, 629). — 78. Au surplus, pareille nullité serait purement facultative, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 : Alger, 30 janv. 1900 (00, 629). — 79. Le décret du 24 juin 1900 n'est pas applicable en Tunisie mais il est le seul texte réglant les délais d'ajournement devant les tribunaux d'Algérie ; or, la Cour d'Alger, lorsqu'elle statue sur des appels de jugements rendus par les tribunaux tunisiens, n'est pas un tribunal tunisien, mais un tribunal d'Algérie devant lequel les délais sont fixés par le décret de 1900. Donc, le délai d'ajournement à donner, au cas d'appel interjeté vis-à-vis d'une partie habitant la Tunisie, à l'encontre d'un jugement rendu par un tribunal de Tunisie, est, conformément au décret de 1900, un délai fixe de deux mois. Tout exploit qui indique un autre délai, notamment, celui de huitaine franche augmentée des délais de distances, est irrégulier : Alger, 8 mars 1906 (06, 173). — *80*. Toutefois l'indication inexacte du délai, dans l'exploit d'appel, n'en entraîne pas la nullité, car cette nullité n'est attachée par l'art. 61 C. proc. civ. qu'aux cas d'absence d'indication de délai. Il en est ainsi surtout lorsqu'en fait le délai indiqué par erreur est plus long que le délai légal. Au surplus, s'il y avait nullité, le juge aurait le droit de la couvrir, par application de l'art. 69 de l'ord. du 26 septembre 1842 : Alger, 12 juill. 1905 (06, 391) ; 8 mars 1906 (06, 173) ; 15 mars 1906 (06, 248) ; 14 nov. 1906 (07, 502) ; 17 janv. 1907 (07, 548). — *81*. Le délai d'appel, en Algérie et en Tunisie, lorsque appelant et intimé sont domiciliés dans la même ville, est de un mois, calculé de quantième à quantième et ce délai est, en outre, un délai franc ; si l'appelant et l'intimé ne sont pas domiciliés dans la même ville, le délai fixe s'augmente d'un délai de distance calculé, en Tunisie, à raison de un jour par myriamètre : Alger, 7 nov. 1906 (07, 441). — *82*. S'il est vrai que l'appel d'un jugement de défaut soit irrecevable pour avoir été formé quand la voie de l'opposition était encore ouverte à la partie défaillante, il doit cependant être validé, s'il a été réitéré après les délais d'opposition et avant l'expiration de ceux d'appel : Alger, 19 juill. 1893 (97, 24).

SECTION II

Point de départ du délai.

83. Lorsqu'un jugement statuant sur la compétence *ratione loci* a décidé que le domicile de la partie assignée est dans un arrondissement, la signification de ce jugement doit être faite à ce domicile pour faire courir les délais d'appel. Il en est ainsi surtout lorsque cette désignation est conforme aux apparences et à la nature des choses : Toulouse, 11 juin 1907 (08, 113). — *84*. Les délais d'appel du jugement par défaut ne commencent à courir que du jour de la signification du jugement qui a statué sur l'opposition :

Alger, 31 mars 1903 (04, 568). — *85*. La signification du jugement avec réserve d'appel ne fait pas courir le délai d'appel à l'encontre de la partie qui a fait cette signification et il appartient à l'adversaire de signifier lui-même le jugement, s'il veut faire courir le délai d'appel : Cass. req., 25 févr. 1908 (08, 531).

SECTION III

Matières spéciales.

§ I. — Distribution par contribution.

86. Aux termes de l'art. 669 C. proc, civ., l'appel du jugement qui, en matière de distribution par contribution, statue sur contredits du règlement provisoire, doit, sous peine de déchéance, être interjeté dans les dix jours de la signification à avoué. Ce délai est de rigueur et ne peut être augmenté à raison des distances, même quand le saisi n'a pas constitué avoué : Alger, 5 mars 1900 (00, 188).

§ II. — Saisie immobilière.

87. Le délai d'appel de dix jours fixé par l'art. 731 C. proc. civ. est un délai franc ; il n'y a pas lieu de l'augmenter à raison des distances, lorsque les parties ont constitué avoué : Alger, 26 mars 1902 (02, 591).

§ III. — Faillite.

88. Le jugement qui statue sur une action née de l'événement de la faillite et intéressant en même temps l'administration et la procédure particulière de la faillite, est soumis au délai spécial de quinze jours fixé pour l'appel des jugements rendus en matière de faillite par l'art. 582 C. com. : Alger, 11 oct. 1893 (97, 113) ; 30 mars 1903 (04, 568).

§ IV. — Justice de paix.

89. Est irrecevable l'appel formé contre un jugement de justice de paix avant l'expiration du délai de trois jours imparti par l'art. 13 de la loi du 25 mai 1838. Cette irrecevabilité est absolue et ne peut être utilement combattue par des moyens tirés du fond : Tunis, 7 mars 1898 (98, 327). — *90*. Il en est autrement s'il y a lieu à exécution provisoire. Par suite, l'appel fait avant l'expiration des trois jours qui ont suivi le prononcé du jugement attaqué est recevable, si le jugement a été mal à propos qualifié en dernier ressort et se trouvait, par conséquent, exécutoire nonobstant appel, d'après l'art. 457 C. proc. civ. : Tunis, 16 avr. 1894 (94, 276). — *91*. Est irrecevable l'appel, formé après les dix jours qui suivent son

prononcé, d'un jugement rendu par le juge de paix en matière de saisie-arrêt, de quelque nature qu'il soit : Tunis, 27 déc. 1899 (00, 261).

CHAPITRE III

Personnes qui peuvent faire appel.

92. La partie qui peut former tierce opposition à un jugement est, par cela même, recevable à intervenir en cause d'appel : Alger, 15 nov. 1897 (98, 63). — *93.* L'intimé qui, lors d'un arrêt de défaut congé rendu contre l'appelant, a demandé la confirmation pure et simple du jugement entrepris, n'en conserve pas moins le droit de relever appel incident, lorsque l'appelant forme lui-même opposition audit arrêt : Alger, 7 mars 1900 (01, 103). — *94.* L'appel interjeté contre l'une des parties en matière indivisible conserve à l'appelant le droit d'appeler vis-à-vis des autres après l'expiration des délais légaux ; mais l'appelant est dans l'obligation d'appeler en la caue tous les intéressés et il ne peut faire statuer sur l'appel hors de leur présence. A défaut de les avoir intimés avant l'arrêt, son appel est irrecevable : Sousse, 3 nov. 1899 (00, 571). — **95.** La partie qui a acquiescé à un jugement ou qui a procédé à un commencement d'exécution est irrecevable à interjeter ensuite appel dudit jugement : Alger, 12 janv. 1901 (01, 369). — *96.* La partie qui n'a pris, en première instance, aucune conclusion contre une des autres parties au procès, est irrecevable à conclure contre celle-ci en cause d'appel ; par suite, son intervention en appel est sans intérêt et, elle-même, irrecevable : Alger, 1er juin 1899 (00, 43). — **97.** Le désistement d'un appel doit être assimilé à une transaction, au point de vue des pouvoirs qui appartiennent au syndic de faillite. En conséquence, aux termes des art. 487 et 535 C. com., le syndic ne peut se désister d'un appel qu'après autorisation du juge-commissaire et homologation par le Tribunal : Alger, 30 mai 1902 (02, 555).

CRAPITRE IV

Formes de l'appel.

SECTION PREMIÈRE

Mentions nécessaires.

98. Aucune disposition de loi ne frappe de nullité l'appel interjeté par un seul et même acte, de deux décisions distinctes : Alger, 25 mars 1895 (96, 190) ; 25 mars 1896 (96, 501). — *99.* Un acte d'appel, pour être valable, doit contenir l'indication de la décision attaquée avec assez de précision pour que l'intimé ne puisse éprouver aucune incertitude sur son objet. Et les juges du fait ont, sur ce point, un pouvoir souverain d'appréciation ;

Cass. req., 22 oct. 1902 (03, 594). — ***100***. L'erreur matérielle de rédaction par suite de laquelle un acte d'appel vise un autre jugement que celui réellement entrepris, ne saurait motiver une fin de non recevoir soulevée contre cet acte, lorsqu'il n'y a d'ailleurs pas de doute possible sur l'intention de l'appelant : Alger, 11 févr. 1896 (97, 352). — ***101***. L'erreur consistant dans l'emploi, sur un acte d'appel, du millésime de l'année précédente, dans les premiers jours de l'année nouvelle, n'entraîne pas la nullité de cet exploit, alors qu'elle est facilement réparable par les énonciations de l'acte relatives à la date du jugement dont est appel : Montpellier, 21 mars 1907 (07, 580). — ***102***. L'erreur dans un exploit d'appel sur la juridiction saisie dudit appel n'est pas une cause de nullité, lorsqu'elle est rectifiée par les autres énonciations de l'acte : Cass. req., 2 mai 1906 (07, 182). — ***103***. Est nul l'acte d'appel énonçant seulement la date du jugement entrepris, si, quatre jugements ayant été rendus le même jour entre les mêmes parties par le même tribunal, il est impossible de reconnaître duquel des quatre l'appelant a entendu interjeter appel : Cass. req., 20 juill, 1904 (05, 610). — ***104***. Est nul l'acte d'appel dans lequel l'huissier a laissé en blanc le nom de l'avoué constitué, alors même que cette omission n'existerait que sur la copie, et non sur l'original : Alger, 13 mai 1896 (97, 471). — ***105***. Doit être déclaré nul, par application des art. 61 et 456 C. proc. civ., l'acte d'appel qui n'énonce pas le domicile de l'appelant et qui ne supplée pas à cette omission par d'autres énonciations : Dijon, 19 nov. 1903 (05, 190). — ***106***. Est nul, aux termes de l'art. 732 C. proc. civ., comme n'énonçant pas les griefs de l'appelant, l'acte d'appel, en matière d'incident de saisie immobilière, qui se borne à indiquer qu'il est fait pour « les torts et griefs que cause à l'appelant le jugement, lesquels seront déduits ultérieurement » : Dijon, 2 déc. 1901 (02, 99). — ***107***. Est nul et non recevable l'appel fait par un créancier du jugement qui a rejeté sa demande d'admission au passif d'une liquidation judiciaire, lorsque ledit appel n'a été signifié qu'au liquidateur et non au débiteur, lequel n'a pas été dessaisi de l'administration de son patrimoine : Lyon, 17 juill. 1902 (03, 592). — ***108***. L'appel devant contenir assignation à comparaître devant le Tribunal d'appel et aucun acte ne pouvant suppléer au défaut de citation en justice, il y a nullité de l'appel qui, visant un jugement rendu au profit de plusieurs personnes, n'a été signifié qu'à une d'entre elles : Sousse, 27 févr. 1896 (96, 211) ; 15 févr. 1907 (08, 138). — ***109***. Et cette nullité n'est pas une de celles qui sont facultatives pour le juge, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 : Sousse, 27 févr. 1896 (96, 211). — ***110***. En principe, l'appel doit être dirigé contre toutes les parties qui, en première instance, se trouvaient dans le litige ; l'appel est irrecevable, notamment, si la partie non intimée est précisément la partie principale, sans laquelle il est impossible de vider la contestation : Alger, 17 févr. 1894 (94, 262). —

111. Spécialement, est irrecevable l'appel d'un jugement rendu en matière de saisie-immobilière, si la partie saisie, qui figurait en cette qualité devant les premiers juges, a été appelée devant la Cour, non dans la même qualité et en son nom personnel, mais seulement pour autoriser sa femme appelante à ester en justice : Alger, 17 févr. 1894 (94, 262).

SECTION II
Signification.

112. L'appel formé contre une décision rendue en matière commerciale ne peut être signifié au domicile élu, conformément à l'art. 422 C. proc. civ. Mais la signification est valable, si elle est faite au Parquet du Procureur de la République, du moment que l'intimé n'a de son propre aveu ni domicile, ni résidence en France, en Algérie ou en Tunisie : Tunis, 10 déc. 1890 (94, 485). — *113*. L'intimé ne saurait en pareil cas, soulever de difficultés qu'en ce qui concerne les délais de comparution ; mais il n'y est même pas recevable s'il a reçu en temps utile les exploits qui lui étaient destinés, et s'il a comparu et plaidé sur lesdits exploits : Tunis, 10 déc. 1890 (94, 485). — *114*. Est nul de nullité absolue l'acte d'appel notifié à l'intimé au parquet du Procureur de la République au lieu de l'être au parquet du Procureur général près la Cour d'appel ou la demande était portée : Alger, 12 mars 1901 (01, 450). — *115*. Mais la nullité de l'appel principal n'entraîne pas nécessairement la nullité de l'appel incident ; il suffit, pour que celui-ci soit recevable, qu'il y ait eu en fait appel principal, bien qu'entaché de nullité en droit : Alger, 12 mars 1901 (01, 450). — *116*. L'appel doit être signifié au Parquet général, et non au Parquet du Procureur de la République, pour les étrangers et les absents : Alger, 13 nov. 1895 (96, 276). — *117*. L'acte d'appel signifié à une partie habitant l'étranger, non au parquet du Procureur général, mais à celui du Procureur de la République près le Tribunal qui a statué en premier ressort est nul, et, comme tel, irrecevable. Mais cet appel, bien que nul, donne ouverture, pour l'intimé, au droit de faire appel incident : Alger, 18 déc. 1906 (07, 383). — *118*. Est nulle la signification d'un acte d'appel faite au parquet du Procureur général, alors que l'intimé, étranger, avait, en France, au su de l'appelant, une résidence : Cass. civ., 28 juill. 1902 (02, 590).

CHAPITRE V
Demandes recevables en appel.

SECTION PREMIÈRE
Demandes constituant des moyens nouveaux irrecevables.

119. Une augmentation de la demande formée devant la justice de paix est irrecevable, comme nouvelle, en appel, alors surtout que l'intimé fait

défaut : Tunis, 18 déc. 1893 (95, 219). — *120*. Il y a demande nouvelle irrecevable en cause d'appel, de la part du curateur à un absent indigène, qui prétend pour la première fois devant la Cour faire déclarer nul le titre en vertu duquel il a été procédé à une saisie immobilière, lorsque seule la nullité de cette saisie a été soumise aux premiers juges : Alger, 5 mars 1902 (03, 533). — *121*. N'est pas recevable en appel, alors surtout qu'elle y est soulevée pour la première fois, l'exception tirée de ce qu'une demande reconventionnelle, en matière commerciale, doit se fonder, pour être recevable, sur des faits dépendants de l'action principale : Alger, 14 juin 1902 (03, 528). — *122*. Les nullités d'exploit devant être proposées avant toute défense au fond, une partie est irrecevable à soutenir devant la Cour d'appel pour la première fois une telle nullité qu'elle n'a pas soulevée en première instance : Alger, 29 juin 1904 (05, 486). — *123*. Le fait d'invoquer en appel un moyen d'irrecevabilité qui n'a pas été invoqué en première instance constitue, non une demande nouvelle, mais un moyen nouveau qui peut être proposé pour la première fois devant la Cour : Alger, 3 déc. 1903 (05, 72). — *124*. Les parties ne peuvent, en restreignant ou en augmentant leurs demandes en cause d'appel, modifier le taux du ressort tel qu'il résulte de la demande soumise aux premiers juges : Alger, 4 juill. 1892 (93, 41). — *125*. Est tardive, et par suite irrecevable, une demande en garantie formée pour la première fois en cause d'appel. Elle ne saurait être admise en effet sans priver les appelés en garantie d'un degré de juridiction : Chateau-Chinon, 19 déc. 1907 (08, 328).

SECTION II

Demandes ne constituant pas des moyens nouveaux.

126. Le fait par un créancier, à propos d'une demande en collocation en sous-ordre, d'invoquer pour la première fois en appel la séparation des patrimoines constitue, non un moyen nouveau, mais une demande nouvelle irrecevable à ce titre : Toulouse, 3 févr. 1905 (06, 160). — *127*. Une réclamation formée pour la première fois en appel ne saurait être repoussée à titre de demande nouvelle lorsqu'elle n'est qu'une suite, une conséquence, ou un accessoire de la demande soumise aux premiers juges. Ce serait un abus de raisonnement que de soutenir que les dispositions de l'art. 464 C. proc. civ., sur lesquels est basée cette règle, ne s'appliquent pas au cas où la demande principale n'est pas fondée, sous le prétexte qu'il n'y aurait pas alors de demande principale ; le fait qu'une demande en justice n'est pas fondée n'équivaut pas à l'absence de demande : Tunis, 18 déc. 1907 (08, 72). — *128*. La fin de non recevoir tirée du défaut de qualité, constitue un moyen de défense, et peut être proposé pour la première fois en appel : Alger, 14 mars 1907 (08, 5). — *129*. En matière de compte de liquidation, il est de principe que les parties en cause sont considérées respectivement

comme demanderesse et défenderesse et peuvent formuler pour la première fois en appel toutes réclamations relatives au compte litigieux et qui sont de nature à en modifier les résulats ; mais il n'en est ainsi que si les parties plaident sur l'ensemble du compte : Cass. civ., 15 juill. 1903 (05, 94).

CHAPITRE VI

Procédure en appel.

SECTION PREMIÈRE

Productions à faire.

130. Un appel n'est recevable que si l'expédition du jugement attaqué est versée aux débats : Alger, 15 avr. 1889 (94, 315) ; 21 avr. 1890 (94, 395). — *131*. Et cette expédition n'est régulière que si elle contient les qualités, qui seules permettent à la Cour de vérifier s'il a été statué sur tous les points soulevés dans les conclusions des parties : Alger, 21 avr. 1890 (94, 395). — *132*. A défaut de mise au rôle, la Cour n'est pas saisie de l'appel : Alger, 24 janv. 1891 (94, 409). — *133*. Est donc irrecevable l'action de l'intimé qui tend à ce que l'appelant soit débouté de cet appel parce qu'il n'aurait pas mis au rôle et n'aurait pas produit copie du jugement attaqué, alors que l'intimé n'a pas lui même effectué la mise au rôle. Il lui appartient, en effet, de poursuivre l'appel, s'il le juge à propos ; mais il doit remplir alors toutes les obligations et faire toutes les productions qui incomberaient à l'appelant, s'il suivait sur sa procédure : Alger, 24 janv. 1891 (94, 409). — *134*. En tous cas l'appelant ne saurait être contraint à suivre sur son appel : Alger, 24 janv. 1891 (94, 409). — *135*. Rien dans la loi n'autorise l'intimé à contraindre son adversaire à produire aux juges les documents nécessaires à la solution du procès ; dans ce cas, la charge de la production retombe tout entière sur l'intimé désireux de déloger l'appelant des positions qu'il occupe, ce pour quoi ce dernier n'est en rien tenu de lui fournir des armes : Alger, 19 janv. 1891 (94, 431). — *136*. Les lois fiscales qui régissent la Tunisie dans ses rapports avec l'Algérie ne sauraient faire fléchir la rigueur de ces principes, ni, surtout, entraîner la caducité d'un appel régulier : Alger, 19 janv. 1891 (94, 431). — *137*. L'intimé n'est pas fondé à opposer à l'appel une fin de non recevoir tirée de ce que l'appelant ne produit pas une expédition du jugement attaqué, au lieu de conclure simplement à un défaut congé pur et simple et à la confirmation du jugement dont est appel : Alger, 31 juill. 1889 (94, 340).

SECTION II

Conclusions en appel.

138. Est irrecevable comme tardive, aux termes de l'art. 173 C.proc. civ., la demande en nullité d'un acte d'appel introduite après des conclusions

au fond tendant à la confirmation de l'arrêt rendu par défaut : Alger, 30 juin 1902 (03, 589). — *139*. Le preneur n'est pas fondé à demander sa mise hors de cause, conformément à l'art. 1727 C. civ., lorsque le litige ne porte pas sur une action pétitoire et qu'il ne s'agit pas d'une revendication de propriété, mais simplement de la validité d'un bail : Alger, 9 mai 1898 (98, 522). — *140*. Au surplus, une telle exception ne peut être proposée utilement pour la première fois en cause d'appel : Alger, 9 mai 1898 (98, 522). — *141*. L'intimé qui se borne à demander en appel la confirmation du jugement qui lui a donné gain de cause est censé reprendre implicitement toutes ses conclusions de première instance : Cass. req., 11 avr. 1905 (06, 240).

SECTION III

Appel incident.

142. La loi n'imposant ni forme ni délai à l'appel incident, il suffit pour sa régularité que l'intimé ait pris devant les juges du second degré des conclusions précisant les points sur lesquels porte sa demande : Cass. req., 28 déc 1896 (97, 19). — *143*. Des conclusions prises verbalement à la barre, le jour des plaidoiries, et signifiées plus tard, après la clôture des débats et la mise en délibéré, suffisent, puisque la partie intéressée, dûment représentée à l'audience, est mise à même d'y répondre et que la Cour statue ainsi après débat contradictoire : Cass. req., 28 déc. 1896 (97, 19). — *144*. L'appel incident peut être, aux termes de l'art. 443 C. proc. civ., interjeté en tout état de cause, à la condition que l'appelant principal puisse y défendre. En conséquence est recevable l'appel incident signifié après les plaidoiries de l'appelant et de l'intimé, mais avant les conclusions du ministère public, c'est-à-dire avant la clôture des débats : Alger, 15 oct. 1896 (97, 353). — *145*. La loi n'impose pas de formes spéciales à l'appel incident ; il suffit, pour sa régularité, que l'intimé ait pris, devant les juges du second degré, des conclusions tendant à la réformation de la décision des premiers juges et précisant les chefs sur lesquels la réformation doit porter : Cass. civ., 14 juin 1904 (05, 484).

SECTION IV

Arrêts préparatoires.

146. Lorsque, sur une demande en paiement, une condamnation ayant été prononcée contre le défendeur par les premiers juges, la Cour a, sur l'appel de celui-ci, ordonné une expertise pour vérifier l'exactitude du compte, l'intimé, demandeur en première instance, est fondé à invoquer la péremption de l'instance d'appel, si l'appelant a négligé de mettre à exécution cet arrêt d'avant dire droit pendant le temps prévu par la loi : Cass.

civ., 28 juill. 1902 (03, 593). — *147.* L'incompétence des tribunaux d'appel pour statuer sur des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions du premier degré est absolue et d'ordre public. Cette incompétence peut donc être invoquée même après que la partie qui s'en prévaut a concouru librement et volontairement à l'exécution d'un arrêt préparatoire rendu sur l'appel. En effet, il ne peut y être renoncé ni formellement, ni tacitement : Alger, 16 déc. 1893 (94, 294). — *148.* L'irrecevabilité de l'appel d'un jugement définitif entraine l'irrecevabilité de l'appel des jugements préparatoires ou interlocutoires qui l'ont précédé : Alger, 20 janv. 1894 (94, 295).

SECTION V

Défaut en appel.

149. Lorsque c'est l'appelant qui ne se présente pas, le juge doit prononcer le défaut, alors même qu'il n'aurait pas été expressément requis, et, sans examiner ni vérifier le fond, renvoyer l'intimé de l'appel. Cette règle est absolue et ne saurait souffrir d'exception qu'au cas où le jugement frappé d'appel ne serait pas susceptible d'acquiescement : Cass. civ., 9 janv. 1905 (06, 156). — *150.* Le droit pour l'intimé de prendre défaut-congé contre l'appelant qui ne comparaît pas est basé sur une présomption d'acquiescement tacite de l'appelant au jugement dont il avait interjeté appel. Partant, s'agissant de matières où l'acquiescement est légalement impossible, en cas du divorce prononcé notamment, le juge d'appel, tout en donnant défaut-congé contre l'appelant, a le devoir d'examiner le mérite au fond de la décision entreprise : Alger, 10 févr. 1902 (02, 366).

SECTION VI

Effets de l'appel.

151. N'est pas suspensif l'appel d'un jugement mal à propos qualifié en premier ressort, et il est nécessaire de se pourvoir en défenses devant les juges d'appel, pour en arrêter l'exécution : Alger, 19 juill. 1893 (97, 24). — *152.* En raison de l'effet suspensif de l'appel, le délai imposé par le jugement entrepris, pour la production de pièces justificatives, ne court pas de la signification dudit jugement, bien qu'il ait été confirmé, mais seulement du jour où l'arrêt confirmatif a été signifié lui-même à personne ou à domicile : Tunis, 7 mars 1894 (97, 359). — *153.* La mission du juge d'appel est de rectifier les erreurs commises par les premiers juges, soit dans la manifestation matérielle de leur pensée, soit dans l'appréciation des faits de la cause : Alger, 28 mai 1889 (93, 23). — *154.* Par conséquent n'est pas nul, mais simplement sujet à réforme, le jugement qui, tout en statuant sur les conclusions respectives des parties, a, par suite d'une

confusion, résolu en même temps les questions qui lui étaient soumises dans une autre instance : Alger, 28 mai 1889 (93, 23). — *155*. Le juge d'appel ne peut admettre les membres de la juridiction du premier degré à s'expliquer devant lui sur la décision à laquelle ils ont pris part, et leur intervention entache d'une nullité radicale le jugement qui serait rendu dans de pareilles conditions : Cass. civ., 30 mars 1904 (05, 396). — *156*. Il y a lieu à évocation, par application de l'art. 473 C. proc. civ. lorsque le jugement frappé d'appel ayant, dans ses motifs, déclaré une demande mal fondée, a omis d'y statuer dans son dispositif : Alger, 7 mars 1898 (98, 293).

SECTION VII

Désistement d'appel.

157. L'acceptation du désistement d'appel ne fait pas obstacle à l'admission d'une demande de dommages-intérêts, faite en vertu de l'art. 464 C. proc. civ., pour le préjudice occasionné par un appel formé téméraire-ment et de mauvaise foi : Alger, 12 févr. 1894 (94, 341). — *158*. Le désistement d'appel est un contrat qui n'est parfait que par le concours de deux volontés et n'est irrévocable et définitif que par l'acceptation. L'intimé a le droit de n'accepter le désistement de l'appelant que par arrêt, quand il est réellement intéressé à ce faire : Alger, 3 janv. 1905 (06, 155). — *159*. Le désistement d'appel est un acquiescement à la décision des premiers juges et on ne peut acquiescer aux décisions rendues dans des matières d'ordre public ; par suite, le prodigue appelant d'un jugement qui l'a pourvu d'un conseil judiciaire ne peut se désister de son appel : Bordeaux, 12 mars 1906 (07, 126). — *160*. Les réserves de pure forme insérées dans l'acte de désistement d'un appel n'enlèvent pas au désistement son caractère pur et simple. Dès lors, la partie à laquelle il est signifié n'est pas fondée à le refuser : Rennes, 19 mars 1907 (07, 580).

SECTION VIII

Péremption de l'appel.

161. La péremption prononcée en instance d'appel a pour effet de donner l'autorité de la chose jugée à la décision entreprise et de dessaisir immédia-tement les juges d'appel du fond même du litige : Tunis, 7 juin 1899 (99, 438).

SECTION IX

Appel d'un jugement sur requête.

162. L'appel d'un jugement sur requête rendu sans contradicteur doit être formé par requête présentée au premier président pour indication du

jour auquel il sera statué. Il ne saurait être suppléé à cette forme de procéder par déclaration au greffe du Tribunal, ni par conclusions prises devant la Cour ; Cass. req, 11 déc. 1906 (07, 381). — *163*. Le délai de deux mois pour interjeter appel court, en ce cas, de la date du jugement et cette disposition, qui est d'ordre public s'impose au ministère public comme aux particuliers ; Cass. req., 11 déc. 1906 (07, 381),

CHAPITRE VII

Compétence en la matière.

164. Le Tribunal de 1re instance est compétent pour statuer sur les appels des ordonnances de référés rendues par les juges de paix en vertu de leur compétence étendue : Tunis, 23 juin 1891 (91, 304). — *165*. Le tribunal de commerce est incompétent pour connaître de l'appel d'un jugement rendu par un juge de paix. Il en est ainsi, même lorsque la juridiction consulaire est exercée par le Tribunal de 1re instance et alors même que le juge de paix aurait statué en matière commerciale : Tunis, 21 mai 1885 (94, 298). — *166*. Qu'il s'agisse de faire déclarer un jugement commun ou d'une tierce-opposition audit jugement, c'est à la Cour d'appel qu'il appartient de statuer, si la décision objet de la demande a été confirmée par cette juridiction, même par défaut ; Sousse, 28 fév. 1908 (08, 404).

CHAPITRE VIII

Justice indigène.

167. Est irrecevable l'appel formé contre une décision d'un tribunal de province basé sur ce que, postérieurement audit jugement, les parties se seraient rapprochées, auraient convenu de considérer ladite décision comme non avenue et auraient consenti d'un commun accord à soumettre leur différent à un tiers (en l'espèce, le Charâ). En effet, cette convention suffit parfaitement pour faire tomber ledit jugement et le rendre inexécutable. Il y a donc lieu de débouter de l'appel et de condamner l'appelant aux dépens : Ouzara, 14 mars 1901 (03, 60). — *168*. L'appel d'un jugement préparatoire rendu par un Tribunal de province est irrecevable ; on ne peut appeler que du jugement définitif, le jugement préparatoire n'étant qu'une mesure d'instruction : Ouzara, 8 mai 1902 (03, 559) ; 17 janv. 1908 (08, 151). — *169*. Il y a lieu d'annuler le jugement civil rendu en premier ressort par un Tribunal de province, lorsque l'intimé, dûment cité à comparaître, ne s'est pas présenté pour soutenir la demande originaire, soit en personne, soit par mandataire. L'intimé doit être, en outre, condamné aux dépens de première instance et d'appel : Ouzara, 1er juill. 1897

(97, 665). — *170*. Il en est ainsi, toutefois, lorsque les moyens d'appel sont sérieux et de nature à faire naître un doute sur le bien fondé de la décision de première instance : Ouzara, 1er juill. 1897 (97, 665).

APPEL EN MATIÈRE CRIMINELLE

SECTION PREMIÈRE

Délais.

1. Le délai des citations devant la Cour d'appel d'Alger est fixé, pour les personnes habitant la Tunisie, non par l'art. 184 du Code d'instruction criminelle, mais bien par l'art. 9 de l'Ordonnance royale du 16 avril 1843 rendue applicable en Tunisie par l'art. 8 de la loi du 27 mars 1883. Ce délai est de 60 jours : Alger, 22 mai 1885 (90, 173) ; 21 févr. 1890 (90, 175). — *2*. L'appel formé dans les deux mois par le Procureur de la République, d'un jugement rendu en matière correctionnelle par un Juge de paix à compétence étendue, est recevable : Sousse, 10 juill. 1889 (90, 183). — *3*. Le délai de dix jours imparti par l'art. 203 C. instruc. crimin. pour l'appel des jugements rendus contradictoirement par les tribunaux correctionnels ne court du jour du prononcé du jugement que si ce jugement a été rendu, soit en présence du condamné, soit à l'audience indiquée. Mais si l'affaire a été plusieurs fois renvoyée et mise en délibéré sans fixation de jour pour le prononcé du jugement, le délai d'appel n'a pu courir du jour de ce prononcé et la partie condamnée est recevable à interjeter appel dès qu'elle a connaissance du jugement : Alger, 10 juin 1902 (03, 527).

SECTION II

Formes.

4. Est nul l'appel notifié au greffier par voie télégraphique et inscrit par celui-ci dans le délai légal sur les registres du greffe, alors qu'il n'est point justifié que l'appelant se soit trouvé empêché par un fait de force majeure de remplir les formalités prescrites par l'art 203 C. instr. crim. : Cass. crim., 23 mars 1901 (01, 325). — *5*. La déclaration d'appel faite par lettre adressée au Procureur de la République est irrecevable : Lyon, 27 nov. 1907 (08, 326) ; Cass. crim., 20 févr. 1908 (08, 530). — *6*. Le dépôt au greffe du Tribunal de cette lettre, ainsi que le procès-verbal de ce dépôt, ne sauraient suppléer à la déclaration qui doit être faite au greffier par l'appelant lui-même, ou par son fondé de pouvoirs : Cass. crim., 20 févr. 1908 (08, 530).

SECTION III

Appel des jugements de simple police.

7. Aux termes de l'art. 172 C. instr. crim., un jugement de simple police n'est en dernier ressort que lorqu'il ne prononce pas la peine de l'emprisonnement et lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles n'excèdent pas la somme de cinq francs, outre les dépens : Cass. crim. 18 nov. 1897 (97, 623). — *8.* Cette disposition doit être entendue en ce sens que, pour la qualification donnée au jugement, toutes les amendes doivent être totalisées. Est donc susceptible d'appel le jugement qui prononce contre un prévenu trois amendes de cinq francs : Cass. crim., 18 nov. 1897 (97, 623). — *9.* Lorsque plusieurs prévenus ont été condamnés par un seul jugement chacun à une amende personnelle et distincte inférieure à 5 fr., comme co-auteurs d'une seule et même contravention, le jugement est pour chacun d'eux en dernier ressort, bien que le montant cumulé des amendes excède le taux du dernier ressort : Cass. crim., 22 févr. 1906 (06, 619). — *10.* Est susceptible d'appel le jugement d'un tribunal de simple police qui, pour plusieurs contraventions, prononce plusieurs amendes dont le total excède la somme de cinq francs : Cass. crim., 10 janv. 1908 (08, 380). — *11.* Est susceptible d'appel par le ministère public un jugement par lequel un Tribunal de simple police jugeant correctionnellement, en vertu de la compétence étendue des Juges de paix de Tunisie se déclare incompétent pour un délit, le qualifie contravention et, par un second jugement statue sans désemparer sur ladite contravention : Sousse, 10 juill. 1889 (90, 309).

SECTION IV

Appel incident.

12. En matière correctionnelle l'appel incident n'est admissible que s'il a été fait dans la forme et le délai prescrits pour l'appel principal : Tunis, 29 oct. 1895 (95, 577).

SECTION V

Intervention des parties civiles.

13. Il y a nullité d'un appel dirigé contre le jugement correctionnel rendu par le Juge de paix formé par la partie civile à l'audience du Tribunal d'appel, après l'expiration du délai de dix jours : Cass. req., 11 avr. 1902 (02, 448). — *14.* Lorsqu'un jugement de condamnation a été frappé d'appel par le ministère public et, au contraire, exécuté par la partie civile, celle-ci est non recevable à intervenir devant la Cour d'appel : Douai, 30 oct. 1906 (07, 320). — *15.* Lorsque le ministère public n'a point interjeté appel d'un

jugement correctionnel qui a prononcé le relaxe d'un prévenu, le juge du second degré conserve néanmoins, en pareil cas, au point de vue des intérêts de la partie civile, le pouvoir de rechercher si le délit d'où découleraient les dommages allégués existe et si, en conséquence, il échet d'accorder les réparations demandées ; Alger, 23 févr. 1895 (95, 358).

SECTION VI

Compétence et procédure.

16. Aux termes de l'art. 3 du décret du 19 août 1854, l'appel des jugements rendus en matière correctionnelle par les juges de paix à compétence étendue est porté devant le Tribunal de la circonscription à laquelle appartient la justice de paix qui a statué : Cass. crim., 2 févr. 1893 (93, 179) ; 31 mai 1900 (00, 393) ; 3 févr. 1905 (05, 194). — *17.* Aux termes de l'art. 62 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, la procédure et les formes à suivre devant ce tribunal, en cette matière, sont celles prévues par le Code d'instruction criminelle pour les appels : Cass. crim., 2 févr. 1893 (93, 179) ; 31 mai 1900 (00, 393) ; 3 févr. 1905 (05, 194). — *18.* Spécialement il est indispensable que, conformément à l'art. 209 C. instr. crim., un exposé complet de l'affaire soit fait à l'audience par un des magistrats siégeant à l'audience : Cass. crim., 2 févr. 1893 (93, 179) ; 31 mai 1900 (00, 393) ; 3 févr. 1905 (05, 194). — *19.* Ces règles de procédure, exécutoires en Algérie, le sont, par cela même, en Tunisie, aux termes de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883 : Cass. crim., 2 févr. 1893 (93, 179) ; 31 mai 1900 (00, 393) ; 3 févr. 1905 (05, 194). — *20.* Aux termes de l'art. 3 du décret du 19 août 1854, les appels des jugements rendus en matière correctionnelle par les juges de paix sont portés au Tribunal dans la circonscription duquel est située la justice de paix et l'appel doit être interjeté conformément aux art. 202 à 205 C. instr. crim. D'après l'art. 203 C. inst. crim., l'appel des jugements contradictoires doit être fait dans les dix jours qui suivent leur prononcé, par déclaration au Greffe du Tribunal qui a rendu le jugement. Doit donc être rejeté comme tardif l'appel d'un jugement correctionnel, rendu par un juge de paix, qui n'a pas été interjeté dans ce délai : Tunis, 19 mars 1895 (95, 225). — *21.* Il en serait d'ailleurs ainsi quand bien même tous les jugements répressifs rendus par un juge de paix devraient être considérés comme des jugements de simple police ; en effet, l'art. 62 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, applicable en Tunisie aux termes de la loi du 27 mars 1843, a étendu en Algérie aux jugements de simple police la règle posée par le Code d'instruction criminelle pour les jugements correctionnels : Tunis, 19 mars 1895 (95, 225).

SECTION VII

Matières fiscales.

22. L'action pour l'application des peines appartenant aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi, et cette action appartenant en Tunisie, en matière de douanes, à l'Administration des finances, c'est à juste titre que la Cour d'appel a pu, sur le seul appel de cette administration, prononcer contre un individu trouvé détenteur de tabac de fraude, la peine de 480 fr. d'amende ainsi que la confiscation du tabac saisi, peines portées par l'art. 8 du décret beylical du 3 octobre 1884 et celui du 6 juin 1895 : Cass. crim., 25 mars 1899 (99, 264). — *23.* L'Administration des Finances tunisiennes, partie civile dans un procès correctionnel, n'est pas suffisamment représentée par le ministère public, qui n'est que partie jointe dans les affaires d'ordre fiscal. Il y a donc lieu de donner défaut contre elle, si elle ne s'est pas fait représenter régulièrement dans une instance : Alger, 19 oct. 1901 (02, 198). — *24.* Les amendes prononcées par une loi fiscale ont le caractère de réparation civile ou de dommages-intérêts ; il en est ainsi, spécialement, de l'amende édictée par l'art. 57 du décret beylical du 3 octobre 1884 : Tunis, 18 janv. 1902 (03, 275). — *25.* Par suite, l'Administration financière qui, en première instance, a demandé l'adjudication de la peine d'amende prononcée par ledit article, a nettement sauvegardé ses droits de partie civile et a qualité pour faire élever en appel la quotité de cette amende, sans qu'il soit besoin que le ministère public interjette appel de la décision : Tunis, 18 janv. 1902 (03, 275).

ARBITRAGE

Voir : Exequatur, ch. I sect. III.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 28.

CHAPITRE PREMIER

Droit français.

SECTION PREMIÈRE

Formes et délais.

1. Etant donné qu'aux termes d'un compromis un délai a été fixé pour le dépôt de la sentence des arbitres nommés pour régler un différent, et que ce dépôt a eu lieu postérieurement à la date fixée, les juges du fond peuvent se fonder sur l'intention des parties, à eux révélée par l'ensemble des termes de la convention, pour décider souverainement qu'en fixant une date comme dernier délai pour le dépôt de la sentence, les parties n'ont

pas eu en vue la formalité matérielle du dépôt, mais la délibération et la signature du jugement arbitral : Cass. req., 27 avr. 1900 (00, 347). — *2*. Cette interprétation est conforme au principe d'après lequel la sentence prend date et est acquise aux parties du jour où elle est signée, pourvu qu'elle l'ait été avant l'expiration du délai fixé par le compromis, alors même qu'elle n'aurait été déposée qu'après l'expiration de ce délai : Cass. req., 27 avr. 1900 (00, 347). — *3*. L'expiration du délai qui a été fixé pour un arbitrage emporte de plein droit la cessation des pouvoirs des arbitres. La prorogation de ce délai par les parties constituant un nouveau compromis, doit être prouvée par un acte écrit émanant d'elles ou, tout au moins, par des lettres portant leur signature et établissant avec certitude des agissements de nature à ne laisser aucun doute sur leur volonté de proroger les pouvoirs des arbitres : Alger, 31 janv. 1898 (98, 317). — *4*. Est nulle, comme ne désignant pas l'objet du litige ni le nom des arbitres, la clause compromissoire qui porte que « toutes contestations relatives à l'exécution d'un marché doivent être soumises et réglées par amis communs, suivant l'usage de la place de Marseille. » : Tunis, 4 mars 1891 (94, 212).

SECTION II

Compromis sur appel.

5. On doit entendre par compromis sur appel la convention qui donne à un arbitre le soin de confirmer ou de réformer une décision rendue en premier ressort et soumise au juge d'appel : Douai, 30 mai 1902 (02, 502). — *6*. Spécialement, il n'y a pas compromis sur appel encore bien que la convention d'arbitrage ait été conclue au moment où l'affaire se trouvait portée devant un tribunal d'appel étranger (en l'espèce, *la Court of Appel d'Irlande*), alors que ce tribunal était seulement saisi d'une question de compétence, non du fond du litige : Douai, 30 mai 1902 (02, 502).

SECTION III

Sentence arbitrale étrangère.

7. La sentence arbitrale rendue ensuite d'un compromis conclu entre tunisiens ne peut être annulée par le Tribunal français pour inobservation des art. 1007 et 1009 C. proc. civ. qui ne sont pas applicables audit compromis : Tunis, 30 janv. 1892 (96, 316). — *8*. Il n'y a lieu, pour le le Tribunal français, de réviser au fond ladite sentence arbitrale, sous prétexte qu'elle émanerait d'un tribunal étranger ; le compromis est une convention librement consentie par les parties, elle fait leur loi, et la juridiction française n'a d'autre droit que de constater les conclusions des arbitres pour rendre jugement en conséquence : Tunis, 30 janv. 1892

(96, 316). — *9*. Le tribunal institué par une convention entre deux Gouvernements, pour juger des litiges déterminés, et accepté librement par les parties, est une véritable juridiction arbitrale et non un tribunal international étranger : Cass. req., 27 mars 1891 (94, 313). — *10*. Par suite, la sentence rendue par ce tribunal ne peut être révisée au fond, par application de l'art. 546 C. proc. civ. ; elle doit être revêtue de la formule exécutoire par ordonnance du Président du Tribunal et les parties conservent le droit d'en demander la nullité, par voie d'opposition à cette ordonnance, conformément aux dispositions de l'art. 1028 C. proc. civ. : Cass. req., 27 mars 1891 (94, 313). — *11*. Une sentence arbitrale étrangère, reconnue régulière à l'étranger, ne pouvant être révisée en France, l'intéressé ne peut baser une action en dommages-intérêts sur l'exécution par voie de saisie de cette sentence arbitrale sur des immeubles situés à l'étranger : Toulouse, 22 mai 1901 (02, 98). — *12*. Une convention formée en pays étranger entre personnes de nationalités différentes doit produire effet en France, et s'impose aux Tribunaux français, si elle n'est point contraire à l'ordre public. Spécialement, une clause compromissoire, aux termes de laquelle les contractants renoncent à toute voie judiciaire et s'en remettent, pour toutes contestations, à une chambre d'arbitrage et de conciliation étrangère, doit être respectée en France, bien qu'elle soit nulle aux termes de l'art. 1006 C. proc. civ., si elle est reconnue valable en Belgique (où la convention s'est formée) ; la nullité édictée par ledit article ne saurait être, en effet, considérée comme étant d'ordre public : Cass. req., 21 juin 1904 (05, 484). — *13*. Le contrat intervenu entre deux parties de nationalités différentes est soumis, sauf stipulation contraire, à la loi du lieu où il a été conclu : Tunis, 14 nov. 1889 (96, 151). — *14*. La clause compromissoire, nulle suivant le droit français, mais valable suivant le droit belge, d'un tel contrat passé en Belgique, peut à bon droit être invoquée pour décliner la compétence d'un Tribunal français, si elle est stipulée en vue d'un arbitrage devant se passer dans un pays autre que ceux qui n'admettent pas sa validité, par exemple, en Belgique : Tunis, 14 nov. 1889 (96, 151).

CHAPITRE II

Droits étrangers.

SECTION PREMIÈRE

Droit italien.

15. Les sentences arbitrales rendues à l'étranger conformément à la loi du pays où elles ont été prononcées, ne peuvent être exécutées en Italie sans y avoir été revêtues de l'exequatur. Le jugement d'exequatur doit

être demandé à la Cour d'appel, conformément à ce que prescrit l'art. 941 C. proc. civ. ital., pour les sentences des autorités judiciaires étrangères, et non au Tribunal civil, ainsi que l'ordonne l'art. 944 du même Code pour les actes authentiques reçus à l'étranger : App. Gènes, 13 mars 1903 (05, 582).

SECTION II

Droit anglais.

16. Lorsque, dans un contrat intervenu entre un sujet anglais et un étranger, il a été stipulé que les difficultés qui pourraient naître du contrat seraient soumises à la justice étrangère, le jugement étranger rendu dans ces conditions est opposable au sujet anglais, pourvu qu'en apparence, tout au moins, les formalités prescrites par la loi étrangère aient été observées : H^te^ C. just. Angleterre, 1^er^ mars 1902 (05, 243).

SECTION III

Droit musulman.

17. En droit musulman, un arbitrage n'est valable qu'autant qu'il a été confié à des gens de science (compétents) : Chara, 27 sept. 1892 (99, 281).

ARCHEVÊCHÉ DE CARTHAGE

1. On ne peut dénier la personnalité civile à l'Archevêché de Carthage. En effet, elle lui a été implicitement reconnue, depuis l'établissement du Protectorat, par plusieurs actes de S. A. le Bey, avec le consentement du Gouvernement français, notamment lorsque, aux dates du 12 et du 19 décembre 1887, le Gouvernement tunisien a vendu à l'Archevêché de Carthage deux terrains situés à Tunis : Tunis 1^re^ ch., 29 juin 1904 (05, 258). — *2. En sens contraire* : Trib. mixte, 13 juin 1903 (03, 426).

ARCHITECTE

Voir : Privilèges, sect III.

1. L'architecte ne saurait valablement se retrancher, pour se dérober à la responsabilité qui lui incombe, derrière des usages admis dans la façon d'opérer certains travaux : Tunis, 16 avr. 1902 (02, 532). — *2.* En pareille matière, il y a lieu uniquement de se préocuper de la question de savoir si l'architecte a pris toutes les précautions pour que l'œuvre qu'il avait reçu mission de diriger fut exécutée avec toute la perfection qu'elle comportait : Tunis, 16 avr. 1902 (02, 532).

ARMATEUR

Voir : Transports maritimes, ch. II sect. I.

ARMES PROHIBÉES

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. I p. 429.

1. La disposition de l'article 6 du décret du 14 avril 1894 qui édicte que tout dépôt d'armes quelconques est interdit, est générale et porte sur toutes les armes, notamment sur les cannes à épée : Tunis, 18 oct. 1902 (03, 280). — *2.* Cependant ne constitue pas un dépôt d'armes, dans le sens de la loi, un petit nombre de cannes à épée détenu à titre d'échantillons : Tunis, 18 oct. 1902 (03, 280). — *3.* Ne saurait constituer non plus un dépôt d'armes, au sens de la loi, la détention d'armes d'une nature spéciale, ayant une valeur artistique, parfois en raison de leur rareté et constituant des objets de collection : Tunis, 18 oct. 1902 (03, 280). — *4.* Doit être renvoyé des poursuites exercées contre lui pour infraction à l'art. 2 du décret du 14 avril 1894, l'indigène trouvé porteur d'un fusil à pierre, se chargeant par le canon, quoique ce fusil soit de fabrication européenne : Ouzara, 26 déc. 1907 (08, 86). — *5.* La simple détention d'une arme ne constitue pas le délit prévu par l'art. 6 du décret du 14 avril 1894 ; ne tombe donc pas sous le coup de la loi pénale l'indigène chez lequel une arme, non déclarée à l'autorité compétente, a été trouvée au cours d'une perquisition : Ouzara, 1er juin 1908 (08, 383). — *6.* Un rasoir porté dans une poche peut être considéré comme une arme prohibée, alors qu'il est constant que certains malfaiteurs ont pris l'habitude de s'en servir, soit pour intimider leurs victimes, soit pour les blesser : Alger, 26 sept. 1907 (08, 322).

ARRÊT DE RENVOI

Voir : Tribunal criminel, ch. I sect. II.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Voir : Municipalités.

ARRIMAGE

Voir : Transports maritimes, ch. II sect. II.

ASSASSINAT

Voir : Preuve, ch. III sect. II.

ASSESSEUR

Voir : Tribunal criminel, ch. II sect. II.

ASSIGNATION

Voir : Ajournement.

ASSISTANCE JUDICIAIRE

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p. 33. — TILLOY, *Rép. alph.* t. I. p. 492.

ASSURANCES

Voir : Compétence civile, ch. I sect. IV.
Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. VI.

CHAPITRE PREMIER.

Assurances contre le bris des glaces.

1. Au cas où il est dit, dans une police d'assurance contre le bris des glaces, que l'effet de l'assurance sera suspendu, au cas de faillite de l'assuré, jusqu'à ce qu'il ait été remis à la tête de ses affaires, cette clause constitue la loi des parties et doit être appliquée, sans qu'il soit nécessaire que préalablement l'assureur fasse une notification de suspension à l'assuré : Tunis, 1er avril 1908 (08, 344).

CHAPITRE II.

Assurances contre les accidents.

SECTION PREMIÈRE

Relations de droit entre patrons et ouvriers.

2. Si, aux termes d'un contrat d'assurances contre les accidents, passé par un entrepreneur au profit de ses ouvriers, un lien de droit n'a été créé qu'entre la compagnie d'assurances et l'entrepreneur, il n'en résulte pas moins que celui-ci a pris envers ses ouvriers l'obligation de leur payer l'indemnité prévue par la police, en cas d'accident, s'il leur a imposé une retenue sur leurs salaires pour le paiement de la prime. Il lui appartient ensuite d'exercer lui même son recours contre la compagnie : Tunis, 3 déc. 1894 (97, 300). — *3.* Le patron qui fait subir à ses ouvriers une retenue sur leurs salaires, pour les assurer contre les accidents, se constitue leur mandataire et il est responsable envers eux s'il ne passe pas de contrats

d'assurance ou en passe qui ne leur procurent que des indemnités inférieures au taux usuel : Tunis, 24 févr. 1896 (96, 207). — *4.* Il doit leur assurer tous les avantages du contrat qu'il a passé lui-même avec une Compagnie d'assurances, bien que celle ci puisse se trouver libérée par suite d'une faute dudit patron : Just. p. Tunis Sud, 22 juill. 1907 (08, 140). — 5. L'assurance contractée par le patron en faveur de ses ouvriers, au moyen d'une retenue prélevée sur leurs salaires, ne saurait avoir pour effet d'exonérer le patron de ses propres fautes. La clause qui déchargerait le patron de cette responsabilité devrait être annulée comme contraire à l'ordre public : Tunis, 8 juin 1896 (96, 370). — *6.* Le contrat d'assurances contre les accidents qui lie un patron avec l'assureur et qui a pour unique objet de garantir le premier, dans une proportion déterminée, du paiement des indemnités auxquelles peuvent prétendre ses ouvriers victimes d'accidents du travail, ne saurait limiter en aucune façon l'appréciation du juge auquel sont soumises les demandes d'indemnités formées par les ouvriers : Just. p. Tunis-Sud, 30 sept. 1907 (07, 574). — 7. La clause de la police d'assurance en vertu de laquelle l'assuré doit, à peine de déchéance, faire la déclaration par écrit de l'accident à la Compagnie dans le 48 heures de son évènement est claire et précise et ne peut donner lieu à aucune interprétation ; dès lors le juge ne peut se refuser à en faire l'application : Cass. civ., 5 nov. 1906 (07, 348). — *8.* Au cas où, dans une police d'assurances contre les accidents du travail, passée par un patron au profit des ouvriers qu'il emploie, il est dit que l'assureur sera libéré de tout engagement si le patron n'est pas sincère dans les déclarations qui sont à sa charge pour la fixation des primes, il ne suffit pas, pour que cette clause opère libération, qu'il soit démontré que le patron a commis des erreurs ou des réticences ; il faut encore qu'il ne résulte pas de la correspondance des parties que l'assureur a connu la fausseté des déclarations qui lui étaient faites et a renoncé à s'en prévaloir : Just. p. Tunis-Sud, 22 juill. 1907 (08, 140). — *9.* Le patron qui retient à ses ouvriers une partie de leur salaire en leur promettant de les assurer contre les risques de leur profession, prend par cela même, vis-à-vis d'eux, des engagements tels qu'il doit les exonérer des suites des accidents du travail qui sont venus les atteindre, quitte à se retourner ensuite contre une Compagnie d'assurances, s'il a passé un contrat qui le lui permette. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de démontrer une faute du patron, pour en faire découler l'obligation qu'il a d'indemniser ; cette obligation résulte de cela seul qu'il a fait les retenues ci-dessus dites : Tunis, 31 déc. 1907 (08, 253).

SECTION II.

Application des clauses des polices.

10. L'obligation de déclarer exactement les salaires payés aux ouvriers telle qu'elle est inscrite dans les polices d'assurances, est stricte et absolue

et ne saurait être somisé à une question de bonne foi. Il est juste que l'assureur, qui court les risques, soit toujours nanti de la contre-partie des risques encourues, par le paiement des primes correspondant exactement aux salaires payées à tous ceux qui sont compris dans l'assurance. L'assuré qui a omis de déclarer les salaires payés à ses employés de bureau doit être condamné à rembourser à l'assureur les indemnités de sinistre par lui payées et à constituer à la Caisse des dépôts et consignations le capital des rentes : Paris, 15 mai 1907 (08, 148). — ***11***. Lorsque l'assuré d'une Compagnie d'assurances contre les accidents s'est engagé, aux termes de sa police à tenir une comptabilité régulière avec livres ou feuilles de paye à l'appui, indicatifs des salaires payés aux personnes travaillant ou employées pour son compte, il est satisfait à cette obligation dès l'instant que l'assuré tient un registre contenant les désignations des salaires prescrites par la clause dont s'agit : Cass. req., 1er juill. 1907 (08, 149). — ***12***. Le signataire d'une police d'assurances souscrit à toutes les clauses qui y sont insérées et se soumet par avance à la pénalité stipulée en cas d'inexécution des obligations auxquelles il est tenu ; il s'ensuit que cette inexécution donne droit à la Compagnie de réclamer le montant de la clause pénale sans être obligée de démontrer qu'elle a éprouvé un préjudice : Nancy, 10 nov. 1906 (07, 348). — ***13***. Au cas ou une Compagnie d'assurances et son assuré ne sont pas d'accord sur l'application de clauses qui paraissent contradictoires dans leur contexte, il convient de les rapprocher les unes des autres et de rechercher quelle a été l'intention des parties. Spécialement, au cas où dans une clause, on a déclaré que l'indemnité due, si l'ouvrier assuré trouvait la mort dans un accident du travail, serait de 300 fois son salaire quotidien, la veuve sans enfants de cet ouvrier n'aura cependant droit qu'à 150 fois le salaire quotidien de *de cujus*, quand il a été dit que l'indemnité promise serait distribuée conformément aux conditions générales de la police et quand dans celles ci on lit que la veuve sans enfants n'a droit qu'à la moitié de la prime : Tunis, 22 janv. 1908 (08, 312). — ***14***. Sont valables, comme ne contenant rien de contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, les clauses d'un contrat d'assurances contre les accidents, dans lesquelles il est stipulé : *a*) que l'assuré, s'il est actionné en justice, ne pourra appeler l'assureur en garantie ni le mettre en cause ; *b*) que dans les contestations qui surgiraient entre l'assuré et ses ouvriers, l'assuré donne par avance à l'assureur tous pouvoirs pour plaider à sa place et diriger le procès : Sousse, 14 janv. 1898 (98, 382).

CHAPITRE III

Assurances contre l'incendie.

15. La clause d'une police d'assurance contre l'incendie ainsi conçue : « L'assurance ne peut jamais être une cause de bénéfice pour l'assuré ; elle

ne lui garantit que la réparation de la perte matérielle que le sinistre lui a fait éprouver. En conséquence, les sommes assurées, les primes perçues, les désignations et évaluations contenues dans la police ne peuvent avoir pour objet que de limiter la garantie de l'assureur et le recours de l'assuré ; elles ne sauraient être invoquées en aucun cas comme une reconnaissance, une preuve, ou une présomption de l'existence et de la valeur des objets assurés, soit au moment de l'assurance, soit au moment du sinistre. » n'est pas contraire à l'ordre public et fait la loi des parties. En conséquence, c'est à l'assuré, demandeur en indemnité après un sinistre, à faire la preuve de l'étendue du dommage qu'il a souffert : Tunis, 14 janv. 1895 (95, 196). — *16*. Est irrecevable, comme intentée contrairement aux clauses de la police, une demande d'indemnité de sinistre ou d'expertise judiciaire formée par un assuré qui s'est refusé à faire procéder préalablement, comme il était dit dans la convention, à l'expertise amiable des dommages : civ. St Brieuc, 26 juin 1907 (08, 115). — *17*. Si l'usage de faire recouvrer des primes à domicile, pratiqué par une compagnie d'assurances, peut, dans certains cas, les rendre quérables, de portables qu'elles étaient, cette dérogation ne peut s'induire de l'usage adopté vis-à-vis des assurés en général, mais uniquement de l'usage suivi à l'égard de l'assuré en cause et à l'occasion du contrat qui fait l'objet du procès : Tunis, 1er mars 1905 (05, 228). — *18*. Le contrat d'assurance contre l'incendie passé en Tunisie entre un français et une compagnie française, est régi par la loi française. Par suite, la preuve testimoniale ne peut être admise, sur des faits relatifs à l'exécution de ce contrat, que dans les conditions prévues par l'art. 1341 C. civ. : Tunis, 23 déc. 1895 (96, 101).

CHAPITRE IV

Assurances maritimes.

SECTION PREMIÈRE

Etendue du risque assuré.

19. A partir du chargement, les marchandises sont aux risques des assureurs et c'est à la Compagnie d'assurances, pour établir la fin du risque, à prouver que les marchandises ont été mises à terre avant le sinistre : Rennes, 14 mars 1903 (04, 567). — *20*. L'assureur qui a connu exactement l'état du navire et la nature du risque ne peut se prévaloir contre l'assuré de ce que le port d'embarquement aurait été changé, si le voyage a été ainsi raccourci sans que sa direction ait été modifiée, en sorte que le risque a été diminué et non aggravé : Cass. req., 31 déc. 1906 (07, 406). — *21*. La majoration de la valeur des marchandises assurées n'emporte nullité du contrat d'assurances maritimes à l'égard de l'assuré

que si elle procède de son dol ou de sa fraude : Alger, 12 mars 1901 (01, 445). — *22*. La clause « vaille que vaille », insérée dans un contrat d'assurances maritimes, n'emporte pas obligation pour le juge de retenir nécessairement comme exacte la valeur attribuée dans la police à la marchandise assurée et au profit espéré ; Alger, 12 mars 1901 (01, 445). — *23*. L'assureur qui garantit la baraterie du patron est responsable de l'avarie survenue aux marchandises que le capitaine a débarqué en cours de route, sans se préoccuper de les faire parvenir à destination par un autre vapeur : Cass. req , 29 janv. 1907 (07, 462). — *24*. Si une police d'assurances maritimes exonère l'assureur de tous dommages et pertes provenant du vice propre des marchandises, mais en excepte le cas où ces dommages résulteraient d'un incendie, la garantie s'étend à tous les risques d'incendie qui peuvent se produire à bord. Donc, sont réputées avaries particulières, et couvertes à ce titre par la police, les détériorations occasionnées par le sinistre, même indirectement, quand il a été localisé et n'a pas affecté l'ensemble du navire : Cass. req., 5 juill. 1900 (01, 441). — *25*. Une police flottante d'assurance maritime ayant stipulé une prime déterminée pour la marchandise chargée en cale et une prime double en cas de chargement sur le pont, cette assurance ne garantit pas la marchandise qui, placée sur le pont, n'a été déclarée dans un avenant à la police qu'à la prime simple : Cass. req., 30 nov. 1903 (05, 191). — *26*. Encourt la cassation, comme rendue en violation de la règle d'après laquelle les conventions font la loi des parties, la décision qui condamne une Compagnie d'assurances à désintéresser le chargeur de l'avarie survenue à sa marchandise, alors que la police d'assurance contenait la clause franc d'avaries particulières et que la cause de l'avarie constatée ne la classait pas dans la catégorie des avaries communes, pour lesquelles la Compagnie avait restreint sa garantie : Cass. civ., 4 déc. 1900 (01, 173).

SECTION II

Compétence.

27. Si, soit en vertu de la disposition attributive de compétence exceptionnelle de l'ordonnance du 16 avril 1843, soit en vertu de l'art. 420 C. proc. civ., le litige portant sur l'exécution d'un contrat d'assurances maritimes passé à Tunis ressortit en principe à la compétence des Tribunaux français établis dans la Régence, il peut en être autrement s'il y a contestation sérieuse sur l'existence du contrat en droit et en fait : Alger, 12 mars 1901 (01, 445).

SECTION III

Loi applicable.

28. La loi française est applicable au contrat d'assurances maritimes conclu en France entre étrangers, même si le dommage allégué s'est

produit dans un port étranger. Par suite, l'assureur peut invoquer les déchéances prévues aux art. 435 et 436 du C. de com. français : Com. Seine, 1er oct. 1892 (94, 56).

CHAPITRE V

Assurances sur la vie.

29. L'offre que fait une Compagnie d'assurances sur la vie de prouver que la maladie qui a occasionné la mort de l'assuré existait lors de la conclusion des accords et a été l'objet d'une réticence donnant ouverture à l'annulation du contrat, n'est pas pertinente et doit être repoussée, lorsqu'elle ne tend pas à démontrer que l'assuré a su qu'il était atteint de ladite maladie : Tunis, 21 mars 1906 (07, 388). — ***30.*** Il en est ainsi surtout lorsque le médecin de la Compagnie a certifié que celui qui sollicitait l'assurance était sain et vigoureux et que rien ne permet de suspecter la sincérité de cette affirmation : Tunis, 21 mars 1906 (07, 388). — *31.* L'assurance sur la vie contractée par une personne au profit d'un tiers donne naissance, au cas où l'assuré vient à mourir, à une créance de ce tiers à l'encontre de la Compagnie d'assurances et non à des droits entrant dans le patrimoine de l'assuré ; par suite, au cas où celui-ci est tombé en faillite, ses créanciers n'ont aucun droit à exercer à l'encontre de la Compagnie d'assurances et ne peuvent se prévaloir, à l'encontre du tiers bénéficiaire, des dispositions des art. 446 et 447 C. com. : Tunis, 14 juin 1907 (07, 558).

ASTREINTE

Voir : Compétence commerciale, ch. II, sect. VIII.

ATTENTAT A LA PUDEUR

Voir : Preuve, ch. III sect. I.

AUTOPSIE

Une demande d'exhumation et d'autopsie tendant à faire ordonner une mesure portant atteinte au respect dû aux morts, ne saurait être admise, en cas d'opposition de la famille, que s'il y a nécessité impérieuse et impossibilité de faire la lumière par un autre moyen : Rouen, 7 oct. 1904 (05, 612).

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE

Bibliographie. — S. Colosio, *L'autor. marit. en droit ital.* (Journ. des trib. de la Tun., 1908 p. 267 et 297).

CHAPITRE PREMIER

Droit français.

SECTION PREMIÈRE

Cas où la femme n'a pas besoin d'autorisation.

1. La femme mariée dûment autorisée à ester en justice dans une instance peut valablement, sans autorisation spéciale et nouvelle, acquiesced au jugement intervenu : Com. Lyon, 7 juill. 1905 (06, 391). — *2*. Le commerçant est tenu des obligations commerciales contractées par sa femme en son absence, notamment des acceptations par elle données sur une lettre de change, alors qu'il est démontré que la femme a l'habitude d'accepter et de signer les traites et qu'elle est investie à ce sujet d'un véritable mandat tacite de son mari : Com. Lyon, 13 oct. 1905 (06, 418). — *3*. Dans le cas d'urgence, la femme mariée peut valablement introduire un référé sans se munir de l'autorisation maritale ou de celle de la justice ; il en est ainsi surtout lorsque son mari est parti et n'a point donné de ses nouvelles ; cette dispense est d'ailleurs justifiée par le caractère provisoire des ordonnances de référé : Rennes, 15 mars 1906 (07, 222). — *4*. Au cas où une femme mariée est poursuivie devant la juridiction répressive à raison d'un délit commis par elle, l'autorisation maritale n'est jamais nécessaire et la partie civile peut la citer directement devant le Tribunal correctionnel sans appeler en cause le mari : Alger, 15 mars 1902 (02, 465)

SECTION II

Qui peut se prévaloir du défaut d'autorisation.

5. Lorsqu'un mari a laissé s'écouler de longues années sans s'occuper de sa femme,, il n'est pas recevable, comme n'ayant pour ce faire aucun intérêt moral, à demander la nullité d'un contrat passé par elle sans son autorisation, alors surtout qu'elle était dans l'impossibilité de demander cette autorisation : Civ. Trévoux, 19 janv. 1905 (06, 158). — *6*. La femme mariée ne peut arguer de nullité la procédure suivie contre elle et dans laquelle elle a figuré en qualité de célibataire, et par conséquent, elle ne peut se prévaloir des termes de l'art. 215 C. civ., lorsque l'erreur dont elle se plaint a été causée par son fait personnel : Cass. civ. 3 juin 1902 (03, 92). — *7*. Une partie n'est pas fondée à demander l'irrecevabilité de l'opposition faite par une femme mariée, sous prétexte qu'elle n'aurait pas eu l'autorisation maritale pour la faire : seule la femme ou son mari pourrait faire valoir cette exception ; Alger, 17 juin 1903 (04, 170).

SECTION III

Loi applicable à la femme étrangère.

8. La capacité d'une femme mariée étrangère, pour exercer une action judiciaire devant les tribunaux français, est déterminée par son statut personnel, qui résulte tant de sa nationalité que de son régime matrimonial ; Cass. civ., 29 juill. 1901 (03, 394).

CHAPITRE II

Droits étrangers.

SECTION PREMIÈRE

Droit italien.

§ I. — Règles générales.

9. L'énumération des cas dans lesquels la femme mariée doit être munie de l'autorisation maritale, pour agir valablement, a, dans l'art. 134 C. civ. ital., un caractère limitatif ; il s'ensuit que la femme mariée italienne peut valablement acquérir des immeubles sans l'autorisation de son mari. Spécialement elle peut aussi, sans autorisation de justice, acheter un immeuble du mari, si son paiement consiste dans la compensation du prix avec une créance de même valeur qu'elle possédait contre son mari : Cass. Turin, 1er juill. 1905 (08, 27). — *10.* Aux termes du dernier alinéa de l'art. 134 C. civ. ital., le mari peut, dans un acte public, donner à sa femme une autorisation générale pour tous ou pour quelques uns des actes que la femme ne peut faire sans autorisation, sauf son droit de révoquer ladite autorisation générale quand il lui plait. Il s'ensuit que la femme italienne pourvue d'une autorisation générale sans restriction de son mari doit être admise à ester en justice sans autorisation spéciale de ce mari : Tunis, 29 janv. 1908 (08, 358). — *11.* Elle peut, sans l'assistance de celui-ci ester en justice dans un litige relatif au paiement des intérêts d'un emprunt non contesté : Cass. Rome, 3 juin 1905 (07, 519). — *12.* Elle peut aussi passer un acte de bail. Au surplus, d'après le même article, des formes déterminées ne sont exigées, pour cette autorisation, que lorsqu'elle est donnée en général pour tous les actes de la vie civile ou pour un ensemble d'actes ; elle peut, pour un bail, être tacite, et doit être présumée si le mari a profité de la location consentie par sa femme : Tunis, 2 avr. 1894 (94, 247). — *13.* Ces règles sont applicables à la femme mariée italienne qui a pris à bail un immeuble en Tunisie : Tunis, 2 avr. 1894 (94, 247). — *14.* La femme mariée qui s'oblige à payer solidairemeut une dette contractée par d'autres, promet en substance une sûreté ou garantie pour la validité de

laquelle l'autorisation maritale est nécessaire, suivant l'esprit des art. 134 et 137 C. civ. ital. : App. Florence, 21 oct. 1903 (06, 190). — *15*. La femme mariée n'a pas besoin de l'autorisation de son mari pour faire remise d'une dette, soit qu'il s'agisse d'un don gratuit, soit par suite de compensation : Turin, 4 avr. 1905 (07, 517). — *16*. L'emprunt contracté par une femme mariée italienne, contre un dépôt de bijoux remis en gage, est nul, s'il a été fait sans l'autorisation de son mari, soit qu'on applique l'art. 217 C. civil franç., soit qu'on applique l'art. 134 C. civil ital., dont le texte stipule, en termes exprès, l'incapacité de la femme mariée pour contracter des emprunts sans l'autorisation de son mari, sauf les causes de dispense prévues en l'art. 135 du même Code : Civ. Nice, 20 mars 1899 (00, 301). — *17*. D'après la loi italienne, la femme mineure émancipée par le mariage, doit obtenir l'autorisation du conseil de famille homologuée par le Tribunal, pour faire des actes excédant la simple administration, par exemple, pour cautionner, s'engager, emprunter : Com. Seine, 9 mars 1897 (97, 520). — *18*. Cette règle est applicable à la française qui, ayant épousé un italien, est ainsi devenue italienne : Com. Seine, 9 mars 1897 (97, 520). — *19*. Le mari appelé à donner à sa femme l'autorisation qui lui est nécessaire pour toucher des capitaux paraphernaux, a le droit de subordonner son consentement à la condition que le capital perçu sera remployé d'une manière qu'il reconnaîtra conforme aux intérêts de la famille : Cass. Rome, 19 juin 1906 (08, 598). — *20*. Pour que le mari soit considéré comme absent, au point de vue de la dispense, pour la femme mariée italienne, d'en rapporter l'autorisation, il n'est pas nécessaire que ladite femme se trouve dans l'impossibilité de s'en procurer des nouvelles ; il suffit que l'éloignement du mari n'ait pas un caractère purement momentané : Cass. Turin, 10 juill. 1905 (07, 520). — *21*. La nullité des actes d'une femme mariée qui dérive du défaut d'autorisation peut être opposée par les créanciers de la femme, mais non par les créanciers du mari : Cass. Turin, 27 déc. 1900 (03, 144).

§ II. — **Femme commerçante.**

22. La mineure émancipée par mariage et vivant avec son mari, n'a besoin, pour faire le commerce et s'obliger valablement relativement aux affaires de son commerce, que de l'autorisation de son mari. Toutefois la mineure mariée commerçante a besoin de l'autorisation de justice, quand il surgit entre son mari et elle une contrariété d'intérêts : App. Turin, 15 févr. 1901 (04, 25). — *23*. La femme mariée italienne qui exerce publiquement le commerce est présumée y avoir été autorisée par son mari, si le mari ne le lui a pas expressément interdit par une déclaration publique. Il doit en être jugé ainsi par une application à la femme italienne de son statut personnel, spécialement de l'art. 135 C. civ. ital. et de l'art. 13 C. com.

ital. : Tunis, 28 mars 1908 (08, 505). — *24*. L'autorisation de justice n'est pas nécessaire à la femme mariée italienne pour accepter avec d'autres un effet de commerce avalisé par son mari, si en fait la preuve n'est pas rapportée qu'en réalité c'est le mari qui est le débiteur principal et sa femme la garante solidaire : Cass. Turin, 16 déc. 1904 (07, 285). — *25*. Le mari usufruitier, en sa qualité de conjoint survivant, d'une quote-part du patrimoine laissé par sa femme, a qualité pour arguer de nullité l'effet de commerce souscrit par sa femme sans autorisation maritale ; C. Bologne, 10 févr. 1905 (07, 286).

§ III. — **Opposition d'intérêts avec le mari.**

26. Sauf le cas d'urgence, la femme mariée italienne ne peut être autorisée a passer un acte, quand elle est en opposition d'intérêts avec son mari, que par un jugement rendu en Chambre du conseil, après que le mari a été entendu ou dument appelé. Est donc nulle, sauf le cas d'urgence, la main levée d'hypothèque accordée par la femme, sans que le mari ait été entendu ou appelé, après une autorisation résultant d'une simple ordonnance sur requête : App. Venise, 4 mars 1904 (06, 534). — *27*. L'autorisation de justice n'est pas nécessaire à la femme mariée pour s'engager solidairement avec son mari à une garantie en faveur d'un tiers, s'il n'est pas prouvé que le mari a des intérêts communs avec ce tiers : Cass. Palerme, 13 déc. 1906 (08, 600). — *28*. L'obligation contractée par une femme mariée, solidairement avec son mari et sans autorisation de justice, est valable, en ce qui concerne la femme, pour la moitié seulement : Cass. Naples, 4 août 1903 (06, 188). — *29*. L'obligation consentie par la femme mariée italienne, solidairement avec son mari, et sans autorisation de justice, est nulle pour la totalité : Cass. Rome, 24 mars 1905 (05, 248). — *30*. Sauf dans la mesure où il est prouvé que la femme a exclusivement profité de l'objet pour lequel elle a contracté l'obligation : Cass. Turin, 12 févr. 1904 (06, 533). — *31*. La femme mariée qui a signé avec l'autorisation de son mari une lettre de change valable en la forme, ne peut opposer au tiers endosseur de bonne foi la nullité de son obligation en soutenant que les sommes qu'elle a touchées ont profité à son mari seul : Cass. Rome, 10 févr. 1904 (06, 533).

SECTION II

Droit belge.

32. La règle d'après laquelle une femme mariée ne peut ester en justice sans y avoir été autorisé par son mari, ou par justice, est d'ordre public et s'applique à la femme étrangère, alors même que le statut personnel de

cette femme n'exigerait point une pareille autorisation : App. Gand, 24 déc. 1902 (05, 247).

SECTION III

Droit grec.

33. La femme mariée grecque n'a pas besoin de l'autorisation de son mari pour ester en justice, à partir du jour où elle atteint sa majorité : C. mixte Alexandrie, 28 mai 1900 (03, 143).

SECTION IV

Droit maltais.

34. La constitution d'un gage faite par une femme mariée sans le consentement exprès ou tacite de son mari est nulle : C. civ. Malte, 20 janv. 1899 (06, 532).

SECTION V

Droit russe.

35. La femme russe n'a pas besoin de l'autorisation maritale pour ester en justice en France : Com. Seine, 30 déc. 1896 (97, 520).

SECTION VI

Droit musulman.

36. L'intervention du mari musulman, pour autoriser sa femme à ester en justice, n'est pas nécessaire, d'après les règles du statut personnel applicable en la matière, à moins qu'il ne s'agisse en la cause d'un engagement à titre gratuit contracté par la femme : Alger, 29 janv. 1894 (94, 153 ; Sousse, 8 févr. 1894 (94, 249) ; Tunis, 8 mai 1895 (95, 433). — *37.* Si d'après les principes du droit musulman, la femme mariée peut ester en justice sans l'autorisation de son mari et en ce qui concerne ses biens personnels, comme, d'autre part, il est certains cas où le mari peut poursuivre l'annulation des engagements contractés sans son autorisation par sa femme, ce n'est pas sans raison que le mari de la femme musulmane défenderesse est appelé dans l'instance : Tunis, 30 oct. 1893 (94, 98).

AVARIES

Voir : Transports maritimes, ch. I. sect. IV, ch. III. sect. III.

AVENIR EN RÈGLEMENT DE QUALITÉS

Voir : Qualités.

AVEU

SECTION PREMIÈRE

Droit français.

1. L'aveu judiciaire a une force absolue, n'est plus rétractable et force la main du juge : Just. p. Tunis-Nord, 4 nov. 1896 (96, 594). — *2.* Il appartient au juge d'apprécier les effets dont est susceptible l'aveu extra judiciaire et la force probante qui y est attachée : Com. Nantes, 2 janv. 1907 (08, 57). — *3.* Par suite, le créancier ne peut se prévaloir d'un aveu consigné à un procès-verbal de saisie mobilière, lorsque cet aveu est équivoque et n'établit pas l'existence de l'engagement qu'on prétend en faire ressortir : Com. Nantes, 2 janv. 1907 (08, 57). — *4.* La règle de l'indivisibilité de l'aveu ne fait pas obstacle à ce que les conventions dont les termes sont établis par cet aveu soient interprétées par les juges du fond et reçoivent d'eux une interprétation différente de celle que leur prête l'auteur de l'aveu : Cass. req., 29 févr. 1904 (05, 339). — *5.* L'aveu passé devant le Tribunal mixte est un aveu judiciaire, qui peut être rétracté quand il s'est fondé sur une erreur de fait. Mais c'est à celui qui prétend que cette erreur existe à en démontrer l'existence. Il ne fait pas cette preuve quand il se contente d'articuler des faits vagues et imprécis, sans fournir au Tribunal aucun moyen de conviction : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 445).

SECTION II

Droit tunisien.

6. Aux termes de l'art. 430 du C. tun. la simple demande de transaction sur une réclamation ne constitue pas aveu quant au fond du droit ; ce principe doit, à plus forte raison, être appliqué lorsque l'offre de transaction émane d'un tiers (en l'espèce d'un père qui, pour soustraire son fils aux poursuites pénales, avait demandé de transiger) qui n'a pas pouvoir spécial pour faire cette offre. Au surplus l'aveu, en droit pénal, ne peut émaner que de l'inculpé : Ouzara, 8 juin 1908 (08, 533).

AVOCAT

Bibliographie. — Estoublon, *Ann. de la législ. franç.* 1901, p. 156. — Pandectes françaises, *Rép. alph.* Vo Défenseurs, no 6 et s. — Tilloy, *Rép. alph.* t. II p. 527 et t. III p. 1269.

CHAPITRE PREMIER

Droits et devoirs des avocats.

SECTION PREMIÈRE

Représentation des parties en justice (1).

1. Doit être étendue aux avocats qui se présentent devant les justices de paix de Tunisie, la présomption de mandat reconnue par l'art. 40 de l'arrêté ministériel des 26 novembre, 7 décembre 1841 sur la profession de défenseur en Algérie, en faveur du défenseur ou de l'avocat qui se présente, devant les tribunaux de commerce, porteur de l'original ou de la copie de la citation : Tunis, 4 mars 1891 (94, 212). — *2*. L'avocat n'étant pas le mandataire, mais le conseil et le défenseur de sa partie, n'a pas qualité pour faire un aveu qui oblige cette dernière. Par suite un plaideur n'est pas fondé à demander acte aux juges, comme d'un aveu ou d'une reconnaissance, d'une déclaration faite dans sa plaidoirie par l'avocat de son adversaire : Cass. req., 28 mai 1894 (94, 366). — *3*. Est applicable en Tunisie, en vertu de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, l'art. 2 de l'arrêté du 17 juillet 1848, aux termes duquel le pouvoir de plaider devant les tribunaux de commerce d'Algérie est présumé en faveur de l'avocat porteur de l'original ou de la copie de la citation : Alger, 26 juin 1895 (96, 275). — *4*. En Algérie et en Tunisie, par suite de circonstances spéciales au pays, et par dérogation, tant à la loi qu'aux règles de l'ordre des avocats, ces derniers sont admis à représenter devant les tribunaux de paix et de commerce les parties à titre de mandataires spéciaux, sans justifier de leurs pouvoirs autrement que par la présence en leurs mains des pièces du procès : Just. p. Tunis-Nord, 4 nov. 1896 (96, 594). — *5*. En conséquence l'aveu fait à la barre par un avocat porteur du dossier d'une partie en cause en se présentant pour elle, engage cette dernière et a tous les caractères de l'aveu judiciaire et comme tel serait irrévocable : Just. p. Tunis-Nord, 4 nov. 1896 (96, 594). — *6*. Le juge a cependant la faculté de ne pas tenir compte de l'aveu, dans le cas où l'avocat qui l'a fait serait désavoué en temps utile, c'est à-dire avant la clôture des débats de l'affaire et où il ressortirait des circonstances dans lesquelles est produit l'aveu que son auteur a outrepassé son mandat d'une façon évidente : Just. p. Tunis-Nord, 4 nov. 1896 (96, 594). — *7*. L'avocat inscrit au tableau et portant les insignes de sa profession exerce une véritable fonction auprès de la justice, fonction à laquelle sont attachés des droits et des devoirs : Just. p. Alger-

(1) Voir l'art. 6 du Règlement du Barreau de Tunis du 18 juillet 1901, homologué le 24 juillet 1901 (*Journ. des trib. de la Tun.*, 1901, 585) et l'art. 2 du décret du Président de la Rép. en date du 26 nov. 1906 (*Journ. des trib. de la Tun.*, 1907, 37).

Nord, 8 déc. 1898 (99, 96). — *8*. Le premier de ces droits est celui de plaidoirie qui assure à l'avocat, devant toutes les juridictions, le libre accès de la barre, où la confiance que lui témoigne la partie est suffisamment établie par la remise qui lui a été faite des pièces relatives au procès : Just. p. Alger-Nord, 8 déc. 1898 (99, 96). — *9*. L'ordonnance de 1822, ayant déclaré la profession d'avocat incompatible avec l'agence d'affaires, il est interdit à l'avocat d'accepter un mandat pour intenter un procès, aussi bien que pour faire d'autres actes de la vie civile. Le juge de paix ne peut donc exiger de l'avocat qu'il soit muni d'un pouvoir que la loi lui défend d'accepter : Just. p. Alger-Nord, 8 déc. 1898 (99, 96). — *10*. L'avocat inscrit n'est pas tenu de justifier sa présence à la barre par la présence même à cette barre de son client, pas plus qu'il n'est obligé à le faire par un pouvoir écrit. Il lui suffit d'être à la barre au nom de son client et il jouit en cela d'une prérogative qu'il tient de son seul titre d'avocat inscrit et qu'il peut exercer devant toutes les juridictions d'exception : Just. p. Alger-Nord, 8 déc. 1898 (99, 96). — *11*. D'ailleurs, si le juge de paix estime que la partie n'est pas engagée par les déclarations de son avocat, que ce dernier ne la représente pas suffisamment, il pourra toujours ordonner la comparution personnelle qui doit être en principe la règle en justice de paix et il sera paré de la sorte à l'insuffisance des pouvoirs du mandataire : Just. p. Alger, Nord, 8 déc. 1898 (99, 96). — *12*. Aux termes de l'art. 9 C. proc. civ., les parties comparaissent en justice de paix en personne ou par fondé de pouvoirs ; la preuve du mandat ne peut résulter que d'un écrit. Cette règle ne souffre aucune exception : Cass. civ., 19 déc. 1899 (00, 73). — *13*. L'avocat, même inscrit au barreau, assiste ses clients, mais ne les représente pas ; dès lors, il est sans droit pour agir et conclure en leur nom, s'il n'est pas nanti d'une procuration régulière : Cass. civ., 19 déc. 1899 (00, 73). — *14*. Il s'ensuit aussi que l'avocat ne peut plaider que pour une partie présente ou représentée, sous la réserve des sanctions disciplinaires, au cas où les règles de son ordre lui interdiraient d'accepter un mandat : Cass. civ., 19 déc. 1899 (00, 73). — *15*. S'il est vrai que la défense des parties devant les Tribunaux de commerce (en Algérie et en Tunisie) peut être présentée par toute personne ayant un pouvoir spécial à cet effet et si ce pouvoir est présumé en faveur de l'avocat porteur de l'original ou de la copie de la citation, aucune disposition de loi ne confère à cet avocat qualité pour recevoir la signification du jugement de défaut faute de conclure rendu contre son client. Donc, à défaut de tout mandat spécial ou de toute élection de domicile à cet effet, ce n'est que la signification à la partie elle-même qui fait courir le délai d'opposition : Alger, 21 févr. 1901 (01, 410).

SECTION II

Obligations professionnelles.

16. Au point du vue purement civil et en dehors de toute poursuite disciplinaire, le pacte *de quota litis* intervenu entre un avocat et son client est-il valable ? Cass. req., 18 mai 1897 (97, 318). — ***17***. Le pacte *de quota litis* est interdit aux avocats par les usages du barreau, maintenus en vigueur par l'art. 45 de l'ordonnance du 20 novembre 1822 et c'est à bon droit qu'un arrêt se fonde sur ce principe pour déclarer nul, à l'égard de toutes les parties contractantes et devant quelque juridiction que le procès soit plaidé, un traité de cette nature conclu avec un avocat : Cass. civ., 22 avr. 1898 (98, 317). — ***18***. Est contraire aux régles professionnelles la convention aux termes de laquelle un avocat s'engage à remettre à une personne qu'il emploie dans son cabinet la moitié des honoraires qu'il touchera dans les affaires dont cette personne aura eu à s'occuper : Tunis 17 mai 1895 (95, 436). — ***19***. Est formellement interdite par les règles de la professioin d'avocat devant les Tribunaux français, la convention aléatoire par laquelle un avocat prendrait à forfait le soin d'un procès et s'engagerait à en supporter les frais en cas d'insuccès : Tunis, 22 juin 1896 (96, 527). — ***20***. Il y a nullité de l'achat de droits litigieux par un avocat lorsque les litiges auxquels ces droits peuvent donner lieu sont de la compétence du Tribunal dans le ressort duquel il exerce ses fonctions. L'art. 1597 C. civ. qui prononce cette nullité, n'est pas seulement applicable au cas où un litige est ouvert au moment même de la cession ; il l'est encore lorsque l'objet de l'achat est de telle nature qu'il est susceptible de contestation : Tunis, 27 déc. 1905 (08, 432). — ***21***. Il en est ainsi lorsque cet objet consiste dans le droit à cent hectares de terre indivis à prendre sur une propriété de 600 hectares, lorsqu'il a déjà été aliéné de ladite propriété une quantité égale ou supérieure à sa superficie totale : Tunis, 27 déc. 1905 (08, 432). — ***22***. Constituent des atteintes graves à la dignité professionnelle, pouvant entraîner la radiation du délinquant, le fait, par un avocat, de connaître et de tolérer les démarches faites en vue de la recherche de la clientèle par son secrétaire ou son interprète, ou de rémunérer même celles de courtiers-rabatteurs, celui de conserver des honoraires pour des affaires qu'il n'a ni plaidées, ni suivies, de ne pas transmettre une provision qu'il s'était engagé à remettre à un avoué avec un acte d'appel, d'accepter, après s'être chargé des intérêts d'un client dont il avait reçu les pièces, ainsi qu'un acompte sur ses honoraires, la défense de son adversaire : Cass. req., 19 janv. 1898 (99, 86). — ***23***. Viole la correction et l'honneur professionnels l'avocat qui répand une circulaire par laquelle, en annonçant l'ouverture d'un « Office légal économique », dirigé par lui, il fait connaître que cet établissement usera pour les honoraires du meilleur marché, en se contentant d'un tant pour

cent convenu d'avance, en acceptant d'en subordonner le paiement au gain des procès et en prenant les affaires à forfait : App. Turin, 15 oct. 1903 (06, 190). — *24*. L'avocat, consulté par un indigène qui ignore les lois et la procédure françaises, a le devoir de le renseigner exactement et de l'arrêter au début d'une lutte incertaine et coûteuse, qui doit entraîner nécessairement des frais hors de proportion avec l'importance du litige. Mais le conseil, quel qu'il soit, donné par l'avocat, ne saurait entraîner contre lui aucune responsabilité pécuniaire, hors les cas de mauvaise foi, de dol ou de fraude : Tunis, 21 mai 1894 (94, 328). — *25*. L'avocat chargé de soutenir un appel et qui, constatant que cet appel est irrecevable, s'abstient de se présenter devant le Tribunal, pour le soutenir, ne commet aucune faute, alors surtout qu'il est constant qu'il ne l'a pas conseillé ; mais il doit, dans ce cas, restituer la provision qu'il a reçue pour plaider : Tunis, 21 mai 1894 (94, 328). — *26*. L'avocat, directeur d'un journal, qui publie en les signant des articles injurieux et diffamatoires pour un magistrat de son tribunal, est justiciable du Conseil de l'Ordre, alors surtout qu'il fait imprimer sous le titre de son journal ces mots : Directeur Me X...., avocat » : Rennes, 15 mars 1906 (07. 222). — *27*. Un avocat ne saurait, sans contrevenir aux règles de sa profession, avancer des sommes d'argent à un tiers (spécialement à un avocat à la Cour de cassation qu'il charge d'un pourvoi) pour le compte de son client: Tunis, 21 mai 1894 (94, 328.) — *28*. Et s'il prétend avoir, néanmoins, avoir accepté un mandat de cette nature, il a la charge d'en faire la preuve en cas de dénégation, alors surtout que l'exécution de ce mandat entraînait nécessairement des dépenses disproportionnées avec l'intérêt pécuniaire du litige : Tunis, 21 mai 1894 (94, 328).

SECTION III

Honoraires.

§ 1. — Fixation des honoraires.

29. Si, par un scrupule élevé, les barreaux interdisent généralement à leurs membres, sous peine de radiation, de s'adresser aux tribunaux pour obtenir paiement de leurs honoraires, il n'existe cependant aucune loi qui défende à l'avocat de poursuivre ce paiement en justice. En conséquence, une semblable action est recevable en la forme : Alger : 22 nov. 1897 (98, 442) ; Tunis, 24 mai 1899 (00, 324) ; Aix, 14 juin 1905 (06, 303) ; Dijon, 17 juill. 1905 (06, 392). — *30*. Cette action est personnelle et mobilière, de la compétence du juge de paix ou du Tribunal, selon l'importance du litige ; dès lors, le Tribunal de commerce est incompétent pour en connaître : Aix, 14 juin 1905 (06, 303). — *31*. La demande en paiement d'honoraires poursuivie par un européen, spécialement par un avocat, pour

les soins qu'il a donnés à un procès devant une juridiction indigène est purement personnelle et mobilière, et elle est de la compétence de la juridiction française, du moment qu'elle s'agite entre un européen et un indigène : Sousse, 20 juill. 1899 (00, 516). — *32*. Il importe peu que l'avocat ait agi dans la cause à l'occasion de laquelle il réclame lesdits honoraires, comme oukil ou mandataire officiel ad litem et que, aux termes de l'art. 12 du décret du 9 mai 1897, un arbitrage devant le Ministre de la Plume ait été organisé en cas de désaccord entre les oukils et les parties qu'ils ont représentées, pour le règlement de leurs honoraires. En effet, cet arbitrage est purement facultatif et surbordonné à l'accord des parties : Sousse, 20 juill. 1899 (00, 516). — *33*. L'autorité judiciaire a un pouvoir discrétionnaire pour évaluer le montant des honoraires d'un avocat, eu égard à son mérite et à l'importance de l'affaire ; elle peut les réduire s'ils lui paraissent exagérées : Just. p. Ve arr. de Paris, 6 mars 1908 (08, 531). — *34*. L'avocat plaidant pour un groupe de créanciers d'une liquidation judiciaire, qui a obtenu une décision favorable, non seulement aux intérêts de ses clients, mais encore à ceux de la masse, est en droit de réclamer à cette dernière le paiement de ses honoraires comme ayant géré utilement l'affaire de celle-ci ; mais ce paiement ne peut lui être fait qu'en monnaie de dividende : Dijon, 17 juill. 1905 (06, 392). — *35*. Les art. 80 et 82 du tarif du 16 février 1807, qui ont fixé les honoraires de l'avocat à une somme qui ne peut pas dépasser 15 francs, n'ont pour unique but que de déterminer la somme que le gagnant a le droit de répéter du perdant pour ce motif ; ils sont étrangers aux rapports qui existent entre l'avocat et son propre client et les Tribunaux ont le pouvoir d'apprécier le chiffre des honoraires à allouer en proportion des services rendus : Tunis, 24 mai 1899 (00, 324). — *36*. Une des règles essentielles de la profession d'avocat défend aux avocats de recevoir des honoraires, même offerts, dans les causes d'office : Caen, 8 janv. 1900 (00, 142). — *37*. La mission de l'avocat désigné d'office, pour assister un inculpé appelé à comparaître devant un Tribunal correctionnel consiste, non seulement à lui prêter son concours dans le cabinet du juge d'instruction, mais encore à le lui donner à l'audience ; une telle mission est indivisible et ne saurait être fractionnée sans porter aux intérêts de l'inculpé un grave préjudice : Caen, 8 janv. 1900 (00, 142). — *38*. Un avocat, désigné d'office par son bâtonnier, ne saurait donc soutenir qu'il l'a été pour l'instruction seulement et que sa mission était terminée, aux termes de la loi du 8 déc. 1897, au moment où il a reçu les honoraires de l'inculpé qui l'aurait lui-même choisi comme défenseur en dehors de toute désignation d'office : Caen, 8 janv. 1900 (00, 142). — *39*. En mettant fin, de sa seule autorité, à sa mission d'office, sans s'en faire relever par son bâtonnier, et en acceptant, dans ces conditions, des honoraires élevés pour présenter à l'audience la défense de l'inculpé, l'avocat a obéi à une

pensée de lucre des plus blâmables : Caen, 8 janv. 1900 (00, 142). — *40*. Alors surtout qu'il a poursuivi le recouvrement de ses honoraires sur des deniers de provenance suspecte : Caen, 8 janv. 1900 (00, 142). — *41*. Si, lorsqu'un avocat se refuse à développer à l'audience des conclusions rédigées préalablement par son client, ce dernier est fondé à faire le retrait du dossier, l'avocat, de son côté, a droit à des honoraires lorsqu'il s'est livré à des études préparatoires de l'affaire qui était en état d'être plaidée : Tunis, 23 déc. 1889 (90, 46). — *42*. Etant établi qu'un avocat avait été chargé de suivre une instance devant le Tribunal près duquel il exerce sa profession, à l'effet d'obtenir l'inscription d'une hypothèque de premier rang, pour une somme déterminée, sur un immeuble dont l'immatriculation était poursuivie par le fils de la cliente de l'avocat ; que le rang de l'hypothèque formait l'un des points les plus importants du procès engagé, puisque deux autres créanciers hypothécaires intervenaient dans l'instance et réclamaient une antériorité d'inscription pour une somme totale égale au produit probable de la vente aux enchères publiques de l'immeuble grevé, d'après l'évaluation même de l'avocat ; et que le Tribunal a décidé que l'inscription hypothécaire accordée à la cliente ne devrait venir qu'au troisième rang ; si l'avocat, à la suite de cette décision, a envoyé au conseil de sa cliente, dans la ville où elle habite, un télégramme lui annonçant que le Tribunal avait ordonné l'inscription de l'hypothèque pour la somme totale de la créance et qu'un tel résultat avait attéré l'avocat de son adversaire ; et si, non content de commettre cette grave réticence, il a aggravé son tort en faisant suivre ce télégramme d'une lettre, dans laquelle il se flattait d'avoir obtenu un résultat inespéré en laissant subsister la même équivoque sur le rang de l'inscription et qu'il a profité de l'impression causée sur sa cliente par l'heureuse issue de son procès, pour se faire céder hypothécairement par elle une somme de mille francs à titre d'honoraires, c'est à bon droit que les juges du fond ont trouvé dans l'ensemble des circonstances relevées contre l'avocat une manœuvre ayant eu pour but d'obtenir de sa cliente la cession d'une somme hors de proportion avec la situation de fortune de celle-ci et avec le service qui lui avait été rendu : Cass. req., 8 juin 1901 (01, 443).

§ II. — **Rétention de pièces.**

43. C'est une des règles essentielles de l'Ordre que l'avocat ne peut, ni avant, ni après le procès, imposer au client qui s'y refuse le paiement de ses honoraires, et, à plus forte raison, le contraindre à ce paiement par la rétention des pièces ; l'avocat ne saurait faire résulter le droit de rétention ni de l'engagement intervenu entre lui et son client, ni d'aucune disposition de la loi qui n'a inscrit nulle part à son profit cette sorte de privilège : Tunis, 23 déc. 1889 (90, 46). — *44*. *En sens contraire :* Aix, 14 juin 1905

(06, 303). — *45*. L'avocat n'a pas le droit de retenir les pièces de son client pour le contraindre à lui payer les honoraires auxquels il est fondé à prétendre. Il en est ainsi pour l'avocat de France ; les règles spéciales du Barreau de Tunis, notamment l'art. 6 de son règlement du 18 juill. 1901, ne dérogent en rien à ce principe : Tunis, 22 janv. 1908 (08, 288). — *46*. En effet, en admettant que ce texte donne à l'avocat au Barreau de Tunis le droit de se faire le mandataire de son client devant les tribunaux, il n'aurait, comme tout mandataire, aucun droit de rétention pour les salaires et honoraires qu'il aurait à réclamer. Au surplus, devant la juridiction civile française, l'avocat ne saurait être considéré comme le mandataire ou le représentant de son client, lequel doit nécessairement y être représenté par un défenseur : Tunis, 22 janv. 1908 (08, 288).

SECTION IV

Effets de l'absence de nationalité française.

47. Un avocat ne peut être appelé à siéger à un Tribunal français de Tunisie, en remplacement d'un juge empêché ou absent, que s'il est citoyen français, le pouvoir judiciaire étant un démembrement du pouvoir souverain : Sousse, 13 nov. 1889 (89, 259). — *48*. Les sujets tunisiens, bien que la Tunisie soit placée sous le protectorat de la France, ne sont pas français ; par suite un tunisien ne peut exercer en France la profession d'avocat et ne peut, alors même qu'il remplirait les autres conditions d'admissibilité, être admis au stage près d'un barreau de France : Paris, 27 nov. 1907 (08, 549).

CHAPITRE II

Administration du Barreau et discipline.

SECTION PREMIÈRE

Organisation du Barreau.

49. Les Conseils de discipline ont un pouvoir absolu pour apprécier si l'avocat qui requiert son inscription au tableau remplit les conditions nécessaires à cet effet : Alger, 4 nov. 1889 (90, 41). — *50*. Leurs décisions ne sont susceptibles d'aucun recours lorsque l'admission a été prononcée : d'où il suit que l'appel formé soit par le bâtonnier, soit par un ou plusieurs des avocats inscrits au tableau, est irrecevable dans ce cas : Alger, 4 nov. 1889 (90, 41). — *51*. Ces principes sont applicables même au cas où les fonctions de Conseil de discipline sont exercées par le Tribunal, comme il arrive en Tunisie, par application du décret du 1er octobre 1887 : Alger, 4 nov. 1889 (90, 41). — *52*. Un avocat est sans qualité pour demander

directement par la voie de l'appel que tel ou tel ou tel de ses confrères soit rayé du tableau : Cass. req.. 12 févr. 1907 (07, 155). — **53**. Par suite, il n'est pas admissible à contester la régularité de l'élection du Conseil de discipline, lorsqu'il base uniquement sa protestation sur ce que ces mêmes confrères seraient inscrits à tort au tableau : Cass. req., 12 févr. 1907 (07, 155). — **54**. Les Cours d'appel ont le droit de connaître des décisions des conseils de discipline des avocats, en tant qu'elles pourraient constituer une violation de la loi ou un excès de pouvoir : Aix, 4 avr. 1906 (07, 179). — **55**. Spécialement, est recevable l'appel interjeté par un avocat radié, puis réinscrit en vertu de la loi d'amnistie du 2 nov. 1905, contre la décision du conseil de discipline qui a ordonné sa réinscription, non au rang qu'il occupait sur le lableau avant sa radiation, mais à la fin du tableau : Aix, 4 avr. 1906 (07, 179). — **56**. Le recours du ministère public contre les décisions des conseils de discipline des avocats, pour cause d'excès de pouvoirs, n'est soumis à aucun délai fatal et peut être exercé aussi longtemps que l'irrégularité subsiste : Caen, 20 févr. 1908 (08, 628). — **57**. Est recevable l'intervention d'un conseil de discipline de l'Ordre des avocats, représenté par son bâtonnier, lorsque les questions en jeu concernent les prérogatives de la profession d'avocat : Just. p. Alger-Nord, 8 déc. 1898 (99, 96). — ***58***. Si, statuant correctionnellement, une Cour d'appel a prononcé, à ce titre, contre un avocat, une condamnation pour abus de confiance et qu'après cassation, le prévenu ait été acquitté par la Cour de renvoi, les magistrats qui avaient concouru au premier arrêt ne peuvent, sur une poursuite *disciplinaire* intentée, à raison des mêmes faits, contre le même avocat, être récusés par celui-ci comme ayant déjà connu du différend : Cass. civ., 12 juill. 1900 (00, 584). — ***59***. Si les conseils de discipline peuvent prolonger la durée du stage, aucune disposition de loi ne leur permet de l'abroger : Caen, 20 févr. 1908 (08, 628). — ***60***. Aux termes du décret du 10 mars 1870, le Bâtonnier de l'Ordre des avocats doit être élu à la majorité absolue des suffrages exprimés ; bien qu'il n'y ait point de texte et par analogie avec les élections législatives ou communales, il n'y a pas lieu de compter les bulletins blancs sur le résultat du scrutin : Caen, 2 août 1905 (06, 415). — ***61***. Lorsqu'un conseil de discipline, appelé à statuer sur la poursuite disciplinaire dirigée contre un avocat, ne peut se constituer régulièrement, par suite de la récusation de la majorité de ses membres, c'est à bon droit que le Procureur général a recours directement au juge supérieur : Caen, 6 févr. 1904 (05, 336). — ***62***. Au cas où le Conseil de l'Ordre des avocats au Barreau de Tunis est dans l'impossibilité de fonctionner, il appartient au tribunal de Tunis de procéder à l'examen et, s'il y échet, à l'admission des demandes d'inscription au stage qui viennent à se produire : Tunis, 1er mars 1907 (07, 217). — ***63***. Au cas où le Conseil de l'ordre des avocats au Barreau de Tunis se trouve dans l'impossibilité

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

de remplir les attributions disciplinaires qui lui sont dévolues par l'art. 8 du décret du 16 mai 1901, à charge d'appel devant le Tribunal de Tunis, statuant toutes chambres réunies en assemblée générale en Chambre du conseil, il appartient à cette dernière juridiction d'assurer, à la place de celle du premier degré, qui fait défaut, le cours de la justice ; elle le fait alors dans la mesure des pouvoirs qui lui sont conférés par l'art. 9 du décret précité : Tunis, 1er mars 1907 (07, 300). — *64*. Au cas où le Conseil de l'Ordre des avocats au Barreau de Tunis est dans l'impossibilité de se réunir et de délibérer sur les intérêts qui lui sont confiés par l'art. 27 du règlement du 18 juillet 1901, il y a lieu pour le Tribunal de Tunis, réuni en assemblée générale en Chambre du conseil, de pourvoir à la garde du matériel et des archives de l'Ordre ainsi qu'à la gestion de ses intérêts matériels, ce, jusqu'au jour où le Conseil pourra être reconstitué : Tunis, 1er mars 1907 (07, 335).

SECTION II

Infractions d'audience.

65. Aux termes des art. 16 et 43 de l'ordonnance du 20 novembre 1822 et de l'interprétation donnée à ces textes par une jurisprudence constante, un juge de paix est compétent pour réprimer, au moyen d'une des peines disciplinaires autorisées par la loi, les fautes professionnelles commises par un avocat à son audience. Cette règle est applicable en Tunisie, en vertu de l'art. 11 du décret du 16 mai 1901, qui a organisé le barreau dans ce pays : Tunis, 27 juin 1904 (04, 520). — *66*. L'appel d'une telle décision est régulièrement porté devant la juridiction dont relève le magistrat qui a rendu la décision attaquée, c'est-à-dire devant le Tribunal de 1re instance statuant en audience publique : Tunis, 27 juin 1904 (04, 520).

SECTION III

Port du Costume.

67. Le costume des avocats décrit dans l'art. 6 de l'arrêté du 2 nivôse an XI et imposé pour l'audience par l'art. 105 du décret du 30 mars 1808, est officiel et obligatoire ; il doit donc être nécessairement protégé par la loi. Il n'appartient qu'aux avocats inscrits près des Cours et Tribunaux et ne peut être porté par les licenciés en droit, même assermentés. Ceux-ci, en le portant, commettent donc le délit prévu et réprimé par l'art. 259 § I. C. pén. fr. : Civ. Alger, 5 mars 1898 (98, 234). — *68*. Commet le délit de port illégal d'un costume officiel l'avocat rayé du tableau qui se présente en robe à l'audience du Tribunal de commerce : Alger, 10 déc. 1898 (99, 318).

AVOCAT DÉFENSEUR

Voir : Compétence civile, ch. I sect. V.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 30. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 80.

CHAPITRE PREMIER

Règles professionnelles.

SECTION PREMIÈRE

Caractère des fonctions du défenseur.

1. Les actes accomplis par l'avoué, en Tunisie par le défenseur, dans l'exercice de ses fonctions légales, mais sans pouvoir spécial, ne lient pas moins la partie que s'ils émanaient d'elle, tant qu'elle n'a pas eu recours à la voie du désaveu pour en écarter les conséquences : Cass. civ., 29 déc. 1886 (91, 123) ; Alger, 12 janv. 1901 (01, 369). — *2.* Bien que les avocats-défenseurs soient nommés et révoqués directement par le pouvoir exécutif, ces officiers ministériels ne sont chargés d'aucune partie de l'administration publique et n'exercent leur ministère que dans des intérêts privés : Cass. crim., 4 janv. 1894 (94, 113). — *3.* Ils ne sont donc ni des fonctionnaires publics, ni des dépositaires ou agents de l'autorité publique, ni des citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, dans le sens de l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1871. En conséquence la juridiction correctionnelle est seule compétente pour connaître du délit d'injures à eux adressées : Cass. crim., 4 janv. 1894 (94, 113).

SECTION II

Compétence territoriale.

4. Les avocats-défenseurs près les Tribunaux de Tunisie ne peuvent exercer leur ministère hors des limites de l'arrondissement judiciaire pour lequel ils ont été nommés et où ils sont tenus de résider, si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par le Procureur de la République dans les autres sièges de la Tunisie : Alger, 11 févr. 1897 (97, 114). — *5.* Ils ne peuvent en aucun cas être admis à plaider devant un Tribunal d'Algérie ou devant la Cour d'Appel d'Alger : Alger, 11 févr. 1897 (97, 114).

SECTION III

Discipline.

6. L'arrêté du 26 novembre 1841, rendu applicable à la Tunisie par l'art. 10 de la loi du 27 mars 1883, confère au Ministre de la justice le

droit d'infliger aux défenseurs la peine de la suspension pour un temps n'excédant pas six mois ; et le Ministre n'a pas excédé ses pouvoirs lorsque l'officier ministériel a été mis en demeure de fournir ses observations et les a d'ailleurs effectivement présentées : Cons. d'Etat, 5 juill. 1901 (02, 588). — 7. La mesure prise ainsi par le Ministre étant une mesure disciplinaire, l'officier ministériel qui en est l'objet n'est pas recevable à exercer contre elle un recours par voie contentieuse : Cons. d'Etat, 5 juill. 1901 (02, 588).

SECTION IV

Congédiement des clercs.

8. Le clerc de défenseur qui accepte de diriger personnellement et en dehors de l'étude à laquelle il est attaché, des procès ou des affaires contentieuses, manque aux obligations élémentaires de son contrat, avec lesquelles une semblable attitude est incompatible : Tunis, 9 août 1894 (94, 527). — 9. Le défenseur qui renvoie sans délai son clerc, lorsqu'il s'aperçoit qu'il se livre à de tels agissements, non seulement ne commet aucune faute engageant sa responsabilité, mais encore ne fait que satisfaire à un des devoirs les plus impérieux de sa profession. Le clerc ainsi congédié n'a donc droit à aucune indemnité de renvoi : Tunis, 9 août 1894 (94, 527).

CHAPITRE II

Frais et honoraires.

SECTION PREMIÈRE

Action en paiement.

10. Les avocats devant les Tribunaux civils ne sont pas les mandataires des parties. Un défenseur, en acceptant par l'intermédiaire d'un avocat de se constituer pour une partie, devient le mandataire direct de cette dernière, et a une action contre elle pour le paiement de ses frais taxés. Il n'a aucune action contre l'avocat : Just. p. Tunis-Nord, 7 oct. 1896 (96, 571). — *11*. L'avocat de son côté n'a aucune action pour obtenir de son client le montant des frais taxés, que celui-ci ne saurait être en droit de refuser de payer au défenseur, dont il est censé avoir ratifié la constitution tant qu'il ne l'a pas désavoué : Just. p. Tunis-Nord, 7 oct. 1896 (96, 571). — *12*. La partie qui constitue un défenseur et ne le désavoue pas au cours de l'instance est débitrice directement vis à vis dudit défenseur de tous les frais exposés au cours de l'instance et taxés : Tunis, 22 juin 1896 (96, 527). — *13*. L'agent d'affaires qui s'est chargé à forfait des instances de la partie pour laquelle il avait constitué défenseur et s'était engagé à prendre à sa

charge les frais du procès dans le cas où il serait perdu, ne saurait se soustraire à l'action en garantie qui serait dirigée contre lui par ses clients qui se seraient trouvés dans l'obligation de solder les frais taxés au défenseur qui avait été constitué par lui en leur nom et avait occupé pour eux : Tunis, 22 juin 1896 (96, 527). — *14*. L'avoué qui n'a pas assisté à une enquête ordonnée par jugement et intéressant un de ses clients ne peut faire passer en taxe les frais d'assistance prévus au tarif, bien qu'il se soit fait suppléer à ladite enquête par un de ses confrères : Alger, 13 juin 1901 (02, 11). — *15*. En effet, il n'avait aucune qualité pour déléguer celui-ci, qui ne peut être considéré que comme un conseil ou mandataire salarié de la partie qui a eu recours à son assistance : Alger, 13 juin 1901 (02, 11). — *16*. Si, à une demande en paiement d'honoraires, le client n'oppose aucune allégation d'avances par lui faites, il ne saurait tirer de la non production du registre dont l'art. 151 du tarif de 1807 prescrit la tenue, une fin de non recevoir absolue contre ladite demande, alors qu'en pareil cas cette production même devrait rester sans influence sur l'issue du procès : Cass. civ., 2 mars 1896 (96, 148). — *17*. Si au lieu d'agir en vertu de l'action directe qui lui appartient parce qu'il a obtenu la distraction des dépens, l'avoué se prévaut pour les recouvrer, d'un droit appartenant à la personne pour laquelle il a occupé, il lui incombe d'établir l'existence de ce droit et il peut se voir opposer en compensation les dettes de son client : Cass. civ., 10 déc. 1906 (07, 351). — *18*. Les dispositions de l'art. 2273 C. civ., qui sont une dérogation aux règles de droit commun en matière de prescription, doivent être interprétées *stricto sensu ;* la prescription exceptionnelle édictée dans cet article ne saurait s'appliquer aux honoraires de plaidoiries dus aux avocats défenseurs, pas plus qu'elle ne s'applique aux honoraires des avocats auxquels la prescription trentenaire est seule opposable : Tunis, 21 févr. 1898 (98, 181). — *19*. La prescription de 2 ans opposable, d'après l'art. 2273, à l'action des avoués pour le paiement de leurs frais, repose sur une présomption de paiement qui peut être détruite par un aveu contraire, même implicite, émané du débiteur poursuivi. Constitue un aveu de cette sorte la plainte adressée au garde de sceaux par le client d'un avoué, dans laquelle il soutient que les dépens lui sont réclamés à tort, par le motif qu'ils devraient être recouvrés directement sur son adversaire qui avait succombé dans l'instance et dont l'insolvabilité n'est pas démontrée : Bourges, 8 nov. 1905 (06, 422).

SECTION II.

Honoraires irrépétibles.

20. L'avoué (et, par analogie, le défenseur) a le droit de réclamer, en dehors du tarif, et pour les soins particuliers apportés aux affaires qu'il est chargé de régler, des honoraires dont l'allocation est subordonnée à

la constatation par les juges du fond d'un service réellement rendu : Cass. civ., 19 avr. 1901 (01, 366) ; Bordeaux, 11 févr. 1907 (07, 550). — *21.* Les avocats-défenseurs en Tunisie doivent être de tous points assimilés aux avoués en ce qui touche les actes de leur ministère relatifs à la postulation et qui sont régis par les lois de procédure et les tarifs applicables en France ; mais cette assimilation ne saurait s'étendre aux autres actes et aux services qu'ils peuvent prêter à leurs clients en raison de leurs fonctions ; dans cette dernière catégorie doivent être compris les honoraires des plaidoiries qui leur sont dus : Tunis, 21 févr. 1898 (98, 181). — *22.* En principe, il n'est pas dû aux défenseurs d'honoraires irrépétibles en dehors des frais taxés. Toutefois cette règle souffre exception pour les affaires d'une importance et d'une gravité particulières, qui ont nécessité de la part du défenseur une étude tout-à-fait exceptionnelle des dossiers et des plaidoieries longues, minutieuses et fortement étudiées : Alger, 2 déc. 1890 (94, 259).

B

BAGAGES

Voir : Transports maritimes, ch. III. sect. I. — Transports terrestres ch. I. sect. II.

BAIL

Voir : Action possessoire. — Compétence civile des juges de paix, ch. I. sect. VI. — Habous, ch. II. sect. III. — Immatriculation, ch. II. sect. V — Privilèges, sect. II. — Référés, ch. II. sect. III. — Saisie immobilière, ch. II. sect. II. — Taxes municipales, ch. II. sect. I.

Bibliographie. — Abribat, *Rec. Ettouati*, p. 124. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tunisie, p. 82.* — Tilloy, *Rép. alph.* t. II. p. 560.

CHAPITRE PREMIER

Formes et effets.

SECTION PREMIÈRE

Régularité et preuve

1. Un bail est un acte de pure administration. Doit être, à ce titre, maintenu, le bail consenti par le possesseur apparent d'un immeuble, lorsqu'il n'est entaché d'aucune fraude : Just. p. Tunis-Nord, 5 juin 1896 (96, 382). — *2.* L'existence d'un bail verbal, qui n'a encore reçu aucune

exécution, ne peut être établie ni par la preuve testimoniale, ni par présomption : Cass. civ., 25 janv. 1905 (06, 159). — *3*. Tout bail d'une propriété indivise qui n'a pas été consenti par l'unanimité des co-propriétaires est radicalement nul pour le tout, comme ayant pour objet la chose d'autrui, s'il n'est justifié d'aucun partage antérieur de la jouissance de la propriété : Alger, 13 mai 1897 (97, 657). — *4*. Par suite, l'adjudicataire d'une propriété a le droit de faire expulser celui qui la détient en vertu d'un bail consenti par un seul des co-propriétaires antérieurs : Alger, 13 mai 1897 (97, 657). — *5*. Chacun des communistes ayant droit sur toute la chose, pendant l'indivision, un d'entre eux ne peut exercer le droit de tous. Il ne peut donc louer la chose indivise, même pour la part lui appartenant, sans le concours de ses co propriétaires : Tunis, 31 oct. 1892 (93, 388). — *6*. En conséquence ces derniers sont fondés à demander la nullité pour le tout du bail consenti dans ces conditions : Tunis, 31 oct. 1892 (93, 388). — *7*. Cette solution, admise en droit français, s'impose encore plus dans le droit musulman qui se montre particulièrement hostile à l'intrusion des étrangers dans les affaires de famille : Tunis, 31 oct. 1892 (93, 388). — *8*. Aucun effet juridique ne peut sortir d'un contrat de location dans lequel il est dit textuellement que l'immeuble loué doit servir à l'installation d'une maison de tolérance : Sousse, 15 févr. 1907 (07, 487). — *9*. Il s'ensuit que le bailleur ne peut prétendre exercer un privilège, pour le paiement des loyers stipulés audit bail, sur un mobilier qui a, pendant un certain temps, garni la maison louée : Sousse, 15 févr. 1907 (07, 487). — *10*. Mais rien ne fait obstacle à ce qu'un tiers revendique ledit mobilier qui lui appartient, quel que soit l'usage auquel ce mobilier a pu antérieurement ou pourra ultérieurement servir : Sousse, 15 févr. 1907 (07, 487). — *11*. Est nul le bail d'un immeuble consenti par un indigène musulman justiciable des tribunaux tunisiens à un européen, dans le but évident de paralyser les effets d'un jugement de la juridiction tunisienne rendu à son encontre et le déboutant de ses prétentions sur ledit immeuble ; ledit indigène musulman ne pouvait céder à l'européen plus de droits qu'il n'en avait lui-même : Tunis, 22 avr. 1903 (03, 281).

SECTION II

Obligations du bailleur.

12. Le bailleur qui ne délivre pas au preneur la chose qu'il a promise et qui lui dissimule, au moyen d'indications sciemment erronées, la situation exacte de cette chose, ne peut s'affranchir des conséquences de l'inexécution de son obligation au moyen d'une stipulation de non garantie ; celle-ci ne produit dans ce cas aucun effet et le preneur est recevable en principe à demander une diminution proportionnelle de loyer : Alger, 20 juin 1899 (01, 535). — *13*. La clause d'un bail où il est dit que « le loca-

taire n'aura aucune réclamation à faire contre le propriétaire pour les pertes ou dégradations pouvant résulter, soit des infiltrations des eaux, soit de tous autres accidents imprévus », n'a pas pour effet d'exonérer le propriétaire de toute responsabilité au sujet de tout dégat résultant du mauvais état des locaux loués ; cette clause ne peut s'appliquer qu'aux infiltrations que le bon entretien des terrasses ne suffit pas toujours à empêcher, mais non aux dégradations résultant de la négligence du bailleur, qui aurait omis de faire en temps opportun les grosses réparations indispensables pour assurer la conservation de l'immeuble et pour permettre au locataire de jouir : Sousse, 24 janv. 1907 (07, 541). — *14*. Contrevient à ses obligations le propriétaire qui, ayant consenti pour un prix élevé une location à un avocat, dans un immeuble alors habité bourgeoisement, y installe ensuite un service public occasionnant une circulation et un bruit excessifs, tel qu'un vice-consulat et le service postal italiens : Sousse, 12 juill. 1894 (94, 560). — *15*. Le bailleur n'est pas responsable de l'usage abusif que le preneur fait des lieux loués, lorsqu'il n'a pas autorisé cet abus, qui se produit en dehors des stipulations du bail. A plus forte raison, il en est ainsi lorsque, loin d'assumer une garantie quelconque, le bailleur a prescrit au locataire de prendre les précautions nécessaires pour ne pas incommoder les voisins : Cass. req., 19 janv. 1898 (98, 290). — *16*. Le propriétaire dont la maison s'est effondrée par suite de son mauvais état, est responsable des suites de cet effondrement et doit indemniser la victime de l'accident qu'il a causé : Cass. req., 4 juill. 1905 (06, 390). — *17*. Il en est ainsi même au cas où une clause du bail porterait que les grosses réparations nécessaires au cours du bail pourront être faites par le preneur, faute par le bailleur de les faire exécuter : Cass. req. 4 juill. 1905 (06, 390). — *18*. Le bailleur est responsable envers le preneur de l'accident survenu par suite du défaut de scellement de la barre d'appui d'une fenêtre : Nancy, 11 avr. 1907 (07, 582). — *19*. En principe, le bailleur doit garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail ; mais il n'est pas tenu des vices apparents que le preneur a connus ou dû connaître en contractant et dont il a, par conséquent, assumé la responsabilité : Sousse, 14 févr. 1901 (02, 74). — *20*. Ces principes sont applicables à la location d'une pile à huile en Tunisie : Sousse, 14 févr. 1901 (02, 74). — *21*. Spécialement le fait que la construction louée pour recevoir des huiles était une ancienne citerne à eau n'implique pas à lui seul que le bailleur, qui connaissait l'usage qu'en voulait faire le preneur, soit déchargé de toute responsabilité : Sousse, 14 févr. 1901 (02, 74). — *22*. Même la clause par laquelle le bailleur est déchargé de toute responsabilité quand aux huiles versées dans la pile par le locataire, n'exonère pas le bailleur de la responsabilité de droit commun ; cette clause signifie seule-

ment que le preneur devra surveiller lui-même les huiles logées : Sousse, 14 févr. 1901 (02, 74). — *23*. La présence de punaises dans un appartement est un trouble apporté au locataire qui est en droit d'exiger, en échange des loyers qu'il paie, une jouissance qui ne peut qu'être plus ou moins troublée par la présence de la vermine et la nécessité de lutter chaque jour pour s'en débarasser. Ce trouble est suffisant pour motiver la résiliation du bail et l'allocation de dommages-intérêts : Civ. Seine, 30 avr. 1903 (03, 328). — *24*. Il en est ainsi, tout au moins, quand il est établi que le propriétaire n'a pris aucune mesure pour s'opposer à l'envahissement des insectes dont s'agit, et que le locataire a entretenu les lieux loués en bon état de propreté : Tunis, 20 janv. 1904 (04, 380). — *25*. Une demande en résiliation du bail d'un appartement urbain, motivée sur ce que les locaux loués seraient infestés de souris, de cafards et de punaises, n'est pas admissible, s'il est constant : 1° que le locataire a reconnu, lors de son entrée en jouissance, que les lieux loués étaient en bon état ; 2° que le propriétaire a d'ailleurs offert de faire effectuer des réparations efficaces ; et 3° que le locataire n'a fait aucun effort pour empêcher la diffusion des punaises : Tunis, 2 déc. 1903 (04, 46).

SECTION III

Obligations du preneur.

26. En principe, tout locataire a le droit de sous-louer. Il n'est pas responsable du fait domageable, spécialement du vol, commis par son sous-locataire, ci celui-ci n'était pas mal famé, connu comme un voleur de profession, dont la présence dans l'immeuble pouvait constituer un danger évident pour les autres habitants. Le propriétaire n'est pas responsable de ce vol : Tunis, 4 juin 1894 (94, 372). — *27*. Est valable la sous-location contractée avec le consentement verbal du bailleur, et même avec son consentement tacite, s'il résulte des circonstances de la cause que le bailleur principal a connu la sous-location et en a laissé passé l'exécution sans protestations : Sousse, 3 févr. 1898 (98, 238). — *28*. Le juge des référés ordonne à bon droit l'expulsion d'un locataire qui laisse intentionnellement l'eau couler sans interruption sur la pierre d'évier, par l'emploi d'un dispositif destiné à maintenir, le robinet ouvert jour et nuit : Paris, 10 avr. 1907 (07, 582). — *29*. Au cas où un imprésario ayant loué une salle de théâtre pour y faire représenter une pièce déterminée, cette utilisation de la salle devient impossible par suite de l'interdiction de jouer ladite pièce formulée par la Municipalité, cette circonstance doit être considérée comme un cas de force majeure qui entraîne la résiliation du contrat de location, sans indemnité ni d'une part, ni de l'autre : Just. p. Tunis-Sud, 2 déc. 1907 (08, 320). — *30*. Il en est ainsi, tout au moins, lorsque la pièce dont s'agit, ayant été jouée partout sans opposition de l'autorité

compétente, il était permis de croire que sa représentation à Tunis ne ferait pas difficulté : Just. p. Tunis-Sud, 2 déc. 1907 (08, 320). — ***31***. Si, aux termes des dispositions de l'art. 1740 C. civ., la caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de la prolongation, cette règle ne concerne que les baux qui se prolongent par tacite reconduction ou par le consentement tacite des parties ; ne rentre pas sous son application la prolongation du bail qui résulte d'une des clauses du bail originaire : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 443).

SECTION IV

Tacite reconduction et congés.

31. La loi française ne reconnaît qu'un seul moyen de continuer, sans bail écrit, l'occupation d'un immeuble, c'est la tacite reconduction. Or, il ne peut y avoir tacite reconduction quand un congé a été signifié par le bailleur : Alger, 7 juin 1899 (99, 607). — ***32***. La prorogation verbale d'un bail qui n'a encore reçu aucun commencement d'exécution ne peut, comme le bail lui-même, être prouvée par témoins, encore qu'il existerait un commencement de preuve par écrit ; on ne peut que déférer le serment à la partie qui nie cette prorogation : Alger, 7 juin 1899 (99, 607). — ***33***. Un télégramme adressé au preneur qui en a accusé réception, et par lequel congé lui a été donné, est suffisant pour la validité de ce congé : Civ. Toulouse, 9 août 1906 (07, 437). — ***34***. Ainsi que la correspondance des parties : Cass. req., 11 févr. 1907 (07, 550). — ***35***. Au cas où un congé a été signifié, lorsque le bail avait été fait par écrit, il n'y a plus place pour une continuation dudit bail par tacite reconduction ; un nouvel acte écrit est nécessaire pour le renouvellement du bail : Sousse, 7 févr. 1901 (02, 17). — ***36***. La jouissance du preneur est indivisible ; il en résulte que quand elle a été consentie sur un immeuble appartenant à plusieurs personnes, elle ne peut être valablement retirée que par tous les bailleurs ayant participé à la formation du contrat de location : Tunis, 12 nov. 1894 (95, 16). — ***37***. Pour que le congé donné par quelques uns seulement d'entre eux soit valable, il faut d'abord que ceux qui ont notifié ledit congé aient agi avec l'assentiment des autres et ensuite que les rapports que le locataire avait avec eux pendant la durée du bail ne lui aient point permis d'ignorer qu'ils étaient les mandataires de tous : Tunis, 12 nov. 1894 (95, 16). — ***38***. La ratification du congé par ceux des bailleurs qui ne l'ont point donné, ne serait efficace que si elle avait lieu avant les délais voulus pour la validité du congé : Tunis, 12 nov. 1894 (95, 16). — ***39***. Il en est ainsi surtout lorsque les bailleurs s'étaient engagés à ne point donner congé s'ils n'avaient point à se plaindre des agissements du preneur et qu'ils n'articulent contre ce dernier aucun grief : Tunis, 12 nov. 1894 (95, 16).

SECTION V

Industries similaires.

40. La clause d'un bail aux termes de laquelle le locataire, « en cas de trouble ou de dommages causés par un tiers, n'aura aucun droit ni recours contre le bailleur », ne saurait mettre ce dernier à l'abri des conséquences d'un trouble de droit subi par le preneur, du chef de la location d'une boutique voisine à un commerce similaire, location que le bailleur s'était interdit spécialement : Tunis, 6 nov. 1901 (01, 598). — *41.* Le commerce de la charcuterie ne comporte que la vente de viandes cuites ; il ne saurait s'appliquer à la vente de volailles crues : Tunis, 6 nov. 1901 (01, 598). — *42.* La clause par laquelle un propriétaire s'interdit le droit de louer son immeuble à une maison de confection pour hommes, ne saurait comprendre interdiction de louer à un commerçant qui fabrique sur mesure ; les expressions « vêtements confectionnés ou confections » et « vêtements sur mesure » ayant d'ailleurs un sens tout à fait distinct, et ces deux sortes d'articles différant par leur prix et la clientèle à laquelle ils sont destinés : Tunis, 28 juin 1899 (00, 50). — *43.* Le négociant qui exploite un fonds de commerce sous une dénomination qui existait déjà lorsque les lieux lui ont été loués, n'a pas le droit, en cédant son fonds à un tiers, de lui transférer, en même temps que son matériel, une enseigne qu'il n'a pas créée et sous laquelle un commerce similaire au sien a été longtemps exploité avant lui dans le même local : Alger, 17 janv. 1900 (00, 322). — *44.* En pareil cas, l'enseigne fait partie de la chose louée et le bailleur peut légitimement s'opposer à ce qu'elle soit transférée dans un autre immeuble par le cessionnaire du fonds : Alger, 17 janv. 1900 (00, 322).

SECTION VI

Vente de l'immeuble loué.

45. Aux termes de l'art. 1743 C. civ. fr., si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, à moins qu'il ne soit se réservé ce droit par le contrat de bail : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 264). — *46.* Cette règle n'est applicable, lorsque l'immeuble loué est immatriculé, que dans la mesure où le permet l'art. 17 de la loi foncière, qui dispose que tout bail dépassant une année devra être inscrit pour être opposable aux tiers : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 264). — *47.* Le bail authentique conclu entre sujets maltais devant le Consul de S. M. Britannique à Tunis, est opposable à l'acquéreur de l'immeuble : Tunis, 17 nov. 1887 (94, 435).

SECTION VII

Faillite du preneur.

48. Un contrat de bail passé par un failli, avec paiement anticipé de trois années de loyers, peut être annulé, non par application de l'art. 447 C. com., mais en vertu de l'art. 1167 C. civ., comme fait en fraude des droits des créanciers, si le co-contractant a eu connaissance du mauvais état des affaires du bailleur : Sousse, 21 juill. 1899 (00, 518). — *49.* Il importe peu qu'il ait cherché à recouvrer une créance antérieure, s'il connaissait l'insolvabilité de son débiteur, et s'il s'est fait payer une dette non encore exigible au moyen d'une *datio in solutum* : Sousse, 21 juill. 1899 (00, 518).

CHAPITRE II

Loi applicable.

SECTION PREMIÈRE

Principes généraux

50. Les art. 1743 et 1749 C. civ. franç. ne sont pas applicables au contrat de bail passé en Tunisie entre tunisiens : Tunis, 21 nov. 1894 (94, 573). — *51.* Les art. 1769 et s. du C. civ. franç., qui prévoient la diminution des loyers d'un immeuble rural, au cas de destruction de partie des récoltes par force majeure, est-il applicable au bail d'un immeuble tunisien non immatriculé consenti à un tunisien ? Tunis, 5 août 1893 (96, 341). *52.* Le droit tunisien est applicable au contrat de bail passé en Tunisie, entre tunisiens, devant les notaires indigènes et portant sur un immeuble non immatriculé : Tunis, 20 mars 1895 (95, 226). — *53.* Aux termes de ce droit, un bail n'est valable que s'il porte sur un immeuble dont le bailleur puisse effectuer la délivrance. Il s'ensuit qu'il y a lieu de déclarer nul le bail passé par le propriétaire qui était saisi immobilièrement et qui n'avait plus, en conséquence, la libre disposition de son immeuble, au moment où il a conclu : Tunis, 20 mars 1895 (95, 226).

SECTION II

Usages locaux

54. A Tunis, l'usage local est de louer les immeubles aussi bien à l'année grégorienne qu'à l'année musulmane : Tunis, 12 oct. 1885 (95, 194) ; 9 déc. 1895 (96, 56). — *55.* L'usage local, en ce qui concerne la ville de Tunis, est que le locataire paie son loyer un semestre ou une année d'avance : Tunis, 8 juin 1884 (91, 36). — *56.* Dans ces conditions, le paiement d'une année de loyer d'avance opéré par le locataire, est valable et

libératoire à l'égard du nu-propriétaire, au cas de décès de l'usufruitier au cours de la dite année : Tunis, 8 juin 1884 (91, 36). — **57**. Il ne reste recours au nu-propriétaire que contre la succession de l'usufruitier pour la partie de la location qui lui revient : Tunis, 8 juin 1884 (91, 36). — *58*. D'après les usages en vigueur à Tunis, pour les baux à loyer, il peut être stipulé dans l'acte qu'à l'expiration du terme fixé pour la location, les preneurs pourront la continuer pour une période égale aux mêmes conditions. Cette stipulation s'appelle clause de respect : Tunis, 27 févr. 1888 (95, 449). — *59*. Au cas où le bail s'est ainsi continué pendant un temps double de celui fixé au contrat, par suite de l'exécution de la clause de respect, et où il a suivi encore ultérieurement son cours, sans convention nouvelle, la durée de la nouvelle location qui s'est ouverte ainsi n'est pas fixée par la clause de respect, dont l'effet est épuisé ; elle est régie par les règles de la tacite reconduction, qui font continuer le bail aux mêmes conditions, mais sans limitation de durée : Tunis, 27 févr. 1888 (95, 449). — *60*. Donc le congé donné trois mois à l'avance, conformément à l'usage des lieux, est régulier et met fin à la location poursuivie comme il vient d'être dit : Tunis, 27 févr. 1888 (95, 449). — *61*. Il est d'usage à Tunis que les locataires ont un délai de trois jours pour opérer leur déménagement. La moitié de ce délai doit être employée par chaque locataire sortant, pour rendre libres les locaux qu'il quitte, de manière à ce que chaque locataire entrant puisse utiliser le reste pour procéder à son installation : Tunis, 12 juill. 1893 (97, 77). — *62*. D'après l'usage suivi constamment en Tunisie, les baux consentis pour une campagne agricole commencent le 13 septembre pour finir le 12 septembre de l'année suivante ; le fermage est payable et exigible au milieu de l'été, soit du 12 au 15 juillet : Tunis, 2 nov. 1898 (99, 206). — *63*. Suivant les coutumes tunisiennes, pour les jardins produisant des fruits d'hiver, comme les oranges, les mandarines, les cédrats et les citrons, les baux vont de janvier à janvier et, si le locataire désire laisser encore durant deux ou trois mois les fruits pendants aux arbres, il paie un loyer à dire d'experts : Tunis, 30 déc. 1903 (04, 351). — *64*. Pour les jardins donnant des fruits d'été, comme les pêches, les prunes, les poires et les amandes, ou des fruits d'automne, comme les figues, les grenades et les coings, les baux partent et finissent au commencement d'octobre : Tunis, 30 déc. 1903 (04, 351). — **65**. D'après les usages tunisiens, le chevrier qui a loué un pâturage a le droit de disposer à son gré de toute la quantité d'herbe poussée sur le terrain, objet de la location, pendant la durée de son bail. Il n'est pas tenu de faire manger cette herbe sur place par son troupeau. Il peut, s'il le préfère, la couper et la donner à ses chèvres dans son étable ou son écurie. Et lorsqu'à la fin du bail, il reste encore de l'herbe sur le terrain loué, le chevrier, qui aurait pu la faire consommer antérieurement, peut aussi la faucher et l'emporter : Tunis, 17 déc. 1894

(95, 26). — *66*. Il en est ainsi, du moins, lorsqu'il est stipulé que le contrat se prolongera jusqu'à la fin de la sécheresse, époque fixée par les usages au 30 juin du calendrier grégorien, pour les baux relatifs à des pâturages : Tunis, 17 déc. 1894 (95, 26). — *67*. D'après un usage constant en Tunisie, les frais afférents aux locations de terres doivent être payés comptant, par le preneur, au moment même du contrat et le preneur ne peut entrer en possession du terrain loué que s'il justifie les avoir acquittés : Tunis, 4 janv. 1892 (96, 234). — *68*. En conséquence le bailleur est irrecevable à en demander le remboursement, à l'issue du bail, quand il n'établit pas qu'il les a avancés lui-même, contrairement à l'usage : Tunis, 4 janv. 1892 (96, 234). — *69*. La mâounat est une stipulation spéciale aux baux ruraux en Tunisie. Elle consiste dans une corvée de labours que le bailleur peut stipuler à l'encontre du preneur : Tunis, 5 août 1893 (96, 341). — *70*. Lorsque le bail n'a pas prévu l'époque précise à laquelle elle devait être exécutée, il est d'usage que le preneur la fasse quand il a fini de se servir de son matériel (*mâouna*). Mais il doit la faire en temps utile, par conséquent s'outiller en instruments aratoires, en bêtes de labour et en travailleurs de manière à achever dans la saison propice, non seulement ses propres semailles, mais encore celles de la mâounat : Tunis, 5 août 1893 (96, 341). — *71*. Il est donc irrecevable à s'excuser de son inexécution sur la force majeure, s'il n'établit pas qu'il avait pris toutes les dispositions nécessaires pour remplir ses obligations : Tunis, 5 août 1893 (96, 341). — *72*. D'après les usages en vigueur dans les stations de bains de mer en Tunisie, la location faite pour la saison d'été doit être considérée comme prenant fin au vingt octobre : Tunis, 15 janvier 1892 (96, 199).

SECTION III

Règles particulières aux immeubles immatriculés

73. Aux termes de l'art. 343 de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885, le bail de longue durée d'un immeuble immatriculé qui n'a pas été inscrit à la Conservation de la propriété foncière, n'est pas opposable aux tiers, spécialement, à l'adjudicataire sur saisie-immobilière qui a fait transcrire régulièrement son acquisition sur le titre de propriété : Tunis, 18 janv. 1892 (94, 525). — *74*. Ni au sequestre nommé à la requête d'un créancier hypothécaire : Tunis, 5 avr. 1900 (00, 403). — *75*. Ni au créancier hypothécaire lui-même, à moins qu'on ne prouve qu'il y a sciemment acquiescé : Sousse, 29 juin 1905 (06, 364). — *76*. Si les immeubles non immatriculés sont régis par la loi tunisienne, il ne s'ensuit pas que les baux les concernant doivent nécessairement être contractés sous l'empire de cette loi ; les baux ont en effet un caractère purement personnel et mobilier n'affectant en rien la situation juridique de l'immeuble loué et ne

participant pas de son statut réel ; ils doivent dès lors, être régis par la loi sous l'empire de laquelle les parties ont ou sont présumées avoir contracté : Tunis, 18 déc. 1898 (00, 256). — 77. Si, aux termes de l'art. 19 de la loi foncière du 1er juillet 1885 et de l'art. 2 du décret du Président de la République en date du 17 juillet 1888, la décision du Tribunal mixte qui prononce l'immatriculation est le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent, à l'exclusion de tous droits antérieurs non inscrits, cette règle ne fait pas obstacle à ce que le locataire fasse reconnaître par la juridiction française ses droits sur un immeuble immatriculé, bien que le bail dont il se prévaut soit antérieur à l'immatriculation, et nonobstant la décision du Tribunal mixte qui a refusé de l'inscrire sur le titre : Tunis, 23 mai 1894 (94, 350). — 78. En effet, dans le système légal applicable aux baux qui portent sur des immeubles immatriculés, et qui est, en vertu de l'art. 2 de la loi du 1er juillet 1885, le droit français, le droit du preneur est purement personnel : Tunis, 23 mai 1894 (94, 350). — 79. Il en est ainsi, même pour les baux de plus d'une année, qui doivent être inscrits, pour être opposables aux tiers, aux termes de l'art. 17 de la même loi : Tunis, 23 mai 1894 (94, 350). — 80. La règle d'après laquelle tous les droits réels existant sur un immeuble au moment de l'immatriculation sont inscrits par un titre de propriété qui forme leur point de départ unique, à l'exclusion de tous droits antérieurs (art. 12 de la loi foncière), n'a pas pour conséquence rigoureuse d'empêcher une partie de faire reconnaître, après l'immatriculation, des droits sur un immeuble immatriculé, bien que le bail dont elle se prévaut soit antérieur à l'immatriculation et quoique le Tribunal mixte ait refusé d'inscrire ce bail sur le titre. L'Ouzara a qualité pour statuer en l'espèce : Ouzara, 30 janv. 1908. (08, 197).

CHAPITRE III

Jurisprudence des tribunaux indigènes.

81. Le fait qu'un individu a cultivé un terrain ne suffit pas pour établir à son profit la preuve du bail verbal dudit terrain, dont il prétend se prévaloir, si un tiers produit un bail écrit consenti en sa faveur par le propriétaire : Ouzara, 6 mai 1897 (97, 366). — 82. Le terrain contesté doit donc être remis au locataire qui le réclame, et celui qui a cultivé doit indemniser à dire d'expert ce locataire de sa privation de jouissance : Ouzara, 6 mai 1897 (97, 366). — 83. Au cas où il est démontré que le locataire d'un immeuble rural n'a pas eu la jouissance de la totalité des terres qui lui avaient été louées, par suite des empiètements effectués par des tiers, il convient de réduire le loyer convenu en proportion de la privation subie par le locataire : Ouzara, 12 févr. 1896 (96, 325). —

84. Lorsqu'un immeuble est loué suivant bail ayant date certaine (c'est-à-dire suivant bail rédigé par notaires ou bail sous-seings privés enregistré) la vente, soit amiable, soit par autorité de justice, intervenue postérieurement audit bail, n'a pas pour effet d'entraîner sa résolution : Ouzara, 19 déc. 1907 (08, 64). — *85*. Il en est ainsi même si le bail dont s'agit n'a pas été mentionné dans l'acte de vente ou lors de l'adjudication : Ouzara, 19 déc. 1907 (08, 64). — *86*. L'adjudicataire peut d'ailleurs, s'il se croit en présence d'un bail fictif, en demander la nullité au tribunal compétent : Ouzara, 19 déc. 1907 (08, 64). — *87*. Au cas où le propriétaire d'un immeuble réclame à son locataire le paiement de loyers afférents à des années antérieures à celle en cours et où le locataire dénie avoir alors occupé les lieux, on peut déférer le serment à ce locataire sur le fait de l'occupation : Ouzara, 28 févr. 1899 (99, 295). — *88*. S'il ne le prête pas, et que le propriétaire consente à jurer que le locataire a joui pendant la période pour laquelle les loyers sont réclamés, condamnation au paiement peut intervenir : Ouzara, 28 févr. 1899, (99, 295). — *89*. Il en est ainsi, tout au moins, lorsqu'aucune preuve du fait contesté ne peut être rapportée : Ouzara, 28 févr. 1899 (99, 295). — *90*. Le propriétaire d'une boutique a le droit de se la faire remettre dès que le bail est expiré : Ouzara, 1er juill. 1897 (97, 664). — *91*. Si le locataire est absent et qu'il soit impossible de le citer, alors que la boutique est fermée et qu'on suppose qu'il s'y trouve des marchandises et effets appartenant au locataire, il y a lieu d'ordonner, pour la conservation et la satisfaction des droits de toutes les parties : 1° que la boutique sera ouverte par le caïd en présence de deux notaires qui feront l'inventaire de tout ce qui s'y trouvera ; 2° que, par ministère de ces notaires, les objets inventoriés seront vendus et l'argent provenant de la vente, après prélèvement des frais, gardés par le caïd pour remise au locataire, lorsqu'il se présentera ; 3° qu'au cas où rien ne serait trouvé dans la boutique, le propriétaire avancera les frais, sauf son recours ultérieur contre le locataire ; 4° que la clef de la boutique sera remise au propriétaire : Ouzara, 1er juill. 1897 (97, 664). — *92*. Au cas où le locataire d'un magasin est parti sans payer son loyer et sans laisser de renseignements sur sa nouvelle résidence, le bailleur doit être remis par le Caïd en la possession de l'immeuble loué après que ce fonctionnaire a vendu aux enchères les effets trouvés dans le magasin, et reconnus sur inventaire appartenir au preneur : Ouzara, 22 nov. 1887 (99, 465). — *93*. Le propriétaire est désintéressé, jusqu'à due concurrence, sur le produit de cette vente : Ouzara, 22 nov. 1887 (99, 465). — *94*. Chacun des communistes ayant droit sur toute la chose louée, le bail ne peut être passé qu'avec le consentement de tous. Ceux qui n'ont pas été parties au contrat sont par application de ce principe, fondés à demander la nullité pour le tout du contrat qu'on leur oppose : Ouzara, 8 juin 1908 (08, 533). — *95*. Le bailleur n'est pas responsable de l'usage

abusif que le preneur fait des lieux loués, lorsque l'abus s'est produit en dehors des stipulations du bail : Ouzara, 8 juin 1908 (08, 407).

BALAYAGE

Voir : Taxes municipales, ch. II, sect. III.

BANQUEROUTE

Bibliographie. – S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 65.

Le prévenu reconnu coupable de banqueroute simple ne peut être condamné cumulativement à l'emprisonnement et à l'amende : Cass. crim., 26 oct. 1907 (08, 228).

BECHARA

Voir : Vol. ch. I, sect. I.

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE

Voir : Succession, ch. II, sect. I.

BORNAGE

Voir : Immatriculation, ch. II, sect. II.

BOUCHERIE

Voir ; Mahsoulats, ch. II, sect. I.

BREVET D'INVENTION

Voir : Propriété industrielle.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 11 et 22. — TILLOY, *Rép. alph.* t. II p. 638.

1. La nullité d'une demande de brevet d'invention est suffisante pour motiver le rejet de l'opposition formée par le demandeur de ce brevet à l'encontre d'une demande subséquente d'un brevet relatif à une invention qu'il prétendrait être la même que la sienne : Tunis, 11 mars 1903 (03, 312). — *2.* Aux termes de l'art. 14 du décret beylical du 26 décembre 1888, la cession totale ou partielle d'un brevet d'invention ne peut être faite que par acte notarié : Tunis, 1er mai 1901 (03, 111). — *3.* Mais cette disposition ne vise que le cas de transmission de la propriété du brevet, il ne saurait s'appliquer à la licence d'exploiter le brevet dans un lieu déterminé : Tunis,

1er mai 1901 (03, 111). — *4.* Le décret précité n'édicte aucune déchéance ; il dispose seulement que les cessions de brevet qui n'auraient pas été accompagnées des formalités qu'il prescrit ne pourront être opposées aux tiers. En conséquence, les cessions même faites sous-seing privé sont, conformément au droit commun, valables et transmissives de la propriété entre les parties contractantes : Tunis, 1er mai 1901 (03, 111). — *5.* L'art. 28 du décret beylical du 26 décembre 1888 qui dit que toutes les contestations relatives à la propriété des brevets d'invention et les actions en nullité qui les concernent seront portées devant les Tribunaux de 1re instance, doit être interprété en ce sens que c'est devant ces tribunaux jugeant civilement que ce renvoi est ordonné, et non devant ces mêmes juridictions jugeant commercialement : Tunis, 4 avr. 1895 (95, 261).

BRIS DE CLOTURE

1. Le bris de clôture ne constitue aucun délit lorsqu'il est le fait du propriétaire ou du possesseur légal de l'immeuble ; il constitue au contraire un délit lorsqu'il est commis par un tiers au préjudice de l'ayant-droit : Sousse, 16 nov. 1898 (00, 126). — *2.* L'exception préjudicielle de possession n'est admissible que si le prévenu articule des faits précis et offre d'en rapporter la preuve : Sousse, 16 nov. 1898 (00, 126).

C

CAHIER DES CHARGES

Voir : Saisie immobilière, ch. I, sect. II.

CAISSE DE BIENFAISANCE ISRAÉLITE

1. Il est d'usage à Sousse que, au décès d'un israélite, la Caisse de secours et de bienfaisance spéciale aux personnes qui suivent ce culte, se charge de toutes les démarches et de tous les soins matériels que comportent les obsèques, de même qu'elle fournit, sur un terrain dont elle a l'administration et la jouissance, la parcelle nécessaire pour l'inhumation : Sousse, 30 juin 1904 (05, 149). — *2.* La rémunération de tout cela n'est réglée par aucun tarif officiel et il est d'usage que, le cérémonial funéraire étant le même pour tous les défunts, chaque famille paye suivant ses ressources, les riches payant ainsi pour les pauvres. Ces usages doivent être observés : Sousse, 30 juin 1904 (05, 149).

CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE

Bibliographie. — SUMIEN, *Législ. intern. des caisses d'épargne* (Rev. dr. intern. priv., 1905, p. 296).

1. Si, au cours de la communauté légale, la femme, titulaire d'un livret de la Caisse d'épargne postale, est frappée d'aliénation mentale et placée, sans être interdite, dans un asile d'aliénés, il n'y a pas lieu, pour le retrait des fonds, de faire nommer un administrateur provisoire dans les termes de l'article 32 de la loi du 30 juin 1838 : Sousse, 17 oct. 1901 (02, 246). — *2.* Peu importe que la clause suivante soit inscrite sur le livret : « Lorsque le livret est au nom d'une personne aliénée non interdite, les fonds ne peuvent être retirés que par la personne chargée de l'administration des biens du titulaire. » : Sousse, 17 oct. 1901 (02, 246). — *3.* Le mari peut, sans délégation spéciale de justice, en vertu des seuls pouvoirs que lui confère le régime de communauté légale, retirer les fonds de la Caisse d'épargne postale et les employer : Sousse, 17 oct. 1901 (02, 246). — *4.* Cela serait vrai, en principe, même si les fonds appartenaient en propre à la femme, le mari étant, de plein droit, sous le régime de communauté légale, l'administrateur des biens personnels de sa femme : Sousse, 17 oct. 1901 (02, 246). — *5.* D'ailleurs, la loi du 20 juillet 1895 n'a nullement modifié les règles du Code civil sur la composition de l'actif de la communauté légale, en faveur des sommes déposées par la femme, à la Caisse d'épargne postale, sous son nom personnel, soit avant le mariage, soit pendant le mariage ; ces sommes appartiennent donc à la communauté, à défaut de stipulation contraire dans le contrat de mariage, et elles sont légalement à la disposition du mari, chef de la communauté : Sousse, 17 oct. 1901 (02, 246).

CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS

Voir : Référés, ch. II, sect. I.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 32 et 85. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 90. — TILLOY, *Rép. alph.* t. II p. 709.

Le paiement d'une collocation effectué de bonne foi par la Caisse des dépôts et consignations, entre les mains du mandataire du créancier colloqué, contre remise du bordereau de collocation et d'une quittance signée du nom du créancier, est libératoire pour la Caisse, en l'absence de toute faute de sa part, et alors même que la signature du créancier aurait été falsifiée par le mandataire, si la Caisse n'avait aucune raison de suspecter la sincérité de la quittance : Alger, 21 mai 1902 (03, 399).

CANTINE, CANTINIER

1. Aux termes d'un arrêté ministériel du 10 janvier 1879 et d'un décret du 20 octobre 1892, les commissions provisoires de cantinières dans les corps de troupe dépendent uniquement du chef de corps, qui reste libre de les accorder à qui bon lui semble et de les retirer lorsque les titulaires ne remplissent pas toutes les conditions exigées par les règlements : Tunis, 12 janv. 1894 (96, 70). — *2.* En conséquence, les commissions dont il s'agit n'ont pas de valeur vénale et la cantinière qui s'en va ne peut exiger de celle qui lui succède une rémunération quelconque à titre de remboursement de la transmission de la cantine. Les cantinières ou leurs créanciers ne peuvent avoir de droit que sur le matériel et les marchandises servant à l'exploitation de l'établissement : Tunis, 12 janv. 1894 (96, 70).

CAPACITÉ CIVILE

Voir : Autorisation de femme mariée. — Compétence civile, ch. II, sect. II. — Conseil judiciaire. — Interdiction. — Mariage. — Mineur. — Régime matrimonial.

CAPITAINE MARIN

Voir : Compétence criminelle, ch. IV, sect. I et II. — Transports maritimes, ch. II, sect. II.

CARROUBE SUR LES LOYERS

Voir : Mahsoulats, ch. II, sect. V. — Taxes municipales, ch. II, sect. I.

CASSATION

Voir : Pourvoi en cassation.

1. L'effet nécessaire des arrêts de la Cour de cassation qui annulent une décision judiciaire, est de remettre les parties au même et semblable état où elles étaient auparavant et d'annuler tous les actes d'exécution de cette décision ; tout jugement ou arrêt nouveau, intervenu par suite de la décision cassée et qui en est la conséquence, doit ainsi être considéré comme non avenu : Cass. civ., 27 juill. 1898 (98, 521). — *2.* Aucune suite juridique ne peut être donnée aux décisions rendues en exécution d'un arrêt cassé par la Cour suprême. En conséquence, l'appel de ces dernières décisions doit être purement et simplement rayé, car elles n'ont plus, par suite de la cassation, d'existence juridique : Alger, 15 nov. 1899 (00, 349). — *3.* Il en est ainsi notamment lorsque l'arrêt cassé avait prononcé l'annulation d'une adjudication et que les décisions dont est appel avaient pour base ledit

arrêt : Alger, 15 nov. 1899 (00, 349). — 4. La cassation de l'arrêt interlocutoire qui a ordonné une enquête entraîne nécessairement, par voie de conséquence, la cassation de tous les arrêts ultérieurement rendus entre les mêmes parties, tant sur la régularité en la forme que sur les résultats au fond de ladite enquête, à laquelle il a été procédé en exécution de l'arrêt cassé : Cass. civ., 5 juill. 1900 (00, 545). — 5. Un jugement du châra est nul de plein droit, s'il n'a été rendu qu'en exécution d'une décision de renvoi, pour cause d'incompétence, de la juridiction française, alors que cette décision a été cassée par la Cour suprême : Aix ch. réun., 18 juill. 1901 (02, 335).

CAUTION, CAUTIONNEMENT

Voir : Compétence commerciale, ch. I, sect. III.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati,* p. 175.

CHAPITRE PREMIER

Droit français.

SECTION PREMIÈRE

Conditions de validité et étendue.

1. Le cautionnement est valable, même s'il a précédé les actes sur lesquels il porte, et même si ces actes ne sont pas énumérés dans l'instrument qui le constate, si les indications que porte celui-ci sont de telle nature qu'on peut déterminer l'étendue réelle du cautionnement : Just. p. Sousse, 15 déc. 1896 (97, 575). — *2.* Il en est ainsi, spécialement, lorsqu'il est dit dans l'acte de cautionnement que le mandataire cautionnera l'exécution de tous les engagements qu'il prendra au nom de son mandant : Just. p. Sousse, 15 déc. 1896 (97, 575). — *3.* Le cautionnement ne peut être étendu au delà des limites dans lesquelles il a été contracté. La loi musulmane prohibant le prêt intérêts, il en résulte que l'indigène musulman qui s'est porté caution du remboursement d'une somme d'argent, est présumé n'avoir voulu garantir que le remboursement du capital, à moins d'une stipulation expresse contraire : Alger, 3 déc. 1894 (95, 193). — *4.* En cas de doute à cet égard, la convention doit s'interpréter dans un sens favorable à la caution : Alger, 3 déc. 1894 (95, 193). — *5.* Lorsque le cahier des charges d'une concession stipule qu'en cas d'inexécution de conditions déterminées, le cautionnement sera acquis à l'État, la circonstance que ce cautionnement a été fourni par un tiers ne fait nullement obstacle à l'exécution de cette stipulation : Tunis, 4 déc. 1901 (03, 252).

— *6*. Le comptable qui a encaissé le cautionnement n'a d'ailleurs aucune qualité pour consentir, sur ce point, une dérogation au cahier des charges : Tunis, 4 déc. 1901 (03, 252).

SECTION II.

Exceptions invoquées par la caution.

7. La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal et qui sont inhérentes à la dette ; il en est ainsi, notamment, de l'exception de prescription : Cass. req., 2 août 1904 (05, 612). — *8*. Doivent être considérées comme ayant renoncé au bénéfice de discussion les cautions qui se sont engagées en ces termes : « Si, à l'expiration du délai accordé ci-dessus, les débiteurs sus-nommés ne se sont pas libérés, nous nous engageons respectivement, chacun en ce qui le concerne, à rembourser de nos propres deniers la part dont chacun de nous se porte garant. » : Sousse, 18 avr. 1902 (03, 364). — *9*. Alors surtout que pour consentir à cautionner les débiteurs, les garants avaient exigé d'eux qu'ils s'obligent à verser, pendant leur première campagne de pêche, c'est-à-dire un an avant l'échéance de l'obligation principale, la première moitié de leur dette, afin de les décharger jusqu'à concurrence de ce versement : Sousse, 18 avr. 1902 (03, 364). — *10*. Il en résulte en effet que le créancier avait entendu exiger et que les cautions avaient entendu promettre, non seulement une garantie contre l'insolvabilité des débiteurs principaux, insolvabilité établie par les résultats négatifs de la discussion de leurs biens, mais encore la garantie de l'exactitude du paiement à l'échéance : Sousse, 18 avr. 1902 (03, 364). — *11*. La caution non solidaire peut opposer au créancier le bénéfice de discussion ; mais elle doit indiquer des biens à discuter et avancer les frais à exposer. Elle ne remplit pas ces obligations, si les biens qu'elle désigne ne sont possédés par le débiteur principal qu'à titre précaire, et si elle s'est contentée de promettre de supporter les frais, sans les offrir réellement et sans les consigner : Tunis, 10 juin 1908 (08, 560).

SECTION III

Cautionnement des comptables publics.

12. Aux termes de l'art. 3 du décret beylical du 2 janvier 1887, le cautionnement des comptables publics est affecté par premier privilège à la garantie de tous les faits résultant de leur gestion, et cette affectation ne cesse que lorsque le comptable a reçu une décharge complète et définitive : Tunis, 18 oct. 1897 (98, 455). — *13*. D'après l'art. 5 du même décret la constitution du cautionnement emporte opposition par le trésor aux fins de la conservation de son privilège : Tunis, 18 oct. 1897 (98, 455).

SECTION IV

Compétence.

14. Si, en principe, le cautionnement constitue un acte essentiellement civil, dont les tribunaux de commerce ne peuvent connaître, il en est autrement lorsque la caution a un caractère commercial personnel dans le contrat commercial cautionné par elle : Lyon, 14 nov. 1907 (08, 324).

CHAPITRE II

Droits étrangers.

SECTION PREMIÈRE

Droit des Etats-Unis d'Amérique.

15. L'engagement d'une caution est régi par la loi du lieu où a été signé l'engagement du débiteur principal, où doit être effectué le payement et où demeure le créancier, non par la loi du lieu où la caution demeure et a opposé sa signature sur le billet qui constate la dette. : App. Indiana, 4 avr. 1902 (05, 244). — *16.* En conséquence, cet engagement est valable, alors même que la caution serait une femme mariée, si la loi du domicile du créancier, du lieu de l'engagement et de l'exécution permet aux femmes mariées de cautionner la dette d'un tiers : App. Indiana, 4 avr. 1902 (05, 244).

SECTION II

Droit tunisien.

17. Quand, dans un acte de cautionnement, il n'a pas été stipulé que le créancier pourrait, à son gré, poursuivre le débiteur principal ou la caution, il est dans l'obligation de discuter le débiteur principal préalablement à toute poursuite contre la caution : Ouzara, 17 juin 1897 (97, 640) ; 27 avr. 1903 (04, 470). — *18.* La caution est tenue du paiement de la dette qu'elle a cautionnée, bien qu'il soit démontré que le débiteur principal ne peut être poursuivi parce qu'il était en état d'interdiction au moment où il a souscrit l'obligation réclamée : Ouzara, 27 janv. 1896 (96, 324). — *19.* Toutefois, si la caution est décédée, le créancier ne peut poursuivre ses héritiers que s'il démontre qu'ils ont recueilli des biens dans la succession de leur auteur et s'il prête le serment supplétoire dit *yamine el kada :* Ouzara, 27 janv. 1896 (96, 324). — *20.* L'Administration tunisienne n'accorde à un tunisien l'autorisation de se rendre à l'étranger qu'après lui avoir fait fournir caution : Ouzara, 25 juin 1900 (03, 288). — *21.* L'engagement pris par la caution, dans ces circonstances, est tel qu'elle est dans

l'obligation de payer toutes les dettes que le voyageur a laissées derrière lui, et d'assurer l'exécution de ses obligations de toute espèce : Ouzara, 25 juin 1900 (03, 288). — *22*. Spécialement, elle doit payer (sauf son recours contre le débiteur) les loyers dus par celui-ci en vertu d'un bail régulier et arrivés à échéance : Ouzara, 25 juin 1900 (03, 288).

CAUTION JUDICATUM SOLVI

1. Les tribunaux français ayant été substitués en Tunisie aux anciennes juridictions consulaires, les étrangers qui ont des procès en Tunisie sont devenus justiciables des tribunaux français au même titre que les français ; ils ne sauraient donc être astreints à fournir la caution judicatum solvi : Tunis, 2 nov. 1888 (89, 10) ; 13 déc. 1888 (96, 97) ; 12 déc, 1892 (96, 98) ; Sousse, 12 janv. 1899 (99, 323). — *2*. Il en est ainsi, spécialement pour un demandeur de nationalité hellénique : Tunis, 2 nov. 1888 (89, 10).

CÉRÉALES

Voir : Douanes, sect. II. — Mahsoulats, ch. II, sect. I.
Vente à livrer, ch. II, sect. V.

CESSATION DE PAIEMENTS

Voir : Faillite, ch. I, sect. II.

CESSION DE CRÉANCE

Voir : Compétence civile, ch. II, sect. IV. — Enzel, ch. III, sect. I.
Exequatur, ch. II, sect. II

1. Le cessionnaire d'une créance qui signifie la cession à un tiers prend à son égard, les lieu et place du créancier primitif et crée entre ce tiers et lui un lien de droit qui ne disparait pas en cas de rétrocession non signifiée : Tunis, 8 mai 1895 (95, 477). — *2*. Une cession de créance ne permet au cessionnaire de se substituer à son cédant que lorsque la créance cédée est seule en cause : Alger, 14 mars 1907 (08, 5). — *3*. Mais lorsque son examen et sa consécration possible sont subordonnés à la vérification préalable des comptes d'une société ayant existé entre le cédant et le débiteur cédé, et à la constatation des obligations réciproques des associés, la cession ne confére pas au cessionnaire le pouvoir de plaider avec le débiteur cédé en l'absence du cédant : Alger, 14 mars 1907 (08, 5). — *4*. Aucune règle du droit français ou du droit musulman n'interdit la cession suivant les formes admises par la loi civile, d'une reconnaissance de dette qui ne contient pas la mention à ordre : Tunis, 21 nov. 1892 (93, 272) ;

Alger, 25 mai 1893 (93, 357). — 5. Le droit musulman est applicable à la cession de la créance contre un tunisien opérée par un créancier également tunisien : Tunis, 19 janv. 1901 (02, 267). — 6. Dans le rite malékite, la cession de créance est valablement faite sans le consentement ni la présence du débiteur, sauf le cas où le cessionnaire serait reconnu comme étant notoirement l'ennemi du débiteur cédé : Tunis, 19 janv. 1901 (02, 267). — 7. Dans le rite hanafite, la cession de créance peut être valablement faite sans le consentement ni la présence du débiteur cédé, quand elle a lieu à titre gratuit : Tunis, 19 janv. 1901 (02, 267). — 8. Au contraire, si elle est faite à titre onéreux, ce rite exige à peine de nullité la comparution et le consentement du débiteur cédé : Tunis, 19 janv. 1901 (02, 267). — 9. La convention passée en Tunisie, suivant les formes du pays, entre un indigène et un européen, ensuite d'un contrat passé entre indigènes devant les adouls, est soumise à l'empire du droit local : Tunis, 13 déc. 1890 (95, 450). — 10. Dans ce droit, celui qui cède une créance n'est pas tenu de certifier la solvabilité du débiteur cédé et ne peut en devenir responsable, à moins de stipulations contraires, qu'au cas où le cessionnaire démontre que le cédant a connu l'insolvabilité du débiteur avant la cession : Tunis, 13 déc. 1890 (95, 450). — 11. Lorsque le juge, ayant reconnu le principe d'une créance de dommages-intérêts au profit d'un particulier, a nommé des experts pour en déterminer l'importance, la cession de cette créance, intervenue à ce moment, peut donner lieu de la part du débiteur à l'exercice du retrait litigieux : Cass. req., 24 juill. 1907 (08, 191).

CHAMBRES DE COMMERCE

1. La Chambre de commerce de Tunis existe régulièrement du jour des élections qui la constituent. C'est à cette date qu'expirent également les pouvoirs de l'ancienne Chambre de commerce : Tunis, 14 avr. 1900 (00, 429). — 2. Celle-ci n'a plus qualité à partir de ce jour, pour se réunir, prendre des délibérations quelconques, en vue de poursuivre un des membres qui la composaient antérieurement, en raison d'articles de journaux insérés dans un journal du lieu, au cours de la période électorale à laquelle a donné lieu le renouvellement de cette Chambre, alors surtout que sa composition a été modifiée intégralement par les nouvelles élections : Tunis, 14 avr. 1900 (00, 429). — 3. La transmission des pouvoirs de l'ancienne Chambre à la nouvelle élue n'existe pas ; les nouveaux membres tiennent leurs pouvoirs de leurs électeurs et non de leurs prédécesseurs : Tunis, 14 avr. 1900 (00, 429).

CHANGEUR

Voir : Mahsoulats, ch. II, sect. IV.

CHARTE-PARTIE

Voir : Transports maritimes, ch. I, sect. I.

CHASSE

Bibliographie. — Coulon, *Infrac. de chasse sur propr. imm.* (Journ. des trib. de Tun. 1903 p. 152, 193, 215). — Coulon, *La chasse en Tun.* (Journ. des trib. de Tun. 1901 p. 134, 161, 193, 225). — Tilloy, *Rép. alph.* t. II. p. 734.

1. La loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse n'est pas applicable en Tunisie. Le colportage du gibier en temps prohibé y est prévu et puni par le décret beylical du 12 mars 1884 modifié par celui du 4 juillet 1888 : Sousse, 11 sept. 1891 (92, 63). — *2.* Le fait de chasser en temps prohibé et sans autorisation sur une propriété immatriculée constitue l'infraction punissable conformément aux art. 1 et 16 du décret du 8 août 1900, et non celle punissable aux termes des art. 2 et 5 du décret du 17 août 1902, s'il n'est pas justifié que défense de chasser sur la propriété immatriculée a été faite verbalement ou par écrit par le propriétaire ou par son représentant : Just. p. Zaghouan, 3 juillet 1903 (03, 490). — *3.* Aux termes de l'art. 2 du décret beylical du 17 août 1902, la personne qui chasse malgré l'avertissement verbal ou par écrit du propriétaire du terrain de ne pas le faire est passible de certaines peines. Ne les encourt pas celui qui s'enfuit dès qu'il aperçoit un gardien du fonds sur lequel il chasse : Alger, 15 juin 1907 (08, 208).

CHEFAA

Voir : Compétence immobilière, ch. II, sect. I.

Bibliographie. — Abribat, *Rec, Ettouati*, p. 171. — S. Berge, *Vocabul.* (Journ. des trib. de la Tun, 1895, p. 162). — Goguyer, *Choix spendide*, p. 40. — Lescure, *Rég. fonc. tun.* p. 34. — Mahmoud ben Mahmoud, *Chefaa.* (Journ. des trib. de la Tun. 1903 p. 569). — Mohamed Kassar, *Chefaa*, (Journ. des trib. de la Tun., 1903, p. 568). — Piolet, *Rég. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 55 et 103. — Saliège, *Dr. de chefaa en Tun.* (Journ. des trib. de la Tun., 1894 p. 507). — Tilloy, *Rép. alph.* t. II p. 753.

CHAPITRE PREMIER

Principes généraux.

SECTION PREMIÈRE

Conditions d'exercice.

1. En matière de chefâa (droit de préemption), la jurisprudence hanéfite concède au propriétaire de l'immeuble contigu à l'immeuble vendu le droit

de se substituer à l'acquéreur de cet immeuble et d'en devenir lui-même propriétaire en payant le prix de la vente : Tunis, 2 juin 1884 (91, 155) ; 3 mars 1890 (94, 480) ; 10 nov. 1897 (97, 600). — *2*. Le droit malékite au contraire ne reconnaît l'exercice du droit de chefâa qu'au co-propriétaire : Tunis, 2 juin 1884 (91, 155) ; 3 mars 1890 (94, 480) ; 10 nov. 1897 (97, 600). — *3*. Conformément au rite hanafite du droit musulman, le voisin a le droit d'exercer la chefâa aussi bien que le co-propriétaire. En ce cas, le retrayant est immédiatement mis en possession de l'objet du retrait, ce qui lui assure en cas de contestation la situation de défendeur, et, par suite, la possibilité de choisir le rite qui lui semble le plus favorable : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (03, 581). — *4*. Toutes ces règles sont opposables à l'européen qui a acquis d'un tunisien l'objet du retrait après que, la chefâa ayant été proclamée, le chéfiste s'est fait mettre en possession : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (03, 581). — *5*. Il échet, par conséquent, de rejeter sa réquisition d'immatriculation qui ferait obstacle à l'exercice régulier et légitime de la chefâa : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (03, 581). — *6*. En matière de chefâa, le demandeur est celui qui s'oppose à l'exercice de ce droit, puisque celui qui a exercé la chefâa se trouve en possession du fait même de sa qualité de chefiste et peut jouir tranquillement du bien qu'il a acheté sans le secours de la justice, parce qu'il en a la possession légale : Tunis, 1er avril 1908 (08, 398). — *7*. S'il en était autrement, jamais la chefâa du voisin ne pourrait s'exercer, puisqu'elle n'est admise que par le rite hanafite, et que jamais celui qui s'y opposerait ne choisirait ce rite : Tunis, 1er avril 1908 (08, 398). — *8*. Dans les deux rites, l'exercice du droit de chefâa est, en Tunisie, subordonné à l'accomplissement de certaines formalités légales, qui sont : 1° l'obligation pour le chéfiste, dès qu'il a connaissance de la vente, de déclarer par acte notarié qu'il a l'intention d'exercer la chefâa ; 2° l'obligation pour le même chéfiste de procéder à sa diligence à la délimitation de la propriété vendue, afin d'établir son droit de propriétaire contigu ; 3° l'obligation de se pourvoir devant le Cadi aux fins d'obtenir l'autorisation pour les notaires de dresser l'acte de chefâa ; 4° l'obligation de consigner immédiatement, ou à bref délai imparti par le Cadi, le montant total du prix de la vente : Tunis, 2 juin 1884 (91, 155). — *9*. Pour que la chefâa s'exerce valablement, il faut la réalisation de trois conditions : 1° le retrayant doit manifester par acte notarié son intention d'exercer la chefâa aussitôt qu'il a eu connaissance de la vente ; 2° il doit confirmer immédiatement cette intention devant deux notaires ou bien en présence du vendeur ou de l'acquéreur, en offrant de payer le prix ; 3° il doit enfin se mettre en possession, soit du consentement de l'acheteur, s'il accepte la chefâa, soit par l'autorité du Cadi, si on ne le laisse pas joindre la possession effective à la possession légale : Tunis, 1er avril 1908 (08, 398). — *10*. Dans le rite hanafite du droit musulman, pour que la chefâa

s'exerce valablement, il faut trois conditions : 1° le retrayant doit manifester par acte notarié l'intention d'exercer la chefâa aussitôt qu'il a eu connaissance de la vente ; 2° il doit confirmer immédiatement cette intention devant deux notaires ou bien en présence du vendeur ou de l'acquéreur, en offrant de payer le prix ; 3° il doit enfin saisir le Cadi et se faire mettre par lui en possession, à moins que l'acquéreur évincé ne consente de bon gré à accepter la chefâa : Trib. mixte, 14 oct. 1903 (03, 583) ; Tunis, 31 mai 1905 (06, 40) ; 19 déc. 1906 (07, 93). — *11.* D'après le rite hanafite, le chéfiste encourt la déchéance, s'il a dépassé le délai d'un mois entre sa déclaration qu'il entendait exercer le retrait et la sommation faite à l'acheteur de recevoir le prix : Sousse, 28 mars 1907 (08, 525). — *12.* Les offres du prix et des loyaux coûts, faites à l'acheteur d'un immeuble en vue de la chefâa, doivent, pour être valables, être suivies de consignation, si elles sont refusées : Sousse, 28 mars 1907 (08, 525). — *13.* D'après le droit musulman tunisien, applicable en l'espèce, le droit de chefâa n'est pas une faculté dont on puisse user à son gré ; l'intention d'opérer le retrait doit être manifestée sans délai (à moins qu'on en obtienne du Cadi), et cette diligence doit être suivie immédiatement d'une délimitation, d'offres et de consignation, le tout à peine de déchéance : Tunis, 3 juin 1892 (94, 467). — *14.* Il est de principe, dans la coutume musulmane, que le délai imparti pour l'exercice du droit de chefâa ne court qu'à partir du jour où la vente d'une partie indivise de l'immeuble commun a été connue de celui qui exerce le droit : Alger, 14 mars 1896 (96, 277). — *15.* L'ayant droit à la chefâa est forclos, s'il ne manifeste pas sa volonté d'exercer la chefâa dans un délai qui, si le retrayant n'a pas été présent à la vente, est d'une année à compter du jour où il en a eu connaissance : Alger, 6 juin 1904 (05, 599). — *16.* Le droit de chefâa, s'il existait, a été perdu lorsque, malgré une sommation, il n'a pas été exercé devant le juge compétent avant l'action en revendication, par l'offre du paiement immédiat du prix de vente : Alger, 21 avr. 1892 (92, 215).

SECTION II

Effets de la chefâa.

17. Le droit de chefâa étant contraire au principe de la liberté des conventions, ne saurait donner lieu qu'à une interprétation restrictive, en raison de ce caractère exorbitant : Tunis, 24 avr. 1901 (01, 414) ; 9 avr. 1902 (02, 270). — *18.* Au cas où la chefâa est exercée régulièrement, le retrayant devient propriétaire du chef du vendeur, de telle sorte que l'acquéreur n'a plus le droit de disposer de l'objet du retrait, qu'il est présumé n'avoir jamais eu en son pouvoir : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 410). — *19.* Par suite, il est admissible que la rétrocession du fonds au vendeur,

ou la résiliation du contrat de vente, ne soit point opposable à celui qui a exercé régulièrement la chefâa : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 410). — ***20.*** Néanmoins cette rétrocession ou résiliation aura pour effet de l'obliger à diriger son action contre le vendeur et non plus contre l'acquéreur : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 410). — ***21.*** De ce que celui qui exerce la chefâa devient propriétaire du chef du vendeur et non du chef de l'acquéreur, il ne résulte pas qu'il doive acquitter le passif hypothécaire de ce vendeur, au cas où celui-ci est un saisi dont le bien a été vendu à la barre du Tribunal français : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 398). — ***22.*** En effet, si le retrayant devient dans la propriété le successeur immédiat du vendeur, comme s'il avait été lui-même l'acquéreur, il prend l'immeuble dans des conditions identiques à celles où l'acheteur qu'il évince l'acquérait : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 398). — ***23.*** S'il s'agit d'un immeuble adjugé à la barre d'un Tribunal français, le chéfiste se trouve lié par les clauses du cahier des charges de l'adjudication, comme s'il avait été lui-même l'adjudicataire et il n'a pas à supporter d'autres charges : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 398). — ***24.*** La prise de possession d'un immeuble, dont le retrait a été opéré en vertu du droit de chefâa, ne peut avoir lieu qu'après qu'une décision, rendue contre le détenteur de l'immeuble, reconnait que l'exercice qui a été fait de ce droit est légitime : Tunis, 9 avr. 1902 (02, 270). — ***25.*** Celui qui prétend exercer le droit de chefâa ne peut se mettre en possession effective de l'immeuble à l'insu du retrayé, ou, en cas de protestation, avant qu'un jugement ait consacré son droit : Sousse, 8 mars 1899 (99, 277). — ***26.*** En conséquence, la prise de possession effectuée en dehors de ces conditions est délictueuse, alors surtout qu'elle est accompagnée d'un acte de violence : Sousse, 8 mars 1899 (99, 277).

CHAPITRE II

Cas particuliers

SECTION PREMIÈRE

Cas où la chefâa est impossible.

27. En droit musulman les actes translatifs de propriété à titre onéreux donnent seuls ouverture à l'exercice du droit de chefâa ; par suite, la chefâa ne peut être exercée à l'encontre d'un tiers devenu co-propriétaire au moyen d'une donation : Alger, 24 janv. 1903 (04, 427). — ***28.*** D'après le rite malékite, le droit de préemption (chefaâ) ne se transmet pas aux héritiers : Trib. mixte, 7 janv. 1897 (98, 605). — ***29.*** D'après la jurisprudence des juridictions musulmanes, le bénéficiaire d'un bien habous n'a pas le droit d'exercer la chefâa sur l'immeuble voisin : Trib. mixte, 5 août 1896 (98, 603). — ***30.*** Le retrait connu en droit musulman

sous le nom de chefâa ne peut s'exercer si la vente qui y donne ouverture est reconnue nulle comme ne spécifiant pas d'une façon suffisamment précise l'objet vendu : Tunis, 6 juin 1906 (06, 598). — *31*. Les règles du droit musulman ne permettent pas l'exercice du droit de chefâa, lorsque la priorité des dates de propriété du chéfiste n'est pas établie : Tunis. 2 juin 1884 (91, 155).

SECTION II

Moyens de s'y soustraire.

32. Même dans le rite hanéfite, l'exercice du droit de chefaâ est impossible lorsque le vendeur, s'étant réservé une bande de terrain autour de sa propriété et de ses enclaves, a rendu impossible toute contiguité avec un immeuble voisin : Tunis, 2 juin 1884 (91, 155). — *33*. En droit tunisien la vente d'un immeuble moyennant un prix augmenté de la poignée d'argent, (kemchat madjoulat) est définitive et sans recours ; notamment l'exercice du droit de chefaâ en pareils cas est irrecevable : Trib. mixte, 15 juin 1898 (00, 606).

SECTION III

Transaction sur chefâa non existante

34. Une transaction basée sur un droit de chefaâ non existant doit être déclarée radicalement nulle, puisque l'essence de la transaction est de comporter un abandon réciproque de droits litigieux : Tunis, 2 juin 1884 (91, 155).

CHAPITRE III

Loi applicable et compétence.

SECTION PREMIÈRE

Chefâa après adjudication à la barre.

35. L'adjudication faite à la barre du Tribunal français, ensuite de saisie immobilière, d'un immeuble tunisien non immatriculé, n'a pas pour effet de le faire passer sous l'empire du statut réel français ; il reste soumis à la loi immobilière du pays : Tunis, 16 avr. 1891 (94, 466) ; 3 juin 1892 (94, 467) ; 10 nov. 1897 (97, 600). — *36*. En conséquence, le retrait d'indivision connu sous le nom de chefâa peut être exercé à l'égard de cet immeuble dans les conditions voulues par la loi indigène : Tunis, 16 avr. 1891 (94, 466) ; 3 juin 1892 (94, 467) ; 10 nov. 1897 (97, 600). — 37. Le prix d'achat consiste dans le montant de la dernière enchère plus

les frais ; c'est donc à tort qu'on voudrait imposer à celui qui veut exercer la chefâa, l'obligation de rembourser au créancier poursuivant, devenu adjudicataire, le montant de sa créance contre le saisi : Tunis, 16 avr. 1891 (94, 463) ; 3 juin 1892 (94, 467) ; 10 nov. 1897 (97, 600).

SECTION II

Compétence.

38. Le Tribunal français est compétent pour connaître d'une question de chefâa relative à un immeuble non immatriculé et s'agitant entre sujets tunisiens, lorsque la chefâa a été pratiquée à l'occasion d'une vente effectuée à la barre du Tribunal français, parceque ce dernier a seul qualité pour en apprécier les conséquences juridiques : Tunis, 1er avril 1908 (08. 398). — *39.* Quand le Tribunal français de Tunisie s'est déclaré compétent pour connaître d'une action en revendication intentée par une femme indigène contre un israélite protégé italien à laquelle celui-ci opposait le droit de chefâa pour cause de contiguïté, ce jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée, le Tribunal a pu, et la Cour doit statuer sur l'exception : Alger, 21 avr. 1892 (92, 215). — *40.* La Direction des Services judiciaires du Gouvernement tunisien ni les tribunaux qui en dépendent n'ont pas qualité pour connaître d'une question de chefâa ; le Chara est le seul tribunal tunisien qualifié pour cela : Tunis, 31 mai 1905 (06, 40).

CHEMINS DE FER

Voir : Domaine public, ch. III, sect. II. — Expropriation pour cause d'utilité publique, ch. I, sect. I.

Bibliographie. — Boudenoot, *Rev. pol. et parl.* 1902, t. 31, p. 69. — Vatin, *Les chemins de fer en Tunisie.*

SECTION PREMIÈRE

Construction et établissement.

1. Les crues subites des cours d'eau, dans la région tunisienne, sont des phénomènes en quelque sorte périodiques, dont la prudence la plus élémentaire commande de tenir compte dans la construction et l'exploitation d'une voie ferrée : Tunis, 16 avr. 1890 (90, 113) ; 4 avr. 1891 (91, 141) : 12 juin 1907 (07, 478). — *2.* Il en est ainsi surtout au cas où le cahier des charges de la Compagnie lui impose l'obligation de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement des eaux empêché, suspendu ou modifié par ses travaux : Tunis, 12 juin 1907 (07, 478) : 10 juin 1908 (08, 612). — *3.* Une

crue subite de la Medjerdah ou des rivières qui la grossissent, survenant en octobre, c'est à-dire à la période des premières pluies, ne saurait en conséquence constituer un cas de force majeure mettant à l'abri la responsabilité de la Compagnie concessionnaire de la voie ferrée : Tunis, 16 avr. 1890 (90, 113) ; 4 avr. 1891 (91, 141) ; 12 juin 1907 (07, 478) ; 10 juin 1908 (08, 612). — *4.* La surveillance et le contrôle que l'État se réserve sur la construction et l'exploitation d'une voie ferrée ne font pas disparaître la responsabilité de la Compagnie concessionnaire : Tunis, 16 avr. 1890 (90, 113) ; 4 avr. 1891 (91, 141) ; 12 juin 1907 (07, 478). — *5.* Le fait que les travaux du chemin de fer ont été exécutés avant l'établissement des riverains où l'élévation de leurs constructions ne fait pas obstacle à la recevabilité de l'action qu'ils intentent contre la Compagnie, à raison du préjudice qu'elle leur aurait causé en modifiant par lesdits travaux le régime naturel des eaux : Tunis, 12 juin 1907 (07, 478) ; 10 juin 1908 (08, 612). — *6.* Une Compagnie de chemins de fer est responsable civilement du meurtre d'un de ses agents, si ce meurtre est la conséquence d'une faute ou d'une négligeance qui lui soit imputable : Tunis, 12 mars 1891 (91, 175). — *7.* Il en est ainsi alors que la Compagnie n'a pris aucune mesure de précaution pour assurer une clôture suffisante aux habitations qu'elle fournit à ses agents, surtout s'il s'agit d'une gare isolée de toute habitation et située en Tunisie, dans une région peu sûre où les agents de la Compagnie ont été à plusieurs reprises, depuis l'exploitation du réseau tunisien, victimes d'agressions analogues : Tunis, 12 mars 1891 (91, 175). — *8.* Le fait que les fonctionnaires chargés par l'État du contrôle de la voie ferrée n'auraient jamais fait d'objection à la Compagnie au sujet de cette insécurité, ne dégage pas la responsabilité de cette dernière : Tunis, 12 mars 1891 (91, 175).

SECTION II

Gardiennage de la voie.

9. En Tunisie, les voies ferrées n'étant point closes par des barrières, c'est à leurs risques et périls que les particuliers les traversent, s'il est prouvé toutefois que la Compagnie a pris les précautions réglementaires : Tunis, 8 déc. 1886 (95, 362). — ***10.*** En principe, une Compagnie de chemins de fer ne peut être déclarée responsable d'un accident occasionné par son matériel pendant la traversée d'un passage à niveau que s'il est établi qu'elle a contrevenu aux obligations qui lui sont imposées par la législation spéciale qui régit la matière : Alger, 26 oct. 1905 (06, 370) ; Tunis, 3 mai 1906 (07, 19). — ***11.*** En Tunisie, celle-ci est régie par des arrêtés pris par le Directeur général des Travaux publics, la Compagnie enttendue : Alger, 26 oct. 1905 (06, 370) ; Tunis, 3 mai 1906 (07, 19). —

12. Il en est de même pour les haltes : Tunis, 19 juill. 1906 (07, 111). — *13*. Le fait de laisser pénétrer des animaux sur la voie ferrée ne constitue pas de contravention aux dispositions de l'arrêt du conseil du 16 décembre 1759 et à l'art. 2 de la loi du 15 juillet 1845, si, au point où les animaux se sont introduits, la ligne n'était ni clôturée, ni plantée d'arbres, en suite d'une dispense de l'autorité administrative : Cons. d'État, 29 déc. 1893 (94, 206). — *14*. La Compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma prolongements est soumise, pour ses lignes de Tunisie, à une double réglementation ; d'une part, le Gouvernement français, qui lui assure une garantie d'intérêts, peut exiger d'elle, en retour, certaines précautions dans l'intérêt de la sécurité publique ; d'autre part, le Gouvernement tunisien, qui a la police de son territoire, a le droit de lui imposer des garanties de même nature : Tunis, 4 déc. 1893 (94, 239). — *15*. De cette double réglementation il résulte que la Compagnie Bône-Guelma n'est obligée d'établir des barrières et des gardiens, aux passages à niveau de ses lignes tunisiennes, que lorsqu'elles coupent des chemins fréquentés par une moyenne de cinquante véhicules au moins par vingt quatre heures : Tunis 4, déc. 1893 (94, 239). — *16*. On ne peut donc lui imputer à faute de n'avoir pas mis de barrières, ni de gardien, au passage à niveau d'un chemin peu fréquenté, même s'il est à proximité d'une courbe de la voie, alors que celle-ci a été examinée et reçue, avant d'avoir été livrée à la circulation, par une Commission administrative régulièrement constituée : Tunis, 4 déc. 1893 (94, 239).

SECTION III

Surveillance des trains. Accidents du trafic.

17. Une Compagnie de chemins de fer est responsable de l'accident survenu à un voyageur et provenant de la faute commise par ses préposés qui, sans aucune nécessité, ont arrêté un train normal, arrivant en gare, de façon telle que le voyageur a éprouvé des difficultés pour descendre, à cause de l'absence des quais et de trottoirs : Paris, 4 janv. 1907 (07, 352). — *18*. Une Compagnie de chemins de fer est responsable du préjudice résulant de la mort d'un voyageur, lorsqu'il est démontré que la cause déterminante de cet accident consiste dans la rupture d'un marchepied de wagon et que cette rupture est due à la mauvaise qualité du bois employé pour sa construction : Tunis, 31 mai 1897 (98, 182 *bis*). — *19*. Il importe peu que le voyageur ait lui même commis une imprudence en essayant de sauter dans un train en marche s'il est démontré que le train ne s'est pas arrêté à la station où a eu lieu l'accident, pendant le temps normal, qu'on n'a pas prévenu les voyageurs descendus du train de sa remise en marche immédiate, et si, d'ailleurs, la gare n'étant pas éclairée, les voya-

geurs ne pouvaient pas se rendre un compte exact des mouvements du train : Tunis, 31 mai 1897 (98, 182 *bis*). — ***20***. Les Compagnies de chemins de fer ont le devoir d'assurer la sécurité des voyageurs en cours de transport, notamment de veiller à la fermeture des portières ; mais elles ne sauraient garantir les enfants contre leur imprudence et dispenser les parents de leur obligation de surveillance : Civ. Narbonne, 20 avr. 1904 (05, 398). — ***21***. Le patron dont l'employé est décédé à la suite d'un accident de chemin de fer a une action directe contre la Compagnie pour le préjudice causé par la brusque cessation des services rendus par cet employé : Com. Seine, 10 janv. 1906 (06, 616).

CHIRA

Le délit d'importation de chira est consommé dès que le bâtiment transportant cette marchandise est arrivé dans un rayon de deux myriamètres des côtes tunisiennes. Il est consommé également et à plus forte raison lorsque le navire est entré et s'est ancré dans un port, c'est-à-dire dans une dépendance du domaine public tunisien : Alger corr., 25 avr. 1904 (06, 133).

CHIRURGIEN

Voir : Médecine, sect. I.

CHOSE JUGÉE

Voir : Immatriculation, ch. II sect. II, ch. III sect. II.

Bibliographie. — Fitoussi, *L'Etat tun.*, p. 174. — Tilloy, *Rép. alph.* t. II p. 779.

CHAPITRE PREMIER.

Justice française.

SECTION PREMIÈRE

Etendue de la chose jugée.

1. En principe, l'autorité de la chose jugée résulte du dispositif et non des motifs du jugement ; toutefois la portée exacte du dispositif doit être déterminée à l'aide des motifs qui lui servent de base, qui font partie du jugement et qui concourent à manifester la pensée du juge : Alger, 16 févr. 1898 (98, 498) ; Cass. crim., 19 mai 1902 (02, 462) ; Cass. civ., 15 juill. 1903 (05, 94) ; 29 avr. 1907 (07, 583). — ***2***. Les pouvoirs du juge sont expirés lorsqu'il a prononcé sa sentence, et s'il lui est permis d'interpréter ultérieurement des dispositions obscures ou ambiguës de sa décision,

les principes de la chose jugée lui interdisant d'y ajouter aucune décision nouvelle : Cass. civ., 27 janv. 1902 (02, 363) ; 23 mars 1903 (03, 400). — *3.* Le Tribunal saisi d'une demande en interprétation de jugements par lui antérieurement rendus, ne peut, en précisant la portée de ses décisions, ordonner une expertise pour rechercher les conditions dans lesquelles elles ont été exécutées, si aucune des parties n'y a conclu. En ce faisant, le Tribunal créerait et retiendrait, en effet, un litige qui ne lui était pas soumis : Alger, 18 avr. 1891 (96, 229). — *4.* Lorsque, sur une demande en dommages-intérêts formée par un acheteur contre son vendeur pour défaut de livraison, le juge a confié à une homme de l'art la mission de vérifier certains points de sa compétence, cette décision n'implique pas, par elle seule, le rejet des autres chefs d'indemnité réclamés par le demandeur : Cass. civ., 15 juill. 1902 (03, 591). — *5.* Par suite, le juge ne peut refuser ensuite d'examiner ces chefs de demande par le motif qu'en déterminant la mission de l'expert, il avait déterminé les causes du préjudice pour lesquelles le demandeur pouvait prétendre à une indemnité et que ses autres prétentions ont été virtuellement par cela même écartées comme non fondées et non suffisamment justifiées : Cass. civ., 15 juill. 1902 (03, 591). — *6.* Fait une exacte application de l'autorité de la chose jugée l'arrêt qui, en ne statuant expressément, dans son dispositif, que sur une demande en distraction, au profit d'une femme mariée, d'immeubles saisis à la requête d'un créancier du mari, n'ordonne cependant cette distraction que comme une conséquence du droit de propriété de la femme que ledit arrêt proclame, dans ses motifs, avoir été reconnu à celle-ci par une décision antérieure : Cass. req., 21 nov. 1899 (00, 138). — *7.* Doit être admise l'exception de chose jugée tirée d'un jugement antérieur, qui a débouté le demandeur d'une action en dommages-intérêts pour défaut de jouissance de la chose louée, lorsque la demande nouvelle a pour objet la résiliation du bail (lequel est déjà expiré), la restitution des loyers payés, et des dommages-intérêts, le tout fondé sur le même défaut de jouissance : Sousse, 28 juin 1898 (99, 589). — *8.* Il importe peu que la nouvelle action s'appuie sur un procès-verbal de constat postérieur au premier jugement, si les faits de défaut de jouissance qu'il constate sont exactement les mêmes que ceux invoqués lors de la première instance : Sousse, 28 juin 1898 (99, 589). — *9.* Le jugement rendu par un juge de paix, en vertu d'une prorogation volontaire de sa juridiction, est susceptible d'acquérir l'autorité de la chose jugée : Cass. req., 25 févr. 1901 (01, 147). — *10.* Il n'appartient pas à la Cour de cassation de contrôler l'application qu'un Tribunal français a faite des usages locaux antérieurs aux changements politiques survenus dans le pays : Cass. req., 20 janv. 1896 (96, 65). — *11.* D'autre part, le bénéfice d'une décision antérieure régulièrement rendue par une juridiction indigène alors compétente, ne peut être enlevé,

par ces changements politiques, à la partie qui l'a obtenue : Cass. req., 20 janv. 1896 (96, 65). — *12*. Le juge qui prononce une condamnation dont l'objet consiste dans la prestation d'un fait personnel à la partie condamnée, peut ordonner que sa décision sera exécutée dans un certain délai, à peine de dommages-intérêts fixés par chaque jour de retard : Cass. req., 18 nov. 1907 (08, 325). — *13*. Cette condamnation est encourue en cas d'exécution tardive de la décision rendue, sans que la partie condamnée puisse en être relevée par une décision postérieure, quand il résulte des termes de la condamnation qu'elle était définitive et absolue : Cass. req., 18 nov. 1907 (08, 325).

SECTION II

Conditions à réunir pour constituer la chose jugée.

14. L'exception de chose jugée n'est recevable que lorsqu'il y a entre la première demande et la seconde identité de parties, de cause et d'objet : Alger, 9 juin 1900 (01, 367). — *15*. Ces conditions ne se rencontrent pas lorsqu'il s'agit d'une demande en annulation de succession fondée, la première fois, sur l'existence d'une condition protestative, la seconde fois, sur celle d'un fidéicommis : Alger, 9 juin 1900 (01, 367). — *16*. Le jugement rendu avec une partie procédant en une certaine qualité, fait obstacle à ce que cette partie reproduise un nouveau débat ayant la même cause et le même objet en vertu d'une qualité distincte, si elle réunissait déjà ces deux qualités lors du premier débat : Lyon, 26 avr. 1904 (05, 419).

SECTION III

Effets de la chose jugée

§ 1er. Effets des décisions rendues au criminel.

17. Les arrêts criminels rendus par contumace ne peuvent être invoqués au civil, même provisoirement, comme ayant force de chose jugée, tant qu'ils ne sont pas devenus définitifs par l'expiration des délais fixés pour la prescription de la peine : Cass. civ., 5 janv. 1898 (98, 109. — *18*. Lorsque le juge correctionnel saisi d'une poursuite pour homicide par imprudence a relaxé, motifs pris de ce que les faits ne permettent pas de dégager la cause réelle de la catastrophe, l'action en dommages-intérêts portée devant le juge civil, basée sur une simple faute, ne peut être accueillie ; Cass. req., 31 oct. 1906 (07, 347). — *19*. Lorsque les souscripteurs d'un billet, accusés de faux, ont bénéficié d'un verdict d'acquittement, le juge civil peut, sans que sa décision ait rien d'inconciliable avec ce verdict, décider que lorsqu'un garant a apposé sa signature à titre de garantie au dos du billet litigieux, ce billet ne portait qu'une certaine somme dont le montant a été plus tard transformé au moyen d'altérations

ou d'interpolations en une somme plus forte, et rejeter, par suite, l'action dirigée par le bénéficiaire du billet contre ledit garant, pour obliger celui-ci au paiement d'une somme supérieure à celle qui figurait primitivement sur le billet : Cass. req., 16 juin 1902 (03, 92).

§ 2. Effets des jugements des juridictions consulaires.

20. La suppression des juridictions consulaires en Tunisie et leur remplacement par la juridiction française n'ont pas eu pour effet de faire perdre leur autorité de chose jugée aux jugements des tribunaux consulaires, devant la justice française : Tunis, 9 déc. 1895 (96, 75). — *21*. Il en est ainsi spécialement pour le jugement de la juridiction consulaire italienne qui a homologué le concordat accordé à un italien failli par ses créanciers : Tunis, 9 déc. 1895 (96, 75).

§ 3. Effets des jugements des juridictions indigènes.

22. Une décision du Tribunal criminel tunisien de l'Ouzara déclarant qu'il n'y a pas lieu à restitution de sommes soustraites à la suite d'un délit, ne peut être opposée à la partie lésée qui réclame devant le Tribunal français compétent des dommages-intérêts à l'occasion dudit délit, et ne peut donner ouverture à son égard à l'exception de la chose jugée : Tunis, 2 juin 1886 (91, 47). — *23*. Aux termes de l'art. 1351 C. civ. français, un jugement n'a l'autorité de la chose jugée qu'à l'égard des parties entre lesquelles il a été rendu : Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *24*. Cette règle ne s'applique pas seulement aux jugements émanés de l'autorité judiciaire française ; elle régit encore, à plus forte raison, les jugements rendus par une juridiction tunisienne, qui ne peuvent en aucun cas avoir l'autorité de la chose jugée contre des français qui n'y ont pas été partie : Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *25*. S'agissant de prescription acquisitive, les juges ont pu, sans violer la chose jugée, prendre pour point de départ de cette prescription un jugement tunisien auquel une décision ultérieure des tribunaux français avait dénié toute force exécutoire, si ce jugement n'a été envisagé par eux que comme un simple fait caractérisant la prise de possession au point de vue de ses effets dans la législation coutumière indigène : Cass. civ., 4 déc. 1900 (00, 624).

§ 4. Chose jugée invoquée en cassation.

26. L'exception tirée de la chose jugée ne peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation : Cass. civ., 24 juill. 1905 (06, 414).

CHAPITRE II

Justice indigène.

27. Lorsqu'au cours d'un procès le défendeur invoque l'exception de chose jugée et établit que les conditions prévues par l'article 481 Code tunisien sont remplies, c'est-à-dire qu'il y a identité de cause, d'objet et de parties, le juge ne peut reprendre la procédure terminée par jugement : Ouzara, 28 nov. 1907 (08, 116). — *28.* De plus et si le défendeur démontre que la seconde instance a un caractère vexatoire, il doit allouer les dommages-intérêts qui lui sont demandés, par application de l'article 107 même Code : Ouzara, 28 nov. 1907 (08, 116). — *29.* Un Cadi a le droit de réviser son propre jugement, tant qu'il n'a pas été exécuté ; par suite, un jugement du Cadi n'est pas exécutoire si le magistrat qu'il l'a rendu a ensuite autorisé les parties, par un acte régulier, à lui soumettre de nouveau le litige : Ouzara, 27 avr. 1903 (04, 470).

CIMETIÈRES

Voir : Domaine public, ch. III sect. III. — Expropriation pour cause d'utilité publique, ch. I sect. I.

CITATION

Voir : Ajournement. — Exploit, sect. IV. — Nullités facultatives.

CLAUSE COMPROMISSOIRE

Voir : Compétence commerciale. — Transports maritimes, ch. I sect. IV.

COLIS POSTAUX

Voir : Office postal, sect. IV.

COLONAGE PARTIAIRE

Voir : Kammessat. — Mogharsa.

COLONISATION (TERRES DE)

1. L'art. 1er de l'arrêté du Directeur de l'Agriculture et du Commerce, en date du 23 juillet 1902, est ainsi conçu : « Tout acquéreur d'un lot rural de colonisation a la faculté, soit d'effectuer le paiement de son prix d'achat au comptant, soit de stipuler la division de ce prix en autant de

termes annuels successifs et égaux qu'il le désire, sans toutefois que le nombre de ces termes puisse dépasser dix. » Ce texte ne s'applique qu'aux terres vendues par le domaine de l'État avec stipulation que l'acquéreur construira, s'installera ou n'installera à sa place que des familles françaises : Tunis, 7 déc. 1904 (05, 349). — *2.* Il ne s'applique pas aux ventes d'immeubles faites par le Domaine de l'État, qui ne contiennent pas ces stipulations, car on ne peut pas les comprendre dans l'expression « lot rural de colonisation » : Tunis, 7 déc. 1904 (05, 349). — *3.* Aux termes du décret du 16 décembre 1903, les terres du domaine privé de l'État tunisien qui sont classées et allotie comme terres de colonisation par des Commissions spéciales, doivent être attribuées aux premiers solliciteurs inscrits, sous certaines conditions, parmi lesquelles le fait d'avoir libéré d'au moins de moitié les lots de terres domaniales déjà attribués au demandeur : Tuñis, 28 juin 1905 (06, 52). — *4.* Toutefois, il résulte de l'art. 10 du susdit décret que ces règles ne s'appliquent pas aux terrains aliénés à d'autres conditions que celles imposées à l'État pour la vente des terrains de colonisation : Tunis, 28 juin 1905 (06, 52).

COLPORTAGE

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. II, p. 833.

1. Aux termes de l'art. 7 du décret beylical du 14 octobre 1884, nul ne peut exercer, même temporairement, la profession de crieur, de vendeur ou de distributeur sur la voie publique ou dans les lieux ou réunions publics, d'écrits, dessins ou emblêmes, sans autorisation préalable : Cass. crim., 21 janv. 1899 (00, 18). — *2.* Ce texte, en défendant à toute personne l'exercice, même temporaire, de la profession de colporteur, n'a pas entendu parler uniquement de l'exercice de cette profession dans un but de lucre : Cass. crim., 21 janv. 1899 (00, 18).

COMMANDEMENT

Un commandement ne peut être annulé comme ayant été fait pour une somme supérieure à celle réellement due : Cass. civ., 18 mai 1903 (03, 328).

COMMERÇANT

Voir : Compétence commerciale, ch. I sect. I, ch. II sect. I.

COMMISSAIRE PRISEUR

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 32. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 84.

1. Le décret du 3 septembre 1885 qui, dans les localités où il n'existe pas de charges de commissaires-priseurs, attribue en Algérie aux greffiers de paix titulaires du diplôme prévu par l'article 12 du même décret, à l'exclusion de tous autres, les fonctions de Commissaire-priseur et les soumet à l'arrêté ministériel du 1er juin 1841, est applicable à la Tunisie, en vertu de l'article 15 de la loi du 27 mars 1883 : Just. p. Sfax, 18 déc. 1889 (90, 13). — *2*. Un particulier ne saurait en conséquence légalement s'immiscer dans les fonctions de Commissaire-priseur dans les localités où il existe un greffier de justice de paix titulaire du diplôme visé ci-dessus : Just. p. Sfax, 18 déc. 1889 (90, 13). — *3*. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 juin 1841, les commissaires-priseurs institués en Algérie procèdent exclusivement, dans le lieu de leur résidence et dans un rayon de quatre kilomètres, à la vente aux enchères publiques de tous les biens meubles et marchandises neuves et d'occasion : Alger, 8 mai 1895 (95, 499). — *4*. D'autre part, l'article 9 du décret du 3 septembre 1884 a édicté que les greffiers de justice de paix seront, dans les localités dépourvues de commissaires-priseurs, exclusivement préposés aux ventes publiques mobilières : Alger, 8 mai 1895 (95, 499). — *5*. Par suite, les greffiers de justice de paix ont seuls qualité pour procéder aux ventes publiques mobilières dans le canton, quand il s'agit de ventes à effectuer en dehors d'un rayon de quatre kilomètres de la résidence d'un commissaire-priseur : Alger, 8 mai 1895 (95, 499). — *6*. On ne saurait admettre, comme une interprétation des textes précités, que les greffiers de justice de paix ne peuvent procéder aux ventes mobilières qu'en dehors du canton, chef-lieu d'arrondissement où se trouve la résidence des commissaires-priseurs : Alger, 8 mai 1895 (95, 499). — 7. S'il est vrai qu'en Tunisie les greffiers de justice de paix, lorsqu'il n'existe pas de commissaire-priseur au lieu de leur résidence, en remplissent les fonctions, ce monopole qui leur est ainsi concédé n'est pas plus étendu que celui accordé aux commissaires-priseurs par l'art. 1er de l'arrêté du 1er juin 1841. En conséquence, les greffiers de paix ne peuvent réclamer le monopole de la vente publique des objets mobiliers que dans le lieu de leur résidence et dans un rayon de 4 kilomètres : Alger, 6 mars 1901 (01, 436). — *8*. Dans tout le reste du canton situé en dehors du rayon de 4 kilomètres, le droit de procéder aux ventes publiques appartient concurrement aux notaires, aux huissiers et aux greffiers de paix : Alger, 6 mars 1901 (01, 436). — *9*. Il n'existe aucun monopole en Tunisie, pour les greffiers de justice de paix qui y font fonction de commissaires-priseurs, relativement aux ventes de récoltes ou de fruits pendants et les vendeurs, même européens, ont le droit de recourir au ministère des notaires tunisiens : Sousse, 27 juill. 1899 (00, 559). — *10*. Le monopole des commissaires-priseurs en Tunisie s'applique à la vente de tous les objets appartenant à des européens ou protégés : Sousse,

20 août 1890 (90, 247). — *11*. La réserve faite par les décrets instituant des offices de commissaires-priseurs en Tunisie, au profit des Dellals (crieurs publics indigènes) ne peut s'entendre que pour les objets appartenant à des sujets tunisiens : Sousse, 20 août 1890 (90, 247).

COMMISSION FINANCIÈRE

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 12. — BOULARD, *Fin. de la Tun.*, p. 18. — CHALLAMEL, *Ann. de législ. franç. 1884*, p. 252. — CHARMES, *La Tun. et la Tripol.* p. 68. — DUBOURDIEU, *Conf. adm.* p. 88. — LEROY-BEAULIEU, *Algér. et Tun.* p. 454.

1. En instituant, par les décrets des 4 avril 1868 et 5 juillet 1869, une Commission financière chargée de la liquidation des dettes de la Régence, le Gouvernement beylical a procédé à un véritable acte législatif, dans la plénitude de son indépendance et en vertu des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire réunis en la personne du Bey régnant : Tunis, 15 janv. 1890 (90, 54). — *2*. Cet acte doit s'imposer sans discussion, non seulement aux juridictions beylicales, mais encore aux juridictions étrangères établies dans la Régence, et ces juridictions ne pourraient l'apprécier sans entreprendre sur le principe de réciproque indépendance que les Gouvernements, dans leurs relations communes, ont l'obligation de maintenir et de respecter. Ces actes n'ont d'ailleurs été promulgués que sur l'initiative du Gouvernement français intervenant diplomatiquement dans l'intérêt de ses nationaux qui formaient la majeure partie des créanciers du Gouvernement tunisien : Tunis, 15 janv. 1890 (90, 54). — *3*. Les décisions de la Commission financière ne constituent pas seulement des mesures administratives, mais de véritables décisions judiciaires exécutoires, ainsi qu'il résulte de l'examen des articles des deux décrets ci-dessus visés ; la Commission financière a pu légalement puiser ce pouvoir dans la délégation qui lui en a été faite expressément, aux termes de ces deux décrets, par le Bey régnant, souverain absolu réunissant en sa personne le pouvoir judiciaire et les autres pouvoirs de l'Etat : Tunis, 15 janv. 1890 (90, 54). — *4*. Dans ces conditions, des créanciers ayant accepté la compétence de cette juridiction spéciale, en produisant devant elle leurs titres de créance, ne peuvent recourir postérieurement à une autre voie, alors qu'ils n'allèguent ni irrégularité ni abus de pouvoir de la part de la Commission financière : Tunis, 15 janv. 1890 (90, 54). — **5**. L'incompétence, en semblable matière, des tribunaux étrangers établis dans la Régence a d'ailleurs été reconnue par les Puissances, lorsqu'elles ont, en transmettant aux tribunaux français les pouvoirs de leurs propres juridictions, fait des réserves au sujet des décisions rendues par la Commission financière, ainsi qu'il résulte des termes du Protocole italien et des négociations

diplomatiques intervenues sur ce point entre la Grande-Bretagne et la France : Tunis, 15 janv. 1890 (90, 54). — *6.* La reconnaissance des décisions de la Commission financière et de son comité exécutif a enfin été réservée spécialement par l'art. 3 du décret beylical du 31 juillet 1884 sur la compétence des tribunaux français, et les termes de cet article ne permettraient à ces tribunaux de retenir l'examen d'une de ces décisions que s'il était constaté que la Commission financière eût statué en dehors de ses attributions : Tunis, 15 janv. 1890 (90, 54). — *7.* Les juridictions françaises établies en Tunisie sont incompétentes pour connaître d'une demande qui aurait pour but de faire réformer une décision de la Commission financière ayant rejeté une créance contre le Gouvernement tunisien : Alger, 26 nov. 1892 (93, 41). — *8.* La Commission financière instituée en Tunisie par les décrets du 4 avril 1868 et du 5 juillet 1869, était chargée, par suite d'une véritable délégation du pouvoir souverain, d'administrer les finances du beylik : le comité exécutif réglant toutes les questions d'intérêt privé, telles que vérification de créances, inscription des créances vérifiées au registre de la dette publique ; le comité de contrôle visant et approuvant toutes les décisions d'intérêt général pour leur donner un caractère exécutoire : Alger, 17 mai 1893 (96, 94). — *9.* Ses décisions étaient souveraines. La juridiction française est incompétente pour les réviser et modifier, les puissances ayant stipulé en termes exprès, lors de la suppression des juridictions consulaires, que les nouveaux tribunaux ne pourraient rien changer, en aucune circonstance, aux travaux de la Commission financière : Alger, 17 mai 1893 (96, 94). — ***10.*** Dans tous les cas, aux termes de l'art. 5 du décret du 5 juillet 1869, toute réclamation contre le gouvernement tunisien, pour dette ancienne, non formulée avant le 31 décembre 1869 est tardive et frappée de forclusion. Elle ne peut donc être utilement représentée aujourd'hui devant la juridiction française : Alger, 17 mai 1893 (96, 94).

COMMISSIONNAIRE.

Voir : Transports maritimes, ch. IV sect. IV.

COMMISSIONNAIRE DU CROIRE

Voir : Faillite, ch. II sect. III.

COMMISSION ROGATOIRE

Bibliographie. — Colosio, *Les comm. rog. intern.* (Journ. trib. Tun., 1902, p. 220).

SECTION PREMIÈRE

Par quelle voie et à qui adresser la commission rogatoire.

1. Les tribunaux français peuvent, dans une instance en divorce, même entre étrangers, donner commission rogatoire à un Consul de France à l'étranger, à l'effet d'entendre des témoins éloignés : Civ. Seine, 7 nov. 1895 (96, 231). — *2*. Les commissions rogatoires adressées par les autorités judiciaires françaises à celles d'Espagne, ou réciproquement, ne peuvent être transmises directement, mais doivent nécessairement passer par voie diplomatique : Trib. supr. Espagne, 26 févr. 1902 (04, 536). — *3*. Par application de l'art. 5 du titre B de la convention internationale de La Haye, promulguée en France, suivant un décret du 16 mai 1899, l'autorité judiciaire d'un des États contractants peut, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre État contractant pour lui demander de faire, dans son ressort, tous actes judiciaires et, notamment, un acte d'instruction : Alger, 3 juin 1903 (04, 628). — *4*. C'est donc à bon droit qu'un Tribunal français (dans l'espèce, le Tribunal de Tunis) commet rogatoirement un Tribunal italien, pour procéder à une enquête, et qu'il décide que cette commission rogatoire pourra être remplie par toute autre autorité compétente italienne ; Alger, 3 juin 1903 (04, 628).

SECTION II

Formes de la commission rogatoire

5. Les tribunaux qui exécutent une commission rogatoire d'une juridiction étrangère accomplissent un acte purement gracieux de courtoisie internationale ; ils ne sont alors soumis à aucun contrôle des juges qui les ont commis, sauf pour ceux-ci à tenir tel compte qu'ils jugent à propos, dans leur décision finale, d'une enquête qui, à l'étranger, n'aurait pas été faite dans les délais primitivement indiqués : Douai, 19 déc. 1894 (96, 521). — *6*. Il n'existe aucun texte obligeant les juges belges à obtempérer aux commissions rogatoires émanées des tribunaux étrangers, commissions qu'ils ne peuvent exécuter qu'autant qu'ils y sont autorisés par le Ministre de la Justice. En présence de ces principes, la fixation d'un délai demeurerait lettre morte et serait contraire à la courtoisie internationale : Tunis, 10 juin 1908 (08, 594). — **7**. En cas d'expertise ordonnée en pays étranger, les formes de cette procédure sont régies par la loi du pays où elle est faite. C'est ainsi que l'expert désigné en vertu d'une commission rogatoire n'est pas tenu de prêter serment si la loi étrangère l'en dispense, bien que la loi allemande lui en fasse une obligation : Trib. emp. Allemagne, 21 nov. 1902 (05, 247). — **8**. Est régulière et valable l'enquête à laquelle il a été procédé à l'étranger, (dans l'espèce, à Genève) en vertu

d'une commission rogatoire d'un tribunal français, sans qu'aucune sommation ait été faite à la partie pour assister à l'audition des témoins si, aux termes de la loi de procédure du pays étranger (dans l'espèce, l'art. 222 C. proc. civ. Genève) une élection de domicile devait être faite par la partie dans le lieu de la résidence du juge et si, cette élection de domicile n'ayant pas eu lieu, la sommation n'a pu être signifiée. En pareil cas, en effet, c'est par sa propre faute que la partie a été dans l'impossibilité de suivre l'enquête : Cass. req., 29 janv. 1901 (03, 525). — *9*. L'enquête faite à l'étranger en exécution d'une commission rogatoire, n'est pas nulle pour avoir été faite par un seul juge, bien que le Tribunal français ait demandé qu'elle soit faite par un Tribunal entier, si la procédure a été faite dans la forme communément suivie dans le pays où l'enquête a eu lieu : Douai, 19 déc. 1894 (96, 521). — *10*. On ne peut non plus arguer de nullité une telle enquête, sous prétexte qu'elle n'aurait pas été contradictoire, alors que le juge étranger, régulièrement saisi par son Gouvernement, a procédé d'office, et n'avait pas, par suite, à se préoccuper des parties : Douai, 19 déc. 1894 (96, 521). — *11*. Si les enquêtes sur commission rogatoire faites à l'étranger sont soumises à la législation du pays où elles ont lieu, les prescriptions ordonnées par la loi française, et qui sont la sauvegarde du droit des parties, doivent d'autre part, être observées : Dijon, 9 déc. 1902 (04, 281). — *12*. Spécialement, doit être déclarée nulle, pour violation de l'art. 261 C. pr. civ., l'enquête faite à l'étranger, en l'espèce en Allemagne, lorsque la partie citante n'a pas donné à son adversaire la facilité d'apporter à ladite enquête tous les éléments de contradiction et de défense que ce dernier aurait pu juger utiles : Dijon, 9 déc. 1902 (04, 281).

COMMUNAUTÉ ENTRE ÉPOUX

Voir : Régime matrimonial.

COMPARUTION PERSONNELLE

Voir : Procédure civile, ch. I sect. I.

COMPENSATION

Voir : Exequatur.

COMPÉTENCE

Voir : Appel civil. — Litispendance. — Presse-outrage, sect. II. — Et les mots suivants.

COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE

Voir : Référés, ch. I sect. I.

Bibliographie. — S. BERGE, *Conférences adm.* p. 149 et 159. — S. BERGE, *Juridic. franç. en Tun.* p. 19. — GIRAULT, Princ. de colon. t. III, p. 440. — CH. MARTINEAU, *Comp. des j. de p.* (Journ. des trib. de la Tun., 1895, p. 349). — PORÉE, *Rég. lég. en Tun. des franç. et étr. en mat. adm.* (Journ. dr. intern. privé 1889, p. 223). — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.* p. 55. — TILLOY, *Rép. alph.* t. III p. 1121 et 1131. — WILHELM *Théor. jurid. des prot.* (Journ. dr. intern. privé, 1890, p. 218).

CHAPITRE PREMIER

Étendue de la compétence administrative

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 19 et 84. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 176.

SECTION PREMIÈRE

Détermination du contentieux administratif.

1. L'interprétation des termes d'une convention émanant de l'administration et approuvée par décret beylical rentre dans la compétence en matière administrative attribuée à la juridiction française en Tunisie par le décret beylical du 27 novembre 1888 : Tunis, 13 déc. 1899 (00, 58). — *2.* Aux termes des art. 1 et 3 du décret beylical du 27 novembre 1888, sur le contentieux administratif, les tribunaux civils n'ont pas le pouvoir d'ordonner la suppression ou la modification de travaux publics ; ils peuvent seulement connaître des actions en réparation du dommage occasionné à des tiers par ces travaux : Alger, 17 févr. 1894 (94, 296.) — *3.* Ils peuvent se refuser à tenir compte d'un acte de l'Administration en faveur des prétentions de la partie qui l'invoque, si toutes les conditions imposées par la loi pour sa validité n'ont pas été remplies : Tunis 25 juin 1892 (93, 50). — *4.* Ils ne peuvent accorder en matière administrative une autorisation refusée par une Municipalité, dans l'espèce une autorisation de réparer des édifices frappés par un plan d'alignement régulièrement approuvé : Sousse, 29 janv. 1891 (92, 77). — *5.* Cette incompétence est d'ordre public et peut être soulevée en tout état de cause : Sousse, 29 janv. 1891 (92, 77). — *6.* Aucun recours ne peut être formé devant la juridiction civile contre la décision par laquelle la Municipalité de Tunis a refusé à un propriétaire de voitures le permis de circulation qui lui est nécessaire pour mettre ses véhicules à la disposition du public,

à la journée, à l'heure ou à la course dans l'intérieur de la ville : Ouzara, 4 nov. 1897 (97, 666). — 7. Aux termes de l'art. 6 du décret beylical du 8 chaoual 1301 (30 juillet 1884), la fermeture temporaire ou définitive des cimetières publics et privés situés à l'intérieur des villes pourra être prononcée par arrêté du Président de la Municipalité approuvé par le Premier Ministre : Tunis, 17 juill. 1893 (98, 318). — *8.* Une désaffectation prononcée dans ces conditions est donc légale. D'ailleurs, aux termes des art. 3 et 4 du décret beylical du 27 novembre 1888, sur la compétence des tribunaux français en matière administrative, le Tribunal ne pourrait, sans excès de pouvoir, annuler l'arrêté dont s'agit : Tunis, 17 juill. 1893 (98, 318). — *9.* Une demande tendant à obliger l'Administration à exécuter des travaux d'amélioration sur une piste n'est pas une des instances administratives dont la connaissance a été attribuée à la juridiction civile : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 375). — *10.* En tous cas, une telle demande ne saurait être accueillie, l'État tunisien n'ayant nullement l'obligation légale d'améliorer telle ou telle partie du réseau des pistes sur l'injonction qui lui en est faite par un intéressé et restant libre d'utiliser au mieux les ressources que lui accorde le budget à cet effet : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 375). — *11.* — La juridiction civile est incompétente pour condamner une Municipalité à mettre un chemin en état de viabilité : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 375). — *12.* Les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une demande en restitution de cautionnement exercée à l'encontre du Gouvernement tunisien par un de ses agents comptables. Mais ils ne sauraient connaître de l'apurement des comptes et de la gestion dudit agent : Just. p. Tunis-Nord, 13 janv. 1897 (97, 158). — *13.* Ils doivent surseoir à statuer jusqu'à ce que l'opération de l'apurement des comptes et de la vérification de la gestion de l'agent ait été effectuée par l'autorité compétente : Just. p. Tunis Nord, 13 janv. 1897 (97, 158). — *14.* Ils ne sauraient, sans commettre un excès de pouvoir, s'immiscer dans les actes de gestion de l'Administration entrepris en vue d'un intérêt général ; et particulièrement ils ne peuvent ordonner une délimitation d'un terrain faisant partie du domaine public sur la demande d'un particulier : Tunis, 18 mai 1896 (96, 366). — *15.* Le contentieux administratif ne saurait comprendre les actions en revendication, contre l'État, de terrains, dont il se serait indûment emparé, le caractère d'une pareille action étant purement immobilier et relevant dès lors de la juridiction civile : Tunis, 12 avr. 1899 (99, 654). — *16.* Ni une demande d'indemnité pour emprise d'un terrain par l'État, alors que cette demande n'implique ni l'annulation, ni même la modification d'un acte quelconque de l'Administration : Alger, 20 juin 1899 (99, 546). — *17.* Les tiers indûment dépouillés par l'État d'un terrain reconnu leur propriété, ont droit à la restitution dudit terrain, si aucun travail d'utilité publique n'y a été entrepris par l'Admi-

nistration, ce cas ne rentrant pas dans ceux où leurs droits ne pourraient se résoudre qu'en dommages-intérêts : Tunis, 23 avr. 1902 (02, 559). — *18*. On ne peut considérer comme faisant partie du contentieux administratif une instance ayant pour objet de contester l'exactitude du certificat d'un comptable de deniers publics tenant lieu de déclaration affirmative ; ou celle concernant une demande d'indemnité pour emprise d'un terrain exproprié par l'État : Tunis, 7 juin 1905 (06, 112). — *19*. L'interprétation des tarifs des ports tunisiens rentre dans la compétence attribuée aux Tribunaux français en matière administrative par le décret beylical du 27 novembre 1888 : Tunis, 13 déc. 1899 (00, 144). — *20*. Les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître d'une infraction concernant les servitudes militaires : Sousse, 30 oct. 1895 (96, 138). (1) — *21*. L'art. 48 du cahier des charges contenant les clauses et conditions générales imposées en Tunisie aux entrepreneurs de travaux publics, article qui est ainsi conçu : « Si, dans le cours de l'entreprise, des difficultés s'élèvent entre l'ingénieur et l'entrepreneur, il en est référé au Directeur général des Travaux publics. Dans tous les cas de contestation avec l'ingénieur, l'entrepreneur doit adresser au Directeur général des Travaux publics un mémoire où il indique ses motifs et le montant de ses réclamations. Si, dans le délai de trois mois à partir de la remise de ce mémoire, le Directeur général des Travaux publics n'a pas fait connaître sa réponse, l'entrepreneur peut, comme dans le cas où ses réclamations ne seraient point admises, saisir desdites réclamations la juridiction administrative » n'est point contraire à l'ordre public ; il fait la loi des parties et l'exécution doit en être assurée : Tunis, 16 janv. 1893 (97, 298). — *22*. Cette clause est opposable au concessionaire de l'adjudicataire des travaux, lorsqu'en fait il est démontré que l'Administration n'a accepté sa substitution qu'en déclarant formellement que l'entreprise serait achevée par lui aux conditions consenties par l'adjudicataire et que le cessionnaire lui-même s'est engagé à se soumettre auxdites conditions : Tunis, 16 janv. 1893 (97, 298). — *23*. L'action intentée par le Ministre Résident général de France, agissant au nom du Gouvernement tunisien, poursuites et diligences du Général commandant la Division d'occupation, et tendant à faire ordonner la démolition et l'enlèvement de certaines constructions et certains ouvrages qui auraient été faits en violation des lois et règlements sur les servitudes militaires, ne rentre pas dans la définition donnée du contentieux administratif, mais a pour objet une question de propriété ou de servitude relevant du Tribunal civil : Sousse, 13 mai 1904 (05, 308). — *24*. D'ailleurs si cette affaire était administrative, elle serait encore de la compétence du Tribunal civil en Tunisie, en vertu du décret du 27 no-

(1) Voir : *Servitudes militaires*, nos 11 et s.

vembre 1888 : Sousse, 13 mai 1904 (05, 308). — *25*. Le juge de paix est compétent, aux termes de l'art. 1er du décret beylical du 27 novembre 1888, pour connaître, en matière administrative, des affaires qui rentrent, par leur chiffre, dans sa compétence ordinaire : Just. p. Tunis-Nord, 2 janv. 1896 (96, 142). — *26*. Spécialement, il peut connaître de la demande de 1000 fr. de dommages-intérêts fondée sur la location consentie par le Président d'une Municipalité d'une partie d'une place publique : Just. p. Tunis-Nord, 2 janv. 1896 (96, 142).

SECTION II

Responsabilité des fonctionnaires.

27. Parmi les actes administratifs, ou plutôt parmi les actes dommageables des agents de l'Etat qui sont chargés de l'exécution des services publics, il faut distinguer ceux qui sont imputables à la mauvaise organisation du service plutôt qu'à l'agent, et ceux qui sont imputables à l'agent plutôt qu'à une mauvaise organisation du service : Tunis, 15 juill. 1907 (07, 563). — *28*. Les premiers, qu'on appelle fautes de service, sont réservés à l'appréciation des juridictions administratives, tandis que les seconds, qu'on appelle fautes personnelles, rentrent dans la compétence de la juridiction ordinaire : Tunis, 15 juill. 1907 (07, 563). — *29*. L'approbation donnée par un Ministre aux actes des fonctionnaires sous ses ordres couvre ces derniers à l'égard des tiers : Alger, 10 juill. 1889 (89, 303). — *30*. Si l'Etat est responsable de la faute dite administrative qui est commise par l'agent dans l'exercice même de ses fonctions et qui peut être considérée comme un acte de l'Administration elle même, cette responsabilité cesse lorsque le fonctionnaire commet un acte arbitraire en dérogeant aux pouvoirs qui lui ont été conférés : Tunis, 9 avr. 1894 (94, 307). — *31*. Ces principes sont des règles de droit public applicables à l'État Tunisien : Tunis, 9 avr. 1894 (94, 307). — *32*. L'action en dommages-intérêts pour arrestation arbitraire et illégale, intentée par des tunisiens contre un contrôleur civil et un caïd tunisien, est recevable par la justice française : 1° parce que le fait allégué constituerait, non un acte administratif, mais une faute lourde et personnelle imputable seulement à ses auteurs ; 2° parce que, aux termes du décret du 27 novembre 1888, sont soumises aux juridictions civiles instituées dans la Régence toutes les instances tendant à faire déclarer l'Administration débitrice, à raison de tout acte ayant de sa part, sans droit, fait préjudice à autrui : Tunis, 14 juin 1899 (00, 364). — *33*. Le fonctionnaire public qui cause à autrui un préjudice à raison de l'exercice de l'autorité publique dont il est investi, n'est exposé à une action civile en dommages-intérêts que tout autant qu'une faute grave et inexcusable peut lui être personnellement reprochée : Alger, 23 déc. 1902 (03, 514). — *34*. Spécialement, n'encourent aucune

responsabilité le Contrôleur civil et le Caïd qui ont fait incarcérer des indigènes, pour refus de paiement de l'impôt medjba, alors qu'il est constant qu'en agissant ainsi, ils se sont conformés aux ordres de leurs supérieurs : Alger, 23 déc. 1902 (03, 514). — *35*. Quant à l'État, non seulement il ne peut être civilement responsable du fait de ses agents, s'ils n'ont pas commis de faute, mais encore il n'a jamais à répondre des dommages causés aux tiers par une faute personnelle de ses agents, commise dans l'exercice normal de l'autorité dont ils sont régulièrement investis : Alger, 23 déc. 1902 (03, 514). — *36*. Le Cadi tunisien qui emprisonne un protégé français malgré ses protestations et sans se renreigner près des autorités compétentes, commet un abus de pouvoirs qui donne ouverture contre lui à une action en dommages-intérêts. La juridiction française est compétente pour connaître de cette action : Sousse, 31 janv. 1895 (95, 311). — *37*. Un fonctionnaire tunisien, dans l'espèce, un amine des vivres, n'a commis aucune faute pouvant entraîner ouverture contre lui à des dommages-intérêts, en ordonnant l'arrestation d'un individu se prétendant algérien sujet français, mais non inscrit sur la liste des sujets français au Contrôle civil, alors d'ailleurs qu'il est établi que l'amine a provoqué à ce sujet les ordres de l'autorité supérieure et qu'il n'a fait qu'y obéir : Just. p. Sousse, 27 oct. 1903 (04, 212). — *38*. Il importe peu d'ailleurs que le demandeur ait été inscrit sur la liste des sujets français à une époque antérieure, ni qu'il y ait été réinscrit depuis : Just. p. Sousse, 27 oct. 1903 (04, 212). — *39*. Un commandant d'armes a le droit, en vertu des art. 112 et 116 du décret du 5 décembre 1891, de consigner un débit de boissons à la garnison et il ne commet aucune faute personnelle, l'exposant à des dommages-intérêts, en prenant une mesure de cette nature : Tunis, 28 févr. 1900 (00, 498). — *40*. Le fait, par un gendarme, de tirer un coup de feu malgré la défense de son chef et imprudemment, ne peut être considéré comme un acte administratif rentrant dans son service ; ce fait peut constituer une faute personnelle et même un délit punissable en vertu de l'art. 320 C. pén. ; il n'est pas de la compétence de la juridiction administrative : Tunis, 25 juin 1901 (01, 486). — *41*. L'autorité judiciaire française n'a pas, en Tunisie, qualité pour apprécier l'ordre donné par un brigadier de gendarmerie à un des gendarmes placés dans sa dépendance, ni, par suite, à connaître de la responsabilité encourue par ce gendarme, qui a tiré un coup de feu malgré l'ordre du brigadier, parce que ce fait ne peut se détacher de l'interprétation dudit ordre : Trib. conflits, 16 nov. 1901 (02, 86). — *42*. Elle doit donc se déclarer incompétente en pareille matière : Trib. conflits, 16 nov. 1901 (02, 86).

SECTION III

Révocation des fonctionnaires.

43. Les tribunaux civils de Tunisie sont compétents pour connaître d'une demande en dommages-intérêts intentée par un employé de l'Etat révoqué, en réparation du préjudice qui lui a été causé par le fait de la révocation : Tunis, 19 oct. 1898 (99, 231). — 44. Ils ne le sont pas pour apprécier un arrêté de révocation légalement pris, qui n'est qu'un acte de la puissance publique ne pouvant engager la responsabilité de l'Etat, ni donner lieu à un recours contentieux : Tunis, 28 mars 1900 (00, 591). — 45. La révocation prononcée légalement ne saurait donner ouverture à une demande en dommages-intérêts : Tunis, 19 oct. 1898 (99, 231). — 46. Il en est de même du déplacement : Tunis, 30 oct. 1901 (01, 539). — 47. Les Vice-consuls de France et les Contrôleurs civils de Tunisie sont des agents du Ministère des affaires étrangères ; leur révocation ne peut donc être prononcée, aux termes des art. 7 du décret du 24 avril 1880 et 1er du décret du 8 février 1882, que par décret ou arrêté ministériel, suivant les cas, après avis du Comité des services extérieurs et administratifs, qui doit entendre les intéressés s'ils en font la demande : Cons. d'Etat, 21 avr. 1893 (93, 176). — 48. Doit, en conséquence, être annulé, l'arrêté du Résident général de France à Tunis qui a, en dehors des formes précitées, remplacé un contrôleur civil, vice-consul de France, en le déclarant démissionnaire : Cons. d'Etat, 21 avr. 1893 (93, 176). — 49. Le fonctionnaire de la Trésorerie d'Afrique détaché au service, aujourd'hui supprimé, de la Trésorerie aux armées en Tunisie, conservant, malgré cette affectation temporaire, ses droits à l'avancement dans la Trésorerie d'Afrique, n'est pas fondé à invoquer les dispositions de l'ordonnance du 31 octobre 1899, conférant au ministre la faculté de nommer à des perceptions les seuls titulaires d'emplois supprimés, en dehors des conditions habituelles de surnumériat et de stage préalables : Cons. d'Etat, 12 déc. 1902 (03, 305). — 50. L'acte par lequel l'Etat nomme un fonctionnaire à un emploi public ne saurait être assimilé à une convention par laquelle un particulier loue ses services à un autre particulier ; ce n'est pas autre chose que l'exercice de la puissance publique et cet acte peut être révoqué par un autre émanant de la même autorité, suivant les formes tracées par les règlements administratifs et qui, moyennant l'observation de ces formes, ne saurait donner lieu contre l'Etat à aucune action en dommages-intérêts, quelles que soient les circonstances dans lesquelles il est intervenu : Tunis, 9 avr. 1894 (94, 304) ; 28 mars 1900 (00, 591). — 51. Ces principes, admis en France, sont des règles de droit public dont l'observation est nécessaire pour le bon fonctionnement des services administratifs et il n'existe aucun motif pour en écarter l'application en Tunisie : Tunis, 9 avr. 1894 (94, 304). —

52. Les fonctionnaires n'ont droit à leurs appointements que pour le temps effectif pendant lequel ils exercent leurs fonctions : Tunis, 28 mars 1900 (00, 591). — *53*. Les fonctionnaires publics tunisiens payés sur le budget tunisien sont irrecevables à se retourner contre le Gouvernement français, pour en réclamer la répétition d'arrérages de traitement arriérés, et une indemnité pour privation d'emploi, ensuite de leur mise en disponibilité par le Gouvernement tunisien duquel ils dépendent : Cons. d'Etat, 25 mai 1900 (02, 32). — *54*. Si l'autorité judiciaire a le droit de rechercher, pour apprécier la demande en dommages-intérêts formée par un fonctionnaire pour renvoi, les conditions de légalité du congédiement dudit employé, il ne s'ensuit pas qu'elle puisse apprécier la valeur des motifs pour lesquels l'administration a prononcé la révocation, dès qu'il est acquis qu'elle avait le droit de révoquer : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 486).

SECTION IV

Contentieux de l'État français.

55. Les Tribunaux français de Tunisie, compétents pour connaître du contentieux administratif local, ne le sont pas pour connaître du contentieux d'État français : Tunis, 31 juill. 1891 (95, 214). — *56*. Spécialement, ils ne peuvent recevoir une action qui, par sa nature, doit être renvoyée au Ministre de la guerre de France, en premier ressort, et au Conseil d'État, sur recours ; c'est-à-dire une action ayant pour objet de faire déclarer l'État français débiteur, à raison d'engagements pris par un de ses agents : Tunis, 31 juill. 1891 (95, 214) ; 17 déc. 1894 (96, 430) ; 20 déc. 1899 (00, 146). — 57. Il importe peu que ces engagements aient été pris en Tunisie, l'établissement de tribunaux français dans la Régence n'ayant pu que soumettre le territoire de cette dernière à la souveraineté française, au point de vue de l'exercice du pouvoir judiciaire, mais non substituer les tribunaux français de Tunisie aux juridictions établies dans la métropole, pour les litiges que leur réserve l'organisation judiciaire française : Tunis, 31 juill. 1891 (95, 214) ; 17 déc. 1894 (96, 430) ; 20 déc. 1899 (00, 146). — *58*. Par suite de l'absence de juridiction administrative en Tunisie correspondant aux Conseils de préfecture, c'est au Ministre de la guerre de France, juge ordinaire du contentieux administratif qu'il appartient de statuer, sauf recours au Conseil d'État : Alger, 8 février 1899 (99, 224). — *59*. Les tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour apprécier la validité d'un marché de fournitures passé par l'autorité militaire pour les besoins de la Division d'occupation : Tunis, 12 nov. 1904 (05, 143). — *60*. Le décret de 1888 n'a pu exercer aucune influence sur le contentieux relatif aux travaux effectués ou aux marchés passés en Tunisie par le Gouvernement français, spécialement sur le contentieux qui peut naître des actes administratifs des agents du Gouvernement

français des Ministères de la guerre et de la marine : Tunis, 15 juill. 1907 (07, 563). — *61*. Ce contentieux, qui échappe ainsi aux règles posées par le décret du 7 novembre 1888, se trouve régi par la loi française et ressort aux juridictions administratives et françaises dans les mêmes conditions que s'il se produisait dans la métropole : Tunis, 15 juill. 1907 (07, 563. — *62*. Nul n'est tenu de se porter adjudicataire des travaux exécutés par le Ministère de la guerre de France dans la Régence de Tunis ; dès lors, les particuliers qui encourent à cette adjudication acceptent toutes les clauses du cahier des charges, notamment celle qui attribue compétence, pour toutes les difficultés relatives au marché, à la juridiction administrative. Ils ne peuvent donc recourir à une autre juridiction sans violer leur contrat : Tunis, 17 déc. 1894 (96, 430). — *63* En vertu de cette règle, l'entrepreneur qui veut former une demande contre l'État doit provoquer d'abord, à ce sujet, une décision du Ministre qui a conclu le marché, et si ce dernier refuse de lui donner satisfaction, soumettre directement le litige au Conseil d'État : Tunis, 17 déc. 1894 (96, 430). — *64*. Si le Ministre de la guerre peut connaître, sauf recours au Conseil d'État, des difficultés relatives à l'exécution d'un marché de transports passé entre son Département et une Compagnie de navigation, cette compétence ne s'étend pas à des objets non visés par les articles du contrat, notamment aux bagages des passagers militaires : Cons. d'État, 24 juill. 1903 (05, 95). — *65*. En conséquence, doit être annulée la décision du Ministre de la guerre qui a prononcé la restitution par la Compagnie des sommes payées par l'État aux passagers militaires, par application des règlements, pour les indemniser de la perte de leurs bagages dans un naufrage : Cons. d'État, 24 juill. 1903 (05, 95). — *66*. Le protocole franco-italien du 25 janvier 1884, dont l'art. 6, qui prévoit la compétence des Tribunaux français de Tunisie en matière administrative, n'a eu pour but de régler que les rapports des sujets italiens avec les administrations tunisiennes : Tunis, 17 déc. 1894 (96, 430). — *67*. La gendarmerie en Tunisie a la même organisation que dans la métropole ; elle constitue une troupe dépendant du Ministère de la guerre du Gouvernement français ; les militaires qui la composent sont des agents de ce Gouvernement : Tunis, 25 juin 1901 (01, 486). — *68*. Donc le contentieux administratif qui les concerne ne tombe pas sous l'application du décret beylical du 27 novembre 1888 et n'est pas de la compétence des juridictions civiles en Tunisie : Tunis, 25 juin 1901 (01, 486). — *69*. Il y a chose jugée définitivement, en matière administrative, en Tunisie comme en France, lorsqu'un particulier a saisi de ses réclamations le Ministre compétent (en l'espèce le Ministre de la guerre du Gouvernement français) et que la décision ministérielle lui a été notifiée sans qu'il ait introduit de pourvoi régulier dans les délais légaux : Alger, 10 juill. 1889 (89, 303).

SECTION V

Contentieux de l'État tunisien.

70. Le Gouvernement tunisien conserve, malgré le Protectorat français, son autonomie et ses droits régaliens ; à l'exception des services de la justice et de la guerre qui n'ont jamais cessé de conserver leur caractère exclusivement français, toutes les autres administrations en Tunisie, notamment la Direction des finances, sont des administrations tunisiennes dans le sens complet du terme : Tunis, 24 juin 1889 (89, 141) ; Sousse, 30 déc. 1897 (98, 194). — *71*. Le décret beylical sur le contentieux administratif ne défère pas aux tribunaux français toutes les affaires administratives, mais seulement les affaires concernant des européens ou protégés : Tunis, 24 juin 1889 (89, 141) ; Sousse, 30 déc. 1897 (98, 194).

CHAPITRE II

Procédure et voies de recours en matière administrative.

Bibliographie. — BALLOT BEAUPRÉ, *Rapp. sur pourvoi contre Alger, 24 nov. 1892 et 17 mai 1893* (Pand. franç. 1897, 1, 489). — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 19. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 181.

SECTION PREMIÈRE

Droit d'appel.

72. Aux termes de l'art. 5 du décret beylical du 27 novembre 1888, toutes les décisions rendues en matière administrative par la juridiction française sont susceptibles d'appel. Ce décret, qui a été visé par le Résident général de la République française à Tunis, est pleinement obligatoire : Tunis, 28 mars 1898 (98, 264). — *73*. Mais il ne saurait recevoir une interprétation extensive : Tunis, 8 févr. 1899 (00, 92). — *74*. Le Tribunal de 1re instance ne peut donc statuer qu'en premier ressort sur une action en dommages-intérêts et en restitution contre le Gouvernement, même si son chiffre est inférieur à 3000 fr. : Tunis, 6 avr. 1895 (95, 341). — *75*. Est recevable l'appel d'un jugement de Justice de paix rendu en matière administrative, sur un litige rentrant dans le taux ordinaire du dernier ressort : Sousse, 16 déc. 1897 (98, 270) ; Tunis, 23 mai 1898 (98, 299).

SECTION II

Pourvoi en cassation.

76. Le pourvoi en cassation sur les décisions rendues en matière administrative n'est recevable que dans des cas spécialement déterminés

d'excès de pouvoirs et s'il est formé d'office, soit par le ministère public, soit à la requête du Résident général par le Ministre de la justice : Cass. req., 26 mai 1894 (94, 458) ; 14 janv. 1896 (96, 92) ; Cass. civ., 23 avr. 1907 (07, 297). — 77. Le pourvoi en cassation est donc irrecevable contre un arrêt rendu dans une instance fondée, par un particulier, contre le Gouvernement tunisien, sur l'inexécution prétendue de marchés conclus avec lui ou sur l'inexécution prétendue d'engagements contractés par lui en sa qualité de puissance publique : Cass. req., 14 janv. 1896 (96, 92). — 78. Le président de la Municipalité de Tunis n'est pas recevable à se pourvoir lui-même en cassation contre la décision qui a statué sur la demande qu'il a formée contre un propriétaire d'immeuble, à fin de condamnation au paiement d'une taxe : Cass. civ., 23 avr. 1907 (07, 297). — 79. Doit être déclaré non recevable le pourvoi formé, tant par le Directeur général que par le Receveur général des finances du Gouvernement tunisien, agissant en cette qualité, que par ce dernier agissant en son non personnel : Cass. req., 7 août 1906 (06, 566).

SECTION III

Recours au Conseil d'Etat.

80. Il n'appartient pas au Conseil d'État d'apprécier les faits qui ont pu provoquer la radiation, par le Ministre des finances, d'un commis à l'Agence du trésor français à Tunis du cadre du service de la trésorerie et des postes aux armées : Cons. d'Etat, 26 mars 1901 (02, 550). — *81.* Le décret du 15 mars 1889 n'est pas applicable aux agents dudit service et aucune disposition de loi ou de règlement n'oblige le Ministre des finances, soit à motiver sa décision, soit à mettre le requérant à même de présenter par écrit sa défense : Cons. d'Etat, 26 mars 1901 (02, 550). — *82.* Mais, en l'absence de toute disposition législative ou réglementaire, le Ministre des finances ne peut, sans excéder ses pouvoirs, donner à sa décision un effet rétroactif : Cons. d'Etat, 26 mars 1901 (02, 550). — *83.* Le recours par voie contentieuse devant le Conseil d'Etat n'est pas admissible contre une décision du Ministre de la guerre qui a rejeté une demande d'indemnité pour dommages éprouvés au cours d'opérations militaires conduites en territoire étranger, spécialement celles dirigées par l'Armée française contre les tribus insoumises de la Tunisie : Cons. d'Etat, 26 févr. 1886 (95, 189). — *84.* On objecterait en vain, dans l'espèce, que la France agissait, non comme puissance belligérante, mais comme substituée au Gouvernement tunisien en vertu des droits que lui conférait l'art. 2 du traité du 12 mai 1881, cette prétention soulevant un débat sur le sens et les effets du traité précité dont il n'appartient pas à la juridiction administrative de connaître : Cons. d'Etat, 26 févr. 1886 (95, 189).

SECTION IV

Procédure en matière administrative.

85. En Tunisie, où les tribunaux civils sont investis de la compétence administrative, le juge du fond est en même temps le juge du provisionnel : Alger, 11 mai 1891 (91, 224). — *86.* La juridiction française de Tunisie, et spécialement le Tribunal de 1re instance, a la compétence nécessaire pour juger les demandes tendant à faire déclarer l'Administration débitrice, à l'égard d'un de ses justiciables, à raison de tout acte de sa part ayant sans droit causé un préjudice : Tunis, 27 nov. 1907 (08, 69). — *87.* La procédure à employer pour une instance de cette nature ne comporte pas la constitution d'un défenseur ; mais le fait qu'un défenseur a été constitué n'a pas pour effet de rendre le Tribunal incompétent, ni de rendre nulle l'assignation qui contient ladite constitution : Tunis, 27 nov. 1907 (08, 69).

CHAPITRE III

Recouvrement des deniers de l'État.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 86. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 188.

SECTION PREMIÈRE

Recouvrement des taxes municipales.

88. Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une opposition à commandement tendant à obtenir paiement de taxes municipales, lorsque les sommes réclamées sont supérieure à mille francs : Tunis, 6 mars 1893 (95, 293). — *89.* Aux termes de l'art. 8 du décret beylical du 8 novembre 1887, les juges de paix statuent en dernier ressort, et sans qu'il puisse y avoir lieu à appel ou à un pourvoi devant un autre Tribunal, sur les demandes en décharge ou en réduction relatives à l'impôt de la carroube sur les loyers : Tunis, 18 déc. 1893 (95, 219). — *90.* Il est vrai que l'art. 5 du décret du 27 novembre 1888, sur le contentieux administratif, déclare que les décisions rendues en matière administrative sont toujours susceptibles d'appel ; mais il n'apparaît pas que cette loi ait dérogé aux règles spéciales au recouvrement des taxes municipales : Tunis, 18 déc. 1893 (95, 219). — *91.* Aux termes de l'art. 3 du décret beylical du 28 juin 1892 relatif à la taxe de balayage à percevoir par la Commission de voirie de Tabarka, « tout contribuable qui se croit mal imposé a le droit de former une demande en décharge ou réduction de la contribution : Tunis, 1er avr. 1895 (95, 259). — *92.* Les réclamations sont adressées au Premier ministre lorsqu'elles ont pour objet des contributions imposées au sujets tunisiens. Les sujets et protégés étrangers doivent se pourvoir devant les tribunaux

français » : Tunis, 1er avr. 1895 (94, 259). — *93*. Ce texte n'établit aucune règle de compétence spéciale pour le jugement des réclamations qui sont portées devant les juridictions françaises en raison de la nationalité des contribuables ; on doit donc suivre en cette matière les principes du droit commun : Tunis, 1er avr. 1895 (95, 259). — *94*. Par suite, le juge de paix statue en dernier ressort et sa décision n'est pas susceptible d'appel lorsque la réclamation dont il a été saisi porte sur des taxes dont le montant est inférieur à 500 francs : Tunis, 1er avr. 1895 (95, 259).

SECTION II.

Oppositions à contrainte.

95. Aux termes de l'art. 6 du décret beylical du 28 déc. 1900, les états de liquidation arrêtés par le Directeur général des finances pour former titre de perception des recettes de l'État qui ne comportent pas un mode spécial de recouvrement ou de poursuite, sont signifiés, exécutés et les oppositions jugées (en ce qui concerne les justiciables des tribunaux français) d'après la procédure instituée par l'art. 13 du décret beylical du 20 juillet 1896 : Tunis, 31 oct. 1905 (06, 119). — *96*. D'après ce dernier texte, la poursuite en paiement des droits et amendes de timbre a lieu par voie de contrainte ; la contrainte est visée et rendue exécutoire par le juge de paix et son exécution ne peut être interrompue que par une opposition motivée avec assignation devant le Tribunal de 1re instance : Tunis, 31 oct. 1905 (06, 119). — *97*. L'instruction des instances se fait sur simples mémoires respectivement signifiés, sans plaidoiries, et les jugements qui interviennent sont sans appel : Tunis, 31 oct. 1905 (06, 119). — *98*. L'ensemble de ces dispositions forme un système de procédure et de compétence spécial, qui s'applique aussi bien aux actions en restitution de droits prétendus indûment perçus qu'à celles en recouvrement desdits droits : Tunis, 31 oct. 1905 (06, 119). — *99*. Aux termes de l'art. 13 du décret du 20 juillet 1891, les oppositions aux contraintes en matière d'enregistrement doivent être portées devant le Tribunal de 1re instance : Sousse, 14 mars 1907 (08, 457). — *100*. Cette règle ne fait pas obstacle à ce qu'un juge de paix apprécie la question de savoir laquelle, de deux parties, doit supporter, en raison de conventions intervenues, le paiement définitif de droits d'enregistrement qui ont fait, de la part de l'une d'elles, l'objet d'une opposition à contrainte, d'ailleurs déjà jugée : Sousse, 14 mars 1907 (08, 457).

COMPÉTENCE CIVILE

Voir : Abordage, ch. II. — Action possessoire, ch. I sect. V, chap. II sect. IV. — Caution, ch. I sect. IV. — Chefaa, chap. III. — Divorce, ch. I sect. I — Enzel, ch. V sect. I. — Expropriation pour cause d'utilité

publique, ch. I sect. II. — Frais et dépens, ch. III sect. V. — Mahsoulats, ch. III sect. III. — Mitoyenneté, sect. III. — Office postal, sect. V. — Saisie immobilière, ch. I sect. III. — Séparation de corps, chap. I sect. I. Succession, ch. I sect. II. — Succession vacante, sect. I. — Taxes municipales, ch. I sect. III.

Bibliographie. — S. BERGE, *Conf. adm.* p. 146 et 157. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 12, 22, 35 et 47. — S. BERGE, *Just. en Tun.*, p. 155. — DALLOZ, *Rép. alph.* Supp. v° Échelles du Levant n° 6. — FÉRAUD-GIRAUD, *Quest. des d'état des alg.* (Journ. du dr. intern. priv., 1896, p. 550). — FITOUSSI, *l'État tun.*, p. 171. — GIRAULT, *Princ. de colon.* t. III p. 433. — LENEPVEU DE LA FONT, *Jurid. des trib. franc.* (Jour. du dr. int. priv., 1883, p. 437). — LENEPVEU DE LA FONT, *Extension de la jurid. franç. en Tun.* (Jour. du dr. intern. priv., 1884, p, 489. — PIC, *Note s. Alger, 5 mai 1896* (Dalloz, 1899, 1, 409). — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 26 et 93. — TILLOY, *Rép. alph.* t. III, p. 1120, 1127 et 1134. — VINCENT et PENAUD, *Dict. du dr. intern. priv.* p. 667.

CHAPITRE PREMIER

Compétence territoriale.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en* Tun. p. 14.

SECTION PREMIÈRE

Option de l'ordonnance de 1843.

§ I. — Cas où elle est possible.

1. Aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, applicable en Tunisie en vertu de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, lorsqu'il s'agit de droits et d'actions ayant pris naissance en Tunisie, le demandeur peut assigner à son choix devant le tribunal du domicile en France du défendeur ou devant le tribunal de Tunisie dans le ressort duquel le droit ou l'action a pris naissance : Alger, 5 févr. 1894 (94, 235) ; Tunis, 12 nov. 1894 (94, 571). — *2.* Le Tribunal de Tunis peut donc être valablement saisi, en vertu de ces textes, du litige qui porte sur l'exécution du mandat donné par une partie domiciliée à Tunis à une partie habitant Marseille, laquelle a accepté par une lettre missive parvenue au mandant à Tunis : Tunis, 24 octob. 1895 (95, 546). — *3.* Une société qui a son siège à Paris peut être valablement assignée en Tunisie par un de ses employés, lorsque la demande se base sur un exercice abusif du droit de congédiement qui s'est produit en Tunisie, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de droits et actions nés dans ce pays : Sousse, 9 févr. 1899 (99, 324). — *4.* Les tribunaux

français de Tunisie sont compétents pour connaître de toutes opérations de courtage, lorsqu'il est établi que la convention a pris naissance sur le sol tunisien : Tunis, 24 déc. 1900 (01, 81). — **5**. L'ordonnance du 16 avril 1843 et la loi du 27 mars 1883 attribuant compétence aux tribunaux de Tunisie en ce qui concerne toutes les actions nées en ce pays, dérogent à toutes les dispositions du Code de procédure civile concernant les ajournements, et notamment à celles de l'art. 567 concernant les demandes en validité de saisie-arrêt : Tunis, 8 mai 1901 (01, 567). -- **6**. Les Tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour connaître d'une action en dommages-intérêts pour renvoi abusif, dirigée contre une Compagnie ayant son siège en France, par un agent la représentant en Tunisie, si l'engagement de cet agent résulte uniquement d'une lettre adressée de Marseille à Sfax par le Directeur de la Compagnie : Sousse, 6 mars 1903 (04, 296). — **7**. Peu importe que la révocation se soit produite en Tunisie, où le contrat de louage de services devait être exécuté, l'action ayant pour fondement le contrat est née au lieu du contrat, c'est-à dire en France, où l'engagement de la Compagnie a pris naissance, puisque c'est de là que la lettre avait été expédiée. Par suite, l'ordonnance du 16 avril 1843 n'est pas applicable à cette action : Sousse, 6 mars 1903 (04, 296). — **8**. Le Tribunal de Tunis est compétent pour connaître d'une action personnelle dirigée contre un défendeur domicilié en France, si le fait qui a donné naissance à l'action est un exploit d'huissier que le défendeur a fait signifier à Tunis : Tunis, 2 nov. 1904 (05, 289). — *9*. La déclaration de transférement de domicile de Tunisie en France opérée par les soins du défendeur n'empêche pas que les Tribunaux français de Tunisie soient régulièrement saisis lorsqu'il s'agit de droits et actions ayant pris naissance en Tunisie : Tunis, 3 déc. 1884 (91, 53). — *10*. Le contrat dans lequel une partie est représentée par un mandataire est conclu au lieu où ce mandataire a traité avec l'autre partie, sans qu'il y ait à s'occuper de la personne du mandant : Alger, 5 déc. 1898 (99, 266). — *11*. Par suite, si le mandataire a traité en Algérie, les tribunaux algériens sont compétents pour connaître du litige né de ce contrat, conformément à l'art. 2 de l'ord. du 16 avril 1843 : Alger, 5 déc. 1898, (99, 266). — *12*. Le demandeur peut se prévaloir de la disposition de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 qui lui permet d'assigner, à son choix, le défendeur devant le Tribunal de son domicile en France ou devant le Tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action a pris naissance, lorsque le contrat, ayant pris naissance en Algérie, a été ratifié en France : Alger, 2 oct. 1900 (01, 326).

§ II. — **Cas où elle n'est pas possible.**

13. Mais cette règle n'est pas applicable en matière de compte courant, pas plus que l'option de juridiction permise par l'art. 420 C. proc. civ., en

raison de l'indivisibilité des éléments du compte, qui ne permet pas de dire où la créance définitive a pris naissance. En cette matière, il faut donc assigner devant le Tribunal du domicile du défendeur : Tunis, 31 janv. 1895 (95, 143). — *14*. Lorsque l'action a pris naissance en Algérie, cette règle ne saurait être appliquée au cas d'un contrat intervenu entre un propriétaire algérien et un commerçant domicilié en France, en vue de la vente de vins d'Algérie, lorsqu'il est constant que les vins expédiés n'étaient pas vendus, mais envoyés en consignation, qu'ils restaient dès lors la propriété de l'expéditeur jusqu'à la vente effectuée en France, que la livraison au consignataire n'avait lieu qu'en France et que le paiement des sommes encaissées par ce dernier devait avoir lieu à son domicile : Alger, 16 juill. 1894 (94, 563). — *15*. De même que l'art. 2 de l'ord. du 16 avr 1843 ne permettrait pas d'appeler un défendeur domicilié en Algérie devant un tribunal d'Algérie autre que celui de son domicile, de même cet art., combiné avec l'art. 7 de la loi de 1883, ne permet pas d'appeler un défendeur domicilié en Algérie devant un tribunal de Tunisie et réciproquement : Sousse, 13 avr. 1905 (06, 232). — *16*. Les tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour connaître d'une action purement personnelle et mobilière intentée par un français à l'encontre d'un suisse domicilié en Suisse, quoique l'action ait pris naissance en Tunisie, l'art. 2 du traité franco-suisse du 15 juin 1869 édictant que dans ce cas le tribunal du domicile du défendeur serait seul compétent : Tunis, 4 juin 1902 (02, 469).

§ III. — **Cas d'option entre des tribunaux d'Algérie et de Tunisie.**

17. L'ordonnance du 16 avril 1843 qui permet d'assigner le défendeur devant le Tribunal dans le ressort duquel l'action a pris naissance, ne s'applique qu'au cas où ledit défendeur a son domicile en France et non en Algérie ou en Tunisie : Just. p. Tunis-Nord, 18 mai 1895 (95, 472). — *18*. En conséquence, il y a lieu pour le tribunal de Tunisie saisi d'une telle action de se dessaisir, s'il est constant que le défendeur a son domicile dans un autre ressort judiciaire de la Régence : Just p. Tunis-Nord, 18 mai 1895 (95. 472). — *19*. Lorsqu'il s'agit de droits et actions ayant pris naissanee en Tunisie, le demandeur peut, à son choix, assigner devant le tribunal du domicile en France du défendeur ou devant le tribunal de Tunisie dans le ressort duquel le droit ou l'action a pris naissance : Sousse, 11 nov. 1898 (00, 123) ; Tunis, 23 juin 1900 (00, 594). — *20*. Cependant le Tribunal de Tunis ne peut retenir une affaire dans laquelle l'action est née dans le ressort du Tribunal de Sousse : Sousse, 11 nov. 1898 (00, 123) ; Tunis, 23 juin 1900 (00, 594).

§ IV. — **Contrats par correspondance.**

21. L'art. 2 de l'ordonnance algérienne de 1843 est applicable, en principe, aussi bien en matière commerciale qu'en matière civile ; toutefois,

c'est à la condition, en l'un ou l'autre cas, que le droit invoqué, ou l'action fondée sur la violation de ce droit soient nés, l'un ou l'autre, en Algérie : Cass. req., 25 oct. 1897 (97, 588). — *22*. Or, cette condition ne se rencontre pas si la convention a été formée par une lettre missive envoyée de France en Algérie, car alors le contrat s'est formé en France : Cass. req., 25 oct. 1897 (97, 588) ; Alger, 28 déc. 1898 (00, 217) ; Tunis, 8 mai 1899 (00, 43) ; 22 mars 1905 (05, 304).

SECTION II

Obligations nées à l'étranger.

23. Les tribunaux de Tunisie sont incompétents pour connaître d'une action purement personnelle et mobilière entre deux sujets anglais, dérivant d'un contrat qui a pris naissance à Malte, alors que le défendeur est domicilié à Malte : Tunis, 29 janv. 1902 (02, 390). — *24*. La règle de l'art. 15 C. civ., aux termes duquel un français peut être traduit devant un tribunal de France, pour des obligations par lui contractées à l'étranger, même avec un étranger, est générale et doit être étendue à toute matière personnelle et mobilière, même aux questions touchant à l'état de l'étranger : Civ. Seine, 8 mars 1904 (04, 257). — *25*. Il importe peu, d'ailleurs, qu'il ne s'agisse pas de l'application de la loi française, mais de celle des lois étrangères : Civ. Seine, 8 mars 1904 (04, 257). — *26*. L'art. 15 C. civ. fr., aux termes duquel tout français peut être traduit devant les tribunaux de France, pour obligations contractées par lui à l'étranger, s'applique non seulement aux obligations résultant d'un contrat, mais à celles résultant, en dehors d'une convention, d'un lien de droit existant entre les parties : Paris, 10 août 1904 (04, 579).

SECTION III

Élection de domicile.

Voir : Ajournement, ch. I sect. I.

27. L'élection de domicile faite pour l'exécution de conventions est attributive de compétence et déroge, tant à l'art. 420 C. proc. civ. qu'à l'ordonnance du 16 avril 1843 ; il en est ainsi tant que la convention n'a pas reçu son entière exécution : Alger, 28 oct. 1896 (97, 399). — *28*. Il ne saurait être dérogé aux règles de compétence relativement au domicile du défendeur, qu'en cas d'élection de domicile et seulement pour l'exécution de l'acte en vue duquel elle a été faite : Tunis, 8 mai 1899 (00, 43). — *29*. C'est à tort que le juge se déclarerait compétent en se fondant sur ce que le défendeur aurait implicitement élu domicile dans son canton, tirant cette supposition d'un contrat étranger au litige dans lequel le défendeur y aurait élu domicile : Tunis, 8 mai 1899 (00, 43).

SECTION IV

Règles spéciales aux assurances.

30. En principe, les lois relatives à la compétence régissent les faits accomplis et les instances engagées antérieurement à leur publication, à moins que des droits acquis ne fassent obstacle à cette application rétroactive : Cass. civ., 29 mars 1897 (97, 255). — *31.* La loi du 2 janvier 1902, qui décide que, en matière d'assurances, le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le domicile de l'assuré, est une dérogation aux principes généraux de la compétence, tels qu'ils sont établis par l'art. 59 C. proc. civ. ; à ce titre, elle est applicable en Tunisie sans qu'il soit besoin qu'elle y ait été promulguée spécialement : Tunis, 12 janv. 1907 (08, 8). — *32.* La loi du 2 janvier 1902, qui a établi, en matière d'assurance, des règles particulières de compétence, est applicable en Tunisie : Tunis, 15 janv. 1903 (08, 311). — *33.* En conséquence, il échet d'y faire application des dispositions de l'art. 2 de ladite loi, lesquelles sont ainsi conçues : « Toute convention antérieure à la naissance du litige, contraire à la présente loi, sera, sauf l'effet des stipulations contenus dans les polices actuellement en cours, nulle de plein droit » : Tunis, 15 janv. 1908 (08, 311). — *34.* Par suite, il convient de renvoyer au Tribunal de la Seine, conformément à ce qui était convenu dans une police antérieure à la loi susdite, et actuellement en cours, un litige relatif au remboursement partiel des primes payées : Tunis, 15 janv. 1908 (08, 311). — *35.* Spécialement, la loi du 2 janvier 1902 qui a modifié la compétence, en matière d'assurances, est applicable par les tribunaux français de Tunisie, comme elle l'est par ceux d'Algérie, bien qu'elle n'ait été publiée et promulguée dans aucun de ces deux pays : Tunis, 15 janv. 1908 (08, 282), — *36.* La loi du 2 janvier 1902, qui règlemente la compétence en matière d'assurances, est simplement modificative du Code de procédure civile ; elle est par suite applicable de plein droit à l'Algérie sans promulgation spéciale : Alger, 27 nov. 1906 (07, 547).

SECTION V

Insuffisance du nombre des avoués

37. Lorsqu'un Tribunal se trouve saisi d'une contestation entre quatre parties ayant des intérêts opposés, alors que trois avoués seulement occupent près dudit Tribunal, il doit procéder par voie de donné acte et renvoyer les parties en cause à se pourvoir devant la Cour d'appel. C'est à celle-ci qu'il appartient de renvoyer la cause et les parties, dépens réservés, devant un autre Tribunal : Orléans, 13 juin 1907 (08, 113).

CHAPITRE II

Compétence à l'égard des personnes.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 48, 51, 54, 59. — S. BERGE, *La Just. en Tun.*, p. 176. — S. BERGE, *Nat. des ind. au point de vue de la compét.* (Journ. Trib. Tun., 1893, p. 375). — CLAVEL, *De quelle Juridic. relèvent les musulman. suj. franc.* (Rev. intern. de législ. et de jurisp. musulm. 1895, p. 174). — CH. MARTINEAU, *Influence des cess. de créance sur la compét.* (Journ. Trib. Tun., 1893, p. 305). — POUGNADORESSE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 95, 102, 122, 131 et 139).

SECTION PREMIÈRE

Compétence de la justice française.

§ I. — Détermination de la qualité de justiciable.

38. Aux termes de l'art. 1er du décret beylical du 31 juillet 1884, les tribunaux français de Tunisie connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles sont en cause des européens. Par européens, il faut entendre, non seulement les sujets européens, mais encore les protégés d'une puissance européenne : Tunis, 19 mars 1888 et Alger, 14 janv. 1892 (93, 115) ; Tunis, 22 janv. 1894 (94, 111) ; Alger 16 nov. 1904 (05, 196). — *39*. La juridiction française est de droit commun en Tunisie pour tous les litiges dans lesquels se trouve engagé un européen ou un protégé d'une puissance européenne : Tunis, 5 janv. 1887 (94, 65) ; 6 déc. 1893 (95, 335). — *40*. De même la juridiction tunisienne est de droit commun pour tous les procès de même nature qui se produisent entre sujets tunisiens : Tunis, 6 déc. 1893 (95, 335). — *41*. Est irrecevable à proposer une exception d'incompétence de la justice française, tirée de sa qualité de sujet tunisien, celui qui a déjà fait accueillir par la justice tunisienne une exception d'incompétence tirée de sa qualité de protégé d'une puissance européenne : Sousse, 10 mai 1900 (01, 252). — *42*. Il en est ainsi, surtout, alors qu'un certificat de protection concernant cet individu est produit aux débats : Sousse, 10 mai 1900 (01, 252). — *43*. La convention par laquelle un européen et un tunisien font attribution du litige mobilier qui les divise à un tribunal indigène (dans l'espèce, le Châra de Tunis), est-elle valable, ou, au contraire, une règle d'ordre public interdit-elle aux juridictions indigènes de connaître des affaires mobilières dans lesquelles un européen est en cause ? *(Non résolu)* : Tunis, 23 mai 1893 (93, 317). — *44*. Aux termes du décret beylical du 5 mai 1883 et de la loi hellénique du 20 février 1884, notifiée le 24 mars de la même année, la justice française est compétente en Tunisie, pour les litiges qui surgissent entre sujets hellènes, au même titre et dans les mêmes conditions que s'il

s'agissait de français ; elle a donc pu valablement placer sous sequestre une succession grecque litigieuse au lieu d'en ordonner la remise au consul de Grèce à Tunis : Tunis, 31 déc. 1891 (96, 232). — *45*. Le décret du président de la République qui a autorisé un sujet tunisien à fixer son domicile en France et à y jouir des droits attachés à la qualité de français, ne peut produire aucun effet, quant à la compétence, s'il est postérieur, non seulement à l'exploit introductif d'instance, mais encore au jugement qui a statué sur le déclinatoire d'incompétence : Alger, 27 juin 1893 (93, 340). — *46*. Il ne saurait exercer d'influence rétroactive sur le mérite de cette exception, au temps où elle a été soulevée et accueillie : Alger, 27 juin 1893 (93, 340). — *47*. Le décret beylical du 31 juillet 1884, qui a donné compétence à la juridiction française, pour tous les procès dans lesquels des européens ou protégés d'une puissance européenne sont en cause, n'a pas porté atteinte aux droits antérieurement acquis et n'a pas eu pour effet de dessaisir les juridictions indigènes des litiges qui leur avaient été régulièrement soumis : Tunis, 9 février 1888 (94, 466). — *48*. En vertu de l'art. 2 de la loi du 27 mars 1883 et du décret beylical du 5 mai 1883 et par suite des traités qui ont supprimé les juridictions consulaires, les Tribunaux français ont, en Tunisie, plénitude de juridiction sur les européens. Ils doivent donc statuer sur les contestations relatives au statut personnel qui s'élèvent entre eux : Tunis, 10 déc. 1894 (97, 380). — *49*. Les tribunaux français en Tunisie sont compétents pour connaître de toutes questions relatives aux rapports de famille et au mariage des européens ou protégés de nations européennes : Tunis, 18 mai 1896 (96, 297). — *50*. Dans ces cas, les tribunaux français doivent faire aux parties l'application de leur statut personnel : Tunis, 18 mai 1896 (96, 297). — *51*. Le statut personnel d'un sujet d'une puissance européenne est réglé par la loi de cette puissance tandis que celui des tunisiens protégés l'est par des lois et coutumes en vigueur en Tunisie (solution implicite) : Tunis, 18 mai 1896 (96, 297). — *52*. La protection diplomatique accordée à un tunisien ne modifie pas sa nationalité d'origine ni son statut personnel ; elle le rend seulement justiciable des tribunaux français et lui permet d'attirer à leur prétoire ses adversaires tunisiens pour le jugement des instances personnelles et mobilières qu'il entreprend contre eux : Tunis, 12 déc. 1906 (07, 85). — *53*. Les israélites protégés français sont justiciables des Tribunaux français et non des Tribunaux rabbiniques tunisiens, même en matière de statut personnel : Tunis, 31 déc. 1883 (91, 34) ; Just. p. Tunis-Nord, 28 mai 1896 (96, 301). — *54*. Il en est ainsi spécialement, pour une demande en pension alimentaire qui s'agite entre israélites tunisiens protégés français : Tunis, 10 juin 1895 (95, 439). — *55*. Mais ils n'ont pas qualité pour connaître de la demande en décharge de la tutelle formée par le tuteur de mineurs protégés nommé par le Tribunal rabbinique, alors surtout que

c'est ensuite de l'accord de toutes les parties que cette juridiction a procédé à l'organisation de la tutelle : Tunis, 17 juin 1895 (95, 469). — *56*. Les tribunaux français sont compétents pour connaître des questions d'état qui intéressent les sujets tunisiens israélites, lorsqu'ils jouissent de la protection d'une puissance européenne. Il n'y a pas lieu, en ce qui les concerne, à l'application de la réserve de compétence contenue dans le décret du 31 juillet 1884 : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 416). — **57**. Les listes des protégés des puissances étrangères ont été arrêtées définitivement et promulguées par décrets beylicaux, insérés au Journal Officiel. Doit, en conséquence, être rejetée par le tribunal l'exception d'incompétence soulevée, en cours d'instance, par une partie qui, quoique ne figurant pas sur la liste spéciale à la nation dont il se dit protégé, prétend qu'il a toujours été considéré comme protégé de cette nation et que son omission sur la liste résulte d'un simple oubli : Ouzara, 25 mai 1908 (08, 567).

§ II. — **Modification de cette qualité en cours d'instance.**

58. Un changement de nationalité, survenu au cours d'une instance, ne saurait avoir pour effet de retirer la connaissance d'une affaire aux juges qui avaient été régulièrement saisis : Tunis, 2 nov. 1898 (98, 541) ; 10 juill. 1907 (07, 539). — *59*. A plus forte raison il en est de même de la suppression ou de la collation de la qualité de protégé diplomatique : Tunis, 23 mai 1893 (93, 317) ; 10 juill. 1907 (07, 539). — *60*. L'indigène domicilié en Tunisie est réputé tunisien jusqu'à preuve contraire. Son inscription à la matricule des protégés, effectuée en cours d'instance, et notamment lorsque l'Ouzara est saisie sur appel du jugement d'un Tribunal régional, ne saurait avoir pour effet de retirer la connaissance du litige à la juridiction indigène : Ouzara, 21 janv. 1904 (04, 471). — *61*. Toutefois il y aura lieu de recourir à la justice française pour l'exécution de la sentence rendue dans ces conditions à l'encontre de l'inscrit. *A fortiori*, il en sera ainsi si l'Ouzara a été saisie par l'appel de celui-là même qui, postérieurement, a obtenu son inscription sur les registres de la matricule : Ouzara, 21 janv. 1904 (04, 471). — *62*. La protection diplomatique, comme la nationalité étrangère, détermine, dès le début de l'instance, la compétence de la juridiction saisie, et cette situation n'est pas modifiée par les changements survenus ultérieurement dans la nationalité ou l'état de protection de l'une des parties : C. mixte Alexandrie, 4 juin 1896 (98, 181 *bis*). — *63*. Par suite, les tribunaux mixtes, compétemment saisis d'une instance introduite par le syndic d'une faillite contre un indigène, demeurent compétents, bien que, par la cessation de la faillite, cet indigène se trouve seul en face du failli, également indigène : C. mixte Alexandrie, 11 mars 1896 (03, 140).

§ III. — Nature des affaires.

64. Aux termes du décret beylical du 31 juillet 1884, toutes les affaires mobilières civiles et commerciales dans lesquelles des européens sont en cause, sont de la compétence exclusive des tribunaux français : Tunis, 14 févr. 1889 (96, 131). — *65*. Ils doivent donc statuer sur l'inscription de faux formulée comme exception à une action mobilière intentée devant eux par un européen : Tunis, 14 févr. 1889 (96, 131). — *66*. Les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une demande formée par un français et tendant à faire déclarer l'absence d'un étranger : Cass. civ., 27 déc. 1897 (98, 179 *bis*). — *67*. Spécialement, le Tribunal compétent est celui du domicile ou de la résidence que cet étranger avait en France au moment de sa disparition ; la déclaration d'absence ne constitue qu'une mesure provisoire et conservatoire qui n'est pas moins utile à l'absent qu'à ses héritiers présomptifs : Cass. civ., 27 déc. 1897 (98, 179 *bis*). — *68*. La licitation n'est pas un acte de partage et la demande en licitation constitue une action personnelle et mobilière qui est de la compétence de la juridiction française toutes les fois qu'un de ses justiciables (dans l'espèce, un algérien) est en cause : Sousse, 15 nov. 1894 (95, 26). — *69*. Aux termes du décret du 20 mai 1857, les indigènes musulmans peuvent, au Sénégal, d'un commun accord, porter leurs contestations devant la juridiction française, qui est tenue, dans ce cas, de s'adjoindre un assesseur musulman et d'appliquer la loi musulmane : Cass. civ., 19 oct. 1891 (97, 254). — *70*. Lorsqu'un litige né en Egypte entre français au sujet d'un contrat passé dans ce pays, met en cause d'autres parties de nationalité différente, il rentre, par là même, dans la compétence exclusive des tribunaux mixtes : Cass. civ., 24 déc. 1894 (95, 49). — *71*. Par suite, c'est à bon droit qu'une Cour française, statuant sur l'appel d'un jugement rendu en Egypte, entre français, par un Tribunal consulaire, refuse de connaître d'une question nouvelle soulevée devant elle par une des parties, qui met en cause des sujets égyptiens : Cass. civ., 24 déc. 1894 (95, 49). — *72*. Lorsque deux tunisiens, co-propriétaires d'un immeuble, au lieu de s'entendre pour une location commune, ont loué l'immeuble chacun de leur côté et que le locataire de l'un trouble le locataire de l'autre, l'action que la victime du trouble, justiciable des tribunaux français, intente contre l'auteur de ce trouble en payement de dommages-intérêts, est de la compétence des tribunaux français : Sousse, 13 avr. 1905 (06, 214). — *73*. Il importe peu que la difficulté gise, au fond, dans un désaccord entre deux co-propriétaires également tunisiens, puisque l'action se présente sous la forme d'une action en dommages-intérêts formée par un justiciable des tribunaux français contre l'auteur du trouble : Sousse, 13 avr. 1905 (06, 214). — *74*. Mais comme le trouble invoqué était plutôt de droit que de fait, le demandeur aurait dû diriger son action contre son bailleur ; cette action est donc irre-

cevable dans les conditions où elle a été formée : Sousse, 13 avr. 1905 (06, 214). — **75**. Celui qui se prétend étranger et qui, considéré comme protégé français musulman, a été expulsé d'un pays musulman par un arrêté du Ministre de France, est recevable à actionner par voie principale le Ministre des Affaires étrangères devant les tribunaux de France, pour voir établir la nationalité qu'il prétend être sienne : Paris, 10 août 1904 (04, 579). — **76**. Il suffit, pour cela, qu'il justifie d'un intérêt né et actuel, quelles que puissent être, d'ailleurs, les conséquences de sa revendication : Paris, 10 août 1904 (04, 579). — **77**. La juridiction française de Tunisie est compétente pour connaître d'une demande en distraction d'olives saisies-brandonnées par un huissier sur un terrain non immatriculé : Sousse, 3 avr. 1903 (04, 333). — **78**. Il ne s'agit pas là, en effet, d'une question pétitoire relative à des immeubles non immatriculés, mais d'une question de propriété sur des fruits, c'est-à dire de nature purement mobilière : Sousse, 3 avr. 1903 (04, 333). — **79**. Il importe peu que, pour savoir à qui appartiennent les olives, le Tribunal doive rechercher à qui appartiennent les oliviers par lesquels elles ont été produites. En effet, les tribunaux français sont compétents pour trancher les questions préjudicielles ou incidentes qui se présentent dans une instance de leur compétence intéressant un protégé français : Sousse, 3 avr. 1903 (04, 333). — **80**. A un caractère purement personnel et mobilier la demande en dommages-intérêts introduite contre un propriétaire d'immeuble par l'entrepreneur agricole qui s'était chargé d'y exécuter certains travaux. En conséquence, elle doit être portée, en vertu de l'art. 59 § 1 C. proc. civ., devant le Tribunal du domicile du défendeur : Sousse, 19 oct. 1899 (00, 563). — **81**. Ce Tribunal ne peut être que celui dans l'arrondissement duquel le défendeur est réellement domicilié ; ne peut être considéré comme domicilié dans l'arrondissement du Tribunal où il a une propriété, le défendeur inscrit, par suite de cette circonstance, sur la liste des électeurs d'une chambre mixte, cette inscription n'ayant et ne pouvant avoir aucune influence sur la question de domicile : Sousse, 19 oct. 1899 (00, 563). — **82**. Si, en principe, le criminel tient le civil en état, cette règle ne saurait s'appliquer quand les tribunaux civil et criminel relèvent de deux pouvoirs différents, quand l'un appartient, spécialement, à la juridiction française, et l'autre à la juridiction tunisienne : Tunis, 2 juin 1899 (00, 120). — **83**. Le Tribunal civil est compétent, à l'exclusion du Tribunal de commerce, pour connaître de l'action en nullité de bail intentée, conformément à l'art. 1167 C. civ., pour cause de fraude au préjudice des créanciers : Sousse, 5 mai 1898 (00, 226). — **84**. Il importe peu que le bail ait été consenti par un individu déclaré postérieurement en faillite, car l'action qui est la base de l'instance est une action de droit commun, et non une action dérivant de l'état de faillite : Sousse, 5 mai 1898 (00, 226). — **85**. On ne saurait se prévaloir

valablement, devant les tribunaux français de Tunisie, des dispositions des art. 14 et 15 du Code civil français qui attribuent compétence aux juridictions françaises pour les difficultés relatives aux obligations contractées en pays étranger, qu'autant qu'on est de nationalité française, ou que les obligations objet du litige ont été contractées par un français ou envers un français : Tunis, 23 nov. 1898 (99, 69). — *86.* Les tribunaux civils sont compétents pour connaître de la poursuite en paiement d'une créance représentée par une adala créant un gage immobilier, exercée contre des non commerçants, alors même qu'il existe des traites souscrites par ces derniers, se référant à la même créance, faisant double emploi avec l'obligation notariée et causées valeur en marchandises, alors surtout qu'il n'est pas démontré que la cause en soit commerciale : Sousse, 27 janv. 1899 (99, 275). — *87.* La juridiction française est compétente pour connaître du litige élevé par un européen, à l'encontre d'un tunisien, au sujet de la destruction d'un mur par ce dernier : Sousse, 25 janv. 1900 (01, 87). — *88.* Il importe peu que celui-ci se prétende propriétaire du terrain sur lequel ce mur avait été édifié par le locataire d'un autre tunisien, et que le terrain ainsi litigieux ne soit pas immatriculé ; il s'agit en effet dans la cause d'une action personnelle qui, s'agitant entre européen et tunisien, est de la compétence de la juridiction française : Sousse, 25 janv. 1900 (01, 87).

§ 4. — Questions d'état des algériens.

89. Les musulmans algériens sont sujets français aux termes du sénatus consulte du 14 juillet 1865 ; ils sont donc, en Tunisie, justiciables de la juridiction française en toutes matières : Tunis, 14 nov. 1895 (95, 579). — *90.* Il importe peu que le musulman sujet français ait cessé de payer les droits nécessaires pour être inscrit sur les registres du Consulat de France ; cette circonstance ne saurait avoir de conséquences qu'au point de vue administratif, spécialement en ce qui concerne le paiement de la medjba ; elle ne saurait suffire, en l'absence d'un texte de loi contraire, pour lui faire perdre sa nationalité d'origine. En effet, depuis la loi du 26 juin 1889, l'établissement à l'étranger sans esprit de retour n'est plus une cause de perte de la qualité de français : Tunis, 14 nov. 1895 (95, 579). — *91.* Cette situation est toute différente de celle dont jouit un protégé diplomatique auquel la faveur qui lui a été accordée par une puissance étrangère peut toujours être retirée quand il ne convient plus au protecteur de la continuer : Tunis, 14 nov. 1895 (95, 579). — *92.* La juridiction du cadi n'ayant pas été organisée en Tunisie pour les musulmans algériens, la juridiction française y est seule compétente pour connaître des contestations qui peuvent s'élever entre eux relativement à leur statut personnel et à leurs successions : Tunis, 27 févr. 1888 (95, 502) ; 30 janv,

1890 (90, 74) ; Alger, 25 mars 1891 (91, 112) ; Tunis, 8 juin 1896 (96, 373) ; 25 oct. 1897 (98, 457). — *93*. *En sens contraire :* Alger, 1er juill. 1893 (93, 327). — *94*. Les tribunaux français sont compétents notamment pour connaître d'une demande en réintégration au domicile conjugal formée par le mari : Alger, 25 mars 1891 (91, 112). — *95*. Doit être considéré comme nul et non avenu le jugement d'un cadi de Tunis qui a prononcé l'interdiction d'un algérien sujet français : Tunis, 16 avr. 1891 (95, 250).— *96*. Si le décret du 10 décembre 1886 dispose que les contestations relatives au statut personnel et aux successions sont portées, en Algérie, devant le cadi français, les Tribunaux consulaires de France dans les Échelles du Levant se trouvent forcément, à défaut de cadi français, substitués aux cadis ; ils constituent la seule autorité judiciaire qui soit en état de connaître de la contestation : Trib. cons. de France au Caire, 28 juin 1895 (97, 272). — *97*. Le Tribunal rabbinique de Tunis n'a pas qualité pour décider qu'une enfant est la fille légitime d'un israélite algérien, ou pour l'envoyer en possession de la succession de celui ci, ou, en cas de minorité, pour lui nommer un tuteur. Par suite, est irrecevable celui qui se présente devant la juridiction française en sa qualité de tuteur nommé par le Tribunal rabbinique, pour faire liciter les biens laissés par ce prétendu père : Tunis, 6 nov. 1907 (08, 12).

SECTION II

Statut personnel des tunisiens

§ Ier. — Mariage, divorce, fiançailles.

98. Les tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour connaître d'une demande en nullité de mariage formée entre israélites tunisiens : Alger, 24 déc. 1901 (05, 16). — *99*. Les juridictions françaises de Tunisie sont incompétentes, d'une façon absolue, en raison de la matière, pour connaître d'une instance en divorce s'agitant entre tunisiens : Tunis, 5 av. 1905 (05, 461). — *100*. Les tribunaux français ne seraient ils pas incompétents, *ratione materiæ*, et par conséquent d'une façon absolue, pour connaître des suites et de la validité d'un contrat de fiançailles entre israélites tunisiens et de la demande en dommages-intérêts pour rupture illicite ? *(non résolu) :* Sousse, 25 janv. 1902 (03, 88). — *101*. Au Sénégal, la juridiction française est seule compétente pour connaître des conséquences pécuniaires résultant, entre musulmans, d'un divorce, sauf à renvoyer au cadi la connaissance des questions préjudicielles d'ordre religieux qui pourraient être soulevées en cours d'instance : Civ. St Louis, 17 nov. 1894 (97, 344). — *102*. Toutefois l'art. 4 du décret du 20 mai 1857 laisse aux parties la faculté de laisser juger cette partie du différend au tribunal constitué conformément à l'art. 6 du même décret : Civ. St Louis

17 nov. 1894 (97, 344). — ***103***. Le juge de paix ne serait-il pas incompétent pour connaître des suites juridiques de la non réalisation d'un contrat de fiançailles israélites ? *(non résolu)* : Sousse, 25 janv. 1902 (03, 88).

§ II. **Dot, pension alimentaire.**

104. La juridiction française doit d'office se déclarer incompétente pour connaître d'une demande en pension alimentaire introduite par une musulmane tunisienne contre son mari également musulman tunisien : Tunis, 29 mars 1905 (05, 404). — ***105***. L'action qui tend au paiement d'une pension alimentaire rentre dans celles qui ont fait l'objet de la réserve de compétence de l'art. 2 du décret du 31 juillet 1884, lorsque le défendeur conteste que le mariage sur lequel la femme demanderesse s'appuie pour baser sa demande en pension alimentaire lui fasse une obligation de la fournir, parce qu'il en remplit autrement les obligations ; mais si le principe de la pension n'était pas en discussion, il ne resterait plus qu'un litige personnel et mobilier qui, au point de vue de la compétence, ne serait pas régi par le décret précité : Tunis, 1er avril 1908 (08, 416). — ***106***. Le tribunal français saisi, en Tunisie, par une indigène israélite, d'une demande en paiement de la dot qui lui a été promise par son mari, doit, si la validité du mariage est contestée par ce dernier, surseoir à statuer sur la demande en paiement jusqu'après solution de la question préjudicielle de validité de mariage par le Tribunal rabbinique : Tunis, 26 mars 1886 (95, 361). — ***107***. La stipulation d'une dot étant, en droit musulman, une condition essentielle de la validité du mariage, toutes les contestations relatives à la dot font, comme le mariage lui-même, partie du statut personnel ; elles ne constituent donc point des actions purement personnelles et mobilières : Alger, 18 février 1903 (04, 467).

§ III. — **Capacité, mineur, tutelle.**

108. La juridiction française établie en Tunisie n'est pas compétente pour trancher une question relative à la capacité civile d'un musulman si elle concerne un sujet tunisien, et cette incompétence est absolue, aux termes de l'art. 2 du décret beylical du 9 chaoual 1301 (31 juillet 1884), comme découlant de l'indépendance de la souveraineté beylicale : Tunis, 27 déc. 1893 (94, 217). — ***109***. Toutefois il ne peut s'ensuivre qu'un sursis à statuer pour le règlement de cette question préjudicielle et la juridiction française doit conserver le litige qui tend à faire déclarer une poursuite de saisie immobilière nulle comme suivie contre un incapable. En effet la justice beylicale ne peut connaître d'une procédure d'exécution suivie en vertu d'un jugement de la justice française : Tunis, 27 déc. 1893 (94, 217). — ***110***. Le Tribunal français ne peut pas autoriser un

de ses justiciables à prouver l'état de capacité légale d'un tunisien avec lequel il a contracté, alors que ce tunisien a été régulièrement interdit par un jugement de l'autorité indigène compétente : Alger, 29 oct. 1894 (95, 192). — ***111***. La liquidation d'une succession tunisienne et la reddition de comptes d'une tutelle tunisienne intéressant le statut personnel de tunisiens, la juridiction française ne peut en connaître : Tunis, 15 déc. 1886 (95, 401) ; Sousse, 9 mai 1889 (90, 12) ; Tunis, 7 janv. 1891 (96, 132). — ***112***. Il en est ainsi surtout lorsque le tuteur et l'administrateur poursuivis en règlement de comptes ont été nommés par cette autorité : Tunis, 6 janv. 1896 (96, 103). — ***113***. Il importe peu qu'en somme l'action ne tende qu'au paiement d'une somme d'argent et soit intentée par un européen ou protégé d'une puissance européenne, qui exerce les droits de son débiteur tunisien. Ces circonstances ne peuvent avoir aucun effet sur la compétence : Tunis, 6 janv. 1896 (96, 103). — ***114***. La juridiction française est incompétente pour connaître de la garde d'un mineur de nationalité tunisienne, en raison des réserves de compétence faites dans l'art. 2 du décret du 31 juillet 1884 : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 127). — ***115***. Le Tribunal rabbinique est incompétent pour nommer un tuteur à un mineur israélite européen, et même tunisien, si celui-ci est protégé d'une puissance européenne : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 127).

§ IV. — **Successions.**

116. Le juge saisi d'une demande en condamnation pour le montant d'une obligation, contre un tunisien poursuivi comme héritier du souscripteur, doit surseoir à statuer au fond jusqu'après jugement par l'autorité compétente de la question préjudicielle de succession qui se pose, si le défendeur soutient qu'il n'est pas seul héritier du souscripteur, son père, et que d'ailleurs, il n'est pas tenu des dettes de la succession, qui ne présentait aucun actif : Tunis, 14 avr. 1891 (94, 322). — ***117***. Le règlement de la succession d'un israélite tunisien appartient aux tribunaux rabbiniques tunisiens : Tunis, 3 juin 1884 (91, 35). — ***118***. Il importe peu que, depuis l'ouverture de ladite succession, un des héritiers ait acquis la qualité de protégé français : Tunis, 3 juin 1884 (91, 35). — ***119***. L'incompétence des tribunaux français établis en Tunisie pour connaître des contestations relatives au statut personnel et aux successions des musulmans tunisiens tient à l'ordre des juridictions et est d'ordre public ; elle doit donc être relevée d'office : Tunis, 12 juin 1890 (93, 245). — ***120***. Aux termes de l'art. 2 du décret du 31 juillet 1883, les contestations relatives aux successions des tunisiens sont expressément réservées aux tribunaux religieux. Cette règle est, pour la juridiction française, la source d'une incompétence *ratione materiæ* qui doit être reconnue d'office : Tunis, 26 déc. 1894 (97, 266). — ***121***. Il y a donc lieu de surseoir à statuer sur la

demande en annulation d'une adjudication sur saisie immobilière, dans laquelle se pose une question préjudicielle de validité du partage d'une succession tunisienne, jusqu'après jugement de ce litige par l'autorité compétente : Tunis, 26 déc. 1894 (97, 266). — ***122***. Mais il convient d'impartir à celui qui l'a fait naître un délai dans lequel il devra accomplir les diligences nécessaires : Tunis, 26 déc. 1894 (97, 266). — ***123***. Au cas où la qualité, en laquelle il prétend agir, de tuteur de mineurs musulmans, est contestée devant le Tribunal français, compétent pour connaître du litige, il se pose une question préjudicielle de statut personnel d'un tunisien et il doit être sursis au fond jusqu'à ce qu'elle ait été vidée par l'autorité indigène. L'impossibilité de connaître de la question préjudicielle tenant à l'ordre public, la juridiction française doit d'office s'en dessaisir : Tunis, 2 mai 1890 (95, 536). — ***124***. Ces règles s'appliquent au cas où le tunisien prétend agir en qualité d'héritier d'une succession tunisienne et où on lui conteste cette qualité : Tunis, 2 mai 1890 (95, 536). — ***125***. Le Tribunal rabbinique est seul compétent pour pourvoir d'un administrateur la succession d'un israélite tunisien : Tunis, 20 déc. 1899 (00, 482). — ***126***. La juridiction française établie en Tunisie est incompétente pour connaître de la demande en reddition de comptes introduite contre l'administrateur de la succession d'un israélite tunisien, administrateur investi de ses pouvoirs par le grand rabbin : Tunis, 30 juin 1884 (95, 267). — ***127***. La femme israélite ne succède pas à son mari, si son régime matrimonial est régi par la loi rabbinique ; quand elle réclame contre la succession de son mari la restitution de ce qu'elle a apporté en dot et des augments stipulés en la ketouba, elle se présente, non comme une héritière, mais comme une créancière de la succession de son mari : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — ***128***. Il s'ensuit que la juridiction française est compétente pour connaître de cette action, qui est purement personnelle et mobilière, si elle est introduite par un de ses justiciables, même si le défendeur est tunisien et s'il s'agit d'une succession tunisienne : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — ***129***. La réserve de compétence faite par l'art. 2 du décret beylical du 31 juillet 1884, au profit des tribunaux indigènes, des questions de statut personnel et de succession des musulmans ou israélites tunisiens, ne fait pas obstacle à ce que la juridiction française connaisse d'une action purement personnelle et mobilière, telle qu'une demande en pension alimentaire, lorsqu'elle est fondée sur les obligations résultant d'un mariage dont la validité n'est pas contestée : Tunis, 1er mars 1887 (95, 474). — ***130***. S'il est vrai que les mandataires de justice ne doivent compte de leur mandat qu'aux magistrats qui les ont nommés, cette règle ne saurait faire échec à l'application régulière des règles de la compétence : Tunis, 24 mai 1905 (06, 21). — ***131***. Spécialement, si le Chara avait nommé un mokaddem dans une affaire dont il ne devait pas connaître, cette nomination irrégulière ne

serait pas de nature à faire obstacle à ce que des justiciables de la justice française fassent valoir devant celle-ci les droits auxquels ils prétendraient et qu'elle aurait seule qualité pour apprécier : Tunis, 24 mai 1905 (06, 21). — *132.* La demande en délivrance d'une somme d'argent à valoir sur une succession constituerait bien une demande personnelle et mobilière, si la succession avait été réglée et qu'il n'y eût aucune incertitude sur la quote-part revenant au demandeur ; mais elle n'a pas ce caractère alors qu'elle ne peut se séparer de l'examen et de la liquidation de la succession : Tunis, 12 nov. 1902 (03, 310). — *133.* Par suite, la juridiction française établie en Tunisie doit se déclarer incompétente pour connaître de la demande en paiement d'une somme d'argent, à compte sur la succession d'un musulman tunisien, introduite par une tunisienne mariée à un algérien sujet français : Tunis, 12 nov. 1902 (03, 310). — *134.* Est irrecevable la demande en reddition de compte du prix d'adjudication d'un immeuble vendu par l'autorité tunisienne, à la suite d'une liquidation de succession, formulée à l'encontre de l'adjudicataire qui justifie s'être valablement libéré du prix entre les mains d'un créancier hypothécaire et des héritiers apparents ; la succession dont liquidation étant tunisienne, les tribunaux français sont incompétents pour connaître de la même demande formulée par un tunisien, dirigée contre le Bit-el-mal, qui est une administration tunisienne, chargée des successions vacantes : Tunis, 19 juin 1901 (02, 419).

§ V. — **Habous.**

A. *Premier système (incompétence de la juridiction française.* — *135.* Aux termes de l'art. 2 du décret beylical du 31 juillet 1884, qui a réservé aux tribunaux religieux le règlement des contestations relatives au statut personnel et aux successions des sujets tunisiens, musulmans et israélites, une question préjudicielle de validité de habous échappe à la compétence de la juridiction française : Alger, 29 janv. 1893 (93, 140). — *136.* Le habous ayant pour conséquence de modifier les droits de succession et de régler un mode de dévolution spécial, dépend incontestablement du statut personnel ; en conséquence, les tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour trancher une question préjudicielle de validité de habous s'agitant entre un de ses justiciables et un tunisien, même s'il s'agit de la nullité d'une adjudication qu'elle a prononcée : Alger, 21 nov. 1907 (08, 550).

B. *Deuxième système (compétence de la juridiction française.* — *137.* Les contestations relatives à la validité d'une constitution de habous dépendent du statut réel tunisien et non du statut personnel des tunisiens ; en conséquence, les réserves de compétence contenues, au profit des juridictions indigènes, dans le décret beylical du 31 juillet 1884, n'y sont

pas applicables et les tribunaux français peuvent en connaître dans les mêmes conditions que de toute autre action immobilière relative à un immeuble tunisien non immatriculé : Tunis, 19 mai 1893 (93, 313) ; 23 juin 1893 (93, 347) ; 21 juill. 1893 (93, 348). — *138*. Les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une question de validité de habous, soulevée au cours d'une demande en nullité d'une adjudication s'agitant entre européens et protégés et ne doivent pas renvoyer les parties devant les tribunaux musulmans à fin de faire statuer par ceux-ci sur cette question préjudicielle : Cass. civ., 6 juin 1899 (99, 417) ; Alger, 18 nov. 1901 (02, 6). — *139*. Lorsque, sans soulever aucune question relative soit au statut personnel des sujets musulmans tunisiens, parties au procès, soit à leur succession, soit aux droits réels leur appartenant sur un habous privé non immatriculé, un litige entre tunisiens et français porte simplement sur la validité d'un contrat concédant à un tiers l'exploitation de gisements de phosphates dépendant dudit habous, ce litige est régulièrement soumis aux tribunaux français institués dans la Régence : Cass. civ., 23 juill. 1901 (02, 88). — *140*. Et cela alors même que, pour statuer sur la validité du contrat litigieux, les juges du fond auraient à rechercher, préjudiciellement, les conditions auxquelles la législation tunisienne des habous subordonne la régularité d'un acte de cette nature et, par suite, à s'expliquer, à ce point de vue, sur les rapports juridiques que la constitution du habous crée entre les diverses catégories d'ayants-droits : Cass. civ., 23 juill. 1901 (02, 88). — *141*. Si en principe, une contestation touchant à la constitution d'un habous ou à sa dévolution, peut engager des questions de statut personnel expressément réservées aux juridictions indigènes par le décret beylical du 31 juillet 1884 (9 chaoual 1301), il n'en résulte pas que toute question immobilière relative aux *oukafs* échappe à la connaissance de la juridiction française, et qu'elle doive se déclarer incompétente, *ratione materiæ,* pour en connaître : Sousse, 27 juin 1889 (93, 279). — *142*. En tous cas, cette incompétence ne saurait résulter du décret beylical du 11 kâada 1303 (11 août 1886), qui ne concerne que les contestations entre tunisiens, ne régle que les questions touchant à la compétence respective du châra et de l'ouzara et qui, d'ailleurs, n'ayant pas été promulgué par le Résident général de la République française, n'a aucune autorité à l'égard des européens : Sousse, 27 juin 1889 (93, 279).

C. *Reddition de comptes des mokaddems.* — *143*. La juridiction française est incompétente pour statuer sur une demande de reddition de comptes intentée par une partie tunisienne à l'encontre de l'administrateur d'un habous nommé à cette fonction par décision d'un cadi tunisien, et ce, quand bien même la partie demanderesse aurait depuis acquis une nationalité européenne : Tunis,4 avr. 1900 (00, 295).

SECTION III

Litiges entre tunisiens

§ Ier. — Système de l'incompétence absolue.

144. Dans un premier système il a été décidé que la juridiction française de Tunisie est incompétente pour connaître de toute contestation qui s'agite entre sujets tunisiens et cette incompétence est d'ordre public : Sousse, 5 avr. 1894 (94, 310) ; Tunis, 25 mars 1905 (05, 460) ; 7 avr. 1905 (06, 269) ; 8 avr. 1905 (05, 464) ; 31 mai 1905 (06, 40). — *145.* Elle doit donc être prononcée en appel bien que les parties, en première instance, aient accepté de plaider devant les juges français ; Sousse, 5 avr. 1894 (94, 310).

§ II. — Système de l'incompétence relative.

146. Mais cette jurisprudence n'a pas été suivie ; décidé en sens contraire que l'incompétence de la juridiction française pour connaître d'un litige purement personnel et mobilier qui s'agite entre tunisiens est purement relative : Tunis, 22 janv. 1894 (94, 193) ; 25 nov. 1895 (96, 27) ; 16 mars 1896 (96, 210) ; Sousse, 17 mai 1900 (01, 341) ; 14 mars 1901 (02, 108) ; 25 janv. 1902 (03, 88) ; 10 mai 1906 (07, 151). — *147.* Aussi ne peut on l'invoquer après avoir conclu au fond dans une requête d'opposition : Tunis, 12 juin 1907 (07, 557). — *148.* Aussi ne peut-on l'invoquer pour la première fois en appel : Sousse, 17 mai 1900 (01, 341) ; 10 mai 1906 (07, 151) ; Tunis, 25 mai 1904 (05, 225) ; 18 oct. 1897 (98, 33). — *149.* Cependant il en est autrement si, en première instance, le défenseur a déjà proposé l'incompétence des tribunaux français en la fondant sur d'autres motifs, notamment en arguant de fraude le décret de naturalisation invoqué par le demandeur : Cass. civ., 16 juill. 1894 (94, 426). — *150.* En effet, dès lors que le déclinatoire de compétence a dûment été proposé *in limine litis,* le défendeur conserve le droit d'invoquer plus tard, soit en première instance, soit en appel, tous les arguments de nature à le faire triompher : Cass. civ., 16 juill. 1894 (94, 426). — *151.* La juridiction française en Tunisie ne saurait être considérée comme une juridiction de droit commun à l'égard des sujets tunisiens : Tunis, 24 juin 1889 (89, 141). — *152.* Rien ne s'oppose à ce que des tunisiens se mettent d'accord pour soumettre le litige qui les divise à la juridiction française et le déclinatoire d'incompétence fondé sur la nationalité tunisienne de toutes les parties, proposé après qu'un tel arrangement a été passé, est irrecevable : Tunis, 27 mai 1895 (95, 437). — *153.* Aucune règle ne s'oppose à ce que la juridiction française connaisse de ces litiges lorsqu'ils ne lui sont pas apportés par suite d'un concert dolosif dans le but de faire échec à des

décisions régulièrement rendues par la justice tunisienne ou dans celui de frauder ou de léser les droits des tiers : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 467) ; 12 déc. 1906 (07, 85). — *154*. On peut donc les recevoir lorsqu'il est certain que toutes les parties désirent qu'il en soit ainsi ; il n'est pas nécessaire que leur assentiment sur ce point soit exprès ; il peut être tacite ; on peut l'induire de certaines circonstances, notamment d'une défense au fond, ou de la comparution volontaire devant un expert commis, ou de la formation d'une demande reconventionnelle : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 467) ; 12 déc. 1906 (07, 85). — *155*. Mais le défaut de comparution ne permet pas de présumer cet assentiment : Tunis, 12 févr. 1905 (05, 200) ; 12 avril 1905 (05, 467) ; 12 déc. 1906 (07, 85). — *156*. Toutefois, il y a intérêt à ne pas accueillir un déclinatoire proposé seulement en cause d'appel, quand celui qui le présente a conclu en première instance et a pris une part active aux mesures d'instruction ordonnées par le premier juge, notamment à l'administration d'une enquête, quand tout les frais de procédure sont engagés et que l'affaire est prête à recevoir une solution : Tunis, 20 déc. 1905 (06, 210). — *157*. En thèse générale, le juge français n'est pas tenu de retenir la contestation entre étrangers qui lui est soumise ; cette règle, qui est appliquée en France, s'impose avec plus de force en Tunisie, pour les tunisiens, qui trouvent dans leur pays des institutions judiciaires faites pour eux : Tunis, 31 déc. 1907 (08, 279). — *158*. La juridiction française ne saurait garder la connaissance d'un litige entre tunisiens que du consentement du défendeur, et lorsqu'il s'agit d'autre chose que d'une question de statut personnel : Tunis, 31 déc. 1907 (08, 279). — *159*. Le consentement du défendeur peut être tacite et résulte du fait de conclure au fond ; on ne saurait l'induire du défaut de comparution ; il en est de même d'un défaut faute de conclure : Tunis, 31 déc. 1907 (08, 279). — *160*. La justice française ne doit retenir un litige entre tunisiens, même de leur consentement, que si elle estime qu'il y a pour ce faire un intérêt de bonne justice, et tel n'est pas le cas la plupart du temps, tant à cause de la simplicité de la marche et du peu de frais d'instance de la justice indigène, qu'en raison de la nature spéciale des litiges entre tunisiens, que leur justice nationale est mieux appropriée à résoudre : Tunis, 31 déc. 1907 (08, 279).

§ III. — Cas assimilables.

161. L'employé européen d'une administration tunisienne, pris en ladite qualité, doit être considéré comme tunisien ; en conséquence la juridiction française n'est pas compétente pour connaître d'une demande en dommages-intérêts intentée à cet employé par un indigène, à raison de faits commis par lui à l'occasion et dans l'exercice de ses fonctions : Just.

p. Tunis-Nord, 14 oct. 1896 (96, 574). — ***162***. Mais il en serait autrement si le fait reproché à cet employé, et cause du dommage éprouvé par l'indigène, était un fait personnel et délictueux : Just. p. Tunis-Nord, 14 oct. 1896 (96, 574). — ***163***. Le Syndicat obligatoire des viticulteurs en Tunisie est une association mixte d'européens et d'indigènes à laquelle la vie juridique et la personnalité civile ont été données par le souverain du pays. Dans ces conditions et à défaut de preuves contraires, il y a lieu de présumer qu'elle est de nationalité tunisienne : Sousse, 7 déc. 1893 (94, 389). — ***164***. D'ailleurs, les textes législatifs qui régissent cette institution n'ont point dérogé, en ce qui la concerne, et pour la compétence, aux principes du droit commun : Sousse, 7 déc. 1893 (94, 389). — ***165***. Spécialement, l'art. 14 du décret beylical du 4 chaban 1309 (3 mars 1892) a assimilé le Syndicat obligatoire des viticulteurs, pour le recouvrement des taxes et les poursuites, aux Communes de la Régence : Sousse, 7 déc. 1893 (94, 389). — ***166***. Donc, la juridiction française n'est pas compétente pour connaître d'une action en recouvrement de taxes intentée par le Syndicat des viticulteurs contre un sujet tunisien. Et cette incompétence, d'ordre public, peut-être soulevée pour la première fois en appel : Sousse, 7 déc. 1893 (94, 389). — ***167***. Un jugement d'un tribunal de province indigène est rendu compétemment entre un sujet tunisien et un protégé européen, pris en sa qualité de fermier de mahsoulats : Sousse, 27 mars 1902 (02, 537). — ***168***. Il importe peu que ce dernier ait perdu ladite qualité en cours d'instance, alors que postérieurement il a plaidé au fond ; en effet, en admettant que cette perte de qualité ait pu rendre le tribunal incompétent, l'incompétence n'aurait pu être que relative et aurait été couverte par une défense au fond : Sousse, 27 mars 1902 (02, 537). — ***169***. Le liquidateur judiciaire n'a qu'une mission de contrôle et d'administration, sans personnalité juridique distincte de celle du liquidé, et n'intervient dans les instances introduites et suivies par ce dernier que pour compléter une capacité qui n'a été restreinte que dans l'intérêt exclusif des créanciers : Civ. Constantine, 7 déc. 1903 (05, 274). — ***170***. En conséquence le fait qu'un commerçant musulman a été, au cours d'une instance dans laquelle il est partie, déclaré en état de liquidation judiciaire, n'a pas pour résultat de faire intervenir dans la cause une partie nouvelle, en la personne de son liquidateur, et la juridiction musulmane saisie reste compétente pour connaître du litige : Civ. Constantine, 7 déc. 1903 (05, 274).

§ IV. — **Cas exceptionnels.**

171. Si, en principe, la juridiction française n'est pas compétente pour connaître d'un litige entre tunisiens, cette règle ne trouve pas application au cas où le procès porte sur la validité d'un jugement d'adjudication prononcé par la justice française, car la justice tunisienne ne pourrait se

prononcer sur un tel sujet : Tunis, 27 déc. 1905 (06, 213). — *172*. Le fait, par un tunisien, de souscrire un billet à ordre au profit d'un autre tunisien, n'implique pas attribution des litiges qui pourraient naître à l'occasion de ce contrat à la juridiction française : Just. p. Sousse, 15 juin 1897 (98, 182). — *173*. Il importe peu qu'il y ait eu possibilité d'endossement au profit d'un justiciable des tribunaux français et même qu'en fait un semblable endossement ait été effectué, si, par suite de la rétrocession de l'effet, il ne se trouve plus dans la cause que des sujets tunisiens. Alors la juridiction française est incompétente pour en connaître : Just. p. Sousse, 15 juin 1897 (98, 182). — *174*. Si, en principe, la justice française établie en Tunisie est incompétente pour connaître d'un litige qui s'agite, en matière personnelle et mobilière, entre tunisiens, il n'en est pas ainsi, spécialement, quand la demande a pour objet la réparation du préjudice qu'a occasionné un tunisien à d'autres tunisiens, en poursuivant contre ces derniers une instance abusive et frustratoire devant la justice française, à laquelle il a affirmé qu'il avait la qualité de protégé français : Tunis, 9 août 1894 (94, 499). — *175*. Cette solution serait évidente, si la demande s'était produite par voie reconventionnelle dans l'instance dolosive ; elle doit être admise aussi, si elle est produite par instance séparée : Tunis, 9 août 1894 (94, 499). — *176*. Il en est de même de l'action qui a pour objet la réparation du préjudice que ce dernier a causé au demandeur en suivant contre lui, devant la justice française, un procès qui n'a été accueilli qu'à l'abri d'une cession frauduleuse du droit de créance à un européen et en exécutant la condamnation obtenue par ministère d'huissier et par voie de saisie immobilière : Tunis, 3 déc. 1894 (97, 403). — *177*. Et encore en ce qui concerne l'action en responsabilité intentée contre un défenseur à l'occasion des mêmes procédures : Tunis, 3 déc. 1894 (97, 403). — *178*. Le litige personnel et mobilier s'agitant entre tunisiens n'est pas de la compétence de la justice française, même s'il se base sur la privation de jouissance d'un immeuble immatriculé, alors qu'il ne met en contestation aucun des droits réels reconnus par l'immatriculation, ni la condition juridique de l'immeuble : Tunis, 13 juin 1906 (06, 605). — *179*. Toutefois cette incompétence n'est que relative : Tunis, 13 juin 1906 (06, 605). — *180*. Au cas où, dans une contestation qui intéressait à la fois des européens et des tunisiens, un sequestre a été nommé pour la gestion d'un immeuble non immatriculé, il y a lieu de faire droit à la demande en main-levée de ce sequestre, introduite par les tunisiens, lorsqu'il est démontré que les européens n'ont plus aucun intérêt dans la cause : Sousse, 21 juin 1900 (01, 313).

§ V. — **Etrangers assimilables aux tunisiens.**

181. Les chrétiens d'Orient sont en Tunisie, au point de vue juridictionnel, assimilés aux protégés français : Tunis, 22 mars 1899 (00, 118). —

182. Les sujets turcs ont toujours été et sont encore aujourd'hui assimilés, dans la Régence, aux tunisiens, au point de vue juridictionnel : Tunis, 22 juin 1891 (91, 301) ; 11 janv. 1892 (93, 286). — *183.* Les marocains sont, en l'état actuel de la législation, justiciables des tribunaux indigènes et non des tribunaux français : Tunis, 29 janv. 1902 (02, 127) ; Alger, 26 nov. 1903 (05, 40). — *184.* L'étranger qui s'est laissé condamner par défaut par la juridiction indigène, sans faire opposition ni appel, et sans avoir produit en temps utile les pièces justificatives de sa nationalité, a pu être valablement considéré comme sujet local et traité comme tel : C. Alexandrie, 2 févr. 1905 (07, 286). — *185.* Il ne saurait, en conséquence, réclamer des dommages-intérêts au Gouvernement égyptien pour n'avoir pas, sur sa plainte, arrêté l'exécution du jugement, alors que l'autorité administrative n'avait pas qualité pour intervenir dans une affaire exclusivement du domaine judiciaire : C. Alexandrie, 2 févr. 1905 (07, 286).

SECTION IV

Circonstances modificatives de la compétence.

§ Ier. — Appel en garantie, mise en cause.

186. L'appel en garantie a pour effet de modifier les règles ordinaires de la compétence. Il est recevable s'il existe un lien entre l'obligation éventuelle de l'appelé en garantie et celle du défendeur au principal, si la demande principale et l'action en garantie se rattachent l'une à l'autre par une relation nécessaire de dépendance et de subordination : Tunis, 5 juill. 1906 (07, 206). — *187.* Lorsque la juridiction saisie de l'action principale n'est pas la juridiction de droit commun, mais une juridiction exceptionnelle, telle qu'un tribunal de commerce, elle doit se déclarer incompétente, conformément à l'art. 424 C. proc. civ., et renvoyer les parties à se pourvoir pour le jugement de l'action en garantie : Douai, 18 déc. 1893 (94, 292). — *188.* L'appel en cause d'un européen, dans le litige introduit par un tunisien contre un autre tunisien, devant la juridiction française établie en Tunisie, ne saurait avoir pour effet de rendre cette juridiction compétente pour connaître de l'affaire : Tunis, 22 janv. 1894 (94, 111). — *189.* Il en est ainsi surtout s'il est constant que l'appel en garantie ne présente aucun caractère sérieux et qu'il constitue simplement un moyen de procédure immaginé pour soustraire la contestation à ses juges naturels : Tunis, 22 janv. 1894 (94, 111). — *190.* Le tunisien appelé en garantie devant la juridiction française par un autre tunisien, assigné lui-même par un justiciable des tribunaux français, ne peut pas décliner la compétence de cette juridiction : Sousse, 16 févr. 1905 (05, 639). — *191.* Il s'agit en effet d'une demande incidente et, aux termes des art. 59 § 8 et 181 C. proc. civ., la demande en garantie doit être portée devant

le Tribunal saisi de la demande originaire : Sousse, 16 févr. 1905 (05, 639). — ***192***. L'exception d'incompétence est surtout irrecevable lorsqu'elle est soulevée par le défendeur en garantie à l'encontre du demandeur originaire seul, si celui ci, d'ailleurs justiciable de la juridiction française, se trouvait dans un cas où il eût été fondé à poursuivre directement l'appelé en garantie : Sousse, 16 févr. 1905 (05, 639). — ***193***. La juridiction française est incompétente pour connaître d'un litige entre tuniciens dans lequel un de ses justiciables a été mis en canse, si cette mise en cause ne se justifie par rien et n'a d'autre motif que le désir de soustraire un tunisien à ses juges naturels : Tunis, 21 juill. 1893 (93, 334) ; 10 juill. 1894 (94, 447) ; 12 déc. 1900 (01, 79). — ***194***. Doit être rejeté le déclinatoire d'incompétence proposé à la juridiction tunisienne en matière d'action possessoire et fondé sur ce que le défendeur serait associé à un européen alors que cette allégation ne s'est produite qu'après un jugement préparatoire ordonnant une expertise, alors qu'elle se présente dénuée de toute preuve : Trib. indig. Sfax, 30 nov. 1896 (97, 416). — ***195***. S'il est vrai qu'en principe l'action en garantie doit être soumise au même juge que l'action principale, l'incompétence de la juridiction française, relativement à la question accessoire introduite par l'appel en garantie, ne saurait avoir pour effet de dessaisir cette juridiction de la question principale qui a été régulièrement portée devant elle : Tunis, 16 juin 1893 (93, 332). — ***196***. Inversement, la compétence de la juridiction française, en ce qui concerne l'instance principale, ne doit pas entraîner pour l'appelé en garantie tunisien, l'obligation de venir plaider devant elle ; dans un cas comme dans l'autre, il a lieu à disjonction : Tunis, 16 juin 1893 (93, 332). — ***197***. Un tribunal français est incompétent pour connaître de la demande en garantie formée contre un indigène tunisien par un autre indigène tunisien condamné au profit d'un européen par jugement de ce même tribunal, alors surtout que la demande en garantie a été disjointe de l'action principale et que cette dernière a été jugée antérieurement aux débats sur l'action en garantie : Tunis, 4 avr. 1892 (93, 291) ; 7 nov. 1900 (01, 248). — ***198***. La justice française est compétente pour connaître de l'action en garantie intentée par un tunisien à l'encontre d'un autre tunisien, incidemment à une instance engagée entre l'appelant en garantie et un européen. Il en est, ainsi, bien que l'appel en garantie ait été tardif et qu'il n'y ait pas eu, par suite, jonction avec l'instance principale : Sousse, 10 mai 1900 (01, 284). — ***199***. Mais le Tribunal français serait, au contraire, incompétent, si la demande en garantie était formée après l'issue de la demande principale et si elle se trouvait ainsi former elle-même une instance principale : Sousse, 10 mai 1900 (01, 284). — ***200***. Le sujet tunisien, appelé en garantie devant la justice française par d'autres tunisiens, est mal fondé à décliner la compétence de cette juridiction, après s'être formellement engagé à plaider en garantie et s'être borné, au

début de l'instance, à solliciter une remise de l'affaire pour plaider au fond : Tunis, 12 nov. 1894 (95, 13). — *201*. Il en est ainsi surtout lorsqu'un européen ou assimilé intervient dans l'instance en garantie : Tunis, 12 nov. 1894 (95, 13). — *202*. La juridiction française n'est pas compétente pour connaître de l'instance en contestation de déclaration affirmative qui s'agite entre le saisissant et le tiers saisi tunisiens, bien que le saisi soit non justiciable, si ce dernier n'a pas été mis en cause : Tunis, 6 déc. 1893 (95, 335). — *203*. Les tribunaux indigènes doivent seuls connaître, conformément à la législation locale en vigueur à Madagascar, de tous les litiges concernant les indigènes : Tananarive, 20 juin 1900 (01, 327). — *204*. En conséquence, si, à l'occasion d'une saisie-arrêt pratiquée par un non indigène cessionnaire des droits d'un indigène sur une succession indigène, le titre lui-même est discuté, le tribunal indigène est seul compétent pour statuer sur sa valeur, bien que le débiteur de la saisie-arrêt et le tiers saisi soient tous deux européens ou assimilés : Tananarive, 20 juin 1900 (01, 327). — *205*. La validité ou la main levée de la saisie-arrêt étant précisément subordonnée à la discussion des titres, ne pourra être prononcée par le tribunal français qu'après la décision du tribunal indigène : Tananarive, 20 juin 1900 (01, 327).

§ II. — **Créancier exerçant les droits de son débiteur.**

206. Le créancier européen d'un tunisien n'a pas le droit, sous prétexte d'exercer les droits et actions de son débiteur, de pratiquer des procédures qui auraient pour effet d'amener le tribunal français à se faire juge d'une contestation entre tunisiens : Tunis, 8 juin 1893 (93, 259). — *207*. Spécialement, il ne peut pratiquer dans ces conditions une saisie conservatoire qui ferait, lors de l'instance en conversion, le tribunal français juge d'un litige entre étrangers : Tunis, 8 juin 1893 (93, 259). — *208*. Aucune modification de compétence ne saurait, en effet, résulter de l'emploi de simples mesures de précaution prises par un créancier : Tunis, 8 juin 1893 (93, 259) ; 19 déc. 1894 (96, 200) ; Sousse, 19 mars 1896 (96, 382). — *209*. Si le créancier européen peut exercer les actions qui appartiennent à son débiteur tunisien, il n'est pas toutefois fondé à prétendre qu'on ne peut pas lui opposer, sans exequatur, un jugement de la justice tunisienne qui a débouté son débiteur tunisien des actions mêmes qu'il prétend exercer. Les jugements compétemment rendus contre ce débiteur sont opposables à ses créanciers comme à lui même : Sousse, 23 janv. 1908 (08, 373).

§ III. — **Cession de créance.**

A. *Validité*. — *210*. Une cession de créance sur un Tunisien faite par un tunisien à un européen et qui a pour effet d'attirer le premier devant

une juridiction qui n'est pas la sienne, ne doit être admise que dans des conditions de sincérité évidentes : Tunis, 17 déc. 1890 (91, 18) ; 16 févr. 1891 (93, 285) ; 22 juin 1891 (93, 254) ; 26 oct. 1891 (93, 255) ; 18 janv. 1892 (93, 286) ; 21 nov. 1892 (93, 272) ; Alger, 25 mai 1893 (93, 357) ; Tunis, 15 nov. 1893 (94, 99) ; 21 déc. 1896 (97, 42). — *211*. Le manque de sincérité d'une cession pourrait résulter de ce que sa cause ou sa date ne seraient pas indiquées : Tunis, 17 déc. 1890 (91, 18). — *212*. Une cession de créance ne peut être reconnue fictive ou frauduleuse par cela seul que l'acte de cession n'indique pas le prix auquel elle a eu lieu : Sousse, 22 mars 1894 (94, 329). — *213*. La circonstance que le débiteur cédé aurait été poursuivi infructueusement devant les Tribunaux indigènes, avant la cession, pourrait, au contraire, jeter un doute sur la sincérité de celle ci : Sousse, 22 mars 1894 (94, 329). — *214*. Mais il faudrait que l'existence de ces poursuites fut certaine : Sousse, 8 juill. 1897 (97, 633). — *215*. Est nulle faute d'objet la cession faite par un indigène à un européen de droits réels, lorsque, ces droits étant litigieux, l'indigène a été débouté par une décision de la justice tunisienne des prétentions qu'il y avait, et qu'il a lui-même acquiescé à la décision ainsi rendue contre lui : Tunis, 6 juin 1906 (06, 598). — *216*. Le caractère collusoire de la cession résulte suffisamment de ce qu'elle a été faite par un tunisien qui vient de succomber dans les poursuites qu'il a intentées contre son débiteur tunisien devant la justice indigène, ou qui les interromp en se substituant un européen qui les reprend par son compte devant la justice française : Tunis, 30 nov. 1893 (94, 267). — *217*. Mais la concomitance des dates respectives de la cession et de l'assignation devant la justice française n'est pas à elle seule, et en dehors de toute autre circonstance, la preuve suffisante de l'illégitimité de la cession : Tunis, 30 nov. 1893 (94, 267). — *218*. Le caractère fictif et frauduleux de la cession susdite est d'ailleurs complètement établi par les circonstances suivantes : que le cessionnaire européen exerce la profession d'agent d'affaires ; que la cession est postérieure à l'échec de poursuites dirigées contre le débiteur devant la justice indigène ; qu'aucun prix n'est indiqué dans l'acte de cession : Tunis, 17 mai 1897 (97, 409). — *219*. La cession de créance doit être considérée comme frauduleuse quand il est constaté que le débiteur cédé n'a pas donné son consentement à la cession, et qu'ainsi c'est malgré lui qu'on l'entraine devant une juridiction qui n'est pas la sienne : Ouzara, 14 févr. 1897 (97, 365) ; 14 févr. 1897 (97, 637).

B. *Effets*. — *220*. Le débiteur d'une créance cédée peut opposer au cessionnaire toutes les exceptions qu'il aurait pu opposer au cédant : Saïgon, 2 mars 1894 (95, 421). — *221*. Par suite un tribunal qui est incompétent pour connaître des affaires dans lesquelles ne sont en cause que des indigènes, reste incompétent pour statuer sur l'action exercée par

un français en recouvrement de la créance à lui cédée par un indigène contre un autre indigène qui peut, à cet égard, invoquer l'exception qu'il aurait pu élever contre le premier créancier, si c'eût été lui qui l'eût appelé devant le Tribunal français : Saïgon, 2 mars 1894 (95, 421). — *222*. Les tribunaux français n'ont pas qualité pour apprécier une contestation relative au règlement d'une succession tunisienne, alors que cette contestation est soulevée par un protégé n'agissant que comme cessionnaire des droits d'un sujet tunisien : Tunis, 22 juin 1891 (91, 303). — *223*. Il en est ainsi à plus forte raison lorsque cette contestation a été jugée souverainement par l'autorité tunisienne : Tunis, 22 juin 1891 (91, 303). — *224*. Le tunisien qui, ayant obtenu un jugement de l'autorité judiciaire tunisienne, cède la créance qui en résulte pour lui contre un tunisien à un tiers justiciable des tribunaux français, ne peut pas lui donner plus de droits qu'il n'en avait lui-même : Tunis, 26 juin 1893 (93, 262). — *225*. Il ne peut, spécialement, faire revivre par ce moyen devant la juridiction française, un litige déjà tranché par la juridiction qui était compétente pour en connaître, c'est-à-dire la juridiction tunisienne, et substituer certaines voies d'exécution à certaines autres : Tunis, 26 juin 1893 (93, 262). — *226*. Il en est ainsi notamment au cas où l'Ouzara, ayant été saisie de difficultés d'exécution de la sentence dont s'agit par le tunisien débiteur cédé, ce tribunal a renvoyé la contestation devant le Chàra. Le cédant ne peut, au moyen de la cession susdite, éviter d'aller plaider devant cette juridiction : Tunis, 26 juin 1893 (93, 262). — *227*. En conséquence, la juridiction française doit considérer la cession comme impuissante à baser sa propre compétence... Alors surtout qu'elle ne se présente pas dans des conditions de sincérité évidentes : Tunis, 26 juin 1893 (93, 262). — *228*. En thèse générale, le cessionnaire n'entre pas, quand à la créance cédée et aux moyens de la faire valoir, d'une façon tellement absolue dans la place du cédant, qu'on doive lui refuser la faculté d'invoquer, en vertu de sa condition personnelle, des bénéfices dont ne jouissait pas le cédant lui-même, spécialement, le droit à une juridiction qui découle de sa nationalité : Tunis, 25 mars 1895 (95, 257). — *229*. On ne saurait induire qu'il a renoncé à ce droit de ce seul fait qu'il est devenu cessionnaire d'une créance souscrite par un tunisien au profit d'un autre tunisien, et il en serait ainsi, même à l'égard d'un acte de cession ordinaire : Tunis, 25 mars 1895 (95, 257). — *230*. Le Tribunal français est compétent pour connaître de l'action en paiement d'une adala souscrite primitivement par un tunisien au profit d'un tunisien, si la créance a été acquise par un justiciable des tribunaux français et si le débiteur ne prouve nullement que la cession soit fictive : Sousse, 14 nov. 1901 (02, 395). — *231*. Il n'y a point lieu de s'arrêter à l'allégation du débiteur prétendant que le cessionnaire ne serait en réalité qu'un simple mandataire du créancier primitif, si l'acte de cession a été

inscrit en marge du titre originaire et constate que le cessionnaire a remis au cédant ce qui était dû par le débiteur : Sousse, 14 nov. 1901, (02, 395). — *232*. Il y a lieu, pour la juridiction indigène, de se déclarer incompétente pour connaître de l'action en paiement intentée par un tunisien contre un tunisien, si le premier n'a à faire valoir contre le second d'autre prétention que celle fondée sur un titre de créance qui lui a été cédé par un protégé européen, contre lequel le débiteur a à faire valoir une exception de paiement ou de compensation : Ouzara, 16 févr. 1900 (00, 461). — *233*. Est recevable le déclinatoire d'incompétence proposé par le défendeur tunisien dans une instance qui n'intéresse que des tunisiens : Sousse, 15 nov. 1894 (95, 27). — *234*. Il importe peu que le demandeur tunisien agisse comme cessionnaire d'un européen ou assimilé, l'article 1er du décret du 18 avril 1883 ne faisant aucune distinction : Sousse, 15 nov. 1894 (95, 27).

C. *Cession en cours d'instance*. — *235*. N'est pas de nature à modifier la compétence du Tribunal saisi l'intervention d'un cessionnaire d'une créance dont la cession est postérieure à l'introduction de l'instance, cette intervention ayant tous les caractères d'une manœuvre frauduleuse ayant pour but d'enlever le litige à ses juges naturels : Tunis, 21 déc. 1891 (92, 223). — *236*. La procédure engagée contre un indigène, devant les tribunaux mixtes, par un européen, demeure de la compétence de ces tribunaux, malgré la cession de la créance par l'européen, effectuée en cours d'instance : C. mixte Alexandrie, 19 janv. 1899 (03, 141). — *237*. Le fait par un individu de céder à un tiers, postérieurement à l'assignation, les droits qui lui sont contestés, ne peut avoir aucune influence sur la compétence de la juridiction saisie. Spécialement, il en est ainsi lorsque, le litige s'étant engagé entre tunisiens devant la justice française, l'un d'entre eux a cédé ses droits à un européen, pour échapper à un déclinatoire d'incompétence : Tunis, 16 avr. 1891 (93, 270). — *238*. Mais le tribunal français est seul compétent pour connaître d'un litige entre tunisiens, bien qu'il ait un caractère immobilier, lorsque les seules conclusions dont il est régulièrement saisi, tendent à l'annulation d'une saisie immobilière et au sursis à l'adjudication d'un immeuble saisi : Tunis, 16 avr. 1891 (93, 270). — *239*. En effet, aucune autre juridiction ne peut connaître de la validité et de la marche des procédures qui ont pour objet l'exécution des jugements des tribunaux français en Tunisie : Tunis, 16 avr. 1891 (93, 270).

D. *Endossement*. — *240*. Lorsque l'obligation contient la clause à ordre, qui a pour effet d'engager le souscripteur, non seulement envers le créancier primitif, mais encore envers tous les cessionnaires futurs de la créance, quelles que puissent être les conséquences produites par leur

nationalité au point de vue de la juridiction, le débiteur cédé tunisien ne peut décliner la compétence de la juridiction française : Tunis, 8 mai 1893 (93, 299). — *241*. La juridiction française établie en Tunisie est compétente pour statuer sur la demande en paiement d'un billet à ordre dont le souscripteur et le bénéficiaire sont sujets tunisiens, si ce billet a été transmis par voie d'endossement à un européen : Tunis, 9 déc. 1886 (95, 401) ; 18 janv. 1892 (93, 286) ; 25 mars 1895 (95, 257). — *242*. Aux termes de l'art. 1690 C. civ., le débiteur d'une obligation civile constatée par acte notarié peut s'obliger à payer au créancier ou à son ordre et l'endossement d'une telle obligation a pour effet d'en opérer le transport, non seulement dans les rapports du cédant et du cessionnaire, mais aussi à l'égard du débiteur cédé et à l'encontre des tiers : Just. p. Sousse, 27 nov. 1894 (95, 231). — *243*. Et cet article s'applique aussi bien aux créances commerciales qu'aux créances civiles : Just. p. Sousse, 27 nov. 1894 (95, 231). — *244*. Ces règles sont applicables au transport de la créance d'un tunisien sur un tunisien à un européen, surtout si ce transport et sa signification ont eu lieu dans les formes de la loi française : Just. p. Sousse, 27 nov. 1894 (95, 231). — *245*. En conséquence, le débiteur cédé, sujet tunisien, n'est pas fondé à décliner la compétence de la juridiction française, s'il est poursuivi devant elle par le cessionnaire européen de son créancier tunisien, alors que la créance cédée était à ordre : Just. p. Sousse, 27 nov. 1894 (95, 231). — *246*. La cause doit être considérée comme s'agitant exclusivement entre sujets tunisiens lorsqu'il s'y trouve seulement un justiciable de la justice française et que celui ci n'y est entré qu'en vertu d'un endossement postérieur à l'échéance de l'effet endossé et ne portant pas de mention de valeur fournie, endossement qui n'a été fait que pour arracher un tunisien à sa justice naturelle et éviter la collation du serment religieux : Tunis, 8 avril 1905 (05, 464). — *247*. La juridiction musulmane est compétente pour connaître des difficultés nées de l'exécution des conventions intervenues entre des musulmans, bien que le titre produit dans l'instance revête les caractères d'un billet à ordre : Alger, 1er févr. 1892 (99, 264). — *248*. Il importe peu que ce titre ait été endossé au profit d'européens, si ceux-ci ayant été désintéressés, ne figurent pas dans l'instance : Alger, 1er févr. 1892 (99, 264). — *249*. Un pareil titre, souscrit par un musulman au profit d'un autre musulman, ne donne pas ouverture à l'application des règles du Code de commerce français, mais aux coutumes et usages qui forment la loi des parties : Alger, 1er févr. 1892 (99, 264).

CHAPITRE III

Conflits relatifs à l'exécution des jugements entre la justice française et la justice indigène.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 57. — COULON, *Exécution des jug. franç. contre les tunisiens*, (Journ. des trib. de la Tun., 1902, p. 321 et 353). — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 147.

SECTION PREMIÈRE

Principes généraux.

250. Le Chara de Tunis n'a pas qualité pour annuler des décisions de la justice française, ni pour connaître des procédures d'exécution poursuivies devant elle : Tunis, 23 janv. 1895 (95, 451) ; 23 oct. 1895 (95, 573). — *251.* La justice française n'a pas qualité pour intervenir dans les procédures poursuivies par la justice tunisienne, qui n'est pas sous sa dépendance, même quand elle agit pour l'exécution de ses décisions : Tunis, 23 oct. 1895 (95, 573) ; 10 juin 1908 (08, 610).

SECTION II

Opérations d'exécution sur des meubles.

252. La loi n'a pas réglé le cas où deux saisies ont été pratiquées sur le même débiteur, l'une par la justice tunisienne, l'autre par un huissier français : Tunis, 21 avr. 1891 (96, 253). — *253.* Les deux saisies sont également valables, mais par application du principe qui attribue compétence à la juridiction française, dès qu'un de ses justiciables est en cause, il convient de décider, en règle générale, que, quelles que soient les dates des saisies, c'est à l'huissier qu'il appartient de poursuivre la vente et que la distribution des deniers en provenant doit être faite conformément aux règles de la procédure française : Tunis, 21 avr. 1891 (96, 253). — *254.* Toutefois cette règle ne peut être appliquée qu'autant que l'autorité tunisienne a connaissance de la saisie que l'huissier a pratiquée : Tunis, 21 avr. 1891 (96, 253). — *255.* Les tribunaux français de Tunisie sont compétents pour connaître de la validité d'une saisie-arrêt, lorsque le tiers saisi est européen, bien que les deux autres parties soient tunisiennes : Tunis, 31 oct. 1892 (94, 414). — *256.* Sauf à surseoir à statuer jusqu'à ce que le créancier ait fait reconnaître l'existence de sa créance par l'autorité compétente : Tunis, 31 oct. 1892 (94, 414). — *257.* Mais il n'y aurait pas lieu de surseoir à statuer, si le contrat qui a donné naissance à la créance

contenait une clause attribuant juridiction aux Tribunaux français, pour toutes les difficultés auxquelles donnerait lieu son exécution. Cette clause, qui a pour résultat de soumettre à la juridiction française un litige entre tunisiens est licite et obligatoire pour ceux qui l'ont acceptée : Tunis, 31 oct. 1892 (94, 414). — *258*. Si la juridiction tunisienne est seule compétente pour connaître de la demande en paiement introduite par un sujet tunisien à l'encontre d'un autre sujet tunisien, il y a lieu, cependant, de réserver à la juridiction française l'exécution par voie de distribution de la condamnation prononcée, s'il est établi que les biens du débiteur sont insuffisants pour couvrir tout son passif et que, parmi ses créanciers, il s'en trouve de nationalité européenne ; Ouzara, 1er mai 1899 (99, 469).

SECTION III

Opérations d'exécution sur les immeubles.

§ Ier. — Saisies immobilières concurrentes.

259. Les immeubles d'un débiteur ne peuvent être saisis réellement en vertu d'un jugement de la justice française, lorsqu'antérieurement ils ont été saisis et vendus, en vertu d'une décision rendue par la justice tunisienne à la requête d'un autre créancier : Tunis, 23 oct. 1895 (95, 573). — *260*. On argumenterait vainement, pour faire reconnaître la régularité de la deuxième saisie, de ce que toute la procédure suivie devant la justice indigène ne serait entachée de collusion et de fraude, car les tribunaux français n'ont pas le droit d'apprécier et d'annuler les décisions rendues par les tribunaux indigènes dans les limites de leur compétence : Tunis, 23 oct. 1895 (95, 573). — *261*. Est seule valable l'adjudication à la barre d'un Tribunal français d'un immeuble dont la vente a été simultanément poursuivie par l'Administration tunisienne en exécution d'un jugement de la juridiction tunisienne, si le jugement d'adjudication de la juridiction française est intervenu avant que la transmission de la propriété ait été effectuée à l'adjudicataire devant la juridiction tunisienne, soit par le consentement du saisi à la vente, soit par son approbation par le Bey : Tunis, 11 mars 1902 (02, 371). — *262*. Il en est ainsi, tout au moins, au cas où la saisie de l'huissier français est antérieure à la procédure de vente de la juridiction tunisienne : Tunis, 11 mars 1902 (02, 371). —*263*. Une saisie-immobilière pratiquée par l'autorité judiciaire indigène, à la requête d'un sujet tunisien, à l'encontre d'un débiteur également tunisien, et sur un immeuble non immatriculé, ne peut faire obstacle à ce que le même immeuble soit ensuite saisi par huissier, sur le même débiteur à la requête d'un créancier européen, s'il n'a pas été suivi régulièrement sur la première procédure : Sousse, 16 juill. 1903 (03, 579). — *264*. Il en

est ainsi, notamment, si la vente de l'immeuble saisi n'a pas été faite dans les délais de la procédure indigène, par suite d'une transaction intervenue entre créancier et débiteur, au moment où cette vente allait intervenir : Sousse, 16 juill. 1903 (03, 579). — *265*. En l'absence de loi, les juges doivent, conformément à la règle posée par l'art. 4 du Code civil, trancher la difficulté en s'inspirant de l'équité et des besoins de la pratique : Tunis, 2 juill. 1902 (03, 254). — *266*. En conséquence, au cas où un immeuble saisi aurait été vendu simultanément devant l'autorité tunisienne et à la barre d'un Tribunal français, la solution qui en équité s'imposerait, serait une nouvelle adjudication à la barre sur une mise à prix déterminée par le prix le plus élevé obtenu par l'une des deux adjudications précédentes : Tunis, 2 juill. 1902 (03, 254). — *267*. Pour régler le conflit survenu ensuite de deux ventes judiciaires d'un même immeuble saisi et vendu d'un côté par l'autorité tunisienne et de l'autre adjugé à la barre d'un Tribunal français, il y a lieu de rechercher à quelle date l'immeuble en question est sorti du patrimoine du débiteur et quelle est la saisie qui l'a frappé la première, la seconde saisie étant nulle et de nul effet comme frappant un immeuble sorti du patrimoine du débiteur saisi : Tunis, 26 févr. 1897 (98, 324). — *268*. Le poursuivant, à la requête duquel a été poursuivie la seconde saisie, est responsable vis-à-vis de l'adjudicataire du préjudice qu'il pourrait éprouver du fait de la dépossession qu'il devra subir, par suite de l'annulation de la poursuite et de la vente : Tunis, 26 févr. 1897 (98, 324). — *269*. Ce second saisissant, s'il a été de bonne foi et a pu ignorer la première saisie, a son recours contre le débiteur saisi qui lui ne pouvait l'ignorer : Tunis, 26 févr. 1897 (98, 324).

§ 2. — Droits de l'Administration tunisienne chargée de l'exécution de jugements français

270. Le juge des référés n'est pas compétent pour ordonner des mesures relativement à l'exécution d'un jugement d'un Tribunal français, poursuivie par l'Administration tunisienne, à l'encontre d'un indigène tunisien, par application du décret du 17 juin 1901 : Sousse, 26 nov. 1907 (07, 607). — *271*. Un Tribunal français n'a pas le droit de donner mainlevée d'un sequestre imposé par l'autorité tunisienne, chargée de l'exécution d'un jugement de la justice française, en vertu des dispositions du décret du 17 juin 1901 : Tunis, 10 juin 1908 (08, 610). — *272*. Cette incompétence de la justice française est absolue et doit être relevée d'office : Tunis, 10 juin 1908 (08, 610).

CHAPITRE IV

Conflits de compétence entre les juridictions tunisiennes.

SECTION PREMIÈRE

Compétence spéciale des tribunaux religieux.

§ I. — Matières de statut personnel.

A. *Mariage, dot, divorce.* — *273.* Le Tribunal de province doit se déclarer incompétent pour connaître de la demande en paiement du montant d'une dot, si la validité du mariage, qui donnerait lieu au versement de ladite dot, est contestée. Dans ce cas, les parties doivent être renvoyées à se pourvoir devant le Tribunal religieux : Ouzara, 22 avr. 1901 (03, 61) ; 19 janv. 1903 (03, 563). — *274.* Au cas où celui qui est poursuivi pour avoir enlevé une femme déjà engagée pas les liens du mariage avec un autre individu, allègue, pour sa défense, que cette femme lui a été donnée régulièrement en mariage par son père, et produit un acte notarié à l'appui de cette prétention, il se pose une question préjudicielle de validité de mariage qui doit être renvoyée au Chara : Ouzara, 31 déc. 1885 (99, 461). — *275.* Cette juridiction doit faire connaître sa décision à la justice répressive et lui faire savoir s'il y a eu dol ou fraude et si le père a donné sa fille en mariage simultanément et volontairement à deux individus, afin que les coupables s'il y en a, puissent être punis par la juridiction compétente : Ouzara, 31 déc. 1885 (99, 461). — *276.* Les contestations relatives au paiement de la rançon due pour répudiation (kholà) ne sont pas de la compétence des tribunaux séculiers indigènes ; elles doivent être renvoyées au Charâ, qui a seul qualité pour les trancher, parce qu'elles rentrent dans le statut personnel musulman : Ouzara, 13 déc. 1898 (98, 413) ; 23 oct. 1902 (03, 560). — *277.* La répudiation moyennant rançon ou kholà est réglementée de telle sorte par le droit musulman, que la rançon n'est pas payable si la femme divorcée meurt pendant le temps de la retraite légale (adda) et que son paiement est subordonné à la validité de l'acte de divorce : Ouzara, 7 févr. 1901 (03, 60). — *278.* Or, si la validité du divorce est contestée, il s'élève une contestation de statut personnel que le Charâ, tribunal religieux, a seul qualité pour trancher, à l'exclusion de la justice séculière, c'est-à-dire du tribunal de province : Ouzara, 7 févr. 1901 (03, 60). — *279.* Au cas où le mari d'une musulmane divorcée demande en justice, au père de cette dernière, le montant de la kholà ou rançon qu'il s'est engagé à lui payer dans un délai déterminé, le Tribunal de province est compétent pour accueillir cette demande, alors que le défendeur se borne à déclarer qu'il n'a pas d'argent : Ouzara, 14 nov. 1901 (03, 558).

B. *Comptes de tutelle*. — *280*. Le Tribunal de l'Ouzara est incompétent pour statuer sur les difficultés qui peuvent surgir à l'occasion d'un réglement de compte entre mineur et tuteur. Ces difficultés doivent être soumises au Chara : Ouzara, 9 déc. 1907 (08, 118) ; 8 juin 1908 (08, 423).

C. *Aliments*. — *281*. Les demandes de pension alimentaire rentrent essentiellement dans les questions de statut personnel, de la compétence exclusive du Chara : Ouzara, 16 juin 1908 (08, 471). — *282*. Est de la compétence exclusive du Tribunal rabbinique, la demande introduite par une femme israélite tunisienne contre son mari, et tendant à ce que ce dernier soit condamné à assurer son entretien ; Ouzara, 22 janv. 1887 (99, 464).

D. *Successions*. — *283*. Le Tribunal de l'Ouzara est incompétent pour connaître de la demande en restitution d'un titre de propriété si elle donne à trancher une question de succession israélite. Il convient, dans ces conditions, de renvoyer les parties à se pourvoir devant le Tribunal rabbinique : Ouzara, 2 avr. 1886 (98, 405). — *284*. Lorsqu'un Tribunal (en l'espèce, le Châra) est saisi d'une demande de réglement de compte intéressant une succession ou l'administration des biens d'un incapable, l'Ouzara doit se déclarer incompétente, non seulement si elle est saisie de la même demande, mais même lorsque cette demande est connexe à celle qui est pendante devant le Tribunal du Châra : Ouzara, 1er déc. 1907 (08, 117).

§ II. — **Matières immobilières.**

285. Le Tribunal civil de l'Ouzara, est compétent pour connaître de toutes les contestations, relatives à la possession des immeubles tunisiens non immatriculés ; mais c'est le Tribunal du Châra qui peut seul connaître du pétitoire, c'est-à-dire des contestations relatives à la propriété : Ouzara, 13 avr. 1896 (96, 328). — *286*. Et cette incompétence de l'Ouzara en matière pétitoire, tenant à l'organisation des juridictions dans la Régence, doit être reconnue d'office : Ouzara, 13 avr. 1896 (96, 328). — *287*. Les tribunaux tunisiens séculiers, spécialement, le Tribunal de l'Ouzara, ne sont pas compétents pour connaître de la contestation qui porte sur l'existence d'une constitution de habous : Ouzara, 28 févr. 1897 (97, 638). — *288*. Ils doivent se borner à mettre l'immeuble sous sequestre et à renvoyer le jugement du fond du litige au Châra : Ouzara, 28 févr. 1897 (97, 638). — *289*. Il n'y a pas lieu pour le Tribunal de l'Ouzara de renvoyer devant le Châra une revendication d'immeuble, lorsque le demandeur produit à l'appui de sa prétention un jugement du Châra de date récente. Le Tribunal séculier n'a alors qu'à ordonner l'exécution de la décision du Tribunal religieux, attendu qu'il y a chose jugée : Ouzara, 9 août 1899 (03, 58). —

290. L'ouzara n'a pas compétence pour ordonner qu'il sera délivré au demandeur des titres de propriété, si ses droits à l'immeuble qu'il concerne ne sont pas établis ; il appartient au Châra seul de trancher la contestation immobilière qui se pose préjudiciellement : Ouzara, 8 mars 1900 (00, 464). — ***291.*** S'il est vrai que les Tribunaux de province ont qualité pour maintenir en possession d'un immeuble celui qui, l'ayant depuis plus d'un an, en a été évincé par un tiers, et ce, par provision, jusqu'à ce que le pétitoire ait été tranché par le Tribunal religieux, cette règle ne peut recevoir son application lorsque le possesseur a été évincé par un individu exerçant régulièrement la chefâa, suivant une procédure conforme au rite hanafite : Ouzara, 23 mai 1901 (03, 61). — ***292.*** En ce cas, en effet, il n'y a pas place pour l'action possessoire et le Tribunal de province doit se borner à renvoyer les parties à se pourvoir devant le Châra, pour y plaider, s'il y a lieu, sur la validité de la chefâa : Ouzara, 23 mai 1901 (03, 61). — ***293.*** La contestation sur les limites d'un immeuble, qui s'élève entre deux propriétaires riverains, est, par sa nature, pétitoire et non pas possessoire ; par suite, c'est le Tribunal du Châra et non le Tribunal de province, qui est compétent, lorsque la contestation s'agite entre tunisiens : Ouzara, 13 avr. 1903 (04, 469). — ***294.*** Si, dans une procédure antérieure à la promulgation du Code tunisien une partie prétend que le bail a pris fin par la mort du preneur (théorie de l'Ecole hanafite) tandis que l'autre se prévaut de la théorie contraire de l'Ecole malékite, l'Ouzara doit se déclarer incompétente et renvoyer les parties devant le Châra : Ouzara, 30 janv. 1908 (08, 197). — ***295.*** L'enzel étant un droit immobilier, l'Ouzara doit renvoyer les parties à se pourvoir devant le Châra, seul compétent, lorsque la contestation porte sur le contrat d'enzel : Ouzara, 24 févr. 1908 (08, 294). — ***296.*** Lorsque le Châra est saisi au pétitoire d'une instance relative à un terrain déterminé, les parties en cause devant ce tribunal ne peuvent, en cours d'instance, saisir un tribunal ressortissant à l'Ouzara d'une instance au possessoire ayant pour objet le même terrain. Elles sont censées en effet, avoir renoncé à l'exercice de l'action possessoire : Ouzara, 16 mars 1908 (08, 296). — ***297.*** Il n'en serait autrement que dans le cas où le trouble serait postérieur à la date à laquelle le Châra a été saisi : Ouzara, 16 mars 1908 (08, 296). — ***298.*** L'interprétation des jugements est réservée aux tribunaux qui les ont rendus. Il appartient également à ces derniers de statuer sur les difficultés d'ordre judiciaire qui peuvent se présenter à l'occasion de l'exécution de ces jugements : Ouzara, 18 juin 1908 (08, 501). — ***299.*** L'Ouzara ne saurait donc connaître des difficultés soulevées par les parties à l'occasion de l'exécution d'un jugement du Châra. (Il s'agissait, en l'espèce, d'une partie qui prétendait, lors de l'exécution, que la parcelle de terrain attribuée à son adversaire n'avait pas les limites auxquelles celui-ci prétendait) : Ouzara, 18 juin 1908 (08, 501).

SECTION II

Compétence spéciale des Tribunaux séculiers.

300. Aux termes du décret du 18 mars 1896, qui a créé des tribunaux indigènes, dits de province, à compétence civile et pénale, ces tribunaux sont compétents pour connaître de toutes actions civiles introduites contre des tunisiens domiciliés dans leurs circonscriptions et ne dépassant pas 1.200 francs ; en conséquence, le Tribunal de l'Ouzara doit se déclarer incompétent pour connaître d'une demande à fins civiles inférieure à 1.200 francs introduite contre un indigène domicilié dans la circonscription du Tribunal de Gafsa : Ouzara, 31 mai 1897 (97, 368). — *301*. Il importe peu que le titre de créance produit à l'appel de la demande dépasse 1.200 francs, si le demandeur reconnaît avoir reçu un acompte qui réduit la dette à moins de ce chiffre et ne conclut qu'au paiement du solde : Ouzara, 31 mai 1897 (97, 368). — *302*. Aux termes de l'art. 13 du décret du 16 mars 1896, les tribunaux de province ne peuvent connaître des demandes portant sur une valeur indéterminable. Rentrent dans cette catégorie les demandes de restitution d'un titre : Ouzara, 22 juin 1908 (08, 502). — *303*. Cette incompétence peut être invoquée même en appel, devant l'Ouzara ; et si la matière est de la compétence, en dernier ressort, du tribunal de province, les parties peuvent se pourvoir devant le Premier ministre et demander l'application de l'art. 39 du décret du 18 mars 1896 : Ouzara, 22 juin 1908 (08, 502). — *304*. Au cas où il se produit un refus ou une opposition à l'exécution d'un jugement du Chara, il appartient à l'Ouzara d'ordonner la contrainte du récalcitrant par l'emploi de la force publique : Ouzara, 12 févr. 1886 (99, 462).

CHAPITRE V

Règles spéciales aux étrangers.

Bibliographie. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 108 et 113.

SECTION PREMIÈRE

Droits des consuls.

305. Aux termes du décret beylical du 5 mai 1883 et de la loi hellénique du 20 février 1884, notifiée le 24 mars de la même année, la justice française est compétente en Tunisie pour les litiges qui surgissent entre sujets hellènes, au même titre et dans les mêmes conditions que s'il s'agissait de français ; elle a donc pu valablement placer sous sequestre une succession grecque litigieuse au lieu d'en ordonner la remise au Consul de Grèce à Tunis : Tunis, 31 déc. 1891 (96, 232). — *306*. Aux termes des

art. 4 et 5 de la convention franco-russe du 1er avril 1874, dans le cas de décès d'un citoyen russe en France, les tribunaux français doivent ordonner la remise à l'autorité consulaire russe de tout l'actif mobilier de la succession, y compris les titres, valeurs et papiers qui peuvent se trouver au domicile du *de cujus* : Cass. civ., 17 juin 1895 (97, 292). — ***307***. Toutefois, cela ne peut pas faire obstacle à ce que les héritiers assistent, en personne ou par des fondés de pouvoirs de leur choix, aux opérations de levée de scellés et d'inventaire, pour la surveillance et la sauvegarde de leurs droits personnels : Cass. civ., 17 juin 1895 (97, 292). — ***308***. Les conventions diplomatiques et, notamment, la convention franco-russe du 1er avril 1874, n'accordent aux Consuls étrangers le droit de s'immiscer dans l'Administration des successions de leurs nationaux décédés en France, qu'à raison de l'intérêt qu'ils ont à défendre et à sauvegarder les droits des héritiers et des légataires de leur nation ; ils n'ont pas le droit de s'immiscer dans la la succession de leurs nationaux, si les héritiers appartiennent à une autre nationalité : Civ. Seine, 22 juin 1897 (98, 147). — ***309***. En l'absence de Consul du Brésil à Tunis, il échet de renvoyer devant le Consul du pays qui protège la Régence, c'est-à dire le Consul de France, la liquidation des droits et reprises de deux époux brésiliens séparés de corps par la justice française : Tunis, 7 janv. 1895 (95, 93). — ***310***. La suppression des juridictions consulaires et la dévolution de leurs attributions à la juridiction française a eu pour conséquence d'enlever aux Consuls des puissances en Tunisie toute attribution contentieuse, notamment le droil de connaître des contestations qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution d'une charte partie et de nommer des experts pour procéder aux constatations nécessaires pour la solution du litige : Tunis, 9 avr. 1892 (95, 538). — ***311***. Alors même que le droit de propriété est contesté, un Tribunal consulaire de France dans les Echelles du Levant est compétent pour connaître de la constestation au fond, si l'une des parties, dans l'espèce, le demandeur, est muni d'un titre de propriété qui revêt toutes les apparences de la régularité. En effet, provision est due à ce titre, sans que le Tribunal français puisse se faire juge de sa validité · Aix, 4 nov. 1896 (97, 398). — ***312***. Dans ce cas, une demande en sursis, fondée sur une action en revendication introduite par le défendeur devant le Tribunal compétent n'est pas recevable, le Tribunal consulaire ayant une juridiction indépendante et ne pouvant subordonner la reconnaissance d'un droit actuellement certain aux résultats d'un procès dont rien ne lui permet d'envisager la fin ou de prévoir l'issue : Aix, 4 nov. 1896 (97, 398).

SECTION II

Gouvernements étrangers.

313. Le Gouvernement tunisien conserve, malgré le Protectorat français, son autonomie et ses droits souverains : Alger, 20 mai 1890

(90, 150). — *314*. Il n'est, comme ses propres sujets, soumis qu'à la juridiction de ses tribunaux, sauf les cas spéciaux où les tribunaux français ont reçu de la loi compétence expresse : Alger, 20 mai 1890 (90, 150). — *315*. Si l'indépendance réciproque des États est un des principes essentiels du droit des gens, et s'il résulte de ce principe qu'un Gouvernement ne peut être soumis, pour les engagements qu'il contracte, à la juridiction d'un État étranger, ce principe peut fléchir devant l'acceptation certaine, par un Gouvernement d'une juridiction qui lui est étrangère : Civ. Seine, 30 juin 1891 (91, 226). — *316*. Le principe de l'indépendance réciproque des États, en vertu duquel aucun souverain ne peut être traduit, sans son consentement, devant une juridiction étrangère, est une règle essentielle et fondamentale du droit des gens. Toutefois ce n'est point un principe d'ordre public et il appartient à tout souverain, dans l'intérêt duquel il a été établi, d'y renoncer : Paris, 14 déc. 1893 (94, 38). — *317*. Cette renonciation peut découler légalement de l'acceptation d'un arbitrage ; mais alors elle ne comprend que les contestations nées directement de l'exécution par voie parée de la sentence à intervenir ; elle ne s'applique nullement à une action ayant pour but de faire statuer, comme par l'arbitre lui-même mis dans l'impossibilité de le faire, sur le règlement définitif des comptes entre les parties : Paris, 14 déc. 1893 (94, 38). — *318*. Si un souverain a le droit de renoncer, par l'acceptation d'un arbitrage, au principe en vertu duquel il ne peut être traduit sans son consentement devant une juridiction étrangère, cette renonciation ne comprend que ce qui a été expressément mentionné dans l'arbitrage ; elle ne s'applique pas au règlement de comptes réservé par la sentence arbitrale : Cass. civ., 21 janv. 1896 (96, 66).

SECTION III

Sociétés.

319. Les Tribunaux français sont seuls compétents pour connaître d'un litige entre un indigène et une société ayant son siège en Tunisie si cette Société est composée d'européens : Tunis, 11 janv. 1897 (97, 235) ; 2 juin 1899 (00, 120). — *320*. La société formée entre français, dans les formes instituées par la loi française, et portant une raison sociale française, doit être considérée comme de nationalité française : Ouzara, 30 sept. 1896 (96, 582). — *321*. Par suite, la juridiction tunisienne est incompétente pour connaître de l'action personnelle et mobilière intentée par cette société contre un sujet tunisien : Ouzara, 30 sept. 1896 (96, 582). — *322*. Il est généralement de règle que, pour les sociétés commerciales qui se forment sans autorisation du Gouvernement, la nationalité est déterminée par l'endroit où elles ont leur premier établissement ; mais cette règle ne peut être suivie en Tunisie où il existe deux juridictions parallèles, l'une spéciale aux

européens, l'autre spéciale aux indigènes : Tunis, 13 févr. 1890 (90, 78). — *323*. Les européens ont acquis en effet, par les traités du 8 septembre 1868 et du 19 juillet 1875, le droit d'établir des sociétés commerciales, à charge par eux de se conformer aux règlements de police établis par la loi locale, et cette faculté leur a été accordée sans dérogation aucune aux règles de compétence ordinaire de leurs juridictions consulaires : Tunis, 13 févr. 1890 (90, 78). — *324*. En conséquence, une société comprenant des européens ou protégés peut à bon droit n'être pas considérée comme une société de nationalité tunisienne, alors surtout qu'un européen ou protégé y joue un rôle prépondérant et paraît même y figurer en réalité comme associé en nom d'une société en commandite simple : Tunis, 13 févr. 1890 (90, 78). — *325*. La juridiction française est donc compétente dans un litige mobilier concernant une association de cette sorte : elle l'est d'ailleurs, sans contestation possible, si l'européen ou protégé, qui en fait partie et en est le président, est assigné non seulement en cette qualité, mais encore comme pris en son nom personnel : Tunis, 13 févr. 1890 (90, 78). — *326*. S'il est vrai qu'en matière de société, l'action peut être portée devant le Tribunal du lieu où la société a son principal établissement, c'est-à-dire où elle fait ses principales affaires et où se trouvent ses principaux intérêts, il ne peut en être ainsi que quand l'action est intentée par des tiers étrangers à la société : Sousse, 9 nov. 1893 (97, 42). — *327*. Il en est autrement lorsque l'action est intentée contre la société par un de ses anciens employés, qui ne peut ignorer le lieu où est établi le siège social, alors surtout que le procès porte principalement sur l'examen et l'interprétation d'une convention écrite passée entre le demandeur et la société défenderesse au siège de la société : Sousse, 9 nov. 1893 (97, 42).

SECTION IV

Successions.

328. D'après l'art. 59 § 6, C. proc. civ., l'héritier défendeur doit être assigné, par les créanciers du défunt, avant le partage, devant le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte. Mais l'incompétence qui résulte de ce texte est purement relative et elle ne peut être proposée pour la première fois en appel : Alger, 24 févr. 1894 (94, 316). — *329*. L'art. 59 § 6 s'applique-t-il lorsqu'il n'existe qu'un seul héritier ? (non résolu) : Alger, 24 févr. 1894 (94, 316).) — *330*. S'agissant d'une instance contre la succession d'un étranger qui s'est ouverte hors de France, le Tribunal compétent est celui du lieu de l'ouverture de la succession ou celui du domicile du défendeur, si l'action intentée est purement personnelle et mobilière ; c'est le Tribunal de la situation des immeubles, si la contestation est de nature immobilière : Alger, 17 juin 1903 (04, 170). — *331*. L'action en paiement d'une dette hypothécaire est mixte ; dès lors le Tribunal du domicile du défendeur et

celui de la situation des immeubles sont également compétents, dans l'hypothèse ci-dessus exposée : Alger, 17 juin 1903 (04, 170).

SECTION V

Contestation entre étrangers.

332. Si, en principe, les tribunaux français n'ont pas à connaître des contestations entre étrangers, ils peuvent cependant les juger, s'il s'agit d'étrangers établis en France et s'il est constant que ce n'est pas par esprit de fraude qu'ils saisissent la juridiction française : Civ. Seine, 4 mars 1895 (96, 523). — *333*. Si, en principe, les tribunaux français peuvent refuser de connaître des contestations entre étrangers qui leur sont soumises, ils ne doivent pas, cependant, se déclarer incompétents d'office, lorsque le défendeur ne justifie d'aucun domicile à l'étranger et qu'il ne peut indiquer aucun tribunal étranger auquel le demandeur pourrait s'adresser pour faire consacrer ses droits ; en effet, il ne peut se plaindre, dès lors, que la connaissance de l'affaire soit enlevée à ses juges naturels : Civ. Seine, 13 mars 1896 (96, 548). — *334*. Dans les procès entre étrangers de même nationalité, la justice française, lorsque les défendeurs déclinent sa compétence, ne doit sa protection aux demandeurs que s'ils ne peuvent utilement saisir la justice de leur pays : Civ. Seine, 18 févr. 1899 (99, 391). — *335*. La partie au profit de laquelle attribution de juridiction a été faite dans un contrat, au tribunal de son domicile, a le droit de renoncer à cette attribution de juridiction et d'assigner les autres parties devant le tribunal de leur domicile réel : Tunis, 19 mars 1902 (02, 423).

CHAPITRE VI

Droits étrangers.

Bibliographie. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 100 et 217.

SECTION PREMIÈRE

Droit maltais.

336. Le fait qu'un étranger se trouve dans le territoire juridictionnel des tribunaux maltais ne constitue pas le domicile dont il est parlé dans le n° 2 de l'art. 749 des lois d'Organisation judiciaire et de procédure civile de Malte, et qui est de nature à soumettre l'étranger à la juridiction desdits tribunaux : Com. Malte, 30 janv. 1900 (07, 516).

SECTION II

Droit italien.

337. Les tribunaux italiens sont compétents pour priver de sa capacité civile un étranger, en conformité de son statut personnel : App. Milan,

5 juill. 1901 (04, 431). — *338.* Spécialement, un sujet hellène prodigue peut, conformément à la loi grecque, être privé de sa capacité civile et pourvu d'un curateur par un tribunal italien : App. Milan, 5 juill. 1901 (04, 431).

COMPÉTENCE CIVILE DES JUGES DE PAIX

Voir : Action possessoire, ch. I sect. V. — Enzel, ch. V sect. II. — Péremption d'instance, sect. I. — Qualités, sect. II. — Référés, ch. I sect. II. — Taxes municipales, chap. I sect. III.

Bibliographie. — S. Berge, *Conf.* p. 154. — S. Berge, *Just. franç. en Tun.* p. 155. — Ch. Martineau, *Comp. des juges de paix* (Journ. des Trib. de la Tunis., 1895, p. 313, 345, 377. — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.*, p. 30. — Tilloy, *Rép. alph.* t. III, p. 1120 et 1127.

CHAPITRE PREMIER

Détermination de la compétence en raison de la matière.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 16 et 20. — Ch. Martineau, *Comp. des j. de p.* (Journ. des trib. de la Tun. 1895, p. 315 et 317).

SECTION PREMIÈRE

Détermination du taux du ressort. Compétence en général.

1. Le jugement rendu par un juge de paix de Tunisie sur une demande en condamnation pour une somme de 1000 francs est en premier ressort, d'après le décret du 19 août 1854 et l'art. 3 de la loi du 27 mars 1883 ; par conséquent, l'appel formé contre le jugement est recevable : Tunis, 26 juill. 1897 (97, 571). — *2.* La qualification du ressort doit être déterminée par le montant de la demande d'après les dernières conclusions prises par les parties : Tunis, 18 déc. 1901 (02, 504). — *3.* En conséquence, doit être qualifié en premier ressort le jugement rendu sur une demande en paiement de cinq cents francs d'après l'assignation, mais qui aurait été portée à une somme dépassant ce chiffre par les conclusions dernières du demandeur : Tunis, 18 déc. 1901 (02, 504). — *4.* La compétence est fixée par l'exploit introductif d'instance. Un tribunal régulièrement saisi conserve donc la connaissance du litige, malgré les changements qui peuvent survenir ultérieurement, soit dans le chiffre de la somme demandée, soit dans la condition ou le domicile du défendeur, pourvu que le demandeur n'ait été, en exagérant sa demande, téméraire ou déloyal, et qu'il n'ait pas

abusivement occasionné des frais ou un dommage à son adversaire, en saisissant le Tribunal de 1re instance d'un litige qui, régulièrement, aurait du appartenir au juge de paix : Tunis, 21 mars 1892 (96, 255). — **5**. Le taux de la compétence du juge de paix ne se base pas sur l'importance du titre de créance produit à l'appui de la demande, si ce titre n'est pas contesté ; c'est dans ce cas, le chiffre de la demande qui est seul à considérer : Sousse, 24 janv. 1907 (08, 24). — *6*. Un juge de paix statue en dernier ressort, et non à charge d'appel, sur une demande personnelle et mobilière qui ne dépasse pas le taux du dernier ressort, bien que, en l'absence de toute demande reconventionnelle, la contestation ait porté sur l'existence ou l'inexistence d'un contrat de société qui n'est invoqué qu'à titre d'exception, alors, d'ailleurs, que la sentence rendue ne tranche pas ce point dans son dispositif : Cass. civ., 22 oct. 1901 (02, 10). — **7**. Aux termes de la loi du 27 mars 1883 et du décret du 19 août 1854, les juges de paix de Tunisie connaissent en matière civile et commerciale de toutes actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1000 fr. : Tunis, 23 oct. 1893 (95, 115). — *8*. Cette règle est générale et absolue et ne comporte aucune restriction permettant d'en excepter un litige portant sur la résiliation d'un contrat : Tunis, 23 oct. 1893 (95, 115). — *9*. La compétence des diverses juridictions est déterminée par la valeur et par la nature du litige et non pas par l'importance et par la difficulté plus ou moins grande des questions dont il exige l'examen : Tunis, 22 juill. 1895 (95, 471). — *10*. Rentre dans la compétence du juge de paix la demande en dommages intérêts ne dépassant pas 1000 fr. introduite par un fermier de mahsoulats contre un débitant qui se serait soustrait au paiement des droits à lui dus : Tunis, 22 juill. 1895 (95, 471). — *11*. Le Tribunal de 1re instance, saisi à la fois d'une demande en validité de saisie-arrêt et d'une demande en condamnation pour la créance qui lui sert de base, ne peut statuer sur cette dernière si, par sa nature, elle est de la compétence du juge de paix : Tunis, 12 nov. 1883 (94, 263). — *12*. Il importe peu que la solution du litige implique l'interprétation d'un décret tunisien concernant une question fiscale : Tunis, 11 déc. 1893 (95, 141). — *13*. Est en dernier ressort et non susceptible d'appel le jugement rendu par un juge de paix sur les demandes personnelles et mobilières respectivement inférieures à 500 fr. qui ont été formées devant lui par une assignation collective : Tunis, 21 nov. 1893 (95, 195). — *14*. Il importe peu que toutes ces demandes, dont le total dépasse le taux du dernier ressort, prennent leur base dans une convention unique, lorsque cette convention n'implique aucune solidarité entre les demandeurs : Tunis, 21 nov. 1893 (95, 195). — *15*. Lorsqu'une demande en justice de paix se compose de deux chefs portant au total sur une valeur supérieure à 500 francs, mais que le juge de paix statue de plein droit en dernier ressort sur l'un d'eux, le jugement est en

dernier ressort sur le tout, au cas où l'autre chef ne concerne qu'une somme inférieure à 500 fr. : Tunis, 18 déc. 1893 (95, 219). — ***16***. Toute demande en paiement d'un effet de commerce d'une valeur ne dépassant pas mille francs, est de la compétence des juges de paix de Tunisie, telle qu'elle est réglée par l'art. 3 de la loi du 27 mars 1883 et par le décret du 19 août 1854 : Tunis, 25 mars 1895 (95, 258). — ***17***. Il importe peu que cet effet ait été souscrit pour solde du règlement de comptes d'une société ayant existé entre le bénéficiaire et le souscripteur et portant sur des sommes supérieures au taux de la compétence des juges de paix : Tunis, 25 mars 1895 (95, 258). — ***18***. Alors surtout que le règlement de comptes n'est pas même discuté : Tunis, 25 mars 1895 (95, 258). — ***19***. La demande qui a pour objet la restitution du prix d'adjudication d'une récolte d'olives, opérée dans une procédure de saisie-brandon, est de la compétence du juge de paix, si elle se fonde uniquement sur ce que l'adjudicataire n'aurait pas trouvé de fruits à récolter et si elle ne met pas en question la validité de la procédure de saisie-brandon : Sousse, 20 mai 1899 (00, 153). — ***20***. Lorsque, sur une demande portée devant le juge de paix en paiement d'une somme non supérieure au taux du dernier ressort, le défendeur excipe de sa libération par un paiement qu'il aurait fait entre les mains d'un prétendu mandataire, auquel le demandeur dénie avoir donné pouvoir, la contestation sur l'existence du mandat ne modifie pas l'intérêt du litige, et laisse ainsi la cause, devant le juge de paix, en dernier ressort : Cass. civ., 10 déc. 1900 (01, 146). — ***21***. Le juge de paix saisi d'une demande en paiement rentrant dans le taux de sa compétence est compétent pour en connaître, alors même que le défendeur y opposerait une transaction générale intervenue entre les parties ; le juge de paix pouvant, sans excéder les limites de sa compétence, faire état d'un document de cette nature : Tunis, 21 mai 1902 (02, 465). — ***22***. Est en dernier ressort le jugement rendu par un juge de paix de Tunisie qui statue sur une demande en condamnation pour une somme de cinq cents francs plus les frais de protêt : Tunis, 31 janv. 1895 (95, 143) ; 25 oct. 1895 (95, 517) ; 13 juill. 1896 (96, 439). — ***23***. C'est à tort qu'une partie, condamnée par un jugement devenu définitif, et contrainte à payer, en vertu de cette décision, a la prétention de remettre en question, par une action en répétition de l'indu, les solutions données par le jugement dont s'agit. Cette voie de recours n'est point, en effet, admissible : Sousse, 14 déc, 1899 (01, 127). ***24***. A plus forte raison est non recevable la prétention de cette même partie, de faire obstacle à ce que le jugement prononcé sur son action en répétition de l'indu soit qualifié en dernier ressort, comme il convient, eu égard au taux de la demande, et cela, en mettant au procès une question préjudicielle de propriété : Sousse, 14 déc. 1899 (01, 127).

SECTION II

Questions préjudicielles de propriété.

25. Le juge de paix doit se dessaisir d'office lorsqu'une exception de propriété est soulevée devant lui : Tunis, 30 mai 1892 (94, 547) ; 16 mars 1896 (96, 240). — *26*. Mais seulement si la contestation est sérieuse et change le caractère de l'instance : Cass. req., 27 juill. 1897 (97, 587). — *27*. Le juge de paix doit se déclarer incompétent pour connaître d'une action tendant à obtenir la possession d'un immeuble, lorsqu'elle se base sur un bail et que le défendeur conteste le droit du bailleur à la propriété ; en effet l'action ainsi présentée donne nécessairement à trancher une question de propriété immobilière : Tunis, 30 mai 1892 (94, 547). — *28*. Un juge de paix est incompétent pour statuer sur une question de servitude relative à un bien habous et cette incompétence, étant d'ordre public, doit être relevée d'office : Sousse, 27 juin 1889 (93, 279). — *29*. Le Tribunal de paix est incompétent pour statuer sur une demande en dommages-intérêts fondée sur ce que le défendeur aurait refusé de se présenter devant une juridiction musulmane saisie d'un litige immobilier dont la loi ne donne pas la connaissance au juge de paix : Tunis, 10 janv. 1900 (00, 122). — *30*. Le juge de paix est incompétent pour ordonner le déplacement d'un gourbi d'un emplacement qu'il occupe sur une propriété riveraine à une distance trop rapprochée des cultures du demandeur, un litige de cette nature soulevant une question de propriété ou de servitude immobilière : Tunis, 16 avr. 1902 (02, 452). — *31*. S'il résulte des qualités d'un jugement de justice de paix que la propriété de l'immeuble n'ayant jamais été contestée, le demandeur et le défendeur s'en sont seulement prétendus chacun de leur côté locataires, en vertu d'un bail directement ou indirectement consenti par les propriétaires ; si, statuant sur ces seules prétentions, le juge de paix a décidé que l'une des parties avait exploité à tort l'immeuble et avait à tort empêché l'autre partie de jouir de l'objet de son bail, il est certain que, circonscrite dans ces derniers éléments, la demande ressortissait de la compétence du juge de paix : Sousse, 3 nov. 1904 (05, 578).

SECTION III

Demandes indéterminées.

32. Dépasse la compétence du juge de paix, comme étant indéterminée, la demande en dommages-intérêts faite pour un chiffre indiqué, sous réserve expresse de demander ultérieurement un surplus non indiqué, pour le même préjudice allégué, base unique de la première demande : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 185). — *33*. Une demande en communication de titres de propriété sous une contrainte pécuniaire n'a pas pour mesure, au point

de vue de la compétence et du taux du ressort, le montant de la somme réclamée à titre de contrainte. Son objet principal à une valeur indéterminée et elle échappe, en conséquence, à la compétence du juge de paix : Tunis, 16 oct. 1893 (93, 402). — *34*. Le déclinatoire qui repose sur cette incompétence est un moyen d'ordre public qui peut être proposé en appel pour la première fois : Tunis, 16 oct. 1893 (93, 402) ; 9 juill. 1906 (06, 588). — *35*. Le décret du 19 août 1854, en attribuant aux juges de paix la connaissance de toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de mille francs déroge sur ce point à toutes les règles restrictives contenues dans la loi du 25 mai 1838 : Tunis, 23 nov. 1896 (97, 33). — *36*. Mais ce décret ne saurait avoir pour effet de leur attribuer la connaissance des demandes de pension alimentaire en dehors de la limite de compétence déterminée par la loi de 1838 en cette matière, une demande de pension alimentaire étant dans son essence indéterminée, et échappant de ce chef à la juridiction des juges de paix : Tunis, 23 nov. 1896 (97, 33). — *37*. L'incompétence du juge de paix saisi d'une demande indéterminée est absolue ; elle peut donc être invoquée en tout état de cause, spécialement, en appel : Sousse, 12 avr. 1900 (01, 282). — *38*. Le silence des parties en première instance ne peut d'ailleurs suppléer la déclaration formelle, explicite et par écrit exigée par l'art. 7 C. proc. civ. : Sousse, 12 avr. 1900 (01, 282). — *39*. Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande indéterminée, (dans l'espèce, une action en restitution de documents), quand dans l'exposé de cette demande, il ne se rencontre aucun élément permettant d'en faire l'évaluation : Just. p. Paris XIVe, 14 nov. 1907 (08, 324). — *40*. Peu importe, du reste, à cet égard, soit que le demandeur ait conclu au paiement d'une astreinte et de dommages-intérêts, soit même qu'il ait déclaré à l'audience que les papiers par lui réclamés n'avaient pas de valeur, aucune de ces circonstances ne pouvant équivaloir à la détermination précise de la demande : Just. p. Paris XIVe, 14 nov. 1907 (08, 324).

SECTION IV

Demandes reconventionnelles.

§ Ier. — Fondées sur la demande principale.

41. Dans un premier système : D'après l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838 et l'art. 639 C. comm. modifié par la loi du 3 mars 1840, les tribunaux civils et de commerce statuent en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, quel qu'en soit le taux, lorsqu'elles sont exclusivement fondées sur la demande principale. Mais ces règles ne s'appliquent pas aux justices de paix qui restent, en cette matière, soumises au droit commun : Tunis, 17 avr. 1893 (93, 202). — *42*. Il importe peu, d'ailleurs, que le jugement rendu par le juge de paix l'ait été en matière commer-

ciale, les règles de la procédure étant les mêmes pour tous les procès soumis aux juges de paix à compétence étendue d'Algérie et de France : Tunis, 17 avr. 1893 (93, 202) ; Cass. req., 28 juill. 1897 (97, 620) ; Just. p. Tunis-Nord, 13 oct. 1897 (98, 39) ; Tunis, 24 janv. 1898 (98, 153). — *43. Dans un second système :* Le juge de paix ne peut statuer qu'en premier ressort lorsqu'il a été saisi d'une demande reconventionnelle qui rentre par son chiffre dans sa compétence en premier ressort, même si elle est fondée uniquement sur le préjudice occasionné par l'action principale : Tunis, 21 juill. 1893 (93, 334) ; 16 avr. 1894 (94, 276) ; 28 janvier 1895 (95, 269) ; 20 mars 1895 (95, 206) ; Cass. req. 27 nov. 1895 (95, 592) ; Sousse, 2 juin 1898 (99, 626) ; Tunis, 12 juin 1907 (07, 533). — *44.* La demande reconventionnelle en dommages-intérêts fondée exclusivement sur le préjudice causé par la demande principale est sans influence sur le taux du ressort devant les juges de paix de Tunisie : Tunis, 11 avr. 1908 (08, 588). — *45.* Lorsque, après immatriculation d'un immeuble, celui au profit de qui elle a été prononcée intente à un tiers une action en dommages-intérêts pour indue jouissance d'une partie du terrain immatriculé, et qu'à cette demande le tiers répond par une action en dommages-intérêts fondée sur ce que l'immatriculation aurait été obtenue par des moyens frauduleux, il n'est pas possible d'admettre que la demande reconventionnelle soit fondée sur le préjudice causé par la demande principale, et qu'elle soit, par suite, sans influence sur le taux du ressort : Tunis, 31 mai 1899 (99, 564). — *46.* La demande en dommages-intérêts ne peut être considérée comme fondée uniquement sur la demande principale, pour l'application de la loi du 11 avril 1838, lorsqu'elle a spécialement pour objet la réparation d'un dommage résultant d'actes et de démarches auxquels se serait livré le demandeur en dehors du procès : Cass. req. 20 déc. 1904 (06, 63),

§ II. — **Demandes disjointes.**

47. Le juge de paix ne doit pas disjoindre la demande reconventionnelle de la demande principale, pour statuer en dernier ressort sur cette dernière, inférieure à cinq cents francs. Il doit, aux termes de l'art. 8 de la loi du 25 mai 1838, statuer sur le tout à charge d'appel : Tunis, 4 avr. 1892 (94, 299). — *48.* Aux termes de l'art. 8 de la loi du 25 mai 1838, le juge de paix qui se trouve en présence d'une demande principale qui rentre dans sa juridiction et d'une demande reconventionnelle qui excède sa compétence, peut renvoyer sur le tout les parties à se pourvoir devant le Tribunal de 1re instance, sans préliminaire de conciliation : Tunis, 25 juin 1892 (93, 50). — *49.* Mais il doit retenir la demande principale et renvoyer le défendeur à se pourvoir ainsi qu'il avisera sur les conclusions reconventionnelles, lorsque ces dernières tendent à le saisir d'une question

échappant aussi bien à la juridiction du Tribunal de 1re instance qu'à la sienne propre, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs : Tunis, 25 juin 1892 (93, 50). — *50*. Il y a lieu de disjoindre la demande principale de la compétence en premier ressort du juge de paix et la demande reconventionnelle excédant le taux de la compétence du même magistrat, et celui-ci doit solutionner la première, lorsqu'elle est liquide, alors que la seconde n'est assortie en l'état d'aucune preuve et n'est point fondée, d'ailleurs sur la demande principale : Sousse, 20 avr. 1899 (00, 266). — *51*. Est recevable l'appel interjeté sur un jugement de justice de paix qui a statué en dernier ressort sur une demande principale inférieure au taux premier ressort, après disjonction d'une demande reconventionnelle posant une question préjudicielle de propriété : Sousse, 23 juin 1898 (99, 566). — *52*. La disjonction ainsi prononcée est fondée en droit lorsque la question préjudicielle de propriété n'est pas pertinente à l'égard du demandeur au principal : Sousse, 23 juin 1898 (99, 566).

SECTION V

Inapplication en Tunisie de la loi du 12 juillet 1905

53. La loi française du 12 juillet 1905, qui a augmenté la compétence des juges de paix, n'est pas applicable en Tunisie, où les pouvoirs de ces magistrats restent réglés par les lois antérieures, notamment par le décret du 19 août 1854 et la loi de 1838 : Tunis, 6 mars 1907 (07, 301). — *54*. Dans cette législation antérieure, s'il a été admis qu'un juge de paix peut connaître d'une demande en validité d'offres réelles, ce n'est qu'à la condition qu'il en soit saisi incidemment, comme d'une défense ou d'une réponse à la demande en paiement portée devant lui par action principale : Tunis, 6 mars 1907 (07, 301).

SECTION VI

Matières spéciales.

§ I. — Demandes en résiliation de bail.

55. *Dans un premier système :* L'art. 3 de la loi du 25 mai 1838, modifié par la loi du 2 mai 1855, attribue aux juges de paix la connaissance des actions en paiement de loyers, de validité, de saisie-gagerie, à n'importe quel chiffre que puisse s'élever la demande ; mais cette compétence cesse dès que le loyer annuel excède 400 francs : Civ. Alger, 15 juin 1901 (02, 99). — *56*. Le décret du 19 août 1854, qui a étendu la compétence des juges de paix, n'a pas eu pour effet d'apporter à cette compétence exceptionnelle une dérogation : Civ. Alger, 15 juin 1901 (02, 99). — *57*. D'autre part, l'incompétence des juges de paix pour toute action concernant des loyers annuels de

plus de 400 fr. par an, est d'ordre public et peut être opposée en tout état de cause : Civ. Alger, 15 juin 1901 (02, 99). — *58*. La compétence du juge de paix en matière de paiement de loyers se détermine par la valeur annuelle de la location ; le principe de l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838 s'applique, non seulement aux locations faites à l'année, mais encore à celles faites au mois, et le décret du 19 août 1854 n'y a nullement dérogé : Civ. S^{t} Pierre, 24 janv. 1899 (99, 536). — *59*. L'art. 83 de la loi du 25 mai 1838, complétée par celle du 2 mai 1855, promulguée en Algérie par décret du 26 juillet 1855, ne fait pas obstacle à l'application de la règle ordinaire de compétence édictée par l'art. 1er de cette loi lorsque la location annuelle excède 400 francs : Cass. civ., 22 mai 1901 (01, 511). — *60*. Dès lors, le juge de paix est compétent pour connaître de la demande en paiement de loyers en dernier ressort jusqu'à concurrence de 100 francs et à charge d'appel jusqu'à concurrence de 200 francs : Cass. civ., 22 mai 1901 (01, 511).

61. Dans un deuxième système : Le juge de paix statue en dernier ressort, en Tunisie, sur les demandes en paiement de loyers qui ne dépassent pas 500 francs, quel que soit le taux de la location annuelle. En effet le décret du 19 août 1854 a dérogé aux règles posées par la loi du 25 mai 1838 et cette dernière n'impose aucune restriction à la compétence donnée en toutes matières, par l'art. 1er du décret : Tunis, 23 avr. 1884 (94, 238 n.) ; 13 mai 1885 (94, 238 n.) ; 26 déc. 1888 (94, 238). — *62*. Aux termes des art. 3 de la loi du 25 mai 1838 et 1er de la loi du 5 mai 1855, les juges de paix ne peuvent connaître des demandes en résiliation de baux fondées sur le défaut de paiement des loyers que lorsque les locations n'excèdent pas une somme annuelle de 400 francs : Tunis, 31 oct. 1892 (94, 526) ; 23 oct. 1893 (95, 53) ; 13 janv. 1896 (96, 133) ; 28 déc. 1896 (97, 627) ; Just. p. Palestro, 15 sept. 1897 (97, 635). — *63*. Toutefois la compétence des juges de paix de Tunisie ayant été élevée, par la loi du 27 mars 1883 et le décret du 19 août 1854 à toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de mille francs, ils peuvent connaître de toutes demandes en résiliation de baux, à quel chiffre que s'élève la location annuelle, pourvu que les locations restant à courir en vertu du bail, ne dépassent pas la somme de 1000 francs : Tunis, 31 oct. 1892 (94, 526) ; 23 oct. 1893 (95, 53) ; 13 janv. 1896 (96, 133) ; 28 déc. 1896 (97, 627) ; Just. p. Palestro, 15 sept. 1897 (97, 635). — *64*. Aux termes de l'art. 3 de la loi du 27 mars 1883 et de l'art. 2 du décret du 19 août 1854, les juges de paix de Tunisie connaissent en dernier ressort, en matière civile, de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de cinq cents francs : Tunis, 8 mai 1893 (95, 217) ; 18 déc. 1893 (95, 255) ; 24 janv. 1894 (94, 441) ; 2 avr. 1894 (94, 247). — *65*. Cette règle est générale et absolue et déroge à toutes les dispositions contraires qui limitent en France à un chiffre moins élevé la compétence des juges de paix, notamment en matière de résiliation de baux et de

paiement de loyers : Tunis, 8 mai 1893 (95, 217) ; 18 déc. 1893 (95, 255) ; 24 janv. 1894 (94, 441) ; 2 avr. 1894 (94, 247). — *66*. Aux termes de l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent des demandes en résiliation de baux lorsqu'elles sont fondées uniquement sur le non paiement des loyers et que ceux-ci n'excèdent pas 400 fr. par an ; le décret du 19 août 1854, rendu applicable à la Tunisie par la loi du 27 mars 1883, a d'autre part étendu la compétence des mêmes magistrats aux actions personnelles et mobilières ne dépassant pas 1.000 fr. à charge d'appel, et ne dépassant pas 500 fr. en dernier ressort ; rien ne permet de présumer qu'en élevant ainsi le taux général du ressort, le législateur ait voulu étendre la compétence des juges de paix aux cas non prévus par la loi de 1838 : Just. p. Tunis-Sud, 3 févr. 1908 (08, 376). — *67*. Par suite, le juge de paix de Tunisie est incompétent pour connaître d'une demande en résiliation de bail fondée sur une cause autre que le non paiement de loyers, alors que le prix du bail est supérieur au chiffre de la compétence générale établi par le décret de 1854 : Just. p. Tunis-Sud, 3 févr. 1908 (08, 376). — *68*. Est de la compétence en dernier ressort du juge de paix, le litige relatif au congé d'un loyer dont le montant est de 600 francs par an et qui n'a qu'une durée de trois ou six mois : Civ. Bougie, 23 juin 1898 (00, 300). — *69*. Les règles de compétence posées dans le décret du 19 août 1854 sont générales et absolues et dérogent aux dispositions de la loi du 25 mai 1838. En conséquence, un juge de paix est compétent en dernier ressort pour connaître d'une demande en résiliation de bail moyennant indemnité, lorsque le montant des loyers restant à courir, en vertu dudit bail, est inférieur à 500 fr. : Tunis, 28 déc. 1904 (05, 402). — *70*. L'art. 2 du décret du 19 août 1854 a étendu la compétence du juge de paix en toute matière personnelle et mobilière et n'a fait aucune exception pour le bail ou les loyers ; il n'y a donc pas lieu, au point de vue de la compétence, de s'arrêter au prix du bail, mais seulement d'évaluer le chiffre de la demande : Sousse, 24 janv. 1907 (07, 460). — *71*. Le juge de paix n'est donc pas compétent pour connaître de la demande en résiliation d'un bail de 6 années au prix annuel de 550 fr. : Sousse, 24 janv. 1907 (07, 460). — *72*. Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une demande en résiliation de bail, soit que l'on applique le décret du 19 août 1854, soit que l'on s'en réfère à la loi du 25 mai 1838, lorsque le loyer restant à courir dépasse 1000 fr. et que, d'autre part, le prix du bail dépasse 400 fr. par an : Tunis, 18 nov. 1895 (95, 599). — *73*. Dans les articles 2 à 6 de la loi du 28 mai 1838, le seul but du législateur a été d'étendre en premier ressort la compétence des juges de paix. En ce qui concerne leur compétence en dernier ressort, elle n'a pas été modifiée : Civ. St Denis, 21 déc. 1895 (96, 270). — *74*. Il en résulte qu'alors même que le principal du bail s'élèverait au-dessus de 400 francs, c'est devant le juge de paix que la

demande doit être portée, lorsqu'elle n'a pour objet qu'un terme qui n'excède pas 200 fr. en France et 500 francs à la Réunion : Civ. St Denis, 21 déc. 1895 (96, 270). — **75**. D'ailleurs que ce n'est pas la valeur de l'obligation, mais bien celle de la demande qui fixe la compétence : Civ. St Denis, 21 déc. 1895 (96, 270). — **76**. Les juges de paix à compétence étendue peuvent statuer sur les demandes en résiliation de bail fondées sur des causes autres que le défaut de paiement, pourvu que le total des locations restant à courir ne soit pas supérieur à 1.000 fr. : Tunis, 31 déc. 1907 (03, 168).

§ II. — Dommages aux champs.

77. Lorsque, à une action en dommages-intérêts pour dommages aux champs, le défendeur oppose une exception tirée de son droit à la propriété du terrain en litige, le juge de paix doit, aux termes de l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838, se déclarer incompétent pour le tout, et réserver uniquement les dépens, quel que soit d'ailleurs le chiffre de la demande : Tunis, 7 mars 1892 (94, 414). — **78**. Est en dernier ressort le jugement rendu par un juge de paix de Tunisie sur une demande pour dommages aux champs inférieure à 500 fr. : Tunis, 6 juin 1888 (94, 411). — **79**. Les limites de la compétence du juge de paix, en cette matière, résultent en effet du décret du 19 août 1854 et de la loi du 27 mars 1883, qui ont dérogé aux règles posées par l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 : Tunis, 6 juin 1888 (94, 411). — ***80***. En élevant pour l'Algérie à 500 fr. en dernier ressort et à 1000 fr. en premier ressort, la compétence ordinaire des juges de paix, que la loi du 25 mai 1838 avait fixée à 100 et à 200 fr., le décret du 19 août 1854 a eu pour but évident d'étendre la compétence des juges de paix d'Algérie et non de la restreindre dans les cas particuliers où la loi de 1838 l'avait déjà exceptionnellement portée plus loin : Sousse, 12 nov. 1903 (05, 176). — ***81***. En conséquence, comme, aux termes de l'art. 5 § 1 de la loi de 1838, les juges de paix sont compétents pour juger sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr. et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever « les actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux », le juge de paix est compétent, en Algérie, pour connaître, en premier ressort, d'une demande de ce genre, même si elle excède 1000 fr. : Sousse, 12 nov. 1903 (05, 176). — ***82***. Et il en est de même en Tunisie, en vertu de l'art. 3 de la loi du 27 mars 1883 : Sousse, 12 nov. 1903 (05, 176). —***83***. Lorsque le propriétaire d'un immeuble immatriculé, troublé dans sa jouissance, fait citer les auteurs du trouble pour voir dire qu'il sera maintenu et réintégré dans sa possession et jouissance de la propriété usurpée et s'entendre condamner en outre à 500 de dommages intérêts pour le préjudice causé, la demande de maintien en possession est, à la vérité,

surabondante et inutile, puisqu'il s'agit d'un immeuble immatriculé : Sousse, 16 févr. 1905 (06, 56) ; Tunis, 3 juin 1908 (08, 609). — **84.** Mais le juge de paix n'est nullement incompétent pour statuer sur le trouble et le dommage, car sa compétence résulte de l'art. 5 § 1 de la loi du 25 mai 1838 : Sousse, 16 févr. 1905 (06, 56).

§ III. — **Dommages-intérêts pour violences.**

85. Les juges de paix sont compétents dans tous les cas, aux termes de l'art. 1er de la loi du 25 mai 1838, pour statuer, en dernier ressort si elle n'excède pas 100 fr. et, à charge d'appel si elle n'excède pas 200 francs, sur toute action civile en réparation du préjudice causé par des violences envers les personnes, alors même que les violences, base de l'action, seraient susceptibles d'une qualification correctionnelle, et qu'elles devraient, par suite échapper, soit à la juridiction répressive de la simple police, soit aux dispositions extensives de la compétence des juges de paix indiquées dans l'art. 5 § 5 de la loi du 25 mai 1838 : Cass. civ., 24 avr. 1893 (94, 365).

§ IV. — **Gens de travail.**

86. L'art. 5 de la loi du 25 mai 1838, qui attribue au juge de paix la connaissance des litiges entre les gens de travail et ceux qui les emploient, est inapplicable au cas où le gérant d'une exploitation rurale contesterait la validité du congé qui lui est donné par l'adjudicataire de cet immeuble. Cette contestation doit être portée devant le Tribunal civil : Alger, 21 juin 1893 (95, 249).

§ V. — **Assurances.**

87. Le juge de paix saisi d'une demande en paiement inférieure à 500 francs introduite contre une Compagnie d'assurances, ne peut statuer qu'en premier ressort, si celle-ci forme un appel en garantie qui donne à juger la question de savoir si les effets de la police d'assurances étaient ou non suspendus par la faillite de l'assuré : Tunis, 10 juill. 1907 (07, 561).

CHAPITRE II

Étendue du droit de juridiction.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 15 et 18. — CH. MARTINEAU, *Comp. des j. de p.* (Journ. des trib. de la Tun., 1895, p. 315 et 345). — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 47.

SECTION PREMIÈRE

Compétence territoriale.

88. Les prescriptions de l'article 9 de la loi du 29 ventôse an IX, aux termes desquelles « le juge de paix sera tenu de donner ses audiences au chef-lieu de canton », s'appliquent exclusivement aux cantons qui ont un chef-lieu propre et distinct : Cass. req., 22 oct. 1900 (01, 101). — *89.* Elles sont sans application pour les villes populeuses, divisées en plusieurs cantons, le chef lieu proprement dit du canton n'y existant pas à l'état séparé et se trouvant nécessairement placé, pour toutes les circonscriptions urbaines, dans toute l'étendue de la ville dont elles dépendent, sans qu'il y ait obligation d'affecter à chacun des juges de paix un prétoire situé précisément dans le périmètre du territoire urbain où il exerce sa juridiction : Cass. req., 22 oct, 1900 (01, 101). — *90.* Le juge de paix autorisé à tenir des audiences foraines se trouve, pour ces audiences, dans les mêmes conditions de compétence et de juridiction que lorsqu'il siège au chef-lieu de son canton : Cass. civ., 7 févr. 1900 (00, 140). — *91.* Et l'on ne saurait soutenir que sa compétence est, alors, limitée aux habitants des circonscriptions administratives dans lesquelles est autorisée la tenue desdites audiences supplémentaires : Cass. civ., 7 févr. 1900 (00, 140). — *92.* Une exception d'incompétence ne peut pas être basée sur ce qu'un juge de paix, tenant des audiences dans plusieurs localités de son canton, aurait dû connaître de l'affaire à l'audience d'une localité plutôt qu'à l'audience d'une autre localité : Tunis, 17 juin 1904 (04, 486). — *93.* En effet, le juge de paix est compétent dans son canton pour juger tous ses justiciables, dans tous les prétoires où il tient audience : Tunis, 17 juin 1904 (04, 486).

SECTION II

Détermination du caractère commercial des affaires.

94. En justice de paix à compétence étendue, rien n'oblige le demandeur à déterminer la nature civile ou commerciale de sa créance. Le caractère de l'action se détermine par sa nature même et non par la qualification qui lui est donnée par le demandeur : Just. p. Akbou, 8 juin 1901 (02, 288). — *95.* Le juge de paix ne doit donc pas se déclarer incompétent, s'il est saisi à titre civil d'une action commerciale ou réciproquement ; il doit qualifier lui-même l'action et saisir sa juridiction en conséquence : Just. p. Akbou, 8 juin 1901 (02, 288). — *96.* Les juges de paix ont en Tunisie compétence pour statuer sur toutes les demandes commerciales qui ne dépassent pas 1000 francs ; dès lors, le défendeur peut toujours faire valoir devant le magistrat saisi, dans les limites de sa compétence, les moyens sur lesquels il se fonde pour soutenir que la demande est de nature commerciale et pour invoquer les règles de fond spéciales édictées par le Code de commerce ;

Tunis, 8 mai 1899 (00, 43). — *97*. Une décision de justice de paix ne saurait être réformée pour incompétence par cela seul qu'elle aurait été inexactement indiquée comme statuant en matière commerciale, alors qu'en réalité elle était civile et qu'il est constant, d'ailleurs, que le litige rentrait dans les attributions du juge de paix : Sousse, 30 nov. 1899 (00, 574). — *98*. La qualification civile ou commerciale d'une affaire n'a d'intérêt qu'au point de vue de la preuve, et si la preuve testimoniale a été admise dans un litige portant sur une somme supérieure à 150 fr., faussement qualifié de commercial, cette admission ne saurait être critiquée par les parties, alors qu'elles ont consenti à l'enquête ordonnée par le juge de paix et que le défendeur a provoqué lui-même cette mesure, dont le demandeur avait la charge : Sousse, 30 nov. 1899 (00, 574).

SECTION III

Délibérés.

99. Le juge de paix peut mettre l'affaire dont il est saisi en délibéré, en se faisant communiquer les pièces et en renvoyant à une autre audience pour le prononcé du jugement ; cette mesure produit la clôture des débats et quand elle a été prise, des conclusions nouvelles ne peuvent plus être posées utilement : Tunis, 18 déc. 1907 (08, 135). — *100*. Ceci ne se produit cependant que lorsque la mise en délibéré a été prononcée par jugement ; si aucun jugement n'a été prononcé pour la mise en délibéré, il peut être utilement conclu jusqu'au jugement sur le fond : Tunis, 18 déc. 1907 (08, 135).

SECTION IV

Régularité du jugement.

101. Le défendeur domicilié à l'étranger et qui n'a pas reçu ou a reçu tardivement les pièces de procédure, par suite du défaut de précision dans les indications relatives à son domicile, est recevable à se faire relever, par le juge de paix, des délais d'opposition, conformément aux pouvoirs dévolus par la loi à ce magistrat en cette matière : Tunis, 19 juin 1901 (01, 418). — *102*. Est applicable aux justices de paix à compétence étendue la règle de l'art. 14 de la loi du 25 mai 1838, qui veut que le juge de paix ne statue qu'à charge d'appel sur les exceptions d'incompétence posées devant lui : Tunis, 24 févr. 1896 (96, 207). — *103*. Aux termes de l'art. 14 de la loi du 15 mai 1838 le juge de paix ne peut statuer qu'à charge d'appel sur une exception d'incompétence : Tunis, 18 janv. 1892 (93, 286) ; 30 oct. 1893 (93, 407) ; 7 mars 1898 (98, 327). — *104*. Le jugement définitif rendu par un juge de paix est nul, si le défendeur n'a pas été régulièrement appelé aux débats qui l'ont précédé et ne s'y est pas présenté, alors que le jugement interlocutoire n'avait pas fixé de jour pour plaider au fond et

s'était borné à prescrire une expertise qui devait avoir lieu sans assistance du juge : Tunis, 17 juill. 1893 (95, 251). — *105*. Ce jugement définitif est d'ailleurs entaché de nullité s'il est intervenu plus de quatre mois après le jour du jugement interlocutoire : Tunis, 17 juill. 1893 (95, 251).

SECTION V

Exécution provisoire.

106. Lorsque les juges de paix de Tunisie statuent commercialement en vertu de la compétence étendue qui leur est accordée par l'art. 3 de la loi du 31 mars 1883 et par le décret du 19 août 1854, ils doivent suivre leur procédure ordinaire et n'accorder l'exécution provisoire que suivant les règles tracées par les art. 11 et 12 de la loi du 25 mai 1838 : Tunis, 26 nov. 1894 (95, 58). — *107*. Aucune de ces règles ne contient des dispositions semblables à celle des art. 439 et s. C. proc. civ., applicables seulement devant les Tribunaux de commerce et les Tribunaux civils jugeant commercialement : Tunis, 26 nov. 1894 (95, 58). — *108*. Si d'après l'art. 641 C. com., les art. 439, 440 et 441 C. proc. civ., qui autorisent dans certains cas l'exécution provisoire des jugements susceptibles de recours, sont applicables aux jugements rendus en matière commerciale par les tribunaux civils, dans les arrondissements où il n'existe pas de Tribunal de commerce, aucune loi n'a étendu cette application aux sentences des juges de paix : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 448). — *109*. C'est donc à tort qu'un juge de paix a autorisé l'exécution provisoire, nonobstant appel, d'un jugement qui ne l'avait pas prononcée, au profit d'un individu qui fournissait caution bonne et valable : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 448).

SECTION VI

Désistement.

110. Le désistement n'est soumis en justice de paix à aucune forme ; d'autre part, le demandeur est toujours maître de son action jusqu'au jugement : Sousse, 7 févr. 1895 (95, 375). — *111*. Il n'y a donc pas lieu pour un juge de paix de prononcer jugement, lorsque le demandeur déclare que l'affaire est arrangée et que le défendeur ne formule aucune demande reconventionnelle ; il y a lieu à radiation pure et simple : Sousse, 7 fév. 1895 (95, 375).

SECTION VII

Péremption.

112. Un juge de paix est compétent pour connaître de la demande en péremption d'un de ses jugements, lorsque cette demande est présentée incidemment à l'opposition formée contre ledit jugement et ne donne pas

à apprécier le mérite d'un acte d'exécution : Tunis, 2 févr. 1895 (95, 127). — *113*. Les jugements rendus par les juges de paix de Tunisie statuant en matière commerciale sont soumis aux mêmes règles de procédure qu'en matière civile : Tunis, 2 févr. 1895 (95, 127). — *114*. En conséquence, ces jugements ne sont pas soumis à la péremption de six mois prévue par l'art. 156 C. proc. civ., quand ils sont rendus par défaut : Tunis, 2 févr. 1895 (95, 127).

COMPÉTENCE COMMERCIALE

Voir : Faillite, ch. I sect. I. — Référés, ch. I sect. I. — Transports maritimes, ch. IV sect. II.

Bibliographie. — S. Berge, *Conf. adm.* p. 157. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 9 et 22. — Fitoussi, *l'État tun.* p. 171. — Girault, *Princ. de colon.*, t. III p. 433. — Herbault, *Crédit. agric. en Tun.*, p. 122. — Ch. Martineau, *Compét. des j. de paix* (Journ. des Trib. de la Tun., 1895, p. 345). — Pic, *Note* sous Alger, 5 mai 1896 (Dalloz, 1899, 1, 409). — Pougnadoresse, *Just. franc. en Tun.*, p. 45. — Tilloy, *Rép. alph.* t. II p. 854, t. III p. 1120 et 1127. — Vincent et Penaud, *Dict.* p. 667.

CHAPITRE PREMIER

Compétence en raison des personnes.

SECTION PREMIÈRE

Engagements entre commerçants.

1. D'après l'art. 631 C. com., les Tribunaux consulaires connaissent des contestations relatives aux engagements entre commerçants ; ce texte ne distingue pas entre les engagements ayant un caractère commercial et ceux n'ayant pas ce caractère ; par suite, dès que toutes les parties en cause font du commerce leur profession habituelle, les Tribunaux de commerce sont régulièrement saisis de leurs contestations : Alger, 26 oct. 1896 (97, 399). — *2*. Au surplus, il y a présomption de commercialité pour toute obligation entre commerçants, sauf la preuve contraire. Sont aussi réputés commerciaux les actes qui se rattachent au commerce d'une manière accessoire. Spécialement, il en est ainsi, de la publication de décisions judiciaires faite par un commerçant, moins en vue de son honneur privé que de sa réputation commerciale : Alger, 26 oct. 1896 (97, 399). — *3*. La juridiction commerciale n'est pas compétente pour connaître de la demande en paiement de loyers intentée par un propriétaire à un locataire, sous prétexte qu'il a contracté le bail pour les besoins

de son commerce : Sousse, 24 nov. 1907 (08, 318). — **4.** Il en serait ainsi alors même que le bailleur serait lui-même commerçant puisque son action n'a pas pour base, en ce qui le concerne, un fait de commerce, et qu'il l'intente en sa qualité de propriétaire : Sousse, 24 nov. 1907 (08, 318).

SECTION II

Facteurs et commis.

5. Si l'art. 634 C. com. dispose que les tribunaux de commerce connaîtront des actions contre les facteurs et commis des marchands ou de leurs serviteurs pour le fait du trafic du marchand auquel ils sont attachés, il ne s'ensuit pas nécessairement que les actions de commis contre les marchands ne puissent être portées devant les tribunaux civils : le contrat qui lie le commis à son patron, s'il peut être considéré comme commercial à l'égard du patron, est un contrat purement civil au regard du commis qui n'est pas commerçant et ne fait pas d'acte de commerce ; d'où il suit que le commis peut porter son action à son choix devant le tribunal de commerce ou devant la juridiction ordinaire et particulièrement devant le juge de paix, lorsqu'il s'agit d'une demande en paiement d'appointements inférieure à 200 francs : Cass. req. 23 oct. 1901 (02, 120).

SECTION III

Cautionnement.

6. La clause de solidarité dans le cautionnement d'une dette commerciale ne saurait changer la nature de l'engagement contracté par une caution non commerçante et en faire un acte de commerce : Alger, 29 juin 1898 (99, 141). — **7.** Par suite, le tribunal civil a compétence pour connaître de l'action exercée contre le donneur d'aval de garantie non commerçant, pour un billet commercial : Alger, 29 juin 1898 (99, 141).

SECTION IV

Marins et gens d'équipage.

8. Les consuls ont seuls qualité pour apprécier s'il convient ou non de congédier en cours de route un marin ou employé de l'équipage d'un navire de leur nationalité : Just. p. La Goulette, 9 févr. 1886 (91, 135). — **9.** La juridiction française est donc incompétente pour apprécier si le renvoi d'un marin de l'équipage d'un navire étranger par décision de son consul, est légitime ou non : Just. p. La Goulette, 9 févr. 1886 (91, 135).— **10.** Mais une fois débarqué, ce marin est soumis dans ses rapports avec son capitaine à la juridiction commerciale de droit commun, notamment en ce qui concerne les loyers de ses services à bord du navire duquel il a été congédié : Just. p. La Goulette, 9 févr. 1886 (91, 135).

CHAPITRE II

Compétence en raison de la matière.

SECTION PREMIÈRE

Actes de commerce.

11. Si, aux termes de l'art. 632 C. com., la loi répute actes de commerce « toutes obligations entre négociants, marchands et banquiers », il ne s'agit là que d'obligations contractées vis-à-vis d'un négociant agissant en cette qualité, c'est à dire contractées pour des causes relatives au commerce : Sousse, 6 avr. 1905 (06, 149). — *12.* Cette condition n'existe pas, ou, du moins, il n'en est nullement justifié lorsque l'obligation est constatée par une adala redigée en la forme ordinaire, se référant à un simple prêt d'argent garanti par un nantissement immobilier, rien n'indiquant d'ailleurs que les fonds fussent destinés au commerce ou que l'emprunt se rattachât aux opérations commerciales de l'emprunteur : Sousse, 6 avr. 1905 (06, 149). — *13.* L'obligation contractée entre commerçants et qui a pour cause le paiement de marchandises, est commerciale : Tunis, 28 juill. 1887 (94, 368). — *14.* Il importe peu que, pour sûreté de cette créance, le débiteur ait mis en gage ses immeubles, cette circonstance, toute accessoire, ne pouvant avoir aucune influence sur la nature de l'obligation, qui est l'objet principal du contrat : Tunis, 28 juill. 1887 (94, 368). — *15.* En conséquence, le Tribunal de commerce est compétent pour connaître du litige né de son exécution : Tunis, 28 juill. 1887 (94, 368). — *16.* Le Tribunal de commerce est incompétent pour connaitre de l'action en paiement des réparations faites à l'automobile d'un commerçant, si cette voiture n'est pour lui qu'un objet de luxe totalement étranger à l'exercice de son commerce : Com. Lyon, 18 mai 1906 (07, 184). — *17.* Le Tribunal de commerce, compétent pour statuer sur une dette commerciale, l'est également pour se prononcer sur les sûretés accessoires qui y sont attachées, si ces questions ne sont pas liées à une procédure de distribution par contribution. Il en est ainsi, notamment, pour ce qui concerne la prétention à un privilège : Tunis, 1er juill. 1905 (06, 374). — *18.* Le pilotage à l'entrée et à la sortie des ports rentre dans la catégorie des actes de commerce ; par suite, est de la compétence des tribunaux de commerce l'action en garantie dirigée contre un pilote lamaneur à raison des fautes commises par lui dans l'exercice de sa profession : Cass. civ., 5 févr. 1896 (96, 226). — *19.* Au surplus, si cette action est fondée sur un accident arrivé au navire conduit par le pilote, à raison duquel l'armateur est lui-même actionné devant le Tribunal de commerce, elle est encore de sa compétence, en exécution de l'art. 181 C. proc. civ. : Cass. civ., 5 févr. 1896 (96, 226). — *20.* L'industrie consistant

dans l'élevage et la vente de poulets d'une race spéciale ne constitue pas l'exploitation d'un fonds agricole, alors que l'éleveur est obligé d'acheter tout ce qui lui est nécessaire pour l'élevage et la nourriture des animaux qu'il vend, et qu'il se livre ainsi à un véritable trafic. Par suite, cet éleveur peut être déclaré en faillite : Cass. req. 12 juin 1907 (08, 113). — *21*. L'amine indigène d'une corporation, spécialement, l'amine des tailleurs de pierre de la ville de Tunis, est une sorte d'échevin ou d'expert dont les fonctions n'impliquent pas nécessairement la qualité de commerçant ; il importe peu que ces fonctions l'aient amené accidentellement à assumer l'entreprise de certains travaux, alors qu'il est constant qu'il n'en a pas fait sa profession habituelle. Par conséquent, il ne peut pas être déclaré en faillite : Tunis, 15 mars 1907 (08, 160). — *22*. N'est pas commerçante, et, par conséquent, ne peut être déclarée en faillite, la couturière en chambre qui n'occupe que deux ou trois apprenties et ne fait de fournitures que pour les accessoires des travaux qu'elle exécute : Tunis, 20 juin 1903 (04, 175). — *23*. Quant au mari de ladite couturière, qui doit être placé dans la catégorie des artisans, il ne saurait être déclaré en faillite à la suite du non paiement des fournitures achetées par sa femme, s'il ne s'est occupé de l'industrie de celle-ci que pour lui donner l'autorisation, peut-être tacite, d'acheter lesdites fournitures : Tunis, 20 juin 1903 (04, 175). — *24*. Les cantiniers militaires, qui achètent pour revendre, sont commerçants ; ils peuvent donc être déclarés en faillite. Il importe peu qu'ils soient soumis à certains règlements par l'administration de l'armée et qu'il leur soit délivré par elle une commission ; ces circonstances ne sauraient les soustraire à l'application du Code de commerce : Tunis, 5 déc. 1895 (96, 30). — *25*. N'est pas commerçant le membre d'un cercle qui, chargé de ceci par les autres membres de cette association, achète à crédit et paie au moyen d'effets de commerce, des liqueurs qui sont revendues dans les locaux du cercle, à ceux qui en font partie, alors que les profits de cette revente sont uniquement destinés à couvrir les frais occasionnés par la gestion du cercle : App. Bologne, 28 août 1903 (06, 188). — *26*. Le fait d'encaisser de l'argent pour organiser des illuminations, un bal et une loterie à l'occasion du 14 juillet, même pour un commerçant, ne constitue nullement un acte de commerce : Com. Seine, 29 juill. 1903 (03, 594). — *27*. Est commerçant celui qui fait sa profession de traiter des opérations commerciales pour le compte d'autrui, c'est-à dire, d'être commissionnaire : Tunis, 7 déc. 1906 (07, 362). — *28*. Une femme veuve qui se livre habituellement à l'escompte des valeurs est commerçante et doit être déclarée en faillite si elle cesse les paiements : Lyon, 14 mars 1904 (05, 280). — *29*. La femme mariée n'est réputée commerçante qu'autant qu'elle exerce un commerce distinct et séparé de celui de son mari et la règle édictée par les art. 220 C. civ. et 5 C. com. crée en faveur de la femme une présomp-

tion légale qui ne peut être renversée que par des preuves nettes et précises : Civ. Toulouse, 28 juin 1906 (07, 252). — *30*. Le Code de commerce italien renferme le même principe que celui posé par l'article 5 du Code de commerce français, à savoir que la femme de commerçant qui n'exerce pas un commerce distinct de celui de son mari, doit être présumée avoir agi comme préposée ou mandataire de ce dernier : Tunis, 12 oct. 1898 (99, 270). — *31*. Le propriétaire d'un vignoble ne fait pas un acte de commerce quand il vend ses produits ; il échappe donc à la juridiction commerciale, s'il est traduit devant elle à l'occasion de ventes de cette nature : Alger, 26 juin 1894 (95, 51) ; 18 mars 1895 (96, 359). — *32*. Il importe peu d'ailleurs qu'on y ait ajourné, en même temps que lui, un commerçant dépositaire de ses vins, cette circonstance ne pouvant exercer aucune influence sur la compétence, en ce qui le concerne : Alger, 26 juin 1894 (95, 51) ; 18 mars 1895 (96, 359). — *33*. Le cultivateur qui achète des bestiaux maigres pour les revendre gras, ne fait pas acte de commerce, car ce n'est là qu'un mode d'exploitation agricole : Caen, 20 juin 1902 (03, 589). — *34*. Le cheptel constituant un contrat de droit civil, les Tribunaux de commerce sont incompétents pour connaître des contestations, qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution dudit contrat, alors que rien dans les conventions des parties n'a modifié son caractère légal : Alger, 7 janv. 1896 (97, 319). — *35*. Le Tribunal de commerce est compétent pour statuer sur une vente d'olives lorsque l'acheteur étant commerçant, ainsi que deux vendeurs au moins sur quatre, les vendeurs ne prouvent nullement avoir été en état, comme simples propriétaires, de vendre une aussi grande quantité d'olives provenant exclusivement de leur cru, un témoin ayant, d'autre part, déclaré qu'ils avaient acheté de grandes quantités d'olives sur pied pour revendre les fruits aux fabricants : Sousse, 27 déc. 1901 (02, 479). — *36*. Les spéculations qui portent directement sur les immeubles, par exemple des achats de terrains pour les revendre, n'ont rien de commercial, bien que le mot de spéculation éveille inévitablement dans l'esprit l'idée de commerce : Tunis, 23 mars 1905 (06, 180). — *37*. Par suite la juridiction commerciale est incompétente pour connaître des contestations relatives à des opérations de cette nature : Tunis, 23 mars 1905 (06, 180).

SECTION II

Effets de commerce.

38. La souscription d'un billet à ordre est un acte essentiellement commercial et sa nature n'est pas modifiée par cette circonstance que le débiteur aurait remis en gage des immeubles au créancier : Tunis, 13 déc. 1894 (95, 121). — *39*. Par suite est irrecevable le déclinatoire proposé au Tribunal de commerce saisi de la demande en paiement d'un

billet au porteur et tiré de ce que le souscripteur aurait consenti au créancier, pour sa sûreté, un gage immobilier : Tunis, 13 déc. 1894 (95, 121). — *40*. La juridiction commerciale est compétente pour connaître de la demande en paiement du montant d'un billet à ordre, si ce billet a été créé pour le règlement d'une entreprise de construction, alors, d'ailleurs, que le demandeur et le défendeur sont également commerçants : Sousse, 30 mars 1899 (00, 95). — *41*. Il en est de même du paiement des billets à ordre régulièrement créés, selon les principes de l'art. 188 C. com., alors même qu'ils ont été souscrits par un non-commerçant, pourvu qu'ils aient été endossés par un commerçant : Cass. req., 5 déc. 1904 (06, 61). — *42*. Ainsi que la demande en paiement d'un billet à ordre qui, bien que souscrit par un non-commerçant, est causé valeur en compte sur honoraires de commissions et est endossé par un agent d'affaires au profit d'un banquier : Com. Nantes, 21 oct. 1905 (06, 559). — *43*. La juridiction commerciale n'a pas compétence pour connaître de l'action en paiement de billets à ordre souscrits à titre de commission au profit d'un commerçant en vue d'obtenir, par son intermédiaire, un emprunt qui, d'ailleurs, ne s'est pas réalisé ; ces billets ont, en effet, une cause purement civile : Alger, 5 janv. 1902 (02, 417). — *44*. Il importe peu que le souscripteur fut commerçant lors de leur souscription, ni qu'ils aient été endossés à un tiers porteur de bonne foi commerçant, alors que ce dernier est dessaisi de ces valeurs et n'a aucun intérêt en la cause : Alger, 5 janv. 1902 (02, 417). — *45*. Par cela seul qu'ils portent des endossements dont quelques uns émanent de commerçants, les bons de caisse émis par le Mont-de-Piété de Paris rentrent dans la compétence commerciale, dès lors que ces bons contiennent une indication suffisante de la valeur fournie et que, par ailleurs, ils présentent tous les autres caractères légaux du billet à ordre : Cass. civ., 23 juin 1897 (97, 396). — *46*. En principe, le Tribunal compétent est celui du lieu où le chèque doit être acquitté ; mais il n'en est plus de même, lorsque la facture et sa lettre d'envoi stipulent que les traites fournies en remboursement n'étant qu'une facilité accordée à l'acheteur, n'annulent point la condition que le paiement sera effectué en un lieu déterminé : Bordeaux, 7 janv. 1907 (07, 438). — *47*. La présomption de l'art. 638 § 2 C. com. est soumise à la condition essentielle que les billets donnant lieu au litige aient été souscrits par un commerçant : Lyon, 13 déc. 1906 (07, 383). — *48*. Si donc il n'est pas, au préalable, justifié par le demandeur que le défendeur fut commerçant lors de la souscription de ces billets, la juridiction consulaire est incompétente : Lyon, 13 déc. 1906 (07, 383). — *49*. La demande formée par une personne assignée en paiement d'un chèque contre une autre personne qui n'est ni tireur, ni tiré, ni endosseur, ni accepteur dudit chèque, ne peut être considérée comme une demande en garantie donnant ouverture à l'application de l'art. 181 C. proc.

civ. : Alger, 1er déc. 1898 (99, 266). — *50*. Par suite, si la demande principale est portée devant la juridiction consulaire, celle ci n'est compétente pour juger la seconde que si elle présente un caractère commercial : Alger, 1er déc. 1898 (99, 266).

SECTION III

Agences d'affaires.

51. Toute entreprise d'agence d'affaires à un caractère commercial, sans qu'il y ait de distinction à faire entre la nature civile ou commerciale des affaires qui y sont traitées : Com. Bordeaux, 12 mars 1903 (04, 504). — *52*. Le mandat donné à un agent d'affaires, en admettant qu'il émane d'un non-commerçant et ait pour objet la gestion d'affaires civiles, est un contrat purement civil et les actions qui peuvent en découler du chef du prétendu mandataire, notamment en ce qui concerne le paiement des honoraires, échappent à la connaissance de la juridiction commerciale : Com. St Etienne, 24 août 1905 (06, 417). — *53*. Les mandataires aux halles ne sont pas des fonctionnaires publics, mais de simples agents d'affaires agréés par l'administration pour prêter leur entremise aux producteurs, en opérant à la Halle moyennant une commission librement débattue, la vente des denrées qui leur sont consignées ; par suite, leurs actes professionnels sont de la compétence de la juridiction commerciale : Paris, 12 nov. 1903 (05, 188).

SECTION IV

Accidents et quasi-délits.

54. La juridiction commerciale est compétente pour connaître de l'action en dommages-intérêts dirigée contre un commerçant par un de ses ouvriers à raison d'un accident survenu par la faute du patron, à l'ouvrier, dans l'exécution de son travail : Tunis, 13 avr. 1905 (06, 321) ; 18 août 1905 (06, 253). — *55*. Cette règle, contenue en l'art. 631 C. com., comprend, non seulement les engagements résultant d'un contrat, mais encore ceux qui ont pour cause, soit un quasi-contrat, soit un quasi-délit, lorsque ces engagements procèdent de faits dérivant d'actes que la loi répute commerciaux : Tunis, 13 avr. 1905 (06, 321) ; 18 août 1905 (06, 253). — *56*. Il en est ainsi, spécialement, pour le cas où l'action a pour objet de faire retomber sur un commerçant les conséquences préjudiciables de crimes de faux commis par son employé qu'il avait depuis plusieurs années accrédité auprès des banquiers de la région pour la négociation des effets se rapportant à l'exercice de son commerce et qui a faussement imité sa signature sur un certain nombre d'effets mis ainsi irrégulièrement en circulation : Cass. req., 30 juin 1897 (97, 397). — *57*. Les entreprises de transports maritimes ne sont pas soumises à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents

du travail, qui ne peut être invoquée, à l'occasion d'une blessure reçue à bord d'un bâtiment de commerce, ni par les inscrits maritimes, ni par les non inscrits : Cass. civ., 2 févr. 1903 (04, 429). — *58*. Par suite, c'est à tort qu'un arrêt décide que les tribunaux civils sont compétents pour connaître d'une demande formée contre une Compagnie de transports maritimes, par un non inscrit maritime servant à bord d'un bâtiment de commerce, à raison de blessures reçues dans son service : Cass. civ., 2 févr. 1903 (04, 429). — *59*. La juridiction commerciale est compétente pour apprécier le mérite d'une action en dommages-intérêts intentée par un matelot contre l'armateur, à raison des blessurès qu'il a reçues dans un travail commandé à bord du bâtiment sur lequel il était embarqué : Douai, 22 mai 1900 (04, 466). — *60*. L'action en responsabilité intentée par la veuve d'un marin, à raison du décès de celui-ci, survenu au cours des opérations de renflouement du navire, n'est pas de la compétence exclusive du Tribunal de commerce, si elle est basée, non sur une faute contractuelle, mais sur un quasi-délit dont l'armateur serait responsable : Cass. civ., 20 mai 1906 (07, 223). — *61*. Une Compagnie de chemins de fer, qui est une société commerciale, peut être actionnée devant le Tribunal de commerce à raison des obligations nées de ses quasi-délits professionnels, par exemple en réparation du préjudice causé dans l'exercice de son exploitation, par la faute de son personnel ou par suite de l'emploi de ses machines, notamment par un incendie : Tunis, 20 sept. 1907 (08, 277). — *62*. Il importe peu que les demandeurs aient préalablement sollicité en référé des mesures provisoires ; cela ne fait pas obstacle à la compétence de la juridiction commerciale : Tunis, 20 sept. 1907 (08, 277).

SECTION V

Compagnies d'éclairage.

63. La juridiction consulaire est incompétente pour interpréter les clauses de cahiers des charges et de traités passés entre une ville et une Compagnie concessionnaire du monopole de l'éclairage, mais elle est compétente pour trancher les litiges qui s'élèvent entre la Compagnie et les tiers relativement à l'exploitation commerciale de la concession : Com. Nantes, 28 avr. 1906 (07, 181).

SECTION VI

Faillites.

64. La compétence spéciale attachée au Tribunal du domicile du failli par l'art. 59 § 7 C. proc. civ., s'applique à toutes les contestations sur lesquelles l'état de faillite exerce une influence juridique : Tunis, 28 déc. 1905 (06, 540). — *65*. Il en est ainsi, notamment, de la contestation née entre

un commerçant et la faillite, qui soulève l'application du droit de privilège opposable à la masse accordé au commissionnaire par l'art. 94 C. com. à raison des prêts, avances, paiements ou frais faits par lui ou pour son droit de commission : Tunis, 28 déc. 1905 (06, 540). — *66*. Egalement des demandes en nullité d'inscriptions hypothécaires, lorsque le litige a pour cause l'évènement de la faillite : Paris, 29 juin 1904 (04, 601). — *67*. Le Tribunal de commerce devant lequel se sont poursuivies les opérations d'une faillite est seul compétent pour apprécier la demande en dommages-intérêts formée par un failli concordataire à l'encontre de son syndic, même après l'homologation du concordat, et fondée sur le retard apporté par le syndic à lui remettre son actif et à lui rendre compte : Cass. civ., 7 août 1894 (94, 539). — *68*. Rentre dans le droit commun, au point de vue de la compétence, et échappe à l'application de l'art. 635 C. com., la demande introduite par les créanciers d'un failli concordataire contre des tiers qui ont garanti l'exécution des engagements pris par le failli au concordat, dans une convention étrangère à ce contrat : Sousse, 6 avr. 1894 (94, 331). — *69*. L'attribution spéciale de juridiction qui résulte de l'art. 635 C. com. concerne exclusivement les litiges qui ont pour cause l'évènement de la faillite ou de la liquidation judiciaire, ou leur administration ; mais elle ne concerne pas l'action dérivant d'un engagement antérieur sur lequel la faillite ou la liquidation judiciaire n'a pas d'influence à exercer : Alger, 8 oct. 1894 (95, 52). — *70*. L'action dirigée par le créancier contre la femme mariée prise comme caution de son mari failli concordataire, est de la compétence exclusive du Tribunal de commerce comme se rattachant à l'exécution du concordat : Com. Aix, 20 avr. 1903 (04, 626). — *71*. Le tribunal de commerce doit se déclarer d'office incompétent pour connaître de la demande en condamnation introduite contre le débiteur d'une somme rentrant dans la compétence du juge de paix, alors qu'elle n'a été portée devant lui qu'à l'abri d'une demande en déclaration de faillite qui ne repose sur aucun fondement : Tunis, 24 avr. 1890 (94, 322). — *72*. Si l'art. 8 de la convention du 8 juillet 1899, entre la France et la Belgique, sur la compétence judiciaire, attribue au seul tribunal du siège social la compétence en matière de déclaration de faillite, à l'égard des sociétés commerciales françaises ou belges ayant leur siège social dans l'un des deux pays, cette convention ne peut porter effet qu'à l'égard des sociétés dont le siège social a été fixé à l'endroit où il existe réellement : Com. Seine, 5 mars 1902 (03, 395).

SECTION VII

Sociétés.

73. Lorsque le point en litige consiste à savoir si un individu a consenti ou non à cautionner la dette qu'une Société commerciale allait contracter vis-à-vis d'un banquier, au cas où celui-ci consentirait une avance de

fonds, le procès est de la compétence du Tribunal de commerce : Lyon, 24 déc. 1902 (04, 284). — 74. La disposition de la loi du 2 août 1893 qui donne le caractère commercial à toutes les sociétés en commandite et anonymes, quel que soit leur objet, est inapplicable à la société de cette nature constituée avant la promulgation de ladite loi et qui reste, dès lors, justiciable de la juridiction civile, si d'ailleurs la contestation en elle-même n'a rien de commercial : Alger, 11 déc. 1897 (98, 497). — 75. Dans ce sens, n'est point commerciale la société fermière de taxes municipales dont les opérations n'ont d'autre objet que la perception des taxes aux lieu et place de la commune : Alger, 11 déc. 1897 (98, 497). — 76. Est donc incompétente *ratione materiæ* la juridiction commerciale pour connaître d'un litige se rapportant aux opérations d'une telle société, constituée par actions antérieurement à la loi précitée : Alger, 11 déc. 1897 (98, 497). — 77. Lorsqu'un journal est publié par d'autres que par ses rédacteurs, cette publication a le caractère commercial et la Société formée pour la publication d'un journal et son exploitation par l'insertion d'annonces commerciales et industrielles, fait acte de commerce : Tunis, 29 déc. 1905 (06, 569).

SECTION VIII

Exécution de jugements.

78. Un Tribunal de commerce est incompétent pour connaître de l'exécution de ses jugements ; par suite, il ne peut connaître de la demande tendant au paiement de l'astreinte à laquelle il a condamné le défendeur, par une décision antérieure, au cas de retard apporté à l'exécution d'une obligation mise à sa charge : Com. Bordeaux, 18 déc. 1902 (04, 283). — 79. C'est à la juridiction commerciale, à l'exclusion de la juridiction civile, qu'il appartient, dans un litige commercial, de statuer sur une demande qui a pour objet la condamnation à une astreinte à titre de sanction complémentaire d'une condamnation antérieurement prononcée et que la partie condamnée s'est refusée à exécuter : Cass. civ., 25 nov. 1902 (04, 278). — *80*. L'action en restitution de sommes dont un huissier peut être redevable envers une faillite, pour faits relatifs à ses fonctions, ne peut être portée devant le Tribunal de commerce, même celui du domicile du failli ; le Tribunal civil est seul compétent pour en connaître : Cass. civ., 18 mai 1903 (04, 627). — *81*. L'art. 60 C. proc. civ. est inapplicable au cas où il s'agit de frais faits par un huissier devant une juridiction d'exception : Alger, 4 mai 1899 (99, 521). — *82*. Spécialement, la demande en paiement des frais d'actes d'huissier signifiés en matière commerciale doit être portée devant le Tribunal civil auquel l'huissier est attaché, alors surtout que ce Tribunal est celui du domicile du défendeur : Alger, 4 mai 1899 (99, 521). — *83*. Les rapports faits par les arbitres experts sur les

contestations pendantes devant les juges consulaires sont exclusifs de tout caractère commercial, bien qu'au regard des parties, ils se rattachent à l'exercice du négoce : Cass. civ., 12 févr. 1895 (95, 135) ; Com. St Etienne, 17 mai 1898 (98, 601). — *84*. Par suite les actions principales en paiement d'honoraires et déboursés formées par lesdits arbitres-experts échappent à la connaissance des Tribunaux de commerce ; on ne pourrait décider autrement en appliquant à ces actions l'art. 60 C. proc. civ., car il ne concerne que les frais faits par les officiers ministériels : Cass. civ., 12 févr. 1895 (95, 135) ; Com. St Etienne, 17 mai 1898 (98, 601).

CHAPITRE III

Compétence territoriale.

SECTION PREMIÈRE

Options tirées de l'ordonnance de 1843.

85. Le marché verbal passé par un commerçant d'une ville d'Algérie dans son magasin avec le représentant d'une maison de France, est un marché définitif qui prend naissance en Algérie et en vertu duquel le demandeur peut, en vertu de l'ordonnance du 16 avril 1843, porter son action, soit devant le Tribunal du domicile du défendeur, soit devant le Tribunal d'Algérie dans le ressort duquel le marché a été conclu : Com. Alger, 11 mars 1895 (96, 530). — *86*. Pour l'application de cette règle il n'y a pas lieu de distinguer entre les actions civiles et celles qui ont un caractère commercial : Alger, 14 mars 1895 (96, 128) ; 2 mars 1896 (96, 424). — *87*. Il importe peu d'ailleurs que le défendeur ait postérieurement ratifié le marché verbal par lettre partie de France, lorsque cette ratification était surabondante, par suite de l'acceptation des propositions dans le marché verbal : Com. Alger, 11 mars 1895 (96, 530). — *88*. Il n'y a pas ouverture à la compétence d'un Tribunal de Tunisie, lorsque le défendeur habite l'Algérie, que le marché base de l'action s'est conclu par correspondance et que la lettre missive d'acceptation par laquelle s'est effectué l'échange des consentements est partie de Tunisie pour arriver à son destinataire en Algérie : Tunis, 9 janv. 1896 (96, 133). — *89*. Doit être considéré comme conclu en Tunisie le marché passé dans une ville de la Régence entre un commerçant du pays et le représentant d'une maison de commerce sise en France et simplement confirmé par une lettre émanée de cette dernière : Sousse, 19 janv. 1900 (01, 86). — *90*. En conséquence, aux termes de l'ordonnance du 16 avril 1843 et de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, la juridiction française en Tunisie est compétente pour connaître de l'action née de ce contrat : Sousse, 19 janv. 1900 (01, 86). — *91*. On ne saurait considérer comme ayant pris naissance en Algérie le

contrat dont les pourparlers, la proposition et l'acceptation ont eu lieu en France, alors même que la marchandise était livrable en Algérie et que l'acheteur fonde son refus de paiement sur les défauts qu'elle présente : Alger, 28 févr. 1898 (98, 263). — *92*. Par suite, est inapplicable à ce contrat l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 et les tribunaux d'Algérie sont incompétents pour connaître de l'action en paiement du prix formée contre l'acheteur domicilié en France : Alger, 28 févr. 1898 (98, 263). — *93*. Ont incontestablement pris naissance en Algérie les droits ou actions dérivant d'un marché proposé et accepté dans une localité de cette colonie entre un commerçant algérien et le représentant d'une maison de commerce de France : Alger, 2 mai 1896 (96, 546). — *94*. Dès le moment de ces proposition et acceptation, le marché est définitif et il importe peu que, postérieurement, les parties s'étant rencontrées en France, y aient discuté leurs intérêts et les conditions particulières du marché : Alger, 2 mai 1896 (96, 546). — *95*. L'article 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 est inapplicable à l'action introduite relativement à l'exécution d'une convention commerciale passée en France pour la livraison d'une machine payable en France, promise par un commerçant domicilié en France : Tunis, 6 févr. 1890 (95, 502). — *96*. Il importe peu que ce commerçant ait promis des réparations à la machine par une lettre adressée à Tunis, cet engagement n'étant que la suite et l'exécution de la convention primitive et n'étant devenu définitif qu'en France, par la réception de l'acceptation : Tunis, 6 févr. 1890 (95, 502). — *97*. Un contrat de commission conclu par correspondance doit être considéré comme formé à Tunis, si les offres sont parvenues au commissionnaire dans cette ville, d'où il en a fait parvenir son acceptation : Tunis, 5 févr. 1903 (03, 358). — *98*. Par suite, aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance de 1843, le Tribunal de Tunis est compétent pour connaître de l'action en justice née de la non exécution de ce contrat, et dirigée contre le commettant défendeur domicilié à l'étranger : Tunis, 5 févr. 1903 (03, 358). — *99*. Est valable, bien que contenant une dérogation à l'art. 59 C. proc. civ. et à l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, la clause du contrat de société en participation qui donne compétence à un Tribunal de commerce, en cas de contestation entre les parties. En effet, cette clause n'a rien d'illicite ni de contraire à l'ordre public : Alger, 6 juin 1898 (98, 587) — *100*. En matière commerciale, le Tribunal du lieu où la promesse est faite n'est compétent que si ce lieu est également celui de la livraison de la marchandise : Alger, 29 mai 1901 (02, 34). — *101*. L'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, aux termes duquel, lorsqu'il s'agit de droits et actions nés en Algérie, le demandeur peut assigner devant le Tribunal du lieu où l'action a pris naissance, ne s'applique pas lorsque les parties ont, par convention, attribué compétence à un Tribunal spécial : Alger, 29 mai 1901 (02, 34).

SECTION II

Options tirées de l'art. 420 C. com.

102. En admettant que l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, d'après laquelle « lorsqu'il s'agit de droits et actions nés en Algérie, le demandeur peut assigner le défendeur devant le Tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action ont pris naissance » ne soit pas applicable aux matières de commerce, la compétence doit se régler d'après l'art. 420 C. proc. civ., qui attribue compétence au Tribunal du lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée et où le paiement devait être effectué : Alger, 12 juin 1901 (02, 93). — ***103.*** Le lieu du paiement, dans le sens de l'art. 420 C. proc. civ. doit s'entendre, non du lieu où, en fait, il a été effectué, mais de celui où le créancier avait le droit d'exiger qu'il le fût : Com. Marseille, 16 janv. 1903 (04, 427). — ***104.*** C'est au lieu d'où part l'acceptation définitive du marché qui a été proposé que le droit et l'action résultant du contrat doivent être considérés comme ayant pris naissance, car c'est là que les deux volontés se sont rencontrées et que le contrat a été véritablement conclu. Cette règle doit servir de base à l'application, soit de l'art. 420 C. proc. civ., soit de l'art. 2 de l'ord. du 16 avril 1843 : Tunis, 25 mai 1905 (06, 372) ; 16 nov. 1905 (06, 396). — ***105.*** Est irrecevable l'exception d'incompétence proposée à un Tribunal de Tunisie et tirée de ce que le défendeur serait domicilié en Italie, alors que le marché a été passé en Tunisie, par un mandataire qui y était domicilié, alors aussi que la marchandise était livrable dans ce pays : Sousse, 24 déc. 1897 (98, 193).— ***106*** Est compétent, en matière commerciale, comme tribunal du lieu du paiement, celui du domicile de l'acheteur, lorsqu'il est stipulé que le paiement aura lieu contre remise des documents ; en effet, il est certain qu'à défaut d'une stipulation contraire formellement indiquée, les documents doivent être présentés au domicile de l'acheteur : Tunis, 31 mai 1894 (94, 358). — ***107.*** Il importe peu qu'il ait été convenu que la marchandise serait livrable franco bord dans un port étranger, cette clause signifiant seulement qu'à partir de ce moment la marchandise serait aux frais, risques et périls de l'acheteur et n'ayant aucune influence sur le lieu du paiement : Tunis, 31 mai 1894 (94, 358). — ***108.*** Le Tribunal de commerce du lieu où les appointements étaient payés est compétent pour connaître de la demande en indemnité de congédiement d'un employé, lorsqu'il n'y a pas de contestation sur le fond même des engagements liant les parties : Alger, 14 déc. 1898 (99, 338) ; Bordeaux, 12 août 1903 (05, 96) ; Com. Lyon, 6 févr. 1906 (06, 646). — ***109.*** L'art. 420 C. proc. civ. est applicable à tous les contrats commerciaux, notamment au contrat de louage de services : Com. Marseille, 18 avr. 1904 (05, 397). — ***110.*** En conséquence, le directeur d'une agence peut actionner la maison principale devant le Tribunal de l'agence dans l'arrondissement duquel les

services ont été fournis et le paiement devait être effectué : Com. Marseille, 18 avr. 1904 (05, 397). — ***111***. Le marché passé par un commis-voyageur qui n'a pas pouvoir d'engager son patron ne devient définitif que par la ratification de celui-ci ; par suite, c'est le lieu d'où est partie la lettre contenant cette ratification qui constitue le lieu de la promesse, au sens de l'art. 420 C. proc. civ. : Rouen, 21 déc. 1904 (06, 154). — ***112***. L'art. 420 C. proc. civ. ne s'applique pas aux actions qui s'agitent entre mandants et mandataires et entre commettans et commis : Sousse, 18 mai 1894 (94, 360). — ***113***. Spécialement les règles de compétence du droit commun sont seules applicables à l'action en reddition de comptes intentée par celui qui a remis des marchandises en dépôt à celui qui s'était chargé de les vendre : Sousse, 18 mai 1894 (94, 360). – ***114***. Lorsque l'existence d'un marché est sérieusement contestée, l'art. 420 C. proc. civ., non plus que les clauses attributives de juridiction insérées audit marché, ne peuvent recevoir application : Com. Seine, 22 août 1902 (04, 425) ; Cass. req., 24 févr. 1903 (04, 468) ; Sousse, 13 mars 1903 (04, 404) ; Montpellier, 23 janv. 1904 (05, 277) ; Cass. civ., 20 déc. 1904 (06, 63). — ***115***. Lorsqu'une marchandise est vendue coût, fret et assurance, paiement contre chèque documentaire, le lieu du paiement est celui où le chèque doit être et est effectivement payé ; le tribunal de ce lieu est donc compétent, en vertu de l'art. 420 C. proc. civ. : Com. Marseille, 20 juin 1907 (08, 115). — ***116***. Le créancier qui exerce les droits de son débiteur, conformément aux prescriptions de l'art. 1166 C. civ., détient l'exercice de toutes les actions appartenant à celui ci qui ne sont pas attachées à sa personne : Lyon, 2 août 1902 (04, 157). — ***117***. En conséquence, il peut les exercer dans les mêmes conditions que le débiteur lui même et, par suite, actionner un débiteur de celui-ci en se prévalant des dispositions de l'art. 420 C. proc civ., au même titre que celui dont il exerce les droits : Lyon, 2 août 1902 (04, 157). — ***118***. En matière commerciale, la compétence des tribunaux français est obligatoire, même vis à vis des étrangers non domiciliés. De plus, il est admis que les dispositions de l'art. 420 C. proc. civ. sont applicables aux étrangers comme aux français. Enfin la juridiction française de Tunisie a remplacé les tribunaux consulaires étrangers qui avaient juridiction sur leurs nationaux : Tunis, 24 mars 1905 (06, 220). — ***119***. Il résulte de ces règles que le Tribunal français de Tunisie, tribunal du lieu du paiement, est compétent pour connaître de la contestation commerciale qui s'agite entre deux étrangers de la même nationalité : Tunis, 24 mars 1905 (06, 220). — ***120***. Une convention doit être considérée, au point de vue de la compétence notamment, comme née en Belgique si c'est en Belgique qu'un des contractants reçoit l'acceptation, de la part de son co-contractant, des offres par lui faites : Com. Bruxelles, 2 janv. 1902 (04, 534). — ***121***. Et lorsqu'une

convention est née en Belgique entre un belge et un étranger, il faut lui appliquer les principes de la législation belge, à moins de dérogation expresse : Com. Bruxelles, 2 janv. 1902 (04, 534).

SECTION III

Clauses de factures.

122. Celui qui reçoit une facture sans faire entendre aucune protestation sur l'indication du lieu de paiement est réputé avoir consenti à ce qu'il soit dérogé à la règle posée dans l'art. 1247 C. civ. : Chambéry, 18 nov. 1901 (03, 323) ; Toulouse, 5 déc. 1902 (04, 280). — ***123***. Et il importe peu que la facture ait précédé, accompagné ou suivi l'envoi des marchandises : le défendeur qui veut se prévaloir de l'art. 1247 C. civ., doit, dès la réception de la facture, et quelle que soit, d'ailleurs, l'époque où elle lui parvient, protester contre l'indication d'un lieu de paiement autre que celui de son domicile : Chambéry, 18 nov. 1901 (03, 323) ; Toulouse, 5 déc. 1902 (04, 280). — ***124***. D'autre part, a le caractère d'une facture un mémoire détaillé de marchandises et de travaux qui porte la mention suivante : « Le montant de ma facture est payable à... » : Chambéry, 18 nov. 1901 (03, 323) ; Toulouse, 5 déc. 1902 (04, 280). — ***125***. L'acceptation de la facture par l'acheteur doit résulter d'une façon claire et précise des faits invoqués pour l'établir : Alger, 30 juin 1902 (03, 589). — ***126***. Si une maison de commerce étrangère a imprimé sur ses lettres une clause aux termes de laquelle toute action dérivant des contrats qu'elle passerait en Italie serait portée devant les tribunaux du lieu de son siège social, cette clause est obligatoire pour l'acheteur italien qui n'a fait aucune observation en traitant ni aucune réserve : App. Turin, 10 juill. 1905 (07, 520). — ***127***. La clause d'une facture portant que les traites fournies sur l'acheteur ne dérogent pas à la clause de paiement au domicile du vendeur, implique nécessairement l'existence de cette clause de paiement, alors même qu'elle ne serait pas expressément énoncée sur la facture : Com. Marseille, 1er août 1905 (06, 415). — ***128***. La mention imprimée d'une facture, portant indication d'un lieu de paiement, est infirmée par une mention manuscrite portant une indication contraire, si cette dernière n'est pas accompagnée d'une note spécifiant qu'il n'est pas par là dérogé aux stipulations imprimées concernant le lieu du paiement : Com. Beaune, 20 avr. 1904 (05, 398). — ***129***. La clause imprimée d'une facture, aux termes de laquelle « le transport franco et le règlement en effets de commerce ne formeraient pas dérogation à la règle de la délivrance et du paiement au domicile du vendeur », fait obstacle à l'exercice de l'option de juridiction permise par l'art. 420 C. proc. civ. : Tunis, 28 févr. 1895 (95, 181). — ***130***. Mais cette dérogation au droit commun ne doit pas être étendue en ce sens qu'elle empêcherait l'option

de juridiction autorisée par l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, aux termes de laquelle le demandeur peut assigner, s'il lui convient, devant le tribunal d'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action aura pris naissance. Et cette dernière règle est applicable en Tunisie, en vertu de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883 : Tunis, 28 févr. 1895 (95, 181).

SECTION IV

Etrangers.

131. Lorsqu'il s'agit d'actions intentées en France par des français contre des belges ou d'actions dirigées en Belgique par des belges contre des français, la compétence du *forum contractus* n'a qu'un caractère subsidiaire et est subordonnée à la condition que le défendeur n'ait ni domicile ni résidence en France ou en Belgique : Com. Bruxelles, 3 déc. 1903 (06, 191). — *132*. Aux termes de l'art. 14 C. civ. l'étranger, même non résidant en France, peut être cité devant les tribunaux français pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un français ; il peut être traduit devant les tribunaux de France pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers des français : Tunis, 5 févr. 1903 (03, 358). — *133*. Seuls, les français et les protégés français peuvent se prévaloir de ce texte en Tunisie, à l'exclusion des tunisiens et des protégés d'une puissance étrangère : Tunis, 5 févr. 1903 (03, 358).

CHAPITRE IV

Nature et effets de l'incompétence de la juridiction commerciale.

134. L'incompétence des tribunaux de commerce, hors des cas fixés par les art. 631 et s. C. com., est radicale, absolue et d'ordre public. Elle peut être invoquée en tout état de cause, même pour la première fois, en appel : Rouen, 26 nov. 1902 (04, 279). — *135*. Le moyen qui en résulte doit être suppléé d'office par les tribunaux ; ils ne peuvent, quand ils sont saisis d'une demande renfermant à la fois des chefs civils et des chefs commerciaux, retenir l'instance dans son ensemble, sous prétexte de connexité ; ils doivent renvoyer les chefs civils devant la juridiction compétente, et même s'il y a indivisibilité, se dessaisir du tout : Rouen, 26 nov. 1902 (04, 279). — *136*. Le Tribunal de 1re instance ayant plénitude de juridiction, lorsqu'il siège commercialement il se trouve compétent pour connaître d'un chef de demande présentant un caractère purement civil et formulé dans les conclusions dernières : Cass. civ., 22 nov. 1905 (06, 503). — *137*. La partie a sans doute le droit, en pareil cas, de réclamer le renvoi de ce chef de demande à une audience civile, pour y être

introduit par voie d'assignation principale ; mais si ce moyen n'a pas été soulevé en 1re instance, il ne peut pas l'être utilement en cause d'appel : Cass. civ., 22 nov. 1905 (06, 503). — *138*. Les tribunaux civils, ayant plénitude de juridiction, peuvent juger les affaires commerciales, si les parties ont renoncé expressément ou tacitement à opposer l'incompétence à raison de la commercialité de la cause : Civ. Toulouse, 2 déc. 1907 (08, 378). — *139*. Cette exception d'incompétence doit d'ailleurs être soulevée préalablement à toutes autres exceptions et défenses. Elle doit être par suite déclarée irrecevable si, dans l'opposition faite à un jugement de défaut, elle n'a pas été soulevée, alors que l'opposition se base uniquement sur des motifs de fond : Civ. Toulouse, 2 déc. 1907 (08, 378).

COMPÉTENCE CRIMINELLE

Voir : Appel criminel. — Servitudes militaires, ch. I sect. III. — Tribunal criminel, ch. I sect. II.

Bibliographie. — S. Berge, *Conf. adm.* p. 155 et 159. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 10, 16, 23, 64 et 97. — S. Berge, *Just. en Tun.*, p. 156. — Colosio, *Applic. du C. pén. franç. en Tun.* (Journ. des Trib. de la Tun., 1903, p. 72). — Estoublon, *Notices sur la législ. tun.* (Ann. de la législ. franç. 1898, p. 388). — Ftoussi, *L'État tun.*, p. 172. — Girault, *Princ. de colon.*, t. III p. 436. — Locard, *Malf. étrang. réfugiés en Tun.*, (Journ. du dr. intern. priv., 1889, p. 396 et 773). — Ch. Martineau, *Compét. du j. de paix* (Journ. des Trib. de la Tun., 1895, p. 377). — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.*, p. 59, 190 et 382. — Sarrut, *Compét. de la just. franç. en Tun.* (Journ. des trib. de la Tun., 1895, p. 238). — Souchon, *Quest. de compét. pén.* (Journ. du dr. intern. privé, 1894, p. 754). — Tilloy, *Rép. alph.* t. III p. 1123, 1133 et 1134.

CHAPITRE PREMIER

Compétence de la juridiction française à l'égard des sujets tunisiens.

SECTION PREMIÈRE

Décret du 2 septembre 1885.

1. Une première interprétation du décret du 2 sept. 1885 a été que les tribunaux français de Tunisie connaîtront désormais, dans les limites de leur compétence respective, et en conformité de la loi française, de tous crimes commis en Tunisie par des sujets tunisiens, au préjudice des français ou protégés français et des européens ou protégés des puissances européennes et que le mot « crimes », dans le sens où il est pris dans ce

décret ne comprend pas les délits : Sousse, 2 mai 1894 (94, 332) ; Alger, 28 juill. 1894 (94, 484). — *2*. Peu importe que la juridiction saisie soit non la Cour d'assises, mais le Tribunal correctionnel statuant en vertu de l'art. 68 du C. pén. sur un crime commis par un mineur de 16 ans : Alger, 16 juill. 1891 (92, 76). — *3*. Il résulte de la combinaison des art. 1 et 2 du décret beylical du 2 septembre 1885 que la juridiction française établie en Tunisie ne connaît des contraventions commises par les sujets tunisiens que lorsqu'elles ont eu lieu, par leur fait ou avec leur complicité, à l'audience des magistrats ou dans les lieux où les magistrats procèdent à un acte de leurs fonctions, ou enfin lorsqu'elles ont été dirigées contre l'exécution des arrêts, jugements, sentences, ordonnances ou mandats de la justice française : Cass. crim., 4 août 1894 (94, 427). — *4*. Cette juridiction doit donc se déclarer incompétente pour connaître des contraventions commises par les sujets tunisiens en dehors des conditions ci-dessus spécifiées : Cass. crim., 4 août 1894 (94, 427). — *5*. Le délit d'outrage public à la pudeur commis, dans l'intérieur de la prison française et en présence de leurs codétenus, par des tunisiens écroués en vertu de mandats réguliers du juge d'instruction, rentre dans la catégorie des délits déférés aux tribunaux français par l'art. 2 § 3 du décret beylical du 2 septembre 1885 : Sousse, 23 oct. 1889 (89, 275). — *6*. Le délit de coups et blessures commis par un tunisien détenu en vertu d'un mandat régulier du juge d'instruction, à l'égard d'un de ses co-détenus, et dans l'intérieur de la prison française, ne rentre pas dans la catégorie des délits déférés aux tribunaux français par l'art. 2 § 3 du décret beylical du 2 septembre 1885 : Alger, 1er juin 1889 (89, 113). — *7*. Le fait de menacer de mort l'adjudicataire, qui veut prendre possession d'immeubles vendus à la barre d'un tribunal français, s'il ne renonce à la possession desdits immeubles, constitue un délit commis à l'encontre d'un jugement émanant de la justice française : Sousse, 15 mai 1889 (89, 152). — *8*. En conséquence le tunisien qui commet ce délit est justiciable de la juridiction française conformément à l'article 2 du décret beylical du 2 septembre 1885 : Sousse, 15 mai 1889 (89, 152). — *9*. Il en est de même pour les sujets tunisiens qui, se prétendant propriétaires d'un terrain vendu à la barre du Tribunal à une tierce personne, en ont frauduleusement soustrait la récolte, alors surtout qu'ils avaient été en référé déboutés de leurs prétentions tendant à obtenir une mesure conservatoire desdites récoltes : Sousse, 18 mai 1889 (90, 213). — *10*. Il a été ensuite jugé que le décret beylical du 2 septembre 1885, dûment approuvé par le Gouvernement français, dispose dans son article 1er que les tribunaux français en Tunisie connaîtront désormais, dans les limites de leur compétence respective, et en conformité de la loi française, de tous crimes commis en Tunisie par des sujets tunisiens, au préjudice des français ou protégés français et des européens ou protégés des puissances

européennes. Le mot « crimes » dans le sens où il est pris dans cet article, est une expression générale qui comprend les délits : Cass. crim., 13 janv. 1894 (94, 83) ; 9 nov. 1894 (94, 540) ; Aix, 22 févr. 1895 (95, 176). — *11*. En vertu de la loi du 27 mars 1883 et du décret beylical du 2 septembre 1885, les Tribunaux criminels institués en Tunisie connaissent notamment de tous les crimes commis par ou contre des français ou protégés français ; dans la limite de sa compétence, cette juridiction est, à l'égard des français et protégés français, une juridiction de droit commun et non une juridiction d'exception : Cass. crim., 14 déc. 1901 (02, 59).

SECTION II

Décret du 13 janvier 1898.

12. Afin de faire cesser le trouble apporté dans la marche de la justice répressive en Tunisie par cette jurisprudence, le législateur tunisien crut bon de mettre la législation en parfaite harmonie avec elle. La jurisprudence qui suit est l'application de ce nouvel état légal. — *13*. Le décret beylical du 13 janvier 1898, qui remet aux Tribunaux français de Tunisie la connaissance des infractions de toute nature commises en Tunisie, soit par des français ou des protégés français, ou des européens ou des protégés des diverses puissances européennes, soit à leur préjudice, doit être interprété en ce sens que compétence a été donnée aux tribunaux français pour connaître de tout procès pénal intéressant des personnes autres que des sujets tunisiens : Sousse, 29 mai 1901 (01, 439). — *14*. Spécialement, la juridiction française est compétente pour connaître d'une infraction commise par un sujet tunisien à l'encontre d'un marocain : Sousse, 29 mai 1901 (01, 439). — *15*. En matière pénale, les juridictions tunisiennes ne peuvent connaître que des affaires dans lesquelles des sujets tunisiens sont seuls en cause, et dès qu'un étranger y est intéressé, ces affaires ressortent aux juridictions françaises : Alger, 26 oct. 1901 (02, 262). — *16*. Par sujets tunisiens, on doit entendre exclusivement les individus sur lesquels le Bey exerce sa souveraineté, c'est-à-dire ceux qui sont nés en Tunisie de parents tunisiens ou ceux qui y ont acquis régulièrement la qualité de sujet du Bey, et non tous les musulmans résidant sur le territoire de la Régence : Alger, 26 oct. 1901 (02, 262). — *17*. Le tunisien poursuivi pour exercice illégal de la médecine décline à bon droit la compétence de la justice française, lorsque la personne qui aurait été victime de ses agissements prétendus délictueux est également tunisienne : Tunis, 1er févr. 1902 (02, 268). — *18*. Il importe peu, à ce point de vue, qu'il existe dans la circonscription où se sont produits les faits un médecin justiciable des tribunaux français, les dispositions du décret beylical du 15 juin 1888 sur l'exercice de la médecine à titre de tolérance ayant été manifestement édictées dans l'intérêt de la santé publique et non dans l'intérêt du médecin dont s'agit ;

Tunis, 1er févr. 1902 (02, 268). — *19*. Doit être considéré comme protégé français l'agent de police de nationalité tunisienne qui a été nommé à ses fonctions par un arrêté du Président de la Municipalité tunisienne, sur la présentation du Commissaire de police de la ville et qui a prêté serment devant le juge de paix français de sa résidence, alors surtout qu'il exerce ses fonctions à l'égard des français, européens, protégés français et européens : Cass. crim., 30 avr. 1898 (98, 291) (1). — *20*. Par suite, est de la compétence de la justice française la tentative de meurtre commise contre cet agent par des sujets tunisiens et, par suite de la connexité, il en est de même de la tentative de vol par eux commise contre d'autres tunisiens et interrompue par l'arrivée dudit agent : Cass. crim., 30 avr. 1898 (98, 291). — *21*. La juridiction indigène n'est pas compétente pour connaître du délit de voies de fait commis par des tunisiens sur la personne d'un citoyen français : Ouzara, 11 janv. 1899 (03, 58). — *22*. Il importe peu que celui-ci soit un employé de l'Administration tunisienne des Contributions diverses et qu'il ait été frappé à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ; ces circonstances ne peuvent avoir pour effet de modifier les règles de compétence qui veulent que la juridiction française connaisse des délits commis à l'encontre des citoyens français par des tunisiens. Le Tribunal de province saisi d'une pareille affaire doit donc se déclarer incompétent : Ouzara, 11 janv. 1899 (03, 58). — *23*. Le décret beylical du 3 septembre 1872 (29 djoumadi-ettani 1289) défend aux rabbins de juger d'autres litiges que ceux relatifs au statut personnel des israélites ; spécialement, il ne leur confère aucune juridiction en matière pénale et ne leur donne pas le droit d'infliger, pour quelque infraction que ce soit, d'ordre religieux ou civil, des châtiments corporels ou des peines d'emprisonnement : Sousse, 17 avr. 1893 (93, 205). — *24*. Par suite, le rabbin qui a infligé à un israélite une peine corporelle ou d'emprisonnement ne peut, pour se soustraire à la poursuite intentée contre lui par le procureur de la République, pour infraction aux art. 311, 341 et 343 du Code pénal, prétendre à bon droit que les actes qu'il a commis sont des actes professionnels, rentrant dans la limite de ses droits et de ses attributions légales, et dont il ne devrait compte qu'à l'autorité beylicale qui l'a nommé : Sousse, 17 avr. 1893 (93, 205). — *25*. Mais le Tribunal correctionnel est incompétent pour connaître du fait, reproché à un rabbin, d'avoir exclu des prières publiques un israélite, ce fait rentrant dans le pouvoir d'administration religieuse des rabbins et ne constituant aucun délit : Sousse, 2 mars 1898 (98, 311). — *26*. La publicité nécessaire et indispensable pour assurer l'exécution de ladite mesure prise par le rabbin ne saurait constituer la diffamation : Sousse, 2 mars 1898 (98, 311).

(1) Noter que cette décision s'appuie sur des erreurs de fait : les agents de police ne sont pas nommés par les présidents de municipalités et ne prêtent pas serment devant les juges de paix.

CHAPITRE II

Compétence des juges de paix en matière répressive.

SECTION PREMIÈRE

Compétence correctionnelle.

27. L'art. 2 du décret du 19 août 1854, qui attribue aux juges de paix à compétence étendue la connaissance de certains délits et infractions, n'a apporté aucune dérogation à l'art. 1er C. pén. : Alger, 20 juill. 1901 (01, 566). — *28.* Les juges de paix à compétence étendue connaissent de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à six mois de prison et à 500 fr. d'amende. Les Tribunaux de première instance sont donc absolument incompétents pour cette catégorie d'affaires : Civ. Guelma, 9 nov. 1894 (95, 150). — *29.* Spécialement, il en est ainsi pour le refus d'insertion prévu et réprimé par l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881, qui n'édicte qu'une amende de 50 à 500 fr. : Civ. Guelma, 9 nov. 1894 (95, 150). — *30.* Les juges de paix à compétence étendue peuvent connaître du délit d'outrage prévu par l'art. 224 C. pén., ce délit n'emportant pas une peine supérieure à 6 mois d'emprisonnement et 500 fr. d'amende : Cass. crim., 31 oct. 1895 (96, 541). — *31.* Le juge de paix statuant en vertu de sa compétence étendue, en matière correctionnelle, est incompétent pour connaître d'un délit comportant éventuellement la peine de l'interdiction de séjour : Tunis, 22 nov. 1902 (03, 259). — *32.* Les juges de paix à compétence étendue sont compétents, aux termes de l'article 2 du décret du 19 août 1854, pour connaître des contraventions fiscales punies de peines correctionnelles : Cass. crim., 18 déc. 1897 (98, 172). — *33.* Aux termes de l'art. 2 du décret du 14 août 1854, les juges de paix ont une compétence générale en matière de contravention : Alger, 18 oct. 1894 (95, 593). — *34.* Il s'ensuit que tous les délits contraventionnels sans exception doivent être portés devant eux et non devant les tribunaux correctionnels, sauf pour les délits contraventionnels commis ou constatés dans un canton où le juge de paix n'a pas la compétence étendue : Alger, 18 oct. 1894 (95, 593). — *35.* Le décret beylical du 3 mai 1904 imposant au sauveteur d'épaves l'obligation d'en faire la déclaration et punissant des peines du vol l'appropriation de ces épaves sans déclaration, a entendu réprimer l'appropriation frauduleuse, véritable délit dans lequel l'intention frauduleuse est l'élément essentiel : Alger, 9 mai 1908 (08, 608). — *36.* Par suite l'appréciation du fait de pareille appropriation rentre, non dans la compétence des juges de paix à compétence étendue, mais dans celle des tribunaux correctionnels : Alger, 9 mai 1908 (08, 608).

SECTION II

Compétence de simple police.

37. Le juge de simple police, saisi de la connaissance d'une contravention, n'est pas lié par les réquisitions du ministère public et son devoir, lorsque la disposition pénale visée dans lesdites réquisitions lui paraît inapplicable aux faits incriminés, est de rechercher, même d'office, si une autre disposition pénale ne doit pas être appliquée aux faits dont s'agit : Cass. crim., 23 oct. 1897 (97, 623). — *38.* Il ne peut, en tous cas, refuser de se livrer à cette recherche lorsqu'il en est sollicité par des conclusions prises à l'audience par le ministère public rectifiant ses premières réquisitions : Cass. crim., 23 oct. 1897 (97, 623). — *39.* Le juge de police peut, à bon droit, surseoir pour faire statuer sur l'exception de propriété lorsqu'il constate ; a) que les prévenus ont invoqué la possession annale, continue, non interrompue, paisible, non équivoque et à titre de propriétaire, du terrain litigieux, dans l'espèce, un chemin ; b) que le ministère public n'a pas établi l'affectation dudit chemin à l'usage du public ; c) que ce chemin n'a pas été l'objet d'un arrêté de reconnaissance ; d) qu'il ne figurait même pas sur le plan officiel des chemins de la commune : Cass. crim., 7 juin 1902 (02, 529). — *40.* Lorsque le ministère public a soumis au tribunal de simple police l'appréciation d'une infraction qui, par ses éléments constitutifs, est un délit et non une contravention, la partie civile a qualité pour proposer un déclinatoire et demander le renvoi de l'affaire devant le tribunal correctionnel : S. pol. Sidi bel Abbès, 29 sept. 1902 (04, 160). — *41.* Le prévenu poursuivi pour contravention n'est pas fondé à décliner la compétence du tribunal de simple police sous prétexte que le fait relevé contre lui ne constituerait pas, fût-il prouvé, une contravention ; il faudrait, pour que le tribunal de simple police pût se déclarer incompétent, que le fait allégué fût une infraction plus grave qu'une contravention : Just. p. Sousse, 26 nov. 1895 (96, 62). — *42.* Le fait d'avoir porté des coups qui ont ensanglanté la figure de la victime, lui ont fendu la lèvre et cassé une dent, constitue, non la contravention de voies de fait et violences légères, mais le délit de coups et blessures ; le tribunal de simple police est donc incompétent pour en connaître : Cass. crim., 11 nov. 1904 (05, 616).

CHAPITRE III

Compétence des conseils de guerre en Tunisie.

Bibliographie. — GÉRARD, *Nat. jurid. du Protectorat* (Rev. Algér., 1893, 1, 220. — X.... *Jurid. des armées d'occup.* (Journ. du dr. intern. privé, 1882, p. 511.

43. Tous individus poursuivis pour un des crimes ou délits prévus par le titre II du livre IV du Code de justice militaire pour l'armée de terre

doivent être jugés par les Conseils de guerre, conformément à l'article 63 du dit code, lorsque l'armée se trouve sur le territoire ennemi : Cass. crim., 25 janv. 1889 (89, 287). — *44*. Par les mots « territoire ennemi » il faut entendre tout territoire étranger occupé même après la guerre par les troupes françaises, pour la protection et la défense des intérêts publics qui ont commandé cette occupation : Cass. crim., 25 janvier 1889, (89, 287). — *45*. La règle de compétence prévue par l'art. 63 susvisé n'a donc pas cessé d'être applicable en Tunisie, sauf les exceptions résultant des traités en ce qui concerne les européens et protégés des puissances européennes : Cass. crim., 25 janv. 1889, (89, 287). — *46*. En conséquence est irrecevable, conformément aux termes de l'art. 80 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, le pourvoi en cassation formé par un sujet tunisien condamné par application de l'art. 63 du même code : Cass. crim. 25 janv. 1889 (89, 287). — *47*. *En sens contraire* : Cass. crim., 2 juin 1892 (92, 198) ; 13 janv. 1894 (94, 83) ; Cons. guerre Tunis, 21 mars 1894 (94, 395) ; Cass. crim., 12 août 1898 (98, 484). — *48*. Les traités actes diplomatiques de Gouvernement à Gouvernement, ne peuvent être expliqués ni interprétés par l'autorité judiciaire militaire, qui doit se borner à surseoir en cas de contestation des faits produits devant elle comme constituant ou ne constituant pas une arrestation illégale : Cons. rév. Paris, 6 juill. 1891 (91, 230). — *49*. Les tribunaux empiètent sur les attributions exclusives de l'administration en ordonnant qu'un prévenu sera reconduit au lieu de son arrestation, dans l'espèce en Tunisie : Cons. rév. Paris, 6 juill. 1891 (91, 230). — *50*. D'après l'art. 76 C. just. mil., lorsque la poursuite d'un crime, d'un délit ou d'une contravention comprend des individus non justiciables des tribunaux militaires et des militaires ou autres individus justiciables de ces tribunaux, tous les prévenus indistinctement sont traduits devant les Tribunaux ordinaires : Cass. crim. 4 août 1894 (94, 428). — *51*. Si d'après le § 2 de l'art. 77 du même code, cette disposition n'est pas applicable en cas de crimes ou de délits commis à la fois par des justiciables des Conseils de guerre et des étrangers, cette exception vise exclusivement les individus venus sur un territoire où ils n'ont pas leurs juges naturels et qui s'y rendent coupables d'infraction intéressant la discipline militaire : Cass. crim., 4 août 1894 (94, 428). — *52*. On ne saurait l'étendre aux sujets tunisiens qui vivent dans leur propre pays, rattaché à la France par les liens du Protectorat et qui sont en outre, dans les cas spécifiés par le décret du 2 septembre 1885, assimilés aux français et protégés français, quant à la compétence des juridictions appelées à les juger : Cass. crim., 4 août 1894 (94, 428). — *53*. Un militaire en activité de service n'est justiciable des tribunaux civils, en raison d'une contravention pour excès de vitesse d'une automobile qu'il conduisait que s'il est en congé régulier : Cass. crim., 28 juill. 1905 (06, 415).

CHAPITRE IV

Compétence des tribunaux algériens à l'égard des sujets tunisiens

Bibliographie.— FOUCHER, *Evol. du protect. de la France en Tun.* p. 239.

54. Les tribunaux français en Algérie ne peuvent connaître des délits commis par des tunisiens habitant la Tunisie, même avec la complicité d'algériens : Alger, 31 juill. 1902 (04, 635). — 55. Les tribunaux répressifs indigènes, constituant une juridiction d'exception, ne peuvent comprendre dans leur domaine d'autres justiciables que ceux expressément désignés par l'art. 1er du décret du 28 mai 1902. Le mot « indigènes » qu'il emploie, doit être intérprété en se sens qu'il désigne seulement les sujets français, à l'exclusion des musulmans étrangers. Par suite, un musulman marocain n'est pas justiciable des tribunaux répressifs indigènes : Alger, 27 décembre 1902 (03, 94). — 56. Il en est de même pour un sujet tunisien : Cass. crim., 27 juin 1903 (04, 630); Alger, 14 mars 1903 (03, 251) — 57. Le contraire, pour un marocain, a été jugé : Trib. répr. Alger, 7 novembre 1902 (02, 600). — 58. Les tribunaux répressifs indigènes d'Algérie tels qu'ils ont été réorganisés par le décret du 9 août 1903, ont compétence pour connaitre des infractions relevées à la charge de tous les musulmans d'origine qui, n'ayant pas été admis au droit de cité, ont nécessairement conservé leur statut personnel musulman, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'ils appartiennent ou non à un autre culte : Alger, 5 nov. 1903 (03, 596). — 59. La connaissance des délits forestiers frappés d'une peine d'amende inférieure à 150 fr. appartient, en Algérie, aux juges de paix, sauf appel devant les tribunaux correctionnels, aux termes du décret du 14 mai 1850 qui en modifiant la compétence à l'égard de ces délits, n'a rien entendu changer en ce qui concerne la faculté d'appel attribuée par l'art. 183 C. forest. aux agents de l'administration des forêts : Cass. crim. 27 juill. 1900 (01, 17). — 60. Par suite, c'est à bon droit que le juge correctionnel déclare recevable l'appel interjeté par l'Administration des forêts, partie poursuivante, à l'égard d'un semblable délit, bien que l'art. 172 C. instr. crim. n'accorde la faculté d'appeler qu'à la partie condamnée à l'emprisonnement ou à des amendes, réparations ou restitutions excédant 5 fr. : Cass. crim., 27 juill. 1900 (01, 17). — 61. Aux termes de l'art. 2 de la loi du 27 juin 1866, les délits forestiers commis à l'étranger par des français ne peuvent être poursuivis en France qu'en cas de réciprocité diplomatique; aucune convention d'une telle nature n'existant entre la France et la Tunisie, les tribunaux français sont incompétents pour connaître de délits forestiers commis en Tunisie par des indigènes algériens : Just. p. Souk-Ahras, 14 août 1907 (08, 143). — 62. Au surplus, la connaissance de tels

délits échappe aux tribunaux répressifs indigènes dont la compétence est expressément limitée aux délits commis sur le territoire de l'Algérie : Just. p. Souk-Ahras, 14 août 1907 (08, 143).

CHAPITRE IV

Compétence des tribunaux correctionnels.

SECTION PREMIÈRE

Généralités.

63. L'action civile née d'une infraction pénale peut être jugée par la juridiction répressive qui a été saisie de la connaissance de la contravention, bien qu'en cours d'instance une transaction ait éteint l'action publique : Corr. Narbonne, 8 juin 1906 (07, 224).— *64*. La règle « *electa una via* » ne s'oppose à la recevabilité d'une poursuite correctionnelle que s'il y a : 1° préexistence d'une action civile ; 2° identité dans la cause et l'objet des deux actions ; 3° identité des parties : Tunis, 29 déc. 1900 (01, 271). — *65*. Par suite, une saisie conservatoire même suivie de référé ne saurait priver la Société des auteurs et compositeurs dramatiques du droit de s'adresser à la juridiction correctionnelle pour poursuivre la répression d'une représentation non autorisée : Tunis, 29 déc. 1900 (01, 271). — *66*. Le juge de l'action est juge de l'exception lorsque l'exception concerne un des éléments constitutifs du délit, mais encore lorsqu'elle est relative à la compétence de la juridiction saisie ; ainsi, la juridiction correctionnelle peut résoudre une question de nationalité, lorsqu'elle est saisie de la question de savoir si une partie civile a pu, en sa qualité de français, saisir valablement un tribunal français correctionnel de Tunisie : Cass. crim., 29 juill. 1904 (04, 543). — *67*. Un capitaine marin poursuivi pour introduction de marchandises prohibées par le décret beylical sur les mesures à prendre contre le phylloxéra, ne peut, s'il n'y a expressément consenti, être jugé à l'audience pour le délit fiscal d'omission des dites marchandises sur le manifeste de son bord : Alger, 15 oct. 1891 (92, 37). — *68*. Le Tribunal français est compétent pour connaître de la demande en dommages-intérêts formée par un européen contre l'Administration des contributions diverses à l'occasion de la saisie de marchandises pratiquée par cette dernière sur un sujet tunisien, pour infraction aux lois sur les mahsoulats : Tunis, 18 janv. 1897 (97, 597). — *69*. Son intervention dans le litige rendrait même la juridiction française compétente pour connaître de l'infraction commise par le sujet tunisien, si elle lui permettait d'administrer la preuve qu'il était propriétaire de la marchandise saisie, car alors, il devrait être considéré comme complice de l'infraction dont s'agit : Tunis, 18 janv. 1897 (97, 597) ; Sousse, 13 janv. 1904 (06, 589).

SECTION II

Capitaines marins étrangers.

70. Le capitaine d'un navire marchand étranger est soumis dans un port français à la juridiction française pour les contraventions qu'il commet à son bord : Just. p. Oran, 4 nov. 1894 (95, 152). — *71.* La justice française n'est pas compétente en Tunisie pour connaître de la prévention dirigée contre des marins de nationalité italienne d'un navire marchand italien en relâche dans les eaux tunisiennes, à la suite d'une rixe à bord dudit navire : Alger corr., 14 mars 1902 (03, 49). — *72.* Les infractions commises à bord d'un navire de commerce étranger, dans un port français, par les gens de l'équipage entre eux, sont de la compétence des tribunaux français ; la loi française y est applicable, en vertu de l'art. 3 du Code civil : Simp. pol. Marseille, 11 juill. 1907 (08, 190). — *73.* Un capitaine de navire étranger ne peut être justiciable de la juridiction organisée par le décret du 24 mars 1852, ce décret n'étant applicable qu'à la marine marchande française. Il tombe sous le coup des lois pénales ordinaires pour les délits qu'il commet dans l'exercice de ses fonctions de capitaine : Alger, 16 mai 1886 (89, 91).

SECTION III

Français ayant commis un crime à l'étranger.

74. Aux termes du nouvel art. 5, 3e alinéa C. instr. crim., modifié par la loi du 3 avril 1903, le français qui a commis un crime ou un délit dans un pays étranger doit établir, pour échapper à une poursuite en France, non seulement qu'il a été jugé définitivement à l'étranger, mais de plus, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce : Cass. crim., 9 nov. 1905 (C6, 423).

CHAPITRE V

Compétence des juridictions consulaires.

75. Les pouvoirs juridictionnels des tribunaux consulaires, dans les pays où compétence leur est reconnue, peuvent être restreints par les traités, par les usages et par les lois locales : Trib. cons. d'Italie à Smyrne, 21 janv. 1895 (96, 504). — *76.* Parmi ces lois, il y a lieu de placer en première ligne celles qui touchent à l'ordre public, notamment celles concernant la presse : Trib. cons. d'Italie à Smyrne, 21 janv. 1895 (96, 504).

CHAPITRE VI

Justice indigène

77. Aux termes de l'art. 16 du décret du 18 mars 1896, les tribunaux régionaux sont compétents pour juger les inculpés de violences volontaires qui leur sont déférés : Ouzara, 15 juin 1908 (08, 424). — 78. Mais si les violences ont été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité etc., les prévenus doivent être renvoyés devant l'Ouzara : Ouzara, 15 juin 1908 (08, 424).

COMPÉTENCE IMMOBILIÈRE.

Bibliographie.— ANTERRIEU, *Conf. adm.* p. 195.—S.BERGE, *Conf. adm.* p. 158. — S. BERGE, *jurid. franç. en Tun.*, p. 10, 39, 45 et 60. — S. BERGE, *Jurispr. sur les servitudes* (Journ. des Trib. de la Tun., 1894 p. 283).— S. BERGE, *Just. en Tun.*, p. 159.— FITOUSSI, *l'Etat tun.* p. 172. — LESCURE, *Double rég. fonc. de la Tun.* p. 166 et 319. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 148. — PUECH, *Constit. de la propr. fonc. en Tun.*, p.38.— TERRAS, *le Habous* p. 240.

CHAPITRE PREMIER.

Immeubles non immatriculés.

Bibliographie.— BABINET, *Rapport* (Pand. franç. 1891, 1, 459.)— S.BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p.61 et 64, — CLAVEL, *le Wakf.* t. 1. p. 57 et t. 2 p. 278. — LESCURE, *Double rég. fonc. de la Tun.*, p. 167.— CH. MARTINEAU, *Compét. des j. de paix* (Journ. des Trib. de la Tun., 1895, p.330. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 150, 152 et 165. — TERRAS, *le Habous*, p.241.—TILLOY, *Rep. Alph.* t.111 p.1131 et 1134.— X... *Caract. de la compét. en mat. immob.* (Rev.Alg., 1890, 1, 133).

SECTION PREMIÈRE

Litiges entre européens.

1. Tout litige immobilier qui s'agite entre européens ou protégés des puissances européennes est de la compétence exclusive de la juridiction française: Tunis, 2 nov. 1887 (93, 387); 29 déc. 1888 (93, 253); 6 mars 1893 (93, 148); Alger, 7 mars 1894 (94, 211); Sousse, 14 avr. 1894 (94, 310); Tunis, 23 oct. 1895 (95, 540). — *2.* Sous le régime antérieur à l'établissement du protectorat, le traité franco-tunisien du 5 novembre 1824, qui assurait aux français le traitement de la nation la plus favorisée, permettait à un ex-tunisien naturalisé français de se prévaloir des avantages

concédés aux anglais par le traité anglo-tunisien de 1863, dont l'art. final donnait aux parties, lorsqu'elles n'étaient tunisiennes ni les unes, ni les autres, la faculté de porter devant le consul les contestations en matière immobilière : Cass. civ., 4 déc. 1900 (00, 624) ; 10 juillet 1902 (03, 39). — *3*. L'intervention d'un tunisien, dans une instance immobilière qui n'intéresse que des justiciables des tribunaux français, n'a aucune influence sur la compétence, s'il ne s'y présente que comme tuteur d'une mineure protégée d'une puissance européenne; le litige ne cesse pas en effet de s'agiter entre parties exclusivement européennes ou assimilées et la juridiction française est seule compétente pour en connaître, même lorsqu'il porte sur un immeuble tunisien non immatriculé: Tunis, 23 janv. 1895 (95,451).— *4*. Aux termes de l'art. 1er du décret beylical du 31 juillet 1884, les tribunaux français en Tunisie connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales qui s'agitent entre européens. Ils sont donc compétents pour connaître, dans ces conditions, d'une demande en nullité de saisie-immobilière: Alger, 25 févr. 1891 (93, 251). — *5*. Les tribunaux français de Tunisie sont compétents pour statuer sur un litige immobilier pendant entre un français et un italien au sujet d'un immeuble non immatriculé : Cass. req., 20 avr. 1891 (91, 265).

SECTION II.

Litiges entre tunisiens.

6. Les tribunaux français sont incompétents pour connaître d'une contestation ayant pour objet un immeuble non immatriculé, lorsque les parties en cause sont toutes de nationalité tunisienne et n'ont point décliné la compétence de la juridiction tunisienne devant laquelle le procès aurait antérieurement été porté: Alger, 3 mai 1890 (90, 175); 19 mai 1891 (91, 236); Tunis, 14 mars 1892 (93, 289); Alger, 9 déc. 1893 (95, 9); 9 mai 1895 (96, 148); Tunis, 16 mars 1896 (96, 238); Tunis, 15 mars 1905 (05, 206); 12 juin 1907 (07, 513). — *7*. Il en est ainsi alors même que la demande lui est présentée sous le couvert de l'art. 23 de la loi foncière et sous la forme d'une demande de dommages-intérêts faute d'opérer la remise de titres de propriété, si, en fait, le demandeur n'a pas introduit de réquisition d'immatriculation devant le Tribunal mixte: Tunis, 12 juin 1907 (07, 513). — *8*. Ces incompétences sont d'ordre public et peuvent être soulevées en tout état de cause: Alger, 3 mai 1890 (90, 175); 9 déc. 1893 (95, 9); 9 mai 1895 (96, 148). — *9*. L'intervention d'un français dans une cause de cette nature, ne modifie par la compétence si ce français ne se présente que comme cessionnaire des droits d'une des parties, alors surtout que la cession dont il se prévaut est postérieure à l'ouverture de l'instance: Tunis, 15 mars 1905 (05, 206). — *10*. Il n'est pas interdit aux sujets tunisiens de soummettre aux tribunaux français les litiges qui s'agitent entre eux,

même en matière immobilière: Tunis, 14 mars 1892 (93, 289). — *11*. Mais ces tribunaux, bien qu'autorisés à juger la contestation ainsi portée devant eux par l'accord des parties, n'y sont pas obligés et peuvent se déclarer d'office incompétents: Tunis, 14 mars 1892 (93, 289). — *12*. Est opposable à l'acquéreur tunisien d'un immeuble la décision de la justice française rendue, sur une question de mitoyenneté intéressant ledit immeuble, contre l'européen vendeur; la justice tunisienne, saisie à nouveau de la même contestation, doit rejeter une telle demande et prendre les dispositions voulues pour assurer l'exécution du jugement du tribunal français: Ouzara, 26 mai 1897 (97, 367).

SECTION III

Litiges entre européens et tunisiens

§ I. — **Premier système : compétence.**

13. Les tribunaux français en Tunisie sont compétents pour connaître d'une action immobilière intentée par un tunisien à l'encontre d'un européen : Tunis, 27 juin 1900 (01, 123). — *14*. Les tribunaux français de Tunisie sont compétents pour connaître d'une action immobilière intentée par un tunisien contre un français, alors même que ce dernier aurait, au cours de l'instance, introduit devant le Châra une demande en nullité de l'acte sur lequel l'action est fondée : Tunis, 8 nov. 1888 (93, 252). — *15*. Des décisions des juges indigènes ne deviennent exécutoires contre les européens qu'après avoir été soumises au tribunal français, qui les révise au fond ; ce tribunal peut donc incontestablement connaître sous cette forme des litiges immobiliers entre européens et tunisiens ; il s'ensuit qu'il doit aussi pouvoir les juger directement, lorsque les tunisiens préfèrent cette façon de procéder : Tunis, 30 janv. 1890 (93, 244). — *16*. En conséquence, les européens ne sauraient décliner en cette matière la compétence d'un tribunal qui constitue pour eux la juridiction de droit commun : Tunis, 30 janv. 1890 (93, 244).

§ II. — **Deuxième système : incompétence absolue.**

17. Les tribunaux français sont incompétents pour connaître de toute question se rattachant d'une manière directe au régime de la propriété en Tunisie : Tunis, 26 nov. 1884 (93, 239). — *18*. Cette incompétence est, non pas une incompétence *ratione personæ*, mais une incompétence *ratione materiæ*, d'ordre public, qui doit être relevée d'office et peut être opposée en tout état de cause : Alger, 3 mai 1890 (90, 142) ; 21 juill. 1890 (90, 316) ; 15 oct. 1891 (91, 300) ; 15 mars 1892 (93, 67) ; 26 juill. 1892 (93, 71) ; 17 oct. 1892 (93, 69) ; 5 janv. 1893 (93, 70) ; 1er juill. 1893 (94, 10) ; 31 oct. 1893

(94, 63) ; 27 janv. 1894 (94, 209) ; 15 mai 1895 (95, 533) ; 13 avr. 1896 (96, 453) ; 15 oct. 1896 (97, 353) ; 15 févr. 1898 (98, 370) ; 26 nov. 1903 (05, 40). — *19*. Dans un litige relatif à une servitude de passage dans lequel un sujet tunisien est partie, si l'immeuble grevé de la servitude n'est pas immatriculé, la juridiction française est incompétente pour en connaître : Alger, 3 nov. 1892 (93, 13). — *20*. Cette incompétence est essentiellement d'ordre public et peut être opposée en tout état de cause: Alger, 3 nov. 1892 (93, 13). — *21*. La Cour d'appel n'a pu se déclarer d'office incompétente pour connaître d'un litige immobilier entre un tunisien et un anglo-maltais, si le tribunal de Tunis a repoussé le même moyen d'incompétence et renvoyé les parties à plaider au fond par un premier jugement non frappé d'appel et ayant acquis l'autorité de la chose jugée : Cass. req., 29 juin 1892 (93, 37). — *22*. Le moyen ainsi soulevé devant la Cour de cassation est d'ailleurs irrecevable, comme nouveau et mélangé de fait et de droit, s'il n'a pas été soumis aux juges d'appel : Cass. req., 29 juin 1892 (93, 37).

§ III. — **Troisième système : incompétence relative.**

23. L'incompétence des tribunaux français, pour connaître d'un litige immobilier dans lequel un tunisien est partie, est une incompétence *ratione personæ* ; elle ne peut donc être soulevée que par la partie à qui elle est personnelle, et cette partie a le droit d'y renoncer, soit expressément, soit tacitement : Tunis, 20 nov. 1885 (93, 239) ; 1er déc 1886 (93, 240) ; 15 déc. 1887 (93, 241) ; 20 déc. 1888 (93, 252) ; 29 déc. 1888 (93, 253) ; Sousse, 6 juin 1889 (90, 167) ; 27 juin 1889 (93, 279) ; 20 nov. 1889 (93. 280) ; Tunis, 30 janv. 1890 (93, 244) ; 27 févr. 1890 (90, 245) ; 10 juill. 1890 (93, 245) ; 13 juin 1890 (90, 196) ; 26 juin 1890 (90, 207) ; Alger, 11 avr. 1891 (91, 207) ; Tunis, 22 juin 1891 (93, 285) ; 14 déc. 1891 (93, 344) ; 3 mars 1893 (93, 273) ; 3 mars 1893 (93, 273) ; 24 avr. 1893 (93, 204) ; 19 mai 1893 (93, 313) ; 10 janv. 1894 (94, 105) ; 29 janv. 1894 (94, 221) ; 9 mai 1894 (94, 327) ; 31 oct. 1894 (95, 12) ; 6 avr. 1895 (95, 304) ; 20 mai 1895 (95, 459) ; 23 oct. 1895 (95, 540) ; 9 déc. 1896 (97, 77) ; 2 nov. 1898 (00, 323) ; 10 déc. 1902 (03, 116) ; 25 mai 1904 (05, 197) ; 8 juin 1904 (05, 169) ; 15 mars 1905 (05, 203) ; 27 déc. 1905 (06, 226) ; 26 déc. 1906 (07, 147). — *24*. L'européen défendeur n'a pas le droit de décliner la compétence de sa juridiction naturelle, qui a été saisie d'une question immobilière par un tunisien : Tunis, 10 janv. 1894 (94, 105) ; 9 mai 1894 (94, 327) ; 23 oct. 1895 (95, 540). — *25*. A tort, on a voulu rattacher l'incompétence de la juridiction française en pareille matière à l'ordre des juridictions, car il ne s'agit pas de savoir quel organe d'un pouvoir judiciaire est compétent ; il s'agit de déterminer à laquelle de deux souverainetés exerçant concurremment sur un même territoire doit revenir la connaissance d'une affaire judiciaire : Tunis, 31 oct. 1894

(95, 12) ; 6 avr. 1895 (95, 304) ; 15 mars 1905 (05, 203). — *26*. Or, tout étranger pouvant renoncer à sa juridiction nationale, quand cela ne lui est pas interdit à raison de la matière, il ne peut pas exister, dans ces conditions, d'incompétence absolue dérivant de l'ordre des juridictions : Tunis, 31 oct. 1894 (95, 12) ; 6 avr. 1895 (95, 304) ; 15 mars 1905 (05, 203). — *27*. Le tunisien qui a porté lui-même le débat devant les Tribunaux français ne peut être admis à exciper de leur incompétence : Tunis, 27 févr. 1890 (90, 245). — *28*. Il en est ainsi alors même que, le demandeur originaire étant décédé, ce sont ses héritiers qui soulèvent cette exception, ceux-ci étant liés par le contrat judiciaire dans lequel leur auteur est intervenu : Tunis, 27 févr. 1890 (90, 245). — *29*. Le sujet tunisien, défendeur à une action immobilière introduite contre lui devant la juridiction française, à propos d'un immeuble tunisien non immatriculé, est recevable à soulever le déclinatoire d'incompétence, pour la première fois, en appel, s'il a fait défaut en première instance. Son défaut de comparution ne peut donner à présumer qu'il a accepté la juridiction française : Tunis, 22 juin 1891 (93, 285). — *30*. L'incompétence de la juridiction française, en cette matière, ne peut plus être proposée utilement après des conclusions tendant à une expertise : Tunis, 20 déc. 1888 (93, 252). — *31*. Comme l'incompétence des tribunaux français, en ce qui touche la question de propriété, n'est que relative, il faut que l'incompétence soit demandée par celui qui y a droit personnellement et ce, avant d'avoir conclu sur la question de propriété : Tunis, 3 mars 1893 (93, 273). — *32*. L'exception d'incompétence n'est pas admissible, si elle n'est introduite que par voie de conclusions subsidiaires : Tunis, 3 mars 1893 (93, 273). — *33*. Elle est au contraire recevable, et le sursis à statuer doit être ordonné, si le demandeur tunisien s'est borné, dans son exploit introductif d'instance, à demander la nullité de l'adjudication et de la saisie immobilière de telle sorte que la question de propriété n'est introduite dans le débat que par le défendeur originaire : Tunis, 3 mars 1893 (93, 273). — *34*. Il y a lieu d'accueillir le déclinatoire d'incompétence formé par le tunisien défendeur à une action immobilière portant sur un immeuble situé en Tunisie et non immatriculé, même lorsque ce déclinatoire n'est proposé qu'implicitement, pourvu que les conclusions soient à ce sujet suffisamment claires et précises : Tunis, 21 mars 1892 (94, 266). — *35*. Toutefois, cette incompétence fait obstacle à ce que le Tribunal français saisi d'une contestation immobilière relative à un immeuble non immatriculé, ordonne la mise en cause d'un tunisien : Tunis, 27 déc. 1905 (06, 226). — *36*. Les Tribunaux français sont compétents pour connaître d'une action immobilière relative à un immeuble même non immatriculé, et intéressant un tunisien, lorsqu'il a conclu au fond et a formellement accepté de plaider devant la justice française : Tunis, 20 mai 1895 (95, 459). — *37*. Au surplus, lorsque, le tunisien ayant deman-

dé l'immatriculation de l'immeuble litigieux, un européen s'y est opposé et a demandé le renvoi de cette contestation devant le tribunal compétent, c'est-à-dire devant la justice française en vertu de l'art. 36 de la loi foncière, il importe peu que ladite contestation se produise sous une autre forme devant cette juridiction ; elle ne pourra en être écartée par une exception d'incompétence : Tunis, 20 mai 1895 (95, 459). — *38*. Le tunisien qui a une contestation immobilière, portant sur un immeuble non immatriculé, avec un européen, peut la porter, à son choix, devant la justice française ou devant la justice indigène ; mais quand il a commencé ce procès devant l'une des deux, il ne peut renoncer à la poursuite pour la recommencer devant l'autre : Tunis, 13 janv. 1896 (96, 156). — *39*. Il en est ainsi, tout au moins, tant que son désistement de la première poursuite n'a pas été volontairement accepté par son adversaire : Tunis, 13 janv. 1896 (96, 156). — *40*. C'est à bon droit que le tribunal français, saisi d'une action immobilière intéressant un tunisien et d'une action en dommages-intérêts qui en est la conséquence, a accueilli le déclinatoire pour le tout : Tunis, 15 mai 1893 (93, 300) ; 20 janv. 1897 (97, 103). — *41*. Il n'est d'ailleurs nullement interdit aux juridictions tunisiennes de statuer sur des demandes d'indemnité, soit principales, soit accessoires à d'autres litiges : Tunis, 15 mai 1893 (93, 300) ; 20 janv. 1897 (97, 103). — *42*. Lorsqu'à la demande en déguerpissement formée par un justiciable des tribunaux français, qui se prétend locataire d'un tunisien, à l'encontre d'un autre tunisien, celui-ci répond que le bailleur a donné en location des terres qui ne lui appartenaient pas et dont il est lui-même propriétaire, il se pose ainsi une question préjudicielle de propriété qui n'est pas de la compétence de la juridiction française, alors d'ailleurs qu'il s'agit d'immeubles non immatriculés et que le prétendu locataire, européen, n'a pas à intenter une action possessoire, ni à y défendre : Sousse, 23 juin 1904 (05, 52). — *43*. Mais comme il ne peut dépendre du défendeur de retarder indéfiniment la solution de la demande en déguerpissement et que le demandeur n'a aucun moyen de saisir lui-même la juridiction compétente, il y a lieu, en prononçant le sursis à statuer, d'impartir un délai dans lequel le défendeur devra saisir le juge de la question préjudicielle à vider : Sousse, 23 juin 1904 (05, 52). — *44*. Le litige qui s'élève à l'occasion de l'exercice du droit de chefâa, est de nature immobilière, puisqu'il a pour fin directe l'attribution d'un immeuble à l'une ou à l'autre des parties ; ce caractère ne peut être modifié par une action introduite subsidiairement contre le défendeur en paiement d'une somme déterminée représentant le préjudice qu'il aurait causé au demandeur en prenant indûment possession : Tunis, 24 oct. 1887 (94, 465). — *45*. Par suite, si le défendeur est tunisien et qu'il propose le déclinatoire d'incompétence *in limine litis*, il y a lieu de faire droit à son exception : Tunis, 24 oct. 1887 (94, 465). — *46*. Au cas

où l'acheteur d'un immeuble non immatriculé s'est vu évincé par l'adjudicataire sur saisie immobilière antérieure à son achat, et où il actionne son vendeur en restitution du prix indûment touché ainsi qu'en dommages-intérêts, l'action qu'il intente n'est pas de nature immobilière et ne se rapporte pas à l'exécution d'un jugement de la justice française ; ladite action est purement personnelle et mobilière et elle est de la compétence de la justice française, dès qu'il se trouve en la cause un de ses justiciables : Tunis, 29 avr. 1908 (08, 491).

SECTION IV

Licitation et appels en garantie.

§ I. — Licitations.

47. Le tunisien, défendeur à une action relative à un immeuble non immatriculé, spécialement à une demande en licitation et partage de cet immeuble, peut, à son choix, accepter la compétence de la juridiction française ou demander son renvoi devant les tribunaux indigènes: Tunis, 17 janv. 1889 (93, 243) ; Sousse, 20 nov. 1889 (93, 280); Tunis, 16 juin 1893 (93, 302). — *48*. On soutiendrait à tort, pour faire admettre le contraire, que le décret beylical du 15 mars 1892, en permettant au co-propriétaire de demander l'immatriculation d'un immeuble indivis sans l'assentiment de ses co-propriétaires, a donné au tribunal français le droit de rester saisi de la demande en licitation introduite par un européen, sous condition d'immatriculation préalable ; aucune loi n'a donné à la juridiction française le droit d'apprécier les droits prétendus de co-propriété: Tunis, 10 juin 1892 (93, 292). — *49*. Il s'ensuit que le demandeur, pour donner compétence aux tribunaux français, doit obtenir l'immatriculation de l'immeuble préalablement à toute demande en licitation : Tunis, 10 juin 1892 (93, 292).— *50*. En cas de licitation, le tribunal français peut, d'office, subordonner la vente immobilière poursuivie devant lui à l'immatriculation préalable, si le titre ne lui a pas été produit avant l'adjudication ou s'il apprécie que le titre produit n'est pas suffisant : Alger, 6 juin 1896 (97, 144). — *51*. Doit être accueilli le déclinatoire soulevé par le sujet tunisien défendeur à une action en licitation portant sur un immeuble situé en Tunisie : Tunis, 22 déc. 1887 (93, 242) ; 11 mars 1902 (02,374).— **52**. La juridiction française est incompétente pour connaître d'une demande en reddition de comptes des revenus d'un immeuble prétendu indivis, introduite contre un sujet tunisien, alors que celui-ci soutient que les demandeurs n'ont aucun droit de co-propriété sur l'immeuble dont s'agit : Tunis, 20 févr. 1901 (01, 188). — **53**. Les tribunaux français sont compétents pour ordonner la licitation d'un immeuble tunisien, quelle que soit la nationalité des parties en cause, au cas où l'immeuble est immatriculé ; Tunis, 28 déc. 1898 (99, 617).

§ II. — Appels en garantie.

54. L'appelé en garantie par le défendeur à une action immobilière concernant un immeuble non immatriculé situé en Tunisie, peut décliner la compétence de la juridiction française, s'il est sujet tunisien et n'a pas conclu au fond : Tunis, 23 mai 1892 (93, 271) ; 16 juin 1893 (93, 332). — 55. Lorsque, au cours d'une instance pendante entre deux européens ou protégés, en matière immobilière, l'une des parties appelle en garantie un sujet tunisien, ce dernier a le droit, avant toute défense au fond, de demander son renvoi devant la juridiction indigène en ce qui concerne l'appel en garantie ; Tunis, 14 janv. 1887 (89, 274). — 56. Mais l'incompétence du tribunal français relativement à la question accessoire introduite par l'appel en garantie ne saurait avoir pour effet de dessaisir ce tribunal de la demande principale qui a été régulièrement portée devant lui : Tunis, 14 janv. 1887 (89. 274).

SECTION V.

Affaires intéressant les habous.

57. Le habous étant une forme de la constitution des biens réels en Tunisie, la juridiction française est incompétente pour connaître de sa validité ou de son existence, lorsqu'un tunisien est en cause; et cette incompétence est d'ordre public ; elle doit donc être accueillie lorsqu'elle est proposée par un justiciable des tribunaux français : Sousse, 2 nov. 1893 (94, 254) ; 26 oct. 1899 (00, 565). — 58. Jugé *en sens contraire* que les questions de validité de habous ne dépendent pas du statut personnel des musulmans tunisiens ; elles sont de nature immobilière, et, par suite dans les mêmes conditions que toutes les autres actions réelles, au point de vue de la compétence : Tunis, 30 janv. 1892 (93, 288) ; 14 avril 1893 (93, 294) ; 31 oct. 1894 (95, 12) ; 17 juin 1895 (95, 465) ; 9 décembre 1895 (96, 71) ; Cass. req., 3 nov. 1897 (98, 21) ; Tunis 17 janv. 1900 (00,326); 24 mai 1905 (06, 21) . — 59. Le tribunal français est compétent pour apprécier la question de validité du habous qui se présente comme incidente à une action principale relative à l'exécution d'un jugement de la justice française: Sousse, 4 déc. 1902 (03, 543). — 60. Les tribunaux français de Tunisie sont compétents d'une façon absolue pour connaître des affaires civiles et commerciales entre français et protégés français : Aix ch. réun., 18 juill. 1901 (02, 335). — 61. Cette règle s'applique, non seulement aux questions principales, mais encore à tous les incidents et exceptions auxquels peuvent donner lieu les litiges, soit qu'il y ait à résoudre des questions préjudicielles de droit musulman relatives au statut personnel et à l'ordre des successions, soit qu'il s'agisse de statuer sur une demande en revendication d'immeuble prétendu frappé de habous : Aix ch. réun.,

18 juillet 1901 (02, 335). — *62*. Il importe peu que des tunisiens (dans l'espèce l'Administration des habous) se trouve dans la cause, alors surtout qu'elles ne sont que parties intervenantes et qu'en cette qualité, elles ne peuvent prétendre suivre devant un tribunal autre que celui qui est saisi de la demande principale : Aix ch. réun., 18 juillet 1901 (02,335). — *63*. La justice française est compétente pour juger la contestation qui porte sur un bien habous et dans laquelle figurent des tunisiens, si le litige se présente sous la forme d'une demande d'exequatur d'un jugement du Chara et constitue en même temps un incident relatif à l'exécution d'un jugement d'adjudication rendu par la justice française : Tunis, 9 déc. 1895 (96, 71). — *64*. La juridiction française doit se déclarer incompétente pour connaître de la réclamation de part d'usufruit de bien habous, introduite contre des défendeurs dont la plupart sont sûjets tunisiens, et qui soulèvent le déclinatoire: Tunis, 16 nov. 1891 (93, 286). — *65*. En effet, une telle demande donne à juger une question indivisible et d'ordre immobilier qui doit être dévolue tout entière à la juridiction tunisienne: Tunis, 16 nov. 1891 (93, 286). — *66*. La demande qui tend à l'annulation d'une saisie immobilière en se fondant sur ce que l'immeuble qui en est l'objet est inaliénable comme frappé de habous est de la compétence exclusive de la juridiction française : Tunis, 27 déc. 1893 (94, 217). — *67*. Il ne s'en dégage même pas de question préjudicielle, si le défendeur, sans contester la validité ou l'existence du habous allégué, se contente de soutenir qu'il ne lui est pas opposable, parce qu'il n'est pas inscrit sur le titre de propriété qu'il détient comme créancier gagiste : Tunis, 27 déc. 1893 (94, 217). — *68*. Le bail portant concession d'exploiter des phosphates pendant un certain nombre d'années ne confère au locataire aucun droit réel sur l'immeuble, mais lui donne seulement un droit personnel et mobilier. Par suite, la juridiction française est certainement compétente, en Tunisie, pour connaître de la validité de ce bail, bien que le bailleur soit tunisien et que l'immeuble soit situé en Tunisie et non immatriculé : Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *69*. Aucune exception n'a été apportée à cette règle en ce qui concerne les locations de biens habous ; le décret beylical du 11 août 1886, qui admet en cette matière la compétence du Tribunal de l'Ouzara, n'a eu pour objet que de régler les attributions respectives des diverses juridictions tunisiennes, et n'a modifié en rien le décret beylical du 31 juillet 1884, qui règle la compétence de la juridiction française: Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *70*. Ne constitue pas une aliénation d'immeuble ou de partie d'immeuble, la cession du droit d'exploiter une carrière et le bail à fin d'exploitation des produits de la carrière, ne conférant au preneur aucun droit réel sur l'immeuble qui en est l'objet, ne peut donner naissance qu'à des droits personnels et mobiliers : Alger, 9 mai 1898 (98, 522).— *71*. Par suite, le litige qui porte sur des

droits de cette nature, et, notamment, sur la validité du bail et sur une demande en expulsion de lieux, et qui s'élève entre des européens, d'une part, et des tunisiens, d'autre part, est, aux termes du décret beylical du 31 juillet 1884, de la compétence exclusive de la juridiction française: Alger, 9 mai 1898 (98, 522).— 72. Par suite, encore, il ne saurait y avoir place, dans un tel litige, pour une question préjudicielle de propriété que le Châra seul pourrait résoudre; de même que cette circonstance que le bai argué de nullité a été autorisé par le Cadi, ne saurait soustraire la demande à la compétence de la juridiction française : Alger, 9 mai 1898 (98, 522).

SECTION VI

Affaires intéressant l'exécution d'un jugement de la justice française.

§ I. — Saisie immobilière.

73. La juridiction française en Tunisie a seule qualité pour statuer sur les difficultés provenant de l'exécution d'un de ses jugements, même en matière immobilière, aucun texte dans la législation tunisienne n'ayant transféré cette connaissance aux tribunaux indigènes : Sousse, 10 oct. 1889 (90, 324); Alger, 12 janv. 1891 (91, 8); Tunis, 3 mars 1893 (93, 273); 20 juin 1894 (94, 442); 31 oct. 1894 (95, 12); 18 déc. 1895 (96, 75); 26 déc. 1906 (07, 147). — 74. Mais ils doivent surseoir à statuer sur ces questions jusqu'après jugement de la question préjudicielle de propriété par l'autorité compétente : Alger, 26 juillet 1892 (93, 71); Tunis, 3 mars 1893 (93, 273); 23 juin 1893 (93, 347); 31 oct. 1894 (95, 12); 18 déc. 1895 (96, 75). — 75. En matière de revendication d'immeubles saisis, s'il est allégué que l'existence d'une constitution de habous faisait obstacle à la saisie, mais que le titre qui établit ce habous a été détruit et remplacé par un acte de notoriété et si l'on conclut au renvoi au Chara de l'examen de ces prétentions, la juridiction française a le droit d'examiner si ce moyen n'est pas le résultat d'un concert frauduleux, et, au cas où il est démontré qu'il en est ainsi, de refuser de se dessaisir : Alger, 22 nov. 1897 (98, 177). — 76. Lorsque, par décision d'une juridiction française, (en l'espèce la Cour d'Alger) il a été ordonné qu'il serait sursis à une adjudication jusqu'après solution de la question de propriété par les tribunaux compétents en Tunisie en matière immobilière, le tribunal mixte, par le seul fait de la réquisition d'immatriculation de l'immeuble litigieux, devient seul compétent pour connaître du litige : Trib. mixte, 26 déc. 1893 (97, 483). — 77. Aucune question préjudicielle ne se dégage de l'action intentée par un sujet tunisien pour rendre opposable au saisissant européen d'un immeuble tunisien non immatriculé une donation non inscrite sur le titre de la propriété : Tunis, 23 janv. 1895 (95, 451). — 78. Au cas où, sur une saisie brandon pratiquée

à la requête d'un européen sur la récolte d'une propriété non immatriculée appartenant à un tunisien, cette récolte est revendiquée par un autre tunisien, il surgit ainsi devant la justice française et dans l'instance, une question préjudicielle de propriété qui n'est pas de sa compétence et qui l'oblige à surseoir à statuer sur le fond : Sousse, 7 juin 1900 (01, 286). — *79*. L'adjudicataire sur folle-enchère qui, en vertu des dispositions du décret de 1892, subordonne l'accomplissement des clauses du cahier des charges à l'immatriculation de l'immeuble adjugé, et saisit régulièrement le Tribunal mixte de sa demande en immatriculation, rend *erga omnes* cette juridiction exclusivement compétente pour la détermination des droits réels qui peuvent peser sur l'immeuble dont s'agit : Tunis, 15 janv. 1908 (08, 256). — *80*. Par suite, le Tribunal de 1re instance devient incompétent pour recevoir une demande en nullité de la saisie immobilière pratiquée sur ledit immeuble, sous prétexte qu'il serait inaliénable comme habous : Tunis, 15 janv. 1908 (08, 256). — *81*. Cette incompétence, qui tient à l'ordre des juridictions, est absolue et doit être relevée d'office. Elle cesserait, si la procédure d'immatriculation venait à se terminer par un rejet complet de la réquisition, car un tel rejet équivaut à un renvoi devant la juridiction de droit commun : Tunis, 15 janv. 1903 (08, 256).

§ II. — **Adjudication.**

82. Les tribunaux français étant compétents pour statuer sur les incidents nés de l'exécution de leurs jugements, ont qualité pour trancher une contestation de nature immobilière s'élevant, même entre sujets tunisiens, à l'occasion de l'exécution d'un jugement d'adjudication rendu par un Tribunal français en suite d'une saisie immobilière pratiquée en vertu d'une décision émanant de la même juridiction : Tunis, 24 avr. 1890 (90, 320) ; Alger, 3 nov. 1892 (92, 302) ; Tunis, 11 déc. 1895 (96, 56) ; Alger, 18 nov. 1901 (02, 60). — *83*. Toutefois, si cette demande se fonde sur ce que l'immeuble était habousé et serait dès lors inaliénable, la juridiction française serait incompétente pour connaître de la validité du habous et devrait surseoir à statuer sur la demande en nullité d'adjudication, jusqu'à la décision du Tribunal tunisien compétent sur la question préjudicielle de validité du habous : Alger, 3 nov. 1892 (92, 302) ; Tunis, 20 nov. 1895 (96, 25). — *84*. Sur la question de sursis, *en sens contraire :* Les tribunaux français, compétents en Tunisie pour procéder à la vente d'un immeuble non immatriculé, quand elle intéresse un européen ou le protégé d'une puissance européenne, sont compétents aussi pour connaître de toutes les contestations nées de la mise en vente de cet immeuble : Tunis, 27 janvier 1902 (02, 207) : 2 mai 1906 (06, 362) ; 19 décembre 1906 (07, 93). — *85*. Cette règle est générale et absolue et elle s'applique, non seulement aux questions principales, mais encore à tous les

incidents, alors même que ces incidents soulèveraient des questions préjudicielles de droit musulman : Tunis, 27 janv. 1902 (02, 207) ; 2 mai 1906 (06. 362) ; 19 déc. 1906 (07, 93). — *86*. *En sens contraire*, sur le principe : La juridiction française est incompétente pour connaître de l'action en déguerpissement d'un immeuble non immatriculé intentée contre un sujet tunisien en vertu d'un jugement d'adjudication sur saisie immobilière prononcé par un Tribunal français ; cette action doit être portée devant le tribunal indigène du Chara : Alger, 20 oct. 1894 (95, 177). — *87*. L'incompétence de la juridiction française en pareille matière, est d'ordre public et peut être invoquée en tout état de cause : Alger, 20 oct. 1894 (95, 177). — *88*. Une demande tendant à l'annulation d'une adjudication d'immeuble constitue tout au moins une action mixte et le Tribunal du lieu est, aux termes de l'article 59 du Code de procédure civile, compétent pour en connaître : Sousse, 24 oct. 1895 (96, 247).

CHAPITRE II

Immeuble en voie d'immatriculation.

Bibliographie. — LESCURE, *Double rég. fonc. Tun.*, p. 120 et 127 — CH. MARTINEAU, *Compét. des J. de p.* (Journ. Trib. Tun., 1895, p. 333).

SECTION PREMIÈRE

Effets de la réquisition au point de vue de la compétence.

89. La juridiction française est incompétente pour connaître d'un litige immobilier porté devant elle par un européen contre un tunisien, alors que cette instance a été interrompue par une demande d'immatriculation de l'immeuble litigieux par l'européen demandeur : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 495) ; Tunis, 4 mai 1904 (04, 636) ; 3 mai 1905 (05, 625). — *90*. La partie qui, se fondant sur l'art. 35 de la loi foncière, demande au Tribunal mixte qu'il soit sursis à l'immatriculation jusqu'après décision du tribunal de droit commun saisi du litige, doit apporter la preuve de l'existence de l'instance qu'elle invoque : Trib. mixte, 5 août 1896 (98, 603). — *91*. Faute de ce faire, le Tribunal mixte régulièrement saisi par la demande d'immatriculation, est compétent pour connaître du fond du litige et doit retenir l'affaire : Trib. mixte, 5 août 1896 (98, 603). — *92*. Si l'immatriculation a pour effet d'attribuer aux Tribunaux français compétence exclusive, quelle que soit la nationalité des parties, pour connaître de tous litiges concernant un immeuble immatriculé, cet effet n'est attaché par la loi qu'à l'immatriculation prononcée et ne saurait l'être à la demande d'immatriculation : Tunis, 14 mars 1898 (98, 232). — *93*. En conséquence

la juridiction française est incompétente pour connaître d'une action tendant à obliger une partie à déposer entre les mains du Conservateur de la propriété foncière le titre d'une propriété objet d'une demande d'immatriculation, alors que toutes les parties en cause sont tunisiennes : Tunis, 14 mars 1898 (98, 232). — *94*. La disposition de l'art. 35 de la loi foncière qui dit que « les contestations actuellement pendantes resteront soumises aux tribunaux qui en sont saisis, et l'immatriculation sera suspendue jusqu'à décision de ces tribunaux » a prévu seulement le cas où des contestations seraient pendantes devant les tribunaux au moment de la promulgation de la loi foncière : Trib. mixte, 10 juin 1903 (03, 464). — *95*. La réquisition d'immatriculation d'un immeuble a pour effet de donner au Tribunal mixte le droit d'apprécier l'étendue et la nature des droits réels prétendus par le requérant ; ce droit est exclusif de la compétence de toute autre juridiction, sauf les exceptions prévues et définies par les art. 35 et 36 de la loi foncière : Trib. mixte, 8 juill. 1903 (03, 520) ; 23 avr. 1904 (04, 526) ; Tunis, 15 juin 1904 (04, 584) ; 22 nov. 1905 (06, 199) ; 20 juin 1906 (06, 550). — *96*. Tant que la réquisition d'immatriculation est pendante devant le Tribunal mixte, la juridiction de droit commun est incompétente pour recevoir une action immobilière concernant l'immeuble en instance, et cette incompétence est absolue, de telle sorte qu'elle doit être reconnue d'office, si les parties ne la soulèvent pas : Tunis, 27 mai 1908 (08, 592). — *97*. Il en est ainsi spécialement de l'action tendant à faire déclarer valable une chefâa pratiquée à l'encontre de l'acheteur d'une partie indivise d'un immeuble objet d'une réquisition d'immatriculation actuellement pendante : Tunis, 27 mai 1908 (08, 592). — *98*. Lorsque le Tribunal mixte est saisi d'une demande d'immatriculation portant sur un immeuble déterminé, cette juridiction devient exclusivement compétente pour apprécier l'état de cette propriété, c'est-à-dire pour fixer les droits réels qui pèsent sur l'immeuble qui est l'objet de la réquisition : Tunis, 27 mai 1908 (08, 592). — *99*. Il s'ensuit que la juridiction française saisie d'une opposition à immatriculation par renvoi du Tribunal mixte, n'a pas à surseoir à statuer jusqu'après une décision au fond à rendre par le Chara : Tunis, 20 juin 1906 (06, 550). — ***100***. Lorsqu'il s'agit de statuer sur une demande tendant à la mise sous sequestre d'un immeuble en instance d'immatriculation, il s'agit là, non de déterminer la condition juridique de l'immeuble, ce qui est de la compétence exclusive du Tribunal mixte, mais de mesures provisoires à prendre pour la conservation des droits litigieux qui seraient en péril, c'est-à-dire d'une matière qui ne rentre aucunement dans les attributions du Tribunal mixte : Tunis, 22 nov. 1905 (06, 199). — ***101***. La demande d'immatriculation portée par un français devant le Tribunal mixte et frappée d'opposition par un adversaire de nationalité italienne, justiciable des tribunaux français depuis la suspension

des capitulations, est valablement renvoyée devant le Tribunal mixte, conformément à ladite loi, alors même que la contestation sur la propriété de l'immeuble aurait été soumise, avant cette loi, au tribunal du Chara à ce moment seul compétent, lequel n'aurait prononcé aucune décision : Alger, 30 mai 1892 (92, 299). — ***102***. Cela surtout si les deux parties ont invoqué le bénéfice de la loi de 1885, l'une par sa procédure d'immatriculation, l'autre par son opposition à cette demande : Alger, 30 mai 1892 (92, 299). — ***103***. La juridiction française est incompétente pour connaître de l'action en licitation et partage intentée par un européen contre son co-propriétaire tunisien et le déclinatoire proposé par ce dernier doit être admis, s'il est proposé *in limine litis*: Tunis, 8 mai 1895 (95, 371). — ***104***. Il importe peu que le demandeur européen ait requis l'immatriculation de l'immeuble indivis antérieurement à la mise en mouvement de son action en licitation et partage, une réquisition d'immatriculation n'ayant pas pour résultat de faire passer, par elle seule, et avant toute décision du Tribunal mixte, l'immeuble qui en est l'objet sous l'empire de la juridiction française : Tunis, 8 mai 1895 (95, 371).

SECTION II

Dessaisissement de la juridiction saisie par application de l'art. 35 de la loi foncière.

105. Si, aux termes de l'art. 35 de la loi tunisienne du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière, toute personne citée en justice, pour une question de propriété immobilière, peut dessaisir la juridiction de droit commun en soumettant au Tribunal mixte une demande d'immatriculation, ce n'est qu'à condition qu'elle n'ait pas encore conclu au fond devant la juridiction ordinaire, sur la demande qui a été introduite contre elle : Tunis, 15 janvier 1894 (94, 134) ; 7 mars 1894 (94, 174) ; Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 495) ; 29 oct. 1904 (05, 59) ; 14 nov. 1904 (05, 118). — ***106***. Si elle porte néanmoins une réquisition devant le Tribunal mixte, celui-ci doit la rejeter, même d'office, parce qu'il s'agit d'une incompétence qui tient à l'ordre des juridictions : Trib. mixte, 18 avr. 1904 (04, 397) ; 23 avr. 1904 (04, 495) ; 29 oct. 1904 (05, 59). — ***107***. Il en est ainsi même au cas où l'immatriculation est poursuivie par un créancier, pour l'immeuble saisi de son débiteur, par application de l'art. 3 du décret du 16 mars 1892 et en vertu d'un jugement du Tribunal de 1re instance ; par le décret susdit, le législateur a voulu faire obstacle à l'adjudication d'immeubles dont la situation juridique ou la consistance matérielle ne sont pas suffisamment établies ; mais il n'a pas modifié l'organisation des juridictions et leur compétence respective : Trib. mixte, 18 avr. 1904 (04, 397). — ***108***. Il n'y a pas défense au fond devant la juridiction de droit commun, dans le sens de l'art. 35, par les conclusions du défendeur qui tendent à ce que le de-

mandeur soit débouté de sa demande parce que, telle qu'elle est présentée elle manque de précision et qu'il est impossible de démêler exactement en quoi elle consiste : Trib. mixte, 14 nov. 1904 (05, 118). — ***109***. Il en est ainsi, tout au moins, quand la demande n'a été effectivement libellée d'une façon saisissable que postérieurement auxdites conclusions et quand il n'a été répondu à cette précision que par une demande d'immatriculation; en effet les conclusions du défendeur contre la première demande ne visaient, en réalité, qu'une fin de non recevoir : Trib. mixte, 14 nov. 1904 (05, 118). — ***110***. Il résulte de l'art. 35 de la loi foncière que dans tout procès immobilier porté devant un Tribunal de droit commun, le défendeur peut seul, sous certaines conditions, dessaisir ce Tribunal pour s'adresser au Tribunal mixte ; cette faculté n'appartient en aucun cas au demandeur, qui ne saurait être autorisé à traîner à son gré son adversaire tantôt devant une juridiction, tantôt devant une autre : Tunis, 10 juin 1896 (96, 375) ; Trib. mixte, 13 juin 1904 (04, 598) ; 29 oct. 1904 (05, 87). — ***111***. Il s'ensuit qu'une réquisition d'immatriculation présentée par une personne qui s'est adressée antérieurement à un autre tribunal, ne peut être accueillie que si l'opposant à la demande d'immatriculation, accepte ce changement de juridiction : Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 87). — ***112***. Si donc on démontre contre un requérant qu'il a formé, antérieurement à sa réquisition, devant une juridiction de droit commun, une demande relative à l'immeuble objet de ladite réquisition, il sera par là même légalement mis en demeure d'établir au Tribunal mixte, pour s'y faire recevoir, que cette instance est close par une décision définitive, ou qu'il s'en est valablement désisté, ou qu'elle est périmée, en un mot, qu'elle n'existe plus : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 495) ; 13 juin 1904 (04, 598). — ***113***. Toutefois, si c'était le demandeur devant la juridiction ordinaire qui requérait l'immatriculation et si le défendeur devant cette juridiction, opposant à l'immatriculation, concluait devant le Tribunal mixte, la réquisition impliquerait nécessairement une renonciation à l'action primitive et les conclusions au fond, l'acception de ladite renonciation : Trib. mixte, 4 mai 1904 (04, 527). — ***114***. Il résulte des dispositions de l'art. 35 de la loi foncière que la faculté de dessaisir le Tribunal de droit commun, au profit du Tribunal mixte, n'appartient au défendeur qu'à la condition qu'il ait demandé l'immatriculation de l'immeuble objet du litige et en justifie avant toute défense au fond : Just. p. Tunis Nord, 20 mars 1894 (94, 335). — ***115***. Il s'ensuit que cette faculté ne saurait appartenir à la partie citée devant le tribunal de droit commun, opposante à l'immatriculation de l'immeuble litigieux suivie à la requête du demandeur, à moins qu'elle n'ait-elle même demandé l'immatriculation de la partie de l'immeuble revendiquée par elle et objet de son opposition à la dite immatriculation : Just. p. Tunis-Nord, 20 mars 1894 (94, 335). — ***116***. Aux termes de l'ar-

ticle 37 de la loi foncière, le Tribunal mixte saisi d'une demande d'immatriculation est compétent pour statuer au fond sur toutes les contestations autres que celles de l'art. 36 de la même loi permet de renvoyer au tribunal français : Trib. mixte, 13 juin 1904 (04, 616). — *117*. D'après ce dernier texte, seul l'opposant qui est justiciable des tribunaux français peut obtenir ce renvoi ; d'où il suit que le français requérant n'a pas droit au sursis, pas plus que l'opposant tunisien : Trib. mixte, 13 juin 1904 (04, 616). — *118*. Mais le Tribunal mixte n'a la compétence qui vient d'être décrite que s'il a été régulièrement saisi ; il ne l'est pas si le français, défendeur devant la juridiction de droit commun, forme une demande d'immatriculation sans suivre sur celle-ci et sans dessaisir le Tribunal de droit commun. Sa réquisition doit donc être rejetée : Trib. mixte, 13 juin 1904 (04, 616). — *119*. Dans le fonctionnement régulier de l'immatriculation, il ne doit se produire aucun conflit de juridiction entre le Tribunal mixte et les juridictions de droit commun ; ou bien on dessaisit le Tribunal mixte, en vertu des dispositions des art. 35 et 36 de la loi foncière, ou bien le Tribunal mixte doit rester saisi, par l'effet de la réquisition d'immatriculation, à l'exclusion des juridictions de droit commun : Trib. mixte, 18 nov. 1903 (04, 120) ; 21 nov. 1903 (04, 182). — *120*. Par suite, le Tribunal mixte ne doit pas surseoir à statuer dans des cas autres que ceux où il est autorisé à le faire par la loi foncière : Trib. mixte, 18 nov. 1903 (04, 120) ; 21 nov. 1903 (04, 182). — *121*. Une réquisition d'immatriculation doit donc être rejetée lorsque l'immeuble sur lequel elle porte est l'objet d'une instance régulièrement introduite devant une juridiction de droit commun, avant la réquisition, par le requérant, qui émet la prétention de la suivre concurremment avec sa procédure devant le Tribunal mixte : Trib. mixte, 21 nov. 1903 (04, 182). — *122*. En effet, cette instance faisant obstacle au libre exercice de la juridiction du Tribunal mixte, il y a lieu de déclarer irrecevable la demande d'immatriculation : Trib. mixte, 21 nov. 1903 (04, 182). — *123*. Aux termes de l'art. 35 2e alin. de la loi foncière tunisienne, toute personne citée peut, avant toute défense au fond à la citation dessaisir le Tribunal compétent, à condition qu'elle suive sur la demande en immatriculation qu'elle a formée : Sousse, 1er févr. 1900 (01, 156). — *124*. Il y a lieu à l'application de cette règle, bien que celui qui s'en prévaut puisse être obligé, en la suite, de subir un renvoi devant la même juridiction à laquelle il demande de se dessaisir, par l'effet de l'art. 36 de la loi foncière précitée : Sousse, 1er févr. 1900 (01, 156).

SECTION III

Application de l'art. 36 de la loi foncière.

§ I. — Sursis à statuer du Tribunal mixte. Qui doit le prononcer.

125. Décidé, *dans un premier système :* la contestation de propriété qui résulte d'une opposition à une demande d'immatriculation ne peut être

portée devant le Tribunal de droit commun, en exécution de l'art. 36 de la loi foncière tunisienne, que si le Tribunal mixte a rendu un jugement de sursis à statuer : Trib. mixte, 13 févr. 1897 (97, 307) ; Tunis, 24 janv. 1900 (00, 264) ; Sousse, 14 juin 1900 (01, 469). — *126*. En effet, cette juridiction a seule qualité pour vérifier si l'opposant n'a encore pris devant lui aucune conclusion au fond et si la demande est fondée sur un droit existant entre ses mains avant la publication de la réquisition : Trib. mixte, 13 févr. 1897 (97, 307) ; Tunis, 24 janv. 1900 (00, 264) ; Sousse, 14 juin 1900 (01, 469). — *127*. Décidé, *au contraire :* Lorsque, sur une demande d'immatriculation portée devant le Tribunal mixte, une opposition se produit, le Tribunal mixte, dûment averti de l'opposition, doit impérativement surseoir à statuer : Alger, 2 juill. 1901 (01, 591). — *128*. Par suite, le Tribunal civil saisi de l'opposition doit juger sans qu'il soit nécessaire pour l'opposant de faire prononcer par un jugement le sursis du Tribunal mixte : Alger, 2 juill. 1901 (01, 591). — *129*. Il est contraire au texte et à l'esprit de la loi de subordonner l'exercice du droit d'opposition à une décision du Tribunal mixte, qui serait sans recours, alors même qu'elle toucherait à la nationalité et au droit de propriété de l'opposant, questions essentiellement réservées à son juge naturel, quand il ne consent pas à accepter la juridiction exceptionnelle du Tribunal mixte : Cass. req., 6 mai 1902 (02, 385) (1).

§ II. — Conditions de recevabilité de l'exception.

130. Aux termes de l'art. 36 de la loi foncière, dans le cas où une opposition à une immatriculation est formée par un justiciable des tribunaux français, il est loisible à ce dernier de la porter devant la juridiction française, pourvu qu'il le fasse avant toute défense au fond devant le Tribunal mixte et pourvu que l'instance soit fondée sur un droit existant entre ses mains avant l'insertion au Journal Officiel de la réquisition d'immatriculation : Trib. mixte, 26 octobre 1903 (04, 57) ; 27 janvier 1904 (04, 138) ; Tunis, 2 mars 1904 (04, 515). — *131*. Aux termes du décret du 14 juin 1902, l'examen des conditions de recevabilité de l'exception prévue par l'art. 36 de la loi foncière appartient exclusivement au Tribunal mixte : Trib. mixte, 26 oct. 1903 (04, 57) ; 27 janv. 1904 (04, 138) ; 22 févr. 1904 (04, 143) ; Tunis, 2 mars 1904 (04, 515). — *132*. Cette dernière disposition doit s'interpréter ainsi : le Tribunal mixte a le droit et le devoir d'examiner : 1° s'il existe une apparence de droit entre les mains de l'opposant ; 2° si ce droit vraisemblable est de nature à produire, au cas où sa validité serait reconnue, une influence sur la situation juridique ou la

(1) A la suite de cet arrêt a été rendu le décret beylical du 14 juin 1902 qui veut que les conditions de recevabilité de l'exception dont s'agit appartiennent exclusivement au Tribunal mixte.

consistance matérielle de l'immeuble en instance ; 3° s'il a pris naissance en temps utile ; mais il n'a pas le droit d'apprécier la validité du droit prétendu : Trib. mixte, 26 oct. 1903 (04, 57) ; 27 janv. 1904 (04, 138) ; 22 févr. 1904 (04, 143). — *133*. Les art. 35 et 36 de la loi foncière, qui énumèrent limitativement les cas dans lesquels le Tribunal mixte peut surseoir à statuer sur les réquisitions d'immatriculation introduites devant lui, ne prévoit pas que jamais ce sursis puisse être obtenu par le requérant ; de deux choses l'une, ou sa demande est démontrée, et il faut y faire droit de suite ; ou elle ne l'est pas et elle doit être rejetée sans délai ; car le législateur a voulu limiter la durée des procédures d'immatriculation : Trib. mixte, 6 juin 1904 (04, 557). — *134*. Ces principes sont applicables en matière d'inscription de faux : le Tribunal mixte a reçu des pouvoirs juridictionnels illimités pour la fixation de la consistance matérielle et de la situation juridique des immeubles objet d'une immatriculation ; mais le législateur lui a aussi donné le droit de ne statuer que quand il croit en toute conscience pouvoir le faire ; il peut toujours se soustraire à l'obligation de solutionner les contestations qui se produisent devant lui en rejetant les réquisitions d'immatriculation, ce qui laisse les parties et immeubles dans l'état juridique où le tout se trouvait avant la décision : Trib. mixte, 6 juin 1904 (04, 557). — *135*. Or, en faisant l'application de ces principes à l'inscription de faux dirigée contre une pièce produite au litige, on voit que jamais le Tribunal ne doit surseoir à statuer quand on lui présente ce moyen ; ou bien il estime qu'il est dilatoire et sans caractère sérieux, et il passe outre ; ou bien il estime que le titre attaqué devient douteux et suspect, et il rejette la réquisition pour ménager aux parties la juridiction ordinaire et la jouissance de toutes les voies de recours qu'elle ménage : Trib. mixte, 6 juin 1904 (04, 557). — *136*. Est réservée exclusivement aux opposants justiciables des tribunaux français, la faculté donnée par l'article 36 de la loi foncière de porter devant la juridiction française les oppositions formées contre les demandes d'immatriculation : Tunis, 23 mars 1896 (96, 240). — *137*. Aux termes de l'art. 36 de la loi foncière, l'opposant européen qui demande le renvoi du litige devant le tribunal civil français doit fonder sa demande sur un droit existant entre ses mains avant l'insertion, au Journal Officiel, de la réquisition d'immatriculation : Trib. mixte, 16 janv. 1897 (98, 507) ; 13 févr. 1897 (97, 307). — *138*. Cette disposition de la loi, étant exceptionnelle, doit être entendue dans un sens restrictif, et le Tribunal mixte ne saurait se dessaisir sans examiner si le droit, base de la demande, existait réellement dans les conditions voulues par l'art. 36, afin de ne pas permettre à des justiciables de mauvaise foi d'entraver une immatriculation en invoquant un droit douteux : Trib. mixte, 16 janv. 1897 (98, 507) ; 13 févr. 1897 (97, 307). — *139*. Le justiciable qui veut user de la faculté de demander le renvoi de l'affaire devant la juridiction de droit

commun doit justifier, par l'apport de pièces sérieuses, de son droit préexistant à l'insertion de la demande d'immatriculation au Journal Officiel. La production de ces pièces ne saurait, dans ce cas, être considérée comme défense au fond : Trib. mixte, 1er août 1896 (96, 445) ; 16 janv. 1897 (98, 507). — *140*. Est recevable la demande de renvoi devant la juridiction française conformément à l'article 36 de la loi foncière, formulée par un opposant qui justifie qu'en sa qualité d'héritier de son père il avait un droit de co-propriété indivis sur l'immeuble objet de la réquisition, antérieurement à la publication de cette dernière, et qu'il est dans l'intention de faire prononcer par le Tribunal compétent la rescision de la vente dudit immeuble faite en fraude de ses droits : Trib. mixte, 13 févr. 1897 (99, 101). — *141*. Un justiciable des tribunaux français ne peut être reçu par le Tribunal mixte, sous prétexte qu'il exerce les droits de son débitenr, à faire renvoyer devant le Tribunal français l'opposition que ce dernier a faite à une immatriculation si, ce débiteur étant indigène, n'avait pas lui-même le droit d'obtenir un semblable renvoi : Tunis, 13 mars 1907 (07, 336). — *142*. Pour que la demande de sursis à statuer par le Tribunal mixte sur une immatriculation autorisée par l'art. 36 de la loi foncière, soit recevable, il ne suffit pas que toutes les conditions de recevabilité de ce déclinatoire soient réalisées par l'opposant qui le propose ; il faut encore que la réquisition d'immatriculation se présente elle-même dans des conditions de régularité telles qu'elle puisse être accueillie par le Tribunal mixte : Trib. mixte, 28 nov. 1904 (05, 156). — *143*. La solution contraire donnerait ouverture à des procédures longues et coûteuses qui seraient sans utilité, et qui, par suite, doivent être évitées aux plaideurs : Trib. mixte, 28 nov. 1904 (05, 156). — *144*. Le droit de faire renvoyer le jugement d'une opposition à immatriculation à la juridiction française, qui résulte de l'art. 36 de la loi foncière, n'appartient pas à celui qui n'intervient devant le Tribunal mixte à la procédure d'immatriculation que pour obtenir l'inscription d'actes postérieurs à la réquisition, en vertu du décret du 16 juillet 1899 : Trib. mixte, 5 déc. 1904 (05, 180). — *145*. Le décret beylical du 16 mars 1892 sur l'immatriculation des biens vendus à la barre des tribunaux français n'a rien modifié aux règles posées par l'art. 36 de la loi foncière : Tunis, 27 déc. 1893 (94, 187).

§ III. — Compétence de la justice française saisie d'une opposition à immatriculation.

146. Aux termes de l'art. 36 de la loi foncière tunisienne, la juridiction française est compétente pour connaître du litige immobilier qui s'est élevé entre un demandeur en immatriculation tunisien et un opposant français ou européen, si celui-ci en demande le renvoi devant elle avant toute conclusion au fond : Tunis, 14 juin 1899 (00, 421). — *147*. Il importe peu

que cet opposant ait déjà vu rejeter une demande d'immatriculation formée par lui au sujet de l'immeuble en litige, les jugements de rejet d'immatriculation prononcés par le Tribunal mixte n'ayant pas l'autorité de la chose jugée : Tunis, 14 juin 1899 (00, 421). — *148*. Il n'importe également que le litige dont s'agit ait déjà été tranché par le Tribunal tunisien du Chara contre l'opposant, ce jugement ne pouvant recevoir exécution contre un français ou assimilé que s'il est homologué par le Tribunal français, et l'homologation n'en pouvant être prononcée qu'après révision tant en la forme qu'au fond : Tunis, 14 juin 1899 (00, 421). — *149*. La règle posée par ledit article 36 de la loi foncière est générale et ne comporte aucune restriction, et s'applique même au cas où l'une des parties, le demandeur à l'immatriculation, est de nationalité tunisienne : Tunis, 18 mai 1896 (96, 296). — *150*. Il résulte des art. 35 et 36 de la loi foncière du 1er juillet 1885 une double faculté pour ceux qui s'engagent dans une procédure d'immatriculation ; d'abord, pour le défendeur à une action immobilière introduite devant la justice ordinaire, le droit de dessaisir le Tribunal devant lequel il est cité, par la formation régulière d'une demande d'immatriculation ; ensuite, pour l'opposant à cette demande, justiciable des tribunaux français, d'y amener le litige, s'il le désire, en obtenant du Tribunal mixte un sursis à l'instance d'immatriculation jusqu'après jugement de la question de propriété : Tunis, 27 déc. 1893 (94, 187). — *151*. La juridiction française devient compétente pour connaître d'une instance immobilière s'agitant entre un tunisien et un de ses justiciables, si cette instance concerne un immeuble en cours d'immatriculation et si elle est saisie en vertu de l'art. 36 de la loi foncière, bien qu'en règle générale elle ne soit pas compétente pour connaître d'une telle action se rapportant à un immeuble non immatriculé : Trib. mixte, 6 déc. 1904 (05, 214) ; Tunis, 24 mai 1905 (05, 628). — *152*. Il importe donc peu que la juridiction française se soit déclarée incompétente pour connaître d'une action qui lui est renvoyée en vertu de l'art. 36, antérieurement à ce renvoi, et alors qu'elle en était saisie en dehors de toute procédure d'immatriculation : Trib. mixte, 6 déc. 1904 (05, 214) ; Tunis, 24 mai 1905 (05, 628). — *153*. Ce jugement ne fait pas en effet obstacle à ce que, dans la nouvelle situation juridique créée par l'application de la loi foncière, elle accepte une compétence qu'elle ne s'était pas reconnue dans la situation antérieure : Trib. mixte, 6 déc. 1904 (05, 214) ; Tunis, 24 mai 1905 (05, 628). — *154*. Le Tribunal de 1re instance, saisi par renvoi du Tribunal mixte d'une opposition à immatriculation n'a pas à attribuer la propriété litigieuse à telle ou telle personne ; il n'a qualité que pour statuer sur le mérite de l'opposition dont il est saisi : Trib. mixte, 13 juin 1904 (04, 594) ; Tunis, 13 mars 1907 (07, 336). — *155*. Cette règle est d'ordre public comme tenant à l'ordre des juridictions et son observation doit être assurée d'office par la juridic-

tion de droit commun : Trib. mixte, 13 juin 1904 (04, 594) ; Tunis, 13 mars 1907 (07, 336). — *156*. Il s'ensuit que le Tribunal de 1re instance, saisi d'une opposition à immatriculation dont le jugement lui a été renvoyé par le Tribunal mixte, ne saurait accepter dans ce débat l'intervention d'aucun prétendant à des droits réels sur l'immeuble en instance d'immatriculation : Tunis, 13 mars 1907 (07, 336). — *157*. *En sens contraire :* Tunis, 27 mai 1895 (95, 462). — *158*. Il n'y a en principe aucune connexité entre les diverses oppositions à une immatriculation produites devant le Tribunal mixte et renvoyées par une même décision devant le Tribunal français : Tunis, 8 mai 1895 (95, 433). — *159*. Par suite c'est à tort que l'un des opposants, prenant devant cette juridiction le rôle de demandeur, prétend forcer l'immatriculant défendeur à mettre en cause les autres opposants, dont les instances seraient jointes à la sienne : Tunis, 8 mai 1895 (95, 433). — *160*. La procédure d'immatriculation interrompue à la suite d'un jugement du Tribunal mixte renvoyant devant la juridiction française la solution d'un litige fondement d'une opposition à immatriculation, ne saurait être reprise qu'après une décision définitive de cette dernière juridiction ; on ne saurait la reprendre après un jugement ou un arrêt de débouté en l'état : Trib. mixte, 1er mai 1897 (97, 310). — *161*. Au cas où le Tribunal mixte sursoit à statuer en vertu de l'art. 36 de la loi foncière, sur une demande d'immatriculation, jusqu'après jugement par la juridiction de droit commun du litige soulevé par une opposition, il peut être procédé à l'immatriculation dès que l'opposition a été tranchée par une décision passée en force de chose jugée : Trib. mixte, 23 nov. 1904 (05, 123). — *162*. Il s'ensuit, non seulement que l'existence d'un pourvoi en cassation contre ladite décision ne peut arrêter l'immatriculation, mais encore qu'il n'y a lieu d'ordonner que mention sera faite dudit pourvoi sur le titre de propriété : Trib. mixte, 23 nov. 1904 (05, 123).

CHAPITRE III

Immeubles immatriculés.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 60. — LESCURE, *Double rég. fonc. tun.*, p. 324. — CH. MARTINEAU, *Compét. des j. de paix* (Journ. trib. tun., 1895, p. 330). — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 149. — TERRAS, *Habous*, p. 248.

SECTION PREMIÈRE

Nature des actions relatives à ces immeubles qui sont de la compétence des tribunaux français.

163. La juridiction française est seule compétente pour connaître des contestations qui se rapportent à un immeuble immatriculé, quelle que soit

la nationalité des contestants : Tunis, 14 mars 1892 (93, 290) ; Alger, 17 mars 1894 (94, 463) ; Tunis, 22 mai 1895 (95, 461) ; Alger, 2 nov. 1895 (96, 129). — *164*. Il en résulte que, lors même que ce dernier serait sujet tunisien, c'est le Tribunal français qui est compétent pour connaître de toutes les questions de propriété qui se rapportent à un immeuble immatriculé : Alger, 2 nov. 1895 (96, 129). — *165*. Des décisions ont même été jusqu'à dire que la juridiction française était compétente, quelle que soit la nationalité des contestants, pour toute question, même personnelle et mobilière, née à l'occasion d'un immeuble immatriculé : Tunis, 13 juin 1892 (93, 45). — *166*. Par exemple, une demande à des dommages-intérêts pour indue occupation : Tunis, 14 mars 1892 (93, 290). — *167*. Jugé cependant que s'il est exact que les Tribunaux français de Tunisie ont seuls qualité pour connaître des contestations qui s'élèvent à propos d'immeubles immatriculés, cette règle ne concerne que les actions réelles immobilières qui sont de nature à affecter soit la consistance matérielle de l'immeuble immatriculé, soit sa situation juridique ; elle est étrangère aux actions purement personnelles et mobilières qui s'agitent entre le propriétaire de l'immeuble immatriculé et des tiers, au sujet dudit immeuble : Tunis, 20 mars 1907 (07, 363). — *168*. Il s'ensuit que lorsqu'un immeuble immatriculé a été exproprié, ce qui en a fait passer la propriété entière à l'État tunisien expropriant et ne laisse subsister au profit de l'exproprié qu'un simple droit à une indemnité et lorsque l'exproprié, tunisien, veut exercer le droit de recours que lui donne le décret du 5 sept. 1905 contre la décision de la Commission d'expertise qui a fixé l'indemnité, ce n'est pas la juridiction française qui est compétente pour connaître de ce litige : Tunis, 20 mars 1907 (07, 363). — *169*. Au cas où un tunisien actionne un autre tunisien devant un tribunal français pour l'obliger à réaliser la promesse de vente qu'il lui a faite, comme mandataire d'un tiers, d'une portion d'un immeuble immatriculé appartenant à ce dernier, le défendeur est mal fondé à décliner la compétence de la juridiction française, sous prétexte qu'il s'agit d'une action personnelle et mobilière et d'une contestation entre tunisiens : Tunis, 17 oct. 1906 (06, 643). — *170*. En effet, l'action porte sur un immeuble immatriculé et est de nature immobilière, par conséquent de la compétence du Tribunal français, en vertu de l'art. 20 de la loi foncière : Tunis, 17 oct. 1906 (06, 643).

SECTION II

Contestations sur les limites et servitudes, quand un des immeubles est immatriculé.

171. Aux termes de l'art. 20 de la loi du 1er juillet 1885, la juridiction française est seule compétente pour connaître des contestations relatives aux limites de deux immeubles tunisiens contigus, lorsque l'un d'eux au

moins est immatriculé : Cass. req., 18 oct. 1893 (93, 354) ; Just. p. Tunis-Nord, 19 déc. 1895 (96, 112) ; Tunis, 23 nov. 1896 (96, 591) ; 7 fév. 1900 (00, 401). — ***172***. En vain, on objecterait que l'art. 20 précité ne serait applicable qu'aux contestations provenant d'un déplacement de bornes ou d'une autre cause analogue ; une semblable restriction ne résulte ni du texte, ni de l'esprit de la loi qui a voulu, au contraire, attribuer compétence aux Tribunaux français toutes les fois qu'il s'agit de déterminer par un procès ordinaire la ligne séparative de deux propriétés dont l'une, au moins, a été soumise à l'immatriculation : Tunis, 20 mai 1895 (95, 436). — ***173***. Aux termes des lois qui règlent la compétence immobilière de la juridiction française, le tunisien défendeur peut toujours demander son renvoi devant la juridiction indigène : Tunis, 22 janv. 1902 (02, 71) ; 9 avr. 1902 (02, 317). — ***174***. N'y fait pas obstacle l'art. 20 de la loi foncière, qui dit qu'en cas de contestations sur les limites ou les servitudes d'immeubles contigus, lorsque l'un deux sera immatriculé et que l'autre ne le sera pas, la justice française sera seule compétente, lorsque, dans l'espèce il n'existe aucune contestation portant sur les limites ou les servitudes de l'immeuble immatriculé: Tunis, 22 janv. 1902 (02, 71) ; 9 avr. 1902 (02, 317). — ***175***. Il n'y a aucune contestation sur les limites d'immeuble immatriculé dans l'instance qu'introduit celui qui a vu sa demande d'immatriculation rejetée en partie, pour se faire déclarer propriétaire de la parcelle exclue de l'immatriculation, alors surtout que celle-ci peut être considérée comme formant un immeuble distinct : Tunis, 22 janv. 1902 (02, 71) ; 9 avr. 1902 (02, 317). — ***176***. Les Tribunaux français sont compétents lorsqu'ils s'agit de contestations relatives à des limites entre une terre immatriculée et une terre non immatriculée, ou encore lorsque le litige a pour objet l'attribution d'une parcelle à l'un ou l'autre immeuble : Alger, 15 févr. 1898 (98, 370).

CHAPITRE IV

Domaine public.

Bibliographie. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.* p. 148.

177. Aux termes du décret beylical du 24 septembre 1885, toute contestation relative au domaine public doit être portée devant la juridiction française, lorsque le contestant est européen : Tunis, 23 mai 1892 (94, 238); 19 févr. 1894 (94, 240) ; 11 juin 1894 (94, 384) ; 1er avr. 1895 (95, 278) ; 18 mai 1896 (96, 347) ; 21 juin 1905 (05, 606). — ***178***. Ce dernier est donc irrecevable à décliner la compétence de cette juridiction, bien qu'il s'agisse d'un immeuble non immatriculé et qu'un tunisien soit en cause : Tunis, 23 mai 1892 (94, 238) ; 19 févr. 1894 (94, 240) ; 11 juin 1894 (94, 384) ; 1er

avr. 1895 (95, 278) ; 18 mai 1896 (96, 347) ; 21 juin 1905 (05, 606). — *179*. La juridiction française est seule compétente pour connaître du litige immobilier qui s'agite entre une municipalité tunisienne et un particulier s'il porte sur un terrain dont une partie a été immatriculée et dont l'autre partie dépend du domaine public : Tunis, 22 avr. 1895 (95, 369). — *180*. Les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître d'une action en revendication d'une parcelle d'un immeuble immatriculé poursuivie par le domaine public tunisien : Tunis 23 avr. 1902 (02, 559). — *181*. L'action en dommages intérêts intentée à l'encontre de l'occupant un terrain public, en l'espèce un chemin, et fondée sur ce que l'occupation reprochée a pour effet d'empêcher l'accès d'un immeuble contigu, est une action personnelle et mobilière ; en conséquence est irrecevable l'exception d'incompétence fondée sur ce que cette action serait une action réelle et, dès lors, ressortissant exclusivement à la juridiction musulmane : Tunis, 24 déc. 1898 (01, 214). — *182*. L'exception d'incompétence doit être proposée avant tout moyen, elle ne saurait plus être recevable après un premier jugement sur incident : Tunis, 24 déc. 1898 (01, 214). — *183*. La juridiction française a qualité pour reconnaître jusqu'où vont les francs-bords d'un oued, et cela, quand bien même un décret de délimitation aurait été rendu conformément au décret sus-visé (art. 5) complété par celui du 8 moharrem 1305 (26 décembre 1887) : Tunis, 19 févr. 1894 (94, 240). — *184*. Sans doute, les droits reconnus par justice au particulier, sur un terrain placé dans les limites des francs bords par le décret de délimitation, devraient, en ce cas, se résoudre en dommages-intérêts ; mais, à ce point de vue, le Tribunal reste libre de contrôler les limites fixées par l'Administration et d'apprécier si des erreurs n'auraient pas été commises au détriment des riverains : Tunis, 19 févr. 1894 (94, 240). — *185*. S'il n'y a pas eu de décret de délimitation, la juridiction française est à plus forte raison compétente pour examiner quelles sont les véritables limites du domaine public : Tunis, 19 févr. 1894 (94, 240). — *186*. Il importe peu que la demande tende à une attribution de propriété plutôt qu'à une allocation de dommages-intérêts : Tunis, 19 févr. 1894 (94, 240).

CHAPITRE V

Maroc.

187. Au Maroc, tous les litiges relatifs aux immeubles, même possédés par des étrangers, sont de la compétence exclusive des tribunaux marocains. et cet état de choses n'a pas été modifié par la convention de Madrid : Trib. emp. Allemagne, 17 nov. 1905 (08, 29).

COMPLAINTE

Voir : Action possessoire.

COMPLICITÉ

Voir : Vol. ch. I sect. II et ch. II sect. I.

COMPROMIS

Voir : Arbitrage. — Compétence commerciale, ch. III sect. III. — Transports maritimes, ch. I sect. IV.

COMPTABLE PUBLIC

Voir : Compétence administrative, ch. I sect. I.

COMPTE COURANT

1. Le compte courant qui s'établit entre banquiers et commerçants escompteurs de plusieurs effets à échéances successives a pour effet de fondre en une seule créance toutes celles résultant des divers endossements des billets escomptés et impayés à l'échéance : Sousse, 8 juin 1900 (01, 420). — *2*. C'est pour cette créance unique que le banquier est admis au passif de la liquidation judiciaire. Si chaque billet est garanti par des co-obligés différents qui répondent, ainsi non de la totalité, mais seulement d'une fraction de la créance, au regard de la masse comme vis-à-vis du liquidé judiciaire endosseur de tous les billets, il n'existe qu'une seule créance globale sur laquelle doit être calculé le dividende et qui reste invariable, malgré les sommes ultérieurement versées par les co-obligés, à moins que ces versements ultérieurs n'atteignent la totalité de la créance: Sousse, 8 juin 1900 (01, 420).

CONCILIATION (PRÉLIMINAIRE DE)

1. Aux termes de l'art. 48 C. proc. civ., toute demande principale introductive d'instance relative à des objets susceptibles de transaction est soumise au préliminaire de conciliation ; Tunis, 6 mai 1905 (05, 602). — *2*. La nullité qui résulte du défaut d'observation de cette règle n'est pas une de ces nullités d'exploit qui sont facultatives pour le juge en Tunisie, mais constitue une fin de non recevoir qui doit être invoquée *in limine litis* : Tunis, 6 mai 1905 (05, 602). — *3*. Spécialement, le préliminaire de conciliation est nécessaire pour un litige dont le Tribunal de 1re instance est saisi après que le juge de paix s'est déclaré incompétent pour en connaître : Tunis, 6 mai 1905 (05, 602). — *4*. Aucune loi n'exige que la dispense de conciliation soit accordée par le juge sur requête à lui présentée ; il suffit que la cause requière célérité pour que le demandeur puisse citer directement devant le Tribunal, sauf au défendeur à contester la validité en la cause de ce mode de procéder et au Tribunal à statuer ;

Alger, 25 févr. 1904 (05, 339). — 5. L'art. 72 C. proc. civ. régit le cas où le demandeur veut assigner à bref délai, mais non celui de l'assignation donnée au délai ordinaire de huitaine : Alger, 25 févr. 1904 (05, 339). — 6. Les municipalités tunisiennes peuvent se prévaloir de l'art. 49 C. proc. civ. qui dispense les communes françaises du préliminaire de conciliation: Tunis, 12 avr. 1905 (05, 531). — 7. En serait-il autrement, qu'il y aurait lieu de suivre les règles établies par les art. 33 et 34 du décret beylical du 16 septembre 1902, qui sont exclusives du préliminaire de conciliation : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 531). — 8. L'administration des habous a, en Tunisie, les caractères d'un établissement public; elle est donc, comme telle, dispensée du préliminaire de conciliation : Tunis, 15 mai 1893 (93,256).

CONCORDAT.

Voir : Faillite, ch. IV sect. I. — Liquidation judiciaire, sect. II.

CONCURRENCE DÉLOYALE.

Voir : Transports maritimes, ch. II sect I.

CONCUSSION.

1. Le crime de corruption de fonctionnaire se distingue de celui de concussion en ce que le fonctionnaire corrompu a reçu un don ou présent que le corrupteur était libre de ne pas lui faire, tandis que le fonctionnaire concussionnaire se fait remettre par la contrainte les fonds qu'il extorque: Trib. crim. Tunis, 12 nov. 1903 (04, 173). — *2*. Ces principes, et spécialement les art. 174 et 177 C. pén. fr. sont applicables au brigadier de police et au garde de police à cheval tunisiens, nommés par arrêté du Premier ministre : Trib. crim. Tunis, 12 nov. 1903 (04, 173).

CONFISCATION.

Voir : Douanes. — Propriété immobilière, ch. I sect. I.

CONFLIT

1. Le Résident général en Tunisie possède les attributions conférées aux préfets par l'art. 6 de la loi du 1er juin 1828 ; il a donc qualité pour soulever un déclinatoire d'incompétence de la juridiction civile, tiré de la nature administrative du litige : Tunis, 25 juin 1901 ; (01, 486) Trib. conflits, 16 nov. 1901 (02, 86) ; Tunis, 15 juill. 1907 (07, 563). — *2*. Un préfet ne peut proposer le déclinatoire et élever le conflit devant la Cour d'appel que dans les affaires qui ont été soumises aux Tribunaux dans la circonscription de son département : Trib. conflits, 2 juill. 1898 (98, 393). — *3*. Dès lors, le

préfet d'Alger ne peut proposer un déclinatoire et élever le conflit devant la Cour d'Alger à l'occasion d'une affaire jugée en première instance par le Tribunal de Sousse : Trib. conflits, 2 juill. 1898 (98, 393).

CONGÉ

Voir : Bail, ch. I sect. IV.

CONGÉDIEMENT

Voir : Louage d'ouvrage, sect. IV.

CONJOINT SURVIVANT

Voir : Succession, ch. II sect. I et II.

CONNAISSEMENT

Voir : Transports maritimes, ch. I sect. I.

CONSEIL DE FAMILLE

Voir : Mineur, ch. I sect. I et ch. III sect. I.

CONSEIL DE GUERRE

Voir : Compétence criminelle, sect. III.

Bibliographie. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.* p. 200.

1. L'art. 321 C. instr. crim. autorise le ministère public à faire citer à sa requête les témoins qui lui seront indiqués par l'accusé, si leur déposition peut être utile à la manifestation de la vérité : Cons. rév. Alger, 9 juin 1900 (01, 150). — *2.* Dès lors, un condamné auquel la liste des témoins a été notifiée ne peut se plaindre du défaut de production aux débats d'un témoin qu'il n'a pas fait citer et dont il n'a pas fait connaître le nom au Commissaire du Gouvernement : Cons. rév. Alger, 9 juin 1900 (01, 150). — *3.* Les accusés ont le droit, devant les Conseils de guerre aussi bien que devant les juridictions répressives ordinaires, de faire citer à l'audience les témoins dont la déposition leur parait utile. C'est ce qui résulte de l'art. 128 C. just. milit., qui rend applicable devant les Conseils de guerre les article 315 et 324 C. instr. crim. : Cons. rév. Alger, 9 juin 1900 (01, 150).

CONSEIL JUDICIAIRE.

SECTION PREMIÈRE

Droit français.

1. Le jugement rendu à l'encontre d'un prodigue non assisté, dans la procédure, de son conseil judiciaire, est frappé de nullité, en conséquence de la nullité de la procédure : Just. p. Tunis Nord, 28 mai 1896 (96, 323). — *2*. L'appel et la cassation sont les seules voies de recours ouvertes contre un tel jugement, rendu contradictoirement. Le juge qui l'a rendu est incompétent pour en prononcer la réformation ou l'annulation sur la demande du conseil judiciaire : Just. p. Tunis Nord, 28 mai 1896 (96, 323). — *3*. Le pourvoi en cassation formé par une personne pourvue d'un conseil judiciaire, sans l'assistance de ce conseil, doit être déclaré irrecevable : Cass. req. 2 juin 1904 (05, 424). — *4*. C'est le tribunal qui a procédé à la dation du conseil judiciaire qui est compétent pour pourvoir à son remplacement en cas de décès : Toulouse, 3 déc. 1907 (08, 328). — *5*. Mais la demande en mainlevée du conseil doit être portée devant le Tribunal du domicile actuel du prodigue : Toulouse, 3 déc. 1907 (08, 328). — *6*. L'incapacité qui résulte pour le prodigue de la nomination d'un conseil judiciaire le suit en pays étranger : Com. Marseille, 14 oct. 1907 (08, 194). — *7*. Aucune procédure ne peut donc être valablement suivie en France contre un étranger auquel, dans son pays, un conseil judiciaire a été donné sans que ce conseil judiciaire ait été mis en cause : Com. Marseille, 14 oct. 1907 (08, 194).

SECTION II

Droit anglais

8. La législation anglaise ne reconnaissant pas l'institution du conseil judiciaire, les tribunaux français doivent déclarer irrecevable la demande en dation de conseil judiciaire formée en France contre un sujet anglais ; Paris, 31 juill. 1895 (96, 252).

SECTION III

Droit brésilien.

9. Les tribunaux français peuvent donner un conseil judiciaire au brésilien prodigue, puisque l'institution du conseil judiciaire existe au Brésil : Paris, 27 mars 1897 (98, 497).

CONSIGNATION

Voir : Offres réelles. — Transports maritimes, ch. IV sect. IV.

CONSULS

Voir : Compétence civile, ch. II. sect. I et ch. V. — Privilèges, sect. IX.

CONTESTATION ENTRE ÉTRANGERS

Voir : Compétence civile, ch. V.

CONTRAINTE ADMINISTRATIVE

Voir : Compétence administrative, ch. III.

CONTRAINTE PAR CORPS

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. III, p. 1188.

1. La contrainte par corps ne peut, à peine de nullité de la décision, être prononcée contre un mineur de 16 ans : Cass. crim., 21 déc. 1895 (96, 147) : 12 août 1904 (05, 612) : 24 janv. 1907 (07, 462). — *2*. Encourt la cassation la disposition de l'arrêt qui, après avoir acquitté un mineur de seize ans comme ayant agi sans discernement et l'avoir envoyé dans une maison de correction, le condamne aux frais et fixe la durée de la contrainte par corps pour la garantie du recouvrement de ces frais : Cass. crim., 21 déc. 1895 (96, 147) ; 12 août 1904 (05, 612).

CONTRAT

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p. 95. — LARCHER, *Observ. sur le C. tun.* (Rev. Alg. 1907, 1, 193). — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° Obligations, n° 9450. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.* p. 276. — ROLLAND, *Notice.* (Ann. législ. franç. 1907, p. 280).

CHAPITRE PREMIER

Loi applicable au contrat passé en Tunisie.

SECTION PREMIÈRE

Contrat entre français.

1. Le contrat passé en Tunisie entre français est soumis à la loi française ; il l'est, spécialement, à l'art. 1583 C. civ., suivant lequel la vente est parfaite entre les parties et la propriété de la chose vendue acquise à l'acheteur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, bien que la chose n'est pas encore été livrée, ni le prix payé : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 548).

SECTION II.

Contrat entre français et tunisiens.

2. Un contrat passé en Tunisie entre français et tunisiens est régi par la loi française : Tunis, 15 oct. 1894 (94, 550) ; Alger, 14 avr. 1906 (07, 141). — *3*. Spécialement une vente d'animaux : Tunis, 15 oct. 1894 (94, 550).

SECTION III

Contrat entre tunisiens.

4. Le contrat passé en Tunisie par deux indigènes, l'un d'eux fut-il sujet français, en la forme indigène, pour la démolition et la reconstruction d'un immeuble non immatriculé, est soumis aux prescriptions de la loi locale et non à celles de la loi française : Tunis, 9 mai 1906 (06, 493). — *5*. Il s'ensuit que ce contrat n'est pas soumis aux règles édictées par l'art. 1793 du C. civ. franç., alors surtout que les stipulations qui y sont contenues sont incompatibles dans la forme aussi bien que dans le fond, avec le marché à forfait prévu par cet article : Tunis, 9 mai 1906 (06, 493).

SECTION IV

Contractants de nationalités différentes.

6. La loi française est applicable aux conventions passées en Tunisie entre personnes de nationalité différente dont l'une est justiciable de Tribunaux français : Tunis, 25 nov. 1903 (04, 349). — *7*. Spécialement, elle est applicable à la rémunération des soins donnés par un médecin italien à la famille d'un israélite tunisien, et celui-ci n'est pas recevable à alléguer pour ne pas payer le médecin, des coutumes locales formant son statut personnel : Tunis, 25 nov. 1903 (04, 349). — *8*. Au surplus, les coutumes sous l'empire desquels vivent les israélites tunisiens imposent, comme les lois de tous les peuples civilisés, au mari et au père qui se trouvent dans l'aisance, l'obligation de nourrir et d'entretenir sa femme et ses enfants et de les soigner en cas de maladie : Tunis, 25 nov. 1903 (04, 349). — *9*. Le contrat passé en Tunisie entre un maltais et des tunisiens, pour l'acquisition d'un immeuble non immatriculé, et pardevant des adouls tunisiens, est soumis à la loi tunisienne : Tunis, 6 juin 1906 (06, 577).

CHAPITRE II

Conditions de validité.

SECTION PREMIÈRE

Cause illicite

10. Est nul, pour cause illicite, le billet causé « valeur reçue comptant et pour solde de notre transaction de ce jour » lorsqu'il est établi que le

souscripteur était associé avec le bénéficiaire du billet, pour l'exploitation d'une maison de tolérance, et que le billet à été souscrit lors de la dissolution de l'association, pour règlement des comptes : Sousse, 31 oct. 1902 (03, 406). — *11*. Il est sans intérêt de rechercher si le porteur du billet a ignoré la cause illicite, dans le cas où, l'endossement étant irrégulier, il ne vaut que comme procuration ; les exceptions opposables au bénéficiaire sont en effet opposables alors au porteur : Sousse, 31 oct. 1902 (03, 406). — *12*. Et le porteur ne peut se retourner contre le bénéficiaire, à raison de l'insuccès du mandant, s'il ne démontre pas et n'offre pas de démontrer que, à l'occasion de l'acceptation du mandat, il a avancé en espèces le montant du billet, c'est-à-dire qu'il a réellement escompté le billet de ses propres deniers : Sousse, 31 oct. 1902 (03, 406). — *13*. Est non recevable dans son action la femme qui, ayant fait signer à une jeune fille une reconnaissance de dette, prétend faire condamner celle-ci à la payer ou à rester dans son domicile, alors qu'il est constant que ce domicile est une maison mal famée et que la prétendue dette n'est qu'un moyen imaginé pour opérer une contrainte sur la prétendue débitrice : Ouzara, 16 oct. 1902 (03, 559). — *14*. Lorsqu'un propriétaire loue son immeuble à usage de maison de tolérance ou simplement à une femme inscrite sur les contrôles des mœurs, vivant notoirement de la débauche, le contrat intervenu à pour objet direct la prostitution et le Tribunal n'a point à connaître de tels accords : Just. p. Alger-Nord, 10 déc. 1902 (04, 282). — *15*. Mais en ce qui concerne les femmes libres, le propriétaire n'a point à se mêler de la vie privée de ses locataires, et l'on ne peut lui opposer la cause immorale lorsque la femme, même de mœurs légères, ne fait aucun scandale dans la maison et y vit en personne tranquille : Just. p. Alger-Nord, 10 déc. 1902 (04, 282). — *16*. Aucune action en justice n'est recevable de la part de celui qui tend à se faire restituer des objets mobiliers qu'il avait remis volontairement à une fille publique: Ouzara, 19 mars 1903 (03, 293). — *17*. Est nul, comme contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, le contrat par lequel une musulmane s'engage pour chanter dans un café-concert. Par suite, elle n'a pas d'action en justice pour réclamer un salaire en vertu dudit contrat : Ouzara, 6 déc. 1902 (03, 561).

SECTION II

Vices du consentement.

18. En droit musulman, le consentement donné par erreur, surpris par dol ou extorqué par violence est simplement annulable, et non pas nul ; la violence n'empêche pas en effet la formation du lien de droit ; elle donne seulement ouverture à sa rescision : Trib. mixte, 6 juill. 1903 (03, 552). — *19*. Mais l'action en rescision pour cause de violence n'est pas indéfiniment ouverte : elle se prescrit par un an à partir du jour où la violence a cessé : Trib. mixte, 6 juill. 1903 (03, 552).

CHAPITRE III.

Droits étrangers.

SECTION PREMIÈRE.

Droit italien.

20. La substance et les effets des contrats conclus entre italiens à l'étranger sont réglés par la loi italienne. Il en est ainsi, tout au moins, quand les contractants n'ont pas manifesté l'intention qu'il en soit autrement : Cass. Florence, 4 févr. 1901 (04, 24).

SECTION II.

Droit allemand.

21. La loi qui régit les obligations résultant d'un contrat est la loi du pays où le contrat doit être exécuté, spécialement, au point de vue de la validité de la clause d'après laquelle un contractant s'oblige à ne point exercer un commerce déterminé : Trib. emp. Allemagne, 22 mars 1904 (06, 535). — *22*. Les effets d'un contrat doivent se déterminer d'après la loi du lieu de l'exécution du contrat. Notamment, quand, dans la cession d'un fonds de commerce, le vendeur s'engage à s'abstenir de toute concurrence vis-à-vis de l'acheteur, c'est la loi du lieu où est situé ce fonds de commerce qui règle les effets de cette clause : Trib. emp. Allemagne, 22 mars 1901 (05, 242). — *23*. Lorsqu'un contrat a été conclu en Allemagne entre deux allemands, les effets de ce contrat doivent être déterminés d'après la loi allemande, alors même que le lieu d'exécution de ce contrat est à l'étranger : Trib. rég. Hambourg, 10 févr. 1902 (05, 243).

SECTION III.

Droit suisse.

24. Le contrat conclu en France, où ils étaient de passage, par deux citoyens suisses, est régi par la loi suisse : C. civ. Genève, 17 mars 1906 (08, 32). — *25*. S'il s'agit de rechercher si un contrat est valable dans la forme où il a été conclu, c'est la loi du pays où les parties l'ont formé qui doit être appliquée : C. civ. Genève, 24 oct. 1903 (06, 190). — *26*. Mais c'est au contraire à la loi du pays où l'exécution du contrat est poursuivie judiciairement qu'on doit se référer, lorsqu'il s'agit de prouver l'existence d'un contrat (spécialement, d'une novation) qui n'est soumise pour sa validité, tant dans le pays où il a été formé que dans celui où il doit être exécuté, à aucune condition de forme : C. civ. Genève, 24 oct. 1903 (06, 190).

SECTION IV.

Droit belge.

27. C'est la loi du lieu où le contrat s'est formé qui régit les obligations des parties et détermine les moyens de preuve recevables : App. Bois le Duc, 22 janv. 1901 (04, 532). — **28.** Cette application de la loi du lieu est fondée sur la présomption que les parties ont choisi cette loi pour régir leur contrat : App. Bois le Duc, 22 janv. 1901 (04, 532).

SECTION V.

Droit luxembourgeois.

29. A moins de stipulation contraire, tout contrat est régi par la loi du lieu où il est passé : Trib. arr. Luxembourg, 27 juill. 1901 (04, 431).

SECTION VI.

Droit russe.

30. Le juge français saisi d'une demande d'exequatur décide à bon droit que, s'agissant de conventions passées en Russie, et d'application de de loi russe par un tribunal russe, il n'y a lieu de rechercher quel serait, le cas échéant, le résultat de l'application des dispositions du Code civil français sur la solidarité et l'extinction des dettes : Cass. civ. 9 déc. 1903 (05, 192).

CONTREBANDE.

Voir : Douanes et monopoles, sect. III.

COPIE DE PIÈCES.

Voir : Tribunal criminel, ch. I sect. III.

CORRECTION PATERNELLE.

Voir : Mineur.

COSTUME.

Voir : Avocat, ch. II sect. III.

COUPS ET BLESSURES.

Voir : Mariage, ch. IV sect. II.

Est excusable l'individu qui, armé d'un fusil, met en joue la personne qui se dispose à l'arrêter illégalement ; si celle ci le blesse en tentant de le désarmer, elle se rend coupable du délit de coups et blessures volontaires et se rend passible de dommages intérêts : Alger, 15 juin 1907 (08, 208).

COURTAGE, COURTIER.

1. La commission du courtier est due dès que le marché est conclu e alors même qu'il ne serait pas suivi d'exécution : Com. Perpignan, 17 févr. 1908 (08, 539). — *2.* Si le courtier a droit à son émolument par cela seul qu'une affaire est conclue par son entremise, quel qu'en soit le sort ultérieur, par contre, il ne lui est rien dû si l'affaire n'arrive pas à une conclusion ferme, quelles qu'aient été ses démarches et ses peines : Tunis, 24 janv. 1898 (99, 226) ; 27 janv. 1904 (04,484) ; Com. Marseille, 10 nov. 1904 (04, 615) ; Com. Seine, 28 nov. 1904 (06, 60) ; Tunis, 15 déc. 1906 (07, 393). — *3.* Pour avoir droit à un courtage, il faut que le courtier ait accompli la tâche pour laquelle il a servi d'intermédiaire, c'est-à-dire qu'il ait amené l'affaire à sa conclusion : Tunis, 8 avr. 1908 (08, 490). — *4.* Spécialement, lorsqu'il s'agit d'une vente, il faut qu'il y ait eu accord entre les parties, sur la chose, sur le prix, et sur toutes les conditions qui sont de la substance du marché : Tunis, 8 avril 1908 (08, 490). — *5.* Au cas où l'acheteur qui a versé des arrhes renonce au marché, le courtier n'en a pas moins droit à son émolument : Com. Marseille, 10 nov. 1904 (05. 615). — *6.* Si l'acheteur s'était réservé le droit de revenir sur son acceptation pendant un temps déterminé et s'il a effectivement renoncé à l'affaire dans le délai qu'il s'était ménagé, il n'est rien dû au courtier : Tunis, 15 déc. 1906 (07, 393). — *7.* Le courtier qui s'entremet dans une vente d'immeuble, n'a droit au courtage qui lui a été promis que s'il a procuré le consentement mutuel des parties ; il ne lui est rien dû si la vente a eu lieu sans son intermédiaire : Alger 25 oct. 1900 (01, 240).— *8.* Au surplus, le fait par un propriétaire d'avoir chargé un courtier de trouver un acquéreur pour son immeuble, avec promesse d'une commission, ne lui enlève pas le droit de chercher lui-même un acquéreur ou de charger de cette recherche un autre mandataire, et, finalement, de traiter sans l'intermédiaire du premier courtier : Alger, 25 oct. 1900 (01, 240) ; Tunis, 27 janv. 1904 (04, 484).— *9.* Le paiement d'un courtage est dû lorsqu'il est établi que l'opération en vue de laquelle il avait été stipulé, a été conclue par le fait et sur les instances du courtier, ce, alors même que la rédaction définitive de l'acte auquel la conclusion de l'opération a donné lieu, aurait été faite sans le concours dudit courtier : Tunis, 24 déc. 1900 (01, 81). — *10.* Lorsque deux courtiers en terrains se sont successivement entremis dans une transaction immobilière, celui des deux qui a droit à la commission d'usage est celui qui a conduit la négociation jusqu'à sa conclusion, alors surtout que l'affaire n'a porté que sur une fraction du terrain dont le premier courtier était venu faire offre à l'acquéreur et qu'il a accepté du vendeur le versement d'une certaine somme à titre de dédommagement : Paris, 25 mars 1904 (05, 395). — *11.* Lorsqu'un commerçant s'est adressé à deux intermédiaires en vue de lui procurer un acquéreur

pour son fonds, sans que d'ailleurs le mandat donné à l'un fût exclusif du mandat donné à l'autre, et que les deux intermédiaires ainsi choisis lui indiquent, chacun de son côté, un même acquéreur, l'intermédiaire qui a le premier fourni cette indication a droit à la totalité de la commission sans aucun partage avec son concurrent : Com. Rouen, 25 mai 1903 (04, 627). — *12*. Son concurrent n'est pas fondé à en réclamer la moitié, alors surtout que les conditions générales de ce dernier prévoient que la commission ne lui sera due qu'autant qu'il aura procuré un acquéreur : Com. Rouen, 25 mai 1903 (04, 627). — *13*. Mais il a le droit de réclamer des dommages intérêts à l'acquéreur qui a utilisé son concours et ses démarches, alors qu'il savait avoir été proposé au vendeur par l'autre intermédiaire : Com. Rouen, 25 mai 1903 (04, 627). — *14*. Le courtage procède du mandat ; en conséquence, celui qui réclame un courtage relatif à une vente d'immeuble doit prouver qu'il a reçu de celui à qui il s'adresse mandat spécial de s'occuper pour son compte de la vente ou de l'achat de l'immeuble qui a fait l'objet du contrat : Just. p. Tunis-Nord, 4 nov. 1896 (96, 559). — *15*. L'agent d'affaires, lorsqu'il est sans pouvoir pour représenter les parties, peut, en principe, réclamer à la fois une commission différente à toutes deux, en l'espèce au vendeur et à l'acheteur : Civ. Cambrai, 23 mai 1903 (03, 531). — *16*. D'après la jurisprudence généralement acceptée, il agit en qualité de mandataire, et la preuve de son mandat doit se faire d'après le droit commun : Civ : Cambrai, 23 mai 1903 (03, 531). — *17*. En l'absence d'un acte d'exécution émanant du mandant lui-même, il ne saurait y avoir de mandat tacite : Civ. Cambrai, 23 mai 1903 (03, 531). — *18*. Si l'on considère l'agent d'affaires comme un loueur d'ouvrage, il n'a droit qu'au salaire résultant d'une convention expresse, sans pouvoir prétendre, par exemple, que les capitalistes auxquels il a fait connaître la mise en vente d'un domaine sont obligés, s'ils se rendent acquéreurs, de lui payer la commission qu'il lui a plu de s'attribuer : Civ. Cambrai, 23 mai 1903 (03, 531). — *19*. La commission est due au courtier sur la totalité de la marchandise vendue, alors même que la vente étant par la suite résiliée, l'acheteur n'a pris livraison que d'une partie de la marchandise : Alger, 19 mars 1902 (03, 396). — *20*. Le prix du courtage constitue pour l'intermédiaire, tant la rénumération de ses services et des aléas qu'il a courus, que le remboursement des frais qu'il a engagés : Tunis, 24 janv. 1898 (99, 226). — *21*. Les tribunaux ont le droit de réduire à la juste proportion du service rendu les honoraires stipulés à forfait par un courtier : Com. Seine, 15 juin 1901 (03, 322) ; 26 juill. 1906 (07, 254). — *22*. Le juge peut, dans le but de proportionner le salaire stipulé à l'importance du service, ordonner qu'un agent d'affaires ou courtier soit tenu de rendre compte d'une somme par lui perçue en cette qualité pour rémunération du mandat. Ce faisant, il ne dépasse pas le droit de contrôle et de révision

qui appartient aux tribunaux en cette matière : Cass. req., 29 févr. 1904 (05, 339).

COURTIER MARITIME

Voir : Transports maritimes, ch. I sect. I.

1. La charte partie qui stipule que le capitaine devra, à son arrivée à destination, s'adresser à un courtier déterminé pour faire ses opérations, crée pour le capitaine, à l'égard du courtier désigné, des obligations dont il ne peut se dégager que si le courtier ne fait pas toutes les diligences qu'il est en droit de lui demander : Tunis, 22 nov. 1894 (95, 21). — *2.* Il soutiendrait, à tort, que ce dernier cas s'est présenté parce qu'ayant un rapport de mer à déposer, le courtier désigné ne s'est pas mis à sa disposition à la Goulette pour remplir cette formalité, si, d'ailleurs, il est constant que le bâtiment était à destination du port de Tunis, et non de la Goulette et que le courtier a pris ses dispositions pour lui assurer dans les conditions réglementaires la traversée du chenal : Tunis, 2 nov. 1894 (95, 21). — *3.* Le courtier maritime auquel le capitaine s'est adressé en violation de la clause susdite de sa charte partie, est responsable solidairement avec le capitaine, du dommage causé au courtier désigné, s'il est constant qu'il a connu la charte partie qui contenait cette désignation : Tunis, 22 nov. 1894 (95, 21). — *4.* Ce dommage consiste dans la privation du courtage, qui, d'après les usages, est, pour un voilier, de 0 fr. 375 m. par tonne de registre, jusqu'à 300 tonnes et de 0 fr. 05 c. par tonne au-dessus de 300. Mais le courtier désigné ne puise dans la charte partie aucun droit de s'imposer pour un nouvel affrètement du navire : Tunis, 22 nov. 1894 (95, 21). — *5.* Si, en Tunisie, l'institution des courtiers maritimes n'a pas été réglementée, il n'en résulte pas que la prise de qualité de courtier, dans les relations ou les contrats commerciaux, doive rester dépourvue de tout effet légal : Alger, 2 nov. 1895 (96, 275). — *6.* Notamment, et à moins de stipulation contraire et expresse, celui qui, de façon explicite, agit comme courtier maritime, se soumet par cela seul aux obligations qui sont la substance même de l'exercice de cette profession : Alger, 2 nov. 1895 (96, 275). — 7. Parmi ces obligations, il n'en est pas de plus nécessaire que celle qui interdit au courtier de faire personnellement le commerce et d'employer ainsi les sommes qu'il a touchées de ses mandants à leur faire concurrence et à mettre leurs affaires en péril : Alger, 2 nov. 1895 (96, 275).

CRÉANCE, CRÉANCIER

1. S'il y a deux créanciers conjoints et si l'un d'eux déclare que la créance appartient tout entière à l'autre, qui lui aurait fait l'avance de sa part, ce dernier peut poursuivre seul le débiteur pour le tout, en dehors d'une

cession régulière et de toute subrogation conventionnelle ou légale, en exerçant l'action *de in rem verso :* Sousse, 31 déc. 1897 (98, 380). — *2.* Au cas où il est reconnu qu'un individu est débiteur de plusieurs personnes, ses biens doivent être vendus par les notaires qui en distribuent le prix entre les créanciers, proportionnellement à leurs créances : Ouzara, 14 mai 1886 (98, 406). — *3.* Quand, dans un contrat de prêt, une échéance fixe a été stipulée pour le remboursement de la créance, le Tribunal de province n'a pas le droit d'accorder au débiteur un délai plus long, pour se libérer, si le créancier n'y consent pas. Il ne le ferait, en effet, qu'en violation du contrat, qui est la loi des parties : Ouzara, 9 avr. 1903 (04, 469).

CRÉANCES DE L'ÉTAT

Voir : Achour sur les céréales. — Compétence administrative, ch. III. — Mahsoulats. — Prescription civile, ch. I sect. IV. — Taxes municipales.

CULTES

Voir : Droit musulman. — Mariage, ch. I sect. I et ch. II sect. I. — Serment, ch. I sect. I. — Succession, ch. I sect. II. — Vol. ch. I sect. III.

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. III, p. 1231.

1. En Tunisie, la police des églises appartient aux curés. Spécialement un curé peut retirer à un fidèle le droit d'avoir un prie-Dieu à l'église, sans donner lieu contre lui à une action en justice : Tunis, 18 juin 1894 (94, 406). — *2.* Il en est ainsi, toutefois, alors qu'aucun contrat contenant engagement de laisser ce prie-Dieu à l'église pendant un temps déterminé n'est intervenu et aucune location n'est due, dans les mêmes conditions, pour la période pendant laquelle la tolérance a été admise : Tunis, 18 juin 1894 (94, 406).

CUMUL DES PEINES

Voir : Peines.

CURATELLE, CURATEUR

Voir : Mineur. — Succession vacante. sect. I

D

DATE

Voir : Acte sous seings privés

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

Voir : Paternité et filiation, ch. I.

DÉCLARATION DE NAISSANCE

Voir : Etat civil.

DÉFAUT DE MOTIFS

Voir : Tribunal criminel, ch. IV sect. I.

SECTION PREMIÈRE

Règles générales.

1. L'obscurité des motifs équivaut à un défaut de motifs et entraîne la cassation : Cass. crim., 9 févr. 1907 (07, 549). — *2.* Le juge qui se borne à déclarer que, de l'examen de l'affaire comme aussi des renseignements recueillis par lui, il appert que les allégations formulées par le défendeur dans ses conclusions ne reposent sur rien de sérieux, ne donne pas une base légale à sa décision, en se fondant ainsi sur des renseignements sans qu'il soit constaté qu'ils aient fait l'objet d'une discussion contradictoire entre les parties : Cass. civ., 24 juin 1903 (04, 630). — *3.* On ne saurait légalement voir des motifs dans une simple référence par le juge à des appréciations contenues dans une précédente décision rendue entre d'autres parties : Cass. civ., 26 avr. 1904 (05, 399). — *4.* L'on ne saurait en voir non plus dans des affirmations qui ne sont qu'une conséquence de cette référence : Cass. civ., 26 avr. 1904 (05, 399). — *5.* Est nul pour défaut de motifs le jugement qui fonde sa décision sur une clause d'un contrat sans corrélation avec celle qu'invoquait le demandeur : Cass. civ., 22 mai 1889 (91, 110). — *6.* Est suffisamment motivé le jugement qui, pour refuser de reconnaître au demandeur le droit d'opposer aux tiers, propriétaires du fonds supérieur, des travaux d'appropriation portant sur des eaux pluviales coulant sur la voie publique le long de ce fonds, décide que ni ces travaux, ni les actes fournis par lui, ne sont susceptibles d'effacer le vice de précarité qui entache sa possession : Cass. req., 7 août 1894 (94, 520). — *7.* Si l'abus de citation directe peut donner lieu à des dommages-intérêts, par application de l'art. 1382 C. civ., ce n'est qu'à la condition que le prévenu justifie, outre le préjudice qu'il a souffert, d'une faute commise par le poursuivant, faute consistant à avoir intenté l'action de mauvaise foi ou témérairement ; Cass. crim., 25 mars 1898 (98, 483). — *8.* Il faut donc que les juges, pour allouer des dommages-intérêts, en pareille matière, affirment la faute commise ou énoncent les circonstances dont elle pourrait évidemment résulter. Par suite, s'ils ne l'ont pas fait, leur décision tombe sous la censure de la Cour de cassation pour défaut

de motifs : Cass. crim., 25 mars 1898 (98. 483). — 9. Doit être cassé comme ne permettant pas à la Cour de cassation d'exercer son contrôle le jugement qui déclare un protêt tardif sans s'expliquer exactement sur la distance adoptée pour le calcul du délai : Cass. civ. 10 déc. 1900 (01, 102). — ***10***. En effet, la détermination d'un délai auquel est attachée une déchéance ne saurait être abandonnée à l'arbitraire du juge : Cass. civ., 10 déc. 1900 (01, 102). — ***11***. L'arrêt qui, pour la solution d'un litige, fait état du statut personnel étranger d'une partie en cause, sans énoncer, ni la nationalité de cette partie, ni le motif pour lequel elle est régie, quant à sa condition juridique, par une loi étrangère, doit être annulé, parce qu'il ne permet pas à la Cour de cassation de vérifier si, légalement, l'application de la loi française devait être exclue dans la cause : Cass. civ., 28 mars 1904 (04, 289). — ***12***. Il en est ainsi, spécialement, lorsqu'il s'agit d'un litige se déroulant en Tunisie, entre des européens et un israélite réputé tunisien jusqu'à preuve contraire, pour lequel, par conséquent l'application de la loi locale est la règle, et non l'exception (solution implicite) : Cass. civ., 28 mars 1904 (04, 289).

SECTION II

Décisions rendues en appel.

13. Est nul pour défaut de motifs l'arrêt qui, après avoir dit qu'il a été bien jugé, mal et sans griefs appelé, confirme le jugement rendu entre les parties, sans donner aucun motif à l'appui de sa décision et sans s'approprier, en les adoptant, les motifs des premiers juges : Cass. civ. 15 mars 1904 (05, 394). — ***14***. Est nulle la décision d'appel qui confirme la décision attaquée par adoption pure et simple de motifs, lorsque l'appelant ayant invoqué des moyens nouveaux dans ses conclusions, la décision dont les motifs sont adoptés ne contient aucune réponse à ces moyens nouveaux : Cass. civ., 9 mars 1908 (08, 629). — ***15***. La Cour d'appel n'est pas obligée de répondre aux arguments des conclusions prises à sa barre si, en adoptant les motifs des premiers juges, elle a répondu implicitement mais d'une façon suffisante, aux griefs soulevés : Cass. crim.. 27 févr. 1896 (96, 147). — ***16***. Est nul pour défaut de motifs l'arrêt qui, pour débouter un appelant de l'opposition par lui formée à un précédent arrêt de défaut congé, s'en réfère purement et simplement à cet arrêt de défaut, uniquement fondé lui-même sur ce que l'appelant ne se présente pas et ne contenant aucun motif sur le fond, et se borne à rejeter les conclusions motivées dudit appelant comme non justifiées : Cass. civ., 18 oct. 1898 (99, 69). — ***17***. Est nul pour défaut de motifs l'arrêt qui, en prononçant l'infirmation d'un jugement, omet de s'expliquer sur un moyen admis par ledit jugement, qui en avait fait la base de sa décision, alors que l'intimé en avait saisi la Cour par des conclusions tendant à la confirmation pure et simple : Cass.

civ., 14 févr. 1894 (94, 152). — *18*. Il en est ainsi, spécialement de l'arrêt qui s'est borné à déclarer que les circonstances de la cause établissaient l'état de faiblesse d'esprit d'un prodigue musulman pour annuler des billets souscrits par lui antérieurement à son interdiction, sans examiner si cet état était notoire et si, en droit musulman, cette notoriété entraînait la nullité des actes attaqués : Cass. civ., 14 févr. 1894 (94, 152). — *19*. Une Cour d'appel ne peut baser sa décision sur des faits contraires à ceux que les premiers juges ont constaté, et qu'ils avaient seuls qualité pour certifier, à moins qu'elle ne recueille la preuve légale de la fausseté des énonciations du jugement entrepris : Cass. civ., 31 mars 1896 (96, 562). — *20*. Doit être cassé pour défaut de motifs l'arrêt qui a omis de statuer sur l'exception, soulevée pour la première fois en cause d'appel, à fin d'annulation de la procédure et du jugement de première instance, à raison du défaut de qualité de l'une des parties à l'instance : Cass. civ., 15 nov. 1899 (00, 346). — *21*. Est nul pour insuffisance de motifs l'arrêt qui, pour rejeter les conclusions d'une partie, entériner le rapport de l'expert et confirmer le jugement dont il adopte les motifs, se borne a déclarer « que le rapport répond d'une façon complète et juste à toutes les questions qui étaient posées à l'expert et que les allégations de ladite partie ne sont pas sérieuses » : Cass. civ. 28 déc. 1903 (05, 277). — *22*. La condamnation prononcée en appel sur le fond contre une des parties justifie suffisamment la mise à sa charge des dépens de première instance, aussi bien que ceux d'appel, sans qu'il soit besoin que le juge insère dans sa décision des motifs spéciaux à ce chef de condamnation : Cass. req. 30 juill. 1901 (03, 176) ; 15 mai 1905 (06, 300).

SECTION III

Matières criminelles.

23. Doit être cassé pour défaut de motifs et comme constituant une violation des dispositions de l'art. 195 C. instr. crim. le jugement correctionnel qui se borne à énoncer qu'il résulte des données de l'instruction et des débats charges suffisantes contre le prévenu d'avoir commis le délit qui lui est reproché : Cass. crim. 13 févr. 1904 (05, 338). — *24*. Est nulle la décision qui déclare le condamné en état de récidive, sans indiquer la date de la condamnation antérieure, ni celle de l'expiration de la peine : Cass. crim., 22 févr. 1908 (08, 530). — *25*. Viole la loi le jugement qui ordonne que la détention préventive ne sera pas déduite de la peine prononcée, sans motiver spécialement cette partie de la décision : Cass. crim., 12 mai 1906 (07, 183). — *26*. Est nul l'arrêt qui condamne pour outrage à un agent de la force publique « dans l'exercice de ses fonctions » sans spécifier l'état de fait dont il déduit cette dernière circonstance : Cass. crim., 11 mai 1907 (08, 58). — *27*. Le jugement correctionnel qui présente

le fait servant de base à la déclaration de culpabilité comme pouvant constituer, soit un vol, soit le recel d'une chose volée, et qui ne détermine aucunement des circonstances propres à établir son véritable caractère, présente une ambiguïté de motifs et, à ce titre, encourt la cassation : Cass. crim., 14 sept. 1905 (06, 418).

DÉGRADATION DE MONUMENTS PUBLICS

Le fait de lancer contre des fils électriques des fils de fer arrangés en forme de crochet à une extrémité et de produire ainsi un court circuit qui interromp l'éclairage public, constitue une infraction à l'art. 257 C. pén. : Civ. Narbonne, 3 juin 1904 (05, 483).

DÉLAIS

Voir : Ajournement. — Appel civil, ch. II. — Appel criminel. — Expert, sect. II. — Immatriculation, ch. II sect. III et ch. IV sect. III. — Jugement par défaut. sect. I. — Pourvoi en cassation, sect. II. — Prescription civile, ch. II sect. II. — Transports maritimes, ch. IV sect. I. — Transports terrestres, ch. II sect. III. — Tribunal criminel, ch. I sect. I.

1. L'art. 8 du décret du 18 avril 1883 a étendu à la Tunisie les dispositions des articles 6 et 37 de l'ordonnance du 16 avril 1843, fixant à un jour par myriamètre l'augmentation des délais à raison des distances en Algérie. Par la généralité de ses termes, l'art. 37 précité s'applique évidemment à la dénonciation de protêt : Sousse, 24 janv. 1902 (02, 481). — *2.* Le décret du 24 juin 1900, qui a rendu applicable à l'Algérie les articles 72 et 1033 du Code de procédure civile, n'est pas applicable à la Tunisie (solution implicite) : Sousse, 24 janv. 1902 (02, 481). — *3.* La disposition du dernier paragraphe de l'art. 1033 C. proc. civ. modifié par la loi du 13 avril 1895, portant que « toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain », dans les termes généraux où elle est formulée, s'applique aux délais fixés par des lois spéciales aussi bien qu'à l'ensemble des lois qui constituent le Code de procédure civile : Cass. civ. 22 juill. 1902 (02, 590).

DÉLITS

Voir : Mineur, ch. I sect. II et ch. II sect. II.

DÉLITS D'AUDIENCE

Voir : Avocat, ch. II sect. II.

DÉLITS FORESTIERS

Voir : Forêts.

DÉLITS RURAUX

SECTION PREMIÈRE

Abandon d'animaux.

1. La loi des 27-28 octobre 1791 n'autorise le propriétaire d'une exploitation rurale à saisir les animaux domestiques qu'il rencontre sur sa propriété que lorsque ces animaux se trouvent à l'abandon : Tunis, 14 avr. 1886 (89, 289). — *2.* Le propriétaire qui saisit des animaux trouvés sur sa propriété sous la garde d'un berger est en conséquence passible de dommages et intérêts : Tunis, 14 avr. 1886 (89, 289). — *3.* Il ne saurait, en Tunisie, invoquer une coutume locale contraire ou des instructions administratives pour s'emparer, à titre de gage, d'un certain nombre de têtes de bétail dont le propriétaire est connu, alors surtout que ce propriétaire présente toute garantie de solvabilité : Tunis, 14 avr. 1886 (89, 289). — *4.* Avant la promulgation du décret du 15 décembre 1896, qui règlemente la police rurale en Tunisie, le seul texte de loi qui pût être applicable en la matière, n'autorisait la saisie des animaux trouvés sur le terrain d'autrui que lorsque ces animaux étaient laissés à l'abandon : Tunis, 25 janv. 1899 (99, 320). — *5.* Conséquemment, le propriétaire qui saisissait les animaux trouvés sur sa propriété sous la garde d'un berger agissait sous sa propre responsabilité, et il était tenu de restituer les animaux saisis ou d'en payer la valeur : Tunis, 25 janv. 1899 (99, 320).

SECTION II

Pacage.

6. Le propriétaire d'un troupeau n'est pas responsable du délit de pacage commis par son berger, ni du dommage causé par ce dernier, s'il n'est pas démontré que le berger a agi sur les ordres de son maître et si, au contraire, il est constant que celui-ci l'a chassé, dès qu'il a connu sa conduite : Ouzara, 7 juin 1897 (97, 368). — *7.* Il n'y a pas lieu de considérer comme un délit le pacage le fait par un individu d'avoir fait paître ses bestiaux sur un terrain dont la propriété lui est contestée, alors qu'il n'est pas démontré qu'il ait perdu la possession : Ouzara, 24 juill. 1899 (00, 459).

SECTION III

Fourrière.

8. La loi du 28 oct. 1791 impose au propriétaire l'obligation d'envoyer à la fourrière la plus proche, dans les 24 heures, les animaux qu'il saisit

en délit sur sa propriété : Tunis, 14 avr. 1886 (89, 289). — *9*. C'est à bon droit que le gardien d'une propriété privée conserve une voiture et des harnais, ce sur les indications du garde champêtre qui les a déclarées saisies comme pièces de conviction, la voiture contenant notamment le le corps du délit reproché au propriétaire de la voiture : Tunis, 4 fév. 1899 (01, 179). — *10*. Au cas où le patron du gardien, victime du délit commis, ne juge pas à propos d'intenter une poursuite à l'encontre de son auteur, la voiture saisie cessant d'être une pièce de conviction, doit être restituée à son propriétaire, mais ce dernier ne saurait exiger qu'elle lui soit restituée à son domicile et le patron, gardien de la voiture, n'a commis aucune faute engageant sa responsabilité en la déposant à la fourrière, son propriétaire ne venant pas en reprendre possession : Tunis, 4 févr. 1899 (01, 179).

DEMANDE NOUVELLE

Voir : Appel civil, ch. IV.

DEMANDE RECONVENTIONNELLE

Voir : Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. IV.
Divorce, ch. I sect. III et ch. II sect. IV.

1. La loi voit avec faveur les demandes reconventionnelles ; elle les dispense du préliminaire de conciliation (art. 43 C. proc. civ.) : Alger, 20 janv. 1894 (94, 260). — *2*. Elle les soustrait aux règles de compétence ordinaire et proroge la juridiction saisie de la demande principale. Leur admissibilité n'est soumise qu'aux deux conditions suivantes : Alger, 20 janv. 1894 (94, 260). — *3*. Il faut que la demande reconventionnelle offre une connexité d'origine avec l'action principale et que, de plus, elle lui serve de défense (art. 106 de la coutume de Paris) : Alger, 20 janv. 1894 (94, 260).

DÉNÉGATION DE SIGNATURE

1. L'exception opposée par le débiteur qui dénie, par des conclusions signifiées, la signature apposée par lui au pied d'une reconnaissance de dette, doit être rejetée, s'il résulte des documents de la cause qu'elle a un caractère purement moratoire : Alger, 25 avr. 1891 (91, 259). — *2*. Il en est ainsi notamment lorsque la reconnaissance de dette contestée porte mention de la remise en gage au créancier de titres de propriété, et que ce dernier représente, en effet, les titres dont il est ainsi nanti conformément à la législation tunisienne, alors qu'en outre, l'identité des signatures est confirmée par l'examen de tous les documents produits et la comparai-

son avec un titre antérieur d'une authenticité certaine : Alger, 25 avr, 1891 (91, 259). — *3*. Lorsque le défendeur à une demande en paiement de marchandises facturées dénie la signature qu'on lui attribue et qui n'est précédée d'aucune mention indiquant, soit la reconnaissance de la dette, soit la réception des marchandises, le Tribunal civil doit passer outre sans s'arrêter à ce moyen de défense, puisque la facture n'a aucun caractère probant : Ouzara, 29 juin 1908 (08, 564).

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE

1. Si l'art. 373 C. pén. déclare nécessaire, pour constituer le délit de dénonciation calomnieuse, qu'il réprime un écrit constatant que la dénonciation est bien l'œuvre voulue et réfléchie du dénonciateur, il ne contient aucune règlementation quant à la forme et à la nature dudit écrit : Cass. crim. 13 sept. 1906 (07, 318). — *2*. Spécialement, la déclaration faite par un indigène devant un caïd qui la rapporte dans un rapport à l'administration, est de nature à justifier l'application de l'art. 373 C. pén., si elle a été spontanée de la part de cet indigène : Cass. crim. 13 sept. 1906 (07, 318). — *3*. La plainte adressée au président du Tribunal de commerce contre un mandataire de justice accrédité auprès de cette juridiction, au sujet de faits relatifs à ses fonctions, est téméraire, alors que ce mandataire s'est borné à éclairer son client sur sa situation juridique et n'a commis aucun manquement professionnel ; une telle plainte étant de nature à lui causer tout au moins un préjudice moral, justifie l'allocation de dommages-intérêts : Toulouse, 20 mars 1905 (06, 238).

DÉPENS

Voir : Frais et dépens.

DÉPOT

Voir : Ajournement, ch. I sect. I. — Transports terrestres, ch. I sect. II.

SECTION PREMIÈRE

Dépôt conventionnel.

1. En matière de dépôt, le dépositaire répond, non seulement de la perte ou de la détérioration de la chose, mais encore du défaut de précaution dont l'observation était stipulée par contrat ou s'imposait en raison de la qualité du dépositaire ; et, dans ce dernier cas, le tribunal doit prendre en considération le caractère spécial du dépôt : Trib. indig. Kairouan, 5 févr. 1908 (08, 262). — *2*. C'est ainsi qu'un fondoukier, dépositaire salarié, doit être tenu comme seul responsable de l'accident causé à un animal

par un autre animal, ordinairement dangereux, qu'il a attaché dans le voisinage (en l'espèce, il s'agissait d'un taureau, attaché par le fondoukier dans le voisinage d'un chameau et qui avait tué celui-ci à coups de corne): Trib. indig. Kairouan, 5 févr. 1908 (08, 262). — *3*. Il n'a même aucun recours contre le propriétaire de l'animal qui a causé l'accident : Trib. indig. Kairouan, 5 févr. 1908 (08, 262). — *4*. Le principe d'après lequel le dépositaire est cru sur son serment, soit pour le fait du dépôt, soit pour sa restitution au propriétaire, reçoit exception lorsque le dépôt est constaté par écrit ; dans ce cas, la convention, licite, est la loi des parties : Ouzara, 24 févr. 1908 (08, 263). — *5*. Le juge ne peut donc, en cas de convention, admettre le dépositaire à prêter un serment d'où résulterait sa libération : Ouzara, 24 févr. 1908 (08, 263). — *6*. Cette demande de serment doit, à fortiori, être rejetée si elle émane des héritiers du dépositaire, ces derniers ne pouvant prêter qu'un serment de crédibilité : Ouzara, 24 févr. 1908 (08, 263).

SECTION II

Dépôt nécessaire.

7. Lorsque le locataire d'une chambre, dans un hôtel meublé, confie sa clef pendant ses absences à l'hôtelier, celui-ci peut être considéré comme ayant par là même assumé l'obligation spéciale de surveiller les effets mobiliers que la chambre contient et par suite, si un vol a été commis, il peut être condamné à rembourser à son locataire la valeur des objets volés : Cass. civ. 6 nov. 1907 (08, 196). — *8*. L'hôtelier est responsable en cas de disparition d'un objet qui lui est confié : Civ. Marseille, 6 mai 1905 (06, 299). — *9*. Toutefois le voyageur qui lui remet une sacoche doit lui déclarer la nature et la valeur de ce qu'elle renferme. De son côté, l'hotelier a le devoir de s'en enquérir : Civ. Marseille, 6 mai 1905 (06, 299). — *10*. S'ils ont eu le tort de ne pas se renseigner, il y a faute commune et leur responsabilité doit être partagée : Civ. Marseille, 6 mai 1905 (06, 299). — *11*. Le mot effets, employé par les art. 1952 et 1953, est un mot générique qui comprend non seulement les bagages ordinaires d'un voyageur, mais les objets de toute sorte dont il peut être accompagné, et notamment les bijoux et les objets de valeur qu'il est d'usage, dans certaines classes de la société, de porter avec soi : Tunis, 17 mai 1907 (08, 275). — *12*. Les cafetiers et restaurateurs ne peuvent être assimilés aux aubergistes et hôteliers qui, aux termes des art. 1952 et 1953 C. civ., sont responsables des effets apportés chez eux par leurs clients : Civ. Lyon, 11 mai 1900 (05, 92) ; 10 août 1903 (05, 96) ; Civ. Lille, 29 avr. 1907 (08, 58). — *13*. Dès lors, une personne ne saurait, en invoquant lesdits articles, rendre le restaurateur chez qui elle a dîné responsable de la soustraction de son pardessus qui avait été suspendu à un porte-manteau dans le vestibule de l'établissement:

Civ. Lyon, 11 mai 1900 (05, 92) ; 10 août 1903 (05, 96) ; Civ. Lille, 29 avr. 1907 (08, 58). — *14.* Les restaurateurs sont responsables, pour l'application des art. 1952 et s. dans les mêmes conditions que les aubergistes et hôteliers : Tunis, 17 mai 1907 (08, 275). — *15.* D'ailleurs, il n'y a lieu de faire de distinction, à ce même point de vue, entre la salle à manger de l'hôtel et ses autres locaux, bien que cette salle à manger forme un restaurant où sont admises d'autres personnes que les voyageurs descendus dans l'hôtel : Tunis, 17 mai 1907 (08, 275). — *16.* Le dépôt, par un passager dans sa cabine, des bagages l'accompagnant, est un dépôt nécessaire auquel s'appliquent les règles des art. 1952 et 1953 C. civ. sans qu'il y ait lieu de faire état de la clause imprimée du bulletin de bagages qui porte que la Compagnie ne répond pas des valeurs qui ne lui ont pas été déposées et taxés comme telles : Just. p. Tunis, 27 févr. 1890 (94, 392). — *17.* Le gardien d'un fondouk est responsable civilement du préjudice résultant, pour un des voyageurs descendus dans son établissement, du vol d'effets dont il a été victime : Ouzara, 10 déc. 1885 (99, 285).

DÉROUTEMENT

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. III.

DÉSAVEU D'ENFANT

Voir : Paternité et filiation, ch. III sect. II.

DÉSAVEU D'OFFICIER MINISTÉRIEL

1. Est irrecevable l'action en désaveu formée contre un défenseur, lorsque le jugement entrepris a été rendu à l'encontre d'une autre partie que le désavouant, et contient à l'égard de tous les deux des condamnations solidaires, alors que le désavouant n'a pas mis cette autre partie en cause : Tunis, 13 mars 1893 (96, 257). — *2.* Elle est aussi irrecevable si le désavouant a volontairement exécuté, avant le désaveu, le jugement entrepris, ou le jugement interlocutoire rendu en la cause : Tunis, 13 mars 1893 (96, 257). — *3.* Un procès-verbal de prise de possession d'un immeuble adjugé à la barre d'un Tribunal n'est pas un acte rentrant dans les attributions légales et habituelles des avoués : Alger, 31 oct. 1899 (99, 611). — *4.* Une action en désaveu ne peut donc pas être dirigée contre un avocat-défenseur en raison d'un acte de cette nature dressé par un huissier, bien qu'il soit constant que l'huissier a reçu l'ordre d'y procéder de l'avocat-défenseur et qu'il n'ait jamais eu de relations directes avec celui à la requête duquel l'acte a été fait : Alger, 31 oct. 1899 (99, 611).

DÉSERTION

1. Le traité du 12 mai 1881 passé à Ksar-Saïd n'ayant pas eu pour effet de faire perdre à la Régence de Tunis son autonomie, les troupes du corps d'occupation de Tunisie doivent être considérées comme se trouvant hors de France : Cons. rév. Alger, 23 avr. 1885 (91, 119). — *2.* C'est donc à bon droit que le fait de désertion commis par un militaire de ce corps est qualifié désertion à l'étranger : Cons. rév. Alger, 23 avr. 1885 (91, 119).— *3.* Si, en principe, tout individu incorporé de fait est soumis de plein droit à la juridiction militaire pour tous les crimes et délits qu'il peut commettre sans qu'il y ait à rechercher si son incorporation est ou non valable, il en est autrement en matière de désertion : Cons. rév. Alger, 7 sept. 1899 (00, 218). — *4.* Dans ce cas spécial, si le prévenu excipe de la nullité de son incorporation, le Conseil de guerre est tenu de surseoir jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur la question préjudicielle par l'autorité compétente: Cons. rév. Alger, 7 sept. 1899 (00, 218). — *5.* Spécialement, il en est ainsi pour l'individu qui, étant poursuivi pour désertion, conteste son état civil, prétend avoir été condamné sous un autre nom et rayé, par suite, des contrôles de l'armée, excipe. enfin, de la nullité de l'acte qui le lie au service pour être renvoyé des fins de la plainte : Cons. rév. Alger, 7 septembre 1899 (00, 218). — *6.* L'arrestation d'un déserteur à bord d'un navire de commerce étranger, mouillé dans les eaux tunisiennes, est régulière : Cons. rév. Alger, 5 juill. 1900 (00, 585). — *7.* Le militaire qui abandonne, hors de France, le corps auquel il appartient, est déclaré déserteur à l'étranger trois jours après celui de l'absence constatée, aux termes de l'art. 235 C. just. milit. : Cons. rév. Alger, 5 juill. 1900 (00, 585).— *8.* En conséquence, le militaire qui abandonne son corps en Tunisie doit être considéré comme déserteur à l'étranger : Cons. rév. Alger, 5 juill. 1900 (00, 585).

DÉSISTEMENT

Voir : Compétence civile des juges de paix, ch. II sect. VI. — Pourvoi en cassation, sect. V.

1. La seule volonté du demandeur ne peut anéantir une instance, lorsqu'elle est contradictoirement engagée et que le contrat judiciaire est formé entre les parties ; par suite, le désistement n'est valable qu'autant qu'il est accepté par le défendeur ou que le refus de ce dernier n'est pas jugé légitime par le tribunal saisi : Alger, 22 déc. 1903 (05, 276) ; Com. Marseille, 14 juin 1904 (05, 399). — *2.* Le fait par le défendeur de recevoir du demandeur, après le désistement de celui-ci, le paiement de ses frais, constitue une adhésion tacite au désistement ; Com. Seine, 28 févr. 1906

(07, 125). — 3. Si la validité du désistement du demandeur est subordonnée à l'acceptation du défendeur, les tribunaux ont néanmoins le droit de déclarer le désistement valable, malgré le refus du demandeur de l'accepter, s'ils jugent que ce refus ne repose sur aucun motif légitime : Cass. req., 29 oct. 1907 (08, 228). — 4. Le désistement n'a d'effet que pour les parties qui l'ont fait et accepté, de telle sorte que le procès continue d'exister entre les parties non contractantes, principales ou intervenantes : Sousse, 19 avr. 1894 (94, 530). — 5. En conséquence, si le désistement n'a eu lieu que pour un seul de deux défendeurs, l'autre est fondé à demander que le premier soit maintenu en la cause : Sousse, 19 avr. 1894 (94, 530). — 6. Le défendeur qui, au lieu d'accepter en la forme déterminée par l'art. 402 C. proc. civ. le désistement qui lui est offert, exige du tribunal un donné acte de son acceptation, ne peut, bien qu'ayant usé de son droit rigoureux, faire supporter au demandeur l'augmentation de frais résultant de ce mode de procéder, alors qu'il ne justifie pas d'un intérêt légitime de sa part à obtenir un jugement de donné acte qu'un acquiescement du désistement à lui signifié eût rendu inutile : Dijon, 13 nov. 1902 (04, 219).

DESTRUCTION D'ANIMAL DOMESTIQUE

Le fait de tuer un animal domestique au moment où il commet des déprédations ne constitue pas une contravention : Simp. pol. Marseille, 7 oct. 1907 (08, 194).

DÉTOURNEMENT

Un prévenu ne peut être condamné pour détournement d'objets qui lui avaient été remis à titre de mandat, sur de simples témoignages, si la valeur de ces objets dépasse 150 fr. et s'il n'a pas été impossible au créancier de se procurer une preuve écrite : Alger, 14 avr. 1906 (07, 141).

DIFFAMATION

Voir : Presse, outrage, diffamation.

DISCIPLINE

Voir : Avocat, ch. II. — Avocat défenseur, ch. I sect. III.

DISTRACTION DES DÉPENS

Voir : Frais et dépens, ch. III sect. I.

DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION

Voir : Saisie immobilière, ch. II sect. V.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 56. — SCEMAMA, *Hyp. en Tun.*, p. 56.

SECTION PREMIÈRE

Droit français.

1. Aux termes de l'art. 660 du Code de procédure civile, la forclusion est prononcée de plein droit contre tout créancier qui n'aurait pas, dans le mois de la sommation, produit ses titres de créance ; cet article est applicable même aux créanciers non opposants : Tunis, 25 oct. 1897 (98, 34). — *2.* Le créancier qui n'a formé aucun contredit à une distribution par contribution dans les délais impartis par les art. 663, 755 C. proc. civ. est irrecevable à élever aucune discussion sur l'ordre, le rang ou la légitimité des créances admises par le règlement provisoire ; cette déchéance est absolue et doit être prononcée d'office : Sousse, 19 nov. 1897 (98, 304). — *3.* Le produisant à une distribution par contribution est irrecevable à demander à être colloqué à titre privilégié, pour le montant de sa production faite originairement à titre chirographaire, quand cette modification de sa demande n'est proposée par lui que postérieurement à l'écoulement du délai fixé par l'art. 660 C. proc. civ. sous peine de forclusion : Tunis, 6 nov. 1901 (02, 421). — *4.* Le premier saisissant ne peut, dans une distribution, exercer un privilège que si le jugement de validité de saisie-arrêt dont il est porteur a déjà acquis l'autorité de la chose jugée au moment où d'autres créanciers élèvent eux-mêmes des prétentions sur les deniers arrêtés : Tunis, 9 mars 1896 (96, 237). — *5.* Il ne saurait en outre, être en droit de réclamer l'attribution des deniers saisis, qu'autant qu'il aurait signifié au tiers saisi le jugement de validité de saisie arrêt rendu à son profit, cette formalité étant nécessaire pour faire connaître aux tiers conformément à l'art. 1690 du Code civil, la cession de créance opérée à son profit par ledit jugement de validité : Tunis, 9 mars 1896 (96, 237). — *6.* Lorsque, parmi de nombreuses oppositions, à la charge desquelles le produit d'une vente mobilière a été déposé à la Caisse des dépôts et consignations, la plupart, n'ayant point été renouvelées dans les cinq ans, se trouvent périmées par application des art. 14 de la loi du 9 juillet 1836 et 11 de la loi du 8 juillet 1837, il suffit cependant que celles desdites oppositions que la péremption n'a pas atteintes et qui continuent à produire effet, aient été formées pour un chiffre global supérieur au montant de la somme consignée, pour que celle ci soit frappée d'indisponibilité totale, et qu'il n'en puisse, dès lors, être fait aucun transport, soit volontaire, soit judiciaire ; Cass. civ., 6 juill. 1899 (99, 520). — *7.* Spécialement, en ce cas, un

jugement ayant validé une nouvelle saisie-arrêt pratiquée par un créancier postérieurement à la consignation, ne peut attribuer à ce créancier, qui l'a obtenu, un droit de préférence vis-à-vis des autres créanciers, qui n'ont été ni parties ni représentés audit jugement de validité : Cass. civ., 6 juill. 1899 (99, 520). — *8*. Et il n'y a du reste, à cet égard, aucune distinction à faire entre les créanciers opposants et les créanciers non opposants, ou dont les oppositions sont périmées, tous ayant le droit d'être colloqués au marc le franc dans la distribution ouverte sur la somme consignée, à la condition d'y avoir produit dans les délais fixés par la loi : Cass. civ., 6 juill. 1899 (99, 520).

SECTION II

Droit tunisien.

9. Au cas où plusieurs créanciers font valoir leurs titres contre un même débiteur, il y a lieu de réaliser ses biens mobiliers et d'en distribuer le prix ; au cas d'insuffisance pour le paiement de toutes les dettes, les immeubles du débiteur doivent être aussi vendus successivement jusqu'à ce que la somme nécessaire pour l'extinction des dettes ait été produite : Ouzara, 5 févr. 1891 (99, 290). — *10*. La distribution des deniers ainsi produits est faite entre les créanciers au prorata de leurs créances en principal et accessoires, après que les productions ont été provoquées par une publication faite au Journal Officiel par le Caïd : Ouzara, 5 févr. 1891 (99, 290).

DIVORCE

Voir : Aliments. — Compétence civile, ch. II sect. II et ch. IV sect. I. — Exequatur, ch. I sect. III. — Garde d'enfants. — Mariage. — Séparation de corps.

Bibliographie. — Abribat, *Rec. Ettouati*, p. 31. — Benoit-Lévy, *Notice* (Ann. législ. franç. 1886, p. 187. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 11 et 88. — De Dianous, *Législ. tun.*, p. 301.

CHAPITRE PREMIER

Compétence et procédure.

SECTION PREMIÈRE

Compétence.

1. En matière de divorce, le changement de domicile du mari n'a aucune influence sur la compétence, s'il se produit après que le Tribunal a été

saisi de la demande : Sousse, 20 juill. 1899 (00, 379) ; Tunis, 22 mai 1907 (07, 477). — *2*. Le Tribunal est réputé saisi par la requête présentée par l'époux demandeur au Président du Tribunal à l'effet d'être autorisé à citer son conjoint à comparaître devant ce magistrat : Sousse, 20 juill. 1899 (00, 379) ; Tunis, 22 mai 1907 (07, 477). — *3*. L'incompétence, en matière de divorce, doit être soulevée devant le Président du Tribunal, avant la présentation de toutes explications ou moyens de défense : Tunis, 22 mai 1907 (07, 477). — *4*. C'est, en matière de divorce comme en toute autre matière, le domicile du défendeur qui règle la compétence du Tribunal devant lequel l'action doit être portée : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 330). — *5*. La femme demanderesse qui a été abandonnée par son mari l'assigne valablement en divorce devant le Tribunal du dernier domicile conjugal, alors que le défendeur n'établit pas qu'il a acquis régulièrement un autre domicile : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 330). — *6*. Il en est ainsi bien que l'assignation lui ait été transmise par voie diplomatique à l'étranger et qu'elle l'y ait touché, car il ne s'ensuit pas qu'il y possède un établissement stable et un véritable domicile : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 330). — *7*. Les juridictions de l'empire d'Allemagne sont, en matière de divorce, accessibles aux allemands fixés à l'étranger, même s'ils n'ont conservé aucun domicile en Allemagne : Civ. Seine, 20 janv. 1902 (03, 324). — *8*. Par suite, les juridictions françaises ne sauraient se substituer aux juridictions allemandes pour trancher une question de divorce intéressant des époux allemands en résidence sur le territoire français : Civ. Seine, 20 janv. 1902 (03, 324). — *9*. Toutefois, le Tribunal français saisi de la demande en divorce ne peut, sans déni de justice, refuser à l'époux demandeur les provisions qui lui sont immédiatement nécessaires, soit à titre alimentaire, soit pour les premiers besoins de la procédure : Civ. Seine, 20 janv. 1902 (03, 324). — *10*. Lorsqu'après un pourvoi formé contre un arrêt rendu sur une demande en divorce, il y a lieu de fixer les mesures provisoires, telles que la garde des enfants, qui doivent être prises en attendant que la Cour de cassation ait statué sur le pourvoi, dont l'effet est suspensif, c'est à la Cour d'appel qui a rendu l'arrêt sur le fond, et non au juge des référés ou au Tribunal qu'il appartient de se prononcer : Poitiers, 11 nov. 1907 (08, 230). — *11*. L'art. 5 § 2 de la Convention de la Haye du 12 juin 1902, aux termes duquel, en cas d'abandon et de changement de domicile opéré après que la cause du divorce ou de la séparation de corps est intervenue, la demande peut aussi être formée devant la juridiction compétente du dernier domicile connu, est applicable au cas où l'un des époux a été expulsé, à raison de sa mauvaise conduite, du lieu où se trouvait ce dernier domicile : C. civ., Genève, 28 avril 1906 (08, 419). — *12*. La juridiction française est incompétente d'une façon absolue pour connaître des contestations relatives au statut personnel qui s'agitent entre sujets tunisiens : Tunis,

18 oct. 1905 (05, 637). — *13*. Elle doit donc se dessaisir d'office de la demande en divorce introduite devant elle par une femme musulmane habitant la Tunisie qui n'établit pas qu'elle, ou celui qu'elle prétend être son mari, a une autre nationalité que la nationalité tunisienne : Tunis, 18 oct. 1905 (05, 637).

SECTION II.

Procédure préliminaire.

14. L'époux demandeur en divorce que son indigence empêche de se présenter devant le Président du Tribunal compétent pour déposer la requête prescrite par l'art. 234 C. civ., peut requérir et les présidents peuvent donner commission rogatoire au Président du Tribunal de la résidence dudit époux aux fins de recevoir sa requête. L'art. 1035 C. proc. civ. est général et permet cette mesure qui n'est pas interdite par l'art. 234 : Tunis, 9 déc. 1895 (96, 55) ; Alger, 21 déc. 1905 (06, 558). — *15*. C'est par voie de requête que doit procéder, pour faire appel, l'époux qui ayant présenté requête au Président du Tribunal aux fins d'introduction d'instance de divorce et ayant demandé à ce sujet qu'il fut donné commission rogatoire, a vu rejeter sa demande par ordonnance du Président : Alger, 23 nov. 1905 (06, 504). — *16*. L'art. 234 C. civ. implique que le demandeur n'a la faculté de faire déposer sa requête en divorce en cas d'empêchement dûment constaté, au lieu de la présenter en personne, que s'il réside dans l'arrondissement du tribunal compétent, afin que le président de ce tribunal puisse se transporter auprès de lui : Rouen, 19 juill. 1905 (06, 414).— *17*. Par suite, le demandeur résidant à l'étranger n'est pas dispensé de la présentation en personne de sa requête : Rouen, 19 juill. 1905 (06, 414). — *18*. Dautre part, ce n'est que pour la tentative de conciliation que le président peut recourir à une commission rogatoire : Rouen, 19 juillet 1905 (06, 414).— *19*. Une femme qui a l'intention d'introduire une instance en divorce peut être autorisée à faire apposer les scellés dans les locaux occupés par son mari, soit en son nom, soit au nom d'une dame : Paris, 9 nov. 1905 (06, 423). — *20*. L'ordonnance qui a subordonné l'autorisation des scellés à la confection préalable d'un inventaire doit être infirmée quant à ce : Paris, 9 nov. 1905 (06, 423). — *21*. Le Président du Tribunal, compétent pour statuer sur la résidence de la femme pendant l'instance en divorce, a le droit d'apprécier, d'après les circonstances de la cause, où cette résidence doit être fixée : Cass. req., 18 janvier 1892 (96, 357). — *22*. Il peut notamment désigner le domicile conjugal, et, par une conséquence nécessaire, ordonner au mari d'en sortir : Cass. req., 18 janv. 1892 (96, 357). — *23*. La lettre missive envoyée par un commissionnaire reste la propriété de celui qui en est l'auteur tant qu'elle n'est pas passée aux mains du destinataire : Tunis, 2 fév. 1887 (96, 96).— *24*. Par

suite, si cette lettre, adressée à une femme mariée, a été saisie par le mari entre les mains du commissionnaire, il n'appartient pas au juge des référés de l'ouvrir, sur la demande du mari, alors que l'envoyeur n'intervient pas et que la femme refuse de la recevoir : Tunis, 2 févr. 1887 (96, 96). — *25*. Il peut seulement en ordonner le dépôt au greffe, au cas où il existe une instance en divorce pendante entre les parties, pour que l'ouverture puisse en être demandée et ordonnée par qui de droit s'il y a lieu : le juge peut aussi ordonner que la lettre sera détruite par lui, en présence des parties, après la terminaison de l'instance, s'il n'en a pas été régulièrement disposé auparavant : Tunis, 2 févr. 1887 (96, 96). — *26*. Aux termes de l'art. 241 C. civ., la femme demanderesse en divorce est tenue de justifier de sa résidence dans la maison qui lui a été assignée par le juge, toutes les fois qu'elle en est requise : Orléans, 22 févr. 1907 (07,551). — *27*. A défaut de cette justification, le mari peut la faire déclarer non recevable à continuer la poursuite. Cette fin de non recevoir peut être proposée pour la première fois en cause d'appel : Orléans, 22 févr. 1907 (07, 551). — *28*. Quand la femme quitte la résidence à elle assignée par le président du Tribunal, le mari ne fait qu'user du droit que lui confère l'art. 241 C. civ., en cessant la pension qu'il doit lui servir pendant l'instance : Bordeaux, 12 févr. 1906 (06, 648). — *29*. On ne saurait refuser au Tribunal entier, statuant en matière de divorce sur les mesures urgentes pendant le procès, le pouvoir d'ordonner l'exécution provisoire qui est conférée expressément par la loi au juge conciliateur décidant les mêmes mesures ; il en est ainsi pour la provision *ad litem*, pour la pension alimentaire et pour la garde des enfants: Alger, 15 avr. 1907 (07, 582).

SECTION III

Demandes reconventionnelles.

30. Si, aux termes de l'art. 239 C. civ. modifié par la loi du 18 avr. 1886 une demande reconventionnelle en divorce peut être faite par un simple acte de conclusions, cette règle est applicable seulement au cas ou l'action principale a également pour objet une demande en divorce : Tunis, 27 janv. 1896 (96, 137) ; 21 déc. 1896 (97, 408) ; Civ. Rocroi, 28 janv. 1903 (04, 428). — *31*. La demande en divorce formée reconventionnellement, par un simple acte de conclusions, dans une instance principale en séparation de corps, est irrecevable ; en effet, ce mode de procéder a pour résultat l'omission d'une formalité préliminaire, la tentative de conciliation devant le Président du Tribunal, formalité qui est indispensable et prescrite à peine de nullité : Tunis, 27 janv. 1896 (96, 137) ; 21 déc. 1896 (97, 408) ; civ. Rocroi, 28 janv. 1903 (04, 428).

SECTION IV

Sursis à statuer.

32. Lorsqu'un Tribunal a sursis à prononcer le divorce, par application de l'art. 246 C. civ., il a épuisé son droit et le prononcé du divorce, que la loi lui permettait seulement de différer, est désormais subordonné à la volonté des parties : Paris, 13 nov. 1905 (06, 424). — *33.* En conséquence si, à l'expiration du délai, l'un des époux requiert le divorce, le Tribunal est tenu de le prononcer ; il ne peut pas ouvrir de nouveaux débats et ordonner une enquête : Puris, 13 nov. 1905 (06, 424). — *34.* Au cas où le tribunal déclare la demande en divorce établie, mais surseoit à statuer par application de l'art. 246 C. civ., le mari n'est pas recevable, à l'expiration du délai d'épreuve et lorsque l'affaire revient le tribunal pour jugement au fond, à former une demande reconventionnelle : Aix, 22 mai 1906 (07, 222). — *35.* Par contre, la demande reconventionnelle formée devant la Cour par le mari, appelant du jugement au fond rendu après le délai d'épreuve, est recevable : Aix, 22 mai 1906 (C7, 222).

SECTION V

Jugements spéciaux à la matière.

36. Aux termes de l'art. 247 § 2 C. civ., il n'est nécessaire de commettre un huissier que pour la signification des jugements ou arrêts qui prononcent le divorce par défaut contre partie ; cette formalité n'est pas prescrite pour les jugements ou arrêts par défaut contre avoué ou faute de conclure : Alger, 12 mars 1900 (00, 355). — *37.* La loi du 18 avril 1886 modifiant l'art. 247 du Code civil, n'a pas modifié la règle de procédure générale de l'art. 158 du Code de procédure en ce qui concerne les délais d'opposition aux jugements de défaut avant dire droit, en matière de divorce ; elle ne vise en effet que les jugements de défaut prononçant le divorce : Tunis, 31 mai 1899 (99, 486). — *38.* Aux termes de l'art. 247 C. civ. l'opposition à un jugement par défaut qui a prononcé le divorce n'est recevable que dans le mois de la signification : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 104). — *39.* Ce délai ne doit pas être augmenté à raison des distances et l'art. 1033 C. proc. civ. est dans ce cas inapplicable : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 104). — *40.* Aux termes de l'art. 249 C. civ. fr., le jugement qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement : Tunis, 15 juill. 1895 (95, 470). — *41.* Dès lors l'époux français qui a fait opposition au jugement par défaut qui a prononcé son divorce d'avec son conjoint, n'est pas recevable à se désister de cette opposition : Tunis, 15 juill. 1895 (95, 470). — *42.* Les règles applicables aux jugements de défaut en matière de divorce n'étant pas énoncées par les art. 236 et 244 C. civ., ce sont les règles ordinaires des art. 156 et s. C. proc. civ. qui sont applicables aux

jugements par défaut rendus dans les instances en séparation de corps, notamment en ce qui concerne la péremption : Civ. Toulouse, 21 fév. 1906 (06, 619). – **43**. En Algérie, pour les jugements de divorce, les délais ne sont pas ceux de l'art. 16 de l'ordonnance du 16 avril 1843, mais ceux de l'art. 443 C. proc. civ. rendus applicables à l'Algérie par la loi du 20 avril 1886 : Alger, 25 avr. 1893 (93, 251). -- **44**. La femme bénéficiaire d'un jugement lui accordant, à titre provisoire, une pension alimentaire peut, même après le jugement qui prononce le divorce à ses torts, dont elle a fait appel, poursuivre, tant que cet appel n'est pas vidé, le paiement de sa pension : Alger, 10 nov. 1904 (06, 59). — **45**. Lorsque, appréciant les circonstances dans lesquelles est intervenu un jugement de séparation de corps, le juge estime que la pension alimentaire allouée à la femme a le caractère d'une indemnité et a été accordée à celle-ci par application de l'art. 301 C. civ. il décide à bon droit que cette pension doit subsister à son profit après le jugement qui prononce la conversion de la séparation de corps en divorce : Cass. req., 27 déc. 1905 (06, 558).

SECTION VI

Transcription du jugement

46. La femme qui signifie un jugement de divorce à son mari est recevable à en interjeter appel, même après le délai de deux mois après la signification et encore bien que le mari ait fait transcrire ledit jugement, parce que les délais de procédure ne courent contre une partie qu'en raison des actes qu'on lui signifie et non en raison des actes qu'elle signifie elle-même : Besançon, 9 mars 1907 (07, 579). -- **47**. La disposition de l'article 252 C. civ. qui déclare qu'à défaut par les parties d'avoir requis la transcription du jugement de divorce dans les deux mois du jour où il est devenu définitif, le divorce est considéré comme nul et non avenu, institue une déchéance d'ordre public qui anéantit légalement le divorce : Civ. Marseille, 25 févr. 1904 (05, 339). — **48**. Néanmoins cette déchéance, basée sur une exception de renonciation, ne saurait être encourue lorsque le défaut de transcription doit être attribué à des circonstances de force majeure : Civ. Marseille, 25 févr. 1904 (05, 339). — **49**. Aux termes des art. 244 et 252 C. civ. le divorce n'existe qu'autant que la décision qui le prononce a été transcrite sur les registres de l'état civil : Civ. Versailles, 6 févr. 1907 (07, 549). — **50**. En conséquence, si l'un des époux vient à décéder après que le jugement de divorce est passé en force de chose jugée, mais avant que la transcription en ait été opérée, l'autre époux conserve le droit d'invoquer, sur la succession du de cujus, le bénéfice de l'usufruit institué au profit du conjoint survivant par l'art. 767 C. civ. puisqu'il n'est pas légalement divorcé : Civ. Versailles, 6 févr. 1907 (07, 549).

SECTION VII.

Appel.

51. Le désistement équivaut à un acquiescement. Par suite le désistement de l'appel interjeté par la partie contre laquelle le divorce a été prononcé doit être considéré comme nul et inefficace : Bordeaux, 21 nov. 1906 (07, 577). — *52*. Aucune disposition légale n'interdit le désistement d'appel en matière de divorce : Lyon, 26 févr. 1907 (07, 577). — *53*. Les dispositions accessoires contenues dans les jugements de divorce ne sont pas susceptibles d'acquiescement, tout comme la disposition principale, dont elles sont, en principe la conséquence fatale : Caen, 26 juin 1907 (08, 227). — *54*. On ne saurait, dès lors, prétendre qu'un mari n'est plus recevable à porter l'appel du jugement qui a prononcé divorce à son profit, mais en confiant à la femme les deux plus jeunes enfants, sous le prétexte qu'avant l'appel, il aurait, en conformité du jugement, conduit ces derniers chez leur mère : Caen, 26 juin 1907 (08, 227).

SECTION VIII.

Conversion de séparation de corps en divorce.

55. Les époux séparés de corps peuvent former une demande principale en divorce, malgré l'existence de la séparation de corps, et avant l'expiration des délais fixés par la loi pour la conversion, si la demande se base sur des motifs postérieurs à l'arrêt qui a prononcé la séparation : Tunis, 21 mars 1892 (96, 457). — *56*. La femme d'origine française qui a épousé un étranger sans perdre sa nationalité française (notamment un chilien), peut se prévaloir en France des dispositions de l'art. 310 C. civ. franç. qui permet la transformation de la séparation de corps en divorce après l'expiration d'un délai de trois ans : Civ. Seine, 13 décembre 1898 (03, 95). — *57*. On ne peut admettre la conversion en divorce d'un jugement de séparation de corps rendu au Chili pour incompatibitité d'humeur et par consentement mutuel, alors que la loi n'admet pas l'incompatibilité d'humeur comme cause de divorce et que le consentement mutuel n'a pas été rétabli par la législation française : Paris, 14 mai 1902 (03, 526) — *58*. Les tribunaux ont le pouvoir d'apprécier, d'après les circonstances de la cause, s'il y a lieu d'accueillir ou de rejeter la demande de conversion de séparation de corps en divorce : Cass. req., 18 févr. 1908 (08, 529). — *59*. L'art. 310 C. civ. a conféré aux tribunaux le pouvoir d'apprécier, d'après les circonstances, s'il y a lieu d'acceuillir ou de rejeter la demande de conversion formée par le mari, si l'attitude de celui ci est restée outrageante pour sa femme. au profit de qui la séparation de corps a été prononcée, et à la charge de laquelle il n'est invoqué aucun grief pouvant

contrebalancer les torts passés du mari à son égard : Cass. req., 11 nov. 1907 (08, 229).

SECTION IX.

Prononciation simultanée de la séparation de corps et du divorce.

60. Le divorce ayant pour effet de rompre définitivement et complètement le lien conjugal, il est inadmissible que ce lien puisse être renoué en partie, par la prononciation simultanée de la séparation de corps au profit de la femme, de telle sorte que le mari pourrait se remarier, alors que ce serait interdit à la femme : Alger, 19 juin 1895 (96, 23). — *61*. En présence d'une demande de divorce formée par un des époux, et d'une demande reconventionnelle de séparation de corps formée par l'autre, le juge peut, s'il reconnaît que ces actions sont toutes deux fondées, prononcer le divoree au profit de l'un et la séparation de corps au profit de l'autre: Cass. req., 16 mai 1899 (99, 337). — *62*. D'une part, en effet, le juge ne peut pas se dispenser de statuer sur chacune des deux demandes, puisqu'il se peut que le divorce, quoique prononcé, reste sans effet, faute d'avoir été transcrit : Cass. req., 16 mai 1899 (99, 337). — *63*. D'autre part, il n'y a aucune contradiction entre les deux dispositions, car celle qui prononce la séparation de corps ne peut produire effet que si le divorce n'est pas réalisé : Cass. req., 16 mai 1899 (99, 337). — *64*. Aucune disposition de loi n'interdit aux tribunaux d'ordonner concurremment le divorce au profit d'un époux et la séparation de corps au profit de l'autre : Tunis, 12 juin 1893 (94, 300).

CHAPITRE II.

Causes du divorce.

SECTION PREMIÈRE.

Injures.

65. La gravité, souverainement appréciée par les juges du fait, est la seule condition à laquelle est soumise l'injure susceptible de justifier la demande en divorce : Cass. civ., 13 janv. 1908 (08, 380). — *66*. Et, particulièrement, il n'est pas nécessaire que le fait injurieux soit parvenu directement à la connaissance de l'époux outragé : Cass. civ., 13 janv. 1908 (08, 380). — *67*. Il suffit qu'il l'ait appris par un tiers : Cass. civ., 13 janv. 1908 (08 380). — *68*. Lorsque la femme, pourvue d'une dot brillante, n'a épousé son mari que parce que celui-ci, déjà clerc de notaire, devait acquérir, avec le concours de sa nouvelle famille, une charge de notaire, le fait par le mari d'avoir répudié toute profession honnête pour fonder dans les bas-fonds du notariat une agence interlope constitue, au regard de

la femme une injure grave de nature à justifier une demande en divorce : Paris, 4 déc. 1899 (00, 117). — *69*. L'injure grave de nature à justifier la prononciation du divorce au profit de la femme peut résulter de ce que le mari a, depuis son mariage, contracté des habitudes de jeu qui ont compromis sa dignité et ont été pour sa femme une source de vexations et d'humiliations personnelles et que, ayant un grade dans l'armée, il a été traduit devant un conseil d'enquête et mis en disponibilité par retrait d'emploi : Cass. req., 6 mai 1907 (07, 583). — *70*. Des écarts de conduite momentanés, pouvant être occasionnés par de mauvaises fréquentations accidentelles, ne constituent pas les excès, sévices et injures graves exigés par la loi pour faire prononcer la rupture du lien conjugal : Sousse, 24 oct. 1901 (02, 393). — *71*. La demande en divorce formée par la femme et fondée sur des propos injurieux et grossiers qu'elle impute à son mari, est à bon droit rejetée par les juges du fond qui constatent que ces propos ont été provoqués par le mauvais caractère de la demanderesse et par les vexations qu'elle faisait subir à son mari : Cass. req., 14 janv. 1908 (08, 464). — *72*. Alors surtout que les paroles, plus grossières qu'injurieuses, s'expliquent par le milieu où elles ont été proférées : Cass. req., 14 janv. 1908 (08, 464). — *73*. Si un fait isolé d'ivrognerie ne saurait par lui-même constituer une injure grave de nature à faire prononcer le divorce, il en est autrement lorsque l'ivresse revêt un caractère habituel et qu'elle se produit tous les jours d'une manière scandaleuse en présence de témoins : Chambéry, 13 mars 1905 (06, 237) ; Poitiers, 30 juill. 1906 (07, 381). — *74*. Les habitudes d'ivrognerie ne deviennent un motif de divorce que lorsqu'elles sont manifestes, qu'elles causent un scandale public, qu'elles sont accompagnées de gestes et de propos injurieux pour le conjoint : Agen, 30 janv. 1905 (06, 159). — *75*. L'aliénation mentale de l'un des époux n'est une cause de divorce pour son conjoint que si elle est due à l'alcoolisme et a été précédée de scènes d'ivrognerie injurieuses pour le conjoint : Agen, 30 janv. 1905 (06, 159). — *76*. Ne sont pas une cause suffisante de divorce des habitudes d'intempérance, d'ailleurs passagères, de la femme, si elles n'ont donné lieu à aucun scandale public, ni même à aucune scène domestique de quelque gravité : Sousse, 23 janv. 1902 (03, 28). — 77. Au surplus, les époux se doivent mutuellement secours et assistance et le mari doit protection à sa femme ; en supposant établi le vice d'ivrognerie de la femme, le mari ne pourrait s'en faire grief en vue du divorce que s'il établissait qu'il a, sincèrement et persévéramment tenté d'y apporter remède, et que le vice est néanmoins devenu invétéré : Sousse, 23 janv. 1902 (03, 28). — *78*. Un mari, qui a eu l'indignité de relever sa femme du devoir de fidélité, ne peut pas se faire plus tard contre elle un grief de divorce de ce que, se laissant momentanément influencer par ses théories, elle l'a prié de lui choisir un amant : Bordeaux, 11 févr. 1907 (07, 550). —

79. Le non accomplissement du devoir conjugal est constitutif de l'injure grave de nature à motiver le divorce, à condition qu'il soit volontaire : Civ. St Sever, 21 juin 1907 (08, 115). — *80.* Mais on doit aussi considérer comme une injure grave le fait par le mari de dissimuler avant le mariage son état d'impuissance : Civ. St Sever, 21 juin 1907 (08, 115). — *81.* Le juge peut, sans contester le droit de surveillance du mari, lorsqu'il peut craindre que l'influence de ses beaux parents ne jette le trouble dans son ménage, estimer que le mari a fait de son droit un usage abusif, notamment, en interceptant au bureau de poste et en décachetant non seulement les lettres adressées à sa femme par la famille de celle-ci, mais les lettres écrites par sa femme à sa mère : Cass. req., 6 août 1907 (08, 192). — *82.* Dans ces conditions, en décidant qu'un tel procédé d'inquisition ne constitue pas seulement une atteinte à la dignité de l'épouse, mais un outrage aussi cruel qu'immérité, les juges du fait exercent leur pouvoir d'appréciation dans des conditions qui, à défaut de toute définition légale de l'injure grave, échappe au contrôle de la Cour de cassation : Cass. req., 6 août 1907 (08, 192).

SECTION II

Abandon du domicile conjugal.

83. Constitue une injure grave à l'égard du mari, l'abandon par la femme du domicile conjugal suivie, malgré une sommation, de refus de le réintégrer et de lettres injurieuses : Bordeaux, 12 févr. 1906 (06, 648). — *84.* On ne peut considérer comme une injure grave de nature à entraîner le divorce au profit du mari l'abandon par la femme du domicile conjugal motivé par des scènes violentes que son époux lui a fait subir : Cass. req., 27 janv. 1908 (08, 467). — *85.* Ou si la femme n'a abandonné le domicile conjugal que parce que son mari habitait avec sa propre mère et sedéclare prête à retourner avec son mari, s'il prend un domicile séparé : Civ. Corbeil, 15 mai 1907 (08, 59). — *86.* Pour que l'abandon du domicile conjugal constitue une injure, il doit être spontané, conscient, libre et volontaire : Civ. Seine, 25 mars 1904 (05 395). — *87.* En conséquence, le départ d'une femme du domicile conjugal et son refus d'y rentrer ne sont pas de nature à faire prononcer le divorce contre elle, lorsqu'il est démontré que cette femme n'a cédé qu'aux conseils et à la pression des membres de sa famille : Civ. Seine, 25 mars 1904 (05, 395).

SECTION III

Condamnations

88. Bien qu'elles n'aient pas le caractère afflictif et infamant prévu par l'art. 232 C. civ., les condamnations correctionnelles, et spécialement, la

condamnation à l'emprisonnement, peuvent justifier la demande en divorce, si le fait qui a motivé la condamnation de l'un des époux peut constituer par lui-même, à l'égard de l'autre époux, une injure grave dans le sens de l'art. 231 C. civ : Paris, 4 déc. 1899 (00,117). — *89*. Il en est ainsi, spécialement, au cas où le mari a été condamné à une peine d'emprisonnement pour escroquerie, motivée par des fraudes en matière de dot, des remplois mensongers, des falsifications de pièces et autres entreprises de même sorte, d'une nature très audacieuse, desquelles sont résultés le trouble et la ruine dans beaucoup de familles : Paris, 4 déc. 1899 (00, 117).

SECTION IV

Demande reconventionnelle injurieuse.

90. Le juge du fond use de son pouvoir souverain d'appréciation en déclarant que les accusations portées par le mari contre sa femme, devant le Tribunal, à l'appui de sa demande reconventionnelle en divorce, avaient le caractère d'une injure rendant la femme fondée en sa demande : Cass. req, 20 févr. 1905 (06,235).

SECTION V

Exception de réconciliation.

91. Il est de jurisprudence que des faits et injures déclarés non pertinents dans une instance antérieure en séparation de corps, peuvent revivre et acquérir le degré de pertinence nécessaire, pour servir de base à une nouvelle demande en divorce, par la survenance de faits nouveaux susceptibles de justifier ladite demande : Tunis, 17 déc. 1902 (03,130). — *92*. Auraient ce caractère de faits nouveaux, susceptibles de faire revivre les faits anciens jugés insuffisants, la correspondance dans laquelle l'époux défendeur se serait répandu en commentaires injurieux sur la personne de son conjoint avec les membres de la famille de celui-ci, et l'obstacle à des relations entre un enfant issu du mariage et l'époux fugitif : Tunis, 17 déc. 1902 (03,130). — *93*. Aussi convient-il d'autoriser la preuve par témoins desdits faits, ainsi que des faits antérieurs à la première décision, s'ils sont allégués par l'époux qui demande le divorce après avoir succombé dans une demande en séparation de corps : Tunis, 17 déc. 1902 (03,130). — *94*. La question de savoir s'il y a eu réconciliation entre les époux, en matière de divorce, est du domaine de l'appréciation souveraine des juges du fait : Cass. req., 9 mai 1904 (05,422). — *95*. L'exception introduite dans l'art. 244 C. civ., tirée de la réconciliation des époux, est d'ordre public et doit, dès lors, être suppléée d'office par le juge : Cass. req., 9 mai 1904 (05,422),

CHAPITRE III
Droit applicable

SECTION PREMIÈRE
Exception de nationalité.

96. La validité d'un divorce dépend exclusivement de la législation qui régissait les époux lors de l'introduction de l'instance: C. mixte Alexandrie, 1er juin 1897 (99,144). — *97.* Lorsque des étrangers portent devant les Tribunaux français une action concernant leur état, le litige ne peut être apprécié que d'après les dispositions de leur loi nationale: Cass. civ., 30 oct. 1905 (06,421). — *98.* Cette règle s'applique notamment aux instances en divorce, qui intéressent essentiellement l'état des personnes: Cass. civ., 30 oct. 1905 (06,421). — *99.* Il importe peu que le mariage ait été célébré devant un officier de l'état civil français: en soumettant leur union aux formes instituées par la loi française, les époux ne peuvent soustraire les conditions de sa rupture à l'empire de leur statut personnel: Cass. civ , 30 oct. 1905 (06,421). — *100.* Par suite la femme israélite autrichienne mariée civilement seulement à Paris avec un autrichien juif qui ne justifie d'aucun renoncement à sa nationalité et à sa religion, n'est pas recevable à demander le divorce en France: Cass. civ., 30 oct. 1905 (06,421. — *101.* L'époux, défendeur à une action en divorce dirigée contre lui, qui excipe, pour la repousser, de son statut personnel, qui n'admettrait pas ce mode de rupture du lien conjugal, a la charge d'établir que son statut personnel est bien celui auquel il prétend : Tunis, 12 juin 1893 (94,300). — *102.* Il doit être débouté de son exception, s'il ne peut établir qu'il appartienne à une nation dont la loi repousse le divorce : Tunis, 12 juin 1893 (94, 300).

SECTION II
Effets de la naturalisation

103. L'époux d'origine étrangère marié dans son pays avec une de ses compatriotes, et qui, postérieurement, se fait naturaliser français, ne peut former devant les Tribunaux français une demande en divorce contre sa femme demeurée étrangère, que si la législation sous laquelle le ma- a été contracté admet le divorce : Cass. req., 10 juin 1898 (98,484). — *104.* L'étranger dont la loi nationale n'admet pas le divorce peut cependant le demander, en se conformant aux conditions exigées par la loi française, si, depuis son mariage, il a été naturalisé français : Tunis, 21 mars 1892 (96, 457). — *105.* Il en est ainsi, alors même que l'étranger spécialement un italien, n'aurait demandé sa naturalisation que dans le but de pouvoir obtenir son divorce, si cette naturalisation est réelle, sé-

rieuse, conforme à la loi et prononcée par l'autorité compétente ; elle ne peut en effet être considérée, dans ces conditions, par la juridiction française, comme un acte fictif et frauduleux : Tunis, 21 mars 1892 (96,457). — ***106***. L'époux italien qui, seul, a acquis la nationalité française, ne peut demander le divorce contre son conjoint resté italien : Civ. Nice, 9 déc. 1896 (97,298). — ***107***. Est recevable la demande en divorce formée par l'étranger naturalisé français au cours d'un mariage contracté sous l'empire de loi italienne. En effet, l'étranger acquiert, en vertu du nouveau statut personnel auquel le soumet l'art. 3 du Code civil, la jouissance des droits civils telle que la loi française l'accorde aux français d'origine : Alger, 13 déc. 1897 (98, 180 bis). — ***108***. Les effets du statut personnel différent de la femme restée étrangère ne sauraient neutraliser ceux du statut dont le marie bénéficie, chaque nation exerçant sans réserves la souveraineté sur son territoire et les tribunaux devant, en cas de conflit des lois, donner la préférence à la loi de leur pays, surtout dans une matière qui touche à l'ordre public : Alger, 13 déc, 1897 (98, 180 bis). — ***109***. La femme, italienne par son mariage, qui a bénéficié en France d'un jugement de séparation de corps, et qui, postérieurement, obtient, même sans l'autorisation de son mari, la naturalisation française, peut, conformément à son nouveau statut personnel, demander aux tribunaux français, dès l'expiration du délai de trois ans à compter du jour où le jugement de séparation de corps est devenu définitif, la conversion de ce jugement en jugement de divorce, bien que le statut personnel, qui était le sien au moment du mariage, fut et soit resté prohibitif du divorce : Paris, 7 avr. 1903 (03 ,327). — ***110***. Si, à partir du décret qui l'a naturalisé français, l'italien cesse d'être régi par sa loi nationale pour être régi par la loi française, les effets nouveaux et différents de cette dernière loi ne sauraient être opposés aux tiers qui avaient contracté avec lui, en particulier, à sa femme, qui s'était mariée avec lui en tant qu'italien, et qui est restée italienne : Civ. Nice, 10 janv. 1894 (94, 341). — ***111***. En conséquence le mari italien devenu français est irrecevable à demander le divorce, qui n'est pas admis par la loi personnelle de la femme restée italienne : Civ. Nice. 10 janv. 1894 (94, 341). — ***112***. Il serait contraire à la loi et à la raison de rompre le lien du mariage pour l'un des époux et de le maintenir pour l'autre : Civ. Nice, 10 janv. 1894 (94, 341). — ***113***. L'américaine d'origine, épouse d'un italien naturalisé français postérieurement au mariage, domiciliée en Tunisie et non naturalisée française elle même, peut obtenir le divorce d'avec son mari, soit qu'on la considère comme ayant recouvré sa nationalité d'origine, qui permet le divorce, soit qu'on la considère comme soumise, quant à son statut personnel, à la loi française, qui le permet également : Tunis, 21 mars 1892 (96, 457). — ***114***. Lorsque des étrangers (en l'espèce des portugais dont la loi n'admet pas le divorce) ont,

dans le cours d'une instance en divorce engagée en Allemagne, acquis la nationalité allemande, ils peuvent, à l'appui de leur demande, faire valoir des motifs de divorce survenus depuis qu'ils ont acquis leur nouvelle nationalité, et admis par la loi allemande : Trib. sup. Berlin, 4 juill. 1901 (04, 535).

SECTION III

Droits étrangers.

§ I. — **Droit italien.**

115. Le jugement étranger qui a prononcé le divorce entre étrangers, conformément à leur statut personnel, ne peut être rendu exécutoire en Italie : App. Milan, 10 févr. 1903 (05, 247). — ***116***. Il y a lieu d'accorder en Italie l'exequatur au jugement d'un tribunal suisse qui a prononcé légalement le divorce entre une italienne et un étranger, bien que le mariage ait été contracté en Italie : App. Palerme, 15 sept. 1900 (03, 141) ; App. Venise, 30 juill. 1901 (04, 26). — ***117***. Jugé en sens contraire qu'on ne peut rendre exécutoire en Italie le jugement étranger qui a prononcé le divorce entre des italiens naturalisés à l'étranger : Cass. Florence, 6 déc. 1902 (05, 580) ; App. Lucques, 26 juin 1903 (05, 584). — ***118***. Mais, lorsque des étrangers ont obtenu le divorce dans leur pays et par application de leur loi nationale, l'ordre public ne s'oppose pas à ce que les tribunaux italiens appliquent les conséquences juridiques du jugement de divorce prononcé à l'étranger : Cass. Florence, 6 déc. 1902 (05, 580). — ***119***. Ce n'est en effet que reconnaître en Italie un fait qui intéresse le statut personnel de ces étrangers et qui est réglé par leur loi nationale : Cass. Florence, 6 déc. 1902 (05, 580). — ***120***. Il importe peu qu'il s'agisse d'un mariage contracté en Italie par des époux dont l'un était italien et a obtenu le divorce dans un pays où ce mode de dissolution du mariage était admis, après avoir renoncé à sa nationalité d'origine pour acquérir celle de ce pays : Cass. Florence, 6 déc. 1902 (05, 580). — ***121***. Le mariage contracté par un étranger en Italie est soumis à la loi italienne quant à la détermination de tous ses effets et, par suite, ne peut être dissous que par la mort d'un des conjoints : Cass. Turin, 21 nov. 1900 (01, 444). — ***122***. L'étranger qui, dans ces conditions (après s'être marié en Italie) a fait prononcer le divorce dans sa patrie, ne peut obtenir en Italie la transcription du jugement de divorce en marge de l'acte de mariage : Cass. Turin, 21 nov. 1900 (01, 444). — ***123***. Les règles précédentes s'appliquent à fortiori aux italiens qui ont acquis par voie de naturalisation une nationalité étrangère : Cass. Turin, 21 nov. 1900 (01, 444). — ***124***. D'après la loi italienne, l'étrangère mariée à un sujet italien suit le statut personnel de son époux. Une action en divorce formée par cette dernière est donc

irrecevable, le divorce n'étant pas admis par la législation en vigueur en Italie : Alger, 18 févr. 1891 (91, 93). — *125*. On ne peut refuser force exécutoire en Italie au jugement étranger de divorce prononcé entre étrangers dont la loi nationale admet le divorce, bien que le mariage ait été contracté en Italie : App. Venise, 9 sept. 1903 (06, 189).

§ II. — Droit anglais.

126. La femme anglaise qui épouse un irlandais devient irlandaise et la loi anglaise qui admet le divorce est inapplicable en Irlande, où on ne connaît que la séparation de corps : Civ. Seine, 8 août 1906 (07, 317). — *127*. Par suite, si une demande en divorce est formée entre époux irlandais devant les tribunaux français, elle est irrecevable en raison du statut personnel des parties ; toutefois on peut admettre qu'elle contient implicitement une demande subsidiaire de séparation de corps et l'accueillir comme telle : Civ. Seine, 8 août 1906 (07, 317). -- *128*. La législation irlandaise ne comporte pas le divorce proprement dit entre ses nationaux mais bien une séparation *a mensa et thoro*, qui est un état équivalent à la séparation de corps du droit français. Les tribunaux français, saisis d'une demande en divorce entre deux époux irlandais, ne peuvent donc prononcer que la séparation de corps : Paris, 30 janv. 1908 (08, 467). — *129*. Les époux irlandais une fois séparés peuvent, il est vrai, s'adresser au parlement anglais pour faire prononcer la dissolution de leur mariage, mais cette dernière solution ne peut pas plus être obtenue *de plano* devant les tribunaux français qu'elle ne pourrait l'être devant les tribunaux irlandais : Paris, 30 janv. 1908 (08, 467). — *130*. Deux époux anglais domiciliés à l'étranger sont valablement divorcés, au regard de la loi anglaise, par un jugement émanant des tribunaux du pays où ils ont leur domicile, si du moins ces tribunaux ont été régulièrement saisis et ont statué dans les limites de leur compétence : C. Londres, 30 mars 1906 (08, 32). – *131*. Le divorce ne peut être prononcé à la demande du mari pour adultère de la femme quand il résulte des circonstances que le mari a connu cet adultère et n'a rien fait pour l'empêcher ou le faire cesser : H^te^ c. just. Angleterre, 6 mai 1904 (06, 536). — *132*. En droit anglais, si un mari coupable d'adultère a obtenu le pardon de son conjoint et qu'ensuite il abandonne le domicile conjugal, les effets produits antérieurement par le pardon sont tenus pour effacés et le conjoint est en droit d'obtenir le divorce : H^te^ cour de just. d'Angleterre, 18 mai 1903 (06, 188). — *133*. Lorsqu'une femme, après avoir commis un adultère, a été reprise par son mari et a ensuite abandonné le domicile conjugal, le mari est en droit, pour obtenir le divorce, de faire état de l'adultère dont il avait accordé le pardon : H^te^ c. just. Angleterre, 22 juill. 1904 (07, 62).

§ III. — **Droit autrichien.**

134. La femme autrichienne de confession israélite, mariée civilement seulement à Paris, avec un israélite autrichien, mais qui ne rapporte ni preuve du renoncement à sa nationalité, ni justification de l'abandon de sa religion, n'est pas recevable à demander en France le divorce : Paris, 9 mars 1904 (05, 341). — ***135***. En effet, d'après les art. 133 à 135 du Code civil autrichien, en dehors du cas de consentement mutuel, la femme juive ne peut jamais demander le divorce contre son mari : Paris, 9 mars 1904 (05, 341).

§ IV. — **Droit espagnol.**

136. La femme française devenue espagnole par son mariage avec un espagnol, ne peut demander aux tribunaux français de prononcer le divorce entre elle et son mari. Il y a lieu d'appliquer la loi espagnole, qui n'admet pas le divorce : Civ. Bayonne, 14 juin 1898 (99, 174). — ***137***. Ne peut être accueillie la demande en divorce formée par un sujet espagnol devenu français par naturalisation, contre sa femme restée espagnole, dès lors que le mariage a été contracté sous l'empire de la loi espagnole qui n'admet pas le divorce et que les époux ont tous deux accepté cette législation, étant donné surtout que les faits allégués se sont passés en Espagne à une époque où les époux étaient encore tous deux espagnols. Ce sont là des principes formellement consacrés par les art. 24 et 8 de La Haye du 12 juin 1302 : Civ. Epernay, 10 nov. 1905 (06, 424). — ***138***. Le mariage célébré entre espagnols catholiques étant indissoluble, en tant que sacrement de l'Eglise, on doit considérer comme nul et sans effet en Espagne le jugement étranger qui accorderait le divorce à un mari espagnol ayant fixé son domicile à l'etranger : Trib. syn. Barcelone, 24 janv. 1906 (C8, 30).

§ V. — **Droit russe.**

139. Quand la loi étrangère enlève la connaissance du litige à l'autorité judiciaire pour la réserver à l'autorité religieuse et le soumet à des rites de nature confessionnelle, la défense par nos lois à nos tribunaux de s'ingérer dans les matières religieuses élève une fin de non recevoir absolue contre l'action dont ils sont saisis : Cass. civ., 29 mai 1905 (06, 301). — ***140***. Par suite, ils ne peuvent connaître de la demande en divorce s'agitant entre deux israélites russes, cette matière étant exclusivement réservée, par loi russe, à l'autorité religieuse compétente du culte judaïque : Cass. civ., 29 mai 1905 (06, 301). — ***141***. C'est la législation russe qui est applicable à la demande en divorce formée par une française qui a épousé un russe devant l'officier de l'état civil français : Cass. req., 12 févr. 1895 (95, 113). — ***142***. Aux termes de cette législation, qui prohibe le divorce

entre des époux de culte différent dont l'union n'a été célébrée qu'à l'église catholique, la demande susdite est irrecevable, lorsque le mari est luthérien et que l'union n'a pas été consacrée par un ministre de ce culte : Cass. req., 12 févr. 1895 (95, 113). — *143*. Du moins l'interprétation que les juges du fond donnent ainsi à la loi étrangère est souveraine comme portant sur une simple question de fait et échappe à la censure de la Cour de cassation : Cass. req , 12 févr. 1895 (95, 113). — *144*. D'autre part, en constatant un fait religieux pour en déduire des conséquences juridiques, entre étrangers, par application de leur législation nationale, les juges du fond ne violent pas ce principe qu'en France le mariage civil produit seul des effets légaux : Cass. req., 12 févr. 1895 (95, 113).

§ VI. — **Droit ottoman.**

145. Lorsque deux époux, de nationalité ottomane, appartiennent à la religion israélite, leur divorce peut être valablement prononcé par un ministre de leur culte : Civ. Seine, 9 août 1897 (98, 210).

§ VII. — **Droit brésilien.**

146. Aux termes de l'art. 82 du décret brésilien du 24 janvier 1890, le divorce peut être prononcé en cas d'adultère, de sévices ou injures graves, d'abandon volontaire du domicile conjugal pendant deux ans continus, enfin par consentement mutuel des époux s'ils sont mariés depuis plus de deux ans : Tunis, 7 janv. 1895 (95, 93). — *147*. L'art. 88 du même décret ajoute que le divorce ne délie pas le lien du mariage, mais autorise simplement la séparation indéfinie des corps et fait cesser le régime des biens, comme si le mariage était dissous. Enfin l'art. 93 dispose que le mariage ne se dissout pas par la mort d'un des époux : Tunis, 7 janv. 1895 (95, 93). — *148*. Il résulte de ces dispositions que la loi brésilienne ne considère pas le divorce comme une rupture complète du lien conjugal permettant aux époux de contracter un nouveau mariage et qu'elle le considère comme une simple séparation de corps. Par suite, un tribunal français de Tunisie, saisi d'une action en divorce par une femme brésilienne, peut seulement lui accorder la séparation de corps : Tunis, 7 janv. 1895 (95, 93).

§ VIII. — **Droit argentin.**

149. Selon la législation de la République argentine, le divorce ne romp pas le lien conjugal et produit seulement les effets de la séparation de corps : Civ Seine, 13 déc. 1898 (03, 95).

§ IX. — Droit musulman.

150. En droit musulman, la dissolution du mariage ne peut être demandée et obtenue par la femme que dans deux cas limitativement déterminés : 1° lorsque le mari y consent ; 2° lorsque des torts sont juridiquement établis à sa charge : Cons. sup. Sénégal, 25 nov. 1902 (04, 278). — *151.* Par suite, on ne saurait admettre une demande de dissolution du mariage formulée par la femme sans aucun tort à la charge du mari et malgré l'opposition de celui-ci : Cons. sup. Sénégal, 25 nov. 1902 (04. 278). — *152.* La répudiation de la femme musulmane par son mari, dûment constatée par le cadi, a force et effet par le seul fait de son existence, et indépendamment de l'acte de divorce : Alger, 10 juill. 1897 (98, 209). — *153* C'est donc à partir de cette répudiation que la femme est affranchie de l'obligation d'habiter au domicile conjugal : Alger, 10 juillet 1897 (98, 209). — *154* La clause du contrat de mariage, par laquelle la femme stipule que son mari ne pourra, sans son consentement, lui faire habiter un logement séparé de celui de sa mère, est valable en droit musulman : Civ. Alger, 4 mai 1896 (97, 391). — *155.* Si le mari viole l'engagement ainsi pris par lui, il donne ouverture au divorce au profit de sa femme : Civ. Alger 4 mai 1896 (97, 391). — *156.* Le mari musulman dépasse les droits de correction manuelle qu'il possède à l'égard de sa femme, s'il est établi qu'il a exercé sur elle des violences qui ont déterminé un avortement. Il doit, en ce cas, être condamné à un emprisonnement : Ouzara, 22 févr. 1899 (99, 467). — *157.* Si la loi musulmane accorde au mari sur la personne de sa femme le droit de correction manuelle, elle lui interdit de la brutaliser sans motifs et ne lui permet jamais de porter à cette dernière des coups qui soient de nature à causer des blessures ou des contusions : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 388). — *158.* La loi musulmane autorise la femme à demander son divorce lorsqu'elle est maltraitée par son mari ou lorsque celui ci s'abstient, volontairement ou par impuissance, de remplir le devoir conjugal : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 388). — *159.* En droit musulman, le défaut d'entretien de la femme est une cause de divorce contre le mari : Sénégal, 24 févr. 1896 (96, 522). — *160.* Le droit musulman est applicable aux questions de statut personnel, notamment à la demande en divorce, qui s'agitent entre musulmans algériens non naturalisés français : Tunis, 29 oct. 1894 (94, 553) ; 30 mai 1892 (94, 397). — *161.* Aux termes de cette législation, le divorce doit être prononcé contre le mari qui est livré à des sévices sur la personne de sa femme, et ses sévices sont suffisamment caractérisés et prouvés par la condamnation en simple police qu'ils ont value à son auteur. D'autre part, la femme qui en a été victime n'est pas en faute d'avoir quitté le domicile conjugal pour s'y soustraire : Tunis, 29 oct. 1894 (94, 553). — *162.* Dans le même droit, le mari contre lequel est prononcé le divorce n'est pas fondé à réclamer la restitution de

la dot qu'il a fournie et qui reste acquise à la femme. Mais le statut personnel de celle-ci ne l'autorise pas à former une demande en pension alimentaire : Tunis 29 oct. 1894 (94, 553). — *163*. Les musulmans algériens sujets français sont régis par la loi musulmane en ce qui concerne leur statut personnel : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 448). — *164*. Dans cette loi, est valable l'engagement pris par le mari de passer toutes ses nuits chez la femme qu'il épouse et de ne pas en épouser une seconde, sous peine de donner à la femme le droit irrévocable de se répudier elle même ; Tunis, 16 juill. 1894 (94, 448). — *165*. Manque à cet engagement le mari qui mène une vie dissolue, passe ses nuits dans les mauvais lieux et rentre en état d'ivresse au domicile conjugal ; le divorce doit donc être prononcé contre lui : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 448). — *166*. La loi musulmane autorise le divorce au profit de la femme, lorsque le mari ne subvient pas à son entretien et ne lui procure pas une habitation convenable et suffisamment meublée : Tunis, 30 mai 1892 (94, 397).

§ 10. — Droit rabbinique.

167. En droit rabbinique, la femme ne peut obtenir le divorce contre le gré de son mari ; ce droit ne régit pas le mariage contracté en Tunisie, pardevant l'autorité locale séculière, entre un sujet tunisien et une française : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 54).

DJEBR

Voir : Mariage, ch. IV sect. I.

DJEMAIAT EL AOUKAF

Voir : Habous, ch. II sect. IV.

DOL

Voir : Immatriculation, ch. V.

DOMAINE DE L'ÉTAT

Voir : Propriété immobilière, ch. III.

DOMAINE PUBLIC

Voir : Action possessoire. — Compétence administrative, ch. I sect. I. — Compétence immobilière, ch. IV. — Immatriculation, ch. III sect. VI. — Servitudes militaires.

Bibliographie. — GIRAULT, *Princ. de colon.* t. III p. 454 et 458. — HUGON, *Conf. adm.* p. 239. — CH. MARTINEAU, *Propr. des sources*, (Journ. Trib. Tun., 1898, p. 515). — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.* p. 186 et 378. — TILLOY, *Rép. alph.* t. III, p. 1373 et 1509 ; t. V., p. 2225.

CHAPITRE PREMIER

Régime législatif.

SECTION PREMIÈRE

Législation.

1. Les décrets des 24 septembre 1885 et 26 septembre 1887 qui ont organisé en Tunisie le domaine public, ont été rendus par le Bey, revêtus du visa du Ministre résident, et régulièrement promulgés par leur insertion au *Journal Officiel Tunisien ;* ils ont donc force de loi dans la Régence et les tribunaux français ne sauraient, sans un excès de pouvoir évident, en prononcer l'annulation : Tunis, 15 juin 1891 (92, 44) ; 12 juin 1896 (96, 436). — *2.* Le principe de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité du domaine public, certain en Tunisie depuis le décret du 24 septembre 1885 a pu ne pas exister dans la Régence avant l'établissement de cette législation : Alger, 20 juin 1899 (99, 546). — *3.* Une opposition à immatriculation faite par le Gouvernement au nom du domaine public, n'est pas suffisante pour obliger l'immatriculant à accepter les limites indiquées dans l'opposition et pour lui enlever le droit de demander des dommages-intérêts ; une semblable prétention serait contraire à l'art. 5 du décret sus-visé du 24 septembre 1885, qui exige un décret de délimitation pour imposer les limites du domaine public aux particuliers : Tunis, 19 févr. 1894 (94, 240). — **4.** Les procès-verbaux des commissions de délimitation du domaine public sont déclaratifs et non constitutifs de la domanialité ; ils n'ont d'effet rétroactif qu'autant qu'ils portent sur des terrains dont le caractère antérieur de domanialité est incontestable ; ils ne peuvent, par eux mêmes, emporter preuve de cette domanialité dans le passé : Alger, 7 nov. 1906 (07, 441).

SECTION II

Gestion.

5. La circulaire du 12 octobre 1891, adressée par M. le Directeur des travaux publics de la Régence aux ingénieurs chefs de service, n'a pas les caractères d'un règlement d'administration publique ou de police dont la violation par des particuliers puisse être réprimée par une condamnation pénale : Just. p. Sousse, 26 nov. 1895 (96, 62). — *6.* Il y n'a donc pas de contravention punissable dans le fait d'un particulier d'avoir reconstruit

un mur longeant le domaine public sans l'autorisation préalable du Directeur des travaux publics prescrite par ladite circulaire : Just. p. Sousse, 26 nov. 1895 (96, 62). — 7. D'autre part, le décret du 24 septembre 1885 sur le domaine public, ne paraît exiger l'autorisation du Directeur général des travaux publics que pour les occupations, prises de possession ou modifications quelconques du domaine public : Just. p. Sousse, 26 novembre 1895 (96, 62). — 8. L'acte par lequel l'Administration concède à un particulier le droit d'exploiter une dépendance du domaine public est une convention qui doit s'interpréter conformément à l'intention des parties contractantes : Tunis, 21 févr. 1898 (98, 186 bis).

SECTION III

Représentation en justice.

9. Les actions concernant le domaine public sont exercées par le Directeur général des travaux publics de la Régence : Tunis, 13 juin 1889 (90, 274). — *10*. Présente un caractère d'ordre public et peut, à ce titre, être soulevée pour la première fois devant la Cour de cassation, la question de savoir si l'État tunisien a été valablement représenté, dans un litige, par un fonctionnaire ayant qualité à cet effet : Cass. civ., 7 janv. 1895 (95, 50). — *11*. En principe, les actions intéressant le domaine public tunisien doivent être exercées par le Directeur général des finances ; mais il n'est pas interdit à ce fonctionnaire, dans les instances de ce genre, de faire suivre la procédure en son nom par un magistrat local, tel qu'un Caïd : Cass. civ., 7 janv. 1895 (95, 50). — *12*. On ne saurait donc, en pareille matière, critiquer le jugement qui, après avoir indiqué le Directeur général des finances comme représentant de l'État, ajoute la formule : « poursuites et diligences du Caïd » : Cass. civ , 7 janv. 1895 (95, 50).

CHAPITRE II

Domaine public naturel.

SECTION PREMIÈRE

Rivages de la mer et lacs salés (sebkhas)

13. Le rivage de la mer échappe par sa nature même a une appropriation privée ; le possesseur ne saurait en jouir que d'une façon intermittente qui n'est pas propre à donner ouverture à une action possessoire : Tunis, 18 févr. 1888 (95, 535). — *14*. D'ailleurs, d'après un décret beylical du 24 septembre 1885, les rivages de la mer et, par suite, la mer territoriale elle-même, font partie du domaine public et ne peuvent être l'objet ni de propriété, ni de possession, de la part des particuliers : Tunis, 18 fév. 1888

(95, 535). — *15*. Ce décret a eu pour résultat de faire rentrer immédiatement dans le domaine public les portions de la mer et de ses rivages qui en avaient été arbitrairement distraits pour être concédés à des particuliers: Tunis, 18 févr. 1888 (95, 535). — *16*. En effet, c'est seulement sur les cours d'eau, les sources, les abreuvoirs et les puits qu'il maintient les droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage antérieurement acquis; il décide pour le surplus du domaine public que les droits des tiers ne pourront se résoudre qu'en dommages-intérêts : Tunis, 18 févr. 1888 (95, 535). — *17*. Pour la mer et ses rivages, il n'admet cette action en indemnité que lorsque l'attribution de cette portion du territoire au domaine public entraîne la démolition de constructions antérieurement existantes : Tunis, 18 févr. 1888 (95, 535). — *18*. Le décret du 24 septembre 1885, sur le domaine public en Tunisie, décide dans son article premier, que ce domaine comprend les lacs et sebkas jusqu'aux plus hautes eaux, et dans son art. 5, que les limites du domaine public sont déterminées par décrets rendus après enquête, sur la proposition du Directeur général des travaux publics, sous réserve des droits des tiers qui se résolvent en dommages-intérêts : Tunis, 18 juin 1894 (94, 417). — *19*. Un décret du 26 septembre 1887 a réglé les formes suivant lesquelles cette délimitation doit être faite. Il y a été procédé régulièrement, pour le lac Seldjoumi, près Tunis, par un décret du 4 décembre 1893 : Tunis, 18 juin 1894 (94, 417). — *20*. Le domaine public ainsi délimité est inaliénable et imprescriptible ; il ne peut donc faire l'objet d'une action en complainte : Tunis, 18 juin 1894 (94, 417). — *21*. Les terrains constituant le rivage de la mer font, en principe, partie du domaine public maritime et peuvent, comme tels, être repris sans indemnité, par l'effet d'un décret de délimitation, sur les particuliers qui les auraient occupés sans droit ; mais c'est à charge par l'Etat exerçant ce droit d'établir que les terrains dont il s'agit font bien partie du rivage de la mer et n'ont jamais cessé d'en faire partie : Alger, 20 juin 1899 (99, 546). — *22*. Spécialement, des terrains situés au bord de la mer, ont pu, en fait être déclassés comme constitutifs du rivage maritime et devenir une propriété privée du Bit el Mal : Alger, 20 juin 1899 (99, 546). — *23*. Il y a preuve suffisante de ce changement dans leur condition lorsqu'il est constant qu'ils ont été anciennement aliénés par le Bit el Mal et que cette aliénation a été approuvée plus tard par décret beylical : Alger, 20 juin 1899 (99, 546). — *24*. Ne viole, ni les principes en matière de domanialité publique, ni l'art. 538 C. civ. fr. ni le décret du 24 septembre 1885, la décision qui, s'attachant à des titres privés produits par les détenteurs de terrains en bordure de la mer, lesdits titres antérieurs au décret beylical du 24 septembre 1885, et constatant en fait que ces détenteurs ont eu la jouissance desdits terrains au vu et au su de l'Administration beylicale qui en a reconnu la légitimité, rejette la demande d'interprétation du

décret précité sans avoir égard à la limite qu'atteint, sur les terrains litigieux, le plus haut flot d'hiver : Cass. req. 20 juill. 1903 (03, 513). — *25*. Le décret du 24 septembre 1885 n'a pas seulement constitué le domaine public pour l'avenir, mais il a déterminé aussi pour le passé quelles étaient les portions du territoire qui, ayant toujours appartenu à ce domaine, n'avaient pas pu en être arbitrairement distraites : Tunis, 15 juin 1891 (92, 44). — *26*. Il maintient les droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage antérieurement acquis sur les cours d'eau, les sources, les abreuvoirs et les puits ; mais il ne contient, en ce qui concerne le rivage de la mer, aucune restriction du même genre, et admet seulement un droit à une indemnité, lorsque l'attribution de cette portion du territoire au domaine public entraîne la démolition de constructions antérieurement existantes : Tunis, 15 juin 1891 (92, 44). — *27*. Il résulte de ce décret que le rivage de la mer n'a jamais pu faire l'objet que d'une concession essentiellement temporaire et toujours révocable sauf indemnité: Tunis, 15 juin 1891 (92, 44). — *28*. Les marais et dunes mobiles ne font pas partie du domaine public et sont susceptibles de propriété privée, jusqu'aux plus hautes eaux du rivage de la mer : Tunis, 9 avr. 1894 (94, 304). — *29*. En serait-il autrement que la Compagnie du Port de Bizerte, à laquelle son acte de concession attribue les terrains qui peuvent appartenir à l'Etat dans l'emprise de ses travaux et que l'Administration jugera pouvoir être distraits du domaine public, ne pourrait les réclamer à un particulier, si ils n'avaient pas été distraits du domaine public par l'Administration : Tunis, 9 avr. 1894 (94, 304). — *30*. Le juge du fond a un pouvoir souverain pour apprécier qu'une plaine n'est pas un lac salé ; qu'elle comprend presqu'exclusivement des terrains contenant du sel et qui, pendant l'hiver, se trouvent submergés par les eaux de pluie ; que ces eaux ne sont pas des eaux mouvantes courant à la surface, mais bien des eaux stagnantes séjournant sur un sol en forme de cuvette et disparaissant ensuite, soit par voie d'évaporation, soit parce qu'elles sont recueillies par le propriétaire du sol pour les besoins de son exploitation : Cass. req., 5 juill. 1899 (00, 21). — *31*. En tirant de ces constatations la conséquence que les eaux dont s'agit ne constituent ni lac salé, ni des eaux courantes, et que par suite elles ne font pas partie du domaine public, le juge du fond ne viole pas la législation applicable à la matière : Cass. req., 5 juill. 1899 (00, 21). — *32*. Dès avant le décret du 24 septembre 1885, le domaine public naturel existait et jouissait de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité. Mais ce domaine public se modifiait quand la nature des lieux changeait, faute de délimitation par voie administrative : Tunis, 13 juin 1903 (03, 377). — *33*. Lors donc que, soit par un événement naturel, soit même par le fait de l'homme, le terrain qui précédemment rentrait dans les limites du lac de Tunis est devenu terre ferme, plus haut

que le niveau des eaux, il a cessé de faire partie du domaine public naturel et est devenu susceptible d'appropriation privée : Tunis, 13 juin 1903 (03, 377).

SECTION II

Cours d'eau et sources.

34. Les lois françaises sur le domaine public étant inapplicables en Tunisie, les eaux, d'après le droit musulman et les usages locaux, ne font pas nécessairement partie du domaine public et sont susceptibles d'appropriation privée : Tunis, 6 mai 1885 (94, 524). — **35.** Si l'art. 2 § 3 de la loi du 16 juin 1851 reconnaît et maintient, tels qu'ils existaient avant la promulgation de cette loi, les droits de propriété, d'usufruit ou d'usage sur les cours d'eau de toutes sortes en Algérie, ces droits privés doivent être établis par titres réguliers antérieurs à la conquête et émanant de l'autorité souveraine ou tout au moins par une longue possession et jouissance antérieures à 1851 : Alger, 5 nov. 1901 (02, 335). — **36.** Cette possession, pour être valable, doit être continue et ininterrompue, paisible, publique, noné quivoque et à titre non précaire, manifestée par des plantations, des prises d'eau, canaux, barrages constituant des faits d'appropriation indubitables et remontanta vant la conquête : Alger, 5 nov. 1901 (02, 335). — **37.** Il est de principe, en droit musulman, que le propriétaire du fonds est également propriétaire des sources qui s'y trouvent : Cass. req., 20 juin 1898 (98, 441). — **38.** En conséquence, celui qui était propriétaire d'un fonds régi par la législation musulmane avant la loi du 16 juin 1851, qui attribue en Algérie les sources au domaine public, sous réserve des droits acquis, conserve, même après cette loi, la propriété des sources qui s'y trouvent : Cass. req., 20 juin 1898 (98, 441). — **39.** Aux termes de l'art. 2 du décret du 24 sept. 1885 « sont reconnus et maintenus tels qu'ils existent les droits privés de propriété d'usufruit et d'usage légalement acquis sur les cours d'eau, les sources, abreuvoirs ou puits, antérieurement à la promulgation dudit décret et les tribunaux restent seuls juges des contestations qui peuvent s'élever sur ces droits » : Tunis, 19 févr. 1894 (94, 240). — **40.** Par suite le Tribunal a le pouvoir d'examiner si un particulier n'est pas fondé à faire décider qu'il a un droit de propriété antérieur à la promulgation du décret susdit sur une partie des francs bords d'un oued, dont il ne pourrait ensuite être dépossédé que par un décret d'expropriation pour cause d'utilité publique : Tunis, 19 févr. 1894 (94, 240). — **41.** Les expressions « cours d'eau de toute sorte » du § 5 du décret du 24 septembre 1885 ne comportent aucune distinction ni réserve : Tunis, 12 juin 1896 (96, 436). — **42.** Font donc partie du domaine public en Tunisie tous les cours d'eau, même ceux qui ne sont ni navigables, ni flottables : Tunis, 12 juin 1896 (96, 436). — **43.** La loi algérienne du 16 juin 1851, qui a incorporé pour l'avenir, les cours d'eau et les sources au domaine

public, a réservé aux riverains les droits d'usufruit et d'usage acquis légalement avant sa promulgation : Civ. Bougie, 15 déc. 1898 (00, 96). — *44.* La preuve de ces droits, dont la charge incombe à qui les invoque, peut être établie, soit par titres, soit par une longue possession : Civ. Bougie, 15 déc. 1898 (00, 96). — *45.* Si en principe, toutes les eaux font partie du domaine public, même les eaux folles ou sauvages, il n'en est ainsi, en ce qui concerne ces dernières, que pour les eaux qui sont susceptibles d'une réglementation : Alger, 16 mai 1898 (99, 140). — *46.* On ne saurait considérer comme telles les eaux de pluie provenant de fonds supérieurs, séjournant sur le sol en plaques plus ou moins profondes et disparaissant par évaporation ou autrement : Alger, 16 mai 1898 (99, 140). — *47.* Le décret beylical du 24 septembre 1885 a compris les cours d'eau de toute nature et leurs francs bords dans le domaine public, tout en maintenant expressément les droits de propriété, usufruit ou usage acquis antérieurement audit décret sur lesdits cours d'eau et leurs francs bords : Tunis, 13 juin 1889 (90, 274). — *48.* Dans ces conditions, les riverains qui ne produisent pas un titre antérieur à ce décret et leur attribuant la propriété des eaux contestées, doivent mettre en cause l'Etat, administrateur du domaine public, dans tous les litiges relatifs au règlement des eaux d'une rivière ou cours d'eau quelconque : Tunis, 13 juin 1889 (90, 274). — *49.* Les cours d'eau de toutes sortes, et les terrains compris dans les francs bords, font, dans la Régence de Tunis, partie du domaine public : Tunis, 18 mai 1896 (96, 366). — *50.* Le décret beylical sur le domaine public étant l'œuvre de jurisconsultes français, l'expression *franc bord* y a le sens admis dans la législation française, et doit, par suite, s'entendre d'une bande de terrain située le long d'un cours d'eau et qui sert pour en permettre la surveillance, le curage et l'entretien : Tunis, 18 mai 1896 (96, 366). — *51.* Le décret beylical du 24 septembre 1885, organisant le domaine public, ayant reconnu en principe les droits privés acquis antérieurement sur les cours d'eau, c'est aux propriétaires desdits droits de justifier de leur existence : Tunis, 18 mai 1896 (96, 366). — *52.* La détermination des francs bords d'un cours d'eau appartient exclusivement à l'autorité publique compétente ; leur largeur et leur assiette dépendent de la nature et de la conformation des rives, ainsi que des régimes des cours d'eau et de leur évolution : Sousse, 5 juin 1902 (03, 384). — *53.* Lors donc qu'il a été procédé à la délimitation d'un cours d'eau et de ses dépendances, conformément au décret du 24 septembre 1885 et suivant la procédure organisée par le décret du 26 septembre 1887, l'autorité judiciaire ne peut déclarer qu'un terrain compris dans la délimitation ne faisait pas partie en réalité des francs bords : Sousse, 5 juin 1902 (03, 384). — *54.* Peuvent élever des prétentions sur les terrains compris dans la délimitation d'un cours d'eau, uniquement les personnes qui justifient que, anté-

rieurement à la promulgation du décret du 24 septembre 1885, elles avaient acquis légalement sur les terrains, ultérieurement délimités, un des droits mentionnés dans l'article 2 dudit décret (droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage) : Sousse, 5 juin 1902 (03, 384). — 55. Ne fournit pas une preuve suffisante celui qui ne peut préciser aucun fait de possession se manifestant par un acte extérieur, comme travaux de culture, labours, plantation de haies ou constructions, sur une partie du terrain compris dans la délimitation, alors qu'aucun signe apparent n'a révélé la limite du terrain auquel il prétendait et alors que ses titres se bornent à indiquer comme limite Nord « la rivière », sans donner la largeur du Nord au Sud, ni la superficie totale : Sousse, 5 juin 1902 (03, 384). — 56. En effet, d'après l'interprétation la plus naturelle et la plus légale, un terrain limité par la rivière se termine précisément à l'endroit où commencent les francs bords qui font partie intégrante de la rivière : Sousse, 5 juin 1902 (03, 384).

CHAPITRE III

Domaine public créé pour les besoins publics

SECTION PREMIÈRE

Voies publiques.

57. Une rue projetée par un particulier ne devient partie du domaine public que lorsqu'elle y a été incorporée par un acte de la puissance publique ; tant que cette incorporation n'a pas eu lieu, elle ne peut constituer qu'une rue privée, c'est-à-dire un immeuble soumis à des servitudes, lesquelles ne peuvent résulter que de mentions expresses du livre foncier, pour les immeubles immatriculés : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 506). — 58. Aux termes des art. 1 et 3 du décret beylical du 24 septembre 1885, les rues, faisant partie du domaine public, sont inaliénables et imprescriptibles. Elles ne peuvent donc faire l'objet d'une action possessoire : Tunis, 5 mai 1888 (95, 476). — 59. En raison de la rareté en Tunisie et en pays arabe des voies de communication classées, l'usage a imposé aux propriétaires l'obligation morale, qui est devenue une obligation de fait, d'ouvrir au public ceux de leurs fonds de terre qui se trouvent situés dans la ligne allant d'une localité à une autre : Just. p. Souk-el-Arba, 11 avr. 1894 (95, 232). — 60. C'est en vertu de cet usage qu'ont été tracés les nombreux sentiers ou pistes qui sillonnent le territoire tunisien, et que l'Etat les revendique, pour les faire entrer dans le domaine public, en en déterminant la largeur et la direction : Just. p. Souk-el-Arba, 11 avr. 1894 (95, 232). — 61. Des subventions spéciales peuvent être imposées à des entreprises industrielles à raison des dégradations extraordinaires causées par leur exploitation à des routes publiques entretenues par l'État en état de

viabilité : Tunis, 8 mai 1901 (02, 557). — *62*. Mais cet impôt ne saurait être exigible que lorsque une entreprise industrielle a causé par ses transports, à un chemin, des dégradations extraordinaires, c'est-à-dire supérieures à celles produites par l'usage habituel et normal de cette route : Tunis, 8 mai 1901 (02, 557). — *63*. La subvention volontairement versée par une compagnie industrielle pour la construction de la route ne saurait l'exonérer du paiement de la taxe qui lui est réclamée à raison des dégradations extraordinaires causées à ladite route par ses transports : Tunis, 8 mai 1901 (02, 557). — *64*. Un terrain affecté depuis un temps immémorial à la voie publique est prescrit au profit du domaine public et aucun riverain ne saurait être admis à en réclamer la propriété : Tunis, 29 juill. 1903 (03, 578). — *65*. Vainement prétendrait-il, pour cela, s'appuyer sur un jugement d'immatriculation rendu à son profit car, aux termes de l'art. 42 de la loi foncière, les parties du domaine public comprises dans un immeuble immatriculé ne sont pas assujetties à l'immatriculation : Tunis, 29 juill. 1903 (03, 578). — *66*. Si le Directeur général des travaux publics a l'administration du domaine public, et, notamment, des routes, chemins et dépendances qui en font partie, il ne saurait être poursuivi en responsabilité par un particulier sous ce prétexte qu'il n'aurait pas entretenu en état de viabilité un chemin déterminé : Tunis, 18 janv. 1897 (98, 114). — *67*. En effet, le Directeur général des travaux publics ne peut faire de dépenses pour l'entretien ou pour l'amélioration d'un chemin que dans les limites des crédits qui lui sont ouverts et conformément au programme arrêté par le Gouvernement du Protectorat : Tunis, 18 janv. 1897 (98, 114).

SECTION II

Chemins de fer.

68. En droit tunisien, les chemins de fer et leurs dépendances font partie du domaine public. Ils sont par conséquent imprescriptibles : Tunis, 30 janv. 1892 (93, 202). — *69*. Le fait que le plan terrier dressé par la Compagnie concessionnaire d'un chemin de fer a été approuvé par le Gouvernement tunisien et que le délai de deux mois, qui devait séparer l'approbation du plan du commencement des travaux, s'est écoulé sans réclamation, ne saurait avoir pour effet d'incorporer définitivement au domaine public du chemin de fer tous les terrains qui étaient portés sur le plan, même ceux appartenant à des particuliers : Tunis, 13 juin 1903 (03, 377). — *70*. La portion de terrain réellement occupée par la ligne est incorporée définitivement au domaine public et son ancien propriétaire n'a plus le droit de la réclamer en nature ; il doit se contenter d'une indemnité d'expropriation : Tunis, 13 juin 1903 (03, 377). — *71*. Mais la

portion de terrain qui dépasse les limites de ce qui est nécessaire à l'exploitation du chemin de fer et de ce que la Compagnie concessionnaire était autorisée à exproprier sur les particuliers demeure propriété privée : Tunis, 13 juin 1903 (03, 377). — 72. Peu importe que, par erreur, le plan terrier ait indiqué ce terrain comme figurant parmi ceux à concéder gratuitement par l'État, alors qu'en réalité il était à exproprier sur un particulier : Tunis, 13 juin 1903 (03, 377). — 73. En Tunisie le domaine public comprend notamment les chemins de fer et leurs dépendances et il est inprescriptible et inaliénable ; les droits des tiers sur ce domaine ne peuvent se résoudre qu'en dommages-intérêts, les parties comprises dans un immeuble ne sont pas soumises à l'immatriculation et les droits qui s'y appliquent subsistent indépendamment de toute immatriculation : Alger, 5 avr. 1905 (06, 15). — 74. Par suite, aucun acte translatif de propriété privée, postérieur à l'incorporation d'un immeuble au domaine public, ne peut être opposé, à quelque fin que ce soit, au Gouvernement ou à ses concessionnaires : Alger, 5 avr. 1905 (06, 15).

SECTION III

Cimetières.

75. L'emplacement d'un cimetière où ont été inhumés des soldats français, morts au début de l'établissement du Protectorat français en Tunisie, fait-il partie du domaine public civil ou militaire ? (non résolu) : Tunis, 19 févr. 1894 (94, 240).

CHAPITRE IV

Domaine public militaire.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 11. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 186.

SECTION PREMIÈRE

Étendue.

76. Les murs d'enceinte et les ouvrages destinés à protéger les centres de population, même lorsqu'ils ne sont pas classés comme forteresses, font partie du domaine public ou appartiennent tout au moins à l'Etat : Sousse, 5 févr. 1891 (91, 31) ; 1er mars 1895 (95, 495) ; Alger, 11 juin 1895 (96, 46). — 77. L'Administration des habous n'est nullement propriétaire de ces ouvrages : elle en a simplement l'entretien à titre de charge : Sousse, 5 févr. 1891 (91, 31) ; 30 mai 1901 (02, 277). — 78. Le décret beylical du 24 octobre 1885, art. 5, qui déclare faire partie du domaine public les ouvrages de défense des places de guerre et forteresses classées par décret,

n'a pas établi des principes nouveaux, mais a codifié un droit préexistant : Tunis, 18 mai 1896 (96, 347). — 79. La règle posée par cet article n'est subordonnée à aucune délimitation ou formalité autre que le décret de classement : Tunis, 18 mai 1896 (96, 347). — *80*. Les ouvrages de défense des places de guerre comprennent, non seulement le mur d'enceinte lui-même, mais encore tous les accessoires des fortifications et notamment la rue qui longe intérieurement le rempart : Tunis, 18 mai 1896 (96, 347) ; 1er juin 1896 (97, 359). — *81*. Le titre 3 du décret français du 10 août 1853 règlementant la largeur de cette rue, n'a jamais été promulgué en Tunisie, et ne saurait par suite y recevoir application : Tunis, 18 mai 1896 (96, 347). — *82*. L'existence de la rue intérieure du rempart est, en Tunisie, consacrée par un usage constant et, d'après les coutumes, sa largeur n'est pas uniforme, mais varie d'après les localités et les besoins de la défense : Tunis, 18 mai 1896 (96, 347). — *83*. On doit cependant payer aux riverains ce qu'on leur enlève pour régulariser ladite rue : Tunis, 1er juin 1896 (97, 359). — *84*. Fait nécessairement partie des remparts un local placé au-dessous d'un bordj ou fortin, limité de trois côtés par ces remparts et faisant corps avec eux. Il en est de même de la bande de terrain contiguë nécessaire pour y avoir accès sur tous les points : Tunis, 11 juin 1894 (94, 384). — *85*. Les magasins et autres locaux qui sont construits dans l'épaisseur des murs d'enceinte d'une place de guerre en font partie intégrante et sont régis par les lois et règlements relatifs au domaine public militaire : Sousse, 1er mars 1895 (95, 495). — *86*. Dans un premier système on a jugé que ne font partie du domaine public de la Régence que les ouvrages de défense ou forteresses classés et que les ouvrages défensifs des villes, lorsqu'ils n'ont pas été l'objet d'une décision de classement, comme dans l'espèce ceux de la ville de Monastir, ne font pas partie du domaine public tunisien : Alger, 14 mars 1892 (92, 159). — **87**. Mais *en sens contraire*, on a admis que le fait que le domaine public n'a pas encore été délimité en Tunisie n'emporte pas pour conséquence que le Gouvernement soit sans action pour défendre contre les entreprises des particuliers les parties ou dépendances de ce domaine dont la condition est d'ailleurs constante en fait : Alger, 25 avr. 1907 (08, 67). — *88*. L'abandon par le domaine de voûtes placées au dessous du sol du domaine n'implique pas celui du sol extérieur et supérieur lui même et la propriété du dessous n'implique nullement celle du dessus demeurée domaniale et inaccessible aux entreprises des particuliers ; Alger, 25 avr. 1907 (08, 67).

SECTION II.

Imprescriptibilité et inaliénabilité.

89. Aux termes du décret du 25 septembre 1885, le domaine public est inaliénable et imprescriptible : Tunis, 11 juin 1894 (94, 384) ; Sousse,

1er mars 1895 (95, 495); Alger, 11 juin 1895 (96, 46); Tunis, 1er juin 1896 (97, 359) ; Sousse, 30 mai 1901 (02, 277). — *90*. Les fortifications des villes, bien que, antérieurement audit décret, affectées parfois à des services publics, n'ont pu être vendues ou données par le souverain : Alger, 11 juin 1895 (96, 46). — *91*. A supposer que le Bey ait pu, antérieurement à l'établissement du Protectorat et en vertu de son pouvoir absolu disposer, au profit d'un particulier, d'une partie des ouvrages de défense de sa propre capitale, une pareille intention ne doit pas être facilement présumée chez un souverain : Tunis, 11 juin 1894 (94, 384); Sousse, 30 mai 1901 (02, 277). — *92*. Elle n'est pas suffisamment établie par la production d'un décret de donation, alors qu'il est constant que cette pièce avait été rendue à l'Etat, ce qui en impliquait la révocation et qu'elle a disparu depuis des archives d'une façon inexpliquée ; qu'au surplus, il n'est pas certain que ce décret s'applique à l'immeuble litigieux : Tunis, 11 juin 1894 (94, 84). — *93*. La prescription acquisitive de la propriété d'un immeuble faisant partie du domaine public militaire n'aurait pu courir utilement au profit de celui qui était pourvu de fonctions publiques lui permettant d'administrer cet immeuble pour le compte de l'Etat : Tunis, 11 juin 1894 (94,334). — *94*. Le souverain du pays, qui cumulait les pouvoirs législatif et administratif, a pu aliéner les parties des fortifications de ses places de guerre qui ne lui paraissaient pas nécessaires pour leur défense : Sousse, 1er mars 1895 (95, 495). — *95*. Les aliénations ainsi consenties par les Beys n'ont pas été annulées par la stipulation de l'art. 2 du traité franco-tunisien du 12 mai 1881, qui autorise l'autorité militaire française à occuper les points qu'elle jugera nécessaires pour la sécurité de la fontière et du littoral, ni par l'art. 6 du décret de 1885 sur le domaine public, qui y incorpore les ouvrages de défense : Sousse, 1er mars 1895 (95, 495).

SECTION III.

Exercice des actions y relatives.

96. Est recevable la demande du Ministre de la Guerre du Gouvernement français tendant à l'expulsion d'un particulier d'une dépendance des remparts de Tunis : Tunis, 11 juin 1894 (94, 384); Alger, 11 juin 1895 (96, 46). — *97*. Les ouvrages de défense des places de guerre et des forteresses clas-sées par décret sont administrés par le Ministre de la Guerre du Gouvernement tunisien, qui peut intenter et suivre en justice les actions qui les concernent : Sousse, 1er mars 1895 (95, 495).

DOMICILE.

Voir : Ajournement. — Mariage.

1. Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu joint à l'intention d'y fixer son principal établissement,

et à défaut de déclaration faite conformément à l'art. 104 C. civ., la preuve de l'intention dépend des circonstances que les juges du fond peuvent seuls constater et apprécier : Cass. req., 12 juin 1903 (03, 532). — *2.* La question de savoir en quel lieu se trouve le domicile d'un citoyen est essentiellement une question de fait dont les éléments ne peuvent être appréciés que par les juges du fond : Cass. req., 12 juin 1903 (03, 532) — *3.* Le français domicilié dans les Échelles du Levant doit être assigné, en matière personnelle et mobilière, non devant le Tribunal de son domicile d'origine, mais devant le Tribunal consulaire qui, pour les contestations entre français, est assimilé à un Tribunal de France : Cass. req., 11 mai 1897 (97, 293). — *4* On doit considérer un français comme ayant fixé son domicile dans les Échelles du Levant, à Constantinople, par exemple, lorsqu'il est établi depuis vingt ans dans cette ville, où il a fondé une maison de commerce, où il s'est fait immatriculer sur les registres du consulat de France, où il a été inscrit sur la liste des notables, alors qu'il n'est jamais revenu au lieu de son origine, où il n'a conservé qu'une propriété non bâtie : Cass. req., 11 mai 1897 (97, 293). — *5.* L'étranger peut, en transportant en France son principal établissement, s'y créer, par sa seule volonté, un domicile de fait qui produit certains des effets que la loi attache au domicile du français, notamment en ce qui concerne le lieu où doit se faire la notification des actes qui lui sont destinés, et, d'autre part, à ce même point de vue, à défaut de domicile connu en France, la résidence équivaut à domicile : Cass. civ., 28 juill. 1902 (02, 590).

DOMICILE ÉLU.

Voir : Ajournement.— Compétence civile, ch. I sect. III.

1. Aux termes de l'art. 422 C. proc. civ., en matière commerciale, si les parties comparaissent, et qu'à la première audience il n'intervienne pas jugement définitif, celles qui ne sont point domiciliées dans le lieu où siège le Tribunal sont tenues d'y faire élection d'un domicile, et cette élection doit être mentionnée sur le plumitif d'audience : Tunis, 16 mars 1894 (94, 243) ; 7 mars 1895 (95, 223). — *2.* La mention au plumitif d'un domicile élu n'est pas rendue inutile par ce fait qu'à la première audience la partie non domiciliée dans le lieu où siège le Tribunal s'est fait représenter par un défenseur : Tunis, 7 mars 1895 (95, 223). — *3.* Ou par un avocat : Tunis, 16 mars 1894 (94, 243). — *4.* Dans les affaires commerciales, les mandataires auxquels les parties ont donné pouvoir de les représenter en justice ne sont pas aussi réputées de plein droit avoir été chargées de recevoir les significations intéressant leurs mandants, et la présomption de mandat qui existe au profit des défenseurs et avocats qui se présentent devant les tribunaux de commerce ne saurait être étendue au droit de

recevoir les actes de procédure : Tunis, 16 mars 1894 (94, 243) ; 7 mars 1895 (95, 223).

DOMMAGES

Voir : Travaux publics, sect. III.

DOMMAGES AUX CHAMPS

Voir : Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. VI.

DOMMAGES-INTÉRÊTS

Voir : Abus de procédure. — Immatriculation, ch. V. — Séduction.

DONATION

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati*, p. 54. — LESCURE, *Double rég. fonc*,, p. 47. — PIOLET, *Rég. fonc., en Tun.*, p. 62. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 325. — TILLOY, *Rép. alph. t. III.* p. 1406.

SECTION PREMIÈRE

Généralités.

1. Celui qui excipe d'un don manuel doit être présumé propriétaire des objets mobiliers qui sont en sa possession et cette présomption ne peut tomber que devant la preuve contraire administrée par celui qui conteste le don manuel : Cass. req., 16 avr. 1904 (05, 397). — *2.* Les donations consenties à l'étranger sont valables dès qu'elles ont été faites selon les formes admises dans le pays où elles ont eu lieu : Tunis, 25 mars 1890 (90, 160). — *3.* En Tunisie, les donations même immobilières sont valablement consenties par actes passés devant deux notaires indigènes : Tunis, 25 mars, 1890 (90, 160). — *4.* La donation d'un immeuble faite par un européen à son fils est valable, et opposable tant à ceux qui y ont été parties qu'à leurs ayants-cause, bien qu'elle ne résulte que d'un acte passé par les notaires indigènes dans les conditions exigées par les lois et les coutumes locales, alors d'ailleurs que cet acte porte, non seulement les signatures des notaires, mais encore celles du donateur et du donataire qui, tous deux, comprenaient la langue arabe : Tunis, 20 janv. 1904 (04, 84). — *5.* Au surplus, celui qui a acquis du donataire susdit, et a possédé paisiblement et publiquement l'immeuble donné (non immatriculé), depuis plus de dix ans, est fondé à se prévaloir de la prescription acquisitive du droit tunisien : Tunis, 20 janv. 1904 (04, 84).

SECTION II

Droit italien.

6. Si l'art. 9 des dispositions préliminaires du Code civil italien déclare que les formes extrinsèques des actes entre-vifs ou de dernière volonté sont déterminées par la loi du lieu où ces actes sont passés, le même article ajoute que la substance et les effets des donations sont régies par la loi nationale du disposant, à moins d'une volonté contraire clairement démontrée : Tunis, 25 mars 1890 (90, 160). — 7. Dès lors, le seul fait d'avoir employé, pour sa donation, les formes usitées dans le pays où l'acte a été passé, ne saurait être considéré de la part du donateur comme une renonciation aux règles de son statut personnel sur le fond c'est-à-dire sur les effets et les conditions de révocation de cette donation : Tunis, 25 mars 1890 (90, 160). — 8. Les dispositions inscrites dans les différentes législations sur la révocation des donations pour cause de survenance d'enfants sont des dispositions édictées dans l'intérêt des familles, ayant un caractère d'ordre public et auxquelles le donateur ne peut valablement renoncer : Tunis, 25 mars 1890 (90, 160). — 9. Les donations entre vifs d'immeubles passés en Tunisie entre italiens sont régies par le Code civil italien. En conséquence elles ne sauraient être valables qu'autant qu'elles seraient acceptées par le donataire avant la mort du donateur : Tunis, 5 déc. 1900 (01, 182). — *10.* Le principe que la donation ne peut résulter valablement, en droit italien, que d'un acte public, ne trouve pas son application quand la libéralité résulte indirectement, en faveur d'un tiers, d'une stipulation qui, entre les parties, est à titre onéreux : App. Florence, 28 mars 1903 (05, 582). — *11.* En droit italien, l'acceptation d'une donation est nécessaire pour sa validité ; quand elle n'est pas contenue dans l'acte de donation, il est de toute nécessité qu'elle soit notifiée expressément au donateur : Alger, 24 déc. 1902 (03, 572). — *12.* Il ne peut être suppléé à cette notification par un acte de notoriété constatant que le donateur était présent à l'acte d'acceptation de la donation donnée antérieurement par le donataire, alors qu'il n'est point constaté audit acte de notoriété qu'il a été dressé en présence du donateur : Alger, 24 décembre 1902 (03, 572). — *13.* La détention par le donataire, conformément au droit local, du titre de propriété de la chose objet de la donation ne saurait non plus équivaloir à la notification par application de la règle *locus regit atum* ; cette maxime, applicable seulement aux conditions de forme des contrats, ne peut être utilement invoquée, quand il s'agit d'une condition essentielle indispensable à la formation du contrat, à savoir, le concours des volontés des parties contractantes : Alger, 24 déc. 1902 (03, 572). — *14.* Aux termes de l'art. 1054 C. civ. ital., les époux ne peuvent, pendant le mariage, se faire l'un à l'autre aucune libéralité, si ce n'est par acte de dernière volonté, dans les formes et suivant les règles

établies par les actes de cette nature : Tunis, 9 mars 1904 (04, 582). — *15*. Cette règle a pour but d'assurer l'indépendance réciproque des époux et la dignité du mariage ; elle présente un caractère d'ordre public, et elle autorise le mari qui s'est constitué débiteur de sa femme par un acte fait pour déguiser le véritable caractère d'une donation entre époux prohibée, à demander l'annulation de ce contrat : Tunis, 9 mars 1904 (04, 582).

SECTION III.

Droit maltais.

16. L'art 1096 C. civ. fr. est applicable à des maltais mariés sans contrat à l'étranger. En conséquence, le mari n'est pas recevable à soutenir, pour faire annuler la révocation d'une donation à lui faite par sa femme durant le mariage, que, suivant le droit maltais, les donations entre époux sont irrévocables : Alger, 2 mai 1898 (98, 586). — *17*. Les donations entre vifs consenties par la femme maltaise au profit de son mari, pendant le cours du mariage sont rigoureusement soumises, dans le droit maltais, à la formalité de l'insinuation : Alger, 9 juin 1900 (01, 367). — *18*. Cette règle était en vigueur à Malte avant l'ordonnance de 1878 ; elle a pour objet essentiel la protection de la femme mariée et constitue une restriction préventive de la capacité de disposer : Alger, 9 juin 1900 (01, 367). — *19*. Elle se rattache de la façon la plus intime et la plus directe au statut personnel et ne dépend que très indirectement du statut réel : Alger, 9 juin 1900 (01, 367). — *20*. Dans la loi maltaise comme dans la loi française, les donations entre vifs faites par une femme mariée à son mari pendant le mariage étant toujours révocables, c'est seulement à partir de la mort de la donatrice que peut courir le délai nécessaire pour l'accomplissement de la prescription : Alger, 9 juin 1900 (01, 367).

SECTION IV.

Droit musulman.

21. En droit musulman tunisien, aussi bien d'après le rite hanafite que dans le rite malékite, une donation n'est valable qu'autant qu'elle réunit les conditions suivantes : 1° une déclaration du donateur ; 2° l'acceptation du donataire ; 3° la prise de possession : Tunis, 14 mai 1892 (96, 280). — *22*. Le défaut d'accomplissement de cette dernière condition vicie la donation, qui doit être considérée comme nulle, sauf dans deux cas : 1° si la donation a été consentie par les parents à l'occasion du mariage de leurs enfants ; 2° si le donataire n'a pas connu la donation ou si, quand il l'a connue, le donateur a refusé de le mettre en possession : Tunis, 14 mai 1892 (96, 280). — *23*. La seconde de ces deux exceptions profite aux héritiers du donataire comme à lui-même : Tunis, 14 mai 1892 (96, 280). —

24. Il ne suffit pas, pour la validité d'une donation, que l'acte porte mention que le donataire a pris possession de la chose donnée ; il faut de plus qu'il y ait prise de possession effective par le donataire et dessaisissement du donateur : Tunis, 14 mai 1892 (96, 280) ; 17 juill. 1893 (97, 375) ; Tribunal mixte, 29 déc. 1894 (98, 116) ; Tunis, 26 mars 1898 (98, 594) ; 27 janv. 1902 (02, 207). — *25.* Il n'est pas suppléé suffisamment à la prise de possession par la détention du titre de propriété relatif à l'immeuble, car elle doit être effective, publique et manifester aux tiers la volonté de disposer de tous les biens donnés : Tunis, 17 juill. 1893 (97, 375). — *26.* Une donation ne peut pas être annulée en droit musulman faute de prise de possession, s'il est constant que les donataires, qui habitaient auparavant l'immeuble, n'ont pas cessé de le faire : Alger, 4 déc. 1899 (00, 24). — *27.* En droit malékite, il est permis de disposer par donation entre vifs de la totalité de ses biens au profit de toute personne vivante, fut-elle successible : Alger, 4 déc. 1899 (00, 24). — *28.* A supposer que l'acte de vente d'une propriété immobilière ne soit qu'une donation déguisée par un musulman à d'autres musulmans, il ne s'ensuivrait pas une nullité dudit acte car, dans la coutume musulmane comme sous l'empire de la loi française, il est permis de faire sous une forme déguisée ce qu'il est permis de faire ouvertement : Alger, 4 déc. 1899 (00, 24). — *29.* Suivant le droit musulman, sont nulles les donations faites au cours d'une maladie suivie de la mort du donateur ; mais, pour constituer cette incapacité, la maladie doit être contemporaine de la libéralité, avoir été de nature à entraîner la mort et en être la cause déterminante ; une maladie quelconque, non précisée ni déterminée, ne saurait entraîner une incapacité : Alger, 9 nov. 1904 (05, 615). — *30.* La loi tunisienne n'impose en aucune manière l'obligation de la transcription de la donation d'une propriété non immatriculée sur le titre de propriété pour la rendre opposable aux tiers. Par conséquent ladite propriété ne peut être saisie par un créancier chirographaire du donateur : Alger, 26 févr. 1895 (95, 557). — *31.* Toutefois le donataire est en faute si, ayant laissé le titre de la propriété aux mains du donateur, celui-ci a pu, de connivence ou non avec lui, persuader aux tiers qu'il n'avait pas cessé d'être propriétaire et obtenir d'eux des remises de fonds plus ou moins considérables à titre de prêt : Alger, 26 févr. 1895 (95, 557). — *32.* Il y a donc lieu de reconnaître le donataire responsable du préjudice éprouvé ainsi par les tiers et, en réparation de ce préjudice, mettre tous les dépens à sa charge : Alger, 26 février 1895 (95, 557).

DOT.

Voir : Compétence civile, ch. II sect. II et ch. IV sect. I.
Régime matrimonial, ch. II sect. I.

DOTATIONS DE LA FAMILLE BEYLICALE.

Voir : Saisie-arrêt, ch. I sect I.

DOUANES ET MONOPOLES.

Bibliographie. — Boulard, *Fin. de la Tun.*, p. 120. — Chaudier, *Rég. douanier de la Tun.* — Collas, *Rég. douanier de la Tun.*, p. 162. — Colosio, *Resp. en mat. d'amendes* (Journ. trib. Tun., 1907, p. 134). — De Dianous, *Législ. Tun.*, p. 185. — Dubourdieu, *Conf. adm.*, p. 107. — Estoublon, *Notices sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç. 1898, p. 391, 1899, p. 188, 1900, p. 230). — Leroy-Beaulieu, *Alg ér. et Tun.*, p. 544. — Pandectes françaises, *Rép. alph.* V° Douanes, N° 2291, V° Tunisie, N° 79. — Poignard, *Notices sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç. 1890, p. 208). — Tilloy, *Rép. alph.* t. III, p. 1465. — X..... (Journ. trib. Tun. 1897 p. 131).

CHAPITRE PREMIER

Règles générales.

SECTION PREMIÈRE

Application aux européens.

1. Les sujets anglais ne sauraient se prévaloir des termes de l'art. 20 du traité anglo-tunisien de 1875 pour se soustraire, en matière de douanes, à l'application de peines correctionnelles, l'Ordre en Conseil du 31 décembre 1883 décidant en termes formels que les sujets britanniques deviennent justiciables des tribunaux français dans les mêmes conditions que les français : Tunis, 13 mai 1887 (89, 306). — *2.* En conséquence le décret beylical du 14 hidjé 1301 relatif aux douanes et monopoles, régulièrement approuvé par arrêté résidentiel, est applicable aux sujets anglais comme il l'est aux français : Tunis, 13 mai 1887 (89, 306). — *3.* L'art. 41 du traité anglo-tunisien de 1875 est sans portée dans l'espèce actuelle et consacre au contraire le droit qui appartient au Bey d'édicter des règlements d'administration intérieure concernant les douanes : Tunis, 13 mai 1887 (89, 306). — *4.* Aux termes de l'art. II du traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875, si un négociant britannique achète pour l'exportation un article quelconque d'origine tunisienne, naturel ou manufacturé, et qu'il ait déjà été perçu sur cet article les taxes intérieures connues sous les noms d'achour, kanoun, mahsoulats et autres, le dit article n'est assujetti au port d'embarquement qu'au seul droit d'exportation et au paiement des honoraires des notaires et des droits de mesurage fixés par la loi : Sousse, 13 mars 1890 (94, 135). — *5.* Il s'ensuit que l'exportateur

a la charge d'établir que les marchandises ont supporté la perception des taxes intérieures et que l'administration des douanes est fondée à s'opposer à l'embarquement tant que cette justification n'est pas rapportée : Sousse, 13 mars 1890 (94, 135). — *6.* La taxe établie par le décret beylical du 26 septembre 1896 sur le tarif des douanes est obligatoire, quels que soient d'ailleurs les usages qui auraient pu en modifier l'application : Alger, 18 juin 1901 (01, 536). — 7. Les marchandises provenant de la Régence de Tunis sont soumises, lors de leur débarquement dans un port tunisien, aux droits ordinaires d'importation et notamment pour les alfas au droit de *8 0/0* ad valorem, si le chargeur n'est pas porteur d'un passavant et ne représente pas la quittance régulière des droits consignés, conformément à l'article 25 du décret du 3 octobre 1884 réglementant les douanes et monopoles : Just. p. Sfax, 21 août 1888 (891, 231). — *8.* Le chargeur ne saurait se soustraire à cette obligation sous le prétexte que les marchandises auraient été chargées dans un port non compris dans la liste des ports ouverts au commerce par l'article 10 du décret susvisé : Just. p. Sfax, 21 août 1888 (89, 231).

SECTION II.

Application aux marchandises tunisiennes.

9. Aux termes de l'art. 24 du décret beylical du 3 octobre 1884, les marchandises étrangères ayant acquitté le droit d'importation et n'ayant pas de similaires dans le pays, transportées par mer d'un port à un autre port de la Régence, devront être accompagnées d'un certificat délivré par la Douane attestant le paiement de ces droits, sous peine d'être assujetties au paiement d'un nouveau droit d'importation : Tunis, 21 mars 1900 (01, 216). — ***10.*** Cette règle est applicable, bien que la marchandise transportée d'un port à un autre de la Régence soit accompagnée d'un passavant, alors surtout qu'une mention de cette pièce indique que l'origine de la marchandise n'a pas été vérifiée : Tunis, 21 mars 1900 (01, 216). — ***11.*** Tombe sous l'application de l'art. 7 du décret beylical du 14 hidjé 1301 celui qui ne déclare pas à la douane l'existence de bijoux d'or ou d'argent qu'il introduit en Tunisie, ou qui fait, en ce qui les concerne, une déclaration négative fausse : Ouzara, 22 juin 1897 (98, 512). — ***12.*** Il importe peu, d'ailleurs, que le délinquant soit en mesure d'établir que les objets dont s'agit ont été fabriqués en Tunisie, cette circonstance n'étant pas de nature à faire disparaître le délit et l'offre de preuve formulée à ce sujet étant, par suite, irrecevable : Ouzara, 22 juin 1897 (98, 512).

SECTION III.

Application du tarif général.

13. Est soumise au tarif général des douanes tunisiennes la cargaison d'un navire qui, bien que provenant d'un pays ayant un arrangement

commercial avec la Régence (la Russie), a relâché dans un port d'un pays qui n'en possède pas (la Roumanie) : Tunis, 22 juin 1898 (98, 463). — *14*. La tolérance apportée par l'Administration des douanes tunisiennes dans l'application d'un tarif ne crée aucun droit au profit des redevables et ne saurait faire obstacle, ultérieurement, à l'application intégrale dudit tarif : Tunis, 22 nov. 1899 (00, 369). — *15*. L'art. 2 du décret du 20 août 1897, qui autorise l'application de l'ancien tarif des douanes aux produits étrangers que les importateurs justifieront avoir été expédiés antérieurement à la date de ce nouveau texte, n'est pas applicable aux produits originaires d'un pays qui n'a de traité de commerce avec la Tunisie : Tunis, 22 nov. 1899 (00, 369).

SECTION IV.

Paiement des droits en nature.

16. Lorsque les droits de douane sont payés en nature, le calcul du prélèvement de *8 0/0* doit se faire sur la totalité des marchandises introduites et non sur la quantité de marchandises restant après ledit prélèvement : Just. p. Sfax, 27 nov. 1888 (90, 214).

SECTION V.

Magasinage.

17. Le règlement du port de Tunis, approuvé par un décret beylical du 10 mars 1899, dispose, dans son art. 31 : « Les terre-pleins couverts et découverts sont exclusivement affectés au dépôt des marchandises avant leur embarquement et après leur débarquement : Tunis, 8 juin 1904 (04, 638). — *18*. La garde et la conservation des marchandises placées sous les hangars et terre pleins découverts restent à la charge des intéressés. L'Administration et la Compagnie des ports ne peuvent être rendues responsables de la perte, de l'incendie ou des avaries quelconques des marchandises qui y sont déposées ». : Tunis, 8 juin 1904 (04, 638). — *19*. Par suite est mal fondée l'action en responsabilité intentée par un particulier, à la suite de la disparition de sa marchandise, déposée sur les terre-pleins du port de Tunis pour son embarquement, à l'encontre du gardien de l'Administration des douanes : Tunis, 8 juin 1904 (04, 638). — *20*. Le café, en ce qui concerne le droit de magasinage, rentre dans la troisième catégorie des marchandises énumérées au règlement du port de Tunis approuvé par décret beylical du 10 mars 1899 : Tunis, 13 déc. 1899 (00, 144). — *21*. Le droit de magasinage applicable en l'espèce est donc celui de quatre centimes par semaine et par cent kilos : Tunis, 13 déc. 1899 (00, 144). — *22*. D'après le décret beylical du 20 mars 1882, art. 5 et suiv., la Douane de Tunisie n'est pas responsable des pertes ou avaries

de marchandises non logées dans ses entrepôts ou non soumises au droit de magasinage : Just. p. Tunis-Nord, 29 oct. 1896 (97, 128). — *23.* En conséquence, la responsabilité des pertes ou avaries survenues à des marchandises de cette catégorie incombe à la Compagnie de transport ou au destinataire, selon que les pertes ou avaries sont survenues avant ou après la livraison : Just. p. Tunis-Nord, 29 oct. 1893 (97, 128).

CHAPITRE II.

Règles spéciales à certains produits.

SECTION PREMIÈRE.

Huiles.

24. Lorsqu'il s'agit de chercher l'origine d'une huile importée en Tunisie et de savoir si c'est de l'huile étrangère, notamment de l'huile espagnole, le juge, bien que les experts aient déclaré qu'il était impossible de fixer, d'une manière précise et sûre, l'origine de l'huile importée, peut néanmoins se livrer à cette recherche et déclarer, à l'aide des documents et des circonstances de la cause dans l'espèce, en se fondant sur la facture de l'expéditeur et sur le bas prix de la marchandise, que l'huile désignée dans le certificat d'origine et dans la déclaration d'importation n'était pas d'origine française : Cass. crim., 30 mars 1901 (01, 292).

SECTION II.

Laines.

25. Le négociant qui exporte des laines de la Régence à l'étranger doit justifier du paiement du droit de six piastres vingt cinq centièmes par cent piastres, dit droit de la carroube, et cette justification ne peut résulter que de la production d'une quittance régulière extraite du registre à souche spécial prescrit par les réglements : Sousse, 29 nov. 1888 (89, 33). — *26* Le droit de deux ou une piastre par quintal de laine lavée ou non lavée à percevoir lors de l'exportation par voie de mer, droit édicté par le décret du 22 rabia el aoual 1288 (11 juin 1871), est distinct du premier droit de la carroube : Sousse, 29 nov. 1888 (89, 33). — *27.* Le droit de deux ou une piastre ne peut être perçu à l'encontre d'un sujet britannique, l'article 11 du traité anglo tunisien disposant que les articles destinés à l'exportation, lorsqu'ils auront été frappés de taxes intérieures, mahsoulats ou autres, seront seulement assujettis aux droits de douane et de mesurage et au paiement des honoraires des notaires et seront exempts de tout autre droit à l'embarquement : Sousse, 29 nov. 1888 (89, 33). — *28.* Cette immunité est applicable également aux citoyens, sujets et protégés français en vertu des traités intervenus entre le Gouvernement

français et le Beylik, traités qui accordent à la France le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée : Sousse, 29 nov. 1888 (89,33).

SECTION III

Céréales.

29. En Tunisie, à défaut d'un texte précis, l'usage confirmé par un texte authentique comme celui d'un traité international suffit pour servir de base à la perception d'un impôt : Sousse, 17 janv. 1889 (89, 36). — *30*. Le texte des traités franco-tunisien et anglo-tunisien de 1824 et de 1875 faisant mention du droit du 20 caroubes par caffis d'orge importé, peut servir de base juridique à la perception de cet impôt, à titre de constatation officielle de l'usage en vertu duquel cet impôt était perçu de temps immémorial : Sousse, 17 janv. 1889 (89, 36). — *31*. La taxe de 20 caroubes par caffis d'orge à l'importation, quoique perçu, soit par le fermier des mahsoulats, soit par l'Administration des douanes dans les localités où l'Administration des contributions diverses n'a pas de représentant, n'est point une taxe douanière ni un impôt de mahsoulats, mais bien une taxe spéciale ayant un caractère propre ; et on ne saurait tirer argument, en faveur de son abrogation implicite, de ce fait que les décrets sur les douanes et monopoles et sur les mahsoulats n'en font point mention : Sousse, 17 janv. 1889 (89, 36). — *32*. Le fait par l'administration intéressée de n'avoir pas appliqué ce droit pendant un laps de temps plus ou moins long ne saurait davantage constituer une abrogation tacite de ce droit, alors surtout qu'il s'agit d'une taxe qui ne peut donner lieu à perception que dans les années de disette extrême, puisque la Régence exporte habituellement des céréales au lieu d'en recevoir à l'importation : Sousse, 17 janv. 1889 (89, 36). — *33*. Aux termes de l'art. 2 du décret beylical du 9 juillet 1904, qui a modifié le tarif des droits de douane à l'importation établi par le décret du 2 mai 1898, spécialement dans les art. 87 à 101 du tableau *A* y annexé, les produits sur lesquels portait la modification pouvaient être admis aux conditions de l'ancien tarif, à condition que les importateurs justifient qu'ils avaient été expédiés à destination d'un port tunisien avant la date de l'insertion au *Journal Officiel* du décret modificatif et qu'ils se trouvaient en cours de route au jour de son entrée en vigueur : Tunis, 28 février 1906 (06, 483). — *34*. Cette disposition, toute exceptionnelle, ne trouve pas application au cas où la marchandise importée, bien que mise en route en temps voulu avec une charte-partie indiquant Tunis comme destination, n'a été en réalité achetée par l'importateur que postérieurement à l'insertion du décret du 9 juillet 1904 au *Journal Officiel*, alors qu'elle se trouvait à l'état de cargaison flottante, c'est-à-dire sans destination déterminée, dans un port de relâche où le navire avait dû attendre les ordres pendant cinquante jours : Tunis, 28 févr. 1906 (06, 483). — *35*.

Il en est ainsi tout au moins, quand la cargaison ainsi expédiée était accompagnée de documents à ordre et qu'aucun destinataire ou consignataire à Tunis ne s'y trouvait mentionné : Tunis, 28 févr. 1906 (06, 483).

SECTION IV

Argent en feuilles

36. Le droit d'importation de 8 °/₀ qui, aux termes du décret beylical du 14 hidjé 1301, et sauf exception, frappe toute marchandise entrant dans la Régence, est applicable à l'argent en feuilles : Tunis, 21 avr. 1888 (94, 95). — *37.* Cette marchandise ne saurait, sous cette forme, bénéficier du tarif de faveur spécial à la bijouterie et à l'horlogerie, non plus que de l'exemption de tous droits dont bénéficient les lingots d'or et d'argent : Tunis, 21 avr. 1888 (94, 95).

CHAPITRE III

Monopoles

38. Un commerçant ne tombe sous le coup de l'art. 86 du décret beylical du 3 octobre 1884 (14 hidjé 1301) que s'il vend aux particuliers le sel par lui acheté à la Régie ; mais la simple détention de ce sel n'est pas punie par la loi : Just. p. La Goulette, 9 mars 1885 (90, 64). — *39.* L'existence du monopole de la fabrication du sel, réservé au Gouvernement tunisien, n'est pas un obstacle à la fabrication libre de la soude par des particuliers : Tunis, 21 févr. 1898 (98, 186 *bis*).

CHAPITRE IV

Contrebande

SECTION PREMIÈRE

Règles générales

§ I. — Procès-verbaux

40. Est valable le procès-verbal dressé par deux agents pour la constatation de la fausseté d'une déclaration d'exportation, même si ces deux agents ont agi séparément : Sousse, 13 janv. 1904 (06, 589). — *41.* Le procès-verbal régulièrement dressé vaut jusqu'à preuve contraire et non jusqu'à inscription de faux : Tunis, 24 févr. 1896 (96, 160) ; Alger, 19 oct. 1901 (02, 198). — *42.* Il n'appartient pas au juge d'ordonner que la preuve des faits contenus au procès-verbal sera faite par l'Administration qui l'a fait dresser : Alger, 19 oct. 1901 (02, 198). — *43.* Il doit, au contraire, se refuser à ordonner toute mesure d'instruction, alors que la preuve contraire

n'a pas été offerte par le prévenu : Alger, 19 oct. 1901 (02, 198). — *44*. Les procès-verbaux dressés par un Inspecteur de police, alors même que ce fonctionnaire est qualifié, comme en Tunisie, faisant fonctions de Commissaire de police, n'ont d'autre valeur que celle d'un simple rapport : Sousse, 10 juill. 1889 (90, 183). — *45*. Les formalités énumérées au chap. XV du décret beylical du 3 octobre 1884 et notamment celles indiquées par l'art. 115 dudit décret, pour la rédaction des procès-verbaux, ne sont pas prescrites à peine de nullité : Cass. crim., 10 avr. 1903 (08, 353). — *46*. Spécialement, il suffit, pour la régularité de la poursuite, et pour satisfaire aux prescriptions de l'art. 115 du décret du 3 octobre 1884, que le prévenu ait été averti verbalement par les agents, du jour, du lieu et de l'heure où le procès-verbal sera rédigé afin qu'il puisse assister à cette rédaction et faire consigner ses observations et ses moyens de défense : Cass. crim., 10 avr. 1908 (08, 353).

§ II. — Perquisitions

47. Le décret du 14 hidjé 1301 qui prescrit les conditions dans lesquelles seraient opérées les perquisitions à domicile faites par les agents de la Régie, ne saurait s'appliquer aux voitures publiques, alors surtout que le propriétaire de la voiture n'a pas protesté lors de la perquisition : Alger, 19 oct. 1901 (02, 198). — *48*. Commet le délit de violation de domicile par fonctionnaire public, l'agent de la ferme des tabacs et du sel qui s'introduit dans le domicile des citoyens contre leur gré, sans remplir les formalités prévues par le décret beylical du 3 octobre 1884 sur les Douanes et Monopoles, et qui procède notamment à des perquisitions sans le représentant de l'autorité compétente : Sousse, 19 juin 1891 (92, 247).

§ III. — Confiscations

49. Les dispositions légales qui, en matière de contrebande, prononcent la confiscation des moyens de transport, ont une portée générale et ne comportent aucune distinction entre les moyens de transport appartenant aux auteurs même de l'infraction et ceux qui appartiennent à des tiers : Tunis, 27 mai 1902 (03, 487). — *50*. Aux termes de l'art. 27 du décret beylical du 14 hidjé 1301, toute tentative d'exportation en contrebande est punissable d'une amende de 90 fr. et de la confiscation de la marchandise saisie et des moyens de transport : Ouzara, 23 mars 1896 (96, 578). — *51*. Ceci s'applique spécialement aux huiles et la preuve de la contravention résulte suffisamment, en cette matière, d'un procès-verbal dressé régulièrement par des agents assermentés : Ouzara, 23 mars 1896 (96, 578). — *52* La confiscation des moyens de transport peut légalement s'appliquer, en Tunisie, au délit de distribution de poudre sans autorisation ;

Cass. crim., 13 janv. 1898 (98, 60). — *53*. En effet, l'art. 93 du décret du 14 hidjé 1301 (3 octobre 1884) punit le transport sans autorisation de la poudre dans les termes les plus généraux et place sur la même ligne la distribution et le colportage : Cass. crim., 13 janv. 1898 (98, 60). — *54*. S'il prescrit la confiscation au cas de colportage sans rappeler la distribution, c'est qu'il emploie l'expression la plus compréhensive ; mais il n'exclut point, par là, le délit de distribution non autorisée qui comporte les mêmes pénalités, accessoires comme principales, que le colportage : Cass. crim., 13 janv. 1898 (98, 60).

§ 4. — Amendes

55. Au cas où le délit de contrebande est reconnu à la charge d'un individu notoirement insolvable, il n'appartient pas au tribunal de répression de lui infliger une peine d'emprisonnement au lieu de celle de l'amende qu'il a encourue, en outre de la peine de un jour à un mois prévue par l'article 8 du décret du 14 hidjé 1301 : Ouzara, 9 févr. 1903 (03, 292). — *56*. Est civilement responsable de l'amende et des frais le patron de l'inculpé qui s'est livré à des voies de fait envers les agents assermentés des Contributions diverses dans l'exercice de leurs fonctions : Tunis, 7 mai 1904 (06, 636). — *57*. En principe, la responsabilité civile des maîtres et commettants, établie par l'art. 1384 C. civ., est restreinte, quant aux délits commis par les domestiques ou préposés, aux dommages-intérêts et aux dépens ; elle ne s'étend aux amendes que dans les cas prévus et déterminés par les lois spéciales ou lorsque les amendes revêtent le caractère mixte de pénalité et de réparation du préjudice : Alger, 15 juin 1906 (07, 106). — *58*. S'il en est ainsi pour les amendes en matière de douane, on ne saurait leur assimiler les amendes prononcées pour importation de chira, qui ont exclusivement le caractère de pénalité : Alger, 15 juin 1906 (07, 106). — *59*. Par conséquent on ne saurait considérer une Compagnie de navigation comme civilement responsable de l'amende à laquelle est condamné un de ses matelots, pour importation de chira ; mais elle doit au contraire être tenue des dépens : Alger, 15 juin 1906 (07, 106). — *60*. L'amende édictée par l'art. 57 du décret beylical du 3 octobre 1884 pour outrage aux agents des Administrations et régies financières, a le caractère d'une réparation civile et, par suite, la responsabilité civile du patron de l'auteur de cet outrage s'étend à cette amende : Alger, 25 mai 1905 (07, 76).

§ 5. — Prescription en la matière

61. Les délits de contrebande prévus et réprimés par les art. 26 et suiv. du décret beylical du 3 octobre 1884 tombent sous l'application de la prescription de trois ans édictée par l'art. 638 C. inst. crim ; Sousse,

1er juill. 1897 (97, 574). — *62*. Et cette prescription entraîne celle de l'action civile, bien que portée devant les tribunaux civils, lorsqu'elle est fondée sur les conséquences dommageables du crime ou du délit : Sousse, 1er juill. 1897 (97, 574).

SECTION II

Contrebande de tabac

63. Le chef d'un train de chemins de fer est personnellement responsable du fait de contrebande résultant de l'introduction en Tunisie d'une certaine quantité de tabac cachée dans la vigie d'un wagon dépendant du train, alors que cette vigie n'était occupée par aucun employé : Tunis, 5 août 1893 (96, 339). — *64*. La compagnie de chemins de fer qui exploite la ligne sur laquelle ce train a circulé est civilement responsable, en ce cas, du fait de son préposé : Tunis, 5 août 1893 (96, 339). — *65*. Elle objecterait vainement, pour se soustraire à cette responsabilité, qu'en se livrant à des faits de contrebande, cet employé n'a pu agir dans l'exercice de ses fonctions : Tunis, 5 août 1893 (96, 339). — *66*. En effet, ou bien le chef de train a effectué lui même l'introduction clandestine des objets de contrebande, grâce aux facilités d'accès que lui procurait sa situation ou bien il l'a laissée faire par un tiers, en manquant à ses obligations professionnelles, soit par une complaisance coupable, soit par négligence: Tunis, 5 août 1893 (96, 339). — *67*. Dans tous les cas, c'est la fonction même qui a donné les moyens de commettre la faute, d'où il suit que celle-ci a bien été commise dans l'exercice de la fonction : Tunis, 5 août 1893 (96, 339). — *68*. La preuve du délit de contrebande n'est pas faite contre l'inculpé par le procès-verbal qui constate la découverte de tabac en feuilles dans un jardin appartenant audit inculpé et situé à proximité de son habitation, si, d'ailleurs, il est constaté que ce jardin est sans clôture et qu'il est accessible au-public : Ouzara, 23 juill. 1896 (96, 580). — *69*. Il y a contravention aux dispositions de l'art. 78 du décret du 14 hidjé 1301, lorsque les agents chargés de la répression de la contrebande du tabac perquisitionnent dans un lieu autre que celui pour lequel ils ont demandé son concours à l'autorité locale et pénètrent dans les locaux habités par des femmes sans l'assistance d'une femme de confiance : Ouzara, 15 nov. 1887 (98, 408). — *70*. Et ces circonstances entraînent la nullité de la poursuite : Ouzara, 15 nov. 1887 (98, 408). — *71*. Si les procès verbaux en matière de contrebande de tabac font foi jusqu'à preuve contraire, celle-ci doit pouvoir s'exercer librement : Ouzara, 18 nov. 1897 (98, 410). — *72*. Notamment, lorsque le prévenu affirme que le tabac trouvé chez lui n'était pas de provenance frauduleuse, il a droit à faire procéder à l'examen de ce tabac par une personne compétente : Ouzara, 18 nov. 1897 (98, 410). — *73*. La nature frauduleuse du tabac ne résulte nullement, dans ces conditions, de

la simple énonciation du procès verbal, non accompagnée de description ou de l'affirmation d'une circonstance probante quelconque : Ouzara, 18 nov. 1897 (98, 410). — 74. Le prévenu doit donc être relaxé si le tabac saisi ne peut être représenté ; il en est ainsi surtout lorsqu'il résulte de l'information que le prévenu jouit d'une bonne réputation et ne se livre pas habituellement à la contrebande : Ouzara, 18 nov. 1897 (98, 410). — 75. La preuve du délit de contrebande ne saurait résulter du procès-verbal dressé par un agent des monopoles et constatant que le délinquant aurait laissé tomber, lors d'une fouille à corps, une tabatière contenant du tabac de contrebande, alors que la pièce à conviction n'est pas représentée : Ouzara, 10 mai 1897 (97, 367). — 76. Elle ne saurait résulter davantage de ce que le prévenu, qui remplit les fonctions de cheikh, aurait refusé à l'agent des monopoles de lui acheter des tabatières pleines de tabac à priser, pour les revendre à ses administrés ; un pareil refus est légitime et n'implique aucunement que le cheikh ou sa fraction se livrent à la contrebande : Ouzara, 10 mai 1897 (97, 367). — 77. Est insuffisante pour établir l'origine frauduleuse du tabac saisi sur un individu, l'énonciation du procès verbal qui affirme purement et simplement que le tabac trouvé est du tabac de fraude, sans indiquer, ni qu'il ait été procédé à un examen, ni les circonstances et données matérielles qui ont conduit l'agent verbalisateur à la conviction qu'il exprime : Ouzara, 9 déc. 1897 (98, 335). — 78. Aucune condamnation ne peut donc intervenir contre l'inculpé, en vertu d'un tel procès verbal, alors d'ailleurs que cet inculpé soutient que le tabac provenait de la Régie, que la pièce à conviction n'est point représentée et qu'elle a été détruite sans aucun examen par les ingénieurs des monopoles : Ouzara, 9 déc. 1897 (98, 335). — 79. En effet, le prévenu se trouve ainsi privé du droit de faire la preuve contraire, d'autant plus admissible, en l'espèce, que la preuve du délit est, par elle-même, insuffisante : Ouzara, 9 déc. 1897 (98, 335). — 80. Il n'y a pas de preuve d'importation frauduleuse de tabac par navire, par cela seul qu'il existe une différence entre les provisions existant à l'arrivée et les indications portées au manifeste de sortie dont le manifeste d'entrée est la reproduction intégrale : Sousse, 26 janv. 1898 (98, 385) ; Cass. crim., 21 juill. 1899 (99, 584). — 81. En effet, cette différence peut être le résultat d'une consommation normale des hommes d'équipage en cours de route, et il n'en résulte aucune contravention, ni à l'art. 18 du décret du 14 hidjé 1301, parce que les provisions de bord ne font pas partie des marchandises obligatoirement accusées sur le manifeste, ni à l'art. 8 du même décret, parce que l'introduction n'est pas établie : Sousse, 26 janv. 1898 (98, 385) ; Cass. crim., 21 juill. 1899 (99, 584). — 82. Le fait par les agents du fisc de laisser introduire en Tunisie, une petite quantité de tabac pour l'usage personnel de l'introducteur, ne constitue qu'une simple tolérance et ne

peut créer aucun droit en faveur de celui-ci : Tunis, 13 mai 1887 (89, 306).— *83*. La production des objets saisis n'est point prescrite, en matière de délits correctionnels, à peine de nullité : Sousse, 3 nov. 1892 (92, 279). — *84*. La détention du tabac en feuilles est un délit prévu et réprimé par l'art. 73 du décret beylical du 14 hidjé 1301 (3 octobre 1884), quelle que soit la quantité trouvée chez le détenteur et indépendamment de toute intention coupable : Sousse, 3 nov. 1892 (92, 279).

SECTION III

Responsabilité des fautes commises par les agents

85. Une demande en dommages-intérêts pour le préjudice causé par une saisie opérée par l'Administration des contributions diverses ne peut être appréciée, tant que la juridiction pénale n'a pas statué la contravention relevée, et par suite, décidé si la saisie a été, ou non, régulière : Sousse, 16 déc. 1897 (93, 270). — *86*. L'Administration des finances tunisiennes est responsable de la faute commise par ses agents qui a causé une poursuite injustifiée et un dommage au prétendu contrevenant : Tunis, 22 nov. 1899 (02,100). — *87*. Le décret de germinal an XIII, relatif aux droits réunis et spécial à l'Administration des finances françaises, qui limite la responsabilité de la régie à un pour cent par mois de la valeur des objets saisis, ne saurait être applicable à l'Administration des finances tunisiennes, qui reste dès lors soumise en cette matière aux règles du droit commun : Tunis, 22 nov. 1899 (02, 100).

DROIT ALLEMAND

Voir : Aliments, ch. II sect. I. — Contrat, ch. III sect. II. — Interdiction, ch. III. — Mariage, ch. III. — Nationalité, ch. I sect. III. — Régime matrimonial. ch. II. sect. V. — Testament, sect. VI.

DROIT ANGLAIS

Voir : Arbitrage, ch. II sect. II. — Conseil judiciaire, sect. II. — Divorce, ch. III sect. III. — Mariage, ch. III. — Testament, sect IV.

DROIT ARGENTIN

Voir : Divorce, ch. III sect. III.

DROIT AUTRICHIEN

Voir : Divorce, ch. III sect. III. — Mariage, ch. III. — Régime matrimonial, ch. II sect IV. — Succession, ch. I sect. V, — Testament, sect. V.

DROIT BELGE

Voir : Autorisation de femme mariée, ch. II sect. II. — Contrat, ch. III sect. IV. — Mariage, ch. III. — Mineur, ch. V.

DROIT BRÉSILIEN

Voir : Conseil judiciaire, sect. III. — Divorce ch. III sect. III.

DROIT CANONIQUE

Voir : Séparation de corps, ch. III sect. IV.

DROIT CIVIL DE L'EXARCHAT BULGARE

Voir : Testament, sect. IX.

DROIT DES ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE

Voir : Mariage, ch. III. — Régime matrimonial. ch. II sect. VI.

DROIT ESPAGNOL

Voir : Divorce, ch. III sect. III. — Garde d'enfants. ch. III. — Mineur, ch. VI.

DROIT GREC

Voir : Autorisation de femme mariée, ch. II sect. III. — Faillite, ch. II sect. II. — Mineur, ch VII. — Nationalité, ch. I sect. III.

DROIT ITALIEN

Voir : Aliments, ch. II sect. III. — Arbitrage, ch. II sect. I. — Autorisation de femme mariée, ch. II sect. I. — Compétence civile, ch. VI sect. II. — Contrat, ch. III sect. I. — Divorce, ch. III sect. III. — Donation, sect. II. — Exequatur, ch. III sect. I. — Faillite, ch. II sect. II. — Garde d'enfants, ch. II. — Interdiction, ch. II. — Mariage, ch. II. — Mineur, ch. II. — Naturalisation, sect. III. — Paternité et filiation, ch. III. — Régime matrimonial, ch. II sect. I. — Séduction, sect. III. — Séparation de corps, ch. III sect. I. — Sociétés, ch. III sect. II. — Succession, ch I. sect. I et ch. II sect I. — Testament, sect. II.

DROIT LUXEMBOURGEOIS

Voir : Contrat, ch. III sect V. — Exequatur, ch. III sect. II. — Mariage, ch. III.

DROIT MALTAIS

Voir : Ajournement, ch. III. — Aliments, ch. II sect. IV. — Autorisation de femme mariée, ch. II sect. IV. — Compétence civile, ch. VI sect. I. — Donation, sect. III. — Mariage, ch. III. — Mineur. ch. III. — Paternité et filiation, ch. IV. — Régime matrimonial, ch. II sect. II. — Séparation de corps, ch. III sect. II. — Sociétés, ch. III sect. III. — Succession, ch. II sect. II. — Testament, sect. III.

DROIT MONÉGASQUE

Voir : Exequatur, ch. III sect. III.

DROIT MUSULMAN

Voir : Aliments, ch. II sect. V. — Autorisation de femme mariée, ch. II sect. VI. — Chefaa, ch. I sect. I. — Divorce, ch. III sect. III. — Donation, sect. IV. — Enzel. — Garde d'enfants, ch. IV. — Habous. — Interdiction, ch. III. — Mandat, sect. II. — Mariage, ch. IV. — Mineur, ch. VIII. — Mogharsa, sect. I. — Paternité et filiation, ch. V. — Prescription civile, ch. II. — Preuve testimoniale, ch. I sect. IV. — Régime matrimonial, ch. II sect. VIII. — Rites musulmans. — Servitudes, ch. II. Succession, ch. II sect. III. — Testament, sect. X.

DROIT MUSULMAN IBADITE

Voir : Notariat indigène, sect. V.

DROIT NÉERLANDAIS

Voir : Nationalité. ch. I sect. III. — Testament, sect. VII.

DROIT NORVÉGIEN

Voir : Nationalité, ch. I sect. III.

DROIT OTTOMAN

Voir : Divorce, ch. III sect. III. — Mariage, ch. III. — Naturalisation, sect. III. — Succession, ch. I sect. I.

DROIT RABBINIQUE

Voir : Aliments, ch. II sect. VI. — Divorce, ch. III sect. III. — Faillite, ch. II sect. II. — Garde d'enfants, ch. V. — Mariage, ch. V. — Mineur, ch. IX. — Paternité et filiation, ch. VI. — Régime matrimonial, ch. II sect. VII. — Séduction, sect. IV. — Succession, ch. II sect. IV,

DROIT RUSSE

Voir : Autorisation de femme mariée, ch. II sect. V. — Contrat, ch. III sect. VI. — Divorce. ch. III sect. III. — Mariage, ch. III. — Nationalité, ch. I sect. III. — Régime matrimonial, ch. II sect. III. — Séparation de corps, ch. III sect. III. — Testament, sect. VIII.

DROIT DE MUTATION

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 87 et 94. — BOULARD, *Fin. de la Tun.*, p. 133. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV p. 1584.

SECTION PREMIÈRE

Assiette du droit

1. Le droit de carroube de 61/4 p. 0/0 sur les ventes immobilières n'est pas applicable aux ventes immobilières effectuées à la barre des tribunaux français de la Régence : Tunis, 30 mai 1888 (92, 94) ; 9 mars 1891 (92, 96). — *2. En sens contraire :* Tunis, 7 déc. 1891 (92, 53). — *3.* L'article 2 du décret du 1er novembre 1893 assujettit au droit proportionnel de mutation toutes les transmissions de biens immeubles sans exception : Sousse, 15 juin 1899 (99, 533). — 4. L'exception qui pourrait être apportée à cette règle, tirée des principes de la loi française en matière, (loi du 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, n° 7 ; loi du 27 ventôse an IX, art. 12.) — ne saurait s'appliquer à un jugement d'expédient donnant simplement acte de l'accord des parties qui se retrocèdent un immeuble ; elle profite exclusivement aux résolutions judiciaires dont les causes ont été formellement vérifiées et appréciées par le juge compétent : Sousse, 15 juin 1899 (99, 533). — 5. Il y a mutation de propriété donnant ouverture à la perception de la taxe établie par les art. 1 et 3 du décret beylical du 1er novembre 1893, dans la rétrocession d'une propriété immatriculée, faite par le bénéficiaire de l'immatriculation à un tiers, pour éviter le paiement de dommages-intérêts dus à ce dernier en raison du préjudice que lui avait causé l'immatriculation : Tunis, 24 juillet 1899 (99, 526). — *6.* Le contrat moyennant lequel un emprunteur cède la totalité de ses droits de propriété sur un immeuble au prêteur, à titre de *rahnia* ou de nantissement, bien que considéré par ceux qui en font usage, en Tunisie, comme une vente à réméré, conformément au rite hanafite du droit musulman, n'est en réalité qu'un simple nantissement : Sousse, 6 avr. 1905 (05, 477). — 7. En effet la propriété repose toujours sur la tête du prétendu vendeur, à l'encontre duquel un des créanciers peut l'exproprier, cas auquel le prétendu acheteur à réméré n'est pas recevable à demander à son profit la distraction de l'immeuble saisi et ne peut qu'exercer un droit de préférence sur le prix de vente : Sousse, 6 avr. 1905 (05, 477). —

8. Par suite, ledit contrat ne donne pas ouverture au droit de mutation de 4 p. % créé par les art. 1 et 2 du décret beylical du 2 novembre 1893, bien qu'il convienne en principe d'appliquer à la matière la jurisprudence qui dit que le droit de mutation est dû, dès qu'il y a déplacement apparent de la propriété : Sousse, 6 avr. 1905 (05, 477). — *9*. D'après le § 5 de l'art. 3 du décret beylical du 1er novembre 1893, le droit de mutation doit être établi, lorsqu'il s'agit de transmissions entre-vifs à titre gratuit, sur la valeur vénale de l'immeuble donné : Sousse, 6 mai 1897 (97, 304). — *10*. Ces expressions n'impliquent pas qu'on doive déduire de cette valeur celle des charges, notamment d'une rente d'enzel, pour le calcul du droit de mutation : Sousse, 6 mai 1897 (97, 304). — *11*. Lorsqu'un acte translatif de propriété comprenant des meubles et immeubles contient un prix unique, sans stipuler un prix particulier pour les meubles, le droit d'enregistrement est perçu sur la totalité de ce prix au taux réglé pour les immeubles : Cass. civ., 21 janv. 1901 (01, 562). — *12*. Lorsque, dans un acte de vente, les vendeurs font aux acquéreurs l'abandon immédiat et irrévocable des biens cédés, tout en stipulant un délai pour le paiement, le droit proportionnel de mutation est exigible immédiatement : Cass. civ., 21 janv. 1901 (01, 562). — *13*. Le droit proportionnel de mutation immobilière ne peut, en principe être perçu que sur le territoire où sont situés les immeubles auxquels il s'applique : Cass. civ., 21 janv. 1901 (01, 562). — *14*. Au point de vue fiscal, l'Algérie forme un territoire distinct de celui de la métropole : Cass. civ., 21 janvier 1901 (01, 562). — *15*. Il suit de là que les receveurs de la métropole sont sans qualité pour percevoir le droit proportionnel sur les actes translatifs de la propriété des immeubles sis en Algérie : Cass. civ., 21 janv. 1901 (01, 562). — *16*. Si un acte de cette nature leur est présenté pour être produit en justice en France, ils ne peuvent percevoir qu'un *droit fixe* comme salaire de la formalité : Cass. civ., 21 janv. 1901 (01, 562).

SECTION II

A qui le droit peut être réclamé

17. L'Etat a le droit de réclamer les droits de mutation, soit au vendeur, soit à l'acheteur. S'il dirige son action contre ce dernier, il doit être condamné à payer, faute par lui d'établir qu'il l'a déjà fait : Ouzara, 4 janv. 1900 (00, 460). — *18*. Mais il y a lieu de lui réserver son recours contre les notaires rédacteurs de l'acte, qui y ont inscrit que la quittance des droits de mutation leur a été représentée, qui ont ainsi fait croire à l'acquéreur qu'ils avaient été payés et qui l'ont rendu passible du double droit : Ouzara, 4 janv. 1900 (00, 460). — *19*. Aux termes du décret du 13 août 1887, l'Administration des Finances a une action solidaire contre le vendeur et contre l'acquéreur d'un immeuble pour le paiement des droits

de mutation : Tunis, 24 juill. 1899 (99, 526) ; 25 avril 1900 (00, 550). — *20*. Aucune convention dérogatoire des parties n'est, en cette matière, opposable à l'Etat, mais elle doit recevoir son exécution dans les rapports entre les parties : Tunis, 25 avr. 1900 (00, 550). — *21*. Doit être interprétée comme mettant le droit de mutation à la charge de l'acquéreur celle qui met, dans une formule générale, tous les frais à la charge de ce dernier et stipule pour le vendeur un bénéfice net de 5.000 francs sur son prix d'achat et les frais : Tunis, 25 avr. 1900 (00, 550).

SECTION III

Prescription en la matière

22. Les droits de mutation établis et fixés en Tunisie par les décrets du 4 janvier 1882, du 1er novembre 1893 et du 12 décembre 1895 ne sont pas soumis à une prescription spéciale ; c'est tout au plus si on pourrait leur appliquer la prescription extintive générale du droit tunisien, qui est de quinze années : Sousse, 28 juin 1900 (01, 378).

DROITS FISCAUX

Voir : Mahsoulats. — Taxes municipales.

DROITS FISCAUX SUR L'ALCOOL

Bibliographie. — Leroy-Beaulieu, *Algér. et Tun.*, p. 545.

1. Avant le décret beylical du 2 mai 1898, qui a imposé des droits de consommation sur l'alcool, il y avait exemption de droits au profit du fermier de certaines taxes sur la boukha (alcoo lde figues) : Sousse, 9 décembre 1898 (00, 376). — *2*. C'est à tort que le fermier prétendrait n'avoir pas été dans l'obligation de faire les déclarations prescrites par le décret précité du 2 mai 1898 en raison de cette exemption, car celle-ci ne porte certainement pas sur le nouveau droit de consommation sur l'alcool : Sousse, 9 déc. 1898 (00, 376). — *3*. Aux termes de l'art. 5 du décret beylical du 2 mai 1898, les droits de consommation qu'il établit sur l'alcool sont applicables aux quantités existantes en Tunisie, lors de sa promulgation : Alger, 17 janv. 1900 (00, 88) ; Sousse, 18 janv. 1900 (01, 45). — *4*. En admettant que ce décret fasse ainsi échec au principe de la non rétroactivité des lois, sa légalité ne saurait être discutée, car il a été régulièrement approuvé par le Résident général ; mais, en fait, ce reproche de rétroactivité n'est même pas fondé, puisqu'il s'agit des droits de consommation et que son application est poursuivie sur des quantités à consommer après sa promulgation : Sousse, 18 janv. 1900 (01, 45). — *5*. Les alcools provenant des pays ou possessions britanniques sont donc

assujettis à l'impôt dont il s'agit, alors même qu'ils auraient été introduits en Tunisie avant la promulgation du décret précité du 2 mai 1898 : Alger, 17 janv. 1900 (00, 88). — *6*. Les importateurs d'alcool d'origine ou de provenance britannique ne peuvent invoquer aujourd'hui en Tunisie d'autre traitement que celui de la nation étrangère la plus favorisée (la France exceptée) : Alger, 17 janv. 1900 (00, 88). — 7. Au point de vue du nouvel impôt de consommation établi par le décret susvisé du 2 mai 1898, ce traitement est celui stipulé dans la convention franco-italienne du 21 septembre 1896 : Alger, 17 janv. 1900 (00, 88). — *8* L'obligation d'acquitter le droit sur l'alcool, établie par le décret beylical du 2 mai 1898, résulte du seul fait de la détention de l'alcool au moment de la promulgation dudit décret ou de l'importation ultérieure. Elle n'est nullement subordonnée à l'emploi effectif ultérieurement constaté de ce liquide : Sousse, 26 décembre 1901 (02, 426). — *9*. En conséquence, si l'alcool a été par la suite détérioré ou anéanti par un accident ou cas fortuit (un incendie dans l'espèce), cet événement peut autoriser le contribuable à solliciter un dégrèvement à titre gracieux, mais ne fait pas juridiquement disparaître sa dette envers le Trésor : Sousse, 26 déc. 1901 (02, 426). — *10*. Les termes de l'art. 5 du décret du 9 juillet 1904 ne peuvent laisser aucun doute sur la volonté du législateur ; il a entendu frapper d'un droit supplémentaire de 75 fr., par hectolitre tous les alcools existant à la date du 10 juill. 1904 chez tous les détenteurs, alcools qui avaient déjà acquitté le droit de 50 fr., dû en vertu de la législation antérieure : Sousse, 16 mars 1905 (06, 31) ; 2 juin 1905 (06, 270). — *11*. La tentative d'introduction frauduleuse d'alcool dans le périmètre d'une des localités désignées par arrêtés du Directeur des finances est punissable, abstraction faite de l'intention de celui qui l'a commise ; il suffit que le fait matériel qui la constitue soit constant et régulièrement établi pour que les juges soient tenus d'appliquer les peines portées par la loi : Alger, 29 déc. 1905 (08, 122). — *12*. L'ignorance de la fraude et la bonne foi ne peuvent exonérer de la répression : Alger, 29 déc. 1905 (08, 122). — *13*. D'après la législation relative aux droits établis sur l'alcool en Tunisie, l'Etat a laissé au bouilleur de cru la faculté de fixer lui-même la base de l'impôt qu'il doit payer, en le chargeant de dresser la lettre de voiture qui doit accompagner la sortie de son produit : Tunis, 17 juill. 1907 (07, 567). — *14*. Quand la lettre de voiture a été établie, conformément à cette législation, elle ne peut plus être modifiée par le bouilleur de cru qui en est resté détenteur, si ce n'est avec le concours de l'Etat qui, créancier, en est le véritable propriétaire, et auquel elle constitue un titre de perception régulier : Tunis, 17 juill. 1907 (07, 567).

DROIT SUISSE

Voir : Contrat, ch. III sect. III. — Mineur, ch. IV. — Nationalité, ch. I sect. III. — Succession, ch. II sect. V.

DROIT TUNISIEN

Voir : Action possessoire, ch. II. — Appel civil, ch. VIII. — Arbitrage, sect. III. — Distribution par contribution, sect. II. — Excuses, sect. II. — Exequatur, ch. III sect. IV. — Habous. — Notariat tunisien. — Preuve testimoniale, ch. I sect. V. — Propriété immobilière, ch. I. — Sociétés, ch. III sect. IV. — Succession vacante, sect. II.

E

EAUX

Voir : Domaine public, ch. II sect. II.

EAUX DE TUNIS

1. Aux termes de l'art. 5 de l'arrêté du Directeur général des Travaux publics en date du 25 septembre 1889, portant règlement des abonnements à l'eau dans la ville de Tunis, chaque abonnement comporte, en principe, une canalisation séparée avec prise d'eau distincte sur la conduite publique mais l'art. 7 du même arrêté admet qu'il peut être accordé une prise commune, lorsque les divers abonnements sont destinés à desservir un même immeuble : Tunis, 21 février 1900 (00, 190). — *2.* Dans ce cas, un robinet devra permettre d'isoler le branchement relatif à chacun des abonnements qui participent à la prise commune : Tunis, 21 févr. 1900 (00, 190). — **3.** L'expression : « branchement » employée à l'art. 61 du cahier des charges de la convention du 17 septembre 1889, relative au règlement de la Compagnie des Eaux et Gaz, doit s'entendre uniquement de l'ensemble du canal qui part de la conduite publique et pénètre de cinquante centimètres dans l'immeuble ; il est dû pour l'entretien de ce branchement une taxe de trois francs par an : Tunis, 13 déc. 1899 (00, 58). — **4.** Le mot branchement ne saurait s'appliquer aux tuyaux greffés sur le branchement défini ci-dessus et servant à y relier les compteurs ; aucune taxe ne saurait donc être réclamée relativement à ces derniers, quel que soit le nombre des compteurs existant dans la maison : Tunis, 13 déc. 1899 (00, 58). — **5.** La Compagnie du gaz et des eaux de Tunis ne saurait être tenue d'acheter une canalisation établie chez un particulier, et dont elle se sert, pour l'incorporer dans son propre réseau ; Tunis, 25 avr. 1900 (00, 594). — **6.** En effet, aux termes de l'art. 3 § 11 de son cahier des charges, approuvé

par le Gouvernement, c'est là un travail public qui ne peut être exécuté qu'avec l'autorisation de l'Administration : Tunis, 25 avr. 1900 (00, 594). — 7. Mais cette Compagnie peut être tenue de payer une indemnité, si elle a utilisé sans droit cette conduite dans son intérêt particulier : Tunis, 25 avr. 1900 (00, 594). — 8. L'art. 3 § 2 du cahier des charges dressé, le 25 octobre 1884, d'un commun accord entre le Gouvernement tunisien et la Compagnie concessionnaire des eaux destinées à l'alimentation de Tunis, décide que le concessionnaire devra exécuter tous les travaux que prescrira l'Administration pour assurer les irrigations et l'alimentation gratuite des habitants et des industries du village de Zaghouan : Tunis, 11 déc. 1893 (96, 591). — 9. Cette clause n'implique pas que la Compagnie concessionnaire sera tenue de fournir à chaque habitant, sans aucun règlement administratif, et en dehors de toute intervention de l'autorité publique, une quantité d'eau déterminée : Tunis, 11 déc. 1893 (96, 591).

ECHANGE

Voir : Habous, ch. III sect. II.

ECHANTILLON

Voir : Vente à livrer, ch. I sect. I.

ECOLES PUBLIQUES

Voir : Accident.

EFFETS DE COMMERCE

Voir : Compétence commerciale, ch. II sect. II. — Prescription civile, ch. I sect. I.

SECTION PREMIÈRE

Généralités

1. Est nulle comme contraire à l'ordre public et ne saurait donner lieu à aucune action en justice, la traite de complaisance ne représentant le règlement d'aucune opération commerciale et faussement causée en vue de tromper les tiers sur le crédit de ceux qui figurent audit effet : Paris, 9 août 1904 (05, 612). — 2. Spécialement, le tireur d'une telle valeur, qui a payé celle-ci à des tiers porteurs, n'est pas recevable à en réclamer le montant au bénéficiaire : Paris 9 août 1904 (05, 612). — 3. Ne constitue pas un billet à ordre régulier l'effet sur lequel la date du paiement ne figure pas d'une façon précise ; par suite, la propriété de cet effet ne peut être transmise par voie d'endossement : Com. Seine, 19 févr.

1903 (04, 467). — 4. Un billet qui ne porte pas le nom du créancier doit être considéré comme billet au porteur ; l'engagement qu'il relate est valable d'après les usages tunisiens : Tunis, 11 nov. 1886 (94, 545). — 5. La simple signature du tiré, apposée sur une traite sans les mots bon ou approuvé, constitue un simple commencement de preuve par écrit rendant admissible tous autres moyens de preuve et même les simples présomptions : Alger, 28 nov. 1900 (01, 147). — 6. Si aux termes de l'art. 137 C. com, l'endossement, pour valoir comme endossement régulier, doit être daté, rien n'exige que cette date soit de la main de l'endosseur ; elle peut donc, comme les mentions de l'endos, être écrite par une main étrangère ou être imprimée en tout ou en partie par un moyen mécanique, par exemple, à l'aide d'un timbre humide : Cass, req., 1er déc. 1896 (96, 585). — 7. Dans le cas où cette date n'est pas complète, par exemple si trois des quatre chiffres qui composent le millésime n'ont pas marqué, il appartient aux juges du fait de la rétablir d'après les circonstances et les documents de la cause : Cass. req., 1er déc. 1896 (96, 585). — 8. Un endossement en blanc, ni daté, ni causé, ne vaut, aux termes de la loi française, que comme procuration, et il en était de même en vertu des art. 223 et 224 dans l'ancien Code de commerce italien : Sousse, 1er juin 1906 (07, 248). — 9. Cependant le nouveau Code de commerce de ce pays, en vigueur depuis 1883, considère comme valable l'endossement en blanc et donne à l'endossé le droit de protester l'effet, d'ester en justice et même d'endosser à son tour : Sousse, 1er juin 1906 (07, 248). — 10. La loi italienne est applicable, sur ce point, au billet souscrit en Tunisie par un italien à un de ses compatriotes domicilié en Italie, parce qu'il y a présomption que la volonté des parties a été de soumettre leur convention à ladite loi : Sousse 1er juin 1906 (07, 248). — 11. Le porteur d'un effet de commerce, en vertu d'un endossement en blanc, ne peut en poursuivre le paiement qu'à la charge de subir les exceptions opposables à l'auteur de cet endossement : Com. Bordeaux, 3 nov. 1902 (04, 218) ; Com. Marseille, 22 mars 1904 (05, 394). — 12. Il en serait toutefois autrement si le porteur, après avoir transmis l'effet par un endos régulier, l'avait ensuite remboursé sur protêt à un tiers porteur ; il deviendrait dans ce cas, subrogé aux droits de ce dernier contre le souscripteur et les endosseurs : Com. Bordeaux, 3 nov. 1902 (04, 218) ; Com. Marseille, 22 mars 1904 (05, 394). — 13. La date inexacte de l'endossement ne doit pas, en principe, être assimilée à l'absence de date ; il faut rechercher si, en fait, l'inexactitude a pour objet de créer des droits qui n'eussent pas existé si la date exacte eût été apposée et, par là de porter préjudice ; Paris, 18 déc. 1902 (04, 283). — 14. Spécialement la circonstance que l'endos porte la date du jour où l'effet a été offert à l'escompte et non celui de la date des jours suivants où cet escompte a été réalisé par la remise des fonds

n'enlève pas à cet endos son caractère translatif de propriété : Paris, 18 déc. 1902 (04, 283). — *15*. Lorsque le tiers porteur d'un billet à ordre, en raison de l'insolvabilité présumée du débiteur, retourne l'effet, sous forme d'endossement valeur en recouvrement, au créancier demeuré solvable, le tiers porteur ne saurait être considéré comme ayant conservé, postérieurement à cet endossement, sa qualité, alors surtout que le créancier originaire, rentré en possession du billet, a, en son nom personnel, comme créancier direct, produit cette valeur à la liquidation judiciaire du débiteur : Alger, 16 déc. 1901 (02, 464). — *16*. Par conséquent, ledit tiers porteur ne saurait obtenir, à ce titre, de condamnation contre le débiteur en état de liquidation : Alger, 16 déc. 1901 (02, 464). — *17*. La mention suivante : « je garantis la présente valeur jusqu'à son entier paiement » apposée sur un effet par le souscripteur, n'a pour but que de dispenser les porteurs de dénoncer les protêts à leur date, mais ne peut être considérée comme une renonciation à la prescription, laquelle ne peut ni se présumer, ni être fournie d'avance : Com. Bordeaux, 18 mai 1904 (05, 423). — *18*. Le tiré accepteur ne peut soutenir à l'encontre du tiers porteur de bonne foi de la traite qu'il ne serait pas en réalité débiteur du tireur ; cette circonstance est indifférente dans les rapports du tiré accepteur et du tiers porteur, l'acceptation constituant un engagement personnel qui ne permet plus de discuter envers le tiers porteur la cause de la traite qu'il s'est engagé à payer : Cass. req., 23 mars 1908 (08, 629). — *19*. L'endosseur d'un billet à ordre est fondé à en refuser le paiement, si le protêt n'a pas été fait en temps utile ou ne lui a pas été notifié dans le délai prescrit par la loi : Tunis, 2 févr. 1895 (95. 127). — *20*. Les tribunaux tunisiens n'ont pas, lorsqu'ils sont saisis d'un litige relatif au paiement d'un effet de commerce, spécialement, d'un billet à ordre, à examiner si un protêt a été ou non fait, dans un délai de 15 jours, par le bénéficiaire non payé à l'échéance : Ouzara, 10 avr. 1904 (04, 471) — *21*. En vertu des usages, tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé un billet à ordre sont tenus à la garantie solidairement, envers le porteur, jusqu'au paiement dudit billet, et l'endossement ne saurait être assimilé à une cession de créance : Ouzara, 10 avr. 1904 (04, 471). — *22*. L'interdiction faite aux juges d'accorder des délais par l'art. 157 C. com. s'applique aux billets à ordre comme aux lettres de change et trouve lieu quand la cause du billet est civile, aussi bien que quand cette cause est commerciale, quand le souscripteur est commerçant et quand il ne l'est pas : Tunis, 3 avr. 1908 (08, 553).

SECTION II

Règles particulières aux chèques.

23. C'est la loi du pays où un chèque est payable qui détermine les formalités exigées pour la présention à l'encaissement : Com. Seine, 10

oct. 1896 (97, 306). — *24*. Aux termes de l'art. 5 de la loi des 14, 20 juin 1865 le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans un délai de huit jours, y compris le jour de sa date, s'il est tiré d'une place sur une autre : Tunis, 12 mars 1894 (94, 199). — *25*. Aux termes de l'art. 4 de la même loi, les dispositions du Code de commerce relatives au protêt et à l'exercice de l'action en garantie en matière de lettre de change sont applicables au chèque : Tunis, 12 mars 1894 (94, 199). — *26*. Par suite, conformément aux art. 161 et 162 C. com., le refus de paiement doit être constaté par un protêt le lendemain de l'échéance et le protêt d'un chèque, fait le neuvième jour, donne à présumer qu'il a été présenté dans les délais légaux : Tunis, 12 mars, 1894 (94, 199). — *27*. Est donc mal fondé le moyen pris, dans ces conditions, par les endosseurs, qui soutiennent que le porteur est déchu de tout recours contre eux, pour n'avoir pas fait présenter le chèque en temps utile : Tunis, 12 mars 1894 (94, 199). — *28*. Aucune faute lourde susceptible d'engager sa responsabilité ne peut être imputée à un établissement de crédit qui a payé un chèque sans exiger de justification de l'identité de la personne qui s'est présentée pour en toucher le montant : Com. Seine, 1er juin 1907 (08, 111). — *29*. Alors d'ailleurs que l'examen du chèque ne révélait aucune irrégularité de nature à éveiller l'attention, que le payement a eu lieu cinq jours après l'émission du chèque sans qu'aucune opposition à payement eût été faite dans ce délai, et surtout alors que le tireur a commis l'imprudence d'adresser le le chèque au bénéficiaire sans faire recommander la lettre d'envoi : Com. Seine, 1er juin 1907 (08, 111).

SECTION III

Règles particulières aux lettres de change.

30. La lettre de change tirée en la forme française par un étranger sur un autre étranger domicilié à Tunis est régie par les dispositions de la loi française : Alger, 25 mars 1903 (03, 453). — *31*. Par suite, l'endosseur, même irrégulier, qui, après avoir négocié par endos régulier ladite lettre, en a acquitté le montant ensuite de retour, se trouve subrogé au tiers porteur régulier et, comme tel, a recours contre le tireur ou le tiré accepteur, sans être soumis aux exceptions opposables au bénéficiaire de l'effet : Alger, 25 mars 1903 (03, 453). — *32*. Un italien qui a intenté devant un Tribunal français en Tunisie, une demande en payement de certaines sommes, montant de diverses lettres de change souscrites en Italie, ne peut, sur une demande de renvoi de la cause formulée par le défendeur, invoquer les dispositions du Code de commerce italien, aux termes desquelles le Tribunal doit, en matière de lettres de change, accorder immédiatement condamnation provisoire et renvoyer à une audience ultérieure l'examen des exceptions soulevées par le défendeur, à moins

que ces exceptions ne soient faciles à juger et prouvées par écrit : Alger, 15 nov. 1889 (90, 250). — *33*. Mais, en ce qui concerne la nature et l'étendue de leurs engagements, les parties sont présumées, en l'absence de toute indication contraire, avoir voulu se soumettre à la loi du pays dans lequel ces engagements ont été souscrits ; ainsi, dans le cas de lettres de change souscrites en Italie, c'est la loi italienne qui régit leur forme : Alger, 15 nov. 1889 (90, 250). — *34*. Or, aux termes de cette loi, la lettre de change est valable même lorsqu'elle n'est pas tirée d'un lieu sur un autre et que le tireur s'y désigne lui-même comme tiré, et elle a, même dans ce cas, le caractère d'un acte de commerce : Alger, 15 nov. 1889 (90, 250). — *35*. C'est aussi la loi italienne qui, d'après l'intention présumée des parties, doit déterminer les conséquences du défaut du paiement et notamment le point de départ et le taux des intérêts : Alger, 15 nov. 1889 (90, 250). — *36*. Alors même que le tiré accepteur n'est pas commerçant et que la dette elle-même a un caractère civil, le lettre de change est prescrite par cinq ans, toute action dérivant d'une lettre de change étant soumise à cette prescription : Com. Bordeaux, 18 mai 1904 (05, 422). — *37*. La forme d'une lettre de change est régie par la loi du lieu où ladite lettre a été émise. Par suite, est nulle la lettre de change émise en France qui n'en énonce pas la valeur, comme il est prescrit de le faire par l'art. 110 C. com. franç. : App. Gênes, 10 févr. 1902 (04, 536). — *38*. L'endossement d'une lettre de change est régi par la loi du lieu où il est fait ; à défaut d'indication du lieu, on présume qu'il a été fait au lieu où la lettre de change à été émise : App. Gênes, 10 févr. 1902 (04, 536).

SECTION IV

Compétence.

39. Les tribunaux français ne sont pas compétents pour connaître de la demande en paiement d'une lettre de change déclarée payable en pays étranger, au domicile d'un étranger qui l'a acceptée : Com. Seine, 17 août 1906 (07, 318). — *40*. Il importe peu, à cet égard, que l'étranger débiteur se trouve en France au moment où l'action en paiement est dirigée contre lui : Com. Seine, 17 août 1906 (07, 318).

ELECTIONS

1. Les termes de l'art. 3 de l'arrêté résidentiel du 23 février 1896, prescrivant que nul ne peut être électeur ni éligible, s'il n'a acquis une année de séjour calculée comme il est dit à l'art. 18, étant formels et n'indiquant aucune exception, doivent être strictement interprétés : Just. p. Sousse, 23 avril 1898 (98, 245). — *2*. En conséquence, on ne saurait se prévaloir en Tunisie des prescriptions des lois françaises

des 7 juillet 1874 et 5 avr. 1884 qui apportent une exception à la règle générale en faveur des fonctionnaires et assimilés, en se basant sur ce qu'ils sont soumis à une résidence obligatoire, cette exception n'étant pas mentionnée au texte de l'arrêté sus-visé : Just. p. Sousse, 23 avr. 1898 (98, 245). — *3.* Le candidat dont l'élection serait contestée par le motif qu'il ne justifie pas de l'année de séjour exigée, ne saurait valablement invoquer, en faveur de la validité de son élection, le fait qu'il aurait été inscrit sur la liste définitive des électeurs et aurait ainsi acquis le droit de voter, l'article 25 de l'arrêté résidentiel précité en disposant que : « sont éligibles tous les électeurs inscrits sur la liste définitive », ayant évidemment entendu s'en référer aux articles 3, 4 et 18 sur les conditions prescrites pour être éligible : Just. p. Sousse, 23 avr. 1898 (98, 245).

ELECTRICITÉ

Voir : Vol. ch. I sect. I.

EMPRUNT A LA GROSSE

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. III.

ENCHÈRES (ENTRAVES A LA LIBERTÉ DES)

L'entrave à la liberté des enchères, prévue par l'art. 412 du Code pénal constitue aux yeux de la loi, un délit et non une contravention, et n'est dès lors punissable, que si elle a été accompagnée d'intention frauduleuse: Alger, 29 nov. 1888 (90, 223).

ENCLAVE

Voir : Action possessoire.

ENDOSSEMENT

Voir : Compétence civile, ch. II sect. IV. — Effets de commerce.

ENFANT NATUREL

Voir : Mineur, ch. II sect. I. — Paternité et filiation, ch. III sect. IV.

ENLÈVEMENT

1. Est punissable de la prison celui qui a enlevé de chez ses parents une fille musulmane nubile, bien que celle-ci ait consenti à l'enlèvement, si elle n'était pas devenue libre de disposer d'elle-même par un premier

mariage déjà dissous : Ouzara, 3 déc. 1896 (96, 583). — *2*. La fille enlevée doit aussi être punie d'emprisonnement pour s'être soustraite à l'autorité de ses parents : Ouzara, 3 déc. 1896 (96, 583). — *3*. Il n'y a lieu de punir l'enlèvement d'une fille musulmane, lorsqu'il est constaté que celle-ci est âgée de 25 ans et qu'il n'est ni prouvé, ni même allégué que celui chez lequel elle a été trouvée ait usé de violence pour l'y amener : Ouzara, 24 juill. 1899 (03, 58). — *4*. Y a-t-il enlèvement de mineure, dans l'Inde, dans le sens de l'art. 354 du Code pénal français, lorsque la victime de l'enlèvement est âgée de moins de 21 ans, mais est majeure, d'après la coutume hindoue ? Cass. crim., 7 janv. 1898 (98, 180 bis). — *5*. Les articles 354 et 355 du même Code sont-ils applicables lorsque la personne enlevée se trouvait, avant son enlèvement engagée dans les liens du mariage ? Cass. crim., 7 janv. 1898 (98, 180 bis).

ENQUÊTE

Voir : Preuve testimoniale.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franc. en Tun.*, p. 20.

SECTION PREMIÈRE

Procédure préliminaire

1. L'ordonnance du juge commis pour procéder à une enquête qui fixe l'ouverture de cette procédure, constitue un acte d'exécution du jugement qui l'a ordonnée, et comme les jugements de défaut ne peuvent être exécutés avant l'échéance de la huitaine de la signification à avoué ou à personne, suivant les cas, l'ordonnance fixant l'ouverture d'une enquête, ordonnée par un jugement de défaut, ne peut, à peine de nullité de l'enquête, être rendue avant l'expiration de ce délai, lorsque d'ailleurs le jugement n'avait pas autorisé l'exécution provisoire : Sousse, 30 mai 1902 (03, 139). — *2*. Le jugement ordonnant une enquête n'emportant aucune exécution forcée, sa signification à avoué n'est pas nulle pour ne pas contenir la formule exécutoire : Bordeaux, 8 mars 1905 (06, 236). — *3*. Un jugement de justice de paix n'est pas nul parce que, bien que la cause fut sujette à appel, il n'a pas été dressé procès-verbal d'une enquête faite à l'audience, conformément aux prescriptions de l'art. 39 C. proc. civ. : Sousse, 20 déc. 1906 (08, 455). — *4*. Dans les causes sujettes à appel devant un tribunal de commerce, les dépositions des témoins doivent, à peine de nullité de l'enquête, être rédigées par écrit par le greffier et signées par les témoins : Paris, 22 nov. 1907 (08, 464).

SECTION II

Par qui l'enquête peut être faite.

5. C'est le tribunal saisi de la contestation qui doit pourvoir par le jugement ordonnant la preuve à la nomination du juge devant qui l'enquête sera faite, ou, si les témoins sont trop éloignés, à la désignation du tribunal chargé de commettre un juge à cet effet : Cass. req., 27 mars 1907 (07, 581). — 6. Si un ou plusieurs témoins peuvent être entendus par un juge étranger au tribunal saisi de la contestation, en vertu de commission rogatoire émanant du magistrat primitivement chargé de l'enquête, c'est seulement lorsque les témoins régulièrement dénoncés à la partie et assignés devant lui justifient de leur éloignement et de leur impossibilité de se présenter : Cass. req., 27 mars 1907 (07, 581). — 7. Les enquêtes reçues par des magistrats incompétents, sur des commissions rogatoires que le juge commissaire n'avait ni qualité, ni pouvoir de délivrer, sont frappées de nullité absolue : Cass. req., 27 mars 1907 (07, 581). — 8. Et cette nullité se rattachant à l'office du juge, est d'ordre public : Cass. req., 27 mars 1907 (07, 581). — 9. L'enquête faite par un arbitre rapporteur au Tribunal de commerce est nulle, non seulement parce qu'elle n'a pas été faite selon les formes prescrites par les art. 407 et s. C. proc. civ., mais encore parce qu'il était hors du pouvoir du juge de le commettre à cet effet, le Tribunal ayant seul qualité pour procéder à une enquête en la matière : Paris, 13 juill. 1905 (06, 392).

SECTION III

Délais.

§ I. — Délai pour commencer l'enquête.

10. Le délai pour commencer l'enquête est de rigueur ; les Tribunaux n'ont aucun pouvoir d'appréciation pour relever les parties des déchéances qu'elles auraient encourues en ne l'observant pas strictement : Tunis, 10 nov. 1897 (97, 630). — 11. Il n'y a pas lieu pour le Tribunal de fixer un délai pour commencer l'enquête, lorsqu'il commet rogatoirement, pour procéder à ladite enquête, un juge de paix d'un canton distant de moins de cinq myriamètres du lieu de son siège : Tunis, 10 nov. 1897 (97, 630).

§ II. — Délai pour dénoncer les témoins.

12. Aux termes de l'art. 261 C. proc. civ., la partie défenderesse doit être citée, pour assister à l'enquête et les témoins à elle dénoncés au moins trois jours avant le commencement de cette opération : Alger, 25 févr. 1904 (05, 485). — 13. Ce délai est franc et doit être augmenté des délais de distance, le tout à peine de nullité : Alger, 25 févr. 1904 (05, 485). —

14. Lorsqu'une partie ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'art. 261 C. proc. civ., qui prescrit de dénoncer les témoins trois jours francs avant leur audition, elle ne peut obtenir une prorogation d'enquête qui, si elle est accordée, ferait disparaître la nullité encourue : Civ. Bordeaux, 1er févr. 1905 (06, 559).

§ III. — **Délai pour faire l'enquête.**

15. Lorsqu'une enquête n'a pas été parachevée dans la huitaine de l'audition des premiers témoins, sans que le jugement qui l'a ordonnée ait fixé un délai plus long ou que le Tribunal ait accordé une prorogation, il n'y a pas seulement lieu pour le juge de prononcer la nullité des dépositions postérieures à l'expiration du délai légal, mais bien de prononcer la nullité de l'enquête toute entière : Cass. civ., 29 avr. 1901 (01, 366). — *16*. Vainement invoquerait-on la disposition de l'art 294 C. proc. civ., aux termes de laquelle la nullité d'une ou de plusieurs dépositions n'entraîne pas celle de l'enquête : Cass. civ., 29 avr. 1901 (01, 366). — *17*. Cet article n'est applicable qu'au cas où la loi prononce la nullité d'une ou de plusieurs dépositions et non à celui où elle déclare nulle toute l'enquête pour n'avoir pas été parachevée dans le délai fixé : Cass. civ., 29 avril 1901 (01, 366).

§ IV. — **Prorogation de délai.**

18. Si les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire quant à l'admission ou au rejet de la demande de prorogation d'enquête, il est de doctrine et de jurisprudence qu'elle ne doit être accordée qu'à juste motif et qu'elle doit au contraire être refusée toutes les fois que la partie poursuivante est en faute : Civ. Rennes, 2 avr. 1906 (07, 128).

SECTION IV

Formalités d'enquête.

§ I. — **Serment des témoins.**

19. Le serment que doivent prêter les témoins avant de faire leurs dépositions est une formalité substantielle dont l'omission entraîne la nullité de l'enquête et du jugement auquel cette enquête sert de base : Cass. civ., 16 oct. 1896 (96, 520) ; 5 août 1901 (02, 58) ; 21 oct. 1902 (03, 17) —. *20*. Et, toute formalité non constatée étant réputée avoir été omise, il s'ensuit que, sous la même peine de nullité, la prestation de serment doit être mentionnée soit dans le procès-verbal de l'opération, soit dans jugement, selon que le litige comporte ou non la rédaction d'un procès-l : Cass. civ., 5 août 1901 (02, 58). — *21*. Et la formule, se rappor-

tant dans le jugement auxdites enquête et contre-enquête que « toutes les formalités en cette matière ont été observées », est vague et équivoque ; elle ne constate pas d'une manière suffisante que la formalité du serment des témoins a été remplie : Cass. civ., 16 oct. 1896 (96, 520).

§ II. — Témoins reprochables.

22. Le témoin employé attaché au négoce de son patron ne peut être considéré comme un serviteur ou domestique, et il ne rentre pas dans la catégorie des témoins reprochables énumérés par l'art. 283 C. proc. civ : Cass. req., 15 juill. 1907 (08, 190).

ENREGISTREMENT

Voir : Société, ch. I sect. I.

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV, p. 1570.

1. La disposition de l'art. 58 de la loi du 28 avril 1816, d'après lequel « il ne peut être fait usage en justice d'aucun acte passé en pays étranger ou dans les colonies, qu'il n'ait acquitté les mêmes droits que s'il avait été souscrit en France et pour les biens situés dans le Royaume », n'est pas applicable au cas d'usage fait en justice, par une partie, d'un jugement rendu par un tribunal français des colonies, en déférant ledit jugement, par voie de pourvoi à la Cour de cassation : Civ. Seine, 23 nov. 1894 (95, 84). — *2.* Les phosphates devenant meubles après avoir été extraits du sol, l'acte de vente de phosphates rentre dans la catégorie des ventes mobilières : Tunis, 10 juill. 1898 (98, 595) (1). — *3.* En conséquence, aux termes du décret de 1896, l'acte de vente de phosphates n'est pas assujetti obligatoirement à l'enregistrement ; il n'est assujetti qu'à un droit fixe de un franc, s'il est volontairement présenté à la formalité de l'enregistrement, mais à condition qu'il le soit dans les trente jours de sa date : Tunis, 10 juill. 1898 (98, 595). — *4.* Dans ce cas, s'il est produit en justice, il bénéficie d'une réduction de moitié des droits exigibles : Tunis, 10 juill. 1898 (98, 595). — *5.* Dans le cas où il n'aurait pas été présenté à l'enregistrement dans les trente jours de sa date, il est passible du droit entier : Tunis, 10 juill. 1898 (98, 595). — *6.* Si les marchés et traités sous signatures privées, réputés actes de commerce et donnant lieu au droit proportionnel, aux termes de la loi du 22 frimaire an VII, sont désormais enregistrés provisoirement moyennant un droit fixe, le droit proportionnel ne doit pas moins être perçu, lorsque la reconnaissance de ces marchés et traités résulte d'un jugement ou d'un acte authentique : Cass. req.,

(1) Voir : Cass. req., 27 oct. 1903 (04, 44) *en sens contraire.*

11 janv. 1898 (98, 316). — 7. En ce cas, le droit proportionnel ne doit être perçu que sur la partie du prix ou des sommes qui font l'objet de cette reconnaissance : Cass. req., 11 janv. 1898 (98, 316). — 8. D'après la loi tunisienne sur l'enregistrement, les actes de greffe sont exempts d'enregistrement, même lorsqu'ils sont produits en justice : Tunis, 20 juillet 1898 (98, 597). — 9. En conséquence, l'acte de dépôt de bilan et le bilan qui l'accompagne nécessairement et qui rentrent dans la catégorie des actes de greffe, sont exempts du droit d'enregistrement : Tunis, 20 juillet 1898 (98, 597). — 10. Aux termes des décrets en vigueur, la date des contrats ne peut être considérée comme certaine que si ces contrats ont été soumis à l'enregistrement : Ouzara, 1er oct. 1904 (03, 62). — 11. Néanmoins, lorsqu'il s'agit d'un acte dont l'enregistrement n'est pas obligatoire, la date du dépôt de cet acte à la Conservation de la propriété foncière peut être considérée comme certaine et admise, comme telle, par les tribunaux indigènes : Ouzara, 1er oct. 1904 (08, 62).

ENTREPRENEUR

Voir : Compétence administrative, ch. I sect. I. — Compétence civile, ch. II sect. I. — Privilèges, sect. III. — Travaux publics, sect. I.

ENVOI EN POSSESSION

Voir : Référés, ch. II sect. IV.

ENZEL

Voir : Compétence civile, ch. IV sect II. — Habous, ch. III sect. I.

Bibliographie. — Abribat, *Contr. dér. des Habous* (Journ. trib. Tun. 1900, p. 216). — Barrault, *Organ. propr. fonc, en Tun.*, p. 26. — S. Berge, *Vocabul.* (Journ. trib. Tun., 1895, p. 163). — S. Berge, *Jurispr. en mat. d'enzel* (Journ. trib. Tun., 1893, p. 117). — Bonnard, *Note sur le habous et le rachat de l'enzel* (Bul. Soc. législ. comp. 1893, p. 465). — Challamel, *Not. sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç. 1885, p. 177). — Girault, *Princ. de colon.*, t. III p. 461. — Goguyer, *Choix splend.* p. 67. — Herbault, *Créd. agric. en Tun.*, p. 77. — Lescure, *Double rég, fonc.*, p. 133 et 313. — Pandectes françaises, *Rép. alph.* Vo Propriété No 1904 et Vo Donations No 14548. — Piolet, *Rég. propr. fonç. en Tun.*, p. 28 et 104. — Pouyanne, *Syst. Torrens*, p. 37 et 44. — Scemama, *Hyp. en Tun.*, p. 47 et 165. — Sumien, *Du contrat d'enzel en Tun.* (Rev. Algér. 1893, 1, 201). — Terras, *Habous,* p. 180. — Tilloy, *Rép. alph.* t. IV. p. 1593.

CHAPITRE PREMIER

Nature et établissement du contrat d'enzel.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurispr. en mat. d'enzel.* (Journ. trib. Tun., 1893 p. 117. — CLAVEL, *Wakf ou habous*, t. II p. 183. — LESCURE, *Double rég. fonc.*, p. 137 et 313. — PIOLET, *Rég. propr. fonç. en Tun.*, p. 30 et 104. — SCEMAMA, *Hyp. en Tun.*, p. 166. — SUMIEN, *Contr. d'enzel en Tun.* (Rev. Alg. 1893, 1, 207). — TERRAS, *Habous*, p. 189. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV p. 1593.

SECTION PREMIÈRE

Nature et Définition.

1. La jurisprudence a donné successivement du contrat d'enzel les définitions suivantes : — *2*. C'est un contrat *sui generis* qui rend le preneur propriétaire absolu et à perpétuité de la chose transmise, sous la réserve d'une redevance qui constitue pour le bailleur un droit incommutable et invariable de créance à l'égard de tous les détenteurs futurs de la chose donnée à enzel : Tunis, 14 janv. 1884 (93, 85). — *3*. L'enzel est une combinaison de la propriété de la superficie de l'immeuble avec le droit au bail perpétuel, c'est-à-dire une fiction qui permet l'aliénation en fait, sinon en droit, de l'immeuble inaliénable, sous forme de vente des matériaux qui s'y trouvent établis, ou sous forme de cession de bail : Tunis, 27 mai 1885 sous Alger 4 janv. 1887 (93, 82). — *4*. L'enzel est une convention d'une nature spéciale en vertu de laquelle le propriétaire d'un immeuble en cède la jouissance perpétuelle moyennant une redevance fixe dite enzel : Tunis 3 nov. 1888 (93, 102). — *5*. Il doit être considéré comme l'aliénation, moyennant une rente perpétuelle, du domaine utile d'un immeuble frappé de habous, et ne peut être assimilé à la vente du droit français : Alger 8 mai 1889 (93, 99). — *6*. Ce n'est pas autre chose que la vente définitive d'un immeuble moyennant une rente perpétuelle : Tunis, 13 nov. 1890 (91, 150). — *7*. C'est un démembrement du droit de propriété qui consiste dans la séparation du domaine utile et du domaine éminent et dans l'aliénation du premier moyennant le paiement d'une rente perpétuelle : Tunis 10 mars 1893 (93, 127) ; 2 avr. 1894 (94, 270). — *8*. Il constitue une convention particulière ayant ses règles propres, tenant à la fois de la vente et du louage, mais ne rentrant exclusivement dans aucun de ces deux contrats ; si l'enzéliste n'acquiert pas, comme dans une vente ordinaire, la propriété intégrale de l'immeuble cédé à enzel, il se trouve du moins dans une situation préférable à celle de simple locataire, puisqu'il devient titulaire d'un démembrement du droit de propriété, c'est-à-dire du domaine utile : Tunis, 27 mai 1895

(95, 462). — 9. Si l'on admet que le contrat d'enzel a été imaginé pour mettre dans le commerce les immeubles frappés des habous, il n'en est pas moins vrai qu'il est applicable à des immeubles non frappés d'inaliénabilité et qu'il donne naissance, à titre perpétuel, à un véritable démembrement de la propriété : Tunis, 3 nov. 1888 (93, 102) ; Alger, 20 juin 1899 (99, 546). — *10*. La loi foncière a fait de l'enzel une propriété foncière grevée d'une rente perpétuelle avec un privilège au profit du crédit rentier pour le paiement de la rente sur l'immeuble : Alger, 30 déc. 1895 (97, 25) ; Tunis, 20 mars 1901 (01, 301) ; 28 déc. 1896 (97, 78). — *11*. C'est, dans ce nouveau droit, une charge réelle qui suit l'immeuble en quelque main qu'il passe ; Tunis, 28 déc. 1896 (97, 78).

SECTION II

Etablissement et formes.

12. Les constitutions d'enzel doivent en Tunisie être constatées par écrit, alors surtout que ces contrats se passent entre européens et indigènes : Tunis, 16 févr. 1890 (91, 79). — *13*. La stipulation, dans les actes, d'un enzel annuel et perpétuel, est suffisante pour établir, sans autre explication, la cession du domaine à perpétuité, moyennant le paiement de cette rente : Tunis, 27 mai 1885 sous Alger, 4 janv. 1887 (93, 82). — *14*. Est dépourvu de toute valeur l'acte reconnaissant l'existence d'une constitution d'enzel, dressé sur de simples affirmations de l'intéressé sans indication des origines de son droit : Tunis, 21 nov. 1900 (01, 25). — *15*. Une outika de date récente est insuffisante par elle même pour établir l'existence du contrat d'enzel : Tunis, 29 déc. 1891 (93, 346) ; 27 déc. 1905 (06, 257). — *16*. Il y a lieu cependant de considérer la preuve de cette existence comme suffisante lorsque l'outika est corroborée par les mentions contenues aux registres d'une administration publique et par l'impossibilité où se trouve le débit enzéliste prétendu d'indiquer comment l'immeuble objet de l'enzel est entré dans sa famille : Tunis, 29 déc. 1891 (93, 346) ; 27 déc. 1905 (06, 257). — *17*. Une créance enzel, à défaut de titre constatant formellement son existence, est suffisamment établie par la production d'un titre duquel il résulte que l'immeuble grevé est habous, et par la production de quittances d'arrérages payés aux bénéficiaires de la rente enzel par des personnes ayant été en possession dudit immeuble : Trib. mixte, 25 juin 1896 (96, 442) ; Tunis, 27 déc. 1905 (06, 257). — *18*. Doit être considérée comme une vente à enzel la location d'un immeuble faite à des conditions telles que le terme du bail n'adviendrait que dans un nombre incalculable d'années et qu'il résulte des faits et actes des parties que le contrat primitif s'est tacitement transformé en enzel : Trib. mixte, 15 mai 1897 (97, 485). — *19*. Les arrérages de rentes enzel peuvent être stipulés payables aux époques qui conviennent aux parties contractantes,

soit à l'année soit au mois : Tunis, 27 juin 1900 (00, 502). — ***20***. La remise du titre au débiteur de la rente est une condition essentielle de la réalisation du contrat d'enzel : Tunis, 30 juin 1836 (93, 126) ; 24 juin 1890 (93, 87). — ***21***. Le défaut de transcription sur le titre de propriété du contrat de constitution d'enzel le rend non opposable de plein droit au tiers acquéreur : Tunis, 15 mai 1893 (98, 24). — ***22***. Est valable la clause du cahier des charges dressé pour parvenir à la constitution en enzel d'un immeuble habous, qui fixe pour les surenchères un minimum plus élevé que celui prévu au décret du 22 juin 1888 ; Tunis, 7 juin 1905 (06, 46).

CHAPITRE II

Droits et actions qui naissent du contrat d'enzel.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurispr. en mat. d'enzel*, (Journ. trib. Tun. 1893, p. 119). — Clavel, *Wakf ou habous*, t. II, p. 191. — Lescure, *Double rég. fonc.* p. 113 et 314. — Piolet, *Rég. propr. fonc. en Tun.*, p. 32 et 105. — Scemama, *Hyph. en Tun.* p. 165. — Sumien, *Contr. d'enzel en Tun.* (Rev. Algér. 1893, 1, 211). — Terras, *Habous*, p. 199. — Tilloy, *Rép. alph.* t. IV p. 1608.

SECTION PREMIÈRE

Droits et obligations du crédit-enzéliste

23. Celui qui donne son bien à enzel possède une double action contre le débit-enzéliste ou détenteur de l'immeuble ; d'une part, il peut le poursuivre personnellement en paiement des annuités ; d'autre part, il peut demander la résiliation du contrat ou exproprier l'immeuble qui est resté son gage : Tunis, 28 nov. 1887 (93, 102) ; 20 juillet 1894 (94, 474) ; 30 janv. 1895 (95, 197) ; Alger, 30 déc. 1895 (95, 25). — ***24***. Il peut exercer l'une ou l'autre de ces actions ou toutes les deux en même temps : Alger, 30 déc. 1895 (97, 25). — ***25***. Le bénéficiaire de la rente, qui conserve le domaine éminent, a une action contre tout détenteur pour le paiement de la redevance : Tunis, 3 nov. 1888 (93, 102). — ***26***. Le cessionnaire acquiert sur l'immeuble un droit réel assimilable à l'emphytéose : Tunis, 3 novembre 1888 (93, 102). — ***27***. Le bénéficiaire de la rente est tenu de délivrer et de garantir le domaine utile qu'il a aliéné : Alger, 8 mai 1889 (93, 99) ; 10 mars 1893 (93, 127). — ***28***. Le paiement des arrérages d'enzel ne peut être exigé du preneur que s'il a la possession paisible de tout l'immeuble cédé à enzel : Tunis, 15 févr. 1892 (94, 265) ; 3 avr. 1895 (95, 260). — ***29***. Le preneur est donc fondé à se refuser à ce paiement si, ayant voulu faire immatriculer son immeuble, il s'est trouvé en face d'oppositions assez sérieuses pour lui faire craindre, soit une éviction partielle, soit une

éviction totale, de telle sorte que si l'une ou l'autre de ces hypothèses se réalisait, il ne serait plus redevable d'aucun arrérage ou pourrait demander une diminution proportionnelle du chiffre de la rente : Tunis, 15 févr. 1892 (94, 265) ; 3 avr. 1895 (95, 260). — *30*. Toutefois, il y a lieu de lui impartir un délai pour faire juger les oppositions par la juridiction compétente, afin de ne pas laisser indéfiniment en suspens les droits du crédit-enzeliste : Tunis, 15 févr. 1892 (94, 265) ; 3 avr. 1895 (95, 260). — *31*. Le débit enzéliste qui a souffert, dans sa jouissance de l'immeuble grevé, d'un trouble occasionné par un tiers, ne peut recourir que contre celui-ci, si ses agissements ne prennent pas leur source dans des faits imputables au bailleur, car c'est au preneur à se défendre contre les usurpations : Tunis, 30 janv. 1895 (95, 197). — *32*. Mais le preneur est fondé à se retourner contre le bailleur et à se refuser au paiement des arrérages réclamés par ce dernier, s'il ne lui a livré qu'une jouissance incomplète et incertaine : Tunis, 30 janv. 1895 (95, 197). — *33*. Le bailleur à enzel ne peut être tenu des obligations du vendeur que vis-à-vis du premier enzéliste et pour toutes les transmissions ultérieures de l'enzel, on ne saurait remonter jusqu'à lui, soit pour les troubles apportés dans la jouissance, soit pour les erreurs de contenance : Tunis, 14 janv. 1884 (93, 85). — *34*. Pour l'exercice de l'action résolutoire résultant de l'art. 1184 C. civ., l'exploit introductif d'instance suffit pour mettre en demeure la partie qui n'a pas exécuté son engagement, sans qu'il soit nécessaire de faire précéder la demande d'une sommation ou d'un commandement : Cass. civ. 28 mars 1904 (04, 289). — *35*. Il en est ainsi en ce qui concerne spécialement le paiement d'arrérages d'enzel échus : Cass. civ., 28 mars 1904 (04, 289).

SECTION II

A qui incombe le paiement de la carroube.

36. L'impôt de la carroube sur le revenu des immeubles urbains est dû sur les terrains urbains aliénés à titre d'enzel. Il doit être payé par l'acquéreur à l'enzel, sauf à lui à en retenir le montant au crédit-rentier, lors du paiement des arrérages de la rente : Tunis, 26 déc. 1885 (93, 86) ; Just. p. Sousse, 10 juill. 1888 (91, 215) ; Tunis, 2 avr. 1894 (94, 270) ; 10 janv. 1898 (98,349) ; 29 nov. 1899 (00, 55) ; 28 févr. 1900 (00, 495). — *37*. Il n'est pas interdit aux parties de déroger à cette règle dans leurs rapports individuels et de décider, par une clause spéciale, que la rente sera payée franche d'impôts : Tunis, 2 avril 1894 (94, 270) ; 15 oct. 1894 (94, 503) ; 28 févr. 1900 (00, 495). — *38*. S'il est difficile de préciser, à ce point de vue, le sens exact de la clause aux termes de laquelle le débit rentier s'oblige à payer la rente sans diminution ni prétention et en se soumettant aux lois du pays pour ce qui est imposé actuellement et les impôts

qui pourraient l'être par la suite, il y a lieu de décider qu'elle a mis la carroube à la charge du débit rentier, lorsqu'en fait il l'a acquittée pendant plusieurs années et que les notaires rédacteurs de l'acte déclarent qu'ils ont expliqué aux parties que la rente devait être payée sans subir aucun prélèvement : Tunis, 2 avr. 1894 (94, 270) ; 15 oct. 1894 (94, 503) ; 28 févr. 1900 (00, 495). — *39*. Le décret du 7 juin 1882 mettant à la charge du débit enzéliste l'impôt de 6 fr. 25 % désigné sous le nom de carroube a été expressément abrogé par l'art. 35 du décret du 16 septembre 1902 : Ouzara, 6 avr. 1908 (08, 469). — *40*. L'impôt de carroube est suprimé et remplacé par une taxe locative, payable par les propriétaires ou usufruitiers et à défaut de propriétaires connus, par les occupants des immeubles : Ouzara, 6 avr. 1908 (08, 469). — *41*. Le décret de 1902 ne contenant aucune disposition spéciale relative à l'enzel, il en résulte que la rente d'enzel n'est pas grevée de la taxe locative substituée à l'impôt de carroube. Et le débit enzéliste qui a construit sur son terrain ne peut faire supporter une partie de la taxe par le crédit enzéliste : Ouzara, 6 avr. 1908 (08, 469). — *42*. L'article 2 du décret du 7 juin 1882, qui déclare soumis à l'impôt de la carroube les terrains urbains aliénés à titre d'enzel et met cet impôt à la charge du propriétaire de l'enzel, n'a pas distingué entre les terrains situés dans les localités recensées, telles que Tunis, Monastir, Sousse, Sfax et Kairouan, et ceux situés dans les localités non recensées : Just. p. Gabès, 27 mars 1899 (99, 498). — *43*. Par suite, la carroube locative est due sur les terrains urbains aliénés à titre d'enzel et situés dans une localité non recensée, spécialement dans la ville de Gabès : Just, p. Gabès, 27 mars 1899 (99, 498). — *44*. Aux termes de ce décret, le droit de carroube doit être payé directement par l'enzéliste qui a élevé des constructions, sauf par lui à retenir lors du paiement de l'enzel au crédit-rentier la part d'impôt incombant à cet enzel : Just. p. Sousse, 10 juill. 1888 (91, 215) ; Tunis, 10 janvier 1898 (98, 349) ; 29 nov. 1899 (00, 55) ; 28 févr. 1900 (00, 495) ; 16 déc. 1903 (04, 482) ; 22 juin 1904 (05, 254). — *45*. Mais ce décret a été expressément abrogé (en ce qui concerne la commune de Tunis) par l'art. 35 du décret beylical du 16 septembre 1902 qui a établi dans cette matière des règles nouvelles : il a supprimé l'impôt de la carroube et l'a remplacé par une taxe locative : Tunis, 22 juin 1904 (05, 254). — *46*. L'art. 5 de ce même décret dispose que la taxe est à la charge des propriétaires ou usufruitiers et, à défaut de propriétaires connus, à celle des possesseurs ou occupants des immeubles imposés : Tunis, 22 juin 1904 (05, 254). — *47*. Si l'immeuble imposé comprend des constructions édifiées par un locataire et pour son compte, la taxe sera divisée : le propriétaire sera tenu de la part assise sur son fonds et le locataire de celle assise sur la valeur imposable de ses constructions : Tunis, 22 juin 1904 (05, 254). — *48*. Ce décret ne contenant aucune mention re-

lative à l'enzel, il en résulte que cette rente n'est pas soumise à la taxe locative qu'il a substituée à l'impôt de la carroube : Tunis, 22 juin 1904 (05, 254). — *49*. Par suite, un débit-enzéliste qui a construit sur le terrain qu'il tient à enzel n'est pas fondé à faire supporter une partie de la nouvelle taxe locative au crédit enzéliste : Tunis, 22 juin 1904 (05, 254).

SECTION III

Mode de paiement de la rente.

50. Pour qu'il y ait solidarité entre les co-débiteurs des arrérages d'enzel, il faut une stipulation formelle. En l'absence d'une clause de cette nature, les héritiers du débiteur primitif de l'enzel ne sont tenus que proportionnellement à leurs parts héréditaires dans la succession de leur auteur : Tunis, 17 déc. 1894 (95, 88). — *51*. Aux termes d'une circulaire du mois d'avril 1873, adressée par le Ministre des affaires étrangères de S. A. le Bey aux Consuls des puissances étrangères, lorsque, dans un contrat d'enzel, on a spécifié la nature de la monnaie en laquelle doivent être payés les arrérages, on se conforme à cette convention. Si on n'a pas spécifié la nature de la monnaie et si la date du contrat est antérieure au 10 moharrem 1283, le débiteur doit s'acquitter en argent : Tunis, 15 oct. 1894 (94, 503) ; Trib. mixte, 2 mai 1904 (04,499). — *52*. Mais si le contrat est postérieur à cette date, il doit s'acquitter moitié en monnaie d'argent, moitié en monnaie de cuivre. Après la suppression de la monnaie de cuivre, retirée le 5 octobre 1873, le paiement ne pouvant plus être fait qu'en argent, on a réglé le taux de la conversion en comptant 100 piastres d'argent pour 150 piastres de cuivre : Trib. mixte, 2 mai 1904 (04, 499). — *53*. Ces dispositions, bien que non visées pour promulgation par le Résident général de France en Tunisie, sont applicables aux européens, parce qu'elles sont l'expression exacte d'usages constants qui forment la loi des parties et qui régissent les contrats passés par elles : Trib. mixte, 2 mai 1904 (04, 499).

SECTION IV

Prescription applicable en matière d'enzel.

§ I. — Prescription relative au droit à la rente.

54. Le contrat d'enzel constitue au profit du débit-rentier un droit réel immobilier conférant à ce dernier le domaine utile de l'immeuble à lui remis à titre d'enzel par son propriétaire : Alger, 27 avr. 1896 (97, 75) ; Tunis, 17 juin 1896 (01, 244). — *55*. Ce droit lui permet d'opposer au propriétaire dont les droits n'ont pris naissance que postérieurement à la création de cet enzel, pour la consolidation du droit réel immobilier à lui transmis, la prescription tunisienne de dix ans : Alger 27 avr. 1896

(97, 75); Tunis 17 juin 1896 (01, 244). — *56*. Jugé encore que la prescription d'enzel ne s'opère que par l'écoulement d'un délai de 15 ans : Tunis, 2 juill. 1898 (01, 212); Sousse 19 juill. 1906 (07, 378). — *57*. En tous cas, la prescription du droit à l'enzel sur un immeuble non immatriculé est régie par la loi musulmane : Tunis 15 mai 1893 (98, 24). — *58*. Elle n'est pas interrompue, si la rente a été payée par un tiers qui se croyait détenteur du terrain grevé : Sousse, 19 juill. 1906 (07, 378). — *59*. Aux termes de l'art. 408 C. tun., les arrérages d'enzel se prescrivent par cinq ans, à partir de l'échéance de chaque terme : Ouzara, 26 mars 1908 (08, 350). — *60*. Cette disposition n'est pas applicable aux prescriptions commencées sous l'ancienne législation, qui doivent être régies par les anciennes règles qui fixent à 15 ans la durée du temps nécessaire pour la paralysation des actions: Ouzara, 26 mars 1908 (08, 350). — *61*. Le contrat d'enzel est régi par la loi foncière tunisienne, et les dispositions du Code civil lui sont inapplicables : Alger, 20 juin 1907 (08, 249).

§ II. — **Prescription relative aux arrérages.**

62. Décidé, *dans un premier système*, (qui est préférable) que la prescription applicable aux arrérages d'enzel n'est pas celle de la loi du détenteur de l'immeuble, spécialement, du droit anglais, quand ce détenteur est protégé anglais ; c'est celle du statut réel immobilier, c'est-à-dire celle du droit musulman tunisien, pour les immeubles non immatriculés : Tunis 27 févr. 1883 (94, 298) ; 2 juill. 1898 (01, 212). — *63*. La prescription applicable aux arrérages d'enzel afférents à un immeuble non immatriculé, n'est pas celle de l'art. 2277 C. civ. fr. qui n'est pas d'ordre public général ; c'est la prescription du droit tunisien, qui est, suivant les rites musulmans, de dix ou de quinze ans : Tunis, 20 mai 1908 (08, 555). — *64*. Mais il a été jugé *en sens contraire* que si le droit à la rente d'enzel est de nature immobilière, ses arrérages constituent une redevance périodique qui tombe sous l'application de l'art. 2277 C. civ. franc. : Tunis, 29 déc. 1891 (93, 346) ; 13 mars 1893 (93, 131) ; 28 déc. 1896 (97, 78) ; Sousse, 7 déc. 1899 (00, 380).

SECTION V

Intérêts moratoires.

65. Lorsque le débit enzéliste a été condamné à payer une certaine somme représentant des arriérés d'enzel et les intérêts légaux de cette somme, l'obligation de payer les intérêts légaux n'est pas garantie par le privilège ; elle n'est pas garantie non plus par une hypothèque distincte, car cette hypothèque ne pourrait être que judiciaire et l'hypothèque judiciaire n'existe pas en Tunisie : Trib. mixte, 28 janv. et 30 déc. 1907 (08, 145).

CHAPITRE III

Transformations du contrat primitif d'enzel.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurispr. en mat. d'enzel* (Journ. trib. tun., 1893, p. 120). — CLAVEL, *Wakf ou habous*, t. II p. 194. — LESCURE, *Double rég. fonc.*, p. 148 et 314. — PIOLET, *Rég. propr. fonc., en Tun.*, p. 106. — SCEMAMA, *Hyp. en Tun.*, p. 165. — TERRAS, *Habous*, p. 209. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV, V° Enzel, N°s 9, 11 à 13, 17, 20, 21, 30, 31, 35, 39 à 46.

SECTION PREMIÈRE

Cession de l'enzel.

§ I. — Autorisation du crédit rentier.

66. Jugé, *dans un premier système,* que la transmission d'un enzel ne peut être faite valablement qu'avec la ratification du crédit enzéliste qui conserve à l'égard de toutes les transmissions successives de propriété d'un terrain soumis à enzel, le droit d'accepter ou de refuser tout nouvel acquéreur : Tunis, 10 mars 1884 (93, 117). — *67. Dans un second système,* l'acquisition d'un enzel constituant une acquisition de droits réels immobiliers, et non pas d'un droit personnel de créance, l'acquéreur n'est tenu à aucune notification, soit au crédit-enzéliste, soit à ses ayants-cause : Tunis, 15 mai 1893 (98, 24). — *68.* Mais ces deux opinions ont été abandonnées et le *troisième système* qui a prévalu, est le suivant : celui qui vend un enzel n'est tenu que de faire comparaître le bénéficiaire de la rente pour lui déléguer les droits qu'il a sur l'acheteur, le crédit-enzéliste ne peut se refuser à accepter la cession de l'enzel : Tunis 27 mai 1885 sous Alger, 4 janv. 1887 (93, 82) ; 3 nov. 1888 (93, 102) ; 16 avr. 1890 (90, 117) ; 15 févr. 1892 (93, 362) ; 20 mars 1893 (93, 164) ; 9 avr. 1894 (97, 379) ; Trib. mixte, 2 juill. 1895 (95, 518) ; 17 déc. 1895 (96, 81) ; Just. p. Tunis-Nord, 26 déc. 1895 (96, 87) ; Trib. mixte, 20 janv. 1898 (98, 75) ; Alger, 4 déc. 1902 (04, 1) ; Tunis, 17 déc. 1902 (03, 26) ; 22 mars 1905 (05, 230) ; Alger 16 oct. 1905 (06, 279). — *69.* Mais le crédit rentier peut refuser de reconnaître la cession lorsque ce refus est justifié par des motifs légitimes : Tunis 9 avr. 1894 (97, 379). — *70.* Ces motifs existent lorsque le nouvel acquéreur est notoirement insolvable ; le cédant est alors tenu de payer l'enzel au crédit rentier et peut être condamné à la réparation du préjudice causé à ce dernier : Tunis, 9 avr. 1894 (97, 379) ; 17 déc. 1902 (03, 26) ; 13 avr. 1904 (05, 98) ; 22 mars 1905 (05, 230) ; Alger, 16 oct. 1905 (06, 279). — *71.* La charge de cette preuve incombe au bénéficiaire de la rente enzel, qui peut être admis à la faire au moyen d'une enquête, si les faits allégués par lui sont pertinents et concluants : Tunis, 17 déc. 1902 (03, 26). —

72. La règle qui veut que le débit enzéliste puisse céder ses droits à un tiers sans le consentement du bénéficiaire de la rente est applicable aussi bien aux biens habous qu'aux propriétés libres : Trib. mixte, 2 juill. 1895 (95, 518) ; 17 déc. 1895 (96, 81). — 73. Elle est applicable encore et plus spécialement, aux habous du collège Sadiki ; on ne saurait justement faire résulter le contraire d'un décret du 11 septembre 1881, qui n'a jamais été promulgué, et par conséquent, n'est pas opposable aux tiers : Trib. mixte, 17 déc. 1895 (96, 81).

§ II. — Cession moyennant une rente

74. Le débit-enzéliste ne peut constituer sur le domaine utile un enzel s'ajoutant à celui qui le grève déjà, ce que le droit musulman exprime par la maxime : « enzel sur enzel ne vaut » ; cette règle ne fait pas obstacle à ce que la cession du domaine utile soit faite moyennant une rente ; toutefois le cédant n'acquiert ainsi qu'un simple droit mobilier de créance: Tunis, 3 nov. 1888 (93, 102) ; 15 mai 1893 (93, 246) ; 26 nov. 1894 (95, 119); 24 mai 1895 (95, 504). — 75. Il est permis de faire cette cession moyennant une rente supérieure à celle que le cédant s'était lui-même engagé à payer envers le propriétaire primitif : Tunis, 15 mai 1893 (93, 246). — 76. C'est à tort que le tiers auquel le débit enzéliste a consenti une rente au paiement de laquelle il a affecté l'immeuble grevé, prétend faire inscrire cette rente comme un droit réel portant sur cet immeuble, lorsqu'il est mis en vente, faute de paiement des arrérages d'enzel, par le crédit-enzéliste : Tunis, 24 mai 1895 (95, 504). — 77. Il importerait peu d'ailleurs que cette rente ait été inscrite sur le titre de propriété de l'immeuble tenu à enzel ; cette inscription n'en changerait pas la nature mobilière pour en faire un droit réel, et, d'ailleurs, elle ne serait pas opposable au crédit-enzéliste, qui n'est pas un tiers : Tunis, 24 mai 1895 (95, 504).

§ III. — Effets et formes de la cession

78. Lorsqu'un enzéliste cède sa jouissance à un tiers, le crédit-rentier possède une action directe contre le nouvel acquéreur pour le paiement de la rente : Tunis, 19 juin 1893 (97, 228). — 79. Il est même obligé, si la cession lui a été notifiée, de s'adresser au cessionnaire, quand il n'a pas de justes motifs pour le refuser comme débit-enzéliste aux lieu et place de l'ancien : Tunis, 19 juin 1893 (97, 228). — 80. Il appartient donc au cessionnaire de ne pas payer au cédant le montant de la rente sans s'assurer que le crédit-rentier a été désintéressé, et, s'il paye à son cédant sans prendre cette précaution, il ne lui reste que le droit d'exercer la répétition de l'indu : Tunis, 19 juin 1893 (97, 228). — 81. L'annulation du droit de créancier enzéliste résultant de son consentement à la cession de l'enzel à

un tiers n'a, à moins de convention contraire, d'effet que pour l'avenir; elle ne libère pas l'enzéliste cédant des arrérages arriérés : Tunis, 30 juill. 1898 (01, 20). — *82*. Quand un terrain a été vendu à tant la mesure, sans autre indication, le prix de vente doit être calculé sur la surface du plan, c'est-à-dire celle qui est donnée par la projection du terrain sur le plan horizontal, et non sur la surface réelle : Trib. mixte, 26 octobre 1903 (04, 90). — *83*. Il en est ainsi, spécialement, pour le calcul du montant de la rente, au cas où il s'agit d'une vente à enzel : Trib. mixte, 26 octobre 1903 (04, 90). — *84*. Une vente à enzel produisant les mêmes effets qu'une vente ferme et créant au profit du débit-enzéliste les mêmes droits, les choses qui s'unissent et s'incorporent à l'immeuble grevé sont pour le débit-enzéliste, de même qu'il supporte les pertes et diminutions qui viendraient à se produire : Sousse, 28 nov. 1895 (96, 32). — *85*. Est valable en Tunisie, d'après la législation locale, l'acte de vente d'un immeuble grevé d'enzel, si cet acte est dressé et signé par deux notaires beylicaux et revêtu de la signature du vendeur et de l'approbation du bénéficiaire des revenus de l'enzel : Cass, req., 5 avr. 1886 (91, 139). — *86*. Sans rechercher si l'art. 1690 du C. civ. français est applicable à la cession de la rente d'enzel, et si, par conséquent, cette cession est opposable au débiteur, quand elle ne lui a pas été notifiée, il y a lieu de décider que le débiteur de la rente d'enzel ne peut se soustraire au paiement des arrérages qui lui sont réclamés par le cessionnaire, lorsqu'il ne prouve pas avoir payé, soit au cédant, soit à un autre cessionnaire et qu'il ne justifie d'aucun intérêt légitime : Tunis, 15 mai 1893 (93, 256).

SECTION II

Divisibilité de l'enzel.

87. On s'est demandé si le débit-enzéliste d'un immeuble immatriculé peut céder une partie dudit immeuble à un tiers (dans l'espèce, au Domaine public) sans l'assentiment du crédit-enzéliste : Tunis, 2 déc. 1903 (04, 108). — *88*. Mais d'autres décisions ont affirmé que le crédit-enzéliste ne peut être obligé à subir malgré lui le fractionnement de sa rente, au cas où le débit-enzéliste a fractionné sans son consentement et vendu à diverses personnes tout ou partie de l'immeuble grevé : Tunis, 16 avr. 1890 (90, 117) ; 15 févr. 1892 (93, 362) ; 7 déc. 1893 (94, 101) ; 25 oct. 1905 (06, 30). — *89*. Une décision isolée a admis que l'enzel qui frappe indivisément un immeuble peut être réclamé en entier au propriétaire d'une partie seulement de l'immeuble grevé, sauf recours de ce dernier contre ses co-débiteurs ; Tunis, 18 juin 1898 (01, 178). — *90*. Mais il a été plus généralement jugé que la solidarité n'existe que si elle a été expressément stipulée ; elle ne se présume pas plus en matière d'enzel qu'en toute autre matière ; Tunis, 25 juil. 1887 (89, 65) ; 16 avr. 1890 (90, 117) ; 30 mai 1892

(94, 525) ; 19 juin 1893 (97, 228) ; 7 juin 1894 (94, 416) ; 30 janv. 1895 (95, 197). — *91*. Que le fait que la redevance n'a pas été cantonnée, d'accord avec le bénéficiaire de la rente, entre les divers enzélistes, sur des portions distinctes de l'immeuble grevé, autoriserait, il est vrai, le bénéficiaire de la rente à poursuivre la vente de la totalité de l'immeuble au cas de non-paiement de la redevance par l'un des enzélistes : Tunis, 25 juil. 1887 (89, 65). — *92*. Mais que l'indivisibilité de ce droit ne change en rien le caractère de l'obligation personnelle incombant à chacun des débiteurs de la rente, obligation dont l'exécution peut être poursuivie sur l'ensemble de son patrimoine. L'indivisibilité de la garantie ne fait pas en effet obstacle à la division de la dette : Tunis, 25 juill. 1887 (89, 65) ; 16 av. 1890 (90, 117) ; 30 mai 1892 (94, 525) ; 19 juin 1893 (97, 228) ; 7 juin 1894 (94, 416) ; 30 janv. 1895 (95, 197). — *93*. Le consentement du créancier enzéliste au morcellement de l'immeuble par le débit enzéliste ne saurait le faire responsable vis-à-vis du cessionnaire dudit débit enzéliste, en ce qui concerne la contenance de la parcelle cédée, le créancier enzéliste ne pouvant à aucun titre être considéré, en l'espèce, comme un cédant : Tunis, 20 mars 1901 (01, 250). — *94*. Le crédit enzéliste qui n'a pas consenti au fractionnement de l'immeuble et à sa cession partielle à un tiers, est fondé à demander que la totalité de la rente qui lui est due soit inscrite sur le titre de propriété délivré à l'acquéreur partiel qui en a obtenu l'immatriculation : Trib. mixte, 13 juin 1893 (94, 78). — *95*. En effet le morcellement ou cantonnement de l'enzel ne peut avoir lieu sans le consentement du bénéficiaire et s'il ne l'a pas donné, il a le droit de conserver son privilège pour le paiement de la rente sur la totalité de l'immeuble donné à enzel : Trib. mixte, 13 juin 1893 (94, 78). — *96*. Le crédit enzéliste ne peut être présumé avoir consenti au morcellement, par cela seul qu'il a laissé vendre aux enchères, sans protestation, le terrain grevé d'une partie de la rente d'enzel proportionnelle à son étendue, s'il n'a pas été partie en cause dans la procédure d'adjudication : Trib. mixte, 13 juin 1893 (94, 78). — *97*. Ni parce qu'il a saisi entre les mains du sous enzéliste partiel ce que ce dernier pouvait devoir, en vertu du contrat de sous-enzel, au débit-enzéliste primitif : Trib. mixte, 13 juin 1893 (94, 78).

SECTION III

Immatriculation de l'immeuble grevé.

98. Le crédit-rentier d'un enzel grevant un immeuble immatriculé, doit, si le débit-rentier l'exige, poursuivre le paiement des arrérages échus par la vente préalable de l'immeuble grevé, le débit-rentier n'étant tenu personnellement que des arrérages des deux dernières années : Tunis, 1er juill. 1903 (03, 516). — *99*. L'inscription sur le titre foncier du droit à la rente d'enzel conserve par elle-même toutes les créances que le crédit

enzéliste peut avoir de ce chef ; il n'y a donc lieu à aucune inscription du chef des enzels arriérés : Trib. mixte, 28 janv. et 30 déc. 1907 (08, 145).— ***100***. La personne qui a payé une partie des enzels arriérés et a été subrogée à due concurrence aux droits du crédit enzéliste, ne peut demander de ce chef l'inscription d'une hypothèque distincte, sur le titre foncier, mais seulement l'inscription d'une subrogation au privilège : Trib. mixte, 28 janv. et 30 déc. 1907 (08, 145). — ***101***. Le débit-enzéliste a un droit réel sur l'immeuble ; c'est donc à lui qu'il appartient le veiller à la conservation de son droit et il n'a aucun recours à exercer contre le bailleur à enzel, quand il est évincé, notamment par une immatriculation, alors d'ailleurs qu'aucune faute ni aucune circonstance de nature à engendrer une responsabilité n'est relevée à l'encontre de ce bailleur : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 469). — ***102***. Le débit-enzéliste est le premier intéressé à repousser les revendications des tiers ; il a sûrement qualité pour y répondre et sa présence est même indispensable dans les procès soulevés par ces revendications ; mais il ne peut pas, en principe, représenter le crédit rentier pour la partie du droit de propriété que le contrat d'enzel laisse entre les mains de ce dernier, c'est-à-dire, pour le domaine éminent : Tunis, 27 mai 1895 (95, 462). — ***103***. C'est donc à bon droit que l'opposant à l'immatriculation d'un bien grevé d'enzel, dont la contestation a été renvoyée devant le Tribunal français, conformément à l'art. 37 de la loi foncière, fait figurer dans cette instance, non seulement l'immatriculant, qui se dit possesseur du domaine utile, mais encore celui qui est indiqué comme crédit-enzéliste, propriétaire du domaine éminent : Tunis, 27 mai 1895 (95, 462). — ***104***. On pourrait sans doute objecter qu'aux termes de l'art. 22 de la loi foncière, l'enzéliste peut requérir l'immatriculation sans le consentement du crédit-rentier, ce qui impliquerait que l'enzéliste représente complètement le crédit-rentier dans la procédure d'immatriculation : Tunis, 27 mai 1895 (95, 462). — ***105***. Mais quoi qu'il en soit sur ce point, il n'y a aucune analogie entre la situation des contestants devant le Tribunal mixte, qui ne peut déclarer l'opposition bien fondée et renvoie les parties devant la juridiction de droit commun, et la situation des parties devant cette dernière, qui a qualité pour trancher le litige : Tunis, 27 mai 1895 (95, 462). — ***106***. Les droits réels existant au moment de l'immatriculation ayant pour unique point de départ leur inscription sur le titre de l'immeuble, c'est à tort que le débit enzéliste se refuserait à payer les arrérages arriérés de la rente enzel antérieurs à son acquisition, si, au moment de l'immatriculation, inscription a été ordonnée sur le titre, au profit du créancier enzéliste, de son droit, tant sur les arrérages futurs que sur les arrérages arriérés : Tunis, 28 déc. 1893 (97, 78). — ***107***. La cession d'une propriété immatriculée n'est pas opposable aux tiers tant qu'elle n'a pas été inscrite sur le titre de propriété : Tunis, 23 juin 1893 (97, 96). —

108. Spécialement, elle n'est pas opposable au crédit-enzéliste, au cas où la propriété est grevée d'enzel, et le cédant reste tenu du paiement des arrérages, dans les termes de l'art. 89 de la loi du 1er juillet 1885 : Tunis, 23 juin 1893 (97, 96). — *109*. Aux termes de cette loi, il n'est tenu personnellement de l'enzel qu'en cas d'insuffisance du prix de la vente de l'immeuble exproprié sur lui, et pour les deux dernières années d'arrérages dues, seulement : Tunis, 23 juin 1893 (97, 96). — *110*. En conséquence, il est non recevable à demander en justice à son cessionnaire sous seings privés, qui s'est engagé à payer l'enzel à sa place, de le relever et garantir des condamnations pouvant intervenir contre lui pour le paiement des arrérages échus, et dont le crédit-enzéliste réclame le paiement, tant que la propriété grevée n'a pas été vendue en exécution de l'article 88 de la loi foncière précitée : Tunis, 23 juin 1893 (97, 96). — *111*. Au cas où le cessionnaire d'une parcelle en demande l'immatriculation, le bénéficiaire qui n'a pas consenti au morcellement est recevable à faire inscrire, sur le titre de propriété de cette parcelle, mention de son privilège pour la totalité de la rente qui lui est due et la décision du Tribunal mixte qui ordonne cette inscription est purement déclarative d'un droit préexistant : Tunis, 7 déc. 1893 (94, 101). — *112*. En conséquence, celui qui subit cette inscription est mal venu à demander à son cédant des garanties contre les éventualités auxquelles elle donne ouverture ou des dommages-intérêts pour le préjudice qu'elle lui cause, alors qu'il n'ignorait pas que le bénéficiaire de l'enzel n'avait pas consenti au morcellement et qu'il ne se plaint d'aucune manœuvre dolosive ayant eu pour but et pour effet de lui dissimuler la véritable situation juridique de l'immeuble : Tunis, 7 déc. 1893 (94, 101). — *113*. Le contrat d'enzel est un contrat de nature spéciale ; toute action intentée par le débit enzéliste contre des faits pouvant entraver l'exercice du droit réel qu'il détient, et compromettant de ce chef les droits du crédit enzéliste, doit être considérée comme étant faite tant en son nom qu'au nom de ce dernier ; il en est ainsi d'une opposition à immatriculation : Trib. mixte, 28 mars 1898 (98, 278). — *114*. Il est d'ailleurs d'usage et de règle que le titre de propriété soit entre les mains du débit-enzéliste : Trib. mixte, 28 mars 1898 (98, 278). — *115*. Le fait qu'une cession partielle de l'immeuble grevé d'enzel a eu lieu sans l'assentiment du crédit-enzéliste ne fait pas obstacle à l'application des art. 88 et 89 de la loi foncière, qui limitent l'obligation personnelle du débit-enzéliste, alors que la cession n'a diminué l'immeuble que d'une quantité insignifiante et qu'elle a procuré au reste une notable plus-value, en lui assurant un accès facile sur une voie de communication : Tunis, 2 déc. 1903 (04, 408). — *116*. Les articles 88 et 89 de la loi précitée du 1er juillet 1885, ont promulgué et réglementé une procédure unique pour le cas où, après l'immatriculation, le crédit-rentier non payé des arrérages échus, désire exercer les poursui-

tes sur le patrimoine de son débiteur : Alger, 15 nov. 1899 (99, 646). — *117*. Ledit crédit-rentier peut sans doute, et doit même commencer par actionner l'enzéliste en paiement des arrérages échus : Alger, 15 nov. 1899 (99, 646). — *118*. Mais une fois nanti d'un jugement de condamnation, il ne peut l'exécuter qu'en observant les règles édictées par les deux articles sus énoncés : Alger, 15 nov. 1899 (99,646). — *119*. La procédure indiquée dans ces articles est en effet obligatoire et non pas facultative pour le crédit-rentier, qui ne peut plus invoquer l'ancien droit musulman, pour saisir indéfiniment toute la fortune personnelle de l'enzéliste, en négligeant l'expropriation de l'immeuble tenu à l'enzel : Alger, 15 nov. 1899 (99, 646).— *120*. Aux termes de l'art. 22 de la loi foncière du 1er juillet 1885, l'enzéliste a le droit de requérir l'immatriculation de l'immeuble qu'il détient à enzel. Cette immatriculation a pour conséquence de placer sous le régime de la loi nouvelle le droit de l'enzéliste et l'immeuble qui en est l'objet : Alger, 15 nov. 1899 (99, 646). — *121*. L'application de cette nouvelle législation peut sans doute modifier, dans une certaine mesure, les droits du crédit-rentier, en ce qui concerne le paiement des arrérages échus ; mais le crédit-rentier ne peut pas se soustraire à cette modification, à moins qu'il ne prouve que l'immatriculation est frauduleuse et que l'enzéliste y a eu recours dans l'espoir d'éviter l'exécution d'engagements formels antérieurement contractés : Alger, 15 nov. 1899 (99, 646). — *122*. L'enzéliste ne peut pas refuser spécialement de subir les modifications résultant de la nouvelle loi foncière, lorsque l'acte constitutif d'enzel contient une clause stipulant que l'enzéliste ou quiconque sera substitué à ses droits, devra dans un délai déterminé faire immatriculer l'immeuble cédé : Alger, 15 nov. 1899 (99, 646).

SECTION IV

Adjudication de l'immeuble grevé.

123. Celui qui donne un bien à enzel, c'est-à-dire moyennant une rente perpétuelle, n'en aliène que le domaine utile ; il en conserve le domaine éminent ; l'immeuble grevé de la rente reste, pour en assurer le paiement, le gage du crédit rentier : Tunis, 5 août 1893 (93, 365). — *124*. Cet ensemble de droits est de nature immobilière ; il ne peut donc pas être exproprié par les voies prescrites pour la saisie des rentes, qui, en droit français, sont meubles ; il faut procéder par voie de saisie immobilière : Tunis, 5 août 1893 (93, 365). — *125*. Par suite est valable la surenchère du sixième pratiquée ensuite de l'adjudication des droits expropriés sur le bénéficiaire de la rente d'enzel : Tunis, 5 août 1893 (93, 365). — *126*. Mais il en serait autrement s'il s'agissait de l'expropriation forcée de la rente perpétuelle stipulée par le débit-enzéliste qui a cédé ses droits, car cette rente est purement mobilière : Tunis, 5 août

1893 (93, 365). — *127*. On devrait employer la procédure des art. 636 et s. C. proc. civ., qui ne comporte pas la surenchère : Tunis, 5 août 1893 (93, 365). — *128*. Est irrecevable l'action en réduction de prix intentée plus d'un an après une vente intervenue en cours de la procédure d'immatriculation de l'immeuble, alors qu'il est établi que cette vente a été contractée sous l'empire de la loi française et que d'autre part l'immeuble a été depuis immatriculé : Tunis, 18 mars 1903 (03, 260). — *129*. Il n'y a d'exception à cette règle que celle mentionnée à l'art. 11 du décret beylical du 16 mars 1892 sur les ventes à la barre, qui porte dérogation à l'art. 1622, en décidant que dans ce cas l'action en réduction de prix est suspendue pendant la procédure d'immatriculation : Tunis, 18 mars 1903 (03, 260). — *130*. L'adjudicataire d'un immeuble non immatriculé vendu à la barre est tenu du paiement de l'enzel qui grève cet immeuble, même si cette charge n'a pas été dénoncée au cahier des charges et surtout s'il résulte dudit cahier des charges qu'il devra supporter les charges connues et inconnues: Tunis, 18 juin 1898 (01, 178); Ouzara, 8 mars 1900 (00, 463). — *131*. Le créancier enzéliste resté adjudicataire du domaine utile de l'immeuble, qu'il a fait saisir et vendre pour avoir paiement d'arrérages échus de sa rente, ne saurait se prévaloir du jugement d'adjudication pour reprendre l'intégralité du domaine utile, dont une partie aliénée par le débiteur enzéliste ne se serait plus trouvée dans le patrimoine de ce dernier au moment de la saisie, le jugement d'adjudication ne pouvant conférer à l'adjudicataire d'autres droits que ceux du débiteur saisi : Trib. mixte, 20 janv. 1898 (98, 75). — *132*. Le créancier enzéliste impayé de sa rente ne saurait reprendre le domaine utile intégral de l'immeuble qu'en exerçant l'action spéciale que lui donne dans ce but le droit tunisien et qui est soumise à des conditions déterminées, et ne peut être exercée notamment qu'après que plusieurs arrérages annuels d'enzels son restés impayés : Trib. mixte, 20 janv. 1898 (98, 75). — *133*. En matière d'adjudication à enzel de biens habous par l'Administration des dits biens, le croquis joint au titre en fait partie intégrante et est opposable aussi bien à l'adjudicataire qu'à l'administration : Trib. mixte, 14 mai 1895 (95, 158).

CHAPITRE IV

Annulation totale ou partielle du contrat d'enzel.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurispr. en mat. d'enzel* (Journ. trib. Tun., 1893, p. 122). — Clavel, *Waḳf ou habous* t. II p. 196. — Coulon, *Rachat des rentes perp.* (Journ. trib. Tun., 1905, p. 591 et 1906 p. 7, 99, 273, 305, 337). — Lescure, *Double rég. fonc.* p. 153 et 315. —

PIOLET, *Rég. fonc. en Tun.*, p. 33. — SCEMAMA, *Hyp. en Tun.*, p. 166. — TERRAS, *Habous*, p. 221. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV. Vo Enzel, Nos 41 et 42.

SECTION PREMIÈRE

Rachat de la rente.

§ I. — Ancien droit.

134. A moins de convention contraire, le crédit rentier ne peut être obligé de recevoir le remboursement du capital de la rente d'enzel : Tunis, 13 mars 1893 (93, 131). — *135.* Le taux de capitalisation de la rente enzel admis par la coutume est de 16 fois sa valeur : Tunis, 31 déc. 1896 (97, 101) ; 27 juin 1900 (00, 502).

§ II. — Nouveau droit.

136. Les enzels perpétuels et les enzels rachetables sont soumis aux mêmes règles : Tunis, 20 mars 1901 (01, 301). — *137.* Le créancier enzéliste ne saurait valablement soutenir qu'un enzel rachetable ne serait qu'une vente à terme régie par le droit commun, pour poursuivre le paiement des arrérages uniquement sur les autres biens du débiteur contrairement aux articles 88 et 89 de la loi foncière : Tunis, 20 mars 1901 (01, 301).

SECTION II

Défaut de paiement de la rente.

138. Jugé d'abord que le non paiement de l'enzel pendant deux années permet au bénéficiaire de faire résoudre le contrat : Tunis, 26 nov. 1883 (93, 101). — *139.* Mais ce système n'a pas été suivi ; on a préféré le suivant : l'enzéliste qui a laissé passer plus de deux années consécutives sans acquitter les arrérages de la rente ne peut se prévaloir de cette circonstance, pour contraindre le crédit-rentier à reprendre son immeuble et pour se dispenser de payer les annuités échues : Tunis, 13 mars 1893 (93, 131) ; 20 juill. 1894 (94, 474). — *140.* Si les art. 88 et 89 de la loi foncière du 1er juillet 1885 contiennent des prescriptions différentes, elles ne sont pas applicables qu'aux immeubles immatriculés : Tunis, 13 mars 1893 (93, 131) ; 20 juill. 1894 (94, 474). — *141.* Les dispositions des art. 88 et 89 de la loi foncière tunisienne constituent une dérogation au droit commun d'après lequel tous les biens du débiteur sont le gage de ses créanciers. Leurs dispositions doivent donc être interprétées restrictivement : Tunis, 19 janv. 1898 (01, 120) ; 24 janv. 1898 (98, 352). — *142.* En conséquence, le crédit rentier de l'enzel qui n'est pas payé des arrérages,

doit d'abord obtenir un titre exécutoire en vertu duquel il devra saisir et faire vendre l'immeuble grevé de l'enzel : Tunis, 19 janv. 1898 (01, 120) ; 24 janv. 1898 (98, 352). — *143*. Il n'a de recours sur les autres biens du débiteur qu'en cas d'insuffisance du prix de vente de l'immeuble grevé et pour les deux dernières annuités seulement : Tunis, 24 janv. 1898 (98, 352). — *144*. Le débit enzéliste ne saurait pouvoir se libérer en offrant deux annuités et l'abandon de l'immeuble : Tunis, 24 janv. 1898 (98, 352). — *145*. Aucune disposition de la loi n'oblige le débit rentier, pour bénéficier des art. 88 et 89. à démontrer que le revenu du terrain est insuffisant pour payer la rente d'enzel : Tunis, 20 mars 1901 (01, 301). — *146*. Le crédit-rentier ne saurait être non plus fondé à soutenir que le débit-rentier s'est volontairement mis dans l'impossibilité de tirer un parti avantageux du terrain détenu par lui, en n'en usant d'aucune façon, et qu'il doit être déchu du droit d'user des dispositions des art. 88 et 89 édictés en faveur du débit-enzéliste malheureux : Tunis, 20 mars 1901 (01, 301). — *147*. Au cas où l'enzel est dû par plusieurs débiteurs, sans cantonnement, le défaut de paiement de sa part par l'un d'eux autorise le crédit-enzéliste à demander la résiliation pour le tout, ou à exproprier pour le tout l'immeuble qui est resté son gage : Tunis, 17 mars 1893 (93, 135). — *148*. En droit tunisien, aucune règle ne permet à l'enzéliste de reprendre l'immeuble, après résolution du contrat d'enzel, en payant la totalité des arrérages échus : Tunis, 17 janv. 1889 (93, 104). — *149*. D'ailleurs le contrat d'enzel ne pourrait plus revivre, lorsque l'immeuble a été aliéné après sa résiliation, et avant l'offre de paiement, par le débit-enzéliste, desdits arrérages : Tunis, 17 janv. 1889 (93, 104). — *150*. Est valable la clause qui stipule qu'un contrat d'enzel sera résilié en cas de non paiement de la rente convenue, sans qu'il soit nécessaire de faire une sommation préalable : Alger, 20 juin 1907 (08, 249).

SECTION III

Réduction de la rente.

151. Un contrat d'enzel ne peut être annulé sous prétexte que la quotité de la rente ne serait pas en rapport avec la valeur de l'immeuble : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 474). — *152*. L'enzéliste ne saurait se dispenser du paiement de la redevance qui lui incombe sous prétexte qu'il ne jouit pas des lieux qui lui ont été donnés à enzel, s'il n'établit pas que cette occupation des lieux par un tiers est autre chose qu'une circonstance de fait : Tunis, 18 mars 1885 (89, 63). — *153*. Pour obtenir une réduction de redevance ou l'annulation du contrat d'enzel, il devrait au préalable justifier que le Tribunal compétent a reconnu, contradictoirement avec lui et le vendeur à enzel, les droits de ce tiers à occuper partie de l'immeuble grevé de la rente : Tunis, 18 mars 1885 (89, 63). — *154*. L'enzel

est, aux termes de l'art. 83 de la loi foncière, une propriété foncière grevée d'une rente perpétuelle : Tunis, 18 mars 1903 (03, 260). — *155*. En conséquence la vente d'un immeuble de cette nature ne saurait être assimilée à une cession de bail, et l'article 1622 du Code civil, relatif aux actions en réduction de prix, lui est applicable : Tunis, 18 mars 1903 (03, 260).

CHAPITRE V

Règles de compétence spéciales à l'enzel.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.* p. 17. — S. Berge, *Jurispr. en mat. d'enzel.* (Journ. trib. Tun., 1893 p. 121). — Clavil, *Wakf ou habous*, t. II. p. 199. — Lescure, *Double rég. fonc.*, p. 154. — Ch. Martineau, *Comp. des J. de paix.* (Journ. trib. Tun. 1895, p. 326). — Terras, *Habous*, p. 249. — Tilloy, *Rép. alph.* t. IV V° Enzel n°s 13 et 44.

SECTION PREMIÈRE

Généralités.

156. Les actions auxquelles donne lieu le contrat d'enzel ayant pour objet de paiement d'une redevance annuelle et perpétuelle sont des actions essentiellement personnelles et mobilières de la compétence des Tribunaux français en Tunisie : Tunis, 1er déc. 1886 (89, 49). — *157*. L'action en paiement d'annuités d'enzel est purement personnelle et mobilière, à moins que la contestation ne porte sur le droit à la propriété où à la jouissance du fonds en même temps que sur la perception de la rente : Sousse, 24 oct. 1889 (93, 92). — *158*. Par suite la demande pure et simple en paiement d'annuités d'enzel doit être portée devant le tribunal du domicile du défendeur : Sousse, 24 oct. 1889 (93, 92). — *159*. Le contrat d'enzel confère au crédit rentier un droit réel qui suit l'immeuble en quelque main qu'il passe : Tunis, 8 déc. 1902 (03, 85) : 25 mai 1904 (05, 167). — *160*. En conséquence l'action en paiement des arrérages d'enzel, intentée contre le détenteur de l'immeuble, est une action mixte dont le tribunal de la situation de l'immeuble peut connaître concurremment avec le tribunal du domicile du défendeur, au choix du demandeur, conformément à l'art. 59 du Code de procédure civile : Tunis, 8 déc. 1902 (03, 85) ; 25 mai 1904 (05, 167). — *161*. Le litige qui porte sur le paiement d'arrérages d'enzel et sur le droit à ces arrérages appartient aujourd'hui à la juridiction française, comme il aurait été, autrefois, à la juridiction consulaire, lorsqu'il s'agite entre un tunisien demandeur et un européen défendeur : Tunis, 15 mai 1893 (93, 256) ; 30 oct. 1893 (93, 407). — *162*. La juridiction française est seule compétente pour apprécier la validité des enchères et de l'adjudication effectuée dans une procédure de

constitution en enzel d'un immeuble habous immatriculé : Tunis, 7 juin 1905 (06, 46). — *163*. L'immatriculation ayant pour résultat de fixer la situation juridique d'un immeuble et de déterminer le chiffre exact de l'enzel dont il peut être grevé, il convient, pour les tribunaux de droit commun saisis d'une demande en paiement d'un enzel dont le chiffre est contesté, de surseoir jusqu'après solution d'une instance en immatriculation dont le Tribunal mixte serait saisi : Tunis, 20 févr. 1901 (01, 249).

SECTION II

Compétence spéciale des juges de paix.

164. L'annulation d'un contrat d'enzel échappe à la compétence des juges de paix : Tunis 19 déc. 1889 (90, 112) ; 13 nov. 1890 (91, 150) ; 21 déc. 1896 (97, 40). — *165*. Mais le juge de paix est compétent pour connaître de l'action en paiement d'errérages d'enzel quand elle rentre par son chiffre dans les limites qui lui sont fixées par la loi du 27 mars 1883 et par le décret du 19 août 1854, c'est-à-dire lorsque le chiffre de la demande ne dépasse pas 1000 fr. : Tunis 15 mai 1893 (93, 246) ; 17 déc. 1894 (95, 88). — *166*. Toutefois, il doit se déclarer incompétent si le défendeur conteste le droit à la rente, si cette contestation a un caractère sérieux et non pas évidemment un but dilatoire : Tunis, 25 avr. 1892 (94, 397) ; 15 mai 1893 (93, 246) ; 15 mai 1893 (93, 256) ; 20 juill. 1894 (94, 473) ; 26 nov. 1894 (95, 119) ; Just. p. Tunis-Nord, 12 juin 1896 (96, 530) ; Tunis, 10 janv. 1898 (98, 459) ; Sousse, 20 janv. 1898 (98, 332) ; Tunis, 27 juin 1900 (00, 596) ; 17 févr. 1902 (02, 314).

CHAPITRE VI

Kirdar.

Bibliographie. — Abribat, *Contr. dérivés du habous* (Journ. trib. Tun., 1900, p. 213 et 317. — Abribat, *Le Kirdar en droit tun.* (Journ. trib. Tun., 1899, p. 374. — Barrault, *Organ. de la propr. en Tun.*, p. 31. — S. Berge, *Vocabul.* (Journ. trib. Tun., 1895, p. 167. — Clavel, *Wakf ou habous*, t. II p. 201. — Goguyer, *Choix splend.*, p. 71. — Herbault, *Créd. agric. en Tun.*, p. 80. — Lescure, *Double rég. fonc.*, p. 155. — Piolet, *Rég. prop. fonc. en Tun.*, p. 43. — Terras, *Habous* p. 228. — Tilloy, *Rép. alph.* t. V p. 2221.

SECTION PREMIÈRE

Définition.

167. Le contrat de kirdar est un bail perpétuel qui a pour effet de donner au preneur un droit d'établissement sur la superficie d'un im-

meuble inaliénable, moyennant une redevance variable suivant que l'immeuble aura acquis une plus-value ou qu'il aura subi une moins-value : Tunis, 28 mai 1886 (90, 271) ; 27 févr. 1890 (91, 22); 30 juill. 1894 (94, 527) ; 1er févr. 1899 (99, 426) ; 21 févr. 1906 (06, 290).

SECTION II

Variation de la rente.

168. Le chiffre de la rente peut être augmenté en raison d'une plus-value du fonds provenant, non de l'œuvre du preneur, mais des circonstences extérieures, par exemple de modifications apportées par le temps dans les conditions économiques du pays : Tunis, 27 févr. 1890 (91, 22) ; 21 févr. 1906 (06, 290). — *169*. Mais cette augmentation n'a lieu que si la plus-value est excessive, de telle sorte que la redevance servie soit inférieure à celle qui ne saurait être admise par des gens sensés, quelque accomodants en affaires qu'ils puissent être : Tunis, 27 févr. 1890 (61, 22) ; 21 févr. 1906 (06, 290). — *170*. Cette augmentation est fixée après expertise par l'autorité judiciaire : Tunis, 30 juill. 1894 (94, 527) ; 1er févr. 1899 (99, 426). — *171*. Elle prend donc son point de départ, non au jour de la demande en justice, mais du jour de la décision qui l'a ordonnée : Tunis, 30 juill. 1894 (94, 527) — *172*. Le quantum de la rente kirdar peut, d'après le rite hanéfite, être déterminé tous les trois ans au moyen d'une expertise faite dans des conditions spéciales : Tunis, 4 févr. 1899 (01, 154). — *173*. Le droit de recourir à cette expertise, laquelle ne peut avoir pour but que l'augmentation de la rente, appartient au crédit-rentier seul: Tunis, 4 févr. 1899 (01, 154). — *174*. L'engagement par l'administrateur d'un bien habous donné à kirdar, de ne réclamer au preneur aucune augmentation du loyer, serait entaché de nullité, comme dépassant les pouvoirs d'administration et portant atteinte aux droits de la fondation pieuse : Tunis, 1er févr. 1899 (99, 426). — *175*. Les carrières qui sont découvertes dans un immeuble faisant l'objet d'un contrat de kirdar ne peuvent être exploitées par le preneur qu'à condition de payer une augmentation de loyer fixée après expertise : Tunis 1er févr. 1899 (99, 426).

SECTION III

Compétence en la matière.

176. L'exception d'incompétence tirée de la nature immobilière du litige pendant entre des tunisiens, d'une part, et des européens ou protégés, de l'autre, est purement relative et peut être couverte par l'acceptation expresse ou tacite de la partie intéressée à soulever cette exception : Tunis, 28 mai 1886 (90, 271). — *177*. Mais le Tribunal n'est pas tenu toutefois de juger, même dans ce cas, un procès qui sort de sa compétence et peut

renvoyer les parties devant leurs juges naturels : Tunis, 28 mai 1886 (90, 271). — *178*. Il en est ainsi alors surtout que la contestation porte sur un contrat de kirdar passé au nom d'une fondation religieuse musulmane, ce contrat n'ayant pu être passé qu'avec l'autorisation du Cadi, et la modification de ce contrat, sollicitée au procès, ne pouvant elle-même être prononcée que par ce magistrat : Tunis, 28 mai 1886 (90, 271). — *179*. Les tribunaux français en Tunisie sont incompétents pour statuer dans un litige en matière immobilière entre européens et tunisiens, alors surtout qu'il s'agit de fondations pieuses et de l'interprétation d'un contrat de kirdar, contrat spécial à ces fondations : Alger, 26 janv. 1889 (90, 138). — *180*. Dans le contrat de kirdar, les droits du bailleur qui conserve le domaine éminent, de même que ceux du preneur qui acquiert le domaine utile, sont l'un et l'autre des droits réels : Tunis, 27 févr. 1890 (91, 22). — *181*. La demande en justice tendant à la modification dudit contrat a donc un caractère immobilier qui la rend de la compétence des Tribunaux indigènes lorsqu'un tunisien est en cause : Tunis, 27 févr. 1890 (91, 22).

ÉPAVES

Voir : Compétence criminelle, ch. II sect. I.

ESCLAVAGE

Voir : Succession, ch. I sect. I.

Bibliographie. — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° Esclavage, n° 58. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV p. 1615.

1. Le décret du 27 avril 1848 qui a supprimé l'esclavage, a interdit aux français d'acquérir des esclaves, même en pays étranger : Tunis, 24 févr. 1889 (89, 12). — *2*. L'usage où seraient les indigènes musulmans d'infliger des corrections manuelles aux enfants qu'ils ont introduits dans leur intérieur comme esclaves et qui sont restés attachés à leur service depuis leur affranchissement, ne saurait être admis par la loi française, alors même que cet usage serait reconnu par la loi locale tunisienne ou sanctionné par une pratique plus ou moins générale : Tunis, 26 janv. 1891 (91, 213). — *3*. La nationalité faisant partie de l'état des personnes, les Tribunaux civils sont seuls compétents pour prononcer la perte de la qualité de citoyen français édictée par l'article 8 du décret du 27 avril 1848 contre tout français ayant participé directement ou indirectement à tout trafic ou exploitation d'esclaves : Alger, 19 janv. 1898 (98, 181 *bis*). — *4*. Si cette sanction peut être considérée comme une peine, c'est une peine civile, non assimilable à la dégradation civique, qui ne prive pas celui qui en est frappé de sa nationalité et qui ne peut, dès lors, être prononcée par les Tribunaux de répression : Alger, 19 janv. 1898 (98, 181 *bis*).

ESCROQUERIE

1. L'usage d'une fausse qualité, lorsqu'il a été la cause déterminante de la remise de valeurs ou effets mobiliers, est à lui seul constitutif du délit d'escroquerie, indépendamment de toutes manœuvres frauduleuses : Alger, 28 févr. 1897 (97, 261). — *2.* Spécialement, il en est ainsi de la fausse qualité de propriétaire d'un domaine déterminé, s'il a été la cause déterminante d'une fourniture de vins à crédit : Alger, 28 févr. 1897 (97, 261). — *3.* La fausse qualité n'est un élément constitutif du délit d'escroquerie qu'autant que l'auteur du fait incriminé se l'est à lui-même attribuée ; l'attribution, même par écrit, à un tiers, de cette fausse qualité ne saurait être considérée, à elle seule, comme une manœuvre frauduleuse, élément essentiel pour que le délit d'escroquerie soit établi : Cass. crim., 9 nov. 1899 (99, 606). — *4.* Mais si le délit d'escroquerie est illégalement retenu contre le prévenu, la peine prononcée contre lui peut être justifiée à raison d'un autre délit, pour lequel il était en même temps poursuivi : Cass. crim., 9 nov. 1899 (99, 606). — *5.* Sans d'ailleurs que la condamnation pour escroquerie, par lui encourue, puisse plus tard servir de base à la récidive spéciale de l'article 58 du Code pénal, ni entraîner la peine accessoire et perpétuelle de la privation de l'électorat : Cass. crim., 9 nov. 1899 (99, 606). — *6.* Constitue le délit d'escroquerie le fait, par le destinataire d'un colis expédié par chemin de fer, de détériorer volontairement ce colis après sa réception, afin de faire croire que l'avarie est imputable à la Compagnie ou à son camionneur et après s'être ainsi, de mauvaise foi, constitué un droit fictif de créance, de réclamer et d'obtenir en justice une condamnation à des dommages-intérêts : Civ. Corbeil, 29 janv. 1904 (05. 615). — *7.* Encourt la cassation pour défaut de motifs le jugement qui condamne un individu comme coupable du délit d'escroquerie, par ce motif qu'il a pratiqué le jeu dit « des coquilles » sans préciser en quoi consiste ce jeu, ni les moyens frauduleux employés par le prévenu pour y supprimer tout aléa et faire naître l'espérance chimérique d'un gain, ce qui seul lui donnerait le caractère d'un délit d'escroquerie : Cass. crim., 10 mars 1904 (05, 393). — *8.* Le détenteur d'un immeuble qui, après avoir vendu cet immeuble à un tiers au moyen d'un titre melk, établit ultérieurement, par la production d'un titre habous, qu'il avait dissimulé que l'immeuble est en réalité habous, doit être condamné pour escroquerie : Ouzara, 30 mai 1908 (08, 470). — *9.* Il y a lieu, en effet, de considérer comme moyens frauduleux caractérisant l'escroquerie la production successive, et, en connaissance de cause, de deux titres s'appliquant au même immeuble : Ouzara, 30 mai 1908 (08, 470).

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES, INCOMMODES ET DANGEREUX

1. Celui qui a établi un four dans le voisinage d'une habitation, doit être forcé à élever la cheminée de ce four d'une quantité suffisante pour que la fumée ne puisse plus incommoder l'habitation voisine : Ouzara, 28 mai 1886 (68, 406). — *2*. Le propriétaire d'un immeuble est en droit d'exiger en justice la cessation de l'atteinte à sa complète jouissance causé par l'établissement d'une industrie incommode par un voisin : Ouzara, 28 mai 1886 (98, 406) ; 27 mai 1897 (97, 292). — *3*. Spécialement, il en est ainsi pour l'incommodité causée par la fumée qui se dégage de la boutique d'un marchand des beignets ; celui-ci doit être contraint de cesser son industrie si elle nuit à un voisin : Ouzara, 27 mai 1897 (97, 392). — *4*. Si la législation tunisienne n'interdit pas l'installation d'établissements insalubres, tels qu'une écurie de chèvres, au milieu des habitations, il n'en résulte pas, au profit de ceux qui les exploitent ou de ceux qui leur donnent asile, une immunité complète relativement aux conséquences préjudiciables qui peuvent résulter, pour les tiers, de leur existence : Tunis, 24 janv. 1894 (94, 441). — *5*. Il échet d'appliquer à cette matière les règles du droit naturel dont on trouve l'expression dans les art. 1382 et s. du Code civil français : Tunis, 24 janv. 1894 (94, 441). — *6*. Celui qui, en installant un dépôt de charbon le long du canal maritime qui donne accès à un port (dans l'espèce, le port de Bizerte) cause à un propriétaire voisin un préjudice par la diffusion dans l'air des poussières de charbon qui viennent se déposer dans son immeuble, rendent sa maison inhabitable et nuisent aux plantes de son jardin, outrepasse ses droits et doit réparer le préjudice qu'il a causé, sans pouvoir d'ailleurs soutenir que ces inconvénients sont inhérents à l'état de choses résultant du voisinage d'un port : Cass. req., 19 avr. 1905 (05, 457). — *7*. Le décret beylical du 16 mai 1897, sur les établissements insalubres, incommodes et dangereux, non plus que les arrêtés rendus pour son exécution, ne comprend les fabriques d'agglomérés de houille parmi les industries assujetties ; par suite une fabrique de cette nature a pu légitimement s'installer, sans autorisation administrative, à une faible distance des habitations : Tunis, 22 mars 1905 (05, 359). — *8*. Toutefois il ne s'ensuit pas qu'elle se soit trouvée pour cela à l'abri de toute responsabilité du dommage causé aux voisins par son fonctionnement ; l'autorisation administrative n'en garantit pas les établissements qui y sont soumis ; à plus forte raison les établissements qui sont dispensés d'autorisation ne peuvent se soustraire à l'application des règles du droit commun : Tunis, 22 mars 1905 (06, 359). — *9*. Le tiers qui se prétend lésé par l'installation d'un établissement incommode ou insalubre sur le terrain loué doit introduire sa demande de dom-

mages-intérêts contre le locataire, s'il s'attaque au bailleur, démontrer que ce dernier a autorisé l'installation de cet établissement : Ouzara, 8 juin 1908 (08, 407). — *10.* Le décret beylical sur les établissements insalubres, incommodes et dangereux, non plus que les arrêtés rendus pour son exécution, ne comprennent les ateliers de charpente et de menuiserie, même si leur installation comporte l'emploi d'un moteur à pétrole ; par suite, une industrie de cette nature a pu légitimement s'établir en plein centre urbain et à proximité d'habitations, sans aucune autorisation administrative : Tunis, 27 mai 1908 (08, 589). — *11.* Il ne s'ensuit pas cependant que celui qui a installé cet établissement soit à l'abri de toute responsabilité vis-à-vis des voisins, car l'autorisation administrative n'en garantissant pas les établissements qui y sont soumis, à plus forte raison les établisements qui sont dispensés d'autorisation ne peuvent se soustraire à l'application des règles du droit commun : Tunis, 27 mai 1908 (08, 589).

ÉTAT CIVIL

Bibliographie : S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. II. — De Dianous, *Législ. tun.* , p. 363. — Tilloy, *Rép. alph.* t. I p. 83.

SECTION PREMIÈRE

Défaut de déclaration de naissance.

1. L'article 346 du Code pénal est applicable en Tunisie à tout français chargé par la loi de la déclaration de naissance d'un enfant nouveau-né, lorsqu'il a omis de faire au Consulat la déclaration prescrite par l'art. 56 du Code civil, et n'a pas davantage fait dresser acte de la naissance par la Municipalité ou le Controleur civil, compétents aux termes du décret beylical du 29 juin 1886 : Sousse, 26 juin 1889 (89, 168).

SECTION II

Droit tunisien.

2. La filiation et le décès sont valablement établis, en ce qui concerne des indigènes tunisiens, par des actes de notoriété dressés conformément aux règlements et usages en vigueur dans le pays : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 619). — *3.* En l'absence d'état civil obligatoire pour les indigènes tunisiens, les actes de notoriété régulièrement établis sont le seul moyen de preuve qu'ils puissent administrer des décès et des filiations : Tunis, 18 déc. 1907 (08, 72). — *4.* Aux termes des art. 31 à 33 du décret beylical du 29 juin 1886 sur l'état civil, celui de deux futurs époux qui est dans l'impossibilité de se procurer un acte de naissance peut, s'il est de nationalité européenne, le suppléer en rapportant un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu de sa naissance ou par celui de son

domicile : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 160). — 5. Cet acte de notoriété est présenté au Tribunal de 1er instance du lieu où doit se célébrer le mariage et ce Tribunal, après avoir entendu le Procureur de la République, donne ou refuse son homologation, suivant qu'il trouve suffisantes ou insuffisantes les déclarations des témoins et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 160). — 6. Ces règles sont applicables aux européens qui veulent contracter mariage devant les municipalités tuuisiennes, à l'exclusion des dispositions de l'art. 70 C. civ. fr. : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 160). — 7. Au cas où un sujet tunisien désire contracter mariage devant l'Officier de l'état civil tunisien, il n'y a lieu ni à application des art. 70 et 71 C. civ. fr. ni à application de art. 31 et 3 du décret beylical du 29 juin 1886 : Tunis, 20 mars 1907 (07, 451). — 8. Par suite il ne peut être suppléé à l'acte de naissance qui lui manque par un acte de notoriété dressé devant le juge de paix et le Tribunal français de 1er instance ne peut homologuer l'acte de notoriété effectivement dressé, en violation de cette règle, par un magistrat imcompétent : Tunis, 20 mars 1907 (07, 451). — 9. L'assistance d'un interprète à la rédaction d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel par l'officier de l'Etat civil tunisien, n'est pas une condition nécessaire de la validité de cet acte : Tunis, 23 mai 1906 (06, 497). — 10. Il en est ainsi, spécialement, lorsqu'il est patent que les intentions et les explications du déclarant et de ses témoins ont été comprises et exactement consignées par l'officier de l'Etat civil : Tunis, 23 mai 1906 (06, 497).

ÉTRANGER

Voir : Compétence commerciale, ch. III sect. V.

EXCUSES

SECTION PREMIÈRE

Droit français

1. Est entachée d'excès de pouvoirs et de violation de la loi la décision qui, pour acquitter un prévenu régulièrement condamné à la suite d'une contravention constatée par un procès-verbal, se base sur ce que « la contravention qui était reprochée au prévenu était excusée parce que des contraventions identiques n'avaient pas été relevées par l'Administration des Contributions diverses avant la rédaction du procès-verbal et après » : Cass. crim., 22 févr. 1900 (00, 446). — 2. Pour que l'excuse de provocation puisse être admise au bénéfice de celui qui a tué, il n'est pas nécessaire que les violences graves qui auraient été exercées par la victime de ce meurtre l'aient été à l'encontre de l'auteur de cette infraction ; l'excuse

de provocation pourrait être admissible, même si les violences graves avaient été commises à l'égard d'un tiers, par exemple d'un frère de celui qui prétend avoir été provoqué : Trib. crim. Tunis, 12 novembre 1906 (07, 80). — *3*. Mais il est indispensable que ces violences graves aient été exercées injustement et qu'elles aient été suivies par l'infraction dans un espace de temps assez court pour qu'on puisse admettre que l'agent a agi sans réflexion et sous l'empire d'un mouvement impétueux de passion qui l'a surpris : Trib. crim. Tunis, 12 nov. 1906 (07, 80).

SECTION II

Droit tunisien

4. Est excusable celui qui a tiré un coup de feu sur ses agresseurs, pour se défendre des sévices dont il était l'objet de leur part, lorsqu'il est constaté que sa sécurité était sérieusement compromise : Ouzara, 27 avr. 1886 (00, 452) ; 9 avr. 1896 (96, 579). — *5*. Ou que la victime s'était introduite dans son habitation pour y commettre un vol : Ouzara, 13 mars 1899 (99, 296). — *6*. La preuve qui est à la charge de l'accusé est suffisamment faite lorsqu'il est établi : que la victime, après avoir été frappée et au moment de mourir, a reconnu s'être approchée de l'habitation de l'accusé pour le voler ; que la victime était armée d'un fusil chargé ; qu'elle a reçu le coup près de la demeure de l'accusé et pendant une nuit obscure ; enfin qu'il n'existe aucune raison plausible pour expliquer légitimement la présence de la victime à un pareil endroit et à un pareil moment : Ouzara, 9 avr. 1896 (96, 579). — *7*. Il y a lieu de ne pas inquiéter ceux qui reconnaissent avoir tiré pendant la nuit sur des inconnus aperçus au milieu de leurs troupeaux, et qu'ils soupçonnaient être venus dans l'intention de les leur voler, si la présence de ces individus en pareil lieu n'a aucune explication plausible et qu'il soit démontré que les justifications données à ce sujet par le demandeur du prix du sang sont fausses : Ouzara, 18 juill. 1898 (00, 455). — *8*. Ne peuvent être considérées comme des excuses légales de nature à soustraire l'auteur d'un assassinat à toute espèce de pénalité, ni même comme des faits de nature à diminuer sa culpabilité dans une mesure quelconque, les circonstances suivantes : que l'accusé a tué lorsqu'il a appris que la victime avait réussi à cohabiter avec son ex-épouse, qu'il avait dû répudier vierge après six mois de mariage ; que d'autre part, l'accusé attribuait son état d'impuissance aux manœuvres ou aux sortilèges de la victime : Ouzara, 30 mars 1896 (96, 326). — *9*. Est excusable, comme s'étant trouvé en cas de légitime défense, celui qui, ayant vu sa demeure attaquée la nuit par trois malfaiteurs et ayant essuyé de leur part un coup de feu, tire à son tour et tue l'un d'eux : Ouzara, 9 avr. 1896 (96, 327). — *10*. Mais ces circonstances doivent être établies par des preuves certaines ; elles le sont suffisamment lorsque de nom-

breux voisins déclarent avoir entendu deux coups de fusil, être survenus aussitôt, avoir trouvé un des assaillants gisant dans son sang, blessé d'un d'un seul coup de feu à 14 mètres de la tente de l'inculpé et, près de lui, deux chameaux volés à l'inculpé et un fusil déchargé fraîchement ; lorsque d'autre part, la victime est reconnue pour un voleur de profession, de l'aveu de son père lui-même, et qu'il est reconnu qu'aucune cause d'inimitié n'existait entre lui et l'inculpé : Ouzara, 9 avr. 1896 (96, 327). — *11*. Il y a lieu de relaxer de toutes poursuites celui qui a tué un individu qui, armé et accompagné d'un camarade armé, a tenté de s'introduire la nuit dans le domicile du meurtrier dans le but d'enlever, ou tout au moins, de courtiser la femme de celui-ci : Ouzara, 14 nov. 1902 (03, 561).— *12*. Il en est ainsi, surtout, lorsque le meurtrier n'a tiré qu'après avoir essuyé un coup de feu de la part de la victime. Quant au complice de l'agression, il doit être condamné aux travaux forcés à temps pour violation de domicile à main armée : Ouzara, 14 nov. 1902 (03, 561).

EXÉCUTION CAPITALE

Voir : Peines (Exécution des).

EXÉCUTION PROVISOIRE

Voir : Compétence civile des juges de paix, ch. II sect V.— Exequatur, ch. I sect. II. — Référés, ch. I sect. IV.

1. L'exécution provisoire peut être ordonnée, par l'application de l'art. 135 C. proc. civ., si la promesse qui fait l'objet de la demande est reconnue quant à sa signature, alors même que sa validité intrinsèque serait contestée, et spécialement alors même que le défendeur allèguerait, sans le pouvoir, que le billet dont le paiement est poursuivi est un effet de complaisance : Toulouse, 19 juin 1907 (08, 114). — *2*. Il suffit, pour que l'exécution provisoire d'un jugement soit valablement ordonnée, dans les termes de l'art. 135 C. proc. civ., qu'elle ait été demandée dans la requête introductive d'instance : Toulouse, 19 juin 1907 (08, 114). — *3*. Ne constituant pas une demande principale, mais une mesure accessoire, l'exécution provisoire peut être aussi régulièrement demandée par des conclusions: Toulouse, 19 juin 1907 (08, 114). — *4*. Les jugements rendus en matière commerciale sont exécutoires par provision nonobstant appel et cette exécution peut avoir lieu sans caution pour ceux de ces jugements qui ne prononcent pas de condamnation pécuniaire, notamment pour ceux qui statuent sur des exceptions d'incompétence : Com. Marseille, 21 oct. 1902 (04, 160).— *5*. Par suite, lorsqu'un Tribunal jugeant au commerce s'est déclaré compétent, il peut, malgré l'appel interjeté contre cette dé-

cision, statuer sur le fond par un jugement postérieur : Com. Marseille, 21 oct. 1902 (04,160). — *6*. L'exécution provisoire sans caution s'attache, même en l'absence d'une dispense exprimée, au jugement commercial qui, rejetant la demande en production de pièces et l'articulation de faits formulées par une partie, ne compromet cependant pas les intérêts de cette dernière, puisque, sans prononcer contre elle une condamnation quelconque, il a ordonné que les parties se retireraient pour supplément d'instruction devant l'arbitre rapporteur désigné par un précédent jugement, à l'effet de les entendre, de les concilier si faire se pouvait, si non de dresser son rapport : Cass. req., 25 mars 1902 (03, 91).

EXECUTOIRE DE DÉPENS

Voir : Frais et dépens, ch. III sect. IV.

EXEQUATUR

Bibliographie. — Fitoussi, *l'Etat tun.*, p. 174.

CHAPITRE PREMIER

Règles générales, procédure et compétence.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.* p. 12 et 13.

SECTION PREMIERE

Introduction de la demande.

§ I. — Par qui elle peut être formée.

1. Une demande d'exequatur n'est recevable que de la part de la partie qui a obtenu le jugement dont s'agit ; doit donc être rejetée la demande d'exequatur faite par une autre personne que celle qui a sollicité ce jugement : Sousse, 17 juill. 1902 (02, 567).

§ II. — Sous quelle forme.

2. La demande qui tend à poursuivre l'exécution en France d'une décision (decreto) rendue sur requête par le président d'un Tribunal italien, ordonnant le sequestre d'une chose litigieuse, dans l'espèce, d'une galerie de tableaux, entre un particulier de nationalité italienne et l'Etat italien, doit être portée devant les Tribunaux français par voie d'ajournement : Cass. req., 20 nov. 1893 (94, 61). — *3*. Une telle demande, formée par simple requête à la Chambre du conseil, est irrecevable : Cass. req. 20 nov. 1893 (94, 61). — *4*. La partie qui demande l'exequatur en France

d'un acte authentique reçu à l'étranger doit agir par la voie ordinaire de l'ajournement et par celle de requête au Tribunal du lieu de l'exécution : Civ. Nice, 17 juin 1901 (02, 284). — 5. La demande en exequatur d'un jugement étranger peut être valablement introduite par voie de conclusions reconventionnelles, si elle est de nature à constituer une défense à l'action principale; spécialement si elle tend à l'extinction, par voie de compensation légale, de la créance qui sert de base à une demande principale en validité de saisie-arrêt : Tunis, 24 févr. 1893 (93, 74). — 6. La production de la copie d'un jugement étranger ne suffit pas à elle seule pour permettre le prononcé de l'exequatur ; il faut encore que le demandeur en exequatur produise des pièces de procédure et de fond de nature à permettre la révision tant à la forme qu'au fond : Tunis, 10 janv. 1898 (99, 342). — 7. Le demandeur en exequatur d'un jugement étranger n'a pas à en produire une expédition revêtue de la formule exécutoire ; mais il doit produire l'original de la signification dudit jugement ou, à défaut, une pièce pouvant en tenir lieu : Trib. sup. Monaco, 27 juin 1902 (05, 246).

§ III. — **Devant quelle juridiction.**

8. Les Tribunaux français sont compétents pour accorder l'exequatur en France à un jugement étranger rendu entre parties étrangères, lorsque le défendeur étranger a, sinon un domicile, au moins une résidence fixe sur le territoire français : Civ. Seine, 30 janv. 1903 (04, 429). — 9. L'exequatur de la décision rendue par un Tribunal étranger correspondant à notre deuxième degré de juridiction doit être demandée en France au Tribunal de première instance : Alger, 12 janv. 1898 (98, 263).

SECTION II

Etendue des pouvoirs de la juridiction saisie.

§ I. — **Examen des conditions à réaliser pour l'exequatur.**

10. Toute demande d'exequatur d'un jugement étranger soulève la question primordiale de la validité extrinsèque du jugement ; le juge de l'exécution doit donc rechercher préalablement : 1° si le jugement étranger émane d'un juge compétent et a été rendu avec les formes substantielles requises d'après les lois du pays où il a été rendu ; 2° s'il ne contient rien de contraire aux principes d'ordre public admis dans le pays de l'exécution: 3° spécialement s'il a été rendu en conformité des règles de compétence territoriale ou matérielle admises dans le pays de l'exécution comme règles d'ordre public : C. mixte Alexandrie, 2 mai 1901 (04, 25). — *11.* Le Tribunal saisi d'une demande d'exequatur doit, avant tout, examiner si le jugement étranger est compétemment rendu : Civ. Seine, 20 mars 1897 (97, 565). — *12.* Pour les questions internationales, la règle fondamentale

de compétence se trouve exprimée par l'adage *actor sequitur forum rei*, c'est-à-dire que le Tribunal compétent est celui du domicile du défendeur: Civ. Seine, 20 mars 1897 (97, 565). — *13*. Doit être considérée comme rendue par un tribunal incompétent la décision du tribunal du domicile du demandeur intervenue contre un français, alors même que la législation étrangère compterait une disposition analogue à celle de l'art. 14 C. civ. franç. : Civ. Seine, 20 mars 1897 (97, 565). — *14*. Le défendeur à une instance en exequatur peut former une demande reconventionnelle alors même que la demande principale en exequatur est repoussée : Civ. Seine, 20 mars 1897 (97, 565). — *15*. Aussi bien en droit maltais qu'en droit français, c'est le Tribunal du domicile du défendeur qui est compétent pour connaître d'une action personnelle et mobilière : Tunis, 25 avr. 1901 (01, 454). — *16*. En conséquence, n'est pas rendu par un Tribunal compétent et ne peut être revêtu de l'exequatur le jugement rendu à Malte entre maltais, pour le paiement d'une somme d'argent, alors que le défendeur est domicilié à Tunis : Tunis, 25 avr. 1901 (01, 454). — *17*. Le tribunal français, appelé à rendre exécutoire en France un jugement étranger, possède, en l'absence de traités spéciaux, un droit absolu de révision, alors surtout que ce jugement a été rendu contre un français : Civ. Seine, 9 juin 1899 (99, 522). — *18*. Il est, en effet, contraire à l'indépendance nationale et au principe de la souveraineté, qu'un jugement émané d'un tribunal étranger puisse être déclaré exécutoire en France avant d'avoir été complètement révisé par la justice française, qui doit examiner la valeur du dispositif de la sentence étrangère sous le double rapport de l'appréciation des faits et de l'application des règles de droit : Civ. Seine, 9 juin 1899 (99, 522). — *19*. Spécialement l'exequatur doit être refusé à une décision étrangère qui a été rendue contre une personne représentée devant les tribunaux étrangers par un mandataire sans qualité: Civ. Seine, 9 juin 1899 (99, 522). — *20*. L'exequatur doit être refusé, en vertu d'un principe d'ordre public, à un jugement étranger qui est la contradiction formelle d'une décision judiciaire française ayant elle-même force exécutoire : Tunis, 24 févr. 1893 (93, 74).

§ II. — Dispositions accessoires de la décision qui ordonne l'exequatur.

A. *Exécution provisoire.* — *21*. Le Tribunal français qui accorde l'exequatur à un jugement étranger peut en ordonner l'exécution provisoire, lorsque se trouvent remplies les conditions exigées par l'art. 135 C. proc. civ. franç. : Civ. Seine, 4 avr. 1903 (04, 625) ; Paris, 26 nov. 1889 (95, 190).

B. *Intérêts.* — *22*. Le Tribunal français saisi d'une demande d'exequatur n'a pas à fixer à nouveau la condamnation qui résulte du juge-

ment étranger soumis à son examen ; spécialement, il n'a pas à accorder au demandeur en exequatur des intérêts qui ne lui ont pas été alloués par le Tribunal étranger : Tunis, 31 mai 1905 (05, 571).

SECTION III

Règles spéciales à certaines matières.

§ I. — Faillites et liquidations judiciaires.

23. Le jugement déclaratif de faillite rendu par une juridiction étrangère ne saurait, sans être revêtu de l'exequatur, produire ses effets en France, alors surtout que les pouvoirs du syndic et les conséquences juridiques de la faillite sont contestés par un créancier français : Tunis, 26 avr. 1894 (94, 323) ; Civ. Seine, 10 mars 1900 (01, 241) ; Cass. civ., 26 juin 1905 (06, 304). — *24*. D'ailleurs, en produisant à une faillite prononcée à l'étranger, un créancier français ne peut être censé avoir renoncé à en constater les effets en France : Civ. Seine, 10 mars 1900 (01, 341). — *25*. L'exequatur accordé aux décisions judiciaires étrangères n'a pas d'effet rétroactif et ne peut porter atteinte à des droits antérieurement acquis : Cass. civ., 26 juin 1905 (06, 304). — *26*. Dès lors, la compensation légale s'opère de plein droit en France, nonobstant la déclaration de faillite prononcée à l'étranger, tant que le jugement déclaratif étranger n'est pas revêtu de l'exequatur des tribunaux français : Cass. civ., 26 juin 1905 (06, 304). — *27*. La décision qui a inscrit un créancier au passif d'une faillite étrangère n'est pas un jugement. On ne saurait, opposer en Tunisie, devant la justice française, une fin de non recevoir tirée du défaut d'exequatur de cette pièce, à la demande du créancier qui l'a produit, non comme un titre de condamnation, mais seulement comme un document propre à établir sa qualité de créancier : Tunis, 26 avr. 1894 (94, 323). — *28*. Une demande d'exequatur d'un jugement étranger de faillite peut être soumise à un Tribunal français plus d'un an après le décès du failli ; Civ. Seine, 10 mars 1900 (01, 241). — *29*. Un jugement d'exequatur n'équivaut pas, en effet, à un jugement déclaratif de faillite en France, puisqu'il se borne à constater l'existence d'une faillite déjà prononcée à l'étranger et à lui donner effet en France : Civ. Seine, 10 mars 1900 (01, 241). — *30*. Un jugement étranger ouvrant une liquidation judiciaire, s'il n'est pas rendu exécutoire en France, y est sans effet au regard des créanciers : Civ. le Hâvre, 20 juin 1902 (04, 217). — *31*. Un concordat passé et homologué en pays étranger n'est légalement obligatoire en France, même vis-à-vis des créanciers qui y ont adhéré, que si le jugement homologatif prononcé par la juridiction étrangère a reçu l'exequatur des tribunaux français : Cass. civ., 21 juill. 1903 (05, 94). — *32*. Le jugement accordant l'exequatur à une décision étrangère déclarative de

faillite ne peut produire effet que du jour où il a été rendu ; jusqu'à cette date, les biens du failli situés en France ne sont donc pas frappés d'indisponibilité au profit de la masse de la faillite étrangère, ne sont pas soumis aux règles de cette faillite et peuvent être affectés au paiement de créanciers français : Paris, 14 nov. 1901 (02, 363). — *33*. Un jugement déclaratif de faillite rendu par une juridiction étrangère ne saurait, sans avoir obtenu l'exequatur, produire ses effets en France, alors surtout que les pouvoirs du syndic et les conséquences juridiques de la faillite sont contestés par un créancier français : Paris, 14 nov. 1901 (02, 363). — *34*. Et un créancier français ne peut être présumé avoir renoncé à contester les effets de ladite faillite en France par cela seul qu'il a produit à son passif à l'étranger : Paris, 14 nov. 1901 (02, 363). — *35*. L'instance en exequatur d'un jugement étranger de faillite ne peut suspendre le cours d'une autre instance formée en France contre le failli étranger afin d'obtenir paiement d'une traite acceptée pour une créance liquide et exigible, c'est-à-dire à raison de laquelle il est interdit au juge d'accorder un délai quelconque : Com. Marseille, 15 nov. 1901 (03, 237). — *36*. Une demande d'exequatur d'un jugement étranger de faillite peut être soumise à un Tribunal français plus d'un an après le décès du failli : Paris, 14 nov. 1901 (02, 363). — *37*. Un jugement d'exequatur n'équivaut pas, en effet, à un jugement déclaratif de faillite en France, puisqu'il se borne à constater l'existence d'une faillite précédemment prononcée à l'étranger et déclare que celle-ci produira son effet en France : Paris, 14 nov. 1901 (02, 363).

§ II. — **Divorce**

38. L'exequatur peut être accordé à un arrêt d'une juridiction étrangère qui a prononcé le divorce entre époux français, lorsque cet arrêt a été rendu par la juridiction du domicile des époux à l'étranger, compétente en vertu des lois et traités en vigueur, alors que l'ordre public en France ne s'y oppose pas : Paris, 2 nov. 1906 (07, 546) ; 2 nov. 1907 (08, 195). — *39*. Le jugement étranger qui tranche une question de statut personnel, spécialement un jugement de divorce, produit le même effet en France que dans le pays où elle a été rendue, sans qu'il soit besoin de la faire déclarer exécutoire par un tribunal français : Civ. Seine, 17 janv. 1908 (08, 465).

§ III. — **Séparation de corps**

40. Si des jugements rendus par des Tribunaux étrangers ne peuvent, en principe, avoir l'autorité de la chose jugée, devant les Tribunaux français, que lorsqu'ils ont été revêtus de l'exequatur, il n'en est pas ainsi pour ceux de ces jugements qui se bornent à constater l'état des personnes, et qui ne sont pas susceptibles d'exécution au sens juridique de ce mot :

Alger, 29 oct. 1894 (95, 192). — *41*. Les jugements étrangers qui statuent sur une question d'état spécialement, en matière de séparation de corps, produisent leurs effets en France, sans qu'il soit nécessaire de les faire déclarer exécutoires par un Tribunal français : Civ. Clermont, 27 février 1903 (04, 468) ; Civ. Seine, 16 avr. 1907 (07, 582).

§ IV. — Séparation de biens

42. Un jugement de séparation de biens rendu par un tribunal étranger ne peut produire ses effets en France qu'après avoir été revêtu de la formule exécutoire par un Tribunal français et rendu public conformément à l'art. 1145. C. civ : Civ. Seine, 2 févr. 1905 (06, 159).

§ V. — Jugement d'expédient et arbitrages

43. Un jugement d'expédient étranger n'a aucune valeur en France, et, par conséquent, n'a pas l'autorité de la chose jugée, s'il n'a été revêtu de l'exequatur : Bastia, 29 nov. 1905 (06, 559). — *44*. La sentence d'arbitrage étrangère, quand elle est volontaire et contractuelle, doit être rendue exécutoire en France par une ordonnance du président du tribunal civil rendue dans les termes de l'art. 1020 C. proc civ., et il n'y a pas lieu de lui appliquer les dispositions des art. 2123 C. civ. et 546 C. proc. civ. d'après lesquelles les jugements étrangers ne sont susceptibles d'exécution en France que s'ils ont été soumis à l'examen d'un tribunal français : Douai, 30 mai 1902 (02, 502). — *45*. Les arbitrages étrangers, pour être exécutés tout à la fois à l'étranger et en France, doivent recevoir deux exequatur, émanant, l'un de l'autorité étrangère, l'autre de l'autorité française : Douai, 30 mai 1902 (02, 503). — *46*. Les nullités de forme qui pourraient être invoquées contre un arbitrage français sont dans le cas d'un arbitrage étranger rendu exécutoire en France, couvertes par la règle *locus regit actum :* Douai, 30 mai 1902 (02, 503).

SECTION IV

Cas ou des traités internationaux sont intervenus

§ I. — Traités franco-italiens.

47. Les traités de 1760 et de 1860, intervenus entre la France et l'Italie, n'ont pas eu pour but, en réglant la procédure des demandes d'exequatur, de substituer cette procédure à celle du droit commun ; ils ont voulu seulement créer un mode d'exécution plus facile des décisions rendues dans l'un et l'autre pays par une limitation facultative des pouvoirs d'examen des Cours souveraines : Paris, 15 mars 1894 (94, 207). — *48*. Par suite, les nationaux des deux pays peuvent y renoncer et se présenter,

conformément à l'art. 546 C. p. civ., devant les tribunaux de leur pays pour y demander l'exécution des jugements rendus dans l'autre, en se soumettant à la nécessité de la révision au fond desdits jugements et au double degré de juridiction : Paris, 15 mars 1894 (94, 207). — *49*. On peut admettre, d'après le texte même du traité international de 1760 et de la déclaration interprétative de 1860 entre la France et la Sardaigne, que la demande d'exequatur des décisions italiennes peut être introduite sur simple requête et peut être vérifiée en Chambre du conseil : Rouen, 25 mars 1899 (01, 518). — *50*. En admettant même qu'il faille procéder par voie d'ajournement comme pour l'introduction d'une véritable instance, il n'en résulte pas qu'un arrêt qui a prononcé l'exequatur d'une décision italienne doive être annulé par cela seul que la Cour française d'appel a été saisie par voie de requête, alors que ceux qui demandent la nullité sont sans intérêt, étant donné qu'ils ne pourraient empêcher ainsi la continuation des poursuites commencées contre eux devant un tribunal français et que la demande d'exequatur pourrait être immédiatement introduite : Rouen, 25 mars 1899 (01, 518). — *51*. L'exécution d'un jugement italien qui ne contient rien de contraire aux lois et à l'ordre public en France peut être demandée par la voie ordinaire, abstraction faite des traités existant entre la France et l'Italie : Civ. Seine, 5 janv. 1905 (06, 156). — *52*. Les conventions du 24 mars 1760 et 11 septembre 1860 entre la France et l'Italie n'ont trait qu'à l'exequatur des sentences de la juridiction contentieuse : Paris, 30 juill. 1903 (03, 594). — *53*. En conséquence, les jugements d'homologation ou de confirmation du jugement d'homologation prononcés en matière d'adoption étant des actes de juridiction gracieuse, il n'échet pour les tribunaux français de prononcer l'exequatur en France d'un arrêt italien homologuant l'adoption d'un français par un italien : Paris, 30 juill. 1903 (03, 594). — *54*. L'ordonnance sur requête rendue par le Consul-juge italien, conformément à la loi italienne en matière de lettre de change, n'a point le caractère d'un jugement. Elle ne peut, en conséquence, être déclarée exécutoire par le Tribunal français : Tunis, 31 mars 1886 (95, 250). — *55*. Les jugements rendus en Italie contre des étrangers autres que des français rentrent dans les dispositions des conventions de 1760 et de 1860, tout comme ceux rendus entre parties exclusivement françaises et italiennes : Rouen, 25 mars 1899 (01, 518). — *56*. Un Tribunal français, saisi de la demande d'exécution en France d'un jugement rendu par un Tribunal italien, doit se borner à vérifier si ce jugement a été rendu par une juridiction compétente, si le défendeur a été régulièrement assigné et si la décision qu'il s'agit d'exécuter ne viole aucune règle d'ordre public admise en France : Aix, 22 juillet 1901 (02, 312) ; Paris, 12 août 1902 (04, 158) ; Bordeaux, 8 déc. 1902 (05, 92) ; Cass. civ., 4 avr. 1906 (07, 128). — *57*. Doit être considéré

comme incompétent le Tribunal étranger qui a statué en vertu d'une disposition de la loi étrangère qui déroge, dans l'intérêt de ses nationaux, à la règle générale qui veut que le demandeur soit obligé d'assigner devant le tribunal du défendeur : Aix, 22 juillet 1901 (02, 312). — *58*. Il y a lieu de rejeter la demande d'exequatur d'un jugement italien, alors qu'entre les mêmes parties et sur le même litige il était intervenu un jugement français dont les décisions sont en opposition avec celles du jugement italien : Bordeaux, 8 déc. 1902 (05, 92).

§ II. — **Traité franco-suisse.**

59. Le droit qu'ont les Tribunaux français, saisis d'une demande d'exequatur, d'examiner tant en la forme qu'au fond la décision qui leur est soumise, est inapplicable aux jugements rendus par les Tribunaux des pays qui ont avec la France une convention diplomatique réglant les conditions de l'exécution de leurs jugements : Alger, 12 janv. 1898 (98, 263). — *60*. Il en est ainsi, spécialement, pour les décisions des Tribunaux suisses, que l'art. 17 du traité conclu du 15 juin 1869 entre la France et la Suisse ne permet d'examiner au fond que dans trois cas strictement énumérés : Alger, 12 janv. 1898 (98, 263) — *61*. La disposition de l'art. 15 du traité franco-suisse du 15 juin 1869, qui prescrit que les jugements ou arrêts définitifs en matière civile ou commerciale, rendus dans un des deux pays contractants, seront, lorsqu'ils auront acquis force de chose jugée, exécutoires dans l'autre suivant les formes et sous les conditions indiquées à l'art. 36, étant conçue en termes généraux, doit s'appliquer aussi bien à un jugement homologuant un concordat après liquidation judiciaire, qu'à un jugement homologuant un concordat après faillite : Trib. féd. Suisse, 26 avril 1906 (08, 419).

§ III. **Traité franco-belge.**

62. Aux termes de l'art. 11 de la convention franco belge du 8 juillet 1899, les décisions des cours et tribunaux rendues en matière civile ou commerciale dans l'un des deux Etats ont, dans l'autre, l'autorité de la chose jugée, si elles réunissent certaines conditions : il faut notamment qu'elles ne contiennent rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elles sont invoquées : Civ. Seine, 6 mai 1904 (05, 421). — *63*. Sont d'ordre public, en France, au point de vue du maintien de l'égalité entre tous les créanciers, les dispositions des art. 550 et 576 C. com., d'où on a conclu que le vendeur d'effets mobiliers qui, au cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'acheteur, opte pour le droit de rétention des marchandises, ne peut réclamer des dommages-intérêts à raison de l'inexécution du contrat : Civ. Seine, 6 mai 1904 (05,

421). — *64*. Par conséquent, il n'y a lieu d'accorder l'exequatur à la décision belge qui, en pareil cas, a accordé des dommages-intérêts : Civ. Seine, 6 mai 1904 (05, 421).

CHAPITRE II

Questions spéciales à la Tunisie.

Bibliographie. — S. BERGE, *Exéc. en Tun. des jug. fr. et en France des jug. tun.* (Journ. dr. intern. privé, 1895 p. 782). — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 13 et 46. — COULON, *Exéc. du jug. fr. contre les tun.* (Journ. trib. Tun., 1902, p. 296, 321, 353). — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 242. — TILLOY, *Rép. alph.* t. I p. 64.

SECTION PREMIÈRE

Force exécutoire des jugements des tribunaux français en Tunisie.

65. En Tunisie, les tribunaux français ont succédé aux juridictions consulaires et ont compétence pour tous les procès entre européens, mais ils rendent la justice au nom du peuple français : Tunis, 10 janv. 1898 (99, 342). — *66*. Il en résulte que les jugements étrangers ne peuvent être exécutés en Tunisie qu'après exequatur du Tribunal après révision au fond : Tunis, 10 janv. 1898 (99, 342). — *67*. Un jugement d'un tribunal français a force exécutoire en Tunisie et y possède l'autorité de la chose jugée, au même titre que les jugements émanés des tribunaux français de Tunisie, lesquels rendent leurs décisions en vertu de la souveraineté française, et non pas au nom de pouvoir beylical : Tunis, 11 mai 1907 (07, 506). — *68*. La Tunisie est soumise en effet, au point de vue judiciaire, à la souveraineté française en même temps qu'à la souveraineté beylicale, celle-ci s'exerçant sous le contrôle de la France : Tunis, 11 mai 1907 (07, 506).— *69*. Un jugement déclaratif de faillite, émané d'un tribunal de France, est exécutoire en Tunisie sans qu'il soit besoin d'exequatur : Paris, 29 juin 1904 (04, 601).

SECTION II

Règles relatives aux jugements des tribunaux indigènes tunisiens.

§ I. — Jugements rendus contre des tunisiens.

A. *Principe.* — *70*. Les tribunaux français n'ont pas à rendre exécutoire en Tunisie contre un sujet tunisien une sentence prononcée par une juridiction tunisienne ; l'exécution de ladite sentence doit être poursuivie par les soins de l'autorité tunisienne compétente : Tunis, 11 mars 1895 (95, 203) ; 25 mars 1895 (95, 274) ; 23 mars 1896 (96, 240) ; 25 mars 1903

(03, 455) ; 2 mars 1904 (04, 515), — **71.** Mais l'intervention de la juridiction française est nécessaire pour exécuter cette même sentence à l'égard des ayants cause européens du tunisien contre lequel elle a été rendue, et il échet, dans ce cas, de procéder à la révision au fond de ladite sentence (solution implicite) ; Tunis : 11 mars 1895 (95, 203). — **72.** Le jugement rendu par un Tribunal indigène au profit d'un tunisien peut servir de base à la collocation de ce dernier, sans exequatur et sans revision au fond, dans la distribution par contribution des deniers du débiteur tunisien, même si des créanciers européens se présentent à cette distribution : Tunis, 15 févr. 1892 (96, 566). — **73.** En effet, ce n'est pas contre ces créanciers que l'exécution est poursuivie, et le jugement produit dans ces conditions ne constitue en somme qu'un titre de créance contre le débiteur commun : Tunis, 15 févr. 1892 (96, 566). — **74.** Toutefois, les créanciers européens pourraient critiquer utilement la collocation faite en vertu d'un pareil jugement et la faire rejeter, s'ils démontraient qu'il n'a été obtenu de la juridiction indigène qu'au moyen d'une collusion frauduleuse ayant pour but de les frustrer de leurs droits : Tunis, 15 févr. 1892 (96, 566). — **75.** On ne peut exercer la compensation devant la justice française, en vertu d'un jugement étranger, spécialement d'une décision du Chara de Tunis, non revêtue de l'exequatur : Tunis, 23 janv. 1895 (95, 451).

B. *Cas relatifs au statut personnel.* — **76.** Le décret beylical du 31 juillet 1884, revêtu du visa résidentiel, réservant expressément aux juridictions tunisiennes le règlement des contestations relatives au statut personnel des sujets tunisiens, il s'ensuit que les jugements régulièrement rendus de cette matière par lesdites juridictions sont opposables à un européen sans qu'il soit nécessaire de les soumettre à la formalité de l'exequatur : Tunis, 8 mai 1901 (01, 537). — **77.** L'amra beylicale par laquelle un sujet tunisien est dépouillé de l'administration de ses biens, qui est confiée à un sequestre judiciaire, pour la sauvegarde des droits de créance du Gouvernement, auquel les biens sequestrés ont été donnés en gage, est un acte de souveraineté dont la légalité absolue ne saurait être contesté : Tunis, 5 mars 1891 (96, 312). — **78.** Cette mesure a pour effet de rendre nuls les actes passés postérieusement entre le propriétaire et un tiers européen et il n'est pas nécessaire, pour qu'elle soit opposable à ce dernier, qu'elle soit revêtue de l'exequatur par le Tribunal français : Tunis, 5 mars 1891 (96, 312).

C. *Cession à un européen.* — **79.** Le vendeur d'un immeuble ne peut pas transmettre à l'acquéreur plus de droits qu'il n'en possède lui-même. Si donc, étant tunisien, il a soutenu, avant la vente et au sujet de l'immeuble vendu, un procès avec un autre tunisien, devant le Chara, autorité

tunisienne compétente pour en connaître, et qu'il l'ait perdu, il ne peut ensuite mettre à néant les effets de ce jugement par la vente qu'il consent à un européen : Tunis, 13 janv. 1896 (96, 156). — *80*. Celui-ci est mal fondé à prétendre que ledit jugement ne lui est pas opposable faute d'exequatur : Tunis, 13 janv. 1896 (96, 156). — *81*. Le jugement prononcé par un juge tunisien, dans une contestation tunisienne, au nom du Bey, ne peut être opposé utilement à un français hors de la présence duquel il a été rendu, à moins d'avoir été déclaré exécutoire, par la justice française à l'encontre dudit français, après révision au fond : Alger, 18 nov. 1901 (02, 60).

D. *Règles spéciales pour l'exécution sur l'immeuble immatriculé appartenant à un tunisien.* — *82*. Aux termes de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, les règles de procédure déterminées par les lois, décrets ou ordonnances en vigeur en Algérie sont applicables aux tribunaux français institués en Tunisie ; cette disposition concerne l'art. 22 de l'ordonnance algérienne du 16 avr. 1843 : Tunis, 31 mai 1905 (05, 571) ; 9 déc. 1905 (06, 143). — *83*. Aux termes de cet article, lorsque l'exécution d'un jugement rendu par le Cadi ne peut être obtenu à l'aide des voies autorisées par la loi musulmane, la partie en faveur de laquelle ce jugement a été rendu peut se pourvoir devant le président du tribunal civil de 1re instance du ressort, à l'effet d'en obtenir une ordonnance d'exequatur, comme en matière de jugement arbitral, la partie adverse dûment entendue ou dûment citée à comparaître ; ladite ordonnance est soumise à la voie de recours instituée par l'art. 1028 C. proc. civ. : Tunis, 31 mai 1905 (05, 571) ; 9 déc. 1905 (06, 143). -- *84*. Cette procédure peut être employée en Tunisie, pour les jugements émanés de toutes les juridictions indigènes, quand il y a lieu à saisie immobilière sur un immeuble immatriculé, puisqu'une telle saisie est impossible par la voie indigène : Tunis, 31 mai 1905 (05, 571) ; 9 déc. 1905 (06, 143).

§ II. — Jugements rendus contre des justiciables de la justice française.

A. *Premier système Pas d'exequatur.* — *85*. Il a été jugé qu'il n'y a lieu à exequatur que pour une décision rendue à l'étranger par une juridiction étrangère et susceptible d'exécution en France ou en Algérie. Le Chara de Tunis ne peut être considéré comme une juridiction étrangère en Tunisie, et ses décisions n'ont pas besoin d'être revêtues de l'exequatur pour être exécutées sur le sol tunisien : Alger, 8 juin 1895 (95, 561).

B. *Deuxième système. Exequatur sans révision.* — *86*. Mais cette décision est restée isolée et toutes les fois que la question s'est présentée devant les tribunaux, elle s'est résolue en faveur de la nécessité de l'exe-

quatur. — **87**. Les unes n'ont pas dit que cela entraînait la révision au fond : Paris, 29 janv. 1885 (94, 366) ; 26 janv. 1888 (94, 366) ; Tunis, 6 juin 1890 (96, 231). — **88**. D'autres ont nettement déclaré que l'exequatur devait être accordé sans révision au fond : Sousse, 17 janv. 1895 (95, 146); Alger, 6 juin 1898 (98, 371).

C. *Troisième système. Exequatur avec révision au fond.* — **89**. Mais il a été plus fréquemment jugé que les jugements rendus par le Chara en matière immobilière ne peuvent être exécutés contre des justiciables des Tribunaux français qu'après exequatur et révision au fond : Tunis, 11 févr. 1885 (94, 297) ; 19 mars 1886 (90, 44) ; 2 févr. 1887 (95, 213) ; 27 févr. 1890 (91, 22) ; 16 déc. 1890 (94, 349) ; 4 mars 1891 (96, 197) ; Alger, 21 nov. 1891 (92, 175) ; 26 nov. 1891 (95, 498) ; Tunis, 19 nov. 1894 (95, 116) ; 18 mars 1895 (95, 204) ; 20 mars 1895 (95, 299) ; 25 nov. 1895 (96, 49) ; 9 déc. 1895 (96, 71) ; Alger, 23 mars 1896 (96, 563) ; Tunis, 16 nov. 1898 (99, 92) ; 14 juin 1899 (99, 522) ; Sousse, 26 oct. 1899 (00, 565) ; Alger, 18 avr. 1901 (01, 411) ; Tunis, 25 juin 1902 (03, 50). — **90**. Aux termes de l'art. 37 de la loi foncière, la décision du Tribunal mixte qui admet une immatriculation a pour effet de fixer la situation juridique de l'immeuble immatriculé et le décret du Président de la République française en date du 17 juillet 1888 dispose, dans son art. 2, que le titre dressé ensuite de la décision du Tribunal mixte prononçant l'immatriculation est définitif et inattaquable et qu'il formera devant les juridictions françaises le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'effectent : Tunis, 19 nov. 1894 (95, 116). — **91**. Ces textes font obstacle à ce qu'une décision antérieure de la justice indigène et contraire au jugement qui a prononcé l'immatriculation d'un immeuble, puisse être revêtue de l'exequatur par la justice française : Tunis, 19 nov. 1894 (95, 116). — **92**. En droit musulman comme dans la législation française, le bail, même relatif à un immeuble, n'engendre que des droits ou des obligations personnels et mobiliers : Tunis, 20 mars 1895 (95, 299). — **93**. Par suite, la juridiction française est seule compétente pour connaître d'une action en nullité d'un bail portant sur un immeuble tunisien, et dirigée contre des européens ou protégés européens : Tunis, 20 mars 1895 (95, 299). — **94**. Il importe peu que cet immeuble soit frappé de habous, aucun texte de loi n'ayant réservé d'une façon exclusive aux tribunaux indigènes la connaissance des contestations relatives à cette catégorie d'immeubles : Tunis, 20 mars 1895 (95, 299). — **95**. L'exequatur doit donc être refusé au jugement du Chara qui a statué sur une action de cette nature : Tunis, 20 mars 1895 (95, 299). — **96**. Le jugement du Cadi basé uniquement sur un titre reconnu inapplicable à l'immeuble objet du litige, pour en ordonner la restitution, ne saurait être opposable au possesseur dudit immeuble et par suite l'exequatur à l'encontre de ce dernier doit lui être refusé : Tunis,

14 juin 1899 (99, 522). — 97. Lorsqu'un défendeur ne comparait pas devant le Chara, bien que régulièrement cité, le jugement rendu contre lui a toute la force d'un jugement contradictoire, bien que par défaut : Sousse, 26 oct. 1899 (00, 565). — *98*. Rien, en principe, ne s'oppose à ce que cette procédure soit reconnue comme régulière par la juridiction française ; cependant, pour qu'un tel jugement soit opposable au défendeur, au point de vue de l'exequatur, il faut tout au moins qu'il ait été rendu sur des moyens ou sur des pièces que le défendeur a connu ou a pu connaître, que ces pièces lui aient été notifiées directement ou que communication lui en ait été offerte dans des conditions telles qu'on puisse dire qu'il ne les a méconnues ou ignorées que par sa seule faute et sans aucune faute du demandeur : Sousse, 26 oct. 1899 (00, 565). — *99*. Si ces conditions ne sont pas remplies, le droit de la défense n'a pas été sauvegardé et l'exequatur ne peut être accordé au jugement rendu : Sousse, 26 oct. 1899 (00, 565). — ***100***. La juridiction française peut accorder l'exequatur à un jugement émanant d'un tribunal de province indigène, quand il a été rendu compétemment et que les droits de la défense ont pu s'exercer librement : Sousse, 27 mars 1902 (02, 537). — ***101***. Si, après qu'un litige immobilier pendant entre européens et tunisiens a été soumis, pour exequatur d'un jugement du Chara, au Tribunal français, les parties conviennent de remettre l'examen de la question de propriété au Tribunal mixte, par une réquisition d'immatriculation, une telle convention, qui n'a rien de contraire à l'ordre public, doit être homologuée par le Tribunal de 1re instance : Tunis, 1er juill. 1903 (03, 488). — ***102***. Par suite, celui-ci doit surseoir à statuer jusqu'après jugement du Tribunal mixte, sous réserve du droit d'une des parties de faire revenir l'affaire à l'audience, au cas où l'autre ne suivrait pas sur sa demande d'immatriculation : Tunis, 1er juill. 1903 (03, 488).

SECTION III.

Règles spéciales aux jugements des tribunaux musulmans algériens.

103. Les jugements des juges de paix d'Algérie, statuant en matière musulmane, constituent des titres musulmans : Alger, 6 juin 1896 (96, 522). — ***104***. Il en est de même des jugements rendus sur appel par les Chambres musulmanes des tribunaux de première instance : Alger, 6 juin 1896 (96, 522). — ***105***. La formule exécutoire de ces jugements différant essentiellement de celle des juridictions françaises, ces titres musulmans ne peuvent bénéficier des avantages ou du privilège réservé aux titres administratifs, notariés ou judiciaires français, ni être invoqués pour faire échec à des titres définitifs : Alger, 6 juin 1896 (96, 522).

SECTION IV.

Règles spéciales aux jugements des juridictions consulaires.

106. Il appartient exclusivement, depuis la suppression des juridictions consulaires étrangères, aux tribunaux français qui les ont remplacées, de donner force exécutoire aux décisions rendues par ces juridictions au temps où elles fonctionnaient encore régulièrement : Tunis, 9 juin 1884 (91, 39) ; 11 mars 1885 (91, 42) ; 17 mars 1887 (96, 130) ; 6 mars 1890 (90, 82) ; 14 janv. 1895 (95, 124) ; 25 avr. 1901 (01, 454) ; Sousse, 3 décembre 1903 (05, 233). — *107.* Mais il n'appartient pas aux tribunaux français de réviser au fond ces décisions qui ont pour elles l'autorité de la chose jugée vis-à-vis des sujets étrangers qui y étaient parties : Tunis, 9 juin 1884 (91, 39) ; 11 mars 1885 (91,42) ; 17 mars 1887 (96, 130) ; 6 mars 1890 (90, 82) ; 14 janv. 1895 (95, 124) ; 25 avr. 1901 (01, 454) ; Sousse, 3 déc. 1903 (05, 233). — *108.* La mission des tribunaux français doit se borner à s'assurer du caractère régulier et authentique du jugement produit et de sa copie, et d'examiner si les termes de ce jugement ne violent pas les principes du droit public consacré en France : Tunis, 9 juin 1884 (91, 39) ; 11 mars 1885 (91, 42) ; 17 mars 1887 (96, 130) ; 6 mars 1890 (90, 82) ; 14 janv. 1895 (95, 124) ; 25 avr. 1901 (01, 454) ; Sousse, 3 décembre 1903 (05, 233). — *109.* Toutefois, il est nécessaire que celui qui en demande l'exécution prouve que ce jugement constituerait encore un titre exécutoire d'après la loi du pays auquel appartient la juridiction qui l'a rendu : Tunis, 17 mars 1887 (96, 130). — *110.* Mais la substitution de juridiction n'a pu donner à ces jugements une force qu'ils ne possédaient pas antérieurement : Tunis, 6 mars 1890 (90, 82). — *111.* Ils ne peuvent donc être exécutés en France que suivant les formes exigées par la loi pour l'exécution des jugements, étrangers c'est-à-dire, en ce qui concerne les jugements italiens, par le moyen de lettres rogatoires adressées à une Cour d'appel, procédure qui est en dehors de la compétence des Tribunaux français de Tunisie : Tunis, 6 mars 1890 (90, 82). — *112.* Mais il convient de rechercher si les causes des jugements invoqués ne sont pas éteintes et si les documents produits constituent des titres susceptibles d'exécution : Sousse, 3 déc. 1903 (05, 233). — *113.* Notamment le Tribunal peut se baser sur des présomptions pour reconnaître la libération du débiteur, l'extinction des causes des jugements et par suite l'opportunité de l'exequatur demandé : Sousse, 3 déc. 1903 (105, 233).

SECTION V

Règles spéciales aux jugements du Tribunal mixte.

114. L'exequatur a pour but de rendre exécutoire, avec ou sans révision du litige, un jugement rendu à l'étranger par une juridiction étrangère ;

or, le Tribunal mixte de Tunisie ne pouvant être considéré en territoire tunisien comme une juridiction étrangère, il est manifeste que si un jugement de ce tribunal peut avoir besoin de l'exequatur pour recevoir force exécutoire en France ou en Algérie, il ne saurait en être de même pour son exécution en Tunisie : Alger, 26 mars 1895 (95, 446). — *115*. Au surplus, les décisions de ce tribunal n'étant susceptibles d'aucune voie de recours, aux termes de l'art. 37 de la loi foncière du 1er juillet, 1885, on ne saurait les soumettre à un autre tribunal, sous prétexte d'exequatur ou de révision : Alger, 26 mars 1895 (95, 446). — *116*. D'ailleurs, ces décisions ne comportent pas d'exécution proprement dite et n'ont d'autre valeur que celle d'un titre : Alger, 26 mars 1895 (95, 446).

CHAPITRE III

Droits étrangers.

SECTION PREMIÈRE

Droit italien.

117. Le traité franco-sarde de 1760 continue à être en vigueur entre la France et le nouveau royaume d'Italie. Les conditions dans lesquelles il doit être procédé à l'exequatur des jugements français en Italie et des jugements italiens en France, sont fixées par une note signée par Talleyrand pour la France et par Cavour pour l'Italie : App. Venise, 17 sept. 1901 (04, 432). — *118*. On a voulu, par ce document, dissiper l'équivoque d'une phrase du traité qui disait que l'exequatur s'accorderait aux formes de droit ; on convint alors que les juridictions respectives des deux Etats, en procédant sur les demandes d'exequatur des sentences rendues dans chacun d'eux, ne porteraient leur examen que sur les trois points suivants : 1° si la décision émane d'une juridiction compétente ; 2° si elle a été rendue après citation régulière des parties, lesquelles régulièrement représentées ou contumaces ; 3° si les règles du droit public et les intérêts de l'ordre public du pays où l'exécution est demandée ne s'opposent pas à ce que la décision du tribunal étranger y soit exécutée : App. Venise, 17 sept. 1901 (04, 432). — *119*. Le magistrat peut examiner le jugement étranger qui lui a été produit pour soutenir l'exception de chose jugée, sans qu'il ait été préalablement soumis à la procédure d'exequatur : Cass. Naples, 12 janv. 1900 (03, 142). — *120*. *En sens contraire :* Milan, 4 mai 1906 (08, 32). — *121*. L'art. 156 du Code de procédure civile français, qui frappe de péremption les jugements par défaut non exécutés dans les six mois qui suivent leur date, s'applique aux italiens résidant temporairement en France sans y posséder des biens : Cass. Turin, 21 janv. 1902 (04, 535). — *122*. Par suite, une sentence rendue dans ces condi-

tions contre un italien et non exécutée dans les six mois, doit être déclarée périmée et on ne peut en accorder l'exequatur en Italie : Cass. Turin, 21 janv. 1902 (04, 535). — *123*. Pour faire obtenir l'exequatur à un jugement français en Italie, il n'est pas indispensable de suivre la procédure des lettres rogatoires : Cass. Turin, 21 janv. 1902 (05, 579). — *124*. Un jugement étranger, rendu en matière répressive, peut être exécuté sans *pareatis* en Italie, pour la partie qui a condamné le coupable à des dommages intérêts envers la partie civile, et qui a en liquidé le montant : App. Turin, 21 janv. 1901 (03, 144). — *125*. Quand des italiens ont volontairement soumis le litige qui les divise à une juridiction étrangère, il n'est pas permis à l'une des parties de méconnaître la sentence qui a été rendue et de renouveler le procès devant un Tribunal d'Italie ; celui-ci, en pareil cas, doit admettre la valeur du jugement étranger produit comme base de l'exception de chose jugée : Cass. Naples, 12 janv. 1900 (03, 142).

SECTION II

Droit luxembourgeois.

126. Les jugements étrangers sont soumis, dans le Luxembourg, quand l'exequatur en est demandé, à une révision tant en la forme qu'au fond, afin de constater si, en fait et en droit, ils sont bien rendus : Trib. arr. Luxembourg, 19 mars 1902 (05, 243). — *127*. Toutefois la mission des juges luxembourgeois doit se borner à accorder l'exequatur, si le jugement étranger leur paraît bien fondé, ou à le refuser, mais rien ne les autorise à lui substituer une décision différente : Trib. arr. Luxembourg, 19 mars 1902 (05, 243).

SECTION III

Droit monégasque.

128. L'exequatur ne peut être accordé à un jugement correctionnel étranger, même pour les condamnations civiles prononcées par cette décision : Trib. sup. Monaco, 27 juin 1902 (05, 246).

SECTION IV

Droit tunisien.

129. Il y a lieu de refuser l'exequatur du jugement du Charâ qui est demandé par celui qui l'a obtenu, pour forcer son adversaire à l'exécuter, lorsqu'il est constant que ce jugement n'a pas un caractère définitif et que le Charâ a appelé de nouveau devant lui les parties, afin d'entendre leurs moyens dans la même contestation : Ouzara, 9 mai 1901 (03, 61).

EXPERT, EXPERTISE

Voir : Compétence commerciale, ch. II sect. VIII. — Référés, ch. II sect. IV.— Tribunal criminel, ch. III sect. IV.

CHAPITRE PREMIER

Cas où il y a lieu à expertise.

1. Si l'art. 302 C. proc. civ. autorise les tribunaux à ordonner qu'il sera fait rapport par des experts, ils ne peuvent user de cette faculté que lorsque la nature et l'état du litige le comportent : Tunis, 3 mai 1905 (05, 570) ; 23 mai 1906 (06, 570). — *2.* L'expertise est l'opération confiée par le juge à des gens expérimentés dans un métier, dans un art, dans une science, ou possédant des notions spéciales sur certains faits ou certaines questions, afin d'obtenir d'eux les renseignements techniques dont il a besoin pour la solution du litige et qu'il ne possède pas lui-même : Tunis, 23 mai 1906 (06, 570) ; 23 janvier 1907 (07, 210). — *3.* Il n'y a pas lieu d'y recourir pour la détermination de la qualité de propriétaire : Tunis, 23 mai 1906 (06, 570). — *4.* Ni pour déterminer les conditions dans lesquelles un individu est devenu détenteur des titres de propriété de certains immeubles ou propriétaire de ceux-ci : Tunis, 23 janvier 1907 (07, 210). — *5.* Ni pour la détermination de la qualité d'héritier et d'ayant droit à une succession : Tunis, 3 mai 1905 (05, 570). — *6.* L'usage habituel des expertises est une condamnable pratique judiciaire, bien qu'elle puisse alléger le travail des magistrats, ainsi que celui des défenseurs et avocats, parce qu'il entraîne des lenteurs incompatibles avec une bonne administration judiciaire et des frais de justice considérables : Tunis, 23 janv. 1907 (07, 210). — 7. Bien plus, une expertise devient une illégalité caractérisée quand elle a pour objet de déterminer des qualités héréditaires ou des droits de propriété au lieu de se borner à préparer les éléments de fait d'une décision sur ces divers points, ou bien encore quand elle a pour résultat l'admission de la preuve testimoniale dans des matières où elle n'est pas recevable : Tunis, 23 janvier 1907 (07, 210). — *8.* Un constat ou une expertise n'est qu'un moyen d'instruction destiné à éclairer les tribunaux sur le mérite d'une demande principale : Cass. civ., 6 février 1900 (00, 187). — *9.* Si donc une demande est portée devant le Tribunal civil et qu'elle tende uniquement, de la part d'un bailleur, à faire ordonner un constat par expert de l'état des immeubles délaissés par son fermier, pour être ultérieurement statué sur l'indemnité qui pourra lui être due, une telle demande est irrecevable : Cass. civ., 6 févr. 1900 (00, 187). — ***10.*** Il n'y a gestion d'affaires que lorsqu'il n'existe aucun accord de volonté entre les parties et il n'échet d'ordonner une expertise pour vérifier les accords que le défendeur aurait passé avec un soi disant gérant d'affaires

demandeur, alors surtout que la demande porte sur un chiffre supérieur à 150 fr. et qu'il n'existe ni écrit, ni commencement de preuve par écrit : Tunis, 24 déc. 1907 (08, 80). — *11*. Au cas où il n'a pas été formé une demande principale, l'action qui tend uniquement à une expertise manque de base légale et doit être rejetée : Tunis, 20 sept. 1907 (08, 277). — *12*. Il est inadmissible d'ailleurs que la demande principale soit formée par simples conclusions, dans l'instance ouverte par l'ajournement tendant uniquement à une expertise : Tunis, 20 sept. 1907 (08,277). — *13*. Si une demande principale, régulièrement formée par exploit peut, à l'audience, être augmentée ou diminuée par voie de conclusions, une action sans base légale ne saurait être remise sur pied à l'aide de conclusions venant pour la première fois formuler la demande principale : Tunis, 20 sept. 1907 (08, 277).

CHAPITRE II

Conditions de régularité de l'expertise.

SECTION PREMIÈRE

Nombre d'experts.

14. Dès qu'une expertise réclamée par les conclusions d'une des parties est ordonnée par le juge, celui-ci doit nécessairement confier les opérations à trois experts à défaut d'un consentement formel des deux parties à la désignation d'un expert unique : Cass. civ., 20 janv. 1902 (02, 165). — *15*, L'irrégularité résultant de la nomination d'un seul expert par le juge des référés n'est pas d'ordre public : Alger, 2 juin 1894 (95, 136). — *16*. Elle peut être couverte par l'acquiescement exprès ou tacite des parties : Alger, 2 juin 1894 (95, 136). — *17*. L'acquiescement tacite résulte de l'exécution par elles de la décision : Alger, 2 juin 1894 (95, 136). — *18*. Quand elles ont suivi sans protestations les opérations de l'expert unique, elles sont irrecevables à demander ensuite la nullité de son rapport par le motif qu'il a opéré seul : Alger, 2 juin 1894 (95, 136). — *19*. Est nulle l'expertise qui a été faite par deux seulement des trois experts nommés, le troisième s'étant trouvé dans l'impossibilité de se transporter : Tunis, 23 mai 1887 (95, 500).

SECTION II

Serment des experts.

20. Aux termes de l'art. 305 C. proc. civ., le jugement qui nomme des experts doit ordonner qu'ils prêteront serment préalablement à l'accomplissement de leurs opérations : Alger, 3 juill. 1893 (93, 400). — *21*. Cette formalité, qui est rigoureusement indispensable, est applicable aux ex-

pertises ordonnées par les Tribunaux de commerce comme à celles ordonnées par les Tribunaux civils, à moins toutefois que les parties n'autorisent expressément les juges à dispenser les experts de l'accomplissement de cette formalité : Alger, 3 juill. 1893 (93, 400).

SECTION III

Présence des parties.

Opérations des experts.

22. Aux termes de l'art. 315 C. proc. civ., en cas d'absence des parties, il doit leur être fait sommation, par acte d'avoué à avoué, de se trouver aux lieu, jour et heure que les experts auront indiqués pour l'ouverture de leurs opérations : Alger, 22 déc. 1898 (99, 644) ; Cass. civ, 19 oct. 1898 (98, 582); Sousse, 22 mars 1901 (01, 603) ; Cass. req., 11 févr 1907 (07, 550) ; 4 nov. 1907 (08, 229). — *23*. Mais cette formalité n'est pas prescrite à peine de nullité: Alger, 22 déc. 1898 (99, 644) ; Cass. civ., 19 oct. 1898 (98, 582) ; Sousse, 22 mars 1901 (01, 603) ; Cass. req., 11 févr. 1907 (07, 550) ; 4 nov. 1907 (08, 229). — *24*. Cette nullité doit, cependant être prononcée lorsque l'irrégularité commise a pour conséquence de porter atteinte à la libre défense des parties : Cass civ., 19 oct. 1898 (98, 582). — *25*. Ou lorsque le cours des opérations de l'expertise ayant été renvoyé *sine die*, des témoins ont été interrogés ensuite à l'insu de l'une des parties : Cass. req., 11 févr. 1907 (07, 550). — *26*. Lorsque les parties en cause ont déféré à la sommation d'assister aux opérations de l'expertise, en se présentant ou en se faisant représenter à la première vacation, en y prenant communication des documents aux mains des experts, et en faisant toutes observations et réserves, les opérations ultérieures sont valables, bien qu'elles ne s'y soient pas présentées ; en effet, leur droit de se défendre n'a été nullement entravé : Cass. req., 5 juin 1893 (93, 250). — *27* En refusant de concourir à une expertise amiable, une partie ne fait qu'user de son droit de procéder en justice et ne peut, pour ce seul fait, être condamnée à des dommages-intérêts : Cass. civ., 4 juill. 1905 (06, 390). — *28*. Les relations par les experts des dires des personnes qu'ils ont entendues ne sauraient représenter le caractère juridique des témoignages reçus dans une enquête régulière, et n'ont que la valeur des simples renseignements : Douai, 27 déc. 1907 (08, 464). — *29*. Une intervention est recevable, même si elle se produit au cours d'une expertise, sans qu'il soit besoin de faire statuer immédiatement sur la recevabilité de ladite ; il suffit qu'il soit statué à cet égard par une disposition du jugement définitif : Alger, 15 nov. 1907 (08, 329).

SECTION IV

Délais.

30. Les délais pour exécuter une mesure préparatoire, telle qu'une expertise, ordonnée par une décision avant dire droit contradictoire, partent de la signification à avoué et non la signification à partie ou à domicile : Alger, 13 nov. 1895 (96, 95). — *31.* Aucune déchéance de plein droit ne résulte, soit de l'art. 257, soit de l'art. 258 C. proc. civ., contre la partie qui, ayant obtenu le bénéfice de la mesure préparatoire, n'a fait aucune diligence pour l'exécuter : Alger, 13 nov. 1895 (96, 95). — *32.* Dans le silence de la loi à cet égard, la forclusion ne pourrait résulter que d'une disposition expresse de déchéance inscrite dans la décision préparatoire ou d'une mise en demeure spéciale faite par la partie intéressée : Alger, 13 nov. 1895 (96, 95).

SECTION V

Dépôt du rapport.

33. C'est au Greffe de la Cour d'appel et non à celui du Tribunal de première instance, que doit être déposé le rapport des experts commis par les premiers juges, mais dont la mission a été modifiée et étendue, en appel, par un arrêt purement infirmatif : Cass. req., 13 février 1894 (94, 257).

SECTION VI

Expertise commerciale.

34. En matière commerciale, et conformément à l'art. 429 C. civ., le Tribunal peut nommer d'office trois experts, sans réserver aux parties la faculté de s'entendre sur leur choix, si elles ne l'ont pas fait à l'audience : Cass. req., 11 juin 1903 (04, 629). — *35.* Une expertise est valable lorsqu'elle est faite par un expert régulièrement nommé par le Président du Tribunal de commerce, et que toutes les parties ont été sommées d'y assister; il importe peu que l'une d'elles ait été absente : Toulouse, 5 févr. 1904 (05, 280). — *36.* Le mot d'analyse chimique, employé dans un marché de grignons, pour arriver à déterminer la teneur en huile marchande et de recette, n'implique pas, par lui-même et en dehors de toute explication et de toute précision, que les experts aient à employer d'autres procédés que ceux qui sont couramment en usage dans des opérations semblables : Com. Marseille, 7 févr. 1902 (03, 325). — *37.* L'expert chargé de rechercher si une marchandise est de la nouvelle récolte, de qualité marchande et de recette, est tenu, sur la réquisition d'une des parties, de se prononcer sur la question de savoir de quelle bonification elle serait susceptible : Com. Marseille, 13 nov. 1902 (04, 220). — *38.* Il résulte du rapprochement des

art. 431 et 321 C. proc. civ. qu'aucune signification du rapport des arbitres et experts n'étant prescrite en matière commerciale, la cause est en état d'être jugée après expertise ou renvoi devant arbitres dès lors que les parties intéressées ont su que le rapport était déposé au greffe où elles ont pu en prendre communication : Hazebrouck, 30 nov. 1907 (08, 326) — 39. Spécialement, il en est ainsi lorsque non seulement il n'est argué d'aucun refus de communication de la part du greffe, mais encore que le demandeur, bien qu'il n'y soit pas obligé, a fait communiquer par son conseil la copie du rapport : Hazebrouck, 30 nov. 1907 (08, 326).

SECTION VII

Expertise nulle.

40. Les juges du fond peuvent, après avoir annulé une expertise qu'ils avaient ordonnée, la retenir aux débats, à la condition de ne la consulter qu'à titre de renseignements et en la combinant avec d'autres éléments de preuve régulière, qu'ils ont le devoir de faire connaître : Sousse, 22 mars 1901 (01, 603) ; Cass. req., 7 mars 1904 (05, 340). — *41.* Les dispositions de l'art. 317 C. proc. civ. ne sont pas prescrites à peine de nullité ; les tribunaux ont un pouvoir d'appréciation pour décider s'il y a lieu ou non à annulation, au cas où les formalités prescrites par le législateur n'auraient pas été accomplies : Tunis, 20 mai 1908 (08, 554). — *42.* Il échet d'annuler, lorsqu'il apparaît qu'une des parties n'a pas eu la faculté de défendre ses intérêts devant les experts ; au contraire, s'il est avéré que que la partie qui poursuit la nullité de l'expertise a eu toute liberté d'éclairer la religion des experts et de faire les productions qui lui étaient utiles, il serait nuisible à la bonne marche de la justice de donner satisfaction à des conclusions dont le caractère abusif et moratoire deviendrait évident : Tunis 20 mai, 1908 (08, 554). — *43.* Doit être considérée comme nulle l'expertise mentionnée dans un jugement de juge de paix à compétence étendue, alors que ce jugement ne fait pas connaitre les conditions dans lesquelles la mesure a été prescrite et ne constate, ni que l'expert ait prêté serment, ni que les parties aient été appelées à assister aux opérations de l'homme de l'art et se soient trouvées en mesure de faire valoir devant ce dernier leurs moyens de défense : Cass. civ., 11 févr. 1902 (02, 197). — *44.* L'exception de chose jugée ne peut être opposée par un défendeur tunisien qui produit simplement un procès-verbal d'expertise dressé en vertu d'une ordonnance de S. A. le Bey de Tunis, si cette expertise n'a pas été homologuée par décision judiciaire de S. A. ou des tribunaux indigènes compétents : Tunis, 26 mai 1886 (89, 291). — *45.* Le tribunal saisi peut toutefois baser sa décision sur le procès-verbal d'expertise ainsi dressé régulièrement : Tunis, 26 mai 1886 (89, 291).

CHAPITRE III

Récusation des experts.

46. Le délai de trois jours imparti par l'art. 309 C. proc. civ. pour l'exercice du droit de récusation d'un expert ne court que du jour où la nomination de cet expert est connue de la partie qui le recuse : Alger, 8 janv. 1896 (96, 452) ; 3 mars 1902 (03, 394). -- *47*. Les causes de reproches des témoins et partant de récusation des experts, indiquées aux art. 310 et 283 C. proc. civ. ne sont pas limitatives : Alger, 3 mars 1902 (03, 394). — *48*. Partant, l'avis donné d'avance, en termes formels, dans une information contre une partie par un expert sur une question de limites de propriété est, par la force des choses, pour cette partie, une cause suffisante de récuser cet expert, dans une instance ultérieurement pendante entre les mêmes intéressés, sur cette même question de limites de propriété : Alger, 3 mars 1902 (03, 394).

CHAPITRE IV

Horaires des experts et frais d'expertise.

49. Les experts n'ont point d'action solidaire contre les parties en cause, pour le paiement de leurs honoraires si l'expertise n'a été ordonnée que sur la réquisition d'une seule d'entre elles et malgré l'opposition de l'autre : Alger, 25 oct. 1893 (94, 119) ; Tunis, 20 mai 1895 (95, 422). -- *50*. Il importe peu, d'ailleurs, que la partie qui a résisté à l'expertise ait assisté aux opérations, pourvu qu'elle ne l'ait pas poursuivie : Alger, 25 oct. 1893 (94, 119) ; Tunis, 20 mai 1895 (95, 422). — *51*. C'est avec raison qu'un exécutoire de taxe a été délivré contre les deux parties à un expert lorsque l'expertise a été ordonnée dans l'intérêt de l'une et de l'autre, et que l'expert ayant été dispensé par elles du serment, il est ainsi devenu leur mandataire commun : Tunis, 18 juill. 1894 (94, 498). — *52*. Bien qu'une expertise ait été ordonnée d'office, si les parties y ont toutes concouru et y avaient chacune un intérêt, l'expert doit être considéré comme le mandataire des parties et a une action solidaire contre chacune d'elles pour le paiement de ses honoraires, même si le jugement intervenu sur le fond a condamné l'une de ces parties en tous les dépens, y compris les frais d'expertise : Paris, 26 nov. 1902 (04, 279). — *53*. De quelque façon que se comporte l'expertise, elle reste, après son exécution, un travail anonyme et solidaire dont la rétribution ne peut être évaluée qu'indivisément et ne saurait être poursuivie en justice par un seul des experts, hors de la présence des autres : Alger, 29 janv. 1894 (94, 182). — *54*. Une façon différente de procéder aboutirait à des évolutions de procédure inutiles et exposerait les parties, responsables des frais d'expertise, à mal

ou irrégulièrement payer : Alger, 29 janv. 1894 (94, 182). — **55**. L'obligation de faire taxer leurs honoraires est en tout état de cause, et impérieusement, imposée aux experts : Alger, 29 janv. 1894 (94, 182). — *56*. La juridiction civile est seule compétence pour connaître de la demande en paiement d'honoraires introduite par l'expert nommé par un Tribunal de commerce, lorsque celui-ci est dessaisi par le jugement du fond et que le défendeur n'a pas la qualité de commerçant : Alger, 24 janv. 1894 (94, 181). — **57**. L'art. 60 du C. proc. civ. qui dit que les demandes formées pour frais par les officiers ministériels seront portées au Tribunal où les frais ont été faits, ne s'applique pas aux experts qui, par conséquent, ne sont pas fondés à s'en prévaloir pour saisir, dans les circonstances susdites, le Tribunal de commerce : Alger, 24 janv. 1894 (94, 181).—*58*. Les experts doivent être considérés comme les mandataires des parties dans l'intérêt desquelles ils ont été nommés, même si leur nomination a eu lieu d'office : Alger, 3 janv. 1905 (06, 512). — *59*. Si la solidarité n'existe pas, en principe, entre plusieurs mandataires nommés par le même acte, elle existe cependant entre co-mandataires pour la réparation du dommage résultant d'une faute commune : Alger, 3 janv. 1905 (06, 512). — *60* Par suite, c'est à bon droit qu'une partie réclame la restitution d'une provision versée et des dommages-intérêts à des experts qui ne remplissent pas leur mission : Alger, 3 janv. 1905 (06, 512). — *61*. Cette demande frappe solidairement tous les experts, bien que le retard ne provienne que de l'un d'eux, alors qu'il est constant que ses co-experts l'ont chargé de l'accomplissement de la mission, qu'il n'a pas remplie : Alger, 3 janv. 1905 (06, 512).— *62*. Le décret du 16 février 1807, en rangeant dans la première catégorie des taxes allouées aux experts, pour vacations et frais de voyage, les « artisans et laboureurs » a entendu désigner seulement, par cette dernière expression, les ouvriers agricoles : Cass. civ., 22 nov. 1897 (97, 624). — *63*. On doit taxer comme experts de la deuxième catégorie les cultivateurs appelés, en qualité de propriétaires, à évaluer des immeubles : Cass. civ., 22 nov. 1897 (97, 624). — *64*. Les experts n'ont droit à des frais de voyage et de nourriture que s'ils opèrent dans des lieux distants de leur domicile de plus de deux myriamètres : Cass. civ., 22 nov. 1897 (97, 624).— *65*. En Algérie, aux termes de l'art. 11. de l'ordonnance du 16 avril 1843, toutes les affaires sont réputées sommaires et ce texte, toujours en vigueur, ne peut être considéré comme abrogé par désuétude ou usage contraire : Civ. Philippeville, 3 juin 1897 (97, 574). — *66*. Il s'ensuit que les présidents des tribunaux sont incompétents pour taxer les mémoires d'expertise : Civ. Phillippeville, 3 juin 1897 (97, 574). — *67*. Les experts doivent, ou bien se faire taxer par les tribunaux qui les ont nommés, en Chambre du conseil, ou bien faire comprendre leurs mémoires dans la liquidation des dépens portée aux jugements ou arrêts : Civ. Philippeville,

3 juin 1897 (97, 574).—*68*. Aux termes de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, les règles de procédure déterminées par les lois en vigueur en Algérie sont applicables aux juridictions instituées en Tunisie ; d'autre part, c'est en Algérie, suivant une jurisprudence constante, le tarif de Paris qui est appliqué aux mémoires des experts : Tunis, 6 nov. 1907 (08, 9). — *69*. Il résulte de ces règles que les vacations des experts doivent être taxées en Tunisie, conformément au tarif de Paris : Tunis, 6 nov. 1907 (08, 9).

EXPLOIT

Voir : Ajournement. — Huissier. — Nullités facultatives.

SECTION PREMIÈRE

Mentions nécessaires.

1. Est nul l'exploit d'appel dont la copie ne contient pas les nom, demeure et immatricule de l'huissier, alors particulièrement que la signature de l'huissier, apposée au bas de ce document, était illisible ou, du moins, difficile à découvrir ou à discerner : Cass. req., 3 avr. 1901 (01, 365). — *2*. L'exploit d'ajournement doit contenir notamment l'indication des noms, profession et domicile du défendeur : Cass. req , 25 oct. 1904 (05, 613). — *3*. En conséquence, est nul l'ajournement dans lequel les mentions relatives aux requérants ne sont que de simples dénominations d'enseignes commerciales et ne désignent pas suffisamment les sociétés avec lesquelles le défendeur est en difficultés, ces énonciations ne pouvant être considérées comme équipollentes aux noms des demandeurs : Cass. req., 25 oct. 1904 (05, 613). — *4*. Doit être annulé l'exploit d'assignation dont le *parlant à* a été laissé en blanc : Sousse, 18 juin 1897 (98, 36). — *5*. Il en est ainsi surtout lorsque, l'assigné ne se présentant pas, le Tribunal n'a même pas la preuve qu'il a été dûment averti de la poursuite intentée contre lui : Sousse, 18 juin 1897 (08, 36). — *6*. L'exploit d'ajournement devant, à peine de nullité, contenir mention de la personne à laquelle sa copie a été remise, est nul l'exploit portant pour toute indication qu'il a été remis par l'entremise du Bureau de renseignements, sans mention de la personne, ni visa du Chef de service des renseignements qu'on pourrait, en territoire militaire, assimiler au maire ou à l'adjoint, auquel, l'art. 18 du Code de procédure civile prescrit de remettre l'exploit en cas d'absence de la partie ou refus des voisins : Sousse, 18 juin 1897 (97, 442). — *7*. Lorsqu'une rature est immédiatement suivie d'une référence à un renvoi dûment paraphé porté au verso de l'acte, elle fait corps avec le renvoi, et, par suite, il doit en être tenu compte, encore bien qu'elle ne soit pas approuvée : Cass. civ. 21 janv. 1903 (03, 238) — *8*. Est nul l'exploit d'huissier, concernant un indigène tunisien, qui ne constate

pas le serment de l'interprète assistant l'huissier instrumentaire, alors surtout que les conditions d'âge et de capacité dudit interprète sont déniées et incertaines : Sousse, 25 nov. 1897 (98, 474). — 9. En Tunisie, les Vice-Consuls de France font l'office des Maires et adjoints en ce qui concerne la réception des actes d'huissiers: Sousse, 25 nov. 1897 (98,474). — *10*. Le décret du 31 juillet 1884, qui porte que toute pièce signifiée à un indigène doit, à peine de nullité, être traduite en langue arabe, jusqu'à ce qu'il y ait constitution de défenseur, ne concerne que les actes de procédure et non les protêts, qui ne sont pas des actes de procédure : Sousse, 8 nov. 1894 (94, 574). — *11*. L'obligation de la traduction du protêt, tout au moins quand l'effet a été accepté par le débiteur, n'est imposée par aucune loi ; Sousse, 8 nov. 1894 (94, 574).

SECTION II

Remise des actes.

12. Il y a nullité absolue de l'acte qu'un huissier s'est signifié à lui-même, dans son étude, en recevant cette signification comme mandataire et pour le compte d'un client qui a fait élection de domicile en son étude : Alger, 8 mai 1903 (04, 568) ; 3 déc. 1903 (05, 72). — *13*. Si aux termes de l'art. 3 § 2 de l'ordonnance algérienne du 16 avril 1843, applicable en Tunisie en vertu de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, les significations ou citations peuvent être valablement faites à la personne ou au domicile d'un mandataire, il faut que ce dernier soit porteur d'un pouvoir spécial et formel de défendre à la demande : Tunis, 11 mars 1895 (95, 224) ; 30 juin 1904 (04, 610). — *14*. La notification d'un exploit au parquet n'est valable qu'au cas où il est impossible de découvrir le domicile de la partie à laquelle il doit être signifié : Paris, 30 janv. 1895 (95, 136). — *15*. Il y a lieu d'admettre, à l'encontre des énonciations précises d'un exploit de signification de jugement, que celui auquel il était destiné ne l'a pas reçu, lorsqu'il y est dit qu'il a été remis à une femme à son service, alors qu'il est établi qu'il est dans un état voisin de l'indigence et n'a personne à son service ; que d'ailleurs on ne saurait admettre, en raison de l'importance de la condamnation prononcée contre lui, qu'il ne se soit pas empressé de le frapper d'appel : Alger, 9 mai 1895 (96, 148). — *16*. Lorsque l'huissier chargé d'une signification d'exploit trouve au domicile la partie à laquelle il est destiné, l'huissier n'est pas tenu de présenter la copie chez un voisin, au cas où le destinataire refuse de la recevoir : Civ. Amiens, 7 juillet 1906 (07, 253). — *17*. En effet l'article 68 C. proc. civ. n'impose cette formalité qu'au cas où l'huissier ne trouve au domicile, ni la partie, ni aucun de ses parents ou serviteurs : Civ. Amiens, 7 juill. 1906 (07, 253). — *18*. Est nulle, et, en conséquence, ne peut être prise comme point de départ du délai d'appel, la signification d'un jugement dont la copie a été

remise, par l'huissier instrumentaire, non pas à la partie intéressée ou aux personnes désignées par la loi pour la lui faire parvenir, mais au khodja du village où habite ladite partie : Alger, 9 nov. 1895 (96, 311). — *19*. Il importe peu que la copie du jugement se trouve dans le dossier de l'appelant, ce fait ne prouvant pas à quelle date cette copie est parvenue à ce dernier : Alger, 9 nov. 1895 (96, 311). — *20*. S'agissant d'une question de délai et de déchéance, la nullité encourue n'est pas facultative pour le juge : Alger, 9 nov. 1895 (96, 311).

SECTION III

Formes de la remise.

21. L'inobservation des formalités prescrites aux termes de l'art. 68 C. pr. civ. modifié par la loi du 15 février 1899, en vue d'assurer le secret des actes signifiés par huissier, emporte nullité de l'acte signifié : Alger, 22 mai 1900 (01, 514) ; Rennes, 13 mai 1901 (01, 367) ; Alger, 28 mai 1901 (01, 535) ; 11 févr. 1904 (05, 336). — *22*. Est insuffisante l'indication que la copie a été remise « au garçon du destinataire, sous pli fermé » : Alger, 22 mai 1900 (01, 514). — *23*. Ou « sous pli légalement fermé » : Alger, 24 déc. 1902 (04, 284). — *24*. Ou que « copie a été laissée au susnommé en conformité de la loi du 15 février 1899 » : Alger, 18 nov. 1901 (02, 387) ; Sousse, 23 oct. 1902 (03, 424) ; Alger, 31 déc. 1902 (04, 401). — *25*. Il y a nullité dans le défaut de toute mention sur la copie : Alger, 11 févr. 1904 (05, 336). — *26*. Lorsque la copie d'un exploit est remise à une personne autre que la partie elle-même ou le Procureur de la République, l'huissier doit, à peine de nullité, faire mention, tant sur l'original que sur la copie et de la remise de ladite copie sous enveloppe fermée, et de la suscription ainsi que du cachet apposé sur l'enveloppe (loi du 15 février 1899, et art. 70 C. pr. civ. combinés), et si la loi n'exige pas l'emploi de termes sacramentels, tout au moins faut-il que l'acte porte en lui-même la preuve que les formalités qu'elle prescrit ont été observées : Cass. civ., 3 août 1903 (03, 594). — *27*. Spécialement, lorsque la copie porte : « N'ayant trouvé à son domicile le sus-nommé, ni aucun de ses parents ou serviteurs, aucun voisin n'ayant voulu recevoir la copie ou viser notre original, nous l'avons portée de suite, sous enveloppe fermée, conformément à la loi, à M. le Maire d'Aix... », rien ne permet d'appliquer à la suscription que devait porter l'enveloppe et au cachet qui devait y être apposé les mots « conformément à la loi » employés par l'huissier et qui se rapportent grammaticalement soit à la fermeture de l'enveloppe, soit à la remise qui en a été faite au maire ; d'où il suit que la remise est nulle pour vice de forme et que cette nullité entraîne celle de l'acte d'appel : Cass. civ., 3 août 1903 (03, 594). — *28*. Bien que la mention que l'exploit a été remis sous enveloppe fermée portant au recto et au verso les indica-

tions prescrites par la loi du 15 février 1899, ne soit pas précisément celle prescrite par cette loi, il n'en résulte pas nécessairement nullité de l'acte: Alger, 29 janv. 1902 (02, 387) ; 6 janv. 1904 (05, 277). — *29*. En effet, cette mention suffit à établir l'accomplissement des formes prescrites par la loi et équivaut à leur énonciation expresse : Alger, 29 janv. 1902 (02, 387) ; 6 janv. 1904 (05, 277). — *30*. La mention portée par un huissier sur l'original d'un exploit, qu'il a laissé la copie dudit exploit sous enveloppe fermée « portant inscription et cachet conformément à la loi » répond suffisamment à l'esprit et au vœu de la loi du 15 février 1899, quand bien même l'huissier n'aurait pas spécifié que le cachet apposé était le sien : Alger, 31 déc. 1900 (01, 147). — *31*. La mention de remise sous pli fermé d'un exploit est régulière lorsqu'elle est suivie du paraphe de l'huissier : Alger, 15 nov. 1907 (08, 329). — *32*. La mention « formalités légales accomplies » mise par l'huissier dans un exploit, dans le but d'indiquer qu'il a rempli les obligations qui lui sont imposées par la loi du 15 février 1899, est suffisante pour constater qu'il a été satisfait aux prescriptions de ladite loi, alors surtout qu'il n'est pas dénié que toutes les formalités ont été accomplies : Alger, 16 mai 1902 (03, 398). — *33*. La loi du 15 février 1899, relative à l'obligation de signifier sous pli fermé les exploits non remis à personne, ne saurait s'appliquer aux actes signifiés à une société commerciale en la personne de leurs employés, lesquels n'ont aucun intérêt personnel dans l'affaire et sont de plus tenus à la discrétion la plus absolue : Alger, 19 juill. 1902 (03, 94). — *34*. D'ailleurs cette loi ne saurait s'appliquer aux sociétés commerciales, puisqu'elle n'a modifié que l'art. 68 C. proc. civ. et que la forme des exploits aux sociétés commerciales est réglée par l'art. 69 du même Code : Alger, 19 juill. 1902 (03, 94). — *35*. La disposition de l'art. 68 C. proc. civ. modifié par la loi du 15 février 1899 est obligatoire pour les sociétés de commerce qui font l'objet du § 6 dudit article : Cass. civ., 8 mars 1904 (05, 340). — *36*. En conséquence, la signification est nulle, par application de l'art. 70 du même Code, lorsque la copie de l'exploit est remise à découvert à une personne qui n'est pas la représentante légale de la société : Cass. civ., 8 mars 1904 (05, 340). — *37*. Les dispositions de la loi du 15 avril 1899 qui prescrivent la remise des exploits d'huissier sous pli fermé ne sont pas applicables aux exploits notifiés aux administrations publiques : Alger 7 nov. 1906 (07, 441). — *38*. Les dispositions de l'art. 68 C. proc. civ., modifié par la loi du 15 février 1899, ont un caractère général et absolu ; elles ne s'appliquent pas uniquement aux personnes physiques : Aix, 2 mars 1905 (06, 236). — *39*. En conséquence est nul l'acte d'appel signifié à une Compagnie de chemin de fer et remis à découvert au Chef du contentieux de cette Compagnie : Aix, 2 mars 1905 (06, 236). — *40*. Le Bit-el mal tunisien n'est pas une administration française, mais bien une

personnalité civile étrangère à laquelle les significations d'exploits doivent être faites dans la même forme qu'aux sociétés ordinaires : Alger, 26 mai 1904 (05, 345). — *41*. En conséquence, est nulle la signification faite à ladite administration et pour elle à son représentant, le Cadi malékite, si l'huissier, ayant remis la copie, non pas au Cadi en personne, mais à son secrétaire, a négligé les formalités prescrites par la loi du 15 février 1899 et n'a pas délivré ladite copie sous enveloppe fermée : Alger, 26 mai 1904 (05, 345). — *42*. Les formalités imposées par la loi du 15 février 1899 pour la remise des exploits à une autre personne que la partie elle-même, s'appliquent en matière criminelle, notamment à une citation directe donnée devant la Cour d'assises en matière de presse. L'omission de ces formalités emporte nullité : C. ass. Constantine, 5 mai 1899 (07, 316).

SECTION IV

Règles spéciales à la citation en justice de paix.

43. Une citation en justice de paix n'est pas irrecevable par ce motif qu'elle n'aurait pas été précédée du billet d'avertissement prescrit par l'art. 17 de la loi du 25 mai 1838, modifié par la loi du 2 mai 1855 : Tunis, 18 décembre 1893 (95, 255). — *44*. Cette formalité n'est pas édictée à peine de nullité et son omission n'entraîne que certaines mesures contre l'huissier qui a donné la citation : Tunis, 18 déc. 1893 (95, 255).

SECTION V

Règles spéciales à la citation en police correctionnelle.

45. La validité de la citation en police correctionnelle n'étant subordonnée par les art. 182 et suiv. C. instruc. crim. à aucunes formes, il n'y a pas lieu de déclarer nulle la citation, dont la copie a été remise au cité sans être revêtue de la signature de l'huissier instrumentaire, lorsqu'à raison des circonstances particulières de la cause, s'agissant, par exemple, d'une citation à comparaître devant une cour de renvoi à la requête du ministère public après cassation récente d'un arrêt de relaxe, le cité n'a pu croire que ladite citation ne fût pas sérieuse et a d'ailleurs péremptoirement prouvé qu'il avait pensé qu'il en était ainsi, en se faisant représenter par avoué et défendre par avocat devant ladite cour : Cass. crim., 15 juin 1900 (00, 394).

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Voir : Compétence administrative, ch. I sect. I.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 42. — S, BERGE, *Jurispr. en mat. d'expropriation* (Journ. trib. Tun., 1893, p.

211).— GIRAULT, *Princ de colon.* t. III p. 456. — LESCURE, *Double rég. tun.*, p. 38.— CH.MARTINEAU, *Caract. du dr. donné à l'expropriant* (Journ. trib. Tun., 1902, p. 139). — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° Propriété N° 1944. — SCEMAMA, *Hyp. en Tun.*, p. 55. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV p. 1689.

CHAPITRE PREMIER

Régime du décret du 30 août 1858.

SECTION PREMIÈRE

Règles générales

§ I. — Formes et effets de l'expropriation.

1. Si le sujet tunisien, dépouillé de sa propriété par un décret d'expropriation pour cause d'utilité publique, a droit à une indemnité, il n'est pas nécessaire que cette indemnité lui ait été payée pour que la propriété de son immeuble soit transférée à l'État expropriant : Tribunal mixte, 15 déc. 1891 (93, 207) ; Tunis, 30 janv. 1892 (93, 202) ; 11 déc. 1901 (02, 15) ; Trib. mixte, 2 nov. 1903 (03, 586) ; Alger, 5 avr. 1905 (06, 15). — *2.* Il ne possède plus, à compter du jour où cette mutation s'est produite, aucun droit réel sur le fonds qui lui a été enlevé et n'a plus à prétendre qu'à une action en réparation du dommage que l'État lui a fait subir, action qui est purement personnelle quant à sa nature : Trib. mixte, 2 nov. 1903 (03, 586). — *3.* On trouve cependant *en sens contraire* la décision suivante : En matière d'expropriation, la souveraineté exercée par S. A. le Bey sur ses sujets a un caractère absolu en ce sens que ses décisions sont sans recours, mais elle n'est pas un pouvoir arbitraire et est dirigée dans son exercice par la loi musulmane, qui reconnait le droit de propriété et n'admet la confiscation qu'en cas de guerre, de révolte ou de répression d'actes délictueux, et par suite ne saurait autoriser l'expropriation que moyennant indemnité : Tunis, 23 avr. 1902 (02, 559). — *4.* Si le défaut de publication et de notification d'une expropriation pour cause d'utilité publique peut, dans une certaine mesure, engager la responsabilité du Gouvernement tunisien envers les intéressés et l'exposer à une action en dommages-intérêts, elle ne saurait avoir légalement pour résultat d'anéantir l'expropriation prononcée par décision du Bey à l'encontre d'un de ses sujets, ces mesures de prudence n'étant exigées ni par les principes du droit public tunisien, ni par la législation écrite de la Régence, à la condition, bien entendu, qu'elles ne soient pas requises par l'acte d'expropriation lui-même : Alger, 5 avril 1905 (06, 15). — *5.* L'expropriation pour cause d'utilité publique faite conformément à la loi peut seule déposséder un particulier d'un immeuble dont il est valablement propriétaire.

Un simple arrêté municipal ne pourrait produire cet effet : Tunis, 31 mai 1899 (99, 488). — *6.* On ne pourrait non plus, de ce que le propriétaire visé par l'arrêté municipal a obtempéré à ce dernier par le délaissement de l'immeuble, en conclure qu'il en a consenti cession à la Municipalité, alors surtout qu'il résulte des circonstances qu'il a été obligé de subir l'éviction dont s'agit: Tunis, 31 mai 1899 (99, 488).— 7. En droit tunisien, la concession et l'approbation du plan parcellaire n'ont que la valeur et ne produisent d'autre effet que les actes qu'on désigne dans le droit français sous le nom de déclaration d'utilité publique et d'arrêté de cessibilité; ils ne sont que les préliminaires de l'expropriation et n'y peuvent suppléer: Tunis, 23 avr. 1902 (02 559).

§ II. — **Fixation de l'indemnité.**

A. *Mode de fixation.* — *8.* La matière de l'expropriation pour cause d'utilité publique est régie par les art. 11 et 12 du décret du 30 août 1858 qui disposent qu'en cas de désaccord entre l'expropriant et l'exproprié pour le règlement de l'indemnité, elle est fixée par 12 experts dont 6 choisis par l'exproprié et 6 par l'administration : Tunis, 14 janv. 1895 (95, 125) ; Alger, 12 déc. 1900 (01, 261) ; Tunis, 14 mars 1900 (01, 245) ; 29 juill. 1903 (03, 540) ; 14 juin 1905 (05, 388). — *9.* On doit suivre, pour le règlement, l'avis de la majorité des experts qui fait loi ; s'il ne se produit pas entre eux de majorité, l'autorité judiciaire est appelée à fixer l'indemnité ; pour les sujets tunisiens, c'est le Cadi : Tunis, 14 janv. 1895 (95, 125) ; 14 mars 1900 (01, 245). — *10.* Le dernier paragraphe de l'art. 11 du décret beylical du 30 août 1858 édictant qu'en cas d'égalité de voix entre les experts des deux parties, le Cadi « départagera » ne saurait être interprété en ce sens que le Cadi doit se ranger à l'une ou à l'autre des opinions formulées ; mais en ce sens qu'il conserve une liberté d'appréciation entière dans le cas où la majorité n'est pas atteinte : Tunis, 14 mars 1900 (01, 245) ; Sousse, 27 oct. 1904 (05, 547) ; Tunis, 14 juin 1905 (05, 388). — *11.* Jugé cependant que lorsqu'un des avis exprimé par les experts ne réunit pas la majorité des voix, le chiffre adopté ne saurait être inférieur au plus bas des chiffres proposés par les experts : Tunis, 29 juillet 1903 (03, 540). — *12.* Il n'est imposé aux estimateurs aucune procédure spéciale, ni aucun délai pour exprimer leur avis ; mais tous doivent exprimer leur opinion ; il est inadmissible qu'un certain nombre d'entre eux puisse, en dehors de leurs collègues, prendre une décision devant laquelle il faudra s'incliner, si elle est votée par la majorité des membres présents, quel que soit l'avis ultérieur des membres absents, car ce serait attribuer à une minorité d'experts le droit de se constituer en majorité : Alger, 12 déc. 1900 (01, 261).

B. *Bases de la fixation.* — ***13***. Si l'expropriation publique ne doit pas devenir une cause de préjudice pour les particuliers, elle ne saurait non plus devenir une cause d'enrichissement. Par conséquent, l'indemnité à laquelle ils ont droit doit être fixée sans tenir compte de la plus-value procurée à l'immeuble par les travaux mêmes en vue desquels l'expropriation a été prononcée : Tunis, 18 janv. 1892 (93, 224) ; 7 mars 1892 (93, 141) ; 23 mai 1898 (99, 227) ; 3 mai 1905 (05, 385). — ***14***. Mais cette règle ne trouve pas d'application lorsque l'Etat s'est emparé indûment des terrains qui lui étaient nécessaires pour l'exécution de travaux publics et n'en a poursuivi l'expropriation que postérieurement à ladite exécution : Tunis, 3 mai 1905 (05, 385). — ***15***. La plus-value acquise par ces terrains jusqu'au jour de l'expropriation doit alors profiter à leur propriétaire légitime : Tunis, 3 mai 1905 (05, 385). — ***16***. S'il est interdit aux tribunaux de prendre en considération, pour la fixation de l'indemnité, la plus-value éventuelle que dans un délai plus ou moins rapproché, l'exécution des travaux peut faire acquérir à la propriété, ils peuvent néanmoins et doivent tenir compte de l'accroissement de valeur que l'annonce des travaux a déjà procuré aux immeubles appelés par leur situation à en profiter : Tunis, 27 janv. 1902 (02, 102). — ***17***. Si l'exproprié ne peut se prévaloir de la plus-value donnée à sa propriété par les travaux en vue desquels l'expropriation a été décidée, par contre l'expropriant ne saurait profiter d'une moins value éventuelle pour offrir un prix moindre : Tunis, 25 janv. 1899 (00, 222). — ***18***. L'exproprié doit être indemnisé de tous les frais accessoires nécessités par elle, spécialement des frais d'expertise qu'il aurait soldé : Tunis, 20 mars 1901 (01, 337). — ***19***. On doit majorer l'indemnité qui lui est due de l'intérêt à 5 p. % de ce capital pour le temps qui s'est écoulé entre le jour où il a été privé de son immeuble et celui où l'indemnité lui est payée : Tunis, 27 janv. 1902 (02, 102). — ***20***. Les personnes dont les immeubles sont expropriés doivent recevoir une indemnité équivalente à la somme qui leur serait nécesaire pour se procurer dans la même région des immeubles de même nature et de même étendue : Tunis, 27 janv. 1902 (02, 102). — ***21***. Il convient d'accorder à l'exproprié une très large indemnité, parce que c'est là une compensation nécessaire à la violation du droit de propriété privée qu'on fait subir aux particuliers dans un but d'intérêt général : Tunis, 14 juin 1905 (05, 388). — ***22***. Mais cette indemnité ne doit pas constituer pour l'exproprié un gain insolite, hors de toute corrélation avec la valeur réelle du bien dont on l'a privé : Tunis, 14 juin 1905 (05, 388). — ***23***. En Tunisie, la décision du jury d'expropriation allouant une indemnité à l'exproprié est définitive, et celui-ci ne peut être obligé par l'expropriation à justifier de sa propriété : Alger, 12 mars 1908 (08, 473) (1).

(1) Décision complétement isolée et en désaccord avec la doctrine, la jurisprudence et la pratique.

§ III. — Cas où il y a lieu à expropriation de l'immeuble entier.

24. L'art. 12 du décret du 30 août 1858 ne permet à l'exproprié d'exiger que l'expropriation comprenne la totalité de l'immeuble qu'au cas où il s'agit d'un immeuble urbain dont une partie peut être nécessaire en vue de travaux d'utilité publique : Tunis, 18 janv. 1892 (93, 224) ; 25 janv. 1899 (00, 222) ; 14 mars 1900 (00, 589) ; 5 avr. 1905 (05, 406). — *25.* Cette règle ne s'étend pas aux terrains non bâtis : Alger : 10 déc. 1900 (05, 295).— *26.* Pour qu'elle s'applique, il faut que la partie non expropriée soit inutilisable : Sousse, 13 juill. 1899 (00, 476) ; Tunis, 5 avr. 1905 (05, 406). — *27.* Cet effet ne résulte pas de l'assujetissement du surplus de l'immeuble à des servitudes militaires : Tunis, 5 avr. 1905 (05, 406). — *28.* D'une part, l'établissement de ces servitudes n'entraîne pas l'impossibilité absolue pour le propriétaire, d'utiliser son terrain ; il ne constitue qu'une gêne relative qui n'est pas suffisante pour enlever toute valeur vénale à l'immeuble : Tunis, 5 avr. 1905 (05, 406). — *29.* D'autre part, aux termes de l'art. 22 du décret beylical du 22 sept. 1886, le fait même de l'établissement des servitudes militaires n'ouvre aux particuliers aucun droit à indemnité ; on n'a donc même pas à en tenir compte dans la fixation de l'indemnite d'expropriation : Tunis, 5 avr. 1905 (05, 406).

§ IV. — Cimetières.

30. Les concessions perpétuelles accordées aux particuliers dans les cimetières ne constituent pas une propriété pleine et entière, mais un drcit d'une nature spéciale, qui ne peut être exercé que sous le contrôle et la surveillance de l'autorité administrative, et qui est soumis à de nombreuses restrictions imposées par des motifs de salubrité publique : Tunis, 17 juill. 1893 (98, 318). — *31.* Il n'y a donc pas lieu de procéder par voie d'expropriation publique, contre les bénéficiaires de ces concessions, pour les en déposséder : Tunis, 17 juill. 1893 (98, 318).

§ V. — Droits de mutation.

32. L'expropriation pour cause d'utilité publique n'est pas une vente ; par suite le propriétaire exproprié n'est pas redevable envers l'Etat du droit de mutation de six et quart pour cent sur le montant de l'indemnité qui lui est allouée : Tunis, 19 oct. 1891 (93, 158). — *33.* Il n'y a pas de différence à établir à ce point de vue entre les expropriations poursuivies par l'Etat et celles poursuivies par les particuliers : Tunis, 19 oct. 1891 (93, 158). — *34.* On ne saurait davantage distinguer selon que l'exproprié consent à un règlement amiable ou exige que la valeur de l'immeuble soit fixée par une expertise : Tunis, 19 oct. 1891 (93, 158).

§ VI. — Chemins de fer.

35. Il n'existe en Tunisie aucune loi réglant les formalités de l'expropriation publique ; celle ci résulte suffisamment de la concession faite par le Gouvernement tunisien, à une Compagnie de chemins de fer, du droit d'établir une voie ferrée, avec engagement par le Gouvernement de fournir à la Compagnie les terrains nécessaires, et de l'approbation par le Gouvernement du plan des emprises : Trib. mixte, 28 déc. 1887 (93, 207). — *36*. Cela suffit pour incorporer au domaine public les parcelles portées au plan des emprises et la prise de possession par la Compagnie n'est pas subordonnée au paiement préalable d'une indemnité : Trib. mixte, 28 déc. 1887 (93, 207). — *37*. La concession de la ligne d'Algérie à la Compagnie de chemins de fer Bône-Guelma comporte une emprise superficielle de cinquante mètres de largeur, partout ailleurs que dans la traversée des fleuves, des forêts d'oliviers, des jardins et des villes : Trib. mixte, 15 déc. 1891 (93, 207). — *38*. Il en est ainsi, aussi bien pour les parties souterraines de la voie que pour celles qui sont à ciel ouvert : Trib. mixte, 15 déc. 1891 (93, 207).

SECTION II

Règles spéciales aux justiciables de la juridiction française.

§ I. — Règles législatives applicables par la justice française.

39. La matière de l'expropriation pour cause d'utilité publique rentre dans le statut réel ; la législation édictée à ce sujet par chaque Etat est exclusivement applicable à tous les immeubles situés sur son territoire. Par suite, c'est le décret tunisien du 20 moharrem 1275 et non la loi française de 1841 qui est applicable à l'expropriation publique d'un immeuble situé en Tunisie : Tunis, 14 février 1891 (93, 157) ; 21 mai 1891 (93, 180) ; 13 juill. 1891 (93, 185) ; 19 oct. 1891 (93, 158) ; 14 janvier 1895 (95, 125). — *40*. Pour les immeubles immatriculés, la question est réglée par l'art. 57 de la loi foncière : Tunis, 13 juillet 1891 (93, 185) ; 14 janvier 1895 (95, 125). — *41*. Les traités anglo-tunisien du 10 oct. 1863 (art. 13) et italo-tunisien du 8 sept. 1868 (art. 20) impliquent, sous certaines réserves, l'application du décret du 30 août 1858, et leur abrogation (28 sept. 1896 et 18 sept. 1897) n'a pas modifié la situation : Tunis, 11 déc. 1901 (02, 39) ; 11 juin 1902 (02, 473). — *42*. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété pour cause d'utilité, si ce n'est moyennant une juste et préalable indemnité. Ce principe, qui est admis par tous les peuples civilisés, a été introduit en Tunisie par les traités : Trib. mixte, 15 déc. 1891 (93, 207) ; Tunis, 27 janvier 1902 (02, 102). — *43*. Si en raison de l'urgence de certains travaux intéressant la défense nationale, l'administration peut, par exception, prendre possession de l'immeuble exproprié avant le paiement effectif de l'indem

nité ; cette mesure, d'un caractère essentiellement provisoire, ne fait pas sortir l'immeuble du patrimoine de l'exproprié : Tunis, 27 janvier 1902 (02, 102). — *44*. C'est donc en se plaçant au moment où il est appelé à fixer cette indemnité que le Tribunal doit apprécier la valeur de l'immeuble et non pas à l'époque où a été promulgué le décret d'expropriation : Tunis, 27 janv. 1902 (02, 102). — *45*. L'acquéreur européen de l'immeuble dont une partie a été expropriée sur un sujet tunisien, alors propriétaire, n'est pas recevable à critiquer la validité de ces opérations : Tunis, 30 janvier 1892 (93, 202) ; 11 déc. 1901 (02, 15). — *46*. Il ne saurait notamment valablement soutenir, en s'appuyant sur ces traités, que le décret d'expropriation serait caduc comme inexécuté dans l'année, aucun délai n'ayant été fixé audit décret pour son exécution : Tunis, 11 déc. 1901 (02, 15). — *47*. Au cas où il y a partage d'opinion entre les 12 experts chargés d'évaluer l'indemnité, et où la majorité ne se forme pas entre eux, c'est le Tribunal de 1re instance qui fixe l'indemnité, comme le fait le Cadi pour les tunisiens : Tunis, 21 mai 1891 (93. 180) ; 14 déc. 1891 (93, 195) ; 14 janv. 1895 (95, 125) ; 3 mai 1905 (05, 385). — *48* Il est de jurisprudence que la juridiction française conserve, pour la détermination du chiffre de l'indemnité, une pleine liberté d'appréciation lorsqu'aucune opinion n'a réuni parmi les experts la majorité absolue des suffrages ; mais que l'avis de ces experts fait loi, lorsque cette majorité s'est produite, et, à plus forte raison, lorsqu'ils ont été unanimes dans leur opinion : Tunis, 14 janvier 1895 (95, 125).

§ II. — Fixation de l'indemnité.

49. Aucun texte légal n'impose la nomination d'experts d'une nationalité déterminée, autre que la nationalité tunisienne, quand l'exproprié est un européen : Tunis, 21 mai 1891 (99, 180). — *50*. La loi tunisienne, pas plus, d'ailleurs, que la loi française, n'interdit pas aux parties de s'entendre a l'amiable pour faire fixer par un seul expert l'indemnité qui peut être due en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique : Tunis, 11 mars 1895 (95, 203). — *51*. Et l'accord amiable résulte suffisamment sur ce point de l'exécution sans protestation du jugement qui a nommé un seul expert pour apprécier le montant de l'indemnité qui pourrait être due à celui qui prétend avoir été dépouillé de son terrain par l'Etat tunisien, pour l'exécution d'un ouvrage d'utilité publique : Tunis, 11 mars 1895 (95, 203). — *52*. Les délibérations des experts ne sont soumises par la loi à aucune forme particulière : Tunis, 25 janvier 1899 (00, 222). — *53*. En conséquence l'avis de l'un des experts envoyé séparément doit être accepté s'il est établi que cet expert a assisté en même temps que les autres à la visite des lieux et aux observations contradictoirement échangées par les parties : Tunis, 25 janv. 1899 (00, 222). — *54*. Est valable et

peut servir de base au jugement à intervenir, l'expertise dont les opérations ont été terminées et closes en l'absence d'une des parties, s'il est constant qu'elle a été dûment appelée, qu'on lui a réservé tous les moyens de faire valoir ses prétentions et qu'elle a, de parti pris, négligé d'en profiter : Tunis, 21 mars 1898 (98, 353).— **55**. D'ailleurs, quand c'est au tribunal qu'il appartient de régler l'indemnité, le rapport des experts n'étant susceptible d'aucune consécration juridique, il n'y a lieu de faire état des causes de nullité qui pourraient le vicier : Tunis, 21 mai 1891 (93, 180).— *56*. La législation tunisienne sur l'expropriation ne contient aucune règle relativement aux dépens ; il échet d'appliquer sur ce point, en Tunisie, non l'art. 40 de la loi française du 3 mai 1841, mais le droit commun, c'est-à-dire les art. 130 et 131 C. proc. civ. qui donnent aux juges un pouvoir discrétionnaire pour la réparittion des dépens, lorsque les parties succombent respectivement sur quelques chefs : Tunis, 15 janvier 1894 (94, 76).

§ III. — **Mise en possession moyennant dépôt à la Caisse.**

57. Au cas de refus par l'exproprié de l'indemnité d'expropriation fixée par l'expertise, le Tribunal peut, vu l'urgence, envoyer l'expropriant en possession, moyennant le dépôt préalable, à la Caisse des dépôts et consignations, d'une somme arbitrée par le jugement, et ordonner l'exécution provisoire de ce dernier : Tunis, 21 déc. 1891 (93, 199). – *58*. S'il y a lieu à prise de possession d'urgence, l'administration peut toujours à partir de la notification des offres, se faire mettre en possession de terrains non bâtis moyennant la consignation d'une somme arbitrée, suivant les règles de la compétence, par le juge des référés ou par l'Ouzara : Alger, 28 mars 1907 (08, 42).

§ IV. — **Rétrocession de l'immeuble exproprié qui n'a pas servi à un travail d'utilité publique.**

59. La règle, instituée par les traités du 10 oct. 1863 et du 8 sept. 1868, qui dispose qu'au cas où l'autorité, au profit de laquelle a eu lieu l'expropriation, n'a pas utilisé le terrain exproprié dans le délai d'une année, le décret d'expropriation devient caduc, doit être interprétée en ce sens que la caducité n'est encourue que si aucune diligence pour l'exécution des travaux projetés n'a eu lieu dans l'année : Tunis, 21 mai 1891 (93, 180) ; 11 déc. 1901 (02, 39) ; 11 juin 1902 (02, 473). — *60*. L'acquiescement au jugement d'expropriation postérieur à l'expiration du délai d'un an ci-dessus mentionné vaut la renonciation à se prévaloir à la déchéance établie par les traités sus-visés : Tunis, 11 juin 1902 (02, 473). — *61*. Pas plus en Tunisie que dans la Métropole, l'autorité judiciaire n'est compétente pour

décider si le terrain dont la rétrocession est demandée doit être considéré comme devenu sans emploi pour l'exécution des travaux en vue desquels il a été exproprié : Alger, 8 mars 1905 (06, 108).

§ V.— Compétence et procédure.

62. La jurisprudence française est compétente pour apprécier la légalité d'un décret beylical d'expropriation rendu à l'encontre d'un européen, tout au moins au point de vue de la demande en dommages-intérêts fondée sur l'illégalité prétendue de ce décret : Tunis, 21 déc. 1891 (93,199).— *63.* Le taux de la compétence en dernier ressort du Tribunal, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, est celle du droit commun : Tunis, 14 déc. 1891 (93, 195) ; 18 janv. 1892 (93, 224). — *64.* Sont inapplicables en Tunisie sur ce point comme sur tous autres, la loi française du 3 mai 1841, qui est spéciale au territoire de la métropole, et l'ordonnance du 1er octobre 1844, qui est spéciale à l'Algérie : Tunis, 14 déc. 1891 (93, 195) ; 18 janv, 1892 (93, 224). — *65.* Mais le décret d'expropriation constituant un titre authentique auquel provision est due, il y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire en ce qui concerne la prise de possession par l'expropriant, après paiement ou dépôt de l'indemnité fixée : Tunis, 18 janv. 1892 (93, 224).— *66.* La législation beylicale étant muette sur les moyens à prendre pour forcer l'exproprié à désigner les experts chargés de l'évaluation des dommages, c'est au Tribunal français qu'il appartient de procéder à cette désignation, aux lieu et place de l'européen exproprié, en cas de refus ou abstention de celui-ci : Tunis, 17 juin 1891 (91, 326). — *67.* Cette désignation rentre alors dans la compétence du juge des référés: Tunis, 17 juin 1891 (91, 326). — *68.* Quand les formalités légales ont été remplies, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, et que l'indemnité a été versée, après refus de l'exproprié, à la Caisse des dépôts et consignations, les juridictions civiles sont incompétentes pour connaître de la légalité des décrets d'expropriation : Tunis, 13 juill. 1891 (93, 185) ; Alger, 22 févr. 1899 (99, 644) ; Tunis, 28 mars 1900 (00, 372) ; Alger, 28 mars 1907 (08, 42). — *69.* En effet, l'art. 4 du décret beylical du 27 novembre 1888 interdit formellement aux juridictions civiles de connaître de toutes les demandes tendant à faire annuler un acte de l'Administration. Il ne reste à la partie intéressée que le droit de faire réformer par la voie gracieuse l'acte qui lui fait grief : Tunis, 13 juill. 1891 (93 185); Alger, 22 févr. 1899 (99, 644) ; Tunis, 28 mars 1900 (00, 372) ; Alger, 28 mars 1907 (08, 42). — *70.* Les dépens de l'action en revendication intentée par un propriétaire à une commune qui l'a dépossédé de son terrain avant de l'en faire exproprier pour cause d'utilité publique, doivent être supportés par la commune, bien que la déclaration d'utilité publique étant intervenue avant le jugement sur la revendication, l'action légitime intro-

duite, soit rejetée comme sans objet : Alger, 14 janvier 1892 (93, 155). — *71*. Le Gouvernement français, chargé par le Bey de la défense du territoire tunisien, a le droit de poursuivre, par son Ministre de la guerre, l'expropriation publique des terrains qui lui sont nécessaires pour établir en Tunisie des ouvrages militaires : Tunis, 21 mai 1891 (93, 180).

CHAPITRE II

Régime du décret du 5 septembre 1905.

SECTION PREMIÈRE

Commission d'expertise.

§ I. — Procédure préalable.

72. Les offres de l'Administration doivent être notifiées à l'exproprié préalablement à la mise en mouvement de la Commission d'expertise : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 212). — *73*. Cette notification est régulière si elle est faite par lettre recommandée, même au cas où la destinataire de cette lettre est une femme musulmane : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 212). — *74*. S'il ne convient pas à cette dernière d'admettre le facteur des postes en sa présence, elle peut tout au moins faire retirer la lettre au Bureau de poste où, à son refus, elle a été mise en instance : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 212).

§ II. — Procédure à suivre par les Commissions.

75. Une décision rendue par une commission d'experts agissant en vertu des dispositions du décret du 5 sept. 1905 est nulle, lorque l'immeuble exproprié est immatriculé et que sommation d'assister aux opérations d'expertise n'a pas été régulièrement faite à tous les détenteurs de droits réels révélés par le Livre foncier : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 164). — *76*. Et si la Commission, s'aperçevant de cette nullité après avoir rendu sa sentence, en rendait une seconde sur le même objet après avoir fait faire des sommations régulières, la seconde sentence serait nulle comme rendue par des personnes sans qualité pour avoir préalablement épuisé les pouvoirs dont elles étaient iuvesties : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 164). — *77*. Il n'existe aucune règle qui oblige la Commission d'expertise qui a entendu l'exproprié, après une procédure régulière, et qui a procédé contradictoirement avec lui à des investigations qu'elle juge suffisantes pour l'éclairer, à attendre, pour rendre sa décision, la production d'un mémoire explicatif qui lui est annoncé : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 240). — *78*. En tous cas, il n'échet de décider que les droits de la défense ont été violés lorsqu'en fait ledit mémoire ne contient l'énonciation d'aucun argument ou d'aucune considération qui

n'ait été déjà soumis à la Commission ou qui soit de nature à faire supposer que son examen n'a pas été suffisant : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 240. — *79*. Une décision de la Commission d'expertise n'est pas nulle pour n'avoir pas précisé les termes de comparaison dont elle s'est servi pour fixer l'indemnité d'expropriation, si d'ailleurs les experts ont motivé leur décision en indiquant comment ils s'y sont pris pour calculer le revenu et la valeur intrinsèque de l'immeuble en vue de déterminer le montant de l'indemnité : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 164). — *80*. Il n'y a pas violation de la loi dans le fait d'une Commission d'expertise qui a fixé l'indemnité d'expropriation sans visiter l'intérieur de la maison expropriée, alors qu'il est constant que les occupants en ont refusé l'entrée sous prétexte qu'il s'y trouvait des femmes musulmanes, tandis qu'il était facile, ou de faire voiler celles-ci, ou de les faire circuler de pièce en pièce de manière à permettre l'accès de tout l'immeuble sans froisser leur mœurs : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 212). — *81*. Il en est ainsi surtout lorsqu'il est constant qu'au moyen de titres et de plans la Commission a pu apprécier en pleine connaissance de cause la valeur de l'objet exproprié ; Tunis, 20 févr. 1907 (07, 212).

§ III. — Cas où le recours est ouvert contre les décisions de la Commission.

82. Lorsque l'indemnité d'expropriation a été fixée par la Commission d'expertise instituée par le décret beylical du 5 sept. 1905, cette fixation est définitive pourvu que trois conditions se trouvent remplies : 1° que la décision ait été rendue dans les formes régulières ; 2° qu'elle n'ait pas été prise en violation de la loi ; 3° qu'elle ait été prise à l'unanimité : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 164). — *83*. Si ces trois conditions ne se trouvent pas réunies, la fixation de l'indemnité appartient à l'autorité judiciaire compétente et dans la mesure des pouvoirs qu'elle possède en vertu des lois générales sur la matière : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 164). — *84*. Le recours devant la juridiction de droit de commun que la législation sur l'expropriation publique (décret du 5 septembre 1905) a permis à l'encontre de la décision de la Commission d'expertise qui fixe l'indemnité, ne peut s'exercer que si une des trois circonstances suivantes s'est produite : 1° si la décision n'a pas été rendue dans les formes régulières ; 2° si elle a été établie en violation de la loi ; 3° si elle n'a pas été prise à l'unanimité des suffrages : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 212). — *85*. Au cas ou il y a lieu à recours, la juridiction saisie apprécie la demande d'indemnité en premier ou en dernier ressort, dans les termes ordinaires de sa compétence : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 212).

§ IV. — **Formes du recours.**

86. La voie de recours contre la décision de la Commission d'expertise que le décret du 5 sept. 1905 a dénommé appel n'est pas autre chose que le droit reconnu à l'exproprié de faire fixer l'indemnité d'expropriation par la juridiction de droit commun, dans les conditions de sa propre compétence, au cas où la Commission n'a pas rendu sa décision à l'unanimité, ou dans celui où les formes légales à suivre, pour y arriver, n'ont pas été observées, où dans celui où il y a eu violation de la loi : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 240). — *87.* C'est à tort qu'on soutiendrait que les formes à suivre pour l'expropriation et la fixation de l'indemnité, seraient celles du décret beylical de 1858, et non celles du décret du 5 sept. 1885, sous prétexte que les travaux publics cause de l'expropriation auraient été déclarés d'utilité publique à une époque antérieure à la mise en vigueur de la législation nouvelle : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 240). — *88.* Il est certain que le décret du 5 sep. 1905 ne peut produire aucun effet rétroactif ; mais il s'applique certainement à une expropriation ordonnée le 17 février 1906 ou le 22 mai de la même année, bien qu'elle se rapporte à des travaux ordonnés antérieurement : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 240). — *89.* En effet il n'y a pas lieu, dans la législation tunisienne, à déclaration d'utilité publique préalable ; l'utilité publique ressort uniquement des indications qui accompagnent chaque décret d'expropriation : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 240). — *90.* L'art. 18 du décret du 5 sept. 1905 édicte que la voie de recours qu'il crée contre les décisions des commissions d'expertise qu'il institue s'exercera par notification au greffe de la juridiction compétente avant l'expiration d'un délai de dix jours qui court, pour l'exproprié, du jour de la notification du rapport d'expertise : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 240). — *91.* Cette formalité n'est pas remplacée efficacement par une lettre recommandée adressée au chef de l'Administration qui procède à l'expropriation : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 240).

SECTION II

Procédure après le recours.

§ I. — **Jugement du recours.**

92. Une contestation sur la fixation de l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique ne rentre pas dans le contentieux administratif : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 240). — *93.* Il s'ensuit qu'elle ne peut être engagée devant le Tribunal de 1re instance sans constitution de défenseur : Tunis, 27 févr. 1907 (07, 240).

§ II. — Dépens.

94. Quand il a parlé de compensation de dépens, le décret du 5 sept. 1905 n'a pas compris ce mot dans le sens que lui donne le langage du droit ; il a voulu dire que les dépens seraient répartis entre les contestants en proportion de l'écart existant entre l'offre, la demande, et l'indemnité arbitrée : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 164).

§ III. — Bases légales de l'indemnité.

95. La base légale de l'indemnité d'expropriation n'est pas dans le calcul de ce qu'un terrain a coûté au propriétaire, comme prix d'achat et accessoires et dépenses d'amélioration ou autres, non plus que dans l'espoir de gain que les acheteurs ont pu concevoir plus ou moins légitimement : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 164) — *96.* Elle est toute entière dans la valeur intrinsèque de l'immeuble exproprié, abstraction faite de la plus-value résultant des travaux publics à exécuter : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 164).

§ IV. — Paiement de la totalité de l'immeuble exproprié partiellement.

97. L'expropriant peut être tenu de prendre, dans certaines circonstances, la totalité d'un immeuble au lieu de la partie seulement qui lui est nécessaire, sans d'ailleurs qu'il ait lieu de distinguer entre les fonds ruraux et les fonds urbains : Tunis, 12 juin 1907 (07, 401). — *98.* Mais il faut, pour que cette règle soit applicable, que par suite du retranchement de la parcelle expropriée, le surplus de l'immeuble devienne inutilisable et de nulle valeur : Tunis, 12 juin 1907 (07, 401).

EXPULSION

1. Les décisions portant expulsion d'un français du territoire de la Tunisie, prononcées par le Consul général de France, en vertu de l'art. 82 de l'Edit de juin 1778 et du décret du 9 messidor an II, confirmés par la loi du 28 mai 1836, ne peuvent être déférés qu'au Ministre des affaires étrangères par voie gracieuse et ne peuvent être soumises par la voie contentieuse au Conseil d'Etat : Tunis, 6 août 1884 (91, 52). — *2.* Il est impossible d'apprécier les raisons qui ont motivé une expulsion ainsi prononcée et d'établir, notamment, si une plainte portée au Consulat Général en est la cause déterminante : Tunis, 6 août 1884 (91, 52). — *3.* Le plaignant ne peut en conséquence être actionné en dommages et intérêts par l'expulsé : Tunis, 6 août 1884 (91, 52). — *4.* L'expulsion d'un étranger est régulièrement

prononcée en Tunisie par un arrêté du Premier ministre notifié à celui qui est l'objet : Alger, 24 sept. 1906 (07, 156). — 5. L'arrêté d'expulsion signifié à un italien ne parlant que la langue italienne et qui n'en a reçu aucune traduction, soit orale, soit écrite, laisse subsister son ignorance de la mesure prise contre lui ainsi que sa bonne foi, qui font ainsi disparaître sa culpabilité : Alger, 15 mai 1902 (03, 526).

EXTRADITION

Bibliographie. — FITOUSSI, *l'Etat tun.*, p. 151. — FOUCHER, *Evol. du prot. de la France en Tun.*, p. 246. — HACKENBURGER, *Nat. jurid. du protect.*, p. 45. — HERBAUX, *Déclar. de réciprocité en mat. d'extradition* (Journ. dr. intern. priv., p. 1893, p. 1083). — LOCARD, *Malfaiteurs étrang. réfugiés en Tun* (Journ. dr. inter. priv., 1889, p. 396 et 773). — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.* p. 204. — SOUCHON, *Quest. de Compét.* (Journ dr. intern. priv., 1894, p. 759).

1. Il n'appartient pas aux tribunaux de pourvoir à l'exécution des condamnations par eux prononcées; par suite, ils ne peuvent ordonner que la durée de la détention préventive subie par le condamné à l'étranger, lors de la demande d'extradition, sera imputée sur la durée de la peine: Paris, 9 mai 1890 (99, 140). — *2.* Les tribunaux ne sauraient intervenir, en cette matière, sans dépasser leurs pouvoirs, que s'il se présentait devant eux des difficultés ayant un caractère contentieux dont on les aurait saisis par une requête régulière ; Paris, 9 mai 1898 (99, 140).

EVOCATION

Voir : Appel civil, ch. VI sect. VII.

F

FACTURE

Voir : Compétence commerciale, ch. III sect. IV.

FAILLITE

Voir : Compétence civile, ch. II sect. I. — Compétence commerciale, ch. II sect. VI. — Exequatur, ch. I sect. III. — Liquidation judiciaire, sect. III. — Location de sacs et de fûts.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p. 54. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV, p. 1709.

CHAPITRE PREMIER

Ouverture de la faillite.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franc. en Tun.*, p. 57.

SECTION PREMIERE

Compétence.

1. C'est le Tribunal du domicile du failli, c'est-à-dire du lieu où il a sa principale habitation personnelle et son principal établissement, qui est compétent pour prononcer la faillite : Cass. req. 6 août 1901 (01, 534). — *2*. Jugé, dans un premier système que le décret beylical du 31 juillet 1884 qui attribue, en son article premier, à la juridiction française en Tunisie la connaissance de toutes les affaires personnelles et mobilières où des européens sont en cause, ne peut s'appliquer à une demande en déclaration de faillite formée par des créanciers européens à l'encontre d'un sujet tunisien : Tunis, 19 févr. 1885 (89, 81). — *3*. Mais cette jurisprudence a été bien vite abandonnée et il a été plus juridiquement décidé ainsi : — *4*. Le décret beylical du 31 juillet 1884, qui attribue, en son article premier à la juridiction française en Tunisie la connaissance de toutes les affaires personnelles et mobilières où des européens sont en cause, s'applique à une demande en déclaration de faillite formée contre un tunisien par des créanciers européens : Sousse, 28 déc. 1888 (89, 84) ; 1 mars 1889 (89, 86). — *5*. Ce principe doit recevoir son application même au cas où le Tribunal statue à la suite du dépôt de son bilan effectué au greffe par un sujet tunisien, lorsque la masse de ses créanciers comprend un ou plusieurs européens : Sousse, 28 déc. 1888 (89, 84) ; 1 mars 1889 (89, 86). — *6*. Toutefois il est indispensable que la masse comprenne des créanciers européens ou protégés d'une puissance européenne : Sousse, 12 avr. 1889 (89, 88) ; Tunis, 10 mai 1889 (89, 100).

SECTION II

Cessation des paiements

7. Un négociant peut être déclaré en faillite, alors même qu'il posséderait un actif supérieur à son passif ; le juge doit, en pareil cas, se borner à rechercher si le négociant fait face, ou non, à ses engagements commerciaux : Alger, 7 mars 1900 (00, 546) — *8*. Il n'y a lieu de déclarer en état de faillite le débiteur auquel son créancier a accordé des délais avec faculté de se libérer par des acomptes successifs, alors que ledit débiteur a scrupuleusement exécuté cette convention et qu'il a payé tous les acomptes exigibles : Alger, 14 janv. 1901 (01, 264). — *9*. Alors, en effet, on ne

peut le considérer comme un état de cessation de paiements : Alger, 14 janv. 1901 (01, 264). — *10.* En admettant qu'une saisie conservatoire, pratiquée par le bailleur, pour loyers arriérés, suffise pour établir la cessation des paiements, il appartient toujours aux juges d'apprécier, suivant les circonstances de la cause, s'il y a lieu de prononcer la faillite ou la liquidation judiciaire, alors même que la requête à fin de liquidation judiciaire n'aurait été introduite que plus de quinze jours après la susdite saisie conservatoire : Alger, 4 févr. 1897 (97, 319). — *11.* La loi, en ne définissant pas les circonstances qui constituent la cessation des paiements et déterminent en conséquence l'époque à laquelle doit être fixée l'ouverture de la faillite, en a abandonné l'appréciation aux tribunaux : Cass. req., 12 janv. 1903 (03, 238). — *12.* Un commerçant qui acquitte ses dettes sans employer des expédients répréhensibles pour soutenir son crédit ne saurait être déclaré en état de cessation de paiements, alors même que son passif serait supérieur à son actif, et, par suite, il n'y a pas lieu de reporter la faillite au jour du paiement desdites dettes : Cass.req.12 janv. 1903 (03, 238). — *13.* L'appréciation des faits qui constituent la cessation des paiements est livrée au pouvoir discrétionnaire des tribunaux : Amiens 19 nov. 1904 (05, 616). — *14.* Si les agissements frauduleux au moyen desquels le failli a, pendant longtemps, soutenu son crédit et dissimulé son insolvabilité complète, ont été ignorés des tiers et s'il n'a été l'objet d'aucune poursuite pendant le cours de sa vie commerciale, il n'y a pas eu état de cessation de paiements et la date de celle-ci doit être fixée à la veille de la déclaration de faillite : Amiens, 19 nov. 1904 (05, 616).

SECTION III

Jugement déclaratif et voies de recours.

15. Aux termes de l'art. 580 C. com., le jugement déclaratif de faillite n'est susceptible d'opposition de la part du failli que dans la huitaine qui suit l'accomplissement des formalités de publicité ordonnées par l'art. 442 C. com : Tunis, 7 juin 1894 (94, 417). — *16.* Ce délai est de rigueur et n'est pas susceptible d'augmentation à raison de la distance entre le domicile de l'opposant et la localité où siège le Tribunal qui a rendu le jugement entrepris : Tunis, 7 juin 1894 (94, 417). — *17.* Lorsqu'un commerçant a demandé sa mise en état de faillite après dépôt au greffe de son bilan certifié conforme et a assisté sans protestation à toutes les opérations d'inventaire auxquelles s'est livré le syndic, il a ainsi acquiescé au jugement qui a statué sur sa demande et ne peut plus en interjeter appel : Alger, 29 oct. 1891 (92, 41). — *18.* Le délai spécial établi par les art. 582 et s. C. com., en matière de faillite, pour l'appel, ne court que du jour de la signification au failli du jugement déclaratif : Alger, 14 janv. 1901 (01, 264).

— *19*. Par suite, le failli est toujours recevable dans son appel si le jugement déclaratif ne lui a pas été signifié, alors même que, déclaré en faillite par jugement de défaut, il aurait fait opposition et en aurait été débouté : Alger, 14 janv. 1901 (01, 264). — *20*. L'erreur du greffier d'un Tribunal de commerce qui, en faisant la publication prescrite par l'art. 442 C. com., y indique, comme faisant partie d'une société déclarée en faillite, le nom d'un tiers non dénommé au jugement déclaratif, rend ce tiers recevable à attaquer ce jugement : Alger, 30 nov. 1896 (97, 374). — *21*. La voie de l'opposition audit jugement lui est alors ouverte et cette opposition vaut comme demande en rectification de l'erreur commise dans la publication du jugement, si ce jugement n'a pas déclaré sa faillite : Alger, 30 nov. 1896 (97, 374). — *22*. Ce tiers devient en effet *partie intéressée* dans les termes de l'art. 580 C. com. Une telle opposition est recevable de la part du tiers par ce seul fait que le jugement n'a pas été rendu sur sa demande, sur un bilan déposé par lui ou sur une demande intentée contre lui : Alger, 30 nov. 1896 (97, 374).

SECTION IV

Jugements étrangers.

23. Le principe de l'unité de la faillite établi par l'art. 6 de la convention franco-suisse de 1869 ne peut s'appliquer qu'autant qu'une décision définitive est intervenue à l'égard du débiteur, soit en France, soit en Suisse : Com. Seine, 10 mai 1900 (01, 559). — *24*. Le sursis concordataire de la loi suisse, accordé en Suisse à un débiteur, ne saurait être assimilé à la faillite, ou même à la liquidation judiciaire, car il a justement pour objet de permettre au débiteur de provoquer la conclusion d'un concordat et d'éviter ainsi la déclaration de faillite : Com. Seine, 10 mai 1900 (01, 559). — *25*. Il s'ensuit que le principe de l'unité de la faillite ne saurait recevoir application au cas de sursis concordataire : Com. Seine, 10 mai 1900 (01, 559). — *26*. D'après la convention franco-belge du 8 juillet 1899, art. 11, les décisions rendues en matière civile ou commerciale dans un des États signataires ont dans l'autre l'autorité de la chose jugée, moyennant l'accomplissement des conditions énumérées en ladite convention. Il en est ainsi, notamment, d'un jugement déclaratif de faillite : Civ. Seine, 6 mars 1906 (07, 316). — *27*. L'état de faillite constitue un statut personnel ; en conséquence, la faillite prononcée par les tribunaux étrangers compétents produit ses effets en Belgique : Com. Anvers, 27 mai 1896 (01, 472) ; Civ. Anvers, 10 mai 1899 (02, 46). — *28*. La règle d'après laquelle la faillite est régie par la loi du domicile du débiteur cesse d'être applicable, lorsque cette loi contient des dispositions contraires aux intérêts publics et privés de la nation belge et aux principes fondamentaux de la matière : Com. Anvers, 27 mai 1896 (01, 472). — *29*. Les conséquences d'une faillite

déclarée aux Pays Bas s'arrêtent à la frontière, par suite, le syndic nommé par le juge hollandais ne possède aucun pouvoir quant aux biens du failli situés à l'étranger : Cass. Pays Bas, 9 juin 1899 (04, 24). — *33*. Ces biens restent le gage de ses créanciers qui peuvent exercer, en ce qui les concerne, des poursuites individuelles contre le failli : Cass. Pays-Bas, 9 juin 1899 (04, 24).

SECTION V

Sociétés

31. Le commerçant déjà en état de faillite, comme membre d'une société en nom collectif, peut être déclaré une seconde fois en faillite pour des opérations commerciales nouvelles et distinctes, qui se sont produites postérieurement à la première déclaration de faillite et dans un lieu différent: Com. Alger, 21 nov. 1896 (97, 481). — *32*. Aux termes de l'art. 438 C. com., tous les noms des associés faisant partie d'une société en nom collectif doivent être portés au bilan, et, par suite, au jugement déclaratif ; pour une société n'ayant pas ce caractère, chaque associé doit être personnellement déclaré en faillite : Alger, 30 nov. 1896 (97, 374). — *33*. Lorsqu'une société étrangère demande son admission à une faillite ouverte en France, les Tribunaux peuvent, au lieu de prescrire le dépôt, au greffe du Tribunal de l'ouverture de la faillite, des livres de la Société étrangère, donner commission rogatoire, conformément aux art. 16 C. com. et 5 à 10 de la convention internationale de la Haye du 13 nov. 1896 au tribunal de commerce du siège social ou à toute autre autorité compétente, de se faire représenter les livres et écritures de cette société et de dresser des copies légalisées de tous les documents de nature à établir la véritable situation de la Société à l'égard de la faillite : Douai, 15 mai 1902 (03, 95).

CHAPITRE II

Effets de la mise en faillite.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 82.

SECTION PREMIÈRE

Vis-à-vis du failli et de ses actes.

34. Est nul, en vertu des dispositions de l'art. 446 C. com., le paiement d'une dette échue fait par le failli en vertu d'une convention postérieure à la déclaration de faillite et à la cessation des paiements, par compensation conventionnelle avec les sommes dues au failli par son créancier, à titre de rémunération d'un mandat salarié : Cass. civ., 7 févr. 1899 (99, 486).

SECTION II

Vis-à-vis de la femme du failli.

§ I. — Généralités.

35. Sont d'ordre public et doivent être appliquées par les Tribunaux français de Tunisie, quelle que soit la nationalité des parties, les dispositions de l'art. 564 du Code de commerce d'après lesquelles la femme ne peut se prévaloir des avantages matrimoniaux qui lui ont été consentis par contrat de mariage, lorsqu'à cette époque le mari était déjà commerçant : Tunis, 28 novembre 1890 (91, 57) ; 22 août 1895 (95, 494). — *36*. La femme qui revendique des objets mobiliers contre la faillite de son mari doit justifier de leur identité ou en établir la propriété par des titres réguliers : Com. Tulle, 23 sept. 1903 (05, 128). — *37*. En l'absence d'une origine démontrée des deniers ayant servi au paiement de ces objets, la présomption légale est qu'elle a effectué ces paiements des deniers du mari : Com. Tulle, 23 sept. 1903 (05, 128).

§ II. — Femme italienne.

38. Aux termes de l'art. 559 C. com. fr., conforme en cela à l'art. 782 C. com. ital., sous quelque régime qu'ait été formé le contrat de mariage, la présomption légale est que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers et doivent être réunis à son actif, sauf à la femme à fournir la preuve du contraire : Tunis, 12 juillet 1894 (94, 468). — *39*. La femme du failli (spécialement, celle de nationalité italienne) ne fait pas cette preuve par la production de l'acte d'acquisition d'un immeuble fait en Tunisie, pour son compte, par son mari, s'il est démontré d'ailleurs que la déclaration passée à ce sujet par ce dernier est frauduleuse et faite dans le but de frustrer ses créanciers et lorsque, d'ailleurs, la femme ne justifie pas qu'elle ait eu personnellement les ressources nécessaires pour payer le prix porté au contrat : Tunis, 12 juill. 1894 (94, 468).

§ III. — Femme grecque.

40. Les sujets grecs protégés d'une puissance européenne sont soumis, quant à leur statut personnel, aux lois et coutumes locales du pays dont ils sont originaires : Tunis, 28 oct. 1897 (98, 293); 28 oct. 1898 (99,170). — *41*. Par suite, la femme de nationalité grecque, protégée française, ne peut, en cas de faillite de son mari, revendiquer la propriété du mobilier par elle apporté en dot, que si l'identité de ce mobilier est constatée dans un inventaire ou tout autre acte ayant date certaine ; Tunis, 28 oct. 1897 (98, 293) ; 28 oct. 1898 (99, 170).

§ IV. — **Femme israélite tunisienne.**

42. Est d'ordre public général, et, par suite, applicable à la femme de l'israélite tunisien déclaré en faillite, l'art. 564 du Code de comm. français: Tunis, 13 juin 1892 (93, 401) ; 22 août 1895 (95, 494). — *43* La femme mariée, dont le contrat a été passé devant les notaires israélites tunisiens, ne peut, lors de la faillite de son mari, reprendre ses apports en nature qu'à condition de prouver leur identité par inventaire ou acte authentique ; dans le cas contraire, elle n'a qu'une créance chirographaire sur la faillite : Tunis, 28 nov. 1890 (91, 57). — *44.* Cette disposition est une règle d'ordre public qui doit être appliquée par les tribunaux français, quelle que soit la nationalité des parties en cause : Tunis, 28 nov. 1890 (91, 57). — *45.* D'ailleurs, au point de vue du droit rabbinique, si en principe le remboursement de la dot et des avantages matrimoniaux est privilégié et garanti par tous les biens meubles et immeubles du mari, en revanche les créanciers qui se trouvent en concours avec la femme, lui sont préférés : 1° quand leurs titres sont plus anciens ou portent la même date que le contrat de mariage ; — 2° quand les immeubles servant de garantie ont été achetés après la célébration du mariage : Tunis, 28 nov. 1890 (91, 57). — *46.* La femme israélite tunisienne qui prétend se faire inscrire au passif privilégié de la faillite de son mari, pour le montant de ses apports en mariage, n'établit pas suffisamment l'existence de sa créance par la production d'un contrat de mariage qui ne contient pas autre chose que : 1° la déclaration de la future qu'elle apporte telle et telle valeur ; 2° le serment du mari qui affirme qu'il en reconnaît l'existence et les a reçues ; alors que les officiers publics rédacteurs de l'acte n'ont fait aucune constatation personnelle et n'ont pas, notamment, vérifié la consistance des valeurs et leur versement aux mains du mari : Tunis, 31 déc. 1891 (96, 198). — *47.* C'est alors à la femme qu'incombe l'obligation de corroborer les énonciations de l'acte qu'elle produit par d'autres preuves ; elle doit être déboutée lorsque, loin d'apporter ces preuves, elle ne donne aucune explication sur la manière dont les valeurs qu'elle prétend avoir apportées auraient été perdues, et qu'au contraire il paraît démontré que jamais le mari n'a eu de ressources équivalentes en sa possession : Tunis, 31 déc. 1891 (96, 198).

SECTION III

Vis-à-vis des créanciers et des tiers.

§ I. — **Hypothèques et privilèges.**

48. L'admission sans réserves au passif d'une faillite ou d'une liquidation judiciaire d'une créance privilégiée ou hypothécaire, suivie de l'affirmation exigée par la loi, constitue un contrat judiciaire formé entre

...

le créancier privilégié ou hypothécaire et la masse créancière représentée par le liquidateur ou le syndic : Cass. req., 6 juin 1904 (05,483).— *49*. Ce contrat judiciaire s'oppose à ce que la créance admise et affirmée après vérification soit contestée, non seulement quant à son existence ou à sa quotité, mais encore quant à sa qualité, notamment, quant à sa nature privilégiée : Cass. req., 6 juin 1904 (05. 483). — *50*. La nullité de l'hypothèque non accompagnée de la remise du titre peut, même en l'absence de tout tiers pouvant prétendre à un droit hypothécaire sur le même immeuble, être invoquée par le débiteur en état de faillite, ce dernier ayant le droit de refuser à l'un de ses créanciers un avantage quelconque qui ne serait pas rigoureusement dû et pourrait diminuer d'autant la part revenant à ses autres créanciers : Sousse, 27 octobre 1898 (00, 268). — *51*. Lorsqu'un nantissement a été consenti pour la garantie d'une ouverture de crédit en compte courant, le bénéfice de cette sûreté, s'appliquant au solde du compte, en garantit le remboursement intégral, sans qu'il y ait à rechercher en cas de faillite et pour l'application de l'art. 466 C. com. si la date des remises ou inscriptions réciproques est antérieure à celle du nantissement : Cass. civ., 24 juin 1903 (04, 629). -- *52*. Sous l'empire du droit français, l'acheteur peut transcrire valablement l'acquisition d'un immeuble qui lui a été consentie par le failli, alors *in bonis*, même après la faillite de ce vendeur, même après l'inscription de l'hypothèque de la masse, sauf pour le syndic d'exercer ses droits hypothécaires contre l'acquéreur, conformément au droit commun : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 359).— *53*. Cette règle doit être accueillie, par identité de situation, lorsqu'il s'agit d'un immeuble tunisien soumis au régime établi par la loi foncière ensuite d'une immatriculation : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 359). — *54*. N'est pas admissible la contestation à une demande d'admission par privilège au passif d'une faillite, fondée sur ce que la créance et le nantissement qui la protège sont postérieurs à l'époque fixée par le Tribunal comme étant celle de la cessation des paiements, alors qu'il est constant que la somme réclamée par le créancier a été versée par lui pour désintéresser un précédent créancier hypothécaire : Sousse, 12 avril 1900 (01, 377). — *55*. Il importe peu, d'ailleurs, que les formalités exigées par les art. 1250 et 1251 C. civ. sur la subrogation n'aient pas été remplies : Sousse, 12 avr. 1900 (01, 377). — *56*. Aux termes de l'art 550 C. com., modifié par la loi du 28 mai 1838 (et maintenu sur ce point par la loi du 12 février 1872), le privilège et le droit de revendication établis par le N° 4 de l'art. 2102 C. civ., au profit du vendeur d'effets mobiliers, ne peut pas être exercé contre la faillite : Tunis, 7 juin 1894 (94, 416). — *57*. Ce texte n'admet aucune distinction ; il concerne les objets mobiliers incorporels, tels que les fonds de commerce ; il n'y a pas lieu, d'autre part, de rechercher la nature ou la destination des objets impayés : Tunis, 7 juin

1894 (94, 416). — *58*. Spécialement, le vendeur d'un hôtel meublé est mal venu à prétendre au privilège de l'art. 2102, 4° à l'encontre de la faillite de son acheteur, soit pour le prix du fond de commerce vendu, soit pour la partie de ce prix correspondant aux meubles meublants et au matériel : Tunis, 7 juin 1894 (94, 416).

§ II. — **Revendication de marchandises.**

59. Aux termes des art. 575 et suiv. C. com., l'action en revendication de marchandises contre une faillite (ou contre une liquidation judiciaire) ne peut s'exercer que pour les marchandises consignées à titre de dépôt ou pour les marchandises vendues, à condition qu'elles ne soient pas encore livrées : Sousse, 25 juin 1897 (97, 602). — *60*. La revendication ne peut donc s'exercer lorsque le commerçant, tombé depuis en état de liquidation judiciaire, avait pris livraison des marchandises, alors surtout que le vendeur a été admis, pour le prix qui lui est dû, au passif de la liquidation : Sousse, 25 juin 1897 (97, 602). — *61*. Pour rejeter une demande en revendication de marchandises vendues à un commerçant postérieurement déclaré en faillite, les juges ont pu, à bon droit se fonder sur ce que ces marchandises étaient, d'après le marché, livrables sur un port à un endroit déterminé, et que ledit commerçant en avait pris possession effective en les réexpédiant lui même, à ses frais, de ce lieu de destination convenue à une autre personne, à laquelle il les avait revendues sans fraude. Dans ces circonstances, en effet, il y avait eu tradition dans le sens de l'art. 576 C. com. : Cass. req. 27 déc. 1904 (06, 155).

§ III. — **Poursuites individuelles.**

62. Est nulle la saisie-arrêt pratiquée sur les fonds consignés de la faillite, par le créancier, de dépens auxquels la masse a été condamnée en la personne du syndic, (dans l'espèce, par l'expert dont les honoraires ont été taxés et qui est porteur d'un exécutoire) ce créancier étant tenu, comme tout créancier privilégié, de procéder par voie de production pour obtenir le paiement de ce qui lui est dû : Com. Perpignan, 22 mai 1907 (08, 59).

§ IV. — **Avantages particuliers.**

63. L'art. 597 C. com. frappe de peines correctionnelles tout créancier qui aura stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la faillite, ou qui aura fait un traité particulier duquel résulterait en sa faveur un avantage à la charge de l'actif du failli et l'art. 598 du même Code déclare nulles, à l'égard de toutes personnes, de semblables

conventions : Tunis, 21 nov. 1889 (96, 191). — *64*. La situation de fait qui résulte de l'état de cessation de paiements devant produire tous ses effets, même en l'absence de jugement déclaratif, il y a lieu à annulation des garanties particulières qu'un créancier se fait accorder pour consentir à un concordat amiable : Tunis, 21 nov. 1889 (96, 191).

§ V. — Commissionnaire du croire.

65. Le commissionnaire *du croire* se trouve débiteur vis-à-vis de son commettant, aux lieu et place du débiteur principal, par le seul fait du non paiement à l'échéance : Com. Marseille, 18 mai 1903 (04, 627). — *66*. On ne saurait renvoyer le commettant, à faire d'abord valoir ses droits dans la faillite du débiteur principal : Com. Marseille, 18 mai 1903 (04, 627).

CHAPITRE III

Gestion de la faillite.

SECTION PREMIÈRE

Des syndics.

67. Le syndic de la faillite représentant la masse des créanciers a le droit de demander, à un créancier gagiste, la remise des titres de propriété en vue de la vente des immeubles du failli : Tunis, 22 oct. 1898 (01, 296). — *68*. Les syndics et liquidateurs de commerce sont bien tenus, d'après l'art. 4 de la loi du 4 mars 1880, de prendre l'avis des contrôleurs sur les actions à intenter ou à suivre, mais aucune nullité n'est attachée à l'accomplissement de cette formalité : Cass. civ., 15 déc. 1902 (04, 282). — *69*. C'est à leurs risques et périls, et sous peine de se voir condamner personnellement aux dépens et même aux dommages-intérêts, qu'ils négligent de se conformer à cette injonction : Cass. civ. 15 déc. 1902 (04, 282). — *70*. La loi du 4 mars 1889 a modifié l'art. 462 C. com., en ce sens que l'indemnité due au syndic d'une faillite n'est plus arbitrée par le Tribunal sur le rapport du juge commissaire, mais est fixée par le juge commissaire avec faculté d'opposition, devant le Tribunal en Chambre du conseil, de la part du débiteur ou des créanciers : Aix, 17 nov. 1902 (04, 277). — *71*. Ces dispositions s'appliquent aussi bien au cas d'union qu'au cas de faillite terminée par un concordat : Aix, 17 nov. 1902 (04, 277). — *72*. Lorsque les juges constatent des agissements répréhensibles et blâmables qui constituent une faute à la charge du syndic provisoire d'une faillite, c'est à bon droit qu'ils prononcent la condamnation personnelle dudit syndic aux dépens et au frais qui en sont résultés : Cass. req. 27 janv. 1904 (05, 278). — *73*. Lorsque la mauvaise foi du syndic est

affirmée par les juges du fond, l'appropriation frauduleuse de sommes d'argent retenues par lui résulte de ce fait constaté par le juge, qu'il a demandé et obtenu l'homologation de ses comptes et n'a effectué des restitutions que plusieurs mois après et sous le coup de poursuites intentées contre lui par le ministère public, cette restitution tardive n'effaçant pas le délit : Cass. crim., 4 juill. 1901 (01, 563). — **74**. Dans ce cas, il y a eu non pas simple tentative qui ne serait pas punissable, mais délit de malversation légalement accompli : Cass. crim., 4 juill. 1901 (01, 563). — **75**. La peine de la publication et de l'affichage du jugement est à bon droit prononcée contre le syndic reconnu coupable du délit de malversation dans sa gestion : Cass. crim. 4 juill. 1901 (01, 563).

SECTION II

Ordonnances du juge commissaire et voies de recours.

76. Une ordonnance de juge-commissaire à une faillite ne peut être déférée à la Cour d'appel, ni en tant que décision judiciaire, ni en tant qu'acte d'administration de la faillite : Alger, 16 juin 1902 (04, 327). — **77**. Les ordonnances du juge-commissaire en matière de faillite ne sont susceptibles de recours que dans les cas prévus par la loi, et ces recours sont portés devant le tribunal de commerce : Cass. civ., 9 juill. 1907 (08, 189). — ***78***. Il s'ensuit que le recours en cassation contre ces ordonnances n'est pas autorisé : Cass. civ., 9 juill. 1907 (08, 189).

SECTION III

Productions.

79. Si, en principe, la faillite du souscripteur d'un billet rend la dette exigible avant l'échéance qui avait été fixée, cette règle n'est pas opposable au donneur d'aval, s'il s'agit, non pas d'aval pur et simple, mais de conventions spéciales limitant l'engagement à un terme fixé : Sousse, 19 janv. 1900 (01, 84). — ***80***. En demandant son admission au passif d'une faillite pour une somme déterminée formant solde de compte, et ce, sans aucune réserve, le créancier reconnaît qu'il n'a pas à prétendre à des droits plus étendus et se rend non recevable à réclamer plus tard le paiement de sommes non comprises dans sa production : Cass. req., 10 mai 1898 (98, 369). — ***81***. L'admission d'une créance au passif de la faillite ne dispense pas le créancier, lorsqu'il réclame au débiteur le montant de sa créance après la clôture de la faillite, de représenter ses titres originaires : Paris, 20 juin 1902 (03, 18). — ***82***. Spécialement, faute par lui de représenter la traite acceptée en vertu de laquelle il a produit à la faillite, il doit être débouté de sa demande, du moins quant à présent ; Paris, 20 juin 1902 (03, 18).

CHAPITRE IV

Terminaison de la faillite

SECTION PREMIÈRE

Concordat.

83. Le syndic d'une faillite représentant la masse des créanciers, a le droit de faire opposition au concordat, bien qu'il ne soit pas créancier personnel du failli : Alger, 27 janv. 1902 (02, 450). — *84.* Un concordat ne doit pas être homologué, lorsqu'il n'a été accepté ni par la majorité en sommes, ni, par la majorité en nombre des créanciers, alors surtout que ce concordat lèse les intérêts de la masse : Alger, 27 janv. 1902 (02, 450). — *85.* Le délai pour se libérer accordé par un concordat, n'est pas un terme de grâce, mais bien un terme conventionnel consenti par les créanciers à leur débiteur, dans les conditions déterminées par la loi, pour l'avantage réciproque des parties contractantes : Cass. civ., 18 déc. 1906 (07, 382). — *86.* Par suite, aucune compensation ne peut s'opérer entre la créance exigible acquise sur un tiers par le liquidé concordataire postérieurement à la liquidation et les sommes dues à ce tiers, pour lesquelles terme et délai lui ont été consentis par le concordat : Cass. civ., 18 déc. 1906 (07, 382). — *87.* Une créance en dommages-intérêts, fixée par une décision de justice intervenue postérieurement au concordat ne saurait être soumise à la loi du concordat et aux réductions par lui entraînées, alors même que le fait qui a donné naissance à l'action en dommages-intérêts serait antérieur au concordat : Cass. civ., 22 oct. 1901 (02, 120). — *88.* Pour qu'un créancier soit soumis à la loi du concordat, il ne suffit pas que le fait qui donne naissance à sa créance soit antérieur à la faillite ; il faut, en outre, que cette créance soit née à cette époque : Cass. req., 19 janv. 1898 98, 339). — *89.* Spécialement, la victime d'un quasi-délit, commis avant la mise en faillite de son auteur, ne peut pas se voir opposer le concordat de ce dernier, si sa créance n'est reconnue que par une décision de justice postérieure audit concordat : Cass. req., 19 janv. 1898 (98, 339). — *90.* Est inopposable au créancier le concordat conclu par son débiteur, antérieurement à la naissance de la dette réclamée : Tunis, 22 févr. 1899 (00, 357). — *91.* L'art. 516 C. com., aux termes duquel le concordat homologué oblige tous les créanciers d'un failli, n'est pas opposable à celui dont la créance n'a été reconnue par décision judiciaire que postérieurement à l'homologation : Alger, 8 juin 1898 (98, 587). — *92.* Il en est ainsi bien que ces décisions aient eu pour objet la réparation du préjudice à lui causé par un fait criminel dont le débiteur s'était rendu coupable antérieurement à sa déclaration de faillite et à raison duquel il a été condamné aux assises avant l'obtention de son concordat, par un arrêt auquel le créancier dont

s'agit n'a pas été partie : Alger, 8 juin 1898 (98, 587). — *93*. Il importe peu, d'ailleurs, que sa demande soit de la même date que l'homologation du concordat : Alger, 8 juin 1898 (98, 587). — *94*. Le concordat accordé au débiteur d'un effet de commerce ne dispense pas ses coobligés et, notamment, le donneur d'aval, de payer le montant intégral de l'effet : Cass. req., 6 févr. 1906 (06, 646). — *95*. La caution n'est pas libérée par la non-production du créancier à la faillite du débiteur principal : Cass. req., 6 févr. 1906 (06, 646). — *96*. La survenance d'une seconde faillite emporte ispo-facto la résolution du concordat ayant clos une première faillite, lorsqu'il n'a pas été satisfait aux conditions de paiement de ce concordat : Rouen, 19 févr. 1908 (08, 530). — *97*. En pareil cas, le concordat doit être considéré comme non avenu, puisque le désaississement qui résulte de la seconde faillite rend son exécution impossible : Rouen, 19 févr. 1908 (08, 530). — *98*. Les tribunaux français ne sont, en vertu de l'acte abrogatif de la juridiction consulaire anglaise à Tunis, que la continuation de cette juridiction et ils doivent respecter, comme ayant le caractère absolu de la chose jugée, toutes les décisions judiciaires émanant de la Cour consulaire anglaise de Tunis, non frappées d'opposition devant la juridiction anglaise compétente pour les réviser : Tunis, 12 mars 1885 (94, 465). — *99*. Spécialement, il y a lieu de considérer comme opposable à tous les créanciers d'un failli l'acte d'homologation de concordat régulièrement passé par la Cour consulaire anglaise de Tunis, conformément à la loi anglaise : Tunis, 12 mars 1885 (94, 465). — *100*. L'ordre public belge s'oppose à ce que le débiteur, qui a obtenu un concordat préventif de la faillite, puisse, en cas de retour à meilleure fortune, se soustraire au paiement du reliquat de son passif : Com. Liège, 17 oct. 1905 (08, 29). — *101*. Ce principe s'applique au français qui a, dans son pays, joui de la faveur de la liquidation judiciaire : Com. Liège, 17 oct. 1905 (08, 29). — *102*. La loi, en exigeant l'homologation du concordat par le Tribunal, a eu pour but de lui conférer un droit de contrôle, dans l'intérêt de la minorité des créanciers, même sur la quotité du dividende : Toulouse, 5 mai 1904 (05, 420). — *103*. Aux termes de l'art. 515 C. com., les Tribunaux de commerce doivent refuser l'homologation d'un concordat en cas d'inobservation des règles prescrites, ou lorsque des motifs tirés, soit de l'intérêt public, soit de l'intérêt des créanciers, paraissent de nature à empêcher ledit concordat : Alger, 30 janv. 1894 (94, 235). — *104*. Spécialement, ils ont le devoir d'agir ainsi, par des raisons d'ordre public et d'honnêteté commerciale, et sans s'arrêter à un vote plus ou moins éclairé des créanciers sur des propositions réellement désiroires, lorsqu'il est constant que le dépôt de bilan a été tardif, que le bilan n'a pas été sincère, qu'il y a eu dissimulation et détournement d'actif, enfin que le failli a prolongé sa situation au moyen de la circulation d'effets fictifs : Alger, 30 janv. 1894

(94, 235). — *105*. Les créances ne sont soumises à la loi du concordat qu'autant qu'elles reposent sur un titre certain antérieur à ce contrat : Alger, 15 janv. 1895 (95. 265). — *106*. Il importe peu que la cause d'une créance soit préexistante, si elle n'est reconnue légitime qu'à l'époque où le failli a été remis à la tête de ses affaires : Alger, 15 janv. 1895 (95, 265). — *107*. Ce principe, qui est la sauvegarde des intérêts de la masse et sans lequel le concordat n'aurait aucune base solide et définitive, découle des dispositions de l'art. 516 C. com., et a été consacré par la Cour suprême : Alger, 15 janv. 1895 (95, 265).

SECTION II

Union.

108. Le syndic d'une faillite en état d'union représente la masse des créanciers dans tous les incidents de la liquidation à laquelle il a mission de procéder : Alger, 23 juin 1894 (94, 522). — *109*. Il suit de là que les décisions judiciaires rendues contre lui en sa qualité ne peuvent être attaquées au moyen de la tierce opposition par les créanciers qui font partie de ladite masse : Alger, 23 juin 1894 (94, 522).-- *110*. S'il a été jugé que, dès qu'il y a dissidence parmi les créanciers d'une faillite et contrariété d'intérêts entre eux dans un litige, le syndic cesse d'être leur mandataire légal, cette solution ne paraît devoir être admise qu'autant qu'il y a véritablement rupture de l'unité des intérêts que le syndic représente : Alger, 23 juin 1894 (94, 522).

SECTION III

Réhabilitation.

111. Les créanciers d'un failli ne peuvent pas former opposition à la demande de réhabilitation de ce failli, ni, par suite, interjeter appel du jugement qui les a déboutés de cette opposition, lorsque le failli a intégralement payé les dividendes par lui promis dans son concordat : Bordeaux, 15 janv. 1906 (06, 616).

SECTION IV

Insuffisance d'actif.

112. Le failli, dont la faillite a été clôturée pour insuffisance d'actif, peut intenter une action mobilière ou immobilière, ou relever appel d'un jugement rendu contre lui : Lyon, 12 nov. 1907 (08,323).

FALSIFICATION DE DENRÉES

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p. 11.

1. Il y a falsification lorsque, par l'addition d'un élément étranger à un produit, on modifie son aspect pour déguiser son infériorité et faire

croire ainsi l'acheteur à une qualité et, par suite à une valeur qu'il n'a pas : Cass. civ., 2 déc. 1901 (02,196). — *2.* Par suite, est nulle comme illicite la vente d'un colorant artificiel destiné à fournir aux débitants le moyen de dissimuler les défectuosités de boissons dont le mérite et le prix se jugent en partie à la couleur et à tromper ainsi les acheteurs : Cass civ., 2 déc. 1901 (02,196). — *3.* Aux termes des art. 1 à 3 du décret beylical du 27 janvier 1897 sur les fraudes et falsifications dans le commerce des denrées alimentaires, sont punissables tous détenteurs de denrées falsifiées, qu'il connaissent ou non l'existence de la falsification : Ouzara, 24 juillet 1899 (00,458). — *4.* Par suite, le détenteur d'une denrée falsifiée ne saurait échapper à toute pénalité par cela seul qu'il démontrerait l'avoir achetée telle chez un autre négociant : Ouzara, 24 juillet 1899 (00,458). — *5.* En matière de poursuite pour détention de denrées alimentaires falsifiées ou corrompues, le prévenu ne peut, pour échapper à la pénalité, se contenter d'exciper de sa bonne foi ; par exemple, déclarer qu'il tient ces denrées d'un commerçant à qui il les avait achetées : Ouzara, 17 janvier 1908 (08,260). — *6.* Il faut, pour qu'il demande utilement l'application de l'art. 3 du décret du 27 janvier 1897, qu'il établisse qu'il ne connaissait point les vices desdites denrées : Ouzara, 17 janv 1908 (08,260).

FAUX CRIMINEL

Bibliographie. — Tilloy, *Rép. alph.* T. VI p. 1716.

1. Pour constituer le crime de faux, il n'est pas nécessaire qu'un écrit fabriqué frauduleusement soit un acte générateur d'un droit ; il suffit qu'il ait pu être la cause d'un préjudice, soit pour un particulier, soit pour l'ordre public : Trib crim. Tunis, 3 novembre 1903 (04,235). — *2.* La loi ne définit pas l'usage d'une pièce fausse et n'en limite pas la criminalité à une destination déterminée. Il suffit, pour constituer ce crime, que le détenteur d'une pièce fausse l'ait fait sortir, alors qu'il en connaît la fausseté, de son état occulte et inerte, pour l'utiliser en vue du résultat final qu'elle est destinée à produire : Cass crim. 26 février 1897 (97,293). — *3.* Spécialement, ces circonstances sont réalisées par l'indigène qui fait traduire par un interprète la pièce déjà signalée comme fausse et insiste pour sa production devant le Tribunal : Cass crim. 26 fév. 1897 (97,293). — *4.* Pour que l'usage de faux soit punissable il importe, non seulement que l'acte dont il a été fait usage soit reconnu faux, mais encore qu'il soit établi que la partie qui l'a produit en connaissait la fausseté : Ouzara, 16 juin 1908 (08,471). — *5.* Ne peut donc, à fortiori, être condamnée pour usage de faux, la partie qui présente au Cadi, pour examen, un acte qui a été reconnu faux, mais dont elle ignorait le vice : Ouzara, 16 juin 1908 (08,471).

FAUX INCIDENT CIVIL

Bibliographie. – TILLOY, *Rép. alph.* t. IV p. 1719.

1. L'action pour faux en matière civile ne peut être introduite que par voie incidente à une action principale déjà engagée : Alger, 27 mai 1902 (03, 527). — *2.* La partie qui n'a pas cru devoir agir ainsi, n'a pas la possibilité d'agir ensuite par voie principale ; il ne lui reste plus que la plainte en faux criminel : Alger, 27 mai 1902 (03, 527). — *3.* Il échet de condamner celui qui a retardé une procédure en demandant à s'inscrire en faux, à la réparation du préjudice que ce retard a occasionné, si les moyens qu'il fait valoir sont reconnus sans valeur et s'il est évident qu'il n'a eu d'autre but que de former obstacle au prompt examen du fond : Tunis, 8 mars 1905 (05, 291). — *4.* Lorsque le demandeur auquel sommation a été faite de déclarer s'il entend se servir d'une pièce arguée de faux n'a pas répondu dans les formes prescrites par l'art. 216 C. proc. civ., le Tribunal peut, aux termes de l'art. 217 du même Code, rejeter la pièce arguée de faux : Tunis, 21 déc. 1896 (97, 624). — *5.* Mais ce rejet n'est pas obligatoire et les juges peuvent refuser de le prononcer, s'ils estiment que le demandeur n'a présenté aucune raison admissible à l'appui de son inscription de faux : Tunis, 21 déc. 1896 (97, 624). — *6.* Et en déclarant que les faits articulés par le demandeur sont dès à présent démentis ou dépourvus de précision et de vraisemblance, le juge fait de son pouvoir souverain un usage régulier : Cass. req., 9 janv. 1905 (06, 156). — *7.* Les tribunaux n'ont point l'obligation d'épuiser tous les moyens d'instruction que la loi met à leur disposition en matière de faux incident, alors qu'ils trouvent dans les pièces produites et les faits de la cause des éléments qui suffisent à leur conviction : Cass. civ , 16 févr. 1903 (03, 240) ; 31 octobre 1904 (05, 615) ; 9 janv. 1905 (06, 156) ; Tunis, 8 mars 1905 (05, 291). — *8.* Lorsque la preuve du faux résulte du simple examen du document falsifié, il n'est point nécessaire de recourir à la procédure d'inscription de faux et le juge a le pouvoir de déclarer *de plano* la pièce fausse : Douai, 17 juin 1904 (05, 400). — *9.* Le Tribunal, saisi au cours d'un cours d'un procès civil d'une inscription de faux, est entièrement maître de sa décision : Ouzara, 20 janv. 1908 (08, 196). — *10.* Il a toute liberté de rejeter cette inscription de faux, sans être obligé d'ordonner ni enquête ni expertise : Ouzara, 20 janv. 1908 (08, 196). — *11.* Il lui suffit de se rendre compte que les faits allégués paraissent dès à présent démentis par les circonstances retenues au procès, et que la demande a un caractère téméraire, dilatoire ou vexatoire ou que la preuve ne pourrait en être rapportée : Ouzara, 20 janv. 1908 (08, 196). — *12.* Si au contraire, il estime que l'inscription de faux semble fondée, il a le droit de suspendre provisoirement l'exécution de l'acte argué de faux (art. 446 C. tun.).

Ouzara, 20 janv. 1908 (08, 198). — *13*. Une inscription de faux contre un acte émané de deux adouls ne peut être formée par un oukil autorisé à plaider devant les tribunaux tunisiens que s'il est muni à cet effet d'une procuration spéciale : Ouzara, 23 janv. 1899 (99, 293). — *14*. L'acte doit donc être tenu pour bon si cette procuration n'est pas rapportée dans un délai fixé par le Tribunal et si d'ailleurs il présente toutes les apparences de la régularité : Ouzara, 23 janv. 1899 (99, 293). — *15*. Le banquier qui paye un chèque sur fausse signature ne peut opposer ce paiement au client dont la signature a été imitée : H^te^ cour d'Angleterre, 26 juin 1906 (08, 421). — *16*. Cette règle souffre exception au cas ou le client se trouve lui-même en faute : H^te^ cour d'Angleterre, 26 juin 1906 (08, 421). — *17*. Mais, pour être prise en considération, la faute du client doit être la cause directe et déterminante du paiement ; il ne suffit pas qu'elle ait facilité ou rendu possible la fraude : H^te^ cour d'Angleterre, 26 juin 1906 (08, 421.)

FAUX TÉMOIGNAGE

Il ne suffit pas, pour constituer un faux témoignage, que la déposition d'un témoin soit contraire à la vérité et puisse causer un préjudice ; il faut que cette déposition ait été faite avec une intention dolosive : Cass. crim, 18 déc. 1902 (04, 425).

FEMME MARIÉE

Voir : Autorisation de femme mariée. — Compétence commerciale, ch. II sect. I. — Divorce. — Faillite, ch. II sect. II. — Mariage. — Régime matrimonial. — Saisie-exécution, ch. I sect. III. — Séparation de biens. — Séparation de corps.

FERMIER D'IMPOTS

Voir : Mahsoulats, ch. III.

FIANÇAILLES

Voir : Mariage, ch. V sect. I.

FOLLE ENCHÈRE

Voir : Saisie-immobilière, ch. II sect. VII.

FONCTIONNAIRE

Voir : Compétence administrative, ch. I sect. II et III. — Presse-outrage, sect. IV. — Saisie-arrêt, ch. II.

FONDOUK-EL-GHALLA

Voir : Marchés publics.

FORCE MAJEURE

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. II.

FORÊTS

Voir : Propriété immobilière, ch. III sect. IV.

Bibliographie. — ESTOUBLON, *notices sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç. 1903, p. 205).

1. Le Code forestier est applicable en Tunisie, sauf sur les points où il y a été dérogé expressément par les lois spéciales à la Régence : Tunis, 2 juill. 1890 (90, 224). — *2.* L'Administration des travaux publics a seule qualité pour introduire une action au nom de l'Administration des forêts ; un agent forestier est donc sans droit pour poursuivre seul et en son nom la répression d'un délit forestier devant une justice de paix à compétence étendue ou devant tout autre Tribunal (1) : Tunis, 2 juill. 1890 (90, 224). — *3.* Les procès-verbaux dressés par les gardes forestiers ne font foi jusqu'à inscription de faux que lorsqu'ils ont été soumis dans les délais légaux à la formalité de l'enregistrement : Just. p. Le Kef, 21 avr. 1887 (89, 15). — *4.* Il en est ainsi, en Tunisie, l'art. 170 C. forestier étant, de droit étroit. Par conséquent la preuve par témoins peut être admise contre des procès-verbaux non enregistrés : Just. p. Le Kef, 21 avr. 1887 (89, 15). — *5.* Le Tribunal de l'Ouzara est incompétent pour connaître des contestations relatives à la propriété immobilière : Ouzara, 3 mars 1896 (96, 166). — *6.* Par suite, il y a lieu de surseoir à statuer sur le délit de coupe de bois dans une forêt de l'Etat reproché à un individu qui est en possession du terrain sur lequel ce délit aurait été commis, qui prétend en être propriétaire et qui produit des titres donnant à cette allégation un caractère de vraisemblance, jusqu'à ce que le litige immobilier qui se pose ainsi préjudiciellement ait été tranché par l'autorité judiciaire compétente : Ouzara, 3 mars 1896 (96, 166).

FORTUNE DE MER

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. III.

FOURNISSEUR

Voir : Privilèges, sect. VI.

(1) Aujourd'hui la Direction de l'Agriculture.

FOURRIÈRE

Voir : Délits ruraux, sect. III.

FRAIS DE DERNIÈRE MALADIE

Voir : Privilèges, sect. VIII.

FRAIS ET DÉPENS

Voir : Avocat, ch. I sect. III. — Avocat défenseur, ch. II. — Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. I. — Compétence commerciale, ch. II sect. VIII. — Expert, Expertise, ch. IV. — Expropriation pour cause d'utilité publique, ch II sect. II. — Huissier, sect. V. — Immatriculation, ch. II sect. VIII. — Liquidation judiciaire, sect. III. — Privilèges, sect. IX. — Tribunal criminel, ch. IV sect. III.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 34. — S. BERGE, *Réd. des frais de justice* (Rapport). — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 90. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV p. 1760.

CHAPITRE PREMIER

Règles de la condamnation aux dépens.

1. Les tribunaux sont investis, quant aux dépens, d'un pouvoir discrétionnaire qui les autorise à laisser à la charge d'une partie, alors même qu'elle ne succombe pas au fond, la totalité ou une portion des frais qui sont occasionnés par le fait ou les agissements de cette partie : Cass. req., 4 févr. 1907 (07, 464). — *2.* Bien que la demande ait été reconnue exagérée après expertise, le défendeur condamné au paiement peut être condamné aux entiers dépens si, ni avant ni après l'expertise qui a réduit la somme réclamée, il n'a fait offre de la somme due : Cass. req., 20 déc. 1905 (06, 557). — *3.* Sont considérés comme frustratoires les frais de signification d'un arrêt rendu contre une partie, à d'autres parties en cause contre lesquelles aucune condamnation n'a été prononcée et qui ont manifesté leur intention de ne pas se pourvoir en cassation contre ledit arrêt en concluant au fond sur la demande principale : Chambéry, 19 mars 1907 (07, 580). — *4.* Au cas où le demandeur en justice a saisi une juridiction qui était absolument incompétente pour connaitre de l'action et où le défendeur a accepté cette juridiction, il y a de la part des deux parties faute commune : Alger, 27 janv. 1894 (94, 29). — *5.* Les dépens doivent donc être supportés par moitié par chacune d'elles, quand le déclinatoire est relevé d'office : Alger, 27 janv. 1894 (94, 209). — *6.* Il y a

lieu de faire supporter une partie des dépens engagés en cause d'appel par celui qui les a laissé exposer en ne proposant que tardivement une exception tirée de l'irrecevabilité de l'appel : Alger, 31 oct. 1893 (94, 63) ; 16 déc. 1893 (94, 294). — 7. Lorsqu'aussitôt l'instance engagée, le défendeur ayant fait des offres réelles, ces offres ont été refusées comme insuffisantes par le demandeur, c'est le demandeur qui succombe si le juge lui alloue une somme inférieure aux offres, et, par suite, le défendeur ne saurait être condamné aux dépens : Cass. civ., 21 juill. 1902 (03, 592). — *8*. Les dépens d'une instance doivent être mis à la charge du demandeur lorsque d'une part, il a fait citer le défendeur devant une juridiction incompétente (dans l'espèce, devant l'Ouzara, au lieu du Tribunal de Sfax) ; et que, d'autre part, il est constant que la somme qui fait l'objet de sa demande lui a été offerte avec des comptes à l'appui, qu'il n'a pas contesté : Ouzara, 2 mars 1899 (99, 296). — *9*. Dans l'instance en séparation de biens formée par la femme d'un failli et par elle suivie conjointement contre son mari et contre le syndic de la faillite de ce dernier, chacun des deux défendeurs doit être condamné aux dépens en ce qui le concerne et le juge ne peut, en les confondant, sous ce rapport, dans une condamnation indivise et solidaire, mettre à la charge de la masse la partie de ces dépens qui incombe au mari : Cass. civ., 11 déc. 1895 (96, 21). — *10*. En effet, les intérêts des défendeurs sont distincts, bien que l'objet même de la demande soit indivisible : Cass. civ., 11 déc. 1895 (96, 21). — *11*. La même règle s'impose, *a fortiori*, lorsqu'il s'agit, non d'une faillite, mais d'une liquidation judiciaire : Cass. civ., 11 déc. 1895 (96, 21). — *12*. Si les droits d'enregistrement perçus à l'occasion d'un litige (lesquels n'ont pas le caractère de dépens) peuvent être alloués à titre de dommages-intérêts, c'est à la condition que cette disposition du jugement soit motivée par la constatation d'une faute, et la résistance en justice du défendeur aux prétentions de son adversaire ne peut être considérée comme constituant par elle même une faute, si elle n'est pas déclarée abusive : Cass. civ., 25 mai 1897 (97, 619). — *13*. Les dépens sont personnels et divisibles, alors même que la condamnation dont ils sont l'objet est la sanction du rejet d'une demande qui serait indivisible : Cass. civ. 8 mai 1905 (06, 300). — *14*. Nulle disposition de loi ne permet, en matière civile, quand aucune condamnation solidaire n'a été prononcée au principal, de prononcer la solidarité des dépens contre les débiteurs conjoints, si ce n'est à titre de dommages-intérêts : Cass. civ., 8 mai 1905 (06, 300). — *15*. La demande à fin de renvoi pour cause de suspicion légitime constitue un simple incident de procédure ; aussi, lorsqu'elle aboutit au renvoi du prévenu devant une autre juridiction, ce dernier doit, s'il est reconnu coupable, être déclaré responsable des frais : Paris, 30 mai 1903 (03, 531).

CHAPITRE II

Application des tarifs.

SECTION PREMIÈRE

Tarifs applicables.

16. Bien que le décret du 15 août 1903, promulguant un nouveau tarif des frais de justice en matière civile, soit muet en ce qui concerne l'Algérie, il n'en doit pas moins être considéré comme applicable à la Colonie, en raison de ce qu'il abroge et remplace un texte qui y était lui-même applicable, et le décret du 15 août 1903 est devenu exécutoire en Algérie par le seul fait de sa promulgation dans la Métropole : Civ. Constantine, 30 décembre 1903 (04,220). — *17.* Le décret du 15 août 1903, qui a modifié le tarif des frais et dépens des tribunaux de première instance et des cours d'appel, n'est pas applicable aux procédures suivies devant les tribunaux français de première instance de Tunisie : Tunis, 23 déc. 1903 (04,80).

SECTION II

Copies de pièces.

18. Si l'art. 65 C. proc. civ. prescrit, en matière d'ajournement, la copie des pièces ou de partie des pièces sur lesquelles la demande est fondée, cette prescription n'est applicable que pour les pièces ou parties véritablement nécessaire : Sousse, 27 mars 1902 (02,512). — *19.* Cette utilité ne se pose pas pour de simples adalas rédigées suivant une formule courante où il n'y a d'essentiel que la date, le nom du créancier, le nom du débiteur, la nature et le quantum de la dette, et, au besoin, les noms des notaires rédacteurs : Sousse, 27 mars 1902 (02,512). — *20.* C'est donc à bon droit que le magistrat a refusé de passer en taxe les copies d'adalas données par un huissier en tête d'une assignation et estimées frustratoires : Sousse, 27 mars 1902 (02,512).

SECTION III

Saisie immobilière.

21. Aux termes des art. 1, 3, 4 et 5 de la loi du 23 octobre 1884, lorsque la mise à prix des immeubles mis en vente à la barre des tribunaux français est inférieure à 1000 où à 2000 fr., il y a lieu de réduire d'un quart les émoluments des agents de la loi, de réduire de moitié le coût des insertions légales et même d'ordonner que les placards seront manuscrits : Tunis, 18 octobre 1905 (05,635). — *22.* Cependant ces dispositions légales ne doivent pas être appliquées à la vente d'un immeuble grevé d'enzel, lorsque le montant de la rente d'enzel capitalisée et celui de la mise à prix

dépassent 2000 fr. : Tunis, 18 octobre 1905 (05,635). — *23.* Le juge taxateur a le droit de réduire le nombre des rôles d'un cahier des charges contenant des redites et des inutilités qui auraient pu être évitées par une rédaction plus soignée : Tunis, 3 février 1887 (96,24).

CHAPITRE III

Recouvrement des dépens.

SECTION PREMIERE

Distraction des dépens.

24. En matière administrative, le Tribunal de 1re instance ne peut prononcer la distraction des dépens au profit d'un défenseur, son ministère n'étant pas obligatoire, aux termes de l'art. 2 du décret du 27 novembre 1888 : Tunis, 16 janv. 1893 (97, 298) ; 10 déc. 1894 (95, 61) ; 6 avr. 1895 (95, 341) ; 23 mai 1898 (98, 299) ; 22 mai 1901 (01, 371).

SECTION II

Liquidation des dépens.

25. Le défaut d'insertion de la liquidation des dépens, aux jugements rendus en matière sommaire, ne peut influer sur les dispositions qui ont statué au fond et fournir à leur égard une ouverture à cassation : Cass. req., 5 nov. 1902 (04, 218).

SECTION III

Taxe des dépens.

26. Lorsqu'il y a avoué constitué, l'opposition à l'ordonnance de taxe doit être faite, non par ajournement, mais par acte d'avoué à avoué : Cass. civ., 3 août 1905 (06, 416). — *27.* Si un avoué somme son confrère de comparaître devant le Tribunal sans indication d'un jour déterminé, le litige ne pourra être valablement réglé en l'absence de l'avoué qui a reçu cet avenir : Cass. civ., 3 août 1905 (06, 416). — *28.* Mais, aucun texte ne prononçant la nullité de l'acte, l'opposition n'en devra pas moins être considérée comme recevable, si elle a eu lieu dans le délai légal : Cass. civ., 3 août 1905 (06, 416). — *29.* Lorsqu'il s'agit de frais faits devant le juge de paix, spécialement, d'honoraires d'expert, c'est devant ce magistrat que doit être portée l'opposition à la taxe qu'il en a faite : Tunis, 17 févr. 1904 (04, 546). — *30.* L'ordonnance de taxe revêtue de la formule exécutoire acquiert l'autorité de chose jugée dès que le délai de quinzaine, à partir de sa signification, est expiré sans qu'il soit survenu d'opposition : Civ. Narbonne, 14 mai 1907 (08, 59). — *31.* En conséquence, le débiteur ne peut opposer l'exception de prescription qu'il n'a pas fait valoir en temps utile :

Civ. Narbonne, 14 mai 1907 (08, 59). — *32*. Les frais taxés et liquidés dans un jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée constituent une créance liquide et exigible et l'opposition à taxe, si elle est possible, produit simplement l'effet de la condition résolutoire qui, d'après l'art. 1183 C. civ., ne suspend pas l'exécution de l'obligation, mais force seulement le créancier, dans le cas où elle s'accomplit, à restituer ce qu'il a reçu : Cass. civ., 12 déc. 1904 (06, 62). — *33*. L'avoué ne peut recourir à l'ordonnance de taxe et c'est la procédure ordinaire qui doit reprendre son empire toutes les fois qu'il s'agit de réclamer des frais à une autre personne que celle pour laquelle il a réellement occupé ou contre laquelle il a été reconnu distractionnaire des dépens, même s'il s'agit d'un tiers participant avec son client aux frais et aux avantages du procès : Bordeaux, 18 nov. 1907 (08, 325).

SECTION IV

Exécutoire de dépens et voies de recours.

34. Est irrecevable l'appel formé devant le Tribunal de première instance contre l'exécutoire de dépens délivré par un juge de paix : Sousse 1er mars 1894 (94, 232). — *35*. Celui qui veut l'attaquer ne peut que faire opposition devant le magistrat qui l'a donné, sauf ensuite à appeler de la sentence rendue, s'il y a lieu, suivant le taux de la demande et conformément au droit commun : Sousse, 1er mars 1894 (94, 232). — *36*. Aux termes du second décret du 16 février 1897, l'opposition à un exécutoire de dépens doit être formée, à peine de déchéance, dans les trois jours de la signification à avoué, s'il en a été constitué, ou sinon, de la signification à partie : Nancy, 5 juill. 1904 (05, 487). — *37*. Ce délai ne s'augmente à raison des distances que lorsqu'il n'y a pas avoué constitué : Nancy, 5 juill. 1904 (05, 487).

SECTION V

Compétence

38. Si aux termes de l'art. 60 C. proc. civ., les demandes formées pour frais par les officiers ministériels doivent être portées au Tribunal où ces frais ont été faits, cette règle, qui est dérogative du droit commun, doit être interprétée restrictivement : Tunis, 21 févr. 1900 (00, 493). — *39*. Elle ne s'applique pas au cas où ces frais sont réclamés à la partie, non par l'officier ministériel, mais par le mandataire, spécialement par l'avocat qui les a avancés : Tunis, 21 févr. 1900 (00, 493). — *40*. Les jugements sur requête rendus par les Tribunaux de commerce pour la taxe des déboursés et honoraires des liquidateurs de société commerciale, nommés par eux, ne sont que de simples déclarations de taxe qui n'emportent pas condamnation et ne constituent pas des titres exécutoires ayant voie

parée : Alger, 30 juin 1896 (96, 546). — *41*. Les liquidateurs, nantis de ces jugements, ont une action contre les associés et c'est devant la juridiction civile qu'ils doivent la porter : Alger, 30 juin 1896 (96, 546). — *42*. En effet aucun texte de loi ne confère aux Tribunaux de commerce la connaissance des actions principales en paiement d'honoraires des liquidateurs judiciaires nommés par eux et l'art. 60 C. proc. civ., ne s'applique qu'aux officiers ministériels : Alger, 30 juin 1896 (96, 546). — *43*. Les prescriptions de la loi du 24 décembre 1897 sont d'ordre public et s'opposent à ce qu'un avoué puisse poursuivre le paiement de ses frais sans les avoir fait taxer au préalable et sans se conformer à la procédure spéciale de la Chambre du conseil imposée par l'art. 4 de ladite loi : Cass. req. 17 mai 1899 (99, 389). — *44*. Les dispositions de l'art. 4 de la loi du 24 déc. 1897, qui institue une procédure spéciale pour le recouvrement des frais dus aux avoués et huissiers, en vertu de laquelle les débats sur les oppositions aux ordonnances de taxe ont lieu en Chambre du conseil, sans procédure, le ministère public entendu, sont générales ; elle ne distinguent pas entre les diverses causes d'opposition et s'appliquent à toutes : Cass. req. 12 déc. 1904 (06, 62). — *45*. Spécialement, il doit être procédé en chambre du conseil aux débats sur une opposition à ordonnance de taxe contre laquelle la partie débitrice invoque une exception de libération : Cass. req., 12 déc. 1904 (06, 62). — *46*. La loi du 24 déc. 1897, relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers, n'est applicable que dans le cas où le recouvrement est poursuivi par l'officier ministériel lui-même : Cass. civ., 11 juin 1907 (08, 112). — *47*. Lorsque l'avoué d'un assisté judiciaire signifie à la requête de son client, a l'avoué de la partie perdante condamnée aux dépens, l'exécutoire de dépens, cette signification est réglementée, non non par l'art. 4 de la loi du 24 déc. 1897, mais bien par l'art. 6 du décret du 16 févr. 1907, relatif à la liquidation des dépens ; donc l'opposition doit être formée dans les trois jours de la signification de l'exécutoire : Cass. civ. 11 juin 1907 (08, 112).

FRAIS FUNÉRAIRES

Voir : Privilèges, sect. VII.

FRET

Voir : Transports maritimes, ch. V sect. I.

FUTS

Voir : Location de fûts. — Vente de vins, sect. IV.

G

GAGE

Voir : Mineur, ch. II sect. II. — Prescription civile, ch. II sect. III.

Bibliographie. — COULON, *Crédit agricole* (Journ. trib. Tun., 1901, p. 614 et 1901, p. 6 et 55). — HERBAULT, *Crédit agric. en Tun.*, p. 37. — WEILL, *Prêt à int. et sur gage en Tun.*, p. 35.

1. Une personne n'a pas le droit de retenir des bijoux qui lui ont été prêtés pour quelques jours sous prétexte qu'elle possèderait une créance contre un des proches du prêteur et qu'elle aurait besoin de prendre des sûretés contre son débiteur : Ouzara, 5 mars 1886 (99, 463). — *2*. Elle doit être condamnée à la restitution sous reserve de son droit de poursuivre son débiteur par les voies régulières : Ouzara, 5 mars 1886 (99, 463). — *3*. Aux termes de l'art. 92 C. com. modifié par la loi du 23 mai 1863, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant qu'il a été mis et est resté en la possession du créancier et le créancier est réputé avoir les marchandises en sa possession lorsqu'elles sont à sa disposition dans ses magasins : Sousse, 9 févr. 1906 (06, 383). — *4*. Ces conditions sont réalisées par le créancier qui, ayant consenti un prêt sur des huiles, les a placées dans les piles (citernes ad hoc) qui a louées à cet effet : Sousse, 9 févr. 1906 (06, 383). — *5*. Il importe peu que ces piles soient situées dans des magasins dont le débiteur à conservé la clef, si les piles sont fermées par des cadenas dont le créancier a les clefs et si elles sont scellées de son sceau, alors d'ailleurs que l'accès de ces piles ne lui a jamais été refusé : Sousse, 8 févr. 1906 (06, 383). — *6*. Il importe peu encore que l'existence du gage n'ait pas été révélée aux tiers, la publicité n'étant pas un élément essentiel du nantissement prévu par l'art. 92 C. com. : Sousse, 9 févr. 1906 (C6, 383). — *7*. Au cas où, pour sûreté de la somme empruntée, l'emprunteur consent à son créancier un droit de gage sur une marchandise confiée à un tiers consignataire, d'un commun accord entre les parties si, ensuite, ladite marchandise est détournée par le tiers consignataire, tombé d'ailleurs en faillite, la disparition du gage est à la charge du débiteur et non à celle du créancier qui n'en avait pas assumé la garde : Tunis, 8 mai 1903 (03, 611). — *8*. Il en est ainsi surtout lorsque dans le contrat, il a été expressément stipulé que le tiers consignataire est accepté par le créancier sous la responsabilité personnelle du débiteur : Tunis, 8 mai 1903 (03, 611). — *9*. Ou que « toute perte, par cas fortuit ou de force majeure, toute perte, en un mot, quelle qu'en soit la cause, restera à la charge du propriétaire de la marchandise » : Tunis, 8 mai 1903 (03, 611). — *10*. La constitution d'un droit de gage sur des récoltes, effectuée antérieurement

au décret du 19 août 1900, ne saurait être régie par les dispositions de ce décret, mais seulement par le droit commun : Tunis, 23 mai 1903 (03, 422). — *11*. La preuve par témoins de l'existence d'un gage d'une valeur supérieure à 150 francs est admissible, lorsqu'il est produit un commencement de preuve par écrit résultant d'une lettre missive émanant du mandataire du prétendu créancier gagiste : Sousse, 29 déc. 1899 (00, 414). — *12*. Il en est, tout au moins, ainsi, lorsque le gage allégué se rattache à des opérations commerciales : Sousse, 29 déc. 1899 (00, 414). — *13*. Le contrat d'emprunt sur gage né sous l'empire de la loi musulmane est régi par les dispositions de cette dernière : Just. p. Tunis-Nord, 28 mai 1896 (96, 299). — *14*. En conséquence, lorsque le chiffre de la créance est contesté, il y a lieu, avant dire droit, de faire procéder à la vente du gage : Just. p. Tunis-Nord, 28 mai 1896 (96, 299). — *15*. La valeur du gage étant considérée comme témoin de la valeur du prêt, est attribuée au créancier à concurrence de la somme réclamée par lui, à charge de serment : Just. p. Tunis-Nord, 28 mai 1896 (96, 299). — *16*. Dans le cas où la valeur du gage est inférieure à la somme réclamée par le créancier et supérieure à la somme reconnue par le débiteur, ce dernier se trouve libéré par l'abandon ou la vente du gage, à charge par lui de prêter serment : Just. p. Tunis-Nord, 28 mai 1896 (96, 299). — *17*. Au cas où il y a désaccord sur le montant d'une dette entre le débiteur et le créancier, en l'absence de toute preuve écrite à cet égard, il y a lieu de faire confiance dans la déclaration du créancier qui établit avoir reçu en gage, pour sûreté de la dette, un objet appartenant au débiteur, pourvu que le montant qu'il réclame ne dépasse pas la valeur de l'objet engagé : Ouzara, 22 avr. 1901 (03, 289). — *18*. Il y a lieu toutefois de déférer au créancier, en ce cas, le serment supplétoire : Ouzara, 22 avr. 1901 (03, 289). — *19*. On ne peut assimiler avec le pacte commissoire, interdit par l'art. 2078 C. civ., la convention par laquelle une personne. ayant fait à une autre une avance sur titres, et ces titres étant devenus, par suite d'une baisse, insuffisants pour garantir le remboursement de la créance, le débiteur les a donnés en paiement à son créancier et s'est engagé à restituer à ce dernier, en plusieurs termes, la différence entre le montant de la créance et la valeur de ces titres : Tunis, 30 juill. 1888 (96, 96). — *20*. Aucune loi ne défend en effet au débiteur de vendre le gage au créancier, ou de le lui donner en paiement après l'échéance de la dette : Tunis, 30 juill. 1888 (96, 96). — *21*. L'art. 93 C. com., qui prohibe le pacte commissoire (art. 2078 C. civ.) ne fait pas obstacle à ce qu'il soit stipulé que le défaut de paiement à l'échéance entraînera la réalisation du gage, alors qu'il a été aussi convenu que la mise en vente du gage sera ordonnée par le président du Tribunal statuant en référé : Civ. Seine, 6 nov. 1906 (07, 348). — *22*. La mort du débiteur rend exigible le remboursement d'un prêt sur gage, bien que

l'échéance ne soit pas encore arrivée. Donc, à défaut par les héritiers de rembourser la dette, le créancier peut être autorisé à réaliser le gage : Ouzara, 21 août 1899 (00, 460).

GAGE IMMOBILIER DU DROIT TUNISIEN (RAHNIA)

Voir : Compétence commerciale, ch. 11 sect. 11. — Droits de mutation, sect. 1.

Bibliographie. — Abribat, *Rec. Ettouati,* p. 145. — Barrault, *Org. de la propr. fonc. en Tun.* p. 36. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 69. — Coulon, *Jurispr. en mat. de propr. immob.* (Journ. trib. Tun., 1896, p. 182). — Goguyer, *Choix splend.* p. 54. — Lescure, *Double rég. fonc.*, p. 65. — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.*, p. 349. — Scemama, *Hypoth. en Tun.*, p. 37. — Sureau, *Prêt à rahnia en Tun.* (Rev. algér. 1899, 1, 9). — Weill, *Prêt à int. et sur gage en Tun.*, p. 91.

CHAPITRE PREMIER

Constitution du gage immobilier ou rahnia.

SECTION PREMIERE

Nécessité de la remise d'un titre.

1. L'existence du gage immobilier du droit tunisien s'établit légalement par la détention régulière, légitime et non frauduleuse, par le créancier, du titre de la propriété appartenant au débiteur : Tunis, 21 février 1889 (89,94) ; Sousse, 13 fév. 1890 (94,576) ; Tunis, 15 mars 1890 (90,85) ; Alger, 12 janv. 1891 (91,8) ; Tunis, 27 juin 1894 (94,446) ; 6 mars 1895 (95,222) ; 12 fév. 1897 (97,301) ; 6 déc. 1897 (98,217) ; Sousse, 27 oct. 1898 (00,268) ; Alger, 5 nov. 1901 (02,332) ; Tunis, 1er mars 1905 (05,174). — *2.* Au cas où ce dernier prétend que le créancier s'est procuré le titre ou l'a conservé indûment et par fraude, il a la charge d'administrer la preuve des faits de nature à vicier la légitimité de la détention du titre, et par suite, à infirmer la présomption d'existence du gage que cette détention créée au profit du créancier : Sousse, 13 fév. 1890 (94,576). — *3.* Si la cause du contrat de prêt, dans laquelle il est question du gage, ne spécifie pas nettement la propriété qui y est affectée, cette lacune du contrat est sans importance si d'ailleurs le créancier démontre qu'il est détenteur du titre de la propriété qu'il prétend lui avoir été donnée en gage : Tunis, 1er mars 1905 (05,174). — *4.* Est créancier à titre simplement chirographaire celui à qui son débiteur n'a consenti par contrat aucune sûreté réelle et qui, au surplus, n'aurait pas reçu de ses mains le titre de l'immeuble qu'il prétend être son gage : Tunis, 12 fév. 1897 (97,301). — *5.* La subrogation pronon-

cée au profit de celui qui se substitue au créancier désintéressé serait inopérante, si elle n'était accompagnée de la remise entre ses mains du titre foncier constituant la garantie : Alger, 5 nov. 1901 (02,332). — *6*. En conséquence, si un jugement ordonne que, moyennant le paiement d'une dette par le garant, celui-ci sera subrogé aux droits du créancier désintéressé, ce jugement doit ordonner aussi que ledit créancier sera tenu de remettre au garant qui lui est subrogé le titre foncier qu'il avait reçu en nantissement : Alger, 5 nov. 1901 (02,332).

SECTION II

Nature du titre remis en gage.

7. En droit tunisien le gage immobilier s'établit par la remise du titre de propriété entre les mains du créancier ; il ne peut être suppléé à cette opération par la remise d'actes non équivalents : Tunis, 2 mai 1890 (95,536); 25 juin 1901 (01,489). — *8*. Le titre de propriété est celui qui, ayant été créé à l'origine de l'établissement de droits privatifs sur l'immeuble, porte mention de toutes les transmissions ou modifications dont ces droits ont été l'objet : Tunis, 2 mai 1890 (95,536) ; 25 juin 1901 (01,489). — *9*. En cas d'absence de ce titre, on peut y suppléer par des actes de notoriété ; quand ces derniers sont de date ancienne et corroborés par une possession conforme, ils sont considérés comme un équivalent suffisant du titre de propriété ; mais quand ils sont de date récente, on ne leur accorde aucune valeur : Tunis, 2 mai 1890 (95,536) ; 25 juin 1901 (01,489). — *10*. La remise de titres de notoriété récents ne peut donc avoir pour effet de créer en faveur du créancier un droit de gage opposable aux tiers : Tunis, 2 mai 1890 (95,536) ; 25 juin 1901 (01,489). — *11*. Au cas où il existe pour un même immeuble deux ou plusieurs titres de propriété de régularité apparente identique, engagés respectivement à divers créanciers, il ne résulte pas de la détention exercée par chacun de ces derniers la co-existence de plusieurs droits de gage égaux, car la multiplicité des titres ne peut résulter que de manœuvres ou de pratiques illégales : Tunis, 23 mai 1906 (06,541). — *12*. Il n'y a qu'un seul droit de gage constitué au profit de celui qui a reçu le premier un titre de propriété en garantie et qui, à partir de ce moment, est présumé avoir la détention matérielle de l'immeuble auquel il se rapporte : Tunis, 23 mai 1906 (06,541). — *13*. Un acte de notoriété établissant la propriété d'un immeuble peut être valablement remis en gage en garantie d'une créance hypothécaire, et le droit de suite sur l'immeuble ainsi concédé au créancier nanti de ce gage, ne saurait être mis en échec par un acte de vente postérieur indiquant simplement les origines de propriété, alors surtout que les origines y relatées remontent au titulaire de l'acte de notoriété remis en gage : Sousse, 24 mars 1899

(99,405). — *14*. Jugé encore que le gage immobilier résulte de la remise d'un titre simplement conforme à la possession : Tunis, 29 juin 1896 (96,553) ; Sousse, 27 oct. 1898 (00,268). — *15*. En Tunisie la constitution d'une hypothèque sur un immeuble non immatriculé par la remise au créancier d'un acte de notoriété établissant le droit de l'emprunteur sur l'immeuble par voie de succession, ne saurait prévaloir à l'encontre d'un acheteur ou d'un créancier possesseur du vrai titre : Tunis, 25 juin 1901 (01, 489). — *16*. Bien qu'en principe l'hypothèque, suivant la coutume tunisienne, consiste uniquement dans la détention matérielle du titre de propriété, il est nécessaire que le débiteur qui a remis au créancier un titre de propriété en gage ait le droit de disposer de ce titre ; cette condition n'existe pas si le tuteur a emprunté en son nom et a remis en gage les titres de ses pupilles : Alger, 16 mai 1892 (92, 293).

SECTION III

Nécessité d'un acte.

17. Le gage immobilier d'un immeuble non immatriculé résulte suffisamment de la détention non frauduleuse du titre par le créancier, mais il n'est opposable aux tiers que si la remise en a été constatée par acte authentique ou sous-seing privé enregistré : Tunis, 18 janv. 1892 (94, 413) ; 27 juin 1894 (94, 446) ; 6 mars 1895 (95, 222) ; 30 juill. 1898 (01, 21) ; 7 oct. 1898 (99, 268). — *18*. Le gage immobilier ou nantissement d'un immeuble non immatriculé résulte suffisamment, en droit musulman de la détention non frauduleuse du titre par le créancier : Sousse, 24 octobre 1889 (94, 423). — *19*. Si cette détention n'est pas toujours, par elle même, opposable aux tiers, aucune autre condition n'est imposée pour la preuve de la mise en gage d'un immeuble non immatriculé, à l'égard du débiteur : Sousse, 24 oct. 1889 (94, 423). — *20*. L'art. 2 du décret beylical du 6 août 1879 contient certaines dispositions destinées à permettre aux tiers de connaître le moment précis ou une hypothèque a été constituée: Tunis, 27 juin 1894 (94, 446). — *21*. Si ces règles ne concernent que les hypothèques consenties en la forme notariée, qui est généralement employée quand il s'agit d'un débiteur tunisien, elles obligent à plus forte raison le créancier gagiste à prouver d'une façon certaine la sincérité du contrat sous-seings privés contenant obligation et constatant la remise d'un gage, ainsi que l'exactitude des dates qui y sont mentionnés : Tunis, 27 juin 1894 (94, 446).

SECTION IV

Nature de l'objet remis en gage.

22. L'hypothèque ne peut frapper que des immeubles, elle ne saurait donc reposer sur une baraque élevée sur un terrain par le locataire dudit

terrain : Sousse, 9 juill. 1897 (97, 479). — *23*. L'hypothèque donnée sur une telle baraque ne saurait donc tout au plus valoir que comme gage et à la condition que ladite baraque ne soit pas restée aux mains du débiteur : Sousse, 9 juill. 1897 (97, 479).

SECTION V

Gage de second rang.

24. Plusieurs hypothèques peuvent être consenties sur le même immeuble : Tunis, 21 févr. 1889 (89, 94). — *25*. Elles ne peuvent résulter que de la remise du titre de la propriété engagée, pour le compte de plusieurs créanciers soit à l'un d'eux, soit à un tiers, et elles ne peuvent naître, ni d'une simple promesse, ni d'un acte sous-seings privés : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 398).— *26*. D'après les usages tunisiens, celui qui a engagé sa propriété à un créancier peut ensuite consentir à un autre un droit de gage de second rang ; le premier gagiste, détenteur du droit du titre de propriété, ne doit pas à s'en dessaisir sans le consentement du second, lorsqu'il a été régulièrement averti des droits conférés à ce dernier par le débiteur commun : Tunis, 18 juill. 1894 (94, 470) ; 8 mai 1895 (95, 477) ; 15 juill. 1895 (95, 488) ; Ouzara, 6 déc. 1897 (98, 410). — *27*. Si contrairement à cette obligation, il laisse ou fait vendre clandestinement la propriété engagée et remet le titre à l'acquéreur, il est mal venu à prétendre ensuite que, le prix ayant été insuffisant pour le désintéresser, le créancier gagiste de second rang n'a aucune réclamation à élever contre lui : Tunis, 18 juill. 1894 (94, 470). — *28*. La seconde hypothèque établie sur un immeuble non immatriculé n'est pas opposable au premier créancier hypothécaire nanti du titre, qui a ignoré la constitution de cette seconde hypothèque : Sousse, 30 janv. 1903 (04, 179). — *29*. Si donc le débiteur emprunte une nouvelle somme au premier créancier hypothécaire en spécifiant que l'hypothéque s'étendra à la nouvelle créance, sans révéler la constitution de seconde hypothèque, le créancier détenteur du titre a le droit d'être colloqué par préférence à celui qui a obtenu la seconde hypothèque, pour le montant de toutes ces créances : Sousse, 30 janv. 1903 (04, 179). — *30*. Néanmoins, la seconde hypothèque est opposable aux créanciers chirographaires du débiteur et permet à son titulaire d'être colloqué par privilège, en cas de faillite, si le titre n'est jamais rentré en possession du débiteur, mais à été détenu jusqu'à la déclaration de faillite par le premier créancier hypothécaire, tiers convenu dans le contrat constitutif de la seconde hypothèque : Sousse, 30 janv. 1903 (04, 179). — *31*. Les deuxième et subséquentes hypothèques sont valablement constituées par la signification du contrat d'hypothèque au créancier nanti des titres et prennent rang à dater de de cette signification : Tunis 6 déc. 1897 (98, 217). — *32*. Cette dénonciation doit être faite par les adouls, si les

parties sont toutes tunisiennes, et par huissier, s'il s'en trouve une justiciable des tribunaux français : Ouzara, 6 déc. 1897 (98, 410). — *33.* Au cas ou celui qui a reçu un immeuble en gage, pour sûreté de sa créance, se le fait donner en paiement, il n'a pas d'autre moyen, pour l'affranchir du gage de second rang, ou seconde hypothèque, consenti régulièrement par le débiteur au profit d'un tiers, que de suivre la procédure établie par les art. 275 et s. de la loi foncière tunisienne pour la purge, et cela, quand bien même l'immeuble dont s'agit ne serait pas immatriculé : Tunis, 15 juill. 1895 (95, 488). — *34.* Il en est ainsi toutefois alors que, le créancier hypothécaire de deuxième rang ayant le droit de saisir et de faire vendre de noveau l'immeuble sur la tête de son nouveau détenteur, le Tribunal estime que les titres qui lui sont produits ne sont pas suffisants et ordonne d'office l'immatriculation préalable de la propriété : Tunis, 15 juill. 1895 (95, 488). — *35.* Dans une distribution par contribution, les seconds créanciers hypothécaires qui se trouveraient au premier rang par suite de l'extinction de la première hypothèque, ne sauraient perdre ce rang par l'effet d'une subrogation à ladite première hypothèque, reconnue postérieurement à la leur par un jugement où ils n'auraient pas été parties, ni pu être représentés par leur débiteur : Tunis, 6 déc. 1897 (98, 217).

SECTION VI

Influence de la procédure d'immatriculation.

36. Le droit de préférence qui appartient au créancier qui a reçu en gage le titre de propriété d'un immeuble n'a pas besoin d'être inscrit, pour sa conservation, sur le titre d'immatriculation de la propriété grevée, lorsque cette immatriculation est postérieure à l'adjudication sur saisie immobilière poursuivie par le créancier gagiste : Tunis, 24 janv. 1900 (00, 288). — *37.* Le dépôt d'un titre de propriété, par le débiteur, à la Conservation de la propriété foncière, en vue de l'immatriculation de l'immeuble, peut être considéré comme fait pour le compte du ou des créanciers de l'immatriculant, si la réquisition d'immatriculation porte mention de leurs droits et leur donner, en conséquence, les droits de préférence sur le prix reconnu par l'ancien droit réel tunisien aux créanciers gagistes : Tunis, 4 avril 1894 (94,398). — *38.* Il importerait peut que l'immeuble ait été saisi réellement antérieurement à la réquisition d'immatriculation, la dépossession du saisi n'étant produite, relativement au droit d'hypothéquer, en droit français, que par l'adjudication ; on peut y assimiler, sur ce point, la faculté de consentir le gage immobilier du droit tunisien : Tunis, 4 avril 1894 (94,398).

CHAPITRE II

Effets du gage immobilier.

SECTION PREMIÈRE

Nature et étendue du droit de gage.

39. Le créancier qui a reçu en nantissement, de son débiteur, un titre de propriété, n'a pas le droit d'en disposer. Il ne peut, notamment, remettre ce titre à son propre créancier, pour sûreté de la dette qu'il a contractée envers lui : Tunis, 13 nov. 1890 (93,44). — *40.* En tous cas, une pareille remise ne saurait équivaloir à une cession de la créance sur le propriétaire de l'immeuble donné en nantissement, et des sûretés qui y sont attachées : Tunis, 13 nov. 1890 (93,44). — *41.* Celui qui détient des immeubles à titre de gage n'a pas le droit de les constituer habous ; si donc il a lui-même des créanciers, ceux-ci peuvent être autorisés à poursuivre le recouvrement des sommes dues à leur débiteur et, à défaut de l'obtenir, à réaliser le gage trouvé en sa possession, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la constitution de habous alléguée : Ouzara, 27 fév. 1896 (96,325). — *42.* En droit musulman le gage immobilier n'est pas seulement une sûreté destinée à assurer le paiement de la dette ; c'est encore un témoignage extérieur, une preuve de son existence, propre à faire rejeter toute présomption de paiement : Tunis, 30 janv. 1888 (94,436). — *43.* Le gage immobilier du droit tunisien, consenti pour sûreté d'une créance, garantit également les accessoires de celle-ci, notamment les intérêts : Tunis, 8 mai 1895 (95,477). — *44.* D'après le droit immobilier tunisien ancien, applicable aux immeubles non immatriculés, le privilège relatif aux reprises de la femme israélite n'est pas opposable au créancier hypothécaire nanti du titre de propriété : Tunis, 17 mai 1899 (99,344). — *45.* Il n'y a pas constitution d'un droit de gage immobilier (rahnia) sur les propriétés d'une femme mariée, lorsque l'emprunt a été fait dans l'intérêt exclusif de son mari, qu'elle avait constitué son mandataire, en vue seulement de lui liquider et de lui apurer une succession : Sousse, 5 mars 1908 (08,625). — *46.* Il en est ainsi surtout alors que le prêteur n'a reçu que des copies de titres de propriété, les originaux étant restés entre les mains de la propriétaire : Sousse, 5 mars 1908 (08,625). — *47.* Celui qui, prétendant avoir des droits de copropriété sur un immeuble mis en gage par un tiers, produit à l'appui de cette prétention un jugement du Cadi qui a ordonné le partage dudit immeuble à son profit, n'établit pas ainsi invinciblement des droits opposables au créancier gagiste : Tunis, 15 fév. 1892 (94,545).— *48.* Il n'y a lieu, en effet, de tenir compte dudit jugement, s'il a été rendu dans une contestation purement simulée, sans que le débiteur ait fait objection à la demande introduite contre lui, et sans que le

demandeur, qui connaissait la mise en gage de l'immeuble, ait appelé le créancier dans l'instance pour y défendre ses intérêts : Tunis, 15 fév. 1892 (94.545). — **49.** Lorsqu'un acte de vente est intervenu entre un propriétaire et son créancier nanti hypothécairement, d'une part, et un tiers acquéreur, d'autre part, ce dernier achetant pour lui et pour une personne non dénommée, il n'existe aucun lien de droit entre les vendeurs et cette personne non dénommée dans l'acte : Tunis, 24 juin 1890 (90, 259).— **50.** Le tiers acquéreur est donc tenu seul de se libérer vis à vis des vendeurs, et ces derniers n'ont aucun recours contre l'acquéreur non dénommé à l'acte de vente, si, postérieurement, celui ci ne s'est pas lié vis à vis desdits vendeurs par un nouvel acte : Tunis, 24 juin 1890 (90,259). — **51.** En revanche, le créancier nanti hypothécairement du titre de propriété et investi par le propriétaire du droit de toucher le prix de vente, n'est tenu de se dessaisir de ce titre que lorsqu'il est entièrement soldé par le tiers acquéreur, sans qu'il ait à s'inquiéter de savoir si l'acheteur non dénommé dans l'acte de vente s'est libéré aux mains de celui-ci pour sa part et portion : Tunis, 24 juin 1890 (90,259). — **52.** En Tunisie, c'est par la remise du titre de propriété que s'établit le droit de gage du créancier sur un immeuble non immatriculé : Alger, 25 mars 1891 (91,197). — **53.** L'acquéreur d'un immeuble vendu à la requête d'un créancier gagiste, en Tunisie, a le droit absolu de vérifier les titres de son acquisition remis en gage au créancier, l'examen de ces titres pouvant seul lui permettre de prendre une connaissance exacte de ses droits : Alger, 25 mars 1891 (91,197). — **54.** Il en est ainsi alors surtout que l'acquéreur justifie qu'une action en bornage est pendante entre lui et un acquéreur d'un autre lot : Alger, 25 mars 1891 (91,197). — **55.** Peu importe, d'ailleurs qu'il soit caution non solidaire du débiteur principal, son contrat de cautionnement ne pouvant lui être opposé qu'après la discussion de ce débiteur : Alger, 25 mars 1891 (91.197). — **56.** Le nantissement portant sur un immeuble non immatriculé est constitué pour dette antérieurement contractée, au sens de l'art. 446 C. com., lorsque la remise du titre de propriété n'a pas eu lieu au moment de la naissance de la dette : Sousse, 9 avril 1903 (04,586). — **57.** Ce nantissement doit donc être déclaré nul, si le débiteur se trouvait en état de cessation de paiements au moment où il a remis le titre : Sousse, 9 avril 1903 (04,586). — **58.** Le créancier ne pourrait être admis à prouver que le débiteur lui avait consenti le nantissement le jour même de la naissance de la créance et n'avait différé la remise du titre que parce qu'il n'en possédait pas à ce moment, le titre ancien étant égaré et les formalités destinées à en procurer un nouveau étant en cours, mais non encore terminées : Sousse, 9 avril 1903 (04,586). — **59.** Cette offre de preuve ne serait pas pertinente ; en effet le nantissement est, par essence, un contrat réel qui, outre le consentement des parties, exige, pour sa formation, la

remise effective de l'objet du gage aux mains du créancier, ou, s'il s'agit d'un immeuble, la remise du titre : Sousse, 9 avril 1903 (04,586). — *60*. La promesse d'une tradition future crée sans doute, entre les parties, une obligation, mais il s'agit là d'un contrat innommé, d'une promesse de nantissement, mais non d'un nantissement réel : Sousse, 9 avril 1903 (04, 586). — *61*. Au surplus, l'art. 446 C. com. ne fait aucune distinction pour le cas où le droit de nantissement aurait déjà été promis à une époque concomitante de la naissance de la dette ; il annule impérativement tous droits de nantissement constitués pour dettes antérieurement contractées : Sousse, 9 avril 1903 (04,586). — *62*. En principe, et tant qu'une collusion frauduleuse n'a pas été démontrée, le débiteur peut valablement mettre en gage chez un tiers, pour sûreté de ce qu'il reconnait lui devoir, tout ou partie de ses biens immobiliers : Ouzara, 2 avril 1903 (03,469). — *63*. Le créancier chirographaire antérieur n'a aucun droit de s'y opposer, alors qu'il n'a pris lui-même aucune sûreté pour le paiement de ce qui lui est dû : Ouzara, 2 avril 1903 (04,469).

SECTION II

Réalisation du gage.

64. En ce qui concerne en Tunisie les immeubles non immatriculés, l'hypothèque se constitue par la remise du titre conforme à la possession: Tunis, 15 mars 1890 (90, 85) ; 29 juin 1896 (96, 553). — *65*. Le créancier hypothécaire nanti du titre de propriété de l'immeuble ne peut se voir opposer une aliénation occulte qui n'a pas été transcrite sur ce titre : Tunis, 15 mars 1890 (90, 85) ; 29 juin 1896 (96, 553). — *66*. L'acheteur qui a acquis l'immeuble dans de semblables conditions ne peut être considéré comme un tiers détenteur et arguer de ce que la sommation exigée par l'art. 2169 du Code civil français ne lui a pas été signifiée : Tunis, 15 mars 1890 (90, 85). — *67*. Le créancier gagiste a un droit de suite sur l'immeuble qui lui a été remis en gage : Tunis, 25 nov. 1890 (96, 47) ; Alger, 12 janv. 1891 (91, 8) ; Tunis, 21 nov. 1894 (95, 20). — *68*. Le droit réel du créancier nanti ne peut être purgé que dans les termes de l'art. 692 C. proc. civ ; la publicité d'une vente aux enchères, faite à la barre du Tribunal, sur saisie immobilière, ne suffirait pas : Tunis, 25 nov. 1890 (96, 47). — *69*. Le créancier détenteur, comme gagiste, du titre de propriété d'un immeuble appartenant à son débiteur, ne peut en poursuivre la vente sur simple cahier des charges ; il doit, par application de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, procéder par voie de saisie immobilière : Tunis, 15 juill. 1885 (95, 292). — *70*. Si le créancier gagiste a le droit absolu de détenir le titre de propriété qui lui a été remis comme sûreté par son débiteur, tant qu'il n'a pas été payé ou mis en demeure de réaliser son gage, il ne possède ce droit qu'autant que la propriété à laquelle le

titre se rapporte n'est pas sortie régulièrement du patrimoine de son débiteur : Tunis, 10 mai 1890 (96, 47); 24 mai 1890 (90, 228); 11 déc. 1895 (96, 56). — *71*. Cette circonstance se réalise si, une saisie immobilière ayant été poursuivie par un autre créancier, la propriété a été vendue aux enchères publiques, avec toutes les formalités voulues par la loi : Tunis, 10 mai 1890 (96, 47) ; 24 mai 1890 (90, 228) ; 11 décembre 1895 (96, 56). — *72*. Le créancier détenteur des titres ne peut donc alors se dispenser de les remettre à l'adjudicataire, pourvu que ces droits de préférence, qui se trouvent transportés sur le prix, soient conservés par une constatation régulière du fait matériel de la date et de la légitimité de sa détention et par le dépôt à la Caisse du prix d'adjudication : Tunis, 10 mai 1890 (96, 47) ; 24 mai 1890 (90, 228) ; 11 déc 1895 (96, 56). — *73*. Dans ces conditions, il pourra produire utilement à la distribution dudit prix : Tunis, 10 mai 1890 (96, 47) ; 24 mai 1890 (90, 228) ; 11 déc. 1895 (96, 52). — *74*. Le créancier gagiste ne peut intervenir dans la saisie du gage, poursuivie par un créancier chirographaire, par voie de surenchère du dixième, Alger, 1 juill. 1889 (90, 8) ; Tunis, 24 avr. 1890 (90, 320). — *75*. Le créancier qui a reçu en gage un titre de propriété et qui, ensuite, par l'effet des poursuites qu'il a entreprises pour la réalisation de son gage, est resté adjudicataire de l'immeuble, ne peut compenser son prix d'adjudication avec sa créance qu'a la condition d'établir que l'immeuble vendu appartenait en entier à son débiteur : Tunis, 30 mai 1894 (94, 358). — *76*. Il est donc dans l'obligation de produire le titre qui lui a été remis en gage, si l'immeuble est l'objet d'une action en revendication de la part d'un tiers : Tunis, 30 mai 1894 (94, 358). — *77*. L'adjudicataire d'un immeuble vendu sur saisie immobilière par l'autorité judiciaire indigène a le droit d'obtenir la remise du titre de la propriété qui lui a été adjugée, à l'encontre du détenteur dudit titre, bien que celui-ci se prétende créancier hypothécaire et bien que le montant de sa créance ne lui soit pas payé : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 470). *78*. — Il en est ainsi, tout au moins, lorsque l'adjudicataire, crédit-enzeliste, compense légitimement son prix avec les arrérages d'enzel qui lui sont dus et qui sont garantis par un privilège sur l'immeuble vendu : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 470). — *79*. Il importe peu qu'on n'ait pas rempli les formalités de purge, alors que l'immeuble dont s'agit n'est pas immatriculé et que les dispositions de l'art. 2167 C. civ. ne lui sont, par conséquent, pas applicables : Tunis, 12 avril 1905 (05, 470). — *80*. Le créancier ne saurait être tenu de réaliser, avant d'user de tout autre mode d'exécution contre son débiteur, notamment, avant de pratiquer une saisie-arrêt pour avoir paiement de son dû, les sûretés immobilières qu'il a reçues, s'il ne s'y est point engagé expressément dans le contrat de gage qu'il a conclu : Tunis, 16 févr. 1891 (95, 565). — *81*. Le créancier qui s'est fait remettre, conformément au droit tunisieien

un gage immobilier, pour sûreté de sa créance, ne peut être présumé avoir ainsi renoncé de plein droit à la faculté qui lui appartient de poursuivre le recouvrement de sa créance par tout autre moyen que la discussion de son gage, notamment par la discussion du mobilier de son débiteur : Tunis, 22 juin 1891 (96, 255). — *82.* L'art. 2209 C. civ., aux termes duquel le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués, est applicable en Tunisie au créancier nanti des titres de propriété appartenant à son débiteur : Tunis, 14 oct. 1885 (94, 318).— *83.* L'art. 2209 C. civ. fr. aux termes duquel le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne sont pas hypothéqués que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués, n'est applicable que si le créancier poursuit le recouvrement de la créance garantie par hypothèque : Sousse, 21 janv. 1898 (98, 332). — *84.* Si le créancier saisit un autre immeuble en vertu d'une créance chirographaire, il importe peu qu'il possède sur le même débiteur une autre créance garantie par une hypothèque ; l'art. 2209 précité ne lui est pas opposable : Sousse, 21 janv. 1898 (98, 332). — *85.* Le nantissement immobilier du droit tunisien est-il complétement assimilable à l'hypothèque du droit français ? Spécialement le droit tunisien comporte-t'il une règle analogue à celle de l'art. 2082 C. civ. franç. ? (Non résolu) : Tunis, 21 nov. 1892 (97, 117). — *86.* Le gage immobilier du droit tunisien est assimilable en tout à l'hypothèque et donne lieu à l'application des règles du Code civil français (solution implicite) : Sousse, 14 déc 1899 (00, 603). — *87.* Spécialement, si la simple caution d'une créance chirographaire peut être fondée à opposer au créancier le bénéfice de discussion, il n'en est pas de même lorsque le créancier a été nanti d'un gage lui conférant hypothèque ; il a alors le droit de faire vendre tout d'abord les immeubles hypothéqués avant de ceux sur lesquels il a un simple droit chirographaire : Sousse, 14 déc. 1899 (00, 603). — *88.* Il est même obligé de le faire, en vertu de l'art. 2209 C. civ. si les uns et les autres appartiennent au même débiteur : Sousse, 16 déc. 1899 (00, 603).— *89.* Mais si les immeubles remis en gage appartiennent à un tiers, la situation est réglée par les art. 2170 et 2171 C. civ. c'est-à-dire que le tiers détenteur, même non personnellement obligé à la dette, n'a droit au bénéfice de discussion que si le créancier a une hypothèque générale, soit légale, soit judiciaire, sur d'autres immeubles en possession du principal obligé : Sousse, 14 déc. 1899 (00, 603). — *90.* Est nulle, aux termes du droit tunisien, aussi bien que d'après le droit français, la stipulation d'un contrat de prêt passé à Tunis entre européens, qui stipule qu'en cas de non restitution à l'échéance de la somme prêtée, le créancier deviendra *de plano* propriétaire de l'immeuble tunisien affecté à la garantie de sa créance

par la remise du titre de propriété : Tunis, 12 mai 1884 (93, 329) ; 31 oct. 1894 (94, 558).

GARDE D'ENFANT

Voir : Référés, ch. II sect. II.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati,* p. 36.

CHAPITRE PREMIER

Droit français.

SECTION PREMIÈRE

Principes généraux.

1. En matière de garde d'enfants issus d'époux judiciairement séparés de corps, l'intérêt seul de ces enfants doit dicter les sentences des magistrats : Bourges, 6 févr. 1905 (06, 234). — *2.* Quand la garde, sollicitée par chacun des époux, a été confiée à l'un deux à l'exclusion de l'autre, les juges doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de ne pas affaiblir par une séparation trop prolongée les liens d'affection qui doivent, pour le plus grand profit des enfants, les unir à celui de leurs auteurs auquel le bénéfice de la garde a été refusé : Bourges, 6 février 1905 (06,234). — *3.* Quelques respectables que soient les droits du grand-père, l'intérêt du petit enfant mineur doit être avant tout examiné : Lyon, 13 nov. 1907 (08, 324). — *4.* S'il est exact qu'en raison de son état de santé l'enfant n'a pu être soumis dans le passé et ne peut être soumis dans le présent, sans danger réel, à l'obligation de visiter son grand-père, de recevoir sa visite ou de faire des séjours chez lui, les tribunaux ne sauraient prescrire des mesures susceptibles de mettre en péril sa vie ou même sa santé : Lyon, 13 nov. 1907 (08,324). — *5.* En cas de divorce, les juges du fond peuvent, en se basant sur le consentement des parents et sur l'intérêt de l'enfant, qu'il leur appartient d'apprécier souverainement, décider que celui-ci sera placé comme pensionnaire dans un établissement d'instruction : Cass. req., 27 janv. 1908 (08, 467). — *6.* La femme divorcée à laquelle la garde des enfants issus du mariage a été confiée et une pension accordée, est fondée, lorsqu'un cas fortuit (notamment, la maladie grave d'un enfant), l'a obligée à des dépenses considérables momentanées et non périodiques, à demander à son ex-conjoint de participer à cette dépense exceptionnelle en proportion de ses facultés : Just. p. Marseille, 17 déc. 1907 (08, 378).

SECTION II

Second mariage de la femme gardienne.

7, Si le fait par l'époux divorcé d'avoir contracté un second mariage n'entraîne pas *ispo facto* la perte du droit de garde des enfants, les tribu-

naux ont néanmoins le devoir de rechercher si, la raison des circonstances de la cause, le maintien de ce droit au profit de l'époux remarié n'est pas préjudiciable aux intérêts de l'enfant ; ils ont à cet égard un pouvoir d'appréciation absolu : Civ. Auxerre, 8 mars 1905 (06, 237). — *8*. Le second mariage d'une femme divorcée ne la rend pas incapable de continuer d'en avoir la garde, alors surtout que cette seconde union est parfaitement honorable et que le père n'est pas à même de recevoir l'enfant chez lui et de lui donner les soins que réclame son âge : Paris, 16 janvier 1906 (06, 616). — *9*. Le fait de la femme divorcée de se remarier avec son complice ne suffit pas pour justifier la réduction ou la suppression des visites ou du séjour des enfants auprès de leur mère, réglés par la décision prononçant le divorce, lorsque le demandeur ne signale aucune circonstance et ne formule aucun grief en dehors de la nouvelle union : Paris, 9 mai 1906 (07, 183).

SECTION III

Représentation des enfants.

10. La loi du 5 déc. 1901 a eu pour but d'assurer, par une sanction pénale, l'exécution des mesures judiciaires ordonnées au cours ou à la suite d'une instance en séparation de corps ou en divorce, concernant la garde des enfants : Cass. crim., 18 mai 1905 (06, 300). — *11*. Le père ou la mère divorcés ou séparés de corps, obligés de représenter un enfant mineur à ceux qui ont le droit de réclamer, doivent remplir cette obligation au domicile de ces derniers ou au lieu indiqué par la décision judiciaire dont il s'agit d'assurer l'exécution : Cass. crim., 18 mai 1905 (06, 300). — *12*. Il suit de là que la non-représentation, par ledit époux, d'un enfant mineur, à ceux qui en ont la garde, constitue un délit et que ce délit est commis au lieu où doit être accomplie la remise : Cass. crim., 18 mai 1905 (06, 300). — *13*. Ne constitue pas une infraction à l'art. 357 C. pén., modifié par la loi du 5 décembre 1901, le fait par une femme divorcée de ne pas représenter à son mari, ainsi qu'elle y était obligée par justice, l'enfant confié à sa garde, si son mari ne lui a pas payé les arrérages de la pension alimentaire qu'il était tenu de lui servir pour l'entretien de cet enfant : Aix, 7 mars 1903 (04, 503).

SECTION IV

Décès de l'un des parents.

14. Lorsqu'un jugement de séparation de corps ou de divorce ordonne des mesures relatives à la garde des enfants, cette décision a pour but de régler le conflit créé entre les époux par leur situation nouvelle en ce qui concerne la puissance paternelle : Tunis, 17 févr. 1896 (96, 160). — *15*. Dès lors, ces mesures cessent de produire leur effet lorsque le conflit auquel il

fallait remédier prend fin par la mort d'un des époux ; l'époux survivant recouvre alors, au sujet des enfants issus du mariage, tous les droits qui lui sont conférés par la loi : Tunis, 17 févr. 1896 (96, 160).

CHAPITRE II

Droit italien.

16. En droit italien, le seul guide du juge chargé de déterminer les conditions dans lesquelles les enfants seront gardés, après séparation de corps des parents, est l'intérêt matériel et moral desdits enfants : App. Florence, 9 avr. 1905 (07, 517). — *17.* Cet intérêt doit être considéré, non pas isolément, mais dans ses rapports avec chacun des parents et avec les autres enfants : App. Florence, 9 avr. 1905 (07, 517). — *18.* Celui qui réclame la garde d'enfants naturels n'est recevable dans cette action, en droit italien, que s'il les a reconnus, et, par conséquent, en a la tutelle, aux termes de l'art. 184 C. civ. ital : Tunis, 18 décembre 1907 (08, 79). — *19.* Aux termes de l'art. 154 C. civ. ital., les époux séparés de corps conservent le droit de surveiller l'éducation des enfants, quelle que soit la personne qui en a la garde : Tunis, 31 oct. 1906 (07, 55). — *20.* Ce droit implique celui de voir les enfants et de s'entretenir avec eux ; mais, au cas d'inconduite notoire d'un des parents, son droit de voir son enfant peut être réduit par le Tribunal, dans la mesure nécessitée par l'intérêt de la bonne éducation de celui-ci : Tunis, 31 oct. 1907 (07, 55).

CHAPITRE III

Droit espagnol.

21. L'art. 73 C. civ. espagnol qui indique que la mère séparée conservera, même au cas où la séparation serait prononcée contre elle, la garde de ses enfants mineurs de 3 ans, si le jugement ne contient pas de disposition contraire, ne faisant pas échec aux principes de la loi française, peut recevoir application en France : Alger, 24 oct. 1904 (05, 613).

CHAPITRE IV

Droit musulman. La Hadana.

22. D'après la loi musulmane, la mère exerce le droit de garde sur les enfants en bas âge ; ce droit porte le nom de *hadana ;* la *hadina* ou gardienne, qui est dans le besoin, peut exiger que le père lui fournisse les sommes nécessaires pour la nourriture et le logement de l'enfant pendant la durée de la *hadana* : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 384) ; 25 janv. 1897 (97, 388) ; 13 déc. 1899 (00, 121). — *23.* En cas de convention contraire

passée valablement entre époux divorcés, il n'y a pas place pour l'exécution de cet accord, s'il est contraire aux intérêts de l'enfant en lui imposant des déplacements dangereux pour lui en raison de son état de santé : Tunis, 25 janv. 1897 (97, 388). — *24.* La *hadana* dure, en ce qui concerne les filles, jusqu'à leur mariage : Tunis, 13 déc. 1899 (00, 121). — *25.* Aucun obstacle n'est d'ailleurs apporté par la législation à la surveillance exercée par le père ; Tunis, 13 déc. 1899 (00, 121). — *26.* La *hadana* cesse, pour les filles, dans le rite hanafite, à l'âge de 9 ans, et dans le rite malékite, par la consommation du mariage : Alger, 25 oct. 1898 (99, 265). — *27.* Dans le rite malékite, la *hadana* ne cesse qu'à la puberté pour les garçons et à la célébration du mariage pour les filles ; dans le rite hanafite, l'effet de la *hadana* est limité à 7 années d'âge pour les garçons et à 9 années pour les filles : Tunis, 28 juin 1905 (03, 27). — *28.* Il n'y a donc lieu d'admettre la demande d'une mère qui prétend exercer la *hadana* à l'égard d'une fille de 25 ans, alors que le père, qui s'y oppose, est fondé à bénéficier des dispositions du rite hanafite : Tunis, 28 juin 1905 (06, 27). — *29.* La *hadina* doit être saine d'esprit, d'âge moyen, de bonnes mœurs, de bonne santé, habiter un lieu où la personne et les biens de l'enfant seront en sûreté, être libre de tout lien matrimonial et de son temps : Tunis, 28 juin 1905 (06, 27). — *30.* C'est à celle qui réclame la *hadana* à faire la preuve qu'elle remplit toutes les conditions exigées par la loi pour son exercice : Tunis, 28 juin 1905 (06, 27). — *31.* Il y a lieu de repousser son action lorsqu'il est constaté qu'elle est âgée, indigente, obligée de se louer chez des tiers pour l'accomplissement de travaux serviles, tandis que le père, qui a assumé la garde de l'enfant, est dans l'aisance et jouit d'une excellente réputation : Tunis, 28 juin 1905 (06, 27). — *32.* Le principe dominant en matière de *hadana* est qu'on doit envisager avant tout l'intérêt de l'enfant qui en est l'objet : Tunis, 28 juin 1905 (06, 27). — *33.* En droit musulman, la femme répudiée ou divorcée perd en se remariant la garde de ses filles mineures, qui doivent êtres confiées à une femme, de préférence à un homme, à un parent de la ligne maternelle plutôt qu'à un parent de la ligne paternelle, sans que toutefois l'application de cette règle ne puisse être écartée, si l'intérêt des enfants l'exige : Tunis, 13 juill. 1904 (05, 287). — *34.* Par suite, doit être rejetée la demande du père de filles mineures, basée sur le second mariage de la mère divorcée ou répudiée, en remise de ces enfants, lorsque celles-ci sont sous la garde de leur grand-mère maternelle et qu'il est constaté qu'elles sont entourées de soins dévoués : Tunis, 13 juill. 1904 (05, 287). — *35.* Si, en principe, d'après le droit musulman, la mère doit être privée de la *hadana*, au cas de second mariage, on ne saurait cependant faire de cette règle une application absolue ; elle doit être tempérée par l'intérêt de l'enfant qui domine tout : Tunis, 24 oct. 1894 (94, 528). — *36.* Spécialement on doit

laisser l'enfant à la mère remariée, s'il est constant qu'il trouve près d'elle des soins attentifs et un bon traitement, alors que la grand'mère qui réclame la *hadana* est agée et exerce une profession qui l'oblige à de fréquentes absences, de telle sorte qu'il est évident qu'elle ne pourra soigner l'enfant, s'il lui est remis : Tunis, 24 oct. 1894 (94, 528). — **37.** Toutefois on doit ménager à la *hadana* de droit la faculté de voir fréquemment l'enfant et de surveiller ainsi ses intérêts : Tunis, 24 octobre 1894 (94, 528).

CHAPITRE V

Droit rabbinique.

38. En droit rabbinique, comme en droit français, lorsque le père et la mère sont en désaccord sur l'exercice de la puissance paternelle à l'égard d'un enfant naturel, il appartient à la justice de trancher le différend et les tribunaux peuvent enlever au père la garde de l'enfant pour la confier à la mère, si cette mesure est dictée par l'intérêt de l'enfant : Tunis, 21 mars 1898 (99, 169). — **39.** Et il y a lieu de confier la garde de l'enfant à la mère, s'il est démontré par les circonstances de la cause qu'elle seule est capable de veiller à son éducation : Tunis, 21 mars 1898 (98, 169). — **40.** Dans ce cas, le père doit être condamné à payer sa part des frais d'entretien de l'enfant et cette condamnation a un caractère alimentaire : Tunis, 21 mars 1898 (99, 169).

GARDIEN DE NUIT

1. Celui qui, par contrat, s'engage à assurer pendant la nuit la surveillance et la sécurité des magasins d'un souk ou d'une rue déterminée, est responsable civilement des suites des négligences commises par ceux qu'il a préposés à ladite garde : Tunis, 12 oct. 1898 (00, 218). — **2.** Si donc il résulte des circonstances de la cause la preuve qu'un des magasins objet du contrat a été dévalisé au moyen d'un travail d'effraction long et bruyant, qui n'aurait pu s'effectuer si le proposé à la garde avait été vigilant, le prix des marchandises volées doit être remboursé par celui qui s'est engagé à assurer la sécurité dudit magasin pendant la nuit : Tunis, 12 oct. 1898 (00, 218). — **3.** Celui qui s'engage à garder pendant la nuit, moyennant une redevance, un souk ou collection de boutiques formant un groupe, spécialement, le souk des teinturiers à Tunis, es tcivilement responsable du dommage causé par le vol qui a été commis pendant la nuit dans ledit souk, alors qu'il est constant que ce délit n'aurait pu être perpétré, s'il n'y avait pas eu défaut ou insuffisance de surveillance : Ouzara, 15 mars 1900 (03, 59).

GARDIEN DE SAISIE

Voir : Saisie exécution, ch. I sect. II.

GENDARMERIE

Voir : Compétence administrative, ch. I sect. II et IV.

GENS DE MER

Voir : Compétence commerciale, ch. I sect. IV et ch. II sect. IV.

GENS DE SERVICE

Voir : Louage d'ouvrage.

GÉRANT D'AFFAIRES

Voir : Agent d'affaires.

GHABA

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 48. — S. BERGE, *Vocab.* (Journ. trib. Tun., 1895 p. 164). — BOULARD, *Fin. de la Tun.*, p. 108. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV p. 1784.

1. Si, aux termes de l'art. 3 du décret du 19 mai 1870, le directeur de la Ghaba est chargé d'empêcher les gens de faire des ensemencements nuisibles à la forêt d'oliviers, il n'en résulte pas qu'il y ait preuve de délit contre le propriétaire d'une olivette dans le procès-verbal d'un amine qui constate que l'olivette a été ensemencée et que cela porte préjudice aux oliviers : Ouzara, 5 oct. 1896 (96, 582). — *2.* Si grandes qu'aient pu être les restrictions aux droits des propriétaires d'oliviers apportées par le décret sus-visé, elles ne peuvent aller jusqu'à lui interdire de disposer de son terrain et de le cultiver entre les arbres ; le législateur n'a certainement eu en vue que d'empêcher la destruction ou la détérioration des oliviers ou de leur récolte ; ses prescriptions sont exorbitantes et exceptionnelles et doivent être interprétées restrictivement : Ouzara, 5 octobre 1896 (96, 582). — *3.* Il faut donc reconnaître qu'on ne peut inquiéter le propriétaire que lorsqu'il est démontré que, par des cultures intempestives et maladroites, il a nui à la végétation des oliviers ou a occasionné la perte de tout ou de partie de la récolte ; le procès-verbal des amines doit contenir des éléments d'appréciation certains à cet égard : Ouzara, 5 oct. 1896 (93, 582). — *4.* Aux termes du décret du 17 décembre 1904, à partir de la campagne agricole de 1905-06, les possesseurs d'olivettes sises en

pays de Ghaba, maîtres de leurs droits, non tenus dans l'indivision, ont la faculté de distraire leurs olivettes de la surveillance de l'administration de la Ghaba à la condition d'en faire la déclaration écrite au Directeur de cette Administration avant le 1er août de chaque année: Tunis, 30 octobre 1907 (07, 604).— 5. Par suite, un propriétaire d'olivettes est mal fondé à se plaindre de ce que la récolte de ses olives a été faite par un agent de la Ghaba, alors qu'il est constant qu'il n'a pas fait en temps utile la déclaration prescrite par le décret précité : Tunis, 30 oct. 1907 (07, 604).— 6. Il en est ainsi, alors même que le produit de la récolte ne lui aurait pas été remis, s'il n'a pas eu soin de notifier à l'Administration de la Ghaba la mutation de propriété survenue à son profit : Tunis, 30 oct. 1907 (07, 604).

GOUVERNEMENT TUNISIEN

Voir : Action en justice.— Compétence administrative, ch. I sect. II.— Domaine de l'État.— Organisation politique.— Travaux publics.

GREFFIER

Voir : Tribunal criminel, ch. II sect. I.

GRÈVE

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. II.

GRIGNONS

Voir : Vente à livrer, ch. II sect. III.

H

HABOUS

Voir : Action possessoire. — Compétence civile ch. II sect. II. — Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. II. — Compétence commerciale, ch. I sect. V. — Conciliation (préliminaire de). — Saisie immobilière, ch. II sect. III.

Bibliographie. — Abribat, *Contrats dérivés du habous* (Journ. trib. Tun., 1900, p. 208 et 243). — Abribat, *Rec. Ettouati*, p. 61. — Barrault, *Org. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 21. — S. Berge, *Jurid. franç en Tun.*, p. 64. — Bonnard, *Note sur les habous* (Bull. Soc. légis. comp., 1893 p. 465). — Challamel, *Notice sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç 1885, p. 177). — Clavel, *le Wakf* (Trib. des col., 1895, p. 232, 277

et 368). — De Dianous, *Législ. tun.*, p. 333. — Estoublon, *Notices sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç. 1898, p. 385).— Girault, *Princ. du colon.*, t. III p. 461. — Goguyer, *Choix splend.* p. 33.— Herbault, *Crédit agric. en Tun.*, p. 73. — Lescure, *Double rég. fonc.*, p. 93 et 307. — Mahmoud Ben Mahmoud, *Habous* (journ. trib. Tun., 1905, p. 481). — Morand, *Nat. jurid. du habous*, (Rev. alg. 1904, p.1. 85, 127 et 145).— Pandectes françaises, *Rép. alph.* V° propriété, N° 2240 ; V° donations, N° 14535). — Piolet, *Rég. propr. fonc. en Tun.*, p. 20 et 24.— P. J... *Étude sur le Wakf ou habous* (Trib. des colon. 1902, p. 1). — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.*, p. 165. — Pouyanne, *Syst. Torrens*, p. 35. — Puech, *Constit. de la propr. en Tun.*, p. 23. — Scemama, *Hypot. en Tun.*, p. 46 et 157. — Terras, *Habous*, p. 13, 164, et 254. — Tilloy, *Rép. alph.* t. III, p. 1350 et t. IV p. 1896. — X... *La Tunisie*, t. IV p. 22.

CHAPITRE PREMIER

Des constitutions de habous.

Bibliographie.— Morand, *Nat. jurid. du habous* (Rev. alg. 1904 1, 128).— Piolet, *Rég. propr. fonc. en Tun.*, p. 24. — Terras, *Habous* p. 20, 38, 53, 171 et 249.

SECTION PREMIÈRE

Nature et étendue du droit de habous.

1. Le habous constitue un bien dont la nue-propriété est irrévocablement transférée à un œuvre pie ou de charité et dont l'usufruit est dévolu aux personnes ou à la succession des personnes désignées par le constituant : Civ. Pondichéry, 10 nov. 1896 (97, 272). — *2.* Le habous est une institution originale du droit musulman ; on désigne sous ce nom un bien que son propriétaire rend inaliénable pour en affecter gratuitement les revenus au profit d'une œuvre pieuse : Civ. Pondichéry, 10 nov. 1896 (97, 272) ; Tunis, 24 mai 1897 (97, 319) ; Sousse, 28 mai 1903 (04, 48). — *3.* La coutume a aussi permis de désigner des dévolutaires intermédiaires qui jouissent des revenus du habous jusqu'au moment où l'œuvre pieuse devra à son tour en bénéficier, ; il y a donc deux sortes de habous : le habous public et le habous privé : Tunis, 24 mai 1897 (97, 319).— *4.* Il n'est pas exact qu'en droit musulman, lorsqu'un habous a été aliéné à un tiers de bonne foi, les droits du dévolutaire soient reportés sur le prix qui provient de la vente : Tunis, 7 mars 1906 (06, 515). — *5.* Dans ce droit, un immeuble habous est inaliénable et la vente qui en serait faite, même à un tiers de bonne foi, serait nulle de toute nullité ; cela exclut toute possibilité de droits du dévolutaire sur le prix de l'immeuble vendu : Tunis,

7 mars 1906 (06, 515). — **6.** Sans méconnaître au habous son caractère de droit réel, comme constituant un démembrement de la propriété, il convient de retenir qu'il fait essentiellement partie de l'ordre successoral des musulmans : Alger, 4 juill. 1904 (05, 487) ; Sousse, 12 mars 1908 (08, 186). — **7.** Le habous doit émaner d'un musulman et être fait au profit d'une œuvre pie dans le sens islamique : Sousse, 12 mars 1908 (08, 186). — ***8.*** Notamment, la fondation est nulle si l'immeuble habousé doit être affecté au culte d'une divinité autre que le dieu de l'Islam : Sousse, 12 mars 1908 (08, 186). — ***9.*** Le habous n'est en substance qu'une donation de l'usufruit d'une chose, la propriété de la chose habousée restant au donateur lui-même d'une façon abstraite, même après sa mort : Tunis, 27 février 1908 (08, 478). — ***10.*** Est radicalement nulle la promesse de vente d'un bien habous, les biens de cette nature ne pouvant être cédés qu'à enzel et après accomplissement de certaines formalités énumérées au décret du 21 octobre 1885 : Tunis, 20 févr. 1901 (01, 278). — ***11.*** L'occupant d'un habous en vertu d'un bail avec promesse de vente, ne saurait valablement réclamer de dommages-intérêts à raison de la nullité de la promesse de vente ; la valeur d'une telle convention n'ayant pu être ignorée par lui, il ne saurait être considéré comme possesseur de bonne foi : Tunis, 20 févr. 1901 (01, 278). — ***12.*** Le droit d'usage et d'habitation d'un immeuble habous établi par l'acte de constitution au profit des dévolutaires est un droit personnel analogue au droit d'usage et d'habitation autorisé par les art. 631 et 634 du Code civil français : Tunis, 7 déc. 1898 (98, 600). — ***13.*** Il ne saurait donc faire l'objet d'une cession ou d'une saisie : Tunis, 7 déc. 1898 (98, 600). — ***14.*** Doit être considéré comme ayant possédé de bonne foi, le possesseur d'un bien habous qui en a joui pendant une période qui lui aurait acquis la propriété, s'il s'était agi d'un bien melk, alors que la délimitation vague de son titre a pu l'introduire en erreur et que d'autre part, il n'a pas, pendant sa jouissance, été inquiété par les administrateurs ou dévolutaires dudit habous : Tunis, 22 mai 1901 (01, 373).

SECTION II

Quels biens sont susceptibles de habous.

15. Est nul le habous d'un bien constitué par un non propriétaire dudit bien : Chara, 27 septembre 1892 (99, 281). — ***16.*** Un immeuble déjà habousé ne saurait faire l'objet d'une deuxième constitution habous ; cette dernière serait nulle : Trib. mixte, 6 janv. 1900 (00, 154) ; 6 janvier 1900 (00, 525). — ***17.*** Un habous peut valablement porter sur des objets mobiliers : Alger, 30 mars 1898 (98, 507). — ***18.*** Le habous de biens meubles admis par le rite malékite peut être validé dans le rite hanéfite lorsqu'il est régulier et constitué au profit de bénéficiaires dignes d'intérêt : Alger, 30 mars 1898 (98, 583). — ***19.*** Un immeuble grevé de rahnia, d'antichrèse

ou d'ypothèque ne peut faire l'objet d'une constitution habous valable : Civ. Constantine, 23 avr. 1904 (05, 398). — *20*. Celui qui a des créanciers n'a pas le droit de faire disparaître son actif en constituant tous ses biens habous ; l'acte de constitution qu'il passe ainsi au détriment de ses créanciers est radicalement nul en droit musulman : Tunis, 24 octobre 1906 (07, 47). — *21*. En droit musulman, il faut avoir la liberté entière de disposer d'un bien immobilier pour en faire valablement l'objet d'un habous : Tunis, 21 nov. 1894 (95, 55). — *22*. Il importerait peu qu'une décision du Chara de Tunis ait validé le habous ainsi constitué, s'il est constant en fait que le procès qui a amené la sentence de validation était simulé et qu'on y avait point appelé le détenteur du titre de propriété : Tunis, 21 nov. 1894 (95, 55). — *23*. Une décision rendue dans ces conditions n'a pas l'autorité de la chose jugée et il ne doit en être tenu aucun compte : Tunis, 21 nov. 1894 (95, 55). — *24*. Ne saurait être opposable à un créancier hypothécaire, un jugement du Cadi confirmant le caractère habous d'un immeuble, alors que le jugement dont s'agit aurait été rendu postérieurement à la constitution de l'hypothèque et sans que le créancier hypothécaire ait été partie à l'instance : Tunis, 17 janv. 1900 (00, 326). — *25*. Il en est surtout ainsi quand il s'agit d'un créancier hypothécaire européen contre lequel un jugement du Cadi ne saurait avoir de force exécutoire qu'après avoir été revêtu de l'exéquatur par la juridiction française : Tunis, 17 janv. 1900 (00, 326). — *26*. Est irrecevable la demande en nullité d'un habous constitué par une femme, formé par le mari de cette dernière, après dissolution du mariage, ce conformément au rite malékite : Tunis, 15 mai 1901 (01, 304). — *27*. La même demande serait irrecevable en tous cas d'après le rite hanéfite, ce rite déclarant valable la constitution en habous par une femme mariée de tous ses biens, même sans le consentement de son mari : Tunis, 15 mai 1901 (01, 304).

SECTION III

Preuve de l'existence d'un habous.

28. La preuve de la constitution d'un immeuble en habous doit se faire par titre, et le titre invoqué doit permettre au juge d'apprécier si toutes les prescriptions de la loi ont été observées : Tunis, 31 déc. 1890 (91, 114). — *29*. A défaut de titre, ou en présence d'un titre incomplet, la production d'un acte de notoriété de date récente constatant qu'il est de notoriété publique que l'immeuble revendiqué est habousé, constitue un mode de preuve insuffisant : Tunis, 31 déc. 1890 (91, 114). — *30*. De toute façon, d'ailleurs, les demandeurs en revendication doivent faire la preuve qu'ils sont réellement les descendants du bénéficiaire du habous : Tunis, 31 déc. 1890 (91, 114). — *31*. La production de copies d'actes de habous est insuffisante pour prouver que l'immeuble est encore actuelle-

ment habous : Sousse 4 déc. 1902 (03, 543). — *32*. En effet, le défaut de production des originaux permet de supposer que les actes ont pu être annulés et que les biens désignés audits actes ont pu redevenir melks : Sousse, 4 déc. 1902 (03, 543). — *33*. Le droit coutumier tunisien reconnaît et admet la validité et la régularité des copies de titre de habous : Sousse, 25 oct. 1906 (07, 571). — *34*. Toutefois, il ne convient de leur faire créance que s'il est démontré que les biens habousés anciennement n'ont pas été depuis possédés à un autre titre : Sousse, 25 oct. 1906 (07, 571). — *35*. Est insuffisant pour prouver le droit de la fondation habous sur un terrain le titre qui n'est point un acte régulier de constitution habous, mais simplement un acte dressé pour constater la cession à enzel par la fondation, alors que les notaires rédacteurs se contentent d'affirmer que « il est évident que cet emplacement de terre, fait partie, *d'après ce qu'on rapporte* des fondations pieuses de.....» sans indiquer nettement s'ils ont été renseignés par la lecture de pièces ou par l'attestation de témoins : Tunis, 13 juin 1903 (03, 377). — *36*. La validité d'un habous n'est pas suffisamment établie par une fetoua émanant d'un Cadi hanéfite, cette pièce n'ayant d'autre valeur que celle d'une consultation juridique : Sousse, 8 déc. 1898 (99, 531). — *37*. Le juge peut décider, d'après les circonstances de la cause, que l'acte de notoriété qui lui est soumis ne suffit pas à établir une preuve suffisante de l'existence d'un habous : Alger, 18 avr. 1901 (01, 411). — *38*. La qualité habous de tout ou partie d'un immeuble ne saurait être suffisamment prouvée par un acte de notoriété, alors que le titre qui lui est opposé ne porte aucune mention de habous et que ce titre est appuyé d'une possession exclusive : Trib. mixte, 29 janv. 1896 (98, 159). — *39*. Une outika de date récente est insuffisante pour justifier l'existence d'un habous, alors surtout qu'elle n'indique pas l'époque ni les conditions dans lesquelles cette constitution aurait été faite : Tunis, 21 févr. 1900 (00, 491). — *40*. Il ne doit donc en être tenu aucun compte, alors surtout qu'il est produit dans la cause, à propos du même immeuble, un titre de propriété régulier sur lequel il n'est fait mention d'aucune constitution de habous : Tunis, 21 févr. 1900 (00, 491). — *41*. Un acte de notoriété n'indiquant pas dans quelles circonstances de temps et de lieu a été faite une constitution habous ne saurait suffire à prouver l'existence de celle-ci, qui alors même qu'elle eut réellement existé, a pu se perdre par suite de la prescription admise en cette matière par le droit musulman tunisien : Tunis, 17 janv. 1900 (00, 326). — *42*. La preuve de l'existance d'un habous ne résulte nullement de la simple déclaration d'individus qui se bornent à attester qu'ils connaissent par ouï-dire la constitution de ce habous, alors surtout que cette déclaration manque de précision, qu'elle survient postérieurement à la constitution de droits hypothécaires et qu'en fait, celui qui s'en prévaut n'a jamais joui

de l'immeuble : Alger, 18 nov. 1901 (02, 60). — *43*. D'après les coutumes applicables en Tunisie aux immeubles non immatriculés, les mentions relatives aux habous et enzels portées aux registres de l'Administration des habous (Djemaïa), peuvent servir de preuve au profit de cette administration, lorsqu'elles sont appuyées de présomptions graves, précises et concordantes : Tunis, 5 févr. 1902 (02, 132). — *44*. Spécialement lorsqu'il est établi qu'un enzel a été toujours payé par les propriétaires de l'immeuble grevé : Tunis, 5 févr. 1902 (02, 132). — *45*. En Tunisie, et particulièrement dans les cinquante années qui ont précédé le Protectorat, les particuliers et les mokaddems des fondations eux mêmes ont fait disparaître pour leur profit personnel, bon nombre d'actes de constitution de habous : Tunis, 20 mai 1908 (08, 555). — *46*. Il faut donc considérer comme un fait normal que la Djemaïa se trouve fréquemment dans l'impossibilité de produire l'acte constitutif des fondations habous dont elle doit percevoir les revenus : Tunis, 20 mai 1908 (08, 555). — *47*. Par suite, il échet d'accueillir, en pareille matière, tous les éléments de conviction qui peuvent raisonnablement suppléer à un titre perdu, à la condition de les soumettre à un rigoureux contrôle : Tunis, 20 mai 1908 (08, 555).

SECTION IV

Conditions de validité

48. Le caractère habous d'un immeuble ne saurait résulter que d'une constitution absolument valable et régulière en la forme : Trib. mixte, 6 janv. 1900 (00, 154) ; 6 janv. 1900 (00, 525). — *49*. Est nulle la constitution habous d'un objet indéterminé : Trib. mixte, 28 décembre 1895 (98, 70). — *50*. En conséquence est nulle la constitution habous d'un immeuble dont une partie indéterminée est exceptée du habous : Trib. mixte, 28 déc. 1895 (98, 70). — *51*. Une constitution de habous est radicalement nulle, si elle a été faite pendant la maladie dont est mort le constituant : Alger, 1er avr. 1901 (02, 219). — *52*. Il en est cependant autrement, aussi bien d'après le rite hanafite que d'après le rite malékite qui sont d'accord sur ce point, si la maladie dont est mort le de cujus était chronique : Trib. mixte, 21 nov. 1896 (96, 597). — *53*. On doit entendre par la maladie chronique une maladie ayant duré au moins pendant deux mois avant la mort : Trib. mixte, 21 nov. 1896 (96, 597). — *54*. Le Tribunal religieux est seul compétent pour procéder à l'enquête à la fin d'établir la durée et le caractère de la maladie dont serait mort le constituant ; le Tribunal mixte doit surseoir à statuer jusqu'à solution de cette question : Tribunal mixte, 21 nov. 1896 (96, 597). — *55*. En droit musulman, un habous est nul s'il n'est pas constitué en faveur d'une œuvre pieuse ou charitable expressément indiquée comme dévolutaire définitif : Alger, 21 mars 1898

(98, 583) ; 30 mars 1898 (98, 583) ; 26 juill. 1902 (04, 157). — *56.* Le habous annulé faute de remplir la condition ci-dessus vaut comme testament au profit de ceux qui en sont bénéficiaires : Alger, 30 mars 1898 (98, 583). — *57.* Si ce sont des femmes qui en sont bénéficiaires, il ne peut porter que sur la quotité disponible : Alger, 30 mars 1898 (98, 583). — *58.* En vertu des principes du rite malékite, la constitution d'un habous peut être annulée si le béficiaire du habous n'en a pas pris possession pendant la vie du constituant et n'a pas fait consacrer par le Cadi la validité de l'acte constitutif du habous : Tunis, 23 nov. 1891 (92, 109). — *59.* Une constitution de habous n'est valable que s'il y a eu acceptation et prise de possession par le bénéficiaire: Chara de Tunis, 27 sept. 1869 (03, 558) ; Sousse, 11 juin 1903 (04, 237). — *60.* Spécialement, si on lit dans la constitution que le constituant a autorisé son fils à accepter la constitution et à prendre possession des immeubles, cela n'implique pas qu'il y ait eu effectivement prise de possession, et le habous doit être invalidé : Chara de Tunis, 27 septembre 1869 (03, 558); Sousse, 11 juin 1903 (04, 237). — *61.* Lorsque le constituant, sans se réserver l'usufruit, a constitué un habous au profit des fils de ses fils, il y a nullité, si, à la mort du constituant, il n'avait pas de petits fils, et si la prise de possession n'a pas été faite pour les petits fils à naître, par un représentant légal autorisé : Sousse, 11 juin 1903 (04, 237). — *62.* Une cession de bail, faite par le constituant d'un habous au bénéficiaire de celui-ci, ne saurait, en l'absence de toute autre circonstance ou formalité, équivaloir à la prise de possession du bénéficiaire et à la dépossession corrélative du constituant, qui sont exigées par le rite malékite du droit musulman pour que la constitution de habous soit valide et définitive : Tunis, 7 mars 1906 (06, 515). — *63.* La réserve stipulée par le constituant de jouir sa vie durant d'une parcelle de terre comprise dans le habous n'entraîne pas la nullité de la constitution, si cette réserve est inférieure au tiers de l'objet du habous : Chara de Tunis, 7 mai 1883 (99, 460). — *64.* Est valable la stipulation d'un acte de constitution de habous par laquelle deux constituants, (dans l'espèce, l'oncle et le neveu) ont établi que la branche ainée primerait la branche cadette, dans le but de mettre sur un pied d'égalité les enfants de l'un et de l'autre : Alger, 28 juillet 1903 (05, 95). — *65.* Rien dans le droit relatif au habous ne s'oppose à ce qu'un constituant appelle au même rang et à des parts égales ses petits enfants au même degré, sans distinguer s'ils descendent d'une fille ou d'un fils : Sousse, 11 juin 1903 (03, 548). — *66.* Il peut aussi valablement stipuler que les filles de sa descendance auront droit de prendre part à la jouissance du habous, pourvu qu'elles soient célibataires ou veuves : Sousse, 11 juin 1903 (03, 548). — *67.* D'après le rite malékite une fondation habous faite au profit des mâles avec exclusion des filles serait nulle. Le rite hanafite en admet au contraire la

validité : Tunis, 22 juillet 1901 (02, 368). — *68*. Un jugement du Cadi hanafite statuant sur la validité d'un habous est définitif et ne saurait être annulé en lui appliquant les règles du rite malékite : Tunis, 22 juill. 1901 (02, 368). — *69*. Suivant le rite hanafite, le habous peut être constitué soit verbalement , soit par acte sous seings privés, soit par acte authentique ; mais, dans le premier cas, un jugement de validation est nécessaire : Civ. Bougie, 31 janv. 1901 (01, 256). — *70*. Suivant l'imam Abou Youcef, qui fut un des principaux disciples d'Abou Hanifa, il suffit, pour qu'un habous soit valable et bien établi, que le fondateur dise : « Je constitue en habous, j'immobilise, je retire le caractère de propriété franche » sans qu'il soit besoin de prise de possession ni de décision judiciaire : Trib. mixte, 29 févr. 1904 (04, 187) ; Tunis, 7 mars 1906 (06, 515). — *71*. Aussi la coutume s'est-elle introduite en Tunisie de dire dans la constitution, pour lui donner un caractère de solidité plus complet, qu'on la soumet en tout à la doctrine d'Abou Youcef : Trib. mixte, 29 févr. 1904 (04, 187) ; Tunis 7 mars 1906 (06, 515). — *72*. Il n'est pas nécesaire qu'un jugement de validation soit intervenu pour la validité d'une constitution habous formulée comme il vient d'être dit : Trib. mixte, 29 févr. 1904 (04, 187) ; Tunis 7 mars 1906 (06, 515). — *73*. Les jugements de la juridiction musulmane portant simplement validation d'un habous, n'ont d'autre objet que d'en consacrer la régularité en la forme, c'est-à-dire de consacrer la régularité des termes sacramentels mêmes de la constitution : Trib. mixte, 6 janv. 1900 (00, 154) ; 6 janv. 1900 (00, 525). — *74*. Le jugement du Cadi statuant sur la validité d'un habous fait disparaître la controverse qui s'est produit entre les différents rites : Tribunal mixte, 29 mars 1901 (01, 582). — *75*. En conséquence, un jugement contraire postérieurement intervenu ne saurait être valablement rendu et, par suite, pris en considération : Trib. mixte, 29 mars 1901 (01, 582). — *76*. Le caractère habous frappant un immeuble est l'exception, et étant donné sa conséquence, c'est-à-dire l'immobilisation de la propriété, il doit, pour être reconnu, reposer sur des preuves certaines et non sur des présomptions ou preuves plus ou moins vagues : Trib. mixte, 18 mars 1898 (99, 280). — *77*. De ce que un individu aurait constitué habous la plupart de ses biens, on ne saurait induire que celui de ses immeubles qui ne serait pas nettement spécifié dans la constitution, serait cependant habous, la détermination de l'immeuble habousé étant un élément essentiel de la constitution habous : Trib. mixte, 18 mars 1898 (99, 280). — *78*. On ne saurait non plus induire le caractère habous d'un immeuble, de ce que celui qui en réclame la propriété baserait son droit sur un acte de vente faux : Trib. mixte, 18 mars 1898 (99, 280). — *79*. Constitue une appréciation souveraine des faits, non susceptible de cassation, l'arrêt d'une Cour d'appel qui décide que des immeubles habous sont devenus melks, *erga omnes* conformément

à une transaction et aux jugements qui l'ont validée : Cass. req., 31 mai (1897 (98, 143).

SECTION V

Droits des tiers.

80. Les mutations et les constitutions d'une charge ou d'un habous relatives à un immeuble non immatriculé, non transcrites sur le titre de propriété, ne sauraient être opposables aux tiers qui ont acquis des droits réels sur ledit immeuble, notamment au créancier gagiste nanti du titre : Tunis, 15 avr. 1896 (01, 268). — *81*. Il se peut que la constitution de habous par un acte non inscrit sur le titre de la propriété qui en est l'objet soit intrinsèquement valable : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 47). — *82*. Mais elle n'est pas opposable au créancier qui, antérieurement, a obtenu comme gagiste la détention dudit titre de propriété : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 47).

SECTION VI

Insaisissabilité des habous.

83. La nullité de la saisie et de l'adjudication d'un immeuble situé en Tunisie ne peut être prononcée, sous prétexte que cet immeuble serait inaliénable et insaisissable comme habous, que dans le cas où il serait démontré qu'il y a identité parfaite entre l'immeuble adjugé et celui dont il est question dans l'acte de constitution de habous qui a été produit : Aix ch. réun., 18 juill. 1901 (02, 335). — *84*. L'Administration des Habous est mal fondée à invoquer la qualité habous d'un immeuble qui, au moment où il a été saisi était melk par suite d'un échange qui en avait rendu le saisi seul propriétaire, et ne serait redevenu habous que par l'annulation dudit échange et la rétrocession intervenue postérieurement à la saisie à l'insu du saisissant : Sousse 11 nov. 1898 (99, 529). — *85*. Cette rétrocession, aussi bien que le jugement du Cadi l'approuvant, ne saurait préjudicier aux droits du saisissant, l'immeuble étant placé sous main de justice et la validité de la saisie ne pouvant être modifiée par des faits ultérieurs auxquels ce dernier est resté étranger : Sousse, 11 nov. 1898 (99, 529). — *86*. L'adjudication d'un bien frappé de habous ne saurait conférer aucun droit à l'adjudicataire et doit être considérée comme sans effet à l'égard de l'Administration des Habous : Alger, 12 mai 1899 (00, 395). — *87*. Toutefois, celle-ci pourra être condamnée à payer, à titre de dommages-intérêts, les dépens de l'instance en nullité intentée par elle après coup, si elle a négligé, malgré la publicité donnée à la saisie et à la poursuite de vente, d'avertir le poursuivant de ses droits par un moyen de procédure en son pouvoir, et si elle a ainsi occasionné des frais considérables : Alger, 12 mai 1899 (00, 395). — *88*. Les habous

ne peuvent être l'objet d'une saisie réelle, même de la part d'un créancier qui aurait reçu en gage, postérieurement à la constitution de habous faite sur un acte séparé, le titre de propriété afférent à l'immeuble habousé: Sousse, 28 mai 1903 (04, 48). — *89*. En effet, le habous est opposable au créancier gagiste, bien que non inscrit sur le titre originaire de la propriété, parce qu'il est antérieur au gage, et bien qu'il se soit formé sans publicité, aucune publicité n'étant exigée par la loi pour la validité d'un habous : Sousse, 28 mai 1903 (04, 48).

CHAPITRE II

Jouissance et gestion des biens habous.

Bibliographie. — TERRAS, *Habous*, p. 64, 172 et 236.

SECTION PREMIÈRE

Droits des dévolutaires.

90. Le bénéficiaire d'un bien habous tient ses droits de l'acte de constitution et non de la succession du précédent dévolutaire.: Sousse, 7 nov. 1889 (96,80).— *91*. En conséquence, s'il est l'héritier de ce dernier il n'est tenu de payer les dettes de la succession que sur l'actif de celle-ci et non sur les revenus du habous : Sousse, 7 nov. 1889 (96, 80) ; Tunis, 30 mai 1894 (94, 357) ; 24 mai 1897 (97, 319) ; 9 mars 1898 (01, 150) ; 7 juill. 1898 (98,471) ; 8 juill. 1903 (04,129) ; 18 déc. 1907 (08, 72).— *92*. Il en est ainsi, même au cas où le dernier dévolutaire a droit, en vertu de l'acte de constitution, qui n'a imposé le habous que pour un nombre limité de générations, à la propriété melk de l'immeuble : Sousse 7 nov. 1889 (96, 80). — *93*. En effet le dévolutaire précédent n'a pu créér au profit des tiers, sur cet immeuble, que des droits lui appartenant en propre : Sousse, 7 nov. 1889 (96, 80).— *94*. La renonciation que les héritiers du constituant font de sa succession n'implique pas qu'ils ont renoncé aussi aux avantages du habous établi à leur profit : Tunis, 7 juill. 1898 (98, 471). — *95*. Les générations futures de dévolutaires intermédiaires ont pour représentant légal le Cadi qui, d'après les coutumes musulmanes, a pour mission de défendre les intérêts des incapables et des absents et la fondation pieuse a pour représentant, en Tunisie, une administration publique spéciale, la Djemaïa : Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *96*. Les dévolutaires d'un habous n'ont nullement le droit de l'administrer ; ils n'ont qu'un droit, celui de recevoir la part de fruits qui leur revient, déduction faite des dépenses obligatoires ou de la réclamer, s'ils en sont injustement privés : Tunis, 27 févr. 1908 (08, 478). — *97*. Les dévolutaires d'un habous privé sont libres d'en jouir comme il leur convient, soit personnellement,

soit en le louant, soit en, concédant la jouissance à des tiers à titre gratuit en pourvu qu'il ne compromettent pas la jouissance de dévolutaires futurs : Tunis, 8 avr. 1908 (08, 488). — *98*. Spécialement, ils ne sont pas obligés à louer leurs immeubles par la voies des enchères publiques et par l'intermédiaire de la Djemaïa : Tunis, 8 avr. 1908 (08, 488). — *99*. Seuls les habous privés administrés par un mokaddem sont soumis à ces formalités : Tunis, 8 avr. 1908 (08, 488). — *100*. Le dévolutaire d'un bien habous a sur cet immeuble un droit de jouissance viagère dont il peut disposer ; il peut, en conséquence, valablement céder les arrérages d'une rente enzel qui grève l'immeuble à son profit ; cette cession sera valable pendant la durée de son existence : Tunis, 13 juin 1900 (00, 556). — *101*. Le droit d'administration d'un bien habous d'une Zaouia appartient aux descendants du Saint ; la gérance d'un habous de cette nature ne revient à la Djemaïa qu'après l'extinction de la descendance lorsque le le habous tombe dans le domaine des habous publics : Chara de Tunis, 1 juill. 1885 (00, 199). — *102*. Si, d'après une régle du droit tunisien, un bien habous ne peut être partagé qu'au point de vue de la jouissance et seulement pour une durée limitée par l'existance des co-dévolutaires qui y ont consenti, ces principes ne sont pas applicables à l'immeuble qui n'a été constitué en habous que pour une part indivise : Trib. mixte, 13 févr. 1896 (96, 139). — *103*. Il peut être procédé à un partage de cet immeuble pour déterminer la part qui en revient à titre *melk* à un des co-propriétaires et la part divise qui restera seule frappée de habous. Cette opération ne peut constituer en rien une violation de la règle précitée : Trib. mixte, 13 févr. 1896 (96, 139). — *104*. Les dévolutaires d'un habous ne peuvent se partager la jouissance des immeubles qui en font l'objet que si le constituant n'a pas désigné d'administrateur : Tunis, 17 juin 1895 (95, 483). — *105*. En outre, les deux rites du droit musulman applicables en Tunisie s'accordent à reconnaître que le partage de jouissance d'un habous ne peut produire d'effet que pendant la vie des copartageants, car les dévolutaires successifs tiennent directement leurs droits du constituant et ne sont pas liés par les actes de leurs prédécesseurs, sauf exception : Tunis, 17 juin 1895 (95, 483). — *106*. Il s'ensuit que l'acte de partage de jouissance devient caduc à la mort d'un des copartageants : Tunis, 17 juin 1895 (95, 483). — *107*. D'autre part, le rite hanafite, tout en admettant le partage de jouissance dont il vient d'être parlé, maintient à chacun des dévolutaires le droit de revenir sur son consentement et d'exiger le retour à la jouissance indivise qui constitue la règle en matière de habous; le même rite déclare aussi que le partage dont s'agit n'est pas opposable aux créanciers des copartageants : Tunis, 17 juin 1895 (95, 483). — *108*. Tout défendeur ayant le choix du rite, il y a lieu de décider que le partage de jouissance effectué par les dévolutaires d'un habous ne peut

entraîner la nullité de la saisie arrêt pratiquée par le créancier de l'un d'eux sur la part indivise de son débiteur : Tunis, 17 juin 1895 (95, 483). — *109*. Le dévolutaire d'un bien habous qui le vend ou l'engage à un tiers, au moyen d'acte de notoriété obtenu frauduleusement, commet, au préjudice de ce tiers, un quasi délit dont il lui doit réparation aux termes de l'art. 1382 C. civ. fr., applicable en Tunisie, tant comme règle de procédure, en vertu de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, qu'en vertu du droit naturel, supérieur à toutes les législations, qui veut que tout homme répare le préjudice qu'il a occasionné à un tiers par sa faute : Tunis, 19 déc. 1894 (96, 200).

SECTION II

Droits des mokaddems.

110. L'administrateur d'une fondation pieuse nommé par l'autorité tunisienne a qualité pour représenter en justice tous les bénéficiaires du habous, sans que l'on puisse lui opposer la règle que « nul ne plaide par procureur » : Tunis, 27 févr. 1890 (91, 22). — *111*. Le bénéficiaire d'une fondation pieuse de son essence indivisible, peut représenter, de l'agrément de tous ses co-ayants droit, les intérêts de cette fondation ; cette procédure est d'ailleurs autorisée par les usages locaux : Alger, 11 avril 1891 (91, 207). — *112*. D'ailleurs la nullité résultant du défaut de qualité dudit bénéficiaire est de celles qui sont facultatives en Algérie et Tunisie, conformément à l'article 69 de l'Ordonnance du 26 septembre 1842 : Alger, 11 avr. 1891 (91, 207). — *113*. Le mokaddem du habous n'est pas le représentant des dévolutaires ; il représente le donateur, c'est à-dire les intérêts de la donation : Tunis, 27 févr. 1908 (08, 478). — *114*. En cette qualité il doit : 1° entretenir en bon état, sauvegarder les biens affectés au service de la donation, afin d'en prolonger la durée ; 2° veiller à l'exécution des charges particulières de la charte constitutive ; 3° recueillir les fruits annuels pour en opérer la distribution après prélèvement des frais d'administration et des dépenses d'entretien, ce qui comprend le droit de donner les biens habousés en location : Tunis, 27 févr. 1908 (08, 478). — *115*. Le Cadi n'est pas un représentant, mandataire ou délégué des dévolutaires ; il est comme le mokaddem, le représentant du donateur et le gardien des droits de la fondation : Tunis, 27 février 1908 (08, 478). — *116*. Si les habous publics sont régis, en Tunisie, par les prescriptions du décret beylical du 19 mars 1874, les habous privés ne sont, aux termes de l'art. 6 du même décret, soumis à cette règlementation que le jour où ils ont fait retour à l'œuvre pieuse à laquelle ils doivent, en dernier lieu, revenir : Alger, 9 mai 1898 (98, 522). — *117*. Aucune loi ne donne d'ailleurs, au Cadi, le droit de nommer un mokaddem chargé de représenter les intérêts des dévolutaires actuels d'un habous privé et ce mokad-

dem ne peut être nommé que par la majorité des dévolutaires qui, maîtres de leurs droits, ont seuls qualité pour déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs à celui qu'ils désignent pour leur représentant : Alger, 9 mai 1898 (98, 522). — *118*. L'Administration des habous n'élablit pas suffisamment que l'auteur des saisis ait possédé à titre d'administrateur du habous dont elle demande la distraction, lorsqu'elle ne fournit ni le texte, ni même la date du décret beylical qui aurait confié à celui-ci lesdites fonctions, qu'elle ne fait pas mention davantage du décret qui aurait été rendu après la mort de cet individu, pour le remplacer dans ses fonctions, qu'elle ne fait aucune allusion, soit à des comptes qui lui auraient été rendus par le prétendu administrateur, soit à des réclamations qu'elle lui aurait adressé à cet effet : Sousse, 26 mars 1903 (04, 298). — *119*. Au cas où un bien habous est loué par son mokaddem, avec les formalités exigées par la loi, aucun arrangement ultérieur entre les dévolutaires et le locataire tendant à la remise à ce dernier d'une partie du loyer, n'est oppsable au mokaddem : Tunis, 28 févr. 1906 (06, 334). — *120*. Tout le loyer stipulé doit être versé par le locataire au mokaddem ; si ensuite les dévolutaires auxquels cet administrateur distribue le loyer veulent en faire partiellement remise au fermier, ils peuvent s'ils le veulent, lui en restituer une partie : Tunis, 28 févr. 1906 (06, 334). — *121*. En aucun cas le locataire ne peut se prévaloir d'une entente frauduleuse pour hausser le loyer à un taux fictif, afin d'évincer les locataires européens, lors des enchères, et de faire baisser ultérieurement par les tribunaux le montant de sa redevance : Tunis, 28 févr. 1906 (06, 334). — *122*. Si les biens habous sont placés, en Tunisie, sous la haute surveillance d'un Conseil dont le président représente en justice les intérêts de l'administration dont il est le chef supérieur, il n'en est pas moins vrai que certains groupes d'immeubles habous sont placés sous la gérance particulière d'administrateurs spéciaux qui peuvent avoir des comptes à rendre de leur gestion au Conseil supérieur, ou à son président, mais qui n'en sont pas moins habiles à remplir tous les devoirs de leur charge, intenter toutes actions relatives à leur administration et à se défendre contre les entreprises dont les biens confiés à leur garde peuvent être l'objet : Tunis, 26 déc. 1887 (95, 448). — *123*. On doit tout au moins, dans l'hypothèse la moins favorable, reconnaître à ces administrateurs spéciaux les pouvoirs nécessaires pour intenter une action possessoire, laquelle n'est en somme, qu'un acte de pure administration et rentre au premier chef dans leur mission de gardiens et de surveillants : Tunis, 26 déc. 1887 (95, 448). — *124*. Le Chara a-t-il qualité pour nommer un mokaddem dans le cas où, parmi les dévolutaires d'un habous, il se trouve des justiciables français ? non résolu) : Tunis, 24 mai 1905 (06, 21).

SECTION III

Location de habous.

125. La location d'un immeuble habous par quelques uns des dévolutaires seulement est nulle : Tunis, 2 nov. 1898 (00, 355). — *126* Un bien habous est valablement donné en location par un mokaddem régulièrement nommé par un Cadi et qui a agi en vertu d'une autorisation de ce magistrat : Tunis, 27 mars 1901 (02, 366). — *127.* En conséquence est irrecevable la demande en expulsion du locataire basée sur ce que l'immeuble ne serait pas habous et formulée par un revendiquant sans qu'aucune décision de la juridiction compétente ne lui ait préalablement reconnu le droit de propriété auquel il prétend : Tunis, 27 mars 1901 (02, 366). — *128.* Aux termes du décret beylical du 25 juillet 1897, la location d'un habous privé par un mokaddem ne peut avoir lieu que par la voie des enchères et tout bail fait en violation de cette disposition doit être annulé : Tunis, 27 février 1908 (08, 478). — *129.* Aux termes des décrets beylicaux des 25 juill. 1897 et 7 juin 1900, la location des biens habous doit s'effectuer aux enchères publiques : Tunis, 6 décembre 1905 (06, 142). — *130.* Si, postérieurement à ces enchères, chaque dévolutaire du habous a le droit de faire la remise de tout ou partie de ce qui lui revient personnellement, sur le prix de la location, cet arrangement particulier n'est pas opposable au mokaddem chargé d'administrer le habous et qui a toujours le droit de percevoir intégralement du locataire le prix de location résultant des enchères : Tunis, 6 décembre 1905 (06, 142). — *131.* En admettant que, aux termes du décret du 25 juillet 1897, les habous privés doivent se donner en location, comme les habous publics, par la voie des enchères publiques, la nullité qui résulterait de l'inobservation de cette règle ne pourrait être proposée que par ceux qui y ont intérêt, c'est-à-dire par les dévolutaires, ou par l'Administration des habous chargée de leur protection : Tunis, 1er avril 1908 (08, 315). — *132.* Au cas où le mokaddem de biens dépendant d'un habous privé en met aux enchères la location, il n'a pas le droit de refuser l'offre la plus élevée produite dans ces enchères, sous prétexte que cette offre n'est pas suffisante ; il est obligé au contraire de délivrer l'immeuble en location au plus offrant et dernier enchérisseur : Ouzara, 12 févr. 1903 (03, 292). — *133.* L'acte par lequel un Cadi approuve la location d'un habous est un acte de juridiction gracieuse, qui peut être annulé dans le cas où il lèserait les droits des dévolutaires actuels ou des autres bénéficiaires du habous : Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *134.* En effet, il n'est précédé d'aucun débat contentieux et n'est que l'exercice des droits de tutelle des incapables et de conservation des immeubles habous que la loi confère au Cadi : Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *135.* Même en admettant qu'elle ait été faite dans un but de spéculation par des sous locations en détail, la

location d'un enchir habous ne saurait avoir le caractère d'opération commerciale, alors surtout qu'aucune des parties n'est commerçante : Sousse, 30 nov. 1899 (00, 574). — *136*. La législation musulmane applicable en Tunisie aux immeubles non immatriculés interdisait, au début, de louer les biens habous pour plus d'un an ; une tolérance passée dans la pratique et consacrée aujourd'hui par un usage ayant acquis force de loi, a permis peu à peu de louer valablement ces mêmes immeubles pour une durée de trois ans : Tunis, 20 mars 1895 (95, 299). — *137*. Tout bail dépassant cette durée est nul, au moins pour le surplus, à l'égard des dévolutaires du habous qui ont succédé à celui qui a consenti le bail : Tunis, 20 mars 1895 (95, 299). — *138*. S'il est vrai que, suivant les règles en usage en Tunisie, on ne peut louer valablement un bien habous pour une durée dépassant trois années, ils n'y a pas lieu néanmoins d'expulser le locataire qui occupe en vertu d'un bail qui lui a été consenti pour neuf ans, alors qu'il ne reste plus que deux années à courir : Ouzara, 16 mars 1903 (03, 293). — *139*. S'il est vrai que le bail d'un bien habous est opposable, dans la limite de trois années, aux dévolutaires du habous qui ont succédé au bailleur, ce principe ne saurait recevoir application au cas où le dévolutaire du habous qui a donné sur celui-ci des droits à son créancier, n'a effectivement constitué au profit de celui ci qu'un nantissement ou une antichrèse : Sousse, 15 mars 1906 (06, 502). — *140*. Le bail d'un bien habous est nul, s'il a été contracté pour une longue durée (dans l'espèce, 26 ans) et, au cas où le prix de location a été payé d'avance, il doit être remboursé au locataire : Ouzara, 10 août 1899 (00, 459). — *141*. S'il est vrai que le dévolutaire d'un bien habous tire son droit directement de la constitution et non de la succession du précédent dévolutaire, il doit néanmoins être condamné personnellement au remboursement du prix de location payé à ce précédent dévolutaire, dont il est l'héritier, en vertu d'un bail de longue durée du habous annulé sur sa demande: Ouzara, 10 août 1899 (00, 459). — *142*. Il en est ainsi, tout au moins, ou cas où il est démontré qu'il a personnellement profité du prix ainsi versé, et qu'il s'est engagé à le rembourser s'il faisait annuler le bail : Ouzara, 10 août 1899 (00, 459). — *143*. Aux termes du décret beylical du 31 janvier 1898, ceux qui louent à long terme les biens habous sont tenus des réparations d'entretien, notamment en ce qui concerne les puits : Tunis, 18 déc. 1907 (08, 132). — *144*. Mais il n'est pas exact que la Djemaïa bailleresse soit dispensée de toute réparation, parce que les locations à long terme de habous auraient été assimilées par le législateur aux constitutions d'enzel: Tunis, 18 déc. 1907 (08, 132). — *145*. Cette assimilation n'existe pas et la Djemaïa est tenue, comme tout bailleur, des grosses réparations : Tunis, 18 déc. 1907 (08, 132). — *146*. Le bail consenti pour l'exploitation d'un gisement de phosphates, lorsque la carrière n'était pas

ouverte au moment de la constitution du habous, ne peut être régulièrement consenti qu'avec l'assentissement des dévolutaires actuel, des dévolutaires futurs, et de la fondation pieuse au profit de laquelle le habous a été constitué : Alger. 9 mai 1898 (98, 522). — *147*. Cet assentiment est donné valablement par la majorité des dévolutaires maîtres de leurs droits et de leurs représentants ou mokaddems : Alger, 9 mai 1898 (98, 522). — *148*. Ces mokaddems, nommés avec mission de défendre aussi bien les intérêts des dévolutaires actuels que ceux des dévolutaires futurs, et de veiller à la stricte exécution des clauses de l'acte constitutif de habous, ont qualité, à ce titre, pour demander la nullité d'un acte qui dépouille les dévolutaires actuels au profit d'un dévolutaire dont les droits ne seront ouverts qu'à l'extinction des descendants mâles du bénéficiaire du habous : Alger, 9 mai 1898 (98, 522). — *149*. Est nulle la vente d'une carrière de pierres située dans un bien habous : Ouzara, 15 mars 1897 (97, 638).

SECTION IV

Droits de l'Administration des habous.

(Djemaiat el Aoukaf)

150. L'Etat tunisien n'a aucun droit de propriété sur les immeubles habous publics ou privés ; l'Administration des habous, bien que placée sous le contrôle du Gouvernement tunisien, a une personnalité distincte de la sienne : Tunis, 6 juill. 1898 (98, 378). — *151*. L'intervention officieuse d'un fonctionnaire de l'administration du protectorat en faveur d'un tiers ne saurait créer à la charge du Gouvernement tunisien une obligation légale : Tunis, 6 juill. 1898 (98, 378). — *152*. L'Administration des habous n'est pas propriétaire des biens qui reviennent à des fondations pieuses après l'extinction des descendants du constituant qui en étaient les dévolutaires d'après l'acte de constitution : Trib. mixte, 13 janv. 1904 (04, 250). — *153*. Elle est simplement une institution d'Etat chargée de les gérer ; elle ne peut donc les faire immatriculer à son nom et en former ainsi une sort de fonds commun, en faisant disparaître, par la perte de son individualité, le patrimoine de chaque fondation : Trib. mixte, 13 janv. 1904 (04, 250). — *154*. Le Président de la Djemaïa des habous a qualité pour intenter toutes actions en justice relativement à la gestion d'un habous privé, lorsque l'institution à la tête de laquelle il se trouve a été chargée de l'administration de ladite fondation en remplacement du mokaddem, révoqué pour malversations : Tunis, 27 févr. 1908 (08, 478). — *155*. L'administration des habous est fondée à intervenir dans tout litige concernant un habous particulier car, d'après les lois et les coutumes locales, elle exerce un droit général de surveillance sur tous les biens habous possédés par des particuliers : Tunis, 25 nov. 1895 (96, 49). —

156. Un droit éventuel ouvre à celui qui peut y prétendre la faculté d'intervenir dans l'instance qui porte sur l'existence de ce droit : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 275) ; C. mixte Alexandrie, 16 janv. 1896 (96, 360). — *157.* Spécialement, il en est ainsi pour l'Administration des habous bénéficiaire éventuelle d'un habous dont la validité est contestée, dans l'instance à laquelle elle prétend intervenir : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 275) ; C. mixte Alexandrie, 16 janv. 1896 (96, 360). — *158.* L'Administration des habous appelée à bénéficier d'un habous privé, après l'extinction des dévolutaires, est intéressée à ce qu'il ne soit pas rendu de jugement déclarant que le habous privé n'a jamais existé ou n'existe plus. Elle a donc qualité pour former tierce opposition au jugement qui serait rendu en ce sens, elle non appelée aux débats : Sousse, 4 déc. 1902 (03, 543). — *159.* Les contestations faites par un expert nommé lors du procès dirigé contre les dévolutaires du habous ne sont pas opposables à l'Administration des habous, tierce opposante au jugement : Sousse, 4 déc. 1902 (03, 543).

CHAPITRE III

Modifications du droit de habous.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Contrats dérivés du habous.* (Journ. trib. Tun., 1900, p. 244). — LESCURE, *Double rég. fonc.*, p. 117. — TERRAS, *Habous*, p. 180 et 230.

SECTION PREMIÈRE

Mises à enzel.

160. Sont irrégulières des mises à enzel de biens habous effectuées à une époque où les décrets beylicaux du 19 mars et du 22 mai 1874 étaient en vigueur, alors qu'aucune des formalités prescrites par ces décrets n'a été observée ; mais cette irrégularité n'entraîne pas nullité de plein droit et rend seulement annulables les mises à enzel dont s'agit : Tunis, 27 déc. 1905 (06, 257). — *161.* Il n'y a lieu de les annuler lorsqu'il n'est pas démontré qu'elles aient été le résultat d'un concert frauduleux, lorsque la fondation les a exécutées pendant un très grand nombre d'années sans protestation, et ne les a attaquées que le jour où des circonstances imprévues ont produit une hausse anormale de la valeur des terrains donnés à enzel : Tunis, 27 déc. 1905 (06, 257). — *162.* Il n'y a aucun motif juridique qui s'oppose à ce que l'on admette la concession perpétuelle à un particulier d'un bien habous, à charge par le concessionnaire de laisser prendre la moitié de la récolte, soit en nature, soit en argent, des oliviers qu'il devra planter sur le fond concédé : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 644). — *163.* Il y aurait là un démembrement de la propriété en

domaine utile et en domaine éminent, analogue à d'autres conventions de même nature plus usitées, et tout à fait en rapport avec les usages et l'état économique de certaines régions de la Tunisie : Trib. mixte 18 juin 1904 (06, 644). — ***164***. Il y aurait donc lieu de consacrer cette situation par le jugement d'immatriculation, si la preuve de son existence effective était rapportée : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 644). — ***165***. Lorsqu'une fondation habous a laissé des individus s'établir sur ses terres à titre définitif, et que ces occupants ont planté, bâti, creusé des puits, établi des villages et des cimetières, sans acune opposition de la part de la propriétaire, laquelle s'est bornée à percevoir des redevances annuelles plus ou moins importantes, suivant l'état de prospérité des établissements qu'elle a laissé se former, elle ne peut pas les expulser purement et simplement quand il lui plaît et s'emparer de ce qu'ils ont créé sur son sol : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 407). — ***166***. Il s'est en effet établi entre la fondation et les occupants un lien de droit très analogue au kirdar, qui permet à la première, en vertu de son droit au domaine éminent, de percevoir une redevance annuelle d'une importance à apprécier. et qui autorise les seconds, détenteurs du domaine utile, à en jouir indéfiniment, moyennant le paiement de ladite redevance, à moins qu'ils ne préfèrent s'en dégager en abondonnant les fonds : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 407). — ***167***. Quand le Tribunal mixte, saisi par la fondation habous d'une demande d'immatriculation, constate une pareille situation de fait, il doit rejeter la réquisition comme irrégulière en ce qu'elle ne tient pas compte des droits réels qu'on ne saurait anéantir sans commettre une spoliation et une injustice : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 407).

SECTION II

Échanges.

168. Dans le rite hanafite, il est permis au fondateur d'un habous de stipuler que le dévolutaire pourra échanger l'immeuble habousé ou même le vendre, à charge par lui d'employer le prix de vente à l'acquisition d'un autre immeuble, lequel devient alors habous comme l'était le premier et dans les mêmes conditions, alors même que ces conditions n'auraient pas été rappelées : Alger, 11 mars 1897 (97, 400). — ***169***. Il en est de même, d'ailleurs, en dehors de toute stipulation de remploi de la part du fondateur, lorsque l'aliénation du bien habousé a lieu sans le concours de la volonté des dévolutaires, notamment par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique, et l'immeuble acquis avec l'indemnité d'expropriation prend de plein droit la qualité de habous qui grevait l'immeuble exproprié : Alger, 11 mars 1897 (97, 400). — ***170***. Il suffit, pour l'accomplissement de ce remplacement par remploi, qu'il soit établi en fait que le nouvel immeuble acquis l'a été effectivement avec les fonds provenant de

l'indemnité représentative en capital de la valeur de l'immeuble primitivement habousé : Alger, 11 mars 1897 (97,400). — *171.* Rien, au surplus, ne s'oppose en ce cas à ce que le dévolutaire s'approprie la part d'indemnité afférente aux frais, ni qu'il prenne sur le capital la somme nécessaire pour l'exécution des réparations nécessaires à l'immeuble acquis en remploi : Alger, 11 mars 1897 (97, 400). — *172.* Aux termes des règlements en usage en Tunisie, un immeuble habous ne peut être acheté et vendu que si le prix à en provenir est employé, avec l'assentiment et sous la surveillance de l'autorité judiciaire indigène, en achat d'autres immeubles qui deviennent habous à la place de celui qui a été aliéné : Tunis, 8 juill. 1903 (03, 575). -- *173.* Ces mêmes règlements veulent aussi que le prix destiné à ce remploi soit versé dans la caisse de l'Administration des habous, qui seule a qualité pour recevoir un dépôt de cette nature : Tunis, 8 juill. 1903 (03, 575). — *174.* Si donc, celui qui a promis de vendre le bien habous dont il est bénéficiaire, et de faire les démarches nécessaires pour l'accomplissement des formalités légales qui doivent conduire à la réalisation de la vente, se fait remettre par l'acquéreur partie du prix convenu et lui fait déposer le surplus entre les mains du notaires indigènes, il commet une faute qui, en dehors de tout engagement personnel, le rend responsable, vis-à-vis de l'acquéreur, de ce qu'il a touché et de ce qui a pu être détourné par un des notaires dépositaires : Tunis, 8 juillet 1903 (03, 575).— *175.* Sont nuls de toute nullité les échanges et les mises à enzel de biens habous qui n'ont pas été établis dans les conditions prescrites par les décrets beylicaux du 19 mars et du 22 mai 1874, quelle que soit l'époque à laquelle ces actes ont été faits : Alger, 24 octobre 1907 (08, 272).

SECTION III

Licitation de habous indivis.

176. Un immeuble en partie habous et en partie libre peut être partagé ; lorsque le partage en nature est impossible, les Tribunaux doivent ordonner la vente par licitation : C. mixte Alexandrie, 16 janvier 1896 (96, 360). — *177.* Décider le contraire serait reconnaître au propriétaire d'une part indivise le droit d'empêcher tout partage, au préjudice de ses co-propriétaires, en immobilisant cette part: C. mixte Alexandrie, 16 janv. 1896 (96, 360). — *178.* Il y a lieu d'ordonner que la part du prix afférente à la partie habous sera consignée pour être employée par le Cadi à l'acquisition d'un immeuble qui deviendra habous : C. mixte Alexandrie, 16 janv. 1896 (96, 360).

SECTION IV

Contrats dérivés du habous (Hatzaka, Khoulou, Nasba).

179. Il existe à Tunis un contrat d'une nature particulière appelée *hatzaka*, suivant lequel le droit de jouir perpétuellement d'une propriété bâtie est séparé du domaine éminent, qui prend le nom de *rakba* : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 273). — *180.* La *hatzaka* peut être cédée par celui qui en est bénéficiaire et qui paie au propriétaire une rente fixe et perpétuelle : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 273). — *181.* Dans la pratique, le khoulou présente le plus souvent les caractères essentiels de l'enzel (possession et jouissance d'un héritage contre une redevance périodique déterminée et invariable) ; le tenancier à khoulou peut alors être considéré comme un enzéliste et admis en cette qualité, à demander l'immatriculation : Trib. mixte, 19 juin 1905 (05, 609).— *182.* Mais lorsque la cession de la nasba et de la meftah a été faite moyennant une somme unique versée dès le début, il est impossible, en l'absence de redevance périodique, de considérer le tenancier comme un enzéliste ; d'autre part, le tenancier n'étant pas non plus propriétaire, il ne se trouve pas parmi les personnes énumérées par l'art. 22 de la loi foncière ; il ne saurait donc être admis à requérir l'immatriculation : Trib. mixte, 19 juin 1905 (05, 609). — *183.* Le khoulou, association entre le propriétaire et un tiers relativement au domaine utile d'un immeuble, est un droit réel immobilier ; les litiges qui s'agitent à l'occasion de ce contrat sont en conséquence de la compétence exclusive du Chara : Ouzara, 27 févr. 1908 (08, 295). — *184.* La nasba était un droit d'usage perpétuel qu'acquérait en Tunisie le preneur d'un immeuble en y installant son outillage et qui souvent, par la suite, se transformait en contrat de meftah c'est-à-dire en un droit de co-propriété ; ces anciennes tenures ont été changées en enzel : Tunis, 27 juin 1900 (00, 502). — *185.* Le loyer et les frais d'entretien d'un immeuble renfermant une nasba (agencement mobilier immeuble par destination) doivent être partagés par le propriétaire de la rakba (propriété de l'immeuble) et par le propriétaire de la nasba, dans la proportion de deux tiers pour le premier et de un tiers pour le second, quelle que soit la variation du loyer : Chara de Tunis, 27 févr. 1858 (98, 511). — *186.* La rakba est le droit qui résulte pour le bailleur d'une sorte de location pérpétuelle d'un terrain sur lequel le preneur édifie une boutique dont il a la jouissance et les revenus : Ouzara, 24 février 1887 (99, 289). — *187.* Le prix fixé pour la location du terrain, dans l'acte constitutif, est invariable, et ne peut être augmenté par la suite en raison de la plus value prise par la boutique : Ouzara, 24 févr. 1887 (99, 289).

CHAPITRE IV

Prescription du droit de habous.

188. Les habous ne sont pas, en Tunisie, à l'abri de la prescription ; mais celle-ci ne peut s'effectuer que par une possession beaucoup plus prolongée que pour les immeubles ordinaires : Tunis, 25 novembre 1895 (96, 49). — *189.* D'après la coutume tunisienne, le habous se prescrit par une possession de trente trois ans : Trib. mixte, 6 janv. 1900 (00, 525) ; Alger, 15 oct. 1901 (02, 165). — *190.* Les habous non immatriculés ne sont soumis, en vertu des coutumes tunisiennes, qu'à une prescription acquisitive spéciale de 33 ans : Tunis, 27 mai 1895 (95, 462) ; 15 juin 1898 (98, 373) ; 15 mars 1905 (05, 300). — *191.* En matière d'échanges ou de mises à enzel de biens habous, les actions sont paralysées par l'écoulement de 33 années : Alger, 24 oct. 1907 (08, 272). — *192.* En ce qui concerne la prescription libératoire de ses créances, l'Administration des habous est soumise au droit commun : Tunis, 15 juin 1898 (98, 373). — *193.* Elle ne saurait prétendre que le privilège qui lui est accordé par la prescription acquisitive spéciale à ses immeubles s'étend à ses créances: Tunis, 15 juin 1898 (98, 373). — *194.* La possession exercée par les co-dévolutaires d'un habous est nécessairement entachée de précarité et ne saurait servir de base à la prescription : Trib. mixte, 6 janvier 1900 (00, 525). — *195.* Une longue possession (en l'espèce, 16 ans), quoique insuffisante pour prescrire un bien habous, constitue une présomption grave que l'immeuble possédé est melk, et un acte de notoriété de date récente ne saurait pouvoir établir qu'il serait habous : Trib. mixte, 13 févr. 1896 (98, 119).

HADANA

Voir : Garde d'enfants, ch. IV.

HALITZA

Voir Mariage, ch. V sect. IV.

HATZAKA

Voir : Habous, ch. III sect. IV.

HONORAIRES

Voir : Avocat, ch. I sect. III. — Avocat défenseur, ch. II. — Expert, Expertise, ch. IV. — Huissier, sect. IV. — Succession vacante, sect. I.

HOMICIDE PAR IMPRUDENCE

La loi musulmane fixe-t'elle le prix du sang à un taux invariable au cas d'homicide par imprudence ? Dans ce cas, permet-elle que le prix du sang soit exigé de la personne civilement responsable des faits et gestes de l'auteur du délit ? Quoi qu'il en soit sur chacun de ces points, la loi musulmane n'est pas applicable au litige dans lequel un tunisien poursuit devant la justice française, la réparation du dommage qui lui a été causé par un autre tunisien, à l'encontre d'une société européenne, civilement responsable de l'auteur du délit · Tunis, 11 janv. 1897 (98, 31).

HOSPITALITÉ INDIGÈNE

1. Celui qui donne l'hospitalité à un voyageur conformément aux coutumes indigènes, n'est pas responsable de la destruction de la monture de ce voyageur, tuée d'un coup de feu pendant la nuit : Ouzara, 15 févr. 1900 (00, 460). — *2*. Il en est ainsi, tout au moins, lorsqu'il n'est pas démontré que le dommage dont s'agit a été causé par celui qui a donné l'hospitalité, ou par les siens, ou à son instigation, ou avec son consentement exprès ou tacite : Ouzara, 15 févr. 1900 (00, 460).

HUILES

Voir : Douanes, ch. II sect. I. — Mahsoulats, ch. II sect. II.
Vente à livrer, ch. II sect. VI

HUIS-CLOS

Voir : Tribunal criminel, ch. III sect. IV.

HUISSIER

Voir : Compétence commerciale, ch. II sect. VIII.
Exploit. — Nullités facultatives.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 32. — Pandectes françaises, *Rép. alph.* V° Huissier, n° 1186. — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.*, p. 84. — Sureau, *Rôle des huiss. dans les saisies* (Rev. Algér., 1901, 1, 59).

SECTION PREMIÈRE

Remise des actes.

1. L'art. 45 du décret du 14 juin 1813, aux termes duquel est passible de la suspension et de l'amende l'huissier qui ne remet pas lui-même à

personne ou à domicile l'exploit qu'il a été chargé de signifier, est applicable en Tunisie, en vertu de l'art. 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1842 et l'art. 10 de la loi du 27 mars 1883 : Alger, 17 oct. 1891 (93, 357). — *2.* L'huissier qui ne remet pas à personne ou à domicile l'exploit et les copies de pièces qu'il est chargé de signifier, contrevient à l'art. 45 du décret du 14 juin 1813 : Cass. crim., 23 mai 1903 (04, 625). — *3.* Il n'importe même que ce soit à la suite d'un accord entre lui et le destinataire de l'exploit ou des pièces que l'huissier s'est abstenu de faire la signification à personne ; ce fait ne constitue pas en sa faveur une excuse valable : Cass. crim., 23 mai 1903 (04, 625).

SECTION II

Responsabilité des huissiers.

4. Le mandat donné à un huissier d'accomplir un acte de ses fonctions, joint à la réception des pièces, oblige cet officier ministériel, sauf refus formel et exprès ; son silence constitue au contraire une présomption d'acceptation : Sousse, 3 mars 1900 (01, 221). — *5.* Si donc, ultérieurement, ledit huissier néglige d'accomplir le mandat qui lui a été ainsi conféré, il est pécuniairement responsable des suites de sa négligence : Sousse, 3 mars 1900 (01, 221). — *6.* Un huissier chargé de signifier un acte d'appel qui lui est adressé tout rédigé, commet une faute engageant sa responsabilité, s'il ne fait cette signification qu'après l'expiration des délais d'appel, alors d'ailleurs qu'il avait reçu l'acte en temps utile : Dijon, 18 mai 1903 (04, 627). — 7. Le justiciable qui a été déchu de son pourvoi en cassation à raison d'une nullité commise par l'huissier dans la signification de l'arrêt d'admission, a le droit d'actionner l'huissier en responsabilité et le juge saisi de cette action peut déclarer, après avoir constaté la faute de l'huissier, que la privation des chances d'une cassation a causé un préjudice actuel et certain. Il appartient au juge du fond d'en faire l'évaluation : Cass. civ., 22 mars 1899 (99, 416). — *8.* Le double degré de juridiction étant une règle absolue, l'action en responsabilité dirigée contre un huissier, en réparation des conséquences de la nullité d'un acte d'appel, doit être portée devant le Tribunal de 1re instance et non directement et à titre principal devant la Cour d'appel : Alger, 29 nov. 1906 (07, 381). — *9.* La nullité de procédure qui résulte de ce qu'un jugement n'a pas été signifié par huissier commis est couverte, aux termes de l'art. 173 C. proc. civ., si elle n'est pas proposée avant toute exception autre que celle d'incompétence : Alger, 22 juin 1900 (01, 20). — *10.* L'huissier qui pratique une saisie-arrêt sans permission du président du Tribunal, en vertu d'un acte qui contient seulement le principe d'une créance éventuelle, ni liquide, ni exigible, commet une faute lourde qui le rend passible

de dommages-intérêts envers le saisi, lorsque celui ci a subi un préjudice par l'effet de cette saisie-arrêt : Civ. Seine, 26 janv. 1907 (07, 462).

SECTION III

Attributions des huissiers.

11. Les huissiers sont institués pour assigner les parties devant les Tribunaux, mettre à exécution tous mandements de justice et faires toutes sommations et significations nécessaires à la conservation des droits des citoyens : Tunis, 29 juin 1891 (96, 313). — *12*. Mais aucune loi ne leur donne, soit en Tunisie, soit en France, le droit exclusif de procéder à des expertises et de faire, en dehors des cas mentionnés ci-dessus, des constatations légales : Tunis, 29 juin 1891 (96, 313). — *13*. Un huissier est donc mal venu à demander des dommages intérêts à une partie, parce qu'elle l'a privé d'un profit possible, en provoquant et en obtenant une ordonnance sur requête qui a nommé un individu chargé de faire toutes constatations utiles pendant des opérations de débarquement, de telle sorte que des frais de procédure ont pu être évités aux intéressés : Tunis, 29 juin 1891 (96, 313). — *14*. Aux termes de l'art. 24 du décret du 14 juin 1813, le ministère des huissiers se borne aux citations et significations relatives à l'instruction des procès, ainsi qu'aux actes et exploits nécessaires à l'exécution des ordonnances de justice : Com. Boulogne sur Mer, 21 juin 1904 (05, 484). — *15*. Par suite, ils n'ont pas plus qualité qu'un témoin ordinaire pour constater un fait relatif à l'exécution d'une transaction commerciale et, notamment, le retard apporté par une Compagnie de chemins de fer dans la livraison de marchandises par elle transportées : Com. Boulogne sur Mer, 21 juin 1904 (05, 484. — *16*. Les frais des constats par eux dressés dans un pareil but sont des frais inutiles, qui doivent rester à la charge de celui qui les expose : Com. Boulogne sur Mer, 21 juin 1904 (04, 484).

SECTION IV

Emoluments des huissiers.

17. L'exécution forcé des jugements rentrant dans les attributions légales et privilégiées des huissiers, ceux ci ne peuvent, aux termes de l'art. 151 du décret du 16 février 1807, exiger, à raison d'actes ayant pour seul but ladite exécution forcée, d'autres et de plus forts droits que ceux énoncés aux tarifs : Civ. Seine, 17 déc. 1902 et 27 janv. 1903 (03, 239). — *18*. Cependant, lorsqu'à l'occasion des ses actes, l'huissier a donné des soins particuliers à l'affaire de son client, notamment a fait des démarches relatives au remboursement de la créance de ce dernier, il a droit, à raison de ces démarches et des frais divers, spécialement de

correspondance, qu'elle lui ont occasionnés, à une rénumération en dehors des frais taxés : Civ. Seine, 17 déc. 1902 et 27 janv. 1903 (03, 239). — *19*. Les huissiers peuvent être chargés de mandats spéciaux ne rentrant pas dans leurs attributions légales, et en ce cas particulier, sont fondés à réclamer et à obtenir des salaires non prévus aux tarifs ; mais il leur incombe de justifier de l'existence, de l'étendue et de l'exécution de semblables mandats : Civ. Seine, 27 janv. 1903 (03, 239). — *20*. L'usage qui s'est établi, dans les rapports d'affaires qui ont existé pendant plusieurs années entre un huissier et un avoué : 1° que l'huissier rendit à l'avoué les originaux des actes qu'il avait signifiés sur son ordre et que celui-ci les conservât jusqu'à l'issue des procès auxquels il se rapportaient ; 2° que l'huissier inscrivit sur ses livres le coût de ces actes au débit de l'avoué, sans se préoccuper des clients de celui-ci, qu'il ne connaissait pas, alors que, de son côté, l'avoué faisait figurer sur ses états de frais les salaires de l'huissier et les encaissait ; 3° que chaque année l'avoué payat lui-même à l'huissier le coût desdits actes, faits par son ordre, — a pu à bon droit être considéré comme la preuve de l'engagement pris par l'avoué d'acquitter personnellement à l'huissier le coût des actes qu'il avait ainsi commandés : Cass. req., 17 oct. 1894 (94, 540). — *21*. L'huissier qui a été chargé par un agent d'affaires, porteur des pièces, de certaines poursuites et de certains actes de son ministère à exécuter pour un tiers, doit être considéré comme un mandataire substitué et possède, pour le paiement de ses frais et émoluments, une action en justice solidaire, tant contre l'agent d'affaires que contre le tiers au nom duquel il a agi : Sousse, 2 juin 1898 (00, 296).

SECTION V

Frais frustatoires.

22. Est responsable des frais des actes par lui faits l'huissier qui, avant toute signification d'un jugement de condamnation, sans avoir égard à l'appel du débiteur, en vertu d'une simple permission du juge et à la suite d'une dénonciation irrégulière, a fait procéder à la vente des biens du débiteur et ce, pour un chiffre de beaucoup supérieur au chiffre des condamnations prononcées : Alger, 15 nov. 1890 (94, 86).

HYPOTHÈQUE.

Voir : Faillite, ch. II sect. III. — Gage immobilier du droit tunisien. — Immatriculation, ch. II sect. VI et ch. IV sect. I. — Mineur, ch. II sect. II. — Régime matrimonial, ch. I sect. I.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 74. — Labbe, *Hypoth. de l'hypoth.* (Journ. trib. Tun., 1907, p. 406). — Labbe,

Inscript. hypoth. (Journ. trib. Tun., 1908, p. 84). — LESCURE, *Double rég. fonc., p. 275.* — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° Privil. et hypoth. N° 13794. — PIOLET, *Rég. propr. fonc.* p. 50 et 118. — POUYANNE, *Syst. Torrens,* p. 17 et 112. — SCEMAMA, *Hypoth. en Tun.*, p. 37, 70, 87, 151, 204 et 259. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV p. 1953.

1. Si le droit à l'hypothèque légale sur les biens du mari dérive, pour la femme mariée, de son statut personnel, les effets de cette hypothèque ne se produisent qu'à l'égard des immeubles qui en sont susceptibles et dans la mesure autorisée par le statut réel y applicable : Tunis, 16 nov. 1891 (96, 548) ; 4 avr. 1894 (94, 398). — *2.* Spécialement, elle ne porte pas, sans inscription, sur les immeubles non immatriculés que le mari possède en Tunisie, à moins que la femme n'en détienne régulièrement les titres, pour sûreté de ses reprises : Tunis, 16 nov. 1891 (96, 548) ; 4 avr. 1894 (94, 398). — *3.* Quand aux immeubles immatriculés, ils ne sont grevé de l'hypothèque légale de la femme, aux termes des art. 238 et 239 de la loi foncière, que si elle a été inscrite à la Conservation de la propriété foncière : Tunis, 16 nov. 1891 (96, 548) ; 4 avril 1894 (94, 398). — *4.* Les dispositions de la loi foncière qui font bénéficier la femme mariée du droit d'obtenir une hypothèque forcée sur les immeubles de son mari, pour sûreté de ses droits matrimoniaux, ne trouvent pas application au cas où il s'agit de garantir le paiement régulier d'une pension alimentaire que le mari a été contraint de fournir à la suite d'une séparation judiciaire survenue entre les époux : Tunis, 6 nov. 1907 (08, 45). — *5.* Un droit d'hypothèque ne pouvant porter sur des meubles ou sur des objets mobiliers, ne peut grever l'achalandage d'un commerçant en même temps que l'immeuble où il exerce son commerce : Sousse, 1er juillet 1904 (05, 332). — *6.* On objecterait vainement que cet achalandage a le caractère d'immeuble par destination, car il ne constitue pas un objet ou agent nécessaire au système de production auquel l'établissement industriel est consacré, alors surtout qu'il s'agit, comme en l'espèce, d'un débit et non d'une fabrique de limonade : Sousse, 1er juill. 1904 (05, 332). — *7.* Si, sous le régime de la loi foncière, telle qu'elle avait été conçue et édictée en 1885, il était possible d'hypothéquer la rente de l'enzel, l'art. 233, d'où découlait cette possibilité, a été abrogé *parte in qua* en 1892, si bien que, depuis cette date, la rente de l'enzel n'est plus susceptible d'hypothèque : Trib. mixte, 26 octobre 1903 (03, 617) ; Tunis, 31 mai 1905 (05, 541). — *8.* D'après la loi foncière, le droit de créance enzel n'est pas susceptible d'hypothèque : Trib. mixte, 29 déc. 1900 (01, 288). — *9.* Aux termes de l'art. 244 de la loi foncière, s'il n'a pas été stipulé d'hypothèque dans le contrat de mariage, ou en cas d'insuffisance des garanties déterminées par le contrat, la femme peut, durant le cours du mariage, et en vertu d'un jugement, à défaut de consentement du mari, requérir inscription

d'hypothèque sur les biens de celui-ci : Tunis, 17 juin 1908 (08, 623). — *10.* Pour l'application de cette disposition, la femme doit rapporter la preuve que ses créances ne sont pas suffisamment garanties : Tunis, 17 juin 1908 (08, 623). — *11.* L'abrogation de l'art. 235 de la loi foncière de 1885 par la loi du 15 mars 1892 n'a pas eu pour effet de rendre applicable en Tunisie, en ce qui concerne les immeubles immatriculés, l'art. 446 du C. de com. fr. : Alger, 29 oct. 1902 (03, 81). — *12.* D'autre part, dans le système de la loi foncière de 1885, les dispositions du Code de commerce français n'étaient pas applicables aux immeubles immatriculés: Alger, 29 oct. 1902 (03, 81). — *13.* Donc, il n'y a lieu d'annuler l'hypothèque prise sur un immeuble immatriculé, dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls : Alger, 29 octobre 1902 (03, 81). — *14.* Sont applicables en Tunisie, à l'égard des immeubles immatriculés, les dispositions du Code de commerce français qui ne sont pas contraires aux lois foncières tunisiennes du 1er juillet 1985 et du 15 mars 1892 : Paris, 29 juin 1904 (04, 601). — *15.* Il en est ainsi spécialement pour l'art. 448 C. com., d'après lequel des inscriptions hypothécaires ne peuvent être valablement prises contre un débiteur qne jusqu'au jour du jugement déclaratif de faillite : Paris, 29 juin (04, 601).— *16.* Pour écarter l'application de cet article, on se prévaudrait vraiment de l'abrogation par la loi de 1892 de l'art. 235 de la loi foncière tunisienne de 1885, relatif aux inscriptions hypothécaires prises dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls : Paris, 29 juin 1904 (04, 601). — *17.* La loi foncière de 1885 contenait un art. 235 qui permettait l'annulation des inscriptions d'hypothèque faites dans le délai pendant leque les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls : Tunis, 14 mars 1908 (08, 484). — *18.* Cet article a été abrogé purement et simplement en 1892 ; il est donc maintenant incontestable que l'événement d'une faillite ne peut avoir aucune influence sur la validité des inscriptions hypothécaires, hormis le cas ou il y a dol ou fraude, conformément à l'art. 38 de la loi foncière : Tunis 14 mars 1908 (08, 484). — *19.* Il n'existe dans le nouveau droit foncier tunisien aucune hypothèque légale ni aucune hypothèque forcée, au profit de la masse des créanciers, sur les immeubles immatriculés du liquidé judiciaire ou du failli : Trib. mixte, 1er avril 1908 (08, 462). — *20.* L'état de liquidation judiciaire ou de faillite donne seulement lieu à l'inscription sur le livre foncier d'une mention destinée à porter cet état à la connaissance des tiers, afin de les avertir du changement survenu dans les pouvoirs de disposition du propriétaire : Tribunal mixte, 1er avril 1908 (08, 462). — *21.* D'après les art. 191 et 649 de l'ordonnance maltaise du 11 février 1870, le partage a un effet déclaratif et la validité des hypothèques constituées par chaque héritier sur sa part dans la succession est subordonnée à cet effet déclaratif : Tunis, 17 janv. 1898 (98, 226).

I

IMMATRICULATION

Voir : Action possessoire, ch. I sect. II et III et ch. II sect. II. — Bail, ch. II sect. III. — Chose jugée. — Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. IV. — Compétence immobilière. — Domaine public, ch. III sect. I. — Enzel, ch. III sect. III. — Gage immobilier, ch. I sect. VI. — Indivision. — Licitation, sect. II. — Mogharsa, sect. II. — Propriété immobilière, ch. II. — Servitudes, ch. I.

Bibliographie. — ANTERRIEU, *Conf. adm.* p. 196. — APPERT, *Not. sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç. 1897, p. 197). — BARRAULT, *Organ. de la propr. fonc. en Tun.* p. 93. — S. BERGE, *Jurid. franç en Tun.* p. 10 et 70. — S. BERGE, *Just. en Tun.* p. 170. — BESSON, *Livres fonciers*, p. 379. — CAMBON, *Rapp. loi fonc.* p. 1. — CAUDEL, (Ann. de l'Ec. libre sc. pol., 1892, p. 689). — CHALLAMEL, *Not. sur la législ. tun* (Ann. législ. franç. 1885, p. 147). — CHASTENET, (Journ. des Economistes 1889, 1, 358). — COUTARD, *L'immatr. fonc.* (Trib. des colonies, 1903 p. 5. — DAIN, *Syst. Torrens* (Rev. Algér. 1885, 1, 285). — DE DIANOUS, *Législ. tun.* p. 98. — EYSSAUTIER, *Examen du projet de loi* (Rev. Algér. 1893, 1, 149). — DE FAGES, *Conf. adm.* p. 389. — FOUCHER. *Evolution du protec. en Tun.* p. 269. — GIRAULT, *Princ. de colon.* t. III. p. 464. — GONSE, *Comm. sur le rapp. de M. Dain* (Bull. Soc. législ. comp. 1885, p. 560). — LEROY-BEAULIEU, *Algér. et Tun.* p. 389. — LESCURE, *Double rég. fonc.* p. 219. — MASSICAULT, *Rapp. loi fonc.* p. 28. — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° Propriété, n° 1819. — P. H. X. *La polit. franç. en Tun.* p. 381. — PIOLET, *Rég. propr. fonc. en Tun.* p. 78. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.* p. 387. — POUYANNE, *Syst. Torrens en Tun.* p. 25, 68 et 158.— PUECH, *Constit. de la propr. fonc. en Tun.* p. 48. — REGNIER, *La propr. fonc. en Tun.* (Trib. des colon. 1895, p. 438. — SCEMAMA, *Hypoth. en Tun.* p. 131. — SIMONNET, *Législ. tun.* p. 40. — TILLOY, *Rép. alph.* t. VI p. 3016.

CHAPITRE PREMIER

Recevabilité et effets de la réquisition.

Bibliographie. — ANTERRIEU, *Conf. adm.* p. 215. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 70. — LESCURE, *Double. rég. fonc.* p. 219. — CH. MARTINEAU, *Caract. du droit de l'exproprian*t (Journ. Trib. Tun., 1902, 143). — PIOLET, *Rég. propr. fonc. en Tun.*, p. 89. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 403. — POUYANNE, *Syst. Torrens en Tun.*, p. 84 et 209. — PUECH, *Constit. de la prop. fonc. en Tun.*, p. 81 et 146. — TILLOY, *Rép. alph.* t. VI p. 3019.

SECTION PREMIÈRE

Qui peut requérir l'immatriculation

§ I. — Il faut avoir la personnalité civile.

1. Pour être inscrit comme détenteur de droits réels sur le titre d'immatriculation d'une propriété foncière, il faut de toute nécessité être pourvu de la personnalité civile, c'est-à-dire constituer, soit une personnalité physique, soit une entité morale capable de posséder : Trib. mixte, 13 juin 1903 (03, 426) ; 29 juin 1903 (03, 429) ; 11 juillet 1903 (03, 466) ; 21 nov. 1903 (04, 93). — *2.* Spécialement, il est impossible d'inscrire comme crédit enzéliste, sur le titre d'une propriété immatriculée, une communauté israélite, alors qne rien ne vient établir l'existence légale d'une entité morale de ce nom régulièrement pourvue de la personnalité civile : Trib. mixte, 21 nov. 1903 (04, 93). — *3.* Il n'y a lieu aussi de recevoir en la forme une réquisition d'immatriculation faite au nom de l'Archevêché de Carthage, alors qu'on ne fait pas la preuve qu'il possède la personnalité civile : Trib. mixte, 13 juin 1903 (03, 426). — *4.* Il importe peu que antérieurement, des immeubles aient été immatriculés à son nom et que le Gouvernement tunisien ait fait avec lui des conventions, ces décisions ou ces contrats n'étant pas de nature à conférer la personnalité civile à qui ne la possède pas : Trib. mixte, 13 juin 1903 (03, 426). — *5.* Il n'est pas possible d'immatriculer un immeuble au nom d'une faillite, qui ne forme pas une personnalité civile ; on ne peut immatriculer qu'au nom du failli, en faisant mention sur le titre du jugement déclaratif, pour la conservation des droits et des garanties qu'il crée au profit de la masse: Trib. mixte, 11 juill. 1903 (03, 466). — *6.* Si le décret beylical du 13 avril 1901 a donné à la Caisse de secours et de bienfaisance israélite de Tunis le droit de gérer et d'administrer les immeubles consacrés au culte israélite, il n'a conféré ainsi à cette institution la détention ni la disposition d'aucun droit réel succeptible d'être inscrit sur le titre d'une propriété immatriculée : Trib. mixte, 29 juin 1903 (03, 429). — *7.* Il s'ensuit qu'elle n'est pas recevable à intervenir dans une procédure d'immatriculation, portant sur un immeuble dont elle n'est pas propriétaire, sous prétexte qu'il s'y trouverait une chambre à usage de synagogue : Tribunal mixte, 29 juin 1903 (03, 429).

§ II. — Il faut être titulaire de droits réels.

8. L'art. 22 de la loi foncière autorise le co-propriétaire et le co-enzéliste à requérir l'immatriculation de l'immeuble commun ; mais il ajoute: « toutefois le co-propriétaire et le co-enzéliste non requérants ou leurs créanciers hypothécaires pourront, par voie d'opposition, demander qu'il soit sursis à l'immatriculation jusqu'à ce qu'il aient fait procéder au

partage ou à la licitation des immeubles indivis » : Trib. mixte, 2 juin 1902 (03, 368). — *9.* Il y a donc lieu, pour le Tribunal mixte, de surseoir à statuer sur la réquisition, jusqu'après partage ou licitation, quand cela lui est demandé par un co-propriétaire ou un co-enzeliste non requérant : Trib. mixte, 2 juin 1902 (03, 368). — *10.* Mais s'il est démontré qu'après avoir obtenu ce sursis, l'opposant à la réquisition, non seulement n'a rien fait pour arriver au partage ou à la licitation, mais encore a fait obstacle aux diligences que le requérant justifie avoir faites dans ce but, il y a lieu de le déclarer déchu du bénéfice du droit exceptionnel que lui accordait la loi et de passer outre à la réquisition : Trib. mixte, 2 juin 1902 (03, 368). — *11.* Le co-propriétaire indivis requérant l'immatriculation n'est pas recevable à demander qu'il soit sursis à l'immatriculation jusqu'à ce qu'il ait été procédé au partage ou à la licitation de l'immeuble: Trib. mixte, 24 déc. 1896 (97, 48). — *12.* Si la loi donne à certains titulaires de droit réels (usufruit, usage, habitation, superficie, amphytéose, antichrèse, hypothèque), le droit de demander l'immatriculation, ce faisant il n'agissent qu'en vertu du mandat légal qu'ils tiennent de la loi, et ils doivent formuler la réquisition au nom du propriétaire de l'immeuble, avec demande d'inscription des droits réels dont ils sont titulaires : Trib. mixte, 10 janv. 1900 (00, 157). — *13.* Il convient d'assimiler le crédit enzéliste au créancier hypothécaire, en ce qui concerne la faculté de requérir l'immatriculation : Trib. mixte, 30 janv. 1896 (96, 111). — *14.* Le crédit-rentier ne peut donc demander l'immatriculation de la propriété grevée d'enzel qu'avec le consentement de l'enzéliste ou bien huit jours après une sommation signifiée au débit rentier et restée infructueuse ; Trib. mixte, 30 janv. 1896 (96, 111). -- *15.* Si le décret d'expropriation pris par S. A. le Bey opère le transfert du droit de propriété à l'égard des sujets tunisiens, il n'en est pas de même à l'égard des justiciables des Tribunaux français pour qui le transfert du droit de propriété ne peut résulter que de l'accomplissement des formalités judiciaires ou extrajudiciaires déterminées par la loi : Trib. mixte, 28 déc. 1901 (02, 43). — *16.* En conséquence, le décret d'expropriation pris à l'encontre d'un justiciable des Tribunax français ne saurait par lui seul constituer aucun droit réel, ni aucune modalité de droit réel susceptible d'intéresser une instance d'immatriculation : Trib. mixte, 28 déc. 1901 (02, 43). — *17.* La propriété de l'immeuble exproprié pour cause d'utilité publique à l'encontre d'un sujet tunisien appartient à l'Etat expropriant, par le seul fait du décret d'expropriation, sans qu'il soit nécessaire qu'une indemnité ait été payée à l'exproprié : Trib. mixte, 2 nov. 1903 (03, 586) ; 7 mars 1904 (04, 190). — *18.* Cela ne veut pas dire qu'aucune indemnité n'est due à celui-ci, mais seulement qu'il ne possède plus, du jour où le décret a été rendu, aucun droit réel sur le fond qui lui à été enlevé et qu'il n'a

plus à prétendre qu'à une action de nature purement personnelle contre l'expropriant, pour la réparation du préjudice qui lui a été causé par l'expropriation : Trib. mixte, 2 nov. 1903 (03, 586) ; 7 mars 1904 (04, 190).— *19.* Le Tribunal mixte n'est nullement compétent pour connaître de cette action. Et si l'État expropriant a subordonné tout paiement d'indemnité à une reconnaisance par justice des droits de propriété dont le réclamant prétend avoir été privé par l'expropriation, il est évident que ce n'est pas au Tribunal mixte qu'il appartient de faire cette reconnaissance : Trib. mixte, 7 mars 1904 (04, 190).

§ III. — **Il faut posséder un bien susceptible d'immatriculation.**

20. Est irrecevable la demande d'immatriculation d'un immeuble qui serait compris dans un immeuble déja immatriculé : Trib. mixte, 14 janv. 1896 (97, 660). — *21.* Une réquisition nouvelle portant sur immeuble qui avait été l'objet d'une première requisition rejetée, n'est recevable qu'autant qu'elle est fondée sur des éléments de preuve nouveaux qui n'avaient pas été soumis au Tribunal lors de la réquisition : Trib. mixte, 15 févr. 1905 (05, 334). — *22.* Ne peut être accueillie la demande d'immatriculation d'une propriété attribuée à un autre que le requérant par une décision de la juridiction indigène rendue contre lui : Trib. mixte, 25 juin 1887 (94, 334). — *23.* Il importe peu que cette décision ne soit pas définitive ; il appartient au requérant de la faire tomber par les voies de recours que lui donne la loi, pour reprendre ensuite utilement sa procédure d'immatriculation : Trib. mixte, 25 juin 1887 (94, 334). — *24.* Une réquisition d'immatriculation n'est pas recevable si elle porte sur un immeuble qui a été l'objet d'une réquisition antérieure encore pendante et si elle est présentée par un ayant droit du premier requérant, né postérieurement à la première réquisition, spécialement, par l'acquéreur d'une parcelle qui a traité postérieurement à la réquisition qui porte sur le tout : Trib. mixte, 26 oct. 1903 (04, 117). — *25.* Ce n'est pas par demande d'immatriculation que cet ayant droit ou acquéreur doit procéder, c'est par voie de dénonciation de son contrat au Tribunal mixte, conformément au décret du 16 juillet 1899 : Trib. mixte, 26 oct. 1903 (04, 117).

§ IV. — **Réquisition par mandataire.**

26. Aux termes de l'art. 23 de la loi foncière, celui qui requiert une immatriculation comme fondé de pouvoirs doit être muni d'une procuration *spéciale* : Trib. mixte, 23 janv. 1904 (04, 271) ; 2 mai 1904 (04, 364). — *27.* Il y a nullité de la réquisition, lorsque le mandataire qui la requiert ne peut produire qu'une procuration générale : Trib. mixte, 23 janv. 1904 (04, 271) ; 2 mai 1904 (04, 364). — *28.* Le décès du mandant met fin au

mandat ; par suite est nulle de toute nullité la réquisition d'immatriculation faite par un mandataire, à une époque postérieure au décès du mandant : Trib. mixte, 15 juill. 1903 (04, 55). — *29*. Au surplus, une semblable réquisition ne peut conduire à aucun résultat utile ; la date de la réquisition détermine l'époque à laquelle le Tribunal mixte doit fixer la consistance juridique de l'immeuble ; par conséquent la réquisition faite au nom d'un défunt présenté comme vivant aboutit nécéssairement à une impossibilité : Trib. mixte, 15 juill. 1903 (04, 55). — *30*. A tous les points de vue, donc, elle doit être purement et simplement rejetée : Trib. mixte, 15 juill. 1903 (04, 55). — *31*. L'Administration des habous a-t-elle qualité pour requérir l'immatriculation d'un habous privé non tombé en déshérence ? (non résolu) : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (04, 384). — *32*. La réquisition d'immatriculation faite par le mandataire du propriétaire de l'immeuble à immatriculer, ne saurait être recevable qu'autant que la procuration spéciale exigée par l'art. 23 de la loi foncière § 1 est produite à la barre ou jointe à la réquisition : Trib. mixte, 6 févr. 1897 (98, 510).

SECTION II

Formes et précisions nécessaires de la réquisition.

33. Le requérant doit faire connaître, dans sa réquisition, les noms de ses co-propriétaires indivis, afin que les tiers, qui auraient du chef d'un co-propriétaire non requérant des droits sur l'immeuble, puissent être mis en demeure de veiller à la défense de leurs intérêts et de faire inscrire sur le titre les charges existant à leur profit sur ledit immeuble : Trib. mixte, 22 mai 1897 (97, 445). — *34*. Une demande d'immatriculation ne saurait être recevable si les origines de propriété ne sont établies soit par titre, soit par tout autre élément de conviction suffisant pour établir les droits du requérant : Trib. mixte, 6 février 1897 (98, 509). — *35*. L'inobservation de cette règle mettrait le Tribunal dans l'impossibilité de remplir sa mission de protecteur des incapables et des absents : Trib. mixte, 6 févr. 1897 (98, 509). — *36*. En conséquence, un simple acte de vente non accompagné de la remise du titre originaire ou à son défaut, d'indication sur l'origine de propriété ne saurait être suffisant pour permettre l'immatriculation : Trib. mixte, 6 févr. 1897 (98, 509). — *37*. Ne peut être accueillie la demande d'immatriculation à l'appui de laquelle il n'est produit qu'un titre arabe qui n'établit pas la transmission de la propriété aux mains du requérant : Trib. mixte, 22 déc. 1900 (01, 408). — *38*. Celui qui a requis une immatriculation ne peut être autorisé sous aucun prétexte à retirer de son dossier, pour les mettre en gage, les pièces qu'il a produites pour justifier sa réquisition : Trib. mixte, 20 févr. 1904 (04, 304). — *39*. Ce retrait constituerait une violation de l'art. 23 de la loi foncière et entraînerait nécessairement le rejet de la demande : Tribunal

mixte, 20 février 1904 (04, 304). — *40*. Une réquisition est irrégulière lorsque les indications qu'elle donne de l'immeuble qui en est l'objet sont tellement vagues qu'elles ne permettent pas de l'identifier et de le reconnaître : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (04, 384). — *41*. Il en est ainsi spécialement lorsque la réquisition se borne à dire que l'immeuble, de 3,400 hectares, est borné par une sebkha, le territoire de telle ville et de telle autre ville distante de plus de 80 kilomètres et par des collines allongées : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (04, 384). — *42*. Enfin le requérant ne satisfait pas du tout au vœu de la loi lorsqu'à l'appui de sa réquisition il ne produit que des actes de notoriété dont les indications sont ou trop vagues ou, au contraire d'une précision invraisemblable : Trib. mixte, 11 juillet 1903 (04, 384).

SECTION III

Effets de la réquisition.

43. Une instance d'immatriculation a pour but de faire passer l'immeuble du régime de la loi musulmane sous le régime de la loi foncière ; elle ne présente par elle-même aucun caractère contentieux et ne saurait être assimilée à une action pétitoire : Tunis, 9 avril 1902 (02, 270). — *44*. L'article 37 de la loi foncière n'attribue au Tribunal mixte que la connaissance de toutes les contestations se rapportant exclusivement au fond de la demande d'immatriculation : Trib. mixte, 17 décembre 1896 (97, 46). — *45*. Il s'en suit que le Tribunal mixte n'est pas compétent pour ordonner la mise sous sequestre de l'immeuble objet de la réquisition d'immatriculation : Trib. mixte, 17 déc. 1896 (97, 46). — *46*. Le Tribunal mixte n'est point compétent pour apprécier la qualification d'un jugement du Tribunal civil : provision étant due au titre, un jugement qualifié en dernier ressort doit en cette qualité sortir tous ses effets devant lui : s'il a été fait appel de ce jugement, il y a tout au plus lieu d'ordonner qu'il sera fait mention sur le titre de propriété à établir de la réserve des droits éventuels qui pourront résulter de l'arrêt de la Cour : Trib. mixte, 31 oct. 1896 (97, 662). — *47*. Le Tribunal mixte n'a pas le pouvoir de trancher les contestations relatives à des droits personnels afférents à des immeubles immatriculés : Tunis, 23 mai 1894 (94, 350). — *48*. Il y a lieu, pour le Tribunal mixte, de surseoir à statuer sur la demande d'immatriculation d'un immeuble objet d'une instance en revendication intentée au cours d'une procédure de saisie immobilière, antérieurement à la réquisition et qui suit son cours normal devant la juridiction compétente: Trib. mixte, 24 déc. 1896 (97, 48). — *49*. Le Tribunal mixte, lorsque la litispendance du litige devant les tribunaux de droit commun est invoquée, et qu'aucune diligence ne paraît avoir été faite par les parties pour obtenir décision desdits tribunaux, a le droit de rechercher les causes qui retar-

dent la solution du procès devant le Tribunal saisi, notamment devant le le Chara : Trib. mixte, 22 oct. 1896 (96, 535). — *50*. Devant le tribunal musulman du Chara, le demandeur ne saurait exiger que l'instance soit poursuivie à la diligence du défendeur, ce dernier ayant, d'après la loi musulmane, un grand intérêt à conserver sa position de défendeur, qui lui donne entre autres avantages le choix du rite : Trib. mixte, 7 janv. 1899 (01, 47). — *51*. En droit musulman, en matière immobilière, celui qui a la possession est placé par les faits dans la situation de défendeur. En conséquence, au cas où le tribunal mixte a sursis à statuer jusqu'après solution d'un litige pendant devant le Chara, le demandeur devant cette juridiction ne saurait demander au tribunal mixte de passer outre, sous prétexte que son adversaire n'a fait aucune diligence pour poursuivre l'instance devant le Chara : Trib. mixte, 7 janv. 1899 (01, 47).

CHAPITRE II

Procédure d'immatriculation.

Bibliographie. — ANTERRIEU, *Conf. adm.*, p. 22. — BARRIOULET, *Publicité*, p. 118. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p. 70. — BESSON, *Livres fonciers*, p. 383. — GENTIL, *Point de départ de l'immatr.* (Journ. trib. Tun., 1899, p. 348). — LABBE, *Vente par porte-fort* (Journ. trib. Tun., 1906, p. 620). — LESCURE, *Doubl. rég. fonc.* p. 226. — MAGNIEN, *Etude sur la publicité*, p. 171. — PIOLET, *Rég. propr. fonc. en Tun.* p. 92. — POUGNADORESSE, *Just. franc. en Tun.* p. 403. — POUYANNE, *Syst. Torrens* p. 85 et 173. — PUECH, *Const. de la propr. fonc.* p. 97 et 125. — SCIEMAMA, *Hypot. en Tun.* p. 137. — TILLOY, *Rép. alph.* t. II, p. 656 et t. VI p. 3022.

SECTION PREMIÈRE

Publicité.

52. La réquisition d'immatriculation et la publicité de ladite doivent contenir la description de l'immeuble, construction et plantations qui peuvent s'y trouver, ainsi que le détail des droits immobiliers existant sur ledit immeuble avec la désignation des ayants droits et notamment les baux dépassant une année, avec le nom du locataire et le prix annuel du bail : Trib. mixte, 10 juin 1899 (00,301). — *53*. L'omission de ces indications entraîne la nullité de la procédure de publicité : Trib. mixte, 10 juin 1899 (00,31). — *54*. En principe, une maison située dans une ville est insuffisamment désignée, au point de vue de l'immatriculation, si on n'indique pas la rue où elle se trouve et le numéro qu'elle y occupe, ou dans le cas où elle a plusieurs portes d'entrée, tous les numéros et toutes

les rues afférents auxdites portes : Trib. mixte, 1er février 1905 (05,272). — **55.** Toutefois la publicité voulue par la loi est suffisante si, à défaut de ces précisions, les documents publiés contiennent d'autres mentions propres à renseigner complètement les tiers sur la véritable portée de la réquisition d'immatriculation : Trib. mixte, 1er fév. 1905 (05,272). — ***56.*** La publicité de la réquisition doit, à peine de nullité, être complète en ce sens que les confins de l'immeuble à immatriculer doivent être indiqués soigneusement, afin que les tiers intéressés ne puissent être mis en erreur par une désignation incomplète, ou erronée de l'immeuble dont s'agit : Trib. mixte, 22 mai 1897 (97,487). — **57.** Est incomplète, relativement à l'immeuble enclavé, la publicité qui réunit en un seul tout deux réquisitions, celle de l'immeuble qui enclave et celle de l'immeuble enclavé, de telle sorte que ce dernier disparaît de la publicité par ce fait que les confins du premier y sont seuls indiqués : Trib. mixte, 22 mai 1897 (97, 487). — **58.** Il y a, dès lors, lieu d'ordonner une nouvelle publicité : Trib. mixte, 22 mai 1897 (97,487). — **59.** Une réquisition d'immatriculation doit être rejetée lorsque l'insuffisance de la description de l'immeuble et de ses limites dans la réquisition n'a pas permis à la publicité de produire tous ses effets et que les opérations de bornage se sont accomplies, par la faute du requérant, dans des conditions telles que les riverains ont pu être induits en erreur sur la portée réelle des formalités qui s'effectuaient : Trib. mixte, 17 oct. 1903 (03,556). — ***60.*** L'omission dans la réquisition de la désignation d'un droit réel existant antérieurement, a pour effet de vicier les publications faites dans l'intérêt des tiers : Trib. mixte, 17 janv. 1900 (00,198). — ***61.*** Une nouvelle publicité doit être ordonnée pour couvrir ce vice de procédure : Trib. mixte 17 janv. 1900 (00,198). — ***62.*** Il y a lieu de rejeter la réquisition d'immatriculation qui n'a révélé qu'une partie des co-propriétaires de l'immeuble en instance, et dont, par suite, la publication n'a pas constitué une mise en demeure suffisante pour les tiers qui auraient pu acquérir des droits réels du chef des co-propriétaires omis : Trib. mixte, 19 mars 1904 (04,338). — ***63.*** Le défaut de publication dans l'édition française du journal officiel de la date à laquelle devait avoir lieu le bornage de l'immeuble, ne vicie pas la procédure faite, aucun texte ne prononçant de nullité de ce chef : Trib. mixte, 10 janv. 1900 (00,159). — ***64.*** La dissimulation de la valeur vénale d'un immeuble aussi bien que l'omission de toute indication touchant sa valeur locative, ne peuvent vicier une réquisition d'immatriculation et la publicité dont elle a été l'objet, ces indications ayant plus un intérêt fiscal que le caractère substantiel d'un élément d'identification de l'immeuble objet de la réquisition : Trib. mixte, 10 juill. 1905 (06,150).

SECTION II

Bornage.

65. Une réquisition d'immatriculation introduite par un tiers et les formalités qui en sont la suite. notamment le bornage et l'implantation de bornes, n'ont pas pour résultat de priver celui qui occupe le terrain borné, à titre de locataire ou autrement, de la jouissance qu'il en a, ni même de modifier dans une mesure quelconque la possession qui s'exerce sur ce terrain : Trib. mixte, 17 déc. 1896 (97,46) ; Tunis, 5 avril 1905 (05,462).— *66*. Un locataire n'est donc pas fondé à se prévaloir de ce qu'une réquisition d'immatriculation a entraîné le bornage du terrain loué, pour se refuser à payer son loyer ou pour demander une indemnité de privation de jouissance : Tunis, 5 avril 1905 (05,462). — *67*. Il est vrai que si le géomètre du service topographique commet des dégats en exécutant ou en faisant exécuter les opérations d'arpentage, de mensuration et de plantation de bornes qu'il a mission d'accomplir, ces dégats peuvent donner ouverture à une action en réparation pécuniaire, mais cette action ne saurait être dirigée contre le bailleur : Tunis, 5 avril 1905 (05,462). — *68*. Si le fait, par le requérant d'une immatriculation, d'englober dans son bornage une pièce de terre, ne lui en donne pas la possession légale, il est également vrai que la décision qui exclut de l'immatriculation une des parcelles comprises au bornage n'a pas pour effet d'en arracher la possession légale à celui qui la détenait régulièrement : Tunis 5 juill. 1905 (06, 89). — *69*. Il y a violation de l'art. 23 de la loi foncière de la part du requérant qui, annonçant dans sa réquisition qu'elle porte sur 70 hectares, formant deux parcelles dont il indique les limites, fait ensuite comprendre dans le bornage 400 hectares en ne tenant manifestement aucun compte des limites décrites en la réquisition et au titre de propriété qui y est joint. En effet les tiers, sur la foi de la réquisition publiée, ont pu laisser passer sans protestation un bornage leur faisant grief : Trib. mixte, 30 nov. 1903 (04,335). — *70*. Il y a lieu de rejeter purement et simplement la demande d'immatriculation sur laquelle il a été procédé dans les conditions ci-dessus même décrites, en l'absence d'oppositions, même sans attendre l'expiration des délais d'opposition : Trib. mixte, 30 nov. 1903 (04,335).

SECTION III

Oppositions

§ I. — Délais d'opposition.

71. Sont irrecevables les conclusions tendant à la jonction de deux demandes d'immatriculation ayant pour objet le même immeuble et dont la seconde en date serait postérieure à l'expiration des délais pour faire

opposition à la première : Trib. mixte, 15 juill. 1897 (98, 246). — **72.** Admettre le système contraire serait, en effet, suprimer purement et simplement les délais d'opposition impartis par la loi, et sanctionner un artifice de procédure dont le but et l'effet seraient de permettre à un opposant d'intervenir dans une cause dans laquelle la loi lui interdit d'être partie après l'expiration des délais d'opposition : Trib. mixte, 15 juillet 1897 (98, 246). — **73.** Lorsque après la clôture des délais d'opposition, un bornage complémentaire d'une parcelle non comprise dans le premier bornage est ordonné par le Tribunal et que les délais d'opposition sont par ce fait réouverts, sont seules recevables dans ces nouveaux délais les oppositions relatives à la parcelle objet du bornage complémentaire: Trib. mixte, 16 janv. 1897 (98, 507). — **74.** L'opposition faite dans les délais par un opposant sans qualité est radicalement nulle ; et la transformation ou la reprise qui en est faite après l'expiration des délais ne peut être considérée que comme une nouvelle opposition et est irrecevable comme tardive : Trib. mixte, 12 janv. 1897 (97, 159). — **75.** Le créancier exerçant les droits de son débiteur est recevable à reprendre et à suivre en son nom, devant le Tribunal mixte, une opposition à l'immatriculation d'un immeuble dont son débiteur se serait désisté : Trib. mixte, 19 nov. 1896 (96, 576).

§ II. — Réception des oppositions.

76. Est recevable l'opposition à une immatriculation formulée au cours du bornage provisoire et consignée au procès-verbal de cette opération par le géomètre délégué pour y procéder : Trib. mixte, 28 févr. 1898 (98, 188). — **77.** En dehors des opérations du bornage provisoire, les géomètres n'ont aucune qualité pour recevoir des oppositions, ce, à peine de nullité : Trib. mixte, 27 juin 1888 (97, 521). — **78.** Les oppositions à une demande d'immatriculation ont pour effet d'interrompre la prescription invoquée par le requérant : Trib. mixte, 26 juillet 1899 (00, 480). — *79.* Le requérant doit donc justifier que sa possession était suffisante pour prescrire au moment où les oppositions se sont produites : Trib. mixte, 26 juill. 1899 (00, 480). — *80.* L'acheteur d'un immeuble qui en a demandé l'immatriculation, ne saurait être considéré comme évincé par le seul fait que des oppositions plus ou moins nombreuses se seraient élevées contre sa demande d'immatriculation : Tunis, 5 mars 1897 (97, 206). — *81.* Il ne saurait être recevable à demander la nullité de la vente pour cause d'éviction qu'autant que les oppositions à sa demande d'immatriculation auraient été admises par le Tribunal mixte : Tunis, 5 mars 1897 (97, 206).

§ III. — Production des requêtes.

82. Aux termes de l'art. 41 de la loi foncière du 1er juillet 1885, modifiée par le décret du 16 mai 1886, les opposants à une demande d'immatriculation qui n'ont pas produit au juge rapporteur leur requête introductive d'instance, dans un délai de quinze jours à partir de la sommation à eux faite, son déchus de leur opposition : Tribunal mixte, 15 avr. 1889 (94, 423). — **83.** Cette déchéance n'est encourue, lorsqu'il y a plusieurs sommations de produire faites à divers opposants, que par l'expiration du délai à partir de la dernière sommation : Trib. mixte, 15 avr. 1889 (94, 423). — **84.** La règle générale d'après laquelle, le jour de la réception d'une sommation, *dies a quo*, n'est pas compté dans le délai, lorsque ce dernier se compte par jours, est applicable au délai imparti par l'art. 41 à l'opposant qui doit déposer sa requête introductive d'instance dans les quinze jours de la réception par lui de la sommation qui lui est envoyée par le juge rapporteur : Trib. mixte. 28 février 1898 (98, 188). — **85.** En conséquence, la sommation du juge rapporteur étant reçue le 1er par l'opposant, le délai de quinzaine expire le 16 à minuit : Trib. mixte, 28 févr. 1898 (98, 188). — **86.** Une opposition à immatriculation ne peut être faite valablement pour des individus non dénommés, au moyen du vocable « et consorts » ajouté au nom d'un opposant : Trib. mixte, 24 déc. 1904 (05, 219). — **87.** Par suite, on ne peut prétendre avoir évité la forclusion, encourue faute de production de requête introductive d'instance et de pièces justificatives dans le délai imparti par la loi, parce qu'on serait compris dans la désignation «et consorts» ajoutée dans une requête au nom d'un autre opposant, lequel n'est pas lui-même forclos : Trib. mixte, 24 déc. 1904 (05, 219). — **88.** Il n'est pas exact que, pour éviter la forclusion édictée par l'art. 41 de la loi foncière, il suffise de présenter la requête introductive d'instance dans le délai qu'il impartit, quitte à ne produire que plus tard les pièces justificatives : Trib. mixte, 24 déc. 1904 (05, 219). — **89.** Les oppositions doivent se présenter avec tous leurs éléments utiles dans le délai légal, pour échapper à la forclusion impérativement ordonnée par la loi : Trib. mixte, 24 déc. 1904 (05, 219). — **90.** L'art. 41 de loi foncière limite les observations qui peuvent être présentées à l'audience aux points seulement qui auront été développés dans les requêtes et mémoires et ceux-ci ne peuvent être reçus que s'ils sont déposés dans les délais prescrit par le même article à peine de forclusion : Trib. mixte, 6 juin 1904 (04, 557). — **91.** L'observation de ces dispositions doit être attentivement assurée par le Tribunal, sans quoi les droits de la défense seraient violés et une des garanties essentielles de la loi foncière anéantie : Trib. mixte, 6 juin 1904 (04, 557). — **92.** Ne constitue pas un acte introductif d'instance une lettre d'un cadi à un de ses collègues invitant ce dernier à lui envoyer les parties au procès

au cas où elles ne s'arrangeraient pas : Trib. mixte, 21 novembre 1896 (96, 597). — *93*. Si l'art. 41 fait obligation à l'opposant de produire dans un délai de quinze jours une requête contenant tous les moyens utiles avec pièces à l'appui, faut-il encore que l'opposant, pour exposer tous ses moyens de défense, puisse avoir communication de toutes les pièces produites par l'immatriculant : Trib. mixte, 28 févr. 1898 (98, 188). — *94*. L'immatriculant qui aurait momentanément retiré du dossier partie de ses pièces et ce notamment pendant la période du délai imparti à l'opposant, serait mal venu à contester la validité de la requête déposée par ce dernier dans le délai de la loi, par ce motif qu'elle ne contiendrait pas tous ses moyens de défense : Trib. mixte, 28 février 1898 (98, 188). — *95*. Lorsqu'un opposant à une immatriculation se trouve forclos pour ne pas avoir produit en temps utile sa requête introductive d'instance, il ne s'ensuit pas que la parcelle revendiquée par cet opposant doive nécessairement être attribuée à l'immatriculant : Trib. mixte, 13 février 1896 (96, 164) ; 28 nov. 1896 (96, 599). — *96*. Celui-ci conserve l'obligation de prouver son droit à la propriété de ladite parcelle et le Tribunal mixte doit au besoin examiner d'office si les droits invoqués par l'immatriculant sont suffisamment justifiés : Trib. mixte, 13 févr. 1896 (96, 164) ; 28 nov. 1896 (96, 599). — *97*. La forclusion encourue par l'opposant à une immatriculation a pour résultat de le rendre irrecevable à prendre part aux débats et à agir dans la procédure : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 529) ; 18 juin 1904 (04, 644). — *98*. Mais elle ne fait pas obstacle à ce que le Tribunal mixte fasse état des pièces produites par l'opposant et les compare à celles du requérant car, d'office, il peut recourir à tous les moyens d'investigation propres à l'éclairer sur le mérite de la réquisition : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 529) ; 18 juin 1904 (04, 644).

§ IV. — **Prorogation des délais.**

99. Etant donné les pouvoirs discrétionnaires accordés par la loi au président du Tribunal mixte et au juge rapporteur en vue de la prolongation des délais de l'opposition en faveur des incapables et des absents, le Tribunal peut d'office proroger et accepter malgré sa tardiveté l'opposition d'un absent qui justifie n'avoir pas été touché par la publicité de la procédure d'immatriculation : Trib. mixte, 13 févr. 1897 (99, 101).

SECTION IV

Instruction des litiges et mesures d'instance.

§ I. **Instruction des litiges.**

100. Si, aux termes du décret beylical du 15 mars 1892, qui a voulu éviter des frais inutiles de traduction, l'immatriculant n'est tenu de faire

traduire *in extenso* que le dernier acte inscrit sur son titre, sauf à donner une traduction sommaire des actes plus anciens, le Tribunal mixte n'en conserve pas moins la faculté de puiser les éléments de sa conviction dans les actes antérieurs, et partout où il le juge utile : Alger, 4 avr. 1900 (01, 103). — ***101***. Il n'y a lieu pour le Tribunal mixte d'ordonner un bornage complémentaire, lorsque le requérant se contente de motiver la demande qu'il en fait sur cette allégation vague que son représentant a négligé d'éclairer le géomètre ; les bornages complémentaires ont pour résultat d'imposer des retards considérables dans la marche des affaires et de perpétuer en les aggravant le trouble et les inquiétudes causés par le bornage provisoire, quand il a soulevé des oppositions ; il ne doit donc être accordé que lorsqu'il est justifié d'une erreur portant sur un point déterminé avec précision : Trib. mixte, 13 juin 1903 (03, 370). — ***102***. Au surplus, un requérant est toujours libre de retirer sa réquisition et, en recommençant sa procédure, de faire borner autrement l'immeuble en instance : Trib. mixte, 13 juin 1903 (03, 370). — ***103***. Si le Tribunal mixte ou ses juges-rapporteurs, lorsqu'ils procèdent à des enquêtes ou à des descentes sur les lieux, ne sont nullement tenus de se conformer aux règles du Code de procédure français qui régissent ces opérations, leur juridiction est cependant soumise au respect des grands principes supérieurs à toutes les législations qui dépendent de l'ordre public : Trib. mixte, 3 juin 1903 (03, 345). — ***104***. Elle doit notamment assurer, dans toutes ses procédures, la stricte observation des droits de la défense et faire obstacle à toute manœuvre clandestine ; elle ne saurait mieux faire, pour atteindre ces résultats, que de s'inspirer de l'esprit du législateur français : Trib. mixte, 3 juin 1903 (03, 345). — ***105***. Spécialement, c'est à bon droit qu'un juge-rapporteur a refusé d'entendre des témoins amenés par un plaideur dans son cabinet ou sur les lieux litigieux, après la clôture de l'enquête à laquelle il a procédé en présence de toutes les parties ou elles dûment convoquées : Trib. mixte, 3 juin 1903 (03, 345). — ***106***. On ne saurait rejeter l'opposition à immatriculation de dévolutaires d'un habous par cela seul qu'ils formeraient la minorité des ayants droit et que la totalité de ceux-ci est resprésentée par le mokaddem qui requiert l'immatriculation : Trib. mixte, 10 juill. 1905 (06, 150). — ***107***. Il en est ainsi, tout au moins, au cas où l'opposition a pour objet d'empêcher l'inscription sur le titre foncier d'un contrat qui est de nature à atteindre la substance même du fonds objet de l'immatriculation : Trib. mixte, 10 juill. 1905 (06, 150). — ***108***. Aux termes de l'art. 23 de la loi foncière, les tiers détenteurs des titres et documents relatifs aux immeubles formant l'objet d'une procédure d'immatriculation sont tenus, sous peine de dommages-intérêts, de les déposer dans les huit jours qui suivent la sommation à eux faite par le requérant l'immatriculation, entre les mains du Conserva-

teur de la propriété foncière, qui leur en délivre un récépissé sans frais et les adresse à un traducteur assermenté : Tunis, 25 janv. 1897 (97, 236) ; 20 avr. 1904 (05, 81). — ***109***. Cette disposition, qui a été prise pour favoriser l'immatriculation, a un caractère exceptionnel et par conséquent, ne saurait recevoir une interprétation extensive qui permettrait d'en faire une cause de vexations et de troubles : Tunis, 20 avr. 1904 (05, 81). — ***110***. Dans ces conditions on ne saurait accueillir la demande tendant à faire obliger un tiers à produire un titre de propriété, et à sa condamnation, en cas de refus, à des dommages-intérêts si le demandeur ne justifie pas avoir introduit une réquisition régulière d'immatricution : Tunis, 20 avr. 1904 (05, 81).

§ II. — Pouvoirs d'investigation du tribunal mixte et mesures d'instance.

111. L'accomplissement des formalités instituées par la loi foncière, pour l'immatriculation des immeubles, entraîne la disparition définitive et irrémédiable des droits fonciers non reconnus dans la décision d'immatriculation qui les suit : Trib. mixte, 30 nov. 1903 (04, 335) ; 23 janv. 1904 (04, 185) ; 19 mars 1904 (04, 305) ; 15 juin 1904 (04, 421). — ***112***. Il est donc indispensable d'exiger, pour la sauvegarde des droits de propriété relatifs aux immeubles soumis à l'immatriculation, le strict accomplissement desdites formalités, et de ne permettre aucune violation aux dispositions de l'art. 23 de la loi foncière qui les ordonne : Trib. mixte, 30 nov. 1903 (04, 335) ; 23 janv. 1904 (04, 185) ; 19 mars 1904 (04, 305) ; 15 juin 1904 (04, 421). — ***113***. Il ne suffit pas qu'une réquisition d'immatriculation ne soulève aucune opposition pour qu'elle doive être nécessairement admise par le Tribunal mixte ; il faut encore qu'elle réalise toutes les conditions exigée par la loi foncière : Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 89). — ***114***. Elle ne les réalise pas lorsqu'elle n'est appuyée d'aucune pièce justificative : Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 89). — ***115***. Même lorqu'elle ne se fonde que sur une longue possession, elle doit se présenter assortie des pièces propres à établir ce fait, conformément aux prescriptions de la loi tunisienne : Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 89). — ***116***. Lorsqu'une réquisition se fonde uniquement sur une allégation non prouvée de longue possession, il n'y a pas lieu de surseoir à statuer jusqu'à l'accomplissement des formalités voulues pour l'établissement ultérieur d'un acte de notoriété : Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 89). — ***117***. La procédure d'immatriculation constitue un danger permanent d'éviction pour les tiers et elle ne doit, sous aucun prétexte, notamment par la négligence du requérant, se prolonger au delà du strict nécessaire : Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 89). — ***118***. Dans le cas où le Tribunal mixte constate que les droits prétendus par le requérant l'immatriculation ne lui appartiennent pas, il doit rejeter

la demande d'immatriculation, même au cas où aucune opposition ne se serait produite : Trib. mixte, 17 févr. 1890 (90, 87) ; 17 janv. 1893 (93, 93) ; 11 mars 1896 (98, 199) ; 1er août 1896 (96, 471) ; 29 août 1896 (98, 74). — ***119***. Il y a lieu de rejeter comme irrégulière une réquisition non assortie des pièces justificatives suffisantes, alors que les mises en demeure répétées du Juge rapporteur pour les obtenir sont restées sans résultat et même sans réponse : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (03, 616) ; Civ. Tamatave, 2 nov. 1903 (05, 188) ; Trib. mixte, 23 janv. 1904 (04, 185) ; 19 mars 1904 (04, 338). — ***120***. En raison des difficultés de la matière et de l'inexpérience des parties, les juges-rapporteurs du Tribunal mixte ne manquent pas de signaler aux requérants les lacunes de leurs réquisitions et de les mettre en demeure d'y remédier, avant de transmettre la procédure au siège pour une solution : Trib. mixte, 19 mars 1904 (04, 338) ; 19 mars 1904 (04, 305) ; 13 avr. 1904 (04, 342) ; 23 avr. 1904 (04, 359) ; 2 mai 1904 (04, 364). — ***121***. Mais cette pratique deviendrait condamnable et nuisible, si elle avait pour effet de prolonger indéfiniment les instances d'immatriculation et de donner lieu à l'état de trouble et d'inquiétude qui résulterait pour le public de l'existence simultanée d'un grand nombre de ces procédures : Trib. mixte, 19 mars 1904 (04, 338) ; 19 mars 1904 (04, 305) ; 13 avr. 1904 (04, 342) ; 23 avr. 1904 (04, 359) ; 2 mai 1904 (04, 364). — ***122***. Il serait d'ailleurs odieux d'obliger les opposants à se défendre contre une demande téméraire et chimérique et à supporter les frais et les soucis d'une instance qui n'est que l'abus répréhensible d'un droit : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 359) ; 15 juin 1904 (04, 421) ; 18 juin 1904 (04, 619). — ***123***. Il n'y a lieu d'accueillir les conclusions d'un requérant qui, reconnaissant avoir présenté une réquisition incomplète, demande l'autorisation de recommencer sa procédure sur de nouveaux erements, afin de ne pas perdre la totalité des frais par lui exposés ; il échet de rejeter sa réquisition et la perte qu'il subira sera la juste punition de son imprudence : Trib. mixte, 8 juill. 1903 (03, 555). — ***124***. Si la loi foncière prescrit au Tribunal mixte de juger le fond des contestations immobilières, non sujettes à renvoi, qui se posent devant lui, c'est à la condition expresse que sa décision le conduira à une immatriculation, car il doit renvoyer les parties devant les juridictions de droit commun en cas de rejet : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (04, 384). — ***125***. Il s'ensuit que le Tribunal mixte ne doit accorder des mesures d'instruction, surtout quand elles doivent être longues et coûteuses, que si elles peuvent aboutir à une immatriculation, ce qui ne se réalise pas, au cas où la réquisition est irrégulière : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (04, 384). — ***126***. Le jugement définitif du Tribunal mixte ordonnant une immatriculation ne peut être basé que sur la certitude absolue des droits de propriété du requérant : Trib. mixte, 22 avr. 1896 (97, 411). — ***127***. Le Tribunal mixte a l'obligation d'agir avec la plus

grande prudence et de ne décerner des décisions d'immatriculation que lorsque la condition juridique des immeubles en instance s'établit devant lui avec un caractère suffisant de certitude : Trib. mixte, 19 mars 1904 (04, 393) ; 23 avr. 1904 (04, 407). — *128*. En cas de doute, il doit rejeter la réquisition d'immatriculation et renvoyer les parties à se pouvoir, pour la solution des litiges qui les divisent, devant les juridictions de droit commun, où elles jouissent de toutes les voies de recours normales : Trib. mixte, 19 mars 1904 (04, 393) ; 23 avr. 1904 (04, 407). — *129*. Le Tribunal mixte ayant le devoir de protéger les intérêts des mineurs, des absents et des incapables, le requérant doit nécessairement, par titre ou tout autre moyen de droit, fournir au Tribunal des éléments suffisants pour lui permettre d'apprécier et de déterminer ses droits sur l'immeuble objet de sa demande et de vérifier si aucun des droits dont il a la protection n'a été lésé : Trib. mixte, 26 sept. 1896 (96, 536). — *130*. Le requérant ne peut se prévaloir de ce que la publicité organisée par la loi a été régulièrement faite et qu'aucune opposition n'a surgi, pour se dispenser de prouver ses droits et de faire connaître les charges grevant l'immeuble : Trib. mixte, 1er août 1896 (96, 471). — *131*. Cette preuve peut être faite tant par témoins que par titres et être ordonnée par le Tribunal sur la demande des parties : Trib. mixte, 1er août 1896 (96, 471). — *132*. Un acte de notoriété récent, spécialement postérieur au bornage provisoire, ne saurait être suffisant pour prouver les droits d'un opposant, alors surtout que le requérant fonde ses droits sur un titre contre lequel aucune inscription de faux n'a été introduite ; et qu'au surplus il est établi au profit du requérant, par le procès verbal de bornage, des faits de possession qui contredisent formellement le contenu de l'acte de notoriété : Trib. mixte, 23 janv. 1897 (99, 279). — *133*. Au cas où le requérant ne pourrait produire son titre de propriété, soit qu'il ait été détruit, soit qu'il ait été perdu, l'immatriculation ne saurait être accordée qu'après qu'une enquête en aurait démontré la légitimité : Trib. mixte, 11 mars 1896 (98, 199).

§ III. — **Pouvoirs de décision du Tribunal mixte.**

134. Le Tribunal mixte n'est pas, comme les Tribunaux ordinaires, obligé de résoudre les litiges qui lui sont soumis : Trib. mixte, 13 juin 1904 (04, 594). — *135*. De même qu'il peut d'office, et en l'absence de conclusions des parties, soulever les moyens et ouvrir les questions qu'il lui semble nécessaire de traiter pour arriver à une immatriculation, de même il a un pouvoir discrétionnaire pour refuser de juger quand il le croit préférable : Trib. mixte, 13 juin 1904 (04, 594). — *136*. Il le peut, notamment, quand il démêle que les requérants n'ont introduit leur réquisition que par une tactique de procédure et qu'ils font leurs efforts pour empêcher cette réquisition d'aboutir et pour faire obstacle au libre examen

du fond par le Tribunal mixte : Trib. mixte, 13 juin 1904 (04, 594). — *137*. Au cas ou le titre sur lequel se fonde une réquisition d'immatriculation est argué de faux par un opposant, le Tribunal mixte n'a pas à surseoir à statuer jusqu'après décision de la juridiction compétente en matière d'inscription de faux ; de deux choses l'une : ou bien le Tribunal mixte estime que le moyen est dilatoire et ne présente aucun caractère sérieux, et il passe outre ; ou bien, il trouve que le moyen se présente dans des conditions telles qu'il rend douteux et suspect le titre attaqué, et il rejette la réquisition pour laisser aux parties la possibilité de s'expliquer devant la juridiction ordinaire : Trib. mixte, 27 juin 1904 (04, 623). — *138*. Le Tribunal mixte a la charge de déterminer la consistance matérielle et la situation juridique des immeubles en instance d'immatriculation; quand il y est parvenu et que la régularité de la publicité effectuée le lui permet, il doit ordonner la délivrance de titre de propriété dans des conditions qui soient nécessairement la consécration des droits qu'il a précisés : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 555). — *139*. Il ne pourrait pas, sous quelque prétexte que ce soit, ordonner l'immatriculation dans des conditions différentes, c'est-à-dire, par exemple, à une personne autre que les ayants-droit reconnus, en donnant à cette personne mission de leur distribuer l'immeuble ou en prenant acte de sa promesse de le leur concéder : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 555). — *140*. Agir ainsi serait de la part du Tribunal mixte, une sorte de délégation de la juridiction qui lui a été confiée, et rien ne l'autorise à ce faire : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 555). — *141*. Une immatriculation ne saurait être retardée par l'existence d'un pourvoi en cassation contre une décision sur laquelle la réquisition est basée. Cela résulte de l'art. 36 de la loi foncière § 2 : Trib. mixte, 31 oct. 1893 (97, 522). — *142*. Mais il est toutefois nécessaire que l'existence du pourvoi soit mentionnée sur le titre à telles fins que de droit : Trib. mixte, 31 oct. 1893 (97, 522). — *143*. Si le demandeur sollicite l'immatriculation comme propriétaire pur et simple et qu'il résulte des investigations faites par le Tribunal qu'il n'est qu'enzéliste, le Tribunal doit ordonner que l'immatriculation ne sera faite qu'avec inscription de la rente d'enzel sur le titre : Trib. mixte, 17 janv. 1893 (93, 93).

SECTION V

Droits inscriptibles par le Tribunal mixte.

§ I. — Détermination de la consistance matérielle.

144. Le Tribunal mixte, lorsqu'il ordonne une immatriculation, doit déterminer la consistance matérielle de l'immeuble en instance : Trib. mixte, 18 nov. 1903 (04, 214). — *145*. Si, pour ce faire, il suffit, dans la plupart des cas, d'en fixer le périmètre, il se présente cependant certaines

espèces où cela serait tout à fait insuffisant pour remplir le vœu de la loi : Trib. mixte, 18 nov. 1903 (04, 214). — *146*. Notamment, au cas où le propriétaire d'une construction a cédé à un tiers le droit de disposer comme il lui conviendra de l'espace situé au dessus des terrasses de sa construction, il est nécessaire d'ordonner l'inscription de cette convention sur le titre de propriété, en spécifiant la hauteur actuelle des terrasses au-dessus du sol : Trib. mixte, 18 nov. 1903 (04, 214). — *147*. Lorsque des plantations, des constructions, ou des parties de constructions comme un étage, n'appartiennent pas au propriétaire du sol, mais constituent au profit d'un tiers une propriété immobilière distincte, le Tribunal mixte doit réserver les droits de ce tiers dans son jugement d'immatriculation, soit en ordonnant l'inscription d'un droit de superficie à son profit sur le sol, soit en excluant formellement les constructions ou parties de constructions du titre foncier, de façon à ce qu'elles puissent devenir l'objet d'un titre foncier distinct : Trib. mixte, 30 janv. 1907 (07, 174). — *148*. Lorsque les plantations ou les constructions existant sur un sol appartiennent à des tiers, mais ne constituent cependant pas à leur profit un droit de superficie ou une propriété immobilière, le Tribunal mixte n'a pas à réserver les droits de ce tiers, car il n'a à se préoccuper que des droits réels immobiliers : Trib. mixte, 30 janv. 1907 (07 174). — *149*. Le défaut de réserve de ces droits dans un jugement d'immatriculation, n'a pas pour effet de les faire disparaître ou de les diminuer : Trib. mixte, 30 janv. 1907 (07, 174). — *150*. En ce qui concerne les constructeurs sur le terrain d'autrui, l'immatriculation a seulement pour effet, en faisant passer l'immeuble sous la loi foncière, de soumettre les rapports de ceux-ci avec le propriétaire à l'art. 67 de ladite loi : Trib. mixte, 30 janv. 1907 (07, 174).

§ II. — **Servitudes.**

151. Une décision d'immatriculation détermine d'une façon définitive toutes les charges qui grèvent l'immeuble sur lequel elle porte, que ces charges profitent à des fonds déjà immatriculés ou à d'autres fonds qui ne le seraient pas encore : Tunis, 13 déc. 1905 (06, 146). — *152*. Il s'ensuit qu'une servitude cesse d'exister, au cas où elle aurait eu quelque réalité, si elle n'est pas reconnue par le jugement d'immatriculation du fonds servant : Tunis, 13 déc. 1905 (06, 146). — *153*. Les servitudes grevant un immeuble sont des droits réels dont l'inscription sur le titre doit être ordonnée par le jugement d'immatriculation, lorsque leur existence a été établie : Trib. mixte, 28 mars 1900 (00, 335). — *154*. Celui qui requiert l'immatriculation d'une maison voisine d'une autre déjà immatriculée, ne saurait être fondé à demander l'inscription, sur son titre, d'une servitude grevant cette dernière à son profit, si, au cours de la procédure d'immatriculation de ladite, il n'a pas usé de la faculté que la loi lui donnait

de faire alors établir le droit qu'il invoque : Trib. mixte, 25 juin 1896 (96, 442). — *155*. Le Tribunal mixte est incompétent pour ordonner la création d'une servitude de passage pour cause d'enclave, par ce motif qu'il est incompétent pour fixer le quantum de l'indemnité due à raison de l'établissement du passage : Trib. mixte, 3 juill. 1897 (97, 447). — *156*. L'immatriculation ne peut sur ce point préjudicier en aucune manière aux droits du propriétaire enclavé, puisque l'enclave subsistant à l'immatriculation. le droit à la servitude de passage reste intact entre les mains du propriétaire du fond enclavé ; Trib. mixte, 3 juill. 1897 (97 447).

§ III. — **Concessions d'extraction de phosphates.**

157. L'énumération que fait l'art. 343 de la loi foncière des droits qui peuvent et doivent faire l'objet d'une inscription sur le titre foncier est strictement limitative : Tunis, 27 juin 1903 (03, 457) ; Trib. mixte, 14 fév. 1906 (06,294). — *158*. Le droit, concédé par le propriétaire d'un immeuble d'extraire les phosphates qui gisent dans son terrain, étant purement mobilier, et l'acte de concession ayant le caractère d'une vente, et non d'un louage, ce droit ne rentre dans aucun de ceux énumérés par l'article 343 de la loi foncière et ne peut faire l'objet d'une inscription sur le titre foncier : Tunis, 27 juin 1903 (03, 457) ; Trib. mixte, 14 fév. 1906 (06, 294). — *159*. En conséquence l'opposition à immatriculation fondée sur un droit de cette nature doit être déclarée sans objet : Tunis, 27 juin 1903 (03, 467) ; Trib. mixte, 14 fév. 1906 (06, 294).

§ IV. — **Baux.**

160. L'art. 17 de la loi du 1er juillet 1885, qui dit que tout bail dépassant une année doit être inscrit sur le titre de l'immeuble auquel il se rapporte, pour être opposable aux tiers, s'appliqne aussi bien aux baux antérieurs à l'immatriculation qu'à ceux qui ont été consentis depuis cette formalité : Tunis, 12 nov. 1894 (95, 54).

§ V. — **Promesses de vente et ventes par porte-fort.**

161. L'immatriculation d'un immeuble domanial vendu sous condition que la vente ne serait définitive qu'après un délai de deux ans et la constatation de l'exécution des différentes clauses du contrat, ne saurait être prononcée au nom de l'acquéreur qu'après le délai susdit et sur la production d'une pièce établissant que les autres clauses du contrat ont été exécutées : Trib. mixte, 22 déc. 1899 (00, 31). — *162*. Le jugement d'un Tribunal français de Tunisie par lequel un indigène a été condamné à réaliser une promesse de vente, faute de quoi ledit jugement tiendrait lui-même lieu d'acte de vente, ne peut servir de base à un jugement d'imma-

triculation, alors que les droits de propriété du vendeur ne sont nullement établis : Trib. mixte, 20 juillet 1904 (05, 53). — *163*. En effet, ce jugement n'a force de chose jugée qu'entre les parties en cause, tandis que l'immatriculation, si elle était prononcée, vaudrait *erga omnes* : Trib. mixte, 20 juill. 1904 (05, 53). — *164*. La vente consentie par porte-fort n'est pas susceptible d'inscription sur le titre foncier, parce qu'elle n'est nullement translative d'un droit de propriété ni d'un droit réel quelconque, mais qu'elle est seulement susceptible de créer des obligations à la charge du porte-fort : Trib. mixte, 6 juin 1906 (06, 590). — *165*. La clause de porte-fort ne doit pas d'ailleurs être mentionnée d'une autre façon sur le titre foncier, car elle ne pourrait l'être que par une transcription, opération qui n'est pas admise par la loi foncière : Trib. mixte, 6 juin 1906 (06, 590). — *166*. En effet, la loi foncière n'a pas admis la transcription des contrats, procédé qui laisse aux tiers le soin de vérifier l'existence et l'étendue des droits qui peuvent résulter de ces contrats ; elle n'a organisé que l'inscription des droits, procédé qui consiste dans l'affirmation catégorique des droits sur le titre : Trib. mixte, 6 juin 1906 (06,590).

§ VI. — **Actions personnelles.**

167. L'immatriculation a pour unique but de fixer la consistance des immeubles, d'en déterminer la situation juridique et d'établir les droits réels qui les grèvent, mais cette procédure est étrangère aux actions personnelles qui ont pu être suivies relativement à ces immeubles : Tunis, 23 mars 1896 (06, 240). — *168*. La convention aux termes de laquelle une partie s'engage à abandonner à une autre, pendant un temps déterminé, les revenus d'un immeuble litigieux, après solution favorable du litige et en récompense des peines et soins que cette dernière aura donnés en vue de ladite solution, ne saurait à aucun titre constituer sur l'immeuble litigieux un droit réel ni aucun autre droit opposable aux tiers rentrant dans la catégorie de ceux qui doivent, aux termes de l'art. 19 de la loi foncière, être inscrits sur le titre : Tunis, 23 mars 1896 (96, 240). — *169*. En conséquence, le bénéficiaire d'une convention de cette nature relative à un immeuble objet d'une demande d'immatriculation est mal fondé à former en son nom personnel une opposition n'ayant d'autre base que ladite convention : Tunis, 23 mars 1896 (96, 240). — *170*. Par le même motif, il est également sans qualité pour demander en son nom l'exequatur ou la révision d'un jugement du Chara relatif audit immeuble, ledit jugement n'étant susceptible d'aucune exécution à son encontre : Tunis, 23 mars 1896 (96, 240).

SECTION VI

Règles relatives aux actes postérieurs à la réquisition.

§ I. — Période antérieure au décret du 16 juillet 1899.

171. Le jugement du Tribunal mixte qui ordonne l'immatriculation d'un immeuble en fixe la condition juridique d'une façon définitive au jour où il a été prononcé : Trib. mixte, 5 sept. 1896 (96, 447). — *172.* Par conséquent, c'est au Conservateur de la propriété foncière et non au Tribunal mixte qu'il incombe d'examiner les modifications survenues postérieurement au jugement d'immatriculation et avant la délivrance du titre de propriété : Trib. mixte, 5 sept. 1896 (96, 447). — *173.* Il importe peu, d'ailleurs, que, dans son jugement d'immatriculation, le Tribunal mixte ait prescrit une rectification de bornage à exécuter par le Service topographique avant l'établissement du titre de propriété ; en effet, cette prescription ne réserve aucune partie du débat et elle dessaisit complètement le Tribunal mixte : Trib. mixte, 5 sept. 1896 (96, 447). — *174.* Le Tribunal mixte est incompétent, lors d'une homologation d'une opération du Service topographique effectuée en exécution d'un jugement d'immatriculation, pour ordonner l'inscription de droits réels nés depuis l'immatriculation : Trib. mixte, 26 nov. 1896 (98, 185). — *175.* Les jugements d'homologation de cette nature font partie de l'exécution de l'immatriculation prononcée et ne sauraient y porter atteinte ; c'est au Conservateur seul qu'il incombe de constater sur son registre de dépôt, par numéros d'ordre et à mesure qu'elles s'effectuent, les remises de tous actes ou écrits à inscrire, transcrire ou mentionner ou d'en opérer l'inscription en établissant le titre de propriété : Trib. mixte, 26 nov. 1896 (98, 185). — *176.* Lorsqu'au cours d'une procédure d'immatriculation une parcelle de l'immeuble objet de la demande a été cédée par le requérant à un tiers, l'immatriculation en peut être prononcée au nom de ce dernier, par suite de ce fait qu'elle a été purgée par la procédure d'immatriculation qui l'a atteinte avec tout le reste de l'immeuble : Trib. mixte, 8 avr. 1897 (98, 605). — *177.* Il n'y a pas lieu pour le Tribunal mixte de statuer sur les modifications qui seraient survenues dans l'état de l'immeuble postérieurement à la réquisition d'immatriculation : Trib. mixte, 22 mars 1899 (99, 326). — *178.* Il doit être statué seulement sur cette réquisition et les parties renvoyées à se pouvoir, quant aux susdites modifications, devant qui de droit : Trib. mixte, 22 mars 1899 (99, 326). — *179.* L'immatriculation porte ses effets du jour du jugement qui la prononce et non du jour où le titre est établi par le Conservateur : Tunis, 12 juill. 1899 (99, 625).

§ II. — Application du décret du 16 juillet 1899.

180. Les inscriptions de conventions postérieures à la réquisition d'immatriculation ordonnées par le Tribunal mixte dans le jugement d'immatriculation font foi seulement dans les limites qui régissent les immeubles immatriculés : Tunis, 24 avr. 1901 (01, 414) ; 19 nov. 1901 (01,574). — *181.* En conséquence les juridictions de droit commun sont seules compétentes pour connaître de leur validité : Tunis, 24 avr. 1901 (01, 414) ; 19 nov. 1901 (01, 574). — *182.* Les actes postérieurs à la réquisition et antérieurs au jugement d'immatriculation sont régis par le droit musulman tunisien : Tunis, 24 avr. 1908 (01,414) ; 19 nov. 1901 (01, 574). — *183.* Les hypothèques antérieures à la réquisition doivent, pour être inscrites à leur rang, faire l'objet d'une opposition régulière, si elles n'ont pas été déclarées à la réquisition : Trib. mixte, 15 et 24 janvier 1906 (06, 411). — *184.* Les hypothèques antérieures à la réquisition qui ont été simplement dénoncées au Tribunal mixte, dans la forme prescrite pour les actes postérieurs, ne peuvent être inscrites qu'à la date de cette dénonciation, même dans le cas où l'immeuble est encore entre les mains du débiteur et où celui-ci consent à l'inscription : Trib. mixte, 15 et 24 janv. 1906 (06, 411). — *185.* L'inscription des hypothèques antérieures à la réquisition qui n'ont pas été déclarées à la réquisition et qui n'ont pas fait l'objet d'une opposition régulière, ne peu plus être obtenue contre le requérant, si celui-ci est un tiers-détenteur, d'ailleurs de bonne foi, et se trouve muni de titres suffisants pour baser sa réquisition, sans qu'il soit nécessaire de recourir au titre détenu et produit tardivement par le créancier hypothécaire : Trib. mixte, 15 et 24 janv 1906 (06, 411). — *186.* Il n'y a pas chose jugée, faisant obstacle à la possibilité d'inscrire sur le titre d une propriété immatriculée un droit réel que le Tribunal mixte, dans son jugement ordonnant l'immatriculation, a refusé de faire inscrire, alors qu'ils s'agit d'un droit né postérieurement à la réquisition d'immatriculation, dont l'inscription a été demandée par un intervenant, en vertu des dispositions du décret beylical du 16 juillet 1899 : Tunis, 7 mars 1906 (06, 515). — *187.* Un tel droit peut toujours, s'il y a lieu, être inscrit, postérieurement à l'immatriculation, conformément aux art, 53 et 54 de la loi foncière, sous réserve qu'il n'existera, à l'égard des tiers, que par le fait et du jour de son inscription : Tunis, 7 mars 1906 (06, 515). — *188.* Lorsqu'une demande d'immatriculation est en état sur le fond, mais qu'une justification manque au sujet d'un acte postérieur dont l'inscription a été demandée, le Tribunal mixte doit prononcer le jugement d'immatriculation et renvoyer les parties à se pouvoir devant le Conservateur de la propriété foncière en ce qui concerne l'acte à inscrire : Trib. mixte, 26 juill. 1906 (07, 30). — *189.* En effet, le Tribunal ne peut ni

différer le prononcé d'un jugement d'immatriculation quand tous les éléments nécessaires pour établir les droits du requérant sont réunis, ni, après avoir statué sur la réquisition, ce qui rentre normalement dans ses attributions, surseoir pour les interventions qui, dans l'état où elles se sont produites, ne sont pas susceptibles d'être prises en considération : Trib. mixte, 26 juill. 1906 (07, 30).

SECTION VII

Retrait d'une réquisition au cours d'une immatriculation.

190. Jugé, *dans un premier système* que : S'il est vrai que, dans le système de la loi foncière, l'immatriculation est, en principe, facultative, il ne s'ensuit pas néanmoins qu'un requérant ait la faculté de retirer quand il lui convient la réquisition qu'il a introduite et de se désister de sa demande ; il est forcé au contraire d'y persister : Trib. mixte, 23 oct. 1899 (03, 409). — ***191***. Mais cette jurisprudence n'a pas été suivie et on s'est arrêté au *système qui suit :* — ***192***. L'immatriculation étant facultative, un requérant doit, en principe, être laissé libre de retirer sa réquisition quand il lui convient et de s'en désister : Trib. mixte, 10 juin 1903 (03, 389). — ***193***. Mais si le Tribunal mixte a la faculté de donner acte de ce désistement et de rejeter, par suite, la réquisition, il ne s'ensuit pas qu'il ait le pouvoir de statuer sur la restitution au requérant des pièces qu'il a versées à la Conservation de la propriété foncière à l'appui de sa réquisition : Trib. mixte, 10 juin 1903 (03, 389). — ***194***. Une telle décision ne rentre pas dans celles qu'il a le pouvoir de prendre aux termes de l'art. 42 de la loi foncière : Trib. mixte, 10 juin 1903 (03, 389). — ***195***. Si le caractère facultatif de l'immatriculation autorise suffisamment celui qui l'a requise à retirer sa demande, au cas ou il rencontre des difficultés imprévues de nature à faire disparaître les avantages qu'il s'en promettait, il ne s'ensuit pas que le Tribunal mixte soit dans l'obligation d'accueillir une demande de retrait subsidiaire, conditionnelle et appuyée sur des motifs non juridiques : Trib. mixte, 20 mars 1904 (04, 491). — ***196***. Il possède, en cette matière, un droit d'appréciation qui lui permet de prendre en considération l'intérêt général et celui des tiers : Trib. mixte, 20 mars 1904 (04, 491).

SECTION VIII

Frais des instances d'immatriculation.

197. Celui qui requiert une immatriculation et qui voit sa procédure arrêtée par une opposition qui lui occasionne de gros frais d'instance et des retards dans la délivrance de son titre de propriété, est fondé à demander à la juridiction de droit commun le remboursement des frais et dépens

qu'il a dû payer et la réparation du dommage qui lui a été causé : Tunis, 10 janv. 1906 (06, 228). — *198*. La partie qui succombe dans une instance en opposition à une immatriculation devant le Trib. mixte doit supporter les frais dont son action a été la cause : Tunis,13 févr.1896 (96,288).— *199*. Il appartient au président du Tribunal mixte de taxer les frais de toute instance introduite devant cette juridiction ; mais la juridiction de droit commun a seule qualité pour prononcer condamnation au paiement desdits frais, le Tribunal mixte ne pouvant délivrer aucun titre exécutoire en vertu duquel celle des deux parties qui a gagné son procès puisse réclamer le remboursement des frais à celle qui a succombé : Tunis, 13 févr. 1896 (96, 288). — *200*. Une opposition à une immatriculation introduite de mauvaise foi donne ouverture à une action en dommages-intérêts : Tunis, 13 févr. 1896 (96, 288).

CHAPITRE III

Décisions du Tribunal mixte.

Bibliographie. — ANTERRIEU, *Conf. adm.* p. 228. — LESCURE, *Double rég. fonc.* p. 226, 232, 242, 246 et 288. — CH. MARTINEAU, *Act. poss. et loi fonc.* (Journ. trib. Tun. 1896, p. 493 et 496. — CH. MARTINEAU, *Force des jugem. du Trib. mixte*, (Journ. trib. Tun. 1897, p. 161).— PIOLET, *Rég. propr. fonc. en Tun.* p. 97. — POUGNADORESSE, *Just. franc. en Tun.* p. 405. — POUYANNE, *Syst. Torrens*, p. 91. — PUECH, *Const. de la propr. fonc.* p. 122. — SCEMAMA, *Hypot. en Tun.* p. 138. — TILLOY, *Rép. alph.* t. VI p 3028. — X.... *L'imm. et le Trib. mixte* (Journ. trib. Tun. 1897, p. 88). X.... *Questions pratiques*, (Journ. trib. Tun. 1897, p. 79).

SECTION PREMIÈRE

Effets des décisions de rejet.

201. La décision du Tribunal mixte qui rejette une demande d'immatriculation se borne à remettre les parties dans l'état ou elles étaient avant cette demande et ne produit aucun effet quant à la propriété ou à la possession de l'immeuble : Alger, 11 avr. 1891 (91, 207) ; Tunis, 14 mars 1892 (94, 487) ; 26 nov. 1894 (95, 23) ; 10 juin 1895 (95, 465) ; Trib. mixte, 20 mars 1897 (97, 208) ; Tunis, 21 mars 1898 (98, 591) ; Trib. mixte, 16 janv. 1901 (01, 89) ; Tunis, 9 avr. 1902 (02, 317) ; Trib. mixte, 22 juin 1903 (03, 492) ; 29 oct. 1904 (05, 111) ; Tunis, 13 déc. 1905 (05, 254). — *202*. Elle ne saurait donc être opposée à l'exercice d'une action possessoire d'ailleurs régulièrement introduite : Alger, 11 avr. 1891 (91, 207) ; Tunis, 14 mars 1892 (94, 487) ; 26 nov. 1894 (95, 23) ; 10 juin 1895 (95, 465) ; Trib. mixte, 20 mars 1897 (97, 208) ; Tunis, 21 mars 1898

(98, 591) ; Trib. mixte, 16 janv. 1901 (01, 89) ; Tunis, 9 avr. 1902 (02, 317) ; Trib. mixte, 22 juin 1903 (03, 492) ; 29 oct. 1904 (05, 111) ; Tunis, 13 déc. 1905 (06, 254). — *203*. La décision du Tribunal mixte rejetant une demande d'immatriculation est un simple débouté en l'état laissant intacts les droits du demandeur qui peut dès lors rependre la procédure sur de nouvelles preuves de ses droits : Trib. mixte, 20 mars 1897 (97, 208) ; Tunis, 27 juin 1900 (00, 505) ; Trib. mixte, 16 janv. 1901 (01, 89). — *204*. Le débit enzéliste qui se fonde sur une décision de rejet pour demander en justice la réduction proportionnelle de la rente d'enzel qu'il doit payer, est irrecevable dans cette demande tant qu'il n'a pas fait juger par l'autorité compétente la contestation immobilière qui a surgi entre lui et l'opposant à l'immatriculation : Tunis, 10 juin 1895 (95, 465).— *205*. Il importe peu que, dans les motifs qu'il donne, le rejet de la demande le Tribunal mixte exprime l'opinion que l'immeuble litigieux appartient à celui qui s'est opposé à l'immatriculation : Tunis, 26 nov. 1894 (95, 23). — *206*. La loi foncière dit que le Tribunal mixte doit renvoyer les parties à se pourvoir devant la juridiction compétente, en cas de rejet de la demande d'immatriculation et d'admission d'une opposition : Tunis, 26 nov. 1894 (95, 23). — *207*. Toute décision qui serait contraire à cette règle n'aurait pas l'autorité de la chose jugée : Tunis, 26 nov. 1894 (95, 23). — *208*. Il n'y a lieu d'accueillir l'action en dommages-intérêts introduite contre un tiers auquel le requérant impute d'être la cause du rejet de la réquisition d'immatriculation, en tant que ce rejet aurait produit l'éviction : Tunis, 13 déc. 1905 (06, 254). — *209*. Mais une telle action serait recevable, pour la réparation du dommage résultant d'une perte de frais et de la privation des bénéfices de l'immatriculation, s'il était établi que celle-ci n'a échoué que faute de production de titres de propriété par le détenteur de ceux-ci : Tunis, 13 déc. 1905 (06, 254). — *210*. Toutefois une telle action ne peut être utilement introduite que par celui qui a fait la sommation prévue par l'art. 23 de la loi foncière : Tunis, 13 déc. 1905 (06, 254). — *211*. L'acheteur d'un immeuble non immatriculé n'est pas fondé à demander la résiliation de son contrat d'achat, sous prétexte qu'il a été évincé de l'immeuble acheté par le rejet de la réquisition d'immatriculation qu'il avait introduite à son sujet : Tunis, 5 juin 1907 (07, 399). — *212*. En effet, le rejet d'une réquisition d'immatriculation n'est pas de nature à opérer l'éviction de celui qui l'a introduite : Tunis, 13 juin 1907 (07, 399). — *213*. L'acheteur est d'ailleurs mal fondé à se plaindre de la dépréciation que le rejet d'immatriculation pourra faire subir à son immeuble, alors qu'il n'a exigé de son vendeur aucune justification de ses droits de propriété et qu'il s'est contenté d'une simple déclaration de sa part : Tunis, 5 juin 1907 (07, 399). — *214*. Le vendeur est responsable vis-à vis de son acheteur du préjudice subi par ce dernier

par suite de la demande d'immatriculation de l'immeuble vendu, résultant du défaut de justification, pardevant le Tribunal mixte, du droit de propriété cédé par lui, lorsque ce défaut de justification provient de son fait : Tunis, 27 juin 1900 (00, 505). — *215*. Il est de principe qu'un jugement de rejet rendu par le Tribunal mixte, sur une réquisition d'immatriculation, n'emporte pas chose jugée, et n'a d'autre effet que de renvoyer les parties, pour le règlement de leur contestation, pardevant le juge de droit commun : Tunis, 20 nov. 1907 (08, 48). — *216*. Ce juge est il toujours et nécessairement, le tribunal français ? (non résolu) : Tunis, 20 nov. 1907 (08, 48). — *217*. En tous cas, la juridiction française saisie par un sujet tunisien, à l'encontre d'un justiciable des tribunaux français, de la contestation qui est née de son opposition à une immatriculation, à la suite de laquelle la réquisition a été rejetée en partie, ne peut se déclarer d'office incompétente : Tunis, 20 nov. 1907 (08, 48).

SECTION II

Effets des décisions d'immatriculation.

§ I. — Caractère de chose jugée définitive erga omnes.

218. Aux termes de l'art. 2 du décret du Président de la République française, en date du 17 juillet 1888, le titre dressé ensuite de la décision du Tribunal mixte prononçant l'immatriculation est définitif et inattaquable ; il forme devant les juridictions françaises le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent, à l'exclusion de tous autres droits non inscrits : Tunis, 11 nov. 1892 (94, 566) ; 20 mars 1895 (95, 338) ; Sousse, 28 nov. 1895 (96, 107) ; Tunis, 4 déc. 1895 (96, 53) ; 19 nov. 1896 (96, 676) ; 13 juill. 1898 (98, 472) ; 23 déc. 1899 (01, 369) ; Sousse, 20 déc. 1900 (01, 551) ; Tunis, 15 mars 1905 (05, 378) ; 29 mars 1905 (05, 380) ; 14 juin 1905 (06, 84). — *219*. Ce texte fait obstacle à ce qu'une personne puisse obtenir du Tribunal français la reconnaissance de son droit de co-propriété sur un immeuble immatriculé au nom d'un tiers, alors que le Tribunal mixte, en ordonnant l'immatriculation dans ces conditions, a déjà débouté cette même personne de ses prétentions à la copropriété dont s'agit : Tunis, 11 nov. 1892 (94, 566). — *220*. Une telle instance se heurte à l'obstacle de la chose jugée et à des règles de compétence qui sont d'ordre public, de telle sorte que la juridiction française doit se dessaisir d'office : Tunis, 11 nov. 1892 (94, 566). — *221*. Il importe peu que le défendeur reconnaisse le bien fondé des droits du demandeur, car ces droits sont inadmissibles s'ils puisent leur source dans des causes antérieures au jugement d'immatriculation : Tunis, 11 nov. 1892 (94,566) ; 19 nov. 1898 (01, 297) ; 7 juin 1899 (99, 435) ; Sousse, 20 déc. 1900 (01, 551) ; Tunis, 29 mars 1905 (05, 380) ; 14 juin 1905 (06, 84). — *222*. S'ils

sont postérieurs, les parties n'ont qu'à en requérir l'inscription sur le titre, du Conservateur de la propriété foncière, comme ils le feraient de toute autre mutation ; mais ils ne peuvent la demander au Tribunal, même sous cette forme, qu'en cas de refus injustifié de ce fonctionnaire : Tunis, 11 nov. 1892 (94, 566). — ***223***. On ne saurait être admis à faire tomber une décision d'immatriculation en discutant devant le Tribunal mixte la transaction qui lui a servi de base : Trib, mixte, 19 nov. 1896 (96, 576). — ***224***. Est irrecevable à se prévaloir de droits de propriété antérieurs à l'immatriculation, celui qui soutient que celle-ci ne lui est pas opposable parce qu'il n'a pas eu connaissance de la procédure qui l'a précédée : Tunis, 15 mars 1905 (05, 378). — ***225***. On ne peut attribuer à un tiers la propriété qu'il prétend avoir immatriculée au nom d'une autre personne à son préjudice : Tunis, 4 déc. 1895 (96, 53). — ***226***. Il ne peut être fait état d'une constitution de habous portant sur une propriété immatriculée et antérieure à l'immatriculation : Tunis, 20 mars 1895 (95, 338) ; 11 févr. 1898 (01, 121). — ***227***. Nul n'est recevable à prétendre se se faire payer une rente d'enzel par le propriétaire d'un immeuble immatriculé, en vertu d'une convention antérieure à l'immatriculation et non inscrite sur le titre : Sousse, 9 mai 1901 (02,244). — ***228***. L'art. 22 de la loi foncière qui, dans sa dernière rédaction (1892) a donné au copropriétaire la faculté de requérir l'immatriculation de l'immeuble dont il possède une part, n'a pas entendu qu'il ne pourrait faire bénéficier que cette part des effets de la décision qu'il demande au Tribunal mixte : Tunis, 20 mars 1895 (95,338). — ***229***. Au contraire l'immeuble immatriculé sur sa demande l'est pour le tout, et passe, par suite, en totalité, sous le régime de la loi foncière, même au cas où l'autre copropriétaire ne le désirerait pas : Tunis, 20 mars 1895 (95, 338). — ***230***. La décision du tribunal mixte qui ordonne une immatriculation n'est pas opposable seulement à ceux qui ont pris part à l'instance ouverte sur la réquisition ; elle est valable *erga omnes*, c'est à dire opposable à quiconque, sans pouvoir être attaquée par une voie de recours quelconque : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 24). — ***231***. Elle forme, devant les juridictions françaises, le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent, à l'exclusion de tous autres droits non inscrits : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 24). — ***232***. Le jugement du Tribunal mixte qui, après avoir repoussé une demande d'immatriculation poursuivie par le requérant, ordonne l'immatriculation au profit d'une tierce personne, tranche sans recours possible la question de propriété soulevée devant lui, et le requérant se trouve ipsofacto définitivement évincé de l'immeuble objet du litige : Tunis, 15 févr. 1897 (97, 125). — ***233***. En conséquence, une demande en dommages-intérêts poursuivie par un acheteur ainsi évincé de tout droit de propriété sur l'immeuble acquis par lui est purement mobilière, et l'exception d'incompétence

soulevée devant un tribunal français et basée sur ce qu'il s'agirait d'une question immobilière, de la compétence exclusive du Tribunal tunisien du Chara, est irrecevable, dès que l'une des parties en cause est justiciable de la juridiction française : Tunis, 15 févr. 1897 (97, 125). — *234*. Au surplus une telle exception, en admettant même que la question soit immobilière, serait aussi irrecevable, l'immeuble qui en est l'objet, par le seul fait de son immatriculation, ressortissant exclussivement de la juridiction française : Tunis, 15 févr. 1897 (97, 125). — *235*. La parcelle de terre comprise par erreur dans un titre d'immatriculation et restituée volontairement à son propriétaire rentre dans le patrimoine de ce dernier à titre de donation, telle qu'elle sort des mains du titulaire du titre, c'est-à-dire libre de tout droit réel non inscrit : Tunis, 23 déc. 1899 (01,369). — *236*. Il s'ensuit que des créanciers hypothécaires du propriétaire, ainsi rentré en possession de son bien, ne sauraient valablement se prévaloir d'un droit antérieur à l'immatriculation et non inscrit, les tribunaux n'ayant pas le pouvoir d'ordonner l'inscription d'un droit réel de cette nature : Tunis, 23 déc. 1899 (01, 369). — *237*. Les articles 255 et 356 de la loi foncière, n'autorisent que les rectifications du titre de propriété qui sont nécessaires pour le mettre d'accord avec les prescriptions du jugement du Tribunal mixte, mais ne permettent pas des modifications qui, au contraire, détruiraient toute corrélation entre ledit jugement et le titre : Tunis, 29 mars 1905 (05, 380). — *238*. On ne trouve en sens contraire que les décisions suivantes : — *239*. Aux termes de l'art. 44 de la loi foncière, le titre de propriété comporte « la description de l'immeuble, sa contenance, les plantations et constructions qui s'y trouvent et l'inscription des droits réels existant sur l'immeuble et des charges qui le grèvent » : Sousse, 28 nov. 1895 (96, 107). — *240*. Si un tiers réclame la propriété d'une construction qui se trouve sur un immeuble immatriculé, et que le titre délivré ensuite de l'immatriculation ne porte pas mention de cette construction, celle-ci peut être attribuée au revendiquant, s'il établit sa propriété : Sousse, 28 nov. 1895 (96, 107). — *241*. A cet égard, il doit faire tomber la présomption qui résulte de l'art. 64 de la loi foncière ainsi conçu : « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. » Sousse, 28 nov. 1895 (96, 107). — *242*. Il s'acquitte de cette obligation et détruit ladite présomption s'il produit un rapport d'expertise dressé dans une autre instance et établissant que le revendiquant à élevé la construction litigieuse de ses deniers, sans opposition du propriétaire du fonds et en a joui à titre de propriétaire : Sousse, 28 nov. 1895 (96, 107). — *243*. Si, aux termes de la loi foncière applicable en Tunisie, l'immatriculation d'un immeuble crée, pour celui qui procède à cette formalité, un titre de propriété définitif et exclusif, en affranchissant ledit immeuble de toute revendication postérieure provenant des tiers, il ne saurait en être de

même lorsqu'il s'agit d'oppositions formées par un co-propriétaire ou par tout autre ayant cause : Alger, 5 juill. 1902 (03, 79).

§ II. — Droits en germe au moment de l'immatriculation et droits latents.

244. La règle qui veut que disparaisse tout droit réel antérieur à l'immatriculation, dont l'existence n'a pas été reconnue par le Tribunal mixte, n'a pas pour conséquence inéluctable et rigoureuse d'empêcher de se produire utilement, après l'immatriculation, un droit dont l'évolution est encore incertaine au moment où cette opération a eu lieu : Trib. mixte, 4 juill. 1904 (05, 22). — *245*. Au contraire, l'immatriculation ne fait pas obstacle à ce que des droits, non reconnus expressément par le Tribunal mixte, viennent ensuite peser sur l'immeuble en s'appuyant sur des faits juridiques eux-mêmes antérieurs à la création du nouveau titre foncier : Trib. mixte, 4 juill. 1904 (05, 22). — *246*. Il faut seulement que cela ne se fasse pas en contradiction avec la définition de la situation juridique de l'immeuble donnée par le Tribunal mixte, mais que, à l'inverse, cela en découle logiquement : Trib. mixte, 4 juill. 1904 (05, 22). — *247*. Spécialement, tous les droits qui peuvent appartenir au constructeur de bonne foi sur le terrain d'autrui pourront être réclamés par lui, postérieurement à l'immatriculation de ce terrain au profit de qui de droit, si réserve expresse en ce sens a été mentionnée sur le titre de propriété, en vertu du jugement qui a ordonné l'immatriculation : Trib. mixte, 4 juill. 1904 (05, 22). — *248*. Si une décision d'immatriculation doit purger tout le passé et former la base unique de la nouvelle situation juridique de l'immeuble, cela ne signifie pas que le Tribunal mixte tranchera et solutionnera toutes les questions relatives à l'immeuble en instance, de telle sorte que rien ne restera plus incertain à son égard : Trib. mixte, 14 nov. 1904 (05, 211). — *249*. Rien ne s'oppose, au contraire, à ce que les énonciations du titre d'immatriculation soient libellées et calculées de manière à ménager à certaines parties la possibilité de faire valoir en justice, postérieurement, certaines actions dont le germe existait à l'état latent dans les actes ou faits antérieurs à l'immatriculation : Trib. mixte, 14 nov. 1904 (05, 211). — *250*. Il suffit que les bases d'une détermination postérieure de la consistance juridique de l'immeuble soient nettement précisées par le jugement du Tribunal mixte : Trib. mixte, 14 nov. 1904 (05, 211). — *251*. Si la jurisprudence a admis que le droit réel résultant d'un acte ou d'un fait antérieur à une immatriculation n'est pas nécessairement anéanti par le défaut d'inscription sur le titre de propriété, elle a fait dépendre cette atténuation au principe de plusieurs conditions : 1° de ce qu'il s'agisse d'un droit dont le germe existait à l'état latent à une époque antérieure à l'immatriculation, mais dont l'évolution

n'était pas encore accomplie au moment où cette opération a eu lieu ; 2° de ce que la reconnaissance ultérieure d'un tel droit ne se fasse pas en contradiction avec la définition de la situation juridique de l'immeuble, mais, au contraire, en découle logiquement : Tunis, 14 juin 1905 (06, 84). — *252.* Par suite, la juridiction française n'a pas le droit d'ordonner l'inscription, sur le titre d'une propriété immatriculée, d'un bail à longue durée antérieur à l'immatriculation, que le Trib. mixte a refusé expressément d'inscrire : Tunis, 14 juin 1905 (06, 84).

§ III. — **Applicabilité des règles précédentes aux étrangers.**

253. La loi foncière du 1er juillet 1885, ayant été promulguée dans la Régence avec le visa du Résident général, au nom et par délégation du Gouvernement français, y est exécutoire à l'égard de tous, sans distinction de nationalité, sauf les modifications de détail qu'y ont apporté les lois de 1886, 1888 et 1892 : Cass. req., 2 févr. 1898 (98, 144). — *254.* Dans ce système légal, lorsqu'un immeuble a été immatriculé en vertu d'une décision du Tribunal mixte, le titre de propriété qui est dressé par le Conservateur est définitif et inattaquable devant les juridictions françaises ; celles-ci ne peuvent, ni l'annuler, ni le modifier, ni le réviser, et elles n'ont pas le droit de refuser ou d'accorder l'exequatur : Cass. req., 2 févr. 1898 (98, 144). — *255.* Ces règles sont applicables, spécialement aux sujets anglais qui, aux termes des traités, doivent, aussi bien que les autres européens, se soumettre aux lois qui régissent la propriété immobilière dans la Régence : Tunis, 30 janv. 1893 (93, 146). — *256.* On ne saurait d'ailleurs prétendre justement que la loi du 1er juillet 1885 a porté atteinte aux règles spéciales de juridiction établies par les décrets, alors que l'art. 36 de la dite loi, modifié par le décret du 6 novembre 1888, décide qu'au cas où une opposition à une immatriculation serait formée par un justiciable des tribunaux français, il est loisible à ce dernier de la porter devant la juridiction française, pourvu qu'il le fasse avant toute défense au fond : Tunis, 30 janv. 1893 (93, 146).

§ IV. — **Détermination matérielle de l'immeuble immatriculé.**

257. Les calculs et les plans dressés par le service topographique sont les seuls et uniques moyens légaux de définir et de décrire la consistance matérielle d'un immeuble immatriculé : Trib. mixte, 12 janv. 1898 (98, 187) ; 24 mai 1898 (98, 606). — *258.* L'indication des noms des propriétaires confronts, sur le plan annexé au titre, qui est sujette à des variations fréquentes, ne saurait faire partie de la description de la consistance matérielle de l'immeuble : Trib. mixte, 12 janv. 1898 (98, 187) ; 24 mai 1898 (98, 606). — *259.* L'immatriculation n'affecte que l'immeuble

immatriculé et n'a aucune portée d'aucune nature sur les immeubles voisins et les droits réels qui les grèvent : Tunis, 1er avril 1908 (08, 506). — *260*. Par suite, personne ne saurait utilement se prévaloir des indications de riverains inscrites sur le plan annexé au titre, pour établir l'existence de droits réels sur des immeubles contigus : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 586). — *261*. Spécialement, les servitudes sont inscrites sur le titre du fonds servant : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 506). — *262*. La force de chose jugée résultant de jugement ordonnant l'immatriculation ne s'applique qu'au terrain compris dans le périmètre tracé par les bornes d'immatriculation et jamais en dehors du périmètre ; d'ailleurs toutes les énonciations concernant les limites n'ont qu'une valeur indicative et peuvent être combattues par toute espèce de preuve : Tunis, 9 mars 1901 (02, 312). — *263*. Spécialement la force de chose jugée résultant de l'immatriculation ne s'applique que par exception au domaine public, en raison de son caractère d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité : Tunis, 9 mars 1901 (02, 312). — *264*. L'immatriculation prononcée conformément au plan n'exclut pas les constructions qui n'auraient pas été figurées audit plan ou qui y auraient été figurées sans y être teintées : Trib. mixte, 30 janv. 1907 (07, 174). — *265*. L'immatriculation n'affecte que l'immeuble immatriculé et n'a aucune portée d'aucune nature sur les immeubles limitrophes, au point de vue de leur consistance ou de leur situation juridique : Tunis, 24 oct. 1906 (07. 52). — *266*. Les indications de riverains inscrites dans un titre d'immatriculation ne peuvent créer aucun droit réel sur les immeubles placés en dehors du périmètre immatriculé ni au profit du bénéficiaire du titre, ni au profit de tiers : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 52).

§ V. — Nature des jugements préparatoires du Tribunal mixte.

267. Le Tribunal mixte n'est pas lié par un simple jugement préparatoire ; les jugements prononçant l'immatriculation sont les seuls ayant un caractère définitif et sans aucun recours possible : Trib. mixte, 12 nov. 1896 (96, 575). — *268*. L'autorité de la chose jugée est attachée aux jugements du Tribunal mixte qui tranchent définitivement et sans recours possible, *erga omnes*, les contestations relatives à la consistance matérielle et à la condition juridique des immeubles dont ils ordonnent l'immatriculation : Tunis, 21 mars 1906 (06, 400). — *269*. Mais cette autorité ne s'attache pas aux décisions du même tribunal qui, statuant sur les contestations qui s'agitent devant lui, en vue de préparer les éléments d'une décision d'immatriculation, ne prononcent cependant pas celle-ci ; Tunis, 21 mars 1906 (06, 400).

SECTION III
Établissement du titre et morcellements,

270. Lorsqu'un immeuble immatriculé se compose de plusieurs parcelles détenues chacune par des ayants-droits différents, il doit être établi par le Conservateur de la propriété foncière un titre spécial à chacune de ces parcelles : Trib. mixte, 30 déc. 1897 (98, 48). — *271.* En décidant, par l'art. 39 du décret du 16 juillet 1897 sur l'immatriculation foncière à Madagascar, que l'immatriculation d'un immeuble donne lieu à l'établissement d'un titre définitif et inattaquable par le Conservateur de la propriété foncière, le législateur a entendu que le Conservateur se conformerait strictement, en établissant ce titre, à la décision qui a ordoné l'immatriculation, sans rien y ajouter ou retrancher : Civ. Tamatave, 7 août 1905 (06, 416). — *272.* Toutes les mentions du titre faites en violation de cette règle peuvent être annulées ou modifiées par l'autorité judiciaire : Civ. Tamatave, 7 août 1905 (06, 416). — *273.* Peut-être serait-t-il plus conforme à la conception du habous de requérir et d'ordonner l'immatriculation de la nue-propriété au nom de la fondation et de l'usufruit au nom des dévolutaires ; mais cette pratique serait en fait impraticable, dangereuse pour les dévolutaires et de nature à jeter le désordre dans la tenue du livre foncier : Trib. mixte, 10 juill. 1905 (06, 150) ; Tunis, 22 nov. 1905 (06, 91). — *274.* Il y a donc lieu d'ordonner l'immatriculation d'un bien habous au nom de la fondation pieuse en indiquant sur le titre les modalités de la constitution, parce que ce système sauvegarde à la fois le but pieux et humanitaire qui a animé le constituant, les intérêts réels des dévolutaires dans le présent et dans l'avenir, en même temps qu'il assure la bonne application de la législation foncière : Trib. mixte, 10 juill. 1905 (06, 150) ; Tunis, 22 nov. 1905 (06, 91). — *275.* Le mot *démembrement* employé dans l'art. 46 de la loi foncière, qui prévoit l'établissement de titres distincts pour chacune des parties d'une propriété par suite de démembrement et de partage, a un sens général qui s'applique à tout morcellement opéré par le propriétaire pour quelque motif qu'il lui plaise et non pas seulement au morcellement par suite d'aliénation ou de partage : Tunis, 27 avr. 1896 (96, 392). — *276.* D'ailleurs le lotissement d'une propriété est une forme de l'exercice du droit de propriété et le Conservateur de la propriété foncière ne saurait se refuser à établir un titre distinct pour chacune des divisions de la propriété effectuée par le propriétaire, aucune loi n'interdisant à ce dernier de procéder aux lotissements qui lui conviennent : Tunis, 27 avr. 1896 (96, 292).

SECTION IV
Rectification des erreurs commises par les agents de l'immatriculatiou.

277. Le Tribunal mixte est incompétent pour ordonner une modification à un titre dressé en vertu d'un de ses jugements définitifs ; Trib.

mixte, 8 avr. 1897 (97, 310). — *278*. Seules peuvent être rectifiées par le Tribunal mixte les erreurs matérielles ou omissions consistant en une faute d'écriture, de chiffre ou de dessin, qui ont transformé la décision qu'il a rendue, trahi ses intentions, et modifié par accident le jugement qu'il avait délibéré et voulu : Tribunal mixte, 6 juillet 1903 (03, 494) ; 15 juill. 1903 (03, 498). — *279*. Il faut donc, pour rectifier une erreur, qu'on puisse discerner quelle a été la volonté du Tribunal, et on ne peut en trouver la preuve que dans les énonciations du jugement entrepris, soit dans un défaut de concordance entre elles de ses différentes parties, soit dans un défaut de concordance entre ce jugement et les pièces de la procédure qui y sont visées : Trib. mixte, 6 juill. 1903 (03, 494) ; 15 juill. 1903 (03, 498). — *280*. Le titre dressé ensuite de la décision du Tribunal mixte qui prononce l'immatriculation forme le point de départ unique de la propriété immatriculée et des droits réels qui l'affectent ; d'autre part, la propriété immatriculée ressort exclusivement de juridiction française : Tunis, 21 mars 1906 (06, 378). — *281*. Il résulte de ces règles que le Tribunal mixte n'a pas le pouvoir de rendre des jugements modificatifs d'un titre de propriété, sous la réserve de la rectification des erreurs matérielles d'écriture, de chiffre ou de dessin, dans les termes des décrets du 25 février et du 19 mars 1897 : Tunis, 21 mars 1906 (06, 378). — *282*. Si le Tribunal mixte immatricule purement et simplement, sans réserver d'une manière quelconque le droit du tiers propriétaire immobilier des constructions ou des plantations, il commet une erreur de fond non susceptible de rectification aux termes du décret du 19 mars 1897 : Trib. mixte, 30 janv. 1907 (07, 174). — *283*. Il importe peu d'ailleurs que la méconnaissance des droits du tiers ne provienne pas de ce que l'opposition formée par lui aurait été rejetée à tort, mais de ce que le Tribunal mixte ne s'est pas aperçu de l'existence du droit méconnu parce que le tiers n'a pas fait opposition et que la phrase insérée à la réquisition pour réserver ses droits a été mal comprise, soit parce qu'elle était ambigüe, soit parce qu'elle a été mal traduite : Trib. mixte, 30 janv. 1907 (07, 174). — *284*. Les décrets beylicaux des 27 février et 19 mars 1897, modifiant les art. 355 et 356 de la loi foncière, ne visent que les erreurs qui auraient été commises par un agent ayant pris part à l'immatriculation ; ils n'ont rien innové en ce qui concerne les erreurs autrement commises, dont la rectification reste soumises aux règles posées par lesdits articles : Tunis, 7 mars 1898 (98, 228). — *285*. En conséquence, le Tribunal civil est seul compétent pour ordonner la rectification d'une erreur qui aurait été commise par le requérant : Tunis, 7 mars 1898 (98, 228). — *286*. On ne saurait posséder d'action en justice que pour la réalisation d'une utilité et il n'y a aucune utilité à obtenir la rectification de mentions placées sur le plan d'une propriété immatriculée et n'ayant aucune portée juridique : Trib. mixte,

29 oct. 1904 (05, 115). — *287*. Par suite, il n'y a lieu d'accueillir la demande en rectification d'erreur, introduite en vertu du décret du 19 mars 1897, qui a pour objet la rectification de mentions inscrites sur le plan d'une propriété immatriculée et concernant les immeubles limitrophes: Trib. mixte, 29 oct. 1904(05, 115). — *288*. En effet. l'immatriculation n'affecte que l'immeuble immatriculé, et n'a aucune portée d'aucune nature sur les immeubles voisins ; donc personne ne saurait se prévaloir utilement des indications de riverains inscrites sur le plan annexé au titre d'une propriété immatriculée, pour établir l'existence de droits réels sur les immeubles contigus: Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 115). — *289*. Il n'y a pas place pour une procédure de rectification d'erreur, lorsqu'elle s'attaque à un jugement de rejet c'est-à-dire à un jugement qui, loin de statuer, laisse en l'état et sans solution tous les problèmes juridiques soulevés par la réquisition : Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 111). — *290*. D'ailleurs le texte même des décrets du 25 février et du 19 mars 1897, qui régissent la matière, ne permettent pas l'emploi de la procédure de rectification d'erreur pour un jugement qui n'a pas ordonné une immatriculation : Trib. mixte. 20 oct. 1904 (05, 111). — *291*. Lorsqu'ensuite d'une réquisition d'immatriculation mal établie, le Conservateur de la propriété foncière a délivré un titre erroné, il appartient aux tribunaux de droit commun, sur la constatation de l'erreur commise, d'ordonner la rectification du titre : Alger, 14 déc. 1905 (06, 393).

SECTION V

Droit applicable aux immeubles immatriculés.

292. En principe, les immeubles immatriculés sont régis exclusivement par la loi foncière et dans la mesure voulue par celle-ci, par la loi française : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 290). — *293*. Néanmoins ils peuvent être par exception régis encore par certaines règles du droit musulman : Tunis 21 févr. 1906 (06, 290). — *294*. C'est ce qui arrive lorsque le Tribunal mixte, dans son jugement d'immatriculation, à décidé qu'un immeuble est grevé d'un kirdar ou enzel à rente variable ; le kirdar étant une institution du droit musulman, c'est dans cette législation qu'il faut chercher les règles qui dominent les variations de la rente grevant l'immeuble immatriculé : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 290).

SECTION VI

Règles spéciales au domaine public.

295. Aux termes du dernier § de l'art. 42 de la loi foncière, le Tribunal mixte n'est pas compétent pour connaître des oppositions à immatriculation introduites au nom du domaine public, spécialement, de l'opposition à immatriculation dans laquelle le domaine public réclame des rues, des

routes et des places, et a laquelle l'immatriculant résiste par ce motif que ces terrains ne lui ont pas été achetés, ni expropriés contre lui : Trib. mixte, 28 mai 1895 (95, 548) ; Tunis, 26 juill. 1897 (97, 436) ; Sousse, 26 déc. 1901 (02, 319) ; Tunis, 23 avr. 1902 (02, 559) ; 11 juin 1902 (02,391); 18 févr. 1903 (03, 172) ; 25 oct. 1905 (05, 638) ; 11 déc. 1907 (08, 100). — *296*. Est, par exception, recevable l'action en revendication exercée par l'Etat au nom du domaine public, d'une parcelle comprise dans un immeuble immatriculé : Tunis, 26 juill. 1897 (97, 436). — *297*. Mais l'immatriculation ayant établi au profit de la personne au nom de qui l'immeuble a été immatriculé, une présomption légale de propriété sur l'immeuble tout entier et sur tous ses accessoires, le fardeau de la preuve que la parcelle, objet de la revendication, serait une dépendance du Domaine public, incombe à l'Etat et le doute doit être interprété contre ce dernier : Tunis, 26 juill. 1897 (97, 436). — *298*. Mais en présence d'une immatriculation prononcée sans restriction ni réserve et appuyée par une possession conforme, il appartient à l'Etat de faire la preuve que le terrain qu'il revendique fait bien partie du domaine public : Tunis, 23 avril 1902 (02, 559). — *299*. Le défaut de mention dans un titre foncier de l'existence sur l'immeuble d'une conduite d'eau, avec regard, ne saurait autoriser le propriétaire de l'immeuble à assigner, en rétablissement des lieux dans leur état primitif, la Municipalité qui a fait découvrir et réparer le regard, si sa conduite d'eau fait partie du domaine public : Sousse, 26 déc. 1901 (02, 319). — *300*. Le propriétaire d'un immeuble immatriculé est mal fondé à réclamer le prix de pierres enlevées à une carrière située sur cet immeuble par un entrepreneur concessionnaire de l'Etat, lorsqu'il est démontré que la carrière dont s'agit a été incorporée au domaine public, par voie d'expropriation, longtemps avant l'immatriculation : Tunis, 25 oct. 1905 (05, 638). — *301*. Un particulier est mal fondé à élever des prétentions sur une parcelle de l'immeuble immatriculé qu'il possède incorporée à la voie publique antérieurement à l'immatriculation dudit immeuble : Tunis, 18 févr. 1903 (03, 172). — *302*. Est irrecevable la revendication postérieure au jugement d'immatriculation, d'une parcelle ayant fait partie du domaine public, et ayant perdu ce caractère antérieurement audit jugement : Tunis, 11 juin 1902 (02,391). — *303*. Un tiers ne peut prétendre à des droits de servitude sur un fonds immatriculé, sous prétexte qu'il dépend du domaine public, tant que le domaine public n'a pas fait reconnaitre son droit à l'encontre de celui qui a obtenu l'immatriculation : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 100). — *304*. S'il est vrai qu'aux termes de l'art. 42 de la loi foncière, les parties du domaine public non comprises dans un immeuble immatriculé ne sont pas assujetties à l'immatriculation, et si les droits qui s'y appliquent subsistent indépendamment de toute inscription, il ne s'ensuit pas que le

Tribunal mixte ait le droit d'exclure l'Administration qui représente le domaine public de ses procédures et de la forcer à y rester étrangère : Trib. mixte, 3 juin 1903 (03, 348) ; 13 juin 1903 (03, 391).— *305*. En effet, si l'immatriculation ne peut intéresser le domaine public, lorsque celui-ci n'est pas intervenu dans les procédures engagées devant le Tribunal mixte ou lorsque ses prétentions y ont été contestées, il n'en est pas de même lorsqu'un accord s'est établi entre le représentant légal du domaine public et le requérant, et le Tribunal mixte a compétence pour donner acte d'un tel accord et pour fixer ainsi irrévocablement les droits respectifs des parties : Trib. mixte, 3 juin 1903 (03, 348) ; 13 juin 1903 (03, 391). — *306*. En Tunisie, les chemins de fer et leurs dépendances font partie du domaine public qui est imprescriptible. Ils doivent donc être exclus de l'immatriculation demandée par les particuliers : Trib. mixte, 28 déc. 1887 (93, 207). — *307*. Il en est ainsi, bien que les parcelles qui figurent au plan dressé pour l'établisement du chemin de fer n'aient pas été utilisées par la Compagnie qui l'exploite, et que le propriétaire exproprié ait continué à les posséder : Trib. mixte, 28 déc. 1887 (93, 207).

CHAPITRE IV

Règles spéciales aux immeubles vendus à la barre des tribunaux français.

Bibliographie. — ANTERRIEU, *Conf. adm.* p. 217. — POUYANNE, *Syst. Torrens*, p. 118. — SCEMAMA, *Hypot. en Tun.*, p. 57.

SECTION PREMIÈRE

Cas d'application du décret de 1892.

§ I. — Licitation.

308. Aux termes de l'article 2 du décret beylical du 16 mars 1892, tout colicitant a le droit de requérir l'immatriculation préalable à l'adjudication : Tunis, 24 avr. 1895 (95, 309). — *309*. Il importe peu que le titre originaire de la propriété soit produit au Tribunal et qu'il n'existe ni doute ni contestation, sur la nature et la consistance des droits réels soumis aux enchères, l'absence ou l'insuffisance du titre n'étant nécessaires que pour donner ouverture à l'exercice du droit qui appartient au juge d'ordonner d'office l'immatriculation préalable : Tunis, 24 avr. 1895 (95, 309). — *310*. Ne fait pas non plus obstacle au droit du colicitant de requérir l'immatriculation, le jugement qui a ordonné la vente de l'immeuble commun, alors qu'avant ce jugement l'immatriculation préalable n'était pas poursuivie et que le jugement n'a rien décidé en ce qui la concerne : Tunis,

24 avr. 1895 (95, 309). — *311*. Mais il convient d'impartir au colicitant un délai pour accomplir ses diligences, afin qu'il ne puisse tenir indéfiniment en suspens l'action de celui qui poursuit la licitation ; Tunis, 24 avr. 1895 (95, 309).

§ II. — **Cas de litige né après l'adjudication.**

312. Le décret beylical du 16 mars 1892, qui règlemente l'immatriculation des immeubles dont la vente est poursuivie devant les tribunaux français, ne peut recevoir application dans un litige né après une adjudication entre deux prétendants à une propriété immobilière : Tunis, 2 juill. 1892 (94, 371).

§ III. — **Cas de litige antérieur aux poursuites de vente.**

313. Si l'art. 3 du décret beylical du 17 chaban 1309 (16 mars 1892) autorise le Tribunal français à subordonner la procédure dont il est saisi à l'immatriculation préalable, dans le cas où le titre de propriété n'est pas produit ou n'est pas estimé suffisant, il ne peut être fait usage de cette faculté qu'en matière de vente immobilière, et seule, l'opération de l'adjudication peut être subordonnée à l'immatriculation : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 474). — *314*. Par suite, celle-ci ne peut être ordonnée préalablement au jugement d'une demande en paiement d'enzels : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 474).

§ IV. — **Créanciers hypothécaires.**

315. La vente judiciaire faite, à la barre d'un tribunal français, d'un immeuble tunisien non immatriculé, ne saurait opérer purge, les formalités de transcription et de purge de l'art. 692 C. proc. civ., ne pouvant être appliquées à cette catégorie d'immeuble : Trib. mixte, 20 nov. 1897 (98, 43). — *316*. Un immeuble non immatriculé, vendu à la barre du tribunal français, ne saurait être purgé que par le moyen de l'immatriculation, dans les conditions prévues par le décret du 16 mars 1892 : Trib. mixte, 20 nov. 1897 (98. 43). — *317*. Le créancier hypothécaire, possédant sur l'immeuble dont il a poursuivi la vente devant le tribunal français, un droit réel, acquis pour sureté de sa créance à une date certaine antérieure à la promulgation du décret beylical du 16 mars 1892 ou dans les trois mois qui ont suivi cette promulgation, ne saurait se prévaloir à l'encontre de l'adjudicataire de ce que ce dernier n'aurait pas subordonné l'exécution du cahier des charges à l'immatriculation de l'immeuble, conformément à l'article 9 dudit décret, l'article 13 du même décret le lui interdisant : Tunis, 11 juill. 1900 (00, 508). — *318*. L'art. 13 du décret 18 mars 1892 relatif à l'immatriculation préalable au paiement de l'immeuble vendu

à la barre, ne saurait être applicable au créancier dont l'hypothèque aurait date certaine antérieure à ce dit décret : Tunis, 23 mars 1895 (01, 519).

SECTION II

Immatriculation préalable à l'adjudication.

§ I. — Obligations du poursuivant.

319. La situation de la propriété immobilière tunisienne non immatriculée impose à celui qui veut la saisir la plus grande prudence ; notamment, lorsqu'il n'est pas en mesure de produire le titre de propriété, il ne saurait échapper à une imputation d'imprudence que s'il pouvait démontrer qu'il a pris toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que les biens saisis par lui sont certainement la propriété de son débiteur : Tunis, 24 nov. 1893 (94, 67) ; 8 mai 1895 (95, 433). — *320.* Il est en faute lorsque, n'ayant pas de solides motifs pour croire qu'il en est ainsi, il n'a pas recouru à l'immatriculation préalable dont la faculté lui a été ouverte par l'art. 2 du décret beylical du 17 chaban 1309 (16 mars 1892) : Tunis, 24, nov. 1893 (94, 67) ; 8 mai 1895 (95, 433). — *321.* Le créancier qui poursuit une procédure de saisie immobilière contre son débiteur sur des bien que celui-ci prétend inaliénables comme habous, commet une imprudence si, n'ayant aucun moyen de s'assurer du véritable état de la propriété, il fait cependant procéder à l'adjudication sans demander à profiter des dispositions du décret du 16 mars 1892 qui lui donnaient la faculté de soumettre l'immeuble saisi à l'immatriculation préalable : Sousse, 28 mars 1907 (08, 498). — *322.* Et si, l'adjudicataire ayant à son tour subordonné l'exécution des clauses du cahier des charges à l'immatriculation, celle-ci a été rejetée parce qu'il a été constaté que l'immeuble était habous, le poursuivant doit être condamné à l'indemniser de tous les frais qu'il a faits, tant pour l'immatriculation que pour le paiement des dépens d'adjudication: Sousse, 28 mars 1907 (08, 498).— *323.* Le poursuivant une saisie immobilière n'a pas besoin de l'autorisation de justice pour faire procéder à l'immatriculation de l'immeuble saisi, antérieurement à l'adjudication, l'art. 2 du décret beylical du 17 chaban 1309 (16 mars 1892) lui donnant la faculté de le faire, s'il le juge à propos, et sa responsabilité pouvant être engagée si la propriété était incertaine et si, néanmoins, il n'a pas pas recouru à cette procédure : Tunis, 20 déc. 1893 (94, 104). — *324.* Lorsque le titre de propriété d'un immeuble saisi n'est pas produit au Tribunal français devant lequel se déroule la procédure d'expropriation forcée, ou que ce Tribunal estime que le titre produit n'est pas suffisant, l'immatriculation préalable à l'adjudication peut être ordonnée d'office : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 619). — *325.* Mais si cette précaution n'a

pas été prise et qu'en fait on ait adjugé des droits incertains, la prudence la plus élémentaire conseille à l'adjudicataire de subordonner l'exécution du cahier des charges à l'immatriculation, conformément à l'art. 9 du décret du 16 mars 1892 : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 619). — *326*. S'il ne le fait pas, il s'expose à toutes les conséquences de l'application imparfaite du Code de procédure français relativement à la saisie d'immeubles tunisiens : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 619).

§ II. — **Pouvoirs du tribunal civil.**

327. S'il a été décidé qu'en Tunisie, et en raison de l'état de la propriété foncière non immatriculée, l'action en revendication n'arrête pas nécessairement la procédure de saisie immobilière, il n'en est pas moins vrai qu'on ne saurait admettre le créancier à poursuivre cette dernière, même à ses risques et périls, que s'il justifie qu'il a de sérieuses raisons pour croire et faire admettre que l'immeuble sur lequel porte l'exécution qu'il tente est bien la propriété de son débiteur : Tunis, 10 janv. 1894 (94, 106) ; 21 nov. 1894 (95, 86) ; 6 mars 1895 (95, 201) ; 15 mai 1895 (95, 407). — *328*. Le créancier poursuivant ne fait pas cette justification d'une manière suffisante, s'il ne produit qu'une outika, qui lui a été donnée en gage par le débiteur, lorsque le revendiquant produit de son côté une outika dont les énonciations sont contraires à celles de l'autre, et dont la date est tout aussi ancienne : Tunis, 10 janv. 1894 (94, 201). — *329*. Dans cette situation, il y a lieu, pour le Tribunal, d'user du droit qui lui a été donné par l'art. 3 du décret beylical du 16 mars 1892, de subordonner d'office la vente à l'immatriculation préalable, si le titre de propriété ne lui a pas été produit avant l'adjudication ou s'il apprécie que le titre produit n'est pas suffisant : Tunis, 10 janv. 1894 (94, 106) ; 6 mars 1895 (95, 201). — *330*. Il y a lieu pour le Tribunal d'user de ce droit qui lui a été donné par le législateur lorsque, aucun titre n'étant produit, il est impossible de définir l'état juridique de l'immeuble, notamment, de savoir s'il est frappé d'inaliénabilité par une constitution de habous : Tunis, 6 mars 1895 (95, 201). — *331*. Il y a lieu pour le Tribunal d'ordonner l'immatriculation préalable à l'adjudication, conformément aux art. 2 et s. du décret beylical du 16 mars 1892, au cas où la saisie ne porte que sur des parts indivises dont le poursuivant ne peut déterminer régulièrement la quotité : Tunis, 21 nov. 1894 (95, 86). — *332*. Le décret beylical du 16 mars 1892, qui autorise l'immatriculation préalable des immeubles saisis, ne donne le droit de la requérir qu'au créancier, poursuivant, sauf le droit qu'aurait le Tribunal de l'imposer d'office : Tunis, 19 déc. 1894 (95, 89). — *333*. Le saisi ne saurait puiser dans ce décret le droit de suspendre plus ou moins longtemps la saisie et d'en subordonner la marche à la procédure d'immatriculation qu'il lui plairait d'entreprendre:

Tunis, 19 déc. 1894 (95, 89). — ***334***. Le Tribunal n'est pas dans l'obligation d'ordonner l'immatriculation préalable d'un immeuble objet d'une saisie immobilière, par cela seul qui le saisi vient soutenir, sans d'ailleurs produire aucun document, ni aucun renseignement, que la consistance de son immeuble est incertaine : Tunis, 19 déc. 1894 (95, 89). — *335*. Il y a lieu d'ordonner l'immatriculation préalable à l'adjudication, conformément à l'art. 3 du décret du 16 mars 1892, toutes les fois que, une action en distraction d'immeubles saisis venant à être introduite par un tiers, il est produit, tant par le saisissant que par le revendiquant, plusieurs titres de propriété contradictoires dont le rapprochement laisse incertaines la circonstance et la situation juridique de l'immeuble litigieux : Tunis, 15 mai 1895 (95, 407). — *336*. En effet, dans cette situation, aucun de ces titres ne peut être considéré comme suffisant : Tunis, 15 mai 1895 (95, 407). — *337*. A tort, le revendiquant européen soutiendrait-il qu'on ne saurait l'obliger à laisser régler son action en distraction par le Tribunal mixte ; intervenant à la saisie immobilière qui porte sur un immeuble immatriculé, il doit subir toutes les conséquences imposées par un droit réel dont l'influence sur la loi de procédure est inévitable : Tunis, 15 mai 1895 (95, 407). — *338*. D'ailleurs rien ne s'opposera à ce qu'il profite, quand il sera devant le Tribunal mixte, de l'option de juridiction ménagée par les articles 35 et 36 de la loi foncière : Tunis, 15 mai 1895 (95, 407). — *339*. Toutefois, le demandeur en distraction ne peut se voir indéfiniment paralysé par l'inaction de celui qui poursuit la saisie immobilière et auquel il incombe de mettre sa procédure en état par l'immatriculation préalable ; il convient donc d'impartir un délai pour ce faire à ce dernier : Tunis, 15 mai 1895 (95, 407) — *340*. Il n'y a lieu, ni a déclinatoire, ni à sursis à statuer, quand il s'agit d'une demande en distraction d'immeubles saisis sur un tunisien par un européen, et formée par un tunisien avant l'adjudicaton : Tunis, 23 oct. 1895 (95, 540). — *341*. Alors la juridiction française puise dans le décret du 16 mars 1892 le droit d'apprécier si les titres qui lui sont produits sont suffisants ; en cas d'affirmative, elle peut, ou faire passer outre à l'adjudiction, ou annuler la saisie ; au cas de la négative, elle a le droit d'ordonner qu'il soit, préalablement à l'adjudication, procédé à l'immatriculation de l'immeuble: Tunis, 23 oct. 1895 (95, 540). — *342*. Si cette mesure d'instruction est ordonnée, il doit être imparti au poursuivant un délai pour y procéder, puisqu'il n'est pas muni d'un titre créant une présomption de propriété au profit du saisi : Tunis, 23 oct. 1895 (95, 540). — *343*. Si le Tribunal a ordonné l'immatriculation préalable à l'adjudication d'un immeuble saisi, ce, en vertu des dispositions du décret beylical du 16 mars 1892, l'annulation de la saisie peut être obtenue par ceux qui y ont intérêt, au cas ou le poursuivant n'a pas requis l'immatriculation dans le délai qui lui a été imparti : Tunis, 6 juin 1906 (06, 602).

SECTION III

Règles spéciales de procédure devant le Tribunal mixte.

344. Le délai imparti par l'art. 12 du décret du 16 mars 1892 pour déposer le prix d'adjudication et la réquisition d'immatriculation est un délai de rigueur : Trib. mixte, 26 nov. 1898 (00, 606) ; 17 janv. 1900 (00, 228) ; Tunis, 2 déc. 1903 (04, 330). — *345*. En conséquence l'adjudicataire qui n'aurait pas opéré le dépôt du prix et sa réquisition dans le délai voulu est déchu du bénéfice qui pouvait résulter pour lui de l'application dudit décret, c'est-à-dire de la faculté de demander l'annulation de l'adjudication ou la réduction du prix au cas de différence de un vingtième de la valeur vénale de l'immeuble : Trib. mixte, 26 novembre 1898 (00, 606) ; 17 janv. 1900 (00, 228) ; Tunis, 2 déc. 1903 (00, 330). — *346*. Ce décret a limité la garantie dans les ventes immobilières poursuivies en Tunisie devant les tribunaux français et celui qui paie entre les mains du créancier hypothécaire le prix d'adjudication et laisse écouler le délai susdit, est forclos et déchu de tout recours pour éviction : Tunis, 2 déc. 1903 (04, 330). — *347*. Aux termes des art. 9 et suivant du décret beylical du 16 mars 1892, quand un adjudicataire veut subordonner l'exécution des clauses du cahier des charges à l'immatriculation des biens qu'il a achetés, il doit commencer cette procédure dans le mois qui suit l'adjudication : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 274). — *348*. Mais aucune déchéance ne résulte pour lui de l'inobservation de ce délai, si son acquisition est antérieure au décret susvisé et s'il a fait sa réquisition d'immatriculation dans un délai normal, spécialement avant le règlement provisoire d'une distribution par contribution : Tunis, 4 avril 1894 (94, 274). — *349*. Les dispositions du décret de 1892 sont conçues en termes généraux et s'appliquent à tous les immeubles qui ne sont pas encore immatriculés au moment de l'adjudication, alors même que la procédure d'immatriculation aurait déjà été commencée à cette époque : Tunis, 28 mai 1902 (03, 19). — *350*. En conséquence, la demande en réduction de prix formée par un adjudicataire ne saurait, dans tous les cas, être recevable qu'autant qu'il aurait satisfait aux dispositions dudit décret, notamment par le dépôt du prix à la Caisse des dépôts et consignations dans le délai imparti et serait intervenu en temps utile dans l'instance d'immatriculation en cours, n'ayant pas en ce cas à déposer une nouvelle réquisition : Tunis, 28 mai 1902 (03, 19). — *351*. Le décret du 16 mars 1892 a apporté à l'art. 22 de la loi foncière, aux termes duquel l'immatriculation est facultative, une exception, en permettant au créancier poursuivant, en cours de la procédure de saisie immobilière et préalablement à la vente, de demander au nom de son débiteur l'immatriculation de l'immeuble qu'il a saisi sur ce dernier : Tribunal mixte, 3 juill. 1897 (97, 414). — *352*. Dans ce cas, le consentement du débiteur

saisi à l'immatriculation est inutile, l'immatriculation faisant partie intégrante de la procédure de saisie immobilière, laquelle constitue l'exécution forcée d'un jugement : Trib. mixte, 3 juill. 1897 (97, 414).

§ II. — Instruction de l'instance.

353. La réquisition d'immatriculation d'un immeuble adjugé à la barre du tribunal civil, faite en conformité du décret de 1892 sur l'immatriculation postérieure à l'adjudication, doit contenir toutes mentions utiles de nature à indiquer que le requérant entend user de la faculté qui lui est donnée par ledit décret, et notamment doit contenir toutes indications destinées à faire connaître aux tiers le nom du saisi : Tribunal mixte, 18 juin 1900 (01, 559). — *354.* Faute de remplir ces conditions, la réquisition ne saurait être considérée que comme une réquisition ordinaire ne permettant pas au requérant de jouir du bénéfice des dispositions dudit décret : Trib mixte, 18 juin 1900 (01, 559). — *355.* La procédure d'immatriculation doit satisfaire, outre les règles ordinaires, à des conditions spéciales : *a)* En outre des mentions ordinaires, la réquisition devra faire connaître qu'il s'agit d'une demande d'immatriculation postérieure à l'adjudication, faite en conformité du chapitre II du décret du 16 mars 1892, spécifier le nom exact du saisi, ainsi que le jugement d'adjudication, de telle sorte que les tiers qui auraient acquis des droits sur l'immeuble du chef du saisi soient mis en demeure de se faire connaître ; *b)* Pour mettre l'adjudicataire en mesure de pouvoir exercer son droit d'option, le Tribunal mixte devra, avant de prononcer l'immatriculation, et par voie d'un jugement préparatoire : 1° fixer la consistance matérielle et l'état juridique de l'immeuble au moment de l'adjudication, tels qu'ils sont déterminés par la procédure d'immatriculation ; — 2° impartir à tous les ayants causes du saisi et à l'adjudicataire pour exercer les droits ci-dessus spécifiés, un délai à l'expiration duquel l'adjudication sera devenue ou tenue pour définitive et l'immatriculation prononcée : Trib. mixte, 22 juin 1898 (98, 388) — *356.* En principe, lorsqu'une réquisition d'immatriculation ayant été mal faite, la publicité qui s'en est suivie, ainsi que toute la procédure est défectueuse, il y a lieu à un rejet pur et simple, et non pas à un recommencement des formalités à titre de mesures d'instance, car cette pratique entraîne le plus souvent pour les justiciables des frais considérables sans leur procurer en échange aucun avantage : Trib. mixte, 24 juin 1903 (03, 411). — *357.* Toutefois, on peut agir ainsi lorsqu'il s'agit d'une immatriculation demandée par un adjudicataire après dépôt de son prix à la Caisse des dépôts et consignations : le requérant étant obligé par la loi à introduire la demande d'immatriculation dans un délai déterminé, il serait déchu du droit de le faire à nouveau si on rejetait sa réquisition : cela ne serait pas juste, les erreurs qu'il a pu

commettre provenant, dans ce cas, de la procédure de saisie qui est la seule source, généralement, où il puisse se documenter : Trib. mixte, 24 juin 1903 (03, 411). — *358*. Dans ces conditions, et pour ne pas exposer inutilement le requérant à des procédures coûteuses, il convient de lui ménager la possibilité d'user du droit qui lui est donné par l'art. 11, *in fine*, du décret du 16 mars 1892, de demander la nullité de l'adjudication, si la consistance matérielle et l'état juridique de l'immeuble ne sont pas conformes au cahier des charges : Trib. mixte, 24 juin 1903 (03,411). — *359*. Ce but peut être atteint s'il est judiciairement établi par le Tribunal mixte, avant dire droit sur la réquisition d'immatriculation, que le terrain susceptible d'immatriculation est beaucoup plus restreint que celui décrit au cahier des charges, et si le Tribunal de droit commun estime que cette constatation est suffisante pour donner ouverture au droit d'option de l'adjudicataire : Trib. mixte, 24 juin 1903 (03, 411).

§ III. — **Effets de la décision.**

A. *Mutation de la propriété*. — *360*. Le jugement d'adjudication a pour effet de transmettre la propriété de l'immeuble vendu à l'adjudicataire ; cette mutation n'est pas suspendue par l'exercice du droit que donne à ce dernier l'art. 9 du décret beylical du 16 mars 1892 : Just p. Tunis-Nord, 26 déc 1895 (96, 87). — *361*. L'immatriculation postérieure à l'adjudication requise conformément à l'art. 9 du décret du 16 mars 1892, n'est autre que la reconnaissance et la consécration définitive dans la personne de l'adjudicataire de la translation de propriété réalisée par l'adjudication : Trib. mixte, 22 juin 1898 (98, 388). — *362*. Les jugements d'immatriculation qui interviennent sur des demandes de cette nature sont définitifs et sans recours possible comme tous les jugements du Tribunal mixte prononçant une immatriculation : Trib. mixte, 22 juin 1898 (98, 388). — *363*. Il s'ensuit que l'adjudication qui sert de base à l'immatriculation doit elle-même être définitive, et il faut pour cela que tous les droits qui pourront modifier le sort de l'adjudication soient exercés avant l'immatriculation : Trib. mixte, 22 juin 1898 (98, 388). — *364*. Au nombre de ces droits figurent : d'une part le droit donné à l'adjudicataire par l'art. 11, § 2 et 3, du décret du 16 mars 1892, de demander une diminution de prix ou la nullité de l'adjudication ; et d'autre part, les droits des tiers procédant du chef du saisi et à l'égard desquels l'adjudication n'a point opéré purge : Trib. mixte, 22 juin 1898 (98, 388). — *365*. Les créanciers hypothécaires du chef du saisi ne pourront, en effet, jamais prétendre à l'inscription de leurs hypothèques sur le titre de l'adjudicataire immatriculant, l'adjudication devant être définitive au moment de l'immatriculation prononcée et le droit hypothécaire des créanciers et généralement de tous ayant cause du saisi épuisé et exclusivement reporté sur le prix ;

Trib. mixte, 22 juin 1898 (98, 388). — *366*. L'adjudicataire à la barre du Tribunal civil d'un immeuble en cours d'immatriculation ne saurait être fondé à demander que l'immatriculation soit prononcée en son nom, par application du décret du 16 mars 1892, ce décret ne visant que le cas où l'immatriculation est demandée par l'adjudicataire lui-même : Trib. mixte, 3 mars 1900 (00, 271). — *367*. L'adjudication sera inscrite en suite du titre conformément au décret du 16 juillet 1899 comme étant postérieure à la réquisition : Trib. mixte, 3 mars 1900 (00, 271).

B. *Droits des créanciers hypothécaires*. — *368*. Dans le cas de purge après adjudication, dans les conditions prévues par le décret du 16 mars 1892, les créanciers hypothécaires ne sauraient être fondés à exercer leur droit de suite sur l'immeuble vendu et à demander l'inscription de leurs droits sur le titre délivré à l'adjudicataire, leurs droits réels s'étant transformés en un droit sur le prix déposé à la Caisse des dépôts et consignations, leurs hypothèques ayant produit, comme sous l'empire de la loi française, tous les effets dont elles étaient susceptibles : Tribunal mixte, 20 nov. 1897 (98, 43).

C. *Cas où il y a lieu à diminution de prix*. — *369*. Aux termes de l'art. 11 du décret beylical du 16 mars 1892, si la consistance matérielle et l'état juridique de l'immeuble déterminés par l'immatriculation ne sont pas tels qu'ils ont été définis par le cahier des charges, l'adjudicataire peut demander une diminution du prix nonobstant toute clause contraire du cahier des charges : Trib. mixte, 29 oct. 1895 (95, 580) ; Tunis, 31 déc. 1896 (97, 101) ; 19 déc. 1900 (01, 478) ; 8 mai 1901 (01, 339) ; 16 avril 1902 (02. 273) ; 23 mars 1904 (05, 76). — *370*. Il en est ainsi, notamment si la rente enzel annoncée au cahier des charges est moins élevée que la rente enzel qui grève en réalité l'immeuble : Tunis, 31 déc. 1896 (97, 101) ; 8 mai 1901 (01, 339) ; 25 juin 1902 (02, 507). — *371*. L'adjudicataire a droit à une réduction de prix égale à la capitalisation de l'enzel qui se calcule conformément à l'usage par la multiplication du taux de l'enzel par seize annuités : Tunis, 25 juin 1902 (02, 507). — *372*. Cette diminution doit lui être accordée dès qu'il est constaté que la valeur de l'immeuble immatriculé est inférieure à celle résultant des énonciations du cahier des charges, sans qu'il ait lieu de rechercher les causes de l'erreur qui a pu être commise, ni à qui en incombe la responsabilité : Tunis, 23 mars 1904 (05, 76). — *373*. Au cas où il y a lieu à réduction du prix d'adjudication, après immatriculation poursuivie dans les conditions prévues au décret du 16 mars 1892, la réduction doit être proportionnelle au manquant de contenance comparé avec ce qui a été annoncé au cahier des charges, ce, au cas où il s'agit d'un bien rural : Tunis, 23 mai 1906 (06, 541). — *374*. Il n'y a pas lieu de faire entrer en ligne de compte une

différence prétendue entre le prix d'adjudication et la valeur réelle du bien adjugé : Tunis, 23 mai 1906 (06, 541). — *375*. Le fait que la contenance aurait été indiquée d'une manière approximative, avec la formule «environ» ne saurait être interprétée en ce sens que l'immeuble serait vendu sans garantie de contenance ; il est de principe que, dans un tel cas, il n'y a pas lieu de déroger aux règles de l'art. 1619 C. civ. qui doit dès lors recevoir son entière application : Tunis, 16 avril 1902 (02, 273).— *376*. Lorsque le prix est mis en distribution, l'adjudicataire est-il forclos, aux termes de l'art. 600 C. proc. civ., s'il n'a pas formé sa demande en diminution dans le mois de la sommation à produire? Tunis, 19 déc. 1900 (01, 478).— *377*. En tous cas, cette forclusion ne serait pas encourue par l'adjudicataire qui aurait déposé dans le délai de un mois une demande de sursis au règlement provisoire et qui aurait formé sa demande en réduction de prix peu de temps après avoir été mise en possession de son titre : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 478). — *378*. Aux termes de l'article 1622 C. civ. fr., en cas de diminution de la contenance de l'immeuble vendu, l'action en réduction de prix ou en résiliation du contrat de la part de l'acheteur doit être intentée dans l'année à compter du contrat, à peine de déchéance : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 478). — *379*. Mais le décret beylical du 16 mars 1892 sur les ventes immobilières poursuivies devant les tribunaux français a dérogé en Tunisie à cette règle et les délais à observer en la matière sont ceux du décret beylical et non ceux de la loi française : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 478). — *380*. Au surplus, si la prescription de l'art. 1622 C. civ. pouvait courir dans un cas semblable, elle n'aurait son point de départ que du jour de l'immatriculation : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 478). — *381*. Le créancier poursuivant, garant vis à vis de l'adjudicataire de la contenance de l'immeuble vendu à sa requête, ne saurait se retrancher valablement derrière l'art. 1640 C. civ., et soutenir que, n'ayant pas été appelé à l'instance d'immatriculation par l'adjudicataire, ce dernier serait déchu de tout recours vis à vis de lui, aucun texte de la loi foncière, seule applicable en l'espèce, n'obligeant l'adjudicataire à appeler en cause devant le Tribunal mixte le créancier poursuivant, l'instance en immatriculation n'ayant d'ailleurs rien de commun avec le procès en garantie pour cause d'éviction : Tunis, 16 avril 1902 (02, 273).— *382*. Le Trib. mixte est incompétent pour statuer sur la demande en diminution de prix : Trib. mixte, 29 oct. 1895 (95,580).— *383*. Le décret de 1892 qui permet à l'adjudicataire de demander dans les conditions qu'il indique, l'annulation de l'adjudication ou la réduction du prix, laisse au Tribunal une pleine liberté d'appréciation pour déterminer la valeur de l'immeuble d'après les documents de la cause, le prix d'adjudication n'étant pas le seul élément qui puisse servir à fixer la valeur de l'immeuble : Tunis, 19 nov. 1901 (01, 572).

D. *Cas où il y a rejet total de la réquisition.* — *384.* L'adjudicataire évincé à la suite d'un jugement du Tribunal mixte statuant sur la demande d'immatriculation formulée conformément aux prescriptions du décret du 16 mars 1892 a droit à la restitution du prix et des frais payés par lui au défenseur poursuivant, et exclusivement relatifs aux poursuites : Tunis, 19 mars 1902 (02, 211) ; 13 mars 1907 (07, 303). — *385.* La décision du Tribunal mixte portant rejet d'une réquisition d'immatriculation n'a point l'autorité de la chose jugée, et n'éteint pas le droit du requérant sur la propriété objet de sa demande : Tunis, 26 févr. 1897 (97, 156). — *386.* En conséquence, il est loisible à la partie ainsi repoussée de se représenter à nouveau devant le Tribunal mixte pour y faire valoir des preuves nouvelles ou de revendiquer ses droits devant la juridiction ordinaire compétente : Tunis, 26 févr. 1897 (97, 156). — *387.* Il s'ensuit qu'une demande en réduction du prix d'une adjudication, fondée seulement sur le fait du rejet de la demande d'immatriculation de l'immeuble adjugé, doit être rejetée comme prématurément intentée : Tunis, 26 févr. 1897 (97, 156). — *388.* Un décret du 16 mars 1892 permet à l'adjudicataire de biens saisis immobilièrement et non immatriculés de subordonner l'exécution des clauses de son cahier des charges à l'immatriculation, à charge de déposer son prix dans les 15 jours de l'adjudication et de former la réquisition dans la quinzaine suivante : Tunis, 6 juin 1900 (00, 554); 23 mai 1906 (06, 570). — *389.* Au cas où l'adjudicataire a suivi cette procédure et où le Tribunal mixte a rejeté l'immatriculation, faute de justification des droits de propriété du saisi sur l'immeuble adjugé, il a le droit d'obtenir l'annulation de l'adjudication et la restitution de son prix et des frais qu'il a exposés : Tunis, 6 juin 1900 (00, 554) ; 23 mai 1906 (06, 570). — *390.* On objecterait vainement que la décision de rejet du Tribunal mixte n'a pas l'autorité de la chose jugée ; elle constitue un fait qui donne ouverture aux droits accordés par le décret précité à l'adjudicataire, parce qu'il ne pourrait plus utilement introduire devant le Tribunal mixte une nouvelle réquisition : Tunis, 6 juin 1900 (00,554) ; 23 mai 1906 (06,570). — *391.* La partie dont les prétentions ont été rejetées par le Tribunal mixte, qui a prononcé au nom de son adversaire l'immatriculation de l'immeuble sur lequel elle prétendait droit, est désormais irrecevable à porter devant les tribunaux civils une demande tendant à faire reconnaître ses droits sur l'immeuble en question : Tunis, 13 juill. 1898 (98, 472). — *392.* Serait de même irrecevable la demande qu'elle formulerait subsidiairement, tendant à ce qu'il soit procédé à l'application des titres originaires, afin qu'elle puisse se retourner contre son adversaire et lui demander des dommages-intérêts dans le cas où il serait établi que celui-ci a fait immatriculer en son nom un terrain qui ne lui appartenait pas : Tunis, 13 juill. 1898 (98, 472). — *393.* Celui dont l'immeuble aurait été indûment immatriculé au nom d'un

tiers n'a de recours contre ce dernier qu'autant qu'il démontrerait que ledit tiers a agi par dol et fraude : Tunis, 13 juill. 1898 (98, 472).

§ IV. — **Retrait de la réquisition.**

394. Au cas où un adjudicataire a saisi le Tribunal mixte d'une réquisition d'immatriculation, par application des dispositions du décret du 16 mars 1892, peut on l'admettre à la retirer ensuite, soit purement et simplement, soit à titre conditionnel ? le Tribunal mixte, ne devrait-il pas ordonner dans ce cas spécial l'immatriculation partielle, même au refus de l'adjudicataire requérant ? (non résolu) : Tunis, 13 mars 1907 (07, 303). — *395*. En tous cas, lorsqu'il est constant que l'adjudicataire n'a entendu accepter qu'une immatriculation totale et que si on n'a pas prononcé l'immatriculation partielle, c'est à la suite de son refus, il doit supporter les frais d'immatriculation et d'adjudication qu'il a rendus inutiles en demandant, ensuite du rejet total de la réquisition, l'annulation de l'adjudication : Tunis, 13 mars 1907 (07, 303).

CHAPITRE V

Recours des personnes lésées par une immatriculation.

Bibliographie. — ANTERRIEU, *Conf. admin.* p. 224. — SCEMAMA, *Hypoth. en Tun.*, p. 138.

SECTION PREMIÈRE

Conditions d'exercice de l'action créée par l'art. 38 de la loi foncière.

396. Aux termes de l'art. 38 de la loi foncière du 1er juillet 1885, modifié par la loi du 15 mars 1892, toute personne dont les droits auraient été lésés par une immatriculation n'a jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement, en cas de dol, une action personnelle en dommages-intérêts contre l'auteur du dol : Tunis, 17 janv. 1889 (93, 104) ; 15 mai 1893 (96, 426) ; 16 juill. 1894 (94, 469) ; 12 nov. 1894 (95, 54) ; 19 nov. 1894 (95, 116) ; 22 mai 1895 (95, 461) ; 21 oct. 1895 (95, 539) ; 4 déc. 1895 (96, 53) ; 8 mars 1897 (97, 205) ; 15 mars 1897 (97, 268) ; 12 avril 1899 (99, 399) ; 7 juin 1899 (99, 404) ; Alger, 12 févr. 1900 (01, 175) ; 4 avr. 1900 (01, 103) ; Tunis, 15 mai 1901 (01, 460) ; Alger, 14 oct. 1901 (02, 122) ; Tunis, 23 mars 1904 (05, 17) ; 27 avr. 1904 (05, 106) ; 13 déc. 1905 (06, 223) ; 10 janv. 1906 (06, 228) ; 24 oct. 1906 (07, 24) ; 24 déc. 1907 (08, 214). — *397*. Ce recours n'est recevable que de la part de celui qui démontre qu'il avait réellement des droits sur l'immeuble immatriculé et qu'il a été en outre victime de manœuvres dolosives de la part de celui qui a poursuivi

et obtenu l'immatriculation : Alger, 12 févr. 1900 (01, 175) ; Tunis, 20 juin 1906 (06, 639). — *398*. Est irrecevable l'action en dommages-intérêts fondée uniquement sur ce que la parcelle englobée dans l'immatriculation ne l'aurait été que par suite de la négligence du mandataire du demandeur, surtout lorsqu'il est établi que ce dernier a été partie, en qualité d'opposant, à l'instance d'immatriculation et qu'il a pu ainsi faire valoir ses droits : Tunis, 17 janv. 1889 (93, 104) ; 23 avr. 1902 (02, 454) ; Alger, 14 oct. 1901 (02, 122). — *399*. Il importe peu que l'opposition dont s'agit n'ait été rejetée par le Tribunal mixte que pour vice de forme, car le Tribunal mixte puisait dans ses attributions le droit de repousser d'office la demande d'immatriculation dont il était saisi et si les documents produits par l'opposant étaient démonstratifs d'une fraude, le Tribunal mixte ne manquerait pas de rejeter la demande dont le caractère deviendrait ainsi évident : Alger, 14 octobre 1901 (02, 122). — *400*. Pour l'application du principe, la faute lourde doit être assimilée au dol : Tunis, 4 déc. 1895 (96, 53) ; 13 déc. 1905 (06, 223) ; 17 janv. 1906 (06, 323) ; 7 avr. 1906 (06, 488). — *401*. Commet une faute lourde ainsi assimilable le co-propriétaire indivis qui requiert l'immatriculation au nom d'un co-propriétaire qu'il sait avoir cédé ses droits à un tiers, ou qui omet dans sa réquisition l'indication d'un co-propriétaire dont il connaît pertinement l'existence : Tunis, 4 déc. 1895 (96, 53). — *402*. L'opposition à une immatriculation formée d'une façon téméraire et à la légère, fut-elle faite de bonne foi, constitue une faute lourde qui donne ouverture à une demande en dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé au requérant par l'échec fait à sa demande par cette opposition mal fondée, et les dépenses qu'il a dû faire pour défendre ses droits : Tunis, 29 juin 1898 (98, 375). — *403*. A la différence des manœuvres que la loi pénale réprime sous le nom d'escroquerie, le dol peut, en matière civile, consister dans de simples mensonges : Tunis, 12 avr. 1899 (99, 399). — *404*. Le dol prévu par l'article précité consiste donc, principalement, dans la fraude commise par la personne qui, n'étant pas propriétaire d'un immeuble, le fait, en connaissance de cause et à l'insu du propriétaire véritable, immatriculer à son profit : Tunis, 12 avr. 1899 (99, 399). — *405*. L'art. 38 de la loi foncière, lorsqu'il parle d'un dol pouvant donner ouverture à une action en dommages-intérêts contre son auteur, entend par cette expression désigner toute manœuvre frauduleuse ayant eu pour résultat de tromper le Tribunal mixte en lui cachant des droits réels existants ou en le faisant croire faussement à des droits inexistants : Tunis, 10 janv. 1906 (06, 228). — *406*. On ne saurait reconnaître ce caractère à une argumentation et à la production de moyens de preuve qui ont été appréciés en connaissance de cause par le Tribunal mixte et qui ont été reconnus bien fondés par une décision motivée : Tunis, 10 janvier 1906 (06, 228). —

407. Donne ouverture à l'action en dommages-intérêts prévue par l'art. 38 de la loi tunisienne du 1er juillet 1885, modifié par la loi du 15 mars 1892, le fait de faire immatriculer à son nom une propriété qu'on a cédée à enzel à un tiers, et celui-ci n'est par déchu de son droit pour n'avoir pas fait opposition à la demande d'immatriculation : Tunis, 15 mai 1893 (96, 426). — *408*. Tombe sous l'application de cet article celui qui, s'étant obligé dans l'acte d'acquisition du terrain qu'il immatricule, à supporter un bail consenti à un tiers, omet de faire inscrire ce bail sur le titre de propriété qui lui est délivré : Tunis, 12 nov. 1894 (95, 54). — *409*. Est solidairement responsable avec lui, le vendeur qui a négligé d'assurer la paisible jouissance de son locataire en surveillant la procédure d'immatriculation de l'acquéreur : Tunis, 12 nov. 1894 (95, 54). — *410*. Aux termes du § 4 de l'art. 23 de la loi foncière du 1er juillet 1895, modifiée par la loi du 15 mars 1892, toute personne qui requiert l'immatriculation d'un immeuble doit remettre au Conservateur de la propriété foncière le détail des droits réels immobiliers existant sur ledit imeuble, avec la désignation des ayants-droit : Cass. req. 20 oct. 1902 (02, 554). — *411*. Si, dans la requête d'immatriculation, il existe à cet égard des réticences volontaires, ce fait peut constituer un dol et les éléments constitutifs de celui-ci rentrent dans les attributions exclusives des juges du fond : Cass. req. 20 oct. 1902 (02, 554). — *412*. L'acquéreur d'un immeuble qui, sachant qu'il est loué pour plus d'un an, le fait cependant immatriculer sans déclarer le bail, et qui, ensuite, le revend libre de toute charge et en obtient ainsi un prix supérieur, peut être considéré comme commettant une fraude et être condamné à des dommages-intérêts vis-à-vis du preneur dépossédé : Cass. req. 2 févr. 1898 (98, 173). — *413*. L'immatriculant commet un dol lorsqu'il laisse ignorer au Tribunal mixte que les stipulations d'un acte qu'il produit devant lui ne sont plus suivies en fait : Alger, 4 avr. 1900 (01, 103).— *414*. Il y a dol, donnant ouverture à cette action en dommages-intérêts, dans le fait de celui qui, sachant fort bien qu'il n'a acheté qu'un seul magasin et que son titre de propriété n'en concerne qu'un, en fait englober deux dans le bornage effectué ensuite de sa demande d'immatriculation, laisse ignorer au géomètre et au rapporteur du Tribunal mixte qu'il n'a pas la possession du second magasin ainsi englobé dans le bornage, laisse la paisible possession de ce second magasin, jusqu'après la fin de la procédure d'immatriculation, à ceux qu'il s'efforce de dépouiller, enfin, par ces réticences et ces manœuvres, arrive à tromper le Tribunal mixte et réussit à faire immatriculer à son profit un bien qu'il savait appartenir à un autre : Tunis, 15 mai 1901 (01, 460). — *415*. Doit être considérée comme constituant une erreur grossière et une faute lourde équipollente au dol, le fait, par le requérant d'une immatriculation de comprendre dans le bornage provisoire qu'il fait effectuer une parcelle

de terrain vendue par lui à un tiers : Tunis, 17 janv. 1906 (06, 323). — *416*. Il y a, de plus, dol caractérisé dans le fait, par ledit requérant, de ne pas faire rectifier spontanément son bornage quand la procédure d'immatriculation a entraîné des discussions et constatations qui ont du nécessairement rendre évidente à ses yeux l'erreur dont s'agit : Tunis, 17 janv. 1906 (06, 323). — *417*. Il doit donc être condamné, dans de telles conditions, à payer le dommage de celui qu'il a évincé et lésé, si mieux il n'aime lui rendre la propriété dont il l'a privé en lui faisant délivrer à ses frais un titre régulier d'immatriculation : Tunis, 17 janv. 1905 (06, 323). — *418*. Il y a faute lourde, en ce sens, de la part de celui qui fait comprendre dans un bornage provisoire une parcelle dont il sait qu'il n'a pas la possession, sans prévenir de cette circonstance le géomètre qui procède à l'opération : Tunis, 7 avril 1906 (06, 488). — *419*. Bien plus, il y a dol caractérisé de la part de celui, qui, non seulement a laissé ignorer au géomètre le fait de la possession d'un tiers, mais encore a fait comprendre dans le bornage une parcelle qu'il savait pertinemment être la propriété d'un tiers : Tunis, 7 avr. 1906 (06, 488). — *420*. Il importe peu, d'ailleurs, au point de vue de l'action personnelle en dommages-intérêts de la partie lésée, que les agissements ci-dessus décrits aient été pratiqués, non par le requérant lui-même, mais par son locataire chargé de suivre les opérations de l'immatriculation et de l'y représenter, alors d'ailleurs qu'il ne les a pas désavoués dès qu'il les a connus et a, au contraire manifesté nettement l'intention d'en profiter : Tunis, 7 avril 1906 (06, 488). — *421*. Il n'est pas possible au Tribunal français d'ordonner qu'une parcelle immatriculée sera attribuée à celui qui prétend qu'il en a été dépouillé par l'immatriculation : Tunis, 21 oct. 1895 (95, 539) ; 23 mars 1904 (05,17); 24 oct. 1906 (07, 24) ; 24 déc. 1907 (08, 214). — *422*. En ce faisant, non seulement la juridiction française violerait l'art. 38, mais encore elle se transformerait en tribunal d'appel des décisions du Tribunal mixte, ce qui serait contraire à l'art. 2 du décret du Président de la République du 17 juillet 1888 aussi bien qu'aux lois qui organisent l'immatriculation de la propriété tunisienne : Tunis, 21 oct. 1895 (95, 539) ; 23 mars 1904 (95, 17) ; 24 oct 1906 (07, 24) ; 24 déc. 1907 (08, 214). — *423* La juridiction française n'a pas le droit de dire que le Tribunal mixte s'est trompé dans ses appréciations. Le seul terrain sur lequel puisse opérer compétemment le tribunal français est l'appréciation de faits ou documents que le tribunal mixte a ignorés parce qu'ils lui ont été dissimulés et qui sont de nature à faire croire que s'ils avaient été connus, ils auraient entraîné une décision contraire à celle qui a été adoptée : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 24) ; 24 déc. 1907 (08, 214). — *424*. Il faut en outre que la dissimulation de documents ou de faits, ou les machinations employées pour tromper le Tribunal mixte constituent des actes dolosifs à la charge de

ceux contre lesquels l'action de l'art. 38 de la loi foncière est dirigée ; il faut, en un mot, qu'on démontre, non que le Tribunal mixte s'est trompé, mais bien qu'il a été trompé par des manœuvres dolosives effectuées par celui ou ceux qui ont obtenu l'immatriculation qui a dépouillé le demandeur : Tunis, 24 octobre 1906 (07, 24) ; 24 décembre 1907 (08, 214). — *425*. L'ayant-droit d'un immeuble immatriculé, n'étant pas un tiers pour son auteur, est lié vis-à-vis de ce dernier par la convention passée entre eux : Tunis, 1er févr. 1899 (99, 426). — *426*. Il ne saurait se prévaloir d'une décision du Tribunal mixte pour se soustraire aux obligations résultant de ladite convention sans commettre le dol dont la réparation pourrait être poursuivie en vertu de l'art. 38 de la loi foncière, réparation qui consisterait précisément à le contraindre à remplir ses obligations : Tunis, 1er févr. 1899 (99, 426). — *427*. On ne peut examiner la demande en dommages-intérêts intentée par un individu qui se prétend lésé par une immatriculation, alors qu'il reconnaît la bonne foi de celui qui l'a requise et obtenue et lui impute seulement une erreur ; alors surtout que l'entière bonne foi et la loyauté du défendeur sont évidentes : Tunis, 27 avr. 1904 (05, 106). — *428*. Le fait par un propriétaire d'avoir obtenu l'immatriculation d'une parcelle de terre, alors que de l'examen de ses propres titres il pouvait conclure qu'elle lui appartenait réellement, ne saurait être taxé de dol, et par conséquent ne saurait donner lieu à l'action en dommages-intérêts prévue par l'art. 38 de la loi foncière précité : Tunis, 7 juin 1899 (99, 404). — *429*. Il n'y a pas eu dol de la part de celui qui a requis l'immatriculation, s'il s'est contenté d'indiquer au géomètre du service topographique chargé du bornage provisoire les limites portées sur son titre, de la régularité duquel rien ne l'autorisait à douter : Tunis, 16 juillet 1894 (94, 469). — *430*. Le dol ne saurait être valablement invoqué à l'encontre de celui qui a obtenu dans une immatriculation la constatation d'un droit réel à son profit, si l'acte constitutif, en vertu duquel il a obtenu l'inscription de ce droit, était d'une obscurité telle qu'il a pu croire de bonne foi dans son existence à son profit : Tunis, 10 janv. 1898 (98, 349). — *431*. On ne peut pas admettre le tiers qui se prétend lésé à établir que l'immatriculant a commis un dol en donnant à l'expert désigné par le Tribunal mixte des renseignements erronés et en lui faisant entendre de faux témoins, alors qu'il est constant que ce tiers a assisté à l'expertise et aux débats qui l'ont suivie sans élever aucune contestation contre l'exactitude des constatations de l'expert : Tunis, 21 oct. 1895 (95, 539). — *432*. S'il y a lieu de condamner celui qui s'est opposé indûment à une immatriculation à la réparation du préjudice qu'il a occasionné à celui qui requérait cette formalité, cette règle ne trouve pas application au cas où le Tribunal mixte, tout en déboutant l'opposant de son opposition, lui a donné acte de réserves à inscrire sur

le titre de propriété, et a, par conséquent, reconnu qu'il possédait certains droits, au moins éventuels, dont le requérant n'avait pas, dans sa réquisition, dénoncé l'existence : Sousse, 21 déc. 1905 (06, 335). — *433*. Dans ce cas, en effet, le requérant ne peut s'en prendre qu'à lui-même, si les dépens de sa procédure ont été accrus par le fait de l'opposition que son mutisme avait rendu nécessaire : Sousse, 21 décembre 1905 (06, 335). — *434*. Aux termes des art. 37 et 38 de la loi foncière les jugements du tribunal mixte prononçant l'immatriculation ne sont susceptibles d'aucune voie de recours : Ouzara, 10 janv. 1907 (08, 439). — *435*. La personne lésée par cette immatriculation n'a, pour obtenir réparation du préjudice qu'elle subit, qu'une action en dommages-intérêts ; cette action doit être introduite devant les Tribunaux tunisiens lorsque les parties sont de nationalité tunisienne : Ouzara, 10 janv. 1907 (08, 439).

SECTION II

Autres actions en dommages-intérêts

436. Une opposition à une demande d'immatriculation faite de bonne foi ne saurait donner ouverture à une demande en dommages-intérêts : Tunis, 20 mai 1903 (03, 362). — *437*. Une opposition téméraire et vexatoire formée à l'encontre d'une demande d'immatriculation d'un immeuble constitue un fait de nature à motiver une demande de dommages-intérêts par la partie lésée, conformément aux principes édictés par l'art. 1382 du Code Civil : Tunis, 16 janv. 1890 (91, 11). — *438*. Il en est ainsi notamment lorsqu'une opposition de ce genre a été basée sur des prétentions qui avaient été déjà, une première fois, repoussées par un jugement précédent : Tunis, 16 janv. 1890 (91, 11). — *439*. Mais celui qui a formé une opposition jugée mal fondée, sans que toutefois aucune faute ait été relevée à son encontre, n'a fait qu'user des moyens que la loi a mis à la disposition des parties pour faire valoir ce qu'elles croient être leur droit, et ne pourrait être recherché que pour le remboursement des frais occasionnés par cette opposition : Tunis, 16 janv. 1890 (91, 11). — *450*. Celui qui fait porter, par négligence et faute de se renseigner suffisamment, une réquisition d'immatriculation sur une parcelle dont il n'est pas propriétaire et dont il n'a pas la possession, doit la réparation du préjudice qu'il a ainsi causé à son voisin, en l'obligeant à faire opposition à l'immatriculation : Tunis, 2 nov. 1904 (05, 322). — *451*. Il importe peu que la bonne foi du requérant ne puisse, en l'espèce, être suspectée, car il s'agit de l'application des art. 1382 et s. C. civ. fr. et non de celle de l'art. 38 de la loi foncière : Tunis, 2 nov. 1904 (05, 322). — *452*. Est recevable et bien fondée, l'action en dommages-intérêts basée sur le fait par le requérant une immatriculation d'avoir indûment compris dans sa réquisition d'immatriculation partie d'un immeuble appartenant à autrui : Tunis, 28 déc.

1896 (97, 99). — *443*. Le préjudice éprouvé par la partie victime de ce fait est en effet suffisamment justifié par l'obligation dans laquelle elle s'est trouvée, par suite, de faire opposition à l'immatriculation demandée et par l'atteinte portée à sa considération et son crédit : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 99). — *444*. Est-ce à bon droit que, sous l'empire de la législation tunisienne, le juge a condamné une partie à des dommages-intérêts en raison d'une éviction résultant de l'immatriculation d'un immeuble, sans relever à la charge de cette partie aucun fait constitutif de dol ? : Cass. req. 9 mai 1906 (06, 279). — *445*. Pour qu'une personne soit fondée à demander la réparation du préjudice qu'il prétend lui avoir été causé par une réquisition d'immatriculation, introduite par un tiers et suivie de rejet, il faut qu'elle démontre que cette réquisition a porté sur un bien dont elle avait la propriété ou la possession, et qu'elle a été troublée dans l'une ou dans l'autre : Tunis, 20 juin 1906 (06, 639). — *446*. Il faudrait tout au moins qu'elle établisse que des frais ou un préjudice lui ont été causés par la nécessité où elle s'est trouvée de s'opposer à la réquisition dont son bien a été injustement l'objet : Tunis, 20 juin 1906 (06, 639). — *447*. Aucune de ces conditions n'est réalisée au cas où, la réquisition ayant été rejetée d'office par le Tribunal mixte, sans examen du mérite des oppositions, pour insuffisance manifeste des productions que la loi impose aux requérants, les tiers n'ont eu à faire aucune démarche ni à engager aucun frais pour se soustraire aux dommages auquels la réquisition dont s'agit les exposait : Tunis, 20 juin 1906 (06, 639). — *448*. Au cas où l'immatriculation d'un immeuble a fait disparaître des droits réels qui pesaient sur l'immeuble immatriculé, sans que l'erreur qui a été commise soit le résultat de manœuvres dolosives du demandeur, il n'y a pas ouverture à l'application de l'art. 38 de la loi foncière : Tunis, 22 janv. 1908 (08, 333). — *449*. Il ne s'ensuit pas toutefois que la partie lésée soit sans action pour obtenir la réparation du préjudice qu'elle a souffert ; d'une part, personne ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui et celui qui profite d'une erreur qu'il a commise involontairement doit être condamné à indemniser du dommage qu'il a causé ; d'autre part, si l'erreur originaire du dommage constitue une faute lourde et a été commise dans l'exécution d'un mandat au préjudice du mandant, le mandataire est tenu d'en réparer les conséquences : Tunis, 22 janv. 1908 (08, 333). -- *450*. Au cas où l'immatriculation qui a dépouillé un individu de sa propriété, n'est pas due au dol de l'immatriculant, il n'y a pas lieu à l'application de l'art. 38 de la loi foncière : Tunis, 1 avr. 1908 (08, 445). — *451*. Mais si le bénéficiaire de l'immatriculation refuse de restituer la propriété, lorsqu'il lui a été démontré que c'est par erreur qu'elle lui a été attribuée, il est passible de dommages-intérêts pour la réparation du préjudice qu'il commet par un fait qui n'est pas l'exercice légitime d'un droit, qui est contraire à l'honnêteté, et qui constitue, par conséquent une faute : Tunis, 1 avr. 1908 (08, 445).

IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 36. — POUGNADORESSE, *just. franç. en Tun.*, p. 113.

1. Sous le régime antérieur aux traités de 1897, il a été jugé que : Les agents consulaires sont, en Tunisie, comme dans les échelles du Levant, de véritables ministres publics jouissant de toutes les immunités du corps diplomatique : Tunis, 26 mai 1885 (89, 92) ; Just. p. La Goulette, 27 juin 1887 (89, 184). — *2.* Les Tribunaux français en Tunisie sont incompétents pour statuer sur l'action publique dirigée contre un consul étranger : Tunis, 26 mai 1885 89, 92) ; Just. p. La Goulette, 27 juin 1887 (89, 184). — *3.* Depuis ces traités, la situation des agents consulaires en Tunisie est identique à celle qu'ils auraient en France. — *4.* En admettant que l'unité de juridiction attribuée personnellement aux consuls, et, spécialement, aux consuls italiens en France par la convention diplomatique du 26 juillet 1862, puisse s'étendre à leurs délégués, ceux-ci ne peuvent l'invoquer que s'ils ont agi dans les limites du mandat qui leur a été confié par un consul : Civ. Nice, 21 janv. 1896 (97, 297). — *5.* Spécialement, le délégué d'un consul chargé de procéder au dépouillement des papiers laissés par un défunt, ne peut se retrancher derrière l'immunité de juridiction, lorsqu'il est poursuivi en dommages-intérêts pour avoir supprimé un testament laissé par le de cujus : Civ. Nice, 21 janv. 1896 (97, 297). — *6.* Les immunités diplomatiques reconnues aux agents consulaires et employés des consulats dans les Echelles du Levant ne sauraient appartenir qu'à ceux qui ont été agréés en cette qualité par le Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités : Tunis, 28 janv. 1895 (95, 363). — *7.* En conséquence est valable l'assignation signifiée dans les termes du droit commun à celui qui a, à une époque antérieure, donné sa démission des fonctions de proconsul d'Angleterre à Tunis : Tunis, 28 janvier 1895 (95, 363). — *8.* Il en serait ainsi alors même qu'en fait, au moment de l'assignation, l'intéressé aurait été employé en qualité de simple commis au même consulat, si aucun avis de cette circonstance n'avait été transmis à la Résidence générale de France à Tunis : Tunis, 28 janv. 1895 (95, 363). — *9.* Les privilèges et immunités accordés aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires par le § 2 de l'art. 2 de la convention passée entre la France et les Etats-Unis le 11 septembre 1853, ne s'étend pas aux même agents qui sont citoyens du pays de leur résidence, qui y sont propriétaires et qui y font le commerce : Alger, 20 mars 1896 (96, 500) ; Com. Seine, 29 juill. 1904 (05, 611). — *10.* Ceux-ci sont soumis, sous le bénéfice du traitement accordé aux agents commerciaux, à la même juridiction, et aux même taxes et impositions que les autres citoyens du pays : Alger,

20 mars 1896 (96, 500) ; Com. Seine, 29 juill. 1904 (05, 611). — *11.* L'immunité diplomatique, destinée à protéger les envoyés des gouvernements étrangers pendant l'exercice de leurs fonctions en France, ne saurait couvrir l'ancien agent diplomatique qui, ayant cessé ses fonctions, continue à résider en France : Civ. Seine, 18 févr. 1899 (99, 391). — *12.* Les Tribunaux français sont incompétents pour juger les actes accomplis en France par un consul étranger dans la limite de ses attributions à l'égard de ses nationaux : Civ. Seine, 18 févr. (99, 391). — *13.* Les consuls et vice-consuls ne jouissent pas, à moins de conventions spéciales, des privilèges accordés aux agents diplomatiques, notamment du privilège d'exterritorialité et de juridiction ; Ils demeurent, comme tous autres étrangers, soumis en France aux lois de police et de sûreté et sont, à ce titre, justiciables des Tribunaux français : Rouen, 11 mai 1900 (00,447).— *14.* Il en est ainsi, du moins, à l'égard des actes qu'ils accomplissent comme personnes privées en dehors des limites de leurs fonctions officielles : Rouen, 11 mai 1900 (00,447).— *15.* Mais il n'en est plus de même à l'égard des actes qu'ils accomplissent en qualité de consuls : quelques différentes que leurs attributions soient de celles des ministres diplomatiques, ils doivent jouir d'une certaine immunité personnelle tant qu'ils restent dans les limites de leurs fonctions officielles et que l'ordre n'est pas compromis ; et il ne s'agit pas là d'une exception de juridiction, mais d'une immunité essentielle qui procède de l'institution même des consuls et qui est commandée par les règles de la courtoisie internationale : Rouen, 11 mai 1900 (00, 447). — *16.* Spécialement, les tribunaux français sont compétents pour connaître du délit de diffamation ou d'injures accompli par un vice-consul à l'encontre d'un de ses nationaux en dehors des limites de ses fonctions officielles : Rouen, 11 mai 1900 (00, 447). — *17.* Mais ils sont incompétents pour connaître des même délits commis par ledit vice-consul en cette qualité : Rouen, 11 mai 1900 (00,447). — *18.* L'incompétence des tribunaux français pour statuer sur les poursuites exercées devant eux contre un agent diplomatique est une incompétence d'ordre public, qui peut être soulevée en tout état de cause : Civ. Seine, 23 mars 1907 (07, 581). — *19.* Elle peut même être soulevée d'office par le Tribunal et la renonciation à s'en prévaloir, par un agent diplomatique, doit être considérée comme non-avenue, s'il ne justifie pas d'une autorisation de son Gouvernement à cette renonciation : Civ. Seine 23 mars 1907 (07, 581). — *20.* Au point de vue des immunités diplomatiques, les attachés militaires sont assimilables aux agents diplomatiques : Paris, 2 janv. 1901 (01,535). — *21.* Les agents diplomatiques accrédités auprès du Gouvernement de la France ne sont pas soumis à la juridiction des tribunaux français : Paris, 8 août 1900 (01, 514). — *22.* Il n'y a aucune distinction à faire, pour l'application de cette règle, relativement à la nature et à l'origine des

créances dont le recouvrement est poursuivi contre l'agent diplomatique : Paris, 8 août 1900 (01, 514). — *23*. Notamment, l'immunité de juridiction existe pour le recouvrement de dettes commerciales contractées par l'agent diplomatique avant sa nomination : Paris, 8 août 1900 (01, 514).

IMPOTS

Voir : Achour sur les céréales. — Droits de mutation. — Droits fiscaux. — Kanoun sur les oliviers. — Mahsoulats. — Sociétés, ch. II sect. III. — Taxes municipales.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jur. franç. en Tun.*, p. 94. — CAUDEL, (Ann. de l'Ecole libre des Sc. pol., 1893, p. 7). — LEROY BEAULIEU, *Algér. et Tun.* p. 507. — PENSA, (Rev. pol. et parl. t. 34, 1902, p. 100).

Les israélites habitant l'Algérie ne sont exempts des impôts arabes qu'à la condition de prouver qu'ils sont citoyens français. Par suite, l'israélite imposé à un impôt arabe ne peut obtenir décharge s'il a été rayé des listes électorales comme n'étant pas citoyen français, et s'il n'a pas répondu aux mises en demeure qui lui ont été adressées de justifier qu'il a cette qualité : Cons. d'Etat, 29 juillet 1901 (03, 323).

INCENDIE

1. Ne commet aucune faute pouvant donner ouverture à quelque responsabilité en cas d'incendie l'artisan qui ne fait pas garder son atelier pendant la nuit, alors qu'il ne se trouve dans ce local que les matières nécessaires à l'industrie de celui qui s'en sert, mais aucune dont l'accumulation soit interdite par les règlements : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 161). — *2*. Lorsqu'une batteuse a communiqué le feu qui s'était déclaré en elle aux meules de grains qui l'environnaient, le propriétaire de cette machine ne peut s'affranchir des responsabilités entrainées par l'incendie qu'à la condition d'établir : d'un part, que la machine n'était pas sous sa garde ou sous celle de ses préposés quand le sinistre a éclaté ; ou bien que, d'autre part, ce sinistre provient de cas fortuit, de force majeure ou de toute autre cause étrangère : Cass. req. 25 mars 1908 (08, 630). — *3*. Un magasin à fourrages est exposé à des dangers exceptionnels d'incendie, en raison de la nature des matières qui y sont déposées : Alger, 16 nov. 1893 (97, 25). — *4*. Aussi la responsabilité du locataire d'un de ces magasins est, en cas d'incendie, engagée envers le propriétaire, si le sinistre est dû à la fermentation des fourrages favorisée par un défaut complet d'aération, bien que le locataire ait pris d'ailleurs toutes les

précautions voulues pour empêcher un incendie causé par la malveillance ou l'imprudence des passants : Alger, 16 nov. 1893 (97, 25). — *5*. L'action qui appartient au propriétaire d'une maison endommagée à la suite de l'incendie qui a pris naissance chez le voisin, est réglée par les art. 1382 et s. C. civ. ; en conséquence, c'est à celui qui demande la réparation d'un dommage à prouver que l'incendie est imputable à la faute, à la négligence où à l'imprudence de son voisin : Tunis, 14 déc. 1905 (06, 353). — *6*. Il en est ainsi, spécialement, pour les dommages causés chez le voisin par les travaux exécutés par les pompiers pour arrêter les progrès du feu ou amener son extinction : Tunis, 14 déc. 1905 (06, 353). — *7*. A ce point de vue, le locataire se trouve dans les mêmes rapports avec le propriétaire chez lequel a pris le feu, que ceux qui existent entre propriétaires voisins ou entre locataires d'un même immeuble : Tunis, 14 déc. 1905 (06, 353). — *8*. Le propriétaire de forêts limitrophe d'une voie ferrée, victime d'un incendie qu'il prétend avoir été occasionné par les étincelles sorties d'une locomotive, n'est pas tenu de faire la preuve de la cause de l'incendie ; il lui suffit d'invoquer des présomptions graves, précises et concordantes pour établir la responsabilité de la Compagnie des Chemins de fer : Bordeaux, 10 févr. 1903 (04, 430). — *9*. Celle-ci résulte suffisamment de ce que le feu s'est déclaré le long du fossé bordant le talus de la voie quelques instants après le passage d'un train, qu'une apparence d'incendie n'existait pas auparavant et que personne n'a été aperçu aux environs du lieu où l'incendie s'est déclaré : Bordeaux, 10 févr. 1903 (04, 430). — *10*. Lorsqu'un incendie qui s'est déclaré par cas fortuit a détruit une récolte séparée du sol et mise en meule, le locataire ne peut, en se basant sur le cas fortuit, demander la réduction ou la remise du loyer : Ouzara, 30 déc. 1907 (08, 293). — *11*. Le principe consacré par l'art. 816 C. tun. est emprunté aux jurisconsultes musulmans qui décidaient que « si la récolte est perdue par cas fortuit, le locataire doit payer la part de loyer pour la période écoulée avant la survenance de ce cas : Ouzara, 30 déc. 1907 (08, 293). — *12*. La plainte portée contre un individu par la victime d'un incendie ne peut être accueillie par la juridiction criminelle s'il est démontré, et d'ailleurs reconnu par le plaignant, que le feu n'a pas été mis volontairement et n'est le résultat que d'un accident ou d'une imprudence : Ouzara, 30 juill. 1896 (96, 580). — *13*. En effet, une affaire de cette nature est purement civile et doit se dérouler devant la juridiction civile et non devant le Tribunal répressif : Ouzara, 30 juill. 1896 (96, 580). — *14*. Au surplus, si l'inculpé n'a pas atteint l'âge de discernement, il n'est passible d'aucune peine, même en cas d'incendie volontaire : Ouzara, 30 juill. 1896 (96, 580).

INDEMNITÉ

Voir : Expropriation pour cause d'utilité publique, ch. I sect. I et II et ch. II.

INDIVISION

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ellouati,* p. 169 et 212. — LESCURE, *Double rég. fonc.* p. 32. — TILLOY, *Rép. alph.* t. V. p. 2498.

SECTION PREMIÈRE

Immeuble non immatriculé

§ I. — Partage de jouissance.

1. La jouissance alternative d'une maison appartenant à plusieurs personnes est un partage de jouissance ; elle est obligatoire quand un des propriétaires la demande, et qu'on ne tombe pas d'accord pour une location : Chara de Tunis, 8 juill. 1886 (07, 221). — *2*. Il est d'usage, en Tunisie, de transformer la jouissance en commun d'un immeuble indivis en jouissance privative de certaines portions de cet immeuble par chacun des co-propriétaires, et cela, sans qu'un partage intervienne entre eux : Tunis, 23 janv. 1888 (95, 432) ; 27 nov. 1895 (95, 599). — *3*. Dans ce cas, et si les divisions de l'immeuble ne sont pas équivalentes, elles sont échangées au bout d'un laps de temps déterminé, de manière à ce que, quand elles sont passé à tour de rôle dans les mains de tous les co-propriétaires, la jouissance de chacun d'eux a été égale à la jouissance des autres : Tunis, 23 janv. 1888 (95, 132 ; 27 nov. 1895 (95, 599). — *4*. Ces arrangements, quand ils sont préférés à la jouissance en commun, font l'objet d'une convention dont l'exécution doit être ordonnée par justice, lorsque son existence est établie : Tunis, 23 janv. 1888 (95, 432) ; 27 nov. 1895 (95, 599). — *5*. Les co-propriétaires par indivis d'un immeuble peuvent convenir qu'ils en jouiront primitivement à tour de rôle. Faute par eux de s'entendre à ce sujet, celui d'entre eux qui a joui de l'immeuble commun, à l'exclusion des autres, doit leur payer la quotité de loyer afférente à leur part de propriété et le montant du loyer doit être évalué à dire d'experts : Ouzara, 4 nov. 1897 (97, 666). — *6*. En droit musulman, la jouissance exercée d'une façon distincte et divise, par des co-propriétaires, sur leurs parts respectives déterminées à l'amiable et en fait seulement, pendant une durée de 20 années selon le rite hanafite et 10 années, d'après le rite malékite, consacre définitivement le partage de fait intervenu, encore qu'il n'en soit fait aucune mention ni inscription sur le titre originaire qui constate l'indivision : Trib. mixte, 5 mars 1906 (06, 531). — *7*. Pour attribuer la gérance et l'administration de tout un immeuble à

une personne, il ne suffit pas de constater que cette personne en est propriétaire pour la plus grande partie. Les communistes ont, en principe, le droit de disposer eux-mêmes de la jouissance de leur part, si minime soit-elle : Sousse, 22 oct. 1903 (05, 85). — *8*. Mais s'il résulte des fait de la cause que l'un des co propriétaires a toujours fait acte d'administrateur, en ce qui concerne la totalité de l'immeuble, sans aucune opposition de la part des autres, ceux-ci doivent être considérés comme ayant donné au premier un mandat, au moins tacite, d'administration : Sousse, 22 oct. 1903 (05, 85). — *9*. Le fait par les co-propriétaires d'avoir concédé directement des droits à un autre gérant ou à des locataires vaut bien, aux termes de l'art. 2006 C. civ., révocation du premier mandat, mais cette révocation tacite ne peut être opposée au premier mandataire avant de lui avoir été notifiée : Sousse, 22 oct. 1903 (05, 85). — *10*. Si donc il n'est pas établi, en fait, que le premier mandataire ait été prévenu, en temps utile, des nouvelles intentions des mandants, ces derniers doivent respecter les concessions de jouissance temporaire faites par leur premier mandataire sur la totalité de l'immeuble : Sousse, 22 oct. 1903 (05, 85).

§ II. — Cessation de l'indivision.

11. Le co-propriétaire d'un immeuble tunisien non immatriculé et soumis, par conséquent, au statut réel musulman, ne peut être contraint de vendre sa part indivise : Chara de Tunis, 18 sept. 1884 (07, 220). — *12*. En droit musulman, le co propriétaire qui ne veut pas rester dans l'indivision a le droit de vendre sa part indivise ; il ne lui est pas permis de demander la licitation comme en droit français : Tunis, 29 mai 1896 (96, 319) ; Sousse, 18 juin 1897 (97, 444) ; 17 mars 1898 (98, 475). — *13*. En conséquence, le co-propriétaire indivis d'un immeuble non immatriculé, par conséquent soumis à la législation musulmane, n'en peut demander la licitation : Sousse, 18 juin 1897 (97, 444). — *14*. Pour arriver au partage, il n'a que le moyen que lui donne la législation tunisienne d'obtenir l'immatriculation de l'immeuble indivis, ce qui aura pour effet de faire passer l'immeuble sous l'empire de la nouvelle loi foncière qui autorise la licitation : Sousse 18 juin 1897 (97, 444). — *15*. L'art 815 C. civil étant une règle du statut réel, n'est pas applicable en Tunisie aux immeubles non immatriculés possédés indivisément par des musulmans : Tunis, 29 mai 1896 (96, 319) ; Sousse, 17 mars 1898 (98, 475). — *16*. Les créanciers européens d'un sujet tunisien peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui s'attachent à la personne, lorsqu'ils agissent en vertu d'une décision de la justice française, l'article 1166 du Code civil constituant non seulement une règle de droit civil applicable aux français, mais aussi une règle de procédure applicable, en vertu des principes généraux sur la matière, à tous ceux qui plaident

devant une juridiction française : Sousse, 10 oct. 1889 (90, 324). — *17*. Il peuvent en conséquence provoquer le partage des biens que leur débiteur possède en indivis avec des sujets tunisiens, à condition de baser ces poursuites sur les règles du droit musulman et non sur l'art. 815 du Code civil qui ne peut être invoqué entre Tunisiens : Sousse, 10 oct. 1889 (90, 324). — *18*. Aux termes du droit musulman, le tiers étranger acquéreur à titre onéreux de la part d'un cohéritier dans un immeuble, n'a pas le droit de demander la licitation dudit immeuble ; cette règle est absolue : Tunis, 9 avril 1902 (02, 450).

SECTION II

Immeuble immatriculé.

19. L'art. 288 de la loi foncière est ainsi conçu : « La part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels avant le partage ou la licitation qu'ils peuvent provoquer, s'ils le jugent convenable, ou dans lesquels ils ont le droit d'intervenir conformément aux lois sur les successions » : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 330). — *20*. Cette disposition est la reproduction intégrale de l'art. 2.205 C. civ. fr. sauf une modification dans les derniers mots destinée à mettre le texte en corrélation avec l'art. 2 de la même loi foncière : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 330). — *21* Il s'ensuit que l'application de l'art 288 susvisé doit être faite dans les mêmes conditions que celles établies par la jurisprudence française pour l'art. 2205 C. civ. : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 330). — *22*. En conséquence il y a lieu à partage ou à licitation, préalablement à toute mise en vente d'un immeuble immatriculé indivis, quelle que soit la cause de l'indivision : Tunis, 21 févr. 1906 (06, 330). — *23*. L'art. 815 C. civ. fr. est applicable lorsque l'immeuble indivis est immatriculé : Tunis, 29 mai 1896 (96, 319).

INJURES

Voir : Divorce, ch. II sect. I. — Presse Outrage Diffamation.

INNAVIGABILITÉ

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. III.

INSOLVABILITÉ

Voir : Faillite. — Liquidation judiciaire.

1. L'impossibilité pécuniaire dans laquelle prétend se trouver un débiteur de satisfaire à un engagement, ne saurait avoir pour effet de le soustraire à la clause pénale qui le sanctionne, alors qu'il ne produit aucune

justification susceptible de faire écarter ce principe de droit commun : Just. p. Tunis-Nord, 23 févr. 1898 (98, 478). — *2*. Au cas où le débiteur poursuivi en paiement de créance reconnaît la dette, mais allègue qu'il est insolvable et que c'est la seule cause du défaut de paiement, le créancier doit être autorisé à se faire payer sur la valeur des biens qu'il découvrirait au débiteur et qu'il est autorisé à rechercher : Ouzara, 19 mars 1886 (99, 287).

INSTRUCTION CRIMINELLE

Voir : Exploit, sect. V. -- Tribunal criminel.

CHAPITRE PREMIER

Formalités antérieures à l'envoi devant la juridiction de jugement.

SECTION PREMIÈRE.

Droit du juge d'instruction d'ouvrir une information.

1. Le juge d'instruction n'a pas le droit d'ouvrir une information sur une plainte déposée avec constitution de partie civile, lorsque le ministère public a déclaré ne pas vouloir poursuivre le crime dénoncé : Lyon, 25 oct. 1905 (06, 419). — *2*. Le juge d'instruction saisi directement d'une plainte par un particulier qui se constitue partie civile entre ses mains, n'est pas lié par le réquisitoire du Procureur de la République disant n'y avoir lieu d'informer et peut instruire malgré les réquisitions contraires du parquet : Paris, 1er mai 1906 (07, 182).

SECTION II

Formalités à remplir.

3. La loi du 8 décenbre 1897, qui a pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable, en matière de crimes et de délits, est applicable, du jour où elle est devenue exécutoire, à toutes les instructions en cours : Rennes, 19 janv. 1898 (98, 111). — *4*. La loi du 8 déc. 1897 sur l'instruction contradictoire, qui est appliquée en Algérie devant toutes les juridictions, doit être également observée en Tunisie par les Conseils de guerre, comme elle y est déjà suivie par la juridiction criminelle de droit commun : Cons. rév. Paris, 26 mars 1903 (04, 376). — *5*. En conséquence, l'inexécution par un Conseil de guerre de Tunisie des dispositions de l'art. 3 de la loi du 8 décembre 1897, relatif au droit, pour l'inculpé, de se faire assister d'un conseil pendant le cours de l'instruction, constitue, conformément à l'art. 12 de ladite loi, une cause de nullité de toute

la procédure suivie contre cet inculpé : Cons. rév. Paris, 26 mars 1903 (04, 476). — *6*. Le juge d'instruction doit, dès la première comparution de l'inculpé, observer à l'égard de celui-ci toutes les prescriptions formulées par l'art. 3 de la loi du 8 décembre 1897 et faire mention de l'exécution de ces formalités : Alger, 10 janv. 1898 (98, 112). — 7. Au cas où il refuse ou omet d'agir ainsi, sa procédure est nulle et tous les actes qui l'ont suivie doivent être annulés : Alger, 10 janvier 1898 (98, 112). — *8*. Lorsque le prévenu a déclaré, lors de sa première comparution, qu'il refusait l'assistance d'un conseil, il ne peut se prévaloir de ce qu'il n'a pas été assisté d'un avocat au cours de l'information : Cass. crim., 16 mars 1907 (07, 579). — *9*. Aux termes des art. 3 § 3 et 9 de la loi du 8 décembre 1897, le juge d'instruction doit, lors du procès-verbal de première comparution, donner avis à l'inculpé du droit qu'il a de choisir un conseil et l'inculpé ne peut être interrogé ou confronté, à peine de nullité, sans l'assistance d'un conseil, à moins qu'il n'y renonce expressément : Alger, 17 mars 1905 (06, 237). — *10*. Cette renonciation ne peut résulter d'un procès-verbal postérieur à la première comparution de l'inculpé : Alger, 17 mars 1905 (06, 237). — *11*. L'inculpé peut, au cours de l'information, renoncer à l'assistance de son conseil : Cass. crim., 5 janv. 1901 (01, 260). — *12*. Il suffit que le juge d'instruction avertisse le prévenu, lors du premier interrogatoire, de son droit de choisir un avocat ou de demander un avocat d'office et il n'est pas nécessaire de renouveler cet avertissement à chaque interrogatoire : Cass. crim., 23 déc. 1904 (06, 64). — *13*. Le changement de défenseur, survenu au cours d'une instruction, n'a pas pour effet de porter atteinte à la validité des opérations qui l'ont précédé : Alger 1er déc. 1899 (00, 141). — *14*. Par suite, il n'est pas nécessaire de reprendre les interrogatoires auxquels il a été antérieurement procédé, bien que le défenseur commis en premier lieu n'ait pas assisté auxdits interrogatoires, auxquels il avait été régulièrement convoqué : Alger, 1er déc. 1899 (00, 141). — *15*. L'omission par le juge d'instruction d'aviser l'inculpé du droit qu'il a de choisir un conseil constitue une nullité absolue de la procédure : Alger, 28 novembre 1901 (02, 265). — *16*. Cette nullité a son point de départ dans le premier acte dont le conseil aurait eu connaissance, s'il avait été désigné : Alger, 28 nov. 1901 (02, 265). — *17*. Mais la Cour n'en conserve pas moins le droit d'évoquer la cause et de statuer au fond, en vertu de l'article 215 C. inst. crim., auquel la loi du 8 décembre 1897 n'a apporté aucune dérogation : Alger, 28 nov. 1901 (02, 265). — *18*. L'assistance d'un conseil au cours de l'instruction est considérée, par la loi du 8 décembre 1897, comme essentielle à la défense de l'inculpé qui réclame cette assistance et ce dernier doit, à peine de nullité, être mis à même d'exercer le droit qui lui est ainsi conféré : Cass. crim. 4 févr. 1898 (98, 110). — *19*. Est donc

nulle l'ordonnance rendue par un juge d'instruction sans que l'inculpé ait été avisé qu'il avait la faculté de se faire assister d'un conseil et sans notification à ce dernier de ladite ordonnance : Cass. crim., 4 fév. 1898 (98,110). — *20*. L'avertissement à l'inculpé qu'il est libre de ne faire aucune déclaration en vertu du § 1er de l'art. 3 de la même loi, ne s'applique qu'à la première comparution, alors surtout que, dans le premier interrogatoire subi depuis la promulgation de la loi, le juge d'instruction s'est borné à inviter le prévenu à choisir un conseil, sans lui demander aucune déclaration : Paris, 3 janv. 1899 (99, 317). — *21*. La disposition du § 1er de l'art. 3 de la loi du 8 décembre 1897, édictant que le juge d'instruction doit, préalablement à tout interrogatoire, énoncer au prévenu tous les faits qui lui sont reprochés, ne s'applique qu'au premier interrogatoire : Paris, 3 janv. 1899 (99, 317). — *22*. Elle ne peut donc s'appliquer au cas d'une insturction ouverte antérieurement et alors même que le premier interrogatoire aurait eu lieu avant la promulgation de la loi sus-visée : Paris, 3 janvier 1899 (99, 317). — *23*. Elle ne s'applique pas davantage lorsqu'en cours d'instruction et depuis la promulgation de la loi, de nouvelles plaintes sont venues s'ajouter à la plainte primitive, surtout lorsque toutes ces plaintes visent des faits semblables et que l'inculpé a été préalablement interrogé à ce sujet par le commissaire aux délégations judiciaires : Paris, 3 janv. 1899 (99, 317). — *24*. L'interrogatoire qu'un juge de paix fait subir à un inculpé, au début d'une information, en vertu d'une commission rogatoire du juge d'instruction, est nul, ainsi que toute la procédure qui a suivi, si l'inculpé n'a pas été invité à choisir un conseil : Besançon, 10 mai 1899 (99, 420). — *25*. Toutes les nullités édictées par l'art. 12 de la loi du 8 décembre 1897 pour violation des dispositions prescrites par les art. 1, 3 § 2, 9 § 2 et 10 sont d'ordre public et doivent être prononcées d'office : Besançon, 10 mai 1899 (99, 420). — *26*. Aucune disposition de la loi du 8 déc 1897 n'interdit que les mentions au procès-verbal de première comparution devant le magistrat, prévues par l'art. 3 de ladite loi, soient imprimées : Cass. crim., 10 août 1906 (07, 317). — *27*. La signature du Juge et du Greffier a pour effet de conférer l'authenticité à toutes les parties du procès-verbal et de garantir que les formalités légales ont été accomplies : Cass. crim., 10 août 1906 (07, 317). — *28*. Lorsqu'il est constaté par le procès-verbal d'interrogatoire que le défenseur a été dûment appelé par lettre recommandée et que la procédure a été mise à sa disposition la veille du jour fixé pour l'interrogatoire, le procès-verbal est régulier, encore bien que le juge d'instruction n'ait pas interpellé l'inculpé sur le point de savoir s'il renonçait à l'assistance de son défenseur absent : Cass. crim., 23 août 1906 (07, 318). — *29*. Lorsque les procès-verbaux des interrogatoires subis par un inculpé se bornent à énoncer la présence du conseil de ce dernier, et ne mentionnent

pas que la procédure a été mise la veille à sa disposition, cette formalité doit être présumée n'avoir pas été remplie : Cass. crim., 18 oct. 1907 (08, 195). — *30*. Par suite, sont nuls ledits interrogatoires et toute la procédure ultérieure : Cass. crim. 18 oct. 1907 (08, 195). — *31*. Les nullités sont de droit étroit et ne sauraient être étendues hors des cas pour lesquels elles ont été expressément établies. Or l'art. 332 C. instr. crim., qui règle les cas où doit avoir lieu la nomination d'un interprète et prescrit sa désignation et sa prestation de serment à peine de nullité, est compris sous le titre 2 du livre 2 C. instr. crim., relatif aux affaires qui doivent être soumises au jury : Cass. crim. 27 juill. 1905 (05, 525). — *32*. Les nullités qu'il édicte ne peuvent être étendues à l'instruction écrite et il s'ensuit que si, dans ladite instruction, l'interprète requis et non assermenté doit prêter le serment professionnel voulu par la loi, ce serment n'est pas prescrit à peine de nullité et son omission ne saurait entrainer l'annulation du jugement de condamnation : Cass. crim. 27 juill. 1905 (05, 525). — *33*. Il en est de même pour le défaut de signature et les irrégularités matérielles constatées dans les pièces d'une information, parce que les formalités prescrites par les art. 76 et 78 C. instr. crim. ne le sont pas à peine de nullité : Cass. crim. 27 juill. 1905 (05, 525). — *34*. L'art. 135 C. instr. crim. qui ne permet au prévenu de former opposition aux ordonnances le concernant que lorsqu'il demande sa mise en liberté provisoire ou quand il décline la compétence du juge d'instruction s'oppose à ce que le prévenu puisse frapper d'opposition d'ordonnance du juge d'instruction tendant à refuser la parole à son conseil sous prétexte que celui-ci n'est autorisé qu'à exercer un contrôle muet : Douai, 20 déc. 1897 (98, 110). — *35*. Mais cette ordonnance peut être frappée d'opposition par le Procureur général dans les dix jours de sa date : Douai, 20 déc. 1897 (98, 110). — *36*. Si l'avocat, présent à l'interrogatoire de son client, exerce en principe, un contrôle muet, il a cependant, aux termes de l'article 9 de la loi du 8 décembre 1897, la faculté de présenter des observations sous la seule condition d'y avoir été préalablement autorisé par le magistrat instructeur : Douai, 20 déc. 1897 (98, 110). — *37*. Et le juge d'instruction qui, conformément à son droit, croit devoir refuser la parole au conseil, n'a pas à rendre une ordonnance pour motiver son refus ; il doit se borner à relater l'incident au procès verbal d'interrogatoire, conformément aux prescriptions de l'art. 9 : Douai, 20 déc. 1897 (98,110). — *38*. Le juge d'instruction n'est tenu de communiquer au conseil du prévenu, en vertu de l'art. 10 de la loi précitée, que ses ordonnances ayant un caractère juridictionnel et non les actes d'administration qualifiés de ce titre, tels qu'une citation à témoin, une commission du médecin-expert pour examiner si un témoin est en état de venir déposer, une perquisition, une saisie ou un constant d'adultère : Paris, 3 janv. 1899 (99,317). —

39. Le juge d'instruction peut communiquer à des tiers une partie de la procédure si l'intérêt de l'instruction l'exige, sans violer le secret de l'instruction Au surplus cette communication ne saurait constituer une cause de nullité : Paris, 3 janv. 1899 (99, 317). — *40.* Un tiers, entendu primitivement comme témoin, peut être par la suite retenu comme inculpé, sans qu'il puisse faire ensuite annuler la procédure par application de la loi sus-visée, art. 3 §§ 1 et 2, 10 et 12 : Paris, 3 janv. 1899 (99, 317).— *41.* Il en est ainsi surtout lorsqu'il est démontré qu'il n'a été primitivement appelé comme témoin que par prudence et dans son intérêt : Paris, 3 janv. 1899 (99, 317). — *42.* L'art. 10 § 1er précité, non plus qu'aucune autre disposition de la loi du 8 décembre 1897, ne défend au juge d'instruction de procéder à la confrontation de l'inculpé avec un témoin aussitôt après la déposition de ce témoin, la confrontation ne constituant point un interrogatoire : Cass. crim., 5 janv. 1901 (01, 260). — *43.* D'autre part, cet article n'oblige pas le juge d'instruction, qui interroge successivement plusieurs inculpés dans une même affaire, à communiquer, à peine de nullité, l'interrogatoire du premier interrogé au conseil du second et ainsi de suite : Cass. crim., 5 janv. 1901 (01, 260). — *44.* Le juge d'instruction peut, sans violer l'art. 10 de la loi de 1897, non plus que les art. 71 et s. C. instr. crim., entendre à titre de renseignements et sans dresser de procès-verbal de leurs dépositions, toutes personnes lui apportant des avis de nature à l'éclairer dans la recherche de la vérité, alors surtout qu'aucune de ces déclarations n'a été consignée dans la procédure ni ne forme une charge relevée par l'information contre le prévenu : Paris, 3 janv. 1899 (99, 317). — *45.* S'il est plus conforme à la volonté du législateur que les membres du parquet s'abstiennent d'assister aux interrogatoires et confrontations auxquels procède le magistrat instructeur, cependant, il n'y a pas nullité de la procédure à raison de la présence du ministère public à un interrogatoire et à des confrontations : Civ. Corbeil, 11 nov. 1901 (04, 124). — *46.* Le serment étant une formalité essentielle de l'expertise en matière criminelle, les magistrats n'en peuvent dispenser les experts et l'expertise exécutée ensuite d'un arrêt dispensant l'expert de la prestation de serment, vu l'extrême urgence, est nulle, ainsi d'ailleurs que l'arrêt qui en fait état : Cass. crim., 2 févr. 1907 (07, 463).— *47.* Les dispositions des art. 448 et s, C. inst. crim. relatives aux précautions à prendre dans les procédures de faux criminel, ne sont pas prescrites à peine de nullité et leur inexécution est sanctionnée seulement par une amende contre le greffier : Cass. crim., 13 déc. 1907 (08, 65).— *48.* Par suite, aucune nullité ne résulte de ce que des écritures privées, déniées ou non reconnues par le prévenu, auraient été remises à des experts, comme pièces de comparaison : Cass. crim., 13 déc. 1907 (08, 65). — *49.* Le rapport des experts, dans la législation criminelle, n'est autre chose

qu'un simple document destiné à éclairer la religion de la juridiction saisie, auquel il peut être suppléé par les autres moyens de preuve autorisés par la loi : Cass. crim., 13 déc. 1907 (08, 65).

SECTION III

Opposition aux ordonnances du juge.

50. Hormis le cas de flagrant délit, c'est au procureur de la République que seul il appartient de notifier les ordonnances du juge d'instruction (art. 28 et 59 C. inst. crim.), et par suite la signification d'une ordonnance irrégulièrement faite à la partie civile à la requête du juge d'instruction ne fait pas courir le délai d'opposition de vingt-quatre heures qui appartient à ladite partie civile : Cass. crim., 8 août 1901 (02, 10). — *51.* Le délai de vingt-quatre heures accordé à la partie civile par l'art. 135 C. inst. crim. pour former opposition à une ordonnance du juge d'instruction a pour point de départ la signification qui lui est faite de l'ordonnance : Cass. crim., 28 févr. 1902 (02, 384). — *52.* D'où il suit que le délai ne court pas contre la partie civile tant que l'ordonnance ne lui a pas été signifiée, et, par suite, faute de signification, l'ordonnance ne peut devenir définitive, encore bien que la partie civile en aurait eu connaissance : Cass. crim., 28 févr. 1902 (02, 384). — *53.* L'opposition à une ordonnance du juge d'instruction, rejettant une demande de mise en liberté provisoire, doit être faite par le prévenu dans les vingt-quatre heures de la notification qui est faite de cette ordonnance : Alger, 14 févr. 1908 (08, 125). — *54.* Ce délai est fatal et comprend même les dimanches et jours fériés : Alger, 14 févr. 1908 (08, 125). — *55.* Si les prévenus peuvent former valablement opposition aux ordonnances du juge d'instruction, relatives à la liberté provisoire et à la compétence, il en est différemment quant aux ordonnances de renvoi à l'encontre desquelles l'opposition est irrecevable : Alger, 4 déc. 1904 (06, 60). — *56.* L'ordonnance du juge d'instruction commettant un expert à l'effet d'examiner l'état mental de l'inculpé, est de celles qui doivent être portées immédiatement à la connaissance de l'inculpé et de son conseil, à peine de nullité de ladite ordonnance et de ce qui a suivi : Paris, 7 mars 1899 (99,390). — *57.* Le juge d'appel qui prononce cette nullité doit, par application de l'art. 215 C. instr. crim., évoquer la cause et statuer au fond : Paris, 7 mars 1899 (99, 390). — *58.* La disposition de l'art. 10 § 1 de la loi du 8 décembre 1897, aux termes de laquelle il doit être immédiatement donné connaissances au conseil de l'inculpé de toute ordonnance du juge, doit être limitée dans son application aux seules ordonnances du juge d'instruction qui constituent des actes de juridiction, et ne saurait, par suite être étendue à tout acte d'information, spécialement aux commissions à fins d'expertise : Cass. crim., 5 janv. 1901 (01, 260).

SECTION IV

Annulation de procédures.

59. L'annulation des pièces d'une procédure, prononcée pour violation de la loi du 8 déc. 1897, par une Chambres des mises en accusation, a uniquement pour effet d'obliger les juges à considérer les pièces annulées comme inexistantes et de leur interdire d'en faire état ; aucune disposition de loi ne prescrit de supprimer les pièces de la procédure annulée : Cass. crim., 22 juin 1905 (06, 388). — *60.* L'ordonnance de soit-communiqué ayant le caractère d'un acte juridictionnel, depuis la loi du 8 déc. 1897, peut être attaquée par voie d'opposition par le Ministère public et cette opposition a pour effet de saisir de la procédure la Chambre des mises en accusation : Alger, 30 juin 1905 (06, 389). — *61.* Cette Chambre ainsi saisie a le droit d'apprécier la régularité des actes accomplis dans l'instruction et le pouvoir de prononcer au besoin la suppression de ceux qui sont entachés de nullité, alors que le juge d'instruction n'a pas qualité pour déclarer lui-même cette nullité : Alger, 30 juin 1905 (06, 389). — *62.* Le recours en cassation contre les arrêts de la Chambre d'accusation n'est ouvert qu'au procureur général et à l'inculpé : il n'appartient pas à la partie civile dont l'opposition contre l'ordonnance de non-lieu a été rejetée par la Chambre des mises en accusation : Cass. crim., 4 sept. 1902 (04, 159).

CHAPITRE II

Règles applicables aux juridictions de jugement.

63. Il n'y a pas nullité du procès-verbal dressé par un commissaire de police, pour contravention, plus de trois jours après avoir reconnu celle ci : Cass. crim., 12 avr. 1900 (00, 623). — *64.* Aucune règle de droit n'oblige l'officier de police judiciaire qui remplit une délégation à indiquer sur les procès-verbaux qu'il dresse pour s'en acquitter en quelle qualité il agit..... alors surtout qu'en fait il ne pouvait s'élever aucun doute sur la qualité en laquelle il a procédé : Cass. crim., 27 juillet 1905 (05, 525). — *65.* Aux termes de l'art. 182 C. inst. crim., le prévenu correctionnel doit recevoir une citation qui a pour but de l'avertir du jour où il sera jugé et de lui permettre de présenter sa défense : Cass. crim., 22 déc. 1900 (02, 31). — *66.* Une telle citation doit être adressée même au détenu qui interjette appel d'un jugement correctionnel et le ministère public n'a pas le droit de le faire amener d'office et sans citation à l'audience, à l'effet de voir statuer sur ledit appel : Cass. crim., 22 déc. 1900 (02, 31). — *67.* Une semblable procédure ne serait régulière que si le prévenu avait expressément et formellement renoncé à la formalité de la

citation préalable : Cass. crim., 22 déc. 1900 (02, 31). — *68*. Il y a atteinte aux droits de la défense, et, par suite, nullité de la décision intervenue, lorsque, sans qu'il y ait eu citation préalable, l'inculpé détenu est conduit devant le juge et jugé sans qu'il soit constaté qu'il a accepté le débat : Cass. crim., 17 oct. 1907 (08, 194). — *69*. L'art. 215 C. inst. crim., aux termes duquel les cours d'appel qui annulent un jugement correctionnel pour violation ou omission de formalités prescrites par loi à peine de nullité, doivent, dans tous les cas, sauf celui d'incompétence, évoquer et et statuer sur le fond, sans qu'il y ait à distinguer si les irrégularités constatées se réfèrent au jugement, à l'instruction ou aux actes mêmes en vertu desquels le tribunal a été saisi, s'applique aux nullités de la procédure d'instruction édictée par la loi du 8 décembre 1897 : Cass. crim., 11 févr. 1898 (98, 176). — *70*. Il en est ainsi spécialement au cas où l'irrégularité consiste en ce que l'ordonnance de renvoi en prévention du juge d'instruction n'a pas été précédée de l'avis que le juge doit donner à tout inculpé de son droit de choisir un conseil ou de demander qu'il lui en soit désigné un d'office, en ce que cette ordonnance n'a été portée à la connaissance d'aucun conseil, en violation des art. 3 § 2 et 10 § 2 de ladite loi : Cass. crim., 11 févr. 1898 (98, 176). — *71*. Et il appartient à la Cour, en ce cas, après avoir annulé l'ordonnance de renvoi et tous les actes, y compris le jugement, qui en avaient été la suite, d'ordonner un supplément d'information avant de statuer au fond, ou de prononcer définitivement si sa conviction est déjà faite, si elle résulte par exemple des aveux des prévenus à l'audience, sans tenir aucun compte d'ailleurs des actes annulés : Cass. crim., 11 févr. 1898 (98, 176). — **72**. La loi du 8 décembre 1897 n'a eu d'autre but que d'étendre aux Tribunaux correctionnels la règle de l'article 257 du Code d'instruction criminelle, qui vise seulement les juges ayant participé dans une mesure quelconque à l'instrution primitive, mais n'empêche pas le président de la Cour d'assises de procéder lui-même ou de faire procéder par l'un de ses assesseurs à des actes d'instruction ultérieurs : Cass. crim., 25 janv. 1899 (99, 416). — *73*. En conséquence, une fois le Tribunal correctionnel saisi, le juge d'instruction n'a plus qualité pour instruire, et si une instruction supplémentaire est nécessaire, elle ne peut être faite que par le Tribunal lui-même ou par un de ses membres délégué à cet effet : Cass. crim., 1899 (99,416). — **74**. Les art. 1er et 10 de la loi du 8 décembre 1897 ne sopposent pas à l'audition comme témoin devant le Tribunal de l'officier de police judiciaire qui a dressé des procès-verbaux au cours de l'information, bien qu'il n'ait pas été entendu comme témoin par le juge d'instruction, et que, dès lors, sa déposition n'ait pu être communiquée à la défense : Tribunal crim., Sousse, 20 févr. 1901 (02, 134). — **75**. Si, aux termes de l'article 332 du Code d'instruction criminelle, l'interprète ne peut pas être pris

parmi les témoins, cet article ne s'oppose pas à ce que la personne qui, *au cours de l'information*, a rempli l'office d'interprète, soit entendue en qualité de témoin à l'audience : Cass. crim., 25 sept. 1902 (02, 500). — *76.* Une condamnation manque de base légale lorsque, en présence des dénégations de l'inculpé, elle a été prononcée sur le vu d'un procès-verbal de commissaire de police fondé, non sur les constatations personnelles dudit commissaire, mais sur le rapport d'un gardien de la paix, alors que ni ce gardien de la paix ni aucun autre témoin n'a été entendu par le Tribunal : Cass. crim., 19 déc. 1901 (02, 306). — *77.* Le Code d'instruction criminelle ne prescrit pas, à peine de nullité, la lecture à l'audience du tribunal de police du procès verbal dressé contre le contrevenant, non plus que la signature par le juge de police de la minute dans les vingt-quatre heures : Cass. crim., 7 juin 1902 (02, 529). — *78.* Bien que la présence d'un interprète à une audience du Tribunal correctionnel, où a été jugé un étranger ne parlant ni n'entendant le français, soit attestée dans les énonciations du plumitif tenu par le greffier, il échet de prononcer la nullité du jugement, si celui ci ne mentionne pas la présence de l'interprète dans les termes de l'art. 532 C. instr. crim : Paris, 9 mars 1897 (98, 497). — *79.* Dans la procédure suivie devant les tribunaux correctionnels, la loi n'a pas édicté de dispositions spéciales sur la clôture des débats : Cass. crim., 10 nov. 1905 (06, 423). — *80.* Le dernier état du débat n'est irrévocablement fixé que par le prononcé du jugement ou de l'arrêt et jusque là le prévenu, dans l'intérêt de sa défense, de même que le ministère public au nom de l'action publique, doivent être admis à conclure et à produire tous documents qu'ils jugent utiles à la manifestation de la vérité : Cass. crim., 10 nov. 1905 (06, 423) — *81.* Un tribunal correctionnel qui, sans procéder à l'audition des témoins cités par le ministère public, sans interroger tous les prévenus, et en se fondant sur l'instruction écrite, statuent sur sa compétence, viole les prescriptions des art. 189 et 190 C. instr. crim. : Riom, 14 déc. 1904 (06, 63).

CHAPITRE III

Justice indigène.

82. Les autorités chargées de la police du territoire ont seules qualité pour procéder à des opérations judiciaires régulières et valables, notamment à des perquisitions chez un inculpé : Ouzara, 28 sept. 1896 (96, 581). — *83.* N'ont donc aucune valeur probante contre un inculpé les perquisitions faites par des particuliers requis par un individu qui se plaint d'un vol, alors que l'autorité n'a pas été prévenue et n'a pu prendre aucune précaution contre des collusions ou des fraudes ; Ouzara, 28 septembre 1896 (96, 581).

INTERDICTION

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 95. — SCEMAMA, *Hypoth. en Tun.*, p. 180.

CHAPITRE PREMIER

Compétence de la juridiction française et procédure.

1. L'obligation pour les Tribunaux français d'appliquer, dans certains cas, aux étrangers, leur loi nationale, est restreinte aux questions de fond ; mais les règles de la procédure à suivre sont toujours celles de la loi française : Tunis, 22 juin 1891 (91, 262). — *2.* Il en résulte qu'un Tribunal français ne peut prononcer, l'interdiction d'un italien par voie de simple requête, procédure qui d'ailleurs ne paraît même pas être légale en Italie : Tunis, 22 juin 1891 (91, 262). — *3.* La juridiction française établie en Tunisie est seule compétente pour statuer sur les questions d'état qui concernent les algériens musulmans sujets français. Il en est ainsi notamment, en matière d'interdiction pour cause de prodigalité : Tunis, 29 août 1895 (95, 494). — *4.* Les formes de procéder sont, dans ce cas, celles qui sont prescrites par la loi française ; spécialement il échet d'ordonner, conformément à l'art. 892 C. proc. civ., la comparution de celui dont l'interdiction est poursuivie en la Chambre du conseil : Tunis vac., 29 août 1895 (95, 494). — *5.* Les actes ou jugements étrangers qui ne contiennent ni obligation ni condamnation font foi par eux-mêmes des faits qu'ils constatent : Sousse, 15 mars 1894 (94. 278).— *6.* Il en est ainsi, spécialement, devant les Tribunaux français de Tunisie, du jugement d'un Cadi qui a prononcé l'interdiction d'un sujet tunisien en constatant que l'interdit a été incapable et abandonné aux entreprises d'autrui depuis cinq ans avant la date du jugement : Sousse, 15 mars 1894 (94, 278). — *7.* Les actes passés par l'interdit dans cette période doivent donc être annulés par la juridiction française, s'ils lui sont déférés : Sousse, 15 mars 1894 (94, 278). — *8.* Mais comme nul, pas même un interdit, ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui, si on annule la vente d'une maison consentie par l'interdit, et que l'acte de vente constate que le prix a été payé, il convient de décider que l'acheteur ne sera obligé de restituer l'immeuble et le titre qui s'y rapporte que contre le remboursement dudit prix : Sousse, 15 mars 1894 (94, 278). — *9.* La règle que les étrangers sont régis en France par la loi de leur domicile pour ce qui concerne leur état et leur capacité, n'est pas applicable lorsque, par suite de manœuvres dolosives, l'étranger a induit un co-contractant en erreur sur sa capacité légale : Bordeaux, 11 avril 1906 (07, 180). — *10.* Par suite, un prodigue étranger poursuivi seul devant les Tribunaux français peut être valable-

ment condamné à payer les dettes contractées envers un français de bonne foi, bien que sa loi personnelle ne reconnaise comme valables que les condamnations prononcées après mise en cause de son tuteur : Bordeaux, 11 avril 1906 (07, 180). — *11*. Si la vente d'un immeuble possédé par un indigène musulman, au titre français, ne peut avoir lieu que dans une forme autorisée par la loi française, les règles qui touchent à l'habitation du tuteur d'un interdit, à la garantie des intérêts de ce dernier, et aux conséquences résultant des formalités prescrites dans ce but, restent déterminées par le statut personnel de l'incapable, c'est-à-dire par la loi musulmane : Cass. civ., 13 juin 1893 (93, 266).

CHAPITRE II

Droit italien.

12. L'interdiction d'un étranger, prononcée par les tribunaux de son pays conformément aux règles de sa loi nationale, peut valablement être opposée devant les tribunaux italiens à des italiens qui ont contracté avec ledit interdit en Italie : App. Milan, 19 déc. 1900 (03, 143). — *13*. Il n'est nullement nécessaire pour cela que la sentence qui a prononcé l'interdiction ait été rendue exécutoire en Italie : App. Milan, 19 déc. 1900 (03, 143). — *14*. La sentence d'interdiction ne produit ses effets (en droit italien) que lorsqu'elle est passée à l'état de chose jugée, c'est dire lorsqu'elle ne peut plus être attaquée même par un pourvoi en cassation : Cass. Palerme, 16 août 1902 (05, 246). — *15*. Par suite, le curateur nommé par une sentence définitive, mais non encore passée à l'état de chose jugée, n'a pas le pouvoir de renoncer à un pourvoi antérieurement formé par l'interdit : Cass. Palerme, 16 août 1902 (05, 246). — *16*. Il en est ainsi surtout si ce pourvoi est précisément dirigé contre la sentence qui a prononcé l'interdiction : Cass. Palerme, 16 août 1902 (05, 246). — *17*. Aux termes de l'art. 327 C. civ. ital., l'interdiction ne peut être prononcée qu'après qu'on a obtenu l'avis du Conseil de famille et après avoir procédé à l'interrogatoire de la personne dont l'interdiction est demandée : Tunis, 3 mai 1905 (05, 539). — *18*. Si un administrateur ou curateur provisoire peut être nommé, en cas d'urgence, pour prendre soin de la personne et des biens d'un faible d'esprit, cette nomination ne peut intervenir qu'après l'interrogatoire et ne peut être faite en Tunisie, pour un sujet italien, que par le Tribunal de 1re instance en Chambre du conseil : Tunis, 3 mai 1905 (05, 539). — *19*. En droit italien, la mère est de droit tutrice de l'interdit célibataire, quand le père est mort : Tunis, 3 mai 1905 (05 539). — *20*. Aux termes de l'art. 33 C. pén. ital., au cas d'interdiction légale par suite de condamnation, il y a lieu d'appliquer les dispositions de la loi civile sur les interdits pour cause d'insanité d'esprit ; et, d'après l'art. 330 C. civ.

ital., la femme est de droit la tutrice du mari interdit, mais ne peut entrer en fonctions, à ce titre, qu'après avoir fait organiser la tutelle par le conseil de famille : Tunis, 9 janv. 1907 (07, 150). — *21.* Au cas où rien n'a été fait à cet égard, le Tribunal peut, aux termes de l'art. 327 C. civ. ital., nommer un administrateur provisoire des biens de l'interdit : Tunis, 9 janv. 1907 (07, 150). -- *22.* Ces dispositions sont applicables au cas où le condamné, sujet italien, se trouve en état d'interdiction légale à la suite d'un jugement rendu par la justice répressive française en Tunisie : Tunis, 9 janv. 1907 (07, 150).

CHAPITRE III

Droit allemand.

23. S'agissant d'un acte passé en Allemagne concernant les biens d'un étranger interdit dans son pays, c'est la loi nationale de l'interdit qui règle le point de savoir si, pour la validité dudit acte, il faut l'autorisation du conseil de famille ou celle du Tribunal : Trib. rég. Glogau, 17 juin 1904 (07, 284). — *24.* La tutelle provisoire instituée à l'égard d'une femme contre laquelle a été formée une demande d'interdiction pour faiblesse d'esprit, ne peut être continuée après le mariage de cette femme avec un étranger, alors qu'elle acquiert ainsi la nationalité d'un pays (l'Angleterre en l'espèce) dont les lois n'admettent pas l'interdiction : Kammergericht de Berlin, 25 fév. 1901 (04, 25).

CHAPITRE IV

Droit musulman

SECTION PREMIÈRE

Causes de l'interdiction.

25. La loi musulmane (rite malékite) autorise l'interdiction indistinctement pour cause de folie, d'imbécilité, de démence et de prodigalité : Alger, 27 juill. 1891 (92, 142) ; Tunis, 18 nov. 1895 (95, 598). — *26.* Suivant le droit musulman, rite malékite, le faible d'esprit fait partie de cette classe des personnes qui, d'après ce rite seulement, peuvent être frappées d'interdiction, et le prodigue est considéré comme un faible d'esprit : Alger, 8 juin 1892 (96, 421). — *27.* La loi musulmane assimile à l'interdit l'individu atteint d'une maladie mortelle, et autorise les tribunaux à annuler les actes dolosifs surpris à sa faiblesse et arrachés à ses derniers moments : Tunis, 21 mars 1892 (96, 525).— *28.* D'après la même loi, un acte souscrit par un individu pendant sa dernière maladie doit être annulé comme entaché d'une présomption de fraude lorsqu'il consiste dans une

déclaration faite par un mari au profit de sa femme et au détriment des parents collatéraux qui sont appelés à lui succéder ; Tunis, 21 mars 1892 (96, 525).

SECTION II

Formes de l'interdiction.

29. D'après la loi musulmane tunisienne, les effets de l'interdiction ne sont subordonnés à l'accomplissement d'aucune formalité ni à la publication du jugement qui la prononce, mais ils se produisent à compter de ce jugement : Tunis, 8 mai 1901 (01, 537) ; Alger, 8 juin 1892 (96,421); Tunis, 28 janv. 1895 (95, 404) ; Trib. mixte, 27 févr. 1896 (96, 140) ; Tunis, 18 janv. 1897 (97, 516) ; 26 juill. 1897 (97, 571).

SECTION III

Pouvoirs du Bey.

30. Le Bey de Tunis a la plénitude du pouvoir judiciaire en ce qui concerne les tunisiens ; il peut donc, s'il le juge à propos, prononcer lui-même l'interdiction d'un de ses sujets, au lieu de la laisser prononcer par le Cadi, qui n'aurait agi, en cette circonstance, que comme délégué du souverain de son pays : Tunis, 28 janv. 1895 (95, 404) ; Tribunal mixte, 27 févr. 1896 (96, 140) ; Tunis, 18 janv. 1897 (97, 516) ; 26 juillet 1897 (97, 571). — *31.* L'amra beylicale, qui ordonne ainsi l'interdiction d'un tunisien, est opposable aux tiers, même européens, et même si elle n'a pas été publiée : Trib. mixte, 27 févr. 1896 (96, 140) ; Tunis, 18 janv. 1897 (97, 516) ; 26 juill. 1897 (97, 571). — *32.* En effet, d'une part, une décision de cette nature se borne à régler l'état et la capacité de l'interdit, de telle sorte qu'elle n'est pas susceptible d'exequatur ; d'autre part, la publicité n'est exigée par aucun texte législatif, ni par aucune règle du droit musulman : Trib. mixte, 27 févr. 1896 (96, 140) ; Tunis, 18 janvier 1897 (97, 516) ; 26 juill. 1897 (97, 571). — *33.* Les princes de la famille beylicale sont en principe capables de contracter : Alger, 7 nov. 1891 (92, 42) ; Tunis, 26 juill. 1897 (97, 571). — *34.* La circulaire du Bey régnant adressée aux Consuls le 21 décembre 1859 et qui déclarait les princes du sang incapables de contracter, est tombée en désuétude et a cessé depuis longtemps de recevoir son application : Alger, 7 nov. 1891 (92, 42) ; Tunis, 27 juill. 1897 (97, 571). — *35.* Ce n'est donc qu'en vertu d'un décret spécial qu'un prince de la famille beylicale peut devenir incapable de s'obliger : Alger, 7 nov. 1891 (92, 42) ; Tunis, 26 juill. 1897 (97, 571) — *36.* Il en résulte que les actes faits par ce dernier antérieurement au décret qui le prive de l'administration de ses biens, sont valables : Alger, 7 nov. 1891 (92, 42) ; Tunis, 26 juill. 1897 (97, 571).

SECTION IV

Effets de l'interdiction

§ I. — Actes antérieurs.

37. Dans un premier système, on a cru pouvoir déclarer qu'en droit musulman comme en droit français, les actes antérieurs à l'interdiction peuvent être annulés, lorsqu'elle a été prononcée pour folie, imbécillité ou démence et que ses causes existaient certainement à l'époque où les actes ont été passés : Tunis, 12 nov. 1885 (95, 359). — *38*. Il n'en était pas de même au cas où l'interdiction a été prononcée pour cause de prodigalité, le prodigue ayant pu donner son consentement avec une pleine conscience de ses actes, tandis qu'il n'a pu en être de même du fou, de l'imbécile ou du dément : Tunis, 12 nov. 1885 (95, 359). — *39*. Mais cette opinion n'a pas été suivie et on a décidé, plus exactement qu'en droit musulman, il n'y a pas à distinguer, comme dans notre droit français, le cas de démence et le cas de prodigalité. Dans l'un et dans l'autre cas, les effets de l'incapacité atteignent même les actes antérieurs à l'interdiction, si la cause de l'interdiction existait à l'époque où ces actes ont été faits et les juges ont le pouvoir de les annuler : Alger, 27 juill. 1891 (92, 142); 8 juin 1892 (96, 421) ; 2 mars 1893 (93, 156) ; 10 mai 1893 (96, 452) ; Tunis, 18 nov. 1895 (95, 598) ; 8 juin 1898 (99, 198) : Just. p. Tunis-Sud, 10 juill. 1899 (00, 197) ; Alger, 25 juin 1902 (03, 529) ; Tunis, 23 déc. 1903 (04, 353). — *40*. Il n'y a à faire, à cet égard, aucune distinction, en ce qui concerne l'interdiction pour cause de prodigalité, entre le rite hanafite et le rite malékite : Just. p. Tunis-Sud, 10 juillet 1899 (00, 197).

§ II. — Actes passés sans le tuteur (mokaddem).

41. L'acte passé par un interdit est nul en droit musulman comme en droit français : Alger, 25 oct. 1897 (99, 391). — *42*. Le mokaddem d'un prodigue n'a d'autre qualité que celle de tuteur ou de conseil judiciaire ; sa signature approbative ou son visa sur les obligations contractées par le prodigue en son nom ne constituent autre chose que l'approbation nécessaire à leur validité : Just, p. Tunis-Nord, 9 mars 1895 (95, 376). — *43*. A aucun titre, le mokaddem qui a signé, en cette qualité, l'obligation contractée par le prodigue, ne se trouve engagé par cela même comme caution solidaire de ce dernier : Just. p. Tunis-Nord, 9 mars 1895 (95,376). — *44*. Le fait qu'un créancier a été admis sans contestations dans une distribution par contribution ouverte contre un prodigue musulman interdit, et qu'il a été, par suite, payé partiellement, ne constitue pas un acquiescement opposable au tuteur de l'interdit, quand il n'est pas établi que ce

dernier a été régulièrement appelé à cette procédure : Alger, 8 nov. 1893 (96, 422).

§ III. — **Actes délictueux.**

45. En droit musulman, l'interdit est, comme le mineur, civilement responsable des actes criminels ou délictueux qu'il a commis contre les personnes ou les biens. Cette règle doit aussi recevoir application pour les quasi-délits : Tunis, 19 déc. 1894 (96, 200).

SECTION V.

Fin de l'interdiction.

46. En droit musulman comme en droit français, l'interdiction subsiste avec tous ses effets, tant qu'elle n'a pas été régulièrement levée : Alger, 17 déc. 1896 (97, 260). — 47. En conséquence, est nulle et sans valeur l'obligation consentie par le prodigue demeuré en état d'interdiction, alors surtout qu'il n'est ni prouvé, ni offert en preuve, que cette obligation a eu une cause utile pour le prodigue et a tourné à son profit : Alger, 17 déc. 1896 (97, 260). — 48. Un interdit tunisien ne recouvre pas le libre exercice de ses droits par le seul fait de la mort du tuteur qui lui a été désigné : Tunis, 28 janvier 1895 (95, 404) ; Trib. mixte, 27 février 1896 (96, 140). — 49. En droit musulman comme en droit français, l'interdiction ne cesse qu'avec les causes qui l'ont déterminée et l'interdit n'est relevé de son incapacité que par une décision spéciale émanant de l'autorité compétente : Tunis, 28 janv. 1895 (95, 404) ; Trib. mixte, 27 fév. 1896 (96, 140). — 50. D'ailleurs, en principe, le Cadi est le tuteur de droit de l'interdit et celui qui en exerce les fonctions à sa place n'agit que comme son délégué et sous sa surveillance : Tunis, 28 janv. 1895 (95, 404) ; Trib. mixte, 27 fév. 1896 (96, 140).

INTERDICTION DE SÉJOUR

Voir : Peines.

INTÉRÊTS DE CAPITAUX

Voir : Prêt à intérêts.

INTÉRÊTS MORATOIRES

Voir : Enzel, ch. II sect. V. — Exequatur, ch. I. sect. II.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 81. — Tilloy, *Rép. alph.* t. V. p. 2137.

SECTION PREMIÈRE

Cas où il y a lieu à intérêts moratoires.

1. Le grief tiré de l'art. 1153 C. civ., qui ne permet pas, pour une même période de temps, de cumuler une condamnation aux intérêts conventionnels avec une condamnation aux intérêts légaux, constitue un moyen de droit pur qui peut être invoqué utilement devant la Cour de cassation, bien qu'il n'ait pas été formulé en appel : Cassation civile, 28 janv. 1903 (03, 239). — *2.* La règle posée par les articles 1153 et 1154 du Code civil français régit en Tunisie comme en France la matière des intérêts moratoires devant les tribunaux français : Tunis, 21 déc. 1896 (97, 233). — *3.* En conséquence, doit être repoussée une demande tendant à ce que les intérêts conventionnels alloués par jugement soient augmentés de leurs intérêts légaux à 5 % depuis la demande en justice : Tunis, 21 déc. 1896 (97, 233). — *4.* Si les dommages intérêts pour retard dans l'exécution d'une obligation qui se borne au paiement d'une somme d'argent ne peuvent être que de l'intérêt légal de cette somme, cette disposition ne fait pas obstacle à ce que des dommages-intérêts puissent être alloués pour des causes autres que le simple retard dans l'exécution de cette obligation : Cass, req., 3 mai 1897 (97, 469). — *5.* Il en est ainsi, spécialement, lorsque le créancier a été déclaré en faillite à cause des agissements de son débiteur et qu'il a éprouvé une perte par suite de la vente de ses immeubles pour un prix au-dessous de leur valeur réelle : Cass. req., 3 mai 1897 (97, 569). — *6.* Les impôts ne pouvant être augmentés ni diminués que par un acte de l'autorité publique, l'Etat ne saurait être admis à demander des intérêts moratoires aux contribuables en retard pour payer leurs impôts, et réciproquement il ne saurait être condamné aux intérêts des sommes qu'il a perçues indûment pour taxes : Tunis, 20 juill. 1898 (99, 229) ; 20 juill. 1898 (98, 597).

SECTION II

Loi qui les régit.

7. Dans un premier système, décidé qu'en Tunisie, le taux des intérêts moratoires, dans les relations entre européens, n'est régi ni par la loi française du 3 septembre 1807, ni par la loi algérienne du 27 août 1881, mais par la législation du pays : Sousse, 13 juill. 1888 (95, 279) ; Just. p. Sfax, 2 juill. 1907 (07, 543). — 8. La loi musulmane tunisienne proscrivant le prêt à intérêt l'on doit se référer pour la fixation de ce taux, aux usages locaux qui ont toléré ce contrat et qui ont été reconnus par les juridictions consulaires, antérieurement au protectorat, en tenant compte toutefois des modifications qui se sont produites depuis dans les conditions économiques de la Régence : Sousse, 13 juillet 1888 (95, 279). —

9. D'après l'usage suivi en Tunise, le taux des intérêts moratoires doit être fixé à 5°/₀ en matière civile et à 6°/₀ en matière commerciale : Just. p. Sfax, 2 juil. 1907 (07, 543). — *10. Dans un deuxième système*, on a estimé que dans les pays où le taux de l'intérêt conventionnel est libre, les intérêts moratoires ne peuvent dépasser le taux légal, quel que soit l'usage qui existe : Civ. Karikal, 13 oct. 1894 (95, 96). — *11.* Enfin la majorité des opinions s'est réunie sur un *troisième système* qui a donné lieu aux décisions suivantes: — *12.* Les intérêts allouées aux créanciers par les art. 184. C. com. et 1153 C. civ. ne sont point subordonnés, quant à leur taux, à des usages locaux susceptibles de variations ; ce taux ne peut être que le taux légal fixé par la loi du 3 septembre 1807 : Tunis, 24 juill. 1883 (94, 523). — *13.* La loi du 27 août 1881 qui décide qu'à défaut de convention l'intérêt légal est en Algérie de 6 p.°/₀ tant en matière civile qu'en matière commerciale, touche au fond du droit et est étrangère à la procédure : Tunis, 1er avr. 1895 (95, 277). — *14.* En Tunisie, devant les juridictions françaises, il y a lieu de fixer les intérêts moratoires à 5 p.°/₀ en matière civile, conformément au droit commun et à la loi du 3 septembre 1807 ; cette régle ayant toujours été observée, il s'est formé à ce sujet un usage qui est aujourd'hui constant : Tunis, 1er avril 1895 (95, 277). — *15.* Les intérêts moratoires d'une somme prêtée et non payée à l'échéance, courant depuis la demande en justice, doivent être fixés au taux légal, bien que l'intérêt conventionnel ait été stipulé à taux inférieur: Alger, 25 avr. 1895 (96, 45). — *16.* Le débiteur ne peut, en effet, dans ce cas, se prévaloir de la convention, puisqu'il ne l'a pas exécutée : Alger, 25 avr. 1895 (96, 45). — *17.* La loi du 7 avril 1900, réduisant à 4°/₀ le taux de l'intérêt légal en matière civile n'a pas été promulgué spécialement en Algérie. Elle n'y est pas d'autre part applicable de plein droit : Alger, 26 juin 1907 (08, 228). — *18.* Par suite ladite loi n'est pas exécutoire en Algérie et le taux légal de l'intérêt y reste fixé à 5°/₀, aux termes de l'art. 61 de la loi du 13 avr. 1898 : Alger, 26 juin 1907 (08, 228). — *19.* Le créancier qui a obtenu contre son débiteur condamnation au payement d'une somme principale « plus les intérêts de droit » ne peut être admis à conserver, à titre d'intérêts moratoires, la totalité des loyers qu'il a perçus sur l'immeuble à lui remis en antichrèse, si le montant de ces loyers dépasse le chiffre des intérêts légaux : Sousse, 21 avr. 1904 (05, 269). — *20.* En effet, la condamnation aux intérêts de droit ne saurait s'entendre d'intérêts indéterminés déguisés sous la forme de jouissance de l'immeuble donné en antichrèse. Elle vise évidemment les intérêts moratoires prévus par l'art. 1153 C. civ. : Sousse, 21 avril 1904 (05, 269). — *21.* D'après l'usage et la jurisprudence suivis en Tunisie, l'intérêt moratoire, en matière civile, est de 5 p.°/₀ ; il est de 6 p.°/₀ en matière commerciale: Sousse, 21 avr. 1904 (05, 269). — *22.* La condamnation au paiement des intérêts

moratoires à partir du jour de la demande en justice trouve sa base dans la loi de procédure et non dans le contrat qui sert de base à l'action qui donne lieu au litige : Tunis, 29 avr. 1908 (08, 451). — *23*. Par suite, il importe peu qu'il s'agisse d'une demande en paiement d'arrérages d'enzel, par conséquent d'une matière soumise au droit musulman, lequel prohibe le prêt à intérêt ; la loi qui régit le fond ne régit pas les intérêts moratoires : Tunis, 29 avr. 1908 (08, 451). — *24*. Le droit musulman n'admet pas les intérêts moratoires : Tunis, 22 juill. 1901 (02, 368). — *25*. Le fait que la religion musulmane ne reconnaît pas la légitimité du prêt à intérêts ne fait pas obstacle à ce que, dans une contestation entre musulmans portant sur des arrérages échus et réclamés, le défendeur soit condamné aux intérêts légaux à partir du jour de la demande : Tunis, 30 juill. 1894 (94, 527) ; 31 déc. 1906 (07, 114). — *26*. En effet les intérêts moratoires ont leur fondement dans la loi de procédure et non dans le statut personnel des parties : Tunis, 30 juill. 1894 (94, 527) ; 31 déc. 1906 (07, 114). — *27*. Les parties sont présumées avoir contracté sous l'empire de la législation italienne, lorsqu'elles ont passé leur convention à Tunis, au consulat italien, à l'époque où les tribunaux consulaires italiens fonctionnaient encore dans la Régence : Tunis, 6 décembre 1888 (95, 335). — *28*. Par suite, c'est dans la loi italienne qu'on doit rechercher la solution des difficultés relatives aux intérêts moratoires dérivant de la convention ainsi qu'à la prescription applicable à ces intérêts : Tunis, 6 déc. 1888 (95, 335). — *29*. Les taxes municipales ayant le caractère d'un impôt et par suite ne pouvant être ni diminuées ni augmentées, l'Administration municipale est mal fondée dans sa demande en paiement d'intérêts moratoires qu'une telle taxe n'est pas succeptible de produire pour la raison ci-dessus énoncée : Tunis, 22 mai 1901 (01, 371). — *30*. Les pouvoirs du juge sont expirés lorsqu'il a prononcé sa sentence ; s'il lui est permis d'interpréter ultérieurement les dispositions obscures on ambigües de sa décision, les principes de la chose jugée lui interdisent d'y ajouter aucune disposition nouvelle : Sousse, 18 avr. 1902 (02, 540). — *31*. Il en ainsi surtout lorsque le jugement dont l'interprétation est demandée a été frappé d'appel : Sousse, 18 avr. 1902 (02, 540). — *32*. Ces principes sont applicables à la demande d'intérêts légaux du principal d'une condamnation, sur lesquels le jugement de condamnation ne s'est pas prononcé : Sousse, 18 avr. 1902 (02, 540).

SECTION III

Point de départ des intérêts moratoires.

33. Aucune règle de droit ne s'oppose à l'admission d'une demande en condamnation pour les intérêts à partir du jour du protêt, ensuite d'un jugement de condamnation pour le principal du billet protesté, alors que,

lors de la première instance, les intérêts n'ont pas été demandés et que le Tribunal n'a pas statué en ce qui les concerne : Sousse, 22 mars 1901 (02, 177). — *34*. Le débiteur dont l'emprunt a été annulé n'est plus tenu envers son créancier d'aucun intérêt conventionnel ; il ne doit à celui-ci que les intérêts légaux à partir de la demande en justice : Alger, 6 fév. 1895 (95, 444). — *35*. Par jour de la demande, on entend évidemment le jour de l'assignation : Alger, 6 fév. 1895 (95, 444). — *36*. D'après la loi anglaise, une somme ne peut produire intérêts si cela n'a pas été expressément stipulé. A défaut de stipulation, les intérêts ne peuvent courir que de la demande en justice : Tunis, 10 juin 1884 (94, 524).

INTERPRÉTATION DES LOIS

Voir : Pourvoi en cassation, sect. IV.

1. Les lois fiscales ne sauraient recevoir d'interprétation extensive : c'est à l'Administration qu'incombe la charge de faire la preuve que la législation du pays permet d'exiger la taxe qu'elle réclame : Tunis, 28 mai 1902 (02, 591). — *2*. Aux termes du décret beylical du 27 janv. 1883, lorsqu'il s'agit d'interpréter un acte de l'autorité beylicale, c'est le texte français dudit acte qui fait foi devant les juridictions françaises : Tunis, 25 avril 1892 (93, 42).

INTERPRÈTE

Voir : Actes sous seings privés, ch. III. — Etat civil, sect. II. — Tribunal criminel, ch. III sect. VII.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 30. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 79. — TILLOY, *Rép. alph.* t. V. p. 2155.

1. L'interprète judiciaire ne peut recevoir en Tunisie que les honoraires prévus par le décret du 20 novembre 1852, quelles que puissent être les difficultés particulières à la traduction des actes arabes tunisiens : Tunis, 3 févr. 1887 (96, 24). — *2*. Aucune rémunération spéciale n'a été prévue. et, par conséquent, ne peut être accordée pour les traductions résumées ou analytiques : Tunis, 3 févr. 1887 (96, 24). — *3*. Le tarif des interprètes du Tribunal mixte, lorsqu'il fixe à 3 fr. par chaque rôle de 15 syllables à la ligne et de 25 lignes à la page, le coût des traductions qu'ils exécutent, ne doit pas être interprété en ce sens qu'il leur est dû 3 fr. par 750 syllables de texte français : Trib. mixte, 11 janv. 1904 (04, 94). — *4*. Toute écriture, pour être lisible et compréhensible, comporte certains espacements résultant de titres, sous titres et alinéas, qui produise dans des rôles correctement effectués un certain vide qui fait que le total de 750 syllables par

rôle n'est pas atteint par 25 lignes à la page d'une écriture donnant normalement 15 syllables à la ligne : Trib. mixte, 11 janv. 1904 (04, 94).— **5**. On ne saurait d'ailleurs admettre que le traducteur compromette la lisibilité et la clarté de sa traduction en multipliant les vides et et les alinéas pour obtenir une rémunération plus élevée que celle que le législateur a fixée : Trib. mixte, 11 janv. 1904 (04, 94). — *6*. Le prix de trois francs est dû par chaque rôle de rédaction correcte établie et espacée conformément aux règles imposées par la grammaire française et les usages, à condition que l'écriture comprenne 25 lignes à la page et donne normalement 15 syllables à la ligne : Trib. mixte, 11 janv. 1904 (04, 94).

INTERROGATOIRE

Voir : Tribunal criminel, ch. I sect. I.

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES

Lorsque la partie assignée pour être interrogée sur faits et articles ne ne comparaît pas ou refuse de répondre, l'art. 330 C. proc. civ., s'en remet au pouvoir discrétionnaire des tribunaux du soin de décider s'il y a lieu ou non de tenir les faits pour avérés : Cass. req., 18 mars 1907 (07, 579).

INVENTAIRE

Voir : Référés, ch. II sect. IV.

ISRAÉLITES ALGÉRIENS

Voir : Nationalité, ch. III sect. II.

ISRAÉLITES TUNISIENS

Voir : Compétence criminelle, ch. I sect. II. — Contrat, ch. I sect IV. Droit rabbinique. — Nationalité.

IVRESSE PUBLIQUE

1. La loi française du 23 janvier 1873, sur l'ivresse publique, est-elle applicable en Tunisie ? (*non résolu*) : Cass. crim., 17 mars 1893 (93,194).— *2*. En tous cas, cette loi ne punit pas l'état d'ivresse dans lequel se trouve une personne à son domicile privé, loué par elle, et dont elle paie le loyer de ses derniers personnels : Cass. crim., 17 mars 1893 (94, 194). — **3**. La constatation de ces circonstances, faite par le juge de simple police saisi d'une poursuite à raison d'une prétendue contravention à la loi du 23 janvier 1873, est souveraine, et justifie pleinement le relaxe en faveur du prévenu : Cass. crim., 17 mars 1893 (93, 194).

J

JET A LA MER

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. III.

JEUX DE HASARD.

1. L'art. 475 § 5 du Code pénal prohibe, par la généralité de ses termes, toute tenue de jeux de hasard dans un lieu public, alors même qu'elle ne serait qu'accidentelle et quelle que soit la modicité des enjeux : Cass. crim., 29 déc. 1888 (91, 172). — *2.* En Tunisie, où il n'existe pas de loi contraire à l'art. 410 C. pén., la tenue d'une maison de jeux de hasard constitue un fait illicite, même s'il a été toléré ou autorisé par l'autorité administrative : Tunis, 23 oct. 1907 (07, 598). — *3.* Le jeu dit des petits chevaux est un jeu de pur hasard dans lequel l'intelligence du joueur n'intervient nullement et ne peut en rien modifier les chances de perte ou de gain, lesquelles dépendent uniquement de l'arrêt en un point quelconque d'un mécanisme mis en mouvement : Paris, 5 juin 1901 (01, 564). — *4.* Par suite, l'exploitation de ce jeu en un lieu public ne peut donner lieu à aucune convention licite : Paris, 5 juin 1901 (01, 564). — *5.* Un cafetier indigène est coupable du délit de tenue de maison de jeu si les consommateurs présents dans son établissement se livrent à un jeu de hasard : Ouzara, 24 juill. 1899 (99, 471). — *6.* Il n'échappe pas à la pénalité qu'il a encourue par ce fait que les opérations du jeu auraient eu lieu à son insu et en son absence : Ouzara, 24 juillet 1899 (99, 471). — *7.* Aucune action en justice n'appartient à celui qui a passé une convention pour l'exécution d'opérations contraires à la morale, au cas d'inexécution de ladite convention : Tunis, 13 mars 1903 (03, 314). — *8.* Il en est ainsi, spécialement, pour celui qui s'est engagé à fournir des jetons à un établissement de jeux de hasard : Tunis, 13 mars 1903 (03, 314).

JONCTION D'INSTANCES

Voir : Procédure civile. — Tribunal criminel, ch. III sect. I.

JOURS ET VUES

Voir : Servitudes, ch. II sect I et ch. III sect. II.

JOURNAUX

Voir : Presse, Outrage, Diffamation, sect. VII.

JUGE COMMISSAIRE

Voir : Faillite, ch. III sect. II.

JUGE D'INSTRUCTION

Voir : Instruction criminelle. — Tribunal criminel, ch. II sect. I.

JUGEMENTS ET ARRÊTS

Voir : Exequatur, ch. I sect. III. — Faillite, ch. I sect. IV. — Tribunal criminel, ch. IV.

CHAPITRE PREMIER

Généralités.

1. Si, aux termes des art. 1er et 4 de la loi du 30 août 1883, les jugements doivent, aux deux degrés de juridiction, être rendus par des magistrats délibérant en nombre impair, et si, dans le cas où les juges siégeant dans une affaire en nombre pair, le dernier dans l'ordre du tableau doit s'abstenir, cette disposition a eu pour objet unique d'éviter l'inconvénient des partages, et la nullité n'est dès lors pas encourue lorsque le dernier juge, bien que présent lors de la délibération, s'est abstenu de participer par son vote à la décision, toute éventualité d'un partage étant ainsi écartée : Cass. civ., 6 janv. 1902 (02, 306). — *2.* Spécialement, il est satisfait à la loi lorsqu'un jugement porte qu'il a été rendu à l'audience où siègeaient, outre le président et deux juges titulaires, un autre juge avec voix consultative : Cass. civ., 6 janv. 1902 (02, 306). — *3.* Un jugement est valablement rendu avec le concours d'un magistrat qui était non présent à une précédente audience, à laquelle avait été ordonnée seulement une remise de cause, alors surtout que ce même magistrat était présent à une précédente audience, à laquelle les parties avaient pris leur conclusions : Cass. req., 19 févr. 1900 (00, 392). — *4.* En principe, tous les magistrats qui participent à un jugement doivent avoir assisté à toutes les audiences de la cause : Cass. civ., 13 juin 1898 (99, 68). — *5.* Toutefois, lorsqu'il a été procédé à une mesure d'instruction hors de l'audience, soit par le tribunal entier, soit par un de ses membres, le tribunal, quelle que soit sa composition, peut statuer en connaissance de cause et valablement sur le vu du procès-verbal de transport : Cass. civ., 13 juin 1898 (99, 68). — *6.* Il suffit, pour la validité d'une décision judiciaire, que les conclusions posées à une précédente audience aient été reprises par les parties devant tous les magistrats qui ont concouru à cette décision : Cass. req., 1er juill. 1907 (08, 116). — *7.* Les mentions d'un jugement concernant la présence des magistrats

qui l'ont rendu, ne sauraient être combattues sans inscription de faux par les énonciations contraires du plumitif rédigé par le greffier : Cass. civ., 18 mai 1898 (98, 340). — *8*. Est nul le jugement qui fonde uniquement sa décision sur le résultat d'une visite de lieux dont le Tribunal avait officieusement chargé l'un de ses membres, sans qu'il soit constaté que les parties aient été présentés ou représentées à ladite visite, ou à l'audience où le rapport en a été fait par le magistrat y ayant procédé, alors que le demandeur n'a à aucun moment renoncé à se prévaloir de cette nullité : Cass. civ., 21 oct. 1907 (08, 195). — *9*. Est nulle la décision rendue en matière correctionnelle lorsqu'il n'est pas constaté que le ministère public a été entendu en ses conclusions: Cass. crim., 30 mai 1907 (08, 111). — *10*. Si les jugements rendus sur requête et sans contradiction sont susceptibles de recours en ce sens qu'il est permis au requérant dont la demande a été rejetée de porter sa requête devant la juridiction supérieure, le délai de ces recours a pour point de départ la date même des décisions contre lesquelles ils sont exercés : Cass. civ., 25 février 1907 (07, 551). — *11*. Cette règle, dont l'art. 858 C. proc. civ. contient une application au cas particulier qu'il prévoit, doit être observée toutes les fois que le demandeur n'a dans l'instance aucun adversaire et où, par conséquent, personne n'avait la charge de lui signifier la décision prise : Cass. civ., 25 févr. 1907 (07, 551). — *12*. Les délais de recours contre les décisions qui rejettent les demandes présentées en forme de requête, sans assignation d'aucun défendeur, ont pour point de départ la date même où elles ont été rendues : Cass. req., 7 janvier 1907 (07, 352). — *13*. Cette règle s'applique au pourvoi en cassation comme à l'appel. Elle s'impose au ministère public comme aux particuliers et est d'ordre public : Cass. req., 7 janv. 1907 (07, 352).

CHAPITRE II

Jugements par défaut.

SECTION PREMIÈRE

Délais d'opposition.

§ I. — Point de départ.

14. Est irrégulière, et par suite, ne peut faire courir le délai de huitaine imparti par la loi pour faire opposition aux jugements de défaut faute de conclure, la signification faite à l'intermédiaire ou commissionnaire dont le mandat était limité à la conclusion du marché passé entre les contestants : Tunis, 31 mai 1894 (94, 358). — *15*. Il importe peu que cet intermédiaire ait accepté l'exploit introductif d'instance et ait chargé

un avocat de comparaître pour son mandant ; ces agissements ne sont pas opposables à ce dernier, s'il ne les a pas autorisés ; au surplus, il ne s'en suivrait pas qu'il puisse être considéré comme ayant élu domicile chez son mandataire, par cela seul qu'il les aurait connus et acceptés : Tunis, 31 mai 1894 (94, 358). — *16.* Et si c'est à tort que la copie du jugement a été portée au domicile du mandataire, c'est également en violation de la loi que, sur le refus opposé par ce dernier, de recevoir ladite copie, celle-ci a été remise au Consulat de France, alors que le mandant habite l'étranger et n'a en France ou en Tunisie, ni résidence, ni domicile réel ou élu ; c'est au parquet du Procureur de la Répulique que la signification devait être faite : Tunis, 31 mai 1894 (94, 358). — *17.* La signification d'un jugement de défaut faite au parquet, est radicalement nulle et ne saurait faire courir le délai d'opposition à l'encontre de la partie condamnée, lorsqu'il est établi que le domicile de cette dernière était parfaitement connu de la partie requérante, dont la mauvaise foi seule a guidé cette procédure : Tunis, 21 déc. 1896 (97, 39). — *18.* En conséquence la partie condamnée au jugement de défaut ainsi signifié est fondée à se pourvoir par la voie de l'opposition contre le jugement du défaut nonobstant l'expiration du délai et même l'exécution du jugement qu'elle pouvait ignorer : Tunis, 21 déc. 1896 (97, 39). — *19.* La partie condamnée par défaut qui, en faisant opposition au jugement, reconnaît en avoir reçu notification, couvre la nullité résultant de ce que aucun huissier n'a été commis pour la signification, ni par le jugement, ni par une ordonnance postérieure : Alger, 16 mai 1902 (03, 398).

§ II. — **Exécution connue du condamné.**

20. Aux termes de l'art. 159 C. proc. civ., un acte d'exécution ou une tentative d'exécution ne fait obstacle au droit d'opposition qui appartient à celui contre lequel a été rendu un jugement de défaut, qu'au cas où cet acte ou cette tentative a eu pour effet de faire connaître au condamné le jugement rendu : Tunis, 13 déc. 1905 (06, 185). — *21.* N'a pas ce caractère l'inscription d'un jugement sur les registres de la Conservation de la propriété foncière ; d'où il suit que cette inscription ne rend pas, à elle seule, l'opposition irrecevable : Tunis, 13 déc. 1905 (06, 185). — *22.* Le jugement par défaut contre une partie qui n'a pas constitué avoué doit être réputé exécuté lorsqu'il y a un acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution a été connue de cette partie : Dijon, 11 juin 1907 (08, 113). — *23.* Il en est ainsi lorsque, le jugement par défaut ordonnant une enquête, le demandeur a obtenu une ordonnance du juge fixant la date de l'audition des témoins ; l'exécution de ce jugement est portée à la connaissance du défendeur défaillant par la signification de cette ordonnance : Dijon, 11 juin 1907 (08, 113). — *24.* En conséquence, le défaillant est déchu de son

droit d'opposition, s'il ne fait pas consigner celle-ci dans l'exploit portant cette signification : Dijon, 11 juin 1907 (08, 113). — *25*. Une opposition à jugement dedéfaut est recevable, postérieurement à des actes d'exécution, lorsqu'il est constant que les personnes contre lesquelles ces actes étaient dirigés étaient des femmes tunisiennes trop ignorantes pour se rendre compte de leur nature et de leur portée: Tunis, 29 janv. 1902 (02, 127). —*26*. Il appartient aux juges du fond de déclarer, par une appréciation souveraine des éléments et circonstances de la cause, qu'une partie a ignoré, jusqu'au jour où elle y a fait opposition, l'existence du jugement par défaut obtenu contre elle: Cass. req., 15 déc. 1896 (97, 18). — *27*. Le procès-verbal de carence connu du défaillant constitue un acte d'exécution de nature à entraîner la déchéance du droit d'opposition : Cass. req., 24 oct. 1906 (07, 319). — *28*. Lorsqu'un procès-verbal de carence a été dressé en l'absence de la partie défaillante, le juge ne peut, sans spécifier aucune circonstance d'où l'on puisse induire qu'il a été connu de celle-ci, ni que le défaillant ait par fraude rendu impossible toute exécution de la décision qui lui aurait été connue, se borner à dire pour rejeter l'opposition que les meubles existant au domicile du débiteur, étant les uns insaisissables, les autres d'une valeur si infime qu'il ne convenait pas de les saisir, il n'y aurait eu par suite pas d'autre moyen pour le créancier de faire exécuter le jugement par défaut : Cass. civ., 2 déc. 1902 (04, 279). — *29*. Le procès-verbal de carence dressé en l'absence d'une partie condamnée par défaut, à son domicile, et dont la copie est remise à un mandataire, constitue un acte d'exécution suffisant pour empêcher de s'accomplir la péremption édictée par l'art. 156 C. proc. civ. : Alger, 11 juin 1902 (03, 128). — *30*. N'est pas recevable et ne peut arrêter l'exécution d'un jugement par défaut l'opposition qui n'a été réitérée qu'après les trois jours de la déclaration faite sur le procès-verbal de saisie exécution : Com. Le Hâvre, 31 mai 1904 (05, 423). — *31*. Une saisie-arrêt faite en vertu d'un jugement de défaut, et dénoncée dans les six mois dudit, est un acte suffisant pour que ledit jugement soit réputé exécuté et le fait que l'instance en validité de saisie-arrêt serait déclarée éteinte faute de continuation de poursuites dans les trois années qui ont suivi, ne saurait avoirp our effet d'entraîner la péremption du jugement de défaut base de la saisie-arrêt : Tunis, 13 juill. 1898 (99, 200).

§ III. — **Acquiescement.**

32. L'exécution d'un jugement par défaut, effectuée a l'encontre d'un des co-débiteurs condamnés solidairement, met le jugement à l'abri de la péremption à l'égard de tous, par application de l'art. 1206 C. civ.: Tunis, 20 juin 1894 (94, 422) ; Sousse, 20 mai 1897 (98, 157). — *33*. A ce point de vue, l'acquiscement d'un des co-débiteurs solidaires équivaut à l'exé-

cution : Tunis, 20 juin 1894 (94, 422) ; Sousse, 20 mai 1897 (98, 157). — **34.** Une partie n'a pas le droit d'exciper de la péremption qui aurait frappé un jugement préparatoire ordonnant une expertise, faute d'exécution dans le délai prévu par l'art. 15 C. proc. civ., si elle a renoncé implicitement à ce moyen en concluant au fond, lorsque l'affaire est revenue tardivement à l'audience, après expertise : Sousse, 22 mars 1906 (06, 553). — **35.** L'acquiescement donné à un jugement de défaut faute de comparaître plus de six mois après qu'il a été rendu, ne peut couvrir la péremption édictée par l'art. 156 C. proc. civ. lorsque le jugement n'a reçu aucune exécution dans les six mois de sa date : Tunis, 21 juill. 1906 (07, 236). — **36.** Un commandement donné dans ce délai n'empêche pas la péremption de courir : Tunis, 21 juill. 1906 (07, 236). — **37.** L'art. 156 C. proc. civ. sur la péremption n'a d'autre but que de punir la négligence de la partie qui, ayant obtenu un jugement de défaut, n'en a pas, dans les six mois, poursuivi l'exécution : Alger, 22 juin 1900 (01,20). — **38.** Conséquemment il faut, de principe, admettre que la péremption n'est pas encourue, lorsque le bénéficiaire du jugement de défaut a manifesté son intention d'exécuter, par des actes réguliers et clairement démonstratifs de sa volonté : Alger, 22 juin 1900 (01, 20). — **39.** Il n'y a pas acquiescement à un jugement par défaut, faisant obstacle à la recevabilité de l'opposition, dans le fait de solder le montant de la condamnation et les dépens, lorsque le paiement est fait sous la réserve expresse du droit d'opposition : Alger, 31 déc. 1900 (01, 147). — **40.** Dans tous les cas, la contestation sur la recevabilité d'une opposition faite dans ces conditions ne peut être soulevée pour la première fois en cause d'appel : Alger, 31 déc. 1900 (01, 147).

§ IV. — **Computation des délais.**

41. L'art. 157 C. proc. civ. décide que l'opposition à un jugement par défaut faute de conclure n'est recevable que pendant huitaine à compter du jour de la signification de ce jugement à avoué : Tunis, 16 mars 1896 (96, 209). — **42.** Cette huitaine devant être complète, on y compte pas le jour de la signification du jugement ; mais on doit y compter le jour de l'échéance, de sorte que la règle posée par le premier paragraphe de l'art. 1033 C. proc. civ. ne lui est pas applicable : Tunis, 16 mars 1896 (96, 209). — **43.** Une loi du 13 avril 1895 a complété l'art. 1033 C. proc. civ. déjà modifié par la loi du 3 mai 1862 et décide que quand le dernier jour d'un délai tombe un jour férié, la prorogation au lendemain aura lieu pour tous les délais de procédure, francs ou non. Cette loi n'est pas interprétative et n'a pas d'effet rétroactif : Tunis, 16 mars 1896 (86, 209). — **44.** Avant elle, on discutait la question de savoir si la prorogation s'appliquait aux délais qui ne sont pas francs ; quand cette question se pré-

sente pour les anciennes procédures, il convient de la résoudre par l'affirmative : Tunis, 16 mars 1896 (96, 209). — 45. Avant la loi du 13 avril 1895, qui n'a pas d'effet rétroactif, le délai de huitaine pour former opposition à un jugement rendu par défaut faute de conclure, à partir de la signification dudit jugement à avoué, n'était pas prorogé au lendemain, quand le dernier jour du délai était un jour férié : Cass. req., 1er août 1898 (98, 581). — 46. L'art. 1033 C. proc. civ., d'après lequel, si le dernier jour du délai est férié, le délai sera prorogé au lendemain, ne dispose que pour les actes signifiés à personne ou à domicile ; il est inapplicable aux actes d'avoué à avoué, notamment à l'opposition à un jugement de défaut faute de conclure : Cass. req., 4 juill. 1894 (94, 562). — 47. Celle-ci doit être faite dans la huitaine de la signification du jugement à avoué, à peine de nullité sans aucune prorogation au cas où le huitième jour est férié : Cass. req., 4 juill. 1894 (94, 562). — 48. La succursale est un véritable fractionnement du siège principal d'une maison de commerce et le préposé qui la dirige doit être considéré comme le fondé de pouvoir de la société : Just. p. Tunis-Sud, 8 oct. 1907 (08, 458). — 49. Par suite, si le délai des trois jours imparti par l'art. 20 C. proc. civ. pour faire opposition au jugement par défaut rendu en justice de paix, a été dépassé, une maison de commerce est mal venue à prétendre qu'elle doit être relevée de la déchéance qu'elle a encourue, sous prétexte qu'elle était absente, motif pris de ce que son siège est situé dans une ville éloignée du lieu où le jugement par défaut a été rendu, alors que dans cette dernière localité, ladite maison de commerce possède une succursale : Just. p. Tunis-Sud, 8 oct. 1907 (08, 458).

SECTION II

Formes de l'opposition

50. L'art. 162 C. proc. civ. n'exige que l'opposition soit réitérée par requête qu'en vue de la constitution d'un avoué : Alger, 26 mai 1902 (03, 106). — 51. Par suite, l'opposition qui mentionne les motifs sur lesquels elle est déduite et qui contient constitution d'avoué est suffisante et n'a pas à être réitérée : Alger, 26 mai 1902 (03, 106).

SECTION III

Jugements susceptibles d'opposition.

§ I. — Itératif défaut.

52. Le jugement rendu après réassignation et jugement de défaut profit joint n'est pas susceptible d'opposition, aux termes de l'art. 153 C. proc. civ. bien qu'il ait été rendu sur défaut de conclure : Tunis, 17 avr. 1893

(96, 569). — **53.** On voudrait vainement établir le droit à l'opposition sur ce que le défendeur n'ayant pas fourni ses défenses dans un délai, de quinzaine, le demandeur aurait dû poursuivre contre lui l'audience par un acte d'avoué : Tunis, 17 avr. 1893 (96, 569). — **54.** Cette règle, qui concerne les affaires ordinaires, n'est pas applicable en Tunisie, où toutes les affaires sont réputées sommaires et sont fixées pour être plaidées à l'audience qui suit le délai de la citation, aux termes de l'art. 11 de l'ordonnance du 16 avril 1843 et de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883 : Tunis, 17 avr. 1893 (96, 569). — **55.** L'opposition faite à l'encontre d'un jugement par défaut congé faute de conclure est recevable bien que la même instance ait déjà donné lieu, antérieurement, à un jugement de défaut profit joint : Tunis, 5 avr. 1906 (06, 638). — **56.** En effet l'art. 153 C. proc. civ. ne dénie le droit d'opposition qu'aux parties assignées, c'est-à-dire au défendeur de nouveau défaillant et aux autres défendeurs qui, ayant comparu lors du jugement de défaut profit joint, ont été défaillants pour la première fois sur la réassignation : Tunis, 5 avr. 1906 (06, 638). —

§ II. — **Défaut congé.**

57. Le jugement de défaut-congé faute de conclure, pris contre un appelant dont le défenseur a déclarer n'avoir ni ordres, ni renseignements lui permettant de conclure, ne peut être frappé d'opposition que dans la huitaine à compter du jour de la signification audit défenseur : Sousse, 20 juill. 1899 (00, 514). — **58.** A la différence de l'article 150 C. proc. civ. qui permet, en cas de défaut du défendeur, d'adjuger les conclusions du demandeur, si elles se trouvent justes et bien vérifiées, l'art. 154 permet au défendeur qui a constitué avoué de prendre défaut contre le demandeur qui ne comparaît pas, sans avoir à signifier de défenses : Sousse, 5 juin 1902 (03, 367). — **59.** Ce défaut contre le demandeur ou défaut-congé, n'ayant donc pas pour conséquence l'adjudication au profit du défendeur de conclusions de fond, constitue simplement un renvoi de l'assignation qui ne préjuge rien sur le fond du droit : Sousse, 5 juin 1902 (03, 367). — **60.** Si le défaut contre le défendeur constitue chose jugée sous la réserve d'une opposition régulière dans les délais, le défaut congé, même itératif, pris contre le demandeur, ne constitue qu'un renvoi de procédure et non un débouté : Sousse, 15 juin 1906 (07, 312).

§ III. — **Défaut profit joint.**

61. L'application de l'art. 153 C. proc. civ. n'est que facultative devant les Tribunaux de commerce ; ils peuvent donc, lorsque deux défendeurs ayant été assignés, l'un comparaît et l'autre fait défaut, disjoindre les instances et statuer séparément ; Com. Bordeaux, 28 févr. 1903 (04, 503). —

62. La procédure de profit-joint ne peut pas être appliquée dans le cas d'une instance qui comprend un défendeur principal et un garant : Alger, 20 nov. 1902 (05, 92). - *63. En sens contraire* : Tunis, 6 déc. 1905 (06, 124).

SECTION IV

Justices de paix.

64. La péremption des jugements par défaut est inapplicable aux jugements de justice de paix : Sousse, 29 nov. 1900 (01, 471). — *65.* L'art. 156 C. proc. civ., qui déclare périmés les jugements rendus par défaut, lorsqu'ils n'ont pas été exécutés dans les six mois de leur date, est applicable aux jugements émanés des tribunaux de paix : Angers, 11 nov. 1904 (06, 59). — *66.* En Tunisie, le juge de paix à compétence étendue, jugeant en matière commerciale, est un véritable juge consulaire : Just. p. Tunis, 27 août 1887 (94, 454). — *67.* Par suite, les jugements qu'il rend par défaut en matière commerciale se périment par six mois, faute d'exécution: Just. p. Tunis, 27 août 1887 (94, 454). — *68.* Les art. 643 C. com. et 15 C. proc, civ. qui permettent de recevoir l'opposition à un jugement de défaut rendu par un Tribunal de commerce jusqu'à l'exécution, ne sont pas applicables aux jugements de défaut rendus en matière commerciale par les juges de paix à compétence étendue : Justice p. Tunis-Nord, 17 janvier 1895 (95, 183). — *69.* Le désir exprimé par un juge de paix d'entendre personnellement, à la prochaine audience, une des parties, ne saurait être assimilé à un jugement contenant une injonction, et, par suite, ne peut avoir pour effet de donner au jugement rendu en l'absence de cette partie, qui ne s'est pas présentée à l'audience indiquée, le caractère d'un jugement par défaut, dès lors que des plaidoiries contradictoires sur le fond ont eu lieu antérieurement : Civ. Lille, 10 juin 1907 (08, 112). — *70.* Est contradictoire le jugement rendu par un juge de paix, encore bien que le demandeur ne fut pas présent à l'audience où le défendeur a comparu, et où le jugement a été rendu, s'il résulte de ses constatations qne le demandeur avait comparu sur sa propre citation à une audience antérieure et qu'il avait persisté dans les conclusions de son exploit introductif d'instance : Cass. req., 20 janv. 1908 (08, 466).

SECTION V

Matières commerciales.

71. Au commerce, le défendeur, assigné « à comparaître à un jour franc, outre délais de distance », n'est pas fondé à se plaindre de ce que, l'affaire n'ayant pas été appelée à la première audience tenue après l'expiration des délais, il a été condamné à une audience ultérieure, s'il ne justifie d'aucun préjudice à lui causé par le retard dans l'appel de la cause,

s'il n'allègue pas avoir été en mesure de répondre au premier jour et en avoir été ensuite empêché aux audiences suivantes : Sousse, 27 déc. 1901 (02, 479). — **73**. Du reste, l'opposition remettant tout en question, l'opposant ne serait pas recevable à demander, sans se défendre au fond, la nullité du jugement de défaut pour cet unique motif : Sousse, 27 déc. 1901 (02, 479). — **73**. Lorsque, devant un tribunal de commerce le défendeur, après avoir comparu, soit en personne, soit par mandataire, ne se représente plus pour conclure, le jugement rendu n'est, comme en matière civile, susceptible d'opposition que dans la huitaine de la signification : Alger, 16 mai 1902 (03, 398). — **74**. Les jugements par défaut des tribunaux de commerce peuvent être rendus, comme ceux des tribunaux civils, par défaut faute de comparaître ou par défaut faute de conclure : Com. Marseille, 21 juill. 1904 (05, 611) ; Alger, 25 oct. 1905 (06, 634). — **75**. Dans ce dernier cas, le jugement ne peut être frappé d'opposition que dans la huitaine de la signification à la partie, conformément aux dispositions de l'art. 430 C. com. : Com. Marseille, 21 juillet 1904 (05, 611) ; Alger, 25 oct. 1905 (06, 634).

SECTION VI

Matières criminelles.

76. En matière criminelle, le délai pour former opposition à une décision rendue par défaut, court du jour de la signification à domicile, en ce qui concerne la condamnation à des dommages-intérêts prononcée au profit de la partie civile : Cass. crim., 17 janv. 1901 (01, 409). — **77**. Peu importe que la signification ait été faite, dans ce cas, à personne ou non. Les dispositions favorables de l'art. 187 § 3 C. instr. crim., ne s'appliquent, en effet, qu'à l'exécution de la peine : Cass. crim. 17 janv. 1901 (01, 409). — **78**. Les détenus ont, au même titre que les prévenus libres, le droit absolu de faire défaut devant les tribunaux correctionnels et les explications fournies par le prévenu, à une audience d'instruction supplémentaire, ne peuvent engager celui-ci dans les liens d'un débat contradictoire : Cass. crim., 8 déc. 1900 (01, 73). — **79**. C'est, par suite, à tort qu'une Cour refuse de donner acte de ce qu'un prévenu déclare faire défaut, en décidant dans un premier arrêt que le second arrêt sur le fond ne peut être que contradictoire, parce que le prévenu est détenu et qu'en outre il a fourni des explications à une audience d'instruction ; qu'enfin il s'est expliqué dans une instruction complémentaire : Cass. crim., 8 déc. 1900 (01, 73). — **80**. Au cas où celui qui a fait opposition à un jugement par défaut rendu contre lui en simple police, ne se présente pas pour soutenir son opposition, le juge doit déclarer l'opposition non avenue, conformément à l'art. 151 C. instr. crim. et non pas statuer au fond sur l'inculpation : Cass. crim., 18 janv. 1908 (08, 465).

SECTION VII

Justice indigène.

81. Dans la procédure suivie par les tribunaux tunisiens, l'opposition à un jugement par défaut n'existe pas et il y a lieu de prononcer une condamnation définitive contre le défendeur non comparant, s'il est justifié contre lui d'une citation régulière et s'il est produit à son encontre un titre de créance d'apprence absolument régulière et de nature à servir de base à un jugement: Ouzara, 13 déc. 1897 (98, 413) ; 17 mars 1898 (98, 415) ; 11 janv. 1899 (99, 292). — *82*. Toutefois il convient alors de lui ménager le droit de produire lors de l'exécution les quittances qu'il pourrait posséder : Ouzara, 13 déc. 1897 (98, 413) ; 17 mars 1898 (98 415) ; 11 janv. 1899 (99, 292). — *83*. Au cas de non comparution du défendeur dûment cité, celui qui le poursuit en paiement d'une créance peut obtenir contre lui une condamnation, bien que son titre ne consiste qu'en un acte de témoignage qui ne forme qu'une preuve imparfaite, puisqu'on peut la combattre par divers moyens, notamment par la récusation : Ouzara, 17 mars 1898 (98, 415). — *84*. En effet, il y a présomption que si le défendeur ne s'est pas présenté, bien que dûment averti de la demande, c'est qu'il n'avait rien à y répondre : Ouzara, 17 mars 1898 (98, 415). — *85*. Il n'y a pas lieu de condamner le défendeur, même défaillant quoique dûment cité, si la demande n'est pas suffisamment établie par les pièces produites : Ouzara, 28 févr. 1899 (99, 467). — *86*. Il en est ainsi, notamment, au cas où la demande n'est justifiée que par la production d'un registre de commerce irrégulièrement tenu : Ouzara, 28 fév. 1899 (99, 467). — *87*. Un tribunal de province n'est pas autorisé à reprendre l'examen d'une affaire sur laquelle il a statué, sous prétexte que le défendeur, bien que dûment cité, ne s'est pas présenté lors de la première décision : Ouzara, 14 nov. 1901 (03, 290). — *88*. En effet, la procédure de l'opposition n'a pas été admise par la loi d'organisation des Tribunaux de province : Ouzara, 14 nov. 1901 (03, 290). — *89*. Si, en principe, suivant la procédure tunisienne, nul ne peut être condamné civilement sans qu'une citation régulière lui ait été remise, il y a lieu cependant à exception à ce principe en matière de taxes municipales, lorsque le rôle en vertu duquel le paiement est demandé est régulier et que le défendeur, recherché à son domicile, n'a pu être trouvé faute de renseignements sûr sa résidence actuelle : Ouzara, 9 déc. 1897 (98, 412). — *90*. Il convient toutefois, en ce cas, de lui réserver la faculté de se libérer en deniers ou quittances : Ouzara, 9 déc. 1897 (98, 412). — *91*. Les tribunaux régionaux ne peuvent statuer par défaut en matière pénale. Il est indispensable, en effet, que l'inculpé réponde lui même (ou par mandataire) à l'accusation dirigée contre lui, sa présence à l'audience (ou celle de son mandataire) permet seule d'obtenir ce résultat ; Ouzara, 25 mai 1908 (08, 382). — *92*. Doit, en

conséquence, être infirmé le jugement rendu contrairement à ce principe, alors surtout que le dossier ne contient pas la preuve que l'inculpé avait refusé de se présenter à l'audience : Ouzara, 25 mai 1908 (08, 382).

JURIDICTIONS CONSULAIRES

Voir : Chose jugée. — Compétence criminelle, sect. VIII. — Exequatur, ch. II sect. IV. — Organisation judiciaire. -- Qualités, sect. II.

JUSTICE INDIGÈNE

Voir : Action possessoire, ch. II. — Ajournement, ch. II. — Appel civil, ch. VIII. — Chose jugée, ch. II. — Compétence civile, ch. IV. — Exequatur, ch. II sect. II. — Instruction criminelle, ch. III. — Jugement et arrêts, ch. II sect. VII. — Municipalités, sect. V. — Péremption d'instance, sect. IV. — Procédure civile, sect. V. — Référés, ch. I sect. II. — Saisie exécution, ch. II. — Saisie immobilière, ch. III. — Serment, ch. II. Vol, ch. II.

K

KANOUN SUR LES OLIVIERS

Bibliographie. — S. Berge, *Vocabul.* (Jour. trib. Tun. 1895, p. 166). — Boulard, *Fin de la Tun.*, p. 115. — Dubourdieu, *Conf. adm.* p. 106. — Tilloy, *Rép. alph.* t. IV. p. 2020.

1. Le traité passé entre l'Italie et la Tunisie, le 8 septembre 1868, ne contient aucune disposition par laquelle le Gouvernement beylical se serait engagé à ne pas augmenter les impôts fonciers en ce qui concerne les nationaux italiens : Sousse, 19 oct. 1893 (94, 252). — *2.* Il pose au contraire en principe l'assimilation de ces derniers aux tunisiens, pour le paiement des impositions foncières, et la seule concessien qu'il leur fasse est l'option entre le paiement en argent et le paiement en nature ; Sousse, 19 oct. 1893 (94, 252). — *3.* Par suite les sujets italiens sont redevables actuellement des 7 p. °/o de surtaxe au kanoun sur les oliviers qui ont été établis postérieurement au traité sus-visé : Sousse, 19 octobre 1893 (94, 252). — *4.* Il importerait peu, d'ailleurs, que l'Administration ne les ait pas toujours perçus ; ce fait, en admettant qu'il soit établi, ne saurait changer le droit, quelle qu'ait pu être sa fréquence : Sousse, 19 oct. 1893 (94, 352). — *5.* Les énonciations du rôle servent de base au recouvrement du kanoun sur les oliviers tant que les intéressés n'ont pas mis l'administration à même d'y apporter les modifications qu'il peut comporter : Just. p. Sousse, 7 nov. 1904 (06, 613). — *6.* Le paiement de l'impôt

dit « kanoun des oliviers » grevant un immeuble indivis entre plusieurs propriétaires peut être exigé en totalité de l'un quelconque d'entre eux : Just. p. Sousse, 7 nov. 1904 (06, 613).

KETOUBA

Voir : Régime matrimonial, ch. I sect. II et ch. IV sect. VII.

KHAMMESSAT

Bibliographie. — S. Berge, *Vocabul.* (Journ, trib. Tun., 1895 p. 167. — Enriquez, *Prop. main d'œuvre et crédit agric. en Tun., p. 55.*

1. Lorsque le khammès a terminé ses travaux conformément aux prescriptions du décret du 13 avril 1874 sur l'agriculture, et n'est lié par aucune dette vis-à-vis de son agriculteur, il a le choix, à l'époque fixée par le décret précité, de renouveler ou de dissoudre le contrat qui le lie à ce dernier : Ouzara, 16 juin 1904 (08, 61). — *2.* S'il reste des travaux à exécuter et si le khammès prétend néanmoins quitter la propriété, il appartient aux tribunaux d'examiner si ces travaux sont importants et ne peuvent être exécutés que par le khammès ou si ce dernier peut, sans inconvénient, les faire exécuter par un tiers : Ouzara, 16 juin 1904 (08, 61). — *3.* Dans ce dernier cas, le tribunal a le devoir de déclarer le contrat dissous et de reconnaître comme valable l'engagement que le khammès aurait pris vis à-vis d'un autre agriculteur : Ouzara, 16 juin 1904 (08, 61). — *4.* Aux termes de l'art 54 du décret du 13 avril 1874, quand le khammès délaisse son travail, l'agriculteur a le droit d'employer un journalier pour le remplacer, et le salaire de ce journalier doit être payé par le khammès : Ouzara, 28 févr. 1897 (97, 366). — *5.* Au cas où il y a lieu d'appliquer cette règle, et bien que l'art. 55 du même décret décide que l'agriculteur ou son ouakaf seront crus sur parole pour le montant du salaire, si la somme indiquée est raisonnable, il est bon de soummettre le chiffre demandé à l'appréciation de l'amine de l'agriculture : Ouzara, 28 févr. 1897 (97, 366). — *6.* L'agriculteur qui engage un khammès qui a quitté un premier patron sans le désintéresser des avances qui lui ont été faites, doit être contraint à payer ce dernier (sauf son recours). Il doit en être ainsi surtout lorsqu'il en a pris l'engagement : Ouzara, 14 oct. 1887 (99, 290). — *7.* L'agriculteur qui laisse sortir de chez lui un khammès sans en exiger le remboursement de ses avances et qui le laisse s'engager chez un tiers pendant plusieurs années sans protester ni faire valoir ses droits, devient un simple créancier ordinaire et ne peut exiger que le khammès soit contraint à reprendre le travail chez lui : Ouzara, 11 janv. 1899 (99, 292). — *8.* La preuve qu'un tiers a consenti à garantir

l'exécution par un khammès des obligations par lui prises, résulte suffisamment d'un acte régulier de notoriété publique (outika) dressé à l'encontre de celui qui se défend d'être garant : Ouzara, 8 mars 1896 (96, 326).— 9. Celui qui a consenti à se faire garant dans de telles conditions doit représenter le khammès au propriétaire à toute réquisition, faute de quoi, il est tenu sur ses biens au remboursement des avances faites au khammès en fuite : Ouzara, 8 mars 1896 (96, 326). — *10.* Est nulle et ne peut servir de base à une action en justice, la clause d'un contrat de prêt par laquelle l'emprunteur s'oblige, en cas de non remboursement à l'échéance, à servir le prêteur comme khammès : Ouzara, 27 février 1899 (39, 294) ; 8 mars 1900 (00, 463). — *11.* Il en est ainsi, tout au moins, lorsqu'il est constant en fait que le prêt n'a pas été fait en vue d'un contrat de khammessat et qu'il n'est pas démontré qu'il en existe un entre les parties : Ouzara, 27 févr. 1899 (99, 294) ; 8 mars 1900 (00, 463).

KHODORS

Voir : Mahsoulats, ch. II sect. I.

KHOLA

Voir : Compétence civile, ch. IV sect. I.

KHOULOU

Voir : Habous, ch. III sect. IV.

KIRDAR

Voir : Enzel, ch. IV.

L

LAINES

Voir : Douanes et monopoles, ch. II sect. II. — Mahsoulats, ch. II sect. I

LANGUE ÉTRANGÈRE

Voir : Actes sous seings privés. — Interprètes.

LÉGALISATION

Voir : Actes sous seings privés, ch. III.

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. v. p. 2229.

1. En vertu de la Convention franco-italienne du 26 juillet 1862, les actes émanant des autorités italiennes peuvent être invoqués devant les autorités françaises, sans avoir été préalablement légalisés par les Consuls français en Italie ; mais il faut, au moins, que ces actes soient légalisés par le Consul d'Italie résidant dans le pays où ils sont produits : Tunis, 22 juin 1891 (91, 262). — 2. Aux termes de l'art. 2 du décret du 19 juin 1899, la légalisation des signatures en caractères autres que des caractères français ne doit être faite par le magistrat municipal que si elles ont été apposées en sa présence, sauf les cas de décès, d'absence ou d'empêchement, qui doivent être constatés et qui exigent le concours de deux témoins : Trib. mixte, 23 avril 1904 (04, 359). — 3. D'ailleurs cette légalisation doit être faite, pour les indigènes qui ne signent pas en caractères français, par le magistrat municipal indigène, et l'identité des signataires doit être vérifiée et constatée : Trib. mixte, 23 avril 1904 (04, 359). — 4. Toute légalisation faite en violation de ces dispositions doit être considérée comme nulle et non avenue : Trib. mixte, 23 avril 1904 (04, 359).

LEGS, LÉGATAIRE

Voir : Succession, ch. II sect. I.

LÉGUMES

Voir : Mahsoulats, ch. II sect. I.

LÉSION

Voir : Immatriculation, ch. V. — Vente d'immeuble ch. III sect. I.

LETTRES MISSIVES

Voir : Compétence civile, ch. I sect. I. — Vente à livrer, ch. I sect. II.

1. Le mari étant le chef de la communauté conjugale et, de plus, aux termes de l'art. 213 C. civ. étant investi d'une autorité supérieure qui le constitue gardien de l'honneur et de la dignité de son foyer, a le droit d'ouvrir et de lire les correspondances et lettres adressées à sa femme : Civ. Ste Menehould, 22 mars 1905 (07, 546). — 2. Mais il n'en saurait être de même quand la femme, demanderesse ou défenderesse en divorce, ou en séparation de corps, est autorisée par ordonnance du Président du Tribunal à résider autre part qu'au domicile de son mari ; elle peut recevoir alors, sans que son mari soit en droit d'intervenir, toutes lettres ou correspondances : Civ. Ste Menehould, 22 mars 1905 (07, 546). — 3. Le fonctionnaire rédacteur d'un document administratif, ne saurait en être

considéré comme le propriétaire : Tunis, 30 oct. 1901 (01, 539). -- 4. Le Résident général de la République Française à Tunis, étant le dépositaire des pouvoirs de la République dans la Régence, et ayant, de ce chef, sous ses ordres tous les services administratifs, la remise entre ses mains d'une correspondance administrative adressée à l'un de ses chefs de service, ne saurait constituer, de la part de celui qui en était devenu possesseur par hasard, un détournement délictueux : Tunis, 30 oct. 1901 (01, 539). — 5. Peut-on autoriser un compulsoire des lettres missives envoyées par voie télégraphique et dont les originaux sont conservés par l'Office tunisien des postes et télégraphes ? (non résolu) : Tunis, 15 juin 1893 (93, 205). — 6. En tous cas, il convient de recourir de préférence, pour les vérifications à faire, à la nomination d'un expert investi du pouvoir de se faire produire par qui il appartiendra toutes pièces utiles : Tunis, 15 juin 1893 (93, 205).

LÉVIRAT

Voir : Mariage, ch. V sect. IV. — Succession, ch. II sect. IV.

LIBERTÉ DES ENCHÈRES

Voir : Saisie immobilière, ch. II sect. I.

LICITATION

Voir : Compétence civile, ch. II sect. I. — Compétence immobilière, ch. I sect IV et ch. II sect. I. — Habous, ch. III sect. III. — Immatriculation, ch. IV. — Indivision, sect. I.

Bibliographie. — ABRIBAT; *Rec. Ettouati* p. III.

SECTION PREMIÈRE

Procédure.

1. Lorsque la personne chargée de poursuivre la vente sur licitation se porte elle même adjudicataire, il y a lieu de prononcer la nullité de l'adjudication prononcée à son profit, par application de l'art. 1596 C. civ : Sousse, 29 janv. 1903 (04, 209). — *2*. Le dire, inséré dans le cahier des charges par le créancier poursuivant et déclarant que l'adjudicataire fera son affaire personnelle d'un procès intenté par un tiers revendiquant une partie des biens, objet d'une licitation, lie toutes les parties en cause, notamment les cohéritiers du débiteur licité au nom desquels le créancier poursuit la licitation : Alger, 22 févr. 1899 (00, 84). — *3*. Il s'ensuit que l'action en garantie intentée par l'acquéreur évincé contre les cohéritiers ne saurait, dès lors être admise : Alger, 22 févr. 1899 (00, 84). — 4. Une

indemnité doit être accordée au tiers revendiquant dont les immeubles ont été indûment possédés et qui triomphe dans son action en revendication ; cette indemnité atteint les tiers qui auraient pu être associés des indus possesseurs : Alger, 22 févr. 1899 (00, 84). — 5. La loi prescrivant, en matière de licitation, l'apposition de placards destinés à assurer largement la publicité de la vente au profit de tous les intéressés et de toutes personnes susceptibles de se porter adjudicataires, la publicité faite en Tunisie par la voie de placards sans traduction en langue arabe est insuffisante; il importe peu que l'immeuble soit ou non immatriculé : Sousse, 10 mars 1899 (00, 598).

SECTION II

Règles spéciales aux immeubles immatriculés.

6. L'art. 293 de la loi foncière, ainsi conçu : « Il ne pourra être simultanément procédé à la vente de divers immeubles appartenant au même débiteur qu'après autorisation sur requête délivrée par le Président du tribunal » n'est pas applicable au cas de licitation: Tunis, 4 déc. 1907 (08, 70). — 7. Aux termes de l'art. 342 de la loi foncière, tous faits ou conventions ayant pour effet de transmettre, déclarer, modifier ou éteindre un droit réel immobilier, ne sont opposables aux tiers que s'ils sont constatés par écrit ou inscrits sur le titre par le conservateur de la propriété foncière : Tunis, 24 avr. 1895 (95, 371). — *8*. Il s'ensuit que la partie actionnée en licitation, par un créancier de son co propriétaire, ne peut demander sa mise hors de cause en produisant un acte authentique duquel il résulte qu'elle a vendu ou cédé sa part à ce co-propriétaire: Tunis, 24 avr. 1895 (95, 371). — *9*. En effet, s'il est vrai que le créancier ne fait, en réalité, qu'exercer les actions de son débiteur en vertu de l'art. 1166 C. civ., quand il demande la licitation de l'immeuble dont il possède une part, il ne s'ensuit pas qu'il ne puisse être considéré comme un tiers dans les termes de l'art. 343 précité, alors que sa poursuite en licitation n'est pas autre chose pour lui qu'un préliminaire indispensable de l'expropriation forcée nécessaire pour le recouvrement de sa créance : Tunis, 24 avr. 1895 (95, 371). — *10*. Un co-propriétaire qui perçoit les fruits de l'immeuble indivis immatriculé, dans la proportion de ses droits, les faits siens comme percepteur de bonne foi, en vertu de l'art. 549 C. civ. fr., malgré la licitation ordonnée par justice et l'adjudication qui en été la suite, s'il n'est pas démontré qu'il a connu celle-ci : Sousse, 10 mai 1906 (07, 123). — *11*. La preuve qu'il en a eu connaissance n'est pas faite: 1° si le jugement d'adjudication ne lui a pas été notifié ; 2° si la part du prix lui revenant ne lui a pas été payée ni offerte ; 3° si l'adjudicataire ne s'est pas fait mettre en possession : Sousse, 10 mai 1906 (07, 123). — *12*. Le créancier qui, agissant pour l'exercice des droits de son débiteur,

demande la licitation d'un immeuble immatriculé, et auquel on oppose une vente de ses droits indivis, consentie par son débiteur au co-propriétaire, ne peut se prévaloir du défaut d'inscription de cette vente sur le titre de propriété : Tunis, 9 déc. 1903 (04, 3). — *13*. En effet, si ce défaut d'inscription rend ladite vente non opposable aux tiers, le créancier qui exerce les droits de son débiteur n'est pas un tiers, au sens de cette règle et n'a pas plus de droits que son débiteur lui-même : Tunis, 9 déc. 1903 (04, 3).

SECTION III

Droit maltais.

14. Il n'y a pas lieu, en droit maltais, d'ordonner la licitation lorsque celle-ci est demandée par les héritiers de l'un des conjoints contre les héritiers de l'autre et que rien n'établit si les immeubles dont s'agit appartenaient exclusivement à l'un ou à l'autre des conjoints ou s'ils étaient communs à l'un et à l'autre.....alors surtout qu'aucun des demandeurs ne justifie de ses qualités héréditaires et que, la consistance de la succession n'étant pas établie, il peut exister d'autres biens que ceux dont la licitation est demandée : Sousse, 9 avr. 1903 (05, 19). — *15*. En effet, aux termes de l'art. 211 de l'ord. de Malte de 1868, il n'y a pas lieu à licitation des biens communs, lorsque ces biens peuvent compenser d'autres biens communs de nature différente, mais d'égale valeur : Sousse, 9 avr. 1903 (05, 19). — *16*. D'autre part, aux termes de l'art. 611 de la même ordonnance, il y a lieu, pour le Tribunal saisi, et faute d'accord des parties, de désigner au préalable une personne pour la composition de la masse à partager, la détermination des parts héréditaires de chacun des co-partageants et l'attribution à en faire à chacun d'eux : Sousse, 9 avril 1903 (05, 19).

LIEU DU CONTRAT

Voir : Compétence civile, ch. I sect. I.

LIEU DU PAIEMENT

Voir : Compétence civile, ch. I sect. I.

LIQUIDATION

Voir : Sociétés, ch. I sect. I.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Voir : Exequatur, ch. I sect. III. — Faillite. — Location de sacs ou de fûts.

SECTION PREMIÈRE

Mise en liquidation.

§ I. — Ouverture de la liquidation.

1. A la différence de la faillite, la liquidation judiciaire ne peut, aux termes de l'art. 2 de la loi du 4 mars 1889 être ordonnée que sur requête présentée par le débiteur : Montpellier, 5 mai 1906 (07, 182). — *2*. La possibilité, pour le Tribunal, de déclarer d'office un débiteur en faillite, ne l'autorise pas à ordonnner la liquidation judiciaire, en violation de ce texte formel, sous prétexte qu'elle est moins rigoureuse que la faillite : Montpellier, 5 mai 1906 (07, 182). — *3*. Lorsqu'il est établi, sans contestation de sa part, qu'un commerçant a introduit sa demande à fin de liquidation judiciaire plus de quinze jours après la cessation de ses paiements, c'est à bon droit que cette demande n'a pas été accueillie, le délai imparti pour la présenter, par l'article 2 de la loi du 4 mars 1899, étant de rigueur ; et, en se référant à cet article, les juges motivent suffisamment l'admission de la fin de non recevoir opposée audit commerçant : Cass. req., 10 juill. 1900 (00, 545). — *4*. Les liquidateurs judiciaires ont un mandat auquel s'appliquent, par analogie, les règles du mandat ordinaire et, spécialement les art. 1202 et 2002 C. civ. : Alger, 30 juin 1896 (96, 546).

§ II. — Effets de la mise en liquidation.

5. L'art. 5 de la loi du 4 mars 1889 dispose qu'à partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, les actions mobilières et toutes voies d'exécution tant sur les meubles que sur les immeubles sont suspendues comme en matière de faillite : Tunis, 21 déc. 1904 (05, 401). — *6*. Cette disposition s'applique aussi bien aux poursuites antérieurement commencées qu'aux poursuites nouvelles ; notamment, elle fait obstacle à la continuation d'une procédure de saisie immobilière entreprise par un créancier chirographaire, avant la date du jugement qui a déclaré ouverte la liquidation judiciaire du saisi : Tunis, 21 déc. 1904 (05, 401). — *7*. Toutefois le créancier a droit au paiement des frais par lui exposés antérieurement audit jugement : Tunis, 21 déc. 1904 (05, 401). — *8*. Le liquidé judiciaire ne peut arguer de nullité une transaction intervenue sans l'autorisation du juge commissaire et non soumise à l'homologation du Tribunal, les restrictions que la loi apporte aux droits du liquidé n'étant prescrites que dans l'intérêt de la masse : Cass. civ., 13 déc. 1904 (06, 62). — *9*. La clause d'une police d'assurance qui porte que le contrat sera résilié de plein droit par la faillite de l'assuré, ne saurait s'étendre par voie d'assimilation à la liquidation judiciaire : Alger, 21 juin 1902 (02, 502).

SECTION II

Gestion et terminaison de la liquidation.

§ I. — **Répartition de l'actif.**

10. Les règles établies par le Code de commerce pour la répartition de l'actif et la fixation des droits de créanciers nantis, en matière de faillite, s'appliquent, en principe, à la liquidation judiciaire : Tunis, 1er mars 1894 (94, 243). — *11.* Il en est ainsi, notamment, de l'art. 550 C. com., qui déclare inopposable à la faillite le privilège du vendeur de meubles : Tunis, 1er mars 1894 (94, 243).

§ II. — **Concordat.**

12. Au cas où le commerçant qui a obtenu le bénéfice de la liquidation judiciaire organisée par la loi du 4 mars 1889, a conclu avec ses créanciers un concordat par abandon d'actif, c'est au liquidateur seul qu'il appartient de poursuivre le recouvrement des créances, sous la surveillance du juge-commissaire, et il n'est pas nécessaire d'appeler le liquidé en cause : Tunis, 25 févr. 1895 (95, 222). — *13.* Il en est ainsi en vertu de l'art. 15 de la loi du 4 mars 1889, qui dit que la réalisation et la répartition de l'actif abandonné par concordat se feront conformément aux dispositions de l'art. 541 C. comm., lequel renvoie à son tour aux art. 532 et s. du même Code : Tunis, 25 févr. 1895 (95, 222).

SECTION III

Procédure.

§ I. — **Conversion en faillite.**

14. En admettant qu'un créancier soit recevable à former opposition au jugement qui a prononcé la conversion de la liquidation judiciaire en faillite, le seul effet de cette opposition, si elle est reconnue fondée, ne peut être que de remettre le débiteur en état de liquidation, mais non de l'affranchir complètement des conséquences de la cessation des paiements, qui demeure irrévocable : Com. Calais, 10 févr. 1903 (04, 430).

§ II. — **Délais d'appel.**

15. Le délai d'appel pour les jugements rendus en matière de liquidation judiciaire est le même que pour ceux rendus en matière de faillite : Alger, 10 déc. 1894 (95, 291).

§ III. — **Frais et dépens.**

16. Depuis la loi du 4 mars 1889 ce n'est plus le Tribunal, mais le juge-commissaire qui taxe les frais des liquidateurs et l'indemnité à eux

due : Nimes, 3 juin 1903 (03, 531). — 17. Si le Tribunal peut connaître de la taxe sur l'opposition faite par le débiteur ou les créanciers, le jugement rendu dans ce cas rentre dans la catégorie de ceux qui sont prévus par l'art. 583 al. 5 C. com. et n'est susceptible ni d'appel, ni de recours en cassation : Nimes, 3 juin 1903 (03, 531).

LISTE DES ASSESSEURS

Voir : Tribunal criminel, ch. II sect. III.

LITISPENDANCE

Bibliographie. — FITOUSSI, *l'Etat lun.*, p. 174.

SECTION PREMIÈRE

Jurisprudence générale.

1. L'art. 171 C. proc. civ. fr. n'est applicable qu'aux contestations portées devant deux tribunaux français et la litispendance ne saurait résulter d'instances portées simultanément devant des juridictions de nationalité différente : Paris, 20 mars 1896 (96, 421) ; Orléans, 18 nov. 1896 (97, 354) ; Bordeaux, 30 nov. 1896 (97, 435) ; Com. Lyon, 29 août 1905 (06, 417). — 2. En conséquence une action portée devant un Tribunal anglais ne peut faire échec à l'action portée postérieurement devant un Tribunal français : Com. Lyon, 29 août 1905 (06, 417). — 3. A défaut d'une disposition formelle de la loi ou d'un traité international, un tribunal italien ne doit pas accueillir l'exception de litispendance basée sur ce fait que l'instance engagée devant lui serait déjà pendante devant une juridiction étrangère : App. Gênes, 28 juill. 1894 (98, 588). — 4. Il faut, pour obtenir renvoi à raison de la connexité, non seulement que les affaires soient liées ensemble de telle sorte qu'on ne puisse les résoudre séparément, mais encore qu'elles soient au même degré de juridiction : Tunis, 29 janv. 1908 (08, 340). — 5. Spécialement, il n'y a pas lieu à renvoi pour cause de connexité quand une des demandes est soumise à la Cour d'appel de Paris et l'autre au Tribunal de 1re instance de Tunis : Tunis, 29 janv. 1903 (08, 340). — 6. La litispendance ne peut exister que lorsque deux demandes ont été formées pour le même objet, la même cause entre les mêmes personnes : Tunis, 29 janv. 1908 (08, 340). — 7. Elle n'existe pas lorsque l'une des demandes est relative à une résiliation de marché, et que l'autre est une action en paiement de prix de vente : Tunis, 29 janv. 1908 (08, 340). — 8. Lorsque l'assureur saisit un tribunal de paix d'une demande en paiement de primes et que l'assuré saisit un tribunal d'arrondissement d'une demande en résiliation de police,

bien qu'il y ait connexité entre les deux instances, il n'y a pas lieu pour le tribunal de paix, saisi par l'assureur, de renvoyer l'affaire au tribunal d'arrondissement, les deux causes n'étant pas à un même degré de juridictions : Civ. Seine, 24 févr. 1908 (08, 531).

SECTION II

Jurisprudence spéciale à la Tunisie.

9. La litispendance ne pouvant exister qu'entre tribunaux qui exercent leur juridiction au nom d'une même souveraineté, et qui sont l'un et l'autre compétents pour juger un même litige, elle ne saurait résulter, à l'égard d'un tribunal français, de ce que la cause aurait été antérieurement portée devant un tribunal beylical, qui serait d'ailleurs incompétent pour en connaître : Sousse, 21 févr. 1889 (93, 304) ; Tunis, 27 novembre 1890 (93, 330) ; 12 janv. 1898 (02, 167) ; 24 mai 1905 (06, 21) ; Sousse, 28 nov. 1895 (96, 31). — *10.* Il en est ainsi surtout qu'elle s'agite entre européens, d'où il suit qu'elle ne peut être valablement tranchée que par la juridiction française : Tunis, 27 nov. 1890 (93, 330). — *11.* Le Tribunal mixte de Tunisie est une juridiction tunisienne, par conséquent, étrangère, à l'égard de la juridiction française : Sousse, 28 nov. 1895 (96, 31). — *12.* Il s'ensuit qu'aucune litispendance ne peut se produire entre le Tribunal mixte et un Tribunal français : Sousse, 28 nov. 1895 (96, 31). — *13.* Il est de principe que la litispendance ne peut pas exister entre tribunaux exerçant leur juridiction au nom de souverainetés différentes, parce qu'il ne peuvent être simultanément compétents pour connaître du litige : Tunis, 24 oct. 1895 (95, 544). — *14.* Mais si cette règle suffit pour faire rejeter l'exception de litispendance lorsqu'on la fonde, devant un tribunal français de France, sur ce que le litige est déjà engagé devant un Tribunal étranger, il n'en est pas de même pour le cas où cette même exception est proposée devant un tribunal français de Tunisie : Tunis, 24 oct. 1895 (95, 544). — *15.* En effet ce dernier, héritier des attributions des juridictions consulaires, est compétent pour connaître de contestations entre étrangers dont pourrait être valablement saisi aussi un tribunal d'un pays étranger : Tunis, 24 oct. 1895 (95, 544). — *16.* Il ne s'ensuit pas néanmoins que dans une telle situation il y ait lieu à l'application de l'art. 171 C. proc. civ. : Tunis, 24 oct. 1895 (95, 544). — 17. En effet, le principe de l'indépendance réciproque des souverainetés s'oppose à ce qu'un tribunal français puisse valablement renvoyer un litige à un tribunal d'un pays étranger et il ne pourrait pas être procédé au règlement de juges qui est la sanction nécessaire des conflits positifs ou négatifs de compétence qui peuvent naître de la litispendance : Tunis, 24 oct. 1895 (95, 544). — *18.* Toutefois il pourrait être sursis à statuer pour donner

ouverture à la procédure d'exequatur, conformément aux traités internationaux : Tunis, 24 oct. 1895 (95, 544).

LIVRAISON DE MARCHANDISES

Voir : Compétence commerciale, ch. III. — Prescription civile, ch. I. sect. IV. — Transports maritimes, ch. IV sect. I. — Transports terrestres, ch. II sect. II. — Vente à livrer.

LIVRES DE BORD

Voir : Transports maritimes, ch. II sect. II.

LIVRES DE COMMERCE

Voir : Preuve.

LIVRE FONCIER

Voir : Propriété immobilière, ch. II sect. II. — Servitudes, ch. III sect. I.

LOCATION DE COFFRE-FORT

Voir : Saisie-arrêt, ch. I sect. II.

LOCATION DE SACS OU DE FUTS

SECTION PREMIÈRE

Règles générales.

1. Lorsqu'une location de sacs a été convenue à tant par mois, le montant, en est dû, bien qu'il dépasse la valeur réelle de la marchandise louée, pour tout le temps qu'a duré l'exécution du contrat : Tunis, 29 déc. 1906 (07, 475). — *2*. Cette exécution a pris fin du jour où le locateur a réclamé le prix des sacs loués et non rendus ou la restitution desdits sacs, de même qu'elle aurait pris fin si le locataire avait restitué les sacs ou en avait offert la valeur : Tunis, 29 déc. 1906 (07, 475). — *3*. En cas de non restitution de sacs loués et en l'absence de convention spéciale, le locataire doit être condamné à payer au locateur seulement la valeur réelle des sacs, estimée au sortir de la location : Tunis, 29 déc. 1906 (07, 475). — *4*. D'après les usages tunisiens, les locations de fûts à huile vides sont limitées à une durée de deux mois et si les fûts ne sont pas rendus dans ce délai, ils sont réputés perdus : Tunis, 19 février 1886 (95, 360). — *5*. Le preneur ne peut alors se libérer que par le paiement de deux mensualités et le remboursement de la valeur des fûts : Tunis,

19 févr. 1886 (95, 360). — *6*. Lorsqu'un forfait a été stipulé pour les manquants de fûts donnés en location, la durée de la location et les bénéfices réalisés par le locateur ne peuvent modifier les dispositions du contrat qui reste indivisible, même après tacite reconduction : Bordeaux, 19 juin 1905 (06, 387).

SECTION II

Locataire en faillite.

7. La déclaration de faillite ne résout pas nécessairement les contrats passés par le failli ; un contrat de location de sacs produit tous ses effets à l'égard de la masse si le syndic n'a pas eu soin d'y mettre fin en se conformant aux stipulations par contrat : Sousse, 1er juin 1906 (07, 282). — 8. Par suite, faute par le syndic d'établir que les sacs réclamés par le locateur ont péri par cas fortuit ou ont été détournés ou dissipés antérieurement à sa déclaration de faillite par le preneur, la masse est responsable de la perte des sacs non représentés : Sousse, 1er juin 1906 (07, 282). — *9*. Si les fûts remis en location au failli n'existent plus en sa possession lors de la déclaration de faillite, parcequ'ils se trouvent engagés dans les opérations de la faillite et ont été livrés avec les vins vendus à sa clientèle, la masse est tenue de restituer les fûts litigieux ou à défaut de restitution, à lui en payer la valeur et en outre à lui tenir compte du prix de location des fûts depuis la faillite : Cass. civ., 26 avril 1906 (07, 181). — *10*. Lorsque les sacs remis en location au failli n'existent plus au moment de la faillite, celle-ci ne peut, à raison de la perte desdits sacs, être débitrice du prix de location : Cass. civ., 26 avr. 1906 (07, 181). — *11*. Le bailleur a seulement le droit de se faire payer la valeur des sacs et le prix de location jusqu'au jour de la déclaration de faillite : Cass. civ., 26 avr. 1906 (07, 181). — *12*. En outre il ne peut agir que par voie de production au passif de la faillite pour y prendre part au marc le franc et sans privilège et non par action personnelle et directe contre la faillite, dont il n'est pas créancier : Cass. civ., 26 avr. 1906 (07, 131).

SECTION III

Locataire en liquidation judiciaire.

13. Lorsque le liquidé judiciaire a pris en location des sacs, la masse qui n'a pas mis fin au contrat existant entre le liquidé et le locateur, par la restitution immédiate desdits sacs, s'est subrogée dans les droits et est tenue des obligations qui résultent des contrats de location et elle doit les loyers jusqu'au jour de la restitution des sacs : Tunis, 14 avr. 1905 (05, 567). — *14*. C'est en vain que le liquidateur prétendrait avoir ignoré le contrat de location. En possession de la comptabilité du liquidé, à même

en tous cas de se faire renseigner par ce dernier, il lui appartenait, dès le début de la liquidation, d'établir le compte des sacs, de garder ceux qui lui étaient nécessaires, de restituer d'office les autres ou d'en consigner la valeur pour mettre fin à la location : Tunis, 14 avr. 1905 (05, 567). — *15*. La masse est également tenue de payer au locateur la valeur des sacs que le liquidateur se trouve dans l'impossibilité de restituer : Tunis, 14 avr. 1905 (05, 567). — *16*. Quand, au moment du jugement prononçant la liquidation judiciaire, le liquidé était dessaisi de fûts par lui pris en location, la liquidation n'ayant jamais eu ces fûts, ne peut être tenue ni de les restituer, ni d'en payer la location, à moins que la preuve d'un fait ou d'une négligence ne soit rapportée : Cass. civ., 17 juill. 1907 (08, 190). — *17*. Le seul droit du locateur des fûts est d'être admis au passif chirographaire pour la valeur des fûts non restitués et pour le montant des loyers courus jusqu'au jour du jugement déclaratif : Cass. civ., 17 juill. 1907 (08, 190). — *18*. Loin de prendre fin par le fait même de la liquidation judiciaire du preneur, les locations des fûts se perpétuent jusqu'à leur dénonciation par le liquidé : Bordeaux, 28 oct. 1907 (08, 323). — *19*. L'action qui nait de cette continuation de la location n'a rien de commun avec les actions en revendication et, par suite, ne doit pas être nécessairement soumise à la juridiction qui a prononcé la mise en liquidation ; le bailleur de fûts dont la location continue n'a pas à prouver le profit qu'en retire la masse de la liquidation : Bordeaux, 28 oct. 1907 (08, 323). — *20*. Lorsque des sacs, réclamés par leur locateur, n'existaient plus en nature en la possession du locataire, lors du jugement qui a prononcé la liquidation judiciaire de ce dernier, et qu'il n'a pas été prouvé devant les juges du fait que la liquidation eût continué la location de ces sacs, ni qu'elle en eût fait usage ni tiré profit, le locateur de sacs ne peut agir que par voie de production au passif et de demande d'admission aux distributions au marc le franc : Cass. req., 31 juill. 1903 (07, 255).

LOI DU LIEU

Voir : Régime matrimonial, ch. I . — Sociétés, ch. III sect. I. — Transports maritimes, ch. I sect. II.

LOI ÉTRANGÈRE

Les lois étrangères contraire aux bonnes mœurs et aux principes fondamentaux sur lesquels reposent la société allemande, ou à l'esprit d'une loi allemande, ne sauraient recevoir application sur le territoire de l'Empire allemand : Trib. sup. emp. Allemagne, 23 janv. 1905 (07, 285).

LOTERIES

1. L'art. 1er du décret beylical du 23 juillet 1884 prohibe l'établissement des loteries non autorisées dans la Régence de Tunis et punit tous

administrateurs, préposés ou agents de ces établissements : Alger, 30 juin 1898 (99, 222). — *2*. Constitue une infraction à cette disposition le fait par une personne d'avoir ouvert et tenu à Tunis, sans autorisation, un bureau public muni d'un matériel *ad hoc* pour le placement des billets d'une loterie étrangère ; elle est punissable aux termes de ce décret, sans qu'il soit utile de recourir à la loi du 21 mai 1836 : Alger, 30 juin 1898 (99, 222). — *3*. Peu importe, d'ailleurs, que la loterie fut autorisée à l'étranger, si elle ne l'a pas été en Tunisie : Alger, 30 juin 1898 (99, 222).

LOUAGE D'OUVRAGE OU DE SERVICES

Voir : Accidents du travail. — Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. VI. — Compétence commerciale, ch. III sect. II.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati*, p. 135.

SECTION PREMIÈRE

Loi applicable.

1. La loi française du 27 décembre 1890, qui a modifié l'art. 1780 C. civ. est applicable au contrat de louage d'ouvrage passé en Tunisie entre français : Tunis, 30 juill. 1894 (94, 499). — *2*. C'est d'après la loi française que doivent s'apprécier les conséquences du brusque renvoi d'un employé, quand les deux parties en cause sont de nationalité française, même lorsque l'employé devait exercer et a effectivement exercé son activité à l'étranger : Paris, 21 nov. 1895 (96, 420). — *3*. Est soumis à la loi française, en l'absence de stipulations contraires, le contrat de louage de services passé en Tunisie entre un français et un belge : Tunis, 27 mai 1895 (95, 464). — *4*. En conséquence, s'il a été fait sans fixation de durée, il échet de lui appliquer les dispositions de l'art. 1780 C. civ., modifié par la loi du 27 décembre 1890 : Tunis, 27 mai 1895 (95, 464). — *5*. La rupture d'un contrat de louage de services passé entre deux étrangers, si elle donne lieu à une action en réparation de préjudice devant un tribunal français, doit être appréciée conformément à la loi française et non conformément à loi des contractants, car il ne s'agit pas la d'une matière dépendant du statut personnel : Tunis, 24 mars 1905 (06, 220).

SECTION II

Responsabilité du maître ou du commettant.

6. Si, en principe, le maitre n'est pas responsable des délits commis et des dommages causés par son employé, il y a au moins ouverture à une responsabilité tant civile que pénale à son encontre, s'il a commis une faute personnelle : Ouzara, 26 janv. 1886 (99, 286). — 7. Il en est

ainsi, spécialement, en ce qui concerne le délit d'encombrement de la voie ferrée par des animaux, si le propriétaire de ceux-ci a commis la faute d'en confier la garde à de jeunes enfants, bien que le fait soit dû uniquement à la négligence de ces derniers : Ouzara, 26 janv. 1886 (99, 286). — 8. Lorsqu'un domestique prend des marchandises à crédit au nom de son maître, ce dernier est responsable, en principe, des détournements commis par son employé qui a dissipé l'argent qu'il avait reçu pour payer les fournisseurs : Tunis, 30 oct. 1893 (97, 124). — *9*. Mais la responsabilité du maître disparaît si une faute ou une négligence grave est établie à l'encontre du marchand : Tunis, 30 oct. 1893 (97, 124). — *10*. Celui-ci ne saurait, en effet, demander la réparation d'un dommage dans lequel il a autant de part que l'agent même du délit : Tunis, 30 oct. 1893 (97, 124). — *11*. Il en est ainsi, notamment, lorsque le fournisseur a livré des marchandises sans se renseigner, au préalable, sur les pouvoirs du domestique qui s'est présenté chez lui et lorsqu'il a continué à faire crédit à ce dernier pendant plusieurs mois, sans jamais avertir le maître du non paiement des fournitures : Tunis, 30 oct. 1893 (97, 124). — *12*. Le propriétaire d'une récolte incendiée ne peut mettre en jeu la responsabilité de son gardien s'il ne démontre que l'incendie est imputable au fait ou à la faute de ce gardien et non à un cas fortuit ou de force majeure : Ouzara, 12 déc. 1907 (08, 151). — *13*. Le gardien est, en l'espèce, un locateur de service ne répondant pas de la détérioration ou de la perte provenant d'un cas fortuit ou de force majeure (art. 847 C. tun.) : Ouzara, 12 déc. 1907 (08, 151).

SECTION III

Paiement des salaires.

14. La prescription annale de l'art. 2272 C. civ. est fondée sur une présomption légale de paiement, laquelle n'admet aucune preuve contraire, en dehors de celle pouvant résulter, aux termes de l'art. 2275, de la délation du serment : Civ. Seine, 22 déc. 1903 (05, 276). — *15*. En conséquence, lorsque, sur une demande en paiement de gages introduite par une femme de chambre contre ses maîtres, ces derniers opposent la prescription, la demanderesse ne saurait être admise à faire tomber par la preuve testimoniale la présomption légale de paiement qui s'attache à la prescription : Civ. Seine, 22 déc. 1903 (05, 276). — *16*. L'ouvrier qui demande en justice le paiement de ses salaires doit, non seulement spécifier le genre de travail auquel il dit avoir été employé, mais encore prouver, par tous moyens de droit, qu'il a été réellement employé : Ouzara, 23 avr. 1908 (08, 351). — *17*. Son allégation est manifestement insuffisante et le tribunal doit le débouter purement et simplement, sans même déférer le serment à l'adversaire, car en ce cas, la délation de serment a un caractère vexatoire : Ouzara, 23 avril 1908 (08, 351).

SECTION IV

Rupture du contrat.

§ I. — Causes justifiant la rupture.

18. Aux termes de l'art. 1780 C. civ. complété par la loi du 27 décembre 1890, le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 402). — *19*. Et le renvoi d'un employé par une Compagnie de chemins de fer est pleinement justifié, lorsqu'il est établi que l'employé faisait mal son service et qu'il a reçu une indemnité de renvoi de plus d'un mois d'appointements : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 402). — *20*. Dans ce cas, l'employé est mal fondé à réclamer des dommages-intérêts et le remboursement de ses versements à la Caisse des retraites de la Compagnie, alors surtout que le règlement de cette caisse, auquel l'employé a déclaré se soumettre en entrant au service de la Compagnie, stipule que les sommes versées sont irrévocablement acquises à la Caisse des retraites du jour de leur versement : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 402). — *21*. Aux termes de l'art. 1780 C. civ. complété par la loi du 28 décembre 1890, le louage de services sans détermination de durée peut être résilié à toute époque par la volonté d'un seul des contractants : Sousse, 16 nov. 1900 (01, 491). — *22*. Mais il y a lieu à l'allocation de dommages-intérêts lorsque la résiliation est faite sans motifs reconnus légitimes ou encore lorsque la rupture brusque du contrat est contraire, soit à l'usage, soit aux conditions expresses ou tacites de l'engagement : Sousse, 16 nov. 1900 (01, 491). — *23*. Spécialement, il en est ainsi au cas où un employé est congédié par la Compagnie qui a engagé ses services, brusquement, sans avertissement préalable, sous prétexte qu'il se serait présenté en état d'ivresse dans le bureau de son chef, alors qu'il a toujours protesté contre cette accusation, a offert des explications qu'on n'a pas voulu entendre et a demandé une enquête qui lui a été refusée : Sousse, 16 nov. 1900 (01, 491). — *24*. Une Compagnie de chemins de fer n'est pas en faute pour avoir mis d'office à la retraite un de ses employés que son état de santé met dans l'impossibilité de remplir ses fonctions et même d'accomplir aucun travail : Tunis, 10 juin 1908 (08, 523). — *25*. Il en est ainsi surtout lorsque le règlement de la Caisse des retraites de la Compagnie, qui a été accepté par l'employé lors de son entrée, autorise cette mise à la retraite anticipée, après 15 années de services pour infirmité contractées dans le service : Tunis, 10 juin 1908 (08, 523). — *26*. Un patron n'est pas obligé de conserver à son employé l'emploi que celui-ci quitte parce qu'il est appelé sous les drapeaux : Alger, 26 mai 1897 (98, 24). — *27*. Le patron qui remplace un ouvrier absent pour cause de maladie lorsque celui-ci néglige de lui faire savoir qu'il sera ou non en état de reprendre sous peu son travail, ne

commet aucune faute justifiant l'allocation de dommages-intérêts à l'ouvrier congédié : Cass. civ., 6 août 1906 (07, 255). — *28*. L'ouvrier qui se met en grève rompt le contrat de travail et si son patron l'invite à reprendre le travail à une date déterminée, passé laquelle il sera considéré comme ne faisant plus partie de la maison, l'ouvrier doit, à peine de déchéance de tout droit à une indemnité pour brusque renvoi, se présenter dans ce délai : Cass. civ., 13 nov. 1906 (07, 349). — *29*. Un patron est bien fondé à considérer le louage d'industrie intervenu entre lui et un ouvrier comme résilié par le fait volontaire de ce dernier qui a cessé de lui fournir son travail pour prendre part à une grève : Just. p. Tunis-Sud, 30 oct. 1900 (01, 30). — *30*. La grève terminée, le patron ne fait qu'user de son droit en refusant d'admettre ledit ouvrier à reprendre son travail, quels que soient d'ailleurs les motifs qu'il invoque à l'appui de cette décision : Just. p. Tunis-Sud, 30 oct. 1900 (01, 30). -- *31*. S'il est de jurisprudence constante qu'une grève d'ouvriers ne constitue pas, en principe, un cas de force majeure, il ne saurait en être de même lorsque la grève devient générale de la part de tous les ouvriers d'une corporation : Com. Marseille, 24 août 1900 (01, 158). -- *32*. En effet, il ne peut alors dépendre d'un chef d'exploitation, fit-il tous les sacrifices demandés par les ouvriers, de tenir ses engagements, alors qu'un seul de ses concurrents peut, par son refus d'y consentir lui-même, empêcher la reprise du travail : Com. Marseille, 24 août 1900 (01, 158).-- *33*. Aussi bien en Italie qu'à Tunis, il est d'usage de soumettre les chanteurs qu'on engage dans les troupes théâtrales, à des épreuves de début que le chanteur doit passer avec avantage pour avoir droit au maintien de son engagement ; si donc il ne plait pas au public lors des débuts, l'impresario a le droit de le renvoyer : Tunis, 7 mai 1907 (08,251). — *34*. Ces règles sont applicables à l'engagement d'un chanteur contracté en Italie pour être exécuté dans un théâtre de Tunis : Tunis, 7 mai 1907 (08, 251).— *35*. Un patron a le droit de renvoyer sans indemnité et congé préalable un employé qui s'est livré contre lui à des propos injurieux et qui a commis des erreurs importantes, nombreuses et répétées dans les livres qu'il tenait : Toulouse, 17 mars 1906 (07, 127). — *36*. Ne constitue pas une erreur sur la personne, aux termes des art. 1109 et 1110 C. civ., le fait, par celui qui loue ses services, d'avoir laissé ignorer qu'il était juif, alors que son culte n'a pas été une des causes déterminantes du contrat de louage : Besançon, 5 juill. 1899 (99, 587). — *37*. D'autre part, les troubles antisémites survenus en Algérie n'ont pas constitué un cas de force majeure rendant impossible l'exécution de la convention, alors surtout que ladite convention, malgré la qualité d'israélite de l'employé, pouvait encore produire partiellement ses effets en Algérie même et qu'elle pouvait recevoir une exécution complète en Tunisie : Besançon, 5 juill. 1899 (99, 587). — *38*. En conséquence, la rupture, sans autres motifs. du

contrat du louage, donne ouverture à des dommages-intérêts : Besançon, 5 juill. 1899 (99, 587). — *39*. La constatation de l'insuffisance ou de l'inanité des griefs invoqués par l'employeur pour justifier le brusque congédiement de l'employé établit à la charge du premier l'existence d'une faute susceptible d'entraîner au profit du second la résiliation de son traité et l'allocation d'une indemnité en réparation du préjudice souffert : Cass. req., 10 janv. 1906 (06, 560). — *40*. Au cas où un ouvrier a loué son travail pour un temps déterminé et où, avant l'échéance du terme convenu, le locateur d'ouvrage dispose de l'établissement où le travail devait être fait. soit par vente, soit autrement, l'ouvrier a le droit de demander la résolution du contrat, mais il n'a pas droit à des dommages-intérêts : C. com. Malte, 25 avr. 1899 (07, 283).

§ II. — Délai de congédiement.

41. L'employé payé au mois d'une société en nom collectif déclarée en faillite a droit à une indemnité de un mois d'appointements après son congé : Amiens, 16 févr. 1904 (06, 338). — *42*. L'employé engagé à tant par quinzaine est présumé engagé à la quinzaine ; son patron a donc le droit de le congédier avec un préavis de quinzaine seulement : Com. Marseille, 5 juill. 1904 (05, 487). — *43*. Lorsqu'une compagnie d'assurances a congédié son représentant dans une région en se conformant aux stipulations du contrat de louage de services intervenu entre eux sans détermination de durée, elle ne peut être condamnée à des dommages intérêts que s'il est établi qu'en prenant cette mesure elle a abusé du droit que lui donnait la loi et la convention : Cass. civ., 29 juin 1903 (04, 630). — *44*. Le juge ne peut, pour motiver une condamnation, examiner les griefs que la compagnie élevait contre son employé et les apprécier comme si elle était tenue de prouver la légitimité de la mesure qu'elle a prise : Cass. civ., 29 juin 1903 (04, 630). — *45*. Le locateur de services a le droit de résilier le contrat sans détermination de durée qu'il a passé, pourvu qu'il ne fasse pas de ce droit un usage abusif et préjudiciable à son co-contractant : Tunis, 14 nov. 1903 (04, 205). — *46*. Il y a préjudice si la résiliation est imposée à une époque prématurée et qui ne permet pas à l'employé de récupérer les frais qu'il a faits pour remplir ses engagements : Tunis, 14 nov. 1903 (04, 205). — *47*. Il y a abus si la résiliation n'a pas d'autre cause que l'obligation où se trouve le locateur de déduire ses dépenses, par suite d'un calcul insuffisant des ressouces dont il disposait : Tunis, 14 nov. 1903 (04, 205). — *48*. Manque de base légale le jugement qui condamne un patron à payer des dommages intérêts à un ouvrier congédié avec un délai de huitaine, sous le seul prétexte qu'il a contrevenu aux dispositions de l'art. 1780 C. civ. en rompant « brièvement » de sa seule volonté, et à l'expiration du délai de huitaine, « après

quinze années de travail dans la même maison », le contrat intervenu entre lui et son ouvrier, alors que celui-ci avait déclaré qu'il trouvait ce délai insuffisant : Cass. civ., 23 mars 1904 (05, 395). — *49*. Un patron qui congédie un ouvrier n'est pas tenu d'observer le délai de préavis établi par les usages de la profession, lorsque le congé est motivé par les coups que cet ouvrier a donné à un de ceux qui travaillaient dans le même atelier et a troublé l'ordre de celui-ci par une violente querelle : Lyon, 11 déc. 1907 (08, 328).

§ III. — **Règlements d'atelier ou d'exploitation.**

50. Lorsqu'un règlement d'atelier stipule expressément la faculté réciproque de rupture sans prévenance, il exclut ainsi toute espèce de délai de préavis, et par suite, le patron peut congédier un ouvrier au commencement ou au cours de la journée de travail : Cass. civ., 17 juin 1907 (08, 114). — *51*. La stipulation d'un règlement d'atelier d'après laquelle « le patron et les ouvriers sont réciproquement libres, et sans aucune prévenance » est obligatoire, mais doit s'interpréter en ce sens que l'avis prévu par le règlement doit être donné à l'ouvrier à l'expiration et non au commencement ou au cours de la journée de travail, et ce, afin qu'il puisse se procurer du travail pour la journée subséquente : Civ. Lille, 8 avr. 1907 (08, 58). — *52*. Le règlement d'atelier qui supprime tout délai-congé n'est opposable aux ouvriers que si le patron justifie qu'il a été porté à la connaissance du personnel : Civ. Seine, 22 nov. 1905 (06, 504). — *53*. Si cette preuve n'est pas faite, le réglement ne peut recevoir application : Civ. Seine, 22 nov. 1905 (06, 504). — *54*. La clause d'un contrat de louage de services sans détermination de durée, par laquelle l'employé déclare accepter, en entrant au service du patron, la condition du congédiement immédiat sans indemnité, est nulle aux termes de l'art. 1780 § 5 C. civ., qui frappe de nullité toute convention suivant laquelle les parties renonceraient à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts, dans le cas où le louage de services, qui les lie sans détermination de durée, viendrait à être résilié par la faute de l'une d'elles: Cass. civ., 9 juin 1896 (96 ,358).— *55*. En matière de louage de services sans détermination de durée, si le nouvel art. 1780 C. civ., frappe de nullité toute convention par laquelle les parties renonceraient, par avance, au droit éventuel de demander des dommages-intérêts dans l'hypothèse où ce contrat serait résilié par la faute de l'une d'elles, il ne leur défend pas de stipuler, pour le cas de résiliation, soit la durée du délai-congé, soit même une dispense réciproque de tout délai : Cass. civ., 30 oct. 1895 (95, 556). — *56*. Lors donc qu'un ouvrier employé dans un atelier dont le règlement stipule pareille dispense vient à être congédié sans délai de prévenance, il ne saurait invoquer ce motif pour réclamer une indemnité

à son patron, alors d'ailleurs qu'il n'articule aucun grief spécial sur la manière dont ce dernier a usé de son droit : Cass. civ., 30 octobre 1895 (95, 556). — 57. Le règlement intérieur d'une ferme ou de plusieurs fermes ne peut créer un usage, et l'ouvrier est en droit de l'accepter ou de le repousser : Just. p. Grombalia, 26 juin 1899 (99, 598). — 58. Il en est ainsi tout au moins, lorsque le patron entend faire de ce règlement une partie intégrante du contrat de louage d'ouvrage et lorsqu'il est constant en fait que le règlement n'est pas affiché, qu'aucune stipulation spéciale n'est intervenue et que l'application du règlement aurait pour résultat de laisser au patron le droit de priver son ouvrier de son salaire: Just. p. Grombalia, 26 juin 1899 (99, 598). — 59. Un patron n'a pas le droit de se faire justice lui-même en retenant à son ouvrier, sous le nom d'amende, une somme qui représente, suivant lui, la réparation du préjudice que son ouvrier lui a occasionné par sa paresse : Just. p. Grombalia, 26 juin 1899 (99, 598).

M

MAGASINAGE

Voir : Douanes, ch. I sect. V. — Transports maritimes, ch. V sect. I.

MAHSOULATS (1).

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun*, p. 94. — S. BERGE, *Jurispr. en mat. de mahsoulats* (Journ. trib. Tun., 1894, p. 137). — S. BERGE, *Vocabul.* (Journ. trib. Tun., 1995, p. 168). — BOULARD, *Fin de la Tun.*, p. 138. — DE DIANOUS, *Législ. tun.*, p. 199. — DUBOURDIEU, *Conf. admin.* p. 107. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 370. — TILLOY, *Rép. alph.* t. II p. 633 et t. IV p. 2024.

CHAPITRE PREMIER

Règles générales.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurispr. en mat. de mahsoulats* (Journ. trib. Tun., 1894, p. 138).

(1) Noter que beaucoup des décisions rapportées sous cette rubrique n'ont qu'un intérêt historique ou documentaire par suite des changements de législation.

SECTION PREMIÈRE

Nature du droit.

§ I. — Bases de perception.

1. Le droit connu sous le nom de mahsoulats n'est point un impôt sur les produits, agricoles ou autres, de la Régence, ne pouvant, en raison de cette nature, être perçu qu'une seule fois sur le même produit ; c'est au contraire une taxe sur les ventes qui est perceptible; sur le même objet, autant de fois qu'il a été vendu : Tunis, 16 avr. 1886 (94, 65). — *2*. L'impôt de 25 p. o/o, établi par l'article 1er § 2 du décret beylical du 13 août 1887, grève toutes les ventes successives dont un produit est l'objet dans la Régence avant d'être exporté ou livré à la consommation : Tunis, 17 décembre 1894 (95, 24). — *3*. Il y a place pour deux perceptions du droit, même au cas où un seul individu a figuré dans deux ventes successives, comme acheteur dans la première et comme vendeur dans la seconde, car, aux termes de l'art. 9 du décret susvisé, les taxes y spécifiées sont dues solidairement par le vendeur et l'acquéreur, quels que soient les arrangements pris entre eux : Tunis, 17 déc. 1894 (95, 24). — *4*. Sans doute, il en serait autrement si ce même individu n'avait figuré entre le vendeur primitif et l'acheteur définitif que comme intermédiaire, puisque, dans ce cas, il n'y aurait, en fait, qu'une seule vente : Tunis, 17 déc. 1894 (95, 24). — *5*. Mais l'impôt est dû, en principe, par tout contribuable et la personne qui invoque une exception doit prouver l'existence des faits qui motivent la dispense. C'est donc à celui qui invoque la situation indiquée ci-dessus à en établir l'existence : Tunis, 17 déc. 1894 (95, 24). — *6*. L'art. 38 du décret beylical du 3 octobre 1884, aux termes duquel les marchandises étrangères ayant acquitté les droits d'entrée peuvent circuler librement par terre d'une localité à une autre de la Régence, dispense seulement ces marchandises des droits de porte établis dans certaines villes : Tunis, 27 février 1893 (94, 124). — *7*. Mais elles restent soumises à l'impôt des mahsoulats prévu par le décret du 9 août 1887, lorsqu'elles sont apportées volontairement sur les marchés de la Régence : Tunis, 27 févr. 1893 (94, 124). — *8*. Les mahsoulats ne comprennent pas le droit de mutation sur les ventes immobilières: Tunis, 2 févr. 1888 (94, 91).

§ II. — Personnes redevables.

9. Les européens sont soumis comme les indigènes au paiement des taxes de mahsoulats : Tunis, 22 juill. 1895 (95, 471).

§ III. — Lieu de perception.

10. Les droits de mahsoulats sont dûs sur l'exécution de la vente: Tunis, 27 févr. 1893 (94, 124) ; 9 mars 1896 (96, 238). — *11.* En conséquence lorsque le lieu du contrat est distinct de celui de la livraison, l'impôt doit être payé au fermier de la circonscription dans laquelle l'acheteur prend réception de la marchandise : Tunis, 27 févr. 1893 (94, 124) ; 9 mars 1896 (96, 238). — *12.* Le droit de mahsoulat de 6 fr. 25 p. % imposé sur la vente des bestiaux reçoit ouverture par l'exécution de la vente ; il est donc dû au fermier de la circonscription où a eu lieu la livraison et non au fermier du lieu où l'accord qui sert de base à la vente a été conclu : Tunis, 14 juin 1897 (97, 568). — *13.* En cas de non paiement et de défaut de déclaration, le fermier est fondé à percevoir un double droit, mais il ne peut légitimement prétendre à de plus amples dommages-intérêts : Tunis, 14 juin 1897 (97, 568). — *14.* Le fermier des mahsoulats est fondé à réclamer le payement des droits sur la vente de peaux expédiées par un négociant tunisien à son acheteur en Italie : Just. p. Grombalia, 20 oct. 1893 (94, 176). — *15.* Ce négociant soutiendrait vainement que la transaction n'a pas eu lieu en Tunisie, mais à l'étranger et qu'il ne doit rien parce que les peaux n'ont pas été portées sur le marché ; le seul fait de la vente donne ouverture au droit et la vente dont s'agit a bien été conclue en Tunisie, puisque c'est dans la Régence qu'a eu lieu l'échange des consentements : Just. p. Grombalia, 20 oct. 1893 (94, 176).

§ IV. — Exemptions.

16. Les immunités édictées en matière d'impôts et notamment de mahsoulats en faveur du Gouvernement lui sont spéciales et ne sauraient être étendues à un adjudicataire de fournitures, alors surtout que le cahier des charges de l'adjudication est muet sur ce point : Just. p. La Goulette, 19 mars 1888 (90, 311). — *17.* Le marché par lequel un individu s'est engagé à fournir personnellement et directement à l'administration militaire les fourrages ou céréales dont elle a besoin, moyennant un prix convenu lors de l'adjudication, n'est, ni un contrat de commission, ni un louage d'ouvrage ou d'industrie, mais une vente ou promesse de vente portant sur des marchandises dont les quantités se déterminent au fur et à mesure des besoins de la troupe : Tunis, 27 févr. 1893 (94, 124). — *18.* Et cette vente est accompagnée de publicité, puisqu'elle a été précédée d'enchères publiques dans lesquelles les concurrents sont venus offrir eux-mêmes leurs marchandises à l'armée : Tunis, 27 févr. 1893 (94, 124). — *19.* Par suite, les marchandises ainsi livrées sont dans les conditions voulues pour être soumises aux droits de mahsoulats établis en Tunisie sur les ventes publiques de céréales et de fourrages : Tunis, 27 févr. 1893

(94, 124). — *20*. Le fait par l'adjudicataire de fournir un cautionnement ne suffit pas pour donner à ce marché un caractère commercial ; mais l'aurait-il qu'il n'en resterait pas moins soumis aux droits de mahsoulats, qui grèvent toute vente de marchandise faite avec publicité, qu'elle soit civile ou qu'elle soit commerciale : Tunis, 27 févr. 1893 (94, 124). — *21*. Aux termes du cahier des charges des mahsoulats de 1893, les fournitures faites à l'administration militaire française, en exécution des marchés passés avec l'intendance, ne sont plus soumises aux droits de mahsoulats : Tunis, 26 juin 1893 (94, 167). — *22*. Mais cette disposition s'applique uniquement aux ventes conclues entre le fournisseur et l'armée ; elle ne saurait être étendue aux transactions antérieures dont les marchandises fournies à l'administration militaire ont été l'objet : Tunis, 26 juin 1893 (94, 167). — *23*. Quand il est certain qu'un fournisseur de viande fraîche n'est ni propriétaire, ni éleveur de bestiaux, le fermier des mahsoulats est autorisé à soutenir que les animaux livrés par ce fournisseur à l'administration militaire ont été achetés : Tunis, 26 juin 1893 (94, 167). — *24*. Le fermier peut alors obliger le fournisseur à justifier, ou bien que les droits de mahsoulats ont déjà été réglés sur les acquisitions qu'il a faites, en vue de tenir ses engagements vis-à-vis de l'Intendance, ou bien que ces acquisitions elles-mêmes ont eu lieu dans des conditions qui les exemptaient de l'impôt : Tunis, 26 juin 1893 (94, 167). — *25*. A défaut de l'une ou de l'autre de ces justifications, le fournisseur doit être considéré comme ayant acheté clandestinement et encourt la pénalité du double droit : Tunis, 26 juin 1893 (94, 167). — *26*. Le contrat par lequel un négociant s'engage, sur adjudication, à fournir à l'administration de l'armée les fourrages et céréales qui lui sont nécessaires, doit être assimilé à une vente en public de ces marchandises ; en conséquence elles sont passibles du droit de mahsoulats prévu au décret beylical du 19 août 1887 : Cass. req., 13 juill. 1893 (93, 282). — *27*. Depuis l'établissement du Protectorat, l'armée tunisienne est placée sous les ordres du Général commandant la Division d'occupation ; elle dépend donc de l'Administration militaire française : Tunis, 8 mars 1897 (97, 627). — *28*. Toutefois, les fournitures faites pour l'ordinaire de la Garde beylicale ne sauraient bénéficier de la dispense des droits de mahsoulats portée au cahier des charges du fermage pour les fournitures faites à l'Administration militaire française, si elles ne résultent pas de l'exécution de marchés passés avec l'Intendance : Tunis, 8 mars 1897 (97, 627).

§ V. — **Force légale des usages.**

29. Les usages ont force de loi en matière de mahsoulats : Tunis, 13 janvier 1886 (94, 65) ; 18 juillet 1895 (95, 489) ; 29 juin 1896 (96, 459) ;

Sousse. 9 mars 1900 (03, 235). — *30*. En matière de taxe de mahsoulats, l'assiette et les tarifs variaient suivant les localités : Tunis, 29 juin 1896 (96, 459).

SECTION II

Contraventions aux lois sur les mahsoulats.

§ I. — Constatations.

31. D'après l'art. 14 du décret beylical du 13 août 1887, les contraventions aux dispositions dudit décret doivent être constatées dans les formes et suivants les règles tracées par le décret du 3 octobre 1884 sur les douanes et monopoles : Tunis, 5 juin 1893 (94, 162). — *32*. L'art. 120 de ce dernier décret dispose que les formalités édictées pour la rédaction des procès-verbaux ou pour les saisies de marchandises soustraites aux droits du trésor ne sont pas prescrites à peine de nullité : Tunis, 5 juin 1893 (94, 162) . — *33*. L'article 122 du même décret ajoute que les contraventions peuvent être prouvées par tous les moyens de droit commun : Tunis, 5 juin 1893 (94, 162). — *34*. Par suite aucune de ces opérations ne saurait être viciée par l'intervention d'un agent non commissionné : Tunis, 5 juin 1893 (94, 162). — *35*. Aucune nullité n'est attachée à l'omission des formalités prescrites pour la rédaction des procès-verbaux destinés à constater les contraventions en matière de mahsoulats, d'après le décret du 9 août 1887 et l'article 120 du décret du 3 oct. 1884 : Tunis, 29 déc. 1894 (95, 122). — *36*. D'ailleurs, en vertu de l'article 122 du même décret, les contraventions fiscales peuvent être prouvées par tous les moyens de droit commun : Tunis, 29 déc. 1894 (95, 122). — *37*. La constatation des contraventions en matière de mahsoulats ne doit pas nécessairement avoir lieu au moment même où la fraude est commise; l'Administration est fondée à la poursuivre, dès qu'elle est parvenue à sa connaissance et jusqu'à l'accomplissement de la prescription : Tunis, 29 déc. 1894 (95, 122). — *38*. Il appartient d'autre part à celui qui soutient avoir le droit de se retrancher derrière une exemption légale, soit d'en faire constater l'existence, au moment de la vente, par le fisc, soit de conserver en sa possession, à toutes fins utiles, les preuves des faits dont il se prévaut : Tunis, 29 déc. 1894 (95, 122). — *39*. En l'absence de procès-verbal, la contravention aux décrets et règlements concernant les mahsoulats peut être établie par toutes sortes de preuves ; mais si le fermier veut l'établir par témoins, il doit se soumettre, en cette matière, à toutes les exigences de la loi musulmane : Ouzara, 23 mars 1896 (96, 578). — *40*. Spécialement, ne peut être considérée comme suffisante la déposition d'un seul témoin ; et encore est-il récusable, si c'est un des employés du fermier demandeur : Ouzara, 23 mars 1896 (96, 578). — *41*. Est exemptée du droit de mahsoulats la vente de chameaux effectuée chez le propriétaire et sans publicité : Ouzara, 23 mars 1896 (96, 578).

§ II. — Pénalités.

42. La pénalité du double droit n'existe pas pour les infractions commises contre les dispositions du décret du 9 août 1887 : Tunis, 27 févr. 1893 (94, 124) ; 17 déc. 1894 (95, 24). — *43*. Ces infractions sont punies d'une amende de 3 à 60 fr. et de la confiscation des objets mis en vente : Tunis, 17 déc. 1894 (95, 24).

CHAPITRE II

Taxes spéciales.

Bibliographie.— S. BERGE, *Jurispr. en mat de mahsoulats* (Journ. trib. Tun., 1894, p. 142).

SECTION PREMIÈRE

Taxes sur les produits naturels.

§ I. — Ventes de céréales.

44. Le propriétaire qui vend sans publicité dans sa ferme ou ses entrepôts les céréales provenant de ses récoltes ne commet pas le délit fiscal prévu par l'art. 3 du décret beylical du 9 août 1887 : Sousse, 31 déc. 1890 (90, 344) ; 7 janv. 1891 (92, 127) ; Tunis, 29 déc. 1894 (95, 122). — *45*. L'assistance d'un intermédiaire à cette vente ne saurait à lui seul constituer la publicité exigée par l'article susvisé : Sousse, 31 déc. 1890 (90, 344) ; 7 janv. 1891 (92, 127) ; Tunis, 29 déc. 1894 (95, 122). — *46*. Aux termes des articles 1, 2 et 3 du décret susvisé, les taxes sur la vente des céréales et légumes secs ne sont point facultatives : Tunis, 29 déc. 1894 (95, 122). — *47*. Elles grèvent toute vente faite ailleurs que chez le producteur sans publicité et non pas seulement les ventes conclues sur un marché public : Tunis, 29 déc. 1894 (95, 122). — *48*. Aux termes de l'art. 3 du décret beylical du 20 kâda 1304 (9 août 1887), toute vente de céréales est clandestine, si elle n'a pas lieu sur un marché public, à moins qu'elle ne soit faite par le producteur, autrement qu'aux enchères, et dans sa ferme ou ses entrepôts. Par suite, elle est passible des peines édictées par l'art. 6 du même décret : Tunis, 5 août 1893 (94, 16). — *49*. C'est à tort qu'on soutiendrait, pour soustraire à l'application de ces règles la transaction faite par un intermédiaire entre le producteur et un négociant en gros, qu'elle constitue l'exécution d'un contrat de commission et non une vente, alors qu'il est constant en fait que cet intermédiaire achète pour son propre compte et à ses risques et périls pour livrer, s'il le peut, à un prix supérieur, au négociant qui lui a avancé des capitaux à condition qu'il lui procurerait des céréales : Tunis, 5 août 1893 (94, 16). — *50*. Le droit de mahsoulat est dû pour les achats de céréales faits par un commerçant,

bien que celui-ci soutienne n'avoir traité que pour le compte d'un tiers, alors qu'il a pris dans toutes les transactions la qualité d'acheteur et que les vendeurs n'ont jamais connu les acquéreurs définitifs de leurs marchandises : Tunis, 29 déc. 1894 (95, 122). — *51*. L'exemption des droits sur les céréales, invoquée en vertu de l'art. 3 § 2 du décret du 20 kaada 1304, est subordonnée à la preuve que les céréales faisant l'objet d'une vente et d'un transport ont été achetées sans publicité, du propriétaire même et dans sa ferme ou ses entrepôts : Sousse, 12 janv. 1898 (00, 194). — *52*. Cette preuve incombe à l'acheteur qui doit être condamné, s'il ne la fait pas et n'offre pas de la faire. L'Administration n'est pas tenue de faire la preuve contraire ; il lui suffit de justifier par son procès-verbal que les céréales ont été vendues en dehors d'un marché public : Sousse, 12 janv. 1898 (00, 194). — *53*. Si l'acheteur se contente d'alléguer qu'il avait acheté les céréales sans publicité dans la ferme d'un producteur désigné, l'Administration n'est pas tenue de démontrer directement que la vente a eu lieu dans d'autres conditions ; c'est à l'acheteur à justifier des faits sur lesquels il s'appuie pour invoquer une exemption : Sousse, 12 janv. 1898 (00, 194). — *54*. Les céréales livrées aux magasins de l'acheteur en exécution d'un contrat de selem ne sont pas passibles du droit de mahsoulats ; Sousse, 7 févr. 1895 (95, 227).

§ II. — Ventes de légumes.

55. Sont dispensées de la taxe de mahsoulats les ventes de fruits et de légumes verts lorsqu'elles ont eu lieu sans publicité dans le jardin du producteur ou dans son entrepôt : Tunis, 28 janvier 1895 (95, 269) ; 18 juill. 1895 (95, 489). — *56*. Il est vrai que les fruits et légumes verts ainsi vendus doivent être présentés sur le marché par l'acheteur : mais c'est là simplement une mesure de contrôle et de vérification destinée à faire obstacle à la fraude : Tunis, 28 janv. 1895 (95, 269) ; 18 juill. 1895 (95, 489). — *57*. Le vendeur, bien que tenu solidairement avec l'acheteur de toutes les obligations imposées par la loi pour assurer la perception des droits de mahsoulats, n'est pas en faute de ne s'être pas assuré que l'acheteur présentait la marchandise sur le marché et cette circonstance ne le rend pas irrecevable à prouver que les ventes qu'il a faites doivent profiter de l'exemption de droits ci-dessus indiquée : Tunis, 28 janv. 1895 (95, 269). — *58*. Un usage constant veut que le producteur qui introduit les légumes dans une ville pour sa propre consommation, ne soit pas tenu de payer les droits de mahsoulats : Tunis, 18 juill. 1895 (95, 489). — *59*. Celui qui prétend qu'aucun droit n'est dû pour un achat de légumes qui a eu lieu dans la ferme ou l'entrepôt d'un agriculteur, a la charge de démontrer que l'achat a eu lieu dans ces conditions : Tunis, 17 déc. 1894 (95, 24) ; 29 déc. 1894 (95, 122). — *60*. D'après un usage constamment

admis en Tunisie, lorsque des légumes frais sont introduits dans une ville de la Régence, les agents du fisc ou les fermiers des mahsoulats ont le droit d'exiger à l'entrée même de la ville le dépôt d'un gage en espèce ou en nature : Tunis, 5 juin 1893 (94, 162). — *61*. Ce gage est restitué au propriétaire des marchandises, quand celui-ci justifie qu'il a payé l'impôt ou qu'il a bénéficié d'une exemption : Tunis, 5 juin 1893 (94, 162). — *62*. Aux termes des art. 4 et 13 du décret beylical du 13 août 1889, tous les légumes frais qui entrent dans une localité doivent être apportés sur le marché : Tunis, 5 juin 1893 (94, 162). — *63*. Il en est ainsi, que les légumes soient destinés à la vente ou à la consommation, qu'ils soient apportées par le producteur ou par un acheteur : Tunis, 5 juin 1893 (94, 162). — *64*. Cette obligation s'applique même aux fruits et aux légumes provenant des exploitations fruitières et maraîchères comprises dans les villes fermées : Tunis, 5 juin 1893 (94, 162). — *65*. Les poivrons rentrent dans la catégorie des légumes frais auxquels se rapporte le décret du 13 août 1887 : Tunis, 17 déc. 1894 (95, 24). — *66*. De la combinaison des art. 4 et 13 de ce décret, il résulte qu'en cas d'acquisition directe des légumes dans les jardins, l'acquéreur est substitué aux obligations du producteur et doit apporter lui-même sur le marché les produits qu'il a achetés ; quelque rigoureuse que puisse paraître cette obligation, elle a sa base dans la nécessité d'assurer le recouvrement de l'impôt et doit être observée : Tunis, 17 déc. 1894 (95, 24). — *67*. En vertu d'un usage pratiqué constamment à Nabeul depuis plus de vingt cinq ans, les mahsoulats ont été perçus sur les ventes de poivrons de toute nature, frais ou secs, comme d'ailleurs, dans toutes les autres localités soumises aux mêmes taxes : Tunis, 18 juill. 1895 (95, 489). — *68*. Il est vrai que les décrets beylicax du 9 et 13 août 1887 ne parlent pas de poivrons frais ou secs comme soumis aux taxes de mahsoulats : Tunis, 18 juill. 1895 (95, 489). — *69*. Mais ces textes n'ont pas eu pour conséquence d'abroger la législation antérieure ; ils ont eu simplement pour but de la réformer et de la simplifier tout en maintenent les lois et les usages non expressément contraires: Tunis, 18 juill. 1895 (95, 489). — *70*. Les décrets de 1887 ont fait, toutefois, une distinction entre les légumes frais et les légumes secs dits *hachakèches*; mais, par ce dernier mot, on ne doit entendre que certaines graines se rapprochant des céréales telles que les haricots secs, les lentilles, les fèves sèches, les poids chiches non grillés, le maïs sec, le sorgho ; il est impossible d'y comprendre les poivrons : Tunis, 18 juill. 1895 (95, 489).

§ III. — **Ventes d'animaux.**

71. Les ventes ou achats d'animaux de trait, de bât, de selle, de labour et de boucherie, sont soumis à une taxe de mahsoulats de 6 $^1/_4$ pour cent du prix de vente et ce droit est porté au double au cas où les opérations

de vente ou achat ont été occultes, c'est-à-dire n'ont pas été régulièrement dénoncées aux fermiers des mahsoulats : Tunis, 26 juin 1893 (94, 167). — **72**. L'acquéreur ou vendeur des animaux est directement redevable et responsable de ces taxes, même si les opérations d'achat ou de vente ont été faites en son nom par un préposé et c'est à tort qu'il prétendrait ne pouvoir être poursuivi que comme civilement responsable de ce dernier, la partie qui a eu à souffrir d'un fait imputable à un préposé possédant, aux termes de l'art. 1384 C. civ., une action principale et directe contre la personne civilement responsable : Tunis, 26 juin 1893 (94, 167). — **73**. L'art. 5 du décret beylical du 29 février 1888, aux termes duquel les ventes d'animaux faites sans publicité chez leur propriétaire sont exemptes du droit de mahsoulats, a eu simplement pour objet de favoriser l'agriculture et l'élevage du bétail en Tunisie. Il ne peut donc profiter qu'aux propriétaires éleveurs d'animaux : Tunis, 29 oct. 1895 (95, 577). — **74**. Les animaux de selle, de trait ou de bât doivent en principe être vendus sur le marché ; cependant, par suite d'une tolérance admise dans la pratique, les ventes de ces animaux ne sont pas toujours et nécessairement considérées comme clandestines par le seul fait qu'elles ont été passées en dehors d'un marché public : Tunis, 29 oct. 1895 (95, 577). — **75**. Néanmoins, cette tolérance s'applique seulement lorsque les parties ont eu soin de faire connaître leur transaction à l'agent du trésor ou au fermier, afin que celui-ci puisse contrôler ladite transaction et, au besoin, percevoir les taxes exigibles : Tunis, 29 oct. 1895 (95, 577). — **76**. Il n'est pas interdit d'acheter des animaux en dehors des marchés publics établis dans la Régence. Toutefois, lorsqu'une vente a eu lieu dans ces conditions, les parties doivent la dénoncer immédiatement au percepteur de l'impôt des mahsoulats : Tunis, 22 oct. 1894 (95, 11). — **77**. Le fait, par un particulier, de n'avoir pas déclaré aux agents de perception l'achat de bestiaux par lui fait sur un marché public et de n'avoir pas acquitté en temps utile les droits de mahsoulats afférents à cette transaction, ne constitue pas le délit prévu et réprimé par l'art. 5 du décret beylical du 29 février 1888 sur le Dar-el-geld : Tunis, 28 déc. 1895 (96, 101). — **78**. Ce texte n'a visé que le fait de vendre ou d'acheter des bestiaux hors des marchés publics lorsque, d'ailleurs, il ne s'agit pas d'une vente opérée sans publicité dans la ferme ou dans l'entrepôt d'un propriétaire : Tunis, 28 déc. 1895 (96,101). — **79**. Les ventes de porcs sont assujetties dans toute la Régence à une taxe de 6,25 p. °/₀, laquelle est exigible dans les mêmes cas et dans les mêmes conditions que pour les animaux des races ovine et porcine : Tunis, 22 oct. 1894 (94, 552). — **80**. Pour échapper au paiement de la taxe dont il s'agit, le vendeur doit établir qu'il est éleveur de bestiaux et que la vente a été opérée sans publicité dans sa ferme ou ses entrepôts : Tunis, 22 oct. 1894 (94, 552). — **81**. En l'absence de cette justification, la vente

est considérée comme clandestine et passible d'un double droit : Tunis, 22 oct. 1894 (94, 552). — *82*. Les ventes des animaux de l'espèce porcine ne sont soumises à Tunis à aucun droit de Dar el geld ni de carroube : Tunis, 26 déc. 1885 (90, 11). — *83*. Le décret du 15 chaoual 1287 qui soumet à un droit d'une carroube par piastre les animaux vendus au morkad ne s'applique qu'aux animaux de course, chevaux, mulets et ânes, et non aux animaux de race porcine : Tunis, 26 déc. 1885 (90, 11). — *84*. Le paiement de la taxe sur la vente des animaux, prévu par l'art 107 du décret du 3 octobre 1884, doit suivre immédiatement la vente ou avoir lieu tout au moins avant que les animaux vendus ne sortent du marché : Tunis, 25 févr. 1896 (96, 291). — *85*. Le délai de 24 heures prévu par le même article pour la déclaration qui doit être faite au receveur n'est applicable qu'à la vente des peaux et laines dont le transport sur le marché n'est pas obligatoire : Tunis, 25 févr. 1896 (96, 291). — *86*. Aux termes de l'art. 1er du décret du 17 septembre 1884, le droit de 6 1/4 °/₀ auquel sont assujetties les ventes des animaux des espèces bovines est exigible, que ces animaux soient vendus sur pied ou après avoir été abattus ; il est perçu avant la vente lorsque l'animal est destiné à être débité comme viande de boucherie : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 74). — *87*. Cette taxe ne saurait viser la revente en détail de la viande de boucherie : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 74).

§ IV. — **Peaux et laines.**

88, Aux termes de l'art. 2 du décret beylical du 13 décembre 1894, les peaux et laines introduites dans certaines villes, spécialement dans la ville de Kairouan, doivent être conduites au bureau de perception par le chemin le plus direct : Ouzara, 23 mars 1896 (96, 577). — *89*. Est donc en contravention et tombe sous l'application de l'art. 5 du même décret celui qui, au lieu de conduire sa marchandise au bureau de perception, la place dans son entrepôt en se contentant de prévenir, dans les vingt quatre heures, le receveur, qu'une entrée en ville a été effectuée : Ouzara, 23 mars 1896 (96, 577). — *90*. Les tarifs établis par le décret beylical du 2 décembre 1894 pour l'exportation des peaux constituent des droits de douane perçus directement par l'Etat et qui n'ont jamais été concédés aux fermiers de mahsoulats : Tunis, 8 mars 1897 (98, 181). — *91*. Spécialement, pour la ville de Bizerte, le décret beylical du 13 décembre 1894 a supprimé les taxes antérieurement établies sur les laines et les peaux et les a remplacées par un impôt unique perçu au moment de l'entrée de ces marchandises dans cette ville : Tunis, 8 mars 1897 (98, 181). — *92*. C'est donc à tort que le fermier des mahsoulats de la ville de Bizerte a perçu un droit de sortie sur les peaux exportées par les commerçants de cette ville : Tunis, 8 mars 1897 (98, 181).

§ V. — **Poisson.**

93. Le cahier des charges du fermage de l'impôt des mahsoulats pour 1893 dispose, dans son art. 24, que le fermier ne pourra percevoir aucun droit sur le poisson provenant des pêcheries du lac de Bizerte et de l'Iskeul concédées à la Compagnie du Port de Bizerte : Tunis, 23 mai 1893 (94, 160). — *94*. Celle-ci est fondée à réclamer des dommages intérêts au fermier qui aurait perçu illicitement des droits sur ce poisson, puisqu'il lui aurait fait préjudice en l'empêchant de profiter d'une exemption établie dans son intérêt : Tunis, 23 mai 1893 (94, 160). — *95*. Mais la compagnie du Port de Bizerte, en faisant cette demande, assume la charge de prouver avec certitude que le poisson taxé provient des pêcheries qui lui ont été concédées : Tunis, 23 mai 1893 (94, 160). — *96*. Elle ne remplit pas cette obligation, si elle se borne à produire des quittances détachées d'un registre à souche visé pour timbre par l'Administration, alors que ces pièces ne portent que le nom de l'acheteur, la quantité de poisson vendue, son prix et sa destination : Tunis, 23 mai 1893 (94, 160). — *97*. La petite daurade n'est pas assimilable à la sardine ; par conséquent, elle n'est pas passible du droit d'entrée de cinq francs les cent kilogs, dans les villes et agglomérations de plus de 500 habitants : Ouzara, 26 janv. 1899 (99, 466). — *98*. Elle ne doit, pour cette quantité, qu'une taxe de deux francs : Ouzara, 26 janv. 1899 (99, 466).

§ VI. — **Boucherie, abatage.**

99. La taxe d'abatage perçue anciennement à Bizerte, en vertu des usages, par les fermiers des mahsoulats, a été abrogée par le décret beylical du 29 février 1888, supprimant le monopole de la tannerie et des peaux : Tunis, 25 avr. 1892 (93, 42). — *100*. Le fermier des mahsoulats de l'Ariane est mal venu à vouloir opérer la perception d'un droit de patente sur les bouchers, contrairement au tarif commun, auquel se refère le décret beylical de kaada 1255, visé par le Résident général le 15 décembre 1884, qui régit les mahsoulats de l'Ariane : Just. p. Tunis-nord, 16 sept. 1893 (94, 136). — *101*. Il en est de même pour ses prétentions à percevoir un droit d'abatage, alors qu'elles ne reposent sur la production d'aucun texte législatif et que l'usage allégué, loin d'être établi, est dénié par les notables de la localité : Just. p. Tunis-nord, 16 septembre 1893 (94, 136).

§ VII. — **Khodors.**

102. Un décret beylical du 22 décembre 1845 a décidé que le fermier des mahsoulats de Djerba toucherait des habitants de cette île une redevance annuelle de 100.000 piastres (aujourd'hui, 60.000 francs) qui serait

répartie entre les divers propriétaires et qui remplacerait une taxe antérieure perçue sur les dattes, millets et autres fruits et herbages : Tunis, 15 janv. 1894 (94, 126). — *103*. Ultérieurement cette taxe, qui a reçu le nom de « khodors », a été séparée des mahsoulats de Djerba ; tandis que ces derniers étaient cédés aux créanciers de la Régence par le décret beylical du 25 mars 1870, les premiers étaient réservés par l'Etat tunisien qui depuis lors, les a toujours perçus directement. Depuis le 3 moharrem 1301, cette perception a été faite par les Caïds, sur des rôles approuvés par S. A. le Bey et les khodors ont toujours fait l'objet d'une mention spéciale aux budgets, depuis leur établissement régulier. Les décrets beylicaux du 9 août et du 13 août 1887, n'ont en rien modifié cet état des choses : Tunis. 15 janv. 1894 (94, 126). — *104*. Par suite, les khodors n'ont pu être compris dans les taxes concédées au fermier des mahsoulats de Djerba en 1893 : Tunis, 15 janv. 1894 (94, 126).

SECTION II

Taxes sur les produits travaillés.

§ I. — Tissus de laine.

105. La taxe dite de « leffa » (redevance de 6 1/4 p. °/₀ sur la fabrication des tissus de laine), n'a pu être comprise dans le fermage des mahsoulats pour le territoire de Djerba pendant l'année 1893 ; elle a été en effet supprimée par un décret beylical du 14 juin 1876, rendu régulièrement avec les formalités en vigueur à cette époque : Tunis 15 janv. 1894 (94, 126). — *106*. Il importe peu que ce décret n'ait pas été, après l'établissement du Protectorat, approuvé et promulgué par le Gouvernement français, conformément aux règles posées par le décret du Président de la République en date du 10 novembre 1884 : Tunis, 15 janv. 1894 (94, 126). — *107*. Cette formalité n'était pas nécessaire pour un acte législatif qui avait aboli un impôt et qui n'avait plus alors qu'un intérêt historique : Tunis 15 janvier 1894 (94, 126). — *108*. Aucun acte législatif n'a rétabli depuis la taxe abolie par le décret du 14 juin 1876 ; spécialement les décrets beylicaux du 9 août et du 13 août 1887, lui sont totalement étrangers : Tunis, 15 janv. 1894 (94, 126). — *109*. A Sfax, le droit de *leffa* s'applique aux ventes de tissus de laine, vieux ou neufs, usagés ou non et le droit de *kachachine* s'applique aux ventes de vieux objets détériorés et hors d'usage, à l'exclusion des ventes de tissus de laine : Sousse, 9 mars 1900 (03, 235).

§ II. — Huiles.

110. Les lois fiscales de la nature de celles qui régissent les mahsoulats apportent des entraves au commerce ; elles sont donc exceptionnelles, et, par suite, leurs effets ne sauraient être étendus par voie d'assimilation ou

d'analogie : Just. p. Mahdia, 6 mars 1895 (96, 162). — ***111***. Il en résulte que, les décrets qui ont établi un droit sur les huiles d'olive étant antérieurs à l'introduction dans la Régence des procédés industriels au moyen desquels on extrait de l'huile des grignons par l'emploi du sulfure de carbone, les huiles fabriquées ne sont pas soumises audit droit : Just. p. Mahdia, 6 mars 1895 (96, 162). — ***112***. En effet, ces huiles sont d'une autre nature, d'une valeur moindre et propres à un autre usage que les huiles extraites par les moyens ordinaires de pression mécanique : Just. p. Mahdia, 6 mars 1895 (96, 162). — ***113***. Le droit de giornata de 25 piastres (15 fr.) pour mille métars d'huile (environ 235 q. m.) est dû au fermier des mahsoulats de Mahdia et de Ksour-Sef sur les quantités d'huile exportées, malgré le décret du 3 octobre 1884, art. 2 : Just. p. Mahdia, 5 avril 1895 (96, 212).

§ III. — **Savons.**

114. Les fabriques de savon sont frappées d'un double impôt, l'un sur la fabrication, l'autre sur la vente : Sousse, 16 nov. 1888 (91, 14). — ***115***. Le fermier de l'impôt sur la fabrication du savon a le droit de s'introduire dans l'usine pour y procéder aux vérifications nécessaires, ce droit étant indispensable à l'exercice de son fermage : Sousse, 16 nov. 1888 (91, 14).

SECTION III

Taxes sur les matériaux de construction.

§ I. — **Pierres à bâtir.**

116. Doit le droit de mahsoulats imposé sur la pierre à bâtir, celle qui est employée à la construction d'un mur de soutènement pour une voie ferrée : Tunis, 6 janv. 1896 (96,105). — ***117***. Le droit de mahsoulats qui frappe la pierre à bâtir à son entrée dans la ville de La Goulette peut être perçu sur la pierre employée à la bordure des trottoirs et aux rigoles d'écoulement des rues, des trottoirs et des rigoles en pierre devant être considérés comme des constructions : Tunis, 11 oct. 1888 (94, 96).

§ II. — **Briques.**

118. Les droits sur la fabrication de la brique imposés par le décret beylical du 11 kaada 1301 sont distincts des droits sur l'introduction et la vente imposés par le décret beylical de kaada 1255 : Just. p. La Goulette, 5 avr. 1886 (91, 15). — ***119***. La preuve de la perception du premier droit ne fait donc aucunement obstacle à la perception du second : Just. p. La Goulette, 5 avr. 1886 (96, 15).

§ III. — Chaux.

120. La chaux hydraulique tombe sous l'application du droit sur la fabrication de la chaux : Tunis, 26 oct. 1891 (94, 120). — *121.* Ce droit est dû lorsque la fabrication est achevée, et non au moment où les produits sortent du four : Tunis, 26 oct. 1891 (94, 120). — *122.* Il s'ensuit que, la chaux hydraulique se trouvant réduite en poussiére, au moment où sa fabrication est achevée, c'est le tarif de la chaux en poussière, et non celui de la chaux en pierres, qui lui est applicable : Tunis, 26 oct. 1891 (94, 120). — *123.* Aux termes du décret beylical du 4 djoumadi el aoual 1310 (23 novembre 1892), la fabrication de la chaux dans la Régence est soumise à une taxe de 8 pour cent qui est perçue d'après les bases suivantes: 1° sur un prix de 20 fr. par tonne, pour la première catégorie, comprenant la chaux hydraulique, sans distinction entre la chaux en pierre et la chaux en poussière ; 2° sur un prix de 14 fr. 40 par mètre cube, pour la deuxième catégorie, comprenant la chaux en pierre autre que la chaux hydraulique ; 3° sur un prix de 4 fr. 20 c. par mètre cube pour la chaux en poussière, dite zaouan : Tunis, 10 oct. 1893 (94, 20). — *124.* D'après ces dispositions, doit être classée dans la première catégorie, et taxée comme telle, toute chaux en poussière qui présente un caractère d'hydraulicité et qui, vu son prix de vente, ne peut être considérée comme résidu de fabrication : Tunis, 10 oct. 1893 (94, 20). — *125.* Le décret beylical du 25 mars 1891 qui a taxé à un droit uniforme de 8 p. % la fabrication de la chaux, est applicable à toutes les parties de la Régence, sans aucune exception : Sousse, 14 déc. 1893 (94, 200). — *126.* Il importe peu que les fermiers de mahsoulats qui ont précédé le fermier actuel n'aient pas perçu ce droit, l'absence de perception n'ayant pu avoir pour résultat de le faire disparaître : Sousse, 14 déc. 1893 (94, 200).

SECTION IV

Taxes sur les métiers.

§ I. — Patentes.

127. Le « tebikh » consiste dans tout mets cuit à la mode indigène, sous la forme de ragoût ou avec une sauce : Tunis, 30 juill. 1890 (91,180) ; Just. p. La Goulette, 2 nov. 1885 (91, 182). — *128.* Ne peut, en conséquence, être astreint à la taxe de « tebikh » le restaurateur européen qui ne fabrique que de la cuisine européenne, même s'il lui arrive d'en vendre des portions à des indigènes : Tunis, 30 juill. 1890 (91,180) ; Just. p. La Goulette, 2 nov. 1885 (91, 182). — *129.* Aux termes de l'art. 19 du décret beylical du 17 djoumadi et tani 1305 (9 février 1888) les droits de patente établis, pour les boutiquiers de Tunis, et de sa banlieue, par le décret bey-

lical du 27 rabia el aouel 1302 (13 janvier 1885) sont payables par tous ceux qui vendent aux indigènes tunisiens des mêts ou articles de consommation indigène quelle que soit leur nationalité: Tunis, 5 août 1893 (97, 97) ; 5 août 1893 (97, 123) : 2 janvier 1894 (97, 475) ; 16 juillet 1902 (03, 258). — *130*. Ils sont donc payables par les européens et par les protégés des puissances européennes; en effet, le décret du 17 djoumadi et tani 1305 a été régulièrement visé par le Résident général de la République française à Tunis ; d'ailleurs les traités, qui sont la source des droits accordés aux européens dans la Régence, leur font une obligation de s'y soumettre aux taxes locales et impositions, lors qu'ils veulent y exercer un commerce ou une industrie : Tunis, 5 août 1893 (97, 97). — *131*. On ne peut obliger au paiement de la patente afférente aux boutiques d'*halaouets*, le négociant qui vend des articles de confiserie importés par lui d'Europe, quand bien même ils présenteraient des analogies plus ou moins complètes avec les articles de confiserie de fabrication indigène : Tunis, 5 août 1893 (97, 123) ; 1er mars 1905 (05, 260). — *132*. Mais le commerçant, contre lequel un procès-verbal a été dressé pour défaut de patente, et qui a été reconnu non assujetti, parce qu'il a démontré qu'il débitait des marchandises européennes, ne puise pas dans la décision ainsi rendue le droit de se soustraire indéfiniment au droit de patente ; il la devra, du jour où il sera reconnu qu'il débite des objets de consommation et de fabrication indigènes : Tunis 1er mars 1905 (05,260). — *133*. Toute personne assujettie à la patente qui veut cesser son commerce, doit en faire sa déclaration à l'administration et lui remettre sa patente; dans ce cas, l'impôt cesse d'être exigible à l'expiration du trimestre en cours : Tunis, 2 janv. 1894 (97, 475). — *134*. Aux termes de l'art 4 du même décret. l'administration peut, à défaut de paiement des droits de patente, ou dans le cas d'ouverture d'une boutique sans déclaration préalable, demander contre le contrevenant l'application des art. 102 et 103 du décret du 5 octobre 1884, qui édicte une pénalité de 15 francs d'amende: Tunis, 2 janv 1894 (97. 475). — *135*. Ces règles, qui résultent de décrets visés par le Résident général de la République française, sont applicables à tous les habitants de la Régence sans distinction de nationalité : Tunis, 2 janv. 1894 (97, 475). — *136*. Au surplus les traités qui ont autorisé les européens à s'établir en Tunisie et à y faire le commerce, stipulent formellement qu'ils ne sauraient se soustraire au paiement des impôts : Tunis, 2 janv. 1894 (97, 475).

§ II. — **Changeurs.**

137. Tout individu pratiquant le change des monnaies au marché aux légumes de Tunis est obligé de payer le droit de mahsoulat imposé à ceux qui exercent ce commerce : Ouzara, 4 avr. 1898 (98, 416).— *138*. Il importe

peu que celui auquel le droit susdit est réclamé n'ait pas de permis pour exercer le change dans l'enceinte du marché ; il suffit qu'en fait il se soit livré à des opérations habituelles et multiples de change : Ouzara, 4 avr. 1898 (98, 416).

§ III. — Musiciens.

139. La taxe sur les musiciens, connue sous le nom de *tabla*, n'est pas comprise dans la désignation générique de mahsoulats : Tunis, 8 janv. 1892 (94, 121). — *140.* Par suite la cession par un fermier à un sous-traitant, des droits de mahsoulats qui lui ont été concédés, ne comprend pas nécessairement la taxe sur les musiciens : Tunis, 8 janv. 1892 (94, 121). — *141.* Le décret du 12 kaada 1255, qui fixe le tarif des mahsoulats du Sahel et autorise sur les joueurs de musique indigène la perception d'un droit égal à la moitié de leur gain, n'est applicable qu'aux « tabbalas », joueurs de tambour, grosse caisse et autres instruments de percussion. Il ne peut être étendu à d'autres instrumentistes indigènes : Just. p. Sousse, 27 janv. 1891 (91, 244).

§ IV. — Commerce de l'or et de l'argent.

142. Le droit de mahsoulats établi sur les ventes des objets d'or ou d'argent est dû aussi bien sur les objets en métal vieux que sur ceux en métal neuf, sur ceux non ouvrés que sur ceux ouvrés : Tunis, 30 avr. 1892 (94, 97). — *143.* Mais il ne peut être perçu que sur les ventes faites avec publicité et par l'intermédiaire des crieurs publics ; il n'est pas dû sur les ventes opérées par les cemmerçants dans leurs boutiques : Tunis, 30 avr. 1892 (94, 97). — *144.* C'est donc sans droit et par un abus de pouvoir qui donne ouverture contre lui à une action en dommages-intérêts, qu'un fermier de mahsoulats a cru ponvoir apposer à la porte de la boutique de bijoutiers, un gardien chargé de surveiller les ventes effectuées par eux : Tunis, 30 avr. 1892 (94, 97).— *145.* Ce droit de mahsoulats est absolument indépendant du droit de poinçonnage des bijoux et de celui institué au profit du fermage du fil d'argent : Tunis, 30 avr. 1892 (94, 97). — *146.* Ces deux dernières taxes sont dues lors de la fabrication et ne peuvent plus frapper les mêmes objets, tant qu'ils n'ont pas été transformés et réouvrés : Tunis, 30 avr. 1892 (94, 97). — *147.* Le décret beylical du 10 mars 1878 interdisant aux fabricants de matière d'argent de vendre comme neuf l'argent vieux réouvré et les obligeant à ne le vendre que brisé, déroge au droit commun en ce qu'il limite la liberté de l'industrie en vue d'un intérêt fiscal : Tunis, 7 nov. 1900 (01, 42). — *148.* En conséquence, il doit être interprété stricto sensu et ne saurait l'être d'une façon extensive : Tunis, 7 nov. 1900 (01, 42). — *149.* Le décret beylical du

28 décembre 1856 interdit de mettre en vente dans la Régence des objets d'or ou d'argent fabriqués dans ce pays et qui n'auraient pas été poinçonnés par les agents du préposé de la monnaie : Tunis, 27 févr. 1901 (01, 219). — ***150.*** Ce décret, régulièrement promulgué, est applicable dans toute la Tunisie, aussi bien aux justiciables des tribunaux français qu'aux sujets tunisiens : Tunis, 27 févr. 1901 (01, 219). — ***151.*** Toute mise en vente de semblables bijoux ouvre au fermier du fil d'argent une action en dommages-intérêts contre le délinquant : Tunis, 27 févr. 1901 (01, 219). — ***152.*** Aux termes du décret du 28 déc. 1856, les bijoux d'or et d'argent sont assujettis au poinçonnage et au paiement des droits y afférents : Just. p. Grombalia, 13 juin 1904 (06, 554). — ***153.*** Ce décret est applicable aux justiciables des tribunaux français, bien que non visé par le Résident général, en raison de ce qu'ont été visés d'autres décrets consacrant implicitement celui de 1856 : Just. p. Grombalia, 13 juin 1904 (06, 554). — ***154.*** Il est applicable sans distinction à tous les bijoux tunisiens, spécialement aux *mahboubs*, vagues imitations de monnaies turques ou égyptiennes qui servent d'ornement aux femmes indigènes : Just. p. Grombalia, 13 juin 1904 (06, 554).

SECTION V

Carroube sur la valeur locataire.

155. L'art. 11 du traité anglo-tunisien ne fait pas obstacle au paiement du droit de la carroube par un européen, cet impôt ayant toujours été considéré comme une taxe intérieure : Sousse, 29 nov. 1888 (89, 33). — ***156.*** La carroube sur les loyers est perçue sur une toute autre base que la carroube sur la valeur locative, spéciale à Tunis, et sa banlieue et au Sahel : Tunis, 16 févr. 1890 (90, 255). — ***157.*** Ce second impôt est perçu sur un rôle dressé par une commission ; il est dû, que l'immeuble soit ou non loué, et doit être recouvré dans le premirr semestre de l'année auquel il s'applique : Tunis, 16 févr. 1890 (90, 255). — ***158.*** Le premier, au contraire, est perçu sur les immeubles loués seulement, sans établissement d'un rôle préalable et devient exigible en totalité le jour même où commence le bail auquel il se réfère : Tunis, 16 févr. 1890 (90, 255). — ***159.*** Le fermier de ce droit, en exercice au jour où commence le bail, a donc seul qualité pour percevoir ledit impôt, sans qu'il y ait lieu de s'occuper s'il a été remplacé dans l'intervalle par un nouveau fermier : Tunis, 16 févr : 1890 (90, 255).

CHAPITRE III

Fermages de mahsoulats.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurispr. en mat. de mahsoulats* (Journ. trib. Tun., 1894, p. 146).

SECTION PREMIÈRE

Droits du fermier.

160. Les fermiers des impôts de mahsoulats ne sauraient être assimilés à des autorités administratives : Tunis, 8 février 1899 (00, 92). — *161.* Ils ne sont dépositaires d'aucune partie de l'autorité publique : Tunis, 22 juillet 1895 (95, 491). — *162.* Un fermier des impôts n'a pas qualité pour intervenir dans la police des marchés, et les autorités indigènes ont le droit de faire cesser son ingérence illégale, même manu militari : Alger, 29 nov. 1888 (90, 223). — *163.* Si l'Etat leur doit aide et assistance pour la découverte et la répression des contraventions commises à leur préjudice, ils ne peuvent se livrer personnellement à des actes d'exécution ayant un caractère de réparation civile ou de répression pénale : Tunis, 22 juill. 1895 (95, 491). — *164.* D'après des usages universellement admis en Tunisie, ils peuvent placer des gardiens près de la porte d'un commerçant, même perquisitionner et saisir préventivement des marchandises avec l'assistance d'un agent de la force publique : Tunis, 22 juill. 1895 (95, 491). — *165.* Mais ils ne peuvent, sans commettre un abus de pouvoirs dont ils sont responsables, fermer le magasin d'un commerçant et lui en enlever la jouissance : Tunis, 22 juill. 1895 (95, 491). — *166.* Le fermier n'est pas un cessionnaire de l'impôt, dont la perception appartient à la puissance publique et qui est, de sa nature, inaliénable ; le fermier n'est qu'un mandataire du Gouvernement, (ainsi d'ailleurs qu'il est dit au cahier des charges), au regard des redevables : Tunis, 2 février 1888 (94, 91). — *167.* Dès lors, il ne peut pas réclamer aux contribuables un impôt déjà payé par eux à l'État, son mandant ; s'il soutient que cette perception a lésé ses droits, c'est contre l'État seul qu'il peut recourir : Tunis, 2 févr. 1888 (94, 91). — *168.* Le contrat qui substitue au Gouvernement tunisien le fermier d'un impôt est, par sa nature, essentiellement temporaire ; les droits transmis au fermier ne dépassent pas la durée d'un exercice et s'appliquent uniquement aux recouvrements qu'il peut réclamer ou réaliser au cours de ce même exercice : Sousse, 28 juin 1900 (01, 253). — *169.* Un fermier de mahsoulats, spécialement un fermier du droit de la carroube sur les mutations immobilières, n'a plus le droit de faire aucune perception, même relativement aux taxes afférentes à des opérations effectuées pendant le cours du fermage, lorsque celui-ci a pris fin : Tunis, 27 février 1888 (94, 92). — *170.* En effet, il ne peut plus alors remplir les obligations que le cahier des charges impose au fermier et sa gestion n'est plus garantie par le cautionnement dont il a pu obtenir le remboursement : Tunis, 27 févr. 1888 (94, 92). — *171.* A plus forte raison, les héritiers du fermier ne sauraient légitimement prétendre à l'exercice de ces mêmes perceptions : Tunis, 27 févr. 1888 (94, 92). — *172.* Un fermier de mahsoulats qui poursuit en justice le recouvrement des taxes

qui lui sont dues ne peut exercer cette action qu'en son nom personnel et non en celui de l'administration des finances, qu'il n'a pas qualité pour représenter : Tunis, 29 oct. 1895 (95, 577). — *173*. Tout commerçant qui juge excessifs les droits imposés aux marchandises qu'il vend a le droit incontestable de fermer boutique sans que le fermier des impôts puisse prétendre leur imposer une responsabilité pécuniaire à son profit : Tunis, 19 mars 1888 et Alger 14 janv. 1892 (93, 115). — *174*. Les adjudicataires des taxes de mahsoulats doivent, pour le recouvrement de cet impôt, se conformer aux usages en vigeur dans les localités auxquelles s'appliquent leur fermage : Tunis, 9 mai 1898 (99, 395). — *175*. Ils ne peuvent notamment percevoir aucune taxe dans les circonscriptions qui ne sont pas comprises dans celles dont la taxe leur a été adjugée : Tunis, 9 mai 1898 (99, 395). — *176*. C'est avec raison que l'administration intervient pour s'opposer à ces perceptions irrégulières : elle ne saurait donc être pousuivie en paiement de dommages-intérêts de ce chef, par le fermier de l'impôt : Tunis, 9 mai 1898 (99, 395). — *177*. Les fermiers des droits sur la pêche des poulpes et éponges, dans les eaux tunisiennes, ont le droit de garder à leurs frais et risques les côtes, la mer et l'intérieur des villes, et d'exercer une surveillance sur les redevables : Tunis, 21 mai 1889 (94, 97). — *178*. L'usage leur donne même le droit de perquisitionner à bord des bateaux, de saisir préventivement les produits suspects, et de placer des surveillants à bord des embarcations destinées à la pêche : Tunis, 21 mai 1889 (94, 97). — *179* .Mais ils n'ont aucun droit de se livrer à des mesures d'exécution, ayant un caractère de réparation civile ou de mesure pénale, tel que la confiscation d'éponges à bord d'un navire étranger, dans les eaux de la Régence : Tunis, 21 mai 1889 (94, 97). — *180*. Aucun texte de la loi n'oblige les fermiers de mahsoulats à faire constater les contraventions au moment même où elles viennent de se commettre ; il suffit, pour que leur réclamation contre le délinquant soit recevable, qu'elle soit exercée avant l'expiration des délais de la prescription : Tunis, 26 juin 1893 (94, 167). — *181*. Un fermier de mahsoulats commet un abus de pouvoirs lorsqu'il saisit en rade des céréales et s'oppose à ce qu'elles soient débarquées et livrées à leur destinataire : Tribunal indig. Gabès, 13 août 1896 (96, 584). — *182*. En effet, il n'y a ouverture à paiement de droits à son profit que lorsque les céréales sont mises en vente sur la place dont il a pris fermage, et il ne peut saisir les marchandises, aux termes de l'art. 6 du décret beylical du 20 kada 1304, que s'il y a vente clandestine ou refus de paiement de droits dus : Trib. indig. Gabès, 13 août 1896 (96, 584). — *183*. L'État tunisien en possède un privilège pour le recouvrement de ses créances de toute nature. Les fermiers des mahsoulats étant subrogés aux droits du Trésor, peuvent s'en prévaloir : Tunis, 19 juin 1893 (94, 125). — *184*. Toutefois ce privilège ne s'exerce sur les

immeubles du débiteur qu'après les droits d'hypothèque ou de gage spécial ayant acquis date certaine avant la naissance des droits du fermier : Tunis, 19 juin 1893 (94, 125).

SECTION II

Droits et responsabilité de l'Etat.

185. Le fermage des impôts constitue un contrat par lequel un Gouvernement n'ayant pas une organisation administrative suffisante pour assurer la rentrée régulière des ressources de l'Etat, charge de ce soin un particulier moyennant un forfait : Tunis, 15 janv. 1894 (94, 126). — *186.* Ce contrat doit, comme toute autre convention, être exécuté conformément à l'intention qu'avaient les parties au moment où se sont formés leurs accords : Tunis, 15 janv. 1894 (94, 126). — *187.* Il appartient au fermier des mahsoulats, en Tunisie, de poursuivre le recouvrement des taxes qui lui ont été concédées, contre les redevables, à ses risques et périls : Tunis, 15 janv. 1894 (94, 126). — *188.* Le Gouvernement beylical ne saurait encourir aucune responsabilité du fait que le fermier est dans l'impossibilité de les recouvrer, alors surtout qu'il n'a pris aucune mesure pour entraver l'exercice de ses droits : Tunis, 15 janv. 1894 (94, 126). — *189.* Aux termes de l'art. 12 § 3 du cahier des charges des adjudications de mahsoulats, il incombe aux fermiers intéressés de s'éclairer sur la nature et la consistance des droits qui leur sont affermés et de porter à leurs risques et périls les contestations que soulève l'exigibilité de ces droits devant les tribunaux compétents : Sousse, 9 mars 1900 (03, 235). — *190.* Par suite, c'est à tort qu'un fermier, dans une contestation de cette nature, appelle en garantie l'Administration des finances du Gouvernement tunisien : Sousse, 9 mars 1900 (03, 235). — *191.* L'Administration des finances de l'Etat tunisien stipule, lorsqu'elle afferme des droits de mahsoulats, que l'adjudicataire devra exploiter son fermage à ses risques et périls, sans que l'Administration soit tenue d'intervenir dans les contestations qui peuvent surgir entre eux et les redevables ou d'autres fermiers : Sousse, 4 juill. 1901 (03, 264). — *192.* En conséquence, un fermier de mahsoulats n'est pas recevable à se refuser à payer le prix de son fermage, sous prétexte qu'il n'a pu se mettre en possession de ce qui lui était affermé... alors surtout qu'une décision judiciaire a établi qu'il n'avait aucun droit aux perceptions qu'il prétendait faire comme fermier : Sousse, 4 juill. 1901 (03, 264). — *193.* Les adjudicataires ou fermiers des taxes de mahsoulats doivent, pour le recouvrement de cet impôt, se conformer aux usages en vigueur dans les localités auxquelles s'applique leur fermage : Alger, 2 déc. 1901 (03, 230). — *194.* Il en est ainsi, spécialement, pour les droits de pâturage : Alger, 2 déc. 1901 (03, 230). — *195.* C'est avec raison que l'administration intervient pour

s'opposer aux perceptions irrégulières d'un fermier ; elle ne saurait donc, de ce chef, être poursuivie par lui en dommages-intérêts : Alger, 2 déc. 1901 (03, 230). — *196*. Aux termes de l'art. 17 du cahier des charges des mahsoulats, un fermier des mahsoulats ne peut céder tout ou partie des droits dépendants du fermage qui lui a été concédé, sans l'assentiment préalable et par écrit du Directeur des Contributions diverses : Sousse, 20 juin 1889 (89, 135). — *197*. L'exception tirée de l'omission de cette formalité est d'ordre public et peut être opposée par les contribuables aussi bien que par l'administration : Sousse, 20 juin 1889 (89, 135). — *198*. Le Gouvernement tunisien a pu, par mesure administrative, supprimer l'amin des vivres et du charbon, qui avait pour mission de fixer d'accord avec le Cadi de la ville, le prix de vente des charbons, sans donner ouverture à une action en dommages-intérêts au profit du fermier des droits à percevoir sur le charbon et le bois à brûler, alors surtout qu'il ne justifie pas que cette mesure lui a causé un préjudice : Tunis, 20 mars 1889 (94, 96). — *199*. L'administration beylicale, lorsqu'elle afferme les mahsoulats, se soumet à l'obligation de garantie qui, dans tout contrat de bail, incombe au bailleur au profit du preneur : Tunis, 5 déc. 1892 (94, 155). — *200*. Elle manque à cette obligation si elle modifie les conditions du fermage d'une façon nuisible aux intérêts du fermier, spécialement, en favorisant d'autres places de tarifs réduits déplaçant les centres des transactions commerciales : Tunis, 5 déc. 1892 (94, 155). — *201*. L'article 11 du même cahier des charges, qui décide que les réclamations d'indemnité que pourrait faire valoir le fermier des mahsoulats ne pourront en aucun cas arrêter le paiement des termes de fermage à leur échéance, est licite : Tunis, 5 déc. 1892 (94, 155). — *202*. Loin d'être contraire à l'ordre public, il répond à un intérêt général, en assurant la rentrée régulière des ressources de l'Etat : Tunis, 5 déc. 1892 (94, 155). — *203*. Mais il ne saurait faire obstacle à la recevabilité d'une demande d'indemnité formée reconventionnellement à une demande de l'Etat en paiement de fermages : Tunis, 5 déc. 1892 (94, 155). — *204*. Il suffit, pour l'application juridique de l'art 11, que l'instruction et le jugement de la demande reconventionnelle ne fassent pas obstacle au jugement de l'action principale et ne le retardent pas : Tunis, 5 déc. 1892 (94, 155).

SECTION III

Compétence.

205. Les fermiers de mahsoulats sont justiciables des tribunaux de droit commun : Tunis, 8 févr. 1899 (00, 92). — *206*. Le premier paragraphe de l'art. 12 du cahier des charges des mahsoulats ne réserve à la décision du Directeur général des finances du Gouvernement tunisien que les difficultés d'ordre administratif qui peuvent survenir entre un

fermier et l'Administration ; Tunis, 6 janv. 1896 (96, 105). — *207*. Pour les demandes en paiement d'impôt engagées par des fermiers contre un particulier, la justice ordinaire est seule compétente : Tunis, 6 janv. 1896 (96, 105). — *208*. L'article du cahier des charges des mahsoulats qui dispose que « toutes les réclamations adressées par le fermier pour les difficultés d'ordre administratif qu'il pourrait rencontrer dans l'exercice de son fermage, ainsi que toutes les contestations du même ordre qui pourraient surgir entre le service des Contributions diverses et le fermier, seront soummises à la décision du Directeur général des finances, qui statuera définitivement et sans appel, » doit être interprété en ce sens qu'il n'organise qu'une juridiction gracieuse relative à des difficultés d'ordre secondaire et qui ne présentent pas, à proprement parler, un caractère litigieux : Tunis, 5 déc. 1892 (94, 155). — *209*. S'il devait recevoir une autre interprétation, il serait nul, comme instituant un compromis qui ne désigne pas l'objet de l'arbitrage et qui livre une des parties à la discrétion de l'autre ; il devrait aussi être annulé comme contraire au décret du 27 novembre 1888, qui a organisé dans la Régence la juridiction administrative : Tunis, 5 déc. 1892 (94, 155).

MAJORITÉ, MAJEUR

Voir : Mineur.

MANDAT, MANDATAIRE

Voir : Agent d'affaires. — Compétence civile des juges de paix, ch. I sect I. — Compétence commerciale, ch. II sect. III. — Immatriculation, ch. I sect. I.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati*, p. 49. — TILLOY, *Rép. alph.* t. V p. 2245.

SECTION PREMIÈRE

Droit français.

1. Le simple pouvoir donné par un mandant à l'effet de se faire représenter en justice ne confère pas au mandataire la faculté de faire abandon des droits de son mandant, surtout de ceux résultant d'une constitution habous. Il faut posséder pour cela un mandat explicite : Trib. mixte, 22 juill. 1891 (97, 636). — *2*. Le métayage ou colonage partiaire est une variété de bail à ferme ; par suite est valable le contrat de métayage passé par un mandataire, si celui-ci a reçu le pouvoir de contracter pour le mandant des baux à ferme : Tunis, 26 janv. 1907 (07, 532). — *3*. Le gérant d'un domaine agricole ne peut engager valablement le propriétaire de ce domaine que pour les actes courants et de peu d'importance se réfé-

rant à l'exploitation dont il a la direction, à moins toutefois d'autorisation formelle : Tunis, 25 janv. 1899 (99, 618). — 4. Par exemple, l'achat d'un appareil d'un prix de 700 francs, devant avoir pour effet d'opérer une transformation dans la pratique suivie en matière de vinage, ne saurait rentrer dans cette catégorie : Tunis, 25 janvier 1899 (99, 618). — 5. Il incombe à celui qui cherche à se prévaloir d'une dérogation à ce principe du droit commun d'en faire la preuve : Tunis, 25 janv. 1899 (99, 618). — 6. Le commettant est responsable de la faute de son mandataire et des conséquences de cette faute : Tunis, 25 janv. 1899 (99, 618). – 7. Pour transiger, il faut avoir la capacité d'aliéner à titre onéreux les objets compris dans la transaction (art. 1459 C tun.). Un mandataire n'a donc le droit de transiger que s'il est muni d'un pouvoir spécial émanant de la personne ayant qualité pour transiger : Ouzara, 27 févr. 1908 (08, 295).— 8. Les restrictions à un mandat qui ont pu être ignorées par les tiers de bonne foi ne peuvent leur être opposées ; d'autre part, le dol du madataire ne peut être opposé aux tiers avec lesquels il a contracté, si le mandant n'établit pas la collusion entre ces tiers et son mandataire : Alger, 12 mars 1901 (01, 445).

SECTION II

Droit musulman.

9. En droit musulman, pour qu'une procuration soit générale, il faut qu'elle vise tous les actes pouvant être accomplis par le mandataire : Tunis, 9 déc. 1899 (01, 331). — *10*. En conséquence le mandataire ne saurait sans mandat exprès et formel hypothéquer valablement au nom de ses mandants un immeuble que sa procuration lui donnait seulement pouvoir de vendre : Tunis, 9 déc. 1899 (01, 331). — *11*. Le mandat d'administrer des immeubles ne donne pas le droit au mandataire d'emprunter et de mettre lesdits immeubles en gage, pour se procurer les fonds nécessaires à leur réparation, à moins que le contraire ne soit expressément indiqué dans l'acte : Ouzara, 29 janv. 1903 (03, 291). — *12*. En conséquence, doit être obligé à restituer au propriétaire des immeubles, les titres de propriété qu'il a reçus en gage, le créancier qui a prêté au mandataire sur le vu d'un mandat pur et simple d'administrer ; sauf toutefois son recours contre le mandataire qui a emprunté, pour le remboursament de ce qui lui est dû : Ouzara, 29 janv. 1903 (03, 291). — *13*. Il est d'usage, dans les grandes familles indigènes, de faire acheter tout ce dont elles ont besoin par un tiers appelé *oukil* ou homme d'affaires ; ce représentant n'est pas seulement chargé de choisir et de recevoir les marchandises qu'il doit remettre ensuite à ses mandants ; il a également pour mission de payer personnellement les fournisseurs : Tunis, 29 oct. 1894 (94, 569). — *14*. Il s'ensuit qu'il est personnellement responsable des achats qu'il fait

envers le vendeur, sauf son recours contre ses mandants : Tunis, 29 oct. 1894 (94, 569). — *15*. En droit musulman, le mandat général à titre gratuit est un acte essentiellement fiduciaire ; le mandataire créé dans ces conditions est cru sur son serment quant à la restitution de ce qu'il doit au mandant, à moins qu'il n'avance des choses invraisemblables ou déraisonnables, ou que les faits qu'il révèle ne soient pas conformes aux règles d'une bonne gestion : Tunis, 12 déc. 1906 (07, 85). — *16*. Le mandat ne saurait être considéré comme donné dans l'intérêt du mandataire et du mandant par cela seul qu'une rémunération plus ou moins importante aurait été stipulée au profit du mandataire : Cass. req., 1er mai 1907 (07, 588). — *17*. Un mandat donné par un tunisien à un autre tunisien, en la forme musulmane et constaté par les adouls tunisiens, est entièrement régi par la loi musulmane : Tunis, 12 déc. 1906 (07, 85).

MANDAT POSTAL

Voir : Office postal, sect. III.

MARCHÉS PUBLICS

1. L'ouverture sans autorisation, sur un terrain privé, d'un marché de marchandises soumises aux taxes fiscales, en l'espèce des fleurs d'oranger, constitue le délit prévu par les art. 4 et 5 du décret beylical du 12 décembre 1985 et les décrets des 29 janvier et 11 mars 1895 : Tunis, 19 mai 1896 et Alger 30 oct. 1896 (96, 586). — *2*. L'affectation des boutiques d'un marché public, spécialement de celles du Fondouk-el-Ghalla de Tunis, à la vente de telle ou de telle marchandise, ne saurait avoir pour effet d'attribuer un monopole aux adjudicataires desdites boutiques : Just. p. Tunis-Nord, 18 mai 1895 (95, 583). — *3*. On doit voir dans cette réglementation, non une mesure qui serait une violation de la liberté du commerce, mais une mesure de police intérieure du marché, que l'administration a pu prendre dans la limite de ses pouvoirs et qui ne donne aucune action à l'adjudicataire d'une boutique pour se plaindre que dans telle autre on vend des marchandises similaires : Just. p. Tunis-Nord, 18 mai 1895 (95, 583). — *4*. Si le cahier des charges du Fondouk el Ghalla de Tunis, publié le 12 décembre 1893, prescrivait que les colons ne pourraient vendre dans les boutiques à eux louées que des produits provenant exclusivement de leur propriété, cette disposition a disparu du cahier des charges publié le 12 décembre 1894 : Just. p. Tunis-Nord, 18 mai 1895 (95, 583). — *5*. Ce dernier texte laisse aux adjudicataires le droit de vendre des marchandises qu'ils auraient achetées, spécialement des volailles, sans distinguer entre les volailles mortes et les volailles vivantes : Just. p. Tunis-Nord, 18 mai 1895 (95, 583). — *6*. Aux termes des décrets en

vigueur, le concessionnaire de l'Office d'escompte du marché de Tunis n'a pas le droit de percevoir une taxe de 2 p. 0/0 pour indemnité de recouvrement de certains prix de vente dont il doit garantir le paiement aux vendeurs : Tunis, 14 déc. 1904 (05, 43). — 7. La réglementation et la police du marché aux bestiaux de Tunis appartient au Directeur des Finances du Gouvernement tunisien : Tunis, 30 déc. 1895 (96, 245). — 8. Les agents et surveillants commissionnés et assermentés de la direction des Finances, chargés de la police du marché, peuvent en interdire l'accès à tous ceux dont la présence leur paraît être un danger pour la paix publique, et une entrave à la liberté des transactions ou un obstacle à la perception régulière des impôts : Tunis, 30 déc. 1895 (96, 245). — *9*. Ces agents agissent dans l'exercice de leurs fonctions en expulsant du marché un individu qui y cause du tumulte et ils ne sauraient être passibles de dommages-intérêts qu'autant qu'ils auraient agi arbitrairement et commis un abus d'autorité vis à vis de l'individu objet de l'expulsion : Tunis, 30 déc. 1895 (96, 245). — *10*. Aucun texte n'oblige l'Administration des contributions diverses à veiller à la garde des animaux qui stationnent sur les marchés : Tunis, 28 mars 1898 (98, 264). — *11*. Elle n'est donc pas responsable de la perte d'une bête de somme survenue sur un marché public, alors qu'il n'est nullement prouvé que ce fait ait eu pour cause, soit l'organisation défectueuse du marché, soit une autre faute imputable à l'Administration : Tunis, 28 mars 1898 (98, 264).

MARIAGE

Voir : Aliments. — Autorisation de femme mariée — Compétence civile, ch. II sect. II et ch IV sect. I. — Garde d'enfants. — Nationalité, ch. I sect. II. — Régime matrimonial.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati* p. 15. — S. BERGE, *Jurid. franç en Tun.*, p. 95. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 258. — SCEMAMA, *Hypoth. en Tun.*, p. 195. — TILLOY, *Rép. alph.* t. V p. 2288.

CHAPITRE PREMIER

Règles régissant les français.

SECTION PREMIÈRE

Formes du mariage

§ 1. — Mariages devant le ministre du culte.

1. Avant l'organisation de l'état civil dans la Régence de Tunis, les français pouvaient valablement y faire célébrer leur mariage devant un ministre du culte auquel ils appartenaient : Civ. Seine, 30 déc. 1892

(94, 433). — *2*. Mais l'art. 170 C. civ. exige que les mariages célébrés à l'étranger aient été précédés de publications en France et que, s'il y a lieu, des actes respectueux aient été notifiés aux ascendants des époux : Civ. Seine, 30 déc. 1892 (94, 433). — *3*. L'omission de ces formalités entraîne la nullité du mariage, s'il est démontré qu'elle a eu pour but de faire fraude à la loi française : Civ. Seine, 30 déc. 1892 (94, 433). — *4*. Le mariage entre français célébré en Tunisie est valable, au point de vue civil, bien qu'il n'y ait été procédé que par le curé de la paroisse, sans comparution préalable devant une autorité civile : Sousse, 30 mai 1901 (02, 215) ; Alger, 11 mars 1902 (02, 233) ; Tunis, 27 avr. 1904 (04, 547). — *5*. Il en est ainsi bien que ledit mariage ait été contracté postérieurement au décret du 29 juin 1886, qui a établi l'état civil en Tunisie : Sousse, 30 mai 1901 (02, 215) ; Alger, 11 mars 1902 (02, 233) ; Tunis, 27 avr. 1904 (04, 547). — *6*. La femme mariée dans de telles conditions est donc, en la forme, recevable dans sa demande en divorce : Tunis, 27 avril 1904 (04, 547). — 7. Lorsque deux époux musulmans sont investis de la qualité de citoyens français, le seul mariage valable entre eux est celui célébré devant l'officier de l'état civil : Alger, 2 nov. 1905 (06, 421). — *8*. Mais si, antérieurement, un mariage a été contracté par les parties en la forme musulmane et suivi de cohabitation, le Tribunal peut, à raison de l'ignorance et de la parfaite bonne foi de l'épouse, estimer qu'il y a mariage putatif produisant vis-vis d'elle les effets civils (art 201 et 202 C. civ.) : Alger, 2 nov. 1905 (06, 421).

§ II. — Mariage des israélites français.

9. La loi française régit seule le statut personnel de l'israélite algérien citoyen français ; toutefois, il a pu valablement se marier en Tunisie devant un ministre du culte, c'est-à-dire suivant les formes du droit rabbinique : Tunis, 20 févr. 1393 (93, 188) ; 22 mars 1899 (02, 556) ; 6 nov. 1907 (08, 12). — ***10***. En conséquence est recevable la demande en divorce poursuivie devant les tribunaux français par des époux mariés suivant lesdites formes : Tunis, 22 mars 1899 (02. 556). — ***11***. Est nul le mariage contracté à Tunis devant les rabbins par un israélite algérien dont le statut personnel est soumis à la loi française, aux termes du décret du 24 octobre 1870, et qui se trouvait engagé dans les liens d'un premier mariage contracté en Algérie conformément à la loi française : Tunis, 15 juin 1887 (95, 501). — ***12***. Le mariage contracté à Tunis par deux israélites, suivant les formes admises en Tunisie par la loi rabbinique et les usages, est valable, même si le mari est protégé français : Tunis, 20 févr. 1893 (93, 188).

§ III. — Mariages mixtes.

13. Par son mariage avec un citoyen français, la femme musulmane acquiert la condition juridique de son mari ; en conséquence, le second mariage qu'elle contracte plus tard avec un indigène musulman devant le cadi et non devant l'officier de l'état civil, est nul : Alger, 17 nov. 1906 (08, 148). — *14.* Une européenne ne peut valablement contracter mariage, en Algérie, avec un indigène musulman, que devant l'officier de l'état civil français : Alger, 12 févr. 1903 (04, 430). — *15.* Cependant, si un tel mariage a été contracté devant un cadi, dans les formes de la loi musulmane, il vaut tout au moins comme mariage putatif et produit, dès lors, les mêmes effets qu'un mariage régulièrement célébré : Alger, 12 févr. 1903 (04, 430). — *16.* La femme européenne étrangère qui épouse un indigène musulman algérien devient française, perd son statut personnel étranger et acquiert, non pas le statut personnel musulman, mais le statut personnel français : Alger, 12 févr. 1903 (04, 430). — *17.* Par suite l'enfant né du mariage d'une européenne avec un indigène musulman n'est pas lui-même indigène musulman ; il acquiert la plénitude du statut personnel français et ce, alors même qu'il pratiquerait la religion musulmane : Alger, 12 févr. 1903 (04, 430). — *18.* Le mariage contracté par une française avec un tunisien devant un officier de l'état civil, et non devant un ministre du culte musulman ou israélite, ne peut avoir pour effet de soumettre cette union conjugale à la loi musulmane ou à la loi mosaïque, au moins en ce qui concerne la femme : Tunis, 10 juin 1908 (08, 452). — *19.* Par suite, ledit mariage n'est pas dissous à son égard par la répudiation du mari : Tunis, 10 juin 1908 (08, 452). — *20.* Par suite encore, la française ainsi mariée n'est pas soumise, au cas où elle ne réside plus avec le mari, en vertu de l'ordonnance du Président qui l'y autorise, à la retraite légale du droit musulman dite *aidda*, et elle a droit à une pension alimentaire dans les mêmes conditions que si elle s'était mariée à un français : Tunis, 10 juin 1908 (08, 452).

§ IV. — Droits de l'époux divorcé.

21. L'époux divorcé n'a pas qualité pour former opposition au mariage de son ex-conjoint avec le complice du délit d'adultère : Cass. civ., 14 avr. 1902 (04, 157).

SECTION II

Validité du mariage

§ 1. — Impuissance du mari.

22. En aucun cas l'impuissance ne forme obstacle à l'existance du mariage et il n'y a pas lieu de distinguer si cette impuissance est le ré-

sultat de la faiblesse des organes, d'une mutilation ou d'une conformation vicieuse, à la condition, toutefois, que le sexe soit reconnaissable : Lyon, 16 mai 1906 (07, 184).

§ II. — Mariage contracté à l'étranger.

23. Le mariage contracté par des français en pays étranger est valable, s'il a été célébré dans les formes usitées dans ce pays : Tunis, 14 juin 1905 (05, 632) ; 27 févr. 1907 (07, 277). — *24.* Le défaut d'accomplissement des publications prescrites pour un tel mariage n'en est pas, en principe, une cause de nullité ; tout au plus le serait elle s'il avait eu pour but de frauder la loi française : Tunis, 14 juin 1905 (05, 632) ; 27 févr. 1907 (07, 277). — *25.* Le défaut de transcription en France du mariage contracté en pays étranger ne peut non plus compromettre la validité de ce mariage, si celui ci a eu lieu dans un pays (spécialement, à New-York), où il n'existe pas, à dire vrai d'actes de mariage : Tunis, 14 juin 1905 (05, 632). — *26.* Il appartient au juge du fait de décider, par une appréciation souveraine des faits et circonstances de la cause, si les parties qui sont allées contracter mariage à l'étranger ont entendu faire fraude à la loi française et éluder les formalités exigées par celle ci : Cass. req., 5 juill. 1905 (06, 391) ; 3 janv. 1906 (06, 559). — *27.* Est nul comme étant fait en fraude de la loi le mariage que des français sont allés contracter en pays étranger, alors qu'en ne remplissant aucune formalité de publicité, et en ne faisant pas transcrire leur mariage sur les registres de l'état-civil après leur retour, ils ont voulu s'affranchir du contrôle de la publicité et des exigences de la loi française : Cass. req., 8 janv. 1906 (06, 615). — *28.* On doit considérer comme inexistant en France le prétendu mariage qui aurait été célébré en France entre un étranger et une française, devant le Consul de l'époux étranger : Angers, 31 mai 1898 (99, 167). — *29.* Et un tel mariage étant inexistant, ne saurait produire les effets attachés au mariage putatif : Angers, 31 mai 1898 (99, 167). — *30.* Les conditions de forme et de fond d'un mariage, au moins en tant qu'elles ne concernent pas l'état des parties, sont déterminées par la loi du lieu de la célébration du mariage : Hte C. d'Angleterre, 10 déc. 1906 (08, 422) — *31.* On doit donc tenir pour valable le mariage qu'un mineur français aurait contracté en Agleterre sans le consentement de ses parents, contrairement à sa loi nationale, car la loi anglaise n'exige pas ce consentement, qu'elle considère comme une question de forme : Hte C. d'Angleterre, 10 déc 1906 (08, 422) — *32.* Il en sera ainsi surtout quand le français aura épousé une femme anglaise ayant en Angleterre son domicile : Hte C. d'Angleterre, 10 déc. 1906 (08, 422).

SECTION III

Obligations des époux.

§ I. — Résidence de la femme.

33. L'obligation imposée par l'art. 214 C. civ. à la femme, d'habiter avec son mari et de le suivre partout où il juge à propos de résider, est absolue et ne comporte aucune distinction : Tunis, 28 nov. 1889 (96, 131). — *34.* La femme doit donc suivre son mari, même en pays étranger : à plus forte raison elle ne peut se refuser à l'accompagner dans une colonie française ou dans un pays soumis au protectorat de la France, spécialement, en Tunisie : Tunis, 28 nov. 1889 (96, 131). — *35.* Le climat de la Tunisie étant parfaitement salubre, une femme mariée française n'est pas fondée dans son refus, sous prétexte de santé, de rejoindre le domicile conjugal situé en Tunisie, alors surtout que le mari y était déjà domicilié, lors de la conclusion du mariage, que l'emploi qu'il y occupe constitue la seule ressource du ménage, et que, par conséquent la femme ne peut se plaindre d'avoir été obligée malgré elle à s'expatrier : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 333).

§ II. — Abandon du domicile conjugal.

36. Aux termes de l'art. 212 C. civ, les époux se doivent mutuellement secours et assistance et cette obligation ne saurait rester sans sanction : Civ. Quimper, 8 févr. 1906 (06, 646). — *37.* Il y a lieu de contraindre à son accomplissement celui des époux qui y contrevient, alors tout au moins que par le fait de cet époux la vie commune a cessé : Civ. Quimper, 8 fév. 1906 (06, 646). — *38.* L'obligation imposée à la femme par l'art. 214 C. civ. d'habiter avec son mari n'a pas pour sanction le droit de ce dernier de recourir à la force publique pour contraindre sa femme à réintégrer le domicile conjugal par elle abandonné : Civ. Quimper, 16 mars 1905 (06, 237). — *39.* L'obligation pour la femme d'habiter avec son mari et l'obligation pour le mari de lui fournir tout ce qui lui est nécessaire sont corrélatives ; dès lors, si la femme abandonne le domicile conjugal, elle n'a pas, et le tiers qui a pourvu à ses besoins n'a pas davantage, une action en remboursement de ces dépenses contre le mari : Douai, 7 mars 1907 (07, 578). — *40.* Chacun des père et mère est tenu pour le tout des aliments dus à l'enfant ; mais la mère qui emmène l'enfant pour vivre avec elle hors du domicile conjugal, assume par ce fait, l'obligation d'assurer seule son entretien ; Douai, 7 mars 1907 (07, 578).

CHAPITRE II

Règles régissant les italiens.

SECTION PREMIÈRE

Influence de la religion des époux.

§ I. — **Italiens musulmans.**

41. Un italien d'origine élevée par des musulmans dans le culte musulman n'a pu se marier valablement en Algérie selon la loi musulmane : Civ. Alger, 4 mai 1896 (96, 529). — *42*. L'acte notarié dressé par les notaires indigènes pour constater un mariage entre un italien devenu musulman et une tunisienne musulmane ne vaut, à l'égard de l'italien, que comme promesse de mariage : Sousse, 26 déc. 1902 (04, 5). — *43*. En vertu de son statut personnel (qu'il a conservé en se faisant musulman) l'italien n'est pas lié par un acte de cette nature, sous réserve de la question de dommages intérêts ; il ne peut donc être contraint, ni à renoncer en la forme solennelle à ses engagements, ni à les exécuter : Sousse, 26 déc. 1902 (04, 5). — *44*. La promesse d'épouser une indigène musulmane, même constatée par un acte dressé par les notaires beylicaux, n'oblige pas un européen (dans l'espèce, un italien), même si celui-ci a embrassé la religion musulmane ; mais, par voie de réciprocité, cette promesse ne lie pas la future femme, ni le futur beau-père : Sousse, 21 janv. 1904 (05, 109). — *45*. Le futur beau-père ne peut donc être contraint d'accueillir la proprosition de réaliser l'union, faite *in extremis* par ledit européen, s'il a des raisons sérieuses de les repousser : Sousse, 21 janv. 1904 (05, 109). — *46*. Et c'est le cas lorsque, mis en demeure par le Cadi de célébrer le mariage ou de répudier la jeune fille, le futur s'est contenté de soulever l'incompétence du Cadi puis, poursuivi devant la juridiction française, s'est laissé condamner par défaut à payer des dommages-intérêts pour inexécution de ladite promesse et ne vient enfin offrir de contracter le mariage que pour échapper à la confirmation du jugement ; alors surtout, d'autre part, que ce futur est un repris de justice : Sousse, 21 janv. 1904 (05, 109). — *47*. Et, dans cette hypothèse, l'auteur de la promesse peut être condamné à des dommages-intérêts pour le préjudice causé à la jeune fille qu'il a empêchée pendant ce temps de trouver un autre établissement : Sousse, 21 janv. 1904 (05, 109).

§ II. — **Italiens israélites.**

48. La disposition du Talmud interdisant aux israélites tunisiens, dont il est la loi, le mariage avec toute personne professant une religion autre que la religion mosaïque, ne saurait recevoir application en Italie,

comme contraire à l'ordre public de ce pays : Civ. Livourne, 5 mai 1894 (98, 359). — *49*. Par suite, est valable en Italie un mariage contracté entre un israélite tunisien avec une personne de religion autre que la religion mosaïque : Civ. Livourne, 5 mai 1894 (98, 359). — *50*. Est nul le second mariage contracté par un sujet italien après répudiation more judaïco de sa première femme d'origine israélite : Tunis, 5 déc. 1900 (01, 299).

SECTION II

Validité du mariage

§ 1. — **Impuissance du mari.**

51. La loi italienne est applicable à la demande en nullité de mariage dirigée par une femme italienne contre son mari également italien : Tunis, 27 nov. 1907 (08, 51). — *52*. Par suite, il échet d'autoriser la demanderesse à prouver que son mari est atteint d'impuissance manifeste, perpétuelle et antérieure au mariage, puisque l'art. 107 C. civ. ital. admet qu'une telle impuissance soit une cause de nullité du mariage : Tunis, 27 nov. 1907 (08, 51).

§ II. — **Mariage contracté à l'étranger.**

53. Est valable et produit ses effets civils en Italie le mariage d'un italien célébré à l'étranger suivant les formes de la loi locale, alors même qu'il n'a pas été transcrit sur les registres de l'état civil de la commune de sa résidence en Italie : Cass. Palerme, 5 août 1905 (08, 28).

SECTION III

Obligations des époux

§ I. — **Droit applicable en Italie.**

54. En matière de statut personnel, la loi nationale des parties, qui serait contraire à l'ordre public italien, ne saurait recevoir application en Italie : Civ. Livourne, 5 mai 1894 (98, 359).

§ II. — **Obligations dérivant du mariage.**

55. Le mari italien n'a pas le droit de poursuivre à l'encontre des héritiers de la femme le remboursement des frais de la dernière maladie de celle-ci : App. Aquila, 7 févr. 1902 (04, 535).

CHAPITRE III

Règles applicables à certaines autres nationalités.

§ I. — Maltais.

56. Aux termes de l'ordonnance maltaise n° 7 de l'année 1873, la femme est tenue d'obéir à son mari et d'habiter avec lui partout où il juge opportun d'établir sa résidence : Tunis, 17 avr. 1901 (01, 281).

§ II. — Anglais.

57. Le mariage par possession d'état et commune renommée, contracté sans célébration par des anglais, dans un des Etats-Unis d'Amérique (Minnesota) où ce mode est admis, est valable, même en Angleterre et les enfants qui en sont issus doivent être déclarés légitimes : H^te^ C. just. Angleterre, 27 févr. 1906 (08, 31).

§ III. — Américains.

58. Lorsque deux personnes ont vécu publiquement comme mari et femme, avant et après la naissance de leur enfant, dans l'Etat de Colorado, nulle autre preuve n'est requise de leur mariage, qui est tenu pour constant, et leur enfant est légitime : C. Supr. Etats-Unis, 2 janv. 1906 (08, 30).

§ IV. — Luxembourgeois.

59. Lorsque les futurs époux n'ont pas la même nationalité, les conditions de capacité sont déterminées pour chacun d'eux par la loi de sa nation, même si la femme acquiert par le mariage la nationalité de son mari : Trib. arr. Luxembourg, 11 mars 1903 (05, 581). — *60*. Le mariage, contracté par un luxembourgeois à l'étranger, sans publications préalables dans le Grand-Duché, n'est pas nécessairement nul, mais peut être annulé, s'il résulte des circonstances de la cause que l'omission des formalités prescrites a eu pour but de faire fraude à la loi luxembourgeoise : Trib. arr. Luxembourg, 11 mars 1903 (05, 581).

§ V. — Autrichiens.

61. Est nul en Autriche le mariage célébré en Hongrie entre un sujet autrichien de religion hébraïque et une femme autrichienne catholique : Trib. supr. Autriche, 28 juin 1904 (07, 61) ; 5 juill. 1904 (07, 62). — *62*. Le mariage conclu en Hongrie entre un juif hongrois et une anglaise protestante ne peut produire aucun effet en Autriche : Trib. supr. d'Autriche, 3 nov. 1904 (07, 284). — *63*. Est nul aux yeux des tribunaux

autrichiens le mariage contracté en Angleterre entre une catholique autrichienne et un israélite sans nationalité, du moment que ce mariage devait produire ses effets juridiques en Autriche et n'a été célébré que pour éluder la prohibition de l'art. 64 C. civ. autr. qui frappe de nullité les mariages entre chrétiens et non chrétiens : C. supr. Autriche, 6 mars 1906 (08, 31). — *64*. La loi qui régit les formes extrinsèques d'un mariage passé en Autriche entre un homme de nationalité russe et une femme de nationalité autrichienne ne peut être que la loi autrichienne, la règle *locus regit actum* étant impérative quand les futurs époux sont de nationalité différente : Douai, 18 nov. 1903 (05, 189). — *65*. La loi autrichienne tient pour nul un mariage rituel entre israélites non proclamé et non transcrit en langue vulgaire sur les registres à ce destinés : Douai, 18 nov. 1903 (05, 189). — *66*. Est nul le second mariage contracté en Hongrie par une autrichienne catholique séparée de corps d'avec son premier mari par les tribunaux autrichiens et divorcée par un tribunal hongrois, alors même que les deux conjoints ont, avant le second mariage, embrassé la religion protestante et acquis la nationalité hongroise : C. supr. Autriche, 21 févr. 1906 (08, 597).

§ VI. — **Allemands.**

67. La forme du mariage contracté en pays étranger est régie par la loi étrangère : Trib. emp. Allemagne, 1er mai 1902 (05, 245). — *68*. Il ne cesse pas d'en être ainsi quand cette loi considère comme valable l'union formée par le seul consentement des parties, même en l'absence de témoins : Trib. emp. Allemagne, 1er mai 1902 (05, 245). — *69*. L'obligation alimentaire entre époux étrangers résidant en Allemagne doit se régler d'après la loi allemande et non d'après la loi nationale de ces époux : Trib. sup. Hambourg, 28 oct. 1904 (07, 64).

§ VII. — **Russes.**

70. La loi russe confère à l'étrangère qui épouse un sujet russe la nationalité de celui-ci : Paris, 17 mars 1902 (03, 396). — *71*. Dans la loi russe, la décision de l'autorité rabbinique est nécessaire pour la dissolution du mariage entre israélites : Paris, 17 mars 1902 (03, 396). — *72*. Rien ne s'oppose à ce que le juge français déduise, du mariage religieux contracté par des étrangers soumis à une loi étrangère, les conséquences juridiques qu'y attache cette législation : Paris, 17 mars 1902 (03, 396). — *73*. Mais le principe de la séparation des matières civiles et des matières religieuses s'oppose, au contraire, à ce que le juge se substitue à l'autorité religieuse pour dissoudre l'union qu'elle a formée et qui conserve son caractère religieux, encore que la loi étrangère lui fasse

sortir des effets civils : Paris, 17 mars 1902 (03, 396). — 74. Aux termes de la législation russe, les mariages entre sujets russes célébrés dans une église catholique ne peuvent être dissous par le divorce comme peuvent l'être les mariages célébrés dans une église orthodoxe ; ils peuvent cependant donner lieu à la séparation de corsps : Tunis, 27 juill. 1896 (96, 439). — 75. Doit être considéré comme valable le mariage entre sujets russes célébré en France conformément aux lois françaises ; il n'y a pas lieu d'examiner si les parties sont de religion orthodoxe dissidente, israélite ou autre, ni si l'union contractée en France est valable aux regards de la loi moscovite ou mosaïque, alors que l'une et l'autre de ces lois sont confessionnelles et qu'il n'appartient pas aux tribunaux civils d'y avoir égard : Civ. Bruxelles, 25 mars 1905 (07, 288).

§ VIII. — **Chrétiens ottomans.**

76. En matière de mariage, le statut personnel des chrétiens catholiques sujets de l'empire ottoman est régi par le droit canonique : Tunis, 22 mars 1899 (00, 118).

CHAPITRE IV

Règles applicables aux musulmans.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati*, p. 26, 32 et 39.

SECTION PREMIÈRE

Preuve de l'existence et formes essentielles du mariage.

§ I. — **Preuve.**

77. D'après le droit musulman, le mariage est un contrat consensuel dont la preuve peut être faite par témoins, lorsque les circonstances de la cause en rendent l'existence vraisemblable : Tunis, 24 févr. 1904 (04, 581). — 78. D'après la coutume tunisienne, le mariage est constaté par un acte passé devant notaires : Tunis, 24 juin 1903 (03, 404). — 79. La preuve d'un mariage ou de l'accord intervenu entre le fiancé et le père par lequel ce dernier donne sa fille en mariage moyennant une dot déterminée, ne saurait s'établir par témoins, s'il n'est pas démontré que des raisons sérieuses ont pu empêcher que cet acte fut passé devant des notaires, alors surtout qu'il en existait dans la région habitée par les parties : Tunis, 24 juin 1903 (03, 404). — *80*. Si, en droit musulman, la célébration du mariage n'est soumise à aucune formalité sacramentelle, la preuve doit en être faite d'une manière claire et expresse établissant notamment l'accord définitif et formel des parties sur la conclusion du mariage et

l'établissement de la dot ; un acte qui ne satisferait pas à ces conditions ne saurait constituer la preuve juridique du mariage : Sousse, 4 mai 1899 (00, 331). — *81*. La cérémonie nuptiale accomplie en présence de témoins et des deux pères de famille représentant les époux mineurs et au cours de laquelle la « fatiha » est récitée, constitue un véritable mariage et non de simples fiançailles : Alger, 2 nov. 1905 (06, 421).

§ II. — **Mariage par ouali.**

82. D'après la loi musulmane, lorsqu'une femme se marie par l'intermédiaire d'un ouali ou mandataire, le mariage ne devient définitif que par l'approbation donnée par la femme au choix d'un ouali : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 94).

§ III. — **Capacité spéciale. Droit de Djebr.**

83. Le droit de djebr ne peut plus être exercé à l'égard des enfants musulmans des deux sexes, dès qu'ils ont atteint l'âge de puberté et la fille nubile, notamment, ne peut être mariée que de son propre consentement : Civ. Constantine, 12 août 1903 (03, 595). — *84*. Après le décès du père, le droit de djebr ne peut être exercé par le tuteur testamentaire qu'à la condition qu'il lui ait été délégué en termes tellement précis et formels qu'ils ne puissent laisser aucun doute sur les intentions du disposant : Civ. Constantine, 12 août 1903 (03, 595). — *85*. Le droit de djebr, par lequel on peut contraindre une fille au mariage, est réservé, dans le rite malékite, au père, et, dans certains cas, au tuteur testamentaire ; il n'appartient jamais au frère : Civ. Constantine, 5 mars 1904 (05, 340). — *86*. Dans le rite hanafite, la fille est affranchie du droit de djebr et ne peut être mariée contre son gré : Civ. Constantine, 5 mars 1904 (05,340). — *87*. Le droit de djebr, ou de contrainte matrimoniale, ne peut être exercé que dans l'intérêt de l'enfant et ne saurait devenir entre les mains du chef de famille un moyen légal d'oppression : Alger, 4 févr. 1908 (08, 468). — *88*. Le rite hanafite veut que la fille pubère ne puisse être mariée qu'avec son consentement. A vrai dire, il admet que le consentement peut être tacite, et que, comme il est malséant qu'une jeune fille se départisse, en pareille matière, de la plus grande réserve, on doit induire son consentement du simple défaut de protestation : Tunis, 17 juin 1908 (08, 617). — *89*. Les auteurs ont accepté comme impliquant le consentement, un simple sourire sans moquerie ou des pleurs sans cris à l'annonce du mariage proposé : Tunis, 17 juin 1908 (08, 617). — *90*. A plus forte raison devrait-on considérer comme impliquant consentement le fait par la jeune fille de se prêter sans résistance à l'apposition du henné qui, dans les coutumes indigènes est le préliminaire accoutumé des fêtes du mariage :

Tunis 17 juin 1908 (08, 617). — *91*. Toutefois, le juge ne saurait se montrer trop prudent en pareille matière et il ne devra pas admettre l'apposition sans résistance du henné, quand le père prétendait à l'exercice du droit de djebr du droit malékite et que les circonstances de la cause donnent à penser qu'on n'a pas demandé à la jeune fille un consentement dont on pensait ne pas avoir besoin : Tunis, 17 juin 1908 (08, 617). — *92*. Le rite malékite du droit musulman admet que le père peut marier sa fille vierge, même pubère, sans son consentement, et même contre son gré : Tunis, 17 juin 1908 (08, 617). — *93*. Ce droit porte le nom de djebr et doit être appliqué, même par les juridictions françaises, quand les principes veulent que la matière soit régie par le rite susdit : Tunis, 7 juin 1908 (08, 617). — *94*. La puberté soustrait l'enfant, quel que soit son sexe, à l'exercice du droit de djebr, et lui donne la possibilité de se marier par le seul fait de son libre consentement: Alger, 4 févr. 1908 (08, 468). — *95*. En droit musulman, dans l'Inde, l'enfant majeur peut se marier sans le consentement de son père ; la fille pubère a elle-même la faculté de se marier à son gré : Civ. Pondichéry, 13 déc. 1897 (98, 245).

§ IV. — **Mésalliance.**

96. En droit musulman la mésalliance est une cause d'empêchement de mariage qui peut être invoquée par l'époux trompé sur la condition morale de son conjoint : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 94). — *97*. Il est de principe, en droit musulman, que la fille pubère à laquelle a été imposé un mariage désavantageux a le droit d'en demander au Cadi l'annulation et de se faire désigner par un magistrat un *mokaddem* chargé de poursuivre en son nom cette action : Tunis, 21 mai 1894 (94, 349). — *98*. En Tunisie, le Tribunal français possède toutes les attributions conférées au Cadi en Algérie, en ce qui concerne les musulmans algériens soummis à sa juridiction : Tunis, 21 mai 1894 (94, 349). — *99*. Il est donc compétent pour nommer le mokaddem chargé de poursuivre l'action dessus dite : Tunis, 21 mai 1894 (94, 349).

SECTION II

Obligations des époux

§ I. — **Fixation du domicile conjugal.**

100. En droit musulman, la convention par laquelle le mari autorise sa femme à résider dans une ville déterminée lorsqu'elle en manifesterait le désir, est licite, et la femme n'a plus dès lors l'obligation de résider au domicile conjugal que lorsqu'elle se trouve dans la ville habitée par son mari : Alger, 25 mars 1891 (91, 112) ; Tunis, 31 mai 1899 (99, 437).

§ II. — **Obligations d'entretien à la charge du mari.**

101. En droit musulman, le mari est obligé d'entretenir sa femme et le non accomplissement de cette obligation constitue un manquement grave aux devoirs conjugaux qui justifie la prononciation du divorce au profit de la femme: Just. p. Akbou, 4 nov. 1901 (02, 288). — ***102.*** La femme musulmane a droit à l'entretien alimentaire, à l'habillement et au logement, non point du jour du mariage, mais du jour où, par la consommation du mariage, elle s'est trouvée sous la puissance de son mari: Alger, 24 oct. 1896 (97, 295). — ***103.*** Peu importe, au point de vue de l'exigibilité de ces prestations, que ce soit ou non par le fait du mari que le mariage n'a pas été consommé: Alger, 24 oct. 1896 (97, 295). — ***104.*** La dissolution du mariage pour défaut de consommation n'a pas d'autre conséquence que de rendre la femme créancière de la moitié de la dot : Alger, 24 oct. 1896 (97, 295). — ***105.*** D'après le droit musulman, le mari a l'obligation d'entretenir sa femme pendant le mariage et après la disssolution du mariage pendant une période dite «*d'aïdda*», d'une durée d'environ trois mois : Tunis, 16 nov. 1898 (99, 141). — ***106.*** Mais cette obligation d'entretenir sa femme ne prend naissance, pour le mari, que du jour de la consommation physique du mariage : Tunis, 16 nov. 1898 (99, 141).

§ III. — **Droit de correction manuelle du mari.**

107. Si le mari musulman a le droit de correction manuelle sur la personne de sa femme, c'est à la condition de ne pas lui faire subir des sévices graves : Ouzara, 27 févr. 1896 (96, 166). — ***108.*** Toutefois, il n'y a lieu de donner suite aux poursuites entreprises sur la plainte de la femme, si elle la retire, alors d'ailleurs qu'il est constant que les coups qu'elle a reçus n'ont laissé que des traces insignifiantes : Ouzara, 27 févr. 1896 (96, 166).

SECTION III

De la répudiation.

109. Le fait, par le musulman qui a versé une dot pour obtenir une jeune fille en mariage, de se refuser à la réalisation de celui-ci sans alléguer aucun motif pour justifier sa décision, doit être considéré comme une véritable répudiation antérieure à la célébration : Tunis, 22 juill. 1895 (95, 493). — ***110.*** Il doit donc être décidé que la femme a droit à la moitié de la dot constituée et que celui qui l'a fournie ne peut obtenir la restitution que de l'autre moitié : Tunis, 22 juillet 1895 (95, 493). — ***111.*** En droit musulman la répudiation triple (baïn) dissout immédiatement le mariage, ce qui fait cesser tout droit réciproque de successibilité

entre les conjoints, ainsi que tous droits de puissance maritale : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 274). — ***112***. Néanmoins toute répudiation, même *baïn*, a pour effet de faire entrer de suite et de plein droit la femme en état de retraite légale ou d'*aïdda* et, pendant la durée de l'aïdda, le mari est tenu de la *nefaka*, c'est-à-dire de l'entretien, de la nourriture et du logement de la femme répudiée : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 274). — ***113***. Toutefois la femme répudiée perd le droit à la nefaka si elle ne s'est pas placée en état d'aïdda, car celle-ci doit avoir lieu au domicile du mari ou dans une maison de confiance désignée par lui et où elle se trouve sous sa surveillance : Tunis, 20 février 1907 (07, 274). — ***114***. Donc n'a pas droit à la *nefaka* la femme répudiée qui a quitté le domicile conjugal et s'est soustraite à la surveillance de son mari : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 274). — ***115***. L'aïdda est, en principe de trois *kourou* ou périodes de pureté menstruelle ; en cas de grossesse, elle se prolonge jusqu'à la délivrance : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 274).

CHAPITRE V

Règles applicables aux israélites tunisiens

Bibliographie. — CHALOM, *Les israélites en Tun.*, p. 79.

SECTION PREMIÈRE

Fiançailles et pacte de dédit.

116. Une promesse de mariage, avec clause de dommages-intérêts imposés à celui qui manque à son engagement, n'est pas contraire à la loi mosaïque applicable aux israélites tunisiens : Tunis, 1er juin 1887 (94, 236) ; 13 mars 1893 (93, 191) ; Just. p. Tunis-Nord, 28 mai 1896 (96, 301) ; 23 févr. 1898 (98, 478) ; Tunis, 26 mars 1901 (02, 204). — ***117***. Mais elle ne peut recevoir exécution quand la fiancée est de nationalité française, le pacte dont s'agit étant prohibé par la loi française, qui est la base de son statut personnel : Tunis, 13 mars 1893 (93, 191). — ***118***. De même, le contrat de fiançailles passé en Tunisie entre un sujet français et une tunisienne, stipulant qu'une somme d'argent serait payée par la partie qui romprait le contrat, est nul, ladite clause étant prohibée par la loi française applicable en l'espèce, comme contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs : Tunis, 5 déc. 1900 (01, 44). — ***119***. La renonciation sans motif légitime à un projet de mariage est une source de dommages-intérêts : Tunis, 5 déc. 1900 (01, 44). — ***120***. Le père de la fille promise en mariage par lui, ne saurait se retrancher derrière le refus de cette dernière pour éviter le paiement des dommages-intérêts stipulés lors de la promesse, s'il s'est porté fort ; Tunis, 26 mars 1901 (02, 204).

SECTION II

Formation du lien matrimonial.

121. En droit rabbinique et en principe, la remise du symbole ou kedouchine a pour effet de consacrer celle qui le reçoit à celui qui le donne, de telle sorte qu'elle ne peut contracter mariage avec un autre que lui sans que le lien qui s'est créé entre eux soit au préalable légalement rompu : Tunis, 6 nov. 1907 (08, 12). — *122*. Toutefois, et même quand il y a eu cohabition subséquente, cela ne constitue pas un mariage parfait et valide, lequel n'existe que quand il y a eu constitution de dot : Tunis, 6 nov. 1907 (08, 12).

SECTION III

Obligations nées du mariage. Levirat.

123. Il y a lieu d'appliquer aux israélites tunisiens protégés français leur statut personnel, c'est-à-dire la loi hébraïque : Civ. Dijon, 5 déc. 1892 (93, 358).—*124*. Conformément à cette loi, dans le cas où le mari a abandonné sa femme, il y a lieu de le condamner à lui fournir des aliments en nature, et à défaut par lui d'obtempérer, à lui payer une pension alimentaire en argent, payable par mois et d'avance : Civ. Dijon, 5 déc. 1892 (93, 358). — *125*. Le droit rabbinique autorise les juges, au cas où la femme est maltraitée par son mari, à lui assigner un domicile séparé, et à imposer à son mari l'obligation de lui restituer à titre de dédommagement le montant de la ketouba : Tunis, 14 juin 1899 (99, 656). — *126*. La femme israélite dont le mari est disparu est irrecevable à demander le paiement de sa dot sur des biens revenant à son mari par succession postérieurement à sa disparition, par ces motifs : qu'en droit hébraïque le disparu est jusqu'à preuve du contraire considéré comme absent, d'où il suit que son mariage n'est pas dissous ; que, d'autre part, s'il était considéré comme décédé, la femme ne saurait, d'après la même législation, exercer ses reprises sur les successions arrivant à son mari après la dissolution du mariage ; qu'enfin, au cas où le mari serait citoyen français, la question serait réglée par l'art. 136 du Code civil, d'après lequel, s'il vient à s'ouvrir une succession à laquelle se trouverait appelé un individu dont l'existence est incertaine, la dévolution en a lieu de la même manière que s'il était décédé : Tunis, 17 déc. 1902 (03, 24). — *127*. L'italienne qui s'est mariée à un israélite tunisien et qui est devenue veuve sans enfants ne peut être soumise aux règles de droit mosaïque du levirat, c'est-à-dire qu'elle n'est pas dans l'obligation, pour recouvrer sa dot, de demander aux frères de son défunt mari s'ils veulent bien l'épouser et de subir la cérémonie de la halitza : Alger, 14 avr. 1908 (08, 585). — *128*. Aux termes de la loi rabbinique applicable en Tunisie, si un israélite meurt

sans laisser d'enfants, son frère est tenu d'épouser sa veuve ou de refuser de le faire, ce qui constitue la *heriral* ou la *halitzat* : Tunis, 19 mai 1884 (95, 266). — *129*. Mais le frère n'est tenu de faire cette option qu'à sa majorité, s'il est encore mineur à l'époque du décès de celui dont il est tenu d'épouser ou de refuser la veuve : Tunis, 19 mai 1884 (95, 266). — *130*. En cas de refus, ou de défaut d'option, la veuve est fondée à exiger le remboursement de sa dot ; toutefois, si le frère est mineur, elle est obligée d'attendre jusqu'à sa majorité, pour demander cette restitution : Tunis, 19 mai 1884 (95, 266). — *131*. Mais elle a le droit de demander des mesures conservatoires, notamment le dépôt de la dot entre les mains d'un tiers : Tunis, 19 mai 1884 (95, 266). — *132*. Pendant son veuvage, la femme a le droit d'être nourrie et logée par les héritiers de son mari et ces dépenses sont supportées par la succession : Tunis, 19 mai 1884 (95, 266). — *133*. Il y a lieu cependant de décharger les héritiers de ces obligations, en cas de dépôt de la dot entre les mains d'un tiers, à condition qu'elle en perçoive directement les revenus : Tunis, 19 mai 1884 (95, 266). — *134*. Le *lévirat* est une institution du droit mosaïque qui veut que lorsqu'un israélite meurt sans enfants à la survivance d'une veuve et de frères, le frère aîné épouse la veuve, pour continuer la famille du défunt, et hérite de tous ses biens pour les transmettre aux enfants à naître de ce mariage : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — *135*. Si le frère aîné, pour des raisons dont il est seul juge, refuse d'exercer le lévirat, il exprime cette décision par l'accomplissement d'une cérémonie qui s'appelle la *halitza* ou déchaussement et chacun des autres frères, par rang d'âge, se trouve substitué dans l'exercice du lévirat aux aînés qui accomplissent leur déchaussement : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — *136*. La veuve n'est donc libérée de l'obligation de subir un tel mariage que lorsqu'elle a mis chacun de ses beaux-frères en demeure de l'épouser ou d'opérer la halitza : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — *137*. La femme italienne qui a épousé devant les rabbins un israélite tunisien n'est pas soumise au lévirat : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368).

MARIN

Voir : Compétence commerciale, ch. I sect. IV. — Transports maritimes.

MARONITES

Voir : Protection diplomatique, sect. I.

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 11.

1. Le fait, par un fabricant, d'imiter l'apparence extérieure des produits d'une autre fabrique, dans le but de créer des confusions de nature à

tromper les acheteurs et à faire profiter ses propres produits de la notoriété acquise par un concurrent, est un acte de concurrence déloyale qui donne ouverture à une réparation proportionnelle au préjudice causé : Tunis, 13 déc. 1894 (95, 87). — *2*. Il doit être fait de ce principe de droit une application particulièrement rigoureuse en Tunisie, où les acheteurs sont en majorité cosmopolites, peu éclairés, illettrés et où la fraude est plus facilement praticable : Tunis, 13 déc. 1894 (95, 87). — *3*. Le fait de se servir des vases spéciaux et des étiquettes d'un commerçant pour vendre au public qui demande ses produits des marchandises d'une autre provenance, constitue de la part de celui qui s'en rend coupable un quasi-délit qui donne ouverture à une action en dommages-intérêts au profit de celui qui a été victime : Tunis, 19 déc. 1895 (96, 60). — *4*. Le conflit entre les droits appartenant au propriétaire d'une marque régulièrement déposée en Tunisie et ceux appartenant au propriétaire d'une marque régulièrement déposée en France, est de la compétence des tribunaux tunisiens : Alger, 20 nov. 1906 (07, 473). — *5*. Une marque de fabrique est l'accessoire de l'établissement industriel ou commercial dont elle sert à distinguer les produits : Tunis, 11 mai 1907 (07, 506). — *6*. Il s'ensuit que le droit à cette marque est indissolublement lié au fonds de commerce auquel elle est attachée, que la propriété de la marque suit le sort de l'établissement dans lequel le produit est fabriqué et passe, sauf stipulation contraire, avec cet établissement, dans les mains de celui qui s'en est rendu acquéreur : Tunis, 11 mai 1907 (07, 506). — *7*. Quand une marque de fabrique a été déposée en France et dans d'autres pays, cela ne constitue pas autant de droits de propriété sur ladite marque qu'il y a de pays où le dépôt a été effectué : Tunis, 11 mai 1907 (07, 506). — *8*. Il s'ensuit que celui qui, possédant en France un établissement industriel auquel une marque de fabrique est attachée, a déposé régulièrement en France ladite marque, ne peut se voir interdire de s'en servir en Tunisie, c'est-à-dire dans un des pays qui ont adhéré à la Convention du 20 mars 1883 : Tunis, 11 mai 1907 (07, 506). — *9*. La loi beylicale du 3 juin 1889, dans son art. 18, interdit d'apposer ou de faire usage sur un objet fabriqué, d'un nom de lieu autre que celui de la fabrication : Tunis, 15 juin 1907 (07, 595). — *10*. En conséquence, est nul le dépôt d'une marque à l'Office international de Berne et au Greffe du Tribunal de Tunis, alors que cette marque contient une fausse indication du lieu de fabrication : Tunis, 15 juin 1907 (07, 595).

MATIÈRE D'OR ET D'ARGENT

Voir : Douanes, ch. II sect. IV. — Mahsoulats, ch. II sect. IV.

MECHIA

Voir : Mesures agraires.

MÉDECINE, CHIRURGIE ET PHARMACIE

Voir : Contrat, ch. I sect. IV.

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. 1. p. 482.

SECTION PREMIÈRE

Médecins et Chirurgiens.

1. Nul ne peut exercer en Tunisie l'art de la médecine et de la chirurgie, sans avoir fait viser au préalable par le Secrétariat général du Gouvernement tunisien, le titre dont il est porteur : Tunis, 24 mai 1898 (98, 358). — *2.* Ne sont soumis à cette prescription que les médecins qui veulent s'établir en Tunisie pour y exercer ; en conséquence ne commet pas le délit d'exercice illégal de la médecine le docteur français qui ne s'est livré à son art en Tunisie que d'une façon accidentelle : Tunis, 24 mai 1898 (98, 358). — *3.* La prohibition des sociétés entre médecins et pharmaciens n'est pas une de celles qui dépendent de l'ordre public général et des principes souverains du droit naturel et de la morale qui sont la base de toute législation ; elle dépend uniquement de l'ordre public local, de celui qui a ses bases dans la législation positive : Tunis, 20 juin 1891 (96, 278). — *4.* Il en résulte que la société formée entre un médecin et un pharmacien, antérieurement au 15 juin 1888, époque à laquelle la loi tunisienne a déclaré illicites les sociétés de cette nature, a pu avoir avant cette date une existence légale et régulière, pouvant donner ouverture à une action en justice et à une liquidation : Tunis, 20 juin 1891 (96, 278). — *5.* L'article 2272 C. civ. français et la loi française du 30 novembre 1892 sont applicables à la prescription des honoraires d'un médecin en Tunisie *(solution implicite)* : Tunis, 23 mai 1893 (96, 261). — *6.* Pour des soins continus, la prescription part de la dernière visite ; le délai se compte par jours et non par heures ; le jour où il commence doit rester en dehors de sa supputation : Tunis, 23 mai 1893 (96, 261). — *7.* Pour des soins non continus, la prescription part de chaque période à la suite de laquelle les soins ont été interrompus : Tunis, 23 mai 1893 (96, 261).

SECTION II

Sage-femmes.

8. Quel que soit le pays où le diplôme d'une sage-femme lui a été délivré, il ne lui donne pas le droit, en Tunisie, sauf le cas de force majeure, d'ordonner des médicaments, pas plus que de faire des opérations sans l'intervention d'un médecin : Tunis, 16 octobre 1906 (07, 299). — *9.* Par suite la sage femme qui a, en dehors d'un cas d'extrême urgence, fait une opération et administré avec continuité un médicament, ensuite

desquels une mort est survenue, est mal fondée à se prévaloir de sa qualité pour se soustraire à des poursuites correctionnelles ; au contraire, application doit lui être faite de l'art. 319 C. pén, et des art. 5 et 8 du décret du 15 juin 1898 : Tunis, 16 oct. 1896 (07, 299).

SECTION III

Pharmaciens.

10. L'art. 2 du décret beylical du 15 juin 1888, qui décide que tout pharmacien doit, avant de prendre une officine déjà établie ou d'en établir une nouvelle, faire vérifier ses titres par l'autorité administrative, exclut par cela même la possibilité d'établir ou de prendre une officine, pour un individu qui n'aurait pas un diplôme de pharmacien : Tunis, 28 nov. 1893 (97, 194). — ***11.*** Celui qui tient une pharmacie sans être pourvu du diplôme exigé par le décret du 15 juin 1888, commet une contravention audit décret, bien qu'il ait passé un traité avec un pharmacien diplômé, s'il est constant en fait que ce dernier ne s'occupe pas de ce qui se passe dans l'officine, qu'il ne possède pas les moyens d'en contrôler la gestion et qu'il ne lui a jamais été donné le droit d'y commander, en un mot si, en vertu du contrat, le pharmacien diplômé n'a et ne peut avoir la haute main sur la direction de l'entreprise : Sousse, 22 déc. 1897 (00,192). — ***12.*** Le décret beylical du 16 juin 1888 (6 chaoual 1305) sur l'exercice de la pharmacie ne punit que la vente de substances vénéneuses sans autorisation : Just. p. Gabès, 10 avr. 1889 (89, 104). — ***13.*** La détention des dites substances n'est punie par aucun texte du dit décret, le négociant détenteur ayant toujours le droit, jusqu'au moment de la vente, de se munir de l'autorisation préalable de l'administration : Just. p. Gabès, 10 avr. 1889 (89, 104). — ***14.*** L'application du décret beylical sur la vente des substances vénéneuses ne peut être suspendue faute de la publication d'un tableau indiquant les différents toxiques ; alors surtout qu'il s'agit de la vente d'un produit reconnu universellement comme constituant un toxique, par exemple l'arsenic : Sousse, 10 juill. 1889 (90, 183). — ***15.*** S'il est douteux que les lois françaises sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie soient applicables en Tunisie, notamment en ce qui concerne la vente des remèdes secrets, il n'en est pas moins vrai que toute stipulation relative à une marchandise de cette nature doit être considérée comme nulle et impuissante à donner ouverture à une action en justice dans la Régence, comme contraire, tant à l'esprit des lois tunisiennes sur la matière qu'à l'ordre public absolu supérieur à toutes les législations : Tunis, 18 oct. 1895 (95, 517). — ***16.*** Toutes les pharmacies légalement établies en Tunisie sont soumises à la même loi et assujetties au même contrôle ; elles sont purement et simplement des pharmacies, n'ont et ne peuvent avoir aucune nationalité ; Sousse, 24 déc. 1903 (05, 391). —

17. Aussi l'expression « française » ajoutée au mot « pharmacie » et en tant que s'appliquant à une officine, présente tous les caractères d'une enseigne susceptible d'appropriation : Sousse, 24 déc. 1903 (05, 391). — *18.* Il en est ainsi, même au cas où celui qui en fait usage serait simplement un pharmacien toléré : Sousse, 24 déc. 1903 (05, 391).

MEDJBA

Bibliographie. — S. Berge, *Vocabul.* (Journ. trib. Tun., 1895, p. 169). — Boulard, *Fin. de la Tun.*, p. 101. — De Dianous, *Législ. tun.*, p, 150. — Dubourdieu, *Conférr admin.* p. 106. — Padoux, *Conf. admin.*, p. 327. — Tilloy, *Rép. alph.* t. IV p. 2020.

1. Le présumé tunisien ne peut à bon droit se plaindre d'avoir été contraint de payer l'impôt de capitation dit medjba, tant qu'il n'a pas administré la preuve qu'il ne l'est pas : Tunis, 7 janv. 1891 (93, 284). — *2.* S'il est vrai que les tunisiens nés à Tunis sont dispensés du paiement de la medjba, c'est à la condition qu'il résident dans cette ville ou dans l'une de celles placées, à cet égard, dans la même situation que Tunis : Ouzara, 27 févr. 1896 (96, 164). — *3.* Doit donc payer la medjba le tunisien né à Tunis et habitant Souk el Arba : Ouzara, 27 févr. 1896 (96, 164).

MEDMOUN

Voir : Propriété immobilière, ch. I sect. II.

MENDICITÉ.

Bibliographie. — Colosio, *Aplic. du C. pén. franç.* (Journ. trib. Tun., 1903, p. 99).

1. Le fait de demander à coucher ne saurait constituer le délit de mendicité lequel suppose essentiellement une sollicitation d'aumône ou de secours : Civ. Gap, 14 févr. 1906 (06, 549). — *2.* Exerce un droit et ne tombe sous l'application d'aucune loi pénale l'individu qui sollicite la charité et demande l'aumône sur la voie publique, si les sollicitations ne revêtent pas une forme impérative ou peu convenable : S. pol. Tunis, 14 juin 1902 (03, 56). — *3.* Il en est ainsi, tout au moins, quand le mendiant est âgé et dans un état physique qui ne lui permet pas de travailler et quand il n'a aucun parent ou proche pour pourvoir à son entretien : S. pol. Tunis, 14 juin 1902 (03, 56). — *4* Le fait de mendier ne constitue pas par lui-même et nécessairement un delit ; il revêt seulement ce caractère à l'égard des mendiants d'habitude, valides, que vise l'art. 275 du Code pénal, ou lorsqu'il est accompagné des circonstances aggravantes que précise l'art. 276 du même code, ou bien encore lorsqu'il se produit

dans un lieu pour lequel il existe un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité : Cass. crim., 31 janvier 1903 (03, 163).— 5. En conséquence, c'est à tort qu'un tribunal de simple police se déclare incompétent pour statuer sur un fait de mendicité qui lui est soumis, en le qualifiant de délit, sans relever aucune des circonstances ci-dessus exprimées, qui sont seules de nature à lui imprimer cette qualification : Cass. crim., 31 janv. 1903 (03, 163). — *6*. Le tribunal de simple police de Tunis est incompétent pour connaître de l'infraction à l'arrêté municipal du 6 mars 1902, interdisant la mendicité, alors que cet arrêté s'en réfère à un précédent arrêté sur la même matière, en date du 5 déc. 1895, qui vise lui-même les prescriptions du Code pénal français sur la mendicité : S. pol. Tunis, 19 avril 1902 (02, 286). — 7. En effet, en droit français, la mendicité est un délit ; un arrêté municipal ne saurait avoir pour effet d'autoriser sous la qualificatian de contravention la répression d'un fait qualifié délictueux par le Code pénal : S. pol. Tunis, 19 avr. 1902 (02, 286). — *8*. L'interdiction de la mendicité dans les villes ne rentre pas dans les cas pour lesquels le décret du 1er avril 1885 a donné aux municipalités tunisiennes le pouvoir de réglementation : S. pol. Tunis, 23 nov. 1901 (02, 285). — *9*. En droit, la mendicité constitue un délit quand elle s'exerce dans les lieux où il existe un dépôt de mendicité ; elle ne saurait en aucun cas être transformée en contravention par un simple arrêté municipal : S. pol. Tunis, 23 nov. 1901 (02, 285). — *10*. En Tunisie, un décret beylical du 21 janvier 1902, régulièrement promulgué, autorisant les municipalités et commissions municipales à interdire la mendicité sur tout ou partie de leur territoire, le simple fait de mendier constitue une contravention aux arrêtés municipaux pris en exécution dudit décret beylical : Cass. crim., 31 janv. 1903 (04, 163).

MESURES AGRAIRES.

1. La méchia, mesure agraire usitée en Tunisie, ne représente pas une superficie fixe et uniforme pour tous les points du territoire de la Régence; ses dimensions varient suivant la nature et la situation des immeubles : Tunis, 16 déc. 1895 (96, 60) ; 19 déc. 1900 (01, 478) ; 23 mai 1906 (06, 541). — *2*. Aussi est-il d'usage de faire suivre cette expression, lorsqu'on veut lui faire préciser l'étendue d'un terrain, de certaines mentions qui en caractérisent la portée : Tunis, 16 déc. 1895 (96, 60). — *3*. Si un adjudicataire d'immeuble prétend à une diminution de prix parce que la surface dont il est devenu détenteur ne représente pas le nombre de méchias indiqué au cahier des charges, il est indispensable, pour apprécier sa demande, de déterminer quelle est la contenance reconnue de la méchia dans la région où se trouve la propriété adjugée : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 478). — *4*. Dans la région de Souk-el-Khemis, la méchia correspond

en moyenne à 9 hectares ou, plus exactement à 9 hectares 50 ares s'il s'agit d'une terre à blé et à 8 hectares 50 ares s'il s'agit d'une terre à orge : Tunis, 23 mai 1906 (06, 541). — 5. La méchia n'est pas une mesure agraire d'une fixité absolue ; elle représente, en principe, soit la superfi- du terrain qu'une charrue attelée de deux bœufs (en arabe : méchia) peut travailler au cours d'une saison agricole, soit la surface de terre qu'on peut ensemencer avec un cafiz de blé : Tunis, 27 déc. 1905 (08, 432). — 6. En pratique. c'est une surface qui varie avec les régions, la richesse du sol, les difficultés du terrain, dans une proportion d'un tiers ; elle est généralement comptée pour dix hectares, mais peut descendre à huit, comme elle peut aussi atteindre le chiffre de douze : Tunis, 27 déc. 1905 (08, 432). — 7. Dans la région de Béjà elle est comptée largement : Tunis, 27 déc. 1905 (08, 432).

MINES ET CARRIÈRES

Voir : Compétence immobilière, ch. I sect. V. — Immatriculation, ch. II. sect. V.

Bibliographie. — De Fages *Conférence admin.*, p. 386. — Girault, *Princ. de colon.*, t. III p. 480. — Hugon, *Conférence adminis.*, p. 244. — Leroy-Beaulieu *Algér. et Tun.*, p. 437. — Tilloy, *Rép. alph.* t. V. p. 2310.

SECTION PREMIÈRE

Permis de recherches et concessions.

1. Aux termes des art. 7, § 2, et 11 du décret beylical du 10 mai 1893, le permis de recherches de mines délivré par le Directeur général des travaux publics ne peut être cédé à un tiers sans l'autorisation de ce fonctionnaire et l'explorateur ne peut disposer du produit de ses recherches qu'avec son autorisation spéciale : Tunis, 15 janv. 1894 (98, 341). — *2*. D'après le § 3 de l'art. 7 précité, ce permis de recherches donne des droits exclusifs à son titulaire : Tunis, 15 janv. 1894 (98, 341). — *3*. Il résulte de ces dispositions que le contrat passé entre le titulaire d'un permis de recherches des mines et des capitalistes, pour l'exécution des travaux de recherches, n'est soumis à d'autres conditions spéciales, pour sa validité, qu'à l'approbation du Directeur général des travaux publics : Tunis, 15 janv. 1894 (98, 341). — *4*. Un contrat de cette nature ne peut être attaqué par les tiers auxquels des parts d'intérêt ont été promises par le titulaire ; ils n'ont qu'une action personnelle contre ce dernier, au cas où il a violé les accords particuliers qu'il a pris avec eux : Tunis, 15 janv. 1894 (98, 341). — *5*. Aux termes du décret beylical du 10 mai 1893, les mines sont considérées en Tunisie comme des propriétés domaniales et nul ne

peut faire dans ce pays des recherches de mines sans une autorisation spéciale du Gouvernement, donnée par le Directeur général des travaux publics : Tunis, 2 déc. 1895 (96, 29). — *6*. Aux termes des art. 5, 6 et 7 de ce même décret, les demandes de permis de recherches sont adressées au Directeur général des travaux publics avec un plan indiquant l'emplacement des affleurements : Tunis, 2 déc. 1895 (96, 29). — *7*. Les autorisations sont accordées ou refusées suivant l'ordre des demandes ; les permis de recherches ne peuvent être cédés sans l'autorisation de l'Administration ; il n'est pas accordé de permis de recherches dans le périmètre d'une mine de même nature antérieurement concédée : Tunis, 2 déc. 1895 (96, 29). — *8*. Par suite, l'administration n'encourt aucune responsabilité pour avoir refusé un permis de recherches de mines, lorsqu'il résulte des enquêtes auxquelles elle a procédé que le permis qu'elle a accordé ultérieurement à une autre personne concerne un terrain différent et que le permis demandé par le plaignant s'applique à un terrain compris dans le périmètre d'une mine déjà concédée : Tunis, 2 déc. 1895 (96, 29). — *9*. Il est même inutile de contrôler ces renseigements par une expertise, lorsque rien ne vient en rendre l'exactitude douteuse et que, bien au contraire, le plaignant a reconnu que les plans fournis par lui étaient inexacts : Tunis, 2 déc. 1895 (96, 29). — *10*. On ne saurait accueillir, en l'absence de toute justification, la fin de non recevoir tirée de l'état de minorité de l'une des parties, et de l'absence de son tuteur en l'instance, alors qu'aucune justification n'est produite à l'appui de cette allégation, qui parait d'ailleurs être démentie par les énonciations des pièces du procès et par les circonstances de la cause : Alger, 29 janv. 1894 (94, 153). — *11*. Antérieurement au décret du 10 mai 1893, les mines et les carrières en Tunisie n'étaient pas soumises à une législation spéciale ; elles étaient régies sur les principes généraux du droit musulman sur la propriété immobilière : Trib. mixte, 26 mars 1898 (98, 273). — *12*. En conséquence, pour être fondé à poursuivre l'exercice d'un droit sur une mine ou une carrière, il fallait justifier de l'acquisition de ce droit conformément aux règles du statut immobilier tunisien : Trib. mixte, 26 mars 1898 (98, 273). — *13*. Le décret du 10 mai 1893 n'a rien modifié sur ce point en ce qui concerne les carrières, dans la catégorie desquelles sont classés les phosphates de chaux : Trib. mixte, 26 mars 1898 (98, 273). — *14*. En conséquence, le permis de recherches délivré par l'Administration ne saurait servir à faire reconnaître à son titulaire un droit direct et immédiat sur l'immeuble objet des recherches : Trib. mixte, 26 mars 1898 (98, 273). — *15*. En droit français, le permis de recherches ne confère d'autre droit que d'obtenir de préférence la concession du gîte découvert ou, à défaut, de recevoir une indemnité ; et la qualité d'inventeur d'un gite ne saurait être reconnue qu'à la suite d'une découverte entière, c'est-

à-dire emportant connaissance des principales dispositions du gisement dans le sein de la terre, de manière à démontrer la possibilité de l'utile exploitation de ce gisement, avec pièces à l'appui jointes à la pétition adressée à l'Administration pour obtenir la concession : Trib. mixte, 26 mars 1898 (98, 273).

SECTION II

Exploitation de phosphates.

16. Pour pouvoir exploiter un gisement de phosphates contenu dans un habous privé, il faut que le bail soit approuvé à la fois par les dévolutaires actuels du habous, par le Cadi qui représente les dévolutaires futurs et par la Djemaïa, ou administration des habous publics, à laquelle l'immeuble doit revenir après la disparition de tous les dévolutaires : Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *17*. Si les jurisconsultes musulmans paraissent n'avoir jamais établi une distinction bien nette entre les mines et les carrières, et si plusieurs d'entre eux reconnaissent à l'Etat la propriété de toutes ces richesses naturelles contenues dans le sol, la matière a été du moins réglée, en Tunisie, par un décret beylical du 10 mai 1893 ; Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *18*. Aux termes de ce décret, la propriété des mines seule est réservée à l'Etat et les carrières de toute espèce, notamment, les phosphates, sont attribués aux propriétaires du sol, qui ont la permission de les exploiter librement : Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *19*. Il est donc certain que le propriétaire melk peut disposer des phosphates de son terrain comme il lui convient ; mais cette règle est d'une application beaucoup plus difficile lorsque les phosphates sont contenus dans un immeuble habous : Tunis, 24 mai 1897 (97, 319). — *20*. Aux termes d'un décret beylical en date du 1er décembre 1898, relatif à la recherche et à l'exploitation des phosphates situés dans les terrains domaniaux et les habous publics ou privés, la rénumération de l'inventeur de phosphates est fixée à une part de 1/10e des redevances payées par l'amodiataire au Gouvernement tunisien : Tunis, 22 juin 1904 (04, 608). — *21*. L'art. 19 du même décret laisse d'ailleurs en dehors de sa règlementation les phosphates qui, au moment de sa promulgation, faisaient l'objet de litiges pendants devant les Tribunaux : Tunis, 22 juin 1984 (04, 608). — *22*. Manque donc de base légale la réclamation de celui qui, se prétendant inventeur de phosphates, demande la condamnation de l'amodiataire au paiement, à son profit, du dixième des sommes que celui-ci a touchées ou touchera d'un tiers auquel il a cédé sa concession, alors d'ailleurs que les phosphates qui en font l'objet étaient litigieux au moment de la promulgation du décret précité : Tunis, 22 juin 1904 (04, 608).

SECTION III

Caractère mobilier ou immobilier des mines et carrières

23. Les gisements de minerais ont, en Tunisie, un caractère mobilier : Tunis, 28 mai 1902 (02, 591) ; 27 juin 1903 (03, 457) ; Trib. mixte, 14 février 1906 (06, 294). — *24*. En conséquence c'est à tort que l'Administration des Finances prétendrait percevoir sur les ventes de gisement le droit de mutation de 4 % exigible sur les transmissions d'immeubles : Tunis, 28 mai 1902 (02, 591). — *25*. La loi française du 21 avril 1810, qui dispose formellement que les mines sont des immeubles, est une loi de statut réel et de police territoriale, édictée pour la métropole et qui ne saurait être applicable en Tunisie : Tunis, 28 mai 1902 (02, 591). — *26*. La vente de minerais adhérents à la terre, destinés à en être extraits pour circuler sous une forme mobilière, ne saurait être considérée que comme une vente d'objets mobiliers : Tunis, 28 mai 1902 (02, 591). — *27*. D'après les dispositions de l'arrêté du Premier ministre du 1er décembre 1881, relatif aux propriétés domaniales et du décret règlementaire du 10 mai 1893 concernant les recherches de mines dans la Régence, les mines ont, en Tunisie, le caractère d'immeubles par nature : Cass. civ., 3 décembre 1906 (07, 41). — *28*. Il en résulte que l'acte contenant cession à titre onéreux d'une concession de mines en Tunisie est passible du droit de 4 % exigible sur les transmissions d'immeubles : Cass. civ., 3 déc. 1906 (07, 41). — *29*. En droit musulman comme en droit français, la vente d'une carrière et du droit de l'exploiter à l'exclusion du sol ne transfère à l'acquéreur aucun droit immobilier sur l'immeuble dont elle est ainsi désunie : Trib. mixte, 13 févr. 1897 (97, 307). — *30*. Les mines ont, en Tunisie, la qualité juridique d'immeubles. Par suite, le droit de mutation immobilière établi par les lois en vigueur en Tunisie, doit être perçu sur la cession, moyennant un prix en argent, faite par un concessionnaire de mines, à une société, de la toute propriété de la mine à lui concédée : Cass. req. 27 octobre 1903 (04, 44). — *31*. Tout au moins ce droit est dû sur la valeur des constructions élevées par le concessionnaire sur les terrains de la concession minière et vendues en même temps qu'elle : Cass. req., 27 oct. 1903 (04, 44).

MINEUR, MINORITÉ, TUTELLE

Voir : Compétence civile, ch. II sect. II. — Pénalité, sect. I.

Bibliographie. — Abribat, *Rec. Ettouati*, p. 88 et 97. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 95. — Goguyer, *Choix splend.*, p. 24, 29 et 50. — Pic, *note sous Alger*, 5 mai 1896 (Dalloz, 1899, 1, 409). — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.*, p. 85 et 255. — Scemama, *Hypoth. en Tun.*, p. 180.

CHAPITRE PREMIER

Droit français.

SECTION PREMIÈRE

Matières civiles.

1. L'obligation contractée envers des mineurs par un individu, en raison de son ingérence dans l'administration de biens à eux échus par succession, n'intéresse en elle-même ni l'état ni la capacité des mineurs : Alger, 5 mai 1896 (96, 330). — *2*. Le français actionné en Tunisie, par des étrangers, devant le Tribunal français, à raison d'une obligation de cette nature, ne saurait être jugé que d'après la loi française, ce conformément à la loi du 27 mars 1883 et aux traités intervenus avec les puissances étrangères : Alger, 5 mai 1896 (96, 330). — *3*. La nullité des engagements contractés par un incapable, au mépris de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi dans son intérêt, est relative et à lui personnelle ; en conséquence, elle ne peut être invoquée ni par ses créanciers, ni par son co-contractant : Alger, 22 févr. 1899 (00, 42). — *4*. Mais s'il résulte des faits de la cause que le bail passé par un mineur ainsi qu'il vient d'être dit est simulé et frauduleux, l'adjudicataire est recevable à en demander la nullité contre ce mineur, saisi immobilièrement : Alger, 22 févr. 1899 (00, 42). — *5*. Les lois concernant la minorité et la tutelle font partie du statut personnel, et, en cas de conflit entre le statut personnel des père et mère et celui des enfants, c'est le statut des père et mère qui doit être appliqué : Bordeaux, 23 juill. 1897 (97, 388). — *6*. Celui-là seul est tuteur qui tient ce titre de la loi, ou à qui il a été régulièrement conféré, en exécution d'une disposition de celle-ci : Alger, 5 mai 1896 (96, 330). — *7*. En conséquence celui qui s'ingère dans la gestion de biens de mineurs sans être légalement tuteur, ni avoir été investi régulièrement des fonctions de tuteur, ne saurait avoir les droits ni être astreint aux obligations qui dérivent de cette qualité : Alger, 5 mai 1896 (96, 330) —. *8*. Il ne saurait être considéré que comme un simple gérant d'affaires, et les dispositions du Code civil relatives aux comptes de tutelle ne lui sont pas applicables : Alger, 5 mai 1896 (96, 330). — *9*. Le tuteur ne peut être rendu responsable des actes du défenseur qui a indûment retenu le prix de vente d'un immeuble appartenant aux mineurs sous sa tutelle, lorsqu'il est indemne de toute connivence ou de toute imprudence personnelle et qu'il n'a eu d'autre tort à se reprocher que de s'en être remis à un officier ministériel que rien ne l'autorisait à suspecter : Alger, 29 févr. 1896 (96, 545). — *10*. Le tuteur d'un mineur n'a pas besoin de l'autorisation du conseil de famille pour intenter au nom des mineurs une action purement personnelle et mobilière, telle qu'une demande en paiement de loyers : Sousse, 24 novembre 1907 (08, 318).

SECTION II

Matières pénales.

11. Aux termes des art. 66 et 68 C pén., modifiés par la loi du 12 avril 1906, le prévenu âgé de moins de 18 ans n'est punissable qu'autant qu'il est décidé qu'il a agi avec discernement : Cass. crim., 13 sept. 1906 (07, 437). — *12*. Il s'ensuit que les tribunaux doivent, avant toute condamnation, et à peine de nullité, examiner et résoudre la question de discernement : Cass. crim., 13 sept. 1906 (07, 437).

CHAPITRE II

Droit italien.

SECTION PREMIÈRE

Organisation de la tutelle

§ I. — Conseil de famille.

13. Il n'est pas nécessaire, pour la validité des opérations d'un conseil de famille, de mentionner qu'avis de sa réunion a été donné au mineur de plus de seize ans, ainsi que de la non comparution de celui-ci : App. Florence, 28 févr. 1903 (05, 248) — *14*. Celui qui fait de droit partie d'un conseil de famille, en vertu de l'art. 252 C. civ. ital. et qui a obtenu d'en être dispensé, a le droit d'y reprendre place sans profiter de la dispense, si celui qui lui a été substitué cesse lui-même d'en faire partie, pourvu qu'il le demande avant que le conseil ait approuvé la nomination proposée par le juge de paix, pour pourvoir à la vacance : App. Bologne, 27 févr. 1903 (05, 581).

§ II. — Pouvoirs de la mère tutrice.

15. Aux termes des art. 220 et 231 C. civ. ital., la mère veuve exerce sur ses enfants mineurs la puissance paternelle à l'égal du père décédé : Tunis, 29 déc. 1886 (95, 212) ; Sousse, 5 juill. 1906 (07, 346). — *16*. Toutefois, en vertu de l'art. 224 du même Code, il doit lui être adjoint un curateur spécial dans toute affaire où il y a opposition d'intérêts entre la mère et les mineurs : Tunis, 29 déc. 1886 (95, 212). — *17*. C'est la Chambre du Conseil qui est compétente pour cette désignation : Tunis, 29 déc. 1886 (95, 212). — *18*. La femme qui survit à son mari ne dépasse pas les droits qui lui appartiennent en cédant à un tiers le bénéfice d'un jugement rendu au profit du père desdits enfants : Sousse, 5 juill. 1806 (07, 346). — *19*. Quand, la mère d'un mineur italien ayant convolé en

secondes noces, le conseil de famille a nommé un curateur pour l'administration des biens dudit mineur, il ne reste plus à la mère que les droits qui concernent les soins à donner à la personne des enfants et le curateur est investi de la totalité des pouvoirs relatifs au patrimoine de ceux-ci et à leur représentation dans les procès qui les concernent : App. Florence, 14 mai 1903 (05, 583). — *20*. Il s'ensuit qu'il peut stipuler en leur nom même des actes excédant les droits ordinaires d'administration reconnus à un curateur sans autorisation de justice : App. Florence, 14 mai 1903 (05, 583). — *21*. L'art. 247 C. civ. ital. n'autorise pas le père à nommer à son enfant mineur un curateur spécial pour administrer les biens qu'il lui laisse par testament, dans le cas où la mère est survivante : Cass. Turin, 24 mai 1904 (07,61). — *22*. En droit italien, la tutelle ne s'ouvre pas au décès de l'un des père et mère ; le conjoint survivant ne devient pas tuteur légal, la puissance paternelle et l'administration légale reposent seulement sur sa tête : Sousse, 7 mars 1901 (02, 106). — *23*. La mère survivante a les mêmes droits que le père survivant en vertu de l'art. 231 C. civ. ital ; par l'effet de la puissance paternelle et en vertu de l'art. 224 du même Code, le père ne peut aliéner, si ce n'est en cas de nécessité ou d'utilité évidente pour l'enfant lui-même et moyennant une simple autorisation du Tribunal civil : Sousse, 7 mars 1901 (01, 106). — *24*. La demande en partage peut donc, par voie de conséquence, émaner de la mère survivante sans avis du conseil de famille, si le Tribunal l'y autorise : Sousse, 7 mars 1901 (02, 106). — *25*. La veuve qui se remarie peut réclamer devant la juridiction gracieuse contre la décision du Tribunal qui a homologué la délibération du Conseil de famille qui lui a retiré l'administration des biens de ses enfants du premier lit : Cass. Turin, 26 sept. 1906 (08, 599).

§ III. — **Correction paternelle.**

26. Aux termes des art. 220 à 224 C. civ. ital., le Président du Tribunal est autorisé à prononcer l'emprisonnement d'un mineur à titre de correction paternelle : Tunis, 28 mai 1885 (95, 139).

§ IV. — **Père en opposition d'intérêts avec ses enfants mineurs.**

27. L'acte passé par le père italien comme représentant de ses enfants mineurs est nul quand ces enfants se trouvent en opposition d'intérêts avec lui : Cass. Florence, 18 mai 1905 (07, 519). — *28*. Mais ladite nullité n'est pas opposable aux tiers, si l'acte lui-même n'a pu leur révéler l'existence de cette opposition d'intérêts : Cass. Florence, 18 mai 1905 (07, 519).

§ V. — **Représentation d'enfants à naître d'époux mineurs.**

29. La représentation des enfants à naître de parents mineurs n'appartient pas à l'aïeul, pas plus que l'administration des biens qui doivent revenir à ces enfants : App. Turin, 7 avr. 1903 (05, 583). — *30*. Il convient donc de leur nommer un représentant et administrateur légitime : App. Turin, 7 avr. 1903 (05, 583).

§ VI. **Enfant naturel reconnu.**

31. Aux termes de l'art. 184 C. civ. ital. la tutelle légale de l'enfant naturel appartient pendant sa minorité, à celui de ses parents qui l'a reconnu : Tunis, 22 juill. 1903 (05, 202). — *32*. Mais, aux termes de l'art. 233 du même Code, si un père ou une mère viole ou néglige les devoirs résultant pour lui de la puissance paternelle, le Tribunal peut pourvoir à la nomination d'un tuteur à la personne de l'enfant ou d'un curateur à ses biens, priver l'ascendant de l'usufruit légal en tout ou en partie et prendre toutes autres mesures qu'il estimera convenables dans l'intérêt de l'enfant : Tunis, 22 juill. 1903 (04, 202). — *33*. Il y a lieu d'user de ces pouvoirs à l'égard de la mère d'un enfant naturel reconnu qui l'a abandonné lors de sa naissance et qui a laissé s'écouler de longues années sans s'occuper de lui : Tunis, 22 juill. 1903 (04, 202). — *34*. Les causes de déchéance de la tutelle ordinaire ne sont pas applicables à la tutelle légale de l'enfant naturel reconnu ; par contre, les règles qui concernent la puissance paternelle sont applicables à cette dernière : App. Venise, 25 juill. 1906 (08, 598). — *35*. La tutelle légale du fils naturel reconnu par ses deux parents appartient nécessairement au père, sans qu'on puisse rechercher lequel des deux parents en est le plus digne : App. Venise, 25 juill. 1906 (08, 598).

§ VII. — **Reddition de comptes de tutelle.**

36. Les lois qui régissent la tutelle et, spécialement, les obligations du tuteur, faisant partie du statut personnel, c'est suivant les formes de la loi italienne qu'un italien, tuteur de mineurs italiens, doit rendre compte de sa gestion, et son compte de gestion, approuvé seulement par le tuteur qui lui a succédé et le subrogé-tuteur, n'est pas définitif s'il n'a pas été approuvé par le Conseil de famille : Alger, 29 déc. 1902 (04, 426). — *37*. Les comptes de tutelle ne sont soumis à aucune formalité essentielle et peuvent, en principe, être rendus dans un acte sous seings privés ; mais encore faut-il que cette acte comporte un véritable compte, c'est-à-dire un état justifié des recettes et des dépenses ; les Tribunaux ont le pouvoir souverain d'apprécier si les justifications sont suffisantes : Alger, 29 déc. 1902 (04, 426).

SECTION II

Actes des mineurs.

§ I. — Actes nuls.

38. D'après le Code civil italien (art. 1303) les obligations des mineurs sont soumises à l'action en nullité lorsqu'on n'a pas observé les formalités établies pour certains actes par des dispositions spéciales de la loi : Tunis, 13 déc. 1899 (00, 94). — *39*. D'après le Code civil italien, les mineurs sont incapables de contracter et leurs obligations sont soumises à une action en nullité, lorsqu'ils ont fait un acte sans le concours de leur représentant légal : Tunis, 19 oct. 1898 (99, 203). — *40*. Cette nullité peut être invoquée par eux, à toute époque, sous forme d'exception, lorsqu'ils sont assignés en exécution de contrats intervenus dans ces conditions : Tunis, 19 octobre 1898 (99, 203). — *41*. Contrairement au droit français, le Code italien ne paraît pas subordonner cette nullité à la preuve d'une lésion subie par le mineur : Tunis, 19 oct. 1898 (99, 203).

§ II. — Autorisation de justice.

42. Aux termes de l'art. 301 C. civ. ital., toute délibération du conseil de famille autorisant des actes d'aliénation ou un emprunt doit être soumise à l'homologation par justice. En Tunisie, c'est le Tribunal en Chambre du conseil qui est compétent pour donner cette homologation : Tunis, 11 sept. 1885 (95, 139) ; 13 déc. 1899 (00, 94).

§ III. — Hypothèque légale.

43. La loi italienne ne reconnaissant pas, comme la loi française, l'existence de l'hypothèque légale du mineur sur les biens de son père après le décès de sa mère, les enfants mineurs d'un père italien sont non recevables à invoquer ce droit à l'encontre des créanciers de celui ci, alors même qu'ils seraient de nationalité française : Bordeaux, 23 juill. 1897 (97, 388).

§ IV. — Prêt au tuteur.

44. Si les mineurs de nationalité italienne ne peuvent être obligés au remboursement intégral du prêt consenti à leur tuteur en son nom personnel, ils doivent, aux termes de l'art. 1307 du Code civil italien, dans le cas où tout au partie de ce prêt aurait tourné à leur profit, être tenus envers le prêteur jusqu'à concurrence du profit qu'ils en ont retiré ; Alger, 16 mai 1892 (92, 293).

§ V. — Obligations résultant de délit ou de quasi-délit.

45. Le Code italien admet comme le Code français le principe d'après lequel le mineur est assimilé au majeur pour les obligations qui naissent de son délit ou de son quasi-délit : Tunis, 19 oct. 1898 (99, 203).

CHAPITRE III

Droit maltais.

SECTION PREMIÈRE

Organisation de la tutelle.

§ I. — Age de la majorité

46. L'âge auquel finit la minorité tenant incontestablement à l'état et la capacité des personnes doit être déterminé par les juges français en Tunisie, pour des maltais, d'après la loi anglo-maltaise, qui fixe cet âge à dix-huit ans : Tunis, 19 juin 1895 (95, 485) ; Alger, 5 mai 1896 (96, 330); Tunis, 27 déc. 1902 (03, 87).

§ II. — Mère survivante.

47. En droit maltais, la mère survivante n'est pas tutrice naturelle et légale de son enfant mineur ; il faut qu'elle ait été désignée à cette fonction par l'autorité judiciaire, conformément aux dispositions de l'art. 195 de l'ordonnance maltaise de 1874 : Tunis, 26 décembre 1906 (07, 113). — *48.* Pour les maltais domiciliés en Tunisie, c'est le Tribunal de 1re instance, en Chambre du conseil, qui exerce les attributions confiées dans les Iles aux Cours maltaises : Tunis, 26 déc. 1906 (07, 113). — *49.* Aux termes de l'art. 187.C.malt., la tutelle est ouverte par la mort du père ; les art. 188 et 194 décident que la tutelle est déférée par le père, ou, à défaut, par la Cour qui, d'après l'art. 195, doit l'attribuer de préférence à la mère survivante, si elle est restée en état de viduité : Tunis, 26 déc. 1894 (96, 345). — *50.* D'après l'art 217, le tuteur ne peut compromettre ou transiger, aliéner ou hypothéquer, en ce qui touche les biens des mineurs, sans l'autorisation de la Cour : Tunis, 26 déc. 1894 (96, 345). — *51.* Enfin les art. 163 et 198 veulent qu'en cas de conflit d'intérêts entre le tuteur et le mineur, il soit nommé à ce dernier, par la Cour, un ou plusieurs curateurs : Tuuis, 26 déc. 1894 (96, 345). — *52.* Ces règles sont applicables en Tunisie au mineur maltais qui est intéressé dans une instance en liquidation et partage de la succession de son père, avec sa mère également héritière, en vertu de l'art. 329 de l'ordonnance maltaise de 1870 et lorsque cette dernière a été investie régulièrement de la tutelle : Tunis, 26 déc. 1894 (96, 345).

§ III. — Conseil de famille et pouvoirs du Tribunal.

53. Il doit être nommé au mineur maltais qui est intéressé avec sa mère dans la succession de son père, un ou plusieurs curateurs et c'est en Tunisie au Tribunal français statuant en chambre du conseil qu'il appartient d'exercer les pouvoirs donnés à Malte à la Cour de juridiction volontaire : Tunis, 26 déc. 1894 (96, 345). — *54.* En Tunisie, c'est le Tribunal de première instance, en chambre de Conseil et sur requête, qui est compétent pour remplir les attributions sus-visées de la Cour, à l'égard des mineurs maltais : Trib. mixte, 8 févr. 1904 (04, 355). — *55.* Par suite, rien ne s'oppose à ce que le Tribunal mixte consacre d'une façon définitive et sans recours, par une décision d'immatriculation, la vente des biens de mineurs maltais, faite par la mère nommée tutrice par le Tribunal de Tunis, en chambre du Conseil, sur l'autorisation avec dispense de remploi donnée par cette juridiction : Trib. mixte, 8 février 1904 (04, 355). — *56.* Au cas où les parents, de nationalité maltaise, sont décédés à la survivance d'enfants mineurs, sans laisser des dispositions testamentaires pour organiser leur tutelle, il appartient à l'autorité judiciaire (pour les maltais domiciliés en Tunisie, à la Chambre du Conseil du Tribunal français de 1re instance) de pourvoir les mineurs d'un tuteur : Tunis, 9 janv. 1907 (07, 122). — *57.* Aux termes de l'art. 194 de l'ordonnance maltaise de 1873, l'autorité judiciaire doit, autant que possible, porter sa désignation sur le collatéral consanguin le plus proche : Tunis, 9 janv. 1907 (07, 122). — *58.* D'après l'art. 217 de l'ordonnance maltaise du 22 janvier 1874, le tuteur d'un mineur a besoin de l'autorisation de la Cour pour consentir des compromis ou des transactions ou pour aliéner des immeubles du mineur : Tunis, 21 mars 1898 (98, 591).

§ IV. — Reddition de comptes de tutelle.

59. Le droit maltais a été régi pendant longtemps par un recueil de lois connu sous le nom de Code de Rohan. Ce code décidait, dans son livre III, aux §§ 13 et 14 du chap. 3, que toute quittance donnée à des tuteurs doit, pour pouvoir produire ses effets, contenir l'insertion des comptes de leur administration, et que cette formalité est exigée aussi pour la validité des quittances données, même par des majeurs à ceux qui ont administré à un titre quelconque les biens d'autrui : Tunis, 19 juin 1895 (95, 485). — *60.* Mais le code de Rohan a été remplacé à Malte par deux ordonnances, l'une relative aux choses, promulguée le 11 février 1870, l'autre relative aux personnes, promulguée le 22 janv. 1874 : Tunis, 19 juin 1895 (95, 485). — *61.* Il n'en résulterait pas qu'un mineur maltais fut obligé, en Tunisie, de subir les conséquences d'un arrêté de

compte et d'une décharge par lui donnée sans reddition de comptes à celui qui a géré sa fortune : Tunis, 19 juin 1895 (95, 485). — *62*. On obligera tout tuteur de fait à respecter les dispositions de l'art. 472 C. civ. fr. qui veut que tout traité qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur, sera nul s'il n'a pas été précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives, le tout constaté par un récépissé de l'oyant compte dix jours au moins avant le traité : Tunis, 19 juin 1895 (95, 485).

SECTION II

Actes des mineurs.

Pouvoirs des pères ou tuteurs.

63. Aux termes de l'art. 160 de l'ordonnance maltaise de 1873 sur les personnes, le père est l'administrateur légal des biens de ses enfants mineurs, mais il ne peut les aliéner ou les hypothéquer qu'avec l'autorisation de la Cour : Tunis, 26 déc. 1894 (96, 345). — *64*. Un tuteur doit être nommé aux enfants qui n'ont pas atteint 18 ans lors du décès du père et il ne peut entrer en fonctions qu'après avoir fait procéder à un inventaire de la fortune de ses pupilles : Tunis, 19 juin 1895 (95, 485). — *65*. Ce tuteur est soumis pendant toute la durée de sa gestion à la surveillance, à Malte, d'une juridiction spéciale dite Cour de juridiction volontaire, en France, d'un subrogé tuteur et d'un conseil de famille : Tunis, 19 juin 1895 (95, 485). — *66* Aux termes de l'art. 217 de l'ord. maltaise de 1873, le tuteur ne peut vendre les biens de mineurs sans l'autorisation de la Cour ; aux termes des art. 188 et suivants de la même ordonnanee, la Cour nomme le tuteur, à défaut par le père défunt d'en avoir désigné un dans son testament, et il peut confier la tutelle à la mère : Trib. mixte, 8 févr. 1904 (04, 355). — *67*. Aux termes des art. 215 et 218 de la même ordonnance, la Cour peut dispenser le tuteur de faire emploi des sommes à provenir de la vente des biens des mineurs : Trib. mixte, 8 févr. 1904 (04, 355). — *68*. Le tuteur ne peut emprunter et donner en gage les immeubles des mineurs pour sûreté de cet emprunt qu'avec l'autorisation de justice : Tunis, 13 nov. 1895 (95, 598). — *69*. Néanmoins les mineurs devenus majeurs ne sont pas fondés à refuser au prêteur le remboursement des sommes empruntées en leur nom qui leur ont profité : Tunis, 13 nov. 1895 (95, 598). — *70*. D'après les art. 209 et 207 de l'ordonnance de 1873, qui régit à Malte l'état des personnes, le mineur est représenté par son tuteur dans les actes civils et ce tuteur ne peut contracter d'emprunts, hors les cas d'urgence, sans autorisation de justice : Tunis, 25 juill. 1887 (96, 68). — *71*. Aux termes de l'art. 925 de l'ordonnance de 1868, qui régit à Malte la matière des contrats, la simple décla-

ration faite par un mineur d'être majeur ne le prive pas de l'action en rescision : Tunis, 25 juill. 1887 (96, 68). — 72. Et si, d'après l'art. 930 de la même ordonnance, l'action en rescision des contrats pour cause de minorité ne peut être exercée que pendant deux ans, cette règle, aux termes de l'art. 934 ne s'applique pas, lorsque la rescision est invoquée par voie d'exception : Tunis, 25 juill. 1887 (96, 68).

CHAPITRE IV

Droit suisse.

73. La tutelle des français en Suisse et celle des suisses en France étant régie par la législation de leur pays d'origine, à l'exception des « mesures conservatoires que les juges du lieu de la résidence peuvent ordonner », il faut entendre par là les mesures nécessitées par un danger menaçant l'incapable ou les biens de celui-ci, et revêtant un caractère provisoire : Trib. féd. Suisse, 20 sept. 1905 (08, 28). — 74. Ne rentre pas dans cette catégorie la nomination d'un curateur chargé de réclamer le remboursement d'un prêt, lorsque la situation de l'emprunteur ne rend pas la mesure urgente : Trib. féd. Suisse, 20 sept. 1905 (08, 28).

CHAPITRE V

Droit belge

75. Le conseil de famille d'un mineur étranger peut être réuni légalement à son domicile ou à sa résidence en Belgique et même au lieu de la situation de ses biens, quand il s'agit de mesures urgentes : Civ. Bruxelles, 12 déc. 1905 (08, 30). — 76. Ce conseil de famille peut prononcer la destitution du tuteur et le remplacer jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la protection du mineur par la justice de son pays : Civ. Bruxelles, 12 déc. 1905, (08, 30).

CHAPITRE VI

Droit espagnol.

77. La loi espagnole fixe la majorité à l'âge de 25 ans : Tunis, 12 juin 1896 (96, 377) ; 25 janv. 1906 (07, 450). — 78. Les contrats passés par les mineurs espagnols sans l'autorisation de leur tuteur ne sont pas valables ; une autorisation tacite ne saurait être tenue pour suffisante : Tunis, 12 juin 1896 (96, 377). — 79. Le fait que, au moment du contrat, le mineur contractant était accompagné de son tuteur, ne saurait valoir comme

autorisation de ce dernier, même tacite, alors surtout que ledit tuteur avait, audit contrat, des intérêts distincts de ceux de son pupille : Tunis, 12 juin 1896 (96, 377). — *80*. Aux termes de la loi espagnole, les mineurs ont un délai de quatre ans à partir de leur majorité pour demander la nullité d'actes passés antérieurement : Tunis, 12 juin 1896 (96, 377). — *81*. Mais cette disposition ne saurait s'appliquer qu'aux actes valablement faits par les mineurs dûment assistés de leur tuteur, contre lesquels ils croiraient devoir s'élever pour cause de lésion ; elle ne s'applique pas aux actions en nullité contre des actes que la loi déclare non valables : Tunis, 12 juin 1896 (96, 377). — *82*. La disposition de la loi espagnole d'après laquelle un mineur qui, dans un acte auquel il était partie, aurait pris la qualité de majeur, ne saurait plus tard être admis à se prévaloir de son état de minorité, ne s'applique qu'au cas où il serait démontré qu'il a pris cette qualité sciemment et dans un but de fraude : Tunis, 12 juin 1896 (96, 377). — *83*. Peut donc se prévaloir de son état de minorité le mineur qui a figuré dans un acte comme majeur, par suite d'une erreur de rédaction : Tunis, 12 juin 1896 (96, 377). — *84*. Lorsqu'il s'agit pour un tribunal d'apprécier les conditions de capacité des représentants légaux de mineurs espagnols domiciliés en Espagne, à l'effet de vendre des immeubles appartenant à ces mineurs, ces conditions doivent être déterminées, non d'après la loi française, mais bien par la loi espagnole qui autorise, après accomplissement de certaines formalités, les père et mère à vendre à l'amiable les immeubles de leurs enfants soumis à la puissance paternelle : Pau, 9 juill. 1907 (08, 189). — *85*. Il importe peu que ces immeubles soient situés hors d'Espagne : Pau, 9 juill. 1907 (08, 189).

CHAPITRE VII

Droit grec.

86. Si une convention diplomatique réserve au Consul général de Grèce le soin d'organiser la tutelle de ses nationaux en France, c'est à ce Consul seul qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires : Cass. req., 10 nov. 1896 (96, 562). — *87*. Toutefois, en cas de refus de sa part, et d'absolue et urgente nécessité, par exemple, s'il s'agit d'intenter une action en justice au nom d'un mineur héllène, un tuteur peut lui être nommé par un conseil de famille réuni et présidé par le Juge de paix : Cass. req., 10 nov. 1896 (96, 562). — *88*. Mais alors ce tuteur sera considéré comme provisoire et ses pouvoirs prendront fin dès que la tutelle définitive aura été organisée conformément à la loi grecque : Cass. req., 10 nov. 1896 (96, 562).

CHAPITRE VIII

Droit musulman.

SECTION PREMIÈRE

Organisation de la tutelle.

§ I. — Etat de minorité.

89. Le musulman indigène est majeur quand il est arrivé à l'âge de la puberté : Tunis, 17 févr. 1893 (93, 112) ; 27 déc. 1893 (94, 217) ; 20 mars 1895 (95, 303) ; Alger, 20 déc. 1897 (98, 293) ; Sousse, 22 oct. 1903 (05,51).—*90.* Le musulman algérien sujet français reste soumis en Tunisie à son statut personnel qui est la loi musulmane. Dans ce droit, le musulman est présumé pubère, par suite majeur, à dix-huit ans : Alger, 15 oct. 1896 (97, 114). — *91.* Il y a présomption qu'un algérien de race arabe est pubère à 18 ans : Tunis, 20 mars 1895 (95, 303) ; Alger, 20 déc. 1897 (98, 293) ; Sousse, 22 oct. 1903 (05, 51). -- *92.* Il incombe cependant à celui qui en excipe d'en rapporter la preuve : Sousse, 22 oct. 1903 (05, 51).— *93.* Doit être présumé mineur jusqu'à preuve contraire le fils célibataire habitant avec son père, se trouvant directement sous sa surveillance et travaillant avec lui : Sousse, 22 oct. 1903 (05, 51). — *94.* La majorité qui permet au mineur musulman de s'obliger n'est acquise, quel que soit son âge, que par l'émancipation : Alger, 19 mars 1900 (01, 209) ; Tunis, 19 mars 1902 (03, 165). — *95.* L'émancipation peut être tacite, et se produit ainsi lorsque le père, ayant reconnu la capacité de son fils, permet à ce dernier de gérer lui-même ses affaires : Tunis, 19 mars 1902 (03, 165).— *96.* La loi musulmane distingue deux minorités : celle relative au gouvernement de la personne et celle qui concerne l'administration des biens : Tunis, 11 janv. 1897 (97, 593). — *97.* La première cesse à l'époque de la puberté ; la seconde se prolonge, au contraire, même après la puberté survenue postérieurement à la mort du père, lorsque ce dernier a désigné à son fils un tuteur par testament : Tunis, 11 janv. 1897 (97, 593). — *98.* L'individu placé sous la tutelle testamentaire ne peut pas disposer de ses biens ou s'obliger par contrat et cette situation dure jusqu'à l'émancipation prononcée formellement par le tuteur : Tunis, 11 janvier 1897 (97, 593). — *99.* Toutefois, lorsque cette émancipation est refusée à tort par ce dernier, le mineur peut se pourvoir pour la faire ordonner par l'autorité judiciaire, en justifiant en fait qu'il a acquis l'intelligence et la raison nécessaires pour gérer sa fortune : Tunis, 11 janv. 1897 (97, 593).— *100.* Le droit musulman admet deux majorités distinctes, celle relative à la personne et celle relative aux biens : Alger, 4 févr. 1908 (08,468). —

101. Chez les hanafites, la première, à défaut de symptômes physiques établissant la puberté, est atteinte, tant pour les garçons que pour les filles, à l'âge de 15 ans révolus : Alger, 4 févr. 1908 (08, 468). — ***102.*** Le droit musulman distingue deux sortes de tutelle : la tutelle somatique, qui protège l'incapable quant à sa personne et qui cesse lors de la puberté du pupille ; la tutelle chrématique, qui ne cesse pas avec la première, qui s'applique à la gestion des intérêts pécuniaires du mineur et n'est levée que par l'émancipation que prononce le magistrat, quand il constate l'aptitude reconnue du pupille de gérer son patrimoine : Tunis, 17 janv. 1906 (06, 265). — ***103.*** Il appartient au chara seul de prononcer cette mainlevée de la tutelle chrématique, lorsque le pupille est un musulman tunisien ; la juridiction française est absolument incompétente pour ce faire, même sur la demande d'un soi-disant créancier européen : Tunis, 17 janv. 1906 (06, 265). — ***104.*** Le mineur musulman parvenu à sa majorité ne peut disposer de ses biens et s'obliger valablement que s'il a été émancipé régulièrement : Alger, 29 juin 1901 (02, 12).

§ II. — Droit du père.

105. En droit musulman, le père peut engager les biens de ses enfants mineurs pour des dettes à lui personnelles : Sousse, 17 janv. 1901 (01, 602). — ***106.*** Il en est ainsi surtout lorsqu'il s'agit, non de biens échus aux mineurs par succession, mais d'immeubles achetés par le père lui-même au nom de ses enfants : Sousse, 17 janv. 1901 (01, 602). — ***107.*** Le Cadi est le représentant légal de tous les mineurs musulmans et est toujours recevable à agir en cette qualité, à défaut du père, soit que ce dernier ne puisse agir, soit qu'il ne le veuille pas : Civ. Sidi-bel-Abbès, 31 juill. 1900 (00, 637). — ***108.*** La jouissance légale accordée au père ou à la mère sur les biens des enfants mineurs par l'art. 384 C. civ. français est une disposition de statut personnel qui n'a pas son équivalent en droit musulman : Civ. Sidi-bel-Abbès, 31 juill. 1900 (00, 637). — ***109.*** Dès lors, le créancier personnel du père musulman ne peut pratiquer une saisie-brandon sur les immeubles des fils mineurs de celui-ci : Civ. Sidi-bel Abbès, 31 juill. 1900 (00, 637). — ***110.*** L'autorisation de faire le commerce donnée par un père à son fils mineur, indigène musulman ou israélite, n'est soumise à aucune des formalités édictées à l'art. 2 du Code de commerce français : Alger, 5 février 1897 (97, 149). — ***111.*** Une autorisation certaine et incontestable suffit ; elle peut être prouvée par témoins : Alger, 5 févr. 1897 (97, 149). — ***112.*** D'après les règles du droit musulman, le tuteur testamentaire nommé par le père est soumis à la surveillance de l'autorité judiciaire représentée par le Cadi et ce magistrat a le droit de lui adjoindre un co-tuteur s'il le juge nécessaire ; Tunis, 25 oct. 1897 (98, 457).

§ III. — **Conditions requises pour être tuteur.**

113. En droit musulman, le tuteur doit être d'une rigoureuse moralité et avoir une aptitude morale et physique suffisante pour remplir ses fonctions : Tunis, 8 juin 1896 (96, 373). — ***114***. Il peut être destitué par le Cadi lorsqu'il ne satisfait pas aux conditions légales ou qu'il ne s'acquitte pas convenablement de sa mission : Tunis, 8 juin 1896 (96, 373).

§ IV. — **Tuteur testamentaire.**

115. Si, en droit musulman, la tutelle paternelle peut prendre fin par l'émancipation tacite qui résulte de l'abandon que fait le père tuteur à ses enfants du soin de gérer librement eux-mêmes leur patrimoine, il en est différemment de la tutelle testamentaire qui ne peut cesser que par un acte formel de déclaration d'émancipation, quel que soit d'ailleurs l'âge auquel ait pu arriver le pupille : Alger, 26 févr. 1906 (06, 620). — ***116***. Le tuteur testamentaire nommé par le père pour son fils, pour le cas où il serait absent ou celui de décès, n'entre en fonctions que lorsque l'une ou l'autre de ces éventualités se produit : Tunis, 19 mars 1902 (03, 165). — ***117***. C'est donc à tort qu'il serait mis en cause, en dehors de ces cas, dans une instance intéressant le mineur : Tunis, 19 mars 1902 (03, 165). — ***118***. D'après le droit musulman en vigueur en Tunisie, le tuteur testamentaire est valablement institué par un acte passé devant les notaires : Tunis, 25 oct. 1897 (98, 457).

§ V. — **Organisation de la tutelle d'un algérien.**

119. D'après le décret beylical du 15 février 1887, toutes questions touchant le statut personnel des musulmans algériens sont en Tunisie de la compétence exclusive des Tribunaux français : Tunis, 28 avr. 1905 (05, 536). — ***120***. Mais il ne résulte pas de cette règle que la loi française relative aux conseils de famille, doive être suivie pour les mineurs musulmans algériens, car la constitution de la famille musulmane est incompatible avec cette institution, qui appartient au statut personnel des français, inapplicable en l'espèce : Tunis, 28 avr. 1905 (05, 536). — ***121***. C'est le Tribunal de 1re instance, en Chambre du conseil qui est compétent pour nommer les mokaddems, pour les surveiller et pour leur donner les autorisations qui leur seraient nécessaires relativement aux actes de leur gestion : Tunis, 28 avr. 1905 (05, 536). — ***122***. D'ailleurs, les règles de la procédure française s'opposeraient à ce qu'un Conseil de famille fut tenu et présidé par le président du Tribunal de 1re instance : Tunis, 28 avr. 1905 (05, 536). — ***123***. C'est au Tribunal français de 1re instance,

en chambre du conseil, qu'il appartient de statuer sur les demandes d'autorisation de justice qui peuvent être nécessaires au tuteur d'un algérien sujet français pour la gestion des biens de son pupille : Tunis, 17 janv. 1906 (06, 267). — *124*. Il n'y a lieu de consulter à ce sujet un conseil de famille, car cette institution est incompatible avec le statut personnel du mineur dont s'agit : Tunis, 17 janv. 1906 (06, 267). — *125*. D'après la loi musulmane, la mère survivante n'est pas investie de plein droit de la tutelle de ses enfants mineurs. Elle n'a donc pas le droit d'exercer une action en justice en leur nom, si elle n'établit pas que la tutelle lui a été conférée postérieurement à la mort de son mari : Tunis. 3 déc. 1894 (95, 58). — *126*. Mais, ladite loi attribuant à la veuve des droits sur les biens de son mari, elle peut exercer la même action, pour sa part, en son nom, si elle l'a trouvée dans sa succession : Tunis, 3 déc. 1894 (95, 58).

§ VI. — **Pouvoirs du tuteur.**

127. Le tuteur nommé par le Cadi avec pouvoir de faire tous actes, « excepté la vente des immeubles urbains et ruraux et tous actes aboutissant à une aliénation », ne peut, sans autorisation nouvelle et spéciale du Cadi, consentir une hypothèque au nom des mineurs : Trib. mixte, 30 oct. 1907 (07, 576). — *128*. La mère musulmane tutrice ne peut engager valablement les biens appartenant à ses enfants mineurs, pour sûreté d'une dette, sans une autorisation du Tribunal du Châra : Ouzara, 26 déc. 1902 (03, 562). — *129*. La loi musulmane n'accorde pas au tuteur le droit de conserver entre ses mains, à titre de gage, les titres des immeubles appartenant à son pupille, pour sûreté de ce que celui-ci peut lui devoir : Tunis, 19 nov. 1894 (95, 590). — *130*. Elle lui ordonne au contraire de restituer ces biens, sauf à se pourvoir devant la juridiction compétente pour poursuivre par les voies légales le recouvrement de sa créance : Tunis, 19 nov. 1894 (97, 590).

§ VII. — **Reddition de comptes et rémunération du tuteur.**

131. La gratuité de la tutelle est de principe en droit musulman et le tuteur n'a droit à aucun salaire pour ses peines et soins, s'il est dans l'aisance ; s'il est pauvre, il est autorisé à prélever sur les biens du pupille, à titre de rémunération de soins, une quotité modérée : Alger. 1er mars 1899 (99, 319). — *132*. Le tuteur ne justifie pas suffisamment de sa créance contre ses anciens pupilles en produisant une quittance qui indique seulement qu'il a payé une somme pour le compte de l'auteur commun : Sousse, 24 juin 1897 (98, 36). — *133*. L'absence de comptes

de tutelle régulièrement produits et vérifiés laisse supposer d'ailleurs que le tuteur n'est pas demeuré créancier : Sousse, 24 juin 1897 (98, 36). — *134*. En tout cas, la prescription est acquise, en droit musulman, en matière personnelle et mobilière, par un laps de temps de 15 anuées hégiriennes : Sousse, 24 juin 1807 (98, 36). — *135*. Une reddition de compte amiable n'est même celle rendue par un tuteur à son pupille devenu majeur, soummise à aucune formalité : Alger, 5 mai 1893 (97, 330). — *136*. Les redditions de comptes contentieuses doivent être faites par ceux qui y sont astreints dans la forme des art. 527 et suivants du C. pr. civ : Alger, 5 mai 1896 (96, 330).

SECTION II

Actes du mineur

§ I. — Etendue de ses obligations.

137. L'obligation contractée par le mineur sans l'assistance de son tuteur n'est pas nulle de plein droit, mais seulement rescindable pour cause de lésion : Tunis, 6 juill. 1898 (98, 469) ; Sousse, 15 déc. 1899 (00, 412) ; Alger, 19 mars 1900 (01, 209). — *138*. Il ne suffit pas, pour que ces règles soient applicables, qu'il soit démontré que le souscripteur a été muni d'un tuteur testamentaire dix ans avant la date du billet : Sousse, 15 déc. 1899 (00, 412). — *139*. Celui-ci doit être déclaré valable, s'il est démontré par les circonstances de la cause que le souscripteur jouissait apparemment de la capacité civile et qu'il avait atteint depuis longtemps l'âge de la majorité : Sousse, 15 déc. 1899 (00, 412). — *140*. Il doit être considéré comme ayant été émancipé tacitement lorsqu'il a fait le commerce ostensiblement et à la pleine connaissance de son tuteur ; les dispositions de l'art. 2 du C com. fr. ne lui sont d'ailleurs nullement applicables : Sousse, 11 mai 1906 (07, 173). — *141*. Est nul l'emprunt contracté par un mineur sans l'assistance de son curateur : Ouzara, 29 janv. 1897 (98, 409). — *142*. Et s'il est admissible que le mineur doive rembourser la valeur des fournitures dont il a profité, cette règle ne suffit pas pour faire admettre la validité de l'obligation qn'il aurait contractée en paiement de ces fournitures, si le créancier ne démontre pas qu'elles ont réellement été faites et qu'elles ont profité au mineur : Ouzara, 29 janv. 1897 (98, 409). — *143*. Pour être valable, le paiement doit être effectué par le débiteur entre les mains d'un créancier capable de recevoir (art. 253 C. tun.) : Ouzara, 20 févr. 1908 (08, 199). — *144*. Lorsque ce dernier est incapable, le débiteur doit, pour que le paiement soit reconnu valable, prouver que l'exécution de l'obligation a profité à son créancier, c'est-à dire que la somme qu'il a versée n'a pas été dissipée, mais a servi à augmenter le patrimoine du créancier : Ouzara, 20 févr. 1908 (08, 199).

§ II. – Délits et quasi-délits.

145. S'il est vrai qu'un mineur musulman peut être responsable des suites dommageables de ses délits ou quasi-délits, il ne peut être considéré comme ayant commis des actes de cette nature, s'il n'a opéré aucune manœuvre pour tromper, au sujet de sa capacité ou au sujet de l'état des titres de propriété qu'il a donné en garantie, le tiers au profit duquel il a consenti un emprunt à un taux d'ailleurs extrêmement usuraire : Tunis, 11 janv. 1897 (97, 593). — *146.* Le père du fils célibataire habitant avec son père et travaillant avec lui sous sa surveillance peut être déclaré civilement responsable du vol commis par son fils : Sousse, 22 oct. 1903 (05, 51).

SECTION III

Abadites du Mzab.

147. Les abadites du Mzab sont, en Tunisie, en ce qui concerne le statut personnel, régis par les lois et coutumes mozabites: Alger, 23 déc. 1903 (07, 217). — *148.* Dans ce droit c'est, au décès du père, à l'achirat ou groupe de trois parents du côté paternel, qu'il appartient de désigner le tuteur des enfants mineurs : Alger, 23 déc. 1903 (06, 217).

CHAPITRE IX

Droit rabbinique.

149. En droit rabbinique, la majorité des enfants mâles est fixée à treize ans : Tunis, 19 mai 1884 (95, 266) ; 22 févr. 1892 (96, 154) ; 11 juill. 1893 (93, 60) ; Alger, 5 févr. 1897 (97, 149).

MITOYENNETÉ

Voir : Ventes d'immeubles, ch. II sect. III.

SECTION PREMIÈRE

Loi applicable.

1. C'est au droit musulman tunisien qu'on doit demander la solution du litige qui s'élève au sujet de la mitoyenneté d'un mur non immatriculé, quelle que soit la nationalité des contestants : Tunis, 2 février 1887 (94, 183) ; 24 déc. 1894 (95, 90) ; 25 févr. 1895 (95, 179).

SECTION II

Obligations des co-propriétaires.

2. Suivant la coutume de Nabeul, le co-propriétaire d'un mur mitoyen a le droit d'exhausser ce mur sur les 2/3 de son épaisseur, sans avoir à payer aucune indemnité à son voisin, du fait de cette surcharge : Alger, 8 juin 1907 (07, 555). — *3.* Si, en droit musulman tunisien, c'est une obligation morale pour chacun de permettre à son voisin de placer des poutres dans l'épaisseur du mur de séparation, cette tolérance, qui peut être retirée, ne saurait engendrer ni un droit, ni une obligation : Tunis, 2 févr. 1887 (94, 183). — *4.* En droit musulman comme en droit français, il y a présomption de mitoyenneté pour le mur séparatif de deux immeubles de même hauteur qui s'y appuyaient : Tunis, 24 déc. 1894 (95, 90). — *5.* C'est donc à bon droit que l'un des propriétaires fait supporter à ce mur la nouvelle construction qu'il édifie à la place de l'ancienne ; mais il doit à son voisin une indemnité, s'il impose une surcharge au mur mitoyen : Tunis, 24 déc. 1894 (95, 90). — *6.* Le propriétaire qui surélève un mur mitoyen sur la moitié de l'épaisseur de ce mur faisant face à l'immeuble voisin, peut être obligé de céder la mitoyenneté de l'exhaussement moyennant une juste rétribution : Tunis, 25 févr. 1895 (05, 179). — *7.* Un tuyau de descente de water-closet qui, noyé dans un mur mitoyen par l'un des co-propriétaires, dépasse l'axe de ce mur, doit être démoli : Alger, 8 juin 1907 (07, 555). — *8.* Il serait injuste d'obliger le co-propriétaire d'un mur mitoyen à supporter, même partiellement, les frais de la reconstruction qui en est faite dans l'intérêt exclusif de l'autre co-propriétaire : Tunis, 29 juin 1907 (07, 536). — *9.* Cela est inadmissible aussi bien au cas où le mur litigieux est immatriculé, par conséquent soumis à la loi foncière et à la loi française, qu'au cas où il n'est pas immatriculé, c'est-à-dire régi exclusivement par le droit immobilier tunisien ancien : Tunis, 29 juin 1907 (07, 536). — *10.* La solution contraire deviendrait une cause de vexation et de ruine pour les propriétaires indigènes qui auraient pour voisins des européens, et cela seul, en l'absence de toute loi, suffirait pour la faire rejeter : Tunis, 29 juin 1907 (07, 536).

SECTION III

Compétence.

11. La contestation qui s'élève à propos de la surélévation d'un mur mitoyen, dépendant d'un immeuble tunisien non immatriculé, est immobilière : Tunis, 27 juin 1892 (93, 313). — *12.* Doit en conséquence être accueilli le déclinatoire soulevé devant la juridiction française par le tunisien défendeur qui n'a pas conclu au fond : Tunis, 27 juin 1892 (93, 313) ; 23 déc. 1903 (04, 263). — *13.* Et le juge de paix doit, même d'office,

refuser d'en connaître : Tunis, 23 déc. 1903 (04, 263). — *14*. Les Tribunaux français sont incompétents, en Tunisie, pour connaître d'une question de mitoyenneté entre sujets tunisiens : Tunis, 1er mars 1899 (00,143). — *15*. Il en serait de même dans le cas où la partie défenderesse, sujette tunisienne soulèverait avant toute défense au fond l'exception d'incompétence et demanderait son renvoi devant la juridiction tunisienne : Tunis, 1er mars 1899 (00, 143).

MOGHARSA.

Bibliographie.— ABRIBAT, *Rec. Ettouati*, p. 166. — BARRAULT, *Org. de la propr. fonc. en Tun.* p. 43. — S. BERGE, *Vocabul.* (Journ. trib. Tun., 1895 p. 169). — BOURDE, *Les cult. fruit.* p. 41. — COULON, *Jurispr. en mat. de propr. immob.* (Journ. trib. Tun., 1896 p. 183). — ENRIQUEZ, *Propr. maind'œuvre et créd. agric. en Tun.*, p. 53.— LESCURE, *Double rég. fonc.*, p. 52 et 258. — MAHMOUD BEN MAHMOUD, *Contr. de mogharsa dans le rite hanaf.* (Journ. trib. Tun., 1904, p. 232). — MOHAMED KASSAR, *Contr. de mogharsa dans le rite malék.* (Journ. trib. Tun., 1904, p. 231). — PIOLET, *Rég. propr. fonc. en Tun.*, p. 44. — X... *La Tunisie*, t. I. p. 53.

SECTION PREMIÈRE

Droit musulman tunisien.

1. Le droit de mogharsa ou bail à complant, aux termes duquel la propriété doit appartenir pour une moitié au complanteur, se constate par un titre : Tunis, 18 mars 1903 (03, 234). — *2*. Un créancier hypothécaire n'a pas qualité pour consentir un contrat de ce genre : Tunis, 18 mars 1903 (03, 234). — *3*. En principe, dans l'ancien droit immobilier tunisien, aucun droit réel n'est opposable aux tiers s'il n'a été inscrit sur le titre de propriété. Il n'en est pas ainsi, toutefois, pour le contrat de mogharsa : Tunis, 10 août 1892 (93, 62). — *4*. Cette exception a pour base la nature spéciale du contrat de mogharsa, qui ne comporte pas une aliénation immédiate de la propriété, puisqu'il implique pour le preneur l'exécution d'une série d'opérations qu'il est obligé de faire pour devenir, au bout du laps de temps prévu, propriétaire d'une partie de l'immeuble, tandis que le bailleur n'y fait qu'une promesse conditionnelle d'aliénation ultérieure : Tunis, 10 août 1892 (93, 62) ; Trib. mixte, 13 mars 1894 (95, 28) ; 2 nov. 1903 (04, 243) ; 23 janv. 1904 (04, 269). — *5*. La mogharsa est opposable à l'adjudicataire de l'immeuble, bien qu'elle n'ait pas été transcrite sur le titre de propriété : Tunis, 10 août 1892 (93, 62). — *6*. Quand la possession est sortie des mains du propriétaire indiqué au titre de propriété, par suite de l'exécution d'un contrat de mogharsa non inscrit sur

le titre, c'est à tort que l'acquéreur de la propriété prétendrait que le contrat de mogharsa ne lui est pas opposable parce qu'il détient un titre où il n'est pas inscrit : Tunis, 10 août 1892 (93, 62) ; 29 novembre 1905 (06, 137). — 7. Cet acquéreur n'a pu en effet ignorer que la possession de son vendeur n'était pas conforme à son titre : Tunis, 10 août 1892 (93,62); 29 nov. 1905 (06, 137). — *8*. Dans la pratique tunisienne du contrat de mogharsa, il est rare qu'il conduise à une indivision ; le plus souvent, lorsque l'association entre propriétaire et complanteur prend fin, par la constatation de l'avènement du terme, c'est-à dire que les arbres plantés sont en état de produire, il y a partage de la propriété complantée, de telle sorte que celui qui a fourni la terre reste propriétaire d'une partie du verger, tandis que celui qui a apporté son industrie devient seul et unique propriétaire du reste : Trib. mixte, 12 avr. 1904 (04, 273). — *9*. Mais il n'en est pas toujours ainsi ; il est des cas où le partage n'a pas lieu et où le propriétaire et le complanteur deviennent, par l'effet de la mogharsa, co-propriétaires indivis du fonds complanté : Trib. mixte, 12 avr. 1904 (04, 273). — ***10***. Cet état d'indivision doit être prouvé ; il ne résulte pas de la production pure et simple d'un contrat de mogharsa ancien, alors que rien ne vient faire reconnaître que le mogharsi a rempli ses obligations et qu'il a réussi a amener des arbres à l'âge adulte ; il faut au contraire qu'il soit constaté que la mogharsa a été exécutée et que le complanteur a pris possession de sa part indivise : Trib. mixte, 12 avr. 1904 (04, 273).

SECTION II

Influence de l'immatriculation (1).

11. Le contrat de bail à complant appelé mogharsa en droit musulman n'a pas pour effet nécessaire de faire le preneur co-propriétaire du terrain sur lequel il porte ; il lui donne seulement un droit éventuel à une part de l'immeuble, à prendre lorsque les arbres plantés auront été mis en état de produire : Trib. mixte, 2 nov. 1903 (04, 243) ; 23 janv. 1904 (04, 269). — ***12***. Ce partage, quand il a lieu, rend le complanteur propriétaire d'une parcelle de terrain complanté, mais tant qu'il n'est pas intervenu, le bailleur généralement reste propriétaire exclusif du tout : Tribunal mixte, 2 nov. 1903 (04, 243) ; 23 janv. 1904 (04, 269).— ***13***. Il s'ensuit qu'au cas où un propriétaire demande l'immatriculation d'un terrain qui a été l'objet d'un contrat de mogharsa, il n'y a pas lieu d'accueillir la prétention du complanteur ou *mogharsi* de se faire reconnaître co-propriétaire de l'immeuble en instance, alors qu'aucun partage n'a eu lieu et n'a même jamais été demandé, que d'ailleurs on ne sait pas si le mogharsi a rempli ses obligations et s'il existe des arbres en état de production : Trib. mixte,

(1) Voir sur le principe : V° Immatriculation N°s 244 et s.

2 nov. 1903 (04, 243). — *14*. Par suite le complanteur n'est pas recevable à demander une immatriculation relative à l'immeuble complanté, tant qu'il n'a pas acquis une partie de cet immeuble par un partage et alors qu'il n'est même pas certain qu'il ait rempli ses obligations : Trib. mixte, 23 janv. 1904 (04, 269). — *15*. Il n'est pas nécessaire, pour la conservation du droit éventuel du mogharsi au partage du fonds complanté, que son contrat soit inscrit sur le titre de propriété délivré en vertu du jugement d'immatriculation : Trib. mixte, 2 nov. 1903 (04, 243). — *16*. Celle-ci forme, il est vrai, un obstacle absolu à la reconnaissance de tout droit réel né auparavant, mais non pas à la reconnaissance d'un droit non encore nê, bien qu'il prenne sa source dans une convention antérieure : Trib. mixte, 2 nov. 1903 (04, 243). — *17*. Toutefois il est bon de mentionner le contrat de mogharsa au titre, toutes les fois que cela est possible, afin de prévenir les tiers de son existence : Trib. mixte, 2 nov. 1903 (04, 243). — *18*. S'il est bon qu'il soit fait mention sur le titre de propriété, à titre simplement conservatoire à l'égard des tiers et à toutes fins utiles, de l'existence d'un contrat de mogharsa, alors qu'aucun partage n'a été effectué, le défaut de mention ne peut avoir pour résultat de détruire le contrat et de dépouiller le mogharsi des droit réels qui pourront lui advenir sur la propriété immatriculée, postérieurement à l'immatriculation en vertu dudit contrat : Trib. mixte, 21 nov. 1903 (04, 248). — *19*. Le contrat de mogharsa attribue aux complanteurs (megharsi) la propriété de la moitié du sol dès que la plantation est en rapport : Trib. mixte, 2 janv. 1894 (98, 41). — *20*. En conséquence lorsque, dans un immeuble, se trouvent des terrains en rapport objets d'un contrat de mogharsa, ils doivent être bornés séparément et immatriculés pour moitié au nom du propriétaire primitif du sol et pour moitié au nom du complanteur : Trib. mixte, 2 janv. 1894 (98, 41). — *21*. L'immatriculation d'un terrain qui a été antérieurement l'objet d'un contrat de mogharsa, n'a pas pour résultat inéluctable de faire obstacle à ce que les droits du mogharsi soient reconnus ultérieurement, bien que nulle mention du contrat n'ait été faite sur le titre de propriété : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 644). — *22*. Ce défaut de mention pourrait avoir pour effet de ne pas faire la mogharsa opposable aux tiers, mais elle n'en amènerait pas l'anéantissement à l'égard du bailleur : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 644). — *23*. Il en est tout au moins ainsi lorsque, au jour de l'immatriculation, les arbres complantés n'étaient pas en état de produire et que, par suite, les droits au partage de la propriété, qui pourraient résulter du contrat au profit du complanteur, n'étaient pas encore nés : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04,644).

MONNAIES

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. V. p. 2322.

1. Le *dinar*, monnaie fictive dépendant de l'ancien système monétaire tunisien, équivalait à 10 carroubes, soit à 10/16es de piastre : Tunis, 20 mai 1895 (95, 459). — *2*. Aux termes de l'art. 9 du décret beylical du 1er juillet 1891, la piastre doit être convertie en francs au taux de 60 centimes, tant pour les contrats passés avec l'Etat que pour ceux passés entre les particuliers : Tunis, 6 mars 1893 (93, 161). — *3*. Il doit en être fait application, alors qu'on n'établit pas qu'un autre taux ait été indiqué dans la convention, ou qu'au moment de l'échéance de la dette, la piastre atteignait un cours plus élevé : Tunis, 6 mars 1893 (93, 161). — *4*. Ne peut être poursuivie en Tunisie la contravention de distribution de pièces imitant les monnaies d'or françaises prévue par l'art. 57 de la loi de finance française du 30 mars 1902, non promulguée en Tunisie : Tunis, 7 oct. 1902 (03, 169). — *5*. Les monnaies d'argent tunisiennes ont cours légal en Tunisie et au point de vue pénal sont assimilées aux monnaies françaises ; leur contrefaçon est punie par les peines portées à l'article 132 du Code pénal : Trib. crim. Tunis, 8 févr 1897 (97, 296).

MONTAGNES

Voir : Propriété immobilière, ch. III sect. III.

MONT DE PIÉTÉ

Voir : Compétence commerciale, ch. II sect. II. — Organisation politique, sect. I.

Bibliographie. — WEILL, *Prêt à int. en Tun.*, p. 42.

1. Aucune disposition de la loi française ou tunisienne n'a apporté une dérogation au droit commun pour la vente des objets remis en gage à la Société des Monts-de-piété de Tunisie : Tunis, 29 juin 1898 (98, 402). — *2*. Ladite Société des Monts-de-Piété de Tunisie est donc obligée de suivre la loi française de droit commun pour la réalisation du gage en matière civile et notamment se conformer à l'art. 2078 du Code civil et demander au tribunal un jugement ordonnant la vente des objets qu'elle avait reçus en nantissement : Tunis, 29 juin 1898 (98, 402).

MONUMENTS HISTORIQUES
ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 88. — DE DIANOUS, *Législ. tun.*, p. 323. — GAUCKLER, *Conférence admin.*, p. 467. — LEROY-BEAULIEU, *Alger. et Tun.*, p. 482. — SERRES, *Conférence admin.*, p. 76. — TILLOY, *Rép. Alp.* t. I. p. 363.

1. Les décrets beylicaux des 7 novembre 1882 et 7 mars 1886, relatifs aux antiquités et objets d'art, n'ont pas eu pour effet d'enlever la propriété de ces objets aux propriétaires du sol et d'en faire la propriété de l'Etat : Tunis, 25 avr. 1892 (95, 595). — *2*. Ils ont simplement grevé les terrains où ils se trouvent d'une servitude d'utilité publique consistant dans l'interdiction pour les propriétaires de détruire lesdits monuments sans une autorisation de l'administration : Tunis, 25 avr. 1892 (95, 595). — *3*. Les propriétaires doivent recevoir une indemnité dans le cas où l'administration voudrait faire passer des monuments historiques dans le domaine de l'Etat : Tunis, 25 avr. 1892 (95, 595). — *4*. Si l'art. 39 du décret du 7 mars 1886 donne au Directeur du service des antiquités et arts le droit de requérir les agents de l'administration pour empêcher les infractions prévues par ledit décret, aucun texte ne l'autorise à agir pour le domaine privé de l'Etat et pour en défendre les intérêts devant le Tribunal mixte : Trib. mixte, 30 déc. 1904 (05, 239). — *5*. Le décret qui classe comme monument historique un immeuble appartenant à un particulier, ne le fait pas sortir de la propriété de celui-ci pour en faire une propriété de l'Etat ; par conséquent, ce décret ne fait pas obstacle à ce que le particulier propriétaire de l'immeuble en obtienne l'immatriculation : Trib. mixte, 30 déc. 1904 (05, 239). — *6*. Bien plus, le décret qui classe un immeuble comme monument historique n'opère aucun démembrement de propriété, ne crée aucune servitude ni aucun droit réel ; il n'y a donc lieu d'en ordonner l'inscription sur le titre de propriété à délivrer par le Conservateur de la propriété foncière : Trib. mixte, 30 déc. 1904 (05, 239).

MOYEN NOUVEAU

Voir : Appel civil, ch. V. — Pourvoi en cassation, sect. IV.

MOZABITES

Voir : Mineur, ch. VIII sect. III. — Notariat indigène, sect. V.

MUNICIPALITÉS

Voir : Action en justice. — Compétence administrative, ch. I sect. I. et ch. II sect. II. — Conciliation (Préliminaire de). — Taxes municipales.

Bibliographie. — GIRAULT, *Princ. de colon.* t. III p. 398. — VALENSI, *Législ. communale.*

SECTION PREMIÈRE

Droit d'agir en justice

1. Aux termes de l'art. 38 du décret beylical du 1er avril 1885, toute action judiciaire autre que les actions possessoires ne peut, à peine de nullité, être intentée contre une commune qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au premier Ministre un mémoire exposant les faits et l'objet de la réclamation : Tunis, 27 févr. 1895 (95, 198). — *2*. Cette disposition doit être interprétée en ce sens que les actes de poursuite accomplis sans dépôt préalable du mémoire exigé par le texte précité, ne peuvent être validés par l'accomplissement postérieur de cette formalité : Tunis, 27 févr. 1895 (95, 198).

SECTION II

Police municipale.

§ I. — Voirie et alignements.

3. Aux termes des articles 27 et 46 du décret beylical du 1er avril 1885, les présidents des municipalités ont le droit de donner des alignements conformément aux plans généraux des villes, de délivrer des autorisations de bâtir dans les voies qui ne sont pas ouvertes ou livrées à la circulation et de permettre à titre précaire l'établissement d'étalages mobiles, de tables et de chaises sur les trottoirs : Tunis, 12 déc. 1892 (97, 28). — 4. Mais ils n'ont pas le droit d'autoriser au-dessus de la voie publique des constructions, même à titre temporaire : Tunis, 12 déc. 1892 (97, 28). —5. Il est vrai que l'article 79 du règlement de voirie de la ville de Tunis, approuvé par décret du 24 novembre 1889, donne au président de la municipalité de Tunis la faculté d'autoriser des constructions en encorbellement, voûte, arc ou couvertures en charpentes au dessus de la voie publique : Tunis, 12 déc. 1892 (97, 28). — *6*. Mais ce règlement, qui divise Tunis en trois zônes, le quartier européen, la ville arabe et les faubourgs, ne donne la faculté qui vient d'être indiquée que pour les deux dernières zônes : Tunis, 12 déc. 1892 (97, 28). — 7. L'arrêté du président de la municipalité de Tunis qui a autorisé une construction au-dessus de la voie publique, dans la première zône, est donc irrégulier et tout intéressé a le droit de se prévaloir de cette irrégularité pour s'opposer à son exécution : Tunis, 12 déc. 1892 (97, 28). — *8*. Aucune obligation d'alignement n'existe pour les immeubles situés dans des agglomérations non constituées en municipalités : Ouzara, 7 févr. 1899 (99, 293). — *9*. D'autre part, l'art. 1er du décret beylical du 25 juillet 1897 ne prévoit et ne punit que le refus de réparer ou de démolir les édifices confrontant le domaine public qui menacent ruine : Ouzara, 7 févr. 1899 (99, 293). — ***10***. Ne

contrevient donc à aucune disposition légale le propriétaire qui, sans autorisation de l'Admininistration, perce une porte dans un immeuble situé sur le bord d'une route et dans une agglomération non constituée en municipalité, alors qu'il est constant et non contesté que cet immeuble ne menaçait pas ruine : Ouzara, 7 févr. 1899 (99, 293). — *11*. Le décret beylical du 1er avril 1885, sur l'organisation des communes de la Régence, dispose dans son art. 26, que la police municipale comprend notamment tout ce qui intéresse la commodité du passage dans les voies publiques, et, aux termes de l'art. 27 du même décret, l'administration municipale doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité de ce passage : Tunis, 30 avr. 1894 (94, 323). — *12*. Ces obligations des municipalités sont précisées, en ce qui concerne celle de Tunis, et pour les constructions voisines de la voie publique, par un règlement de voirie approuvé par décret beylical du 8 décembre 1889 : Tunis, 30 avr. 1894 (94, 323). — *13*. D'après les prescriptions de ce règlement, les passants doivent être écartés au moyen d'une enceinte en charpente de deux mètres de hauteur, toutes les fois que les travaux sont assez importants pour rendre la circulation périlleuse aux abords immédiats des chantiers et il appartient à la municipalité d'exiger que cette précaution soit prise quand elle délivre l'autorisation de bâtir : Tunis, 30 avr. 1894 (94, 323). — *14*. Elle engage sa responsabilité, en cas d'accident, si elle ne fait pas ainsi ce qui est pour elle une obligation, et non une faculté : Tunis, 30 avr. 1894 (94, 323). — *15*. Mais elle est fondée à exercer un recours en garantie contre l'auteur de l'accident, et à se faire rembourser par lui les sommes qu'elle est condamnée à payer à la victime : Tunis, 30 avr. 1894 (94, 323). — *16*. La municipalité de Tunis étant chargée, par le décret beylical du 1er avril 1885, d'assurer la commodité, la liberté et la sécurité du passage sur les voies publiques, commet une faute en ne prenant aucune mesure pour protéger les passants contre la chute des matériaux qui peuvent tomber des maisons en construction et cette faute la rend responsable des accidents qui peuvent en résulter : Cass. req. 2 août 1897 (97, 470). — *17*. L'amende édictée sous forme de clause pénale contre un entrepreneur de balayage par un cahier des charges dressé au profit d'une municipalité tunisienne, ne constitue qu'une simple réparation civile et ne peut être prononcée par le Juge de police non saisi par la partie civile : Just. p. Sfax, 7 juin 1889 (90, 279). — *18*. L'existence au cahier des charges de cette clause pénale ne peut faire obstacle au droit du Ministère public de poursuivre, en vertu de l'art. 471 § 5 du Code pénal, l'entrepreneur de balayage qui s'est substitué aux habitants de la ville, par le contrat passé entre lui et la municipalité, pour le balayage des rues et places : Just. p. Sfax, 7 juin 1889 (90, 279). — *19*. Les articles 26 et s. du décret du 1er avril 1885 sur la police municipale sont applicables à

toutes les villes de Tunisie, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre celles qui ont été dotées d'une municipalité de plein exercice et celles qui n'ont été pourvues que d'une simple commission de voirie : Cass. crim., 12 janv. 1894 (94, 114). — *20*. Il en est ainsi spécialement pour la ville de Tozeur en ce qui concerne la pétite voirie : Cass. crim., 12 janv. 1894 (94, 114). — *21*. La commission des travaux publics, composée d'agents du service forestier, étant chargée de tout ce qui concerne la voirie urbaine, notamment des permis de stationnement ou de dépôts temporaires, des alignements individuels, des autorisations de bâtir, est virtuellement substituée, en cette matière spéciale, que lui confère l'art. 27 du décret précité, à l'autorité municipale : Cass. crim., 12 janv. 1894 (94, 114).

§ II. — Arrêtés municipaux.

22. L'arrêté municipal, pris dans un intérêt de police et de sûreté publique, qui vise la fermeture à une heure déterminée de tous les cafés, cabarets et autres débits de boissons à consommer sur place, est absolu et général : Cass. crim., 22 mars 1895 (95, 210). — *23*. Il s'applique aux cafés de toutes catégories, sans distinguer entre ceux qui donnent exclusivement à boire et ceux dont les patrons exercent, dans un même local, ou dans des locaux contigüs, soit aux mêmes heures, soit à des heures différentes, les deux industries de cafetier et de restaurateur : Cass. crim., 22 mars 1895 (95, 210). — *24*. Est obligatoire l'arrêté d'un Caïd qui prescrit la fermeture des cafés, pour une localité non comprise dans un périmètre municipal, à partir d'une heure déterminée : Ouzara, 24 juill. 1899 (99, 471). — *25*. Est légal et obligatoire le règlement de police aux termes duquel le président d'une administration municipale tunisienne, en vertu des pouvoirs que lui confère le décret du 1er avril 1885, interdit aux filles publiques d'entrer dans un débit de boissons à consommer sur place et à s'y mêler au public des consommateurs : Cass. crim., 7 août 1897 (99, 84). — *26*. Lorsqu'un arrêté pris par le président d'une municipalité tunisienne et approuvé par le Premier Ministre du Bey, défend aux filles soumises à à la police des mœurs d'entrer dans les brasseries et autres lieux publics, le tribunal de simple police, saisi d'une contravention à cet arrêté, ne peut renvoyer la prévenue des fins de la poursuite en se fondant sur ce qu'elle pouvait se croire autorisée par une permission spéciale, délivrée par le Vice-président de la Municipalité, cette permission étant illégale et la criminalité de l'intention n'étant pas nécessaire pour entraîner l'application de la loi pénale, puisqu'il s'agissait d'une contravention : Cass. crim., 17 nov. 1893 (94, 8). — *27*. Serait illégal l'arrêté municipal qui ordonnerait la démolition d'une baraque en bois, immeuble par suite de son adhérence physique et de son incorporation au sol ; mais il serait légal s'il ordonnait la démolition d'une baraque en bois ayant un caractère purement mobi-

lier : Sousse, 30 juin 1897 (00, 435). — *28*. Ne viole pas l'art. 471 n° 15 C. pén. le jugement qui a refusé d'ordonner la démolition d'une construction en bois prescrite par un arrêté municipal, après avoir constaté, en fait, que cette construction était antérieure de douze années à l'arrêté ; en effet, un arrêté municipal ne peut produire légalement d'effet rétroactif : Cass. crim., 1er juill. 1897 (97, 509). — *29*. Le juge de simple police saisi d'une poursuite pour infraction à un arrêté municipal a le droit d'interpréter cet arrêté et d'en déterminer la portée sans en forcer l'esprit : S. pol. Montpellier, 6 déc. 1900 (03, 175). — *30*. Spécialement, il peut considérer comme s'appliquant seulement aux hommes l'arrêté municipal qui prescrit aux « spectateurs » du théâtre d'avoir la tête découverte pendant les représentations : S. pol. Montpellier, 6 décembre 1900 (03, 175). — *31*. Le principe de la non rétroactivité des lois ne s'applique pas aux règlements de police : c'est ainsi que le propriétaire d'une cheminée construite antérieurement à la promulgation d'un règlement municipal peut être l'objet de poursuites pénales, s'il se refuse à apporter à cette cheminée des modifications en rapport avec le règlement de police ; c'est en vain qu'il prétendrait que la cheminée a été construite antérieurement audit règlement : Ouzara, 24 juin 1908 (08, 534).

SECTION III

Gestion du domaine municipal.

32. Aux termes des art. 16 et 17 du décret beylical du 1er avril 1885 sur l'organisation des municipalités de la Régence, les aliénations des propriétés communales ne peuvent être valables sans une délibération du Conseil municipal qui est elle même soumise à l'approbation du Gouvertunisien : Tunis, 24 avr. 1893 (97, 356). — *33*. La Municipalité de Tunis est mal fondée à soutenir qu'elle est devenue propriétaire d'un terrain appartenant autrefois à un particulier, lorsqu'elle ne produit aucun titre régulier d'acquisition à l'amiable et qu'il est constant qu'elle n'a pas fait procéder à l'expropriation, conformément aux règles tracées par le décret beylical du 20 moharrem 1275 (30 août 1858) : Tunis, 14 mars 1894 (94, 224). — *34*. Sous le régime du décret du 13 octobre 1890, le Receveur municipal de la ville de Tunis était exclusivement et entièrement responsable, au regard de l'Administration, des taxes dont la perception lui était confiée et il ne pouvait être déchargé de cette responsabilité que par une décision régulière de l'autorité compétente : Alger, 31 oct. 1907 (08, 385). — *35*. Il importe peu, à cet égard, que lesdites taxes aient été perçues et ensuite détournées par des sequestres nommés en référé sur la demande du Receveur municipal, alors qu'il est constant que celui-ci n'a pas fait près des sequestres les dilligences nécessaires pour l'encaissement des taxes, bien qu'il eût pour cela toutes les facilités possibles, qu'il avait eu soin de se ménager : Alger, 31 oct. 1907 (08, 385).

SECTION IV

Responsabilité des communes.

36. Une commune est en principe civilement responsable des dégâts occasionnés à un commerçant par des désordres survenus au cours d'une grève, à moins qu'elle ne s'exonère de la présomption de faute qui pèse sur elle en prouvant que toutes les mesures qui étaient en son pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir les rassemblements et d'en faire connaître les auteurs : Aix, 20 janv. 1896 (96, 277). — *37.* Les lois qui déterminent en France la responsabilité des communes en cas d'attroupement, règlent une question de police purement territoriale et, dès lors, ne sont pas applicables en Tunisie : Tunis, 28 oct. 1895 (95, 547). — *38.* Dans ce dernier pays, où il n'existe aucune loi spéciale à la matière, il faut s'en référer au droit commun, c'est-à-dire aux art. 1382 et s. du Code civil français, pour déterminer la responsabilité des municipalités tunisiennes pour les dégâts commis par un attroupement à un particulier : Tunis, 28 oct. 1895 (95, 547) — *39.* Si, aux termes de l'art. 28 du décret beylical du 1er avril 1885, le président de la Municipalité a la direction de la police munipale, il appartient au particulier, lésé par l'envahissement d'une foule dans sa maison, de prouver que le dommage dont il poursuit la réparation contre la Municipalite aurait été empêché par des mesures de police plus promptes et mieux comprises que celles qui ont été exécutées : Tunis, 28 oct. 1895 (95, 547). — *40.* Aux termes de l'art. 27 du décret du 1er avril 1885, la Municipalité de Tunis doit être déclarée responsable de l'accident dû à la chute de pierres et de matériaux servant aux travaux extérieurs d'une maison, lorsque cet accident est imputable au manque de prévoyance d'un agent de la voirie municipale, qui n'a prescrit aucune mesure pour assurer la sécurité du passage sur la voie publique le long de laquelle des travaux allaient être accomplis : Alger, 27 nov. 1895 (96, 360). — *41.* Le boucher qui prétend que le directeur d'un abattoir municipal lui a refusé arbitrairement l'autorisation d'abattre les bestiaux qu'il a présentés, doit prouver la faute qu'il lui impute pour se rendre recevable dans une action en dommages intérêts contre la municipalité : Tunis, 2 déc 1895 (96, 28). — *42.* Il ne fait pas cette preuve par la production d'une outika dressée par les notaires indigènes; cette pièce ne peut suppléer à une expertise effectuée conformément aux prescriptions de la loi : Tunis, 2 déc. 1895 (96, 28). — *43.* Le contrat par lequel une municipalité s'engage à payer une redevance à un entrepreneur des pompes funèbres, pour la fourniture du cercueil et le transport des indigents décédés au cimetière, fait obstacle à ce que la municipalité se fournisse de cercueils et de porteurs chez d'autres fournisseurs, mais non à ce qu'elle autorise les parents de l'indigent décédé à acheter eux-mêmes un cercueil, à transporter le corps au cimetière et à creuser la

tombe : Tunis, 25 nov. 1903 (04, 260). — *44*. La dépossession d'un particulier d'un terrain lui appartenant, accomplie par une municipalité à raison du caractère domanial que lui attribuait indûment l'État, engage la responsabilité de ce dernier vis à-vis du propriétaire évincé : Tunis, 31 mai 1899 (99, 488).

SECTION V

Ancien Tribunal municipal de Tunis.

45. Avant la promulgation du décret beylical du 16 djoumadi et tani 1302 (1er avril 1885) sur l'organisation des municipalités tunisiennes, il existait à Tunis un Tribunal municipal composé de trois membres pris parmi les conseillers municipaux, qui était chargé de trancher, conformément aux usages, dans le territoire de Tunis et de sa banlieue, les contestations immobilières d'un caractère local, pouvant s'élever entre propriétaires voisins, notamment au sujet des questions de mitoyenneté et de servitudes de jour : Tunis, 14 mars 1894 (94, 224) ; 22 avr. 1895 (95, 369). — *46*. Sa compétence ne s'étendait certainement pas aux revendications d'immeubles. Rien ne permet de supposer, d'ailleurs, que ce Tribunal avait le droit de juger quand la Municipalité était en cause : Tunis, 5 janv. 1888 (90, 242) ; 14 mars 1894 (94, 224) ; 22 avr. 1895 (95, 369). — *47*. En tous cas, ne saurait être considérée comme ayant l'autorité due aux décisions de ce Tribunal, une délibération ordinaire prise par tous les membres du Conseil et que l'autorité municipale a soumise au Gouvernement pour la lui faire sanctionner : Tunis, 14 mars 1894 (94, 224) ; 22 avr. 1895 (95, 369). — *48*. Le Tribunal français de Tunis n'a pas à donner l'exequatur à une décision de ce Tribunal relative à une question de propriété ; mais il peut, si l'affaire est en état, statuer sur le fond par voie de révision de ladite sentence : Tunis, 5 janv. 1888 (90, 242).

MUSICIENS

Voir : Mahsoulats, ch. II sect. IV.

N

NANTISSEMENT

Voir : Gage immobilier.

Bibliographie. — Coulon, *Crédit agric.* (Journ. trib. Tun., 1900 p. 614, 1901 p. 6 et 55).

1. Il n'y a pas lieu de rechercher, en vue de l'application des art. 446 et 447 C. de Com. à quelle époque le créditeur a pu verser effectivement

les sommes prévues dans le contrat d'ouverture de crédit : Sousse, 20 déc. 1901 (03, 316). — *2*. En effet, les effets de ce contrat remontent au jour de sa formation, les hypothèques ou sûretés provenant de gages sont réputées nées au jour du contrat, quand même les versements seraient postérieurs : Sousse, 20 déc. 1901 (03, 316). — *3*. Le nantissement donné lors d'une ouverture de crédit, garantit non seulement le remboursement des sommes versées par le créditeur entre les mains du crédité lui-même, soit par la voie de retrait de caisse, soit par la voie de l'escompte, mais encore celui des sommes versées à des tiers pour les billets souscrits par le crédité et endossés par les bénéficiaires, alors, du moins que le contrat stipule expressément que le crédit « s'étendra également à tous les effets portant la signature du crédité » : Sousse, 20 déc. 1901 (03, 316).

NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE.

SECTION PREMIÈRE

Formes.

1. La formalité édictée par l'art. 2075 § 2 C. civ. (loi du 1er mars 1898), aux termes duquel le nantissement des fonds de commerce doit, pour être opposable aux tiers, être inscrit sur un registre public tenu au greffe du Tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité, ne vient pas s'ajouter à celles prescrites par l'art. 2075 § 1er, applicable aux meubles incorporels et par l'art. 2076 relatif au dessaisissement ; elle se suffit à elle-même pour la validité de l'acte : Com. Seine, 17 mars 1900 (00, 528) ; Com. Marseille, 2 févr. 1904 (05, 279) ; Cass. civ., 5 janv. 1904 (04, 221). — *2*. La clause d'un acte de vente relatif à un fonds de commerce par laquelle le vendeur s'est réservé expressément le privilège de l'art. 2075 C. civ. modifié par la loi du 1er mars 1898, est insuffisante pour établir que la garantie d'un nantissement a été stipulée au profit du vendeur : Com. Rennes, 24 janv. 1908 (08, 466).

SECTION II

Etendue.

3. Les objets corporels ou incorporels entrant dans la composition d'un fonds de commerce, liés les uns aux autres par leur destination commune, forment un tout ne pouvant pas être qualifié d'indivisible, mais constituent un ensemble dont l'individualité est susceptible de faire l'objet d'un nantissement opposable aux tiers : Aix, 12 janv. 1905 (06,157) ; Com. Flers, 19 sept. 1905 (06, 418) ; Cass. civ., 31 oct. 1906 (07, 320). — *4*. Les marchandises d'un fonds de commerce donné en nantissement sont considérées comme comprises dans ce nantissement : Aix, 12 janv. 1905

(06, 157) ; Cass. civ., 31 oct. 1906 (07, 320). — *5*. *En sens contraire :* Com. Marseille, 15 mars 1906 (07, 126) ; 8 mai 1906 (07, 182) ; 13 juin 1906 (07, 250). — *6*. Alors même qu'il aurait été expressément convenu qu'elles y seraient comprises : Com. Marseille, 8 mai 1906 (07, 182) ; 13 juin 1906 (07, 250). — 7. Le nantissement qui est consenti sur le matériel sans autre désignation, porte seulement sur le matériel dépendant du fonds de commerce ; en conséquence, il est nécessaire pour sa validité qu'il y ait remise au créancier des éléments corporels qui le composaient et il est nul s'il a été seulement pris inscription au greffe du Tribunal de commerce : Nîmes, 11 mars 1907 (07, 579). — *8*. Si la vente d'un fonds de commerce comprend l'ensemble des éléments qui le composent, il n'est pas indispensable que tous ces éléments se trouvent réunis pour que l'universalité désignée sous le nom de fonds de commerce existe et pour qu'elle puisse faire l'objet d'une vente ou d'un nantissement : Tunis, 14 juin 1907 (08, 331). — *9*. Le nantissement d'un fonds de commerce comprend, non seulement les marchandises existant au moment où il a été constitué, mais encore les marchandises neuves ou renouvelées depuis ; la loi n'a exigé pour cela ni un mode spécial de publicité, ni un inventaire : Tunis, 14 juin 1907 (08, 331). — *10*. Le nantissement d'un fonds de commerce n'empêche pas la vente isolée d'un des éléments de ce fonds, notamment du matériel, et le créancier gagiste est mal fondé à réclamer à l'acquéreur de ce matériel autre chose que le paiement de son prix : Com. Avignon, 9 août 1907 (08, 193). — *11*. La loi du 1er mars 1898 ne saurait s'étendre à un objet particulier détaché du fonds et isolé de l'ensemble : Com. Flers, 19 sept. 1905 (06, 418). — *12*. Il en est ainsi spécialement pour un moteur à gaz vendu à crédit ; la loi du 1er mars 1898 n'a pu conférer au vendeur sur cet objet un droit de gage opposable à la masse : Com. Flers, 19 sept. 1905 (06, 418). — *13* Un casino, composé d'immeubles spécialement aménagés avec un matériel théâtral et des meubles meublants spément agencés pour l'exploitation forme, avec le droit au bail et l'achalandage, un tout unique de nature immobilière et non susceptible par conséquent d'être donné en nantissement comme un autre fonds de commerce : Tunis, 14 déc. 1906 (07, 327). — *14*. Une entreprise purement civile ne peut donner naissance à un fonds de commerce ; un nantissement ne peut s'exercer sur un établissement inexistant faute de clientèle, d'achalandage et de tout ce qui constitue le fonds de commerce : Toulouse, 5 févr. 1907 (07, 464).

SECTION III

Effets.

15. Le commerçant qui donne en nantissement son fonds de commerce conserve le droit d'aliéner les marchandises dépendant de ce fonds,

et, en cas d'aliénation, le créancier gagiste n'est pas fondé à exercer sur ces marchandises un droit de suite que la loi du 1er mars 1898 n'a entendu établir que sur le fonds de commerce lui-même : Civ. Douai, 21 nov. 1906 (07, 350). — *16*. La vente amiable d'un fonds de commerce grevé d'un nantissement régulier est nulle à l'égard du créancier gagiste et la revente aux enchères publiques dudit fonds doit être ordonnée à la requête de ce dernier, tout en laissant au débiteur ou à toute autre personne la faculté d'arrêter les poursuites en désintéressant le créancier : Comm. Marseille, 25 oct. 1907 (08, 228). — *17*. S'il n'est pas prescrit de délai pour faire inscrire un nantissement, la tardiveté de l'inscription peut avoir pour conséquence de ne pas permettre d'opposer ce nantissement à la masse créancière : Com. Seine, 17 juin 1905 (06, 387). — *18*. — L'art. 448 C. com. s'applique aux inscriptions de nantissement sur les fonds de commerce : Amiens, 10 mars 1906 (07, 126). — *19*. Une inscription de nantissement prise longtemps après la constitution du gage et au cours de la période suspecte, ne peut être annulée, s'il n'y a pas eu fraude en vue de tromper les tiers : Amiens, 10 mars 1906 (07, 126). — *20*. Un nantissement de fonds de commerce consenti en dehors de la période suspecte précédant la déclaration de faillite ne peut être annulé en vertu de l'action paulienne que si la fraude est établie : Toulouse, 27 nov. 1906 (07, 350). — *21*. La loi du 1er mars 1890 n'a pas interdit l'application d'un nantissement de fonds de commerce pour la sûreté de créances existant antérieurement à sa constitution : Toulouse, 27 nov. 1906 (07, 350).

NASBA

Voir : Habous, ch. III sect. IV.

NATIONALITÉ.

Voir : Compétence civile, ch. II sect. I. — Divorce, ch. III sect. I. — Mariage. — Régime matrimonial. — Sociétés, ch. II sect. II. — Succession, ch. I sect. I et ch. II sect. III. — Tribunal criminel, ch. II sect. II et III.

Bibliographie. — AUDINET, *La nation franc., en Alg. et en Tun.* (Rev. alg. 1889, 1, 165). — S. BERGE, *Jurid. franc. en Tun.*, p. 89. — GIRAULT, *Princ. de colon.* t. III. p. 442. — HUGUES, *La nation franç. chez les musulmans de l'Alg.* — LARCHER, *Traité de législ. algér.* t. II. p. 224 et 231. — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* Vo Etranger no 424. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 95 et 122. — TILLOY, *Rép. alph.* t. IV. p. 1629 et t. V. p. 2092.

CHAPITRE PREMIER

Règles spéciales aux européens.

SECTION PREMIÈRE

Règles spéciales aux français.

1. Pour que la nationalité d'un individu puisse être légalement établie en France, il suffit que le demandeur ait un intérêt, soit matériel, soit purement moral, né et actuel, à la constater : Civ. Seine, 8 mars 1904 (04, 257). — *2*. Cet intérêt existe lorsque le demandeur a été l'objet d'un arrêté d'expulsion que justifie seule une nationalité qu'il prétend n'être pas la sienne : Civ. Seine, 8 mars 1904 (04, 257). — *3*. Si l'ancien article 17 § 3 du Code civil, malgré l'abrogation dont il a été frappé par la loi du 26 juin 1889, a, en vertu du principe de la non-rétroactivité des lois, continué à régir les français qui, antérieurement à la promulgation de la loi du 26 juin 1889, s'étaient établis à l'étranger sans esprit de retour, il ne saurait être appliqué à celui qui n'a jamais entendu abandonner la France, où il a fait des séjours prolongés et conservé d'importantes propriétés : Civ. Seine, 13 janv. 1898 (98, 180). — *4*. La déchéance édictée par le décret de 1848 ne peut être encourue que par un français qui achète des esclaves pour les maintenir en esclavage ; elle ne saurait atteindre celui qui achète des esclaves pour les affranchir : Civ. Seine, 13 janv. 1898 (98, 180). — *5*. Le français, déchu de sa qualité et devenu un simple *heimatlos*, serait, comme tel, soumis au statut personnel du pays de sa résidence ; mais, en vertu du principe de l'exterritorialité, applicable en pays barbaresque et du régime des Capitulations, il devrait être considéré comme continuant à résider en France et sa succession devrait, même dans ce cas, être régie par la loi française : Civ. Seine, 13 janv. 1898 (98,180).— *6*. Est étranger l'enfant né de parents issus de parents français ayant perdu leur nationalité par suite d'établissement à l'étranger sans esprit de retour, et n'ayant pas accompli les formalités des art. 9 et 10 du Code civil : Tunis, 12 juin 1896 (96, 377). — 7. Si, aux termes de l'ancien art. 9 C. civ., l'individu né d'un étranger sur le territoire français pouvait, dans l'année qui suivait sa majorité, revendiquer la nationalité française, à condition de déclarer son intention de fixer son domicile en France à l'autorité administrative, il restait étranger, s'il omettait de faire cette déclaration en temps utile : Tunis, 10 févr. 1904 (04, 403). — *8*. La loi du 26 juin 1889, qui a modifié en cette matière le Code civil, n'a pas eu sur ce point d'effet rétroactif : Tunis, 10 févr. 1904 (04, 403). — *9*. Par suite, est resté étranger celui qui, ayant atteint sa majorité plus d'un an avant l'établissement de la nouvelle législation, n'a pas rempli la formalité que lui imposait l'ancienne pour devenir français : Tunis, 10 févr. 1904

(04, 403). — *10.* Il est de principe que les personnes nées en France d'étrangers qui avaient atteint leur majorité avant la promulgation de la loi du 26 juin 1889 sont régies par les dispositions anciennes de l'art. 12 C. civ., et non par les nouvelles, ce en vertu du dogme de la non rétroactivité des lois : Tunis, 12 déc. 1906 (07, 90). — *11.* Par suite, les enfants majeurs de l'étranger naturalisé ne peuvent obtenir la qualité de français qu'à la condition de faire une déclaration de volonté conforme et de fixer leur domicile en France dans le délai d'un an, le tout à la condition d'être âgés de moins de 22 ans au moment de ladite déclaration. Ces conditions ne peuvent être remplies par celui qui avait plus de 22 ans au moment de la promulgation du nouvel art. 12 : Tunis, 12 déc. 1906 (07, 90). — *12.* L'enfant naturel reconnu par sa mère prend la nationalité de celle-ci au moment de sa naissance. Un changement ultérieur de nationalité, encore qu'antérieur à la reconnaissance, serait sans effet sur celle de l'enfant : Civ. Seine, 16 janv. 1907 (07, 548). — *13.* Pour apprécier la valeur de la reconnaissance émanée du père naturel, les tribunaux doivent, au cas où le père et le fils appartiennent à deux nationalités différentes, appliquer la loi nationale du père : Civ. Seine, 16 janv. 1907 (07, 548). — *14.* Un enfant naturel né en Espagne ne devient pas français par la reconnaissance et la légitimation qui en sont faites, postérieurement à sa majorité, dans l'acte de mariage d'un français et d'une espagnole : Civ. S[t] Gaudens, 12 janv. 1903 (04, 285). — *15.* En effet, la nationalité acquise à un enfant à sa majorité ne peut être modifiée par une légitimation subséquente : Civ. S[t] Gaudens, 12 janv. 1903 (04, 285).

SECTION II

Influence du mariage sur la nationalité.

§ I. — Mariage entre européens.

A. — *Femme française.* — *16.* La femme française qui épouse un étranger ne perd la qualité de française que si elle acquiert la nationalité étrangère ; or la législation de Turquie ne considère comme ottomane la femme d'un musulman ottoman que si celui-ci réside en pays d'Islam : Civ. Seine, 26 oct. 1906 (07, 319) ; Aix, 7 nov. 1907 (07, 590). — *17.* Donc il n'est pas démontré que la française qui a, à Paris, épousé un musulman ottoman qui est domicilié dans cette ville, ait perdu la nationalité française : Civ. Seine, 26 oct. 1906 (07, 319) ; Aix, 7 nov. 1907 (07, 590). — *18.* En l'absence de la production d'un texte de loi ottomane conforme, on ne saurait décider qu'une femme étrangère qui épouse un ottoman devienne ottomane par son mariage : Civ. Seine, 29 nov. 1904 (06, 60). — *19.* Il en est ainsi surtout lorsque la femme est originaire de l'Etat de New York dont la législation n'admet pas que la femme perde sa nationa-

lité par le seul fait de son mariage avec un étranger : Civ. Seine, 29 nov. 1904 (06, 60). — *20*. La femme française qui contracte mariage avec un brésilien perd sa nationalité pour prendre celle de son mari : Tunis, 7 janv. 1895 (95, 93). — *21*. En conséquence, c'est dans le statut personnel de ce dernier qu'il faut chercher les règles qui régissent l'action en divorce intentée par la femme : Tunis, 7 janv. 1895 (95, 93). — *22*. La française qui épouse un russe devient russe d'après l'art. 19 C. civ. franç., et l'ukase russe du 6 mars 1864 : Civ. Seine, 21 mars 1907 (07, 580). — *23*. La française qui épouse un italien prend la nationalité de son mari : Tunis, 8 mai 1901 (03, 113).

B. *Femme italienne.* — *24*. La femme étrangère qui se marie avec un italien acquiert la nationalité italienne, aux termes de l'art. 9 du C. civ. italien : Tunis, 21 mars 1892 (96, 457). — *25*. Si, aux termes de l'art. 9 C. civ. ital. la femme étrangère qui épouse un citoyen italien acquiert la nationalité italienne, il semble résulter de la doctrine italienne que le mariage putatif ne saurait en aucun cas procurer la nationalité italienne à une femme étrangère, même au cas où celle ci voudrait s'en prévaloir : Tunis, 14 juin 1906 (06, 582). — *26*. En tous cas, ladite femme aurait seule le droit de réclamer la nationalité italienne, après annulation de son mariage, à l'exclusion du mari, même au cas où il serait aussi réputé de bonne foi, à l'égard de ce contrat : Tunis, 14 juin 1906 (06, 582). — *27*. Il n'y a même pas d'ailleurs à examiner cette question lorsqu'il est constant qu'en fait la femme, après annulation de son mariage putatif, s'est retirée dans son pays d'origine, sans jamais réclamer la nationalité italienne : Tunis, 14 juin 1906 (06, 582). — *28*. Aux termes de l'art. 14 C. civ. ital., la femme italienne qui se marie à un étranger ne devient étrangère qu'à la condition que son mariage lui fasse acquérir la nationalité de son mari : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — *29*. Aux termes de l'art. 14 C. civ. ital. la femme de celui qui a perdu la nationalité italienne ne devient étrangère que si elle ne continue pas à résider en Italie : Civ. Nice, 10 janv. 1894 (94, 341). — *30*. Aux termes de l'art. 14 C. civ. ital., au cas où la femme italienne qui a perdu par mariage sa propre nationalité, en acquérant celle de son mari, devient veuve, elle la recouvre si elle réside dans le Royaume ou y rentre et si, dans l'un ou l'autre cas, elle déclare devant l'Officier de l'état civil qu'elle veut y fixer son domicile : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368), — *31*. Par application de ce texte, recouvrerait la nationalité italienne la veuve qui l'aurait perdue par son mariage, contracté à Tunis avec un étranger, et qui ferait au Consulat général d'Italie à Tunis la déclaration prescrite par l'art. 14 en fixant son domicile à Tunis : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — *32*. Il en serait ainsi, bien qu'elle n'aille pas s'établir dans le Royaume d'Italie, alors qu'il est constant qu'elle est née à Tunis et y a toujours vécu : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368).

§ II. — Mariages entre européens et indigènes.

33. Le mariage contracté par une musulmane tunisienne avec un musulman algérien sujet français a-t il pour résultat de modifier la nationalité de la femme ? *(non résolu)* : Tunis, 4 avr. 1900 (00, 295) ; 29 mars 1905 (05, 362). — *34*. En principe, la française qui épouse un étranger acquiert la nationalité de son mari, à moins que les lois du pays de celui ci la lui refusent, auquel cas elle reste française : Civ. Mascara, 19 mai 1897 (97, 606). — *35*. La femme israélite algérienne, par conséquent française, qui épouse un marocain, conserve sa qualité de française : Civ. Mascara, 19 mai 1897 (97, 606). — *36*. En effet, la loi du Maroc, qui est celle de tous les pays islamiques, c'est-à-dire le Coran, n'admet, au point de vue du statut personnel que deux catégories d'individus, les croyants et les infidèles : les infidèles ne font pas partie de la société religieuse ou nation musulmane et ne sont que tolérés sur son territoire : Civ. Mascara, 19 mai 1897 (97, 606). — *37*. Donc une chrétienne ou une israélite qui épouse un musulman reste étrangère dans tous les pays de l'Islam et ne perd pas, par suite, sa nationalité d'origine : Civ. Mascara, 19 mai 1897 (97, 606). — *38*. Le mariage contracté par une française avec un sujet tunisien n'a pas pour effet de lui faire perdre sa nationalité française, car il n'existe dans le droit du pays aucune règle dont on puisse induire que le mariage implique un changement de nationalité pour la femme : Tunis, 10 juin 1908 (08, 452). — *39*. Aux termes de l'art. 14 C. civ. ital. la femme italienne qui se marie à un étranger perd la nationalité italienne ; mais il résulte de l'art. 11 § 2 du même code que cela ne se produit que quand, par l'effet du mariage, elle acquiert la nationalité de son mari : Sousse, 11 mai 1902 (06, 95). — *40*. Or dans les pays islamiques une étrangère non musulmane qui épouse un musulman reste étrangère ; il en serait de même de l'étrangère qui épouserait un israélite : Sousse, 11 mai 1902 (80, 95). - *41*. Par suite, l'italienne qui épouse en Tunisie un israélite tunisien ne perd pas sa nationalité : Sousse, 11 mai 1902 (06, 95). — *42*. L'italienne qui se marie avec un israélite tunisien ne perd pas sa nationalité, parce que ce mariage ne lui fait pas acquérir la nationalité tunisienne : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — *43*. L'italienne qui épouse un israélite tunisien conserve sa nationalité d'origine et reste, par conséquent, soumise au statut personnel italien ; les litiges concernant ce statut personnel sont de la compétence de la juridiction française : Alger, 14 avr. 1908 (08, 585). — *44*. Le mariage de l'israélite tunisien n'est pas un acte propre à conférer la nationalité tunisienne à la femme européenne qu'il prend pour conjointe, en raison du caractère exclusivement religieux du mariage rabbinique : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — *45*. En effet, ni dans la loi de Moïse, ni dans le droit rabbinique, on ne trouve de règles dont on puisse déduire que le mariage confère à la femme

la nationalité du mari : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — *46*. Le mariage contracté par une française avec un étranger ne lui fait perdre sa nationalité d'origine que s'il a pour effet de lui conférer, en vertu de la loi nationale de son conjoint, la nationalité de ce dernier : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 54).— *47*. Or, ce phénomène ne se produit pas lorsque le mari épousé par une française est un sujet tunisien, parce qu'en droit rabbinique comme en droit musulman, il n'existe aucune règle dont on puisse faire découler que le mariage entraîne un changement de nationalité pour la femme et que le droit séculier tunisien est également muet à cet égard : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 54). — *48*. La française qui épouse, suivant les formes de la loi musulmane ou de la loi hébraïque, un sujet tunisien, ne perd pas pour celà la nationalité française. Un tel mariage laisse à chacun des époux sa propre nationalité : Tunis, 27 nov. 1907 (08, 20). — *49*. L'indigène musulman algérien qui épouse une européenne devant l'Officier d'état civil français manifeste ainsi son intention de renoncer en cette matière à son statut personnel et de faire régir son union conjugale par la loi française : Tunis, 23 nov. 1891 (92, 31). — *50*. La comparution devant l'Officier d'état civil français implique également, dans ce cas, de la part de l'européenne, l'intention de se soustraire à la loi musulmane : Tunis, 23 nov. 1891 (92, 31). — *51*. Il en résulte que le mari ne peut invoquer contre sa femme les dispositions de la loi musulmane relatives à la répudiation et au divorce par consentement mutuel : Tunis, 23 nov. 1891 (92, 31). — *52*. Il peut seulement poursuivre contre elle le divorce conformément à la loi française : Tunis, 23 nov. 1891 (92, 31). — *53*. La femme européenne étrangère qui épouse un indigène musulman algérien devient française, perd son statut personnel étranger et acquiert, non pas le statut personnel musulman, mais le statut personnel français : Alger, 12 févr. 1903 (04, 430).

SECTION III

Droits européens.

§ I. — Allemands.

54. L'individu né hors d'Allemagne d'un père allemand est allemand ; il conserve cette nationalité, même s'il habite à l'étranger, à moins d'avoir séjourné sans interruption dix années hors d'Allemagne: Alger, 23 mars 1903 (04, 567). — *55*. La femme d'un sujet allemand acquiert, en vertu de la loi allemande, la nationalité de son mari : Alger, 23 mars 1903 (04, 567). — *56*. Il résulte des art. 11, 19, 21 § 2 de la loi allemande du 1er juin 1870 sur la nationalité que les enfants mineurs suivent la nationalité de leur père : Trib. emp. Allemagne, 7 nov. 1904 (07, 516). — *57*. Par suite, si le père, ayant quitté le territoire allemand, a séjourné pendant plus de

dix ans à l'étranger, mais a interrompu cette résidence par un séjour accidentel en Allemagne, même sans intention de conserver la nationalité allemande, il n'a pas perdu la nationalité allemande, et, par conséquent, ses enfants mineurs sont allemands : Trib. emp. Allemagne, 7 nov. 1904 (07, 516).

§ II. — **Néerlandais.**

58. Aux termes de l'art. 10 de la loi hollandaise du 29 juillet 1850, la qualité de néerlandais se perd par un séjour de cinq ans en pays étranger avec l'intention évidente de ne point faire retour : Civ. Seine, 13 août 1903 (05, 160). — *59*. Mais pour que ce texte soit applicable, il faut que le séjour à l'étranger soit accompagné de faits tout à fait incompatibles avec l'intention du retour dans le pays : Civ. Seine, 13 août 1903 (05, 160).

§ III. — **Norvégiens.**

60. L'art. 6 de la loi norvégienne du 21 avril 1888 qui porte que le droit de citoyen se perd, lorsque le sujet norvégien quitte sa patrie pour toujours sans faire de déclaration au consulat dans l'année de son départ, ne s'applique qu'aux personnes ayant quitté leur pays sans esprit de retour : Civ. Bordeaux, 10 déc. 1902 (04, 281). — *61*. Il appartient donc aux Tribunaux français saisis d'une contestation sur la succession d'un norvégien, de rechercher si réellement le défunt avait quitté son pays sans esprit de retour et ainsi perdu sa nationalité : Civ. Bordeaux, 10 déc. 1902 (04, 281).

§ IV. — **Russes.**

62. Etablit suffisamment sa qualité de sujette russe la personne qui produit un passeport des autorités russes, qui lui attribue cette qualité : Com. Seine, 30 déc. 1896 (97, 520).

§ V. — **Grecs.**

63. Ne constitue pas une preuve suffisante de la nationalité hellène un passeport délivré par le Consul de Grèce à Tunis à un individu né à Tunis d'un tunisien, alors qu'il n'indique pas par suite de quelles circonstances il aurait acquis la nationalité grecque, qui n'appartenait ni à son père, ni aux autres membres de sa famille : Tunis, 11 janv. 1897 (98, 112).

§ VI. — **Suisses.**

64. La qualité de citoyen suisse ne se perd pas par le seul fait de la naturalisation et du domicile à l'étranger : C. just. civ. Genève, 27 déc. 1902

(05, 581). — *65*. La femme d'un citoyen suisse naturalisé français, mais qui n'a pas rempli les formalités exigées par la loi de 1876 pour la renonciation à sa première nationalité, ne perd pas par son mariage sa propre nationalité suisse, bien qu'acquérant la nationalité française : C. just. civ. Genève, 27 déc. 1902 (05, 581).

§ VII. — **Italiens.**

66. La perte de la nationalité italienne par l'acquisition d'une nationalité étrangère, dans le cas prévu par l'art. 11, § 2 C. civ. ital., ne peut avoir lieu sans une manifestation expresse de volonté de la part de l'italien qui a acquis cette nationalité étrangère : Cass. Turin, 22 juin 1906 (08, 421). — *67*. Or celui qui a été frappé d'interdiction légale à la suite d'une condamnation pénale ne peut valablement manifester la volonté d'abdiquer la nationalité italienne pour obtenir une nationalité étrangère : Cass. Turin, 22 juin 1906 (08, 421).

§ VIII. — **Brésiliens.**

68. — La femme brésilienne ne perd pas sa nationalité d'origine par le fait de son mariage avec un étranger : Trib. féd. sup. Brésil, 21 nov. 1906 (08, 422).

CHAPITRE II

Règles relatives aux indigènes tunisiens.

Bibliographie. — S. Berge, *Nation, des indig. tun. au point de vue de la compét.* (Journ. trib. Tun., 1893, p. 378). — Chalom, *Les israélites en Tun.*, p. 32.

SECTION PREMIÈRE

Présomption de nationalité tunisienne.

69. Il y a présomption que le musulman domicilié en Tunisie est tunisien et cette présomption ne peut tomber que devant la preuve contraire : Tunis, 27 févr. 1888 (93, 243) ; 3 avr. 1889 (93, 253) ; Sousse, 8 mai 1889 (90, 12) ; Tunis, 12 juin 1890 (93, 245) ; 10 juill. 1890 (93, 245) ; 7 janv. 1891 (93, 284) ; 22 juin 1891 (91, 301) ; 14 déc. 1891 (93, 344) ; 14 mars 1892 (93, 289) ; 27 juin 1892 (93, 313) 23 mai 1893 (93, 317) ; Civ. Nice, 5 juin 1893 (93, 341) ; Tunis, 16 juin 1893 (93,332) ; 26 juin 1893 (93, 262) ; 21 juill. 1893 (93, 334) ; 30 oct. 1893 (93, 407) ; Sousse, 5 vr. 1894 (94, 310) ; Tunis, 25 mars 1895 (95, 274) ; Ouzara, 27 févr. 1896 (96, 164) ; Tunis, 1er juin 1896 (96, 369) ; 11 janv. 1897 (98, 112) ; 8 mars 1897 (97, 239) ; 17 janv. 1898 (98, 460) ; 14 juin 1899 (00, 364) ; 30 mai 1900

(00, 553) ; 7 nov. 1900 (01, 270) ; 20 mars 1901 (01, 279) ; 29 janv. 1902 (02, 127) ; 29 janv. 1902 (02, 237) ; 29 mars 1905 (05, 362) ; 18 oct. 1905 (05, 637). — ***70***. Un musulman qui habite la Tunisie est présumé tunisien jusqu'à preuve contraire : Alger, 25 avr. 1907 (08, 355). — ***71***. Doivent être présumés sujets tunisiens les musulmans domiciliés en Tunisie, quand bien même ils établiraient leur origine algérienne, s'ils ne prouvent pas que leur famille était encore domiciliée en Algérie, lorsque ce pays a été conquis par la France : Tunis, 14 juin 1899 (00, 364). — 72. C'est à celui qui se prévaut en Tunisie de la qualité d'algérien sujet français à faire la preuve qu'il y a droit : Tunis, 17 janv. 1906 (06, 356). — 73. Ne fait pas cette preuve celui qui, né en Tunisie, ne démontre pas que son père était en Algérie à une époque postérieure à celle où le territoire de sa tribu a été conquis par la France et que, par suite, ce père a été, à une époque quelconque de sa vie, soumis à la domination française : Tunis, 17 janv. 1906 (06, 356). — 74. Est tunisien le fils d'un tunisien protégé français né en Algérie, s'il est rentré en Tunisie pendant sa minorité et a continué à y résider depuis sa majorité qu'il y a acquise. Il en est ainsi, tout au moins, alors qu'il est établi qu'il n'a pas réclamé la qualité de français, conformément aux dispositions de l'art. 9 C. civ. : Tunis, 20 mai 1908 (08, 517). — 75. La décision rendue par un juge de paix, qui n'a d'ailleurs pas qualité pour statuer sur la question de nationalité, ne peut davantage être considérée comme élément de preuve à l'appui d'une demande principale à fin de nationalité ; il en est ainsi notamment lorsqu'il est démontré que la bonne foi du magistrat a été surprise : Alger corr., 28 nov. 1902 (04, 97). — 76. Les israélites tunisiens qui se rattachent au rite portugais ne sauraient être admis à se prévaloir de la nationalité portugaise par cela seul qu'ils seraient originaires du Portugal, s'il est constant d'ailleurs qu'ils ont quitté ce pays depuis un temps immémorial, qu'ils n'ont conservé aucun lien avec lui, qu'ils sont installés en Tunisie depuis plusieurs générations et y sont considérés et traités comme des tunisiens : Sousse, 11 janv. 1895 (95, 128). — 77. Si, autrefois, il n'existait pas de nationalités distinctes dans l'Islam, des modifications profondes ont été apportées par le temps, l'évolution des idées et la fréquence des rapports entre nations, à l'ancienne législation musulmane, et le principe contraire s'est dégagé de l'ancien droit coranique : Civ. Seine, 2 mai 1905 (05, 516). — 78. Si, au point de vue juridictionnel, les musulmans étrangers habitant la Tunisie sont, quelle que soit leur origine, assimilés aux tunisiens pour tout ce qui concerne leur statut personnel, s'ils sont jugés en matière civile et commerciale par les tribunaux indigènes, si enfin application leur est faite de ce chef de la loi coranique, ils n'en conservent pas moins la marque de leur origine : Civ. Seine, 2 mai 1905 (05, 516). — 79. Spécialement, au point de vue du

droit public, la loi coranique a disparu pour faire place à celle du droit des gens européens : Civ. Seine, 2 mai 1905 (05, 516). — ***80***. La demanderesse musulmane née en Tunisie qui, pour faire écarter le déclinatoire d'incompétence proposé par le défendeur tunisien, prétend faire reconnaître qu'elle est devenue française par son mariage avec un algérien, sujet français, ne fait pas suffisamment la preuve qu'elle tente d'administrer, lorsque l'acte de mariage constate que le mari n'a pas cessé d'habiter l'Algérie, et qu'il s'est engagé, sous peine de divorce, à laisser sa femme en Tunisie : Tunis, 23 mai 1892 (93, 331). — ***81***. Il convient de décider qu'un tel acte est fictif, et n'a pas eu d'autre but que de faire profiter la femme d'une nationalité à laquelle elle n'a pas droit, alors surtout qu'il est constant en fait qu'elle a tenté vainement de faire trancher la contestation dont s'agit en sa faveur, par le magistrat indigène, avant d'en saisir la juridiction française : Tunis, 23 mai 1892 (93, 331). — ***82***. Si un musulman domicilié en Tunisie et assigné par des tunisiens devant un Tribunal français, décline la compétence de cette juridiction en se prévalant de sa qualité de tunisien, c'est à tort que la juridiction saisie lui impartit un délai pour faire la preuve de la nationalité tunisienne à laquelle il prétend : Tunis, 29 janv. 1902 (02, 237). — ***83***. C'est à ses adversaires, au contraire, qu'il incombe de faire la preuve que la partie qui décline la compétence en raison de sa qualité de tunisien, n'a pas le droit de se prévaloir de celle-ci : Tunis, 29 janv. 1902 (02, 237). — ***84***. C'est aux intéressés à faire la preuve de leur nationalité étrangère ou de leur protection par une puissance européenne : Sousse, 9 mai 1889 (90, 12). — ***85***. Le droit à une nationalité ou à une protection diplomatique ne peut résulter de la simple reconnaissance ou de l'aveu de l'intéressé : Tunis, 9 août 1894 (94, 499). — ***86***. On ne saurait donc valablement repousser l'exception d'incompétence de la juridiction française, basée sur la nationalité tunisienne de toutes les parties, en établissant que le demandeur à l'exception, qui est un indigène habitant la Tunisie, a lui-même prétendu, antérieurement, être protégé français, et a saisi comme demandeur et en cette qualité, dans une autre instance, la justice française: Tunis, 9 août 1894 (94, 499). — ***87***. La preuve de la qualité de protégé diplomatique ne résulte pas, à l'encontre d'une partie appelante, de ce qu'elle aurait reconnu en première instance avoir droit à la protection d'une puissance européenne, une déclaration de ce genre ne pouvant donner droit à la protection diplomatique : Sousse, 5 avr. 1894 (94, 310). — ***88***. Cette preuve pourrait résulter, pour celui qui réclame la qualité d'algérien sujet français, de la production d'un certificat de nationalité, ou d'un permis de voyage, ou d'un passeport: Tunis, 14 déc. 1891 (93, 345). — ***89***. Mais, loin de pouvoir ressortir d'une simple affirmation, elle ne saurait consister dans ce seul fait que le réclamant parlerait couramment la langue kabyle :

Tunis, 14 déc. 1891 (93, 345). — *90*. Cette preuve ne résulte pas d'un certificat de protection délivré par la Résidence générale pour une durée d'un an : Tunis, 29 janv. 1902 (02, 127). — *91*. Il peut être admis à faire cette preuve par le moyen d'une enquête : Tunis, 20 mars 1901 (01, 279). — *92*. La qualité d'algérien, sujet français, ne saurait résulter de la simple production d'un permis de voyage délivré en Algérie, alors que l'intéressé n'allègue même pas avoir sollicité et obtenu son inscription au consulat de France en Tunisie, sur la liste des sujets français : Tunis, 14 mars 1892 (93, 289). — *93*. Doit être condamné à payer la medjba le musulman habitant Souk-el-Arba qui se prétend algérien, mais ne produit pas de certificat de nationalité, bien que des délais lui aient été accordés pour le faire : Ouzara, 27 févr. 1896 (96, 164). — *94*. S'il est de jurisprudence qu'antérieurement au décret beylical du 29 juin 1886, qui a établi l'état civil dans la Régence de Tunis, tout musulman ou israélite né et domicilié en Tunisie est présumé sujet tunisien, il ne saurait en être ainsi pour l'israélite qui produit un acte de notoriété dressé pour son mariage, le déclarant né en Tunisie, alors qu'il résidait et réside en Algérie et qu'il ne prouve pas que son père soit né en Tunisie : Alger, 7 juin 1906 (06, 594). — *95*. L'israélite qui, dans ces conditions, ne prouve pas être né en Algérie, par suite, être indigène israélite sujet français, doit être considéré comme un étranger de nationalité indéterminée, régi par la loi française ; sa femme doit être, dès lors, recevable en sa demande tendant à obtenir le divorce : Alger, 7 juin 1906 (06, 594). — *96*. Il en serait de même du reste, aux termes de l'article 19 C. civ., si le mari était reconnu sujet tunisien, celui ci ne justifiant pas d'une disposition légale attribuant la nationalité tunisienne à la femme qui a épousé un tunisien non musulman et la loi civile de Tunisie, comme celle de tous les pays de l'Islam, ne disposant que pour les musulmans, à l'exclusion des chrétiens et des israélites, qui ne peuvent acquérir la nationalité du pays où ils sont seulement tolérés : Alger, 7 juin 1906 (06, 594). — *97*. Le mari n'ayant pu conférer à sa femme une nationalité qu'il n'avait pas lui-même, celle-ci conserve sa qualité de française et est régie par le statut personnel français : Alger, 7 juin 1906 (06, 594). — *98*. A plus forte raison, en présence de ce conflit de législation, la loi française doit l'emporter lorsque le demandeur à l'exception a reconventionnellement demandé le divorce en première instance et a ainsi manifesté son intention d'opter pour la loi française : Alger, 7 juin 1906 (06, 594). — *99*. Il est inexact que la Tunisie soit régie en tout et pour tout par le droit coranique, et que, par conséquent, un israélite ne puisse y être qu'étranger ou sans nationalité : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368). — *100*. La législation beylicale est séculière ; elle s'est fréquemment occupée des intérêts et des droits des israélites, pour lesquels elle s'est montrée très libérale et ils possèdent la nationalité tunisienne, s'ils n'en ont pas une autre : Tunis, 5 juin 1907 (07, 368).

SECTION II

Influence de l'inscription à la matricule.

101. L'inscription par le Consul de France, sur ses registres, d'un musulman se prétendant sujet français, est un simple acte administratif qui n'est pas de nature à lui restituer ladite qualité de sujet français qu'il avait volontairement et régulièrement abdiquée : Tunis, 14 juin 1899 (00, 364). — ***102***. Celle-ci ne saurait résulter uniquement d'une inscription sur la matricule des algériens tenue au Consulat de France, de même que le défaut d'inscription sur cette matricule n'implique pas que celui qui a été omis n'est pas algérien : Tunis, 29 mars 1905 (05, 362) ; 17 janvier 1906 (06, 356) ; 14 mars 1906 (06, 332) ; 5 juin 1907 (07, 365) ; 10 juill. 1907 (07, 539). — ***103***. Doit être considéré comme algérien sujet français, nonobstant toute inscription contraire ou l'absence d'inscription sur les registres consulaires en Tunisie, le commerçant établi en Tunisie qui démontre qu'il descend d'un algérien qui était établi à Alger au moment de la conquête française : Tunis, 9 mars 1901 (02, 341). — ***104***. Il en est ainsi, tout au moins, quand il peut se prévaloir de l'ancien art. 17 C. civ., qui régissait les commerçants avant la loi du 26 juin 1889 : Tunis, 9 mars 1901 (02. 341). — ***105***. Et la démonstration nécessaire de filiation dessus dite est suffisamment faite, en l'absence d'actes de l'état civil, au moyen d'actes de notoriété, en vertu de l'art. 3 du décret des 7 et 12 octobre 1871 : Tunis, 9 mars 1901 (02, 341). — ***106***. Les musulmans algériens sont sujets français aux termes du sénatus-consulte du 14 juillet 1865. Ils sont donc, en Tunisie, justiciables de la juridiction française en toutes matières : Tunis, 17 juin 1895 (95, 465). — ***107***. Il importe peu que le musulman sujet français ait cessé de payer les droits nécessaires pour continuer à être inscrit sur les registres du Consulat de France : Tunis, 17 juin 1895 (95, 465). — ***108***. Cette circonstance ne saurait avoir de conséquences qu'au point de vue administratif, spécialement en ce qui concerne le paiement de la *medjbat* ; elle ne saurait suffire, en l'absence d'un texte de loi contraire, pour lui faire perdre sa nationalité d'origine : Tunis, 17 juin 1895 (95, 465). — ***109***. D'ailleurs depuis la loi du 26 juin 1889, l'établissement à l'étranger sans esprit de retour n'est plus une cause de perte de la qualité de français: Tunis 17 juin 1895 (95,465).— ***110***. Au surplus l'administrateur sequestre nommé par la justice française ne saurait, quelle que soit sa nationalité, décliner la compétence de cette juridiction, quand il est assigné devant elle en reddition de comptes, en vertu de l'art. 527 C. proc. civ : Tunis, 17 juin 1895 (95, 465). — ***111***. La qualité de citoyen français ne résulte pas, pour un israélite, de la délivrance, par l'autorité consulaire française en Tunisie, d'un certificat de nationalité valable pour un an : Sousse, 28 juin 1894 (94, 530). — ***112***. Les énonciations contenues en une pièce de cette nature ne sont

pas, d'une part, valables jusqu'à inscription de faux : Sousse, 28 juin 1894 (94, 530). — ***113***. D'autre part, il est constant qu'avant le Protectorat, on en délivrait de semblables à tout individu admis comme protégé : Sousse, 28 juin 1894 (94, 530). — ***114***. Il s'ensuit que le certificat de nationalité dont s'agit ne saurait, en tout cas, prévaloir contre la présomption de nationalité tunisienne de l'israélite qui a toujours habité la Tunisie, ainsi que ses parents qui y sont morts, alors surtout qu'il n'a jamais satisfait à la loi militaire qui oblige tous les français : Sousse, 28 juin 1894 (94, 530). — ***115***. La preuve de la qualité d'Algérien sujet français ne peut résulter de la production d'une patente de protection française périmée ; en effet, ces pièces ne sont pas de nature à conférer la nationalité et ne sont valables que pour une année : Tunis, 30 mai 1900 (00, 553). — ***116***. Lorsque, parmi les membres d'une même famille, plusieurs figurent sur la liste des protégés français, tandis que les autres n'y figurent pas, cette inscription, loin de confirmer les prétentions de celui qui se réclame de la nationalité française, tend plutôt à les contredire : Alger, 28 nov. 1902 (04, 97). — ***117***. Les consuls ne peuvent, en effet, conférer la qualité de protégé qu'à des individus étrangers à leur nationalité et non à ceux qui sont citoyens ou sujets de la nation qu'ils représentent : Alger, 28 nov. 1902 (04, 97). — ***118***. Les certificats délivrés par les Vice-consuls de France ne peuvent établir la qualité de protégé français : Alger, 28 nov. 1902 (04, 97).

CHAPITRE III.

Règles relatives aux indigènes algériens.

Bibliographie. — S. BERGE, *Nation. des indig. au point de vue de la compét.* (Journ. trib. Tun., 1893, p. 377).

SECTION PREMIÈRE

Algériens musulmans.

§ I. — Statut personnel.

119. Les musulmans algériens qui n'ont pas acquis la qualité de citoyens français sont soumis, quant à leur statut personnel, à loi musulmane : Tunis, 3 déc. 1894 (95, 58). — ***120***. Le seul fait par un musulman algérien d'établir son domicile en France n'a pas pour effet, en ce qui touche à son statut et à sa succession, de le soummettre de plein droit à la loi française : Paris, 2 juill. 1896 (97, 72). — ***121***. Aux termes de l'article premier du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, les indigènes musulmans d'Algérie sont déclarés français, mais continuent à être régis par la loi musulmane, à moins qu'ils ne demandent et ne soient admis à

jouir des droits de citoyens français, auquel cas ils sont régis par les lois civiles et politiques de la France : Paris, 2 juill. 1896 (97, 72). — ***122***. Il n'a rien été innové à cet égard par les décrets des 10 septembre 1886 et 17 avril 1889, qui ont organisé la justice musulmane en Algérie et qui disposent que les musulmans non admis à la jouissance des droits de citoyens français continuent à être régis par leurs droits et coutumes, en ce qui concerne notamment leur statut personnel et leurs successions: Paris, 2 juill. 1893 (97, 72). — ***123***. En vertu de l'art. 1 du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, l'indigène musulman de l'Algérie est français, mais continue néanmoins à être régi par la loi musulmane, tant qu'il n'a pas été admis à la jouissance des droits de citoyen français : Tunis, 28 avr. 1905 (05, 536). — ***124***. C'est donc le droit musulman qui est, en Tunisie, le statut personnel du musulman algérien non admis à la jouissance des droits de citoyen français : Tunis, 28 avr. 1905 (05, 536). — ***125***. La loi du 26 juin 1889, portant modification des art. 7 et suiv. C. civ., est, aux termes de son art. 2, applicable à l'Algérie, sous réserve des dispositions du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, qui continue à recevoir son application: Cass. civ., 30 déc. 1907 (08, 121). — ***126***. Suivant l'art. 1er de ce sénatus-consulte, l'indigène musulman est français, sans cesser toutefois d'être régi par la loi musulmane ; il peut être admis à jouir des droits de citoyen français et, dans ce cas, il est soumis aux lois civiles et politiques de la France : Cass. civ., 30 déc. 1907 (08, 121). — ***127***. Sa condition est alors identique à celle de l'étranger naturalisé français, d'où il suit que l'art. 12 C. civ., modifié par la loi du 26 juin 1889, lui est applicable et que ses enfants mineurs deviennent comme lui citoyens français : Cass. civ., 30 déc. 1907 (08, 121). — ***128***. Si un Algérien musulman, déjà marié dans les formes prescrites par la loi musulmane, est admis à la jouissance des droits de citoyen français, les actes qu'il a régulièrement accomplis avant le décret d'admission, en conformité de son statut personnel, doivent être respectés : Cass. civ., 26 oct. 1904 (05, 614). — ***129***. Ainsi, son mariage doit être considéré comme valable, même au regard de la loi française, et aucune disposition légale n'exige que cette union soit régularisée devant un officier de l'état-civil français pour assurer aux enfants qui en sont issus le bénéfice de la légitimité : Cass. civ., 26 oct. 1904 (05, 614). — ***130***. Si les effets de l'admission à la jouissance des droits de citoyen, sollicitée par le mari seul, ne s'étendent pas à la femme, et si cette dernière demeure régie par la loi musulmane, l'enfant né du mariage après le décret d'admission suit la condition du père et aucune loi ne lui confère le droit d'opter à sa majorité entre le statut français qui est celui de son père et le statut musulman qui est celui de sa mère : Cass. civ., 26 oct. 1904 (05, 614). — ***131***. La femme algérienne musulmane ne devient pas citoyenne française par le fait

de la naturalisation de son mari : Just. p. Bougie, 29 déc. 1899 (00, 416).— *132*. Le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 énonce, en effet, que l'indigène musulman peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français, et la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité dit, dans son art. 2 § 2 : « continuera toutefois à recevoir son application le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 : Just. p. Bougie, 29 déc. 1899 (00, 416). — *133*. Aux termes du sénatus consulte de 1865, les musulmans algériens ont la qualité de français ; ils sont donc justiciables de la juridiction française en Tunisie, aux termes de la loi du 27 mars 1883 : Alger, 1er juill. 1893 (93, 327). — *134*. Aux termes de l'article 1er du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, tout indigène musulman algérien est français: Alger, 18 juin 1890 (91, 173). — *135*. Le fait même de quitter momentanément l'Algérie et de se réfugier dans un pays musulman étranger pour fuir les suites de la conquête, ne lui fait pas perdre sa nationalité : Alger, 18 juin 1890 (91, 173). — *136*. Les enfants d'un indigène musulman algérien sont français, quel que soit le lieu où ils sont nés : Alger, 18 juin 1890 (91, 173). — *137*. L'indigène musulman tient en Algérie sa qualité de sa naissance, et non de sa religion ; spécialement, n'est pas un indigène musulman l'individu d'origine italienne élevé par des musulmans et dans le culte musulman depuis sa plus tendre enfance : Civ. Alger, 4 mai 1896 (96, 529). — *138*. Le statut personnel de cet individu est donc celui qu'il doit à sa nationalité italienne, et non le statut musulman : Civ. Alger, 4 mai 1896 (96, 529).

§ II. — **Preuves de leur qualité** (1).

139. En vertu de l'art. 3 du décret du 12 octobre 1871, les actes de notoriété peuvent, à défaut d'actes de l'état civil, prouver la qualité d'algérien sujet français : Sousse, 31 mai 1899 (99, 628) ; Alger, 23 février 1900 (01, 19). — *140*. Cette qualité ne peut être considérée comme ayant été perdue par l'établissement à l'étranger sans esprit de retour, antérieurement à la loi du 26 juin 1889, lorsque cet établissement a eu lieu en Tunisie pour cause de commerce : Sousse, 31 mai 1899 (99, 628) ; Alger, 23 févr. 1900 (01, 19). — *141*. Un acte de notoriété dressé en Algérie n'a aucune valeur probante de la qualité de sujets français de ceux qui y sont dénommés, s'il est constant en fait que les témoins ont déposé de faits remontant à trente ans et affirment parfaitement connaître des individus qui ont quitté leur pays depuis cette époque : Tunis, 14 juin 1899 (00, 364). — *142*. Les énonciations d'un extrait du casier judiciaire ne sont pas de nature à prouver la qualité de sujet français d'un musulman, lorsqu'il a été délivré sur les déclarations du requérant et qu'il n'est ac-

(1) Voir ci-dessus ch. II sect. II.

compagné d'aucun acte de naissance. Elles sont simplement indicatives des prétentions de la partie : Tunis, 14 juin 1899 (00, 364). — *143*. Un indigène musulman établit suffisamment sa qualité d'algérien sujet français s'il produit un certificat d'une commune mixte d'Algérie établissant qu'il est né dans cette commune de parents algériens, qu'il n'a jamais cessé d'y habiter et qu'il y est inscrit sur le registre matrice de l'état civil des indigènes : Tunis, 25 avr. 1900 (00, 500). — *144*. Les registres matrices de l'état civil musulman, contenant les arbres généalogiques des familles indigènes, dressés et dûment homologués par le Gouverneur général, en exécution des prescriptions de la loi du 23 mars 1882 et du décret du 13 mars 1883, ont, quant à l'identité et la parenté des personnes dont les noms y sont mentionnés, la même force probante que les actes de l'état civil français et ne peuvent être modifiés que dans les formes et conditions de la loi française : Civ. Constantine, 11 janv. 1905 (06, 157). — *145*. Un extrait de ces registres doit donc faire foi de son contenu jusqu'à sa réformation : Civ. Constantine, 11 janv. 1905 (06, 157).

SECTION II

Algériens israélites.

146. Aux termes du décret français du 7 octobre 1871, le bénéfice de la naturalisation française n'a été accordé qu'aux israélites indigènes, et cet indigénat ne pouvait être constaté que par un acte dressé devant le juge de paix, la décision de ce magistrat constituant le seul titre en vertu duquel l'israélite pouvait être admis à la jouissance des droits politiques : Just. p. Tunis-Nord, 20 janv. 1904 (04, 132) ; Cass. civ. 18 avr. 1896 (96, 227). — *147*. Par suite, l'israélite qui n'a pas accompli cette formalité ne peut être considéré comme français, même s'il produit un acte constatant qu'il est né en Algérie, si cet acte ne spécifie pas qu'il est né de parents établis dans ce pays au moment de la conquête française ; Just. p. Tunis-Nord, 20 janv. 1904 (04, 132) ; Cass. civ. 18 avr. 1896 (96, 227). — *148*. L'israélite né en Algérie est sujet français et transmet cette qualité à ses descendants, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci ont acquis une autre nationalité : Alger, 14 déc. 1905 (07, 233). — *149*. Si, aux termes de l'ancien art. 17 C. civ., antérieurement à la loi du 26 juin 1889, l'établissement en pays étranger fait sans esprit de retour était une cause de perte de la qualité de français, ce même article spécifiait que les établissements de commerce ne pourraient jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour : Alger, 14 déc. 1905 (07, 233). — *150*. Dès lors, un israélite né en Tunisie, mais dont le grand père né à Alger n'a quitté cette ville qu'en 1837 pour aller s'établir à Tunis, et qui est commerçant comme ses auteurs paraissent l'avoir été, est français : Alger, 14 déc. 1905 (07, 233). — *151*. Par le fait de la conquête de l'Al-

gérie, les israélites indigènes sont devenus sujets français ; placés, à partir de ce moment, sous la souveraineté directe et immédiate de la France, ils ont été dans l'impossibilité absolue de revendiquer, en aucun cas, le bénéfice ou l'appui d'une autre nationalité, d'où il suit que la qualité de français pouvait seule, désormais, être la base et la règle de leur condition civile et sociale, et que l'art. 2 du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 n'a fait que confirmer pour eux cette situation, en déclarant que l'indigène israélite est français : Cass. req., 3 déc. 1907 (08,89). — *152*. Spécialement, l'indigène israélite né à Alger avant la conquête est français, s'il n'a quitté cette ville qu'en 1837 pour aller s'établir en Tunisie, et il a transmis cette qualité à ses enfants qui, pas plus que leur auteur, ne l'ont perdue en se fixant en Tunisie sans esprit de retour : Cass. req., 3 déc. 1907 (08, 89). — *153*. A droit à l'inscription sur la liste électorale de la commune où il est né l'israélite fils d'étranger qui, appelé à l'époque de sa majorité au service militaire, a répondu à cet appel sans exciper de son extranéité : Cass. civ.. 22 avr. 1896 (96, 228). — *154*. Et cette règle ne souffre aucune exception pour les israélites dont les parents sont originaires de pays musulmans : Cass. civ. 22 avr. 1896 (96, 228).

SECTION III

Algériens établis en Tunisie.

155. Antérieurement à la loi du 26 juin 1889, l'art. 17 du Code civil décidait que la qualité de français se perdait par l'établissement fait en pays étranger sans esprit de retour : Tunis, 2 déc. 1891 (92, 110) ; 14 juin 1899 (00, 364). — *156*. En conséquence l'indigène musulman algérien fixé en Tunisie depuis 25 ans c'est-à-dire bien antérieurement à l'établissement du Protectorat de la France sur la Régence, et à la loi du 26 juin 1889, doit être réputé sujet tunisien lorsque il a vendu ses propriétés d'Algérie pour se créer une famille et des intérêts en Tunisie et s'y fixer sans esprit de retour : Tunis, 2 déc. 1891 (92, 110) ; 14 juin 1899 (00, 364). — *157*. Il en est ainsi alors surtout que non seulement il ne s'est fait inscrire à aucun Consulat de France, mais que de plus il a passé à un de ces Consulats une déclaration constatant qu'il était sujet tunisien : Tunis, 2 déc. 1891 (92, 110) ; 20 févr. 1901 (02, 203) ; Alger, 31 déc. 1902 (03, 536). — *158*. Ont perdu leur qualité de sujets français les algériens qui ont accepté des fonctions publiques tunisiennes sans l'autorisation du chef de l'Etat français, si ces circonstances se sont produites antérieurement à la loi du 26 juin 1889 : Tunis, 14 juin 1899 (00, 364). — *159*. Ou se sont engagés dans la milice beylicale : Alger, 31 déc. 1902 (03, 536). — *160*. Doit être considéré comme algérien sujet français, le fils né en Tunisie de l'israélite algérien qui s'est établi en Tunisie, pour y faire le commerce à une époque postérieure à la conquête

française : Tunis, 27 juill. 1901 (01, 570). — *161*. Il fait suffisamment la preuve de sa filiation et de la qualité d'algérien de son père par des actes de notoriété récents, dressés en Algérie devant le juge de paix et en Tunisie devant des notaires rabbiniques : Tunis, 27 juill. 1901 (01, 570). — *162*. Il importe peu que l'intéressé ne soit pas inscrit sur les registres du Consulat de France, cette inscription ou le défaut d'inscription ne pouvant avoir aucune influence sur la nationalité : Tunis, 27 juill. 1901 (01, 570). — *163*. Aux termes de l'art. 3 du décret des 7-12 octobre 1871, les actes de notoriété peuvent, à défaut d'un acte de l'état-civil, établir la qualité d'algérien sujet français, notamment lorsqu'ils sont corroborés par des témoignages reçus à l'audience et confirmés par des documents administratifs ou judiciaires versés à la procédure : Sousse, 16 juill. 1902 (04, 112). — *164*. Lorsqu'il résulte de ces documents ou de ces témoignages que l'auteur de la famille était établi en Algérie lors de la conquête française et a pu bénéficier des dispositions du décret du 24 octobre 1870 et du 7 octobre 1871, la qualité d'algérien sujet français ne peut être méconnue à ses enfants, bien que ceux-ci soient nés et domiciliés en Tunisie et n'aient pas justifié de leur inscription sur les registres du vice-consulat de France en qualité d'Algériens : Sousse, 16 juill. 1902 (04, 112). — *165*. Pour que l'acte de notoriété produit à défaut d'acte de l'état-civil ait la force probante que lui attribue l'art. 3 du décret du 7 octobre 1871, il est indispensable que les déclarations des témoins qui ont comparu devant le juge de paix soient précises et concordantes ; les témoins doivent, non pas se faire l'écho de la rumeur publique, mais fournir exclusivement des renseignements qu'ils ont pu contrôler personnellement : Alger, 28 nov. 1902 (04, 97). — *166*. Ne peut être considérée comme preuve de la nationalité algérienne la déclaration d'un témoin qui allègue qu'à une époque plus ou moins reculée, l'auteur de la famille était employé au Consulat de France et considéré comme algérien : Alger, 28 nov. 1902 (04, 97). — *167*. Un israélite domicilié en Tunisie à l'époque de la promulgation des lois qui ont accordé aux israélites algériens la qualité de français, ne peut prétendre à celle-ci, s'il ne démontre pas qu'il a été inscrit, à ce moment, sur les registres du Consulat de France : Just. p. Tunis-Nord, 20 janv. 1904 (04, 132). — *168*. En effet, le Gouvernement français avait donné à ses agents l'ordre de dresser des listes des algériens domiciliés dans leur circonscription ; il leur avait conféré les pouvoirs les plus étendus pour vérifier les preuves de nationalité qui leur seraient apportées par des Algériens et pour leur accorder, s'ils le jugeaient à propos, le bénéfice de la nationalité française : Just. p. Tunis-Nord, 20 janv. 1904 (04, 132). — *169*. Le défaut d'inscription constitue donc une présomption qui permet de considérer que celui qui réclame aujourd'hui la qualité de français, en se prévalant du décret du 7 octobre 1871, n'a pas en réalité bénéficié

des dispositions de ce texte : Just. p. Tunis-Nord, 20 janv. 1904 (04, 132). — *170*. Est présumé tunisien l'israélite né et domicilié en Tunisie et cette présomption ne peut tomber que devant la preuve contraire : Tunis, 24 févr. 1904 (04, 176). — *171*. Cette preuve contraire ne résulterait pas de ce que l'israélite dont s'agit serait issu d'une famille algérienne établie en Tunisie avant la conquête de l'Algérie par la France ; ni de ce qu'il se serait attribué la qualité de sujet français dans certains actes passés à Tunis ou en Algérie ; ni de ce qu'il aurait été condamné par un Tribunal français pour abus de confiance ou banqueroute simple, ni d'un acte de notoriété dressé en Algérie : Tunis, 24 févr. 1904 (04, 176). — *172*. En ce qui touche spécialement l'acte de notoriété, il convient de remarquer que rien n'est plus facile que de trouver dans les milieux indigènes des témoins complaisants pour attester la nationalité française d'un sujet tunisien et qu'il ne saurait être fait état du document où sont consignés ces témoignages sans les soumettre à une vérification très sérieuse : Tunis, 24 févr. 1904 (04, 176). — *173*. Il faut donc le rejeter quand aucune vérification n'est possible en raison du long espace de temps qui s'est écoulé depuis la rédaction du document : Tunis, 24 févr. 1904 (04, 176). — *174*. Est sujet tunisien l'israélite né en Tunisie d'un père né lui même à Alger avant la conquête de cette ville par les français : Tunis, 6 juin 1906 (06, 548). — *175*. Il importe peu que, postérieurement, le père ait été naturalisé français, les enfants, même mineurs, ne pouvant réclamer en leur faveur l'extension de la naturalisation accordée à leur père, en dehors des conditions prévues par les dispositions de l'art. 2 de la loi du 7 février 1851 : Tunis, 6 juin 1906 (06, 548). — *176*. L'inscription sur la matricule des algériens à Tunis, de même que la délivrance d'un passeport ou une déclaration sur les registres de l'état civil sont insuffisantes pour conférer la qualité de français à celui qui ne la possède pas : Tunis, 6 juin 1906 (06, 548).

NATURALISATION.

Voir : *Divorce, ch. III, sect. II.*

Bibliographie. — Chalom, *Les Israélites en Tun.*, p. 176. — Coulon, *Natural. en Tun.* (Journ. des trib. Tun., 1901, p. 355 et 385). — Hugues, *Nation. franç. chez les musulm. de l'Algér.* — Smadja, *L'ext. de la jurid. et de la nation. franç. en Tun.*, p. 43. — Tilloy, *Rép. alph.* t. V. p. 2352.

SECTION PREMIÈRE

Effets de la naturalisation française.

1. La naturalisation confère à celui qui l'obtient tout les droits d'un français d'origine, sans réserves ni distinctions : Alger, 19 février 1896

(96, 230). — *2*. En conséquence, le mari naturalisé français, mais dont la femme a gardé la nationalité d'un pays qui n'admet pas le divorce, peut valablement demander le divorce contre cette femme, devant les tribunaux français : Alger, 19 févr. 1896 (96, 230). — *3*. La naturalisation n'a d'effet que pour l'avenir ; elle n'accorde à l'étranger le bénéfice de la juridiction française que du moment où ladite naturalisation a été obtenue et seulement à l'égard des contestations dont la cause est postérieure : Alger, 29 avr. 1895 (95, 561). — *4*. La qualité de français n'est acquise à un étranger que du jour où le décret qui la lui confère a été régulièrement publié dans les formes légales : Cass. civ., 16 juill. 1894 (94, 426). — *5*. Les actes qui supposent la qualité de français ne peuvent donc être faits valablement avant cette publication et ils ne sauraient être régularisés par une publication ultérieure : Cass. civ., 16 juill. 1894 (94, 426). — *6*. Il en est ainsi, spécialement, pour l'application de l'art. 14 C. civ. en vertu duquel un étranger peut être traduit devant les Tribunaux de France par un français, pour obligations contractées en pays étranger : Cass. civ. 16 juillet 1894 (94, 426). — 7. Le demandeur, pour se prévaloir de cette disposition, doit avoir la qualité de français au moment de l'assignation : Cass. civ. 16 juill. 1894 (94, 426). — *8*. La femme d'un italien naturalisé français ne devient pas française *ipso jure* par l'effet du décret de naturalisation de son mari, car aux termes de l'art. 12 C. civ. fr., la femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser français, ne peut obtenir la qualité de française qu'à condition d'en faire la demande : Nice, 10 janv. 1894 (94, 341).

SECTION II

Naturalisation française d'un musulman.

9. Par l'effet de la naturalisation française, l'algérien musulman ne relève plus, dans sa personne et dans ses biens, que de la loi civile française : Civ. Bône, 15 déc. 1893 (98, 272). — *10*. Sans rechercher quel est, au regard des enfants de l'algérien musulman naturalisé français, l'effet de cette naturalisation, il est certain que c'est la loi française qui régit la dévolution de la succession de cet individu : Civ. Bône, 15 déc. 1896 (98, 272). — *11*. En conséquence, les dispositions testamentaires qu'il a prises sont réductibles à la quotité disponible fixée par la loi française, si elles l'excèdent, et les filles viennent à la succession par portions égales avec leurs frères : Civ. Bône, 15 déc. 1896 (98, 272). — *12*. La naturalisation d'un indigène musulman confère-t'elle à ses enfants mineurs la qualité de français ? La fille d'un indigène musulman naturalisé français pendant qu'elle était mineure conserve-t'elle le bénéfice de la naturalisation de son père, si elle se marie avec un indigène non naturalisé français ? Si elle demande le divorce, le tribunal musulman est-il compétent ?

(admission dans le sens de l'affirmative) : Cass. req., 21 mars 1906 (07, 127). — *13*. La naturalisation française d'un algérien musulman lui est exclusivement personnelle et n'emporte pas naturalisation de ses enfants mineurs alors existants : Civ. Batna, 31 mai 1905 (06, 302). — *14*. L'indigène musulman qui, postérieurement à son mariage en la forme musulmane, se fait naturaliser français, acquiert seul la nationalité française et le statut personnel de la femme reste soumis à la loi musulmane : Alger, 28 juin 1906 (07, 251). — *15*. Toutefois l'union conjugale, même à l'égard de la femme, ne peut être dissoute que par le divorce prononcé par les tribunaux français et un acte de répudiation dressé par un cadi est nul et inopérant : Alger, 28 juin 1906 (07, 251).

SECTION III

Perte de la nationalité d'origine par la naturalisation.

§ I. — **Perte de la nationalité française.**

16. Le français séparé de corps qui se fait naturaliser en pays étranger ne peut, par l'effet de sa naturalisation, imposer sa nouvelle nationalité à sa femme : Civ. Seine, 16 juin 1906 (07, 251). — *17*. Celle-ci conserve donc sa nationalité française et, par suite, au cas de second mariage contracté par son mari à l'étranger, dans l'espèce en Allemagne, où la séparation de corps produit les mêmes effets que le divorce, ce second mariage se trouve, en France, et à son égard, entaché de nullité : Civ. Seine, 16 juin 1906 (07, 251).

§ II. — **Perte de la nationalité ottomane.**

18. La loi ottomane du 19 janv. 1869, qui déclare nulle et non avenue la naturalisation acquise à l'étranger par un sujet ottoman, lorsqu'il n'a pas obtenu l'autorisation préalable du Gouvernement impérial, ne s'applique pas à l'égard du sujet ottoman qui, lors de sa naturalisation, réside à l'étranger ; au surplus, cette loi n'a pas eu d'effet rétroactif : Aix, 9 juill. 1903 (05, 93).

§ III. — **Perte de la nationalité italienne.**

19. Celui qui, par l'effet d'une condamnation pénale, a été frappé d'interdiction légale, est devenu incapable d'une manifestation de volonté susceptible d'effet juridique ; aussi n'a-t-il pu valablement perdre la nationalité italienne en se faisant naturaliser à l'étranger : App. Gênes, 14 mars 1905 (07, 287). — *20*. D'ailleurs on peut admettre chez un même individu la coexistence de deux nationalités : App. Gênes, 14 mars 1905 (07, 287).

NAVIRE

Voir : Saisie de navire. — Transports maritimes.

1. Les rapports contractuels existants entre le propriétaire d'un navire et le capitaine et les gens d'équipage sont régis par les lois auxquelles est soumis le navire lui même, c'est-à-dire par la loi de son pavillon : Tunis, 1 févr. 1907 (08, 95). — *2*. Aux termes de l'art. 543 C. com. ital. le capitaine et les gens de l'équipage ont le droit d'être maintenus à bord, tant qu'ils ne sont pas payés de leurs salaires et loyers ; cela signifie qu'ils ont droit, tant qu'ils n'ont pas été régulièrement débarqués, non seulement à la nourriture et au logement, mais encore au salaire convenu : Tunis, 1 févr. 1906 (08, 95). — *3*. La loi pénale danoise n'est pas applicable au cas de délit commis à bord d'un navire danois contre une personne de ce navire par un matelot engagé sur ce dernier, si le délit a été commis dans un port étranger par un matelot n'appartenant pas à la nationalité danoise : Trib. crim. Copenhague, 9 nov. 1905 (08, 29).

NOM COMMERCIAL

1. Un commerçant ne peut se servir, pour son établissement, de son nom patronymique que dans des conditions telles qu'il ne fasse pas naître volontairement ou non, un confusion entre cette maison et une autre préexistante sur la place : Tunis, 28 déc. 1894 (97, 301). — *2*. Spécialement, il peut être interdit à des frères qui font le commerce sous leur nom patronymique de le faire précéder du mot *fratelli*, déjà usité par des commerçants homonymes, alors surtout que, israélites tunisiens habitant la Tunisie, ils l'ont pris dans une langue qui n'est pas la leur, ni celle de la nation qui exerce son protectorat sur la Régence et qui peut, dès lors, être considérée comme d'un usage commun dans ce pays : Tunis, 28 déc. 1894 (97, 301). — *3*. Si, en principe, chacun a le droit de se servir de son nom dans la raison sociale d'une société de commerce, soit en en disposant pour son compte personnel, soit en le prêtant, il est également certain que la probité commerciale s'oppose à ce que l'usage du nom ait lieu en vue d'une concurrence déloyale : Tunis, 27 avr. 1893 (95, 291) ; Alger, 23 juin 1894 (95, 291). — *4*. L'appellation fantaisiste contenue dans une enseigne appartient au premier qui en fait usage, contrairement à l'appellation nécessaire, qui n'est pas susceptible d'appropriation privée : Sousse, 1 déc. 1899 (00, 600). — *5*. Le mot « Louvre » n'est pas une appellation nécessaire pour le commerce des étoffes et des nouveautés ; c'est une appellation fantaisiste : Sousse, 1 déc. 1899 (00, 600). — *6*. Il y a concurrence déloyale dans le fait d'un commerçant qui, venant s'installer à proximité d'un marchand de nouveautés qui a pris pour enseigne « Au petit Louvre » prend pour appellation de sa maison, qui est similaire, l'enseigne

« Au Louvre ». En effet il peut s'établir entre les deux maisons une confusion préjudiciable à la première : Sousse, 1 déc. 1899 (00, 600). — 7. Il a donc lieu d'ordonner la suppression de la seconde enseigne, alors surtout qu'il est évident qu'elle n'a été établie que pour créer une confusion et qu'elle a été substituée à une autre enseigne, également fantaisiste, qui était le nom connu de la maison : Sousse, 1 déc. 1899 (00, 600).

NOTARIAT

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 33 et 38. — S. BERGE, *Rapp. sur l'org. du notariat en Tun.* — DE BEAUMONT, *Etabliss. du notariat en Tun.*, p. 9. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.* p. 86. — SIMONNET, *Législ. tun. p. 16.* — SUREAU, *Les actes notariés en Tun.*, (Rev. algér. 1897, 1, 81).

1. La loi française du 27 mars 1883 dispose, dans son art. 16, que le notariat sera organisé en Tunisie par un règlement d'administration publique ; ce règlement n'ayant pas encore été fait, les fonctions notariales continuent à être exercées dans la Régence à l'égard des européens par leurs consuls : Tunis, 3 janv. 1898 (99, 339). — *2.* Les actes dressés par ces derniers présentent tous les caractères d'un acte public : Tunis, 3 janv. 1898 (99, 339). — *3.* En Tunisie, les consuls des puissances européennes remplissent les fonctions de notaires à l'égard de leurs nationaux: cette règle qui a été maintenue par l'article 16 de la loi du 27 mars 1883 subsistera jusqu'au moment où le notariat sera organisé: Tunis, 20 mars 1902 (02, 424).

NOTARIAT INDIGÈNE

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 34. — DE BEAUMONT, *Etabliss. du notariat en Tun.*, p. 27. — FÉRAUD-GIRAUD, *Jurid. franç. dans les Echelles*, t. II p. 100. — GOGUYER, *Choix splend.*, p. 11, 45, 83 et 93. — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° Notaire, N° 3808. — SIMONNET, *Législ. Tun.*, p. 9. — TILLOY, *Rép. alph.* t. I p. 66 et t. V p. 2405.

SECTION PREMIÈRE

Nature et étendue des fonctions des Adouls tunisiens.

1. Les notaires tunisiens sont nommés par le Gouvernement avec la seule mission de porter témoignage régulier des déclarations faites pardevant eux et d'enregistrer correctement ces mêmes déclarations : Just. p. Souk el Arba, 15 mai 1907 (07, 403). — *2.* Ils doivent se borner à constater et à authentiquer les conventions des parties qui se présentent à eux sans pouvoir se faire juges de la moralité ou de la valeur juridique

desdites conventions : Just. p. Souk el Arba, 15 mai 1907 (07, 403). — 3. Aussi les notaires tunisiens ne peuvent-ils se refuser à enregistrer les déclarations des parties contractantes ou à délivrer expédition des conventions qu'ils auraient déjà reçues : Just. p. Souk el Arba, 15 mai 1907 (07, 403). — 4. Ils ne sauraient davantage se retrancher derrière un ordre émané de l'autorité administrative et notamment d'un caïd pour justifier leur refus de délivrer expéditions régulières d'actes reçus par eux : Just. p. Souk el Arba, 15 mai 1907 (07, 403). — 5. L'autorisation donnée par un caïd à des notaires pour la passation d'un acte de leur ministère, en l'espèce, une vente de récolte d'olives, n'a nullement pour effet de transformer la passation dudit acte en exécution d'un acte administratif ; par suite, de rendre, d'une part, la juridiction civile incompétente pour l'apprécier ; d'autre part, de mettre les notaires à l'abri de toute responsabilité: Sousse, 19 janv. 1899 (00, 329). — 6. Les notaires beylicaux ne sauraient se retrancher derrière un ordre du Caïd, magistrat administratif, pour refuser la remise d'actes qu'ils ont passés sans engager leur responsabilité civile : Just. p. Gafsa, 31 mai 1889 (89, 119). — 7. Les notaires beylicaux qui ont reçu en dépôt d'européens des titres de propriété pour dresser des actes de vente ou des baux ne peuvent de dispenser de restituer les pièces à eux confiées et de remettre expédition des actes par eux dressés, sans engager leur responsabilité civile : Just. p. Gafsa, 31 mai 1889 (89,119).— 8. Ils ne pourraient notamment invoquer comme cas de force majeure un ordre du medjless ; une décision de ce genre ne saurait en effet être opposée à des européens ; elle serait illégale et contraire aux textes des décrets beylicaux qui ont accordé aux européens le droit d'acquérir des immeubles en Tunisie et imposé aux notaires l'obligation de passer les actes de vente dans lesquels des européens seraient parties : Just. p. Gafsa, 31 mai 1889 (89, 119). — 9. La vente d'une propriété litigieuse est nulle en droit tunisien, mais le caractère litigieux d'une propriété ne saurait résulter de ce qu'un tiers prétendrait à des droits sur cette propriété, s'il n'a pas engagé une action judiciaire pour faire valoir ses prétentions : Just. p. Gafsa, 31 mai 1889 (89,119). — *10*. En tout cas, les notaires beylicaux ne sauraient se rendre eux-mêmes juges de cette question et refuser de passer des actes concernant une propriété prétendue litigieuse, les textes organiques du notariat en Tunisie ayant pris soin de spécifier les rares cas où les notaires devraient refuser la passation des actes de ventes qui leur sont requis : Just. p. Gafsa, 31 mai 1889 (89,119). — *11*. Les notaires tunisiens n'ont pas compétence pour faire acte de leur ministère en dehors de la Tunisie ; en conséquence est nul un acte dressé par des notaires tunisiens en dehors de la Régence de Tunis, au cours d'un pélerinage à la Mecque : Tunis, 6 déc. 1899 (00, 57). — *12*. Au cas où un acte passé devant des adouls tunisiens, entre tunisien et européen,

et constatant un désistement d'opposition à immatriculation, porte cette clause qu'il ne sera remis à l'une des parties qu'en présence et du consentement de l'autre, les adouls sont obligés de délivrer l'acte tel quel au requérant, malgré l'opposition de l'autre partie, mais avec mention précisant les circonstances de cette remise sous toutes réserves : Sousse, 17 mai 1900 (01, 310). — *13*. La remise n'a lieu alors qu'à titre documentaire, sans préjugé de la validité de l'acte : Sousse, 17 mai 1900 (01,310). — *14*. En droit musulman tunisien, il est de règle que les frais de notaire, de timbre et de l'acte de vente sont à la charge de l'acheteur : Tunis, 3 nov. 1892 (93, 188).

SECTION II

Régularité et force probante des actes.

§ I. — Règles générales.

15. Les actes passés entre indigènes devant les notaires beylicaux se suffisent à eux-mêmes bien que les parties n'y aient pas apposé leur signature, quand les notaires y ont inscrit la leur : Tunis, 5 janvier 1888 (94, 265) ; Alger, 5 nov. 1888 (95, 110) ; Tunis, 19 juin 1890 (95, 109) ; 11 janv. 1897 (97, 657) ; 15 févr. 1897 (97, 125). — *16*. A moins qu'il ne soit établi qu'il y ait eu dol : Tunis, 18 déc. 1901 (02, 506).— *17*. Un acte dressé par les adouls tunisiens et portant reconnaissance de dette ne peut être attaqué par la voie de l'inscription de faux, lorsqu'il ne porte, ni la signature du débiteur, ni celle de témoins attestant son identité : Tunis, 29 juin 1885 (95, 268). — *18*. Les actes dressés par les notaires indigènes tunisiens ont le caractère d'écriture authentique ; Trib. crim. Tunis, 12 mai 1897 (97, 297). — *19*. Les actes rédigés par les notaires (adouls tunisiens) dans la forme ordinaire du pays, font foi jusqu'à preuve du contraire et de simples allégations ne sauraient prévaloir à leur encontre: Tunis, 25 juin 1898 (01, 41). — *20*. L'absence sur un acte notarié tunisien de la signature de l'un des notaires n'entache pas cet acte d'une nullité radicale : Trib. mixte, 28 févr. 1894 (98, 42). — *21*. D'après le rite malékite, la signature d'un seul des notaires suffit. En tous cas, la nullité de l'acte serait couverte par son exécution, qui à elle seule, prouverait manifestement l'adhésion des parties à la convention : Trib. mixte, 28 févr. 1894 (98, 42). — *22*. Aux termes des articles 10 et 13 du décret beylical du 8 janvier 1875, un acte dressé par les adouls tunisiens ne peut être produit en justice et n'a aucune valeur probante, s'il ne porte pas mention de la page et du numéro du répertoire des notaires où l'acte a été transcrit : Tunis, 23 janv. 1895 (95, 451). — *23*. Ce décret est déclaratif d'un droit coutumier antérieur et régit les actes portant une date apparente plus ancienne que lui : Tunis, 23 janv. 1895 (95, 451). —

24. Nul ne peut engager autrui sans avoir reçu mandat à cet effet. Lors donc qu'une personne illettrée se voit réclamer le montant d'une créance faisant l'objet d'un sous-seing privé, signé en son nom par un tiers, il lui suffit pour éviter la condamnation au paiement, de se prévaloir des dispositions de l'art. 454 C. tun. (obligation pour les personnes illettrées de faire établir l'acte de créance par les notaires) et d'exciper de la non-existence d'un mandat : Ouzara, 3 janv. 1908 (08, 380).

§ II. — Règles spéciales aux européens.

25. L'acte passé entre deux européens, devant les notaires tunisiens, n'est pas opposable à la partie qui ne l'a pas signé : Tunis, 12 déc. 1883 (95, 110) ; Alger, 5 nov. 1888 (95, 110) ; Tunis, 19 juin 1890 (95, 109) ; Sousse, 28 nov. 1895 (96, 161) ; Tunis, 13 janv. 1896 (96, 133). — *26*. Toutefois le seul fait de comparaître devant les notaires beylicaux pour la rédaction d'une convention entraîne la présomption que les parties entendent se soumettre aux coutumes locales, qui admettent la preuve testimoniale en toute matière : Sousse, 28 nov. 1895 (96, 161). — *27*. Les actes passés par les notaires indigènes ne font preuve des obligations prises par les européens qui y ont comparu que s'ils sont signés régulièrement (c'est-à-dire avec l'assistance d'un interprète judiciaire) par ces derniers : Tunis, 5 avr. 1905 (05, 384). — *28*. Les notaires indigènes ne peuvent non plus rien écrire d'utile dans les actes de leur ministère en ce qui concerne la capacité civile ou l'état civil des européens : Tunis, 5 avr. 1905 (05, 384). — *29*. La nullité des actes passés par les notaires tunisiens, basée sur le défaut de signature de ces actes par un européen y comparant, ne saurait être invoquée par un tunisien : Tunis, 5 janv. 1888 (94, 265) ; 12 janv. 1898 (01, 74) ; 18 déc. 1901 (02, 506). — *30*. Même protégé européen, s'il est né en Tunisie et alors qu'il est démontré qu'il connaissait les usages et la langue de ce pays : Tunis, 12 janv. 1898 (01, 74).

SECTION III

Responsabilité des Adouls tunisiens.

31. Aux termes de l'art. 1 du décret beylical du 30 kada 1291 (8 janvier 1875) et du décret beylical du 17 chaban 1296 (6 août 1879) les notaires tunisiens doivent observer rigoureusement la portée de leurs actes, éviter toute complaisance, s'assurer de la régularité des constitutions de gage immobilier offertes par les emprunteurs, dans les actes qu'ils sont appelés à rédiger, le tout à peine de dommages-intérêts : Tunis, 5 août 1893 (97, 183). — *32*. Ces textes établissent donc, aussi bien, d'ailleurs, que le droit naturel, la responsabilité des notaires tunisiens

qui ont affirmé au prêteur, sur sa demande, la régularité des titres de propriété offerts en gage, alors qu'il est démontré qu'à première vue, en raison de leur expérience, ils ne pouvaient manquer de reconnaître la fausseté évidente de ces pièces : Tunis, 5 août 1893 (97, 183). — *33*. Au cas où des notaires ont rédigé un acte de gage immobilier et ont certifié que l'emprunteur est bien propriétaire de l'immeuble engagé, et que le titre de propriété y afférent est parfaitement régulier, ils sont responsables du montant du prêt envers le créancier, s'il est reconnu postérieurement que le titre remis en gage est faux et que l'emprunteur n'est pas propriétaire de l'immeuble : Ouzara, 5 avr. 1889 (98, 408). — *34*. Sont responsables du remboursement du prix versé et passibles de dommages-intérêts, conjointement et solidairement avec un prétendu vendeur d'immeubles, les notaires tunisiens qui ont passé l'acte de vente au profit d'un européen, alors que, sachant que le vendeur n'était pas en possession et que les titres de propriété par lui produits étaient sans valeur, ils ont dissimulé ces circonstances à l'acheteur, et lui ont affirmé que les titres étaient inébranlables et que l'affaire n'offrait aucun risque : Tunis, 23 nov. 1891 (96, 455). — *35*. Commettent une faute lourde engageant leur responsabilité, les notaires indigènes qui, lors de la passation d'un acte de vente d'un immeuble, affirment à l'acheteur, contrairement à la vérité, que le vendeur, qui avait acquis cet immeuble à la suite d'une adjudication, avait payé son prix : Tunis, 17 janv. 1898 (98, 223). — *36*. En conséquence si, à la suite d'une revente sur folle enchère, l'acheteur ainsi trompé est évincé, lesdits notaires sont responsables du préjudice qui lui advient de ce chef, et doivent être condamnés à le réparer conjointement et solidairement avec le vendeur : Tunis, 17 janv. 1898 (98, 223). — *37*. Aux termes de l'art. 1er du décret beylical du 8 janv. 1875 et du décret beylical du 6 août 1879, les notaires tunisiens sont spécialement chargés de s'assurer de la validité des titres de propriété sur lesquels un créancier veut se faire donner un droit de gage : Tunis, 28 juin 1899 (00, 468). — *38*. Ils sont donc responsables de la perte d'une créance survenue par la nullité et la fausseté du titre de propriété qui avait été donné en gage au créancier pour sûreté de ladite créance : Tunis, 28 juin 1899 (00, 468). — *39*. Il en est ainsi, tout au moins, lorsque le titre présentait des caractères tels que sa fausseté devait se révéler aux yeux de celui qui, même peu versé dans la langue et l'écriture arabes, l'aurait sérieusement examiné, et que, par conséquent sa fausseté ne pouvait échapper à l'examen tant soit peu attentif d'un notaire : Tunis, 28 juin 1899 (00, 468). — *40*. Les notaires tunisiens sont en faute si, étant requis de passer acte d'une vente immobilière, ils le font sans examiner les titres de propriété qui leur sont remis, spécialement sans s'assurer que ces titres se rapportent bien à l'immeuble objet du contrat ; Tunis, 7 déc. 1904 (05, 375). —

41. Par suite, si l'acquéreur a payé son prix et se trouve ensuite évincé parce que l'immeuble payé est habous, il est fondé à demander aux notaires qui ont passé l'acte de vente des dommages-intérêts pour la réparation du préjudice qui lui a été causé, s'il est certain que le moindre examen de l'acte de propriété produit par le vendeur leur aurait permis de constater qu'il ne se rapportait pas à l'immeuble vendu : Tunis, 7 déc. 1904 (05, 375). — *42*. Commettent une faute qui engage leur responsabilité pécuniaire les notaires musulmans qui, chargés de rédiger l'acte de vente d'un immeuble et de désintéresser un créancier hypothécaire avec le prix qui leur est remis spécialement pour ce, commencent par désintéresser le créancier hypothécaire sans s'assurer préalablement que le vendeur est seul propriétaire de l'immeuble, et refusent ensuite de dresser l'acte de vente par ce motif qu'ils auraient découvert l'existence d'un autre propriétaire : Tunis, 16 mai 1898 (99, 421). — *43*. Des notaires tunisiens sont bien fondés à refuser de passer un acte ayant pour but de constater la vente d'un immeuble sur lequel le vendeur ne paraît avoir aucun droit : Sousse, 17 mars 1898 (98, 477). — *44*. Le propriétaire qui a remis des titres à des notaires beylicaux, en vue de la rédaction d'un acte constatant la vente qu'il se propose de faire de l'immeuble auquel ces titres s'appliquent, n'est point fondé, lorsque la vente a été effectuée et l'acte dressé, à s'adresser aux notaires pour réclamer lesdits titres, sous le prétexte que la vente serait nulle : Sousse, 5 févr. 1903 (04, 267). — *45*. En effet les notaires n'ont aucune qualité pour contredire, au nom des acheteurs, à une action tendant à faire déclarer que ceux-ci n'ont pas valablement acquis la propriété et n'ont, par suite, aucun droit à la détention des titres : Sousse, 5 févr. 1903 (04, 267). — *46*. Le vendeur doit tout d'abord demander la nullité de la vente contre ses acheteurs, sauf à établir ensuite, en cas de succès et par voie de conséquence, s'il y a lieu, une faute personnelle aux notaires : Sousse, 5 févr. 1903 (04, 267). — *47*. Mais, en l'absence des acheteurs, principaux intéressés, sa demande contre les notaires est irrecevable : Sousse, 5 févr. 1903 (04, 267).

SECTION IV

Notariat israélite.

48. Antérieurement au décret du 29 janvier 1886, qui a soumis les notaires israélites aux mêmes règles que les notaires indigènes musulmans les actes pouvaient valablement être reçus par deux rabbins autorisés, spécialement par le grand rabbin, à remplir les fonctions de notaires : Ouzara, 7 juin 1900 (00, 637). — *49*. En supposant que l'usage admis à Sfax de considérer comme notaire le grand rabbin, même après le décret du 12 septembre 1887, qui a réglementé le notariat rabbinique en Tunisie, mais avant l'installation du service à Sfax, puisse avoir force de loi, n'en

seraient pas moins nuls les actes dressés par le grand rabbin avec l'assistance d'une autre personne, qualifiée notaire dans l'acte, mais n'ayant réellement le caractère ni de notaire, ni de rabbin : Sousse, 29 janv. 1903 (04, 87). — *50*. Le notariat indigène israélite n'a été réglementé en Tunisie que par un décret beylical du 12 septembre 1887 ; auparavant, à Sfax, le grand rabbin remplissait les fonctions de notaire, soit seul, soit avec l'assistance d'autres rabbins : Sousse, 3 mai 1906 (08, 105). — *51*. En conséquence, il n'est pas permis, de considérer comme nulles les ketoubas dressées dans ces conditions avant la date du décret précité ; cela est d'autant plus certain qu'en droit rabbinique. la présence de deux témoins ordinaires est jugée suffisante pour la validité d'une ketouba : Sousse, 3 mai 1906 (08, 105). — *52*. Serait nul, pour violation des art. 10 et 13 du décret du 8 janvier 1875, l'acte dressé par le rabbin même dûment assisté, qui n'énoncerait pas le numéro de la page du répertoire où il doit se trouver enregistré : Sousse, 29 janv. 1903 (04, 87). — *53*. Le demandeur ne serait pas admis à soutenir qu'il doit être fait néanmoins état de cet acte, sous le prétexte que, sur le fondement dudit, le défendeur a déjà été condamné à lui payer une certaine somme, si la demande actuelle, bien que connexe à la première, en est cependant distincte, si d'ailleurs la validité de l'acte n'a été ni examinée, ni tranchée par le premier jugement, faute de conclusions sur ce point et si enfin le défendeur ne peut être, d'après les circonstances, considéré comme ayant acquiescé tacitement à la validité de l'acte : Sousse, 29 janv. 1903 (04, 87).

SECTION V

Mozabites.

54. Le cadi de la circonscription judiciaire de Ghardaïa n'a pas qualité pour investir un de ses coreligionnaires des fonctions de notaire mozabite à Tunis : Tunis, 3 juill. 1891 (96, 279). — *55*. Par suite, est dénué de toute force probante l'acte rédigé par un individu qui tirerait uniquement ses pouvoirs d'une telle désignation, alors que les mozabites contractants n'ont pas apposé leur signature sur ledit acte : Tunis, 3 juill. 1891 (96, 279).

NULLITÉS FACULTATIVES

Voir : Appel civil. — Exploit. — Procédure civile et commerciale.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 21. — Tilloy, *Rép. alph.* t. V. p. 2420.

1. En vertu de la loi du 27 mars 1883 (art. 7), la Tunisie ayant été soumise, quant à la procédure, aux règles de la législation algérienne, les

nullités de procédure y sont, par cela même, facultatives : Tunis, 14 févr. 1884 (95, 138). — *2*. Sont facultatives pour le juge les nullités résultant de : — *3*. La désignation inexacte du demandeur dans un exploit d'ajournement, si elle n'a pu induire le défendeur en erreur : Tunis, 5 juill. 1888 (94, 432 note) ; 24 déc. 1907 (08, 165). — *4*. Le défaut d'indication précise de l'ajournement en matière commerciale, lorsqu'en fait le défendeur comparait : Tunis, 8 nov. 1894 (94, 571). — *5*. La signification d'un ajournement à un mandataire : Tunis, 10 nov. 1886 (94, 432, note) : Sousse, 11 nov. 1898 (00, 123) ; Alger, 28 févr. 1898 (98, 454). — *6*. L'irrégularité du visa d'un exploit au Consulat de France : Tunis, 25 avr. 1894 (94, 309). — 7. De ce qu'un mineur aurait été assigné personnellement, si le tuteur intervient : Alger, 19 mars 1900 (01, 209). — *8*. Du défaut de visa de l'exploit refusé par le préposé d'une administration publique : Sousse, 7 févr. 1895 (95, 374). — *9*. Du défaut de précision d'une demande en justice : Tunis, 17 déc. 1894 (95, 88). — *10*. Du défaut de traduction analytique sur la copie de l'exploit remise à un indigène : Tunis, 11 oct. 1888 (94, 432, note) ; Sousse, 13 août 1890 (91, 60) ; Tunis, 25 oct. 1893 (93,404); Cass. req., 25 mai 1897 (97, 318) ; Alger, 25 janv. 1902 (03, 325) ; Alger, 21 juin 1902 (03, 529) ; Sousse, 9 févr. 1905 (05, 608). — *11*. De ce que des significations au domicile élu ont été faites dans un commandement à fin de saisie-exécution : Tunis, 24 avril 1895 (95, 406). — *12*. De ce que l'opposition à un jugement par défaut n'est pas motivée : Tunis, 31 mai 1894 (94, 358). — *13*. De ce que la révocation d'un défenseur n'a été qu'implicite : Tunis, 11 mars 1895 (95, 224). — *14*. De ce que, dans une procédure d'inscription de faux, la sommation de déclarer si on veut se servir d'une pièce a été faite par acte extra-judiciaire : Tunis, 31 déc. 1895 (96, 102). — *15*. De ce que les énonciations de l'art. 64 C. proc. civ. ont été incomplètes : Sousse, 22 février 1889 (94, 432 note) ; 26 mai 1904 (05, 366). — *16*. De ce que les formes de l'enquête sommaire, en matière commerciale, ont été négligées : Sousse, 17 mai 1906 (07, 218). — *17*. De ce qu'un acte d'appel a mal désigné le jugement entrepris, si l'erreur commise se rectifie d'elle-même : Alger, 15 déc. 1886 (94, 432, note) ; Tunis, 21 juill. 1893 (93, 334) ; 18 déc. 1907 (08, 163). — *18*. Du défaut d'exposé sommaire des moyens d'appel : Tunis, 18 janv. 1892 (94,432, note). — *19*. De l'omission de la date de la saisie immobilière, dans les insertions et les placards : Tunis, 14 nov. 1894 (95, 20). — *20*. De l'omission d'une indication des preuves de la propriété d'objets saisis revendiqués : Tunis, 13 févr. 1895 (95, 298) ; 23 oct. 1895 (95, 596) ; 8 juin 1905 (05, 631). — *21*. De ce que, en matière commerciale, le défendeur n'a pas fait mentionner sur le plumitif d'audience son élection de domicile dans la ville où siège le Tribunal : Com. Alger, 7 avr. 1900 (01.192). — *22*. S'il est vrai qu'une opposition à jugement doit être motivée, aux termes de l'art. 161

C. proc. civ., la nullité encourue à la suite de l'omission de cette prescription de la loi, est purement facultative pour le juge, aux termes de l'art. 69 de l'ord. de 1842, applicable en Tunisie en vertu de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883, et il n'y a pas lieu de la prononcer, alors que le défendeur à l'opposition n'a subi aucun préjudice et n'a pas été mis dans l'impossibilité de se défendre contre l'action qui lui est intentée : Tunis, 17 juin 1908 (08, 617). — *23*. Mais ne rentrent pas dans les nullités facultatives pour le juge : — *24*. Celles concernant les déchéances de délais : Alger, 21 nov. 1900 (01, 400) ; 21 févr. 1901 (01, 410) ; 27 juin 1906 (07, 251) ; Tunis, 22 février 1895 (95, 221) ; Alger, 25 nov. 1896 (98, 22). — *25*. La remise de l'exploit d'assignation à une autre personne que la partie et sous pli ouvert : Alger, 22 mai 1900 (01, 514) ; 31 déc. 1901 (02, 266). — *26*. La constitution, comme avoué, de qui n'a pas cette qualité : Alger, 31 mars 1904 (07, 125). — *27*. La nullité qui résulte de l'inobservation du délai pour sommer d'assister à l'enquête et pour signifier la liste des témoins est facultative pour le juge : Alger, 25 févr. 1904 (05, 485). — *28*. *En sens contraire* : Tunis, 14 juin 1905 (05, 632). — *29*. Le défaut d'essai préalable de conciliation en matière de divorce : Civ. Alger, 18 nov. 1892 (94, 464). — *30*. Le défaut de sommation de retirer la chose déposée en cas de dépôt hors de la présence du créancier : Sousse, 12 mars 1896 (96, 322). — *31*. Le fait, par la partie saisie, de n'avoir pas proposé, dans les termes de l'art. 729 C. proc. civ., trois jours au moins avant l'adjudication, les moyens de nullité contre la procédure postérieure à la publication du cahier des charges : Alger, 25 nov. 1896 (98, 22). — *32*. Le défendeur assigné devant un tribunal pour un mardi deux, alors que le deux est un lundi, ne peut être juridiquement astreint de rechercher si, en présence de ces indications inconciliables, il doit comparaître le lundi 2 ou le mardi 3 ; la nullité de l'exploit ainsi libellé ne doit pas être écartée par le juge en vertu de l'ordonnance du 26 sept. 1842, art. 69, car l'application de cette disposition doit être restreinte de plus en plus : Alger, 5 avr. 1905 (06, 298). — *33*. Est nulle toute signification ou citation faite à la personne ou au domicile d'un mandataire, à moins qu'il ne soit porteur d'un pouvoir spécial et formel de défendre à la demande : Tunis, 15 févr. 1906 (06, 636). — *34*. Cette nullité doit être déclarée en tout état de cause, sur la demande de la partie intéressée, et même d'office par le Tribunal ; elle n'est pas de celles qui sont facultatives pour le juge, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance de 1842 : Tunis, 15 févr. 1906 (06, 636).

O

OBJET LITIGIEUX

Voir : Vente d'immeuble, ch. III sect. III. — Vol, ch. I sect. I.

OCCUPATION TEMPORAIRE

V. Travaux publics, sect. III

OFFICE POSTAL

Bibliographie. — S. BERGE, *Juris. franç. en Tun.* p. 11. — CHEYLUS, *Confér. admin.* p. 497. — LOTH, *La Tun. et l'œuvre du protect.* p. 145. — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° Postes, télégr. et téléph. n° 2025. — SERRES, *Confér. admin.*, p. 70. — TILLOY, *Rép. alph.* t. V. p. 3243.

SECTION PREMIÈRE

Prohibitions postales et infractions.

1. Aux termes du décret beylical du 11 juin 1888, le monopole du transport des correspondances est réservé à l'Administration des postes et télégraphes : Tunis, 21 oct. 1902 (03, 336). — *2*. Constitue une contravention audit décret le fait, par un particulier, de transporter plusieurs correspondance émanant d'expéditeurs différents à destination de diverses personnes : Tunis, 21 oct. 1902 (03, 336). — *3*. Mais il est admis qu'on peut expédier par un exprès des lettres émanant d'une même personne ou qui présentent un caractère d'urgence : Tunis, 21 oct. 1902 (03, 336). — *4*. La législation postale, notamment l'art. 9 de la loi du 25 juin 1856 et l'arrêté ministériel du 30 novembre 1893, pris en exécution de l'art. 10 de la même loi, prohibe et érige en contravention l'expédition d'une lettre en forme et au tarif des imprimés, papiers de commerce ou d'affaires, relevés de comptes ou de factures, revêtue d'écritures ou de chiffres à la main et présentant un caractère de correspondance personnelle, rédigée en cette forme ou contenant un texte ou une formule de salutation : Alger, 26 janv. 1895 (95, 137). — *5*. La loi du 25 juin sanctionne cette prohibition d'une pénalité spéciale et nouvelle qu'elle substitue à la mesure moins rigoureuse de la surtaxe : Alger, 26 janv. 1895 (95, 137). — *6*. L'infraction à cette prohibition constituant une contravention, les Tribunaux, en pareille matière, n'ont pas à rechercher la bonne ou la mauvaise foi du contrevenant : Alger, 26 janv. 1895 (95, 137). — *7*. L'usage, pour l'affranchissement d'une lettre, d'un timbre-poste tunisien perforé d'un T et servant de chiffre-taxe, constitue le délit d'usage d'un timbre-poste oblitéré : Sousse, 9 oct. 1889 (90, 32). — *8*. Commet le délit d'interruption volontaire du service télégraphique, le prévenu qui a enlevé un fil télégraphique rompu par accident et force ainsi l'administration à prendre le temps assez long de poser un nouveau fil, alors que l'accident eût pu sans son fait être réparé en quelques instants par une simple soudure : Sousse, 11 févr. 1891 (93, 32).

SECTION II

Responsabilité de l'office.

9. Aux termes de l'art. 1er du décret beylical du 11 juin 1888, les lois et règlements de l'administration des postes et télégraphes de France sont applicables à l'office postal tunisien, en ce qui concerne les correspondances de toute nature, ainsi que l'émission et le paiement des mandats: Tunis, 10 déc. 1894 (95, 61). — *10*. Ces lois et règlements admettent seulement dans certains cas et sous certaines conditions la responsabilité partielle de l'administration des postes pour la perte des objets confiés à sa garde et ils excluent absolument cette responsabilité pour le simple retard dans le transport des correspondances et le paiement des mandats: Tunis, 10 déc. 1894 (95, 61). — *11*. Cela résulte notamment de l'art. 8 de la loi du 5 avril 1879, qui ne distingue pas le cas où le retard apporté dans le paiement d'un mandat proviendrait d'un cas fortuit, de celui où il est le résultat d'une faute imputable à un agent de l'administration: Tunis, 10 déc. 1894 (95, 61). — *12*. La législation postale n'a pas été édictée dans un esprit de fiscalité, mais a entendu procurer au public, pour la transmission des lettres contenant des valeurs déclarées, une sûreté qui doit consister dans l'exacte observation de toutes les conditions imposées aux employés de la poste pour le transport des lettres chargées : Cass. req., 25 mars 1903 (03, 326). — *13*. Par suite, la fin de non recevoir tirée du reçu donné par le destinataire au facteur cesse d'être opposable, lorsqu'il est constant que les agents de l'Administration n'ont pas rempli les formalités dont s'agit et ont ainsi induit en erreur le destinataire sur l'état d'intégrité apparente du chargement, sans que l'expéditeur soit tenu de prouver que la spoliation des valeurs a été commise par un agent des postes déterminé : Cass. req. 25 mars 1903 (03, 326). — *14*. La responsabilité de l'Office postal tunisien est engagée au cas où une avarie a été subie sur le contenu d'un colis postal, ce dans la mesure indiquée au décret du 26 avril 1898 : Sousse, 14 déc. 1899 (01, 125). — *15*. Il n'y aurait lieu de rechercer, en ce cas si l'emballage était conforme à ce qui est prescrit par les règlements sur la matière, alors qu'il n'est pas constant, d'une part, que l'avarie est due à un défaut d'emballage, et que d'autre part, l'Office postal n'a fait aucune réserve à cet égard, lors de la prise en charge du colis : Sousse, 14 déc. 1899 (01, 125).

SECTION III

Paiement des mandats.

16. En Tunisie, les mandats postaux en provenance et à destination de l'intérieur peuvent être payés par la poste, soit en monnaie française, soit en monnaie tunisienne, aux taux de 60 cent. la piastre : Tunis,

30 janv. 1889 (89, 243). — *17*. Pour les mêmes mandats, la poste est tenue de recevoir l'une et l'autre monnaie indistinctement au même taux : Tunis, 30 janv. 1889 (89, 243). — *18*. Celui qui certifie à la légère l'identité d'une personne qui se présente à la poste pour encaisser un mandat, commet une faute qui engage sa responsabilité : Civ. Marseille, 7 mai 1902 (03, 398).

SECTION IV

Transport des colis postaux.

19. Le service des colis postaux rentrant, en Tunisie, dans le service des postes, la compagnie Bône-Guelma doit, aux termes de son cahier des charges, en effectuer le transport gratuitement sur tout son réseau, aux mêmes conditions que celui des lettres et dépêches : Alger, 25 juin 1901 (02, 94).

SECTION V

Compétence.

20. L'Administration des postes et télégraphes de la Régence étant de nationalité tunisienne, ne peut poursuivre un tunisien devant la juridiction française que dans les cas prévus par l'art. 1er § 7 du décret beylical du 11 juin 1888, c'est-à-dire, dans les cas de contravention au privilège de l'Office tunisien en matière de poste et de télégraphe : Just. p. Tunis-Sud, 17 juin 1891 (91, 199). — *21*. Notamment dans le cas de poursuites d'un tunisien par l'Administration en paiement du prix de travaux et de fournitures d'appareils, la juridiction compétente est la juridiction tunisienne : Just. p. Tunis-Sud, 17 juin 1891 (91, 199).

OFFRES RÉELLES

1. Les offres réelles suivies de consignation tiennent lieu de paiement et libèrent le débiteur ; les sommes consignées entrent dans le patrimoine du créancier lorsque la consignation a été acceptée par ce dernier : Tunis, 12 déc. 1900 (04, 328). — *2*. La somme ainsi déposée à la caisse, par une partie condamnée à la payer, devient la propriété du créancier, et ne saurait être, après réformation du jugement en exécution duquel elle a été déposée, retirée par le déposant, alors que consignation a été effectuée, non à cause de l'appel interjeté, mais à raison de la cession et des saisies-arrêts dont elle était frappée, et que cette consignation a été acceptée par le créancier : Tunis, 12 déc. 1900 (04, 328). — *3*. Le déposant n'a plus contre ce dernier qu'une action en restitution de l'indû : Tunis, 12 déc. 1900 (04, 328). — *4*. Les billets de la Banque d'Algérie n'ont pas cours forcé sur le territoire de la Tunisie : Tunis, 4 août 1890 (90, 307). — *5*. Sont

nulles, en conséquence, les offres réelles faites à son créancier par un débiteur, en billets de ladite Banque : Tunis, 4 août 1890 (90, 307). — *6*. Les huissiers ne sont pas autorisés, au moyen d'un procès-verbal d'offres, à constater des faits ou des aveux qui rendraient le créancier non recevable dans son action : Paris, 7 nov. 1893 (97, 20). — *7*. En dehors de la simple constatation de l'acceptation ou du refus des offres, tout ce que l'huissier insère dans son procès-verbal sur les motifs du refus n'a aucun caractère d'authenticité et reste à l'état d'énonciation pouvant être combattue par simple dénégation : Paris, 7 nov. 1893 (97, 20). — *8*. Le débiteur est libéré de sa dette lorsqu'il a fait à son créancier une offre réelle suivie de consignation, au lieu de dépôt indiqué par le juge : Ouzara, 27 juin 1908 (08, 535). — *9*. Si le créancier, avisé régulièrement du dépôt a, sous prétexte d'une difficulté qui, en réalité, n'existait pas, refusé de restituer l'immeuble antichrésé, il est tenu à la restitution, dans les conditions de l'article 110 du C. tun., des fruits de l'immeuble à partir du jour de la consignation : Ouzara, 27 juin 1908 (08, 535). — ***10***. Les offres réelles qui ne comprennent par la totalité du capital dû, des intérêts échus et des frais liquidés sont nulles, quoiqu'elles aient eu lieu avec offre de parfaire en cas d'insuffisance, l'offre de parfaire ne pouvant s'appliquer qu'aux frais non liquidés : Cass. req., 17 févr. 1908 (08, 529).

OPÉRATIONS DE BOURSE

1. Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit faire la preuve des conditions essentielles de sa validité : Alger, 14 mars 1895 (95, 593). — *2*. Par suite, le coulissier qui présente un compte d'opérations de bourse en réclamant le règlement du solde doit établir que ces opérations ont été faites par l'intermédiaire d'un agent de change : Alger, 14 mars 1895 (95, 593). — *3*. Aux termes de la loi française du 28 mars 1885 et de la loi italienne du 13 septembre 1876, une action en justice est admise pour les opérations de bourse à terme, même quand elles n'auraient pour objet que des paiements de différences : Tunis, 30 juill. 1888 (96, 96).

OPPOSITION

Voir : Compétence immobilière, ch. II sect. III. — Jugement par défaut. — Référés, ch. 1 sect. IV.

ORDONNANCE

Voir : Instruction criminelle.

ORDRE

Voir : Saisie immobilière, ch. II sect. V.

ORDRE PUBLIC

Voir : Organisation politique, sect. II. — Prescription civile, ch. I sect. II.

ORGANISATION JUDICIAIRE.

Voir : Compétence civile, ch. II sect. I et ch. III.

Bibliographie. — S. Berge *Confér. admin.*, p. 133 et 169. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 7. — S. Berge, *La just. en Tun.*, p. 152 et 176. — Challamel, *Notices sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç. 1883 p. 147). — Coulon, *Exéc. des jug. franç. contre les tun.* (Journ. trib. Tun., 1902, p. 296, 321 et 353). — De Dianous, *Confér. admin.*, p. 23. — De Dianous, *Législ. tun.*, p. 61. — Estoublon, *Notices sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç. 1898 p. 388 ; 1900 p. 231 ; 1901 p. 156). — Fitoussi, *l'Etat tun.*, p. 168. — Foucher, *Evolut. du protect. de la France en Tun.*, p. 211 — Herbault, *Créd. agric. en Tun.*, p. 121. — Lapie, *Civil. tunis.* p. 140. — Leroy Beaulieu, *Algér. en Tun.*, p. 458. — Lescure, *Double rég. fonc.*, p, 157. — Loth, *La Tun. et l'œuvre du protect.* p. 54. — Loth, *Peupl. ital. en Tun.*, p. 400. — Padoux, *Confér. admin.*, p. 292, 299, 329 et 353. — Pandectes françaises, *Rép. alph.* V° Tunisie N° 84 ; V° Organis. judic., N° 990. — Petit, *Effet du protect.*, p, 67. — P. H. X. *La politique franç. en Tun.*, p. 360. — Pillet (Rev. gén. du dr. intern. publ. 1895, p. 604). — Piolet, *Rég. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 153. — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.*, p. 15. — Puy (Hubert du) (Rev. polit. et parl. 1899, p. 564). — Serres, *Confér. admin.* p. 77. — Simonnet, *Législ. Tun.*, p. 21. — Smadja, *L'ext. de la jurid. et la nation. franç. en Tun.*, p. 19, 25 et 33. — Tilloy, *Rép. alph.* t. II p. 692, 703, 705 ; t. V p. 2178 et 2206. — Vincent et Penaud, *Dict. du dr. intern. privé*, p. 667. — Wilhem, *Théorie jurid. des protect.* (Journ. du dr. intern. privé, 1890, 217). — X. . *La Tunisie*, t. IV. p. 39 et 63.

CHAPITRE PREMIER

Organisation de la justice française.

SECTION PREMIÈRE

Personnel de la magistrature.

1. La situation des magistrats en Algérie, est réglée par l'arrêté ministériel du 22 novembre 1842, et l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 20 août 1848. Il est statué sur leur nomination et sur leur révocation au rapport du ministre de la justice : Cons. d'Etat, 23 juin 1893 (93, 219). — *2.* Ces dispositions n'ont pas été abrogées expressément par l'art. 19 de la loi du 30 août 1883, et il n'y a pas été dérogé par son art. 15 : Cons. d'Etat, 23 juin 1893 (93, 219). — *3.* En effet, cet article n'est que le corol-

laire de l'art. 11 dont la raison d'être réside tout entière dans la situation acquise aux magistrats de la métropole ; ainsi, le motif déterminant de l'art. 11 étant étranger aux magistrats de l'Algérie, l'art. 15 ne pouvait les concerner sans une manifestation expresse et formelle du législateur : Cons. d'Etat, 23 juin 1893 (93, 219). — 4. Il suit de là que, si les dispositions générales de la loi du 30 août 1883, tant sur l'organisation et le traitement du personnel que sur le fonctionnement des Cours et Tribunaux, s'appliquent à l'Algérie, les magistrats algériens ont conservé la situation particulière résultant pour eux des dispositions règlementaires ci-dessus rappelées, de 1842 et de 1848: Cons. d'Etat, 23 juin 1893 (93, 219). — 5. L'art. 15 de la loi du 27 mars 1883 disposant que les conditions d'âge et de capacité pour la nomination des magistrats composant les Tribunaux de Tunisie sont les mêmes que celles exigées en Algérie pour l'exercice des mêmes fonctions ne saurait être étendu aux fontionnaires qui peuvent être provisoirement chargés de remplir les fonctions de juge de paix en vertu d'un règlement d'administration publique : Cass. crim., 25 juill. 1889 (89, 181). — 6. Le décret rendu en Conseil d'Etat le 29 octobre 1887, qui délègue aux fonctions de juge de paix, en Tunisie, des contrôleurs civils et des officiers, a mis régulièrement ces fonctionnaires en possession du pouvoir d'exercer provisoirement les fonctions de juge de paix : Cass. crim., 25 juill. 1889 (89, 181). — 7. En l'absence d'une disposition légale ou réglementaire spéciale à ces fonctionnaires, l'obligation de prêter un serment professionnel ne saurait être exigée d'eux : Cass. crim., 25 juill. 1889 (89, 181). — 8. Est nul de nullité absolue tout jugement rendu par un administrateur colonial revêtu de fonctions judiciaires, si cet administrateur n'a pas prêté le serment spécial exigé de tout fonctionnaire appelé à rendre la justice : Tananarive, 30 déc. 1898 (99, 338). — 9. Il importe peu, d'ailleurs, qu'il ait prêté tout autre serment antérieurement à son investiture ; ce serment est sans valeur : Tananarive, 30 déc. 1898 (99, 338). — 10. Le magistrat, même amovible, nommé à de nouvelles fonctions judiciaires, conserve l'aptitude légale à l'exercice de ses anciennes fonctions, tant que lui-même ou son successeur n'ont pas prêté serment en leur nouvelle qualité : Cass. crim., 3 août 1906 (07, 255).

SECTION II

Composition des juridictions.

11. Les prescriptions de l'art. 49 du décret du 30 mars 1808, en vertu desquelles les avocats ne peuvent être appelés pour compléter le tribunal dans l'ordre du tableau qu'en cas d'empêchement des juges titulaires et des juges suppléants, sont d'ordre public et leur observation doit, à peine de nullité, être constatée par le jugement qui doit porter en lui-même la

preuve de sa régularité : Cass. civ., 2 déc. 1902 (03, 93) ; 22 juin 1904 (05, 485) ; Cass. crim., 9 nov. 1907 (08, 323). — *12*. Spécialement, lorsque le Tribunal, auquel sont attachés deux juges suppléants, a été complété par un avocat, le jugement est nul si l'empêchement de ces deux magistrats n'est pas constaté : la mention de l'empêchement des juges titulaires est insuffisante : Cass. civ., 2 déc. 1902 (03, 93) ; 22 juin 1904 (05, 485). — *13*. Est nul le jugement qui, énonçant simplement que Me X., avoué plus ancien, a été appelé en remplacement du Procureur de la République empêché, ne constate pas l'absence ou l'empêchement des juges suppléants et ne fournit pas ainsi la preuve que la composition du Tribunal ait été régulière : Cass. req., 13 mai 1902 (02, 461). — *14*. L'avocat appelé à compléter un tribunal, en cas d'empêchement des juges et des juges suppléants, ne peut être que le plus ancien au tableau des avocats présents à l'audience : Cass. civ. 7 mars 1905 (06, 236). — *15*. Le jugement auquel a concouru cet avocat doit mentionner cela, pour constater sa régularité, ce, à peine de nullité : Cass. civ., 7 mars 1905 (06, 236). — *16*. L'art. 49 du décret du 30 mars 1808 qui dispose qu'à défaut de juges suppléants on appellera, pour compléter le Tribunal, un avocat attaché au barreau, ou, à défaut un avoué en suivant l'ordre du tableau, n'a pas été abrogé par l'art. 6 de la loi du 30 août 1883 modifié par celle du 19 avril 1898 qui donne aux premiers présidents le droit de déléguer un juge suppléant pour remplir les fonctions de juge dans un tribunal du ressort, lorsque ce tribunal sera dans l'impossibilité de se constituer : Agen, 8 déc. 1904 (06, 61). — *17*. Est donc nul le jugement rendu avec l'assistance de ce juge suppléant délégué, sans que le Tribunal ait à un moment quelconque constaté l'impossibilité de se compléter par l'adjonction d'un avocat ou d'un avoué : Agen, 8 déc. 1904 (06, 61). — *18*. Il résulte de la combinaison des art. 49 du décret du 30 mars 1808 et 6 de la loi du 30 août 1883, modifiée par celle du 19 avril 1898, que le droit qui est accordé au premier président de déléguer un juge suppléant pour remplir les fonctions de juge dans un autre Tribunal du même ressort, est un droit exceptionnel qui, par sa nature même, ne saurait lui être ouvert qu'en cas de nécessité : Cass. crim., 6 mai 1904 (05, 420). — *19*. Cette nécessité n'existe pas lorsque le Tribunal peut se constituer par l'adjonction d'un avocat ou d'un avoué : Cass. crim., 6 mai 1904 (05, 420). — *20*. Lorsqu'il reste un juge suppléant du Tribunal pour siéger dans la cause, il n'y a pas impossibilité pour ce tribunal de se composer, car un juge suppléant du ressort peut être désigné par le premier président pour y remplir les fonctions de juge et il se complètera ensuite lui-même en appelant soit un avocat, soit, à défaut, un avoué : Cass. crim., 4 janv. 1907 (07, 384). — *21*. Lorsqu'un juge suppléant remplace un juge titulaire, lequel remplace lui-même le président dont le siège est devenu vacant par le décès de ce dernier magis-

trat, ce juge suppléant n'a pas droit au traitement du magistrat qu'il remplace : Cons. d'Etat, 28 déc. 1906 (07, 383). — *22*. Lorsqu'une chambre d'un tribunal se complète par l'adjonction d'un juge pris dans une autre chambre du même tribunal et plus ancien, c'est à ce dernier qu'il appartient de présider, à défaut du président et du vice-président : Bourges, 31 janv. 1906 (06, 618). — *23*. Mais il n'en est pas de même lorsque le magistrat complétant la chambre ou le tribunal a été délégué, en vertu de la loi du 19 avril 1898, par le premier président de la Cour d'appel : Bourges, 31 janv. 1906 (06, 618). — *24*. Quand les tribunaux de 1re instance statuent en assemblée générale, les juges suppléants ont voix consultative lorsqu'ils ne remplacent pas un juge titulaire : Cass. req., 12 févr. 1907 (07, 153). — *25*. Si donc un tribunal réuni en assemblée générale se trouve composé de la majorité des juges en titre et que les juges suppléants n'ont pas eu, par conséquent, à remplacer un juge titulaire, il y a présomption, malgré l'absence de mention dans la décision de l'assemblée générale, que lesdits juges suppléants ont siégé avec voix consultative : Cass. req., 12 févr. 1907 (07, 153). — *26*. Commet un excès de pouvoir le Tribunal qui, ayant à remplacer un juge d'instruction empêché, désigne deux juges, en créant ainsi temporairement un second juge d'instruction ; il n'a pas non plus qualité pour répartir les affaires entre les juges d'instruction : Cass. crim., 26 janv. 1907 (07, 462).

CHAPITRE II

Organisation de la justice indigène.

27. Une sentence beylicale ne saurait être contestée sous prétexte que la compétence immobilière appartient au Cadi et non à S. A. le Bey de Tunis : Tunis, 19 mars 1886 (90, 44). — *28*. Il est en effet de principe dans toutes les législations des pays musulmans que le souverain est le chef de l'autorité judiciaire et peut s'attribuer la compétence de tous procès au lieu et place des juges proprement dits qui ne sont que ses délégués : Tunis, 19 mars 1886 (90, 44). — *29*. Les traités entre la Tunisie et les Puissances étrangères n'ont d'ailleurs aucunement dérogé à cette règle : Tunis, 19 mars 1886 (90, 44). — *30*. Le possesseur européen d'un immeuble situé en Tunisie ne peut en être dépossédé par un ordre de S. A. le Bey : Tunis, 2 nov. 1887 (93, 387). — *31*. D'ailleurs on ne saurait attribuer en aucun cas ce but et cette portée à une amra beylicale ordonnant à un Caïd de mettre un européen en possession d'un immeuble ; c'est là un acte purement administratif qui n'a pour but qu'une vérification de limites par les autorités indigènes et qui ne peut entreprendre sur les droits des tiers : Tunis, 2 nov. 1887 (93, 387). — *32*. Les jugements

rendus, aux termes des traités, par le Châra, en matière immobilière, dans des affaires intéressant des européens, sont valables, même s'ils ont été rendus en l'absence du Consul ou de son délégué, depuis la suppression des juridictions consulaires, qui a enlevé aux Consuls toute attribution judiciaire, spécialement le droit de s'opposer à l'exécution des sentences rendues contre leurs nationaux : Tunis, 11 févr. 1885 (94, 297). — *33*. La suppression des Juridictions consulaires étrangères en Tunisie a eu pour effet de les dessaisir immédiatement, tout au moins en ce qui concerne la Juridiction consulaire hellénique : Alger, 21 juill. 1890 (90, 316). — *34*. Bien que rendus en dernier ressort et sans recours possible à une autre autorité, les jugements du Châra peuvent être réformés par lui-même dans des conditions analogues à notre procédure de requête civile : Tunis, 6 juin 1890 (96, 231). — *35*. La Direction des services judiciaires du Gouvernement tunisien n'est pas un tribunal et ne rend pas de sentences ; c'est un rouage administratif qui règle la marche des tribunaux de l'Ouzara, qui les surveille et exécute leurs sentences : Tunis, 31 mai 1905 (06, 40). — *36*. Le Tribunal de province n'a pas compétence pour apprécier la question de savoir si le jugement rendu par le Châra contre un individu est applicable aux co-ayants droit de ce condamné ; ce litige est de la compétence exclusive de la justice religieuse qui a rendu la première décision : Ouzara, 7 déc. 1902 (03, 562). — *37*. Un Tribunal de province n'est pas compétent pour examiner une seconde fois une affaire qu'il a déjà tranchée par un jugement régulier : Ouzara, 18 nov. 1901 (03, 558). — *38* Il n'a pas le droit, en effet, d'infirmer ou de modifier sa propre décision : Ouzara, 18 nov. 1901 (03, 558). — *39*. Il y a lieu de renvoyer devant l'Orf (c'est-à-dire devant le Conseil des Amines de la ville de Tunis) la contestation intervenue entre un patron tisserand en soie et son ouvrier au sujet du paiement des sommes dues à ce dernier à l'occasion de l'exercice de leur industrie : Ouzara, 20 avr. 1886 (98, 405). — *40*. Le Tribunal de l'Orf est compétent pour liquider, sous réserve de l'homologation de l'Ouzara en cas de contestation, toute association commerciale contractée à Tunis, notamment une association pour l'achat et la vente de légumes : Ouzara, 17 mars 1898 (00, 454). — *41*. Le défendeur à la liquidation ne peut se soustraire à l'obligation de rendre compte devant cette autorité, en alléguant que les sommes qu'il reconnaît avoir reçues du demandeur lui ont été remises à titre de prêt pur et simple, s'il ne le démontre pas par des preuves précises et s'il est constant d'autre part que l'achat des marchandises pour les revendre et la revente ont eu lieu avec le consentement et le concours du bailleur de fonds : Ouzara, 17 mars 1898 (00, 454). — *42*. Doit être déboutée de sa demande de poursuite au pénal la victime d'une infraction qui s'est adressée antérieurement à la justice civile compétente en vue de la réparation du pré-

judice que lui avait causé la même infraction : Ouzara, 17 nov. 1907 (08, 196). — *43*. Aux termes du décret du 20 mai 1875, le délai de l'appel des jugements rendus par les Tribunaux musulmans du Sénégal est de quinzaine à compter du jour de leur date, s'ils sont contradictoires, ou, s'ils sont par défaut, à compter du jour de leur signification à personne ou à domicile ; ce délai est de rigueur : Sénégal, 10 févr. 1896 (96, 547). — *44*. Est irrecevable l'appel formé après l'expiration de ce délai contre les jugements des tribunaux musulmans qui ont ainsi acquis l'autorité de la chose jugée : Sénégal, 10 févr. 1896 (96, 547).

CHAPITRE III

Indépendance réciproque des deux justices.

45. La juridiction française et la juridiction tunisienne sont absolument indépendantes l'une de l'autre. Il s'ensuit qu'un Cadi tunisien ne peut avoir à rendre compte d'un de ses actes de juridiction devant le Tribunal français : Just. p. Tunis-Nord, 16 janvier 1896 (96, 212). — *46*. Spécialement, s'il a reçu une somme d'un de ses collègues, avec mission de la distribuer à certaines personnes, par voie judiciaire, la décision qu'il a prise à cet effet ne peut servir de base à une action contre lui devant la justice française : Just. p. Tunis-Nord, 16 janvier 1896 (96, 212). — *47*. La justice française et la justice tunisienne sont entièrement indépendantes l'une de l'autre : Ouzara, 25 juin 1908 (08, 503). — *48*. Doit par application de ce principe, être rejetée par les tribunaux tunisiens l'exception de chose jugée soulevée devant eux par l'une des parties qui prétend que la justice française a précédemment statué à l'occasion du même litige et entre les mêmes parties : Ouzara, 25 juin 1908 (08, 503). — *49*. Les magistrats tunisiens sont, en effet, les juges naturels des tunisiens, sauf dans les cas prévus par le décret de 1884 en matière civile : Ouzara, 25 juin 1908 (08, 503). — *50*. Et il en est ainsi notamment lorsque le litige a son origine dans une vente résultant d'un jugement des tribunaux tunisiens : Ouzara, 25 juin 1908 (08, 503).

ORGANISATION POLITIQUE

Biliographie. — S. Berge, *La just. en Tun.*, p. 152. — Bompard, *Législ de la Tun.* — Bompard, *Préface du Code annoté de Zeys.* — Boulard, *Fin de la Tun.* -- Boulle, *Conférence admin.*, p. 400 — Caudel, *Supp. à la législ. de la Tun.* — Challamel, *Notices sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç. 1881 p, 120 ; 1882 p. 136). — Charmes, *La Tun. et la Tripolit.* p. 185. — Despagnet, *Essai sur les protect.*, p. 196. — Devaulx, *Protect. de la France en Afrique*, p. 18. — De Dianous, *Conférence admin.*, p. 16. -- De Dianous, *Législ. tun.*, p. 1. — Dubourdieu, *Conférence admin.*,

p. 85. — DUHAMEL, *Cond. jurid. des pays de protect.*, p. 85. - ENGELHARDT, *Rev. de dr. intern.* 1881 p. 331. — DE FAGES, *Confér. admin.*, p. 370. — FAUCON, *La Tun.*, p. 417. — FOUCHER, *Evol. du protec. de la France en Tun.*, p. 31 et 123. — GÉRARD, *Nat. jurid. de protect.* (Rev. algér. 1893, 1, 117 et 215). — GIRAULT, *Princ. de colon.*, t. III p. 384. — HACKENBURGER, *Nat. jurid. du protect.* p. 35. — LEROY-BEAULIEU, *Algér. et Tun.*, p. 329, 446 et 577. — MEYER, *Le protect. en Tun.*, (Ann. de l'Ecole des sc. polit., 1888 p. 78). — PADOUX, *Confér. admin.*, p. 290, 305 et 316. — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° TUNISIE, N° 19. — PENSA, *L'avenir de la Tun.*, p. 210 et 302. — PETIT, *Effets du Protect.*, p. 19. — P.H.X... *Polit. franç. en Tun.*, 330 et 347. — PILLET, Rev. gén. dr. intern. priv., 1895 p. 602. — SEBAUT, *Dict. de législ. tun.* — SERRES, *Conf. admin.*, p. 31. — TILLOY, *Rép. alph.* t. I p. 50, 53, 233 ; t. II p. 576 et 845 ; t. III p. 1021 ; t. IV p. 1731. — WILHEM, *Théorie jurid. des protect.* (Journ. dr. intern. priv., 1890, p. 210). — X.. *La Tunisie*, t. II p. 202 ; t. IV p. 1. — ZEYS, *Code ann. de la Tunisie.*

SECTION PREMIÈRE

Généralités.

1. Antérieurement au Protectorat français, la Tunisie n'était pas une province turque, et les lois turques n'ont jamais été applicables en ce pays : Tunis, 6 juill. 1898 (98, 464). — *2.* L'armée d'occupation est, en Tunisie, comme la justice française elle-même, indépendante du pouvoir beylical et ces deux pouvoirs publics constituent dans la Régence une émanation directe de la France : Tunis, 17 déc. 1894 (96, 430). — *3.* Il importe peu que leurs dépenses soient remboursées en partie à la France par le trésor tunisien ; c'est là une mesure qui ne modifie nullement leur caractère et qui intéresse uniquement les deux budgets : Tunis, 17 déc. 1894 (96,430). — *4.* Aux termes du traité franco-tunisien du 12 mai 1881, S. A. le Bey de Tunis s'est engagé expressément à ne prendre aucune mesure pouvant entraîner des conséquences internationales sans s'être entendu avec le Gouvernement français et a promis formellement de procéder d'un commun accord avec ce Gouvernement à l'organisation financière de la Régence : Tunis, 22 juill. 1895 (95, 508). — *5.* Il n'a donc pu ensuite valablement, sans le consentement du Gouvernement français, concéder à un particulier un privilège à l'effet de fonder une société anonyme destinée à exploiter en Tunisie un Mont de Piété : Tunis, 22 juill. 1895 (95,508). — *6.* Au surplus, le décret dans lequel cette concession aurait été faite n'a pas été approuvé par le Résident général, conformément aux règles tracées par le traité franco-tunisien du 8 juin 1883 et par le décret du Président de la République du 10 novembre 1884 : Tunis, 22 juill. 1895 (95, 508). —

7. Enfin, il n'a pas été publié dans le recueil officiel tunisien destiné à la promulgation des lois ; il ne peut donc être mis à exécution : Tunis, 22 juill. 1895 (95, 508).

SECTION II

Pouvoir législatif.

8. Un fait délictueux prévu et puni par le Code pénal ne peut donner lieu, en ce qui concerne les justiciables des Tribunaux français dans la Régence, qu'à l'application des seules pénalités édictées par ce code, pénalités qui ne peuvent être modifiées par un décret beylical même approuvé par arrêté résidentiel : Alger, 23 oct. 1885 (89, 228). — *9*. Ainsi, le décret beylical du 23 juillet 1884 sur les loteries, approuvé et promulgué par arrêté résidentiel du 25 décembre suivant, n'est applicable aux justiciables des Tribunaux français qu'en ce qui concerne les prescriptions d'ordre administratif qu'il édicte : Alger, 23 oct 1885 (89, 228). — *10*. Au contraire les pénalités qu'il crée ne peuvent recevoir d'application qu'à l'égard des sujets tunisiens déférés aux Tribunaux indigènes : Alger, 23 oct. 1885 (89, 228). — *11*. Mais ce décret a eu pour effet, en ce qui concerne les justiciables des Tribunaux français, de permettre à leur égard l'application de l'article 410 du Code pénal, inapplicable antérieurement dans la Régence sous le régime de la liberté absolue des loteries : Alger, 23 oct. 1885 (89, 228). — *12*. Le décret beylical sur la police de la chasse, régulièrement promulgué par arrêté du Résident français de Tunis, agisssnt par délégation du Président de la République Française, est obligatoire pour les justiciables des Tribunaux français comme pour les sujets tunisiens : Alger, 21 mai 1885 (89, 222). — *13*. Un décret du Président de la République créant des pénalités pour un pays de protectorat, est régulier au point de vue constitutionnel : Alger, 21 mai 1885 (89, 222). — *14*. Les décrets beylicaux régulièrement approuvés par arrêté du Résident général de la République française en Tunisie, sont obligatoires pour les français et protégés français : il en est ainsi notamment du décret beylical sur la liberté de la presse : Cass. crim., 8 août 1889 (89, 219). — *15*. Les décrets rendus par le Président de la République, dans l'exercice du pouvoir législatif qu'il exerce par délégation en ce qui concerne l'Algérie et les colonies, constituent des actes législatifs : Alger, 5 mars 1894 (96, 307). — *16*. Ces décrets, en vertu des principes du droit public, ne sont susceptibles d'aucun recours devant les tribunaux judiciaires ou administratifs : Alger, 5 mars 1894 (96, 307). — *17*. Une demande en dommages-intérêts pour réparation d'un préjudice causé par l'exécution d'un décret de cette nature est irrecevable, et cette irrecevabilité et est absolue et d'ordre public : Alger, 5 mars 1894 (96, 307. — *18*. L'établissement du protectorat français en Tunisie n'a pas eu pour effet de

soumettre le territoire tunisien aux règles d'ordre public interne français, les règles de cette nature étant édictées par chaque Etat dans l'intérêt unique de la sauvegarde de ses nationaux : Tunis, 27 déc. 1897 (98,64).— *19*. Le protectorat ayant respecté le statut personnel des indigènes et des étrangers, les règles de ce statut doivent être appliquées par les tribunaux de Tunisie, même dans leurs dispositions qui seraient contraires à l'ordre public interne de la France : Tunis, 27 déc. 1897 (98, 64).

OUALI

Voir : Mariage, ch. IV sect. I.

OUKIL

Bibliographie. — S. Berge, *Vocabul.* (Journ. trib. Tun., 1895, p. 172). — Tilloy, *Rép. alph.* t. v. p. 2467.

1. Ne peut être admis à représenter les parties devant les juridictions tunisiennes que celui qui est muni à cet effet d'un décret beylical d'autorisation ou qui est le mandataire légal de la partie : Ouzara, 8 févr. 1897 (97, 365). — *2*. En conséquence, toute audience doit être refusée à celui qui se présente comme demandeur, muni d'une simple procuration, au nom de femmes dont il est le parent, alors que l'une est mariée et que l'autre est sous l'autorité de son frère : Ouzara, 8 févr. 1897 (97, 365). — *3*. Les personnes autorisées dans les conditions des décrets du 9 mai 1897 et du 8 janvier 1907 à représenter les parties devant la juridiction tunisienne sont mandataires *ad litem :* Ouzara, 3 févr. 1908 (08, 198). — *4*. Le mandat qu'elles ont reçu de la partie qu'elles représentent est un mandat spécial qui est censé n'avoir été donné que pour prendre communication du dossier et pour développer à l'audience les conclusions du mandant : Ouzara, 3 févr. 1908 (08, 198). — *5*. Le mandataire ne peut notamment s'inscrire en faux ou arguer de faux une pièce produite au procès sans justifier d'une autorisation spéciale de son mandant : Ouzara, 3 févr. 1908 (08, 198). — *6*. Les tribunaux indigènes dits de province sont incompétents pour connaître de l'action en paiement d'honoraires introduite par un oukil contre son client : Trib. indig. Le Kef, 29 avr. 1899 (99, 472). — *7*. Aux termes de la législation beylicale réglant la matière, le différend de cette nature qui s'élève entre les parties doit d'abord être soumis à l'arbitrage du Ministre de la Plume de S. A. le Bey : Trib. ind. Le Kef, 29 avr. 1899 (99, 472).

OUTIKA

Voir ; Preuve testimoniale. — Propriété immobilière, ch. I sect. III.

OUTRAGE

Voir : Presse, Outrages, Diffamation.

OUTRAGE A AGENTS

1. Le Gouvernement français s'est obligé implicitement, par le traité de Ksar-Saïd (12 mai 1881), passé avec le Bey de Tunis, à protéger comme siens, par voie de réciprocité, les agents de la police judiciaire et administrative tunisienne : Cons. rév. Alger, 12 mai 1887 (90, 269). — *2*. Des militaires français qui ont frappé des agents de la force publique tunisienne, dans l'espèce, deux agents de police, tombent en conséquence sous le coup des articles 230 et 231 du Code pénal : Cons. rév. Alger, 12 mai 1887 (90, 269). — *3*. Le caractère d'agents de la force publique, qui est reconnu en France aux agents de police agissant dans les cas prévus par l'art. 77 du décret du 18 juin 1811, leur appartient également dans les colonies, puisqu'ils y exercent des fonctions de même nature : Cass. crim., 8 déc. 1894 (95, 8). — *4*. D'autre part, l'art. 230 C. pén. ne subordonne à aucune condition la protection générale qu'il accorde aux agents de la force publique contre les voies de fait dont ils seraient victimes dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice : Cass. crim., 8 déc. 1894 (95, 8). — *5*. Par conséquent on ne pourrait, sans affaiblir la force publique, refuser cette protection aux agents de police des colonies, sous le prétexte des différences qui existeraient entre eux et les agents de police de la métropole, au point de vue de la nationalité, du mode de nomination et des garanties exigées : Cass. crim., 8 déc. 1894 (95, 8). — *6*. Les Inspecteurs de police, même faisant fonctions de Commissaires de police, ne sont pas des magistrats de l'ordre administratif : Alger, 8 juin 1890 (90, 195). — *7*. L'outrage adressé par écrit à ces agents de la force publique n'est pas prévu par la loi pénale : Alger, 13 juin 1890 (90, 195). — *8*. Un caïd tunisien est un citoyen chargé d'un ministère de service public et se trouve protégé, dans l'exercice de ses fonctions, même à l'encontre des européens, par les articles 224 et suivants du Code pénal : Alger, 27 juin 1885 (90, 27). — *9*. Il est d'usage constant et de jurisprudence constante au Tribunal consulaire français à Alexandrie, que les fonctionnaires égyptiens de police soient assimilés aux agents français et garantis comme ces derniers par l'application des art. 224 et 230 du C. pén. fr. : Aix, 18 mars 1903 (05, 274). — ***10***. Le prévenu, inculpé d'outrages à agent de la force publique, ne peut, en vue d'échapper à une condamnation, prétendre utilement qu'au moment où il a proféré des outrages contre cet agent, ce dernier n'était ni de service ni revêtu de son uniforme : Ouzara, 1er juin 1908 (08, 406). — ***11***. Le Tribunal ne doit en effet qu'apprécier si l'inculpé connaissait la qualité

de la personne qu'il injuriait ou si les injures n'étaient pas motivées par des faits antérieurs ; en l'espèce, l'appelant avait outragé un agent en tenue civile qui, la veille, étant de service, l'avait mis en état d'arrestation : Ouzara, 1er juin 1908 (08, 406). — *12*. Il importe, d'ailleurs, d'observer qu'il n'existe aucune différence entre le cas où les outrages ont été proférés contre un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions et le cas où les outrages ont été proférés à l'occasion de l'exercice des fonctions : Ouzara, 1er juin 1908 (08, 403).

OUTRAGE PUBLIC A LA PUDEUR

Commettent le délit d'outrage public à la pudeur les femmes musulmanes qui se livrent à des actes inconvenants avec des hommes dans un lieu public ; il y a lieu de les condamner à une peine correctionnelle : Ouzara, 24 juill. 1899 (99, 471).

P

PACAGE (Délit de)

Voir : Délits ruraux, sect. II.

PACTE DE DÉDIT DE FIANÇAILLES

Voir : Mariage, ch. V sect. I.

PAIEMENT

Voir : Louage d'ouvrage, sect. III. — Office postal, sect. III. — Transports maritimes, ch. V sect. I.

SECTION PREMIÈRE

Preuves du paiement.

1. Si, aux termes de l'art. 1315 C. civ., c'est au débiteur qu'incombe la charge de prouver sa libération, il est fondé à le faire en obligeant son créancier à établir ses comptes, lorsque celui-ci, porteur d'un jugement de condamnation, a fait procéder à la vente aux enchères publiques de nombreux immeubles qu'il avait reçus en gage et qu'il se dispose à procéder encore à une nouvelle exécution : Tunis, 27 déc. 1893 (94, 43). — *2*. Le créancier poursuivant objecterait vainement qu'il appartenait au débiteur de se présenter aux procédures de saisie immobilière suivies contre lui, pour s'assurer de la situation exacte qu'elles lui faisaient, si ce créancier n'a ouvert ni ordre, ni distribution par contribution, et s'est

contenté de s'appliquer le montant des prix d'adjudication, soit par voie de compensation, soit par voie de perception : Tunis, 27 déc. 1893 (94, 43). — *3*. Cette solution s'impose tout particulièrement en Tunisie où une partie des prescriptions de la loi de procédure reste sans application possible, en raison de la situation occulte de la propriété, et où les débiteurs sont privés d'une partie des garanties tutélaires qu'a voulu leur ménager la sagesse du législateur français : Tunis, 27 déc. 1893 (94, 43). — *4*. D'après d'anciens usages suivis en Tunisie entre indigènes, et qui ont dans ce pays force de loi, le paiement des acomptes versés sur une créance est constaté par des mentions inscrites au dos du titre et la preuve de la libération s'établit au moyen de la lacération dudit : Tunis, 22 oct. 1894 (94, 568). — *5*. Il s'ensuit que la traduction qu'en aurait fait un interprète judiciaire ne peut en aucune manière constituer, pour le créancier, une justification suffisante des droits auxquels il prétend et servir de base à une condamnation, quand bien même le demandeur offrirait de donner caution : Tunis, 22 oct. 1894 (94, 568). — *6*. Lorsque le titre de créance iudique que le paiement, pour être valable, doit être mentionné au dos du titre ou faire l'objet d'un reçu, le Tribunal ne peut autoriser le débiteur à faire, par témoins, la preuve de sa libération : Ouzara, 11 juin 1908 (08, 470). — *7*. Les conventions licites font, en effet, la loi des parties contractantes : Ouzara, 11 juin 1908 (08, 470).

SECTION II

Valeurs recevables en paiement.

8. Si, en principe, le paiement de sommes exigibles en un lieu situé sur le territoire français doit avoir lieu en monnaie ayant cours légal en France, il est cependant permis de convenir que ce paiement sera fait en monnaie étrangère : Cass. req., 18 nov. 1895 (95, 557). — *9*. Spécialement, une compagnie de chemins de fer italienne, qui a stipulé dans ses tarifs généraux que les paiements lui seront faits dans toutes ses stations et agences sociales en monnaie ayant cours légal en Italie, ne peut pas exiger que les paiements effectués à une de ses stations située sur le territoire français lui seront versés en monnaie française : Cass. req., 18 nov. 1895 (95, 55 7). — ***10***. Celui qui s'est engagé, en acceptant un effet de commerce, à fournir au porteur, à certaine date, sur certaine place, une quantité déterminée de monnaie étrangère, ne peut prétendre se libérer, au cas où ladite monnaie n'existe pas au lieu du paiement, en remboursant au porteur ce que celui-ci a payé au tireur : Tunis, 4 déc. 1890 (95, 269). — ***11***. Il lui doit la valeur au cours du change du lieu du paiement : Tunis, 4 déc. 1890 (95, 269). — ***12***. Nul n'est tenu de recevoir en paiement une monnaie fiduciaire, à moins qu'elle n'ait cours forcé au lieu du paiement : Tunis, 28 mars 1895 (95, 275). — ***13***. Spécialement, le bénéficiaire d'un

effet de commerce n'est pas tenu de recevoir en Tunisie des billets de la Banque nationale d'Italie : Tunis, 28 mars 1895 (95, 275). — *14*. Il importe peu d'ailleurs, et quelle que soit l'interprétation à donner à l'art. 143 C. com. fr., que le paiement du billet litigieux ait été stipulé en lires italiennes ; le protêt a été fait justement, dans tous les cas, si, lors de la présentation, le débiteur n'a offert que du papier et non du numéraire : Tunis, 28 mars 1895 (95, 275). — *15*. Le débiteur qui s'est engagé à payer une somme dont le montant est indiqué en francs, dans un contrat passé en Tunisie, à un débiteur domicilié en Italie, doit lui tenir compte du bénéfice du change qu'il a effectué en lui faisant parvenir le montant de sa créance en lires italiennes : Just. p. Tunis-Sud, 16 janv. 1894 (95, 230). — *16*. Il en est ainsi, spécialement, pour le paiement dans ces conditions, d'arrérages d'une rente d'enzel : Just. p. Tunis-Sud, 16 janv. 1894 (95, 230). — *17*. Lorsque le paiement à faire à un capitaine de navire étranger, pour frais de transport, a été stipulé payable en France, on doit admettre que ce paiement doit s'effectuer en monnaie française : Com. Marseille, 26 sept. 1894 (99, 175). — *18*. Et au cas où le paiement aurait eu lieu dans une colonie française en une monnaie dépréciée qui y a cours, le capitaine est en droit de faire supporter le change aux affréteurs, pourvu qu'il ait fait lors du règlement les réserves nécessaires : Com. Marseille, 26 sept. 1894 (99, 175). — *19*. Lorsque la dette solidaire a été acquittée par l'un des débiteurs solidaires au moyen d'une dation en paiement ou d'une novation, ce mode d'extinction profite à tous les débiteurs solidaires et les libère : Ouzara, 11 mai 1908 (08, 381). — *20*. Peu importe si le créancier qui a librement accepté la dation en paiement est ultérieurement évincé de la chose qui lui a été remise (application des articles 184 et 1512 du Code tun.) : Ouzara, 11 mai 1908 (08, 381).

PARENTÉ

Voir : Prescription civile, ch. II sect. III.

PARTIE CIVILE

Voir : Presse, Outrage, Diffamation, sect. III.

PASSAGE

Voir : Servitudes, ch. II sect. II.

PATENTES

Voir : Mahsoulats, ch. II sect. IV.

PATERNITÉ ET FILIATION

Bibliographie. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 255 et 265.

CHAPITRE PREMIER

Droit applicable.

1. Par application de l'art. 3, § 3, C. civ., les étrangers résidant en France restent soumis à leurs lois nationales pour tout ce qui concerne leur état et leur capacité ; d'autre part, les dispositions qui régissent la maternité légitime ou naturelle rentrent dans le statut personnel : Cass. crim., 31 janv. 1902 (04, 125). — *2*. Par suite, les Tribunaux français appelés à se prononcer sur une question de cette nature concernant un étranger doivent appliquer la loi nationale de celui-ci : Cass. crim., 31 janv. 1902 (04, 125). — *3*. La loi applicable aux questions de statut personnel est la loi nationale des contestants ; c'est spécialement, la loi italienne, pour un litige concernant la filiation d'un italien ; et il y a lieu d'appliquer à tout rapport juridique la loi qui était en vigueur dans le pays au moment où ce lien de droit a pris naissance : Tunis, 10 décembre 1894 (97, 380). — *4*. C'est d'après la loi étrangère, et non d'après l'article 339 C. civ., que le juge français doit apprécier si des collatéraux appartenant à une nationalité étrangère ont qualité pour contester la reconnaissance d'un enfant naturel et si, par suite, leur action est recevable : Cass. civ., 17 janv. 1899 (99, 605). — *5*. La circonstance que l'enfant naturel était français à la date de l'assignation suffit pour fixer la compétence des Tribunaux français : Cass. civ., 17 janv. 1899 (99, 605).— *6*. Mais elle demeure sans influence sur la question de savoir si les contestants ont qualité pour contredire la filiation dont cet enfant se réclame : Cass. civ., 17 janv. 1899 (99, 605). — *7*. Aux termes de l'art. 340 du Code civil, la recherche de la paternité est interdite en France et cette prohibition étant basée sur des considérations de moralité et de police générale, qui en font un principe d'ordre public, il ne peut y être porté atteinte par l'application d'aucun statut personnel étranger : Civ. Seine, 13 janv. 1898 (98, 180).

CHAPITRE II

Droit français.

SECTION PREMIÈRE

Enfants naturels.

8. La sage-femme qui a assisté à l'accouchement peut, sans toutefois y être tenue sous une sanction pénale, indiquer le nom de la mère de l'enfant : Limoges, 10 avr. 1907 (08, 110). — *9*. Dans ce cas, l'officier de l'état civil doit constater la déclaration, laquelle ne peut donner lieu à aucune rectification : Limoges, 10 avr. 1907 (08, 110). — ***10***. L'acte de

naissance d'un enfant naturel, dressé sur la déclaration de la sage femme qui assistait à l'accouchement, et contenant indication par celle-ci des nom et domicile de la mère, fait foi de l'accouchement, sauf le cas de fraude : Limoges, 10 avr. 1907 (08, 605). — *11*. Cette preuve de l'accouchement, jointe à celle de l'identité de l'enfant avec celui dont il est parlé dans l'acte de naissance, établit la filiation de l'enfant : Limoges, 10 avr. 1907 (08, 110). — *12*. Si cet enfant naturel n'a pas de père connu, il doit porter le nom de sa mère : Limoges, 10 avr. 1907 (08, 110). — *13*. La reconnaissance d'un enfant naturel par sa mère peut résulter de la désignation de la mère, faite par le père dans l'acte de naissance, lorsque cette désignation est appuyée par l'aveu postérieur de la mère, quelle qu'en soit la forme : Tunis, 22 mai 1907 (07, 511). — *14*. L'aveu postérieur ressort spécialement, du consentement au mariage donné à la fille par la mère désignée dans l'acte de naissance : Civ. Amiens, 17 nov. 1906 (07, 547) ; Tunis, 22 mai 1907 (07, 511). — *15*. La reconnaissance d'un enfant naturel peut être faite valablement après son décès ; cette reconnaissance donne ouverture, au profit de son auteur, au droit de succession consacré par l'art. 765 C. civ. : App. Bruxelles, 18 mars 1902 (05, 580).

SECTION II

Action en désaveu.

16. Bien que l'ordonnance du président n'ait pas, dans une instance en divorce, assigné un domicile séparé à la femme, le mari est en droit, aux termes de l'art. 313 C. civ. modifié par la loi du 18 avril 1886, de désavouer l'enfant né plus de 300 jours après la date de cette ordonnance : Aix, 13 févr. 1908 (08, 528).

SECTION III

Revendication d'enfant.

17. Le père a, en vertu des art. 372 et 374 C. civ. qui s'imposent aux tiers comme aux enfants, une action analogue à l'action en revendication pour réclamer ses enfants détenus par une tierce personne : Civ. Montpellier, 4 déc. 1907 (08, 326). — *18*. Vu le caractère de cette action, fondée sur le droit naturel, et sur des dispositions législatives d'ordre public, vu également l'urgence, le juge des référés a qualité pour en connaître ; vainement la tierce personne qui détient les enfants, (en l'espèce, leur grand'mère maternelle), allèguerait contre le père des faits de brutalité à l'égard de ses derniers et se prévaudrait d'une action en déchéance de puissance paternelle autorisant des mesures provisoires, en ce qui concerne la garde, en conformité de l'art. 5 de la loi du 24 juillet 1889 : Civ. Montpellier, 4 déc. 1907 (08, 326). — *19*. Le juge des référés ne saurait faire

échec au droit résultant de la puissance paternelle sur de simples allégations ni ordonner des mesures provisoires dévolues au Tribunal en chambre du conseil : Civ. Montpellier, 4 déc. 1907 (08, 326).

SECTION IV

Déchéance de la puissance paternelle.

20. Quelle que soit la nationalité des parties en cause dans une instance en déchéance de la puissance paternelle, elles doivent se conformer aux dispositions des art. 3 et 4 de la loi du 24 juillet 1889, qui édictent la procédure à suivre en cette matière devant les tribunaux de France et d'Algérie et par conséquent, de Tunisie : Tunis, 17 juin 1895 (95, 470). — *21*. Le fait de tenir une maison de tolérance ne suffit pas à constituer, dans le sens de la loi du 24 juillet 1889, l'inconduite notoire de nature à compromettre la moralité des enfants et à entraîner la déchéance de la puissance paternelle, alors que ceux-ci sont élevés en dehors de cet établissement par un de leurs parents à la garde duquel ils sont confiés : Alger, 1er juill. 1903 (04, 631). — *22*. Le ministère des huissiers est requis pour la notification du mémoire introductif de l'action en déchéance de la puissance paternelle et de la citation devant la chambre du conseil, où ils doivent être interrogés, des père, mère, ou autres ascendants dont la déchéance est demandée, et la notification faite par les soins d'un commissaire de police est nulle : Cass. civ., 18 juin 1902 (02, 530). — *23*. Mais la nullité résultant de ce que lesdits actes ont été signifiés par des agents autres que les huissiers est susceptible de se couvrir par une défense au fond : Cass. civ., 18 juin 1902 (02, 530).

CHAPITRE III

Droit italien.

SECTION PREMIÈRE

Puissance paternelle.

24. Suivant l'art. 220 § 4 C. civ. ital., la puissance paternelle subsiste après la dissolution du mariage, sur les enfants qui en sont issus et est exercée par le conjoint survivant : Tunis, 20 juin 1894 (97, 262). — *25*. De même que le père qui exerce (en droit italien) la puissance paternelle sur ses enfants mineurs, ne peut renoncer au bénéfice d'un jugement rendu en leur faveur sans autorisation de justice, de même il ne peut, sans la même autorisation, renoncer au droit d'attaquer une sentence rendue contre eux, car c'est un acte qui excède les pouvoirs ordinaires d'administration : Cass. Rome, 14 juin 1902 (05, 245).

SECTION II

Action en désaveu.

26. L'action en désaveu de paternité, à l'égard de l'enfant né moins de 180 jours après la célébration du mariage, n'appartient qu'au père, à l'exclusion de la mère : App. Turin, 10 juill. 1905 (08, 28). — *27*. Le père peut l'exercer même après la mort de l'enfant, parce qu'il conserve à celà au moins un intérêt moral : App. Turin, 10 juill. 1905 (08, 28).

SECTION III

Recherche de la paternité.

28. Aux termes de l'art. 189 C. civ. ital., la recherche de la paternité est interdite, si ce n'est au cas d'enlèvement ou de viol : Tunis, 10 déc. 1894 (97, 380). — *29*. L'art. 181 du même Code dispose que la reconnaissance d'un enfant naturel ne peut se faire que par acte authentique et il résulte du rapprochement de ses art. 185 et 193 qu'une reconnaissance de paternité, contenue dans un acte sous-seings privés, confère seulement à l'enfant une action pour obtenir des aliments et ne lui donne pas le droit de porter le nom de son père : Tunis, 10 déc. 1894 (97, 380). — *30*. Aux termes de l'art. 185 du Code Albertin, la recherche de la paternité est admise lorsque l'individu indiqué comme le père de l'enfant a reconnu par écrit sa qualité ou qu'il existe un écrit émanant de lui et duquel il résulte qu'il a donné à l'enfant une suite de soins à titre de père : Tunis, 10 déc. 1894 (97, 380).

SECTION IV

Enfants naturels.

31. Aux termes de l'art. 181 C. civ. ital., la reconnaissance d'un enfant naturel doit être faite dans l'acte de naissance ou dans un acte authentique antérieur ou postérieur à la naissance : App. Florence, 11 avr. 1905 (07, 288). — *32*. N'est pas valable, en conséquence, la reconnaissance d'un enfant naturel faite dans un testament olographe : App. Florence, 11 avr. 1905 (07, 288). — *33*. La reconnaissance d'un enfant naturel contient un aveu et ne fait preuve, comme tel, qu'à l'égard de celui qui l'a fait : Cass. Rome, 27 avr. 1905 (07, 518). — *34*. Par suite les tiers, (même si ce sont les héritiers de celui qui a fait la reconnaissance, pourvu qu'ils agissent en vertu d'un droit propre), peuvent attaquer la sincérité dudit acte par tous les moyens de preuve, y compris les simples présomptions : Cass. Rome, 27 avr. 1905 (07, 518). — *35*. Une déclaration expresse de paternité naturelle résultant d'un acte écrit peut être attaquée pour cause d'erreur : Cass. Turin, 29 mai 1906 (08, 597). — *36*. L'erreur peut porter sur l'identité de la personne reconnue ; elle peut

consister aussi dans l'ignorance de faits de nature à infirmer cette certitude morale de la paternité que le déclarant avait au moment où il a consenti la déclaration: Cass. Turin, 29 mai 1906 (08, 597). — 37. La reconnaissance d'un enfant naturel faite dans un testament olographe qui a été ensuite révoqué par le testateur n'a pas d'autre valeur que celle qui revient à une déclaration écrite de paternité : Cass. Florence, 18 juin 1906 (08, 598). — *38*. En droit italien, le statut personnel de la mère est applicable à l'enfant naturel reconnu par la mère et non reconnu par le père : Tunis, 19 juil. 1899 (99, 588). — *39*. Le droit de rechercher la paternité d'un enfant naturel est régie par le statut personnel ; en conséquence, c'est la loi italienne qui est applicable à la matière, lorsque la mère demanderesse est italienne, ainsi d'ailleurs que son enfant reconnu par elle seule : Tunis, 19 juill. 1899 (99, 588). — *40*. La loi italienne interdit la recherche de la paternité de l'enfant né hors mariage : Tunis, 19 juill. 1899 (99, 588).— *41*. Aux termes des articles 184 et 221 du Code civil italien, lorsqu'un enfant naturel a été reconnu par son père et par sa mère, c'est le père qui exerce à son égard la tutelle et le droit de garde : Tunis, 30 nov. 1896 (97, 36). — *42*. Si la tutelle des enfants naturels appartient au père, cette tutelle, qui consiste principalement dans leur protection et leur éducation, ne lui permet pas, à moins de graves motifs en sens contraire, de supprimer toute relation entre les enfants et la mère, à laquelle on ne peut refuser la satisfaction de les visiter et de les avoir quelquefois près d'elle : Cass. Naples, 5 sept. 1903 (06, 189). — *43*. En droit italien, la déclaration des parents ne peut constituer une preuve contre les enfants pour établir leur filiation adultérine et, par suite, leur incapacité à succéder : Cass. Palerme, 21 janv. 1904 (06, 192). — *44*. Cette déclaration ne constitue même pas un commencement de preuve par écrit pouvant rendre admissible la preuve testimoniale : Cass. Palerme, 21 janv. 1904 (07, 192). — *45*. S'agissant d'une demande en pension alimentaire introduite par un soi-disant fils adultérin, et pour déterminer si pour la preuve de la filiation, on peut admettre des présomptions directes en regard des dispositions de l'art. 6 C. civ. ital., on doit tenir compte du statut personnel du demandeur et non de celui du père défendeur : Cass. Turin, 10 mars 1905 (07, 517). — *46*. Ces principes reçoivent application au cas d'un conflit s'élevant entre les législations en vigueur dans les différentes parties de l'Italie avant de l'entrée en vigueur du Code civil : Cass. Turin, 10 mars 1905 (07, 517).

SECTION V

Devoirs des enfants.

47. Les enfants sont responsables, en droit italien, des dommages causés par leur père, en état de démence, s'ils ont négligé de lui apporter

une assistance nécessaire et d'assurer sa garde : Cass. Rome, 30 avr. 1905 (07, 518).

CHAPITRE IV

Droit maltais.

48. Serait irrecevable l'action en recherche de paternité intentée par un français à l'encontre d'un étranger et fondée sur le statut personnel de ce dernier : Tunis, 27 déc. 1897 (98, 64). — *49.* Spécialement, est irrecevable la demande en recherche de paternité intentée par une femme française, qui aurait reconnu son enfant, lequel aurait acquis par ce fait la nationalité française, à l'encontre d'un anglo-maltais, père présumé, ladite action fondée sur sa recevabilité en droit anglo-maltais : Tunis, 27 déc. 1897 (98, 64). — *50.* La recherche de la paternité, étant une question d'ordre public interne, est recevable, en Tunisie, entre étrangers dont le statut personnel admet cette action, en l'espèce entre anglo-maltais : Tunis, 27 déc. 1897 (98, 64). — *51.* Aux termes de l'art. 181 de l'ordonnance maltaise de 1873, les Tribunaux peuvent, dans un certain nombre de cas déterminés, enlever au père tout ou partie des droits constituant les attributs de la puissance paternelle : Tunis, 20 mars 1895 (95, 365). — *52.* Cette déchéance totale ou partielle peut notamment être prononcée lorsque le père administre mal, soit par négligence, soit par incapacité, les biens de son enfant : Tunis, 20 mars 1895 (95, 365). — *53.* Elle emporte, aux termes de l'art. 182 de la même ordonnance, la disparition de l'usufruit légal dont le père jouit, en principe, sur les biens de ses enfants : Tunis, 20 mars 1895 (95, 365).

CHAPITRE V

Droit musulman.

54. La loi musulmane n'autorise le désaveu de paternité que dans des circonstances exceptionnelles ; elle le permet, notamment, dans le cas où le mari accuse sa femme de relations illicites avec un autre homme : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 384). — *55.* Mais alors elle impose au mari l'obligation d'appuyer cette accusation par un anathème qui est entouré de formes religieuses et qui est accompagné d'un serment répété cinq fois : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 384). — *56.* Au surplus, l'anathème n'est valable que s'il est formulé par le mari aussitôt que ce dernier a eu connaissance de la grossesse ou de l'accouchement : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 384). — *57.* Si, en droit musulman, l'affirmation donnée sous serment par la femme après la dissolution du mariage, qu'elle a eu la preuve, pendant toute la durée de la retraite légale, de n'être pas enceinte, est présumée

sincère, cette présomption peut tomber devant la preuve contraire juridiquement établie : Civ. Mascara, 28 nov. 1895 (96, 161). — *58*. Spécialement, le premier mari de la femme divorcée peut réclamer la paternité de l'enfant né depuis le second mariage, mais moins de six mois après la consommation de cette seconde union : Civ. Mascara, 28 nov. 1895 (96, 161). — *59*. La loi musulmane admet, comme le droit français, la présomption d'après laquelle l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 384). — *60*. Et si l'accouchement de la mère a lieu dans les 300 jours de la dissolution du mariage, il y a présomption que la conception remonte à une époque où le mariage durait encore ; cela suffit pour que la paternité de l'enfant soit attribuée au mari : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 384). — *61*. La loi musulmane admet aussi que la présomption de paternité du mari ne peut être détruite par la seule déclaration de la femme affirmant au moment de la répudiation qu'elle n'est pas enceinte, car cette déclaration peut être le résultat d'une erreur : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 384). — *62*. Le mari qui veut se prémunir contre le danger de se voir attribuer un enfant qui ne serait pas le sien, peut exiger que sa femme répudiée accomplisse au domicile conjugal, postérieurement à la répudiation, la retraite légale qui est désignée dans le droit musulman sous le nom *d'aïdda* et qui se prolonge pendant la durée de trois périodes de pureté menstruelle : Tunis, 28 déc. 1896 (99, 384). — *63*. Ne peut être attribuée au premier mari d'une femme musulmane la paternité de l'enfant né treize mois après la dissolution du premier mariage, alors qu'il est constant que la femme a subi la retraite légale ou *aïdda* et que, par conséquent, aucun rapport n'a pu exister, depuis qu'elle a quitté son mari, entre ce dernier et elle : Civ. Alger, 20 déc. 1897 (98, 234).

CHAPITRE VI

Droit rabbinique.

64. Le droit rabbinique ne fait aucune distinction entre l'enfant légitime issu du mariage du père et de la mère et l'enfant naturel, même adultérin ou incestueux, reconnu par le père : Tunis, 23 mai 1906 (06, 497). — *65*. Non seulement la reconnaissance des enfants de cette dernière catégorie est permise, mais encore a pour effet de les faire participer à la succession paternelle dans les mêmes conditions qu'un enfant légitime et leur donne aussi le droit à des aliments à la charge du père : Tunis, 23 mai 1906 (06, 497).

PEAUX ET LAINES

Voir : Mahsoulats, ch. II sect. I.

PÊCHE

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. V. p. 2516.

1. Aux termes du décret du 26 sept. 1885, le Directeur général des travaux publics est l'Administrateur du domaine public, lequel comprend les lacs : Tunis, 21 nov. 1905 (06, 281). — *2*. Ce fonctionnaire peut donc louer ou amodier la pêche dans les lacs, sans que rien l'oblige à amodier par voie d'adjudication : Tunis, 21 nov. 1905 (06, 281). — *3*. D'autre part, un décret du 19 avr. 1892 donne expressément au Directeur général des travaux publics le droit d'interdire temporairement par arrêté la pêche, aux époques, dans les lieux et aux conditions par lui jugés nécessaires : Tunis, 21 nov. 1905 (06, 281). — *4*. En conséquence est légal l'arrêté pris par le Directeur général des travaux publics pour interdire la pêche dans la totalité du lac de Tunis, sans une permission des amodiataires : Tunis, 21 nov. 1905 (06, 281). — *5*. C'est à tort qu'on soutiendrait le contraire, motif tiré de ce que ledit arrêté ne fixerait pas un terme à l'interdiction, rien ne faisant au Directeur général des travaux publics une obligation de faire d'avance une telle fixation et celle dont s'agit étant d'ailleurs essentiellement temporaire, comme se référant à une amodiation qui l'est elle-même : Tunis, 21 nov. 1905 (06, 281). — *6*. A tort aussi soutiendrait-on que l'arrêté susdit est illégal, motif tiré de ce qu'il donne à des tiers le droit d'autoriser la pêche : Tunis, 21 nov. 1905 (06, 281). — *7*. Le législateur n'a pas en effet limité la faculté d'appréciation qu'il a donnée au Directeur général des travaux publics quant aux conditions dans lesquelles il peut interdire la pêche : Tunis, 21 nov. 1905 (06, 281). — *8*. Il importerait peu, d'ailleurs, que ces tiers ne fussent pas les amodiataires de la totalité du lac de Tunis ; rien ne s'opposerait à ce que l'on concède la faculté de délivrer des autorisations de pêche à des personnes n'ayant pas le droit de pêcher elles-mêmes ; au surplus, les amodiataires actuels ont le droit de pêche sur la totalité du lac et non pas seulement sur une partie : Tunis, 21 nov. 1905 (06, 281). — *9*. Aux termes du décret du 26 sept. 1885, le Directeur général des travaux publics est l'Administrateur du domaine public, lequel comprend les lacs : Alger, 10 mai 1906 (06, 473). — ***10***. Il a donc pu légalement, dans un arrêté, interdire légalement la pêche sans une permission des amodiataires dans la totalité du lac de Tunis : Alger, 10 mai 1906 (06, 473). — ***11***. La société fermière d'une pêcherie dépendant du domaine public n'a nullement le droit de faire saisir le poisson offert en vente dans les rues d'une ville voisine de sa concession, sous prétexte qu'il y aurait présomption que ce poisson provient de sa pêcherie et a été pêché au mépris de son monopole : Just. p. La Goulette, 20 oct. 1903 (04, 589). — ***12***. Il n'existe aucune présomption légale de cette nature et la saisie ainsi pratiquée constitue de la part de

ceux qui l'ont provoquée une faute qui engage leur responsabilité : Just. p. La Goulette, 20 oct. 1903 (04, 589).

PEINES (APPLICATION DES)

Voir : Mahsoulats, ch. I sect. II. — Organisation politique, sect. II. — Vol, ch. I sect. III et ch. II sect. II.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 97. — Colosio, *Exéc. de la peine de mort en Tun.*, (Journ. trib. Tun., 1903, p. 442 et 507). — Sallantin, *Rapport* (Dalloz, 1890, 1, 185). — Vincent et Penaud, *Dict. du dr. intern. priv.*, p. 666.

CHAPITRE PREMIER

Lois pénales applicables en Tunisie.

1. Il ressort avec évidence de la loi du 27 mars 1883 qui a organisé la justice française en Tunisie, de la discussion qui a précédé le vote de cette loi et du décret du 2 septembre 1885 (art. 1), étendant la compétence des tribunaux français en matière pénale, que la volonté du législateur a été que les français et assimilés fussent régis en Tunisie par les dispositions du Code pénal français : Cass. crim., 12 janv. 1894 (94, 114). — *2*. Spécialement, le dépôt sans autorisation sur la voie publique de matériaux embarrassant la circulation et la construction sans alignement sur ou joignant la voie publique, tombent sous l'application de l'art. 471 § 4 et 15 C. pén. : Cass. crim., 12 janv. 1894 (94, 114). — *3*. Les art. 617 et 616 du Code de police tunisien ne sont pas applicables aux français ou assimilés : Cass. crim., 12 janv. 1894 (94, 114). — *4*. Les lois françaises de police purement territoriale ne sont pas applicables en Tunisie ; elles y sont remplacées par des lois locales promulguées par le Résident général en exécution de la Convention franco-tunisienne du 8 juin 1883, et qui sont obligatoires pour tous les français et protégés français, aussi bien que pour tous les européens et protégés européens : Tunis, 14 mars 1908 (08, 169). — *5*. Lorsqu'une infraction est réprimée à la fois par une disposition générale et par une disposition spéciale qui la prévoit particulièrement, c'est la disposition spéciale et non la disposition générale qui doit être appliquée : Tunis, 18 janv. 1902 (03, 275). — *6*. Par suite, la loi pénale française, et, notamment l'art. 224 C. pén., ne doit pas être appliquée aux délits prévus par l'art. 57 du décret beylical du 3 octobre 1884 : Tunis, 18 janv. 1902 (03, 275). — *7*. La répression des délits de presse commis en Tunisie n'est pas régie par la loi française, mais par la législation beylicale : Cass. crim., 26 avr. 1894 (94, 290). — *8*. La sanction pénale applicable aux infractions aux arrêtés pris par le

Directeur des travaux publics en vertu du décret du 19 avr. 1892 sur la pêche, n'est pas celle de ce décret, mais la peine portée au § 16 de l'art. 471 C. pén. : Alger, 10 mai 1906 (06, 473).

CHAPITRE II

Circonstances influençant l'application des peines.

SECTION PREMIÈRE

Age du délinquant.

9. Le juge répressif ne peut prononcer de peine contre un prévenu âgé de moins de 18 ans sans avoir préalablement examiné et résolu la question de discernement ; Cass. crim., 26 sept. 1907 (08, 194). — *10.* L'art. 66 C. pén. modifié par la loi du 12 avril 1906, aux termes duquel « lorsque le prévenu ou l'accusé aura moins de 18 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté » s'applique aux contraventions de simple police : Tr. s. pol. Verzy, 16 oct. 1906 (07, 319). — *11.* Lorsque la date de la naissance d'un mineur est inconnue, la juridiction qui l'envoie dans une maison de correction doit fixer la durée de la détention et son point de départ : Alger, 2 août 1907 (08, 322). — *12.* La peine des travaux forcés ne peut être prononcée contre aucun individu âgé de 60 accomplis et doit être remplacée par celle de la réclusion, soit à perpétuité, soit à temps, selon la durée de la peine qu'elle remplace : Cass. crim., 2 août 1906 (07, 256).

SECTION II

Sursis des peines.

13. La loi du 26 mars 1891, qui porte sur l'atténuation ou l'aggravation des peines en matière de crimes ou de délits, est sans application lorsqu'il s'agit, non d'un délit, mais d'une simple infraction aux devoirs professionnels d'un officier ministériel, spécialement d'un huissier: Alger, 10 avr. 1896 (97, 352). — *14.* La loi du 26 mars 1891 ne saurait être applicable à la catégorie d'amendes qui présentent le caractère de dommages-intérêts envers l'État : Tunis, 18 déc. 1897 (98, 64) ; 18 janvier 1902 (03, 275); Sousse, 26 févr. 1902 (03, 344). — *15.* Il en est spécialement ainsi pour les amendes de douane qui constituent moins des peines que des réparations civiles attribuées au Trésor: Sousse, 26 févr. 1902 (03, 344). — *16.* Le paiement de l'amende prononcée par application de l'art. 57 du décret beylical du 3 oct. 1884 sur les douanes ne peut être suspendu par le sursis conditionnel des peines : Alger, 25 mai 1905 (07, 76). — *17.* Le bénéfice de la condamnation conditionnelle peut être accordé à celui qui a déjà subi une condamnation antérieure, si celle-ci a été effacée par la

réhabilitation de plein droit établie par les lois du 5 août 1899 et 11 juillet 1900 : Alger, 10 janv. 1902 (02, 531). — *18*. La décision de justice qui accorde à un condamné le bénéfice de la loi de sursis doit, à peine de cassation, faire connaître expressément si le condamné n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime et délit de droit commun: Cass. crim., 30 mars 1905 (06, 239).

SECTION III

Récidive.

19. L'aggravation des peines prévues en cas de récidive n'est légalement justifiée qu'autant que le juge énonce la condamnation antérieure d'où résulterait l'état de récidive : Cass. crim., 4 janv. 1908 (08, 379).

SECTION IV

Interdiction de séjour.

20. Une condamnation pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour n'est justifiée qu'autant qu'il est établi que le prévenu a su, par la notification qui doit lui être faite, que le séjour dans le lieu où il a été trouvé lui était interdit : Cass. crim., 22 nov. 1906 (07, 350). — *21*. Aux termes de l'art. 401 C. pén., les juges, lorsqu'ils prononcent contre un prévenu reconnu coupable de vol la peine accessoire de l'interdiction de séjour, ne peuvent, en l'absence de circonstances atténuantes, descendre au dessous du minimum légal de cinq ans d'interdiction : Cass. crim., 9 févr. 1906 (06, 647). — *22*. Est donc nul le jugement correctionnel qui, sans reconnaître en faveur de ce prévenu l'existence de circonstances atténuantes, ne l'a condamné qu'à trois ans d'interdiction de séjour : Cass. crim., 9 févr. 1906 (06, 647). — *23*. L'interdiction de séjour est incompatible avec la rélégation, même lorsque cette interdiction est prononcée impérativement par la loi du 3 avr. 1903 : Cass. crim., 12 avril 1907 (07, 552). — *24*. En aucun cas, la peine de l'interdiction de séjour substituée à celle de la surveillance de la haute police ne peut excéder vingt années : Cass. crim., 10 janv. 1895 (95, 210).

SECTION V

Imputation de la prison préventive.

25. D'après la loi du 15 novembre 1892 modifiant l'art. 24 C. pén., la détention préventive doit être intégralement déduite de la durée de la peine : Cass. crim., 23 août 1894 (94, 482). — *26*. Pour qu'il en soit autrement il faut une disposition spéciale et motivée: Cass. crim., 23 août 1894 (94, 482). — *27*. Manque de base légale, à cet égard, la décision qui se contente de déclarer « qu'à raison des circonstances de la cause, il y a lieu

de décider que la détention préventive ne sera pas déduite de la durée de la peine » : Cass. crim., 23 août 1894 (94, 482). — *28*. Le juge ne satisfait pas au vœu de la loi en déclarant « qu'il y a lieu en ce qui touche la peine de faire droit à l'appel *à minima* du ministère public et de décider que la durée de la détention préventive ne sera pas déduite » : Cass. crim., 8 févr. 1902 (02, 417).

SECTION VI

Cumul des peines.

29. Il y a cumul de peines, et par suite, violation de la règle de l'art. 365 C. instr. crim., quand un prévenu, poursuivi en même temps pour deux délits distincts, soit pour tenue de maison de prêts sur gages et pour abus de confiance, est condamné à la fois à un emprisonnement excédant le maximum de l'emprisonnement édicté par l'art. 411 C. pén., et à une amende excédant le maximum de celle édictée par l'art. 408 du même Code : Cass. crim., 7 avr. 1898 (98, 521).

SECTION VII

Exécution de la peine de mort.

30. Aux termes de l'art. 26 C. pén., la juridiction criminelle qui prononce une condamnation à la peine de mort n'a pouvoir que pour indiquer la commune où se fera l'exécution et l'autorité municipale a seule qualité pour la désignation du lieu dans le territoire de ladite commune : Cass. crim., 22 mars 1900 (00, 481). — *31*. En conséquence, doit être cassé pour excès de pouvoirs l'arrêt qui ordonne que l'exécution aura lieu sur la place du marché de la commune ; mais la cassation ne porte que sur cette partie de son dispositif et a lieu sans renvoi : Cass. crim., 22 mars 1900 (00, 481).

CHAPITRE III

Justice indigène.

32. Il n'y a lieu de condamner à mort celui qui a tué dans une rixe ou mêlée générale survenue à la suite d'une dispute, car, dans ce cas, il n'y a pas eu préméditation, ni même intention de tuer ; il y a lieu de punir seulement pour violences graves ayant entraîné la mort : Ouzara, 15 janv. 1903 (03, 563). — *33*. Au cas de conviction de plusieurs crimes ou délits de droit commun, la peine la plus forte est seule prononcée contre l'inculpé : Ouzara, 25 nov. 1903 (04, 471).

PENSION ALIMENTAIRE

Voir : Aliments. — Saisie-arrêt, ch. II sect. II.

PENSION DE RETRAITE

Voir : Saisie-arrêt, ch. I sect. II et ch. II sect II.

Bibliographie. — GIRAULT, *Princ. de colon.*, t. III, p. 419.

SECTION PREMIÈRE

Pensions civiles.

1. Le licenciement par décret d'un fonctionnaire, avant toute demande d'admission à la retraite, ne met pas obstacle à ce qu'il puisse faire valoir, s'il s'y croit fondé, ses droits à une pension de retraite : Cons. d'Etat, 30 janv. 1903 (04, 428). — *2*. Lorsque le postulant à une pension vient à décéder au cours de l'instruction de sa demande, mais après qu'il avait été constaté que l'infirmité dont il était atteint provenait des fatigues et dangers du service militaire, sa veuve est fondée à demander une pension : Cons. d'Etat, 1er mars 1907 (07, 578). — *3*. Lorsque les certificats des supérieurs hiérarchiques d'un ancien fonctionnaire et les certificats médicaux produits par celui-ci se bornent à affirmer que son infirmité provient de l'exercice de ses fonctions, sans révéler aucune circonstance particulière justifiant cette affirmation, ce fonctionnaire n'est pas fondé à demander une pension pour infirmités résultant de l'exercice de ses fonctions : Conseil d'Etat, 6 févr. 1903 (05, 93). — *4*. Aux termes de l'art. 4 de la loi du 9 juin 1853, les fonctionnaires et employés rétribués sur d'autres fonds que ceux de l'Etat ont néanmoins droit à une pension de retraite : Cons. d'Etat, 9 févr. 1895 (95, 357). — *5*. Aux termes de l'art. 13 de la même loi, ils supportent la retenue sur l'intégralité de leurs rétributions, mais, d'après son art. 6, le traitement devant servir de base à la liquidation de la pension de retraite de ces fonctionnaires ne peut excéder la moyenne des traitements et émoluments dont ils auraient pu jouir, s'ils eussent été rétribués par l'Etat : Cons. d'Etat, 9 févr. 1895 (95, 357). — *6*. Spécialement, ces principes sont applicables au sous-ingénieur des Ponts et Chaussées placé en service détaché, mis à la disposition du Ministre des affaires étrangères, et attaché à la Direction générale des travaux publics en Tunisie ; il doit être considéré comme ayant conservé son grade métropolitain, bien qu'un décret beylical lui ait conféré le titre d'ingénieur : Cons. d'Etat, 9 févr. 1895 (95, 357). — *7*. Par suite, sa pension doit être liquidée d'après le traitement maximum dont il aurait pu jouir, s'il avait été rétribué par l'Etat français et non par le traitement qu'il touchait sur le budget tunisien, bien qu'il ait dû verser au Trésor une retenue calculée sur ce dernier traitement : Cons. d'Etat, 9 févr. 1895 (95, 357). — *8*. Les commis greffiers des tribunaux de 1re instance doivent être considérés comme des magistrats ; cette qualification leur a été reconnue par les art. 3, 7 et 18 de la loi du 30 août 1883 : Cons.

d'Etat, 28 juill. 1905 (06, 415). — 9. En conséquence ils ont droit au bénéfice des dispositions de la sect. 2 du tableau 3 annexé à la loi du 9 juin 1853, d'après lesquelles le maximum de la pension des magistrats de l'ordre judiciaire est fixé aux deux tiers de leur traitement moyen pendant les six dernières années de leur activité : Cons. d'Etat, 28 juill. 1905 (06, 415).

SECTION II

Pensions militaires.

10. A droit à l'allocation d'une pension le militaire qui a contracté des infirmités ophtalmiques incurables au cours d'une campagne à Madagascar, et les a vues s'aggraver pendant son service en Tunisie : Cons. d'Etat 11 déc. 1903 (05, 275). — *11.* A droit à une pension la veuve d'un officier de l'armée territoriale décédé à la suite d'une maladie par lui contractée au cours d'une période d'instruction : Cons. d'Etat, 4 août 1902 (03, 593).— *12.* Si, en principe, aux termes de l'art. 28 de la loi du 11 avril 1831, les pensions militaires françaises sont incessibles et insaisissables, il est fait exception à cette règle par la même loi, qui admet la retenue jusqu'à concurrence du cinquième pour dette envers l'Etat, et jusqu'à concurrence du tiers pour les aliments que se doivent réciproquement les ascendants et les descendants, en vertu des art. 203 et 205 C. civ. : Tunis, 12 nov. 1894 (97, 566).— *13.* Cette dernière exception doit être étendue à la pension alimentaire qu'une femme obtient contre son mari, aussi bien pendant le mariage qu'après sa dissolution par le divorce, aux termes de l'art. 301 C. civ : Tunis, 12 nov. 1894 (97, 566).

PÉREMPTION DE JUGEMENT

Voir : Jugement par défaut.

1. La loi anglaise ne distingue pas, en ce qui concerne la péremption, entre les jugements contradictoires et les jugements par défaut ; elle décide pour les uns comme pour les autres, que l'on peut en poursuivre l'exécution sans procédure nouvelle pendant six années après leur obtention : Tunis, 17 mars 1887 (96, 130). — *2.* Après ce délai, il faut obtenir un ordre de renouvellement ; après dix ans, un décret de la Cour anglaise ou une ordonnance des juges ; enfin, au bout de quinze ans, il faut toute une procédure spéciale destinée à faire revivre le jugement en démontrant qu'il était fondé sur une cause réelle : Tunis, 17 mars 1887 (96, 130).

PÉREMPTION D'INSTANCE

Voir : Appel civil, ch. VI sect. IX. — Compétence civile des juges de paix, ch. II sect. VII.

SECTION PREMIÈRE

Comment elle se poursuit et se réalise.

1. La péremption d'instance ne résulte pas de plein droit de la discontinuation des poursuites pendant trois années : Alger, 28 avr. 1894 (94, 522). — *2*. Elle est au contraire couverte par les actes valablement faits par l'une ou l'autre des parties avant la demande en péremption : Alger, 28 avr. 1894 (94, 522). — *3*. La mise au rôle est un de ces actes et le jugement de défaut intervenu ensuite de cette mise au rôle a le même caractère et le même effet, tant qu'il n'est pas lui-même périmé : Alger, 28 avr. 1894 (94, 522). — *4*. La péremption d'instance doit être démandée par requête d'avoué à avoué et faire l'objet d'une instance distincte de l'instance principale. Elle est interrompue par l'appel de la cause suivi d'une remise contradictoire à une audience ultérieure : Civ. Seine, 8 févr. 1907 (07, 464). — *5*. La mise au rôle et le renvoi contradictoire d'une cause interrompent la péremption d'instance : Civ. Bordeaux, 15 déc. 1903 (05, 275).

SECTION II

Effets de la péremption.

6. La péremption ayant des effets indivisibles, le défendeur (au cas où il y en a plusieurs) qui s'abstient sur l'incident de péremption, profite des diligences de ceux qui agissent : Cass. civ. 18 oct. 1898 (98, 582). — *7*. Cette conséquence de l'indivisibilité des effets de la péremption découle des dispositions de la loi, sans que le concours de tous les défendeurs (ou intimés en appel) soit nécessaire, et elle se produit de plein droit, lorsque, sur la demande de l'un d'eux, le juge déclare l'instance périmée : Cass. civ. 18 oct. 1898 (98, 582). — *8*. Une demande en péremption n'a donc pas nécessairement besoin, pour être recevable, d'être formée contre toutes les parties en cause : Cass. civ. 18 oct. 1898 (98, 582). — *9*. La péremption d'une instance a pour effet d'éteindre le droit d'appel, alors même que le jugement déféré n'ayant jamais été signifié, le délai de l'art. 447 C. proc. civ., n'aurait pu courir contre l'appelant : Alger, 24 févr. 1896 (97, 373).

SECTION III

Justices de paix.

10. L'art. 15 C. proc. civ. stipule que, dans le cas où un interlocutoire aurait été ordonné par le juge de paix, la cause sera jugée dans les 4 mois du jugement interlocutoire, sous peine de péremption de l'instance: Cass. req., 9 janv. 1906 (06, 615). — *11*. Mais ce délai peut être dépassé si ledit jugement a prescrit des opérations d'expertise qui ne pouvaient, par leur nature même, être complètement et utilement effectuées dans ce

délai : Cass. req. 9 janv. 1906 (06, 615). — *12*. La péremption de quatre mois édictée pour les instances devant le juge de paix par l'art. 15 du Code de procédure court, lorsqu'il y a eu appel de l'interlocutoire, du jour où le jugement confirmatif rendu sur cet appel a été signifié à avoué: Cass. civ., 16 mars 1897 (97, 223). — *13*. Cette péremption est interrompue lorsqu'il se produit un obstacle insurmontable à la continuation de la procédure, et, notamment, lorsque le juge de paix titulaire et tous ses suppléants en fonctions se trouvent, par suite de récusation, abstention ou autrement, dans l'impossibilité de juger : Cass. civ., 16 mars 1897 (97, 223). — *14*. Mais le délai recommence à courir quand l'obstacle a cessé d'exister, notamment quand un nouveau suppléant pouvant connaître de l'affaire a été installé : Cass. civ., 16 mars 1897 (97, 223). — *15*. A la différence de la péremption prévue par l'art. 397 C. proc. civ., celle prononcée par l'art. 15 même Code n'est ni suspendue, ni couverte par un simple acte de procédure ; pour faire repousser la péremption comme acquise, il faudrait une renonciation de la partie dont la preuve doit être rapportée : Cass, req., 9 mai 1904 (05, 421).

SECTION IV

Justice indigène.

16. La péremption d'instance n'existe pas devant la justice indigène : Tunis, 27 nov. 1890 (93, 330).

PERMIS DE RECHERCHES

Voir : Mines et carrières, sect. I.

PERQUISITION

Voir : Douanes, ch. IV sect. I.

PERSONNALITÉ CIVILE

Voir : Archevêché de Carthage. — Immatriculation, ch. I sect. I. — Sociétés, ch. II sect. II.

PERTE DE BAGAGES

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. I.

PESAGE PUBLIC

Voir : Poids et mesures.

PHARMACIE

Voir : Médecine, Chirurgie, Pharmacie.

PHOSPHATES

Voir : Enregistrement. — Immatriculation, ch. II sect. V. — Mines et carrières sect. II.

PHYLLOXERA

1. Les art 1 et 2 du décret beylical du 29 janvier 1892 défendent d'importer en Tunisie, non seulement tous les organes et débris de la vigne, dans quelque état qu'ils se trouvent, mais encore les fruits et légumes frais, les plants d'arbre et enfin les végétaux de toute nature à l'état vivant : Tunis, 6 avr. 1895 (95, 341). — *2*. Cette dernière expression comprend tout végétal qui n'a pas encore complétement perdu sa sève et qui conserve des propriétés suffisantes pour servir d'aliment et de véhicule au phylloxéra ; c'est à tort qu'on prétendrait qu'il ne s'applique pas aux feuilles détachées de l'arbre ou à l'herbe détachée du sol et désigne seulement les végétaux susceptibles de se reproduire : Tunis, 6 avr. 1895 (95, 341). — *3*. Le décret beylical du 11 juillet 1894, qui a levé l'interdiction d'importer des fruits en Tunisie, doit être interprété restrictivement et ne peut être considéré comme ayant autorisé l'introduction, même comme emballage, des feuilles et herbes vertes : Tunis, 6 avr. 1895 (95, 341). — *4*. La prohibition du décret du 29 janv. 1892 concerne spécialement les topinambours. Si un décret beylical du 11 mai 1890 a permis pendant un certain temps l'importation de ces tubercules, ce décret a été implicitement abrogé par celui du 29 janvier 1892 qui n'admet d'autre exception à ses art. 1 et 2 que celle contenue en l'art. 3 pour les pommes de terre : Tunis, 29 oct. 1895 (95, 575). — *5*. La mauvaise foi n'est pas un des éléments essentiels du délit d'introduction de végétaux frais en Tunisie prévu par l'art. 31 du décret du 29 janvier 1892 : Tunis, 29 oct. 1895 (95, 575).

PIÈCES A CONVICTION

Voir : Tribunal criminel, ch. III sect. I.

PIERRES A BATIR

Voir : Mahsoulats, ch. II sect. III.

PILOTAGE

Voir : Compétence commerciale, ch. II sect. I. — Police, sect. II

POIDS ET MESURES

Voir : Mechia.

1. Aux termes de l'art. 4 du décret beylical du 10 août 1886, il est formellement interdit à tout autre qu'au peseur public de peser des objets ou marchandises quelconques pour le compte d'autrui, moyennant une rétribution, sous peine de la confiscation des instruments de pesage et d'une amende de 24 à 48 francs : Ouzara, 14 déc. 1896 (97, 364). — *2*. Encourt ces pénalités le batelier qui pèse le charbon qu'il a transporté pour le compte de tiers : Ouzara, 14 déc. 1896 (97, 364). — *3*. Le propriétaire d'un moulin n'est pas tenu de posséder les mesures légales s'il ne se sert de son matériel que pour ses besoins personnels : Ouzara, 6 déc. 1897 (98, 412). — *4*. Le meunier à façon qui, d'après les usages du pays, n'achète ni ne vend des céréales ou des farines, et ne travaille ni au poids, ni à la mesure, ne rentre dans aucune des catégories d'industriels ou de commerçants auxquels il est imposé de posséder certains instruments de mesurage et de pesage : Ouzara, 6 déc. 1897 (98, 334). — *5*. En admettant qu'il ait existé dans la région de Bizerte un usage ancien qui faisait que les olives vendues se mesuraient au moyen de ouiba que l'on comblait le plus qu'on pouvait, cet usage n'a plus lieu d'être depuis que la ouiba, qui était fort étroite d'embouchure, a été remplacée par le décalitre et son double, qui sont cylindriques et d'un diamètre notablement supérieur ; en effet, la proportion de l'avantage assuré par l'ancien usage à l'acheteur serait fortement augmenté et ce ne serait pas là appliquer ledit usage : Tunis, 17 mai 1907 (08, 309). — *6*. Au surplus, il n'y a plus place pour aucun usage de cette nature, depuis que le décret du 8 avril 1900 a imposé l'emploi des mesures de capacité du système métrique, et l'obligation d'arraser la mesure dont on se sert : Tunis, 17 mai 1907 (08, 309).

POISSON

Voir : Mahsoulats, ch. II sect. I.

POLICE

Voir : Chasse. — Chemins de fer. — Délits ruraux.

SECTION PREMIÈRE

Police du roulage.

1. En cas de contravention du chef d'excès de vitesse d'une automobile, le procès-verbal doit être dressé et la poursuite exercée contre le propriétaire de la voiture dont le nom correspond au numéro inscrit sur la plaque, sauf à lui, lorsque la contravention est le fait d'un tiers, à en faire connaître l'auteur pour ne plus rester soumis qu'aux conséquences de la responsabilité civile organisée par l'art. 6 de la loi du 1er août 1899 : Cass. Belgique, 2 mai 1904 (07, 61). — *2*. Lorsque le propriétaire ne dési-

gne pas l'auteur de l'infraction, sa faute à lui n'en reste pas moins personnelle ; elle consiste, soit à avoir commis la contravention lui-même, soit à l'avoir laissée commettre au mépris de l'obligation qui pèse sur lui de veiller sur sa chose : Cass. Belgique, 2 mai 1904 (07, 61).

SECTION II

Police des ports.

3. Le fait par un capitaine de navire de barrer le chenal d'accès d'un port et d'obstruer le passage avec son navire constitue en Tunisie non la contravention de simple police prévue par l'art. 471 § 15 du Code pénal, mais le délit correctionnel prévu par les art. 1 et 12 du décret beylical du 17 décembre 1883, de la compétence des tribunaux de simple police à compétence étendue : Sousse, 27 mai 1891 (92, 79). — 4. Ne justifie pas légalement sa décision le Tribunal qui, pour condamner une Compagnie de transports à payer le droit de pilotage, dans les termes du règlement annexé au décret du 29 août 1854, pour un navire qui n'a pas franchi les passes d'une rade, se fonde sur ce que le capitaine de ce navire aurait contrevenu à l'article 9, titre 13, de la loi des 16-22 août 1791, qui interdit les chargements et les déchargements des navires en dehors de l'enceinte des ports où des bureaux de douanes sont établis : Cass. civ., 23 nov. 1903 (05, 190). — 5. Il n'y a pas relation entre les contraventions auxquelles cette loi, spéciale à la matière des douanes, peut donner lieu et le paiement de droits de pilotage : Cass. civ., 23 nov. 1903 (05, 190).

SECTION III

Police des garnis.

6. Le logeur ou loueur en garni pour un temps fixe d'une certaine durée à des personnes sédentaires n'est pas soumis aux obligations que l'art. 475 C. pén. impose aux logeurs ou loueurs en garni de profession : Cass. crim., 16 mai 1903 (03, 530).

SECTION IV

Police sanitaire.

7. Le Gouvernement tunisien a le droit de prendre sur son territoire toutes les mesures nécessaires pour garantir la santé publique, de repousser tout navire jugé dangereux, de prescrire telles quarantaines et d'établir tels lazarets qui peuvent lui sembler utiles : Tunis, 19 janvier 1887 (94, 564) — 8. Et il ne limite pas le droit absolu qu'il possède à cet égard en prescrivant, par décision ministérielle, aux voyageurs d'une provenance déterminée, (dans l'espèce aux pélerins de la Mecque), une quarantaine

d'une durée limitée, dans un lazaret désigné : Tunis, 19 janvier 1887 (94, 564). — *9*. En conséquence, il n'encourt aucune responsabilité en refusant à un navire le droit de débarquer ses passagers et en refusant à ceux-ci l'entrée du lazaret, alors surtout qu'en fait les nécessités du service et l'encombrement du lazaret ne lui laissant pas la possibilité d'y installer de nouveaux arrivants : Tunis, 19 janv. 1887 (94, 564). — *10*. Doit donc être rejetée l'action intentée par une Compagnie de navigation et fondée sur le retard subi par un de ses navires, dans son voyage, par suite de l'exécution de ces mesures : Tunis, 19 janv. 1887 (94, 564).

PORTS.

Voir : Abordage.-- Accidents, ch. III.— Compétence administrative, ch. I sect. I. — Police, sect II.

POSSESSION.

Voir : Action possessoire. — Prescription civile, ch. II sect. II. — Propriété immobilière, ch. I sect. III.

POURVOI EN CASSATION.

Voir : Chose jugée, sect. VI. — Compétence administrative, ch. II sect. II. — Presse, Outrage, Diffamation, sect. V. — Tribunal criminel, ch. IV sect. IV.

Bibliographie. — Ch. Martineau, *Comp. des j. de paix* (Journ. trib. Tun., 1895 p. 357 et 396). — Colin, *Recours en cass. pour violation des lois étrang.* (Journ. de intern. privés, 1890, p. 406 et 794). — Souchon, *Quest. de compét. pén.* (Journ. dr. intern. privé, 1894 p. 758).

CHAPITRE PREMIER

Formes du pourvoi.

SECTION PREMIÈRE

Formes de la déclaration

1. La déclaration du recours en cassation doit être faite, à peine d'irrecevabilité, au greffier du Tribunal ou de la Cour qui a rendu la décision attaquée : Cas. crim., 6 mars 1902 (02, 307). — *2*. Spécialement, est irrégulière et inopérante la déclaration de pourvoi faite par le prévenu au greffe de la Cour d'assises contre un arrêt par lequel la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel siégeant en un autre lieu l'a renvoyée devant ladite Cour d'assises : Cass. crim., 6 mars 1902 (02,307). -- *3*. Alors

du moins qu'il n'est pas justifié que le prévenu, non détenu, se soit trouvé, par une circonstance indépendante de sa volonté, dans l'impossibilité absolue de se présenter au greffe de ladite Cour d'appel pour y faire sa déclaration de recours en cassation : Cass. crim., 6 mars 1902 (02, 307). — 4. Est irrecevable le pourvoi formé en matière répressive par une dépêche télégraphique adressée au greffier en chef de la Cour d'appel : Cass. crim., 13 juill. 1900 (03, 322). — 5. Ce mode de procédure est contraire aux termes de l'art. 417 C. instr. crim. et n'offre aucun caractère d'authenticité, puisqu'elle peut émaner de tout autre que de la partie condamnée : Cass. crim., 13 juill. 1900 (03, 322). — 6. Le pourvoi en cassation n'est pas recevable lorsqu'il a été formé au greffe par un co-inculpé qui a déclaré agir tant en son nom personnel que pour le compte de l'intéressé, et que celui-ci ne s'est pourvu ni par lui-même, ni par un mandataire public, ni par un fondé de pouvoir dans les conditions prescrites par l'art. 417 C. inst. crim. : Cass. crim., 7 déc. 1901 (02, 261). — 7. L'avocat non muni d'un pouvoir spécial ne peut valablement former un pourvoi en cassation contre un arrêt d'une chambre des mises en accusation : Cass. crim., 15 mars 1902 (02, 553) ; 23 mars 1906 (07, 127).

SECTION II

Consignation de l'amende.

8. Est déchu de son pourvoi contre un arrêt de la Chambre des mises en accusation le demandeur en cassation qui n'a justifié, ni de la consition de l'amende, ni de la production des pièces supplétives d'indigence : Cass. crim., 13 juin 1901 (01, 534). — 9. Lorsque le demandeur a été déclaré déchu de son pourvoi faute de consignation d'amende, il n'appartient pas à la Cour de cassation de le relever de la déchéance encourue, encore bien qu'il justifie avoir consigné l'amende antérieurement audit arrêt, si la quittance du receveur n'a été ni déposée au greffe du tribunal qui a rendu la décision attaquée, ni remise au magistrat chargé du ministère public, ni transmise directement au greffe de la Cour de cassation avant l'arrêt qui a prononcé la déchéance : Cass. crim., 11 janv. 1902 (02, 362). — *10*. Alors surtout que la Cour n'a pas statué dès l'expiration du délai légal, mais plus d'un mois après que ce délai était expiré et qu'elle a ainsi laissé, pour la régularisation de la procédure, toute latitude compatible avec l'observation de la loi : Cass. crim., 11 janv. 1902 (02,362). — *11*. L'amende qui doit être consignée par les demandeurs en cassation, aux termes de l'art. 419 C. inst. crim., doit s'élever à 187 fr. 50 en Algérie comme en France : Cass. crim., 8 nov. 1895 (95, 591). — *12*. Est donc déchu de son pourvoi le demandeur qui n'a consigné que le principal de 150 fr. plus un décime de 15 fr. : Cass. crim., 8 nov. 1895 (95, 591). — *13*. En effet, par application de la règle établie par l'art. 58 de la loi du

28 avril 1816, les deux décimes et demi dont la perception est ordonnée par les lois du 23 août 1871 et 30 décembre 1873 sont exigibles en Algérie et dans les colonies au même titre qu'en France : Cass. crim., 8 nov. 1895 (95, 591). — *14*. La consignation d'une seule amende suffit pour régulariser le pourvoi collectif formé par deux demandeurs contre le même arrêt, lorsqu'ils ont le même intérêt et invoquent les mêmes moyens quant au fond de l'affaire : Cass. civ., 31 déc. 1902 (03, 93).

SECTION III

Délais du pourvoi.

15. Est irrecevable comme tardif le pourvoi en cassation formé après l'expiration du délai de trois jours francs inparti par l'art. 373 C. instr. crim., lorsqu'il n'est point établi qu'un fait indépendant de la volonté de de l'appelant et qui lui soit étranger l'ait mis dans l'impossibilité de remplir les formalités prescrites par l'art. 417 C. instr. crim : Cass. crim. 3 déc. 1904 (06, 60). — *16*. Lorsque l'arrêt a été prononcé hors la présence du condamné, il suffit que celui-ci ait été régulièrement mis en demeure d'assister à la prononciation dudit arrêt pour que le jour où cette décision a été rendue soit le point de départ du délai de trois jours accordé par l'art. 373 C. instr. crim. pour le pourvoi : Cass. crim., 30 mai 1902 (02, 462) ; 31 oct. 1902 (03, 18). — *17*. Lorsque la délibération et la prononciation du jugement ont été remises à une audience ultérieure, sans indication de jour et sans interpellation adressée au prévenu et que la présence de ce dernier n'a pas été de nouveau constatée à cette audience ultérieure où il n'a pas été mis en demeure de se présenter, le délai de l'art. 373 ne commence à courir qu'à partir de la signification du jugement : Cass. crim., 31 oct. 1902 (03, 18). — *18*. Le délai de trois jours pour se pourvoir en cassation en matière de presse, est un délai non franc ; Cass. crim., 12 mars 1908 (08, 629).

CHAPITRE II

Cas où il y a lieu à pourvoi.

SECTION PREMIÈRE

Justice civile.

19. Est non recevable le pourvoi en cassation formé contre une décision qui était susceptible d'appel, alors même que cette décision serait devenue définitive faute d'appel par le prévenu : Cass. civ., 22 juin 1905 (06, 388). — *20*. Les jugements rendus en dernier ressort par les juges de paix ne peuvent être attaqués par la voie du recours en cassation que pour excès de pouvoir, c'est à-dire lorsque le juge de paix, dépassant le

cercle de ses attributions judiciaires, entreprend sur celles du pouvoir législatif ou des pouvoirs exécutif et administratif : Cass. req. 18 fév. 1908 (08, 529). — *21*. Spécialement, la violation par fausse interprétation de la loi du 12 janvier 1845 et des règles établies en matière de responsabilité par les art. 1382 et 1383 ne constituent qu'un mal jugé par erreur de droit mais non un excès de pouvoir donnant ouverture à cassation : Cass. req., 18 févr. 1908 (08, 529).

SECTION II

Justice répressive.

22. En matière répressive, aux termes des art. 407 et 413 C. instr. crim., les jugements ou arrêts rendus en dernier ressort peuvent seuls être l'objet d'un recours en cassation : Cass. crim. 9 févr. 1901 (01, 442). — *23*. La circonstance qu'un jugement rendu en premier ressort est devenu définitif faute d'appel en temps utile, ne fait pas perdre à ce jugement son caractère de sentence rendue en premier ressort : Cass. crim. 9 févr. 1901 (01, 442). — *24*. Le pourvoi en cassation formé contre un tel jugement n'est donc pas recevable : Cass. crim. 9 févr. 1901 (01, 442). — *25*. La mesure d'ordre prise par un juge de paix qui a ordonné l'expulsion et le dépôt d'une personne dans une maison d'arrêt pendant 24 heures, en raison du tumulte fait à l'audience, ne peut être l'objet d'un pourvoi en cassation, n'ayant pas le caractère d'un jugement : Cass. crim., 25 oct. 1890 (90, 305). — *26*. Le recours en cassation contre les arrêts des chambres d'accusation n'est ouvert, en principe, qu'au procureur général et à l'inculpé ; la partie civile ne peut se pourvoir contre un arrêt portant non-lieu à suivre et faire revivre ainsi l'action publique : Cass. crim., 4 juillet 1906 (07, 253). — *27*. Il résulte de la combinaison des art. 74, 123 et 144 C. just. milit. que, contrairement à ce qui a lieu dans le droit commun, ce n'est que postérieurement à la décision rendue sur le fond qu'un pourvoi en nullité peut être formé devant le Conseil de révision, soit sur les moyens d'incompétence, soit contre le jugement de toute autre exception et de tout incident soulevé pendant le cours des débats : Cons. rév. Alger, 14 juin 1894 (94, 461).

CHAPITRE III

Effets du pourvoi.

SECTION PREMIÈRE

Constatations du juge du fond ne donnant pas lieu à cassation.

28. Sont sans intérêt, et, par suite, ne sauraient donner lieu à l'examen de la Cour de cassation, les moyens par lesquels un pourvoi attaque

des motifs qui sont surabondants : Cass. req., 19 juill. 1898 (99, 138). — *29*. Il est sans intérêt qu'un arrêt qualifie vol le fait qui n'est qu'un abus de confiance, si la condamnation prononcée ne dépasse pas la peine encourue pour l'abus de confiance, en vertu des articles 406 et 408 C.pén. : Cass. crim., 24 mars 1898 (98, 339). — *30*. Par suite, est irrecevable, par application des art. 411 et 414 C. inst. crim., le pourvoi en cassation formé contre l'arrêt susdit : Cass. crim., 24 mars 1898 (98, 339).

SECTION II

Moyens nouveaux.

31. Une partie ne peut soulever pour la première fois, devant la Cour de cassation, un moyen dont elle n'a excipé que dans une autre instance autre que celle qui fait l'objet du pourvoi, encore bien que l'arrêt qui a terminé cette autre instance, et contre lequel le demandeur ne s'est pas pourvu, ait été rendu le même jour que celui qui a été attaqué : Cass. civ., 15 mai 1895 (95, 399). — *32*. Un moyen ne saurait être considéré comme nouveau, et, par suite, comme non recevable devant la Cour de cassation, encore bien qu'il ne soit indiqué ni dans la citation, ni dans les conclusions, s'il résulte des considérants de la décision attaquée qu'il a été invoqué dans des conclusions orales : Cass. crim., 4 juill. 1902 (02, 463). — *33*. Un pourvoi en cassation contre le jugement d'un Tribunal criminel de Tunisie, ne peut se baser sur ce que des parties civiles n'auraient pas été recevables à intervenir aux débats, si ce moyen est présenté pour la première fois devant la Cour de cassation, et s'il repose sur des éléments de fait non soumis aux premiers juges : Cass. crim., 8 janvier 1904 (04, 234). — *34*. La partie condamnée solidairement avec un co-défendeur au paiement d'une certaine somme, est non recevable à critiquer devant la Cour de cassation la solidarité prononcée contre elle, lorsque, tant en première instance qu'en appel, elle s'était abstenue de contester le principe de cette solidarité alléguée par le demandeur et s'était bornée à repousser l'action en paiement par une exception de prétendue compensation : un tel moyen est, en ce cas, en effet, mélangé de fait et de droit : Cass. civ., 23 nov. 1900 (01, 207).

SECTION III

Interprétation de lois étrangères (1).

35. L'interprétation des lois étrangères donnée par le juge du fond est souveraine. Par suite, est irrecevable le pourvoi en cassation fondé sur la fausse interprétation d'une loi étrangère : Cass. req., 29 déc. 1896

(1) Voir V° *Loi étrangère* p. 585.

(97, 395) ; 26 mai 1897 (97, 372). — *36.* Sont souveraines, et comme telles, échappent au contrôle de la Cour de cassation, les constatations des juges du fond, tant sur les règles de la coutume musulmane que sur les circonstances de fait auxquelles il s'agit d'en faire application : Cass. civ., 4 déc. 1900 (00, 624).

SECTION IV

Désistement du pourvoi.

37. Le désistement du pourvoi d'un condamné n'est pas recevable s'il n'est pas écrit sur papier timbré et revêtu de la formalité de l'enregistrement : Cass. crim., 31 oct. 1889 (90, 7). — *38.* Peu importe que le pourvoi se rapporte à une condamnation rendue sur appel d'un jugement d'un tribunal de Tunisie, pays de protectorat où le timbre et l'enregistrement ne sont pas institués : Cass. crim., 31 oct. 1889 (90, 7). — *39.* Le Ministère public n'a que l'exercice de l'action publique ; s'il en use pour former un pourvoi en cassation, il ne lui appartient pas de l'anéantir ensuite par un désistement : Cass. crim., 1er juill. 1897 (97, 509).

PRÉPOTENCE

Voir : Prescription civile, ch. II sect. III.

PRESCRIPTION CIVILE

Voir : Domaine public, ch. III sect. II et ch. IV sect. II. — Donations, sect. I. — Douanes, ch. IV sect. I. — Enzel, ch. II sect. IV. — Habous, ch. IV. — Indivision, sect. I. — Médecine, Chirurgie et Pharmacie, sect. I. — Saisie immobilière, ch. I sect. I. — Succession, ch. II sect. II. — Taxes municipales, ch. I sect. IV. — Transports maritimes, ch. IV sect. I.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 86. — Despagnet, *Note sous cass. 26 juill. 1894* (Dalloz, 1895, 1, 5). — Goguyer, *Choix splend.* p. 78. — Lescure, *Double rég. fonc.* p. 54 et 257. — Piolet, *Rég. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 62 — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.*, p. 291. — Tilloy, *Rép. alph.* t. VI p. 2554.

CHAPITRE PREMIER

Détermination de la loi applicable à la prescription

SECTION PREMIÈRE

Contrats passés en Tunisie.

§ I. — Loi du lieu.

1. La prescription de la loi du lieu du contrat est applicable à celui passé entre tunisiens : Tunis, 31 déc. 1887 (95, 594) ; 6 févr. 1888 (94, 437)

20 juill. 1893 (96, 589) ; 30 nov. 1893 (94, 267) ; Sousse, 17 oct. 1907 (08, 83). — *2*. Il en est ainsi, tout au moins, si les circonstances le comportent : Tunis, 31 déc. 1887 (95, 594). — *3*. Il en est de même pour l'obligation contractée en Tunisie entre algériens sujets français : Tunis, 3 déc. 1894 (95, 58) ; Just. p. Tunis-Nord, 9 mars 1895 (95, 375). — *4*. Lorsqu'un israélite réclame à un musulman non commerçant le montant de fournitures de marchandises remontant à plus d'une année, il a le droit de s'armer du droit musulman, qui ne reconnaît pas la prescription annale, et peut demander à prouver par témoins l'obligation du demandeur : Tunis, 31 déc. 1887 (95, 594). — *5*. Dans les pays d'Orient, aux termes d'anciennes coutumes, les européens contractent entre eux, non suivant la loi du lieu, mais suivant les lois de leur pays : Tunis, 20 janv. 1890 (96, 152). — *6*. L'occupation de Chypre par l'Angleterre n'a pas modifié cet état de choses : Tunis, 20 janv. 1890 (96, 152). — *7*. Par suite, la prescription applicable à une obligation contractée à Chypre par un français envers un autre français, n'est pas la prescription de six ans édictée par la loi anglaise ; c'est celle de trente ans du Code civil français : Tunis, 20 janv. 1890 (96, 152). — *8*. Le fait de la cession de cette obligation à un européen ne peut en quoi que ce soit en modifier la valeur et la portée et la soumettre à une loi différente de celle sous laquelle elle a été contractée : Tunis, 30 nov. 1893 (94, 267). — *9*. S'il est vrai que la prescription extinctive des obligations est régie par la loi du contrat, il ne s'ensuit pas que la prescription applicable à l'obligation passée entre israélites, à Tunis, soit celle du droit musulman : Just. p. Tunis-Nord, 1er juin 1895 (95, 519). — *10*. Spécialement, c'est la loi rabbinique qui régit la prescription applicable à l'obligation qui résulte d'un jugement du Tribunal rabbinique. Dans cette loi, aucune prescription n'est opposable à la classe des créanciers ordinaires qui présentent un titre : Just. p. Tunis-Nord, 1er juin 1895 (95, 519). — *11*. L'obligation contractée par un indigène tunisien au profit d'un européen ou protégé européen, est présumée soumise à la loi du pays en ce qui concerne son interprétation et spécialement la durée de la prescription : Sousse, 13 févr. 1896 (96, 268). — *12*. Il en est ainsi surtout d'une obligation née antérieurement à l'installation de la juridiction française en Tunisie : Sousse, 13 févr. 1896 (96, 268). — *13*. Le contrat passé en Tunisie par acte sous seings-privés entre musulmans est soumis à la prescription extinctive de 15 ans du droit musulman, encore bien que l'un des contractants soit un algérien sujet français : Sousse, 17 oct. 1907 (08, 83).

§ II. — **Loi des contractants.**

14. En admettant que la prescription libératoire soit régie par la loi du domicile du débiteur, si celui-ci est français naturalisé et domicilié en

France, la prescription du droit français n'a pu courir contre lui que du jour de sa naturalisation : Paris, 26 janv. 1888 (94, 366). — *15*. D'après la loi maltaise (applicable à une obligation contractée à Malte entre maltais), les intérêts de sommes dues pour prêt ou pour autre cause, et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts, se prescrivent pour cinq ans (art. 1920 de l'ordonnance maltaise n° 7 de 1868) : Tunis, 25 avril 1901 (01, 454). — *16*. Il est vrai qu'aux termes de l'art. 1924 de la même ordonnance, cette prescription n'a pas lieu si le serment est déféré à ceux qui l'opposent et que ceux-ci refusent de déclarer qu'ils ne sont pas débiteurs ou qu'ils ne se rappellent plus si la chose a été payée. Mais ce serment ne peut être déféré d'office par le juge : Tunis, 25 avr. 1901 (01, 454). — *17*. La prescription extinctive des obligations personnelles est régie par la loi du lieu où le débiteur doit être actionné ; elle est établie dans un intérêt général, en dehors de la volonté des parties et ne peut être modifiée par une convention expresse ou tacite : Alger, 17 janv. 1889 (89, 8).

§ III. — **Loi du tribunal (lex fori).**

18. L'obligation contractée en Tunisie alors que la juridiction tunisienne était compétente pour en ordonner l'exécution, est régie, en ce qui concerne la prescription, par les règles de la loi tunisienne : Tunis, 15 juin 1891 (91, 261) ; 29 févr. 1892 (94, 413). — *19*. Une obligation conclue en Tunisie sous le régime de la loi anglaise, antérieurement à la suppression des juridictions consulaires britanniques de la Régence, est soumise à cette loi quant aux modes de prescription qui la régissent : Tunis, 26 déc. 1889 (90, 342). — *20*. Elle est donc prescrite par un laps de dix années, si cette obligation n'a pas subi une novation depuis que le régime de la loi française est en vigueur : Tunis, 26 déc. 1889 (90, 342). — *21*. Lorsqu'il n'est pas démontré qu'une obligation souscrite par des européens ou protégés au profit de tunisiens a pris naissance sous l'empire de la loi musulmane ou de toute autre loi admettant une prescription plus courte que la loi française, c'est cette dernière, la *lex fori*, qui est applicable : Tunis, 24 févr. 1896 (96, 235). — *22*. Il en est ainsi spécialement en ce qui concerne la prescription applicable à une obligation contractée par un israélite tunisien protégé espagnol, antérieurement à l'occupation française, la juridiction française ayant succédé à la juridiction consulaire espagnole : Tunis, 24 févr. 1896 (96, 235). — *23*. La prescription applicable en matière d'obligations contractées en Tunisie par des protégés français, ressortissant par conséquent des Tribunaux français, est la prescription de 30 ans de l'art. 2262 C. civ. : Tunis, 25 juin 1901 (01, 467). — *24*. Interrompt la prescription une lettre missive du débiteur dans laquelle ce dernier reconnaît l'obligation contractée par lui :

Tunis, 25 juin 1901 (01, 467). — *25*. La recevabilité de l'exception de prescription est régie par la *lex fori* : Tunis, 27 févr. 1888 (94, 298).

§ IV. — Loi du lieu du paiement.

26. La prescription extinctive de quinze ans, admise par le droit tunisien pour les dettes personnelles et mobilières, est applicable aux obligations contractées en Tunisie par un indigène qui y est domicilié, et qui devaient être également payées dans ce pays : Tunis, 27 juin 1894 (94, 446).

§ V. — Règles spéciales aux effets de commerce.

27. L'israélite sujet français qui souscrit à Tunis un billet à ordre au profit d'un tunisien est présumé avoir voulu contracter sous l'empire de la législation française : Tunis, 29 juin 1891 (93, 109) ; Alger, 31 oct. 1893 (96, 542). — *28*. En conséquence la prescription quinquennale de l'art. 189 c. com. est applicable à cette obligation : Tunis, 29 juin 1891 (93, 109) ; Alger, 31 oct. 1893 (96, 542). — *29*. Même si elle a été rédigée en langue arabe : Just. p. Tunis-Nord, 7 nov. 1895 (96, 83). — *30*. Pour que la prescription quinquennale de l'art. 189 C. com. puisse être valablement invoquée, il est nécessaire que les effets dont le demandeur poursuit le paiement soient des effets de commerce : Alger, 31 oct. 1893 (96, 542). — *31*. La prescription applicable à un effet de commerce souscrit à Tunis par un israélite tunisien au profit d'un autre israélite, rédigé en langue hébraïque, sur du papier timbré tunisien, est celle de la loi locale : Tunis, 20 juill. 1893 (96, 589).

SECTION II

Les dispositions de l'art. 2277 C. civ. fr. s'imposent-elles par leur caractère d'ordre public?

§ I. — Premier système.

32. La prescription quinquennale de l'art. 2277 C. civ. est d'ordre public et doit être appliquée en Tunisie toutes les fois qu'ils s'agit de sommes payables par année ou à des termes périodiques plus courts : Just. p. La Goulette, 4 janv. 1886 (91, 133) ; Tunis, 5 décembre 1887 (93, 359) ; 21 déc. 1891 (93, 361) ; 17 juill. 1893 (93, 362) ; Just. p. Sousse, 23 juin 1896 (96, 532) ; Tunis, 12 janv. 1898 (01, 74) ; 16 mai 1898 (02, 36) ; 11 janv. 1906 (06, 398). — *33*. Spécialement, cela a été jugé pour les taxes municipales : Just. p. La Goulette, 4 janvier 1886 (91, 133) ; Tunis, 5 déc. 1887 (93, 359) ; 17 juill. 1893 (93, 362). — *34*. Pour l'achour sur les céréales : Tunis, 21 déc. 1891 (93, 361) . — *35*. Pour les loyers dus par un français

à un Tunisien : Just. p. Sousse, 23 juin 1896 (96, 532). — *36*. Pour les intérêts conventionnels : Tunis, 16 mai 1898 (02, 36). — *37* Pour les arrérages d'enzel d'un immeuble non immatriculé : Tunis, 11 janv. 1903 (06, 398).

§ II. — **Deuxième système.**

38. Mais ce système a été condamné par la Cour de cassation qui dit que l'art. 2277 C. civ. franç. ne peut être appliqué, quand la matière est régie par la loi locale: Cass. req., 12 déc. 1893 (94, 10) ; 7 avr. 1894 (94, 206) ; Cass. civ., 26 juill. 1894 (94, 459) ; 18 mars 1895 (95, 187). — *39*. Ainsi jugé en matière de kanoun sur les oliviers : Cass. req., 12 déc. 1893 (94, 10) ; Cass. civ., 26 juill. 1894 (94, 459). — *40*. Et de carroube sur les loyers : Cass. req., 7 avr. 1894 (94, 206) ; Cass civ., 18 mars 1895 (95, 187). — *41*. En matière d'impôts tunisiens, d'une façon générale : Tunis, 23 mai 1898 (98, 299) ; 7 nov. 1900 (01, 23). — *42*. En matière d'arrérages d'enzel grevant un immeuble non immatriculé : Tunis, 2 nov. 1904 (05, 324) ; 31 déc. 1906 (07, 118). — *43*. Et de loyers touchant ces mêmes immeubles : Tunis, 6 déc. 1905 (06, 182).

§ III. — **Troisième système.**

44. D'autres décisions ont admis l'applicabilité de l'art. 2277 C. civ. franç., dans les cas sus-spécifiés, pour des motifs autres que le caractère d'ordre public général de cette disposition. — *45*. L'une a déclaré que l'art. 2277 C. civ. fr. et l'art. 2144 C. civ. ital., qui est identique, sont passés dans l'usage du pays : Sousse, 11 avr. 1889 (89, 67). — *46*. D'autres, que le droit tunisien doit nécessairement se combiner avec le droit français : Tunis, 22 oct. 1889 (90, 110) ; 27 avr. 1891 (91, 128) ; 30 nov. 1891 (93, 360).

SECTION III

Matières immobilières.

47. La loi de la situation de l'immeuble, c'est-à-dire la loi musulmane, est applicable aux actions réelles relatives aux immeubles immatriculés, quels qu'en soient les propriétaires (Toute la doctrine et toute la jurisprudence). — *48*. Le droit français est applicable aux immeubles tunisiens immatriculés dans la mesure où la loi foncière l'a prescrit et le point de départ de ce nouveau régime légal est fixé, non au jour du jugement d'immatriculation, mais au jour de la réquisition d'immatriculation : Tunis, 13 juin 1906 (06, 605). — *49*. Il en est ainsi, notamment, pour la prescription, et, spécialement, pour celle de l'art. 2.277 C. civ. : Tunis, 13 juin 1906 (06, 605). — *50*. Toutefois une opposition à immatriculation

suspend le cours d'une telle prescription du jour où elle est formée au jour où elle est rejetée : Tunis, 13 juin 1906 (06, 605).

SECTION IV

Matières spéciales.

§ I. — Livraison de marchandises.

51. En Tunisie, la prescription applicable à une convention est celle qui dérive de la loi même qui régit cette convention : Just. p. Tunis-Nord, 9 mars 1895 (95, 423). — *52*. La loi applicable aux obligations personnelles et mobilières entre européens et tunisiens est, à moins de convention contraire, celle de droit commun dans le pays : Just. p. Tunis-Nord, 9 mars 1895 (95, 423). — *53*. Spécialement, c'est le droit musulman tunisien qui régit les obligations résultant d'une fourniture de marchandises faite par un européen, à Tunis, à un tunisien : Just. p. Tunis-Nord, 9 mars 1895 (95, 423). — *54*. Par suite, l'action en paiement de cette fourniture ne se prescrit que par quinze ans, et non par le délai d'un an inscrit en l'art. 2.277 C. civ. fr. : Just. p. Tunis-Nord, 9 mars 1895 (95, 423). — *55*. La créance qui a pour origine une livraison de marchandises se prescrit, d'après la loi française, par un an ; d'après la loi anglaise, par six ans ; d'après la loi tunisienne, par quinze ans : Tunis, 17 mars 1887 (95, 563). — *56*. Le cours de la prescription libératoire n'est pas interrompu par une instance engagée devant un tribunal incompétent, dans l'espèce, devant le Chàra de Tunis, sous le régime des juridictions consulaires, alors que le défendeur est protégé anglais : Tunis, 17 mars 1887 (95, 563). — *57*. La prescription annale de l'art. 2.275 C. civ. est fondée sur une présomption légale de paiement et la seule preuve contraire réservée par ledit article au marchand à qui on oppose la prescription d'un an, pour le prix des marchandises vendues à un particulier non marchand, est la délation du serment à son adversaire sur la question de savoir si la chose a été réellement payée : Cass. civ., 17 mai 1904 (05, 422). — *58*. La prescription libératoire de l'art. 2.272 C. civ., relative à l'action des marchands pour le paiement de leurs marchandises, étant fondée sur une présomption de paiement, rien ne s'oppose, en cas de libération partielle, à ce qu'elle soit invoquée par le débiteur à concurrence seulement de la partie de sa dette qu'il affirme avoir payée, et bien qu'il reconnaisse devoir le surplus : Cass. req., 4 mai 1898 (98, 262).

§ II. — Créances de l'Etat.

59. Aux termes de l'article 43 du décret beylical du 12 mars 1883, sont prescrites et définitivement éteintes au profit de l'Etat toutes les créances

qui, n'ayant pas été acquittées avant la clôture de l'exercice auxquelles elles appartiennent, n'ont pu, faute de justifications suffisantes, être liquidées, ordonnancées et payées dans un certain délai à partir de l'ouverture de l'exercice : Tunis, 20 mars 1893 (94, 489). — *60*. Ce délai est de cinq ans pour les créanciers domiciliés en Tunisie et de six ans pour ceux qui résident hors du territoire tunisien : Tunis : 20 mars 1893 (94, 489). — *61*. Il court, non du moment où la créance est reconnue par justice, mais de celui où s'est passé le fait qui lui a donné naissance : Tunis, 20 mars 1893 (94, 489). - *62*. La créance qui résulte pour l'Etat du règlement d'un compte courant est prescrite, s'il s'est écoulé plus de quinze années entre l'époque à laquelle le préposé a cessé ses fonctions et les poursuites interruptives introduites contre lui ou ses héritiers. Cette prescription peut être invoquée par les créanciers du redevable ou par toute autre personne y ayant intérêt, alors même que le redevable y renonce : Tunis, 19 novembre 1894 (98, 210).

§ III. — **Serment de crédibilité.**

63. Le serment de crédibilité de l'art. 2.275 C. civ. franç. n'est admis que pour les courtes prescriptions des art. 2.271 à 2.273 du même Code : Alger, 28 mai 1902 (03, 309). — *64*. Il ne peut être admis en matière de prescription trentenaire : Alger, 28 mai 1902 (03, 309). — *65*. Il ne peut l'être non plus pour une demande parfaitement justifiée, au moins quant à son principe : Alger, 28 mai 1902 (03, 309).

§ IV. — **Droits étrangers.**

66. D'après l'article 934 de l'ordonnance maltaise du 11 février 1870, la prescription s'applique, comme en droit français, aux actions et non aux exceptions : Tunis, 17 janv. 1898 (98, 226). — *67*. Est applicable à la prescription de six ans de la loi anglaise la règle qui veut que la reconnaissance de dette par l'un des co-débiteurs solidaires interrompe la prescription à l'égard de tous : Tunis, 25 juill. 1887 (96, 68).

CHAPITRE II

Droit musulman.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 76. — CH. MARTINEAU, *Act. possess. et loi fonc.* (Journ. trib. Tun., 1896, p. 494). — POUGNADORESSE, *Jusl. franç. en Tun.*, p. 357.

SECTION PREMIÈRE

Règles applicables aux actions personnelles et mobilières.

§ I. — Ancien droit.

A. *Durée.* — *68.* La prescription tunisienne, pour les actions mobilières et personnelles, est de quinze ans : Tunis, 7 déc. 1887 (94. 435) 6 févr. 1888 (94, 437) ; Alger, 17 janv. 1889 (89, 8) ; Tunis, 22 janv. 1890 (90, 69) ; 15 juin 1891 (91, 261) ; 25 janv. 1892 (94, 369) ; 29 février 1892 (94, 413) : 20 juill. 1893 (96, 589) ; 19 nov. 1894 (98, 210) ; 3 déc. 1894 (95, 58) ; 30 nov. 1896 (97, 34). — *69.* Elle est de dix ans : Alger, 18 oct. 1890 (90, 340). — *70.* Elle est de dix ans dans le rite hanafite, de quinze ans dans le rite malékite : Alger, 1er mai 1893 (93, 382). — *71.* La prescription de 20 années édictée par l'art. 116 du décret beylical du 26 avril 1861 n'est pas applicable aux européens, ce décret n'ayant jamais été revêtu de la formule de promulgation par M. le Résident général de la République française, et se référant d'ailleurs à une organisation administrative et judiciaire qui a cessé de fonctionner : Tunis, 27 avril 1891 (91, 128). — *72.* L'action n'est pas recevable après 13 années : Ouzara, 7 juin 1897 (98, 334) ; 15 août 1898 (99, 291) ; 8 juin 1899 (99, 470). — *73.* Après quinze années : Ouzara, 1er juill. 1897 (97, 640) ; 23 janv. 1899 (00, 457). — *74.* Après 22 années : Ouzara, 28 juin 1897 (96, 664). — *75.* C'est la durée de l'année hégirienne, et non celle de l'année grégorienne, qui doit servir de base au calcul du délai nécessaire pour l'accomplissement de la prescription en droit musulman : Just. p. Tunis-Nord, 9 mars 1895 (95, 375). — *76.* Il importe peu que le souscripteur d'effets de commerce reconnaisse qu'il a contracté jadis les obligations dont s'agit, s'il soutient qu'elles forment un des éléments des comptes d'une société judiciairement liquidée, et bien qu'il demande que cette liquidation soit recommencée : Ouzara, 7 juin 1897 (98, 334). — *77.* Il importe peu que le créancier prétende qu'à l'échéance il a introduit une action en paiement devant un Cadi, et qu'il soutienne que son débiteur s'est soustrait par la fuite à cette poursuite, si d'ailleurs il n'apporte aucune preuve de ces faits ni des diligences qu'il aurait accomplies : Ouzara, 15 août 1898 (99, 291). — *78.* Ne peut être considérée comme une poursuite judiciaire la démarche qui aurait été faite par le créancier, près d'un cheikh, pour le prier de faire remplir ses obligations au débiteur : Ouzara, 1er juill. 1897 (97, 640). — *79.* En effet, un cheikh n'a pas qualité pour intervenir dans une affaire de cette nature : Ouzara, 1er juill. 1897 (97, 640).

B. *Renonciation.* — *80.* La renonciation à une prescription n'est subordonnée dans sa forme à aucune condition substantielle et peut s'induire de tout fait qui implicitement ou explicitement, manifeste de la part de

l'intéressé la volonté de renoncer à une prescription acquise : Cass. req., 5 nov. 1907 (08, 229).

§ II. — Nouveau droit.

81. La prescription prévue par les art. 385 et s. C. tun. est basée sur une présomption de paiement et a pour but d'éteindre les actions qui ne sont fondées sur aucun titre ou ne sont pas garanties par un gage ou par une hypothèque (art. 389 et 390) : Ouzara, 29 juill. 1907 (08, 259). — *82.* Elle ne peut être invoquée que par celui qui a intérêt : le juge doit donc condamner le débiteur si celui-ci ne s'en prévaut pas : Ouzara, 29 juill. 1907 (08, 259).

SECTION II

Droit applicable aux actions réelles.

§ I. — Délai et base de la prescription.

83. D'après la coutume musulmane tunisienne, le droit immobilier est imprescriptible ; mais l'action réelle qui en découle s'éteint faute de s'exercer pendant un laps de temps déterminé, qui est de dix ans suivant le rite malékite et de quinze ans dans le rite hanafite : Tunis, 15 mai 1893 (98, 24) ; 11 juin 1894 (94, 373) ; 24 déc. 1894 (95, 92) ; Alger, 17 déc. 1896 (97, 258) ; Tunis, 6 juill. 1898 (98, 464) ; 21 déc. 1898 (99,233); Sousse, 17 nov. 1899 (00, 406) ; Tunis, 6 juin 1906 (06, 528) ; Cass. civ., 10 juill. 1902 (03, 39). — *84.* Cette paralysation de l'action n'exige pas, pour se produire, juste titre et bonne foi : Tunis, 20 mars 1893 (94, 489) ; 15 mai 1893 (98, 24) ; 11 juin 1894 (94, 373) ; 26 févr. 1896 (01, 264) ; 6 juillet 1898 (98, 464) ; 21 déc. 1898 (99, 233) ; 25 juin 1902 (03, 50). — *85.* Le point de départ de la prescription est tout acte fait par celui qui possède, de nature à révéler le caractère de la possession qu'il détient au véritable propriétaire : Tunis, 11 juin 1894 (94, 373) ; 26 février 1896 (01, 264). — *86.* Est entachée du vice de précarité la possession d'un immeuble entier par un co-propriétaire qui base son droit sur un titre irrégulier, alors qu'un titre indiscutable établit les droits de son co-propriétaire : Tunis, 26 févr. 1896 (01, 264). — *87.* Ce délai court du moment où s'est produit un fait quelconque que le propriétaire a dû nécessairement considérer comme portant atteinte à son droit, sans qu'il soit besoin que la possession du détenteur ait lieu avec juste titre et bonne foi : Cass. civ., 10 juill. 1902 (03, 39). — *88.* En droit musulman et en principe, la possession l'emporte sur le titre pour la détermination du droit de propriété; mais la possession est inefficace lorsqu'il est certain que son origine résulte d'un acte d'empiètement bien établi et commis sciemment : Trib. mixte, 14 oct. 1903

(03, 522). — *89*. On ne peut donc invoquer pour la prescription qu'une possession dont l'origine est inconnue et indéterminable ; on peut parfois prescrire *au-delà* de son titre, mais jamais *contre* son titre : Trib. mixte, 14 oct. 1903 (03, 522). — *90*. D'après le droit musulman, applicable aux immeubles tunisiens non immatriculés, la prescription acquisitive ne peut résulter d'une possession contraire aux énonciations du titre de propriété du possesseur, alors d'ailleurs qu'elle n'a pas d'autre fondement que ledit titre : Trib. mixte, 14 nov. 1904 (05, 151). — *91*. Mais cette règle ne trouve pas place au cas où les énonciations d'un titre laissent son application sur le terrain tout à fait incertaine et où il est nécessaire de rechercher les faits de possession, pour déterminer la situation juridique de l'immeuble, par suite de l'insuffisance même du titre ancien : Trib. mixte, 14 nov. 1904 (05, 151). — *92*. L'action en rescision d'un partage, pour cause d'erreur, de dol ou de violence, se prescrit, en droit musulman, par l'écoulement d'une année à partir du jour ou le co-partageant est entré en jouissance des biens à lui attribués par le partage : Trib. mixte, 14 nov. 1904 (05, 118). — *93*. L'action en paiement de loyers d'un immeuble non immatriculé ne se prescrit pas par cinq ans ; il y a lieu d'appliquer le rite musulman le plus favorable au défendeur, c'est-à-dire le rite malékite, suivant lequel une action est paralysée et ne peut plus se produire utilement en justice, quand celui qui la possède a laissé passer, sans l'exercer, un délai de dix années : Tunis, 6 déc. 1905 (06, 182).

§ II. — Caractères de la possession.

94. Toute action relative à la propriété d'un immeuble est prescrite, en droit musulman tunisien, par la possession dudit immeuble par un tiers, paisible et non interrompue : Tunis, 19 déc. 1900 (01, 483). — *95*. Les vieux titres originaires périmés ne sauraient être opposables à une possession suffisante pour la prescrire : Tunis, 25 juin 1902 (03, 50). — *96*. En droit musulman, la possession propre à éteindre l'action en revendication d'immeubles ne saurait être arguée de précarité, et l'arrêt qui, statuant d'après des constatations de fait dont le contrôle échappe à la Cour de cassation, déclare la prescription acquise à l'encontre du revendiquant, ne commet aucune violation de la loi, alors surtout qu'il s'est borné à envisager les décisions des tribunaux indigènes intervenues dans l'instance comme de simples faits caractérisant la possession : Cass. civ., 10 juill. 1902 (03, 39). — *97*. En droit musulman, la prescription acquisitive ne peut résulter d'une possession contraire aux énonciations du titre de propriété du possesseur, alors d'ailleurs qu'elle n'a pas d'autre fondement que ledit titre : Trib. mixte, 3 févr. 1904 (04, 302). — *98*. Une possession qui s'est manifestée par des constructions, plantations, creusement de puits et autrefaits ayant laissé sur le terrain des traces elles qu'il-

est constant qu'elle a été permanente et qu'elle remonte à plus de trente ans, produit la paralysation du droit auquel prétend, en vertu de titres, une fondation habous : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04,407). — ***99***. Par conséquent celle-ci ne peut, si elle ne démontre pas l'interruption légale du cours de la prescription, obtenir à son profit l'immatriculation des parcelles qui ont été l'objet d'une telle possession : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04,407). — ***100***. Mais la possession alléguée par l'opposant à la susdite réquisition d'immatriculation ne pourra être prise en considération, si elle ne consiste que dans des faits de culture qui n'ont laissé aucune trace et dont la permanence pendant trente trois ans au moins n'est pas démontrée : Trib. mixte, 23 avr. 1904 (04, 407). — ***101***. En droit musulman, la possession est l'élément essentiel de la prescription acquisitive : en conséquence, le propriétaire du rez-de-chaussée d'une maison en ruine complète ne saurait acquérir par prescription de droit de propriété sur le premier étage qui appartiendrait à un autre, tant que la possession dudit premier étage serait matériellement impossible par suite de la non reconstruction du rez-de-chaussée : Trib. mixte, 12 novembre 1898 (99, 76). — ***102***. Le propriétaire du premier étage conserve donc son droit de reconstruire cet étage au-dessus du rez-de-chaussée, tant que ce dernier n'est pas reconstruit et qu'il ne s'est pas passé depuis la reconstruction un temps suffisant pour permettre la possession nécessaire pour prescrire l'espace réservé au premier étage : Trib. mixte, 12 nov. 1898 (99, 76). — ***103***. Pour produire la prescription acquisitive, en droit musulman, la possession ne doit pas être contraire au titre de propriété de celui qui s'en prévaut : Trib. mixte, 6 juill. 1903 (03, 552). — ***104***. La ville de Tunis ne peut prétendre bénéficier, pour l'acquisition de la prescription, de ce seul fait que le public a pu passer librement sur un terrain situé dans son enceinte : Tunis, 22 avr. 1895 (95, 369). — ***105***. En effet il s'y trouvait autrefois beaucoup de terrains vagues, non clos ni utilisés, dont les propriétaires laissaient, par tolérance, le libre accès au public, et un terrain ainsi ouvert et pratiqué ne pourrait être considéré comme ayant été en la possession de la municipalité que si elle y avait fait des chaussées, trottoirs, ou autres travaux de viabilité quelconques : Tunis, 22 avr. 1895 (95, 369).

SECTION III

Causes et circonstances interruptives de la prescription.

§ I. — Parenté.

106. La prolongation de la durée de la prescription entre parents, admise par certains jurisconsultes musulmans, n'est qu'une application de ce principe d'après lequel la possession doit, pour être utile, ne pas être précaire : Tunis, 11 juin 1894 (94, 373) ; 6 juill. 1898 (98, 464). — ***107***. Cette

interprétation vise spécialement le fait de celui qui est devenu possesseur uniquement parce qu'il faisait partie de la famille du propriétaire, pour le compte et par la tolérance de ce dernier : Tunis, 11 juin 1894 (94, 373) ; 6 juill. 1898 (98, 464). — *108*. D'après certains jurisconsultes, la prescription entre proches parents ne s'accomplit dans certains cas que par une possession de 40 ans ; mais cette exception n'est pas absolue et elle n'est d'ailleurs pas admise par le rite hanéfite : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 233). — *109*. D'après le rite malékite, la prolongation de la prescription entre proches parents n'est admise que lorsque le possesseur a usé de l'immeuble d'une façon non abusive, c'est-à-dire que sa possession s'est manifestée conforme à la destination de l'immeuble, son caractère dans ce cas pouvant être équivoque par suite de ce qu'elle pourrait s'expliquer par une simple tolérance ou des habitudes de communauté : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 233). — *110*. La prolongation de la prescription ne saurait, d'après ce rite, être admise lorsque la possession a été abusive, c'est-à-dire lorsque le possesseur a fait des actes de disposition, de transformation, comme par exemple des plantations nouvelles, arrachages d'arbres, constructions, démolitions : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 233). — *111*. Cette prolongation de prescription n'est pas admise non plus, lorsqu'il existe entre les parents une inimitié telle que les liens de famille sont en quelque sorte rompus : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 233). — *112*. Dans les cas de possession abusive ou d'inimitié entre parents, la prescription reste soumise à la règle ordinaire ; elle est acquise après dix ans : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 233). — *113*. Bien que, dans le droit musulman tunisien, la prescription soit soumise, entre parents, à un délai plus long qu'entre étrangers, s'il est constaté, d'autre part, que la prolongation de délai n'a lieu qu'au cas où le détenteur a possédé en sa qualité de parent du propriétaire, pour le compte et par la tolérance de celui-ci, c'est à bon droit qu'un tribunal refuse d'appliquer ladite règle dans une espèce où, quoique parent du demandeur en revendication, le défendeur n'a détenu l'immeuble litigieux, au su de tous, qu'à tout autre titre : Cass. civ., 4 déc. 1900 (00, 624). — *114*. En droit musulman l'action en revendication d'immeubles s'éteint, entre parents, par un délai plus long qu'entre étrangers, mais seulement dans le cas où le détenteur a possédé en sa qualité de parent du propriétaire de l'immeuble, pour le compte de celui-ci et par sa tolérance : Cass. civ., 10 juill. 1902 (03, 39).

§ II. — **Communistes et associés.**

115. La prescription ne court pas entre associés ou co-propriétaires, mais elle doit être admise lorsque le possesseur, ayant été déclaré propriétaire exclusif de l'immeuble, l'a conservé en cette qualité, sans d'ailleurs que les juges du fond aient été mis en mesure de décider si sa pos-

session avait effectivement le caractère légal : Cass. civ., 10 juill. 1902 (03, 39). — *116*. Cette prescription court certainement entre étrangers, mais il est douteux qu'elle soit applicable aux rapports qui existent entre communistes : Tunis, 24 déc. 1894 (95, 92).

§ III. — **Cohéritiers.**

117. La prescription acquisitive en matière d'immeubles non immatriculés, qui, d'après le droit tunisien applicable en cette matière, résulte de la possession de dix années, ne saurait courir entre héritiers : Tunis, 19 janv. 1898 (01, 120).

§ IV. — **Mineurs.**

118. En droit tunisien, aucune prescription libératoire ne peut courir contre des créanciers mineurs : Sousse, 31 déc. 1897 (98, 380).

§ V. — **Absents.**

119. Le délai nécessaire pour l'accomplissement de la prescription ne court pas contre l'absent : Tunis, 11 juin 1894 (94, 373) ; 21 déc. 1898 (99, 233) ; Cass. civ., 4 déc. 1900 (00, 624). — *120*. Par absence, il faut entendre, non pas la non présence, mais la situation de celui qui, ayant quitté la Tunisie, s'est trouvé dans l'impossibilité absolue d'y agir, soit parce qu'il ignorait ce qui s'y passait, soit parce que le défaut ou l'imperfection des communications l'empêchait d'y suivre utilement une action en justice. Le délai de la prescription n'est donc pas suspendu au profit de celui qui, ayant quitté la Régence, y a conservé des relations continues, des agents et des représentants et a exercé sur ses affaires une surveillance constante : Tunis, 11 juin 1894 (94, 373) ; 21 déc. 1898 (99, 233) ; Cass. civ. 4 déc. 1900 (00, 624) ; 10 juill. 1902 (03, 39). — *121*. L'absence ne saurait être une cause d'interruption quand l'absent avait dans le pays un mandataire qui se trouvait à même de veiller à la défense de ses intérêts : Tunis, 30 nov. 1896 (97, 34).

§ VI. — **Prépotence.**

122. En droit musulman tunisien, la prescription acquisitive ne peut courir utilement au profit des puissants ; mais l'application de cette règle est de droit étroit et elle est subordonnée à la réalisation de deux conditions : 1° que le droit de propriété ait été violé brutalement par un fait de prince ; 2° que la victime de ce fait se soit trouvée dans une situation de dépendance telle qu'elle n'a pu utilement protester contre le violateur : Tunis, 17 mai 1890 (94, 342) ; 17 juill. 1893 (94, 493) ; 14 mars 1894

(94, 224) ; 11 juin 1894 (94, 373) ; 21 déc. 1898 (99, 233) ; Trib. mixte, 28 févr. 1900 (00, 229) ; Cass. civ., 4 déc. 1900 (00, 624) ; 10 juill. 1902 (03, 39). — ***123***. Il échet de faire application de cette règle si la prescription est invoquée contre des sujets tunisiens au profit de la Municipalité exclusivement indigène qui existait à Tunis avant l'installation du Protectorat français : Tunis, 14 mars 1894 (94, 224). — ***124***. Elle ne s'applique pas si celui qui invoque la suspension de la prescription n'a pas été dépouillé au moyen d'un usage illégitime de la puissance publique confiée au violateur et si, comme citoyen français, il se trouvait affranchi de toutes dépendance vis-à-vis du Gouvernement tunisien : Tunis, 11 juin 1894 (94, 373). — ***125***. La prépotence ne peut être admise comme cause de la suspension de la prescription que quand elle a pu former un obstacle absolu à l'action : Tunis, 11 juin 1894 (94, 373). — ***126***. Il n'en est pas ainsi lorsque, les parties étant toutes européennes et protégées, leur litige devait nécessairement être porté devant les juridictions consulaires, affranchies pas les capitulations de toute dépendance à l'égard de l'autorité beylicale : Tunis, 11 juin 1894 (94, 373). — ***127***. Ne saurait être fondé à se prévaloir de la règle de droit musulman tunisien, d'après laquelle la prescription ne court pas en faveur des puissants, le tunisien protégé d'une nation européenne, ce qui lui permettait de se faire assister du consul de sa nation protectrice devant les tribunaux tunisiens : Alger, 17 déc. 1896 (97, 258) ; Tunis, 6 juill. 1898 (98, 464) ; 21 déc. 1898 (99, 233). — ***128***. Le tunisien protégé et réfugié dans un pays voisin de la Tunisie ne saurait plus être fondé à se prévaloir de la règle d'après laquelle la prescription ne court pas contre les absents : Tunis, 6 juill. 1898 (98, 464). — ***129***. Elle n'est pas applicable au cas où celui qui prétend avoir été dépouillé pouvait, en vertu d'un traité international, saisir un des tribunaux consulaires qui existaient dans la Régence avant l'établissement du protectorat français : Cass. civ., 4 déc. 1900 (00, 624). — ***130***. On ne saurait considérer comme des actes de la puissance publique exercée par le spoliateur le fait qu'il aurait obtenu, même abusivement, des jugements des tribunaux indigènes consacrant la spoliation, alors que rien n'empêchait le spolié de s'adresser à un consul européen, compétent pour connaître du litige : Cass. civ., 10 juill. 1902 (03, 39). — ***131***. S'il est vrai que, dans cette situation, une simple réserve faite devant notaires soit suffisante pour interrompre le cours de la prescription, cette réserve n'est pas même nécessaire ; elle n'est exigée, ni par la loi, ni par les usages : Tunis, 17 juill. 1893 (94, 493). — ***132***. Les princes peuvent, comme de simples particuliers, se prévaloir de cette prescription ; mais le juge peut relever le créancier de la prescription, lorsqu'il s'est trouvé dans l'impossibilité d'agir parce qu'il avait pour adversaire un homme puissant : Tunis, 25 janv. 1892 (94, 369). — ***133***. La prescription

tirée de la prépotence ne saurait plus être invoquée en Tunisie depuis que le Protectorat français y a assuré le fonctionnement régulier de la justice : Trib. mixte, 28 févr. 1900 (00, 229). — *134*. En conséquence l'exception de prépotence ne saurait être valablement invoquée contre un puissant, même contre un prince de la famille beylicale, lorsque la possession acquisitive contestée s'est régulièrement et paisiblement effectuée depuis l'établissement du protectorat : Trib. mixte, 28 févr. 1900 (00, 229). — *135*. La question de savoir si la prescription n'a pu s'accomplir contre un puissant, est une simple question de fait que le Tribunal a le pouvoir d'apprécier souverainement : Trib. mixte, 29 déc. 1894 (98, 116).

§ VII. — **Existence d'un gage.**

136. La prescription ne court pas contre le créancier en faveur duquel a été constituée une hypothèque résultant, selon la loi du pays, de la remise des titres de propriété entre ses mains, de même qu'en droit français, la prescription ne court pas contre le créancier nanti du gage : Tunis, 22 janv. 1890 (90, 69) ; 27 juin 1894 (94, 446) ; Sousse, 13 févr. 1896 (96, 268) ; Tunis, 30 nov. 1896 (97, 34) ; Ouzara, 23 janv. 1899 (00, 457) ; Tunis, 13 juin 1900 (00, 558) ; 12 déc. 1900 (04, 45) ; Ouzara, 5 janv. 1903 (03, 562). — *137*. Il en est de même au cas de nantissement immobilier consenti sous forme de vente à réméré, ce genre de vente n'étant considéré, en droit musulman, que comme un contrat pignoratif : Tunis, 22 janv. 1890 (90, 69). — *138*. Dans ce cas, en effet, le créancier peut invoquer, non seulement la détention du titre de propriété, mais encore un exercice continu de la possession qui constitue un exercice successif de son droit de créance et s'oppose au cours de la prescription : Tunis, 22 janv. 1890 (90, 69). — *139*. Il faut, tout au moins, que ce créancier prouve que le gage a été constitué avant que la prescription se soit accomplie : Tunis, 27 juin 1894 (94, 446). — *140*. Le principe ne doit s'entendre que d'un gage dont la possession et la détention effectives se trouvent aux mains du créancier, ou dans les mains d'un tiers convenu : Sousse, 13 févr. 1896 (96, 268). — *141*. Il faut que l'existence de ce gage soit certaine et qu'elle soit établie par la détention des titres de propriété entre les mains du créancier : Ouzara, 23 janv. 1899 (00, 457). — *142*. La possession effective de l'immeuble ne suffirait pas par elle-même ; mais celle-là même n'a aucune portée juridique si elle n'est pas exclusive et si le débiteur a partagé avec le créancier, son parent, les loyers de l'immeuble dont ils jouissaient en commun : Ouzara, 23 janv. 1899 (00, 457). — *143*. La prescription extinctive des obligations est interrompue par la perception, effectuée par le créancier, des loyers d'un immeuble remis par le débiteur pour sûreté de la créance : Tunis, 18 févr. 1902 (02, 239). — *144*. Il n'y a lieu de condamner au paiement d'une dette

celui contre lequel est produit un titre de créance datant de trente-cinq ans, bien que ce titre mentionne que des immeubles ont été remis en gage par le débiteur au créancier, alors qu'en fait le créancier ne peut représenter les titres de propriété des immeubles prétendus engagés, ni établir qu'il en a eu la possession à une époque assez récente pour interrompre utilement la prescription : Ouzara, 16 oct. 1902 (83, 560). — ***145***. La simple production d'une liste énumérative de propriétés appartenant au débiteur ne saurait suffire pour établir, d'après le droit musulman, la constitution d'un gage et par suite l'existence d'une créance, d'autant plus que les prétendus titulaires actuels de la créance invoquent à leur profit une cession qui n'est démontrée par aucun titre régulier : Alger, 20 déc. 1890 (93, 27). — ***146***. Le long espace de temps qui s'est écoulé depuis l'origine de la prétendue créance et l'impossibilité de retrouver trace de précédents judiciaires trop anciens doit faire présumer que la créance a du être éteinte d'une manière quelconque : Alger, 20 déc. 1890 (93, 27). — ***147***. Le cours de la prescription de l'art. 189 C. com. fr., n'est pas suspendu par le fait qu'un gage immobilier aurait été constitué pour sûreté du paiement d'effets de commerce et que le créancier serait resté nanti de ce gage : Alger, 31 oct. 1893 (96, 542). — ***148***. Il est bien vrai que la possession d'un immeuble non immatriculé par le créancier antichrésiste ne peut, si longtemps qu'elle dure, produire la paralysation de l'action du propriétaire, admise par le droit musulman : Tunis, 25 avr. 1906 (06, 382). — ***149***. Mais c'est à celui qui allègue l'existence de la créance antichrésiste à laquelle il rattache l'origine de la possession de son adversaire, à en faire la démonstration : Tunis, 25 avr. 1906 (06, 382). — ***150***. Il ne la fait pas par la seule production d'une obligation antichrésiste faite pour une seule année, à une époque ancienne, alors que tout permet de supposer que l'affaire a été réglée peu d'années après, par la vente de la propriété grevée au créancier : Tunis, 25 avr. 1906 (06, 382).

§ VIII. — Paiement d'acomptes.

151. S'il est vrai que le paiement, par le débiteur d'une obligation échue, d'un acompte, à une époque assez récente pour interrompre utilement le cours d'une prescription, peut, en principe, produire cette interruption, il faut tout au moins que le paiement implique une reconnaissance de la dette à l'époque sus-mentionnée : Sousse, 18 mai 1900 (01, 346). — ***152***. Il n'en est pas ainsi si le paiement, constaté par un adel, ne mentionne pas formellement la présence du débiteur et son consentement : Sousse, 18 mai 1900 (01, 346).

§ IX. — **Aaria.**

153. Celui qui jouit d'une terre en vertu d'une convention d'*aaria*, c'est-à-dire d'un prêt à usage, consenti par le propriétaire, pour faire de la culture de blé et d'orge, à titre de simple tolérance, sur l'immeuble prêté, ne peut arguer par la suite de cette possession, si longue qu'elle ait été, pour prétendre qu'il est devenu propriétaire par prescription dudit immeuble : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (04, 53).

§ X. — **Procédures diverses.**

154. S'il est exact que le défaut de poursuites pendant un certain temps entraîne la prescription au profit du débiteur d'une obligation, ce fait juridique ne se produit pas, si pendant le temps nécessaire pour l'accomplissement de la prescription, un arrangement est intervenu entre le débiteur et les créanciers, arrangement aux termes duquel l'oncle de l'un d'eux est venu cautionner la dette : Ouzara, 22 mars 1900 (00, 639). — *155*. Le désistement ne permet de considérer la demande comme non avenue, dans le sens de l'art. 2247 C. civ., que lorsqu'il porte sur le fond même du droit ou lorsqu'il est pur et simple : Cass. req., 21 juill. 1903 (05, 94). — *156*. Mais s'il ne se réfère qu'à l'instance et énonce expressément que l'action sera reprise devant une autre juridiction, il maintient, comme l'aurait fait le jugement lui-même, l'effet interruptif de la prescription que l'art. 2246 C. civ. attache à la citation donnée devant un juge incompétent : Cass. req., 21 juill. 1903 (05, 94). — *157*. De simples protestations par voie diplomatique ou par voie d'huissier ne sauraient suffire pour interrompre la prescription : Trib. mixte, 29 déc. 1894 (98, 116). — *158*. Le cours de la prescription n'a pas été interrompu par des démarches à fin de paiement, faites auprès d'un fonctionnaire tunisien, lorsqu'il n'est pas démontré que le débiteur a été appelé dans cette procédure, qui, d'ailleurs, n'a pas été suivie : Tunis, 29 févr. 1892 (94, 413). — *159*. L'empêchement d'agir en justice, qui constitue en Tunisie, d'après la coutume musulmane, un obstacle à la prescription, ne peut résulter d'actes officiels attestant l'existence ou le maintien d'un sequestre dont le Gouvernement beylical a frappé l'ensemble des biens litigieux, s'il est constaté en fait que la persistance de ce sequestre n'empêchait pas le demandeur en revendication de faire juger, au regard du détenteur, que cet immeuble était sa propriété : Cass. civ., 10 juill. 1902 (03, 39). — *160*. S'il est vrai qu'en droit musulman il existe une prescription extinctive des obligations basée sur ce que le défaut d'exercice d'un droit pendant un certain temps en opère la paralysation, de telle sorte qu'il ne peut plus se produire utilement en justice, cette prescription est interrompue, dans ce droit, comme en droit français,

par la signification régulière d'une saisie-arrêt au débiteur saisi : Tunis, 27 janv. 1896 (96, 136). — ***161***. Le cours de la prescription acquisitive qui vient d'être spécifiée n'est pas interrompu par une requête d'immatriculation de l'immeuble, lorsque cette requête a été rejetée, faute de justifications suffisantes, la décision du Tribunal mixte ayant eu pour résultat de remettre les parties dans l'état où elles étaient avant la demande d'immatriculation, sans que cette demande ait pu nuire ou profiter, soit ou requérant, soit aux opposants : Tunis, 15 mai 1893 (98, 24). — ***162***. Ni par une demande en résiliation d'enzel introduite par un individu sans qualité, qui n'avait plus, au moment où il l'a formée, la qualité de propriétaire, qui n'était l'objet d'aucun recours de la part de son acquéreur, et qui, d'ailleurs, a abandonné son instance, laquelle n'a abouti à aucun jugement : Tunis, 15 mai 1893 (98, 24). — ***163***. Ni par le décret beylical autorisant, en dehors de toute instance et par voie gracieuse, l'acquéreur de l'immeuble à faire procéder à sa délimitation, ce qui impliquait nécessairement la réserve des droits des tiers, alors surtout que l'acquéreur n'a pas notifié ce décret aux enzélistes dont les opérations de délimitation lui ont révélé l'existence, et au profit desquels courait la prescription dont s'agit : Tunis, 15 mai 1893 (98, 24). — ***164***. Ni par ce fait que l'enzel était entaché de nullité à l'égard des co-propriétaires dont les premiers vendeurs avaient indûment aliéné les parts, cette nullité n'étant que relative et la prescription ayant pu courir utilement pour couvrir ce vice : Tunis, 15 mai 1893 (98, 24).

PRESCRIPTION CRIMINELLE

Voir : Douanes, ch. IV sect. I. — Presse, Outrage, Diffamation, sect. VI.

SECTION PREMIÈRE

Justice française.

1. En matière criminelle, l'action civile à raison d'un délit se prescrit par le même laps de temps que l'action publique à laquelle elle se trouve liée : Alger, 23 fév. 1895 (95, 358). — ***2***. Et cette prescription, étant d'ordre public, doit, dès lors, être appliquée, même d'office par le juge : Alger, 23 févr. 1895 (95, 358). — ***3***. Si, aux termes de l'art. 640 C. inst. crim., l'action publique et l'action civile pour une contravention de police sont prescrites après une année révolue à compter du jour où elle a été commise, quand, dans cet intervalle, il n'est pas intervenu de condamnation, cette règle comporte, notamment, une exception lorsqu'il existe un jugement passé en force de chose jugée qui a sursis à statuer en se fondant sur une question préjudicielle à juger, et d'où il résulte, pour le ministère public, une impossibilité légale d'agir : Cass. crim., 28 nov. 1900

(01, 259). — 4. Le sursis ainsi admis est, par lui-même, suspensif de la prescription : Cass. crim., 28 nov. 1900 (01, 259). — 5. Et ce principe est surtout applicable au cas où l'empêchement d'agir provient du fait même de la partie qui, profitant d'une suspension forcée et par elle provoquée, vient, néanmoins, puiser dans cette suspension une exception de prescription : Cass. crim., 28 nov. 1900 (01, 259). — 6. La loi française du 6 octobre 1791 sur la police rurale est-elle applicable en Tunisie ? (*non résolu*) : Tunis, 22 févr. 1892 (94, 122). — 7. La prescription d'un mois édictée par l'article 8, section VII, titre 1er de la loi française du 6 octobre 1791 sur la police rurale, n'est applicable qu'aux contraventions et délits spécialement prévus par cette loi, spécialement au fait de laisser à l'abandon sur les propriétés d'autrui des bestiaux qui y produisent des dégâts : Tunis, 22 févr. 1892 (94, 122). — 8. Elle est inapplicable au fait de laisser des animaux sauvages, spécialement des buffles, se multiplier en liberté sur un territoire : Tunis, 22 févr. 1892 (94, 122). — 9. La prescription d'un mois, qui existe dans la loi française pour les délits ruraux, est inapplicable en Tunisie ; cette matière, d'ordre purement territorial, y est réglée par le décret beylical du 15 décembre 1896 : Tunis, 15 mars 1899 (00, 362). — 10. La prescription n'est pas interrompue par une citation irrégulière devant un tribunal correctionnel ; mais, en conformité de l'art. 173 C. proc. civ., lequel est applicable devant les tribunaux correctionnels, cette nullité ne peut être invoquée pour la première fois devant la Cour d'appel, lorsque le préveuu a accepté le débat sur le fond devant le Tribunal correctionnel, sans la soulever *in limine litis* : Cass. crim., 21 janv. 1899 (00, 18).

SECTION II

Justice tunisienne.

11. N'est pas recevable la plainte se rapportant à un fait délictueux qui remonte à une date plus ancienne de quinze années : Ouzara, 30 juillet 1896 (96, 581). — 12. En effet, il est devenu impossible de contrôler les dépositions consignées dans la hodja produite, ni de procéder à aucune information utile sur l'accusation : Ouzara, 30 juillet 1896 (96, 581). — 13. Doit être considérée comme tardive, et par suite, comme non susceptible d'être suivie, la plainte pour vol de bestiaux, présentée pour la première fois à l'autorité judiciaire au bout de six années : Ouzara, 29 mars 1897 (97, 638). — 14. En effet, les faits articulés ne sont plus susceptibles d'aucune vérification utile : Ouzara, 29 mars 1897 (97, 638). — 15. Est irrecevable la plainte en abus de confiance introduite par un individu qui prétend que l'inculpé lui a détourné des appareils à traiter les olives qu'il lui avait empruntés, lorsque cette allégation ne s'est produite

qu'au bout de quatorze années : Ouzara, 13 déc. 1897 (98, 336). — *16*. Il importe peu qu'elle soit appuyée par des témoignages, puisque la vérification de ceux-ci est devenue impossible : Ouzara, 13 déc. 1897 (98, 336). — *17*. Il est de jurisprudence constante devant les Tribunaux indigènes qu'une plainte portée longtemps après que les faits se sont passés, n'est pas recevable ; la preuve de ce fait est devenue, en effet, très difficile, sinon impossible à administrer : Ouzara, 15 nov. 1903 (04, 470). — *18*. Pour satisfaire à l'équité, ces tribunaux doivent considérer comme couverts par la prescription les délits remontant à plus de trois ans, qui sont prévus et réprimés par un décret beylical : Ouzara, 15 nov. 1903 (04, 470). — *19*. Il serait, en effet, inique que les mêmes individus fussent, à raison des mêmes délits, punis par la justice tunisienne, tandis qu'ils ne pourraient être l'objet d'aucune poursuite, si la justice française était par application du décret du 13 janvier 1898, appelée à en connaître : Ouzara, 15 nov. 1903 (04, 470).

PRÉSIDENT D'ASSISES

Voir : Tribunal criminel, ch. III sect. I.

PRESSE, OUTRAGES, DIFFAMATION

Voir : Compétence criminelle. ch. I sect. II.

Bibliographie. — Sallantin. *Rapport* (Dalloz, 1890, 1, 185). — Tilloy, *Rép. alph.* t. VI. p. 2575.

SECTION PREMIÈRE

Législation applicable, procédure et compétence.

1. La loi française du 29 juillet 1881 était applicable, sinon aux délits de presse, du moins aux délits de droit commun d'injure et de diffamation commis dans la Régence par des français ou européens antérieurement à la promulgation du décret beylical sur la presse : Tunis, 18 nov. 1884 (91, 146). — *2*. Le fait de colporter des journaux sur la voie publique sans autorisation constitue, en Tunisie, non la contravention prévue par l'art. 471 § 15 du code pénal, mais bien le délit prévu par l'art. 7 du décret beylical du 14 octobre 1884 sur la liberté de la presse : Cass. crim., 29 déc. 1888 (89, 62). — *3*. Les juges de paix des villes chefs-lieux d'arrondissement judiciaire en Tunisie, n'ont, aux termes de l'art. 3 de la loi du 27 mars 1883, compétence étendue qu'en matière civile et commerciale, et non en matière pénale : Cass. crim., 29 déc. 1888 (89, 62). — *4*. Est nulle la citation, pour faits prétendus diffamatoires, devant un Tribunal correctionnel de Tunisie, lorsqu'elle se réfère à une loi abrogée, telle que la loi du 17 mai 1819 : Alger, 26 nov. 1887 (90, 53). —

5. La seule loi applicable en Tunisie, en matière de presse et de diffamation, est en effet la loi française du 29 juillet 1881, sous réserves des modifications avec lesquelles elle a été promulguée par le décret beylical du 14 octobre 1884 ; or l'art. 14 dudit décret exige, à peine de nullité, que la citation précise le fait incriminé et indique le texte de la loi applica.le : Alger, 26 nov. 1887 (90, 53). - *6*. La répression des délits de presse commis en Tunisie n'est pas régie par la loi française, mais par la législation beylicale : Cass. civ., 26 avr. 1894 (94, 290). — 7. Spécialement, la compétence et la procédure, en cette matière, ne sont pas réglées par le chap. 5 de la loi française du 29 juillet 1881, qui n'a pas été promulgué en Tunisie, mais par l'art. 14 du décret beylical du 14 octobre 1884, qui dispose expressément que sauf les modifications limitativement déterminées par ledit décret, la poursuite en Tunisie, devant les Tribunaux français, en matière de délits de presse, aura lieu dans formes et délais prescrits et devant les juridictions réglées par le Code d'instruction criminelle et par la loi du 27 mars 1883 : Cass. civ., 26 avr. 1894 (94, 290). — *8*. Plus spécialement encore, il n'y a lieu d'appliquer à la poursuite d'un délit de presse commis en Tunisie les prescriptions de l'art. 53 de la loi du 29 juillet 1881, qui obligent, à peine de déchéance, le Ministère public à notifier au prévenu les noms, profession et domicile des témoins qu'il entend produire : Cass. civ., 26 avr. 1894 (94, 290). — *9*. Le décret du 14 octobre 1884 relatif à la presse en Tunisie indique, dans son article 14, que la poursuite des délits qu'il prévoit aura lieu devant le Tribunal correctionnel et suivant les formes établies par le Code d'instruction criminelle : Tunis, 16 janv. 1897 (98, 182 bis). — *10*. Il s'ensuit que toutes les règles du droit commun relatives à la complicité sont applicables aux coupables et que les imprimeurs ne peuvent pas se prévaloir en Tunisie de la situation privilégiée qui leur est faite en France par une loi spéciale : Tunis, 9 oct. 1889 (89, 256) ; 16 janv. 1897 (98, 182 bis). — *11*. Aux termes de l'art. 14 du décret beylical du 25 hidjé 1301 (14 octobre 1884), qui ordonne la promulgation en Tunisie des chapitres 1, 2 et 4 de la loi française du 29 juillet 1881, la poursuite devant les Tribunaux français, pour les délits prévus par cette loi, doit avoir lieu dans les formes et délais prescrits par le Code d'instruction criminelle et par la loi du 27 mars 1883 : Alger, 6 avr. 1894 (94, 317). — *12*. Cette dernière loi disposant que les délais de citation à comparaître devant les juridictions françaises de Tunisie seraient régis par l'ordonnance du 16 avril 1843, et cette ordonnance n'ayant innové qu'à l'égard des délais de distance, les délais de comparution sont restés régis par l'art. 184 C. inst. cr. : Alger, 6 avr. 1894 (94, 317). — *13*. Il suit de là que, à la différence de la loi du 29 juillet 1881, qui a élevé à 12 jours le délai de comparution, dans les poursuites pour diffamation envers les fonctionnaires publics, la loi tunisienne a fixé, en

toutes matières, ce délai à trois jours francs : Alger, 6 avr. 1894 (94, 317). — *14*. Une action en diffamation basée sur des paroles prononcées en cours d'audience ne peut être accueillie si l'action n'a pas été expressément réservée par le magistrat qui présidait l'audience ; mais cette exception est couverte par une défense au fond de l'inculpé de diffamation : Sousse, 20 mars 1901 (02, 136). — *15*. Aucune action en diffamation ne peut être basée sur des paroles prononcées à une audience, si ces paroles constituent un moyen de défense non étranger à la cause : Sousse, 20 mars 1901 (02, 136).

SECTION II

Conditions de régularité de l'assignation.

16. Le moyen de nullité tiré de ce que les textes de loi n'ont pas été visés par l'assignation en matière d'injure publique est recevable en vertu de la loi de 1881 et du décret beylical sur la presse en Tunisie : Alger, 29 nov. 1888 (89, 48). — *17*. Mais ce moyen doit être présenté avant toute défense au fond et ne peut être soulevé pour la première fois en appel : Alger, 29 nov. 1888 (89, 48). — *18*. En matière de délits de presse, il n'est pas nécessaire que la citation reproduise littéralement les passages incriminés. Il suffit qu'ils soient désignés avec précision par le titre et le numéro du journal et les premiers et derniers mots : Cass. crim., 23 juin 1900 (01, 204). — *19*. Le décret beylical du 14 octobre 1884, qui punit l'outrage commis publiquement envers les ambassadeurs et les autres envoyés diplomatiques, doit être considéré comme comprenant le Résident Général de France en Tunisie parmi les personnages protégés par ses dispositions : Cass. crim., 23 juin 1900 (01, 204). — *20*. En pareil cas, la poursuite peut avoir lieu, soit à la requête de l'offensé, soit d'office sur la demande adressée au Ministère des Affaires étrangères de France ou au Résident Général de France à Tunis : Cass. crim., 23 juin 1900 (01, 204). — *21*. Par suite, remplit le vœu de la loi la plainte déposée par ce haut fonctionnaire au parquet et il importe peu que cette plainte n'ait pas été mentionnée dans l'arrêt de condamnation : Cass. crim., 23 juin 1900 (01, 204). — *22*. Satisfait au vœu de la loi de 1881 et des décrets beyli-caux sur la presse et qualifie suffisamment le fait incriminé, le demandeur qui, dans la citation donnée au gérant d'un journal, indique avec précision les passages incriminés, et requiert condamnation pour diffamation ou subsidiairement pour injure en visant les textes qui punissent ces deux délits : Tunis, 9 oct. 1889 (89, 256). — *23*. Si l'indication du texte de loi qui réprime la diffamation par la voie de la presse est nécessaire à la validité de la citation, cette indication existe suffisamment dans la citation qui vise un article se référant à un autre article de la même loi, alors surtout que cette référence ne laisse place à aucune équivoque : Cass.

crim., 2 déc. 1899 (00, 117). — *24*. Il n'est pas indispensable que l'article auquel il est référé soit numériquement indiqué : Cass. crim., 2 déc. 1899 (00, 117).

SECTION III

Droits de la partie civile.

25. En Tunisie, l'action civile résultant des délits de diffamation prévus et punis par les art. 30 et 31 de la loi du 29 juillet 1881 peut être introduite et poursuivie indépendamment de l'action publique, devant les juridictions déterminées par la loi du 27 mars 1883 : Just. p. Tunis-Sud, 12 nov. 1895 (95, 582) ; Tunis, 29 févr. 1896 (96, 263) ; 30 oct. 1901 (01, 539). — *26*. En effet le décret beylical du 14 octobre 1884 n'a pas promulgué en Tunisie le chap. V de la loi du 29 juillet 1881, et, notamment, son art. 46 : Just. p. Tunis-Sud, 12 nov. 1895 (95, 582) ; Tunis, 29 févr. 1896 (96, 263) ; 30 oct. 1901 (01, 539). — *27*. En conséquence, cette action civile peut être portée devant le Juge de paix lorsqu'elle ne dépasse pas le taux de son ressort : Just. p. Tunis-Sud, 12 nov. 1895 (95, 582). — *28*. La dénonciation (en l'espèce à une assemblée élue ou dans la presse) d'un fait administratif abusif, ne saurait constituer le délit de diffamation : Tunis, 30 oct. 1901 (01, 539). — *29*. Le libellé injurieux d'une carte postale manuscrite, mais anonyme, doit donner lieu à des dommages-intérêts, si l'identité de l'écriture de l'auteur peut être établie : Just. p. 14e arr. Paris, 2 août 1905 (06, 416).

SECTION IV

Qualité de fonctionnaire public de la victime.

30. Le Vicaire apostolique du Saint-Siège en Tunisie, ne touchant aucun traitement de l'Etat, ne saurait être considéré comme un fonctionnaire public : Tunis, 18 nov. 1884 (91, 146). — *31*. Par suite, les diffamations dont il peut être l'objet, à raison de sa qualité, sont de la compétence des Tribunaux correctionnels : Tunis, 18 nov. 1884 (91, 146). — *32*. Quelles que soient la nature et l'étendue des attributions du Résident général de France à Tunis, il n'en reste pas moins le représentant accrédité du Gouvernement français auprès de S. A. le Bey de Tunis et jouit à ce titre des mêmes prérogatives et immunités que les représentants des autres puissances dans la Régence : Alger, 13 juill. 1899 (99, 559). — *33*. En conséquence, constitue le délit d'outrage à un représentant d'une puissance étrangère, délit visé aux art. 14 et 37 du décret beylical du 14 octobre 1884 sur la presse, le fait d'avoir, en Tunisie, dans un journal, publié, en visant le Résident général, qu'il a élevé l'assassinat à la hauteur d'une institution gouvernementale : Alger, 13 juill. 1899 (99, 559). — *34*. Les avoués ne rentrent pas dans la catégorie des fonc-

tionnaires ou des dépositaires ou agents de l'autorité publique, ou des citoyens chargés de mandat ou de service public temporaire ou permanent : Cass. crim., 2 mai 1907 (07, 583). — *35*. Par suite le Tribunal correctionnel est compétent pour connaître des délits de diffamation dont ils sont l'objet comme officiers ministériels : Cass. crim., 2 mai 1907 (07, 583). — *36*. Si l'on ne peut admettre qu'un officier revêtu de ses insignes sur le territoire où il exerce habituellement ses fonctions soit toujours considéré, au point de vue légal, comme étant dans cet exercice, même lorsqu'il se trouve dans un lieu de divertissement ou de délassement, tel qu'un café, il a pu cependant être sainement décidé, par une appréciation souveraine des juges du fait, que les injures dont ont été l'objet des officiers revêtus de leurs insignes et entourés de sous-officiers et de soldats dans l'enceinte d'un bastion militaire, leur ont été adressées à l'occasion de leurs fonctions : Cass. crim., 20 avr. 1899 (99, 519). — *37*. L'huissier qui procède, sur la réquisition d'un particulier, à des constatations, se trouve dans l'exercice de ses attributions et l'outrage qui lui est adressé dans ces conditions est délictueux ; il en est ainsi même au cas où l'opération, commencée en temps légal, s'était poursuivie après l'heure légale : Civ. Brignoles, 19 mars 1908 (08, 629). — *38*. Ne peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires, les accusations diffamatoires dirigées contre une Chambre de commerce qui a perdu son caractère public par le fait de son renouvellement : Tunis, 14 avr. 1900 (00, 429). — *39*. Les articulations qui la visent après ce renouvellement, ne peuvent justifier des poursuites contre elle en tant que corps constitué : Tunis, 14 avr. 1900 (00, 429). — *40*. Il appartient aux personnes visées par ces accusations de s'adresser individuellement aux Tribunaux : Tunis, 14 avr. 1900 (00, 429). — *41*. En matière de délit de presse, est irrecevable comme tardif le pourvoi fait le quatrième jour après la prononciation de l'arrêt, le délai de trois jours n'étant pas franc dans cette législation spéciale, aussi bien en Tunisie qu'en France : Cass. crim., 19 juin 1890 (90, 222) : 8 mars 1907 (07, 578).

SECTION V

Règles relatives au pourvoi en cassation.

42. Un jugement qui a statué sur une exception tirée de l'irrégularité de la citation en matière de presse, quoique définitif sur cet incident, doit être rangé dans la classe des arrêts préparatoires et d'instruction contre lesquels le pourvoi en cassation n'est ouvert qu'après la décision définitive sur le fond : Cass. crim., 1er août 1890 (91, 196).

SECTION VI
Prescription spéciale à la matière.

43. La prescription est de cinq mois en Tunisie en matière de presse, en vertu de l'art. 17 du décret beylical du 14 octobre 1884 : Alger, 11 avril 1890 (90, 128) ; Tunis, 30 octobre 1901 (01 539). — *44*. L'article 637 § 2 du Code d'instruction criminelle est applicable aux délits de presse prévus par ce décret : en conséquence, l'interruption de la prescription à l'égard d'un des co-prévenus, est valable *erga omnes* : Alger, 11 avr. 1890 (90, 128). — *45*. En matière de diffamation, la prescription peut, en Tunisie comme en France, être opposée à l'action civile aussi bien qu'à l'action publique : Tunis, 30 oct. 1901 (01, 539). — *46*. L'imputation dirigée contre un commerçant qu'il a livré frauduleusement une marchandise de qualité inférieure à celle qui était stipulée, constitue une diffamation : Tunis, 23 avr. 1903 (03, 417). — *47*. Par suite, aucune action civile pour la réparation du dommage causé par une telle imputation ne peut être admise en justice après que cinq mois révolus se sont écoulés, depuis qu'elles ont été formulées, sans qu'aucun acte de poursuite ait été fait : Tunis, 23 avr. 1903 (03, 417). — *48*. La prescription se trouve en effet acquise au diffamateur, en vertu de la loi sur la presse : Tunis, 23 avr. 1903 (03, 417). — *49*. Lorsque, sur une action civile en dommages-intérêts pour diffamation et injures basée sur la loi de 1881, il est intervenu un jugement de condamnation qui n'a été signifié que plus de trois mois après la date à laquelle il a été rendu, l'action ne saurait, de ce fait, être considérée comme prescrite en vertu de l'art. 65 de la loi précitée : Cass. civ., 14 juin 1906 (07, 250). — *50*. Si une remise de cause ordonnée en l'absence de l'inculpé, mais à l'audience fixée par une remise antérieure prononcée contradictoirement, constitue un acte d'instruction susceptible d'interrompre la prescription de trois mois édictée par l'art. 65 de la loi du 29 juillet 1881, il n'en saurait être de même d'une remise ordonnée d'office par le tribunal, au cours d'une audience pour laquelle ce prévenu n'avait pas été cité, et à laquelle la cause n'avait pas été contradictoirement renvoyée par une décision précédente : Cass. crim., 18 oct. 1907 (08, 194). — *51*. La remise de cause ordonnée sur la demande de l'avocat du prévenu, avec le consentement de la partie poursuivante, puis inscrite sur la feuille d'audience signée du président et du greffier, constitue un véritable jugement contradictoire et, par suite, un acte d'instruction ou de poursuite interruptif de la prescription : Cass. crim., 19 mars 1908 (08, 629).

SECTION VII
Déclaration préalable pour la publication des journaux

52. Une simple lettre, adressée au procureur de la République par le gérant d'un journal politique, pour l'informer que ce journal cesse d'être

politique et devient littéraire, ne suffit pas à remplir les conditions exigées par les art. 7 et 8 du décret beylical du 14 octobre 1884 et ne peut être considéré comme constituant la déclaration préalable prescrite par ces articles : Alger, 13 juill. 1899 (99, 609).

PRÊT A INTÉRÊTS

Bibliographie. — JACQUEY, *Loi applic. au taux de l'int. en Tun.*, (Rev. Algér. 1887, 1, p. 171). — WEILL, *Prêt à intérêts et sur gage en Tun.*, p. 7.

SECTION PREMIÈRE

Loi applicable à la matière.

1. Le contrat de prêt à intérêts ne peut être régi en Tunisie par la loi musulmane qui le proscrit absolument : Sousse, 11 avr. 1889 (89, 67). — *2*. Ce contrat y est régi par les usages locaux dérivant des législations européennes prépondérantes dans la Régence et sanctionnées de tout temps par les anciennes juridictions consulaires : Sousse, 11 avr. 1889 (89, 67). — *3*. La loi religieuse qui régit tout musulman prohibant le prêt à intérêts, celui qui a prêté à un musulman ne peut réclamer d'intérêts, s'il n'en a pas été expressément stipulé : Just. p. Tunis Nord, 15 mars 1895 (95, 551). — *4*. Il en est ainsi surtout si le prêteur est un israélite soumis également, par sa loi religieuse, à la même prohibition : Just. p. Tunis-Nord, 15 mars 1895 (95, 551). — *5*. Les intérêts stipulés entre parties de religion musulmane ne peuvent être admis, même si les intérêts ont été stipulés par écrit : Ouzara, 19 sept. 1904 (08, 62). — *6*. La procédure en règlement de comptes a un caractère mobilier, même dans les cas où des créances hypothécaires doivent figurer dans le règlement de comptes : Ouzara, 19 sept. 1904 (08, 62). — *7*. Lorsqu'un contrat productif d'intérêts est intervenu entre parties, les unes de religion musulmane, les autres de religion israélite, il doit en être fait état, même au point de vue des intérêts, lors du règlement de comptes auquel la justice indigène est appelée à procéder : Ouzara, 1er oct. 1904 (08, 62). — *8*. Pour apprécier la validité d'une convention, il faut, par application du principe *locus regit actum*, se placer au point de vue du pays où elle a été faite : Civ. Seine, 5 déc. 1895 (97, 355). — *9*. Spécialement, au cas d'un emprunt régulièrement et loyalement fait à l'étranger, en Angleterre, par exemple, par un français, les intérêts peuvent être fixés à un taux supérieur à celui de la loi du 3 septembre 1807, au taux de 20 °/₀ environ, par exemple : Civ. Seine, 5 déc. 1895 (97, 355).

SECTION II

Contrats fictifs dissimulant un prêt à intérêts.

10. Les israélites tunisiens, pour éluder les prescriptions de leur religion qui prohibe, entre israélites, le prêt à intérêt, ne stipulent, dans l'obligation souscrite, aucun intérêt ; mais un immeuble est remis en antichrèse au créancier : Tunis, 28 oct. 1890 (91, 54) ; 17 avr. 1893 (97, 76). — *11*. Celui-ci le loue à un tiers pour une somme équivalant au chiffre des intérêts promis, et le tiers le sous-loue au débiteur pour le même prix : Tunis, 28 oct. 1890 (91, 54) ; 17 avr. 1893 (97, 76). — *12*. En pareil cas, le tiers doit être considéré comme étant caution solidaire du débiteur pour le paiement des intérêts : Tunis, 28 oct. 1890 (91, 54) ; 17 avr. 1893 (97, 76). — *13*. Est valable, quelle que soit d'ailleurs sa valeur au point de vue moral, la stipulation par laquelle des israélites, pour se soustraire à leur loi religieuse qui proscrit le prêt à intérêts, conviennent qu'un prêt portera des intérêts dissimulés sous forme de loyers, au moyen d'un bail fictif : Tunis, 8 mai 1895 (95, 477) ; Sousse, 24 juin 1897 (97, 478). — *14*. Il est dans l'usage des israélites tunisiens de stipuler les intérêts sous forme de loyers, pour tourner la règle religieuse qui prohibe le prêt à intérêts ; mais cette forme ne saurait exercer aucune influence sur le fond du droit : Tunis, 6 mars 1893 (93, 161). — *15*. Ne saurait être considéré comme conférant antichrèse, mais seulement simple hypothèque, le contrat de prêt dans lequel les intérêts sont stipulés sous la forme d'un bail fictif suivant les usages en vigueur parmi les israélites de Tunis : Tunis, 14 déc. 1896 (97, 38). — *16*. Lorsque, dans un prêt contracté entre israélites en Tunisie, le créancier est autorisé par le débiteur à toucher les loyers de l'immeuble remis en gage pour sûreté de la créance, ces perceptions sont faites par le créancier à titre de loyer de l'argent prêté et ne sont pas imputables, par suite, sur le capital : Tunis, 18 févr. 1902 (02, 239).

SECTION III

Liberté du taux de l'intérêt de l'argent.

17. En Tunisie, le taux du loyer de l'argent est libre ; si exorbitants que soient les avantages stipulés par le prêteur, ils ne peuvent être réduits par le juge qui n'a pas le droit de substituer son appréciation aux conventions des parties : Tunis, 30 oct. 1895 (95, 578). — *18*. Celles-ci doivent être exécutées si elles ont été librement consenties, c'est-à-dire s'il n'est pas démontré qu'elles sont entachées de dol ou de fraude ou qu'elles n'ont été obtenues de l'emprunteur qu'au moyen de manœuvres frauduleuses qui l'ont empêché de se rendre compte de l'étendue réelle de ses obligations : Tunis, 30 oct. 1895 (95, 578). — *19*. Si exorbitant que soit le taux de l'intérêt conventionnel d'un prêt fait par un européen à un indigène, il

n'appartient pas aux tribunaux d'en réduire le chiffre dans un pays (en l'espèce, en Indo-Chine) où le taux de l'intérêt, soit entre européens, soit entre européens et indigènes, n'est limité par aucune loi : C. app. Indo-Chine, 26 mars 1902 (03, 95). — *20*. Dans la Régence, le taux du loyer de l'argent est purement conventionnel, et, si regrettables que puissent être les agissements d'un prêteur qui exploite l'incurie ou le besoin d'un emprunteur pour absorber son patrimoine immobilier, il n'appartient pas au Tribunal de rechercher si l'origine d'une créance est due à des procédés usuraires ; la demande d'annulation de la créance, fondée sur ce motif par le débiteur, doit être purement et simplement rejetée comme manquant de base légale : Tunis, 30 janv. 1888 (94, 436). — *21*. L'état de la législation en Tunisie ne permet pas de considérer comme nulle la stipulation d'un acte de prêt à intérêts qui permet au prêteur de les capitaliser, s'ils ne sont pas payés à l'échéance, pour leur faire produire à leur tour un intérêt supérieur à celui du capital prêté : Tunis, 19 juin 1907 (07, 485). — *22*. Toutefois il faut admettre qu'une combinaison aussi ruineuse pour l'emprunteur ne peut produire effet qu'après une mise en demeure formelle d'avoir à payer les intérêts en retard : Tunis, 19 juin 1907 (07, 485).

SECTION IV

Intérêts non stipulés par écrit.

23. En matière de prêt, soit civil, soit commercial, la clause par laquelle des intérêts sont stipulés jusqu'à l'échéance fixée pour le remboursement, suffit pour qu'ils continuent à courir, de plein droit et sans mise en demeure, à partir de ladite échéance, si le débiteur ne se libère pas à cette époque : Cass. civ., 2 mars 1898 (98, 395). — *24*. Celui-ci ne saurait, en effet, par le retard qu'il met à se libérer, transformer en un prêt gratuit, un prêt qui, pendant sa durée normale, a été à intérêt : Cass. civ. 2 mars 1898 (98, 395). — *25*. Et, sous ce rapport, il n'y a pas à distinguer entre le prêt consenti dans la forme ordinaire et celui qui affecte la forme d'un bon à ordre transmissible par simple endossement, le débiteur pouvant, dans le second cas, comme dans le premier, si le créancier ne réclame point le paiement, se libérer, à l'échéance, par une consignation du montant de la somme due : Cass. civ., 2 mars 1898 (98, 395). — *26*. Si l'art. 1907 § C. civ. ne permet pas au créancier de réclamer des intérêts non stipulés par écrit, la loi cependant n'établit pas de présomption absolue contre l'existence de conventions verbales d'intérêt, puisqu'elle dispose, dans l'art. 1906, que l'emprunteur qui a payé des intérêts non stipulés ne peut ni les répéter, ni les imputer sur le capital : Cass. req., 10 déc. 1902 (03, 48). — *27*. Par suite, le fait de percevoir des intérêts alors que l'acte de prêt n'en a pas expressément stipulé, n'est pas prohibé par la loi : Cass. req., 10 déc. 1902 (03, 48).

PRÊT A LA GROSSE

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. III.

PREUVE

Voir : Bail, ch. I sect. I. — Habous, ch. I sect. III. — Mariage, ch. IV sect. I. — Notariat indigène, sect. II. — Paiement, sect. I. — Régime matrimonial, ch. II sect. I. — Saisie-exécution, ch. I sect. III. — Séduction, sect. II. — Sociétés, ch. I sect. I. — Transports maritimes, ch. IV sect. III.

Bibliographie. — S. BERGE, *Just. franç. en Tun.*, p. 77. — TILLOY, *Rép. alph.* t. VI p. 2602.

CHAPITRE PREMIER

Preuve littérale.

SECTION PREMIÈRE

Force probante de certaines écritures.

§ I. — Registres et papiers domestiques.

1. Si les registres et papiers domestiques ne font pas foi pour celui qui les a tenus, le juge est autorisé à les consulter à titre de renseignement et à y puiser un complément de preuve : Cass. req., 18 juill. 1904 (05, 488).

§ II. — Livres de commerce et factures.

2. La simple signature apposée par le prétendu débiteur au bas d'une facture émanant d'un fournisseur ne suffit pas pour donner à cette facture le caractère de facture acceptée (art. 441 C. tun.) : Ouzara, 29 juin 1908 (08, 564). — *3.* Il est indispensable en effet que cette signature soit précédée d'une mention qui, sans être sacramentelle, prouve que le signataire s'est reconnu débiteur ou tout au moins a pris livraison de la marchandise facturée : Ouzara, 29 juin 1908 (06, 564). — *4.* L'obligation de tenir des livres de commerce est, en pays français ou de protectorat français, d'ordre public et oblige les étrangers aussi bien que les nationaux : Alger, 5 févr. 1897 (97, 149). — *5.* Lorsqu'un commerçant a des livres régulièrement tenus et se corroborant les uns les autres, sa demande doit être admise comme suffisamment justifiée vis-à-vis d'un autre commerçant qui ne tient aucun livre et n'appuie ses dénégations sur aucun document : Com. Nantes, 13 juill. 1904 (05, 488).

SECTION II
Documents impliquant l'existence d'un acte non produit

§ I. — Traduction.

6. Forme par elle seule une preuve régulière et recevable la production en justice de la traduction régulière d'un acte arabe, même à défaut de production de l'original : Alger, 20 juin 1899 (99, 546).

§ II. — Enregistrement.

7. La relation d'un acte sur les registres de l'enregistrement ne fournit pas la preuve de cet acte, ni un commencement de preuve par écrit, alors même qu'elle indiquerait d'une manière précise la teneur de la convention : Tunis, 16 déc. 1903 (04, 378).

CHAPITRE II
Preuve testimoniale.

SECTION PREMIÈRE
Conditions d'admissibilité.

§ I. — Loi applicable.

8. Les Tribunaux peuvent appliquer à un contrat passé en Tunisie entre un indigène et un européen la loi française ou la loi du pays, suivant les circonstances de la cause : Tunis, 5 févr. 1885 (95, 268). — *9*. Par conséquent, ils peuvent autoriser la preuve testimoniale, même pour un objet dépassant la valeur de 150 fr., la loi musulmane autorisant cette preuve en toute matière : Tunis, 5 févr. 1885 (95, 268). — *10*. Le § 4 de l'art. de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui autorisait, dans les contestations entre français et indigènes, l'application facultative de la loi française ou de celle du pays, a été formellement abrogé par l'art. 74 du décret du 10 septembre 1886 et par l'art. 77 du décret du 17 avril 1889 : Alger, 17 déc. 1891 (94, 293) ; 9 mai 1895 (96, 190). — *11*. En conséquence, la preuve testimoniale ne peut être admise pour prouver l'existence d'un bail entre français et indigène qui n'a encore reçu aucune exécution : Alger, 17 déc. 1891 (94, 293) ; 9 mai 1895 (96, 190). — *12*. L'admission de tel ou tel mode de preuve dépend de la loi sous laquelle le contrat a été passé : Tunis, 14 mars 1898 (99, 167). — *13*. La loi française régit en Tunisie les contrats passés entre des parties de nationalités diverses, lorsqu'aucune clause ne fait connaître leur intention au sujet de la loi sous laquelle elles ont entendu se placer : Tunis, 14 mars 1898 (99, 167). — *14*. En conséquence, la preuve testimoniale ne peut être admise dans ce

cas au-dessus de 150 francs : Tunis, 14 mars 1898 (99, 167). — *15*. La convention passée entre deux français en Tunisie, c'est-à-dire dans un pays placé sous le protectorat de la France, est régie par la loi française : Tunis, 4 déc. 1893 (97, 30). — *16*. En conséquence, elle ne peut être prouvée par témoins sans commencement de preuve par écrit, si elle excède 150 fr., à moins qu'il ne s'agisse d'une convention commerciale : Tunis, 4 déc. 1893 (97, 30). — *17*. Même dans ce cas, aux termes de l'art. 109 C. com., le Tribunal peut rejeter l'offre de preuve testimoniale, que l'on considère l'opération comme une participation ou une convention commerciale ordinaire, ou qu'on la tienne pour une de ces sociétés qui doivent être prouvées par écrit, aux termes de l'art. 39 C. com. : Tunis, 4 déc. 1893 (97, 30). — *18*. Si les indigènes qui contractent entre eux sont présumés avoir voulu se soumettre à la loi du pays qui autorise la preuve testimoniale en toute matière, il n'en est pas de même des européens qui contractent avec des indigènes : Sousse, 28 mars 1889 (90, 63). — *19*. Dans ce cas, à défaut de clause spéciale sur ce point, il appartient au Tribunal de décider, d'après l'intention présumée des parties, quel mode de preuve leur est applicable : Sousse, 28 mars 1889 (90, 63). — *20*. Le fait par les contractants, européen et indigène, de n'avoir pas recouru, pour la constatation de leurs conventions aux notaires beylicaux, constitue une présomption qu'ils n'ont pas voulu soumettre sur ce point lesdites conventions à la loi locale : Sousse, 28 mars 1889 (90, 63).

§ II. — **Généralités.**

21. Lorsque les faits dont la preuve est offerte se sont passés sous l'empire du droit musulman, cette preuve doit être admise par tous les moyens et en toute matière : Tunis, 11 févr. 1884 (94, 523). — *22*. La preuve testimoniale ne serait-elle pas admissible, en toute matière, en raison de la nationalité des parties en cause, s'il est constant qu'elles sont l'une et l'autre tunisiennes musulmanes ? (non résolu) : Tunis, 4 févr. 1903 (03, 137). — *23*. La preuve testimoniale est admissible, quel que soit le taux du litige, s'il s'agit d'obligations contractées ou de paiements faits suivant les formes usitées en Tunisie : Tunis, 4 avr. 1892 (93, 110) ; 22 janv. 1902 (02, 69). — *24*. Toutefois le juge reste libre d'admettre ou de rejeter, suivant les circonstances de la cause, la preuve testimoniale, lorsqu'il la juge opportune ou non : Tunis, 22 janv. 1902 (02, 69). — *25*. En droit musulman, la preuve par témoins de l'existence d'un contrat de bail est admise et est par conséquent recevable, lorsque le litige s'agite entre indigènes musulmans : Tunis, 20 janv. 1902 (02, 206). — *26*. Un contrat passé en Tunisie entre un tunisien et un indigène algérien, devant les adouls, dans les formes usitées dans le pays, est soumis à la loi tunisienne : Tunis, 31 déc. 1906 (07, 114). — *27*. Toutefois, en ce qui concerne l'ad-

missibilité de la preuve, le Tribunal saisi doit procéder dans les conditions établies par sa loi d'organisation, c'est-à-dire par la *lex fori* qui vient se combiner avec la *lex loci* : Tunis, 31 déc. 1906 (07, 114). — *28*. Spécialement l'art. 1341 C. civ. fr. est applicable par la juridiction française de Tunisie à la contestation qui porte sur un contrat d'ailleurs intrinséquement soumis à la loi tunisienne : Tunis, 31 déc. 1906 (07, 114). — *29*. Au cas où une enquête est demandée à un tribunal français de Tunisie, pour établir la simulation d'une reconnaissance de dette souscrite en Italie, par un italien, est-ce la loi française (lex fori) ou la loi italienne (lex loci) qui doit régir la question de l'admissibilité de la preuve testimoniale ? (non résolu) : Tunis, 13 avr. 1904 (05, 78). — *30*. En tous cas les deux lois sont d'accord pour ne pas admettre la preuve testimoniale. soit pour établir des faits juridiques, lorsqu'il s'agit d'une valeur supérieure à un certain chiffre, soit pour prouver contre et outre le contenu d'un acte : Tunis, 13 avr. 1904 (05, 78). — *31*. Il appartient au juge du fond d'écarter une demande en preuve, quand il lui apparaît que les faits articulés sont contredits par les documents du procès : Cass. req., 30 avr. 1902 (03, 397) ; 14 déc. 1903 (05, 275). — *32*. Le juge peut, dans le cas où la loi admet la preuve testimoniale, fonder sa décision sur des présomptions dont il apprécie souverainement la gravité : Cass. civ., 11 juill. 1892 (93, 18). — *33*. Le paiement partiel ou total d'une dette contractée par acte notarié ne peut résulter que d'un acte notarié, si mention libératoire n'a pas été portée au dos du titre par le créancier : Ouzara, 7 févr. 1899 (99, 294). — *34*. Le débiteur qui allègue avoir payé des acomptes sans en produire la preuve écrite, n'est pas admissible à établir ses prétentions par la preuve testimoniale : Ouzara, 7 févr. 1899 (99, 294). — *35*. Est irrecevable la preuve testimoniale offerte pour établir le paiement d'acomptes versés sur une créance, s'il a été stipulé dans le titre dressé pour la constatation de celle-ci que les acomptes versés devraient être constatés par des mentions inscrites au dos du titre : Ouzara, 22 févr. 1886 (99, 286) ; 18 oct. 1896 (97, 364). — *36*. Est inadmissible l'acte de témoignage dressé pour établir qu'un animal a succombé aux suites des violences exercées sur lui pendant qu'un tiers en était le détenteur responsable, alors que ce tiers avait restitué l'animal depuis plus de trois mois et qu'il n'avait pas été constaté lors de cette restitution qu'il fût malade au portât des traces de coups : Ouzara, 26 févr. 1900 (00, 462). — *37*. Il en est ainsi surtout lorsqu'il est constant qu'une épizootie a fait périr dans la région beaucoup d'animaux de la même espèce : Ouzara, 26 févr. 1900 (00, 462). — *38*. La preuve par témoins ne peut être admise contre ou outre le contenu des conventions écrites passées entre les parties : C. com. Malte, 4 janv. 1900 (07, 284). — *39*. La règle de l'art. 1344 C. civ., aux termes duquel il n'est reçu

aucune preuve par témoins contre et outre le contenu des actes, n'est pas applicable au cas de fraude ou de dol : Alger, 31 janv. 1902 (02, 464). — *40*. Notamment il en est ainsi lorsque l'acquéreur d'un immeuble demande à établir l'existence de manœuvres employées à son égard pour le tromper sur l'importance des revenus de la maison vendue, et cela, alors même que, préalablement à la vente, l'acquéreur aurait visité la maison, si cette visite n'a pu l'édifier sur le montant des loyers payés et ne lui a permis de constater que la nature de la construction : Alger, 31 janv. 1902 (02, 464). — *41*. La preuve par témoins n'est pas admissible devant la juridiction française, et en matière civile, dès que le chiffre de la demande dépasse 150 francs : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 129). — *42*. Est de nature civile la demande concernant des comptes de récoltes et de ventes de produits agricoles entre co-fermiers : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 129).

§ III. — **Matières commerciales.**

43. C'est à bon droit que le juge de paix admet la preuve testimoniale dans une affaire de nature commerciale dépassant une valeur de 150 francs, bien qu'il ait été saisi comme juge civil : Tunis, 4 févr. 1903 (03, 137).

§ IV. — **Droit musulman.**

44. En droit musulman, la preuve testimoniale est admissible en toute matière : Alger, 5 mai 1892 (93, 234).

§ V. — **Droit tunisien nouveau.**

45. Le tribunal ne peut, sans violer les dispositions de l'art. 473 C. tun., autoriser la preuve testimoniale lorsque l'obligation dont il importe de prouver l'existence est relative à une somme de 3.000 francs et au-dessus : Ouzara, 9 janv. 1908 (08, 63). — *46*. Il n'en est autrement que si la partie qui offre la preuve peut invoquer un commencement de preuve par écrit : Ouzara, 9 janv. 1908 (08, 63). -- *47*. Le mandat qui a pris naissance à Tunis, dans les relations entre un tunisien et un indigène algérien, est régi par la loi du pays : Tunis, 10 juin 1908 (08, 616). — *48*. Aux termes de l'art. 473 C. tun., la preuve testimoniale est admissible pour les obligations qui ne dépassent pas 3000 fr. ; il y a donc lieu de l'autoriser dans les formes voulues par la loi de procédure française, pour prouver l'existence du mandat portant sur une somme inférieure à 3000 fr., qui se serait formé postérieurement à la promulgation du Code tunisien des obligations et des contrats : Tunis, 10 juin 1908 (08, 616). — *49*. Aux termes de l'art. 474 du Code tunisien des obligations et des contrats, il n'est reçu entre les parties aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes : Tunis, 25 mars 1908 (08, 359). — *50*. Cette règle est

applicable au cas où on tendrait à prouver qu'au moment d'un mariage entre israélites tunisiens, il a été promis une dot autre et plus importante que celle qui a été inscrite dans la ketouba : Tunis, 25 mars 1908 (08, 359).

SECTION II

Administration de la preuve testimoniale.

§ I. — **Droit français.**

51. La preuve testimoniale ne peut être reçue par un Tribunal français, et ce, quand elle est recevable en elle-même, que dans les formes prescrites par les enquêtes, soit sommaires, soit ordinaires : Tunis, 31 oct. 1895 (95, 548) ; 6 nov. 1907 (08, 12) ; 11 déc. 1907 (08, 129). — *52.* N'ont donc aucune force probante les témoignages contenus dans un procès-verbal d'huissier : Tunis, 31 oct. 1895 (95, 548). — *53.* Ni ceux recueillis par le moyen d'une expertise : Tunis, 11 déc. 1907 (08, 129). — *54.* Aucune loi n'a interdit en Algérie de procéder à une enquête en la forme ordinaire, et lorsque les tribunaux ont cru devoir recourir à ce mode d'instruction, il y a lieu à l'application de toutes les prescriptions inscrites au titre XII C. proc. civ., et notamment, dans les art. 256 et 267 de ce Code : Alger, 15 janv. 1895 (95, 292). — *55.* Si l'admissibilité de tel ou tel mode de preuve dépend de la loi sous l'empire de laquelle l'obligation dont on veut établir l'existence a pris naissance, les formes suivant lesquelles cette preuve est administrée constituent des règles de procédure qui sont déterminées par la loi du Tribunal devant lequel est porté le litige : Tunis, 29 juin 1898 (98, 446). — *56.* En conséquence, est irrecevable devant les Tribunaux français la preuve d'un cautionnement par une déclaration de témoin reçue et constatée purement et simplement par un Cadi : Tunis, 29 juin 1898 (98, 446).

§ II. — **Droit tunisien.**

57. Est nul et de nul effet un acte de notoriété basé sur la commune renommée et non sur la connaissance directe des témoins : Chara de Tunis, 26 sept. 1891 (99, 631). — *58.* Un acte de notoriété n'a pas force probante par lui-même ; il n'a de valeur que jusqu'à preuve contraire ; il peut n'être considéré que comme indicatif d'une source de preuve, et la vérification des témoignages y contenus peut être d'office ordonnée par le juge : Chara de Tunis, 1er mai 1895 (97, 525). — *59.* Celui qui conteste le contenu d'un acte de notoriété est admis à le combattre, soit par la récusation des témoins, soit par tout autre moyen : Chara de Tunis, 1er mai 1895 (97, 525). — *60.* Il est forclos et déchu de son droit, s'il n'a pas exercé la récusation des témoins dudit acte dans le délai qui lui a été imparti et après les prolongations de délai d'usage, (trois prolongations de trois jours chacune :

Chara de Tunis, 1er mai 1895 (97, 525). — ***61***. Un acte de notoriété dressé à la requête d'un défendeur pour faire établir par témoins qu'il n'a jamais rien dû au demandeur, ne peut prévaloir contre l'acte notarié régulièrement établi pour constater l'existence de la créance, alors surtout que le signalement du débiteur y est indiqué et que son identité n'est pas douteuse : Ouzara, 27 févr. 1896 (96, 166). — ***62***. Un acte de notoriété dressé par les notaires indigènes, conformément aux lois du pays, n'est pas autre chose que le procès-verbal de dépositions de témoins : Tunis, 22 juill. 1892 (96, 48). — ***63***. Il ne peut servir de preuve à la propriété de meubles saisis sur un tiers, devant la justice française, alors qu'il n'a été dressé que pour les besoins de la cause : Tunis, 22 juill. 1892 (96, 48). — ***64***. Les Tribunax français ne peuvent en effet recevoir de dépositions de témoins que suivant les formes fixées par les lois de procédure françaises : Tunis, 22 juill. 1892 (96, 48). — ***65***. En droit musulman, selon le rite malékite, le Tribunal musulman a le pouvoir de dispenser du serment les témoins dont il a constaté l'honorabilité et l'impartialité notoires : Sénégal, 24 févr. 1896 (96, 522).

SECTION III

Pourvoi en cassation.

66. Les dispositions du Code civil relatives à la preuve testimoniale n'étant pas d'ordre public, le moyen basé sur la violation ou la fausse application de ces règles ne peut être présenté pour la première fois devant la Cour de cassation : Cass. req., 17 déc. 1900 (01, 175) ; 7 juin 1901 (01, 435). — ***67***. Il en est ainsi spécialement du moyen tiré de ce que les présomptions admises par les juges du fait n'auraient été accompagnées d'aucun commencement de preuve par écrit, lorsqu'aucune fin de non-recevoir n'a été invoquée à cet égard ni en première instance, ni devant la Cour : Cass. req., 7 juin 1901 (01, 435).

CHAPITRE III

Preuve en matière criminelle.

(*Justice tunisienne*).

SECTION PREMIÈRE

Généralités.

68. En principe, des présomptions précises suffisent pour entraîner une condamnation en matière pénale : Ouzara, 24 juill. 1899 (99, 470). — ***69***. Doivent être considérées comme suffisantes, à ce point de vue, les présomptions qui résultent de ce que l'inculpé, trouvé en possession d'une partie des objets volés, ne peut établir qu'il en est devenu légitimement

détenteur et donne sur ce point des explications contradictoires et impossibles à vérifier : Ouzara, 24 juill. 1899 (99, 470). — *70*. Il y a présomption, suffisante pour entraîner une condamnation, qu'un individu est coupable de vol, lorsque, ayant été trouvé détenteur d'un objet (dans l'espèce, un sac d'olives) il ne peut indiquer d'où il provient, ni comment il en serai possesseur légitime, ni qu'il avait des ressources suffisantes pour l'acquérir : Ouzara, 9 déc. 1897 (98, 336). — *71*. Au cas où il existe des présomptions de culpabilité, il y a lieu de prononcer une condamnation, si l'inculpé a une mauvaise réputation et a déjà été frappé par la justice pour des faits de même nature : Ouzara, 13 août 1886 (99, 288). — *72*. Le témoignage d'une femme est insuffisant pour établir un délit de vol à la charge d'un tiers : Ouzara, 10 mai 1897 (97, 639). — *73*. Il en est ainsi, toutefois, lorsque ce témoignage est isolé et n'est corroboré par aucune circonstance régulièrement établie : Ouzara, 10 mai 1897 (97, 639). — *74*. Doit être puni de l'emprisonnement l'attentat à la pudeur commis avec violence sur un majeur, bien qu'il n'existe aucune preuve directe du fait, si les prévenus se sont soustraits aux poursuites par la fuite, si la victime porte des traces de violences, et si d'ailleurs les inculpés sont connus pour des gens de mauvaises mœurs : Ouzara, 15 déc. 1885 (00, 451).

SECTION II

Règles spéciales à l'accusation d'assassinat.

75. La déclaration de la victime d'un assassinat, recueillie régulièrement par des notaires peu d'instants avant la mort du déclarant, fait preuve contre celui qui a été désigné comme l'auteur ou le complice du fait criminel : Ouzara, 28 févr. 1899 (99, 468). — *76*. Mais il n'y a lieu de condamner le complice ainsi désigné qu'aux travaux forcés à temps, s'il n'est pas établi contre lui, soit par la déclaration de la victime, soit de toute autre manière, qu'il a pris à l'assassinat une part directe : Ouzara, 28 févr. (99, 468). — *77*. Si, en principe, les déclarations faites par la victime d'un assassipat avant sa mort peuvent faire foi à l'encontre de celui ou de ceux qu'elle a désignés comme les auteurs du crime, c'est à la condition que ces déclarations aient été absolument concordantes et précises : Ouzara, 30 juin 1898 (00, 455). — *78*. Elles n'ont pas une valeur probante suffisante, si la victime a varié dans ses dires, spécialement, dans le cas où elle a commencé par affirmer qu'elle ne savait aucunement qui l'avait frappé et où elle n'a désigné ensuite son agresseur qu'en vue de ne pas laisser sa mort sans vengeance et sans donner aucun motif plausible à l'appui de son accusation : Ouzara, 30 juin 1898 (00, 455). — *79*. Il n'y a pas lieu d'en tenir compte surtout si les accusés sont honorablement connus et s'il n'existe à leur charge aucune autre preuve : Ouzara, 30 juin 1898 (00, 455). — *80*. Au cas où la preuve légale d'un

assassinat manque, mais où il existe des présomptions de culpabilité sérieuses il y a lieu, non à l'application de la peine de mort, mais à celle des travaux forcés à temps : Ouzara, 31 mars 1896 (96, 327). — *81*. Il y a lieu de décider en ce sens, si des témoins ont vu l'accusé se disputer avec la victime et si une femme déclare avoir vu le premier prendre la fuite un fusil à la main au moment même où la victime gisait à terre frappée d'un coup de feu, alors qu'aucune autre personne ne se trouvait à proximité : Ouzara, 3 déc. 1886 (99, 288). — *82*. Si, en principe, la preuve juridique par témoins, ne peut résulter que de la concordance des dépositions de deux témoins au moins, on peut cependant admettre que la preuve d'un assassinat résulte suffisamment de la déposition du seul témoin du fait, si elle est corroborée par des présomptions graves et si elle est d'ailleurs complétée par les cinquante serments qui doivent être prêtés par les créanciers du prix du sang qu'ils sont certains de la culpabilité. Alors, la peine capitale est encourue : Ouzara, 31 mars 1896 (96, 327). — *83*. Sont suffisantes, les présomptions susvisées qui résultent de ce que la victime a affirmé que la blessure dont elle est morte ensuite lui a été portée par l'inculpée ; de ce que celui-ci a été vu fuyant et a été arrêté peu après par les personnes attirées par les cris de la victime ; de ce que l'arme trouvée près de la victime et reconnue comme ayant produit la blessure, a été reconnue aussi comme étant la propriété de l'inculpé : Ouzara, 31 mars 1895 (96, 327). — *84*. Il y a preuve suffisante pour entraîner l'application des travaux forcés à temps contre l'inculpé du crime d'assassinat de sa femme, lorsqu'il se borne à dire qu'il l'a trouvée morte pendant la nuit, alors qu'il était seul avec elle, et que, d'autre part, il est constaté que la victime portait des traces de strangulation et a succombé à une congestion : Ouzara, 20 mai 1886 (99, 464). — *85*. Il en est ainsi, tout au moins, en l'absence de tout demandeur du prix du sang : Ouzara, 20 mai 1886 (99, 464). — *86*. Il y a lieu de considérer comme suffisamment prouvée pour entraîner une condamnation aux travaux forcés à perpétuité, l'accusation portée contre un mari, d'avoir assassiné sa femme, lorsque celle-ci a été trouvée pendue et ligottée, peu de temps après qu'elle avait été laissée seule avec l'accusé qui a prétendu faussement l'avoir confiée à un tiers ou laissée dans une zaouia : Ouzara, 13 mars 1899 (99, 468). — *87*. Il en est ainsi surtout lorsque la femme avait été rendue au mari par le Cadi, après un procès entre eux dans lequel la femme était plaignante, et que le mari avait reçu l'ordre de remettre cette femme à son père ; en effet ces circonstances rendent évident le mobile d'animosité qui a pu déterminer le criminel : Ouzara, 13 mars 1899 (99, 468). — *88*. Il importe peu qu'aucun témoin ne soit produit par l'accusation et qu'aucune preuve directe n'existe contre le mari : Ouzara, 13 mars 1899 (99, 468). — *89*. En effet, sa femme

lui ayant été confiée et étant sous sa garde, puisqu'il n'établit pas qu'elle s'y était soustraite, il est inadmissible que le crime ait pu être commis par un autre que lui : Ouzara, 13 mars 1899 (99, 468).

PRIVILÈGES

Voir : Compétence commerciale, ch. II sect. I. — Faillite, ch. II sect. III.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franc. en Tun.*, p. 74. — Lescure, *Double rég. fonc.*, p. 274. — Pandectes françaises, *Rép. alph.* V° Privilèges et hypoth. n° 13794. — Piolet, *Rég. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 116. — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.*, p. 345. — Scemama, *Hypoth. en Tun.*, p. 237. — Tilloy, *Rep. alph.* t. VI. 2625.

SECTION PREMIÈRE

Trésor public.

1. D'après un usage ancien et constamment admis la Régence, le Trésor tunisien possède un privilège pour le recouvrement de ses créances de toute nature : Ouzara, 11 févr. 1884 (99, 285) ; 24 mars 1887 (98, 407) ; Tunis, 13 févr. 1893 (93, 88) ; Sousse, 15 juill. 1897 (97, 635) ; 19 nov. 1897 (98, 304). — *2*. Ce privilège, qui porte sur tous les biens du débiteur, est rappelé dans l'article 129 du décret beylical du 14 hidjé 1301 (3 octobre 1884). Il ne peut être primé que par les hypothèques constatées dans un acte authentique et ayant acquis date certaine avant la naissance des droits du Trésor : Tunis, 13 févr. 1893 (93, 88) ; 19 nov. 1894 (98, 210) ; Sousse, 15 juill. 1897 (97, 635) ; 19 nov. 1897 (98, 304) ; Tunis, 28 déc. 1899 (02, 235) ; 24 janv. 1900 (00, 288). — *3*. Les termes « créances de toute nature » sont généraux et ne comportent aucune distinction ; on doit donc y comprendre les fermages échus d'immeubles domaniaux : Tunis, 28 déc. 1899 (02, 235). — *4*. Mais cette disposition doit être interprétée en ce sens que le privilège du Trésor ne passe avant les droits réels antérieurement acquis qu'en matière seulement d'impôts qui frappent l'immeuble ou la récolte grevés de ces droits, et non en toute autre matière : Tunis, 24 janv. 1900 (00, 288). — *5*. Le privilège du Trésor public, établi par l'article 129 § 2 du décret beylical du 3 octobre 1884, porte sur tous les biens du débiteur ; il n'est pas spécial et restreint seulement aux immeubles ou produits grevés de l'impôt : Sousse, 26 déc. 1901 (02, 426). — *6*. Le privilège du trésor public tunisien, d'après une jurisprudence constante, passe après les hypothèques et gages immobiliers ayant acquis date certaine avant la naissance des droits du trésor ; mais il passe avant eux lorsque cette date certaine est postérieure à la naissance de ces droits : Alger, 28 déc. 1901 (02, 308). — *7*. Mais le § 2 de l'art. 5

du décret du 13 juillet 1899 a institué un privilège spécial qui, pour le recouvrement des impôts directs, prime même les droits antérieurement acquis aux tiers : Alger, 28 déc. 1901 (02, 308). — *8*. Lorsqu'il a existé un compte-courant entre l'État tunisien et un de ces préposés, c'est seulement à la fin des fonctions de ce dernier que ce compte a pu être réglé et que, par conséquent, une créance véritable et exigible est née en faveur de l'État : Tunis, 19 nov. 1894 (98, 210). — *9*. Cette créance ne peut donc être préférée à celle qui a été garantie par un droit de gage sur l'immeuble dont le prix est l'objet du litige : Tunis, 19 nov. 1894 (98, 210). — *10*. Le privilège de l'Etat n'est pas assujetti à l'inscription sur le titre et ne dépend pas non plus de la détention de ce titre ; il n'a pas besoin d'être apparent pour être exercé utilement : Tunis, 23 févr. 1898 (98, 295). — *11*. Ce privilège prend naissance au moment où la gestion du comptable prend fin et où commence la reddition de comptes. Il ne peut être primé que par des gages immobiliers constatés dans des actes authentiques ayant acquis date certaine avant la naissance des droits du Trésor : Tunis, 23 févr. 1898 (98, 295). — *12*. Les privilèges étant de droit strict ne sauraient être étendus par voie d'analogie ; en conséquence, le privilège sur la créance qui résulte pour lui du dépôt de son cautionnement, cédé par un fermier de mahsoulats à un tiers, ne saurait s'étendre aux revenus du fermage dont le cautionnement serait la représentation : Sousse, 4 nov. 1898 (99, 497).

SECTION II

Bailleur.

13. Les usages locaux établis en Tunisie reconnaissent au propriétaire, pour le paiement des loyers de l'année en cours, un privilège sur le prix des meubles qui garnissent les lieux loués : Sousse, 31 oct. 1889 (96, 211). — *14*. Aux termes de l'art. 2102 C. civ., le privilège du bailleur s'exerce sur tout ce qui garnit la maison louée ; il s'étend aux marchandises exposées dans un magasin pour la vente et la location : Alger, 4 avr. 1894 (94, 410). — *15*. Si une exception est faite par la jurisprudence pour les marchandises appartenant à des tiers, c'est lorsque le bailleur a connu qu'elles n'appartenaient pas à son locataire et que le tiers n'a pas consenti expressément ou tacitement à les soumettre au gage du bailleur : Alger, 4 avr. 1894 (94, 410). — *16*. Spécialement, l'art. 2102 est applicable aux marchandises appartenant à un tiers lorsqu'elles ont seules profité de la location qui les a mises à l'abri des intempéries et du sol : Alger, 4 avr. 1894 (94, 410). — *17*. Le privilège du bailleur et celui du créancier nanti du fonds de commerce sont tous deux fondés sur un droit de gage, soit tacite pour le premier, soit exprès, pour le second : Tunis, 23 nov. 1905 (06, 480). — *18*. La priorité entre eux résulte de la date à laquelle chacun a pris

naissance : Tunis, 23 nov. 1905 (06, 480). — *19*. Généralement, cette priorité appartiendra au bailleur, car le fonds de commerce n'est donné en nantissement qu'après installation et achalandage ; toutefois l'hypothèse contraire est possible, notamment au cas où un commerce change de local : Tunis, 23 nov. 1905 (06, 480). — *20*. Au surplus le créancier nanti primera le bailleur si le bail s'est continué par tacite reconduction à une époque postérieure au nantissement, bien que le contrat qui a commencé le bail lui soit antérieur : Tunis, 23 nov. 1905 (06, 480).

SECTION III

Architectes et entrepreneurs.

21. Le régime des hypothèques et privilèges relatifs aux immeubles non immatriculés est régi par les lois et les coutumes tunisiennes : Tunis, 29 juin 1891 (92, 47). — *22*. D'après ces lois et coutumes, aucun privilège n'est accordé sur l'immeuble, à raison des fournitures de matériaux qui ont servi à sa consolidation et à son amélioration : Tunis, 29 juin 1891 (92, 47). — *23*. L'article 2103 C. civ. fr. est il applicable à la distribution du prix d'un immeuble tunisien non immatriculé ? (non résolu) : Tunis, 15 févr. 1892 (96, 279). — *24*. En tous cas le privilège établi par le § 5 de cet article ne saurait être utilement invoqué, dans ces conditions, par celui qui n'a rempli aucune des conditions requises pour son exercice, c'est à-dire qui n'a pas pris soin d'établir dans l'acte d'emprunt et par quittance des ouvriers la destination et l'emploi des fonds et qui n'a pas fait dresser d'état des lieux avant et après les travaux : Tunis, 15 févr. 1892 (96, 279) ; 4 nov. 1892 (96, 235) ; Sousse, 19 nov. 1897 (98, 304) ; Tunis, 12 avr. 1899 (00, 465). — *25*. D'après la législation tunisienne applicable aux immeubles non immatriculés, les droits réels immobiliers ne sont opposables aux tiers que lorsqu'ils sont inscrits sur le titre original de propriété de l'immeuble auquel ils se rapportent : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 274). — *26*. On n'y trouve aucune disposition analogue à notre art. 2103 § 2 C. civ., qui confère un privilège à ceux qui ont fourni les deniers pour l'acquisition d'un immeuble : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 274). — *27*. Au surplus, ce privilège ne saurait exister s'il n'est pas constaté d'une manière authentique que la somme prêtée était destinée à cet achat et s'il n'est pas établi par la quittance du vendeur que le paiement a été fait avec les deniers empruntés : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 274).

SECTION IV

Sous traitants.

28. Les créances des ouvriers et fournisseurs des entrepreneurs des travaux faits pour le compte de l'Etat jouissent seuls du privilège édicté par la loi de pluviôse an II, et ce privilège ne saurait être étendu aux

créances des ouvriers et fournisseurs des entrepeneurs de travaux communaux : Tunis, 13 févr. 1890 (90, 318). — *29*. Mais, en Tunisie, les villes non érigées en Communes et dotées seulement d'une Commission Municipale pour l'éclairage et le balayage, ne constituent pas une personne morale indépendante, et leur personnalité se confond dans celle de l'Etat tunisien : Tunis, 13 févr. 1890 (90, 318). — *30*. Il en résulte que les travaux exécutés pour ces villes doivent être réputés travaux faits pour le compte de l'Etat et que les créances des ouvriers et fournisseurs des entrepreneurs de ces travaux doivent être privilégiées : Tunis, 13 févr. 1890 (90, 318). — *31*. Il en est ainsi alors surtout que les travaux ont été mis en adjudication par la Direction des finances et non par la Commission municipale : Tunis, 13 févr. 1890 (90, 318). — *32*. Si, en principe, le privilège accordé par le décret du 26 pluviôse an II aux ouvriers et fournisseurs n'existe qu'autant que les sommes dues à l'entrepreneur se trouvent encore dans les caisses publiques, en est-il encore de même dans le cas où le fournisseur, ayant touché, a dû rapporter à la masse de la faillite de l'entrepreneur, en vertu d'une décision de justice qui lui réserve d'ailleurs tous ses droits ? (Admission du pourvoi dans le sens de l'affirmative) : Cass. req., 29 déc. 1897 (98, 22). — *33*. Le privilège établi au profit des sous-traitants par l'art. 2 du décret du 12 déc. 1806 garantit aussi bien les fournitures faites à l'Administration de la marine que celles faites à l'Administration de la guerre : Tunis, 23 juin 1906 (07, 83). — *34*. Il n'est subordonné à aucune condition de forme ; notamment il ne l'est pas au dépôt fait directement entre les mains de l'intendant militaire des pièces justificatives des fournitures du sous-traitant : Tunis, 23 juin 1906 (07, 83).

SECTION V

Vendeurs.

35. Tout immeuble tunisien non immatriculé est soumis à l'ancien droit tunisien. Dans ce droit, il n'existe aucun privilège au profit du vendeur ; le seul droit de préférence qui existe entre créanciers est celui qui résulte du gage immobilier du droit tunisien ou *rahnia*, pour celui des créanciers qui est détenteur, comme gagiste, du titre de la propriété : Tunis, 31 oct. 1894 (94, 556) ; 12 févr. 1897 (97, 301) ; 2 nov. 1898 (99, 397). — *36*. En droit tunisien il n'existe aucun privilège ; le vendeur ou l'échangiste ne saurait avoir aucun droit de suite sur l'immeuble, lorsqu'il n'en détient pas le titre de propriété en garantie du solde du prix dû : Trib. mixte, 1er mai 1897 (97, 312). — *37*. En conséquence le vendeur d'un immeuble ne saurait être admis à faire inscrire un droit de privilège ou d'hypothèque sur l'immeuble dont immatriculation, pour le paiement du solde du prix dû, s'il n'a pas en sa possession le titre de propriété en gage dudit solde de prix : Trib. mixte, 1er mai 1897 (97, 312).

SECTION VI
Fournisseurs.

38. Le privilège de l'art. 2101 C. civ., pour les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, n'existe pas en droit tunisien : Sousse, 19 nov. 1897 (98, 304).

SECTION VII
Frais funéraires et de dernière maladie

39. Les frais occasionnés par le placement d'un corps dans un dépositoire municipal ne rentrent pas dans les frais funéraires et ne sont pas couverts d'un privilège : Tunis, 8 mars 1906 (07, 17). — ***40***. Les termes de l'art. 2101 n° 3 C. civ. qui accorde un privilège pour les frais quelconques de dernière maladie, peuvent s'entendre de la maladie qui a précédé l'évènement donnant lieu à la distribution des deniers, c'est-à-dire la faillite, la déconfiture, aussi bien que du décès : Sousse, 9 juill. 1897 (98, 38). — ***41***. Mais ce texte ne s'applique qu'à la maladie du débiteur seul, et non pas à celle des siens ou de toute autre personne dont il prendrait les soins à sa charge : Sousse, 9 juill. 1897 (98, 38).

SECTION VIII
Frais de justice et droits consulaires.

42. Ne constituent des frais de poursuites privilégiés, au sens de l'art. 759 C. proc. civ., que ceux qui ont été exposés à l'occasion de la procédure en cours : Cass. civ., 1er mai 1895 (65, 419). — *43*. En conséquence, on ne saurait y comprendre les frais d'une saisie antérieure : Cass. civ., 1er mai 1895 (95, 419). — *44*. Le chancelier du Consulat (spécialement le chancelier du Consulat général d'Angleterre à Tunis), qui a été chargé de la liquidation et du partage d'une succession, ne peut utilement invoquer, pour le paiement de ses honoraires, un privilège sur le prix des immeubles de la succession, opposable au créancier hypothécaire de ces immeubles : Tunis, 27 nov. 1893 (94, 21). — *45*. Ce privilège ne trouve sa base ni dans la loi anglaise, qui se borne à imposer une obligation personnelle aux héritiers, pour le paiement des droits consulaires, ni dans la loi et les coutumes tunisiennes, qui sont muettes à cet égard, ni dans l'art. 2101 § 1, C. civ. fr., qui est sans application légale possible au cas dont s'agit : Tunis, 27 nov. 1893 (94, 21).

SECTION IX
Tutelle (Droit musulman).

46. Le droit musulman applicable aux immeubles tunisiens non immatriculés ne concède ni privilège, ni hypothèque sur les biens du tuteur, pour la garantie des actions appartenant aux pupilles à raison de la gestion de leurs intérêts pendant leur minorité: Tunis, 4 avr. 1894 (94, 274).

PROCÉDURE CIVILE ET COMMERCIALE

Voir : Compétence administrative, ch. II. — Expropriation pour cause d'utilité publique, ch. I sect. II et ch. II. — Presse, Outrage, Diffamation, sect. I. — Référés, ch. I sect. III. — Saisie-arrêt, ch. I sect. III et ch. II sect. III. — Saisie-immobilière, ch. I sect. II. — Séparation de corps, ch. I sect. II. — Serment, ch. I sect. I. — Succession, ch. I sect. I. — Transports terrestres, ch. II sect. III.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tunisie.*, p. 16, 19, 30 et 51. — TILLOY, *Rép. alph.* t. VI p. 2647.

CHAPITRE PREMIER

Justice française.

SECTION PREMIÈRE

Règles générales.

§ I. — Recevabilité des actions en la forme.

1. La procédure française n'exigeant l'emploi d'aucune formule sacramentelle, il appartient au juge de reconnaître le véritable caractère de l action dont il est saisi, quelle que soit la qualification que le demandeur lui a donnée : Tunis, 27 juin 1900 (01, 123). — *2*. Le Tribunal ne peut statuer que sur la demande qui lui est soumise, et spécialement, lorsque la demande tend au paiement d'une somme d'argent à titre de commission de 5 °/₀ sur le prix de vente d'un fonds de commerce, il n'a point, en rejetant cette demande, motif tiré de ce que le demandeur n'a pris aucune part aux pourparlers qui ont précédé la vente et la rédaction de l'acte, à statuer sur la rémunératien du service que le demandeur aurait rendu, en présentant au propriétaire dudit fonds un acheteur, si ce fait n'a pas été l'objet d'un chef de demande : Cass. req., 18 déc. 1901 (02, 331). — *3*. Plusieurs demandes peuvent être réunies dans le même exploit, bien qu'elles soient formées par des parties ayant des intérêts distincts, si elles sont de nature à être soumises à une même instruction et à recevoir une solution identique : Tananarive, 8 nov. 1899 (00, 232). — *4*. Il serait contraire à l'ordre public qu'un tribunal jugeât d'après des règles de procédure autres que celles établies par sa loi nationale. En conséquence c'est la *lex fori* qui doit être suivie dans une contestation entre étrangers : Cass. Belgique, 10 mai 1906 (08, 420). — *5*. Une partie n'est pas fondée à se prévaloir d'une irrégularité provenant de son fait, lorsqu'il s'agit de formalités de procédure que la loi ne prescrit pas à peine de nullité et qui ne tiennent pas à l'ordre public : Cass. req. 18 févr. 1901 (01, 239). — *6*. Spécialement, lorsque le jugement et l'arrêt sur appel ont jugé comme matière ordinaire

une contestation qui, d'après la loi, était matière sommaire, la partie qui a suivi cette procédure irrégulière en appel, irrégularité qui n'a été relevée ni en première instance ni devant la Cour, ne peut s'en faire un moyen de cassation, puisqu'elle serait l'auteur même de ladite irrégularité : Cass. req., 18 févr. 1901 (01, 239,. — 7. La règle « nul en France ne plaide par procureur », est applicable en Tunisie devant les tribunaux français : Tunis, 26 juill. 1897 (97, 436) ; 3 juin 1903 (03, 538). — *8*. En conséquence, est irrecevable une action en revendication d'un terrain faisant partie du Domaine public, intentée par une Compagnie de chemin de fer, même autorisée par le Directeur des travaux publics, ce dernier, administrateur du Domaine public en Tunisie, ayant seul le pouvoir de poursuivre une action au pétitoire relative audit domaine : Tunis, 26 juill. 1897 (97, 436). — *9*. Elle constitue une exception péremptoire qui peut être opposée en tout état de cause, soit en première instance, soit en appel : Tunis, 3 juin 1903 (03, 538). — ***10***. Le principe que nul ne plaide par procureur, suivi en France, doit l'être également en Tunisie devant les Tribunaux français, en application de la loi du 27 mars 1883, aux termes de laquelle les lois, décrets et ordonnances de procédure en vigueur en Algérie sont applicables devant ces juridictions : Tunis, 1er juin 1896 (96, 320).

§ II. — **Procédure sommaire. Conclusions.**

11. Aux termes de l'art. 11 de l'ordonnance algérienne du 16 avril 1843, applicable en Tunisie en vertu de l'art. 8 de la loi du 27 mars 1883, toutes les affaires civiles sont réputées sommaires : Sousse, 7 juill. 1898 (00, 63) ; Tunis, 23 juin 1900 (00, 594). — ***12***. En conséquence, sont inapplicables l'art. 70 du décret du 30 mars 1808 et les art. 77 et 78 C. proc. civ., relatifs au délai dans lequel les conclusions doivent être signifiées et au délai accordé pour y répondre : Sousse, 7 juill. 1898 (00, 63). — ***13***. Par suite, jusqu'aux plaidoiries, les parties peuvent modifier leurs demandes sans encourir de déchéance et, spécialement, elles peuvent le faire par des conclusions prises à la barre et au dernier moment : Tunis, 23 juin 1900 (00, 594). — ***14***. Lorsque des conclusions tendant à la nullité d'une convention sont conçues en termes tels que, dans leur généralité, elles embrassent toutes les illégalités de nature à vicier ladite convention, les juges sont autorisés à rechercher et à appliquer (encore bien qu'elle n'ait pas été expressément visée par lesdites conclusions) toute disposition de loi pouvant entraîner la nullité poursuivie : Cass. civ., 30 avr. 1900 (00, 393). — ***15***. Spécialement, si, dans de pareilles conditions, un jugement annule la convention litigieuse par application de l'article 2078 du Code civil, on ne peut critiquer cette décision comme ayant suppléé d'office une nullité d'ordre privé qui n'aurait pas été invoquée : Cass. civ., 30 avr. 1900 (00, 393). — ***16***. Les conclusions prises le jour même

des plaidoiries peuvent être admises en la forme, bien que le rejet en ait été demandé par application de l'art. 11 de l'ordonnance du 16 avril 1843, lorsque, la continuation des plaidoiries ayant été remise à huitaine, le temps n'a pas manqué aux défendeurs pour répondre auxdites conclusions : Alger, 4 déc. 1899 (00, 141). — *17*. Un chef nouveau de demande, qui est complètement distinct de la demande originaire et n'est pas une simple modification de cette demande, ne peut être introduit en l'instance par des conclusions ; il est irrecevable s'il n'est pas l'objet d'une assignation : Tunis, 30 avr. 1908 (08, 512). — *18*. Le Tribunal ne saurait valablement être saisi d'une demande nouvelle formulée seulement dans des conclusions prises en cours d'instance, à moins que le défendeur n'accepte aussi le débat sur ce point : Tunis, 30 oct. 1901 (01, 539).

§ III. — **Jonction d'instances.**

19. Il n'y a pas possibilité de joindre une instance de nature administrative avec une instance purement civile, en raison des procédures différentes établies par la loi pour chacune de ces matières : Tunis, 21 janv. 1898 (98, 186 bis). — — *20*. L'appel d'un jugement de justice de paix et la demande en validité d'une saisie-arrêt pratiquée en vertu du jugement dont appel constituent deux instances connexes, qui doivent être jointes par le Tribunal pour y être statué par un seul et même jugement : Civ. St Denis, 21 déc. 1895 (96, 270). — *21*. Par suite, chaque cause doit être évaluée séparément pour la fixation du ressort, sans que la jonction des deux instances puisse suffire à imprimer à la seconde demande le caractère d'une demande reconventionnelle : Alger, 4 avr. 1900 (01, 103). — *22*. La jonction de deux instances laisse subsister pour chacune d'elles le caractère qui lui appartient et les règles de compétence auxquelles elle est assujettie : Alger, 20 janv. 1894 (94, 295) ; 4 avr. 1900 (01, 103).

§ IV. — **Intervention.**

23. D'une part, les personnes qui, à la suite d'une transaction faite avec le fermier, ont intérêt à ce que le bail dudit fermier soit déclaré bon et valable ; d'autre part, les personnes aux intérêts desquelles le ditbail porte atteinte, ont le droit d'intervenir en cause d'appel, alors que ni les unes, ni les autres n'ont été appelées aux débats de la première instance, ni représentées par aucune des parties en cause : Alger, 9 mai 1898 (98, 522). — *24*. L'intervention n'est pas une instance distincte de celle dans laquelle elle se produit ; elle se fait par voie de requête, conformément à l'art. 339 C. proc. civ., simplement notifiée aux avoués des parties en cause : Alger, 16 mai 1893 (93, 322). — *25*. A partir de cette notification, l'intervenant est lié à la cause sans qu'il soit nécessaire, pour la régularité de

son intervention, que celle-ci soit inscrite au greffe et enrôlée : Alger, 16 mai 1893 (93, 322).

§ V. — Reprise d'instance.

26. Le décès d'une partie ne peut interrompre légalement une instance non encore en état qu'autant qu'il a été notifié à la partie adverse : Cass. req., 8 mars 1904 (05, 341). — *27*. A défaut de cette notification, la procédure postérieure au décès ne cesse pas d'être régulière et il en est de même de l'arrêt qui l'a suivi : Cass. req., 8 mars 1904 (05, 341). — *28*. L'art. 344. C. proc. civ., disposant que dans les affaires qui ne sont pas en état, toute procédure faite postérieurement à la mort de l'une des parties est nulle, il en résulte *a contrario* que, nonobstant la mort de l'une des parties, à défaut de notification, la procédure continuée est valable : Paris, 26 avr. 1902 (03, 397). — *29*. Et ledit article ainsi entendu est applicable devant les tribunaux de commerce comme devant les tribunaux civils : Paris, 26 avr. 1902 (03, 397). — *30*. Par suite, le jugement rendu par un tribunal de commerce contre une partie régulièrement assignée est valable, quoique cette partie fût décédée depuis l'assignation avant le jugement, si d'ailleurs ce décès n'avait pas été notifié à la partie adverse : Paris, 26 avr. 1902 (03, 397). — *31*. La reprise d'instance ayant pour but de maintenir les actes de procédure accomplis régulièrement avec le premier défendeur, le nouvel assigné est lié par les conclusions dans lesquelles le tunisien, premier défendeur à l'action immobilière ci-dessus décrite, a formellement accepté la juridiction française : Tunis, 29 janv. 1894 (94, 221). — *32*. Il en est ainsi, spécialement, pour l'héritier du premier défendeur, dont il prend les lieu et place : Tunis, 29 janv. 1894 (94, 221). — *33*. Il importerait peu, d'ailleurs, que, s'agissant en l'espèce d'un habous, le nouvel assigné puisse être considéré comme tenant de l'acte de constitution et non de la succession du premier défendeur, ses droits de dévolutaire actuel, si, en fait, il est constant que le premier défendeur était pris en la cause en qualité d'administrateur du *habous ;* à ce titre encore, il a pu engager ses ayants cause et successeurs par le contrat judiciaire résultant de son acceptation de la juridiction française et consigné au jugement préparatoire rendu en la cause : Tunis, 29 janv. 1894 (94, 221). — *34*. Aux termes de l'art. 349 C. proc. civ., si la partie assignée en reprise d'instance ou en constitution d'avoué ne comparaît pas, il est rendu un jugement qui tient la cause pour reprise et ordonne qu'il sera procédé suivant les derniers erremens : Alger, 30 déc. 1901 (02, 449). — *35*. Mais il ne peut être légalement statué au fond qu'après que ledit jugement a acquis l'autorité de la chose définitivement jugée : Alger, 30 déç. 1901 (02, 449).

§ VI. — Comparution personnelle.

36. Dans les causes sujettes à appel, le juge du premier degré doit, ou bien dresser un procès-verbal séparé des déclarations des parties dont il a ordonné la comparution personnelle, ou bien, tout au moins, en relater la teneur dans les motifs de la décision : Alger, 5 déc. 1899 (00, 546). — *37*. L'art. 119 C. proc. civ., qui permet aux tribunaux d'ordonner la comparution personnelle des parties, ne prescrit pas d'autre formalité que celle de la fixation du jour où elle aura lieu, et il suffit que les juges, statuant ensuite sur le litige, constatent dans leur jugement les faits résultant de cette comparution, sur lesquels ils fondent leur décision : Cass. req., 31 janv. 1905 (06, 159).

SECTION II

Règles spéciales aux matières commerciales.

38. En Tunisie, la procédure applicable devant les juges de paix en matière commerciale est la même que celle applicable en matière civile : Tunis, 12 déc. 1900 (01, 124). — *39*. Aux termes de l'art. 422 C. proc. civ., si les parties comparaissent et qu'à la première audience il n'intervienne pas jugement définitif (en matière commerciale) les parties non domiciliées dans le lieu où siège le Tribunal sont tenues d'y faire élection de domicile, laquelle doit être mentionnée sur le plumitif de l'audience et, à défaut de cette élection, toute signification, même celle du jugement définitif, est faite valablement au greffe du Tribunal : Com. Alger, 7 avr. 1900 (01, 192) ; Tunis, 20 janv. 1905 (06, 197). — *40*. Ces règles sont applicables au cas où la partie comparaît par fondé de pouvoirs, aussi bien qu'au cas où elle comparaît en personne et l'indication sur le plumitif d'un fondé de pouvoirs n'implique pas nécessairement élection de domicile chez celui-ci : Tunis, 20 janv. 1905 (06, 197).

CHAPITRE II

Justice indigène.

41. Devant les tribunaux musulmans, lorsque les parties ont développé leurs arguments et que le juge est suffisamment éclairé, le plaideur qui, comme moyen dilatoire, se dérobe, peut être condamné quoique absent, et le jugement est définitif : Chara de Tunis, 27 sept. 1892 (99, 281). — *42*. Au cas où, dans une instance civile, le défendeur dûment cité ne comparaît pas, il n'y a pas nécessité d'adjuger au demandeur ses conclusions : Ouzara, 12 déc. 1898 (00, 456). — *43*. On ne doit pas le faire si ce demandeur ne produit, pour justifier ses prétentions, qu'une hodja absolument insuffisante : Ouzara, 12 déc. 1898 (00, 456). —

44. Au surplus, le Tribunal de l'Ouzara doit se déclarer d'office incompétent pour une telle demande, si elle a pour objet une action qui dépend du statut personnel, telle qu'une action en restitution de dot après séparation : Ouzara, 12 déc. 1898 (00, 456).

PROMULGATION DES LOIS

Bibliographie. — FITOUSSI, *l'Etat tun.*, p. 164. — PADOUX, *Conférences adm.*, p. 312. — TILLOY, *Rép. alph.* t. VI p. 2668. — VINCENT ET PENAUD, *Dict. de dr. intern. priv.*, p. 666.

SECTION PREMIÈRE

Règles spéciales à l'Algérie.

1. Il est généralement admis par la jurisprudence que tout au moins jusqu'à l'ordonnance du 1er septembre 1834, les lois françaises alors en vigueur sont devenues exécutoires en Algérie par le seul fait de la conquête et sans promulgation spéciale, ladite ordonnance n'ayant réglé que pour l'avenir le mode de promulgation des lois ultérieures : Alger, 13 mai 1895 (96, 311). — *2*. Il en est ainsi, spécialement, de la loi du 26 pluviôse an II, qui interdit de pratiquer des saisies-arrêt sur les fonds destinés aux entrepreneurs de travaux publics : Alger, 13 mai 1895 (96, 311). — *3*. Les lois nouvelles sont applicables de plein droit en Algérie, sans promulgation spéciale, lorsque, sans créer un régime nouveau ou sans apporter de profondes et véritables innovations à un régime antérieur, elles ne modifient que partiellement des lois métropolitaines déjà en vigueur sur le territoire algérien et que de plus elles ne touchent pas à la législation spéciale algérienne : Alger, 27 nov. 1906 (07, 547). — *4*. Un décret non promulgué n'ayant pas force de loi, ne saurait détruire les effets d'un précédent décret régulièrement promulgué : Alger, 27 déc. 1906 (08, 91). — *5*. Il en est ainsi, alors même que ce décret ne concernerait qu'une seule personne, et lui aurait été signifié et appliqué : Alger, 27 déc. 1906 (08, 91). — *6*. Il importe peu également que cet unique intéressé ait profité des parties de ce décret qui lui étaient favorables : Alger, 27 déc. 1906 (08, 91). — *7*. Ce n'est pas une raison pour qu'on lui impose, en compensation, les dispositions défavorables pour lui de ce même acte législatif : Alger, 27 déc. 1906 (08, 91).

SECTION II

Règles spéciales à la Tunisie.

§ I. — **Lois françaises.**

8. Le Code de commerce français a été promulgué en Tunisie et, dès lors, y est exécutoire, sauf dans les cas exceptionnels déterminés par la

loi : Alger, 19 févr. 1900 (00, 448). — *9*. Aucun texte n'excepte l'art. 446 de ce Code et la loi du 15 mars 1892, en abrogeant l'art. 235 de la loi du 1er juillet 1885, n'a pas rendu inapplicable l'art. 446 C. com. en matière foncière tunisienne : Alger, 19 févr. 1900 (00, 448). — *10*. Les lois métropolitaines non promulguées en Tunisie n'y sont pas applicables : Tunis, 7 oct. 1902 (03, 169). — *11*. Il n'y a pas lieu de promulguer spécialement en Tunisie. pour les y rendre applicables, les lois françaises modificatives d'autres lois qui sont elles-mêmes en vigueur dans ce pays : Sousse, 24 juin 1904 (05, 209). — *12*. Il en est ainsi, notamment, pour la loi française du 28 mars 1904 modificative de l'art. 134 C. com. fr. : Sousse, 24 juin 1904 (05, 209). — *13*. Aux termes de la loi du 27 mars 1883, les lois de procédure déterminées par les lois en vigueur en Algérie, sont applicables aux juridictions instituées en Tunisie et il s'ensuit qu'on doit, devant ces juridictions, suivre les mêmes règles qu'en Algérie, en ce qui concerne les lois modificatives de ces lois, au point de vue de la promulgation : Tunis, 15 janv. 1908 (08, 282). — *14*. La juridiction française de Tunisie rend la justice dans ce pays au nom de la France, et en remplacement des juridictions consulaires, qui jouissaient depuis longtemps de concessions de souveraineté faites par les beys aux Puissances : Tunis, 15 janv. 1908 (08, 282). — *15*. Il s'ensuit qu'une loi française touchant la compétence de la juridiction française n'a pas besoin, pour être exécutoire en Tunisie, d'y être promulguée par décret beylical : Tunis, 15 janv. 1908 (08, 282).

§ II. — **Lois tunisiennes.**

16. Antérieurement à l'établissement du protectorat de la France en Tunisie, les actes de l'autorité émanant du pouvoir souverain et absolu du Bey n'étaient point soumis à l'obligation de la promulgation : Alger, 4 févr. 1897 (97, 225). — *17*. On ne saurait donc se baser sur le défaut de promulgation pour contester la valeur juridique d'un décret beylical antérieur au traité du 8 juin 1883 qui étend le protectorat aux détails de l'administration intérieure de la Régence : Alger, 4 févr. 1897 (97, 225). — *18*. Les lois et décrets beylicaux sont régulièrement portés à la connaissance du public par la voie du *Journal Officiel* et deviennent obligatoires, dans les délais légaux de promulgation, sans qu'il soit besoin de publication par voie d'affiches : Sousse, 10 juill. 1889 (90, 183). — *19*. Une décision ne tombe pas sous la censure de la Cour de cassation pour violation ou fausse application d'une loi étrangère : Cass. civ., 23 juill. 1901 (02, 91). — *20*. La loi tunisienne doit être considérée comme loi étrangère, à moins qu'elle n'ait été visée pour promulgation par le Résident général de la République Française à Tunis : Cass. civ., 23 juill. 1901 (02, 91). — *21*. En effet dans ce dernier cas, le Résident

général ayant agi en vertu des pouvoirs législatifs qui lui ont été délégués par le Président de la République, à la date du 10 novembre 1884, les textes visés par lui constituent, non pas une loi étrangère, mais une loi française de Protectorat : Cass. civ., 23 juill. 1901 (02, 91). — *22*. Une décision basée sur la législation tunisienne n'est susceptible de tomber sous la censure de la Cour de cassation que si elle est contreire à un texte législatif promulgué dans la Régence par le protectorat français : Cass. civ., 23 juill. 1901 (02, 88). — *23*. Tel n'est pas, notamment, le cas des décrets beylicaux des 19 mars 1874 et 25 mai 1876, non compris parmi ceux qui ont été visés pour exécution et promulgation par le Résident général, après établissement du protectorat français : Cass. civ., 23 juill. 1901 (02, 88). — *24*. Ces décrets ont donc conservé tous les caractères d'une loi étrangère, et, dès lors, en supposant que les juges du fond en aient méconnu le sens et la portée, l'erreur qu'ils auraient commise ne pourrait donner ouverture à cassation : Cass. civ., 23 juill. 1901 (02, 88). (1).

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 11.

SECTION PREMIÈRE
Photographie.

1. La photographie pouvant constituer, tant l'exercice d'un art que celui d'un commerce, les photographes peuvent invoquer aussi bien les règles spéciales relatives à la propriété artistique que les règles de droit commun qui régissent la propriété commerciale : Tunis, 4 févr. 1888 (95, 594). — *2*. Aucune loi particulière n'existant encore dans la Régence pour la protection de la propriété artistique, il y a lieu de se référer, en cette matière, au droit commun : Tunis, 4 févr. 1888 (91, 594). — *3*. Les œuvres photographiques doivent être rangées dans la catégorie des œuvres littéraires et artistiques dont la protection est assurée en Tunisie par le décret beylical du 15 juin 1889 : Tunis, 9 mars 1907 (07, 394). — *4*. Il en est ainsi notamment pour un portrait photographique, exécuté par l'artiste sur l'autorisation du modèle, dans un but commercial ; la reproduction de ce portrait sur des cartes postales sans l'autorisation de celui qui en est propriétaire, constitue une contrefaçon : Tunis, 9 mars 1907 (07, 394).

SECTION II
Œuvres musicales.

5. Le bal de bienfaisance donné par une association d'anciens élèves d'un collège avec admission d'invités connus des sociétaires, a un caractère privé et, par suite, on peut y exécuter sans le consentement des auteurs des

(1) Voir : *Pourvoi en cassation* p. 742.

œuvres musicales : Cass. req., 23 janv. 1907 (07, 440). — *6*. La représentation en italien, à Tunis, d'une opérette dont le livret français a été écrit par un membre de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, ne saurait avoir lieu sans le consentement préalable du représentant de cette Société : Tunis, 29 déc. 1900 (01, 271). — 7. Tombent, par suite, sous le coup des art. 428 et 429 du C. pén., les directeurs d'une troupe qui jouent sans consentement écrit de ce représentant une opérette dont le livret français a été traduit en italien : Tunis, 29 déc. 1900 (01, 271). — *8*. Il importe peu que ces directeurs aient acquitté les droits de l'auteur de la musique et les droits à une société italienne ; peu importe même qu'ils offrent d'acquitter les droits dus à la Société poursuivante, quand ils auront été liquidés par la juridiction civile : Tunis, 29 déc. 1900 (01, 271). — *9*. Sont passibles en qualité de co-auteurs des peines prévues auxdits articles, les propriétaires du théâtre, s'ils sont intéressés à l'entreprise théâtrale, notamment s'ils touchent au lieu de loyers un tant pour cent des recettes et s'ils ont le monopole de la vente des consommations : Tunis, 29 déc. 1900 (01, 271).

SECTION III

Journaux.

10. Pour avoir un droit de propriété sur un titre de journal, il ne suffit pas d'avoir songé le premier à se servir de cette appellation pour une publication de cette nature ; il faut encore en avoir fait ou en faire l'usage prévu et annoncé : Tunis, 22 nov. 1907 (08, 356). — ***11***. Un dépôt fait au Greffe du Tribunal, en conformité du décret du 22 octobre 1892 sur les marques de fabrique, pas plus qu'une déclaration au Parquet, n'est de nature à consacrer un droit dont la base manque ainsi essentiellement : Tunis, 22 nov. 1907 (08, 356).

PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE.

Voir : Chefâa. — Enzel. — Expropriation pour cause d'utilité publique. — Habous. — Immatriculation. — Indivision. — Mines et carrières, sect. III. — Servitudes.

Bibliographie. — Accary, *La petite cult. en Tun.*, p. 18. — S. Berge, *Just. en Tun.*, p. 169. — Cambon, *Act. Torrens et Tun.* (Journ. des économ., 1885, 1, 102). — Challamel, *Notices sur la législ. tun.* (Ann. législ. franç., 1885 p. 147 ; 1886 p. 195 ; 1888 p. 107). — Chastenet (Journ. des économ. 1889, 1, 358). — Enriquez, *Propr., main d'œuvre et créd. agric. en Tun.*, p. 20. — Estoublon, *Notices sur la législ. tun.*, (Ann. législ. franç. 1898 p. 391 ; 1901 p. 159 ; 1902 p. 241 ; 1903 p. 211). — Garnier, *Législ. dom. et propr. fonc.*, p. 171. — Girault, *Princ. de colon.*, t. III p. 454. — Hugon, *Conférences admin.*, p. 243. —

LEROY-BEAULIEU, *Algér. et Tun.*, p. 359. — LESCURE, *Double rég. fonc.*, p. 59. — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° Propriété, n°s 1791, 1817, 1904 et 2244. — P. H. X. *La polit. franç. en Tun.*, p. 381. — POUYANNE, *Droit pour les europ. de devenir propr. d'imm. en Tun.*, (Gaz. Pal., 1902, n° du 17 déc.). — PUECH, *Constit. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 13 et 43. — REGNIER, *Propr. fonc. en Tun.*, (Trib. des col. 1895 p. 438). — SAURIN, *Constit. de la propr. et contr. de cult. indig. en Tun.* — TILLOY, *Rép. alph.* t. VI p. 2994. — X. . *La Tunisie*, t. I p. 18.

CHAPITRE PREMIER

Propriété non immatriculée.

Bibliographie. — COULON, *Jurispr. en mat. de propr. immob.* (Journ. trib. Tun., 1896 p. 182 et 186). — DESPAGNET, *Note sous cass.* 26 juill. 1894 (Dalloz, 1895, 1, 5). — LESCURE, *Double rég. fonc.* p. 24. — PIOLET, *Rég. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 20 et 24. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 388. — POUYANNE, *Syst. Torrens*, p. 2 et 39. — PUECH, *Constit. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 40 et 55. — SCEMAMA, *Hypoth. en Tun.*, p. 46.— TILLOY, *Rép. alph.*, t. I p. 114 et t. VI p. 3003. — VEIGY (DE) *Nécess. de la transcript. des mut. immob.*

SECTION PREMIÈRE

Régime légal.

§ I. — Lois applicables.

1. Les lois et coutumes musulmanes en vigueur en Tunisie, sont seules applicables aux litiges concernant des immeubles tunisiens non immatriculés : Trib. mixte, 26 mars 1898 (98, 273). — *2*. La loi musulmane régit exclusivement tout immeuble non immatriculé situé en Tunisie, quelle que soit la nationalité de son propriétaire, qu'il soit rural ou urbain, placé dans une agglomération indigène ou dans un quartier européen : Tunis, 19 nov. 1894 (98, 210) ; Alger, 30 janv. 1897 (98, 61) ; Trib. mixte, 12 janv. 1903 (04, 551) ; Alger, 6 juin 1904 (05. 599). — *3*. Cela résulte formellement du traité anglo-tunisien du 10 octobre 1863 et du traité italo-tunisien du 8 septembre 1868 : Tunis, 19 nov. 1894 (98, 210). — *4*. Si, de l'art. 3 C. civ. il faut induire que, par une juste réciprocité, les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les étrangers, même résidant en France, il faut reconnaître aussi que l'expression de ce principe est dans le même article, précédée de l'énonciation d'un autre principe formulé plus expressément et aux termes duquel les immeubles situés en France, même ceux possédés par les étrangers, sont régis par la loi française : Alger, 9 juin 1900 (01, 367). — *5*. Il n'est contraire ni à

l'ordre public ni aux usages locaux de soumettre à l'application de la loi française deux immeubles situés dans le quartier européen de Tunis et appartenant à deux français : Tunis, 14 janv. 1884 (90, 100). — *6*. Les lois immobilières françaises, spécialement les art. 659 et 661 C. civ., sont inapplicables aux immeubles situés en Tunisie, lesquels, à l'exception de ceux dépendant des fondouks européens, placés sous la protection des consulats et considérés comme jouissant d'une fiction d'exterritorialité spéciale, demeurent régis par la loi du pays : Sousse, 11 oct. 1889 (94, 230). — 7. Cette loi, en ce qui concerne les immeubles ruraux ou ceux situés dans les centres de population indigène, consiste dans les règles du Coran combinées avec la législation beylicale : Sousse, 11 oct. 1889 (94, 230). — *8*. En ce qui concerne les immeubles sis dans les centres de population européenne, il y a lieu de tenir compte aussi des modifications que des usages, ayant acquis force légale, ont nécessairement apporté à la législation locale antérieure, sous la pression des mœurs européennes et de l'établissement d'une nouvelle appropriation des villes : Sousse, 11 oct. 1889 (94, 230).

§ II. — **Pouvoirs des beys.**

9. Le pouvoir absolu des Beys n'a jamais été un pouvoir arbitraire, ces souverains étant obligés de se conformer, pour la validité de leurs actes, aux lois établies par le Coran et par la coutume : Tunis, 25 nov. 1895 (96, 49). — ***10***. Ces lois consacrent le principe du respect de la propriété privée et ne permettent l'aliénation des habous que sous certaines conditions déterminées et avec l'autorisation du Cadi : Tunis, 25 nov. 1895 (96, 49). — ***11***. Elles n'autorisent aussi l'expropriation d'un particulier que pour cause d'utilité publique et moyennant le paiement d'une indemnité : Tunis, 25 nov. 1895 (96, 49). — ***12***. C'est donc sans droit qu'un bey a fait donation de la propriété d'un particulier ou d'une fondation pieuse à un favori, qui ne peut puiser dans cet acte aucun droit à l'encontre du propriétaire dépouillé sans motif : Tunis, 25 nov. 1895 (96, 49). — ***13***. Les autorisations de bâtir autour d'un camp ou d'un bordj, données par l'autorité militaire, n'étant que temporaires et révocables, ne peuvent constituer un titre de propriété au profit du bénéficiaire : Tunis, 22 janv. 1886 (94, 544). — ***14***. Le souverain a-t-il, en droit musulman, le droit de confisquer les biens de ses sujets ? (non résolu) Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 59). — ***15***. En tous cas, pour être admis en justice à intenter une action en nullité à l'encontre d'une confiscation, il faut établir qu'on était propriétaire des biens confisqués ou qu'on se trouve parmi les ayants-droit des victimes de la confiscation : Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 59).

§ III. — Voisinage.

16. Il n'existe pas, en Tunisie, d'usage permettant à un propriétaire d'empiéter sur des immeubles voisins, pour établir une partie des fondations des murs qu'il élève sur son propre terrain : Tunis, 24 avr. 1893 (97, 175). — *17*. Le propriétaire de l'immeuble dans lequel des fondations ont été établies indûment a le droit d'en demander la suppression. Il peut aussi en acquérir la propriété, en payant le prix de la main d'œuvre, et la valeur des matériaux : Tunis, 24 avr. 1893 (97, 175). — *18*. Lorsqu'un propriétaire, victime d'un empiétement, opte pour le maintien des ouvrages édifiés sur son terrain, il peut se servir desdits ouvrages, et en profiter, notamment pour les constructions qu'il élève lui même dans sa propriété : Tunis, 24 avr. 1893 (97, 175). — *19*. Il ne doit le faire, toutefois, qu'en prenant toutes les précautions nécessaires pour ne pas nuire aux maisons voisines : Tunis, 24 avr. 1893 (97, 175). — *20*. En effet, le droit de propriété sur un immeuble a pour limite, l'obligation de ne pas causer aux voisins des dommages excédant les obligations ordinaires et réciproques du voisinage : Tunis, 24 avr. 1893 (97, 175). — *21*. Commet une faute engageant sa responsabilité le constructeur qui a fait faire des fondations insuffisantes pour le poids de son édifice, de telle sorte que celui-ci fait des mouvements qui causent du dommage aux voisins : Tunis, 8 avr. 1908 (08, 369). — *22*. Commet également une faute l'acquéreur d'un immeuble qui fait des mouvements par suite de l'insuffisance de ses fondations et qui ne cherche pas à se rendre compte des causes du dommage et des moyens d'y mettre fin : Tunis, 8 avr. 1908 (08, 369). — *23*. Un propriétaire ne peut être recherché en raison du tassement que le poids de ses constructions fait subir au terrain sur lequel elles sont édifiées et par suite des dégâts que les mouvements de terrain occasionnent aux constructions voisines, s'il n'a commis aucune faute et a construit selon les règles de l'art. : Tunis, 8 avr. 1908 (08, 369).

SECTION II

Titres de propriété.

§ I. — Valeur et importance du titre.

24. En droit immobilier tunisien, la propriété s'établit par la détention régulière et légitime du titre originaire de propriété sur lequel ont été inscrites les diverses transmissions de propriété successives : Sousse, 28 févr. 1889 (89, 53) ; Tunis, 21 nov. 1892 (97, 117). — *25*. Le titre de propriété d'un immeuble tunisien non immatriculé appartient nécessairement au propriétaire de cet immeuble : Alger, 25 mai 1893 (93, 324). — *26*. Et si la propriété de l'immeuble est contestée, il ne peut être statué sur la propriété du titre avant que le litige relatif à l'immeuble ait été tranché :

Alger, 25 mai 1893 (93, 324). — *27*. Des actes de date récente et basés sur de simples déclarations ne sauraient prévaloir à l'encontre de titres réguliers, basés sur des origines de propriété régulières et anciennes, d'une grande valeur probante par eux-mêmes, et au surplus fortifiés par des actes de notoriété réguliers : Trib. mixte, 4 nov. 1893 (97, 523). — *28*. En conséquence, doit être rejetée la demande d'immatriculation basée uniquement sur de simples actes déclaratifs récents, en présence d'une opposition basée sur des titres ayant une grande valeur probante : Trib. mixte, 4 nov. 1893 (97, 523). — *29*. Ne saurait être d'aucun recours pour l'établissement d'une délimitation, un acte de habous indiquant la terre litigieuse comme composée de plusieurs parcelles, sans plus, de même qu'un acte qui indique simplement que l'immeuble litigieux est délimité par « la maison, ou les maisons » du côté qui fait l'objet de la revendication, sans qu'il soit indiqué de points de démarcation ni de limites sur quoi l'on puisse se fonder : Chara de Tunis, 26 sept. 1891 (99, 631). — *30*. Les biens du Bit-el-Mal se composent uniquement : 1° des dons et legs qui lui sont faits ; 2° des successions en déshérence ; 3° des biens vacants et sans maître qui n'ont pas été vivifiés ou mis en valeur par des particuliers : Trib. mixte, 26 mars 1896 (97, 661). — *31*. Ils ne sauraient comprendre les immeubles dont les titres sont perdus ou n'existent pas pour une raison quelconque, alors même que cette absence de titre donnerait lieu à des contestations entre plusieurs personnes se prétendant également propriétaires des immeubles en question : Trib. mixte, 26 mars 1896 (97, 661).

§ II. — **Nécessité des transcriptions sur le titre.**

32. Le défaut de transcription d'une mutation immobilière sur le titre de propriété a, en droit musulman tunisien, pour résultat de rendre ladite mutation non opposable aux tiers qui ont acquis sur l'immeuble qui en est l'objet des droits réels, antérieurement à l'accomplissement de cette formalité : Tunis, 4 déc. 1885 (89, 30) ; 17 nov. 1887 (94, 435) ; 22 mai 1890 (94, 369) ; 20 juin 1891 (93, 87) ; 21 nov. 1892 (97, 117) ; Cass. req., 19 juin 1893 (93, 309) ; Tunis, 21 nov. 1894 (95, 55) ; 23 janv. 1895 (95, 451) ; Trib. mixte, 28 mai 1895 (95, 548). — *33*. Il a été fait application de ce principe en matière de vente : Tunis, 4 déc. 1885 (89, 30). — *34*. En matière de constitution de habous : Tunis, 20 juin 1891 (93, 87) ; 21 nov. 1894 (95, 55). — *35*. A l'égard du saisissant : Cass. req., 19 juin 1893 (93, 309). — *36*. A l'égard du créancier gagiste : Cass. req., 19 juin 1893 (93, 309) ; Tunis, 21 nov. 1894 (95, 55). — *37*. Une donation d'immeubles (non immatriculés) est-elle, en droit musulman tunisien, opposable aux tiers, si elle n'a pas été transcrite sur le titre de propriété ? (non résolu) : Alger, 16 mai 1893 (93, 322). — *38*. Si, en droit tunisien, le titre de propriété doit faire mention de toutes les mutations dans la propriété de l'immeuble

et de toutes les charges réelles dont il est grevé, il n'est pas d'usage d'y inscrire les obligations personnelles dont le propriétaire peut être tenu : Tunis, 17 nov. 1887 (94, 435). — *39*. On doit considérer comme telle, l'engagement pris par le propriétaire de rembourser au locataire, à l'expiration du bail, les dépenses d'amélioration par lui faites sur l'immeuble loué : Tunis, 17 nov. 1887 (94, 435). — *40*. La Municipalité de Tunis est mal fondée à soutenir qu'elle est devenue propriétaire d'un terrain appartenant autrefois à un particulier, lorsqu'elle ne produit aucun titre régulier d'acquisition à l'amiable et n'a pas fait procéder à l'expropriation dans les formes voulues par le décret beylical du 30 août 1858 : Tunis, 22 avr. 1895 (95, 369). — *41*. D'ailleurs elle ne saurait obliger le détenteur actuel du terrain, propriétaire de bonne foi, à subir les conséquences de la cession dont elle établirait l'existence, si cette cession n'a pas été transcrite sur le titre de la propriété, et si la prescription décennale du droit musulman n'a pas couru en sa faveur par l'écoulement d'une possession continue, exclusive et non précaire : Tunis, 22 avr. 1895 (95, 369). — *42*. S'il est vrai qu'en principe le défaut de transcription d'une mutation d'une propriété non immatriculée sur le titre qui s'y rapporte a pour effet de la rendre non opposable au tiers qui a ultérieurement acquis des droits réels sur le même immeuble, cette règle n'a pas un caractère rigoureux et absolu ; elle comporte des tempéraments et des exceptions : Trib. mixte, 28 mai 1895 (95, 547). — *43*. Elle n'est pas applicable notamment lorsque la mutation non transcrite a été suivie d'une mise en possession et que cette possession s'exerce publiquement, sans équivoque, à titre de propriétaire, de telle façon que le nouvel acquéreur n'a pu raisonnablement l'ignorer lors de son acquisition : Trib. mixte, 28 mai 1895 (95, 547).

§ III. — **Medmouns.**

44. Les extraits ou résumés de titres de propriété dont les usages tunisiens autorisent la rédaction, dans certains cas, sous le nom de *medmoun*, ne peuvent faire la preuve du droit de propriété que lorsque le titre originaire n'est pas représenté : Tunis, 6 mai 1892 (94, 186). — *45*. En droit immobilier tunisien, il y a lieu au fractionnement du titre de propriété concernant un immeuble ou un groupe d'immeubles, en cas de vente partielle : Tunis, 29 avr. 1893 (96, 362). — *46*. On crée alors un titre nouveau, spécial à la portion aliénée ; ce titre se compose d'un *medmoun*, c'est-à-dire d'un résumé de l'ancien titre, indicatif de l'origine et des transmissions successives de la propriété, ainsi que de sa consistance primitive, et de l'acte de vente partielle : Tunis, 29 avr. 1893 (96, 362). — *47*. Ce titre nouveau est remis à l'acquéreur, tandis que l'ancien titre, qui reste entre les mains du vendeur, pour les parties d'immeuble non vendues, est revêtu d'une mention d'annulation partielle, de telle sorte qu'il ne peut plus

s'appliquer légalement qu'à la partie d'immeuble dont le vendeur est demeuré propriétaire : Tunis, 29 avr. 1893 (96, 362). — *48*. Ce système, qui est la base même du droit immobilier tunisien, est le seul qui soit applicable aux immeubles non immatriculés : Tunis, 29 avr. 1893 (96, 362).

§ IV. — Acquisitions anciennes par des européens.

49. Doit être interprété comme constituant une vente, l'acte de location ou de prêt passé entre un tunisien et un européen avant 1863, lorsqu'il résulte évidemment, tant des clauses insérées au contrat que des faits qui ont accompagné et suivi son exécution après 1863, que l'intention des parties était bien la cession de l'immeuble objet du contrat, et que la désignation du contrat n'a eu pour but que d'éluder l'interdiction d'acquérir des immeubles en Tunisie qui frappait alors les européens : Trib. mixte, 20 mai 1897 (97, 413) — *50*. Doit être interprété comme constituant une vente, le contrat de nantissement passé entre un tunisien et un européen avant 1863, lorsqu'il résulte évidemment, tant des clauses insérées au contrat que des faits qui ont accompagné et suivi son exécution après 1863, que l'intention des parties était bien la cession de l'immeuble objet du contrat, et que la désignation du contrat n'a eu pour but que d'éluder l'interdiction d'acquérir des immeubles en Tunisie qui frappait alors les européens : Sousse, 10 févr. 1898 (98, 238). — *51*. A l'époque où les lois et coutumes de la Tunisie faisaient obstacle à ce que des européens pussent devenir propriétaires d'immeubles dans la Régence, il était impossible pour ceux d'entre eux qui en achetaient de se procurer un titre régulier de leur acquisition : Tunis, 25 avr. 1900 (01, 404). — *52*. Il n'y a donc pas lieu de reprocher le manque de titre régulier à un propriétaire d'immeuble qui est resté depuis l'époque dont s'agit en possession paisible et qui a pu disposer de son bien sans être aucunement troublé par qui que ce soit : Tunis, 25 avr. 1900 (01, 404). — *53*. Il en est ainsi, tout au moins, au cas où le revendiquant n'apporte lui-même aucune preuve de ses prétendus droits et se borne à présenter des allégations qu'il est impossible de contrôler en raison du long temps qui s'est écoulé depuis l'époque où les faits allégués se seraient produits : Tunis, 25 avr. 1900 (01, 404).

SECTION III

Possession.

§ I. — Influence de la possession.

54. En Tunisie, le droit de propriété immobilière se prouve par la possession, à défaut de titres de propriété, ou lorsque les titres produits sont inapplicables ou muets sur les limites et l'étendue de l'immeuble auquel ils se rapportent : Sousse, 28 févr. 1889 (89, 53) ; Tunis, 17 mai 1890

(94, 342) ; 13 nov. 1890 (94, 485) ; 28 mai 1892 (96, 199) ; Cass. req., 18 oct. 1893 (93, 354). — *55*. Un titre ancien, qui ne mentionne depuis un très long temps ni une mutation ni un fait juridique quelconque, et qui, en outre, n'est appuyé d'aucun fait de possession, ne saurait valoir contre une possession qui réunit tous les caractères exigés par la loi tunisienne pour produire la prescription, et ne saurait par suite servir de base à une action en revendication : Tunis, 14 juin 1899 (99, 522). — *56*. Il ne suffit pas, pour prouver qu'on est propriétaire d'un immeuble non immatriculé situé en Tunisie, de produire un titre de propriété ancien se rapportant audit immeuble ; il faut encore établir qu'on en a la possession effective : Trib. mixte, 21 nov. 1903 (04, 215). — *57*. La preuve de l'existence de droits de propriété sur un immeuble non immatriculé ne résulte pas nécessairement de la production d'un titre de propriété indigène ; il faut encore démontrer que la possession est conforme au titre, car des tiers pourraient détenir la possession de l'immeuble dans des conditions telles qu'elles paralyseraient les droits du titulaire du titre : Tunis, 29 mai 1907 (06, 397). — *58*. Est souveraine l'appréciation des juges du fait qui constatent : 1° que les titres de propriété produits par les parties ne fournissant pas d'indications suffisantes pour la solution du litige, qui porte sur l'attribution de la propriété d'un immeuble tunisien, il y a lieu de rechercher des éléments de conviction dans les faits de possession dûment établis ; 2° qu'une des parties a fait, par des baux et des perceptions de loyers la preuve complète d'une possession prolongée : Cass. req., 18 oct. 1893 (93, 354).

§ II. — **Actes de notoriété (outikas).**

59. L'acte de notoriété destiné à remplacer un titre de propriété immobilière, acte connu sous le nom de « outika » n'a de valeur probante, en droit tunisien, que s'il est de date ancienne : Tunis, 23 mars 1889 (89, 133). — *60*. Une outika de date récente n'est pas opposable à celui qui possède animo domini depuis une époque bien antérieure à la date de l'outika : Tunis, 23 mars 1889 (89, 133). — *61*. Des actes de notoriété dressés en la forme voulue par la loi locale peuvent établir cette possession ; mais ils n'ont qu'une valeur relative s'ils sont de date récente et quand ils sont contradictoires et inconciliables, il échet de les rejeter pour y suppléer par toute mesure d'instruction utile : Tunis, 13 nov. 1890 (94, 485). — *62*. Les actes de notoriété qu'il est d'usage de dresser en Tunisie n'ont d'autre objet que d'établir cette possession : Tunis, 28 mai 1892 (96, 199). — *63*. Quand chacun des prétendants à la propriété produit un acte ancien de cette nature, que chacun de ces actes contient des énonciations inconciliables avec celles de l'autre, et qu'il n'y a pas de motifs pour rejeter l'un d'eux seulement, il y a lieu, sans s'arrêter à une antériorité de date qui n'a aucune valeur probante, dans cette situation, de recourir à tous les

moyens de preuve de nature à établir les faits de possession : Tunis, 28 mai 1892 (96, 199). — *64*. Entre plusieurs actes de notoriété de même valeur, on doit préférer celui qui est le plus ancien, ou celui qui est appuyé par la possession : Trib. mixte, 26 mars 1898 (98, 273). — *65*. Lorsque plusieurs actes de notoriété tendant à établir un droit de propriété sont en présence, celui dont il peut être tenu compte est celui qui présente un caractère d'authenticité plus grand que les autres : Trib. mixte, 15 décembre 1888 (97, 481). — *66*. En l'espèce, présente un caractère d'authenticité sérieux l'acte de notoriété qui est confirmé par la possession, porte une date antérieure à ceux qui lui sont opposés, est corroboré par d'autres actes de notoriété et dont les témoins déclaratifs sont des personnages connus, des notaires, par exemple : Trib. mixte, 15 déc. 1888 (97, 481). — *67*. Le droit de propriété du requérant l'immatriculation ne saurait donc être suffisamment établi par un simple acte de notoriété, en présence d'une opposition basée sur un autre acte de notoriété présentant les caractères énumérés ci-dessus, alors surtout que les opposants sont en possession : Trib. mixte, 15 déc. 1888 (97, 481). — *68*. Si les outikas de date ancienne peuvent être admises comme éléments de la preuve de la propriété d'immeubles non immatriculés, c'est à la condition qu'elles soient régulières, c'est-à-dire que les notaires aient été autorisés par le Cadi à recevoir l'acte, que la déclaration de témoignage ait été précisée et répétée pour chacun des déclarants, que l'acte de fond soit suivi d'un acte d'habilitation attestant que les témoins entendus sont irréprochables et aptes à témoigner ; que l'outika soit revêtue du cachet du Cadi et de la formule exécutoire : Tunis, 20 mai 1895 (95, 459). — *69*. Il est de principe qu'à défaut de titres ou en cas d'insuffisance de ceux qui sont produits, la propriété des immeubles tunisiens non immatriculés peut s'établir au moyen de la possession, même si elle n'a pas duré assez longtemps pour produire les effets de la prescription acquisitive : Tunis, 20 mai 1895 (95, 459). — *70*. Il est d'usage que les membres d'une famille dans laquelle un immeuble se transmet de génération en génération pendant un grand nombre d'années fassent constater de temps en temps leur possession sur leur titre de propriété : Tunis, 20 mai 1895 (95, 459). — *71*. Est donc insuffisant pour établir à lui seul la propriété, le titre qui comprend une lacune de 153 ans entre deux des actes qui le composent : Tunis, 20 mai 1895 (95, 459). — *72*. Une outika régulière peut, en droit musulman, établir la propriété, à défaut de titre. Mais des actes de cette nature ne peuvent être accueillis, en général, qu'avec la plus grande circonspection et doivent revêtir, pour inspirer confiance, un caractère particulièrement grave, précis et circonstancié, lorsqu'il s'agit de suppléer à un titre habous : Sousse, 26 mars 1903 (04, 298). — *73*. N'offrent aucune garantie de l'existence et de la validité du habous des outikas qui ne fournissent aucune sorte d'indication sur le lieu, l'époque,

le rite de la constitution dudit habous : Sousse, 26 mars 1903 (04, 298). — 74. Doit être écartée une outika qui ne contient que des déclarations insuffisantes et vagues de témoins qui ne précisent pas l'origine de l'opinion dont ils se sont faits l'écho et qui a été pour cette raison infirmée par une fetoua du mufti hanafite : Sousse, 26 mars 1903 (04, 298). — 75. Doit même être écartée une seconde outika établie pour fortifier la première et dans laquelle les témoins déclarent appuyer leurs affirmations sur la commune renommée : Sousse, 26 mars 1903 (04, 298). — 76. Peu importe que le mufti hanafite ait, dans une nouvelle fetoua, déclaré suffisante la référence à la commune renommée : Sousse, 26 mars 1903 (04, 298). — 77. En effet, la fetoua du mufti n'a que la valeur d'une opinion exprimée par un jurisconsulte sur la demande d'une seule des parties, et d'autre part, il paraît étrange que la commune renommée soit invoquée, après avoir été ignorée tout d'abord : Sousse, 26 mars 1903 (04, 298).

CHAPITRE II

Propriété immatriculée.

Bibliographie. — COULON, *Jurispr. en mat. de propr. immob.* (Journ. trib. Tun., 1896, p. 183). — LABBE, *Inscript. sur le livre foncier* (Journ. trib. Tun., 1907, p. 103). — LABBE, *Hypoth. de l'hypoth.* (Journ. trib. Tun., 1907, p. 406). — LABBE, *Inscript. hypothéc.* (Journ. trib. Tun., 1908, p. 184). — PIOLET, *Rég. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 102 et 129. — PONTOIS, *Rapp. sur le proj. de loi sur la propr. fonc.* (Rev. algér., 1885, 1, 121). — PUECH, *Constit. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 77. — TILLOY, *Rép. alph* , t. VI p. 3016 — X... *Proj. de loi sur la constit. de la propr. fonc. en Tun.*, (Rev. algér. 1885, 1, 37).

SECTION PREMIÈRE

Valeur du titre.

78. Aux termes de l'art. 2 du décret du Président de la République en date du 17 juillet 1888, le titre dressé ensuite de la décision du Tribunal mixte prononçant l'immatriculation est définitif et inattaquable ; il forme, devant les juridictions françaises, le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent, à l'exclusion de tous autres droits non inscrits : Tunis, 22 mai 1895 (95, 461). — 79. On ne saurait classer dans la catégorie des arbres et arbrisseaux que l'art. 180 de la loi foncière oblige à planter à deux mètres des constructions, des petites plantes de jardin insignifiantes et dont la plus haute ne dépasserait pas soixante centimètres : Just. p. Tunis-Nord, 16 déc. 1896 (97, 43).

SECTION II

Inscriptions sur le livre foncier.

§ I. — Effets des inscriptions.

80. Ne sont pas susceptibles d'inscription sur le livre foncier les actes de procédure tendant à la vente aux enchères publiques et le jugement d'adjudication relatifs à un immeuble inscrit au nom d'une personne décédée, si les actes de poursuite ont été dirigés et le jugement d'adjudication prononcé contre des héritiers qui n'ont pas fait inscrire la dévolution héréditaire sur le titre : Trib. mixte, 26 juill. 1906 (07, 30). — *81*. Il résulte en effet de l'art. 357 de la loi foncière qu'on ne peut pas prendre une inscription sur une personne dont le droit n'est pas inscrit : Trib. mixte, 26 juill. 1906 (07, 30). — *82*. Si, aux termes des art. 342 et 343 de la loi foncière, tout bail de plus d'une année ou toute quittance ou cession d'une somme équivalente à plus d'une année de loyers, n'est opposable aux tiers qu'à la condition d'avoir été l'objet d'une inscription à la Conservation de la propriété foncière, cette législation n'est applicable qu'aux seuls immeubles immatriculés ; pour les autres, il n'existe en Tunisie aucune loi ni aucun usage, même pour les baux de plus de trois ans : Tunis, 27 nov. 1895 (95, 599). — *83*. L'inscription d'une hypothèque ne peut comprendre les frais et accessoires non évalués dans l'acte de constitution : Trib. mixte, 30 oct. 1907 (07, 576). — *84*. La loi foncière n'a pas admis l'hypothèque de l'hypothèque ; dans l'hypothèse où un créancier hypothécaire donne sa créance en garantie d'un prêt à lui-même consenti, si la convention ne peut pas s'analyser autrement que comme une hypothèque de l'hypothèque, elle n'est pas susceptible de donner lieu à une inscription sur le titre foncier : Trib. mixte, 10 avr. 1907 (07, 313). — *85*. Mais si, dans la réalité des choses, la convention contient une véritable cession de l'hypothèque, cette cession est susceptible d'inscription : Trib. mixte, 10 avr. 1907 (07, 313).

§ II. — Inscriptions conservatoires.

86. Ne commet aucune faute celui qui, ayant obtenu du Président du Tribunal de 1re instance une ordonnance lui permettant de faire faire, sur le titre d'une propriété immatriculée, inscription conservatoire des droits qu'il a acquis sur cet immeuble par un achat partiel, a refusé main-levée de ladite inscription jusqu'au jour où, son propre titre lui ayant été délivré, à la suite d'un lotissement régulier, ladite inscription conservatoire n'a plus présenté ni utilité, ni raison d'être : Tunis, 13 mars 1907 (07, 343). — *87*. Il importe peu qu'il n'ait pas fait lui-même les diligences voulues pour obtenir le lotissement, alors que cette formalité pouvait être accomplie par

les soins du vendeur, intéressé à libérer sa propriété de l'inscription conservatoire : Tunis, 13 mars 1907 (07, 343).

CHAPITRE III

Immeubles non soumis à la propriété privée.

Bibliographie. — ANTERRIEU, *Confér. admin.* p. 197. — HUGON, *Confér. admin.*, p. 250. — TILLOY, *Rép. alph.* t. II p. 615.

SECTION PREMIÈRE

Terres soumises à la jouissance collective des tribus.

88. Dans certains territoires de la Tunisie, qui sont habités depuis des siècles par des nomades, la propriété privée n'existe qu'à l'état d'exception et le sol est resté presque partout la propriété de l'Etat : Trib. mixte, 23 janv. 1904 (04, 136) ; 18 juin 1904 (04, 563). — *89*. Les tribus n'y possèdent que des droits de jouissance collective, dont la règlementation appartient entièrement à l'autorité administrative : Trib. mixte, 23 janv. 1904 (04, 136) ; 28 déc. 1904 (05, 237). — *90*. Ces droits de jouissance collective, sont en rapport avec les mœurs des habitants et leurs moyens élémentaires d'utilisation du sol ; leur règlementation appartient à l'Etat : Trib. mixte, 28 déc. 1904 (05, 237). — *91*. Cette jouissance collective constitue un droit réel inscriptible sur le titre de propriété délivré ensuite d'une réquisition d'immatriculation : Trib. mixte, 28 déc. 1904 (05, 237). — *92*. La propriété des territoires occupés par les tribus tunisiennes nomades, et que le décret du 14 janvier 1901 a appelé « terres de jouissance collectives des tribus » appartient à l'État : Trib. mixte, 22 févr. 1904 (04, 143). — *93*. Les tribus, qui d'ailleurs ne sont pas des corps constitués et qui ne jouissent pas de la personnalité civile, n'ont aucunement le droit d'en disposer : Trib. mixte, 22 févr. 1904 (04, 143). — *94*. Elles peuvent seulement en jouir, conformément aux traditions et aux usages, sous le contrôle et la réglementation de l'État : Trib. mixte, 22 févr. 1904 (04, 143). — *95*. La concession par le Bey de certains droits de jouissance sur un territoire à des collectivités d'habitants, ensuite d'une contestation entre plusieurs groupes, et en vue de la solution du conflit qui s'était élevé entre eux, n'a pas pour effet de faire les individus qui prétendent faire partie des collectivités concessionnaires les propriétaires à titre privatif du sol sur lequel porte la concession ; ils sont donc mal fondés à en demander l'immatriculation à leur profit, en ladite qualité : Trib. mixte, 2 mai 1904 (04, 364). — *96*. Il est admissible aussi qu'il puisse se trouver dans le sud de la Tunisie la propriété collective, puisque plusieurs propriétaires à titre privé pourraient mettre leurs domaines en commun entre eux et leurs descendants ; mais il est essentiel qu'on fournisse la preuve de cette transformation de la propriété indivi-

duelle en propriété collective : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 563) ; 29 oct. 1904 (05, 59). — *97*. Il n'y a pas, en tous cas, de propriété collective au profit d'une tribu ou d'une fraction de tribu ou de gens prétendant faire partie d'une même confédération indigène, car, en Tunisie, les tribus et leurs subdivisions de toute espèce n'ont jamais formé des corps moraux, des individualités juridiques ; or, pour être propriétaire, la première condition à réaliser est d'avoir une existence légale : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 563). — *98*. La première des conditions à réaliser pour l'établissement d'une propriété collective, c'est qu'il existe une collectivité capable d'être propriétaire. Cette condition ne se rencontre pas en Tunisie où les tribus ou fractions de tribus ne forment pas des êtres moraux : Trib. mixte, 29 oct. 1904 (05, 59) — *99*. En Tunisie, les tribus et les fractions de tribu ne constituent ni des entités morales, ni des personnes juridiques à l'instar des départements et des communes de France. Par suite, ces collectivités sont irrecevables à exercer une action possessoire : Sousse, 13 févr. 1908 (08, 219). — *100*. Elles ne le peuvent pas, d'abord, parce qu'elles n'ont pas le droit d'ester en justice, ensuite, parceque leurs droits de jouissance ne peuvent être que précaires : Sousse, 13 févr. 1908 (08, 219). — *101*. L'art. 3 du décret du 14 janvier 1901 sur la délimitation des terres collectives s'exprime ainsi : « Dans l'intervalle qui s'écoulera entre la promulgation du décret d'ouverture des opérations et celle du décret d'homologation, aucun acte d'aliénation, en propriété ou en jouissance, des terres sises dans le territoire soumis à la délimitation, ne pourra avoir lieu sans un certificat préalable de non opposition, délivré par le Premier Ministre, et ce, à peine de nullité, même au regard des parties ». Cette disposition emporte nullité des actes d'aliénation relatifs à tout immeuble situé dans le territoire soumis à la délimitation : Trib. mixte, 19 déc. 1903 (04, 7). — *102*. C'est à tort qu'on soutiendrait qu'il ne s'applique qu'aux actes portant sur des immeubles reconnus ensuite comme faisant partie des terres collectives des tribus ; rien dans le texte précité n'autorise une telle interprétation restrictive : Trib. mixte, 19 déc. 1903 (04, 7).

SECTION II

Terres mortes.

103. Dans le droit musulman, qui est applicable aux immeubles tunisiens non immatriculés, une terre morte est celle qui n'a jamais été l'objet d'une propriété privée, c'est-à dire dont personne n'a jamais retiré aucune utilité, ou encore celle d'où toute trace d'utilisation et d'appropriation privée a disparu depuis longtemps, sans d'ailleurs qu'il y ait à rechercher sous quelle forme l'utilisation et l'appropriation se sont effectuées : Trib. mixte, 11 avr. 1904 (04, 307). — *104*. Donc, s'il est vrai que le décret du 13 janvier 1896 place les terres mortes dans le domaine de l'État tunisien,

n'est cependant pas domanial le terrain, même incultivé, dont des particuliers retirent certaines utilités, par la récolte des herbes, le pâturage des bestiaux, l'extraction et la cuisson des pierres calcaires, etc.. alors d'ailleurs qu'ils produisent des titres qui leur en attribuent la propriété : Trib. mixte, 11 avr. 1904 (04, 307). — ***105***. Le sol qui n'est pas l'objet d'une propriété privée ou collective ne peut être que *res nullius* ou la chose de l'État : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 563). — ***106***. En Tunisie, c'est la seconde de ces alternatives qui se réalise, puisque le droit musulman donne l'appellation de *terres mortes* aux biens qui n'ont pas été appréhendés et les place dans le domaine de l'État: Trib. mixte, 18 juin 1904 (04, 563). — ***107***. Il est vrai que celui-ci a reconnu, dans certaines régions du sud de la Régence, au profit des habitants, certains droits de jouissance qui n'ont jamais été définis et qui ne sont pas définissables, parce qu'ils ne sont régis que par des usages locaux et par l'autorité administrative qui en règle l'exercice à son gré, mais ce ne sont là que des droits de jouissance, qui ne peuvent faire obstacle à l'immatriculation au profit de l'État des terrains qui en sont l'objet : Trib. mixte, 18 juin 1904 (04,563). — ***108***. Encore bien qu'à Madagascar les biens vacants et sans maître appartiennent à l'État, on ne peut conclure de ce principe que, d'une façon générale et absolue, il ne soit pas tenu, lorsqu'il invoque ce droit de propriété, d'en fournir les justifications : Tananarive 20 août 1802 (04, 159). — ***109***. Ne sont réputées vacantes et sans maître que les terres non occupées; à l'égard de celles cultivées et possédées par des tiers, l'État en vertu du principe qui soumet son domaine privé aux mêmes obligations que les particuliers, sauf les exceptions prévues par les lois spéciales, doit faire la preuve du droit invoqué : Tananarive, 20 août 1902 (04, 159). — ***110***. Aux termes des décrets beylicaux du 23 mars 1871, du 22 septembre 1871 et du 18 décembre 1875, relatifs aux terres sialines, quiconque détenait ces terres lors du premier décret, doit en être reconnu propriétaire régulier : Trib. mixte, 28 févr. 1893 (94, 46). — ***111***. Toutefois, il y a lieu de distinguer, en ce qui concerne la preuve de cette détention entre les terres mortes et celles qui avaient été, à la date du décret, vivifiées par la culture ; tandis que, pour ces dernières, la preuve peut être administrée par tous les moyens du droit commun, elle n'est admissible, pour les autres, que si elle résulte d'un acte de notoriété antérieur au premier des décrets susvisés : Trib. mixte, 28 févr. 1893 (94, 46). — ***112***. Le décret beylical du 23 mars 1871 relatif aux terres sialines a décidé que quiconque en avait la possession, antérieurement à ce décret, en serait reconnu propriétaire, sans distinguer entre les terres plantées et les autres : Trib. mixte, 19 déc. 1893 (94, 52). — ***113***. Les décrets du 22 septembre 1871 et du 18 décembre 1875, sont applicables seulement aux terres mortes, et par cette expression, il faut entendre toute terre qui n'a pas été vivifiée par la

culture, de quelque nature que soit d'ailleurs cette culture : Trib. mixte, 19 déc. 1893 (94, 52).

SECTION III

Montagnes.

114. Aux termes du décret du 13 janvier 1896, les montagnes incultivées sont déclarées appartenir à l'État, sous réserve des droits de propriété et d'usage régulièrement acquis ou constatés auparavant : Trib. mixte, 19 déc. 1903 (04, 7). — ***115***. Cette législation est la reconnaissance légale d'un état de fait antérieur, auquel elle n'a rien modifié ; en effet, depuis de nombreux siècles, notamment depuis l'invasion arabe, les populations établies sur le sol tunisien n'ont joui des montagnes où elles se sont installées qu'en en cultivant les parties arables et en y faisant paître leurs troupeaux : Trib. mixte, 19 déc. 1903(04, 7). — ***116***. Jamais elles n'ont essayé de s'emparer des richesses minérales qui s'y trouvaient, d'abord parce qu'elles en ignoraient l'existence, ensuite parce que, les eussent-elles connues, elles n'auraient su ni pu en tirer parti : Trib. mixte, 19 déc. 1903 (04, 7). — ***117***. Il s'ensuit que l'appropriation privée qu'elles ont pu réaliser au cours des siècles n'a pas pu concerner la masse des montagnes et des roches ou minéraux qu'elles renferment ; elle n'a jamais comporté que la constitution de la propriété privée pour les parcelles susceptibles de culture et l'acquisition de droits de parcours plus ou moins exclusifs : Trib. mixte, 19 déc. 1903 (04, 7). — ***118***. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter et appliquer les actes relatifs aux terrains en montagne : Trib. mixte, 19 déc. 1903 (04, 7). — ***119***. On objecterait vainement, à l'encontre de cette doctrine, la lettre de certains de ces actes dans lesquels, il y a plus d'un siècle, des indigènes se sont déclarés *propriétaires de la montagne*: Trib. mixte, 19 déc. 1903 (04,7). — ***120***. Le droit de propriété n'est pas quelque chose d'absolu, qui doive être apprécié comme un concept philosophique immuable, à travers les siècles et indépendamment des circonstances de lieu et de milieu social ; c'est au contraire une chose tout-à-fait relative, qui dépend essentiellement des modalités et conditions suivant lesquelles elle naît, se développe, se transforme et s'applique au sol sur lequel elle s'exerce : Trib. mixte, 19 déc. 1903 (04, 7). — ***121***. Il est du devoir strict du Tribunal mixte, qui a la charge de constituer la propriété soumise à l'immatriculation, de tenir compte de ces éléments d'appréciation et de ne point leur substituer des conceptions arbitraires, qui dénatureraient le droit immobilier du pays, au lieu d'en assurer l'application : Trib. mixte, 19 déc. 1903 (04, 7). — ***122***. Les termes des titres de propriété tunisiens ne doivent pas être pris dans un sens littéral, car ils ne peuvent avoir légalement d'autre signification que celle en rapport avec la nature relative et contingente du droit qu'ils étaient appelés à décrire

et à constater : Trib. mixte, 4 juill. 1904 (05, 22). — *123*. Spécialement, lorsqu'ils parlent de la propriété des montagnes, ils ne signifient que ceci: que les bénéficiaires du titre avaient le droit exclusif de cultiver les parties labourables et de faire pacager leurs troupeaux dans les parties accessibles : Trib. mixte, 4 juill. 1904 (05, 22). — *124*. Leur donner un autre sens serait commettre une erreur, puisque les habitants d'alors ne comprenaient pas autrement le droit de propriété sur les montagnes : Trib. mixte, 4 juill. 1904 (05, 22). — *125*. Les montagnes incultivables et inaccessibles aux troupeaux sont domaniales, comme terres mortes, en vertu des dispositions du droit musulman et indépendamment de toute disposition spéciale du droit séculier tunisien : Trib. mixte, 4 juill. 1904 (05, 22).

SECTION IV

Forêts.

126. Le décret du 4 avril 1890 qui a placé dans le domaine de l'État les *bois et forêts* , sous la réserve des droits de propriété et d'usage régulièrement acquis avant la date de promulgation de ce document, n'a exclu aucun des modes de preuve de la propriété immobilière admis par le droit tunisien : spécialement, il n'a pas exclu les actes de notoriété : Trib. mixte, 12 déc. 1904 (05, 182). — *127*. On ne peut non plus écarter lesdits actes et la preuve qui peut s'ensuivre en vertu d'une lettre ministérielle du 19 avril 1871, dont on ne possède qu'un fragment, auquel il sera dangereux d'attribuer une portée quelconque tant qu'on ne connaîtra pas le reste de ce document et les circonstances dans lesquelles il a vu le jour : Trib. mixte, 12 déc. 1904 (05, 182). — *128*. La preuve qu'un terrain fait partie du domaine forestier ne résulte pas de ce que des indigènes auraient consenti, sur procès-verbaux contre eux dressés pour coupe de bois, à payer des sommes diverses, à titre de transaction : Trib. mixte, 12 décembre 1904 (05,182). — *129*. Elle ne résulte pas non plus nécessairement de ce qu'il s'y trouve des broussailles plus ou moins épaisses: Trib. mixte, 12 déc. 1904 (05,182). — *130*. En tout cas ne peut être considéré comme faisant partie du domaine forestier de l'Etat un terrain qui fait l'objet d'un titre de propriété régulier antérieur au 4 avril 1890 : Trib. mixte, 12 déc. 1904 (05, 182). — *131*. Il importe peu que ce titre parle d'un terrain nu et propre au labour, alors qu'il est constaté qu'il se trouve des broussailles sur ledit immeuble, si les limites indiquées au titre ne laissent aucun doute sur son application : Trib. mixte, 12 déc. 1904 (05, 182). — *132*. Un terrain n'a pas un caractère domanial par cela seul qu'il formerait une enclave dans une forêt appartenant à l'Etat : Trib. mixte, 6 juil. 1904 (04, 652). — *133*. Non seulement aucun document législatif ne permet d'accueillir cette règle, mais encore elle est implicitement rejetée par les dispositions du décret du 22 juillet 1903 sur la délimitation

des forêts : Trib. mixte, 6 juill. 1904 (04, 652). — *134* D'autre part, l'étude de l'état de la propriété dans les régions forestières de la Tunisie fait constater que les forêts contiennent une grande quantité d'enclaves où s'exercent des droits de propriété privative appartenant à de très nombreux habitants: Trib. mixte, 6 juill. 1904 (04, 652). — *135*. D'après les usages et les lois en vigueur dans la Régence de Tunis, les forêts sont présumées appartenir à l'Etat jusqu'à preuve contraire : Tunis 12 déc. 1892 (96, 551). — *136*. Aux termes d'une décision beylicale du 19 avril 1871, un acte de notoriété ne doit pas être considéré comme un titre suffisant pour donner droit à la propriété d'un immeuble faisant partie du domaine de l'Etat : Tunis, 12 déc. 1892 (96, 551). — *137*. On ne saurait donc faire à l'encontre de l'Etat, la preuve de la propriété d'une forêt au moyen d'un acte de notoriété : Tunis, 12 déc. 1892 (96, 551).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Voir : Brevet d'invention.

1. Le droit de propriété sur une dénomination industrielle ne se perd par prescription que si corrélativement ce même droit a été acquis par des tiers : Cass. Florence, 12 mars 1903 (05, 582). — *2*. Aux termes de l'art. 2 de l'ord. du 16 avr. 1842, lorsqu'il s'agit de droits ou actions ayant pris naissance en Algérie (et la règle est applicable à la Tunisie en vertu de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883) le demandeur peut, à son choix, assigner devant le Tribunal du domicile en France ou devant le Tribunal dans le ressort duquel le droit ou l'action a pris naissance : Tunis, 24 juin 1905 (06, 117). — *3*. Par suite un tribunal de Tunisie est compétent pour connaître de l'action née de la contrefaçon ou de l'imitation d'une marque déposée au greffe de ce tribunal ou déposée à Berne, ce qui équivaut au dépôt en Tunisie, conformément à l'art. 4 de la Convention de Madrid en date du 14 avr. 1891 : Tunis, 24 juin 1905 (06, 117).

PROPRIÉTÉ MOBILIÈRE

1. Ne peut être considérée comme une épave ou une chose perdue la somme trouvée dans la caisse d'une banque, bien qu'il soit pour l'instant impossible d'en déterminer l'origine, faute de document y applicable ou pour autre cause : Tunis, 1er mars 1907 (08, 126). — *2*. Par conséquent, doit être repoussée la demande du caissier de l'établissement dans la caisse duquel la somme a été trouvée, tendant à ce que celle-ci lui soit remise, comme constituant une chose trouvée ou une épave : Tunis, 1er mars 1907 (08, 126). — *3*. On entend par trésor une chose enfouie ou cachée sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété : Tunis, 30 mai 1900 (00, 474). — *4*. Ne saurait être considérée comme

trésor, une somme en pièces de monnaie trouvée dans une maison, alors que les héritiers de l'ancien propriétaire démontrent par des présomptions précises et concordantes que cette somme avait été cachée par leur auteur : Tunis, 30 mai 1900 (00, 474). — **5**. En conséquence celui qui l'a trouvée est mal fondé à en réclamer la moitié à titre d'inventeur : Tunis, 30 mai 1900 (00, 474).

PROTECTION DIPLOMATIQUE

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 43. — S. BERGE, *Nation. des indigènes au point de vue de la compét.* (Journ. trib. Tun., 1893 p. 381). — CHALOM, *Les israélites en Tun.*, p. 158.

SECTION PREMIÈRE

Etablissement de la protection.

§ I. — Actes consulaires.

1. Le sujet tunisien qui prétend être protégé d'une puissance européenne, spécialement protégé français, n'est recevable à établir cette qualité que par la production d'une patente de protection : Tunis, 24 févr. 1891 (93, 267) ; Alger, 27 juin 1893 (93, 340). — *2*. Un passeport délivré par le préfet de police de la Seine n'aurait à cet égard aucune valeur probante : Tunis, 24 févr. 1891 (93, 267) ; Alger, 27 juin 1893 (93, 340). — *3*. Établit suffisamment sa qualité de protégé français celui qui produit à l'appui de sa prétention un certificat de nationalité dressé par la Résidence générale de France à Tunis : Tunis, 22 janv. 1894 (94, 111). — *4*. La délivrance de cette pièce rentre dans les pouvoirs discrétionnaires de l'autorité consulaire et il n'appartient pas au Tribunal de l'annuler ou d'apprécier les motifs pour lesquels cette mesure a été prise : Tunis, 22 janv 1894 (94, 111). — **5**. Un décret beylical du mois de juillet 1866 déclare que les patentes de protection accordées aux sujets tunisiens par les Consuls étrangers ne peuvent produire en Tunisie aucun effet : Tunis, 11 janv. 1897 (98, 112). — *6*. Le gouvernement hellénique n'a passé avec la Tunisie aucun traité restreignant sur ce sujet les effets de la puissance souveraine des Beys : Tunis, 11 janv. 1897 (98, 112). — 7. Or, leur interdiction serait illusoire si on pouvait la tourner en donnant à la patente de protection la forme d'un passeport ou d'un certificat de nationalité : Tunis, 11 janv. 1897 (98, 112).

§ II. — Militaires.

8. Le tunisien incorporé dans un régiment français jouit, par le fait même, de la protection française, tout au moins pendant le temps qu'il

passe sous les drapeaux, et devient en conséquence justiciable de la juridiction française, même dans les procès qu'il peut avoir à soutenir contre des tunisiens : Just. p. Sfax, 23 avr. 1889 (89, 69). — *9*. Le décret beylical du 7 mars 1885, en soumettant les soldats tunisiens incorporés dans les régiments français au code de justice militaire français, en a ainsi décidé implicitement : Just. p. Sfax, 23 avr. 1889 (89, 69). — *10*. Il serait d'ailleurs impossible de concilier légalement sur une foule de points, les règles de la justice tunisienne avec celles de notre Code de justice militaire, notamment en matière d'emprisonnement pour dette : Just. p. Sfax, 23 avr. 1889 (89, 69).

§ III. — **Maronites.**

11. Les maronites et chrétiens d'Orient jouissent de la protection française depuis l'époque la plus reculée : Tunis, 14 déc. 1887 (90, 239). — *12*. Cette protection est une protection efficace qui s'est toujours exercée et qui doit entraîner, en Tunisie, les maronites et chrétiens d'Orient devant les Tribunaux français : Tunis, 14 déc. 1887 (90, 239).

SECTION II

Effets de la protection.

§ 1. — **Quant à la famille.**

13. La protection accordée par un gouvernement étranger à un indigène, en Egypte, à raison de ses fonctions consulaires, est personnelle et restreinte à la durée de ses fonctions ; elle ne saurait profiter à sa femme ou à ses enfants : C. mixte Alexandrie, 18 avr. 1895 (96, 454). — *14*. A la différence de la naturalisation qui ne produit que des effets individuels, la protection consulaire s'étend de plein droit à l'épouse de celui qui a obtenu cette faveur, ainsi qu'aux membres de sa famille : Tunis, 29 juin 1896 (96, 553). — *15*. Les enfants d'un syrien, protégé français de son vivant, ne peuvent prétendre à leur tour *de plano* à la protection française dont jouissait leur auteur : Cass. civ., 10 mars 1897 (97, 255). — *16*. Ils ne sauraient, d'ailleurs, tirer argument de ce que le *de cujus* avait été autorisé par décret à établir son domicile en France, alors que ni lui, ni sa famille n'y ayant jamais effectivement résidé, ce décret était resté sans effet juridique : Cass. civ., 10 mars 1897 (97, 255).

§ II. — **Quant au régime légal.**

17. Si le protégé français est soumis à la même juridiction que les français eux-mêmes, et dans les mêmes conditions, la protection diplomatique ne le dénationalise pas et il reste soumis, quant à son statut per-

sonnel, à sa loi nationale : Sousse, 28 juin 1894 (94, 530) ; 11 janv. 1895 (95, 128) ; Alger, 5 févr. 1897 (97, 149) ; Tunis, 17 janv. 1898 (98, 462) ; 18 déc. 1901 (02, 506). — *18*. La protection diplomatique n'exerce aucune influence sur la loi à appliquer, en matière d'état civil et de succession, à l'israélite tunisien auquel elle a été accordée : Tunis, 19 mai 1884 (95, 266) ; 1er juin 1887 (94, 236) ; 22 févr. 1892 (96, 154) ; Sousse, 28 juin 1894 (94, 530) ; Tunis, 8 janv. 1896 (96, 107) ; 17 mai 1899 (99, 431). — *19*. A tort voudrait-on, pour soutenir le contraire, s'emparer du § 5 du protocole franco-italien du 25 janv. 1884, qui dit que « les protégés italiens en Tunisie sont, en matière de juridiction, complètement assimilés aux nationaux italiens » ; ce texte règle uniquement une question de juridiction et ne concerne en rien la législation à appliquer aux justiciables dont s'agit : Sousse, 28 juin 1894 (94, 530). — *20*. Le décret beylical de juillet 1866, par lequel le Gouvernement du Bey a déclaré qu'il ne reconnaîtrait aucune protection accordée aux tunisiens, ne peut avoir aucun effet quant à l'attribution de juridiction qui résulte, pour les Tribunaux français, de la protection diplomatique d'une puissance européenne ; en effet, ce décret n'a pas été revêtu de l'approbation du Résident général : Sousse 28 févr. 1895 (95, 282).

§ III. — Quant à la durée.

21. La protection accordée à un tunisien par un Consul d'une nation européenne n'a d'effet que pendant la durée du temps pour lequel elle est accordée et qui est spécialement mentionnée sur le certificat délivré à cet effet par le Consul de la nation protectrice : Tunis, 1er juin 1896 (96, 369). — *22*. La péremption d'un certificat de protection diplomatique, par suite de non paiement de la taxe à son expiration, n'emporte pas *ipso facto* et de plein droit déchéance de la protection : Sousse, 28 févr. 1895 (95, 282). — *23*. Le Gouvernement protecteur a seul le droit de conserver ou non la faveur qu'il a accordée au protégé et le renouvellement de la patente, consenti après son échéance, a pour effet de remettre le protégé dans la situation où il se trouvait avant : Sousse, 28 févr. 1895 (95, 282).

SECTION III

Voies de recours contre les décisions des Consuls.

24. La décision de l'autorité française refusant un certificat de protection à un indigène n'est susceptible d'aucun recours contentieux : Tunis, 8 mars 1897 (97, 239). — *25*. En conséquence, l'indigène porteur d'un certificat de protection périmé et non renouvelé est tunisien et, comme tel, justiciable des tribunaux indigènes : Tunis, 8 mars 1897 (97, 239). — *26*. Les décisions prises par les Consuls vis-à-vis des proté-

gés français en Orient, se rattachant à l'exercice des pouvoirs reconnus à la France par les traités et conventions internationaux, ne sont pas des actes administratifs et ne peuvent donner ouverture à aucun recours contentieux devant le Conseil d'Etat : Cons. d'Etat, 12 févr. 1904 (05, 338).

SECTION IV

Régime actuel de la Tunisie.

27. L'existence et la pratique de la protection consulaire en Tunisie sont incompatibles avec l'établissement du protectorat français sur ce pays, qui en a placé l'administration sous le contrôle de la France : Tunis, 29 janv. 1902 (02, 169) — *28*. Aussi la protection diplomatique a t-elle été supprimée en Tunisie par les traités passés entre la France et les puissances en 1896 et 1897 : Tunis, 29 janv. 1902 (02, 169). — *29*. Si, par mesure transitoire, la protection des consuls étrangers a été maintenue au profit de certaines personnes qui ont été reconnues par le Gouvernement français, comme en jouissant antérieurement aux traités susdits, cette protection constitue au profit de ceux qui sont inscrits sur les listes alors établies, un bénéfice personnel et viager, qui ne peut être transmis à personne : Tunis, 29 janv. 1902 (02, 169). — *30*. Aucun consul étranger n'a qualité pour rectifier ou compléter lesdites listes et les certificats de protection qu'il délivrerait aujourd'hui sont sans valeur : Tunis, 29 janvier 1902 (02, 169). — *31*. Les listes des protégés inscrits aux consulats étrangers à Tunis ayant été arrêtées par décret beylical du 1er septembre 1898 en suite des conventions diplomatiques conclues par le Gouvernement français avec les puissances étrangères, sont limitatives : Tunis, 2 nov. 1898 (98, 541). — *32* En conséquence, les certificats de protection délivrés postérieurement par les consuls étrangers, à des personnes qui ne figurent pas sur ces listes, sont aujourd'hui dépourvus de toute valeur : Tunis, 2 nov. 1898 (98, 541). — *33*. Un tribunal ne pourrait leur reconnaître de force légale sans commettre un excès de pouvoirs : Tunis, 2 nov. 1898 (98, 541).

PUBLICITÉ

Voir : Immatriculation, ch. II sect. I. — Tribunal criminel, ch. IV sect. I.

PUISSANCE PATERNELLE

Voir : Paternité et filiation, ch. III sect. I. — Succession, ch. II sect. I.

Q

QUALITÉS

SECTION PREMIÈRE

Règlement des qualités des décisions des juridictions civiles.

§ I. — Régularité de l'avenir.

1. L'avenir en règlement de qualités doit indiquer d'une manière précise la date à laquelle le règlement aura lieu ; l'absence de mentions ou l'indication incomplète entraînent la nullité du règlement lorsqu'il a eu lieu par défaut, et, par voie de conséquence, la nullité de la décision elle-même : Cass. civ., 28 mars 1904 (05, 396). — *2*. Si l'art. 143 C. proc. civ. prescrit que l'original de la signification des qualités à avoué restera pendant 24 heures aux mains de l'huissier audiencier, afin que l'avoué puisse former opposition, s'il y a lieu, l'art. 145, qui dispose que les parties seront réglées sur un simple acte d'avoué à avoué, n'impartit aucun délai pour la comparution de l'opposant devant le juge : Cass. req., 13 juill. 1893 (93, 398) ; 4 janv. 1905 (06, 155). — *3*. Les qualités peuvent-elles être réglées par le juge le plus ancien ayant connu de l'affaire, lorsqu'avenir a été donné devant le président, qui n'avait pas lui même participé au jugement ? : Cass. req. 8 juill. 1895 (95, 418). — *4*. L'ordonnance qui a réglé par défaut les qualités d'un jugement est nulle, bien qu'ayant été rendue par le magistrat compétent, lorsqu'elle l'a été sur un avenir donné à l'avoué opposant à comparaître devant un autre magistrat (dans l'espèce, le président du siège, qui n'avait pas pris part au dit jugement : Cass. civ., 23 oct. 1895 (95, 533). — *5*. L'avenir en règlement de qualités portant sommation de comparaître devant le premier président de la Cour d'appel, présidant la première Chambre, ou son dévolutaire, avertit suffisamment qu'en cas d'empêchement du premier président, quelle qu'en soit la cause, les qualités seront réglées par le magistrat de la première Chambre ayant connu de l'affaire et appelé à le remplacer : Cass. req., 18 juin 1897 (97, 396). — *6*. Dès lors, il est valablement procédé au règlement des qualités par le conseiller qui a présidé l'audience en remplacement du premier président empêché : Cass. req., 18 juin 1897 (97, 396). — *7*. L'avenir en règlement des qualités d'un jugement, rendu sans la participation du président du Tribunal, est néanmoins régulièrement donné « devant le Président du Tribunal de.... » désignation qui s'applique manifestement, en ce cas, au magistrat le plus ancien ayant présidé l'audience dans laquelle ledit jugement a été rendu et ayant, par suite, compétence pour régler les qualités : Cass. civ., 30 juin 1898 (98, 370). — *8*. L'opposition à qualités est un acte du ministère de l'avoué pour lequel aucune substitution n'est admise :

Alger, 20 juill. 1901 (02, 13). — *9*. En conséquence, lorsque cette opposition est faite, non par l'avoué lui-même, mais par un de ses clercs, elle doit être considérée comme nulle et non avenue : Alger, 20 juill. 1901 (02, 13).

§ II. — **Régularité de l'ordonnance.**

10. S'il est vrai que la mention, sur la grosse d'un jugement, « bon à expédier » peut équivaloir à une ordonnance de règlement de qualités, si elle porte la signature du président, c'est à la condition qu'elle soit régulièrement datée : Caen, 8 août 1902 (04, 158) ; Cass civ., 16 mai 1898 (98, 340). — *11*. En effet, la date seule permet de savoir si les qualités ont été réglées le jour où elles devaient l'être et si l'avoué opposant a eu la faculté de contredire : Caen, 8 août 1902 (04, 158) ; Cass civ., 16 mai 1898 (98, 340). — *12*. L'absence de date de la susdite mention entraîne donc la nullité des qualités, et, par suite, celle du jugement, lui-même : Caen, 8 août 1902 (04, 158) ; Cass. civ., 16 mai 1898 (98, 340). — *13*. Lorsque l'ordonnance par laquelle le président du tribunal a, par défaut, donné main-levée de l'opposition aux qualités du jugement n'est pas signée, elle doit être réputée inexistante, et, s'il n'est pas justifié que l'avoué du défaillant se soit régulièrement désisté de son opposition, le jugement est frappé de nullité : Cass. civ., 11 mars 1903 (04, 504). — *14*. Lorsque les qualités ont été réglées à une date antérieure à celle fixée pour le jour de la comparution par l'avenir en règlement, l'ordonnance du règlement est viciée d'une nullité radicale qui vicie à son tour les qualités, à moins qu'il ne soit constaté que l'avoué opposant a été présent ou qu'il a renoncé au délai qui lui a été accordé pour se présenter devant le juge : Cass. civ., 22 févr. 1904 (05, 338). — *15*. Les qualités réglées par un magistrat qui n'a pas connu de l'affaire sont nulles et leur nullité entraîne celle du jugement : Alger, 24 févr. 1894 (94, 316). — *16*. Mais si le fond a été jugé par la décision ainsi annulée, il échet pour la juridiction d'appel de statuer, en vertu de l'effet dévolutif de l'appel : Alger, 24 févr. 1894 (94, 316). — *17*. Le règlement des qualités par un magistrat qui n'a pas participé à l'arrêt ou au jugement qui s'y rapporte, est frappé d'une nullité absolue qui vicie l'arrêt lui-même dont les qualités sont une partie essentielle : Cass. civ., 10 déc., 1900 (01, 18). — *18*. L'ordonnance de règlement de qualités est régulière et satisfait à l'art. 145 C. proc. civ., quand elle porte la mention : « Vu, bon à expédier » sous certaines modifications qu'elle prend soin d'indiquer : Cass. civ., 2 janv. 1895 (95, 50).

§ III. — **Mentions nécessaires de l'ordonnance et du jugement.**

19. L'art. 145 du C. proc. civ., qui prévoit l'empêchement du juge président chargé de régler l'opposition aux qualités, n'exige pas que cet

empêchement soit indiqué dans l'ordonnance de règlement : Cass. req., 28 janv. 1895 (95, 134). — *20*. La loi suppose que l'empêchement du président et des juges les plus anciens est réel par cela seul qu'on est obligé de recourir à un juge moins ancien suivant l'ordre du tableau : Cass. req., 28 janv. 1895 (95, 134). — *21*. Il n'est point prescrit à peine de nullité que l'expédition des jugements et arrêts constate la procédure suivie pour le règlement des qualités auxquelles opposition a été faite : Cass. req., 26 janv. 1904 (05, 278). — *22*. Spécialement, lorsque l'ordonnance de règlement est régulièrement signée et datée, l'absence de la mention de l'avenir donné à l'avoué opposant ne peut être invoquée comme entraînant la nullité, s'il n'est point établi ni même allégué que les qualités aient été réglées hors de la présence de cet avoué et qu'il n'ait pas été cité en temps utile pour maintenir son opposition : Cass. req., 26 janv. 1904 (05, 278). — *23*. Lorsque les qualités ont été réglées par défaut contre un avoué, il ne saurait être fait grief de ce que l'expédition du jugement ne contient pas mention de l'avenir en règlement, si d'ailleurs il est justifié par la production de l'original de la sommation que celle-ci a été donnée dans les délais : Cass. civ., 27 févr. 1907 (07, 551). — *24*. L'avoué rédacteur des qualités d'un jugement doit nécessairement comprendre dans le point de fait l'énumération de toutes les formalités qui concourent à la régularité de la procédure, et la prestation du serment des témoins est de ce nombre : Cass. req., 30 oct. 1901 (02, 164). — *25*. Et si les motifs et le dispositif de la sentence peuvent, dans certains cas, suppléer aux lacunes du point de fait, l'avoué n'en est pas moins tenu, lorsque la sentence reste muette, de constater l'accomplissement de la formalité sans laquelle le jugement tout entier est vicié : il ne peut s'en prendre qu'à lui-même lorsque les qualités, rédigées par ses soins, ne contiennent qu'un point de fait incomplet, et sa responsabilité se trouve engagée si le défaut de mention du serment des témoins a amené la cassation du jugement : Cass. req., 30 oct. 1901 (02, 164). — *26*. L'insertion dans les qualités d'un jugement du dispositif de conclusions régulièrement signifiées et débattues devant le juge rend inutile l'insertion des motifs de ces conclusions qui, d'ailleurs, est interdite par l'art. 87 du décret du 16 février 1807 : Cass. req., 8 janv. 1902 (02, 196). — *27*. Le refus de reproduire ces motifs dans les qualités ne fait donc aucun grief à la partie et ne porte point atteinte aux droits de sa défense : Cass. req., 8 janv. 1902 (02, 196). — *28*. Par suite, le pourvoi en cassation fondé sur ce refus doit être rejeté comme dénué d'intérêt : Cass. req., 8 janv. 1902 (02, 196). — *29*. La rédaction des jugements doit contenir, à peine de nullité, les noms des juges ; lorsque les qualités d'un jugement mentionnent les noms des magistrats qui ont siégé à l'audience où la cause a été appelée, où les débats ont eu lieu, et où l'affaire a été

mise en délibéré, pour être statué à une audience ultérieure, les qualités doivent contenir les noms des magistrats qui ont rendu la décision : Cass. civ., 14 janv. 1908 (08, 380).

§ V. — Recours contre les ordonnances de règlement.

30. Le règlement des qualités étant confié par la loi à la conscience du magistrat qui a présidé l'audience, aucun recours n'est, par suite, ouvert contre son ordonnance ; elle ne peut être cassée pour défaut de motifs ; Cass. req., 18 avr. 1905 (06, 240).

§ VI. — Règlement des qualités en vacation.

31. Si, pendant les vacances judiciaires, les chambres des vacations peuvent, vu le caractère d'urgence que présente le règlement des qualités, procéder à ce règlement en vertu de la plénitude de juridiction dont elles sont investies, elles ne peuvent cependant user de ce pouvoir que dans le cas où tous les magistrats ayant concouru à la décision sont absents ou empêchés et à la condition que leur absence ou leur empêchement soit dûment constaté : Cass. civ., 15 mai 1895 (95, 400) ; 16 févr. 1903 (03, 240) ; 24 juin 1907 (08, 115). — *32*. Est donc nulle l'ordonnance de règlement de qualités rendue par le président de la Chambre des vacations qui n'avait pas siégé dans l'affaire et qui ne constate pas l'absence ou l'empêchement des magistrats qui avaient pris part au jugement : Cass. civ., 15 mai 1895 (95, 400) ; 16 févr. 1903 (03, 240) ; 24 juin 1907 (08, 115). — *33*. Il ne peut être suppléé à ce silence de l'ordonnance par un certificat du greffier, les jugements devant contenir en eux-mêmes la preuve de leur régularité : Cass. civ., 15 mai 1895 (95, 400) ; 16 févr. 1903 (03, 240) ; 24 juin 1907 (08, 115).

SECTION II

Qualités des jugements des tribunaux consulaires et des justices de paix.

§ I. — Tribunaux consulaires.

34. Les qualités d'un jugement commercial étant l'œuvre du greffier et non celle des parties, ne font point absolument foi des énonciations qu'elles renferment : Alger, 16 déc. 1893 (94, 294) ; 25 oct. 1905 (06, 634) ; 18 janv. 1906 (06, 617). — *35*. Il y a lieu toutefois de leur reconnaître tout au moins l'autorité d'une preuve ou d'une présomption en tenant lieu, lorsque les énonciations qu'elles renferment ne sont pas combattues ni par des preuves ni par des présomptions contraires : Alger, 16 déc. 1893 (94, 294) ; 25 oct. 1905 (66, 634) ; 18 janv. 1906 (06, 617). — *36*. Devant la juridiction consulaire, les qualités des jugements sont rédigées par les

soins exclusifs du seul greffier, sans contradiction des parties : Lyon, 7 déc. 1905 (06, 556). — *37*. Par suite, en cas de désaccord entre, d'une part, les énonciations des qualités, et, d'autre part, les motifs ou le dispositif du jugement, c'est à ces motifs et dispositif eux-mêmes que foi est due : Lyon, 7 déc. 1905 (06, 556). — *38*. Les qualités d'un jugement d'un tribunal de commerce, œuvre exclusive et arbitraire du greffier, n'ont aucune force probante, spécialement au sujet d'une prétendue demande reconventionnelle qu'elles mentionnent, alors qu'aucun acte de procédure n'établit que cette demande ait été posée : Agen, 2 août 1906 (07, 256).

§ II. — **Justices de paix.**

39. Pour les sentences des juges de paix, les qualités étant l'œuvre du greffier et non pas de la partie elle-même ou de son représentant légal, ne font pas pleinement foi contre cette dernière : Tunis, 30 oct. 1893 (93, 407). — *40*. Leurs énonciations n'ont qu'une valeur relative et on peut y puiser la preuve qu'une exception d'incompétence a été soulevée devant le juge de paix, bien qu'elles n'en contiennent pas la mention expresse : Tunis, 30 oct. 1893 (93, 407).

QUARANTAINE

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. II.

QUASI DÉLIT

Voir : Compétence commerciale, ch. II sect. IV. — Mineur, ch. II sect. II.

R

RAHNIA

Voir : Gage immobilier du droit tunisien.

RAKBA

Voir : Habous, ch. III sect. IV.

RAPPORT A SUCCESSION

Voir : Succession, ch. II sect. I.

RAPPORT DE MER

1. Les ports et lieux de débarquement de la Tunisie doivent être considérés comme ports français, aux termes de l'article 243 C. com. : Tunis, 9 mars 1893 (93, 151). — *2*. En conséquence les capitaines fran-

çais qui veulent déposer un rapport de mer, en débarquant dans la Régence, doivent opérer ce dépôt au greffe du tribunal ou de la justice de paix, suivant les cas : Tunis, 9 mars 1893 (93, 151) ; 21 mars 1895 (95, 365) ; 22 mars 1907 (08, 211). — 3. Les capitaines étrangers n'y sont point tenus ; mais le dépôt qu'ils feraient aux mains de leurs consuls n'aurait pas la valeur d'un acte de juridiction, et leur rapport pourrait être débattu par toutes les preuves contraires : Tunis, 9 mars 1893 (93, 151) ; 21 mars 1895 (95, 365) ; 22 mars 1907 (08, 211). — 4. En tous cas, le dépôt du rapport de mer n'a pas de valeur s'il n'a pas été effectué dans le délai légal ; pour les grecs, ce délai est de 24 heures, puisque c'est celui fixé aussi bien par la loi hellène que par la loi française : Tunis, 22 mars 1907 (08, 211). — 5. Aux termes de l'article 1er du protocole franco-italien du 24 janvier 1884, aucun agent consulaire italien en Tunisie ne peut faire dans ce pays acte de juridiction : Tunis, 31 janv. 1895 (95, 126). — 6. N'ont donc pas la valeur d'acte de juridiction les procès-verbaux de dépôt et d'affirmation de rapport de mer, non plus que les nominations d'experts dans un litige du commerce maritime faits dans un port tunisien par un agent consulaire italien : Tunis, 31 janv. 1895 (95, 126). — 7. Il importerait peu que, dans ces actes, l'agent consulaire ait pris la qualité de préteur ou juge de paix, cette déclaration ne pouvant avoir aucune influence sur la nature des opérations par lui effectuées : Tunis, 31 janv. 1895 (95, 126). — 8. Elles ne peuvent avoir, dans tous les cas, d'autre valeur que celle qui s'attache à des actes d'ordre purement administratif : Tunis, 31 janv. 1895 (95, 126). — 9. Un Consul d'Autriche-Hongrie en France a tout pouvoir, aux termes de la convention consulaire du 11 décembre 1866, pour recevoir un rapport de mer et pour nommer les experts chargés de faire des constatations pouvant servir de base à un règlement d'avaries, si toutes les parties en cause sont autrichiennes : Alger, 13 juill. 1898 (99, 197). — *10*. Mais c'est le Tribunal de commerce du lieu qui est compétent, en vertu de l'art. 13 de la même convention, en cas de règlement d'avaries et lorsque des sujets d'une tierce puissance se trouvent intéressés dans ce règlement : Alger, 13 juill. 1898 (99, 197). — *11*. Il est de principe, d'ailleurs, que l'assureur ne doit pas être considéré comme partie intéressée dans un règlement d'avaries, ni dans les opérations qui le précèdent : Alger, 13 juill. 1898 (99, 197). — *12*. Le rapport de mer, même régulier en la forme, ne vaut, ni comme preuve, ni même comme simple présomption des évènements qui y sont consignés, si le navire arrivant en avarie ne produit pas un certificat de bon arrimage ou si, à défaut, il ne fait pas constater l'état de cet arrimage en présence des destinataires : Tunis, 21 mars 1895 (95, 365). — *13*. Il y a d'ailleurs faute avérée du capitaine s'il est constant qu'il a modifié l'arrimage après le départ du navire et la prise en charge, ce, hors de la présence des

chargeurs. Il est donc tenu du montant intégral de l'avarie constatée : Tunis, 21 mars 1895 (95, 365). — *14*. Ne vaut, ni comme preuve, ni même comme simple présomption des évènements qui y sont consignés, le rapport de mer alléguant qu'il y a eu, pendant une tempête, jet à la mer de marchandises, si le destinataire n'a pas été mis à même d'en contrôler la sincérité, par suite du départ du navire, qui a rendu impossible toute enquête auprès des gens de l'équipage et toute vérification du livre de bord : Tunis, 23 févr. 1894 (94, 302). — *15*. Au surplus, le rapport de mer ne peut être accepté comme une décharge que si le capitaine, arrivant en avaries, produit un certificat de bon arrimage ou à défaut, fait constater cet arrimage en présence des destinataires : Tunis, 23 févr. 1894 (94, 302). — *16*. Il en est ainsi surtout si ce même rapport de mer laisse à présumer que l'arrimage était défectueux, en parlant d'un désiquilibrement de la cargaison en cours de route, et si l'armateur et le capitaine, qui devaient livrer sous palan, ont débarqué la marchandise sans prévenir le destinataire, de telle sorte que celui-ci n'a pu se rendre compte des conditions dans lesquelles le chargement du navire avait été opéré : Tunis, 23 févr. 1894 (94, 302).

RAPT DE SÉDUCTION

Voir : Séduction.

RECEL

Voir : Vol, ch. I sect. II et ch. II sect. I.

RECHERCHE DE LA PATERNITÉ

Voir : Paternité et filiation, ch. III sect. III.

RÉCONCILIATION

Voir : Divorce, ch. II sect. V.

RECRUTEMENT

1. L'art. 28 de la loi du 21 mars 1905 autorise le Conseil de révision à ajourner toute décision concernant un individu porté sur les tableaux du recrutement jusqu'au moment où son état civil sera fixé par le Tribunal de 1re instance du lieu du domicile, contradictoirement avec le Préfet, le Ministère public entendu : Tunis, 12 déc. 1906 (07, 90) ; 20 mai 1908 (08, 517). — *2*. En Tunisie, les fonctions ainsi attribuées au Préfet pour la France, sont exercées par le Résident général et ce haut fonctionnaire est dispensé de constituer défenseur, dans une instance de cette nature, de même que le Préfet serait dispensé de constituer avoué : Tunis, 12 déc. 1906 (07, 90) ; 20 mai 1908 (08, 517).

RÉCUSATION

Voir : Enquête, sect. IV. — Expert, ch. III.

REDDITION DE COMPTES

Voir : Mineur, ch. II sect. I et ch. III sect. I.

RÉFÉRÉS

Voir : Compétence civile, ch. III sect. III.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 19 et 84. — S. BERGE, *Just. en Tun.*, p. 156. — CH. MARTINEAU, *Compét. des j. de paix* (Journ. trib. Tun., 1895 p. 351 et 355). — POUGNADORESSE, *Just. franc. en Tun* , p. 25. — TILLOY, *Rép. alph.* t. VIII p. 3092.

CHAPITRE PREMIER

Notions générales.

SECTION PREMIÈRE

Domaine des référés.

§ I. — Matières administratives.

1. Le juge des référés est compétent pour ordonner une mesure provisoire dans tous les cas où le tribunal est compétent pour connaître du litige : les tribunaux français de Tunisie étant compétents en matière administrative, le juge des référés peut statuer en cette matière dans la limite de ses pouvoirs : Tunis, 4 juill. 1891 (92, 15). — *2*. C'est à tort qu'un juge de paix statuant en référé à autorisé l'établissement d'une bascule appartenant à un particulier dans un marché public, dont la police appartient à l'Administration des finances, et malgré la défense de celle-ci : Tunis, 7 févr. 1900 (00, 472). — *3*. Il ressort implicitement du texte du décret beylical du 27 novembre 1888, qu'en Tunisie le juge des référés n'est pas radicalement incompétent en matière administrative, et qu'il a tout au moins le droit d'ordonner toute mesure conservatoire qui ne peut avoir pour effet de suspendre ou entraver l'exécution de travaux publics : Tunis, 28 août 1890 (91, 101). — *4*. Une clause du cahier des charges intervenu entre un entrepreneur et l'Administration des Travaux Publics est impuissante à porter atteinte à ce droit en stipulant que toute contestation intervenant au sujet de l'exécution dudit cahier des charges sera portée devant la juridiction administrative tunisienne : Tunis, 28 août 1890 (91, 101). — *5*. Cette clause serait frappée de nullité comme constituant

une clause compromissoire sans désignation suffisante des arbitres : Tunis, 28 août 1890 (91, 101). — *6*. Elle serait encore nulle comme étant contraire aux Capitulations, traités internationaux auxquels de simples particuliers ne peuvent faire échec dans des conventions privées : Tunis, 28 août 1890 (91, 101). — *7*. Le juge des référés est incompétent pour ordonner la main levée d'une saisie de céréales, pratiquée par l'Administration des Contributions diverses pour infraction aux lois sur les mahsoulats : Sousse, 16 déc. 1897 (00, 149). — *8*. Le juge des référés n'est pas compétent pour connaître du refus d'exécuter une contrainte délivrée par l'Administration des finances pour le recouvrement d'une créance de l'Etat tunisien : Tunis, 10 juin 1907 (07, 460). — *9*. En effet, il a été établi à l'encontre des contraintes de cette nature une voie de recours qui s'appelle l'opposition, qui en arrête l'exécution, et qui fait par conséquent disparaître l'urgence qui, seule, pourrait justifier la compétence du juge des référés : Tunis, 10 juin 1907 (07, 460).

§ II. — **Matières commerciales.**

10. Le juge des référés est incompétent en matière commerciale et cette incompétence est absolue et d'ordre public : Alger, 27 avr. 1904 (05, 420). — *11*. Les parties ne peuvent transiger sur cette incompétence, ni y déroger, ni y renoncer ; elle peut être invoquée en tout état de cause et il doit même y être suppléé d'office : Alger, 27 avr. 1904 (05, 420). — *12*. L'ordonnance de référé rendue en matière commerciale n'a pas d'existence légale ; elle ne peut être retenue comme légitimant au fond l'expertise qu'elle a prescrite : Alger, 27 avr. 1904 (05, 420). — *13*. Le juge des référés est incompétent en matière commerciale, même en cas d'urgence ; il en est ainsi spécialement du référé tendant à la nomination comme sequestre du liquidateur judiciaire d'une société commerciale : Paris, 2 janv. 1906 (06, 558).

SECTION II

Compétence des diverses juridictions.

§ I. — **Juges de paix.**

14. Le juge de paix est, en Tunisie, compétent pour ordonner en référé la mise sous sequestre d'un immeuble litigieux : Tunis, 1er juin 1891 (94, 486). — *15*. Le juge de paix à compétence étendue qui statue en référé le fait en vertu d'une délégation légale et permanente des pouvoirs du Président du Tribunal de l'arrondissement dont il dépend et sa compétence, comme juge du fond, n'en est pas modifié : Tunis, 2 août 1894 (94, 549). — *16*. En conséquence, ce n'est pas devant lui, mais devant le

Tribunal de 1re instance que doit venir, aux termes de l'art. 527 C. proc. civ., l'action en reddition de comptes du sequestre qu'il a nommé en référé alors d'ailleurs que cette action porte sur un chiffre qui dépasse sa propre compétence : Tunis, 2 août 1894 (94, 549). - *17*. Les juges de paix à compétence étendue de Tunisie, exerçant les fonctions des présidents de première instance comme juges de référés, sont comme eux compétents pour statuer en référé dans tous les cas d'urgence, alors même que la question du fond serait pendante devant le tribunal : Sousse, 12 nov. 1897 (01, 27). — *18*. Les juges de paix, compétents en matière de référé, ne sont de ce chef compétents que pour statuer provisoirement sur des affaires civiles : Sousse, 2 mars 1899 (01, 29). — *19*. Ils ne sauraient donc statuer sur une demande en main levée d'une saisie de marchandises opérée comme suite d'une contravention entraînant la confiscation de la marchandise, un tel litige étant de nature pénale : Sousse, 2 mars 1899 (01, 29). — *20*. L'art. 117 du décret du 14 hidjé 1301, qui donne aux juges de paix compétence pour statuer sans formalités judiciaires préalables sur des saisies de marchandises comme suite de contravention, s'applique seulement à la vente des marchandises sujettes à dépérissement et non à la main levée de la saisie : Sousse, 2 mars 1899 (01, 29). — *21*. Bien que le juge de paix à compétence étendue soit le juge ordinaire des référés dans son canton, il ne peut cependant pas ordonner en référé des mesures provisoires concernant un immeuble sur la possession duquel il a statué par un jugement frappé d'appel : Sousse, 24 oct. 1901 (02, 375). — *22*. Il se trouve en effet complètement dessaisi de l'affaire dès l'instant où l'appel est interjeté : Sousse, 24 oct. 1901 (02, 375). — *23*. Les mesures provisoires ne peuvent, en pareil cas, être ordonnées en référé que par un des magistrats du Tribunal compétent pour statuer sur le fond : Sousse, 24 oct. 1901 (02, 375). — *24*. L'art. 54 du décret du 30 mars 1808 dispose que toutes les requêtes, en quelque matière que ce soit, présentées après la distribution de la cause et dans le cours de l'instruction, seront répondues par le vice-président de la chambre à laquelle la cause a été distribuée ; la loi a fait dans le cas une attribution spéciale et limitative de compétence qui s'explique par le désir du législateur de voir soumettre l'opportunité des mesures provisoires aux juges qui sont saisis et qui doivent connaître de l'action principale : Sousse, 23 juin 1904 (04, 642). — *25*. Il s'ensuit qu'un juge de paix à compétence étendue n'est pas compétent pour connaître en référé d'une affaire dont le Tribunal de 1re instance est saisi : Sousse, 23 juin 1904 (04, 642). — *26*. Aux termes de l'art. 2 du décret du 19 août 1854, les juges de paix à compétence étendue exercent les fonctions des présidents de 1re instance comme juges des référés, en toute matière, et peuvent, comme eux, ordonner toutes mesures conservatoires : Tunis, 16 janv. 1907

(07, 237).—*27*. Ce texte doit être interprété en cesens que les pouvoirs du juge de paix à compétence étendue sont, en matière de référé, exactement les mêmes que ceux du président de 1re instance : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 237). — *28*. Il s'ensuit que les ordonnances rendues par le premier de ces magistrats sont appelables dans les mêmes conditions que celles rendues par le second par application de l'art. 809 C. proc. civ. : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 237). — *29*. Les juges de paix de Tunis et de Sousse, villes où siègent des tribunaux de première instance, n'ont pas le pouvoir de statuer comme juges des référés, bien qu'ils aient en matière civile et commerciale la compétence étendue déterminée par le décret du 19 août 1854 : Just. p. Tunis-Nord, 4 oct. 1894 (95, 229).

§ II. — **Présidents de tribunaux.**

30. Le président du Tribunal civil est incompétent pour statuer en matière de référé entre deux parties domiciliées dans un canton dont le juge de paix est investi des attributions de juge des référés en vertu de la compétence étendue : Tunis, 3 juill. 1884 (95, 193) ; Alger, 5 mai 1888 (94, 259) ; Tunis, 18 mai 1905 (05, 473). — *31*. Mais cette incompétence n'est point d'ordre public et elle doit être proposée formellement par le défendeur et avant toute défense au fond : Alger, 5 mai 1888 (94, 259) ; Tunis, 18 mai 1905 (05, 473). — *32*. Le Tribunal mixte statue seulement au pétitoire et sur le fond du droit ; aucune loi ne lui a donné compétence pour statuer, soit sur des actions possessoires, soit sur des demandes en nomination de sequestre : Sousse, 30 oct. 1900 (01, 525). — *33*. Par suite, c'est à tort que le défendeur à une demande en nomination de sequestre, introduite en référé devant le président du Tribunal de 1re instance, décline la compétence de ce magistrat sous prétexte qu'une demande d'immatriculation concernant l'immeuble litigieux serait pendante devant le Tribunal mixte : Sousse, 30 oct. 1900 (01, 525).— *34*. La règle générale de l'art. 59 C. proc. civ., est applicable à la détermination de la compétence du juge des référés : Sousse, 9 mai 1894 (94, 360). — *35*. Toutefois les parties majeures et libres de leurs droits ont la faculté d'y déroger dans leurs conventions, et lorsqu'elles stipulent qu'en cas de difficultés sur l'exécution d'un traité, les contestations seraient tranchées par arbitres, toute demande de référé échappe à la compétence du juge de droit commun : Sousse, 9 mai 1894 (94, 360). — *36*. Il n'y a lieu à référé lorsqu'il n'y a pas urgence ou que la mesure demandée par voie de référé est de nature à préjudicier au fond : Alger, 3 févr. 1897 (97, 261). — *37*. Le défaut d'urgence peut s'induire de la longue inaction des demandeurs au principal, de leur lenteur à saisir la justice, puis à suivre sur leur procédure, enfin de leur retard même à agir en référé : Alger, 3 févr. 1897 (97, 261). — *38*. La mesure sollicitée n'est pas de

nature à être ordonnée en référé lorsqu'elle peut entraîner la désorganisation et la ruine de l'entreprise litigieuse : Alger, 3 févr. 1897 (97, 261). — *39*. S'il est vrai que les ordonnances de référé ne doivent faire aucun préjudice au principal et ne lient en aucune façon le Tribunal pour l'appréciation du litige au fond, on ne pourrait en conclure que le président n'a, dans aucun cas, qualité pour prescrire à titre provisoire une mesure de nature à causer peut-être à l'une des parties un dommage irréparable en fait : Cass. req., 20 nov. 1900 (01, 321). — *40*. La Cour d'appel saisie d'un litige, sur appel d'un jugement du Tribunal de première instance, est seule compétente pour connaître des difficultés soulevées par une ordonnance de référé rendue par un juge de paix qui avait ordonné une mesure provisoire, relativement au litige dont elle se trouve saisie par suite de l'appel : Sousse, 2 avr. 1896 (96, 592). — *41*. Le président d'un Tribunal de première instance est incompétent pour connaître, en référé, des difficultés relatives à l'exécution de l'arrêt qui a infirmé un des jugements de ce Tribunal : Alger, 13 déc. 1893 (94, 368) ; — *42*. Mais la Cour en est valablement saisie par l'appel interjeté contre l'ordonnance de référé rendue en violation de la règle précédente : Alger, 13 déc. 1893 (94, 368).

§ III. — Actes de la justice tunisienne.

43. La juridiction française, en l'espèce, le juge des référés, est incompétent pour connaître de l'exécution des sentences rendues par la juridiction tunisienne, ces décisions n'étant au surplus pas opposables aux justiciables de la juridiction française, si elles n'ont pas reçu l'exequatur de cette dernière : Tunis, 24 déc. 1898 (01, 329).

SECTION III

Procédure.

§ I. — Assignation.

44. La règle que les exploits d'ajournement doivent, à peine de nullité, être signifiés à personne ou à domicile, ne souffre point exception en matière de référé : Cass. civ., 2 janv. 1901 (01, 39). — *45*. Dès lors, est nul l'ajournement en référé signifié au défendeur, dans sa résidence, en parlant à la personne de sa femme : Cass. civ., 2 janv. 1901 (01, 39). — *46*. En matière de référé aucun délai fixe n'est imposé entre le jour de la citation et le jour de la comparution ; l'augmentation de ce délai par celui des distances, déterminée par l'article 1033 du Code procédure civile, n'est pas applicable : Cass. req., 22 janv. 1901 (01, 261). — *47*. Les juges ont donc pu valablement, dans l'espèce, déclarer suffisant le délai de 7 jours imparti à la personne habitant Paris assignée à comparaître

devant le juge des référés de Montpellier : Cass. req., 22 janv. 1901 (01, 261). — *48*. Si aucun délai de rigueur n'est déterminé par la loi pour la citation en référé, il est cependant nécessaire qu'il soit suffisant pour permettre au défendeur de comparaître et de présenter ses moyens de défense : Bordeaux, 18 nov. 1902 (04, 277). — *49*. Par suite, doit être déclarée nulle la citation en référé qui, à raison de l'heure de la comparution indiquée et de la distance entre le tribunal et le domicile du défendeur, n'a pas laissé à ce dernier le temps nécessaire pour se rendre devant le juge et préparer sa défense : Bordeaux, 18 nov. 1902 (04, 277). — *50*. Est nulle l'assignation en référé signifiée en vertu d'une ordonnance qui ne commet pas un huissier pour sa délivrance : Poitiers, 4 déc. 1905 (06, 556). — *51*. Et cette nullité n'est pas couverte par la comparution sans protestation de la partie assignée ; elle entraîne celle de l'ordonnance de référé : Poitiers, 4 déc. 1905 (06, 556). — *52*. Aux termes de l'art. 808 C. proc. civ., l'assignation en référé, lorsque le cas requiert célérité, ne peut être donnée qu'en vertu de l'ordonnance du juge qui commet un huissier à cet effet. Ces termes sont exclusifs d'une autorisation orale : Poitiers, 2 déc. 1907 (08, 327). — *53*. Peu importe, du reste, que l'exploit d'assignation obéisse aux prescriptions de l'art. 61 C. proc. civ. lesquelles seules emportent la peine de la nullité, puisqu'à défaut de l'ordonnance, non seulement les prescriptions de l'art. 61 ne sont pas observées, mais il n'y a même pas d'assignation : Poitiers, 2 déc. 1907 (08, 327).

§ II. — **Référés sur procès verbaux.**

54. Selon le vœu de la loi, en matière de saisie mobilière, le référé doit être introduit sur le procès-verbal de l'huissier poursuivant, lors du récolement qui précède l'enlèvement des meubles, le jour fixé pour la vente, et non de toute autre façon, (notamment suivant assignation à la requête du saisi) : Civ. Seine, 11 déc. 1906 (07, 382). — *55*. Est irrecevable en référé la demande en suspension de l'exécution d'un jugement introduite par le débiteur en dehors de toute tentative d'exécution par le bénéficiaire du jugement, et autrement que par procès-verbal de l'huissier instrumentaire : Tunis, 23 avr. 1908 (08, 449). — *56*. Il en est ainsi surtout lorsque la tentative d'exécution a eu lieu antérieurement, que le débiteur ou un tiers a fait difficulté, que les parties sont venues en référé sur procès-verbal et que le juge a ordonné la continuation des poursuites, ou leur discontinuation sans conditions : Tunis, 23 avr. 1908 (08, 449).

§ III. — **Dépens.**

57. Le juge des référés peut statuer sur les dépens exposés devant lui : Toulouse, 31 déc. 1894 (95, 191).

SECTION IV

Voies de recours.

§ I. — Appel.

58. Les juges de paix à compétence étendue de Tunisie ne peuvent statuer en référé qu'à charge d'appel, si l'intérêt du litige dépasse 500 fr. : Tunis, 17 juin 1904 (04, 547). — *59*. Le Tribunal de 1re instance est compétent pour connaître de l'appel d'une ordonnance de référé rendue par un Juge de paix de l'arrondissement, en vertu de sa compétence étendue : Tunis, 10 déc. 1883 (94, 264) ; 12 oct. 1891 (94, 487). — *60*. La signification d'une ordonnance de référé par l'un des défendeurs co-intéressés, au demandeur débouté, suffit pour faire courir les délais d'appel à l'encontre de ce dernier : Sousse, 13 janv. 1898 (98, 272).

§ II. — Tierce-opposition.

61. La tierce-opposition est une voie de recours recevable contre une ordonnance de référé : Tunis, 11 nov. 1907 (08, 17).

§ III. — Opposition.

62. Si, aux termes de l'art. 809, § 2, C. proc. civ., les ordonnances de référé ne sont pas susceptibles d'opposition, il n'en est pas de même des jugements par défaut rendus sur appel des ordonnances de référé du juge de paix : Tunis, 1er juin 1891 (94, 486).

§ IV. — Exécution provisoire.

63. L'art. 548 C. proc. civ., qui dispose que les tiers ne pourront être contraints d'exécuter un jugement, même après les délais d'opposition ou d'appel, que sur le vu d'un double certificat, certificat de signification et certificat de non opposition ou appel, s'applique aux jugements qui ordonnent l'exécution provisoire nonobstant opposition ou appel, et même aux ordonnances de référé, qui ne sont pas susceptibles d'opposition et qui sont par essence, exécutoires nonobstant appel : Tunis, 27 mai 1907 (07, 308). — *64*. Mais il ne concerne que les tiers qui sont restés étrangers à la contestation et nullement ceux qui ont été mis en cause et liés à la procédure d'une façon quelconque : Tunis, 27 mai 1907 (07, 308). — *65*. Spécialement, les tiers saisis, les dépositaires de fonds et les préposés à la Caisse des dépôts et consignations ne peuvent se refuser à l'exécution d'une ordonnance de référé à laquelle ils ont été parties, quand bien même il en aurait été interjeté appel : Tunis, 27 mai 1907 (07, 308).

CHAPITRE II

Applications diverses du référé.

SECTION PREMIÈRE

Référés sur l'exécution des jugements et titres.

§ I. — Cas où l'exécution peut être suspendue.

66. Le juge des référés est compétent dans tous les cas où il s'agit de statuer provisoirement sur des difficultés relatives à l'exécution d'un jugement : Cass. req , 28 mai 1906 (07, 224). — *67*. Aux termes de l'art. 806 C. proc. civ. le juge de référés a le pouvoir d'examiner et d'apprécier, soit les contestations élevées contre l'exécution de titres exécutoires, soit les actes proposés dans le but de faire obstacle à ces titres exécutoires ou à ces jugements, auxquels provision est due ; cette appréciation ne constituant d'ailleurs aucune entreprise sur le fond du litige : Alger, 1er sept. 1893 (94, 563). — *68*. Lorsqu'une contestation sur l'exécution d'un jugement par voie de saisie a une apparence sérieuse, c'est avec raison que le juge des référés, par une mesure qui ne portait aucun préjudice au principal, a sursis à l'exécution à charge par la partie de justifier dans un délai de quinzaine, qu'elle avait régularisé son opposition verbale : Lyon, 7 déc. 1905 (06, 556). — *69*. Le juge des référés a le pouvoir d'apprécier les apparences des documents qui lui sont produits à l'appui d'nne demande en discontinuation de poursuites : Paris, 5 nov. 1894 (94, 562). — *70*. Notamment, si une semblable demande est basée sur une revendication dolosivement concertée entre le saisi et le revendiquant, il a le droit et le devoir de ne pas en tenir compte et de ne point permettre que le titre exécutoire du poursuivant soit tenu en échec : Paris, 5 nov. 1894 (94, 562). — *71*. La compétence du juge des référés est limitée aux cas d'urgence et aux décisions provisoires sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement : Alger, 29 mars 1905 (06, 239). — *72*. Il ne saurait s'immiscer dans l'interprétation des clauses d'un contrat synallagmatique, laquelle n'appartient qu'aux tribunaux ordinaires : Alger, 29 mars 1905 (06, 239). — *73*. Le juge des référés est incompétent pour arrêter l'exécution d'un jugement exécutoire par provision précédemment rendu par le tribunal qu'il préside, la Cour d'appel pouvant seule accorder des défenses à une telle exécution. Cette incompétence, étant d'ordre public, doit être relevée d'office : Tunis, 25 mai 1908 (08, 559).

§ II. — Saisies-exécution.

74. Au cas où un tiers demande la discontinuation des poursuites de saisie-exécution tentées sur des effets mobiliers qu'il prétend lui appartenir, le juge des référés est compétent pour ordonner qu'il sera passé outre à la

saisie, malgré la revendication, s'il estime qu'il résulte d'une manière évidente des circonstances de la cause que la revendication est le résultat d'un concert frauduleux entre le tiers et le débiteur et n'a pas d'autre but que d'empêcher l'exécution régulière du jugement pris contre celui-ci : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 237).

§ III. — Saisies arrêt.

75. Si en principe, le président du tribunal, après avoir accordé la permission de saisir-arrêter, ne peut ensuite la restreindre ou la retirer, du moment que le tribunal est saisi de la demande en validité, il ne saurait en être de même quand la saisie n'a été suivie, ni de dénonciation, ni de demande en validité : Alger, 3 mai 1893 (93, 337). — *76*. Comme cette saisie est radicalement nulle, aux termes de l'art. 565 C. pr. civ., le juge des référés peut en constater la nullité et décider que l'exécution sera poursuivie ou que le paiement sera fait : Alger, 3 mai 1893 (93, 337). — 77. Le juge des référés est compétent pour rechercher si une saisie-arrêt a été formée dans les conditions voulues par la loi, notamment, pour décider, vu l'urgence, que les sommes arrêtées sans que ces conditions aient été réalisées, seront versées par le tiers saisi entre les mains du débiteur saisi. Il importe peu qu'à ce moment, la question de validité ait déjà été soumise au Tribunal : Paris, 5 déc. 1894 (95, 114). — *78*. Spécialement, le juge des référés peut, sans excéder les limites de sa compétence, annuler les effets de la saisie arrêt pratiquée par un créancier pour avoir paiement d'une créance non liquide, sans qu'il en ait été fait évaluation provisoire par le juge, conformément à l'art. 559 C. proc. civ. : Paris, 5 déc. 1894 (95, 114). — *79*. Le président du Tribunal n'a pas le pouvoir de mettre à néant, par une ordonnance de référé, une saisie arrêt autorisée par une ordonnance sur requête, et dont la validité a été soumise au Tribunal par une demande régulière : Cass. civ., 5 mars 1895 (95,187) ; Dijon, 10 mars 1903 (04, 504). — *80*. Il importe peu que l'instance en validité ne soit pas liée entre les parties par une constitution d'avoué de la part de la partie saisie, et ce, alors même que la première ordonnance contenait des réserves expresses de statuer à nouveau en cas de difficulté : Cass. civ., 5 mars 1895 (95, 187). — *81*. Le président du Tribunal est incompétent pour ordonner, soit en référé, soit même sur simple requête, une mesure quelconque relative à une saisie-arrêt sur les salaires d'ouvriers ou de gens de service ou sur un petit traitement : Tunis, 23 août 1895 (95,514). — *82*. La loi du 12 janvier 1895 a attribué tout ce qui concerne ces saisies aux juges de paix et il en résulte une incompétence absolue pour le président du Tribunal : Tunis, 23 août 1895 (95, 514). — *83*. Les appointements d'un employé doivent être, dans une certaine proportion, considérés comme alimentaires, et comme tels insaisissables ; et, dans ce cas, le juge

des référés a le pouvoir de restreindre provisoirement les effets d'une saisie-arrêt : Civ. Pau, 26 juil. 1907 (08, 191).

§ IV. — **Dépôt de prix d'adjudication.**

84. Le créancier du saisi qui est devenu adjudicataire de l'immeuble vendu ne peut être tenu de déposer son prix à la Caisse, pour une distribution, que s'il se présente un autre créancier pouvant prétendre à des droits équivalents ou préférables sur le prix : Tunis, 8 août 1894 (94, 567). — *85*. Le juge des référés n'est donc pas compétent pour ordonner le dépôt, même à titre provisoire, si celui qui sollicite cette mesure n'établit pas ses droits par un titre auquel provision est due et que ces droits restent incertains et contestés : Tunis, 8 août 1894 (94,567). — *86*. Il se pose en effet ainsi devant lui une question préjudicielle qui tient au fond du droit, ce qui la soustrait à son appréciation : Tunis, 8 août 1894 (94, 567).

§ V. — **Détention d'immeubles.**

87. Il n'y a pas lieu d'ordonner en référé l'expulsion du détenteur d'un immeuble, sur la demande d'un soi-disant propriétaire, alors que cet immeuble n'étant pas immatriculé, les droits réels qui le concernent sont, sauf vérification, incertains : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 157). — *88*. Il en est ainsi surtout lorsque le prétendu propriétaire se prévaut seulement d'un acte d'acquisition sous seings privés, non inscrit sur le titre originaire de la propriété, car un tel document ne constitue même pas un droit apparent au profit de celui qui veut s'en prévaloir : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 157). — *89*. En tous cas, dans une pareille instance, le juge des référés doit s'abstenir parce qu'il y manque le caractère d'urgence qui seul pourrait justifier sa compétence : Tunis, 16 janv. 1907 (07. 157). — *90*. Le juge des référés est incompétent pour ordonner l'expulsion de celui qui occupe un immeuble, lorsqu'il prétend en être propriétaire et appuie sa prétention sur des motifs sérieux : Tunis, 2 mars 1896 (96, 208). — *91*. Il en est ainsi surtout lorsque l'immeuble objet du litige n'ayant pas été immatriculé, l'occupant est un tunisien qui décline la compétence de la juridiction française : Tunis, 2 mars 1896 (96, 208). — *92*. Le juge des référés excède sa compétence, lorsque, pour ordonner l'expulsion des lieux de l'occupant, il se fonde sur un acte de vente passé par celui-ci au profit du demandeur, en se basant sur le principe que provision est due au titre, alors que le défendeur a soulevé dans ses conclusions, tant sur la validité du titre produit que sur son interprétation, un litige portant sur le fond du droit qui ne pouvait être ni examiné, ni préjugé en référé : Cass. civ. 11 févr. 1908 (08, 528). — *93*. Le demandeur en possession d'un procès-verbal d'adjudication peut obtenir en référé sa mise en possession de l'im-

meuble par lui acheté, lors même que les défendeurs prétendraient que cet immeuble n'a pu être adjugé parce qu'il provenait d'une origine différente de celle des biens vendus, si d'ailleurs la désignation dans le procès-verbal est claire et répond identiquement à celui qui est réclamé : Riom, 31 janvier 1908 (08, 467). — *94*. Mais en indiquant que la contestation n'est pas sérieuse et n'est qu'un moyen dilatoire, le juge des référés sort de ses attributions : Riom, 31 janv. 1908 (08, 467).

SECTION II

Référés basés sur l'urgence.

§ I. — **Caractères de l'urgence.**

95. En matière de référé, l'urgence consiste dans l'imminence d'une éventualité qu'il faut prévenir pour éviter la perte irrémédiable d'une preuve ou d'un droit apparent ou d'une sûreté à laquelle on a droit ; l'urgence ne peut consister dans l'intérêt d'un plaideur à obtenir des décisions de justice plus rapides, par l'inobservation des délais et formalités prescrits par les lois sur la procédure : Tunis, 24 mai 1905 (06, 21).

§ II. — **Remise d'enfants.**

96. Le juge des référés est compétent pour connaître de la demande formée par un père de famille, aux fins de faire ordonner que le tiers qui a reçu ses enfants mineurs sera condamné à les lui remettre : Pau, 1er févr. 1906 (06, 645). — *97*. Quand le père, séparé de fait seulement d'avec sa femme, a abondonné pendant deux années à celle-ci la garde de ses enfants, il a ainsi reconnu qu'il n'y avait pas urgence à ce qu'ils lui fussent rendus : App. Bruxelles, 25 mai 1906 (08, 420). — *98*. Dès lors le juge du référé saisi d'une demande dans ce but, peut se déclarer incompétent : App. Bruxelles, 25 mai 1906 (08, 420).

§ III. — **Allocation d'aliments.**

99. La femme mariée qui est abandonnée par son mari peut contraindre ce dernier à lui fournir les sommes nécessaires à son entretien et à son existence ; elle saisit donc à bon droit la juridiction des référés pour obtenir une allocation alimentaire provisoire : Civ. Pau, 8 févr. 1906 (06, 646).

SECTION III

Référés entre bailleurs et locataires.

§ I. — **Expulsion de locataires.**

100. Le juge des référés est compétent pour connaître de l'expulsion des lieux lorsque le locataire ne garnit pas les locaux de meubles suffi-

sants : Civ. Narbonne, 27 févr. 1907 (07, 552).— ***101***. Le juge des référés ne peut ordonner l'expulsion d'un locataire lorsqu'il n'y a pas expiration du bail ou congé non sérieusement contesté : Civ. Narbonne, 13 nov. 1907 (08, 324). — ***102***. Lorsque le preneur, assigné à fin d'expulsion devant le juge des référés, soutient que le bailleur a renoncé à se prévaloir de la clause de résiliation de plein droit en cas d'inexécution, trois mois après un commandement resté infructueux, le juge peut ordonner l'expulsion, bien que cette difficulté tienne au fond du droit, s'il est démontré que la contestation n'est pas sérieuse : Cass req., 27 avr. 1904 (05, 399). — ***103***. Si le juge des référés doit se garder d'apprécier le fond du litige à propos duquel on l'a saisi, il a cependant le devoir d'examiner s'il existe entre les mains de l'une des parties une apparence de droit qui lui permette de faire ce qu'elle a entrepris : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 207). — ***104***. Notamment en matière d'occupation d'immeuble, à titre de locataire, il faut que celui qui prétend à cette qualité démontre au juge des référés, saisi à son encontre d'une demande d'expulsion, qu'il est détenteur d'une apparence suffisante de droit : Tunis. 16 janv. 1907 (07, 207). — ***105***. Il s'ensuit que le juge est nécessairement amené à apprécier, en vue de la décision provisoire qu'on attend de lui, la situation juridique dans laquelle se trouvent, vis-à-vis l'une de l'autre, les parties litigantes : Tunis, 16 janv. 1907 (07, 207). — ***106***. Le juge des référés est compétent pour ordonner l'expulsion des lieux loués du fermier qui n'a pas payé ses fermages aux termes convenus et qui a manqué à l'obligation de garnir la ferme de bestiaux et d'ustensiles nécessaires à son exploitation : Alger, 31 mai 1893 (97, 224). — ***107***. Fait préjudice au principal l'ordonnance de référé qui autorise le propriétaire de chevaux remis en vertu d'un bail à cheptel, à en reprendre possession, sans assortir cette autorisation d'aucune condition en restreignant l'étendue : Bordeaux, 19 févr. 1906 (06, 619).

§ II. — **Saisie-gagerie**.

108. Le président du Tribunal, en accordant, par application de l'article 819 C. proc. civ., au bailleur, la permission de saisir-gager les meubles du preneur garnissant les lieux loués, peut se réserver de statuer en référé sur les réclamations de ce dernier : et ces réserves doivent produire effet tant qu'aucune demande en validité de la saisie-gagerie n'a été formée au principal devant le Tribunal ; Toulouse, 31 déc. 1894 (95, 191). — ***109***. Le juge des référés n'a pas qualité pour trancher une question de propriété immobilière ; mais au cas où une décision du président du Tribunal a ordonné, en vertu d'un titre exécutoire, au profit du bailleur, la saisie et la vente de meubles garnissant les lieux loués, le juge des référés est compétent pour répondre à la requête d'un tiers en distraction ou en revendication de tout ou partie desdits meubles : Cass. req. 20 nov. 1900 (01, 321).

SECTION IV

Mesures conservatoires.

§ I. — Scellés et inventaire.

110. Lorsqu'une femme, après la mort de son mari, est restée longtemps en possession des biens composant la communauté et la succession du défunt, cette circonstance ne saurait empêcher l'un des héritiers de ce dernier de requérir en référé, aux termes de l'art. 909 C. proc. civ., l'apposition des scellés et la confection d'un inventaire: Dijon, 11 juil. 1904 (05, 487). — *111*. Le certificat de nationalité, délivré par le Consul de France à la fille d'un israélite algérien décédé, constitue en sa faveur un titre suffisant pour l'autoriser à requérir l'opposition et la levée des scellés au moment ou s'ouvre la succession : Alger, 30 janv. 1894 (94, 262). — *112*. C'est en effet un titre apparent permettant d'admettre que cette fille peut être éventuellement appelée à prendre dans l'hérédité du *de cujus* une portion quelconque ; elle est donc bien, en réalité, un de ces prétendants droit que les art. 910 et 930 C. proc. civ., autorisent à requérir l'apposition ou la levée des scellés : Alger, 30 janv. 1894 (94, 262). — *113*. Le juge des référés qui exigerait d'elle d'autre justification manquerait aux règles de sa propre compétence en entreprenant sur les pouvoirs du juge du fond : Alger, 30 janv. 1894 (94, 262).

§ II. — Envois en possession.

114. Les ordonnances d'envoi en possession rendues dans les cas prévus par articles 1006 et 1008 C. civ., sont susceptibles des voies de recours du droit commun : Bastia, 5 mars 1907 (07, 578). — *115*. Spécialement, l'héritier qui n'a pas été représenté devant le président qui a rendu une ordonnance d'envoi en possession ne peut pourvoir contre cette ordonnance que par voie de tierce opposition et non par voie d'appel : Bastia, 5 mars 1907 (07, 578). — *116*. N'est pas de la compétence du juge des référés la demande en remise de sommes d'argent introduite par un héritier contre l'administrateur d'une succession, alors que le tribunal est saisi d'une action en liquidation de la succession ; une telle demande doit être introduite devant le tribunal par voie incidente : Rouen, 4 mars 1908 (08, 628).

§ III. — Conservation de fruits.

117. Le juge des référés français est compétent pour connaître en Tunisie d'une question relative à la conservation des fruits d'un immeuble alors qu'il y a en cause un européen : Sousse, 28 nov. 1898 (00, 636).

§ IV. — Mises sous sequestre.

118. Le demande tendant à la nomination d'un sequestre chargé de l'administration d'immeuble, n'a pas le caractère d'une action immobilière : Alger, 20 déc. 1890 (93, 39). — *119*. La juridiction française est donc compétente pour l'accueillir, en état de référé, au cours d'une reddition de comptes de tutelle pendante devant elle : Alger, 20 déc. 1890 (93, 39). — *120*. Le juge des référés n'est pas compétent pour ordonner la mise sous sequestre d'un immeuble non litigieux, mais dont les loyers sont saisis en vertu d'un jugement duquel on veut assurer l'exécution : Sousse, 28 mai 1897 (98, 115). — *121*. Il n'y a pas lieu, en référé, de mettre sous sequestre un immeuble non immatriculé, ou d'envoyer en possession de cet immeuble un prétendu locataire, à cause de l'incertitude qui existe au sujet des droits de propriété y afférents : Tunis, 19 févr. 1906 (06, 329) ; 11 nov. 1907 (08, 17). — *122*. La mise sous sequestre d'un immeuble étant une mesure grave de nature à porter atteinte aux droits de possession, ne saurait être ordonnée en référé qu'en cas d'opportunité et d'urgence bien démontrée : Tunis, 26 nov. 1902 (03, 21). — *123*. Elle a toujours lieu aux risques de celui qui la provoque, qui dès lors devient passible de dommages-intérêts à raison du préjudice qu'elle a pu causer, s'il est reconnu qu'elle était injustifiée : Tunis, 26 nov. 1902 (03, 21). — *124*. Pour qu'il y ait lieu de désigner un sequestre, à raison du caractère litigieux d'un immeuble, il est nécessaire qu'il soit justifié d'un litige relatif à cet immeuble porté devant la juridiction compétente ; il ne suffit pas que les droits d'une partie aient été verbalement contestés par les autres : Sousse, 19 nov. 1903 (05, 178). — *125*. Pour qu'il y ait lieu à sequestre d'une propriété indivise, en vertu de l'accord des intéressés, il faut que tous les co-propriétaires aient donné leur consentement à l'établissement du sequestre : Sousse, 19 nov. 1903 (05, 178). — *126*. Lorsqu'un administrateur judiciaire a été compétemment nommé par l'autorité tunisienne à des biens indivis, cette décision est opposable à l'européen devenu depuis lors cessionnaire d'un des co-propriétaires sujets tunisiens : Tunis, 23 juin 1891 (91, 304). — *127*. La nomination en référé d'un sequestre, nomination qui aurait pour résultat de mettre fin à la mission de l'administrateur judiciaire ainsi investi réglièrement de ses fonctions par une autorité compétente, excède en consequence les pouvoirs du juge des référés : Tunis, 23 juin 1891 (91, 304). — *128*. Il n'y a pas lieu de mettre sous sequestre, sur la demande d'une municipalité tunisienne, l'immeuble soumis à des taxes municipales impayées par le propriétaire, pour assurer le paiement de ces taxes : Tunis, 20 févr. 1905 (05, 200). — *129*. Les ordonnances de référé nommant un sequestre et ayant pour but d'empêcher l'accumulation de loyers chez le locataire pouvant devenir insolvable, ne vise que les locataires tiers-saisis et non les locataires qui

ne l'étaient pas encore au moment de cette ordonnance : Civ. Seine, 24 déc. 1907 (08, 379). — *130*. Est donc libératoire un paiement de loyers d'avance fait par des nouveaux locataires conformément à l'usage entre les mains d'un propriétaire dont la capacité subsistait toute entière à leur égard, puisqu'il n'étaient pas parties à cette ordonnance et que celle-ci leur était absolument inconnue : Civ. Seine, 24 déc. 1907 (08, 379). — *131*. Le juge des référés est incompétent, soit pour modifier la mission d'un sequestre nommé par lui, soit pour l'étendre ou pour y mettre fin, lorsque le juge du fond est déjà saisi de contestations relatives à la liquidation et au partage des communauté et succession mises sous sequestre : Alger, 26 déc. 1907 (08, 379).

§ V. — **Expertises.**

132. Il est de jurisprudence que le juge des référés peut, quand il ordonne une expertise, dispenser d'office l'expert de la prestation de serment et aucune disposition de loi n'interdit aux juges du fond de prendre pour base de leur décision une expertise ainsi prescrite et faite contradictoirement : Alger, 31 janv. 1895 (95, 430). — *133*. Le juge des référés préjudicie au principal et excède par suite ses attributions en donnant mission à l'expert qu'il désigne d'établir les responsabilités d'un incendie qui a éclaté dans les locaux occupés par un locataire et de préciser à qui incombent les travaux nécessaires pour remettre les lieux en état : Paris, 23 févr. 1903 (05, 274). — *134*. L'expert peut seulement être autorisé à procéder à toutes constatations nécessaires en s'entourant de tous renseignements utiles à la manifestation de la vérité, de même qu'il peut être chargé de donnner son avis sur l'origine et les causes du sinistre : Paris, 23 févr. 1903 (05, 274).

RÉGIME MATRIMONIAL

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franc. en Tun.*, p. 90. — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.*, p. 302. — Tilloy, *Rép. alph.* t. III. p. 1409.

CHAPITRE PREMIER

Cas soumis aux principes du droit français.

SECTION PREMIÈRE

Régime matrimonial créé ou applicable en France.

§ I. — **Entre français.**

1. Les bijoux et les cadeaux de noce constituant la corbeille de mariage de la femme et à elle offerts par ses parents et ses amis, ainsi que

par le futur époux, à l'occasion du mariage, ne font pas partie de la communauté réduite aux acquêts : ils demeurent la propriété exclusive de la femme, laquelle doit en exercer la reprise, soit en nature, soit en deniers : Paris, 2 déc. 1903 (05, 191). — *2*. Il en est de même des bijoux qui lui ont été offerts par le mari au cours du mariage, si le don de ces bijoux, vu leur valeur minime et la fortune des époux, ne constitue pas un appauvrissement pour la communauté : Paris, 2 déc. 1903 (05, 191). — *3*. Au cas où le contrat de mariage d'une femme dotale stipule qu'elle pourra aliéner les valeurs frappées de dotalité sous condition de remploi en placements garantis par une première hypothèque sur des immeubles urbains situés en France ou en Algérie, il est possible, par interprétation de cette clause, d'autoriser un placement garanti par une hypothèque de premier rang sur un immeuble urbain situé en Tunisie, alors que le contrat de mariage, passé longtemps avant que la Tunisie ne soit placée sous le protectorat de la France, ne pouvait avoir eu pour intention d'exclure de tels placements, puisqu'il ne pouvait les prévoir : Tunis, 16 mai 1906 (06, 524). — *4*. Il en est ainsi tout au moins lorsqu'il s'agit d'une hypothèque sur un immeuble immatriculé, ces sortes d'immeubles présentant des garanties supérieures à toutes autres, eu égard à l'absence de charges occultes, à l'imprescriptibilité du fonds grevé et à la pérennité des inscriptions hypothécaires : Tunis, 16 mai 1906 (06, 524). — *5*. Au cas où un contrat de mariage a prévu que le remploi des biens de la femme pourrait se faire en immeubles situés en France ou aux colonies, ce remploi peut régulièrement se faire en immeubles situés en Tunisie, spécialement, s'ils sont immatriculés, et, en conséquence, soumis à la loi française : Civ. Seine, 8 août 1900 (01, 119).

§ II. — **Entre français et étrangers.**

6. Lorsqu'un mariage a été conclu entre deux époux de nationalité différente, spécialement entre un anglais et une française, le décret qui réintègre la femme dans la nationalité française laisse les époux, en ce qui touche leurs relations matrimoniales, sous l'empire de la loi par laquelle ils étaient tous deux régis, au moment de leur mariage (dans l'espèce, par la loi anglaise) : Civ. Dieppe, 19 janv. 1905 (06, 157).

§ III. — **Entre étrangers.**

7. Le choix du régime auquel doivent être soumis les intérêts civils des époux dépend de leur volonté expresse ou tacite. Deux étrangers qui se marient en France doivent être présumés, sauf la preuve d'une intention contraire, avoir voulu, en l'absence de conventions spéciales, adopter le régime de droit commun établi par la loi française, c'est-à-dire celui

de la communauté légale : Civ. Marseille, 23 avr. 1901 (03, 176) ; Lyon, 16 févr. 1903 (04, 466) ; Civ. Chateauroux, 6 avr. 1903 (04, 625) ; Civ. Marseille, 7 juill. 1904 (05, 487) ; Grenoble, 3 juill. 1907 (08, 149). — *8*. Spécialement, s'il s'agit de deux époux italiens qui se sont fixés en France sans esprit de retour, ils doivent être réputés s'être soumis au régime de la communauté légale française : Grenoble, 3 juill. 1907 (08, 149). — *9*. L'art. 1477 C. civ. franc., qui prive de sa portion, dans les effets divertis ou recélés, l'époux qui divertit ou recèle certains effets de communauté, ne sauvegarde que les intérêts privés des nationaux, et ne peut être invoqué dans la liquidation d'une communauté de biens établie en France entre étrangers, spécialement entre italiens : Civ. Seine, 6 févr. 1897 (99, 587). — *10*. Au cas de mariage contracté en France par deux étrangers sans stipulations écrites, la loi à laquelle les époux sont soumis, quant à leurs biens, est celle du lieu où ils avaient, lors du mariage, l'intention de fixer leur domicile, et où ils l'ont réellement fixé depuis : Civ. Guelma, 1er avr. 1897 (98, 158). — *11*. Si les donations entre époux sont irrévocables en droit maltais, la loi française est seule applicable aux donations de ce genre affectant des immeubles situés en France, car la révocabilité des donations constitue un statut réel et non un statut personnel : Civ. Guelma, 1er avr. 1897 (98, 158). — *12*. Le contrat de mariage passé par une anglaise à l'étranger dans les formes du droit anglais et à l'hôtel de l'ambassade d'Angleterre, est régi par la loi anglaise : C. just. Angleterre, 30 avr. 1900 (03, 142). — *13*. Par suite, si cette anglaise était mineure, les dispositions dudit contrat sont annulables et elle peut, après son mariage et lorsqu'elle est devenue majeure, les révoquer ou les confirmer, à son choix : C. just. Angleterre, 30 avr. 1900 (03, 142). — *14*. Mais s'il s'est écoulé un délai raisonnable depuis qu'elle est devenue majeure, sans qu'elle ait usé du droit de révocation, ce droit est irrévocablement perdu et la révocation intervenue tardivement demeure sans effet : C. just. Angleterre, 30 avr. 1900 (03, 142). — *15*. D'après la doctrine italienne, c'est la loi nationale du mari au moment du mariage qui régit les époux étrangers quant aux biens, à défaut de contrat de mariage : Civ. Marseille, 26 juill. 1902 (03, 592). — *16*. La jurisprudence française fait dépendre la détermination du régime légal de l'intention des époux, laquelle doit être déduite des circonstances ; la célébration devant un consul étranger et la déclaration de domicile dont cette célébration est accompagnée sont des éléments très importants de la recherche de cette intention : Civ. Marseille, 26 juill. 1902 (03, 592). — *17*. Le fait d'acquérir postérieurement une autre nationalité ne peut apporter aucun changement au régime adopté lors du mariage : Civ. Marseille, 26 juill. 1902 (03, 592). — *18*. Les anglo-maltais qui se sont mariés sans contrat de mariage en

pays français devant l'officier de l'état-civil français, sont présumés avoir adopté le régime de la communauté légale de la loi française : Alger, 2 mai 1898 (98, 586). — *19*. Il en est ainsi surtout lorsqu'il résulte des circonstances de la cause que les deux époux étaient fixés en pays français sans esprit de retour et que, dans un acte postérieur au mariage où les deux époux ont été parties, il a été déclaré qu'à défaut de contrat préalable, la femme est soumise au régime de la communauté légale : Alger, 2 mai 1898 (98, 586).

§ IV. — **Hypothèque légale de la femme étrangère.**

20. En principe, la femme mariée étrangère n'a pas d'hypothèque légale sur les biens de son mari situés en France ; toutefois, il en est autrement si cette hypothèque lui est attribuée par convention diplomatique : Alger, 29 mars 1890 (99, 585). — *21*. Spécialement, la femme sarde peut réclamer en France cette hypothèque, aux termes du traité du 24 mars 1760 entre la France et la Sardaigne, qui conserve son intégralité malgré les modifications qu'ont pu apporter dans le régime hypothécaire les Codes promulgués depuis dans les deux pays : Alger, 29 mars 1890 (99, 585). — *22*. Il en est ainsi, bien que le Royaume sarde se soit transformé, par suite d'annexions successives, en royaume d'Italie. En effet, les traités internationaux, à moins de dénonciation expresse, n'en subsistent pas moins, qu'ils aient été conclus avec l'Etat qui s'agrandit ou avec l'Etat qui s'incorpore, l'annexion n'ayant lieu qu'avec les obligations et les droits, les charges et les avantages résultant de ces traités : Alger, 29 mars 1890 (99, 585).

SECTION II

Régime matrimonial créé en Algérie.

§ I. — **Entre un français et une algérienne musulmane.**

23. Une jeune fille, indigène musulmane, encore mineure, si elle épouse un citoyen français, ne peut régler les conditions civiles de son union sans l'assistance de son tuteur : Alger, 17 nov. 1906 (08, 148). — *24*. En conséquence, à défaut de cette assistance, le contrat de mariage est nul et les époux se trouvent mariés sous le régime de la communauté légale : Alger, 17 nov. 1906 (08, 148).

§ II. — **Entre israélites tunisiens.**

25. Des étrangers ne peuvent être réputés avoir pris pour règle de leur association conjugale le droit commun du pays où ils se marient qu'autant qu'ils en ont manifesté la volonté : Civ. Nice, 5 juin 1893

(93, 341). — *26*. La volonté contraire est démontrée, en ce qui concerne des israélites tunisiens, mariés en Algérie, par le soin qu'ils ont pris de se faire dresser une ketouba : Civ. Nice, 5 juin 1893 (93, 341). — *27*. Leur régime matrimonial est donc celui de leur statut personnel et est régi par la loi rabbinique tunisienne, qui comporte une sorte de régime dotal exclusif de toute communauté : Civ. Nice, 5 juin 1893 (93, 341).

SECTION III

Régime matrimonial des français mariés à l'étranger.

28. Lorsque deux français ont contracté mariage à l'étranger sans passer de contrat pour fixer leur régime matrimonial, il convient de rechercher la commune intention des parties pour déterminer si les époux ont entendu adopter le régime légal établi par la loi française (communauté) ou se soumettre à la loi du pays où le mariage a été contracté (séparation de biens) : Civ. Millau, 17 juill. 1903 (04, 632).

SECTION IV

Régime matrimonial créé en Tunisie

§ I. — Entre israélites français.

29. Des israélites domiciliés en Tunisie, même de nationalité française, seraient présumés avoir voulu se soumettre à la loi rabbinique, s'ils avaient passé leur contrat de mariage à Tunis, devant les rabbins, suivant les lois et usages israélites, et sans le faire transcrire à la chancellerie du consulat de France : Tunis, 28 déc. 1891 (96, 524).

§ II. — Entre un mari français israélite et une femme israélite tunisienne.

30. Lorsqu'un israélite citoyen français, fixé en Tunisie, y a épousé une israélite tunisienne suivant les usages rabbiniques et a passé son contrat de mariage devant les rabbins, les époux doivent être réputés avoir soumis leurs conventions matrimoniales à la loi rabbinique, si leur acte de mariage n'a été transcrit, ni en Algérie à la mairie du pays d'origine de l'époux, ni en Tunisie au Consulat de France : Tunis, 14 nov. 1889 (90, 29). — *31*. D'où il suit que l'épouse n'a pas qualité pour introduire, après la faillite de l'époux, une action en séparation de biens, la loi rabbinique ne donnant à l'époux d'autre moyen que le divorce pour reprendre l'administration de ses biens : Tunis, 14 nov. 1889 (90, 29).

§ III. — Entre un mari musulman algérien et une femme française.

32. Le contrat de mariage passé à un vice-consulat de France en Tunisie, entre un algérien mulsulman sujet français et une française assistée de sa mère également française, est régi, ainsi que toutes les stipulations qui s'y trouvent contenues, par la loi française, alors surtout que les époux ont continué, après comme avant leur mariage, à avoir leur domicile en Tunisie, c'est-à-dire dans un pays soumis au Protectorat de la France : Tunis, 15 juill. 1895 (95, 488).

§ IV. — Entre un mari musulman tunisien et une femme anglaise.

33. Au cas où aucune convention n'a été passée pour régler le régime matrimonial des époux, et s'agissant du mariage entre un musulman tunisien et une femme de nationalité anglaise, les intérêts pécuniaires sont régis par la loi du mari, qui est exclusive de toute communauté et suivant laquelle la femme conserve l'administration de ses biens : Tunis, 9 mars 1905 (05, 458).

§ V. — Entre époux ottomans.

34. Les sujets ottomans de religion grecque domiciliés en Tunisie sont présumés avoir voulu contracter sous l'empire de leur loi nationale lorsqu'ils se sont mariés à Tunis, devant un prêtre de l'église orthodoxe, suivant les formes tracées par cette loi : Tunis, 16 nov. 1891 (96, 548). — *35*. Ils se trouvent dès lors soumis, quant à leurs conventions matrimoniales, au droit romain du Bas Empire, législation qui n'admet entre les époux aucune communauté de biens : Tunis, 16 nov. 1891 (96, 548). — *36*. La demande en séparation de biens formulée par la femme placée sous ce régime doit donc être rejetée, alors surtout qu'en fait elle n établit pas que son mari détienne une partie quelconque de sa fortune : Tunis, 16 nov. 1891 (96, 548).

CHAPITRE II

Cas relevant de droits étrangers.

Bibliographie. — CHALOM, *Les israélites en Tun.*, p. 79.

SECTION PREMIÈRE

Droit italien.

§ I. — Régime de droit commun.

37. La séparation de biens étant le régime de droit commun en Italie, une femme italienne ne peut utilement introduire une action en

séparation de biens contre son mari que si elle établit que son union avec lui a été soumise à un autre régime que celui de droit commun : Tunis, 14 mars 1892 (97, 28) ; Paris, 30 nov. 1899 (01, 239) ; Tunis, 5 juin 1901 (02, 418) ; Alger, 11 oct. 1905 (06, 350). — *38*. Il s'ensuit que la femme mariée sans contrat est responsable, vis à vis de ses créanciers, de toutes ses dettes personnelles : Paris, 30 nov. 1899 (01, 239). — *39*. Quant au mari, si les dettes dont s'agit sont de celles qui sont commandées par la situation sociale du ménage, il doit en être déclaré responsable comme en ayant profité en vertu de l'action de *in rem verso* : Paris, 30 nov. 1899 (01, 239). — *40*. Il en est ainsi d'autant plus que, d'après le droit civil italien, chacun des époux, même en droit italien, est tenu de concourir aux charges du ménage : Paris, 30 nov. 1899 (01, 239). — *41*. S'agissant d'un procès relatif à un immeuble appartenant à une italienne mariée sans contrat, celle-ci a donc seule qualité pour agir et la procédure suivie par son mari est entachée de nullité : Alger, 11 oct. 1905 (06, 350). — *42*. Il en est ainsi alors même que ce dernier prétendrait n'avoir agi que comme mandataire tacite de sa femme, si les faits de la cause démentent cette allégation : Alger, 11 oct. 1905 (06, 350). — *43*. Des époux italiens, auxquels il était interdit de se soustraire, dans leurs conventions matrimoniales, aux prescriptions de la loi italienne, n'ont pu, par leur mariage en France, modifier une capacité inhérente à leur nationalité et adopter tacitement, en s'abstenant de faire un contrat de mariage, le régime de communauté légale qu'il leur eût été défendu de stipuler expressément, si leur union avait été contractée dans leur pays : Civ. Seine, 3 mai 1902 (03, 526). — *44*. Ils doivent être réputés mariés sous le régime de la séparation de biens qui, en Italie, constitue, à défaut de convention, le régime de droit commun : Civ. Seine, 3 mai 1902 (03, 526). — *45*. Sous le régime de la séparation de biens qui est applicable aux époux italiens mariés sans contrat, les biens acquis pendant le mariage sont réputés appartenir au mari, sauf justification par la femme qu'elle les a achetés séparément ou conjointement avec son mari : Civ. Seine, 29 mai 1903 (04, 628). — *46*. D'après la loi italienne, les époux de nationalité italienne mariés sans contrat de mariage sont de plein droit soumis au régime de la séparation de biens : Tunis, 14 nov. 1889 (90, 31). — *47*. La femme italienne ne peut donc être admise à demander sa séparation de biens, même au cas où elle aurait reçu une donation de ses parents depuis son mariage, la loi italienne n'admettant pas que la dot puisse être constituée ni augmentée au cours du mariage : Tunis, 14 nov. 1889 (90, 31). — *48*. Il en est ainsi alors surtout qu'il n'est même pas allégué que l'administration de ces biens paraphernaux ait été confiée au mari : Tunis, 14 nov. 1889 (90, 31).

§ II. — Dotalité.

49. Aux termes des articles 136 et 1405 du Code civil italien, les immeubles dotaux de la femme peuvent être aliénés avec le consentement du mari, lorsqu'il y a nécessité ou intérêt certain : Tunis, 17 mars 1885 (91, 127). — *50*. Aux termes de l'art. 1405 C. civ. ital., le Tribunal peut, durant le mariage, autoriser la vente des biens dotaux, en cas d'utilité ou de nécessité évidente : Tunis, 18 mars 1895 (95, 205). — *51*. Il y a lieu d'appliquer cette disposition légale à la femme italienne domiciliée en Tunisie et c'est alors à la juridiction française, c'est-à-dire au Tribunal de première instance en chambre du Conseil, qu'il appartient d'apprécier le mérite de la requête qu'elle présente pour obtenir l'autorisation d'aliéner ses immeubles dotaux : Tunis, 18 mars 1895 (95, 205). — *52*. En droit italien, la femme mariée ne peut hypothéquer un immeuble dotal qu'avec l'autorisation de justice, à moins que ce droit ne lui ait été conféré par son contrat de mariage : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (04, 115). — *53*. Toutefois l'immeuble acquis au cours du mariage par la femme dotale n'est frappé de dotalité que s'il est démontré qu'il a été acheté avec le produit de valeurs dotales dont le remploi avait été prescrit : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (04, 115). — *54*. Comme la dotalité ne se présume pas, le Tribunal mixte ne saurait obliger la femme mariée à lui démontrer l'origine non dotale des deniers avec lesquels elle a acheté pendant le mariage l'immeuble qu'elle a ensuite hypothéqué et dont elle requiert l'immatriculation : Trib. mixte, 11 juill. 1903 (04, 115). — *55*. Les biens que la femme (italienne) s'est constitués en dot peuvent être expropriés pendant le mariage pour des obligations contractées par ladite femme antérieurement à la constitution dotale, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les dettes hypothécaires et les dettes chirographaires, et sans qu'il y ait lieu de rechercher s'il y a eu de la part de la femme une intention dolosive : Cass. Rome, 6 déc. 1902 (05, 580). — *56*. En droit italien, la construction établie en partie sur un terrain dotal ne devient pas dotale : Cass. Turin, 6 déc. 1901 (04, 534). — *57*. Si l'épouse (italienne) se constitue en dot la nue-propriété d'un immeuble déterminé, sur lequel pèse l'usufruit qu'a la mère comme conjoint survivant, et que celle-ci renonce à l'usufruit en faveur de sa fille, sans indiquer que cette renonciation est faite à titre de dot, les fruits de l'immeuble dont s'agit sont paraphernaux, et, dès lors, soustraits à la jouissance du mari : App. Gênes, 25 mai 1903 (05, 583). — *58*. L'adjudicataire de biens dotaux (appartenant à une femme italienne) ne se libère pas valablement s'il ne s'assure pas du remploi des sommes par lui payées : Cass. Rome, 10 déc. 1902 (05, 247).

§ III. — Nécessité d'un acte public.

59. La loi italienne est applicable aux conventions matrimoniales, aux donations et aux constitutions de dot passées en Tunisie entre parties de nationalité italienne : Tunis, 31 déc. 1894 (95, 256). — *60*. Aux termes de l'art. 1382 C. civ., ital., les contrats de mariage doivent être constatés par acte public ; l'art. 1056 établit la même règle pour la validité des donations en général et l'art. 1341 interdit la preuve testimoniale pour les conventions dont la valeur dépasse 150 fr. : Tunis, 31 déc. 1894 (95, 256). — *61*. On ne saurait donc autoriser des époux italiens à prouver par témoins en Tunisie l'existence d'une donation qui leur aurait été faite verbalement, à l'occasion de leur mariage, par un de leurs ascendants : Tunis, 31 déc. 1894 (95, 256).

SECTION II

Droit maltais.

§ I. — Code de Rohan.

62. Les mariages entre maltais contractés sous l'influence du droit municipal de Malte connu sous le nom de Code de Rohan, aujourd'hui abrogé, restent soumis à cette loi : Tunis, 27 juillet 1896 (96, 468). — *63*. D'après ce Code, dans le cas où il n'a pas été fait de contrat de mariage, si des enfants sont nés du mariage, il y a communauté complète de biens, dont un tiers revient au mari, un tiers à la femme, un tiers aux enfants : Tunis, 27 juill. 1896 (96, 468). — *64*. Si au contraire, les époux n'ont jamais eu d'enfants, ils ont droit seulement chacun à la moitié des biens qu'ils auront acquis pendant le mariage par leur travail et leur industrie : Tunis, 27 juill. 1896 (96, 468). — *65*. Toutefois, lorsque le conjoint survivant est pauvre, il peut en outre réclamer l'usufruit du quart des biens du défunt : Tunis, 27 juill. 1896 (96, 468). — *66*. Le régime matrimonial des maltais qui se sont mariés sans contrat en Tripolitaine, pendant la période de temps où la loi municipale de Malte et Gozzo dite Code de Rohan, a été en vigueur (de 1784 à 1868) est régi par cette législation et non par le droit turc ou la législation anglaise : Tunis, 15 mars 1905 (05, 353). — *67*. L'inaliénabilité de la dot n'existe en droit maltais que pour les immeubles et ne s'étend pas aux objets mobiliers ; cette règle résulte, non seulement de la législation actuellement en vigueur, mais encore du Code de Rohan et du droit romain : C. com. Malte, 23 fév. 1899 (07, 283).

§ II. — Législation nouvelle.

68. Aux termes de l'art. 1024 de l'ordonnance maltaise du 11 février 1870, le mariage produit de plein droit entre les époux une communauté d'acquêts à défaut de convention contraire constatée par acte public : Tunis,

27 janv. 1896 (96, 159) ; 28 déc. 1898 (00, 27). — *69*. Aux termes de l'art. 1026 de la même ordonnance, l'administration des biens acquêts appartient au mari qui, à l'égard des tiers, peut en disposer comme des siens propres ; mais cette règle n'est applicable que lorsqu'il s'agit d'actes d'aliénation véritables et elle est étrangère aux actes purement fictifs simulés par le mari et par les tiers pour tenir en échec les droits de la femme : Tunis, 27 janv. 1896 (96, 159). — *70*. Ces règles sont en tout applicables aux anglo-maltais qui résident en Tunisie : Tunis, 27 janv. 1896 (96, 159). — *71*. Aux termes des art. 952 et 953 du Code maltais, lorsque le mariage n'a été précédé d'aucune convention matrimoniale, il peut en être dressé postérieurement au mariage par acte public, avec autorisation de justice : Tunis, 9 fév. 1885 (94, 544). — *72*. C'est la Chambre du conseil du Tribunal français qui est compétente pour statuer en Tunisie sur une semblable demande : Tunis, 9 fév. 1885 (94, 544). — *73*. Si l'art. 977 de l'ordonnance maltaise n° 7 de 1868 permet à la Cour de juridiction volontaire d'accorder l'autorisation de vendre un bien dotal, les art. 981 à 983 de la même ordonnance indiquent les cas dans lesquels il y a lieu d'autoriser cette vente : Tunis, 30 mai 1906 (06, 526).— *74*. Il n'y a pas lieu de donner cette autorisation lorsque la femme, ayant vendu irrégulièrement un bien dotal à un tiers qui l'a payée, a dissipé le prix qu'elle a reçu et ne poursuit en réalité que la régularisation d'une opération dont l'utilité n'est pas du tout démontrée : Tunis, 30 mai 1906 (06, 526). — *75*. Aux termes de l'art. 1006 de l'ordonnance maltaise de 1878, l'inaliénabilité de la dot résiste à la séparation de biens et ne cesse qu'avec la dissolution du mariage : Tunis, 9 juill. 1906 (06, 586). — *76*. Il importe peu que les époux soit convenus de remettre à la femme l'administration de la dot, alors d'ailleurs que la femme ne gère et n'administre qu'avec l'autorisation du mari : Tunis, 9 juill. 1906 (06, 586).

SECTION III

Droit russe.

77. La loi russe permet la modification des conventions matrimoniales au cours du mariage : Civ. Seine 21 mars 1907 (07, 580).

SECTION IV

Droit autrichien.

78. D'après la loi autrichienne, il n'existe entre les époux aucune communauté de biens ; mais le mariage comporte en général une dot, dont la constitution peut être constatée autrement que par acte authentique : Tunis, 4 avr. 1892 (97, 75). — *79*. La constitution de cette dot est valablement constatée par un acte sous seings privés, passé à Tunis, cette constatation étant conforme à la fois à la loi autrichienne et aux usages

locaux anciens: Tunis, 4 avr. 1892 (97, 75). — *80*. Et un créancier du mari est mal venu à s'opposer à la demande en séparation de biens formulée par la femme devant les Tribunaux français de Tunisie, alors qu'il est démontré que les mauvaises affaires du mari ont mis la dot de la femme en péril et que ce créancier n'établit pas qu'il y a eu simulation ou fraude de l'acte dans constitution : Tunis, 4 avr. 1892 (97, 75).

SECTION V

Droit allemand.

81. Les rapports pécuniaires des époux sont régis par la loi de leur premier domicile et non par celle de leur nationalité : Trib. rég. sup. Colmar, 12 fév. 1901 (04, 24). — *82*. Toutefois, le droit des époux sur les immeubles de communauté se détermine d'après la loi de leur situation : Trib. rég. sup. Colmar, 12 fév. 1901 (04, 24).

SECTION VI

Droit des États-Unis.

83. L'incapacité de la femme mariée est de statut personnel. Aux Etats-Unis, le statut personnel est déterminé, non par la nationalité, mais par le domicile: Civ. Pau, 28 juill, 1904 (05, 611). — *84*. Par suite, les tribunaux français doivent faire application à une citoyenne des Etats-Unis de la loi française, relativement à sa capacité, si elle est domiciliée en France : Civ. Pau, 28 juill. 1904 (05, 611).

SECTION VII

Droit rabbinique.

85. Le régime des biens des israélites non français est déterminé par les règles du droit mosaïque, et non par celles du droit commun, lorsque le mariage a été contracté more judaïco : Alger, 24 fév. 1896 (96, 230). — *86*. Est régulière la ketouba passée en présence de deux témoins, sans qu'il soit nécessaire que ces témoins soinet revêtus du caractère sacerdotal; elle forme, d'après la loi mosaïque, la loi des parties : Alger, 24 fév. 1896 (96, 230). — *87*. Sous l'empire du droit rabbinique, le mari a la jouissance de tous les biens de la femme et celle-ci ne peut acquérir, pendant le mariage, qu'avec ses propres ressources: Alger, 14 mars 1898 (99, 87). — *88*. Il ne peut suffire, pour justifier l'origine de l'acquisition et faire passer la propriété sur la tête de la femme, que les époux insèrent dans un acte le nom de la femme comme acquéreur de l'immeuble et cet immeuble appartient au mari si la femme ne démontre pas qu'il a été payé de ses deniers personnels, en vertu du principe de la loi mosaïque suivant lequel l'argent possédé par la femme appartient au mari, sauf justification contraire : Alger, 14 mars 1898 (99, 87). — *89*. Les ressources inscrites

dans la ketouba ne sauraient être employées à des acquisitions personnelles au nom de la femme ; celle-ci ne peut en faire qu'avec le produit de son travail ou de son industrie ou avec les deniers provenant des donations ou des successions qui lui sont échues : Alger, 14 mars 1898 (99, 87). — *90*. Si la femme mariée israélite possède un privilège sur les immeubles de son mari, pour sûreté de ses reprises dotales, il lui est tout au moins permis par la loi hébraïque d'y renoncer : Tunis, 17 mai 1899 (99, 344). — *91*. Le contrat de mariage israélite, ou ketouba, peut être prouvé par témoins d'après la loi mosaïque. En tous cas, foi doit être faite à une copie de ketouba, dont on prétend l'original perdu, lorsque celui-ci a été enregistré au Greffe du Tribunal rabbinique, sur l'ordre du Grand rabbin, qui en a légalisé les signatures et y a appposé son cachet : Sousse, 3 mai 1906 (08, 105). — *92* Il en est ainsi surtout quand il est constant que cet original a été produit à la justice française dans une instance précédente. Dans de telles conditions, il n'est pas permis de douter de l'existence de la ketouba : Sousse, 3 mai 1906 (08, 105). — *93*. Dans la législation hébraïque, tout mariage exige l'existence d'une dot constituée par le mari au profit de la femme : Tunis, 17 mai 1899 (99, 431). — *94*. Cette dot peut être augmentée pendant le mariage et son paiement est assuré, après la mort du mari, par un privilège qui est opposable aux héritiers : Tunis, 17 mai 1899 (99, 431). — *95*. Si une nouvelle constitution de dot est dressée au cours du mariage, le privilège qui la garantit est préférable seulement aux créanciers postérieurs à la date de cette constitution, à moins qu'on ne parvienne à établir la date de l'ancienne ketouba qui a été perdue et qui est reconstituée par cet acte : Tunis, 17 mai 1899 (99, 431). — *96*. Lorsque, dans un contrat de mariage passé entre israélites tunisiens, conformément à la loi rabbinique, le mari s'est engagé, au cas de prédécès sans enfants de la femme, à restituer aux héritiers une partie du montant de ses apports, cette clause, d'après les usages et à moins d'une mention expresse, ne soumet le mari qu'à la restitution des seuls apports de sa femme, sans y comprendre l'augment de dot stipulé dans le contrat : Alger, 14 déc. 1887 (95, 430). — *97*. La loi rabbinique oblige le mari à pourvoir à l'enterrement de sa femme suivant l'usage du pays : Alger, 14 déc. 1887 (95, 430). — *98*. D'après le droit hébraïque, le privilège accordé à la veuve pour le paiement de sa dot passe avant les frais funéraires, à moins que le défunt ne laisse pas d'héritiers ou que ces héritiers ne soient pas solvables : Tunis, 17 mai 1899 (99, 431). — *99*. Doit être rejetée la demande en admission d'une femme israélite au passif de la liquidation judiciaire de son mari, du chef de ses reprises dotales, si les apports qu'elle réclame et qui sont énoncés dans un contrat de mariage reçu par les notaires rabbiniques, n'ont fait l'objet d'aucun inventaire, que les notaires rédacteurs de l'acte n'ont fait aucune constatation personnelle, notamment

pour ce qui concerne le versement des espèces, indiqué comme fait antérieurement, rien n'établissant, au regard des tiers, la consistance des valeurs et la réalité de leur versement du mari : Sousse, 9 av. 1903 (04, 382). — ***100***. Il en est ainsi surtout si la ketouba invoquée n'a fait l'objet d'aucune publicité, alors que, depuis le décret du 28 novembre 1898 tout au moins, le contrat de mariage aurait dû être deposé au Greffe du Tribunal de commerce : Sousse, 9 avr. 1903 (04, 382). — ***101***. Et si le mari, ayant déjà déposé une première fois son bilan, la femme n'a ni produit, ni demandé son admission au passif, bien qu'à cette époque son argent eût dû déjà être disparu, si réellement son mari l'avait eu à sa disposition ; si enfin rien n'établit que le mari se soit servi des prétendus apports de sa femme pour les besoins de son commerce, soit avant le premier dépôt de bilan, soit depuis : Sousse, 9 avr. 1903 (04, 382). — ***102***. La veuve d'un failli ne saurait être admise au passif privilégié de la faillite pour le montant des reprises auxquelles elle prétend, si d'une part, l'existence des apports prétendus ne résulte que des déclarations faites dans une ketouba par son mari, alors commerçant ; si d'autre part, un long temps s'étant écoulé depuis la mort du mari, la femme a eu tout le temps d'exercer ses reprises en nature avant l'ouverture de la faillite, dans laquelle on n'a, d'ailleurs, rien retrouvé de ce qu'elle avait le droit de reprendre : Sousse, 4 juin 1897 (97, 658). — ***103***. Dans le cas où le chiffre de la dot n'est pas suffisamment déterminé, on peut le fixer judiciairement en prenant pour base les usages : Sousse, 4 juin 1897 (97, 658). — ***104***. L'épouse d'un israélite tunisien déclaré en état de faillite ne peut demander sa séparation de biens : Tunis, 14 nov. 1889 (90, 29). — ***105***. D'après la loi rabbinique qui forme le statut personnel des époux, la femme israélite n'a en effet d'autre moyen que le divorce pour reprendre l'administration de ses biens et la jouissance de ses revenus : Tunis, 14 nov. 1889 (90, 29). — ***106***. La loi rabbinique n'admet pas la séparation de biens, qui constituerait pour l'épouse une assurance extra-légale non stipulée dans son contrat : Tunis, 28 déc. 1891 (96, 524). — ***107***. Le divorce est donc pour la femme le seul moyen pour reprendre la libre administration de ses biens et jouissance de ses revenus : Tunis, 28 déc. 1891 (96, 524). — ***108***. D'après la loi rabbinique tunisienne, le divorce est le seul moyen donné à la femme pour reprendre, sans le consentement exprès de son mari, l'administration de ses biens et la jouissance de ses revenus : Tunis, 14 mars 1892 (97, 28). — ***109***. Elle ne peut contraindre son époux à la séparation de biens que par voie judiciaire, et lorsque la faculté lui en a été réservée dans son contrat de mariage: Tunis, 14 mars 1892 (97, 28). — ***110***. La femme, israélite italienne, qui prétend avoir été mariée sous le régime de cette loi, n'est donc pas recevable dans l'action en séparation de biens qu'elle intente contre son mari, lorsqu'elle ne produit pas de

contrat de mariage : Tunis, 14 mars 1892 (97, 28). — ***111***. Suivant la loi rabbinique, la femme mariée ne peut réclamer le montant de sa dot que dans le cas de décès de son mari ou dans le cas de divorce : Sousse 19 nov. 1903 (04, 639). — ***112***. En vertu de la loi mosaïque, la répudiation, pour être valable, doit être constatée par écrit suivant des formes solennelles : Sousse, 19 nov. 1903 (04, 639). — ***113***. L'aveu du mari et de la femme ne suffit pas pour la faire admettre ; elle ne peut même s'établir par la preuve testimoniale que si l'acte solennel a existé et a été perdu : Sousse, 19 nov. 1903 (04, 639). — ***114***. Constitue pour la femme un titre de propriété insuffisant la cession, faite par son mari à titre de dation en paiement, en compensation de sa dot, si cette cession n'a pas été précédée d'une répudiation régulière : Sousse, 19 nov. 1903 (04, 639). — ***115***. D'ailleurs, la cession pourrait être critiquée par les créanciers, par l'application de l'article 1167 C. civ. fr. s'il résultait des circonstances de la cause et de l'état d'insolvabilité du débiteur à l'époque de la cession, que cet acte a été passé en fraude de leurs droits : Sousse, 19 nov. 1903 (03, 639). — ***116***. D'après le droit rabbinique, la restitution de la dot de la femme ne saurait être exigée dans les cas de répudiation ou de décès : Sousse, 3 déc. 1897 (00, 597). — ***117***. La clause d'un contrat de mariage stipulant que la dot serait remboursable du vivant du mari ou après sa mort, suivant l'usage du pays, ne saurait établir une exception à la régle générale et notamment ne saurait autoriser la restitution de la dot à la suite de la faillite du mari : Sousse, 3 déc. 1897 (00, 597). — ***118***. Le décret du 24 octobre 1870, qui a fait acquérir aux israélites algériens la qualité de citoyen français, a-t-il eu pour effet de transformer les conventions matrimoniales constatées par une ketouba passée devant les rabbins dans les formes voulues par la loi mosaïque, et de les soumettre à la loi française ? (non résolu) : Tunis, 9 mars 1899 (00, 397). — ***119***. Dans le droit rabbinique, qui régit les conventions matrimoniales des israélites tunisiens, lorsqu'elles ont été passées devant les notaires qui ont dressé une ketouba, les biens appartenant à la femme sont de deux sortes : les biens *tson-barzel* et les biens *melogh* : Tunis, 20 mai 1908 (08, 494). — ***120***. Les biens *tson-barzel* comprennent les valeurs apportées par la femme à titre de dot au mari, inscrits et évalués en la ketouba, collectivement ou en détail et reconnus par l'époux. Ce dernier en devient propriétaire, en est responsable et doit les rendre à la dissolution du mariage par suite de divorce, de même que ses héritiers doivent les rendre après lui, à la suite de son décès, dans l'état où il les a reçus ; le mari répond de toute diminution de valeur et profite de toute augmentation : Tunis, 20 mai 1908 (08, 494). — ***121***. Les biens *melogh* sont ceux que la femme n'apporte pas en dot à son mari ; elle en garde la propriété par des stipulations expresses de son contrat de mariage : Tunis, 20 mai 1908 (08, 494). —

122. Sont encore soumis au même régime légal les biens qui surviennent à la femme postérieurement au mariage, par succession, donation entre vifs ou testamentaire ou à titre d'indemnité : Tunis, 20 mai 1908 (08, 494). — *123*. Le mari n'encourt aucune responsabilité à l'égard de cette catégorie de biens, que lui ou ses héritiers rendent, à la dissolution du mariage, dans l'état où ils se trouvent ; la femme supporte les pertes et les détériorations survenues à ces biens et profite des améliorations et de la plus-value : Tunis, 20 mai 1908 (08, 494). — *124*. S'il est admis que le mari devient propriétaire des biens *tson-barzel*, le droit rabbinique veut aussi qu'il ne puisse en disposer, exception faite du numéraire, qu'avec l'autorisation de sa femme, parce qu'ils forment la garantie de celle-ci ; l'autorisation doit contenir la renonciation spontanée et sans aucune contrainte à l'hypothèque légale que la loi donne à la femme sur tous les biens de son mari : Tunis, 20 mai 1908 (08, 494). — *125*. Le droit rabbinique n'impose le remploi des sommes provenant de l'aliénation des biens *tson barzel* que dans le cas où la ketouba lui en fait l'obligation expresse : Tunis, 20 mai 1908 (08, 494).

SECTION VIII

Droit musulman.

126. En droit musulman tunisien, la femme n'a ni hypothèque ni privilège sur les immeubles de son mari : Sousse, 30 déc. 1897 (98, 310). — *127*. D'après le droit musulman, la femme ne perd pas pendant le mariage la propriété des effets mobiliers qu'elle a apporté avec elle au domicile conjugal, et a le droit de reprendre ces objets à la dissolution du mariage : Tunis, 16 nov. 1898 (99, 141). — *128*. La loi musulmane n'admet la restitution de la dot que dans trois cas : la grossesse de la femme antérieure au mariage, l'adultère de la femme et son apostasie. Quant aux cadeaux de noces, ils ne doivent être restitués que si le mariage est annulé avant sa consommation : Alger, 18 févr. 1903 (04, 467).

SECTION IX

Droit suisse.

129. La femme commune en biens (de nationalité suisse) qui a été victime d'un accident, ne peut exercer personnellement, même avec l'autorisation de son mari, l'action en dommages-intérêts contre l'auteur de ce quasi délit : C. civ. Genève, 12 mai 1906 (08, 420). — *130*. Il s'agit là d'une action qui a pour but le recouvrement d'une créance mobilière tombant dans la communauté, et le mari, administrateur de la communauté, peut seul exercer cette action : C. civ. Genève, 12 mai 1906 (08, 420).

RÈGLEMENT DE JUGES

1. Les demandes en règlement de juges, formées devant la Cour de cassation en vertu de l'art. 19 du titre II de l'ordonnance d'avril 1737, ne sont recevables qu'autant que la décision attaquée a eu à statuer sur une question de droit en matière de juridiction : Cass. req., 2 janv. 1900 (00, 186). — *2*. Elles ne sont pas recevables lorsque, dans le débat contradictoire entre les parties, il s'est agi uniquement d'apprécier la portée d'une convention relative à la compétence et lorsque les juges ont basé exclusivement le rejet du déclinatoire proposé sur l'interprétation du contrat et sur l'intention des contractants : Cass. req., 2 janv. 1900 (00, 186).

RÈGLEMENT DE QUALITÉS

Voir : Qualités, sect. I.

RÉHABILITATION

Voir : Faillite, ch. IV sect. III.

RÉLÉGATION

SECTION PREMIÈRE]

Conditions dans lesquelles il y a lieu à rélégation.

1. Lorsqu'une seule peine a été prononcée en vertu de l'art. 365 C. instr. crim., à raison de deux délits, il suffit que l'un d'eux figure parmi les infractions prévues par l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 pour qu'il en soit tenu compte au point de vue de l'application de la rélégation : Cass. crim., 12 juil. 1906 (07, 254). — *2*. Une condamnation ne peut entrer en ligne de compte, pour l'application de la rélégation, qu'à la condition que le fait pour lequel elle est intervenue ait été commis postérieurement à l'époque où la condamnation précédente est devenue définitive : Aix, 7 déc. 1900 (01, 73). — *3*. Spécialement, il en est ainsi lorsque ce fait est antérieur à l'expiration des délais d'appel de cette première condamnation : Aix, 7 déc. 1900 (01, 73). — *4*. Ne peut être condamné à la peine de la rélégation l'individu qui s'en trouve passible à raison des condamnations qu'il a encourues, si, par suite de la production de son acte de naissance, il est impossible d'établir avec certitude qu'il aura l'âge de 21 ans accomplis, lorsqu'il aura subi sa dernière peine : Civ. Mytho, 6 déc. 1902 (04, 280). — *5*. L'exécution des pénalités encourues est sans influence sur l'application de la rélégation qui doit être prononcée par le seul fait qu'il existe un certain nombre de condamnations dans les conditions déterminées par la loi : Cass. crim., 20 févr. 1908 (08, 530). — *6*. Dès

ors il importe peu que les peines d'emprisonnement antérieurement pro-
oncées et relevées à l'appui de la rélégation aient été subies en une seule
ois : Cass. crim., 20 févr. 1908 (08, 530). — 7. Indépendamment du
roit d'appel que le ministère public et le prévenu peuvent exercer dans
es dix jours, le procureur général a la faculté d'appeler dans les deux
mois du jugement : Cass. crim., 4 juill. 1906 (07, 253). — 8. Ce n'est
u'à l'expiration de ce délai qu'une condamnation prononcée en première
instance devient définitive et peut être légalement prise pour base de
l'application des peines de la récidive : Cass. crim., 4 juill. 1906 (07, 253).

SECTION II

Constatations insuffisantes des jugements prononçant la rélégation.

9. Manque de base légale et encourt la cassation, comme ne mettant pas la Cour suprême en état de vérifier la légalité de la condamnation, la décision qui prononce la rélégation contre un prévenu sans faire connaître expressément les condamnations dont elle a entendu faire état, sans indiquer, ni la juridiction de laquelle émanent ces condamnations, ni le lieu où elles ont été prononcées, ni si chacune d'elles était devenue définitive au moment ou a été commis le fait qui a motivé la condamnation suivante retenue pour justifier la rélégation, ni la date des faits qui ont donné lieu à ces condamnations ; sans tenir compte des peines subies, pour le calcul de l'intervalle des dix ans ; négligeant même de vérifier si aucune confusion n'a été prononcée entre lesdites peines ; enfin, sans faire ressortir que le prévenu a été interpellé sur l'existence de condamnations antérieures et qu'il a reconnu les avoir subies : Cass. crim., 12 mai 1900 (00, 584). — *10*. Le jugement qui, pour prononcer la rélégation, énonce simplement que le prévenu a reconnu avoir subi les peines entraînant la rélégation, sans constater ni à l'aide de quels documents ces aveux ont été contrôlés, ni le lieu où les condamnations ont été prononcées, ni la juridiction qui a statué, ni si les condamnations étaient définitives, ni enfin si les faits qui les ont motivées étaient postérieurs aux condamnations précédemment intervenues, viole à la fois les art. 4 et 10 de la loi du 27 mai 1885 et l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 : Cass. crim., 17 nov. 1894 (95, 248). — *11*. Et l'arrêt qui s'est borné à adopter les motifs d'un tel jugement encourt la cassation, comme nul, en raison de la même violation de la loi : Cass. crim., 17 nov. 1894 (95, 248). — *12*. Encourt la cassation l'arrêt qui, retenant contre un prévenu l'état de récidive, ne fait pas connaître si la condamnation antérieure qui, suivant lui, produirait l'état de récidive, a été prononcée contradictoirement ou par défaut, et si elle était irrévocable au moment où le fait nouveau a été perpétré : Cass. crim., 3 févr. 1900 (00, 288) ; 12 janv. 1907 (07, 439). — *13*. En effet, pareille omission met la Cour de cassation

dans l'impossibilité de vérifier s'il a été fait, dans l'espèce, une application légale de l'art. 58 du Code pénal : Cass., crim., 3 févr. 1900 (00, 288) ; 12 janv. 1907 (07, 439).

SECTION III

Loi du 19 juillet 1907.

14. La peine de la rélégation n'étant plus, aux termes de la loi du 19 juillet 1907, applicable aux femmes, et étant remplacée par l'interdiction de séjour, le juge qui statue postérieurement à cette date, doit, la peine de l'interdiction de séjour étant plus douce que celle de la rélégation, prononcer contre la prévenue, non cette dernière peine, mais la première : Cass. crim., 19 sept. 1907 (08, 193).

SECTION IV

Défense des sujets à rélégation.

15. Dès que la rélégation est encourue par un prévenu, il y a nullité absolue du jugement comme des débats, s'il a été procédé à ceux-ci sans que le prévenu fut assisté d'un défenseur : Cass crim., 29 juill. 1899 (00, 186). — *16*. En cas d'appel, la Cour saisie doit annuler le jugement rendu dans de telles conditions et évoquer le fond : Cass. crim., 29 juill. 1899 (00. 186).

SECTION V

Tribunaux répressifs d'Algérie.

17. La loi du 27 mai 1885 édictant : « que la rélégation ne sera prononcée que par les Cours et Tribunaux ordinaires, comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles », il s'ensuit que les Tribunaux répressifs indigènes, qui sont des tribunaux d'exception, sont incompétents pour prononcer la rélégation ; bien plus, les peines qu'ils prononcent ne comptent pas pour la rélégation : Alger corr., 18 déc. 1902 (03, 238).

RÉMÉRÉ

Voir : Vente à réméré.

RENONCIATION A SUCCESSION

Voir : Succcssion, ch. I sect. II,

RENTES PERPÉTUELLES

Voir : Enzel. — Habous, ch. III.

REPRÉSENTATION EN JUSTICE

Voir : Action en justice. — Procédure civile, ch. I sect. I.

REPRISE D'INSTANCE

Voir : Procédure civile, ch. I sect. I.

RÉPUDIATION

Voir : Mariage, ch. IV sect. III.

REQUÊTE CIVILE

1. La requête civile ne peut être admise contre les décisions des justices de paix ; c'est une voie de rétractation applicable seulement aux jugements rendus par les tribunaux de première instance et d'appel : Cass. req., 2 août 1899 (99, 585). — *2*. On doit entendre par Tribunaux de première instance et d'appel, dans le sens de l'article 480 du Code de procédure civile, les Tribunaux qui statuent soit en première instance, soit en appel : Cass. civ., 14 mai 1900 (00, 347) ; 24 avril 1901 (01, 400). — *3*. Les Tribunaux de paix étant compris parmi les Tribunaux de première instance que vise ledit article, la requête civile est admissible devant ces tribunaux : Cass civ. 14 mai 1900 (00, 347) ; 24 avr. 1901 (01, 400). — *4*. Il y a excès de pouvoir lorsque le juge refuse de reconnaître un pouvoir que la loi lui confère, aussi bien que lorsqu'il sort du cercle de ses attributions légales : Cass. civ., 14 mai 1900 (00, 347). — *5*. En conséquence, encourt la cassation pour excès de pouvoir, la sentence d'un juge de paix qui déclare une requête civile non recevable comme n'étant pas susceptible d'être portée devant le Tribunal de paix : Cass. civ., 14 mai 1900 (00, 347). — *6*. En matière de requête civile, il doit en principe, être rendu des décisions distinctes sur l'admission de la requête et sur le fond : Cass. civ., 24 avr. 1901 (01, 400). — *7*. Doit donc être cassée la décision d'un juge de paix qui, saisi d'une requête civile, après avoir déclaré cette requête bien fondée et avoir annulé la sentence contre laquelle elle était dirigée, a, par le même jugement, statué sur le fond du litige et modifié la décision précédemment rendue : Cass. civ., 24 avr. 1901 (01, 400). — *8*. La requête civile, fondée sur ce qu'il a été jugé sur pièces reconnues ou déclarées fausses depuis le jugement, n'est recevable qu'autant que le faux a été juridiquement constaté : Alger, 18 avr. 1902 (03, 93). — *9*. On doit considérer comme dol personnel, juridiquement suffisant pour donner ouverture à la requête civile, le fait par l'une des parties, indigène musulman, d'avoir soutenu faussement devant le magistrat que l'acte de habous qu'il produisait avait la force probante d'un acte authentique, parce qu'il était extrait du registre des minutes du Cadi hanéfi, dont il indiquait le numéro : Alger, 18 avr. 1902 (03, 93). — *10*. La voie de la requête civile est tou-

jours ouverte à la partie qui se trouve encore dans les deux mois de la signification de la décision définitive, sans qu'il soit besoin de se préoccuper de l'époque à laquelle remonte la connaissance des faits de dol par elle invoqués : Alger, 4 nov. 1902 (03, 109). — *11*. L'art. 480 C. proc. civ., en disposant que les décisions en dernier ressort pourraient être rétractées, s'il y a dol personnel, n'a rien réglé, ni sur la manière dont la preuve doit être faite, ni sur l'époque à laquelle elle devrait être rapportée. Cet article s'en réfère, par suite, sur ce point, au droit commun : Alger, 4 nov. 1902 (03, 109).

RÉQUISITION D'IMMATRICULATION

Voir : Compétence immobilière, ch. II sect. I. — Immatriculation, ch. I.

RÉSERVE HÉRÉDITAIRE

Voir : Succession, ch. II sect. II.

RÉSIDENT GÉNÉRAL

Voir : Conflit. — Recrutement.

RESPONSABILITÉ

Voir : Accident.— Accidents du travail: — Douanes, ch. IV sect. III.— Huissier, sect. II. — Louage d'ouvrage, sect. III. — Municipalités, sect. IV. — Notariat indigène, sect. IV. — Office postal, sect. II. — Saisie immobilière, ch. II sect. IV. — Transports maritimes, ch. I sect. IV. — Travaux publics, sect. III.

RETRAIT D'INDIVISION

Voir : Chefâa.

RETRAIT LÉGAL

1. Les dispositions des art. 1172 et suivants de l'ordonnance maltaise de 1868 concernant le retrait légal dépendent du statut réel, qui peut régir seulement les immeubles situés sur le territoire de Malte et de ses dépendances, et non pas du statut personnel qui suit les maltais à l'étranger, Tunis, 31 janv. 1906 (06, 288). — *2*. En conséquence l'application des dispositions de ces articles ne peut résulter de la vente de droits indivis relatifs à un immeuble situé en Tunisie, encore que tous les co-propriétaires soient sujets maltais : Tunis, 31 janv. 1906 (06, 288).

RETRAIT LITIGIEUX

1. L'art 1699 C. civ. édicte que celui contre lequel on a cédé un droit litigieux peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire en lui remboursant le prix réel de la cession avec les frais et loyaux coûts et avec les intérêts à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite ; Tunis, 27 déc. 1905 (08, 432). — *2*. Il est de jurisprudence que la faculté d'exercer ce retrait n'est pas limitée aux cas où la cession a eu pour objet une créance, un droit personnel, et qu'elle s'applique également au cas où c'est un droit réel : Tunis, 27 déc. 1905 (08, 432). — *3*. Mais la chose n'est censée litigieuse que s'il y a contestation sur le fonds du droit et la disposition de l'art. 1700 C. civ., qui le veut ainsi, doit être prise dans un sens limitatif, en ce qu'il faut que le litige existe au moment de la cession pour que le retrait litigieux puisse être exercé : Tunis, 27 déc. 1905 (08, 432).

RÉVISION DE PROCÈS CRIMINEL

Lorsque deux individus ont été condamnés pour le même fait par deux jugements différents émanant du même Tribunal, et qu'aucune coopération ou complicité n'a pu exister entre les deux condamnés, les deux décisions se trouvent être manifestement inconciliables et il y a lieu à révision dans les termes des art. 443 et s. C. instr. crim. : Cass. crim., 8 août 1901 (02, 118).

RITES MUSULMANS

Voir : *Immatriculation, ch. I sect III.*

Bibliographie. — CLAVEL, *Wakf ou habous* t. 1 p. 276. — GOGUYER, *Choix splend.*

SECTION PREMIÈRE

Règles générales.

1. Le choix du rite appartient au défendeur lorsqu'il y a lieu à application du droit musulman : Tunis , 2 juin 1884 (91, 155) ; 7 déc. 1887 (94, 435) ; Trib. mixte, 3 mars 1890 (94, 480) ; Tunis, 23 nov. 1891 (92, 109) ; 25 janv. 1892 (94, 369) ; 28 févr. 1894 (94, 194) ;Alger, 30 janv. 1897 (98, 61) ; Tunis, 10 novembre 1897 (97, 600) ; 21 déc. 1898 (99, 233) ; 19 janv. 1901 (02, 267) ; Trib. mixte, 14 oct. 1903 (03, 583) ; Alger, 6 juin 1904 (05, 599) ; Tunis, 31 mai 1905 (06, 40) ; 28 juin 1905 (06, 27). — *2*. Lorsque le défendeur ne manifeste pas expressément sa préférence, il échet de le faire bénéficier du rite le plus favorable : Tunis, 28 févr. 1894 (94, 194) ; 31 mai 1905 (06, 40) ; 28 juin 1905 (06, 27).

SECTION II
Règles particulières.

3. Il n'y a pas lieu au choix du rite par le défendeur, au cas de contestation sur la validité d'un habous, parce qu'il y a application nécessaire du rite auquel la constitution a été soumise par le constituant : Tunis, 7 mars 1906 (06, 515) ; 24 oct. 1906 (07, 47). — *4*. S'il est vrai qu'au cas où il y a lieu à l'application du droit musulman, le défendeur a le choix du rite suivant lequel la contestation doit être examinée et tranchée, il ne faudrait pas croire que le défendeur est nécessairement celui qui a été assigné ; c'est celui qui est dans l'obligation de recourir à justice pour faire reconnaître le droit auquel il prétend : Tunis, 1er avril 1908 (08, 398). — *5*. En matière immobilière, le défendeur est celui qui a la possession ; mais, à ce point de vue, c'est la possession légale et non la possession effective qu'il faut envisager : Trib. mixte, 14 oct. 1903 (03, 583). — *6*. Quant il y a lieu à l'application du droit musulman, c'est le défendeur qui a le choix du rite suivant lequel la contestation doit être tranchée : Tunis, 17 juin 1908 (08, 617). — *7*. Par défendeur, il faut entendre, non pas la partie qui occupe cette situation dans l'instance, dont la forme peut avoir été déterminée par des incidents de procédure qui ne sont pas par eux-mêmes de nature à décider du rite : Tunis 17 juin 1908 (08, 617). — *8*. Il faut considérer comme défendeur celui qui est dans la nécessité de se défendre contre un acte dont on demande l'exécution contre lui : Tunis, 17 juin 1908 (08, 617).

RIVAGES DE LA MER

Voir : Domaine public, ch. II. sect. I.

ROLES D'IMPOT

Voir : Taxes municipales, ch. I sect. I.

S

SACS

Voir : Location de sacs.

SAGE FEMME

Voir : Médecine, chirurgie, pharmacie, sect. II.

SAISIE-ARRÊT

Voir : Référés, ch. II sect. I.

Bibliographie. — S. BERGE, *Just. franç. en Tun.*, p. 56. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p. 85. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, 376.

CHAPITRE PREMIER.

Saisie-arrêt ordinaire.

SECTION PREMIÈRE.

Titre formant la base nécessaire.

1. La saisie-arrêt a un caractère mixte en ce sens qu'elle est à la fois un acte conservatoire et un acte d'exécution et c'est par l'effet du jugement qui en prononce la validité qu'elle devient à proprement parler un acte d'exécution : Tunis, 22 juin 1905 (06, 88). — *2*. Par suite une saisie-arrêt peut être valablement faite en vertu d'un jugement qui a été frappé d'appel, alors même que ce jugement n'aurait pas été déclaré exécutoire par provision : Tunis, 22 juin 1905 (06, 88). — *3*. Est nulle la saisie-arrêt pratiquée pour une créance éventuelle : Alger, 25 mars 1905 (06, 238). — *4*. Il en est ainsi alors même que, postérieurement à la saisie, les parties seraient tombées d'accord, devant le juge des référés, pour cantonner la saisie à une somme déterminée et une semblable saisie cause au saisi un préjudice dont il lui est dû réparation : Alger 25 mars 1905 (06. 238). — *5*. Une saisie-arrêt peut être valablement pratiquée en vertu d'un jugement étranger même non encore revêtu de l'exequatur ; il suffit que ce jugement soit rendu exécutoire par la décision qui valide la saisie : Civ. Seine, 10 déc. 1896 (97, 436. — *6*. L'étendue des droits que confère un jugement étranger revêtu de l'exequatur en France est évidemment réglée par la législation sous l'empire de laquelle il a été rendu ; c'est cette législation qui constitue les effets du jugement, notamment la nature et le caractère de l'obligation, sa portée, le montant de la condamnation, le chiffre des intérêts, la solidarité : Civ. Seine, 10 déc. 1896 (97, 436). — *7*. Mais les voies à employer pour assurer l'exécution du jugement dépendent uniquement, non seulement quant à la forme, mais encore quand au fond, de la législation du pays où l'exécution doit avoir lieu : Civ. Seine, 10 décembre 1896 (97, 436). — *8*. Par suite, c'est cette loi qui détermine quelles choses sont saisissables ou non ; spécialement, en France, il est permis de saisir-arrêter les appointements d'un salarié, alors même que la législation anglaise ne permettrait pas cette saisie-arrêt : Civ. Seine, 10 déc. 1896 (97, 436). — *9*. Les dispositions du Code de procédure civile et notamment celles qui concerne la dénonciation des saisies-arrêts, ne peuvent être applicables à une saisie-arrêt prononcée en vertu d'une ordonnance du Consul-juge britannique avant l'abolition de sa juridiction : Tunis, 15 avr. 1885 (91, 44).

SECTION II

Objet.

§ I. — Titres de propriété.

10. Il a d'abord été jugé : en Tunisie, où il n'existe ni transcription, ni système hypothécaire, le titre de propriété est regardé comme faisant

partie intégrante de l'immeuble auquel il s'applique, lequel ne peut être aliéné ou engagé sans ce titre; il en résulte qu'il est indispensable de reconnaître aux créanciers le droit de mettre sous la main de la justice les titres de propriété appartenant à leurs débiteurs : Tunis, 14 oct. 1885 (94, 318). — ***11.*** Ils peuvent arriver à ce but par voie de saisie-arrêt. Sans doute, cette procédure ne peut être considérée comme une saisie-arrêt proprement dite ; elle n'implique pas la validation et ne peut conduire à la vente de l'immeuble ; il faut l'envisager comme le préliminaire et l'accessoire d'une procédure de vente forcée d'immeuble. Elle doit donc être maintenue comme mesure conservatoire : Tunis, 14 oct. 1885 (94, 318). — ***12.*** Mais on est revenu à une conception plus juridique en jugeant comme suit : Le titre de propriété tunisien est le signe tangible du droit qui y est consigné et il participe à son caractère immobilier. Il ne saurait donc faire l'objet d'une saisie-arrêt : Tunis, 21 avr. 1888 (94, 319) ; 4 avr. 1894 (94,398); 19 nov. 1894 (97, 590) ; 30 mars 1898 (01, 40).

§ II. — **Dotations de la famille beylicale.**

13. Les sommes qui font l'objet des dotations attribuées à un prince tunisien sont insaisissables ; mais les délégations partielles et temporaires des revenus, librement consenties par le prince, ne sauraient être considérées *de plano* comme nulles : Tunis, 16 févr. 1891 (91, 96). — ***14.*** Elles doivent être déclarées valables si la part des revenus conservée par le prince est suffisante pour assurer à celui-ci une existence en rapport avec son rang : Tunis. 16 févr. 1891 (91. 96). — ***15.*** Les arrérages d'une dotation constituée sur les fond du Trésor tunisien aux princes de la famille beylicale sont insaisissables, cette dotation présentant les caractères d'une liste civile et non ceux d'un véritable traitement : Alger, 29 nov. 1887 (89, 214). — ***16.*** La dotation des princes de la famille beylicale est incessible et insaisissable. En conséquence est nulle la saisie-arrêt pratiquée sur ce qui en dépend : Tunis, 22 mai 1890 (96, 132).

§ III. — **Pensions payées par le trésor public.**

17. L'article 580 du Code de procédure français, aux termes duquel les pensions dûes par l'Etat, ne peuvent être saisies que pour la portion déterminée par les lois ou ordonnances, n'est pas applicable aux pensions dûes par le Gouvernement tunisien : Tunis, 21 mai 1890 (90, 178). — ***18.*** Il ne pourrait en être autrement qu'au cas où un texte de loi beylicale ou un usage constant établirait l'insaisissabilité de ces pensions : Tunis, 21 mai 1890 (90, 178). — ***19.*** Mais il n'en est pas ainsi en Tunisie, où les fonctionnaires tunisiens ne subissent aucune retenue pour la retraite et où les pensions ont un caractère de pure libéralité gouvernementale : Tunis,

21 mai 1890 (90, 178). — *20*. Le décret beylical du 16 septembre 1892 décide que les traitements des fonctionnaires inférieurs à 600 fr. annuellement, sont inssaisissables ; que ceux supérieurs à 600 fr. peuvent être saisis à concurrence du cinquième sur les premiers mille francs, du quart sur les 5000 fr. suivants et du tiers sur tout ce qui dépasse 6000 fr. : Tunis, 2 avr. 1895 (95, 206). — *21*. Il ne semble pas que la loi française du 12 janvier 1895 ait pu apporter une dérogation quelconque à ce décret : Tunis, 2 avr. 1895 (95, 206).

§ IV. — **Locations de coffre-fort.**

22. Constitue non un prêt à usage ou un dépôt, mais un véritable louage de choses, dans les termes des art. 1709 et 1713 C. civ. le contrat formé entre un particulier et un établissement financier par lequel ce dernier met à la disposition du premier, moyennant une rétribution, un coffre-fort dont l'établissement a la garde et conserve la propriété, mais dont le particulier a la libre jouissance pour une durée déterminée : Paris 1er juill. 1903 (04,631). — *23*. Par suite, le contenu du coffre-fort loué dans ces conditions ne peut être, aux termes de l'art. 577 C. pr. civ., saisi arrêté entre les mains de l'établissement financier : Paris, 1er juill. 1903 (04, 631).

SECTION III

Procédure.

24. L'art. 565 C. proc. civ., qui prescrit, à peine de nullité, de faire suivre la saisie-arrêt d'une demande en validité introduite dans un certain délai, n'implique pas nécessairement que la validité doive être prononcée par jugement : Tunis, 21 nov. 1892 (97, 117). — *25*. Les effets d'une opposition peuvent être réglés aussi bien par un accord amiable que par une décision judiciaire : Tunis, 21 nov. 1892 (97, 117). — *26*. Par l'acceptation d'un sequestre, le débiteur ne renonce pas à la juridiction de droit commun relativement à la procédure de saisie-arrêt et à la distribution qui en est la suite : Lyon, 24 déc. 1907 (08, 378). — *27*. En conséquence, le Tribunal qui a déclaré la saisie valable reste compétent pour procéder à la distribution : Lyon, 21 déc. 1907 (08, 378). — *28*. Une instance en déclaration affirmative ne saurait être périmée, quoique non poursuivie dans les délais, si elle n'est suspendue que par la demande en validité de la saisie-arrêt à laquelle elle est subordonnée : Tunis, 4 fév. 1903 (03, 170). — *29*. Cette péremption doit être considérée comme interrompue par un acte se rattachant d'une manière nécessaire à la procédure de déclaration affirmative fait avant la demande en péremption, par application de l'art. 399 C. proc. civ. : Tunis, 4 fév. 1903 (03, 170). — *30*. Les formalités spéciales édictées par le décret du 18 août 1807 pour les saisies-arrêts entre les

mains des receveurs des caisses ou de deniers publics ne sont applicables que vis-à-vis des receveurs des caisses de l'Etat français ; mais il n'y a pas lieu de déroger au droit commun lorsqu'il s'agit des receveurs des caisses du Gouvernement tunisien : Tunis 22 janvier 1886 (90, 42). — *31*. La Cour d'appel d'Alger peut légalement, en vertu de la compétence spéciale qui lui est attribuée, ordonner que le Receveur général des finances de Tunisie délivrera à un créancier saisissant le certificat prévu par l'art. 569 C. proc. civ. faisant connaître les retenues opérées contre le débiteur saisi : Cass. req., 7 août 1906 (06, 566). — *32*. Elle peut aussi, sans commettre d'excès de pouvoirs ni de violation du principe de la séparation des pouvoirs, alors qu'il s'agit d'une obligation de faire dont l'exécution se résout en dommages-intérêts, impartir un délai pour la délivrance du certificat sus-visé, sous une astreinte à la charge de la Direction générale des finances du Gouvernement tunisien, en cas de retard injustifié, sous réserve de statuer définitivement après un délai déterminé : Cass. req., 7 août 1906 (06, 566). — *33*. La nullité de la saisie-arrêt, qui résulte du défaut de dénonciation et de demande en validité dans les délais prescrits, est absolue ; la saisie doit être considérée comme non avenue, sans qu'il soit nécessaire d'en faire prononcer la nullité en appelant en cause le saisissant : Just. p. Tunis-Nord, 4 juin 1896 (96, 440). — *34*. Le saisi peut, dans ce cas, contraindre le tiers saisi à acquitter sa dette sans être obligé d'apporter mainlevée de la saisie ou d'en faire préalablement prononcer la nullité : Just. p. Tunis-Nord, 4 juin 1896 (96, 440). — *35*. Lorsque le tiers saisi a fait sa déclaration, le saisissant qui veut la contester n'est pas obligé de se laisser débouter, pour reprendre ensuite une instance nouvelle ; il peut former sa contestation par un simple acte, notamment par simples conclusions : Sousse, 29 mai 1902 (03, 266).

SECTION IV

Effets

36. Une saisie-arrêt ne peut être considérée comme constituant par elle-même un acte d'exécution qui permette d'affirmer que le défendeur défaillant a eu connaissance du jugement de défaut pris à son encontre, à moins qu'il n'y ait eu jugement de validité sur cette saisie-arrêt ou, tout au moins, constitution d'avoué par le défendeur sur l'instance en validité : Alger, 7 janv. 1901 (01, 474). — *37*. Il en est à plus forte raison ainsi, si la saisie-arrêt et sa dénonciatinn n'ayant été suivies d'aucun acte de procédure pendant trois années, l'action et tous les actes qui en font partie se trouvent éteints : Alger, 7 janv. 1901 (01, 474). — *38*. La saisie-arrêt validée par jugement rendu entre le saisissant et le saisi n'a que la valeur d'un transport ordinaire qui, pour être opposable aux tiers, doit, aux termes de l'art. 1690 C. civ., être signifié au débiteur cédé : Cass. req.,

20 nov. 1897 (97, 656). — 39. Les créanciers du saisi sont, en effet, des tiers par rapport au débiteur cédé, le dessaisissement résultant du jugement déclaratif lui ayant créé un droit propre et personnel à l'ensemble des biens de leurs débiteurs : Cass. req., 20 novembre 1897 (97, 656). — 40. Le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt opère attribution de la créance saisie au créancier saisissant et la notification de ce jugement au tiers saisi rend cette attribution définitive à l'égard des tiers, même pour les créances purement éventuelles, qui sont susceptibles de saisie aussi bien que de cession conventionnelle : Cass. civ., 27 nov. 1894 (98, 394). — 41. Par suite, doit être cassée la décision qui refuse de donner effet à la saisie, dûment validée, des appointements échus ou à échoir, d'un employé, à concurrence d'une somme déterminée, sous le prétexte qu'avant l'échéance d'une annuité de ces appointements, mais postérieurement à la notification au tiers saisi du jugement de validation, d'autres créanciers du saisi ont pratiqué de nouvelles oppositions entre les mains du tiers saisi : Cass. civ., 27 nov. 1894 (98, 394). — 42. Le jugement de validité de saisie-arrêt devenu définitif a pour effet de transporter au profit du saisissant et de lui attribuer la quotité saisissable des salaires dus ou à devoir au débiteur par le tiers saisi, jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle la saisie a été validée : Civ. St Etienne, 12 janv. 1907 (07, 439). — 43. Par suite les saisissants ultérieurs, dont les saisies sont postérieures à la date où le jugement est devenu définitif, ne peuvent prétendre à aucun droit sur les retenues faites ou à faire au débiteur saisi jusqu'à libération complète envers le premier saisissant : Civ. St Etienne, 12 janv. 1907 (07, 439). — 44. Le créancier qui agit pour la conservation de son droit profitant seul de ses actes et diligences, une saisie-arrêt ne frappe la créance qui en est l'objet que d'une indisponibilité relative à l'égard du créancier saississant : Cass. civ., 15 juin 1898 (98, 369). — 45. Dès lors, si un paiement ou un transport de la créance saisie-arrêtée ne peut se faire au préjudice de ladite saisie-arrêt, la cession qui en est consentie à un tiers vaut néanmoins pour tout ce qui excède le droit et l'intérêt personnels du créancier saisissant, et ce, nonobstant toutes saisies-arrêts postérieures à la signification faite de ladite cession au débiteur cédé : Cass. civ., 15 juin 1898 (98, 369). — 46. Une saisie-arrêt ne saurait avoir pour effet de paralyser l'exécution d'un titre et de dispenser le tiers saisi de remplir ses engagements envers le débiteur saisi : Cass. req., 26 nov. 1907 (08, 325). — 47. Elle n'empêche pas ce dernier de prendre des mesures conservatoires et notamment de poursuivre le tiers saisi pour obtenir de sa part une consignation immédiate : Cass. req., 26 nov. 1907 (08, 325). — 48. Le détenteur des deniers saisis, s'il reçoit commandement de payer, ne peut que recourir à la procédure des offres réelles et de la consignation en vue de se libérer et de se soustraire aux mesures d'exécution dont il

est menacé : Cass. req., 26 nov. 1907 (08, 325). — **49**. Une saisie arrêt reste sans effet, si la faillite du débiteur survient avant que le jugement de validité soit rendu, et cela, quand bien même il aurait été procédé à un cantonnement des effets de la saisie arrêt : Sousse 28 mars 1901 (02, 41).

SECTION V

Saisies abusives.

50. Une saisie-arrêt peut être faite sans droit et annulée pour cette cause sans que, à raison des circonstances, on puisse la considérer comme téméraire, et que, par conséquent, elle donne ouverture à une action en dommages-intérêts : Lyon, 2 févr. 1906 (06, 645). — **51**. Celui qui pratique abusivement une saisie-arrêt sur les appointements d'un employé encourt des dommages intérêts pour réparation de préjudice causé par cette mesure à l'employé, soit en produisant dans l'esprit de ses chefs une impression fâcheuse et propre à nuire à son avancement, soit en le privant de ressources nécessaires à sa vie et à celle de sa famille : Paris, 17 janvier 1894 (94, 339).

CHAPITRE II

Saisies régies par la loi du 12 janvier 1895 et les lois annexes.

Bibliographie.— Coulon, *Comm. du décr. beylical du 1er août 1898* (Journ. trib. Tun., 1899, p. 509, 540, 575 et 636). — Ch. Martineau, *Compét. des j. de p.* (Journ. trib. Tun., 1895, p. 327).

SECTION PREMIÈRE

Procédures commencées avant la loi de 1895.

52. La procédure de saisie arrêt instituée par le titre II de la loi française du 12 janvier 1895, pour les salaires et petits traitements est seule applicable en Tunisie pour les saisies-arrêts poursuivies devant la juridiction française : Tunis, 2 avr. 1895 (95, 206). — **53**. Toutefois elle ne s'applique pas à la saisie-arrêt formée antérieurement à cette loi, qui ne prononce pas l'annulation des procédures commencées au moment de sa promulgation : Tunis, 2 avr. 1895 (95, 206). — **54**. Les juges de paix sont compétents pour connaître des saisies-arrêts sur les petits traitements antérieurs à la loi du 12 janvier 1895, lorsque ces saisies-arrêts n'ont encore fait l'objet d'aucun jugement : Tunis, 27 déc. 1899 (00, 261). — **55**. S'agissant d'une saisie-arrêt pratiquée, sous l'empire du Code de procédure (art. 581), sur les salaires d'un ouvrier et suivie, dans l'espèce, devant le Tribunal civil, d'une procédure en distribution des deniers, jusques et y compris la déclaration affirmative, la loi du 12 janvier 1895,

survenant en cet état de la procédure, n'a pu quant aux salaires antérieurs à sa promulgation, enlever au saisissant le droit par lui acquis de faire juger, conformément à la loi ancienne, la question de savoir quelle était la quotité saisissable: Cass. civ., 31 oct. 1900 (01, 258). — 56. Mais, si l'on peut admettre, dans l'espèce, qu'en raison de l'indivisibilité de la procédure relative à la contribution unique ouverte devant lui, le Tribunal civil était compétent pour connaître de toutes les contestations la concernant et qu'il n'avait pas, même pour les retenues postérieures à la loi de 1895, à s'en dessaisir au profit du juge de paix, investi désormais de la compétence en pareille matière, du moins la loi nouvelle devait être appliquée aux dites retenues en tant qu'elle restreint au dixième la partie saisissable des salaires : Cass. civ., 31 oct. 1900 (01, 258). — 57. Est nulle la saisie-arrêt pratiquée après la loi du 12 janvier 1895 suivant les formes du Code de procédure civile sur les retenues de salaires opérées avant ladite loi, à la suite de l'opposition, régulièrement dénoncée et contre-dénoncée, d'un autre créancier : Civ. Seine, 1er juin 1897 (97, 589). — 58. En effet, la saisie-arrêt antérieure ne saurait avoir pour effet de transformer la dette de salaires en une dette de capital, et elle ne constitue pas un droit acquis au profit du créancier ultérieur ; il en est de même de la demande en validité : Civ. Seine, 1er juin 1897 (97, 589). — 59. C'est donc la loi du 12 janvier 1895 (art. 6 et s). qui, en pareil cas, est seule applicable : Civ. Seine, 1er juin 1897 (97, 589). — 60. L'éventualité d'une procédure unique de distribution par contribution, tout à fait indépendante de l'instance en validité, ne peut exercer aucune influence sur les conditions dans lesquelles celle-ci doit être engagée : Civ. Seine, 1er juin 1897 (97, 589). — 61. Est nulle la saisie-arrêt faite conformément à la loi du 12 janvier 1895, lorsqu'il existe sur la même somme une saisie-arrêt antérieure à cette loj : Just. p. Tunis-Nord, 20 avr. 1895 (95, 285).

SECTION II

Quotités saisissables.

§ I. — Pensions alimentaires.

62. Les exceptions créées par l'art. 3 de la loi du 12 janvier 1895, ne doivent pas être étendues aux pensions alimentaires dues en vertu des art. 268 et 301 C. civ. en matière de divorce : Just. p. Vo arr. Paris, 27 oct. 1905 (06, 421). — 63. Si, en principe, le fonctionnaire dont le traitement a été saisi est fondé à demander, par application de la loi du 12 janvier 1895, la réduction au cinquième de ses appointements de l'effet de la saisie, cette règle ne trouve pas application lorsque le créancier agit pour le paiement d'une pension alimentaire qui lui a été allouée par jugement par application des art. 203 à 207, 214 et 349 C. civ. : Just. p. Tunis-

Sud, 23 juill. 1906 (07, 58). — *64*. Au cas où le divorce ayant été prononcé entre des époux, une pension alimentaire a été allouée à la femme, la la saisie-arrêt pratiquée sur le traitement du mari, dans les conditions établies par la loi du 12 janvier 1895, oblige à une retenue mensuelle égale au chiffre de la pension : Just. p. Tunis-Nord, 12 déc. 1907 (08, 348). — *65*. Il en est ainsi, tout au moins, pour les mensualités en cours au moment où la saisie a été pratiquée ; quant aux mensualités échues, elles ne sont plus couvertes par les dispositions de l'art. 2 de la loi précitée et le juge de paix a le pouvoir de limiter dans les proportions qui lui paraissent équitables le montant des retenues à faire : Just. p. Tunis-Nord, 12 déc. 1907 (08, 348).

§ II. — Combinaisons de la loi de procédure avec la loi tunisienne.

66. La procédure de saisie-arrêt instituée par le titre II de la loi du 12 janvier 1895 pour les salaires et petits traitements est seule applicable en Tunisie devant la juridiction française : Just. p. Tunis-Nord, 20 avr. 1895 (95, 285). — *67*. La quotité saisissable des salaires et traitements payés sur les fonds du Gouvernement tunisien est déterminée par le décret beylical du 16 septembre 1892 et non par la loi du 12 janvier 1895 : Just. p. Tunis-Nord, 20 avr. 1895 (95, 285). — *68*. La matière des saisies-arrêts sur les salaires et petits traitements est régie, en Tunisie, par la loi du 12 janvier 1895 et par le décret beylical du 1er août 1898 : Tunis, 9 mai 1906 (06, 496). — *69*. Si ce dernier acte législatif n'indique pas en termes exprès la procédure à suivre, il ne ressort pas moins de ses dispositions, d'une manière implicite, que cette procédure est bien celle de la loi française du 12 janvier 1895 : Tunis, 9 mai 1906 (06, 496). — *70*. Il s'ensuit que l'appel relevé contre un jugement contradictoire rendu par le juge de paix, en matière de saisie-arrêt sur salaires ou petits traitements, doit être formé dans les dix jours de son prononcé, sans qu'il soit besoin de le signifier : Tunis, 9 mai 1906 (06, 496).

§ III. — Pensions de retraite.

71. La partie de la pension de retraite constituée au profit d'un de ses employés par une Compagnie de chemins de fer, au moyen des retenues effectuées sur le traitement annuel inférieur à 2000 fr. ne tombe pas sous l'application de la loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés ; les arrérages de cette pension de retraite ne représentent en effet ni un traitement, ni un salaire : Cass. req., 12 févr. 1906 (06, 647).

SECTION III

Procédure.

§ 1. — A l'égard des dépositaires de deniers publics.

72. L'art. 569 C. proc. civ. n'ayant rien de contraire à la loi du 12 janvier 1895, n'a pas été abrogé par elle ; en conséquence, les receveurs, dépositaires ou administrateurs de fonds publics font valablement la déclaration affirmative de l'art. 9 de cette loi en délivrant au greffier de la justice de paix, en réponse à sa convocation, le certificat de l'art. 569 C. proc. civ. : Just. p. Tunis-Nord, 20 avr. 1895 (95, 285). — 73. Le Trésorier-payeur général, dans chaque département, a seul qualité pour recevoir la signification des oppositions formées sur les traitements des fonctionnaires publics qu'il est chargé de payer : Cass. civ., 11 mai 1896 (96, 274). — 74. Cela est vrai alors même qu'il s'agit d'un traitement moindre de 2000 francs, et l'on ne saurait, en pareil cas, exciper de l'art. 6 § 3 de la loi du 12 janvier 1895 qui, pour les salaires et traitements inférieurs à ce chiffre, permet de signifier l'exploit de saisie-arrêt au représentant du tiers saisi dans le lieu où travaille le débiteur saisi : Cass. civ. 11 mai 1896 (96, 274). — 75. Dès lors et spécialement, la saisie-arrêt pratiquée sur les appointements (inférieurs, dans l'espèce, à 2000 fr.) d'un instituteur public, n'est pas valablement signifiée au percepteur des contributions directes du lieu où le saisi exerce ses fonctions : Cass. civ., 11 mai 1896 (96, 274).

§ II. — Relativement aux transports du dixième.

76. Si la loi du 12 janvier 1895 organise une procédure spéciale que doit suivre le créancier qui veut pratiquer une saisie-arrêt sur le dixième saisissable, soit des salaires des ouvriers et gens de service, quel que soit le montant de ces salaires, soit des appointements ou traitements des employés, commis ou fonctionnaires, lorsqu'ils ne dépassent pas 2000 francs par an, et si elle n'autorise la cession de ces mêmes salaires, appointements ou traitements que jusqu'à concurrence d'un autre dixième, elle n'apporte aucune modification au droit commun en ce qui concerne la signification du transport et le jugement des contestations relatives à la validité et aux effets de la cession elle-même : Cass. civ., 27 déc. 1898 (99, 263) ; Cass. req., 27 déc. 1898 (99, 389). — 77. Spécialement la signification du transport n'est pas soumise à la formalité du visa préalable du titre par le greffier de la justice de paix, comme l'art. 6 de ladite loi l'exige, au cas d'une saisie arrêt : Cass. req., 27 déc. 1898 (99, 389). — 78. De même le juge de paix ne peut se considérer comme régulièrement saisi, par une procédure suivie en se conformant à l'art. 9 de ladite loi, des difficultés qui peuvent s'élever

entre cédant et le cessionnaire sur la validité du transport ou de sa signification : il doit se déclarer incompétent pour en connaître en cette forme : Cass. req., 27 déc. 1898 (99, 389). — *79*. La loi du 12 janvier 1895 n'a pas entendu appliquer une procédure particulière aux instances en validité de transport du dixième cessible et en attribution des sommes cédées dans les limites de ce transport : Civ. Seine, 17 mars 1897 (97, 355). — *80*. En cette matière, ce sont les règles ordinaires de procédure établies par la loi du 25 mai 1838 qui doivent être suivies : Civ. Seine, 17 mars 1897 (97, 355).

§ III. — **A l'égard des tiers saisis.**

81. Lorsqu'il s'agit d'une saisie sur un petit traitement, faite en exécution de la loi du 12 janvier 1895, et que le tiers saisi, dûment assigné, n'a pas fait déclaration affirmative, il devient débiteur pur et simple et le créancier possède contre lui une action directe pour le recouvrement de ce qui lui est dû : Tunis, 14 mai 1908 (08, 516). — *82*. C'est donc à bon droit, dans ces conditions, qu'on délivre contre lui une expédition de l'état de répartition avec formule exécutoire, lequel forme titre dont l'exécution ne peut être suspendue en référé, si ledit tiers saisi n'a pas fait appel de la répartition dans les dix jours qui ont suivi celui où il en a reçu copie : Tunis, 14 mai 1908 (08, 516).

SAISIE BRANDON

Voir : Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. I. — Compétence immobilière, ch. I sect. VI.

La saisie des récoltes ne saurait avoir pour effet de nantir le saisissant des récoltes saisies, elle n'a pour effet que de les mettre sous la main de justice au profit de tous les créanciers de celui à qui elles appartiennent : Tunis, 23 mai 1903 (03, 422).

SAISIE CONSERVATOIRE

1. Il n'y a pas nullité d'une saisie conservatoire par cela seul que l'ordonnance du Président du Tribunal n'indiquait pas que ce magistrat statuait comme Président du Tribunal de commerce : Sousse 20 avr. 1899 (00, 150). — *2*. L'ordonnance du Président du Tribunal de commerce autorisant une saisie conservatoire constitue un acte de juridiction contentieuse susceptible d'opposition et d'appel : Alger, 1er mars 1897 (98, 23). — *3*. S'il est vrai que l'endossement commercial dont est revêtu un billet à ordre puisse avoir pour effet de rendre les souscripteurs de ce billet justiciables du Tribunal de commerce, bien que la dette qu'il constate soit civile, il ne s'ensuit pas que le caractère de celle-ci soit modifié et que,

par suite, en cas de non paiement à l'échéance, il puisse être procédé à une saisie conservatoire dans les termes de l'art. 417 C. proc. civ. : Tunis, 24 janv. 1900 (00, 489). — 4. Si des immeubles par destination ne peuvent être saisis conservatoirement, et s'il peut y avoir lieu d'examiner si le matériel d'un moulin à huile pourrait être immeuble par destination, aux termes des art. 524 et 525 C. civ. franç., la question, tout au moins, ne se pose pas lorsqu'aucune précision n'est fournie sur la nature réelle des objets saisis : Sousse, 20 avr. 1899 (00, 150). — 5. Le défaut de la signature du gardien des meubles saisis conservatoirement, sur la copie du procès-verbal, n'entraîne pas la nullité de ladite saisie : Sousse, 20 avr. 1899 (00, 150).

SAISIE DE NAVIRE

SECTION PREMIÈRE

Titres nécessaires pour saisir.

1. Pour faire procéder à la saisie conservatoire d'un navire, il n'est pas nécessaire d'être porteur d'un titre authentique, d'une lettre de change ou d'un billet à ordre ; ladite saisie peut également avoir lieu, d'après l'art 417 C. proc. civ., en vertu d'une ordonnance rendue par le Président du Tribunal de commerce, et ce magistrat reste libre d'apprécier les circonstances qui peuvent rendre la saisie nécessaire : Tunis, 25 oct. 1893 (97, 97).

SECTION II

Navires saisissables.

2. Pour qu'un navire soit insaisissable comme prêt à faire voile, il faut que le capitaine soit muni de ses expéditions ; le fait de partir sur lest ne dispense pas le capitaine d'avoir à son bord l'acte de nationalité du navire, le rôle d'équipage, la patente de santé et la quittance des droits de port : Tunis, 25 octobre 1893 (97, 97). — 3. Un navire peut être saisi dans une rade aussi bien que dans un port, à moins qu'il ne soit prouvé qu'au moment de la saisie le navire, venant d'un port intérieur, se bornait à traverser la rade pour gagner la haute mer, ou bien qu'il ne s'y était arrêté qu'accidentellement, afin d'attendre un vent favorable pour prendre le large : Tunis, 23 oct. 1893 (97, 232). — 4. Spécialement, est saisissable le navire qui, ayant quitté le port de Tunis sans être muni de ses expéditions, est allé en rade de La Goulette pour y faire du lest dans des conditions moins onéreuses qu'à Tunis : Tunis, 23 octobre 1893 (97, 232). — 5. La disposition de l'art. 215 C. com. rentre dans la catégorie des droits réservés aux français seuls ; le navire étranger prêt à mettre à la voile peut donc être frappé de saisie, à la différence des navires français remplissant cette condition : Civ. Le Havre, 12 mars 1904 (05, 280).

SECTION III
Formes de la saisie.

6. En matière de saisie de navire, l'obligation faite à l'huissier de mentionner dans son procès verbal le nom de l'armateur atteint par la saisie, doit être interprétée moins rigoureusement pour les saisies conservatoires que pour les saisies exécutions: Tunis, 25 octobre 1893 (97, 97).— *7*. En supposant d'ailleurs que l'omission du nom de l'un des copropriétaires du navire, dans un procès-verbal de saisie conservatoire, puisse constituer une nullité, il ne s'agirait en tous cas que d'une nullité de procédure facultative, en Algérie et en Tunisie, conformément à l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883 Tunis, 25 oct. 1893 (97, 97).

SECTION IV
Effets de la saisie.

8. La saisie d'un navire met obstacle, lorsqu'elle a été transcrite, à toute concession d'un droit privatif que le débiteur ferait à un de ses créanciers, au détriment des autres, sur cette partie de son actif mobilier: Cass. civ. 6 nov. 1893 (97, 93). — *9*. Aucune inscription n'est valablement prise sur un navire au préjudice du créancier saisissant, après la transcription de la saisie, alors même que la convention d'hypothèque serait antérieure à cette saisie : Cass. civ., 6 nov. 1893 (97, 93).

SECTION V
Voies de recours contre le jugement fixant la vente.

10. Le jugement qui fixe le jour et les conditions de la vente d'un navire saisi n'est pas susceptible d'opposition. Mais il ne peut être exécuté sans avoir été signifié au débiteur, car il est susceptible d'appel : Tunis, 11 nov. 1892 (95, 251).

SAISIE-EXÉCUTION

CHAPITRE PREMIER
Justice française.

SECTION PREMIÈRE
Objet de la saisie.

§ I. — Nature mobilière.

1. Un établissement de bains de mer bâti sur pilotis, partie sur le rivage de la mer et partie sur la mer elle-même, constitue un immeuble et ne peut être l'objet d'une saisie exécution : Tunis, 24 juin 1890

(90, 277). — *2*. On objecterait vainement que le rivage de la mer et la mer elle-même, faisant partie du domaine public de la Régence inaliénable et imprescriptible en vertu du décret beylical du 25 septembre 1885, n'ont pu être grevés d'un droit réel au profit d'un particulier : Tunis, 24 juin 1890 (90, 277). — *3*. Il est constant, d'ailleurs, qu'avant le décret sus-visé, le Beylik avait, soit expressément, soit tacitement, concédé des droits réels à des particuliers sur les rivages de la mer aussi bien que sur les cours d'eau : Tunis, 24 juin 1890 (90, 277).

§ II. — **Saisissabilité**

4. L'insaisissabilité du coucher, prévue par l'art. 592 al. 2 C. proc civ., ne s'étend pas aux ornements du lit, tels que rideaux, ciel, descente ; mais elle en comprend toute les parties nécessaires, notamment le sommier : Just. p. Courbevoie, 20 oct. 1903 (05, 188). — 5. Les films, c'est-à dire les bandes de clichés photographiques qui servent au fonctionnement des appareils cinématographiques, rentrent dans la catégorie des choses déclarées insaisissables par l'art. 592 § 6 C. proc. civ. c'est-à-dire dans les outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles : Tunis 30 avril 1908 (08, 512).

§ III. — **Objet entre les mains d'un tiers.**

6. Est irrégulière la saisie de meubles, lorsque ces derniers sont détenus par un tiers ; il doit être en cette circonstance procédé par la voie de la saisie arrêt : Tunis, 28 mars 1900 (00, 427). — 7. Un créancier ne saurait donc être autorisé à saisir dans des magasins appartenant à un tiers, une marchandise, en l'espèce de l'huile, qu'il prétendrait être la propriété de son débiteur ; c'est à bon droit que le tiers entre les mains de qui la saisie a été pratiquée en demande la nullité et ne procède pas par la voie de la demande en revendication : Tunis, 28 mars 1900 (00, 427).

SECTION II

Formes de la saisie.

§ I. — **Récolement.**

8. Aux termes de l'art. 611 C. proc. civ. l'huissier qui se présente pour procéder à une saisie exécution et qui trouve une saisie déjà faite, ne peut saisir de nouveau et doit se borner à faire le récolement des objets saisis et cette règle doit être observée aussi bien lorsque la première saisie est une saisie-gagerie que lorsqu'il s'agit d'une saisie-exécution ; Civ. Cherbourg, 15 juin 1904 (05, 400).

§ II. — Gardiennage.

9. Est contraire à la loi le choix par l'huissier, comme gardien d'une saisie, d'un clerc attaché à son étude : Tunis, 27 nov. 1901 (02, 67). — *10*. En conséquence, le tarif légal ne saurait être applicable à un tel gardien, qui ne saurait avoir droit qu'à une juste indemnité au cas où sa garde, quoiqu'irrégulière en droit, aurait été, en fait, effective, c'est-à-dire au cas où tous les objets confiés à sa garde auraient été fidèlement représentés par lui : Tunis, 27 nov. 1901 (02, 67). — *11*. Le seul tarif applicable en justice de paix, (en Algérie et en Tunisie), pour la rémunération des gardiens d'objets mobiliers saisis, est celui fixé par l'art. 34 du tarif de 1807, c'est à-dire 1 fr. 50 pour chacun des douze premiers jours et 0 fr. 60 pour chacun des jours suivants : Civ. Guelma, 7 nov. 1901 (02, 284). — *12*. Aucune dérogation n'a été apportée à ce texte pour les juges de paix d'Algérie (et de Tunisie) : Civ. Guelma, 7 nov. 1901 (02, 284).

SECTION III

Actions en revendication.

§ 1. — Enoncé des preuves.

13. L'observation de l'art. 608. C. proc. civ., qui exige que la demande en revendication énonce les preuves de la propriété à peine de nullité, doit être rigoureusement exigée en Algérie, où les indigènes se liguent pour faire échec à l'exécution des décisions judiciaires et offrent trop facilement des témoignages de complaisance pour faire annuler les saisies : Alger, 4 déc. 1893 (94, 293) ; Tunis, 13 févr. 1895 (95, 298) ; 23 oct. 1895 (95, 596) ; 8 juin 1905 (05, 631). — *14*. Il n'en est pas moins vrai que l'omission des énonciations prescrites par le texte de loi susvisé ne peut produire qu'une de ces nullités d'exploit qu'il appartient aux tribunaux d'accueillir ou de rejeter suivant les circonstances, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 : Tunis, 13 févr. 1895 (95, 298) ; 23 oct. 1895 (95, 596). — *15*. Il n'y a pas lieu de la prononcer quand le demandeur en revendication paraît de bonne foi et n'a négligé d'accomplir la formalité dont s'agit que par ignorance : Tunis, 8 juin 1905 (05, 631). — *16*. La procédure en revendication d'objets mobiliers saisis doit, aux termes de l'art. 608 C. proc. civ, être suivie à peine de nullité, non seulement contre le saisissant, mais encore contre la partie saisie : Alger, 21 juin 1893 (96, 542). — *17*. En conséquence, l'appel du revendiquant est irrecevable, si la partie saisie n'a pas été mise en cause : Alger, 21 janv. 1893 (96, 542).

§ II. — Femmes musulmanes indigènes.

18. D'après la loi musulmane, les meubles qui garnissent une habitation occupée par deux époux sont présumés appartenir au mari, à moins qu'ils ne soient destinés spécialement à l'usage des femmes ou qu'ils ne soient placés dans la chambre réservée à ces dernières : Tunis, 23 nov. 1891 (96, 69) — *19*. Il appartient à la femme d'établir que les meubles qu'elle revendique sont dans l'un ou l'autre de ces cas : Tunis, 23 nov. 1891 (96, 69). — *20*. La femme musulmane ne peut, en raison de son statut personnel, être tenue sur ses biens propres des dettes de son mari ; il n'existe en droit musulman aucune communauté de biens entre les époux et la femme conserve, après le mariage, la propriété exclusive du trousseau qu'elle a apporté : Tunis, 9 mars 1905 (05, 294). — *21*. D'après les usages de la population musulmane de Tunis, la mariée apporte en ménage le mobilier de la chambre à coucher, qui fait partie de son trousseau aussi bien que les bijoux et les vêtements et effets à son usage personnel : Tunis, 9 mars 1905 (05, 294). — *22*. Il échet donc de laisser à la femme mariée musulmane tunisienne la possibilité de revendiquer la propriété des meubles de la chambre à coucher de l'habitation des époux, s'ils ont été saisis par un créancier du mari, et de suspendre dans ce but la poursuite de saisie mobilière entreprise : Tunis, 9 mars 1905 (05, 294). — *23*. La femme musulmane ne peut, en raison de son statut personnel, être tenue, sur ses biens propres, des dettes de son mari, même si elles ont été contractées pour les besoins du ménage : Tunis, 3 avril 1895 (95, 278). — *24*. D'autre part, d'après la même législation musulmane, la femme mariée conserve, après le mariage, la propriété exclusive du trousseau qu'elle a apporté, et qui, d'après les usages tunisiens, comprend, non seulement les bijoux, parures et vêtements à son usage personnel, mais encore des meubles meublants : Tunis, 3 avr. 1895 (95, 278). — *25*. Il échet donc d'accueillir en ce qui concerne ces derniers, l'action en distraction qu'elle oppose à la saisie mobilière pratiquée à l'encontre de son mari, alors surtout qu'il est constant que ce dernier a une autre résidence que la maison où la saisie a été opérée et que cette maison appartient à la femme : Tunis, 3 avr 1895 (95, 278).

CHAPITRE II
Justice indigène.

26. Est régulière la saisie pratiquée sur les meubles du locataire qui n'a pas payé les loyers dus à l'échéance ; en conséquence, les héritiers du saisi sont mal venus à en réclamer la mainlevée : Ouzara, 30 mars 1899 (99, 469),

SAISIE-GAGERIE

Voir : Référés, ch. II sect. III,

SAISIE IMMOBILIÈRE

Voir : Chefaa. — Compétence civile, ch. III. sect. III. — Compétence immobilière, ch. I sect. VI. — Frais et dépens, ch. II sect. III.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p. 54, 68 et 72. — LESCURE, *Double rég. fonç. de la Tun.*, p. 45 et 251. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 171 et 360. — SCEMAMA, *Hyp. en Tun.*, p. 55. — SUREAU, *Rôle des huissiers en Alg. et en Tun.* (Rev. algér. 1901, 1, 59).

CHAPITRE PREMIER

Procédure de saisie.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 54. — POUGNADORESSE, *Just. franç en Tun.*, p. 172 et 360.

SECTION PREMIÈRE

Droit de saisir.

§ I. — Compétence de la justice française.

1. La saisie-immobilière n'a pas les caractères d'une contestation mais bien ceux d'une simple mesure d'exécution des jugements : Tunis, 30 mars 1889 (89, 50). — *2.* Ce droit de faire exécuter les jugements est une des prérogatives accordées par la loi aux juridictions françaises de droit commun, et des décrets beylicaux qui ont accepté l'installation de ces juridictions en Tunisie comme conséquence du protectorat de la France ont entendu implicitement leur accorder ce droit : Tunis, 30 mars 1889 (89, 50). — *3.* Ce droit a d'ailleurs été reconnu formellement par le Gouvernement tunisien lorsqu'il a désigné un certain nombre de notaires indigènes chargés de mentionner sur les titres de propriété les mutations résultant des jugements d'adjudication : Tunis, 30 mars 1889 (89, 50). — *4.* L'art. 8 du traité anglo-tunisien du 10 octobre 1863 a d'ailleurs accordé aux consuls de S. M. Britannique le droit de faire vendre pour dettes les propriétés immobilières des sujets anglais, et les dispositions de ce traité ont été étendues par l'usage à tous les nationaux des puissances européennes dans la Régence : Tunis, 30 mars 1889 (89, 50). — *5.* Les traités anglo-tunisiens des 10 octobre 1863 et 19 juillet 1875 et italo-tunisien du 8 septembre 1868 accordent en termes formels aux Tribunaux consulaires compétence pour tous les procès entre européens, sans en exepter les procès en matières immobilière : Tunis 30 mars 1889 (89, 50). — *6.* Les juridictions françaises qui ont remplacé les anciens Tribunaux consulaires ont hérité de toutes leurs prérogatives telles qu'elles résultent notamment des textes des traités internationaux sus-visés : Tunis, 30 mars 1889 (89, 50). — *7.* Une saisie immobilière effectuée, sur un tunisien,

en vertu d'un jugement du Tribunal indigène, à une époque où la juridiction tunisienne avait seule compétence pour statuer à l'égard des tunisiens défendeurs, ne peut être contestée devant les tribunaux français : Tunis, 14 juin 1884 (89, 273). — *8*. Les Tribunaux français ont seuls qualité pour ordonner la vente des immeubles des français qui ne paient par leurs dettes : Alger, 10 juin 1890 (90, 236). — *9*. Aux termes des Capitulations en vigueur, l'autorité tunisienne n'a du reste, en aucun cas, qualité pour procéder contre un français à des mesures d'exécution : Alger, 10 juin 1890 (90, 236).

§ II. — **Qui peut saisir.**

10. Il n'est pas nécessaire d'être créancier gagiste pour exécuter un débiteur tunisien, par voie de saisie-réelle sur un immeuble non immatriculé : Tunis, 23 janv. 1895 (95, 451). — *11*. En présence d'un tiers détenteur, le créancier nanti du titre, peut saisir directement l'immeuble contre le débiteur. La jurisprudence tunisienne exige en ce cas qu'une sommation soit faite au tiers détenteur de payer ou de délaisser conformément à l'article 2169 du code civil : Tunis, 21 fév. 1889 (89, 94). — *12*. Le droit tunisien admet la règle de l'article 2209 du Code civil français d'après lequel le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués, que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués : Tunis, 15 mars 1890 (90, 85). — *13*. Cette règle découle implicitement des articles 534 et 538 du décret beylical du 26 avril 1861 : Tunis, 15 mars 1890 (90, 85).

§ III. — **Qui on peut saisir.**

14. Ne saurait être frappée de nullité, une procédure de saisie immobilière poursuivie avec toute la publicité prescrite par la loi à l'encontre d'un indigène absent et pourvu d'un curateur, sans que ce dernier ait été mis en cause, alors surtout que la décision du Cadi déclarative de l'absence et nommant le curateur n'a pas été publiée et ne pouvait être opposable aux tiers : Tunis, 27 juin 1900 (01, 77).

§ IV. — **Ce qu'on peut saisir.**

15. Une procédure de saisie-immobilière peut-elle être valablement suivie sur un immeuble situé en Tunisie et non immatriculé, auquel, par conséquent, la loi française ne serait pas applicable ? Alger, 25 fév. 1891 (93, 251) ; 12 janv. 1893 (93, 220) ; 27 janv. 1894 (94, 209). — *16*. En tous cas, l'adjudication prononcée à la suite de la publication d'un cahier des charges dûment publié, ne peut être annulée, sous prétexte que les clauses qui y sont contenues font préjudice à l'adjudicataire, alors que

celui-ci, par le fait de son enchère, en a accepté toutes les stipulations, qui sont devenues la loi des parties : Alger, 12 janv. 1893 (93, 220). — *17*. Par application de l'art. 288 de la loi foncière du 1er juillet 1885 et de l'art. 551 C. proc. civ.. une part indivise dans un immeuble ne peut être vendue par les créanciers personnels du copropriétaire avant partage ou licitation, bien qu'elle puisse être, même avant cette opération, l'objet d'une saisie immobilière : Alger, 2 nov. 1896 (97, 146). — *18*. Est opposable aux créanciers chirographaires des copropriétaires dudit immeuble, la clause par laquelle ces derniers se sont interdit pendant trois ans de demander séparément le partage ou la licitation : Alger, 2 nov. 1896 (97, 146).— *19*. Si, en Tunisie, en l'état de la législation locale, il peut être offert en vente, sur saisie immobilière, une part indivise d'un immeuble non immatriculé, il faut au moins que la quotité de cette part soit déterminée : Tunis, 18 déc. 1890 (96, 24). — *20*. En effet la vente d'une chose indéterminée est nulle, et, d'ailleurs, la procédure dont s'agit ne pourrait opérer une mutation valable de propriété, pas plus qu'il ne serait possible de fixer une mise à prix pour les enchères : Tunis, 18 déc. 1890 (96, 24).

§ V. — Prescription de la saisie.

21. — La saisie immobilière pratiquée sur un immeuble tunisien non immatriculé ne se prescrit que par trente ans, conformément à la loi française : Tunis, 23 janv. 1895 (95, 451). — *22*. Les actions qui découlent d'une saisie immobilière ne se trouvent elles pas soumises, non à la prescription de 30 ans de l'art. 2262 C. civ. fr., mais à la paralysation qui provient, en droit musulman, de l'écoulement de 10 ou 15 ans, au cas où elles s'appliquent à un immeuble tunisien non immatriculé ? (non résolu) : Tunis, 6 juin 1906 (06, 602).

SECTION II

Formes à suivre.

§ I. — Limites d'application de la loi de procédure française.

23. La loi française de procédure, en matière de saisie-immobilière, est elle intégralement applicable en Tunisie? (non résolu) : Alger, 17 fév. 1894 (94, 262). — *24*. En matière de saisie immobilière, il y a impossibilité d'appliquer en Tunisie certaines des règles contenues dans nos lois de procédure civile par suite de l'absence de régime hypothécaire dans la Régence : Tunis, 12 mai 1884 (93, 329). — *25*. Spécialement, aucune nullité ne saurait être encourue par suite du défaut des sommations prescrites en l'art. 692 C. proc. civ. : Tunis, 12 mai 1884 (83, 329). — *26*. Le commandement tendant à saisie immobilière n'a pas pour effet d'empêcher le débiteur de disposer de ses immeubles. C'est la transcription

de la saisie qui, seule, aux termes de l'art. 685 C. proc. civ. produit cet effet : Alger, 24 déc. 1895 (97, 256). — *27*. En conséquence, la vente d'immeuble consentie par un débiteur à l'un de ses créanciers, postérieurement à un commandement par lui reçu à la requête d'un autre, est irréprochable en droit et en fait, quand elle n'est pas faite en fraude des droits de ce dernier : Alger, 24 déc. 1895 (97, 256). — *28*. Il en est ainsi surtout lorsque, avant le commandement, il était intervenu, entre le débiteur et le créancier acquéreur de l'immeuble, un premier acte suffisant pour consacrer l'aliénation de celui-ci comme constatant l'accord des parties sur la chose vendue et sur le prix : Alger, 24 déc. 1895 (97, 256). — *29*. L'art. 686 C. proc. viv., qui interdit à la partie saisie l'aliénation des immeubles saisis, n'a été édicté que pour protéger les droits du créancier saisissant et des créanciers hypothécaires ; eux seuls peuvent donc se prévaloir de la nullité qui résulte de son inobservation : Sousse, 16 juin 1904 (04, 487). — *30*. D'ailleurs l'indisponibilité dout l'article 686 frappe les immeubles saisis n'a d'effet qu'à partir de la transcription de la saisie ; or, cette dernière formalité est impraticable, en Tunisie, en ce qui concerne les immeubles non immatriculés : Sousse, 16 juin 1904 (04, 487). — *31*. Il faut donc décider que la faculté de vente prévue par l'art. 686 n'a d'autre échéance que l'adjudication elle-même : Sousse, 16 juin 1904 (04, 487). — *32*. Les immeubles tunisiens non immatriculés ne pouvant être grevés d'inscriptions hypothécaires, il n'y a lieu, lors de la vente des immeubles sur saisie réelle, d'observer les formalités de l'art. 692 C. proc. civ. : Alger, 8 mai 1901 (01, 476). — *33*. Tout créancier peut poursuivre une vente sur saisie réelle sans être tenu d'appeler à la vente le créancier qui a reçu en gage le titre de la propriété ; celui-ci n'a d'autre droit que de se faire attribuer par privilège sur le prix le montant de sa créance : Alger, 8 mai 1901 (01, 476). — *34*. Si la transcription d'une saisie immobilière est impossible pour les immeubles tunisiens non immatriculés, il n'en résulte pas qu'il puisse être valablement procédé sur une seconde saisie, quand mainlevée de la première n'a pas été donnée : Tunis, 24 oct. 1894 (94, 552). — *35*. La saisie immobilière d'un immeuble tunisien étant soumise à la loi de procédure française, celle-ci doit recevoir application dans la mesure où le permet la loi du pays, qui ne comporte ni système hypothécaire, ni transcription : Tunis, 24 juill. 1890 (93, 108) ; 19 déc. 1892 (95, 141). — *36*. En conséquence, on doit décider que la saisie immobilière d'un immeuble tunisien en immobilise les fruits et que cette immobilisation prend son point de départ à la publication du cahier des charges : Tunis, 24 juill. 1890 (93, 108) ; 19 déc. 1892 (95, 141). — *37*. Il y a nullité de la procédure de saisie immobilière qui a pour objet un immeuble immatriculé, lorsque la saisie n'a pas été transcrite sur le titre de propriété dans le délai imparti par l'art. 698 C. proc. civ. : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 28). — *38*. A

tort le saisissant prétendrait se prévaloir, pour échapper à cette nullité, de ce qu'il se serait trouvé dans l'impossibilité de faire transcrire la saisie, par suite du défaut d'établissement du titre de la propriété objet de la procédure : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 28). — *39*. Il en est ainsi toutefois au cas où cette propriété a été vendue par lui, par distraction de parcelle d'un immeuble plus étendu, parce qu'il lui était possible de faire faire le lotissement par le Service topographique, de faire opérer la mutation sur le Livre foncier et de faire créer le nouveau titre, où, à défaut, de forcer son acquéreur à remplir ces formalités avant de lui délivrer l'immeuble : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 28). — *40*. Il ne peut donc s'en prendre qu'à lui-même des suites de sa négligence et il est mal venu à parler de force majeure : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 28). — *41*. Le gage immobilier du droit tunisien n'est nullement assimilable à l'hypothèque du droit français, en ce qui touche les sommations prescrites par l'art. 692 C. proc. civ., et ce, en raison de sa nature occulte : Tunis, 11 déc. 1895 (96,56).— *42*. Lorsque l'immeuble saisi est immatriculé, il y a lieu d'accomplir toutes les formalités prescrites par le Code de procédure civile, notamment la sommation aux créanciers hypothécaires inscrits prescrite par l'art. 692 : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 266). — *43*. Cette formalité est comprise parmi celles qui sont édictées à peine de nullité aux termes de l'art. 715 et les nullités encourues peuvent être proposées par tous ceux qui y ont intérêt : Tunis. 30 janv. 1907 (07, 266). — *44*. On peut admettre que la partie saisie y a intérêt parce que les créanciers hypothécaires, dûment sommés, veillent à ce que l'immeuble grevé à leur profit ne soit pas adjugé à vil prix ; mais cet intérêt disparait si, en fait, les créanciers ont été efficacement avertis : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 266). — *45*. En tous cas, la nullité ne peut être soulevée que trois jours au moins avant la publication du cahier des charges, ce qui veut dire, en principe, non le jour fixé pour cette publication, mais, en cas de remise, celui où la publication a réellement lieu : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 266). — *46*. Tout au moins il en est ainsi lorsque la publication du cahier des charges est remise à une date ultérieure pour des causes autres que l'action en nullité introduite tardivement, mais nullement au cas où la remise de la publication n'a lieu que pour vider le débat relatif à l'action en nullité : Tunis, 30 janvier 1907 (07, 266). — *47*. Cette action en nullité ne peut être introduite valablement par un simple dire au cahier des charges ; il faut pour cela un acte signifié au poursuivant : Tunis, 30 janv. 1907 (07, 266).

§ II. — **Formes et effets de la saisie.**

48. En Tunisie, où il n'y a pas de cadastre, c'est aux parties qui entendent faire exécuter immobilièrement leurs débiteurs à donner personnellement ou par l'intermédiaire de leur défenseur, qui sont en ce cas

leurs mandataires spéciaux et seuls autorisés, aux huissiers chargés des saisies immobilières, toutes les indications utiles sur les immeubles à saisir : Tunis, 15 juin 1887 (95, 534). — *49*. Il y a en tous cas présomption que l'huissier, simple agent d'exécution, n'a fait qu'obéir aux instructions qu'il a reçues : Tunis, 15 juin 1887 (95, 534). — *50*. Il n'encourt donc aucune responsabilité, au cas où son acte est annulé, lorsqu'il est démontré que l'erreur qu'il a commise est due, soit à l'insuffisance des renseignements qui lui ont été fournis, soit à leur défaut d'exactitude : Tunis, 15 juin 1887 (95, 534). — *51*. Au cas où les énonciations d'un procès-verbal de saisie immobilière sont inconciliables et inapplicables en totalité, il y a lieu de rechercher celles de ses indications qui sont à retenir et celles qui sont à rejeter : Tunis, 18 nov. 1892 (94, 489). — *52*. A cet effet, il faut mettre au second plan les indications qui n'ont pu être vérifiées sûrement et facilement par l'huissier, pour s'attacher surtout à celles qui ont pu être l'objet d'une constatation personnelle de sa part : Tunis, 18 nov, 1892 (94, 489). — *53*. On doit tenir compte en effet des circonstances locales : de l'état occulte de la propriété tunisienne, de l'absence de cadastre, de l'impossibilité de pénétrer dans les immeubles et de la difficulté d'obtenir des renseignements précis des indigènes : Tunis, 18 nov. 1892 (94, 489). — *54*. La saisie immobilière d'un immeuble tunisien non immatriculé, faite en exécution d'un jugement d'une juridiction française et conformément à la loi française, englobe tous les objets immeubles par destination qui font partie de l'immeuble saisi d'après cette loi : Tunis, 20 févr. 1901 (01, 186). — *55*. En cas de saisie immobilière dirigée contre le tiers détenteur, la sommation de payer ou de délaisser que le poursuivant fait à celui-ci tient lieu de commandement et produit, en ce qui le concerne, les mêmes effets que le commandement à l'égard du débiteur personnel : Cass. civ., 14 févr. 1899 (99, 643). — *56*. Spécialement, en ce qui concerne les baux passés de bonne foi par le tiers détenteur, ils sont susceptibles d'être annulés suivant les circonstances, par application de l'art. 684 C. proc. civ., lorsque ces baux n'ont pas acquis date certaine avant la sommation faite audit détenteur Cass. civ. 14 févr. 1899 (99, 643). — *57*. Mais il n'en est pas de même de ceux dont la date est devenue certaine dans le laps de temps écoulé entre le commandement fait au débiteur et la sommation susdite, c'est-à-dire à une époque où le créancier poursuivant n'avait pas encore interpellé le tiers détenteur, et où, par conséquent, il ne lui avait pas encore révélé l'imminence de la saisie : Cass. civ., 14 févr. 1899 (99, 643).

§ III. — **Etablissement et lecture du cahier des charges.**

58. Celui qui poursuit une saisie immobilière est libre sous le contrôle de justice et sauf contestation des interressés, de fixer pour l'immeuble

qu'il soumet aux enchères, et dont il est l'adjudicataire éventuel, la mise à prix qui lui semble raisonnable : Tunis, 24 mai 1895 (95, 504). — *59*. Un créancier ne pourrait le forcer à ajouter à sa mise à prix le chiffre de sa propre créance : Tunis, 24 mai 1895 (95, 504). — *60*. Le silence de la loi ne permet pas aux tribunaux d'accorder un sursis à l'accomplissement des formalités de lecture et de publication des cahiers des charges, auxquelles on doit procéder dans le délai imparti par les articles 694 et 695 C. proc. civ. : Alger, 6 mars 1901 (01, 566).

§ IV. — **Dires au cahier des charges.**

61. Le dire inséré au cahier des charges et porté ainsi à la connaissance de l'adjudicataire, s'il n'a été l'objet d'aucune contestation au moment des enchères, devient la loi des parties et l'adjudicataire ne peut s'y soustraire puisqu'il s'y est volontairement soumis par le fait de son adjudication : Alger, 12 janv. 1891 (91, 8). — *62*. Le dire fait à la suite du cahier des charges dressé pour parvenir à l'adjudication sur saisie-immobilière n'oblige pas l'adjudicataire, s'il n'a pas été discuté quant au fond et si le tribunal s'est borné à en donner acte en la forme en même temps que des réserves relatives au fond faites par le poursuivant, le tout sans ordonner que le dire dont s'agit ferait partie intégrante du cahier des charges : Tunis, 7 avr. 1891 (93, 268). — *63*. Un dire inséré au cahier des charges d'une adjudication sur saisie immobilière est un acte clandestin, s'il n'a pas été porté, soit par voie d'assignation, soit par acte d'avoué à avoué, à la connaissance des intérressés, afin qu'ils puissent le critiquer et le combattre : Alger, 24 avr. 1893 (93, 238) ; Tunis, 27 nov. 1893 (94, 21).— *64*. Le dire qui se trouve dans ces conditions est contraire à l'esprit comme à la lettre du Code de procédure civile, et c'est à bon droit que les juges refusent d'en tenir compte : Alger, 24 avr. 1893 (93, 238); Tunis, 27 nov. 1893 (94, 21). — *65*. Le dire inséré au cahier des charges par un tiers, pour faire connaître l'existence du droit de bail auquel il prétend sur l'immeuble saisi réellement, n'a pas d'autre effet que de porter à la connaissance des futurs enchérisseurs la prétention dont s'agit : Cass. req., 25 févr. 1895 (95, 174). — *66*. Il ne peut faire obstacle à la recevabilité de la demande en nullité du bail prétendu, pour cause de fraude ou de simulation, formée par celui qui est devenu ultérieurement adjudicataire : Cass. req., 25 févr. 1895 (05, 174). — *67*. Il en est ainsi, surtout, lorsque le droit de demander cette nullité a été surabondamment réservé au profit des futurs adjudicataires par un contredit du poursuivant : Cass. req., 25 févr., 1895 (95, 174). — *68*. Le dire inséré au cahier des charges d'une adjudication sur la demande d'un créancier, portant que sa créance devra être, avant tout autre paiement, prélevée sur le prix, ne constitue qu'une prétention pure et simple qui ne peut être utilement

débattue que dans une procédure régulière de distribution du prix : Cass. civ., 1er mai 1895 (95, 419). — *69*. Ce dire ne lie donc pas les parties et ne constitue à aucun titre un contrat judiciaire : Cass. civ., 1er mai 1895 (95, 419). — *70*. Le dire inséré au cahier des charges par un créancier du saisi, et par lequel il déclare qu'il se considère comme privilégié sur le prix à provenir de l'adjudication, n'a pas la valeur d'un contrat judiciaire entre lui et l'adjudicataire et ne crée effectivement à son profit aucun droit de préférence ; la seule valeur qu'on puisse lui donner est celle qui appartient à une simple prétention ou réserve de droits : Tunis, 15 mai 1895 (95, 434).— *71*. Le dire inséré au cahier des charges d'une adjudication et ainsi conçu : « L'adjudicataire fera son affaire personnelle de l'action en revendication intentée par X... et il ne pourra en aucune façon rechercher les vendeurs pour se faire relever et garantir des suites dudit procès » ne forme pas un contrat judiciaire s'il n'a pas été discuté entre les parties et que le Tribunal n'en ait donné acte qu'en la forme, sans décider qu'il ferait partie intégrante du cahier des charges : Tunis, 9 déc. 1895 (96, 71). — *72*. Par suite, il ne fait pas obstacle à ce que le vendeur soit dans l'obligation de restituer une partie du prix à l'adjudicataire, si celui-ci est évincé d'une partie de l'immmeuble acheté à la suite de l'action en revendication ; la seule conséquence à tirer de ce dire est que l'adjudicataire, ayant été averti d'un danger d'éviction, n'est plus recevable à demander des dommages-intérêts : Tunis, 9 déc. 1895 (96, 71). — *73*. Le dire inséré au cahier des charges par un tiers, pour faire connaitre l'existence d'un droit de bail auquel il prétend sur l'immeuble saisi réellement, n'a pas d'autre effet que de porter à la connaissance des futurs enchérisseurs la prétention dont s'agit : Aix, 19 déc. 1895 (96, 125). — *74*. Il ne peut faire obstacle à la recevabilité de la demande en nullité du bail prétendu, pour cause de fraude ou de simulation, formée par celui qui est devenu ultérieurement adjudicataire : Aix, 19 déc. 1895 (96, 125).— *75*. Il en est ainsi, surtout, lorsque le droit de demander cette nullité a été surabondamment réservé au profit des futurs adjudicataires par un contredit du créancier poursuivant : Aix, 19 déc. 1895 (96, 125).

SECTION III

Incidents.

§ I. — Demandes en nullité.

76. Un saisi est irrecevable à prétendre pouvoir présenter des moyens contre la procédure de saisie immobilière poursuivie contre lui, après l'écoulement des délais prévus par l'art. 729 C. proc. civ., sous prétexte qu'il n'a pas connu ladite procédure, faute d'une publicité suffisante, alors qu'en fait : 1° il y avait lieu à l'application de l'art. 5 de la loi du 23 octobre 1884, qui veut que les annonces soient sommaires et que les affiches soient

apposées sans procès-verbal d'huissier, quand la mise à prix des immeubles mis en vente est inférieure à 2.000 fr. ; 2° que le caïd du territoire a demandé des renseignements sur les immeubles mis en vente et a déclaré qu'un grand nombre d'individus manifestaient l'intention d'enchérir : Tunis, 29 janv. 1902 (02, 369). — 77. Le délai imposé par l'art. 728 C. proc. civ. pour la recevabilité des demandes en nullité introduites contre la procédure de saisie-immobilière antérieure à la publication du cahier des charges, n'est pas applicable aux demandes en distraction : Tunis, 10 janv. 1894 (94, 106). — *78*. La disposition de l'art. 728 C. proc. civ., qui forclot du droit de demander la nullité de la procédure qui précède la publication du cahier des charges, lorsque la demande n'a pas été formée trois jours au plus tard avant cette publication, n'est point applicable au cas où ce n'est point la nullité de la saisie qui est invoquée, mais son inexistence, et particulièrement au cas où la contestation porte sur le point de savoir si la saisie a effectivement compris les parcelles, objet du débat : Cass. req. 5 mars 1901 (01, 324). — 79. La déchéance de l'art. 728 C. proc. civ. n'est encourue que par ceux qui ont été régulièrement sommés d'assister à la lecture du cahier des charges : Tunis, 25 oct. 1893 (93, 404). — *80*. Elle ne frappe pas le saisi qui, habitant l'étranger, a été sommé d'assister à la publication à une date telle qu'il était dans l'impossibilité matérielle d'agir en temps utile par suite des retards occasionnés par la transmission de l'exploit par voie diplomatique : Tunis, 25 oct. 1893 (93, 404). — *81*. Dans ce cas, la fixation du jour de la publication doit comprendre, outre les délais ordinaires à partir de la sommation, ceux de distance : Tunis, 25 oct. 1893 (93, 404). — *82*. Aux termes de l'art. 728 C. proc. civ., tout moyen de nullité contre la procédure de saisie immobilière qui précède la publication du cahier des charges doit être proposé, sous peine de déchéance, dans un délai déterminé : Sousse, 2 mai 1901 (02, 177). — *83*. Aucune exception n'a été édictée en faveur du moyen tiré de l'insaisissabilité de l'immeuble saisi : Sousse, 2 mai 1901 (02, 177). — *84*. Spécialement donc, quand le moyen de nullité invoqué repose sur la nature habous bu bien saisi, et qu'il n'a pas été présenté dans les délais voulus, il y a lieu de passer outre à la procédure de saisie et à la vente : Sousse, 2 mai 1901 (02, 177). — *85*. En matière de saisie immobilière, en édictant, dans l'art. 728 C. proc. civ., sous peine de déchéance, l'obligation de proposer, trois jours au plus tard, avant la publication du cahier des charges, les moyens de forme et de fond soulevés contre la procédure, le législateur n'a pas établi, entre ces moyens, d'ordre suivant lequel ils devraient être présentés : Cass. civ., 14 mai 1895 (95, 398). — *86*. Ici donc n'est point applicable, en raison même de la rapidité de la procédure de saisie immobilière, l'art. 173 C. proc. civ. qui considère comme couverte toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure qui n'est pas proposée avant toutes défenses au fond : Cass. civ., 14 mai 1895 (95, 398).

§ II. — Actions en distraction.

87. Une demande en distraction d'immeubles saisis ne peut être formée en Tunisie que dans les formes prescrites par les art. 726 et s. C. proc. civ. : Tunis, 21 nov. 1894 (95, 20). — 88. Si aux termes de l'art. 726 C. proc. civ. le demandeur en distraction d'immeubles saisis doit énoncer les titres justificatifs de sa propriété et les déposer au greffe, on ne saurait tirer une fin de non recevoir, contre sa demande, du fait qu'il n'a point effectué de dépôt, s'il se borne à invoquer la prescription acquisitive : Sousse, 8 fév. 1894 (94, 249). — 89. L'art. 726 C. proc. civ. prescrit que la demande en distraction d'immeubles saisis contiendra l'énonciation des titres justificatifs, qui seront déposés au greffe, et la copie de l'acte de dépôt : Sousse, 14 déc. 1900 (01, 526). — 90. L'inobservation de ces dispositions n'entraîne aucune nullité, s'il est constant que le saisissant a eu connaissance du titre sur lequel s'appuie la revendication, titre qui est commun entre lui et le revendiquant : Sousse, 14 déc. 1900 (01, 526). — 91. S'il est vrai que celui qui revendique un immeuble est contraint de désigner nettement au moins deux des limites du fonds, cette règle ne doit pas être appliquée trop rigoureusement en Tunisie, lorsqu'il s'agit d'un immeuble non immatriculé et que les demandeurs sont des indigènes : Tunis, 24 déc. 1907 (08, 165). — 92. En effet, plus de rigueur mettrait les indigènes dans l'impossibilité de se défendre contre les entreprises de spoliation dont ils seraient l'objet et il est de jurisprudence que les lois de procédure touchant aux choses immobilières ne sont applicables en Tunisie que dans la mesure où le permet la situation de la propriété immobilière non immatriculée : Tunis, 24 déc. 1907 (08, 165).

§ III. — Compétence en la matière.

93. L'Administration des habous a un droit de propriété éventuel sur les habous privés en qualité de dévolutaire final ; en cette qualité, elle est recevable à demander devant un tribunal français la distraction d'un immeuble saisi : Sousse, 20 janv. 1899 (99, 346). — 94. En la considérant comme partie saisie en raison de ce qu'elle serait administratrice des biens saisis, la déchéance de l'art. 728 du Code de proc. civ. ne lui serait pas opposable, si la sommation d'assister à la clôture du cahier des charges ne lui a pas été faite : Sousse, 20 janv. 1899 (99, 346). — 95. Les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître d'une demande en nullité de saisie immobilière, et d'adjudication formée par un tunisien qui se prétend bénéficiaire d'un habous constitué sur l'immeuble saisi : Tunis, 19 mai 1893 (93, 313). — 96. Mais ils doivent surseoir à statuer sur les questions préjudicielles qui échappent à leur compétence : Tunis, 19 mai 1893 (93, 313). — 97. La juridiction française en Tunisie est compétente

pour connaître de la demande en distraction formée par le donataire tunisien, par voie d'incident à la saisie-immobilière poursuivie devant elle: Cass. req., 19 juin 1893 (93, 309). — *98*. Cette demande n'implique l'existence d'aucune question préjudicielle se dégageant d'office, et le moyen tiré de ce que le tribunal aurait dû surseoir à statuer jusqu'après décision par le tribunal indigène sur la propriété, est irrecevable, comme nouveau, devant la Cour de cassation, lorsqu'aucune demande de sursis n'a été formulée devant les juges du fond: Cass. req., 19 juin 1893 (93, 309). — *99*. Alors surtout que ces derniers, sans contester la validité de la donation alléguée, se sont bornés à refuser au donataire une préférence sur les créanciers en cause, de telle sorte que les lois sur la compétence des tribunaux indigènes n'étaient pas applicables: Cass. req., 19 juin 1893 (93, 309).

§ IV. — Vente sur conversion.

100. Le défenseur constitué par un saisi, dans une poursuite en expropriation forcée, peut, en principe, en vertu du mandat dont il est investi, et sans pouvoir spécial, consentir à la conversion de la saisie en vente volontaire, à moins que son client ne lui ait donné mission de ne demander la conversion ou de n'y adhérer que sous des conditions spéciales et déterminées: Cass. req., 17 oct. 1894 (94, 482). — *101*. Dans les ventes sur conversion de saisie immobilière, les dires qui ne sont pas admis par le créancier poursuivant ne devant point figurer dans un cahier des charges, c'est à tort que la partie saisie a inséré dans le cahier des charges un dire révélant l'existence d'un bail, lorsque l'avoué du poursuivant a refusé de signer ce dire en arguant de fraude les baux ainsi révélés: Paris, 9 juill. 1896 (97, 73). — *102*. L'insertion d'un tel dire est donc irrégulière et ne peut conférer aucun droit à la partie saisie à l'encontre de l'adjudicataire: Paris, 9 juill. 1896 (97, 73).

§ V. — Suspension de poursuites.

103. L'opposition à commandement, formée au cours d'une procédure de saisie immobilière, notamment la veille du jour fixé pour la lecture du cahier des charges, doit être considérée comme un incident de cette saisie: Alger, 11 déc. 1899 (00, 27). — *104*. En conséquence, la chambre des criées du Tribunal devant qui est poursuivie la procédure de saisie, est compétente pour connaître de l'opposition dont il s'agit: Alger, 11 décembre 1899 (00, 27) — *105*. Et il n'y a pas lieu de surseoir à la procédure de vente jusqu'à ce que les parties aient obtenu par voie d'action principale la solution de ladite opposition: Alger, 11 déc. 1899 (00, 27). — *106*. C'est à tort que le juge passerait outre à des poursuites de saisie immobilière en

présence d'une opposition à commandement et avant qu'il ait été statué sur cette opposition ; il y a lieu de surseoir jusqu'après solution de cette question préjudicielle : Alger, 5 mai 1897 (98, 23). — *107*. Il en est ainsi, spécialement, lorsque l'opposition se fonde sur la contestation même de la valeur exécutoire du titre en vertu duquel les poursuites sont exercées : Alger, 5 mai 1897 (98, 23). — *108*. Aucune nullité n'est attachée par la loi à la règle qui veut que la vente ait lieu dans un certain délai après la lecture du cahier des charges : Tunis, 21 août 1890 (95, 564). — *109*. Par suite, la radiation du rôle d'une vente sur saisie immobilière n'a pas pour effet d'entraîner, soit par elle-même, soit par l'expiration du délai sus indiqué, l'annulation de la procédure et, spécialement, celle du procès-verbal de saisie : Tunis, 21 août 1890 (95, 564). — *110*. Cette procédure peut donc être reprise ultérieurement, sur ses derniers errements, sur la demande du poursuivant : Tunis, 21 août 1890 (95, 564).

§ VI. — Voies de recours contre les jugements sur incident.

111. Le Code de procédure civile établit deux catégories d'incidents relatifs a la saisie-immobilière : l'une comprend ceux soulevés par la partie saisie ou tout autre personne se trouvant en cause dans la poursuite et à été réglée par les art. 728 et 729 ; l'autre se réfère aux incidents soulevés par des tiers étrangers à la poursuite et est régie par les articles 725, 726 et 727 : Sousse, 8 février 1894 (94, 249). — *112*. Doit être considérée comme rentrant dans cette dernière catégorie, la demande en nullité de saisie immobilière et en dommages-intérêts formée contre le saisissant par un tiers qui revendique la propriété des immeubles saisis. Ce tiers qui doit donc mettre en cause le saisi, aux termes du § 1 de l'art. 725 C. proc. civ. : Sousse, 8 févr. 1894 (94, 249). — *113*. Toute instance, même par la voie principale, qui a pour but de modifier, de suspendre ou d'arrêter le cours de la procédure de saisie-immobilière, constitue un incident de cette procédure : Alger, 8 avr. 1895 (95, 431). — *114*. Il en résulte que les délais d'appel d'un jugement intervenu dans cette instance sont ceux de l'art. 731 C. civ. : Alger, 8 avril 1895 (95, 431). — *115*. Une demande qui a pour but de modifier l'assiette d'une saisie-immobilière en affranchissant tel ou tel immeuble de la main-mise dont il était l'objet, est au premier chef un incident de ladite saisie : Alger, 19 mai 1891 (91, 236). — *116*. En matière d'incidents de saisie immobilière, les jugements et arrêts rendus par défaut ne sont pas susceptibles d'opposition : Tunis, 4 mars 1903 (03, 232). — *117*. En conséquence, le jugement de défaut rendu au cours d'une procédure de saisie immobilière, ordonnant l'immatriculation préalable à l'adjudication, n'est pas susceptible d'opposition : Tunis, 4 mars 1903 (03, 232). — *118*. Le jugement rendu par défaut sur

un incident de saisie immobilière n'est pas susceptible d'opposition : Cass. req., 17 mai 1899 (99,338). *119*.— Est en dernier ressort, par application de l'art. 730 C. proc. civ., le jugement qui repousse, dans une procédure de saisie immobilière, le rejet, demandé par la partie saisie, d'un dire inséré par le poursuivant au cahier des charges après sa publication : Alger, 25 nov. 1896 (98, 22). — *120* L'inobservation des règles tracées par les art. 731 et 732 C. proc. civ., pour les appels en matière d'incidents de saisie-immobilière, peut-elle être utilement invoquée comme une fin de non recevoir, parce qu'il s'agirait dans l'espèce, non d'une action en distraction, mais d'une action principale en revendication ? (non résolu) : Alger, 17 février 1894 (94, 262). — *121*. Les dispositions aux termes desquels les jugements qui ont statué sur les demandes de remise d'adjudication ne sont pas susceptibles d'appel, ne font aucune distinction : il est indifférent que la demande ait été formée par action principale ou incidente et que, dans les tribunaux composés de plusieurs chambres, elle ait été soumise à l'une ou à l'autre de ces chambres : Cass. req. 2 déc. 1903 (05, 191). — *122*. La disposition de l'art. 703 C. proc. civ. en vertu de laquelle le jugement qui statue sur la demande en remise d'une adjudication n'est susceptible d'aucun recours s'applique, par sa généralité, au pourvoi en cassation : Cass. req. 21 nov. 1906 (07, 349). — *123*. Il n'y a pas à distinguer si les biens sont revendus sur une poursuite en folle-enchère ou s'il s'agit seulement d'une première adjudication : Cass. req., 21 nov. 1906 (07, 349). — *124*. Le jugement rendu sur une demande en subrogation de saisie immobilière est susceptible d'appel lorsque le droit du demandeur est contesté au fond : Alger, 14 mars 1898 (99, 87). — *125*. Aux termes de l'art. 730 C. proc. civ., est irrecevable l'appel d'un jugement qui, sans incident, donne acte d'un dire inséré à la suite d'un cahier des charges, donne acte de la lecture et de la publication dudit cahier des charges et indique, par voie de conséquence, le jour de la vente : Alger, 27 janvier 1902 (02, 449). — *126*. Les dispositions exceptionnelles de l'art. 732 C. proc. civ. ne s'appliquent qu'aux appels des jugements rendus sur incident de saisie-immobilière et non à une action principale en nullité d'adjudication : Alger, 5 mars 1902 (03, 533). — *127*. Lorsque la demande en distraction qui s'est produite au cours d'une procédure de saisie-immobilière n'a été tranchée que postérieurement à l'adjudication, elle a perdu son caractère d'incident pour prendre celui de demande en revendication : Alger, 27 janv. 1894 (94, 209). — *128*. Par suite l'appel du jugement rendu sur cette demande est affranchi des formalités prescrites par l'art. 732 C. proc. civ. et n'est soumis qu'aux règles du droit commum : Alger, 27 janv. 1894 (94, 209). — *129*. L'appel du jugement rendu sur une demande en distraction intervenue au cours d'une procédure de saisie-immobilière, est soumis aux délais

des art. 725 et 731 C. proc. civ. : Alger, 12 févr. 1895 (95, 420). — *130* Ces délais ne pourraient être augmentés qu'à raison des distances, et il n'y a pas lieu à augmentation, lorsque la partie saisie et intimée a son domicile dans le lieu où siège le Tribunal qui a rendu le jugement : Alger, 12 févr. 1895 (95, 420). — *131*. Aux termes de l'art. 732 C. proc. civ., l'appel d'un jugement sur incident, en matière de saisie immobilière, doit être notifié au greffier du Tribunal et visé par lui, à peine de nullité : Alger, 24 mai 1893 (94, 463).

CHAPITRE II

Adjudication.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 56. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 365. — X... *Note* (Rev. Algér. 1893, 2, 319).

SECTION PREMIÈRE

Formes et conditions.

§ 1. — Caractère définitif du jugement de condamnation.

132. Le paiement sans réserve des frais de la saisie immobilière fait en vertu d'un jugement de condamnation rendu en premier ressort, emporte acquiescement audit jugement : Sousse, 10 janv. 1896 (96, 139). — *133*. Est donc irrecevable la demande de sursis à l'adjudication basée sur l'existence d'un appel interjeté contre le jugement de condamnation : Sousse, 10 janv. 1896 (96, 139). — *134*. L'adjudication faite en vertu d'un jugement frappé d'appel n'est pas nulle de plein droit, aux termes de l'art. 731 C. proc. civ., qui dit que certains appels seront considérés comme non avenus : Tunis, 17 févr. 1893 (96, 424). — *135*. Il y a lieu, pour le Tribunal saisi de la demande en nullité de l'adjudication, de surseoir à statuer jusqu'après jugement sur la validité de l'appel par l'autorité compétente : Tunis, 17 févr. 1893 (96, 424). — *136*. Aux termes de l'art. 2215 C. civ. l'adjudication de biens saisis peut avoir lieu en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée : Sousse, 22 mars 1907 (08,56). — *137*. Par suite il peut être procédé à cette adjudication lorsque le jugement de condamnation, par défaut et qualifié en dernier ressort, a été signifié et est passé en force de chose jugée ; il importe peu qu'il ait été fait appel dudit jugement, car un tel appel n'est pas suspensif : Sousse, 22 mars 1907 (08, 56).

§ II. — Prohibitions d'enchérir.

138. La prohibition d'enchérir, lors d'une adjudication sur saisie-immobilière, édictée par l'art. 711 C. proc. civ. contre le saisi, ne s'étend

qu'à son héritier pur et simple, qui est le continuateur de sa personne juridique : Cass. civ., 28 mars 1904 (04, 289).

§ III. — **Entraves à la liberté des enchères.**

139. L'asssociation formée dans le but d'empêcher une adjudication publique de s'élever au delà d'un certain prix est, aux termes de l'art. 412 du Code pénal, illicite, et par suite ne saurait donner naissance à aucun droit, ni à aucune action : Just. p. Tunis-Nord, 29 déc. 1897 (98,602).

SECTION II

Effets.

§ I. — **Droits et obligations de l'adjudicataire.**

140. La matière de l'ordre, de la transcription et de l'hypothèque n'étant pas organisée en Tunisie de la même manière qu'en France, on doit se borner, dans la procédure de saisie immobilière, à l'observation des principes généraux de la législation française qui peuvent recevoir application dans la Régence : Alger, 14 juin 1893 (93, 325). — ***141***. Parmi ces principes, il en est un qui ne saurait être contesté, c'est que le cahier des charges fait la loi des parties et que l'adjudicataire est avant toute autre personne soumis à l'observation des clauses qui y sont insérées, lorsqu'elles ne sont contraires, ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs: Alger, 14 juin 1893 (93, 325). — ***142***. Par suite, l'ajudicataire ne saurait se soustraire, à peine de folle-enchère, à une clause du cahier des charges, sous prétexte que cette clause dérogerait, soit aux art. 1 et 3 de la loi française du 3 juillet 1816, sur la caisse des dépôts et consignations, soit aux art. 749 et s. 656 et s. du Code de procédure civile, relatifs, les premiers à l'ordre, les autres à la distribution par contribution : Alger, 14 juin 1893 (93, 325). — ***143***. Un adjudicataire ne saurait se soustraire à la clause attributive de juridiction du cahier des charges de la vente, qu'il est considéré comme ayant volontairement accepté par le fait de se rendre adjudicataire : Tunis, 8 mai 1901 (01, 567). — ***144***. Les clauses d'un cahier des charges dûment publié obligent l'adjudicataire : Tunis, 28 mai 1891 (94, 437). — ***145***. Spécialement, la clause du cahier des charges qui dit que, dans le cas où l'immeuble mis en vente serait grevé d'un enzel, l'acquéreur serait tenu de le payer, oblige l'adjudicataire à supporter la rente d'enzel dont l'existence ne s'est révélée que postérieurement à l'adjudication : Tunis, 28 mai 1891 (94, 437). — ***146***. Il soutiendrait à tort, pour s'y soustraire, que cette clause a pour résultat de vicier l'adjudication en rendant le prix incertain, car l'enzel est une charge qui vient grever l'immeuble, mais n'est pas le prix de celui-ci ; ce prix est nettement déterminé par les enchères : Tunis, 28 mai 1891 (94, 437). —

147. Il prétendrait aussi vainement faire annuler l'adjudication sous prétexte que l'objet vendu serait resté incertain ; s'il est regrettable que dans l'état de la législation du pays on doive autoriser la mise aux enchères, sur saisie, d'immeubles dont la situation juridique n'est pas suffisamment connue, il appartient à l'adjudicataire de peser exactement les risques qu'il court et il n'a aucune critique à faire lorsque, comme dans l'espèce, l'éventualité de ces risques lui a été signalée : Tunis, 28 mai 1891 (94, 437). — ***148***. L'adjudicataire qui s'est mis en possession et qui jouit de l'immeuble qu'il a acheté est mal fondé à prétendre qu'il a le droit de garder son prix parce qu'il a de justes raisons pour craindre une éviction: Tunis, 15 mai 1895 (95, 434). — ***149***. Il doit, tout au moins, déposer ce prix à la Caisse à toutes fins utiles, jusqu'après solution de l'instance en revendication introduite contre lui : Tunis, 15 mai 1895 (95, 434). — *150*. En cas de saisie immobilière d'un immeuble grevé d'enzel, le crédit rentier a le droit de se faire payer, par privilège, sur le prix d'adjudication, les deux dernières années d'arrérages antérieurement échues, mais il ne saurait exiger de l'adjudicataire le paiement de ces arrérages en sus du prix : Tunis, 13 févr. 1901 (01, 217). — ***151***. L'adjudicataire est obligé de supporter la jouissance du créancier antichésiste, comme il supporterait celle du locataire ou de l'usufruitier, tant que ce créancier n'a pas été désintéressé : Tunis, 10 juin 1908 (08, 519).

§ II. — **Absence de titre de propriété.**

152. Lorsque le poursuivant la saisie immobilière a prévenu, dans le cahier des charges dressé à sa requête, qu'il n'est pas détenteur du titre de propriété et qu'il ne s'engage pas à délivrer cette pièce à l'adjudicataire, ce dernier achète à ses risques et périls et encourt l'obligation de faire lui-même les démarches nécessaires pour la consolidation de sa propriété : Tunis, 23 mai 1892 (95, 503). — ***153***. Et s'il a consigné son prix sous réserve, il y a lieu de lui impartir un délai pour faire procéder à l'immatriculation de sa propriété : Tunis, 23 mai 1892 (95, 503). — *154*. Bien que le titre de propriété d'un immeuble tunisien non immatriculé en soit une dépendance étroite, l'adjudicataire sur saisie-immobilière de cet immeuble n'est pas fondé à subordonner le paiement de son prix à la délivrance du titre de propriété, lorsque le poursuivant a eu soin d'avertir, dans le cahier des charges dressé à sa requête, qu'il n'avait pas en sa possession le titre de la propriété mise en vente et que l'adjudicataire n'en pourrait exiger aucun : Tunis, 1er mars 1888 (94, 94). — *155*. Cette stipulation du cahier des charges fait la loi des parties : Tunis, 1er mars 1888 (94, 94). — ***156***. Au surplus l'adjudicataire peut échapper à toute revendication ultérieure en faisant immatriculer l'immeuble qui lui a été adjugé : Tunis, 1er mars 1888 (94, 94). — ***157***. C'est

à tort que l'adjudicataire d'un immeuble vendu à la barre, contre qui est exercée une revendication, met en cause le créancier hypothécaire qui a touché le prix, alors surtout qu'il résulte du cahier des charges qu'il a acheté à ses risques et périls et que, d'autre part, il connaissait par la procédure d'immatriculation en cours, que l'immeuble dont s'agissait était déjà l'objet de la revendication exercée actuellement contre lui : Tunis, 11 juill. 1900 (00, 511).

§ III. — **Gérant de l'immeuble adjugé.**

158. L'adjudicataire d'un bien rural sur lequel il trouve un gérant installé par le saisi, ne contracte par le fait de son adjudication aucun engagement envers ce gérant, si le cahier des charges est muet à cet égard : Alger, 21 juin 1893 (95, 249). — *159*. Il demeure donc par suite libre de le conserver ou de le congédier : Alger, 21 juin 1893 (95, 249).

§ IV. — **Attribution de loyers.**

160. En droit tunisien, les loyers agricoles s'acquérant jour par jour, au cas d'une adjudication en cours d'une location, les loyers se partagent entre l'ancien et le nouveau propriétaire proportionnellement à la durée de leur jouissance respective : Tunis, 2 nov. 1898 (99, 206). — *161*. En présence de la clause du cahier des charges d'une adjudication qui dit que : « l'adjudicataire devra rembourser au vendeur, en même temps que le prix d'adjudication, la portion des loyers dus par les locataires de l'immeuble vendu jusqu'à l'entrée en jouissance et faire son affaire personnelle du recouvrement des loyers sans pouvoir, en aucun cas, de ce chef, recourir contre le vendeur », les juges du fond n'excèdent pas leur pouvoir souverain d'interprétation lorsqu'ils décident que, par cette clause, le vendeur a entendu seulement stipuler à son profit une garantie en imposant une obligation à l'adjudicataire, mais cela, sans transférer à ce dernier aucun de ses droits contre ses fermiers, ni renoncer, par suite, à leur réclamer directement en justice le paiement des fermages : Cass. civ., 15 mai 1895 (95, 399).

§ V. — **Annulation de baux.**

162. L'adjudicataire est sans droit pour demander la nullité d'un bail qui a fait l'objet d'un dire inséré au cahier des charges de l'adjudication, et qui a été ainsi porté à la connaissance des tiers : Alger, 19 janv. 1893 (93, 138). — *163*. En matière de saisie immobilière, il n'y a pas de nullité, à l'égard de l'adjudicataire, du bail qui a acquis date certaine avant le commandement, bien qu'il soit postérieur à la notification faite aux héritiers du saisi par le poursuivant, en conformité de l'art. 877 C. civ. :

Alger, 22 févr. 1899 (00, 42). — ***164***. La nullité de ce bail ne saurait résulter davantage, *de plano*, de son défaut de mention au cahier des charges : Alger, 22 févr. 1899 (00, 42). — ***165***. La nullité d'un bail ne peut être demandée par l'adjudicataire sous prétexte qu'il a été passé par l'un des co-propriétaires sans l'assentiment de l'autre ; à ce dernier seul appartient l'action en nullité : Alger, 22 févr. 1899 (00, 42). — ***166***. L'art. 684 C. proc. civ. confère aux Tribunaux le pouvoir d'annuler les baux d'un immeuble consentis par le saisi qui n'ont pas acquis date certaine avant le commandement : Civ. Marseille, 27 févr. 1895 (95, 211). — ***167***. Le droit de poursuivre cette annulation appartient à l'adjudicataire qui justifie du préjudice qui lui a été causé par le bail : Civ. Marseille, 27 févr. 1895 (95. 211). — ***168***. Il importe peu d'ailleurs que le cahier des charges ait mentionné l'existence dudit bail, alors surtout que ce même cahier des charges a stipulé que l'adjudicataire pourra, s'il y a lieu, exercer à ses risques et périls telle action que de droit, à raison des baux préexistants : Civ. Marseille, 27 févr. 1895 (95, 211). — ***169***. Peut-on refuser à l'adjudicataire d'un immeuble le droit d'invoquer une clause expresse du cahier des charges qui réserve au profit de tout adjudicataire l'exercice d'une action en nullité contre le bail consenti par le saisi en fraude des droits des créanciers? (Admission dans le sens de la négative): Cass. req., 7 févr. 1894 (94, 86). — ***170***. Doit être considéré comme frauduleux le bail conclu pour une période de dix années pour lequel, contrairement à ce qui se produit d'ordinaire, le preneur a consenti à se libérer par avance de la somme, relativement élevée, qui représente la totalité des fermages : Alger, 28 oct. 1893 (94, 178). — ***171***. Il en est ainsi, tout au moins, lorsque le paiement aurait eu lieu à une époque où, non seulement le preneur n'avait pas la jouissance de l'immeuble loué, mais encore ne pouvait même y prétendre : Alger. 28 oct. 1893 (94, 178). — ***172***. Ce bail ne peut donc être opposé à l'adjudicataire, même s'il a été dénoncé dans un dire inséré au cahier des charges dressé, sur saisie immobilière, en vue de l'adjudication de l'immeuble sur lequel il porte, alors surtout que le dire n'a été fait que quelques jours avant la revente sur surenchère : Alger, 28 oct. 1893 (94, 178). — ***173***. D'ailleurs, s'il s'agit d'un immeuble immatriculé, et que le bail n'ait pas été transcrit à la Conservation de la propriété foncière, il n'est pas opposable aux tiers, conformément aux prescriptions de l'art. 343 de la loi tunisienne du 1er juillet 1885 : Alger, 28 oct. 1893 (94, 178).

SECTION III

Action de revendication.

§ I. — Conditions d'exercice.

174. Celui qui prétend avoir des droits sur un immeuble saisi a le droit, soit de procéder avant l'adjudication par voie de demande en dis-

traction, conformément aux art. 725 à 727 C. proc. civ., soit d'agir en revendication après l'adjudication, à son choix : Alger, 7 avr. 1905 (06, 318). — *175*. Par suite, l'adjudication de l'immeuble d'autrui est nulle, bien que le propriétaire n'ait pas agi en distraction pendant les poursuites, s'il emploie, après l'adjudication, la voie de la revendication : Alger, 7 avr. 1905 (06, 318). — *176*. La prescription de l'art. 64 C. poc. civ., est suffisamment remplie quand les énonciations de l'exploit introductif de l'action en revendication d'un immeuble permettent au défendeur d'en connaître exactement l'objet : Alger, 22 mars 1906 (07, 127). — *177*. La cession d'un immeuble non accompagné du titre originaire, est contraire aux usages locaux qui font loi en Tunisie : Tunis, 25 juin 1902 (03. 50). — *178*. Il s'ensuit qu'il est à craindre qu'une cession de cette nature n'ait porté sur un immeuble antérieurement sorti du patrimoine du cédant : Tunis, 25 juin 1902 (03, 50), — *179*. En conséquence le demandeur en revendication non nanti du titre de propriété originaire a la charge de la preuve du droit qu'il invoque et le doute doit être interprété contre lui : Tunis, 25 juin 1902 (03, 50). — *180*. Le tiers qui produit, à l'appui d'une demande en distraction, un titre de 14 ans antérieur à la date de la saisie immobilière et duquel il résulte qu'il a acheté de l'un des saisis une part indivise du jardin saisi, ne peut se voir opposer : 1° ni l'absence d'origine de propriété dans son titre ; 2° ni le fait que le vendeur était en même temps un des notaires instrumentaires ; 3° ni le défaut de protestation de l'un des saisis qui assistait à l'exécution ; 4° ni la tardiveté de sa propre demande ; 5° ni le paiement ininterrompu par les saisies du kanoun sur les dattiers du jardin ; 6° ni le défaut de représentation de l'original du titre dont la traduction seule figure à son dossier: Sousse, 27 oct. 1904 (05, 474). — *181*. En matière de revendication d'immeubles, le demandeur doit justifier de son droit de propriété soit par titre, soit par prescription : Alger, 12 mars 1908 (08, 473). — *182*. Quant au défendeur, il est dispensé de prouver son droit de propriété à l'égard du revendiquant qui ne justifie d'aucun droit : Alger, 12 mars 1908 (08, 473).

§ II. — **Caractère habous de l'immeuble vendu.**

183. La procédure de saisie immobilière française n'étant pas intégralement applicable aux immeubles tunisiens non immatriculés, elle ne produit pas la purge des droits réels appartenant à des personnes qui n'y ont pas été appelées : Trib. mixte, 29 févr. 1904 (04, 187). — *184*. Par suite, on peut opposer une constitution habous au jugement d'adjudication de l'immeuble sur lequel elle porte, même au cas où le saisi n'aurait élevé aucune réclamation pendant toute la procédure d'expropriation forcée poursuivie contre lui : Trib. mixte, 29 févr. 1904 (04, 187). — *185*. En effet, la constitution habous ne limite pas ses effets au dévolu-

laire actuel et à ses héritiers ; elle crée aussi des droits à des tiers, les dévolutaires futurs, qui viendront à la jouissance du bien habousé en vertu d'un droit propre, lequel n'est pas purgé, puisqu'ils n'ont pas été partie à la procédure du saisie immobilière : Trib. mixte 29 févr. 1904 (04, 187). — *186*. Est recevable la demande en nullité d'une saisie immobilière fondée sur le caractére habous d'un immeuble, bien que formée postérieurement au délai fixé par l'art. 728 C. proc. civ., s'il est démontré que le saisi s'est trouvé, en fait, dans l'impossibilité de recourir à ce mode de procédure, mais que néanmoins le moyen de nullité a été porté par le procès-verbal même de saisie à la connaissance du saisissant : Sousse, 12 nov. 1903 (05, 207). — *187*. Constitue une impossibilité de fait suffisante l'indigence du saisi qui, n'ayant pas le moyen de constituer un défenseur ni de faire traduire des titres, a du s'adresser au Procureur de la République pour obtenir l'assistance judiciaire, laquelle ne lui a été accordée qu'après les délais de l'art. 728 précité : Sousse, 12 nov. 1903 (05, 207). — *188*. La nullité de la saisie et de l'adjudication d'un immeuble situé en Tunisie ne peut être prononcée sous prétexte que cet immeuble serait inaliénable et insaisissable comme habous, que dans le cas où il est démontré qu'il y a identité parfaite entre l'immeuble adjugé et celui dont il est question dans l'acte de constitution de habous qui a été produit : Cass. req., 14 janv. 1903 (03, 77). — *189*. L'administration des habous-appelée à bénéficier des habous privés après l'extinction des dévolutaires, chargée d'ailleurs par le législateur de la surveillance de ces fondations, ayant par suite qualité et intérêt à en empêcher la disparition par des voies irrégulières, est recevable à intervenir dans une procédure de saisie immobilière pour en demander la nullité, en alléguant que l'immeuble saisi est inaliénable comme habous : Sousse, 27 févr. 1908 (08, 595). — *190*. Le moyen invoqué par le débiteur, saisi immobilièrement, pour obtenir l'annulation des poursuites de saisie, et consistant à prétendre que le bien saisi est grevé d'une constitution de habous, constitue un moyen de fond qui doit être produit, sous peine de déchéance, dans les délais fixés par l'art. 728 C. proc. civ., c'est-à-dire trois jours avant la publication du cahier des charges: Sousse, 28 mars 1907 (08, 562). — *191*. Cette déchéance est opposable à toute personne qui a été partie dans la poursuite et à laquelle les actes de procédure exigés par la loi ont été régulièrement signifiés : Sousse 28 mars 1907 (08, 562). — *192*. Mais il en serait autrement si le moyen était proposé par toute autre personne, intéressée à un titre quelconque, à laquelle la procédure non signifiée ne serait pas opposable : Sousse, 28 mars 1907 (08, 562).

§ III. — **Mise en cause du poursuivant.**

193. Si, dans l'instance en revendication postérieure à une adjudication sur saisie-immobilière, le créancier poursuivant ne peut pas

obtenir sa mise hors de cause, quand il y a été appelé pour y répondre d'une faute personnelle, il n'en est pas moins certain que sa présence à une instance de cette nature n'est pas indispensable et que l'adjudicataire est mal fondé à vouloir obliger le revendiquant à mettre le créancier poursuivant en cause ; il ne lui appartient de le faire lui-même, s'il croit y avoir intérêt : Tunis, 27 déc. 1893 (94, 187).

SECTION IV

Résolution de la vente et responsabilité.

§ I. — **Demande en nullité.**

194. La demande en nullité d'une adjudication sur saisie immobilière doit être introduite, non contre l'adjudicataire, mais contre le créancier poursuivant : Alger, 29 janv. 1894 (94, 153). — ***195***. Elle doit être formée par voie d'action principale : Alger, 29 janv. 1894 (94, 153). — ***196***. A tort prétendrait n'être pas lié par les clauses inscrites au procès-verbal de l'adjudication d'une boutique dans un marché et au cahier des charges auquel il se réfère, l'adjudicataire israélite tunisien, sous prétexte que ces pièces étaient rédigées en français et qu'il ne comprend pas cette langue : Tunis, 25 janv. 1897 (98, 152). — ***197***. En effet, il lui était facile de se faire traduire tous documents utiles avant de prendre part aux enchères et de se faire déclarer adjudicataire : Tunis, 25 janv. 1897 (98, 152). — ***198***. Au surplus, sa demande en annulation de l'adjudication ne saurait être accueillie, lorsqu'il est constant en fait que le demandeur, commerçant habitué à faire et à voir faire des opérations analogues, en connaissait entièrement toutes les conditions, auxquelles d'ailleurs il n'aurait été introduit aucun changement dans l'adjudication litigieuse : Tunis, 25 janv. 1897 (98, 152).

§ II. — **Responsabilité du poursuivant.**

199. Le créancier qui fait saisir et exproprier les immeubles de son débiteur ne saurait être assimilé à un vendeur ordinaire et par suite ne saurait être responsable de l'éviction envers l'adjudicataire que lorsqu'il a commis une faute personnelle : Tunis, 6 juin 1900 (00, 554) ; 19 mars 1902 (02, 211) ; Civ. Millau, 23 avr. 1903 (04, 626). — ***200***. Le créancier poursuivant est responsable de l'éviction subie par l'adjudicataire d'un immeuble vendu sur saisie immobilière, s'il est constant qu'il n'a pas pu ignorer, au moment où il a fait sa procédure, que l'immeuble mis en vente n'appartenait pas au saisi : Sousse, 3 juin 1897 (98, 234). — ***201***. Celui qui poursuit une saisie immobilière a le devoir d'établir que les biens qui sont l'objet de sa procédure sont la propriété de son débiteur : Tunis,

23 oct. 1895 (95, 596). — ***202***. Au cas où le Tribunal a décidé qu'il y avait lieu de poursuivre l'immatriculation des immeubles saisis avant leur adjudication, et a ainsi donné au poursuivant le moyen de faire en l'absence de titres de propriété suffisants, la preuve qui lui incombe, il y a lieu de lui impartir un délai suffisant pour faire diligence, passé lequel il pourra donner main-levée : Tunis, 23 oct. 1895 (95, 596). — ***203***. Le créancier poursuivant actionné par des tiers qui demandent la nullité de l'adjudication prononcée sur saisie-immobilière, n'est pas fondé à solliciter sa mise hors de cause, sous prétexte que, depuis l'adjudication, c'est à l'adjudicataire seul à se défendre des actions qui peuvent être exercées par des tiers au sujet des immeubles adjugés, lorsque la demande formée contre lui est basée sur l'allégation qu'il aurait commis une faute personnelle : Tunis, 24 nov. 1893 (94, 67). — ***204***. S'il est vrai, comme l'a reconnu la jurisprudence, que le poursuivant d'une saisie immobilière, n'étant pas un vendeur, n'est pas tenu à la garantie de l'art. 1626 C. civ., il n'en reste pas moins responsable, vis à vis de l'adjudicataire évincé, soit des engagements personnels qu'il aurait contractés, soit des fautes qu'il aurait commises : Tunis, 24 nov. 1893 (94, 67). — ***205***. Les titres des immeubles tunisiens non immatriculés considérés isolément peuvent n'être valables et réguliers qu'en apparence, et être infirmés par un autre titre : Tunis, 7 janv. 1898 (00, 630). — ***206***. Le poursuivant la vente, et l'adjudicataire d'un immeuble vendu à la barre, ne sauraient être passibles de dommages-intérêts envers un revendiquant ledit immeuble, lorsque la sincérité du titre qui leur avait été remis n'a pu être détruite que par la comparaison avec le vrai titre, base de l'action du revendiquant : Tunis, 7 janv. 1898 (00, 630). — ***207***. Le poursuivant doit séulement être tenu de rembourser à l'adjudicataire dépossédé la somme représentant les frais faits par lui lors de l'adjudication : Tunis, 7 janv. 1898 (00, 630). — ***208***. Si, en principe, après l'adjudication, c'est contre l'adjudicataire et non contre le poursuivant la saisie-immobilière, que l'action en revendication doit être intentée, il n'en est pas moins vrai que le poursuivant ne peut obtenir sa mise hors de cause, lorsqu'on l'y prend comme ayant commis une faute personnelle qui donne ouverture contre lui à une action en dommages-intérêts : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 275). — ***209***. Il est en faute si, se trouvant en face d'une demande en revendication qu'il n'était pas en mesure de considérer *de plano*, comme dénuée de tout fondement, il n'a pas eu recours à l'immatriculation préalable dont la faculté lui a été ouverte par l'art. 2 du décret beylical du 17 chaban 1309 (16 mars 1892 : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 275). — ***210***. Il importe peu que le créancier poursuivant ait stipulé, dans le cahier des charges dressé pour parvenir à l'adjudication, qu'il ne pourra jamais être recherché ni inquiété, pour quelque cause que ce soit, à raison des énonciations y contenues, et que

l'adjudicaiaire devra faire son affaire de sa mise en possession et jouissance : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 275). — ***211***. Lorsque le revendiquant est un tiers qui n'a pas figuré régulièrement dans la procédure de saisie-immobilière, les stipulations du cahier des charges ne lui sont pas opposables : Tunis, 4 avr. 1894 (94, 275). — ***212***. L'adjudicataire qui, sur la foi du cahier des charges, a cru acheter en entier un immeuble sur lequel il ne peut prétendre, en réalité, qu'à la propriété d'une part indivise, est bien fondé à demander la nullité de l'adjudication : Tunis, 22 avr. 1896 (01, 241). — ***213***. Le créancier poursuivant est responsable et doit rembourser audit adjudicataire, à titre de dommages-intérêts, les frais d'adjudication payés par ce dernier : Tunis, 22 avr. 1896 (01, 241).

§ III. — **Actions de l'ayant cause du poursuivant.**

214. Lorsque, un dire ayant été inséré au cahier des charges d'une adjudication par un tiers, pour révéler l'existence d'un bail occulte, le créancier poursuivant a, dans un autre dire, réservé à l'adjucataire la faculté de demander la nullité de ce bail, le cessionnaire de l'adjudicataire peut, comme celui-ci, formuler cette demande : Alger, 2 mai 1893 (93, 284). — ***215***. Il importe peu que ce concessionnaire soit le créancier poursuivant, s'il agit, non en cette qualité, mais comme exerçant les droits que l'adjudicataire lui a cédés : Alger, 2 mai 1893 (93, 284). — ***216***. Le tunisien acquéreur d'une propriété adjugée à son propre vendeur à la barre du Tribunal français est mal fondé à poursuivre celui-ci en dommages-intérêts, en raison de l'éviction qu'il aurait subie, alors qu'il ne démontre pas qu'il y a eu éviction définitive et que celle-ci est due à la faute du vendeur : Sousse, 10 mai 1900 (01, 306). — ***217***. Il n'y a pas éviction définitive dans le fait que l'acquéreur a vu juger contre lui une action possessoire par le Tribunal de province indigène, qui a eu soin de réserver le jugement du pétitoire à la juridiction compétente : Sousse, 10 mai 1900 (01, 306).

§ IV. — **Rétrocession au saisi.**

218. A la suite d'une vente aux enchères publiques, après saisie, d'immeubles non immatriculés, le saisi qui prétend s'être fait rétrocéder les immeubles par l'adjudicataire n'est point recevable à invoquer, à l'appui de ses prétentions, un extrait du registre des perceptions sur les droits de mutation constatant qu'il aurait lui-même revendu un de ces immeubles à un tiers : Sousse, 19 mars 1903 (04, 522). — ***219***. Cet extrait n'établit, en effet, nullement que, avant de consentir cette vente, il était redevenu propriétaire de l'immeuble pour l'avoir racheté de l'adjudicataire : Sousse, 19 mars 1903 (04, 522). — ***220***. Il n'est point non plus recevable à invoquer la preuve testimoniale ; en effet, la propriété alléguée, en l'absence

de toute prescription, ne saurait résulter que d'actes, et non de la preuve testimoniale : Sousse, 19 mars 1903 (04, 522). — *221*. Après l'adjudication sur saisie immobilière, le débiteur saisi ne peut plus, en désintéressant le le créancier poursuivant, obtenir d'être réintégré dans tous ses droits sur l'immeuble : Sousse, 24 janvier 1902 (02, 343). — *222*. Il en est ainsi alors même que la survenance d'une surenchère donne lieu à une nouvelle vente publique de l'immeuble : Sousse, 24 janvier 1902 (02, 343). — *223*. Le saisi ne peut donc pas empêcher la vente sur surenchère en désintéressant le créancier poursuivant : Sousse, 24 janv. 1902 (02, 343).

§ V. — **Responsabilité du saisi**

224. Le saisi a le devoir, au moment de la vente de son immeuble, de vérifier si les indications contenues au cahier des charges sont exactes et est responsable de l'éviction qui a pour cause une inexactitude dudit cahier des charges : Tunis, 16 avril 1902 (02, 273). — *225*. Le débiteur poursuivi qui a laissé saisir et vendre comme lui appartenant un immeuble sur lequel ses droits n'étaient pas suffisamment établis, est responsable des dommages causés à l'adjudicataire par le fait de l'éviction que ce dernier a subie et notamment de tous les frais avancés par lui pour essayer d'exécuter le jugement d'adjudication et pour soutenir ses intérêts devant le tribunal mixte : Tunis, 19 mars 1902 (02, 211).

SECTION V

Distribution du prix.

§ I. — **Compensation du prix par l'adjudicataire.**

226. Le créancier privilégié sur le prix à provenir d'un immeuble saisi, est fondé à compenser le prix d'adjudication qu'il doit comme adjudicataire, avec sa propre créance, d'ailleurs supérieure, bien que la poursuite de saisie ait été faite par un créancier chirographaire qui, ainsi, se voit privé de tout effet utile de sa procédure : Sousse, 24 janvier 1901 (01, 578). — *227*. Il n'y a aucune raison légitime pour obliger l'adjudicataire d'un immeuble vendu sur saisie immobilière à verser son prix, s'il établit être créancier gagiste pour une somme au moins égale, et, par conséquent, avoir droit au prix par privilège : Sousse, 14 mai 1903 (04, 612). — *228*. Lorsque, sur les poursuites d'un créancier chirographaire, un immeuble est adjugé au créancier hypothécaire, celui-ci peut compenser son prix avec sa créance et le poursuivant ne peut le contraindre à en effectuer le dépôt en le menaçant d'une revente sur folle-enchère : Sousse, 13 avril 1905 (06, 186). — *229*. La procédure française de saisie immobilière n'est praticable, en Tunisie, sur immeuble non immatriculé, que dans celles de ses dispositions qui sont compatibles avec la situation

juridique propre aux immeubles tunisiens : Trib. mixte, 23 mai 1903 (03, 318). — *230*. Notamment, il est impossible au poursuivant de sommer les créanciers hypothécaires, qu'il n'a aucun moyen de connaître et il s'ensuit que la procédure de saisie immobilière, se passant à leur insu, ne leur est pas opposable, à moins qu'ils n'y interviennent spontanément : Trib. mixte, 23 mai 1903 (03, 318). — *231*. En conséquence, l'adjudicataire de l'immeuble, qui était grevé, entre les mains du saisi, d'un droit de gage immobilier, pour sûreté d'une créance, est obligé de payer la dette, s'il veut libérer son acquisition, à moins qu'il ne préfère la délaisser : Trib. mixte, 23 mai 1903 (03, 318). — *232*. En conséquence encore, s'il requiert l'immatriculation de l'immeuble, le titre qui lui est délivré doit porter l'inscription d'une hypothèque, pour le montant de la créance, au profit de celui qui tenait, avant la saisie, l'immeuble en gage dans les conditions voulues par le droit tunisien : Trib. mixte, 23 mai 1903 (03, 318). — *233*. Si le créancier nanti, à titre de gage, du titre de la propriété vendue sur saisie immobilière, et qui en devient adjudicataire, est fondé à compenser son prix d'adjudication avec sa créance, de manière à éviter le dépôt à la Caisse et une procédure de distribution lente et coûteuse, ce ne peut être qu'à condition que le rang de préférence auquel il prétend ne soit pas contesté : Tunis, 10 janvier 1894 (94, 192). — *234*. Dès qu'il y a contestation sur les droits de gage et de préférence prétendus par l'adjudicataire, celui ci est tenu de déposer son prix à la Caisse et une distribution par contribution est inévitable : Tunis, 10 janv. 1894 (94, 192). -- *235*. Un acte sous seing privé portant constitution d'un gage immobilier par remise du titre et qui n'a pas acquis date certaine antérieurement au jugement d'adjudication de l'immeuble ainsi engagé, n'est pas opposable aux tiers et notamment à l'adjudicataire dudit immeuble : Tunis, 24 avril 1890 (90, 320). — *236*. On ne saurait objecter que l'adjudication sans la remise du titre serait sans valeur, car le jugement d'adjudication revêtu de la formule exécutoire et en vertu duquel l'acquéreur se fait mettre en possession, a par lui même une force suffisante et vaut titre pour l'adjudicataire : Tunis, 24 avril 1890 (90, 320).

§ II. — **Obligation de déposer.**

237. Le fait de saisir les immeubles non immatriculés de son débiteur et de les faire mettre en vente, est une manifestation suffisante d'une prétention sur le prix pour valoir opposition et pour mettre obstacle à la compensation qu'un adjudicataire voudrait faire reconnaître à son profit en se basant sur ce qu'il serait de son côté créancier du saisi non investi d'ailleurs d'un droit de préférence : Tunis, 23 mai 1903 (04, 104). — *238*. En conséquence, le créancier chirographaire qui se porte adjudicataire d'un immeuble non immatriculé du débiteur commun, mis en vente

à la suite de saisie par un autre créancier, même chirographaire, ne peut pas invoquer la compensation entre son prix et sa créance ; il doit déposer son prix pour que celui-ci soit distribué à la suite d'une procédure de distribution par contribution : Tunis, 23 mai 1903 (04, 104). — *239*. Il en serait de même de la différence entre son prix et le prix de la revente sur folle enchère, si le créancier adjudicataire s'était laissé fol-enchérir : Tunis, 23 mai 1903 (04, 104). — *240*. Il en est ainsi surtout lorsque le jugement d'adjudication sur folle-enchère a condamné l'adjudicataire surenchéri à payer cette différence de prix à « qui de droit » et qu'un jugement postérieur, rendu à la requête du saisissant, lui a ordonné de le déposer : Tunis, 23 mai 1903 (04, 104).

§ III. — **Procédure à suivre pour la distribution.**

241. La situation dans laquelle se trouve la propriété immobilière non immatriculée, en Tunisie, y rend sans application possible un grand nombre des dispositions du Code de procédure français en matière de saisie réelle : Tunis, 20 juin 1894 (94, 418). — *242*. Ainsi l'adjudicataire n'y est pas tenu de transcrire, à peine de folle enchère, conformément à l'art. 750 C. proc. civ. ; il ne peut faire la procédure d'ordre organisée par les art. 749 et s. ; il ne peut ouvrir l'instance en attribution de prix prévue par l'art. 773 ; ni faire transcrire la saisie, conformément à l'art. 678 ; ni faire les sommations prescrites par l'art. 692 : Tunis, 20 juin 1894 (94, 418). — *243*. Il s'ensuit : 1° que la distribution du prix d'adjudication d'un immeuble non immatriculé ne peut se faire que par voie de distribution par contribution ; 2° que le créancier poursuivant resté adjudicataire est fondé à compenser son prix avec sa créance, tant que l'existence d'autres créanciers ne lui est pas révélée ; 3° qu'il n'y a lieu à l'ouverture d'une distribution, et, conséquemment, au dépôt du prix à la Caisse, que si cette existence d'autres créanciers lui est légalement dénoncée : Tunis, 20 juin 1894 (94, 418). — *244*. Par suite encore, un créancier n'a pas le droit de poursuivre la folle enchère contre l'adjudicataire qui n'a pas payé son prix, tant qu'il ne l'a pas mis régulièrement en demeure d'en effectuer le dépôt en lui démontrant la nécessité d'une distribution : Tunis, 20 juin 1894 (94, 418). — *245*. L'attribution ou la distribution du prix d'adjudication d'un immeuble tunisien non immatriculé ne peut avoir lieu que par voie de distribution par contribution et l'emploi de cette procédure, qui tient à l'ordre des juridictions, est d'ordre public : Tunis, 31 oct. 1894 (94, 556). — *246*. Une distribution par contribution n'est pas nécessaire pour l'allocation du prix d'adjudication d'un immeuble tunisien non immatriculé, au cas où il ne se présente pour l'attribution de cette somme que deux créanciers, l'un prétendant qu'il est privilégié comme ayant eu en gage l'immeuble vendu, l'autre

demandant la validité d'une saisie arrêt qu'il a pratiquée sur le prix d'adjudication : Tunis, 3 déc. 1894 (97, 516). — *247*. Le système hypothécaire et la transcription n'existent pas en Tunisie et la propriété est occulte pour les immeubles non immatriculés : Sousse, 22 févr. 1889 (96, 61). — *248*. Il en résulte que, non seulement la procédure d'ordre organisée par le Code de procédure civile français ne peut y être suivie, pour la distribution du prix de ces immeubles, mais encore que la procédure en attribution de prix réglée par l'art. 773 C. proc. civ. ne peut y être pratiquée : Sousse, 22 févr. 1889 (96, 61). — *249*. Par suite, au cas de concours de créanciers pour la distribution du prix d'un immeuble non immatriculé, la seule procédure possible dans la Régence est celle de distribution par contribution, qui permet à tout créancier de proposer utilement les causes de préférence auxquelles il prétend : Sousse, 22 févr. 1889 (96, 61). — *250*. Et l'organisation de cette procédure par les art. 656 et suiv. C. proc. civ. tenant à l'ordre public, il y a lieu pour le Tribunal saisi de contestations de cette nature, de se déclarer incompétent en l'état pour en connaître : Sousse, 22 févr. 1889 (96, 61). — *251*. Les causes de préférence qui existent entre divers créanciers pour la distribution du prix d'adjudication d'un immeuble non immatriculé situé en Tunisie, ne peuvent être discutées utilement que dans une procédure régulière de distribution par contribution, dont le dépôt de la somme à distribuer à la caisse désignée par la loi est le préliminaire indispensable : Tunis, 15 mai 1895 (95, 434). — *252*. On objecterait vainement, pour se soustraire aux exigences de cette procédure, qu'elle est inutile lorsqu'il n'y a pas apparence qu'il existe des prétendants droit sur le prix à distribuer autres que ceux qui sont dans la cause : Tunis, 15 mai 1895 (95, 434). — *253*. Il suffit de remarquer, pour démontrer l'inanité de ce système, qu'on ne saurait obtenir légalement cette conviction que par l'emploi de la procédure dont s'agit, et, pour démontrer le danger de la même théorie, qu'elle expose l'adjudicataire à mal payer et ne lui donne aucune sécurité : Tunis, 15 mai 1895 (95, 434). — *254*. Il n'est pas indispensable de procéder par voie de distribution par contribution pour l'allocation du prix d'adjudication d'un immeuble tunisien non immatriculé, vendu à la barre du Tribunal français, lorsque les créanciers qui prétendent à ce prix sont seulement au nombre de deux : Tunis, 19 nov. 1894 (98, 210). — *255*. Tout au moins, n'est pas recevable à critiquer l'abstention du créancier gagiste qui a négligé cette procédure, celui qui prétend à se faire attribuer à son encontre, par privilège, le prix d'adjudication, et ne court aucun risque à voir trancher cette contestation en la forme d'un procès ordinaire : Tunis, 19 nov. 1894 (98, 210). — *256*. Il y a lieu de procéder par voie d'ordre et non par voie d'attribution lorsque, d'après l'état des inscriptions, il existait quatre créanciers inscrits au

moment de la réquisition d'ouverture de l'ordre : Cass. civ., 21 févr. 1906 (06, 619). — *257*. Aux termes des art. 2 et 299 de la loi foncière, les immeubles immatriculés sont soumis à la procédure française de l'ordre : Tunis, 31 janv. 1894 (94, 192). — *258*. Par suite, au cas où il y a moins de quatre créanciers inscrits, il y a lieu, pour la distribution du prix d'adjudication d'un immeuble immatriculé, à l'application de l'art. 773 C. proc. civ. et il doit être procédé à un préliminaire de règlement amiable dans les conditions prévues à l'art. 751 du même code, avant que l'attribution du prix puisse être demandée au Tribunal : Tunis, 31 janv. 1894 (94, 192). — *259*. Il n'y a pas lieu à la procédure d'ordre lorsqu'il n'y a qu'un créancier inscrit : Tunis, 23 mars 1904 (04, 294). — *260*. Cette règle est applicable à l'attribution du prix d'un immeuble immatriculé qui a été vendu sur licitation à la barre du Tribunal civil : Tunis, 23 mars 1904 (04, 294). — *261*. L'ordre devant le Tribunal doit être précédé, comme l'ordre devant le juge commissaire, d'une tentative de règlement amiable : Tunis, 31 déc. 1907 (08, 218).

SECTION VI

Surenchère.

262. Le système de publicité des charges hypothécaires n'étant pas organisé dans la Régence, un créancier ne saurait, sous prétexte que la saisie de l'immeuble dont il détenait les titres de propriété comme nantissement ne lui aurait pas été notifiée, considérer l'adjudication qui a suivi cette saisie comme une vente volontaire et par suite surenchérir du dixième ; et cela, alors surtout que cette adjudication a déjà été suivie d'une surenchère du sixième : Alger, 1er juill. 1889 (90, 8).

SECTION VII

Folle enchère.

263. Aux termes de l'art. 733 C. proc. civ., la folle enchère peut être poursuivie, faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication, ce qui vise et comprend évidemment le non paiement des frais et charges exigibles avant la délivrance du jugement d'adjudication, aussi bien que le défaut de paiement du prix : Alger, 3 janv. 1894 (94, 208). — *264*. Par suite l'adjudicataire n'est recevable dans son opposition à la folle enchère poursuivie contre lui, que s'il justifie avoir satisfait à cette double obligation : Alger, 3 janv. 1894 (94, 208). — *265*. Le jugement qui statue sur une opposition à l'adjudication sur folle enchère, lorsqu'elle est fondée sur des faits de nature à constituer un obstacle à l'adjudication et à la rendre annulable, est susceptible d'appel : Alger, 3 déc. 1903 (05, 191). — *266*. Un tel appel doit être, à peine de forclusion, interjeté

dans les dix jours de la signification et signifié au domicile de l'avoué, ou, s'il n'y a pas d'avoué, au domicile réel ou élu de l'intimé, notifié au greffier et visé par lui : Alger, 3 déc. 1903 (05, 191). — *267*. L'absence d'une de ces formalités entraîne la nullité de l'acte d'appel et cette nullité ne saurait être considérée comme facultative : Alger, 3 déc. 1903 (05, 191). — *268*. En Tunisie, lorsque la folle enchère est poursuivie après la délivrance de la grosse d'adjudication, on ne peut procéder à la signification du bordereau de collocation dont il est parlé dans l'art. 735 C. proc. civ., puisque la procédure d'ordre n'est pas praticable pour la distribution du prix des immeubles non immatriculés : Tunis, 26 déc. 1894 (95, 256) ; 4 avr. 1906 (06, 404). — *269*. Il est de jurisprudence que, par une combinaison des art. 734 et 844 C. proc. civ., on doit procéder par voie de délivrance d'une seconde grosse : Tunis, 26 déc. 1894 (95, 256) ; 4 avr. 1906 (06, 404). — *270*. Aux termes de l'art. 734, le fol enchéri sommé d'assister à la remise de cette pièce, peut s'y opposer en faisant valoir devant le président du Tribunal, en état de référé, les moyens qu'il a à faire valoir contre la poursuite de folle enchère ; d'après l'art. 735 du même code, il ne doit y avoir ni d'autre procédure, ni d'autre jugement : Tunis, 26 déc. 1894 (95, 256) ; 4 avr. 1906 (06, 404). — *271*. Il a été décidé que la procédure de l'art. 844 pour la délivrance d'une seconde grosse n'est pas indispensable, mais ce qu'il l'est, c'est la signification d'un commandement ; une simple sommation à l'adjudicataire ne saurait suffire : Tunis, 4 avr. 1906 (06, 404). — *272*. Au cas où, sur la poursuite d'un créancier, le président du Tribunal, statuant en référé en exécution des dispositions de l'art. 734 C. proc. civ. a autorisé la délivrance d'une seconde grosse du jugement d'adjudication, aux fins de folle-enchère, le Tribunal de premier instance est incompétent pour connaître de la demande introduite par l'adjudicataire fol-enchéri et tendant à ce qu'il soit décidé que le créancier poursuivant la folle-enchère n'a pas droit à la délivrance d'une seconde grosse : Tunis, 26 juin 1907 (07, 534). — *273*. Il en est ainsi surtout lorsque la question est pendante devant la Cour, saisie de l'appel interjeté contre l'ordonnance rendue par le président : Tunis, 26 juin 1907 (07, 534).

CHAPITRE III

Justice indigène.

Bibliographie. — LESCURE, *Double rég. fonc. tun.*, p. 45.

274. La procédure de vente par l'autorité tunisienne des immeubles dont la vente est poursuivie en exécution d'un jugement d'une juridiction tunisienne se poursuit conformément aux règles suivantes : Tunis,

11 mars 1902 (02, 371). — *275*. L'Administration (le Caïd, ou pour Tunis, le Cheik Medina), chargée d'exécuter le jugement, publie la vente au moyen de courtiers et par des insertions dans les journaux pendant un délai de soixante dix jours : Tunis, 11 mars 1902 (02, 371). — *276*. A l'expiration de ce délai, le débiteur est requis de consentir la vente, par devant notaires, de l'immeuble saisi au plus offrant et dernier enchérisseur : Tunis, 11 mars 1902 (02, 371). — *277*. En cas de refus, il est dressé procès-verbal et de nouvelles publications sont faites pendant quinze jours avec l'autorisation de l'Ouzara ; si à la suite de ces nouvelles enchères, le débiteur persiste dans son refus, un acte de vente est rédigé d'office et soumis à l'approbation de son Altesse le Bey : Tunis, 11 mars 1902 (02, 371). — *278*. C'est cette approbation du Souverain qui opère la transmission du droit de propriété du saisi à l'adjudicataire : Tunis, 11 mars 1902 (02, 371). — *279*. En droit musulman, les ventes judiciaires opèrent purge de tous les droits réels ou charges pouvant grever l'immeuble, connus ou non révélés, et établissent *erga omnes*, même à l'encontre des tiers détenteurs du titre, les droits de propriété à l'adjudicataire : Trib. mixte, 20 nov. 1897 (98, 43). — *280*. La saisie immobilière frappe d'indisponibilité les biens qui en font l'objet ; du jour où elle intervient et où elle est officiellement constatée, le saisi ne peut ni les aliéner, ni les hypothéquer et le tribunal doit déclarer sans effet à l'égard des tiers la constitution d'hypothèque intervenue après cette date : Ouzara, 9 janv. 1908 (08, 350).

SALAIRES

Voir : Saisie-arrêt, ch. II.

SAUVETAGE

1. Aux termes de l'art. 27 du liv. IV titre IX de l'ordonnance d'août 1681, le sauveteur d'un navire naufragé n'a droit au tiers de la valeur dudit bâtiment que si le sauvetage a été opéré en pleine mer : Alger, 22 nov. 1890 (96, 22). — *2*. Le sauveteur d'un navire échoué sur les côtes ne peut réclamer qu'une indemnité calculée sur le travail effectué et sur le service rendu : Alger, 22 nov. 1890 (96, 22). — *3*. Au cas où le propriétaire du navire et celui de la cargaison ont passé des conventions séparées avec le sauveteur, celui-ci, après l'opération, ne peut être admis à exercer contre chacun d'eux une action indivisible pour le montant de ce qui lui est dû : Alger, 22 nov. 1890 (96, 22). — *4*. Il ne peut se prévaloir de ce qu'il a effectué une seule opération pour le compte de ses deux co-contractants, pour soutenir qu'il en résulte une solidarité qui ne pourrait exister qu'en vertu d'une stipulation expresse : Alger, 22 nov. 1890 (96, 22). — *5*. Il n'y a pas sauvetage dans le sens de la loi, à moins que le

navire sauvé soit trouvé en pleine mer, abandonné de son équipage ou monté par un équipage qui n'en est plus maître, de telle sorte que le sauveteur en prenne possession et le conduise en lieu sûr : Trib. sup. Hambourg, 21 déc. 1900 (03. 143). — *6*. Par suite, il y a non sauvetage, mais assistance, même dans le cas où le navire, étant échoué après abordage, un violent incendie se déclare à son bord, si, malgré la gravité du péril, une notable partie de l'équipage est restée à bord et peut être considérée comme étant encore maîtresse du navire : Trib. sup. Hambourg, 21 déc. 1900 (03, 143). — 7. Toutefois, l'indemnité due pour l'assistance doit être calculée en tenant compte du danger couru par le navire sauvé, de la nature spéciale du navire assistant, des risques courus par l'équipage de celui-ci, enfin, de la durée et de la difficulté des opérations : Trib. sup. Hambourg, 21 déc. 1900 (03, 143). — *8*. Constitue une assistance maritime et non un simple remorquage, le fait par un remorqueur d'avoir essayé, pendant quelque temps, concurremment avec d'autres, de renflouer un vapeur échoué, alors même que ce fait se serait produit à proximité d'un port et que tous les efforts des remorqueurs seraient restés inutiles, le vapeur n'ayant été ultérieuremeni renfloué que par d'autres moyens plus énergiques et plus coûteux : Com. Marseille, 28 oct. 1904 (05, 614).

SAVONS

Voir : Mahsoulats, ch. II sect. II.

SCELLÉS

Voir : Référés, ch. II sec. IV.

1. Le greffier de justice de paix auquel, lors d'une apposition de scellés, ont été confiés la garde et le dépôt de valeurs au porteur ou nominatives est investi d'une mission délicate et périlleuse qui engage sa responsabilité et lui donne droit à une juste rémunération : Civ. Nantes, 29 juin 1905 (06, 389). — *2*. Suivant un usage (adopté à Nantes) il y a lieu de fixer celle-ci à 50 cent. p °/° pour les valeurs au porteur et à 25 cent. p °/° pour les valeurs nominatives : Civ. Nantes, 29 juin 1905 (06, 389).

SÉDUCTION

SECTION PREMIÈRE

Caractères constitutifs.

1. La fille mère qui, se disant abondonnée par son prétendu séducteur, veut agir en dommages-intérêts contre ce dernier, doit justifier qu'elle n'a été déterminée à céder à ses désirs que par violence, artifice, manœuvre dolosive ou abus d'autorité : Rouen, 12 avr. 1906 (07, 180). —

2. Et si elle soutient n'avoir consenti à des relations intimes qu'en raison d'une promesse formelle de mariage, il lui appartient de prouver la réalité de ladite promesse : Rouen. 12 avr. 1906 (07, 80). — 3. D'ailleurs cette preuve peut être faite par voie d'enquête, même en l'absence de commencement de preuve par écrit : Rouen, 12 avr. 1906 (07, 180). — 4. En principe, la séduction susceptible de servir de base à une action en dommages-intérêts ne doit s'entendre que d'une séduction obtenue à l'aide de violence, de dol ou d'une promesse de mariage caractérisée ayant précédé les relations et en ayant été la cause déterminante : Rouen, 5 nov. 1905 (06. 422). — 5. Toutefois, étant donnée la difficulté d'arriver à une précision absolue en pareille matière, il suffit, pour faire la preuve, que la victime démontre en ensemble de faits ne laissant aucun doute sur la promesse de mariage et sur cette circonstance que la promesse a été la cause déterminante de la séduction : Rouen 5 nov. 1905 (06, 422). — 6. Si une promesse de mariage peut être considérée comme une manœuvre susceptible de servir de fondement à une action en dommages-intérêts dirigée par une fille séduite contre son amant, il faut que cette promesse ait précédé la séduction et en ait été la cause déterminante : Civ. Valognes, 26 juill. 1906 (07, 254). — 7. Le maître qui séduit une jeune fille à son service en abusant de l'autorité qu'il a sur elle et en lui promettant de divorcer d'avec sa femme pour l'épouser ensuite, commet une faute grave qui engage sa responsabilité : Civ. Versailles, 8 févr. 1907 (07, 549). — 8. Mais la faute est partagée par la jeune fille, si elle était d'un âge et d'une intelligence à comprendre le caractère hypothétique et peu sérieux de pareilles promesses et la gravité de la tromperie qu'elle commettait au préjudice de sa maîtresse ; Civ. Versailles, 8 fév. 1907 (07, 549).

SECTION II

Admissibilité de la preuve testimoniale.

9. La séduction d'une jeune fille à l'aide d'une promesse de mariage ensuite non réalisée constitue un quasi-délit dont la preuve peut être faite par témoins : Civ. Seine, 6 févr. 1905 (06, 234) ; Civ. Auxerre, 9 janv. 1907 (07, 352). — 10. Lorsque la séduction a été réalisée à l'aide d'une promesse de mariage, la fille séduite ne peut obtenir la réparation du préjudice à elle causé qu'autant qu'elle rapporte la preuve de cette promesse à l'aide d'un commencement de preuve par écrit, ou qu'elle démontre qu'elle s'est trouvée dans l'impossibilité de se procurer un document de cette nature : Cass. civ., 2 déc. 1907 (08, 327).

SECTION III

Droit italien.

11. Quiconque a, au moyen d'une prommesse de mariage, séduit une fille, même majeure, et l'a rendu mère, est tenu de l'indemniser du dommage qu'il a causé à son honneur et à sa personne : Cass. Naples, 6 févr. 1905 (07, 286). — *12*. Pour que la femme séduite, surtout si elle est mineure, ait droit à la réparation du dommage, il n'est pas nécessaire qu'elle n'ait cédé que devant nne promesse formelle de mariage : App. Milan, 15 juin 1906 (08, 597). — *13*. Il suffit que la séduction ait été obtenue au moyen d'une contrainte morale par l'abus d'une supériorité d'âge, de position sociale, de fortune, de rapports de domesticité, ou par l'excitation d'une intense passion faisant naître l'espoir d'un amour impérissable : App. Milan, 15 juin 1906 (08, 597).

SECTION IV

Droit rabbinique.

14. La loi rabbinique est applicable à la demande en dommages intérêts formée par une israélite tunisienne qui affirme avoir été séduite et rendue mère au moyen d'une promesse de mariage fallacieuse : Tunis, 12 avr. 1888 (95, 402). — *15*. Aux termes de cette loi, la recherche de la paternité est interdite et l'action en dommages-intérêts pour séduction n'est autorisée qu'en cas de violence ou de dol : Tunis, 12 avr. 1888 (95, 402). — *16*. Et comme, d'après la même loi, les fiançailles ne peuvent être conclues qu'avec certaines formes, on ne peut soutenir qu'il y a eu dol dans le fait de se faire agréer comme fiancé par la jeune fille et ses parents, quand en fait il n'a pas été procédé à des fiançailles régulières : Tunis, 12 avr. 1888 (95, 402).

SELEM

Voir : Vente à livrer, ch. I sect. V.

SÉPARATION DE BIENS

Voir : Exequatur, ch. I. sect. III. — Régime matrimonial.

1. La femme judiciairement séparée de biens qui doit contribuer aux frais du ménage proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari, n'est tenue de supporter intégralement ces frais qu'au cas ou le mari est tout à fait insolvable : Cass. req., 3 juill. 1907 (08, 149) ; 8 juill. 1907 (08, 150). — *2*. La femme mariée qui exploite avec son mari un fonds de commerce lui appartenant est tenue solidairement avec lui des fournitures

faites à ce fond et profitant à son exploitation, alors même que la femme est séparée de biens et que les marchandises ont été vendues et livrées au mari : Com. Nantes, 17 févr. 1906 (06, 648).

SÉPARATION DE CORPS

Voir : Divorce, ch. I sect. VIII et IX. — Exequatur, ch. I sect. III.

CHAPITRE PREMIER

Compétence de la juridiction française et procédure.

SECTION PREMIÈRE

Compétence.

1. La juridiction française en Tunisie est compétente pour statuer à l'égard des sujets anglais dans les mêmes conditions que les juridictions anglaises supprimées: Alger, 10 nov. 1890 (90, 306). — *2*. Elle est donc compétente pour statuer sur une demande en séparation de corps formée par un anglo-maltais : Alger, 10 nov. 1890 (90, 306). — *3*. Le Consul d'Angleterre avait en effet autrefois qualité pour juger en cette matière, et ne devait se déclarer incompétent que pour les divorces et annulations de mariages qui étaient renvoyés par le Tribunal consulaire anglais devant la Cour des divorces en Angleterre : Alger, 10 nov. 1890 (90, 306).

SECTION II

Procédure.

4. Est irrecevable devant la justice française, une demande de séparation de corps formée reconventionnellement par un italien, les dispositions du Code de procédure française, d'ordre public en cette matière, édictant impérativement que le demandeur devra préalablement appeler en conciliation son conjoint devant le Président du Tribunal : Tunis, 18 juin 1902 (02, 457). — *5*. Lorsqu'une instance en séparation de corps est pendante entre époux étrangers devant un tribunal étranger, il appartient aux Tribunaux français, sollicités par une commission rogatoire émanant du Tribunal étranger, de prendre les mesures nécessaires pour assurer la remise, au père, de ses enfants mineurs qui se trouvent en France : Civ. Seine, 26 oct. 1902 04, 217).

CHAPITRE II

Droit français.

6. Constitue une injure grave à l'égard du mari, le refus par la femme de venir habiter avec lui le pays où ses fonctions l'obligent à résider, sous

le prétexte que le climat de ce pays serait incompatible avec sa santé, alors que cette circonstance n'est pas établie et alors surtout que cette attitude de la femme serait encore aggravée par l'usage qu'elle ferait de sa liberté en se livrant à des prodigalités et des dépenses exagérées, au-delà des subventions servies par le mari pour sa subsistance : Sousse, 4 nov. 1897 (98, 302). — 7. Depuis la loi du 18 avril 1886, une demande en séparation de corps basée sur une condamnation à une peine afflictive et infamante doit être introduite en la forme ordinaire, et non par simple requête : Tunis, 25 févr. 1891 (96, 278). — 8. Les gendres et brus des parties en cause ne sont pas reprochables comme témoins dans une enquête à laquelle il est procédé au cours d'une instance en séparation de corps ou en divorce : Civ. Seine, 21 févr. 1903 (04, 468). — 9. Le jugement de séparation de corps tombe lorsqu'il est survenu une réconciliation entre les époux ; mais il appartient aux juges du fait d'apprécier si les faits présentés comme impliquant une réconciliation prouvent la volonté de reprendre la vie commune : Cass. req., 24 févr. 1908 (08, 530).

CHAPITRE III

Droits étrangers.

SECTION PREMIÈRE

Droit italien.

§ I. — Séparation à l'amiable.

10. Les prescriptions de la loi italienne édictant que la séparation de corps à l'amiable ne peut avoir lieu sans autorisation de justice, sont absolues : Tunis, 18 juin 1902 (02, 457). — *11*. En conséquence est radicalement nulle la séparation de corps convenue sans autorisation de justice, ainsi que le contrat qui en a réglé les conditions : Tunis, 18 juin 1902 (02, 457).

§ II. — Epoux mineur.

12. Aux termes des art. 310 et 318 C. civ. italien, les femmes mariées italiennes mineures sont émancipées par le mariage et ont pour curateur leur mari ; elles sont dans l'obligation de se faire assister d'un curateur *ad hoc*, lorsqu'elles veulent poursuivre contre ce mari une instance en séparation de corps : Tunis, 1er mars 1905 (05, 170). — *13* Mais cette nécessité d'un curateur spécial, pour l'épouse mineure qui plaide en séparation de corps, ne concerne que l'instance proprement dite, qui commence à l'assignation devant le Tribunal, et n'existe pas pour la procédure préliminaire qui a lieu devant le Président en vue d'une tentative de réconciliation : Tunis, 1er mars 1905 (05, 170). — *14*. D'autre part, ce

n'est pas au Conseil de famille, mais au Tribunal, qu'il appartient de nommer le curateur spécial, au cas où échoue la tentative de réconciliation : Tunis, 1er mars 1905 (05, 170). — *15*. Le Conseil de famille n'aurait à intervenir qu'après la séparation prononcée pour la nomination du curateur de la mineure émancipée, en remplacement du mari : Tunis, 1er mars 1905 (05, 170). — *16*. Le conjoint mineur peut, sans l'assistance d'un curateur, consentir à la séparation volontaire en ce qui touche les conditions relatives à la personne des époux : App. Casale, 28 juill. 1904 (07, 62). — *17*. Mais cette assistance devient indispensable pour le règlement des conditions relatives au patrimoine et à l'avoir des époux, dès qu'elles dépassent les bornes d'une simple administration : App. Casale, 28 juill. 1904 (07, 62).

§ III. - Causes.

18. Constitue un *excès* dans le sens de l'art. 150 C. civ. ital., et donne, par suite, ouverture au droit de demander la séparation de corps, l'inoculation par le mari à la femme d'une maladie syphilitique : App. Palerme, 8 oct. 1904 (07, 64). — *19*. Si, en dépit des assurances explicites de la fiancée, il est établi, après le mariage, qu'elle avait été antérieurement défiorée, on se trouve dans un cas d'injure grave qui légitime la séparation de corps, par application de l'art. 150 C. civ. ital. : App. Venise, 9 août 1904 (07, 63). — *20*. La faute du mari adultère ne trouve pas d'excuse, en droit italien, dans l'infidélité de la femme : Cass. Florence, 24 mars 1904 (06, 535). — *21*. Pour que l'adultère du mari soit un motif suffisant de séparation de corps, il n'est pas nécessaire que la concubine ait été entretenue par le mari dans une maison qu'il lui avait procurée dans ce but ; il est suffisant qu'elle ait été entretenue n'importe où, même dans la maison de son père, pourvu que la condition essentielle de notoriété soit réalisée : Cass. Florence, 24 mars 1904 (06, 535). — *22*. Il ne peut y avoir un cas d'abandon plus grave, au sens de l'art. 150 C. civ. ital. que celui du mari qui, pour se débarrasser de sa femme, la renferme dans une maison de santé sans que son état de santé nécessite une telle mesure, ou l'y retient, bien qu'elle soit parfaitement guérie, et ne lui rend finalement la liberté que sous la condition d'une séparation amiable : Cass. Florence, 13 févr. 1905 (07, 286).

§ IV. — Effets

23. Au cas où un jugement de séparation de corps est prononcé entre époux italiens aux torts de la femme, celle-ci a le droit de réclamer la partie de son trousseau qui est à son usage personnel et qui lui est nécessaire pour vivre décemment : App. Trani, 30 nov. 1901 (04, 534).

SECTION II

Droit maltais

24. Aux termes des art. 1 et 36 de l'ordonnance maltaise de 1873, une maladie grave et contagieuse ne saurait être une cause de séparation de corps, si elle n'a pas une origine honteuse : Tunis, 23 juill. 1901 (02, 37). — *25.* L'art. 71 de la même ordonnance permet la séparation de corps par consentement mutuel, si ce consentement est constaté par un acte dressé avec l'autorisation du Tribunal : Tunis, 23 juill. 1901 (02, 37). — *26.* L'insistance du mari qui continue à cohabiter avec ses sœurs, alors que l'attitude de celles-ci vis-à-vis de sa femme rend à celle-ci cette cohabitation désagréable et occasionne de continuels froissements, équivaut à des sévices dont il est responsable et qui, par suite, forment une cause légitime de séparation de corps à son encontre : App. Malte, 4 déc. 1899 (06, 532). — *27.* Les sévices, menaces et injures graves, pour motiver légitimement la séparation de corps, doivent être habituels, ou tout au moins si souvent répétés qu'ils rendent insupportable la vie commune : App. Malte, 28 juin 1899 (06, 532). — *28.* On ne saurait considérer comme tels les accès de mauvaise humeur du conjoint âgé et malade, quand il est constant qu'ils sont occasionnés par ses souffrances: App. Malte, 28 juin 1899 (06, 532).

SECTION III

Droit russe.

29. Lorsque deux époux étrangers, spécialement des israélites russes, appartiennent à un pays dont la législation n'admet pas la séparation de corps, la demande en séparation de corps formée par l'un d'eux ne saurait être accueillie par un tribunal français : Civ. Seine, 26 févr. 1907 (07, 551).

SECTION IV

Droit canonique.

30. Le droit canonique admet plusieurs causes de séparation de corps parmi lesquelles l'aldultère figure en première ligne : Tunis, 22 mars 1899 (00, 118). — *31.* En ce qui concerne l'interdiction pour la femme de porter le nom de son mari après la séparation de corps, le droit canonique s'en rapporte à la législation civile de la juridiction saisie du litige; cette interdiction pourrait donc être prononcée par les Tribunaux français conformément à l'art. 311 du Code civil : Tunis, 22 mars 1899 (00, 118).

SÉPARATION DES PATRIMOINES

Voir : Succession, ch. II. sect. I.

SÉPULTURE.

1. La loi du 15 novembre 1887, édictée pour assurer l'exécution de la volonté des défunts pour leurs funérailles, ne dispose pas pour le cas où cette volonté ne s'est pas manifestée ; dans le silence de la loi, il appartient en ce cas aux tribunaux de décider à quel membre de la famille doit être réservé le droit de fixer le lieu et le mode de la sépulture et aussi de prononcer sur les changements qui sont l'objet de contestations : Cass. req., 24 mars 1903 (03, 326). — *2*. Spécialement, la veuve qui, après l'inhumation définitive du corps de son mari, n'en demande l'exhumation que pour être désagréable à d'autres intéressés, circonstances de fait souverainement constatées et appréciées par les juges du fait, peut se voir refuser l'autorisation qu'elle sollicite : Cass. req., 24 mars 1903 (03, 326).— *3*. Pour le choix de la sépulture du défunt, la volonté de l'héritier testamentaire doit être préférée à celle de l'héritier naturel : App. Milan, 9 mai 1905 (08, 597).

SÉQUESTRE

Voir : Référés, ch. II sect. IV.

Si, en principe, le créancier dont le débiteur est absent et contre lequel, par conséquent, il lui est impossible d'obtenir une condamnation, a le droit de demander qu'il soit pris des mesures conservatoires de ses intérêts, notamment la mise sous séquestre des immeubles de son débiteur, il ne peut, tout au moins, se voir accorder ce qu'il demande que s'il établit, non seulement que son droit de créance est nettement apparent, mais encore que l'immeuble qu'il veut faire mettre sous séquestre est en la possession de son présumé débiteur : Ouzara, 29 déc. 1898 (99, 291).

SERMENT

Voir : Dépôt, sect. I. — Instruction criminelle, ch. I. sect. II. — Louage de services, sect. III. — Organisation judiciaire, ch. I sect. I. — Prescription civile, ch. I sect. I et IV. — Tribunal criminel, ch. II sect. III et ch. III sect. VI.

Bibliographie. — TILLOY, *Rép. alph.* t. VII p. 3195.

CHAPITRE PREMIER

Justice française.

SECTION PREMIÈRE

Formes.

§ I. — Théorie de l'application nécessaire de la forme française.

1. Dans les procès qui se déroulent devant la juridiction française entre musulmans indigènes, le serment déféré par une partie à l'autre

doit être prêté dans les conditions prescrites par l'art. 121 C. proc. civ. et non suivant les formes musulmanes : Alger, 22 déc. 1898 (99, 391). — *2*. Le serment déféré par justice en matière musulmane est un acte à la fois religieux et civil qui doit être passé en présence du magistrat commis pour le recevoir : Civ. Alger, 24 avr. 1899 (99, 597). — *3*. Est nul, en conséquence le serment prêté en présence du chaouch de la justice de paix : Civ. Alger, 24 avr. 1899 (99, 597). — *4*. Dans un litige de la compétence des tribunaux français, il n'y a aucune règle qui impose aux musulmans de prêter le serment qui leur est déféré en une forme spéciale et, notamment, à la mosquée : Civ. Constantine, 20 juin 1901 (01, 558). — *5*. En pareil cas, c'est le serment tel que le prévoit notre Code civil qui seul peut être déféré : Civ. Constantine, 20 juin 1901 (01, 558). — *6*. Le serment doit être prêté devant les Tribunaux civils dans les formes légales, sans que le Tribunal doive s'arrêter à la religion des parties : Tunis, 22 nov. 1886 (89, 31). — 7. Le serment à la mosquée serait d'ailleurs impossible en fait en Tunisie, aucune sanction ne pouvant appuyer la délégation du Tribunal au Cadi tunisien qui serait chargé de recevoir ce serment : Tunis, 22 nov. 1886 (89, 31). — *8*. De plus, l'entrée de la mosquée étant interdite d'après la loi locale aux non-musulmans, le serment dans ces conditions devrait être prêté en dehors de la présence des défenseurs et même de l'adversaire non-musulman : Tunis, 22 nov. 1886 (89, 31). — *9*. Aux termes de l'art. 121 C. proc. civ., qui a établi les formes du serment déféré en justice, ce serment doit être prêté à l'audience : Tunis, 4 déc. 1893 (94, 73). — *10*. La loi organique du 27 mars 1883 n'a pas dérogé à cette règle et, d'après les décrets beylicaux du 5 mai 1883 et du 31 juillet 1884, tous les justiciables des tribunaux français se trouvent placés dans les mêmes conditions et sont soumis aux mêmes règles de procédure : Tunis, 4 déc. 1893 (94, 73). — *11*. Dès lors, une juridiction française ne peut pas, soit d'office, soit sur la demande d'une des parties, imposer à une certaine catégorie de ses justiciables, en raison de leurs mœurs particulières ou de leurs croyances religieuses, une forme de serment que la loi française ne reconnait pas : Tunis, 4 déc. 1893 (94, 73). — *12*. Spécialement, elle ne saurait obliger un israélite à prêter serment à la synagogue, more judaïco : Tunis, 4 déc. 1893 (94, 73). — *13*. D'après la loi du 27 mars 1883, qui a organisé en Tunisie la juridiction française, et aux termes des décrets qui ont étendu la compétence de cette juridiction, tous ses justiciables sont placés dans une condition égale : Tunis, 16 avr. 1894 (94, 276). — *14*. Dès lors, certains de ses justiciables ne peuvent se voir imposer, en raison de leurs croyances particulières, une forme de serment que la loi française ne reconnait pas : Tunis, 16 avr. 1894 (94, 276). — *15*. En Tunisie, comme dans tous les pays qui sont soumis aux règles de la procédure française, le serment doit être prêté à l'au-

dience par la partie en personne et rien n'autorise le Tribunal à déroger à ces prescriptions : Tunis, 8 avr. 1905 (05, 5?0). — *16*. Le musulman auquel le serment décisoire a été déféré par son adversaire n'est pas tenu de le prêter à la mosquée et il doit être admis à le prêter devant le juge dans la forme ordinaire : Sousse, 31 janv. 1895 (95, 207). — *17*. Il en est ainsi, tout au moins, lorsqu'il n'est pas établi que c'est un serment religieux qui a été déféré, mais un serment décisoire pur et simple : Sousse, 31 janvier 1895 (95, 207).

§ II. — Théorie de l'application de la forme religieuse.

18. L'indigène musulman à qui le serment décisoire est déféré en justice par un européen peut, alors même qu'il est naturalisé français, être astreint, si l'européen le demande, à prêter le serment en la forme musulmane, c'est-à-dire dans une mosquée ou sur la tombe d'un marabout : Just. p. Palestro, 15 sept. 1897 (97, 635). — *19*. Si, à raison du caractère particulier du serment, il parait rationel de décider qu'il est loisible au juge de l'entourer de certaines formalités relatives au rite religieux de celui qui est soumis, ce ne peut être qu'autant qu'elles sont susceptibles de s'effectuer sans que les règles de la procédure soient violées : Alger, 27 nov. 1901 (02, 202). — *20*. Dès lors, un indigène musulman ne saurait être astreint, contre sa volonté, à prêter serment dans la forme musulmane : Alger, 27 nov. 1901 (02, 202). — *21*. Le juge ne peut obliger une partie à prêter un serment religieux qui lui est déféré par son adversaire : Tunis, 28 févr. 1908 (08, 443) — *22*. On peut admettre que le serment déféré par une partie à une autre soit prêté en la forme religieuse, si elles sont d'accord pour cela, parce qu'elles forment ainsi une transaction ou compromis qui n'est pas contraire à l'ordre public : Tunis, 15 mars 1905 (05, 325). — *23*. Mais quand un tel accord ne se forme pas, le serment ne peut être prêté que dans la forme prescrite par l'art. 121 C. proc. civ. : Tunis, 15 mars 1905 (05, 325). — *24*. En tous cas, le juge des référés n'est pas compétent pour ordonner que le serment déféré sera prêté par un israélite, à la synagogue, dans des conditions autres que celles acceptées par les parties et qui ont formé un contrat judiciaire devant le juge de fond : Tunis, 15 mars 1905 (05, 325). — *25*. Lorsqu'au cours d'une expertise les parties sont convenues que l'une d'elles prêterait un serment à la mosquée sur un point déterminé du litige, et lorsque cette convention a été consignée dans le rapport de l'expert, il échet d'en assurer l'exécution parce qu'il est ainsi justifié d'un accord qui est licite et nullement contraire à l'ordre public : Tunis, 14 févr. 1908 (08, 391). — *26*. La partie qui a déféré à un musulman le serment décisoire dans les formes de la loi française est non recevable, après que ce serment a été prêté, à en contester la valeur et à prétendre qu'il eût dû être reçu en la forme musulmane : Alger, 21 mars 1896 (96, 545).

§ III. — **Formes cultuelles.**

27. S'il est vrai qu'en principe le serment doit être déféré dans les formes ordinaires, quelle que soit la religion des parties en cause, peut-on imposer ces formes aux personnes professant une religion dont les dogmes défendent de prendre Dieu à témoin et d'après laquelle une simple affirmation équivaut à un serment ? Tunis, 17 avril 1893 (93, 166). — *28*. Spécialement, peut-on autoriser un archimandrite de l'église ortodoxe à substituer au serment qui lui est déféré, et que la religion grecque lui défend, une déclaration solennelle conforme aux prescriptions de sa loi religieuse ? *(non résolu)* : Tunis, 17 avril 1893 (93, 166). — *29*. Le serment déféré à un musulman doit être prêté en la forme musulmane dans une mosquée ou sur le tombeau d'un marabout : Alger, 21 déc. 1892 (93, 73). — *30*. Le serment est, pour les musulmans, un acte essentiellement religieux qui n'a de valeur pour celui qui le prête, que s'il est accompagné des formes sacramentelles qui lui donnent ce caractère : Just. p. Alger-Nord, 12 févr. 1896 (96, 302). — *31*. Le juge français n'a aucune qualité pour procéder, en son prétoire, à un acte religieux entre musulmans et, d'autre part, il faut tenir compte des mœurs, des coutumes et de la religion des justiciables et ne point faire dépendre la solution d'un procès d'un acte évidemment sans valeur pour eux : Just. p. Alger-Nord, 12 févr. 1896 (96, 302). — *32*. Donc, le serment décisoire déféré à un musulman doit être prêté par lui à la mosquée : Just. p. Alger-Nord, 12 févr. 1896 (96, 302). — *33*. La partie qui avait déféré le serment en la forme musulmane ne saurait être admise à venir ensuite critiquer la procédure en soutenant qu'elle aurait dû être faite suivant les règles tracées par les articles 120 et 121 C. proc. civ. : Sousse, 26 oct. 1904 (05, 416). — *34*. Lorsqu'une partie, ayant déféré à l'autre le serment décisoire, en spécifiant qu'il devait être prêté dans une des mosquées de la ville où siège le Tribunal, un jugement a fait droit à ces conclusions, la partie adverse exécute régulièrement ledit jugement en faisant notifier au défenseur de la première que le serment sera prêté tel jour, à telle heure, à telle mosquée, en présence de deux notaires à ces fins commis par le Caïd, et en prêtant le serment aux jour et heure convenus, dans les termes indiqués au jugement, en présence des notaires commis qui en ont dressé procès-verbal, après avoir attendu une demi-heure le défenseur de l'adversaire ou un de ses représentants : Sousse, 26 oct. 1904 (05, 416).

§ IV. — **Commission rogatoire.**

35. Le Tribunal devant lequel un serment doit être prêté peut, si la partie est trop éloignée, en commettre rogatoirement un autre pour recevoir ledit serment : Cass. req., 4 mai 1898 (98, 262). — *36*. Il peut même s'il y échet, commettre rogatoirement un Tribunal étranger : Cass. req., 4 mai 1898 (98, 262).

SECTION II

Fond du droit.

§ I. — **A qui le serment peut-il être déféré.**

37. Le serment décisoire constituant une véritable transaction ne peut être déféré au français pourvu d'un conseil judiciaire, sans l'assentiment de ce dernier : Tunis, 4 déc. 1893 (97, 30).

§ II. — **Droits d'appréciation du juge.**

38. Si le serment décisoire peut être déféré en tout état de cause et sur quelque contestation que ce soit, il appartient au juge d'apprécier si cette mesure est ou non nécessaire : Cass. req. 1er août 1900 (01, 38). — *39*. Il peut refuser de l'ordonner, s'il appert d'ores et déjà pour lui des éléments actuels du procès, que la prétention dont on veut y puiser la justification, ne repose sur aucun élément sérieux et est dénuée de tout fondement : Cass. req., 1er août 1900 (01, 38). — *40*. Si le serment décisoire peut être déféré par la partie sur quelque contestation que ce soit et en tout état de cause, il appartient au juge d'apprécier si cette mesure est, ou non, justifiée : Cass. req., 3 janv. 1905 (06, 155).

§ III. — **Effets du serment.**

41. Lorsque le demandeur en paiement de fournitures, comparaissant en personne à l'audience assisté de son avoué et de son avocat a, sans faire aucune protestation ni réserve, assisté à la prestation du serment supplétoire qui a été à tort déféré d'office au défendeur sur l'exception de prescription par lui soulevée, et n'a pas contesté le bien fondé des conclusions par lesquelles ledit défendeur a demandé acte du serment par lui prêté, il doit être considéré comme ayant acquiescé à la mesure prescrite par le tribunal et il est, dès lors, irrecevable à la critiquer devant la Cour de cassation : Cass. civ., 11 juin 1902 (02, 463). — *42*. Lorsque, sans invoquer aucune autre preuve de sa prétendue libération, le débiteur s'est borné, sur la demande en paiement formée contre lui, à déférer sur le fait de sa non-libération le serment décisoire à son créancier, le jugement qui, en donnant acte à ce dernier de ce serment qu'il a effectivement prêté, condamne ledit débiteur au paiement du montant de la dette réclamée, n'est pas susceptible d'appel : Cass. req., 13 mars 1900 (00, 420).

CHAPITRE II

Justice indigène.

Bibliographie. — Abribat, *Rec. Ettouati,* p. 188.

43. Au cas où le vendeur d'une marchandise n'est pas d'accord avec l'acheteur sur le prix convenu, il y a présomption que le prix payé est

bien celui sur lequel l'accord s'est fait, lorsque le supplément réclamé est moindre d'un dixième de cette somme : Ouzara, 15 mars 1900 (00, 464). — *44*. Mais il y a lieu de parfaire la preuve en déférant le serment à l'acheteur, ce que le juge peut faire d'office : Ouzara, 15 mars 1900 (00, 464). — *45*. N'établit pas suffisamment une créance la reconnaissance de dette signée, non par le débiteur qui est illettré, mais par deux personnes disant agir pour son compte : Ouzara, 5 mars 1900 (00, 462). — *46*. Toutefois, il résulte de cet acte un commencement de preuve qui met le défendeur dans l'obligation de prêter serment qu'il ne doit rien, si le juge le lui prescrit d'office : Ouzara, 5 mars 1900 (00, 462). — *47*. Au cas où le souscripteur de billets est mort et où le bénéficiaire réclame sa créance aux héritiers de son débiteur, si ceux ci, tout en reconnaissant que les obligations sont de l'écriture de leur auteur, allèguent qu'elles ont été éteintes, il échet de les condamner néanmoins à les payer, à la condition que le demandeur prêtera le serment supplétoire dit *yamine el kada :* Ouzara, 27 févr. 1896 (96, 165). — *48*. Au cas où la dette qui est réclamée en justice est établie par acte authentique, on ne saurait obliger le créancier à prêter serment qu'il n'a pas été remboursé : Ouzara, 19 novembre 1900 (03, 59). — *49*. Le serment que la dette n'a pas fait l'objet d'un paiement extinctif ne peut être exigé du demandeur que lorsque le défendeur est absent ou décédé et que la dette est réclamée à ses ayants-droit : Ouzara, 19 nov. 1900 (03, 59). — *50*. Toutefois le Tribunal saisi de la réclamation peut admettre le serment, lorsque le demandeur accepte volontairement de le prêter : Ouzara, 19 nov. 1900 (03, 59). — *51*. Constitue un commencement de preuve par écrit le rappel dans un acte intervenu entre les parties au procès et non contesté par elles, de la libération partielle de l'obligation sur laquelle porte le débat actuel : Ouzara, 1er déc. 1907 (08, 150). — *52*. Lorsque le débiteur qui déclare s'être libéré partiellement ne peut produire, parce qu'il l'a égaré, le reçu qui lui a été délivré, le juge doit, pour compléter la preuve de la libération, lui déférer le serment supplétoire : Ouzara, 1er déc. 1907 (08, 150). — *53*. Au cas où une décision judiciaire a déféré le serment supplétoire à un israélite, celui-ci est tenu de le prêter suivant les formes exigées par sa religion, à la synagogue et sur les livres saints : Déc. 1er Min., 9 févr. 1903 (03, 292).

SERVICE MILITAIRE

Voir : Protection diplomatique, sect. I. — Recrutement.

SERVITUDES

Voir : Action possessoire, sect. III. — Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. II. — Compétence immobilière, ch. II sect. II. — Immatriculation, ch. II sect. V.

Bibliographie. — BARRAULT, *Organ. de la propr. fonc. en Tun.*, . 34. — S. BERGE, *Jurispr. sur les servit. relat. aux imm. tun.* (Journ. rib. Tun., 1894 p. 283). — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 18 t 93. — LESCURE, *Double rég. fonc.*, p. 72 et 268. — PANDECTES FRANAISES, *Rép. alph.* V° Propriété n^os^ 1946, 1919. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 332.

CHAPITRE PREMIER

Détermination du droit applicable.

Bibliographie. — BABINET, *Rapp.* (Pand. franç. 1891, 1, 459). — S. BERGE, *Jurispr. sur les serv. relat. aux imm. tun.* (Journ. trib. tun., 1894, p. 289). — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 334.

SECTION PREMIÈRE

Immeubles non immatriculés.

1. On trouve une décision isolée qui a décidé ainsi : — *2*. La loi applicable au règlement des servitudes de jour ou de vue relatives à un immeuble situé en Tunisie (et non immatriculé) est la loi française, lorsque les deux propriétaires voisins, entre lesquels s'agite la contestation, sont des européens : Tunis, 13 juill. 1887 (94, 184). — *3*. Mais il a été plus juridiquement statué, en sens contraire, que le droit musulman local est seul applicable aux rapports de servitude ou de voisinage existant entre deux immeubles non immatriculés de Tunisie : Tunis, 21 nov. 1889 (94, 185) ; Alger, 9 janv. 1890 (90, 96) ; Tunis, 29 mars 1890 (90, 101) ; Cass. req., 20 avril 1891 (91, 265) ; Tunis, 14 mars 1892 (94, 214) ; 28 février 1894 (94, 194) ; Trib. mixte, 14 janv. 1896 (98, 72) ; Alger, 17 février 1897 (97, 514) ; Sousse, 30 déc. 1897 (00, 635) ; Tunis, 10 déc. 1898 (01, 328) ; Sousse, 25 oct. 1900 (01, 349). — *4*. Par suite, est inapplicable à un de ces immeubles l'art. 691 C. civ. franç. aux termes duquel les servitudes non apparentes et les servitudes discontinues ne peuvent s'établir que par titres : Alger, 17 févr. 1897 (97, 514).

SECTION II

Immeubles immatriculés

5. Les contestations relatives aux servitudes de vue lorsque les deux immeubles sont immatriculés, sont régies exclusivement par la loi foncière de 1885, modifiée par le décret du 10 avril 1898 : Tunis, 19 juin 1898 (98, 442)

SECTION III

Cas ou un seul des deux immeubles est immatriculé

6. Il a été jugé que : Aux termes de l'art. 20 de la loi du 12 juil. 188[illegible] sur la propriété foncière en Tunisie, en cas de contestation sur les limites ou sur les servitudes d'immeubles contigüs dont l'un seulement est immatriculé, les tribunaux font application de la loi précitée : Alger, 23 mai 1898 (99, 162). — *7*. Cette règle est générale et applicable, sans distinction, au cas où l'immeuble immatriculé est le fonds dominant et à celui où cet immeuble est le fonds servant : Tunis, 1er mars 1897 (97, 198) ; Alger, 23 mai 1898 (99, 162). — *8*. La loi foncière tunisienne de 1885 est seule applicable en ce qui concerne les servitudes nées depuis l'immatriculation lorsque l'un des deux immeubles, dominant ou servant, a été immatriculé; Tunis, 26 juill. 1897 (97, 441). — *9*. Mais voici une théorie meilleure: L'art. 20 de la loi foncière indique qu'il sera fait application de ladite loi, au cas de contestation relativement aux servitudes d'immeubles contigüs, lorsque l'un deux seulement sera immatriculé : Tunis, 24 octobre 1906 (07, 20). — *10*. Cette règle ne s'applique qu'au cas où la contestation porte sur les droits réels reconnus par l'immatriculation, et par conséquent, sur les servitudes passives : Tunis, 24 octobre 1906 (07, 20). — *11*. Elle ne saurait être interprétée en ce sens que l'immeuble limitrophe, non immatriculé, passerait, lui aussi, sous l'empire de la loi foncière : Tunis, 24 octobre 1906 (07, 20). — *12*. Aux termes de la loi foncière, seuls les droits réels existant sur l'immeuble au moment de l'immatriculation sont inscrits sur le titre de propriété : Alger, 15 nov. 1907 (08, 441). — *13*. Il en résulte que seules les servitudes passives grevant le fonds y sont portées à l'exclusion des servitudes actives sur les propriétés voisines : Alger, 15 nov. 1907 (08, 441). — *14*. La loi applicable en matière de servitudes est celle du fonds servant. Si donc celui-ci a été immatriculé, la matière se trouve régie par la loi foncière du 1er juillet 1885 modifiée par celle du 15 mars 1892 : Tunis, 28 févr. 1894 (94, 194) ; 29 mars 1895 (95, 565); Alger, 30 janv. 1897 (98, 61). — *15*. Dans ce système législatif, l'immatriculation n'anéantit point les droits acquis légitimement à une époque antérieure ; mais les tiers détenteurs de ces droits ont l'obligation de se faire connaître dans un certain délai, passé lequel ils sont forclos : Tunis, 29 mars 1895 (95, 565). — *16*. Il s'ensuit que nul n'a droit à une servitude portant sur un immeuble immatriculé, si elle n'a pas été inscrite sur le titre de propriété délivré ensuite de l'immatriculation: Tunis, 29 mars 1895 (95, 565). — *17*. La disposition édictant qu'en cas de contestation sur les servitudes d'immeubles contigus dont l'un seulement est immatriculé, la loi de 1885 est seule applicable, ne vise que les servitudes passives grevant le fonds immatriculé et, par suite, les

servitudes actives, grevant les fonds contigus non immatriculés, continuent à être soumis à la loi qui régit ces immeubles : Alger, 15 nov. 1907 (08, 441).

CHAPITRE II

Droit musulman tunisien.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurispr. sur les serv. relat. aux imm. tun.* (Journ. trib. Tun., 1894 p. 287). — Mahmoud ben Mahmoud, *Servit. dans le rite hanafite* (Journ. trib. Tun., 1904, p. 578). — Mohamed Kassar, *Servit. dans le rite malékite* (Journ. trib. Tun., 1904, 576). — Lescure, *Double rég. fonc.* p. 72. — Piolet, *Rég. propr. fonç. en Tun.*, p. 45.

SECTION PREMIÈRE

Servitudes de jour et de vue.

18. Le droit musulman admet la possibilité des servitudes de vues et celle des servitudes de jour : Alger, 30 janv. 1897 (98, 61). — *19*. La loi malékite n'interdit pas d'établir par convention une servitude de jour : Tunis, 29 mars 1890 (90, 101) ; 6 mars 1893 (94, 239) ; 28 févr. 1894 (94, 194) ; 25 févr. 1895 (95, 179) ; 29 mars 1895 (95, 565). — *20*. D'après le droit tunisien, les servitudes de vues ne peuvent s'établir que par convention ou par une possession de plus de dix années : Sousse, 30 déc. 1897 (00, 635) ; 3 nov. 1898 (99, 408). — *21*. Ou encore par témoins : 3 nov. 1898 (99, 408). — *22*. Dans le rite malékite, ou professe que les servitudes ne peuvent être établies que par convention : Trib. mixte, 12 janv. 1903 (04, 551). — *23*. Mais elle ne s'acquiert pas par destination du père de famille. Un voisin ne peut exiger la fermeture d'une fenêtre qui existe depuis plus de dix ans ; mais il peut l'obstruer en construisant sur son propre sol : Tunis, 14 mars 1892 (94, 214) ; 6 mars 1893 (94, 239) ; 28 févr. 1894 (94 194) ; 25 févr. 1895 (95, 179) ; 29 mars 1895 (95, 565) ; Sousse, 25 oct. 1900 (01, 349) ; Trib. mixte, 12 janv. 1903 (04, 551). — *24*. Les deux rites suivis dans la Régence sont d'accord sur ces règles, mais diffèrent dans les réserves qu'ils apportent à leur application : d'après le rite hanafite, la fenêtre ne doit pas être obstruée lorsqu'il serait impossible d'éclairer la maison par un autre endroit et que, par suite de cette circonstance, l'appartement deviendrait tellement obscur qu'on ne pourrait plus y écrire : Tunis, 14 mars 1892 (94, 214) ; 28 févr. 1894 (94, 194) ; 25 févr. 1895 (95, 179) ; 29 mars 1895 (95, 565) ; 10 déc. 1898 (01, 328) ; Trib. mixte, 12 janv. 1903 (04, 551). — *25*. D'après le rite malékite, le voisin ne peut obstruer la fenêtre lorsque ce travail n'a aucune utilité pour lui et n'a pour but que de vexer le propriétaire de l'immeuble contigü : Tunis, 14 mars 1892 (94, 214) ; 25 févr. 1895 (95, 179). — *26*. Si

le voisin se borne à demander que ces ouvertures soient ramenées aux conditions énumérées dans les art. 676 et 677 C. civ. franç., il y a lieu de lui adjuger ces conclusions, non par application de la loi française qui est inapplicable en Tunisie aux immeubles non immatriculés, mais parce que la demande est alors inférieure à ce qu'il aurait le droit d'exiger: Sousse, 25 oct. 1900 (01, 349). — *27*. Les dispositions des art. 676 et 677 du Code civil français concernant les servitudes de vue, quoique appliquées par un jugement du Tribunal civil à deux immeubles non immatriculés, contrairement aux principes qui régissent la matière, deviennent cependant la loi des parties pour qui ledit jugement, qu'elles ont laissé passer en force de chose jugée, est devenu un contrat judiciaire, les dispositions susdites du Code civil français n'ayant rien de contraire à l'ordre public de la Tunisie : Trib. mixte, 14 janv. 1896 (98, 72). — *28*. Le droit musulman prohibe en principe, l'établissement de jours sur l'immeuble sans le consentement du propriétaire : Alger, 8 juin 1907 (07, 555). — *29*. Toutefois il est permis de pratiquer dans un immeuble des jours de tolérance dans le seul but de recevoir la lumière et sans qu'il puisse en résulter aucun préjudice pour le voisin : Alger, 8 juin 1907 (07, 555). — *30*. L'ouverture pratiquée dans un mur et donnant vue sur l'héritage d'autrui doit être murée intérieurement et on ne peut avoir que des vues obliques sur un terrain appartenant en commun aux propriétaires voisins : Tunis, 21 nov. 1889 (94, 185). — *31*. On ne peut repousser l'offre de preuve par un propriétaire indigène musulman d'une possession immémoriale d'une servitude discontinue et non apparente par le motif qu'aucun texte de la loi musulmane ne permet ce mode d'établissement : Alger, 2 nov. 1897 (98, 111). — *32*. En effet, le droit musulman ne constitue pas un ensemble de règles juridiques codifiées par le pouvoir souverain, mais bien un corps de décisions d'espèces variées basées sur l'esprit général du Coran, développées et commentées par le prophète, ses compagnons et ses disciples et élevées au rang de principes généraux par l'application traditionnelle qu'en fait le juge musulman : Alger, 2 nov. 1897 (98, 111). — *33*. Or, aucun commentateur ne déclare que les servitudes discontinues ne pouvaient s'établir que par titres et non par témoins: Alger, 2 nov. 1897 (98, 111). — *34*. La servitude de vue ne peut s'acquérir par la prescription : Alger, 9 janv. 1890 (90, 96) ; Cass. req., 20 avr. 1891 (91, 265).

SECTION II

Servitudes de passage.

35. En droit musulman, la preuve testimoniale étant admise en toute matière et la servitude de passage étant reconnue, c'est à bon droit que la preuve par témoins de faits tendant à établir l'existence d'une servitude de passage sur un immeuble tunisien a été autorisée par le Tribunal:

Alger, 17 févr. 1897 (97, 514). — *36*. Le fonds enclavé est celui qui n'a aucune issue sur la voie publique, ou qui tout au moins n'a qu'une issue impraticable, dangereuse ou insuffisante pour son exploitation : Sousse, 9 mai 1902 (03, 117). — *37*. N'est pas enclavé l'immeuble qui ouvre directement sur une voie publique, même étroite : Sousse, 9 mai 1902 (03, 117). — *38*. Le propriétaire d'un tel immeuble devrait, pour se faire reconnaître le droit de passer sur une propriété voisine, démontrer qu'il passait antérieurement sur cette propriété, non par une pure tolérance du voisin, mais à cause d'une absolue nécessité et par suite de l'étroitesse du chemin public sur lequel ouvre son immeuble : Sousse, 9 mai 1902 (03, 117). — *39*. Il n'y a pas lieu d'accueillir l'action en justice qui tend à imposer une servitude de passage à un immeuble, pour les besoins d'un immeuble voisin, alors que celui-ci n'est pas enclavé et est en rapport avec la voie publique par une voie de communication parfaitement praticable : Ouzara, 14 mars 1901 (03, 289). — *40*. Tout propriétaire a le droit de jouir de son immeuble comme il l'entend, et, spécialement, d'édifier des constructions sur la terrasse de sa maison : Ouzara, 23 oct. 1902 (03, 560). — *41*. Il importe peu qu'un voisin prétende avoir droit à un passage sur ladite terrasse, rendu impossible par la nouvelle construction, si ce droit ne résulte pas d'un acte régulier, car il ne peut s'acquérir par un usage plus ou moins prolongé : Ouzara, 23 oct. 1902 (03, 560).

CHAPITRE III

Nouveau droit foncier.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurispr. sur les servit. relat. aux imm. tun.* (Journ. trib. Tun., 1894 p. 288). — Lescure, *Double rég. fonc.*, p. 268. — Ch. Martineau, *Act. possess. et loi fonc.* (Journ. trib. Tun., 1896, p. 495). — Piolet, *Rég. propr. fonc. en Tun.*, p. 109. — Pougnadoresse, *Just. franç. en Tun.* p. 337.

SECTION PREMIÈRE

Inscription des servitudes sur le livre foncier.

42. Dans le système de la loi foncière, c'est sur le titre du fonds servant et non sur le titre du fonds dominant, que les servitudes doivent être inscrites : Tunis, 9 juill. 1906 (06, 642). — *43*. D'autre part, le titre de propriété créé en vertu du jugement d'immatriculation est la source unique et exlusive des droits réels frappant l'immeuble qui en est l'objet et cet immeuble est imprescriptible : Tunis, 9 juillet 1906 (06, 642). — *44*. Il en resulte que le propriétaire d'un immeuble voisin ne peut prétendre à des servitudes grevant un immeuble immatriculé si le titre afférent à celui-ci n'en fait pas mention : Tunis, 9 juill. 1906

(06, 642). — *45*. Il est de principe que, lors de l'immatriculation d'un immeuble, on n'inscrit sur le titre de propriété qui est créé que les servitudes passives et non les servitudes actives : Tunis, 24 oct. 1906 (07, 20). — *46*. En effet l'immatriculation, qui a pour objet de déterminer la consistance matérielle et la condition juridique de l'immeuble qui en est l'objet ne saurait produire un effet quelconque à l'encontre des immeubles voisins, auxquels la procédure suivie doit rester étrangère : Tunis, 24 octobre 1906 (07, 20). — *47*. Une servitude ne peut résulter que d'un titre, à moins qu'elle ne soit imposée par la loi ou la situation naturelle des lieux, aux termes des art. 154 et 197 de la loi foncière : Tunis, 28 févr. 1894 (94, 194) ; Alger, 30 janv. 1897 (98, 61). — *48*. Quant à la destination du père de famille, elle n'équivaut plus à un titre, depuis la loi beylicale du 15 mars 1892, qui a abrogé l'art. 199 de la loi foncière : Tunis, 28 févr. 1894 (94, 194).

SECTION II

Servitudes de jour et de vue.

49. L'art. 187 de la loi foncière, ainsi conçu : « Les personnes qui auraient à réclamer contre l'ouverture d'une porte ou d'une fenêtre, ou l'élévation d'une construction, faites contrairement aux dispositions de la présente section, auront un délai de six mois à compter de l'ouverture ou de la construction, pour formuler leur opposition ; passé ce délai, elle ne sera plus recevable, » est exorbitant, soit à cause du court délai de la prescription qu'il établit, soit par ce qu'il est contraire au principe général posé par la loi complémentaire du 15 mars 1892 ; il doit être interprété restrictivement : Tunis, 29 mars 1895 (95, 565). — *50*. On doit donc admettre qu'il ne s'applique qu'aux fenêtres ouvertes postérieurement à l'immatriculation, de telle sorte qu'en l'état de la législation actuelle, le propriétaire d'un fonds immatriculé peut à toute époque obliger son voisin à fermer des fenêtres qui, bien qu'antérieures à l'immatriculation, ne sont pas à la distance réglementaire, si le voisin n'a pas acquis avant l'immatriculation un droit de servitude au sujet de ces fenêtres et s'il n'a pas eu soin de faire inscrire son droit sur le nouveau titre de propriété délivré à l'immatriculant : Tunis, 29 mars 1895 (95, 565). — *51*. L'art. 185 de la loi foncière du 1er juillet 1885 permet d'ouvrir une fenêtre sur le fonds du voisin, pourvu que son bord extérieur soit distant d'au moins trois mètres du fonds voisin : Tunis, 21 nov. 1889 (94, 185). — *52*. Aux termes de la loi foncière de 1885 modifiée par celle du 15 mars 1892, art. 185 une vue droite ne peut être ouverte sur le fonds voisin si son bord n'est distant de trois mètres au moins de la limite de ce fonds : Tunis, 1er mars 1897 (97, 198). — *53*. L'art. 185 de la loi foncière ne visant que les vues ouvertes sur le fonds voisin ne saurait s'appliquer aux vues obliques qui ne

peuvent entrer dans cette catégorie : Tunis, 1er mars 1897 (97, 198). — *54*. La loi foncière étant muette sur les vues obliques, c'est l'article 679 du Code civil français qui leur est applicable, en vertu de l'art. 2 de la loi foncière qui porte que les dispositions du Code français qui ne lui sont pas contraires s'appliquent aux immeubles immatriculés : Tunis, 1er mars 1897 (97, 198). — *55*. En conséquence la distance minima de soixante centimètres est celle qui doit être observée, en Tunisie, pour les vues obliques entre deux immeubles dont l'un est immatriculé : Tunis, 1er mars 1897 (97, 198). — *56*. La loi foncière fixe, pour les vues droites, une distance de 19 décimètres et pour les vues obliques, une distance de 6 décimètres : Tunis, 19 juin 1898 (98, 442). — *57*. La distance des vues droites de l'immeuble dominant au fond servant est, aux termes de la loi foncière tunisienne, de trois mètres au minimum : Tunis, 26 juill. 1897 (97,441). — *58*. Celle des vues obliques est de 0,60 centimètres au minimum, conformément à l'art. 679 du Code civil qui régit le cas, en application de l'art. 2 de la loi foncière tunisienne : Tunis, 26 juill. 1897 (97, 441). — *59*. Le propriétaire qui, sous l'empire de la loi foncière tunisienne du 12 juillet 1885, a ouvert des vues droites sur un fonds voisin à une distance de deux mètres, alors que, aux termes de la loi précitée, cette distance devait être de trois mètres au moins, ne peut être tenu actuellement de supprimer lesdites vues, la loi du 12 juillet 1885 ayant été modifiée à cet égard par le décret beylical du 10 avril 1898, lequel reproduisant la disposition de l'art. 678. C. civ., fixe cette distance à 19 décimètres : Alger, 23 mai 1898 (99, 162). — *60*. L'art. 197 de la loi foncière, à laquelle sont soumis les immeubles immatriculés, décide que les servitudes ne peuvent s'établir que par titre : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 270). — *61*. Cette règle s'applique aux servitudes établies par destination du père de famille aussi bien qu'aux autres : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 270). — *62*. Cela est certain, non pas seulement en raison du caractère absolu du principe posé dans l'art. 197, mais encore en raison de l'abrogation, par la loi du 15 mars 1892, de l'ancien article 199 de la loi foncière, qui admettait que la destination du père de famille vaut titre : Tunis, 20 févr. 1907 (07, 270).

SECTION III

Travaux pour la conservation d'une servitude.

63. Aux termes des art. 203-204 de la loi froncière, les travaux nécessaires pour la conservation d'une servitude sont à la charge de celui auquel elle est due : Tunis, 7 févr. 1900 (00, 401).

SERVITUDES MILITAIRES

Voir : Compétence administrative, ch. I sect. I. — Domaine public, ch. IV.

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 11. — TILLOY, *Rép. alph.* t. VII p. 3204.

CHAPITRE PREMIER

Régime légal.

SECTION PREMIÈRE

Lois applicables.

1. L'établissement du protectorat français en Tunisie n'a pas pour conséquence d'y rendre applicables de plein droit les dispositions de loi concernant la police territoriale de la France : Alger, 20 févr. 1897 (97, 168). — *2*. Les dispositions de cette nature ne sauraient être étendues à la Tunisie que par la volonté clairement exprimée du législateur tunisien : Alger, 20 févr. 1897 (97, 168). — *3*. En conséquence, les dispositions du décret français du 10 août 1853 sur les servitudes militaires, qui n'ont pas été promulguées en Tunisie, y sont inapplicables : Alger, 20 févr. 1897 (97, 168). — *4*. Le décret beylical du 2 septembre 1886 réglementant le domaine militaire en Tunisie, en déclarant l'autorité militaire française purement et simplement substituée aux droits du Gouvernement tunisien, n'a pas voulu dire que toutes les lois dont le génie militaire peut se prévaloir sur le territoire français seraient applicables en Tunisie ; la preuve en est dans son article 22, qui porte promulgation en Tunisie de la section IV du titre II du décret français du 10 août 1853 seulement : Alger, 20 févr. 1897 (97, 168). — *5*. Il s'ensuit qu'on ne peut poursuivre un particulier à raison d'une contravention commise en Tunisie à une disposition du décret français du 10 août 1853 qui n'a pas été formellement promulguée par un décret beylical, revêtu du visa résidentiel : Alger, 20 février 1897 (97, 168).

SECTION II

Administration du domaine public militaire.

6. En vertu de l'art. 6 du décret du 24 septembre 1885, les ouvrages de défense des places de guerre ou forteresses classées par décret font partie du domaine public et sont administrés par le Ministre de la Guerre du Gouvernement tunisien ; l'exercice des servitudes actives appartenant à ce domaine rentre naturellement dans les pouvoirs du même Ministre : Sousse, 15 juin 1899 (99,590). — *7*. Sans doute l'opportunité des poursuites à exercer pour assurer le libre exercice desdites servitudes est subordonnée

à l'agrément du Résident général, aux termes de l'art. 24 du décret du 2 septembre 1886 : Sousse, 15 juin 1899 (99, 590). — *8*. Mais n'est pas nulle la citation en justice donnée à la requête du Ministre de la Guerre seul, parce que ladite citation ne mentionnerait pas l'autorisation et la délégation du Résident général, alors qu'il est constant, en fait, que cette autorisation et cette délégation ont été données : Sousse, 15 juin 1899 (99, 590). — *9*. Au surplus, il ne résulterait de cette omission qu'une nullité facultative aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance algérienne du 21 septembre 1842 et, dans les circonstances susdites, il n'y aurait pas lieu de l'accueillir : Sousse, 15 juin 1899 (99, 590).

SECTION III

Compétence relative aux infractions sur le domaine public militaire.

10. Ce sont les tribunaux civils français qui, en Tunisie, connaissent des contraventions en matière de servitudes militaires, l'art. 22 du décret beylical du 2 septembre 1886 leur ayant dévolu les attributions conférées par l'art. 20 du décret métropolitain du 10 août 1853 aux tribunaux administratifs dans la Métropole : Alger, 12 mars 1896 (97, 257). — *11*. Les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître d'une poursuite pour infraction aux règles concernant les servitudes militaires, et parmi les diverses juridictions françaises, c'est le Tribunal correctionnel qui doit statuer sur ces sortes d'actions : Sousse, 30 oct. 1895 (96, 138). — *12*. La loi tunisienne sur les servitudes militaires n'édictant aucune sanction pénale aux contraventions qui y seraient commises, la juridiction correctionnelle est incompétente pour en connaître : Alger, 20 févr. 1897 (97, 168) ; Sousse, 28 juill. 1897 (97, 604) ; Cass. crim., 8 juill. 1897 (97, 587). — *13*. C'est à la juridiction civile seule qu'il appartient d'ordonner, les cas échéant, des mesures coercitives et les réparations pécuniaires auxquelles il pourrait y avoir lieu : Alger, 20 févr. 1897 (97, 168) ; Sousse, 28 juill. 1897 (97, 604) ; Cass. crim. 8 juill. 1897 (97, 587).

CHAPITRE II

Droits des tiers.

SECTION PREMIERE

Détermination du domaine public militaire.

§ I. — Premier système.

14. Les servitudes militaires ne sont opposables aux propriétaires des fonds qui en sont grevés, qu'après l'homologation du procès-verbal de bornage de la zône par un décret beylical rendu sur la proposition du ministre de la guerre et avec l'assentiment du Gouvernement français,

conformément aux art. 20 et 22 du décret beylical du 2 septembre 1886 : Sousse, 25 mai 1889 (89, 200) ; 30 oct. 1895 (96, 138). — ***15***. Le décret du 12 déc. 1885 qui a homologué le bornage de la zône des servitudes militaires de la place de Sousse, n'ayant pas compris le front de la mer, les servitudes militaires ne s'étendent pas sur cette partie du territoire de Sousse : Sousse, 25 mai 1889 (89, 200). — ***16***. Il importe peu que le bornage du front de mer ait été dressé postérieurement, ce travail étant sans force légale tant qu'il n'a pas été régulièrement homologué par décret : Sousse, 25 mai 1889 (89, 200).

§ II. — **Deuxième système.**

17. En application du décret français du 10 août 1853, rendu applicable en Tunisie par le décret beylical du 2 septembre 1886, toute place classée porte servitudes défensives du jour de la promulgation de son décret de classement, en Tunisie comme dans la Métropole : Alger, 12 mars 1896 (97, 257) ; 6 nov. 1896 (96, 587) ; Sousse, 15 juin 1899 (99, 590) ; 2 mai 1901 (02, 242). — ***18***. Par suite, la publication du décret de classement suffit pour rendre ces servitudes obligatoires, sans qu'il y ait lieu d'attendre le décret d'homologation du procès-verbal de bornage : Alger, 12 mars 1896 (97, 257) ; 6 nov. 1896 (96, 587) ; Sousse, 15 juin 1899 (99, 590) ; 2 mai 1901 (02, 242).

§ III. — **Conséquences de la création des servitudes militaires.**

19. Un particulier n'est pas fondé à critiquer dans son intérêt privé, comme restreignant son droit de propriété, l'établissement d'une servitude militaire effectué sans expropriation et indemnité préalable : Alger, 6 nov. 1896 (96, 587). — ***20***. Aux termes de l'art. 22 du décret beylical du 2 sept. 1886, le fait de l'établissement de servitudes militaires n'ouvre aux particuliers aucun droit à indemnité : Tunis, 12 juin 1907 (07, 401). — ***21***. Par suite l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une parcelle d'immeuble ne peut donner ouverture à une indemnité de dépréciation pour le reste, en tant que celui-ci pourrait se trouver éventuellement grevé d'une servitude militaire, ensuite des travaux en vue desquels l'expropriation a été pratiquée : Tunis, 12 juin 1907 (07, 401).

SECTION II

Travaux nouveaux.

22. L'art. 555 C. civ., relatif au constructeur de bonne foi, prévoit seulement le cas du constructeur qui bâtit sur le terrain d'autrui et non le cas du constructeur qui bâtit sur son propre terrain grevé d'une servitude

non œdificandi ; ne peut donc se prévaloir de ses dispositions celui qui construit en contravention des lois sur les servitudes militaires : Sousse, 15 juin 1899 (99, 590). — *23*. L'autorisation de bâtir donnée à un particulier par l'Administration des Travaux publics, n'entraîne aucune responsabilité aux dépens de celle-ci, pour les conséquences dommageables résultant de ce que le constructeur aurait contrevenu aux règlements sur les servitudes militaires, alors qu'il est constant que l'autorisation n'a été donnée qu'à charge, par le constructeur, de se conformer aux règlements d'administration et de police en vigueur et de respecter les droits des tiers : Sousse, 15 juin 1899 (99, 590). — *24*. Aux termes de l'art. 23 du décret du 2 septembre 1886, si les constructions préexistantes appartenant aux particuliers dans les limites du domaine militaire peuvent être entretenues, restaurées et même reconstruites aux mêmes dimensions extérieures et avec des matériaux semblables, il est interdit de les augmenter par des constructions nouvelles : Sousse, 13 mai 1904 (05, 308). — *25*. L'article 23 précité suffit du reste pour faire constater l'illégalité des travaux nouveaux et l'article 24 est suffisant pour autoriser l'Etat tunisien à en réclamer la démolition, sans que le défendeur soit admis à discuter, soit l'usage que l'autorité militaire pourait faire des fortifications, soit la nécessité pour elle d'accéder librement au parapet et autres dépendances, soit la permanance ou l'utilité du chemin de ronde et sans que le tribunal ait besoin de faire ressortir que les travaux constituent un trouble sérieux et une gêne grave apportés à une partie des fortifications : Sousse, 13 mai 1904 (05, 308). — *26*. Le fait que l'on a acquis valablement du Bey de Tunis, antérieurement aux décrets des 24 septembre 1885 et 2 septembre 1886, des magasins situés sous les voûtes et dans l'intérieur du rempart d'une place de guerre, sans acquérir du reste le rempart lui-même qui sert de limite, ne donne pas le droit d'édifier sur lesdits magasins, dont les terrasses sont considérées par le génie militaire comme la place d'armes et le chemin de ronde des fortifications, des constructions empêchant notamment d'accéder au parapet des fortifications, autrement que par escalade, et de suivre jusqu'au bout le chemin de ronde : Sousse, 13 mai 1904 (05, 308). — *27*. En effet le domaine public militaire, pour avoir été amoindri des magasins, partie qui n'était pas jugée indispensable à la défense de la place, n'en subsiste pas moins sur le surplus l'ensemble du rempart pouvant être assimilé à un immeuble dont les étages appartiennent divisément à plusieurs propriétaires : Sousse, 13 mai 1904 (05, 308).

SECTION III

Vente d'un terrain grevé.

28. Le vendeur d'un immeuble n'est pas responsable du dommage causé à l'acquéreur de cet immeuble, par l'existence des servitudes mili-

taires qui le grèvent, si cet acquéreur n'a pu en ignorer l'existence lors de son acquisition : Sousse, 15 juin 1899 (99, 590).

SOCIÉTÉS.

Voir : Compétence civile, ch. V. — Compétence commerciale, ch. II sect. VII. — Faillite, ch. I sect. V. — Prescription civile, ch. II sect. III.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati*, p. 152. — BEAUMONT, *Créd. agric. mutuel*. — LESUEUR, *Assoc. agric. en Tun*. — TILLOY, *Rép. alph*. t. 1 p. 502. — X... *Régime fiscal des sociétés* (Journ. trib. Tun., 1900 p. 382.

CHAPITRE PREMIER

Des sociétés en général

SECTION PREMIÈRE

Règles générales.

§ I. — Preuves d'existence.

1. L'existence d'une société ou association de fait peut être établie par tous les modes de preuve autorisés en matière commerciale, lorsqu'il s'agit, non pas de lier les parties pour l'avenir en les obligeant à continuer leur association, mais de déterminer les rapports qui ont pu exister entre elles afin d'arriver à la liquidation des opérations faites en commun (Code de commerce, articles 39 et 109) : Cass. civ., 28 févr. 1899 (99, 315). — *2*. Viole l'article 541 du Code de procédure civile l'arrêt qui, sous prétexte d'irrégularité ou de lacunes dans la tenue des écritures, ordonne qu'il sera procédé par experts, non au redressement du compte dans tel ou tel de ses articles, objet de critiques précises pour erreur, omission, faux ou double emploi, mais à sa révision, remettant par là en question la discussion du compte tout entier : Cass. civ., 28 févr. 1899 (99, 315).

§ II. — Causes de nullité.

3. Serait nulle comme étant sans objet la société dont l'actif serait constitué uniquement par le bail d'un bien habous entaché de nullité : Tunis, 2 nov. 1898 (00, 355). — *4*. L'art. 1855 C. civ. qui déclare nulles les conventions sociales qui affranchissent des pertes certains associés, semblent bien s'appliquer aux associations commerciales en participation, comme aux sociétés en général : Sousse, 21 déc. 1900 (01, 497). — *5*. Mais la nullité de la clause prétendue léonine ne saurait être invoquée par la partie qui en bénéficie à l'encontre de la partie qui en subit tous les

désavantages apparents : Sousse, 21 déc. 1900 (01, 497). — *6*. Au surplus, il n'y a pas de stipulation léonine annulable dans le contrat par lequel des industriels qui s'associent avc un usinier, pour l'exploitation des grignons d'olives par le sulfure de carbone, sont dispensés de contribuer aux pertes qui résulteraient de l'opération, tandis qu'ils prendraient une part de bénéfices, alors qu'une autre clause du même contrat stipule un prix fixe à forfait pour la tonne de grignons fournie : Sousse, 21 déc. 1900 (01,497).

§ III. — **Liquidation.**

7. La méconnaissance, par le liquidateur judiciaire d'une société en participation, de la mission qui lui a été conférée par justice, peut donner lieu contre lui, de la part des associés, une à demande en dommages intérêts pour le préjudice causé : Alger, 7 févr. 1895 (95, 431). — *8*. Tous les associés doivent être considérés comme associés non liquidateurs, au sens de l'art. 64 C. com., lorsque le liquidateur n'est pas choisi parmi eux : Sousse, 27 déc. 1901 (02, 475). — *9*. Ils peuvent donc invoquer la prescription, lorsque cinq ans se sont écoulés depuis la publication du jugement de dissolution : Sousse, 27 déc. 1901 (02, 475).

§ IV. — **Enregistrement.**

10. Une société s'étant constituée au Tonkin en 1888, c'est-à dire à une époque où cette contrée était un pays de protectorat, devait être, au point de vue fiscal, considérée comme une société se formant à l'étranger : Cass. req., 15 mars 1899 (99, 316). — *11*. De même si, par une délibération prise postérieurement à l'annexion et à un moment où l'enregistrement avait été établi dans cette colonie, la société indiquait simplement le projet d'augmenter le capital et de transférer le siège social en France, cette délibération posant seulement les bases d'une modification, ne constituait pas un «acte» et échappait aux droits d'enregistrement : Cass. req., 15 mars 1899 (99, 316). — *12*. Mais il en est autrement de la délibération qui réalise le projet annoncé et qui contient tous les renseignements nécessaires pour justifier de la constitution de la Société, sans qu'il soit besoin de recourir aux actes antérieurs : Cass. req., 15 mars 1899 (99, 316). — *13*. Cet acte est alors somis au droit proportionnel de 0,20 °/₀ sur le montant total des apports mobiliers et immobiliers : Cass. req., 15 mars 1899 (99, 316).

SECTION II

Différentes sortes de sociétés.

§ I. — **Sociétés anonymes.**

14. Ne saurait vicier la constitution d'une société anonyme le fait par des souscripteurs originaires de s'être syndiqués dans le but de revendre leurs

actions, et de s'être réparti les titres entre eux pour assurer le versement appelé, alors que l'insolvabilité et le concert frauduleux desdits souscripteurrs ne sont point établis: Paris, 13 nov. 1896 (97,21).—*15*. Le fait qu'un monopole, sur lequel une société comptait, est venu à lui manquer, ne saurait enlever à cette société son existence légale: Paris, 13 nov. 1896 (97, 21). — *16*. Le versement du premier quart sur les actions d'une société anonyme doit être considéré comme fictif, lorsque ce versement n'est effectué, du moins pour partie, que par compensation avec la commission allouée à titre de rétribution à l'établissement de crédit chargé de l'émission : Com. Seine, 2 janv. 1899 (99, 657). — *17*. La prescription de trois ans édictée par l'article 3 de loi du 1er août 1893 n'est applicable qu'à l'action en responsabilité pouvant découler de la nullité ; elle ne saurait être valablement opposée par les souscripteurs primitifs recherchés à ce titre : Com. Seine, 2 janv. 1899 (99, 657).— *18*. Ces souscripteurs ne sauraient davantage invoquer le bénéfice de la prescription de deux ans de l'art. 7 des dispositions transitoires de la loi précitée, alors que l'assemblée générale qui a décidé la conversion des titres est radicalement nulle et que, par conséquent les titres, bien qu'ayant la forme de titres au porteur, sont toujours, au regard de la société, des titres nominatifs : Com. Seine, 2 janv. 1899 (99, 657).

§ II. — **Sociétés en commandite.**

19. La qualité d'associé commanditaire ne se présume pas; elle doit être établie dans le contrat d'association : Tunis, 12 févr. 1897 (97, 301). — *20*. Elle ne saurait notamment résulter de la correspondance d'un créancier, relative au fonctionnement de la société, dans laquelle il donne des conseils, ce fait ne pouvant entraîner à son encontre aucune responsabilité: Tunis, 12 févr. 1897 (97, 301).

§ III. — **Participations.**

21. S'il est vrai qu'il n'existe aucune solidarité entre des associés en participation, il est également certain que, dans une association de cette nature, chaque associé est personnellement obligé envers les tiers par ses propres actes : Tunis, 31 mai 1899 (99, 561). — *22*. Au cas d'ailleurs, où n'aurait fait ceux-ci que pour obéir aux injonctions de ses associés, et où il aurait encouru, en les faisant, une responsabilité à l'égard des tiers, il peut exercer tous recours utiles pour s'en faire indemniser par les associés qui l'ont contraint : Tunis, 31 mai 1899 (99, 561).

CHAPITRE II

Sociétés formées en Tunisie.

SECTION PREMIÈRE

Loi applicable.

23. Est soumise à la loi française l'association formée entre français en Tunisie, c'est-à-dire dans un pays soumis au protectorat de la France : Tunis, 24 mai 1897 (97, 339). — *24*. Par suite, doit être considérée comme civile une association ayant pour but l'extraction et la vente d'un produit du sol, spécialement, de phosphates et, aux termes des art. 1859 et 1860 C. civ., le consentement de tous les associés est nécessaire pour les actes d'aliénation : Tunis, 24 mai 1897 (97, 339). — *25*. Il en est ainsi, tout au moins, en l'absence de stipulation contraire contenue dans le pacte social: Tunis, 24 mai 1897 (97, 339). — *26*. Les règles du droit français sur les sociétés sont-elles applicables à une société formée en Tunisie entre personnes de différentes nationalités parmi lesquelles se trouvent des français ? (*Solution affirmative implicite*) : Sousse, 21 décembre 1900 (01, 497). — *27*. Est nulle la délibération de l'Assemblée générale de la Société de secours mutuels des sapeurs-pompiers de Tunis qui exclut un de ses membres sans l'entendre, ni le convoquer individuellement en précisant les faits sur lesquels se base la demande d'exclusion, ce, contrairement aux statuts de ladite société : Tunis, 14 déc. 1904 (05, 377).

SECTION II

Régime légal.

§ I. — Autorisation du Gouvernement.

28. Conformément à une règle rappelée dans l'art. 18 du traité italo-tunisien du 8 septembre 1868 et dans l'art. 16 du traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875, aucune société anonyme ne peut se constituer dans la Régence sans l'autorisation du Gouvernement local : Tunis, 22 juil. 1895 (95, 508).

§ II. — Nationalité.

29. La nationalité d'une société se détermine par le lieu où elle a véritablement et effectivement son siège social, c'est-à-dire au lieu où elle a en fait fonctionné et centralisé son administration : Com. Seine, 3 mai 1899 (00, 128). — *30*. Spécialement, la société constituée à Londres dans la forme des sociétés anglaises, avec siège social dans cette ville, où elle a centralisé son administration, est anglaise, encore bien qu'elle soit composée en majeure partie d'actionnaires français et qu'elle ait pour objet la mise en valeur d'un procédé d'origine française dans une usine située en

France : Com. Seine, 3 mai 1899 (00, 128). — *31*. Une société contractée en Tunisie n'est pas revêtue de la nationalité italienne par cela seul que son directeur est italien : Sousse, 14 janv. 1898 (98, 382).

§ III. — Personnalité civile.

32. Le Bey de Tunis ayant, par les divers traités conclus avec les puissances européennes, autorisé les sujets desdites puissances à former en Tunisie des sociétés civiles et commerciales, la personnalité civile d'une société née en Tunisie doit être considérée, quant à sa nationalité, comme étant européenne, lorsque les associés comprennent des membres de nationalité européenne : Just. p. Sousse, 16 juin 1896 (96, 501). — *33*. Ces sociétés sont seulement soumises aux lois de police et de sûreté de la Régence de Tunis ; mais le fait de leur naissance sur le sol tunisien et de l'autorisation donnée par le gouvernement tunisien ne saurait leur faire acquérir la nationalité tunisienne et enlever ainsi aux européens qui les composent le bénéfice des privilèges qu'ils tiennent des traités et notamment celui d'être justiciable de la juridiction française : Just. p. Sousse, 16 juin 1896 (96, 501). — *34*. En conséquence la juridiction française est compétente pour connaître de tout litige entre une société née en Tunisie composée en partie d'européens et de tunisiens : Just. p. Sousse, 16 juin 1896 (96, 501). — *35*. D'après le droit français, applicable en Tunisie aux sociétés qui s'y sont formées entre personnes justiciables des tribunaux français, les sociétés civiles jouissent, comme les sociétés commerciales, de la personnalité morale pendant toute la durée de leur existence : Tunis, 29 juin 1904 (05, 258).

CHAPITRE III

Sociétés étrangères.

SECTION PREMIÈRE

Loi applicable.

36. Lorsqu'une société étrangère, traitant avec une municipalité française, déclare se soumettre à la juridiction française, pour le cas où des contestations viendraient à se produire, les tribunaux ne sont pas tenus, le cas échéant, de s'en rapporter exclusivement aux écritures et bilans de la société, si ceux-ci ont été établis d'après la loi étrangère : Alger, 27 avr. 1904 (05, 162).

SECTION II

Sociétés italiennes.

37. Suivant les dispositions combinées des art. 230, 231 et 239 C. com. ital. les sociétés légalement constituées à l'étranger qui établissent

en Italie un siège social secondaire, ou une représentation, sont soumises aux prescriptions du Code de commerce italien qui régissent le dépôt, la transcription, l'affichage et la publication de l'acte constitutif de la société aussi bien que des changements qui y seraient apportés : Cass. Turin, 22 avr. 1902 (05, 244). — *38*. L'inobservation de ces formalités produit les conséquences prévues par le Code susdit, entre autres le droit, pour chaque associé, de demander la dissolution de la société : Cass. Turin, 22 avr. 1902 (05, 244). — *39*. Les sociétés commerciales, bien qu'irrégulièrement constituées, *existent*, qu'elles soient des sociétés de personnes ou des sociétés de capitaux, ou mixtes, sauf certaines différences qui les distinguent des sociétés régulières et des sanctions spécifiques que la loi attache à leur irrégularité : Cass. Florence, 17 déc. 1903 (06, 191). — *40*. Des sanctions de cette nature frappent les sociétés commerciales étrangères qui opèrent en Italie (art. 231 C. comm. ital.) : Cass. Florence, 17 déc. 1903 (06, 191). — *41*. Est nulle la société commerciale constituée, même simplement de fait, entre conjoints italiens, sans l'autorisation de justice; et, au cas de cessation de paiement, il y a lieu de déclarer en faillite, non la société, mais les deux époux individuellement : App. Bologne, 6 juin 1902 (05, 245). — *42*. Les formalités concernant le dépôt, la transcription et les publications imposées par l'art. 230 C. com. ital. ne sont obligatoires que pour les sociétés étrangères ayant établi en Italie une succursale ou une agence : Cass. Turin, 15 mars 1906 (08, 597).

SECTION III

Sociétés maltaises.

43. Aux termes de l'art. 45 de l'ordonnance maltaise du 2 octobre 1857, relative au commerce et aux commerçants, la raison sociale d'une société en nom collectif dissoute peut être continuée entre une ou plusieurs personnes, en vertu d'un consentement formel donné par celui dont le nom faisait partie de la raison sociale, ou par ses héritiers : Tunis, 21 juill. 1893 (96, 339). — *44*. Aux termes de la même ordonnance, l'acte qui contient ce consentement doit être enregistré et publié pour être opposable aux tiers : Tunis, 21 juill. 1893 (96, 339).

SECTION IV

Sociétés entre tunisiens.

45. Au cas où une société ayant été formée entre deux individus, pour faire le commerce d'une marchandise déterminée, l'un des associés disparaît au moment où il lui est demandé compte de sa gestion des affaires sociales, il y a lieu de remettre le magasin, les marchandises et tout l'actif à l'associé demandeur, après qu'il a été procédé à un inventaire

régulier du tout : Ouzara, 19 nov. 1900 (08, 59). — *46*. L'art. 1837 C. civ., qui interdit de faire entrer dans une société les biens qui adviendraient aux associés par succession, et qui n'est qu'une application de la disposition de nos lois qui interdit tout pacte sur une succession future, est un principe d'ordre public en France : Paris, 26 janv. 1888 (94, 366).— *47*. Par conséquent il fait obstacle à ce que le contrat, passé en Tunisie entre tunisiens, pour la formation d'une société de tous biens présents et à venir, puisse produire un effet quelconque en France : Paris, 26 janv. 1888 (94, 366). — *48*. Au cas où deux personnes se sont associées pour le commerce de la boucherie, le premier fournissant les bêtes destinées à être abattues, le second les vendant au détail dans sa boutique, une telle association ne peut pas être dissoute subitement au gré de l'une des parties, bien qu'aucun terme n'ait été stipulé ; d'après les usages locaux, une juste indemnité de résiliation doit être payée à celui des deux associés qui subit la rupture : Tunis, 14 fév. 1908 (08, 391). — *49*. La société prend fin par la mort de l'un des associés, s'il n'a rien été stipulé à cet égard : Ouzara, 4 févr. 1905 (08, 36). — *50*. L'associé qui prétend que la société doit continuer entre lui et les héritiers du défunt et qui ne peut justifier que telle était l'intention des contractants, au moment où le contrat d'association a été dressé, doit être débouté de sa demande : Ouzara, 4 fév. 1905 (08, 86).

SOLIDARITÉ

Voir : Vol. ch. II sect. III.

SECTION PREMIÈRE

Droit français.

1. Les débiteurs qui se sont concertés pour nuire aux droits de leurs créanciers, au moyen d'une fraude qui est leur œuvre commune et à laquelle tous ont participé, sont à bon droit condamnés solidairement à des dommages intérêts : Cass. req., 17 oct. 1894 (94, 521). — *2*. Lorsqu'un créancier obtient contre un de ses débiteurs solidaires un jugement de condamnation pour la part de ce dernier, ce fait n'opère qu'une décharge individuelle de la solidarité au profit de celui des débiteurs qu'il concerne ; mais l'action solidaire continue à subsister contre les autres débiteurs : Tunis, 2 mars 1896 (96, 208). — *3*. D'autre part, le créancier n'est pas censé remettre la solidarité au débiteur, lorsqu'il reçoit de lui une somme égale à la portion dont est tenu ce dernier dans l'obligation, si la quittance ne porte pas que ce paiement est fait pour sa part : Tunis, 2 mars 1896 (96, 208). — *4*. Ces principes, consacrés par l'art. 1211 C. civ. franç., sont admis aussi par la loi musulmane en vigueur dans la Régence de Tunis : Tunis, 2 mars 1896 (96, 208). — *5*. La solidarité existe de plein

droit en matière commerciale entre personnes qui s'engagent au paiement d'une dette commune : Tunis, 30 juill. 1888 (96, 96).

SECTION II

Droit tunisien.

6. En matière de solidarité passive (solidarité entre débiteurs) les débiteurs ne sont tenus solidairement qu'à l'égard du créancier : Trib. rég. Sousse, 22 avr. 1908 (08, 422). — 7. Le débiteur solidaire poursuivi seul par le créancier et qui a payé le montant total de la dette ne peut, pour se rembourser, que réclamer à chacun des co-débiteurs sa part exacte dans la dette : Trib. rég. Sousse, 22 avr. 1908 (08, 422). — 8. Il doit donc diviser sa demande ou s'il le préfère, mettre en cause, dans une seule instance, tous les co-débiteurs, mais en spécifiant la part proportionnelle de chacun : Trib. rég. Sousse, 22 avril 1908 (08, 422).

SOUFRE

Voir : Vente à livrer, ch. II sect. IV.

SOUS-TRAITANT

Voir : Privilèges, sect. IV. — Travaux publics, sect. II.

STARIES

Voir : Transports maritimes, ch. III sect. IV.

STATUT PERSONNEL

Voir : Compétence civile, ch. II sect. II.

SUCCESSION

Voir : Compétence civile, ch. II sect. II, ch. IV sect. I et ch. V.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati,* p. 82. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 9, 94 et 95. — LESCURE, *Double rég. fonc.*, p. 50 et 257. — PANDECTES FRANÇAISES, *Rép. alph.* V° Succession n° 14200 et V° Bit el Mal, n° 76. — POUGNADORESSE, *Just. franç. en Tun.*, p. 313. — TILLOY, *Rép. alph.* t. 1 p. 290 et t. VII p. 3222.

CHAPITRE PREMIER

Règles générales.

SECTION PREMIÈRE

Loi applicable.

§ I. — Principe général.

1. Les successions sont régies en Tunisie par la loi successorale du défunt : Tunis, 21 févr. 1889 (96, 100) ; 24 févr. 1889 (89. 12) ; 11 avr. 1894 (94, 307) ; 27 juill. 1896 (96, 468) ; 3 janv. 1893 (99, 339) ; 31 mai 1899 (99, 588) ; 6 et 27 juin 1900 (00, 632) ; 20 avr. 1904 (05, 100). — *2*. Cette règle, établie par des usages qui ont force de loi, a été formellement consacrée par l'art. 2 de la loi du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière : Tunis, 31 mai 1899 (99. 588). — *3*. Cette règle, qui est consacrée par les usages locaux, est applicable aux européens, spécialement aux français, en vertu des traités : Tunis, 21 févr. 1889 (93, 100). — *4*. Par suite, c'est la loi applicable en Algérie qui régit la dévolution des immeubles situés en Tunisie, dépendant de la succession d'un musulman algérien : Tunis. 21 févr. 1889 (96, 100). — *5*. Ce principe a été consacré notamment par l'art. 6 du traité anglo-tunisien du 10 octobre 1863 et par l'art. 22 du traité italo-tunisien du 8 septembre 1868 et il a été étendu par d'autres traités et par l'usage aux sujets des autres nations européennes : Tunis, 26 nov. 1894 (97, 401). — *6*. Il est applicable aux français en raison des conventions diplomatiques qui leur confèrent, en Tunisie, tous les avantages de la nation la plus favorisée. Les autrichiens peuvent aussi s'en prévaloir en vertu du traité austro-tunisien du 13 janvier 1866 : Tunis, 26 nov. 1894 (97, 401). — *7*. La règle qui vient d'être rappelée concerne, non seulement la dévolution des successions, mais aussi la forme des testaments : Tunis, 26 nov. 1894 (97. 401). — *8*. La succession mobilière d'un étranger mort en France, où il résidait, sans d'ailleurs avoir été admis à domicile, doit être réglée d'après les dispositions de la loi nationale du défunt : Lyon, 16 févr. 1903 (04, 466).

§ II. — Combinaison du statut personnel avec le statut réel et la loi de procédure.

9. En Tunisie, où l'hypothèque n'est pas organisée et où seule la remise du titre de propriété au créancier peut faire naître à son profit un droit de gage ou de préférence, le fait qu'un acte constituant obligation a stipulé une hypothèque sur les biens du débiteur, n'a d'autre valeur que celle d'une promesse de remise des titres de propriété : Sousse, 13 août 1890 (91, 60). — *10*. Le créancier, à défaut de l'exécution de cette promesse, ne peut, en conséquence, réclamer la remise de ces titres et s'attri-

buer ainsi un droit de préférence vis-à-vis des autres créanciers de la succession : Sousse, 13 août 1890 (91, 60). — *11*. La seule mesure pouvant, dans ce cas, donner effet utile à la séparation des patrimoines, consiste dans la remise des titres des propriétés immobilières tunisiennes de la succession entre les mains d'un sequestre, pour constituer le gage commun des créabciers de la succession : Sousse, 13 août 1890 (91, 60). — *12*. Si les successions sont régies, en Tunisie, par la loi nationale du défunt, même en ce qui touche les immeubles, et s'il est vrai que l'effet des conventions matrimoniales, ou des lois qui régissent la situation pécuniaire des époux mariés sans contrat, se produit aussi bien sur les immeubles que sur les valeurs d'une autre espèce, il n'en est pas moins vrai que ces principes ne sont applicables que dans la mesure où le permet la loi à laquelle l'immeuble est soumis : Tunis, 15 mars 1905 (05, 353). — *13*. Spécialement, aucun droit réel non inscrit sur le titre de propriété d'un immeuble non immatriculé n'est opposable aux tiers qui en sont détenteurs ou qui ont acquis eux-mêmes des droits réels inscrits audit titre : Tunis, 15 mars 1905 (05, 353). — *14*. Cette règle est opposable à ceux qui prétendraient à des droits réels, sur un immeuble tunisien remis en gage chez des tiers, ce en vertu de la loi successorale : Tunis, 15 mars 1905 (05, 353). — *15*. La loi successorale est la loi nationale du défunt ; mais la procédure à suivre pour l'exercice des actions intentées au sujet du règlement d'une succession devant un Tribunal français est réglée exclusivement par la loi française : Sousse, 13 août 1890 (91, 60).

§ III. — **Etranger de nationalité incertaine.**

16. La succession, ouverte en Tunisie, d'un européen sans nationalité connue, est régie par la loi française : Tunis, 27 févr. 1897 (97, 238) ; Paris, 7 mai 1897 (97, 351).

§ IV. — **Succession des esclaves.**

17. Un droit successoral ne peut être invoqué devant une juridiction française quand il dérive d'une règle que la loi française repousse comme étant contraire à l'ordre public général : Tunis, 24 févr. 1889 (89, 12). — *18*. Il en est ainsi du droit du maître d'hériter de son esclave affranchi, lorsque la succession s'est ouverte postérieurement au décret français du 27 avril 1848 : Tunis, 24 févr. 1889 (89, 12). — *19*. Le décret du 27 avril 1848, qui a aboli l'esclavage dans toutes les possessions françaises, a détruit tous les liens de dépendance qui rattachaient l'esclave à son maître ; il en résulte que le maître a perdu le droit d'hériter de son affranchi, même quand l'affranchissement remonte à une date antérieure audit décret : Tunis, 21 févr. 1889 (96, 100).

§ V. — Musulmans algériens.

20. Aux termes de l'art. 1er du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, les indigènes musulmans d'Algérie sont déclarés français, mais continuent à être régis par la loi musulmane, à moins qu'ils ne soient admis à jouir des droits de citoyens français, cas auquel ils sont régis par les lois civiles et politiques de la France : Civ. Seine, 10 août 1893 (94, 13). — *21.* Les décrets du 10 septembre 1886 et 17 avril 1889, qui ont organisé la justice musulmane en Algérie, disposent que les musulmans non admis à la jouissance des droits de citoyens français continuent à être régis par leurs droits et coutumes, en ce qui concerne notamment leur statut personnel et leurs successions ; ces textes sont applicables aux algériens musulmans qui ont établi leur domicile en France : Civ Seine, 10 août 1893 (94, 13). — *22.* En conséquence, la succession de l'algérien musulman décédé en France est régie uniquement par la loi musulmane ; par suite, la preuve du degré de parenté des successibles peut être faite, à défaut d'acte de l'état civil, à l'aide de fridas dressées par les cadis : Civ. Seine, 10 août 1893 (94, 13). — *23.* De plus, la loi musulmane, en matière de succession, étant fondée sur les prescriptions du Coran, peut recevoir une interprétation variable suivant les rites auxquels appartiennent les justiciables : Civ. Seine, 10 août 1893 (94. 13).

§ VI. Israélites algériens citoyens français.

24. La succession des israélites algériens devenus citoyens français par l'effet du décret du 24 octobre 1870 est régie par la loi française : Tunis, 9 mars 1899 (00, 397) ; 2 mai 1900 (01, 451). — *25.* Leur est donc applicable l'art. 1094 C. civ., aux termes duquel la femme mariée qui a laissé des enfants ne peut donner en usufruit à son mari que la moitié de ses biens : Tunis, 2 mai 1900 (01, 451). — *26.* D'autre part, il est certain que le régime matrimonial des israélites algériens, avant le décret du 24 octobre 1870, était régi par le droit rabbinique : Tunis, 2 mai 1900 (01, 451). — *27.* Mais il y a eu renonciation à ce droit de la part des époux qui se sont alors mariés dans les formes tracées par le Code civil français; une jurisprudence constante admet qu'ils ont ainsi renoncé à leur statut personnel pour se soumettre à la loi française : Tunis, 2 mai 1900 (01,451).

§ VII. — Ottomans.

28. C'est d'après la législation musulmane, basée sur les prescr iptions du Coran, que doit être réglée la succession d'un sujet ottoman décédé en Tunisie : Tunis, 11 avr. 1894 (94, 307).

§ VIII. — Italiens.

29. La succession de la femme française mariée à un italien est régie par la loi italienne : Tunis, 8 mai 1901 (03, 113). — *30.* Les successions des italiens sont régies en Tunisie, même en ce qui concerne les biens immobiliers, par la loi nationale du défunt : Tunis, 25 mars 1890 (90, 160).

SECTION II

Compétence.

§ I. — Successions des chrétiens tunisiens.

31. Le Chàra étant un tribunal religieux, il refuse de s'occuper des successions des chrétiens quelle que soit leur nationalité ; il en est de même de l'Administration du Bit el Mal, chargée en Tunisie de recueillir les successions en déshérence laissées par des musulmans: Tunis, 11 avril 1894 (94, 307). — *32.* En admettant, ce qui n'est pas établi, que cette administration puisse représenter une succession musulmane dans laquelle il existe des héritiers connus, par cela seul que ceux-ci ont déclaré y renoncer, elle ne recueille pas les successions chrétiennes, en raison du caractère religieux de sa mission : Tunis, 11 avr. 1894 (94, 307).— *33.* Aucun principe ne s'oppose d'ailleurs à ce qu'une succession régie par la législation musulmane échappe à l'immixtion des magistrats indigènes ; c'est là ce qui se passe en Syrie pour les turcs mourant catholiques et dont la succession est réglée par les chefs de leurs communautés religieuses : Tunis, 11 avr. 1894 (94, 307).

§ II. — Demandes entre héritiers.

34. Aux termes de l'art. 59 C. proc. civ., les demandes entre héritiers, jusqu'au partage inclusivement, doivent être portées devant le Tribunal du lieu où la succession est ouverte ; cette règle est applicable à la demande en attribution de la succession d'un algérien sujet français décédé en Tunisie, et par suite, la juridiction française de la Régence est seule compétente pour en connaître : Tunis, 26 déc. 1906 (07, 145). — *35.* Il s'ensuit encore qu'il n'y a lieu de tenir compte du jugement rendu, en telle matière, par un Cadi algérien, dans une instanse fictive concertée entre des prétendants droits à une succession ouverte à Tunis, sans même qu'il soit besoin de faire tomber par des recours légaux une telle décision, laquelle n'est pas opposable aux tiers : Tunis, 26 déc. 1906 (07, 145).

§ III. Renonciations à succession.

36. Si les successions des algériens sujets français sont régies par la loi musulmane, c'est la loi de procédure française qui régit les formes de

la renonciation à succession : Alger, 15 oct. 1896 (97, 114). — *37*. En conséquence, est nul l'acte de renonciation à succession passé par un algérien devant les notaires tunisiens, au mépris de l'art. 997 C. proc. civ., qui exige qu'un acte de cette nature soit fait au greffe : Alger, 15 oct. 1896 (97, 114). — *38*. Un musulman qui était mineur au décès du *de cujus*, n'a pu valablement renoncer à la succession qu'avec la participation de son tuteur, à moins que, antérieurement à cette renonciation, il n'ait été relevé de son état de minorité : Alger, 14 oct. 1896 (97, 114). — *39*. Si les successions des algériens sujets français sont régies par la loi musulmane, c'est la loi de procédure française qui régit les formes de la renonciation à succession : Tunis, 20 mars 1895 (95, 303). — *40*. En conséquence est nul l'acte de renonciation à succession passé par un algérien devant les notaires tunisiens, au mépris de l'art. 997 C. proc. civ., qui exige qu'un acte de cette nature soit fait au greffe : Tunis, 20 mars 1895 (95, 303). — *41*. La renonciation à une succession doit être faite, aux termes de l'art. 944 du C. civ. ital., au greffe de la justice de paix de la circonscription où la succession s'est ouverte : Just. p. Tunis-Nord, 17 nov. 1894 (95. 151). — *42*. En conséquence, en Tunisie, depuis l'abrogation de la juridiction consulaire italienne, la renonciation à une succession italienne doit être faite, non pas au Consulat d'Italie, mais au greffe de justice de paix du lieu de l'ouverture : Just. p. Tunis-Nord, 17 nov. 1894 (05, 151).

SECTION III

Administration des successions étrangères.

43. Lorsqu'un étranger décède en France en y laissant des biens meubles et immeubles, les tribunaux français sont compétents pour nommer un administrateur sequestre des biens composant l'hérédité, jusqu'à ce que les qualités respectives des héritiers aient été déterminées : Civ. Bayonne, 12 août 1903 (05. 160). — *44*. Il n'y a là, en effet, qu'une mesure conservatoire qui ne préjuge en rien des droits éventuels des parties : Civ. Bayonne, 12 août 1903 (05, 160). — *45*. Quand un étranger habile à se porter héritier d'immeubles situés sur le territoire français, a été envoyé en possession des biens par une décision de la justice de son pays, en conformité d'un traité diplomatique conclu entre ce pays et la France et régulièrement promulgué, il n'appartient pas aux Tribunaux français de l'en déposséder au moyen d'une nomination de séquestre : Cass. civ., 20 févr. 1901 (02, 32). — *46*. De l'ensemble des dispositions de la convention franco-russe du 1er avril 1894, il résulte que le consul général de Russie à Paris a seul le droit de faire procéder à la levée des scellés apposés après le décès à Paris d'un de ses nationaux, et à l'inventaire de la succession : Paris, 23 juill. 1907 (08, 191). — *47*. Ces dispositions sont générales et absolues, s'appliquent même si les héritiers du défunt ne sont

pas russes, et ne font pas obstacle à la présence auxdites opérations des intéressés, soit par eux-mêmes, soit par leurs mandataires : Paris, 23 juill. 1907 (08, 191). — *48*. Il résulte de la convention franco-russe de 1874 que le règlement de la succession immobilière laissée en France par un sujet russe doit être régie par la loi française et que les tribunaux français ont compétence pour statuer sur la vacance de ces biens : Aix, 13 déc. 1906 (07, 548). — *49*. Le Consul de Russie n'a pas un intérêt suffisant pour former tierce-opposition contre le jugement nommant un curateur à cette succession déclarée vacante : Aix, 13 déc. 1906 (07, 548). — *50*. En ce qui concerne les meubles laissés en France par le de cujus, ils doivent être remis par le curateur au Consul de Russie, alors qu'aucun héritier français ou sujet d'une autre puissance ne s'est révélé : Aix, 13 déc. 1906 (07. 548). — *51*. Aux termes de la convention cousulaire du 7 janvier 1862 le Consul d'Espagne a, dans tous les cas spécifiés à l'art. 20 le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour la conservation, l'administration et la liquidation des successions d'espagnols décédés en France, et, si des contestations sont portées devant les Tribunaux français, il a le droit de représenter la succession et de reprendre, après le jugement rendu, les opérations de liquidation et partage entre héritiers espagnols : Cass. civ., 9 févr. 1897 (97. 95). — *52*. S'il n'use pas de son droit, les Tribunaux français peuvent être saisis de toutes demandes en liquidation et partage et prendre, à ce sujet, toutes mesures provisoires jusqu'au jour où le Consul se présente pour exercer ses droits, auquel cas l'intervention du Consul doit être admise, sans préjudice des actes déjà faits et des décisions déjà rendues par les juges francais : Cass. civ., 9 févr. 1897 (97, 95). — *53*. L'art. 2 du traité franco brésilien du 8 novembre 1851 détermine les premières mesures à prendre au sujet de la liquidation de ses biens, lorsqu'un sujet brésilien est décédé en France. que les héritiers sont étrangers et absents de France. de même, d'ailleurs, que l'exécuteur testamentaire ; c'est donc au Consul du Brésil en France qu'il appartient de recueillir immédiatement et de conserver la part liquide de la succession : Aix, 12 juin 1902 (03, 528). — *54*. Une société française ne serait pas recevable à s'opposer à l'intervention du consul du Brésil en excipant de sa qualité de mandataire de l'exécuteur testamentaire de la succession : Aix, 12 juin 1902 (03, 528).

CHAPITRE II

Droits étrangers.

SECTION PREMIÈRE

Droit italien.

§ I. — Droits du conjoint survivant.

55. Aux termes de l'article 743 § 1 C. civ. ital., quand, à l'époux décédé, survivent des enfants légitimes, le conjoint survivant a sur la succession

du *de cujus*, l'usufruit d'une part héréditaire égale à celle de chaque enfant, calculée en comptant ce conjoint comme un enfant : Tunis, 20 juin 1894 (97, 262). — *56*. Si la femme française mariée à un italien ne laisse pour héritiers que son mari et son père, sa succession reviendra pour un tiers au premier et pour les deux tiers au second, conformément aux art. 738 et 755 C. civ. ital. : Tunis, 8 mai 1901 (03, 113). — *57*. Aux termes de l'art. 1039 C. civ. ital., l'action en rescision s'admet contre tout acte qui a pour objet de faire cesser entre cohéritiers l'indivision des biens héréditaires, quelle que soit d'ailleurs sa qualification de vente, d'échange, de transaction ou autre : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 412). — *58*. Elle peut être introduite notamment, contre le conjoint survivant qui, en droit italien, est un véritable héritier, bien qu'en principe il n'ait droit qu'à un usufruit : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 412). — *59*. Le conjoint survivant qui a le droit à une quote-part d'usufruit sur le patrimoine du défunt, n'est pas l'héritier de celui-ci : App. Florence, 14 mai 1903 (05, 583). — *60*. Par suite, son intervention au partage consensuel des biens fait entre les héritiers n'est pas nécessaire pour la validité de celui-ci : App. Florence, 14 mai 1903 (05, 583). — *61*. Le conjoint survivant qui n'a pas pris part à ce partage conserve ses droits d'usufruit et, en vertu de la nature réelle de ceux ci, il peut les faire valoir à l'encontre des détenteurs des biens qui en sont grevés : App. Florence, 14 mai 1903 (05, 583).

§ II. — Succession dévolue à un enfant soumis à la puissance paternelle.

62. D'après les art. 226 et 930 C. civ. ital., les successions dévolues aux enfants soumis à la puissance paternelle doivent être acceptées, par celui qui exerce cette puissance, sous bénéfice d'inventaire : Tunis, 20 juin 1894 (97, 262). — *63*. D'après l'art. 925 du même Code, la possession des biens héréditaires passe de droit à la personne de l'héritier, sans qu'il soit besoin d'une appréhension matérielle : Tunis, 20 juin 1894 (97, 262). — *64*. Enfin l'art. 959 dispose que l'héritier qui a la saisine, en conformité de l'art. 925 précité, doit faire inventaire dans les trois mois du jour de l'ouverture de la succession ou de la connaissance qu'il a eue que cette succession lui était dévolue : Tunis, 20 juin 1894 (97, 262).

§ III. — Donations sujettes à rapport.

65. La disposition de l'art. 1026 C. civ. ital. est applicable même au regard de l'héritier universel ; par suite le légataire ou donataire qui prétend à la réserve à son encontre, doit, sauf le cas où il en a été expressément dispensé, imputer sur ses droits réservataires les legs ou les donations dont il a bénéficié : Cass. Turin, 27 juill. 1904 (07, 62). — *66*. Un co-hé-

ritier est recevable à prouver par témoins que l'apparente cession de créance consentie par le *de cujus* à un autre co-héritier, son enfant, n'est en réalité qu'une donation sujette à rapport : Cass. Florence, 25 avr. 1905 (07, 518). — *67*. Aux termes de l'art. 972 C. civ. ital., l'héritier réservataire peut faire réduire les donations et les legs faits à ses co-héritiers, même s'il a accepté purement et simplement la succession : Cass. Florence, 4 mai 1905 (07, 518). — *68*. Par suite, pour obtenir cette réduction d'héritiers qui ont renoncé à la succession paternelle, il n'est pas nécessaire que l'héritier réservataire n'ait accepté la succession que sous bénéfice d'inventaire : Cass. Florence, 4 mai 1905 (07, 518). — *69*. Le descendant qui succède *jure proprio* à l'ascendant n'est pas obligé à tenir compte à ses co-héritiers de la donation faite par l'auteur commun à un frère prédécédé dont il est l'héritier : Cass. Rome, 8 nov. 1904 (07, 285). — *70*. Si l'aïeul appelle à son hérédité ses enfants et, au cas où ils mourraient avant lui, ses petits enfants, ces derniers, au cas de prédécès de leurs parents, succèdent *jure proprio* et non par représentation de leur père : Cass. Turin, 27 juill. 1904 (07, 63). — *71*. Ils ne peuvent donc se prévaloir de la disposition de l'art. 1004 C. civ. ital. pour se faire dispenser du rapport de ce qui leur a été donné par le testateur : Cass. Turin, 27 juill. 1904 (07, 63).

§ IV. — **Legs d'usufruit.**

72. Est contraire à la loi italienne, et doit, en conséquence, être considérée comme non écrite, la condition mise à un legs d'usufruit que l'administration de la chose léguée appartiendra, pendant toute la durée de l'usufruit, non au légataire, mais à un tiers : Cass. Turin, 5 avr. 1902 (05, 244).

§ V. — **Vente de droits héréditaires.**

73. Aucune action en rescision n'est admissible en droit italien contre l'acte de vente de droits héréditaires : Cass. Rome, 30 janv. 1904 (06, 192).

§ VI. — **Immeubles situés à l'étranger.**

74. La succession d'un italien est régie par la loi italienne, lorsqu'il s'agit d'établir le quantum de la réserve, même lorsque les biens à attribuer sont des immeubles situés en pays étranger : App. Gênes, 5 avr. 1904 (06, 536). — *75*. La succession d'un italien doit être réglée suivant la loi italienne, pour le calcul de la réserve héréditaire, même en ce qui concerne les immeubles situés à l'étranger, même au cas où la loi du pays où se trouvent ces immeubles, disposerait d'une façon différente : Cass. Turin, 20 fév. 1905 (07, 287).

§ VII. — Acceptation, renonciation, bénéfice d'inventaire, séparation des patrimoines.

76. La vente que l'héritier bénéficiaire fait de sa part héréditaire ne le fait pas déchoir du bénéfice d'inventaire: Cass. Naples, 1er août 1905 (08, 28). — *77*. L'acceptation d'une succession ne résulte pas implicitement du fait d'avoir touché le montant d'une lettre de change, surtout si elle est de petite importance : App. Casale, 17 oct. 1906 (08, 600). — *78*. Il ne résulte pas davantage pour la veuve de ce qu'elle est restée dans la maison conjugale: App. Casale, 17 oct. 1906 (08, 600). — *79*. En droit civil italien, tout créancier d'une succession italienne a le droit de demander le bénéfice de la séparation du patrimoine du défunt d'avec celui des héritiers: Sousse, 13 août 1890 (91, 60). — *80*. L'effet de la séparation du patrimoine doit, en ce qui concerne les immeubles successoraux, être apprécié conformément à la loi qui régit ces immeubles, en l'espèce la loi tunisienne : Sousse, 13 août 1890 (91, 60).

SECTION II

Droit maltais.

§ I. — Conjoint survivant.

81. Dans le statut personnel anglo-maltais, la veuve ne peut recueillir, même par testament, plus du quart de la succession de son mari, s'il laisse des enfants : Alger, 26 nov. 1891 (96, 329). — *82*. D'après la loi maltaise, l'épouse survivante en concours avec des enfants légitimes a droit à l'usufruit du quart des biens laissés par son mari défunt, sauf dans le cas où elle posséderait un pécule dont le revenu serait supérieur ou au moins égal à cet usufruit : Tunis, 28 déc. 1898 (00, 27). — *83*. Le mari maltais, usufruitier du quart des biens de sa femme décédée, n'a pas le droit de demander le partage et la licitation de la pleine propriété des immeubles de la succession : Alger, 2 mai 1898 (98, 586). — *84*. Toutefois, une pareille demande peut être utilement transformée par le demandeur, même en cause d'appel, en une demande tendant au partage et à la liquidation de son usufruit : Alger, 2 mai 1898 (98, 586). — *85*. Aux termes de l'art. 527 de l'ordonnance maltaise n° 7 de 1868, la veuve hérite d'un tiers des biens du défunt en pleine propriété, et les frères et sœurs du défunt des deux autres tiers : Tunis, 27 juill. 1896 (96, 468). — *86*. Aux termes de l'art. 530 de cette même ordonnance, ce droit de succession entre époux existe même pour les mariages contractés avant sa promulgation, sauf dans le cas où des enfants étant nés du mariage, il s'est produit la communauté complète : Tunis, 27 juill. 1896 (96, 468).

§ II. — Réserve héréditaire.

87. La loi maltaise, comme la loi française, n'accorde aucune réserve héréditaire aux parents collatéraux : Tunis, 3 janv. 1898 (99, 339). — *88*.

D'après les traités en vigueur en Tunisie, les successions font partie du statut personnel et sont régies par la loi nationale du défunt, même en ce qui concerne les biens immobiliers : Tunis, 29 juin 1896 (97, 343). — *89*. Suivant le Code de Rohan, le conjoint survivant anglo-maltais qui n'a pas de fortune personnelle, a droit à une réserve héréditaire qui s'élève au quart en pleine propriété des biens du défunt, lorsque ce dernier n'a pas laissé de descendants : Tunis, 29 juin 1896 (97, 343). — *90*. Si la part héréditaire du conjoint est réduite à un simple usufruit, en cas de second mariage, c'est seulement lorsque le défunt a laissé des descendants : Tunis, 29 juin 1896 (97, 343). — *91*. La condition de viduité à laquelle un conjoint subordonne une libéralité testamentaire par lui faite à son conjoint, n^e^ peut avoir pour résultat de priver celui-ci de sa réserve héréditaire, qu'il tient de la loi : Tunis, 29 juin 1896 (97, 343). — *92*. Aux termes de l'art. 314 de l'ordonnance, la légitime des enfants légitimes ou légitimés par mariage subséquent ou adoptifs est du tiers des biens du défunt s'ils ne sont plus de quatre, et de la moitié de ces biens, s'ils sont au nombre de cinq ou plus : Tunis, 15 mars 1905 (05, 262). — *93*. D'autre part, en vertu de l'art. 255 de l'ordonnance maltaise de 1857 et de l'art. 850 de l'ordonnance maltaise de 1868, aussi bien qu'en vertu des art. 446 et 447 C. com. fr. et 1167 C. civ. fr., les créanciers ont une action à l'encontre des actes faits en fraude de leurs droits : Tunis, 15 mars 1905 (05, 262). — *94*. Par suite, le syndic de la faillite d'un maltais a le droit d'exiger la liquidation régulière d'une succession, en vue d'établir si le testament de la mère du failli n'a pas violé les droits de celui-ci quant à la réserve successorale : Tunis, 15 mars 1905 (05, 262). — *95*. Il a ce droit, bien que le failli ait accepté le testament et se soit reconnu débiteur de sommes que ce testament lui prescrivait de rapporter : Tunis, 15 mars 1905 (05, 262).

§ III. — **Ouverture de succession.**

96. Quand l'autorité judiciaire, conformément aux art. 547 et 551 des lois d'organisation et de procédure civile, déclare ouverte au profit d'une personne une succession, elle établit en faveur de cette personne un titre d'acquisition de ladite succession : C. com. Malte, 15 déc. 1900 (08, 31). — *97*. Par suite, elle la rend apte à recevoir, sans le consentement des autres héritiers, une quote-part égale à sa part héréditaire, de l'argent déposé par le *de cujus* chez un tiers : C. com. Malte, 15 décembre 1900 (08, 31). — *98*. L'art. 1678 de l'ordonnance n° 7 de 1868, qui considère le dépôt d'une chose indivisible, ne fait pas obstacle à ce droit : C. com. Malte, 15 déc. 1900 (08, 31).

§ IV. — **Prescription.**

99. Aux termes de la loi maltaise, l'action pour réclamer une hérédité ou un legs se prescrit par une période de dix années à partir de l'ouverture

de la succession, qu'il y ait ou non un testament : Tunis, 20 mars 1902 (02, 424).

§ V. — Conseil et exécuteur testamentaire.

100. Aux termes de l'art. 528 C. proc. maltais, lorsque le conseil testamentaire refuse son concours, la partie intéressée doit s'adresser à la Cour, laquelle ordonne que la requête à elle présentée soit signifiée au conseil, auquel un délai de quatre jours est accordé pour répondre ; et le silence du conseil dans ce délai équivaut à une admission de la demande : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 361). — ***101***. Ces règles, qui font partie intégrante de la procédure des tribunaux de Malte, c'est à-dire de la *lex fori* d'un tribunal étranger, ne peuvent régler la marche d'une action devant le Tribunal de Tunis, qui doit se soumettre aux dispositions de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883 : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 361). — ***102***. Aux termes de l'art. 464 de l'ordonnance maltaise de 1873, l'exécuteur testamentaire ne peut s'occuper de l'administration qui lui est confiée qu'après que ses pouvoirs ont été confirmés par la Cour de juridiction gracieuse : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 361). — ***103***. Aux termes de l'article 465 de la même ordonnance, la juridiction pour ce compétente ne doit confirmer les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire qu'après que celui ci a donné hypothèque sur ses biens et a pris l'engagement d'exécuter fidèlement la volonté du défunt et de rendre compte de son administration comme il en sera par justice ordonné : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 361). — ***104***. Ces règles s'appliquent au conseil testamentaire comme à tous les autres exécuteurs testamentaires et régissent en Tunisie l'exécution des testaments maltais : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 361).

SECTION III

Droit musulman.

§ I. — Nationalité de la succession.

105. Est tunisienne la succession d'un musulman tunisien, bien qu'une fille du *de cujus* se soit mariée à un algérien sujet français ; cette circonstance ne peut modifier le caractère de la succession, alors surtout qu'elle ne s'est produite que postérieurement au décès du *de cujus* : Tunis, 12 nov. 1902 (03, 310).

§ II. — Etendue des droits héréditaires.

106. Les successions des musulmans algériens sont régies en Tunisie par les lois et coutumes musulmanes : Tunis, 27 avr. 1896 (96, 294) ; Paris, 2 juil. 1896 (97, 72). — ***107***. D'après la loi musulmane, le frère hérite d'une part des biens de son frère, lorsqu'il est en concurrence avec

la veuve et les filles du défunt : Tunis, 27 avr. 1896 (96, 294). — *108*. Les héritiers, d'après la loi musulmane, ne sont tenus, des dettes de la succession que jusqu'à concurrence de leur portion héréditaire sur les biens recueillis par eux : Tunis, 27 avr. 1896 (96, 294). — *109*. Le rite malékite admet le droit d'hérédité en faveur de la parenté féminine, à défaut de parenté masculine, et il en est ainsi surtout lorsque les cognats, c'est-à-dire les parents par les femmes, sont dans un état d'indigence manifeste : Paris, 2 juil. 1896 (97, 72). — *110*. Les preuves de la parenté, à défaut d'état civil, résultent au regard de la loi musulmane, d'actes de notoriété appelés frida, dressés par les cadis, sur la déclaration de témoins : Paris, 2 juil. 1896 (97, 72). — *111*. Les frères et sœurs germains ou utérins, ne sont appelés à la succession du frère prédécédé qu'à défaut de descendants et d'ascendants : Sousse, 17 juin 1897 (97, 631). — *112*. Ne démontre donc pas ses droits sur un immeuble dépendant de la succession de sonfrère la femme qui se borne à établir qu'elle est la sœur du *de cujus* : Sousse, 17 juin 1897 (97, 631). — *113*. Au cas de décès d'un musulman habitant la Tunisie, où il ne laisse pas d'héritiers, sa succession revient au Bit el Mal, à l'exclusion de prétendants droits algériens, s'il n'est pas démontré que le *de cujus* était algérien : Alger, 25 avr. 1907 (08, 355).

§ III. — Droits et obligations des héritiers.

114. Les héritiers d'un débiteur ne sont tenus de désintéresser le créancier que sur les biens qu'ils ont recueilli dans l'hérédité : Ouzara, 21 mars 1886 (99, 287) ; Tunis, 2 nov. 1887 (95, 564) ; Alger, 5 mai 1892 (93, 234) ; Tunis, 23 mars 1896 (96, 210) ; Alger, 26 oct. 1896 (97, 374) ; Tunis, 28 déc. 1896 (97, 154) ; 9 mars 1898 (01, 150) ; 23 mai 1898 (98, 301) ; 7 juil. 1898 (98, 471) ; Alger, 11 avr. 1900 (01, 39) ; Tunis, 15 mai 1901 (02, 388) ; Alger, 25 oct. 1905 (06, 419). — *115*. Sauf le cas où cet héritier aurait rendu la succession insolvable par sa mauvaise gestion : Alger, 11 avr. 1900 (01, 39). — *116*. Ils n'en sont aucunement tenus, si les biens meubles et immeubles ont été vendus au profit des créanciers successoraux et s'ils n'ont recueilli que des biens habous dont ils n'ont pas la propriété : Alger, 5 mai 1892 (93, 234). — *117*. A moins qu'ils n'aient eu le tort de confondre entièrement les biens il s'agit avec leur fortune personnelle : Tunis, 7 juill. 1898 (98, 471). — *118*. Les héritiers appelés à une succession régie par le droit musulman ne sont pas recevables à faire déclarer qu'un créancier de la succession n'a rien à leur réclamer parce qu'il ne prouve pas que leur auteur est mort solvable et qu'ils ont eux-mêmes perçu un actif : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 509). — *119*. Mais ils ne peuvent être condamnés que ès qualité d'héritiers et le créancier de la succession qui a obtenu contre eux une condamnation dans ces conditions ne peut l'exécuter que sur les biens successoraux, s'il vient

à en trouver entre les mains des héritiers : Tunis, 1er avr. 1908 (08, 509). — ***120***. Ne peut faire obstacle à cette solution la production par les défendeurs d'un acte de notoriété indigène tendant à prouver que le *de cujus* est mort insolvable, parce que les règles à observer devant les tribunaux français de Tunisie pour l'admissibilité de la preuve testimoniale ne permettent pas de tenir compte d'un pareil document : Tunis, 1er av. 1908 (08, 509). — ***121***. Les héritiers ne jouissent d'aucun délai pour faire inventaire : Tunis, 28 déc. 1896 (97, 154). — ***122***. L'héritier musulman n'a pas besoin de remplir les formalités de conservation et de prudence imposées par le droit français à l'héritier bénéficiaire et le créancier français ne peut requérir sur une succession musulmane des droits incompatibles avec la loi qui la régit : Alger, 25 oct. 1905 (06, 419). — ***123***. L'héritier musulman se trouve légalement dans une situation analogue à celle de l'héritier sous bénéfice d'inventaire en droit français : Sousse, 9 avr. 1903 (04, 548). — ***124***. Il ne s'ensuit pas qu'il soit forcé d'accepter et d'assumer les charges, la responsabilité et les ennuis de la liquidation de la succession ; Sousse, 9 avr. 1903 (04, 548). — ***125***. Il n'y a donc aucune raison pour lui refuser le droit de renoncer, à la condition que cette renonciation soit réelle et effective et non simulée : Sousse, 9 avr. 1903 (04, 548). — ***126***. Le créancier de l'héritier renonçant peut prendre des mesures conservatoires et engager telle procédure que de droit pour se procurer les bénéfices dont son débiteur l'aurait frustré par la renonciation faite en fraude de ses droits : Sousse, 9 avr. 1903 (04, 548). — ***127***. Mais, vis-à-vis d'une renonciation intervenue avant toute appréhension des biens héréditaires par l'héritier renonçant, un créancier de ce dernier ne peut pratiquer une saisie-exécution directement sur les objets mobiliers de la succession, au préjudice et au détriment des autres héritiers, étrangers à la dette, qui deviennent héritiers de la totalité, si on donne effet à la renonciation de leur cohéritier ; qui, dans le cas contraire, ont encore droit à faire un partage en nature pour éviter la vente aux enchères de leur propre part : Sousse, 9 avr. 1903 (04, 548). — ***128***. Le tiers acquéreur de bonne foi des immeubles de la succession ne saurait être recherché par un créancier de celle-ci : Alger, 11 avr. 1900 (01, 39). — ***129***. L'aliénation d'un immeuble successoral en fraude des droits des créanciers, donne ouverture à un recours contre le tiers détenteur qui se serait associé à ces manœuvres frauduleuses : Tunis, 15 mai 1901 (02, 388). — ***130***. Si, en droit musulman, les héritiers ne sont pas tenus des dettes de leur auteur, ils n'en ont pas moins qualité pour faire rentrer les créances de la succession à l'effet d'en éteindre ou, tout au moins, d'en diminuer le passif : Alger, 26 oct. 1896 (97, 374). — ***131***. Des reconnaissances de dettes sous signatures privées ne peuvent être opposées aux héritiers du débiteur musulman, lorsque le demandeur ne prouve pas

que les défendeurs ont fait adhésion d'hérédité et sont par suite responsables des dettes de leur auteur, les dits héritiers ayant d'ailleurs le droit d'opposer une prescription amplement acquise : Alger, 20 déc. 1890 (93, 27). — *132*. C'est au créancier qui allègue que les héritiers se sont emparés des valeurs de la succession à administrer la preuve de ce fait : Tunis, 2 nov. 1887 (95, 564). — *133*. Les créanciers conservent le droit d'agir contre les héritiers du défunt, alors même que ceux-ci ont répudié la succession, car les héritiers sont dispensés de plein droit de payer les dettes au delà de l'actif laissé par leur auteur : Tunis, 11 avr. 1894 (94, 307). — *134*. Leur renonciation n'a d'autre valeur que celle d'un refus de s'occuper de l'hérédité ; elle ne saurait paralyser ni entraver les droits des créanciers et permet seulement aux héritiers d'exiger que les condamnations requises contre eux ne puissent avoir aucune influence sur leur fortune personnelle : Tunis, 11 avr. 1894 (94, 307). — *135*. Le dévolutaire d'un bien habous en prend possession à la mort du dévolutaire précédent, non pas à titre d'héritier de ce dernier, mais en vertu d'un droit propre et personnel qu'il puise dans l'acte de constitution : Sousse, 4 mai 1899 (00, 298). — *136*. En conséquence, si le dévolutaire du bien habous peut être recherché pour les dettes de son père dévolutaire précédent, sur les biens de la succession de ce dernier, en tant qu'héritier et dans la mesure de sa part héréditaire, l'immeuble habous ne faisant pas partie de la succession, les récoltes pendantes sur ledit immeuble ne sauraient être saisies pour une dette de la succession : Sousse, 4 mai 1899 (00, 298).

§ IV. — Divisibilité des dettes

137. D'après la loi musulmane, et nonobstant toute acceptation ou répudiation de la succession, les dettes du *de cujus* se divisent de plein droit entre les héritiers, qui n'en sont tenus chacun que pour leur part et portion virile : Alger, 21 déc. 1892 (93, 235) ; 28 déc. 1892 (93, 237). — *138*. Par suite, lorsqu'un créancier du *de cujus* poursuit le recouvrement de sa créance collectivement contre les héritiers de son débiteur, son action se fractionne d'elle-même entre chacun des représentants de l'auteur commun, qui ne peut être contraint qu'à payer sa portion de dette commune : Alger, 21 déc. 1892 (93, 235) ; 28 déc. 1892 (93, 237). — *139*. Et c'est sur la part de chaque héritier, quel que soit le taux de l'ensemble de la demande, que se calcule le ressort : Alger, 21 déc. 1892 (93, 235) ; 28 déc. 1892 (93, 237). — *140*. D'après le droit musulman tunisien, comme d'après le Code civil français, les dettes d'une succession se divisent de plein droit entre les divers héritiers suivant la part et portion de chacun d'eux dans l'hérédité : Cass. req., 26 nov. 1895 (98, 337). — *141*. Est donc jugée en dernier ressort une demande en paiement formée contre

plusieurs héritiers, quoique la somme réclamée soit supérieure au taux du premier ressort, si la part incombant à chacun des héritiers en cause est inférieure à ce taux : Cass. req., 26 nov. 1895 (98, 337).

§ V. — Echéance des dettes.

142. Aux termes de l'art. 150 C. tun., la mort du débiteur fait venir à échéance toutes ses obligations, même celles dont le terme n'est pas échu ; et ce, dans le but de ne pas retarder le partage de l'actif qui ne peut intervenir qu'après le paiement des dettes et des legs : Ouzara, 27 janv. 1908 (08, 88). — *143.* Par application de ce principe, la succession du défunt, tenu solidairement au paiement d'une dette d'argent, peut être obligée par le créancier à rembourser la dette laissée par le de cujus, même si elle n'était pas arrivée à échéance lors du décès : Ouzara, 27 janv. 1908 (08, 88). — *144.* Mais la déchéance du terme ne produit pas effet contre les co-débiteurs solidaires : ceux-ci se trouvent simplement dans la situation prévue par l'article 177 du même Code : Ouzara, 27 janv. 1908 (08, 88).

§ VI. — Créances de la succession.

145. Un débiteur est mal fondé à se refuser au paiement de la créance entre les mains des héritiers du créancier, sous prétexte que, parmi eux, se trouverait un mineur non pourvu de mokaddem, alors qu'il est établi qu'en fait le cadi a investi la mère des fonctions de mokaddem de son enfant mineur ; cette nomination est parfaitement régulière et il n'appartient pas au débiteur d'en contester la validité : Ouzara, 27 janv. 1896 (96, 324). — *146.* Il y a lieu d'ordonner que le créancier rendra des comptes aux héritiers du débiteur, lorsqu'il reconnaît qu'il détient les biens de la succession en raison de ses créances contre le *de cujus* : Ouzara, 11 mars 1901 (03, 60).

§ VII. — Droit kabyle.

147. D'après le droit kabyle, la quotité disponible est du tiers, toutes les fois qu'il existe, au jour du décès, un parent habile à succéder : Alger, 30 mars 1898 (98, 583). — *148.* Cette quotité ne peut être portée à la moitié des biens que lorsqu'il n'existe pas d'héritiers appartenant à la famille : Alger, 30 mars 1898 (98, 583).

SECTION IV

Droit rabbinique.

§ I. — Applicabilité du droit.

149. La succession d'un israélite résidant en Tunisie et seulement protégé d'une nation européenne, est régie par la loi rabbinique, qui cons-

titue son statut personnel : Tunis, 29 mai 1895 (95, 438) ; 11 février 1903 (03. 338). — *150*. Cet israélite n'établit nullement qu'il possède la qualité de citoyen français, qui entraînerait l'application de la loi française sur les successions, par la production d'un extrait de registre du Consulat français établissant qu'il n'y était inscrit que comme protégé, alors que, d'autre part, sa possession d'état n'est pas conforme à ses prétentions : Tunis, 11 févr. 1903 (03. 338). — *151*. D'après la loi anglaise, la dévolution successorale est régie par les coutumes du lieu où se trouvent situés les biens du défunt : Tunis, 28 mars 1892 (96, 568). — *152*. Ce sont donc les coutumes israélites tunisiennes, qui en vertu de cette règle, doivent être appliquées à la succession d'un israélite sujet anglais décédé à Tunis : Tunis, 28 mars 1892 (96, 568) ; 27 juin 1900 (00, 632).

§ II. — Etendue des droits héréditaires.

153. D'après les coutumes israélites tunisiennes, le mari survivant recueille entièrement la succession de sa femme, lors même que celle-ci laisse des enfants : Civ. Nice, 5 juin 1893 (93, 341). — *154*. En droit rabbinique, la femme mariée n'hérite pas de son mari : Tunis, 17 mai 1899 (99, 344). — *155*. D'après le droit rabbinique tunisien, les filles sont exclues par les enfants mâles de la succession de leur père et de leur mère; elles ont seulement le droit de réclamer la dot qui leur est nécessaire pour contracter mariage : Tunis, 28 mars 1892 (96, 568) ; Sousse, 28 juin 1894 (94, 530) ; Tunis, 29 mai 1895 (95, 438) ; 17 janv. 1898 (98, 462) ; 27 juin 1900 (00, 632) ; 8 juill. 1903 (03, 614). — *156*. Le droit rabbinique assure, dans certaines circonstances, aux filles non mariées dont le père est décédé sans prendre des dispositions à leur égard, une dot égale au dixième de la succession : Tunis, 29 mai 1895 (95, 438). — *157*. Aux termes de l'art. 5 du chap. CXIII d'Ibn Haezer, ce droit, désigné sous le nom d'*issour*, donne aux bénéficiaires un droit de suite sur les immeubles de la succession qui auraient été vendus ou engagés par leurs frères et un privilège sur ces immeubles pour se couvrir du montant de leur dot : Tunis, 29 mai 1895 (95, 438). — *158*. Toutefois, s'ils portent sur des immeubles tunisiens, ces droits ne seront opposables aux tiers que s'il sont inscrits sur les titres de propriété : Tunis, 29 mai 1895 (95, 438). — *159*. Conformément aux coutumes hébraïques tunisiennes, à la mort de leur père, les fils prennent tous ses biens, à charge par eux de nourrir leurs sœurs jusqu'à leur majorité ou jusqu'à leur mariage : Tunis, 8 juill. 1903 (03, 614). — *160*. Lorsqu'un père meurt laissant une fille non mariée, on recherche quelle est la dot qu'il avait l'intention de lui donner ; s'il a, de son vivant, doté une autre fille, on constituera une dot égale à celle qui reste à marier : Tunis, 8 juill. 1903 (03, 614). — *161*. S'il n'y a pas eu de fille précédemment mariée et s'il n'est pas possible de connaître les intentions du père,

la dot de la fille sera du dixième de la succession : Tunis, 8 juill. 1903 (03, 614).

§ III. — Levirat.

162. En droit rabbinique, celui qui exerce le lévirat, c'est-à-dire qui épouse la veuve de son frère, devient le seul et unique héritier de ce dernier, à l'exclusion de tous les autres parents : Tunis, 11 février 1903 (03, 338).

SECTION V.

Autres droits.

§ I. — Droit autrichien.

163. Les tribunaux autrichiens n'ont pas compétence pour liquider la succession mobilière d'un étranger, situé à l'étranger, alors même que le *de cujus* aurait son domicile en Autriche et qu'il y serait décédé : Cass. Autriche, 3 février 1904 (06, 533).

§ II. — Droit suisse.

164. Aux termes de l'art. 5 du traité franco-suisse du 15 juin 1869, lorsqu'un français meurt en Suisse, les actions relatives à la liquidation et au partage de sa succession doivent être portées devant le Tribunal de son dernier domicile en France : Trib. fédér. Suisse, 14 septembre 1903 (06, 189). — *165*. Ce principe est général et doit recevoir application lorsque le *de cujus* était, au moment de son décès, domicilié en France, encore bien que sa succession soit entièrement composée d'immeubles situés en Suisse : Trib. fédér. Suisse, 14 septembre 1903 (06, 189). — *166*. D'après la loi du canton du Valais (Suisse) les enfants ont droit à une réserve qui est des deux tiers de la succession lorsque le défunt laisse des enfants légitimes ou légitimés : Tunis, 6 juin 1900 (00, 632).

CHAPITRE III

Successions vacantes.

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 33. — Goguyer, *Choix splend.*, p. 33. — Tilloy, *Rép. alph. t. II*, p. 573.

SECTION PREMIÈRE

Droit applicable devant la juridiction française.

§ I. — Cas de vacance.

167. Une succession n'est réputée vacante en Algérie que lorsqu'il n'existe pas d'héritier connu présent et non renonçant : Alger, 13 juillet

1893 (94, 208). — *168*. Le curateur aux successions vacantes qui s'immisce dans la succession d'un individu, alors qu'il n'ignore pas que le défunt a laissé un frère résidant dans la localité, et qui n'a pas renoncé à la succession, est personnellement responsable, envers les tiers, du préjudice que son immixtion a pu leur causer : Alger, 13 juillet 1893 (94, 208). — *169*. D'après l'art. 2 de l'ordonnance du 26 décembre 1842, applicable en Tunisie, une succession est réputée vacante lorsqu'aucun héritier n'est présent au lieu où elle s'ouvre ou que l'existence d'un héritier présent ne s'est pas révélée: Tunis, 11 avril 1894 (94,307).— *170*. Le fait que le curateur à une succession vacante a été relevé de ses fonctions à la suite de la constatation de la nationalité étrangère du *de cujus*, n'a pas pour résultat de faire tomber rétroactivement tous les actes passés ou exécutés au cours de sa gestion : Tunis. 11 avril 1894 (94, 307). — *171*. Il doit être considéré, de même que le serait un héritier apparent, comme ayant été le représentant régulier du défunt pendant la durée de sa curatelle : Tunis, 11 avril 1894 (94, 307). — *172*. En conséquence, tous les actes de poursuite faits contre lui durant cette période, par des tiers de bonne foi, ont été valablement accomplis et doivent être maintenus : Tunis, 11 avril 1894 (94, 307).

§ II. — Compétence.

173. Le règlement d'une succession vacante rentre dans les questions de statut personnel : Tunis, 3 février 1887 (95, 362). — *174*. En conséquence les Tribunaux français établis en Tunisie sont incompétents pour déclarer vacante la succession d'un étranger et nommer un curateur à cette succession, alors même que la demande en justice serait introduite par un créancier intéressé de nationalité européenne : Tunis, 3 février 1887 (95, 362).

§ III. — Honoraires du curateur.

175. Les honoraires du curateur à une succession vacante doivent être réglés d'après l'importance de la succession et les soins que la curatelle aura exigé : Alger, 20 nov. 1894 (95, 444). — *176*. Les tribunaux ont, pour faire ce calcul, un pouvoir discrétionnaire : Alger, 20 nov. 1894 (95, 444).

SECTION II

Droit tunisien.

177. D'après le droit tunisien, le châra n'a point à nommer de curateur à une succession musulmane vacante ; il n'intervient que pour nommer un tuteur à des héritiers mineurs ; mais si tous les héritiers sont majeurs, c'est contre eux que les créanciers ont à faire valoir leurs droits ; Tunis, 11 avr. 1894 (94, 307).

SUJET TUNISIEN

Voir : Compétence civile, ch. II, sect. III. — Compétence criminelle. — Compétence immobilière. — Contrat, sect. I. — Exéquatur, ch. II, sect. II. — Faillite, ch. II sect. II. — Nationalité, ch. II.

SURENCHÈRE

Voir : Saisie immobilière, ch. II sect VI.

SURESTARIES

Voir : Transports maritimes ch. III sect. IV.

SURSIS DES PEINES

Voir : Peines. ch. II sect. II.

SUSPICION LÉGITIME

1. Une demande en renvoi pour suspicion légitime et une demande en récusation de tous les magistrats composant une Cour d'appel font double emploi : Cass. crim., 27 juin 1899 (99, 545). — *2*. Au cas où les documents produits sont insuffisants pour permettre à la Cour de cassation de statuer *de plano* sur une demande de cette nature, il échet de la communiquer pour renseignements et avis au Procureur général près la Cour saisie de l'affaire objet de la requête : Cass. crim., 27 juin 1899 (99, 545). — *3*. En pareille matière, il n'y a pas d'amende à consigner : Cass. crim., 27 juin 1899 (99, 545).

SYNDIC

Voir : Faillite, ch. III sect. I.

SYNDICAT DES VITICULTEURS

1. Aux termes des décrets beylicaux du 1er mai 1888, 15 juillet 1888 et 9 juillet 1889, les propriétaires de vignes de la Régence sont constitués en un syndicat obligatoire, qui a pour mission de défendre le vignoble contre les maladies de la vigne, particulièrement contre le phylloxera : Tunis, 24 avr. 1893 (93, 227). — *2*. Les frais de ce syndicat sont couverts par le montant des taxes perçues par l'Etat, mais mises à la disposition du Syndicat. L'excédent de recettes est destiné à fournir des indemnités aux propriétaires dont les vignes devront être détruites : Tunis, 24 avr. 1893 (93, 227). — *3*. Des taxes ainsi employées ne sont pas des impôts. En conséquence la Société franco-africaine prétend à tort ne pas être tenue de les payer pour son domaine de Sidi-Tabet, pour ce motif que le décret de con-

cession de ce domaine l'a affranchi de tout impôt : Tunis, 24 avr. 1893 (93, 227).

SYNDICAT PROFESSIONNEL

1. Il est de principe que, dans les pays de protectorat, les lois métropolitaines de police ne sont pas de plein droit exécutoires ; elles ne le deviennent que par une promulgation spéciale du pouvoir local et, dans tous les cas, la loi locale s'applique toujours de préférence à la loi métropolitaine : Alger 31 mars 1905 (06, 194). — *2*. Spécialement la loi du 21 mars 1884 relative aux syndicats professionnels n'est pas applicable à la Tunisie et dans ce pays les associations syndicales ou autres sont régies par un décret beylical du 15 septembre 1888, aux termes duquel aucune association ne peut se constituer en Tunisie qu'avec l'autorisation du Gouvernement et après l'accomplissement de certaines formalités, sous peine d'amende : Alger 31 mars 1905 (06, 194). — *3*. Toutefois l'inobservation de ces formalités n'est pas punissable tant qu'il ne s'agit que des actes préparatoires en vue d'un groupement non encore réalisé : Alger, 31 mars 1905 (06, 194).

T

TAPAGE INJURIEUX

L'échange d'injures bruyantes constitue la contravention de tapage injurieux, et lorsque la poursuite n'est pas intentée du chef des injures, il n'est pas nécessaire que celles-ci soient spécifiées ; il suffit qu'elles résultent des faits rapportés : Tunis, 22 nov. 1902 (03, 357).

TARIFS

Voir : Frais et dépens, ch. II. — Transports terrestres, ch. II sect. V.

TAUX DU RESSORT

Voir : Appel civil. — Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. I.

TAXE DE DÉPENS

Voir : Frais et dépens, ch. III sect. III.

TAXES MUNICIPALES

Bibliographie. — S. Berge, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 94. — De Dianous, *Législ. tun.*, p. 52. — Dubourdieu, *Conférences admin.*, p. 106. — Ch. Martineau, *Compét. des j. de paix* (Journ. trib. Tun., 1895, p. 350). — Valensi, *Législation communale.*

CHAPITRE PREMIER

Règles générales

SECTION PREMIÈRE

Etablissement et contestation des rôles

1. Les réclamations en réduction ou décharge de cotes de la carroube doivent être présentées, à peine de déchéance, dans un délai de trois mois à partir du dépôt du rôle : Just. p. La Goulette, 28 août 1888 (91, 184) ; Tunis, 3 déc. 1890 (91, 148) ; 6 mars 1893 (95, 293) ; Alger, 26 juin 1893 (93, 338) ; Tunis, 23 oct. 1893 (93, 368) ; 13 juill. 1896 (96, 466). — *2*. Elles doivent être accompagnées de la quittance des termes échus : Tunis, 3 déc. 1890 (91, 148). — *3*. La demande ayant pour objet la contestation ou la réduction de taxes municipales régulièrement établies ne saurait être recevable que dans le mois du jour de la mise en recouvrement des rôles de répartition de la taxe contestée et après le paiement de ladite taxe : Tunis, 22 mai 1901 (01, 371). — *4*. La commission municipale chargée de réviser les rôles sur lesquels sont perçus les taxes municipales, n'a pas d'autre droit que de fixer ces taxes pour l'exercice courant ; elle ne peut transiger sur les taxes antérieures : Alger, 26 juin 1893 (93, 338).

SECTION II

Recouvrement des taxes.

5. Les dispositions des décrets beylicaux relatifs à l'organisation des municipalités sont rendues applicables aux européens par la promulgation qui en a été faite par le Résident général de France en Tunisie, sans qu'il y ait de distinction à faire entre celles qui sont d'ordre purement administratif, et celles qui confèrent aux huissiers le pouvoir de poursuivre les contribuables européens en vertu des rôles de contributions rendus exécutoires par le Gouvernement tunisien : Tunis, 12 mars 1890 (90, 129). — *6*. Un français ne saurait donc demander la nullité des poursuites suivies contre lui en cette matière, sous le prétexte qu'il ne peut être procédé à son encontre à des actes d'exécution qu'en vertu de décisions émanées de la justice française et revêtues de la formule exécutoire et que les contraintes décernées par le Gouvernement tunisien sont sans valeur à son égard : Tunis, 12 mars 1890 (90, 129). — *7*. Le ministère de l'huissier est imposé aux municipalités de Tunisie pour le recouvrement de leurs taxes municipales à l'encontre des européens : Tunis, 6 août 1890 (91, 30). — *8*. En ce qui concerne au contraire les sujets tunisiens, les municipalités peuvent agir par voie de contrainte par corps ; mais rien ne leur interdit de recourir aussi à leur égard au ministère de l'huissier bien, plus favorable d'ailleurs au débiteur : Tunis, 6 août 1890 (91, 30). — *9*. Les municipalités

tunisiennes ne peuvent signifier un commandement aux contribuables retardataires qu'après leur avoir envoyé, par la poste et par lettre recommandée, une sommation avec frais, dont le receveur municipal doit demander un avis de réception : Tunis, 6 mars 1893 (95, 293). — *10*. Cette sommation ne saurait interrompre la prescription, lorsque le contribuable conteste l'avoir reçue, alors que l'avis de réception, tel qu'il est actuellement libellé par l'Administration des postes, ne contient pas l'indication de la somme pour laquelle la sommation a été faite : Tunis, 6 mars 1893 (95, 293). — *11*. Il ne pourrait être remédié utilement à cette lacune par la production des registres de la municipalité ; il faudrait un certificat spécificatif de l'Administration des postes : Tunis, 6 mars 1893 (95, 293). — *12*. Si les municipalités ont, pour le recouvrement des taxes municipales, un privilège qui porte d'une part, sur les fruits, loyers ou revenus des immeubles imposés, d'autre part, sur tous les meubles, objets et effets mobiliers pouvant lui appartenir, elles ne sont pas obligées d'épuiser l'exercice de ce privilège, ni même seulement d'y avoir recours, avant de recourir à toute autre voie d'exécution ; Just. p. Tunis-Sud, 30 sept. 1907 (08, 25). — *13*. Elles peuvent, au contraire, exercer sur les biens des redevables, en vertu du droit commun, et comme tout autre créancier, toutes les poursuites propres à faire rentrer dans les caisses municipales ce qui lui est dû ; notamment, elles peuvent intervenir à une distribution de deniers saisis : Just. p. Tunis-Sud, 30 sept. 1907 (08, 25). — *14*. Mais les municipalités ne possèdent aucun privilège, pour le paiement de taxes municipales, sur le traitement que le redevable touche en qualité de fonctionnaire : Just. p. Tunis-Sud, 30 sept. 1907 (08, 25).

SECTION III

Compétence.

15. L'article 8 du décret beylical du 8 novembre 1887, qui dispose que le juge de paix statue en dernier ressort, sans qu'il puisse y avoir appel ou pourvoi, sur les demandes en décharge ou en réduction, ainsi que sur toutes les réclamations, de quelque nature qu'elles soient, relatives au recouvrement de l'impôt de la carroube sur les loyers, ne concerne pas les actes de poursuites : Tunis, 27 févr. 1893 (93, 90). — *16*. Le juge de paix ne saurait donc être compétent pour connaître d'une opposition à un commandement fait par une Municipalité pour paiement des taxes : Tunis, 27 févr. 1893 (93, 90). — *17*. Alors surtout que les causes du commandement sont supérieures à 1000 francs : Tunis, 27 févr. 1893 (93, 90). — *18*. Et cette incompétence est d'ordre public, comme tenant à l'ordre des juridictions : Tunis, 27 févr. 1893 (93, 90). — *19*. En tous cas, le décret sus-visé serait inapplicable à toute taxe municipale autre que la carroube sur les loyers : Tunis, 27 févr. 1893 (93, 90). — *20*. Les juges de paix

de Tunisie, ne peuvent juger qu'en premier ressort et à charge d'appel toute contestation portant sur une somme supérieure à 500 fr., spécialement, une opposition à commandement aux fins de paiement de taxes municipales : Tunis, 21 mars 1888 (94, 318). — *21*. Il importe peu que l'art. 8 du décret beylical du 22 sfar 1305 (8 novembre 1887) stipule que « le juge de paix statuera en dernier ressort et sans qu'il puisse y avoir lieu à appel ou à pourvoi devant un autre tribunal sur les demandes en décharge ou en réduction ainsi que sur toutes les réclamations relatives à l'impôt de la carroube sur les loyers » le Gouvernement beylical n'ayant pas qualité pour apporter des modifications à l'organisation judiciaire française, qui est d'ordre public : Tunis, 21 mars 1888 (94, 318). — *22*. C'est à tort qu'un juge de paix se déclare incompétent pour connaître d'une opposition au commandement de payer des taxes municipales, sous prétexte qu'une question préjudicielle de propriété se poserait à la suite de la prétention du redevable de n'être pas propriétaire de l'immeuble grevé : Tunis, 25 mai 1904 (05, 140). — *23*. En effet l'occupant d'un immeuble peut être légitimement poursuivi en paiement des taxes municipales y afférentes : Tunis, 25 mai 1904 (05, 140). — *24*. La juridiction tunisienne n'est pas compétente pour connaître d'une demande en paiement de taxes municipales concernant un immeuble qui est la propriété d'un européen : Ouzara, 11 juill 1896 (96, 579). — *25*. Il résulte de l'art. 10 du décret beylical du 31 janvier 1887 et de l'art. 11 du décret beylical du 7 juin 1882 que les taxes municipales constituent une charge réelle qui suit l'immeuble en quelques mains qu'il passe : Tunis, 7 déc. 1904 (05, 199). — *26*. Par conséquent la juridiction française est compétente pour connaître de l'action en paiement desdites taxes, intentée par une Municipalité contre un sujet tunisien, lorsqu'elles sont afférentes à un immeuble immatriculé : Tunis, 7 déc. 1904 (05, 199). — *27*. Les instances en paiement des taxes municipales sont soumises aux règles ordinaires de compétence ; par suite, c'est à tort qu'une municipalité soutient que les actions en paiement des taxes municipales rentrent, par leur nature, dans la compétence exclusive de la juridiction française : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 531). — *28*. Il en est ainsi alors même que l'immeuble grevé des taxes réclamées est immatriculé : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 531). — *28*. L'art. 20 de la loi foncière, qui attribue exclusivement à la justice française la connaissance des litiges relatifs aux immeubles immatriculés ne concerne que les actions immobilières, qui intéressent la consistance matérielle ou la situation juridique des immeubles immatriculés : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 531). — *29*. Ce texte ne vise nullement les dettes qui pèsent sur le propriétaire, quand bien même elles auraient pour origine la détention de l'immeuble, quand bien même elles seraient garanties par un privilège ou une hypothèque sur ledit immeuble, alors que ni ce

privilège, ni cette hypothèque ne sont en discussion : Tunis, 12 avr. 1905 (05, 531). — *30*. Aux termes de l'art. 13 du décret du 16 septembre 1902, une commission de révision est chargée d'examiner, pendant les opérations du recensement, les réclamations et observations des contribuables : Ouzara, 1er juill. 1908 (08, 566). — *31*. Le contribuable qui n'accepterait pas la décision de cette commission doit, s'il est justiciable de l'Ouzara, se pourvoir devant le Tribunal régional dans un délai déterminé : Ouzara, 1er juill. 1908 (08, 566). — *32*. Doit être cassée pour violation de la loi la décision du tribunal qui aurait statué sur la réclamation dont le contribuable aurait dû saisir la commission de révision et non le tribunal directement : Ouzara, 1er juill. 1908 (08, 566).

SECTION IV

Prescription.

33. Les taxes municipales se prescrivent par cinq ans conformément à l'art. 2277 du Code civil ; la prescription de trois ans édictée par la loi du 3 frimaire an VII n'est pas applicable en Tunisie : Tunis, 30 juil. 1884 (91, 212) ; 3 déc. 1890 (91, 148) ; 29 juin 1891 (91, 307). — *34*. La prescription application aux taxes municipales tunisiennes est celle du droit commun en Tunisie. Cette prescription se réalise par l'écoulement d'un délai de 15 années : Alger, 26 juin 1893 (93, 338).

CHAPITRE II

Règles spéciales.

SECTION PREMIÈRE

Carroube sur les loyers.

§ I. — Assiette de la taxe.

35. Un contribuable ne saurait se refuser à acquitter la taxe de 6, 25 sur les loyers, en se basant sur ce que cette taxe était un droit de mahsoulat abrogé par désuétude : Tunis, 21 juin 1899 (00, 48). — *36*. En effet, s'il est vrai que la perception de ce droit avait été remise dans certaines localités aux fermiers de mahsoulats, il ne résulte d'aucun texte que ce droit ait été abrogé soit par désuétude, soit autrement ; le contraire résulte d'un décret du 7 juin 1882 qui porte réglementation de cet impôt dit « de la caroube » : Tunis, 21 juin 1899 (00, 48). — *37*. Au cas où une location a été établie pour un prix déterminé et où il a été stipulé que le locataire supporterait la carroube sur les loyers, le taux de celle-ci doit être calculé, non sur le montant seul des loyers, mais sur ce montant augmenté de la charge accessoire de la carroube elle même : Ouzara, 5 janv. 1899 (99, 466). — *38*. Lorsque, dans un bail passé pour vingt ans,

le locataire est autorisé à élever des constructions sur l'immeuble loué, ledit locataire doit être considéré comme propriétaire sous condition résolutoire des constructions dont s'agit : Tunis, 4 mars 1895 (95, 200). — *39*. Il en est ainsi surtout lorsqu'il a été stipulé que, soit à la fin du bail, soit au cas où ce contrat serait résilié pour défaut de paiement de loyers, le bailleur ne pourra reprendre la jouissance de son immeuble qu'après avoir remboursé au preneur les dépenses faites pour les constructions sus énoncées : Tunis, 4 mars 1895 (95, 200). — *40*. En conséquence, le locataire doit payer les taxes municipales afférentes à l'exhaussement par lui construit et aussi longtemps qu'il le possède : Tunis, 4 mars 1895 (95, 200). — *41*. Et si la Municipalité a imposé en bloc la totalité de l'immeuble occupé par le locataire, celui-ci a recours contre son propriétaire pour la partie dudit immeuble appartenant à ce dernier : Tunis, 4 mars 1895 (95, 200). — *42*. La part des taxes incombant en ce cas au bailleur doit être proportionnée au montant des loyers qu'il perçoit annullement du preneur : Tunis, 4 mars 1895 (95, 200).

§ II. — **Exemptions.**

43. Si l'art. 13 du décret du 6 juin 1882 exonère de la carroube sur les loyers les immeubles affectés à l'installation de certains services publics, cette exemption est établie seulement au profit de l'Etat et n'est pas applicable aux particuliers qui louent leurs immeubles aux administrations publiques : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 451). — *44*. Spécialement, elle ne saurait profiter au particulier qui a loué son immeuble pour l'installation de la gendarmerie française : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 451). — *45*. Il résulte de l'esprit et des termes des décrets beylicaux du 6 juin 1882 et du 8 novembre 1887 que les rôles de perception dont ils prescrivent l'établissement, pour la carroube sur les loyers, concernent seulement les villes dans lesquelles l'impôt est perçu sur la valeur locative des immeubles : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 451). — *46*. Les immeubles sis à Sidi-Bou-Saïd, sont exemptés de l'impôt de la carroube : Just. p. La Goulette, 2 oct. 1888 (90, 232). — *47*. D'après un décret beylical du 6 juin 1882 (20 redjeb 1299) revêtu du visa du Résident général, l'impôt dit de la carroube sur les loyers est perçu dans la Régence de Tunis de deux manières distinctes : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 451). — *48*. A Tunis (et banlieue), Sousse, Monastir, Sfax et Kairouan, il a le caractère d'un impôt direct exigible sur la valeur locative des immeubles, alors même que ces immeubles sont occupés par le propriétaire lui-même : Tunis 16 juill. 1894 (94 451). — *49*. Partout ailleurs, il constitue une taxe indirecte, payable seulement en cas de location de l'immeuble et perçue sur les loyers : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 451). — *50*. Cette dernière taxe est perceptible dans toute la Tunisie, sauf dans les villes où la première existe : Tunis, 16 juill. 1894

(94, 451). — **51**. On objecterait vainement, pour s'y soustraire, un usage contraire ; d'abord on ne saurait admettre l'usage pour une ville de création récente, comme Souk-el-Arba ; ensuite aucun usage, même ancien, ne peut prévaloir contre une disposition formelle d'un décret beylical promulgué depuis l'établissement du protectorat et visé par le Résident général : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 451). — **52**. Les immeubles situés dans la banlieue de Tunis sont, aussi bien que ceux compris dans la ville, assujettis à la taxe municipale de la carroube : Tunis, 23 oct. 1901 (01,519).— **53**. Les exemptions dont bénéficient les immeublee nouvellement construits ne peuvent être accordées que dans les limites qui séparent un recensement quinquennal du recensement suivant : Tunis, 23 oct. 1901 (01, 519).

§ III. — **Changement de propriétaire.**

54. Aux termes du décret beylical du 7 juin 1882, applicable, depuis le premier avril 1885, à la municipalité de Tunis, le nouveau propriétaire est tenu, au moment de son acquisition, de s'assurer que son vendeur s'est libéré de l'impôt de la carroube sur les loyers, en ce qui concerne l'immeuble, objet de la vente, et, s'il y a lieu, de retenir sur son prix le montant de la somme restant due, sous peine d'en devenir personnellement débiteur : Tunis, 30 mai 1892 (96, 526). — **55**. Ces règles sont en tout applicables à l'adjudicataire d'un immeuble situé à Tunis, et c'est à bon droit que la municipalité de cette ville le poursuit en paiement des taxes de carroube afférentes à l'époque antérieure à son acquisition, s'il a payé son prix sans s'assurer qu'elles avaient été payées : Tunis, 30 mai 1892 (96, 526). — **56**. Et, s'il est vrai qu'en principe l'adjudicataire condamné au paiement desdites taxes puisse se retourner contre le créancier hypothécaire qui a touché le prix d'adjudication, pour en obtenir le remboursement, jusqu'à due concurrence, il a perdu ce recours, lorsqu'une clause du cahier des charges lui faisait l'obligation de l'exercer dans le mois de l'adjudication, et qu'il a laissé passer ce délai sans faire diligence : Tunis, 30 mai 1892 (96. 526). — **57**. Il objecterait vainement qu'il lui a été impossible de connaître en temps utile les réclamations de la municipalité, alors qu'il lui suffisait de se renseigner pour être éclairé à ce sujet, et qu'il n'allègue même pas avoir fait la moindre démarche en ce sens : Tunis, 30 mai 1892 (96, 526). — **58**. Aux termes de l'art. 11 du décret beylical du 7 juin 1882, applicable à la ville de Tunis depuis le 1er avril 1885, le nouveau propriétaire est tenu, au moment de son acquisition, de s'assurer que son vendeur s'est libéré de l'impôt de la carroube sur les loyers, et, s'il y a lieu, de retenir sur son prix le montant de la somme restant due, sous peine d'en devenir personnellement débiteur : Tunis, 30 janv. 1893 (93, 142), — **59**. Les taxes municipales affectant les immeubles, le

propriétaire actuel en est débiteur : Tunis, 15 mars 1897 (97, 271). — *60*. Mais le droit que les municipalités ont contre le propriétaire actuel, ne fait pas obstacle au droit qu'elles conservent contre l'ancien propriétaire comme débiteur direct des taxes ayant affecté l'immeuble antérieurement à son aliénation : Tunis, 15 mars 1897 (97, 271). — *61*. La municipalité de Tunis est fondée à poursuivre le recouvrement des taxes de carroube locative arriérées sur l'acquéreur d'un immeuble, si, cet acquéreur ayant acheté à la barre du Tribunal français, le cahier des charges de l'adjudication porte que l'adjudicataire devra payer, en sus de son prix, toutes les taxes municipales arriérées : Ouzara 26 mai 1897 (97, 391). — *62*. Aux termes du décret du 20 redjeb 1299, l'acquéreur d'un immeuble est tenu, au moment de son acquisition, de s'assurer si son vendeur s'est libéré de l'impôt de la carroube, en ce qui concerne l'immeuble mis en vente : Ouzara, 25 mai 1904 (04, 472). — *63*. Cette obligation est la même s'il s'agit d'une acquisition à la barre : Ouzara, 25 mai 1904 (07, 472).— *64*. L'acheteur doit, après vérification, retenir sur son prix le montant de la somme restant due, sous peine d'en devenir personnellement débiteur : Ouzara, 25 mai 1904 (04, 472). — *65*. Cependant, si le prix d'adjudication n'atteint pas le chiffre des taxes non recouvrées, cet acquéreur est libéré par le paiement du prix d'adjudication ; la municipalité n'a plus, pour se payer de l'excédant, que son cours contre l'ancien propriétaire : Ouzara, 25 mai 1904 (04, 472). — *66*. Toutefois si l'acheteur de l'immeuble est, en outre, crédit-enzéliste du fonds sur lequel l'immeuble adjugé est édifié, il est personnellement astreint au paiement de la caroube correspondante à ce fonds ; le montant de cette taxe est déterminé par le chiffre de la rente : Ouzara, 25 mai 1904 (04, 472). — *67*. Les notaires sont responsables, à l'exclusion de l'acheteur, des taxes municipales grevant l'immeuble vendu, et afférentes aux années antérieures à la vente, s'ils ont déclaré, dans l'acte, par suite d'une erreur, que ces taxes avaient été payées : Ouzara, 23 juin 1898 (98, 416).

§IV. — Privilège sur les loyers.

68. La taxe dite de la carroube sur les loyers, instituée par le décret beylical du 7 juin 1882, est à la charge des propriétaires : Tunis, 14 janv. 1895 (95, 95). — *69*. Ce décret dispose que le recouvrement de cette taxe est garanti par un privilège sur les revenus des immeubles imposés ; mais ce privilège ne saurait s'exercer sur les loyers qu'à condition qu'ils soient réellement dus : Tunis, 14 janv. 1895 (95, 95). — *70*. D'autre part, si le preneur est tenu de payer le prix du bail, le bailleur doit de son côté entretenir la chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée : Tunis, 14 janv. 1895 (95, 95). — *71*. Ces deux obligations sont corrélatives ; dès lors, le propriétaire ne peut pas exiger le paiement de sa créance

sans remplir envers le locataire ses propres engagements : Tunis, 14 janv. 1895 (95, 95). — **72**. Cette situation n'est pas modifiée par la mise sous sequestre de l'immeuble, affectuée à la requête de la municipalité de Tunis, faute de paiement de la carroube sur les loyers par le propriétaire: Tunis, 14 janv. 1895 (95, 95).— **73**. En provoquant cette mesure, la municipalité s'est substituée, dans l'administration de l'immeuble, à son propre débiteur ; mais si elle est, par suite, fondée à exercer l'action de ce dernier contre les locataires, elle n'a pas plus de droits qu'il n'en aurait lui-même : Tunis, 14 janv. 1895 (95, 95).

§ V. — **Justice tunisienne.**

74. Au cas où le débiteur d'une taxe de carroube sur les loyers n'est pas trouvé par les agents chargés de lui remettre la citation à comparaître en justice, il éclat de le condamner néanmoins à payer le montant de ce qui est porté sur les rôles, en lui réservant le droit d'arrêter l'exécution qui pourrait être faite de la sentence par la production d'une quittance desdits droits délivrée par la municipalité : Ouzara, 9 déc. 1897 (98, 335).

SECTION II

Etablissement des égoûts, rues et trottoirs.

75. Aux termes de l'art. 7 du décret beylical du 7 djoumadi-el-aoual 1304, la réclamation d'un propriétaire contre les rôles établis pour le recouvrement de la contribution des riverains aux frais de premier établissement des chaussées et rues de la ville de Tunis, est tardive et irrecevable quand elle n'a pas été formée dans le mois de la publication des rôles : Tunis, 7 avr. 1891 (96, 154). — **76**. Aux termes de l'art. 8 du 31 janvier 1887, réglementant la contribution imposée aux propriétaires pour les travaux de premier établissement des chaussées et des trottoirs, le recouvrement de cet impôt peut être poursuivi directement, en cas de mutation de propriété, contre les ayants-droit de l'inscrit, sans préjudice du recours contre celui ci : Tunis, 30 janv. 1893 (93, 142). — **77**. Il y a présomption qu'un redevable de taxes municipales, spécialement de la taxe relative aux curages des égoûts, ne doit pas les annuités arriérées qu'on lui réclame, s'il est établi qu'il a payé les années postérieures à l'achat qu'il a fait de l'immeuble grevé, et que, lors de son achat, les notaires ont constaté qu'il était justifié du paiement de toutes les taxes municipales afférentes à l'immeuble pour la période antérieure à la vente : Ouzara, 7 juin 1897 (97, 639). — **78**. Les taxes municipales se référant aux travaux de premier établissement des chaussées et trottoirs sont recouvrables contre le possesseur de l'immeuble grevé de cette taxe : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 172). — **79**. C'est donc à tort que le possesseur

d'un immeuble grevé en vertu d'un acte d'achat récent demanderait la suspension des poursuites en recouvrement de cette taxe à son encontre, en se basant sur ce qu'elles seraient dues par l'ancien propriétaire de l'immeuble, son vendeur : Tunis, 21 déc. 1898 (99, 172). — *80*. Peut on valablement décider que chacun des co-propriétaires indivis d'un même immeuble assujetti à la contribution du décret du 31 janvier 1887, pour le premier établissement des rues, égoûts et trottoirs de la ville de Tunis, n'était pas obligé au paiement solidaire du montant global de la cote unique faite pour cet immeuble ? Cass. req., 25 janv. 1905 (05, 97). — *81*. Aux termes de l'art. 10 du décret 7 djoumadi-el-aouel 1304, les municipalités jouissent, pour le recouvrement des taxes se rapportant au premier établissement des chaussées et trottoirs, du même privilège que le Gouvernement pour le recouvrement de la carroube sur les loyers : Tunis, 13 juill. 1891 (96, 361). — *82*. Aucun texte ne limite ce privilège aux taxes de l'année courante et il s'exerce dûment sur les revenus des propriétés imposées aussi bien que sur le mobilier du propriétaire : Tunis, 13 juill. 1891 (96, 361). — *83*. Rien n'oblige les propriétaires à rembourser à la ville de Tunis les frais de curage des égoûts et les usages allégués pour baser la demande qu'en fait la municipalité ne sont aucunement établis ; Tunis, 7 avr. 1891 (96, 154).

SECTION III

Taxe de balayage.

84. Aucun texte de loi n'autorise à poursuivre directement contre l'acheteur d'un immeuble les sommes dues par le vendeur pour droits de balayage : Tunis, 30 janv. 1893 (93, 142). — *85*. Il importe peu qu'un décret beylical du 11 décembre 1879 ait interdit aux notaires indigènes de passer un acte de vente ou de mise en gage relatif à un immeuble soumis à la taxe de balayage avant de s'être fait représenter la quittance de cette taxe : Tunis, 30 janv. 1893 (93, 142). — *86*. Ce décret ne peut créer aucune action à l'encontre de l'acquéreur : il fait seulement obstacle à la transcription de son acte d'acquisition sur le titre de propriété : Tunis, 30 janv. 1893 (93, 142). — *87*. La taxe de balayage est payable par douzièmes échus, de mois en mois : Tunis, 30 janv. 1893 (93, 142). — *88*. Tous les immeubles situés dans l'enceinte de la ville de Tunis sont soumis à la taxe de balayage, sans exception aucune, y compris même ceux qui ne sont pas en bordure d'une voie publique et qui ne s'ouvrent pas sur un passage privé : Tunis, 13 juill. 1896 (96, 466).

SECTION IV

Taxe sur les cafés.

89. Aux termes de l'art. 19 du décret beylical du 7 juin 1882, la taxe de l'impôt sur les cafés ne subit aucun changement dans les villes non

recensées et n'est pas soumise aux dispositions dudit décret concernant la carroube locative : Ouzara, 18 juill. 1898 (00, 456). — *90*. En conséquence la taxe à percevoir sur un café situé à Sidi Daoud, banlieue de Tunis, est du quart du loyer : Ouzara, 18 juill. 1898 (00, 456).

SECTION V

Taxes sur les voitures.

91. La ville de Tunis n'a aucune action contre les héritiers d'un redevable de la taxe municipale sur les charrettes, alors que les taxes réclamées s'appliquent à des périodes postérieures à la mort du redevable et que la charrette de celui ci n'a pas été conservée par ses héritiers : Ouzara, 17 mars 1898 (98, 414). — *92*. Il importe peu d'ailleurs que ceux ci n'aient pas pris soin d'avertir la Municipalité du décès de leur auteur et de la vente de la charrette imposée : Ouzara, 17 mars 1898 (98, 414). — *93*. Le paiement de la taxe imposée sur les voitures à Tunis peut être valablement demandé aux héritiers du redevable pour les annuités antérieures à son décès, s'il est constant que ces héritiers ont vendu la voiture grevée et en ont encaissé le prix : Ouzara, 23 mars 1898 (00, 454). — *94*. Mais les héritiers ne sont pas personnellement tenus pour les annuités postérieures au décès, alors qu'il est constant qu'ils n'ont pas conservé la voiture grevée et qu'ils n'ont pas été eux mêmes inscrits sur les rôles : Ouzara, 23 mars 1898 (01, 454). — *95*. L'inscription des charrettes sur le rôle dressé pour le recouvrement de la taxe due à la ville de Tunis, pour les véhicules en circulation dans sa circonscription, a lieu, soit d'office, soit sur la déclaration des propriétaires, et quand le rôle a été régulièrement publié, la taxe est due : Tunis, 25 avr. 1900 (00, 548). — *96*. Le propriétaire qui retire ses charrettes de la circulation ne peut s'en prendre qu'à lui-même de se voir réclamer des taxes pour une période ultérieure, s'il n'a pas fait parvenir un avis à la municipalité, ou s'il l'a fait parvenir à un fonctionnaire qui n'a pas le service financier dans ses attributions, notamment au Directeur des travaux publics de la ville de Tunis : Tunis, 25 avr. 1900 (00, 548).

SECTION VI

Droit de stationnement.

97. Les taxes de mahsoulats perçues sur les marchés publics constituent un impôt complexe représentant à la fois des droits de mutation et des droits de stationnement au profit de l'Etat : Tunis, 30 déc. 1895 (96, 285). — *98*. En conséquence l'autorisation donnée par l'Etat à une commission municipale de percevoir des commerçants une taxe de stationnement sur la voie publique, est, en l'absence de toute disposition contraire expresse, limitée à la perception de taxes sur des marchandises dispensées du droit de mahsoulats : Tunis, 30 déc. 1895 (96, 285).

TÉMOIN

Voir : Enquête, sect. IV. — Preuve, ch. II. — Tribunal criminel, ch. II sect. IV, V, VI.

TENTATIVE

Voir : Vol, ch. II sect I.

TERRES DE JOUISSANCE COLLECTIVE

Voir : Propriété immobilière, ch. III sect. I.

TERRES MORTES

Voir : Domaine public, ch. II sect. III. — Propriété immobilière, ch. III sect. II.

TESTAMENT

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.* p. 95.

SECTION PREMIÈRE

Droit français

1. Un étranger peut valablement tester en France, et son testament, fait dans une forme autorisée par la loi française, doit être déclaré valable, par application de la règle *locus regit actum :* Paris, 7 mai 1897 (97 351). — *2*. Le testateur étant français, l'usufruit constitué par lui dans son testament est régi par la loi française, quoique l'usufruitier appartienne à une nationalité étrangère : Tunis, 8 juin 1884 (91, 36). — *3*. S'il est de jurisprudence qu'un testament olographe déposé chez un notaire est un acte authentique dont le Tribunal, en cas de contestation, peut ordonner l'exécution provisoire par le jugement qui le maintient, il n'en est pas de même du testament déposé en pays étranger, spécialement en Tunisie, à la chancellerie du Consulat de France : Alger, 7 janv. 1901 (01, 326). — *4*. Le dépôt d'un testament, opéré dans un vice-consulat de France en Tunisie, par le vice-consul avec l'assistance de quatre témoins, n'a pas pour effet de faire de ce testament (écrit, daté et signé par le *de cujus)*, un testament mystique, alors que le chancelier notaire n'a pas instrumenté en présence du consul et avec l'assistance de six témoins : Tunis, 14 févr. 1884 (95, 138). — *5*. Cette formalité ne peut être considérée que comme un acte de dépôt d'un testament olographe, opéré en conformité de l'ordonnance ministérielle du 30 novembre 1883 et de l'art. 18, titre 9, livre 1er de l'ordonnance de 1681 : Tunis, 14 févr. 1884 (95, 138).— *6*. D'après l'art. 1007 C. civ. franç., aussi bien qu'en vertu de l'art. 912 C. civ. ital., les formalités de présentation, d'ouverture et de dépôt d'un testament olographe doivent être remplies dans le lieu où la succession

s'est ouverte : Tunis, 6 avr. 1891 (96, 454). — 7. C'est donc à Tunis qu'elles devaient être accomplies, bien que le testament ait été rédigé en Italie, alors qu'ils s'agissait de la succession d'un français domicilié et mort dans l'arrondissement judiciaire de Tunis : Tunis, 6 avr. 1891 (96, 454). — 8. Néanmoins, en l'absence de toute contestation, il y a lieu de considérer comme valables les opérations faites en Italie, par un notaire, en présence du préteur, dans les formes prescrites par la loi italienne : Tunis, 6 avr. 1891 (96, 454). — 9. Les règles édictées par l'art. 1007 C. civ., relatives à la présentation, à l'ouverture et au dépôt des testaments olographes ou mystiques, ont pour but d'assurer la conservation de tout écrit sous signature privée présentant les apparences d'un testament et s'appliquent même aux dispositions de dernière volonté laissées en France par un étranger qui y décède, à moins d'une dérogation résultant d'un traité passé avec la nation à laquelle cet étranger appartient : Cass. civ., 13 avr. 1897 (97, 317). — 10. Spécialement, en l'absence d'un traité entre la France et la Grande Bretagne pour le règlement des successions des nationaux de l'un des pays décédés dans l'autre, l'application des règles de l'art. 1007 s'impose aux anglais décédés en France : Cass. civ. 13 avr. 1897 (69, 317). — 11. Et ni la nationalité des héritiers ou légataires, ni le fait que le défunt ne posséderait aucun bien en France, ni les difficultés relatives à l'exécution du testament en Angleterre ne sauraient faire échec à l'application de la loi française : Cass. civ , 13 avr. 1897 (97, 317). — 12. Le Tribunal saisi d'une demande en nullité de testament ne peut, s'il estime qu'il y a lieu de réduire l'effet de cet acte à la quotité disponible, décider en ce sens, s'il n'a pas été saisi d'une demande formelle de réduction de la disposition attaquée à la quotité disponible : Tunis, 9 mars 1899 (00, 397). — 13. Lorsqu'un testament olographe, rédigé aux Etats-Unis en langue anglaise, est en France argué de nullité comme n'étant pas conforme aux prescriptions édictées par la loi américaine, la personne désignée comme héritière par ce testament ne peut, en présence de cette énergique contestation de ses droits testamentaires, obtenir du président du Tribunal civil une ordonnance d'envoi en possession des biens de la succession : Paris, 23 juill. 1907 (08, 191). — 14. La disposition d'un testament imposant à un légataire l'obligation de faire dire des messes en faveur de l'âme du testateur, est une charge grevant le legs. Il appartient à l'exécuteur testamentaire et aux héritiers seuls d'en réclamer l'exécution ; le clergé ne saurait avoir ce droit : Tunis, 7 déc. 1898 (99, 71).

SECTION II

Droit italien.

15. Un testament peut valablement contenir en droit italien, qu'il soit à titre universel ou à titre particulier, une condition suspensive ou réso-

lutoire : Cass. Turin, 13 mars 1905 (07, 287). — *16*. Il n'y a pas de substitution fidéicommissaire dans le fait, par le testateur, de disposer de la portion disponible au profit de la descendance mâle d'un fils, au cas où un autre fils ne laisserait pas, à sa mort, de descendance mâle survivante : Cass. Turin, 13 mars 1905 (07, 287). — *17*. Si le testateur, en signant un testament olographe, a commis une erreur matérielle dans l'écriture de son nom patronymique (dans l'espèce *Gentili* au lieu de *Gentilini)*, cette erreur n'entraîne pas la nullité du testament quand il n'y a aucun doute sur ce fait que c'est bien le testateur qui a signé, ainsi que sur l'intention de celui-ci de confirmer par cette signature les dispositions qu'il a prises : Cass. Turin, 11 avr. 1905 (07, 517). — *18*. La captation du testateur entraîne la nullité du testament ; mais cette captation ne résulte pas de simples suggestions, de flatteries ou de prières ; il faut qu'on ait eu recours à la ruse et à la fraude, de telle sorte que la volonté du testateur ait été dolosivement déterminée dans un sens autre que celui qui résultait du propre caractère du *de cujus* : App. Florence, 9 nov. 1901 (04, 533). — *19*. Pour constituer la faiblesse d'esprit qui détermine l'incapacité de tester, il n'est pas nécessaire qu'il y ait à la fois chez le testateur défaut de conscience et défaut de volonté ; l'existence d'une de ces deux circonstances peut suffire : Cass. Turin, 22 mars 1902 (05, 244). — *20*. La révocation tacite de dispositions testamentaires résulte, non seulement de l'incompatibilité matérielle desdites dispositions avec celles du testament postérieur, mais encore de l'incompatibilité purement intentionnelle qui existe entre les unes et les autres et qui provient de ce qu'il est manifeste que le testateur, dans son nouveau testament, a voulu régler sa succession d'une manière complétement différente : Cass. Rome, 30 juin 1905 (07, 519). — *21*. Aux termes des art. 724 et 764 du C. civ. ital., ceux qui ne sont pas conçus au moment de l'ouverture de la succession sont incapables de succéder ou de recevoir par testament : Tunis, 20 avr. 1904 (05, 100). — *22*. Il est vrai que l'art. 764 ajoute à cette règle : «Pourtant peuvent recevoir par testament les enfants au premier degré d'une personne déterminée vivante au moment de la mort du testateur, bien qu'ils ne soient pas encore conçus ». Mais cette disposition présente un caractère exceptionnel qui ne permet pas de lui donner une interprétation extensive et il y a lieu d'annuler la disposition testamentaire, faite par le *de cujus* au profit de petits fils à naître, lorsqu'elle présente tous les caractères d'une substitution fidéicommissaire interdite par la loi : Tunis, 20 avr. 1904 (05, 100). — *23*. Le legs de la propriété d'un immeuble, fait aux fils de deux frères, sans détermination de part, les appelle à ladite propriété par têtes et non par souches : Cass. Rome, 8 juin 1901 (04, 26). — *24*. En tous cas, l'interprétation par justice d'une telle disposition constitue une appréciation de fait qui ne tombe pas sous la censure de la Cour

de cassation : Cass. Rome, 8 juin 1901 (04, 26). — *25*. Est valable le legs fait par le testateur sous cette forme « " Je laisse à ma chère femme ", bien que le mariage avec la femme désignée fut nul parce que le testateur était alors engagé dans les liens du mariage avec une autre femme, que la légataire et lui-même croyaient de bonne foi être morte : Cass. Turin, 8 août 1906 (08, 599).

SECTION III
Droit maltais

26. Le testament fait par un étranger dans un autre pays que le sien est valable en la forme, s'il a observé les règles en usage dans ce pays : Tunis, 3 juin 1892 (96, 336) ; 20 mars 1902 (02, 424) ; 15 mars 1905 (05, 262). — *27*. Spécialement, le testament passé en Tunisie par un anglo-maltais est valable en la forme, si les formalités voulues par la loi anglaise y ont été observées : Tunis, 3 juin 1892 (96, 336) ; 20 mars 1902 (02, 424) ; 15 mars 1905 (05, 262). — *28*. Il n'y a pas lieu à la déchéance édictée par l'art. 291 de l'ordonnance maltaise n° VII de 1868 quand les testateurs qui ont agi ensemble par un seul acte se sont bornés à s'instituer réciproquement légataires universels sans disposer aucunement au profit d'une tierce personne : C. civ. Malte, 27 oct. 1899 (07, 60). — *29*. La substitution, contenue dans un testament passé par un anglo-maltais, et qui a pour objet un immeuble non immatriculé situé en Tunisie, n'est pas nulle en raison de son objet, les immeubles tunisiens non immatriculés étant susceptibles de substitution, d'après la loi qui leur est propre : Tunis, 3 juin 1892 (96, 336). — *30*. Cette même substitution est-elle nulle en tant qu'elle dépend du statut personnel, c'est-à-dire du droit maltais ? *(non résolu)* : Tunis, 3 juin 1892 (96, 336). — *31*. En tout cas il n'y a lieu de résoudre cette question dans une instance où ne figure pas le bénéficiaire du fidéi-commis : Tunis, 3 juin 1892 (96, 336). — *32*. Pour obtenir l'annulation d'un testament pour cause d'insanité d'esprit, il faut démontrer que le testateur n'était pas sain d'esprit au moment même où il a fait le testament attaqué ; toutefois la preuve de la faiblesse d'esprit du testateur à une époque antérieure ou postérieure au testament, mais cependant proche de l'époque où il a été fait, donne à présumer que cette faiblesse existait aussi à cette dernière époque : C. civ. Malte, 13 janv. 1899 (06, 531). — *33*. L'assertion du notaire instrumentaire, que le testateur était sain d'esprit, ne suffit pas pour faire la preuve de la capacité mentale de celui-ci ; d'autre part, le caractère déraisonnable des dispositions testamentaires peut, avec d'autres éléments, servir de criterium relativement à l'insanité d'esprit du disposant : C. civ. Malte, 13 janv. 1899 (06, 531). — *34*. D'après l'art. 388 de l'ordonnance maltaise du 11 février 1870, le legs fait en faveur des pauvres doit profiter aux indigents de l'île de Malte, lorsque le testateur résidait dans cette île au

moment de son décès : Tunis, 7 déc. 1898 (99, 71). — *35* D'après les articles 385 et 389 de l'ordonnance précitée, on doit regarder comme nuls les legs faits à des personnes incertaines ou ceux faits en faveur de l'âme du testateur : Tunis, 7 déc. 1898 (99, 71). — *36*. L'art. 469 de l'ordonnance maltaise n° 1 de 1873 édicte que le juge peut, à toute époque, allouer à l'exécuteur testamentaire de faibles honoraires, proportionnés à l'importance du patrimoine, quand la testateur ne les a pas prévus et que l'exécuteur testamentaire n'y a pas renoncé ; Tunis, 31 mai 1905 (05, 576). — *37*. Cette législation est applicable en Tunisie au maltais qui a été l'exécuteur testamentaire d'un de ses compatriotes : Tunis, 31 mai 1905 (05, 576).

SECTION IV

Droit anglais.

38. Le testament passé par un sujet anglais à l'étranger doit être considéré cemme valable en la forme, quand il est fait suivant les formes requises par la loi du pays où il a été libellé : Haute C. just. Angleterre, 16 mars 1905 (07, 288). — *39*. La règle que le testament est régi par la loi du domicile du testateur n'est exacte qu'en ce qui concerne les biens mobiliers dont il dispose ; mais, en ce qui concerne les immeubles, il faut appliquer la loi de la situation de ceux-ci : Haute C. just. Angleterre, 5 nov. 1901 (04, 533). — *40*. En conséquence, si un étranger (dans l'espèce, un français) domicilié à l'étranger (en France) a légué, dans les formes prescrites par la loi étrangère (la loi française) un immeuble qu'il possédait en Angleterre, ce legs demeure sans effet : Haute C. just. Angleterre, 5 nov. 1901 (04, 533). — *41*. Aux termes de la loi anglaise, tout testament d'un sujet anglais doit être présenté en original à la Haute-Cour de Chancellerie, division des Probates, qui doit donner sa sanction : Aix, 15 mars et 17 juill. 1894 (96, 451). — *42*. Cette formalité est absolument indispensable pour que les parties intéressées soient mises à même de poursuivre l'exécution dudit testament, et ces dispositions sont applicables au testament laissé par un sujet anglais décédé hors de son pays : Aix, 15 mars et 17 juill. 1894 (96, 451). — *43*. Le président du Tribunal français du lieu où est mort le *de cujus* ne peut, en ce cas, prescrire, par application de l'art. 1007 C. civ., le dépôt du testament entre les mains d'un notaire ; le consul anglais compétent a, en pareil cas, le droit exclusif d'exiger la remise du testament : Aix, 15 mars et 17 juill. 1894 (96, 451).

SECTION V

Droit autrichien.

44. Le Code civil autrichien n'exige pas, pour la validité d'un testament sous seing privé, qu'il soit écrit en entier de la main du testateur :

Tunis, 26 nov. 1894 (97, 401). — 45. Dans son art. 579, il permet à ce dernier de se borner à y apposer sa signature et décide seulement que, dans ce cas, le testateur sera tenu de déclarer devant trois témoins, dont deux au moins doivent être présents en même temps, que l'acte contient réellement sa dernière volonté : Tunis, 26 nov. 1894 (97, 401). — 46. Il ajoute que ces trois personnes doivent mettre leur signature sur ces écrits comme témoins de dernière volonté, mais qu'il n'est pas nécessaire qu'ils en connaissent le contenu ; enfin il n'impose aucune formule sacramentelle pour constater l'accomplissement de ces conditions : Tunis, 26 nov. 1894 (97, 401). — 47. Les articles 583 et 586 du même Code autorisent même le testament verbal ; il suffit, d'après ces textes, pour sa validité, que le testateur déclare sérieusement sa dernière volonté devant trois témoins qui sont présents en même temps et dont deux au moins puissent affirmer ce fait sous la foi du serment : Tunis, 26 nov. 1894 (97, 401). — 48. L'art. 585 C. civ. autr. invite sans doute les témoins d'un testament verbal à consigner le plus tôt possible par écrit, soit par eux-mêmes, soit avec le concours d'une autre personne, les déclarations qu'ils ont reçues, afin de soulager leur mémoire ; mais ce texte ajoute que cette prescription n'est pas obligatoire ; qu'elle ne constitue qu'un simple conseil dont l'inobservation n'entraîne pas la nullité du testament : Tunis, 26 nov. 1894 (97, 401). — 49. Il y a donc lieu de valider le testament passé en Tunisie, par un autrichien, sous l'une ou l'autre des formes qui viennent d'être indiquées : Tunis, 26 nov. 1894 (97, 401).

SECTION VI

Droit allemand.

50. Aux termes de l'art. 2077 C. civ. allemand, la disposition de dernière volonté par laquelle le testateur a gratifié son conjoint est nulle, si le mariage est nul lui-même ou s'il a été dissous avant son décès : Tunis, 14 juin 1906 (06, 582). — 51. Cette règle est applicable à la disposition testamentaire rédigée avant la mise en vigueur du nouveau Code civil allemand (1er janvier 1900) si le décès du testateur est postérieur à cette date : Tunis, 14 juin 1906 (06, 582).

SECTION VII

Droit néerlandais.

52. Aux termes de l'art. 992 C. civ. holl. un néerlandais en pays étranger ne peut faire son testament que par acte authentique et en observant les formes usitées dans le pays où cet acte est passé : Civ. Seine, 13 août 1903 (05, 160). — 53. Il s'ensuit qu'on ne saurait considérer comme valable le testament sous seing privé fait par un néerlandais en pays étranger, conformément aux dispositions de la loi étrangère : Civ. Seine, 13 août 1903 (05, 160).

SECTION VIII

Droit russe.

54. Les testaments faits à l'étranger dans les formes de la loi locale doivent être reconnus valables en Russie, s'ils ne heurtent ni l'ordre public, ni une loi d'Empire : Cass. Russie, 11 fév. 1904 (07, 60).

SECTION IX

Exarchat bulgare.

55. Les personnes pratiquant la religion bulgare orthodoxe sont, à quelque nationalité qu'elles appartiennent, soumises à la juridiction spirituelle de l'Exarchat bulgare : Civ. Seine, 19 juill. 1901 (01, 595) ; Paris, 21 avr. 1902 (02. 483). — *56*. Elles ne perdent pas les droits que leur assure leur loi religieuse pendant un séjour momentané qu'elles font dans un pays relevant directement de l'autorité du Sultan, et peuvent dans ce pays faire un testament olographe régulier en la forme prescrite par le statut organique de l'Exarchat bulgare : Civ. Seine, 19 juill. 1901 (01, 595) ; Paris, 21 avr. 1902 (02, 483). — *57*. Les prescriptions de droit musulman formulées par le Coran — spécialement, celles relatives à la capacité de disposer et de recevoir — ne sont point applicables aux chrétiens sujets ottomans : Civ. Seine, 19 juill. 1901 (01, 595) ; Paris, 21 avr. 1902 (02, 483). — *58*. Dès la conquête de Constantinople, les Sultans ont accordé à leurs sujets de religion grecque orthodoxe l'application du droit romain, modifié par le droit byzantin, en ce qui concerne la capacité de disposer et de recevoir; et ces concessions ont été, à diverses reprises, confirmées : Civ. Seine, 19 juill. 1901 (01, 595) ; Paris, 21 avr. 1902 (02, 483). — *59*. Ces prérogatives doivent être appliquées aux chrétiens de religion bulgare orthodoxe, qui ont constamment bénéficié d'une situation égale à celle des grecs orthodoxes : Civ. Seine, 19 juill. 1901 (01, 595) ; Paris, 21 avr. 1902 (02, 483).

SECTION X

Droit musulman.

60. En droit musulman, la révocation des testaments est autorisée ; elle peut être expresse ou tacite : Tunis, 8 juin 1896 (96, 373). — *61*. D'après la loi musulmane, la révocation d'un testament ne se présume pas : Tunis, 25 oct. 1897 (98, 457).

TIERCE OPPOSITION

Voir : Référés, ch. I, sect. IV.

1. Ceux-là seuls peuvent former tierce opposition à un jugement, à qui ledit jugement préjudicie sans qu'ils y aient été appelés ni représentés ;

Alger, 30 mai 1900 (01, 118). — *2*. L'intervention se justifie par l'intérêt effectif qui la motive ; elle peut d'ailleurs, au cas où elle ne serait pas recevable comme telle, se produire valablement comme tierce opposition : Alger, 30 mai 1900 (01, 118). — *3*. Est irrecevable la tierce opposition formée à un jugement par un tiers qui y était représenté par son père décédé depuis et aux droits de qui il vient : Tunis, 7 juin 1899 (99, 438). — *4*. Aux termes de l'art. 474 C. proc. civ., une partie ne peut former une tierce opposition à un jugement que lorsqu'il préjudicie à ses droits ; cette procédure est donc irrecevable contre un jugement frappé d'appel, en raison de l'effet à la fois suspensif et dévolutif de cet appel : Tunis, 6 févr. 1890 (94, 212). — *5*. Aussi l'art. 466 C. proc. civ. a prévu ce cas et a décidé que ceux qui auraient le droit de former tierce opposition peuvent intervenir dans l'instance d'appel : Tunis, 6 févr. 1890 (94, 212). — *6*. Il importe peu, pour l'application de ces règles, que la tierce opposition soit antérieure à l'appel, la tierce opposition formée avant que le jugement soit devenu définitif ne pouvant faire obstacle ou droit d'appel et celui-ci ayant pour résultat de déférer à la Cour la connaissance de la tierce opposition en même temps que de l'instance primitive elle-même : Tunis, 6 févr. 1890 (94, 212). — *7*. Lorsqu'un jugement a été confirmé en appel, la tierce opposition doit être dirigée, non contre le jugement, mais contre l'arrêt confirmatif : Tunis, 10 janv. 1894 (94, 75). — *8*. Par suite, elle doit être portée, non devant le Tribunal qui a rendu le jugement, mais devant la Cour de laquelle émane l'arrêt : Tunis, 10 janv. 1894 (94, 75). — *9*. Cette règle tenant à l'ordre des juridictions, le Tribunal de première instance saisi d'une tierce opposition formée dans ces conditions, doit se déclarer d'office incompétent : Tunis, 10 janv. 1894 (94, 75). — *10*. Les jugements du châra de Tunis peuvent être attaqués par la voie de la tierce opposition (solution implicite) : Alger, 16 mai 1893 (93, 322).

TIRAGE DES ASSESSEURS

Voir : Tribunal criminel, ch. II sect. III.

TISSUS

Voir : Mahsoulats, ch. II sect. II.

TITRES AU PORTEUR

1. Les lois françaises sont exécutoires, pour les français résidant en pays étranger, par le seul fait de leur promulgation en France : Tunis, 20 janv. 1890 (94, 320). — *2*. En conséquence, la loi du 15 juin 1872, relative aux titres au porteur perdus ou volés, est applicable en Tunisie à une société française, si elle a reçu en gage des titres volés, postérieu-

rement au jour où a pu parvenir en Tunisie le bulletin des agents de change contenant l'opposition du propriétaire : Tunis, 20 janv. 1890 (94, 320). — *3*. Elle est tenue de lui restituer ces titres sans pouvoir exiger de lui le remboursement de sa créance : Tunis, 20 janv. 1890 (94, 320).

TITRE DE PROPRIÉTÉ

Voir : Compétence civile, ch. IV sect. II. — Gage immobilier, ch. I sect. II. — Immatriculation, ch. III sect. III. — Propriété immobilière, ch. I sect. II. — Saisie-Arrêt, ch. I sect. II.

TRAITÉS INTERNATIONAUX

Voir : Exequatur, ch. I sect IV.

Bibliographie. — APPERT, *Notice de législ. tun.* (Ann. législ. franç., 1897, p. 193). — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 37. — ENGELHARDT, *Rev. de dr. intern. et de législ. com.*, 1881 p. 331. — PIC, *Rev. gén. de dr. inter. publ.* 1896. p. 613. — TILLOY, *Rép. aph* t. VII p. 3378.

1. Si, aux termes du traité franco-tunisien du 8 août 1830, des réparations pécuniaires sont dues par le Gouvernement beylical, au cas de pillage d'un navire français échoué ou naufragé sur les côtes de la Régence, il n'en est pas de même quand les marchandises pillées ont été débarquées volontairement : Tunis, 23 févr. 1888 (96, 151). — *2*. D'aillleurs, cette question ne rentre pas dans la compétence de la juridiction française établie en Tunisie : les traités internationaux sont des actes accomplis par les Gouvernements en vertu de leur puissance souveraine, et leur exécution ne peut être poursuivie que par voie diplomatique ; il n'a pas été dérogé à cette règle par les lois qui ont réglé la compétence des Tribunaux français en Tunisie, notamment par le décret beylical du 31 juillet 1884 : Tunis, 23 févr. 1888 (96, 151). — *3*. L'établissement du protectorat français en Tunisie n'a pas eu pour résultat de placer ce pays dans une situation diplomatique identique à celle de la France ; un accord spécial du Gouvernement beylical avec la France et les puissances est nécessaire pour étendre à la Régence les conventions qui règlent les rapports internationaux de la France avec les puissances : Tunis, 31 déc. 1891 (96, 232). — *4*. Aucun accord de cette nature n'étant intervenu au sujet du traité franco-grec de 1876, il n'est pas applicable en Tunisie : Tunis, 31 déc. 1891 (96, 232). — *5*. Les traités internationaux consentis par la France sont applicables de plein droit et sans promulgation spéciale dans les Echelles du levant, à l'exceptien de ceux qui ont en vue le règlement des intérêts spéciaux de la métropole : Tunis, 14 avr. 1893 (96, 317). — *6*. Spécialement, le traité franco-suisse de 1869 doit être appliqué par les Tribunaux

français de Tunisie : Tunis, 14 avr. 1893 (96, 317). — 7. En conséquence, la juridiction française doit se déclarer incompétente pour connaître de l'action intentée à Tunis, par un tunisien, contre un citoyen suisse domicilié en Suisse : Tunis, 14 avr. 1893 (96, 317). — 8. Les traités anglo-tunisien du 10 octobre 1863 et italo-tunisien du 8 sept. 1868 ont été abrogés par les conventions franco-italienne du 28 sept. 1896 et franco anglaise du 18 sept. 1897 : Alger, 8 mars 1905 (06, 108). — 9. Etant donné que les traités et conventions de toute nature en vigueur entre la France et la Suisse ont été étendus à la Tunisie par l'entente du 14 oct. 1896 et rendus exécutoires par un décret beylical du 1er février 1897, un tunisien pourra se prévaloir en Suisse des termes du traité de juridiction du 15 juin 1869 : Trib. féd. Suisse, 29 sept. 1904 (07, 63).

TRAMWAYS DE TUNIS

Voir : Accidents. ch. I sect. II.

La disposition de l'acte de concession administrative de tramways, d'après laquelle le rachat peut avoir lieu moyennant une annuité égale au produit net d'un certain nombre d'années, doit s'interpréter en ce sens que le produit net est l'excédent pur et simple des recettes sur les dépenses d'exploitation, sans qu'on comprenne dans ces dépenses aucune charge du capital, notamment : ni les réserves en vue du renouvellement de la voie et du matériel, ni la valeur locative des immeubles non repris par le concédant, ni l'intérêt des sommes représentant la valeur du matériel ; Alger, 2 juill. 1906 (07, 12).

TRANSACTION

Voir : Chefaa, sect. II, — Compétence civile des juges de paix, ch. I, sect. I.

Est inopposable à une demande la fin de non recevoir tirée de la transaction qui serait intervenue entre le demandeur et le défendeur, s'il n'est pas justifié par ce dernier de l'acceptation effective de la transaction donnée par la partie elle-même ou par son mandataire à ce spécialement autorisé : Alger, 20 juin 1899 (99, 546).

TRANSPORTS MARITIMES

Voir : Compétence administrative, ch. I sect. IV. — Compétence commerciale, ch. II sect. IV.

Bibliographie. — Coulon, *Compét. des trib. franç. en mat. d'avarie de transport sur mer* (Journ. trib. Tun., 1897 p. 248 et 281). —

POUBLON, *Rapp. sur la compét. des trib. franç. en mat. d'avarie et de transp. marit.*

CHAPITRE PREMIER

Contrat de transport

SECTION PREMIÈRE

Formes.

§ I. — Formes du connaissement.

1. Le connaissement dressé en trois exemplaires seulement est valable, quoique non conforme aux dispositions de l'article 232 C. com. Cette formalité n'est pas en effet substantielle et ne vicie pas de nullité le contrat : Alger, 14 mars 1906 (07, 126).

§ II. — Charte partie conclue par courtier.

2. La charte partie signée par un courtier maritime, avec l'autorisation télégraphique du capitaine, est aussi valable que si elle portait la signature personnelle du capitaine : Tunis, 17 janv. 1894 (94, 109). — *3*. Le courtier chargé de fréter un navire peut, à défaut d'un mandat restreint et déterminé, accepter les clauses usitées en matière d'affrètement, notamment la clause « franc d'avaries communes et réciproques » ; cette clause, une fois consentie par le mandataire du capitaine, est opposable à ce dernier, alors surtout qu'il a reçu sans protestation le double de la charte-partie qui lui était destiné et qu'il a exécuté sans réserve le contrat d'affrètement : Tunis, 17 janv. 194 (94, 109). — *4*. En vain le capitaine voudrait-il opposer que la charte-partie signée par son mandataire, et renfermant la clause précitée, était écrite en langue étrangère, lorsqu'il résulte des circonstances de la cause que ledit capitaine n'a pu ignorer le contenu du contrat qui lui a été communiqué et qu'il l'a ratifié : Tunis, 17 janvier 1894 (94, 109) — *5*. La clause « franc d'avaries communes » est d'ailleurs licite ; elle ne viole même pas les règles de l'équité, puisque chacune des parties est également exposée à en souffrir ou à en profiter : Tunis, 17 jan. 1894 (94, 109).

§ III. — Clauses manuscrites inconciliables avec les clauses imprimées.

6. Si, en principe, les clauses imprimées du connaissement sont seules opposables au chargeur et au destinataire, il en est autrement lorsque ce connaissement porte des clauses manuscrites inconciliables avec les clauses imprimées ; ces dernières doivent être considérées comme virtuellement détruites : Alger, 12 févr. 1895 (96, 68).

SECTION II

Loi applicable.

§ I. — Jurisprudence allemande.

7. Un contrat d'affrètement conclu en Angleterre, même par des courtiers anglais, mais pour des parties allemandes ayant toutes deux leur établissement en Allemagne, est régi par la loi allemande comme étant celle à laquelle les parties ont vraisemblablement voulu se référer : Trib. emp. Allemagne, 29 oct. 1904 (07, 64). — *8*. L'emploi de la langue anglaise dans la charte-partie et dans le connaissement par des contractants qui ne sont pas anglais est d'un usage si général qu'on ne peut nullement en conclure que les parties aient voulu appliquer la loi anglaise à leur contrat ; au contraire, l'emploi d'un formulaire hambourgeois est une circonstance probante de la volonté des parties d'appliquer au contrat le droit allemand : Trib. sup. rég. Hambourg, 15 mars 1904 (06, 534). — *9*. Les obligations nées du connaissement sont régies par la loi du lieu de l'exécution : Trib. sup. Hambourg, 29 févr. 1904 (06, 534). — *10*. Spécialement, lorsque le destinataire de marchandises transportées de Roumanie à Brème prétend se soustraire au paiement du fret, par le motif que ces marchandises sont arrivées avariées, c'est par le droit allemand que la question doit se décider, comme tout ce qui concerne l'exécution du transport : Trib.sup.Hambourg, 29 févr. 1904 (06, 534).

§ II. — Jurisprudence italienne.

11. Il résulte de l'art. 58 C. com. ital. que le contrat originaire générateur d'obligations réciproques est soumis à la loi du lieu de sa création et que les actes d'exécution de ce contrat sont régis par la loi du lieu où ils sont faits : App. Venise, 13 janv. 1905 (07, 285). — *12*. Par suite le contrat d'affrètement conclu entre étrangers de nationalités différentes et les obligations qui en résultent sont définitivement réglés et déterminés d'après la loi du lieu où il a été signé : App. Venise, 13 janv. 1905 (07,285).

SECTION III

Effets à l'égard des destinataires des contrats passés par les chargeurs.

13. En signant un connaissement, l'expéditeur agit et stipule pour le compte du destinataire, et ce dernier, en se présentant pour réclamer la marchandise, en vertu du connaissement, se substitue à l'expéditeur, vis à vis du transporteur, de telle sorte qu'il est obligé par toutes les clauses du contrat passé entre eux : Tunis, 14 nov. 1889 (96, 151) ; 28 mars 1892 (95, 140) ; 29 déc. 1893 (96, 282) ; 11 janv. 1894 (94, 529) ; 17 mai 1895 (95, 421) ; Alger, 9 juin 1896 (97, 353) ; 5 juill. 1897 (98, 147). — *14*. Il en est ainsi notamment de la clause du connaissement qui attribue compétence

à une juridiction spéciale : Tunis, 11 janv. 1894 (94, 529) ; 17 mai 1895 (95, 421). — *15*. Le destinataire ne saurait se soustraire à l'application de cette clause, même lorsque son action a pour objet le remboursement d'un colis qu'il prétend avoir été perdu au port de débarquement. Il s'agit en effet dans ce cas d'une difficulté relative au contrat de transport : Tunis, 11 janv. 1894 (94, 529). — *16*. Le destinataire soutiendrait vainement qu'une fois la marchandise débarquée, le transporteur en devient responsable en vertu d'un contrat de dépôt absolument distinct du contrat de transport : Tunis, 11 janv. 1894 (94, 529). — *17*. Ledit contrat de dépôt ne pourrait exister que si, après avoir annoncé au destinataire l'arrivée de la marchandise, la compagnie de transports avait consentit à la conserver dans ses entrepôts pour le compte du propriétaire : Tunis, 11 janv. 1894 (94, 529). — *18*. Il importe peu que le chargeur, qui a introduit cette stipulation dans la convention, déclare qu'il n'entend pas s'en prévaloir ; la clause dont s'agit peut être invoquée aussi bien par celui qui l'a subie que par celui qui l'a imposée : Tunis, 17 mai 1895 (95, 421). — *19*. Lorsque celui qui a traité avec une compagnie de transports maritimes a seul figuré dans le connaissement comme destinataire des marchandises transportées, bien qu'en réalité il n'ait été, dans la circonstance, que transitaire, si, à raison d'un retard dans l'arrivée du navire et, par suite, dans la livraison, le véritable destinataire exerce un recours contre le transporteur, il est soumis à toutes les clauses du contrat, qui est le seul fondement de son action, bien qu'il n'y ait pas été partie, et cela, parce qu'il exerce les droits du signataire du connaissement : Cass. civ., 9 avr. 1895 (95, 248). — *20*. Il en est ainsi, spécialement, à l'égard de la clause qui, pour la solution des litiges auxquels pourrait donner lieu le transport, attribue compétence à un tribunal déterminé : Cass. civ., 9 avr. 1895 (95, 248). — *21*. La clause d'un connaissement attribuant juridiction au Tribunal du lieu de l'expédition, pour juger les contestations résultant de l'exécution du contrat de transport, est valable et opposable au destinataire, aussi bien dans le cas où le connaissement est collectif que dans celui où il est individuel : Alger, 9 juin 1896 (97, 353). — *22*. Le destinataire de la marchandise est-il tenu, comme le chargeur et le transporteur, par les termes du connaissement, notamment en ce qu'ils attribuent compétence à un tribunal étranger, pour toutes les difficultés pouvant naître de l'usage de ce connaissement ? (Non résolu) : Alger, 29 janv. 1895 (95, 419). — *23*. En tout cas cette incompétence serait purement relative et devrait être invoquée *in limine litis* et avant toute défense au fond : Alger, 29 janv. 1895 (95, 419).

SECTION IV

Clauses diverses.

§ I. — Clauses compromissoires.

24. La clause du connaissement qui porte que les difficultés qui pourront s'élever à propos du transport maritime dont il règle les conditions seront soumises au juge du lieu où le contrat est intervenu, est licite et obligatoire pour tous les intéressés, spécialement pour le destinataire : Tunis, 22 nov. 1894 (95, 22) ; Alger, 30 oct. 1899 (00, 254) ; 17 janv. 1900 (00, 255) ; Tunis, 19 déc. 1895 (96, 77). — *25*. Il importe peu que ce dernier ait obtenu un bon à délivrer par la Douane, en échange de son connaissement, qu'il a remis au transporteur, lorsqu'il se présente en justice pour réclamer contre la non exécution du contrat de transport ; celui-ci reste malgré cette circonstance, régi par le connaissement : Tunis, 22 nov. 1895 (95, 22). — *26*. Toutefois l'application de cette clause doit être restreinte strictement aux cas qu'elle prévoit d'une façon expresse : Alger, 17 janv. 1900 (00, 255). — *27*. Elle n'est pas applicable, spécialement, et le droit commun reprend son empire, s'il s'agit d'une action dirigée contre la compagnie, à raison d'expéditions effectuées par elle, non pas comme transporteur maritime, mais comme transitaire : Alger, 17 janv. 1900 (00, 255). — *28*. S'il est vrai qu'en principe la clause compromissoire contenue au connaissement oblige le destinataire, cette clause est sans effet sur l'instance qui tend à la réparation d'un dommage causé par la Compagnie de transports dans le déchargement et la mise en douane de la marchandise, alors qu'il était stipulé que celle ci serait livrable le long du bord sous plan : Tunis, 19 déc. 1895 (96, 77). — *29*. La clause d'un connaissement stipulant attribution de juridiction aux tribunaux de commerce compétents, n'apporte aucune dérogation aux dispositions de l'art. 420 C. proc. civ. : Just. p. Tunis-Sud, 7 déc. 1896 (96, 596). — *30*. Elle ne saurait donc être interprétée dans un sens restrictif, attribuant juridiction exclusive au tribunal de commerce du lieu où le connaissement a été créé : Just. p. Tunis-Sud, 7 déc. 1896 (96, 596). — *31*. En conséquence le tribunal du lieu de destination et de livraison d'une marchandise avariée, objet du litige, est compétent pour en connaître : Just. p. Tunis-Sud, 7 déc. 1896 (96, 596). — *32*. La clause d'un connaissement d'après laquelle « toute contestation entre le capitaine et les chargeurs doit être réglée par la Chambre arbitrale pour les transports à Anvers », constitue sans doute une clause compromissoire prohibée par l'art. 1006 C. proc. civ. franç : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — *33*. Néanmoins cette clause peut être invoquée en France ou en Tunisie par la Compagnie qui l'a insérée dans ses connaissements et les chargeurs ou destinataires sont obligés d'aller plaider devant la juridiction étrangère qu'ils ont acceptée : Tunis,

29 déc. 1893 (96, 282). — *34*. La disposition de l'art. 1006 rappelée ci-dessus ne saurait avoir dans ce cas aucune influence, puisqu'il s'agit d'un arbitrage qui doit être exécuté, non pas en France, mais bien en Belgique, dont la législation admet la validité des clauses compromissoires : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — *35*. Lorsqu'une clause du connaissement attribue compétence à une juridiction déterminée, l'incompétence qui en résulte pour le Tribunal de droit commun est purement relative : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — *36*. Par suite, elle doit être relevée au début même de l'instance et les parties peuvent y renoncer : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — *37*. La renonciation dont s'agit n'a pas besoin d'être expresse ; elle résulte notamment de ce que la Compagnie de transports a accepté par deux fois et sans aucune réserve la nomination d'un expert par le Tribunal de droit commun, ainsi que la fixation de l'affaire à une audience déterminée par la discussion au fond : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — *38*. Aux termes de l'art. 111 C. proc. civ. français, les parties peuvent, pour l'exécution d'une convention, attribuer compétence au Tribunal du domicile élu par elles ; elles peuvent donc ainsi déroger aux règles ordinaires de compétence, notamment à celles qui résultent de l'art. 2 de l'ordonnance algérienne du 16 avril 1843 et de la loi du 27 mars 1883 : Tunis, 28 mars 1892 (95, 140). — *39*. Elles peuvent aussi se soumettre à la juridiction d'un tribunal étranger, et même dans des conditions identiques, à un arbitrage lorsque la loi du pays où cet arbitrage doit avoir lieu admet (comme en l'espèce, la loi belge) la validité de la clause compromissoire : Tunis, 28 mars 1892 (95, 140). — *40*. Les transports faits par une compagnie de navigation maritime ne sont pas nécessairement régis par les clauses des connaissements dont elle a l'habitude de se servir : Tunis, 31 oct. 1895 (95, 597). — *41*. Ces connaissements, spécialement, ne régissent pas le transport en transit exécuté par la compagnie, soit sur ses bateaux, soit sur d'autres, alors que le propriétaire des marchandises n'y a pas été partie, que la compagnie y a figuré seule comme expéditeur et comme destinataire, et qu'il n'est justifié d'aucun contrat dans lequel on s'en serait référé, pour le transit, aux clauses des connaissements habituels du transitaire: Tunis, 31 oct. 1895 (95, 597). — *42*. Par suite c'est à tort que celui-ci soulèverait une exception d'incompétence tirée d'une clause compromissoire de ses connaissements habituels, à l'encontre d'une action relative au transport exécuté dans les conditions ci-dessus dites : Tunis, 31 oct. 1895 (95, 597). — *43*. Un connaissement n'est pas nul parce qu'il est collectif ; mais, collectif ou non, un connaissement n'a d'effet que pour ce qui est du transport par mer et non pour le transport ultérieur à effectuer par terre, dont le transporteur maritime ne se charge qu'accessoirement, à titre de transitaire ou de voiturier : Alger, 31 mai 1899 (99, 586). — *44*. Spécialement, la clause attributive de compétence insérée au con-

naissement est sans application pour les litiges nés de difficultés survenues dans le transport par terre : Alger, 31 mai 1899 (99, 586). — **45.** Au cas où le connaissement contient une clause d'après laquelle toutes les demandes d'indemnité pour avaries, manquant, détérioration ou perte de la marchandise transportée, doivent être formées devant l'autorité judiciaire du port d'attache du navire, il n'y a pas lieu de rechercher si le déficit constaté dans la marchandise est le résultat d'un vol ou d'un fait quelconque de navigation, car la disposition doit s'appliquer aussi bien dans un cas que dans l'autre : Com. Marseille 24 oct. 1900 (03, 175). — *46*. En présence d'un connaissement portant en termes formels attribution de juridiction à un Tribunal déterminé, le juge du fait peut-il, sans violer la loi des parties, décider que cette clause restera sans effet, sous prétexte que le contrat doit s'exécuter hors du ressort du Tribunal choisi ? Cass. req., 13 juill. 1897 (97, 513). — **47.** La Société de transports maritimes qui a déclaré par lettre accepter toutes les clauses des connaissements d'une autre compagnie, ne peut se prévaloir de ce que les connaissements qu'elle fait imprimer ne portent point une des clauses auxquelles elle s'est soumise en général : Alger, 27 févr. 1901 (01, 327). — **48.** Si de plus, les connaissements de la compagnie de transports maritimes sont différents suivant les agences dont ils émanent, il faut se référer à ceux de l'agence avec laquelle a été traité l'acte de soumission à toutes les clauses: Alger, 27 févr. 1901 (01, 327). — *49*. Est valable et licite la clause d'un connaissement qui porte attribution de juridiction devant un Tribunal déterminé, même en cas d'appel en garantie : Alger, 27 févr. 1901 (01, 327). — *50*. Le connaissement est valable et obligatoire pour le destinataire comme pour le chargeur et le transporteur, alors même qu'il n'aurait été dressé qu'en trois exemplaires et qu'il n'indiquerait ni le nom, ni le domicile du capitaine. En effet, les dispositions des articles 281 et 282 C. com. ne sont pas prescrites à peine de nullité : Cass. req., 23 févr. 1898 (98, 290) ; Alger, 28 févr. 1900 (00, 352). — *51*. Notamment, l'attribution de juridiction contenue aux clauses d'un tel connaissement est opposable au destinataire : Cass. req., 23 févr. 1898 (98, 290) ; Alger, 28 févr. 1900 (00, 352).— *52*. Il en est ainsi, lorsqu'une clause manuscrite du connaissement oblige le transporteur à livrer « franco quai », par modification d'une clause imprimée qui fixait la livraison « le long du bord sous palan », aux risques et périls du réceptionnaire : Alger, 8 nov. 1897 (98, 398). — *53*. Si la clause de livraison franco bord sous palan implique, en principe, la livraison, et par suite, l'accomplissement entier du contrat de transport régi par le connaissement, il en est autrement lorsqu'une clause additionnelle stipule les droits d'accostage et de transbordement à quai, pour le compte des réceptionnaires : Alger, 28 févr. 1900 (08, 352). — *54*. En ce cas, cette clause additionnelle, partie inté-

grante du connaissement, en étend la portée, et par suite, celle de la clause attributive de juridiction jusqu'à la remise à quai : Alger, 28 févr. 1900 (00, 352). — **55**. Est licite la clause du connaissement établi à Tunis, d'après laquelle toutes les contestations auxquelles pourra donner lieu l'exécution dudit connaissement devront être portées devant le Tribunal de commerce de Marseille, auquel, de stipulation expresse, il est fait attribution de juridiction : Cass. civ., 22 févr. 1898 (98, 260). — **56**. Il importe peu que le contrat ait été formé en Tunisie et ait dû être exécuté dans ce pays : Cass. civ., 22 févr. 1898 (98, 260). — **57**. Si, en principe, la demande en garantie doit être portée devant le Tribunal saisi de la demande principale, il peut être dérogé à cette disposition par la convention des parties, spécialement par une clause d'un connaissement : Alger, 13 juin 1900 (01, 118) ; 13 juin 1900 (00, 630) ; 27 févr. 1901 (02, 33). — **58**. En effet le rapprochement des art. 169, 186, 175, 178, 184 et 181 C. proc. civ. démontre surabondamment que la disposition contenue dans ce dernier texte n'est pas d'ordre public : Alger, 13 juin 1900 (01, 118) ; 13 juin 1900 (00, 630) ; 27 févr. 1901 (02, 33).

§ II. — **Clauses de non responsabilité.**

59. Est licite et obligatoire la clause par laquelle le propriétaire d'un navire convient qu'il ne sera pas responsable des fautes du capitaine ou de l'équipage : Alger, 22 oct. 1891 (96, 189) ; Cass. civ., 11 juil. 1892 (93, 38). — **60**. Lorsqu'en vertu d'une clause du connaissement l'armateur est exonéré des fautes du capitaine, il ne peut être condamné pour manquants sur la marchandise au débarquement, à raison de ce qu'il ne ferait pas la preuve que lesdites marchandises ont été remises au capitaine et que leur disparition provient de l'un des cas prévus par ladite clause, alors, d'une part, que le chargement sur le navire est attesté par le connaissement, et d'autre part, que le défaut de représentation des marchandises est légalement imputable à ceux qui en ont pris charge et par suite aux capitaines des navires qui en opèrent le transport : Cass. req., 2 janv. 1901 (01, 561). — **61**. L'armateur ne pourrait être rendu responsable que s'il était établi contre lui que la perte des marchandises provient d'un fait qui lui est personnellement imputable : Cass. req., 2 janv. 1901 (01, 561). — **62**. La clause de négligence insérée au connaissement n'a pas pour effet d'exonérer le capitaine de toute responsabilité, mais seulement de déplacer le fardeau de la preuve et d'obliger les chargeurs, en cas d'avaries souffertes par leurs marchandises, à établir la faute du capitaine : Com. Bordeaux, 13 avr. 1904 (05, 397). — **63**. Quand un connaissement porte que le transporteur « ne répond pas des barateries, vices d'arrimage, fautes ou négligences quelconques du capitaine, du pilote, des hommes de l'équipage ou de toutes autres personnes placées sous les ordres du capitaine ou embarquées à

bord du navire à quelque titre que ce soit », le juge ne peut, sans violer l'article 1104 du Code civil, décider que cette clause d'irresponsabilité ne saurait être étendue à des soustractions frauduleuses commises à bord : Cass. civ., 25 oct. 1899 (00, 72). — *64*. L'interprétation de la charte-partie passée en Belgique et rédigée entièrement en langue anglaise, doit être faite en donnant aux mots employés le sens qu'ils ont dans la langue anglaise : App. Bruxelles, 25 oct. 1901 (04, 533). — *65*. Spécialement, dans une clause exonérant le capitaine de sa *barratry*, il convient d'attacher à ce mot le sens restreint qu'il a dans la langue anglaise et non le sens beaucoup plus étendu que le mot *baraterie* a pris dans la langue française : App. Bruxelles, 25 oct. 1901 (04, 533). — *66*. La clause aux termes de laquelle une compagnie de transports maritimes a déclaré s'affranchir de la responsabilité des fautes du capitaine et des risques de fortune de mer, n'est pas applicable au cas d'un voyageur blessé par suite d'une fausse manœuvre exécutée à terre, par des préposés de la compagnie non inscrits sur le rôle d'équipage, pour faire sortir le navire du port : Com. Seine, 14 nov. 1894 (95, 30). — *67*. En effet, à ce moment, le capitaine ne peut être encore considéré comme le maître après Dieu de son navire, dont la direction est subordonnée à un autre facteur que sa volonté : Com. Seine, 14 nov. 1894 (95, 30). — *68*. Un tel accident ne rentre pas, d'autre part, dans les risques de fortune de mer, qui ne comprennent que les évènements survenus en cours de voyage et non ceux qui se sont produits au moment où le navire évoluait dans le port : Com. Seine, 14 nov. 1894 (95, 30).

§ III. — **Clause franc d'avaries particulières.**

69. La clause « franc d'avaries particulières » portée dans un contrat d'affrètement, est valable, d'après l'art. 301 C. com. : Tunis, 20 juil. 1894 (94, 452).

SECTION V

Transport de voyageurs

70. Les tarifs de la Compagnie générale Transatlantique n'ont aucun caractère officiel ou obligatoire vis-à-vis des passagers civils voyageant sans réquisition du Gouvernement : Tunis, 29 oct. 1894 (94,555). — *71*. En pareil cas, la Compagnie est toujours libre de modifier ses prix habituels et d'autoriser quelques unes de ses agences à consentir des réductions afin de lutter contre la concurrence des autres compagnies de transport sur certaines lignes : Tunis, 29 oct. 1894 (94, 555). — *72*. Le Commissaire d'un bord est donc mal fondé à refuser la nourriture à un passager, sous prétexte qu'il n'a payé qu'un prix au-dessous du tarif, si l'agence du lieu d'embarquement était autorisée à donner pour ce prix un passage avec

nourriture : Tunis, 29 oct. 1894 (94, 555). — *73*. Mais le commisaire d'un paquebot n'est aucunement tenu de délivrer, à bord, des passages au prix réduit qui aurait pu être consenti par l'agence du lieu d'embarquement : Tunis, 29 oct. 1894 (94, 555). — *74* Lorsqu'un passage est délivré « sans nourriture » par la Compagnie générale Transatlantique, il est d'usage que les agents de cette Compagnie le constatent au moyen d'une formule apposée sur le billet de telle façon qu'une partie de cette formule se trouve sur la souche restant entre les mains du voyageur : Tunis, 29 oct. 1894 (94, 555). — *75*. Cet usage résulte des instructions spéciales adressées aux agences et aux bords de la Compagnie aux dates des 1er janvier 1886 et 1er janvier 1890 : Tunis, 29 oct. 1894 (94, 555).

CHAPITRE II
Obligations du transporteur

SECTION PREMIÈSE
Obligations de l'armateur.

§ I. — **Fourniture du navire.**

76. Des dommages-intérêts sont dus par l'armateur qui, s'étant engagé à fournir un navire, pour arriver à un port de charge prêt à charger en juin, ne le met à la disposition des affréteurs qu'à une époque du mois où il ne peut plus être chargé en juin : Cass. req., 2 juin 1904 (05, 424). — *77*. Peuvent du moins le décider ainsi, sans violation de la loi, les juges du fond, statuant par interprétation de la pensée commune des parties et s'éclairant de leur correspondance : Cass. req., 2 juin 1904 (05, 424).

§ II. — **Concurrence déloyale.**

78. L'entrepreneur de transports qui s'engage à transporter pendant une période déterminée et moyennant un fret fixé à forfait, les marchandises d'un négociant, s'engage par cela même à ne pas faire de concurrence à ce dernier pendant la durée du contrat, alors qu'au moment où la convention a été passée, l'entrepreneur n'exerçait pas au lieu de destination un commerce similaire à celui du chargeur : Tunis, 24 mai 1894 (94, 415). — *79*. Il en est ainsi surtout, lorsque ledit entrepreneur avait promis d'exiger un supplément de 50 centimes par tonne sur les transports qu'il effectuerait pour les concurrents de son co-contractant : Tunis, 24 mai 1894 (94, 415).

SECTION II
Obligations du Capitaine.

§ I. — **Soins à la marchandise.**

80. Au cas où, dans la charte-partie, le capitaine s'est engagé à prendre la marchandise (des bois, en espèce) en charge, lorsqu'elle aurait été

déposée le long du bord en rade par le chargeur et assujettie avec les chaînes et coins fournis par le navire, ladite marchandise n'a pas à supporter les frais des manœuvres et manipulations faites par le capitaine pour sa conservation, postérieurement à la prise en charge et avant qu'elle ait été placée dans les flancs du bâtiment : Tunis, 9 mai 1895 (95, 459). — *81*. Le fait de charger sur le pont du navire les marchandises objet du transport constitue une violation de contrat et une faute qui engage la responsabilité du capitaine, même pour les avaries qui seraient imputables à la fortune de mer : Com. Le Hâvre, 1er juill. 1902 (03, 590). — *82*. Il y a faute du capitaine s'il a chargé sur le pont les marchandises les plus coûteuses de la cargaison, de telle sorte qu'elles étaient exposées à être sacrifiées les premières en cas de mauvais temps : Tunis, 23 février 1894 (94, 302). — *83*. Il a ainsi contrevenu en effet aux prescriptions de l'art. 411 du C. de com. fr. et 645 du C. de com. ital., qui veulent qu'en cas de nécessité de jet, les marchandises les plus pesantes et de moindre valeur soient jetées avant les autres : Tunis, 23 févr. 1894 (94, 302). — *84*. Le capitaine n'a pas droit au fret pour les marchandises jetées à la mer pour le salut commun, conformément à l'art. 301 C. com., si la régularité du jet n'est pas démontrée : Tunis, 23 févr. 1894 (94, 302). — *85*. Au surplus cet article n'est applicable que si les marchandises jetées peuvent donner lieu à un règlement d'avaries communes : Tunis, 23 févr. 1894 (94, 302).

§ II. — **Arrimage.**

86. Les dispositions du règlement français du 1er décembre 1893 sur l'arrimage ne sont pas applicables aux navires étrangers : Com. Marseille, 27 mai 1902 (03, 527) ; 10 nov. 1902 (04, 219). — *87*. En tous cas, l'existence d'un vaigrage n'est nullement indispensable pour l'aération et la bonne conservation de la marchandise ; il n'a pour but que d'assurer la libre circulation de l'eau produite par les infiltrations le long des parois du navire : Com. Marseille, 10 nov. 1902 (04, 219). — *88*. Le décret du 1er décembre 1893, qui fixe les règles à suivre pour l'arrimage des marchandises à bord des navires de commerce, a donné aux Tribunaux le pouvoir d'apprécier, dans chaque cas particulier, si la marchandise était bien ou mal arrimée : Cass. req., 2 juill. 1900 (01, 17). — *89*. C'est donc à bon droit qu'un Tribunal, s'appropriant l'opinion de l'expert commis, fait abstraction d'un défaut d'arrimage resté sans rapport avec l'avarie constatée, constate que l'avarie n'est pas due à un défaut d'arrimage et décharge le capitaine de toute responsabilité : Cass. req., 2 juillet 1900 (01, 17). — *90*. Le capitaine est tenu de veiller par lui-même au bon arrimage de la cargaison et est responsable des conséquences que le mauvais srrimage a pu avoir sur l'état de celle-ci, encore bien que la charte-partie stipule que le navire sera chargé sous l'inspection des agents des assureurs

en se conformant à leur règlement : Cass. civ., 12 août 1902 (04, 158). — *91*. La clause d'une charte-partie aux termes de laquelle le chargement doit s'opérer sous la surveillance des assureurs, n'exonère pas le capitaine de surveiller l'arrimage de la cargaison, ni de la responsabilité que fait peser sur lui cette obligation par l'article 222 C. com. : Bordeaux, 16 févr. 1903 (04, 467). — *92*. Le mauvais arrimage des marchandises à bord d'un navire de commerce constitue une faute lourde pouvant, aux termes de l'art. 2 de la loi du 24 avr. 1898, donner lieu à l'application de l'art. 1382 C. civ. : Cas. req., 30 avril 1907 (08, 192). — *93*. Commet une faute lourde d'arrimage, qui engage sa responsabilité, le fait, par un capitaine marin, d'avoir chargé sans séparation des bois mouillés ou humides sur un grenier de maïs : Com. Marseille, 27 mai 1902 (03, 527).

§ III. — **Livres de bord**

94. Il est admis dans tous les pays que les capitaines marins doivent avoir à bord un certain nombre de pièces destinées à permettre de contrôler, le cas échéant, la sincérité de leurs allégations relatives aux événements de leur navigation : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452). — *95*. Cette règle existe notamment en Grère, où la législation maritime est à peu près identique à celle de la France et où une loi du 13 novembre 1851 impose aux capitaines grecs l'obligation d'avoir avec eux un livret spécial sur lequel doivent figurer certaines indications énumérées dans ladite loi : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452). — *96*. Est donc irrecevable l'allégation d'un capitaine grec qui soutient que dans les usages de son pays, les commandants de navire ne sont tenus d'avoir à bord aucun papier : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452).

§ IV. — **Délivrance des marchandises.**

97. L'entrepreneur de transports (en l'espèce, une compagnie de navigation), bien que son contrat soit un louage d'industrie, revêt au cours de son exécution la double qualité de dépositaire et de mandataire salarié : Just. p. Tunis-Nord, 29 oct. 1896 (97, 128). — *98*. Il est en conséquence tenu de la double obligation de veiller à la conservation de la chose qui lui est confiée, et de la remettre au destinataire ou tout au moins de lui en offrir régulièrement la remise : Just. p. Tunis-Nord, 29 oct. 1896 (97, 128). — *99*. En conséquence, une compagnie de navigation ne saurait être dégagée de sa responsabilité par le fait du déchargement de la marchandise sur quai, mais seulement par la délivrance effective au destinataire ou une offre régulière : Just. p. Tunis-Nord, 29 oct. 1896 (96, 128). — *100*. La clause d'un connaissement « poids et contenu inconnus » dégage la responsabilité du transporteur, lorsqu'il remet les

marchandises qui lui sont confiées intactes et dans l'état où il les a reçues: Com. Nantes, 12 juill. 1902 (03, 590). — ***101***. Mais il n'en est pas de même quand, ayant reçu ces marchandises en caisses ou barils sans formule de réserves sur leur état, le transporteur les délivre avec tout ou partie des emballages brisés, sauf, cependant, le cas où l'insuffisance de l'emballage est reconnue : Com. Nantes, 12 juill. 1902 (03, 590). — ***102***. La clause d'après laquelle « l'armateur n'est pas responsable des confusions produites dans le déchargement, par suite d'erreurs ou d'insuffisance de marques », laisse à la charge de l'armateur l'obligation de prouver que les marchandises qu'on lui a confiées étaient mal ou insuffisamment marquées : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***103***. En tout cas la clause dont il s'agit, ainsi que celle «poids inconnu», cessent de produire leur effet quand une faute est établie contre le capitaine : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***104***. Commet une faute le capitaine qui reçoit à son bord des marchandises portant des marques différentes de celles indiquées sur les connaissements et qui inscrit sur les connaissements un poids notablement supérieur à celui qui lui a été livré : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***105***. La clause qui exonère l'armateur des fautes du capitaine est inopérante lorsque, sans que les agissements reprochés au capitaine soient l'exécution des ordres de l'armateur, celui ci les a du moins ratifiés: Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***106***. Il suffit d'ailleurs d'une ratification tacite résultant, soit du défaut absolu de protestation contre les actes du commandant du navire, soit du profit que l'armateur a retiré de la violation du contrat : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***107***. La dernière clause rappelée ci-dessus est inapplicable aux fautes commises par l'agent du transporteur au port de débarquement : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***108***. Lorsqu'aux termes d'une charte partie, le capitaine s'est engagé à livrer la cargaison le long du bord, le navire fournissant les treuils et les hommes de treuil et toute dépense de location de "gear" devant être payée par le navire, cette dernière clause peut être interprétée en ce sens, que celui qui a fourni un navire avec un matériel de déchargement, n'a entendu prendre à sa charge que les frais de location d'engins nécessaires au complément de ce matériel, sans s'astreindre à payer tous les autres engins qu'il plairait aux destinataires d'employer : Cass. req., 17 févr. 1908 (08, 628). — ***109***. Dès lors, si, à l'arrivée, les destinataires, au lieu d'utiliser le matériel du bord, déchargent à l'aide des grues hydrauliques et des bennes de la chambre de commerce, l'armateur ne saurait être tenu de supporter ce complément de dépenses : Cass. req., 17 févr. 1908 (08, 628).

CHAPITRE III
Accidents de transport.

SECTION PREMIÈRE
Pertes ou manquants.

§ I. — Déficit à l'arrivée.

110. L'expéditeur qui prouve, par le manifeste du navire et par les connaissements, qu'il a réellement chargé tout ce qu'il avait promis, ne saurait être déclaré responsable des erreurs et des manquants reconnus à l'arrivée par les destinataires : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***111***. En l'absence de toute circonstance défavorable de navigation, le capitaine d'un navire est en faute en ne représentant pas à l'arrivée des marchandises chargées en sac au départ : Cass. req., 23 juill. 1903 (05, 95). — ***112***. C'est au capitaine qui allègue une fortune de mer, pour se dispenser de représenter les marchandises portées au connaissement, à en faire la preuve : Tunis, 9 mai 1895 (95, 459). — ***113***. Cette preuve ne résulte pas d'un protêt secret, passé devant un officier public à l'insu des chargeurs, bien qu'ils fussent présents au port où le prétendu sinistre est arrivé et produit seulement à l'arrivée au porteur du connaissement : Tunis, 9 mai 1895 (95, 459). — ***114***. Le capitaine, en matière de transports maritimes, est responsable de sa faute, et la réserve « poids inconnu », insérée au connaissement pour le chargement, n'est pas de nature à le dégager de cette responsabilité : Cass. req., 27 avr. 1896 (96, 450). — ***115***. Il en est spécialement ainsi lorsqu'il est justifié de manquants et que, d'autre part, il est établi que le capitaine a laissé faire des opérations de chargement et de déchargement sans aucun contrôle : Cass. req., 27 avr. 1896 (96, 450). — ***116***. Lorsque, à défaut de convention contraire, le poids de la cargaison a été constaté au départ au moyen des échelles du bateau, le destinataire ne peut exiger à l'arrivée le pesage à la bascule ; l'interprétation des intentions des parties, à cet égard, par le juge du fond, est souveraine : Cass. req., 17 nov. 1903 (05, 189). — ***117***. La reconnaissance d'un manquant à l'arrivée, résultant d'un procès-verbal de l'agent du transporteur qui en établit la réalité et l'importance, n'implique pas nécessairement par elle seule l'acceptation de la responsabilité par ledit transporteur et l'engagement de réparer le préjudice souffert : Cass. civ., 11 juin 1903 (04, 629). — ***118***. Dès lors, cette reconnaissance ne dispense pas le destinataire de l'obligation d'agir dans le délai d'un mois imparti par l'art. 435 C. com : Cass. civ., 11 juin 1903 (04, 629). — ***119***. Aucune fin de non-recevoir tirée de l'art. 435 C. com., n'est opposable à l'action intentée par le réceptionnaire contre le capitaine en vue de le faire déclarer responsable d'un déficit n'ayant point le caractère d'un manquant de

route, causé par un fait de transport maritime, mais celui d'un déficit de chargement : Cass. civ., 18 juill. 1900 (00, 623). — *120*. Lorsqu'il s'agit de chargement dont le poids et les quantités sont déclarés inconnus, le capitaine n'a d'autre obligation à l'arrivée que de livrer aux réclamateurs, au fur et à mesure de la présentation de leurs connaissements, le poids qui s'y trouve mentionné, sans être nullement tenu de s'enquérir, avant toute livraison, du poids effectif du chargement et de proportionner la part de chaque réclamateur d'après le poids réel comparé au poids des connaissements remis : Cass. civ., 18 juill. 1900 (00, 623). — *121*. En fixant à 4% le coulage ordinaire des fûts de vin en cours de transport les polices d'assurances maritimes établies depuis 1873 n'ont pas entendu arrêter à cette quotité le creux normal moyen ; elles ont voulu, au contraire, déterminer ainsi le creux maximum qui peut se produire dans les cas les plus défavorables : Com. Rouen, 20 mars 1896 (96, 440). — *122*. Il ne faut donc pas, pour déterminer le creux de route normal moyen d'Algérie en France, que le réclamateur doit supporter sans répétition, s'inspirer de cette clause des polices d'assurances, mais déterminer une moyenne normale, en prenant pour base les circonstances ordinaires d'un voyage en mer : Com. Rouen., 20 mars 1896 (96, 440).

§ II. — Perte de bagages.

123. La clause d'un bulletin de bagages par laquelle une compagnie de navigation se réserve trois mois pour la recherche des colis égarés, a seulement pour effet d'interdire au voyageur, pendant ce délai, toute action en paiement d'un colis considéré comme perdu : Com. Marseille, 2 juill. 1906 (07, 252). — *124*. Elle n'exonère pas la Compagnie de l'indemnité due au voyageur au cas où, après un retard inférieur à ce délai, les bagages sont retrouvés et rendus : Com. Marseille, 2 juill. 1906 (07, 252). — *125*. Lorsque le billet de passage délivré par une compagnie de navigation porte une clause non illicite d'exonération de responsabilité relativement aux bagages, l'acceptation dudit billet par le passager implique, hors le cas de dol ou de fraude, acceptation par lui de la clause elle-même : Cass. civ., 11 févr. 1908 (08, 468). — *126*. Il en est ainsi, alors même que la clause d'exonération n'est inscrite sur le billet que par une référence au livret, si le livret est un document mis la disposition du public auquel il incombe de se reporter : Cass. civ., 11 févr. 1908 (08, 468).

SECTION II

Force majeure.

§ I. — Grève générale.

127. Une grève générale dont on ne peut prévoir la durée au port de destination ne dispense pas le transporteur de faire partir son navire pour

ce port : Com. Anvers, 28 nov. 1905 (08, 29). — *128*. Mais lors de l'arrivée à destination, si la grève générale existe encore, le capitaine peut, à son choix, attendre la cessation de la grève ou décharger la marchandise dans un autre port, ou revenir au port d'embarquement : Com. Anvers, 28 nov. 1905 (08, 29).

§ II. — **Pluie.**

129. En dehors de circonstances exceptionnelles, la pluie ne saurait être considérée comme un cas de force majeure : Com. Marseille, 25 avr. 1904 (05, 399). — *130*. En conséquence le capitaine est en faute si, au cas de pluie violente et continue, il ne suspend pas les opérations de débarquement ; il est donc responsable de l'avarie causée par la pluie aux marchandises débarquées : Com. Marseille, 25 avr. 1904 (05, 399).

§ III. — **Quarantaine.**

131. En principe les frais de quarantaine sont à la charge de la marchandise, si elle l'a occasionnée par sa nature ou son état ; ils sont au contraire à la charge du bâtiment, si la quarantaine est causée par un déroutement du navire ou par l'état sanitaire de l'équipage : Tunis, 13 mai 1893 (96, 363). — *132*. En dehors de ces cas, la quarantaine n'est qu'un risque de navigation de nature à retarder l'arrivée du navire, qui, en effet, ne peut être considéré comme arrivé que quand il a été admis en libre pratique : Tunis, 13 mai 1893 (96, 363). — *133*. En conséquence, sauf clause contraire de la charte partie, ce n'est que de la date de l'admission en libre pratique que courent les délais de déchargement, et, par suite, c'est cette date qui doit être prise pour base du calcul des surestaries : Tunis, 13 mai 1893 (96, 363). — *134*. Il importe peu que la charte partie stipule que les marchandises sont livrables sous palan ; c'est à tort qu'on soutiendrait qu'il résulte de cette condition que le transport est terminé et les obligations du navire accomplies, quand il a jeté l'ancre en rade, si, en fait, la libre pratique lui ayant été refusée, il était impossible au destinataire de la marchandise de communiquer avec lui : Tunis, 13 mai 1893 (96, 363). — *135*. Cette solution doit être adoptée alors surtout que la charte partie a prévu le cas de quarantaine et s'est bornée à autoriser le capitaine qui veut continuer sa route, à déposer la marchandise dans des entrepôts, cales ou carènes, sans dire que le destinataire devra lui en fournir les moyens, et quand ce dernier ne s'est pas opposé à l'exercice de cette faculté : Tunis, 13 mai 1893 (96, 363).

SECTION III

Avaries et fortune de mer.

§ I. — Déroutement.

136. La clause du connaissement qui concède au capitaine la faculté de remorquer ou d'assister tous navires en détresse et de dévier de sa route dans le but de sauver une vie ou une propriété, implique que le capitaine usera de cette faculté en cours de route et non au cas où il interromp les opérations de son chargement pour aller au secours d'un autre navire : Com. Marseille, 10 déc. 1903 (05, 275). — *137*. Si donc, ce cas s'étant réalisé, la partie du chargement laissée à terre vient à être avariée, la responsabilité de ce fait incombe au capitaine : Com. Marseille, 10 déc. 1903 (05, 275).

§ II. — Jet à la mer.

138. L'article 301 C. com., aux termes duquel le capitaine est payé du fret des marchandises jetées à la mer pour le salut commun, à la charge de contribution, doit être interprété en ce sens que la partie du fret afférente aux marchandises jetées doit être payé par l'affréteur non immédiatement, mais seulement aprés le règlement d'avaries grosses et dans la proportion déterminée par le règlement : Rennes, 23 janv. 1906 (06, 618). — *139*. La somme réclamée pour le fret des marchandises jetées à la mer, lors de l'échouement d'un navire, ne peut être payée aux armateurs qu'après que le règlement d'avaries aura fixé le chiffre définitif de ce fret et la part qu'il aura à supporter dans la contribution : Cass. req., 17 oct. 1906 (07, 319). — *140*. Les marchandises jetées à la mer, ne donnent pas lieu à contribution, si elles ont été embarquées avec la clause « franc d'avaries réciproques » :Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452). — *141*. Dès lors, elles ne sont soumises à aucun fret, aux termes de l'art. 301 C. com. : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452).

§ III. — Abordage.

142. Les étrangers jouissant, en matière commerciale, sur le sol français, de la même liberté que les nationaux, les armateurs étrangers peuvent, lorsque l'abordage s'est produit dans les eaux territoriales françaises, faire l'abandon de leur navire dans les termes de l'art. 216 C. com. fr. : Cass. civ., 18 juill. 1895 (96, 226). — *143*. L'action en dommages-intérêts, pour blessures reçues par un voyageur dans un abordage dû à l'imprudence des agents d'une compagnie de transports, est d'une durée égale à celle de l'action publique et peut être formée valablement dans les trois ans pendant lesquels la victime d'un crime, d'un délit ou d'une contravention peut se porter partie civile conformément aux art. 687 et s.

C. instr. crim., dont les dispositions, destinées à assurer la sécurité des personnes, doivent prévaloir sur celles des art. 435 et 436 C. com. : Cass. req., 13 mars 1900 (00, 321). — ***144***. Celles-ci ne s'appliquent qu'aux actions en responsabilité dérivant de faits commerciaux : Cass. req., 13 mars 1900 (00, 321). — ***145***. Le capitaine d'un navire abordé intente valablement son action en dommages-intérêts contre le capitaine du navire abordeur ; il n'est pas obligé de s'adresser aux assureurs dudit navire, qu'il peut du reste, ne pas connaître : Tunis, 23 oct. 1893 (97, 232). — ***146***. L'inobservation par le capitaine du navire abordé des prescriptions de l'art. 435 § 3 C. com. qui lui impose l'obligation de réclamer, ne peut être opposée au chargeur, car elle constitue une faute dont ne peuvent profiter ni le capitaine ni l'armateur : Alger, 22 oct. 1891 (96, 189). — ***147***. Les dommages résultant d'une collision de deux navires, amenée par la manœuvre volontaire du capitaine d'un de ces navires, faite pour éviter une perte totale résultant de l'abordage avec un troisième de ces navires, constituent des avaries communes : Aix, 23 févr. 1905 (06, 235). — ***148***. Au compte de ces avaries doivent être portés les dommages éprouvés par les deux navires, les frais d'expertise, les honoraires de l'arbitre et ceux des avocats : Aix, 23 févr. 1905 (06, 235). — ***149***. D'après la règle 17 d'York et d'Anvers, ces avaries doivent être supportées par les marchandises et par le navire et le fret, y compris les effets jetés et sauvés à proportion de leur valeur réelle au lieu de destination : Aix, 23 février 1905 (06, 235). — ***150***. Il doit aussi être déduit du fret les frais de port, les gages de l'équipage et autres qui n'auraient pas été encourus si le navire et la cargaison s'étaient totalement perdus au moment de l'acte d'avarie commune ou de sacrifice : Aix, 23 févr 1905 (06, 235).

§ IV. — **Innavigabilité.**

151. Le propriétaire du navire doit être considéré comme ayant renoncé à la faculté d'abandon, lorsqu'après l'assignation à lui délivrée il a continué à le faire naviguer, sans avoir jamais eu l'intention de l'abandonner, le navire ayant une valeur plusieurs fois supérieure au montant de sa dette : Cass. req., 30 oct. 1907 (08, 229). — ***152***. Aux termes de l'art. 296 C. com., les chargeurs peuvent également retirer leurs marchandises, en ne payant que le fait proportionnel de distance, lorsqu'en cours de route le navire est atteint d'innavigabilité relative ou absolue et que le capitaine n'en offre pas un autre pour terminer le voyage : Tunis, 17 janv. 1894 (94, 109). — ***153***. La disposition de cet article est encore applicable au cas où le radoub du navire, tout en étant possible, ne peut être effectué dans un court délai : Tunis, 17 janv. 1894 (94, 109). — ***154***. Aux termes de l'art, 296 § 3 C. com., les affréteurs sont autorisés à reprendre leur marchandises en payant le fret proportionnel à la distance

parcourue, lorsque, pendant la route, le navire est atteint d'innavigabilité et que le capitaine ne peut pas en louer un autre pour continuer le voyage : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452). — *155*. Cette disposition est applicable, non seulement lorsque le navire est atteint d'innavigabilité absolue ou relative, mais aussi lorsque le radoub, tout en étant possible, ne pourrait néanmoins être effectué assez rapidement : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452). — *156*. Si les chargeurs peuvent ainsi retirer leur cargaison contre le paiement du fret proportionnel toutes fois que les réparations du bateau doivent durer lontemps, même par suite de circonstances indépendantes de la volonté du capitaine, ils peuvent le faire à plus forte raison lorsque la lenteur desdites réparations est entièrement due à la faute du commandant du navire : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452). — *157*. Cette hypothèse se réalise quand il est démontré en fait que le capitaine n'a fait aucune diligence, pendant un séjour d'un mois, pour remettre son bâtiment en bon état, soit par manque d'argent, soit par mauvais vouloir ou négligence : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452). — *158*. Les chargeurs ne peuvent se prévaloir du § 3 de l'art. 234 C. com., d'après lequel ils pourraient s'opposer à l'emprunt à la grosse sollicité par le capitaine, en reprenant leurs marchandises et en payant seulement une partie du fret si, en fait, le capitaine n'a eu recours à aucun des actes qui en auraient permis l'application : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452). — *159*. Ils sont cependant autorisés à reprendre leurs marchandises, lorsque le capitaine n'effectue pas les réparations nécessaires pour la continuation du voyage, ou n'offre pas un autre bateau, soit par application du § 3 de l'art. 296 C. com. précité, soit en vertu de l'art. 1184 C. civ., qui prévoit le cas où l'une des parties signataires d'une convention synallagmatique ne satisfait pas à ses engagements : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452).

§ V. — **Emprunt à la grosse.**

160. Si le capitaine peut invoquer le § 1 de l'art. 234 C. com. pour être autorisé à contracter un emprunt à la grosse sur la cargaison, pendant le voyage, les chargeurs peuvent, de leur côté se prévaloir du § 3 du même article pour s'opposer à cet emprunt, en déchargeant leurs marchandises et en payant le fret proportionellement à l'avancement du voyage : Tunis, 17 janv. 1894 (94, 109). — *161*. En parlant, dans ces deux paragraphes, de la mise en gage et de la vente de la cargaison, le législateur a entendu attribuer chaque fois à ces expressions le même sens et la même portée : Tunis, 17 janv. 1894 (94, 109). — *162*. Le profit maritime stipulé par le prêteur à la grosse est dû par cela seul que les risques ont commencé à courir et non pas seulement quand le navire est arrivé à destination : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452). — *163*. Il en est ainsi surtout lorsque le voyage entrepris après l'emprunt a été rompu par

la faute du capitaine : Tunis, 20 juill. 1894 (94, 452). — ***164***. En matière de prêt à la grosse consenti entre nationaux de divers pays à l'étranger, la loi applicable est la loi du pavillon : Alger, 8 mars 1904 (05, 341).

§ VI. — Classement et règlement d'avaries.

165. Aux termes de l'art. 421 C. com., les marchandises chargées sur le pont ne contribuent pas aux avaries communes si elles ne sont pas sauvées : Tunis, 23 févr. 1894 (94, 302). — ***166***. Est valable, en vertu du principe de la liberté des conventions, la clause « franc d'avaries communes et réciproques » insérée dans une charte-partie : Tunis, 23 févr. 1894 (94, 302). — ***167***. A défaut d'une délibération régulière des gens de l'équipage, une avarie doit être classée en avaries communes, si le rapport de mer, dressé par un capitaine de navire étranger dans un port étranger, conclut qu'il doit en être ainsi, et a été fait en conformité des règles exigées pour sa forme par la loi locale : Orléans, 2 févr. 1895 (99, 267). — ***168***. La délibération de l'équipage n'est pas une condition essentielle de l'avarie commune ; il peut y être suppléé par un autre mode de preuve et notamment par le rapport de mer dressé par le capitaine, conformément à l'art. 242 C. com. : Cass. civ., 16 mars 1896 (97, 94). — ***169***. On pourrait même considérer comme suffisants tous autres rapports du capitaine établissant la nécessité des sacrifices faits, en présence d'un péril imminent, pour le salut commun: Cass. civ., 16 mars 1896 (97, 94). — ***170***. En principe, les dommages qui sont la conséquence d'une faute du capitaine, et notamment les frais de renflouement et de réparations nécessités par un échouement dû à une fausse manœuvre de ce dernier, constituent des avaries particulières : Cass. civ., 28 oct. 1901 (02, 59). — ***171***. Cependant il en est autrement et il y a lieu de les classer en avaries communes, lorsque, par la charte-partie, l'armateur s'est affranchi, vis-à-vis des chargeurs, de la responsabilité de ces sortes de fautes : Cass. civ., 28 oct. 1901 (02, 59) — ***172***. Aux termes de l'art. 658 C. com. italien aussi bien qu'aux termes des art. 414 et 416 C. com. français, le règlement des avaries doit se faire au lieu de déchargement du navire : Tunis, 25 oct. 1888 (95, 476) — ***173***. Mais cette règle n'a pas un caractère d'ordre public et aucune des deux législations n'interdit d'y déroger par des conventions particulières : Tunis, 25 oct. 1888 (95, 476). — ***174***. Lorsqu'aux termes d'un connaissement relatif au transport de marchandises d'un port français à un autre port français, « les avaries grosses sont à classer, d'après les usages et coutumes du lieu de destination du navire ou d'après les règles d'York et Anvers, au choix des armateurs et du capitaine », le juge du fait ne peut pas, au cas où l'armateur a opté pour ces dernières règles, refuser d'en faire l'application, et particulièrement refuser de classer en avaries particulières le jet à la mer desdites marchandises chargées sur le

pont, par le motif que la référence aux règles d'York et d'Anvers n'ayant, dans la commune intention des parties, d'autre raison d'être que d'éviter les surprises d'une législation étrangère, ne se justifierait que pour les voyages de ports français à ports étrangers et non pour les voyages de ports français à ports français, la convention étant expresse et ne pouvant laisser aucun doute : Cass. req., 27 nov. 1901 (02, 260).

SECTION IV

Débarquement.

§ I. — Staries et surestaries.

175. Au cas où le contrat d'affrètement et la charte-partie ne contiennent aucune stipulation relative au temps des jours de planche et des surestaries, il y a lieu d'appliquer aux navires étrangers les usages du port de débarquement : Com. St-Nazaire, 10 nov. 1894 (95, 264). — *176*. Si la charte-partie est muette sur le délai accordé pour le déchargement et qu'il n'existe pas, au port de déchargement, d'usage fixe et certain pour le délai des staries, les juges ont le pouvoir de déterminer, en raison des circonstances, le délai passé lequel le consignataire de la marchandise doit être considéré comme en faute de n'avoir pas effectué le déchargement : Tunis, 4 mars 1891 (94, 212). — *177*. Il n'est pas dû de surestaries si le retard provient d'un cas de force majeure, tel qu'une tempête qui a rendu le déchargement impossible : Tunis, 4 mars 1891 (94, 212). — *178*. Le calcul des jours de planche doit se faire d'après les usages du port de destination, sauf convention contraire expresse, et suivant la nature du chargement : Trib. rég. sup. Hambourg. 31 oct. 1900 (04, 532). — *179*. En principe, le délai des staries doit être franc. Mais quand la charte partie stipule un délai de quatre jours courants pour le déchargement de la marchandise et que le débarquement a été commencé par les destinataires, sans réserves, dans l'après midi du jour de l'arrivée du navire, c'est à partir de ce moment que court le délai stipulé : Tunis, 13 oct. 1892 (96, 155). — *180*. Lorsqu'il a été stipulé que les jours fériés sont exclus des staries, il s'ensuit qu'ils doivent être également exclus des surestaries : Tunis, 13 oct. 1892 (96, 155). — *181*. Dans le cas où la charte-partie ne s'explique pas sur le taux des staries, il est fixé par l'usage du port de débarquement : Tunis, 13 oct. 1892 (96, 155). — *182*. Au port de la Goulette il n'y a sur ce point aucun usage précis et constant ; il faut donc statuer d'après les circonstances, notamment d'après le tonnage, le personnel et la destination du navire : Tunis, 13 oct. 1892 (96, 155). — *183*. Pour un vapeur de 384 tonneaux, affecté au transport des marchandises, on peut fixer le taux des surestaries à 75 centimes par tonneau de jauge brute et par jour : Tunis, 13 oct. 1892 (96, 155). — *184*. Le capitaine

ne s'adresse à l'affréteur, pour les surestaries encourues au port de décharge, que s'il n'a pu se les faire payer par ceux qui ont procédé au déchargement, soit le destinataire, soit le consignataire, auteurs directs du retard subi par le navire : Tunis, 4 mars 1891 (94, 212).

§ II. — Agent de déchargement.

185. Le déchargeur employé par une Compagnie de navigation au débarquement de la marchandise ne saurait être responsable que des pertes ou avaries provenant de son fait pendant l'opération de débarquement qu'il était chargé d'effectuer : Just. p. Tunis-Nord, 29 oct. 1896 (97, 128). — *186*. Il ne saurait, notamment, être responsable des pertes ou avaries survenues avant le débarquement ou dans la période de temps qui s'est écoulée entre la mise à quai et la livraison au destinataire : Just. p. Tunis-Nord, 29 oct. 1896 (97, 128).

CHAPITRE IV

Actions du destinataire.

SECTION PREMIÈRE

Délais d'exercice.

§ I. — Délai des réclamations.

187. Quand un connaissement stipule que « toute réclamation pour dommages ou manquant doit être faite par écrit dans les vingt-quatre heures qui suivent le déchargement », il ne faut pas entendre par ce mot « déchargement » l'opération qui consiste à empiler des marchandises sur le quai, en désordre et à la hâte, sans qu'on ait le temps de les reconnaître : Tunis, 29 déc. 1893 (99, 282). — *188*. Le délai ne commence à courir que lorsque le transporteur a eu soin de livrer les marchandises de telle manière que chaque destinataire soit à même de reconnaître immédiatement celles qui lui sont offertes : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — *189*. Spécialement, lorsque des fers destinés à plusieurs personnes ont été débarqués pêle-mêle sur le quai de la douane, le délai fixé pour les réclamations ne court pas, tant que le transporteur n'a pas préparé les lots revenant à chaque destinataire, comme ils l'auraient été nécessairement si la livraison avait eu lieu sous palan : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — *190*. Aux termes de l'art. 435 C. com. modifié par la loi du 24 mars 1891, sont irrecevables toutes actions contre le capitaine et les assureurs, pour dommage arrivé à la marchandise, si celle-ci a été reçue sans protestation, et la protestation est nulle si elle n'a pas été signifiée dans les 24 heures et suivie, dans le mois, d'une action en justice : Cass. req., 26 févr.

1900 (03, 174). — ***191***. Ces règles profitent aussi bien à l'armateur qu'au capitaine et ne comportent aucune distinction, suivant que l'avarie, survenue pendant le transport, est due à une faute du capitaine ou des matelots, dont l'armement pouvait s'affranchir, ou à une faute personnelle de l'armateur, dont ce dernier reste responsable en vertu de l'art. 1382 C. civ. : Cass. req., 26 févr. 1900 (03, 174). — ***192***. D'ailleurs, l'inaccomplissement des formalités sus-indiquées a le caractère d'une prescription extinctive et il n'y a pas de raison pour ne pas appliquer à cette prescription le principe général de l'art. 2246 C. civ., d'après lequel la citation en justice donnée devant un juge incompétent interromp la prescription : Cass. req , 26 févr. 1900 (03, 174). — ***193***. Le fait de payer à l'agent de l'expéditeur les frais de transport et de débarquement de la marchandise ne saurait empêcher les destinataires d'agir ensuite contre le transporteur pour les avaries qu'ils découvrent après avoir reçu ladite marchandise : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***194***. Il en est ainsi, du moins, quand l'expéditeur n'a voulu livrer les connaissements que contre paiement de tous les frais dont il était responsable envers la Compagnie de transports : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***195***. En pareil cas les destinataires ne paient les frais dont s'agit que contraints et forcés ; ils ne s'interdisent nullement de réclamer contre un préjudice qu'ils ne pourront découvrir qu'une fois en possession des connaissements : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***196***. Les réclamateurs ne peuvent au contraire se plaindre utilement d'erreurs ou d'avaries relatives à des marchandises qu'ils ont depuis quelques jours dans leurs magasins, alors qu'ils n'ont pris aucune mesure pour en assurer l'identité : Tunis, 29 déc. 1893 (96, 282). — ***197***. La fin de non recevoir de l'art. C. 435 com. ne peut être invoquée contre le capitaine, lorsque la réclamation introduite a pour objet, non le préjudice causé par une avarie ou un manquant, mais une erreur commise dans le calcul du fret : Com. Bordeaux, 19 déc. 1902 (04, 284). — ***198***. Le délai d'un mois dans lequel doit être réalisée la demande en justice pour avaries, dans le cas de l'art. 435 C. com., doit être augmenté du délai des distances tel qu'il résulte des art. 73 et 1033 C. proc. civ. : Com. Marseille, 19 nov. 1903 (05, 190).

§ 11. — Délai pour la demande en justice.

199. Le délai d'un mois prévu par l'art. 436 C. com., pour l'introduction de la demande en justice, a pour point de départ le jour où le chargeur a connu le sinistre : Alger, 30 nov. 1891 (96, 252). — ***200***. L'observation de ce délai est prescrite à peine de nullité, aussi bien que celle du délai de vingt-quatre heures prévu par le même article pour la protestation : Alger, 30 nov. 1891 (96, 252).

§ III. — Prescription de l'action en délivrance.

201. La prescription d'un an admise par l'art. 433 C. com. pour l'action en délivrance de marchandises s'applique aussi à l'action en dommages-intérêts introduite, en cas de perte totale, par le chargeur ou les assureurs : Alger, 30 nov. 1891 (96, 252). — ***202***. En cas de naufrage, cette prescription commence à courir du jour où les intéressés ont été prévenus du sinistre et ont pu agir utilement : Alger, 30 nov. 1891 (96, 252). — ***203***. En cas d'abordage imputable à la faute commune des deux capitaines, la compagnie de transports maritimes propriétaire des deux navires encourt une double responsabilité ; l'une, contractuelle, à raison du contrat de transport, l'autre, quasi-délictuelle, aux termes de l'article 1382 C. civ. : Alger, 30 nov. 1891 (96, 252). — ***204***. Les exceptions et fins de non recevoir qui lui permettent de se dégager de la première, ne lui permettent pas de s'affranchir de la seconde : Alger, 30 nov. 1891 (96,252).

SECTION II

Compétence.

205. L'action en responsabilité intentée par un passager contre une compagnie de transports maritimes, à raison d'un vol commis à bord d'un de ses paquebots, est valablement portée devant le juge de paix du port de débarquement, où cette compagnie a une agence, bien que le vol ait eu lieu dans le port d'embarquement : Just. p Tunis, 27 févr. 1890 (94, 392).

SECTION III

Preuve de la faute du transporteur.

206. Au cas où, en vertu des clauses d'un connaissement, la preuve qu'une avarie est due à la faute du transporteur est mise à la charge du destinataire, cette preuve est régulièrement faite et le connaissement bien appliqué, lorsque le juge tire la démonstration de la faute du transporteur des circonstances de la cause énumérées dans sa décision : Cass. req., 31 déc. 1900 (01, 238).

SECTION IV

Consignataires et Commissionnaires.

§ I. — Consignataires.

207. Aucun lien de droit n'existe entre le destinataire et le consignataire de la marchandise, celui-ci agissant pour le compte du chargeur : Alger, 5 juill. 1897 (98, 147). — ***208***. Par suite, le destinataire ne peut actionner le consignataire pour perte ou manquant de la marchandise : Alger, 5 juill. 1897 (98, 147).

§ II. — Commissionnaires.

209. Le commissionnaire chargé d'expédier dans une colonie française des marchandises françaises, commet une faute lourde en omettant de les faire accompagner de passavants ou certificats d'origine, et en rendant ainsi ces marchandises passibles de droits de douane : Com. Marseille, 17 oct. 1904 (05, 613). — ***210***. Le commissionnaire de transports qui a acquitté pour le compte de son mandant des droits de douane afférents à des marchandises par lui transportées est par le seul fait de ce paiement, subrogé aux droits de l'Administration des douanes à l'encontre de son mandant : Com. Seine, 10 févr. 1906 (03, 647). — ***211***. Commet une faute lourde de nature à engager sa responsabilité vis-à vis du commettant, le commissionnaire qui, négligeant d'examiner à leur arrivée au port où il est établi les marchandises refusées par son acheteur, dont le nom est ignoré du vendeur son commettant, les retourne à celui-ci sans s'assurer de la légitimité de ce refus, qui n'était pas justifié, au moins pour une partie d'entre elles : Cass. req., 7 nov. 1904 (06, 59).

CHAPITRE V

Actions du transporteur.

SECTION PREMIÈRE

Fret.

§ I. — Paiement du fret.

212. Dans le langage du droit maritime, le fret est le prix même, c'est-à-dire le montant brut de la location d'un navire ; c'est ainsi que le définit l'art. 286 C. com. et rien dans l'art. 216 du même Code n'indique qu'il n'y ait pas la même signification : Cass. civ., 3 juill. 1905 (06,390).-- *213*. En conséquence, c'est le fret brut dont le propriétaire de navire consent l'abandon et non le fret net, lorqu'il entend se prévaloir de la faculté que lui accorde ce dernier article : Cass. civ., 3 juill. 1905 (06, 390). — *214*. Quand le connaissement stipule que le fret sera payé sur la quantité de marchandises pesée au débarquement, et que le mesurage n'a pas eu lieu, il faut s'en rapporter aux énonciations du connaissement pour déterminer la quantité de marchandises réellement transportée : Tunis, 13 oct. 1892 (96, 338). — *215*. Il en est ainsi, alors même que le connaissement contient la clause « poids et mesure inconnus », alors d'ailleurs qu'aucune faute n'est imputable au destinataire, et que les chiffres portés au connaissement concordent avec les autres pièces relatives à la cargaison : Tunis, 13 oct. 1892 (96, 338). — *216*. Si le capitaine a une action directe, indépendante de celle de l'armateur, pour le paiement du

fret et de ses accessoires, il ne peut l'exercer que quand il y a un intérêt personnel : Tunis, 4 mars 1891 (94,212). — *217*. Il s'ensuit que le capitaine doit préalablement justifier, ou qu'il a déjà payé à l'armateur la somme qu'il réclame aux débiteurs du fret ou des surestaries, ou qu'ayant une créance à faire valoir contre l'armateur, il lui importe d'en assurer le recouvrement en exerçant directement les actions relatives au navire ou à l'expédition : Tunis, 4 mars 1891 (94,212). — *218*. Au cas d'affrètement en bloc et par application de l'art. 287 C. com , les sommes payées par des passagers, pour le prix de passage, doivent être attribuées à l'affréteur : Com. Marseille, 28 nov. 1901 (03, 323).

§ II. — **Avances sur le fret.**

219. Le capitaine qui, en cours de voyage, tire sur le destinataire une lettre de change en avance sur le fret, en la couvrant par une assurance, engage l'armateur envers le destinataire, non seulement pour l'avance faite sur le fret, mais aussi pour la prime d'assurance payée : Tunis, 13 oct. 1892 (96, 338). — *220*. Si le destinataire ne peut opposer aux créanciers privilégiés les avances faites sur le fret, c'est à la condition que ces créanciers aient des droits certains et qu'ils n'aient pu les recouvrer contre le propriétaire du navire : Tunis, 30 juin 1892 (96, 362).

SECTION II

Droits accessoires.

§ I. — **Magasinage.**

221. Si les tarifs généraux qui régissent les compagnies de chemins de fer leur donnent le droit de réclamer des droits de magasinage, pour les marchandises transportées qui n'ont pas été enlevées de la gare d'arrivée dans les délais légaux, les compagnies de transports maritimes ne sont point fondées à se prévaloir d'une législation qui est spéciale aux chemins de fer : Alger, 18 nov. 1896 (97, 295). — *222*. Elles n'ont d'autre faculté, en pareil cas, que de déposer les marchandises chez un tiers consignataire ou de s'adresser à justice : Alger, 18 nov. 1896 (97, 295).

§ II. — **Accostage.**

223. Les droits d'accostage prévus au tarif pdu ort de Tunis payables par les navires, ne sauraient être réclamés au chargeur ou au destinataire qu'autant qu'il y aurait stipulation expresse à cet égard dans la charte-partie ou dans le connaissement : Just. p. Tunis-Nord, 5 avr. 1894 (94, 335).

TRANSPORTS TERRESTRES

CHAPITRE PREMIER

Voyageurs et bagages.

SECTION PREMIÈRE

Voyageurs.

1. Les Compagnies de chemin de fer ont le devoir de mettre à la disposition des voyageurs auxquels elles délivrent des billets, des places en nombre suffisant dans les trains réguliers : Com. Marseille, 16 nov. 1906 (07, 546). — *2*. Elles ne peuvent s'exonérer de cette obligation que dans un cas de force majeure, dûment constaté par les fonctionnaires du contrôle de l'Etat : Com. Marseille, 16 nov. 1606 (07, 546). — *3*. Ne saurait constituer un cas de force majeure l'affluence des voyageurs les dimanches et jours de fête, dans les gares à proximité des grandes villes : Com. Marseille, 16 nov. 1906 (05, 546). — *4*. Les règlements interdisent formellement aux Compagnies de chemins de fer de laisser introduire dans les wagons un nombre de voyageurs supérieur à celui fixé : Com. Seine, 10 oct. 1903 (05, 187). — *5*. L'affluence des voyageurs, qu'elle qu'en soit la cause, ne saurait constituer un cas de force majeure et le voyageur dont la place a été occupée par d'autres personnes montées en surnombre a droit à des dommages-intérêts : Com. Seine, 10 oct. 1903 (05, 187). — *6*. Le retard survenu à un train en route et résultant de la rupture d'un essieu peut être considéré comme un cas de force majeure, alors que le wagon était en service régulier et courant, qu'il avait été visité avant le départ et que la charge était normale : Com. Vire, 30 janv. 1907 (07, 463).

SECTION II

Bagages.

§ I. — Itinéraires.

7. Au cas où il existe plusieurs itinéraires aboutissant à la même destination, la Compagnie de chemins de fer est tenue de se conformer à l'itinéraire choisi par le voyageur, non seulement pour le transport de sa personne, mais encore pour celui des bagages dont il veut se faire accompagner : Com. Lyon, 29 janv. 1904 (05, 279) ; Com. Marseille, 31 janv. 1906 (06, 618) ; 10 août 1906 (07, 317). — *8*. Dès lors, la Compagnie est responsable du préjudice occasionné au voyageur par le retard dans l'arrivée de ses bagages, provenant de direction sur une autre itinéraire que celui qu'il avait choisi : Com. Lyon, 29 janv. 1904 (05, 279) ; Com. Marseille, 31 janv. 1906 (06, 618) ; 10 août 1906 (07, 317). — *9*. Si le voyageur

arrive à destination sans ses bagages, et, obligé de s'embarquer dès le lendemain, a dû les remplacer sans délai, la Compagnie est tenue de l'indemniser de cette dépense : Com. Marseille, 10 août 1906 (07, 317).

§ II. — **Perte.**

10. Un voyageur dont la malle a été perdue par la faute du transporteur a le droit de se faire indemniser des effets et linges dont il est privé, d'après le prix qu'il a payé pour remplacer lesdits objets ; l'avantage qui résulte pour lui du remplacement d'objets usagés par des objets neufs, vient en compensation des retards et des ennuis dont le voyageur a été victime : Com. Nantes, 7 mars 1903 (04, 503). — ***11***. Le transporteur de bagages n'est responsable de ce qui lui a été confié que dans la mesure de la valeur normale de l'objet, en raison de sa destination et de la situation sociale du propriétaire, au cas où aucune stipulation n'est intervenue à ce sujet et où il est impossible au propriétaire de produire des documents probants sur la valeur du colis perdu : Tunis, 16 nov. 1893 (97, 99). — ***12***. Le transporteur ne peut d'ailleurs être tenu de rembourser sur le montant des objets de prix contenus dans les bagages qu'il a perdus, qu'à la condition qu'on lui en ait signalé l'existence et qu'on ait appelé son attention sur l'opportunité d'une surveillance et d'un soin exceptionnels, que ne comportaient pas l'apparence extérieure des objets : Tunis, 16 nov. 1893 (97, 99). — ***13***. L'indemnité due par le transporteur, en cas de perte, n'est pas au surplus limitée uniquement par la valeur de ce qui a été perdu ; elle peut comprendre aussi la réparation du dommage causé au propriétaire par la privation imprévue d'objets de première nécessité : Tunis, 16 nov. 1893 (97, 99). — ***14***. Les obligations et titres de créances dressés par les notaires tunisiens doivent être assimilés, au point de vue de la responsabilité du voiturier transporteur de bagages, en cas de perte, à des objets précieux ou à des valeurs de bourse : Tunis, 21 mars 1895 (95, 226). — ***15***. En conséquence, le voiturier ne peut être rendu responsable de leur perte, si leur existence dans les bagages du voyageur ne lui a pas été signalée et s'il n'a pas été mis ainsi en demeure de donner à leur conservation des soins spéciaux et particuliers : Tunis, 21 mars 1895 (95, 226). — ***16***. Une compagnie de chemins de fer ne saurait être rendue responsable de la disparition de valeurs fiduciaires contenues dans un colis expédié comme bagage sans déclaration de valeur : Com. Toulouse, 16 janv. 1907 (87, 439). — ***17***. Une compagnie de chemins de fer n'est responsable de la perte des valeurs d'or et d'argent et des matières précieuses contenues dans les bagages d'un voyageur que si une déclaration *ad valorem*, à cet effet, a été faite au départ : Civ. Muret, 18 mai 1907 (68, 59). — ***18***. Le voyageur qui fait enregistrer un colis contenant une marchandise d'un prix très élevé, simplement enveloppée dans une toile cirée, et qui ne

déclare pas la nature et la valeur de cette marchandise, ne peut en cas de perte se voir allouer qu'une indemnité représentative de la valeur des objets usuels dont la présence dans le ballot soit à présumer : Paris, 16 janv. 1908 (08, 465).

§ III. — Dépôt nécessaire.

19. Les voituriers par terre et par eau (dans l'espèce, une compagnie de transports fluviaux), sont assujettis, pour la garde et la conservation des objets qui leur sont confiés, aux mêmes obligations que les aubergistes et hôteliers : Cass. req., 5 févr. 1894 (94, 338). — *20*. Ils sont donc, comme dépositaires nécessaires, aux termes des art. 1952 et 1953 C. civ., responsables des vols commis par leurs préposés (dans l'espèce, un matelot du bord) : Cass. req., 5 févr. 1894 (94, 338).

CHAPITRE II

Transport de marchandises.

SECTION PREMIÈRE

Prise en charge.

21. Le contrat de transport nait du seul consentement des parties et le récépissé qui constate dans la plupart des cas cet accord n'en constitue pas d'une façon absolue le caractère essentiel : Com. Seine, 10 janv. 1903 (04, 426). — *22*. Spécialement, le fait de la remise de colis, par un expéditeur, sous le hall d'une gare, et la réception de ces colis par l'agent de la Compagnie, sans remise d'un récépissé, crée entre les parties un contrat de transport qui ne saurait être dénié par la Compagnie de chemins de fer : Com. Seine, 10 janv. 1903 (04, 426).

SECTION II

Remise des marchandises à destination.

23. La lettre de voiture formant contrat entre l'expéditeur et le voiturier, ce dernier ne peut remettre la marchandise à un destinataire autre que celui qui lui a été taxativement désigné ; sinon il commet une faute de nature à engager sa responsabilité vis-à vis de l'expéditeur : Cass. req., 30 mars 1903 (03, 327). — *24*. Le commissionnaire, chargé de recevoir une marchandise à l'arrivée et de la vendre, et qui a figuré comme destinataire sur le récépissé qui, en matière de transport par chemin de fer, tient lieu de la lettre de voiture, a qualité pour exercer contre la compagnie du chemin de fer transporteur l'action en détaxe, s'il y a lieu : Cass. civ., 28 janv. 1901 (01, 324). — *25*. La compagnie ne peut opposer, en ce cas, à celui-ci, un prétendu défaut d'intérêt, l'obligation de rendre

compte à son commettant constituant pour lui un intérêt certain à répéter les sommes que ce dernier pourrait lui reprocher d'avoir indûment payées en son acquit : Cass. civ., 28 janv. 1901 (01, 324). — *26*. Commet une faute lourde engageant la responsabilité de la compagnie, le chef de gare qui délivre à un destinataire le wagon arrivé pour son compte, avant les dernières manœuvres pouvant lui permettre d'en prendre possession effective, et qui autorise ainsi implicitement ledit destinataire à opérer lui-même la manœuvre du wagon nécessaire pour cette prise de possession : Montpellier, 5 janv. 1906 (06, 615).

SECTION III

Réclamations ; procédure et délais.

27. Les formalités imposées par l'art. 105 C. com. pour la modification de la protestation au voiturier sont impératives ; faute de les accomplir l'expéditeur est forclos de toute réclamation : Com. Marseille, 26 nov. 1906 (07, 350). — *28*. Les prescriptions de l'art. 105 C. com. sont impératives et la fin de non-recevoir qu'il édicte contre l'action du destinataire qui, après avoir pris livraison de la marchandise et acquitté le prix du transport, n'a notifié au transporteur aucune protestation motivée par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée, ne peut être écartée sous prétexte que les éléments de la cause démontreraient que ledit transporteur a été prévenu sans retard dans le délai légal, et a pu se livrer à toutes les recherches nécessaires: Cass. civ., 14 janv. 1901 (01, 102). — *29*. Le mode de vérification organisé par l'art. 106 C. com., en cas de refus des objets transportés, est une mesure conservatoire préalable à toute instance judiciaire : Dijon, 19 nov. 1906 (07, 349). — *30*. Elle ne saurait, par suite, être soumise à toutes les formalités prescrites pour les expertises ordinaires: Dijon, 19 nov. 1906 (07, 349). — *31*. La lettre missive, adressée par le destinataire de marchandises au voiturier, à l'effet de réclamer des dommages intérêts pour retard dans l'expédition, n'interromp pas la prescription établie par l'art. 108 C. com. fr. : Alger, 30 avr. 1900 (01,19).

SECTION IV

Accidents de transport.

§ I. — Perte.

32. Si, en principe, le voiturier répond des objets qu'il transporte, sa responsabilité cesse lorsqu'il prouve que l'avarie existait antérieurement à sa prise en charge : Cass. civ., 15 nov. 1897 (97, 656). — *33*. Il n'est nullement déchu du droit de faire cette preuve pour avoir reçu les colis à transporter sans observations ni réserves : Cass. civ., 15 nov. 1897 (97, 656). — *34*. Une compagnie de chemins de fer a le devoir de vérifier la

quantité, la qualité et surtout l'identité des marchandises qui lui sont remises pour le transport, et, au cas d'erreur, elle est responsable du préjudice causé : Just. p. Béja, 19 août 1902 (02, 514). — *35*. Il importe peu, d'ailleurs, qu'un autre commissionnaire de transport ait commis, relativement aux mêmes colis, la même faute ; cette circonstance n'exonère en rien la compagnie de chemins de fer de sa responsabilité et ne peut servir de base, à son profit, à une action en garantie contre l'autre commissionnaire de transports : Just. p. Béja, 19 août 1902 (02, 514). — *36*. Le voiturier qui, en recevant la marchandise, en a assumé la garde, ne peut être libéré, en cas de perte, de l'obligation de la représenter qu'en faisant la preuve du cas fortuit ou de la force majeure, d'un vice propre de la marchandise ou d'une faute de l'expéditeur : Tunis, 4 févr. 1904 (04, 292). — *37*. Il s'ensuit que le voiturier, dans l'espèce, une Compagnie de chemins de fer, est responsable, non seulement quand il y a eu faute de sa part, mais encore quand on ne parvient pas à déterminer la cause de la perte : Tunis, 4 févr. 1904 (04, 292). — *38*. Les compagnies de chemins de fer ont l'obligation de vérifier au départ les déclarations de poids faites par les expéditeurs, si elles en sont requises : Com. Marseille 14 mai 1906 (07, 183). — *39*. Faute de l'avoir fait, une compagnie de chemins de fer peut être déclarée responsable, vis-à-vis du destinataire, des déficits de poids constatés à l'arrivée, sous déduction du déchet normal de route : Com. Marseille, 14 mai 1906 (07, 183). — *40*. Une compagnie de chemins de fer ne saurait s'exonérer de la responsabilité de l'incendie d'un chargement de foin à elle confié en imputant le sinistre à un vice propre de la chose ayant causé la combustion spontanée : Com. Seine, 14 mai 1903 (04, 626). — *41*. En effet ce danger n'est pas inhérent à la nature même de la marchandise et n'est au contraire susceptible de se produire que dans des conditions particulières dont l'existence doit être démontrée pour décharger le transporteur de sa responsabilité : Com. Seine, 14 mai 1903 (04, 626). — *42*. Une compagnie de chemins de fer chargée de transporter un fût de vin doit prouver, pour s'exonérer de la responsabilité du coulage survenu en cours de route, que l'avarie est due à un cas de force majeure ou au vice propre de la chose : Montpellier, 14 déc. 1905 (06, 614). — *43*. Lorsqu'il est établi que le coulage d'un fût de vin provient de ce que le fût n'a pu résister à la chaleur, la compagnie de chemins de fer n'encourt aucune responsabilité : Dijon, 19 nov. 1906 (07, 349). — *44*. S'il est établi par une expertise que l'accident mortel survenu en cours de route par un bœuf et les blessures reçues par un second animal ont pour cause le mauvais état du plancher du wagon et le défaut de surveillance des employés de la compagnie, cette dernière doit être condamnée à réparer le préjudice éprouvé : Com. Pont L'Evêque, 8 août 1906 (07, 256). — *45*. Le défaut de déclaration préalable de valeurs renfermées dans un

colis n'exonère pas le transporteur de l'obligation de réparer la totalité du préjudice souffert, quand la perte de ce colis est due à un vol imputable aux agents du transporteur : Cass. req., 7 janv. 1907 (07, 438).

§ II. — **Retard.**

46. Une compagnie de chemins de fer est sans droit pour s'opposer à ce que le destinataire d'un colis qui croit avoir à se plaindre d'un retard dans l'arrivée de celui-ci, inscrive ses réserves sur les registres de la gare et pour exiger qu'il restreigne celles-ci à une formule banale : Com. Seine, 19 déc. 1903 (05, 276). — *47*. Elle commet une faute dont elle lui doit réparation en lui refusant, pour ce motif, la livraison de son colis et en le faisant vendre à un prix inférieur à sa valeur : Com. Seine, 19 déc. 1903 (05, 276). — *48*. Est insuffisamment motivé le jugement qui, sans donner aucun motif à sa décision, prend comme point de départ des délais règlementaires de livraison une date contestée par la compagnie de chemins de fer chargée du transport de la marchandise : Cass. civ., 4 janv. 1904 (04, 220). — *49*. Le destinataire de marchandises livrables en gare est mal fondé à réclamer des dommages-intérêts, pour retard dans la livraison, alors qu'il n'a pas dûment établi qu'il a vainement réclamé ces marchandises à l'expiration des délais réglementaires : Com. Toulouse, 1er juillet 1907 (08, 149). — *50*. Lorsqu'une marchandise n'est utilisable que pendant une courte période, le transporteur qui l'offre au destinataire après l'expiration de cette période, par suite d'un retard qui lui est imputable, doit en subir le laissé pour compte : Com. Marseille, 27 juin 1907 (08,116). — *51*. Il en est ainsi notamment de la livraison après le début de l'année des calendriers qu'un commerçant attendait pour les offrir comme étrennes à ses clients : Com. Marseille, 27 juin 1907 (08, 116).

SECTION V

Application des tarifs

52. Les tarifs des chemins de fer dûment homologués ont force de loi pour et contre les compagnies et s'imposent aux parties nonobstant toutes conventions contraires : Cass. civ., 4 déc. 1900 (01, 72). — *53*. Et s'il a été commis une erreur, soit au préjudice, soit à l'avantage de la compagnie, dans le choix du tarif appliqué ou de la série des marchandises, et en général dans la perception d'une taxe, cette erreur doit être rectifiée conformément aux tarifs : Cass. civ., 4 déc. 1900 (01, 72). — *54*. L'art. 106 C. com. n'est relatif qu'aux rapports des voituriers et des destinataires ; n'est donc pas valable l'expertise faite dans les conditions qu'il prévoit quand elle porte sur les relations entre expéditeur et destinataire, entre vendeur et acheteur ; l'expertise doit alors être faite conformément aux

art. 315 et 429 C. com. : Tunis, 3 nov. 1905 (06, 478). — **55**. En l'absence de stipulations particulières, les compagnies de chemins de fer doivent, pour les expéditions de toute nature qui leur sont confiées, en grande vitesse, choisir la voie kilométriquement la plus courte : Toulouse, 24 mars 1908 (08, 630).

TRAVAUX PUBLICS.

Voir : Chemins de fer. — Compétence administrative, ch. I sect. I. — Expropriation pour cause d'utilité publique.

Bibliographie. — CHARMES, *La Tun. et la Tripol.*, p. 301. — DE FAGES, *Etabliss. d'un progr. de grands trav. en Tun.*, p. 11. — ROLLAND, *Notices sur la législ. tun.*, (Ann. législ. franç. 1905, p. 359. — TILLOY, *Rép. alph.* t. VII p. 3387. — VATIN, *Les chem. de fer en Tun.*

SECTION PREMIERE

Obligations des entrepreneurs.

1. Aux termes de l'art. 8 du cahier des charges des travaux publics en Tunisie, l'entrepreneur est tenu d'élire un domicile à proximité des travaux, et, faute par lui de ce faire, toutes les notifications relatives à son entreprise sont valables si elles sont faites au Secrétariat général du Gouvernement tunisien : Tunis, 30 mai 1892 (96, 256). — *2*. Il y a lieu de tenir compte de cette clause, qui est la loi des parties, pour la fixation du délai et l'appréciation de la déchéance sus indiquée : Tunis, 30 mai 1892 (96, 256). — *3*. Aux termes de l'art. 39 du cahier des charges et conditions générales des travaux publics en Tunisie, l'entrepreneur ne peut plus soulever contre l'Administration aucune réclamation, vingt jours après la présentation du décompte définitif : Tunis, 30 mai 1892 (96, 256). — *4*. Cette clause est générale et absolue et ne fait aucune distinction ; on doit donc décider, en appliquant par analogie la jurisprudence adoptée en France par le Conseil d'Etat, que cette clause fait obstacle à la recevabilité de la réclamation qui a pour cause les modifications apportées par l'Administration dans les travaux, postérieurement à l'adjudication : Tunis, 30 mai 1892 (96, 256).

SECTION II

Sous-traitants.

5. L'entrepreneur de travaux publics qui, dans ses conventions avec ses sous-traitants, prévoit l'établissement de cantines pour assurer l'alimentation des ouvriers et oblige ses concessionnaires, sous peine de retrait de l'autorisation, à ne servir que des boissons et des denrées de bonne

qualité, reconnaît implicitement que l'installation de ces cantines forme un des objets de l'entreprise : Cass. req., Ier mars 1893 (95, 473).— **6**. Il en est ainsi surtout quand, en réglant avec ses sous-traitants, il retient le montant des fournitures de pain et autres faites aux ouvriers, sur le salaire de ceux-ci, et se prémunit ainsi contre les conséquences de l'insolvabilité des sous-traitants : Cass. req., 1er mars 1893 (95, 473). — 7. C'est donc à bon droit que les fournisseurs, pour avoir paiement de leurs fournitures, actionnent directement l'entrepreneur sans attaquer au préalable, soit les sous-traitants, soit les ouvriers : Cass. req., 1er mars 1893 (95, 473). — 8. Aux termes de l'art. 9 du cachier des charges et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux publics en Tunisie, ces entrepreneurs ne peuvent céder à des sous-traitants tout ou partie de leurs entreprises sans le consentement de l'administration et, dans tous les cas, demeurent personnellement responsables, tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers : Tunis, 17 juill. 1893 (95, 251.)— 9. Cette stipulation crée contre l'entrepreneur principal, au profit des personnes dans l'intérêt de qui elle est écrite, non seulement une action directe, mais encore un droit de créance personnelle, ne comportant aucune des restrictions indiquées dans l'art. 1798 C. civ. français : Tunis, 17 juill. 1893 (95, 251).— **10**. L'article 15 des clauses et conditions imposant à l'entrepreneur de payer les ouvriers au mois ou à des époques plus rapprochées, étant édicté dans l'intérêt exclusif de ces derniers, l'entrepreneur ne saurait s'abriter derrière cette disposition pour se soustraire au paiement des arriérés qui pourraient leur être dus par les sous-traitants : Tunis, 23 mars 1896 (96, 264).— **11**. L'article 9 du cahier des charges des travaux du Gouvernement tunisien étant la reproduction exacte de l'art. 9 des clauses et conditions générales imposées en France aux entrepreneurs des ponts et chaussées, il s'en suit que le mot *ouvrier* employé dans ces clauses absolument identiques doit être pris dans le sens que le Code civil et les lois françaises attachent à cette expression : Tunis, 23 mars 1896 (96, 264).— **12**. En conséquence tout ouvrier qui, sans marché préalable à prix fait, exécute des travaux à la journée ou à la tâche ou par des ouvriers qu'il emploie, doit être considéré comme un simple ouvrier : Tunis, 23 mars 1896 (96, 264). — **13**. Les entrepreneurs de travaux publics sont responsables des salaires dus aux ouvriers de leur sous-traitants par ces derniers : Tunis. 23 mars 1896 (96, 264). — **14**. Lorsqu'il est stipulé, dans les conditions générales d'une entreprise de travaux publics, que l'entrepreneur, au cas de cession à des sous-traitants, demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers, cette stipulation attribue aux ouvriers une action directe et personnelle contre l'entrepreneur, non limitée aux comptes existant entre celui ci et son sous-traitant : Cass. req., 16 mars 1898 (98, 454).— **15**. Et ils ne sont

pas tenus de justifier qu'ils ont exercé préalablement des poursuites contre le sous traitant : Tunis, 3 janv. 1898 (98, 589).

SECTION III

Occupations temporaires.

16. Au cas où l'administration des Travaux publics (ou qui pour elle) a occupé temporairement un terrain, en exécution du décret du 20 août 1888, et où la remise en bon état des lieux n'a pas été complètement effectuée, l'inexécution de l'obligation de l'occupant peut se résoudre en dommages-intérêts et consister dans l'allocation d'une indemnité régulièrement évaluée par une expertise et représentant le dommage causé : Sousse, 17 mai 1900 (01, 342).

SECTION IV

Dommages aux riverains.

17. Le Directeur général des Travaux publics représente valablement le Gouvernement tunisien, pour tout ce qui concerne son administration : Tunis, 25 nov. 1886 (95, 211) ; 5 janv. 1887 (94, 66) ; Alger, 11 mai 1891 (91, 224). — *18*. Un entrepreneur de travaux publics n'est pas responsable du dommage causé par ses opérations à un immeuble appartenant à un particulier, si celui-ci ne démontre pas que l'entrepreneur a commis une faute dans l'exécution des ordres qui lui ont été donnés par l'Administration, et qu'il a omis les précautions qu'il devait prendre d'après les règles de l'art : Tunis, 14 mars 1898 (98, 329). — *19*. L'Etat est responsable du dommage qu'il a occasionné à un riverain de la voie publique, en relevant le niveau de celle-ci de telle sorte qu'il expose la maison qui la borde à l'envahissement des eaux : Tunis, 9 mars 1904 (04, 606). — *20*. L'Administration des Travaux publics prétendrait vainement s'exonérer de toute responsabilité, à cet égard, en démontrant qu'elle a fait exécuter des travaux d'art suffisants pour l'écoulement des eaux produites par des pluies normales, alors qu'il est démontré que la maison riveraine a été souvent inondée et alors qu'il est constant que, dans la région où elle se trouve, des pluies torrentielles sont fréquentes et habituelles ; on ne saurait dès lors en considérer la survenance comme une circonstance de force majeure : Tunis, 9 mars 1904 (04, 606). — *21*. Si la retenue des eaux par une digue construite pour la protection de la voie ferrée a causé un dommage à un riverain, la Compagnie en doit la réparation, alors même que le dommage eut été évité par l'entretien aux frais des intéressés d'une autre digue établie par eux : Cons. d'Etat, 27 mars 1903 (05, 396).

TRÉSOR

Voir : Propriété mobilière

TRÉSOR PUBLIC

Voir : Compétence administrative, ch. I sect. I. — Privilèges, sect, I. — Saisie-arrêt, ch. II sect. III.

TRIBUNAL CRIMINEL

Bibliographie. — S. BERGE, *Jurid. franç. en Tun.*, p. 23. — S. BERGE, *Confér. admin.*, p. 139. — G. LOTH, *Peupl. italien en Tun.*, p. 406. — TILLOY, *Rép. alph.*, t. I p. 46 et 183.

CHAPITRE PREMIER

Procédure préliminaire.

SECTION PREMIÈRE

Interrogatoire préliminaire.

§ I. — Délai et nature.

1. La citation à comparaître et le délai de trois jours francs réservés aux prévenus, en matière correctionnelle, par l'art. 184 du code d'instr. criminelle, ne peuvent être réclamés par les accusés devant les Tribunaux criminels de Tunisie : Cass. crim., 29 juin 1889 (89, 164). — *2*. La procédure antérieure aux débats n'est pas en effet soumise aux formes correctionnelles par la loi du 27 mars 1883 qui, en son article 5, a déclaré que le Tribunal criminel serait saisi par un arrêt de la chambre des mises en accusation : Cass. crim., 29 juin 1889 (89, 164). — *3*. D'ailleurs l'accusé qui bénéficie du délai de 5 jours pour préparer sa défense, à dater de l'interrogatoire du Président du Tribunal criminel dans la maison de justice, ne trouverait aucune garantie nouvelle dans la délivrance d'une citation : Cass. crim., 29 juin 1889 (89, 164). — *4*. Le délai de 24 heures après la remise des pièces au greffe et l'arrivée de l'accusé dans la maison de justice, qui est imparti par l'article 293 du code d'instruction criminelle pour l'interrogatoire de l'accusé, n'est pas prescrit à peine de nullité: Cass. crim., 16 janv. 1891 (91, 257).

§ II. — Formes.

5. L'interrogatoire prescrit par les art. 293, 294 et 296 C. instr. crim. est une formalité substantielle et le procès-verbal qui en constate l'accomplissement doit, à peine de nullité, être signé par le greffier : Cass. crim., 27

déc. 1906 (07, 405). — *6*. L'omission de cette formalité constitue à la charge du greffier une faute grave de nature à motiver sa condamnation aux frais de la procédure à recommencer : Cass. crim., 27 déc. 1906 (07, 405). — *7*. Le procès-verbal de l'interrogatoire, prescrit par l'article 293 du Code d'instruction criminelle, doit être régulièrement daté, mais l'omission totale ou partielle de la date ne constitue une cause de nullité qu'autant que l'acte lui-même ou d'autres documents de la procédure ne permettent pas d'y suppléer : Cass. crim., 25 sept. 1902 (02, 500).

SECTION II

Effets de l'arrêt de renvoi et voies de recours.

§ I. — Effets de l'arrêt de renvoi.

8. Le demandeur qui ne s'est pas pourvu contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation qui le renvoie en Cour d'assises, ne saurait se prévaloir des irrégularités qui auraient été commises au cours de l'information : Cass. crim., 23 févr. 1901 (01, 207); 29 juin 1906 (07, 252) ; 21 déc. 1906 (07,105) ; 31 janv.1907 (07,463).— *9*. En conséquence, est irrecevable le moyen de nullité tiré de ce que, au cours de l'instruction, l'accusé et des témoins ne parlant pas la langue française, auraient été entendus par le juge sans l'assistance de l'interprète, alors que l'accusé ne s'est pas pourvu contre l'arrêt de l'envoi qui a, dès lors, acquis l'autorité de la chose jugée : Cass. crim., 23 févr. 1901 (01, 207). — *10*. Par suite, est irrecevable le pourvoi formé contre une décision du Tribunal criminel de Tunis, alors qu'il ne se fonde que sur de prétendues irrégularités et sur des violations de la loi du 8 déc. 1897 sur l'instruction préalable, commises dans la procédure antérieure à l'arrêt de renvoi : Cass. crim., 21 déc. 1906 (07, 105). — *11*. L'arrêt de la chambre des mises en accusation renvoyant en Cour d'assises un indigène musulman et un européen co-accusés des mêmes crimes, fixe définitivement la compétence, lorsqu'il a acquis l'autorité de la chose jugée : Cass. crim., 31 août 1905 (06, 417). — *12*. Dès lors, le décès du co-accusé européen, postérieur audit arrêt de renvoi, ne saurait modifier la compétence et entraîne le renvoi de l'indigène musulman, désormais seul accusé, devant la Cour criminelle : Cass.crim., 31 août 1905 (06, 417).

§ II. — Recours contre l'arrêt de renvoi.

13. Le pourvoi formé par l'accusé contre l'arrêt de renvoi n'est pas recevable s'il a été formé en dehors du délai prévu par l'art. 373 C. instr. crim., : Cass. crim., 31 janv. 1907 (07, 463). — *14*. Et si le recours est recevable comme ayant été formé dans les cinq jours de l'interrogatoire que le président des assises fait subir à l'accusé, c'est seulement dans les

cas indiqués par l'art. 299 C. instr. crim : Cass. crim., 31 janv. 1907 (07, 463).

SECTION III
Instruction complémentaire.

15. Si les décisions des Tribunaux criminels de Tunisie doivent être rendues en la forme correctionnelle, en revanche c'est la procédure criminelle qui doit être suivie jusqu'à l'ouverture des débats : Cass. crim., 26 avr. 1890 (90, 159) ; 27 juill. 1905 (05, 525). — *16.* En conséquence est valable l'instruction complémentaire à laquelle il a été procédé par le Président du Tribunal criminel en vertu de l'art. 303 du Code d'instruction criminelle : Cass. crim., 26 avr. 1890 (90, 159) ; 27 juill. 1905 (05, 525). — *17.* Il s'ensuit que c'est à bon droit que le Président du Tribunal criminel de Tunis a, postérieurement à l'arrêt de renvoi, commis un des juges d'instruction du siège pour procéder à un complément d'instruction, par application de l'art. 303 C. instr. crim. : Cass. crim., 27 juill. 1905 (05, 525). — *18.* La loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction contradictoire n'est applicable qu'aux actes d'information antérieurs à l'ordonnance qui dessaisit le juge d'instruction et ne s'applique pas au supplément d'information qui peut être ordonné par le Tribunal criminel postérieurement à l'arrêt de renvoi : Cass. crim., 9 juin 1899 (00, 41) ; 27 juill. 1905 (05, 525) ; 10 nov. 1906 (07, 348). — *19.* Donc aucune nullité ne résulterait de ce qu'un accusé aurait été, dans ce supplément, confronté avec un témoin sans l'assistance de son conseil : Cass. crim., 9 juin 1899 (00, 41) ; 27 juillet 1905 (05, 525) ; 10 nov. 1906 (07, 348). — *20.* Il n'en résulterait pas davantage, pour le même motif, du concours au jugement prêté par le juge qui, une fois le Tribunal saisi, a été délégué par ce Tribunal lui-même pour procéder à une instruction complémentaire : Cass. crim., 9 juin 1899 (00, 41) ; 27 juill. 1905 (05, 525) ; 10 nov. 1906 (07, 348). — *21.* Le supplément d'information auquel il peut être procédé par le Président, après l'arrêt de renvoi, doit être communiqué au défenseur de l'accusé et copie doit en être délivrée à ce dernier, de la manière et dans les formes prescrites par les art. 302 et s. C. instr. crim. : Cass. crim., 9 juin 1899 (00, 41).

SECTION IV
Copie de pièces.

22. L'art. 305 C. i. cr. n'impose pas l'obligation de délivrer à l'accusé copie gratuite du plan des lieux où le crime a été commis et n'est pas nulle la décision intervenue, faute de la délivrance d'une copie, alors surtout qu'il n'est pas allégué qu'elle aurait été refusée à l'accusé ou à son conseil : Cass. crim., 29 mars 1895 (95, 398).

CHAPITRE II
Constitution du Tribunal criminel.

SECTION PREMIÈRE
Eléments tirés du Tribunal de première instance.

§ I. — **Composition.**

23. Il résulte de la combinaison des articles 2 et 4 de la loi du 27 mars 1883, que c'est la chambre correctionnelle des tribunaux de première instance de Tunisie qui est appelée à statuer au criminel avec l'adjonction de six assesseurs : Cass. crim., 19 mars 1887 (90, 38). — *24*. Le Tribunal criminel doit donc être composé des membres de cette chambre et non pas du président et des deux juges les plus anciens du tribunal : Cass. crim., 19 mars 1889 (90, 38).

§ II. — **Présence du juge d'instruction.**

25. Les décisions des Tribunaux criminels en Tunisie étant rendues en la forme correctionnelle, la composition du Tribunal criminel ne peut être viciée par la présence au siège du juge qui a procédé à l'instruction du procès (1) : Cass. crim., 29 déc. 1887 (89, 112). — *26*. L'empêchement créé pour ce magistrat par l'art. 257 du Code d'instruction criminelle est spécial aux Cours d'assises et ne peut être étendu à d'autres Tribunaux : Cass. crim., 29 déc. 1887 (89, 112). — *27*. Au cas où un Tribunal criminel est dans l'impossibilité de se constituer, parce que plusieurs des membres du Tribunal appelés à le composer ont participé à l'instruction de l'affaire, et par application de l'art 1er de la loi du 8 décembre 1897, il y a lieu à renvoi devant un autre Tribunal criminel. En effet, ce cas doit être assimilé à celui de suspicion légitime : Cass. crim., 19 mars 1898 (98,397). — *28*. D'après le décret du 28 mars 1894, la procédure correctionnelle est applicable devant le Tribunal spécial de Diégo-Suarez ; il n'y a donc pas lieu d'appliquer devant ce Tribunal l'art. 257 C. instr. crim., fait seulement pour les cours d'assises : Cass. crim., 11 avr. 1895 (97, 112). — *29*. En conséquence, il n'y a pas nullité du jugement du Tribunal criminel de Diégo-Suarez auquel a participé le magistrat qui avait instruit l'affaire : Cass. crim., 11 avr. 1895 (97, 112).

§ III. — **Commis-greffiers.**

30. Les commis-greffiers ont capacité légale, comme le greffier en chef, pour siéger aux audiences du Tribunal dont ils font partie : Cass.

(1) Noter que cette décision est antérieure à la loi du 8 décembre 1897 ; sous l'empire de la nouvelle législation, il en serait autrement.

crim., 28 mars 1895 (95, 396). — ***31***. Il ne résulte donc aucune nullité de ce qu'un commis greffier aurait siégé au Tribunal criminel à la place du greffier en chef : Cass. crim., 28 mars 1895 (95, 396).

SECTION II

Capacité des assesseurs.

§ I. — **Incomptabilités.**

32. Un suppléant, même non rétribué, d'une justice de paix de Tunisie rentre dans la catégorie des fonctionnaires français visés par l'art. 7 du du décret du 14 avril 1883 : Cass. crim., 28 juil. 1887 (89, 47). — ***33***. En conséquence cette fonction judiciaire est incompatible avec les fonctions d'assesseur près les Tribunaux criminels de Tunisie : Cass. crim., 28 juill. 1887 (89, 47). — ***34***. N'est pas recevable le moyen de nullité invoqué contre le jugement d'un tribunal criminel de Tunisie, tiré de ce que l'un des assesseurs aurait été créancier de l'accusé, alors que celui-ci a exercé librement son droit de récusation, que d'ailleurs il n'a pris devant le Tribunal aucune conclusion relative à ce grief et n'établit pas qu'il soit débiteur de l'assesseur en question : Cass. crim., 10 août 1893 (94, 425).

§ II. — **Infirmités.**

35. Est inadmissible le moyen tiré de ce qu'un assesseur serait atteint de surdité, si le jugement constate que tous les assesseurs ont prêté le serment de l'art. 312 C. instr. crim. : Cass. crim., 1er août 1895 (95, 497). — ***36***. Il y a en effet alors présomption légale que l'assesseur désigné n'était pas incapable de remplir sa fonction et cette présomption ne saurait tomber devant des documents extérieurs au procès et sans force probante : Cass. crim., 1er août 1895 (95, 497). — ***37***. Il en est de même si la surdité n'est qu'intermittente et si le juré, dispensé ultérieurement pour cette cause, au cours de la session, n'a pas prétendu, au jour où il a siégé, que cette infirmité le mettait hors d'état de suivre les débats : Cass. crim., 5 avr. 1906 (07, 180).

§ III. — **Changement de nationalité.**

38. La protection diplomatique française en Tunisie ne peut avoir pour résultat de faire perdre à ceux qui en bénéficient leur nationalité : Cass. crim., 5 janv. 1905 (05, 138). — ***39***. Le sujet tunisien qui a acquis le bénéfice de la protection française n'a donc pas perdu la qualité d'indigène tunisien et peut être légalement porté sur la liste des assesseurs indigènes près les Tribunaux criminels de Tunis et de Sousse : Cass. crim., 5 janv. 1905 (05, 138).

SECTION III

Désignation des assesseurs.

§ I. — Formation des listes de session.

40. Il résulte manifestement des dispositions des art. 1 et 2 du décret du 9 juillet 1884, qui détermine les conditions dans lesquelles sont désignés les assesseurs des Tribunaux criminels de Tunisie, que les assesseurs ne doivent pas être tirés au sort pour chaque affaire, mais qu'il est procédé à un seul tirage un mois au moins avant chaque session : Cass. crim., 19 mars 1887 (90, 38). — *41*. En l'absence du président du Tribunal, le tirage au sort des assesseurs de la session est fait valablement par le vice-président : Cass. crim., 16 janv. 1891 (91, 257).

§ II. — Tirage des assesseurs appelés à juger une affaire.

42. Les principes généraux qui consacrent et régissent, en matière criminelle, l'exercice du droit de défense, suffisent à établir, en l'absence de tout texte formel et de toute référence à une loi spéciale, que la présence de l'accusé au tirage des assesseurs opéré pour compléter un Tribunal criminel, est une condition absolue de la validité de cette opération. Il en est de même de la présence du ministère public : Cass. crim., 18 oct. 1895 (96, 45). — *43*. Le droit de récusation des assesseurs adjoints aux Tribunaux correctionnels de Tunisie pour le jugement des affaires criminelles appartenant à l'accusé aussi bien qu'au ministère public, la notification de la liste des assesseurs permet seule à l'accusé d'exercer son droit de récusation : Cass. crim. 24 juin 1887 (90, 25). — *44*. En conséquence cette formalité est substantielle, quoique non prescrite par la loi en termes exprès, et son omission entraine la nullité du jugement qui a suivi : Cass. crim., 24 juin 1887 (90, 25). — *45*. Un exploit de notification portant l'immatricule d'un huissier, mais non revêtu de sa signature, n'est, en cet état, qu'un projet de notification et ne saurait faire la preuve de l'accomplissement de cette formalité : Cass. crim., 24 juin 1887 (90, 25).

§ III. — Règles à suivre en raison de la nationalité des accusés.

46. La disposition du décret présidentiel du 24 octobre 1884 qui accorde aux accusés étrangers ou indigènes le droit d'être jugés par trois assesseurs étrangers ou indigènes, au lieu et place des trois derniers assesseurs français, constitue une dérogation aux règles de notre droit public et crée au bénéfice de l'accusé une faveur exceptionnelle à laquelle il a le droit de renoncer en demandant à être jugé par six assesseurs français : Cass, crim., 24 déc. 1886 (89, 132). — 47. Aux termes de l'art.

13 du décret du 29 novembre 1893 sur la formation des Tribunaux criminels en Tunisie, le Président, au cas où les accusés sont en nombre supérieur à trois, doit tirer au sort le nom de ces accusés pour qu'ils puissent exercer leur option relativement à la catégorie des assesseurs, dans l'ordre indiqué par le sort : Cass. crim., 29 juin 1905 (05, 566). — *48*. Il y a donc violation dudit article lorsque, trois accusés ayant demandé que tous les assesseurs soient français et deux autres ayant réclamé l'adjonction de trois assesseurs indigènes, le Président, pour trancher ce désaccord, a mis dans une urne deux bulletins. l'un portant la mention « deux français et un indigène » l'autre la mention « deux indigènes et un français » et que conformément au tirage effectué entre ces bulletins, il a appelé à siéger cinq assesseurs français et un indigène : Cass. crim., 29 juin 1905 (05, 566). — *49*. Le juge de l'action est le juge des exceptions, non seulement lorsque l'exception concerne un des éléments constitutifs du délit, mais encore lorsqu'elle est relative à la compétence ou à la composition de la juridiction saisie ; dans ce cas, le juge criminel appelé à vérifier sa propre compétence, a nécessairement qualité pour examiner les questions auxquelles cette compétence ou cette composition sont subordonnées : Cass. crim., 30 mai 1908 (08, 579). — *50*. Il n'en est autrement que quand l'exception soulevée est soustraite à l'appréciation de la juridiction répressive par des règles particulières, établies dans la loi à raison de la nature de cette exception : tel est le cas notamment de l'art. 326 C. civ., lequel s'applique à la filiation des enfants légitimes et aux réclamations d'état auquelles elle peut donner lieu : Cass. crim., 30 mai 1908 (08, 579). — *51*. Mais cette disposition exceptionnelle ne saurait être étendue aux questions de nationalité. Spécialement, un tribunal criminel et particulièrement le Tribunal de Tunis, est compétent pour statuer sur la question de savoir si l'accusé est ou non de nationalité espagnole, si cette question est soulevée devant lui relativement à sa composition pour l'adjonction d'assesseurs de la première, de la seconde ou de la troisième catégorie, suivant les dispositions du décret du 29 novembre 1893 : Cass. crim., 30 mai 1908 (08, 579).

§ IV. — Serment des assesseurs.

52. Le serment des assesseurs des Tribunaux criminels de Tunisie, quoique n'ayant pas été réglementé par la loi, constitue une formalité substantielle : Cass. crim., 20 juin 1889 (89, 140) ; 29 juin 1889 (89, 164) — *53*. Dans le silence de la loi sur ce point spécial, on doit se référer à l'art. 7 de la loi du 29 mars 1883 qui rend applicables en Tunisie les règles de procédure et d'instruction suivies en Algérie ; d'où il suit que le serment desdits assesseurs doit être prêté dans les termes de l'art. 312 C. intr. crim. : Cass. crim., 20 juin 1889 (89, 140) ; 29 juin 1889 (89, 164). —

54. Il est suffisamment établi que les assesseurs ont prêté, en audience publique et en présence de l'accusé, le serment prescrit par l'article 313 du Code d'instruction criminelle, par la mention faite de l'accomplissement de cette formalité aux qualités du jugement du Tribunal criminel : Cass. crim., 23 févr. 1901 (01, 207).

§ V. — **Obligations des assesseurs.**

55. En admettant que les assesseurs à un Tribunal criminel soient tenus des obligations imposées aux jurés par l'art. 353 C. instr. crim., une communication au dehors ne saurait à elle seule emporter la peine de nullité ; il faudrait encore qu'il apparût que la communication des assesseurs avec le public a été de nature à porter atteinte aux droits de la défense : Cass. crim. 23 févr. 1894 (94, 258).

CHAPITRE III

Débats devant le Tribunal criminel.

SECTION PREMIÈRE

Pouvoirs du Président.

§ I. — **Jonction d'instances.**

56. Aux termes de l'art. 5 de la loi du 27 mars 1883, les décisions des Tribunaux de Tunisie en matière criminelle doivent être rendues dans la même forme que les jugements en matière correctionnelle ; mais ce sont les formes prescrites pour les matières criminelles qui doivent être observées avant l'ouverture des débats : Trib. crim., Tunis, 12 juill. 1897 (97, 401). — 57. En conséquence, lorsque, sur deux poursuites distinctes ayant pour objet les mêmes faits, des individus ont été traduits devant le Tribunal criminel par des actes d'accusation distincts, la jonction des instances peut être effectuée par une simple ordonnance du Président du Tribunal, par application de l'art. 307 C. ins. crim. : Trib. crim., Tunis, 12 juill. 1897 (97, 401).

§ II. — **Conduite des débats.**

58. Les Présidents des Tribunaux criminels en Tunisie ne jouissent pas du pouvoir discrétionnaire accordé par le Code d'instruction criminelle aux Présidents des Cours d'assises en France et en Algérie : Cass. crim., 21 mars 1889 (89, 75). — 59. Si l'art. 269 du Code d'instruction criminelle a conféré au Président de la Cour d'assises un pouvoir discrétionnnaire et l'a autorisé à entendre des déclarations sans la formalité du serment,

cette disposition ne peut être étendue aux Tribunaux criminels de Tunisie : Cass. crim., 25 mars 1892 (92,141). — *60*. Spécialement, la forme de procéder devant ces juridictions étant réglée par les dispositions du C. i. cri. relatives à la procédure devant les Tribunaux correctionnels, un témoin ne peut être entendu à titre de renseignement sans serment : Cass. crim., 25 mars 1892 (92, 141). — *61*. L'ordre à suivre dans les débats correctionnels, tel qui est réglé par l'art. 190 C. i. cri. est applicable aux Tribunaux criminels de Tunisie : Cass. crim., 29 juin 1889 (89, 164).— *62*. Mais cet ordre n'est pas prescrit à peine de nullité et l'accusé ne peut se plaindre de son interversion, notamment en ce qui concerne l'interrogatoire et l'audition des témoins, si cette interversion n'a en rien entravé l'exercice de son droit de défense : Cass. crim., 29 juin 1889 (89, 164). — *63*. Il appartient au président des assises de faire appeler les témoins à charge et à décharge dans l'ordre qui lui paraît utile à la manifestation de la vérité : Cass. crim., 1er déc. 1906 (07, 350).— *64*. Le Président d'un Tribunal criminel en Tunisie a qualité, en dehors de tout pouvoir discrétionnaire, pour annuler au cours d'un débat, un serment qu'il considère comme irrégulier, ainsi que la déposition qui en été la suite : Cass. crim., 21 mars 1889 (89, 75). — *65*. Lorsqu'un témoin a fait sa déposition, le Président du Tribunal criminel peut lui poser toutes les questions qu'il croit nécessaires pour arriver à la manifestation de la vérité : Cass. crim., 29 mars 1906 (06, 314). — *66*. Il n'y a donc pas nullité de la décision rendue du fait qu'un témoin aurait été interrogé sur un propos prêté par la sœur de l'accusé, alors que celle-ci n'avait été entendue ni dans l'instruction, ni à l'audience : Cass. crim., 29 mars 1906 (06, 314).

SECTION II

Lecture et apport de documents.

§ I. — Jonction de pièces.

67. Le fait de ne pas joindre au dossier communiqué à la juridiction criminelle une enquête qui n'en faisait pas partie intégrante, et de ne pas l'avoir communiquée à la défense, ne constitue pas une violation des droits de celle-ci, pouvant entraîner la nullité de la décision intervenue : Cass. crim., 30 août 1900 (00, 624). — *68*. Il en est ainsi surtout alors qu'en fait les résultats de ladite enquête, favorables à l'accusé, ont été portés à la connaissance de la juridiction criminelle, au cours des débats : Cass. crim. 30 août 1900 (00, 624). — *69*. Au cas où le Président du Tribunal criminel fait procéder à une instruction complémentaire et où l'accusé prétend que les pièces de cette instruction ne lui ont pas été communiquées, ni à son conseil, il lui incombe d'établir devant la Cour de cassation, qu'il a saisie

d'un pourvoi, le défaut de communication par lui allégué : Cass. crim., 29 déc. 1906 (07, 140).

§ II. -- Lecture de procès-verbaux.

70. La lecture des procès-verbaux à l'audience n'est pas prescrite par l'article 190 du code d'instruction criminelle à peine de nullité : Cass.crim., 25 sept. 1889 (89, 272). — *71*. L'accusé ne saurait donc se plaindre de l'omission de cette formalité, si elle n'a été requise ni par lui ni par le ministère public, alors surtout que lecture a été donnée à l'audience de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation : Cass. crim., 25 sept. 1889 (89, 272).

§ III. — Pièces à Conviction.

72. Les dispositions de l'art. 329 C. i cr. ne sont pas prescrites à peine de nullité ; il n'en résulte donc aucune de ce que les vêtements des victimes d'un assassinat n'auraient pas figuré parmi les pièces à conviction : Cass. crim., 28 mars 1895 (95, 396). — *73*. La représentation aux témoins des pièces à conviction est une formalité facultative pour le président, à moins qu'elle n'ait été formellement requise par le ministère public, ou par l'accusé ou son défenseur : Cass. crim., 30 mai 1908 (08, 579). — *74*. Dès lors, en dehors de ce cas, l'inaccomplissement de cette formalité ne saurait entraîner la nullité des débats et de l'arrêt de condamnation : Cass. crim., 30 mai 1908 (08, 579).

SECTION III

Défense.

75. Les droits de la défense ne sont pas violés si, devant un Tribunal criminel, l'avocat choisi par l'accusé ayant retiré son assistance à celui-ci, le Tribunal a renvoyé l'affaire à l'audience du soir et nommé un avocat d'office à l'accusé, alors que cet avocat d'office a prêté son ministère pendant tout le cours des débats, sans opposition ni protestation de l'accusé : Cass. crim., 9 août 1889 (89, 213).

SECTION IV

Mesures d'ordre.

§ I. — Isolement des témoins.

76. Les dispositions de l'art. 316 C. i. cr. constituent des mesures d'ordre intérieur qui ne sont pas prescrites à peine de nullité : Cass. crim. 28 mars 1895 (95, 396). — *77*. Il n'en résulte donc aucune de ce fait que les témoins ne seraient pas restés, avant leur audition, dans une chambre à ce destinée et auraient librement circulé dans la salle des Pas perdus du palais de justice : Cass. crim. 28 mars 1895 (95, 396).

§ II. — **Expertises.**

78. Il n'appartient pas aux Tribunaux criminels de Tunisie, plus qu'il n'appartiendrait en France aux Tribunaux correctionnels, ni même aux Cours d'assises, d'ordonner qu'un expert sera entendu sans prestation de serment et à titre de simple renseignement : Cass. crim. 28 décembre 1893 (94, 35). — **79**. D'ailleurs, lorsqu'une expertise a été ordonnée par jugement, elle constitue un droit acquis à l'accusé, alors surtout que celui-ci l'a sollicitée et qu'il ne peut être privé des garanties qu'elle lui assure : Cass. crim. 28 déc. 1893 (94, 35). — ***80***. Des experts commis dans une instance criminelle ne peuvent légitimement procéder à la mission qui leur est confiée qu'après avoir prêté le serment prescrit par l'art. 44 C. inst. crim. : Cass. crim. 28 déc. 1893 (94, 35). — ***81***. S'ils ont commencé leurs opérations sans prêter serment, ces opérations ne peuvent être validées par la prestation de serment qui a lieu au cours de l'expertise : Cass. crim. 28 déc. 1893 (94, 35). — ***82***. Il appartient seulement au Tribunal de les annuler et de dire qu'elles seront recommencées : Cass. crim. 28 déc. 1893 (94, 35). — ***83***. D'ailleurs cette prestation de serment est nulle, comme faite entre les mains d'un magistrat sans qualité, si, les experts ayant été nommés par un Tribunal criminel de Tunisie pour faire des constatations au cours des débats, elle a eu lieu entre les mains du Président de ce Tribunal, alors qu'il n'avait pas été commis à cet effet par le jugement : Cass. crim. 28 déc. 1893 (94, 35).

§ III. — **Transports.**

84. La cessation momentanée du port du costume par les magistrats, notamment pendant un transport sur les lieux, ne peut légalement avoir aucune influence sur le caractère public des fonctions qu'ils exerçaient, et, par suite, vicier la procédure d'assises y relative : Cass. crim. 31 mars 1906 (07, 128).

§ IV. — **Intervention des parties civiles.**

85. Est recevable, dans l'intérêt des enfants mineurs des victimes, l'intervention à l'audience, comme parties civiles, des plus proches parents de ces mineurs, lesquels, en vertu des usages kabyles, doivent recueillir ces enfants et plus tard auront qualité pour les marier : Cass. crim., 21 mars 1889 (89, 75). — ***86***. Cette intervention est recevable, alors surtout que la tutelle n'a pu encore être déférée, le décès des parents desdits mineurs ne pouvant avoir une certitude légale avant la solution du procès criminel, et une circonstance de ce genre ne pouvant paralyser les droits des mineurs : Cass. crim., 21 mars 1889 (89, 75). — ***87***. Il

suffit de se prétendre lésé pour être admis à se porter partie civile. Et si la décision du juge répressif en condamnant l'accusé, a décidé qu'il convenait de débouter, en l'état, la partie civile de ses conclusions à fin de dommages-intérêts, l'action du ministère public pour la poursuite des crimes et l'action civile étant indépendantes l'une de l'autre, le défaut d'intérêt de la partie civile, constaté à la suite des débats, ne peut vicier la procédure criminelle dans laquelle elle est intervenue : Cass. crim., 30 mai 1908 (08, 579).

§ V. — **Huis clos**

88. Bien que la juridiction criminelle ait ordonné le huis clos, l'arrêt incident rendu sur conclusions de la défense doit être rendu publiquement : Cass. crim., 10 janv. 1907 (07, 439). — *89*. Il ne peut être dérogé à la règle générale de la publicité des débats judiciaires que si cette publicité est dangereuse pour l'ordre et les mœurs : Cass. crim., 3 août 1894 (95, 113). — *90*. Le visa de l'art. 81 de la Constitution de 1848 est insuffisant pour établir le danger de cette publicité et justifier le huis clos ; il faut encore que le jugement ou l'arrêt contienne un motif spécial démontrant la nécessité de recourir à cette disposition légale : Cass. crim., 3 août 1894 (95, 113).

§ VI. — **Procès-verbal des débats.**

91. La constatation des dépositions des témoins entendus à l'audience n'étant exigée en matière correctionnelle qu'en vue de l'appel, cette formalité est sans objet devant les Tribunaux criminels de Tunisie statuant en dernier ressort : Cass. crim., 20 juin 1889 (89, 140) ; 14 juin 1890 (90, 206) ; 16 janv. 1891 (91, 257) ; 11 juill. 1907 (07, 553).

SECTION V

Incidents.

§ I. — **Procédure à suivre.**

92. On ne saurait critiquer la décision par laquelle, en l'absence d'un témoin cité et notifié, la Cour d'assises a déclaré que son audition n'était pas indispensable à la manifestation de la vérité et a ordonné qu'il serait passé outre aux débats, alors d'ailleurs que ni l'accusé ni son conseil n'ont demandé le renvoi de l'affaire à raison de l'absence dudit témoin : Cass. crim., 8 déc. 1906 (07, 351). — *93*. La juridiction criminelle peut, malgré l'absence de témoins dont se prévaut l'accusé à l'appui d'une demande de renvoi à une autre session, décider qu'il sera passé outre : Cass. crim., 16 janv. 1908 (08, 465). — *94*. L'art. 408 § 2 du Code d'instruction criminelle est applicable aux jugements des Tribunaux criminels de Tunisie, quoique les

jugements de ces Tribunaux soient rendus en la forme correctionnelle : Cass. crim.,29 juin 1889 (89,198). — *95*.L'omission de la constatation des conclusions du Ministère public sur un incident soulevé, au cours de l'audience, par le défenseur de l'accusé, entraîne nullité du jugement qui a suivi : Cass. crim., 29 juin 1889 (89, 198). — *96*. L'arrêt par lequel une Cour d'assises a donné purement et simplement acte de conclusions sur incident présentées par la défense emporte reconnaissance implicite du bien fondé de ces conclusions : Cass. crim., 25 mars 1898 (98, 316). — *97*. Les jugements des Tribunaux criminels de Tunisie devant, aux termes de l'article 5 de la loi du 27 mars 1883, être rendus en la même forme que les jugements correctionnels, les articles 362 et 363 du Code d'instruction criminelle, qui prescrivent au président de donner la parole au ministère public et au défenseur de l'accusé sur l'application de la peine, ne soit pas applicables devant ces Tribunaux : Cass. crim., 19 mars 1887 (90, 38).

§ II. — **Arrestation de témoins.**

98. Ne peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation la mesure par laquelle un Tribunal criminel de Tunisie a ordonné l'arrestation d'un témoin dont la déposition paraît fausse : Cass. crim., 29 mars 1906 (06, 369). — *99*. Si la procédure suivie dans les débats devant le Tribunal criminel est celle déterminée par le Code d'instruction criminelle en matière correctionnelle, l'art. 330 dudit Code est néanmoins applicable et autorise l'arrestation sur le champ d'un témoin dont la déposition paraît fausse : Cass. crim., 29 mars 1906 (06, 314). — *100*. Et l'appréciation du Tribunal criminel sur le caractère de la déposition du témoin arrêté échappe au contrôle de la Cour de cassation ; laissée à la conscience du juge, elle ne peut servir de fondement à un moyen de cassation : Cass. crim., 29 mars 1906 (06, 314). — *101*. Si le témoin mis en surveillance ou en état d'arrestation pour faux témoignage est maître de rétracter sa déclaration pendant la durée des débats, le président n'est pas tenu de lui adresser une dernière interpellation à ce sujet au moment où les débats vont être clos : Cass. crim., 29 mars 1906 (06, 314). — *102*. Dans le cas, de l'art. 330 C. instr. crim., l'accusé peut demander le renvoi de l'affaire à une autre session en vertu de l'art. 331 du même Code ou continuer d'accepter le débat et discuter la valeur et la portée du témoignage contesté : Cass. crim., 29 mars 1906 (06, 314). — *103*. Mais il ne peut tirer, lorsqu'il a opté pour le second parti, aucun grief contre la décision rendue, de ce qu'il ne lui a pas été demandé s'il désirait le renvoi et un supplément d'instruction : Cass. crim., 29 mars 1906 (06, 314).

SECTION VI

Audition de témoins.

§ I. — Désignation des témoins

104. Le ministère public est seul juge de la désignation des témoins qu'il doit citer dans l'intérêt de l'accusation ou de la défense : il ne relève à cet égard que de sa conscience : Cass. crim., 29 décembre 1887 (89, 112) ; 29 mars 1906 (06, 314). — *105*. Il n'y a donc aucune violation de la loi dans le fait que deux des témoins entendus par le Tribunal criminel à la requête du ministère public n'auraient pas été entendus préalablement par le juge d'instruction : Cass. crim., 29 mars 1906 (06. 314). — *106*. L'accusé ne peut se faire un grief de ce qu'une personne dont le témoignage lui paraissait utile à sa défense n'a pas été citée, alors que lui même n'a pas usé de son droit de citation : Cass. crim., 1er déc. 1906 (07, 350) ; 30 mai 1907 (08. 111).

§ II. — Serment des témoins.

107. Les jugements des Tribunaux criminels de Tunisie doivent être rendus en la forme correctionnelle, sauf les exceptions formellement prévues par la loi du 27 mars 1883 : Cass. crim., 23 sept. 1886 (89, 29) ; 22 mars 1888 (89, 90) ; 29 août 1890 (90, 234) ; 28 mars 1895 (95,396). — *108*. Le serment prêté par les témoins doit être en conséquence celui de l'article 155 du Code d'instruction criminelle et non celui de l'article 317 du même Code : Cass. crim., 23 sept. 1886 (89, 29) ; 22 mars 1888 (89, 90) ; 29 août 1890 (90, 234) ; 28 mars 1895 (95, 396). — *109*. Il ne peut, en conséquence, être fait état de la déclaration de témoins qui ont juré de dire « la vérité, rien que la vérité », alors que le serment doit être prêté de dire « toute la vérité, rien que la vérité » : Cass. crim., 29 août 1890 (90, 284) ; 6 déc. 1894 (95, 133). — *110*. Les débats des Tribunaux criminels en Tunisie ayant lieu en la forme correctionnelle, il n'est pas nécessaire à peine de nullité que les témoins soient interpellés sur le point de savoir s'ils sont parents, alliés ou au service des accusés, l'art. 155 du Code d'instruction criminelle, à la différence de l'art. 317 du même Code, ne prescrivant pas l'accomplissement de ces formalités à peine de nullité ; Cass. crim., 21 mars 1889 (89, 75).

§ III. — Témoins dispensés du serment.

111. Les enfants de moins de quinze ans entendus devant les Tribunaux criminels en Tunisie doivent l'être par forme de déclaration et sans prestation de serment, conformément au principe général édicté par l'art. 79 du Code d'instruction criminelle : Cass. crim., 21 mars 1889 (89, 75) ;

9 juin 1905 (06, 303). — ***112***. C'est à tort qu'un témoin a été entendu sans prestation de serment, parce qu'il était âgé de 15 ans environ, car de cette énonciation il ne résulte pas que le témoin fut âgé de moins de 15 ans : Cass. crim., 9 juin 1905 (06, 303). — ***113***. Tout témoin régulièrement cité et entendu devant les Cours d'assises (et les Tribunaux criminels) doit prêter le serment prescrit par le Code d'instruction criminelle s'il est âgé de 15 ans accomplis : Cass. crim., 20 janv. 1905 (06, 158).— ***114***. Doit, par suite, être cassé l'arrêt d'une Cour criminelle d'Algérie prononçant une condamnation si, au cours des débats, un témoin âgé de 15 ans et demi a été entendu sans serment, à titre de renseignement : Cass. crim., 20 janv. 1905 (06, 158). — ***115***. Les dispositions de l'art. 323 C i. cr. ne sont pas prescrites à peine de nullité ; en conséquence, il n'y a pas lieu à annulation de la décision du Tribunal criminel rendue après des débats dans lesquels des témoins ont été entendus sans prestation de serment, sans que le président eût, au préalable, averti les assesseurs de leur qualité de dénonciateurs : Cass. crim., 28 mars 1895 (95, 396). — ***116***. Il en est ainsi surtout lorsque cette circonstance a été relatée dans l'acte d'accusation, dont lecture a été donnée au commencement des débats et qu'ainsi les assesseurs ont été suffisamment édifiés sur la situation des témoins dont s'agit : Cass. crim., 28 mars 1895 (95, 396).

§ IV. — **Témoins qui ne peuvent être entendus.**

117. La procédure correctionnelle étant celle qui doit être suivie devant les Tribunaux criminels de Tunisie, c'est à bon droit que le Tribunal criminel a refusé de recevoir le témoignage de la femme d'un des accusés, conformément aux termes de l'art. 156 du Code d'instruction criminelle : Cass. crim., 14 juin 1890 (90, 206). — ***118***. Le père et la mère de l'accusé peuvent être entendus sous la foi du serment pendant les débats d'une affaire au Tribunal criminel, s'il n'y a opposition de la part du ministère public et de l'accusé ; à plus forte raison en est-il ainsi, si l'un et l'autre ont déclaré formellement ne pas s'opposer à cette audition : Cass. crim., 29 mars 1906 (06, 314). — ***119***. Un époux n'a pour alliés, du chef de son conjoint, que ceux qui en sont les parents, et ainsi les alliés de ce dernier ne sont pas unis à lui par les liens d'une alliance dans l'acception juridique du mot : Cass. crim., 15 avr. 1905 (06, 240). — ***120***. Notamment, le mari de la sœur de la femme d'un individu n'est pas l'allié de celui-ci, et c'est à tort que, dans une instance criminelle dirigée contre ce dernier, il a été dispensé de la prestation de serment des témoins : Cass. crim., 15 avr. 1905 (06, 240). — ***121***. Si l'article 322 du Code d'instruction criminelle interdit de recevoir les dispositions de diverses personnes, parents ou alliés de l'accusé, cette prohibition ne doit s'entendre que des dépositions à recevoir à l'audience et ne saurait faire obstacle à ce

que le juge d'instruction recherche tous les éléments de preuve qui peuvent conduire à la manifestation de la vérité : Cass. crim., 22 janv. 1898 (98, 143). — *122*. L'audition de ces témoins, eût-elle même été faite à l'audience, il n'en résulte point de nullité lorsque rien n'établit que cette audition a été l'objet d'une opposition quelconque de la part d'aucune des parties : Cass. crim., 22 janv. 1898 (98, 143). — *123*. Aucune disposition de loi ne prescrit que, dans le cas de non-comparution d'un témoin, il sera donné lecture de la déposition qu'il a pu faire au cours de l'information; il appartient seulement aux accusés de réclamer cette lecture, s'ils la jugent utile à leur défense : Cass. crim., 22 janv. 1898 (98, 143). — *124*. L'audition d'un témoin incapable sans opposition du ministère public ni de l'accusé n'est pas une cause de nullité : Cass. crim., 30 mai 1907 (08,111). — *125*. Aucune disposition de la loi ne défend d'entendre en témoignage contre un accusé le juge qui a instruit son procès, et ce n'est pas *concourir* au jugement d'une affaire — acte qui est interdit par la loi du 8 décembre 1897 au juge d'instruction — que d'y être entendu comme témoin : Cass. crim., 25 sept. 1902 (02, 500). — *126*. L'audition de la partie civile comme témoin ne saurait entraîner la nullité des débats, s'il a été procédé à son audition sans aucune opposition du ministère public ou de l'accusé : Cass. crim., 30 mai 1908 (08, 579). — *127*. Un inspecteur de la sûreté peut invoquer l'obligation du secret professionnel et se refuser, sur une question de la défense, à divulguer le nom de la personne dont il a reçu à raison de ses fonctions et sous le sceau du secret, les renseignements qu'il donne à la Cour d'assises. La défense reste libre de discuter les renseignements fournis dans leur source anonyme : Cass. crim., 30 août 1906 (07, 318).

SECTION VII

Interprétation des langues étrangères.

§ I. — **Qui peut interpréter.**

128. La fonction d'interprète assermenté impliquant chez l'interprète une prestation de serment préalable qui l'a habilité d'une manière générale à remplir ses fonctions, il n'y a pas lieu pour lui de réitérer le serment dans chacune des affaires où il est appelé à remplir son ministère : Cass. crim., 26 mars 1896 (96, 273). — *129*. En Tunisie, les interprètes pour la langue arabe sont attachés aux Tribunaux et justices de paix et sont soumis aux lois et règlements qui régissent les juridictions françaises : Cass. crim., 23 août 1906 (06, 539). — *130*. Ils doivent, avant d'entrer en fonctions, prêter serment « de remplir avec exactitude et probité les devoirs de leur profession » ; dès lors, ils ont le caractère d'officiers publics et peuvent exercer leur ministère sans prêter un nouveau serment devant les juridictions où ils sont appelés, notamment, devant le Tribunal

criminel : Cass. crim., 23 août 1906 (06, 539). — *131*. L'art. 332 C. instr. crim. n'exige pas que l'âge de l'interprète soit énoncé dans le procès-verbal des débats, mais que l'interprète soit âgé de vingt et un ans au moins : Cass. crim., 26 mars 1896 (96, 273) — *132*. Il y a présomption légale que l'individu appelé par le président à remplir les fonctions d'interprète a l'âge requis par la loi, s'il n'a été récusé, ni par l'accusé, ni par le Ministère public : Cass. crim., 26 mars 1896 (96, 273). — *133*. Lorsque l'accusé, les assesseurs (dans un tribunal criminel) et les témoins appartiennent à deux nationalités différentes et ne comprennent pas le français, il n'est satisfait aux exigences de l'art. 332 C. instr. crim. qu'autant que les débats ont eu lieu avec le concours, soit de deux interprètes assermentés chacun pour l'une des langues parlées par ceux qui ne comprenaient pas le français, soit d'un interprète assermenté à la fois pour ces deux langues : Cass. crim., 26 oct. 1905 (06, 420).

§ II. — **Ce qui doit être interprété.**

134. Un condamné d'origine étrangère ne peut tirer un moyen de nullité de ce que l'exploit de notification de la liste du jury de la session n'a pas été traduit dans sa langue nationale, si d'ailleurs un interprète l'a assisté au cours de l'interrogatoire de l'art. 293 C. instr. crim. et devant la Cour d'assises, s'il n'a pas réclamé une traduction et si, en outre, il a récusé plusieurs des jurés portés sur la liste notifiée sans traduction : Cass. crim., 24 déc. 1896 (97, 19). — *135*. Toute déposition formulée en une langue étrangère à l'accusé ou à ses juges, doit leur être immédiatement traduite dans leur langue propre : Cass. crim., 7 déc. 1894 (95, 48). — *136*. Encourt donc la cassation, le jugement qui constate dans la mention qu'il consacre aux témoins, que leur déposition a été traduite à l'accusé et aux assesseurs qui ne parlaient pas leur langue, mais n'indique ni à cette place, ni ailleurs, que la traduction a été faite en langue française, qui n'était pas celle des assesseurs ni de l'accusé susdit, aux magistrats du tribunal criminel : Cass. crim., 7 déc. 1892 (95, 48). — *137*. Il en est ainsi alors même que le jugement indiquerait, d'une part, dans sa partie initiale que les témoins et les accusés parlaient des langues différentes et que les deux interprètes nécessaires ont prêté leur concours toutes les fois que cela a été utile : Cass. crim., 7 déc., 1894 (95, 48). — *138*. Aucune disposition de la loi n'exige, à peine de nullité, que les réquisitions adressées au Tribunal criminel par le ministère public et les conclusions de la partie civile soient traduites à l'accusé par l'interprète, et aucune nullité ne peut résulter de cette absence de traduction, alors surtout que l'avocat de l'accusé a présenté sa défense sans formuler aucune réclamation et que ce dernier, interpellé par le président, avant la clôture des débats, a déçlaré n'avoir rien à ajouter pour sa défense ni aucune observation à

présenter sur les conclusions de la partie civile : Cass.crim., 25 sept. 1902 (02, 500). — ***139***. Par suite, lorsqu'une requête en inscription de faux est introduite afin d'établir que contrairement aux constatations du procès-verbal, déclarant que l'interprète a prété son concours toutes les fois qu'il a été utile, les réquisitions du ministère public et les conclusions de la partie civile n'ont pas été traduites à l'accusé, il y a lieu de la rejeter, le fait ainsi allégué n'étant pas pertinent, puisqu'en le supposant établi, il ne serait pas de nature à entraîner la nullité de la décision : Cass. crim., 25 sept. 1902 (02, 500). — ***140***. Aux termes de l'art. 357 C.instr crim. applicable aux établissements français de l'Inde, le président de la Cour criminelle doit donnner lecture aux accusés de la déclaration de la Cour réunie aux assesseurs, ce qui implique nécessairement l'obligation de leur faire traduire cette déclaration lorsqu'ils ne parlent pas la langue française : Cass.crim. 24 janv.1895 (95, 186). — ***141***. Cette formalité est substantielle aux droits de la défense et d'ordre public ; son omission entraînerait l'annulation de la décision rendue, même si les défenseurs des accusés avaient déclaré renoncer à ce que la traduction de ladite déclaration fût faite à ces derniers : Cass. crim., 24 janv. 1895 (95, 186).

§ III. — **Constatation de l'interprétation.**

142. Encourt la cassation le jugement, rendu dans une affaire criminelle où il a dû être fait appel à un interprète, et qui ne porte pas constatation, soit d'une manière générale, que l'interprète a prêté son concours aux débats toutes les fois que cela était utile, soit, d'une manière spéciale, que les dépositions des témoins ont été traduites aux membres du Tribunal : Cass. crim., 30 août 1894 (95, 481). — ***143***. La constatation au jugement du Tribunal criminel que l'interprète a prêté son concours dans tous les cas où il a été utile, suffit pour établir qu'il a régulièrement exercé son ministère, sans qu'il soit nécessaire de mentionner tous les cas dans lesquels ce ministère a dû être rempli : Cass. crim., 1er août 1895 (95, 497) ; 17 oct. 1895 (95, 532) ; 11 juill. 1907 (07, 553). — ***144***. Cette constatation n'est nullement contredite par le fait que l'intervention de l'interprète a été outre mentionnée dans certains cas et non dans d'autres : Cass. crim., 17 oct. 1895 (95, 532).

CHAPITRE IV

Jugements

SECTION PREMIÈRE

Prononcé.

§ I. — **Publicité.**

145. Les jugements des tribunaux de Tunisie statuant au criminel doivent être rendus dans la même forme que les jugements correctionnels.

Ils doivent donc être prononcés publiquement et la preuve de l'accomplissement de cette formalité prescrite à peine de nullité par l'art. 190 C. instr. crim., doit ressortir du texte même du jugement : Cass. crim., 11 juin 1886 (89, 7). — ***146***. Un procès-verbal signé du président et du greffier ne peut suppléer à l'omission de ce texte : Cass. crim., 11 juin 1886 (89,7). — ***147***. La disposition de l'art. 3 de la loi du 26 mars 1891, qui proclame qu'en cas de sursis le président doit informer le condamné des conséquences qu'entraînerait pour lui une nouvelle condamnation, n'est pas prescrite à peine de nullité et, par suite, l'omission de la mention de cet avertissement dans un arrêt ne saurait en entraîner la cassation : Cass. crim., 27 oct. 1905 (06, 420).

§ II. — **Dessaisissement du Tribunal.**

148. La juridiction criminelle n'est dessaisie qu'après que le condamné a été averti qu'il a trois jours francs pour se pourvoir en cassation contre l'arrêt qui vient d'être rendu : Cass. crim., 15 juill. 1899 (01, 473). — ***149***. En conséquence, le Tribunal criminel a le droit de rectifier avant cette formalité une erreur matérielle commise dans la décision, pourvu qu'il le fasse sans désemparer, après que le ministère public, l'accusé et le défenseur ont eu la parole, sans divertir à une autre affaire et avant la levée de l'audience : Cass. crim., 15 juill. 1899 (01,473).

SECTION II

Motifs nécessaires.

150. Les Tribunaux criminels de Tunisie, jugeant en la forme correctionnelle, doivent, à peine de nullité, énoncer et articuler les faits qui servent de base à leurs décisions : Cass. crim., 1er août 1889 (98, 255). — ***151***. Relèvent suffisamment l'intention de donner la mort les énonciations d'un jugement qui constate que l'accusé s'est rendu coupable d'une tentative de meurtre avec préméditation et guet-apens : Cass. crim., 22 mars 1888 (89, 90). — ***152***. Lorsqu'un fait contraire à la pudeur a été commis dans un lieu privé, il ne suffit pas, pour qu'il y ait la publicité exigée par l'art. 330 C. pén., qu'il ait été commis en présence d'un tiers ; il faut de plus qu'à défaut de précautions suffisantes prises par l'auteur de l'acte, le tiers se soit rendu compte de l'acte d'immoralité accompli en sa présence, qu'il en ait été volontairement le témoin, et que sa pudeur ait été offensée : Cass. crim., 22 juin 1907 (07, 530). — ***153***. Par suite, est insuffisamment motivée la décision d'un tribunal criminel de Tunisie de laquelle il ne ressort pas que toutes ces conditions se sont trouvées réunies : Cass. crim., 22 juin 1907 (07, 530).

SECTION III
Dépens.

154. L'art. 368 § 2 C. instr. crim. n'est applicable qu'aux affaires soumises au jury ; il ne l'est donc pas aux affaires soumises aux tribunaux criminels de Tunisie : Cass. crim., 29 août 1907 (07, 472). — *155*. Par suite c'est à bon droit qu'une partie civile a été condamnée aux dépens, sauf son recours, par un de ces tribunaux, bien qu'elle n'ait pas succombé, des dommages-intérêts lui ayant été accordés : Cass. crim., 29 août 1907 (07, 472). — *156*. La partie civile, sur la plainte de laquelle le prévenu a été déclaré coupable des infractions relevées à sa charge, ne peut être passible des dépens, même lorsqu'elle a succombé sur son action en dommages-intérêts : Cass. crim., 30 mai 1908 (08, 579).

SECTION IV
Cassation.

§ I. — **Caractère souverain des décisions.**

157. La décision rendue par un Tribunal criminel de Tunisie est souveraine et il n'appartient pas à la Cour de cassation de critiquer les éléments sur lesquels s'est fondée sa conviction : Cass. crim., 29 mars 1895 (95, 398). — *158*. Est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation l'affirmation de culpabilité du prévenu basée sur des témoignages reçus à l'audience : Cass. crim., 11 juill. 1907 (07, 553).

§ II. — **Fausse application de la loi.**

159. L'accusé condamné pour émission de fausse monnaie est sans intérêt à prétendre, devant la Cour de cassation, qu'on aurait dû lui appliquer la peine de l'art. 132 C. pén., et non celle de l'art. 133 ; en effet, la peine de l'art, 132 est plus forte que celle de l'art. 133. Il s'ensuit que le pourvoi fondé sur ce moyen est irrecevable : Cass. crim., 1er août 1895 (95, 497).

§ III. — **Renvoi après cassation.**

160. Après cassation du jugement d'un tribunal de Tunisie statuant au criminel,l'affaire ne peut être renvoyée devant une des Cours d'assises d'Algérie : Cass. crim., 11 juin 1886 (89, 7).

TRIBUNAL MIXTE

Voir : Compétence immobilière, ch. II sect. III.— Exequatur, ch. II sect. V. — Immatriculation.

TRIBUNAL MUNICIPAL DE TUNIS

Voir : Municipalité, sect. V.

TUTELLE, TUTEUR

Voir : Compétence civile, ch. IV sect. I. — Mineur. — Privilèges, section X.

U

UNION DE CRÉANCIERS

Voir : Faillite, ch. IV sect. II.

USAGES (coutumes)

Voir : Bail. — Mahsoulats, ch. I sect. I.

USUFRUIT

Voir : Succesion, ch. II sect. I.

V

VACATIONS

Voir : Qualités, sect. I.

VENDANGE

Voir : Vente de vendange.

VENTE (en général)

Voir : Privilèges, sect. V.

1. La vente est parfaite et le prix en est dû dès que la marchandise a été livrée et acceptée sans protestation. Il importe donc peu que, postérieurement, la marchandise ait été reconnue impropre à la consommation et détruite par ordre de l'inspecteur des marchés : Ouzara, 28 mars 1898 (98, 415). — **2.** En effet, cette circonstance n'implique pas que le vice de la chose vendue existait au moment du contrat, et même, il y a présomption que la marchandise était bonne alors, lorsque l'acheteur a pris livraison sans protestation et après examen, et qu'il a tiré profit d'une partie : Ouzara, 28 mars 1898 (98, 415). — **3.** Lorsque le constructeur d'une dynamo électrique a fait imprudemment emploi pour un organe essentiel,

d'un métal ne remplissant pas la condition indispensable d'antimagnétisme, la machine par lui livrée est atteinte d'un vice caché la rendant impropre à l'usage auquelle est destinée et il doit, en conséquence, être tenu de la reprendre et d'en restituer le prix : Rouen, 27 déc. 1902 (04, 284). — *4*. Mais il est admissible, en ce cas, que le constructeur a pu réellement ignorer le vice caché du métal par lui employé, en sorte qu'il ne peut être tenu des dommages-intérêts prévus par l'art. 1645 C. civ. : Rouen, 27 déc. 1902 (04, 284). — *5*. Le vendeur d'une machine, en l'espèce d'une presse à huile, est responsable des vices cachés que l'acheteur était dans l'impossibilité de constater, malgré un examen très minutieux : Sousse, 22 mars 1901 (01, 603). — *6*. Et si la machine est incapable de servir plus ou moins complètement à l'usage auquel elle est destinée, il y a lieu de prononcer la résiliation de la vente aux torts du vendeur : Sousse 22 mars 1901 (01, 603). — *7*. Mais celui-ci ne peut être condamné à la réparation de tous dommages causés à l'acheteur par le défaut de fonctionnement, s'il n'a pu lui-même connaître le vice caché de l'appareil : Sousse, 22 mars 1901 (01, 603). — *8*. Il n'y a pas vente parfaite, faute d'accord sur le prix, lorsqu'il est stipulé que partie de ce prix consistera dans l'attribution d'un certain nombre d'actions d'une société à fonder, si le capital de cette société n'a pas été fixé, de telle sorte que la part attribuée dans ladite société future est restée incertaine : Tunis, 25 mars 1908 (08, 393).

VENTE A LIVRER

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati*, p. 117. — S. BERGE, *Vocabul.* (Journ. trib. Tun., 1895, p. 173).

CHAPITRE PREMIER

Modalités diverses

SECTION PREMIÈRE

Vente sur échantillon.

1. Dans les ventes sur échantillon, l'identité de qualité est de rigueur ; il n'en est pas de même pour les ventes sur type, où l'usage des bonifications et diminutions de prix est admis, lorsqu'il n'y a pas un écart trop considérable entre la qualité promise et celle expédiée : Alger, 19 juin 1900 (01, 40). — *2*. Cet usage n'est pas spécial aux ventes C. F. A. (coût, fret et assurance), mais s'applique d'une façon générale aux ventes à livrer, et notamment à celles à livrer par navire désigné ou attendu : Alger, 19 juin 1900 (01, 40). — *3*. L'expression *échantillon remis* employée dans un contrat désigne, non pas un échantillon proprement dit, qui doit toujours être cacheté, mais une simple montre ; ce contrat ne constitue

pas une vente sur échantillon : Com. Marseille, 17 oct. 1906 (07, 437). — *4*. L'expert chargé d'apprécier la marchandise offerte en exécution de ce contrat n'a pas à se prononcer sur la conformité de la marchandise à l'échantillon qui lui est remis sans aucune constatation d'identité ; il doit seulement examiner et dire si la marchandise est conforme aux accords qui la spécialisent : Com. Marseille, 17 oct. 1906 (07, 437). — *5*. Lorsqu'une vente a été faite avec clause de conformité à un échantillon déposé en mains du courtier et qu'au moment de la réception, il s'élève des difficultés sur la qualité, si l'échantillon n'a pas été cacheté et n'est pas reconnu par les deux parties, la vente doit être considérée comme nulle, faute d'accomplissement d'une condition essentielle : Com. Marseille, 21 août 1903 (05, 128). — *6*. Une marchandise reconnue et agréée par l'acheteur ou par qui pour lui au moment de la livraison, ne peut plus être refusée ensuite, sous prétexte qu'elle ne serait pas conforme à l'échantillon, alors surtout qu'elle a été transportée dans un autre lieu que celui de la livraison : Alger, 30 nov. 1896 (97, 224). — *7*. Un échantillon non cacheté doit être considéré comme inexistant lorsqu'une des parties en conteste l'authenticité : Com. Marseille, 29 avr. 1904 (05, 420). — *8*. En conséquence, au cas de contestation sur la qualité, la condition de conformité à l'échantillon ne pouvant sortir son effet, le contrat doit être considéré comme nul à l'égard des parties : Com. Marseille, 29 avr. 1904 (05, 420).

SECTION II

Vente par correspondance.

9. La vente conclue par correspondance n'est parfaite que du moment où l'acceptation a été reçue par celui qui a fait l'offre : Trib. arr. Luxembourg, 27 juill. 1901 (04, 431). — *10*. D'après la disposition de l'art. 326 C. civ. allemand, en cas de livraison tardive, le refus de prendre livraison n'est justifié qu'après l'expiration d'un nouveau délai, fixé à la suite d'une mise en demeure, à moins qu'il ne résulte de l'intention clairement exprimée des parties qu'elles entendaient conclure un contrat à terme fixe et fatal régi par la disposition exceptionnelle de l'art. 376 C. com. allemand : Trib. arr. Luxembourg, 27 juill. 1901 (04, 431).

SECTION III

Vente à livraisons successives.

11. Lorsque des marchandises sont vendues livrables sur divers mois successifs, le vendeur peut en principe se prévaloir de la résiliation de plein droit autorisée par l'art. 1657 C. cir. : Tunis, 30 nov. 1905 (06, 514). — *12*. Cependant, dans les ventes s'exécutant par livraisons partielles à époques fixes, chaque livraison peut être considérée comme un marché

distinct dont l'inexécution n'entraîne pas nécessairement la résolution des autres : Tunis, 30 nov. 1905 (06, 514). — *13*. Il doit en être ainsi, notamment, pour les ventes par filière : Tunis, 30 nov. 1905 (06, 514).

SECTION IV

Vente c. i. f. (coût, fret et assurance).

14. La clause « c. i. f. » insérée dans un marché à livrer, signifie, d'après les usages commerciaux de la place de Tunis, que le coût, l'assurance et le fret sont à la charge du vendeur,c'est-à-dire que la marchandise doit être livrée à l'acheteur franche de tous risques et charges de transport : Tunis, 20 déc. 1894 (97, 300). — *15*. Il s'ensuit que le lieu de la livraison n'est pas le port d'embarquement où le vendeur remet la marchandise, mais celui de la résidence de l'acheteur et que si un délai a été stipulé pour la livraison, celle-ci est tardive, bien que la marchandise ait été embarquée avec l'expiration du délai, si elle n'est arrivée à destination qu'après : Tunis, 20 déc. 1894 (97, 300).

SECTION V

Contrat selem du droit musulman.

16. La convention désignée sous le nom de contrat selem doit recevoir exécution au temps fixé par la livraison de la marchandise achetée (en l'espèce de l'huile) : Tunis, 9 juin 1884 (95, 80). — *17*. D'après les usages tunisiens, ces contrats se règlent dans l'année, et au cas de défaut de livraison au temps fixé, le créancier peut réclamer, non seulement le remboursement de ses avances,mais aussi des dommages-intérêts : Tunis, 9 juin 1884 (95, 80) ; Sousse, 24 oct. 1889 (95, 79) ; Tunis, 24 avr. 1890 (95, 81) ; 28 déc. 1896 (97, 154).

CHAPITRE II

Défaut de qualité

SECTION PREMIÈRE

Allégation du défaut de qualité.

18. La condition *loyale, marchande et de recette* est virtuellement sous-entendue dans toute vente commerciale, sauf stipulation contraire : Com. Marseille, 25 oct. 1906 (07, 438). — *19*. En conséquence, s'il y a lieu à expertise, le mandat des experts doit porter sur la réalisation de cette condition : Com. Marseille, 25 oct. 1906 (07, 438). — *20*. Il appartient à l'acheteur qui conteste la qualité de la marchandise offerte, de prouver le bien fondé en provoquant et poursuivant une expertise : Com.Marseille, 27 nov. 1905 (06, 555). — *21*. En cas d'inaction de sa part et si le long

temps écoulé rend impossible la vérification de la marchandise, c'est sur lui que doivent retomber les conséquences de cette impossibilité et il doit être condamné au paiement de la marchandise litigieuse : Com. Marseille, 27 nov. 1905 (06, 555). — *22*. Au cas où, dans un marché à livrer, les parties n'ont rien stipulé sur le mode de vérification de la marchandise, cette vérification doit avoir lieu d'après les procédés en usage sur la place où la marchandise doit être livrée : Tunis, 20 juin 1903 (04, 79). — *23*. A Tunis, pour la vérification du pourcentage des résidus de matières étrangères qui peuvent se trouver dans les céréales livrées, on fait des prélèvements dans la marchandise au moyen d'une sonde et on opère un triage à la main : Tunis, 20 juin 1903 (04, 79). — *24*. C'est donc à tort qu'un acheteur de céréales à livrer, qui n'a rien stipulé quant à la vérification de la marchandise, prétend imposer que cette vérification soit faite, sur la place de Tunis, à l'aide d'un trieur : Tunis, 20 juin 1903 (04, 79).

SECTION II

Effets du défaut de qualité.

25. Quand une marchandise ne répond pas aux conditions du marché conclu entre les parties, même si elle est utilisable dans une certaine mesure, l'acheteur ne peut être contraint de la recevoir moyennant une bonification de prix ; il a le droit de la laisser pour compte : Toulouse, 29 oct. 1902 (04, 217).

SECTION III

Vente de grignons.

26. Au cas où un fabricant d'huiles s'est engagé à livrer à un tiers, à un prix convenu, la totalité des grignons provenant de la fabrication effectuée dans son usine, il ne peut se soustraire aux conséquences de l'engagement qu'il a ainsi pris en vendant son usine à une autre personne, sans stipuler que celle-ci exécuterait ses propres obligations à cet égard : Sousse, 12 janv. 1900 (01, 188). — *27*. D'autre part, l'acquéreur de l'usine n'assume aucune responsabilité vis-à-vis de l'acquéreur des grignons, l'obligation de son vendeur de livrer ces derniers à un tiers ne constituant pas un droit réel venant grever l'immeuble : Sousse, 12 janv. 1900 (01, 188).

SECTION IV

Vente de soufre.

28. Si les procédés de fabrication du soufre sublimé (fleur de soufre) obligent à tolérer une proportion de 10 à 15 % de cristallin dans cette marchandise, cette proportion ne saurait être dépassée et il y a lieu à

résiliation du marché de vente à livrer quand la proportion atteint 40 % : Aix, 9 juin 1906 (07, 250). — *29*. Un syndicat industriel est recevable à intervenir, dans un pareil débat, pour la défense des intérêts généraux du marché : Aix, 9 juin 1906 (07, 250).

SECTION V

Vente de céréales.

30. La loi du 19 juillet 1904 qui établit un régime nouveau pour l'entrée en France des céréales tunisiennes, permet aux vendeurs et acheteurs de dire qu'ils ont subi un préjudice par suite de cette nouvelle législation et, par suite, de se prévaloir de la clause de leur marché stipulant que celui-ci sera résilié en cas de changement survenu dans la législation alors existante : Alger, 18 janv. 1906 (07, 385). — *31*. Le fait, par un vendeur, après la conclusion d'un contrat de vente, d'ajouter dans une lettre de l'acheteur confirmant leur accord, que cette vente est soumise aux dispositions des contrats d'orge en vigueur sur la place de Tunis, n'empêche pas le marché d'être considéré comme parfait : Alger, 14 nov. 1907 (08, 305). — *32*. Les difficultés auxquelles peut donner lieu cette réserve affectent l'exécution du marché et non son existence : Alger, 14 nov. 1907 (08, 305). — *33*. L'acheteur est mal fondé à prétendre qu'il entendait par cette clause viser les conditions d'entrée en franchise, conformément à la loi de juillet 1890 alors qu'en août 1904, époque à laquelle le marché litigieux est intervenu, cette condition n'avait plus de raison d'être, un nouveau régime de céréales ayant été instauré dans la Régence de Tunis, par la loi du 29 juillet 1904 : Alger, 14 nov. 1907 (08, 305). — *34*. En soumettant le marché aux dispositions des contrats d'orge en vigueur sur la place de Tunis, le vendeur n'a pu entendre viser que les usages admis sur la place, tels que : délais de tolérance, transferts par filière, magasinage : Alger, 14 nov. 1907 (08, 305). — *35*. A Marseille, où il est constant que le mesurage des grains spécialement, des avoines, est fait, depuis un temps reculé, et encore, journellement, au moyen d'un instrument dit « chevalet », le vendeur ne saurait prétendre, contrairement audit usage, qu'il doit être fait emploi d'un instrument plus moderne et plus précis, dit « la trémie conique » : Com. Marseille, 28 déc. 1893 (94, 456).

SECTION VI

Vente d'huiles

36. Est nul, comme ne contenant pas une des clauses essentielles pour sa validité, le contrat de vente à livrer portant sur des huiles, qui n'indique pas sur quelles quantités il devra être exécuté : Tunis, 12 nov. 1885 (95, 360). — 37. La clause d'un contrat de vente d'huile, obligeant l'ache-

teur à payer une partie du prix comptant et à effectuer l'enlèvement dans un délai déterminé, n'empêche pas, d'après les usages locaux, la vente d'être définitive : Sousse, 18 oct. 1901 (02, 597). — *38*. Le retard dans le paiement de la portion du prix stipulée payable comptant ou dans l'enlèvement de la marchandise n'entraînerait pas, de plein droit, la résolution de la vente et n'autoriserait pas le vendeur à s'opposer à l'enlèvement de l'huile par l'acheteur qui n'aurait pas été mis préalablement en demeure d'exécuter ses obligations : Sousse,18 oct.1901 (02,597). *39*. Il en est ainsi du moins lorsqu'il est établi que, au moment de la vente, l'huile se trouvait renfermée dans un récipient appartenant au vendeur, qu'après avoir arrêté les conventions, goûté l'huile et l'avoir reconnue conforme à l'échantillon, l'acheteur a fait sceller le récipient et y a apposé ses propres initiales : Sousse, 18 oct. 1901 (02, 597). — *40*. En admettant qu'il existe un usage accordant à l'acheteur d'huiles portables un délai de 24 heures pour agréer la marchandise après qu'elle a été rendue chez lui, cet usage ne saurait le dispenser de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'identité de la marchandise qu'il prétend ultérieurement faire soumettre à un expertise ; par exemple, faire prendre des échantillons contradictoires : Com. Marseille, 28 juin 1904 (05, 486).

CHAPITRE III

Livraison par intermédiaire

41. Le portefaix qui a été chargé de livrer à l'acheteur une marchandise vendue et d'en percevoir le prix, est responsable du montant de celui-ci, s'il a laissé la marchandise sans s'en faire remettre le prix. Cette règle est consacrée par l'usage : Ouzara, 4 févr. 1888 (99, 465).

VENTE A RÉMÉRÉ

Bibliographie. — Barrault, *Organ. de la propr. fonc. en Tun.*, p. 40. — Goguyer, *Choix splend.*, p. 55. — Lescure, *Double rég. fonc.*, p. 69. — Scemama, *Hypoth. en Tun.*, p. 28. — Tilloy, *Rép. alph.* t. VII p. 3104.

SECTION PREMIERE

Nature.

§ I. — Généralités.

1. Si la véritable vente à réméré, translative de propriété sous condition résolutoire, n'est ni prohibée, ni entièrement inconnue en droit musulman, elle est du moins rarement pratiquée en Tunisie, où elle est considérée comme un simple contrat pignoratif, constatant un prêt sur gage immo-

bilier : Sousse,23 juin 1898 (00,514). — *2*. Est mal fondé dans sa demande en partage l'acheteur à réméré d'une partie de l'immeuble, lorsqu'il est établi que la vente à réméré base de sa demande,intervenue entre parties de religion musulmane, n'a eu d'autre caractére et d'autre but que celui d'un prêt hypothécaire : Tunis, 18 mai 1898 (01, 76).

§ II. — **Rite malékite,**

3. En droit musulman, la vente à réméré est considérée comme un simple contrat pignoratif. D'après le rite malékite, elle n'a d'autres effets que ceux d'un prêt sur gage ordinaire, lorsqu'il n'y a pas eu de vente régulière suivie d'une prise de possession par l'acquéreur : Tunis, 24 déc. 1890 (96, 191). — *4*. Un européen serait donc mal venu à exiger la livraison de l'immeuble qui lui a été vendu à réméré par un indigène, faute par ce dernier d'avoir remboursé ce qu'il avait reçu, à l'échéance fixée : Tunis, 24 déc. 1890 (96,191). — *5*. Il en serait de même en admettant que la loi française puisse être appliquée à la difficulté. On déciderait en effet que la vente à réméré dont s'agit n'est qu'un contrat pignoratif déguisé, alors qu'en fait il est constaté : qu'un codébiteur n'ayant point la qualité de propriétaire de l'immeuble a pris part au contrat ; que l'acquéreur n'a jamais pris possession ; que le prix stipulé est inférieur à la valeur de l'immeuble ; que le vendeur s'est interdit de céder ou de transmettre à des tiers la faculté de rachat : Tunis, 24 déc. 1890 (96, 191). — *6*. Un tel contrat, nul comme contraire aux dispositions des art. 2078 et 2088 C. civ., devrait être maintenu comme nantissement et il faudrait obliger le créancier à restituer le titre engagé contre remboursement de sa créance : Tunis, 24 déc. 1890 (96, 191).

§ III. — **Rite hanafite.**

7. Dans le rite hanafite, la vente à réméré est une sorte d'antichrèse et l'acheteur, même après l'expiration du délai du rachat, doit s'adresser au juge,lequel peut, faute de paiement,ou autoriser la vente de l'immeuble engagé, ou accorder un nouveau délai au débiteur : Tunis, 24 déc. 1890 (96, 191). — *8*. Un européen serait donc mal venu à exiger la livraison de l'immeuble qui lui a été vendu à réméré par un indigène,faute par ce dernier d'avoir remboursé ce qu'il avait reçu à l'échéance fixée : Tunis, 24 déc. 1890 (96, 191). — *9*. Dans le rite hanafite, la vente à réméré d'un immeuble est valable lors même qu'il n'existe aucune stipulation de délai pour l'exercice de la faculté de rachat : Tunis, 28 mai 1890 (90, 180). — *10*. Quoique une vente à réméré de cette nature ne soit autre chose en réalité qu'un contrat pignoratif, le vendeur ne peut néanmoins se soustraire à l'obligation de mettre l'acheteur en possession de l'immeuble vendu :

Tunis, 28 mai 1890 (90, 180). — *11*. D'après le rite hanafite, la vente à réméré est considérée comme une sorte d'antichrèse procurant au créancier l'avantage de percevoir les fruits de l'immeuble sans avoir à en rendre compte : Sousse, 13 mai 1898 (00, 438). — *12*. Mais l'acheteur ne demeure point propriétaire, faute par le vendeur d'avoir exercé le rachat dans le terme prescrit ; il doit s'adresser à la justice qui peut, soit accorder un nouveau délai au débiteur, soit le condamner au paiement de la créance et ordonner la vente de l'immeuble engagé : Sousse, 13 mai 1898 (00,438). — *13*. Suivant le rite hanafite du droit musulman, la vente à réméré n'est qu'un contrat pignoratif et même qu'une sorte d'antichrèse. La propriété n'est pas transférée par le vendeur à l'acheteur : Sousse, 6 déc. 1900 (01, 494). — *14*. En cas de non-remboursement de la somme versée, l'immeuble peut seulement être mis en vente par ordre de justice, mais aucune des parties ne peut transférer à l'autre la propriété sans convention nouvelle : Sousse, 6 déc.1900 (01.494).— *15*.La déclaration de l'acheteur qu'il entend conserver l'immeuble en paiement ne le rendrait pas propriétaire contre la volonté du vendeur, de même que la seule déclaration du vendeur, débiteur du prix, qu'il entend se dégager en abandonnant l'immeuble, ne saurait le libérer et opérer une *datio in solutum* contre le gré de l'autre partie : Sousse, 6 déc. 1900 (01, 494). — *16*. L'acheteur à réméré, dans ce même droit, doit pourvoir aux grosses réparations ; mais il peut en répéter le coût en augmentant de sa créance : Sousse, 6 déc. 1900 (01, 494). — *17*. Si le contrat de vente à réméré suivant le rite hanafite, usité dans le sud de la Régence, n'a pas pour effet de transférer *ipso facto* la propriété aux acquéreurs, ceux-ci ont, tout au moins, la situation de créanciers antichrésistes : Sousse, 29 mars 1906 (06 409). — *18*. Il s'ensuit qu'ils doivent rester en jouissance et qu'on ne saurait les dépouiller de celle-ci par la mise sous sequestre de l'immeuble, sur la demande d'un simple créancier chirographaire : Sousse, 29 mars 1906 (06, 409).

SECTION II

Effets.

§ I. — Droits de l'acheteur.

19. Une vente à réméré dont la sincérité n'est pas douteuse, qui a été notamment suivie de prise de possession par l'acheteur à réméré,quoique non inscrite à la suite de l'immeuble, est opposable aux acheteurs ou créanciers hypothécaires postérieurs : Tunis, 18 juill. 1900 (00, 512). — *20*. En supposant qu'entre parties contractantes le contrat qualifié de vente à réméré soit parfait par le seul consentement des parties suivi de la prise de possession, même sans remise de titres, il n'en saurait résulter que ce contrat soit opposable aux tiers qui, dans l'ignorance de la première

cession,se font remettre les titres de propriété en gage de leurs créances : Sousse, 13 juill. 1900 (01, 316). — *21*. Donc, en cas de conflit entre l'acheteur à réméré non muni du titre et le créancier gagiste détenteur dudit titre de propriété, c'est le second qui doit être préféré, bien que le contrat passé par le premier soit antérieur en date : Sousse, 13 juill. 1900 (01, 316). — *22*. Lorsqu'il est établi qu'une vente à réméré n'a eu entre les parties d'autre caractère que celui d'un prêt hypothécaire fait sous cette forme, l'acheteur à réméré ne saurait s'opposer à la saisie pratiquée à la requête d'un second créancier hypothécaire ; il a seulement le droit de faire valoir son rang au moment de la distribution des deniers : Tunis, 18 juill. 1900 (00, 512).

§ II. — **Droits du vendeur.**

23. D'après les usages qui régissent en Tunisie, pour les immeubles non immatriculés, la vente à réméré, le créancier acheteur ne peut domander la résiliation de la vente et le remboursement du prêt qu'un an après la passation du contrat : Tunis. 10 déc. 1894 (95, 120). — *24*. Mais le débiteur vendeur ne peut s'y refuser, quand ce délai est expiré, s'il ne prouve pas qu'une convention postérieure lui a accordé un nouveau terme pour se libérer : Tunis, 10 déc. 1894 (95, 120). — *25*. D'après les usages qui régissent en Tunisie le nantissement sous forme de vente à réméré des propriétés rurales, lorsque le vendeur n'a pas demandé la résiliation de la vente dans le mois qui a suivi la date du contrat, l'acheteur n'est plus tenu d'y consentir qu'après l'expiration d'une année ; mais à partir de la deuxième année, l'acheteur ne peut à aucun titre s'opposer à la résiliation demandée par le vendeur : Tunis, 14 mars 1892 (97, 151). — *26*. Toutefois l'acheteur peut retenir les parties de l'immeuble qu'il a ensemencées jusqu'à la récolte, en payant une location, à fixer à dire d'experts, et s'il a consenti des locations, le vendeur sera tenu de les respecter, sauf à bénéficier de leur prix pour la période restant à courir depuis la résiliation : Tunis, 14 mars 1892 (97, 151). — *27*. Celui qui, ayant vendu un immeublé à réméré,veut profiter du droit qui lui appartient de le reprendre moyennant le remboursement du prix versé, n'est pas obligé de signifier à son acheteur une mise en demeure avant de recourir à un procès-verbal d'offres réelles : Tunis, 12 juin 1893 (97.471).— *28*. Il n'est pas obligé non plus d'attendre, pour consigner, l'écoulement d'un délai moral suffisant pour permettre au détenteur de l'immeuble de vérifier la suffisance du montant des offres et de résilier les locations de l'immeuble qu'il aurait pu faire : Tunis, 12 juin 1893 (97, 471). — *29*. La vérification des offres est une opération facile et qui peut être faite en très peu de temps ; quant aux baux, ou bien il ont été consentis pour une durée inusitée, et ils ne sont pas opposables au vendeur à réméré ; ou bien leur

durée est normale, et le vendeur est obligé à les subir, sauf à toucher la partie des loyers afférente à la période qui s'écoule entre la résiliation de la vente et l'expiration des baux : Tunis, 12 juin 1893 (97,471) — *30*. L'acheteur à réméré n'est pas recevable à se refuser de remettre l'immeuble, sous prétexte qu'il y a fait certains travaux en vue de la récolte des olives, et qu'il ne saurait être contraint à en perdre le bénéfice : Tunis, 12 juin 1893 (97, 471). — *31*. D'après les usages tunisiens, en cette matière, lorsque la vente à réméré porte sur un immeuble complanté d'oliviers, l'acheteur, auquel on rembourse le prix, est obligé de restituer l'immeuble, sauf à provoquer une expertise pour faire apprécier la part de la récolte qui doit lui revenir, au moment où les olives auront atteint leur maturité : Tunis, 12 juin 1893 (97, 471).

VENTE A TEMPÉRAMENT

1. Constitue une vente, et non pas une location, le contrat par lequel une personne loue à une autre des objets déterminés payables par un certain nombre de mensualités, à l'expiration desquelles le preneur devient propriétaire : Com. Seine, 22 nov. 1899 (00, 334) ; Alger, 23 janv. 1903 (03, 334). — *2*. En conséquence, celui qui a livré ces objets ne saurait les revendiquer à défaut de paiement contre la faillite de celui à qui il les a remis : Com. Seine, 22 nov. 1899 (00, 334). — *3*. L'autorité judiciaire a le droit d'attribuer à un contrat le caractère véritable qui lui convient et de lui appliquer les règles qui lui sont propres, bien que les parties lui aient donné un autre nom et aient essayé de dissimuler sa véritable nature : Tunis, 23 févr. 1905 (05, 145) ; 30 juin 1906 (07, 144) ; 26 oct. 1906 (07, 359). — *4*. Il en est ainsi spécialement d'une vente de meubles à tempérament ; au cas où l'acheteur encourt la résiliation faute de paiement des fractions échelonnées du prix aux termes convenus, il ne peut être contraint de perdre la totalité de ses versements et de restituer la totalité des meubles, comme s'il s'agissait d'une location, et bien que le contrat dise expressément qu'il s'agit d'une location : Tunis, 23 févr. 1905 (05, 145). — *5*. Aussi le président du Tribunal statuant en référé doit-il refuser d'ordonner la restitution des meubles vendus, bien qu'une clause du contrat lui attribue pouvoir de le faire et doit renvoyer les parties à se pourvoir au principal pour l'appréciation du véritable caractère de la convention : Tunis, 23 févr. 1905 (05, 145). — *6*. Un contrat est une vente et non une location, si le prétendu loyer s'élève à un taux tel qu'il est hors de proportion avec la valeur de l'objet prétendûment loué et de sa dépréciation par usure, notamment si la location annuelle représente presque la moitié de la valeur réelle de l'objet : Tunis, 30 juin 1906 (07, 144). — 7. Alors il doit être reconnu qu'il s'agit d'une vente déguisée sous forme de location, dans le but, de la part du vendeur, de se ménager

la possibilité de reprendre l'objet vendu, en cas de faillite de l'acheteur. avant paiement de la totalité du prix : Tunis, 30 juin 1906 (07, 144). — *8*. Spécialement la prétendue location d'un matériel pour un prix supérieur au prix de vente qui en est éventuellement fixé par la convention n'est en réalité qu'une vente à tempérament, alors surtout que les mensualités stipulées ne représentent pas le chiffre prévu de location et ne peuvent être considérées que comme des acomptes sur le prix : Tunis, 26 oct. 1906 (07, 359). — *9*. Dès lors il échet de décider qu'il s'agit bien d'une vente à tempérament dissimulée sous le nom de location en vue de faciliter, en cas de faillite, la revendication du matériel vendu : Tunis, 26 oct. 1906 (07, 359). — *10*. Il échet également de débouter le prétendu bailleur de l'action en revendication qu'il a effectivement introduite contre la faillite de l'acheteur : Tunis, 26 oct. 1906 (07, 359).

VENTE DE MARCHANDISES NEUVES

Les ventes de marchandises neuves ne peuvent être soumises en Tunisie aux restrictions édictées en France par la loi du 25 juin 1841, la loi du pays tolérant les ventes de ce genre pour les sujets tunisiens : Sousse, 13 juill. 1888 (89, 14).

VENTE COMMERCIALE

SECTION PREMIERE

Formes.

1. La règle de l'art. 1320 C. civ., aux termes duquel l'acte sous-seings privés fait foi entre les parties, même de ce qui n'y est exprimé qu'en termes énonciatifs, ne concerne que la preuve des conventions et non celle des faits matériels dont l'existence est indépendante de la volonté des parties : Com. Lyon, 10 déc. 1901 (03, 324). — *2*. Spécialement l'énonciation, contenue dans l'inventaire des marchandises annexé à l'acte de vente d'un débit de boissons, que les fûts ont une contenance déterminée, ne fait pas obstacle à une action en répétition de partie du prix payé de ces marchandises, lorsque, plus tard, ont s'aperçoit que les tonneaux ont une contenance sensiblement moindre que celle indiquée : Com. Lyon, 10 déc. 1091 (03, 324). — *3*. Entre commerçants, les conditions d'un marché sont établies par la facture acceptée où elles se trouves relatées : l'acceptation peut d'ailleurs être tacite et elle résulte du fait d'avoir reçu la facture sans réclamer immédiatement : Tunis, 3 nov. 1905 (06, 478).

SECTION II

Vente en bloc.

4. Quand une vente de marchandises d'un poids déterminé et connu au moment du contrat a lieu alors que le prix et le poids étaient connus,

il s'agit d'une vente en bloc et non d'une vente au poids, bien que dans le contrat on ait fait mention du poids : C. com. Malte, 13 juin 1899 (07, 516). — **5**. Par suite, il n'y a pas lieu à pesage au moment de la livraison, pour la détermination du prix ; par suite encore, la vente étant parfaite au jour du contrat, la marchandise est aux risques de l'acheteur à partir dudit jour : C. com.Malte,13 juin 1899 (07, 516).— ***6***. Lorsqu'une vente porte en bloc sur les marchandises contenues dans un local déterminé, la vente est parfaite dès que les parties sont convenues de l'objet et du prix: Ouzara, 27 janv. 1908 (08, 261). — **7**. Le contrat par écrit intervenu entre ces parties, contrat spécifiant le nombre et le poids des marchandises vendues, n'a pas d'autre objet que de permettre à l'acheteur de demander ultérieurement l'application de l'art. 626 C. tun. : Ouzara, 27 janv. 1908 (08, 261). — ***8***. Si l'acheteur a reconnu, soit par acte sous-seings privés, soit par déclaration à l'audience, avoir reçu les marchandises faisant l'objet du contrat, il ne peut alléguer plus tard que la quittance qu'il a délivrée ou l'aveu qu'il a fait est basé sur une pure complaisance : Ouzara' 27 janv. 1908 (08, 261). — ***9***. Et le tribunal ne doit pas, dans ce cas. l'admettre à déférer à son adversaire un serment sur l'exécution du contrat : Ouzara, 27 janv. 1908 (08, 261).

SECTION III

vente par agent.

10. En principe, il n'est pas possible de reconnaître à une maison qui a accrédité un agent général le droit de se réserver d'exécuter un marché, ou de ne pas l'exécuter, s'il lui convient mieux, en prenant simplement la précaution de ne pas en accuser réception : Alger, 4 déc. 1893 (94, 234). — ***11***. En tous cas la ratification, si elle était nécessaire, devrait être considérée comme résultant suffisamment d'un commencement d'exécution sans protestation : Alger, 4 déc. 1893 (94, 234).

SECTION IV

Achat au-dessous du cours.

12. Celui qui achète au-dessous du cours certaines quantités de soies à un individu qui n'a obtenu livraison de ces marchandises qu'en prenant un faux nom et qui ne les a jamais payées, ne saurait être rendu responsable par les vendeurs de ce dernier du préjudice qu'ils ont subi par suite de ce non-paiement, sous prétexte que ledit acheteur a facilité la fraude dont ils ont été victimes en les mettant, par son acquisition, dans l'impossibilité de rentrer en possession des marchandises à eux escroquées, à moins, bien entendu, que l'existence d'un concert frauduleux entre lui et l'escroc ne soit établie : Com. Seine, 22 nov. 1902 (04, 277).

VENTES D'ANIMAUX

1. La loi française du 2 août 1884 a supprimé les vices redhibitoires dans les ventes d'animaux domestiques de l'espèce bovine et a enlevé à l'acheteur l'action en garantie ou en réduction de prix dans les ventes d'animaux domestiques en général lorsque le prix ne dépasse pas cent francs : Tunis, 15 oct. 1894 (94, 550). — *2*. Il est vrai qu'il n'est pas interdit aux parties de déroger à ces dispositions par une convention expresse ou tacite ; mais l'existence de cette convention doit être démontrée et on ne peut l'admettre si la vente a eu lieu sur un marché public et si le vendeur est un indigène qui a pu ignorer la profession de boucher de l'acheteur et, par suite, que l'achat était fait pour la boucherie : Tunis, 15 oct. 1894 (94, 550). — *3*. Aux termes du décret beylical du 3 février 1885, sont mis hors du commerce les animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints du charbon ou de toute autre maladie contagieuse et les personnes qui mettent sciemment en vente des animaux dans cette situation sont passibles de peines correctionnelles : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 548). — *4*. Toutefois les dispositions du décret précité ne sont applicables que s'il est démontré que l'animal vendu était malade au moment de la vente et que le vendeur n'a pu l'ignorer : Tunis, 16 juill. 1894 (94, 548). — *5*. Quand l'article 1er de la loi du 31 juillet 1895, relative aux ventes d'animaux atteints ou soupçonnés atteints de maladies contagieuses, dispose, dans son § 4, en ce qui touche spécialement la tuberculose de l'espèce bovine, que « la vente ne sera nulle que lorsqu'il s'agira d'un animal soumis à la « séquestration ordonnée par les autorités compétentes », cette disposition a en vue, non point la nullité même de la vente qui, en ce cas, est de droit, conformément au principe posé dans le § 1er du même article, mais seulement l'exercice de l'action en nullité : Cass. req., 24 janv. 1898 (98, 61). — *6*. Et il suffit, pour que l'acheteur puisse exercer cette action, qu'il ait, avant l'introduction de l'instance, déclaré la maladie de l'animal et provoqué sa séquestration : Cass. req., 24 janv. 1898 (98, 61). — 7. Est irrecevable l'action en résiliation de la vente d'un animal de trait, fondée sur ce qu'il serait impropre à tout travail pour cause de rétivité, alors qu'il est constant en fait que l'acheteur a travaillé un certain temps avec cet animal : Ouzara, 22 févr. 1900 (00, 461).

VENTE DE DROITS HÉRÉDITAIRES

Voir : Succession, ch. II sect. I.

VENTE DE FONDS DE COMMERCE

1. La vente d'un fonds de commerce est subordonnée au consentement du propriétaire à la cession du droit au bail compris dans ledit fonds : Aix, 10 mai 1907 (07, 584). — *2*. Si donc le propriétaire, en dehors de

toute collusion, refuse ce consentement, la vente est nulle et non avenue : Aix, 10 mai 1907 (07, 584). — *3*. Cette nullité doit être prononcées aux torts et griefs des deux parties, car elles devaient l'une et l'autre se préoccuper de l'éventualité qui s'est réalisée : Aix, 10 mai 1907 (07, 584). — *4*. Lorsqu'un fonds de commerce a été vendu sur l'annonce d'un chiffre de bénéfices déterminé et que la perspective de ces bénéfices a été pour l'acheteur la cause déterminante de son acquisition, il y a lieu à une réduction de prix à arbitrer par le Tribunal, si les bénéfices annoncés sont sont inférieurs à ce qu'en réalité donne le fond vendu : Com. Nantes, 17 sep. 1904 (06, 58).

VENTE DE NAVIRE

1. L'art. 25 du décret beylical du 10 mai 1893 sur la police des ports, en édictant que, en cas de refus du paiement des taxes, la marchandise ou le navire pourront être retenus, n'a apporté aucune dérogation aux règles édictées par les art. 197 et suivants du Code de commerce et par la loi du 10 juillet 1885, qui sont applicables en Tunisie devant la juridiction française : Tunis, 20 juill. 1898 (99, 229). — *2*. En conséquence, l'Etat tunisien poursuivant le paiement de droits de port, ne saurait être autorisé à retenir un navire, alors que celui-ci a été vendu régulièrement par autorité de justice et que les privilèges qui le grevaient sont, en vertu de l'art. 193 du Code de commerce, éteints par le fait de la vente, et que le droit des créanciers se trouve transporté sur le prix seul : Tunis, 20 juill. 1898 (99, 229).

VENTE DE VENDANGES ET DE VINS

Voir : Compétence commerciale. ch. II sect. I.

SECTION PREMIÈRE

Vente de vendange sur souches.

1. Les ventes de vendanges sur pied ne sont pas soumises à l'application de l'art. 1587 C. civ., l'objet de la vente étant le raisin, et non le produit de la vinification : Aix, 20 mars 1905 (06, 238). — *2*. Il suffit, pour que la vente soit parfaite, qu'il y ait accord sur la chose et sur le prix ; l'usage constant établit suffisamment dispense de tout agréage : Aix, 20 mars 1905 (06, 238). — *3*. En matière de vente de récolte de vin sur souches, le droit de propriété n'est transféré que par la livraison : Civ. Narbonne, 11 mars 1904 (05, 394). — *4*. En conséquence, le propriétaire qui vend sa récolte alors qu'il s'était engagé par un traité à la livrer à un autre négociant, peut être passible de dommages-intérêts, mais n'engage pas sa responsabilité pénale : Civ. Narbonne, 11 mars 1904 (05.394). — *5*. Dans les ventes de vins avant la récolte, il est d'usage que la livraison,

l'acceptation et le paiement soient faits le 11 novembre au cellier du vendeur : Com. Nantes, 3 mars 1906 (07, 316) — *6*. Mais lorsque l'acheteur, usant de la faculté de goûter le vin qui lui appartient, a fait enlever avant le 11 novembre une partie de la récolte, il ne saurait refuser de prendre livraison du complément le 11 novembre, sous prétexte que le vin serait avarié, et réclamer la résiliation du contrat avec restitution du prix payé : Com. Nantes, 3 mars 1906 (07, 316). — *7*. La propriété d'une récolte de vin sur souches n'est pas transférée à l'acquéreur par le seul fait de l'accord intervenu, alors que cette vente est faite au degré alcoolique: Civ. Narbonne, 15 mars 1906 (07, 126). — *8*. Dans ce cas, en effet, la propriété n'est transmise qu'à la suite du pesage et du mesurage du vin : Civ. Narbonne, 15 mars 1906 (07, 126). — *9*. Commet une faute contractuelle pouvant être la source de dommages-intérêts, le propriétaire qui, vendant sa récolte de vin sur souche, indique comme certain un rendement minimum notablement supérieur à la quantité de vin produite par son vignoble, au lieu de s'en tenir aux évaluations approximatives mentionnées d'ordinaire dans les contrats de cette nature : Nîmes, 20 mars 1903 (04, 567). — *10*. La vente d'une récolte de vin pendante sur souches est un contrat qui comporte un certain aléa sur la quantité de vin à livrer : Civ. Narbonne, 27 janv. 1904 (05, 278). — *11*. L'évaluation du vendeur, à cet égard, peut être erronée, mais la différence entre cette évaluation et la réalité ne peut dépasser certaines limites sans engager la responsabilité de celui qui l'a faite : Civ. Narbonne, 27 janv. 1904 (05, 278). — *12*. Si le vendeur a évalué la récolte à une quantité sextuple de ce qu'elle est en réalité, il commet une faute qui le rend passible de dommages-intérêts : Civ. Narbonne, 27 janv. 1904 (05, 278).

SECTION II

Agréage.

13. Si la vente d'un vin est parfaite après la dégustation d'un échantillon, néanmoins la marchandise doit être soumise à l'agréage au moment de la délivrance, lorsqu'elle a été vendue droite de goût et marchande ; et l'acheteur a le droit de refuser le vin défectueux, lors même qu'il aurait consenti à le recevoir en observation dans ses chais : Bordeaux, 10 févr. 1904 (05, 336). — *14*. Si, aux termes de l'art. 1587 C. civ. à l'égard du vin, de l'huile et des autres choses que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, il n'y a point de vente tant que l'acheteur ne les a point goûtées et agréées, cette règle n'est qu'une présomption de volonté et les parties peuvent y renoncer expressément ou tacitement : Cass. req., 29 mai 1905 (06, 302). — *15*. Il appartient donc aux tribunaux d'apprécier s'il y a eu ou non dérogation à la condition de dégustation : Cass. req., 29 mai 1905 (06, 302). — *16*. Le fait de déguster et de constater le degré

du vin constitue l'agréage, dans les usages de commerce ; dès ce moment, et alors qu'il y a convention sur le prix et la quantité, le vin vendu devient la propriété de l'acheteur : Com. Alger, 21 oct. 1899 (00, 271). — ***17***. Par suite, c'est à ce dernier à présider à l'entonnage, ou, tout au moins, à le contrôler ; s'il ne le fait pas, il est en faute et ne peut réclamer d'indemnité pour la différence de qualité entre le vin acheté et le vin livré, à moins qu'il ne prouve que la marchandise a été sciemment altérée en cours d'entonnage ou de transport par le vendeur : Com. Alger, 21 oct. 1899 (00, 271). — ***18***. Doit être réputé avoir agréé définitivement la marchandise vendue et l'avoir reconnue conforme aux conditions du marché, l'acheteur en bloc d'une récolte de vins de l'année qui a fait entonner les vins achetés contradictoirement par un entonneur de son choix et a prélevé les vins à expédier à raison de telle quantité sur tel ou tel foudre ou dans telle ou telle cuve : Alger, 16 mars 1899 (01, 436). — ***19***. L'acheteur en bloc d'une récolte de vins a agréé définitivement la marchandise vendue et l'a considérée comme conforme aux conditions du marché, lorsqu'il a fait entonner les vins vendus par un entonneur de son choix et a prélevé les vins à expédier à raison de telle quantité sur tel ou tel foudre ou dans telle ou telle cuve : Alger. 16 déc. 1899 (00, 187). — ***20***. S'il est d'usage constant qu'en matière de vente de récoltes de vin, livrables à terme et faite par le propriétaire à un négociant, l'agréage à la suite de dégustation ait lieu au moment de la livraison, c'est à la condition que celle-ci se fasse à l'époque convenue : Bordeaux, 6 décembre 1901 (03, 323). — ***21***. Lorsque le négociant, non seulement a refusé sans motif de prendre livraison à la date fixée, mais encore a poursuivi la nullité du marché, les vins étant aux risques de l'acheteur depuis l'époque où ils auraient dû être livrés, sont censés agréés par lui : Bordeaux, 6 déc. 1901 (03, 323).

SECTION III

Résiliation.

22. Lorsque la résolution d'une vente de vins est prononcée à raison uniquement de la faute du vendeur, l'acheteur qui était en droit de considérer la marchandise comme sienne, n'était pas tenu de lui donner des soins particuliers et le vendeur n'a droit à aucune indemnité pour la moins value de la marchandise qui lui est restituée : Cass. req. 18 avr. 1905 (06, 299). — ***23***. Le pesage des vins, à l'aide des appareils les plus perfectionnés, ne présente pas une rigueur mathématique : seule l'analyse chimique peut et doit être considérée comme donnant à cet égard une certitude à peu près absolue : Montpellier, 22 déc. 1904 (06, 154). — ***24***. Par suite, il convient d'admettre une certaine tolérance dans le degré des vins qui font l'objet d'un marché, tolérance qui peut être raisonnablement fixée à 2/10es de degré : Montpellier, 22 déc. 1904 (06, 154). — ***25***. Dans une vente de

vins, une différence de 3 ou 4 dixièmes de degré ne saurait entraîner la résiliation du marché : Montpellier, 18 mars 1905, (06, 238). -- *26*. La différence de quatre dixièmes de degré dans le titre d'un vin ne saurait constituer un motif de résiliation de la vente de vin, mais simplement une moins-value dont il doit être tenu compte à l'acheteur : Montpellier, 13 janv. 1906 (06, 616). — *27*. L'acheteur d'une marchandise, spécialement, l'acheteur de vin d'Algérie, qui demande la résiliation de son marché en se fondant sur le déficit du degré alcoolique, a la charge de la preuve de ce fait, alors surtout que la marchandise a été expédiée pour son compte, dans des fûts lui appartenant : Bordeaux, 3 avr. 1895 (96, 228). — *28*. D'autre part, il résulte des usages constants dans le commerce des vins d'Algérie, que le déficit de peu d'importance, de moins d'un degré, sur le degré alcoolique, n'autorise pas l'acheteur à demander la résiliation du marché ; il n'a droit qu'à une bonification proportionnelle : Bordeaux, 3 avr. 1895 (96, 228). — *29*. Lorsque, à l'arrivée de la marchandise, l'acheteur veut la laisser pour compte à son vendeur, sous prétexte qu'elle n'est pas conforme à celle qui a été achetée, il doit prendre les mesures conservatoires usitées en pareil cas pour le contrôle et la sincérité du laissé pour compte : Bordeaux, 3 avr. 1895 (96, 228). — *30*. Il doit, notammentt faire prélever régulièrement des échantillons et en provoquer l'analyse immédiate et l'expertise : Bordeaux, 3 avr. 1895 (96,228). — *31*. La fermentation est habituelle aux vins d'Algérie expédiés en France ; elle se produit deux ou trois mois après le décuvage et peut s'augmenter pendant le voyage ; mais elle n'est pas une cause de refus de la part de l'acheteur, qui peut, par certains soins, ramener ces vins à une qualité loyale et marchande : Dijon, 7 août 1894 (94. 483). — *32*. Les vins surplâtrés, c'est-à-dire contenant plus de 2 gr. de sulfate de potasse par litre, sont hors du commerce, la loi du 11 juillet 1891 qualifiant de délit la vente desdits vins : Montpellier, 23 juill. 1904 (06. 58). — *33*. Par suite doit être déclarée nulle la vente portant sur des vins plâtrés au-dessus de la tolérance légale : Montpellier, 23 juill. 1904 (06, 58).

SECTION IV

Fûts du vendeur ou d'un tiers

34. Lorsque des vins ont été expédiés à l'acheteur en futailles prêtées avec la stipulation qu'à défaut de retour au vendeur dans un délai déterminé, elles seraient facturées ou grevées d'un prix de location par jour, cette expédition à elle seule n'opère pas de vente : Com. Dieppe, 24 mars 1903 (03, 400). — *35*. En conséquence, en cas de faillite du destinataire avant que les futailles ne lui aient été facturées, celles-ci ne doivent pas être comprises dans l'actif de la faillite et, si le syndic les a vendus à tort, il doit être condamné à en rembourser la valeur au prêteur de ces futailles

par privilèges sur la faillite : Com. Dieppe, 24 mars 1903 (03, 400). — *36*. Dans une vente de vin à livrer en deux expéditions dans des fûts loués par le vendeur, il n'existe pas deux contrats distincts, l'un de vente de vins, l'autre de louage de fûts ; il ne se trouve dans de tels accords qu'une convention unique contenant des obligations réciproques étroitement liées entre elles : Lyon, 11 févr. 1904 (05, 337). — *37*. Par suite si l'acheteur, après avoir reçu et réglé la première expédition, a, en vue de la seconde, retourné les fûts de son vendeur dans un état d'avaries dûment constaté, celui-ci est bien fondé à exiger la réparation de ce préjudice avant de procéder à la continuation des livraisons : Lyon, 11 févr. 1904 (05, 337).

VENTE D'IMMEUBLES

Voir : Bail, ch. I sect. VI. — Chefaa. — Immatriculation, ch. II sect. V. — Saisie immobilière.

Bibliographie. — ABRIBAT, *Rec. Ettouati*, p. 101. — LESCURE, *Double rég. fonc.* p. 43 et 257.

CHAPITRE PREMIER

Formes.

SECTION PREMIÈRE

Approbation du Cadi.

1. Le fait qu'un acte portant vente d'un immeuble à un européen a été revêtu du cachet du Cadi sur l'ordre du Bey ne peut être considéré que comme l'accomplissement d'une simple formalité due à l'organisation politique de la Régence, à l'époque où les européens ne pouvaient acquérir des immeubles en Tunisie qu'avec l'approbation des Tribunaux religieux et des autorités locales ; il ne peut être envisagé comme une consécration inattaquable et définitive des droits consignés à l'acte : Tunis, 9 déc. 1895 (96, 71). — *2*. En droit tunisien, l'approbation du Cadi n'est pas nécessaire pour la validité d'une mutation immobilière : Tunis, 20 juill. 1894 (94,474).

SECTION II

Intervention du Gouvernement.

3. L'assentiment du Gouvernement tunisien n'est pas nécessaire pour la validité de la vente d'un immeuble melk par un tunisien à un autre tunisien : Tunis, 31 mai 1905 (06, 40). — *4*. S'il a été interdit aux notaires indigènes de passer des actes de cette nature sans en référer au Premier Ministre et sans en avoir reçu de lui l'autorisation, de semblables instructions ne sont que des mesures de discipline notariale ou d'adminis-

tration indigène : Tunis, 31 mai 1905 (06, 40). — 5. Leur inobservation pourrait entraîner des conséquences graves pour le notaire qui y aurait désobéi, mais ne serait pas de nature à compromettre la validité des actes que les notaires auraient reçus en les violant : Tunis, 31 mai 1905 (06,40).

SECTION III

Actes sous-seings privés.

6. La vente d'immeubles peut être établie utilement par la production d'un acte sous-seings privés : Ouzara, 2 janv. 1908 (08, 119). — 7. Mais la date de cet acte n'est opposable aux tiers que si elle est enregistrée ou que si elle rentre dans un des autres cas prévus par l'article 450 du Code tunisien : Ouzara, 2 janv. 1908 (08.119). — 8. Ne peut être prise en considération la date indiquée au pied de sa traduction par un interprète judiciaire attaché aux Tribunaux français ou au Tribunal mixte : Ouzara, 2 janv. 1908 (08, 119).

CHAPITRE II

Conditions particulières

SECTION PREMIERE

Vente à la mesure.

9. Il y a accord sur le prix lorsque la vente d'un terrain a eu lieu à tant la mesure et que l'acte de vente détermine exactement la contenance totale : Cass. req. 5 avr. 1886 (91, 139). — *10*. Il n'y a pas vente à la mesure lors que le mot méchia, dont on s'est servi, n'a pas été précisé dans sa signification naturellement variable, et qu'on a eu soin de spécifier les limites du terrain vendu (1) : Tunis, 16 déc. 1895 (96, 60).

SECTION II

Clause de non-garantie.

11. En droit musulman, la clause de non-garantie est vue avec défaveur ; les malékites ne l'admettent nullement et les hanafites déclarent que le vendeur ne peut pas stipuler qu'il ne sera pas tenu de rendre, en cas d'éviction : Tunis, 22 mars 1905 (05, 328). — *12*. Par suite, il y a lieu de condamner celui qui a vendu une terre dont l'acquéreur n'a pu se mettre en possession, à indemniser celui-ci du dommage subi, bien qu'il ait été stipulé que la vente avait lieu sans garantie : Tunis, 22 mars 1905 (05, 328).

(1) Voir au mot : *Mesures agraires*, p. 636

SECTION III

Etablissement de mitoyenneté.

13. Lorsque le propriétaire de deux maisons contiguës a vendu l'une d'elles « avec la moitié indivise du vestibule..... dans lequel existent des escaliers donnant accès à chaque haoua des terrasses » le tout avec « ses limites, la généralité de ses utilités et de ses dépendances, ce qui est compté comme en faisant partie et lui est attaché », il ne saurait être admis à prétendre que la mitoyenneté seule de la cage d'escalier a été vendue, à l'exclusion des escaliers eux-mêmes : Sousse, 30 janv. 1902 (02, 509). — *14*. En effet, la vente d'une cage d'escalier implique naturellement la vente de l'escalier lui-même, une cage n'ayant d'autre utilité que celle de loger ledit escalier : Sousse, 30 janv. 1902 (02, 509). — *15*. Si le vendeur tient à exclure l'escalier de la vente, il doit faire mentionner avec la plus grande clarté cette réserve et, en l'absence d'une clause spéciale dans ce but, il y a lieu d'appliquer la règle de l'art. 1602 du Code civil d'après laquelle tout pacte obscur ou ambigü s'interprète contre le vendeur : Sousse, 30 janv. 1902 (02, 509).

CHAPITRE III

Causes de rescision ou de nullité

SECTION PREMIÈRE

Lésion.

16. En droit musulman tunisien, le principe de la lésion en matière de vente d'immeubles n'existe pas en ce sens que la nullité du contrat ne résulte pas nécessairement d'un défaut de proportionnalité entre la valeur de l'immeuble et le montant du prix : Tunis, 30 janv. 1888 (95, 501). — *17*. Il n'en résulte pas néanmoins que cette législation ne laisse aucun recours au vendeur, soit en cas de vileté de prix, soit en cas de fraude : Tunis, 30 janv. 1888 (95, 501). — *18*. Elle envisage la vente comme un contrat commutatif dont l'un des équivalents est déterminé par l'objet vendu et l'autre équivalent par du numéraire : Tunis, 30 janv. 1888 (95, 501). — *19*. Ce contrat périt faute de cause si la relation d'utilité qui doit exister entre un des équivalents et l'autre vient à faire défaut : Tunis, 30 janv. 1888 (95, 501).

SECTION II

Dissimulation du prix

20. Le vendeur ne peut être admis à prouver que prix porté en l'acte de vente n'est pas le prix réellement convenu, mais un prix inférieur, ainsi inexactement indiqué d'accord entre les parties dans le but de dimi-

nuer les droits de mutation : Sousse, 22 janv. 1903 (03, 518). — ***21***. Cette offre de preuve, qu'elle tende à une expertise sur la valeur réelle du bien vendu, ou qu'elle consiste en la délation du serment décisoire à l'acheteur, doit être repoussée en vertu de la maxime : « Nemo auditur propriam turpitudinem allegans » : Sousse, 22 janv. 1903 (03, 518).

SECTION III

Vente d'un immeuble litigieux.

22. Le droit musulman est seul applicable à un immeuble situé en Tunisie non immatriculé ; or, en droit musulman, la vente d'un immenble litigieux est radicalement nulle ; elle ne peut donc servir de base à une demande d'immatriculation et celle qui s'appuie sur un titre de cette nature doit être rejetée : Trib. mixte, 18 nov. 1903 (04, 120). — *23*. Il en est ainsi surtout lorsque la vente de l'immeuble au requérant a été faite par un tiers dans le but d'empêcher le développement légal et régulier d'une instance, relative à l'immeuble objet de la réquisition, dans laquelle ce tiers est engagé comme défendeur devant la juridiction de droit commun : Trib. mixte, 18 nov. 1903 (04, 120).

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

1. La garantie des défauts de la chose vendue n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice : Tunis, 28 juin 1906 (07,110).— *2*. Au surplus, le commissaire priseur, intermédiaire légal entre les vendeurs et les acheteurs,ne saurait être responsable des vices des choses vendues à moins qu'on n'établisse à sa charge un fait de dol, de fraude ou de faute : Tunis, 28 juin 1906 (07, 110). — *3*. Il en est ainsi surtout alors que pendant trois jours avant la vente, il a été permis au public de visiter librement la marchandise et qu'il a été avisé que la vente avait lieu sans garantie de poids et de qualité : Tunis, 28 juin 1906 (07, 110).

VENTE SUR CONVERSION

Voir : Saisie immobilière. ch. I sect. III.

VÉRIFICATION D'ECRITURE

1. Les juges du fond peuvent procéder eux-mêmes à une vérification d'écritures, sans être obligés de recourir à une expertise, s'ils estiment qu'ils possèdent des éléments d'appréciation suffisants : Cass. req., 19 mars 1902 (02, 554). — *2*. Dans le cas où les juges se livrent personnellement à une vérification d'écriture, ils peuvent puiser les éléments de leur conviction dans tous les faits, actes et documents de la cause, en y compre-

nant même ceux que la loi ne permet pas de soumettre aux experts et sans être astreints, pour le choix des pièces de comparaison et la manière de procéder, aux règles édictées par la loi, qui ne s'appliquent qu'aux vérifications par enquêtes ou par experts : Cass. req., 30 juill. 1906 (07. 255). — *3*. Les tribunaux de commerce ne sont pas obligés, en cas de dénégation de signature, de renvoyer les parties à se pourvoir en vérification devant le tribunal civil, conformément aux art. 195 et s. C. proc. civ. : Com. Marseille, 14 déc. 1905 (06, 615).

VIOLENCE

Voir : Action possessoire. — Compétence civile des juges de paix, ch. I sect. VI.

VOIE PUBLIQUE

Voir : Accident. — Compétence administrative ch. I sect. I. — Domaine public, ch. III sect. I. — Taxes municipales. ch. II sect. II et VI.

VOIES DE FAIT

1. Constitue une voie de fait punissable de l'emprisonnement l'action de celui qui, dans une dispute, tire volontairement un coup de fusil dans dans une direction proche de celle où se trouvait son adversaire : Ouzara, 16 avr. 1886 (00, 451). — *2*. Il importe peut que celui-ci se soit désisté de toute plainte, son désistement ne pouvant faire obstacle à l'exercice de l'action publique : Ouzara, 16 avr. 1886 (00, 451).

VOISIN, VOISINAGE

Voir : Chefaa. — Propriété immobilière. ch. I sect. I. — Vente d'immeubles, ch. II sect. III.

VOITURES

Voir : Taxes municipales, ch. II sect. V.

VOL

Voir : Dépôt, sect. II.

CHAPITRE PREMIER

Justice française.

SECTION PREMIÈRE

Caractères essentiels.

§ I. — **Enlèvement d'une chose litigieuse.**

1. Le fait de celui qui, se prétendant propriétaire d'une chose litigieuse, l'enlève à un tiers alors que la justice a prononcé, au moins au possessoire,

sur leurs prétentions réciproques, constitue un vol : Alger, 25 oct. 1906 (07, 353). — *2*. Le fait de celui qui, se prétendant propriétaire d'une chose litigieuse, l'enlève à un tiers avant que la justice ait prononcé sur leurs prétentions réciproques, constitue, non un vol, mais une simple voie de fait : Alger, 7 avr. 1907 (06, 318). — *3*. La circonstance que la chose appartient à autrui est un des éléments essentiels du vol et, par suite, l'existence de cet élément doit être constaté par le jugement de condamnation, pour qu'il soit suffisamment motivé : Cass. crim., 4 janv. 1908 (08, 379).

§ II. — **Soustraction d'électricité.**

4. L'électricité, par l'accumulation qui en est faite. est susceptible d'appropriation privée et le fait d'en soustraire une certaine quantité, au préjudice de la Société chargée de la distribuer, constitue le délit de vol : Civ. Toulouse, 6 juin 1906 (07, 224).

§ III. — **Bechara.**

5. La bechara n'implique pas nécessairement la complicité de vol par recel et le bechchar ne peut être condamné sous cette imputation que si l'information a effectivement établi à son encontre des circonstances de fait constitutives de ladite complicité : Alger, 17 oct. 1901 (06, 35). — *6*. L'existence d'une convention aussi fréquente que la bechara et son exécution par un indigène ne suffisent pas, à elles seules, pour démontrer que le bechchar soit l'auteur de la soustraction frauduleuse ou qu'il s'en soit rendu complice par recel, si l'information n'établit à son encontre aucune autre circonstance dont il soit possible de déduire sa culpabilité : Alger, 15 nov. 1901 (02, 364). — 7. La bechara n'est, par elle même, constitutive d'aucun délit prévu et réprimé par la loi ; elle n'emporte pas davantage présomption de complicité de vol : Cass. crim., 5 sept. 1907 (08, 193). — *8*. Il n'est donc pas légalement permis de fonder une condamnation sur la seule constatation de l'habitude notoire de la pratique de la bechara ; il faudrait encore, pour que la condamnation fut également justifiée, la preuve établie des éléments essentiels constitutifs de l'escroquerie ou de la complicité de vol : Cass. crim., 5 sept. 1907 (08. 193).

SECTION II

Complicité

§ I. — **Complicité ordinaire.**

9. Rien ne s'oppose à ce qu'une condamnation puisse être prononcée contre le complice d'un vol, quand bien même l'auteur principal serait acquitté : Cass. crim., 18 déc. 1896 (97, 18).

§ II. — **Recel.**

10. Il y a recel punissable, si le réceleur a connu la provenance délictueuse des objets, encore bien qu'il aurait ignoré le lieu et la date de la perpétration du vol : Cass. crim., 29 juin 1906 (07,252). — ***11***. Commet une faute engageant sa responsabilité à l'égard de la victime du vol, le brocanteur qui achète un bijou d'un mineur sans obtenir le consentement de ses représentants légaux, alors surtout que ce brocanteur est allé payer le bijou à un logement dont l'aspect misérable rendait suspecte la détention d'un objet d'une grande valeur : Civ. Seine, 3 mars 1902 (03, 395).

SECTION II

Circonstances aggravantes.

§ I. — **Application des peines.**

12. L'art. 386. C. pén. ne punit de la réclusion le vol commis la nuit que s'il a été accompli soit par deux ou plusieurs personnes, soit dans un lieu habité ou servant à l'habitation : Cass. crim., 16 août 1906 (06, 593). — ***13***. La réponse affirmative, donnée par un Conseil de guerre de Tunisie à une question d'effraction extérieure, n'imprime pas au vol poursuivi le caractère de crime, du moment que le Conseil ne reconnaît pas l'existence de l'effraction, soit dans un édifice servant ou non à l'habitation, soit dans un lieu clos : Cass. crim., 16 août 1906 (06, 593).

§ II. — **Vol dans un édifice consacré au culte.**

14. Depuis la promulgation de la loi du 9 déc. 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, la circonstance aggravante de vol commis dans un édifice consacré à un culte légalement établi en France ne saurait être retenue contre l'individu inculpé de vol qualifié aux termes de l'art. 386 C. pén. : Besançon., 17 janvier. 1907 (07, 440).

SECTION IV

Action en revendication d'objets volés

15. L'action en revendication prévue par l'art. 2279 C. civ., est une action réelle qui ne peut être exercée utilement que si les animaux volés se trouvent encore entre les mains du détenteur : Tunis, 22 oct. 1894 (95, 11). — ***16***. Lorsque ce dernier a déjà disposé desdits animaux, il n'est passible de dommages-intérêts que si une faute est démontrée contre lui : Tunis, 22 oct. 1894 (95, 11). — ***17***. Aux termes de l'art. 2279 C. civ. fr., le propriétaire d'une chose volée peut la revendiquer même contre un tiers possesseur de bonne foi et n'est tenu, en principe, envers ce tiers, à aucun remboursement : Tunis, 14 janv. 1895 (95, 126). — ***18***. D'après

l'art. 2280 du même Code il en est autrement, lorsque le tiers possesseur a acheté l'objet de bonne foi, soit dans une foire ou dans un marché, soit dans une vente publique, soit d'un marchand vendant des choses semblables: Tunis, 14 janv. 1895 (95,126). — *19*. Ces textes sont des principes d'ordre public dont l'application s'impose en Tunisie aux Tribunaux français : Tunis, 14 janv. 1895 (95. 126).

CHAPITRE II
Justice indigène

SECTION PREMIÈRE
Eléments essentiels

§ I. — **Tentative.**

20. Il y a preuve suffisante d'une tentative de vol, ou tout au moins, de complicité de vol de bestiaux, s'il est démontré que le prévenu était, au moment de l'enlèvement des bêtes, dans l'étable de la victime, avec un autre individu qui a pu s'enfuir avec le produit du vol : Ouzara, 15 déc. 1885 (00, 450). — *21*. Il échet donc de prononcer une condamnation à l'emprisonnement : Ouzara, 15 déc. 1885 (00, 450).

§ II. — **Complicité.**

22. Il y a lieu de punir d'un emprisonnement comme auteur ou tout au moins comme complice d'un vol de bestiaux, celui qui a été surpris au moment où il mettait en vente sur le marché les bêtes volées, quand il ne peut en justifier la possession et refuser de désigner ceux qui s'occupaient de la vente avec lui et qui ont pu prendre la fuite sans être reconnus : Ouzara, 15 déc. 1885 (00, 451). — *23*. Il importe peu que, dans ce cas, il n'y ait pas de preuve directe du vol : Ouzara, 15 déc. 1885 (00, 451).

§ III. — **Recel.**

24. Doit être condamné comme complice par recel d'un vol, celui qui a acheté l'objet volé, quand bien même il ne serait pas prouvé qu'il en a connu l'origine frauduleuse, si le vendeur était tellement jeune qu'il ne pouvait pas être considéré comme ayant le droit de disposer dudit objet, et si, d'ailleurs l'achat a eu lieu à vil prix : Ouzara, 29 mai 1899 (00,458). — *25*. Le recel est le fait, par un individu, de recevoir les objets obtenus à l'aide d'un vol, sachant qu'ils proviennent de ce vol : Ouzara, 29 févr. 1908 (08, 439). — *26*. Les éléments constitutifs de la complicité par recel consistent dans : 1° la réception des objets volés ; 2° l'origine frauduleuse de ces objets ; 3° la connaissance chez le recéleur, de cette origine :

Ouzara, 29 févr. 1908 (08, 439). — **27**. Par application de ces principes, le Tribunal ne peut condamner comme complice par recel le gardien du troupeau qui justifie qu'il ignorait la provenance de l'animal dont la garde lui a été confiée : Ouzara, 29 févr. 1908 (08, 439).

SECTION II

Application des peines.

§ I. — Preuves admissibles en matière de vol de bestiaux.

28. Un vol de bestiaux est suffisamment prouvé par la déposition de deux témoins qui déclarent avoir suivi la piste des animaux volés jusqu'à la tente des prévenus et par la transaction survenue entre les parties pour la restitution des bêtes : Ouzara, 17 mai 1886 (99, 463). — ***29***. Mais cette transaction ne fait pas obstacle à l'exercice de l'action publique et il y a lieu d'appliquer aux prévenus la peine de l'emprisonnement : Ouzara, 17 mai 1886 (99, 463). — ***30***. Si la déclaration régulière de deux témoins affirmant qu'ils ont suivi la trace des animaux volés jusqu'à une habitation, peut suffire, en principe, pour former des charges suffisantes à l'encontre de ceux qui y demeurent, il en est tout autrement lorsque, d'une part, les traces ont été perdues à une certaine distance (dans l'espèce, 500 mètres) de l'habitation, et que, d'autre part, ceux qui y demeurent n'ont pas été trouvés détenteurs des animaux volés : Ouzara, 18 déc. 1885 (99, 461). — ***31***. Il y a preuve suffisante contre l'inculpé d'un vol de bestiaux, lorsqu'il est trouvé détenteur des animaux volés et il doit être condamné à l'emprisonnement : Ouzara, 16 avr. 1886 (99, 463). — ***32***. La détention d'animaux volés établit suffisamment la culpabilité du détenteur, qui doit être condamné pour vol, s'il a allégué qu'il avait acheté lesdits bestiaux à un tiers qu'il a nommé et déclaré bien connaître et qu'il lui ait été impossible de reconnaître son vendeur au milieu d'un groupe d'individus qui lui ont été présentés : Ouzara, 17 déc. 1886 (08, 453). — ***33***. Est insuffisante, pour établir la culpabilité d'un individu inculpé de vol de bestiaux, l'existence de pourparlers en vue d'une transaction engagés entre lui et le plaignant à l'occasion de la réclamation de ce dernier : Ouzara, 29 déc. 1886 (00, 453). — ***34***. En effet, on peut admettre que l'inculpé n'a offert de transiger que pour se soustraire aux ennuis d'une poursuite devant la juridiction répressive : Ouzara, 29 déc. 1886 (00, 453).

§ II. — Principes de la mesure de la peine à appliquer.

35. Il y a lieu de faire une application rigoureuse de la peine de l'emprisonnement aux voleurs, lorsqu'ils ont des antécédents judiciaires ou quand il est établi qu'ils sont voleurs de profession : Ouzara, 22 avr. 1886 (00, 452). — ***36***. Il y a preuve suffisante qu'un individu a commis

le vol dont il est inculpé, lorsque les circonstances de la cause laissant à présumer qu'il peut en être l'auteur, il est constaté qu'il s'est livré peu après à des dépenses hors de proportion avec ses ressources et qu'il a disposé de sommes dont il lui est impossible de justifier l'origine : Ouzara, 10 déc. 1885 (99, 285).

SECTION III

Réparations civiles.

§ I. — **Acheteur de l'objet volé.**

37. Doit être condamné à indemniser le propriétaire d'animaux volés, du montant de leur valeur, celui qui les a achetés sur le marché à un individu inconnu de lui et duquel il n'avait pas exigé une caution connue et solvable : Ouzara, 29 janv. 1886 (99, 462).

§ II. — **Action solidaire contre les coupables.**

38. Lorsque la victime d'un vol demande la réparation du préjudice qui lui a été causé par plusieurs personnes, reconnues coupables de ce vol, elle peut s'adresser indifféremment aux auteurs ou aux complices : Ouzara, 10 févr. 1908 (08, 120). — *39*. Tous sont tenus solidairement de la réparation du préjudice. (Application des articles 108 et 174 C. tun.) : Ouzara, 10 févr. 1908 (08, 120). — *40*. Il suffit donc qu'une condamnation pénale ait été prononcée contre le défendeur au procès civil pour que l'instance ait été utilement introduite contre lui : Ouzara, 10 févr. 1908 (08, 120).

VOYAGEUR

Voir : Transports maritimes, ch. I sect. V. — Transports terrestres, ch. I sect. I.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

BIBLIOGRAPHIE

ABRIBAT (Jules). — Essai sur les contrats de quasi-aliénation et de location perpétuelle auquels l'institution du habous a donné naissance (*Journal des Tribunaux de la Tunisie,* 1900, p. 208, 243, 278 et 311).

— Le Kirdar en droit tunisien (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1899, p. 374).

— Recueil de notions de droit musulman par El Bachir Ettouati (traduction et notes). — Tunis, Imprim. franç. Borrel, 1896.

ACCARY (Etienne). — La petite culture en Tunisie. — Paris, Arthur Rousseau, 1902.

ANTERRIEU (Aug.).— Conférences sur les Administrations tunisiennes. — Sousse, Imprimerie française, 1899.

APPERT (G.).— Notice sur la législation tunisienne en 1896.— (*Annuaire de législation française*, 1897, p. 193).

AUDINET (Eug.). — La nationalité française en Algérie et en Tunisie d'après la législation récente. — (*Revue algérienne*,1889, 1, 165).

BABINET. — Rapport sur un pourvoi contre Alger, 8 janvier 1890. — (*Pandectes françaises*, 1891, 1, 459).

BALLOT-BEAUPRÉ. — Rapport sur un pourvoi contre Alger, 24 nov. 1892 et 17 mai 1893. — (*Pandectes françaises*, 1897, 1, 489).

BARRAULT (Anatole). — De l'organisation de la propriété foncière en Tunisie. — Paris, H. Jouve, 1903.

BARRIOULET (P.). — De la publicité organisée par l'art. 4 de la loi du 28 mars 1855. — Toulouse, imprim. Marquès, 1907.

BEAUMONT (Paul de). — Le Crédit agricole mutuel et son institution en Tunisie. — Tunis, Weber, 1905.

BEAUMONT (Rollinde de). — De l'établissement du notariat en Tunisie. — Cambrai, Deligne, 1902.

BENOIT-LÉVY (Ed.). — Notice sur le décret du 24 septembre 1895 (Domaine public en Tunisie). — (*Annuaire de législation française*, 1886, p. 187).

BERGE (Stéphane). — Rapport de la Commission pour la réduction des frais de justice en Tunisie. — Tunis, Imprim. Borrel, 1891.

— Journal des tribunaux de la Tunisie, 1893 à 1908, 16 vol, Tunis, Imprim. Borrel, 1893-1908.

— De la nationalité des indigènes musulmans et israélites au point de vue de la compétence de la juridiction française. — (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1893, p. 375).

— Note sur la jurisprudence en matière d'enzel (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1893, p. 117).

— Revue de la jurisprudence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1893, p. 211).

— Note sur la jurisprudence en matière de mahsoulats (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1894, p. 137).

— Examen de la jurisprudence sur les servitudes relatives aux immeubles tunisiens (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1894, p. 283).

— Vocabulaire des termes empruntés par la pratique judiciaire au langage indigène (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1895, p. 158).

— De l'exécution en Tunisie des jugements français et de l'exécution en France des jugements rendus en Tunisie (*Journal du droit international privé*, 1895, p. 782).

— De la juridiction française en Tunisie. — Paris, Pichon, 1895.

— Conférences sur les administrations tunisiennes. — Sousse, imprim. franç., 1899.

— Rapport sur l'organisation du notariat en Tunisie. — Tunis, imprim. Bonhour, 1899.

— La justice en Tunisie, rapport présenté au Congrès international de sociologie coloniale. — Paris, Arthur Rousseau, 1900.

— La justice en Tunisie, rapport présenté au Congrès de l'Afrique du Nord. — Paris, 1909, Compte rendu t. II p. 291 et s.

BESSON (Emmanuel). — Les livres fonciers et la réforme hypothécaire. — Paris, Delamotte, 1891.

BOMPARD (Maurice). — Législation de la Tunisie. — Paris, Leroux, 1888.

— Préface au code annoté de la Tunisie par Paul Zeys. — Nancy, imprim. Berger-Levrault, 1908.

BONNARD (Paul). — Note sur les habous de Tunisie et le rachat de la rente d'enzel (*Bulletin de la Société de législation comparée* 1893, p. 465).

BOUDENOOT (Louis). — La Tunisie et ses chemins de fer (*Revue politique et parlementaire*, 1902, t. 31. p. 60).

BOULARD (Maurice). — Les finances de la Tunisie pendant les trente dernières années. — Paris, Boyer, 1901.

BOULLE. — Conférences sur les Administrations tunisiennes. — Sousse, imprim. franç. 1899.

BOURDE (Paul). — Rapport sur les cultures fruitières et en particulier sur la culture de l'olive dans le centre de la Tunisie. — Tunis, 1893.

CAMBON (Paul). — L'act Torrens et la Tunisie (*Journal des économistes*, 1885, 1, 102).

— Rapport sur la loi foncière. — Paris, Challamel, 1893.

CAUDEL (Maurice) Supplément à la législation de la Tunisie de M. Bompard. — Paris, Leroux, 1896.

— Les indigènes tunisiens (Annales de l'Ecole libre des sciences politiques, 1892, p. 670 et 1893, p. 7).

CHALLAMEL (Jules). — Notices sur la législation tunisienne (*Annuaire de législation française*, 1881, p. 120, 1882, p. 136, 1883, p. 147, 1884, p. 252, 1885, p. 147 et 177, 1886, p. 195, 1887, p. 158, 1888, p. 106, 1896. p. 152.

CHALOM (Jacques). — Les israélites de la Tunisie, leur condition civile et politique. — Paris, Arthur Rousseau, 1908.

CHARMES (Gabriel). — La Tunisie et la Tripolitaine. — Paris, Calmann Lévy, 1896.

CHATENET. — A propos de la nouvelle loi sur l'organisation de la propriété foncière (*Journal des Economistes* , 1889, 1, 358.

CHAUDIER (J.). — Le régime douanier de la Tunisie (loi française du 19 juillet 1890, décret beylical du 2 mai 1898). — Montpellier, Serre et Roumégous, 1898.

CHEYLUS. — Conférences sur les Administrations tunisiennes. — Sousse, imprim. franç., 1899.

CLAVEL (Eug.). — De quelle juridiction relèvent les musulmans sujets français en pays de capitulations (*Revue internationale de législation et de jurisprudence musulmanes*, t. I. — Le Caire, Barbier, 1895, p. 174).

— Le wakf (*Tribune des colonies et des protectorats*, 1895, p. 232, 277 et 368).

Clavel (Eug.).— Le wakf ou habous.— 2 vol. Le Caire, imprim. Diemer, 1896.

Collas (Louis).—Le régime douanier de la Tunisie.— Paris, Pédone, 1900.

Colin (Ambroise). — Du recours en cassation pour violation de la loi étrangère.— *Journ.du droit intern.privé* 1890, p.406 et 794.

Colosio (Stefano). — De l'exécution de la peine de mort en Tunisie au point de vue international (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1903, p. 442 et 507).

— L'amende et le responsable civilement sous l'empire de la législation fiscale tunisienne (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1907, p. 134).

— L'application du Code pénal français en Tunisie et la législation tunisienne relative à la mendicité (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1903, p. 72 et 99).

— L'autorisation maritale en droit italien (*Journal des Tribunaux de la Tunisie*), 1908, p. 267 et 297).

— Les commissions rogatoires internationales (*Journal des tribunaux de Tunisie*, 1902, p. 220).

Coulon (Louis). — Commentaire du décret beylical du 1er août 1898 sur la saisie-arrêt des salaires et des petits traitements (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1899, p. 509, 540, 575, 636 et 1900, p. 8).

— De la compétence des tribunaux français de Tunisie en matière d'avarie de transport sur mer (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1897, p. 247 et 281).

— De la naturalisation en Tunisie, commentaire du décret du 28 février 1899 (*Journal des Tribunaux de la Tunisie*, 1901, p. 355 et 385).

— De l'exécution des jugements rendus par les tribunaux français de la Régence contre des sujets tunisiens (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1902, p. 296, 321 et 353).

— La chasse en Tunisie, commentaire du décret du 8 août 1900 (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1908, p. 134, 161, 193 et 225).

— De l'infraction de chasse sur la propriété immatriculée d'autrui (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1903, p. 152, 193 et 215).

— Notes sur la jurisprudence en matière de propriété immobilière tunisienne (*Journal des Tribunaux de la Tunisie*, 1896, p. 181).

COULON (Louis).— Le décret du 19 août 1900 sur le crédit agricole (*Journal des tribunaux de la Tunisie*,1900, p.614 et 1901, p. 6 et 55).

— Du rachat des rentes perpétuelles (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1905 p.591 et 1906, p. 7, 99, 305 et 337).

COUTARD (Edmond). — De l'immatriculation foncière dans les colonies françaises (*Tribune des colonies et des protectorats*, 1903, p. 5).

DAIN (Alfred). — Système Torrens. Son application en Tunisie et en Algérie (*Revue algérienne de jurisprudence*, 1885, I, 285).

DALLOZ. — *Répertoire alphabétique*, supp. aux mots : Echelles du levant et de Barbarie.— Consuls.— Droits civils.— Droit politique. — Etablissements d'épargne et de prévoyance. — Faillites. — Ordres civils et militaires.

— *Recueil périodique*, années 1890, 1895 et 1899.

DARRAS (Alcide). — Les limites de l'application respective en Tunisie des législations française et tunisienne en matière de protection des œuvres littéraires et artistiques (*Journal des droits d'auteur*, N° du 15 août 1901).

DESPAGNET (Frantz). — Essai sur les protectorats. — Paris, Larose, 1896. Note sous un arrêt de la Cour de cassation (ch. civ.) du 26 juillet 1894 (Dalloz, 1895, I, 5).

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT. — Voir : P. H. X.

DEVAULX (André). — Les protectorats de la France en Afrique. — Dijon, Union typographique, 1903.

DIANOUS (Paul de). — Conférences sur les administrations tunisiennes.— Sousse, Imprimerie française, 1899.

— Notes de législation tunisienne (2me éd.). — Paris, Soc. franç. d'imprim., 1898.

DUBOURDIEU (Gaston). — Conférences sur les administrations tunisiennes. — Sousse, imprim. franç., 1899.

DUHAMEL (Maurice). — Condition juridique des pays de protectorat et spécialement des pays soumis au protectorat de la France. — Caen, Adeline, 1891.

ENGELHARDT. — La situation de la Tunisie en droit international (Revue de droit intern. et de législ. comp., 1881, p. 331).

ENRIQUEZ (G.). — Les propriétaires, la main d'œuvre et le crédit agricole en Tunisie. — Paris, Henri Jouve, 1906.

ESTOUBLON (Robert). — Notices sur la législation tunisienne (*Annuaire de législation française*, 1898, p. 384, 1899, p. 186, 1900, p.226, 1908, p. 156, 1902, p. 233, 1903, p. 199).

ESSAUTIER. — Examen du projet sénatorial sur la propriété foncière en Algérie (*Revue algérienne de jurisprudence*, 1893, I, 149).

FAGES (de). — Conférences sur les administrations tunisiennes.— Sousse, Imprim. franç. 1899.

FAUCON (Narcisse). — La Tunisie avant et après l'occupation française.— Paris, 1893.

FÉRAUD-GIRAUD. — Juridiction française dans les échelles du Levant. — (2me éd.). — Paris, Maresq, 1866.

— Questions d'état des algériens sujets français portées devant les tribunaux consulaires du Levant (*Journal du droit intern. privé*, 1896, p. 547).

FITOUSSI (Elie). — L'Etat tunisien,son origine,son développement et son organisation actuelle. — Tunis, Imprim. gén., 1901.

FOUCHER (Louis). — De l'évolution du protectorat de la France sur la Tunisie. — Paris, Larose, 1897.

GARNIER (Gustave). — De la législation domaniale et de la propriété foncière dans les colonies et pays de protectorat français. — Paris, Challamel, 1897.

GAUCKLER. — Conférences sur les administrations tunisiennes.— Sousse, Imprim. franç., 1899.

GAUDIANI (A.). — Délai des ajournements devant la Cour d'appel (*Journ. des tribunaux de la Tunisie,* 1906, p. 80).

GENTIL (Maurice). — Point de départ de l'immatriculation (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1899, p. 348).

GÉRARD (Henri). — De la nature juridique du protectorat, déterminée par les traités et la jurisprudence (*Revue algérienne de jurisprudence*, 1893, I, 117 et 215).

GIRAULT (Arthur). — Principes de colonisation et de législation coloniale. — 3me éd., 3 vol. — Paris, Larose et Tenin, 1908.

GOGUYER (A.). — Choix splendide de préceptes cueillis dans la loi. Petit manuel de droit immobilier tunisien. Tunis, 1885.

GONSE (R.). — Communication sur le rapport de M. Dain relatif à l'application du système Torrens à l'Algérie (Bull. de la Soc. de législation comparée, 1886, p. 560).

HACHENBURGER (Marcel). — De la nature juridique du protectorat et de quelques unes de ses conséquences en matière pénale. — Paris, Pédone, 1896.

HERBAULT (Pierre).— Du crédit agricole réel mobilier en Tunisie, décret beylical du 19 août 1900. — Paris, Henri Jouve, 1904.

HERBAUX (Jules). Etude sur les déclarations de réciprocité en matière d'extradition échangées entre la France et les puissances étrangères (*Journ. du droit intern. privé*, 1893, p. 1083).

HUGUES (Albert). — La nationalité française chez les musulmans de l'Algérie. — Paris, Chevalier Marescq, 1899.

JACQUEY (Jules). — De la loi applicable au taux de l'intérêt légal en Tunisie pour les créanciers français (*Revue algérienne de jurisprudence*, 1887. I, 171).

LABBE (Edouard). — Peut-on inscrire la vente par porte-fort sur le titre d'une propriété immatriculée ? (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1906, p. 620).

— Des inscriptions sur le livre foncier (*Journ.des tribunaux de la Tunisie*, 1907, p. 103).

— Inscription de l'hypothèque sur le livre foncier (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1907, p. 406).

— L'inscription d'une hypothèque sur le livre foncier couvre-t-elle les frais et accessoires non évalués ? (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1908, p. 84).

LAPIE (Paul). — Les civilisations tunisiennes. — Paris, Alcan, 1898.

LARCHER (Emile). Observations critiques sur le Code tunisien des obligations et des contrats (*Revue algérienne de jurisprudence*, 1907, I, 193).

— Traité élémentaire de législation algérienne. — Paris, Rousseau, Alger, Jourdan, 1903.

LENEPVEU DE LA FONT. — De l'extension de la juridiction française en Tunisie (*Journ. du droit international privé*, 1884, p. 489).

LEROY BEAULIEU (Paul). — L'Algérie et la Tunisie. — Paris, Guillaumin, 1897.

LESCURE (Paul). — Du double régime foncier de la Tunisie. — Tunis, Imprim. franç., 1900.

LESUEUR (Emile). — Les associations agricoles en Tunisie. — Office de Colon. Tunis, 1906.

LOCARD (Henri). — Des malfaiteurs étrangers réfugiés en Tunisie (*Journ. du droit intern. privé*, 1889, p. 396 et 773).

LOTH (Gaston). — La Tunisie et l'œuvre du protectorat français.— Paris, Delagrave, 1907.

— Le peuplement italien en Tunisie et en Algérie. Paris, Colin, 1905.

MAGNIEN (P.). — Etude sur la publicité de transmission de droits immobiliers et les livres fonciers. — Paris, 1896.

MAHMOUD BEN MAHMOUD. — La chefaa selon le rite hanafite (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1903, p. 569).

— Note sur le contrat de Mogharsa dans le rite hanafite (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1904, p. 232).

— Note sur les servitudes de vue et de jour dans le rite hanafite (*Journ. des tribunaux de la Tunisie*, 1904, p. 578).

— Du droit de révoquer une constitution habous hanafite (*Journal des tribunaux de la Tunisie,* 1905, p. 480).

MARTINEAU (Charles). — De l'influence des cessions de créance sur la compétence de la juridiction française en Tunisie (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1893, p. 305).

— De la compétence des juges de paix de Tunisie (*Journal des tribuuaux de la Tunisie*, 1895, p. 313, 345 et 377).

— Les actions possessoires et la nouvelle loi foncière de la Tunisie (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1896, p. 491).

— De la force de la chose jugée des jugements du tribunal mixte (*Journal des tribunaux de la Tunisie,* 1897, p. 161).

— De la propriété des sources en Algérie et en Tunisie (*Journal des tribunaux de la Tunisie,* 1898, p. 515).

— Caractère du droit donné à l'expropriant par le décret d'expropriation (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1902, p. 139).

MASSICAULT. — Rapport sur la loi foncière. — Paris, Challamel, 1893.

MEYER (Ernest). — Le protectorat en Tunisie (*Annales de l'Ecole des sciences politiques*, 1888, p. 78).

MOHAMMED KASSAR. — La chefâa selon le rite malékite (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1903 p. 569).

— Note sur le contrat de Mogharsa dans le rite malékite (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1904, p. 231).

— Note sur les servitudes de vue et de jour dans le rite malékite (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1904 p. 576).

MORAND (Marcel). — Etude sur la nature juridique du habous (*Revue algérienne de jurisprudence*, 1904, I, 85, 127, 145).

— Notices sur la législation tunisienne (*Annuaire de la législation française*, 1904 p. 161).

ORGEVAL (D'). — Le régime douanier de la Tunisie (*Annales de l'Ecole libre des sciences politiques*).

PADOUX (Georges). — Conférences sur les administrations tunisiennes. — Sousse, Imprim. franç. 1899.

PANDECTES FRANÇAISES. — *Répertoire alphabétique ;* Vis Tunisie. - Organisation judiciaire.— Propriété.— Donations et testaments. Privilèges et hypothèques. — Douanes. — Obligations. — Défenseurs. — Notaire.— Huissier. — Postes, télégraphes et téléphones. — Succession.— Bit el mal. — Esclavage.— Etranger.

— *Recueil chronologique*, 1897,1887, 1891.

PAVY (Auguste). — Histoire de la Tunisie. — Tours, Alfred Cattier,1894.

PENSA (Henri). — L'avenir de la Tunisie. — Paris, André, 1903.

— Les finances de la Tunisie (*Revue politique et parlementaine*, 1902, t. 34, p. 100).

PETIT (Emile). — Des effets du protectorat relativement à la souveraineté intérieure de l'Etat protégé. —- Poitiers, Blais et Roy,1900.

P. H. X. — (D'Estournelles de Constant). — La politique française en Tunisie. — Paris, Plon, Nourrit et Cie, 1891.

PIAT.— Notice sur l'application de la loi foncière en Tunisie.— Tunis,1889.

PIC (Paul). — Influence de l'établissement d'un protectorat sur les traités antérieurement conclus avec les puissances tierces par l'état protégé (*Revue générale du droit international public.* 1896, p. 613).

— Note sous un arrêt de la Cour d'Alger du 5 mai 1896 (Dalloz, 1899, 2, 409).

PILLET (A.). — Des droits de la puissance protectrice sur l'administration de l'Etat protégé (*Revue générale du droit international public*, 1895, p. 583).

PIOLET (P.). — Du régime de la propriété foncière en Tunisie. — Paris, Arthur Rousseau, 1897.

P. J. — Etude sommaire sur le Wakf ou Habous (Tribune des colonies et des protectorats, 1902, p. 1).

POIGNARD (Daniel). — Notice sur la loi tunisienne du 19 juillet 1890 (douanes) (*Annuaire de la législation française,*1890,p.208).

PONTOIS (Honoré).— Rapport fait au nom de la sous-commission chargée d'examiner le projet de loi proposé par le Gouvernement tunisien, relativement à la constitution de la propriété foncière et des droits réels immobiliers en Tunisie (*Revue algérienne de jurisprudence,* 1885, I, 121).

PORÉE (Henri). — Du régime légal fait en Tunisie aux français et aux étrangers en matière de contentieux administratif (*Journal du droit international privé*, 1889, p. 223).

Poublon (G.). — Rapport sur la compétence des tribunaux français de Tunisie en matière d'avaries et de transports maritimes. — Tunis, Brigol, 1906.

Pougnadoresse (G. de Sorbier de). -- La justice française en Tunisie. — Paris, Larose 1897.

Pouyanne (Maurice). — Du droit pour les européens de devenir propriétaires d'immeubles situés en Tunisie (*Gazette du Palais*, 17 décembre 1902).

— Rapport sur l'application du système Torrens en Tunisie et en Algérie. — Alger, Imprim. Admin. et comm. 1903.

Puech (René). — Etude sur la constitution de la propriété foncière en Tunisie. — Paris, Marchal et Billard, 1905.

Puy (Hubert du). — La Tunisie devant la Cour d'Aix (Revue politique et parlementaire, 1899, t. 19, p. 564).

Radel (H.). — Des droits d'enregistrements sur les jugements tunisiens frappés d'appel devant la Cour d'Alger (*Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, 1890, p. 77).

Régnier (Jacques). — La propriété foncière en Tunisie (*Trib. des colonies et des protectorats* 1895, p. 438).

Rolland (Louis). — Notices sur la législation tunisienne (*Annuaire de législation française*, 1895, p. 356, 1906, p. 248,1907,p.277).

Saliège (Henri). — Note sur le droit de Chefaa en Tunisie (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1894, p. 507).

Sallantin. — Rapport sur un pourvoi contre Alger, 24 mai 1899 (Dalloz, 1890, I, 185).

Sarrut (Louis). De la compétence de la juridiction française pour connaître en Tunisie des délits commis par des tunisiens au préjudice de ses justiciables (*Journal des tribunaux de la Tunisie*,, 1895, p. 238).

Saurin. — La constitution de la propriété et les contrats de culture indigène en Tunisie. — Paris, Berger-Levrault, 1899.

Scemama (Jacques). — Les hypothèques en Tunisie. — Tunis, Imprim. Moderne, 1902.

Sebaut. — Dictionnaire de la législation tunisienne.— Dijon, Imprimerie Carré, 1888.

Serres (Victor). — Conférences sur les administrations tunisiennes. — Sousse, Imprim. Franç., 1899.

Simonnet. — Aperçu de la législation tunisienne à l'usage pratique des notaires de France. — Tunis, Imprim. rapide, 1900.

Smadja (Mardochée). — L'extension de la juridiction et de la nationalité française en Tunisie. Tunis, Imprim. express, 1905,

Souchon (A). — Questions de compétence soulevées en matière pénale par l'établissement du protectorat de la France sur la Tunisie (*Journal du droit international privé*, 1894, p. 754).

Sumien (Paul). — La législation internationale des caisses d'épargne (Revue de droit international privé, 1905, p. 296).

— Un souvenir du droit romain en Tunisie : du contrat d'enzel tel qu'il est réglé par les usages et les coutumes de la Régence (*Revue algérienne*, 1893, I, 201).

Sureau (Victor). — Du prêt à rahnia hanafite en Tunisie (*Revue algérienne* 1899, I, 9).

— Du rôle des huissiers dans les saisies pratiquées en Algérie et en Tunisie à l'encontre des indigènes (*Revue algérienne*, 1908, I, 59).

— Les actes notariés en Tunisie (*Revue algérienne* 1897, I, 81).

Terras (Jean). — Essai sur les biens habous en Algérie et en Tunisie. — Lyon, Imprim. du Salut public, 1899.

Tilloy (René). — Répertoire alphabétique de jurisprudence, de doctrine et de législation algérienne et tunisienne. — Alger, Gojosso, 1898.

Valensi (Joseph). — Législation communale de la Tunisie. — Tunis, Imprim. franç. 1897.

Vatin (Fernand). — Les chemins de fer en Tunisie. – Paris, Lahure, 1902,

Veigy (Ch. Dasnières de). — Nécessité de la transcription des mutations immobilières. — Tunis, Imprim. gén. Picard, 1902.

Vignon — La France dans l'Afrique du Nord (Algérie-Tunisie). — Paris, Guillaumin, 1887.

Vincent (René et Pénaud (Edouard). — Dictionnaire de droit international privé. — Paris, Laroze et Forcel, 1888.

Weill (René). — Du prêt à intérêt proprement dit et sur gage en Tunisie. — Paris, Arthur Rousseau, 1902.

Wilhelm (A.). — Théorie juridique des protectorats (*Journal du droit international privé*, 1890, p. 204).

X .. — De la juridiction des armées d'occupation en matière de délits commis par des étrangers contre des militaires (*Journal du droit international privé*. 1882, p. 511).

X... — Du caractère de la compétence des tribunaux de la Tunisie en matière immobilière (*Revue algérienne*, 1890, I. 133).

— La Tunisie. — Paris Nancy, Berger-Levrault, 1896.

— L'immatriculation et le tribunal mixte (*Journal des tribunaux de la Tunisie,* 1897, p. 88).

— Note sous Alger, 25 mai 1893 (*Revue algérienne*, 1893, 2, 319).

— Projet de loi sur la constitution de la propriété foncière et des droits réels (Tunisie, Comm. de législ. immob.). — (*Revue algérienne*, 1885, I, 37).

— Les compagnies de navigation sont-elles responsables des marchandises débarquées par elles en douane tunisienne, mais en dehors des entrepôts et sans que le destinataire en ait pris livraison ? — (*Journ. des tribunaux de la Tunisie*, 1897, p. 131).

— Etablissement des titres de propriété d'un immeuble immatriculé appartenant à plusieurs propriétaires (*Journal des tribunaux de la Tunisie*, 1898, p. 79).

— Quel est le régime fiscal des Sociétés ayant leur siège en Tunisie ? (*Journal des Tribunaux de la Tunisie*, 1900, p. 382).

Zeys (Paul). — Code annoté de la Tunisie. Nancy, Berger-Levrault,1901.

— Code annoté de la Tunisie. — Supplément 1901-1905. — Supplément 1906-1908. — Nancy, Berger-Levrault, 1901-1905-1909.

TABLE DES MATIÈRES

A

ABORDAGE

		Pages
Chap. I.	— Détermination d'une faute	1
Sect. I.	— Inobservation des règles de manœuvre	1
— II.	— Navire mouillé et navire en marche	2
— III.	— Remorquage	3
— IV.	— Mise en marche après un abordage	3
— V.	— Faute commune	4
— VI.	— Cas fortuit	4
Chap. II.	— Compétence	5
Sect. I.	— Abordage dans les eaux territoriales	5
— II.	— Compétence du Tribunal du port de refuge	5
— III.	— Jurisprudence étrangère	5
	ABSENCE	6
	ABUS DE CONFIANCE	6
Sect. I.	— Eléments constitutifs	6
— II.	— Modes de preuve	7
— III.	— Calcul de l'amende	7
	ABUS DE PROCÉDURE	7
Chap. I.	— Justice française	8
Sect. I.	— Demande simplement téméraire	8
— II.	— Demande dolosive	8
Chap. II.	— Justice indigène	9
	ACCIDENTS	10
Chap. I.	— Véhicules	10
Sect. I.	— Véhicules ordinaires	10
— II.	— Tramways	11
— III.	— Bicyclistes	12
— IV.	— Automobiles	12

Pages

CHAP. II. — Animaux 14
CHAP. III. — Manœuvres dans les ports 15
CHAP. IV. — Voie publique — Constructions 15
CHAP. V. — Enfants des écoles 15

ACCIDENTS DU TRAVAIL 16

Sect. I. — Législation applicable en France 16
— II. — Législation applicable en Tunisie. 17
— III. — Principe et étendue de la responsabilité, ... 17

ACHOUR SUR LES CÉRÉALES 18

ACQUIESCEMENT 20

Sect. I. — Procédure française 20
— II. — Procédure indigène 20

ACTE SOUS-SEINGS-PRIVÉS 21

CHAP. I. — Contractants parlant des langues différentes..... 21

Sect. I. — Arrêté du 9 juin 1831 21
§ I. — Application en Algérie 21
§ II. — Application en Tunisie 22

a) Premier système.
b) Second système.
c) Troisième système.

Sect. II. — Règles générales..... 23
— III. — Intervention d'un interprète judiciaire..... 25

CHAP. II. — Règle des doubles 25
CHAP. III. — Date certaine..... 26

ACTION EN JUSTICE 27

ACTION PAULIENNE 27

ACTION POSSESSOIRE 28

CHAP. I. — Justice française..... 28

Sect I. — Conditions d'exercice de l'action possessoire.. 28
§ I. — Qui peut l'exercer 28

a) Locataire.
b) Antichrésiste.
c) Expulsé par violence.
d) Demandeur en distraction.
e) Administrateur de habous.

§ II. — Contre qui elle peut être exercée 30

		Pages
§ III.	— Cas d'enclave	30
§ IV.	— Semeur de bonne foi	30
§ V.	— Complainte	31
Sect. II.	— Immeuble en cours d'immatriculation	31
— III.	— Immeuble immatriculé	32
— IV.	— Domaine public	33
— V.	— Compétence en la matière	33
§ I.	— Compétence en général de la juridiction française	33
	a) Partage de compétence entre la justice française et la justice indigène.	
	b) Partage de compétence entre la justice française et le Tribunal mixte.	
	c) Compétence intrinsèque de la justice française.	
§ II.	— Compétence spéciale des juges de paix	34
CHAP. II.	— Justice indigène	35
Sect. I.	— Conditions d'exercice de l'action possessoire	35
§ I.	— Qui peut l'exercer	35
§ II.	— Contre qui elle peut être exercée	36
Sect. II.	— Immeuble en cours d'immatriculation	36
— III.	— Domaine public	37
— IV.	— Compétence en la matière	37
ACTION PUBLIQUE		37
ADULTÈRE		38
AGENT D'AFFAIRES		38
AJOURNEMENT		39
CHAP. I.	— Justice française	39
Sect. I.	— Du domicile	39
§ I.	— Election de domicile	39
§ II.	— Domicile inconnu	40
§ III.	— Citation d'un étranger en France	40
§ IV.	— Domicile aux colonies	40
§ V.	— Domicile à l'étranger	40
§ VI.	— Assignation faite à un dépôt	41
Sect. II.	— Citation à mandataire	41
— III.	— Délais de distance	41
CHAP. II.	— Justice indigène	42
CHAP. III.	— Droits maltais	42

Pages

ALIMENTS 43

CHAP. I. — Droit français 43

Sect. I. — Obligations entre époux 43

§ I. — Séparation de fait 43

§ II. — Séparation de droit 44

Sect. II. — Obligations entre beaux pères, belles mères, gendres et brus 44

CHAP. II. — Droits étrangers 44

Sect. I. — Droit allemand 44

— II. — Droit autrichien 44

— III. — Droit italien 45

§ I. — Séparation de fait entre époux 45

§ II. — Séparation de droit entre époux 45

§ III. — Obligations entre ascendants et descendants .. 45

Sect. IV. — Droit maltais 46

— V. — Droit musulman 47

— VI. — Droit rabbinique 47

AMNISTIE 47

ANTICHRÈSE 48

APPEL EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE 49

CHAP. I. — Décisions dont on peut appeler 49

Sect. I. — Détermination du taux du ressort 49

§ I. — Chiffre de la demande 49

§ II. — Accessoires de la demande 50

§ III. — Appels multiples 50

§ IV. — Cas de saisie 51

§ V. — Successions musulmanes 51

Sect. II. — Matières indéterminées 51

— III. — Jugements interlocutoires 52

— IV. — Demandes reconventionnelles 53

§ I. — Modification du taux du ressort 53

§ II. — Demandes fondées sur le préjudice que cause l'action principale 54

Sect. V. — Jugements d'incompétence 55

— VI. — Jugements par défaut 55

— VII. — Jugements non signifiés 55

— VIII. — Jugements interprétatifs 56

		Pages
Sect. IX.	— Jugements mal qualifiés	56
— X.	— Ordonnances	56
— XI.	— Jugements auxquels il a été acquiescé	57
CHAP. II.	— Délais d'appel	57
Sect. I.	— Appel porté devant la Cour	58
— II.	— Point de départ du délai	59
— III.	— Matières spéciales	60
§ I.	— Distribution par contribution	60
§ II.	— Saisie immobilière	60
§ III.	— Faillite	60
§ IV.	— Justice de paix	60
CHAP. III.	— Personnes qui peuvent faire appel	61
CHAP. IV.	— Formes de l'appel	61
Sect. I.	— Mentions nécessaires	61
— II.	— Signification	63
CHAP. V.	— Demandes recevables en appel	63
Sect. I.	— Demandes constituant des moyens nouveaux irrecevables	63
Sect. II.	— Demandes ne constituant pas des moyens nouveaux.	64
CHAP. VI.	— Procédure en appel	65
Sect. I.	— Productions à faire	65
— II.	— Conclusions en appel	65
— III.	— Appel incident	66
— IV.	— Arrêts préparatoires	66
— V.	— Défaut en appel	67
— VI.	— Effets de l'appel	67
— VII.	— Désistement d'appel	68
— VIII.	— Péremption de l'appel	68
— IX.	— Appel d'un jugement sur requête	68
CHAP. VII.	— Compétence en la matière	69
CHAP. VIII.	— Justice indigène	69
APPEL EN MATIÈRE CRIMINELLE		70
Sect. I.	— Délais	70
— II.	— Formes	70
— III.	— Appel des jugements de simple police	71
— IV.	— Appel incident	71
— V.	— Intervention des parties civiles	71
— VI.	— Compétence et procédure	72
— VII.	— Matières fiscales	73

Pages

ARBITRAGE 73

CHAP. I. — Droit français 73

Sect. I. — Formes et délais 73
— II. — Compromis sur appel 74
— III. — Sentence arbitrale étrangère 74

CHAP. II. — Droits étrangers 75

Sect. I. — Droit italien 75
— II. — Droit anglais 76
— III. — Droit musulman 76

ARCHEVÊCHÉ DE CARTHAGE 76

ARCHITECTE 76

ARMES PROHIBÉES 77

ASSURANCES 78

CHAP. I. — Assurances contre le bris des glaces 78
CHAP. II. — Assurances contre les accidents 78

Sect. I. — Relations de droit entre patrons et ouvriers 78
— II. — Application des clauses des polices 79

CHAP. III. — Assurances contre l'incendie 80
CHAP. IV. — Assurances maritimes 81

Sect. I. — Etendue du risque assuré 81
— II. — Compétence 82
— III. — Loi applicable 82

CHAP. V. — Assurances sur la vie 83

AUTOPSIE 83

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE 83

CHAP. I. — Droit français 84

Sect. I. — Cas où la femme n'a pas besoin d'autorisation 84
— II. — Qui peut se prévaloir du défaut d'autorisation 84
— III. — Loi applicable à la femme étrangère 85

CHAP. II. Droits étrangers 85

Sect. I. — Droit italien 85
§ I. — Règles générales 85
§ II. — Femme commerçante 86
§ III. — Opposition d'intérêts avec le mari 87

Sect. II. — Droit belge 87
— III. — Droit grec 88

Pages

Sect. IV. — Droit maltais 88
— V. — Droit russe 88
— VI. — Droit musulman 88

AVEU 89

Sect. I. — Droit français 89
— II. — Droit tunisien 89

AVOCAT 89

CHAP. I. — Droits et devoirs des avocats 90

Sect. I. — Représentation des parties en justice 90
— II. — Obligations professionnelles 92
— III. — Honoraires 93

§ I. — Fixation des honoraires 93
§ II. — Rétention de pièces 95

Sect. IV. — Effets de l'absence de nationalité française ... 96

CHAP. II. — Administration du barreau et discipline 96

Sect. I. — Organisation du barreau 96
— II. — Infractions d'audience 98
— III. — Port du costume 98

AVOCAT-DÉFENSEUR 99

CHAP. I. — Règles professionnelles 99

Sect. I. — Caractère des fonctions du défenseur 99
— II. — Compétence territoriale 99
— III. — Discipline 99
— IV. — Congédiement des clercs 100

CHAP. II. — Frais et honoraires 100

Sect. I. — Action en paiement 100
— II. — Honoraires irrépétibles 101

B

BAIL 102

CHAP. I. — Formes et effets 102

Sect. I. — Régularité et preuve 102
— II. — Obligations du bailleur 103
— III. — Obligations du preneur 105
— IV. — Tacite reconduction et congés 106
— V. — Industries similaires 107

Pages

Sect. VI. — Vente de l'immeuble loué..... 107
— VII. — Faillite du preneur..... 108
CHAP. II. — Loi applicable..... 108
Sect. I. — Principes généraux..... 108
— II. — Usages locaux.. 108
— III. — Règles spéciales aux immeubles immatriculés 110
CHAP. III. — Jurisprudence des tribunaux indigènes 111

BANQUEROUTE 113
BREVETS D'INVENTION 113
BRIS DE CLOTURE 114

C

CAISSE DE BIENFAISANCE ISRAÉLITE 114
CAISSE D'EPARGNE POSTALE 115
CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS 115
CANTINE, CANTINIER 116
CASSATION 116
CAUTION, CAUTIONNEMENT 117

CHAP. I. — Droit français..... 117
Sect. I. — Conditions de validité et étendue..... 117
— II. — Exceptions invoquées par la caution 118
— III. — Cautionnement des comptables publics..... 118
— IV. — Compétence..... 119
CHAP. II. — Droits étrangers..... 119
Sect. I. — Droit des Etats-Unis d'Amérique..... 119
— II. — Droit tunisien..... 119

CAUTION JUDICATUM SOLVI 120
CESSION DE CRÉANCE 120
CHAMBRES DE COMMERCE 121
CHASSE 122
CHEFAA 122

CHAP. I. — Principes généraux..... 122
Sect. I. — Conditions d'exercice..... 122
— II. — Effets de la chefaa..... 124

Pages

CHAP. II. — Cas particuliers 125
Sect. I. — Cas où la chefaa est impossible 125
— II. — Moyens de s'y soustraire 126
— III. — Transaction sur chefaa non existante 126
CHAP. III. — Loi applicable et compétence 126
Sect. I. — Chefaa après adjudication à la barre 126
— II. — Compétence 127

CHEMINS DE FER 127

Sect. I. — Construction et établissement 127
— II. — Gardiennage de la voie 128
— III. — Surveillance des trains. Accidents du trafic .. 129

CHIRA 130

CHOSE JUGÉE 130

CHAP. I. — Justice française 130
Sect. I. — Etendue de la chose jugée 130
— II. — Conditions à réunir pour constituer la chose jugée 132
— III. — Effets de la chose jugée 132
§ I. — Effets des décisions rendues au criminel 132
§ II. — Effets des jugements des juridictions consulaires .. 133
§ III. — Effets des jugements des juridictions indigènes 133
§ IV. — Chose jugée invoquée en cassation 133
CHAP. II. — Justice indigène 134

COLONISATION (Terres de) 134

COLPORTAGE 135

COMMANDEMENT 135

COMMISSAIRE PRISEUR 135

COMMISSION FINANCIÈRE 137

COMMISSION ROGATOIRE 138

Sect. I. — Par quelle voie et à qui adresser la commission rogatoire 139
— II. — Formes de la commission rogatoire 139

COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE 141

CHAP. I. — Etendue de la compétence administrative 141
Sect. I. — Détermination du contentieux administratif 141
— II. — Responsabilité des fonctionnaires 144
— III. — Révocation des fonctionnaires 146
— IV. — Contentieux de l'Etat français 147
— V. — Contentieux de l'Etat tunisien 149

Pages

CHAP. II. — Procédure et voies de recours en matière administrative 149
Sect. I. — Droit d'appel..... 149
— II. — Pourvoi en cassation..... 149
— III.— Recours au Conseil d'Etat..... 150
— IV. — Procédure en matière administrative..... 151
CHAP. III.— Recouvrement des deniers de l'Etat..... 151
Sect. I. — Recouvrement des taxes municipales..... 151
— II. — Oppositions à contrainte..... 152

COMPÉTENCE CIVILE 152

CHAP. I. — Compétence territoriale..... 153
Sect. I. — Option de l'ordonnance de 1843..... 153
§ I. — Cas où elle est possible..... 153
§ II. — Cas où elle n'est pas possible..... 154
§ III.— Cas d'option entre des tribunaux d'Algérie et de Tunisie..... 155
§ IV.— Contrats par correspondance..... 155
Sect. II. — Obligations nées à l'étranger..... 156
— III.— Election de domicile..... 156
— IV.— Règles spéciales aux assurances..... 157
— V. — Insuffisance du nombre des avoués..... 157
CHAP. II. — Compétence à l'égard des personnes..... 158
Sect. I. — Compétence de la justice française..... 158
§ I. — Détermination de la qualité de justiciable..... 158
§ II. — Modification de cette qualité en cours d'instance 160
§ III.— Nature des affaires..... 161
§ IV. — Questions d'état des algériens..... 163
Sect. II. — Statut personnel des tunisiens..... 164
§ I. — Mariage, divorce, fiançailles..... 164
§ II. — Dot, pension alimentaire..... 165
§ III.— Capacité, mineur, tutelle..... 165
§ IV. — Successions..... 166
§ V. — Habous..... 168
a) Premier système (incompétence de la juridiction française).
b) Deuxième système (compétence de la juridiction française).
c) Reddition de comptes des mokaddem.
Sect. III.— Litige entre tunisiens..... 170
§ I. — Système de l'incompétence absolue..... 170
§ II. — Système de l'incompétence relative..... 170

	Pages
§ III.— Cas assimilables	171
§ IV. — Cas exceptionnels	172
§ V. — Etrangers assimilables aux tunisiens	173
Sect. IV. — Circonstances modificatives de la compétence	174
§ I. — Appel en garantie, mise en cause	174
§ II. — Créancier exerçant les droits de son débiteur	174
§ III.— Cession de créance	174
a) Validité.	
b) Effets.	
c) Cession en cours d'instance.	
d) Endossement.	
CHAP. III.— Conflits relatifs à l'exécution des jugements entre la justice française et la justice indigène	181
Sect. I. — Principes généraux	181
— II. — Opérations d'exécution sur des meubles	181
— III.— Opérations d'exécution sur les immeubles	182
§ I. — Saisies immobilières concurrentes	182
§ II. — Droits de l'administration tunisienne chargée de l'exécution des jugements français	183
CHAP. IV. — Conflits de compétence entre les juridictions tunisiennes	184
Sect. I. — Compétence spéciale des tribunaux religieux	184
§ I. — Matières de statut personnel	184
a) Mariage, dot, divorce.	
b) Comptes de tutelle.	
c) Aliments.	
d) Successions.	
§ II. — Matières immobilières	185
Sect. II. — Compétence spéciale des tribunaux séculiers	187
CHAP. V. — Règles spéciales aux étrangers	187
Sect. I. — Droits des consuls	187
— II. — Gouvernements étrangers	188
— III.— Sociétés	189
— IV. — Successions	190
— V. — Contestations entre étrangers	191
CHAP. VI — Droits étrangers	191
Sect. I. — Droit maltais	191
— II. — Droit italien	191
COMPÉTENCE CIVILE DES JUGES DE PAIX	192
CHAP. I. — Détermination de la compétence en raison de la matière	192
— II. — Options prises de part et d'autre	192

	Pages
Sect. I. — Détermination du taux du ressort. Compétence en général	192
— II. — Questions préjudicielles de propriété	195
— III.— Demandes indéterminées	195
— IV.— Demandes reconventionnelles	196
§ I. — Fondées sur la demande principale	196
§ II. — Demandes disjointes	197
Sect. V. — Inapplication en Tunisie de la loi du 12 juil. 1905.	198
— VI.— Matières spéciales	198
§ I. — Demandes en résiliation de bail	198
§ II. — Dommages aux champs	201
§ III.— Dommages-intérêts pour violences	202
§ IV.— Gens de travail	202
§ V. — Assurances	202
CHAP. II. — Etendue du droit de juridiction	202
Sect. I. — Compétence territoriale	203
— II. — Détermination du caractère commercial des affaires	203
— III.— Délibérés	204
— IV. — Régularité des jugements	204
— V. — Exécution provisoire	205
— VI. — Désistement	205
— VII.— Péremption	205
COMPÉTENCE COMMERCIALE	206
CHAP. I. — Compétence en raison des personnes	206
Sect. I. — Engagements entre commerçants	206
— II. — Facteurs et commis	207
— III.— Cautionnement	207
— IV.— Marins et gens d'équipage	207
CHAP. II. — Compétence en raison de la matière	208
Sect. I. — Actes de commerce	208
— II. — Effets de commerce	210
— III. — Agences d'affaires	212
— IV. — Accidents et quasi-délits	212
— V. — Compagnies d'éclairage	213
— VI. — Faillites	213
— VII. — Sociétés	214
— VIII.— Exécution des jugements	215
CHAP. III.— Compétence territoriale	216
Sect. I. — Options tirées de l'ordonnance de 1843.	216
— II. — Options tirées de l'art. 420 C. com	218

	Pages
Sect. III.— Clauses de factures	220
— IV.— Etrangers	221
CHAP. IV.— Nature et effets de l'incompétence de la juridiction commerciale	221
COMPÉTENCE CRIMINELLE	222
CHAP. I. — Compétence de la juridiction française à l'égard des sujets tunisiens	222
Sect. I. — Décret du 2 sept. 1885	222
— II. — Décret du 13 janvier 1898	224
CHAP. II. — Compétence des juges de paix en matière répressive.	226
Sect. I. — Compétence correctionnelle	226
— II. — Compétence de simple police	227
CHAP. III.— Compétence des conseils de guerre en Tunisie	227
CHAP. IV.— Compétence des tribunaux algériens à l'égard des sujets tunisiens	229
CHAP. IV^{bis}— Compétence des tribunaux correctionnels	230
Sect. I. — Généralités	230
— II. — Capitaines marins étrangers	231
— III.— Français ayant commis un crime à l'étranger	231
CHAP. V. — Compétence des juridictions consulaires	231
CHAP. VI.— Justice indigène	232
COMPÉTENCE IMMOBILIÈRE	232
CHAP. I. — Immeubles non immatriculés	232
Sect. I. — Litiges entre européens	232
— II. — Litiges entre tunisiens	233
— III.— Litiges entre européens et tunisiens	234
§ I. — 1er système : compétence	234
§ II. — 2^{e} système : incompétence absolue	234
§ III.— 3^{e} système : incompétence relative	235
Sect. IV.— Licitations et appels en garantie	238
§ I. — Licitations	238
§ II. — Appels en garantie	239
Sect. V. — Affaires intéressant les habous	239
— VI.— Affaires intéressant l'exécution d'un jugement de la justice française	241
§ I. — Saisie immobilière	241
§ II. — Adjudication	242
CHAP. II. — Immeubles en voie d'immatriculation	243
Sect. I. — Effets de la réquisition au point de vue de la compétence	243

Pages

Sect. II. — Dessaisissement de la juridiction saisie par application de l'art. 35 de la foncière..... .. 245
— III.— Application de l'art. 36 de la loi foncière..... 247
§ I. — Sursis à statuer par le Tribunal mixte. Qui doit le prononcer..... 247
§ II. — Conditions de recevabilité de l'exception..... 248
§ III.— Compétence de la justice française saisie d'une opposition à immatriculation 250
CHAP. III.— Immeubles immatriculés..... 252
Sect. I. — Nature des actions relatives à ces immeubles qui sont de la compétence des tribunaux français 252
— II. — Contestation sur les limites et servitudes quand un des immeubles est immatriculé..... 253
CHAP. IV.— Domaine public..... 254
CHAP. V. — Maroc 255

COMPTE COURANT 256

CONCILIATION (Préliminaire de) 256

CONCUSSION 257

CONFLIT 257

CONSEIL DE GUERRE 258

CONSEIL JUDICIAIRE 259

Sect. I. — Droit français 259
— II. — Droit anglais. 259
— III.— Droit brésilien 259

CONTRAINTE PAR CORPS 260

CONTRAT 260

CHAP. I. — Loi applicable au contrat passé en Tunisie..... 260
Sect. I. — Contrat entre français..... 260
— II. — Contrat entre français et tunisiens..... ... 261
— III.— Contrat entre tunisiens..... 261
— IV. — Contractants de nationalités différentes 261
CHAP. II. — Conditions de validité 261
Sect. I. — Cause illicite..... 261
— II. — Vices du consentement..... 262
CHAP. III.— Droits étrangers 263
Sect. I. — Droit italien..... 263
— II. — Droit allemand..... 263
— III. — Droit suisse..... 263

Pages

Sect. IV. — Droit belge..... 264
— V. — Droit luxembourgeois..... 264
— VI. — Droit russe 264

COUPS ET BLESSURES 264
COURTAGE, COURTIER 265
COURTIER MARITIME 267
CRÉANCE, CRÉANCIER 267
CULTES 268

D

DÉFAUT DE MOTIFS 269

Sect. I. — Règles générales..... 269
— II. — Décisions rendues sur appel 270
— III. — Matières criminelles 271

DÉGRADATIONS DE MONUMENTS PUBLICS 272
DÉLAIS 272
DÉLITS RURAUX 273

Sect. I. — Abandon d'animaux..... 273
— II. — Pacage 273
— III. — Fourrière..... 273

DEMANDE RECONVENTIONNELLE 274
DÉNÉGATION DE SIGNATURE 274
DÉNONCIATION CALOMNIEUSE 275
DÉPOTS 275

Sect. I. — Dépôt conventionnel 276
— II. — Dépôt nécessaire..... 276

DÉSAVEU D'OFFICIER MINISTÉRIEL 277
DÉSERTION 278
DÉSISTEMENT 278
DESTRUCTION D'ANIMAL DOMESTIQUE 279
DÉTOURNEMENT 279
DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION 280

Sect. I. — Droit français 280
— II. — Droit tunisien 281

Pages

DIVORCE 281

CHAP. I. — Compétence et procédure 281

Sect. I. — Compétence 281

— II. — Procédure préliminiaire..... 283

— III. — Demandes reconventionnelles..... 284

— IV. — Sursis à statuer..... 285

— V. — Jugements spéciaux à la matière 285

— VI. — Transcription du jugement 286

— VII. — Appel..... 287

— VIII.— Conversion de séparation de corps en divorce. 287

— IX — Prononciation simultanée du divorce et de la séparation de corps..... 288

CHAP. II. — Causes de divorce..... 288

Sect. I. — Injures 288

— II. — Abandon du domicile conjugal 290

— III.— Condamnations..... 290

— IV.— Demande reconventionnelle injurieuse..... 291

— V. — Exception de réconciliation 291

CHAP. III.— Droit applicable..... 292

Sect. I. — Exception de nationalité..... 292

— II. — Effets de la naturalisation 292

— III.— Droits étrangers..... 294

§ I. — Droit italien..... 294

§ II. — Droit anglais..... 295

§ III. — Droit autrichien 296

§ IV. — Droit espagnol..... 296

§ V. — Droit russe..... 296

§ VI. — Droit ottoman 297

§ VII. — Droit brésilien..... 297

§ VIII.— Droit argentin..... 297

§ IX. — Droit musulman..... 298

§ X. — Droit rabbinique..... 299

DOMAINE PUBLIC 299

CHAP. I. — Régime législatif 300

Sect. I. — Législation 300

— II. — Gestion..... 300

— III.— Représentation en justice..... 301

CHAP. II. — Domaine public naturel..... 301

Sect. I. — Rivages de la mer et lacs salés (Sebkha)..... 301

— II. Cours d'eau et sources 304

Pages

CHAP. III. — Domaine public créé pour les besoins publics 306
Sect. I. — Voies publiques..... 306
— II. — Chemins de fer..... 307
— III.— Cimetières 308
CHAP. IV. — Domaine public militaire 308
Sect. I. — Etendue 308
— II. — Imprescriptibilité et inaliénabilité..... 309
— III.— Exercice des actions y relatives 310

DOMICILE 310

DOMICILE ÉLU 311

DONATION 312

Sect. I. — Généralités..... 312
— II. — Droit italien 313
— III.— Droit maltais 314
— IV.— Droit musulman..... 314

DOUANES ET MONOPOLES 316

CHAP. I. — Règles générales 316
Sect. I. — Application aux européens..... 316
— II. — Application aux marchandises tunisiennes..... 317
— III.— Application du tarif général..... 317
— IV.— Paiement des droits en nature..... 318
— V. — Magasinage 318
CHAP. II. — Règles spéciales à certains produits..... 319
Sect. I. — Huiles..... 319
— II. — Laines. 319
— III.— Céréales 320
— IV.— Argent en feuilles 321
CHAP. III. — Monopoles 321
CHAP. IV. — Contrebande 321
Sect. I. — Règles générales 321
§ I. — Procès-verbaux 321
§ II. — Perquisitions 322
§ III.— Confiscations 322
§ IV.— Amendes 323
§ V. — Prescription en la matière..... 323
Sect. II. — Contrebande de tabac..... 324
— III.— Responsabilité des fautes commises par les agents 326

Pages

DROITS DE MUTATION 329
Sect. I. — Assiette du droit..... 329
— II. — A qui le droit peut être réclamé..... 330
— III.— Prescription en la matière..... 331
DROITS FISCAUX SUR L'ALCOOL 331

E

EAUX DE TUNIS 333
EFFETS DE COMMERCE 334
Sect. I. — Généralités..... 334
— II. — Régles particulières aux chèques..... 336
— III.— Règles particulières aux lettres de change..... 337
— IV.— Compétence..... 338
ÉLECTIONS 338
ENCHÈRES (Entraves à la liberté des) 339
ENLÈVEMENT 339
ENQUÊTE 340
Sect. I. — Procédure préliminiaire..... 340
— II. — Par qui l'enquête peut être faite..... 341
— III.— Délais..... 341
§ I. — Délai pour commencer l'enquête..... 341
§ II. — Délai pour dénoncer les témoins..... 341
§ III.— Délai pour faire l'enquête..... 342
§ IV.— Prorogation de délai..... 342
Sect. IV.— Formalités d'enquête..... 342
§ I. — Serment des témoins..... 342
§ II. — Témoins reprochables..... 343
ENREGISTREMENT 343
ENZEL 344
CHAP. I. — Nature et établissement du contrat d'enzel..... 345
Sect. I. — Nature et définition..... 345
— II. — Etablissement et formes..... 346
CHAP. II. — Droits et actions qui dérivent du contrat d'enzel..... 347
Sect. I. — Droit et obligations du crédit enzéliste..... 347
— II. — A qui incombe le paiement de la carroube..... 348
— III.— Mode du paiement de la rente..... 350
— IV.— Prescription applicable en matière d'enzel..... 350

Pages

§ I. — Prescription relative au droit à la rente..... 350
§ II. — Prescription relative aux arrérages..... 351
Sect. V. — Intérêts moratoires..... 351
CHAP. III. — Transformations du contrat primitif d'enzel..... 352
Sect. I. — Cession de l'enzel..... 352
§ I. — Autorisation du crédit rentier..... 352
§ II. — Cession moyen une rente..... 353
§ III. — Effets et formes de la cession..... 353
Sect. II. — Divisibilité de l'enzel..... 354
— III. — Immatriculation de l'immeuble grevé..... 355
— IV. — Adjudication de l'immeuble grevé..... 356
CHAP. IV. — Annulation totale ou partielle du contrat d'enzel.... 359
Sect. I. — Rachat de la rente..... 360
§ I. — Ancien droit..... 360
§ II — Nouveau droit..... 360
Sect. II. — Défaut de paiement de la rente..... 360
— III. — Réduction de la rente..... 361
CHAP. V. — Règles de compétence spéciales à l'enzel..... 362
Sect. I. — Généralités..... 362
— II. — Compétence spéciale des juges de paix..... 363
CHAP. VI. — Kirdar..... 363
Sect. I. — Définition..... 363
— II. — Variation de la rente..... 364
— III. — Compétence en la matière..... 364

ESCLAVAGE 365

ESCROQUERIE 366

ETABLISSEMENTS INSALUBRES, INCOMMODES ET DANGEREUX 367

ETAT CIVIL 368

Sect. I. — Défaut de déclaration de naissance..... 368
— II. — Droit tunisien..... 368

EXCUSES 369

Sect. I. — Droit français..... 369
— II. — Droit tunisien..... 370

EXÉCUTION PROVISOIRE 371

EXÉQUATUR 372

CHAP. I. — Règles générales. Procédure et compétence..... 372

Pages

Sect. I. — Introduction de la demande 372
§ I. — Par qui elle peut être formée 372
§ II. — Sous quelle forme 372
§ III. — Devant quelle juridiction 373
Sect. II. — Etendue des pouvoirs de la juridiction saisie ... 373
§ I. — Examen des conditions à réaliser pour l'exéquatur. 373
§ II. — Dispositions accessoires de la décision d'exéquatur. 374
a) Exécution provisoire.
b) Intérêts.
Sect. III. — Règles spéciales à certaines matières 375
§ I. — Faillites et liquidations judiciaires 375
§ II. — Divorce 376
§ III. — Séparation de corps 376
§ IV. — Séparation de biens 377
§ V. — Jugements d'expédient et arbitrages 377
Sect. IV. — Cas où des traités internationaux sont intervenus 377
§ I. — Traités franco-italiens 377
§ II. — Traité franco-suisse 379
§ III. — Traité franco-belge 379
CHAP. II. — Questions spéciales à la Tunisie 380
Sect. I. — Force exécutoire des jugements des tribunaux français en Tunisie 380
— II. — Règles relatives aux jugements des tribunaux indigènes tunisiens 380
§ I. — Jugements rendus contre des tunisiens 380
a) Principe.
b) Cas relatifs au statut personnel.
c) Cession à un européen.
d) Règles spéciales pour l'exécution sur l'immeuble immatriculé appartenant à un tunisien.
§ II. — Jugements rendus contre des justiciables de la justice française 382
a) 1er système. Pas d'exéquatur.
b) 2e système. Exéquatur sans révision.
c) 3e système. Exéquatur avec révision au fond.
Sect. III. — Règles spéciales aux jugements des tribunaux musulmans algériens 384
— IV. — Règles spéciales aux jugements des juridictions consulaires 385
— V. — Règles spéciales aux jugements du tribunal mixte,.. 385
CHAP. III. — Droits étrangers 386

Pages

Sect. I. — Droit italien 386
— II. — Droit luxembourgeois 387
— III. — Droit monégasque 387
— IV. — Droit tunisien 387

EXPERT, EXPERTISE 388

CHAP. I. — Cas où il y a lieu à expertise 388
CHAP. II. — Conditions de régularité de l'expertise 389
Sect. I. — Nombre d'experts 389
— II. — Serment des experts 389
— III. — Présence des parties. Opérations des experts.. 390
— IV. — Délais 391
— V. — Dépôt du rapport 391
— VI. — Expertise commerciale 391
— VII. — Expertise nulle 392
CHAP. III. — Récusation des experts 393
CHAP. IV. — Honoraires et frais d'expertise 393

EXPLOIT 395

Sect. I. — Mentions nécessaires 395
— II. — Remise des actes 396
— III. — Formes de la remise 397
— IV. — Règles spéciales à la citation en justice de paix. 399
— V. — Règles spéciales à la citation en police correctionnelle 399

EXPROPRIATION

POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE 399

CHAP. I. — Régime du décret du 30 août 1858 400
Sect. I. — Règles générales 400
§ I. — Formes et effets de l'expropriation 400
§ II. — Fixation de l'indemnité 401
a) Mode de fixation.
b) Bases de la fixation.
§ III. — Cas où il y a lieu à expropriation de l'immeuble entier 403
§ IV. — Cimetières 403
§ V. — Droit de mutation 403
§ VI. — Chemins de fer 404
Sect. II. — Règles spéciales aux justiciables de la juridiction française 404
§ I. — Règles législatives applicables par la justice française 404
§ II. — Fixation de l'indemnité 405
§ III. — Mise en possession moyennant dépôt à la caisse 406

Pages

§ IV.— Rétrocession de l'immeuble exproprié qui n'a pas servi à un travail d'utilité publique 406
§ V. — Compétence et procédure 407
CHAP. II. — Régime du décret du 5 septembre 1905 408
Sect. I. — Commissions d'expertise 408
§ I. — Procédure préalable 408
§ II. — Procédure à suivre par les Commissions 408
§ III.— Cas où le recours est ouvert contre les décisions de la commission 409
§ IV.— Formes du recours 410
Sect. II. — Procédure après recours 410
§ I. — Jugement du recours 410
§ II. — Dépens 411
§ III.— Bases légales de l'indemnité 411
§ IV.— Paiement de la totalité de l'immeuble exproprié partiellement 411

EXPULSION 411

EXTRADITION 412

F

FAILLITE 412

CHAP. I. — Ouverture de la faillite 413
Sect. I. — Compétence 413
— II. — Cessation des paiements 413
— III.— Jugement déclaratif et voies de recours 414
— IV.— Jugements étrangers 415
— V. — Sociétés 416
CHAP. II. — Effets de la mise en faillite 416
Sect. I. — Vis-à-vis du failli et de ses actes 416
— II. — Vis-à-vis de la femme du failli 417
§ I. — Généralités 417
§ II. — Femme italienne 417
§ III.— Femme grecque 417
§ IV.— Femme israélite tunisienne 418
Sect. III.— Vis-à vis des créanciers et des tiers 418
§ I. — Hypothèques et privilèges 418
§ II.— Revendications de marchandises 420
§ III.— Poursuites individuelles 420
§ IV.— Avantages particuliers 420
§ V. — Commissionnaire du croire 421

Pages

CHAP. III. — Gestion de la faillite..... 421
Sect. I. — Des syndics..... 421
— II. — Ordonnances du juge commissaire et voies de recours..... 422
— III.— Productions..... 422
CHAP. IV. — Terminaison de la faillite..... 423
Sect. I. — Concordat..... 423
— II. — Union..... 425
— III.— Réhabilitation..... 425
— IV.— Insuffisance d'actif..... 425

FALSIFICATION DE DENRÉES 425

FAUX CRIMINEL 426

FAUX INCIDENT CIVIL 427

FAUX TÉMOIGNAGE 428

FORÊTS 429

FRAIS ET DÉPENS 430

CHAP. I. — Règles de la condamnation aux dépens..... 430
CHAP. II. — Application des tarifs..... 432
Sect. I. — Tarifs applicables..... 432
— II. — Copies de pièces..... 432
— III. — Saisie immobilière..... 432
CHAP. III.— Recouvrement des dépens..... 433
Sect. I. — Distraction des dépens..... 433
— II. — Liquidation des dépens..... 433
— III. — Taxe des dépens..... 433
— IV. — Exécutoire de dépens et voies de recours..... 434
— V. — Compétence..... 434

G

GAGE 436

GAGE IMMOBILIER

DU DROIT TUNISIEN (Rahnia) 438

CHAP. I. — Constitution du gage immobilier ou rahnia..... 438
Sect. I. — Nécessité de la remise d'un titre..... 438
— II. — Nature du titre remis en gage..... 439
— III. — Nécessité d'un acte..... 440
— IV. — Nature de l'objet remis en gage..... 440

Pages

Sect. V. — Gage de second rang 441
— VI. — Influence de la procédure d'immatriculation .. 442
CHAP. II. — Effets du gage immobilier 443
Sect. I. — Nature et étendue du droit de gage 443
— II. — Réalisation du gage 445

GARDE D'ENFANTS 448

CHAP. I. — Droit français 448
Sect. I. — Principes généraux 448
— II. — Second mariage de la femme gardienne 448
— III. — Représentation des enfants 449
— IV. — Décès d'un des parents 449
CHAP. II. — Droit italien 450
CHAP. III. — Droit espagnol 450
CHAP. IV. — Droit musulman : la Hadana 450
CHAP. V. — Droit rabbinique 452

GARDIEN DE NUIT 452

GHABA 453

H

HABOUS 454

CHAP. I. — Des constitutions de habous 455
Sect. I. — Nature et étendue du droit de habous 455
— II. — Quels biens sont susceptibles de habous 456
— III. — Preuve de l'existence d'un habous 457
— VI. — Conditions de validité 459
— V. — Droits des tiers 462
— VI. — Insaisissabilité des habous 462
CHAP. II. — Jouissance et gestion des biens habous 463
Sect. I. — Droits des dévolutaires 463
— II. — Droits des mokaddems 465
— III. — Locations de habous 467
— IV. — Droits de l'Administration des habous (Djemaiat el-Aoukaf) 469
CHAP. III. — Modifications du droit de habous 470
Sect. I. — Mises à enzel 470
— II. — Echanges 471
— III. — Licitation de habous indivis 472
— IV. — Contrats dérivés du habous : Hatzaka, Khoulou, Nasba 473

Pages

CHAP. IV. — Prescription du droit de habous 474

HOMICIDE PAR IMPRUDENCE 475

HOSPITALITÉ INDIGÈNE 475

HUISSIER 475

Sect. I. — Remise des actes 475
— II. — Responsabilité des huissiers 476
— III. — Attributions des huissiers 477
— IV. — Emoluments des huissiers 477
— V. — Frais frustratoires 478

HYPOTHÈQUE 478

I

IMMATRICULATION 481

CHAP. I. — Recevabilité et effet de la réquisition 481
Sect. I. — Qui peut requérir l'immatriculation 482
§ I. — Il faut avoir la personnalité civile 482
§ II. — Il faut être titulaire de droits réels 482
§ III. — Il faut posséder un bien susceptible d'immatriculation. 484
§ IV. — Réquisition par mandataire 484
Sect. II. — Formes et précisions nécessaires de la réquisition. 485
— III. — Effets de la réquisition 486
CHAP. II. — Procédure d'immatriculation 487
Sect. I. — Publicité 487
— II. — Bornage 489
— III. — Oppositions 489
§ I. — Délais d'opposition 489
§ II. — Réception des oppositions 490
§ III. — Production des requêtes introductives d'instance. 491
§ IV. — Prorogation des délais 492
Sect. IV. — Instruction des litiges et mesures d'instance 492
§. I. — Instruction des litiges 492
§. II. — Pouvoirs d'investigation du Tribunal mixte et mesures d'instance 494
§ III. — Pouvoirs de décision du Tribunal mixte 496
Sect. V. — Droits inscriptibles par le Tribunal mixte 497
§ I. — Détermination de la consistance matérielle ... 497
§ II. — Servitudes 498
§ III. — Concessions d'extraction de phosphates 499

		Pages
§ IV.	— Baux	499
§ V.	— Promesses de vente et ventes par porte-fort	499
§ VI.	— Actions personnelles	500
Sect. VI.	— Règles relatives aux actes postérieurs à la réquisition	501
§ I.	— Période antérieure au décret du 16 juillet 1899.	501
§ II.	— Application du décret du 16 juillet 1899	502
Sect. VII.	— Retrait d'une réquisition au cours de l'instruction.	503
— VIII.	— Frais des instances d'immatriculation	503
CHAP. III.	— Décisions du Tribunal mixte	504
Sect. I.	— Effets des décisions de rejet	504
— II.	— Effets des décisions d'immatriculation	506
§ I.	— Caractère de chose jugée définitive *erga omnes*	506
§ II.	— Droits en germe au moment de l'immatriculations et droits latents	509
§ III.	— Applicabilité des règles précédentes aux étrangers.	510
§ IV.	— Détermination matérielle de l'immeuble immatriculé	510
§ V.	— Nature des jugements préparatoires du Tribunal mixte	511
Sect. III.	— Etablissement du titre et morcellements	512
— IV.	— Rectification des erreurs commises par les agents de l'immatriculation	512
Sect. V.	— Droit applicable aux immeubles immatriculés.	514
— VI.	— Règles spéciales au domaine public	514
CHAP. IV.	— Règles spéciales aux immeubles vendus à la barre des Tribunaux français	516
Sect. I.	— Cas d'application du décret de 1892	516
§ I.	— Licitation	516
§ II.	— Cas de litige né après l'adjudication	517
§ III.	— Cas de litige antérieur aux poursuites de vente	517
§ IV.	— Créanciers hypothécaires	517
Sect. II.	— Immatriculation préalable à l'adjudication	518
§ I.	— Obligations du poursuivant	518
§ II.	— Pouvoirs du Tribunal civil	519
Sect. III.	— Règles spéciales de procédure devant le Tribunal mixte	521
§ I.	— Délais	521
§ II.	— Instruction de l'instance	522
§ III.	— Effets de la décision	523
	a) Mutation de la propriété.	
	b) Droits des créanciers hypothécaires.	

Pages

c) Cas où il y a lieu à diminution de prix.
d) Cas où il y a rejet total de la réquisition.
§ IV. — Retrait de la réquisition..... 527
CHAP. V. — Recours des personnes lésées par une immatriculation. 527
Sect. I. — Condition d'exercice de l'action créée par l'art. 38 de la loi foncière. 527
Sect. II. — Autres actions en dommages-intérêts..... 532

IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES 534

IMPOTS 536

INCENDIE 536

INDIVISION 538

Sect. I. — Immeuble non immatriculé..... 538
§ I. — Partage de jouissance..... 538
§ II. — Cessation de l'indivision..... 539
Sect. II. — Immeuble immatriculé..... 540

INSOLVABILITÉ 540

INSTRUCTION CRIMINELLE 541

CHAP. I. — Formalités antérieures à l'envoi devant la juridiction de jugement..... 541
Sect. I. — Droit du juge d'instruction d'ouvrir une information..... 541
Sect. II. — Formalités à remplir..... 541
— III. — Opposition aux ordonnances du juge..... 546
— IV. — Annulations de procédure..... 547
CHAP. II. — Règles applicables aux juridictions de jugement.... 547
CHAP. III. — Justice indigène..... 549

INTERDICTION 550

CHAP. I. — Compétence de la juridiction française et procédure. 550
CHAP. II. — Droit italien..... 551
CHAP. III. — Droit allemand..... 552
CHAP. IV. — Droit musulman..... 552
Sect. I. — Causes de l'interdiction..... 552
— II. — Formes de l'interdiction..... 553
— III. — Pouvoirs du Bey..... 553
— IV. — Effets de l'interdiction..... 554
§ I. — Actes antérieurs..... 554
§ II. — Actes passés sans le tuteur (mokaddem)..... 554
§ III. — Actes délictueux..... 555
Sect. V. — Fin de l'interdiction..... 555

Pages

INTÉRÊTS MORATOIRES 555

Sect. I. — Cas où il y a lieu à intérêts moratoires..... 556
— II. — Loi qui les régit..... 556
— III. — Point de départ des intérêts moratoires..... 558

INTERPRÉTATION DES LOIS 559
INTERPRÈTE 559
INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES 560
IVRESSE PUBLIQUE 560

J

JEUX DE HASARD 561
JUGEMENTS ET ARRÊTS 562

CHAP. I. — Généralités..... 562
CHAP. II. — Jugements par défaut..... 563
Sect. I. — Délais d'opposition..... 563
§ I. — Point de départ..... 563
§ II. — Exécution connue du condamné..... 564
§ III. — Acquiescement..... 565
§ IV. — Computation des délais..... 566
Sect. II. — Formes de l'opposition..... 567
— III. — Jugements susceptibles d'opposition..... 567
§ I. — Itératif défaut..... 567
§ II. — Défaut congé..... 568
§ III. — Défaut profit joint..... 568
Sect. IV. — Justices de paix..... 569
— V. — Matières commerciales..... 569
— VI. — Matières criminelles..... 570
— VII. — Justice indigène..... 571

K

KANOUN SUR LES OLIVIERS 572
KAMMESSAT 573

L

LÉGALISATION 574
LETTRES MISSIVES 575

Pages

LICITATION 576

Sect. I. — Procédure 576
— II. — Règles spéciales aux immeubles immatriculés. 577
— III. — Droit maltais 578

LIQUIDATION JUDICIAIRE 578

Sect. I. — Mise en liquidation. 579
§ I. — Ouverture de la liquidation 579
§ II. — Effets de la mise en liquidation 579
Sect. II. — Gestion et terminaison de la liquidation 580
§ I. — Répartition de l'actif 580
§ II. — Concordat 580
Sect. III. — Procédure 580
§ I. — Conversion en faillite 580
§ II. — Délais d'appel 580
§ III. — Frais et dépens 580

LITISPENDANCE 581

Sect. I. — Jurisprudence générale 581
— II. — Jurisprudence spéciale à la Tunisie. 582

LOCATION DE SACS OU DE FUTS 543

Sect. I. — Règles générales 583
— II. — Locataire en faillite 584
— III. — Locataire en liquidation judiciaire 584

LOI ÉTRANGÈRE 585

LOTERIES 585

LOUAGE D'OUVRAGE OU DE SERVICES 586

Sect. I. — Loi applicable 586
— II. — Responsabilité du maître ou commettant 586
— III. — Paiement des salaires 587
— IV. — Rupture du contrat 588
§ I. — Causes justifiant la rupture 588
§ II. — Délai de congédiement 590
§ III. — Règlements d'atelier ou d'exploitation. 591

M

MAHSOULATS 592

CHAP. I. — Règles générales 593
Sect. I. — Nature du droit 593

Pages

§ I. — Bases de perception..... 593
§ II. — Personnes redevables..... 593
§ III.— Lieu de perception 594
§ IV.— Exemptions..... 594
§ V. — Force légale des usages..... 595
Sect. II. — Contraventions aux lois sur les mahsoulats.... 596
§ I. — Constatations..... 596
§ II. — Pénalités.... 597
CHAP. II. — Taxes spéciales 597
Sect. I. — Taxes sur les produits naturels..... 597
§ I. — Ventes de céréales 597
§ II. — Ventes de légumes..... 598
§ III. — Ventes d'animaux..... 599
§ IV. — Peaux et laines 601
§ V. — Poisson..... 602
§ VI. — Boucherie, abatage..... 602
§ VII. — Khodors..... 602
Sect. II. — Taxes sur les produits travaillés 603
§ I. — Tissus de laine..... 603
§ II. — Huiles... 603
§ III.— Savons..... 604
Sect. III.— Taxes sur les matériaux de construction 604
§ I. — Pierres à bâtir..... 604
§ II. — Briques..... 604
§ III.— Chaux 605
Sect. IV.— Taxes sur les métiers. 605
§ I. — Patentes 605
§ II. — Changeurs 606
§ III.— Musiciens 607
§ IV.— Commerce de l'or et de l'argent 607
Sect. V. — Carroube sur la valeur locative..... 608
CHAP. III. — Fermages de mahsoulats..... 608
Sect. I. — Droits du fermier 609
— II. — Droits et responsabilité de l'Etat..... 611
— III.— Compétence..... 612

MANDAT, MANDATAIRE 613

Sect. I. — Droit français..... 613
— II. — Droit musulman..... 614

Pages

MARCHÉS PUBLICS 615

MARIAGE 616

CHAP. I. — Règles régissant les français 616
Sect. I. — Formes du mariage 616
§ I. — Mariage devant le ministre du culte. 616
§ II. — Mariage des israélites français 617
§ III. — Mariages mixtes. 618
§ IV. — Droits de l'époux divorcé 618
Sect. II. — Validité du mariage 618
§ I. — Impuissance du mari 618
§ II. — Mariage contracté à l'étranger 619
Sect. III. — Obligations des époux 620
§ I. — Résidence de la femme 620
§ II. — Abandon du domicile conjugal 620
CHAP. II. — Règles régissant les italiens 621
Sect. I. — Influence de la religion des époux 621
§ I. — Italiens musulmans 621
§ III. — Italiens israélites 621
Sect. II. — Validité du mariage 622
§ I. — Impuissance du mari 622
§ II. — Mariage contracté à l'étranger 622
Sect. III. — Obligations des époux 622
§ I. — Droit applicable en Italie 622
§ II. — Obligations dérivant du mariage 622
CHAP. III. — Règles particulières à certaines autres nationalités .. 623
§ I. — Maltais 623
§ II. — Anglais 623
§ III. — Américains 623
§ IV. — Luxembourgeois 623
§ V. — Autrichiens 623
§ VI. — Allemands 624
§ VII. — Russes 624
§ VIII. — Chrétiens ottomans 625
CHAP. IV. — Règles applicables aux musulmans 625
Sect. I. — Preuves de l'existence et formes essentielles du mariage 625
§ I. — Preuve 625
§ II. — Mariage par ouali 626
§ III. — Capacité spéciale. Droit de djebr 626
§ IV. — Mésalliance 627

Pages

Sect. II. — Obligations des époux 627
§ I. — Fixation du domicile conjugal 627
§ II. — Obligations d'entretien à la charge du mari 628
§ III.— Droits de correction manuelle du mari 628
Sect. III.— De la répudiation 628
CHAP. V. — Règles applicables aux israélites tunisiens 629
Sect. I. — Fiançailles et pacte de dédit 629
— II. — Formation du lien matrimonial 630
— III.— Obligations nées du mariage. Levirat 630

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMEMRCE 631

MÉDECINE, CHIRURGIE ET PHARMACIE 633

Sect. I. — Médecins et chirurgiens 633
— II. — Sage-femmes 633
— III.— Pharmaciens 634

MEDJBA 635

MENDICITÉ 635

MESURES AGRAIRES 636

MINES ET CARRIÈRES 637

Sect. I. — Permis de recherches et concessions 637
— II. — Exploitations de phosphates 639
— III.— Caractère mobilier ou immobilier des mines et carrières 640

MINEUR, MINORITÉ, TUTELLE 640

CHAP. I. — Droit français 641
Sect. I. — Matières civiles 641
— II. — Matières pénales 642
CHAP. II. — Droit italien 642
Sect. I. Organisation de la tutelle 642
§ I. — Conseil de famille 642
§ II. — Pouvoirs de la mère tutrice 642
§ III. — Correction paternelle 643
§ IV. — Père en opposition d'intérêts avec ses enfants mineurs 643
§ V. — Représentation d'enfants à naître d'époux mineurs. 644
§ VI. — Enfant naturel reconnu 644
§ VII.— Reddition de comptes de tutelle 644
Sect. II. — Actes des mineurs 645
§ I. — Actes nuls 645

	Pages
§ II. — Autorisation de justice	645
§ III.— Hypothèque légale	645
§ IV.— Prêt au tuteur	645
§ V. — Obligations résultant de délits ou de quasi-délits	646
CHAP. III. — Droit maltais	646
Sect. I. — Organisation de la tutelle	646
§ I. — Age de la majorité	646
§ II. — Mère survivante	646
§ III.— Conseil de famille et pouvoirs du tribunal	647
§ IV.— Reddition de comptes de tutelle	647
Sect. II. — Actes des mineurs. Pouvoirs des pères ou tuteurs	648
CHAP. IV. — Droit suisse	649
CHAP. V. — Droit belge	649
CHAP. VI. — Droit espagnol	649
CHAP. VII. — Droit grec	650
CHAP. VIII.— Droit musulman	651
Sect. I. — Organisation de la tutelle	651
§ I. — Etat de minorité	651
§ II. — Droits du père	652
§ III. — Conditions requises pour être tuteur	653
§ IV. — Tuteur testamentaire	653
§ V. — Organisation de la tutelle d'un algérien	653
§ VI. — Pouvoirs du tuteur	654
§ VII.— Reddition de comptes et rémunération du tuteur.	654
Sect. II. — Actes du mineur	655
§ I. — Etendue de ses obligations	655
§ II. — Délits et quasi-délits	656
Sect. III.— Abadites du Mzab	656
CHAP. IX. — Droit rabbinique	656
MITOYENNETÉ	656
Sect. I. — Loi applicable	656
— II. — Obligations des co-propriétaires	657
— III.— Compétence	657
MOGHARSA	658
Sect. I. — Droit musulman tunisien	658
— II.— Influence de l'immatriculation	659
MONNAIES	660
MONT DE PIÉTÉ	661

Pages

MONUMENTS HISTORIQUES, ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART 661
MUNICIPALITÉS 662
Sect. I. — Droit d'agir en justice 663
— II. — Police municipale 663
§ I. — Voirie et alignements 663
§ II. — Arrêtés municipaux 665
Sect. III. — Gestion du domaine municipal 666
— IV. — Responsabilité des communes 667
— V. — Ancien tribunal municipal de Tunis 668

N

NANTISSEMENT 668
NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE 669
Sect. I. — Formes 669
— II. — Etendue 669
— III. — Effets 670

NATIONALITÉ 671
CHAP. I. — Règles spéciales aux européens 672
Sect. I. — Règles spéciales aux français 672
— II. — Influence du mariage sur la nationalité 673
§ I. — Mariage entre européens 673
a) Femme française.
b) Femme italienne.
§ II. — Mariages entre européens et indigènes 675
Sect. III. — Droits européens 676
§ I. — Allemands 676
§ II. — Néerlandais 677
§ III. — Norvégiens 677
§ IV. — Russes 677
§ V. — Grecs 677
§ VI. — Suisses 677
§ VII. — Italiens 678
§ VIII. — Brésiliens 678
CHAP. II. — Règles relatives aux indigènes tunisiens 678
Sect. I. — Présomption de nationalité tunisienne 678
— II. — Influence de l'inscription à la matricule 682

	Pages
CHAP. III. — Règles relatives aux indigènes algériens	683
Sect. I. — Algériens musulmans	683
§ I. — Statut personnel	683
§ II. — Preuves de leur qualité	685
Sect. II. — Algériens israélites	686
— III. - Algériens établis en Tunisie	687
NATURALISATION	689
Sect. I. — Effets de la naturalisation française	689
— II. — Naturalisation française d'un musulman	690
— III.— Perte de la nationalité d'origine par la naturalisation	691
§ I. — Perte de la nationalité française	691
§ II. — Perte de la nationalité ottomane	691
§ III.-- Perte de la nationalité italienne	691
NAVIRE	692
NOM COMMERCIAL	692
NOTARIAT	693
NOTARIAT INDIGÈNE	693
Sect. I. — Nature et étendue des fonctions des adouls tunisiens	693
— II. — Régularité et force probante des actes	695
§ I. — Règles générales	695
§ II. — Règles spéciales aux européens	696
Sect. III.— Responsabilité des adouls tunisiens	696
— IV.— Notariat israélite	698
— V. — Mozabites	699
NULLITÉS FACULTATIVES	699
O	
OFFICE POSTAL	702
Sect. I. — Prohibitions postales et infractions	702
— II. — Responsabilité de l'Office	703
— III.— Paiement des mandats	703
— IV.— Transport des colis postaux	704
— V. — Compétence	704
OFFRES RÉELLES	704
OPÉRATIONS DE BOURSE	705

Pages

ORGANISATION JUDICIAIRE 706

CHAP. I. — Organisation de la justice française..... 706
Sect. I. — Personnel de la magistrature 706
— II. — Composition des juridictions..... 707
CHAP. II. — Organisation de la justice indigène..... 709
CHAP. III. — Indépendance réciproque des deux justices..... 711

ORGANISATION POLITIQUE 711

Sect. I. — Généralités..... 712
— II. — Pouvoir législatif 713

OUKILS 714

OUTRAGE A AGENT 715

OUTRAGE PUBLIC A LA PUDEUR 716

P

PAIEMENT 716

Sect. I. — Preuves du paiement..... 716
— II. — Valeurs recevables en paiement 717

PATERNITÉ ET FILIATION 718

CHAP. I. — Droit applicable 719
CHAP. II. — Droit français..... 719
Sect. I. — Enfants naturels..... 719
— II. — Action en désaveu 720
— III.— Revendication d'enfant..... 720
— IV. — Déchéance de la puissance paternelle 721
CHAP. III.— Droit italien..... 721
Sect. I. — Puissance paternelle 721
— II.— Action en désaveu..... 722
— III.— Recherche de la paternité 722
— IV.— Enfants naturels..... 722
— V. — Devoirs des enfants 723
CHAP. IV.— Droit maltais..... 724
CHAP. V. — Droit musulman..... 724
CHAP. VI.— Droit rabbinique..... 725

PÊCHE 726

PEINES (Application des) 727

CHAP. I. — Lois pénales applicables en Tunisie 727
CHAP. II. — Circonstances influençant l'application des peines.... 728

Pages

Sect. I. — Age du délinquant 728
— II. — Sursis des peines..... 728
— III. — Récidive 729
— IV. — Interdiction de séjour..... 729
— V. — Imputation de la prison préventive..... 729
— VI. — Cumul des peines..... 730
— VII. — Exécution de la peine de mort..... 730

CHAP. III.— Justice indigène 730

PENSIONS DE RETRAITE 731

Sect. I. — Pensions civiles 731
— II.— Pensions militaires 732

PÉREMPTION DE JUGEMENT 732

PÉREMPTION D'INSTANCE 732

Sect. I. — Comment elle se poursuit et se réalise..... 733
— II. — Effets de la péremption..... 733
— III.— Justices de paix 733
— IV.— Justice indigène..... 734

PHYLLOXERA 735

POIDS ET MESURES 735

POLICE 736

Sect. I. — Police du roulage..... 736
— II. — Police des ports..... 737
— III.— Police des garnis..... 737
— IV.— Police sanitaire..... 737

POURVOI EN CASSATION 738

CHAP. I. — Formes du pourvoi..... 738
Sect. I. — Formes de la déclaration..... 738
— II. — Consignation de l'amende..... 739
— III.— Délais du pourvoi..... 740

CHAP. II. — Cas où il y a lieu à pourvoi 740
Sect. I. — Justice civile 740
— II. — Justice répressive..... 741

CHAP. III.— Effets du pourvoi..... 741
Sect. I. — Constatations ne donnant pas lieu à cassation. 741
— II. — Moyens nouveaux 742
— III.— Interprétation des lois étrangères..... 742
— IV.— Désistement de pourvoi..... 743

		Pages
	PRESCRIPTION CIVILE	743
CHAP. I. —	Détermination de la loi appplicable à la prescription .	743
Sect. I. —	Contrats passés en Tunisie.....	743
§ I. —	Loi du lieu.....	743
§ II. —	Loi des contractants	744
§ III –	Loi du tribunal (lex fori)	745
§ IV.—	Loi du lieu de paiement	746
§ V. —	Règles spéciales aux effets du commerce	746
Sect. II. —	Les dispositions de l'art. 2.277 C. civ. fr. s'imposent-elles par leur caractère d'ordre public?	746
§ I. —	Premier système	746
§ II. –	Deuxième système	747
§ III.—	Troisième système.....	747
Sect. III.—	Matières immobilières.....	747
— IV.—	Matières spéciales..... ...	748
§ I. —	Livraison de marchandises	748
§ II. —	Créances de l'Etat.....	748
§ III.—	Serment de crédibilité	749
§ IV.—	Droits étrangers	749
CHAP. II.	Droit musulman.....	749
Sect. I. —	Règles applic.aux actions personn.etmobilières	750
§ I. —	Ancien droit.....	750
	a) Durée.	
	b) Renonciation.	
§ II.	Nouveau droit.....	751
Sect. II. —	Droit applicable aux actions réelles.....	751
§ I. —	Délais et base de la prescription.....	751
§ II. —	Caractères de la possession.....	752
Sect. III.—	Causes et circonstances interruptives de la prescription	753
§ I. —	Parenté.....	753
§ II. —	Communistes et associés.....	754
§ III. —	Cohéritiers	755
§ IV. —	Mineurs	755
§ V. —	Absents	755
§ VI. —	Prépotence	755
§ VII. —	Existence d'un gage.....	757
§ VIII —	Paiement d'acomptes.....	758
§ IX. —	Aaria	759
§ X. —	Procédures diverses.....	759

Pages

PRESCRIPTION CRIMINELLE 760

Sect. I. — Justice française..... 760
— II. — Justice tunisienne.... 761

PRESSE, OUTRAGES, DIFFAMATION 762

Sect. I. — Législation applicable, procédure et compétence 762
— II. — Conditions de régularité de l'assignation 764
— III.— Droits de la partie civile 765
— IV.— Qualité de fonctionnaire public de la victime .. 765
— V. — Règles relatives au pourvoi en cassation..... 766
— VI.— Prescription spéciale à la matière..... 767
— VII.— Déclaration préalable pour la publication des journaux..... 767

PRÊT A INTÉRÊTS 768

Sect. I. — Loi applicable à la matière 768
— II. — Contrats fictifs dissimulant un prêt à intérêts .. 769
— III.— Liberté du taux de l'intérêt de l'argent..... 769
— IV. — Intérêts non stipulés par écrit..... 770

PREUVE 771

CHAP. I. — Preuve littérale..... 771
Sect. I. — Force probante de certaines écritures 771
§ I. — Registres et papiers domestiques 771
§ II. — Livres de commerce et factures..... 771
Sect. II. — Documents impliquant l'existence d'un acte non produit..... 772
§ I. — Traduction..... 772
§ II. — Enregistrement..... 772
CHAP. II. — Preuve testimoniale..... 772
Sect. I. — Conditions d'admissibilité 772
§ I. — Loi applicable..... 772
§ II. — Généralités..... 773
§ III.— Matières commerciales..... 775
§ IV.— Droit musulman..... 775
§ V. — Droit tunisien nouveau..... 775
Sect. II. — Administration de la preuve testimoniale..... 776
§ I. — Droit français 776
§ II. — Droit tunisien 776
Sect. III.— Pourvoi en cassation..... 777
CHAP. III. — Preuve en matière criminelle (Justice tunisienne) .. 777

Pages

Sect. I. — Généralités 777
— II. — Règles spéciales à l'accusation d'assassinat..... 778

PRIVILÈGES 780

Sect. I. — Trésor public 780
— II. — Bailleur 781
— III. — Architectes et entrepreneurs..... 782
— IV. — Sous traitants..... 782
— V. — Vendeurs..... 783
— VI. — Fournisseurs..... 784
— VII. — Frais funéraires et de dernière maladie..... 784
— VIII. — Frais de justice et droits consulaires..... 784
— IX. — Tutelle (Droit musulman)..... 784

PROCÉDURE CIVILE ET COMMERCIALE 785

CHAP. I. — Justice française..... 785

Sect. I. — Règles générales..... 785
§ I. — Recevabilité des actions en la forme.. 785
§ II. — Procédure sommaire. Conclusions..... 786
§ III. — Jonction d'instances..... 787
§ IV. — Intervention..... 787
§ V. — Reprise d'instance..... 788
§ VI. — Comparution personnelle..... 789
Sect. II. — Règles spéciales aux matières commerciales... 789

CHAP. II. — Justice indigène..... 789

PROMULGATION DES LOIS 790

Sect. I. — Règles spéciales à l'Algérie 790
— II. — Règles spéciales à la Tunisie 790
§ I. — Lois françaises 790
§ II. — Lois tunisiennes 791

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE 792

Sect. I. — Photographie... 792
— II. — Œuvres musicales 792
— III. — Journaux 793

PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE 793

CHAP. I. — Propriété non immatriculée..... 794
Sect. I. — Régime légal 794
§ I. — Lois applicables 794
§ II. — Pouvoirs des beys 795
§ III. — Voisinage..... 796

		Pages
Sect. II.	— Titres de propriété	796
§ I.	— Valeur et importance du titre	796
§ II.	— Nécessité des transcriptions sur le titre	797
§ III.	— Medmouns	798
§ IV.	— Acquisitions anciennes par des européens	799
Sect. III.	— Possession	799
§ I.	— Influence de la possession	799
§ II.	— Actes de notoriété (outikas)	800
CHAP. II.	— Propriété immatriculée	802
Sect. I.	— Valeur du titre	802
— II.	— Inscription sur le livre foncier	803
§ I.	— Effets des inscriptions	803
§ II.	— Inscriptions conservatoires	803
CHAP. III.	— Imeubles non soumis à la propriété privée	804
Sect. I.	— Terres soumises à la jouissance collective des tribus	804
— II.	— Terres mortes	805
— III.	— Montagnes	807
— IV.	— Forêts	808
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE		809
PROPRIÉTÉ MOBILIÈRE		809
PROTECTION DIPLOMATIQUE		810
Sect. I.	— Etablissement de la protection	810
§ I.	— Actes consulaires	810
§ II.	— Militaires	810
§ III.	— Maronites	811
Sect. II.	— Effets de la protection	811
§ I.	— Quant à la famille	811
§ II.	— Quant au régime légal	811
§ III.	— Quant à la durée	812
Sect. III.	— Voies de recours contre les décisions des consuls	812
— IV.	— Régime actuel de la Tunisie	813
Q		
QUALITÉS		814
Sect. I.	— Règlement des qualités des décisions des juridictions civiles	814
§ I.	— Régularité de l'avenir	814

Pages

§ II. — Régularité de l'ordonnance 815
§ III. — Mentions nécessaires de l'ordonnance et du jugement 815
§ IV. — Ce qui doivent contenir les qualités..... 816
§ V. — Recours contre les ordonnances de règlement . 817
§ VI. — Règlement des qualités en vacation..... 817
Sect. II. — Qualités des jugements des tribunaux consulaires et des justices de paix..... 817
§ I. — Tribunaux consulaires..... 817
§ II. — Justices de paix..... 818

R

RAPPORT DE MER 818

RECRUTEMENT 820

RÉFÉRÉS 821

CHAP. I. — Notions générales..... 821
Sect. I. — Domaine des référés 821
§ I. — Matières administratives..... 821
§ II. — Matières commerciales 822
Sect. II. — Compétence des diverses juridictions 822
§ I. — Juges de paix 822
§ II. — Présidents des Tribunaux 824
§ III. — Actes de la justice tunisienne 825
Sect. III. — Procédure 825
§ I. — Assignation 825
§ II. — Référés sur procès-verbaux..... 826
§ III. — Dépens 826
Sect. IV. — Voies de recours 827
§ I. — Appel..... 827
§ II. — Tierce-opposition..... 827
§ III. — Opposition 827
§ IV. — Exécution provisoire 827
CHAP. II. — Applications diverses du référé 828
Sect. I. — Référés sur l'exécution de jugements et de titres. 828
§ I. — Cas où l'exécution peut être suspendue 828
§ II. — Saisies-exécution 828
§ III. — Saisie-arrêt..... 829
§ IV. — Dépôt de prix d'adjudication..... 830
§ V. — Détention d'immeubles..... 830

	Pages
Sect. II. — Référés basés sur l'urgence	831
§ I. — Caractères de l'urgence	831
§ II. — Remises d'enfants	831
§ III. — Allocation d'aliments	831
Sect. III. — Référés entre bailleurs et locataires	831
§ I. — Expulsion de locataires	831
§ II. — Saisie-gagerie	832
Sect. IV. — Mesures conservatoires	833
§ I. — Scellés et inventaires	833
§ II. — Envois en possession	833
§ III. — Conservation de fruits	833
§ IV. — Mises sous sequestre	834
§ V. — Expertises	835
RÉGIME MATRIMONIAL	835
CHAP. I. — Cas soumis aux principes du droit français	835
Sect. I. — Régime matrimonial applicable ou créé en France.	835
§ I. — Entre français	835
§ II. — Entre français et étranger	836
§ III. — Entre étrangers	836
§ IV. — Hypothèque légale de la femme étrangère	838
Sect. II. — Régime matrimonial créé en Algérie	838
§ I. — Entre un français et une algérienne musulmane.	838
§ II. — Entre israélites tunisiens	838
Sect. III. — Régime matrimonial des français mariés à l'étranger	839
Sect. IV. — Régime matrimonial créé en Tunisie	839
§ I. — Entre israélites français	839
§ II. — Entre mari français israélite et femme israélite tunisienne	839
§ III. — Entre musulman algérien et femme française	840
§ IV. — Entre musulman tunisien et femme anglaise	840
§ V. — Entre époux ottomans	840
CHAP. II. — Cas relevant de droits étrangers	840
Sect. I. — Droit italien	840
§ I. — Régime de droit commun	840
§ II. — Dotalité	842
§ III. — Nécessité d'un acte public	843
Sect. II. — Droit maltais	843
§ I. — Code de Rohan	843
§ II. — Législation nouvelle	843

Pages

Sect. III. — Droit russe 844
— IV. — Droit autrichien 844
— V. — Droit allemand 845
— VI. — Droit des Etats-Unis 845
— VII. — Droit rabbinique 845
— VIII. — Droit musulman 849
— IX. — Droit suisse 849

RÈGLEMENT DE JUGES 850

RÉLÉGATION 850

Sect. I. — Conditions dans lesquelles il y a lieu à rélégation 850
— II. — Constatations insuffisantes des jugements prononçant la rélégation 851
— III. — Loi du 19 juillet 1907 852
— IV. — Défense des sujets à rélégation 852
— V. — Tribunaux répressifs d'Algérie 852

REQUÊTE CIVILE 853

RETRAIT LÉGAL 854

RETRAIT LITIGIEUX 855

RÉVISION DE PROCÈS CRIMINEL 855

RITES MUSULMANS 855

Sect. I. — Règles générales 855
— II. — Règles particulières 856

S

SAISIE-ARRÊT 856

CHAP. I. — Saisie-arrêt ordinaire 857
Sect. I. — Titre formant la base nécessaire 857
— II. — Objet 857
§ I. — Titres de propriété 857
§ II. — Dotations de la famille beylicale 858
§ III. — Pensions payées par le Trésor public 858
§ IV. — Locations de coffre fort 859
Sect. III. — Procédure 859
— IV. — Effets 860
— V. — Saisies abusives 862
CHAP. II. — Saisies régies par la loi du 12 janvier 1895 et les lois annexes 862

	Pages
Sect. I. — Procédures commencées avant la loi de 1895	862
— II. — Quotités saisissables	863
§ I. — Pensions alimentaires	863
§ II. — Combinaisons de la loi de procédure avec la loi tunisienne	864
§ III. — Pensions de retraite	864
Sect. III. — Procédure	865
§ I. — A l'égard des dépositaires de deniers publics	865
§ II. — Relativement aux transports du dixième	865
§ III. — A l'égard des tiers saisis	866
SAISIE BRANDON	866
SAISIE CONSERVATOIRE	866
SAISIE DE NAVIRE	867
Sect. I. — Titres nécessaires pour saisir	867
— II. — Navires saisissables	867
— III. — Formes de la saisie	868
— IV. — Effets de la saisie	868
— V. — Voies de recours contre le jugement fixant la vente	868
SAISIE EXÉCUTION	868
CHAP. I. — Justice française	868
Sect. I. — Objet de la saisie	868
§ I. — Nature mobilière	868
§ II. — Saisissabilité	869
§ III. — Objets entre les mains d'un tiers	869
Sect. II. — Formes de la saisie	869
§ I. — Récolement	869
§ II. — Gardiennage	870
Sect. III. — Action en revendication	870
§ I. — Enoncé des preuves	870
§ II. — Femmes musulmanes indigènes	871
CHAP. II. — Justice indigène	871
SAISIE IMMOBILIÈRE	872
CHAP. I. — Procédure de saisie	872
Sect. I. — Droit de saisir	872
§ I. — Compétence de la justice française	872
§ II. — Qui peut saisir	873
§ III. — Qui on peut saisir	873

	Pages
§ IV. — Ce qu'on peut saisir	873
§ V. — Prescription de la saisie	874
Sect. II. — Formes à suivre	874
§ I. — Limites d'application de la loi de procédure française	874
§ II. — Formes et effets de la saisie	876
§ III. — Etablissement et lecture du cahier des carges	877
§ IV. — Dires au cahier des charges	878
Sect. III. — Incidents	879
§ I. — Demandes en nullité	879
§ II. — Actions en distraction	881
§ III. — Compétence en la matière	881
§ IV. — Vente sur conversion	882
§ V. — Suspension de poursuites	882
§ VI. — Voies de recours contre les jugements sur incident	883
CHAP. II. — Adjudication	885
Sect. I. — Formes et conditions	885
§ I. — Caractère définitif du jugement de condamnation	885
§ II. — Prohibition d'enchérir	885
§ III. — Entraves à la liberté des enchères	886
Sect. II. — Effets	886
§ I. — Droits et obligations de l'adjudicataire	886
§ II. — Absence du titre de propriété	887
§ III. — Gérant de l'immeuble adjugé	888
§ IV. — Attribution de loyers	888
§ V. — Annulation de baux	888
Sect. III. — Action en revendication	889
§ I. — Conditions d'exercice	889
§ II. — Caractère habous de l'immeuble vendu	890
§ III. — Mise en cause du poursuivant	891
Sect. IV. — Résolution de la vente et responsabilité	892
§ I. — Demande en nullité	892
§ II. — Responsabilité du poursuivant	892
§ III. — Actions de l'ayant-cause du poursuivant	894
§ IV. — Rétrocession au saisi	894
§ V. — Responsabilité du saisi	895
Sect. V. — Distribution du prix	895
§ I. — Compensation du prix par l'adjudicataire	895
§ II. — Obligation de déposer	896
§ III. — Procédure à suivre pour la distribution	897

Pages

Sect. VI. — Surenchère 899
— VII. — Folle enchère 899
CHAP. III. — Justice indigène 900

SAUVETAGE 901

SCELLÉS 902

SÉDUCTION 902

Sect. I. — Caractères constitutifs 902
— II. — Admissibilité de la preuve testimoniale 903
— III. — Droit italien 904
— IV. — Droit rabbinique 904

SÉPARATION DE BIENS 904

SÉPARATION DE CORPS 905

CHAP. I. — Compétence de la juridiction française et procédure ... 905
Sect. I. — Compétence 905
— II. — Procédure 905
CHAP. II. — Droit français 905
CHAP. III. — Droits étrangers 906
Sect. I. — Droit italien 906
§ I. — Séparation à l'amiable 906
§ II. — Epoux mineur 906
§ III. — Causes 907
§ IV. — Effets 907
Sect. II. — Droit maltais 908
— III. — Droit russe 908
— IV. — Droit canonique 908

SÉPULTURE 909

SEQUESTRE 909

SERMENT 909

CHAP. I. — Justice française 909
Sect. I. — Formes 909
§ I. — Théorie de l'application nécessaire de la forme française 909
§ II. — Théorie de l'application de la forme religieuse . 911
§ III. — Formes cultuelles 912
§ IV. — Commission rogatoire 912
Sect. II. — Fond du droit 913
§ I. — A qui le serment peut-il être déféré ? 913

Pages

§ II. — Droits d'appréciation du juge 913
§ III.— Effets du serment 913
CHAP. II. — Justice indigène 913

SERVITUDES 914

CHAP. I. — Détermination du droit applicable 915
Sect. I. — Immeubles non immatriculés 915
— II. — Immeubles immatriculés 915
— III.— Cas où un seul des deux immeubles est immatriculé. 916
CHAP. II. — Droit musulman tunisien 917
Sect. I. — Servitudes de jour et de vue 917
— II. — Servitudes de passage 918
CHAP. III. — Nouveau droit foncier 919
Sect. I. — Inscription des servitudes sur le livre foncier . . 919
— II. — Servitudes de jour et de vue 920
— III.— Travaux pour la conservation d'uns servitude . . 921

SERVITUDES MILITAIRES 922

CHAP. I. — Régime légal 922
Sect. I. — Lois applicables 922
— II. — Administration du domaine public militaire . . . 922
— III.— Compétence relative aux infractions sur le domaine public militaire 923
CHAP. II. — Droit des tiers 923
Sect. I. — Détermination du domaine public militaire 923
§ I. — Premier système 923
§ II. — Deuxième système 924
§ III.— Conséquences de la création des servitudes militaires 924
Sect. II. — Travaux nouveaux 924
— III.— Vente d'un terrain grevé 925

SOCIÉTÉS 926

CHAP. I. — Des sociétés en général 926
Sect. I. — Règles générales 926
§ I. — Preuves d'existence 926
§ II. — Causes de nullité 926
§ III.— Liquidation 927
§ IV.— Enregistrement 927
Sect. II. — Différentes sortes de sociétés 927
§ I. — Sociétés anonymes 927

Pages

§ II. — Sociétés en commandite 928
§ III. — Participations 928
CHAP. II. — Sociétés formées en Tunisie 929
Sect. I. — Loi applicable 929
Sect. II. — Régime légal 929
§ I. — Autorisation du Gouvernement 929
§ II. — Nationalité 929
§ III. — Personnalité civile 930
CHAP. III. — Sociétés étrangères 930
Sect. I. — Loi applicable 930
— II. — Sociétés italiennes 930
— III. — Sociétés maltaises 931
— IV. — Sociétés entre tunisiens 931

SOLIDARITÉ 932

Sect. I. — Droit français 932
— II. — Droit tunisien 933

SUCCESSION 933

CHAP. I. — Règles générales 934
Sect. I. — Loi applicable 934
§ I. — Principe général 934
§ II. — Combinaison du statut personnel avec le statut réel et la loi de procédure 934
§ III. — Etranger de nationalité incertaine 935
§ IV. — Succession des esclaves 935
§ V. — Musulmans algériens 936
§ VI. — Israélites algériens citoyens français 936
§ VII. — Ottomans 936
§ VIII. — Italiens 937
Sect. II. — Compétence 937
§ I. — Succession des chrétiens tunisiens 937
§ II. — Demandes entre héritiers 937
§ III. — Renonciations à succession 937
Sect. III. — Administration des successions étrangères 938
CHAP. II. — Droits étrangers 939
Sect. I. — Droit italien 939
§ I. — Droits du conjoint survivant 939
§ II. — Succession dévolue à un enfant soumis à la puissance paternelle 940
§ III. — Donations sujettes à rapports 940

Pages

§ IV. — Legs d'usufruit 941
§ V. — Vente de droits héréditaires 941
§ VI. — Immeubles situés à l'étranger 941
§ VII. — Acceptation, renonciation, bénéfice d'inventaire et séparation des patrimoines 942
Sect. II. — Droit maltais 942
§ I. — Conjoint survivant 942
§ II. — Réserve héréditaire 942
§ III. — Ouverture de la succession 943
§ VI. — Prescription 943
§ V. — Conseil et exécuteur testamentaires 944
Sect. III. — Droit musulman 944
§ I. — Nationalité de la succession 944
§ II. — Etendue des droits héréditaires 944
§ III. — Droits et obligations des héritiers 945
§ IV. — Divisibilité des dettes 947
§ V. — Echéance des dettes 948
§ VI. — Créances de la succession 948
§ VII. — Droit kabyle 948
Sect. IV. — Droit rabbinique 948
§ I. — Applicabilité du droit 948
§ II. — Etendue des droits héréditaires 949
§ III. — Lévirat 950
Sect. V. — Autres droits 950
§ I. — Droit autrichien 950
§ II. — Droit suisse 950
CHAP. III. — Successions vacantes 950
Sect. I. — Droit applicable devant la juridiction française. 950
§ I. — Cas de vacance 950
§ II. — Compétence 951
§ III. — Honoraires du curateur 951
Sect. II. — Droit tunisien 951

SUSPICION LÉGITIME 952
SYNDICAT DES VITICULTEURS 952
SYNDICATS PROFESSIONNELS 953

T

TAPAGE INJURIEUX 953
TAXES MUNICIPALES 953

	Pages
CHAP. I. — Règles générales	954
Sect. I. — Etablissement et contestation des rôles	954
— II. — Recouvrement des taxes	954
— III. — Compétence	955
— IV. — Prescription	957
CHAP. II. — Règles spéciales	957
Sect. I. — Carroube sur les loyers	957
§ I. — Assiette de la taxe	957
§ II. — Exemptions	958
§ III. — Changement de propriétaires	959
§ IV. — Privilèges sur les loyers	960
§ V. — Justice tunisienne	961
Sect. II. — Etablissement des égoûts, rues et trottoirs	961
— III. — Taxe de balayage	962
— IV. — Taxe sur les cafés	962
— V. — Taxe sur les voitures	963
— VI. — Droits de stationnement	963
TESTAMENT	964
Sect. I. — Droit français	964
— II. — Droit italien	965
— III. — Droit maltais	967
— IV. — Droit anglais	968
— V. — Droit autrichien	968
— VI. — Droit allemand	969
— VII. — Droit néerlandais	969
— VIII. — Droit russe	970
— IX. — Exarchat bulgare	970
— X. — Droit musulman	970
TIERCE OPPOSITION	970
TITRES AU PORTEUR	971
TRAITÉS INTERNATIONAUX	972
TRAMWAYS DE TUNIS	973
TRANSACTION	973
TRANSPORTS MARITIMES	973
CHAP. I. — Contrats de transport	974
Sect. I. — Formes	974
§ I. — Formes du connaissement	974
§ II. — Charte-partie conclue par courtier	974
§ III. — Clauses manuscrites inconciliables avec les clauses imprimées	974

Pages

Sect. II. — Loi applicable 975
§ I. — Jurisprudence allemande 975
§ II. — Jurisprudence italienne..... 975
Sect. III.— Effets à l'égard des destinataires des contrats passés par les chargeurs..... 975
Sect. IV.— Clauses diverses..... 977
§ I. — Clauses compromissoires 977
§ II. — Clauses de non responsabilité 980
§ III.— Clause franc d'avaries particulières..... 981
Sect. V — Transport de voyageurs 981
CHAP. II. — Obligations du transporteur..... 982
Sect. I. — Obligations de l'armateur 982
§ I. — Fourniture du navire..... 982
§ II. — Concurrence déloyale 982
Sect. II. — Obligations du capitaine..... 982
§ I. — Soins à la marchandise..... 982
§ II. — Arrimage 983
§ III.— Livres de bord..... 984
§ IV.— Délivrance des marchandises..... 984
CHAP. III.— Accidents de transport 986
Sect. I. — Pertes ou manquants..... 986
§ I. — Déficits à l'arrivée..... 986
§ II. — Perte de bagages 987
Sect. II. — Force majeure..... 987
§ I. — Grève générale 987
§ II. — Pluie 988
§ III.— Quarantaine 988
Sect. III.— Avaries et fortune de mer..... 989
§ I. — Déroutement..... 989
§ II. — Jet à la mer..... 989
§ III.— Abordage,..... 989
§ IV.— Innavigabilité 990
§ V. — Emprunt à la grosse..... 991
§ VI.— Classement et règlement d'avaries 992
Sect. IV.— Débarquement 993
§ I. — Staries et surestaries..... 993
§ II. — Agents de déchargement..... 994
CHAP. IV. — Actions du destinataire 994
Sect. I. — Délais d'exercice..... 974
§ I. — Délais des réclamations..... 994

	Pages
§ II. — Délais pour la demande en justice	995
§ III.— Prescription de l'action en délivrance	996
Sect. II. — Compétence	996
— III.— Preuve de la faute du transporteur	996
— IV.— Consignataires et commissionnaires	996
§ I. — Consignataires	996
§ II. — Commissionnaires	997
CHAP. V. — Actions du transporteur	997
Sect. I. — Fret	997
§ I. — Paiement du fret	997
§ II. — Avances sur le fret	998
Sect. II. — Droits accessoires	998
§ I. — Magasinage	998
§ II. — Accostage	998
TRANSPORTS TERRESTRES	999
CHAP. I. — Voyageurs et bagages	999
Sect. I. — Voyageurs	999
— II. — Bagages	999
§ I. — Itinéraire	999
§ II. — Perte	1000
§ III.— Dépôt nécessaire	1001
CHAP. II. — Transport de marchandises	1001
Sect. I. — Prise en charge	1001
— II. — Remise des marchandises à destination	1001
— III.— Réclamations, procédure et délais	1002
— IV.— Accidents de transport	1002
§ I. — Perte	1002
§ II. — Retard	1004
Sect. V. — Application des tarifs	1004
TRAVAUX PUBLICS	1005
Sect. I. — Obligations des entrepreneurs	1005
— II. — Sous-traitants	1005
— III.— Occupations temporaires	1007
— IV.— Dommages aux riverains	1007
TRIBUNAL CRIMINEL	1008
CHAP. I. — Procédure préliminaire	1008
Sect. I. — Interrogatoire préliminaire	1008
§ I. — Délai et nature	1008
§ II. — Formes	1008

	Pages
Sect. II. — Effets de l'arrêt de renvoi et voies de recours...	1009
§ I. — Effets de l'arrêt de renvoi.....	1009
§ II. — Recours contre l'arrêt de renvoi.....	1009
Sect. III.— Instruction complémentaire.....	1010
— IV.— Copie de pièces.....	1010
CHAP. II. — Constitution du Tribunal criminel.....	1011
Sect. I. — Eléments tirés du Tribunal de 1re instance	1011
§ I. — Composition.....	1011
§ II. — Présence du juge d'instruction.....	1011
§ III.— Commis-greffiers	1011
Sect. II. — Capacité des assesseurs.....	1012
§ I. — Incompatibilités	1012
§ II. — Infirmités.....	1012
§ III.— Changement de nationalité.....	1012
Sect. III.— Désignation des assesseurs	1013
§ I. — Formation de la liste de session..... ..	1013
§ II. — Tirage des assesseurs appelés à juger une affaire	1013
§ III.— Règles à suivre en raison de la nationalité des accusés.	1013
§ IV.— Serment des assesseurs.....	1014
§ V. — Obligations des assesseurs.....	1015
CHAP. III. Débats devant le Tribunal criminel	1015
Sect. I. — Pouvoirs du Président..... ...	1015
§ I. — Jonction d'instance.....	1015
§ II. — Conduite des débats.....	1015
Sect. II. — Lecture et apport de documents.....	1016
§ I. — Jonction de pièces.....	1016
§ II. — Lecture de procès-verbaux.....	1017
§ III.— Pièces à conviction.....	1017
Sect. III.— Défense.....	1017
— IV.— Mesures d'ordre	1017
§ I. — Isolement des témoins	1017
§ II. — Expertises.....	1018
§ III.— Transports.....	1018
§ IV.— Intervention de parties civiles.....	1018
§ V. — Huis-clos.....	1019
§ IV. — Procès-verbal des débats.....	1019
Sect. V. — Incidents.....	1019
§ I. — Procédure à suivre.....	1019
§ II. — Arrestation de témoins....	1020

	Pages
Sect. VI.— Audition de témoins	1021
§ I. — Désignation des témoins	1021
§ II. — Serment des témoins	1021
§ III.— Témoins dispensés du serment	1021
§ IV.— Témoins qui ne peuvent être entendus	1022
Sect. VII.— Interprétation des langues étrangères	1023
§ I. — Qui peut interpréter	1023
§ II. — Ce qui doit être interprété	1024
§ III.— Constatation de l'interprétation	1025
CHAP. IV.— Jugements	1025
Sect. I. — Prononcé	1025
§ I. — Publicité	1025
§ II. — Dessaisissement du Tribunal	1026
Sect. II. — Motifs nécessaires	1026
— III.— Dépens	1027
— IV.— Cassation	1027
§ I. — Caractère souverain des décisions	1027
§ II. — Fausse application de la loi	1027
§ III.— Renvoi après cassation	1027

V

VENTE (en général)	1028
VENTE A LIVRER	1029
CHAP. I. — Modalités diverses	1029
Sect. I. — Vente sur échantillon	1029
— II. — Vente par correspondance	1030
— III.— Vente à livraisons successives	1030
— IV.— Vente c. i. f. (coût, frais et assurance)	1031
— V. — Selem du droit musulman	1031
CHAP. II. — Défaut de qualité	1031
Sect. I. — Allégation du défaut de qualité	1031
— II. — Effets du défaut de qualité	1032
— III.— Vente de grignons	1032
— IV.— Vente de soufre	1032
— V. — Vente de céréales	1033
— VI.— Ventes d'huiles	1033
CHAP. III. — Livraison par intermédiaire	1034
VENTE A RÉMÉRÉ	1034
Sect. I. — Nature	1034

Pages

§ I. — Généralités 1034
§ II. — Rite malékite 1035
§ III. — Rite hanafite 1035
Sect. II. — Effets 1036
§ I. — Droits de l'acheteur 1036
§ II. — Droits du vendeur 1037

VENTE A TEMPÉRAMENT 1038

VENTE AUX ENCHÈRES DE MARCHANDISES NEUVES 1039

VENTE COMMERCIALE 1039

Sect. I. — Formes 1039
— II. — Vente en bloc 1039
— III. — Vente par agent 1040
— IV. — Achat au-dessous du cours 1040

VENTE D'ANIMAUX 1041

VENTE DE FONDS DE COMMERCE 1041

VENTE DE NAVIRE 1042

VENTE DE VENDANGE OU DE VIN 1042

Sect. I. — Vente sur souches 1042
— II. — Agréage 1043
— III. — Résiliation 1044
— IV. — Fûts du vendeur ou d'un tiers 1045

VENTE D'IMMEUBLES 1046

CHAP. I. — Formes 1046
Sect. I. — Approbation du Cadi 1046
— II. — Intervention du Gouvernement 1046
— III. — Acte sous-seings privés 1047
CHAP. II. — Conditions particulières 1047
Sect. I. — Ventes à la mesure 1047
— II. — Clause de non garantie 1047
— III. — Etablissement de mitoyenneté 1048
CHAP. III. — Causes de rescision ou de nullité 1048
Sect. I. — Lésion 1408
— II. — Dissimulation du prix 1048
— III. — Vente d'un immeuble litigieux 1049

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE 1049

Pages

VÉRIFICATION D'ÉCRITURE 1049

VOIES DE FAIT 1050

VOL 1050

CHAP. I. — Justice française..... 1050

Sect. I. — Caractères essentiels..... 1050

§ I. — Enlèvement d'une chose litigieuse..... 1050

§ II. — Soustraction d'électricité..... 1051

§ III. — Bechara..... 1051

Sect. II. — Complicité..... 1051

§ I. — Complicité ordinaire..... 1051

§ II. — Recel..... 1052

Sect. III. — Circonstances aggravantes..... 1052

§ I. — Application des peines..... 1052

§ II. — Vol dans un édifice consacré au culte..... 1052

Sect. IV. — Action en revendication d'objets volés..... 1052

CHAP. II. — Justice indigène..... 1053

Sect. I. — Eléments essentiels..... 1053

§ I. — Tentative..... 1053

§ II. — Complicité..... 1053

§ III. — Recel..... 1053

Sect. II. — Application des peines..... 1054

§ I. — Preuves admissibles en matière de vol de bestiaux. 1054

§ II. — Principes de la mesure de la peine à appliquer.. 1054

Sect. III. — Réparations civiles..... 1055

§ I. — Acheteur de l'objet volé..... 1055

§ II. — Action solidaire contre les coupables..... 1055

TABLE CHRONOLOGIQUE

Nos lecteurs trouveront ici, classées par ordre de date, les décisions parues au *Journal des Tribunaux de la Tunisie* depuis sa création (1889) jusqu'à la fin de l'année 1908. Les chiffres placés entre parenthèses après l'indication de la juridiction de laquelle émane la décision indiquent, le premier l'année, le second la page du volume de la collection où elle a été rapportée. A la suite on lit la rubrique du *Répertoire alphabétique* et le n° de cette rubrique où se place l'analyse de la même décision. Ainsi est assurée la correspondance entre nos deux publications.

1868

Février

27 Chara (98, 511). — *Habous* 185.

1869

Septembre

27 Chara (03,558).— *Habous* 59,60.

1883

Mai

7 Chara (99, 460). — *Habous* 63.

Juillet

24 Tunis (94, 523). — *Inter. murat.* 12.

Novembre

12 Tunis (94, 263). — *Compét. civ. j. paix* 11.

23 Cons. ital. Tunis (91, 246). — *Act. possess.* 34 et 35.

26 Tunis (93, 101). — *Enzel* 138.

Décembre

10 Tunis (94, 264).— *Référés* 59.

12 Tunis (95, 110). — *Notar. indig.* 25.

31 Tunis (89, 34).— *Compét. civ.* 53.

1884

Janvier

14 Tunis (90, 100). — *Prop. imm.* 5.

14 Tunis (93, 85). — *Enzel* 2, 33.

Février

11 Tunis (94, 523). — *Preuve* 21.

11 Ouz. (99, 285). — *Privilèges* 1.

14 Tunis (95, 138). — *Null. fac.* 1. — *Testam.* 4, 5.

Mars

10 Tunis (93, 117). — *Enzel* 66.

Avril

23 Tunis (94, 238). — *Compét. civ. j. paix* 61.

Mai

12 Tunis (93, 329). — *Gage imm.* 90. — *Saisie imm.* 24, 25.

19 Tunis (95, 266). — *Mariage* 128 à 133.— *Mineur* 149.— *Protec. diplom.* 18.

Juin

2 Tunis (91, 155). — *Chefaa* 1, 2, 8, 31, 32, 34. — *Rites* 1.

3 Tunis (91, 35). — *Compét. civ.* 117, 118.

8 Tunis (91, 36). — *Bail* 55 à 57. — *Testam.* 2.
9 Tunis (91, 39).— *Exequatur* 106 à 108.
9 Tunis (95. 80).— *Vente à livrer* 16, 17.
10 Tunis (94, 524). —*Inter. morat.* 36.
14 Tunis (89,273).— *Saisie imm.* 7.
30 Tunis (95, 267). — *Compét. civ.* 126.

Juillet

3 Tunis (95, 193). — *Référés* 30.
30 Tunis (91,212).— *Taxes mun.*33.

Août

6 Tunis (91,52).— *Expulsion* 1 à 3.

Septembre

18 Chara (07, 220). *Indivis.* 11.

Novembre

18 Tunis (91,146).— *Presse* 1,30,31.
26 Tunis (93, 239).— *Compét. imm.* 17.

Décembre

3 Tunis (91, 53). — *Compét. civ.*9.

1885

Janvier

29 Paris (94, 366). — *Exequat.* 87.

Février

5 Tunis (95, 268). — *Preuve* 8, 9,
9 Tunis (94, 544). — *Régim. matrim.* 71, 72.
11 Tunis (94, 297). — *Exequat.* 89. — *Organ. judic.* 32.
19 Tunis (89, 81). — *Faillite* 2.

Mars

9 La Goulette (90, 64). — *Douanes* 38.
11 Tunis (91, 42). — *Exequat.* 106 à 108.
12 Tunis (94,465).— *Faillite* 98,99.
17 Tunis (91, 127).— *Rég. matrim.* 49.
18 Tunis (89, 63). — *Enzel* 152 à 155.

Avril

15 Tunis (91, 44). — *Saisie-arrêt* 9.
23 Cons. rév. Alger (91, 119). — *Désertion* 1, 2.

Mai

6 Tunis (94, 524). — *Dom. public* 34.
13 Tunis (94, 238). — *Compét. civ. j. paix* 61.
21 Alger (89, 222). — *Organ. polit.* 12, 13.
21 Tunis (94, 298). — *Appel civil* 165.
22 Alger (90, 173).— *Appel crim.* 1.
26 Tunis (89, 92).— *Imm. dipl.* 1, 2.
27 Tunis (93, 82).— *Enzel* 3, 13, 68.
28 Tunis (95, 139). — *Mineur* 26.

Juin

27 Alger (90, 27). — *Outrages* 8.
29 Tunis (95, 268).— *Not. indig.*17.

Juillet

1 Chara (00, 199). — *Habous* 101.
15 Tunis (95,292).— *Gage imm.*69.

Septembre

11 Tunis (95, 139). — *Mineur* 42.

Octobre

12 Tunis (95, 194). — *Bail* 54.
14 Tunis (94, 318). — *Gage imm.* 82. — *Saisie-arrêt* 10, 11.
23 Alger (89, 228). — *Orga. polit.* 8 à 11.

Novembre

2 La Goulette (91,182).— *Mahsoul.* 127, 128.
12 Tunis (95, 360).— *Vente à livrer* 36.
12 Tunis (95, 359). — *Interdict.* 37, 38.
20 Tunis (93, 239).— *Compét. imm,* 23.

Décembre

4 Tunis (89, 30). — *Propr. imm.* 32, 33.

10 Ouz. (99, 285). — *Dépôt* 17. — *Vol* 36.
15 Ouz. (00, 450). — *Abus de conf.* 3. — *Vol* 20, 21.
15 Ouz. (00, 451). — *Preuve* 74. — *Vol* 22, 23.
16 Tunis (91,45).— *Act.en justice* 4.
18 Ouz. (99, 461). — *Vol* 30.
26 Tunis (90, 11). — *Mahsoul.* 82, 83.
26 Tunis (93, 86). — *Enzel* 36.
31 Ouz. (99, 461). — *Compét civ.* 274, 275.

1886

Janvier

4 La Goulette (91, 133).— *Prescr. civ.* 32, 33.
13 Tunis (94, 65). — *Mahsoul.* 29.
22 Tunis (90,42).— *Saisie-arrêt* 30.
22 Tunis (94, 544). — *Propr, imm.* 13.
26 Ouz. (99, 286). — *Louage* 6. 7.
29 Ouz. (99, 462). — *Vol* 37.

Février

9 La Goulette (91, 135).— *Compét. comm.* 8 à 10.
12 Ouz. (99, 462). — *Compét. civ.* 304.
19 Tunis (95, 360).— *Locat.de sacs* 4, 5.
22 Ouz. (99, 286). — *Preuve* 35.
26 C. d'Etat (95, 189). — *Compét. admin*, 83, 84.

Mars

5 Ouz. (99, 463). — *Gage* 1, 2.
19 Tunis (90, 44). — *Exequat.* 89. — *Organ. judic.* 27 à 29.
19 Ouz. (99, 287). — *Insolv.* 2.
21 Ouz. (99, 287). — *Success.* 114.
26 Tunis (95,361).— *Comp. civ.* 106.
31 Tunis (95, 250), — *Exequat.* 54.

Avril

2 Ouz. (98, 405). — *Compét civ.* 283.
5 Cass. (91, 319). — *Enzel* 85. — *Vente d'imm.* 9.
5 La Goulette (91.15) — *Mahsoul.* 118, 119.
14 Tunis (89,289). — *Délits ruraux* 1 à 3, 8.
16 Tunis (94, 65). — *Mahsoul.* 1.
16 Ouz. (99, 463). — *Vol* 31.
16 Ouz.(00, 451). — *Voie publ.* 1,2.
20 Ouz. (98, 405). — *Organ. judic.* 32.
21 Tunis (94, 545). — *Ajournement* 12.
22 Ouz. (00, 452). — *Vol* 35.
27 Ouz. (00, 452). —*Excuses* 4.

Mai

14 Ouz. (98, 406). — *Créance* 2,
16 Alger (89, 91). — *Compét crim.* 73.
17 Ouz. (99, 463). — *Vol* 28, 29.
20 Ouz. (99, 464). — *Preuve* 84, 85.
26 Tunis (94, 264). — *Act. possess.* 45.
26 Tunis (89, 291). —*Expert* 44,45.
28 Tunis (90 271). — *Enzel* 167, 176, à 178.
23 Ouz. (98,406).— *Etabl.insal.*,12.

Juin

2 Tunis (92,47).— *Chose jugée* 22.
11 Cass. (89, 7).— *Trib. crim.* 145, 146, 160.
22 Ouz. (98, 407). — *Acte s.s. priv.* 21.
30 Tunis (93, 126). — *Enzel* 20.

Juillet

8 Chara (07, 221). — *Indivis.* 1.

Août

13 Ouz. (99, 288). — *Preuve* 71.

Septembre

23 Cass. (89, 29).— *Trib. crim.* 107, 108.

Novembre

10 Tunis (94, 431). — *Null. fac.* 5.

11 Tunis (94, 545). — *Eff. de comm.* 4.

22 Tunis (89, 31). — *Serment* 6 à 8.

25 Tunis (95, 211). — *Act en justice* 5. — *Trav. publ.* 17.

Décembre

1 Tunis (89, 49). — *Enzel* 156.

1 Tunis (93, 240). — *Compét. imm.* 23.

3 Ouzara (99, 288). — *Preuve* 81.

8 Tunis (95, 362). — *Chemin de fer* 9.

9 Tunis (95, 401). — *Compét. civ.* 241.

15 Alger (94, 432). — *Null. fac.* 17.

15 Tunis (95, 194)). — *Act. en justice* 3.

15 Tunis (91, 401). — *Compét. civ.* III.

17 Ouz. (99, 453). — *Vol* 32.

24 Cass. (89, 132). — *Trib. crim.* 46.

29 Cass. (91, 123). — *Appel civil* 63. — *Av. défenseur* I.

29 Tunis (95, 212). — *Mineur* 15 à 17.

29 Ouz. (00, 453). — *Vol.* 33, 34.

1887

Janvier

4 Alger (93, 82). — *Enzel* 3, 13, 68.

5 Tunis (94, 66). — *Compét. civ.* 39. — *Trav. publ.* 17.

14 Tunis (89, 274). — *Compét. imm.* 56.

14 Tunis (91, 238). — *Act. possess.* 42 à 44.

19 Tunis (93, 240). — *Act. possess.* 36.

19 Tunis (94, 564). — *Police* 7 à 10.

22 Ouz. (99, 464). — *Compét. civ.* 282.

Février

2 Tunis (94, 183). — *Mitoyen.* 1, 3.

2 Tunis (95, 213). — *Exéquatur* 89.

2 Tunis (96, 96). — *Divorce* 23 à 25.

3 Tunis (95, 362). — *Succession* 173, 174.

3 Tunis (96, 24). — *Frais* 23. — *Interprète* 1, 2.

24 Ouz. (99, 289). — *Habous* 186, 187.

Mars

1 Tunis (95, 474). — *Aliments* 30. — *Compét. civ.* 129.

17 Tunis (95, 563). — *Prescr. civ.* 55, 56.

17 Tunis (96, 130). — *Exequatur* 106 à 109. — *Péremp. de jug.* 1, 2.

19 Cass. (90, 38). — *Trib. crim.* 23, 24, 40, 97.

24 Ouz. (98, 407). — *Privilèges* 1.

Avril

21 Kef (89, 15). — *Forêts* 3, 4.

Mai

12 Cons. rév. Alger (90, 269). — *Outrages* 1, 2.

13 Tunis (89, 306). — *Douanes* 1 à 3, 82.

28 Tunis (95, 500). — *Expert* 19.

Juin

1 Tunis (94, 236). — *Mariage* 116. — *Protec. diplom.* 18.

10 Ouz. (99, 289). — *Adultère* 2.

15 Tunis (95, 501). — *Mariage* 11.

15 Tunis (95, 534). — *Saisie imm.* 48 à 50.

24 Cass. (90, 25). — *Trib. crim.* 43 à 45.

25 Mixte (94, 334). — *Immatr.* 22, 23.

27 La Goulette (89, 184). — *Immun. dipl.* 1, 2.

Juillet

13 Tunis (94, 184). — *Act. possess.* 36. — *Servitudes* 2.

25 Tunis (89, 65). — *Enzel* 90 à 92.

25 Tunis (96, 68). — *Acte s.s. priv.* 19. — *Mineur* 70 à 72. — *Prescr. civ.* 67.

28 Cass. (89, 47). — *Trib. crim.* 32, 33.

28 Tunis (94, 368). — *Compét. comm.* 13 à 15.

Août

27 J. p. Tunis (94, 454). — *Jugements* 66, 67.

Octobre

14 Ouz. (99, 290). — *Khammessat* 6.

24 Tunis (94, 465). — *Compét. imm.* 44, 45.

Novembre

2 Tunis (93, 387). — *Compét. imm.* 1. — *Organ. judic.* 30, 31.

2 Tunis (95, 535). — *Act. possess.* II.

2 Tunis (95, 564). — *Succession* 114, 132.

15 Ouz. (98, 408). — *Douanes* 69, 70.

17 Tunis (94, 435). — *Bail* 47. — *Propr. imm.* 32, 38, 39.

22 Ouz. (99, 465). — *Bail* 92, 93.

26 Alger (90, 53). — *Presse* 4, 5.

28 Tunis (94, 102). — *Enzel* 23.

29 Alger (89, 214). — *Saisie-arrêt* 15.

Décembre

5 Tunis (93, 359). — *Prescr. civ.* 32, 33.

7 Tunis (94, 435). — *Prescr. civ.* 68. — *Rites* 1.

14 Alger (95, 430). — *Rég. matrim.* 96, 97.

14 Tunis (90, 239). — *Protec. diplom.* 11, 12.

15 Tunis (93, 241). — *Compét. imm.* 23.

21 Tunis (94, 411). — *Abus de proc.* 5.

22 Tunis (93, 242). — *Compét. imm.* 51.

21 Tunis (95, 448). — *Habous* 123.

28 Mixte (93, 207). — *Expropr. publ.* 35, 36. — *Immatr.* 306, 307.

29 Cass. (89, 112). — *Trib. crim.* 25, 26, 104.

31 Tunis (95, 594). — *Prescr. civ.* 1, 2, 4.

1888

Janvier

5 Tunis (94, 265). — *Notar. indig.* 15, 29.

5 Tunis (90, 242). — *Municip.* 46, 48.

12 Tunis (93, 222). — *Act. possess.* 37.

23 Tunis (95, 432). — *Indivision* 2 à 4.

26 Paris (94, 366). — *Exequat.* 87. — *Prescr. civ.* 14. — *Sociétés* 46, 47.

30 Tunis (94, 436). — *Gage imm.* 42. — *Prêt* 20.

30 Tunis (95, 501). — *Vente d'imm.* 16 à 19.

Février

2 Tunis (94, 91). — *Mahsoul.* 8, 166, 167.

4 Tunis (95, 594). — *Propr. artist.* 1, 2.

4 Ouz. (99, 465). — *Vente à livrer* 41.

6 Tunis (94, 437). — *Prescr. civ.* 1, 68.

9 Tunis (94, 466). — *Compét. civ.* 47.

18 Tunis (95, 535). — *Dom. public* 13 à 17.

23 Tunis (96, 151). — *Traités* 1, 2.

27 Tunis (93, 243). — *National.* 69.

27 Tunis (94, 92). — *Mahsoul.* 169 à 171.

27 Tunis (94, 298). — *Enzel* 62 — *Prescr. civ.* 25.

27 Tunis (95, 449). — *Bail* 58 à 60.

27 Tunis (95, 502). — *Compét. civ.* 92.

Mars

1 Tunis (94, 94). — *Saisie imm.* 154 à 156.

3 Alger (94, 340). — *Appel civil* 11 et 12.

19 Tunis (93, 115). — *Compét. civ.* 38. — *Mahsoul.* 173.

19 Tunis (94, 565). — *Acte ss. priv.* 5.

19 La Goulette (90, 311). — *Mahsoul.* 16.

21 Tunis (94, 318). — *Taxes mum.* 20,21.

22 Cass. (89,90).— *Trib. crim.* 107, 108, 151.

Avril

12 Tunis (95,402). — *Séduction* 14 à 16.

21 Tunis (94,95).— *Douanes* 36,37.

21 Tunis (94,319).— *Saisie-arrêt* 12.

Mai

5 Alger (94, 259).— *Référés* 30,31.

30 Tunis (92, 94). — *Dr. de mut.* I.

Juin

6 Tunis (94, 411). — *Compét. civ. j. paix* 78, 79.

27 Mixte (97, 521). — *Immatr.* 77.

Juillet

5 Tunis (94, 432). — *Null. fac.* 3.

10 Sousse (91, 215).— *Enzel* 36,44.

13 Sousse (89, 14). — *Vente de march.*

13 Sousse (95, 279). — *Intér. morat.* 7, 8.

30 Tunis (96, 96).— *Gage* 19, 20.— *Opér. de bourse* 3. — *Solidarité* 5.

Août

21 Sfax (89, 231). — *Douanes* 7, 8.

28 La Goulette (91, 184). — *Taxes mun.* 1.

Octobre

2 La Goulette (90, 232). — *Taxes mun.* 46.

11 Tunis (94, 96). — *Mahsoul.* 117.

11 Tunis (94, 432). — *Null. fac.* 10.

25 Tunis (95, 476). — *Transp. marit.* 172, 173.

Novembre

2 Alger (91, 125). — *Appel civil* 65, 66.

2 Tunis (89, 10). — *Caution judic.* 1, 2.

3 Tunit (93, 102). — *Enzel* 4, 9, 25 26, 68, 74.

5 Alger (95, 110). — *Notar. indig.* 15, 25.

8 Tunis (93, 252). — *Compét. imm.* 14.

16 Sousse (91, 14).— *Mahsoul.* 114, 115.

27 Sfax (90, 214). — *Douanes* 16.

29 Alger (90, 223). — *Enchères.* — *Mahsoul.* 172.

29 Sousse (89, 33). — *Douanes* 25 à 28. — *Mahsoul.* 155

29 Alger (89, 48).— *Presse* 16, 17.

Décembre

6 Tunis (95, 335). — *Intér. morat.* 27,28.

13 Tunis (96,97).— *Caution judic.* 1.

15 Mixte (97,481).— *Prop. imm.* 65 à 67.

20 Tunis (93, 252).— *Compt. imm.* 23,30.

26 Tunis (94,238).— *Compét. civ. j. paix* 61.

28 Sousse (89,84).— *Faillite* 4,5.

29 Cass. (91,172). — *Jeux* 1.

29 Tunis (93, 253). — *Commpét. imm.* 1,23.

29 Cass. (89, 62). — *Presse* 2, 3.

1889

Janvier

17 Alger (89,8).—*Prescr. cir.* 17,68.

17 Tunis (93, 104). — *Enzel* 148, 149. — *Immatr.* 396, 398.

17 Tunis (93,243).— *Comp. imm.* 47.

17 Sousse (89, 36). — *Douanes* 29 à 32.

25 Cass. (89, 287). — *Comp. crim.* 43 à 46.

26 Alger (90, 138).— *Enzel* 179.

30 Tunis (89,243).—*Off. post.* 16,17.

Février

14 Tunis (96, 131). — *Compét. civ.* 64, 65.

21 Sousse (93,304). —*Litispend.* 9.

21 Tunis (89, 94). — *Gage imm.* 1, 24. — *Saisie imm.* 11.

21 Tunis (96,100).— *Success.* 1,3,4, 19.
22 Sousse (94, 432).— *Null. fac.* 15.
22 Sousse (96, 61). — *Saisie imm.* 247 à 250.
24 Tunis (89, 12).— *Esclavage* 1. — *Success.* 1, 17, 18.
28 Sousse (89, 53). — *Propr. imm.* 24,54.

Mars

1 Sousse (89, 86).— *Faillite* 4, 5.
20 Tunis (94,96). — *Mahsoul.* 198.
21 Cass. (89, 75) — *Trib. crim.* 58, 64, 85, 86, 110, 111.
23 Tunis (89,133). — *Propr. imm.* 59, 60.
28 Sousse (90,63).— *Preuve* 18 à 20.
30 Tunis (89, 50). — *Saisie imm.* 1 à 6.

Avril

3 Tunis (93, 253). — *Act. posses.* 34, 38. — *National.* 69.
5 Ouz. (98,408).— *Notar. indg.* 33,
10 Gabès (89,104). — *Médecine* 12. 13.
11 Sousse (89, 67). — *Prescr. civ.* 45. — *Prêt* 1, 2.
12 Sousse (89, 88). — *Faillite* 6,
15 Alger (94,315).— *Appel civil* 130.
15 Mixte (94,423.)— *Immatr.* 82,83.
23 Sfax (89, 69). — *Protec. diplom.* 8 à 10.

Mai

8 Sousse (90, 12).— *Nationalité* 69.
8 Alger (93,99).—*Enzel* 5,27.
9 Sousse (90, 12). — *Compét. civ.* 111. — *National.* 84.
10 Tunis (89, 100). — *Faillite* 6.
15 Sousse (89,152).— *Compét. crim.* 7, 8.
18 Sousse (90, 213). — *Compét. crim.* 9.
21 Tunis (94,97). — *Mahsoul.* 117 à 179.
22 Cass. (91,110).— *Déf. de motifs* 5.
25 Sousse (89, 200).— *Servit. milit.* 14 à 16.
28 Alger (93, 23).— *Appel civil.* 153, 154.
31 Gafsa (89, 119). — *Notar. indig.* 6 à 10.

Juin

1 Alger (89, 113).— *Compét. crim.* 6.
6 Sousse (90, 167).— *Compét. imm.* 23.
7 Sfax (90,279).— *Municip.* 17, 18.
13 Tunis (90, 274). — *Dom. public.* 9, 47, 48.
20 Cass. (89, 140).— *Trib. crim.* 52, 53, 91.
20 Sousse (89,135).— *Mahsoul.* 196, 197.
24 Tunis (89, 141). — *Compét. admin.* 70,71.— *Compét. civ.* 151.
26 Sousse (89, 168). — *Etat civ.* 1.
27 Sousse (93, 279). — *Compét. civ.* 141,142. — *Compét. civ. j. paix* 28. — *Compét. imm.* 23.
29 Cass. (86, 164).— *Trib. crim.* 1 à 3, 52, 53, 61, 62.
29 Cass. (89,198). — *Trib. crim.* 94, 95.

Juillet

1 Alger (90,8).— *Gage imm.* 74.— *Saisie imm.* 262.
10 Alger (89, 303). — *Act. en justice* 2. — *Compét. admin.* 29, 69.
10 Sousse (90, 183). — *Appel crim,* 2. — *Douanes* 44. — *Médecine* 14. — *Promulgation* 18.
10 Sousse (90. 309).— *Appel. crim.* 11.
25 Cass. (89, 181). — *Organ. judic.* 5 à 7.
31 Alger (94, 340).— *Appel civ.* 137.

Août

1 Cass. (89,255).— *Trib. crim.* 150.
8 Cass. (89,219).— *Organ. polit.* 14.
9 Cass. (89,213).— *Trib. crim.* 75.

Septembre

25 Cass. (89, 272). — *Trib. crim.* 70, 71.

Ootobre

9 Tunis (89,256).— *Presse* 10, 22.
9 Sousse (90,32). — *Off. post.* 7.
10 Sousse (90,324).—*Compét, imm.* 73. — *Indivis.* 16, 17.
11 Sousse (94,230). — *Propr. imm.* 6 à 8.
22 Tunis (90,110).— *Prescr.civ.* 46.
23 Sousse (89,275).— *Comp.crim.*5.
24 Sousse (95,79). — *Vente à livrer* 17.
24 Sousse (93,92).— *Enzel* 157, 158.
24 Sousse (94, 423). — *Gage imm.* 18, 19.
33 Cass. (90, 7) — *Pourvoi* 37, 38.
31 Sousse (96,211). — *Privil.* 13.

Novembre

4 Alger (90, 41). — *Avocat* 49 à 51.
7 Sousse (96.80).— *Habous* 90 à 93.
13 Sousse (89, 259). — *Avocat* 47.
14 Tunis (90, 29). — *Rég. matrim.* 30, 31, 104, 105.
14 Tunis (90, 31). — *Rég. matrim.* 46 à 48.
14 Tunis (96, 151). — *Arbitr.* 13, 14. — *Transp. marit.* 13.
15 Alger (90, 250).— *Eff. de comm.* 32 à 35.
20 Sousse (93, 280). — *Compét. imm.* 23, 47.
21 Tunis (94,185).— *Servit.* 3,30,51.
23 Tunis (96, 191).— *Faillite* 63,64.
26 Paris (95, 190). — *Exequat.* 21.
28 Tunis (91, 65). — *Abord.* 17, 18.
28 Tunis 96,131).— *Mariage* 33,34.

Décembre

18 Sfax (90, 13). — *Comm. priseur* 1, 2.
19 Tunis (90, 112). — *Enzel* 164.
23 Tunis (90, 46). — *Avocat* 41. 43.
26 Tunis (90,342).—*Prescr. civ.* 19, 20.

1890

Janvier

9 Alger (90,96). — *Servit.* 3, 34.
15 Tunis (90, 54). — *Comm. finan.* 1 à 6.
16 Tunis (91, 11). — *Immatr.* 437 à 439.
20 Tunis (94, 320).— *Titres au port.* 1 à 3.
20 Tunis (96, 152). — *Prescr. civ.* 5 à 7.
23 Tunis (90, 69).— *Prescr. civ.* 68, 136 à 138.
30 Tunis (90,74).— *Compét. civ* 92.
30 Tunis (93, 244).— *Compét. imm.* 15,16, 23-

Février

6 Tunis (94, 212). — *Tierce opp.* 4 à 6.
6 Tunis (95,502).—*Compét. comm.* 95, 96.
13 Tunis (90, 78). — *Compét. civ.* 322 à 325.
13 Tunis (90, 318). — *Privilèges* 28 à 31.
13 Sousse (94, 576).—*Gage imm.* 1, 2.
16 Tunis (90, 255). — *Mahsoulats* 156 à 159.
16 Tunis (91,79). — *Enzel* 12.
17 Mixte (90, 87). —*Immatr.* 118.
21 Alger (90, 175).— *Appel crim.* 1.
27 Tunis (90, 245).— *Compét. imm.* 23, 27, 28.
27 Tunis (91, 22). — *Acquies.* 3. — *Enzel* 167 à 169, 180, 181. — *Exequatur* 89. — *Habous* 110.
21 Tunis (94, 392). — *Dépôt* 16. — *Transp. marit.* 205.

Mars

3 Mixte (94, 480).— *Chefâa* 1,2.— *Rites* 1.
6 Tunis (90, 82). — *Exequatur* 106 à 108, 110, 111.
12 Tunis (90,129).— *Taxes min.*5,6.
13 Sousse (94, 135). — *Dounes* 4, 5.

15 Tunis (90, 85). — *Gage imm.* 1, 64 à 66.— *Saisie imm.* 12, 13.

25 Tunis (90, 160).— *Donation* 2, 3, 6 à 8.— *Success.* 30.

29 Alger (99, 585). — *Rég. matrim.* 20 à 22.

29 Tunis (90, 101). — *Servit.* 3, 19.

Avril

11 Alger (90, 128). — *Presse* 43, 44.

16 Tunis (90, 113). — *Chem. de fer* 1,3,4.

16 Tunis (90, 117). — *Enzel* 68,88, 90, 92.

21 Alger (94, 395). — *Appel civil* 130, 131.

24 Tunis (90,320). — *Compét. imm.* 82. — *Gage imm.* 74.— *Saisie imm.* 235, 236.

24 Tunis (94,322).— *Compét.comm.* 71.

24 Tunis (95,81).— *Vente à livrer* 17.

26 Cass. (90,159).— *Trib. crim.* 15, 16.

Mai

2 Tunis (95, 536). — *Compét. civ.* 123, 124. — *Gage imm.* 7 à 10.

3 Alger (90, 175). — *Compét.imm.* 6, 8.

3 Alger (90 142). — *Compét. imm.* 18.

10 Tunis (96,47).— *Gage imm.* 70 à 73.

17 Tunis (94, 342).— *Prescr. civ.*— 122. — *Propr. imm.* 54.

20 Alger (90, 150). — *Compét. civ.* 313, 314.

21 Tunis (90, 178). — *Saisie-arrêt* 17 à 19.

22 Tunis (94, 369). — *Propr. imm.* 32.

22 Tunis (96,132).—*Saisie-arrêt* 16.

24 Tunis (90, 228).— *Gage imm.* 70 à 73.

28 Tunis (90, 180). — *Vente à rém.* 9, 10.

Juin

6 Tunis (96, 123). — *Exequat.* 87. — *Organ. judic.* 34.

10 Alger (90, 236). — *Saisie imm.* 8, 9.

12 Tunis (93, 245). — *Compét. civ.* 119. — *National.* 69.

13 Alger (90, 195). — *Outrages* 7.

13 Tunis (90,196). — *Compét imm.* 23.

14 Cass. (90, 206). — *Trib. crim.* 91, 117.

18 Alger (91, 173). — *Nationalité* 134 à 136.

19 Cass. (90, 222). — *Presse* 41.

19 Tunis (95, 109).— *Notar. indig.* 15, 25.

24 Tunis (90, 259). — *Gage imm.* 49 à 51.

24 Tunis (90, 277). — *Saisie exéc.* 1 à 3.

24 Tunis (93, 87). — *Enzel* 20.

26 Tunis (90, 207).—*Comp.imm.*23.

Juillet

2 Tunis (90, 224). — *Forêts* 1, 2.

10 Tunis (93,245).— *Compét. imm.* 23. — *National.* 69.

21 Alger (90, 316). — *Compét. imm.* 18. — *Organ. judic.* 33.

24 Tunis (93, 108). — *Saisie imm.* 35, 36.

30 Tunis (91, 180). — *Mahsoul.* 127, 128.

Août

1 Cass. (91, 196). — *Presse* 42.

4 Tunis (90, 307). — *Offres* 4, 5.

6 Tunis (91, 30). — *Taxes mun.* 7, 8.

13 Sousse (91, 60). — *Null. fac.* 10. — *Success.* 9 à 11, 15, 79, 80.

20 Sousse (90, 247). — *Comm.pris.* 10, 11.

21 Tunis (95, 564). — *Saisie imm.* 108 à 110.

28 Tunis (91, 101).— *Référés* 3 à 6.

29 Cass. (90, 234). — *Trib. crim.* 107 à 109.

Octobre

18 Alger (90, 340).— *Prescr.cio.*69.
25 Cass. (90, 305). — *Pourvoi* 25.
28 Tunis (91, 54). — *Prêt* 10 à 12.

Novembre

10 Alger (10, 306). — *Sép. de corps* 1 à 3.
13 Tunis (91, 150). — *Enzel* 6, 164.
13 Tunis (93, 44). — *Gage imm.* 39, 40.
13 Tunis (94, 485). — *Propr. imm.* 54, 61.
15 Alger (94, 86). — *Huissier* 22.
22 Alger (96,22).— *Sauvetage* 1 à 4.
25 Tunis (96, 47).— *Gage imm.* 67, 68.
27 Tunis (93 330). — *Litispend.* 9, 10. — *Péremp. d'inst.* 16.
28 Tunis (11, 57). — *Faillite* 35, 43 à 45.

Décembre

2 Alger (94,259).— *Av. défens.*22.
3 Tunis (91, 148). — *Taxes mun.* 1, 2, 33.
4 Tunis (95, 269). — *Paiement* 10, 11.
10 Tunis (94, 485). — *Appel civ.*33, 34, 112, 113.
13 Tunis (95, 450). — *Cession de créance* 9, 10.
16 Tunis (94 349).— *Exequatur* 89.
17 Tunis (91, 20). — *Compét. civ.* 210, 211.
18 Tunis (96, 24). — *Saisie imm.* 19, 20.
20 Alger (93, 27). — *Prescr. civ.* 145, 146. — *Succes.* 131.
20 Alger (93, 39). — *Référés* 118, 119.
24 Tunis (96, 191). — *Vente à rém.* 3, 8.
31 Tunis (91, 114). — *Habous* 28 à 30.
31 Sousse (90, 344). — *Mahsoul.* 44, 45.

1891

Janvier

7 Tunis (93, 284). — *Medjba* 1. — *National.* 69.
7 Tunis (96, 132). — *Compét. civ.* 111.
7 Sousse (92, 127). — *Mahsoul.* 44, 45.
12 Alger (91, 8).— *Compét. imm.* 73. — *Gage imm.* 1. 67. — *Saisie imm.* 61.
16 Cass. (91, 257).— *Tribun. crim.* 4, 41, 91.
19 Alger (94, 431). — *Appel civ.* 135, 136.
24 Alger (94, 409). — *Appel civ.* 132 à 134.
26 Tunis (91, 213). — *Esclavage* 2.
27 J.p.Sousse (91,244).— *Mahsoul.* 141.
29 Sousse (92,77).— *Compét.admin.* 4, 5.

Février

5 Sousse (91, 31). — *Dom. public* 76, 77.
5 Ouz. (99, 290). — *Distrib. par contrib.* 9, 10.
11 Sousse (93, 32).— *Offi. post.* 8.
14 Tunis (93, 157). — *Expropr. publ.* 39.
16 Tunis (91, 96). — *Saisie-arrêt* 13, 14.
16 Tunis (93, 285). — *Compét. civ.* 210.
16 Tunis (95, 565).— *Gage imm.*80.
18 Alger (91, 93). — *Divorce* 124.
24 Tunis (93,267).— *Protec.diplom.* 1, 2.
25 Alger (93, 251). — *Compét. imm.* 4. — *Saisie imm.* 15.
25 Tunis (96,278).— *Sép.de corps* 7.

Mars

4 Tunis (94, 212). — *Arbitr.* 4. — *Avocat* 1. — *Transp. marit.* 176, 177, 184, 216, 217.

4 Tunis (96, 197). — *Exequat.* 89.
5 Tunis (96, 312). — *Exequat.* 77, 78.
7 Alger (93, 87). — *Appel civ.* 13.
9 Tunis (92, 96). — *Dr. de mut.* 1.
12 Tunis (91, 175). — *Chem. de fer* 6 à 8.
25 Alger (91, 197). — *Gage imm.* 52 à 55.
25 Alger (91, 112). — *Compét. civ.* 92, 94. — *Mariage* 100.
27 Cass. (94, 313). — *Arbitr.* 9, 10.

Avril

4 Alger (91, 141). — *Chem. de fer* 1, 3, 4.
6 Tunis (96,454).— *Testam.* 6 à 8.
7 Tunis (93,268).— *Saisie imm.*62.
7 Tunis (96, 154). — *Taxes mun.* 75, 83.
11 Alger (91, 207),— *Compét. imm.* 23. — *Habous* 111, 112. — *Immatr.* 201, 202.
14 Tunis (94, 322). — *Compét. civ.* 116.
16 Tunis (93, 270). — *Compét. civ.* 237 à 239.
16 Tunis (94, 466). — *Chefâa* 35 à 37.
16 Tunis (95, 250). — *Compét. civ.* 95.
18 Alger (96,229).— *Chose jugée* 3.
20 Cass. (91,265). — *Compét. imm.* 5. — *Servit.* 3, 34.
21 Tunis (96, 253). — *Compét. civ.* 252 à 254.
25 Alger (91, 259). — *Dénég. de signat.* 1, 2.
27 Tunis (91, 128). — *Prescr. civ.* 46, 71.

Mai

11 Alger (91,224). — *Compét. admin.* 85. — *Trav. publ.* 17.
19 Alger (91,236). — *Compét. imm.* 6. — *Saisie imm.* 115.
21 Tunis (93, 180). — *Expropr. publ.* 39, 47, 49, 55, 59, 71.
27 Sousse (92, 79). — *Police* 3.
28 Tunis (94, 437). — *Saisie imm.* 144 à 147.

Juin

1 Tunis (94,486).— *Référés* 14,62.
9 J. p. Sousse (91, 167). — *Abus de proc.* 11.
15 Tunis (92, 44). — *Dom. public.* 1, 25, à 27.
15 Tunis (91, 261). *Prescr. civ.* 18, 68.
15 Tunis (91, 295). *Act. possess.* 42 à 44.
15 Mixte (93, 207). — *Expropr. publ.* 42.
17 Tunis (91, 326). — *Expropr. publ.* 66, 67.
17 Tunis-Sud (91, 199).— *Off. post.* 20, 21.
19 Sousse. — (92, 247). — *Douanes* 48.
20 Tunis (93, 97). — *Propr. imm.* 32, 34.
20 Tunis (96,278).— *Médecine* 3,4.
22 Tunis (91, 262). — *Interdict.* 1, 2. — *Légalis.* 1.
22 Tunis (91, 303). — *Compét. civ.* 222, 223.
22 Tunis (91,301). — *Compét. civ.* 182. — *National.* 69.
22 Tunis (93, 285). — *Compét. imm.* 23, 29.
22 Tunis (93, 254). — *Compét, civ.* 210.
22 Tunis (96,255).— *Gage imm.*81
23 Tunis (91, 304). —*Appel civ.*164 — *Référés* 126, 127.
29 Tunis (93, 109). — *Prescr. civ.* 27 28.
29 Tunis (92, 47). — *Privilèges* 21, 22.
29 Tunis (91,307).— *Taxes mun.*33.
29 Tunis (96, 313). — *Huissier* 11 à 13.
30 Seine (91, 226). — *Compét. civ.* 315

Juillet

3 Tunis (96, 279). — *Notar. indig.* 54, 55.
4 Tunis (92, 15). — *Référés* 1.
6 Rév. Paris (91, 230). — *Compét. crim.* 48, 49.
13 Tunis (93, 185). — *Expropr. publ.* 39, 40, 68, 69.
13 Tunis (96, 361). — *Taxes mun.* 81, 82.
16 Alger (92,76). — *Compét.crim.*2.
22 Mixte (97,636). — *Mandat* 1.
27 Alger (92,142). — *Interd.* 25,39.
31 Tunis (95, 214). — *Compét, admin.* 55 à 57.

Septembre

11 Sousse (92, 63). — *Chasse* 1.
26 Chara (99, 631). — *Preuve* 57. — *Propr. imm.* 29.

Octobre

12 Tunis (94, 487). — *Référés* 59.
15 Alger (91, 300). — *Compét.imm.* 18.
15 Alger (92, 37). — *Compét. crim.* 67.
17 Alger (93, 357). — *Huissier* 1.
19 Tunis (93, 158). — *Expropr. publ.* 32 à 34, 39.
19 Cass. (97,254). — *Compét.civ.*69.
22 Alger (96, 189). *Abord.* 19. — *Transp. marit.* 59, 146.
25 Tunis (93, 255). — *Compét. civ.* 210.
26 Tunis (94, 120). — *Mahsoul.* 120 à 122.
29 Alger (91, 41). — *Faillite* 17.

Novembre

7 Alger (92, 42). — *Interdiction* 33 à 36.
16 Tunis (93, 286). — *Compét.imm.* 64, 65.
16 Tunis (96, 548). — *Hypoth.* 1 à 3. — *Rég. matrim.* 34 à 36.
21 Alger (92, 175). — *Exequat.* 89.
23 Tunis(92,31),—*National.*49 à 52.
23 Tunis (92,109). — *Habous* 58. — *Rites* 1.
23 Tunis (96, 69). — *Saisie-exéc.* 18, 19.
23 Tunis (96,455). — *Notar. indig.* 34.
26 Alger (95, 498). — *Exequat.* 89.
26 Alger (96, 329). — *Appel civ.* 11. — *Success.* 81.
30 Tunis (93,360). — *Prescr.civ.*46.
30 Alger (96,252). — *Transp.marit.* 199, 204.

Décembre

2 Tunis (92, 110). — *National.*155 à 157.
7 Tunis (92, 53). — *Dr. de mut.*2.
14 Tunis (93, 195). — *Expropr. publ.* 47, 63, 64.
14 Tunis (93, 245). — *National.* 88, 89.
14 Tunis (93,344). — *Compét.imm.* 23. — *National.* 69,
15 Mixte (93, 207). — *Expropr. publ.* 1, 37, 38.
17 Alger (94, 293). — *Preuve* 10,11.
21 Tunis (93, 199). — *Expropr. publ.* 57, 62.
21 Tunis (92, 223). — *Compét, civ.* 235.
21 Tunis (93, 361). — *Prescr. civ.* 32, 34.
28 Tunis (96, 524). — *Rég. matrim.* 29, 106, 107.
29 Tunis (93, 346). — *Enzel* 15, 16, 64.
31 Tunis (96, 198). — *Faillite* 46,47.
31 Tunis (96, 232). — *Compét. civ.* 44, 305. — *Traités* 3, 4.

1892

Janvier

4 Tunis (96, 234). — *Bail* 67, 68.
8 Tunis (94, 121). — *Mahsoul.*139, 140.
11 Tunis (93, 286). — *Compét. civ.* 182.

14 Alger (93, 115). — *Compét. civ.* 38. — *Mahsoul.* 173.

14 Alger (93,155). — *Expropr.publ.* 70.

15 Tunis (96, 199). — *Bail* 72.

18 Cass. (96,357). — *Divorce* 21, 22.

18 Tunis (94,413). — *Gage imm.* 17.

18 Tunis (93, 286). — *Compét. civ.* 210, 241. — *Compét. civ. j. paix* 103.

18 Tunis (93, 224). — *Expropr. publ.* 13, 24, 63 à 65.

18 Tunis (94, 432). — *Null. fac.* 18.

18 Tunis (94, 525). — *Bail* 73.

25 Tunis (94, 369). — *Prescr. civ.* 68, 132. — *Rites* 1.

30 Tunis (93, 202). — *Dom. public* 68. — *Expropr. publ.* 1, 45.

30 Tunis (93,288). — *Compét. imm.* 58.

30 Tunis (96, 316). — *Arbit.* 7, 8.

Février

1 Alger (91, 264). — *Compét. civ.* 247 à 241.

15 Tunis (94, 265). — *Enzel* 28 à 30.

15 Tunis (93, 362). — *Enzel* 68, 88.

15 Tunis (94, 545). — *Gage imm.* 47, 48.

15 Tunis (96, 279). — *Privil.* 23, 24

15 Tunis (96, 566). — *Exequat.* 72 à 74.

22 Tunis (94, 122). — *Prescr. crim.* 6 à 8.

22 Tunis (96,154). — *Mineur* 149. — *Protec. diplom.* 18.

29 Tunis (94, 413). — *Prescr. civ.* 18, 68, 158.

Mars

7 Tunis (94, 414). — *Compét. civ. j. paix* 77.

7 Tunis (93,141). — *Expropr.publ.* 13.

14 Tunis (94, 214) — *Servit.* 3, 23 à 25.

14 Tunis (93, 30). — *Act. posses.*37.

14 Alger (92, 159). — *Dom. publ.*86.

14 Tunis (93, 290). — *Compét.imm.* 163, 166.

14 Tunis (93,289). — *Compét.imm.* 6, 10, 11. — *National.* 69, 92.

14 Tunis (94, 487). — *Immatr.*201, 202.

14 Tunis (97, 28). — *Rég. matrim.* 37, 108 à 110.

14 Tunis (97, 151). — *Vente à lior.* 25, 26.

15 Alger (93, 67). — *Compét. imm.* 18.

21 Tunis (94,266). — *Compét.imm.* 34.

21 Tunis (96, 255). — *Compét. civ. j. paix* 4.

21 Tunis (96, 457). — *Divorce* 55, 104,105,113. — *National.* 24.

21 Tunis (96, 525). — *Interd.*27,28.

25 Cass. (92, 141). — *Trib. crim.* 59, 60.

28 Tunis (96,140). — *Transp. marit.* 13, 38, 39.

28 Tunis (96, 568). — *Success.* 151, 152, 155.

Avril

4 Tunis (93, 110). — *Preuve* 23.

4 Tunis (93,291). — *Compét. civ.* 197.

4 Tunis (94, 299). — *Compét. civ. j. paix* 47.

4 Tunis (97, 75). — *Rég. matr.* 78 à 80.

9 Tunis (95, 538). — *Compét. civ.* 310.

21 Alger (92, 215). — *Chefâa* 16,39.

25 Tunis (94, 397). — *Enzel.* 166.

25 Tunis (93, 42). — *Interpr. des lois* 2. — *Mahsoul.* 99.

25 Tunis (95,595). — *Monum.histor.* 1 à 3.

30 Tunis (94, 97). — *Mahsoul.* 142 à 146.

Mai

5 Alger (93, 234). — *Preuve* 44. — *Success.* 114, 116.

6 Tunis (94, 186). — *Propr. imm.* 44.

14 Tunis (96, 280). — *Donat.* 21 à 24.

16 Alger (92, 293).— *Gage imm.*16. — *Mineur* 44.

23 Tunis (93, 271).— *Compét.imm.* 54.

23 Tunis (94, 238).— *Compét.imm.* 177, 178.

23 Tunis (93, 331). — *National.* 80, 81,

23 Tunis (95, 503). — *Saisie imm.* 152, 153.

28 Tunis (96, 199).— *Propr. imm.* 54, 62, 63.

30 Alger (92, 299).— *Compét.imm.* 101, 102.

30 Tunis (94, 525). — *Enzel* 90, 92.

30 Tunis (94. 397). — *Divorce* 160, 166.

30 Tunis (94, 547). — *Compét. civ. j. paix* 25, 27.

30 Tunis (96, 256). — *Trav. publ.* 1 à 4.

30 Tunis (96, 526). — *Taxes mun.* 54 à 57.

Juin

2 Cass. (92, 198).— *Compét. crim.* 47.

3 Tunis (94, 467). — *Chefâa* 13, 35, à 37.

3 Tunis (96, 336). — *Testam.* 26, 27, 29 à 31.

8 Alger (96, 421). — *Interd.* 26, 29, 39.

10 Tunis (93, 292). — *Compét.imm.* 48, 49.

13 Tunis (93, 401). — *Faillile* 42.

13 Tunis (93, 45). — *Compét. imm.* 165.

25 Tunis (93, 50). — *Achour* 1 à 4, 10 et 11. — *Compét admin.* 3. *Compét. civ. j. paix* 48, 49.

27 Tunis (93, 313). — *Mitoyenn.* 11, 12. — *National.* 69.

29 Cass. (93, 37). — *Compét. imm.* 21, 22.

30 Tunis (96,362).— *Transp.maril.* 220.

Juillet

2 Tunis (94, 371). — *Immatr.*312.

4 Alger (93, 41). — *Appel civ.*124.

11 Cass. (93, 38).— *Transp. marit.* 59.

11 Cass. (93, 18). — *Abord.* 19. — *Preuve* 32.

22 Tunis (96,48).— *Preuve* 62 à 64.

26 Alger (93, 71). — *Compét. imm.* 18, 74.

Août

10 Tunis (93,62).— *Mogharsa* 3 à 7.

Septembre

27 Chara (99, 281).— *Arbitr.* 17.— *Habous* 15. — *Procéd.* 41.

Octobre

1 Seine (94, 56). — *Assur.* 28.

10 Alger (96,358).— *Appel civil* 28.

13 Tunis (96,155).— *Transp.marit.* 179 à 183.

13 Tunis (96,338).— *Transp.marit.* 214, 215, 219.

17 Alger (93, 69). — *Compét. imm.* 18.

17 Tunis (95, 111). — *Acte s. s. priv.* 6.

31 Tunis (93, 388). — *Bail* 5 à 7.

31 Tunis (94, 414). — *Compét. civ.* 255 à 257.

31 Tunis (94, 526). — *Compét. civ. j. paix* 62, 63.

Novembre

3 Alger (93, 13). — *Compét. imm.* 19, 20.

3 Tunis (93, 188). — *Notar. indig.* 14.

3 Alger (92, 302).— *Compét.imm.* 82, 83.

3 Sousse (92, 279).— *Douanes* 83, 84.

4 Tunis (96, 235). — *Privil.* 24.
11 Tunis (94, 566). — *Immatr.* 218. à 222.
11 Tunis (95,251).— *Saisie de nav.* 10.
16 Alger (92, 304).— *Appel civil* 1.
17 Alger (92,296).— *Appel civil* 21.
18 Civ. Alger (94, 464). — *Null. fac.* 29.
18 Tunis (94, 489). — *Saisie imm.* 51 à 53.
21 Tunis (93, 272). — *Cession de créance* 4. — *Compét. civ.*210.
21 Tunis (97, 117). — *Gage imm.* 85. — *Propr. imm.* 24, 32.— *Saisie-arrêt* 24, 32.
26 Alger (93, 41).— *Comm. finan.*7.

Décembre

5 Civ. Dijon (93, 358). — *Mariage* 123, 124.
5 Tunis (94, 155). — *Mahsoul.* 199 à 204, 208, 209.
12 Tunis (96, 98).— *Caution judic. solvi* 1.
12 Tunis (96, 551). — *Propr. imm.* 135 à 137.
12 Tunis (97, 28).— *Municip.*3 à 7.
12 Souk-el-Arba (93, 231). — *Act. possess.* 26.
19 Tunis (95, 141). — *Saisie imm.* 35, 36.
21 Alger (93, 235). — *Successs.* 137 à 139.
21 Alger (93, 73). — *Serment* 29.
28 Alger (93, 237). — *Success.* 137 à 139.
30 Seine (94, 433). — *Mariage* 1 à 3.

1893

Janvier

5 Alger (93, 70). — *Compét. imm.* 18.
12 Alger (93, 220). — *Saisie imm.* 15, 16.
16 Tunis (97,298).— *Compét. admin.* 21, 22. — *Frais* 24.
17 Mixte (93, 93). — *Immatr.* 118, 143.
19 Alger (93, 138). — *Saisie imm.* 162.
29 Alger (93, 140). — *Compét. civ,* 135.
30 Tunis (93, 146). — *Immatr.* 255, 256.
30 Tunis (93, 142). — *Taxes mun.* 58, 76, 84 à 87.

Février

2 Cass. (93. 179). — *Appel crim.* 16 à 19.
13 Tunis (93, 88). — *Privil.* 1, 2
17 Tunis (93, 112). — *Mineur* 89.
17 Tunis (96, 424). — *Saisie imm.* 134, 135.
20 Tunis (93,188).— *Mariage* 9,12,
22 Alger (93, 156).— *Acte s.s.priv.* 31.
24 Tunis (93, 74). — *Exequat.*5,20.
27 Tunis (93, 90). — *Taxes mun.* 15,à 19.
27 Tunis (94,124). — *Mahsoul.* 6, 7, 10, 11, 17, à 20, 42.
28 Mixte (94, 46). — *Propr. imm.* 110, 111.

Mars

1 Cass. (95, 473). — *Trav. publ.* 5 à 7.
2 Alger (93, 156). — *Interd.* 39.
3 Tunis (93, 273).— *Compét. imm.* 23, 31 à 33, 73, 74.
6 Tunis (93,148).— *Compét. imm.*1.
6 Tunis (93, 161). — *Monnaies* 2, 3. — *Prêt* 14.
6 Tunis (94, 239).— *Servit.* 19,23.
6 Tunis (95,293).— *Compét. admin.* 88. — *Taxes mun.* , 19 à 11.
9 Tunis (93, 151). — *Rapp. de mer* 1 à 3.
10 Tunis (93, 127). — *Enzel* 7, 27.
13 Tunis (93, 128).— *Enzel* 68,128.
13 Tunis (93,131). — *Enzel* 64,134, 139, 140.

13 Tunis (93, 191).— *Mariage* 116, 117.
13 Tunis (96,257).— *Dés.d'off.min.* 1, 2.
17 Cass. (93, 194). — *Ivresse* 1 à 3.
17 Tunis (93, 135). — *Enzel* 147.
20 Tunis (93, 164). — *Enzel* 68.
20 Tunis (94, 489). — *Prescr. civ.* 59 à 61, 84.

Avril

14 Tunis (93, 294). — *Comp. imm.* 58.
14 Tunis (96,317). — *Traités* 5 à 7.
17 Tunis (93, 166). — *Serment* 27, 28.
17 Tunis (93, 202). — *Compét. civ. j. paix* 41, 42.
17 Sousse (93,205).— *Compét.crim.* 23, 24.
17 Tunis (96,569).— *Jugem.*52 à 54.
17 Tunis (97, 76). — *Prêt* 10 à 12.
21 C. d'Etat (93, 176). — *Compét. admin.* 47, 48.
24 Cass. (94, 365). — *Compét. civ. j. paix* 85.
24 Alger (93, 238). — *Saisie imm.* 63, 64.
24 Tunis (93,204).— *Compét. imm,* 23.
24 Tunis (93, 227). — *Syndic. des vit.* 1 à 3.
24 Tunis (97, 175). — *Propr. imm.* 16 à 20.
24 Tunis (97, 356). — *Municip.* 32.
25 Alger (93, 251). -- *Divorce* 43.
27 Tunis (95,291).— *Nom comm.*3.
29 Tunis (96, 362). — *Propr. imm.* 45 à 48.

Mai

1 Alger (93, 382).— *Act.en just.*1. *Prescr. civ.* 70.
2 Alger (93, 284). — *Saisie imm.* 214, 215.
3 Alger (93,337).— *Référés* 75,76.
8 Tunis (93, 299). — *Compét civ.* 240.
8 Tunis (95, 217). — *Compét. civ. j. paix* 64, 65.
10 Alger (96, 452). — *Interd.* 39.
13 Tunis (96,363).— *Transp.marit.* 131 à 135.
15 Tunis (92, 300).— *Compét.imm.* 40, 41.
15 Tunis (93, 256). — *Concil.* 8. — *Enzel* 86, 161, 166.
15 Tunis (93, 246). — *Enzel* 74, 75, 165, 166.
15 Tunis (96, 426).— *Immatr.* 396, 407.
15 Tunis (98, 24). — *Enzel* 21, 57, 67. — *Prescr. civ.* 83, 84,161, à 164.
16 Alger (93, 322). — *Procéd.* 24, 25. — *Propr. imm.* 37. — *Tierce opp.* 10.
17 Alger (96, 94). — *Comm. finan.* 8 à 10.
19 Tunis (93, 313). — *Compét. civ.* 137. — *Compét.imm.* 23. — *Saisie imm.* 95, 96.
23 Tunis (93, 317). — *Compét. civ.* 43, 59. — *National.* 69.
23 Tunis (94, 160). — *Mahsoul.* 93. à 96.
23 Tunis (96, 261). — *Médecine* 5 à 7.
23 Tunis (98, 148). — *Achour* 5 à 7, 9.
24 Alger (94, 463). — *Saisie imm.* 231.
25 Alger (93, 324). — *Propr. imm.* 25, 26.
25 Alger (93, 357). — *Cession de créance* 4. — *Compét. civ.*210.
31 Alger (97 224). — *Référés* 106.

Juin

5 Cass. (93, 250). — *Expert* 26.
5 Nice (93, 341). — *Vation.* 69. — *Rég. matrim.* 25 à 27.— *Succes.* 153.
5 Tunis (94, 162). — *Mahsoul.* 31 à 34, 60 à 64.

8 Tunis (93, 259). — *Compét. civ.* 206 à 208.

12 Tunis (93, 229). — *Act. possess.* 32 et 33.

12 Tunis (94, 300). — *Divorce* 64, 101, 102.

12 Tunis (97, 471). — *Vente à rém.* 27, à 31.

13 Cass. (93, 266). — *Interd.* 11.

13 Mixte (94, 78). — *Enzel* 95 à 97

14 Alger (93 325). — *Saisie imm.* 140, 142.

15 Tunis (93, 205). — *Lettres* 5, 6.

16 Tunis (93, 302).— *Compét.imm.* 47.

16 Tunis (93, 332). — *Compét. civ.* 195, 196. — *Compét. imm.* 54. — *National.* 69..

19 Cass. (93, 309). — *Propr. imm.* 32, 35, 36. — *Saisie imm.* 97, à 99.

19 Tunis (94, 125). — *Mahsoul.* 183, 184.

19 Tunis (97, 228). — *Enzel* 78 à 80, 90, 92.

21 Alger (95, 249). — *Compét. civ. juge paix* 86. — *Saisie imm.* 158, 159.

21 Alger (96, 542). — *Saisie exéc.* 16, 17.

23 C. d'Etat (93, 219). — *Organ. judic.* 1 à 4.

23 Tunis (93, 347). — *Compét civ.* 137. — *Compét imm.* 74.

23 Tunis (97, 96). — *Enzel* 107 à 110.

26 Tunis (93, 262). — *Compét. civ.* 224 à 227. — *National.* 69.

26 Alger (93, 338). — *Taxes mun.* 1, 4, 34.

26 Tunis (94, 167). — *Mahsoul.* 21 à 25, 71, 72, 180.

26 Tunis (97, 230). — *Achour* 8,13.

27 Alger (93, 340). — *Compét. civ.* 45, 46. — *Protec.diplom.* 1, 2.

Juillet

1 Alger (93, 327). — *Compét. civ.* 93. — *National.* 133.

1 Alger (94, 10). — *Compét. imm.* 18.

3 Alger (93, 400). *Expert* 20,21.

5 Alger (94, 87). — *Act. paul.*2,3.

11 Tunis (93, 60). — *Mineur* 149.

12 Tunis (97, 77). — *Bail* 61.

13 Cass, (93, 398). — *Qualités* 2.

13 Alger (94, 208). — *Success.* 167, 168.

13 Cass. (93, 282). - *Mahsoul.* 26.

17 Tunis (93, 362). — *Prescr. civ.* 32, 33.

17 Tunis (94, 493). — *Prescr. civ.* 122, 131.

17 Tunis (95, 251). — *Compét. civ. j. paix* 104, 105. — *Trav. publ.* 8, 9.

17 Tunis (97, 375). — *Donation* 24, 25.

17 Tunis(98,318).— *Compét.admin.* 7, 8. — *Expropr. publ.* 30.31.

19 Alger (97, 24). — *Appel civ.* 82, 151.

20 Tunis (96, 589). — *Prescr. civ.* 31, 68.

21 Tunis (93, 334). — *Compét. civ.* 193. — *Compét. civ. j.paix* 43. *National.* 69. — *Null. fac.* 17.

21 Tunis (93, 348). — *Compét. civ.* 137.

11 Tunis (96, 339). — *Sociétés* 43, 44.

Août

5 Tunis (93, 365). — *Enzel* 123 à 127.

5 Tunis (94, 16). — *Mahsoul.* 48, 49.

5 Tunis (97, 97). — *Mahsoul.*129, 130.

5 Tunis (97, 123).— *Mahsoul.*129, 131.

5 Tunis (96, 339). — *Douanes* 63, à 67.

5 Tunis (96, 341). — *Bail* 51, 69 à 71.

5 Tunis (97, 183).— *Notar. indig.* 31, 32.

10 Cass. (94,425).— *Trib. crim.*34.
10 Seine (94, 13). — *Success.* 20 à 23.

Septembre

1 Alger (94, 563). — *Référés* 67.
15 Grombalia (94, 455). — *Act. possess.* 1 et 2.
16 Tunis-Nord (93, 391). — *Act. possess.* 20.
16 Tunis-Nord (94, 136). — *Mahsoul.* 100, 101.

Octobre

10 Tunis (94, 20). — *Mahsoul.* 123, 124.
11 Alger (97, 113). — *Appel civ.* 88.
16 Tunis (93, 402). — *Compét. civ. j. paix* 33, 34.
18 Cass. (93, 354). — *Compét. imm.* 171. — *Propr. imm.* 54. 58.
19 Sousse(94,252). — *Kanoun* 1à 4.
20 Grombalia (94, 176). — *Mahsoul.* 14, 15.
23 Tunis (93, 368).— *Taxes mun.* 1.
23 Tunis (95, 115). — *Compét. civ. j. paix* 7, 8.
23 Tunis (95, 53). — *Compét. civ. j. paix* 72, 63.
23 Tunis (97, 232). — *Saisie de nav.* 3, 4.— *Transp. marit.* 145.
24 Cass. (93, 399). — *Appel civ.* 4.
25 Alger (94, 119). — *Expert* 49, 50.
25 Tunis (93, 404). — *Null. fac.* 10. — *Saisie imm.* 79 à 81.
25 Tunis (97, 97). — *Saisie de nav.* 1, 2, 6, 7.
28 Alger (94, 178). — *Saisie imm.* 170 à 173.
30 Tunis (93, 407). — *Compét. civ. j. paix* 103. — *Enzel* 161. — *National.* 69. — *Qualités* 39, 40.
30 Tunis (94, 98). — *Autor. de f. mariée* 37.
30 Tunis (97, 124). — *Louage* 8 à 11.
31 Alger (94, 63). — *Compét. imm.* 18. — *Frais* 6.
31 Alger (96. 542). — *Prescr. civ.* 27, 28, 30, 137.
31 Mixte (97, 522). — *Immatr.* 141, 142.

Novembre

2 Sousse (94, 254). — *Compét. imm.* 57.
4 Mixte (97, 523). — *Propr. imm.* 27, 28.
6 Cass. (97, 93). — *Saisie de nav.* 8, 9.
7 Paris (97, 20). — *Offres* 6, 7.
7 Alger (97,74). — *Appel civil* 50.
8 Alger (94, 260). — *Appel civ.* 9.
8 Alger (96, 422). — *Interd.* 44.
9 Sousse (97, 42). — *Compét. civ.* 326, 327.
15 Tunis (94, 99). — *Compét. civ.* 210.
16 Alger (97, 25). — *Incendie* 3, 4.
16 Tunis (97, 99). — *Transp. terr.* 92, 93.
17 Cass. (94, 8). — *Municip.* 26.
17 Alger (96, 586). — *Appel civ.* 67 et 68.
17 Tunis (97, 186). — *Abord.* 7, 11 à 13.
20 Cass. (34, 61). — *Exequat.* 2, 2.
21 Tunis (95, 195). — *Compét. civ. j. paix* 13, 14.
24 Tunis (94, 67). — *Immatr.* 319, 320. — *Saisie imm.* 203, 204.
27 Tunis (94, 21). — *Privil* 44, 45. — *Saisie imm.* 63, 64.
28 Tunis (97, 194). — *Médecine* 10.
30 Tunis (94, 267). — *Compét. civ.* 216, 217. — *Prescr. civ.* 1, 8.

Décembre

4 Alger (94, 234). — *Vente comm.* 10, 11.
4 Alger (94,293). — *Saisie exéc.* 13.
4 Tunis (94, 73). — *Serment* 9 à 12.
4 Tunis (94, 239). — *Chem. de fer* 14 à 16.

4 Tunis (97, 30). — *Preuve* 15 à 17. — *Serment* 37.

6 Tunis (95, 335). — *Compét. civ.* 39, 40, 202.

7 Tunis (94, 101). — *Enzel* 88, 111 112.

7 Sousse (94, 389). — *Compét. civ.* 163 à 166.

9 Alger (94, 431). — *Appel civ.* 69, 70, 72.

9 Alger (95, 9). — *Compét. imm.* 6, 8.

11 Tunis (95, 141). — *Compét. civ. j. paix* 12.

11 Tunis (96, 591). — *Eau de Tunis* 8, 9.

12 Cass. (94, 10). — *Prescr. civ.* 38, 39.

13 Alger (94, 368). — *Référés* 41, 42.

14 Paris (94, 38). — *Compét. civ.* 316, 317

14 Sousse (94, 200). — *Mahsoul.* 125. 126.

16 Alger (93, 294). — *Appel civ.* 2, 58, 147. — *Frais* 6. — *Qualités* 34, 35.

18 Douai (94, 292). — *Compét civ.* 187.

18 Tunis (94. 42). — *Acte possess.* 25.

18 Tunis (15, 255). — *Compét. civ. j. paix.* 64, 65. — *Exploit* 43, 44.

18 Tunis (95, 219). — *Appel civ.* 119. — *Compét. admin.* 89, 90. — *Compét. civ. j. paix* 15.

19 Mixte (94, 52). — *Propr. imm.* 113, 113.

20 Tunis (94, 104). — *Immatr.* 323.

26 Mixte (97, 483). — *Compét. imm.* 76.

27 Tunis (94, 43). — *Paiement* 1 à 3.

27 Tunis (94, 217). — *Compét. civ.* 108, 109. — *Compet. imm.* 66, 67. — *Mineur* 89.

27 Tunis (94, 187). — *Compét. imm.* 145, 150. — *Saisie imm.* 193.

28 Cass. (94, 35). — *Trib. crim.* 78 à 83.

28 Marseille (94, 456). — *Vente à livrer* 35.

29 C. d'Etat (94, 206). — *Chem. de fer* 13.

29 Tunis (96, 282). — *Transp. marit.* 13, 32 à 37, 102 à 107, 110, 187 à 189, 193 à 196.

1894

Janvier

2 Tunis (97, 475). — *Mahsoul.* 129, 133 à 136.

2 Mixte (98, 41). — *Moghursa* 19, 20.

3 Alger (94. 208). — *Saisie imm.* 263, 264.

4 Cass. (94, 113). — *Av. défens.* 2, 3.

10 Tunis (94, 75). — *Tierce opp.* 7 à 9.

10 Tunis (94, 106). — *Immatr.* 327 à 329. — *Saisie imm.* 77.

10 Tunis (94, 105). — *Compét. imm.* 23, 24.

10 Tunis (94, 192). — *Saisie imm.* 233, 234.

10 Nice (94, 341). — *Divorce* 110 à 112. — *National.* 29. — *Naturalisation.* 8.

11 Tunis (94, 529). — *Transp. marit.* 13 à 17.

12 Cass. (94, 114). — *Municip.* 19 à 21. — *Peines* 1 à 3.

12 Tunis (96, 70). — *Cantine* 1, 2.

13 Cass. (94, 83). — *Compét. crim.* 10, 47.

15 Tunis (94, 76). — *Expropr. publ.* 56.

15 Tunis (94, 134). — *Compét. imm.* 105.

15 Tunis (94, 126). — *Mahsoul.* 102 à 103, 185 à 188.

15 Tunis (98, 341). — *Mines* 1 à 4.

16 Tunis-nord (95, 230). — *Paiement* 15, 16.

17 Paris (94, 339). — *Saisie arrêt* 51.
17 Tunis (94,109).—*Transp.marit.* 2 à 5, 152, 153, 160, 161.
20 Alger (94, 260). — *Appel civ.* 36. — *Dem. reconv.* 1 à 3.
20 Alger (94, 295). — *Appel civ.* 148. — *Procéd.* 22.
22 Tunis (94, 111). — *Compét. civ.* 38,188,189.— *Protec. diplom.* 3, 4.
22 Tunis (94, 193). — *Compét. civ.* 146.
24 Alger (94,181). — *Expert.*56,57.
24 Tunis (94, 441). — *Compét. civ. j. paix* 64, 65. — *Etabl. insal.* 4, 5.
27 Alger (94, 209).— *Compét.imm.* 18. — *Frais* 4, 5. — *Saisie imm.* 15, 127. 128.
29 Alger (94, 153). — *Autor.f. mariée* 36. — *Mines* 10.— *Saisie imm.* 194, 195.
29 Alger (94, 182). — *Expert* 53 à 55.
29 Tunis (94, 221).— *Compét.imm.* 23. — *Procéd.* 32 à 33.
30 Alger (94, 235). — *Faillite* 103, 104.
30 Alger (94, 262). — *Référés* 111 à 113..
31 Tunis (94, 192). — *Saisie imm.* 257, 258.

Février

3 Alger (94, 316). — *Appel civ.*61.
5 Cass. (94, 338). — *Transp. terr.* 19, 20.
5 Alger (94,235).— *Compét.civ.*1.
7 Cass. (94, 86). — *Saisie imm.* 169.
8 Sousse (94, 249). — *Autor. f. mariée* 36. — *Saisie imm.* 88, 111, 112.
12 Alger (94, 341). — *Appel civil* 157.
13 Cass. (94, 257). — *Expert* 33.
14 Cass. (94, 152).— *Déf.de motifs* 17 18.
17 Alger (94, 262). — *Appel civil* 110 et 111. — *Saisie imm.* 23, 120.
17 Alger (94, 296). — *Compét. admin.* 2.
19 Tunis (94, 240).— *Compét.imm.* 177, 178, 183 à 186. — *Dom. public* 3, 39, 40, 75.
23 Cass. (94,258).— *Trib. crim.* 55.
23 Tunis (94, 302). — *Rapp.de mer* 14 à 16. — *Transp. marit.* 82 à 85, 165, 166.
24 Alger (94, 316). — *Compét. civ.* 328, 329. — *Qualités* 15, 16.
28 Tunis (94, 194). — *Rites* 1, 2. — *Servit.* 3, 14, 19,23, 24, 47,48.
28 Mixte (98, 42). — *Notar. indig.* 20, 21.

Mars

1 Sousse (94, 232).— *Frais* 34,35.
1 Tunis (94,243).— *Liquid. judic.* 10, 11.
2 Saïgon (95, 421).— *Compét. civ.* 220, 221.
5 Alger (96, 307). — *Organ. polit.* 15 à 17.
7 Alger (94, 211). - *Compét.imm.* 1.
7 Tunis (94, 174).— *Compét.imm.* 105.
7 Tunis (97,359).— *Appel civ.*152.
12 Tunis (94,199).— *Eff.de comm.* 24 à 27.
13 Mixte (95, 28). — *Mogharsa* 4.
14 Tunis (94, 224). — *Municip.* 33. 45 à 47. — *Prescr. civ.* 122, 123.
15 Paris (94, 207). — *Exequat.* 47, 48.
15 Aix (96,451).— *Testam.*41 à 43.
15 Sousse (94, 232). — *Accid.* 28.
15 Sousse (94,278).— *Interd.*5 à 8.
16 Tunis (94, 243). — *Domic. élu* 1, 3, 4.
17 Alger (94, 463).— *Compét. imm.* 163.
20 Tunis-nord (94,335).— *Compét. imm.* 114, 115.

21 C. guerre Tunis (94, 395). — *Compét. crim.* 47.

22 Sousse (94. 329).— *Compét. civ.* 212, 213.

Avril

2 Tunis (94, 247). — *Autor. f. mariée* 12, 13. — *Compét. civ. j. paix* 64, 65.

2 Tunis (94,270).— *Enzel* 7,36 à 38.

4 Alger (94,410).— *Privil.* 14 à 16.

4 Tunis (94, 273). — *Habous* 179 180.

4 Tunis (94,275).— *Habous* 157. — *Saisie imm.* 208 à 211.

4 Tunis (94, 274). — *Immatr.* 347, 348.— *Privil.* 25 à 27, 46.

4 Tunis (94, 398).— *Gage imm.*25, 37, 38. — *Hypoth.* 1 à 3. — *Saisie-arr.* 12.

5 Sousse (94, 310).— *Compét. civ.* 144, 145.— *National.* 69,87.

5 Tunis Nord (94, 335).— *Transp. marit.* 223.

6 Alger (94,317).— *Presse* 11 à 13.

6 Sousse (94, 331). — *Compét. comm.* 68.

7 Cass. (94,206).— *Prescr. civ.* 38. 40.

9 Tunis (94, 304).—*Comp. admin.* 50, 51.

9 Tunis (94, 304). — *Dom. public.* 28, 29.

9 Tunis (94, 307). — *Compét. admin.* 31.

9 Tunis (97,379). — *Enzel* 68 à 70.

11 Tunis (94,307).— *Success.* 1,28, 31 à 33, 133,134,169 à 172,177.

11 Souk-el-Arba (95, 232). — *Dom. publ.* 59,60.

14 Sousse (94,311).— *Compét.imm.* 1.

16 Tunis (94, 276).— *Appel civil* 90.— *Compét. civ.j. paix* 43.— *Serment* 13, 14.

19 Sousse (94, 530).— *Désis.* 4,5.

25 Tunis (94,309).— *Null. fac.* 6.

26 Cass. (94, 290). — *Peines* 7.— *Presse* 6 à 8.

26 Tunis (94,323).—*Exequat.*23,27.

28 Alger (94,522).— *Péremp.d'inst.* 1 à 3.

30 Tunis (94, 323).— *Municip.* 11 à 15.

Mai

2 Sousse (94,332).— *Compét.crim.* 1.

9 Livourne (98, 359) — *Aliments* 22.— *Mariage* 48, 49, 54.

9 Tunis (94, 327).— *Compét. imm.* 23,24.

9 Sousse (94,360).— *Référés* 34,35,

18 Sousse (94, 360). — *Compét. comm.* 112.113.

21 Tunis (94, 328).— *Avoc.* 24, 25, 27, 28.

21 Tunis (94, 349).— *Mariage* 98,99

23 Tunis (94, 350). — *Bail.* 77 à 79.— *Immatr.* 47.

24 Tunis (94,415).— *Transp.marit.* 78,79.

26 Cass. (94, 458).— *Compét. admin.* 76.

28 Cass. (94,366).— *Avoc.* 2.

28 Tunis (94, 354).— *Act. possess.* 22 et 23.

30 Tunis (94, 357).— *Habous* 91.

30 Tunis (94,358).— *Gage imm.* 75, 76.

31 Tunis (94,358).— *Compét.comm.* 106,107.— *Jugem.* 14 à 16.— *Null. fac.* 12.

Juin

2 Alger (95,136).— *Expert* 15 à 18.

4 Tunis (94, 372).— *Bail* 26,

7 Tunis (94,416).— *Faillite* 56 à 58.

7 Tunis (94, 416).— *Enzel* 90, 92.

7 Tunis (94,417).— *Faillite* 15,16.

11 Tunis (94.373).— *Prescr. civ.* 83 à 85, 106, 107, 119, 120, 122, 124, 125.

11 Tunis (94, 384).— *Compét.imm.* 177, 178. — *Dom. public.* 84, 89, 91 à 93, 95.

14 Rev. Alger (94, 461).— *Pourvoi* 27

18 Tunis (94,406). — *Cultes* 1, 2.

18 Tunis (94, 417).— *Dom. publ.* 18 à 20.

20 Tunis (94, 418). — *Saisie imm.* 241 à 244.

20 Tunis (94,422).— *Jugem.* 32, 33.

20 Tunis (94,442).— *Compét. imm.* 73.

20 Tunis (97,262).— *Paternité* 24.— *Success.* 55, 62 à 64.

23 Alger (94,522).— *Faillite* 108 à 110.

23 Alger (95,291).— *Nom. comm.* 3.

26 Alger (95,51).— *Compét. comm.* 31, 32.

27 Tunis (94, 446).— *Gage imm.* 1, 17, 20, 21. — *Prescr. civ.* 26, 136, 139.

28 Sousse (94, 530). — *National.* 111 à 114. — *Protec. diplom.* 17 à 19.— *Success.* 155.

Juillet

4 Cass. (94, 562).— *Jugem.* 46,47.

10 Tunis (94, 447). — *Compét. civ.* 193.

12 Tunis (94, 468).— *Faillite* 38,39.

12 Sousse (94, 560).— *Bail* 14.

16 Cass. (94, 426). — *Compét. civ.* 149, 150. — *Natural.* 4 à 7.

16 Alger (94,563).— *Compét. civ.* 14.

16 Tunis (94, 448)— *Compét. civ. j. paix* 108, 109.

16 Tunis (94, 448).— *Divorce* 163 à 165.

16 Tunis (94, 451). — *Taxes mun.* 43 à 45, 47 à 51.

16 Tunis (94, 469). — *Enzel* 101. — *Immatr.* 396, 429.

16 Tunis (94, 548). — *Contrat* 1.— *Vente d'anim.* 3, 4.

17 Aix (96,451).— *Testam.* 41 à 43.

18 Tunis (94, 470).— *Gage imm.* 26, 27.

18 Tunis (94,498).— *Expert* 51.

20 Tunis (94,452).— *Transp. marit.* 69,94 à 96, 140, 141, 154 à 159, 162, 163.

20 Tunis (94,473).— *Enzel* 166.

20 Tunis (94, 474).— *Enzel* 23, 139, 140,151.— *Immatr.* 313,314.— *Vente d'imm.* 2.

27 Cass. (94, 459).— *Prescr. civ.* 38, 39.

28 Alger (94,484).— *Compét. crim.* 1.

28 Gênes (98, 588).— *Litispend.* 3.

30 Tunis (94, 499).— *Louage* 1.

30 Tunis (94,527).— *Enzel* 167,170, 171. — *Inter. morat.* 25, 26.

Août

2 Tunis (94, 549). — *Référés* 15, 16.

3 Cass. (95, 113). — *Trib. crim.* 89, 90.

4 Cass. (94, 427). — *Compét. crim.* 3, 4.

4 Cass. (94,428). — *Compét. crim.* 50 à 52.

7 Cass. (94, 520). — *Act. possess.* 47 et 48. — *Déf. de motifs* 6.

7 Cass. (94,539).— *Compét. comm.* 67.

7 Dijon (94,483).— *Vente de vend.* 31.

8 Tunis (94, 567). — *Référés* 84 à 86.

8 Tunis (94, 499). — *Compét. civ.* 174, 175. — *National.* 85, 86.

9 Tunis (94, 527). — *Av. défens.* 8, 9.

23 Cass. (94,482).— *Peines* 25 à 27.

30 Cass. (94,481).— *Trib. crim.* 142.

Septembre

26 Marseille (99, 175). — *Paiement* 17, 18.

Octobre

4 Tunis-nord (95, 229). — *Référés* 29.

8 Alger (95, 52).— *Compét. comm.* 69.

13 Karikal (95,96).— *Intér. mprat.* 10.
15 Tunis (94, 503). — *Enzel* 37, 38, 51.
15 Tunis (94 550). *Contrat.* 2, 3.— *Vente d'anim.* 1, 2.
17 Cass.(94,482).— *Saisie imm.*100.
17 Cass. (94, 521). — *Solidar.* 1.
17 Cass. (94, 540). — *Huissier* 20.
18 Alger (95, 593).— *Compét. crim.* 33, 34.
20 Alger (95, 177).— *Compét.imm.* 86, 87.
22 Tunis (94,. 552). — *Mahsoul.* 79 à 81.
22 Tunis (94,568). — *Paiement* 4,5.
22 Tunis (95, 11). — *Mahsoul.* 76. — *Vol* 15, 16.
24 Tunis (94, 528). — *Garde d'enf.* 35 à 37.
24 Tunis (94,552).— *Saisie imm.*34.
26 Alger (95,52).— *Abus de conf.* 2.
29 Alger (95, 192). — *Compét. civ.* 110. — *Exequat.* 40.
29 Tunis (94, 553). — *Divorce* 160 à 162.
29 Tunis (94,555).— *Transp.marit.* 70 à 75.
29 Tunis (94,569).— *Mandat* 13,14.
31 Tunis (94,558).— *Gage imm.*90.
31 Tunis (94, 556). — *Privil.* 35.— *Saisie imm.* 245.
31 Tunis (95, 12). — *Compét imm.* 23, 25, 26, 58, 73, 74.

Novembre

4 J. p. Oran (95, 152). — *Compét. crim.* 70.
5 Paris (94,562). — *Référés* 69,70.
8 Tunis (94, 571). — *Null. fac.* 4.
8 Sousse (94, 574). — *Exploit* 10, 11.
9 Cass. (94, 540). — *Compét.crim.* 10.
9 Guelma (95, 150). — *Compét. crim.* 28, 29.
10 Alger (95, 136). — *Adult.* 1.
10 St.-Nazaire (95,264).— *Transp. marit.* 175.
12 Tunis (94, 571).— *Compét.civ.*1.
12 Tunis (95, 16). — *Bail* 36 à 39.
12 Tunis (95, 13). — *Compét. civ.* 200, 201.
12 Tunis (95, 54). — *Immatr.* 160, 396, 408, 409.
12 Tunis (97, 566).— *Pens.de retr.* 12, 13.
14 Seine (95, 30). — *Transp.marit.* 66 à 68.
14 Tunis (95, 20). — *Null. fac.* 19.
15 Sousse (94, 575).— *Act.possess.* 1, 2.
15 Sousse (95, 27). — *Compét. civ.* 233, 234.
15 Sousse (95, 26). — *Compét. civ.* 68.
17 St.-Louis (97, 344). — *Compét. civ.* 101, 102.
17 Tunis-nord (95,151).— *Success.* 41, 42.
17 Cass. (95, 248). — *Réleg.* 10. 11.
19 Tunis (95, 116). — *Exequat.* 89 à 91. — *Immatr.* 396.
19 Tunis (97, 590). — *Mineur* 129, 130. — *Saisie-arrêt* 12.
19 Tunis (98, 210). — *Prescr. civ.* 62, 68.— *Privil.* 8,9.— *Propr. imm.* 2, 3. — *Saisie imm.*254, 255.
20 Alger (95, 444). — *Success.*175, 176.
21 Tunis (94, 573). — *Bail* 50.
21 Tunis (95, 20). — *Gage imm.*67. — *Saisie imm.* 87.
21 Tunis (95, 55). — *Habous* 21 à 23. — *Propr. imm.* 32, 34,36.
21 Tunis (95, 86). — *Immatr.* 327, 331.
22 Tunis (95, 22).— *Transp.marit.* 24, 25.
22 Tunis (95, 21). — *Court. marit.* 1 à 4.
23 Seine (95, 81). — *Enregistr.* 1.
26 Tunis (95, 23). — *Immatr.* 201, 202, 205 à 207.

26 Tunis (95, 58). — *Compét. civ. j. paix* 106, 107.
26 Tunis (95, 119).— *Enzel* 74,166.
26 Tunis (97, 401). — *Success.* 5 à 7. — *Testam.* 44 à 49.
27 Cass. (98, 394). — *Saisie-arrêt* 40, 41.
27 J. p.Sousse (95,231). — *Compét. civ.* 242 à 245.

Décembre

3 Alger (95, 193). — *Caution* 3, 4.
3 Tunis (95, 58). — *Mineur* 125, 126.— *National.*119.— *Prescr. civ* 3. 68.
3 Tunis (97, 300). — *Assur.* 2.
3 Tunis (97, 403). — *Compét. civ.* 176, 177.
3 Tunis (97, 516). — *Saisie imm.* 246.
5 Paris (95,114). — *Référés* 77,78.
6 Cass. (95, 133). — *Trib. crim.* 137.
7 Cass. (95, 48). — *Trib. crim.* 135 à 137.
8 Cass. (95, 8). — *Outrages* 3 à 5.
10 Tunis (95, 61). — *Frais* 24. — *Off. post.* 9 à 11.
10 Tunis (95, 120). — *Vente à rém.* 23, 24.
10 Alger (95, 291),— *Liq. judic.*15.
10 Tunis (97, 380). — *Compét. civ.* 48. — *Patern.* 3,28 à 30.
13 Tunis (95, 87).— *Marques* 1, 2.
13 Tunis (95,121).— *Compét. comm.* 38, 39.
17 Tunis (95, 24).— *Mahsoulats* 2 à 5, 42,43,59,65,66.
17 Tunis (95, 26). — *Bail* 65, 66.
17 Tunis (95,88). — *Enzel* 50,165.— *Null. fac.* 9.
17 Tunis (96, 430).— *Compét. admin.* 56,57,62,63,66.— *Organ. polit.* 2, 3.
18 Tunis (97, 263).— *Abus de conf.* 5 et 6.
18 J. p. Sousse (95, 261). — *Act. possess.* 10.
19 Douai (96,521).— *Comm. rogat.* 5, 9, 10.
19 Tunis (95, 89).— *Immatr.* 332 à 334.
19 Tunis (96, 200).— *Compét. civ.* 208. — *Habous* 109. — *Interd.* 45.
20 Tunis (97,300). — *Vente à livr.* 14, 15.
24 Cass. (95, 49).— *Compét. civ.* 70,71.
24 Alger (96, 22).— *Appel civ.* 11 et 12.
24 Tunis (95, 92).— *Prescr. civ.* 83 116.
24 Tunis (95,90).— *Mitoyenn.* 1,4,5.
26 Tunis (95, 256).— *Saisie imm.* 268 à 270.
26 Tunis (96, 345). — *Mineur* 49 à 53, 63.
26 Tunis (97, 266). — *Compét. civ.* 120 à 122.
28 Tunis (97, 301).— *Nom. comm.* 1, 2.
29 Tunis (95, 122).— *Mahsoul.* 36 à 38, 44 à 47, 50, 59.
29 Mixte (98, 116). — *Donat.* 24.— *Prescr civ.* 135, 157.
31 Toulouse (95,191).— *Référés* 57, 108.
31 Tunis (95, 256).— *Rég. matrim.* 59 à 61.

1895.

Janvier

2 Cass. (95, 50).— *Qualités* 18.
7 Cass. (95, 50).— *Dom. publ.* 10 à 12.
7 Tunis (95, 93). — *Compét. civ.* 309. — *Divorce* 146 à 148. — *National.* 20, 21.
10 Cass. (95,210).— *Peines* 24.
11 Sousse (95, 128). — *National.* 76.— *Prot. diplom.* 17.
14 Tunis (95, 95).— *Taxes mun.* 68 à 73.
14 Tunis (95, 124).— *Exequat.* 106 à 108.

14 Tunis (95, 125).— *Expropr.publ.* 8, 9, 39, 40, 47, 48.
14 Tunis (95, 126). — *Vol.* 17 à 19.
14 Tunis (95, 196).— *Assur.* 15.
15 Alger (95, 265).— *Faillite* 105 à 107.
15 Alger (95,292).— *Preuve* 54.
17 Sousse (95,146).— *Exequat.* 88.
17 Tunis-Nord (95, 183).— *Jugem.* 68.
21 Cons. d'Ital.Smyrne (96, 504).— *Compét. crim.* 75, 76.
23 Tunis (95, 451). — *Compét. civ.* 250.— *Compét. imm.* 3, 77.— *Exequat.* 75. — *Notar. indig.* 22, 23. — *Propr. imm.* 32. — *Saisie-imm.* 10, 21.
24 Cass. (95, 186).— *Trib.crim.* 140 141.
26 Alger (95, 137).— *Off. post.* 4 à 6
28 Cass. (95,134).— *Qualités* 19,20,
28 Tunis (95,269).— *Compét. civ.j. paix* 43. — *Mahsoul.* 55 à 57.
28 Tunis (95,363).— *Imm. dipl.*6 à 8.
28 Tunis (95 404).— *Interd.*29,30, 48 à 50.
29 Alger (95,419).— *Transp.marit.* 22, 23.
30 Paris (95, 136).— *Exploit* 14.
30 Tunis (95, 197). — *Enzel* 23, 31, 32, 90, 92.
31 Alger (95, 430).— *Référés* 132.
31 Tunis (95, 126).— *Rapp. de mer* 5 à 8.
31 Tunis (95,143).— *Compét.civ.*13.
31 Tunis (95, 143). — *Compét. civ. j. paix* 22.
31 Sousse (95, 207). — *Serment* 16, 17.
31 Sousse (95, 311). — *Compét. admin.* 36.

Février

2 Orléans (99, 267). — *Transp. marit.* 167.
2 Tunis (95, 127). — *Compét. civ. j. paix.* 112 à 114.— *Eff. de comm.* 19.
6 Alger (95, 444).— *Inter. morat.* 34, 35.
7 Alger (95, 431).— *Appel civil* 56. — *Sociétés* 7.
7 Sousse (95, 227).— *Mahsoul.*54.
7 Sousse (95, 374).— *Null. fac.* 8.
7 Sousse (95, 375).— *Compét. civ. j. paix* 110, 111.
9 Cons. d'Etat (95, 357).— *Pens. de retr.* 4 à 7.
9 Tunis-Nord (95, 112).— *Acte s. s. priv.* 7.
12 Cass. (95, 113). — *Divorce* 141 à 144.
12 Cass. (95,135).— *Compét.comm.* 83, 84.
12 Alger (96, 68).— *Transp. marit.* 6.
12 Alger (95, 420). — *Saisie imm.* 129, 130.
13 Tunis (95,298).— *Null. fac.*20.— *Saisie-exéc.* 13, 14.
22 Aix (95,176). – *Compét.crim.*10.
22 Tunis (95, 221).— *Null. fac.* 24.
23 Alger (95, 358).— *Appel crim.* 15.— *Prescr. crim.* 1, 2.
25 Cass. (95, 174).— *Saisie imm.* 65 à 67.
25 Tunis (95, 179). — *Mitoyenn.* 1, 6.— *Servit.* 19, 23 à 25.
25 Tunis (95, 222).— *Liquid. judic.* 12, 13.
26 Alger (95,557).— *Donat.* 30 à 32.
27 Tunis (95,198).— *Municip.* 1,2.
27 Marseille (95, 211). — *Saisie imm.* 166 à 168.
28 Tunis (95, 181). — *Compét. comm.* 129, 130.
28 Sousse (95,282).— *Act. possess.* 21.— *Protec. diplom.*20,22,23.

Mars

1 Sousse (95, 495). — *Dom. publ.* 76, 85, 89, 94, 95, 97.
4 Seine (96,523).—*Comp. civ.* 332.
4 Tunis (95, 200). — *Taxes mun.* 38 à 42.

5 Cass. (95, 187). — *Référés* 78, 80.
6 Tunis (95, 201). — *Immatr.* 327, 329, 330.
6 Tunis (95, 222). — *Gage imm.* 1, 17.
6 Mahdia (96, 162). — *Mahsoul.* 110 à 112.
7 Tunis (95, 223). — *Domicile élu* 1, 2, 4.
9 Tunis-Nord (95, 375). — *Prescr. cio.* 2, 74.
9 Tunis Nord (95, 376). — *Interd.* 42, 43.
9 Tunis-Nord (95, 423). — *Presc. cio.* 51 à 54.
11 Tunis (95, 203). — *Exequat.* 70, 71.
11 Tunis (95, 203). — *Expropr. publ.* 50, 51.
11 Tunis (95, 224). — *Exploit* 13. — *Null. fac.* 13.
11 Alger (96, 530). — *Compét. comm.* 85, 87.
14 Alger (95, 593). — *Opérat. de bourse* 1, 2.
14 Alger (96, 128). — *Compét. comm.* 86.
15 Tunis-Nord (95, 551). — *Prêt* 3, 4.
18 Cass. (95, 187). — *Prescr. civ.* 38, 40.
18 Alger (96, 359). — *Compét. comm.* 31, 32.
18 Tunis (95, 204). — *Exequat.* 89.
18 Tunis (95, 205). — *Rég. matrim.* 50, 51.
19 Tunis (95, 225). — *Appel crim.* 20, 21.
20 Tunis (95, 206). — *Compét. civ. j. paix* 43.
20 Tunis (95, 226). — *Bail* 52, 53.
20 Tunis (95, 299). — *Exequat.* 89, 92 à 95. — *Habous* 136, 137.
20 Tunis (95, 303). — *Mineur* 89, 91. — *Success.* 39, 40.
20 Tunis (95, 338). — *Immatr.* 218, 226, 228, 229.
20 Tunis (95, 365). — *Patern.* 51 à 53.
21 Tunis (95, 226). — *Transp. terr.* 14, 15.
21 Tunis (95, 365). — *Rapp. de mer.* 2, 3, 12, 13.
22 Cass. (95, 210). — *Municip.* 22, 23.
23 Tunis (01, 519). — *Immatr.* 318.
25 Alger (96, 190). — *Appel civ.* 98.
25 Tunis (95, 257). — *Compét. civ.* 228, 229, 241.
25 Tunis (95, 258). — *Compét. civ. j. paix* 16 à 18.
25 Tunis (95, 274). — *Exequat.* 70. — *National.* 69.
26 Alger (95, 446). — *Exequat.* 114 à 116.
26 Tunis (95, 259). — *Acte s.s.priv.* 13
28 Cass. (95, 396). — *Trib. crim.* 30, 31, 72, 76, 77, 107, 108, 115, 116.
28 Tunis (95, 275). — *Paiement* 12 à 14.
29 Cass. (95, 398). — *Trib. crim.* 22, 157.
29 Tunis (95, 565). — *Servit.* 14 à 16, 19, 23, 24, 49, 50.

Avril

1 Tunis (95, 259). — *Compét. adm.* 91 à 94.
1 Tunis (95, 277). — *Intér. morat.* 13, 14.
1 Tunis (95, 278). — *Compét. imm.* 177, 178.
2 Tunis (95, 206). — *Saisie-arrêt* 20, 21, 52, 53.
3 Tunis (95, 260). — *Enzel* 28 à 30.
3 Tunis (95, 278). — *Saisie-exéc.* 23 à 25.
3 Bordeaux (96, 228). — *Vente de vend.* 27 à 30.
4 Tunis (95, 261). — *Brev. d'inv.* 5.
5 Mahdia (96, 212). — *Mahsoul.* 113.

6 Tunis (95,304).— *Compét. imm.* 23, 25, 26.

6 Tunis (95,341).— *Compét. adm.* 74. — *Frais* 24. — *Phyllox.* 1 à 3.

8 Alger (95, 431). — *Saisie imm.* 113, 114.

9 Cass. (95,248).— *Transp. marit.* 19, 20.

11 Cass. (97, 112). — *Trib. crim.* 28, 29.

18 Alexandrie (96, 454). — *Protec. diplom.* 13.

20 Tunis-nord (95, 285). — *Saisie-arrêt* 61, 66, 67, 72.

22 Tunis (95,369).— *Compét. imm.* 179. — *Municip.* 45 à 47. — *Prescr. civ.*104, 105.— *Propr. imm.* 40, 41.

24 Tunis (95, 309). —*Immatr.* 308 à 311.

24 Tunis (95, 371). — *Licit.* 7 à 9.

24 Tunis (95, 406). — *Null. fac.* 11.

25 Alger (96, 45). — *Intér. morat.* 15, 16.

29 Alger (95, 561). — *Natural.* 1.

Mai

1 Cass. (95, 419). — *Privilèges* 42, 43. *Saisie imm,* 68, 69.

1 Chara (97, 525). — *Preuve* 58 à 60.

8 Alger (95,499).— *Comm.priseur* 3 à 6.

8 Tunis (95, 371). — *Compét.imm.* 103, 104.

8 Tunis (95, 433).— *Autor. f. mariée* 36. — *Compét. imm.* 158, 159. — *Immatr.* 319, 320.

8 Tunis (95, 477). — *Cession de créance* 1. — *Gage imm.* 26, 43. — *Prêt* 13.

9 Alger (96, 148). — *Compét.imm.* 6, 8. — *Exploit* 15.

9 Alger (96, 190).— *Preuve* 10, 11.

9 Tunis (95,459).— *Transp.marit.* 80, 112, 113.

13 Alger (96, 311).— *Promulg.*1,2.

14 Cass. (95, 398). — *Saisie imm.* 85, 86.

14 Mixte (98, 158). — *Enzel* 133.

15 Cass. (95, 399).— *Pourvoi* 31.— *Saisie imm.* 161.

15 Cass. (95, 400). — *Qualités* 31 à 33.

15 Alger (95, 533).*Compét.imm.*18.

15 Tunis (95, 407). — *Immatr.*327, 335 à 339.

15 Tunis (95, 434). — *Saisie imm.* 70, 148, 149, 251 à 253.

17 Tunis (95, 436). *Avocat.* 18.

17 Tunis (95,421).— *Transp.marit.* 13, 18.

18 Tunis-Nord (95, 472). — *Compét. civ.* 17, 18.

18 Tunis-nord (95,583).— *Marchés* 2 à 5.

20 Tunis (95, 422).— *Expert.*49,50.

20 Tunis (95,436).— *Compét.imm.* 172.

20 Tunis (95,459). — *Compét.imm.* 23, 36, 37.— *Monnaies* 1. — *Propr. imm.* 68 à 71.

22 Tunis (95,461).— *Compét.imm.* 163.— *Immatr.*396.— *Propr. imm.* 78.

24 Tunis (95, 504). — *Enzel* 76, 77. — *Saisie imm.* 58, 59.

27 Tunis (95, 437). — *Compét. civ.* 152.

27 Tunis (95,462).— *Compét.imm.* 157. — *Enzel* 8, 102 à 105. — *Habous* 190.

27 Tunis (95, 464). — *Louage* 3, 4.

28 Mixte (95, 548). — *Immatr.*295. — *Propr. imm.* 32, 42, 43.

29 Tunis (95, 438). — *Success.*149, 155 à 158.

Juin

1 Tunis nord (95, 519). — *Prescr. civ.* 9, 10.

8 Alger (95, 561). — *Exequat.*85.

10 Tunis (95, 439). — *Alim.* 31 et 32. — *Compét. civ.* 54.

10 Tunis (95, 465). — *Immatr.* 201, 202, 204.
11 Alger (96, 46). — *Dom. public* 76, 89, 90, 96.
17 Cass. (97, 292). — *Compét. civ.* 306, 307.
17 Tunis (95,465). — *Compét. imm.* 58. — *National.* 106 à 110.
17 Tunis (95, 469). — *Compét. civ.* 55.
17 Tunis (95, 470). — *Patern.* 20.
17 Tunis (95, 483). — *Habous* 104 à 108.
19 Alger (96, 23). — *Divorce* 60.
19 Tunis (95, 485). — *Mineur* 46, 59 à 62, 64, 65
25 Cass. (95, 429). — *Act. paul.* 1
26 Alger (96, 275). — *Avocat* 3.
28 T. cons. fr. Caire (97,272), — *Compét. civ.* 96.

Juillet

2 Mixte (95, 518). — *Enzel* 68, 72.
8 Cass. (95, 418). — *Qualités* 3.
15 Tunis (95,470). — *Divorce* 40,41.
15 Tunis (95, 488). — *Gage imm.* 26, 33, 34.
15 Tunis (95, 488). — *Rég. matrim.* 32.
18 Cass. (96, 226). — *Abord.* 22. — *Transp. marit.* 142.
18 Tunis (95, 489). — *Mahsoul.* 29, 55, 56, 58, 67 à 70).
22 Tunis (95, 471). — *Comp. civ. j. paix* 9, 10. — *Mahsoul.* 9.
22 Tunis (95,491). — *Mahsoul.* 161, 163 à 165.
22 Tunis (95, 493). — *Mariage* 109, 110.
22 Tunis (95, 508). — *Organ. polit.* 4 à 7. — *Sociétés* 28.
31 Paris (96, 252). — *Cons. judic.* 8.

Août

1 Cass. (95, 497). — *Trib. crim.* 35, 36, 143, 159.
22 Tunis (95, 494). — *Faillite* 35, 42.
23 Tunis (95, 514). — *Référés* 81, 82.
29 Tunis (95, 494). — *Interd.* 3, 4.

Octobre

17 Cass. (95, 532). — *Trib. crim.* 143, 144.
18 Cass. (96, 45). — *Trib. crim.* 42.
18 Tunis (95, 517). — *Médec.* 15.
21 Tunis (95, 539). — *Immatr.* 396, 421, 422, 431.
23 Cass. (95, 533). — *Qualités* 4.
23 Tunis (95, 540). — *Compét. imm.* 1, 23, 24. — *Immatr.* 340 à 342.
23 Tunis (95, 573). — *Compét. civ.* 250, 251, 259, 260.
23 Tunis (95, 596). — *Null. fac.* 20. — *Saisie exéc.* 13, 14. — *Saisie imm.* 201, 202.
24 Tunis (95, 544). — *Litispend.* 13 à 18.
24 Tunis (95, 546). — *Compét. civ.* 2.
24 Sousse (96, 247). — *Compét. imm.* 88.
25 Tunis (95, 517). — *Compét. civ. j. paix* 22.
28 Tunis (95, 547). — *Municip.* 37 à 39.
29 Tunis (95, 575). — *Phyllox.* 4, 5,
29 Tunis (95, 577). — *Appel crim.* 12. — *Mahsoul.* 74, 75, 172.
29 Mixte (95, 580). — *Immatr.* 369, 382.
30 Cass. (95, 556). — *Louage* 55, 56.
30 Tunis (95, 578). — *Prêt* 17, 18.
30 Sousse (96, 138). — *Compét. adm.* 20. — *Servitud. milit.* 11, 14.
31 Cass. (96, 541). — *Compét. crim.* 30.
31 Tunis (95, 548). — *Preuve* 51, 52.
31 Tunis (95, 597). — *Transp. marit.* 40 à 42.

Novembre

2 Alger (96, 129). — *Compét. imm.* 163, 164.

2 Alger (96, 275). — *Court. marit.* 5 à 7.
7 Seine (96, 231). — *Comm. rogat.* 1.
7 Tunis-Nord (96, 83). — *Prescr. civ.* 29.
8 Cass. (95, 591). — *Pourvoi* 11 à 13.
9 Alger (96, 311). — *Exploit* 18 à 20.
12 Tunis-Sud (95, 582). — *Presse* 25 à 27.
13 Alger (96, 95). — *Expert* 30 à 32.
13 Alger (96, 276). — *Appel civ.* 116.
13 Tunis (95, 598). — *Mineur* 68, 69.
14 Tunis (95, 579). — *Compét civ.* 89 à 91.
18 Cass. (95, 557). — *Paiement* 8, 9.
18 Tunis (95, 598). — *Interd.* 25, 39.
18 Tunis (95, 599). — *Compét. civ. j. paix* 72.
20 Tunis (96, 25). — *Compét. imm.* 83.
21 Paris (96, 420). — *Louage* 2.
25 Tunis (96, 27). — *Compét. civ.* 146.
25 Tunis (96, 49). — *Exequat.* 89. — *Habous* 155, 188. — *Propr. imm.* 9 à 12.
26 Cass. (98, 337). — *Success.* 140, 141.
26 J. p. Sousse (96, 62). — *Compét. crim.* 41. — *Dom. publ.* 5 à 7.
27 Cass. (95, 592). — *Compét. civ. j. paix* 43.
27 Alger (96, 360). — *Municip.* 40.
27 Tunis (95, 599). — *Indiv.* 2 à 4. — *Propr. imm.* 82.
28 Sousse (96, 31). — *Litispend.* 9, 11, 12.
28 Sousse (96, 32). — *Enzel* 84.
28 Sousse (96, 107). — *Immatr.* 218, 239 à 242.
28 Sousse (96, 161). — *Notar. indig.* 25, 26.
28 Mascara (96, 161). — *Patern.* 57, 58.

Décembre

2 Tunis (96, 28). — *Municip.* 41, 42.
2 Tunis (96, 29). — *Mines* 5 à 9.
4 Tunis (96, 53). — *Immat.* 218, 225, 396, 400, 401.
5 Seine (97, 355). — *Prêt* 8, 9.
5 Tunis (96, 30). — *Compét. comm.* 24.
9 Tunis (96, 55). — *Divorce* 14.
9 Tunis (96, 56). — *Bail* 54.
9 Tunis (96, 71). — *Compét. imm.* 58, 63. — *Exequat.* 89. — *Saisie imm.* 71 72. — *Vente d'imm.* 1.
9 Tunis (96, 75). — *Chose jugée* 20, 21.
11 Cass. (96, 21). — *Frais* 9 à 11.
11 Tunis (96, 56). — *Compet. imm.* 82. — *Gage imm.* 70 à 73. — *Saisie imm.* 41.
16 Tunis (96, 60). — *Mesures* 1, 2. — *Vente d'imm.* 10.
17 Mixte (96, 81). — *Enzel* 68, 71, 72.
18 Alger (96, 544). — *Appel civ.* 38.
18 Tunis (96, 75.) — *Compét. imm.* 73, 74
19 Aix (96, 125). — *Saisie imm.* 73 à 75.
19 Tunis (96, 60). — *Marques* 3.
19 Tunis (96, 77). — *Transp. marit.* 24, 28.
19 Tunis-Nord (96, 112). — *Compét. imm.* 171
21 Cass. (96, 147). — *Contr. p. corps* 1, 2.
21 St Denis (96, 270). — *Compét. civ. j. paix* 73 à 75. — *Procéd.* 20.
23 Tunis (96, 101). — *Assur.* 18.
24 Alger (97, 256). — *Saisie imm.* 26 à 28.
26 Tunis-Nord (96, 87). — *Enzel* 68. — *Immatr.* 360.

28 Tunis (96, 101). — *Mahsoul.* 77, 78.
28 Mixte (98, 70). — *Habous* 49, 50.
30 Alger (97, 25). — *Enzel* 10, 23, 24.
30 Tunis (96, 245). — *Marchés* 7 à 9.
30 Tunis (96, 285). — *Taxes mun.* 97, 98.
31 Tunis (96, 102). — *Null. fac.* 14.

1896

Janvier

2 Tunis-Nord (96, 142). — *Compét. admin.* 25, 26.
6 Tunis (96, 103). — *Compét. civ.* 112, 113.
6 Tunis (96, 105). — *Mahsoul.* 116, 206, 207.
7 Alger (97, 319). — *Compét. comm.* 34.
8 Alger (96, 452). — *Expert* 46.
8 Tunis (96, 107). — *Alim.* 30. — *Protec. diplom.* 18.
9 Tunis (96, 133). — *Compét. comm.* 88.
10 Sousse (96, 139). — *Saisie imm.* 132, 133.
13 Tunis (96, 133). — *Compét. civ. j. paix* 62, 63. — *Notar. indig.* 25.
13 Tunis (96, 156). — *Compét. imm.* 38, 39. — *Exequat.* 79, 80.
14 Cass. (96, 92). — *Compét. adm.* 76, 77.
14 Mixte (97, 660). — *Immatr.* 20.
14 Mixte (98, 72). — *Servit.* 3, 27.
16 Alexandrie (96, 360). — *Habous,* 156, 157, 176 à 178.
16 Tunis-Nord (96, 212). — *Organ. judic.* 45, 46.
20 Cass. (96, 65). — *Chose jugée* 10, 11.
20 Aix (96, 277). — *Municip.* 36.
21 Cass. (96, 66). — *Compét. civ.* 318.
21 Nice (97, 297). — *Immun. dipl.* 4, 5.
27 Tunis (96, 136). — *Prescr. civ.* 160.
27 Tunis (96, 137). — *Divorce* 30, 31.
27 Tunis (96, 159). — *Rég. matrim.* 68 à 70.
27 Ouz. (96, 324). — *Caution* 18, 19. — *Success.* 145.
29 Mixte (98, 159). — *Habous* 38.
30 Mixte (96, 111). — *Immatr.* 13, 14.

Février

1 Alger (96, 521). — *Acte ss. priv.* 1.
5 Cass. (96, 226). — *Compét. comm.* 18, 19.
10 Sénégal (96, 547). — *Organ. judic.* 43, 44.
11 Alger (97, 352). — *Appel civil* 100.
12 Alger-Nord (96, 302). — *Serment* 30 à 32.
12 Ouz. (96, 325). — *Bail* 83.
13 Tunis (96, 288). — *Immatric.* 198 à 200.
13 Sousse (96, 268). — *Prescr. civ.* 11, 12, 136, 140.
13 Mixte (96, 139). — *Habous* 102, 103.
13 Mixte (96, 164). — *Immatr.* 95, 96.
13 Mixte (98, 119). — *Habous* 195.
15 Alger (96, 452). — *Acte ss. priv.* 2 et 3.
17 Tunis (96, 160). — *Garde d'enf.* 14, 15.
19 Alger (96, 230). — *Natural.* 1, 2.
24 Alger (96, 230). — *Rég. matrim.* 85, 86.
24 Alger (97, 373). — *Péremp. d'inst.* 9.
24 Tunis (96, 160). — *Douanes* 41.
24 Tunis (96, 207). — *Accid. du trac.* 13. — *Assur.* 3.
24 Tunis (96, 207). — *Compét. civ. j. paix* 102.
24 Tunis (96, 235). — *Prescr. civ.* 21, 22.
24 Sénégal (96, 522). — *Ajourn.* 15, 16. — *Divorce* 159. — *Preuve* 65.

25 Tunis (96, 291). — *Mahsoul.* 84, 85.
26 Tunis (01, 264). -- *Presc. cio.* 84 à 86.
27 Cass. (96, 147). — *Déf. de motifs* 15.
27 Sousse (96, 211). — *Appel cio.* 108, 109.
27 Mixte (96, 140). — *Interd.* 29 à 32, 48 à 50.
27 Ouz. (96, 164). — *Medjba* 2, 3. — *Vational.* 69, 93.
27 Ouz. (96, 165). — *Serment* 47.
27 Ouz (96, 166). — *Mariage* 107, 108. — *Preuve* 61.
27 Ouz. (96, 325). — *Gage imm.* 41.
29 Alger (96, 545). — *Mineur* 9.
29 Tunis (96, 263). — *Presse* 25, 26.

Mars

2 Cass. (96, 148). — *Ao. defens.* 16.
2 Alger (96, 424). — *Compét. comm.* 86.
2 Tunis (96, 208). — *Référés* 90, 91. — *Solid.* 2 à 4.
3 Ouz. (96, 166). — *Forêts* 5, 6.
8 Ouz. (96, 326). — *Khammessat* 8, 9.
9 Tunis (96, 237). — *Antichr.* 6. — *Distrib. par contrib.* 4, 5.
9 Tunis (96, 238). — *Mahsoul.* 10, 11.
9 Ouz. (96, 577). — *Act. possess.* 61, 62.
11 Mixte (98, 199). — *Immatr.* 118, 133.
11 Alexandrie (03, 140). — *Compét. civ.* 63.
12 Alger (97, 257). — *Servit. milit.* 10, 17, 18.
12 Sousse (96, 322). — *Null. fac.* 30.
13 Seine (96, 548). — *Compét. civ.* 333.
14 Alger (96, 277). — *Chefàa* 14.
16 Cass. (97, 94). — *Transp. marit.* 168, 169.
16 Tunis (96, 209). — *Jugements* 41 à 44.
16 Tunis 96, 210). — *Compét. civ.* 146.
16 Tunis (96, 238). — *Compét. imm.* 6.
16 Tunis (96, 240). — *Appel civ.* 48, 62. — *Compét. civ. j. paix* 25.
19 Sousse (96, 382). — *Compét. civ.* 208.
20 Paris (96, 421). — *Litispend.* 1.
20 Alger (96, 500). — *Immun. dipl.* 9, 10.
20 Rouen (96, 440). — *Transp. marit.* 121, 122.
21 Alger (96, 545). — *Serment* 26.
23 Alger (96, 563). — *Exequat.* 89.
23 Tunis (96, 210). — *Success.* 114.
23 Tunis (96, 240). — *Compét. imm.* 136. — *Exequat.* 70. — *Immatr.* 167 à 170.
23 Tunis (96, 264). — *Trav. publ.* 10 à 13.
23 Ouz. (96, 577). — *Mahsoul.* 88, 89.
23 Ouz. (96, 578). — *Douanes* 49, 50. — *Mahsoul.* 39 à 41.
25 Alger (96, 501). — *Appel civ.* 98.
26 Cass. (96, 273). — *Trib. crim.* 128, 131, 132.
26 Mixte (97, 661). — *Propr. imm.* 30, 31.
30 Ouz. (96, 326). — *Excuses* 8.
31 Cass. (96, 562). — *Déf. de motifs* 19.
31 Ouz. (96, 327). — *Preuve* 80, 82, 83.

Avril

2 Sousse (96, 592). — *Référés* 40.
9 Ouz. (96, 327). — *Excuses* 9, 10.
9 Ouz. (96, 579). — *Excuses* 4, 6.
10 Alger (97, 352). — *Peines* 13.
13 Alger (96, 453). — *Compét. imm.* 18.
13 Ouz. (96, 328). — *Compét. civ* 285, 286.
13 Ouz. (96, 504). — *Ajourn.* 17.

15 Tunis (01, 268). — *Habous* 80.
18 Cass. (96, 227). — *Nation.* 146, 147.
22 Cass. (96, 228). — *Nation.* 153, 154.
22 Tunis (01, 241). — *Saisie imm.* 212, 213.
22 Mixte (97, 411). — *Immatr.* 126.
27 Cass. (96, 450). — *Transp. marit.* 114, 115.
27 Alger (97, 75). — *Enzel* 54, 55.
27 Tunis (96 292). — *Immatr.* 295, 296.
27 Tunis (96, 294). — *Appel civ.* 14 — *Success.* 106 à 108.

Mai

2 Alger (96, 546). — *Compét. comm.* 93, 94.
4 Civ. Alger (96, 529). — *Mariage* 41. — *Nation.* 137, 138.
4 Civ. Alger (97, 391). — *Divorce* 154, 155.
5 Alger (96, 330). — *Mineur* 1, 2, 6 à 8, 46, 135, 136.
11 Cass. (96, 274). — *Saisie-arrêt* 73 à 75.
13 Alger (97, 471). — *Appel civ.* 104.
18 Tunis (96, 296). — *Compét. imm.* 149.
18 Tunis (96, 297). — *Compét. civ.* 49 à 51.
18 Tunis (96, 347). — *Compét. imm.* 177, 178. — *Dom. publ.* 78 à 82.
18 Tunis (96, 366). — *Compét. admin.* 14. — *Dom. publ.* 49 à 51.
19 Tunis (96, 586). — *Marchés* 1.
27 Anvers (01, 472). — *Faillite* 27, 28.
28 Tunis-Nord (96, 301). — *Compét. civ.* 53. — *Mariage* 116.
28 Tunis-Nord (96, 299). — *Gage* 13 à 16.
28 Tunis-Nord (96, 323). — *Cons. judic.* 1, 2.
29 Tunis (96, 319). — *Indiv.* 12, 15, 23.

Juin

1 Tunis (96, 320). — *Procéd.* 10.
1 Tunis (96, 369). — *National.* 69. — *Protec. diplom.* 21.
1 Tunis (97, 359). — *Dom. publ.* 83, 89.
4 Alexandrie (98, 181 bis). — *Compét. civ.* 62.
4 Tunis Nord (96, 440). — *Saisie-arrêt* 33, 34.
5 Tunis-Nord (96, 382). — *Bail* 1.
6 Alger (96, 522). — *Exéquat.* 103 à 105.
6 Alger (97, 144). — *Compét. imm.* 50.
8 Tunis (96, 370). — *Assur.* 5.
8 Tunis (96, 373). — *Compét. civ.* 92. — *Mineur* 113, 114. — *Testam.* 60.
9 Cass. (96, 358). — *Louage* 54.
9 Alger (97, 353). — *Transp. marit.* 13, 21.
10 Tunis (96, 375). — *Compét. imm.* 110.
12 Tunis (96, 377). — *Mineur* 77 à 83. — *National.* 6.
12 Tunis (96, 436). — *Dom. public* 1, 41, 42.
12 Tunis-Nord (96, 530). — *Enzel* 166.
16 J. p. Sousse (96, 501). — *Sociétés* 32 à 34.
17 Tunis (01, 244). — *Enzel* 54, 55.
22 Tunis (96, 527). — *Avocat* 19. — *Avoc. défens.* 12, 13
23 J. p. Sousse (96, 532). — *Prescr. civ.* 32, 35.
25 Mixte (96, 442). — *Enzel* 17. — *Immatric.* 154.
29 Tunis (96, 459). — *Mahsoul.* 29, 30.
29 Tunis (96, 553). — *Gage imm.* 14, 64, 65. — *Protec. diplom.* 14.
29 Tunis (97, 343). — *Success.* 88 à 91.

30 Alger (96, 546). — *Frais* 40 à 42. — *Liquid. judic.* 4.

Juillet

2 Paris (97, 72). — *National.* 120 à 122. — *Success.* 106, 109, 110.

9 Paris (97, 73). — *Saisie imm.* 101, 102.

11 Ouz. (96,579).— *Taxes mun.*24.

13 Tunis (96, 439). — *Compét. civ. j. paix* 22.

13 Tunis (96, 466). — *Taxes mun.* 1, 88.

16 Tunis-nord (96, 441). — *Act. possess.* 27.

23 Ouz. (96, 580). — *Douanes* 68.

27 Alger (97, 27). — *Appel civ.* 29.

27 Tunis (96, 439). — *Mariage* 74.

27 Tunis (96, 468). — *Rég.matrim.* 62 à 65. — *Succès.* 1, 85, 86.

30 Ouz. (96,580).— *Incendie* 13,14.

30 Ouz. (96, 581). — *Prescr. crim.* 11, 12.

Août

1 Mixte (96,445).— *Compét. imm.* 139.

1 Mixte (96, 471). — *Immatr.* 118, 130, 131.

5 Mixte (98, 603). — *Chefâa* 29. — *Compét. imm.* 90, 91.

13 Gabès (96, 584). — *Mahsoul.* 181, 182.

29 Mixte (98, 74). — *Immatr.* 118.

Septembre

5 Mixte (96, 447). — *Immatr.* 171 à 173.

26 Mixte (96, 536). — *Immatr.*129.

28 Ouz. (96, 581). — *Instr. crim.* 82, 83.

30 Ouz. (96, 582). — *Compét. civ.* 320, 321.

Octobre

5 Ouz. (96, 582). —*Ghabâ* 1 à 3.

7 Tunis nord (96, 571). — *Av. défens.* 10, 11.

10 Seine (97, 306). — *Eff.de comm.* 23.

14 Tunis-nord (96, 574).— *Compét. civ.* 161, 162.

15 Alger (97, 114). — *Mneur* 90. — *Success.* 36 à 38.

15 Alger (97,353).— *Appel civ.*144. — *Compét. imm.* 18.

16 Cass. (96, 520). — *Enquête* 19. 21.

18 Ouz. (97, 364). — *Preuve* 35.

19 Alger (97, 374). — *Appel civ.*18.

22 Mixte (96, 535). — *Immatr.* 49.

24 Alger (97, 295). — *Mariage* 102 à 104.

26 Alger (97, 374). — *Success.* 114, 130.

26 Alger (97,399).— *Compét.comm.* 1, 2.

28 Alger (97, 399). — *Compét. civ.* 27.

29 Tunis-nord (97,128). — *Douanes* 22, 23. — *Transp. marit.* 97 à 99, 185, 186.

30 Alger (96, 586). — *Marchés* 1.

31 Mixte (97, 662). — *Immatr.* 46.

Novembre

2 Alger (97, 146). — *Saisie imm.* 17, 18.

4 Aix (97, 398). — *Compét. civ.* 311, 312.

4 Tunis-nord (96, 559). — *Courtage* 14.

4 Tunis-nord (96, 594). *Aveu* 1.— *Avocat* 4 à 6.

6 Alger (96, 587). — *Servit. milit.* 17 à 19.

10 Cass. (96, 562). — *Mineur* 86 à 88.

10 Pondichéry (97, 272).— *Habous* 1, 2.

12 Mixte (96, 575). — *Immatr.*267.

13 Paris (97, 21). — *Sociétés* 14,15.

16 Tunis (97, 99). — *Transp. terr.* 11 à 13.

18 Orléans (97,354).— *Litispend.*1.

18 Alger (97, 295). — *Transp. marit.* 221, 222.
19 Mixte (96, 576). — *Immatr.* 75, 218, 223.
21 Mixte (96, 597). — *Habous* 53, 54. — *Immatr.* 92.
21 Com. Alger (97,481). *Faillite* 31.
23 Tunis (96, 591). — *Compét.imm.* 171.
23 Tunis (97, 33). — *Compét. cio. j. paix* 35, 36.
24 Sfax (03, 57).— *Act. possess.*63.
25 Alger (98, 22). — *Null. fac.* 24, 31. — *Saisie imm.* 119.
26 Mixte (98, 185). — *Immatr.*175.
28 Mixte (96, 599). — *Immatr.* 95, 96.
30 Bordeaux (97,435).— *Litispend.* 1.
30 Alger (97, 374). — *Faillite* 20 à 22, 32.
30 Tunis (97, 34). — *Prescr. cio.* 68, 121, 136.
30 Alger (97,224).— *Vente à livrer* 6.
30 Tunis (97, 36). — *Patern.* 41.
30 Sfax (97, 416). — *Act. possess.* 50, 51. — *Compét. civ.* 194.

Décembre

1 Cass. (96, 585). — *Eff.de comm.* 6, 7.
3 Ouz. (96, 583). — *Elèvem.* 1, 2.
7 Tunis-sud (96, 596). — *Transp. marit.* 29 à 31.
9 Nice (97, 298). — *Divorce* 106.
9 Tunis (97, 77). — *Compét. imm.* 23.
10 Seine (97, 436). — *Saisie-arrêt* 5 à 8.
14 Tunis (97, 36).—*Act.possess.*21.
14 Tunis (97, 38). — *Prêt* 15.
14 Ouz. (97,364). — *Poids* 1, 2.
15 Cass. (97, 18). — *Jugem.* 26.
15 Bône (98, 272). — *Natural.* 9 à 11.
15 J. p.Sousse (97,575). — *Caution* 1, 2.
16 Tunis-nord (97, 43). — *Act. possess.* 28 à 30. — *Propr. imm.* 79.
17 Alger (97, 258). — *Prescr. civ.* 83, 127.
17 Alger (97, 260).— *Interd.* 46,47.
17 Mixte (97, 46). — *Immatr.* 44, 45, 65.
18 Cass. (97, 18). — *Vol* 9.
21 Tunis (97, 39), — *Jugem.* 17,18.
21 Tunis (97, 40). — *Enzel* 164.
21 Tunis (97, 42). — *Compét. civ.* 210.
21 Tunis (97, 233). — *Intér. morat.* 2, 3.
21 Tunis (97, 408).— *Divorce* 30,31.
21 Tunis (97, 624).—*Faux inc.* 4, 5.
24 Cass. (97, 19). — *Trib. crim.* 134.
24 Mixte(97,48).— *Immatr.*11,48.
28 Cass. (97, 19).— *Appel civ.* 142, 143.
28 Tunis (97, 99). — *Immatr.* 442 443.
28 Tunis (97, 78). — *Enzel* 10, 11, 64, 106.
28 Tunis (97, 154). — *Succession* 114, 121. — *Vente à livr.* 17.
28 Tunis (97, 384). — *Garde d'enf.* 22. — *Patern.* 55, 56, 59 à 62.
28 Tunis (97, 388). — *Divorce* 157, 158.
28 Tunis (97, 627). — *Compét. civ. j. paix* 62, 63.
29 Cass. (97, 395). — *Pourvoi* 35.
30 Seine (97, 520). — *Autor. f. mariée* 35 — *National.* 62.
31 Tunis (97, 101). — *Enzel* 135.— *Immatr.* 369, 370.

1897

Janvier

6 Cass. (97, 20). — *Appel civ.* 8.
7 Mixte (98, 605). — *Chefâa* 28.
11 Tunis (97, 235). — *Compét. civ.* 319.

11 Tunis (97, 593). — *Mineur* 96 à 99, 145.
11 Tunis (97, 657). — *Notar. indig.* 15.
11 Tunis (98, 31). — *Homicide*
11 Tunis (98, 112). — *National.* 63, 69. — *Protec. diplom.* 5 à 7.
12 Mixte (97, 159). — *Immatr.* 74.
13 Tunis-Nord (97, 158). — *Compét. admin.* 12, 13.
16 Tunis (98, 182 bis). — *Presse* 9, 10.
16 Mixte (98, 507). — *Compét. imm.* 137 à 139. — *Immatr.* 73.
18 Tunis (97, 516). — *Interd.* 29 à 32.
18 Tunis (97, 597). — *Compét. crim.* 68, 69.
18 Tunis (98, 114). — *Dom. publ.* 66, 67.
20 Tunis (97, 103). — *Compét. imm.* 40, 41.
23 Mixte (99, 279). — *Immatr.* 132.
25 Tunis (97, 236). — *Immatr.* 108.
25 Tunis (97, 388). — *Garde d'enf.* 22, 23.
25 Tunis (98, 152). — *Saisie-imm.* 196 à 198.
29 Ouz. (98, 409). — *Mineur* 141, 142.
30 Alger (98, 61). — *Propr. imm.* 2. — *Rites* 1. — *Servit.* 14, 18, 47).

Février

3 Alger (97, 261). — *Référés* 36 à 38.
4 Alger (97, 225). — *Promul.* 16, 17.
4 Alger (97, 319). — *Faillite* 10.
5 Alger (97, 149). — *Mineur* 110, 111, 149. — *Preuve* 4. — *Protec. diplom.* 17
6 Seine (99, 587). — *Rég. matrim.* 9.
6 Mixte (98, 509). — *Immatr.* 34 à 36.
6 Mixte (98, 510. — *Immatr.* 32.
8 Crim. Tunis (97, 296). — *Monnaies* 5.
8 Ouz. (97, 365). — *Oukil* 1, 2.
9 Cass. (97, 95). — *Success.* 51, 52.
11 Alger (97, 114). — *Av. défens.* 4, 5.
11 Ouz. (97, 636). — *Act. poss.* 53.
12 Tunis (97, 301). — *Gage imm.* 1, 4. — *Privilèges* 35. — *Sociétés* 19, 20.
13 Mixte (97, 307). — *Compét imm.* 125, 126, 137, 138. — *Mines* 29.
13 Mixte (99, 101). — *Compét. imm.* 140. — *Immatr.* 99.
14 Ouz. (97, 365). — *Compét. civ.* 219.
14 Ouz. (97, 637). — *Compét. civ.* 219.
15 Tunis (97, 125). — *Immatr.* 232 à 234. — *Notar. indig.* 15.
17 Cass. (97, 222). — *Appel civ.* 47.
17 Alger (97, 514). — *Servit.* 3, 4, 35.
20 Alger (97, 168). — *Servit. milit.* 1 à 5, 12, 13.
24 Tunis (00, 588). — *Abus de proc.* 4.
26 Cass. (97, 293). — *Faux crim.* 2, 3.
26 Tunis (97, 156). — *Immatr.* 385 à 387.
26 Tunis (98, 324). — *Compét. civ.* 267 à 269.
27 Tunis (97, 238). — *Success.* 16.
28 Alger (97, 261). — *Escroq.* 1, 2.
28 Ouz. (97, 366). — *Khammessat* 4, 5.
28 Ouz. (97, 638). — *Compét. civ.* 287, 288.

Mars

1 Alger (98, 23). — *Saisie cons* 2.
1 Tunis (97, 198). — *Servit.* 7, 52 à 55.
4 Mascara (98, 39). — *Acte ss. priv.* 4.
5 Tunis (97, 206). — *Immatr.* 80, 81.

8 Tunis (97, 202). — *Acte ss. prvi.* 27 et 28.
8 Tunis (97, 205). — *Immatr.* 396.
8 Tunis (97, 239). — *National.* 69. — *Protec. diplom.* 24, 25.
8 Tunis (97, 627). — *Mahsoul.* 27, 28.
8 Tunis (98, 181). — *Mahsoul.* 90 à 92.
9 Paris (98, 497). — *Instr. crim.* 78.
9 Seine (97, 520). *Autor. j. mariée* 17, 18.
10 Cass. (97, 255). — *Protec. diplom.* 15, 16.
11 Alger (97, 400). — *Habous* 168 à 171.
15 Tunis (97, 268). — *Immatr.* 396.
15 Tunis (97, 271). — *Taxes mun.* 59, 60.
15 Ouz. (97, 638). — *Habous* 149.
16 Cass. (97, 223). — *Péremp. d'inst.* 12 à 14.
17 Seine (97, 355). — *Saisie-arrêt* 79, 80.
20 Seine (97, 565). — *Exéquat.* 11 à 14.
20 Mixte (97, 208). — *Immatr.* 201 à 203.
27 Paris (98, 497). — *Cons. judic.* 9.
29 Cass. (97, 255). — *Compét. civ.* 30.
29 Ouz. (97, 638). — *Prescr. crim.* 13, 14.

Avril

1 Alger (97, 515). — *Appel civ.* 3.
1 Guelma (98, 158). — *Rég. matr.* 10, 11.
8 Mixte (97, 310). — *Immatr.* 277.
8 Mixte (98, 605). — *Immatr.* 176.
13 Cass. (97, 317). — *Testam.* 9 à 11.
20 J. p. Sousse (98, 197). — *Act. possess.* 12 et 13.

Mai

1 Mixte (97, 310). — *Compét. imm.* 160.
1 Mixte (97, 312). — *Privil.* 36, 37.
3 Cass. (97, 469). — *Intér. mat.* 4, 5.
5 Alger (98, 23). — *Saisie imm.* 106, 107.
6 Sousse (97, 304). — *Dr. de mut.* 9, 10.
6 Ouz. (97, 366). — *Bail* 81, 82.
7 Paris (97, 351). — *Success.* 16. — *Testam.* 1.
10 Ouz. (97, 367). — *Douanes* 75, 76.
10 Ouz. (97, 639). — *Preuve* 72, 73.
11 Cass. (97, 293). — *Domicile* 3, 4.
12 Crim. Tunis (97, 297). — *Notar. indig.* 18.
13 Alger (97, 657). — *Bail* 3, 4.
15 Mixte (97, 485). — *Enzel* 18.
17 Tunis (97, 409). — *Abus de proc.* 10. — *Compét. civ.* 218.
18 Cass. (97, 318). — *Avocat* 16.
19 Mascara (97, 606). — *National.* 34 à 37.
20 Sousse (98, 157). — *Jugem.* 32, 33.
20 Mixte (97, 413). — *Propr. imm.* 49.
21 Sousse (97, 602). — *Alim.* 6.
22 Mixte (97, 445). — *Immatr.* 33.
22 Mixte (97, 487). — *Immatr.* 56 à 58.
24 Tunis (97, 319). — *Chose jugée* 23, 24. — *Compét. imm.* 68, 69. — *Habous* 2, 3, 91, 95, 133, 134. — *Mines* 16 à 19.
24 Tunis (97, 339). — *Sociétés* 23 à 25.
24 Tunis (97, 361). — *Act. possess.* 9.
25 Cass. (97, 318). — *Null. fac.* 10.
25 Cass. (97, 619). — *Frais* 12.
26 Cass. (97, 372). — *Pourvoi* 35.
26 Alger (98, 24). — *Appel civ.* 24. — *Louage* 26.
26 Ouz. (97, 367). — *Compét. imm.* 12.
26 Ouz. (97, 391). — *Taxes mun.* 61.
27 Ouz. (97, 392). — *Etabl. insal.* 2, 3.

28 Sousse (98, 115). — *Référés* 120.
31 Cass. (98, 143). — *Habous* 79.
31 Tunis (98, 182 bis). — *Chem. de fer* 18, 19.
31 Ouz. (97, 368). — *Compét. civ.* 300, 301.

Juin

1 Seine (97, 589). — *Saisie-arrêt* 57 à 60.
1 Alexandrie (99, 144). — *Divorce* 96.
3 Sousse (98, 234). — *Saisie imm.* 200.
3 Philippeville (97,574). — *Expert* 65 à 67.
4 Sousse (97, 658). — *Rég. matrim.* 102, 103.
7 Ouz. (97,368). — *Délits ruraux* 6.
7 Ouz. (97, 639). — *Taxes mun.* 77.
7 Ouz. (98, 334). — *Prescr. civ.* 72. 76.
14 Tunis (97, 568). — *Mahsoul.* 12, 13.
11 J. p. Sousse (98,182). — *Compét. civ.* 172, 173.
17 Sousse (97,631). — *Success.* 111, 112.
17 Ouz. (97, 640). — *Caution* 17.
18 Cass. (97, 396). — *Qualités* 5, 6,
18 Sousse (97, 442). — *Exploit* 4,6.
18 Sousse (97, 444). — *Indiv.* 12 à 14.
18 Sousse (98, 36). — *Exploit* 4, 5.
22 Seine (98, 147). — *Compét. civ.* 308.
22 Ouz. (98, 512). — *Douanes* 11, 12.
23 Cass. (97,396). — *Compét. comm.* 45.
24 Sousse (97, 478). — *Prêt* 13.
24 Sousse (98, 36). — *Mineur* 132 à 134.
25 Sousse (97, 602). — *Faillite* 59, 60.
28 Ouz. (97, 664). — *Prescr. civ.* 74.
28 Ouz. (97, 663). — *Accid.* 35.
30 Cass. (97,397). — *Compét. comm.* 56.
30 Sousse (00, 435). — *Municip.* 27.

Juillet

1 Cass. (97, 509). — *Municip.* 28. — *Pourvoi* 39.
1 Sousse (97, 574). — *Douanes* 61, 62.
1 Ouz. (97, 640). — *Prescr. civ.* 73, 78, 79.
1 Ouz. (97, 664). — *Bail* 90, 91.
1 Ouz. (97, 665). — *Appel civ.* 169, 170.
1 Ouz. (98, 409). — *Act. possess.* 57, 58.
3 Mixte (97, 414). — *Immatr.* 351, 352.
3 Mixte (97, 447). — *Immatr*, 155, 156.
5 Cass. (97, 397). — *Appel civ.* 39.
5 Alger (98, 63). — *Appel civ.* 25.
5 Alger (98,147). — *Transp. marit.* 13, 207, 208.
8 Cass. (97, 587). — *Servit. milit.* 12, 13.
8 Sousse (97, 633). — *Compét. civ.* 214.
9 Sousse (97, 479). — *Gage imm.* 22, 23.
9 Sousse (98, 38). — *Privilèg.* 40, 41.
10 Alger (98, 209). — *Divorce* 152, 153.
12 Crim. Tunis (97, 401). — *Trib. crim.* 56, 57.
13 Cass. (97, 513). — *Transp. marit.* 46.
15 Sousse (97, 635). — *Privil.* 1, 2.
15 Mixte (98, 246). — *Immatr.* 71, 72.
23 Bordeaux (97, 388). — *Mineur* 5, 43.
26 Tunis (97, 436). — *Immatr.* 295 à 297. — *Procéd.* 7, 8.
26 Tunis (97, 441). — *Servit.* 8, 57, 58.

26 Tunis (97, 571). — *Comnét. civ. j. paix* 1. — *Interd.* 29 à 36.
27 Cass. (97, 587). — *Compét. civ. j. paix* 26.
28 Cass. (97, 620). — *Compét. civ. j. paix* 42.
28 Sousse (97, 604).— *Servit milit.* 12, 13.

Août

2 Cass. (97, 470). — *Municip.* 16.
7 Cass. (99, 84). — *Mucicip.* 25.
9 Seine (98, 210). — *Divorce* 145.

Septembre

15 Palestro (97, 635). — *Compét. civ. j. paix* 62, 63.— *Serment* 18.

Octobre

13 Tunis-Nord (98, 39). — *Compét. civ. j. paix* 42.
18 Tunis (98, 33). — *Compét. civ.* 148.
18 Tunis (98, 455).—*Caution* 12, 13.
23 Cass. (97, 623).— *Compét crim.* 37, 38.
25 Cass. (97, 588). — *Compét. civ.* 21, 22.
25 Alger (99, 391). — *Interd.* 41.
25 Tunis (98, 34). — *Distrib. par contrib.* 1.
25 Tunis (98, 457). — *Compét. civ.* 92. — *Mineur* 112, 118. — *Testam.* 61.
28 Tunis (98, 293).— *Faillite* 40, 41.

Novembre

2 Alger (98, 111).— *Servit.* 31 à 33.
3 Cass. (98, 21).— *Compét. imm.* 58.
4 Sousse (98, 302). — *Sép. de corps* 6.
4 Ouz. (97, 666). — *Compét. admin.* 6.
4 Ouz. (97, 666).— *Indiv.* 5.
8 Alger (98, 398). — *Transp. marit.* 52.
10 Tunis (97, 600). — *Chefâa* 1, 2, 35 à 37. — *Rites* 1.
10 Tunis (97, 630).— *Enquête* 10, 11.
12 Sousse (01, 27).— *Référés* 17.
15 Cass. (97, 656). — *Transp. terr.* 32, 33.
15 Alger (98, 63).— *Appel civ.* 92.
18 Cass. (97, 623). — *Appel crim.* 7, 8.
18 Ouz. (98, 410). — *Douanes* 71 à 74.
19 Sousse (98, 304). — *Acte ss. priv.* 30. — *Distrib. par contrib.* 2.— *Privil.* 1, 2, 24, 38.
20 Cass. (97, 656). — *Saisie-arrêt* 38, 39.
20 Mixte (98, 43). — *Immatr.* 315, 316, 368. — *Saisie imm.* 279.
22 Cass. (97, 624).— *Expert* 62 à 64.
22 Alger (98, 177). — *Compét. imm.* 75.
22 Alger (98, 179). — *Appel civ.* 54, 55.
22 Alger (98, 442). — *Avocat* 29.
25 Sousse (98, 474). — *Exploit* 8, 9.

Décembre

3 Sousse (00, 597).— *Rég. matrim.* 116, 117.
6 Tunis (98, 217). — *Gage imm.* 1, 31, 35.
6 Ouz. (98, 334). — *Poids* 4.
6 Ouz. (98, 410). — *Gage imm.* 26, 32.
6 Ouz. (98, 411). — *Act. poss.* 55, 56.
6 Ouz. (91, 412). — *Poids* 3.
9 Ouz. (98, 335). — *Douanes* 77 à 79. — *Taxes mun.* 74.
9 Ouz. (98, 336). — *Preuve* 70.
9 Ouz. (98, 412).— *Jugem.* 89, 90.
11 Alger (98, 497). — *Compét. comm.* 74 à 76.
13 Alger (98, 180 bis). — *Divorce* 107, 108.
13 Pondichéry (98, 245). — *Mariage* 95.
13 Ouz. (98, 336).— *Prescr. crim.* 15, 16.

13 Ouz. (98, 413). — *Compét. civ.* 276.
13 Ouz. (98, 413). — *Jugem.* 81, 82.
16 Sousse (98, 270). — *Compét. adm.* 75. — *Douanes* 85. —
16 Sousse (00, 149). — *Référés* 7.
18 Cass. (92, 172). — *Compét. crim.* 32.
18 Tunis (98, 64). — *Peines* 14.
20 Alger (98, 293). — *Mineur* 89, 91.
20 Douai (98, 110). — *Instr. crim.* 34 à 37.
20 Alger (98, 234). — *Patern.* 63.
20 Ouz. (98, 414). — *Accid.* 30.
22 Sousse (00, 192). — *Médec.* 11.
24 Sousse (98, 193). — *Compét. comm.* 105.
27 Cass. (98, 179 bis). — *Compét. civ.* 66, 67.
27 Tunis (98, 64). — *Organ. polit.* 18, 19. — *Paternité* 48 à 50.
29 Cass. (98, 22). — *Privil.* 32.
29 Tunis-Nord (98, 602). — *Saisie imm.* 139.
30 Sousse (98, 194). — *Compét. admin.* 70, 71.
30 Mixte (98, 48). — *Immatr.* 270.
30 Sousse (98, 310). — *Rég. matr.* 126.
30 Sousse (00, 635). — *Servit.* 3, 20.
31 Sousse (98, 380). — *Créance* 1. — *Prescr. civ.* 118.

1898

Janvier

3 Cass. (98, 59). — *Appel civil* 41.
3 Tunis (98, 589). — *Trav. publ.* 15.
3 Tunis (99, 339). — *Notariat* 1, 2. — *Success.* 1, 87.
5 Cass. (98, 109). — *Chose jug.* 17.
7 Cass. (98, 180 bis). — *Enlèv.* 4, 5.
7 Tunis (00, 630). — *Saisie imm.* 205 à 207.
10 Alger (98, 112). — *Instr. crim.* 6, 7.
10 Tunis (98, 349). — *Enzel* 36, 44. — *Immatr.* 430.
10 Tunis (98, 459). — *Enzel* 166.
10 Tunis (99, 342). — *Exequat.* 6, 65, 66.
11 Cass. (98, 316). — *Enregistr.* 6, 7.
12 Alger (98, 263). — *Exequat.* 9, 59, 60.
12 Tunis (01, 74). — *Notar. indig.* 29, 30. — *Prescr. civ.* 32.
12 Tunis (02, 167). — *Act. poss.* 37. — *Litispend.* 9.
12 Sousse (00, 194). — *Mahsoul.* 51 à 53.
12 Mixte (98, 187). — *Immatr.* 257, 258.
13 Cass. (98, 60). — *Douanes* 52 à 54.
13 Seine (98, 180). — *National.* 3 à 5. — *Patern.* 7.
13 Sousse (98, 272). — *Référés.* 60.
14 Sousse (98, 382). — *Acte ss. priv.* 18. — *Assur.* 14. — *Sociétés* 31.
17 Tunis (98, 223). — *Notar. indig.* 35, 36.
17 Tunis (98, 226). — *Hypoth* 21. — *Prescr. civ.* 66.
17 Tunis (98, 462). — *National.* 69. — *Protec. diplom.* 17. — *Success.* 155.
19 Cass. (98, 290). — *Bail* 15.
19 Cass. (98, 339). — *Faillite* 88, 89.
19 Cass. (99, 86). — *Avocat* 22.
19 Rennes (98, 111). — *Instr. crim.* 3.
19 Alger (98, 181 bis). — *Esclav.* 3, 4.
19 Tunis (01, 120). — *Enzel* 141, 142. — *Prescr. civ.* 117.
20 Mixte (98, 75). — *Enzel* 68, 131, 132.
20 Sousse (98, 332). — *Enzel* 166.
21 Tunis (98, 186 bis). — *Procéd.* 19.
21 Sousse (98, 332). — *Gage imm.* 83, 84.

22 Cass. (98, 143). — *Trib. crim.* 121 à 123.
24 Cass. (98, 61). — *Vente d'anim.* 5, 6.
24 Tunis (98, 153). — *Compt. civ. j. paix.* 42.
24 Tunis (98, 352). — *Enzel* 141 à 144.
24 Tunis(99, 226).—*Courtage* 2, 20.
26 Sousse (98, 385). — *Douanes* 80, 81.
31 Alger (98, 317). — *Arbitr.* 3.

Février

2 Cass. (98, 173). — *Immatr.* 412.
2 Cass. (98, 144). — *Immatr.* 253, 254.
3 Sousse (98, 238). — *Bail* 27.
4 Cass. (98, 110). — *Instr. crim.* 18, 19.
10 Sousse (98, 238).— *Propr. imm.* 50.
11 Cass. (98, 176). — *Instr. crim.* 69 à 71.
11 Tunis (01, 121). — *Immatr.* 226.
15 Alger (98, 370).— *Compét. imm.* 18, 176.
16 Alger (98, 498). — *Chose jugée* 1.
21 Tunis (98, 181). — *Av. défens.* 18, 21.
21 Tunis (98, 186 bis). — *Dom. publ.* 8. — *Douanes* 39.
22 Cass. (98, 260). — *Transp. marit.* 55, 56.
23 Cass. (98, 290). — *Transp. marit.* 50, 51.
23 Tunis (98, 295).— *Privil.* 10, 11.
23 Tunis-Nord (98, 478). — *Insolv.* 1. — *Mariage* 116.
28 Alger (98, 263). — *Compét. comm.* 91, 92.
28 Alger (98, 454). — *Null. fac.* 5.
28 Mixte (98, 188). — *Immatr.* 76, 84, 85, 93, 94.

Mars

2 Cass. (98, 395). — *Prêt* 23 à 25.
2 Sousse (98, 311). — *Compét. crim.* 25, 26.
3 Sousse (98, 243).— *Act. possess.* 26.
5 Civ. Alger (98, 234). — *Avocat* 67.
7 Alger (98, 293). — *Appel civ.* 156.
7 Tunis (98, 228).— *Immatr.* 284, 285.
7 Tunis (98, 327). — *Appel civ.* 89. — *Comp. civ. j. paix* 103.
9 Tunis (01, 150). — *Habous* 91. — *Success.* 114.
14 Alger (99, 87). — *Rég. matrim.* 87 à 89. — *Saisie-imm.* 124.
14 Tunis (98, 232).— *Compét. imm.* 92, 93.
14 Tunis (98, 329). — *Trav. publ.* 18.
14 Tunis (99, 167). — *Preuve* 12 à 14.
16 Cass. (98, 454). — *Trav. publ.* 14.
17 Sousse (98, 475). — *Indiv.* 12.
17 Sousse (91, 477).— *Notar. indig.* 43.
17 Ouz. (98, 414). — *Taxes mun.* 91, 92.
17 Ouz. (98, 415). — *Jugem.* 81 à 84.
17 Ouz. (00, 454). — *Organ. judic.* 40, 41.
18 Mixte (99, 280). — *Habous* 76 à 78.
19 Cass. (98, 397). — *Trib. crim.* 27.
19 Paris (98, 262).— *Appel civ.* 43.
21 Alger (98, 585). — *Habous* 55.
21 Tunis (98, 353).— *Expropr. publ.* 54.
21 Tunis (98, 591). — *Immatr.* 201, 202. — *Mineur* 58.
21 Tunis (99, 169). — *Garde d'enf.* 38 à 40.

23 Ouz. (00, 454). — *Taxes mun.* 93, 94.
24 Cass. (98, 339). — *Pourvoi* 29, 30.
25 Cass. (98, 316). — *Trib. crim.* 96.
25 Cass. (98, 483). — *Déf. de motif* 7, 8.
26 Tunis (98, 594). — *Donat.* 24.
26 Mixte (98,273). — *Mines* 11 à 15. — *Propr. imm.* 1, 64.
28 Tunis (98, 264). — *Appel civ.* 46. — *Compét. admin.* 72. — *Marchés* 10, 11.
28 Mixte (98, 278). — *Enzel* 113, 114.
28 Ouz. (98, 415). — *Vente* 1, 2.
30 Alger (98, 507). — *Habous* 17.
30 Alger (98,583). — *Habous* 18, 55 à 57. — *Success.* 147,148.
30 Tunis (01,40). — *Saisie-arrêt* 12.

Avril

2 Tunis (98,268). — *Alim.*23 et 24.
4 Ouz. (98, 416). — *Mahsoul.*137, 138.
7 Cass. (98, 521). — *Peines* 29.
22 Cass. (98, 317). — *Avocat* 17.
23 J. p. Sousse (98, 245). — *Elect.* 1 à 3.
30 Cass. (98, 291). — *Compét.crim.* 19, 20.

Mai

2 Alger (98, 586). — *Donat.* 16. — *Rég. matrim.* 18, 19. — *Success.* 83, 84.
4 Cass. (98, 262). *Prescr. civ.* 58. — *Serment* 35, 36.
5 Sousse (00, 226). — *Compét civ.* 83, 84.
9 Paris (99, 140). — *Extrad.* 1, 2.
9 Alger (98, 522). — *Appel civ.* 139, 140. — *Compét. imm.*70, à 72. — *Habous* 116, 117, 146 à 148. — *Procéd.* 23.
9 Tunis (99,319). — *Act.possess.*3.
9 Tunis (99, 395). — *Mahsoul.*174 à 176.
10 Cass. (98, 369). — *Failite* 80.
13 Sousse (00,438). — *Vente à rém.* 11, 12.
16 Cass. (98, 340). — *Qualités* 10 à 12.
16 Alger (99, 140). — *Dom. publ.* 45, 46.
16 Tunis (99,421). — *Notar.indig.* 42.
16 Tunis (02, 36). — *Prescr. civ.* 32, 36.
17 St.-Etienne (98,601). — *Compét. comm.* 83, 84.
18 Cass. (98, 340). — *Jugem.* 7.
18 Tunis (01, 76). — *Vente à rém.*2.
23 Alger (99, 162). — *Servit.* 6, 7, 59.
23 Tunis (98,299). — *Compét.admin.* 75. — *Frais* 24. — *Prescr. civ.* 41.
23 Tunis (91, 301). — *Success.*114.
23 Tunis (99,227). — *Expropr.publ.* 13.
24 Tunis (91, 358). — *Médec.* 1, 2.
24 Mixte (91, 606). — *Immatr.*257, 258.
31 Angers (99, 167). — *Mariage* 28, 29.

Juin

2 Sousse (99, 626). — *Compét.civ. j. paix* 43.
2 Sousse (00, 296). — *Huissier* 21.
6 Alger (98, 371). — *Exequat.* 88.
6 Alger (98,587). — *Compét.comm.* 99.
8 Alger (98, 587). — *Faillite* 91 à 93.
8 Tunis (99, 198). — *Interd.* 39.
10 Cass. (98, 484). — *Divorce* 103.
13 Cass, (99, 68). — *Jugem.* 4, 5.
14 Bayonne (99, 174). — *Divorce* 136.
15 Cass. (98, 369). — *Saisie-arrêt* 44, 45.
15 Tunis (98, 373). — *Habous* 190, 192, 193.

15 Mixte (00, 606). — *Chefâa* 33.
18 Tunis (01, 178). — *Enzel* 89, 130.
19 Tunis (98, 442). — *Servit.* 5,56.
20 Cass. (98, 441). — *Dom. publ.* 37, 38.
22 Tunis (98, 463). — *Douanes* 13.
22 Mixte (98, 388). — *Immatr.*355, 361 à 365.
23 Sousse (99, 566). — *Compét.civ. j. paix* 51, 52.
23 Sousse (00, 62). — *Appel civ.*22.
23 Sousse (00,374). — *Vente à rém.* 1.
23 Sousse (00, 514). — *Vente à rém.* 1.
23 Bougie (00, 300). — *Compét.civ. j. p.* 68.
23 Ouz. (98, 416). — *Taxes mun.*67.
23 Ouz. (99, 465). — *Abus de proc.* 12.
25 Tunis (01,41). — *Notar.indig.*19.
28 Sousse (99, 589). — *Chose jugée* 7, 8.
29 Alger (99,141). — *Compét comm.* 6, 7.
29 Tunis (98, 375). — *Immatr.* 402.
29 Tunis (98, 402). — *Mont de piété* 1, 2.
29 Tunis (98,444). — *Act. ss. priv.* 24.
29 Tunis (98, 446). — *Preuve* 55,56,
30 Cass. (98, 370). — *Qualités* 7.
30 Alger (99, 222). *Loteries* 1 à 3.
30 Ouz. (00,455). — *Preuve* 77 à 79.

Juillet

2 Conflits (98,393). — *Conflit* 2 et 3.
2 Tunis (01, 212). — *Enzel* 56,62.
6 Tunis (98, 378). — *Habous* 150, 151.
6 Tunis (98, 464). — *Organ. polit.* 1. — *Prescr. civ.* 83, 84, 106, 107, 127, 128.
6 Tunis (98, 469). — *Mineur* 137.
7 Tunis (98, 471). — *Habous* 91, 94. — *Success.* 114, 117.
7 Sousse (00, 63). — *Procéd.* 11, 12.
10 Tunis (98, 595). — *Enregistr.* 2 à 5.
13 Alger (99, 197). — *Rapp. de mer* 9 à 11.
13 Tunis (98, 472). — *Immatr.*218, 391 à 393.
13 Tunis (99, 200). — *Jugem.* 31.
18 Ouz. (00, 455). — *Excuses* 7.
18 Ouz. (00, 456). — *Taxes mun.* 89, 90.
19 Cass. (99, 138). — *Pourvoi* 28.
20 Tunis (98, 597). — *Enregistr.* 8, 9. - *Intér. morat.* 6.
20 Tunis (99, 229). — *Intér. morat.* 6. — *Vente de nav.* 1, 2.
27 Cass. (98, 521). — *Cassat.* 1.
30 Tunis (01, 20). — *Enzel* 81.
30 Tunis (01, 21). — *Gage imm.*17.

Août

1 Cass. (98, 581). — *Jugem.* 45.
12 Cass. (98, 484). — *Compét.crim.* 47.
15 Ouz. (99, 291). — *Prescr.civ.*72. 77.

Septembre

19 Ouz. (03, 57). — *Antich.* 4.

Octobre

7 Tunis (99,268). — *Gage imm.* 17.
12 Tunis (99,270). — *Compét.comm.* 30.
12 Tunis (00, 218). — *Gardien* 1,2.
18 Cass. (98,582). — *Péremp.d'inst.* 6 à 8.
10 Cass. (99, 69). — *Déf. de motifs* 16.
19 Cass. (93, 582). — *Expert* 22 à 24.
19 Tunis (99, 203). — *Mineur* 39 à 41, 45.
19 Tunis (99,231). — *Compét. adm.* 43, 45.
22 Tunis (01, 296). — *Faillite* 67.
25 Alger (99, 265). — *Garde d'enf.* 26.

26 Tunis (99, 424). — *Act. possess.* 31.
27 Sousse (99, 496).—*Act. possess.* 21.
27 Sousse (00, 268). — *Faillite* 50. — *Gage imm.* 1, 14.
28 Tunis (99,170).— *Faillite* 40,41.

Novembre

2 Tunis (98, 541). — *Appel civ.* 7, 8.— *Compét. civ.*58.—*Protec. diplom.* 31 à 33.
2 Tunis (99, 206). — *Bail* 62. — *Saisie imm.* 160.
2 Tunis (99, 397). — *Privil.* 35.
2 Tunis (00,323).— *Compét.imm.* 23.
2 Tunis (00, 355). — *Habous* 125. — *Sociétés* 3.
3 Sousse (99, 408). — *Servitudes* 20, 21.
4 Sousse (99, 497). — *Privil.* 12.
11 Sousse (99, 529). — *Habous* 84, 85.
11 Sousse (00, 123).— *Convèt.civ.* 19, 20. — *Null. fac.* 5.
12 Mixte (99, 76). — *Prescr. civ.* 101, 102.
16 Tunis (99, 92). — *Exequat.* 89.
16 Tunis (99, 141).— *Mariage* 105, 106. —*Rég. matr.* 127.
16 Sousse (00, 126). — *Bris de clôt.* 1, 2.
19 Tunis (01. 297). — *Immatr.* 221.
23 Tunis (99, 69). — *Compét. civ.* 85.
26 Mixte (00, 606). — *Immatr.*344, 345.
28 Sousse (00, 636).— *Référés* 117.

Décembre

1 Alger (99,266).— *Compét,comm.* 49, 50.
5 Alger (99, 266). — *Compét. civ.* 10, 11.
7 Tunis (98,600).— *Habous* 12,13.
7 Tunis (99, 71). — *Testam.* 14, 34, 35.
8 Sousse (99, 531). — *Habous* 36.
8 Alger-Nord (99, 96). — *Avocat* 7 à 11, 57.
9 Sousse (00,376).— *Dr. s. l'alcool* 1, 2.
10 Alger (99, 318). — *Avocat.* 68.
10 Tunis (01, 328).— *Servit.* 3.
12 Ouz. (00, 456). — *Procéd.* 42 à 44.
13 Seine (03,95).— *Divorce* 56,149.
14 Alger (99,338).— *Compét.comm.* 108.
15 Bougie (00, 96). — *Dom. publ.* 43, 44.
18 Tunis (00, 256). — *Bail* 76.
21 Tunis (99, 74). — *Mahsoul.* 86, 87.
21 Tunis (99, 94). — *Mariage* 82, 96.
21 Tunis (99, 172). — *Taxes mun.* 78. 79.
21 Tunis (99, 233). — *Prescr. civ.* 83, 84, 108 à 112, 119,120,122. 127.— *Rites* 1.
22 Alger (99, 391). — *Serment* 1.
22 Alger (99, 644). — *Expert* 22,23.
24 Tunis (01,214).— *Compét. imm.* 181, 182.
24 Tunis (98, 329). — *Référés* 43.
27 Cass. (99, 263). — *Saisie-arrêt* 76.
27 Cass. (99, 389). — *Saisie-arrêt* 76 à 78.
28 Alger (00, 217). — *Compét. civ.* 22.
28 Tunis (99,617).— *Compét.imm.* 53.
28 Tunis (00, 27). — *Rég. matr.*68. — *Success.* 82.
29 Ouz. (99, 291). — *Sequestre.*
30 Tananarive (99, 338). — *Organ. judic.* 8, 9.

1899

Janvier

2 Seine (99, 657). — *Sociétés* 16 à 18.

3 Paris (99, 317). — *Instr. crim.* 20 à 23, 38 à 41, 44.
5 Ouz. (99,466).— *Taxes mun.* 37.
7 Mixte (01, 47). — *Immatr.* 50, 51.
11 Ouz. (99, 292). — *Jugem.* 81,82. — *Khammessat* 7.
11 Ouz. (03, 58). — *Compét. crim.* 21, 22.
12 Sousse (99,323).— *Caution judic.* 1.
13 Malte (06, 531). — *Testam.* 32, 33.
17 Cass. (99, 605). — *Patern* 4, 5.
19 Sousse (00,329).— *Notar. indig.* 5.
19 Alexandrie (03, 141). — *Comp civ.* 236.
20 Sousse (99. 346).— *Saisie imm.* 93, 94.
20 Malte (06, 532). — *Autor. f. mariée* 34.
21 Cass. (00, 18). *Colport.* 1, 2. — *Prescr. crim.* 10.
23 Ouz. (99, 293). — *Faux inc.* 13, 14.
23 Ouz. (00, 457). — *Prescr. civ.* 73, 136, 141, 142.
24 St Pierre (99, 536). — *Compét. civ. j. paix* 58.
25 Cass. (99, 416). — *Instr. crim.* 72, 73.
25 Tunis (99, 272). — *Appel civ.* 51.
25 Tunis (99, 320). — *Délits ruraux* 4, 5.
25 Tunis (99, 618). — *Mandat* 3 à 6.
25 Tunis (00, 222).—*Expropr. publ.* 17, 24, 52, 53.
26 Ouz. (99, 466). — *Mahsoul.* 97, 98.
27 Sousse (99, 275). — *Compét. civ.* 86.

Février

1 Tunis (99, 426). — *Enzel* 167, 170, 174, 175. — *Immatr.* 425, 426.
4 Tunis (01, 154). — *Enzel* 172, 173.
4 Tunis (01, 179). — *Délits ruraux* 9, 10.
7 Ouz. (99, 293). — *Municip.* 8 à 10.
7 Ouz. (99, 294). — *Preuve* 33, 34.
7 Cass. (99, 486). — *Faillite* 34.
8 Alger (99, 224). — *Compét. admin.* 58.
8 Tunis (00, 92). — *Compét. admin.* 73. — *Mahsoul.* 160, 205.
9 Sousse (99, 324). — *Compét. civ.* 3.
14 Cass. (99, 643). — *Saisie-imm.* 55 à 57.
18 Seine (99, 391). — *Compét. civ.* 334. — *Immun. dipl.* 11, 12.
22 Alger (99, 644).— *Expropr. publ.* 68, 69.
22 Alger (00, 42). — *Mineur* 3, 4.— *Saisie-imm.* 163 à 165.
22 Alger (00, 84).— *Licitation* 2 à 4.
22 Tunis (00, 357). — *Antichrèse* 1 à 3. — *Faillite* 90.
22 Ouz. (99, 467). — *Divorce* 156.
23 Malte (07, 283). — *Rég. matrim.* 67.
27 Ouz. (99, 294). — *Khamessat* 10, 11.
28 Cass. (99, 515). — *Sociétés* 1, 2.
28 Ouz. (99, 295). — *Bail* 87 à 89.
28 Ouz. (99, 467). — *Jugem.* 84, 85.
28 Ouz. (99, 468). — *Preuve* 75, 76.

Mars

1 Alger (99, 319). — *Mineur* 131.
1 Tunis (00, 143).— *Miloyenn.* 14, 15.
2 Alger (99, 521). — *Appel civ.* 15.
2 Sousse (01, 29).— *Référés* 18 à 20.
2 Ouz. (99, 296). — *Frais* 8.
7 Paris (99, 390). — *Instr. crim.* 56, 57.
8 Tunis (00, 361).— *Act. poss.* 37.
8 Sousse (99, 277). — *Chefâa* 25, 26.

9 Tunis (00, 397). — *Rég. matr.* 118. — *Success.* 24. — *Testam.* 12.
10 Sousse (00, 598). — *Licitat.* 5.
13 Ouz. (99, 296). — *Excuses* 5.
13 Ouz. (99, 468). — *Preuve* 86 à 89.
15 Cass. (99, 316). — *Sociétés* 10 à 13.
15 Tunis (00, 262). — *Prescr. crim.* 9.
16 Alger (01, 436). — *Vente de vend.* 18.
20 Nice (00, 301). — *Autor. f. mariée* 16.
22 Cass. (99, 416). — *Huissier* 7.
22 Tunis (00, 118). — *Compét. civ.* 181. — *Mariage* 76. — *Sép. de corps.* 30, 31.
22 Tunis (02, 556). — *Mariage* 9, 10.
22 Tunis (99, 326). — *Immatr.* 177, 178.
24 Sousse (99, 405). — *Gage imm.* 13.
25 Cass. (99, 264). — *Appel crim.* 22.
25 Rouen (01, 518). — *Exequat.* 49, 50, 55.
27 Gabès (99, 498). — *Enzel* 42, 43.
30 Sousse (00, 95). — *Compét. com.* 40.
30 Ouz. (99, 469). — *Saisie-exéc.* 26.

Avril

12 Tunis (99, 399). — *Immatr.* 396, 403, 404.
12 Tunis (99, 654). — *Compét. adm.* 15.
12 Tunis (00, 465). — *Privil.* 24.
20 Cass. (99, 519). — *Presse* 36.
20 Sousse (00, 150). — *Saisie cons.* 1, 4, 5.
20 Sousse (00, 266). — *Compét. civ. j. paix* 50.
24 Alger (99, 597). — *Serment* 2, 3.
25 Malte (07, 283). — *Louage* 40.
29 Le Kef (99, 472). — *Oukil* 6, 7.

Mai

1 Ouz. (99, 469). — *Compét. civ.* 258.
3 Com. Seine (00, 128). — *Sociétés* 29, 30.
4 Alger (99, 521). — *Compét. com.* 81, 82.
4 Sousse (00, 298). — *Success.* 135, 136.
4 Sousse (00, 331). — *Mariage* 80.
5 Ass. Constantine (07, 316). — *Exploit* 42.
8 Tunis (00, 43). — *Compét. civ.* 22, 28, 29. — *Compét. civ. j. paix* 96.
10 Besançon (99, 420). — *Instr. crim.* 24, 25.
10 Anvers (02, 46). — *Faillite* 27.
12 Alger (00, 395). — *Habous* 86, 87.
16 Cass. (99, 337). — *Divorce* 61 à 63.
17 Cass. (99, 338). — *Saisie-imm.* 118.
17 Cass. (99, 389). — *Frais* 43.
17 Tunis (99, 344). — *Gage imm.* 44. — *Rég. matr.* 90. — *Success.* 154.
17 Tunis (99, 431). — *Protec. dipl.* 18. — *Rég. matr.* 93 à 95, 98.
20 Sousse (00, 153). — *Compét. civ. j. paix* 19.
24 Tunis (00, 324). — *Avocat* 29, 35.
29 Ouz. (00, 458). — Vol 24.
31 Alger (99, 586). — *Transp. marit.* 43, 44.
31 Tunis (99, 437). — *Mariage* 100.
31 Tunis (99, 486). — *Divorce* 37.
31 Tunis (99, 488). — *Expropr. publ.* 5, 6. — *Municip.* 44.
31 Tunis (99, 561). — *Sociétés* 21, 22.
31 Tunis (99, 564). — *Compét. civ. j. paix* 45.
31 Tunis (99, 588). — *Success.* 1, 2.
31 Sousse (99, 628). — *National.* 139, 140.

Juin

1 Alger (00, 43). — *Appel civ.* 96.
2 Tunis (00, 120).— *Compét. civ.* 82, 319).
6 Cass. (99, 417). — *Compét. civ.* 138.
7 Alger (99, 607). — *Bail* 31, 32.
7 Tunis (99, 404). — *Immatr.* 396, 428.
7 Tunis (99, 435). — *Immatr.* 221.
7 Tunis (99, 438). — *Appel civ.* 161. — *Tierce opp.* 3.
8 Ouz. (99, 470). — *Prescr. civ.* 72.
9 Cass. (00, 41). — *Trib. crim.* 18 à 21.
9 Seine (99, 522). — *Excquat.* 17 à 19.
9 Pays Bas (04, 24). — *Faillite* 29, 30.
10 Mixte (00, 301).—*Immatr.* 52, 52.
13 Malte (07, 516). — *Vente comm.* 4, 5.
14 Tunis (99, 522). — *Exequat.* 89, 96. — *Propr. imm.* 55.
14 Tunis (99, 656). — *Mariage* 125.
14 Tunis (00, 364). — *Compét. admin.* 32. — *National.* 69, 71, 101, 141, 142, 155, 156, 158.
14 Tunis (00, 421). — *Compét. imm.* 146 à 148.
15 Sousse (99, 533). — *Dr. de mut.* 3, 4.
15 Sousse (99, 590). — *Servit. milit.* 6 à 9, 17, 18, 22, 23, 28.
20 Alger (99, 546). — *Appel civ.* 23. — *Compét. adm.* 16. — *Dom. publ.* 2, 21 à 23. — *Enzel* 9. — *Preuve* 6. — *Transact.*
20 Alger (01, 535). — *Bail* 12.
21 Tunis (00, 48). — *Taxes mun.* 35, 36.
23 Malte (07, 60). — *Alim.* 25 et 26.
26 Grombalia (99, 598). — *Louage* 57 à 59.
27 Cass. (99, 545). — *Susp. légit.* 1 à 3.
28 Tunis (99, 622).— *Act. poss.* 21.
28 Tunis (00, 50). — *Bail* 42.
28 Tunis (00, 468). — *Notar. indig.* 37 à 39.
28 Malte (06, 532). — *Sép. de corp.* 27, 28.

Juillet

5 Cass. (00, 21). — *Dom. publ.* 30, 31.
5 Besançon (99, 587). — *Louage* 36 à 38.
6 Cass. (99, 520). — *Distr. par contr.* 6 à 8.
10 Tunis-Sud (00, 197). — *Interd.* 39, 40.
12 Tunis (99, 625). — *Immatr.* 179.
13 Alger (99, 559).— *Presse* 32, 33.
13 Alger (99, 609). — *Presse* 52.
13 Sousse (00, 476). — *Expr. publ.* 26.
15 Cass. (01, 473). — *Trib. crim.* 149, 149.
19 Tunis (99, 588).—*Patern.* 38 à 40.
20 Sousse (00, 379).— *Divorce* 1, 2.
20 Sousse (00, 514). — *Jugem.* 57.
20 Sousse (00, 516). — *Avocat* 31, 32.
21 Cass. (99, 584).— *Douanes* 80, 81.
21 Sousse (00, 518).— *Act ess. priv.* 8. — *Bail.* 48, 49.
24 Tunis (99, 526). — *Dr. de mut.* 5, 19.
24 Ouz. (00, 458). — *Falsif. denrées* 3, 4.
24 Ouz. (00, 459).— *Délits ruraux* 7.
24 Ouz. (99, 470). — *Preuve* 68, 69.
24 Ouz. (99, 471). — *Jeux* 5, 6. — *Outrage publ.*
24 Ouz. (03, 58). — *Enlèv.* 3.
24 Ouz. (99, 471). — *Municip.* 24.
24 Ouz. (99, 472). — *Act. publ.* 2.
24 Ouz. (03, 58). — *Enlèv.* 3.
26 Mixte (00, 480). — *Immatr.* 78, 79.
27 Sousse (00, 559.— *Comm. pris.* 9.
29 Cass. (00, 186). — *Rélég.* 15, 16.

Août

2 Cass. (99, 585).— *Requête civ.* 1.
3 Ouz. (99, 472). — *Accid.* 29.
9 Ouz. (03, 58).—*Compét. civ.* 289.
10 Ouz. (00, 459). — *Habous* 140 à 142.
21 Ouz. (00, 460). — *Gage* 22.

Septembre

7 Rév. Alger (00, 218). — *Désert.* 3 à 5.

Octobre

18 Cass. (99, 605). — *Appel civ.* 53.
19 Sousse (00, 563).— *Compét. civ.* 80, 81.
21 Alger (00, 271). — *Vente de vend.* 16, 17.
23 Mixte (03, 409). — *Immatr.* 190.
25 Cass. (00, 72).— *Transp. marit.* 63.
26 Sousse (00, 565). — *Compét. imm.* 57.— *Exéquat.* 89, 97 à 99.
27 Malte (07, 60).— *Testam.* 28.
30 Alger (00, 254).— *Transp. marit.* 24.
31 Alger (99, 611). — *Dés. d'off. min.* 3, 4.

Novembre

3 Sousse (00, 571).— *App. civ.* 94.
8 Tananarive (00, 232).— *Procéd.* 3.
9 Cass. (99, 606). — *Escroq.* 3 à 5.
13 Alger (99, 617). — *Acte ss. priv.* 8.
15 Cass. (00, 346).— *Déf. de motifs* 20.
15 Alger (99, 646).— *Enzel* 116 à 122.
15 Alger (00, 349). — *Cass.* 2, 3.
17 Sousse (00, 406). — *Prescr. civ.* 83.
21 Cass. (00, 138). — *Chose jug.* 6.
22 Tunis (00, 369).— *Douanes* 14, 15.
22 Tunis (02, 100).— *Douanes* 86, 87.
22 Seine (00, 334). — *Vente à temp.* 1, 2.
29 Tunis (00, 55). — *Enzel* 36, 44.
30 Paris (01, 239).— *Rég. matr.* 37 à 40.
30 Sousse (00, 574). — *Compét. civ. j. paix* 97, 98. — *Habous* 135.

Décembre

1 Alger (00, 141). — *Instr. crim.* 13, 14.
1 Sousse (00, 600).— *Nom. comm.* 4 à 7.
2 Cass. (00, 117). — *Presse* 23, 24.
4 Paris (00, 117). — *Divorce* 68, 88, 89.
4 Alger (00, 24). — *Donat.* 26 à 28.
4 Alger (00, 141). — *Procéd.* 16.
4 Malte (06, 532). — *Sep. de corps* 26.
5 Alger (00, 546). — *Proced.* 36.
6 Tunis (00, 57). — *Notar. indig.* 11.
7 Sousse (00, 380). — *Enzel* 64.
9 Tunis (01, 331). — *Mandat* 9, 10.
11 Alger (00, 27). — *Saisie imm.* 103 à 105.
13 Tunis (00, 58).— *Compét. admin.* 1. — *Eaux de Tunis* 3, 4.
13 Tunis (00, 94). — *Mineur* 38, 42.
13 Tunis (00, 121). — *Garde d'enf.* 22, 24, 25.
13 Tunis (00, 144).— *Compét. adm.* 19. — *Douanes* 20, 21.
14 Sousse (00, 603). — *Gage imm.* 86 à 89.
14 Sousse (01, 125). — *Off. post.* 14, 15.
14 Sousse (01, 127). — *Compét. civ. j. paix* 23, 24.
15 Sousse (00, 412). — *Mineur* 137 à 139.
16 Alger (00, 187).— *Vente de vend.* 19.
19 Cass. (00, 73). — *Avocat* 12 à 14.
20 Tunis (00, 146). — *Compét. admin.* 56, 57.
20 Tunis (00, 482). — *Compét. civ.* 125.

22 Mixte (00, 31). — *Immatr.* 161.
23 Tunis (01, 369). — *Immatr.*218, 235, 236.
27 Tunis (00, 261). — *Appel civil.* 91. — *Saisie-arrêt* 54.
28 Tunis (02, 235). — *Privil.* 2, 3.
29 Sousse (00, 414). — *Gage* 11,12.
29 Bougie (00, 416). — *National.* 131, 132.

1900

Janvier

2 Cass. (00, 186).— *Régl.de juges* 1, 2.
4 Ouz. (00, 460). — *Dr. de mut.* 17, 18.
4 Malte (07, 284). — *Preuve* 38.
6 Mixte (00, 154). — *Habous* 16, 48, 73.
6 Mixte (00, 525). — *Habous* 16, 48, 73, 194.
8 Caen (00, 142). — *Avocat* 36 à 40.
10 Tunis (00, 122). — *Compét. civ. j. paix* 29.
10 Mixte (00, 157). — *Immatr.* 12.
10 Mixte (00, 159). — *Immatr.* 63.
12 Sousse (01, 188). — *Vente à livrer* 26, 27.
12 Naples (03, 142). — *Exequat.* 119, 125.
17 Alger (00, 88). — *Dr. s. l'alc.* 3, 5 à 7.
17 Alger (00,255).— *Transp. marit,* 24, 26, 27.
17 Alger (00, 322). — *Bail* 43, 44.
17 Tunis (00, 326).— *Compét.imm.* 58. — *Habous* 24, 25, 41.
17 Mixte (00, 198). — *Immatr.* 60, 61.
17 Mixte (00, 228). — *Immatr.*344, 345.
18 Sousse (01, 45). — *Dr. s. l'alc.* 3, 4.
19 Sousse (01, 84). — *Faillite* 79.
19 Sousse (01,86). – *Compét.comm.* 89, 90.
24 Tunis (00,264).— *Compét.imm.* 125, 126.
24 Tunis (00, 288). — *Gage imm.* 36. — *Privil.* 2, 4.
24 Tunis (00, 489).— *Saisie cons.*3.
25 Sousse (01, 87). — *Compét. civ.* 87, 88.
30 Alger (00, 629). — *Appel civ.* 76 à 78.
30 Malte (07, 516). — *Compét. civ.* 336.
31 Tunis (00, 147). — *Act. possess.* 37.

Février

1 Sousse (01,156).— *Compét.imm.* 123, 124.
3 Cass. (00, 288). — *Réleg.*12,13.
6 Cass. (00, 187). — *Expert* 8, 9.
7 Cass. (00, 140). — *Comp. civ. j. paix* 90, 91.
7 Tunis (00, 401).— *Compét.imm.* 171. — *Servit.* 63
7 Tunis (00, 472). — *Référés* 2.
12 Alger (01, 175). — *Immatr.* 396, 397.
15 Ouz. (00, 460). — *Hospitalité* 1, 2.
16 Ouz. (09, 461). — *Compét. civ.* 232.
19 Cass. (00, 392). — *Jugem.* 3.
19 Alger (00, 448). — *Appel civ.*32. — *Promulg.* 8, 9.
21 Tunis (00,190).— *Eaux de Tunis* 1, 2.
21 Tunis (00, 491). — *Habous* 39, 40.
21 Tunis (00, 493). — *Frais* 38,39.
22 Cass. (00,446). — *Excuses* 1.
22 Ouz. (00, 461). — *Vente d'anim.* 7.
23 Alger (01, 19). — *National.* 139, 140.
26 Cass. (03, 174).— *Transp.marit.* 190 à 192.
26 Ouz. (00, 462). — *Abus de proc.* 13. — *Preuve* 36, 37.

28 Alger (00, 352). — *Transp. marit.* 50, 51, 53, 54.
28 Tunis (00, 495). — *Enzel* 36 à 38, 44.
28 Tunis (00,498). — *Compét. adm.* 39.
28 Mixte (00, 229). — *Prescr. civ.* 122, 133, 134.

Mars

3 Mixte (00, 271). — *Immatr.* 366, 367.
3 Sousse (01, 221). — *Huissier* 4, 5.
5 Alger (00, 188). — *Appel civ.* 86.
5 Ouz. (00, 462). — *Serment* 45, 46.
7 Alger (09, 546). — *Faillite* 7.
7 Alger (01, 103). — *Appel civ.* 93.
8 Ouz. (00, 463). — *Enzel* 130.
8 Ouz. (00, 463). — *Khammessat* 10, 11.
8 Ouz. (00, 464). — *Compét. civ.* 290.
9 Sousse (03, 235). — *Mahsoul.* 29, 109, 189, 190.
10 Seine (01, 241). — *Exequat.* 23, 24, 28, 29.
12 Alger (00, 355). — *Divorce* 36.
13 Cass. (00, 321). — *Transp. marit.* 143, 144.
13 Cass. (00, 420). — *Serment* 42.
14 Tunis (00, 589). — *Expr. publ.* 24.
14 Tunis (01, 245). — *Expr. publ.* 8 à 10.
15 Ouz. (00, 464). — *Serment* 43, 44.
15 Ouz. (03, 59). — *Gardien* 3.
16 C. d'Etat (03, 525). — *Abord.* 6.
17 Seine (00, 528). — *Nantiss. f. de comm.* 1.
19 Alger (01, 209). — *Mineur* 94, 137. — *Null. fac.* 7.
21 Tunis (01, 216). — *Douanes* 9, 10.
22 Cass. (00, 481). — *Peines* 30, 31.
22 Ouz. (00, 639). — *Prescr. civ.* 154.
28 Tunis (00,372). — *Expropr. publ.* 68, 69.
28 Tunis (00, 427). — *Saisie-exéc.* 6, 7.
28 Tunis (00, 591). — *Compét. admin.* 44, 52.
28 Mixte (00, 335). — *Immatr.* 153.

Avril

4 Alger (01, 103). — *Immatr.* 100, 396, 413. — *Procéd.* 21, 22.
4 Tunis (00, 295). — *Compét. civ.* 143, — *National.* 33.
5 Tunis (00, 403). — *Bail* 74.
7 Alger (01, 192). — *Null. fac.* 21. — *Procéd.* 39.
11 Alger (01, 39). — *Success.* 114, 115, 128.
12 Cass. (00, 623). — *Instr. crim.* 63.
12 Sousse (01, 282). — *Compét. civ. j. paix* 37, 38.
12 Sousse (01, 377). — *Faillite* 54, 55.
14 Tunis (00, 429). — *Chambre de comm.* 1 à 3. — *Presse* 38 à 40.
14 Cass. (00, 482). — *Appel civ.* 49.
25 Tunis (00, 500). — *Act. possess.* 37. — *National.* 143.
25 Tunis (00, 548). — *Taxes mun.* 95, 96.
25 Tunis (00,550). — *Dr. de mutat.* 19 à 21.
25 Tunis (00,594). — *Eaux de Tunis* 5 à 7.
25 Tunis (01, 404). — *Propr. imm.* 51 à 53.
27 Cass. (00, 347). — *Arbitr.* 1, 2.
30 Cass. (00, 393). — *Procéd.* 14, 15.
30 Alger (01, 19). — *Transp. terr.* 31.
30 Angleterre (03, 142). — *Régim. matrim.* 12 à 14.

Mai

2 Tunis (01, 451). — *Success.* 24 à 27.
10 Sousse (05, 252). — *Compét.civ.* 41, 42.
10 Com. Seine (01. 559). — *Faillite* 23 à 25.
10 Sousse (01, 284). — *Compét.civ.* 198, 199.
10 Sousse (01, 306). — *Saisie imm.* 216, 217.
11 Rouen (00,447). — *Immun.dipl.* 13 à 17.
11 Lyon (05, 92). — *Dépôt* 12, 13.
12 Cass. (00, 584). — *Rélégat.* 9.
14 Cass. (00, 347). — *Requête civ.* 2 à 5.
17 Sousse (01, 310). — *Notar.indig.* 12, 13.
17 Sousse (01, 341). — *Compét. civ* 146, 148.
17 Sousse (01, 342). — *Trav. publ.* 16.
18 Sousse (01, 346). — *Prescr. civ.* 151, 152.
22 Douai (04,466). — *Compét.comm.* 59.
22 Alger (01, 514). — *Exploit* 21. 22. — *Null. fac.* 25.
25 C. d'Etat (02, 32). — *Compét. adm.* 53.
28 Alexandrie (03, 143). — *Autor. de f. mariée* 33.
30 Alger (01, 118). — *Tierce opp.* 1, 2.
30 Tunis (00,474). — *Propr.mobil.* 3 à 5.
30 Tunis (00, 553). — *National.* 69, 115.
31 Cass. (00, 393). — *Appel crim.* 16 à 19.

Juin

6 Tunis (00, 554). — *Immatr.* 388 à 390. — *Saisie imm.* 199.
6 Tunis (00, 632). — *Success.* 1, 166.
7 Sousse (01,286). — *Compét.imm.* 78.
7 Ouz. (00, 637). — *Notar. indig.* 48.
8 Sousse (01, 420). — *Compte courant* 1, 2.
9 Rév. Alger (01, 150). — *Cons. de guerre* 1 à 3.
9 Alger (01, 367). — *Chose jugée* 14, 15. — *Donation* 17 à 20. — *Propr. imm.* 4.
13 Alger (00, 630). — *Transp.marit.* 57, 58.
13 Alger (01, 118). — *Transp. marit.* 57, 58.
13 Tunis (00, 556). — *Habous* 100.
13 Tunis (00, 558). — *Prescr. civ.* 136.
14 Sousse (01,469). — *Compét.imm.* 125, 126.
14 Ouz. (00, 640). — *Abus de proc.* 14.
15 Cass. (00, 394). — *Exploit* 45.
18 Mixte (01, 559). — *Immatr.* 253, 354
19 Alger (01, 40). — *Vente à livrer* 1, 2.
20 Tananarive (01, 327). — *Compét. civ.* 203 à 205.
21 Sousse (01, 313). — *Compét.civ.* 180.
22 Alger (01, 20). — *Huissier* 9. — *Jugem.* 37, 38.
23 Cass. (01, 204). — *Presse* 18 à 21.
23 Tunis (00, 594). — *Compét. civ.* 19, 20. — *Procéd.* 11, 13.
25 Ouz. (03, 288). — *Caution* 20 à 22.
27 Tunis (00, 502). — *Enzel* 19, 135. — *Habous* 184.
27 Tunis (00, 505). — *Immatr.* 203, 214.
27 Tunis (00, 596). — *Enzel* 166.
27 Tunis (00, 632). — *Success.* 1, 152, 155.
27 Tunis (01, 77). — *Saisie imm.*14.
27 Tunis (01, 123). — *Compét. imm.* 13. — *Procéd.* 1.

28 Sousse (01, 253). — *Mahsoul.* 168.
28 Sousse (01, 378). — *Dr. de mut.* 22.

Juillet

2 Cass. (01, 17).— *Transp. marit.* 88. 89.
5 Cass. (00, 545). — *Cassat.* 4.
5 Cass. (01, 441). — *Assur.* 24.
5 Rév. Alger (00, 585). — *Désert.* 6 à 8.
5 Sousse (01, 522). — *Act. paul.* 4 et 5.
10 Cass. (00, 545). — *Liq. judic.* 3.
11 Tunis (00, 508). — *Immatr.*317.
11 Tunis (00, 511). — *Saisie imm.* 157.
12 Cass. (00, 584). — *Avocat* 58.
12 Sousse (01,380).— *Act. possess.* 18.
13 Cass. (03, 322). — *Pouooir* 4, 5.
13 Sousse (01, 316).— *Vente à rém.* 20, 21.
18 Cass. (00, 623). — *Transp. marit.* 119, 120.
18 Tunis (00, 512). — *Vente à rém.* 19, 22.
27 Cass. (01, 17). — *Compét. crim.* 59, 60.
31 Sidi bel Abbès (00, 637). — *Mineur* 107 à 109.

Août

1 Cass. (01, 38). — *Serment* 38,39.
8 Paris (01, 514). — *Imm. dipl.* 21 à 23.
8 Seine (01, 119). — *Rég. matrim.* 5.
24 Marseille (01, 158). — *Louage* 31, 32.

Septembre

15 Palerme (03, 141). — *Divorce* 116.
30 Cass. (00, 624). — *Trib. crim.* 67, 68.

Octobre

2 Alger (01, 326). — *Compét. civ.* 12.
22 Cass. (01, 101). — *Compét. civ. j. paix* 88, 89.
24 Marseille (03, 175). — *Transp. marit.* 45.
25 Alger (01, 240). — *Courtage* 7, 8.
25 Sousse (01, 349). — *Seroit.* 3, 23, 26.
25 Sousse (01, 383). — *Appel civ.* 10.
30 Sousse (01, 525). — *Référés* 32, 33.
30 Tunis-Sud (01, 30). — *Louage* 29, 30.
31 Cass. (01, 258). — *Saisie-arrêt* 55, 56.
31 Hambourg (04, 532). — *Transp. marit.* 178.

Novembre

7 Tunis (01,23).— *Prescr. civ.* 41.
7 Tunis (01, 24).— *Act.possess.* 4.
7 Tunis (01, 42). — *Mahsoul.* 147, 148.
7 Tunis (01, 248). — *Compét. civ.* 197.
7 Tunis (01, 270). — *National.* 69.
16 Sousse (01, 491). — *Louage* 21 à 23.
19 Ouz. (03, 59). — *Serment* 48 à 50. — *Sociétés* 45.
20 Cass. (01, 321). — *Référés* 39, 109.
21 Cass. Turin (01. 444).— *Divorce* 121 à 123.
21 Alger (01. 400). — *Null. fac.* 24.
21 Tunis (01, 25).— *Enzel* 14.
26 Cass. (01, 207). — *Pourvoi* 34.
28 Cass. (01, 259). — *Prescr. crim.* 3 à 5.
28 Alger (01, 147).— *Eff. de comm.* 5.
29 Sousse (01, 351). — *Agent d'aff.* 3.
29 Sousse (01. 471). — *Jugem.* 64.

Décembre

4 Cass. (00, 624). — *Chose Jugée* 25. — *Compét. imm.* 2. — *Pourvoi* 36. — *Prescr. civ.* 113, 119, 120, 122, 129.

4 Cass. (01, 72). — *Transp. terr.* 52, 53.
4 Cass. (01, 173). — *Assur.* 26.
5 Tunis (01, 44). — *Mariage* 118, 119.
5 Tunis (04. 182). — *Donat.* 9.
5 Tunis (01, 299). — *Mariage* 50.
6 Sousse (01,494).— *Vente à rém.* 13 à 16.
6 Montpellier (03, 175). — *Municip.* 29, 30.
7 Aix (01, 571). — *Rélégat.* 2, 3.
8 Cass. (01, 73). — *Jugem.* 78,79.
10 Cass. (01, 18). — *Qualités* 17.
10 Cass. (01, 102).— *Déf.de motifs* 9, 10.
10 Cass. (01, 146). — *Compét. civ. j. paix* 20.
10 Alger (01, 295). — *Exprop. publ.* 25.
12 Alger (01, 261).— *Expropr.publ.* 8, 12.
12 Tunis (01, 79). — *Compét. civ.* 193.
12 Tunis (01, 124). — *Procéd.* 38.
12 Tunis (04,45).— *Prescr.civ.*136.
12 Tunis (04, 328). — *Offres* 1 à 3.
14 Sousse (01, 526). — *Saisie imm.* 89, 90.
15 Malte (08, 31). — *Success.* 96 à 98.
17 Cass. (01, 175). — *Preuve* 66.
19 Tunis (01, 185). — *Compét. civ. j. paix* 32.
19 Tunis (01, 333). — *Mariage* 35.
19 Tunis (01, 402). — *Louage* 18 à 20.
19 Tunis (01, 478). — *Immatr.* 369 376 à 380. — *Mesures* 1, 3.
19 Tunis (01, 483).— *Abus de proc.* 2. — *Prescr. civ.* 94.
19 Milan (03, 143).— *Interd.* 12, 13.
20 Sousse (01, 551). — *Immatr.* 218, 221.
21 Sousse (01, 497). — *Sociétés* 4 à 6, 26.
21 Hambourg (03, 143). — *Sauvet.* 5 à 7.
22 Cass. (02, 31). — *Instr. crim.* 65 à 67.
22 Mixte (01, 408). — *Immatr.* 37.
24 Tunis (01, 81). — *Compét. civ.* 4. — *Courtage* 9.
27 Tunis (03, 144). — *Autor. f. mariée* 21.
28 C. d'État (04, 217). — *Accid.* 4.
29 Tunis (01, 271).— *Compét. crim.* 64, 65. — *Propr. artist.* 6 à 9.
29 Mixte (01, 288).— *Hypothèque* 8.
31 Cass. (01, 238). — *Transp. marit.* 206.
31 Alger (01, 147). — *Appel civ.* 6. — *Exploit* 30.— *Jugem.* 39, 40.

1901

Janvier

2 Cass. (01, 39). — *Référés* 44, 45.
2 Cass. (01, 561). — *Transp. marit.* 60, 61.
2 Paris (01, 535). — *Immun. dipl.* 20.
5 Cass. (01, 260). — *Instr. crim.* 11, 42, 43, 58.
7 Alger (01, 326). — *Testam.* 3.
7 Alger (01, 474). — *Saisie-arrêt* 36, 37.
12 Alger (01, 369). — *Appel civ.* 95.— *Av. defens.* 1.
14 Cass. (01, 102). — *Transp. terr.* 28.
14 Alger (01, 264). — *Faillite* 8, 9, 18, 19.
16 Mixte (01, 89). — *Immatr.* 201 à 203.
17 Cass. (01, 409).— *Jugem.* 76, 77.
17 Sousse (01, 575). — *Accid. du trav.* 11.
17 Sousse (01, 602). — *Mineur* 105, 106.
19 Tunis (02, 267). — *Cession de créance* 5 à 8. — *Rites* 1.
21 Cass. (01, 562). — *Dr, de mut.* 11 à 16.

21 Turin (03, 144). — *Exequat.* 124.
22 Cass. (01, 261). — *Référés* 46, 47.
22 Bois-le-Duc (04, 532). — *Contrat* 27, 28.
24 Sousse (01, 578). — *Saisie imm.* 226.
28 Cass. (01, 324). — *Transp. terr.* 24, 25.
29 Cass. (03, 525). — *Comm. rogat.* 8.
31 Bougie (01, 256). — *Habous* 69.

Février

4 Florence (04, 24). — *Contrat* 20.
7 Sousse (02, 17). — *Bail* 35.
7 Ouz. (03, 60). — *Compet. civ.* 277, 278.
9 Cass. (01, 442). — *Pourvoi* 22 à 24.
12 Colmar (04, 24). — *Reg. matr.* 81, 82.
13 Tunis (01, 217). — *Saisie-imm.* 150.
14 Sousse (02, 74). — *Bail* 19 à 22.
15 Turin (04, 25). — *Autor. f. mariée* 22.
18 Cass. (01, 239). — *Procéd.* 5, 6.
20 Cass. (02, 32). — *Success.* 45.
20 Tunis (01, 186). — *Saisie imm.* 54.
20 Tunis (01, 188). — *Compét imm.* 52.
20 Tunis (01, 249). — *Enzel* 163.
20 Tunis (01, 278). — *Habous* 10, 11.
20 Tunis (02, 203). — *National.* 157.
20 Crim. Sousse (02, 134). — *Instr. crim.* 74.
21 Alger (01, 410). — *Avocat* 15. — *Null. fac.* 24.
23 Cass. (01, 207). — *Trib. crim.* 8, 9, 54.
25 Cass. (01, 147). — *Chose jugée* 9.
25 Kammergericht (04, 25). — *Interd.* 24.
27 Alger (01, 327). — *Transp. marit.* 47 à 49.
27 Alger (02, 33). — *Transp. marit.* 57, 58.
27 Tunis (01, 219). — *Mahoul.* 150, 151.

Mars

5 Cass. (01, 324). — *Saisie imm.* 78.
6 Alger (01, 436). — *Comm. pris.* 7, 8.
6 Alger (01, 566). — *Saisie imm.* 60.
7 Sousse (02, 106). — *Mineur* 22 à 24.
9 Tunis (02, 312). — *Immatr.* 262, 263.
9 Tunis (02, 341). — *National.* 103 à 105.
11 Ouz. (03, 60). — *Success.* 146.
12 Alger (01, 445). — *Assur.* 21, 22 27. — *Mandat* 8.
12 Alger (01, 450). — *Appel civ.* 114, 115.
13 Tunis (01, 335). — *Act. poss.* 1 et 2.
14 Sousse (02, 108). — *Compét. civ.* 146.
14 Ouz. (03, 60). — *Appel civ.* 167.
14 Ouz. (03, 289). — *Act. en just.* 6. — *Servit.* 39.
20 Tunis (01, 250). — *Enzel* 93.
20 Tunis (01, 279). — *Nation.* 69, 91.
20 Tunis (01, 301). — *Enzel* 10, 136, 137, 145, 146.
20 Tunis (01, 337). — *Expropr. publ.* 18.
20 Sousse (02, 136). — *Presse* 14, 15.
22 Sousse (01, 603). — *Expert.* 22, 23, 40. — *Vente* 5 à 7.
22 Sousse (02, 177). — *Intér. morat.* 33.
22 Emp. Allemagne (05, 242). — *Contrat* 22.
23 Cass. (01, 325). — *Appel crim.* 4.
26 Cons. d'État (02, 550). — *Comp. adm.* 80 à 82.
26 Cass. (01, 510). — *Abord.* 16.
26 Tunis (02, 204). — *Mariage* 116, 120.
27 Tunis (02, 366). — *Habous* 126, 127.

28 Sousse (02, 41). — *Saisie-arrêt* 49.
29 Mixte (01, 582). — *Habous* 74, 75.
30 Cass. (01, 292). — *Douanes* 24.

Avril

1 Alger (02, 219). — *Habous* 51.
3 Cass. (01, 365). — *Exploit* 1.
17 Tunis (01, 281). — *Mariage* 56.
18 Alger (01, 411). — *Exequat.* 89. — *Habous* 37.
19 Cass. (01, 366). — *Av. défens.* 20.
20 Cass. (01, 511). — *Abus de proc.* 1.
22 Ouz. (03, 61). — *Compét. civ.* 273.
22 Ouz. (03, 289). — *Gage* 17, 18.
23 Marseille (03, 176). — *Rég. matrim.* 7.
24 Cass. (01, 400). — *Réquête civ.* 2, 3, 6, 7.
24 Tunis (01, 414). — *Chefâa* 17. — *Immatr.* 180 à 182.
25 Tunis (01, 454). — *Ajournem.* 18 à 20. — *Exequat.* 15, 16, 106 à 108. — *Prescr. civ.* 15, 16.
25 Sousse (01, 555). — *Accid. du trav.* 6.
29 Cass. (01, 366). — *Enquête* 15 à 17.

Mai

1 Tunis (03, 111). — *Brev. d'inv.* 2 à 4.
2 Sousse (02, 177). — *Saisie imm.* 82 à 84.
2 Sousse (02, 242). — *Servit. milit.* 17, 18.
2 Alexandrie (04, 25). — *Exequat.* 10.
8 Alger (01, 476). — *Saisie imm.* 32, 33.
8 Tunis (98, 339). — *Immatr.* 369. 370.
8 Tunis (01, 537). — *Exequat.* 76. — *Interd.* 29.
8 Tunis (01, 567). — *Compét. civ.* 5. — *Saisie imm.* 143.
8 Tunis (02, 557). — *Dom. public* 61 à 63.
8 Tunis (03, 113). — *Natioal.* 23. — *Success.* 29, 56.
9 Sousse (02, 244). — *Immatr.* 227.
9 Ouz. (03, 61). *Exequat.* 129.
13 Rennes (01, 367). — *Exploit* 21.
15 Tunis (01, 304). — *Habous* 26, 27.
15 Tunis (01, 460). — *Immatr.* 396. 413.
15 Tunis (02, 388). — *Success.* 114, 129.
15 Sousse (02, 179). — *Amnistie* 1, 2.
22 Cass. (01, 511). — *Compét. civ. j. paix* 59, 60.
22 Toulouse (02, 98). — *Arbitr.* 11.
22 Tunis (01, 371). — *Frais* 24. — *Intér. mornat.* 29. — *Taxes mun.* 3.
22 Tunis (01, 373). — *Habous* 14.
23 Ouz. (03, 61). — *Compét. civ.* 292.
28 Alger (81, 535). — *Exploit* 21.
29 Alger (02, 34). — *Compét. comm.* 100, 101.
29 Sousse (01, 439). — *Compét. crim.* 13, 14.
29 Alexandrie (04, 26). — *Abord.* 26.
30 Sousse (02, 215). — *Mariage* 4, 5.
30 Sousse (02, 277). — *Dom. publ.* 77, 89, 91.

Juin

5 Paris (01, 564). — *Jeux* 3, 4.
5 Tunis (02, 418). — *Rég. matrim.* 37.
7 Cass. (01, 435). — *Preuve* 66, 67.
8 Cass. (01, 443). — *Avocat* 42.
8 J. p. Akbou (02, 288). — *Compét. civ. j. paix* 94, 95.
8 Cass. Rome (04, 26). — *Testam.* 23, 24.
12 Alger (02, 93). — *Compét. comm.* 102.

13 Cass. (01, 534). — *Pourvoi* 8.
13 Alger (02, 11). — *Av.défens.*14, 15.
15 Alger (02, 99). — *Comp. civ. j. paix* 55 à 57.
15 Seine (03, 322). — *Courtage* 21.
17 Nice (02, 284). — *Exequat.* 4.
18 Alger (01, 536). — *Douanes* 6.
19 Tunis (01, 418). — *Compét. civ. j. paix* 101.
19 Tunis (01, 419). — *Act. poss.* 4.
19 Tunis (02, 419). — *Compét. civ.* 134.
20 Constantine (01, 558). — *Serment* 4, 5.
25 Alger (02, 94). — *Off. post.* 19.
25 Tunis (01, 467). — *Prescr. civ.* 23, 24.
25 Tunis (01, 486). — *Compét. admin.* 40, 67, 68. — *Conflit* 1.
25 Tunis (01, 489). — *Gage imm.* 7 à 10, 15.
26 Alger (02, 121). — *Appel civ.*19.
29 Alger (02, 12). — *Mineur* 104.

Juillet

2 Alger (01, 591).— *Compét. imm.* 127, 178.
4 Cass. (01,563).— *Faillite* 73 à 75.
4 Sousse (03. 264). — *Mahsoul.* 191, 192.
4 Ouz. (03, 290). — *Act. poss.* 60.
4 Berlin (04, 535).— *Divorce* 114.
5 C. d'Etat (02, 588).— *Av.défens.* 6, 7.
5 Milan (04, 431). — *Compét. civ.* 337, 338.
18 Aix (02, 335). — *Cassat.* 5. — *Compét. imm.* 60 à 62. — *Habous* 83.
19 Seine (01, 595). — *Testam.* 55 à 59.
20 Alger (01, 566).— *Compét.crim.* 27.
20 Alger (02, 13). — *Qualités* 8, 9.
22 Aix (02, 312). — *Exequat.* 56, 57.
22 Tunis (02, 368). — *Habous* 67, 68. — *Inter. morat.* 24,
23 Cass. (02, 88). — *Compét. civ.* 139, 140.— *Promulg.* 22 à 24.
23 Cass. (02, 91). — *Promulg.* 19 à 21.
23 Tunis (02, 37). — *Sép. de corps* 24, 25.
27 Tunis (01,570).— *National.* 160 à 162.
27 Luxembourg (04, 431). — *Contrat* 29. — *Vente à livr.* 9, 10.
29 C. d'Etat (03, 323). — *Impôts*
29 Cass. (03, 394). — *Autor. f. mariée* 8.
30 Cass. (03, 176). — *Déf. de motifs* 22.
30 Venise (04, 26). — *Divorce* 116.

Août

5 Cass. (02, 58). — *Enquête* 19,20.
6 Cass, (01, 534). — *Faillite* 1.
8 Cass. (02, 10). — *Instr.crim.*50.
8 Cass. (02, 118). — *Révision*

Septembre

17 Venise (04, 432). — *Exequat.* 117, 118.
24 Alger-Nord (01, 580). — *Accid.* 34.

Octobre

14 Alger (02, 122). — *Immatr.* 396, 398, 399.
15 Alger (02, 165). — *Habous* 189.
17 Alger (02, 35). — *Vol* 5.
17 Sousse (02, 246). — *Caisse d'épargne post.* 1 à 5.
18 Sousse (02, 597). — *Vente à livrer* 37 à 39.
19 Alger (02, 198). — *Appel crim.* 23. — *Douanes* 41 à 43, 47.
22 Cass. (02, 10). — *Compét. civ. j. paix* 6.
22 Cass. (02, 120). — *Faillite* 87.
23 Cass. (02,120).— *Compét.comm.* 5.
23 Tunis (01, 519). — *Taxes mun.* 52, 53.

24 Sousse (02, 375). — *Référés* 21, 23.
24 Sousse (02, 393). — *Divorce* 70.
25 Bruxelles (04, 533). — *Transp. marit.* 64, 65.
26 Alger (02, 262).— *Compét.crim.* 15, 16.
26 Alger (02, 308). — *Appel civ.* 17. 27.
28 Cass. (02, 59).— *Transp. marit.* 170, 171.
30 Cass. (02, 164). — *Qualités* 24, 25.
30 Tunis (01, 539).— *Compét. adm.* 46. — *Lettres* 3, 4. — *Presse* 25, 26, 28, 43, 45. — *Procéd.* 18.
31 Sousse (03, 284). — *Act. poss.* 8.

Novembre

4 Akbou (02,288).— *Mariage* 101.
5 Alger (02, 332). — *Gage imm.*1, 5, 6.
5 Alger (02, 335). — *Dom. publ.* 35, 36.
5 C. sup. Angleterre (04, 533). — *Testam.* 39, 40.
6 Tunis (01, 598). — *Bail* 40, 41.
6 Tunis (02, 421). — *Distrib. par Contrib.* 3.
7 Guelma (02, 284).— *Saisie-exéc.* 11, 12.
9 Florence (04,538).— *Testam.*18.
11 Corbeil (02, 124). — *Instr.crim.* 45.
12 Cass. (02, 500). — *Ajournem.* 6.
14 Paris (02, 363). — *Exequat.* 32 34, 36, 37.
14 Sousse (02, 395). — *Compét,civ.* 230, 231.
14 Ouz. (03, 290). — *Jugem.* 87,88.
14 Ouz. (03, 558). — *Compét. civ.* 279.
15 Alger (02, 364). — *Vol* 6.
15 Marseille (03, 237). — *Exequat.* 35.
16 Conflits (02, 86). — *Compét. adm.* 41, 42. — *Conflit* 1.
18 Alger (02, 60). — *Compét. civ.* 138. — *Compét. imm.* 82. — *Exequat.* 81. — *Habous* 42.
18 Alger (02, 387). — *Exploit* 24.
18 Chambéry (03, 323). — *Compét. comm.* 122 à 124.
18 Ouz. (03,558). — *Organ. judic.* 37, 38.
18 Emp. Allemagne (04, 534). — *Abord.* 28.
19 Tunis (01, 574). — *Immatr.* 180 à 182.
19 Tunis (01, 572). — *Immatr.* 383.
23 S. pol. Tunis (02, 285). — *Mendic.* 8, 9.
27 Cass.(02, 260).— *Transp. marit.* 174.
27 Alger (02, 202). — *Serment* 19, 20.
27 Tunis (02, 67). — *Saisie exéc.* 9, 10.
28 Alger (02, 265). — *Instr. crim.* 15 à 17.
28 Com. Marseille (03, 323). — *Transp. marit.* 218.
30 Trani (04, 534). — *Sép. de corps.* 23.

Décembre

2 Cass. (02, 196). — *Falsif. denrées* 1, 2.
2 Dijon (02, 99).— *Appel civ.* 106.
2 Alger (03, 230). — *Mahsoul.* 193 à 195.
4 Tunis (03, 252). — *Caution* 5, 6.
6 Bordeaux (03, 323). — *Vente de vend.* 20, 21.
6 Turin (04, 534). — *Rég. matrim.* 56.
7 Cass. (02, 261). — *Pourvoi* 6.
10 Com. Lyon (03, 324). — *Vente comm.* 1, 2.
11 Tunis (02, 13). — *Act. poss.* 40.
11 Tunis (02, 15).— *Expropr. publ.* 1, 45, 46.
11 Tunis (02, 39).— *Expropr. publ.* 41, 59.

14 Cass. (02, 59). — *Compét. crim.* 11.
16 Alger (02, 464). — *Eff. de comm.* 15, 16.
18 Cass. (02,261).— *Abord.* 1, 20,21.
18 Cass. (02, 331). — *Procéd.* 2.
18 Tunis (02, 504). — *Compét. civ. j. paix* 2 et 3.
18 Tunis (02, 506). — *Notar. indig.* 16, 29. — *Protec. dipl.* 17.
19 Cass. (02, 306). — *Instr. crim.* 76.
20 Sousse (03, 316). — *Nantissem.* 1 à 3.
24 Alger (05, 16).— *Compét. civ.* 98.
26 Sousse (02, 319).— *Immatr.* 295, 299.
26 Sousse (02, 426). — *Dr. s. l'alcool* 8, 9. — *Privilèg.* 5.
27 Sousse (02, 475).— *Sociétés* 8, 9.
27 Sousse (02, 479). — *Compét. comm.* 35. — *Jugem.* 71, 72.
28 Alger (02, 308). — *Privil.* 6, 7.
28 Mixte (02, 43). — *Immatr.* 15, 16.
30 Alger (02, 449). — *Procéd.* 34, 35.
31 Alger (02, 266).— *Null. fac.* 25.

1902

Janvier

2 Bruxelles (04, 534). — *Compét. comm.* 120, 121.
5 Alger (02, 167).— *Appel civ.* 13.
5 Alger (02, 417). — *Compét. comm.* 43, 44.
6 Cass. (02, 306). — *Jugem.* 1, 2.
8 Cass. (02, 196). — *Qualités* 26 à 28.
10 Alger (02, 531). — *Peines* 17.
11 Cass. (02, 362).— *Pourvoi* 9, 10.
18 Tunis (03, 275). — *Appel crim.* 24, 25.— *Peines* 5, 6, 14.
20 Cass. (02, 165). — *Expert* 14.
20 Tunis (02, 206).— *Preuve* 25.
20 Seine (03, 324).— *Divorce* 7 à 9.
21 Turin (04, 535).— *Exequat.* 121, 122.
21 Turin (05, 579).— *Exequat.* 123.
22 Tunis (02, 69). — *Preuve* 23, 24.
22 Tunis (02, 71).— *Compét. imm.* 173 à 175.
23 Cass. (02, 416).— *Accid.* 2.
23 Sousse (03, 28).— *Divorce* 76, 77.
24 Sousse (02, 343).— *Saisie-imm.* 221 à 223.
24 Sousse (02, 481). *Ajourn.* 14.— *Délai* 1, 2.
25 Alger (03, 325). — *Null. fac.* 10.
25 Sousse (03, 88). — *Compét. civ.* 100, 103, 146.
27 Cass. (02, 363).— *Chose jugée* 2.
27 Montpellier (02, 460).— *Ajourn.* 7 à 9.
27 Alger (02, 449). — *Saisie-imm.* 125.
27 Alger (02, 450). — *Faillite* 83, 84.
27 Tunis (02, 102). — *Expr. publ.* 16, 19, 20, 42 à 44.
27 Tunis (02, 207).— *Compét. imm.* 84, 85.-- *Donat.* 24.
29 Alger (02, 387).— *Exploit* 28, 29.
29 Tunis (02, 127). — *Compét. civ.* 183. — *Jugem.* 25. — *Nation.* 69, 90.
29 Tunis (02, 169). — *Protec. dipl.* 27 à 30.
29 Tunis (02, 237). — *National.* 69, 82, 83.
29 Tunis (02, 369). — *Saisie-imm.* 76.
29 Tunis (02, 390). — *Compét. civ.* 23.
30 Sousse (02, 509).— *Vente d'imm.* 13 à 15.
31 Cass. (04, 125). — *Patern.* 1, 2.
31 Alger (02, 464).— *Preuve* 39, 40.

Février

1 Tunis (02, 268).— *Compét. crim.* 17, 18.
5 Tunis (02, 132).— *Habous* 43, 44.
5 Tunis (02, 172). — *Achour* 12 à 14.
7 Marseille (03, 325).— *Expert* 36.

7 Aquila (04, 535). — *Mariage* 55.
8 Cass. (02, 417). — *Peines* 28.
10 Alger (02, 366).— *App. cio.* 150.
10 Gênes (04, 536). — *Eff. de comm.* 37, 38.
10 Hambourg (05, 243). — *Contrat* 23.
11 Cass. (02, 197). — *Expert* 43.
17 Tunis (02, 314). — *Enzel* 166.
18 Tunis (02, 239). — *Prescr. civ.* 143. — *Prêt* 16.
19 Alger (02, 531).— *Appel cio.* 16.
26 Sousse (03, 344).— *Peines* 14,15.
26 Espagne (04, 536). — *Comm. rogat.* 2.
28 Cass. (02, 384). — *Instr. crim.* 51, 52.

Mars

1 Angleterre (05,243).— *Arbit.* 16.
3 Alger (03, 394). — *Expert* 46 à 48.
3 Seine (03, 395). — *Vol* 11.
5 Alger (03, 533). — *Absence.* — *Appel civ.* 120.— *Saisie imm.* 126.
5 Seine (03, 395).—*Compét comm.* 72.
6 Cass. (02, 307).— *Pourvoi* 1 à 3.
11 Alger (02, 233).— *Mariage* 4, 5.
11 Tunis (02, 371). — *Compét. civ.* 261, 262. — *Saisie imm.* 274 à 278.
11 Tunis (02, 374). — *Compét. imm.* 51.
14 Alger (03, 49). — *Compét. crim.* 71.
15 Cass. (02, 553). — *Pourvoi* 7.
15 Alger (02, 465). — *Autor. f. mariée* 4.
17 Paris (03, 396). — *Mariage* 70 à 73.
18 Bruxelles (05, 580). — *Patern.* 15.
19 Cass. (02, 554). — *Vérif. d'écrit.* 1.
19 Alger (03, 396). — *Courtage* 19.
19 Tunis (02, 211).— *Immatr.* 384. — *Saisie imm.* 199, 225.
19 Tunis (02, 423). — *Compét. civ.* 335.
19 Tunis (03, 165). — *Mineur.* 94, 95, 116, 117.
19 Luxembourg (05, 243). — *Exequat.* 126, 127.
20 Tunis (02, 424). — *Notariat* 3.— *Success.* 99. — *Testam.* 26, 27.
22 Turin (05, 244). — *Testam.* 19.
25 Cass. (03, 91). — *Exéc. prov.* 6.
26 Alger (02, 591). — *Appel civ.* 87.
26 Indo-Chine (03,95). — *Prêt.* 19.
26 Le Hâvre (03,397).— *Abord.* 24.
27 Sousse (02, 512). — *Frais* 18 à 20.
27 Sousse (02, 537).— *Compét. civ.* 167, 168. — *Exequat.* 100.

Avril

4 Indiana (05, 244). — *Caution* 15, 16.
5 Turin (05, 244). — *Success.* 72.
9 Tunis (02, 270). — *Act. possess.* 37. — *Chefâa* 17, 24. — *Immatr.* 43.
9 Tunis (02,317). — *Compét. imm.* 173 à 175.— *Immatr.* 201, 202.
9 Tunis (02, 450). — *Indiv.* 18.
11 Cass. (02,448).— *Appel crim.* 13.
14 Cass. (04, 157). — *Mariage* 21.
16 Tunis (02, 273). — *Immatr.* 369, 375, 381. — *Saisie imm.* 224.
16 Tunis (02, 452). — *Compét. civ. j. paix* 30.
16 Tunis (02, 532). — *Archit.* 1, 2.
18 Alger (03, 93). — *Requête civ.* 8, 9.
18 Sousse (02, 540).— *Intér. morat.* 30 à 32.
18 Sousse (03, 364). — *Caution* 8 à 10.
19 S. pol. Tunis (02, 286). — *Mendic.* 6, 7.
21 Paris (02, 483). — *Testam.* 55 à 59.

22 Turin (05, 244). — *Sociétés* 37, 38.
23 Tunis (02, 454).— *Immatr.* 398.
23 Tunis (02,559).— *Compét. adm.* 17. — *Compét. imm.* 180. — *Expro. publ.* 3, 7. — *Immatr.* 295, 298.
26 Paris (03, 397). — *Procéd.* 28 à 30.
30 Cass. (03, 397). — *Preuve* 31.

Mai

1 Emp. Allemagne (05, 245). — *Mariage* 67, 68.
3 Seine (03, 526). — *Rég. matr.* 43, 44.
5 Alger (03, 398). — *Appel civ.* 71.
6 Cass. (02, 385).— *Compét. imm.* 129.
7 Marseille (03, 398). — *Off. post.* 18.
8 Ouz. (03, 559). — *Appel civ.* 168.
9 Sousse (03, 117). — *Act. poss.* 14. — *Servit.* 36 à 38.
11 Sousse (06, 95). — *National.* 39 à 41.
13 Cass. (02, 461). — *Organ. jud.* 13.
14 Paris (03, 526). — *Divorce* 57.
15 Douai (03, 95). — *Faillite* 33.
15 Alger (03, 526). — *Expuls.* 5.
16 Alger (03, 398). — *Exploit* 32. —*Jugem.* 19, 73.
19 Cass. (02,462). — *Chose jugée* 1.
21 Alger (03, 399). — *Caisse des dép. et cons.*
21 Tunis (02, 456). — *Ajourn.* 13.
21 Tunis (02, 465). — *Compét. civ. j. paix* 21.
25 Tunis (02, 467). — *Acte s. s. priv.* 8.
26 Alger (03, 106). — *Appel civ.* 5. — *Jugem.* 50, 51.
27 Alger 03, 399). — *Acte. s. s. priv.* 11.
27 Tunis (03, 487). — *Douanes* 49.
27 Le Hâvre (03, 96). — *Abord.* 22.
27 Marseille (03, 527). — *Transp. marit.* 86, 93.
27 Alger (03, 527). — *Faux inc.* 1, 2.
28 Alger (03, 309). — *Prescr. civ.* 63 à 65.
28 Tunis (02, 591). — *Interpr. des lois* 1. — *Mines* 23 à 26.
28 Tunis (03, 19). — *Immatr.* 349, 350.
29 Sousse (03, 266). — *Saisie-arrêt* 35.
30 Cass. (02, 462). — *Pourvoi* 16.
30 Douai (02, 502). — *Arbitr.* 5, 6. — *Exequat.* 44 à 46.
30 Alger (02, 555).— *Appel civ.* 97.
30 Sousse (03, 139). — *Enquête* 1.

Juin

2 Mixte (03, 368). — *Immatr.* 8 à 10.
3 Cass. (03, 92). — *Autor. f. mariée* 6.
4 Tunis (02, 469). — *Compét. civ.* 16.
5 Sousse (03, 367). — *Jugem.* 58, 59.
5 Sousse (03, 384). — *Dom. publ.* 52, 53.
6 Bologne (05,245).— *Sociétés* 41.
7 Cass. (02, 529). — *Compét. crim.* 39. — *Instr. crim.* 77.
10 Alger (03, 527). — *Appel crim.* 3.
11 Cass. (02, 463). — *Serment* 41.
11 Alger (03, 128). — *Jugem.* 29.
11 Tunis (02, 391). — *Immatr.* 295, 302.
11 Tunis (02, 473). — *Expr. publ.* 41, 59, 60.
12 Aix (03, 528). — *Success.* 53,54.
14 Alger (03, 528).— *Appel civ.* 121.
14 S. pol. Tunis (03,56).— *Mendic.* 2, 3.
14 Rome (05, 245). — *Patern.* 25.
16 Cass. (03, 92). — *Chose jugée* 19.
16 Alger (04, 327). — *Faillite* 76.

18 Cass. (02, 530). — *Patern.* 22, 23.
18 Alger (02, 555). — *Accid.* 1.
18 Tunis (02, 457). — *Sép.de corps* 4, 10, 11.
20 Paris (03, 18). — *Faillite* 81,82.
20 Caen (03, 589).— *Compét.comm.* 33.
20 Le Hâvre (04, 217). — *Exequat.* 30.
21 Alger (02, 502). — *Liq. judic.*9.
21 Alger (03, 529). — *Interd.* 39.— *Null. fac.* 10.
25 Alger (03, 529). — *Interd.* 39.
25 Tunis (02, 507). — *Immatr.*370, 371.
25 Tunis (03, 50). — *Exequat.* 89. —*Prescr. cio.* 84, 95. — *Saisie imm.* 177 à 179.
27 Monaco (03, 246). — *Exequat.* 7, 128.
30 Alger (03, 589). — *Appel cio.* 138. — *Compét. comm.* 125.

Juillet

1 Le Hâvre (03, 590). — *Transp. marit.* 81.
2 Tunis (03, 254). — *Compét. cio.* 265. 366.
4 Cass. (02, 463). — *Pourvoi* 32.
5 Alger (03, 79). — *Immatr.* 243.
10 Cass. (03, 39). — *Compét. imm.* 2. — *Prescr. cio.* 83, 87, 96, 114, 115, 120, 122, 130, 159.
12 Nantes (03, 590).— *Transp.marit.* 100, 101.
15 Cass. (03, 591). — *Chose jugée* 4, 5.
15 Cass. (03, 590). — *Acquies.* 2.
16 Tunis (03, 258).— *Mahsoul.*129.
16 Sousse (04, 112). — *National.* 163, 164.
16 Rouen (03, 591). — *Abord.* 24.
17 Sousse (02, 567). — *Exequat.* 1.
17 Lyon (03,592). — *Appel civ.*107.
19 Alger (03, 94). — *Exploit* 33,34.
21 Cass. (03, 592). — *Frais* 7.
22 Cass. (02, 590). — *Délais* 3.
26 Alger (04, 157). — *Habous* 55.
26 Marseille (03, 592). — *Rég. matrim.* 15 à 17.
28 Cass. (02, 590). — *Appel cic.*118. — *Domicile* 5.
28 Cass. (03. 593). — *Appel. civ.* 146.
31 Alger (04,635).— *Compét. crim.* 54.

Août

2 Lyon (04,157).— *Compét.comm.* 116, 117.
4 C. d'Etat (03, 593). — *Pens. de retr.* 11.
8 Caen (04. 158). — *Qualités* 10 à 12.
12 Cass. (04, 158).— *Transp.marit.* 90.
12 Paris (04, 158).— *Exequatur* 56.
16 Palerme (05, 246). — *Interd.* 15 à 16.
19 Béja (02, 514). — *Transp. terr.* 34, 35.
20 Tananarive (04, 159). — *Propr. imm.* 108, 109.
22 Seine (04,425).— *Compét.comm.* 114.

Septembre

4 Cass. (04, 159). — *Instr. crim.* 62.
25 Cass. (02, 500). — *Instr. crim.* 75. — *Trib. crim.* 7, 125, 138, 139.
29 Sidi bel Abbès (04, 160). — *Compét. crim.* 40.

Octobre

7 Tunis (03, 169). — *Monnaies* 4. — *Promulg.* 10.
16 Ouz. (03, 559). — *Contrat* 13.
16 Ouz. (03, 560). — *Prescr. civ.* 144.
18 Tunis (03,280).— *Armes prohib.* 1 à 3.
20 Cass. (02. 554). — *Immatr.* 410, 411.

21 Cass. (03, 17). — *Enquête* 19.
21 Tunis (03, 336). — *Off. post.* 1 à 3.
21 Marseille (04,160).— *Exéc.prov.* 4, 5.
21 Cass. (03, 594). — *Appel civ.* 99.
22 Reichtgericht (05,246).—*Abord.* 27.
23 Sousse (03, 424). — *Exploit* 24.
23 Ouz. (03, 560). — *Compét. civ.* 276. — *Servit.* 40, 41.
26 Seine (04, 217). *Sép, de corps* 5.
29 Alger (03, 81). — *Hypoth.* 11 à 13.
29 Toulouse (04, 217). — *Vente à livr.* 25.
31 Cass. (03, 18). — *Pourvoi* 16,17.
31 Sousse (03, 406). — *Contrat* 10 à 12.

Novembre

3 Bordeaux (04, 218). — *Eff. de comm.* 11, 12.
4 Alger (03, 109). — *Requête civ.* 10, 11.
4 Cass. (04, 218).— *Appel civ.*52.
5 Cass. (04, 218). — *Frais* 25.
6 Alger (04, 218). — *Act. publ.* 1.
7 Lyon (04, 219). — *Accid.* 8.
7 Alger (02,600).— *Compét. crim.* 57.
10 Marseille (04, 219). — *Transp. marit.* 86, 87.
12 Tunis (03, 310). — *Compét. civ.* 132, 133. — *Success.* 105.
13 Dijon (04. 219). — *Désist.* 6.
13 Marseille (04, 220). — *Expert* 37.
14 Ouz. (03,561).— *Excuses* 11,12.
17 Aix (04, 277). — *Faillite* 70, 71.
17 Ouz. (03, 561). — *Act. poss.* 64.
18 Bordeaux (04, 277). — *Référés* 48, 49.
20 Alger (05, 92). — *Jugem.* 62.
21 Emp. Allemagne (05, 247). — *Comm. rogal.* 7.
22 Tunis (03, 259).— *Compét.crim.* 31.
22 Tunis (03, 357). — *Tapage.*
22 Seine (04, 277). — *Vente comm.* 12.
25 Cass. (04,278).— *Compét.comm.* 79.
25 Sénégal (04, 278). — *Divorce* 150, 151.
26 Rouen (04, 279). — *Compét. comm.* 134, 135.
26 Tunis (03, 21). — *Référés* 122, 123.
28 Paris (04, 279). — *Expert.* 52.
28 Alger (04, 97). — *National*, 75, 116 à 118, 165, 166.

Décembre

2 Cass. (03, 93). — *Organ. judic.* 11, 12.
2 Cass. (04, 279). — *Jugem.* 28.
2 Tunis (03, 115). — *Adult.* 4.
4 Alger (04, 1). — *Enzel* 68.
4 Sousse (03,543).— *Compét.imm.* 59. — *Habous* 31, 32, 158,159.
5 Toulouse (04, 280). — *Compet. comm.* 122 à 124.
6 Mytho (04, 280). — *Réleg.* 4.
6 Ouz. (03, 561), — *Contrat* 17.
6 Rome (05, 580). — *Reg. matr.* 55.
6 Florence (05, 580). — *Divorce* 117 à 120.
7 Ouz. (03, 562). — *Organ. judic.* 36.
8 Bordeaux (05, 92). — *Exequat.* 56, 58.
8 Tunis (03, 85). — *Enzel* 159,160.
9 Dijon (04, 281).— *Comm.rogat.* 11, 12.
10 Cass. (03, 48). — *Prêt* 26 ,27.
10 Tunis (03, 116). — *Compét imm.* 23.
10 Bordeaux (04, 281). — *National.* 60, 61.
10 Alger-Nord (04, 282).— *Contrat* 14, 15.

10 Cass. Rome (05, 247). -- *Reg. matr.* 58.
12 C. d'Etat (03. 305. — *Compét. adm.* 49.
15 Cass. (04, 282). — *Faillite* 68, 69.
15 Paris (04, 282).— *Agent d'aff.*1.
17 Tunis (03, 24). — *Mariage* 126.
17 Tunis (03, 26). — *Enzel* 68, 70, 71.
17 Tunis (03, 130). — *Divorce* 91 à 93.
17 Seine (03, 239). — *Husssier* 17, 18.
18 Cass. (04, 425). — *Faux tém.*
18 Paris (04, 283).— *Eff. de comm.* 13, 14.
18 Alger (03, 238). — *Réleg.* 17.
18 Bordeaux (04, 283). — *Compét. comm.* 78.
19 Bordeaux (04, 284). — *Transp. marit.* 197.
22 Rennes (03, 530). — *Accid. du trav.* 2.
23 Alger (03, 514).— *Compét. adm.* 33 à 35.
24 Alger (03, 572). — *Donat.* 11 à 13.
24 Alger (04, 482). — *Exploit* 23.
24 Lyon (04,284).— *Compét.comm.* 73.
24 Gand (05, 247). — *Autor. f. mariée* 32.
26 Ouz. (03, 562). — *Mineur* 128.
26 Sousse (04, 5). — *Mariage* 42, 43.
27 Alger (03, 94). — *Compet. crim.* 55.
27 Rouen (04, 284). — *Vente* 3, 4.
27 Tunis (03, 87). — *Mineur* 46.
27 Genêve (05, 581). — *National.* 64, 65.
29 Alger (04, 426). — *Mineur* 36, 37.
31 Cass. (03, 93). — *Pourvoi* 14.
31 Alger (03, 536). — *National.*157, 159.
31 Alger (04, 401). — *Exploit* 24.

1903

Janvier

5 Ouz. (03, 562). — *Prescr. civ.* 136.
10 Seine (04, 426). — *Transp. terr.* 21, 22.
12 Cass. (03,238).— *Faillite* 11,12.
12 St.-Gaudens (04, 285). — *National.* 14, 15.
12 Mixte (04, 551). — *Propr. imm.* 2. — *Servit.* 22 à 24.
14 Cass. (03,77).— *Saisie imm* 188.
15 Ouz. (03, 563). — *Peines* 32.
16 Marseille (04, 427). — *Compét. comm.* 103.
19 Ouz. (03, 563). — *Compét. civ.* 273.
21 Cass. (03, 238). — *Exploit* 7.
22 Sousse (03,518).— *Vente d'imm.* 20, 21.
23 Alger (03, 334).— *Vente à temp.* 1.
24 Alger (04, 427). — *Chefâa* 27.
27 Seine (03, 239).— *Huissier* 17 à 19.
28 Cass. (03,239).— *Inter. morat.*1.
28 Rouen (04, 427). — *Abord.* 22.
28 Alger (04, 428). — *Accidents* 3.
28 Rocroi (04, 428). — *Divorce* 30, 31.
29 Sousse (04, 87). — *Notar. indig.* 29, 52, 53.
29 Sousse (04, 209). — *Licit.* 1.
29 Ouz. (03, 291). — *Mandat* 11,12.
30 C. d'Etat. (04, 428). — *Pens. de retr.* 1.
30 Seine (04, 429). -- *Exequat.* 8.
30 Sousse (04, 179). — *Gage imm.* 28 à 30.
31 Cass. (03, 163).— *Mendic.* 4, 5, 10.

Février

2 Cass. (04, 429). — *Appel civ.*30.
2 Cass. (04,429).— *Compét.comm.* 57, 58.

4 Tunis (03, 137). — *Preuve* 22, 43.
4 Tunis (03, 170). — *Saisie-arrêt* 28, 29.
5 Tunis (03, 358). — *Comp.comm.* 97, 98, 132, 133.
5 Sousse (04,267). — *Notar indig.* 44 à 77.
6 C. d'Etat (05, 93). — *Pens de relr.* 3.
9 Cass. (03, 240). — *Faux inc.* 7.
9 Ouz. (03, 291). — *Douanes* 55.
9 Ouz. (03, 292). — *Abus de proc.* 15. — *Douanes* 55.
9 Déc. Min. (03, 292). — *Serment* 53.
10 Bordeaux (04, 430). — *Incendie* 8, 9.
10 Calais (04, 430). — *Liquid. jud.* 14.
10 Calais (04, 624). — *Abord.* 5.
10 Milan (05, 247). — *Divorce* 115.
11 Tunis (03, 338). — *Success.* 149, 150, 162.
12 Alger (04, 430). — *Mariage* 14 à 17. — *National.* 53.
12 Ouz. (03, 292). — *Habous* 132.
14 Nantes (04, 466). — *Abus de proc.* 7.
16 Cass. (03, 240). — *Faux inc.* 7. — *Qualités* 31 à 33.
16 Lyon (04, 466). — *Rég. matr.* 7. — *Success.* 8.
16 Bordeaux (04, 467). — *Transp. marit.* 91.
18 Tunis (03, 172). — *Immatr.* 295, 301.
18 Alger (04, 467). — *Compét. civ.* 107. — *Rég. matr.* 128.
19 Seine (04, 467). — *Eff. de comm.* 3.
21 Seine (03, 468). — *Sép. de corps* 8.
23 Paris (05, 274). — *Référés* 133, 134.
24 Cass. (04,468). — *Compét. comm.* 114.
27 Clermont (04. 468). — *Exequat.* 41.
27 Bologne (05,581). — *Mineur* 14.
28 Bordeaux (04, 503). — *Jugem.* 61.
28 Florence (05,248). — *Mineur* 13.

Mars

4 Tunis (03, 232). — *Saisie imm.* 116, 117.
6 Sousse (04,296). — *Compét. civ.* 6, 7.
7 Aix (04, 503). — *Garde d'enf.* 13.
7 Nantes (04. 503). — *Transp. terr.* 10.
10 Dijon (04, 504). — *Référés* 79.
11 Cass. (04, 504). — *Qualités* 13.
11 Tunis (02, 312). — *Brev. d'inv.* 1.
11 Luxembourg (05, 581). — *Mariage* 59, 60.
12 Bordeaux (04, 404). — *Compét. comm.* 51.
12 Florence (05, 582). — *Propr. industr.* 1.
13 Tunis (03, 314). — *Jeu.* 7, 8.
13 Sousse (04, 404). — *Compét. comm.* 114.
13 Gênes (05, 582). — *Arbitr.* 15.
14 Alger (03, 251). — *Compét. crim.* 56.
14 Rennes (04, 567). — *Assur.* 19.
16 Ouz. (03, 293). — *Habous* 138.
18 Aix (05, 274). — *Outrages* 9.
18 Tunis (03, 234). — *Mogharsa* 1, 2.
18 Tunis (03, 260). — *Enzel* 128, 129.
19 Sousse (04, 522). — *Saisie imm.* 218 à 220.
19 Ouz. (03, 293). — *Antichr.* 5.
19 Ouz. (03, 293). — *Contrat* 16.
20 Nimes (04, 567). — *Vente de vend.* 9.
23 Cass. (03,400). — *Chose jugée* 2.
23 Alger (04, 567). — *National.* 54, 55.

24 Cass. (03, 326). — *Sépul.* 1, 2.
24 Dieppe (03, 400). — *Vente de vend.* 34, 35.
24 Cass. Rome (05, 248).— *Autor. f. mariée* 29.
25 Cass. (03, 326). — *Off. post.* 12, 13.
25 Alger (03, 453). — *Eff. de comm.* 30, 31.
25 Tunis (03, 455). — *Exequat.* 70.
26 Rév. Paris (04. 376). — *Instr. crim.* 4, 5.
26 Alger (04, 568).— *Abus de proc.* 6.
26 Sousse (04, 298).— *Habous* 118. — *Propr. imm.* 72 à 77.
27 C. d'Etat (05.396).— *Trav. publ.* 21.
28 Florence (05, 582). — *Donat.* 10.
30 Cass. (03, 327). — *Transp. terr.* 23.
30 Alger (04, 568).— *Appel civ.* 88.
31 Alger (04, 368).— *Appel civ.* 84.

Avril

2 Ouz. (04, 469). — *Gage imm.* 62, 63.
3 Sousse (04, 333). — *Compét. civ.* 77, 79.
4 Seine (04, 625). — *Exequat.* 21.
6 Châteauroux (04, 625). — *Rég. matrim.* 7.
7 Paris (03, 327). — *Divorce* 109.
7 Turin (05, 583). — *Mineur* 29, 30.
9 Sousse (04, 382). — *Rég. matr.* 99 à 101.
9 Sousse (04, 548). — *Success.* 123 à 127.
9 Sousse (04, 586). — *Gage imm.* 56 à 61.
9 Sousse (05, 19).— *Licit.* 14 à 16.
9 Ouz. (04, 469). — *Créance* 3.
13 Ouz. (04, 469). — *Compét. civ.* 293.
20 Aix (04, 626). — *Compét. comm.* 70.
22 Tunis (03, 281). — *Bail* 11.
23 Tunis (03,417). — *Abus de proc.* 8, 9. — *Presse* 46 à 48.
23 Millau (04, 626). — *Saisie imm.* 199.
27 Ouz. (04,470).— *Chose jugée* 29.
30 Seine (03, 328). — *Bail* 23.

Mai

8 Alger (04, 568). — *Exploit* 12.
8 Tunis (03, 611). — *Gage* 7 à 9.
12 Nancy (03,626).— *Appel civ.* 42.
14 Seine (04, 626). — *Transp. terr.* 40, 41.
14 Sousse (04, 612). — *Saisie imm.* 227.
14 Florence (05, 583). — *Mineur* 19, 20. — *Success.* 59 à 61.
16 Cass. (03, 530). — *Police* 6.
18 Cass. (03, 328). — *Command.*
18 Cass. (04,627).— *Compét. comm.* 80.
18 Dijon (04, 627). — *Huissier* 6
18 Marseille (04, 627). — *Faillite* 65, 66.
18 Angleterre (06, 188). — *Divorce* 132.
20 Tunis (03, 362). — *Immatr.* 436.
22 Tunis (03, 342). — *Ajourn.* 1, 2
23 Cass. (04, 625). *Huissier* 2, 3.
23 Tunis (03, 422). — *Gage* 10.— *Saisie-brand.*
23 Tunis (04,104).— *Saisie imm.* 237 à 240.
23 Mixte (03, 318). — *Saisie. imm.* 229 à 232.
23 Cambrai (03, 531). — *Courtage* 15 à 18.
25 Rouen (04, 627). — *Courtage* 11 à 13.
25 Gênes (05,583).— *Rég. matr.* 57.
28 Sousse (04, 48). — *Habous* 2, 88, 89.
29 Seine (04, 628).— *Rég. matr.* 45.
30 Paris (03, 531).— *Frais* 15.

Juin

3 Nimes (03,531).— *Liquid. judic.* 16, 17.
3 Alger (03, 628). — *Comm. rogat.* 3, 4.
3 Tunis (03, 538). — *Procéd.* 7, 9.
3 Mixte (03, 345).— *Immatr.* 103 à 105.
3 Mixte (03, 348). — *Immatr.* 304, 305.
10 Mixte (03, 389. — *Immatr.* 192 à 194.
10 Mixte (03, 464).— *Compét. imm.* 94.
10 Cass. (04, 629).-- *Expert* 34.
11 Cass. (04,629).— *Transp. marit.* 117, 118.
11 Sousse (03,548).—*Habous* 65,66.
11 Sousse (04, 237). -- *Habous* 59 à 61.
12 Cass. (03, 532).— *Domicile* 1, 2.
13 Tunis (03, 377).— *Dom.publ.* 32, 33,69 à 72.— *Habous.* 35.
13 Mixte (03, 370). — *Immatr.* 101, 102.
13 Mixte (03, 426).— *Archèo.* 2.— *Immatr.* 1,3,4.
13 Mixte (03, 391).— *Immatr.* 304, 305.
17 Alger (04, 170).— *Ajourn.* 3.— *Autor. f. mariée* 7. — *Compét. civ.* 330, 331.
20 Tunis (04, 79).— *Vente à liv.* 22 à 24.
20 Tunis (04,175).— *Compét. comm.* 22, 23.
22 Mixte (03, 492). — *Immat.* 201, 202.
23 Gênes (05, 584). — *Ajourn.* 5.
24 Cass. (04, 629). — *Faillite* 51.
24 Cass. (04,630).— *Déf. de motifs* 2.
24 Tunis (03,404).— *Mariage* 78,79.
24 Mixte (03,411).— *Immatr.* 356 à 359.
26 Lucques (05,584).— *Divorce* 117.
27 Cass. (04, 630).— *Compét. crim.* 56.
27 Tunis (03, 457).— *Immatr.* 157 à 159.
29 Cass. (04, 630).— *Louage* 43, 44.
29 Mixte (03,429).— *Immatr.* 1,6,7.

Juillet

1 Paris (04, 631). — *Saisie-arrêt* 22, 23.
1 Alger (04,631).— *Patern.* 21.
1 Tunis (03, 488).— *Exequat.* 101, 102.
1 Tunis (03, 516).— *Enzel* 98.
3 Zaghouan (03, 490).— *Chasse* 2.
6 Mixte (03,494). — *Immatr.* 278, 279.
6 Mixte (03, 552). — *Contrat* 18, 19.— *Prescr. civ.* 103.
6 Marseille (04, 632).— *Abord.* 4.
8 Tunis (03, 575). — *Habous* 172 à 174.
8 Tunis (03, 614).— *Success.* 155, 159 à 161.
8 Tunis (04, 129).— *Habous* 91.
8 Mixte (03, 520). — *Commpét. imm.* 95.
8 Mixte (03, 555).— *Immatr.* 123.
9 Aix (05, 93).-- *Natural.* 18.
10 J. p. Lille (05, 93). — *Accid. du trav.* 3.
11 Mixte (03, 466).— *Immatr.* 1, 5.
11 Mixte (03, 581).— *Chefâa* 3 à 5.
11 Mixte (03, 616).— *Immatr.* 119.
11 Mixte (04, 53).— *Prescr. civ.* 153.
11 Mixte (04, 115).— *Rég. matrim.* 52 à 54.
11 Mixte (04, 384). — *Immatr.* 31, 40 à 42, 124, 125.
15 Cass. (05,94).— *Appel civ.* 129.— *Chose jugée* 1.
15 Mixte (03, 498).— *Immatr.* 278, 279.
15 Mixte (04,55).— *Immatr.* 28 à 30.
16 Sousse (03. 579). — *Compét. civ.* 273,264.
17 Millau (04,632).— *Rég. matr.* 28.
20 Cass. (03,513).— *Dom. publ.* 24.

21 Cass. (05, 94).— *Exequat.* 31.
21 Cass. (05,94).— *Prescr. civ.* 155. 156.
22 Tunis (04,202).— *Mineur* 31 à 33.
23 Cass. (05, 95).— *Transp. marit.* 111.
24 Cons. d'Etat (05,95). — *Compét. admin.* 64, 65.
28 Alger (05, 95).— *Habous* 64.
29 Tunis (03, 540).— *Expropr.publ.* 8, 11.
29 Tunis (03, 578).— *Dom. publ.* 64, 65.
29 Seine (03, 594).— *Compét. comm.* 26.
30 Paris (03,594).— *Exequat.* 52,53.

Août

3 Cass. (03, 594).— *Exploit* 26,27.
4 Naples (06, 188). — *Autor. f. mariée* 28.
10 Lyon (05, 96). — *Dépôt* 12, 13.
12 Bordeaux (05, 96). — *Compét. comm.* 108.
12 Constantine (03,595).— *Mariage* 83, 84.
12 Bayonne (05, 160). — *Success.* 43, 44.
13 Seine (05, 160).— *National.* 58, 59.— *Testam.* 52, 53.
21 Marseille (05, 128). — *Vente à livrer.* 5.
28 Bologne (06, 188). — *Compét. comm.* 25.

Septembre

5 Naples (06, 189). — *Patern.* 42.
9 Venise (06, 189).— *Divorce* 125.
14 T. féd. Suisse (06, 189). — *Success.* 164, 165.
14 Trani (06, 190). — *Alim.* 19.
23 Tulle (05, 128). — *Faillite* 36, 37.

Octobre

10 Seine (05, 187). — *Transp. terr.* 4, 5.
14 Mixte (03. 522). — *Prescr. civ.* 88, 89.
14 Mixte (03, 583). — *Chefda* 10. — *Rites* 1, 5.
15 Turin (06, 190). — *Avocat* 23.
17 Mixte (03, 556). — *Immatr.* 59.
20 J. p. La Goulette (04, 589). — *Pêche* 11, 12.
20 J. p. Courbevoie (05, 188). — *Saisie-exéc.* 4.
21 Florence (06, 190). — *Autor. f. mariée* 14.
22 Sousse (05, 51). — *Mineur* 89, 91 à 93, 146.
22 Sousse (05, 85). *Indic.* 7 à 10.
22 Sousse (05, 147). — *Acquiesc.* 1. — *Act. possess.* 37.
24 Genêve (06, 190). — *Contrat* 25, 26.
26 Mixte (03, 617). — *Hypoth.* 7.
26 Mixte (04, 57). — *Compét. imm.* 130 à 132.
26 Mixte (04, 90). — *Enzel* 82, 83.
26 Mixte (04, 117). — *Immatr.* 24, 25.
27 Cass. (04, 44). — *Enregistr.* 2. — *Mines* 30, 31.
27 J. p. Sousse (04,212).— *Compét. adm.* 37, 38.
28 Angleterre (06, 191). — *Abord.* 2.

Novembre

2 Mixte (03,586).— *Expropr.publ.* 1, 2. — *Immatr.* 17, 18.
2 Mixte (04, 243). — *Mogharsa* 4, 11 à 13, 15 à 17.
2 Tamatave (05, 188). — *Immatr.* 119.
3 Crim. Tunis (04, 235). — *Faux crim.* 1.
5 Alger (03,596). — *Compét.crim.* 58.
12 Paris (05, 188). *Compét. comm.* 53.
12 Alger (05, 189). — *Acte ss.priv.* 12.
12 Crim. Tunis (04, 173). *Concuss.* 1 et 2.

12 Sousse (05, 176). — *Compét.civ. j. paix* 80 à 82.
12 Sousse (05, 207). — *Saisie imm.* 186, 187.
14 Tunis (04, 205). — *Louage* 45 à 47.
15 Ouz. (04, 470). — *Prescr. crim.* 17 à 19.
17 Cass. (05, 189). — *Transp. marit.* 116.
18 Douai (05, 189). — *Mariage* 64, 65.
18 Mixte (04, 120).— *Compét.imm.* 119. 120. — *Vente d'imm.* 22, 23.
18 Mixte (04, 214). — *Immatr.* 144 à 146.
19 Sousse (04,639),— *Rég.matrim.* 111 à 115.
19 Sousse (05, 178). — *Référés* 124, 125.
19 Dijon (05, 190).— *Appel cic.*105.
19 Marseille (05, 190). — *Transp. marit.* 198.
21 Mixte (04, 93). — *Immatr.* 1, 2.
21 Mixte (04, 182).— *Compét.imm.* 119 à 122.
21 Mixte (04, 215). — *Propr. imm.* 56.
21 Mixte (04,248).— *Mogharsa* 18.
23 Cass. (05, 190). — *Police* 4, 5.
25 Tunis (04, 260). — *Municip.* 43.
25 Tunis (04,349).— *Contrat* 6 à 8.
25 Ouz. (04, 471). — *Peines* 33.
26 Alger (05, 40). — *Compét. civ.* 183. — *Compét. imm.* 18.
30 Cass. (05, 191). — *Assur.* 25.
30 Mixte (04, 335). — *Immatr.* 69, 70, 111. 112.

Décembre

2 Cass. (05, 191). — *Saisie imm.* 121.
2 Paris (05, 191). — *Rég. matrim.* 1, 2.
2 Tunis (04, 46). — *Bail* 25.
2 Tunis (04, 108). — *Enzel* 87.
2 Tunis (04, 330). — *Immatr.* 344 à 346.
3 Alger (05, 72). — *Appel civ.* 123. — *Exploit* 12.
3 Alger (05, 191). — *Contrat* 30. — *Saisie imm.* 265 à 267.
3 Sousse (05, 233). — *Exequat.* 106 à 108, 112, 113.
3 Bruxelles (06, 191). — *Compét. comm.* 131.
7 Constantine (05, 274). — *Compét. civ.* 169, 170.
9 Tunis (04, 3). — *Licit.* 12, 13.
10 Sousse (05, 306).— *Act.possess.* 3, 5.
10 Marseille (05, 275). — *Transp. marit.* 136, 137.
11 C. d'Etat (05, 275). — *Pens. de retr.* 10.
14 Cass. (05, 275). — *Preuve* 31.
15 Bordeaux (05, 275). — *Péremp. d'inst.* 5.
16 Tunis (04, 378). — *Preuve* 7.
16 Tunis (04, 482). — *Enzel* 44.
17 Florence (06, 191). — *Sociétés* 39, 40.
29 Seine (05, 276). — *Transp. terr.* 46, 47.
19 Mixte (04, 7). — *Prop. imm.* 101, 102, 114 à 121.
22 Alger (05, 276). — *Désist.* 1.
22 Seine (05, 276).— *Louage* 14,15.
23 Alger (06, 217). — *Mineur* 147, 148.
23 Tunis (04, 80). — *Frais* 17.
23 Tunis (04, 263). — *Mitoyenn.*12, 13.
23 Tunis (04, 353). — *Interd.* 39.
24 Sousse (05, 391). — *Médec.* 16 à 18.
26 Alger (05, 277). — *Appel civ.* 7.
28 Cass. (05, 277).— *Déf. de motifs* 21.
30 Tunis (04, 351). — *Bail* 63, 64.
30 Constantine (04,220).— *Frais* 16.

1904

Janvier

4 Cass. (05, 220). — *Transp. terr.* 48.
5 Cass. (04, 221). — *Nant. f. de comm.* 1.
6 Alger (05, 277). — *Exploi* 28, 29.
8 Cass. (04, 234). — *Pourvoi* 38.
11 Mixte (04, 94).— *Interpr.* 3 à 6.
13 Sousse (06, 589). — *Compét. crim.* 69. — *Douanes* 40.
13 Mixte (04, 250). — *Habous* 152, 153.
20 Tunis (04, 84). — *Donat.* 4, 5.
20 Tunis (04, 380). — *Bail* 21.
20 Tunis-Nord (04, 132). — *National.* 146, 147, 167 à 169.
21 Sousse (05, 109). — *Mariage* 44 à 47.
21 Ouz. (04, 471). — *Compét. civ.* 60, 61.
21 Palerme (06, 192). — *Patern.* 43, 44.
23 Montpellier (05,277).— *Compét. comm.* 114.
23 Mixte (04, 136). — *Propr. imm.* 88, 89.
24 Mixte (64, 185). — *Immatr.* 111, 112, 119.
23 Mixte (04, 269). —*Mogharsa* 4, 11, 12, 14.
23 Mixte (04, 271). — *Immatr.* 26, 27.
26 Cass. (05, 278). — *Qualités* 21, 22.
27 Cass. (05, 278). — *Faillite* 72.
27 Narbonne (05. 278). — *Vente de vend.* 10 à 12.
27 Mixte (04,138).— *Compét. imm.* 130 à 132.
27 Tunis (04, 484). — *Courtage* 2, 8.
27 Lyon (05, 279). — *Transp. terr.* 7, 8.
29 Corbeil (05, 615). — *Escroq.* 6.
30 Rome (06, 192). — *Success.* 73.

Février

2 Marseille (05, 279), — *Nant. f. de comm.* 1.
3 Autriche (05, 533). — *Success.* 163.
3 Mixte (04, 302). — *Prescr. civ.* 97.
4 Tunis (04,292).— *Transp. terr.* 36, 37.
5 Toulouse (05, 280). — *Expert* 35.
6 Caen (05, 333). — *Avocat* 61.
8 Mixte (04, 355). — *Mineur* 54, 55, 66, 67.
10 Tunis (04, 403).— *National*, 7 à 9.
10 Bordeaux (05, 333). — *Vente de vend.* 13.
10 Rome (06, 533). — *Autor. f. mariée* 31.
11 Alger (05, 336).—*Exploit* 21,25.
11 Marseille (05, 337).— *Abord.* 9.
11 Lyon (05, 337).— *Vente de vend.* 36, 37.
11 Russie (07, 60).— *Testam.* 54.
12 Cons. d'Etat (05,338).— *Protec. dipl.* 26.
12 Turin (06, 533). — *Autor. f. mariée* 30.
13 Cass. (05, 338).— *Déf. de motifs* 23.
16 Amiens (05, 338). — *Louage* 41
17 Tunis (04, 546).— *Frais* 29.
20 Mixte (04,304).— *Immatr.* 38,39.
22 Cass. (05, 338).— *Qualités* 14.
22 Mixte (04,143).— *Compét. imm.* 132.— *Propr. imm.* 92 à 94.
24 Tunis (04, 176).— *National.* 170 à 173.
24 Tunis (04, 581).— *Mariage* 77.
25 Alger (05, 339).— *Concil.* 4, 5.
25 Alger (05, 485). — *Enquête* 12, 13.— *Null. fac.* 27.
25 Marseille (05, 339). — *Divorce* 47, 48.
26 Bologne (06, 533).— *Alim.* 14.
29 Cass. (05, 339). — *Aveu* 4. — *Court.* 22.

29 Mixte (04, 187). — *Habous* 70 à 72.— *Saisie imm.* 183 à 185.

Mars

2 Tunis (04, 515)— *Compét. imm.* 130, 131.— *Exequat.* 70.

Tunis (04, 264).— *Ajourn.* 14.

4 Venise (06, 534). — *Autor. f. mariée* 26.

5 Constantine (05,340).— *Mariage* 85,86.

7 Cass. (05, 340). — *Expert* 40.

7 Mixte (04, 190). — *Immatr.* 17 à 19.

8 Cass. (05, 340).— *Exploit* 35, 36.

8 Cass. (05,341).— *Procéd.* 26,27.

8 Seine (04, 257). — *Compét. civ.* 24, 25.— *National.* 1, 2.

9 Paris (05, 341). — *Divorce* 134, 135.

9 Alger (05,341).— *Transp. marit.* 164.

9 Tunis (04,582).— *Donat.* 14,15.

9 Tunis (04,606).— *Trav. publ.* 19, 20.

10 Cass. (05, 393).— *Escroq.* 7.

11 Narbonne (05, 394). — *Vente de vend.* 3, 4.

12 Le Hâvre (05, 280). — *Saisie de nav.* 5.

14 Lyon (05,280).— *Compét. comm.* 28.

15 Cass. (05, 394).— *Déf. de motifs* 13.

15 Hambourg (06, 534).— *Transp. marit.* 8 à 10.

19 Mixte (04, 305).— *Immatr.* 111, 112, 120, 121.

19 Mixte (04, 338).— *Immatr.* 62, 119 à 121.

19 Mixte (04, 393).— *Immatr.* 127, 128.

20 Mixte (04, 491). — *Immatr.* 195, 196.

21 Gênes (06, 535). — *Alim.* 11.

22 Marseille (05, 394). — *Eff. de comm.* 11, 12.

22 Allemagne (06, 535). — *Contrat* 21.

23 Cass. (05,395).— *Louage* 48.

23 Tunis (04, 294). — *Saisie-imm.* 259, 260.

23 Tunis (05, 17). — *Immatr.* 396, 421, 422.

23 Tunis (05, 76).— *Immatr.* 369, 372.

24 Florence (06, 535). — *Sép. de corps* 20, 21.

25 Paris (05, 395).— *Courtage* 10.

25 Seine (05, 395).— *Divorce* 86,87.

28 Cass. (04, 289).— *Déf. de motifs* 11,12.— *Enzel* 34,35.— *Saisie imm.* 138.

28 Cass. (05,396).— *Qualités* 1.

28 Marseille (05, 396).— *Abord.* 14.

30 Cass. (05, 396).— *Appel civ.* 155.

31 Alger (07, 125).— *Null. fac.* 26.

31 Seine (05, 397).— *Agent d'aff.* 4.

Avril

5 Gênes (06, 536).— *Success.* 74.

10 Ouz. (04, 471).— *Eff. de comm.* 20, 21.

11 Mixte (04, 307). — *Propr. imm.* 103,104.

12 Mixte (04,273).— *Mogharsa* 8 à 10.

13 Tunis (05, 78). — *Preuve* 29,30.

13 Tunis (05, 98).— *Enzel* 70.

13 Mixte (04, 342). — *Immatr.* 120, 121.

13 Bordeaux (05, 397). — *Transp. marit.* 62.

16 Cass. (05, 397).— *Donat.* 1.

18 Mixte (04, 397).— *Compét. imm.* 106, 107.

18 Marseille (05, 397). — *Compét. comm.* 109, 110.

20 Tunis (05, 81).— *Immatr.* 108 à 110.

20 Tunis (05, 100).— *Success.* 1.— *Testam.* 21,22.

20 Beaune (05, 398). — *Compét. comm.* 128.

20 Narbonne (05, 398).— *Chem. de fer* 20.
21 Sousse (05, 269). — *Intér. moral.* 19 à 21.
23 Mixte (04, 359).— *Acte ss. priv.* 23. — *Immatr.* 120 à 122. — *Légalisation* 2 à 4.
23 Mixte (04, 407).— *Habous* 165 à 167. — *Immatr.* 127, 128. — *Prescr. civ.* 98 à 100.
23 Mixte (04, 495).— *Compét. imm.* 89, 105, 106, 112.
23 Mixte (04, 526).— *Compét. imm.* 95.
23 Mixte (04, 555). — *Immatr.* 138 à 140.
23 Constantine (05, 398).— *Habous* 19.
25 Alger (06, 133). — *Chira.*
25 Marseille (05, 399). — *Transp. marit.* 129, 130.
26 Cass. (05, 399). — *Déf. de motifs* 3, 4.
26 Lyon (05, 419). — *Chose jug.* 16.
27 Cass. (05, 399. — *Référés* 102.
27 Alger (05, 162). — *Sociétés* 36.
27 Alger (05, 420).— *Référés* 10 à 12.
27 Tunis (14, 547).— *Mariage* 4 à 6.
27 Tunis (05, 106). — *Immatr.* 396, 427.
29 Marseille (05, 420). — *Vente à livr.* 7, 8.

Mai

2 Mixte (04, 364). — *Immatr.* 26, 27, 120, 121.— *Propr. imm.* 95.
2 Mixte (04, 499).— *Enzel* 51 à 53.
2 Belgique (07, 61). — *Police* 1, 2.
3 Palerme (06, 536). — *Alim.* 18.
4 Tunis (04, 636). — *Compét. imm.* 89.
4 Mixte (04, 527). — *Compét. imm.* 113.
5 Toulouse (05, 420).— *Faillite* 102.
6 Cass. (05, 420). — *Org. judic.* 18, 19.
6 Seine (05, 421). — *Exequat.* 62 à 64.
6 Angleterre (06, 536). — *Divorce* 131.
7 Tunis (06, 636). — *Douanes* 56.
9 Cass. (05, 421).— *Péremp. d'inst.* 15.
9 Cass. (05, 422).— *Divorce* 94, 95.
13 Sousse (05, 308). — *Compét. admin.* 23, 24. — *Servit. milit.* 24 à 27.
16 Karlsruhe (07, 61).— *Acte paul.* 6.
17 Cass. (05, 422). — *Prescr. civ.* 57.
18 Bordeaux (05, 422). — *Eff. de comm.* 36.
18 Bordeaux (05, 423). — *Eff. de comm.* 17.
18 Marseille (05, 423). — *Abord.* 8.
24 Turin (07, 61). — *Mineur* 21.
25 Rennes (05, 423). — *Accid.* 32.
25 Tunis (05, 140). — *Taxes mun.* 22, 23.
25 Tunis (05, 167).— *Enzel* 159, 160.
25 Tunis (05, 197). — *Compét. imm.* 23.
25 Tunis (05, 225). — *Compét. civ.* 148.
25 Ouz. (04, 472). — *Taxes mun.* 62 à 66.
26 Alger (05, 345).— *Exploit* 40, 41.
26 Sousse (05, 366).— *Null. fac.* 15.
31 Le Havre (05, 423).— *Jugem.* 30.

Juin

2 Cass. (05, 424). — *Cons. judic.* 3. — *Transp. marit.* 76, 77.
3 Narbonne (05, 483). — *Dégrad. mon. publ.*
6 Cass. (05, 483). — *Faillite* 48, 49.
6 Alger (05, 599). — *Chefâa* 15.— *Propr. imm.* 2. — *Rites* 1.
6 Mixte (04, 557).— *Compét. imm.* 133 à 135. — *Immatr.* 90, 91.
8 Tunis (04, 638). — *Douanes* 17 à 19.
8 Tunis (05, 169).— *Compét. imm.* 23.

8 Mixte (04, 592). — *Acte ss. prio.* 23.
13 Mixte (04, 598).— *Compét. imm.* 110, 112.
13 Mixte (04, 494).— *Compét. imm.* 154, 155).— *Immatr.* 134 à 136.
13 Mixte (04, 616).— *Compét. imm.* 116 à 118.
13 Grombalia (06, 554). — *Mahsoul.* 152 à 154.
14 Cass. (05, 484). — *Appel civ.* 145.
14 Marseille (05, 399).— *Désist.* 1.
15 Tunis (05, 226). — *Appel civ.* 73.
15 Mixte (04, 421). — *Immatr.* 111, 112, 122.
15 Tunis (04, 584). — *Compét. imm.* 95.
15 Cherbourg (05, 400). — *Saisie-exéc.* 8.
16 Sousse (04, 487). — *Saisie imm.* 29 à 31.
16 Sousse (04, 613). — *Accid. du trav.* 6, 8 et 9.
16 Ouz. (08, 61). — *Khammessat* 1 à 3.
17 Tunis (04, 486). — *Compét. civ. j. paix* 92, 93.
17 Tunis (04, 547). — *Référés* 58.
17 Douai (05, 400). — *Faux inc.* 8.
17 Glogau (07, 284). — *Interd.* 23.
18 Mixte (04, 529). — *Immatr.* 97, 98.
18 Mixte (04, 563). — *Propr. imm.* 88, 96 97, 105 à 107.
18 Mixte (04, 618).— *Etat cio.* 2.— *Immatr.* 122, 324 à 326.
18 Mixte (04, 644). — *Habous* 162 à 164. — *Immatr.* 97, 98. — *Mahsoulats* 21 à 23.
21 Cass. (05, 484). — *Arbitrage* 12.
21 Boulogne (05, 484). — *Huissier* 14 à 16.
22 Cass. (05, 485).— *Organ. judic.* 11, 12.
22 Tunis (04, 608). — *Mines* 20 à 22.
22 Tunis (05, 254).— *Enzel* 44 à 49.
23 Sousse (04, 642). — *Référés* 24, 25.
23 Sousse (05, 52).— *Compét. imm.* 42, 43.
24 Sousse (05, 209). — *Promulg.* 11, 12.
27 Tunis (04, 520). — *Avoc.* 65, 66.
27 Mixte (04, 623). — *Immatr.* 137.
28 Marseille (05, 486). — *Vente à livr.* 40
28 Autriche (07, 61).— *Mariage* 61.
29 Paris (04, 601). — *Compét. comm.* 66. — *Exéquat.* 69. — *Hypoth.* 14 à 16.
29 Alger (05, 486).— *Appel civ.* 122.
29 Tunis (05, 258). — *Archeo.* 1.— *Sociétes* 35.
30 Tunis (04, 610). — *Exploit* 13.
30 Sousse (05, 149).— *Caisse bienf. isr.* 1, 2.
30 Marseille (05, 486). — *Abord.* 3.

Juillet

1 Sousse (05, 332).— *Hypoth.* 5, 6.
4 Alger (05, 487). — *Habous* 6.
4 Mixte (05, 22). — *Immatr.* 244 à 247. — *Propr. imm.* 122 à 125.
5 Nancy (05, 487).— *Frais* 36, 37.
5 Marseille (05, 487).— *Louage* 42.
5 Autriche (07, 62). — *Mariage* 61.
6 Mixte (04, 652). — *Propr. imm.* 132 à 134.
7 Marseille (05, 487). — *Rég. matr.* 7.
11 Dijon (05, 487). — *Référés* 110.
13 Tunis (05, 287). — *Garde d'enf.* 33, 34.
13 Nantes (05, 488). — *Preuve* 5.
18 Cass. (05, 488). — *Preuve* 1.
20 Cass. (05, 610). — *Appel civ.* 103.
20 Mixte (05, 53). — *Acte ss. priv.* 14. — *Immatr.* 162, 163.
21 Marseille (05, 611). — *Jugem.* 74, 75.
22 Angleterre (07, 62).—*Divorce* 133.

23 Montpellier (06, 58). — *Vente de vend.* 32, 3[illegible].
27 Turin (07, 62). — *Success.* 65.
27 Turin (07, 63).— *Success.* 70, 71.
28 Pau (05, 611). — *Rég. matr.* 83, 84.
28 Casale (07, 62). — *Sép. de corps* 16, 17.
29 Cass. (04, 543). — *Compét crim.* 66.
29 Seine (05, 611). — *Immun. dipl.* 9, 10.

Août

2 Cass. (05, 612). — *Caution* 7.
9 Paris (05, 612).— *Eff. de comm.* 1, 2.
9 Venise (07, 63).— *Sep. de corps* 19.
10 Paris (04, 579). — *Compét. civ.* 26, 75, 76.
12 Cass. (05, 612). — *Contr. p. corps* 1, 2.

Septembre

1 Béjà (07, 57). — *Achour* 15.
17 Nantes (06,58).— *Vente de fonds* 4.
19 Ouz. (08, 62). — *Prêt* 5, 6.
29 Suisse (07, 63). — *Traités* 9.

Octobre

1 Ouz. (08, 62). — *Enregist.* 10, 11. — *Prêt* 7.
7 Rouen (05, 612). — *Autopsie.*
8 Palerme (07, 64). — *Sép. de corps* 18.
17 Marseille (05, 613). — *Transp. marit.* 209.
24 Alger (05, 613). — *Garde d'enf.* 21.
25 Cass. (05, 613). — *Exploit* 2, 3.
26 Cass. (05, 614). — *National.* 128 à 130.
26 Sousse (05, 416). — *Serment* 33, 34.
27 Sousse (05, 474). — *Saisie imm.* 180.
27 Sousse (05, 547). — *Expropr. publ.* 10.
28 Marseille (05, 614).— *Sauvet.* 8.
28 Hambourg (07, 64). — *Mariage* 69.
29 Mixte (05, 59). — *Compét. imm.* 105, 106. — *Propr. imm.* 14, 15, 96, 98.
29 Mixte (05, 87). — *Compét. imm.* 110, 111.
29 Mixte (05, 89). — *Immatr.* 113 à 117.
29 Mixte (05, 111). — *Immatr.* 201, 202, 289. 290.
29 Mixte (05, 115). — *Immatr.* 286 à 288.
29 Emp.Allemagne (07,64). *Transp. mar.* 7.
31 Cass. (05, 615). — *Faux inc.* 7.

Novembre

2 Tunis (05, 289). — *Compét. civ.* 8.
2 Tunis (05, 322). — *Immatr.*440, 441.
2 Tunis (05, 324). — *Prescr. civ.* 42.
3 Sousse (05, 578). — *Compét. civ. j. paix* 31.
3 Autriche (07, 284). — *Mariage* 62.
5 Zurich (07, 284). — *Accid. du travail* 4.
7 Cass. (06, 59). — *Transp.marit.* 211.
7 J. p. Sousse (06,613).— *Kanoun* 5, 6.
7 Emp. Allemagne (07, 516). *Nationalité* 56, 56.
8 Rome (03,285).— *Succession* 69.
9 Alger (05, 615). — *Donation* 29.
9 Tunis (05, 347). — *Aliments* 16 et 17.
10 Alger (06, 59). — *Divorce* 44.
10 Marseille (05, 615). — *Courtage* 2, 5.
11 Cass. (05, 616). — *Compét.crim.* 42.

11 Angers (06,59).— *Jugements*.65.
12 Tunis (05, 143).— *Compét.adm.* 59.
14 Mixte (05,118).— *Compét.imm.* 105, 108, 109.— *Presc.civ.* 92.
14 Mixte (05, 211). — *Immatr.* 248 à 250.
14 Mixte (05, 151). — *Prescr. civ.* 90, 91.
16 Alger (85, 196). — *Compét. civ.* 38.
19 Amiens (05, 616). — *Faillite* 13, 14.
23 Mixte (05, 123).— *Compét.imm.* 161, 162.
28 Mixte (05,156).— *Compét.imm.* 142, 143.
28 Seine (06. 60). — *Court.* 2. — *National.* 18, 19.

Décembre

3 Cass. (06, 60). — *Pourvoi* 15.
4 Alger (06.60).— *Instr.crim.* 55.
5 Cass. (06,61).— *Compét.comm.* 41.
5 Mixte (05,180).— *Compét.imm.* 144.
6 Mixte (05,214).— *Compét.imm.* 151 à 153.
7 Tunis (05, 199). — *Taxes mun.* 25, 26.
7 Tunis (05, 349). — *Colon.* 1, 2.
7 Tunis (05, 375). — *Notar. ind.* 40, 41.
8 Agen (06, 61). — *Organ. jud.* 16, 17.
8 Sousse (05, 550). — *Accid. du trav.* 6, 12.
10 St.-Sever (06, 61). — *Accid. du trav.* 14.
12 Cass. (06,62).— *Frais* 32, 44, 45.
12 Mixte (05, 182). — *Propr. imm.* 126 à 131.
13 Cass. (06, 62).— *Liquid.judic.*8.
14 Riom (06, 63).— *Instr.crim.*81.
14 Tunis (05, 43). — *Marchés* 6.
14 Tunis (05, 377). — *Sociétés* 27.
16 Turin (07, 285). — *Autor.f.mariée* 24.
20 Cass. (06, 63). — *Compét. civ. j. paix* 46.
20 Cass. (06, 63).— *Compét. comm.* 114.
21 Rouen (06, 154). — *Compét. comm.* 111.
21 Tunis (05, 401).— *Liquid.judic.* 5 à 7.
22 Montpellier (06, 154). — *Vente de vend.* 23, 24.
23 Cass. (06, 64). — *Instr.crim.*12.
24 Rouen (06,154).— *Abus de proc.* 3.
24 Mixte (05, 219). — *Immatr.* 86 à 89.
27 Cass. (06, 155). — *Faillite* 61.
28 Tunis (05, 402). — *Compét. civ. j. paix* 69.
28 Mixte (05, 237). — *Propr. imm.* 89 à 91.
30 Mixte (05,239).— *Monum.histor.* 4 à 6.

1905

Janvier

3 Cass. (06, 155). — *Serment* 40.
3 Alger (06, 155).— *Appel civ.*158.
3 Alger (06, 512). — *Expert.* 59 à 61.
4 Cass, (06, 155). — *Qualités* 2.
5 Cass. (05, 138). — *Trib. crim.* 38, 39.
5 Seine (06, 156). — *Exequat.* 51.
9 Cass. (05, 156).— *Appel civ.*149. — *Faux inc.* 6, 7.
11 Constantine (06, 157). — *National.* 144, 145.
12 Aix (06, 157). — *Nantiss. f. de comm.* 3, 4.
13 Venise (07, 285). — *Transp. marit.* 11, 12.
19 Dieppe (06,157).— *Rég.matrim.* 6.
19 Trévoux (06, 158). — *Autor. f. maride* 5.

20 Cass. (06, 158). — *Trib. crim.* 113, 114.
20 Tunis (06, 197). — *Procéd.* 39, 40.
20 Marseille (06, 158). — *Accid.* 9.
23 T. Allemagne (07, 285). — *Loi étr.*
25 Cass. (05, 97).— *Taxes mun.*80.
25 Cass. (06, 159). — *Bail* 2.
30 Agen (06,159).— *Divorce* 74,75.
31 Cass. (06, 159). — *Procéd.* 37.

Février

1 Mixte (05, 272). — *Immatr.* 54, 55.
1 Bordeaux (03, 559). — *Enquête* 14.
2 Seine (06, 159). — *Exequat.* 42.
2 Alexandrie (07, 286).— *Compét. civ.* 184, 185.
3 Cass. (05, 194). — *Appel crim.* 16 à 19.
3 Toulouse (06, 160).— *Appel civ.* 126.
4 Rouen (06, 160). — *Accid.* 14.
4 Ouz. (08, 86). — *Sociétés* 49,50.
6 Bouges (06, 234). — *Garde d'enf.* 1, 2.
6 Seine (06, 234). — *Séduct.* 9.
6 Naples (07, 286). — *Séduct.* 11.
9 Sousse (05,608).— *Null. fac.*10.
10 Bologne (07, 286). — *Autor. f. mariée* 25.
13 Florence (07, 286). — *Sép. de corps* 22.
15 Cass. (06,234). — *Abord.* 22.
15 Mixte (05, 334).— *Immatr.* 21.
16 Sousse (05, 639).— *Compét. civ.* 190 à 192.
16 Sousse (06, 56). — *Act. poss.* 26.— *Compét. civ. j. paix* 83, 84.
17 Limoges (06, 235). — *Acte ss. priv.* 26.
20 Cass. (06,235).— *Divorce* 90.
20 Tunis (05, 200).— *Compét. civ.* 155.— *Référés* 128.
20 Turin (07,287).— *Success.* 75.
23 Aix 06, 235).— *Transp. marit.* 147 à 150.
23 Tunis (05, 145). — *Vente à temp.* 3 à 5.

Mars

1 Tunis (04, 170).— *Sép. de corps* 12 à 15.
1 Tunis (05,174).— *Gage imm.* 1,3.
1 Tunis (05, 228). — *Assur.* 17.
1 Tunis (05, 260).— *Mahsoul.*131, 132.
1 Autriche (08,596).— *Alim.* 10.
2 Aix (06, 236).— *Exploit* 38, 39.
7 Cass. (06, 236).— *Organ. judic.* 14, 15.
8 Alger (06,108).— *Expropr.publ.* 61.— *Traités* 8.
8 Bordeaux (06,236).—*Enquête* 2.
8 Tunis (05,291).—*Faux inc.*3, 7.
8 Auxerre (06,237).— *Garde d'enf.* 7.
9 Tunis (06, 294). — *Saisie-exéc.* 20 à 22.
9 Tunis (05,458).— *Rég. matr.*33.
10 Turin (07,517).— *Patern.* 45,46.
13 Chambéry (06,237).—*Divorce*73.
13 Turin (07,287).— *Testam.*15, 16,
14 Gênes (07,287).— *Natural.*19,20.
15 Tunis (05, 203).— *Compét. imm.* 23, 25, 26.
15 Tunis (01, 206).— *Compét imm.* 6,9.
15 Tunis (05, 262).— *Success.* 92 à 95.— *Testam.* 26,27.
15 Tunis (05, 300).— *Habous* 190.
15 Tunis (05,325).— *Serment.* 22 à 24.
15 Tunis (05,353).— *Rég. matrim.* 66.— *Success.* 12 à 14.
15 Tunis (05, 378).— *Immatr.* 218, 224.
16 Sousse (05, 417). — *Accid. du travail* 6 et 7.
16 Sousse (06,31).— *Dr. s. l'alc.* 10.

16 Sousse (06, 126).— *Act. posses.* 49.
16 Angleterre (07, 288).— *Testam.* 38.
17 Alger (06, 237).— *Instr. crim.* 9, 10.
20 Toulouse (06, 238). - *Dénonc. calomn.* 3.
20 Aix (06, 239).— *Vente de vend.* 1, 2.
22 Tunis (05, 230).— *Enzel* 68, 70.
22 Tunis (05,304).— *Compét.cio.*22.
22 Tunis (05, 328).— *Act. poss.* 16 et 17.— *Vente d'imm.* 11,12.
22 Tunis (05, 359). — *Etabl. insal.* 7, 8.
22 Ste Menehould (07, 546).— *Lettres* 1, 2.
23 Tunis (06,180).— *Compét. comm.* 36, 37.
24 Tunis (06, 220). — *Compét. comm.* 118, 119.— *Louage* 5.
25 Alger (06,238).— *Saisie-arrêt* 3,4.
25 Tunis (05, 460).— *Compét. civ.* 144.
25 Bruxelles (07, 288).— *Mariage* 75.
29 Alger (06, 239).— *Référés* 71,72.
29 Tunis (05, 362).— *National* 33, 69, 102.
29 Tunis (05, 380).— *Immatr.* 218, 221,237.
29 Tunis (05, 404). — *Alim.* 27 à 29.— *Compét. civ.* 104.
30 Cass. (06, 239).— *Peines* 18.
31 Alger (06, 194).— *Synd. prof.* 1 à 3.

Avril

4 Douai (06, 239). — *Accid. du trav.* 1.
4 Turin (07, 517). — *Autor j. mariée* 15.
5 Alger (06, 15).— *Dom. publ.* 73, 74.— *Expropr. publ.* 1, 4.
5 Alger (06, 298). — *Null. fac.* 32.
5 Tunis (05,384).— *Notar. ind.* 27, 28.
5 Tunis (05, 406). — *Expr. publ.* 24 à 29.
5 Tunis (05,461).— *Compét.civ.*99.
5 Tunis (05, 462). — *Immatr.* 65 à 67,
6 Sousse (05, 477). — *Dr. de mut.* 6 à 8.
6 Sousse (06, 149). — *Compét. comm.* 11,12.
7 Alger (06, 318). — *Saisie-imm.* 174, 175.— *Vol* 2.
7 Tunis (06, 269). — *Compét. civ.* 144.
8 Tunis (05, 464).— *Compét. civ.* 144, 246.
8 Tunis (05, 530).— *Serment* 15.
9 Florence (07, 517). — *Garde d'enf.* 16,17.
11 Cass. (06,240).— *Appel. civ.*141.
11 Florence (07,288).— *Patern.* 31, 32.
11 Turin (07, 517).— *Testam.* 17.
12 Tunis (05,410).— *Chefâa* 18 à 20.
12 Tunis (05,412).— *Success.* 57,58.
12 Tunis (05, 467). — *Compét. civ.* 153 à 155.
12 Tunis (05,470).— *Gage imm.* 78, 79.
12 Tunis (05, 531). — *Concil.* 6 et 7. — *Taxes mun.* 27 à 29.
13 Tunis (06,321).— *Compét.comm.* 54,55.
13 Sousse (06, 186).— *Saisie-imm.* 228.
13 Sousse (06, 214).— *Compét. civ.* 72 à 74.
13 Sousse (06, 232).— *Compét. civ.* 15.
14 Tunis (05, 567). — *Locat. de sacs* 13 à 15.
15 Cass. (06, 240). — *Trib. crim.* 119, 120.
18 Cass. (06, 240). — *Qualités* 30.
18 Cass. (06,299).— *Vente de vend.* 22.
19 Cass. (05, 457).— *Etabl.insal.*6.
19 Rouen (06,299).— *Accidents* 22.

25 Florence (07, 518). — *Success.* 66 à 68.
27 Rome (07. 518). — *Patern.* 33, 34.
28 Tunis (05, 536). — *Mineur* 119 à 222. — *National.* 123, 124.
30 Rome (07, 518). — *Paternité* 47.

Mai

2 Seine (05, 516). — *National.* 77 à 79.
3 Tunis (05, 385). — *Expropr. publ.* 13 à 15, 47).
3 Tunis (05. 539). — *Interd.*18,19.
3 Tunis (05, 570). — *Expert* 1, 5.
3 Tunis (05, 625).— *Compét. imm.* 89.
4 Florence (07, 518). — *Success.* 67, 68.
6 Tunis (05, 602). — *Concil.*1 à 3.
6 Marseile (06, 299). — *Dépôt* 8 à 10.
8 Cass. (06, 300). — *Frais* 13, 14.
8 Dijon (06, 300). — *Appel civ.* 31.
9 Milan (08, 597). — *Sépult.* 3.
15 Cass. (06, 300).— *Déf. de motifs* 22.
18 Cass. (06, 300). — *Garde d'enf.* 10 à 12.
18 Tunis (05,473).— *Référés* 30, 31.
18 Florence (07, 519). — *Mineur* 27, 28.
24 Tunis (05,628).— *Compét. imm.* 151 à 153.
24 Tunis (06, 21). — *Compét. civ.* 130, 131. — *Compét.imm.* 58. — *Habous* 124. — *Litispen.* 9. — *Référés* 95.
25 Alger (07, 76). — *Douanes* 60.— *Peines* 16.
25 Tunis (06,372).— *Compét.comm.* 104.
29 Cass. (06, 301). — *Divorce* 139, 140.
29 Cass. (06,302).— *Vente de vend.* 14, 15.
30 Constantine (06, 302). — *Acte s. s. priv.* 22.
31 Tunis (05, 541). — *Hypoth.* 7.
31 Tunis (05, 571). — *Exequat.* 22, 82 à 84.
31 Tunis (05, 576). — *Testam.* 36, 39.
31 Tunis (06, 40). — *Chefâa* 10,40. — *Compét. civ.*144.— *Organ. judic.* 35. — *Rites* 1, 2. — *Vente d'imm.* 3 à 5.
31 Batna (06, 302). *Natural.* 13.

Juin

2 Sousse (06, 270). — *Dr. s. l'alcool* 10.
3 Rome (07, 519). — *Autor. j. mariée* 11.
5 Cass, (06, 302). — *Abord.* 25.
7 Tunis (06, 46).— *Enzel* 22, 162.
7 Tunis(06,112).— *Compét.admin.* 18.
8 Tunis (05, 631). — *Null.fac.*20. — *Saisie exéc.* 13, 15.
9 Cass. (C6, 303). — *Trib. crim.* 111, 112.
9 Nancy (06, 303). — *Accid.*20.
10 Tunis (06,50).— *Acte s. s. priv.* 9.
14 Aix (06, 303). — *Avocat* 29. 30, 44.
14 Tunis (05, 388). — *Expropr. publ.* 8, 10, 21, 22.
14 Tunis (05, 604). — *Act. poss.* 24.
14 Tunis (05, 632). — *Mariage* 23 à 25. — *Null. fac.* 28.
14 Tunis (06, 84). — *Immatr.* 218, 221, 251, 252.
17 Seine (06, 387). — *Nantiss.f. de comm.* 17.
19 Mixte (05, 609). — *Habous* 181, 182.
19 Bordeaux (06, 387). — *Locat.de sacs* 6.
19 Palerme (07, 519). — *Alim.* 12.
21 Tunis (05, 606).— *Compét.imm.* 177, 178.
22 Cass. (06, 388). — *Instr. crim.* 59.

22 Cass. (06, 388). — *Pourvoi*. 19.
22 Tunis (06, 88). *Saisie-arrêt*. 1,2.
24 Tunis (06, 117). — *Propr.indus*. 2, 3.
26 Cass. (06, 304). — *Exequat*. 23, 25, 26.
28 Cass. (06, 388). — *Ajourn*. 10.
28 Tunis (06, 27). — *Garde d'enf*. 27 à 32. — *Rites* 1, 2.
28 Tunis (06, 52). — *Colonis*. 3, 4.
29 Cass. (05, 566). — *Trib. crim*. 47, 48.
29 Sousse (06, 364). — *Bail* 75.
29 Nantes (06, 389). — *Scellés* 1,2.
30 Alger (06, 389). — *Instr. crim*. 60, 61.
30 Seine (06, 389). — *Accid*. 17.
30 Rome (07, 519). — *Testam*. 20.

Juillet

1 Tunis (06,374).—*Compét.comm*. 17.
1 Tunis (08, 27). — *Autor. f. mariée* 9.
3 Cass. (06,390).— *Transp.marit*. 212, 213.
4 Cass. (06, 390). — *Bail* 16, 17. — *Expert*. 27.
5 Cass. (06, 391). — *Mariage* 26.
5 Tunis (06, 89). — *Immatr*. 68.
7 Lyon (06, 391). — *Autor. f. mariée* 1.
10 Mixte (06, 150). — *Immatr*. 64, 106, 107, 273, 274.
10 Marseille (06, 391). — *Abord*.8.
10 Turin (07, 520). — *Autor.f. mariée* 20.
10 Turin (07,520).— *Compét.comm*. 126.
10 Turin (08, 28).— *Patern*.26,27.
12 Alger (06, 391).— *Appel civ*.69, 80.
13 Paris (06, 392). — *Enquête* 9.
17 Dijon (06, 392). — *Avocat* 29, 34.
19 Rouen (06, 414). — *Divorce* 16 à 18.
20 Tunis (06, 136). — *Acte ss. priv*. 15.
24 Cass. (06, 414). — *Chose jug*. 26.
27 Cass. (05, 525). — *Instr. crim*. 31 à 33, 64.— *Trib. crim*..15 à 20.
28 Cass. (06,415). — *Compét. crim*. 53.
28 C. d'Etat (06, 415).— *Pens. de retr*. 8, 9.

Août

1 Marseille (06, 415). — *Compét. comm*. 127.
1 Naples (08, 28). — *Success*. 76.
2 Caen (06, 415). — *Avocat* 60.
2 J. p. XIVe Paris (06, 416). — *Presse* 29.
3 Cass. (06, 416).— *Frais* 26 à 28.
5 Palerme (08, 28).— *Mariage* 53.
7 Tamatave (06, 416). — *Immatr*. 271, 272.
11 Paris (06, 417). — *Abus de conf*. 1.
18 Tunis (06, 253).—*Compét. comm*. 54, 55.
24 St Etienne (06, 417). — *Compét. comm*. 52.
29 Lyon (06, 417). — *Litisp*. 1, 2.
31 Cass. (06, 417). — *Trib. crim*. 11, 12.

Septembre

14 Cass. (06, 418).— *Déf. de motifs* 27.
19 Flers (03, 418). — *Nant. f. de comm*. 3, 11, 12.
20 Suisse (08, 28).— *Mineur* 73,74.

Octobre

11 Alger (06, 350). — *Rég. matr*. 37, 41, 42.
13 Lyon (06, 418). — *Autor. f. mariée* 2.
16 Alger (06, 279). — *Enzel* 68, 70.
17 Liège (08, 29). — *Faillite* 100, 101.
18 Tunis (05, 635). — *Frais* 21, 22.

18 Tunis (05, 637). — *Divorce* 12, 13. — *National.* 69.
29 Marseille (06, 419).— *Abord.*15.
21 Nantes (06, 559). — *Compét. comm.* 42.
25 Alger (06, 419). — *Success.* 114, 122.
25 Alger (06, 634).— *Jugem.*74, 75. — *Qualités* 34, 35.
25 Lyon (06, 419).— *Instr. crim.* 1.
25 Tunis (05, 638).— *Immatr.* 295, 300.
25 Tunis (06, 30). — *Enzel* 88.
25 Lisieux (06, 420). — *Accid.* 21.
26 Cass. (06, 420). — *Trib. crim.* 133.
26 Alger (06, 370). — *Chem. de fer* 10, 11.
27 Cass. (06, 420). — *Trib. crim.* 147.
27 J. p. Ve Paris (06, 421). *Saisie-arrêt* 62.
30 Cass. (06, 421). — *Divorce* 97 à 100.
31 Tunis (06, 119).— *Compét.adm.* 95 à 98.

Novembre

2 Alger (06, 21). — *Mariage* 7, 8, 81.
3 Tunis (06, 478). — *Transp.terr.* 54. — *Vente comm.* 3.
5 Rouen (06, 422). — *Séduct.* 4,5.
8 Bourges (06, 422).— *Av. défens.* 19.
9 Cass. (06, 423). — *Comp. crim.* 74.
9 Paris (06,423).— *Divorce* 19,20.
9 Copenhague (08,29). — *Navire* 3.
10 Cass. (06, 423). — *Instr. crim.* 79, 80.
10 Epernay (06, 424). *Divorce* 137.
13 Paris (06, 424). — *Divorce* 32,33.
16 Tunis (06,396).— *Compét.comm.* 104.
17 Emp. Allemagne (08, 29). — *Compét. imm.* 187.
21 Tunis (06, 281). — *Pêche* 1 à 8.
22 Cass. (06,503). — *Compét.comm.* 136, 137.
22 Tunis (06, 91). — *Immatr.* 273, 274.
22 Tunis (06,199).— *Compét.imm.* 95, 100.
22 Seine (06,504).— *Louage* 52,53.
23 Alger (06, 504). — *Divorce* 15.
23 Tunis (06, 480). — *Privil.* 17 à 20.
27 Marseille (06, 555).. — *Vente à livr.* 20, 21.
28 Anvers (08,29).— *Transp.marit.* 127, 128.
29 Tunis (06, 137). — *Mogharsa* 6, 7.
29 Bastia (06, 559). — *Exequat.* 43.
30 Tunis (06, 514). — *Vente à livr.* 11 à 13.

Décembre

4 Poitiers (06,556). — *Référés* 50, 51.
6 Tunis (06, 124). — *Jugem.* 63.
6 Tunis (06, 142). — *Habous* 129, 130
6 Tunis (06, 182). — *Prescr. civ.* 43, 93.
7 Lyon (06, 556). — *Qualités* 36, 37, 68.
9 Tunis (06, 143). — *Exequat.* 82 à 84.
12 Bruxelles (08, 30). — *Mineur* 75, 76.
13 Tunis (06, 146). — *Immatr.*151, 152.
13 Tunis (06, 183). — *Acte s. s. priv.* 17.
13 Tunis (06, 185).— *Jugem.*20,21.
13 Tunis (06, 223). — *Immatr.*396, 400.
13 Tunis (06. 254). — *Immatr.*201, 202, 208 à 210.
14 Alger (07, 233). — *National.* 148 à 150.
14 Alger (06, 393). — *Immatr.*291.

14 Montpellier (06,614). — *Transp. terr.* 42.
14 Tunis (06, 353). — *Incendie* 5 à 7.
14 Grenoble (06, 557). — *Accid.*18.
14 Marseille (06, 615). — *Vérifi. d'écr*, 3.
18 Cass. (06, 557). — *Agent d'aff.*2.
20 Cass. (06, 557). — *Frais* 2.
20 Alger (06, 557). — *Appel civ.* 44.
20 Tunis (06, 210). — *Compét. civ.* 156.
21 Alger (06, 558). — *Divorce* 14.
21 Sousse (06, 335). — *Immatr.* 432, 433.
27 Cass. (06, 558). — *Divorce* 45.
27 Alger (06, 34). — *Appel civ.* 74, 75.
27 Tunis (06, 213). — *Compét. civ.* 171.
27 Tunis (06,226). — *Compét. imm.* 23, 35.
27 Tunis (06,257). — *Enzel* 15 à 17. — *Habous* 160, 161.
27 Tunis (08, 432). — *Avocat* 20, 21. — *Mesures* 5 à 7. — *Retrait litig.* 1 à 3.
28 Tunis (06, 540). — *Compét. comm.* 64, 65.
29 Tunis (06,569). — *Compét. comm.* 77.
29 Alger (08, 122). — *Dr. s. l'al.* 11, 12.

1906

Janvier

2 Paris (06, 558). — *Référés* 13
2 Roanne (06, 559). — *Accid.* 24.
2 Etats-Unil (08, 30). — *Mariage* 58.
3 Cass. (06, 559). — *Mariage* 26.
5 Montpellier (06,615). — *Transp. terr.* 26.
8 Cass. (06, 615). — *Mariage* 27.
9 Cass. (06, 560). — *Acte s. s. priv.* 29.
9 Cass. (06, 615). — *Péremp. d'inst.* 10, 11.
10 Cass. (06, 560). — *Louage* 39.
10 Tunis (06, 228). — *Immatr.* 197, 396, 405, 406.
10 Seine (06, 616). — *Chem. de fer* 21.
11 Tunis (06, 393). — *Prescr. civ.* 32, 37.
13 Montpellier (06, 616). — *Vente de vend.* 26.
15 Bordeaux (06, 616). — *Faillite* 111.
15 Mixte (06, 411). — *Immatr.* 183 à 185.
16 Paris (06,616). — *Garde d'enf.* 8.
17 Tunis (06, 265). — *Mineur* 102, 103.
17 Tunis (06, 267). — *Mineur* 123, 124.
17 Tunis (06, 323). — *Immatr.* 400, 415 à 417.
17 Tunis (06, 356). — *National.* 72, 73, 102.
18 Alger (06, 617). — *Qualités* 34, 35.
18 Alger (07, 385), — *Vente à livr.* 30.
20 Nancy (06, 617). — *Accid.* 6.
22 Caen (06, 617). — *Accid.* 26.
23 Rennes (06, 618). — *Transp. marit.* 138.
24 Alger (06, 618). — *Appel civ.* 60.
24 Barcelone (08, 30). — *Divorce* 138.
25 Tunir (07, 450). — *Mineur* 77.
31 Tunis (06,288). — *Retrait d'ind.* 1, 2.
31 Bourges (06, 618). — *Organ. judic.* 22, 23.
31 Marseille (06, 618). — *Transp. terr.* 7, 8.

Février

1 Pau (06, 645). — *Référés* 96.
2 Lyon (06,645). — *Saisie-arrêt* 50.
6 Cass. (06, 646). — *Faillite* 94,95.

6 Lyon (06, 646). — *Compét. comm.* 103.
8 Quimper (06, 646). — *Mariage* 38 à 38.
8 Pau (06, 646). — *Référés* 99.
9 Cass. (03, 647). — *Peines* 21, 22
9 Sousse (06, 383). — *Gage* 3 à 6.
10 Seine (06, 647). — *Transp. mar.* 210.
12 Cass. (06,647).— *Saisie-arrêt* 71.
12 Bordeaux (06, 648). — *Divorce* 28, 83.
14 Gap (06, 648). — *Mendic.* 1.
14 Mixte (06, 294). — *Immatr.* 157 à 159.
15 Tunis (06, 636). — *Null. fac.* 33, 34.
15 Emp. Allemagne (08, 30). - *Alim.* 8.
17 Nantes (06, 648). -- *Sép. de biens* 2.
19 Bordeaux (06, 619). — *Référés* 107.
19 Tunis (06, 329). — *Référés* 121.
21 Cass. (06, 619). — *Saisie imm.* 256.
21 Tunis (06, 290). — *Ensel* 167 à 169. — *Immatr.* 292 à 294.
21 Tunis (06,330).— *Indiv.* 19 à 22.
21 Tunis (06 359). — *Faillite* 52,53.
21 Tunis (06, 375). — *Compét. admin.* 9 à 11.
21 Toulouse (06,619).— *Divorce* 42.
21 Autriche (08, 597). - *Mariage* 66.
22 Cass. (06, 619).— *Appel crim.* 9.
26 Alger (06, 620). - *Mineur* 115.
27 Amiens (07, 125). — *Accid.* 13.
27 Angleterre (08, 31). — *Mariage* 57.
28 Tunis (02, 334). — *Habous* 119 121.
28 Tunis (06, 483). — *Douanes* 33 à 35.
28 Tunis (08, 385). --
28 Seine (07, 125). — *Désist.* 2.

Mars

3 Nantes (07, 316). — *Vente de vend.* 5, 6.
5 Mixte (06, 531). — *Indiv.* 6.
6 Seine (07, 316). — *Faillite* 26.
6 Autriche (08,31).— *Mariage* 63.
7 Tunis (06, 515). — *Habous* 4, 5, 62, 70 à 72. — *Immatr.* 186, 187. — *Rites* 3.
8 Alger (06. 173). — *Appel civ.* 79, 80.
8 Tunis (07, 17). — *Privil.* 39.
10 Amiens (07, 126). — *Nant. f. de comm.* 18, 19.
12 Bordeaux (07, 126). — *Appel civ.* 159.
14 Alger (07,126).- *Transp. marit.* 1.
14 Tunis (06, 332).— *National.* 102.
15 Alger (06, 248).— *Appel civ.* 80.
15 Rennes (07, 222). — *Avocat* 26.
15 Sousse (06, 502). — *Habous* 139.
15 Narbonne (07, 126).— *Vente de vend.* 7, 8.
15 Marseille (07, 126). — *Nant. f. de comm.* 5.
15 Turin (08, 597). — *Sociétés* 42.
17 Toulouse (07, 127).— *Louage* 35.
17 Genêve (08, 32). — *Contrat* 24.
21 Cass. (07, 127). — *Natural.* 12.
21 Tunis (06, 378). — *Immatr.* 280, 281.
21 Tunis (06, 400). — *Immatr*, 268, 269.
21 Tunis (07, 388). — *Assur.* 29, 30.
22 Alger (07, 127). — *Saisie-imm.* 176.
22 Sousse (06, 553). — *Jugem.* 34.
23 Cass. (07, 127). — *Pourvoi* 7.
29 Cass. (06, 314). — *Trib. crim.* 65, 66, 99 à 105, 118.
29 Cass. (06,369). — *Trib. crim.* 98.
29 Sousse (06,409).— *Vente à rém.* 17, 18.
30 Londres (08, 32). — *Divorce* 130.
31 Cass. (07, 128).— *Trib. crim.* 84.

Avril

2 Rennes (07, 128). — *Enquête* 18.
4 Cass. (07, 128). — *Exequat.* 56.
4 Tunis (06, 404). — *Saisie imm.* 268 à 271.
4 Aix (07, 179). — *Avocat* 54, 55.
5 Cass. (07, 180). — *Trib. crim.* 37.
5 Tunis (06, 638). — *Jugem.* 56.
7 Tunis (06, 488). — *Immatr.* 400, 418 à 420.
11 Bordeaux (07, 180). — *Interd.* 9, 10.
12 Rouen (07, 180). — *Séduct.* 1 à 3.
12 Sousse (06, 611). — *Acte poss.* 7.
14 Alger (07, 141). — *Contrat* 2. — *Détourn.*
25 Tunis (06, 382). — *Prescr. civ.* 148 à 150.
26 Cass. (07, 181). — *Loc. de sacs* 9 à 12.
26 Suisse (08, 419). — *Exequat.* 61.
28 Nantes (07, 181). — *Compét. comm.* 63.
28 Genève (08, 419). — *Divorce* 11.

Mai

1 Paris (07, 182). *Instr. crim.* 2.
2 Cass. (07, 182). — *Appel civ.* 102.
2 Tunis (06, 362). — *Compét. imm.* 84, 85.
2 Tunis (06, 408). — *Acte ss. priv.* 20.
3 Tunis (07, 19). — *Chemin de fer* 10, 11.
3 Sousse (08, 105). — *Notar. indig.* 50, 51. — *Rég. matr.* 91, 92.
4 Milan (08, 32). — *Exequat.* 120.
5 Montpellier (07, 182). — *Liquid. jud.* 1, 2.
8 Marseille (07, 182). — *Nant. f. de comm.* 5, 6.
8 Marseille (07, 183). — *Accid.* 7.
9 Cass. (06, 279). — *Immatr.* 444.
9 Paris (07, 183). — *Garde d'enf.* 9.
9 Tunis (06, 496). — *Saisie-arrêt* 68 à 70.
9 Tunis (06, 493). — *Contrat* 4, 5.
10 Alger (06, 473). — *Pêche* 9, 10. — *Peines* 8.
10 Sousse (07, 123). — *Licit.* 10, 11.
10 Sousse (07, 151). — *Compét. civ.* 146, 148.
10 Belgique (08, 420). — *Procéd.* 4.
11 Sousse (07, 173). — *Mineur* 140.
12 Cass. (07, 183). — *Déf. de motifs* 25.
12 Genève (08, 420). — *Rég. matr.* 129, 130.
14 Marseille (07, 183). — *Transp. terr.* 38, 39.
16 Lyon (07, 184). — *Mariage* 22.
16 Tunis (06, 524). — *Rég. matr.* 3, 4.
17 Sousse (07, 218). — *Null. fac.* 16.
17 Sousse (08, 291). — *Accid. du trav.* 15.
18 Lyon (07, 184). — *Compét. comm.* 16.
19 Paris (07, 184). — *Abus de conf.* 7.
20 Cass. (07, 223). — *Compét. comm.* 60.
21 Cass. (07, 223). — *Acte ss. priv.* 5.
22 Cass. (07, 223). — *Acte ss. priv.* 29.
22 Paris (07, 222). — *Autor. f. mariée* 23.
22 Aix (07, 222). — *Divorce* 34, 35.
23 Tunis (06, 497). — *Etat civil* 9, 10. — *Paternité* 64, 65.
23 Tunis (06, 541). — *Gage imm.* 11, 12. — *Immatr.* 373, 374. — *Mesures* 1, 4.
23 Tunis (06, 570). — *Expert* 1 à 3. — *Immatr.* 388 à 390.
25 Bruxelles (08, 420). — *Référés* 97, 98.

26 Cass. (07, 223).— *Abus de conf.* 4.
26 Cass. (07, 347). — *Acte s.s.priv.* 5.
28 Cass. (07, 224). — *Référés* 66.
29 Turin (08, 597). — *Patern.* 35, 36.
30 Tunis (06, 526). — *Rég. matr.* 73, 74.

Juin

1 Sousse (07, 248). — *Eff. de comm.* 8 à 10.
1 Sousse (07, 282). — *Locat. de sacs* 7, 8.
6 Tunis (06, 528). — *Prescr. civ.* 83.
6 Tunis (06, 548). — *National* 174 à 176.
6 Tunis (06, 577). — *Act. en gar.* 2. — *Contrat* 9.
6 Tunis (06, 602). — *Immatr.*343. — *Saisie imm.* 22.
6 Tunis (06, 598). — *Chefâa* 30. — *Compét. civ.* 215.
6 Mixte (06, 590). — *Immrtr.* 164 à 166.
6 Toulouse (07, 224). — *Vol* 4.
7 Alger (06, 594). — *National.* 94 à 98.
8 Narbonne (07, 224). — *Compét. crim.* 63.
9 Aix (07, 250). — *Vente à livr.* 28, 29.
12 Toulouse (07, 224).— *Appel civ.* 29.
13 Tunis (06, 605). — *Compét. civ.* 178, 179. — *Prescr. civ.* 48 à 50.
13 Marseille (07, 250). — *Nant. f. de comm.* 5, 6.
14 Cass. (07, 250). — *Presse* 49.
14 Tunis (06, 582). — *National.* 25 à 27. — *Testam.* 50, 51.
14 Tunis (07, 43). — *Act. s.s. priv.* 8.
15 Alger (07, 106). — *Douanes* 57 à 59.
15 Sousse (07, 312). — *Jugem.* 60.
15 Milan (03, 597). — *Séduct.* 12, 13.
16 Seine (07, 251). — *Natural.* 16, 17.
18 Florence (08,598).— *Patern.*37.
19 Rome (08, 598). —*Aut.f. mariée* 19.
20 Tunis (06, 550).— *Compét.imm.* 95, 99.
20 Tunis (06, 639). — *Immatr.* 397, 445 à 447.
20 Autriche (08, 598). — *Alim.* 9.
21 Tunis (07, 44). — *Accid.* 33.
22 Toulouse (07, 251). — *Alim.* 1.
22 Turin (08, 421). — *National.*66, 67.
23 Tunis (07, 83). — *Pricil.* 33, 34.
26 Angleterre (08, 421). — *Faux inc.* 15 à 17.
27 Alger (07, 251). — *Null. fac.*24.
28 Alger (07, 251). — *Natural.* 14, 15.
28 Tunis (07, 110). — *Vente par autor.* 1 à 3.
28 Toulouse (07, 252). — *Compét. comm.* 29.
29 Cass (07, 252). — *Trib. crim.* 8. — *Vol* 10.
30 Tunis (07,144).— *Vente à temp.* 3, 6, 7.
30 Tunis (07, 156).— *Appel civ.*45.

Juillet

2 Alger (07, 12). — *Tramw.*
2 Marseille (06, 252). — *Transp. marit.* 123, 134.
4 Cass. (07, 253). — *Pourvoi* 26. — *Rélégat.* 7, 8.
5 Tunis (07, 206). — *Act. en gar.* 1. — *Compét. civ.* 186.
5 Sousse (07, 346). — *Mineur* 15, 18.
7 Amiens (07, 253). — *Exploit* 17.
9 Tunis (06. 586). — *Rég. matr.* 75, 76.
9 Tunis (06, 588). — *Compét. civ. j. paix* 34.

9 Tunis (06, 642). — *Servit.* 42 à 44.
9 Bordeaux (07, 347). — *Adult.* 3.
12 Cass. (07, 254). — *Rélég.* 1.
19 Tunis (07, 111). — *Chem. de fer* 12.
19 Sousse (07, 378). — *Enzel* 56,58.
21 Tunis (07, 236). — *Jugem.* 35,36.
23 Tunis-Sud (07, 58). — *Saisie-arrêt* 63.
25 Anger (07, 254). — *Appel civ.* 59.
25 Rennes (07, 437). — *Abord.* 10.
26 Mixte (07, 30). — *Immatr.* 188, 189. — *Propr. imm.* 80, 81.
26 Seine (07, 254). — *Courtage* 21.
26 Valognes (07, 254). — *Séduct.* 6
26 Venise (08, 598). — *Mineur* 34. 35.
30 Cass. (07,255). — *Vérif. d'écr.* 2.
30 Poitiers (07, 381). — *Divorce* 73.
31 Cass. (07, 255). — *Loc. de sacs* 20.

Août

2 Cass. (07,256). — *Peines* 12.
2 Agen (07,256). — *Qualités* 38.
3 Cass. (07,255). — *Organ. judic.* 10.
6 Cass. (07, 255). — *Louage* 27.
7 Cass. (06, 566). — *Compét. admin.* 791. — *Saisie-arrêt* 31, 32.
8 Seine (07, 317). — *Divorce* 126, 127.
8 Pont-l'Evêque (07, 256). — *Transp. terr.* 44.
8 Turin (08,599). — *Testam.* 25.
9 Toulouse (07,437). — *Bail* 33.
10 Cass. (07, 317). — *Instr. crim.* 26,27.
10 Marseille (07, 317). — *Transp. terr.* 7 à 9.
16 Cass. (06, 593). — *Vol.* 12, 13.
17 Seine (07,318). — *Eff. de comm.* 39, 40.
23 Cass. (06, 539). — *Trib. crim.* 129, 130.
23 Cass. (07, 318). — *Instr. crim.* 28.
30 Cass. (07,318). — *Trib. crim.* 127
31 Naples (08, 599). — *Alim.* 21.

Septembre

13 Cass. (07, 318). — *Dén. calomn.* 1, 2.
13 Cass. (07,437). — *Mineur* 11,12.
24 Alger (07, 156). — *Expuls.* 4.
26 Turin (08, 599). — *Mineur* 25.

Octobre

16 Tunis (07, 299). — *Médec.* 8,9.
16 Verzy (07, 319). — *Peines* 10.
17 Cass. (07,319). — *Transp. marit,* 139.
17 Marseille (07, 437). — *Vente à tiers.* 3,4
17 Tunis (06, 643). — *Compét. imm.* 169, 170.
17 Casale (08, 600). — *Success.* 77, 78.
24 Cass. (07, 319). — *Jugem.* 27.
24 Tunis (07, 20). — *Servit.* 9 à 11, 45,46.
24 Tunis (07, 24). — *Immatr.* 230, 231, 396, 421 à 424.
24 Tunis (07,28). — *Saisie-imm.* 37 40.
24 Tunis (07, 47). — *Habous* 20, 81, 82. — *Rites* 3.
24 Tunis (07, 52). — *Immatr.* 265, 266.
25 Alger (07,353). — *Vol* 1.
25 Sousse (07,571). — *Habous* 33,34.
25 Marseille (07, 438). — *Vente à tiers.* 18, 19.
26 Tunis (07, 359). — *Vente à temp.* 3, 8 à 10.
26 Seine (07, 319). — *National.* 16, 17.
30 Douai (07,320). — *Appel crim.* 14
31 Cass. (07, 320). — *Nant. f. de comm.* 3, 4.
31 Cass. (07,347). — *Chose jugée* 18.
31 Tunis (07, 55). — *Alim.* 13. — *Garde d'enf.* 19,20.

Novembre

2 Paris (07, 546).— *Exeqnat*. 38.
5 Cass. (07, 348).— *Assur*. 7.
6 Seine (07, 348).— *Gage* 21.
7 Alger (07, 441).— *Appel cio*. 74, 81. — *Dom. publ.* 4. — *Exploit* 37.
10 Cass. (07, 348). — *Trib. crim.* 18 à 20.
10 Nancy (07, 348).— *Assur*. 12.
12 Crim. Tunis (07, 80).— *Excuses* 2, 3.
12 Hanséat. (08, 421). — *Abord*. 29.
13 Cass. (09, 349).— *Louage* 28.
14 Alger (07, 502).— *Appel civ*. 74, 80.
16 Marseille (07, 546). — *Transp. terr*. 1 à 3.
17 Alger (08, 148).— *Mariage* 13.— *Rég. matrim*. 23, 24.
17 Amiens (07, 547).— *Patern*. 14.
19 Dijon (07, 349).— *Transp. terr*. 29, 30, 43.
20 Alger (07, 473). — *Marques* 4.
20 Marseille (07, 547). — *Accid*. 5.
21 Cass. (07, 349). — *Saisie-imm*. 122, 123.
21 Bordeaux (07, 577). — *Divorce* 51.
21 Douai (07, 350). — *Nant. f. de comm*. 15.
21 T. féd. Brésil (08, 422).— *National*. 68.
22 Cass. (07, 350). — *Peines* 20.
22 Palerme (08, 600). — *Alim*. 15.
26 Marseille (07, 350). — *Transp. terr*. 27.
27 Toulouse (07, 350). — *Nant. f. de comm*. 20, 21.
27 Alger (07, 547). — *Compét. civ*. 36. — *Promulg*. 3.
29 Alger (07, 381). — *Huissier* 8.

Décembre

1 Cass. (07, 350). — *Trib. crim*. 63, 106.
3 Cass. (07, 41). — *Mines* 27. 28.
7 Tunis (07, 362).— *Compét. comm*. 27.
8 Cass. (07, 351). — *Trib. crim*. 92.
10 Cass. (07, 351). — *Act. poss*. 15. *Av. défens*. 17.
10 Angleterre (08, 422). — *Mariage* 30 à 32.
11 Alger (07, 382). — *Appel civ*. 35.
11 Cass. (07, 381).— *Appel civ*. 162, 163.
11 Seine (07, 382). — *Référés* 54.
12 Tunis (07, 85). — *Compét. civ*. 52, 153 à 155.— *Mandat* 15, 17.
12 Tunis (07, 90). — *National*. 10, 11. — *Recrut*. 1, 2.
12 Rouen (07, 382).
13 Lyon (07, 383).— *Compét. comm*. 47, 48.
13 Aix (07, 548) — *Success*. 48 à 50.
13 Palerme (08, 600). — *Aut. f. mariée* 27.
14 Tunis (07, 327). — *Nant. f. de comm*. 13.
15 Tunis (07, 393). — *Court*. 2, 6.
18 Cass. (07, 382). — *Faillite* 85, 86.
18 Alger (07, 383).— *Appel civ*. 117.
19 Tunis (07, 93). — *Chefâa* 10. — *Compét. imm*. 84, 85.
20 Sousse (08, 455). — *Enquête* 3.
21 Cass. (07, 105). — *Trib. crim*. 8 à 10.
26 Tunis (06, 113). — *Mineur* 47, 48.
26 Tunis (07, 145). — *Success*. 34, 35.
26 Tunis (07, 147).— *Compét. imm*. 23, 73.
27 Cass. (07, 405). — *Trib. crim*. 5, 6.
27 Alger (08, 91). *Promul*. 4 à 9.
28 C. d'Etat (07, 383). — *Organ. judic*. 21.
29 Cass. (07, 140).— *Trib. crim*. 69.
29 Tunis (07, 475). — *Loc. de sacs* 1 à 3.

31 Cass. (00, 406). — *Assur.* 20.
31 Tunis (07, 114). — *Intér. morat.* 25, 26. — *Preuve* 26 à 28.
31 Tunis (07, 118).— *Presc. civ.* 42.

1907

Janvier

2 Nantes (08, 57). — *Aveu.* 2, 3.
4 Cass. (07, 384). — *Organ. judic.* 20.
4 Paris (07, 352). — *Chem. de fer* 17.
7 Cass. (07, 352). — *Jugem.* 12,13.
7 Cass. (07, 438). — *Transp. terr.* 45.
7 Bordeaux (07, 438). *Compét. comm.* 46.
9 Tunis (07, 122). — *Mineur* 56, 57.
9 Tunis (07, 150). — *Interd.* 20 à 22.
9 Auxerre (07, 352). — *Séduct.* 9.
10 Cass. (07, 439). — *Trib. crim.* 88.
10 Ouz. (08, 439). — *Immatr.* 434, 435.
12 Cass. (07, 439). — *Rélég.* 12,13.
12 Tunis (08, 8).— *Compét. civ.* 31.
12 St.-Etienne (07, 439). — *Saisie-arrêt* 42, 43.
16 Tunis (07, 157). — *Référés* 87 à 89.
16 Tunis (07, 160). — *Etat civ.* 4 à 6.
16 Tunis (07, 207). — *Référés* 103 à 105.
16 Tunis (07, 237). — *Référés* 26 à 28, 74.
16 Tunis (07, 264). — *Bail* 45, 46.
16 Toulouse (07, 439). — *Transp. terr.* 16.
16 Seine (07, 548). — *National.* 12, 13.
17 Alger (07, 548). — *Appel civ.* 80.
17 Besançon (07, 440). *Vol* 14.
23 Cass. (07, 440). — *Abord.* 23.
23 Cass. (07,440).— *Propr. artist.* 5.
23 Tunis (07, 210). — *Expert* 2, 4, 6, 7.
24 Cass. (07, 462). — *Contr. p. corps* 1.
24 Sousse (07, 460).— *Compét. civ. j. paix* 70, 71.
24 Sousse (07, 541). — *Bail* 13.
24 Sousse (08, 24). — *Compét. civ. j. paix* 5.
26 Cass. (07, 462).— *Organ. judic.* 26.
26 Seine (07, 462). *Huissier* 10.
26 Tunis (07, 532). — *Mandat* 2.
28 Mixte (08, 145). — *Enzel* 65,99. 100.
29 Cass. (07, 462). — *Assur.* 23.
30 Tunis (07, 164). — *Expropr. publ.* 75,76, 79,82,83, 94 à 96.
30 Tunis (07, 266). — *Saisie imm.* 42 à 47.
30 Tunis (07, 330).— *Divorce* 4 à 6.
30 Mixte (07, 174). — *Immatr.* 147 à 150, 264, 282, 283.
30 Vire (07, 463).— *Transp. terr.* 6.
31 Cass. (07, 463). — *Trib. crim.* 8, 13, 14.

Février

1 Tunis (08, 95). — *Navire* 1, 2.
2 Cass. (07, 463). *Instr. crim.* — 46.
4 Cass. (07, 464). — *Frais* 1.
5 Toulouse (07, 464). — *Nantiss. f. de comm.* 14.
6 Versailles (07, 549). — *Divorce* 49, 50.
8 Seine (07, 464). — *Péremp. d'inst.* 4.
8 Versailles (07, 549). — *Séduc.* 7, 8.
9 Cass, (07, 549).— *Déf. de motifs* 1.
11 Bordeaux (07, 550). — *Av. défens.* 20.
11 Bordeaux (07, 550). — *Divorce* 78.

11 Cass. (07, 550). — *Bail* 34.
12 Cass. (07, 153).— *Avocat* 52,53. — *Organ. judic.* 24, 25.
15 Sousse (07, 487). — *Bail* 8 à 10.
15 Sousse (08,138).— *Appel civ.*108.
19 Cass. (07, 550).— *Expert* 22,23, 25.
20 Tunis (07, 212). — *Expropr. publ.* 73, 74, 80, 81, 84, 85.
20 Tunis (07, 270). — *Servit.* 60 à 62.
20 Tunis (07, 274). — *Mariage* 111 à 115
20 Tunis (07, 331). — *Acte s. s. priv.* 15 et 16.
22 Orléans (07, 551). — *Divorce* 26, 27.
25 Cass. (07, 551). — *Jugem.* 10, 11.
26 Lyon (07, 577). — *Divorce* 52.
26 Seine (07, 551). — *Sép. de corps* 29.
27 Cass. (07, 551). — *Jugem.* 10, 11. — *Qualités* 23.
27 Tunis (07, 240). — *Expropr. publ.* 77, 78, 86 à 93.
27 Tunis (07, 277). — *Alim.* 3, 7. — *Mariage* 23, 24.
27 Narbonne (07, 552). — *Référés* 100.
28 Cass. (07. 552). — *Abus de conf.* 8

Mars

1 C. d'Etat (07, 578). — *Pens. de retr.* 2.
1 Tunis (07, 217). — *Avocat* 62.
1 Tunis (07, 300). — *Avocat* 63.
1 Tunis (07, 335). — *Avocat* 64.
1 Tunis (08, 126).— *Propr. mobil.* 1, 2.
5 Bastia (07, 578). — *Référés* 114, 115.
6 Tunis (07, 301). — *Compét. civ. j. paix* 53, 54.
7 Douai (07, 578). — *Mariage* 39, 40.
8 Cass. (07, 578). — *Presse* 41.
9 Besançon (07, 579). — *Divorce* 46.
9 Tunis (07, 394).— *Propr. artist.* 3, 4.
11 Nîmes (07, 579). — *Nant. f. de comm.* 7.
13 Tunis (07, 303). — *Immatr.* 384, 394, 395.
13 Tunis (07, 336).— *Compét. imm.* 141, 154 à 156.
13 Tunis (07, 343). — *Propr. imm.* 86, 87.
14 Alger (08, 5). — *Appel civ.* 128. — *Cession de créance* 2, 3.
14 Sousse (08, 457). — *Compét. admin.* 99, 100.
15 Tunis (08,160).— *Compét. comm.* 21.
16 Cass. (07, 579).— *Instr. crim.*8.
18 Cass. (07, 579). — *Interrog.*
19 Rennes (07, 580). — *Appel civ.* 160.
19 Chambéry (07, 480). — *Frais* 3.
20 Tunis (08, 363).— *Compét. imm.* 167, 168.
20 Tunis (07, 451). — *Etat civ.* 7,8.
21 Seine (08, 580). — *National.* 22. — *Rég. matr.* 77.
21 Montpellier (07, 580). — *Appel civ.* 101.
22 Cass. (07, 581). — *Accid.* 16.
22 Tunis (08, 211). — *Rapp. de mer.* 2 à 4.
22 Sousse (08, 56). — *Saisie imm.* 136, 137.
23 Seine (07, 581). — *Imm. dipl.* 18, 19.
27 Cass. (07, 581). — *Enquête* 5 à 8.
28 Alger (08, 42). — *Expropr. publ.* 58, 68, 69.
28 Sousse (08, 498). — *Immatr.*321, 322.
28 Sousse (08,525).— *Chefâa* 11,12.
28 Sousse (08, 562). — *Saisie imm,* 190 à 192.

Avril

8 Lille (08, 58). — *Louage* 51.
10 Paris (07, 582). — *Bail* 28.
10 Mixte (07, 313). — *Propr. imm.* 84, 85.
10 Limoges (08, 110). — *Palern.* 8 à 12.
11 Nancy (07, 582). — *Bail* 18.
12 Cass. (07, 552). — *Peines* 23.
15 Alger (07, 582). — *Divorce* 29.
16 Seine (07, 582). — *Exequat.* 41.
23 Cass. (07,297).— *Compét.admin.* 76, 78.
25 Alger (08, 67). — *Dom. publ.* 87. 88.
25 Alger (08, 355). — *National.* 70. — *Success.* 113.
29 Cass. (07, 583). — *Chose jug.* 1.
29 Lille (08, 58). — *Dépôt* 12, 13.
30 Cass. (08,192).— *Transp.marit.* 92.

Mai

1 Cass. (08, 588). — *Mandat* 16.
2 Cass. (07, 583). — *Presse* 34,35.
6 Cass. (07, 583). — *Divorce* 69.
7 Tunis (08,251).— *Louage* 33,34.
8 Cass. (07, 584). — *Accid. du trav.* 5.
10 Aix (07, 584). — *Vente de fonds* 1 à 3.
11 Cass. (08, 58). — *Déf. de motifs* 26.
11 Tunis (07, 506). — *Exequat.* 67, 68. — *Marques* 5 à 8.
14 Narbonne (08, 59). — *Frais* 30, 31.
15 Paris (08, 148). — *Assur.* 10.
15 Souk-el-Arba (07,403).— *Notar. indig.* 1 à 4.
15 Corbeil (08, 59). — *Divorce* 85.
17 Tunis (08, 275). — *Dépôt* 11, 14, 15.
17 Tunis (08, 309). — *Poids* 5, 6.
18 Muret (08, 59).— *Transp.marit.* 17.
22 Tunis (07, 453).— *Acte s.s.priv.* 10.
22 Tunis (07,477).— *Divorce* 1 à 3.
22 Tunis (07,511).— *Palern.* 13,14.
22 Perpignan (08,59).— *Faillite* 62.
27 Tunis (07, 308). — *Référés* 63 à 65.
29 Tunis (07, 397). — *Propr. imm.* 57.
29 Tunis (07, 456).— *Acte s.s.priv.* 25.
30 Cass. (08, 111). — *Appel civ.* 37. — *Jugem.* 9.
30 Cass. (08, 111). — *Trib. crim.* 106, 124.

Juin

1 Seine (08, 111).— *Eff. de comm.* 28, 29.
5 Tunis (07, 365).—*National.* 102.
5 Tunis (07, 368). — *Compét. civ.* 127,128.— *Mariage* 134 à 137. — *National.* 28, 30 à 32, 42, 44, 45, 99, 100.
5 Tunis (07, 399). — *Immatr.* 211 à 213.
8 Alger (07, 55).— *Mitoyenn.*257. — *Seroit.* 28, 29.
10 Tunis (07, 460). — *Référés* 8, 9.
10 Lille (08, 112). — *Jugem.* 69.
11 Cass. (08, 112). — *Frais* 46, 47.
11 Toulouse (08, 113).— *Appel civ.* 83.
11 Dijon (08, 113). — *Jugem.* 22 à 24.
12 Cass. (08,113).— *Compét.comm.* 20.
12 Tunis (07,401).— *Expropr.publ.* 97, 98. — *Serv. mil.* 20, 21.
12 Tunis (07, 478).— *Chem. de fer.* 1 à 5.
12 Tunis (07, 513). — *Compét.imm.* 6, 7.
12 Tunis (07, 533). — *Compét. civ. j. paix* 43.
12 Tunis (07, 557). — *Compét. civ.* 147.

13 Orléans (08, 113). — *Compét. civ.* 37.
13 Le Hâvre (08, 114).— *Accid.*19.
14 Tunis (07 558). — *Assur.* 31.
14 Tunis (08, 331). — *Nant. f. de comm.* 8, 9.
15 Alger (08, 208). — *Chasse* 3. — *Coups.*
15 Tunis (07, 595). — *Marques* 9, 10.
17 Cass. (08, 114). — *Louage* 50.
19 Tunis (07, 485). — *Prêt* 21, 22.
19 Toulouse (08, 114). — *Exéc. prov.* 1 à 3.
20 Alger (08, 249). — *Enzel* 61,150.
20 Marseille (08, 115). — *Compét. comm.* 115.
21 St.-Sever (08,115).— *Divorce* 80.
22 Cass. (07, 530). — *Trib. crim.* 152, 153.
24 Cass. (08, 115). — *Qualités* 31 à 33.
26 Alger (08, 228). — *Intér. mor.* 17, 18.
26 Caen (08,227).— *Divorce* 53, 54.
26 Tunis (07, 534). — *Saisie imm.* 272, 273.
26 St.-Brieux (08, 115). — *Assur.* 61.
27 Marseille (08, 116). — *Transp. terr.* 50, 51.
29 Tunis (07, 536). — *Mitoyenn.* 8 à 10.

Juillet

1 Cass. (08, 116). — *Jugem.* 6.
1 Cass. (08, 149). — *Assur* 11.
1 Toulouse (08, 149). — *Transp. terr.* 49.
2 Sfax (07, 543). — *Inter. morat.* 7, 9.
3 Cass. (08,149).— *Sép.de biens* 1.
3 Grenoble (08, 149). — *Rég. matrim.* 7, 8.
8 Cass. (08, 150). — *Sép. de biens* 1.
9 Cass. (08, 189). — *Aceid.* 36.
9 Cass. (08, 189).— *Faillite* 77,78.
9 Pau (08, 189). — *Mineur* 84,85.
10 Tunis (07, 539). — *Compét. civ.* 59. — *National* 102.
10 Tunis (07. 561). — *Compét. civ. j. paix* 87.
11 Cass. (05, 553). — *Trib. crim.* 91, 143, 158
11 Marseille (08, 190). — *Compét. crim.* 72.
15 Cass. (08, 190). — *Enquête* 22.
15 Tunis (07, 563). — *Compét. admin.* 27, 28,60,61. — *Conflits*1.
17 Cass. (08, 190). — *Loc. de sacs* 16, 17.
17 Tunis (07, 567). — *Dr. s. l'al.* 13, 14.
22 Tunis-Sud (08, 140). — *Assur.* 4, 8.
23 Paris (08, 191). — *Success.* 46, 47. — *Testam.* 13.
24 Cass. (08, 191). — *Cession. de créance* 11.
26 Pau (08, 191). — *Référés* 83.
27 Paris (08, 192). — *Appel civ.*64.
29 Ouz. (08, 259). — *Prescr.civ.*81, 82.
31 Cass. (08, 192). — *Ajourn.* 11.

Août

2 Alger (08, 322). — *Peines* 11.
6 Cass. (08, 192). — *Divorce* 81, 82.
9 Avignon (08, 193). — *Nant.f. de comm.* 10.
14 Soukahras (08, 143). — *Compét. crim.* 11, 62.
29 Cass. (07, 472). — *Trib. crim.* 154, 155.

Septembre

5 Cass. (08, 193). — *Vol* 7, 8.
19 Cass. (08, 193). *Rélég.* 14.
20 Tunis(08,277).— *Compét comm.* 61, 62. — *Expert* 11 à 13.
26 Cass. (08, 194). — *Peines* 9.
26 Alger (08,322).— *Armes prohib.* 6.

30 Tunis Sud (07,574).— *Assur.* 6.
30 Tunis-Sud (03, 25). — *Taxes mun.* 12 à 14.

Octobre

7 Marseille (08, 194). — *Destr. anim. dom.*
8 Tunis-Sud (08, 458). — *Jugem.* 48, 49.
14 Marseille (08, 194). — *Cons.jud.* 6, 7.
17 Cass. (08, 194). — *Instr. crim.* 68.
17 Sousse (08, 83). — *Prescr. civ.* 1, 13.
18 Cass. (08, 195). — *Instr. crim.* 29, 30.
18 Cass. (08, 194). -- *Presse* 50.
21 Cass. (08, 195). — *Jugem.* 8.
23 Tunis (07, 598). – *Jeux* 2.
24 Alger (08, 272). — *Habous* 175, 191.
25 Marseille (08, 228). — *Nant. f. de comm.* 16.
26 Cass. (08, 228). — *Banquer.*
28 Bordeaux (08, 323). — *Loc. de sacs* 18, 19.
29 Cass. (08, 228). — *Désist.* 3.
30 Cass. (08,229).— *Transp.marit.* 151.
30 Tunis (07, 601). — *Accid.* 25.
30 Tunis (07, 604). — *Ghaba* 4 à 6.
30 Mixte (07, 576). — *Mineur* 127. — *Propr. imm.* 83.
31 Alger (08, 385). — *Municip.* 34, 35.

Novembre

2 Paris (08, 195). — *Exequat.* 38.
4 Cass.(08, 229). — *Expert* 22, 23.
4 Nancy (08, 377). — *Accid* .27.
5 Cass. (08,229).— *Prescr.civ* 80.
6 Cass. (08, 195). — *Dépôt* 7.
6 Tunis (08, 9). — *Expert* 68, 69.
6 Tunis (08, 12). — *Compét. civ.* 97. — *Mariage* 9, 121, 122. — *Preuve* 51.
6 Tunis (08, 45). — *Hypoth.* 4.
7 Aix (07, 590).— *National.*16,17.
7 Montpellier (08, 229). — *Appel civ.* 20.
9 Cass. (08, 323). — *Organ.judic.* 11.
11 Cass. (08, 229). — *Divorce* 59.
11 Poitiers (08, 230). — *Divorce* 10.
11 Tunis (07, 17). — *Référés* 61, 121.
12 Cass. (08, 323). — *Act.poss.*46.
12 Lyon (08, 323). — *Faillite* 112.
13 Lyon (08, 324). — *Garde d'enf.* 3, 4.
13 Narbonne (08, 324). — *Référés* 101.
14 Alger (08, 305). — *Vente à livr.* 31 à 34.
14 Lyon (08, 324). — *Caution* 14.
14 J.p. XIVe Paris (08, 324) *Compét, civ. j. paix* 39, 40.
15 Alger (08, 329). — *Expert* 29. — *Exploit* 31.
15 Alger (08, 441). — *Servit.*12,13, 17.
17 Ouz. (08, 196). — *Org.judic.*42.
18 Cass. (08, 325). — *Chose jugée* 12, 13.
18 Bordeaux (03, 325). — *Frais* 33.
18 Bordeaux (08, 378). — *Accid.* 15.
20 Tunis (08, 48). *Immatr.* 215 à 217.
21 Alger (08, 550). — *Compét. civ.* 136.
22 Tunis (08, 356). — *Propr. art.* 10, 11.
22 Toulouse (08, 325). — *Alim.* 4.
22 Paris (08, 464). — *Enquête* 4.
22 Sousse (08, 318). — *Compét. comm* 3, 4. — *Mineur* 10.
26 Cass. (08, 325). — *Saisie-arrêt* 46 à 48.
26 Sousse (07, 607). — *Compét.civ.* 270.
27 Paris (08, 549). — *Avoc.* 48.

27 Tunis (08, 20). — *National.* 48.
27 Tunis (08, 51). — *Mariage* 51, 52.
27 Tunis (08,69),— *Compét.admin.* 86, 87.
27 Tunis (08, 98). — *Act. poss.* 7.
27 Lyon (08, 326).-- *Appel crim.*5.
28 Ouz. (08, 116). — *Chose jug.* 27, 28.
30 Hazebrouck (08, 326).— *Expert* 38, 39.

Décembre

1 Ouz. (08, 117). — *Compét. civ.* 284.
1 Ouz. (08, 150). — *Serment* 51, 52.
2 Cass. (08, 327). — *Séduct.* 10.
2 Poitiers (08, 327).— *Référés* 52, 53.
2 Toulouse (08, 378). — *Compét. comm.* 138, 139.
2 Tunis-Sud (08, 320). — *Bail* 29, 30.
3 Cass. (08, 89). — *National.* 151, 152.
3 Toulouse (08, 328). — *Cons. judic.* 4, 5.
4 Tunis (08, 70). — *Licitat.* 6.
4 Montpellier (08,326). — *Patern.* 17 à 19.
9 Ouz. (08, 118). — *Compét. civ.* 280.
11 Tunis (08, 54). — *Divorce* 167. — *National.* 46, 47.
11 Tunis (08, 100). — *Immatr.*295, 303.
11 Tunis (08, 104). — *Divorce* 38, 39.
11 Tunis (08,129).— *Preuve* 41, 42, 51, 53.
11 Tunis (08, 127). — *Compét. civ.* 114, 115.
11 Tunis (08, 161). — *Incendie* 1.
11 Lyon (08, 328). — *Louage* 49.
12 Tunis-Nord (08, 348). — *Saisie-arrêt* 64, 65.
12 Ouz. (08, 151).— *Louage* 12, 13.
13 Cass. (08, 65). *Instr. crim.* 47 à 49.
17 Marseille (08, 378). — *Garde d'enf.* 6.
18 Tunis (08, 72). — *Appel civ.*127. — *Etat civ.* 3. — *Habous* 91.
18 Tunis (08, 79). — *Alim.* 20. — *Garde d'enf.* 18.
18 Tunis (08, 132). — *Habous* 143 à 145.
17 Tunis (08, 135).— *Appel civ.*57. — *Compét. civ. j.paix* 99,100.
18 Tunis (08, 163). -- *Null.fac.*17.
19 Châteaux-Chinon (08, 328). — *Appel civ.* 125.
19 Ouz. (08, 64). — *Bail* 84 à 86.
21 Lyon (08, 378). — *Saisie-arrêt* 26, 27.
24 Tunis (08, 80). -- *Appel civ.* 26. — *Expert* 10.
24 Tunis (08, 165). — *Null. fac.* 3. — *Saisie imm.* 91, 92
24 Tunis (08, 214). — *Immatr.* 396, 421 à 424.
24 Seine (08, 379). — *Référés* 129, 130.
26 Alger (08, 379). — *Référés* 131.
26 Ouz. (08, 86). — *Armes prohib.* 4.
27 Douai (08, 464). — *Expert* 18.
30 Cass. (08, 121). — *National.* 125 à 127.
30 Mixte (08, 145). — *Enzel* 65, 99, 100.
30 Ouz. (08, 293). — *Incendie* 10, 11.
31 Tunis (08, 168). — *Compét. civ. j. paix* 76.
31 Tunis (08, 218). — *Saisie imm.* 261.
31 Tunis (08, 253). — *Accid. du trav.* 6 et 10. — *Assur.* 9.
31 Tunis (08, 279). — *Comp. civ.* 157 à 160.

1908

Janvier

2 Ouz. (08, 119). — *Vente d'imm.* 6 à 8.

3 Ouz. (08, 380). — *Notar. indig.* 24.
4 Cass. (08, 379). — *Peines* 19. — *Vol* 3.
9 Seine (08, 464).— *Alim.* 5.
9 Ouz. (08, 63).— *Preuve* 45, 46.
9 Ouz. (08,350).— *Saisie-imm.* 280.
10 Cass. (08,380).— *Appel crim.* 10.
12 Ouz. (08, 87).— *Act. poss.* 52.
13 Cass. (08,380).—*Divorce* 65 à 67.
14 Cass. (08, 380).— *Qualités* 29.
14 Cass. (08,464).— *Divorce* 71,72.
15 Tunis, (08,256).— *Compét. imm.* 79 à 81.
15 Tunis (08, 282). — *Compét civ.* 35.— *Promulg.* 13 à 15.
15 Tunis (08,286).— *Act. poss.* 1,39.
15 Tunis (08, 311). — *Compét. civ.* 32 à 34.
16 Cass. (08, 465).— *Trib. crim.* 93.
16 Paris (08, 465). — *Tranps. terr.* 18.
17 Seine (08, 465). — *Exequat.* 39.
17 Ouz. (08,151).— *Appel civ.* 168.
17 Ouz. (08, 260).— *Falsif. denrées* 5, 6.
18 Lille (08, 466). — *Ajourn.* 4.
18 Cass. (08, 465). — *Jugem.* 80.
20 Cass. (08, 466). — *Jugem.* 70.
20 Cass. (08, 466). — *Appel civ.* 40.
20 Ouz. (08, 196). — *Faux inc.* 9 à 12.
22 Tunis (08, 288).— *Avocat* 45,46.
22 Tunis (08, 312). — *Assur.* 13.
22 Tunis (08, 333). — *Immatr.* 448, 449.
23 Sousse (08, 373). — *Compét. civ.* 209.
24 Rennes (08, 466). — *Nant. f. de comm.* 2.
27 Cass. (08, 467). — *Divorce* 84. — *Garde d'enf.* 5.
27 Ouz. (08,88).— *Success.* 142 à 144.
27 Ouz. (08, 261). — *Vente comm.* 6 à 9.
29 Tunis (08, 340). — *Litispend.* 4 à 7.
29 Tunis (08,358).— *Aut. f. mariée* 10.
30 Paris (08, 467). — *Divorce* 128, 129.
30 Ouzara (08, 197). — *Bail* 80.— *Compét. civ.* 294.
31 Rion (08, 467).— *Référés* 93, 94.

Février

3 Ouz. (08,198).— *Oukil* 3 à 5.
3 Tunis-Sud (08, 376). — *Compét. civ. j. paix* 66, 67.
4 Alger (08, 468). — *Mariage* 87, 94.— *Mineur* 100, 101.
5 Kairouan (08,262).— *Dépôt* 1 à 3.
10 Ouz. (08, 120).— *Vol* 38 à 40.
11 Cass. (08, 468).— *Transp. marit.* 125, 126.
11 Cass. (08, 528).— *Référés* 92.
13 Aix (08, 528). — *Patern.* 16.
13 Sousse (08, 219). — *Act. poss.* 41.— *Propr. imm.* 99, 100.
14 Alger (08, 125). — *Instr. crim.* 53, 54.
14 Tunis (08,391).— *Serment* 25.— *Sociétés* 48.
17 Cass. (08, 529).— *Offres* 10.
17 Cass. (08,628).— *Transp. marit.* 108, 109.
17 Perpignan (08, 529).— *Court.* 1.
18 Cass. (08, 529).— *Divorce* 58.— *Pourvoi* 21.
19 Rouen (08, 530).— *Faillite* 96,97.
20 Cass. (08, 530).— *Appel crim.* 5, 6. — *Réleg.* 5, 6.
20 Caen (08,628).— *Avoc.* 56,59.
20 Ouz. (08, 152).— *Act. poss.* 59.
20 Ouz. (08,199).— *Mineur* 143,144.
22 Cass. (08,530).— *Déf. de mot.* 24.
24 Cass. (08, 530).— *Sép. de corps* 9.
24 Seine (08, 531). — *Litispend.* 8.
24 Ouz. (08, 263). — *Dépôt* 4 à 6.
24 Ouz. (08, 294). — *Compét. civ.* 295.
25 Cass. (08, 531).— *Appel civ.* 85.
27 Tunis (08, 478).— *Habous* 9, 96, 113 à 115, 128, 154.

27 Sousse (08, 595). — *Saisie-imm.* 189.
27 Ouz. (08, 295).— *Habous* 183.
27 Ouz. (08,295).— *Mandat* 7.
28 Tunis (08, 443).— *Serment* 21.
28 Sousse (08,404).— *Appel civ.* 166.
29 Ouz. (08,439).— *Vol* 25 à 27.

Mars

4 Rouen (08, 628).— *Référés* 116.
5 Sousse (08, 625). — *Gage imm.* 45, 46.
5 Boulogne (08, 531). — *Alim.* 2.
6 J.p.Vᵉ.arr.Paris (08,531).— *Avocat* 33.
9 Cass. (08,629).— *Déf. de mot.* 14.
12 Cass. (08, 629).— *Pourvoi* 18.
12 Alger (08,473).— *Expropr. publ.* 23. — *Saisie-imm.* 181, 182.
12 Sousse (08,186).— *Habous* 6 à 8.
14 Tunis (08, 169).— *Peines* 4.
14 Tunis (08, 484).— *Hypoth.* 17,18.
16 Ouz. (08, 296). — *Compét. civ.* 296, 297.
19 Cass. (08, 629).— *Presse* 51.
19 Brignoles (08,629).— *Presse* 37.
23 Cass. (08,629).— *Eff. de comm.* 18.
24 Toulouse (08, 630). — *Transp. terr.* 55.
25 Cass. (08, 630).— *Incend.* 2.
25 Tunis (08, 342).— *Act. poss.* 19.
25 Tunis (08, 359). — *Preuve* 49,50.
25 Tunis (08, 393). — *Vente* 8.
26 Ouz. (08, 350). — *Enzel* 59, 60.
28 Tunis (08, 505). — *Autor. def. mariée* 23.

Avril

1 Tunis (08, 315).— *Habous* 131.
1 Tunis (08, 344).— *Assur.* 1.
1 Tunis (08, 361). — *Success.* 100 à 104.
1 Tunis (08, 398).— *Chefâa* 6,7,9, 21 à 23, 38.— *Rites* 4.
1 Tunis (08, 416).— *Compét. civ.* 56, 105.
1 Tunis (08,443).— *Bail* 31.
1 Tunis (08,445). — *Aveu* 5. — *Immatr.* 450, 451.
1 Mixte (08,462).— *Hypoth.* 19,20.
1 Tunis (08, 486).— *Compét. admin.* 54.
1 Tunis (08, 509).— *Succes.* 118 à 120.
1 Tunis (08, 506).— *Immatr.* 259 à 261.
3 Tunis (08,553).— *Eff. de comm.* 22.
6 Ouz. (08, 469).— *Enzel* 39 à 41.
8 Tunis (08, 369).— *Propr. imm.* 21 à 23.
8 Tunis (08,488).— *Habous* 97 à 99.
8 Tunis (08, 490).— *Court.* 3,4.
10 Cass. (08.353).— *Douanes* 45,46.
11 Tunis (08, 588). — *Compét. civ. j. paix* 44.
14 Alger (08,585).— *Mariage* 127.— *National.* 43.
22 Sousse (08, 422). — *Solid.* 6 à 8.
23 Tunis (08,449).— *Référés* 55,56.
23 Ouz. (08, 351).— *Louage* 16, 17.
29 Tunis (08, 451).— *Inter. morat.* 22, 23.
29 Tunis (08, 491).— *Compét. imm.* 46.
30 Tunis (08, 512).— *Proced.* 17.— *Saisie-exéc.* 5.

Mai

9 Alger (08, 608)t— *Compét. crim.* 35, 36.
11 Ouz. (08, 381).— *Paiement* 19,20.
13 Tunis (08,514).— *Accid.* 10 à 12.
14 Tunis (08, 516). — *Saisie-arrêt* 81, 82.
20 Tunis (08, 494). — *Rég. matr.* 119 à 125.
20 Tunis (08,517).— *National.* 74.— *Recrut.* 1, 2.
20 Tunis (08,554).— *Expert* 41, 42.
20 Tunis (08, 555).— *Enzel* 63. — *Habous* 45 à 47.
25 Tunis (08 559).— *Référés* 73.

25 Ouz (08,382).— *Jugem*. 91, 92.
25 Ouz. (08,567).— *Compét. civ*.57.
27 Tunis (08, 589). — *Etabl. insal.* 10, 11.
27 Tunis (08, 592).— *Compét. imm.* 96 à 98.
30 Cass. (08, 579).— *Trib. crim.* 49, à 51, 74, 87, 126, 156.
30 Ouz. (08, 470).— *Escroq*. 8, 9.

Juin

1 Ouz. (08, 383). — *Armes prohib.* 5.
1 Ouz. (08,406).— *Outrages* 10 à 12.
3 Tunis (08, 609.— *Act. poss.* 26.— *Compét. civ. j. paix* 83.
8 Ouz. (08, 407). — *Bail* 95. — *Etabl. insal.* 9.
8 Ouz. (08, 423). — *Compét. civ.* 280.
8 Ouz. (08, 533).— *Aveu* 6.— *Bail* 94.
8 Ouz. (08, 532).— *Accid.* 31.
10 Tunis (08, 452).— *Mariage* 18 à 20.— *National.* 38.
10 Tunis (08, 523).— *Louage* 24,25.
10 Tunis (08, 519).— *Act. poss.* 6.— *Saisie-imm.* 151.
10 Tunis (08, 560).— *Caution* 11.
10 Tunis (08, 594).— *Comm. rogat.* 6.
10 Tunis (08, 610).— *Compét. civ.* 251, 271, 272.
10 Tunis (08, 612).— *Chem. de fer* 2, 3, 5.
10 Tunis (08, 616).— *Preuve* 47, 48.
11 Ouz. (08, 470).— *Paiement* 6, 7.
15 Ouz. (08, 424). — *Compét. crim.* 77, 78.
16 Ouz. (08, 471). — *Comp. civ.* 281.— *Faux crim.* 4, 5.
17 Tunis (08, 623).— *Hypth.* 9, 10.
17 Tunis (08, 617).— *Mariage* 88 à 93.— *Null. fac.* 22.— *Rites* 6 à 8.
18 Ouz. (08, 501). — *Compét. civ.* 298, 299.
22 Ouz. (08, 502). — *Compét. civ.* 302, 303.
24 Ouz. (08, 534). — *Municip.* 31.
25 Ouz. (08, 503).— *Organ. jud.* 47 à 50.
27 Ouz. (08, 535).— *Offres* 8, 9.
29 Ouz. (08,564).— *Act. poss.* 54.— *Deneg. de sign.* 3.— *Preuve* 2, 3.

Juillet

1 Ouz. (08, 566). — *Taxes mum.* 30 à 32.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
IMPRIMÉS

A

ABORDAGE
CHAP. I. - Détermination d'une faute
Sect. I. - Inobservation des règles de manoeuvre
Sect. II. - Navire mouillé et navire en marche
Sect. III. - Remorquage
Sect. IV. - Mise en marche après un abordage
Sect. V. - Faute commune
Sect. VI. - Cas fortuit
CHAP. II. - Compétence
Sect. I. - Abordage dans les eaux territoriales
Sect. II. - Compétence du Tribunal du port de refuge
Sect. III. - Jurisprudence étrangère
ABSENCE
ABUS DE CONFIANCE
Sect. I. - Eléments constitutifs
Sect. II. - Modes de preuve
Sect. III. - Calcul de l'amende
ABUS DE PROCEDURE
CHAP. I. - Justice française
Sect. I. - Demande simplement téméraire
Sect. II. - Demande dolosive
CHAP. II. - Justice indigène
ACCIDENTS
CHAP. I. - Véhicules
Sect. I. - Véhicules ordinaires
Sect. II. - Tramways
Sect. III. - Bicyclistes
Sect. IV. - Automobiles
CHAP. II. - Animaux
CHAP. III. - Manoeuvres dans les ports
CHAP. IV. - Voie publique - Constructions
CHAP. V. - Enfants des écoles
ACCIDENTS DU TRAVAIL
Sect. I. - Législation applicable en France
Sect. II. - Législation applicable en Tunisie
Sect. III. - Principe et étendue de la responsabilité,
ACHOUR SUR LES CEREALES
ACQUIESCEMENT
Sect. I. - Procédure française
Sect. II. - Procédure indigène
ACTE SOUS-SEINGS-PRIVES
CHAP. I. - Contractants parlant des langues différentes
Sect. I. - Arrêté du 9 juin 1831
§ I. - Application en Algérie
§ II. - Application en Tunisie
a) Premier système.
b) Second système.
c) Troisième système.
Sect. II. - Règles générales
Sect. III. - Intérvention d'un interprète judiciaire
CHAP. II. - Règle des doubles
CHAP. III. - Date certaine
ACTION EN JUSTICE
ACTION PAULIENNE
ACTION POSSESSOIRE
CHAP. I. - Justice française
Sect I. - Conditions d'exercice de l'action possessoire
§ I. - Qui peut l'exercer
a) Locataire.
b) Antichrésiste.
c) Expulsé par violence.
d) Demandeur en distraction.
e) Administrateur de habous.
§ II. - Contre qui elle peut être exercée
§ III. - Cas d'enclave
§ IV. - Semeur de bonne foi
§ V. - Complainte
Sect. II. - Immeuble en cours d'immatriculation
Sect. III. - Immeuble immatriculé
Sect. IV. - Domaine public
Sect. V. - Compétence en la matière
§ I. - Compétence en général de la juridiction **française**
a) Partage de compétence entre la justice française et la justice indigène.
b) Partage de compétence entre la justice française et le Tribunal mixte.
c) Compétence intrinsèque de la justice française.
§ II. - Compétence spéciale des juges de paix
CHAP. II. - Justice indigène
Sect. I. - Conditions d'exercice de l'action possessoire
§ I. - Qui peut l'exercer
§ II. - Contre qui elle peut être exercée
Sect. II. - Immeuble en cours d'immatriculation
Sect. III. - Domaine public
Sect. IV. - Compétence en la matière
ACTION PUBLIQUE
ADULTERE
AGENT D'AFFAIRES
AJOURNEMENT
CHAP. I. - Justice française

Sect. I. - Du domicile
§ I. - Election de domicile
§ II. - Domicile inconnu
§ III. - Citation d'un étranger en France
§ IV. - Domicile aux colonies
§ V. - Domicile à l'étranger
§ VI. - Assignation faite à un dépôt
Sect. II. - Citation à mandataire
Sect. III. - Délais de distance
CHAP. II. - Justice indigène
CHAP. III. - Droits maltais
ALIMENTS
CHAP. I. - Droit français
Sect. I. - Obligations entre époux
§ I. - Séparation de fait
§ II. - Séparation de droit
Sect. II. - Obligations entre beaux pères, belles mères, gendres et brus
CHAP. II. - Droits étrangers
Sect. I. - Droit allemand
Sect. II. - Droit autrichien
Sect. III. - Droit italien
§ I. - Séparation de fait entre époux
§ II. - Séparation de droit entre époux
§ III. - Obligations entre ascendants et descendants
Sect. IV. - Droit maltais
Sect. V. - Droit musulman
Sect. VI. - Droit rabbinique
AMNISTIE
ANTICHRESE
APPEL EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE
CHAP. I. - Décisions dont on peut appeler
Sect. I. - Détermination du taux du ressort
§ I. - Chiffre de la demande
§ II. - Accessoires de la demande
§ III. - Appels multiples
§ IV. - Cas de saisie
§ V. - Successions musulmanes
Sect. II. - Matières indéterminées
Sect. III. - Jugements interlocutoires
Sect. IV. - Demandes reconventionnelles
§ I. - Modification du taux du ressort
§ II. - Demandes fondées sur le préjudice que cause l'action principale
Sect. V. - Jugements d'incompétence
Sect. VI. - Jugements par défaut
Sect. VII. - Jugements non signifiés
Sect. VIII. - Jugements interprétatifs
Sect. IX. - Jugements mal qualifiés
Sect. X. - Ordonnances
Sect. XI. - Jugements auxquels il a été acquiescé
CHAP. II. - Délais d'appel
Sect. I. - Appel porté devant la Cour
Sect. II. - Point de départ du délai
Sect. III. - Matières spéciales
§ I. - Distribution par contribution
§ II. - Saisie immobilière
§ III. - Faillite
§ IV. - Justice de paix
CHAP. III. - Personnes qui peuvent faire appel
CHAP. IV. - Formes de l'appel
Sect. I. - Mentions nécessaires
Sect. II. - Signification
CHAP. V. - Demandes recevables en appel
Sect. I. - Demandes constituant des moyens nouveaux irrecevables
Sect. II. - Demandes ne constituant pas des moyens nouveaux
CHAP. VI. - Procédure en appel
Sect. I. - Productions à faire
Sect. II. - Conclusions en appel
Sect. III. - Appel incident
Sect. IV. - Arrêts préparatoires
Sect. V. - Défaut en appel
Sect. VI. - Effets de l'appel
Sect. VII. - Désistement d'appel
Sect. VIII. - Péremption de l'appel
Sect. IX. - Appel d'un jugement sur requête
CHAP. VII. - Compétence en la matière
CHAP. VIII. - Justice indigène
APPEL EN MATIERE CRIMINELLE
Sect. I. - Délais
Sect. II. - Formes
Sect. III. - Appel des jugements de simple police
Sect. IV. - Appel incident
Sect. V. - Intervention des parties civiles
Sect. VI. - Compétence et procédure
Sect. VII. - Matières fiscales
ARBITRAGE
CHAP. I. - Droit français
Sect. I. - Formes et délais
Sect. II. - Compromis sur appel
Sect. III. - Sentence arbitrale étrangère

CHAP. II. - Droits étrangers
Sect. I. - Droit italien
Sect. II. - Droit anglais
Sect. III. - Droit musulman
ARCHEVECHE DE CARTHAGE
ARCHITECTE
ARMES PROHIBEES
ASSURANCES
CHAP. I. - Assurances contre le bris des glaces
CHAP. II. - Assurances contre les accidents
Sect. I. - Relations de droit entre patrons et ouvriers
Sect. II. - Application des clauses des polices
CHAP. III. - Assurances contre l'incendie
CHAP. IV. - Assurances maritimes
Sect. I. - Etendue du risque assuré
Sect. II. - Compétence
Sect. III. - Loi applicable
CHAP. V. - Assurances sur la vie
AUTOPSIE
AUTORISATION DE FEMME MARIEE
CHAP. I. - Droit français
Sect. I. - Cas où la femme n'a pas besoin d'autorisation
Sect. II. - Qui peut se prévaloir du défaut d'autorisation
Sect. III. - Loi applicable à la femme étrangère
CHAP. II. Droits étrangers
Sect. I. - Droit italien
§ I. - Règles générales
§ II. - Femme commerçante
§ III. - Opposition d'intérêts avec le mari
Sect. II. - Droit belge
Sect. II. - Droit grec
Sect. IV. - Droit maltais
Sect. V. - Droit russe
Sect. VI. - Droit musulman
AVEU
Sect. I. - Droit français
Sect. II. - Droit tunisien
AVOCAT
CHAP. I. - Droits et devoirs des avocats
Sect. I. - Représentation des parties en justice
Sect. II. - Obligations professionnelles
Sect. III. - Honoraires
§ I. - Fixation des honoraires
§ II. - Rétention de pièces
Sect. IV. - Effets de l'absence de nationalité française
CHAP. II. - Administration du barreau et discipline
Sect. I. - Organisation du barreau
Sect. II. - Infractions d'audience
Sect. III. - Port du costume
AVOCAT-DEFENSEUR
CHAP. I. - Règles professionnelles
Sect. I. - Caractère des fonctions du défenseur
Sect. II. - Compétence territoriale
Sect. III. - Discipline
Sect. IV. - Congédiement des clercs
CHAP. II. - Frais et honoraires
Sect. I. - Action en paiement
Sect. II. - Honoraires irrépétibles

B

BAIL
CHAP. I. - Formes et effets
Sect. I. - Régularité et preuve
Sect. II. - Obligations du bailleur
Sect. III. - Obligations du preneur
Sect. IV. - Tacite reconduction et congés
Sect. V. - Industries similaires
Sect. VI. - Vente de l'immeuble loué
Sect. VII. - Faillite du preneur
CHAP. II. - Loi applicable
Sect. I. - Principes généraux
Sect. II. - Usages locaux
Sect. III. - Règles spéciales aux immeubles immatriculés
CHAP. III. - Jurisprudence des tribunaux indigènes
BANQUEROUTE
BREVETS D'INVENTION
BRIS DE CLOTURE

C

CAISSE DE BIENFAISANCE ISRAELITE
CAISSE D'EPARGNE POSTALE
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
CANTINE, CANTINIER
CASSATION
CAUTION, CAUTIONNEMENT
CHAP. I. - Droit français
Sect. I. - Conditions de validité et étendue
Sect. II. - Exceptions invoquées par la caution
Sect. III. - Cautionnement des comptables publics
Sect. IV. - Compétence
CHAP. II. - Droits étrangers

Sect. I. - Droit des Etats-Unis d'Amérique
Sect. II. - Droit tunisien
CAUTION JUDICATUM SOLVI
CESSION DE CREANCE
CHAMBRES DE COMMERCE
CHASSE
CHEFAA
CHAP. I. - Principes généraux
Sect. I. - Conditions d'exercice
Sect. II. - Effets de la chefaa
CHAP. II. - Cas particuliers
Sect. I. - Cas où la chefaa est impossible
Sect. II. - Moyens de s'y soustraire
Sect. III. - Transaction sur chefaa non existante
CHAP. III. - Loi applicable et compétence
Sect. I. - Chefaa après adjudication à la barre
Sect. II. - Compétence
CHEMINS DE FER
Sect. I. - Construction et établissement
Sect. II. - Gardiennage de la voie
Sect. III. - Surveillance des trains. Accidents du trafic
CHIRA
CHOSE JUGEE
CHAP. I. - Justice française
Sect. I. - Etendue de la chose jugée
Sect. II. - Conditions à réunir pour constituer la chose jugée
Sect. III. - Effets de la chose jugée
§ I. - Effets des décisions rendues au criminel
§ II. - Effets des jugements des juridictions consulaires
§ III. - Effets des jugements des juridictions indigènes
§ IV. - Chose jugée invoquée en cassation
CHAP. II. - Justice indigène
COLONISATION (Terres de)
COLPORTAGE
COMMANDEMENT
COMMISSAIRE PRISEUR
COMMISSION FINANCIERE
COMMISSION ROGATOIRE
Sect. I. - Par quelle voie et à qui adresser la commission rogatoire
Sect. II. - Formes de la commission rogatoire
COMPETENCE ADMINISTRATIVE
CHAP. I. - Etendue de la compétence administrative
Sect. I. - Détermination du contentieux administratif
Sect. II. - Responsabilité des fonctionnaires
Sect. III. - Révocation des fonctionnaires
Sect. IV. - Contentieux de l'Etat français
Sect. V. - Contentieux de l'Etat tunisien
CHAP. II. - Procédure et voies de recours en matière administrative
Sect. I. - Droit d'appel
Sect. II. - Pourvoi en cassation
Sect. III. - Recours au Conseil d'Etat
Sect. IV. - Procédure en matière administrative
CHAP. III. - Recouvrement des deniers de l'Etat
Sect. I. - Recouvrement des taxes municipales
Sect. II. - Oppositions à contrainte
COMPETENCE CIVILE
CHAP. I. - Compétence territoriale
Sect. I. - Option de l'ordonnance de 1843
§ I. - Cas où elle est possible
§ II. - Cas où elle n'est pas possible
§ III. - Cas d'option entre des tribunaux d'Algérie et de Tunisie
§ IV. - Contrats par correspondance
Sect. II. - Obligations nées à l'étranger
Sect. III. - Election de domicile
Sect. IV. - Règles spéciales aux assurances
Sect. V. - Insuffisance du nombre des avoués
CHAP. II. - Compétence à l'égard des personnes
Sect. I. - Compétence de la justice française
§ I. - Détermination de la qualité de justiciable
§ II. - Modification de cette qualité en cours d'instance
§ III. - Nature des affaires
§ IV. - Questions d'état des algériens
Sect. II. - Statut personnel des tunisiens
§ I. - Mariage, divorce, fiançailles
§ II. - Dot, pension alimentaire
§ III. - Capacité, mineur, tutelle
§ IV. - Successions
§ V. - Habous
a) Premier système (incompétence de la juridiction française).
b) Deuxième système (compétence de la juridiction française).
c) Reddition de comptes des mokaddem.
Sect. III. - Litige entre tunisiens
§ I. - Système de l'incompétence absolue
§ II. - Système de l'incompétence relative
§ III. - Cas assimilables
§ IV. - Cas exceptionnels
§ V. - Etrangers assimilables aux tunisiens
Sect. IV. - Circonstances modificatives de la compétence
§ I. - Appel en garantie, mise en cause

§ II. - Créancier exerçant les droits de son débiteur
§ III. - Cession de créance
a) Validité.
b) Effets.
c) Cession en cours d'instance.
d) Endossement.
CHAP. III. - Conflits relatifs à l'exécution des jugements entre la justice française et la justice indigène
Sect. I. - Principes généraux
Sect. II. - Opérations d'exécution sur des meubles
Sect. III. - Opérations d'exécution sur les immeubles
§ I. - Saisies immobilières concurrentes
§ II. - Droits de l'administration tunisienne chargée de l'exécution des jugements français
CHAP. IV. - Conflits de compétence entre les juridictions tunisiennes
Sect. I. - Compétence spéciale des tribunaux religieux
§ I. - Matières de statut personnel
a) Mariage, dot, divorce.
b) Comptes de tutelle.
c) Aliments.
d) Successions.
§ II. - Matières immobilières
Sect. II. - Compétence spéciale des tribunaux séculiers
CHAP. V. - Règles spéciales aux étrangers
Sect. I. - Droits des consuls
Sect. II. - Gouvernements étrangers
Sect. III. - Sociétés
Sect. IV. - Successions
Sect. V. Contestations entre étrangers
CHAP. VI - Droits étrangers
Sect. I. - Droit mal [...] ais
Sect. II. - Droit italien
COMPETENCE CIVILE DES JUGES DE PAIX
CHAP. I. - Détermination de la compétence en raison de la matière
Sect. I. - Détermination du taux du ressort. Compétence en général
Sect. II. - Questions préjudicielles de propriété
Sect. III. - Demandes indéterminées
Sect. IV. - Demandes reconventionnelles
§ I. - Fondées sur la demande principale
§ II. - Demandes disjointes
Sect. V. - Inapplication en Tunisie de la loi du 12 juil. 1905
Sect. VI. - Matières spéciales
§ I. - Demandes en résiliation de bail
§ II. - Dommages aux champs
§ III. - Dommages-intérêts pour violences
§ IV. - Gens de travail
§ V. - Assurances
CHAP. II. - Etendue du droit de juridiction
Sect. I. - Compétence territoriale
Sect. II. - Détermination du caractère commercial des affaires
Sect. III. - Délibérés
Sect. IV. - Régularité des jugements
Sect. V. - Exécution provisoire
Sect. VI. - Désistement
Sect. VII. - Péremption
COMPETENCE COMMERCIALE
CHAP. I. - Compétence en raison des personnes
Sect. I. - Engagements entre commerçants
Sect. II. - Facteurs et commis
Sect. III. - Cautionnement
Sect. IV. - Marins et gens d'équipage
CHAP. II. - Compétence en raison de la matière
Sect. I. - Actes de commerce
Sect. II. - Effets de commerce
Sect. III. - Agences d'affaires
Sect. IV. - Accidents et quasi-délits
Sect. V. - Compagnies d'éclairage
Sect. VI. - Faillites
Sect. VII. - Sociétés
Sect. VIII. - Exécution des jugements
CHAP. III. - Compétence territoriale
Sect. I. - Options tirées de l'ordonnance de 1843
Sect. II. - Options tirées de l'art. 420 C. com
Sect. III. - Clauses de factures
Sect. IV. - Etrangers
CHAP. IV.- Nature et effets de l'incompétence de la juridiction commerciale
COMPETENCE CRIMINELLE
CHAP. I. - Compétence de la juridiction française à l'égard des sujets tunisiens
Sect. I. - Décret du 2 sept. 1885
Sect. II. - Décret du 13 janvier 1898
CHAP. II. - Compétence des juges de paix en matière répressive
Sect. I. - Compétence correctionnelle
Sect. II. - Compétence de simple police
CHAP. III.- Compétence des conseils de guerre en Tunisie
CHAP. IV.- Compétence des tribunaux algériens à l'égard des sujets tunisiens
CHAP. IVbis- Compétence des tribunaux correctionnels
Sect. I. - Généralités
Sect. II. - Capitaines marins étrangers
Sect. III. - Français ayant commis un crime à l'étranger
CHAP. V. - Compétence des juridictions consulaires
CHAP. VI.- Justice indigène

COMPETENCE IMMOBILIERE
CHAP. I. - Immeubles non immatriculés
Sect. I. - Litiges entre européens
Sect. II. - Litiges entre tunisiens
Sect. III. - Litiges entre européens et tunisiens
§ I. - 1er système: compétence
§ II. - 2e système: incompétence absolue
§ III. - 3e système: incompétence relative
Sect. IV.- Licitations et appels en garantie
§ I. - Licitations
§ II. - Appels en garantie
Sect. V. - Affaires intéressant les habous
Sect. VI.- Affaires intéressant l'exécution d'un jugement de la justice française
§ I. - Saisie immobilière
§ II. - Adjudication
CHAP. II. - Immeubles en voie d'immatriculation
Sect. I. - Effets de la réquisition au point de vue de la compétence
Sect. II. - Dessaisissement de la juridiction saisie par application de l'art. 35 de la foncière
Sect. III.- Application de l'art. 36 de la loi foncière
§ I. - Sursis à statuer par le Tribunal mixte. Qui doit le prononcer
§ II. - Conditions de recevabilité de l'exception
§ III. - Compétence de la justice française saisie d'une opposition à immatriculation
CHAP. III.- Immeubles immatriculés
Sect. I. - Nature des actions relatives à ces immeubles qui sont de la compétence des tribunaux français
Sect. II. - Contestation sur les limites et servitudes quand un des immeubles est immatriculé
CHAP. IV.- Domaine public
CHAP. V. - Maroc
COMPTE COURANT
CONCILIATION (Préliminaire de)
CONCUSSION
CONFLIT
CONSEIL DE GUERRE
CONSEIL JUDICIAIRE
Sect. I. - Droit français
Sect. II. - Droit anglais
Sect. III.- Droit brésilien
CONTRAINTE PAR CORPS
CONTRAT
CHAP. I. - Loi applicable au contrat passé en Tunisie
Sect. I. - Contrat entre français
Sect. II. - Contrat entre français et tunisiens
Sect. III. - Contrat entre tunisiens
Sect. IV. - Contractants de nationalités différentes
CHAP. II. - Conditions de validité
Sect. I. - Cause illicite
Sect. II. - Vices du consentement
CHAP. III.- Droits étrangers
Sect. I. - Droit italien
Sect. II. - Droit allemand
Sect. III.- Droit suisse
Sect. IV. - Droit belge
Sect. V. - Droit luxembourgeois
Sect. VI. - Droit russe
COUPS ET BLESSURES
COURTAGE, COURTIER
COURTIER MARITIME
CREANCE, CREANCIER
CULTES

D

DEFAUT DE MOTIFS
Sect. I. - Règles générales
Sect. II. - Décisions rendues sur appel
Sect. III. - Matières criminelles
DEGRADATIONS DE MONUMENTS PUBLICS
DELAIS
DELITS RURAUX
Sect. I. - Abandon d'animaux
Sect. II. - Pacage
Sect. III. - Fourrière
DEMANDE RECONVENTIONNELLE
DENEGATION DE SIGNATURE
DENONCIATION CALOMNIEUSE
DEPOTS
Sect. I. - Dépôt conventionnel
Sect. II. - Dépôt nécessaire
DESAVEU D'OFFICIER MINISTERIEL
DESERTION
DESISTEMENT
DESTRUCTION D'ANIMAL DOMESTIQUE
DETOURNEMENT
DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION
Sect. I. - Droit français
Sect. II. - Droit tunisien
DIVORCE
CHAP. I. - Compétence et procédure
Sect. I. - Compétence
Sect. II. - Procédure préliminaire
Sect. III. - Demandes reconventionnelles
Sect. IV. - Sursis à statuer

Sect. V. - Jugements spéciaux à la matière
Sect. VI. - Transcription du jugement
Sect. VII. - Appel
Sect. VIII. - Conversion de séparation de corps en divorce
Sect. IX. - Prononciation simultanée du divorce et de la séparation de corps
CHAP. II. - Causes de divorce
Sect. I. - Injures
Sect. II. - Abandon du domicile conjugal
Sect. III. - Condamnations
Sect. IV. - Demande reconventionnelle injurieuse
Sect. V. - Exception de réconciliation
CHAP. III. - Droit applicable
Sect. I. - Exception de nationalité
Sect. II. - Effets de la naturalisation
Sect. III. - Droits étrangers
§ I. - Droit italien
§ II. - Droit anglais
§ III. - Droit autrichien
§ IV. - Droit espagnol
§ V. - Droit russe
§ VI. - Droit ottoman
§ VII. - Droit brésilien
§ VIII. - Droit argentin
§ IX. - Droit musulman
§ X. - Droit rabbinique
DOMAINE PUBLIC
CHAP. I. - Régime législatif
Sect. I. - Législation
Sect. II. - Gestion
Sect. III. - Représentation en justice
CHAP. II. - Domaine public naturel
Sect. I. - Rivages de la mer et lacs salés (Sebkha)
Sect. II. Cours d'eau et sources
CHAP. III. - Domaine public créé pour les besoins publics
Sect. I. - Voies publiques
Sect. II. - Chemins de fer
Sect. III. - Cimetières
CHAP. IV. - Domaine public militaire
Sect. I. - Etendue
Sect. II. - Imprescriptibilité et inaliénabilité
Sect. III. - Exercice des actions y relatives
DOMICILE
DOMICILE ELU
DONATION
Sect. I. - Généralités
Sect. II. - Droit italien
Sect. III. - Droit maltais
Sect. IV. - Droit musulman
DOUANES ET MONOPOLES
CHAP. I. - Règles générales
Sect. I. - Application aux européens
Sect. II. - Application aux marchandises tunisiennes
Sect. III. - Application du tarif général
Sect. IV. - Paiement des droits en nature
Sect. V. - Magasinage
CHAP. II. - Règles spéciales à certains produits
Sect. I. - Huiles
Sect. II. - Laines
Sect. III. - Céréales
Sect. IV. - Argent en feuilles
CHAP. III. - Monopoles
CHAP. IV. - Contrebande
Sect. I. - Règles générales
§ I. - Procès-verbaux
§ II. - Perquisitions
§ III. - Confiscations
§ IV. - Amendes
§ V. - Prescription en la matière
Sect. II. - Contrebande de tabac
Sect. III. - Responsabilité des fautes commises par les agents
DROITS DE MUTATION
Sect. I. - Assiette du droit
Sect. II. - A qui le droit peut être réclamé
Sect. III. - Prescription en la matière
DROITS FISCAUX SUR L'ALCOOL

E

EAUX DE TUNIS
EFFETS DE COMMERCE
Sect. I. - Généralités
Sect. II. - Régles particulières aux chèques
Sect. III. - Règles particulières aux lettres de change
Sect. IV. - Compétence
ELECTIONS
ENCHERES (Entraves à la liberté des)
ENLEVEMENT
ENQUETE
Sect. I. - Procédure préliminaire
Sect. II. - Par qui l'enquête peut être faite
Sect. III. - Délais

§ I. - Délai pour commencer l'enquête
§ II. - Délai pour dénoncer les témoins
§ III. - Délai pour faire l'enquête
§ IV. - Prorogation de délai
Sect. IV. - Formalités d'enquête
§ I. - Serment des témoins
§ II. - Témoins reprochables
ENREGISTREMENT
ENZEL
CHAP. I. - Nature et établissement du contrat d'enzel
Sect. I. - Nature et définition
Sect. II. - Etablissement et formes
CHAP. II. - Droits et actions qui dérivent du contrat d'enzel
Sect. I. - Droit et obligations du crédit enzéliste
Sect. II. - A qui incombe le paiement de la carroube
Sect. III. - Mode du paiement de la rente
Sect. IV. - Prescription applicable en matière d'enzel
§ I. - Prescription relative au droit à la rente
§ II. - Prescription relative aux arrérages
Sect. V. - Intérêts moratoires
CHAP. III. - Transformations du contrat primitif d'enzel
Sect. I. - Cession de l'enzel
§ I. - Autorisation du crédit rentier
§ II. - Cession moyen une rente
§ III. - Effets et formes de la cession
Sect. II. - Divisibilité de l'enzel
Sect. III. - Immatriculation de l'immeuble grevé
Sect. IV. - Adjudication de l'immeuble grevé
CHAP. IV. - Annulation totale ou partielle du contrat d'enzel
Sect. I. - Rachat de la rente
§ I. - Ancien droit
§ II. - Nouveau droit
Sect. II. - Défaut de paiement de la rente
Sect. III. - Réduction de la rente
CHAP. V. - Règles de compétence spéciales à l'enzel
Sect. I. - Généralités
Sect. II. - Compétence spéciale des juges de paix
CHAP. VI. - Kirdar
Sect. I. - Définition
Sect. II. - Variation de la rente
Sect. III. - Compétence en la matière
ESCLAVAGE
ESCROQUERIE
ETABLISSEMENTS INSALUBRES, INCOMMODES ET DANGEREUX
ETAT CIVIL
Sect. I. - Défaut de déclaration de naissance
Sect. II. - Droit tunisien
EXCUSES
Sect. I. - Droit français
Sect. II. - Droit tunisien
EXECUTION PROVISOIRE
EXEQUATUR
CHAP. I. - Règles générales. Procédure et compétence
Sect. I. - Introduction de la demande
§ I. - Par qui elle peut être formée
§ II. - Sous quelle forme
§ III. - Devant quelle juridiction
Sect. II. - Etendue des pouvoirs de la juridiction saisie
§ I. - Examen des conditions à réaliser pour l'exéquatur
§ II. - Dispositions accessoires de la décision d'exéquatur
a) Exécution provisoire.
b) Intérêts.
Sect. III. - Règles spéciales à certaines matières
§ I. - Faillites et liquidations judiciaires
§ II. - Divorce
§ III. - Séparation de corps
§ IV. - Séparation de biens
§ V. - Jugements d'expédient et arbitrages
Sect. IV. - Cas où des traités internationaux sont intervenus
§ I. - Traités franco-italiens
§ II. - Traité franco-suisse
§ III. - Traité franco-belge
CHAP. II. - Questions spéciales à la Tunisie
Sect. I. - Force exécutoire des jugements des tribunaux français en Tunisie
Sect. II. - Règles relatives aux jugements des tribunaux indigènes tunisiens
§ I. - Jugements rendus contre des tunisiens
a) Principe.
b) Cas relatifs au statut personnel.
c) Cession à un européen.
d) Règles spéciales pour l'exécution sur l'immeuble immatriculé appartenant à un tunisien.
§ II. - Jugements rendus contre des justiciables de la justice française
a) 1er système. Pas d'exéquatur.
b) 2e système. Exéquatur sans révision.
c) 3e système. Exéquatur avec révision au fond.
Sect. III. - Règles spéciales aux jugements des tribunaux musulmans algériens
Sect. IV. - Règles spéciales aux jugements des juridictions consulaires
Sect. V. - Règles spéciales aux jugements du tribunal mixte,
CHAP. III. - Droits étrangers
Sect. I. - Droit italien

Sect. II. - Droit luxembourgeois
Sect. III. - Droit monégasque
Sect. IV. - Droit tunisien
EXPERT, EXPERTISE
CHAP. I. - Cas où il y a lieu à expertise
CHAP. II. - Conditions de régularité de l'expertise
Sect. I. - Nombre d'experts
Sect. II. - Serment des experts
Sect. III. - Présence des parties. Opérations des experts
Sect. IV. - Délais
Sect. V. - Dépôt du rapport
Sect. VI. - Expertise commerciale
Sect. VII. - Expertise nulle
CHAP. III. - Récusation des experts
CHAP. IV. - Honoraires et frais d'expertise
EXPLOIT
Sect. I. - Mentions nécessaires
Sect. II. - Remise des actes
Sect. III. - Formes de la remise
Sect. IV. - Règles spéciales à la citation en justice de paix.
Sect. V. - Règles spéciales à la citation en police correctionnelle
EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE
CHAP. I. - Régime du décret du 30 août 1858
Sect. I. - Règles générales
§ I. - Formes et effets de l'expropriation
§ II. - Fixation de l'indemnité
a) Mode de fixation.
b) Bases de la fixation.
§ III. - Cas où il y a lieu à expropriation de l'immeuble entier
§ IV. - Cimetières
§ V. - Droit de mutation
§ VI. - Chemins de fer
Sect. II. - Règles spéciales aux justiciables de la juridiction française
§ I. - Règles législatives applicables par la justice française
§ II. - Fixation de l'indemnité
§ III. - Mise en possession moyennant dépôt à la caisse
§ IV. - Rétrocession de l'immeuble exproprié qui n'a pas servi à un travail d'utilité publique
§ V. - Compétence et procédure
CHAP. II. - Régime du décret du 5 septembre 1905
Sect. I. - Commissions d'expertise
§ I. - Procédure préalable
§ II. - Procédure à suivre par les Commissions
§ III. - Cas où le recours est ouvert contre les décisions de la commission
§ IV. - Formes du recours
Sect. II. - Procédure après recours
§ I. - Jugement du recours
§ II. - Dépens
§ III. - Bases légales de l'indemnité
§ IV. - Paiement de la totalité de l'immeuble exproprié partiellement
EXPULSION
EXTRADITION
F
FAILLITE
CHAP. I. - Ouverture de la faillite
Sect. I. - Compétence
Sect. II. - Cessation des paiements
Sect. III. - Jugement déclaratif et voies de recours
Sect. IV. - Jugements étrangers
Sect. V. - Sociétés
CHAP. II. - Effets de la mise en faillite
Sect. I. - Vis-à-vis du failli et de ses actes
Sect. II. - Vis-à-vis de la femme du failli
§ I. - Généralités
§ II. - Femme italienne
§ III. - Femme grecque
§ IV. - Femme israélite tunisienne
Sect. III. - Vis à vis des créanciers et des tiers
§ I. - Hypothèques et privilèges
§ II. - Revendications de marchandises
§ III. - Poursuites individuelles
§ IV. - Avantages particuliers
§ V. - Commissionnaire du croire
CHAP. III. - Gestion de la faillite
Sect. I. - Des syndics
Sect. II. - Ordonnances du juge commissaire et voies de recours
Sect. III. - Productions
CHAP. IV. - Terminaison de la faillite
Sect. I. - Concordat
Sect. II. - Union
Sect. III. - Réhabilitation
Sect. IV. - Insuffisance d'actif
FALSIFICATION DE DENREES
FAUX CRIMINEL
FAUX INCIDENT CIVIL
FAUX TEMOIGNAGE
FORETS
FRAIS ET DEPENS
CHAP. I. - Règles de la condamnation aux dépens
CHAP. II. - Application des tarifs

Sect. I. - Tarifs applicables
Sect. II. - Copies de pièces
Sect. III. - Saisie immobilière
CHAP. III. - Recouvrement des dépens
Sect. I. - Distraction des dépens
Sect. II. - Liquidation des dépens
Sect. III. - Taxe des dépens
Sect. IV. - Exécutoire de dépens et voies de recours
Sect. V. - Compétence

G

GAGE
GAGE IMMOBILIER DU DROIT TUNISIEN (Rahnia)
CHAP. I. - Constitution du gage immobilier ou rahnia
Sect. I. - Nécessité de la remise d'un titre
Sect. II. - Nature du titre remis en gage
Sect. III. - Nécessité d'un acte
-*Sect.* IV. - Nature de l'objet remis en gage
Sect. V. - Gage de second rang
Sect. VI. - Influence de la procédure d'immatriculation
CHAP. II. - Effets du gage immobilier
Sect. I. - Nature et étendue du droit de gage
Sect. II. - Réalisation du gage
GARDE D'ENFANTS
CHAP. I. - Droit français
Sect. I. - Principes généraux
Sect. II. - Second mariage de la femme gardienne
Sect. III. - Représentation des enfants
Sect. IV. - Décès d'un des parents
CHAP. II. - Droit italien
CHAP. III. - Droit espagnol
CHAP. IV. - Droit musulman: la Hadana
CHAP. V. - Droit rabbinique
GARDIEN DE NUIT
GHABA

H

HABOUS
CHAP. I. - Des constitutions de habous
Sect. I. - Nature et étendue du droit de habous
Sect. II. - Quels biens sont susceptibles de habous
Sect. III. - Preuve de l'existence d'un habous
Sect. VI. - Conditions de validité
Sect. V. - Droits des tiers
Sect. VI. - Insaisissabilité des habous
CHAP. II. - Jouissance et gestion des biens habous
Sect. I. - Droits des dévolutaires
Sect. II. - Droits des mokaddems
Sect. III. - Locations de habous
Sect. IV. - Droits de l'Administration des habous (Djemaiat el-Aoukaf)
CHAP. III. - Modifications du droit de habous
Sect. I. - Mises à enzel
Sect. II. - Echanges
Sect. III. - Licitation de habous indivis
Sect. IV. - Contrats dérivés du habous: Hatzaka, Khoulou, Nasba
CHAP. IV. - Prescription du droit de habous
HOMICIDE PAR IMPRUDENCE
HOSPITALITE INDIGENE
HUISSIER
Sect. I. - Remise des actes
Sect. II. - Responsabilité des huissiers
Sect. III. - Attributions des huissiers
Sect. IV. - Emoluments des huissiers
Sect. V. - Frais frustratoires
HYPOTHEQUE

I

IMMATRICULATION
CHAP. I. - Recevabilité et effet de la réquisition
Sect. I. - Qui peut requérir l'immatriculation
§ I. - Il faut avoir la personnalité civile
§ II. - Il faut être titulaire de droits réels
§ III. - Il faut posséder un bien susceptible d'immatriculation
§ IV. - Réquisition par mandataire
Sect. II. - Formes et précisions nécessaires de la réquisition
Sect. III. - Effets de la réquisition
CHAP. II. - Procédure d'immatriculation
Sect. I. - Publicité
Sect. II. - Bornage
Sect. III. - Oppositions
§ I. - Délais d'opposition
§ II. - Réception des oppositions
§ III. - Production des requêtes introductives d'instance
§ IV. - Prorogation des délais
Sect. IV. - Instruction des litiges et mesures d'instance
§. I. - Instruction des litiges
§. II. - Pouvoirs d'investigation du Tribunal mixte et mesures d'instance
§ III. - Pouvoirs de décision du Tribunal mixte
Sect. V. - Droits inscriptibles par le Tribunal mixte
§ I. - Détermination de la consistance matérielle
§ II. - Servitudes
§ III. - Concessions d'extraction de phosphates

§ IV. - Baux
§ V. - Promesses de vente et ventes par porte-fort
§ VI. - Actions personnelles
Sect. VI. - Règles relatives aux actes postérieurs à la réquisition
§ I. - Période antérieure au décret du 16 juillet 1899
§ II. - Application du décret du 16 juillet 1899
Sect. VII. - Retrait d'une réquisition au cours de l'instruction
Sect. VIII. - Frais des instances d'immatriculation
CHAP. III. - Décisions du Tribunal mixte
Sect. I. - Effets des décisions de rejet
Sect. II. - Effets des décisions d'immatriculation
§ I. - Caractère de chose jugée définitive erga omnes
§ II. - Droits en germe au moment de l'immatriculations et droits latents
§ III. - Applicabilité des règles précédentes aux étrangers
§ IV. - Détermination matérielle de l'immeuble immatriculé
§ V. - Nature des jugements préparatoires du Tribunal mixte
Sect. III. - Etablissement du titre et morcellements
Sect. IV. - Rectification des erreurs commises par les agents de l'immatriculation
Sect. V. - Droit applicable aux immeubles immatriculés
Sect. VI. - Règles spéciales au domaine public
CHAP. IV. - Règles spéciales aux immeubles vendus à la barre des Tribunaux français
Sect. I. - Cas d'application du décret de 1892
§ I. - Licitation
§ II. - Cas de litige né après l'adjudication
§ III. - Cas de litige antérieur aux poursuites de vente
§ IV. - Créanciers hypothécaires
Sect. II. - Immatriculation préalable à l'adjudication
§ I. - Obligations du poursuivant
§ II. - Pouvoirs du Tribunal civil
Sect. III. - Règles spéciales de procédure devant le Tribunal mixte
§ I. - Délais
§ II. - Instruction de l'instance
§ III. - Effets de la décision
a) Mutation de la propriété.
b) Droits des créanciers hypothécaires.
c) Cas où il y a lieu à diminution de prix.
d) Cas où il y a rejet total de la réquisition.
§ IV. - Retrait de la réquisition
CHAP. V. - Recours des personnes lésées par une immatriculation.
Sect. I. - Condition d'exercice de l'action créée par l'art. 38 de la loi foncière.
Sect. II. - Autres actions en dommages-intérêts
IMMUNITES DIPLOMATIQUES
IMPOTS
INCENDIE
INDIVISION
Sect. I. - Immeuble non immatriculé
§ I. - Partage de jouissance
§ II. - Cessation de l'indivision
Sect. II. - Immeuble immatriculé
INSOLVABILITE
INSTRUCTION CRIMINELLE
CHAP. I. - Formalités antérieures à l'envoi devant la juridiction de jugement
Sect. I. - Droit du juge d'instruction d'ouvrir une information
Sect. II. - Formalités à remplir
Sect. III. - Opposition aux ordonnances du juge
Sect. IV. - Annulations de procédure
CHAP. II. - Règles applicables aux juridictions de jugement
CHAP. III. - Justice indigène
INTERDICTION
CHAP. I. - Compétence de la juridiction française et procédure.
CHAP. II. - Droit italien
CHAP. III. - Droit allemand
CHAP. IV. - Droit musulman
Sect. I. - Causes de l'interdiction
Sect. II. - Formes de l'interdiction
Sect. III. - Pouvoirs du Bey
Sect. IV. - Effets de l'interdiction
§ I. - Actes antérieurs
§ II. - Actes passés sans le tuteur (mokaddem)
§ III. - Actes délictueux
Sect. V. - Fin de l'interdiction
INTERETS MORATOIRES
Sect. I. - Cas où il y a lieu à intérêts moratoires
Sect. II. - Loi qui les régit
Sect. III. - Point de départ des intérêts moratoires
INTERPRETATION DES LOIS
INTERPRETE
INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES
IVRESSE PUBLIQUE

J

JEUX DE HASARD
JUGEMENTS ET ARRETS
CHAP. I. - Généralités
CHAP. II. - Jugements par défaut
Sect. I. - Délais d'opposition
§ I. - Point de départ
§ II. - Exécution connue du condamné
§ III. - Acquiescement
§ IV. - Computation des délais

Sect. II. - Formes de l'opposition
Sect. III. - Jugements susceptibles d'opposition
§ I. - Itératif défaut
§ II. - Défaut congé
§ III. - Défaut profit joint
Sect. IV. - Justices de paix
Sect. V. - Matières commerciales
Sect. VI. - Matières criminelles
Sect. VII. - Justice indigène
K
KANOUN SUR LES OLIVIERS
KAMMESSAT
L
LEGALISATION
LETTRES MISSIVES
LICITATION
Sect. I. - Procédure
Sect. II. - Règles spéciales aux immeubles immatriculés
Sect. III. - Droit maltais
LIQUIDATION JUDICIAIRE
Sect. I. - Mise en liquidation
§ I. - Ouverture de la liquidation
§ II. - Effets de la mise en liquidation
Sect. II. - Gestion et terminaison de la liquidation
§ I. - Répartition de l'actif
§ II. - Concordat
Sect. III. - Procédure
§ I. - Conversion en faillite
§ II. - Délais d'appel
§ III. - Frais et dépens
LITISPENDANCE
Sect. I. - Jurisprudence générale
Sect. II. - Jurisprudence spéciale à la Tunisie
LOCATION DE SACS OU DE FUTS
Sect. I. - Régles générales
Sect. II. - Locataire en faillite
Sect. III. - Locataire en liquidation judiciaire
LOI ETRANGERE
LOTERIES
LOUAGE D'OUVRAGE OU DE SERVICES
Sect. I. - Loi applicable
Sect. II. - Responsabilité du maître ou commettant
Sect. III. - Paiement des salaires
Sect. IV. - Rupture du contrat
§ I. - Causes justifiant la rupture
§ II. - Délai de congédiement
§ III. - Règlements d'atelier ou d'exploitation
M
MAHSOULATS
CHAP. I. - Règles générales
Sect. I. - Nature du droit
§ I. - Bases de perception
§ II. - Personnes redevables
§ III. - Lieu de perception
§ IV. - Exemptions
§ V. - Force légale des usages
Sect. II. - Contraventions aux lois sur les mahsoulats
§ I. - Constatations
§ II. - Pénalités
CHAP. II. - Taxes spéciales
Sect. I. - Taxes sur les produits naturels
§ I. - Ventes de céréales
§ II. - Ventes de légumes
§ III. - Ventes d'animaux
§ IV. - Peaux et laines
§ V. - Poisson
§ VI. - Boucherie, abatage
§ VII. - Khodors
Sect. II. - Taxes sur les produits travaillés
§ I. - Tissus de laine
§ II. - Huiles
§ III. - Savons
Sect. III. - Taxes sur les matériaux de construction
§ I. - Pierres à bâtir
§ II. - Briques
§ III. - Chaux
Sect. IV. - Taxes sur les métiers
§ I. - Patentes
§ II. - Changeurs
§ III. - Musiciens
§ IV. - Commerce de l'or et de l'argent
Sect. V. - Carroube sur la valeur locative
CHAP. III. - Fermages de mahsoulats
Sect. I. - Droits du fermier
Sect. II. - Droits et responsabilité de l'Etat
Sect. III. - Compétence
MANDAT, MANDATAIRE
Sect. I. - Droit français
Sect. II. - Droit musulman

MARCHES PUBLICS
MARIAGE
CHAP. I. - Règles régissant les français
Sect. I. - Formes du mariage
§ I. - Mariage devant le ministre du culte
§ II. - Mariage des israélites français
§ III. - Mariages mixtes
§ IV. - Droits de l'époux divorcé
Sect. II. - Validité du mariage
§ I. - Impuissance du mari
§ II. - Mariage contracté à l'étranger
Sect. III. - Obligations des époux
§ I. - Résidence de la femme
§ II. - Abandon du domicile conjugal
CHAP. II. - Règles régissant les italiens
Sect. I. - Influence de la religion des époux
§ I. - Italiens musulmans
§ III. - Italiens israélites
Sect. II. - Validité du mariage
§ I. - Impuissance du mari
§ II. - Mariage contracté à l'étranger
Sect. III. - Obligations des époux
§ I. - Droit applicable en Italie
§ II. - Obligations dérivant du mariage
CHAP. III. - Règles particulières à certaines autres nationalités
§ I. - Maltais
§ II. - Anglais
§ III. - Américains
§ IV. - Luxembourgeois
§ V. - Autrichiens
§ VI. - Allemands
§ VII. - Russes
§ VIII. - Chrétiens ottomans
CHAP. IV. - Règles applicables aux musulmans
Sect. I. - Preuves de l'existence et formes essentielles du mariage
§ I. - Preuve
§ II. - Mariage par ouali
§ III. - Capacité spéciale. Droit de djebr
§ IV. - Mésalliance
Sect. II. - Obligations des époux
§ I. - Fixation du domicile conjugal
§ II. - Obligations d'entretien à la charge du mari
§ III. - Droits de correction manuelle du mari
Sect. III. - De la répudiation
CHAP. V. - Règles applicables aux israélites tunisiens
Sect. I. - Fiançailles et pacte de dédit
Sect. II. - Formation du lien matrimonial
Sect. III. - Obligations nées du mariage. Levirat
MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE
MEDECINE, CHIRURGIE ET PHARMACIE
Sect. I. - Médecins et chirurgiens
Sect. II. - Sage-femmes
Sect. III. - Pharmaciens
MEDJBA
MENDICITE
MESURES AGRAIRES
MINES ET CARRIERES
Sect. I. - Permis de recherches et concessions
Sect. II. - Exploitations de phosphates
Sect. III. - Caractère mobilier ou immobilier des mines et carrières
MINEUR, MINORITE, TUTELLE
CHAP. I. - Droit français
Sect. I. - Matières civiles
Sect. II. - Matières pénales
CHAP. II. - Droit italien
Sect. I. Organisation de la tutelle
§ I. - Conseil de famille
§ II. - Pouvoirs de la mère tutrice
§ III. - Correction paternelle
§ IV. - Père en opposition d'intérêts avec ses enfants mineurs
§ V. - Représentation d'enfants à naître d'époux mineurs
§ VI. - Enfant naturel reconnu
§ VII. - Reddition de comptes de tutelle
Sect. II. - Actes des mineurs
§ I. - Actes nuls
§ II. - Autorisation de justice
§ III. - Hypothèque légale
§ IV. - Prêt au tuteur
§ V. - Obligations résultant de délits ou de quasi-délits
CHAP. III. - Droit maltais
Sect. I. - Organisation de la tutelle
§ I. - Age de la majorité
§ II. - Mère survivante
§ III. - Conseil de famille et pouvoirs du tribunal
§ IV. - Reddition de comptes de tutelle
Sect. II. - Actes des mineurs. Pouvoirs des pères ou tuteurs
CHAP. IV. - Droit suisse
CHAP. V. - Droit belge
CHAP. VI. - Droit espagnol

CHAP. VII. - Droit grec
CHAP. VIII. - Droit musulman
Sect. I. - Organisation de la tutelle
§ I. - Etat de minorité
§ II. - Droits du père
§ III. - Conditions requises pour être tuteur
§ IV. - Tuteur testamentaire
§ V. - Organisation de la tutelle d'un algérien
§ VI. - Pouvoirs du tuteur
§ VII. - Reddition de comptes et rémunération du tuteur
Sect. II. - Actes du mineur
§ I. - Etendue de ses obligations
§ II. - Délits et quasi-délits
Sect. III. - Abadites du Mzab
CHAP. IX. - Droit rabbinique
MITOYENNETE
Sect. I. - Loi applicable
Sect. II. - Obligations des co-propriétaires
Sect. III. - Compétence
MOGHARSA
Sect. I. - Droit musulman tunisien
Sect. II. - Influence de l'immatriculation
MONNAIES
MONT DE PIETE
MONUMENTS HISTORIQUES, ANTIQUITES ET OBJETS D'ART
MUNICIPALITES
Sect. I. - Droit d'agir en justice
Sect. II. - Police municipale
§ I. - Voirie et alignements
§ II. - Arrêtés municipaux
Sect. III. - Gestion du domaine municipal
Sect. IV. - Responsabilité des communes
Sect. V. - Ancien tribunal municipal de Tunis

N

NANTISSEMENT
NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE
Sect. I. - Formes
Sect. II. - Etendue
Sect. III. - Effets
NATIONALITE
CHAP. I. - Règles spéciales aux européens
Sect. I. - Règles spéciales aux français
Sect. II. - Influence du mariage sur la nationalité
§ I. - Mariage entre européens
a) Femme française.
b) Femme italienne.
§ II. - Mariages entre européens et indigènes
Sect. III. - Droits européens
§ I. - Allemands
§ II. - Néerlandais
§ III. - Norvégiens
§ IV. - Russes
§ V. - Grecs
§ VI. - Suisses
§ VII. - Italiens
§ VIII. - Brésiliens
CHAP. II. - Règles relatives aux indigènes tunisiens
Sect. I. - Présomption de nationalité tunisienne
Sect. II. - Influence de l'inscription à la matricule
CHAP. III. - Règles relatives aux indigènes algériens
Sect. I. - Algériens musulmans
§ I. - Statut personnel
§ II. - Preuves de leur qualité
Sect. II. - Algériens israélites
Sect. III. - Algériens établis en Tunisie
NATURALISATION
Sect. I. - Effets de la naturalisation française
Sect. II. - Naturalisation française d'un musulman
Sect. III. - Perte de la nationalité d'origine par la naturalisation
§ I. - Perte de la nationalité française
§ II. - Perte de la nationalité ottomane
§ III. - Perte de la nationalité italienne
NAVIRE
NOM COMMERCIAL
NOTARIAT
NOTARIAT INDIGENE
Sect. I. - Nature et étendue des fonctions des adouls tunisiens
Sect. II. - Régularité et force probante des actes
§ I. - Règles générales
§ II. - Règles spéciales aux européens
Sect. III. - Responsabilité des adouls tunisiens
Sect. IV. - Notariat israélite
Sect. V. - Mozabites
NULLITES FACULTATIVES

O

OFFICE POSTAL
Sect. I. - Prohibitions postales et infractions
Sect. II. - Responsabilité de l'Office
Sect. III. - Paiement des mandats

Sect. IV. - Transport des colis postaux
Sect. V. - Compétence
OFFRES REELLES
OPERATIONS DE BOURSE
ORGANISATION JUDICIAIRE
CHAP. I. - Organisation de la justice française
Sect. I. - Personnel de la magistrature
Sect. II. - Composition des juridictions
CHAP. II. - Organisation de la justice indigène
CHAP. III. - Indépendance réciproque des deux justices
ORGANISATION POLITIQUE
Sect. I. - Généralités
Sect. II. - Pouvoir législatif
OUKILS
OUTRAGE A AGENT
OUTRAGE PUBLIC A LA PUDEUR

P

PAIEMENT
Sect. I. - Preuves du paiement
Sect. II. - Valeurs recevables en paiement
PATERNITE ET FILIATION
CHAP. I. - Droit applicable
CHAP. II. - Droit français
Sect. I. - Enfants naturels
Sect. II. - Action en désaveu
Sect. III. - Revendication d'enfant
Sect. IV. - Déchéance de la puissance paternelle
CHAP. III. - Droit italien
Sect. I. - Puissance paternelle
Sect. II. - Action en désaveu
Sect. III. - Recherche de la paternité
Sect. IV. - Enfants naturels
Sect. V. - Devoirs des enfants
CHAP. IV. - Droit maltais
CHAP. V. - Droit musulman
CHAP. VI. - Droit rabbinique
PECHE
PEINES (Application des)
CHAP. I. - Lois pénales applicables en Tunisie
CHAP. II. - Circonstances influençant l'application des peines
Sect. I. - Age du délinquant
Sect. II. - Sursis des peines
Sect. III. - Récidive
Sect. IV. - Interdiction de séjour
Sect. V. - Imputation de la prison préventive
Sect. VI. - Cumul des peines
Sect. VII. - Exécution de la peine de mort
CHAP. III. - Justice indigène
PENSIONS DE RETRAITE
Sect. I. - Pensions civiles
Sect.- II. - Pensions militaires
PEREMPTION DE JUGEMENT
PEREMPTION D'INSTANCE
Sect. I. - Comment elle se poursuit et se réalise
Sect. II. - Effets de la péremption
Sect. III. - Justices de paix
Sect. IV. - Justice indigène
PHYLLOXERA
POIDS ET MESURES
POLICE
Sect. I. - Police du roulage
Sect. II. - Police des ports
Sect. III. - Police des garnis
Sect. IV. - Police sanitaire
POURVOI EN CASSATION
CHAP. I. - Formes du pourvoi
Sect. I. - Formes de la déclaration
Sect. II. - Consignation de l'amende
Sect. III. - Délais du pourvoi
CHAP. II. - Cas où il y a lieu à pourvoi
Sect. I. - Justice civile
Sect. II. - Justice répressive
CHAP. III. - Effets du pourvoi
Sect. I. - Constatations ne donnant pas lieu à cassation
Sect. II. - Moyens nouveaux
Sect. III. - Interprétation des lois étrangères
Sect. IV. - Désistement de pourvoi
PRESCRIPTION CIVILE
CHAP. I. - Détermination de la loi applicable à la prescription
Sect. I. - Contrats passés en Tunisie
§ I. - Loi du lieu
§ II. - Loi des contractants
§ III - Loi du tribunal (lex fori)
§ IV. - Loi du lieu de paiement
§ V. - Règles spéciales aux effets du commerce
Sect. II. - Les dispositions de l'art. 2.277 C. civ. fr. s'imposent-elles par leur caractère d'ordre public?
§ I. - Premier système
§ II. - Deuxième système
§ III. - Troisième système

Sect. III. - Matières immobilières
Sect. IV. - Matières spéciales
§ I. - Livraison de marchandises
§ II. - Créances de l'Etat
§ III. - Serment de crédibilité
§ IV. - Droits étrangers
CHAP. II. Droit musulman
Sect. I. - Règles applic. aux actions personn. et mobilières
§ I. - Ancien droit
a) Durée.
b) Renonciation.
§ II. Nouveau droit
Sect. II. - Droit applicable aux actions réelles
§ I. - Délais et base de la prescription
§ II. - Caractères de la possession
Sect. III. - Causes et circonstances interruptives de la prescription
§ I. - Parenté
§ II. - Communistes et associés
§ III. - Cohéritiers
§ IV. - Mineurs
§ V. - Absents
§ VI. - Prépotence
§ VII. - Existence d'un gage
§ VIII - Paiement d'acomptes
§ IX. - Aaria
§ X. - Procédures diverses
PRESCRIPTION CRIMINELLE
Sect. I. - Justice française
Sect. II. - Justice tunisienne
PRESSE, OUTRAGES, DIFFAMATION
Sect. I. - Législation applicable, procédure et compétence
Sect. II. - Conditions de régularité de l'assignation
Sect. III. - Droits de la partie civile
Sect. IV. - Qualité de fonctionnaire public de la victime
Sect. V. - Règles relatives au pourvoi en cassation
Sect. VI. - Prescription spéciale à la matière
Sect. VII. - Déclaration préalable pour la publication des journaux
PRET A INTERETS
Sect. I. - Loi applicable à la matière
Sect. II. - Contrats fictifs dissimulant un prêt à intérêts
Sect. III. - Liberté du taux de l'intérêt de l'argent
Sect. IV. - Intérêts non stipulés par écrit
PREUVE
CHAP. I. - Preuve littérale
Sect. I. - Force probante de certaines écritures
§ I. - Registres et papiers domestiques
§ II. - Livres de commerce et factures
Sect. II. - Documents impliquant l'existence d'un acte non produit
§ I. - Traduction
§ II. - Enregistrement
CHAP. II. - Preuve testimoniale
Sect. I. - Conditions d'admissibilité
§ I. - Loi applicable
§ II. - Généralités
§ III. - Matières commerciales
§ IV. - Droit musulman
§ V. - Droit tunisien nouveau
Sect. II. - Administration de la preuve testimoniale
§ I. - Droit français
§ II. - Droit tunisien
Sect. III. - Pourvoi en cassation
CHAP. III. - Preuve en matière criminelle (Justice tunisienne)
Sect. I. - Généralités
Sect. II. - Règles spéciales à l'accusation d'assassinat
PRIVILEGES
Sect. I. - Trésor public
Sect. II. - Bailleur
Sect. III. - Architectes et entrepreneurs
Sect. IV. - Sous traitants
Sect. V. - Vendeurs
Sect. VI. - Fournisseurs
Sect. VII. - Frais funéraires et de dernière maladie
Sect. VIII. - Frais de justice et droits consulaires
Sect. IX. - Tutelle (Droit musulman)
PROCEDURE CIVILE ET COMMERCIALE
CHAP. I. - Justice française
Sect. I. - Règles générales
§ I. - Recevabilité des actions en la forme
§ II. - Procédure sommaire. Conclusions
§ III. - Jonction d'instances
§ IV. - Intervention
§ V. - Reprise d'instance
§ VI. - Comparution personnelle
Sect. II. - Règles spéciales aux matières commerciales
CHAP. II. - Justice indigène
PROMULGATION DES LOIS
Sect. I. - Règles spéciales à l'Algérie
Sect. II. - Règles spéciales à la Tunisie
§ I. - Lois françaises

§ II. - Lois tunisiennes
PROPRIETE ARTISTIQUE ET LITTERAIRE
Sect. I. - Photographie
Sect. II. - Oeuvres musicales
Sect. III. - Journaux
PROPRIETE IMMOBILIERE
CHAP. I. - Propriété non immatriculée
Sect. I. - Régime légal
§ I. - Lois applicables
§ II. - Pouvoirs des beys
§ III. - Voisinage
Sect. II. - Titres de propriété
§ I. - Valeur et importance du titre
§ II. - Nécessité des transcriptions sur le titre
§ III. - Medmouns
§ IV. - Acquisitions anciennes par des européens
Sect. III. - Possession
§ I. - Influence de la possession
§ II. - Actes de notoriété (outikas)
CHAP. II. - Propriété immatriculée
Sect. I. - Valeur du titre
Sect. II. - Inscription sur le livre foncier
§ I. - Effets des inscriptions
§ II. - Inscriptions conservatoires
CHAP. III. - Imeubles non soumis à la propriété privée
Sect. I. - Terres soumises à la jouissance collective des tribus
Sect. II. - Terres mortes
Sect. III. - Montagnes
Sect. IV. - Forêts
PROPRIETE INDUSTRIELLE
PROPRIETE MOBILIERE
PROTECTION DIPLOMATIQUE
Sect. I. - Etablissement de la protection
§ I. - Actes consulaires
§ II. - Militaires
§ III. - Maronites
Sect. II. - Effets de la protection
§ I. - Quant à la famille
§ II. - Quant au régime légal
§ III. - Quant à la durée
Sect. III. - Voies de recours contre les décisions des consuls
Sect. IV. - Régime actuel de la Tunisie

Q

QUALITES
Sect. I. - Règlement des qualités des décisions des juridictions civiles
§ I. - Régularité de l'avenir
§ II. - Régularité de l'ordonnance
§ III. - Mentions nécessaires de l'ordonnance et du jugement
§ IV. - Ce qui doivent contenir les qualités
§ V. - Recours contre les ordonnances de règlement
§ VI. - Règlement des qualités en vacation
Sect. II. - Qualités des jugements des tribunaux consulaires et des justices de paix
§ I. - Tribunaux consulaires
§ II. - Justices de paix

R

RAPPORT DE MER
RECRUTEMENT
REFERES
CHAP. I. - Notions générales
Sect. I. - Domaine des référés
§ I. - Matières administratives
§ II. - Matières commerciales
Sect. II. - Compétence des diverses juridictions
§ I. - Juges de paix
§ II. - Présidents des Tribunaux
§ III. - Actes de la justice tunisienne
Sect. III. - Procédure
§ I. - Assignation
§ II. - Référés sur procès-verbaux
§ III. - Dépens
Sect. IV. - Voies de recours
§ I. - Appel
§ II. - Tierce-opposition
§ III. - Opposition
§ IV. - Exécution provisoire
CHAP. II. - Applications diverses du référé
Sect. I. - Référés sur l'exécution de jugements et de titres
§ I. - Cas où l'exécution peut être suspendue
§ II. - Saisies-exécution
§ III. - Saisie-arrêt
§ IV. - Dépôt de prix d'adjudication
§ V. - Détention d'immeubles
Sect. II. - Référés basés sur l'urgence
§ I. - Caractères de l'urgence
§ II. - Remises d'enfants
§ III. - Allocation d'aliments
Sect. III. - Référés entre bailleurs et locataires
§ I. - Expulsion de locataires
§ II. - Saisie-gagerie

Sect. IV. - Mesures conservatoires
§ I. - Scellés et inventaires
§ II. - Envois en possession
§ III. - Conservation de fruits
§ IV. - Mises sous sequestre
§ V. - Expertises
REGIME MATRIMONIAL
CHAP. I. - Cas soumis aux principes du droit français
Sect. I. - Régime matrimonial applicable ou créé en France
§ I. - Entre français
§ II. - Entre français et étranger
§ III. - Entre étrangers
§ IV. - Hypothèque légale de la femme étrangère
Sect. II. - Régime matrimonial créé en Algérie
§ I. - Entre un français et une algérienne musulmane
§ II. - Entre israélites tunisiens
Sect. III. - Régime matrimonial des français mariés à l'étranger
Sect. IV. - Régime matrimonial créé en Tunisie
§ I. - Entre israélites français
§ II. - Entre mari français israélite et femme israélite tunisienne
§ III. - Entre musulman algérien et femme française
§ IV. - Entre musulman tunisien et femme anglaise
§ V. - Entre époux ottomans
CHAP. II. - Cas relevant de droits étrangers
Sect. I. - Droit italien
§ I. - Régime de droit commun
§ II. - Dotalité
§ III. - Nécessité d'un acte public
Sect. II. - Droit maltais
§ I. - Code de Rohan
§ II. - Législation nouvelle
Sect. III. - Droit russe
Sect. IV. - Droit autrichien
Sect. V. - Droit allemand
Sect. VI. - Droit des Etats-Unis
Sect. VII. - Droit rabbinique
Sect. VIII. - Droit musulman
Sect. IX. - Droit suisse
REGLEMENT DE JUGES
RELEGATION
Sect. I. - Conditions dans lesquelles il y a lieu à rélégation
Sect. II. - Constatations insuffisantes des jugements prononçant la rélégation
Sect. III. - Loi du 19 juillet 1907
Sect. IV. - Défense des sujets à rélégation
Sect. V. - Tribunaux répressifs d'Algérie
REQUETE CIVILE
RETRAIT LEGAL
RETRAIT LITIGIEUX
REVISION DE PROCES CRIMINEL
RITES MUSULMANS
Sect. I. - Règles générales
Sect. II. - Règles particulières

S

SAISIE-ARRET
CHAP. I. - Saisie-arrêt ordinaire
Sect. I. - Titre formant la base nécessaire
Sect. II. - Objet
§ I. - Titres de propriété
§ II. - Dotations de la famille beylicale
§ III. - Pensions payées par le Trésor public
§ IV. - Locations de coffre fort
Sect. III. - Procédure
Sect. IV. - Effets
Sect. V. - Saisies abusives
CHAP. II. - Saisies régies par la loi du 12 janvier 1895 et les lois annexes
Sect. I. - Procédures commencées avant la loi de 1895
Sect. II. - Quotités saisissables
§ I. - Pensions alimentaires
§ II. - Combinaisons de la loi de procédure avec la loi tunisienne
§ III. - Pensions de retraite
Sect. III. - Procédure
§ I. - A l'égard des dépositaires de deniers publics
§ II. - Relativement aux transports du dixième
§ III. - A l'égard des tiers saisis
SAISIE BRANDON
SAISIE CONSERVATOIRE
SAISIE DE NAVIRE
Sect. I. - Titres nécessaires pour saisir
Sect. II. - Navires saisissables
Sect. III. - Formes de la saisie
Sect. IV. - Effets de la saisie
Sect. V. - Voies de recours contre le jugement fixant la vente
SAISIE EXECUTION
CHAP. I. - Justice française
Sect. I. - Objet de la saisie
§ I. - Nature mobilière
§ II. - Saisissabilité
§ III. - Objets entre les mains d'un tiers
Sect. II. - Formes de la saisie

§ I. - Récolement
§ II. - Gardiennage
Sect. III. - Action en revendication
§ I. - Enoncé des preuves
§ II. - Femmes musulmanes indigènes
CHAP. II. - Justice indigène
SAISIE IMMOBILIERE
CHAP. I. - Procédure de saisie
Sect. I. - Droit de saisir
§ I. - Compétence de la justice française
§ II. - Qui peut saisir
§ III. - Qui on peut saisir
§ IV. - Ce qu'on peut saisir
§ V. - Prescription de la saisie
Sect. II. - Formes à suivre
§ I. - Limites d'application de la loi de procédure française
§ II. - Formes et effets de la saisie
§ III. - Etablissement et lecture du cahier des carges
§ IV. - Dires au cahier des charges
Sect. III. - Incidents
§ I. - Demandes en nullité
§ II. - Actions en distraction
§ III. - Compétence en la matière
§ IV. - Vente sur conversion
§ V. - Suspension de poursuites
§ VI. - Voies de recours contre les jugements sur incident
CHAP. II. - Adjudication
Sect. I. - Formes et conditions
§ I. - Caractère définitif du jugement de condamnation
§ II. - Prohibition d'enchérir
§ III. - Entraves à la liberté des enchères
Sect. II. - Effets
§ I. - Droits et obligations de l'adjudicataire
§ II. - Absence du titre de propriété
§ III. - Gérant de l'immeuble adjugé
§ IV. - Attribution de loyers
§ V. - Annulation de baux
Sect. III. - Action en revendication
§ I. - Conditions d'exercice
§ II. - Caractère habous de l'immeuble vendu
§ III. - Mise en cause du poursuivant
Sect. IV. - Résolution de la vente et responsabilité
§ I. - Demande en nullité
§ II. - Responsabilité du poursuivant
§ III. - Actions de l'ayant-cause du poursuivant
§ IV. - Rétrocession au saisi
§ V. - Responsabilité du saisi
Sect. V. - Distribution du prix
§ I. - Compensation du prix par l'adjudicataire
§ II. - Obligation de déposer
§ III. - Procédure à suivre pour la distribution
Sect. VI. - Surenchère
Sect. VII. - Folle enchère
CHAP. III. - Justice indigène
SAUVETAGE
SCELLES
SEDUCTION
Sect. I. - Caractères constitutifs
Sect. II. - Admissibilité de la preuve testimoniale
Sect. III. - Droit italien
Sect. IV. - Droit rabbinique
SEPARATION DE BIENS
SEPARATION DE CORPS
CHAP. I. - Compétence de la juridiction française et procédure
Sect. I. - Compétence
Sect. II. - Procédure
CHAP. II. - Droit français
CHAP. III. - Droits étrangers
Sect. I. - Droit italien
§ I. - Séparation à l'amiable
§ II. - Epoux mineur
§ III. - Causes
§ IV. - Effets
Sect. II. - Droit maltais
Sect. III. - Droit russe
Sect. IV. - Droit canonique
SEPULTURE
SEQUESTRE
SERMENT
CHAP. I. - Justice française
Sect. I. - Formes
§ I. - Théorie de l'application nécessaire de la forme française
§ II. - Théorie de l'application de la forme religieuse
§ III. - Formes cultuelles
§ IV. - Commission rogatoire
Sect. II. - Fond du droit
§ I. - A qui le serment peut-il être déféré?
§ II. - Droits d'appréciation du juge
§ III. - Effets du serment

CHAP. II. - Justice indigène
SERVITUDES
CHAP. I. - Détermination du droit applicable
Sect. I. - Immeubles non immatriculés
Sect. II. - Immeubles immatriculés
Sect. III. - Cas où un seul des deux immeubles est immatriculé
CHAP. II. - Droit musulman tunisien
Sect. I. - Servitudes de jour et de vue
Sect. II. - Servitudes de passage
CHAP. III. - Nouveau droit foncier
Sect. I. - Inscription des servitudes sur le livre foncier
Sect. II. - Servitudes de jour et de vue
Sect. III. - Travaux pour la conservation d'uns servitude
SERVITUDES MILITAIRES
CHAP. I. - Régime légal
Sect. I. - Lois applicables
Sect. II. - Administration du domaine public militaire
Sect. III. - Compétence relative aux infractions sur le domaine public militaire
CHAP. II. - Droit des tiers
Sect. I. - Détermination du domaine public militaire
§ I. - Premier système
§ II. - Deuxième système
§ III. - Conséquences de la création des servitudes militaires
Sect. II. - Travaux nouveaux
Sect. III. - Vente d'un terrain grevé
SOCIETES
CHAP. I. - Des sociétés en général
Sect. I. - Règles générales
§ I. - Preuves d'existence
§ II. - Causes de nullité
§ III. - Liquidation
§ IV. - Enregistrement
Sect. II. - Différentes sortes de sociétés
§ I. - Sociétés anonymes
§ II. - Sociétés en commandité
§ III. - Participations
CHAP. II. - Sociétés formées en Tunisie
Sect. I. - Loi applicable
Sect. II. - Régime légal
§ I. - Autorisation du Gouvernement
§ II. - Nationalité
§ III. - Personnalité civile
CHAP. III. - Sociétés étrangères
Sect. I. - Loi applicable
Sect. II. - Sociétés italiennes
Sect. III. - Sociétés maltaises
Sect. IV. - Sociétés entre tunisiens
SOLIDARITE
Sect. I. - Droit français
Sect. II. - Droit tunisien
SUCCESSION
CHAP. I. - Règles générales
Sect. I. - Loi applicable
§ I. - Principe général
§ II. - Combinaison du statut personnel avec le statut réel et la loi de procédure
§ III. - Etranger de nationalité incertaine
§ IV. - Succession des esclaves
§ V. - Musulmans algériens
§ VI. - Israélites algériens citoyens français
§ VII. - Ottomans
§ VIII. - Italiens
Sect. II. - Compétence
§ I. - Succession des chrétiens tunisiens
§ II. - Demandes entre héritiers
§ III. - Renonciations à succession
Sect. III. - Administration des successions étrangères
CHAP. II. - Droits étrangers
Sect. I. - Droit italien
§ I. - Droits du conjoint survivant
§ II. - Succession dévolue à un enfant soumis à la puissance paternelle
§ III. - Donations sujettes à rapports
§ IV. - Legs d'usufruit
§ V. - Vente de droits héréditaires
§ VI. - Immeubles situés à l'étranger
§ VII. - Acceptation, renonciation, bénéfice d'inventaire et séparation des patrimoines
Sect. II. - Droit maltais
§ I. - Conjoint survivant
§ II. - Réserve héréditaire
§ III. - Ouverture de la succession
§ VI. - Prescription
§ V. - Conseil et exécuteur testamentaires
Sect. III. - Droit musulman
§ I. - Nationalité de la succession
§ II. - Etendue des droits héréditaires
§ III. - Droits et obligations des héritiers
§ IV. - Divisibilité des dettes
§ V. - Echéance des dettes
§ VI. - Créances de la succession
§ VII. - Droit kabyle

Sect. IV. - Droit rabbinique
§ I. - Applicabilité du droit
§ II. - Etendue des droits héréditaires
§ III. - Lévirat
Sect. V. - Autres droits
§ I. - Droit autrichien
§ II. - Droit suisse
CHAP. III. - Successions vacantes
Sect. I. - Droit applicable devant la juridiction française
§ I. - Cas de vacance
§ II. - Compétence
§ III. - Honoraires du curateur
Sect. II. - Droit tunisien
SUSPICION LEGITIME
SYNDICAT DES VITICULTEURS
SYNDICATS PROFESSIONNELS

T

TAPAGE INJURIEUX
TAXES MUNICIPALES
CHAP. I. - Règles générales
Sect. I. - Etablissement et contestation des rôles
Sect. II. - Recouvrement des taxes
Sect. III. - Compétence
Sect. IV. - Prescription
CHAP. II. - Règles spéciales
Sect. I. - Carroube sur les loyers
§ I. - Assiette de la taxe
§ II. - Exemptions
§ III. - Changement de propriétaires
§ IV. - Privilèges sur les loyers
§ V. - Justice tunisienne
Sect. II. - Etablissement des égoûts, rues et trottoirs
Sect. III. - Taxe de balayage
Sect. IV. - Taxe sur les cafés
Sect. V. - Taxe sur les voitures
Sect. VI. - Droits de stationnement
TESTAMENT
Sect. I. - Droit français
Sect. II. - Droit italien
Sect. III. - Droit maltais
Sect. IV. - Droit anglais
Sect. V. - Droit autrichien
Sect. VI. - Droit allemand
Sect. VII. - Droit néerlandais
Sect. VIII. - Droit russe
Sect. IX. - Exarchat bulgare
Sect. X. - Droit musulman
TIERCE OPPOSITION
TITRES AU PORTEUR
TRAITES INTERNATIONAUX
TRAMWAYS DE TUNIS
TRANSACTION
TRANSPORTS MARITIMES
CHAP. I. - Contrats de transport
Sect. I. - Formes
§ I. - Formes du connaissement
§ II. - Charte-partie conclue par courtier
§ III. - Clauses manuscrites inconciliables avec les clauses imprimées
Sect. II. - Loi applicable
§ I. - Jurisprudence allemande
§ II. - Jurisprudence italienne
Sect. III. - Effets à l'égard des destinataires des contrats passés par les chargeurs
Sect. IV. - Clauses diverses
§ I. - Clauses compromissoires
§ II. - Clauses de non responsabilité
§ III. - Clause franc d'avaries particulières
Sect. V - Transport de voyageurs
CHAP. II. - Obligations du transporteur
Sect. I. - Obligations de l'armateur
§ I. - Fourniture du navire
§ II. - Concurrence déloyale
Sect. II. - Obligations du capitaine
§ I. - Soins à la marchandise
§ II. - Arrimage
§ III. - Livres de bord
§ IV. - Délivrance des marchandises
CHAP. III. - Accidents de transport
Sect. I. - Pertes ou manquants
§ I. - Déficits à l'arrivée
§ II. - Perte de bagages
Sect. II. - Force majeure
§ I. - Grève générale
§ II. - Pluie
§ III. - Quarantaine
Sect. III. - Avaries et fortune de mer
§ I. - Déroutement
§ II. - Jet à la mer
§ III. - Abordage,
§ IV. - Innavigabilité

§ V. - Emprunt à la grosse
§ VI. - Classement et règlement d'avaries
Sect. IV. - Débarquement
§ I. - Staries et surestaries
§ II. - Agents de déchargement
CHAP. IV. - Actions du destinataire
Sect. I. - Délais d'exercice
§ I. - Délais des réclamations
§ II. - Délais pour la demande en justice
§ III. - Prescription de l'action en délivrance
Sect. II. - Compétence
Sect. III. - Preuve de la faute du transporteur
Sect. IV. - Consignataires et commissionnaires
§ I. - Consignataires
§ II. - Commissionnaires
CHAP. V. - Actions du transporteur
Sect. I. - Fret
§ I. - Paiement du fret
§ II. - Avances sur le fret
Sect. II. - Droits accessoires
§ I. - Magasinage
§ II. - Accostage
TRANSPORTS TERRESTRES
CHAP. I. - Voyageurs et bagages
Sect. I. - Voyageurs
Sect. II. - Bagages
§ I. - Itinéraire
§ II. - Perte
§ III. - Dépôt nécessaire
CHAP. II. - Transport de marchandises
Sect. I. - Prise en charge
Sect. II. - Remise des marchandises à destination
Sect. III. - Réclamations, procédure et délais
Sect. IV. - Accidents de transport
§ I. - Perte
§ II. - Retard
Sect. V. - Application des tarifs
TRAVAUX PUBLICS
Sect. I. - Obligations des entrepreneurs
Sect. II. - Sous-traitants
Sect. III. - Occupations temporaires
Sect. IV. - Dommages aux riverains
TRIBUNAL CRIMINEL
CHAP. I. - Procédure préliminaire
Sect. I. - Interrogatoire préliminaire
§ I. - Délai et nature
§ II. - Formes
Sect. II. - Effets de l'arrêt de renvoi et voies de recours
§ I. - Effets de l'arrêt de renvoi
§ II. - Recours contre l'arrêt de renvoi
Sect. III. - Instruction complémentaire
Sect. IV. - Copie de pièces
CHAP. II. - Constitution du Tribunal criminel
Sect. I. - Eléments tirés du Tribunal de 1re instance
§ I. - Composition
§ II. - Présence du juge d'instruction
§ III. - Commis-greffiers
Sect. II. - Capacité des assesseurs
§ I. - Incompatibilités
§ II. - Infirmités
§ III. - Changement de nationalité
Sect. III. - Désignation des assesseurs
§ I. - Formation de la liste de session
§ II. - Tirage des assesseurs appelés à juger une affaire
§ III. - Règles à suivre en raison de la nationalité des accusés
§ IV. - Serment des assesseurs
§ V. - Obligations des assesseurs
CHAP. III. Débats devant le Tribunal criminel
Sect. I. - Pouvoirs du Président
§ I. - Jonction d'instance
§ II. - Conduite des débats
Sect. II. - Lecture et apport de documents
§ I. - Jonction de pièces
§ II. - Lecture de procès-verbaux
§ III. - Pièces à conviction
Sect. III. - Défense
Sect. IV. - Mesures d'ordre
§ I. - Isolement des témoins
§ II. - Expertises
§ III. - Transports
§ IV. - Intervention de parties civiles
§ V. - Huis-clos
§ IV. - Procès-verbal des débats
Sect. V. - Incidents
§ I. - Procédure à suivre
§ II. - Arrestation de témoins
Sect. VI. - Audition de témoins
§ I. - Désignation des témoins
§ II. - Serment des témoins

§ III. - Témoins dispensés du serment
§ IV. - Témoins qui ne peuvent être entendus
Sect. VII. - Interprétation des langues étrangères
§ I. - Qui peut interpréter
§ II. - Ce qui doit être interprété
§ III. - Constatation de l'interprétation
CHAP. IV. - Jugements
Sect. I. - Prononcé
§ I. - Publicité
§ II. - Dessaisissement du Tribunal
Sect. II. - Motifs nécessaires
Sect. III. - Dépens
Sect. IV. - Cassation
§ I. - Caractère souverain des décisions
§ II. - Fausse application de la loi
§ III. - Renvoi après cassation

V

VENTE (en général)
VENTE A LIVRER
CHAP. I. - Modalités diverses
Sect. I. - Vente sur échantillon
Sect. II. - Vente par correspondance
Sect. III. - Vente à livraisons successives
Sect. IV. - Vente c. i. f. (coût, frais et assurance)
Sect. V. - Selem du droit musulman
CHAP. II. - Défaut de qualité
Sect. I. - Allégation du défaut de qualité
Sect. II. - Effets du défaut de qualité
Sect. III. - Vente de grignons
Sect. IV. - Vente de soufre
Sect. V. - Vente de céréales
Sect. VI. - Ventes d'huiles
CHAP. III. - Livraison par intermédiaire
VENTE A REMERE
Sect. I. - Nature
§ I. - Généralités
§ II. - Rite malékite
§ III. - Rite hanafite
Sect. II. - Effets
§ I. - Droits de l'acheteur
§ II. - Droits du vendeur
VENTE A TEMPERAMENT
VENTE AUX ENCHERES DE MARCHANDISES NEUVES
VENTE COMMERCIALE
Sect. I. - Formes
Sect. II. - Vente en bloc
Sect. III. - Vente par agent
Sect. IV. - Achat au-dessous du cours
VENTE D'ANIMAUX
VENTE DE FONDS DE COMMERCE
VENTE DE NAVIRE
VENTE DE VENDANGE OU DE VIN
Sect. I. - Vente sur souches
Sect. II. - Agréage
Sect. III. - Résiliation
Sect. IV. - Fûts du vendeur ou d'un tiers
VENTE D'IMMEUBLES
CHAP. I. - Formes
Sect. I. - Approbation du Cadi
Sect. II. - Intervention du Gouvernement
Sect. III. - Acte sous-seings privés
CHAP. II. - Conditions particulières
Sect. I. - Ventes à la mesure
Sect. II. - Clause de non garantie
Sect. III. - Etablissement de mitoyenneté
CHAP. III. - Causes de rescision ou de nullité
Sect. I. - Lésion
Sect. II. - Dissimulation du prix
Sect. III. - Vente d'un immeuble litigieux
VENTE PAR AUTORITE DE JUSTICE
VERIFICATION D'ECRITURE
VOIES DE FAIT
VOL
CHAP. I. - Justice française
Sect. I. - Caractères essentiels
§ I. - Enlèvement d'une chose litigieuse
§ II. - Soustraction d'électricité
§ III. - Bechara
Sect. II. - Complicité
§ I. - Complicité ordinaire
§ II. - Recel
Sect. III. - Circonstances aggravantes
§ I. - Application des peines
§ II. - Vol dans un édifice consacré au culte
Sect. IV. - Action en revendication d'objets volés
CHAP. II. - Justice indigène
Sect. I. - Eléments essentiels
§ I. - Tentative
§ II. - Complicité

§ III. - Recel
Sect. II. - Application des peines
§ I. - Preuves admissibles en matière de vol de bestiaux
§ II. - Principes de la mesure de la peine à appliquer
Sect. III. - Réparations civiles
§ I. - Acheteur de l'objet volé
§ II. - Action solidaire contre les coupables